



**HAL**  
open science

# Friends, Fools and Foes: les “ relations spéciales ” entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l’épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980)

Sylvain Gaillaud

## ► To cite this version:

Sylvain Gaillaud. Friends, Fools and Foes: les “ relations spéciales ” entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l’épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980). Histoire. Université Rennes 2, 2022. Français. NNT : 2022REN20041 . tel-04016495

**HAL Id: tel-04016495**

**<https://theses.hal.science/tel-04016495>**

Submitted on 6 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITÉ RENNES 2

ÉCOLE DOCTORALE N° 604  
*Sociétés, Temps, Territoires*  
Spécialité : Histoire

Par

**Sylvain GAILLAUD**

**Friends, Fools and Foes  
les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis  
à l'épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980)**

**volume 1 : texte (tome 1)**

**Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 13 décembre 2022**  
**Unité de recherche : EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques**

## **Rapporteurs avant soutenance :**

Pauline Schnapper      Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Clarisse Berthezène    Professeure, Université Paris Cité

## **Composition du Jury :**

Examineurs :            Clarisse Berthezène    Professeure, Université Paris Cité  
                                 Gildas Le Voguer      Professeur, Université Rennes 2  
                                 Alexandre Rios-Bordes   Maître de conférences, Université Paris Cité  
                                 Pauline Schnapper    Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Dir. de thèse :            Hélène Harter          Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Co-dir. de thèse :        Sébastien-Yves Laurent Professeur, Université de Bordeaux

UNIVERSITÉ RENNES 2

**Ecole Doctorale Sociétés, Temps, Territoire**

*Unité de Recherche EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques*

**FRIENDS, FOOLS AND FOES**

**LES « RELATIONS SPÉCIALES » ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS**

**À L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN**

**(ANNÉES 1970-1980)**

Thèse de Doctorat

Discipline : histoire contemporaine

Volume 1 : texte (tome 1)

Présentée par Sylvain GAILLAUD

Directrice de thèse : Hélène HARTER, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Co-directeur de thèse : Sébastien-Yves LAURENT, université de Bordeaux

Soutenue à Rennes le 13 décembre 2022

Jury :

Examineurs :	Clarisse Berthezène	Professeure, université Paris Cité
	Gildas Le Voguer	Professeur, université Rennes 2
	Alexandre Rios-Bordes	Maître de conférences, université Paris Cité
	Pauline Schnapper	Professeure, université Sorbonne Nouvelle Paris 3
Directrice de thèse :	Hélène Harter	Professeure, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Co-directeur de thèse :	Sébastien-Yves Laurent	Professeur, université de Bordeaux



« Bois du vin pendant que je te lirai une histoire dans un livre du vieux temps ; en l'écoutant tu seras confondu de la manière d'agir du ciel. C'est une histoire pleine de ruses, d'amour, de magie et de trahisons, et digne en tout d'être entendue par des hommes de sens et de raison. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> FERDOWSI Abolqasem, *Le Livre des Rois*, traduction Jules Mohl, Arles, Actes Sud, 2002, « Simbad », p. 180.



## Table des matières

### Volume 1 : texte (tome 1)

Remerciements .....	xi
Liste des abréviations .....	xiii
Note sur la translittération .....	xv
Introduction : penser une triangulation diplomatique.....	1
I.    Une histoire à part inégale .....	1
II.   Une histoire à inspirations multiples.....	16
III.  Une histoire à matériaux renouvelés.....	38
Première partie : Des relations spécieuses avec la Perse impériale.....	55
Chapitre 1 : Des « relations spéciales » aux prises avec un prisme impérial (1976-1979) .....	57
I.    Une communauté de décideurs en sympathie relationnelle.....	58
II.   Une communauté d’iraniens en vigilance complémentaire .....	74
III.  Une communauté d’impétrants en préférences impériales .....	101
Chapitre 2 : Le repli et le remords d’empires empêtrés (1976-1978).....	123
I.    Un renforcement du gendarme des intérêts occidentaux (1976-1978) .....	124
II.   Une convoitise concurrente des marchés persans (1976-1978) .....	141
III.  Un ménagement résigné d’un régime contesté (1976-1978) .....	161
Chapitre 3 : L’accompagnement manqué du changement de régime (1978-1979) .....	185
I.    Le sacrifice du pilier (1978-1979) .....	186
II.   Le miroir de Mordad (1978-1979).....	207
III.  Le sursaut d’implication (1979).....	227

Deuxième partie : Des relations spectrales face au dérèglement du monde.....	249
Chapitre 4 : Des « relations spéciales » au risque des révolutions (1979-1981).....	251
I.    Une communauté de décideurs en crispation relationnelle.....	252
II.   Une communauté d’iraniens en reconfiguration postrévolutionnaire.....	268
III.  Une communauté d’impétrants en acculturation forcée .....	292
Chapitre 5 : La fracturation d’une triangulation diplomatique (1979-1980).....	315
I.    Une dissolution des équilibres prérévolutionnaires (avril-novembre 1979).....	316
II.   Une solidarité à l’épreuve de la crise des otages (novembre-décembre 1979).....	338
III.  Une quête laborieuse de sanctions internationales (décembre 1979-janvier 1980).....	359
Chapitre 6 : La recomposition contrariée des relations régionales (1980-1981) .....	381
I.    L’ostracisation controversée de la République islamique (1980).....	382
II.   Les faux-semblants de la neutralité en guerre (1980).....	402
III.  L’inertie stratégique de partenaires sous pression (1980-1981) .....	422

## **Volume 2 : texte (tome 2)**

Troisième partie : Des relations spéculatives en sinuosités stratégiques.....	443
Chapitre 7 : Des « relations spéciales » à l’heure de la résilience (1981-1984).....	445
I.    Une communauté de décideurs en passion relationnelle .....	446
II.   Une communauté d’iraniens en différenciation progressive.....	464
III.  Une communauté d’impétrants en résilience post-traumatique .....	488
Chapitre 8 : Les ombres portées d’une débâcle diplomatique (1981-1982).....	513
I.    La prudence d’une normalisation controversée (1981-1982) .....	514
II.   La pression pour une implication préventive (1981) .....	533
III.  La préférence par défaut au perdant (1982).....	554
Chapitre 9 : L’accompagnement de l’escalade dans le golfe Persique (1983-1984).....	577
I.    Les collusions contraintes vers le moindre de deux maux (1983) .....	578
II.   Les critiques collectives d’une escalade non-maîtrisée (1983-1984) .....	600
III.  Les conséquences conflictuelles de la dissonance diplomatique (1983-1984).....	619



Quatrième partie : Des relations spéculaires aux défis de la désorientation.....	443
Chapitre 10 : Des « relations spéciales » au coût de l'accoutumance (1985-1988) .....	645
I.    Une communauté de décideurs en résistance relationnelle.....	646
II.   Une communauté d'iraniens en déracinement prolongé.....	668
III.  Une communauté d'impétrants en projections post-khomeinistes .....	694
Chapitre 11 : Les risques relationnels de la dispersion diplomatique (1985-1987) .....	717
I.    Les astreintes d'agendas ambigus (1985) .....	718
II.   Les incohérences d'une implication illisible (1986).....	738
III.  Les coûts des courants contraires (1986-1987).....	756
Chapitre 12 : Les dommages collatéraux du dépassement du conflit (1987-1988).....	779
I.    La révision divergente de l'engagement (1987) .....	780
II.   La résolution déboutée de la guerre (1987) .....	797
III.  La restauration difficile de l'influence (1987-1988).....	817
Conclusion : portée d'une triangulation diplomatique .....	841
Matériau 1 : Sources archivistiques.....	863
Matériau 2 : Sources imprimées .....	911
Matériau 3 : Sources orales .....	925
Matériau 4 : Bibliographie .....	933

### **Volume 3 : annexes**

Annexe 1 : Documents .....	1
Annexe 2 : Requêtes de déclassification .....	25

Annexe 3 : Questionnaire .....	29
Annexe 4 : Entretiens .....	33
Annexe 5 : Sondage.....	45
Annexe 6 : Prosopographie .....	61
Annexe 7 : Schémas de synthèse.....	117
Annexe 8 : Chronologie.....	123
Annexe 9 : Index des acteurs.....	271

## Remerciements

Le travail de recherche renseigne autant sur le sujet dont il traite que sur le sujet qui le traite. Dans les grands jeux de ses influences, il en fait mesurer les exigences et les exemplarités.

Hélène Harter a accompagné dès l'origine avec confiance, constance et consistance une recherche dont les perfections ressemblent aux siennes mais dont les imperfections resteront les miennes. Elle a toujours fini par avoir raison.

Sébastien-Yves Laurent a rejoint depuis Bordeaux un marathon qu'il a nourri de ses ressources inestimables et du secours indispensable de l'*empowerment* doctoral. Il a le sens du stimulus.

Justin Vaïsse m'a fait l'honneur de partager la richesse de ses réseaux et de ses recherches dans les salons cossus du quai d'Orsay.

François-Charles Mougel est demeuré le maître et modèle de ce monde britannique qu'il m'a tant fait aimer en Master.

Floran Vadillo fut le commencement de toute chose et la preuve par l'esprit qu'on peut croire en ses forces.

Dans une histoire à part inégale, chacun a au-delà du devoir honoré le rôle qui fut le sien. Ils resteront mes meilleurs et plus intelligents.

La recherche n'existe pas sans ceux qui la rendent possible.

Malcolm Byrne et William Burr, aux Archives de sécurité nationale de l'université George Washington (Washington), ont accordé leur écoute et leurs éclairages à un sujet en gestation. Leur propre travail de recherche et de réflexion est d'ailleurs d'une valeur inestimable.

Malcolm Madden, à la bibliothèque du Royal Institute of International Affairs (Londres), et Mary Curry, aux Archives de sécurité nationale de l'université George Washington (Washington), ont été d'une aide précieuse dans le dépouillement des ressources de leurs institutions respectives.

Les membres du personnel des Archives nationales britanniques (Kew), de la Bibliothèque nationale (Londres), des Archives nationales américaines (College Park), de la Bibliothèque du Congrès (Washington) et de la Bibliothèque Seeley G. Mudd (Princeton) ont œuvré au quotidien de cette recherche avec patience pour me laisser accéder à toute la richesse de leurs fonds documentaires.

Le soutien sémillant de Marie-Madeleine De Cevins, directrice de l'équipe d'accueil Tempora à l'université Rennes 2, a d'autant plus obligé un doctorant qui a dû cumuler, à la triangulation à l'étude, celle de ses attaches institutionnelles.

Audrey Colloc, à Tempora, et Carole Bergerot, au Centre Montesquieu de recherches politiques, ont assumé avec un brio et une bienveillance jamais démentis les astreintes administratives de la recherche.

Ce travail a bénéficié du soutien financier de l'Institut des Amériques, de l'Institut des hautes études de Défense nationale, du Centre Montesquieu de recherches politiques de l'université de Bordeaux, de l'école doctorale Sociétés, Temps et Territoires et du laboratoire Tempora de l'université Rennes 2.

L'histoire, enfin, est une science humaine.

De toutes leurs forces, mes parents m'auront tout donné. Je ne saurai jamais assez le leur rendre.

Maïté Gaillaud, Mia Guessab et Corentin Méa ont relevé dans une complémentarité inconsciente le défi laborieux de la relecture. L'intérêt et l'investissement inébranlables qu'ils y ont apporté jusqu'aux dernières heures les honorent.

Patrick et Afsaneh Wogan ont été les meilleurs ambassadeurs du *taarof* iranien.

Mireille Castex-Lefebvre seule sait tout ce que je lui dois.

Charles et Arthur ont grandi dans la musique des mythes et le mélange des mondes. Puissent-ils trouver dans cette histoire qu'ils ont vu écrire l'inspiration pour écrire la leur.

Salma est la meilleure des amies, des épaules et des épouses. Elle a donné une âme aimante à ces années d'ascèse. Comme l'a dit une reine, elle est mon roc.

## Liste des abréviations

AAD : Access to Archival Databases, The National Archives and Records Administration, College Park, Washington, D.C.

ADST : Association for Diplomatic Studies and Training, Georgetown University, Washington, D.C.

APP : American Presidency Project, University of California, Santa Barbara, Ca.

BBC : British Broadcasting Corporation Written Archives Centre, Reading

BDOHP : British Diplomatic Oral History Programme, Churchill Archives Centre, Cambridge University

CAC : Churchill Archives Centre, Cambridge University

CHA : Chatham House Archives, The Royal Institute of International Affairs, Londres

CIA : Central Intelligence Agency Freedom of Information Act Electronic Reading Room

CWIHP : Cold War International History Project, Wilson Center, Washington, D.C.

DNSA : The National Security Archives, Gelman Library, George Washington University, Washington, D.C.

DOS : Department of State Virtual Reading Room

FCO : Foreign and Commonwealth Office

FRUS : Foreign Relations of the United States

JCL : Jimmy Carter Library, Atlanta, Ga.

MPCPA : Miller Center of Public Affairs, University of Virginia, Charlottesville, Va.

NARA : The National Archives and Records Administration, College Park, Washington, D.C.

PPPUS : Public Papers of the Presidents of the United States

PUL : Public Policy Papers, Department of Rare Books and Special Collections, Princeton University Library, Princeton, N.J.

RRL : Ronald Reagan Library, Simi Valley, Ca.

TNA : The National Archives, Kew Garden, Londres

TRF : The Reagan Files

UNA : United Nations Archives and Records Management Section, New-York, N.Y.

USDDO : U.S. Declassified Documents Online



## **Note sur la translitération**

La translitération des mots en langues persane ou arabe respecte, pour les noms communs, l'usage établi par le *Grand Robert de la langue française*.

Pour les noms de lieux et de personnes, la rédaction a recouru à la translitération internationale, quand elle n'est pas fermement établie en français, ou bien à la translitération la plus usitée dans les derniers travaux de l'historiographie, quand plusieurs usages sont avérés. Ainsi, notamment pour ménager une cohérence entre le corps de texte et les références infrapaginales, « shah » a été préféré à « chah », « Khomeini » a été préféré à « Khomeyni » ou « Khomeiny ».

Seul les mots en langue étrangère ou les titres ont été écrit en italique. Les noms d'institutions sont la plupart du temps traduits pour en faciliter la compréhension. Les acronymes, pour des raisons équivalentes de cohérence, sont cependant celui des noms en anglais.





À la mémoire de Patrick Francis Michael Wogan, C.M.G. (1937-2022),  
un Gallois parmi les Anglais, un Anglais parmi les Persans



## Introduction

### PENSER UNE TRIANGULATION DIPLOMATIQUE

Au mois d'octobre 1978, une délégation du Foreign and Commonwealth Office (FCO) se déplace à Washington pour deux jours de consultations sur la situation du monde avec des représentants du département d'État. À la tête de la délégation britannique, Brian Crowe, directeur du département de la planification, rapporte dans une note au département du Moyen-Orient un élément d'inquiétude :

« Precht a laissé échapper au cours de nos discussions qu'il allait devoir parcourir les dossiers de la période Mossadegh 1952-1953 dans l'optique de les déclassifier au titre du droit à l'information. Il a déclaré qu'il y aurait des éléments très embarrassants pour les Britanniques s'ils étaient publiés. J'ai fait clairement entendre que nous devrions être consultés, ce qui a été noté, j'en suis sûr, bien qu'une personne ait commenté qu'il existait des procédures établies pour ce type de choses. »<sup>1</sup>

La crainte exprimée par le diplomate porte sur la révélation du rôle du gouvernement de Sa Majesté, aux côtés de celui des États-Unis, dans le renversement du Premier ministre iranien Mossadegh. Ledit « coup d'État » de *Mordad* aboutit au renforcement du pouvoir personnel du shah, Mohammad Reza Pahlavi, et à l'enracinement de l'influence américaine et britannique en Iran. Vingt-cinq ans plus tard, alors que le pouvoir impérial fait face à une contestation croissante, la volonté de ranger dans les ombres de l'histoire leur implication dans son renforcement en 1953 témoigne des enseignements à tirer de la politique iranienne pour étudier la « relation spéciale » entre Londres et Washington.

## I. Une histoire à parts inégales

### A. Les racines d'une triangulation diplomatique

#### 1. La remise en forme d'une relation particulière

Cette recherche s'inscrit dans le sillage d'un mémoire de master ayant porté sur la culture politique d'une famille de dirigeants britanniques, la dynastie des Chamberlain<sup>2</sup>. Encadrés par François-Charles Mougel, ces travaux ont été nourris d'une réflexion sur la place des élites dans la société britannique à l'époque contemporaine, thématique au cœur des recherches de mon directeur. Dans les conclusions de sa thèse, F.-C. Mougel appelle à tester l'irréductibilité du cas britannique dans le cadre d'une histoire comparative du fait élitaire. L'étude du rôle des cultures nationales et de la nature des élites permettrait de comparer l'exemple britannique à celui des pays de culture anglo-saxonne, afin de déterminer l'existence d'une tradition anglaise, d'en vérifier le degré d'originalité ou les liens de parenté<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> The National Archives (ci-après TNA), Records of the Foreign and Commonwealth Office and predecessors (ci-après FCO) 8/3216, Crowe to Gorham, Anglo-American Planning Talks: Iran, 12th October, 1978.

<sup>2</sup> GAILLAUD Sylvain, *Une dynastie en politique ? Les Chamberlain vus par les Français*, mémoire de Master, université de Bordeaux III, 2008.

<sup>3</sup> MOUGEL François-Charles, *Élites et système de pouvoir en Grande-Bretagne, 1945-1987*, Bordeaux, Presses

L'idée de « famille anglo-saxonne » naît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans la rhétorique des impérialistes britanniques comme Joseph Chamberlain. Leur obsession à perpétuer le lien transatlantique hérité de la colonisation témoigne de leur volonté de préserver une influence britannique sur la politique américaine. Déjà, en 1898, le secrétaire d'État américain Richard Olney pense que l'étroite communauté anglo-américaine [*sic*], fondée sur l'origine, le discours, la pensée, la littérature, les institutions et les idées, permettra aux deux pays de résister ensemble à des ennemis communs<sup>4</sup>. La proximité culturelle apparaît de fait, pour ses hérauts, comme un élément constitutif de la communauté de destin unissant les peuples de l'ancienne métropole et de l'ancienne colonie autour d'un messianisme stratégique appelé à défendre leurs intérêts dans le monde. Aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, face aux menaces que fait peser sur la paix l'installation en Europe de régimes alignés sur l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), l'ancien Premier ministre Winston Churchill invoque ainsi devant le président américain Harry Truman « l'association fraternelle des peuples anglophones [qui] signifie une relation spéciale entre l'empire et le *Commonwealth* britannique et les États-Unis d'Amérique »<sup>5</sup>.

Afin d'analyser la synergie des influences entre les hommes et les idées dans les dynamiques de la « relation spéciale », j'ai d'abord envisagé de faire porter cette recherche sur deux *think tanks* américains et britanniques. Le choix de *Chatham House* et le *Council on Foreign Relations* était cependant conventionnel. Nés aux lendemains de la Grande Guerre dans la mouvance de la conférence de paix, ces deux *think tanks* sont cousins dans leur formation et proches dans leur fonctionnement. Par ailleurs, leur influence dans le processus décisionnel a déjà été analysée dans une perspective comparative pour la période de la Seconde Guerre mondiale. Étudier un directoire conceptuel américain et britannique pour travailler sur la « relation spéciale » aurait ainsi pu relever de la tautologie intellectuelle.

La réflexion sur la chronologie du sujet lui a donné sa dimension analytique. De la « relation spéciale », on retient souvent les binômes qui l'incarnent à la tête des exécutifs. Or, leur succession dans les années 1970 et 1980 ménage une scansion chronologique permettant de mesurer les soubresauts de la relation bilatérale. Les gouvernements James Callaghan (1976-1979) et Margaret Thatcher (1979-1990) épousent ainsi les administrations Jimmy Carter (1977-1981) et Ronald Reagan (1981-1989), dans une dynamique d'alternances à contre-temps : Callaghan-Carter, Thatcher-Carter, Thatcher-Reagan.

Cette scansion chronologique correspond dans l'histoire de la politique étrangère des deux pays à une époque faisant rejaillir les souvenirs d'un directoire partagé. A la fin des années 1970, l'effondrement du régime impérial iranien impose à Londres et à Washington la remise en question d'un équilibre stratégique ménagé pendant la guerre froide. Nourri d'un renouvellement stimulant de l'historiographie, j'ai donc opté, au-delà du seul angle élitaire, pour une étude des « relations spéciales », dans la pluralité

---

universitaires de Bordeaux, 1990, p. 443.

<sup>4</sup> Cité par CAMPBELL Charles, *From Revolution to Rapprochement: United States and Great Britain, 1783-1900*, New York, John Wiley and Sons, 1974, p. 201.

<sup>5</sup> The Sinews of Peace, Westminster College, Fulton, Missouri, 5th March, 1946 [En ligne] International Churchill Society [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://winstonchurchill.org/resources/speeches/1946-1963-elder-statesman/the-sinews-of-peace/>

de leurs traductions, entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la révolution islamique. La « perte de l'Iran » et la résurgence prétendue de l'islam politique apparaissent comme un moment d'histoire pouvant laisser apprécier le renforcement des logiques du bilatéralisme entre Londres et Washington ou, au contraire, le décrochage de leur stratégie respective vis-à-vis d'un ancien partenaire commun.

## 2. La remise en question d'un édifice stratégique

La révolution islamique fait de l'Iran l'un des foyers de l'« arc de crise » courant à la fin des années 1970 de la corne de l'Afrique aux confins de l'Asie centrale<sup>6</sup>. Elle remet en question un édifice stratégique qui, dans un contexte de guerre froide, avait fait de Téhéran le gendarme des intérêts occidentaux dans le golfe Persique, face aux velléités de pénétration de l'URSS dans la région.

L'urgence à ériger un rempart contre la progression soviétique en Iran apparaît dès 1945. Profitant d'une révolte à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan iranien, Joseph Staline incite à la sécession la province occupée par ses troupes afin de placer sous contrôle soviétique les ressources pétrolières du nord du pays. La querelle est portée devant l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui appelle les deux partis à résoudre leurs différends par la négociation. Moscou finit par retirer ses troupes. La crise conduit à la signature entre Téhéran et Washington d'un accord sur l'établissement d'une mission militaire en Iran.

Les conversations du Pentagone organisées en 1947 entre Américains et Britanniques confirment néanmoins la délégation aux seconds des affaires iraniennes. Aux prises avec la guerre de Corée, l'administration Truman se contente de surveiller l'évolution des affaires intérieures en octroyant au pays une aide financière mesurée. Il faut attendre l'arrivée de l'administration Eisenhower pour observer un regain d'intérêt pour l'Iran aux États-Unis. De retour du Moyen-Orient, le secrétaire d'État John Foster Dulles suggère la formation d'un dispositif de défense sur les États de la « rangée nord » (*northern tier*), pour contenir l'URSS : Turquie, Iran, Irak, Pakistan<sup>7</sup>. En 1955 est ainsi conclu le pacte de Bagdad entre les quatre pays et le Royaume-Uni. Il s'agit de garantir le maintien de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient dans un contexte de développement de l'influence soviétique et du nationalisme arabe. L'alliance est conçue comme un maillon de la politique d'endiguement par les États-Unis, qui ne le rejoignent en 1956 qu'en tant que membre associé pour ne pas s'aliéner le soutien des autres pays arabes à leur politique régionale. Le développement de la relation avec l'Iran participe de l'approche générale de l'endiguement : les alliés constituant le « parapluie sécuritaire » fournissent les troupes terrestres requises en cas d'agression locale, en échange de l'aide technique voire du soutien aérien ou naval des États-Unis.

En 1958, le coup d'état prosoviétique en Irak conduit à son retrait du pacte de Bagdad, qui renaît

---

<sup>6</sup> Jimmy Carter Library (ci-après JCL), Plains File, Subject File, Box 29, NSC Weekly Reports, 6-12/78, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #81, 2nd December, 1978.

<sup>7</sup> Dwight Eisenhower Library (ci-après DEL), Eisenhower Papers, Whitman file, Memorandum of Discussion at the 153rd Meeting of the National Security Council, 9th July, 1953, *Foreign Relations of the United States, 1952-1954, The Near and Middle East, Volume IX, Part 1*, dir. Paul Claussen *et. al.*, Washington, U.S. Government Printing Office (ci-après U.S. GPO), 1986, Document 144.

sous la forme de l'Organisation du traité central (CENTO) l'année suivante, avec la participation des États-Unis. L'organisation participe au développement économique des États-membres et à l'effort de contre-subversion face à Moscou. Si l'absence des États arabes en fait « une épée sans lame tranchante », il intègre l'Iran à un club international porteur de prestige politique et de retombées économiques.

L'enracinement des tensions de guerre froide à partir des années 1960 fait de l'Iran un allié crucial du bloc de l'Ouest dans la région. Le pays prête main forte à des gouvernements et des groupes de guérilla combattant des forces soutenues par les Soviétiques. Il coopère étroitement avec Israël dans de nombreux domaines, notamment ceux du pétrole et du renseignement. Il participe de la défense des intérêts occidentaux par des initiatives diplomatiques auprès des gouvernements de la région.

En janvier 1968, le gouvernement travailliste d'Harold Wilson annonce la liquidation pour 1971 de la présence britannique à « l'est de Suez » dans un contexte de crise économique aggravée par la dévaluation de la livre sterling. Le Royaume-Uni est alors l'unique puissance à conserver des dépendances lointaines fournissant un réseau de bases et d'installations militaires servant également les intérêts des États-Unis, la France conservant au terme de sa politique de « grandeur » une plus forte indépendance nationale<sup>8</sup>. Avant leur retrait, les troupes britanniques sont présentes à Gibraltar, Malte, Chypre, Aden, Bahreïn, dans l'océan Indien, à Bornéo, Singapour et Hong Kong. La décision britannique participe d'une résurgence du « syndrome de Suez », qui avait conduit à une crispation des « relations spéciales » sur les questions moyen-orientales. L'invasion de l'Égypte par les armées israéliennes puis françaises et britanniques en 1956 répond alors à la nationalisation du canal de Suez par le président Gamal Abdel Nasser, mais suscite la réprobation des États-Unis et de l'URSS, dans un élan d'unité à l'ONU. Là où la crise de 1956 apparaît comme le procès d'un allié sorti du rang, celle des années 1960 est celui d'un partenaire faillant à son rôle<sup>9</sup>. Irrité par la perspective de devoir assurer seul la défense de l'Occident, Washington cherche en vain à convaincre Londres de continuer à honorer ses engagements.

Le repli britannique contraint les Américains à réinventer la défense des intérêts occidentaux dans le Golfe. Le coût financier et moral de l'enlisement au Vietnam fait monter la pression contre les engagements des États-Unis dans le monde. L'administration Nixon (1969-1974) pose ainsi les bases d'une puissance par procuration, selon les principes de la doctrine « de Guam », qui conditionne l'assistance militaire et économique aux alliés des États-Unis à l'engagement de leurs troupes en cas de conflit<sup>10</sup>.

Alors que les Britanniques pratiquaient une politique d'équilibre entre Iraniens et Saoudiens, l'influence soviétique à Bagdad et l'instabilité à Riyad conduisent les Américains à privilégier la carte iranienne dans la stratégie des « deux piliers ». R. Nixon revient sur les équilibres pétroliers d'après-guerre pour permettre à l'Iran de financer l'achat de matériel militaire essentiellement américain et britannique.

<sup>8</sup> The National Archives and Records Administration (ci-après NARA), Subject-Numeric 1967-69, POL 7 UK, 2.1.68, State Department Research Memorandum, What Now For Britain? Wilson's Visit and Britain's Future, 7th February, 1968.

<sup>9</sup> ALVANDI Roham, "Nixon, Kissinger, and the Shah: the origins of Iranian primacy in the Persian Gulf", *Diplomatic history*, 2012, vol. 36, n°2, pp. 341-342.

<sup>10</sup> Address to the Nation on the War in Vietnam, 3rd November, 1969, *Public Papers of the Presidents of the United States* (ci-après PPPUS), Richard Nixon, 1969, Washington, U.S. GPO, 1971, p. 901-909.

Il crée une dépendance structurelle au Royaume-Uni et aux États-Unis pour l'Iran, qui ne dispose pas des moyens humains et matériels nécessaires à la gestion de cet arsenal sophistiqué. Le renforcement du pilier iranien conduit à l'arrivée massive de conseillers militaires américains et britanniques. Il enracine une présence régionale qui provoque la résurgence de réactions de rejet contre les ingérences étrangères.

### 3. La remise en cause d'une ingérence historique

L'identification du shah à ses partenaires occidentaux nourrit le développement d'une rhétorique anti-occidentale chez des populations depuis longtemps confrontées aux ingérences étrangères. L'implication de la Couronne dans la région date du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Royaume-Uni lutte alors contre les incursions russes dans la ceinture de territoires reliant l'Indus à l'Euphrate, qui constitue une barrière protégeant le sous-continent indien. Telle un « échiquier sur lequel se joue la domination du monde »<sup>11</sup>, cette région forme un *interspace* entre l'aire de puissance russe et le système de communications maritimes sur lequel repose la prospérité britannique<sup>12</sup>. La guerre entre les Empires russe et persan (1804-1813) conduit le shah Fath Ali à requérir l'assistance militaire de Londres. L'alliance entre les Russes et les Britanniques dans le cadre de la lutte contre Napoléon I<sup>er</sup> rend cependant l'initiative inopérante. Le shah se rapproche de Paris, mais le traité de paix de Tilsit entre les Français et les Russes remet en question l'alliance franco-persane. Londres y substitue alors une série de traités promettant une assistance militaire limitée en échange de clauses organisant un rapport de forces inégal. L'Iran promet de ne pas intervenir dans les affaires du sous-continent mais de le protéger en cas d'une attaque par l'Afghanistan. La promesse de soutien n'est pas réciproque en cas d'attaque de l'Iran par l'Afghanistan. Le soutien à la dynastie des Qadjar est par ailleurs conditionné à la possibilité d'une ingérence dans les affaires intérieures si elle est jugée nécessaire. Le traité de Golestan, signé en 1813 entre la Perse et la Russie, comporte des clauses similaires. La confrontation de leurs impérialismes en Asie centrale pose les bases du Grand jeu qui oppose le Royaume-Uni et l'Empire russe jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

En réaction, les Persans font le choix d'un rapprochement avec les États-Unis, qu'ils considèrent comme attachés à la promotion des libertés. L'établissement progressif de relations avec la jeune république américaine participe ainsi d'une mise en concurrence relationnelle à un moment critique de la relation bilatérale entre Londres et Washington. Leur dispute pour le contrôle du territoire de l'Oregon (1844-1846) conduit aux États-Unis à un embrasement des sentiments anti-britanniques. Durant la seconde guerre anglo-persane de 1856-1857 pour le contrôle de la cité d'Herat, en Afghanistan, le trône du Paon conçoit ainsi la possibilité d'une alliance militaire contre les Britanniques, qui n'aboutit pas.

Cette mise en concurrence relationnelle se traduit parallèlement dans le processus de l'évangélisation de l'Iran par les Occidentaux. Par un verdict de 1841, Mohammad Shah Qadjar autorise les missions

---

<sup>11</sup> CURZON George, *Persia and the Persian Question*, Londres, Longmans, Green & Co., 1892, p. 3-4.

<sup>12</sup> BROBST Peter, "Great Game redux: The US, Europe, and Gulf security in the late Cold War", in MAUER Victor, MÖCKLI Daniel, *European-American Relations and the Middle East*, New York, Routledge, 2011, p. 188-189.

chrétiennes de toutes confessions à ouvrir des écoles afin de diffuser un modèle éducatif perçu comme levier du développement occidental. A partir de 1834, le révérend américain Justin Perkins s'installe dans la ville d'Ourmia, dans la province d'Azerbaïdjan, foyer de minorités chrétiennes d'origine assyrienne ou arménienne, qu'il convertit à l'évangélisme. Dans la même veine, les premières écoles britanniques sont ouvertes par la Société missionnaire de l'Église, dont les membres anglicans s'allient avec leurs homologues presbytériens d'outre-Atlantique. Ils divisent l'Iran en deux sphères d'influence, les Américains au Nord, les Britanniques au Sud, en compétition avec les Lazaristes français.

Le Grand jeu aboutit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par un *modus vivendi* qui consacre un équilibre des puissances. Ce dernier enracine dans la population « une attitude de méfiance et d'hostilité à toute entreprise étrangère », selon Arthur Hardinge, ministre britannique à Téhéran en 1904<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs à la fin de l'ère Qadjar que les théories conspirationnistes sur les « mains de l'étranger » en Iran prennent leur essor. L'affaiblissement du pays éclate alors avec la signature de la Convention anglo-russe de 1907 qui divise le pays en zones d'influence politique et économique, britannique au sud, russe au nord, neutre au centre. Les Britanniques sont dépeints comme rusés et sournois, dotés de pouvoirs extraordinaires que le persan exprime à partir du terme renvoyant aux « Anglais » (*sāsat-e Engelīs*). Le mot résonne dans la culture populaire avec toute sorte de supercheries politiques, réputées toucher même le « simple Russe » et le « naïf Yankee ». Cette prévention culturelle face au Royaume-Uni éclate dans le roman d'Iraj Pezeshkzad, *Mon oncle Napoléon*, dont le protagoniste incarne la conviction répandue selon laquelle les Britanniques étaient les instigateurs secrets de tous les événements du pays au XX<sup>e</sup> siècle. Le mythe de la « main anglaise » est réactualisé par l'occupation du territoire iranien en 1941. Le terme *Cherchil*, translittéré de l'anglais, renvoie alors à une personne aux pouvoirs de rouerie et d'intrigue.

La convergence des intérêts américains et britanniques pendant la guerre froide et le rapprochement entre Washington et Téhéran à la faveur du retrait des troupes britanniques conduit à l'élargissement de la rhétorique antibritannique aux ingérences américaines. En 1964, l'octroi par le parlement iranien d'une immunité diplomatique aux soldats américains présents en Iran pour des forfaits qu'ils y auraient commis soulève une vive réaction dans la société. L'ayatollah Rouhollah Khomeini, un dignitaire religieux chiite portant le turban noir des descendants présumés du prophète, par ailleurs héraut de l'opposition au pouvoir impérial, proclame : « L'Amérique est pire que les Britanniques ; les Britanniques sont pires que les Américains ; l'Union soviétique est pire que les deux autres. Chacun est pire que l'autre ; ils sont tous méprisables. »<sup>14</sup> Cette thèse montrera que le poids des « passés indépassables » de la mémoire iranienne résonne jusqu'à l'heure de la révolution, instrumentalisé par ses protagonistes.

<sup>13</sup> Cité par WRIGHT Denis, *The Persians Amongst the English: Episodes in Anglo-Persian History*, Londres, St. Martin's Press, 1985, p. 111.

<sup>14</sup> Cité par BILL James, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 160.



## B. Les résonances de la question persane

### 1. Le reflet des miroirs persans

Le 12 octobre 1971, devant un parterre de chefs d'État et de gouvernement venus du monde entier, le shah Mohammed Reza Pahlavi ouvre la célébration de la 2 500<sup>e</sup> année de la fondation de l'Empire perse<sup>15</sup>. Chant du cygne d'un empereur obsédé par l'importance de sa succession directe à Cyrus, les festivités se veulent une évocation de la puissance de la civilisation persane et une démonstration du développement du pays sous le règne de son dernier shah. Comme les miroirs-mosaïques ornant les mosquées, sanctuaires et palais persans, emblématiques d'un pays dont ils reflètent la complexité<sup>16</sup>, les fastes de 1971 réactualisent les prismes déformant la perception occidentale de la « question persane ».

L'implication du Royaume-Uni et des États-Unis en Iran pose la question des empreintes partagées ou distinctes de la vision de la Perse à Londres et à Washington. Si la défense de la liberté des Grecs fait de Cyrus, Darius et Xerxès les « méchants » d'une histoire ancienne euro-péo-centrée<sup>17</sup>, les Perses d'Eschyle donnent des « barbares d'Orient » une image loin d'être négative. L'opposition binaire entre les deux civilisations apparaît comme une invention de la modernité occidentale, qui omet les multiples interactions entre les deux mondes. A l'époque élisabéthaine, les pièces de Shakespeare dépeignent les Perses comme les riches et puissants rivaux des Ottomans dont l'expansion menace l'Europe. L'établissement d'une chaire d'arabe aux universités d'Oxford et de Cambridge permet d'introduire dans l'Académie les études persanes dès le XVII<sup>e</sup> siècle, mais ce n'est pas avant le siècle des Lumières que les poètes persans peuvent être lus dans une traduction anglaise. Harvard dispense des cours de persan dès 1765. L'*India Act* de 1784 établit un programme accéléré de persan en métropole et dans le sous-continent, avant que l'anglais ne le remplace comme *lingua franca* après la Révolte des cipayes de 1857.

L'interprétation biblique du Moyen-Orient entretient la dichotomie entre la noblesse des Perses et l'inhumanité des Turcs dans les écrits britanniques circulant jusque dans les colonies d'Amérique. Fins connaisseurs de la Perse, les pères fondateurs des États-Unis voient dans le talent à gouverner des empereurs Cyrus, Darius et Xerxès une inspiration pour la nouvelle République. Dans un Moyen-Orient en proie aux infidèles, les Américains perçoivent en contrepoint la Perse comme une civilisation idyllique, un peu moins musulmane, un peu moins arabe, un peu moins mauvaise. L'arrivée des premiers Persans en Angleterre puis aux États-Unis conduit à l'approfondissement des relations, à la faveur des échanges économiques. Un émissaire d'Ala ad-Din Muhammad est dépêché en 1238 à la Cour du roi Henri III pour requérir une aide contre des hordes mongoles. Les premiers traités politiques et commerciaux entre les deux pays sont signés au début du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que les premiers étudiants persans arrivent en

<sup>15</sup> Richard Nixon avait envisagé d'en être avant de se raviser par crainte d'attentat. La reine Elizabeth II aurait été dissuadée de participer à des cérémonies jugées à Londres « indignes, désordonnées et dangereuses » (TWEEDIE Neil, « Public Record Office: Shah's party was too tacky for the Queen », *The Daily Telegraph*, 15th August, 2001).

<sup>16</sup> SCIOLINO Elaine, *Persian Mirrors. The Elusive Face of Iran*, New York, Simon & Schuster, 2000, p. 7.

<sup>17</sup> PERETT Gregory, entretien avec l'auteur, 10 août 2017.

Angleterre. En 1841, l'évêque d'Ourmia, Mar Yohannan est le premier Persan à visiter les États-Unis, dans le cadre d'un séjour organisé par l'Église presbytérienne. Les missions caritatives de cette dernière facilitent la signature en 1856 d'un traité de commerce et d'amitié entre les deux pays. La légation américaine ouvre à Téhéran en 1883. Le premier représentant persan arrive à Washington en 1888.

L'importance de la question persane conduit le gouvernement britannique à fonder sur l'expertise sa politique de renforcement d'un État jugé vulnérable pour mieux protéger le joyau indien. Edward Granville Browne (1862-1926), spécialiste des études orientales et  *fellow* du Pembroke College à l'université de Cambridge, et George Nathaniel Curzon (1859-1925), vice-roi des Indes puis secrétaire d'État aux Affaires étrangères, passent pour les meilleurs iranologues de leur temps. Leur familiarité avec l'histoire, la littérature et la société persanes, nourrie de leurs voyages et de leurs affectations, éclate dans leurs publications respectives. La connaissance du « gentilhomme *amateur* » s'est pourtant avérée déficiente à plus d'un titre pour véritablement servir la politique iranienne du Royaume-Uni. La vision plus nuancée de l'universitaire professionnel aurait sans doute mieux servi l'*Establishment* de politique étrangère, au sein duquel il était en revanche moins introduit que Curzon. Le développement des récits de voyages et travaux de recherche contribuent en tout cas à la sédimentation d'une vision orientaliste du pays qui participe du rapport de domination sous-tendant les vellétés d'ingérence impérialiste.

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la réactualisation de la question persane dans une logique de guerre froide se traduit de part et d'autre de l'Atlantique par un besoin d'expertise sur un territoire porteur d'enjeux stratégiques. Des chercheurs comme Edwin Wright et Nancy Lambton sont respectivement sollicités à Washington et à Londres pour nourrir l'élaboration d'une politique iranienne de leur maîtrise de la culture et de la société locales. Des diplomates comme le britannique Denis Wright ou des agents du renseignement comme l'américain Richard Cottam sont à leur tour au-delà de leur carrière des autorités régulièrement sollicitées jusqu'à la révolution. La rupture de 1979 et ses conséquences laisse ainsi mesurer la place et la portée de l'expertise dans la définition de la politique iranienne, à l'aune d'interactions transnationales entre des visions marquées par leurs empreintes nationales.

## 2. Le rayonnement des routes de la soie

Du Grand jeu à la guerre froide, la cristallisation des puissances sur les régions du Moyen-Orient et du golfe Persique témoigne de leur importance commerciale. Ainsi, la « perte de l'Iran » consécutive à l'effondrement du régime impérial se traduit par une remise en question de l'accès aux marchés persans pour des économies américaines et britanniques déjà confrontées à une crise de croissance.

Le développement des échanges le long des « routes de la soie » remonte au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, bien que l'Empire achéménide ait fondé une route de 2 500 kilomètres reliant le plateau iranien à l'Asie centrale et à la mer Méditerranée. La situation stratégique du pays explique le développement de la présence étrangère avec celui de la première mondialisation. Ouvert sur le Golfe, il permet aux marchands européens d'accéder aux provinces orientales de l'Empire ottoman et à la côte occidentale des

Indes. Le développement de l'Empire britannique rend crucial la sécurisation de la région que l'Empire des tsars convoite dans son effort de donner à la Russie une ouverture vers des mers chaudes.

Les premiers marchands britanniques mouillent dans les eaux du Golfe à partir de 1616, quand la Compagnie des Indes orientales relie par le vaisseau James la base indienne de Seurat au port de Djask, sur la côte de Makran (Perse). Deux ans plus tard, la Compagnie y ouvre un comptoir commercial qui redistribue par route terrestre vers Shiraz et Ispahan la marchandise en provenance de la métropole ou du sous-continent. En 1622, elle fournit au shah Abbas I<sup>er</sup> une force navale lui permettant de bloquer, prendre et détruire le comptoir d'Ormuz, mettant fin à un siècle de présence lusitanienne.

La marine marchande américaine entre dans le Golfe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les marchés locaux sont peu adaptés aux goûts américains, pour des raisons climatiques et culturelles. De plus, les Arabes ont peu à vendre, même s'ils sont friands de produits manufacturés américains. Le commerce connaît ainsi un essor tardif. Le traité de 1856 étend la clause de la nation la plus favorisée aux deux parties, au grand dam des Britanniques cherchant à faire échouer les négociations. L'industrialisation accroît l'importance du pays. L'accès aux marchés de Tabriz et d'Azerbaïdjan est facilité par l'ouverture des ports turcs de la mer Noire. Sous pression de Londres, le shah ouvre le Karoun aux navires étrangers pour permettre aux exportations britanniques de concurrencer les produits russes dans le sud du pays.

Parallèlement, la mise en valeur du territoire crée un débouché pour les produits occidentaux. Le shah Nassereddine conçoit les concessions économiques à Londres comme autant de paravents permettant de garantir l'indépendance du pays contre la Russie. En 1862 est construite une ligne de télégraphe reliant Khanaqin, à la frontière perso-ottomane, à Téhéran et Boucher, passerelle vers l'Inde. Ses stations sont gérées par les premières communautés britanniques. Dix ans plus tard, la concession octroyée au baron Julius de Reuter crée la polémique. Transférant le contrôle sur l'ensemble des routes, télégraphes, usines, sites d'extraction et travaux publics, elle passe aux yeux de George Curzon comme « la reddition la plus complète et extraordinaire des entières ressources industrielles d'un royaume à des mains étrangères que l'on aurait pu imaginer, faute de l'accomplir, dans l'histoire »<sup>18</sup>. La vigueur de la réaction conduit le shah à se raviser. En 1890, l'octroi au major G. F. Talbot d'un monopole complet sur la production, la vente et l'exportation du tabac produit les mêmes réactions qui conduisent à son annulation. L'établissement de la Banque impériale de Perse en 1889 passe en revanche pour le plus grand succès de l'effort britannique de pénétration économique des marchés persans. Le monopole de la mise en circulation des billets, du marché de l'emprunt et de la régulation des taux d'intérêt lui donne *de facto* un contrôle presque total sur les finances publiques et privées. Elle constitue l'une des bases de l'influence économique puis politique du Royaume-Uni dans le pays jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Face à cet entrisme commercial, les États-Unis défendent l'établissement des conditions d'une libre concurrence. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le développement de la « diplomatie du dollar » conduit Washington à rechercher un accès étendu à des ressources à même de rassasier les appétits d'une économie en

---

<sup>18</sup> CURZON George, *Persia and the Persian Question*, *op. cit.*, p. 480.

croissance. Mais c'est, avant les intérêts purement commerciaux, la défense d'une position stratégique qui prévaut jusqu'à l'après-guerre, face à des marchés persans encore dominés par les Britanniques :

« Je suis navré, dit un officiel britannique au principal conseiller économique américain du gouvernement iranien, avec lequel je résidais, mais ces gens achèteront des locomotives britanniques. » Le conseiller américain venait de montrer que les locomotives américaines, fonctionnant au diesel, étaient beaucoup plus adaptées aux chemins de fer iraniens, qui passaient par de nombreux tunnels, que les machines à vapeur britanniques. Les Iraniens achetèrent finalement aux Britanniques.<sup>19</sup>

Au début de la guerre froide, la mise en place du plan Marshall change la donne. Le 6 octobre 1947, Washington et Téhéran signent un accord organisant la vente d'équipements militaires et spécifiant que les affaires militaires du pays ne pourraient être confiées à un tiers parti sans le consentement américain. Le commerce atteint en valeur la somme de 14 milliards de dollars en 1972. Les revenus du pétrole stimulent de même les exportations britanniques de produits mécaniques, chimiques et militaires et la coopération bilatérale permet à l'Échiquier d'obtenir de Téhéran en 1974 un prêt de 1,2 million de dollars pour financer les industries nationalisées. La relation de complémentarité entre les économies américaine et britannique, d'une part, et iranienne, d'autre part, pose la question de la remise en question de ces liens par la révolution et des modalités de leur restauration au-delà. Cette thèse démontrera la part des intérêts nationaux dans l'affirmation du bilatéralisme face à un partenaire en reconfiguration.

### 3. La ruée vers l'or noir

En touchant l'un des principaux fournisseurs de pétrole, la révolution iranienne contribue enfin à la déstabilisation de l'approvisionnement en matières premières énergétiques des pays développés, dont la croissance avait déjà été éprouvée par un premier choc pétrolier en 1973. La ruée vers l'or noir en Iran date du début du XX<sup>e</sup> siècle. L'octroi au spéculateur William Knox D'Arcy d'une concession pour l'exploitation du pétrole persan accentue l'influence économique du Royaume-Uni. La découverte en 1908 à Masjed Soleiman de pétrole en quantité commercialisable motive la fondation de la Compagnie anglo-persane de pétrole (APOC) en 1909 et au lancement de la production en 1912. Au même moment, la décision de convertir la marine britannique à l'utilisation des dérivés du pétrole pour remplacer le charbon accroît l'importance des gisements persans. Après la Première Guerre mondiale, la consolidation de l'emprise britannique sur le pétrole local par le traité anglo-persan soulève l'opposition de Washington qui réaffirme son attachement à l'indépendance du pays lors de la conférence de paix de Versailles. Devant les prétentions de Londres de s'arroger le contrôle de la manne énergétique, la Standard Oil Company of New Jersey négocie pour une concession dans le nord du pays, rapidement imitée par la Sinclair Oil. Les Britanniques pèsent cependant pour faire échouer les initiatives.

Le développement de la présence américaine en Iran pendant la Seconde Guerre mondiale accroît les tensions entre Londres et Washington. Lorsque la Standard-Vacuum commence à rechercher une

<sup>19</sup> KENNEDY Moorhead, *The Ayatollah in the Cathedral*, New York, Hill & Wang, 1986, p. 15.

concession dans le nord du pays, la Royal Dutch Shell envoie deux représentants pour prendre les Américains de court. La présence américaine dans la région n'en est pas moins accueillie avec intérêt par un Royaume-Uni de moins en moins capable de garantir la protection et le contrôle de l'Iran face à la volonté de l'URSS de pérenniser après la guerre son influence dans le nord du pays.

La convergence des intérêts américains et britanniques éclate finalement lors de la résolution de la crise d'Abadan, du nom de la principale raffinerie développée par l'APOC. En 1951, le Premier ministre Mohammad Mossadegh décide de nationaliser le pétrole iranien, provoquant l'ire de Londres. Le président Harry Truman donne d'abord raison aux Iraniens dans leur volonté de contrôler leurs propres ressources. Le secrétaire d'État Dean Acheson et l'ambassadeur américain à Téhéran, Henry Grady, reprochent aux Britanniques une arrogance propre à pousser le pays vers les Soviétiques. Averell Harriman, ancien ambassadeur à Londres, est pourtant dépêché sur place par la Maison-Blanche pour désamorcer la querelle entre Londres et Téhéran. Il est fraîchement accueilli par M. Mossadegh. Lorsque la délégation américaine tente de le convaincre qu'il serait dans l'intérêt iranien d'accepter un accord négocié, le Premier ministre demande ce que les héros de la guerre d'indépendance auraient répondu à un médiateur persan venu à Boston leur recommander de ne pas jeter les cargaisons de thé par-dessus bord<sup>20</sup>.

C'est l'instrumentalisation de la crainte de contagion communiste en Iran qui permet à Londres de mobiliser Washington contre la nationalisation. L'alliance du Front national de M. Mossadegh avec le parti des masses d'Iran (Tudeh) se réclamant de Moscou convainc les États-Unis de contribuer à son éviction. Les communautés américaine et britannique du renseignement instrumentalisent un mouvement de protestation contre le Premier ministre, dont elles provoquent la chute. La résolution de la crise donne à l'APOC et à la Standard Oil le contrôle à part égal de 80% de la manne énergétique. Elle permet aussi la consolidation du pouvoir impérial iranien sous le sceau du soutien occidental.

L'Iran devient le premier bénéficiaire de la ruée des Occidentaux vers l'or noir. Le développement de l'industrie pétrolière nationale sous-tend la politique de modernisation à marche forcée menée lors de la « révolution blanche ». À partir de 1963, les dividendes pétroliers financent le développement des secteurs de l'agriculture, de l'éducation et de la santé. Ils participent de la transformation urbanistique de la capitale et nourrissent les appétits croissants de l'armée iranienne. Quand en 1973 les pays arabes décident de sanctionner par l'arme énergétique les Occidentaux pour leur soutien à Israël contre la Syrie, l'Égypte et l'Irak lors de la guerre du Kippour, le shah propose de relever à 17 dollars du prix du baril, quand l'Arabie saoudite propose 8 dollars. Les 11,65 dollars adoptés sont une victoire personnelle pour un souverain émancipé de ses parrains américains et britanniques. La dépendance énergétique à l'Iran reste l'un des angles vifs de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran lors de la révolution. Elle permet de départager le poids de la convergence des politiques, de la connivence des pratiques et de la concurrence des positions américaines et britanniques sur les questions iraniennes.

---

<sup>20</sup> Cité par BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 76.

## C. Les ressorts des « relations spéciales »

### 1. La convergence des politiques

La politique iranienne répond à un alignement stratégique de Londres sur Washington dans le cadre de la bipolarisation du monde à l'heure de la guerre froide. Ce dernier plonge ses racines dans la guerre, alors que la « grande alliance » entre Franklin Roosevelt, Winston Churchill et Joseph Staline commence à se fissurer à la conférence de Téhéran sur le partage de l'Europe en zones d'influence. L'expérience de la guerre forge entre Américains et Britanniques une tradition de coopération qui apparaît comme « l'effort d'unification militaire le plus complet jamais accompli par deux États alliés »<sup>21</sup>. Après la victoire, la persistance de la menace soviétique en Europe conduit à la réaffirmation d'un bilatéralisme qui aurait pu passer pour pertes et profits de la fin du conflit. Aux yeux des Américains, la « relation spéciale » récompense la contribution des Britanniques à la mise en place de l'architecture des relations internationales du début de la guerre froide. Elle se traduit par un fort développement des échanges bilatéraux dans les domaines de la défense : en 1976, on dénombre 2 700 visites d'officiels du ministère britannique de la Défense aux États-Unis, en plus du travail de veille des officiers attachés dans le pays<sup>22</sup>.

Dans ce contexte, le mimétisme de leur politique iranienne s'explique par le développement d'une relation étroite avec le shah, lequel développe à partir des années 1950 un pouvoir à la fois personnel et autoritaire. Dans sa *Réponse à l'histoire* écrite après la révolution, ce dernier rend hommage aux « dirigeants américains qui [lui] viennent à l'esprit quand il pense à la noble et puissante Amérique » : Eisenhower, Nixon, Kissinger, Harriman, Truman et Johnson<sup>23</sup>. De Franklin Roosevelt à Jimmy Carter, le shah a connu sans exception tous les dirigeants américains. Ses relations avec F. Roosevelt sont ternies par la désinvolture du président qui omet de faire une visite de courtoisie au palais de Niavaran lors de la conférence de Téhéran, à la différence notable de W. Churchill et de J. Staline. Le soutien de Harry Truman lors de la crise d'Azerbaïdjan en 1946 et celui de Dwight Eisenhower lors du « coup d'État » de 1953 sont décisifs pour un pouvoir impérial fragilisé par les velléités impérialistes d'un puissant voisin et les discours nationalistes d'un populaire Premier ministre. Les « hommes du shah » enracinent aux États-Unis un parti persan qui sous-tend, notamment dans les rangs du parti républicain, une « préférence iranienne »<sup>24</sup>. De fait, pendant l'administration Kennedy, les relations bilatérales connaissent un étiage qui fonde durablement chez le shah une appréhension négative des administrations démocrates. L'administration Johnson est pourtant celle du président ayant la plus grande expérience de l'Iran à son arrivée au pouvoir, conduisant à un resserrement des relations entre Washington et Téhéran. Mais ce

<sup>21</sup> MARSHALL George, *The Winning of the War in Europe and the Pacific, Biennial Report of the Chief of Staff of the US army, July 1, 1943 to June 30, 1945, to the Secretary of War*, New York, Simon and Schuster, 1945.

<sup>22</sup> *The Central Policy Review Staff Review of Overseas Representation*, Londres, H.M.S.O., 1977, p. 126.

<sup>23</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Réponse à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 184-186.

<sup>24</sup> KINZER Stephen, *All The Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2003.

sont les années Nixon qui voient le bilatéralisme à son zénith. L'amitié entre le président et le shah date de leur première rencontre en 1953, quand le premier était vice-président de D. Eisenhower. Elle éclate en mai 1972, lors de la visite à Téhéran du président et de son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger. Le président demande alors à son hôte : « Protégez-moi »<sup>25</sup>. L'ambassadeur Richard Helms joue entre Washington et Téhéran le rôle de courroie de transmission acquise à la cause pahlavienne. La présence de H. Kissinger au département d'État prolonge cet apogée relationnel durant l'administration Ford, au point que la victoire de Jimmy Carter aux élections de 1976 plonge le shah dans l'inquiétude.

Nourri d'une méfiance séculaire pour la Couronne héritée du Grand jeu, le shah ménage avec les gouvernements britanniques successifs des relations moins personnelles. Son attachement à entretenir des liens avec la famille royale témoigne en revanche de sa volonté d'une intégration difficile au Gotha : les Windsor rabrouent dans les années 1950 son intention d'épouser la princesse Alexandra, cousine de la reine. Le shah se rend au Royaume-Uni en visite d'État en 1959, 1965 et 1972, année où il est reçu par Élisabeth II à Windsor. Le prince héritier, son frère et l'une de ses sœurs sont invités à déjeuner au palais de Buckingham lors de leur séjour au Royaume-Uni à l'été 1974. La reine se rend en visite d'État à Téhéran en 1961 et fait escale auprès du shah en 1973. La reine-mère visite l'Iran en 1975. Le prince de Galles y fait escale la même année sur le chemin du Népal<sup>26</sup>. Les relations se resserrent dans les années 1970 dans un contexte de rapprochement économique et financier mutuellement bénéfique<sup>27</sup>.

La convergence de ce tropisme pahlavien profite du développement des consultations entre Londres et Washington dans une multiplicité de domaines et de configurations. Ces dernières soutiennent un enracinement de la « spécialité » de la relation entre les partenaires et un cautionnement réciproque de leur politique iranienne : les ambassades de Grosvenor Square à Londres et de Massachusetts Avenue à Washington servent de hub au bilatéralisme<sup>28</sup> ; les échanges entre communautés diplomatiques et du renseignement, États-majors et groupes parlementaires à Londres, Washington et Téhéran entretiennent dans le domaine politique les échanges qu'approfondissent des institutions comme le Royal Institute of International Affairs, le Council on Foreign Relations ou la fondation Ditchley. Il s'agira ainsi de penser les conséquences de ces convergences de visions et de politiques iraniennes dans l'appréhension des fragilités de l'Empire, l'émergence de la révolution et de l'enracinement de la République islamique.

## 2. La connivence des pratiques

Le passage de relais de Londres à Washington pour la gestion des équilibres du golfe Persique conduit en effet à des pratiques de connivence, réciproque entre les partenaires et mutuelle vis-à-vis du shah. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les échanges de renseignement entre les communautés américaine

---

<sup>25</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 14.

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/2767/75, Visit to the United Kingdom of Princess Ashraf of Iran Brief No 2, 4th June, 1976

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/2736/34, White Brief, Visit of the Secretary of State to Iran, 4-8 March 1976, 23rd February, 1976.

<sup>28</sup> HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938-2008*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 1.

et britannique constituent la spécificité de la « relation spéciale ». La mise en commun sans précédent des ressources durant le conflit survit à sa résolution du fait du basculement dans la guerre froide, dont les impératifs justifient une coopération renouvelée fondée sur la complémentarité. Le réseau du renseignement britannique est d'une ampleur dépassant les moyens du gouvernement de Sa Majesté. Le démantèlement du Bureau des services stratégiques (OSS) aux États-Unis et la fondation de l'Agence pour la centralisation du renseignement (CIA) rendent criants les besoins en personnels, installations et expertise. La dépendance américaine à l'égard du renseignement britannique est telle que l'un des arguments avancés pour persuader le Congrès de voter le National Security Act de 1947, à l'origine de la fondation de la CIA, est la nécessité d'assurer à l'agence de ses propres sources afin de l'émanciper<sup>29</sup>.

En 1946, l'accord Royaume-Uni-États-Unis d'Amérique (UKUSA) fonde une division du travail à l'échelle mondiale pour l'échange de renseignements électromagnétiques (SIGINT). Il confie aux services du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande la surveillance des différentes régions du monde. Les Britanniques s'intéressent à l'Europe, la Russie occidentale, le Moyen-Orient et Hong Kong. Les États-Unis se concentrent sur le Moyen-Orient, la Russie, la Chine, l'Afrique et les Caraïbes. Il donne naissance au système des « Cinq yeux » (*Five Eyes*), dont le nom reprend en l'abrégeant l'expression indiquant le degré de restriction de diffusion des dépêches (AUS/CAN/NZ/UK/US EYES ONLY). Des bureaux de liaison sont établis dans les capitales et sur les sites de centralisation des renseignements, le Quartier Général des Communications gouvernementales (GCHQ) près de Cheltenham, au Royaume-Uni, et l'Agence de sécurité nationale (NSA) de Fort Meade (Maryland) aux États-Unis. Aux termes de cette complémentarité stratégique, chacun des partenaires entend tirer son épingle dans le grand jeu de la puissance. Robert Cecil, premier secrétaire britannique à Washington en 1945, témoigne de la vision que Londres a des enjeux du bilatéralisme : un moyen de s'assurer que, si une canonnière britannique suit un cuirassé américain, les Américains reçoivent les messages des Britanniques qui ont une expérience plus longue des affaires internationales<sup>30</sup>.

L'arrimage du pays au bloc de l'Ouest pendant la guerre froide permet à Washington de disposer le long de la frontière irano-soviétique d'une zone d'observation des installations d'essai des missiles soviétiques en Asie centrale, ainsi que d'un poste de collecte de renseignements électroniques à partir de 1957. Administré par l'aviation iranienne, il se révèle décisif pour détecter le déploiement de missiles soviétiques puis surveiller l'application des accords de contrôle des armements. La présence de ce dispositif sur le territoire iranien est conditionnée à l'engagement de Londres et de Washington à ne pas utiliser les ressources de leurs agences pour espionner la scène intérieure iranienne. Le monopole de la fourniture de ce type de renseignements est laissé à l'Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale (*Sāzmān-e Ettelā'āt va Amniyat-e Keshvar*), l'agence iranienne fondée en 1957 sur le modèle de la CIA avec le soutien du major-général Norman Schwarzkopf, l'un des artisans du « coup d'État ».

<sup>29</sup> GOODMAN Michael, "The Foundations of Anglo-American Intelligence Sharing", *Studies in Intelligence*, 2015, vol 59, n°2, p. 7.

<sup>30</sup> Cité par HENNESSY Peter, *Never Again: Britain 1945–1951*, Londres, Vintage, 1993, p. 365.



La profondeur de l’empreinte américaine en Iran fait d’ailleurs rejaillir le nationalisme complotiste hérité de l’hostilité à l’impérialisme britannique et russe. Là où le shah voit dans la contestation religieuse à son autorité l’œuvre de « la main anglaise », les autorités chiites voient dans le « shah américain » la cause de malheurs du pays. Cette thèse montrera comment le poids des connivences participe pour Londres et Washington de la chute d’un partenaire pensé comme le garant de leurs intérêts, mais aussi de leur appréhension conjointe ou concurrentielle de l’Iran dans ses nouveaux habits islamiques.

### 3. La concurrence des positions

La relation à la Perse impériale comme à la République islamique témoigne enfin de concurrences de positions et de divergences d’intérêts qui dynamisent les équilibres de la triangulation diplomatique. Les shahs conçoivent dès le XIX<sup>e</sup> siècle l’alliance américaine comme un recours potentiel contre les ingérences russes et britanniques. C’est ainsi vers Washington que les révolutionnaires de 1905 se tournent afin de solliciter une assistance pour restructurer les finances de leur pays. Ils recrutent un avocat chevronné, Morgan Shuster, qui se rend en Iran à titre privé. Élu par le parlement trésorier général de la Perse, il se heurte à l’opposition de Londres et de Saint-Pétersbourg, inquiets de voir ruinés leurs intérêts dans le pays. Dans un mémoire au titre significatif, *L’étranglement de la Perse*, M. Shuster dénonce les préjudices causés aux Persans par les Britanniques et les Russes, qui vantent pourtant leur bilan<sup>31</sup>.

La convergence progressive des intérêts américains et britanniques dans la région pendant la Seconde Guerre mondiale n’empêche pas la tension de persister entre les alliés. Pointant leur manque d’expérience des réalités régionales, les Britanniques s’interrogent sur l’idéalisme des Américains, se froissent de leur bonne image auprès des populations locales et s’inquiètent de leurs intentions au sujet du monopole pétrolier dont Londres bénéficie. De leur côté, tout en reconnaissant l’expertise de leurs alliés, les Américains considèrent la politique britannique comme impérialiste et son action perfectible, renvoyant dos-à-dos les ingérences britanniques et soviétiques. Le rapprochement entre Washington et Téhéran s’enracine dans cette compétition relationnelle héritée du Grand jeu. De la même manière que les Américains regardent au-delà d’un monde arabe radical pour trouver un « meilleur Moyen-Orient » à sa périphérie, les Iraniens voient au-delà de l’Europe un « meilleur Occident » pour fonder une alliance plus équilibrée. A son arrivée au pouvoir, en 1941, le jeune shah considère les États-Unis comme une puissance tierce apte à protéger l’Iran contre le Royaume-Uni et la Russie devenue soviétique. Le dénouement de la guerre et les recompositions du monde qui s’ensuivent donnent raison à son choix. Le shah fait du développement de la relation avec Washington la pierre angulaire de sa politique étrangère.

L’implication des États-Unis dans les affaires iraniennes, qui se fait sous la pression britannique lors de la crise d’Abadan, ne conduit pas Londres à s’effacer de la région. Prenant acte des « syndromes de

---

<sup>31</sup> SHUSTER William, *The Strangling of Persia; a Story of the European Diplomacy and Oriental Intrigue That Resulted in the Denationalization of Twelve Million Mohammedans, a Personal Narrative*, Washington, Mage, 1987, p. 333.

Suez », qui précipitent une clarification du rapport de force entre les alliés, le Premier ministre Harold Macmillan cherche à réactualiser le mythe de la « relation spéciale ». Il énonce une métaphore, peut-être apocryphe mais assumée, opposant les « Grecs » britanniques aux « Romains » américains, dont les règles auraient été expliquées à Richard Crossman au quartier général des forces alliées en 1943 :

« N'oubliez pas, dit-il : quand vous entrez dans l'hôtel Saint George, vous verrez régulièrement un colonel américain, le cigare à la bouche et les pieds sur la table. Quand vos yeux seront habitués à l'obscurité, vous verrez dans un coin un capitaine anglais, les pieds au plancher, les épaules voûtées, écrivant comme un fou entre une corbeille de départ et une corbeille d'arrivée pleines, sans cigare.

« Monsieur Crossman, vous ne devez jamais porter attention à ce décalage. Quand vous préparerez un arrangement similaire dans votre propre bureau, vous permettrez toujours à votre collègue américain d'avoir non seulement un rang et un salaire supérieurs aux vôtres, mais aussi l'impression qu'il mène la danse. Ceci vous permettra de la mener vous-même.

« Nous sommes, mon cher Crossman, les Grecs dans cet empire américain. Vous verrez que les Américains sont comme les Grecs trouvaient les Romains : un peuple massif, vulgaire, grouillant, plus vigoureux que nous mais aussi plus fainéant, porteur de vertus plus souvent intactes mais aussi plus corrompu. »<sup>32</sup>

Du fait du décrochage entre les échelles et l'envergure de leur puissance, les Britanniques font preuve à l'égard des Américains d'attitudes reflétant des stéréotypes sans nuances et relevant de la rancœur envers leur partenaire, qui s'étonnent en retour du décrochage entre la prétention et la réalité de la puissance britannique. Même l'anglophile George Ball témoigne de son agacement vis-à-vis de l'état d'esprit des Britanniques, qui pensaient après-guerre que leur statut de co-vainqueurs leur permettrait de traiter d'égal à égal avec les États-Unis<sup>33</sup>. Il s'agira ainsi de mesurer les rivalités inhérentes au bilatéralisme dans les grands jeux de l'influence, sur un territoire devenu une pièce maîtresse de la stratégie américaine d'endiguement de l'URSS après avoir été un siècle plus tôt un carrefour d'impérialisme.

## II. Une histoire à inspirations multiples

### A. La relation spéciale

#### 1. Les rapports de force

Ce travail de recherche sur une triangulation diplomatique relève d'une histoire totalisante qui puise aux sources d'une bibliographie d'autant plus abondante qu'elle est multinationale.

La relation bilatérale apparaît comme la forme élémentaire du jeu diplomatique. Sujet récurrent de l'étude des relations internationales, elle est abordée comme une interaction stratégique dans laquelle les acteurs sont mus par leurs intérêts, qu'ils poursuivent par des mécanismes de coopération, en veillant à conserver leur souveraineté ou leur liberté d'action. Pour ne pas en rendre la description superficielle, les historiens veillent à ne pas limiter son étude aux échanges diplomatiques. L'histoire diplomatique

<sup>32</sup> Cité dans SAMPSON Anthony, *Macmillan*, Londres, Penguin, 1967, p. 65-66.

<sup>33</sup> BALL George, *The Past Has Another Pattern: Memoirs*, New York: W.W. Norton & Co., 1982, p. 81.

développée par Albert Sorel promeut une vision stato-centrée des relations internationales, plaçant au premier plan les échanges entre les gouvernements. Pierre Renouvin, à l'origine du tournant épistémologique qui donne naissance à la discipline des relations internationales, entend la compléter par une étude des rapports entre les peuples. Jean-Baptiste Duroselle appelle ainsi à dépasser le prisme des rapports officiels, pour s'intéresser aux relations commerciales et financières, aux échanges intellectuels, aux migrations et aux regards réciproques<sup>34</sup>. De cette démarche procède l'étude des interactions entre les anciennes métropole et colonie<sup>35</sup> et celle des déterminants de leur puissance<sup>36</sup>.

Selon Helen Wallace, les relations bilatérales peuvent prendre trois formes distinctes : un dialogue impliqué par l'existence de transactions entre deux gouvernements ; une consultation contrainte par leur volume et leur complexité ; des relations spécifiques pouvant devenir préférentielles et exclusives<sup>37</sup>.

L'*Oxford English Dictionary* définit comme spéciale « une relation particulièrement étroite entre des pays, résultant souvent d'une histoire, d'une politique ou d'une culture partagées »<sup>38</sup>. Dans une analyse critique de la notion de « spécialité », l'historien Alex Danchev avance une liste de dix critères pouvant fonder l'étude des relations bilatérales : la transparence, l'informalité, la généralité, la réciprocité, l'exclusivité, la clandestinité, la fiabilité, la durabilité, la potentialité, la mythicité. Il rappelle cependant la relativité intrinsèque de la notion, selon les époques, les degrés, les domaines et les partenaires considérés. Ainsi, toute relation bilatérale, reposant sur des facteurs déterminés selon les intérêts des deux parties, suppose une exclusivité qui la rend à toute autre « spéciale ». Plus encore, tout État aurait intérêt à revendiquer une relation « spéciale » avec un *hégémon*, cependant que toute puissance pourrait trouver dans son histoire un moment de relation « spéciale » avec n'importe quel autre pays<sup>39</sup>.

L'historiographie a démontré la plasticité de cette notion, dépassant de loin le bilatéralisme qui lui est souvent associé. Le premier exemple de la notice de l'*Oxford English Dictionary* est celui du Canada, qui revendique au début du XX<sup>e</sup> siècle une relation « particulière » avec la Grande-Bretagne mais « spéciale » avec les États-Unis. Winston Churchill lui-même évoque dans son discours de Fulton les « relations spéciales » que les États-Unis partagent avec le Canada et les républiques sud-américaines. Du fait de son histoire, le Royaume-Uni pourrait revendiquer des relations particulières avec des pays aussi différents que la France, l'Inde, la Norvège, l'Italie, la Russie, l'Argentine ou l'Iran<sup>40</sup>. De même, depuis

<sup>34</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *L'Europe de 1815 à nos jours, Vie politique et relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 368.

<sup>35</sup> BURK Kathleen, *Old World, New World. The Story of Britain and America*, Londres, Little, Brown, 2007 et *The Lion and the Eagle: The Interaction of the British and American Empires 1783–1972*, Londres, Bloomsbury, 2019.

<sup>36</sup> RUSSELL MEAD Walter, *God and gold: Britain, America and the making of the modern world*, New York, Vintage Books, 2008.

<sup>37</sup> WALLACE Helen, "The Conduct of Bilateral Relationships by Governments", in MORGAN Roger, BRAY Caroline (dir.), *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France and Germany*, Hampshire, Gower Publishing Company, 1986, p. 136-137.

<sup>38</sup> special, adj., adv., and n. [En ligne], Oxford English Dictionary [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [www.oed.com/view/Entry/185972](http://www.oed.com/view/Entry/185972).

<sup>39</sup> DANCHEV Alex, "On Specialness," *International Affairs*, 1996, vol. 72, n°4, p. 743-744.

<sup>40</sup> TOMBS Isabell, TOMBS Robert, *That Sweet Enemy: The British and the French from the Sun King to the Present*, Londres, Heinemann, 2007. GILMOUR David, *The British in India: Three Centuries of Ambition and Experience*, Londres, Penguin, 2018. INSALL Tony, *Haakon Lie, Denis Healey & the Making of an Anglo-Norwegian Special*

ses origines, l'histoire mondiale de la « République impériale » peut se lire dans l'éclectisme de ses relations, avec la France, Israël, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Australie, la Chine et même la Thaïlande<sup>41</sup>.

La relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis ne serait ainsi qu'un exemple parmi d'autres des relations vues comme particulières, qui reposent toutes sur des logiques similaires. Cependant les critères de classification proposés permettent d'en distinguer certaines parmi la multitude qui donnent aux relations internationales toute leur complexité. Il y aurait ainsi quelque chose d'intrinsèquement différent, unique et distinctif donnant à la relation américano-britannique une dimension « spéciale ».

Dans un contexte de multipolarisation croissante du monde, Raymond Aron met en garde contre une vision de la vie internationale résumée à un simple face-à-face. Analytiquement moins stimulant, le tête-à-tête exclusif est aussi techniquement impossible : il existe toujours un « troisième homme », qui fait de la relation bilatérale, par essence, une relation triangulaire faisant intervenir une médiation<sup>42</sup>.

L'analyse des relations diplomatiques dans une perspective triangulaire naît avec la réflexion sur le « triangle nord-atlantique »<sup>43</sup>. Cette construction théorique entend expliquer l'importance des relations américano-britanniques pour la politique étrangère canadienne de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle, avant que des travaux postérieurs cherchent à l'appliquer à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Profitant des rivalités internes au bloc socialiste, l'ouverture des États-Unis à la République populaire de Chine à l'initiative de l'administration Nixon constitue un autre exemple contemporain de diplomatie triangulaire. Elle a conduit à penser une « tripolarité » du monde à l'heure de la détente<sup>44</sup>.

En inversant la perspective, la triangulation diplomatique peut être un levier d'appréhension d'une relation bilatérale qui lui est extérieure. Le cas d'application est ainsi un élément de pondération plurielle d'une « relation spéciale ». Il tend à la mettre à l'épreuve, quand des intérêts s'y confrontent<sup>45</sup>. Il peut également avoir sur elle des conséquences, dans les recompositions qu'il induit<sup>46</sup>. L'introduction d'un

---

*Relationship, 1945-1951*, Oslo, Oslo Academic Press, 2010. WRIGHT Owain, *Great Britain and the Unifying of Italy: A Special Relationship?*, Londres, Palgrave, 2018. CLEGG Melanie, *Empress Alexandra: The Special Relationship Between Russia's Last Tsarina and Queen Victoria*, Barnsley, Pen & Sword, 2020. HENNESSY Alistair, KING John (dir.), *The Land That England Lost: Argentina and Britain, a Special Relationship*, Londres, British Academic Press, 1992. STRAW Jack, *The English Job: Understanding Iran and Why It Distrusts Britain*, Londres, Biteback, 2019.

<sup>41</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis*, Paris, Seuil, 1976. STEPHENS Elizabeth, *US Policy Towards Israel: The Role of Political Culture in Defining the 'Special Relationship'*, Brighton, Sussex Academic Press, 2006. HABIB John, *Saudi Arabia and the American national interest: An interpretive study of a special relationship*, Boca Raton, Universal, 2003. GHAZVINIAN John, *America and Iran: A History, 1720 to the Present*, Londres, Oneworld, 2020. MCCAUSLAND Jeffrey D., STUART Douglas et TO William, *The Other Special Relationship: The United States and Australia at the Start of the 21st Century*, Carlisle Barracks, U.S. Army Strategic Studies Institute, 2007. HUNT Michael, *The Making of a Special Relationship: The United States and China to 1914*, New York, Columbia University Press, 1983. FINEMAN Daniel, *A Special Relationship: The United States and Military Government in Thailand, 1947-1958*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1997.

<sup>42</sup> ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 55 et 171.

<sup>43</sup> BREBNER John Bartlet, *North Atlantic Triangle: The Interplay of Canada, the United States and Great Britain*, New York, Columbia University Press, 1945.

<sup>44</sup> ROSS Robert, *China, the United States and the Soviet Union: Tripolarity and Policy Making in the Cold War*, New York, Routledge, 1993.

<sup>45</sup> TREHARNE Sally Ann, *Reagan and Thatcher's Special Relationship: Latin America and Anglo-American Relations*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2015.

<sup>46</sup> RATTI Luca, *A Not-So-Special Relationship: The US, the UK and German Unification, 1945-1990*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2017.

tiers parti permet ainsi de sortir des conceptions binaires auxquelles la bilatéralité tend à renvoyer *de facto* pour prendre en compte la malléabilité des relations bilatérales et leurs évolutions.

## 2. Les débats d'école

L'historien Alex Danchev a regroupé en trois familles les analystes de la « relation spéciale »<sup>47</sup>.

Selon les « évangélistes », la « relation spéciale » s'enracine dans une philosophie politique et culturelle partagée devant déterminer le fonctionnement des relations internationales. Dans une étude devenue classique, Harry Allen propose une fresque de la relation bilatérale débutant avec la fin des combats de la guerre d'indépendance<sup>48</sup>. Elle évoque la maturation progressive de l'amitié et du rapport de force entre les partenaires. La communauté d'héritage et de volonté a conduit au développement d'une similarité, sinon d'une identité d'opinion et d'action, fondant une « tradition anglo-américaine »<sup>49</sup>. En France, Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle font des mentalités collectives les « forces spirituelles » qui, avec les « forces matérielles », constituent les « forces profondes » sous-tendant les relations internationales. Raymond Dawson et Richard Rosecrance expliquent ainsi la proximité des liens diplomatiques entre Londres et Washington par l'histoire, la tradition et l'affinité mutuelle<sup>50</sup>. Pour John Dumbrell, cependant, l'interprétation culturelle de la « relation spéciale » ne saurait être surévaluée, dans la mesure où les aléas de la relation bilatérale tendent à refléter les intérêts avant les sentiments<sup>51</sup>.

Selon les « fonctionnalistes », tenant d'une interprétation réaliste des relations internationales, la « relation spéciale » repose sur la défense des intérêts nationaux. David Reynolds note d'ailleurs que la « relation spéciale » a profité de la perception de menaces communes et de besoins mutuels<sup>52</sup>. Ceci explique l'attention portée aux échanges dans les domaines du renseignement<sup>53</sup> et du nucléaire<sup>54</sup>. L'étude des valeurs ou des intérêts constitueraient de plus une ligne de partage disciplinaire dans l'étude de la « relation spéciale ». Une analyse politique ferait ainsi son miel des systèmes politiques et des valeurs

<sup>47</sup> DANCHEV Alex, 'The Cold War "Special Relationship" Revisited', *Diplomacy and Statecraft*, 2006, vol. 17, n°3, p. 579-595.

<sup>48</sup> ALLEN Harry, *Great Britain and the United States: A History of Anglo-American Relations (1783-1952)*, Londres, Oldhams Press, 1954.

<sup>49</sup> WOLFERS Arnold, MARTIN Laurence, *The Anglo-American Tradition in foreign affairs*, New Haven, Yale University Press, 1956.

<sup>50</sup> DAWSON Raymond et ROSECRANCE Richard, "Theory and reality in the Anglo-American Alliance", *World Politics*, 1966, vol. 19, n°1, p. 21-51.

<sup>51</sup> DUMBRELL John, *A Special Relationship: Anglo-American Relations from the Cold War to Iraq*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006, p. 12.

<sup>52</sup> REYNOLDS David, "Roosevelt, Churchill, and the Wartime Anglo-American Alliance, 1939-1945: Towards a New Synthesis", in LOUIS William Roger, BULL Hedley (dir.), *The special relationship: Anglo-American relations since 1945*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 39.

<sup>53</sup> RICHELSON Jeffrey, BALL Desmond, *The Ties That Bind: Intelligence Cooperation Between the UKUSA Countries*, Londres, Allen & Unwin, 1985. ALDRICH Richard, "British Intelligence and the Anglo-American 'Special Relationship' during the Cold War", *Review of International Studies*, 1998, vol. 24, n°3, p. 331-351.

<sup>54</sup> BOTTI Timothy, *The Long Wait: the Forging of the Anglo-American Nuclear Alliance, 1945-58*, New York, Greenwood Press, 1987. MOORE Richard, *Nuclear Illusion, Nuclear Reality: Britain, the United States, and Nuclear Weapons, 1958-64*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.

culturelles et sociétales en commun, tandis que l'analyse de relations internationales porterait la focale sur la dialectique des intérêts et non sur les facteurs intra-sociétaux<sup>55</sup>.

Selon les « terminalistes », enfin, les préoccupations sécuritaires communes au binôme ont souffert de l'achèvement de la guerre froide et de la rétractation de la puissance britannique<sup>56</sup>. A rebours de cette approche « terminaliste », Steve Marsh et John Baylis font de la « relation spéciale » le « Lazare des relations internationales ». La résurrection du partenariat entre Londres et Washington répond ainsi dans le monde post-guerre froide à quatre éléments de continuité : la volonté pour le Royaume-Uni de demeurer un acteur international de premier plan ; la résilience de la puissance américaine dans le « nouvel ordre mondial » ; le calcul selon lequel un positionnement de proximité indépendante vis-à-vis de l'allié étatsunien sert davantage les intérêts britanniques qu'il ne les menacent ; la conviction que la consanguinité liée à un sentiment de supériorité autorise les Britanniques à guider le géant américain perçu comme naïf. Ces arguments ont conduit Londres à assumer un partenariat pourtant controversé<sup>57</sup>.

Des approches « révisionnistes » ont au-delà relativisé la réalité de la « relation spéciale » du fait des conflictualités qui la sous-tendent. Dans les années 1960, les conséquences de la crise de Suez et de la rétractation de la puissance britannique contribuent à la perception d'un déclin qui se traduit par une révision de la perception du bilatéralisme à la faveur de l'ouverture des archives. Dans l'entre-deux guerres, toutes proches et pacifiques qu'elles soient, les relations sont marquées par des rivalités persistantes<sup>58</sup> entre des « genres d'alliés »<sup>59</sup>, « négociant pour la suprématie »<sup>60</sup>, dans le cadre d'un « partenariat ambigu »<sup>61</sup> reposant sur une « coopération compétitive »<sup>62</sup>. Même la correspondance d'intérêts stratégiques dans un contexte de guerre froide n'empêche pas l'expression de rivalités de puissances au Moyen-Orient<sup>63</sup> et dans le golfe Persique<sup>64</sup>. L'accent porté sur les éléments de discordance aurait ironiquement nourri une nouvelle forme d'évangélisme, selon lequel les relations entre Londres et Washington seraient un « mot de passe » dissimulant un antagonisme inhérent au bilatéralisme<sup>65</sup>.

La perspective révisionniste fournit un nouveau regard sur les binômes incarnant le bilatéralisme.

<sup>55</sup> SMITH Steve, "The Special Relationship", *Political Studies*, 1990, vol. 38, n°1 p. 126-127.

<sup>56</sup> DICKIE John, *"Special" No More: Anglo-American Relations: Rhetoric and Reality*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1994.

<sup>57</sup> MARSH Steve, BAYLIS John, "The Anglo-American "special relationship": The Lazarus of international relations", *Diplomacy and Statecraft*, 2006, 17, 1, p. 173-211.

<sup>58</sup> REYNOLDS David, "Rethinking Anglo-American relations", *International Affairs*, 1989, vol. 65, n°1, p. 91.

<sup>59</sup> THORNE Christopher, *Allies of a Kind: The United States; Britain and the War against Japan, 1941-1945*, New York, Oxford University Press, 1978.

<sup>60</sup> LEUTZE James, *Bargaining for Supremacy: Anglo-American Naval Collaboration, 1937-41*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1977.

<sup>61</sup> HATHAWAY Robert M., *Ambiguous Partnership. Britain and America, 1944-1947*, New York, Columbia University Press, 1981.

<sup>62</sup> REYNOLDS David, "Competitive Co-Operation: Anglo-American Relations in World War Two", *Historical Journal*, 1980, vol. 23, n°1, p. 233-245.

<sup>63</sup> BARR James, *Lords of the Desert: Britain's Struggle with America to dominate the Middle East*, Londres, Simon & Schuster, 2018.

<sup>64</sup> PETERSEN Tore, *Anglo-American Policy toward the Persian Gulf, 1978-1985: Power, Influence and Restraint*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2015.

<sup>65</sup> FALLON HINDS Matthew, *Anglo-American Relations in Saudi Arabia, 1941-1945: A Study of a Trying Relationship*, thèse de doctorat, histoire internationale, London School of Economics and Political Science, 2012, p. 197-198.

Jonathan Colman montre qu'en plus de la coopération institutionnelle l'importance des personnalités ne doit pas être sous-estimée<sup>66</sup>. Au-delà du binôme des années 1980<sup>67</sup>, abondamment analysé par l'historiographie, les travaux les plus récents ont réhabilité l'action des partenariats précédents<sup>68</sup>. Par ailleurs, le « mariage politique »<sup>69</sup> entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher, souvent invoqué au nom de leur proximité personnelle et idéologique, a souffert d'une « relation difficile »<sup>70</sup>. Les historiens s'accordent sur l'inégale dépendance des partenaires à l'égard de la relation. John Dickie note ainsi que l'expression a des accents britanniques impliquant que ses connexions ont une plus grande importance à Londres qu'à Washington<sup>71</sup>. Chacun des deux pays y retrouve cependant son intérêt : la proximité entre R. Reagan et M. Thatcher leur a ainsi permis de soutenir leurs objectifs de politique intérieure respectifs<sup>72</sup>.

### 3. Les nouveaux regards

Préfaçant les actes d'un colloque consacré aux relations entre Londres et Washington, Roger Louis note que la « relation spéciale » n'était pas le thème des réflexions envisagées à l'origine. Il s'agissait, pour étudier la relation bilatérale dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de s'affranchir du label pour ne pas biaiser le débat. Telle un fantôme, présent mais insaisissable, la « relation spéciale » est pourtant venue hanter les échanges, certes tournée en dérision par certains mais pourtant reconnue par tous<sup>73</sup>.

Au-delà d'une prévention post-moderne voyant dans le mot et l'idée une construction intellectuelle, l'ironie sceptique des guillemets souvent associés à la notion témoigne d'une remise en question de sa pertinence jusque dans les cercles décisionnels. Si Winston Churchill et Richard Nixon utilisent le terme, Harold Wilson préfère parler de « relation étroite » tandis que Margaret Thatcher érige le partenariat au rang d'une « alliance extraordinaire ». De son côté, Dean Acheson considère la « relation spéciale » comme un obstacle intellectuel dangereux détournant les Britanniques de leur destin européen<sup>74</sup>.

La « relation spéciale » serait-elle un « mythe » britannique permettant d'apaiser le choc du déclin national<sup>75</sup> ? Certains historiens font ainsi le choix de se désolidariser de la notion en prenant acte de

<sup>66</sup> COLMAN Jonathan, *A 'Special Relationship'? Harold Wilson, Lyndon B. Johnson and Anglo-American relations 'at the Summit, 1964-68*, Manchester, Manchester University Press, 2004, p. 3.

<sup>67</sup> COOPER James, *Margaret Thatcher and Ronald Reagan: A Very Political Special Relationship*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012 et SMITH Geoffrey, *Reagan and Thatcher*, Londres, Bodley Head, 1990.

<sup>68</sup> ASHTON Nigel, *Kennedy, Macmillan and the Cold War: The Irony of Interdependence*, Basingstoke, Palgrave, 2002 ; COLMAN Jonathan, *Harold Wilson, Lyndon B. Johnson and Anglo-American Relations 'at the Summit', 1964-68*, Manchester, Manchester U.P., 2004 ; ROOB Thomas, *Jimmy Carter and the Anglo-American Special Relationship*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2017.

<sup>69</sup> WAPSHOTT Nicholas, *Ronald Reagan and Margaret Thatcher: A Political Marriage*, Old Saybrook, Tantor Media, 2007.

<sup>70</sup> ALDOUS Richard, *Reagan and Thatcher: The Difficult Relationship*, Londres, Hutchinson, 2012.

<sup>71</sup> Cité par DUMBRELL John, *A Special Relationship*, op. cit., p. 8.

<sup>72</sup> COOPER James, *Margaret Thatcher and Ronald Reagan*, op. cit., Macmillan, 2012, p. 9.

<sup>73</sup> LOUIS William Roger, BULL Hedley (dir.), *The special relationship*, op. cit., p. vii.

<sup>74</sup> REYNOLDS David, "A 'Special Relationship'?", *America, Britain and the International Order Since the Second World War*, *International Affairs*, 1985, vol. 62, n°1, p. 1.

<sup>75</sup> BELOFF Max, "The special relationship: an Anglo-American myth", in GILBERT Martin (dir.), *A century of conflict, 1850-1950: essays for A. J. P. Taylor*, Londres, Hamish Hamilton, 1966, pp. 151-171.

toutes les apories intellectuelles que suppose la définition de sa nature et de son degré de « spécialité »<sup>76</sup>. D'autres n'hésitent pas à invoquer une approche « post-révisionniste » pour insister sur les éléments de confrontation et de discordance entre les deux alliés. A rebours d'une historiographie ayant fait de la politique étrangère de Dwight Eisenhower un simple prolongement de la politique d'engagement lancée au début de la guerre froide, David Watry évoque une « escroquerie transatlantique »<sup>77</sup> se confrontant résolument aux intérêts britanniques à long terme au point d'accélérer l'effondrement de l'Empire.

Au-delà des débats politiques et intellectuels, l'usage à l'envi de l'expression fonde une perception classant la relation américano-britannique à part. C'est dans l'invention et la convocation de cette tradition que s'enracine l'approche dans laquelle s'inscrit ce travail, que je nommerai instrumentaliste. Les acteurs étudiés et interrogés confirment l'influence du facteur culturel dans l'appréhension de l'autre. Elle est décisive dans l'épaisseur des liens noués, concurremment aux « relations spéciales » alternatives existant de part et d'autre. C'est l'instrumentalisation opportuniste de ce déterminant culturel qui permet aux deux pôles de consolider les bases d'une puissance réinventée. Face à un partenaire pensé comme étant l'un des vecteurs de cette restauration, les « relations spéciales » conjuguent au pluriel les stratégies d'influence souvent bien comprises mais parfois ressenties, bénéficiant à l'intérêt national.

Leur tradition, instrumentalisée, correspond aux types établis par Eric Hobsbawm : qui symbolisent la cohésion sociale ou l'appartenance à des groupes, des communautés réelles ou artificielles (la « famille ») ; qui légitiment des institutions, des statuts ou des relations d'autorité (la « consultation ») ; dont le but principal est la socialisation, l'inculcation des croyances, des systèmes de valeur et des codes de conduite (la « solidarité »).<sup>78</sup> Sans préjuger de leur degré de « spécialité » intrinsèque, l'analyse des « relations spéciales » montre l'importance de l'invocation rhétorique de cette tradition, qu'elle soit instrumentalisée par l'un des partenaires, quand la concurrence entre les intérêts l'emporte sur la convergence, ou détournée par un tiers parti, qui les renvoie dos-à-dos dans des procès de connivences.

## B. La relation iranienne

### 1. Les chocs de civilisation

Cette recherche s'inscrit dans le cadre des études iraniennes, particulièrement dynamiques de part et d'autre de la Manche et de l'Atlantique. Ces dernières s'enracinent dans le champ des études moyennes-orientales, sur la « faillite » desquelles nous ne reviendrons pas, sinon pour relever que son constat est

---

<sup>76</sup> ROOB Thomas, *A strained partnership? US–UK relations in the era of détente, 1969–77*, Manchester, Manchester University Press, 2014, p. 12-13. Alison Holmes et Simon Rofe notent par ailleurs que le FCO s'est adonné depuis les années 1980 à une gymnastique linguistique visant à ne pas recourir à l'expression, cependant que la commission des Affaires étrangères du Parlement recommande que son usage, jugé potentiellement trompeur, doit être évité (HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square, op. cit.*, p. 10).

<sup>77</sup> WATRY David, *Transatlantic Brinkmanship: The Anglo-American Alliance and Conservative Ideology 1953-1956*, Arlington, University of Texas, 2011, 296 p.

<sup>78</sup> HOBBSAWM Eric « Inventer des traditions », *Enquête*, 1995, n°2, p. 171-189.



établi par l'un des meilleurs iranologues américains. James Bill note ainsi que cinquante ans de travaux n'ont pas permis aux chercheurs de comprendre en profondeur les processus politiques de la région<sup>79</sup>. La critique la plus connue est celle d'Edward Saïd qui, dans la tradition radicale de Michel Foucault et de Noam Chomsky, remet en question l'objectivité de l'analyse universitaire. Son contexte politique et culturel cautionne une approche condescendante associée à une érudition impérialiste issue du XIX<sup>e</sup> siècle. L'orientalisme apparaît ainsi comme un discours occidental de domination de l'Orient<sup>80</sup>. La somme de référence sur les études iraniennes reste la *Cambridge History of Iran* qui a mobilisé les plus grands noms des études iraniennes dans une entreprise éditoriale d'une vingtaine d'années. Ses huit volumes abordent, des Empires mède et achéménide à l'enracinement de la République islamique, tous les aspects de la civilisation iranienne<sup>81</sup>. Le développement de l'histoire globale a permis d'étudier l'objet « Iran » dans le cadre de la question d'Orient<sup>82</sup> et des interactions le long de la route de la soie<sup>83</sup>.

L'anniversaire de la Révolution islamique de 1979 a conduit à la réédition des synthèses de Ervand Abrahamian, Abbas Amanat et Nelson Frye<sup>84</sup>. Parmi les autres classiques du « temps long » iranien, sont à noter les travaux de Peter Avery, Michael Axworthy et Nikki Keddie<sup>85</sup> en anglais et ceux de Yann Richard, Bernard Hourcade et Jean-Pierre Digard<sup>86</sup> en français. Les biographies les plus complètes du dernier shah d'Iran sont celles de Gholam Afkhami<sup>87</sup> et Abbas Milani<sup>88</sup>, bien que Marvin Zonis offre une réflexion très stimulante sur la psychologie de sa « majesté en faillite »<sup>89</sup>.

Les jalons des études islamiques ont été posés par l'*Encyclopaedia of Islam*<sup>90</sup> et les deux éditions de la *Cambridge History of Islam*, dirigées par les meilleures plumes de l'islamologie occidentale<sup>91</sup>. Leur résurgence a répondu à la perception d'un « retour de l'islam » dans les années 1970<sup>92</sup>. La révolution

<sup>79</sup> BILL James, "The Study of Middle East Politics, 1946-1996: A Stocktaking", *Middle East Journal*, 1996, vol. 50, n°4, p. 501 et 507.

<sup>80</sup> SAID Edward, *Orientalism*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1978, trad. fr. Paris, Point, 2015.

<sup>81</sup> FISHER William, GERSHEVITCH Ilya, YARSHATER Ehsan, FRYE Nelson, BOYLE John Andrew *et al.*, *The Cambridge History of Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968-1991, 7 vol.

<sup>82</sup> FRÉMEAUX Jacques, *La Question d'Orient*, Paris, CNRS Éditions, « Biblis », 2014.

<sup>83</sup> FRANKOPAN Peter, *The Silk Road. A New History of the World*, Londres, Bloomsbury, 2016, 636 p., trad. fr. Paris, Nevetica, 2017.

<sup>84</sup> ABRAHAMIAN Ervand, *A History of Modern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018 ; AMANAT Abbas, *Iran: A Modern History*, Cambridge, Yale University Press, 2019 ; FRYE Richard Nelson, *Iran*, Londres, Routledge, 2019.

<sup>85</sup> AVERY Peter, *Modern Iran*, Londres, Ernest Benn, 1967 ; AXWORTHY Michael, *A History of Iran, Empire of the Mind*, New York, Basic Books, 2008 ; KEDDIE Nikki, *Modern Iran: Roots and Results of Revolution*, Cambridge, Yale University Press, 2007.

<sup>86</sup> DIGARD Jean-Pierre, HOURCADE Bernard et RICHARD Yann, *L'Iran au XX<sup>e</sup> siècle : entre nationalisme, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007. RICHARD Yann, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2009.

<sup>87</sup> AFKHAMI Gholam, *The Life and Times of the Shah*, Berkeley, University of California Press, 2009.

<sup>88</sup> MILANI Abbas, *The Shah*, Londres, Macmillan, 2011.

<sup>89</sup> ZONIS Marvin, *Majestic Failure: The Fall of the Shah*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

<sup>90</sup> HOUTSMA Theodor, ARNOLD Thomas, BASSET René, HARTMANN Richard, WENSINCK Jan, HEFFENING W., LÉVI-PROVENÇAL Évariste, GIBB Hamilton (dir.), *The Encyclopaedia of Islam: A Dictionary of the GEOGRAPHY, Ethnography and Biography of the Muhammadan Peoples*, Leiden, 1913-1938.

<sup>91</sup> HOLT Peter, LAMBTON Ann, LEWIS Bernard, *The Cambridge History of Islam*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971, 4 vol. et. COOK Michael (dir.), *The New Cambridge History of Islam*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 6 vol.

<sup>92</sup> LEWIS Bernard, "The Return of Islam," *Commentary*, January 1976, p. 39-49.

islamique a fourni matière à la critique saïdienne sur le traitement de l'islam dans les médias<sup>93</sup>. A la question de l'orientalisme se superpose le débat sur les relations possibles et souhaitables de l'Occident avec l'islam. Les deux approches, confrontationaliste<sup>94</sup> et accommodationniste<sup>95</sup>, s'opposent sur les perspectives de démocratisation du monde musulman et sur l'agenda des pouvoirs islamistes.

Selon les confrontationalistes, la culture constitue le fondement de la perception de l'islamisme. Avec le *Cultural Turn*, le poids des représentations et des idéologies concurrence celui de l'économie et de la stratégie dans l'appréhension du monde. Les Arabes dans l'esprit américain sont vus comme un peuple dangereux, non-démocratique, barbare et primitif<sup>96</sup>. Les Américains auraient assimilé de l'Europe chrétienne le spectre d'un islam né d'une tyrannie qui favorise l'oppression politique et religieuse<sup>97</sup>. La politique de confrontation imposée par l'Iran islamique nourrit par anticipation l'hypothèse de choc de civilisations, qui fait des identités culturelles et religieuses des peuples la première source de conflit de l'après-guerre froide<sup>98</sup>. A ce choc de cultures répond un choc d'intérêts, qui témoigne de la place relative que la question des valeurs peut avoir sur les paroles et les actes des officiels américains au sujet de l'islam politique<sup>99</sup>. La confrontation prend d'ailleurs les dimensions d'un mythe propagé par des camps politiques rivaux : les régimes moyen-orientaux qui subissent l'assaut d'une opposition islamiste ; les Occidentaux qui cherchent à faire du monde musulman le nouvel ennemi au lendemain de la guerre froide ; les militants islamiques qui ressentent l'influence croissante de l'Occident et appellent à la confrontation<sup>100</sup>. Selon les accommodationnistes, la menace d'un islam monolithique est un mythe occidental déconnecté de la réalité du monde musulman. Au contraire, peu de musulmans ressentent un besoin de confrontation, mais plutôt un sentiment de siège qui les place dans une situation de vulnérabilité face aux ingérences extérieures<sup>101</sup>. La persistance aux Etats-Unis de préjugés sur l'islam radical explique l'enracinement d'un « orientalisme, version américaine » conduisant Washington à surestimer sa capacité à contrôler les événements au Moyen-Orient. Sa version britannique expliquerait les échecs de la politique moyen-orientale en amont du repli des territoires à l'est de Suez<sup>102</sup>.

<sup>93</sup> SAID Edward, *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*, New York, Random House, 1981, trad. fr. Arles, Sindbad, 2011.

<sup>94</sup> LEWIS Bernard, *Islam and the West*, Oxford University Press, 1993.

<sup>95</sup> ESPOSITO John, *The Islamic Threat: Myth or Reality?*, New York, Oxford University Press, 1992.

<sup>96</sup> SULEIMAN Michael, *The Arabs in the Mind of America*, Beltsville, Amana Books, 1988.

<sup>97</sup> ALLISON Robert, *The crescent obscured: the United States and the Muslim World, 1776-1815*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

<sup>98</sup> GANJI Babak, *The Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2006 et HUNTINGTON Samuel, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Londres, Simon and Schuster, 1996, trad. fr. Paris, Odile Jacob, 2021.

<sup>99</sup> GERGES Fawaz, *America and Political Islam. Clash of Cultures or Clash of Interests?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

<sup>100</sup> HALLIDAY Fred, *Islam and the Myth of Confrontation: Religion and Politics of the Middle East*, New York, I.B. Tauris, 2003.

<sup>101</sup> FULLER Graham, LESSER Ian, *A Sense of Siege: The Geopolitics of Islam and the West*, Boulder, Westview Press, 1995.

<sup>102</sup> LITTLE Douglas, *American Orientalism. The United States and the Middle East. since 1945*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2003 et MAWBY Spencer, "Orientalism and the Failure of British Policy in the Middle East: The Case of Aden" *History*, 2010, vol. 95, n°3, pp. 332–353.

## 2. Les changements de régime

L'implication croissante et successive du Royaume-Uni et des États-Unis dans le monde persan depuis le XIX<sup>e</sup> siècle les a confrontés aux révolutions iraniennes qui ont traversé le XX<sup>e</sup> siècle<sup>103</sup>. La révolution constitutionnelle de 1905 et le coup d'état de 1921 ont peu fait l'objet d'études spécifiques<sup>104</sup>. Premier moment de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran, après la crise d'Azerbaïdjan de 1946<sup>105</sup>, le controversé « coup d'état de *Mordad* » a suscité le débat tant sur la réalité de son déroulement que sur la pérennité de ses conséquences. Avec Fakhreddin Azimi, qui propose une utile mise au point sur ces débats<sup>106</sup>, on retiendra parmi les classiques de l'historiographie les travaux de Ervand Abrahamian, Christopher De Bellaigue, Stephen Kinzer, Mark Gasiorowski et Malcolm Byrne<sup>107</sup>. Une historiographie révisionniste, de tendance royaliste, a tendance à réduire le rôle de Londres et de Washington dans l'événement, en mettant en avant celui des autorités religieuses<sup>108</sup>.

Parce qu'elle a fait éclater la « tragédie des relations entre les États-Unis et l'Iran »<sup>109</sup>, la révolution islamique a mobilisé l'attention des chercheurs comme Michael Axworthy, John Esposito et Rouhollah Ramazani<sup>110</sup>. Christian et Pierre Pahlavi proposent une synthèse en langue française d'intérêt inégal<sup>111</sup>. La dimension islamique de la révolution est abordée par Shahrugh Akhavi, Martin Kranmer et David Menashri<sup>112</sup>. Malgré les promesses du titre de son livre, James Buchan livre davantage une chronique envolée, et parfois inexacte, qu'une réflexion sur ces « jours de dieu »<sup>113</sup>. Baqer Moin et Amir Taheri ont étudié le parcours de l'ayatollah Khomeini<sup>114</sup>. Le rôle de l'administration Carter dans la chute de

<sup>103</sup> ABRAHAMIAN Ervand, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1982.

<sup>104</sup> Voir respectivement BAYAT Mangol, *Iran's First Revolution: Shi'ism and the Constitutional Revolution of 1905–1909*, Oxford, Oxford University Press, 1991 et GHANI Cyrus, *Iran and the rise of Reza Shah. From Qajar collapse to Pahlavi rule*, Londres, I.B. Tauris, 1998.

<sup>105</sup> LAWSON Fred, «The Iranian Crisis of 1945–1946 and the Spiral Model of International Conflict», *International Journal of Middle East Studies*, 1989, vol. 21, n°3, p. 307-326.

<sup>106</sup> AZIMI Fakhreddin, «The Overthrow of the Government of Mosaddeq Reconsidered», *Iranian Studies*, 2012, vol. 45, n°5, p. 693-712.

<sup>107</sup> ABRAHAMIAN Ervand, «The 1953 Coup in Iran», *Science and Society*, 2001, vol. 65, n°2, p. 182-215. DE BELLAIGUE Christopher, *Patriot of Persia: Muhammad Mossadegh and a Tragic Anglo-American Coup*, New York, 2012. KINZER Stephen, *All The Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2003. GASIOROWSKI Mark et BYRNE Malcom (dir.), *Mohammad Mosaddeq and the 1953 Coup in Iran*, Syracuse, Syracuse University Press, 2004.

<sup>108</sup> BAYANDOR Darioush, *Iran and the CIA: The Fall of Mosaddeq Revisited*, Londres, Palgrave, 2010.

<sup>109</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven, Yale University Press, 1988.

<sup>110</sup> AXWORTHY Michael, *Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic*, Oxford, Oxford University Press, 2013. ESPOSITO John, *The Iranian Revolution. Its Global Impact*, Miami, International Press, 1990. RAM-AZANI Rohullah, *Revolutionary Iran: Challenge and Response in the Middle East*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986.

<sup>111</sup> PAHLAVI Christian, PAHLAVI Pierre, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*, Paris, Perrin, 2015.

<sup>112</sup> AKHAVI Shahrugh, *Religion and Politics in Contemporary Iran*, Albany, State University of New York Press, 1980. KRANMER Martin, *Shi'ism, Resistance and Revolution*, Londres, Mansell Publishing, 1987. MENASHRI David (dir.), *The Iranian Revolution and the Muslim World*, Boulder, Westview Press, 1990.

<sup>113</sup> BUCHAN James, *Days of God. The Revolution in Iran and Its Consequences*, Londres, John Murray, 2012.

<sup>114</sup> MOIN Baqer, *Khomeini: Life of the Ayatollah*, Londres, I. B. Tauris, 1997. TAHERI Amir, *The Spirit of Allah: Khomeini and the Islamic revolution*, Londres, Hutchinson, 1985.

l'Empire a été analysé par Darioush Bayandor, Javier Guerrero, David Harris, Andrew Scott Cooper et Ofira Seliktar<sup>115</sup>. Au Royaume-Uni, Ali Luman a récemment proposé une analyse de la diplomatie britannique face à la révolution<sup>116</sup>. La « débâcle »<sup>117</sup> consécutive à la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine de Téhéran<sup>118</sup> a logiquement cristallisé l'intérêt de l'historiographie américaine.

L'intérêt américain et britannique pour la « question persane » est établi avec l'arrivée des « Anglais parmi les Persans »<sup>119</sup> et des « Américains en Perse »<sup>120</sup>. La complexité parallèle des deux bilatéralismes soulève plus que jamais l'intérêt, comme en témoigne les publications les plus récentes de part et d'autre de l'Atlantique<sup>121</sup>. La conflictualité de la relation à l'Iran témoigne des difficultés à conjurer les « fantômes de l'histoire »<sup>122</sup>. Avant la révolution islamique, nourrie de l'anti-américanisme diffus dans la société, c'est la crispation sur l'œuvre de la « main anglaise »<sup>123</sup> en Iran qui nourrit le sentiment complotiste. Les relations avec Téhéran, au-delà du « coup d'État » de 1953, témoignent de la cristallisation de Londres et de Washington sur l'accès aux ressources énergétiques et sur le commerce des armes, faisant de la Perse un « État client » dans un contexte de guerre froide<sup>124</sup>. Celle-ci se traduit par la promotion du modèle démocratique, des échanges culturels ou de l'engagement international<sup>125</sup>. « Pavée de bonnes intentions »<sup>126</sup>, l'expérience américaine en Iran se traduit à l'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter par la promotion des droits de l'homme<sup>127</sup>, qui nourrit par ses incohérences la crise en croissance.

<sup>115</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, New York, Palgrave, 2019. GUERRERO Javier, *The Carter Administration and the Fall of Iran's Pahlavi Dynasty. US-Iran Relations on the Brink of the 1979 Revolution*, New York, Palgrave, 2016. HARRIS David, *The Crisis: the President, the Prophet, and the Shah -1979 and the Coming of Militant Islam*, Boston, Little Brown, 2004. SCOTT COOPER Andrew, *The Fall of Heaven: The Pahlavis and the Final Days of Imperial Iran*, New York, Henry Holt, 2016. SELIKTAR Ofira, *Failing the Crystal Ball Test: The Carter Administration and the Fundamentalist Revolution in Iran*, Westport, Praeger, 2000.

<sup>116</sup> LUMAN Ali, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018.

<sup>117</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debate: The American Failure in Iran*, New York, Knopf, 1981.

<sup>118</sup> BOWDEN Mark, *Guests of the Ayatollah: The First Battle in America's War with Militant Islam*, New York, Atlantic Monthly Press, 2006 propose la fresque la plus complète des événements, nourrie du témoignage de leurs vétérans. CHRISTOPHER Warren (dir.), *American Hostages in Iran: The Conduct of a Crisis*, New Haven, Yale University Press, 1985 revient sur les différents aspects de la résolution de la crise des otages.

<sup>119</sup> WRIGHT Denis, *The English Amongst the Persians: During the Qajar Period 1787-1921*, Londres, Heineemann, 1977.

<sup>120</sup> MILLSPAUGH Arthur, *Americans in Persia*, Washington, The Brookings Institution, 1946.

<sup>121</sup> STAW Jack, *The English Job*, op. cit. et VATANKA Alex, *The Battle of the Ayatollahs in Iran: The United States, Foreign Policy and Political Rivalry since 1979*, Londres, Bloomsbury, 2021.

<sup>122</sup> Sur les ombres portées des révolutions iraniennes, on lira le très stimulant *opus* de LIMBERT John, *Negotiating with Iran. Wrestling the Ghosts of History*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2009.

<sup>123</sup> HARRISON Philippa, *'The Hand of the English' - The involvement of the BBC in Anglo-Iranian relations between 1970-1977*, mémoire de Master, études moyen-orientales, université de Leiden, 2014.

<sup>124</sup> SCOTT COOPER Andrew, *The Oil Kings: How the U.S., Iran, and Saudi Arabia Changed the Balance of Power in the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2011. MCGLINCHEY Stephen, *US Arms Policies Towards the Shah's Iran*, New York, Routledge, 2014. GASIOROWSKI Mark, *U.S. Foreign Policy and the Shah: Building a Client State in Iran*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

<sup>125</sup> COLLIER David, *Democracy and the Nature of American Influence in Iran, 1941-1979*, Syracuse, Syracuse University Press, 2017. SHANNON Matthew, *Losing Hearts and Minds: American-Iranian Relations and International Education During the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 2017. ROSTAM-KOLAYI Jasamin, "The New Frontier Meets the White Revolution: The Peace Corps in Iran, 1962-76", *Iranian Studies*, 2018, vol. 51, n°4, p. 587-612.

<sup>126</sup> RUBIN Barry, *Paved with Good Intentions: The American Experience in Iran*, Londres, Penguin, 1981.

<sup>127</sup> TRENTA Luca, "The Champion of Human Rights Meets the King of Kings: Jimmy Carter, the Shah, and

Les « amis amers » deviennent ensuite des « ennemis intimes »<sup>128</sup>. Aux États-Unis, l'étude des relations avec la République islamique relève souvent du traité sur la confrontation<sup>129</sup> dans le cadre d'une résurgence de la figure de l'ennemi<sup>130</sup>. Robert Busby, Theodore Draper, Jonathan Marshall, Peter Scott, Jane Hunter et Samuel Segev ont analysé la tentative de restauration du dialogue entre Washington et Téhéran qui échoue dans les années 1980<sup>131</sup>. La restauration des relations entre Londres et Téhéran après 1979 n'a en revanche pas encore fait l'objet de synthèse<sup>132</sup>.

### 3. Les politiques de confrontation

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la « nouvelle histoire de la guerre froide » qui promeut, à l'instigation de Odd Arne Westad<sup>133</sup>, un renouvellement historiographique fondé sur l'affirmation de l'histoire transnationale et le décentrement des perspectives. La première s'intéresse aux interactions et aux transferts entre les sociétés, en mettant l'accent sur les circulations transfrontalières. Ces forces commencent à être pensées historiquement, dans l'esprit de l'intérêt que Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle portaient aux relations entre les peuples, mais au-delà de leur approche stato-centrée.

Avant de devenir une « étude de cas de guerre froide »<sup>134</sup>, la relation iranienne est l'objet du Grand jeu qui voit les Empires britannique et russe s'affronter dans une lutte d'influence<sup>135</sup>. Après la crise d'Azerbaïdjan de 1946, la rivalité s'élargit à Washington dans le cadre de « l'ascendant américain et du retrait britannique » de la région du golfe Persique<sup>136</sup>. L'Iran est ainsi étudié comme un pilier de la stratégie d'endiguement de l'URSS et le golfe Persique comme un « carrefour d'impérialisme »<sup>137</sup>.

---

Iranian Illusions and Rage”, *Diplomacy and Statecraft*, 2013, vol. 24, n°3, pp. 476-498.

<sup>128</sup> SLAVIN Barbara, *Bitter Friends, Bosom Enemies: Iran and the U.S., and the Twisted Path to Confrontation*, New York, St. Martin's, 2007.

<sup>129</sup> ANSARI Ali, *Confronting Iran: The Failure of American Foreign Policy and The Next Great Conflict in the Middle East*, New York, Basic Books, 2006. CRIST David, *The Twilight War: The Secret History of America's Thirty-Year Conflict with Iran*, New York, Penguin Press, 2012. MURRAY Donette, *US Foreign Policy and Iran. American-Iranian Relationships since the Islamic Revolution*, Londres, Routledge, 2009. POLLACK Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict between Iran and America*, New York, Random House, 2005.

<sup>130</sup> BEEMAN William, *The Great Satan vs. the Mad Mullahs. How the United States and Iran demonize each other*, Westport, Praeger, 2005.

<sup>131</sup> BUSBY Robert, *Reagan and the Iran-Contra Affair: The Politics of Presidential Recovery*, Basingstoke, Macmillan, 1999. DRAPER Theodore, *A Very Thin Line: The Iran-Contra Affairs*, New York, Hill & Wang, 1992. MARSHALL Jonathan, SCOTT Peter, HUNTER Jane, *The Iran Contra-Connection: Secret Teams and Covert Operations in the Reagan Era*, Boston, South End Press, 1987. SEGEV Samuel, *The Iranian Triangle: The Untold Story of Israel's Role in the Iran-Contra Affair*, New York, Free Press, 1988.

<sup>132</sup> Sur leurs dimensions protocolaires, on lira GAILLAUD Sylvain, « *Pomp and circumstance(s) : une histoire protocolaire de la normalisation diplomatique entre Londres et Téhéran après la Révolution islamique* », in *Le diplomate en représentation du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 229-244.

<sup>133</sup> WESTAD Odd Arne, *The Cold War: A World History*, Londres, Basic Books, 2017, trad. fr. Paris, Perrin, 2019.

<sup>134</sup> COTTAM Richard, *Iran and the United States: A Cold War Case Study*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988.

<sup>135</sup> HOPKIRK Peter, *The great game: On secret service in high Asia*, Londres, John Murray, 1990.

<sup>136</sup> BARR James, *Lords of the Desert: Britain's Struggle with America to dominate the Middle East*, Londres, Simon & Schuster, 2018. FAIN Taylor, *American Ascendance and British Retreat in the Persian Gulf Region*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.

<sup>137</sup> ALVANDI Roham, *Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2014. MACRIS Jeffrey, KELLY Saul (dir.) *Imperial crossroads: the great powers and*

Devenus par défaut du fait de la chute du shah des « gardiens du Golfe » dépourvus de stratégie, les États-Unis posent dans cette « zone de tous les dangers » les jalons de la « guerre contre la terreur »<sup>138</sup>.

La « diplomatie islamique » participe de la complexification des rapports de puissance à l'heure de la « deuxième guerre froide »<sup>139</sup>. La politique étrangère de la République islamique a été étudiée par Michael Leden, Przemyslaw Osiewicz et Ray Takeyh<sup>140</sup>. Alex Vatanka l'appréhende à l'aune des rivalités politiques internes au régime<sup>141</sup>. Nikki Keddie, Mark Gasiorowski, John Parker et Clément Therme<sup>142</sup> ont montré l'ambiguïté des relations entre Moscou et Téhéran. De 1980 à 1988, la guerre Iran-Irak oppose les rivaux et riverains pour la domination régionale. En France, la synthèse de Pierre Razoux est la mieux documentée<sup>143</sup>. Aux États-Unis, les chercheurs s'intéressent aux dimensions du conflit<sup>144</sup> ou le mettent en perspective avec la sécurité du golfe Persique<sup>145</sup> et les relations bilatérales<sup>146</sup>. Lee Zatarain considère la « guerre des tankers » comme le « premier conflit [ouvert] avec l'Iran »<sup>147</sup>. Les réactions américaines à la « politique de confrontation » de l'Iran khomeiniste ont été analysées par David Martin et John Walcott<sup>148</sup>. Sasan Fayazmanesh et Harry Myers évoquent une politique d'« endiguement dual » contre la menace parallèle constituée par l'Iran et l'Irak<sup>149</sup>.

---

*the Persian Gulf*, Annapolis, Naval Institute Press, 2012.

<sup>138</sup> PALMER Michael, *Guardians of the Gulf: A History of America's Expanding Role in the Persian Gulf, 1833-1992*, New York, Simon & Schuster, 1992; WISE Harold, *Inside the Danger Zone: The U.S. Military in the Persian Gulf 1987-88*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007; WRIGHT Steven, *The United States and Persian Gulf Security: The Foundations of the War on Terror*, Reading, Ithaca Press, 2007.

<sup>139</sup> DJALILI Mohammad-Reza, *Diplomatie islamique : Stratégie internationale du khomeynisme*, Genève, Graduate Institute Publications, 1989. DONAGHY Aaron, *The Second Cold War: Carter, Reagan, and the Politics of Foreign Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

<sup>140</sup> LEDEEN Michael, *Accomplice to Evil: Iran and the War against the West*, New York, Truman Talley, 2009. OSIEWICZ Przemyslaw, *Foreign Policy of the Islamic Republic of Iran. Between Ideology and Pragmatism*, Londres, Routledge, 2020. TAKEYH Ray, *Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>141</sup> VATANKA Alex, *The Battle of the Ayatollahs in Iran: The United States, Foreign Policy and Political Rivalry since 1979*, Londres, Bloomsbury, 2021.

<sup>142</sup> KEDDIE Nikki, GASIOROWSKI Mark, *Neither East Nor West: Iran, The Soviet Union, And The United States*, New Haven, Yale University Press, 1990. PARKER John, *Persian Dreams – Moscow and Tehran since the Fall of the Shah*, Washington, Potomac Books, 2009. THERME Clément, *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, Paris, The Graduate Institute, 2012.

<sup>143</sup> RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe (1980-1988)*, Paris, Perrin, 2013.

<sup>144</sup> CHUBIN Shahram, TRIPP Charles, *Iran and Iraq at War*, New York, Routledge, 2019. DONOVAN Jerome, *The Iran-Iraq War. Antecedents and Conflict Escalation*, Londres, Routledge, 2010. HIRO Dilip, *The Longest War: The Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge, 1990. RAJAEI Farhang (dir.), *The Iran-Iraq War: The Politics of Aggression*, Gainesville, University Press of Florida, 1993.

<sup>145</sup> CORDESMAN, Anthony, *The Iran-Iraq War and Western Security 1984-87, Strategic Implications and Policy Options*, Londres, Jane's, 1987. KARSH Efraim (dir.), *The Iran-Iraq War: Impact and Implications*, Londres, Macmillan, 1989.

<sup>146</sup> BLIGHT James *et al.*, *Becoming Enemies: U.S.-Iran relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2014. GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence, and the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Santa Barbara, Praeger, 2010. HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994.

<sup>147</sup> ZATARAIN Lee, *The Tanker War: America's First Conflict with Iran, 1987-1988*, Philadelphia, Casemate, 2008.

<sup>148</sup> MARTIN David, WALCOTT John, *Best Laid Plans: The Inside Story of America's War Against Terrorism*, New York, Harper & Row, 1988.

<sup>149</sup> FAYAZMANESH Sasan, *The United States and Iran. Sanctions, Wars and the Policy of Dual Containment*, Londres, Routledge, 2008. MYERS Harry, *The US Policy of Dual Containment toward Iran, in Theory and Practice*, mémoire de Master, Air War College, Air University, Maxwell Air Force Base, 1997.

## C. La relation politique

### 1. Les acteurs politiques

La recherche en histoire, en sociologie et en science politique a consacré le « règne des entourages » en étudiant les rôles synergique des personnes, des appareils et des groupes de pression<sup>150</sup>. La réflexion sur leur identité et leur influence s'enracine dans la réflexion sur l'élite, pour laquelle Christophe Charle appelle à une analyse comparée à l'échelle européenne, dans l'esprit de la démarche de Marc Bloch<sup>151</sup>. Les différences entre les systèmes démocratiques et processus politiques américains et britanniques ne remettent pas en question l'intérêt d'une telle étude, du fait des liens étroits et des expériences similaires entre les deux pays<sup>152</sup>. La sympathie de la rhétorique, du partenariat et des influences entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont conduit à les considérer comme un cas d'école de comparatisme<sup>153</sup>, même si la plupart des études sur le sujet relève plus du contraste critique que l'étude des influences croisées<sup>154</sup>.

L'existence d'un groupe de personnes assumant des fonctions de commandement et imposant leur pouvoir au plus grand nombre a été formulée par les sociologues Gaetano Mosca<sup>155</sup> et Vilfredo Pareto<sup>156</sup>. L'approche élitiste insiste sur la cohérence de ce groupe : Charles Mills distingue les élites issues des mondes politique, militaire et économique, qui forment au sommet de l'État un « triangle du pouvoir » reposant sur des affinités culturelles<sup>157</sup>. L'approche pluraliste ne remet pas en question l'existence de l'élite mais en récuse les dimensions unitaire et dominante. Robert Dahl montre que le pouvoir se répartit entre plusieurs groupes d'élites en concurrence dans le cadre d'une « polyarchie »<sup>158</sup>. Barry Rubin note d'ailleurs que le pluralisme est implicite dans le style de prise de décision américaine<sup>159</sup>. Contre la tendance des élitistes et des pluralistes à privilégier une méthode d'analyse légitimant leurs conclusions, George Field et John Higley proposent un « néo-élitisme » permettant de comprendre comment les élites façonnent les institutions politiques qui en retour structurent leur comportement<sup>160</sup>. Nourri de cette

<sup>150</sup> EYMERI-DOUZANS Jean-Michel (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

<sup>151</sup> CHARLE Christophe, « Légitimités en péril. Éléments pour une histoire comparée des élites et de l'État en France et en Europe occidentale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1997, n°116-117, p. 39-52. BLOCH Marc, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, 1928, n°46, p. 15-50

<sup>152</sup> EMSLEY Clive (dir.), *Essays in Comparative History: Economy, Politics and Society in Britain and America 1850-1920*, Milton Keynes, Open University Press, 1984, p. xi-xii.

<sup>153</sup> COOPER James, *Margaret Thatcher and Ronald Reagan, op. cit.*, p. 17.

<sup>154</sup> KRIEGER Joel, *Reagan, Thatcher, and the Politics of Decline*, New York, Oxford University Press, 1986. SMITH John, *Macroeconomics After Thatcher and Reagan: The Conservative Policy Revolution in Retrospect*, Aldershot, Edward Elgar, 1990. ADONIS Andrew, HAMES Tim (dir.), *A Conservative Revolution? The Thatcher-Reagan Decade in Perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1994.

<sup>155</sup> MOSCA Gaetano, *Elementi di Scienze politica*, Torino, Bocca, 1896, trad. fr. Paris, Catania, 2021.

<sup>156</sup> PARETO Vilfredo, *Trattato di sociologia generale*, Firenze, Barbéra, 1916, trad. fr. Paris, Droz, 1968.

<sup>157</sup> WRIGHT MILLS Charles, *The Power Elite*, Oxford, Oxford University Press, 1956, trad. fr. Paris, Agone, 2012.

<sup>158</sup> DAHL Robert, *Polyarchy. Participation and opposition*, New Haven, Yale University Press, 1972.

<sup>159</sup> RUBIN Barry, *Secrets of States: The State Department and the Struggle over U.S. Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1987, p. viii.

<sup>160</sup> FIELD George Lowell, HIGLEY John, *Elitism*, Londres, Routledge, 1980.

approche, William Genieys a forgé un néo-élitisme maîtrisé, afin de distinguer les groupes capables d'imprimer leur marque dans le contenu des politiques de l'État<sup>161</sup>. Il fait son miel des trois méthodes d'analyse, positionnelle, réputationnelle et décisionnelle, que j'ai réinvesties pour établir les critères de l'analyse prosopographique des acteurs américains et britanniques de la politique iranienne.

Parallèlement à cet émiettement synchronique du paysage élitaire émerge l'idée d'une transformation diachronique de ses générations. Priscilla Robert distingue, depuis l'émergence de la puissance américaine au XIX<sup>e</sup> siècle, quatre générations d'élites de politique étrangère : les fondateurs de la puissance, dans la mouvance de Theodore Roosevelt ; les internationalistes de l'entre-deux-guerres, nourris de l'expérience de la Première Guerre mondiale ; la génération des « *sages* », née dans les tranchées et influencée par la génération précédente ; la génération de la Seconde Guerre mondiale, moins unifiée, qui voit la dissolution de l'autorité de l'*Establishment* traditionnel<sup>162</sup>. Des débats consécutifs à l'engagement au Vietnam émerge une nouvelle élite professionnelle<sup>163</sup>, désignant les experts remplaçant l'*Establishment* traditionnel dans un contexte de polarisation croissante des enjeux de politique étrangère.

Les historiens ont longtemps privilégié l'étude du sommet de la hiérarchie politique, sous l'influence d'un prisme réaliste faisant de la diplomatie un outil de politique extérieure<sup>164</sup>. Les travaux sur l'exécutif britannique, qui ont surtout mis en avant le rôle du Premier ministre<sup>165</sup>, s'ouvrent à celui du Cabinet<sup>166</sup>. Le renforcement du pouvoir du premier au détriment du second conduit à penser une « présidence britannique »<sup>167</sup>. Aux États-Unis, l'intérêt pour la présidence dépasse de loin celui, plus tardif, accordé aux autres agences fédérales. En témoignent les études de Jean-Baptiste Duroselle, Richard Neustadt, James Schlesinger et Marie-France Toinet<sup>168</sup>, puis les analyses plus récentes d'André Kaspi et Hélène Harter, Denis Lacorne et Justin Vaïsse, Vincent Michelot et Elisabeth Vallet<sup>169</sup>. À l'intérêt de l'approche institutionnelle répond celui de l'approche biographique, qui connaît un nouvel essor depuis la réflexion de Jean-Baptiste Duroselle sur l'« homme d'État ». Si R. Reagan et M. Thatcher dominent l'attention<sup>170</sup>,

<sup>161</sup> GENIEYS William, *L'élite politique de l'Etat*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

<sup>162</sup> ROBERTS Priscilla, "The Transatlantic American Foreign Policy Elite: its Evolution in Generational Perspective", *Journal of Transatlantic Studies*, 2009, vol. 7, n°2, p. 163-183.

<sup>163</sup> DESTLER Ivor, GELB Leslie, LAKE Anthony, *Our Own Worst Enemy: The Unmaking of American Foreign Policy*, New York, Simon and Schuster, 1984.

<sup>164</sup> MORGENTHAU Hans, *Politics among Nations: the Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1966.

<sup>165</sup> BLICK Andrew, JONES George, *Premiership: The Development, Nature and Power of the Office of the British Prime Minister*, Exeter, Societas, 2010. HENNESSY Peter, *The Prime Minister: The Office And Its Holders Since 1945: The Job and Its Holders Since 1945*, Londres, Penguin, 2001.

<sup>166</sup> HENNESSY Peter, *Cabinet*, Oxford, Basil Blackwell, 1986. SELDON Anthony, MEAKIN Jonathan, *The Cabinet Office 1916-2016: The Birth of Modern Government*, Londres, Biteback, 2016.

<sup>167</sup> FOLEY Michael, *The British Presidency*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

<sup>168</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *De Wilson à Roosevelt : politique étrangère des États-Unis, 1913-1945*, Paris, Armand Colin, 1961. NEUSTADT Richard, *Les Pouvoirs de la Maison-Blanche*, Paris, Economica, 1980. SCHLESINGER Arthur, *La présidence impériale*, Paris, Presse Universitaire de France, 1976. TOINET Marie-France, *La Présidence américaine*, Paris, Montchrestien, 1996.

<sup>169</sup> KASPI André, HARTER Hélène, *Les Présidents américains de Washington à Obama*, Paris, Tallandier, 2012. LACORNE Denis, VAÏSSE Justin, (dir.), *La Présidence impériale, de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Paris, Odile Jacob, 2007. MICHELOT Vincent, *L'Empereur de la Maison-Blanche*, Paris, Armand Colin, 2004. VALLET Elisabeth, *La Présidence des Etats-Unis*, Sainte-Foy, Presse de l'University du Québec, 2005.

<sup>170</sup> Pour le premier, outre le classique de Lou CANNON, *President Reagan: The Role of a Lifetime*, New York,



les vies de J. Carter et J. Callaghan sont de plus en plus documentées<sup>171</sup>.

Le rôle du Conseil de sécurité nationale (CSN) est aussi bien connu<sup>172</sup>. L'exceptionnalité du personnage de Henry Kissinger<sup>173</sup> rejaillit sur ses successeurs, tel Zbigniew Brzezinski<sup>174</sup>. Les chercheurs ont pris acte de l'influence croissante des conseillers spéciaux<sup>175</sup> et des acteurs gravitant aux portes du pouvoir<sup>176</sup>. Frédrick Gagnon a étudié le rôle de vigilance des « sénateurs qui changent le monde »<sup>177</sup>.

Les chercheurs américains<sup>178</sup> et britanniques<sup>179</sup> ont transformé l'essai d'une histoire du renseignement que Sébastien-Yves Laurent a appelé de ses vœux pour la France<sup>180</sup>. Bob Woodward a livré une immersion fascinante dans les arcanes du renseignement américain des années Reagan<sup>181</sup>. Robert Jervis et James Wirtz ont nourri la réflexion sur la « faillite du renseignement américain »<sup>182</sup>. Kevin M. O'Connell a proposé des jalons d'une étude comparative des services<sup>183</sup>. En France, François David porte les

---

N.Y., PublicAffairs, 2000, relevons en français celui de Pierre MELANDRI, *Reagan, une biographie totale*, Paris, Laffont, 1988 et Françoise COSTE, *Reagan*, Paris, Perrin, 2015. Pour la seconde, le classique de John CAMPBELL, *Margaret Thatcher, volume 1: The Grocer's Daughter*, Londres, Jonathan Cape, 2000 et *Margaret Thatcher, volume 2: The Iron Lady*, Londres, Jonathan Cape, 2003, vient d'être complété par la biographie « autorisée » de Charles MOORE, *Margaret Thatcher: The Authorized Biography, "Volume One: Not for Turning"*, Londres, Allen Lane, 2013; "*Volume Two: Everything She Wants*", Londres, Allen Lane, 2015; "*Volume Three: Herself Alone*", Londres, Allen Lane, 2019. La meilleure biographie en français est celle de Jacques LERUEZ, *Thatcher, la Dame de Fer*, Paris, André Versaille, 2012.

<sup>171</sup> BOURNE Peter, *Jimmy Carter: A Comprehensive Biography from Plains to Postpresidency*, New York, Scribner, 1997. ALTER Jonathan, *His Very Best: Jimmy Carter, a Life*, New York, Simon and Schuster, 2020. O'MORGAN Kenneth, *Callaghan: A Life*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

<sup>172</sup> PRADOS John, *Keeper of the Keys: A History of the National Security Council from Truman to Bush*, New York, William Morrow, 1991. ROTHKOPF David, *Running the World: The Inside Story of the National Security Council And the Architects of America's Power*, New York, Public Affairs, 2005.

<sup>173</sup> SCHWARTZ Thomas, *Henry Kissinger and American Power: A Political Biography*, New York, Hill & Wang, 2020.

<sup>174</sup> VAÏSSE Justin, *Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'empire*, Paris, Odile Jacob, 2015.

<sup>175</sup> BLICK Andrew, JONES George, *At Power's Elbow: Aides to the Prime Minister from Robert Walpole to David Cameron*, Londres, Biteback Publishing, 2013. GLAD Betty, *An outsider in the White House: Jimmy Carter, his advisors, and the making of American foreign policy*, Ithaca, Cornell University Press, 2009.

<sup>176</sup> HOLT Andrew, DOCKTER Warren, *Private Secretaries to the Prime Minister. Foreign Affairs from Churchill to Thatcher*, Londres, Routledge, 2017. KAVANAGH Dennis et SELDON Anthony, *The Powers behind the Prime Minister: The Hidden Influence of Number ten*, Londres, HarperCollins, 2000. WHIPPLE Chris, *The Gatekeepers: How the White House Chiefs of Staff Define Every Presidency*, New York, Crown Publishing, 2017.

<sup>177</sup> GAGNON Frédérick, *Les sénateurs qui changent le monde. Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.

<sup>178</sup> PRADOS John, *Presidents' Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations from World War II through the Persian Gulf*, Chicago, Ivan Dee, 1996 et *Safe for Democracy: The Secret Wars of the CIA*, Chicago, Ivan Dee, 2006. WEINER Tim, *Legacy of Ashes: The History of the CIA*, New York, Doubleday, 2007, trad. fr. Paris, De Fallois, 2009.

<sup>179</sup> ANDREWS Christopher, *Secret Service: The Making of the British Intelligence Community*, Londres, Heinemann, 1985; *The Defence of the Realm: The Authorised History of MI5*, Londres, Allen Lane, 2009; *The Secret World: A History of Intelligence*, Londres, Penguin, 2018. DAVIES Philip, *MI6 and the Machinery of Spying: Structure and Process in Britain's Secret Intelligence*, Londres, Routledge, 2004; *Intelligence and Government in Britain and the United States: A Comparative Perspective*, Santa Barbara, Praeger, 2012, 2 vol. JEFFERY Keith, *MI6: the history of the Secret Intelligence Service, 1909-1949*, Londres, Bloomsbury, 2010. WEST Nigel, *The Friends. Britain's Post-War Secret Intelligence Operations*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1988; *At her majesty's secret service: the Chiefs of Britain's Intelligence Service*, Barnsley, Frontline, 2016.

<sup>180</sup> LAURENT Sébastien, "Pour une autre histoire de l'État. Le secret, l'information politique et le renseignement", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004, vol. 83, n°3, p. 173-184.

<sup>181</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, N.Y., Simon and Schuster, 2005.

<sup>182</sup> JERVIS Robert, *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010. WIRTZ James, "The Art of the Intelligence Autopsy", *Intelligence and National Security*, 2014, vol. 29, n°1, pp. 1-18.

<sup>183</sup> O'CONNELL Kevin, « Thinking About Intelligence Comparatively », *The Brown Journal of World*

études sur le renseignement américain depuis ses travaux sur la naissance de l'agence de Langley<sup>184</sup>. Gildas Le Voguer analyse la question du secret et de la transparence dans le renseignement extérieur là où Alexandre Rios-Bordes mesure le poids de l'« État secret » sur les populations aux États-Unis<sup>185</sup>.

## 2. Les jeux diplomatiques

L'étude du processus de décision est au cœur de l'approche durosellienne des relations internationales, qui croise les apports de l'histoire et de la science politique et s'ouvre à la recherche américaine<sup>186</sup>. L'attachement à la consultation des archives permet de déterminer les modalités de la prise de décision et réintroduire la personnalité des acteurs, sous l'influence du behaviorisme. Aux États-Unis, Charles-Philippe David, John Ikenberry, Charles Kegley et Eugene Wittkoph<sup>187</sup> permettent de penser les dimensions intellectuelles et institutionnelles de la prise de décision. Au Royaume-Uni, l'école des relations internationales, à la suite de Cameron Watt<sup>188</sup>, étudie l'environnement externe, économique, politique, social, et les facteurs internes, comme la formation, l'éducation et l'univers mental du décideur. En France, Pierre Melandri et Serge Ricard ont montré pour les États-Unis le poids des déterminants intérieurs et la tension entre les tentations unilatérales et multilatérales. Pierre Hassner et Justin Vaïsse étudient les « dilemmes d'une superpuissance » à l'aune des débats dans lesquels s'inscrit la décision<sup>189</sup>.

Depuis l'étude fondatrice de Graham Allison<sup>190</sup>, l'analyse du processus décisionnel a privilégié l'étude des crises, qui apparaît comme un signe distinctif de la recherche en relation internationale. Le recours à l'outillage conceptuel de la psychologie permet d'en expliquer les dysfonctionnements et d'en analyser le « caractère présidentiel »<sup>191</sup>. La loi de Miles<sup>192</sup> postule que la position dépend du point de vue. La pensée illusoire<sup>193</sup> implique une pratique conforme à une hypothèse souhaitée. La prophétie

---

*Affairs*, 2004, vol. 11, n°1, pp. 189-199.

<sup>184</sup> DAVID François, *John Foster Dulles, secrétaire d'Etat, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2010 et *L'aigle et le vautour. La naissance de la CIA*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

<sup>185</sup> LE VOGUER Gildas, *Le renseignement américain. Entre secret et transparence, 1947-2013*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014. RIOS-BORDES Alexandre, *Les savoirs de l'ombre : la surveillance militaire des populations aux Etats-Unis (1900-1941)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2018.

<sup>186</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, « La décision en politique étrangère. Esquisse d'un modèle type », *Relations internationales*, 1974, n°1, p. 5-26.

<sup>187</sup> DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : de Trump à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015. IKENBERRY John (dir.), *American Foreign Policy: Theoretical Essays*, New York, Longman, 2006. KEGLEY Charles, WITTKOPF Eugene, *American Foreign Policy, Pattern and Process*, New York, St Martin Press, 1996.

<sup>188</sup> WATT Cameron, *Succeeding John Bull: America in Britain's Place, 1900-1975*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

<sup>189</sup> MELANDRI Pierre, RICARD Serge (dir.), *Les Etats-Unis entre uni- et multilatéralisme : de Woodrow Wilson à George W. Bush*, Paris, L'Harmattan, 2008; *La politique extérieure des Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle : le poids des déterminants intérieurs*, Paris, L'Harmattan, 2008. HASSNER Pierre, VAÏSSE Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance ?*, Paris, CERI/autrement, 2003.

<sup>190</sup> ALLISON Graham, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little, Brown, 1971.

<sup>191</sup> BARBER James, *The Presidential Character: Predicting Performance in the White House*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1985.

<sup>192</sup> MILES Rufus, "The Origin and Meaning of Miles' Law", *Public Administration Review*, 1978, vol. 38, n°5, p. 399-403.

<sup>193</sup> EDWARDS George, *Presidential Leadership: Politics and Policy Making*, New York, St. Martin's Press, 1985.

autoréalisatrice<sup>194</sup> évoque un énoncé récurrent qui modifie des comportements de telle sorte qu'ils font advenir ce que la prophétie annonce. Les biais cognitifs<sup>195</sup> montrent l'usage de perceptions personnelles pour expliquer des faits d'altérité. L'enflure psychologique<sup>196</sup> augmente artificiellement les mérites d'une solution par rapport aux autres. Les effets de la psychologie peuvent se faire sentir collectivement dans le cadre d'une pensée groupale<sup>197</sup> qui, dans un cercle marqué par la cohésion, supprime la motivation à évaluer, de façon réaliste, les moyens d'agir. Selon cette grille, Charles-Philippe David et David Houghton ont analysé le processus décisionnel ayant sous-tendu l'appréhension de la révolution iranienne et la politique américaine à l'égard de la République islamique<sup>198</sup>. Rose McDermott, Paul Ryan et Steve Smith sont de même revenus sur l'opération avortée de libération des otages de Téhéran<sup>199</sup>.

Les chercheurs se sont intéressés dans un cadre national au fonctionnement de la diplomatie au quotidien, dans les murs des agences centrales ou des postes diplomatiques<sup>200</sup>. La mission des ambassadeurs<sup>201</sup> ou des consuls<sup>202</sup> et le rôle de leur conjointe<sup>203</sup> ont été surtout étudiés jusqu'à 1945. L'importance des ambassades de Londres et de Washington dans la relation bilatérale est attestée par Alison Holmes, Simon Rofe et Gilian Staerck<sup>204</sup>. Les biographies de diplomates ont connu un renouveau, grâce à la prise en compte des apports de l'histoire sociale, de l'histoire culturelle et de l'histoire des représentations. Claire Sanderson a étudié le rôle de l'ambassadeur britannique à Washington pendant la crise des Malouines<sup>205</sup>. La particularité des missions moyen-orientales est documentée par leurs vétérans<sup>206</sup>.

<sup>194</sup> MERTON Robert, "The Normative Structure of Science", *The Sociology of Science. Theoretical and Empirical Investigations*, Chicago, The University of Chicago Press, p. 267-278.

<sup>195</sup> KAHNEMAN Daniel, TVERSKY Amos, "Subjective probability: A judgment of representativeness", *Cognitive Psychology*, 1972, vol. 3, n°3, p. 430-454.

<sup>196</sup> JANIS Irving, MANN Leon, *Decision making: A psychological analysis of conflict, choice, and commitment*, New York, Free Press, 1977.

<sup>197</sup> JANIS Irving, "Groupthink", *Psychology Today*, November 1971, p. 84-90.

<sup>198</sup> DAVID Charles-Philippe, CAROL Nancy, SELDON Zachary, *Foreign Policy Failure in the White House: Reappraising the Fall of the Shah and the Iran-Contra Affair*, Lanham, University Press of America, 1993. HOUGHTON David, *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

<sup>199</sup> MCDERMOTT Rose, "Prospect Theory in International Relations: The Iranian Hostage Rescue Mission", *Political Psychology*, 1992, vol. 13, n°2, p. 237-263. RYAN Paul, *The Iran Hostage Rescue Mission: Why It Failed*, Annapolis, Naval Institute Press, 1985. SMITH Steve, "Policy Preferences and Bureaucratic Position: The Case of the American Hostage Rescue Mission", *International Affairs*, 1984-1985, vol. 61, n°1, p. 9-25.

<sup>200</sup> BARDER Brian, *What Diplomats Do: The Life and Work of Diplomats*, Londres, Rowman & Littlefield, 2014. MOORHOUSE Geoffrey, *The diplomats, the Foreign Office today*, Londres, Cape, 1977. KOPP Harry, NALAND John, *Career Diplomacy: Life and Work in the US Foreign Service*, Washington, Georgetown University Press, 2017. MILLER Robert, *Inside an Embassy: The Political Role of Diplomats Abroad*, Washington, Congressional Quarterly, 1992.

<sup>201</sup> JETT Dennis, *American Ambassadors: The Past, Present, and Future of America's Diplomats*, New York, Springer, 2014.

<sup>202</sup> KEEGAN Nicholas, *US Consular Representation in Britain since 1790*, New York, Anthem Press, 2018. KENNEDY Stuart, *The American Consul: A History of the United States Consular Service 1776-1924*, Washington, New Academia, 2015.

<sup>203</sup> WOOD Molly, "Diplomatic Wives: The Politics of Domesticity and the 'Social Game' in the US Foreign Service, 1905-1941", *Journal of Women's History*, 2005, vol. 17, n°2, p. 142-165.

<sup>204</sup> HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938-2008*, Londres, Palgrave, 2012. STAERCK Gillian, "The role of the British embassy in Washington", *Contemporary British History*, 1998, vol. 12, n°3, p. 115-138.

<sup>205</sup> SANDERSON Claire, « Un ambassadeur atypique dans une situation de crise : Sir Nicholas Henderson et le conflit des Malouines de 1982 » in SANDERSON Claire, TORRENT Mélanie (dir.), *La puissance britannique en question, Politique étrangère et diplomatie britanniques au 20<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2012, pp. 219-234.

<sup>206</sup> ARBUTHNOTT Hugh, CLARK Terence, MUIR Richard, *British missions around the Gulf, 1575-2005, Iran*,

Au-delà, Laurence Badel et Stanislas Jeannesson ont posé les jalons d'une « nouvelle histoire diplomatique », inscrite dans une approche comparative et transnationale. Ils appellent à l'écriture d'une histoire matérielle, culturelle, anthropologique de la diplomatie en menant une réflexion renouvelée sur ses enjeux, ses moyens et les hommes qui l'animent<sup>207</sup>. L'étude des pratiques diplomatiques entend montrer l'adhésion à des normes partagées, reconnues par la tradition et codifiées à l'époque contemporaine. L'approche culturelle des administrations, parfois centrée sur l'analyse des organigrammes et de leur évolution, peut recourir à une approche de type prosopographique. Initiée en France par Jean-Baptiste Duroselle, elle puise aux sources de l'histoire sociale et privilégie une approche nationale, qui peut s'effectuer dans un cadre comparatif, mettre en avant une spécificité non-française, notamment britannique, ou s'inscrire dans le cadre de l'étude d'institutions internationales<sup>208</sup>. L'étude prosopographique des acteurs de la politique iranienne nourrira ici l'appréhension de leur identité et de leurs réseaux.

### 3. Les communautés épistémiques

Dans une perspective pluraliste, Peter Haas applique à l'analyse de la décision la notion de communauté épistémique. Ce réseau de professionnels dotés d'une expertise reconnue produit des connaissances sur la base de critères scientifiques et intervient dans la sphère publique, en réinjectant ses connaissances dans le processus de définition des politiques<sup>209</sup>. Ses membres peuvent être issus de professions et de pays différents, participant ainsi d'une « coordination politique internationale », sinon transnationale. James Sebenius note cependant que les difficultés à délimiter une communauté épistémique laissent peu de place à l'analyse de son influence réelle<sup>210</sup>.

En France, Pierre Renouvin a cherché à déterminer sur la question des origines immédiates de la Première Guerre mondiale l'influence de la réflexion d'un groupe en période de crise et sa capacité à faire des choix dans le cadre contraignant des « forces profondes »<sup>211</sup>. La démarche fait école dans des travaux sur la politique coloniale de la France, avec les « Marocains » de Jean-Claude Allain, les « Tunisiens » de Jean Ganiage et les « Ottomans » de Jacques Thobie<sup>212</sup>. Elle bénéficie des méthodes de la

---

*Iraq, Kuwait, Oman*, Folkestone, Global Oriental, 2008. METRINKO Michael, *The American Military Advisor: Dealing with Senior Foreign Officials in the Islamic World*, Carlisle, U.S. Army War College, 2012.

<sup>207</sup> BADEL Laurence, JEANNESSON Stanislas (dir.), « Diplomatie en renouvellement », *Cahiers Irice*, 2009, n°3.

<sup>208</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979. SOUTOU Georges-Henri, « Les élites diplomatiques françaises et allemandes au XX<sup>e</sup> siècle », in HUDEMANN Rainer et SOUTOU Georges-Henri (dir.), *Elites en France et en Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : structures et relations*, vol. 1, Munich, Oldenbourg, 1994, p. 303-314. SANDERSON Claire, *Perfide Albion ? L'affaire Soames et les arcanes de la diplomatie britannique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011. BONHOMME Noël, « Le groupe des « sherpas » du G7 : une diplomatie d'experts ? 1975-1990 », *Monde(s)*, 2014, vol. 1, n°5, p. 151-172.

<sup>209</sup> HAAS Peter, « Introduction: epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, 1992, vol. 46, n°1, p. 3.

<sup>210</sup> SEBENIUS James, « Challenging Conventional Explanations of International Cooperation: Negotiation Analysis and the Case of Epistemic Communities », *International Organization*, 1992, vol. 46, n°1, p. 323-365.

<sup>211</sup> RENOUVIN Pierre, *Les origines immédiates de la guerre, 2 juin-4 août 1914*, Paris, Publications de la Société de l'histoire de la Guerre, 1925.

<sup>212</sup> ALLAIN Jean-Claude, *Agadir 1911. Une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*, Paris,

prosopographie, que Lawrence Stone définit comme l'enquête sur les caractéristiques communes d'un groupe d'acteurs afin de mener une biographie collective<sup>213</sup>. Après avoir défini un univers d'étude, elle pose, afin d'en analyser les réponses de manière dynamique, une série de questions concernant la naissance, la mort, le mariage, la famille, les origines sociales, les positions économiques héritées, les lieux de résidence et d'éducation, le montant et les sources de revenu personnel, la profession, la religion. La recherche prosopographique se fait selon deux approches : la première étudie un petit groupe d'individus bien documentés ; la seconde, un groupe plus large d'individus souvent anonymes et peu documentés<sup>214</sup>.

Selon James Kloppenberg apparaît entre 1870 et 1920, deux générations de penseurs américains et britanniques à l'origine d'une communauté transatlantique de réflexion politique<sup>215</sup>. À partir des bourses Rhodes<sup>216</sup>, Carroll Quigley définit un « *Establishment* anglo-américain » constituant, *via* Chatham House, l'embryon d'un directoire mondial<sup>217</sup>. L'existence d'une « classe transnationale » à l'œuvre dans les relations internationales est discutée par Kees van der Pijl<sup>218</sup>. Ses forums, tels la Commission Trilatérale et le Groupe de Bilderberg, ont fait l'objet d'études répondant aux phantasmes qu'ils suscitent<sup>219</sup>. Keith Robbins note que les connexions transatlantiques sont telles chez les historiens que ces derniers peuvent être sujets à la mystification quant à l'évaluation de la réalité de la « relation spéciale »<sup>220</sup>.

L'influence des arabistes a été étudiée par Robert D. Kaplan<sup>221</sup>. Ce groupe réunit des observateurs non-arabes ayant une expérience ou une spécialisation linguistique et culturelle, fondant leur capital de sympathie pour la région. Aux arabistes britanniques, impérialistes, il oppose leurs homologues américains, missionnaires. Les chercheurs se sont intéressés à la formation des premiers dans le cadre du *Middle East Centre for Arab Studies*<sup>222</sup> et au rôle des seconds dans le développement de la Guerre froide au Moyen-Orient<sup>223</sup>. C'est dans le même esprit que je propose une étude de la communauté des « iraniens », rassemblant l'ensemble des acteurs participant à l'élaboration de la politique iranienne.

---

Publications de la Sorbonne, 1976. GANIAGE Jean, *Les origines du protectorat français en Tunisie 1861-1881*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959. THOBIE Jacques, *Les intérêts économiques, financiers et politiques français dans la partie asiatique de l'Empire ottoman*, Lille, Université de Lille III, 1973.

<sup>213</sup> STONE Lawrence, "Prosopography, Daedalus", *Historical Studies Today* 1971, vol. 100, n°1, p. 46.

<sup>214</sup> CARLIER Myriam, DUMOLYN Jan, VERBORN Konrad, "A Short Manual to the Art of Prosopography", in KEATS ROHAN Katharine (dir.), *Prosopography Approaches and Applications. A Handbook*, Oxford, Occasional Publications UPR, 2007, p. 42.

<sup>215</sup> KLOPPENBERG John, *Uncertain Victory: Social Democracy and Progressivism in European and American thought, 1870-1920*, Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 3

<sup>216</sup> SCHAEFER Thomas, SCHAEFER Kathleen, *Rhodes Scholars, Oxford and the Creation of an American Elite*, Providence, Berghahn, 2007.

<sup>217</sup> QUIGLEY Carroll, *The Anglo-American Establishment. From Rhodes to Cliveden*, New York, Books in Focus, 1949.

<sup>218</sup> PIJL Kees van der, *Transnational Classes and International Relations*, Londres, Routledge, 1998.

<sup>219</sup> KNUDSEN Dino, *The Trilateral Commission and Global Governance. Informal Elite Diplomacy (1972-1982)*, Londres, Routledge, 2016. RICHARDSON Ian, KAKABADSE Andrew, KAKABADSE Nada, *Bilderberg People. Elite Power and Consensus in World Affairs*, Londres, Routledge, 2011.

<sup>220</sup> ROBBINS Keith, "The Special Relationship: An Overview", *Revue Française de Civilisation Britannique*, 2002, vol. 12, n°1, p. 12.

<sup>221</sup> KAPLAN Robert, *The Arabists: The Romance of an American Elite*, New York, The Free Press, 1995.

<sup>222</sup> CRAIG James, *Shemlan: A History of the Middle East Centre for Arab Studies*, Londres, Macmillan, 1998.

<sup>223</sup> THOMAS Teresa, *American Arabists in the Cold War Middle East, 1946-75: From Orientalism to Professionalism*, Londres, Anthem Press, 2016. WILFORD Hugh, *America's Great Game: The CIA's Secret Arabists and the Shaping of the Modern Middle East*, New York, Basic Books, 2013.

David Halberstam a montré l'influence des intellectuels et des universitaires sur la formulation de la politique vietnamienne de la présidence Kennedy<sup>224</sup>. Jeffrey Chwieroth note que les experts sont davantage guidés par leurs convictions que par leurs intérêts<sup>225</sup>. Leur action se situe ainsi dans le registre de la persuasion plutôt que dans celui de la pression. Leur rôle, dont Philip Tetlock conteste l'efficacité, a été étudié en lien avec l'usage des leçons de l'histoire et des « universités de guerre froide », la politique européenne et leur appréhension de la guerre du Golfe<sup>226</sup>.

Dans une perspective transnationale, Ludovic Tournès montre le rôle des fondations philanthropiques américaines dans la « guerre froide culturelle » menée par les États-Unis<sup>227</sup>. Les fondations Carnegie, Rockefeller et Ford participent ainsi de la « diplomatie culturelle » du bloc de l'Ouest<sup>228</sup>.

Qu'en est-il de la « politique d'expertise » attribuée aux *think tanks*<sup>229</sup> ? De manière thématique et transversale, les études ont mesuré leur participation à l'élaboration des politiques publiques<sup>230</sup> et l'émergence à travers eux d'une nouvelle forme d'élite<sup>231</sup>. Pourtant, la question de leur influence dans les cercles décideurs est discutée, parfois même remise en question<sup>232</sup>. William Bundy<sup>233</sup> plébiscite son caractère pluraliste et méritocratique, que Laurence Shoup et William Minter<sup>234</sup> contestent dans leur vision marxiste de l'organisation. Dans la même veine, William Domhoff<sup>235</sup> lui attribue un rôle décisif

<sup>224</sup> HALBERSTAM David, *The Best and the Brightest*, New York, Random House, 1972.

<sup>225</sup> CHWIEROTH Jeffrey, "Testing and Measuring the Role of Ideas: The Case of Neoliberalism in the International Monetary Fund", *International Studies Quarterly*, 2007, vol. 51, n°1, pp. 5-30.

<sup>226</sup> TETLOCK Philip, *Expert Political Judgment: How Good Is It? How Can We Know?*, Princeton, Princeton University Press, 2005. BECK Peter, *Using History, Making British Policy: the Treasury and the Foreign Office, 1950-76*, Londres, Palgrave, 2006. MAY Ernest, NEUSTADT Richard, *Thinking in Time: The Uses of History for Decision Makers*, New York, Free Press, 1986. LOWEN Rebecca, *Creating the Cold War University: The Transformation of Stanford*, Los Angeles, University of California Press, 1997. AMBRUS Monika, ARTS Karin, HEY Ellen, RAULUS Helena, *The Role of 'Experts' in International and European Decision-Making Processes Advisors, Decision Makers or Irrelevant Actors?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

<sup>227</sup> TOURNES Ludovic, « Entre soft power et société civile, un siècle de diplomatie philanthropique en Europe », dans TOURNES Ludovic (dir.), *L'Argent de l'influence*, Paris, Autrement, 2010, p. 185-194

<sup>228</sup> BERMAN Edward, *The Influence of the Carnegie, Ford, and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy: The Ideology of Philanthropy*, Albany, State University of New York Press, 1983. PARMAR Inderjeet, *Foundations of the American Century: The Ford, Carnegie, and Rockefeller Foundations in the Rise of American Power*, New York, Columbia University Press, 2015.

<sup>229</sup> RICH Andrew, *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

<sup>230</sup> ABELSON Donald, *A Capitol Idea: Think Tanks And US Foreign Policy*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006. MCGANN James, *Think Tanks and Policy Advice in the U.S.: Academics, Advisors and Advocates*, Londres, Routledge, 2007. STONE Diane, DENHAM Andrew (dir.), *Think Tank Traditions: Policy Analysis Across Nations*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

<sup>231</sup> ISAACSON Walter, *The Wise Men: Six Friends and the World They Made*, Londres, Simon & Schuster, 2012. SCHULZINGER Robert, *The Wise Men of Foreign Affairs: The History of the Council on Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 1984. SMITH James, *The Idea Brokers. Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991.

<sup>232</sup> ABELSON Donald, *Do Think-tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009. HIGGOTT Richard, STONE Diane, "The Limits of Influence: Foreign Policy Think Tanks in Britain and the USA", *Review of International Studies*, 1994, vol. 20, n°1, pp. 15-34.

<sup>233</sup> BUNDY William, *The Council on Foreign Relations and Foreign Affairs: Notes for a History*, New York, Council on Foreign Relations, 1994.

<sup>234</sup> SHOUP Laurence, MINTER William, *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, Lincoln, Author's Choice Press, 2004.

<sup>235</sup> DOMHOFF William, *The Power Elite and the State: How Policy Is Made in America*, New York, Gruyter, 1990.

dans la définition d'une conception impérialiste de l'intérêt national américain. Carlo Santoro<sup>236</sup> lui reconnaît pendant la Seconde Guerre mondiale un rôle d'acteur intellectuel participant à la définition des concepts de politique étrangère. Michael Wala<sup>237</sup> montre que l'institution s'est contentée au début de la guerre froide de jouer son rôle de conseil plutôt que d'aspirer à définir la politique étrangère. Dans une approche gramscienne, Inderjeet Parmar lui applique le concept de « parastate » : l'adhésion aux politiques de l'État de ses membres, puissants et cultivés, s'explique par le fait qu'elles correspondent à leurs propres valeurs. Il étudie les liens entre le Council on Foreign Relations et Chatham House pendant la guerre dans une perspective comparative<sup>238</sup>, qui guide aussi l'analyse de l'influence des interactions entre les *think tanks* américains et britanniques dans le développement de la révolution conservatrice<sup>239</sup>.

Dans le prolongement des apports multiples de l'historiographie française, américaine et britannique, cette recherche propose de vérifier, à l'interface entre l'étude des relations transatlantiques, de la politique étrangère et de la prise de décision, dans quelle mesure la politique iranienne corrobore l'existence d'une « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis à la fin de la guerre froide.

Elle poursuit l'analyse des relations entre l'Iran et le Royaume-Uni après la rupture révolutionnaire. Elle ouvre de nouvelles perspectives sur la politique de confrontation entre l'Iran et les États-Unis, au-delà de la « crise des otages » des années 1980, enracinée dans la prise d'assaut de l'ambassade américaine de Téhéran. Elle mesure, dans les grands jeux de l'influence, la place des « iraniens », en concurrence avec celle des « arabistes », dans la formulation de la politique étrangère américaine et britannique. Elle analyse les transformations de la puissance du Royaume-Uni et des États-Unis à l'heure de la « deuxième guerre froide » et de la résurgence de l'islam politique. Elle prolonge la réflexion sur la « tradition anglo-américaine » en politique étrangère dans une aire géostratégique constituant depuis le XIX<sup>e</sup> siècle un carrefour d'impérialismes. Elle appréhende les cadres multiformes d'émancipation d'une « relation spéciale » participant de l'essor et du déclin d'un « ordre anglo-américain ».

Entre convergences, connivences et concurrences, la politique iranienne est en effet un révélateur de la synergie diplomatique qui sous-tend un bilatéralisme à nul autre pareil. Dans l'ombre post-traumatique des syndromes de Suez et du Vietnam, les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis, mises à l'épreuve de la « perte de l'Iran », témoignent ainsi de l'opportunisme réciproque de partenaires en crise de puissance dans le dérèglement du monde présidant à la fin de la guerre froide.

La problématique retenue est la suivante : comment la politique iranienne du Royaume-Uni et des États-Unis témoigne-t-elle de l'instrumentation des logiques d'un partenariat passant pour préférentiel ?

<sup>236</sup> SANTORO Carlo, *Diffidence and Ambition: The Intellectual Sources of U.S. Foreign Policy*, New York, Routledge, 2019.

<sup>237</sup> WALA Michael, *The Council on Foreign Relations and American Foreign Policy in the Early Cold War*, Providence, Berghahn Books, 1994.

<sup>238</sup> PARMAR Inderjeet, *Think Tanks and Power in Foreign Policy: A Comparative Study of the Role and Influence of the Council on Foreign Relations and the Royal Institute of International Affairs, 1939-1945*, Londres, Palgrave, 2004.

<sup>239</sup> HAMES Tim, FEASEY Richard, "Anglo-American think tanks under Reagan and Thatcher", in ADONIS Andrew, HAMES Tim (dir.), *A Conservative Revolution? The Thatcher-Reagan Decade in Perspective*, Manchester, Manchester University Press, 1994.

### III. Une histoire à matériaux renouvelés

#### A. L'archive

##### 1. Des documents abondants

Un sujet d'histoire transnationale portant sur une triangulation diplomatique a imposé une réflexion sur la masse pléthorique de sources potentielles. Le choix a ainsi été fait d'exclure les sources iraniennes, à l'exception des mémoires traduits en français ou en anglais. L'accès aux sources primaires est plus aisé depuis l'avènement de la République islamique, mais l'entrée sur le territoire iranien est contrainte du fait de la nature autoritaire du régime. Le persan est de plus une langue qui peut s'apprendre rapidement, mais dont la maîtrise nécessite des années de pratique et d'immersion. L'abondance des sources américaines et britanniques imposait d'autant moins de compléter un corpus recentré sur le bilatéralisme.

L'entrée privilégiée de la recherche a été le document diplomatique, dont l'exploitation exhaustive est prônée par Albert Sorel pour ménager une rigueur scientifique à l'histoire. Avec les archives militaires, parlementaires et gouvernementales, ils sont conservés dans les centres d'archives nationales de Kew, près de Londres, au Royaume-Uni, et de College Park, près de Washington, aux États-Unis.

Au Royaume-Uni ont été étudiés les archives du Premier Ministre (PREM), du Cabinet (CAB), du FCO (FCO), du ministère de la Défense (DEF), du bureau du Commerce (BT), du ministère de l'Intérieur (HO) et de l'autorité pour l'Énergie atomique (AB). Ils renseignent sur les échanges gouvernementaux relatifs à la politique iranienne. Ce sont les fonds des départements arabes et moyen-orientaux (FCO 8) qui réunissent les documents produits par les diplomates affectés en Iran ou aux bureaux iraniens. Une partie des fonds du Cabinet (CAB 130) documente la réflexion du groupe de travail sur l'Iran installé au moment de la révolution. Aux États-Unis ont été consultées les archives du département d'État, du CSN et des administrations Carter et Reagan. Les Archives nationales conservent dans la section du département d'État, la correspondance issue du département (Record Group 59) ou venant des postes diplomatiques (Record Group 84). Depuis le *Presidential Libraries Act* de 1955, les bibliothèques présidentielles rassemblent les documents produits lors de l'exercice du pouvoir par le président et son équipe. Leur classement reprend l'organigramme de la Maison-Blanche durant le mandat présidentiel.

La consultation des archives publiques a été complétée par l'étude de fonds privés ouverts aux chercheurs. Pour le Royaume-Uni, Ali Luman a noté la faible quantité de documents significatifs dans les archives de James Callaghan et de David Owen<sup>240</sup>. Le Churchill College de l'université de Cambridge rassemble les archives de Peter Carrington, fermées à la consultation, et de Margaret Thatcher, qui documentent toutes les étapes de la carrière de la « Dame de fer ». Les archives de Geoffrey Howe sont conservées à la Bodleian Library d'Oxford. Les documents correspondant à son action à la tête de la

<sup>240</sup> LUMAN Ali, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018, p. 16.



diplomatie britannique sont fermés à la consultation. Les archives du Royal Institute of International Affairs sont conservées à Londres dans les murs de la bibliothèque du *think tank*. Elles rassemblent des documents administratifs et des comptes-rendus concernant les débats, conférences et groupes d'étude organisés par *Chatham House* depuis sa fondation. Aux États-Unis, la bibliothèque du Congrès conserve les fonds de Zbigniew Brzezinski, dont la consultation était conditionnée à l'autorisation de leur propriétaire. Son décès en 2017, en amont de mon séjour de recherche, a remis en question leur étude. La *Hoover Institution*, hébergée par l'université de Stanford, rassemble des collections iraniennes datant des périodes impériale, révolutionnaire et islamique, avec un fonds important sur l'opposition politique iranienne en exil organisée dans le cadre de l'Iran Freedom Foundation. Les fonds de la Seeley G. Mudd Manuscript Library de l'université de Princeton ont été abondamment utilisés. Les archives David Aaron, conseiller adjoint à la Sécurité nationale de Jimmy Carter, documentent ses interventions aux rencontres de Bilderberg et au Council on Foreign Relation. Les archives George Ball contiennent la documentation rassemblée par le diplomate au cours de la révolution. Les archives du Council on Foreign Relations collationnent abondamment des documents administratifs relatifs aux rencontres, séminaires et études programmées par le *think tank*, ainsi que les minutes des groupes d'étude et des débats organisés dans la maison-mère de New-York ou dans le cadre du programme décentralisé de Washington.

## 2. Des accès diversifiés

La période étudiée s'inscrit dans la logique de déclassification des archives gouvernementales. Au Royaume-Uni, la règle dite « des 30 ans » a été instaurée par le *Public Record Act* de 1967, réduisant la période auparavant fixée à 50 ans, sauf pour les documents classés « sensibles ». En janvier sont ainsi mis à disposition du public les documents de l'année en question. La politique a conduit à l'ouverture progressive des fonds correspondant aux années 1980. Leur analyse a été d'autant plus stimulante qu'ils ont de fait été peu étudiés par les chercheurs. En 2010, le *Constitutional Reform and Governance Act* a réduit le délai de 30 à 20 ans, conduisant à accélérer le rythme de déclassification pour aboutir en 2022 à celle des documents des années 2001 et 2002. Aux États-Unis, l'ordre exécutif 13526 du 29 décembre 2009 impose aux agences fédérale de déclassifier les documents après 25 ans, sauf cas d'exemption.

Cette recherche a bénéficié de l'application du principe de droit à l'information qui facilite l'accès aux documents les plus récents. Au Royaume-Uni, le *Freedom of Information Act* (FOIA) de 2000 permet à tout individu de requérir une information le concernant si les Archives nationales détiennent cette information<sup>241</sup>. Aux États-Unis, le *Freedom of Information Act* de 1966 oblige les agences fédérales à transmettre à qui en fait la demande des documents et informations classifiés qui ne tombent pas sous une exemption prévue par la loi<sup>242</sup>. Une fondation privée hébergée par l'université George Washington,

<sup>241</sup> Freedom of Information Act 2000 [en ligne], UK legislation [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/36/contents>.

<sup>242</sup> 5 U.S. Code § 552 - Public information; agency rules, opinions, orders, records, and proceedings [en ligne], Legal

les Archives de Sécurité nationale, a porté un ambitieux programme de demande de déclassification des documents liés à la politique étrangère américaine depuis la guerre froide. Le projet sur les relations entre l'Iran et les États-Unis, dirigé par Malcolm Byrne, a permis de rassembler des documents issus des archives américaines, britanniques et soviétiques traitant de la crise d'Azerbaïdjan, du « coup d'état » de 1953, de la révolution, de la guerre Iran-Irak et des négociations sur la nucléarisation du pays.

Les demandes de déclassification menées dans le cadre de cette recherche ont inégalement abouti. Les requêtes de *Mandatory Declassification Review* formulées auprès de la bibliothèque présidentielle Ronald Reagan pour réexaminer des dossiers fermés n'ont pas reçu de réponses. Elles concernent des documents portant sur la planification d'urgence dans le golfe Persique et la menace terroriste iranienne, issus des fonds du bureau du contre-terrorisme et de la drogue et des fonds Burn, Tahir-Kheli, Teicher, Carlucci, De Graffenreid, et North. Aux requêtes formulées au sujet des échanges de renseignements entre Londres et Washington sur les questions iraniennes, la CIA a répondu de manière prévisible ne pas pouvoir confirmer ni nier l'existence ou la non-existence des documents concernés. Au Royaume-Uni, toutes les requêtes ont reçu réponse : 39 dossiers sont restés fermés à la consultation ; 11 ont été ouverts en partie ; 5 ont été ouverts en totalité, des reproductions nous ayant été envoyées par voie postale. Les motifs invoqués en cas de refus sont référencés en annexe.

Travaillant la plupart du temps depuis la France en parallèle à l'exercice à temps complet de la profession d'enseignant en lycée, j'ai bénéficié de la publication numérique de nombreux fonds. Pour les États-Unis, le site internet du service historique du département d'État donne accès à la collection des *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States*. Celle-ci réunit les textes officiels des décisions de politique étrangère émanant des fonds de la présidence, des départements d'État et de la Défense, du CSN, de l'Agence pour le développement international, ainsi que des documents déclassifiés issus des agences gouvernementales traitant des affaires extérieures ou provenant de fonds privés. Pour la présidence Carter, les volumes déjà publiés présentent les fondements de la politique étrangère, la question des droits de l'homme, la politique économique, le contrôle des armes, la diplomatie publique et la première année de la crise des otages en Iran. Les autres volumes concernant l'Iran sont en cours de déclassification. Pour la présidence Reagan, les volumes concernant la guerre Iran-Irak et l'affaire Iran-Contra sont en cours de préparation. Les Archives nationales britanniques ont procédé à la numérisation d'une partie de leurs fonds, téléchargeable sur les ordinateurs du site de Kew *via* le site internet de l'Adam Matthew Digital Library. Les Archives nationales américaines ont de même mis en ligne des télégrammes diplomatiques des années 1973 à 1979 émanant des fichiers centraux de politique étrangère. Les sites Internet du département d'État, du département de la Défense et de la CIA animent par ailleurs des « salles de lecture virtuelles » permettant de télécharger les documents déclassifiés. Les *Public Papers of the Presidents of the United States* rassemblent enfin les communications publiques, écrites et orales, de chaque président, dans des versions papier ou numériques.

---

Information Institute [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/5/552>.

Les bibliothèques présidentielles ou les fondations privées ont numérisé une partie de leurs collections, ce qui a permis d'éviter des déplacements contraignants du fait de leur dispersion dans l'espace, d'autant plus en période de crise sanitaire. Le site de la fondation Margaret Thatcher fournit ainsi en libre accès des documents diplomatiques émanant des Archives nationales britanniques, des documents conservés par le fonds Thatcher au Churchill Archives Centre de l'université de Cambridge et des archives émanant des bibliothèques présidentielles Carter et Reagan. Les sites de ces dernières proposent un accès par date aux journaux présidentiels. L'American Presidency Project (ci-après APP) de l'université de Santa Barbara (Californie) a mis en ligne l'ensemble des discours publics des présidents des États-Unis. Les Archives de sécurité nationale mettent enfin régulièrement en ligne des « cahiers d'information électroniques » thématiques, nourris des derniers documents déclassifiés. Sur leur site washingtonien est rassemblé le corpus des documents dont la déclassification a été obtenue, dans des bases de données constituant une banque archivistique essentielle à la recherche sur la politique iranienne.

Prise d'assaut en 1979, l'ambassade américaine de Téhéran a enfin livré une quantité considérable de documents. Ils témoignent du fonctionnement et des activités de l'ambassade, en particulier des contacts établis par les diplomates et les agents du renseignement américains avec les officiels iraniens et les opposants au régime impérial. Une partie de ces documents a subi l'œuvre des destructeurs de documents présents dans l'ambassade pendant les premières minutes de son assaut. Ils ont été patiemment reconstitués par les preneurs d'otages durant les 444 jours de captivité. Chaque volume reproduit parfois sans les classer les documents en version originale et leur traduction peu soignée en persan, avec des introductions critiques, au sens politique du terme. Les 72 volumes sont une mine pour l'historien, encore sous-exploitée au regard de sa richesse. Ils ont été numérisés et sont disponibles en libre téléchargement sur le site Internet de la bibliothèque numérique Internet Archives, dont l'utilité s'est avérée par ailleurs considérable pour accéder à des ouvrages difficilement accessibles dans leur version papier<sup>243</sup>.

### 3. Des apports différenciés

Les documents diplomatiques nous ont permis de suivre au quotidien la réflexion entourant la formulation de la politique iranienne, ainsi que les enjeux de sa mise en place. Ceux émanant des postes diplomatiques invitent à l'immersion dans la vie politique et dans la société locale, pour peu que leurs auteurs dépassent le prisme déformant de la ville-capitale et des interlocuteurs traditionnels. La familiarité avec la langue et la culture locale participe d'une acculturation que l'expertise académique permet de confirmer et de mettre en perspectives intellectuelles. La sympathie inhérente à deux peuples de communes origines constitue un élément facilitant d'une « relation spéciale » qui ne saurait cependant être limitatif pour ne pas borner l'analyse aux déterminants culturalistes. L'inégalité de cette familiarité peut être, dans le cas iranien, un obstacle à l'appréhension de l'autre. Elle nourrit des dynamiques

---

<sup>243</sup> Digital library [en ligne], Internet Archives [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archive.org/>.

contraires qui opposent la perpétuation des préjugés au sursaut d'acculturation et expliquent des phénomènes de concurrence ou de complémentarité dans la récolte de renseignements. Les documents ministériels permettent de suivre la réflexion qui sous-tend la prise de décision. Les débats sur les éléments de langage des correspondances ou des échanges avec le partenaire, offensifs ou défensifs, pourvoyeurs ou demandeurs, renseignent sur les différences de perception et les concurrences d'intérêts nuanciant les fondements de la « relation spéciale ». Les rapports des agences gouvernementales constituent des états des lieux de la connaissance institutionnelle sur les thèmes dans lesquels s'inscrivent les enjeux de la décision. Les plus documentés sont ceux produits par le département de la recherche du FCO, du bureau du renseignement et de la recherche du département d'État et des agences de la communauté américaine du renseignement. Les productions du renseignement britannique n'apparaissent qu'indirectement dans la correspondance relevant de l'*intelligence sharing* entre Londres et Washington. Leur lecture stimule l'érudition. Leur quantité foisonnante témoigne de la prise de conscience d'une nécessaire acculturation à une réalité mal appréhendée. Elle rend néanmoins peu probable leur influence sur le décideur dont la capacité d'absorption reste limitée par la contrainte du calendrier, même quand il peut se distinguer comme Jimmy Carter par une voracité à la lecture et une obsession de maîtrise des dossiers.

Comme toute source primaire, l'archive doit être traitée comme une représentation subjective de la réalité, en prenant compte des conditions dans lesquelles elle a été produite. Dans une perspective constructiviste, on ajoutera que l'archive renseigne autant sur la réalité d'une situation que sur la subjectivité de celui qui la décrit. Le témoin de l'histoire en train de se dérouler peut ainsi être considéré comme un objet d'histoire, dans le cadre d'une analyse de son identité personnelle et professionnelle et des influences que ce capital peut avoir sur son travail dans la mécanique diplomatique. Tel est l'objet de la prosopographie au cœur de cette recherche, notamment nourrie de l'exploitation de sources imprimées.

## B. L'imprimé

### 1. Des sources pour l'analyse des acteurs

L'identification des iraniens s'est faite en premier lieu de manière empirique à la lecture des sources et de la bibliographie. La liste des auteurs et destinataires des archives publiques permet d'identifier les membres du « groupe imposé », défini par Jean-Baptiste Duroselle comme relevant d'une autorité pré-établie dans un cadre institutionnel<sup>244</sup>. Au sein de ce groupe, les « décideurs » sont, à la tête des gouvernements et des ministères, les mieux connus *a priori*. L'analyse de leurs itinéraires et de leurs interactions mobilise les premiers développements de chapitres prosopographiques inaugurant chaque partie. Forces vives des bureaux iraniens dans les agences gouvernementales, les « concepteurs » sont devenus

---

<sup>244</sup> DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, p. 48. Il lui oppose le « groupe réel » créé par choix des membres ou du leader.

les compagnons du chercheur au quotidien, tant leur rôle est crucial dans la mécanique diplomatique. C'est de ce dernier type que relèvent les iraniens sur lesquels porte surtout l'analyse prosopographique.

À cette identification empirique a succédé la confirmation systématique de la composition du corpus à l'aide d'annuaires institutionnels. Une liste des membres du service diplomatique de Sa Majesté est publiée tous les ans. Ces annuaires présentent la liste chronologique des secrétaires d'État, des ministres d'État, des sous-secrétaires d'État permanents, des membres des bureaux londoniens, ainsi que celle des représentants britanniques dans les pays étrangers, les pays du *Commonwealth* et les territoires dépendants. La recherche a aussi bénéficié de la publication sur internet d'une liste, recoupée par mes soins, de noms de prétendus officiers des services britanniques du renseignement extérieur (MI6), assortis de leur date de naissance et de leur date et lieu d'affectation. La volonté de Whitehall de faire fermer le site Internet qui l'a publiée pour la première fois corrobore indirectement son authenticité<sup>245</sup>. Comme au Royaume-Uni, aux États-Unis, le gouvernement fédéral publie annuellement la liste du personnel des postes du service étranger, dans des guides dédiés aux représentants commerciaux. Pour chaque mission, les fascicules listent les noms des chefs de mission et de leurs adjoints, ceux des officiers en charge des différents portefeuilles. Aucun élément biographique n'apparaît. Le département d'État publie deux fois par an un annuaire interne fournissant la liste des noms des bureaux relevant de *Foggy Bottom*. Un guide publié par le service historique du département de la Défense présente l'organisation et les principaux membres du personnel du département depuis sa fondation en 1947 : il rassemble les noms des membres civils du bureau du secrétaire d'État à la défense et des départements militaires, de la direction de l'État-major et des commandements militaires. L'ensemble de ces documents a permis d'aboutir à une liste de 104 « iraniens » britanniques et 133 « iraniens » américains sur la période de l'étude (1976-1988).

La reconstitution de leurs trajectoires biographiques, dans leurs dimensions familiales, étudiantines, professionnelles, culturelles et sociales, a bénéficié de l'usage des dictionnaires biographiques. Leur utilité pour une étude sociologique des classes dirigeantes ou des communautés politiques a déjà été démontrée par l'exemple<sup>246</sup>. Olgierd Lewandowski rappelle cependant les précautions de l'usage des données qu'ils fournissent. Ainsi, les renseignements de la notice sont fournis par les personnalités elles-mêmes en réponse à un questionnaire envoyé par l'éditeur. Parce qu'il prétend sélectionner, dans tous les domaines, ceux qui font effectivement quelque chose, les meilleurs ou du moins ceux qui sont reconnus comme tels, le *Who's Who* correspond dans son projet à la notion parétienne d'élite<sup>247</sup>. Ceci le distingue des annuaires nobiliaires, comme *Debrett's Peerage and Baronetage*, publié depuis 1769 afin

<sup>245</sup> "MI6 Spy List" [en ligne], Cryptome [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://cryptome.org/mi6-list.htm> et "Britain Closes Web Site With Spies' Names", *The New York Times*, 14th May, 1999. Il s'agit de ladite « liste Tomlinson », du nom d'un ancien espion britannique poursuivi en justice pour avoir voulu publier une autobiographie, en infraction aux règles de confidentialité auxquelles sont astreints les agents au service de Sa Majesté. Whitehall a fini par confirmer que la liste n'avait pas été diffusée par Richard Tomlinson.

<sup>246</sup> On lira respectivement FAVRE Pierre, « Sur une étude empirique de la classe dirigeante française », *Revue française de science politique*, 1978, vol. 28, n°6, p. 1093-1110 et JEFFREYS-JONES Rhodri, "The Socio-Educational Composition of the CIA Elite: A Statistical Note", *Journal of American Studies*, 1985, vol. 19, n°3, p. 421-424.

<sup>247</sup> LEWANDOWSKI Olgierd, « Différenciation et mécanismes d'intégration de la classe dirigeante. L'image sociale de l'élite d'après le *Who's who in France* », *Revue française de sociologie*, 1974, vol. 15, n°1. p. 46 et 47.

de rassembler les familles de la haute société, selon la notion de groupe de statut. Dans leurs différentes éditions annuelles ou déclinaisons thématiques (*International Who's Who*, *Who's Who in International Relations*, *Who's Who in American Politics*), les dictionnaires biographiques renseignent, inégalement selon la construction des notices, sur la généalogie, les liens matrimoniaux, les lieux, domaines et niveaux d'études, les années, armes et lieux de service militaire, le déroulement des carrières, les publications, les diplômes honorifiques, les appartenances à des conseils d'administration, les affiliations à des sociétés savantes, des *think tanks* ou des clubs. Certaines notices précisent même des coordonnées postales ou téléphoniques, cependant souvent périmées. Au-delà de la partialité inhérente aux conditions de sa constitution, l'autre limite d'une notice est l'inégale utilité des informations selon la période de l'étude. L'appartenance aux réseaux mondains, associatifs ou professionnels est souvent le fait d'acteurs chevronnés ou en fin de carrière, au-delà de la période intéressant le sujet. Abondant dans les notices, dont il fait l'intérêt, ce type d'information n'est utilisable que dans une appréhension du destin des acteurs, *a posteriori*, et non comme un élément explicatif de leur perception des réalités contemporaines.

L'étude prosopographique a été nourrie de la réflexion sociologique sur les élites. William Genieys propose d'associer les apports des approches sociographique (« saisir les propriétés sociales »), positionnelle et réputationnelle (« appréhender les usages des positions »), cognitive (« interpréter les logiques d'action »), relationnelle et décisionnelle (« comprendre la dévolution du pouvoir »)<sup>248</sup>. La spécificité du corpus des iraniens a demandé l'adaptation de ces cadres d'analyse aux besoins de l'étude. Les critères retenus apprécient ainsi en particulier la profondeur de leur expérience de l'allié transatlantique, du partenaire iranien et des régions proche- et moyen-orientale. Ils mesurent également leur degré de connexions aux cercles décisionnels et intellectuels transatlantiques.

**Figure 1. Critères de l'étude prosopographique des acteurs de la politique iranienne**

CONTEXTE	CARRIÈRE	FORMATION	AFFILIATION
Genre	Service militaire	Disciplines d'études	Associations étudiantes
Nom	Engagement politique	Diplômes universitaires	Vétérans
Prénom	Mandats électifs	Années d'obtention	Associations caritatives
Date de naissance	Postes gouvernementaux	Bourses d'étude	Sociétés savantes
Lieu de naissance	Postes diplomatiques	Programmes de formation	Clubs
Profession du père	Appartenance à des comités	Diplômes honorifiques	Groupes d'intérêt
Profession de la mère	Appartenance à des <i>task forces</i>	Langues parlées	Centres de recherche
Croyance religieuse	Appartenance à des groupes de travail	Pays visités	<i>Think tanks</i>
Etablissements d'enseignement		Journaux lus	Conseils d'administration
Conjoint		Publications	Récompenses
Profession du conjoint		Liens avec les États-Unis ou le Royaume-Uni	Titres honorifiques
Enfants		Liens avec l'Iran	
Professions			

<sup>248</sup> GENIEYS William, *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 25-26.

## 2. Des sources pour l'appréhension des événements

La presse d'information constitue une chambre d'écho des événements étudiés. Les principaux titres de la presse proposent une couverture au quotidien de la marche de l'histoire, dont ils peuvent donner par ailleurs des perspectives critiques sur une plus grande profondeur temporelle. Ils laissent pénétrer dans les couloirs des ministères dont les archives montrent seulement l'histoire officielle. Ils permettent de vivre la révolution au jour le jour au-delà des bureaux diplomatiques. Ils aident enfin à appréhender la carrière d'acteurs dont le décès appelle une nécrologie. Les titres les plus fréquemment utiles sont le *Times* et le *Guardian* au Royaume-Uni, le *New York Times* et le *Washington Post* aux États-Unis. D'autres quotidiens (*The Los Angeles Times*, *The Financial Times*) et périodiques (*Time*, *The Economist*) reviennent de manière plus ponctuelle. Au-delà d'une étude de la couverture médiatique de la révolution, la présence de reproduction d'articles dans les archives diplomatiques suggère la dépendance assez notable des cercles décisionnels à des sources d'information extra-gouvernementales.

Plusieurs auteurs méritent d'être signalés du fait de leur apparition régulière dans les archives. Après un master d'histoire au St Catharine's College de Cambridge, Andrew Whitley dirige le département d'anglais de l'école internationale de Téhéran de septembre 1970 à août 1972 avant d'intégrer le service persan de la BBC. Chef de bureau à Téhéran à partir d'août 1977, il couvre la révolution jusqu'en décembre 1979. Expulsé par la République islamique, il rejoint la rédaction du *Financial Times*, pour lequel il couvre la guerre Iran-Irak depuis Israël. Auteur d'une biographie du shah, il intervient régulièrement dans les séminaires traitant du destin de la révolution iranienne et de la République islamique<sup>249</sup>.

Né en Iran, Baqer Moin reçoit une éducation religieuse et intègre le séminaire de Mechhed (province de Khorasan), où il étudie le persan, l'arabe et la théologie. De 1969 à 1975, il dirige le Franklin Book Program, destiné à soutenir la publication d'ouvrages en langue locale dans les pays en voie de développement. Il rejoint en 1976 en tant qu'assistant de programme le service persan de la BBC, dont il prend la tête entre 1990 et 2004. Il est l'auteur d'une biographie remarquée de l'ayatollah Khomeini<sup>250</sup>.

Elaine Sciolino est à bord du Boeing 747 affrété par la compagnie Air France pour ramener en Iran l'ayatollah Khomeini le 1<sup>er</sup> février 1979. Correspondante à Paris de l'hebdomadaire *Newsweek*, puis cheffe de bureau à Rome, elle rejoint la rédaction du *New York Times* en 1984, pour laquelle elle devient cheffe du bureau des Nations Unies puis correspondante auprès de la CIA. Première femme à être nommée *Edward R. Murrow fellow* au Council on Foreign Relations, elle couvre l'actualité iranienne de la Révolution de 1979 aux manifestations étudiantes de 1999<sup>251</sup>.

<sup>249</sup> Andrew Whitley, Conflict-reduction analyst and strategist [En ligne], LinkedIn [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/andrew-whitley-645124143/>.

<sup>250</sup> Witness Seminar: The BBC and the Iranian Revolution 1979, 6th March, 2010 [En ligne], School of Oriental and African Studies [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.soas.ac.uk/centresof-fice/events/witness-seminar-iran/file56561.pdf>.

<sup>251</sup> Elaine Sciolino [En ligne], *The New York Times* [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse

La presse savante constitue parallèlement une chambre d'étude de l'histoire immédiate. Les principaux *think tanks* intéressant le sujet de recherche publient à fréquence variable des revues érudites : on retiendra en particulier *Foreign Affairs* pour le Council on Foreign Relations, *International Affairs* pour le Royal Institute on International Affairs, *Foreign Policy* pour le Carnegie Endowment for International Peace, *The Middle East Journal* pour le Middle East Institute. Les sociétés savantes, notamment iraniennes, publient également des revues dont les articles, à la fois documents sources et bibliographiques, témoignent de la réflexion universitaire sur les questions iraniennes : *Iran* pour le British Institute of Persian Studies, *Asian Affairs* pour la Royal Society for Asian Affairs. Les articles de fonds fournissent des perspectives réflexives sur les événements de la triangulation diplomatique. Les revues bibliographiques témoignent de leur actualité éditoriale potentielle. La liste des contributeurs permet de définir l'identité des principaux experts, qu'ils soient issus du monde de la presse, de l'académie ou de la politique. La mention de leur nom ou de leur travaux dans les archives, voire l'intégration d'un article dans les liasses de documents gouvernementaux, témoignent de la diffusion de leurs idées auprès des concepteurs de la politique étrangère, sans que leur influence ne soit précisément mesurable.

Le sondage statistique des revues *International Affairs* et *Foreign Affairs* permet d'appréhender l'évolution différenciée du traitement des « relations spéciales » et des questions iraniennes. L'intérêt ici porté à ces revues repose sur la similarité de leur profil : leur format et leur périodicité sont équivalents, leur influence supposée est à l'aune du prestige historique des institutions qu'elles représentent, dont la création a du reste été parallèle. Il est à noter que la relation bilatérale ne fait l'objet que d'un article dans la revue américaine, contre 11 dans son homologue britannique. Le nombre de revues bibliographiques sur le même thème est également plus important dans *International Affairs* (20) que dans *Foreign Affairs* (14). En revanche, la revue du Council on Foreign Relations accorde, tant de manière comparative qu'absolue, un poids beaucoup plus important aux questions iraniennes, notamment dans les années 1980, en réaction aux conséquences de la révolution et de la guerre Iran-Irak. La catharsis intellectuelle consécutive de la « perte de l'Iran » apparaît aux États-Unis plus sensible.

### 3. Des sources pour une réflexion sur l'histoire

Les livres de mémoires des acteurs de la politique iranienne sont précieux pour retracer leur itinéraire et leur appréhension des partenaires et des événements sous-tendant la triangulation diplomatique. Écrits pour la plupart après les événements, notamment aux États-Unis où ils relèvent souvent de l'exercice cathartique, ils s'avèrent une entreprise de reconstitution des faits. Certains sont consacrés à la seule expérience en Iran, que d'autres évoquent comme une simple étape de la carrière. Leurs apports, inégaux selon les auteurs, sont à tempérer pour l'étude de la réalité historique. Il est cependant essentiel dans une lecture critique de leurs perceptions à l'heure de leur rédaction. Jessica Stark évalue à 140 le nombre de

---

<https://www.nytimes.com/by/elaine-sciolino>.



mémoires diplomatiques publiés depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au Royaume-Uni et aux États-Unis<sup>252</sup>. L'importance prise par ce « micro-genre » révèle le goût des acteurs pour l'écriture et la réflexion : Nicholas Henderson confesse que le fait tenir un journal de ses ambassades a relevé du « péché mignon »<sup>253</sup>. La faible représentativité des femmes parmi leurs auteurs est à l'aune de celle dans le service diplomatique ou la classe politique. Melissa Boyle pour la CIA, Kathryn Koob pour l'United States Information Agency, Merope Coulson pour le service britannique sont de rares exceptions à un concert masculin. Aux États-Unis, les époux Rosen et (Radley) Teicher ont écrit à quatre mains des ouvrages mettant en perspective l'expérience diplomatique avec l'épreuve familiale. La publication d'autobiographies par les *First Ladies* aux États-Unis n'a pas d'équivalent sur la période étudiée au Royaume-Uni.

L'usage d'une source relevant de l'introspection *a posteriori* et de l'exercice de style, sinon de la relecture de l'histoire, pose question. Selon J. Stark, s'ils ne rechignent pas à admettre des erreurs ou des occasions manquées, les mémorialistes diplomates n'en oublient pas pour autant de promouvoir la légitimité de leur action dans un esprit de justification. L'utilisation de ces ouvrages pour une analyse historique requiert donc la prudence. Andrew Scott Cooper a mis en évidence la partialité oublieuse des *Mémoires* de Henry Kissinger<sup>254</sup> : ce dernier ne consacre que trois phrases à un accord pétrolier que l'historien considère comme assez important pour lui consacrer la moitié de son livre ; par ailleurs, sur les 193 photographies illustrant les 3 955 pages de ses *Mémoires* dans leur édition anglaise, pas une ne le montre avec le shah, qu'il présente pourtant ailleurs comme l'un de ses plus proches alliés. Avant lui, William Shawcross relevait que la manière dont Richard Nixon et H. Kissinger traitent l'Iran dans leurs ouvrages montre à quel point l'autobiographie est un point d'entrée inadéquat pour l'étude historique.

La lecture de l'histoire par ses protagonistes porte en effet le biais du choix de l'héritage qu'ils entendent laisser. Chaque auteur témoigne, en écho à la « loi de Miles », d'autant plus facilement sur les faits qui l'ont impliqué, sinon distingué : Jimmy Carter au sujet des négociations sur le processus de paix au Proche-Orient, Hamilton Jordan sur sa gestion de l'exil de l'ancien shah en disgrâce, Robert Gates sur l'usage des opérations clandestines. James Bill démontre par ailleurs que les livres de mémoires publiés en réaction à la « débâcle » en Iran ont un dénominateur commun : la revendication par chaque acteur que leurs actions étaient correctes et que celles de leurs collègues étaient malavisées. Cette nécessité de réécrire l'histoire serait soutenue par la volonté de rationaliser et de défendre le rôle que chacun a joué. Or, l'analyse de cette « littérature apologétique » montre la corrélation entre ceux qui blâment le plus les autres et ceux qui portent le plus la responsabilité des échecs de la politique menée<sup>255</sup>.

Les mémoires de J. Carter tendent ainsi à renvoyer la responsabilité sur ses collaborateurs, vus comme trop oublieux pour admettre l'un des plus grands échecs de son administration. Les mémoires

<sup>252</sup> STARK Jessica, « British and American Diplomatic Memoirs as Factual Narratives: A Resource for the Linguistic and Cultural Analysis of the Specialised Domain of Diplomacy » [En ligne], *ILCEA*, 2018, vol. 31 [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://journals.openedition.org/ilcea/4680>.

<sup>253</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 6.

<sup>254</sup> COOPER Andrew Scott, *The Oil Kings*, *op. cit.*, p. 9.

<sup>255</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, p. 9 et 243.

de Cyrus Vance et de Zbigniew Brzezinski reflètent autant, tout en cherchant à la tempérer, la rivalité personnelle et institutionnelle entre les figures du département d'État et du CSN que leur vision de la crise iranienne. Z. Brzezinski n'épargne pas William Sullivan, l'ambassadeur américain en poste à Téhéran, dont les initiatives furent perçues comme de l'insoumission ou de l'incompétence. Les mémoires du shah et de la princesse Ashraf portent les germes d'une rancœur face à l'injustice de leur destin et à la trahison de leurs anciens alliés. À la lecture des mémoires de W. Sullivan et de John Stempel, chargé des affaires politiques à l'ambassade, Cyrus Ghani a relevé des erreurs factuelles, voire des approximations dans l'interprétation des faits chez Stempel, qui étonnent du fait de l'expérience de l'auteur en Iran<sup>256</sup>. W. Sullivan, tout en confirmant la faible intelligence des réalités iraniennes par son équipe, joue de la critique de ses collègues et de l'apologie personnelle pour mieux réaffirmer la légitimité de son action. Une exception notable à cette tendance à l'exercice apologétique est le cas de l'ambassadeur britannique, Anthony Parsons, dont les mémoires comme l'action montrent qu'il entend porter les responsabilités de l'échec de la politique iranienne : « l'orgueil et la chute » invoquées par le titre de son ouvrage peut ainsi renvoyer autant au destin du shah qu'à celui de ses alliés.

Les ouvrages de synthèse commis *a posteriori* par les acteurs étudiés témoignent de leur contribution durable à la réflexion sur les événements ainsi que sur la politique à mener à l'égard de l'Iran impérial, devenu révolutionnaire puis islamique. Ancien concepteur ou décideur, ces acteurs jouent la carte de l'expertise dans les grands jeux de l'influence et constituent les forces vives d'une communauté épistémique d'iraniens participant, de près ou de loin, à la définition d'une nouvelle stratégie de puissance dans la recomposition des équilibres régionaux. Au sein des communautés diplomatiques, les vétérans de l'empire trouvent dans la révolution l'occasion de mettre leur expertise au service de gouvernements en attente de nouveaux regards enracinés dans l'expérience. Du fait de la brièveté de la période étudiée, peu d'iraniens accèdent au rang d'expert, dans la mesure où la plupart exercent sur les questions iraniennes au début ou au milieu de leur carrière. Certains ont pu acquérir selon leur parcours le statut d'expert au-delà des années 1980. Ils ont d'ailleurs été sollicités lors de mes campagnes d'entretiens.

## C. L'entretien

### 1. Les dernières heures de l'ère du témoin

L'entretien est l'un des outils spécifiques de l'histoire du temps présent. Son usage a connu une forte croissance depuis la fondation de l'Oral History Association en 1967, stimulant le développement de l'histoire sociale et de l'histoire du genre. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, plusieurs programmes d'histoire orale sont nés à l'initiative de centres de recherche ou de dépôts d'archives. Les principaux sont le Programme britannique d'histoire orale diplomatique, instauré en 1995 en lien avec le Churchill

---

<sup>256</sup> GHANI Cyrus, *Iran and the West*, *op. cit.*, p. 352-353 et 357-359.

Archives Centre de l'université de Cambridge (ci-après CAC), et le Programme d'histoire orale des Affaires étrangères, établi en 1986 sous l'égide de l'Association for Diplomatic Studies and Training de l'université de Georgetown (ci-après ADST), qui a mené plus de 2 500 entretiens avec des acteurs américains de politique étrangère. Sur les questions iraniennes, la collection d'histoire orale dédiée du Centre d'études moyen-orientales de l'université d'Harvard rassemble les témoignages de 134 contemporains de la vie politique en Iran depuis les années 1920. Les entretiens sont pour la plupart en persan, mais ceux en anglais interrogent plusieurs acteurs américains et britanniques, diplomates, chercheurs ou officiers du renseignement. Le Miller Center of Public Affairs de l'université de Virginie (ci-après MCPA) a développé un programme d'histoire orale sur la présidence pour constituer un corpus de témoignages émanant des principaux acteurs de la branche exécutive depuis les années 1970. La retranscription de l'ensemble de ces entretiens est disponible sur les sites Internet des différentes institutions.

La constitution du corpus de la prosopographie a guidé celle du panel des entretiens. Beaucoup de temps et d'énergie ont été consacrés à la collecte des coordonnées des vétérans des événements. Les informations fournies par des dictionnaires biographiques n'ont pas permis de prise de contact par voie postale. Les ressources informatiques sont en revanche précieuses pour, *via* un réseau social comme *LinkedIn* ou un site internet d'associations, d'entreprises ou de clubs, aboutir *in fine* à l'obtention de coordonnées électroniques ou à la réception d'un message accusant réception d'une requête d'entretien.

Certains acteurs répondent avec rapidité et enthousiasme, sans doute aussi flattés par la sollicitation que sensibles à la démarche de recherche, toujours intéressés par les questions et ouverts à la conversation. La prise de contact par rebonds a permis, par recommandation, d'obtenir indirectement des coordonnées électroniques que les recherches en amont n'avaient pas réussi à débusquer. D'autres enquêtés négocient, souvent à la baisse, les modalités des échanges, jusqu'à les faire avorter : c'est en particulier le cas des officiers du renseignement, notamment américains, ou des diplomates britanniques pénétrés d'une mentalité américaine très crispée sur la confidentialité des questions relevant de la sécurité nationale. D'autres finissent par répondre après relances, plusieurs mois sinon années après le premier courrier, soit par les hasards d'un calendrier moins resserré, soit par le bénéfice des créances que l'expérience du chercheur en herbe aura permis d'accumuler. Quelques-uns ne donnent pas de signe de vie, sans que l'on sache s'il s'agit d'une absence de réponse ou d'une suggestion de refus. Cette dernière a pu être dissimulée derrière un manque de disponibilité ou un désengagement des questions iraniennes rendant potentiellement le témoignage de valeur négligeable. La majorité des enquêtés non-répondant étaient d'un âge avancé. Certains sont du reste décédés durant le temps de la recherche. On en rappellera ici les noms pour mémoire, avec le regret que laissent les occasions manquées : Antony Acland, Abolhassan Bani Sadr, Harold Brown, Zbigniew Brzezinski, Peter Carrington, Charles Cogan, Stephen Cohen, Brian Crowe, Theodore Curran, Fritz Ermarth, John Graham, Geoffrey Howe, Bruce Laingen, John Leahy, Ivor Lucas, David McGaffey, Jack Miklos, Walter Mondale, Charles Naas, Gordon Pirie, James Placke, Donald Rumsfeld, Eleanore Raven-Hamilton, Ivor Richard, Edward Streator, George Shultz, Crispin Tickell, Stansfield Turner, Brian Urquhart, Patrick Wright, Ardeshir Zahedi.

Globalement, les acteurs britanniques se sont révélés plus ouverts aux échanges que leurs homologues américains, malgré un taux de réponse à l'origine inférieur aux différentes requêtes. En outre, le taux de réponses positives est plus important chez les diplomates de carrière que chez les acteurs politiques, de même que les iraniens ayant été en poste en Iran pendant la période de l'étude ou en amont se sont sentis plus légitimes que leurs collègues, même si leur affectation n'a été que de courte durée. Le traumatisme des violences révolutionnaires a rarement été évoqué, sinon pudiquement au détour d'une allusion, jamais comme une échappatoire au dialogue. Les officiers du renseignement ont été finalement peu sollicités en raison des difficultés à les identifier. L'installation d'un climat de confiance permet parfois de dépasser le masque d'un troisième secrétaire ou d'un attaché culturel identifié en amont des échanges. Cependant, les rares questions sensibles que j'ai tenté d'évoquer demeurent dans l'ombre de la réponse, éludée, refusée, ou avancée hors-micro. Les mécaniques de l'échange de renseignement ne sont jamais explicitées. Les soupçons éventuels levés par quelques interlocuteurs sur des moments critiques de la triangulation diplomatique n'ont jamais relevé de la révélation inédite.

**Figure 2. Réception des requêtes d'entretien au Royaume-Uni et aux États-Unis**

		ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS
<b>Nombre de requêtes</b>		40	34
<b>Nombre d'envoi (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	4	3
	<b>diplomatie</b>	33	27
	<b>renseignement</b>	3	4
<b>Taux de réponse</b>		67,5%	70,6%
<b>Taux absolu de réponses positives</b>		55%	41,2%
<b>Taux relatif de réponses positives</b>		81,5%	58,3%
<b>Nombre de refus (par raisons)</b>	<b>temps</b>	2	4
	<b>confidentialité</b>	2	3
	<b>utilité</b>	0	2
	<b>mémoire</b>	0	1
	<b>santé</b>	1	0
<b>Taux absolu de refus (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	0%	33,3%
	<b>diplomatie</b>	17,4%	22,2%
	<b>renseignement</b>	50%	100%
<b>Taux absolu de requêtes d'anonymat (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	0%	0%
	<b>diplomatie</b>	0%	0%
	<b>renseignement</b>	0%	0%

## 2. La mobilisation des méthodes des sciences sociales

Le recours à l'enquête par questionnaire s'enracine dans les méthodes de la recherche sociologique. Les principes de l'analyse quantitative ont été posés par Émile Durkheim dans son étude du suicide à l'aune de la méthode des concomitances. La démarche compréhensive, dont les jalons ont été posés par Max Weber, lui oppose une réflexion qualitative sur la subjectivité, les comportements et les valeurs des acteurs. Elle nourrit le développement des enquêtes ethnographiques et des entretiens qualitatifs.

Un premier questionnaire a été conçu en amont de la campagne d'entretiens menés aux États-Unis

au printemps 2017. Les réponses obtenues ont moins servi à une appréhension représentative des thèmes explorés qu'à une préparation à l'exercice des entretiens qui ont suivi. Le contenu du questionnaire relevait davantage du conducteur d'entretien que d'énoncés exploitables à des fins statistiques.

Un second questionnaire a été soumis à l'ensemble des acteurs américains et britanniques dont les coordonnées avaient été obtenues. Certains alors avaient déjà été interrogés en entretien. D'autres l'ont été à la suite du questionnaire. Prenant acte des erreurs de conception du premier sondage, le second a été construit dans une perspective de traitement statistique. L'idée était d'astreindre les acteurs à une réflexion contraignante ne pouvant conduire qu'à une réponse fermée (oui ou non), chiffrée (sur une échelle de 1 à 4) ou contrôlée (trois mots indépendants). Sur le fond, il s'agissait de confirmer des données, de conforter des hypothèses et de concrétiser la notion de « relations spéciales ».

Les résultats ont été recensés dans un tableur de manière à pouvoir fournir une matière à traitement statistique (moyennes, médianes, pourcentages) sur les deux décennies de l'étude ou sur toute la période, de chacun des points de vue nationaux ou pour l'ensemble des acteurs étudiés. L'objectif était de ménager une approche comparative efficace à la recherche, afin d'appréhender la différence de perception, s'il en est, de part et d'autre de l'Atlantique, des arrêtes et des angles parfois aigus de la triangulation.

Le taux de réponse au second questionnaire a été d'autant plus satisfaisant qu'il s'est avéré équilibré entre les deux partenaires. Indépendamment de ses résultats, les critiques qu'en ont fait les acteurs ayant refusé d'y répondre, ou l'ayant fait avec réticence, ne sont pas le moindre de ses intérêts. La méthodologie de l'étude quantitative est souvent en cause, conduisant à formuler des jugements simplistes<sup>257</sup>, ne permettant pas de fournir des informations de réelle valeur sur des sujets importants<sup>258</sup>, réduisant la valeur des réponses pouvant être fournies<sup>259</sup> ou biaisant des résultats plus à même de tromper que d'éclairer<sup>260</sup>. L'un des enquêtés, qui a pourtant répondu, certes avec réticence, met en perspective la pratique excessive de l'analyse quantitative avec ce qu'il considère comme les échecs de la science politique actuelle, « dans un monde clinique de statistique dépourvu de perceptions relatives à la psychologie, à la personnalité et à la culture »<sup>261</sup>. Parmi les critiques stimulantes figure aussi celle d'un ancien praticien de ces méthodes, jugées avec le recul plus exigeantes sur la forme qu'édifiantes sur le fond :

« Je regrette ce recours à la recherche par questionnaire. Durant ma jeunesse – 1970-1972 – j'ai été étroitement impliqué dans la recherche et la modélisation behavioriste, au terme de laquelle nous menions au crayon à papier des études de comportement et de sensibilisation à 11 points sur une échelle de -5 à +5. Ces techniques éprouvées sont évidemment exigeantes en temps et en énergie, raison pour laquelle elles sont tombées à l'abandon. Même alors elles parvenaient difficilement à maintenir l'attention de la personne interrogée. J'ai depuis toujours refusé de répondre à tout sondage de la sorte, ne prenez donc pas mon refus de manière personnelle. J'aimerais lire votre thèse quand vous l'aurez écrite, à l'aune de votre propre jugement et non pas de cette fausse recherche selon laquelle toute réponse dépend de qui l'on est, d'où l'on a été, etc. »<sup>262</sup>

<sup>257</sup> WESTMACOTT Peter, correspondance électronique avec l'auteur, 11 avril 2020.

<sup>258</sup> POWELL Charles, correspondance électronique avec l'auteur, 26 avril 2020.

<sup>259</sup> WILLIAMS Martin, correspondance électronique avec l'auteur, 12 avril 2020.

<sup>260</sup> WOGAN Patrick, correspondance électronique avec l'auteur, 11 avril 2020.

<sup>261</sup> FULLER Graham, correspondance électronique avec l'auteur, 25 avril 2020.

<sup>262</sup> OWEN David, correspondance électronique avec l'auteur, 13 avril 2020, traduction de l'auteur.

**Figure 3. Réception des questionnaires au Royaume-Uni et aux États-Unis**

		ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS
<b>Nombre d'envois</b>		39	31
<b>Nombre d'envois (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	2	1
	<b>diplomatie</b>	34	26
	<b>renseignement</b>	3	4
<b>Taux de réponse</b>		66,6%	67,3%
<b>Taux absolu de réponses positives</b>		53,8%	64,5%
<b>Taux absolu de réponses incomplètes</b>		5,1%	9,7%
<b>Taux absolu de réponses refusées</b>		12,8%	3,2%
<b>Nombre de refus (par raisons)</b>	<b>temps</b>	0	1
	<b>méthodologie</b>	4	0
	<b>désengagement</b>	1	0
<b>Taux absolu de refus (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	50%	0
	<b>diplomatie</b>	11,8%	3,8%
	<b>renseignement</b>	0%	0%
<b>Taux absolu de re- quêtes d'anonymat (par institution)</b>	<b>gouvernement</b>	0%	0%
	<b>diplomatie</b>	35,3%	19,2%
	<b>renseignement</b>	66,7%	25%

Afin d'honorer les objectifs initiaux de l'enquête sans en sacrifier toutes les potentialités j'ai choisi de recourir aux méthodes de l'entretien semi-directif. Il a en effet l'avantage de combiner une attitude non-directive, pour favoriser l'exploration de la pensée dans un climat de confiance, à un projet directif, visant à obtenir des informations sur des points définis à l'avance. Il conserve de l'entretien directif l'usage d'un conducteur d'entretien structuré, qui s'adapte cependant au discours de l'enquêté. Il est plus efficace qu'un entretien non-directif, qui consiste à laisser le champ le plus libre possible à la pensée de l'enquêté, sans l'influencer au-delà d'une « consigne » liminaire présentant la recherche.

Pour construire les conducteurs d'entretien, j'ai veillé à ménager les intérêts des entretiens de type narratif, qui permettent de reconstituer le déroulement de l'action publique dans son historicité, et compréhensifs, qui ouvrent la voie à l'analyse des pratiques et représentations des acteurs. Les entretiens ont invariablement suivi la même logique : une série de questions sur le contexte personnel, les premiers contacts avec le partenaire transatlantique ou l'Iran et les études, notamment universitaires ; une série de questions au sujet de la carrière de l'enquêté revenant sur les moments de son expérience de la triangulation diplomatique ; une série de questions discutant des grands enjeux de la triangulation, jusqu'à ses ouvertures contemporaines, afin de notamment tester la validité d'hypothèses de recherche.

À plusieurs reprises, souvent de la part d'acteurs américains, une liste de questions a été sollicitée en amont de l'entretien. Si tous les enquêtés ont salué sa pertinence, cette liste a parfois conduit certains à décliner l'entretien, en invoquant soit la minceur de leurs souvenirs d'une époque lointaine, soit la confidentialité inhérente aux fonctions qu'ils occupaient alors (et que leur position actuelle leur impose parfois d'honorer encore aujourd'hui), soit le faible intérêt de leur témoignage en lien avec les objectifs de la recherche. L'entretien reproduit parfois en partie l'esprit, sinon la lettre, d'une publication antérieure. Un acteur préalablement interrogé dans le cadre d'un programme d'histoire orale risque aussi reprendre une partie de son discours, qui peut cependant servir de levier pour approfondir la réflexion.

### 3. Les modalités d'une immersion dans la communauté des iraniens

Les contraintes de la distance et de la crise sanitaire ont pu rendre difficile l'organisation des rencontres. Le corpus d'entretiens constitué dans le cadre de cette recherche est néanmoins représentatif de la communauté des iraniens aux affaires durant la période étudiée. Il réunit les témoignages de 22 Britanniques et 13 Américains vétérans des événements, pour des entretiens allant de 45 minutes à 3 heures. Comme pour les livres de mémoires, la représentativité des femmes parmi les enquêtés (aucune Britannique, une Américaine, soit à peine 3% du corpus) est à l'aune de celle des acteurs étudiés.

Avec regret, nous avons eu plus recours à l'entretien en distanciel, téléphonique ou informatique, qui a eu au moins l'intérêt de pouvoir contacter un nombre conséquent d'acteurs parfois très âgés et dont les lieux de résidence sont très éclatés, du Kentucky au Pays de Galles, en passant par les régions de Washington, de New York, de Londres, d'Oxford, de Cambridge, jusqu'au sud-est de la France, ou aussi près qu'un appartement à Montparnasse ou que la brasserie de Saint Sulpice à Paris.

La maîtrise de la langue anglaise, non maternelle, n'a pas constitué un biais d'incompréhension des propos. Les hésitations de l'expression ont été reçues avec d'autant plus de bienveillance que les enquêtés avaient pu éprouver les mêmes difficultés lors de leurs expériences d'entraînement linguistique. Plusieurs ont indiqué qu'ils maîtrisaient des rudiments (« basics ») d'un français en fait très solide, même quand il était qualifié de « rouillé ». Deux enquêtés ont même proposé de mener les échanges en français.

Il n'y eut pas d'entretien « raté ». Les sessions ont été d'efficacité, plus que de qualité, inégale. Les quelques déceptions ressenties sur la qualité d'une prestation ont été autant de leçons méditées pour les expériences postérieures. Ainsi, le scrupule à interrompre le discours d'un enquêté a parfois conduit à retarder au-delà la poursuite du questionnaire. Le temps alloué aux questions de contexte, certes essentielles, a pu être trop important par rapport aux autres. Il a souvent fallu faire des choix dans une liste de questions trop longue pour le temps d'échange.

On saluera enfin la disponibilité et la bienveillance dont ont fait preuve les enquêtés. Aucun n'a interrompu l'entretien en deçà de la durée qui avait été convenue en amont. Bien souvent, en revanche, cette dernière a été augmentée malgré un emploi du temps contraint par l'exercice professionnel. Un entretien s'est même déroulé sur deux jours et plusieurs ont été prolongés par des courriers électroniques. Ces échanges ont ainsi constitué une expérience humaine gratifiante, au-delà de leur utilité intrinsèque, notamment dans le cas des acteurs qui s'étaient jusqu'alors rarement, sinon jamais, exprimés.

Les questions techniques et juridiques n'ont jamais soulevé de difficultés. La règle de *Chatham House* a systématiquement été proposée en amont de l'entretien, pour garantir la confidentialité des échanges en permettant l'utilisation des propos d'une personne sous réserve de ne pas révéler son identité ou son affiliation. La plupart des acteurs ayant accepté l'exercice n'a pas requis de s'exprimer sous cette règle. Tous ont consenti au principe d'un enregistrement pour garantir la commodité des échanges et l'exactitude de leur restitution. Rares ont été les occasions où une interruption de l'appareil a été requise. Le contenu des propos prononcés hors-micro n'a jamais relevé de la révélation sensible. Ces

requêtes ont toutes émané de personnes encore impliquées dans les affaires iraniennes, dans un cadre soit gouvernemental, soit professionnel. Certains enquêtés ont souhaité apporter des corrections ou des précisions à leur discours à la suite de l'entretien, souvent quand cela avait été convenu en amont.

L'utilisation des entretiens a été qualitative et non quantitative. L'inégal accès aux acteurs, dont on a noté l'âge souvent avancé, empêchait de constituer un corpus représentatif de la politique iranienne et équilibré de part et d'autre de l'Atlantique. Les témoignages ont donc été utilisés comme des éléments de preuve complémentaires dans l'analyse historique. Les propos cités dans l'exposé ont tous été soumis à l'approbation préalable de leurs auteurs. Ils n'ont jamais été amendés de manière significative. Leur lecture complète par des développements spécifiques l'étude de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. Elle nourrit une réflexion sur la communauté des iraniens dans une dimension sociohistorique. Elle est enfin un hommage sympathique à ces passions persanes qu'ils ont fait partager au chercheur et dont cette recherche est le fruit. Celle-ci conte, comme le *Livre des rois* de Ferdowsi, des histoires pleines de ruses, d'amour, de magie et de trahisons, et digne en tout d'être entendues par des hommes de sens et de raison<sup>263</sup>. Les avoir recueillies pour les transmettre est un honneur.

Du renversement du shah à la succession de l'ayatollah, de la révolution islamique à la guerre Iran-Irak, l'étude de la politique britannique et américaine à l'égard de l'Iran permet d'appréhender les multiples rapports de force sous-tendant la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

La première partie montrera que la force du parti-pris pahlavien prévalant au sein des entourages décisionnels de politique étrangère ne permet pas à des iraniens, pourtant souvent au fait de la contestation latente, de débusquer un préjugé persan. Ce dernier est responsable d'une inertie sympathique, à Londres et à Washington, dans la remise en question du soutien au régime impérial, dans l'appréhension de la révolution à l'œuvre et dans l'accommodement à contre-temps à la République islamique.

La deuxième partie montrera que le refroidissement des relations bilatérales consécutif à l'alternance britannique de 1979 accroît les conséquences de la révolution dans la recomposition de la communauté des iraniens. La débâcle de la révolution engendre un réflexe de solidarité finalement relatif et l'achoppement sur les intérêts nationaux d'un bilatéralisme abondant en ordre dispersé les enjeux régionaux.

La troisième partie montrera que la relance relationnelle de 1981 stimule des échanges transatlantiques rendus nécessaires par le déséquilibre des représentations en Iran et des expériences de la révolution. Le régime islamique s'émancipe dans la dénonciation des connivences transatlantiques que démentent cependant les différences de vision sur la normalisation diplomatique et les questions stratégiques.

La quatrième partie montrera qu'à la fin des années 1980 la dissymétrie des représentations rend Washington de plus en plus dépendant de Londres dans l'appréhension de l'autre. Les tempêtes transatlantiques éclatant dans les réactions à la guerre Iran-Irak et les remous de l'Irangible n'empêchent pas la résistance des procès de connivence contre deux alliés peinant à restaurer les bases de leur influence.

---

<sup>263</sup> FERDOWSI Abolqasem, *Shāhnāmeḥ*, 1010, trad. fr. Arles, Actes Sud, 2002, p. 180.



**Première Partie**  
**THE PRIDE AND THE FALL<sup>1</sup>**  
**DES RELATIONS SPÉCIEUSES AVEC LA PERSE IMPÉRIALE**  
**(1976-1979)**

« Le jour où je suis parti pour de bon de Téhéran, un Iranien entre-deux-âges, qui avait fait ses études en Grande-Bretagne et épousé depuis longtemps une Anglaise, alla jusqu'à suggérer à un membre de mon personnel que le pays aurait connu la paix si seulement les Américains s'étaient comportés comme des sportifs et avaient admis leur défaite face aux Britanniques. Selon cette personne, nous n'avions jamais pardonné aux États-Unis la rupture de notre monopole pétrolier en Iran dans les années 1950. Nous avons patiemment attendu notre heure – pendant un quart de siècle – et nous avons enfin trouvé une bonne occasion. Évidemment, nous avons recouru aux mollahs, les agents traditionnels des Britanniques, pour éliminer le shah, devenu la créature des États-Unis. Nous avons gagné : le shah était parti et notre homme, Khomeini, était sur le retour. Le conseiller de l'ambassade demanda si le fait de suggérer que cette théorie était d'une absurdité totale pouvait être d'une quelconque utilité. 'Évidemment, c'est ce que vous devez répondre. Je sais. J'ai fait mes études dans votre pays et je suis marié à une Anglaise. Vous ne pouvez pas me tromper.' »<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall: Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984.

<sup>2</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, *op. cit.*, p. x-xi.



## Chapitre 1

### DES « RELATIONS SPÉCIALES » AUX PRISES AVEC UN PRISME IMPÉRIAL (1976-1979)

Au mois de février 1979, Anthony Parsons, ancien ambassadeur en Iran devenu sous-secrétaire d'État adjoint en charge du Moyen-Orient, revient sur les échanges organisés l'année précédente sur les équilibres du golfe Persique entre les communautés américaine et britannique de politique étrangère.

« Il est clair que les États traditionnels de la région se tournent d'abord vers les Américains comme la seule puissance capable d'influencer la situation sur le terrain. Notre influence est moindre, mais nous avons une expérience considérable dans la région que les Américains respectent. Ce dialogue nous donne une bonne chance d'influencer leur politique au moment de son élaboration. »<sup>1</sup>

L'analyse prend acte de la poursuite pendant la guerre froide de la coutume de consultations bilatérales née dans l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale. La profondeur historique de la présence britannique dans la région compense les conséquences de la rétractation de la présence de la Couronne des territoires situés à l'est de Suez au début des années 1970. Pour des États-Unis contraints d'y suppléer indirectement, son expérience de la Perse impériale fait du Royaume-Uni un interlocuteur indispensable, tandis que Washington passe à Londres comme un *hégémon* disposé à défendre les intérêts occidentaux dans une région historiquement convoitée par la Russie devenue soviétique. La proximité des Américains et des Britanniques avec le pouvoir impérial, héritée du renforcement de ce dernier en 1953, s'accroît dans les années 1970, alors que les États-Unis érigent le shah en gendarme du golfe Persique. Ce parti pris pahlavien accroît un prisme impérial qui biaise à Londres et à Washington, par sympathie réciproque et connivence intéressée, l'appréhension des réalités iraniennes.

Entre 1977 et 1979, l'effondrement progressif du régime pahlavien appelle logiquement une densification des interactions sur les questions iraniennes entre les Américains et les Britanniques, qui peinent cependant à conduire à une remise en question de leur politique étrangère. Dans quelle mesure les passés persans des membres des entourages pèsent-ils dans leurs choix politiques à l'heure de la révolution ? Pourquoi la pratique du pouvoir échoue-t-elle à remettre en question le parti pris pahlavien en vigueur à Londres et à Washington depuis les années 1950 ? Quelle est l'ampleur du décrochage d'expertise entre les iraniens en poste en Iran et leurs homologues affectés en Occident ? Comment les différences de formation linguistique ou d'expérience préalable conditionnent-elles l'exercice au quotidien de la pratique diplomatique ou des activités d'espionnage ? Quelle est la place de l'expertise académique dans la conception de la politique iranienne et l'influence de sa voix auprès des décideurs ? En quoi les interactions entre les iraniens américains et britanniques témoignent-elles des multiples manifestations des « relations spéciales » et des rapports de force qui les sous-tendent ? Que révèlent-elles des différences de vision, à Londres et à Washington, d'une Perse impériale devenue République islamique ?

Ce chapitre montrera pourquoi l'expertise accumulée au fil des interactions entre les iraniens ne permet pas de débusquer le prisme impérial prévalent à l'heure de la décision à Londres et à Washington.

---

<sup>1</sup> TNA, FCO 8/3361/8, Parsons to Private Secretary, Anglo/US talks on the Middle East, 23rd February, 1979.

## I. Une communauté de décideurs en sympathie relationnelle

La victoire électorale des démocrates américains, loin de réduire la force des liens transatlantiques, contribue au resserrement relationnel entre les décideurs en raison de la complémentarité de leurs impressions iraniennes. Pourquoi finissent-ils par embrasser le parti pris pahlavien de leurs prédécesseurs ?

### A. James Callaghan et Jimmy Carter : les intentions à l'épreuve des intérêts

#### 1. L'amitié et la morale en partage

Les relations qu'il conserve au-delà de leur exercice des responsabilités avec les anciens président Gerald Ford et secrétaire d'État Henry Kissinger n'empêchent pas le Premier ministre James Callaghan de construire avec le nouveau président Jimmy Carter une relation de confiance, fondée sur la complémentarité de leur appréhension du monde comme de leur expérience du golfe Persique.

Les racines de leur éducation respective influencent en effet les deux hommes dans une vision sympathique du monde marquée par un attachement à la morale et au droit, qui nourrit autant une confiance mutuelle à l'égard de l'allié qu'une défiance partagée à l'encontre du régime iranien. Le président américain se plaît à rappeler la similarité de son itinéraire avec celui du Premier ministre britannique, comme il le fait lors du dîner qu'il donne en son honneur le 10 mars 1977 à la Maison-Blanche :

« J'ai d'abord dit : « Je suis un fermier. » Le Premier ministre Callaghan a répondu : « Moi aussi ». [Rire] J'ai dit : « J'ai rencontré ma femme dans la cour de l'église. » Il a répondu : « Moi aussi ». [Rire] J'ai dit : « J'ai une sœur très intéressante, c'est une Carter, qui est très impliquée dans la religion. » Il a répondu : « Eh bien, j'ai une sœur qui est très impliquée dans la religion. C'est aussi une Carter<sup>2</sup>. »<sup>3</sup>

Dans l'exercice de style du toast concluant le dîner, J. Carter invoque ainsi sa proximité culturelle avec son homologue britannique, pour mieux mettre en avant la force des « relations spéciales » qui unit les pays qu'ils servent. La dimension anecdotique du récit de leur rencontre permet cependant de mesurer la force, cependant inégale, de la religiosité que le président partage avec le Premier ministre.

Cette religiosité traduit l'influence d'une éducation enracinée dans la foi baptiste. Dans l'ouvrage *Living Faith*, qui pose les jalons de sa réflexion religieuse, J. Carter déclare que la foi a toujours été au cœur de son existence<sup>4</sup>. Dès l'âge de 18 ans, il enseigne à l'Église baptiste Maranatha de sa ville natale de Plains (Géorgie). Le surnom de « Deacon » lui est plus tard attribué par les services secrets de la présidence<sup>5</sup>. Son tempérament religieux marque les observateurs étrangers. Tom McNally, conseiller

<sup>2</sup> Dorothy Callaghan a épousé le ministre baptiste Sidney Carter : Dorothy Gertrude M. Callaghan [En ligne], The Peerage [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.thepeerage.com/p19917.htm>

<sup>3</sup> Visit of Prime Minister Callaghan of Great Britain; Toasts of the President and the Prime Minister at a Dinner Honoring the Prime Minister, 10th March, 1977 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/242957>.

<sup>4</sup> CARTER Jimmy, *Living Faith*, New York, Times Books, 1998, p. 31.

<sup>5</sup> BERGGREN Jason, et RAE Nicol, "Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, Foreign Policy, and an Evangelical Presidential Style", *Presidential Studies Quarterly*, 2006, vol. 36, n°4, p. 613.

politique de J. Callaghan, s'avoue déstabilisé par un homme d'une sincérité et d'une conviction profonde, enclin à parler de Dieu, de l'esprit pionnier américain, ainsi que des problèmes nationaux et internationaux d'une manière qui aurait semblé mièvre et embarrassante par ailleurs<sup>6</sup>. Né d'une mère aussi religieuse que fondamentaliste, J. Callaghan enseigne également dans une école dominicale dans les années 1920. Même si sa carrière politique au sein du parti travailliste l'éloigne de sa formation baptiste, il reconnaît dans ses mémoires lui devoir beaucoup et n'avoir jamais échappé à son influence<sup>7</sup>.

Ces dispositions partagées contribuent à faciliter le rapprochement entre les deux hommes. Dès le 13 janvier 1977, soit une semaine avant son investiture, le Premier ministre s'entretient par téléphone avec le gouverneur de Géorgie. Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la Sécurité nationale, se souvient :

« J'étais surpris de la rapidité avec laquelle Callaghan réussit à s'établir comme le favori de Carter, en lui écrivant des mots amicaux, en l'appelant, en lui parlant comme un vieil oncle sympathique et en lui enseignant d'une plaisante manière les subtilités des affaires politiques interalliées. Callaghan a littéralement coopté Carter en quelques rares et brèves rencontres personnelles. »<sup>8</sup>

J. Callaghan se rend à Washington du 9 au 12 mars 1977. J. Carter séjourne au Royaume-Uni pour sa première visite d'État en tant que président, du 5 au 7 mai 1977. Les deux hommes ne manquent pas de revendiquer leur attachement personnel au lien transatlantique. Quand le Premier ministre se remémore son désir de jeune homme de vivre six mois au Royaume-Uni, six mois aux États-Unis<sup>9</sup>, le président rappelle l'origine britannique de ses ancêtres<sup>10</sup>. La visite de J. Callaghan aux États-Unis est qualifiée d'« extraordinaire succès » par l'ambassadeur Ramsbotham<sup>11</sup>. Z. Brzezinski confirme aux officiels britanniques que le président regarde la relation bilatérale comme historique et viscérale<sup>12</sup>. De la visite d'État du président au Royaume-Uni, le Premier ministre se remémore avec satisfaction :

« J'avais formé une claire impression d'un homme doté d'un esprit bien informé et d'une approche disciplinée. Il avait accompagné ses initiatives bien intentionnées d'une réflexion considérable et avait une claire idée de ce qu'il souhaitait accomplir. »<sup>13</sup>

J. Carter déclare de son côté n'avoir jamais rencontré de dirigeant politique avec lequel il se fût senti immédiatement plus à l'aise et pour lequel il eût ressenti un plus grand sentiment d'amitié personnelle<sup>14</sup>. Pour J. Callaghan, J. Carter est un « homme bon et charitable »<sup>15</sup>, dont les capacités et les qualités humaines forcent l'admiration. S'il n'éprouve pas à son égard de sentiments aussi chaleureux que pour G. Ford, il bâtit avec lui un lien solide qui permet de refonder les bases de la « relation spéciale »<sup>16</sup>.

<sup>6</sup> MCNALLY Tom, "The Carter years", *International Affairs*, 1983, vol. 59, n°3, p. 465.

<sup>7</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, Londres, Collins, 1987, p. 25-40, 589.

<sup>8</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, Londres, Wiedenfeld & Nicholson, 1983, p. 291. CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 589.

<sup>9</sup> Visit of Prime Minister James Callaghan of Great Britain, 10th March, 1977 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=7143>.

<sup>10</sup> Remarks at the Newcastle Civic Centre, Newcastle-Upon-Tyne, England, 6th May, 1977 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=7472>.

<sup>11</sup> TNA, PREM 16/1486, Ramsbotham to FCO, 18th March, 1977.

<sup>12</sup> TNA, PREM 16/1909, Moreton to Palliser, 22nd June, 1977.

<sup>13</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 482.

<sup>14</sup> Visit of Prime Minister Callaghan of Great Britain; Toasts of the President and the Prime Minister, op. cit.

<sup>15</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 483.

<sup>16</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan*, op. cit., p. 590.

Les relations entre les deux dirigeants se resserrent d'autant plus qu'elles permettent au nouvel élu de bénéficier de l'expérience de l'ancien chef de la diplomatie britannique, lequel en profite pour préserver ainsi un ascendant sur son allié. La familiarité du Premier ministre avec le Proche et le Moyen-Orient apparaît décisive au président dans son approche du processus de paix. J. Carter voit en J. Callaghan une source de sagesse et d'information de première main. Ses liens avec le président égyptien Anouar el-Sadate, les relations solides entre les travaillistes britanniques et israéliens, ainsi que ses visites dans les pays du golfe Persique ont donné à J. Callaghan une connaissance fine des questions de sécurité et de développement, qui s'avère essentielle au négociateur de Camp David<sup>17</sup>.

L'insistance de la nouvelle administration sur la défense des droits de l'homme, en pied-de-nez au réalisme de l'ère Ford-Nixon, soulève en revanche l'inquiétude à Londres. Les Britanniques craignent que cet *a priori* ne conduise à un environnement international plus instable<sup>18</sup>. La question des droits de l'homme est pourtant l'un des points de convergence entre les deux hommes dans leur perception de l'Iran pré-révolutionnaire, comme le montrent les mémoires de J. Callaghan :

« Je ne ressentais pas autant de hâte à visiter l'Iran. Je ne goûtais pas la manière dont les puissances occidentales, le Royaume-Uni compris, sentaient qu'elles devaient courtiser le Shah, et je n'avais aucune sympathie pour la répression intérieure brutale pratiquée par la police secrète du régime, au sujet de laquelle les Affaires étrangères recevaient des preuves émanant de réfugiés vivant à Londres. »<sup>19</sup>

Pétrie de moralisme et d'universalisme, la politique étrangère de J. Carter entend se démarquer du spectre du Vietnam, tel qu'il est perçu à l'époque, en réconciliant la défense des intérêts stratégiques américains avec la promotion des droits de l'homme. Dans un discours prononcé en octobre 1976 à l'université Notre-Dame de South Bend (Indiana), le candidat à la Maison-Blanche proclame : « Nous ne pouvons pas détourner le regard quand un gouvernement torture son propre peuple »<sup>20</sup>. Un mois plus tôt, devant la convention de l'Ordre juif des « Fils de l'Alliance », le gouverneur de Géorgie avait déjà développé cette thématique<sup>21</sup>, dans un discours dont le détail avait été cependant substantiellement revu. Richard Holbrooke, alors coordinateur de la campagne du candidat pour les affaires de sécurité nationale, avait modéré la sévérité du propos, en supprimant une référence aux abus contre les droits de l'homme pratiqués en Iran, de peur qu'elle hypothèque toute future négociation avec le shah<sup>22</sup>.

## 2. La stratégie régionale en héritage

Indépendamment des convictions respectives des deux dirigeants à l'égard du régime iranien, le shah n'en reste pas moins dans les années 1970 un acteur essentiel des relations internationales, ainsi qu'une

<sup>17</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, N.Y., Bantam Books, 1982, p. 402.

<sup>18</sup> ROOB Thomas, *Jimmy Carter and the Anglo-American Special Relationship*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2017, 242 p. 26.

<sup>19</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 388.

<sup>20</sup> Remarks on Human Rights at Notre Dame University in South Bend, Indiana, 10th October, 1976 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/347568>.

<sup>21</sup> OBERDORFER Don, "Carter Speaks on Human Rights", *The Washington Post*, 9th September, 1976, p. A-8

<sup>22</sup> BOURNE Peter, *Jimmy Carter*, op. cit., p. 383-384.

pièce maîtresse des stratégies américaine et britannique de politique étrangère dans la région du golfe Persique. Son influence cruciale n'échappe pas à James Callaghan, successivement chancelier de l'Échiquier et secrétaire d'État aux Affaires étrangères, avant de succéder à Harold Wilson à Downing Street :

« [...] étant donné les relations de l'Iran avec l'Afrique du Sud, je proposais de porter le message que l'Iran pourrait jouer un rôle plus actif dans l'exercice d'une influence indirecte sur la Rhodésie à travers le gouvernement de l'Afrique du Sud<sup>23</sup>. Il y avait quelques inquiétudes au sujet des perspectives pour la British Petroleum et pour Shell en Iran, dans la mesure où le shah s'était plaint que le consortium international de pétrole n'achetait pas tout ce qui avait été convenu en juin 1973. »<sup>24</sup>

Comme à Londres, l'importance stratégique du pays, à concurrence avec la rhétorique humanitaire, constitue à Washington l'appréhension convenue des administrations successives. Moins d'un an après le discours de Notre-Dame, Jimmy Carter semble avoir totalement embrassé les logiques de la relation iranienne, comme en témoigne la teneur de son entretien avec William Sullivan, le nouvel ambassadeur américain à Téhéran, reçu dans le Bureau ovale en amont de sa prise de fonction :

« J'étais fortement et favorablement impressionné par sa manière d'approcher le sujet. Il avait clairement travaillé la question et présenta ses vues de manière ordonnée. « Le président exprima clairement qu'il considérait l'Iran comme stratégiquement important pour les États-Unis et pour nos alliés. Il embrassait chaleureusement le shah comme un ami proche et un allié de confiance. Il insista sur l'importance qu'il accordait à la pérennisation du rôle de l'Iran comme force de stabilité et de sécurité dans la région du golfe Persique. Il passa en revue les positions traditionnelles sur le problème du prix du pétrole et sur d'autres questions bilatérales entre nos deux pays. »<sup>25</sup>

L'expérience iranienne du président n'en est pas moins tenue à l'aune de celle du Premier ministre. Son passage à la tête de la diplomatie britannique a permis à J. Callaghan de sillonner la région du golfe Persique pour y perpétuer l'influence et défendre les intérêts britanniques. Du 4 au 8 mars 1976, sa visite d'État en Iran lui permet de se familiariser avec le pays tout en réaffirmant les liens unissant la Couronne et le Trône du Paon. Il s'entretient avec les principales élites politiques, économiques et intellectuelles acquises à la cause pahlavienne : le Premier ministre Amir Abbas Hoveida, le ministre des Affaires étrangères Abbas-Ali Khalatbari et le gouverneur général d'Ispahan ; les membres du Comité exécutif du groupe des hommes d'affaires britanniques présents en Iran ; le rédacteur en chef du journal *Kayhan*, Amir Taheri. Il est reçu par le shah et la shahbanou au palais de Niavaran et par la sœur jumelle du shah, la princesse Ashraf, au palais de Saadabad. Il est par ailleurs sensibilisé aux gloires de la Perse et aux œuvres de l'empire : il visite la cité d'Ispahan, capitale de la dynastie des Séfévides entre le XVI<sup>e</sup> siècle et le XVIII<sup>e</sup> siècle, le mausolée de Reza Pahlavi, le père du shah, à Ray, le musée Negarestan sur l'histoire et la culture de l'Iran, ainsi que les joyaux de la Couronne. Son épouse Audrey se rend quant à elle au Centre d'action sociale Farah Pahlavi pour les enfants déshérités<sup>26</sup>. Le séjour du futur premier

<sup>23</sup> Depuis 1964, une guerre civile oppose dans l'ancienne colonie britannique le gouvernement dominé par des populations d'origine européenne et des partis nationalistes africains sur la question de la représentation politique des populations d'origine africaine. Sous la pression de l'action diplomatique de Londres et de Washington et d'un embargo commercial imposé par les Nations unies, la « guerre du bush rhodésien » se solde en juin 1979 par l'octroi du suffrage universel et l'installation du principe de gouvernement représentatif.

<sup>24</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 388.

<sup>25</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981, p. 20.

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/2736/55, Program for Visit of the Secretary of State for Foreign Affairs and Mrs Callaghan, 4-8

ministre passe pour un franc succès de la politique visant à promouvoir l'image de marque de la dynastie des Pahlavi en Occident. L'ambassadeur britannique à Téhéran, Antony Parsons, s'en réjouit :

« Elle a confirmé que la relation anglo-iranienne est suffisamment enracinée, intime et largement établie pour ne pas être affectée par des vicissitudes de court terme—elle peut-être en ce sens considérée comme ayant beaucoup en commun avec la relation entre l'Iran et les États-Unis, qui demeure intacte en son cœur malgré des échanges publics de critiques qui ne sont pas rares. »<sup>27</sup>

Le manque d'expérience de J. Carter en politique étrangère en amont de sa présidence contraste avec celle de son homologue britannique. Henry Precht, directeur pour l'Iran au département d'État à la fin des années 1970, note que le président n'est pas directement intéressé par l'Iran au début de son mandat : le processus de pays au Proche-Orient occupe en effet la majorité de l'énergie qu'il consacre à la politique étrangère<sup>28</sup>. C'est pourtant sur ce sujet que le président américain mesure l'intérêt d'un rapprochement avec le dirigeant iranien. Il faut attendre juillet 1977 pour que le couple présidentiel reçoive la shahbanou à la Maison-Blanche<sup>29</sup> et novembre 1977 pour que le couple impérial se déplace outre-Atlantique en visite d'État<sup>30</sup>. La cérémonie d'accueil est marquée par des échauffourées entre des étudiants iraniens hostiles au shah, un groupe de contre-manifestants dépêchés par l'ambassade iranienne et les forces de l'ordre, contraintes d'utiliser des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Dans ses mémoires, le président présente *a posteriori* ce jour comme un augure ayant créé le semblant d'un deuil<sup>31</sup>. Le soir-même, il surprend son auditoire en tournant l'incident en dérision lors du discours ouvrant le dîner d'État : « s'il est une chose que je peux dire au sujet du shah, déclare-t-il, c'est qu'il sait gérer la foule »<sup>32</sup>. La visite n'en est pas moins couronnée de succès. Lors de sa première réunion de travail avec les membres de l'entourage présidentiel, le shah suscite leur admiration par la présentation qu'il fait de l'état du monde et des enjeux de la relation bilatérale. Aux yeux d'Hamilton Jordan, conseiller du président, ce « tour d'horizon » relève de la performance<sup>33</sup> et le shah passe pour le plus impressionnant des 40 chefs d'État que J. Carter a rencontré durant la première année de sa présidence<sup>34</sup>. Dans son journal, ce dernier s'attache à y voir des signes encourageants pour la promotion de ses préoccupations :

« Il s'inquiète de l'image publique de l'Iran, il est très fier de ce qui a été achevé et, à mon avis, il a fait de l'excellent travail. Désormais, cependant, il est assez fort pour accomplir ouvertement quelque chose sur la question des droits de l'homme. »<sup>35</sup>

---

March, 1976, 23rd February, 1976

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/2736, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran 4/8 March, Diplomatic Report No. 183/76, 10th March, 1976

<sup>28</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Precht,%20Henry.toc.pdf>.

<sup>29</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 11/15/77 [1], Container 51, Fallows and Doolittle to Carter, Shah Arrival Talking Points -- Nov. 15, 10th November, 1977.

<sup>30</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 11/15/77 [1], Container 51, Poston to Carter, Visit of the Shahanshah and the Shahbanou of Iran, November 15, 1977, 8th November, 1977

<sup>31</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith*, *op. cit.*, p. 434.

<sup>32</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 28.

<sup>33</sup> JORDAN Hamilton, *Crisis, the last year of the Carter presidency*, New York, Putnam, 1982, p. 88-89.

<sup>34</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 232.

<sup>35</sup> CARTER Jimmy, *White House Diaries*, *op. cit.*, p. 136.



## B. La triangulation relationnelle des entourages

### 1. Bryan Cartledge et Zbigniew Brzezinski, des prismes déformants

La mise en place d'une nouvelle administration à Washington oppose aux entourages britanniques de politique étrangère de nouveaux interlocuteurs dont l'inégalité des expériences iraniennes contraste avec la familiarité supérieure des premiers à l'égard de la société locale et du régime impérial.

À Londres comme à Washington, le prisme soviétique partagé par les principaux conseillers du Premier ministre et du président participe de la déformation de leurs impressions iraniennes à l'heure de la révolution. Bryan Cartledge, secrétaire privé de James Callaghan pour les Affaires étrangères, étudie l'histoire et le russe au St John's College de Cambridge avant de travailler sur la révolution soviétique à l'université de Stanford, en tant que boursier du Fonds du *Commonwealth*, en 1956-1957, puis au St Antony's College d'Oxford, en 1958-1959. Ses premières affectations diplomatiques déterminent une carrière longtemps tournée vers le bloc de l'Est : il est nommé à Moscou premier secrétaire (1963-1966), puis conseiller (1972-1975) avant d'être affecté à la tête du département Europe orientale et monde soviétique au FCO (1975-1977). En amont de sa deuxième affectation à Moscou, il bénéficie d'une bourse annuelle permettant d'envoyer chaque année un diplomate à Harvard. Il rejoint l'Institut des affaires internationales de l'université pour approfondir sa connaissance de l'histoire russe.

Cette expérience approfondie du monde soviétique fait écho à celle, plus personnelle, de son équivalent américain, Zbigniew Brzezinski. Le 27 octobre 1979, Nicholas Henderson l'invite à partager un petit-déjeuner à Massachusetts Avenue. L'ambassadeur britannique à Washington se souvient :

« Evoquant la puissance et l'impérialisme, il renvoya, comme il l'avait fait quand j'étais assis à côté de lui lors du dîner donné par Harriman, aux années qu'il avait passées dans une classe préparatoire à l'anglaise (probablement au Canada, peu après avoir quitté la Pologne) et à l'orgueil de son directeur montrant une vaste section de la carte du monde peinte en rouge. Il dit que les Américains n'avaient jamais eu ce sentiment d'impérialisme. »<sup>36</sup>

Né à Varsovie du diplomate polonais Tadeusz Brzezinski, le futur conseiller à la Sécurité nationale appréhende à titre personnel le déracinement des populations fuyant la montée des périls en Europe<sup>37</sup>. Ses premiers contacts avec le partenaire transatlantique datent de son enfance de réfugié au Canada, où « les Britanniques représentaient le haut du panier, les Québécois venaient en second, et tout le reste était d'un troisième ordre, en quelque sorte. »<sup>38</sup> Diplômé en science politique de l'université McGill, à Montréal, il part aux États-Unis et s'inscrit en doctorat à Harvard. Il y suit les enseignements du plus grand spécialiste de l'URSS, Merle Fainsod, et de Carl Friedrich, expert du totalitarisme nazi<sup>39</sup>. Il

<sup>36</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 303.

<sup>37</sup> LEVIS Daniel, "Zbigniew Brzezinski, National Security Adviser to Jimmy Carter, Dies at 89", *The New York Times*, 27th May, 2017, p. 1.

<sup>38</sup> Cité par VAÏSSE Justin, *De Harvard à la Maison-Blanche : Zbigniew Brzezinski et l'ascension des universitaires dans l'Establishment de politique étrangère américaine pendant la guerre froide*, dossier pour l'habilitation à diriger des recherches, histoire, Institut d'Études politiques de Paris, 2011, p. 325.

<sup>39</sup> GLAD Betty, *An outsider in the White House: Jimmy Carter, his advisors, and the making of American foreign*

soutient en 1953 une thèse sur les purges dans le système soviétique<sup>40</sup>. Il rencontre alors Emilie Anna Benes, petite-nièce d'Edouard Benes, l'ancien président tchécoslovaque déposé lors du « coup de Prague » de 1948, qu'il épouse en 1955<sup>41</sup>. Auteur d'ouvrages sur le bloc de l'Est, Z. Brzezinski apparaît comme « un homme très brillant, [qui] avait sa propre vision du monde, rigide, simplifiée et soviétocentree »<sup>42</sup>. Nourri de son expérience de l'instabilité de l'Europe, jusqu'au début de la guerre froide, il déplore le moralisme wilsonien et promeut une politique de puissance, notamment militaire<sup>43</sup>.

Son expérience du monde soviétique n'empêche pas B. Cartledge de se distinguer par une connaissance au moins relative de l'Iran, où il est en poste entre 1968 et 1970. Cette affectation, qui ne repose pas sur une inclination particulière, répond à la nécessité institutionnelle d'accomplir un tour en tant que chargé des questions commerciales dans une ambassade. Le choix de Téhéran est celui de la réputation d'un poste à la fois bien pourvu en termes professionnels et engageant en terme culturel : il se rappelle une ambassade somptueuse, dont le locataire de l'époque, Denis Wright, un expert reconnu du pays, avait la réputation de ne sélectionner que les meilleurs collaborateurs. Il convient *a posteriori* des prismes déformants de ses impressions iraniennes, qui déjà dans les années 1960 ne percevaient pas les forces profondes de la société faute d'être familiarisées aux méandres du bazar et au monde des mollahs :

« C'était une partie de la société iranienne qui était réellement fermée, non seulement à nous mais aussi à tous les étrangers. C'était, si vous voulez, l'Iran profond, avec lequel les étrangers avaient en général très peu de contact, alors il était très difficile de savoir ce qu'il s'y passait. Tous nos contacts relevaient du monde commercial le plus occidentalisé et le bazar était un petit monde restreint dans lequel nous n'allions pas parce que nous n'y achetions rien. »<sup>44</sup>

Aux prismes commerciaux du Britannique répondent les prismes stratégiques de l'Américain qui biaisent la perception des forces conduisant à la chute du régime impérial. Ancien conseiller des présidents Kennedy, Johnson et Nixon sur les questions de politique étrangère, Z. Brzezinski apparaît comme un cas d'école de l'appréhension stratégique de l'Iran en vigueur à Washington. Le diplomate Henry Precht, qui s'oppose souvent à lui durant la crise iranienne, le décrit ainsi comme « un homme de guerre froide » qui garde un ressentiment contre l'URSS et qui ne veut pas voir affaiblie cette partie de la barrière d'endiguement<sup>45</sup>. Le souvenir que le conseiller garde du shah, rencontré à deux reprises en amont de la révolution, en novembre et décembre 1977, témoigne de cette vision géostratégique du pays :

« Je fus frappé par l'intelligence très évidente du shah. En discutant d'une question, il montrait une disposition analytique enthousiaste et il était particulièrement efficace, pensais-je, à résumer les dilemmes géopolitiques de sa région. »<sup>46</sup>

---

*policy*, Ithaca, Cornell University Press, 2009, p. 25.

<sup>40</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *The Permanent Purge. Politics in Soviet Totalitarianism*, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

<sup>41</sup> "Brzezinski's heritage", *Chicago Sun Times*, 23rd December, 1979.

<sup>42</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, 1988, p. 257.

<sup>43</sup> SMITH Gaddis, *Morality, Reason and Power: American Diplomacy in the Carter Years*, New York, Hill and Wang, 1986, p. 36.

<sup>44</sup> CARTLEDGE Bryan, entretien avec Jimmy Jamieson, 14 novembre 2007 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Cartledge.pdf>

<sup>45</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000, *op. cit.* ; entretien avec l'auteur, 14 avril 2020.

<sup>46</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, *op. cit.*, p. 360.

## 2. David Owen et Cyrus Vance, des perceptions intimes

En 1977, David Owen devient à 38 ans l'un des plus jeunes ministres britanniques nommé à la tête du FCO. Sous-secrétaire d'État parlementaire à la Défense en charge de la marine (1968-1970) et secrétaire à la Défense de l'opposition (1970-1972), ce médecin de formation exerce au ministère de la Santé et de la Sécurité sociale avant de rejoindre le FCO comme ministre d'État, puis secrétaire en titre. Son ancien collègue Paul Lever se rappelle son intérêt pour le vaste monde, en particulier pour les questions de sécurité et du nucléaire<sup>47</sup>. Il épouse en 1968 l'Américaine Deborah Schabert, qui fonde son ouverture au partenaire transatlantique<sup>48</sup>. Son homologue au gouvernement des États-Unis, Cyrus Vance, le décrit comme un solide membre du parti travailliste, devenu progressivement l'un de ses proches amis :

« Sa maîtrise des questions de sécurité nationale était solide et vaste. Son esprit souple et pénétrant était aussi courageux et visionnaire. Owen était, cependant, si vif et exigeant vis-à-vis de lui-même qu'il attendait la même chose des autres et meurtrissait souvent les sentiments de ses collègues au *Foreign Office*. Il n'en était pas moins un secrétaire des plus efficaces et imaginatifs et continue aujourd'hui à être l'une des lumières brillantes de la scène politique britannique. Travailler avec lui fut à la fois délicieux et stimulant. »<sup>49</sup>

L'impression est partagée par Z. Brzezinski, malgré un premier contact décrit comme « hésitant » :

« Peu après sa nomination, le ministre britannique des Affaires étrangères vint à la Maison-Blanche un samedi matin pour sa première rencontre avec le président des États-Unis. Comme c'était notre coutume les matins de weekend, je portais un pantalon, une veste de sport et une chemise sans cravate. Notre visiteur, légèrement raide et mal-à-l'aise, était un exemple d'élégance vestimentaire : un costume rayé noir, une chemise d'un blanc immaculé, une cravate élégante. David, dont je finis par grandement respecter le courage personnel et l'intellect, ne dissimula pas son dégoût. Attendez de voir le président, pensai-je, avant que son dégoût ne se transformât en dédain quand les portes s'ouvrirent et qu'entra le président des États-Unis, sans veste, en jeans et chaussures de sport. »<sup>50</sup>

Outre son portefeuille ministériel, l'anglophilie connue de C. Vance<sup>51</sup> le rapproche davantage que le conseiller à la Sécurité nationale de son homologue britannique. Dans ses mémoires, D. Owen n'a de mot que pour « le partenariat de travail aussi étroit et l'amitié aussi proche qu'il ait pu exister entre un secrétaire d'État américain et un *Foreign Secretary* britannique »<sup>52</sup>. C. Vance étudie l'économie puis le droit à Yale, dont il sort docteur en 1942. Pur produit de l'*Establishment WASP*, « M. Intégrité », comme le décrit sa nécrologie dans le *New York Times*, fait partie de ce petit groupe d'hommes qui évoluent sans problème des classes préparatoires de Nouvelle Angleterre et des facultés de l'*Ivy League* de la côte Est vers les entreprises de *Wall Street* en se gardant du temps pour servir le gouvernement<sup>53</sup>. Conseiller au département de la Défense (1961-1962), puis secrétaire d'État à l'armée (1962-1963) et secrétaire d'État adjoint en

<sup>47</sup> LEVER Paul, entretien avec Malcolm McBain, 7 novembre 2001 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Lever.pdf>

<sup>48</sup> OWEN Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

<sup>49</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 262.

<sup>50</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 291.

<sup>51</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan*, op. cit., p. 590.

<sup>52</sup> OWEN David, *Time to Declare*, Londres, Michael Joseph, 1992, p. 283.

<sup>53</sup> BERGER Marilyn, "Cyrus R. Vance, a Confidant Of Presidents, Is Dead at 84", *The New York Times*, 13th January, 2002.

1964, il est dépêché à la conférence de paix de Paris sur la guerre du Vietnam, où il seconde le chef de la délégation américaine, Averell Harriman. Cet épisode parisien enracine sa croyance en l'efficacité des négociations avec l'adversaire. La fiche rédigée à son sujet par les services du FCO rapporte sa réputation d'homme aux jugements équilibrés et fondés, considéré comme un défenseur convaincu de la pérennité de l'Alliance atlantique<sup>54</sup>. Comme Z. Brzezinski, il est membre de la *Pilgrim Society*, fondée en 1902 pour renforcer les relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

Si ni la vie personnelle ni la carrière de C. Vance le conduisent vers des horizons iraniens, chacune conditionne son appréhension de la politique étrangère des États-Unis. Selon John Stempel, chef de la section politique de l'ambassade de Téhéran à la veille de la révolution, le secrétaire d'État est paralysé par le souvenir de son service au Pentagone<sup>55</sup>. Soutien de l'escalade militaire au Vietnam, il la conçoit *a posteriori* comme une erreur. Il en retire une philosophie selon laquelle, dans un monde imparfait fait de bien et de mal éternellement mêlés, le travail du diplomate est de réduire l'intensité des conflits<sup>56</sup>. Pour Z. Brzezinski, avec lequel il partage néanmoins un positionnement ferme à l'égard de l'URSS, C. Vance est ainsi une victime du « syndrome du Vietnam », angoissé par des interventions pourtant nécessaires. Nourri de la leçon d'une escalade contreproductive en Asie du Sud-Est, le secrétaire d'État se rappelle dans sa gestion des questions soviétiques, puis iraniennes, que la puissance militaire peut n'apporter que l'intensification d'un conflit en lieu et place de la capitulation espérée de l'adversaire<sup>57</sup>.

C. Vance gravite dans un environnement lié au régime impérial iranien. C'est le neveu et fils adoptif de John Davis, ancien ambassadeur des États-Unis à Londres et fondateur du *Council on Foreign Relations*<sup>58</sup>. C. Vance est aussi membre de la Commission trilatérale, un groupe de discussion fondé en 1973 à l'initiative du banquier d'affaires David Rockefeller, avec le soutien d'Henry Kissinger, qui constitue un vivier de collaborateurs et d'idées pour le candidat J. Carter durant sa campagne. L'appartenance de C. Vance à la fondation Rockefeller constitue un exemple de l'enracinement des réseaux pahlaviens jusque dans les forces vives de l'*Establishment* américain de politique étrangère. Ce n'est pourtant pas avant son arrivée au département d'État que C. Vance se rend en Iran. En marge de la réunion des États-membres du CENTO à Téhéran, il rencontre le shah le 13 mai 1977 au palais de Niavaran. Le souvenir de ses impressions de l'empereur est nuancé : « C'était un homme intelligent, calme, mais impérieux. Bien qu'il semblât déterminé, je sentais vaguement qu'il était fragile. »<sup>59</sup> Selon Henry Precht, le secrétaire d'État sait qu'il n'a pas une grande connaissance de l'Iran, lequel ne fait pas partie des priorités de son agenda, longtemps mobilisé par les négociations de Camp David<sup>60</sup>.

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/2887, CENTO Ministerial Meeting, Tehran 13-15 May 1977, Brief No 7, Personality notes, Cyrus Vance.

<sup>55</sup> SEMPEL John, correspondance avec l'auteur, 16 novembre 2018 et entretien avec l'auteur, 5 décembre 2018.

<sup>56</sup> SMITH Gaddis, *Morality, Reason and Power*, *op. cit.* p. 40.

<sup>57</sup> RUBIN Barry, *Secrets of States: The State Department and the Struggle over U.S. Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 174.

<sup>58</sup> PERLOFF James, *The Shadows of Power: The Council on Foreign Relations and the American Decline*, Appleton, Western Islands, 1988, p. 158.

<sup>59</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices*, *op. cit.*, p. 318.

<sup>60</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000, *op. cit.* ; entretien avec l'auteur, 14 avril 2020.

Au prisme impérial et tardif du secrétaire d'État s'oppose l'immersion précoce de son homologue britannique dans la société iranienne. D. Owen estime ainsi que l'Iran est, avec le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et l'Italie, le pays qu'il connaît le mieux. Durant sa troisième année à Cambridge, en 1959, il part avec cinq étudiants pour un *road-trip* en direction de l'Afghanistan. En chemin, l'équipage établit un campement à l'extérieur de Téhéran, où le futur secrétaire d'État perçoit la précarité et les inégalités d'une société qu'il qualifie de féodale, en amont de la « Révolution blanche » lancée par le shah pour moderniser son pays. Se rappelant la piété intense des participants d'une cérémonie religieuse à laquelle il assiste à Mechhed, il en tire l'enseignement que l'on ne doit pas juger le pays seulement par Téhéran mais penser aussi à ces villes dans lesquelles les mollahs sont très puissants et où la religion est très importante dans la vie quotidienne<sup>61</sup>. C'est en tant que ministre d'État au FCO au milieu des années 1970 qu'il renoue avec les questions iraniennes, alors que le pays est en proie à une inflation galopante et à une corruption rampante. Lors de son séjour à Téhéran à l'occasion de la réunion des États-membres du CENTO, en mai 1977, D. Owen bénéficie d'un programme de visite équivalent à celui de J. Callaghan deux ans plus tôt : hommage sur la tombe de Reza Shah à Ray, audience au palais de Niavaran, dîner chez le ministre des Affaires étrangères Khalatbari, réunion de travail avec le Premier ministre Hoveida<sup>62</sup>. Le shah lui apparaît courtois et bien informé. Son séjour renforce l'image d'un chef puissant, bien loin de celle du shah indécis de 1953. D. Owen confesse que c'est cette image d'assurance et de confiance en soi qui lui revient lors des débats sur le soutien à apporter à l'Iran en 1978<sup>63</sup>.

### 3. Frederick Mulley et Harold Brown des appréhensions tardives

Les carrières de Frederick Mulley et d'Harold Brown embrassent de manière différente les multiples dimensions de la chose militaire. Le premier sert dans le régiment d'infanterie du Worcestershire pendant la Seconde Guerre mondiale puis étudie la philosophie, la politique et l'économie. Sa carrière politique le conduit à occuper de nombreux postes dans le domaine militaire : de 1964 à 1969, il est adjoint au secrétaire à la Défense Denis Healey, ministre de l'Aviation puis ministre du Désarmement, avant de diriger la Défense britannique à partir de 1976<sup>64</sup>. Ses relations avec le partenaire américain ne dépassent pas le cadre de ses fonctions. Membre du parlement pour Sheffield Park, il voyage régulièrement à travers le monde et séjourne six fois aux États-Unis<sup>65</sup>. Brent Sowcroft, conseiller à la Sécurité nationale du président Ford, le décrit comme un homme « honnête, travailleur et de bonne intention »<sup>66</sup>.

<sup>61</sup> OWEN David, *Time to Declare*, op. cit., p. 53-54, 389. OWEN Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

<sup>62</sup> OWEN David, *Time to Declare*, op. cit., p. 322. TNA, FCO 8/2686, Administrative Arrangements for the visit of the Foreign and Commonwealth Secretary to Saudi Arabia and Iran, 12-15 May 1977.

<sup>63</sup> OWEN Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019. OWEN David, *Time to Declare*, op. cit., p. 323.

<sup>64</sup> DELL Edmund, Mulley, Frederick William, Baron Mulley (1918-1995) [En ligne], ODNB [consulté le 19 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/58032>

<sup>65</sup> The Right Honourable Frederick William Mulley, P.C., M.P., [En ligne], Worcestershire regiment [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://www.worcestershireregiment.com/wr.php?main=inc/pow\\_F\\_W\\_Mulley](http://www.worcestershireregiment.com/wr.php?main=inc/pow_F_W_Mulley)

<sup>66</sup> GFL, National Security Adviser, Presidential Agency Files, Box 14, NATO, 9/16/76-12/7/76, Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Sowcroft) to President Ford, December 1976.

La carrière d'Harold Brown tranche avec celle de son homologue britannique. Trois fois diplômé de l'université de Columbia, il soutient un doctorat en physique à l'âge de 21 ans. Chercheur au laboratoire de rayonnement de l'université de Californie à Berkeley, puis à celui de Livermore, il sert comme principal conseiller scientifique de la Conférence sur la suspension des essais nucléaires en 1958-1959. Il est recruté par Robert McNamara en tant que directeur de la recherche et de l'ingénierie militaire au Pentagone (1961-1965) et sert ensuite en tant que secrétaire à l'aviation (1965-1969). Il est alors un fervent soutien de la guerre du Vietnam<sup>67</sup>. Son appartenance au comité exécutif de la Commission trilatérale explique son intégration aux réseaux de J. Carter. Ses connexions britanniques sont ténues. Il est membre du conseil d'administration de l'établissement financier Schroders, apparenté au groupe new-yorkais J. Henry Schroder<sup>68</sup>. Ses activités de recherche le mettent en relation avec Solly Zuckerman, qui contribue à la mise au point de la stratégie du débarquement de Normandie et s'oppose après-guerre au développement de la course à l'armement nucléaire. Les relations entre H. Brown et S. Zuckerman soutiennent dans ce domaine la « relation spéciale » entre Londres et Washington<sup>69</sup>. C'est par ailleurs par son entremise que Brown est admis dans le très sélectif club londonien Athenaeum<sup>70</sup>.

C'est aussi sous le prisme du nucléaire que se développe la vision du monde de H. Brown. Il passe la majorité de sa carrière professionnelle à superviser le développement des armes nucléaires pour un usage potentiel contre l'URSS. S'il a peu d'illusion sur la menace soviétique, il promet néanmoins une « équivalence essentielle » entre les deux Grands pour des questions de sécurité. Il reconnaît la valeur des droits de l'homme, mais considère que leur défense ne doit pas hypothéquer les intérêts des États-Unis à l'étranger. S'il comprend la réticence du président à vendre des armes aux dictateurs, il note que les Européens et les Soviétiques se chargeraient de remplacer les Américains, ce qui conduirait pour ces derniers à une perte commerciale et stratégique. Son attachement au contrôle des armements, pour autant qu'il puisse être vérifiable, est un autre élément participant d'une appréhension de l'Iran comme un maillon essentiel de la stratégie des États-Unis dans le golfe Persique<sup>71</sup>. Son expérience personnelle de la région est cependant tardive. Le secrétaire d'État ne s'y rend qu'au mois de février 1979, à l'occasion d'un voyage le conduisant en Israël, en Jordanie en Égypte et en Arabie saoudite, alors que le pilier iranien vient de s'effondrer. L'objectif de la visite, prévue de longue date, est élargi aux questions de sécurité dans le contexte des crises en Iran, au Yémen et dans la Corne de l'Afrique<sup>72</sup>.

<sup>67</sup> Harold Brown [En ligne], Historical Office, Office of the Secretary of Defence [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://history.defense.gov/Multimedia/Biographies/ArticleView/tabid/8347/Article/571287/harold-brown.aspx>

<sup>68</sup> BURCH Philip, *Elites in American History: The New Deal to the Carter administration*, New York, Holmes & Meier, 1980, p. 321.

<sup>69</sup> KROHN P. L., "Solly Zuckerman Baron Zuckerman, of Burnham Thorpe, O.M., K.C.B. 30 May 1904 - 1 April 1993", *Biographical Memoirs of Fellows of the Royal Society*, 1995, 41, p. 593. La correspondance entre les deux hommes est conservée à l'université d'East Anglia (ci-après UEA) dans les dossiers Chief Scientific Adviser des archives Zuckerman : SZ/CSA/131 - [CSA. Miscellaneous U.S. correspondence] [En ligne] University of East Anglia Archives & Special Collection [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archivecollections.uea.ac.uk/sz.csa.131%20SZ/CSA/131>

<sup>70</sup> UEA, SZ/CSA/131/73, Letter, Brown to Zuckerman, 9th March, 1970.

<sup>71</sup> KEEFER Edward, *Harold Brown: Offsetting the Soviet Military Challenge 1977-1981*, Secretaries of Defense Historical Series Volume IX, Washington, Office of the Secretary of Defense, Historical Office, 2017, p. 10-11.

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/3280/10, Munro to Moberly, The Gulf: US Defence secretary's visit to Middle East, 7th February, 1979.

Sans connexion préalable connue avec l'Iran, F. Mulley visite le pays au mois de mars 1978. Il s'agit de dégeler le règlement à Londres du char Shir Iran et de l'usine d'armement d'Ispahan. Alors que va croissant la contestation du pouvoir impérial, F. Mulley n'hésite pas à porter la flatterie envers le shah à un niveau seulement surpassé par le président américain, selon D. Owen, son homologue au FCO<sup>73</sup>. La relation que fait l'ambassadeur Parsons du séjour du secrétaire d'État témoigne de l'atmosphère de déconnexion entretenue par le shah et son entourage vis-à-vis de la révolution en émergence.

« Il descendit à la station touristique de l'île de Kich, dans le golfe Persique, pour voir le shah qui le reçut cordialement. Le shah avait l'air en bonnes santé et disposition, dans une humeur de vacances. Il revenait juste d'une matinée à cheval avec le roi Hussein de Jordanie et l'audience eut lieu au milieu des chiens et des enfants fourmillant dans la pièce. Personne ne soupçonnait l'imminence d'une crise. Je me rappelle que nous nous étions arrêtés quelques heures à Shiraz sur la route de Kich pour permettre à M. et Mme. Mulley de profiter du paysage. On nous dit qu'il y avait du mouvement dans le bazar, mais l'atmosphère de la ville était celle d'un jour férié en Angleterre, les familles pique-niquant joyeusement dans tous les espaces extérieurs disponibles. Nous nous envolâmes, M. Mulley, moi-même et nos femmes, vers la Caspienne pour un déjeuner informel avec [le ministre de Cour] Hoveida dans son pavillon de bord de mer. Rien n'aurait pu être plus plaisant, détendu ou informel. »<sup>74</sup>

#### 4. Maurice Oldfield et Stansfield Turner, des expériences inégales

Douzième directeur de la communauté américaine du renseignement, Stansfield Turner garde de ses homologues britanniques une méfiance certaine depuis le scandale des « espions de Cambridge », recrutés par le renseignement soviétique dans les années 1930 pour exercer comme agents doubles pendant la Seconde Guerre mondiale. Quand le Premier ministre Callaghan lui demande à la fin des années 1970 s'il a restauré sa confiance à ses homologues britanniques, la réponse du chef du renseignement américain est polie mais non sans réserve. La décision de l'administration Carter de réévaluer la nature des échanges de renseignements avec le Royaume-Uni, notamment pour restreindre la diffusion des informations les plus sensibles, montre la perte d'importance du partenaire aux yeux de Washington. S. Turner considère que le partage avec les Britanniques est à la fois excessif et potentiellement risqué<sup>75</sup>.

Le hasard des nominations a voulu que son homologue britannique, Maurice Oldfield (1973-1978), ait travaillé dans les années 1930 sous la direction de l'un des Cinq de Cambridge, Kim Philby, avant de lui succéder à Washington en tant que liaison britannique auprès du FBI et de la CIA<sup>76</sup>. Il étudie l'histoire médiévale sous la direction de Lewis Namier puis de A.J.P. Taylor à l'université de Manchester, où il soutient en 1938 un mémoire de master sur la position du clergé au Parlement à la fin du Moyen Âge<sup>77</sup>. En 1943, il s'engage dans l'armée en tant que second lieutenant du corps du renseignement.

<sup>73</sup> OWEN David, *Time to Declare*, Londres, Michael Joseph, 1992, p. 395.

<sup>74</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 64-65.

<sup>75</sup> ANDREW Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, Londres, HarperCollins, 1996, pp. 427-430.

<sup>76</sup> «Sir Maurice Oldfield dead at 65; famed ex-chief of Britain's M.I.6», *The New York Times*, 12th March, 1981.

<sup>77</sup> CHARTERS David A., «Sir Maurice Oldfield and British Intelligence?», *Conflict Quarterly*, 1982, n°2/3, p. 41.

Après deux affectations au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, il est nommé à Washington avec la mission de restaurer de bonnes relations avec la CIA, heurtée par le scandale des espions de Cambridge. Volontaire pour un test au détecteur de mensonge, M. Oldfield bat le système en proférant des contre-vérités non décelées<sup>78</sup>. Il développe des relations étroites avec James Angleton, chef du contre-espionnage à Langley jusqu'en 1975, du fait d'un intérêt partagé pour l'histoire médiévale<sup>79</sup>. Il est en bons termes avec William Colby, directeur adjoint pour les opérations puis directeur de l'Agence entre 1973 et 1976, ainsi qu'avec son successeur, George Bush. Il rencontre S. Turner au début des années 1960<sup>80</sup>.

Le parcours de ce dernier témoigne de son ouverture précoce au partenaire transatlantique. Il sort lauréat en ingénierie électrique en 1947, la même année que J. Carter<sup>81</sup>. Les deux hommes ne lient pas de relation particulière. Le futur directeur finit 25<sup>e</sup> de sa promotion, devant le futur président, à la 59<sup>e</sup> place<sup>82</sup>. À la déception du second, c'est le premier qui remporte la bourse Rhodes, installant entre eux, selon Betty Glad, les fondements d'une motivation compétitive<sup>83</sup>. S. Turner suit à l'Exeter College de l'université d'Oxford le master de philosophie, politique et économie jusqu'en 1950. De tout l'enseignement qu'il reçoit, c'est la pratique du dialogue socratique qui influence le plus sa carrière :

« Vous devez toutes les semaines rédiger pour votre tuteur un devoir sur n'importe quel sujet de son choix. Vous devez le lui lire. Si vous dites que le ciel est bleu, il vous répond : « Eh bien, le ciel n'est pas bleu, car la dernière fois que j'ai regardé, c'était au coucher du soleil et le ciel était totalement rouge. » Cela vous permet d'apprécier les deux points de vue de presque toute question et vous pousse à explorer plus que ce qu'il vous semble juste en apparence. C'était la technique d'enseignement et d'apprentissage qui était importante, non pas le sujet. »<sup>84</sup>

Il conserve au-delà des liens intellectuels avec le Royaume-Uni : il est membre de l'Institut international d'études stratégiques de Londres (IISS)<sup>85</sup>, qui contribue à la mise en place des cadres de la guerre froide, notamment sur les questions nucléaires. À la différence de son homologue britannique, S. Turner n'a pas de familiarité particulière avec le golfe Persique que ni son service, qui le conduit en Corée et au Vietnam, ni différentes affectations aux bureaux du Chef des opérations navales, du secrétaire à la Défense adjoint pour l'analyse des systèmes et du secrétariat à la Marine lui permettent d'approcher. Sa carrière militaire s'achève à la tête du commandement des forces alliées du sud de l'Europe.

M. Oldfield est en revanche très tôt confronté aux questions moyen-orientales. Il est agent de contre-espionnage au quartier-général des services de sécurité et de renseignement du Moyen-Orient (SIME) entre 1943 et 1950. Il en retire une familiarité profonde avec la région, qui accroît sa réputation parmi

<sup>78</sup> TAYLOR Steven, "Ex-MI6 chief Sir Maurice Oldfield: On Margaret's secret service", *The Belfast Telegraph*, 13<sup>th</sup> August, 2016.

<sup>79</sup> CLIVE Nigel, Oldfield, Sir Maurice (1915–1981) [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.oxforddnb.com/view/article/31513>

<sup>80</sup> PEARCE Martin, *Spymaster. The Life of Britain's Most Decorated Cold War Spy and Head of MI6, Sir Maurice Oldfield*, Londres, Bantam Press, 2016, p. 269 et 294.

<sup>81</sup> WEINER Tim, "Stansfield Turner, C.I.A. Director Who Confronted Communism Under Carter, Dies at 94", *The New York Times*, 19<sup>th</sup> January, 2018.

<sup>82</sup> "Stansfield Turner, the spy chief who led major CIA reform, dies at 94", *Los Angeles Times*, 19<sup>th</sup> January, 2018.

<sup>83</sup> GLAD Betty, *An outsider in the White House*, op. cit., p. 31.

<sup>84</sup> TURNER Admiral Stansfield, entretien avec Dick Hubert, Westview Cottage, Amissville, Va., 11 juin 2005.

<sup>85</sup> *Nomination as Director of Central Intelligence of Admiral Stansfield Turner*, United State Senate, 95<sup>th</sup> Congress, 1<sup>st</sup> Session, Executive Report No. 95-5, February 27, 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977, p. 7.



les officiers américains du renseignement, notamment Kim Roosevelt, l'un des architectes du « coup d'État » de 1953. Son biographe Martin Pierce suggère qu'il a pu jouer un rôle de conseiller dans l'opération. Son passeport indique en effet des séjours à Beyrouth et à Chypre où ont lieu des réunions préparatoires à l'opération. M. Oldfield devient en tout cas le principal contact du shah au sein du MI6. Les deux hommes se rencontrent régulièrement, parfois à Téhéran, mais plus souvent en Suisse, où le shah possède une résidence secondaire. Leur proximité est telle que, selon son garde du corps, le « Chief » serait la seule personne en dehors du cercle familial que le shah reçoive sans agent de sécurité. M. Oldfield encourage la libéralisation de l'économie iranienne, dans l'espoir de l'élargir progressivement au domaine politique. C'est lui qui promet que, durant sa présence à la tête du MI6, les agents britanniques ne seraient pas autorisés à opérer en Iran ou à négocier avec les autorités islamiques. M. Oldfield travaille étroitement avec les services iraniens de renseignement, dont il aide à forger les liens avec les services israéliens. Ses relations avec le maire de Jérusalem Teddy Kollek lui font espérer disposer d'un accès indirect aux services iraniens<sup>86</sup>. La proximité entre le shah et le « Chief » constitue donc l'un des facteurs explicatifs de la « faillite du renseignement » américain et britannique en amont à la révolution.

### C. Les réseaux d'une parentèle diplomatique

#### 1. Peter Jay et Kingman Brewster Jr., la personnalisation des « relations spéciales »

La nomination controversée à Massachusetts Avenue de Peter Jay, ami de longue date de David Owen et gendre de James Callaghan, témoigne de l'importance pour Londres de disposer à Washington d'un ambassadeur en phase avec le gouvernement. Après des études de philosophie, politique et économie à Oxford, dont il sort avec les honneurs, P. Jay rejoint le Trésor britannique, puis la rédaction du *Times* en 1967 comme journaliste économique. Il anime également le programme d'information «Weekend World» (1972-1988) puis «The Jay Interview» pour la chaîne de télévision ITV (1975-1976)<sup>87</sup>. Il épouse en 1961 Margareth Callaghan, la fille du futur Premier ministre. Ce dernier refuse d'abord sa nomination à Washington, mais finit par l'avaliser devant l'insistance de D. Owen<sup>88</sup>. Son ambassade est marquée par le même vent de changement que celui qui souffle sur le FCO. Roger Carrick, alors représentant du Comité conjoint du renseignement (JIC) à Washington, qui a fait comme lui et la même année son service militaire dans la marine, éprouve cependant du plaisir à travailler avec lui<sup>89</sup>. D. Owen considère *a posteriori* que sa nomination a été beaucoup plus controversée qu'elle n'aurait dû l'être, d'autant plus que P. Jay effectue à Washington un travail dépassant les attentes du secrétaire d'État :

« Il a établi une relation personnelle avec le président mais, plus important, il a

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 142-143, 294 et 268.

<sup>87</sup> PUL, MC 275, Series 1, Box 2, Thomas L. Hughes, Chairman, Carnegie Endowment for International Peace, Mid-Atlantic Club, 7th December, 1977

<sup>88</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, Londres, HarperCollins, 1987, p. 448.

<sup>89</sup> CARRICK Roger, *Diplomatic Anecdote. Around the world in 40 years*, Londres, Elliott & Thompson, 2012, p. 114.

traversé la ligne de démarcation que la mafia géorgienne de Carter avait ménagée autour d'elle. Il a appris à connaître Hamilton Jordan, le secrétaire général de la Maison-Blanche, et Jody Powell, son porte-parole. Il a été aussi intellectuellement plus qu'assorti à Zbigniew Brzezinski, sur le court de tennis comme en dehors. »<sup>90</sup>

Cette appréhension de la relation bilatérale n'est pas sans résonner avec celle, à la fois sceptique et sophistiquée, de Kingman Brewster (Jr.), ambassadeur des États-Unis à Londres entre 1977 et 1981 :

« Il est du désir naturel de chaque nation d'user de l'autre comme d'un instrument de ses propres desseins et politiques. Par le seul fait de notre mutuelle dépendance, votre influence est amplifiée par notre puissance. Notre puissance est rendue plus responsable et plus efficace par votre influence. »<sup>91</sup>

K. Brewster naît dans une famille originaire de Nottingham (Angleterre). Il étudie l'histoire, les arts et les lettres à Yale puis à Harvard, dont il sort docteur en 1947. Il sert en tant qu'assistant spécial pour l'économie au de Nelson Rockefeller bureau des Affaires interaméricaines. Après une année à Paris où il contribue à la mise en place du plan Marshall, il s'engage dans une carrière universitaire qui le conduit à la présidence de l'université de Yale<sup>92</sup>. Sa nomination à l'ambassade de Grosvenor Square est saluée par la presse londonienne comme celle d'un homme « loyal, réfléchi et, plus important, anglophile »<sup>93</sup>. Son rôle, déclare-t-il, est de conseiller son gouvernement sur les attitudes et préoccupations britanniques. Un journaliste de l'époque note qu'après un Elliot Richardson débraillé (1975-1976) et une Anne Armstrong électrisante (1976-1977), K. Brewster apparaît plus en phase avec le style britannique<sup>94</sup>. Il cite d'ailleurs le premier ministre Harold Macmillan comme héros politique. Il rencontre fréquemment des Britanniques influents issus de tous les domaines d'activités et de toutes les couches de la société. Il parle aux gens ordinaires dans les *pubs*, aux travailleurs dans les usines, aux gens dans les foyers pour personnes âgées<sup>95</sup>. Son ambassade bénéficie notablement à la relation bilatérale. Malgré la rétractation de la puissance britannique, le nouveau représentant américain à Londres croit que le FCO se trompe en conditionnant l'influence à la puissance militaire et économique. Selon lui, le Royaume-Uni est en meilleure place que tout autre pays pour influencer la politique des États-Unis. Son travail lui apparaît ainsi crucial pour acculturer les deux partenaires aux idiosyncrasies de leurs cultures politiques respectives.

## 2. Ivor Richard et Andrew Young, les arbitres de l'internationalisme onusien

La nomination d'Ivor Richards à la représentation permanente du Royaume-Uni auprès des Nations Unies a soulevé de nombreuses critiques. Le choix du *Foreign Secretary* de l'époque, James Callaghan, ne se porte pas sur un membre de son ministère, mais sur un membre du parti au pouvoir aux convictions

<sup>90</sup> OWEN David, *Time to Declare*, *op. cit.*, p. 324.

<sup>91</sup> Cité par PACE Eric, "Kingman Brewster Jr., 69, Ex-Yale President and U.S. Envoy, Dies", *The New York Times*, 9th November, 1988.

<sup>92</sup> HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938–2008*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 202.

<sup>93</sup> BINYON Michael, *The Times*, 22nd May, 1977, cité *ibid.*

<sup>94</sup> SPANIER David, *The Times*, 24th October, 1977, cité *ibid.*

<sup>95</sup> PACE Eric, "Kingman Brewster Jr., 69, Ex-Yale President and U.S. Envoy, Dies", *op. cit.*

affirmées. Après la critique par les Américains d'un projet de résolution établissant que le sionisme était une forme de racisme, I. Richard affuble Daniel Moynihan, l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, du surnom de « Wyatt Earp de la politique internationale », l'associant à la figure du chasseur de bison et *marshal* américain ayant participé la fusillade d'O.K. Corral à Tombstone (Arizona) en 1881<sup>96</sup>.

La lecture de son parcours confirme ses relations distancées avec le partenaire transatlantique. I. Richard étudie la jurisprudence au Pembroke College d'Oxford. Admis au barreau en 1955, il est nommé avocat en 1971 et exerce à Londres jusqu'en 1974. Il devient secrétaire privé parlementaire du secrétaire à la Défense Denis Healey en 1966 puis ministre de l'Armée en 1969. Sa passion politique la plus durable est un engagement envers l'idéal européen. Héraut de l'unité politique du continent, il se révolte contre le *whip* de son parti en octobre 1971 pour soutenir l'admission du Royaume-Uni dans le marché commun. Il devient ensuite porte-parole adjoint de l'opposition pour les Affaires étrangères<sup>97</sup>.

Du 28 octobre au 14 décembre 1976, il préside la conférence de Genève réunie pour dénouer la crise en Rhodésie. Il s'agit de faire appliquer les termes de l'accord passé entre le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, et le Premier ministre rhodésien, Ian Smith, sur la création d'un gouvernement intérimaire pendant la rédaction d'une constitution confiant le pouvoir à la majorité du corps civique. I. Richard échoue à établir une relation quelconque avec I. Smith, au point de transformer la conférence en pugilat. I. Richard soupçonne longtemps le FCO d'Antony Crossland puis de D. Owen de l'avoir envoyé à Genève sans les moyens ni le soutien nécessaires à la réussite de la conférence<sup>98</sup>. Le précédent rhodésien contribue en tout cas à la tension latente entre les alliés au milieu des années 1970.

Dans ce contexte, le nouveau représentant des États-Unis auprès des Nations Unies, le pasteur Andrew Young, apparaît comme un point de contacts décisif de l'administration américaine avec l'Afrique et l'Asie. Son réseau, développé depuis les années 1950 dans le cadre de ses activités pastorales, lui permet de jouer un rôle actif dans l'articulation de la politique présidentielle sur la promotion des droits de l'homme en Rhodésie<sup>99</sup>. Il grandit dans un voisinage dominé par une classe moyenne d'origine italienne et irlandaise. Au début des années 1950, il fait des études de biologie à l'université Howard de Washington, avant de rejoindre le séminaire théologique de Hartford (Connecticut), dont il sort pasteur de l'Église unie du Christ en 1955. Il rencontre le gouverneur Carter au début des années 1970, avec lequel il noue une relation solide fondée sur leur intérêt mutuel pour la promotion des droits de l'homme.

En 1973, il est élu représentant pour la Géorgie à la Chambre, le premier africain-américain depuis l'élection de Jefferson Long un siècle plus tôt. Il apporte son soutien à Jimmy Carter lors de la Convention nationale démocrate de New-York en 1976. Pour l'ambassadeur Ramsbotham, sa nomination apparaît comme un symbole important de la détermination de J. Carter à s'identifier aux aspirations des

<sup>96</sup> "Lord Richard", *The Times*, 21 mars 2018

<sup>97</sup> LANGDON Julia, "Lord Richard obituary", *The Guardian*, 22 mars 2018

<sup>98</sup> PRENDERGAST Sir Kieran, entretien avec Malcolm McBain, 10 juillet 2011 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Prendergast.pdf>

<sup>99</sup> YOUNG, Andrew Jackson, Jr. [En ligne] History, art & archives, United States House of Representatives [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://history.house.gov/People/Detail/21064>

Afro-Américains, mais aussi un signe de son engagement en faveur d'une évolution pacifique du gouvernement majoritaire en Afrique du Sud. Elle crée même, selon D. Owen, une dynamique favorable pour la résolution de la crise<sup>100</sup>. Peter Ramsbotham note par ailleurs que sa relation personnelle avec le président le prédispose à accepter les conseils d'A. Young<sup>101</sup>, ce qui renforce à Londres l'inquiétude sur l'importance accordée par la nouvelle administration à la question des droits de l'homme.

## II. Une communauté d'iraniens en vigilance complémentaire

L'émergence de la contestation au pouvoir impérial incite les Américains et les Britanniques à approfondir la pratique de consultations bilatérales sur les questions iraniennes. Que révèlent ces échanges sur leur différentiel d'expertise et sur les rapports de force sous-tendant les « relations spéciales » ?

### A. Les cadres iraniens d'interaction

#### 1. Anthony Parsons et William Sullivan, un tandem d'ambassadeurs

L'identité et les interactions entre les iraniens américains et britanniques en poste en Iran témoignent d'une inégale familiarité avec la société locale. Le prisme impérial biaisant leur regard est cependant partiellement partagé par les différents acteurs, du fait de la nature de leur formation ou de leur carrière.

Les mémoires d'Anthony Parsons et de William Sullivan témoignent ainsi de leur acculturation différente aux questions iraniennes en amont de leurs affectations respectives. Pour le Britannique,

« L'Iran suscitait toute la fascination qu'il avait exercé sur les Anglais depuis des siècles, peut-être même plus dans la mesure où j'avais du pays une connaissance par procuration. J'avais aussi été impliqué dans la formulation de la politique britannique à l'égard de l'Iran pendant presque trois ans et j'étais pleinement conscient de son importance pour mon pays, comme une source de pétrole brut, comme un partenaire stratégique dans une région du monde turbulente, comme un marché en essor pour les exportations britanniques, tant civiles que militaires. Mon expérience me disait que la diplomatie personnelle pouvait jouer un rôle dans la promotion de ces intérêts. »<sup>102</sup>

Pour l'Américain, en revanche, le déracinement culturel est palpable, mais à relativiser :

« Avant d'arriver en Iran en 1977, je n'avais aucune expérience de cette partie du monde. Cependant, j'avais été officier du service diplomatique pendant trente ans et ambassadeur pendant treize ans. De plus, j'avais travaillé pendant de nombreuses années aux plus hauts niveaux de la bureaucratie de politique étrangère à Washington. Bref, j'étais un vieux briscard dans une situation nouvelle. Ainsi, la tourmente à laquelle j'ai été exposé à Téhéran ne m'était pas inconnue, même si les personnalités et la culture étaient étrangères à ma précédente expérience. »<sup>103</sup>

Cette dissymétrie reflète celle de leur parcours. A. Parsons combat dans l'artillerie pendant la guerre.

<sup>100</sup> OWEN David, *Time to Declare*, op. cit., p. 284.

<sup>101</sup> TNA, DEFE 11/863/E46, Ramsbotham to immediate FCO, telno 429, Southern Africa: visit of Andrew Young to London, 1st February, 1977.

<sup>102</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 2.

<sup>103</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981, p. 8.

Détaché auprès du gouvernement de Palestine en 1945, il étudie ensuite au Balliol College d'Oxford l'arabe et le turc. Ses affectations successives l'enracinent au Proche et au Moyen-Orient : il est attaché militaire adjoint à Bagdad, premier secrétaire à Ankara, officier consulaire à Damas, secrétaire oriental au Caire, chef de chancellerie à Khartoum, agent politique à Bahreïn, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient. Ce cursus le fait passer, jusqu'aux États-Unis, pour l'un des arabistes les plus distingués de sa génération<sup>104</sup>. Un journaliste, qui le côtoie depuis la fin des années 1950, note que son intelligence vive et son aisance linguistique le rendent plus adapté à la profession de correspondant étranger qu'à la diplomatie<sup>105</sup>. À Téhéran, de nombreux journalistes sollicitent ses lumières sur le Moyen-Orient et l'islam chiite, en lui empruntant des ouvrages ou en l'écoutant enseigner comme un professeur<sup>106</sup>. Son vieil ami et collègue Brian Urquhart confirme sa passion pour le pays, son histoire et son archéologie<sup>107</sup>.

W. Sullivan n'a en revanche jamais vécu dans le monde islamique et maîtrise peu sa culture et son *ethos*<sup>108</sup> : il déclare ne pas connaître « ces gens », qu'il trouve plus impénétrables que les Asiatiques<sup>109</sup>. Il étudie à Brown, à Harvard puis à Tufts. Il sort lauréat d'un master de l'école Fletcher de droit et de diplomatie en 1947. Il s'engage entre temps dans la marine et sert sur les fronts atlantique, méditerranéen et pacifique pendant la guerre. Sa carrière diplomatique le conduit à Bangkok, Calcutta, Tokyo, Rome, La Hague, Saïgon et Vientiane. Conseiller d'Averell Harriman durant la crise des missiles de Cuba et les négociations sur la limitation des essais nucléaires, il supplée Henry Kissinger à la conférence de paix de Paris<sup>110</sup>. Les contacts qu'il a développés en Thaïlande avec les communistes vietnamiens lui permettent de jouer un rôle décisif dans l'organisation des négociations conduisant au retrait américain.

Ce sont ces créances qui justifient son affectation en Iran : Cyrus Vance lui confie qu'a été décidé d'envoyer un professionnel expérimenté dans la gestion des gouvernements autoritaires et des dirigeants à forte personnalité ; la connaissance de la région et la familiarité avec sa culture sont alors considérées comme des qualifications secondaires. Le nouvel ambassadeur se plonge néanmoins dans les ressources de la bibliothèque du département d'État afin d'assimiler des rudiments sur le pays. Devant leur apport limité pour répondre aux besoins de sa fonction, il se tourne vers les principaux spécialistes du pays au département d'État : son ami Roy Atherton, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, lui prodigue des conseils avisés mais limités du fait d'un calendrier contraint par le processus du paix ; Charles Naas, officier pour l'Iran et ancien camarade de l'école Fletcher, lui fait partager ses connaissances et l'introduit auprès des experts du pays en organisant un séminaire à son intention. W. Sullivan rencontre par son entregent Kim Roosevelt avant de se rapprocher des membres de l'entourage décisionnel de la

<sup>104</sup> CROSSETTE Barbara, "Sir Anthony Parsons, British Diplomat, Is Dead at 73", *The New York Times*, 14th August 1996.

<sup>105</sup> ADAMS Michael, DALYELL Tam, "Sir Anthony Parsons", *The Independent*, 14th August 1996.

<sup>106</sup> CROSSETTE Barbara, "Sir Anthony Parsons, British Diplomat, Is Dead at 73", *op. cit.*

<sup>107</sup> URQUHART Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 284.

<sup>108</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 12-13.

<sup>109</sup> BRANIGIN William, "William H. Sullivan dies at 90; veteran diplomat was last U.S. ambassador to Iran", *The Washington Post*, 22nd October, 2013.

<sup>110</sup> YARDLEY William, "William H. Sullivan, U.S. Ambassador To Volatile Laos and Iran, Is Dead at 90", *The New York Times*, 29th October, 2013, p. A 26.

nouvelle administration, comme S. Turner et les chefs d'État-major, qui le sensibilisent à l'importance stratégique du golfe Persique pour les États-Unis. Il sollicite enfin un entretien avec le président<sup>111</sup>. Sa nomination, qu'il confesse ne pas embrasser en sautant de joie, envoie par ailleurs un message mitigé en Iran : si le shah se félicite de son expérience dans les points chauds de la politique étrangère américaine, son passé de « proconsul » en Asie du Sud-Est est moins apprécié par les forces d'opposition et passe pour contradictoire avec les professions de foi humanitaire du président.

Le 11 juin 1977, deux jours après son arrivée à Téhéran, W. Sullivan est invité par A. Parsons à prendre le thé à son ambassade, inaugurant l'étroite relation nouée par les deux hommes jusqu'en 1979 :

« Nous avons eu une longue et cordiale conversation. À première vue, je pense qu'il sera un collègue beaucoup plus ouvert et franc que ne le fut mon vieil ami Dick Helms [prédécesseur de W. Sullivan à Téhéran]. [...] J'ai beaucoup apprécié Sullivan et je pense que nous allons nous entendre. [...] Je vous serai reconnaissant de ne pas mentionner la teneur de ma conversation avec lui lors des échanges avec les Américains, que ce soit à Londres ou à Washington. Sullivan pourrait penser que je serais allé trop vite en besogne si sa première conversation avec moi lui revenait par d'autres canaux. »<sup>112</sup>

Durant 18 mois, les deux hommes échangent régulièrement les impressions et renseignements glanés sur le pays. Les visites, conversations téléphoniques ou courriers, attestés à raison d'environ un par mois durant la première année de leur collaboration, augmentent en fréquence lorsque se noue la révolution. L'étude des archives suggère 3 échanges bilatéraux en septembre 1978, 2 en octobre 1978, 3 en novembre 1978, 3 en décembre 1978, 3 en janvier 1979, en plus des audiences communes que le shah requiert en octobre (4), novembre (4) et décembre (1)<sup>113</sup>. Cette proximité n'est pas sans poser question. Ivor Lucas, directeur du département du Moyen-Orient au FCO, rappelle que W. Sullivan se rattache à l'école des « faucons » américains mais laisse au jugement d'A. Parsons la pertinence d'une association si étroite entre les ambassades<sup>114</sup>. Pour David Owen, en revanche, la collaboration entre les deux ambassadeurs apparaît *a posteriori* comme l'une des causes de la mauvaise appréhension de la révolution en émergence, du fait de leur tendance à présenter leurs points au shah de manière trop déférente<sup>115</sup>.

La relation étroite entre A. Parsons et W. Sullivan contribue à entretenir chez eux une appréhension du pays à la fois dépendante de leur vision du monde complémentaire et marquée par leur proximité avec le pouvoir impérial. A. Parsons revient dans ses mémoires sur sa relation ambivalente avec les membres du gouvernement et de la Cour, partagée entre une familiarité et une méfiance réciproques :

« Je connaissais un peu le shah et respectais son intelligence et son autorité. Mais je reculais un peu à la perspective de la raideur et de la grandeur de la Cour des Pahlavi, de l'habit en uniforme et de la rigidité du protocole et des formalités ; tout ceci était en contraste frappant avec la simplicité du monde arabe à laquelle j'avais été habitué. Heureusement, le Premier ministre Amir Abbas Hoveyda était un ami personnel depuis une quinzaine d'années<sup>116</sup> et je connaissais et appréciais plusieurs de ses ministres et collaborateurs

<sup>111</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 16-18.

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/2992/75B, Parsons to Weir, Tehran TL 177, Defence sales, 13th June, 1977.

<sup>113</sup> On retrouvera en annexe une chronologie du dialogue américain et britannique sur la politique iranienne.

<sup>114</sup> TNA, FCO 8/3190/529, Lucas to Weir, Iran, 21st December, 1978.

<sup>115</sup> OWEN, Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

<sup>116</sup> Une lettre de George Lambrakis, conseiller politique à Grosvenor Square, à Andrew Kilgore, conseiller à l'ambassade américaine de Téhéran, confirme la proximité entre A. Parsons et A. A. Hoveyda : « Il m'a dit qu'ils se sont rencontrés à Ankara, où ils ont servi tous les deux il y a quelques années. Apparemment, c'est en invité personnel

depuis que je travaillais sur l'Iran au FCO. Mon passé arabe ne serait-il pas mal perçu par les Iraniens, cependant ? Je les savais fiers jusqu'à la susceptibilité de leurs origines ariennes et tant soi peu méprisants envers leurs voisins arabes. Ne penseraient-ils pas qu'un diplomate britannique en provenance de Paris ou de Washington serait plus acceptable qu'un représentant dont le parcours égrenait les capitales arabes ? »<sup>117</sup>

A. Parsons développe finalement avec le shah des relations semblables avec celles que ses prédécesseurs, Denis Wright (1963-1971) et Peter Ramsbotham (1971-1973), avaient entretenues durant leurs ambassades. Les deux hommes se rencontrent en privé ou en compagnie d'autres personnes une à deux fois par mois. Comme D. Wright avant lui, son appréhension de la Cour des Pahlavi repose en grande partie sur ses relations avec Asadollah Alam, ministre de la Cour impériale, l'un des personnages les mieux informés sur le shah et les plus influents auprès de lui. L'amitié que A. Parsons entretient avec lui contribue à renforcer l'enracinement du prisme impérial de l'ambassade<sup>118</sup>. Selon Jack Miklos, chef de mission adjoint à Téhéran, la relation que W. Sullivan développe avec le shah est similaire :

« C'était au départ une relation tout à fait habituelle, correcte et formelle. Mais, avec le temps – j'étais alors parti, mais j'en ai entendu parler après coup –, je pense qu'elle se transforma en une relation très proche. Le Shah, indépendamment de ce qu'il a pu affirmer dans ses mémoires et par la suite, faisait confiance à Bill [Sullivan] et je pense qu'il le sollicitait pour ses conseils, mais pas le moins du monde en exclusivité. Tony Parsons était aussi là, entre autres. Ce n'était en rien une relation que l'on pouvait caractériser comme antagoniste, distante, fraîche, ou d'une autre manière péjorative. »<sup>119</sup>

Comme il avait pu le faire en Asie, W. Sullivan commence à prendre des initiatives indépendamment des instructions qu'il reçoit de Washington. David Miers, conseiller à l'ambassade britannique, qui avait connu l'ambassadeur américain au Laos, rappelle que ni Cyrus Vance ni Zbigniew Brzezinski partagent les appréciations de l'ambassadeur lorsqu'ils lui demandent son opinion sur la position à tenir à l'égard des révolutionnaires. A. Parsons, de son côté, agit de même moins en conformité avec les instructions reçues de Londres que dans l'objectif d'accompagner le pays dans la crise qu'il traverse<sup>120</sup>. Cette tendance à jouer avec les limites de la loyauté incombant à ses fonctions face à des politiques dont il remet en question la sagesse est déjà apparue lors de la crise de Suez en 1956 ou à l'occasion de l'annonce du retrait des troupes britanniques des territoires situés à l'Est de Suez en 1967<sup>121</sup>.

La sympathie entre les deux ambassadeurs les conduit enfin à choisir de concert la date du congé que leurs institutions respectives leur accordent en cours d'affectation. Partant de l'hypothèse que de nouveaux événements les empêcheraient de quitter le pays au-delà de l'été 1978, ils conviennent de s'absenter jusqu'au mois d'août<sup>122</sup>, alors que se noue la crise qui éclate à l'automne.

---

d'Hoveyda que Parsons a visité Téhéran la dernière fois et il a séjourné chez lui. C'était à l'époque de la conférence ministérielle du CENTO. Je suppose que cela a joué un rôle dans la sélection de Tony, même s'il ne mettra aucune emphase sur ce point. » (NARA, RG 59.3.5, Box 9, POL 1, Lambrakis to Kilgore, 6th December, 1973)

<sup>117</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 2.

<sup>118</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, New York, Palgrave Macmillan, 2019., p. 55-56.

<sup>119</sup> MIKLOS Jack, entretien avec William Burr, 21 et 30 juin 1988 [En ligne], FIS [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://fis-iran.org/sites/default/files/Jack-Miklos-Vol-VIII.pdf>

<sup>120</sup> MIERS Sir David, entretien avec Abbey Wright [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Miers.pdf>

<sup>121</sup> ADAMS Michael, DALYELL Tam, "Sir Anthony Parsons", *The Independent*, 14th August, 1996

<sup>122</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, op. cit., p. 142-143.

## 2. Des missions diplomatiques solidaires

La proximité entre les deux ambassadeurs fait écho à la solidarité reliant les missions américaines et britanniques à Téhéran, qui s'enracine dans les formes et les limites des connivences éprouvées en 1953 :

« Nous devrions certainement encourager un échange de point de vue global entre les deux ambassades à Téhéran et avec les Américains. Mais nous devrions le faire en grande partie de manière orale, en se référant à ce document et à d'autres. (Cela a déjà été fait.) La présente étude n'est clairement pas transmissible aux Américains en l'état (à l'exception peut-être des paragraphes 3 et 5 à 8 [qui réfèrent seulement à la situation du pays sans évoquer ses conséquences pour les intérêts britanniques]) »<sup>123</sup>

Les États-Unis embrassent volontiers la collaboration entre les missions diplomatiques, dont les fruits font leur chemin jusqu'à Washington quand elle permet de pallier les insuffisances de l'ambassade américaine, comme le rappelle le directeur du bureau iranien au département d'État, Henry Precht :

« Les Britanniques se montraient utiles dans le partage d'information et je trouvais les rapports de l'ambassadeur Parsons excellents. Il était prudent mais très perspicace et attirait l'attention de Londres sur la terrible situation qu'il voyait. Je tentais de porter ces rapports à l'attention du septième étage [du département d'État, où se trouvent les bureaux du secrétaire et de son entourage] parce que nous n'obtenions pas de telles informations de la part de notre ambassade à Téhéran. »<sup>124</sup>

Pour des personnes ayant grandi dans l'univers mental de la littérature de langue anglaise, la familiarité linguistique et culturelle construit une affinité naturelle<sup>125</sup>. Gregory Perett se rappelle avoir reçu à l'âge lycéen les six volumes des *Mémoires de guerre* de Winston Churchill, parmi les rares ouvrages qui ont marqué son apprentissage. Leur lecture le fascine et fonde son intérêt pour le point de vue transatlantique d'un conflit qu'il étudie dans le cadre d'une thèse de doctorat sur la politique navale française des années 1930<sup>126</sup> à partir de documents empruntant aux archives françaises et britanniques<sup>127</sup>.

Au-delà, les diplomates ne sont pas particulièrement déterminés par leur vie personnelle vers une ouverture préférentielle au partenaire transatlantique. En aucun cas la « relation spéciale » est sous-tendue par le mariage pour les acteurs en poste en amont de la révolution. Seul l'attaché naval britannique, le capitaine Charles Robert Vaughan Doe, a suivi après ses études de droit à l'université de Saint Andrew un entraînement avec la marine américaine à Pensacola (Floride)<sup>128</sup>. Les précédentes affectations au Royaume-Uni ou aux États-Unis ne concernent que trois acteurs : George Lambrakis est officier politique à Londres en charge du Proche-Orient, de 1971 à 1975, avant son affectation à Téhéran comme chef-adjoint de mission en 1976<sup>129</sup> ; Charles Anson est secrétaire en charge des affaires commerciales à

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/3132/47, Lucas to Murray, Iran, 13th September, 1978.

<sup>124</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000, *op. cit.*

<sup>125</sup> WESMACOTT Peter, entretien avec l'auteur, 23 août 2018.

<sup>126</sup> PERETT Gregory, *French naval policy and foreign affairs, 1930-1939*, thèse de doctorat, histoire, Stanford University, 1977

<sup>127</sup> PERETT, Gregory entretien avec l'auteur, 10 août 2017

<sup>128</sup> Capt Robin Doe [En ligne], Yatching and Boating [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://forums.ybw.com/index.php?threads/gone-but-not-forgotten-capt-robin-doe-rn-retired.273819/%20Capt%20Robin%20Doe%20RN%20Retired>

<sup>129</sup> LAMBRAKIS George, entretien avec Stuart Kennedy, 5 juin 2002 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021],



Washington entre 1968 et 1971 avant d'être nommé aux mêmes fonctions à Téhéran en 1976 ; George Chalmers dirige le *California Trade Drive* de Los Angeles en 1971 avant d'être nommé conseiller puis ministre en charge des affaires économiques et commerciales à Téhéran en 1976<sup>130</sup>.

Les échanges entre les deux communautés diplomatiques n'en sont pas moins spontanés. G. Lambrakis, pour qui les Américains avaient les meilleurs contacts dans la société iranienne, convient qu'ils étaient toujours intéressés par ce que les Britanniques pensaient des choses<sup>131</sup>. Pour Peter Westmacott,

« Les Américains avaient une énorme mission avec beaucoup plus de personnes que nous. Je trouvais donc toujours très utile d'évoquer avec eux les affaires économiques, la politique énergétique, la vie politique intérieure, ce qu'il se passait en Iran. [...] J'avais bien sûr des amis personnels dans les ambassades d'autres pays : celles d'Égypte, de France, des États-Unis, évidemment, d'Israël, du Danemark. Il y avait beaucoup de personnes qui effectuaient bien leur travail, donc je restais en contact avec eux. Je trouvais leur conversation intéressante et leur présence agréable. »<sup>132</sup>

Victor Tomseth, consul à Shiraz de 1976 à 1979 puis conseiller politique à Téhéran, confirme que l'ouverture aux Britanniques n'est en rien exclusive mais plutôt conditionnée aux circonstances :

« Les Britanniques avaient des contacts que nous n'avions pas, tout comme les Allemands, les Français et les Scandinaves. [...] Le choix était dicté par la question : si j'ai besoin de savoir quelque chose sur X, qui parmi mes collègues diplomates est le plus à même de m'aider ? Il ne s'agissait pas de privilégier une nationalité en particulier, mais la perception de celui qui était dans la meilleure position pour d'être utile. »<sup>133</sup>

La multiplication des partenaires est par ailleurs encouragée par le département d'État, qui appelle l'ambassade à demander aux Britanniques, Français, Allemands, Japonais et Saoudiens leur appréciation de la révolution<sup>134</sup>. Une sympathie transatlantique, que la seule familiarité linguistique n'explique pas, est pourtant décelable dans la pratique du quotidien et la mémoire des diplomates. L'expertise des Britanniques sur les questions iraniennes est régulièrement saluée par les Américains<sup>135</sup>. Celle-ci s'enracine dans une maîtrise de la langue persane souvent plus fréquente et parfois meilleures chez les premiers :

« Ils avaient depuis longtemps développé un programme d'entraînement linguistique qui impliquait, au cœur de la formation, un apprentissage en immersion dans le pays. Quand j'ai participé au programme de formation de l'Institut du service étranger [FSI, le centre de formation diplomatique du département d'État], la possibilité de passer six semaines au sein d'une famille iranienne était une nouveauté. Je ne connais qu'une seule personne avant moi qui en ait bénéficié. Je ne sais pas si les Britanniques avaient beaucoup plus d'officiers linguistes que nous, mais mon impression était que leurs officiers persanophones étaient vraiment meilleurs que les nôtres. »<sup>136</sup>

Les discussions semblent de plus aux Américains plus gratifiantes avec les Britanniques<sup>137</sup> : ils s'inscrivent dans un échange véritablement équilibré alors que les diplomates des autres pays ont tendance à

---

disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Lambrakis,%20George.toc.pdf>

<sup>130</sup> Chalmers, George Buchanan [En ligne], Who's who & Who was who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U162791>.

<sup>131</sup> LAMBRAKIS George, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2018.

<sup>132</sup> WESMACOTT Peter, entretien avec l'auteur, 23 août 2018.

<sup>133</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017

<sup>134</sup> DNSA, IR01973, Newsom to Sullivan, State 326322, Request for Assessments, 28th December, 1978.

<sup>135</sup> SEMPEL John, entretien avec l'auteur, 5 décembre 2018.

<sup>136</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017

<sup>137</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec Stuart Kennedy, 13 mai 1999 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Tomseth,%20Victor%20L.toc.pdf>

recevoir des informations sans apporter beaucoup en retour. La proximité peut enfin prendre des formes plaisantes : John Stempel, directeur-adjoint de la section politique de l'ambassade américaine, qui revendique des contacts très étroits avec les Britanniques, notamment avec P. Westmacott<sup>138</sup>, évoque dans ses mémoires un match de tennis semi-annuel entre les membres des deux ambassades<sup>139</sup>.

Parmi les contacts les plus fréquents figurent ceux de V. Tomsteh avec Arthur Wyatt, conseiller pour les affaires économiques et commerciales à partir de 1979, et David Reddaway, secrétaire en charge des affaires économiques puis politiques à partir de 1977. Ce dernier est salué quarante ans plus tard comme un diplomate très agréable, utile et compétent, et par ailleurs excellent persanophone<sup>140</sup> :

« À l'été 1979, quand Khomeini était malade et s'était installé à Qom à sa sortie de l'hôpital, [D. Reddaway] était descendu à Qom pour écouter ce que les gens avaient à dire. Je ne pouvais pas faire la même chose si facilement, alors je trouvais très utile de connaître les impressions qu'il retirait de ses visites régulières à Qom. »<sup>141</sup>

L'Américain G. Lambrakis est par ailleurs en contacts réguliers avec le Britannique D. Miers<sup>142</sup>, lequel décrit son homologue comme un diplomate très capable et compétent :

« Nous avons l'habitude d'organiser à l'époque des réunions entre les chefs de section politique des ambassades occidentales. Nous nous entendions bien. Nous déjeunions ensemble une fois par mois ou tous les deux mois, je ne me rappelle plus la fréquence. George représentait les Américains, je représentais les Britanniques et nous avions des représentants de tous les pays de la Communauté européenne. [...] George était considéré par nombreux des membres de ce groupe comme le représentant de ce qu'était la politique américaine. Avec le recul nous savons que les Américains n'avaient pas vraiment de politique iranienne, sinon deux ou trois ! »<sup>143</sup>

Si des échanges entre D. Miers et J. Stempel sont également attestés lors de la révolution<sup>144</sup>, c'est la teneur des conversations entre D. Miers et G. Lambrakis qui revient le plus dans les archives. L'Américain renseigne le Britannique de manière précise sur des points variés : les informations récoltées par son ambassadeur lors de ses échanges avec les révolutionnaires ; la situation des consulats américains de province, fermés à la suite des attaques essuyées lors de la révolution ; les consultations auxquelles Lambrakis est convoqué à Washington auprès du président ; la difficulté à faire remonter certaines informations dérangeantes à la Maison-Blanche ; les contacts que les États-Unis entendent développer avec les révolutionnaires ; la consultation d'experts par les diplomates afin de sous-tendre leur réflexion sur la révolution en émergence ; les changements de personnel à venir à l'ambassade américaine<sup>145</sup>. Cette dépendance réciproque compense partiellement les déficits de la collecte de renseignements par les agences d'espionnage, qui expliquent la résistance du prisme impérial dans l'appréhension du pays.

<sup>138</sup> SEMPEL John, correspondance avec l'auteur, 25 avril 2018.

<sup>139</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1981, p. 216.

<sup>140</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, correspondance avec l'auteur, 8 août 2017

<sup>141</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017. David Reddaway a décliné mes requêtes d'entretien, pour des raisons relatives à son activité professionnelles, son emploi du temps très contraints et son éloignement des affaires iraniennes depuis les années 1990 (correspondance avec l'auteur, 18 août 2018).

<sup>142</sup> LAMBRAKIS George, *So You Want to Be a Diplomat?: An American Diplomat's Progress from Vietnam to Iran, Fun, Warts and All*, Bloomington, Indiana, Xlibris Us, 2019, p. 216 ; entretien avec l'auteur, 30 octobre 2018.

<sup>143</sup> MIERS Sir David, entretien avec Abbey Wright, *op. cit.*

<sup>144</sup> DNSA, IR01953, Sullivan to Vance, Tehran 12535, British Attitude toward Regency Council, 28th December, 1978.

<sup>145</sup> TNA, FCO 8/3361/100, Miers, to Lamport, US views, 27th March, 1979

### 3. Des réseaux de renseignement complaisants

Le 14 octobre 1976, un séminaire interministériel est réuni à Washington sous la direction de David Blee, agent du renseignement national pour le Moyen-Orient, afin d'évaluer la substance des rapports en provenance de la mission en Iran. Un rapport du sous-comité d'analyse des ressources humaines du renseignement américain revient deux mois plus tard sur les conclusions de ce séminaire :

« Le shah [...] verra probablement qu'il est dans son intérêt de continuer à nous tenir informés dans le futur. [...] Nous allons largement rester dépendants de ses soliloques et de la capacité de notre ambassadeur et d'autres à poser des questions pointues. De manière évidente, nous ne devrions pas nous attendre à obtenir de sa part plus d'informations significatives que nous n'en recevons en ce moment. La CIA suggère qu'il serait utile d'avoir des sources alternatives d'information au sujet du shah. »<sup>146</sup>

Le rapport note la qualité des informations récoltées auprès des Américains présents dans le pays : étudiants bénéficiaires d'un programme d'échange, enseignants, missionnaires et hommes d'affaires. Gregory Perett se rappelle avoir rencontré plusieurs fois Andrew Whitley, correspondant de la BBC en Iran<sup>147</sup>. En juin 1978, il échange avec Jack Shellenberger, officier pour les affaires publiques à l'ambassade<sup>148</sup>. En août 1978, après avoir interrogé l'ancien premier ministre Ali Amini pour le *Financial Times*, il rapporte à l'ambassade sous le sceau de la confiance ses opinions sur la révolution<sup>149</sup>.

Le rapport prend cependant note de la forte dépendance des 125 agents affectés à Téhéran<sup>150</sup> à l'égard du pouvoir impérial. Les effets négatifs de cette dépendance rejaillissent cependant sur la qualité de l'appréhension du pays par les Américains. Un rapport de Robert Jervis, professeur de science politique à l'université de Columbia, nommé en 1977 chercheur-en-résidence par son ancien camarade d'Harvard, Robert Bowie, devenu chef du renseignement national à Langley, le montre :

« L'histoire convenue disait que pour éviter de contrarier le shah, le gouvernement des États-Unis avait accepté de ne pas avoir de contacts significatifs avec l'opposition et d'obtenir les informations sur les questions intérieures sensibles auprès de la SAVAK [...]. J'étais sûr qu'il y avait une communication abondante entre la CIA et la SAVAK, mais je suspectais qu'elle se résumait largement aux activités du parti Tudeh. Je regardais seulement les rapports concernant la politique intérieure iranienne et les activités de l'opposition, dont presque aucun venait de la SAVAK. Ceci signifiait que la CIA souffrait d'un handicap majeur dans la mesure où la SAVAK rassemblait une information abondante sur les manifestations, qu'elle ne partageait pas. »<sup>151</sup>

En plus de la pauvreté des informations fournies par les Iraniens, les renseignements glanés par les agents américains sont de piètre qualité. L'agent Howard Hart, arraché à son affectation précédente dans le golfe Persique, est convaincu que sa nomination en Iran en 1977 se fait en réaction aux déficits dans la collecte : deux ans avant la fin du régime impérial, le renseignement ne dispose pas de données sur

<sup>146</sup> Den, vol. 8, Blee to Little, FOCUS Iran, Part II: Action II, 27th December, 1976.

<sup>147</sup> PERETT Gregory, entretien avec l'auteur, 10 août 2017

<sup>148</sup> Den, vol. 12, partie 2, p. 133, Country Team Minutes, 14th June, 1978.

<sup>149</sup> Den, vol. 25, p. 55, Sullivan to Vance, Tehran 07331, Ex-Prime Minister Ali Amini Reenters the Political Lists, 3rd August, 1978.

<sup>150</sup> PRADOS John, *Safe for Democracy: The Secret Wars of the CIA*, Chicago, Ivan Dee Publishers, 2006, p. 22.

<sup>151</sup> JERVIS Robert, *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, p. 17.

l'*Establishment* iranien ni sur l'opposition. Sa feuille de route lui demande de diriger un groupe d'agents rattachés au poste de Téhéran pour recruter des sources d'information clandestines visant à combler les béances de la connaissance de la vie politique iranienne<sup>152</sup>. La réaction institutionnelle est pourtant trop tardive pour être efficace. Si les documents retrouvés à l'ambassade de Téhéran par les preneurs d'otage en 1979 suggèrent que les Américains disposent de 5 000 « sources d'information » de tout horizon, la plupart d'entre eux ne semble pas fiable : de nombreux informateurs s'engagent en effet auprès des Américains pour faire avancer leur propre carrière et fournissent des renseignements incertains<sup>153</sup>.

La situation du renseignement britannique n'est pas plus enviable. La promesse faite au shah par la direction du MI6, hypothèque toute possibilité de dialogue avec les opposants. L'ambassadeur Parsons est par ailleurs soucieux de normaliser les relations entre Londres et Téhéran en conjurant le spectre de l'intervention de la Couronne dans les affaires iraniennes. Il se fait un point d'honneur à ne pas recourir aux techniques habituelles de collecte de renseignement auprès des 20 000 entrepreneurs, banquiers, hommes d'affaires, techniciens, étudiants, enseignants, missionnaires britanniques présents en Iran.

« Nous n'utilisons pas ces personnes comme des « agents » au sens technique du terme. Nous étions bien sûr intéressés par ce qu'ils avaient à dire sur les conditions locales et nous savions bien sûr quelles questions poser et quels sujets de conversation développer, comme nous le faisons avec nos nombreux contacts iraniens ; mais il n'y avait rien de confidentiel ou de sinistre en cela. »<sup>154</sup>

C'est George Webb qui dirige l'antenne iranienne du MI6. Après une première carrière sous les auspices du service diplomatique qui le conduit à multiplier les affectations au Kenya jusqu'à l'indépendance du pays<sup>155</sup>, il rejoint les services de renseignement. Sa nomination à Téhéran en 1977, sous le titre de conseiller de l'ambassade, est son premier poste au Moyen-Orient. Il établit des relations étroites avec le shah<sup>156</sup>. Parmi les autres officiers des services figure Norman McSween, qui apprend le persan à l'École d'études orientales et africaines (SOAS) de Londres à partir de 1976 avant d'être envoyé en formation linguistique à Chiraz l'année suivante. Apparaissant comme premier secrétaire à l'ambassade à partir d'octobre 1977<sup>157</sup>, il est cependant identifié comme relevant du MI6 par Nigel West<sup>158</sup>. Le secrétaire d'État D. Owen dément pourtant la présence d'agents du renseignement britannique sur place :

« Ils n'avaient pas besoin d'être présents. Ils préparaient des analyses depuis Londres. Nous récupérons des renseignements combinés en provenance de diverses agences, de personnes qui étaient allées en Iran auparavant, qui suivaient la situation ou effectuaient des recherches documentaires, nous écoutions les personnes sur place. »<sup>159</sup>

Le secrétaire d'État regrette par ailleurs de ne pas avoir fait établir une unité d'analyse sur l'Iran au

<sup>152</sup> HART Howard, *A Life for A Life: A Memoir: My Career in Espionage Working for the Central Intelligence Agency*, Lulu Publishing Services, 2015, version numérique, p. 105-106.

<sup>153</sup> SELIKTAR Ofira, *Failing the Crystal Ball Test: The Carter Administration and the Fundamentalist Revolution in Iran*, Westport, Praeger, 2000, p. 106.

<sup>154</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 38-39.

<sup>155</sup> "George Webb", *The Telegraph*, 15th December, 2007.

<sup>156</sup> LEACH Hugh, "Obituaries", *Asian Affairs*, 2008, vol. 39, n°2, p. 327-331.

<sup>157</sup> TNA, FCO 8/3395/35, Iran, Tehran, British embassy, 1978.

<sup>158</sup> WEST Nigel, *Historical Dictionary of British Intelligence*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2014, p. 597. Les requêtes de mise en contact avec Norman McSween n'ont pas abouti.

<sup>159</sup> OWEN Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

MI6 afin de compenser les lacunes de la collecte et de mieux appréhender l'émergence de la révolution :

« Avec nos sources électroniques, associées aux connaissances des personnes qui conservaient des liens politiques et culturels étroits avec les figures de l'opposition, nous aurions pu analyser et peut-être anticiper les événements. C'est une grande erreur de penser qu'il suffit de déployer des espions ou des diplomates pour explorer le terrain. »<sup>160</sup>

À Londres, c'est Brooks Richards, secrétaire adjoint au Cabinet, qui a la responsabilité de la coordination du SIGINT, interceptant les messages radio en provenance et en direction de Téhéran<sup>161</sup>. L'ambassadeur Brewster ou son adjoint Edward Streator assistent aux réunions du JIC<sup>162</sup>. Ils ont accès aux rapports hebdomadaires du renseignement ou aux analyses produites par le JIC, qui sont transmis à Langley pour lecture et commentaire<sup>163</sup>. Dick Rogers, chargé de la liaison politique à *Grosvenor Square*, transmet au département du Moyen-Orient les documents publiés ou commentés par les Américains<sup>164</sup>. La circulation de ces documents échappe parfois au représentant du JIC à Washington, Roger Carrick, contraint de les solliciter auprès du FCO à l'insu de l'ambassade américaine<sup>165</sup>. Son poste de liaison à Washington le conduit à présider à la diffusion aux États-Unis des renseignements émanant de Téhéran. R. Carrick se souvient que les télégrammes d'A. Parsons sont lus avec avidité à la Maison-Blanche, qui les préfère à ceux de W. Sullivan, qui disent pourtant la même chose<sup>166</sup>. Ses entrées à Washington sont donc privilégiées<sup>167</sup>. Au quotidien, il a accès aux analyses de la CIA, transmises à Téhéran avec la consigne d'en conserver la confidentialité<sup>168</sup>. La teneur des débats internes aux services américains est aussi communiquée à la liaison<sup>169</sup>. Le Centre d'analyse du renseignement national (NFAC) diffuse à Londres par son intermédiaire ses mémorandums de renseignement, telle une analyse sur les lieutenants de l'ayatollah Khomeini en janvier 1979. Consigne est donnée de ne pas en révéler la connaissance aux interlocuteurs de la CIA ou de Grosvenor Square, pour ménager aux Britanniques une longueur d'avance<sup>170</sup>.

Afin de répondre aux lacunes perçues du renseignement sont enfin organisées en Iran des visites d'officiers américains en concertation avec Londres, tel George Griffin, directeur de la division Asie du Sud du bureau de la recherche et du renseignement du département d'État, en novembre 1978 :

« Nous avons eu un échange de vue utile sur la situation en Afghanistan et en Iran. M. Lavers (département de l'Asie du Sud) et MM. Bannerman, Hoare et Rundle pour le département de recherche y ont pris part. Les commentaires généraux de M. Griffin étaient très similaires aux nôtres. Vous pourrez, ainsi que les autres destinataires de cette lettre, les trouver cependant intéressants, dans la mesure où ils émanent d'un expert non-résident qui est activement engagé dans la conception de la politique du département d'État. Comme vous le savez, il est associé au groupe de travail

<sup>160</sup> OWEN David, *Time to Declare*, *op. cit.*, p. 391.

<sup>161</sup> BENN Tony, *Conflicts Of Interest. Diaries 1977-80*, Londres, Arrow Books, 1991, p. 399.

<sup>162</sup> AAD, Streator to Vance, London 07870, NEA affairs items in British JIC, 18th May, 1978.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/3189/441, CIA comments on draft weekly survey on intelligence, 30th November, 1978.

<sup>164</sup> TNA, FCO 8/3189/441, Rogers to Gorham, 30th November, 1978; FCO 8/3361/96, Rogers to Gorham, Latest on Iran, 16th February, 1979.

<sup>165</sup> TNA, FCO 8/3186/239, Carrick to Maxey, Iran, 6th October, 1978.

<sup>166</sup> CARRICK Sir Roger, entretien avec Virginia Crowe, 8 janvier 2004, *op. cit.*

<sup>167</sup> CARRICK Sir Roger, *Diplomatic Anecdoteage*, *op. cit.*, p. 117.

<sup>168</sup> TNA, FCO 8/3184/103, Jay to Cabinet office, Washington 082230Z, Iran, 8th September, 1978.

<sup>169</sup> TNA, PREM 16/1719/2, Jay to FCO, Washington 082359, Iran, 8th September, 1978.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/3351/54, Carrick to Lucas, 10th January, 1979.

responsable de la politique américaine à l'égard de l'Iran. »<sup>171</sup>

Richard Muir, premier secrétaire à Massachussetts Avenue, s'entretient avec Griffin à son retour aux États-Unis. Devenu analyste pour l'Iran, il est décrit comme très sollicité lors des réunions politiques, malgré ses « convictions très fortes, qui ne sont pas toutes partagées par ses collègues au département d'État ». R. Muir note que ses déclarations relèvent plus de la vision personnelle que d'un compte-rendu autorisé de la pensée américaine officielle. Mais ses interventions dans les discussions internes semblent suffisamment intéressantes au diplomate pour les porter à l'attention du FCO<sup>172</sup>.

En décembre 1978, Robert Bowie accompagne en Iran Eugene Tighe, directeur de l'Agence du renseignement militaire (DIA) depuis septembre 1977<sup>173</sup>. La DIA fournit au shah des informations militaires intéressant la sécurité nationale de l'Iran, comme l'état des forces ennemies potentielles et la description de systèmes d'armements<sup>174</sup>. Il profite de ce déplacement pour s'immerger dans la réalité des événements : à l'issue d'une réunion, E. Tighe abandonne son uniforme pour des habits civils et sort par une fenêtre de l'ambassade ; il marche aux alentours pendant trois heures et assiste à une manifestation d'un million de personnes scandant frénétiquement des slogans anti-américains. L'ambassade de Massachussetts Avenue est tenue informée de ce séjour qu'elle aide à préparer. R. Bowie, présenté comme hautement respecté, très capable, perspicace, amical et avenant, accède au contenu des rapports de Parsons. Son passage par Londres ne s'accompagne pas de consultations. Le voyage est en effet tenu secret dans un contexte de vives critiques à l'endroit du renseignement américain, quelques années après les enquêtes au sujet de ses abus sous l'égide des commissions Pike à la Chambre et Church au Sénat<sup>175</sup>.

## B. Les forums occasionnels d'émancipation

### 1. Les réseaux iraniens de Massachussetts Avenue et de Grosvenor Square

Ces échanges de compensation avec les acteurs du renseignement américain témoignent de l'efficacité de l'enracinement des réseaux de l'ambassade britannique à Washington. Le portefeuille du Moyen-Orient est confié à Richard Muir, un arabisant affecté auparavant en Arabie saoudite et en Tunisie. À son arrivée à Washington, c'est un fin connaisseur d'une région plutôt étrangère à l'ambassadeur Jay. Il conserve ainsi une influence importante sur ce dernier, qui accepte volontiers ses recommandations. Les responsabilités de R. Muir le conduisent à travailler avec le département d'État et le CSN.

« Mes contacts avec le CSN jusqu'en 1978 étaient surtout Bill Quandt, avec lequel nous travaillions sur le Proche-Orient, Gary Sick, avec lequel nous travaillions sur le Golfe. Nous ne discutons pas beaucoup sur l'Iran avant que les choses ne commencent à s'empirer en 1978. Les échanges se transformèrent alors en des discussions beaucoup plus actives et Gary était le principal interlocuteur au CSN. Au département

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/3189/465, Bone to Carrick, 1st December, 1978.

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/3189/466, Muir to Carrick, 7th December, 1978.

<sup>173</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 2005, p. 73.

<sup>174</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/3189/417A, Jay to Parsons, Washington 231720Z, 23rd November, 1978.

d'État, c'était Hal Saunders, Charlie Naas et Henry Precht. »<sup>176</sup>

Gary Sick est directeur pour les émirats du golfe Persique et l'océan Indien au bureau des affaires de sécurité nationale du Pentagone (1973-1976) puis assume au CSN la gestion des questions moyen-orientales et nord-africaines lors de la révolution. Harold Saunders, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient (1978-1981), se consacre aux négociations de Camp David. La gestion courante des affaires iraniennes est ainsi laissée aux directeurs du bureau, Charles Naas, directeur pour l'Iran (1974-1978) puis chef de mission adjoint à Téhéran (1978-1980) et Henry Precht, officier pour les affaires politiques et militaires à Téhéran (1972-1976), avant de succéder à Naas à la tête du bureau iranien (1978-1981).

La documentation confirme les souvenirs de R. Muir. Ses contacts, irréguliers en 1977 et au début de l'année 1978, s'accroissent sur les questions iraniennes à partir de l'aggravation de la situation : 2 en septembre et en octobre 1978, 3 en novembre 1978, 4 en décembre 1978, 2 en janvier 1979, 4 en février 1979. La plupart de ses interlocuteurs deviennent rapidement des amis proches, auxquels il peut en cas de besoin téléphoner pour convenir rapidement d'un rendez-vous ou d'un déjeuner, parfois à domicile. Un grand respect est éprouvé pour le professionnalisme des membres du département d'État et du CSN. Si l'utilité des consultations est indiscutable, R. Muir y voit cependant deux limites :

« Je soupçonne que les deux côtés retenaient les éléments les plus sensibles dont ils disposaient. [...] Je pense que nous partagions 90% des informations mais pas la totalité. [...] Je ferais une distinction entre les rapports factuels – Tony Parsons a vu le Shah ce matin et il a dit, etc. – qui étaient rapidement partagés (les 90%) et les analyses – conduisant aux conseils politiques formulés au président – qui ne l'étaient pas. [...]

« Il nous était très utile d'avoir accès aux informations que les Américains étaient prêts à nous donner, sur ce qu'ils pensaient de la situation, sur leur appréhension de la situation. Le problème était que cette appréhension était variable selon la personne à laquelle on parlait. Je me rappelle avoir dit à Henry Precht, dans son bureau, à la fin de l'année 1978, que le shah arrivait à la fin de son règne. En regardant les photos du Shah avec tous les présidents américains depuis Kennedy accrochées dans son bureau, il me répondit : « le shah a survécu à tous ces présidents ! » Si l'on descendait la route pour voir Gary Sick, on avait une tout autre perspective. Washington est fait de mondes très différents, chacun argumentant dans un sens distinct. »<sup>177</sup>

Gary Sick considère comme encore plus réduite la portée de ces échanges, pourtant réguliers :

« Nous ne partageons pas spécifiquement des données de renseignement, mais nous comparions nos analyses, qui n'étaient pas très éloignées d'après mes souvenirs. Il n'y avait pas d'échange systématique de renseignements sur ce sujet à ma connaissance, au-delà du partage habituel des fruits de la collecte. Il n'y avait pas d'échanges sur les stratégies nationales, ni de tentatives de persuader l'autre, ni de consultations approfondies avant de prendre une décision spécifique. Il est sûr que les officiels américains parlaient librement à leurs homologues britanniques, et *vice versa*, comme je le faisais avec Muir, mais je suis persuadé que cela relevait de la coïncidence plus que du systématique. En somme, c'étaient des échanges normaux entre deux alliés, mais à ma connaissance ils ne forgèrent pas directement ni altèrent à aucun moment la politique américaine. »<sup>178</sup>

Malgré son moindre intérêt pour la politique étrangère, Peter Jay participe aussi aux échanges sur la politique iranienne. Ses interlocuteurs sont surtout de rang ministériel, tels Cyrus Vance<sup>179</sup>, Zbigniew

<sup>176</sup> MUIR Richard, entretien avec l'auteur, 10 août 2020.

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> SICK Gary, correspondance avec l'auteur, 8 avril 2020.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/3190/521, Jay to FCO, Washington 202330Z, Iran and the Northern Tier, 20th December, 1978 et FCO 8/3360/10, Jay to FCO, Washington 160100Z, Iran, 15th January, 1979

Brzezinski<sup>180</sup>, le secrétaire d'État adjoint Warren Christopher<sup>181</sup> et le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques David Newsom<sup>182</sup>. Ce dernier propose d'ailleurs de recevoir l'ambassadeur sans preneurs de note pour préciser des points à garder « dans la famille »<sup>183</sup>. Peter Jay consulte aussi, comme son adjoint John Robinson, des acteurs de niveau intermédiaire, tels H. Precht<sup>184</sup> et son adjoint, Carl Clements<sup>185</sup>, John Countryman, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau des affaires régionales<sup>186</sup>, William Crawford, collaborateur du secrétaire d'État adjoint Saunders<sup>187</sup> et Joseph Montville, officier pour les affaires régionales au bureau du Proche-Orient<sup>188</sup>. L'ambassadeur compte même parmi les convives d'un dîner donné par le sénateur du Connecticut Abraham Ribicoff, lors duquel il rencontre Ardeshir Zahedi, le dernier ambassadeur de la Perse impériale aux États-Unis avant la révolution<sup>189</sup>.

Selon John Holmes, conseiller en charge des affaires économiques à Londres, la « relation spéciale » ne compte en revanche pas beaucoup au quotidien à Grosvenor Square :

« La plupart du temps, la majorité du travail entre les États-Unis et le Royaume-Uni se fait à Washington. [...] Cela vient en partie du fait que les Britanniques mettent bien plus d'insistance sur leurs relations avec les États-Unis que nous ne le faisons sur nos relations avec le Royaume-Uni. Ils font de leur mieux et réussissent souvent à avoir des connexions directes avec le pouvoir à Washington, où est fait le plus gros du travail. »<sup>190</sup>

C'est April Glaspie qui a la charge du portefeuille moyen-oriental<sup>191</sup>. Ancienne collaboratrice d'Alfred Atherton, au bureau Proche-Orient et Asie du Sud du département d'État, elle fréquente à Londres les principaux diplomates en charge des affaires iraniennes : Ivor Lucas, directeur du département du Moyen-Orient, son adjoint David Tatham, John Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, Donald Murray, sous-secrétaire d'État assistant. La vision de ses collègues britanniques donne raison à l'impression d'un échange déséquilibré entre Londres et Washington : il semble à I. Lucas lors de l'un de leurs entretiens que A. Glaspie a pu recevoir l'instruction d'aller à l'essentiel pour ne pas trop divulguer d'informations<sup>192</sup>. Dans le même ordre d'idée, l'ambassadeur compte parmi ses interlocuteurs, au-delà des principaux ministres du gouvernement, Michael Palliser, le sous-secrétaire d'État permanent et directeur du service diplomatique<sup>193</sup>. Ce dernier est sollicité par l'ambassadeur pour échanger sur la

<sup>180</sup> TNA, FCO 8/3190/532, Jay to FCO, Washington 222355Z, My discussion today with Brzezinski: Iran, 22nd December, 1978

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/3185/130 Jay to FCO, Washington 082359+, Iran, 8th September 1978.

<sup>182</sup> TNA, FCO 8/3361/104, Jay to FCO, Washington 092256Z, US/Tehran, 9th May 1979.

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/3360/26, Jay to FCO, Washington 201910Z, Iran, 20th January, 1979.

<sup>184</sup> TNA, FCO 8/3185/130, Jay to FCO, Washington 032338Z, Iran: internal situation, 3rd October, 1978.

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/3189/482, Jay to FCO, Washington 122252Z, Iran, 12th December, 1978.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/3310/53, Jay to FCO, Washington 132358Z, CENTO, 13th March, 1979 et FCO 8/3310/69, Jay to FCO, Washington 192315Z, CENTO, 19th March, 1979.

<sup>187</sup> TNA, FCO 8/3185/130 Jay to FCO, Washington 082359+, Iran, 8th September, 1978.

<sup>188</sup> TNA, FCO 8/3310/5, Jay to FCO, Washington 190011Z, CENTO, 18th January, 1979.

<sup>189</sup> TNA, PREM 16/1719/2, Note of a discussion between Mr Jay and ambassador Zahedi on 11 September 1978, 12th September, 1978.

<sup>190</sup> HOLMES John, entretien avec Stuart Kennedy, 18 mars 1996 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/HOLMES,%20John%20W.toc.pdf>.

<sup>191</sup> SCHERMERHORN Lange, entretien avec Stuart Kennedy, 3 mai 2002 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Schermerhorn,%20Lange.toc.pdf>.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/3352/92, Lucas to Weir, Iran: Twitchell/Jam, 25th January, 1979.

<sup>193</sup> AAD, Brewster to Vance, London 20858, Consultation on Iran, 20th December, 1978.



situation en Iran. M. Pallister confirme l'importance de consultations étroites entre les alliés sans omettre de rappeler à Kingman Brewster que les Britanniques n'ont toujours pas été informés des derniers développements de la réflexion politique à Washington. L'Américain ne peut que confirmer.

## 2. Les connexions iraniennes des consultations transatlantiques

Les échanges transatlantiques entre les iraniens sont pourtant réguliers, entre départements jumeaux voire institutions différentes. Le FCO est ainsi dûment informé au mois de janvier 1978 qu'une délégation de congressistes a prévu de venir consulter le secrétaire d'État la semaine suivante à l'issue d'une tournée en Asie, au Moyen-Orient et en Europe. On retrouve parmi ses membres Abraham Ribicoff, sénateur démocrate du Connecticut et président de la commission des affaires gouvernementales, et Jacob Javits, sénateur républicain de New-York et membre de la commission des affaires étrangères<sup>194</sup>.

Les sénateurs font escale à Berlin, New Dehli, Riyadh, Téhéran, Damas, Istanbul et Athènes avant de se rendre à Londres du 9 au 11 janvier. La délégation, qui dîne le 10 au palais de Niavaran, échange avec le shah sur le processus de paix et la sécurité dans la région. Les sénateurs sont reçus pendant deux heures par le Premier ministre Amouzegar qui présente un tour d'horizon sur les projets de développement de l'Iran et aborde les questions énergétiques. Ils déjeunent avec le général Toufanian, vice-ministre de la Guerre, qui aborde les questions d'approvisionnement et d'assistance militaire<sup>195</sup>. Dans les éléments de langage préparés en amont de la rencontre avec les sénateurs, les Britanniques se présentent comme intéressés par leur analyse de la situation politique de l'Iran. Les difficultés auxquelles le pouvoir du shah est alors confronté avec le ralentissement de la croissance économique et l'émergence de critiques face au ralentissement du processus de démocratisation rendent les échanges fort à propos<sup>196</sup>.

La présence de J. Javits au sein de la délégation témoigne de l'enracinement de l'influence du pouvoir du shah au cœur des consultations transatlantiques présidant à la politique iranienne. Son épouse, Marian, est une proche ami d'Ashraf Pahlavi, la demi-sœur du shah. Parmi les biens des Javits a été retrouvé un exemplaire des mémoires de la princesse, dédié « à Marian Javits, avec mes souhaits les plus chaleureux »<sup>197</sup>. Cette dernière tisse avec le pouvoir impérial des liens politiques et financiers croissants. En décembre 1974, elle propose au Premier ministre Hoveida d'engager aux États-Unis une campagne de sensibilisation à l'œuvre de redressement menée par le shah en Iran et à son influence bénéfique pour la sécurité du Moyen-Orient. Amir Abbas Hoveida confirme au shah dans un mémorandum l'utilité de ménager aux États-Unis un groupe de pression favorable à l'Iran, usant de l'influence de J. Javits au Sénat. Pour 507 000 dollars, la compagnie de relations publiques Ruder & Finn, basée à New York, à laquelle est rattachée M. Javits, doit ainsi assurer la promotion de l'empire iranien aux États-Unis. En

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/3197/8, Willson to Tatham, Call by US Senators on the Secretary of State, 16 January, 10th January, 1978.

<sup>195</sup> Den, vol. 12, partie 2, Sullivan to Vance, Tehran 0719, CODEL Williams/Stevens, 19th January, 1978, p. 22-24.

<sup>196</sup> TNA, FCO 8/3197/8, Willson to Tatham, Call by US Senators on the Secretary of State, 16 January, 10th January, 1978

<sup>197</sup> (4) Signed Jacob Javits Association Copies [En ligne], Millea Bros [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://auctions.milleabros.com/lots/view/1-QG2GN/books-4-signed-jacob-javits-association-copies>.

1976, la révélation de ses accointances iraniennes dans la presse l'accule à la démission pour contrecarrer les accusations de conflit d'intérêt dont est victime son mari au sénat<sup>198</sup>.

Trois jours avant la rencontre prévue, un conseiller de Grosvenor Square informe le FCO de l'annulation de la visite des sénateurs au Royaume-Uni. Piqués par leur traitement par le gouvernement syrien, ils abrègent leur circuit en sacrifiant son aboutissement londonien<sup>199</sup>. Une délégation de sénateurs menée par A. Ribicoff se rend finalement à Londres en novembre 1978, où elle est reçue à Downing Street par le Premier ministre. Le temps consacré aux questions iraniennes est réduit et l'échange convenu<sup>200</sup>.

Le 18 avril 1978, Harold Saunders se rend à Londres pour échanger sur la situation en Iran avec Ivor Lucas et Michael Weir, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient au FCO. L'itinéraire de ce dernier est caractéristique de ces vétérans des affectations moyen-orientales mais familiers de la spécificité iranienne, tout en étant rompu au dialogue transatlantique : il est successivement officier du renseignement en Irak et en Iran, agent politique dans le golfe Persique, consul à San Francisco, premier secrétaire à Washington puis au Caire, directeur du département arabe au FCO, résident politique adjoint à Bahreïn puis chef de chancellerie à la représentation britannique auprès de l'ONU<sup>201</sup>. Les échanges témoignent d'une convergence dans l'appréhension des événements, partagée par l'ambassade américaine de Téhéran<sup>202</sup>. Six mois plus tard, au cœur de la crise iranienne, M. Weir se rend à Washington pour des discussions avec ses homologues du département d'État et du CSN, complétées par un déjeuner avec D. Newsom. Il s'agit d'anticiper sur les sollicitations de conseils par le shah auprès de ses alliés<sup>203</sup>.

Les conversations aux États-Unis d'Antony Parsons, les 2 et 3 février 1979, quelques semaines après son départ de Téhéran, témoignent de l'intérêt américain pour l'expertise britannique<sup>204</sup>. L'ancien ambassadeur est reçu à Langley le 2 février par Stansfield Turner et Robert Bowie, accompagnés de Robert Ames, officier du renseignement national pour le Moyen Orient et Roger Carrick. Les Américains remercient les Britanniques qui leur ont fait bénéficier des télégrammes d'A. Parsons, transmis à la CIA par Massachusetts Avenue. L'ancien ambassadeur est invité à présenter son opinion sur les causes des troubles iraniens. Les Américains expriment leur inquiétude sur la dimension communiste potentielle de la révolution, qu'A. Parsons rassure. Interrogé sur les attitudes anti-américaines qu'il a pu observer, ce dernier déclare improbables de nouvelles attaques contre la sécurité, les personnes et les biens des Occidentaux<sup>205</sup>. A. Parsons déjeune avec les principaux iraniens du département d'État et du CSN, avec lesquels il aborde les mêmes points sont abordés, ainsi que les questions institutionnelles et l'influence de l'ayatollah Khomeini sur le devenir de la révolution. Le dîner donné en son honneur à la Résidence

<sup>198</sup> Hoover Institution, Ardashīr Zāhidī papers, box 187, folder 3-17, Ambassador to the United States circa 1973-1978.

<sup>199</sup> TNA, FCO 8/3197/9, Willson to Tatham, Call by US Senators on the Secretary of State, 16 January, 13th January, 1978

<sup>200</sup> TNA, PREM 16/1720/2, Extract of a note of a meeting between the Prime Minister and U.S. Senators at 10 Downing Street on 10 November 1978 at 1030 hours

<sup>201</sup> GRAHAM John, Weir, Sir Michael Scott (1925–2006) [En ligne] ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/97328>.

<sup>202</sup> Den vol. 12, partie 2, Sullivan to Vance, Tehran 3897, British View of Situation in Iran, 25th April, 1978.

<sup>203</sup> TNA, PREM 16/1719/2, Jay to FCO, Washington 030409Z, Iran, 2nd November, 1978.

<sup>204</sup> TNA, FCO 8/3361/80, Sir A. Parsons's talks on Iran in Washington, 2-3 February 1979, 5th February, 1979.

<sup>205</sup> La première attaque contre l'ambassade américaine de Téhéran a lieu dix jour plus tard.

est l'occasion d'échanger avec Cyrus Vance puis avec Zbigniew Brzezinski, qu'il rencontre à nouveau le lendemain. A. Parsons rentre à Londres avec l'impression que le point de vue du secrétaire d'État américain est le plus proche de celui de Whitehall. Le conseiller est vu comme partisan d'une solution rapide et décisive, mais ouvert d'esprit et intéressé par les arguments avancés par les Britanniques. L'intérêt partagé de ces échanges est confirmé par la tenue en parallèle de conversations bilatérales destinées à mieux appréhender les enjeux des recompositions stratégiques consécutives à la révolution.

### 3. Les conversations bilatérales sur la politique iranienne

La première conversation traitant spécifiquement de l'Iran a lieu à Londres le 18 avril 1978, alors qu'émerge l'agitation qui conduit à la révolution. La délégation américaine réunit Harold Saunders et Lucien Kinsolving, vétéran des questions régionales, qui séjourne à Téhéran en janvier 1975<sup>206</sup>. La délégation britannique se compose de Michael Weir, Ivor Lucas et Anthony Layden, du département du Moyen-Orient. L'Iran côtoie à l'agenda les ventes d'armes aux pays du Golfe, le Yémen et le processus de paix au Proche-Orient<sup>207</sup>. Les diplomates échangent les informations parfois contradictoires qui émergent de la situation à Téhéran. À la demande des Américains, les Britanniques éclairent les causes de la contestation croissante du régime. H. Saunders fait état de l'existence d'un conflit à Washington entre partisans de la promotion des droits de l'homme et hérauts d'une défense des intérêts américains. Cette ligne de fracture conduit chaque camp à lire les événements à l'aune de leur vision. La vente à l'Iran de matériel de maintien de l'ordre a contribué à aviver les tensions internes au département. Ces conversations témoignent de l'importance des attentes américaines sur la compréhension des événements en Iran. Les Britanniques, sollicités par les questions soulevées par H. Saunders, gardent l'initiative de l'information, qu'ils fournissent avec nuance et précision, nourris des analyses de leur ambassade. Les Américains, par manque de recul, défaut d'information ou réticence au partage, s'étendent peu.

Les conversations entre les bureaux de la planification américain et britannique, organisées à Washington en octobre 1978, reposent sur des échanges plus équilibrés. La délégation britannique réunit Brian Crowe, du directeur du bureau de la planification, son adjoint James Cornish et Roger Bone, membre du bureau de la politique étrangère soviétique. La délégation américaine associe le directeur du bureau de la planification, Antony Lake, et son adjoint Paul Kreisberg aux directeurs des bureaux concernés, soit Henry Precht pour l'Iran. A. Lake insiste sur la confidentialité des échanges, notamment sur l'Iran, selon la coutume des conversations de planification. Les Américains s'y révèlent honnêtes quant aux points de vue contradictoires existant entre eux. H. Precht apparaît ainsi beaucoup plus pessimiste que ses collègues de la planification sur les perspectives restant au shah<sup>208</sup>. Le directeur du bureau iranien déclare que la crise constitue le plus grand désastre de politique étrangère pour l'Occident depuis des

---

<sup>206</sup> AAD, Helms to Kissinger, Tehran 10747, Visit of ICCS liaison officer, 22nd December, 1974.

<sup>207</sup> TNA, FCO 8/3197/53, MED, Anglo/American bilateral talks, 26th April, 1978.

<sup>208</sup> TNA, FCO 8 3216/6, Crowe to Duff, Anglo-American Planning Talks, 19th October, 1978.

années. L'analyse des Britanniques est également pessimiste, mais moins désespérée. Ils relèvent la surprise des autres membres de la délégation américaine devant la présentation du directeur du bureau iranien<sup>209</sup>. Le lendemain, H. Precht demande à Richard Muir s'il n'a pas choqué ses collègues par ses propos. Il reconnaît avoir été pessimiste, mais insiste sur l'importance à avoir une claire perception du gouffre devant lequel se trouvent le shah et ses alliés. Il ajoute que, en l'absence d'une analyse interinstitutionnelle de la situation, celle qu'il a livré n'engage que lui, tout en étant partagée par quelques-uns de ses collègues au département d'État, qui ne sont pas représentatifs de la ligne officielle<sup>210</sup>.

Ces conversations permettent aux Britanniques de mesurer les controverses de fond et les crispations institutionnelles qui président à la politique iranienne du Washington au moment où se nouent les événements. B. Crowe décrit à Londres les termes employés par H. Precht comme « cataclysmiques » et le pessimisme de son analyse comme inédit. Les membres du CSN confirment ne pas partager sa vision, décrite en termes violents (« *bullshit* »<sup>211</sup>), ni goûter les rapports de William Sullivan, mais préférer les analyses d'A. Parsons, alors que les deux ambassadeurs partagent la même perception des faits.

Les Britanniques considèrent néanmoins comme moins utiles les consultations régulières avec leur partenaire. Ils les embrassent même volontiers dans la mesure où elles permettent de connaître leur point de vue voire d'influencer leur décision dans des domaines jugés stratégiques, tels le commerce des armes avec le Golfe, le développement d'une nouvelle relation avec l'Iran, les intentions soviétiques, le futur du CENTO et le rôle possible de l'Europe dans l'établissement lien avec le gouvernement à venir<sup>212</sup>.

Le 23 janvier 1979, le département d'État propose de nouvelles conversations sur le Golfe en mars, après la visite à Washington du prince Fahd. La date paraît d'autant plus opportune qu'au printemps doit être achevée une étude sur les options militaires de Londres pour contribuer à la stabilité de la région<sup>213</sup>. Alan Munro, le nouveau directeur du département du Moyen-Orient, note que le besoin de concertations étroites a été amplement démontré par la crise iranienne. Il rappelle que les Américains se sont montrés lents à s'adapter à la marche de la révolution et que la révélation des divergences d'opinion au sein de l'administration a causé à la fois gêne et embarras auprès du shah. A. Munro considère comme essentiel de garder une appréciation solidaire de l'évolution possible de la révolution encore en cours. Pour John Moberly, le nouveau secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, les conversations constitueraient une excellente opportunité de se familiariser avec les perspectives américaines<sup>214</sup>.

Les Américains se montrent conscients de l'importance des conversations pour fonder une meilleure compréhension des nouveaux enjeux régionaux. Peter Burleigh, adjoint du directeur pour la péninsule Arabique, déclare à R. Muir que les conversations suscitent un grand intérêt au département d'État : le Golfe est devenu « une aire géographique à la mode » et les nombreux bureaux qui doivent désormais y

<sup>209</sup> TNA, FCO 8 3216/1, British-America Planning Talk, Washington, Summary Record, 10th-11th October, 1978.

<sup>210</sup> TNA, FCO 8 3216/3, Carrick to Crowe, Iran, 13th October, 1978.

<sup>211</sup> TNA, FCO 8 3216/3, Crowe to Gorham, Iran, 13th October, 1978.

<sup>212</sup> TNA, FCO 8/3360/25, Jay to FCO, Washington 201905Z, Iran, 20th January, 1979

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/3360/30, Lucas to Weir, The Americans and Iran, 24th January, 1979

<sup>214</sup> TNA, FCO 8/3283/2, Munro to Moberly, Anglo/US consultations on the Persian Gulf, 8th February, 1979.

consacrer une plus grande attention considèrent les échanges à venir comme un moyen d'approfondir leurs connaissances. Il s'agit aussi d'inciter le secrétaire d'État adjoint H. Saunders à se concentrer sur le Golfe et de lui donner pour cela une vision plus large que celle fournie par le département d'État.

Le partage géographique de la direction des discussions montre l'appréciation par les partenaires de leurs domaines d'expertise : aux Britanniques reviennent la situation en Iran, ses conséquences dans le Golfe et le monde arabe, les émirats, Oman, l'Irak et la Jordanie ; aux Américains reviennent le processus de paix, les développements en Iran et au Yémen, l'approvisionnement énergétique, l'Arabie saoudite, la Syrie, l'Égypte et Israël<sup>215</sup>. Les partenaires semblent mutuellement dépendants dans leur appréhension de la révolution. A. Parsons note que, d'ici les conversations, les Britanniques auront commencé à clarifier leurs idées sur les conséquences de la crise sur la région, ainsi que sur le processus de paix ; de leur côté, les Américains auront eu le temps de réfléchir aux problèmes posés par la chute du shah<sup>216</sup>.

La liste des participants aux conversations prévues le 15 et 16 mars au département d'État apparaît comme l'édition 1979 d'un *Who's Who in Iranian politics*. La délégation américaine réunit David Newsom, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Lucy Benson, sous-secrétaire d'État à la sécurité et à l'assistance, Frank Maestroni, ambassadeur au Koweït, François Dickman, ambassadeur aux Émirats arabes unis, H. Saunders, secrétaire d'État adjoint au Proche-Orient et à l'Asie du Sud, son adjoint William Crawford, Robert Murray, secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale, David Ranson, directeur adjoint au bureau de la sécurité internationale du Pentagone, A. Lake, directeur du bureau de planification politique, et son adjoint P. Kreisberg, G. Sick, directeur pour l'Iran et le golfe Persique au CSN, John Countryman, directeur adjoint pour les affaires régionales au bureau du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, Ch. Naas, chef de mission adjoint à Téhéran, April Glaspie, en charge du Moyen-Orient à l'ambassade américaine de Londres, en plus de tous les chefs de bureaux géographiques concernés du département d'État. La délégation britannique réunit A. Parsons, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO, Roger Tomkys, directeur du département Proche-Orient-Afrique du Nord, D. Tatham, directeur adjoint du département du Moyen-Orient, Brian Norbury, directeur du DS-12 au ministère de la Défense, ainsi que John Robinson, R. Carrick, R. Muir et Adrian Fortescue, de l'ambassade britannique à Washington<sup>217</sup>. A son retour à Londres, A. Parsons se félicite de conversations qui se sont révélées intéressantes, notamment du fait de la récente visite de Carter au Moyen-Orient et de Brzezinski en Arabie saoudite et en Jordanie. Les échanges sur l'Iran ne soulèvent cependant pas de réactions particulières chez les Britanniques, davantage préoccupés par le refroidissement des relations entre les Américains et les Saoudiens, lequel paraît d'autant plus inquiétant quelques mois seulement après l'effondrement du pilier iranien<sup>218</sup>.

---

<sup>215</sup> TNA, FCO 93/1819/44, Moberly to Muir, Anglo/US talks on the Middle East, 2nd March, 1979.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/3283/17, Parsons to Private Secretary, Anglo/US official talks on the Middle East, 28th February, 1979.

<sup>217</sup> TNA, FCO 8/3283/32, Participants in US-UK bilateral talks on Persian Gulf, March 15-16, 1979.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/3283/33, Parsons to Wilton, Anglo-US Talks on the Gulf, 2nd April, 1979.

## C. Les visages différenciés des iraniens

### 1. Le biais de la connaissance

L'analyse des cursus universitaires des acteurs américains et britanniques de la politique iranienne témoigne d'une familiarisation très relative au monde iranien<sup>219</sup>. Les types et les niveaux d'études sont sensiblement différents de part et d'autre de l'Atlantique. Ainsi, un tiers des acteurs britanniques ne fait pas d'études supérieures, s'engageant directement dans la carrière, après un service militaire éventuel. Aucun des acteurs américains ne rentre dans ce cas. Les études de troisième cycle concernent plus d'un quart des Américains contre 3% des Britanniques. Parmi les domaines d'études, on note une forte domination des sciences humaines chez les Britanniques (plus des deux tiers des acteurs) mais une répartition beaucoup plus équilibrée entre les sciences humaines et les sciences sociales chez les Américains (respectivement 46% et 51% des acteurs). La ventilation des disciplines d'études montre une domination des filières classiques et historiques au Royaume-Uni, et une prééminence de l'histoire, des relations internationales et de la science politique aux États-Unis. Les lettres, l'économie et les études orientales sont notablement représentées chez les acteurs américains, quand les acteurs britanniques se répartissent dans des spécialisations plus diversifiées, comme les langues turque, arabe, russe et française.

Les étudiants en doctorat ayant travaillé dans des domaines d'études relevant de la politique étrangère ou du Moyen-Orient correspondent souvent à des acteurs ayant joué un rôle crucial dans les événements. Gary Sick, chargé du Proche et du Moyen-Orient au CSN, a analysé en science politique pour les années 1960 la politique étrangère américaine, soviétique et chinoise dans l'océan Indien<sup>220</sup>. Philip Stoddard, directeur adjoint à la recherche et à l'analyse pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au département d'État, a travaillé sur le gouvernement ottoman et les Arabes de 1911 à 1918<sup>221</sup>. Bruce Riedel, jeune analyste à la CIA recruté au sein du groupe de travail sur l'Iran mis en place en novembre 1978 pour analyser l'évolution de la crise, a étudié à Harvard l'histoire islamique et la pensée politique contemporaine iranienne : il a lu les travaux d'Ali Shariati, l'un des idéologues de la révolution<sup>222</sup>. John Stempel, adjoint au directeur de la section politique de l'ambassade de Téhéran, a étudié la prise de décision au département d'État pendant la guerre du Vietnam (1961-1965)<sup>223</sup>. George Lambrakis, chef de mission adjoint à Téhéran, a travaillé sur les relations entre les États-Unis et le Liban entre 1946 et 1976<sup>224</sup>.

<sup>219</sup> On retrouvera en annexe une présentation graphique des résultats de l'analyse prosopographique.

<sup>220</sup> SICK Gary, *The Politics of Exchange, compared U.S., Soviet and Chinese foreign policy in the Indian Ocean area, 1960-70*, thèse de doctorat, histoire, New York, Columbia University, 1973

<sup>221</sup> STODDARD Philip, *The Ottoman government and the Arabs, 1911 to 1918: a preliminary study of the Teşkilat-ı Mahsusa*, thèse de doctorat, études orientales, Princeton, Princeton University, 1963.

<sup>222</sup> RIEDEL Bruce, "America and Iran: Flawed Analysis, Missed Opportunities, and Looming Dangers", *The Brown Journal of World Affairs*, 2008, vol. 15, n°1, pp. 102

<sup>223</sup> STEMPEL John, *Policy Decision Making in the Department of State: The Vietnamese Problem, 1961-1965*, thèse de doctorat, science politique, Berkeley, University of California, 1965.

<sup>224</sup> LAMBRAKIS George, *Perception and Misperception in Policymaking: The U.S. Relationship with Modern Lebanon, 1943-1976*, thèse de doctorat, science politique, Washington, George Washington University, 1989.

Auteur d'une thèse sur le coton et la transformation économique de l'Asie centrale soviétique<sup>225</sup>, Franklin Huddle, analyste pour l'Iran au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, suit un cursus qui le sensibilise au monde iranien. L'un des quatre cours qu'il suit porte sur l'Iran à l'époque classique et la littérature persane. Il apprend le persan et lit des ouvrages classiques comme le *Golestan* de Saadi. L'un de ses professeurs est l'anthropologue Richard Frye<sup>226</sup>. Professeur émérite d'études iraniennes à Harvard après avoir notamment enseigné à l'université de Shiraz (1970-1976), il est spécialiste de l'histoire de l'Iran jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle et de philologie iranienne. Il contribue à la fondation du Centre d'études moyen-orientales de l'université et au lancement du premier programme d'études iraniennes aux États-Unis<sup>227</sup>. Contributeur à l'*Encyclopaedia Iranica*, il est l'auteur d'un ouvrage de synthèse sur l'Iran cité comme un classique par de nombreux acteurs de la politique iranienne.

Directeur adjoint du bureau iranien au département d'État (1976-1978) puis conseiller pour les affaires politiques et militaires à Téhéran (1978-1979), Myles Greene suit le programme moyen-oriental de l'École d'études internationales avancées (SAIS) de l'université Johns Hopkins. Ses cours sur l'Iran sont dispensés par un ancien du FSI, Edwin Wright<sup>228</sup>. Né à Tabriz (Iran) en 1897, de missionnaires américains, celui-ci enseigne pendant 13 ans dans les écoles américaines du pays. Il rentre aux États-Unis en 1938 pour étudier l'histoire et les langues du Moyen-Orient : persan, turc, arménien, kurde et arabe. Il travaille pour le Pentagone pendant la guerre puis rejoint le département d'État en 1946<sup>229</sup>.

Mais c'est Ernest Oney qui est le cas le plus abouti de l'iranien dont la compétence professionnelle s'enracine dans la synergie vertueuse entre maîtrise de la langue, familiarité avec la culture et connaissance du terrain. Après avoir servi pendant la guerre comme linguiste et décodeur à l'OSS, il étudie la linguistique et soutient à l'Institut oriental de Chicago (Illinois) une thèse sur le hiéroglyphe hittite. Recruté par Allen Dulles pour former la CIA, il passe trente ans au bureau de l'analyse politique pour le Moyen Orient, en alternance avec des postes en Irak, en Afghanistan, au Pakistan et en Iran, où il sert deux fois, en dernier lieu comme chef de station pour le Moyen-Orient<sup>230</sup>. Son intérêt pour le pays s'enracine dans sa contribution comme analyste au « coup d'État » de 1953. Il suit par la suite des cours à Georgetown ou à l'Université américaine et fréquente des chercheurs pour actualiser ses connaissances. L'un de ses enseignants, Mehdi Haeri, professeur de philosophie islamique à Téhéran, Toronto, McGill et Georgetown<sup>231</sup>, est un ancien ayatollah, fils du cheikh Abdul Karim Haeri Yazdi, fondateur du

<sup>225</sup> HUDDLE Franklin, *Cotton and Economic Transformation of Russian Central Asia*, thèse de doctorat, histoire et langues du Moyen-Orient, Cambridge, Harvard University, 1978.

<sup>226</sup> HUDDLE Franklin, entretien avec l'auteur, 12 mai 2018.

<sup>227</sup> Cemal Kafadar, *Crossing Boundaries: Remapping the Study of Middle East History*, 22 novembre 2005 [En ligne], Harvard University Center for Middle Eastern Studies [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://cmes.hmdc.harvard.edu/ecmes/features/remapping>

<sup>228</sup> GREENE Myles, entretien avec Stuart Kennedy, 22 février 2002 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Greene,%20Myles.toc.pdf>

<sup>229</sup> CURTISS Richard, "For His Students, the Middle East Began with Edwin Wright", *Washington Report on Middle East Affairs*, January 1988, p. 6-7.

<sup>230</sup> Obituary for Ernest R. Oney, 27 mai 2014 [En ligne], Everything Croton [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [everythingcroton.blogspot.com/2014/05/obituary-for-earnest-r-oney.html](http://everythingcroton.blogspot.com/2014/05/obituary-for-earnest-r-oney.html)

<sup>231</sup> "Surrounding The Ayatollah, Power Centers Feud in Secret", *The New York Times*, 11th November, 1979.

séminaire de Qom. R. Oney se rappelle ses leçons nourries de sa capacité à dépasser les principes de l'islam pour s'ouvrir aux champs de la philosophie et de la religion. Il fréquente Richard Cottam, rencontré au début des années 1950, dont il partage la sympathie pour les nationalistes iraniens<sup>232</sup>.

Dans la tradition des orientalistes britanniques du XIX<sup>e</sup> siècle, le voyage en Iran contribue par ailleurs chez les iraniens à la sédimentation d'une fine connaissance du pays. Ces immersions préalables à la carrière concernent d'abord des acteurs que les études ont conduit vers le terrain. En amont de son master à Harvard sur l'histoire et les langues du Moyen-Orient, F. Huddle fait étape en Iran dans le cadre d'un voyage qui le conduit en 1968 jusqu'à Kaboul, Bangkok et Rangoon<sup>233</sup>. A l'université, il se lie d'amitié avec plusieurs Iraniens expatriés aux États-Unis, dont les parents occupent des positions aussi éminentes que dirigeant d'une compagnie pétrolière, ministre de l'Éducation et président du Parlement<sup>234</sup>.

Aux États-Unis, l'engagement dans le cadre du programme humanitaire du Corps de la paix participe aussi d'une acculturation précoce à la société iranienne<sup>235</sup>. Michael Metrinko, officier à Téhéran puis consul à Tabriz à la fin des années 1970, découvre le pays en tant que volontaire dès 1970. Il enseigne l'anglais à Songhor, une ville turcophone entourée de population kurdes dans la province occidentale de Kermanshah. Sa classe est composée de 70 garçons, âgés de 13 à 18 ans, issus des villages environnants. Il découvre la diversité linguistique de populations pour lesquelles le persan n'est que la langue de l'État. Metrinko, qui maîtrise le turc et le persan, apprend ainsi le kurde. Le volontaire découvre aussi les tensions qui couvent dans une société soumise à l'autoritarisme impérial. En novembre 1970, il assiste à Songhor aux célébrations devant être données à l'occasion de l'anniversaire du shah. Après des danses folkloriques, un des habitants se lance dans un discours qu'il conclut par l'adresse « empereur des empereurs, lumière des Aryens » sous les applaudissements de la foule. Devant le regard interloqué de l'Américain, un ami lui répond : « si je n'applaudis pas maintenant, je serai en prison ce soir. »<sup>236</sup>

L'expérience du volontariat est pour Metrinko un bagage indissociable de l'engagement dans la carrière diplomatique. La finesse de ses connaissances sur les populations et les territoires qu'il a fréquentés témoigne d'une fascination qui explique sa volonté de retour : « Je voulais vraiment revenir en Iran. [...] Je voulais y aller parce que j'avais tellement aimé le pays pendant mon tour pour le Corps de la paix, j'y avais beaucoup d'amis, je pouvais vraiment y passer un moment intéressant »<sup>237</sup>. Son immersion intime dans la société fait par ailleurs du volontaire un spectateur vigilant d'un quotidien pouvant échapper aux titulaires des postes diplomatiques et consulaires souvent reçus avec plus de méfiance. Dès les années 1960, la question est posée à Washington de l'usage pouvant être fait par le département d'État

<sup>232</sup> ONEY Ernest, entretien avec Seyyed Vali Reza Nasr, 22 mai 1991 [En ligne], FIS [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest\\_1.pdf](https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest_1.pdf)

<sup>233</sup> HUDDLE Franklin, entretien avec David Reuther, 1<sup>er</sup> juillet 2015 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Huddle-Pancho.pdf>

<sup>234</sup> HUDDLE Franklin, entretien avec l'auteur, 12 mai 2018.

<sup>235</sup> GAILLAUD Sylvain, « « Pretty nice guys » ? John Limbert, Michael Metrinko et Barry Rosen : les passions persanes de trois volontaires américains, de l'idéal humanitaire à l'intérêt national », *Les Cahiers Sirice*, 2021, vol. 2, n° 25, p. 69-78.

<sup>236</sup> METRINKO Michael, entretien avec Stuart Kennedy, 26 août 1999 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Metrinko,%20Mike.toc.pdf>

<sup>237</sup> *Ibid.*



de cet atout de renseignement humain. La crainte de corroborer la suspicion d'espionnage est cependant forte<sup>238</sup> : étonnés qu'ils choisissent de se vouer à leur pays pour une centaine de dollars par mois à peine, certains Iraniens soupçonnent que les volontaires sont des agents du renseignement déguisés<sup>239</sup>. Lors de la prise d'otage de 1979 à Téhéran, M. Metrinko dissimule ainsi sa familiarité avec la langue locale pour ne pas confirmer la suspicions de ses geôliers, convaincus d'avoir démantelé un « nid d'espions ».

## 2. La maîtrise de la langue

L'inégale maîtrise de la langue entre les iraniens américains et britanniques explique les différences dans leur appréhension du pays. James Bill évalue à moins de 10% le taux de diplomates américains en poste en Iran pouvant parler et lire le persan couramment, un chiffre bien inférieur à celui correspondant aux Britanniques (45%) et aux Soviétiques (70 %). Aucun ambassadeur ou chef de mission américain en poste jusqu'à la révolution est persanophone<sup>240</sup>. La branche analytique de la CIA n'en compte que deux, dont aucun a séjourné dans le pays<sup>241</sup>. A l'été 1978, pour mieux comprendre la contestation en croissance, le département d'État lance un appel en interne aux persanophones, qui reste sans réponse<sup>242</sup>. Ce déficit relatif dans la maîtrise de la langue est cependant à nuancer. L'étude des iraniens britanniques et américains en poste en amont de la révolution, en Iran, à Londres, à New-York ou à Washington, montre que respectivement 9 (soit 20%) et 15 (26%) d'entre eux sont persanophones. Le déficit perçu pour l'ambassade américaine est ainsi compensé par l'existence d'un vivier d'iraniens persanophones dans les administrations centrales, tandis que les iraniens britanniques maîtrisant la langue sont plus concentrés sur le terrain, du fait de l'enracinement sur place de leur formation préalable. Après la révolution, le département du Moyen-Orient note cependant que les effectifs des persanophones britanniques en Iran ont considérablement décliné du fait de la priorité accordée aux questions commerciales<sup>243</sup>.

Alors que, selon J. Bill, les meilleurs persanophones américains sont les anciens volontaires du Corps de la paix, leurs homologues britanniques tirent leur maîtrise de l'enseignement reçu à la SOAS de Londres<sup>244</sup>. Le cursus s'étend sur quinze mois : deux trimestres d'enseignement à Londres et neuf mois de séjour linguistique en Iran, incluant une période en province (Ispahan ou Chiraz), sous la direction d'un tuteur<sup>245</sup>. Les examens, jugés rigoureux, sont conçus par l'une des meilleures spécialistes

<sup>238</sup> NARA, RG 306, Office of Policy and Plans, IOP/C Cultural and Youth Subject Files, 1955–1971, Entry UD–90, Box 4, CUL 3 Interdepartmental Committee on Children and Youth, Minutes of an Inter-Agency Youth Committee Meeting, Washington, 8th May, 1969. Robert Carey (*The Peace Corps*, New York, Praeger, 1970, p. 185) note que l'usage veut même que si un ancien volontaire du programme choisi de faire carrière dans la communauté du renseignement, il ne peut être envoyé dans les pays dans lesquels il avait servi pour le Corps de la paix.

<sup>239</sup> ROSEN Barry, entretien avec l'auteur, 8 juin 2020.

<sup>240</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 392.

<sup>241</sup> HALLIDAY Fred, "Iran and the Reagan Doctrine", Middle East Report, 1986, n°140, p. 31.

<sup>242</sup> ARMSTRONG Scott, "Failing to Heed the Warnings of Revolution in Iran", *The Washington Post*, 26th October, 1980

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/3189/489, Gorham to Lucas, 7th December, 1978.

<sup>244</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 392.

<sup>245</sup> MOORHOUSE Geoffrey, *The diplomats, the Foreign Office today*, Londres, Cape, 1977, p. 79.

occidentales de l'Iran, la « redoutable »<sup>246</sup> Nancy Lambton.

Celle-ci doit aux liens d'amitié entre ses parents et Denison Ross, fondateur et directeur de la SOAS, la possibilité de s'y inscrire en 1932. Elle suit les cours de l'arabiste Hamilton Gibb mais s'intéresse vite à l'Iran. Elle y voyage pour la première fois en 1934 avant d'y retourner deux ans plus tard pour achever ses recherches doctorales sur la société de la Perse seldjoukide. Elle séjourne à Ispahan, travaille à l'hôpital tenu par des missionnaires britanniques, noue des liens d'amitiés au sein de la population, perfectionne son persan et publie à son retour son premier ouvrage, *Three Persian Dialects*. Il témoigne de ses talents de linguiste que confirment ses manuels *Persian Grammar* et *Persian Vocabulary*. Attachée de presse à la légation de Téhéran (1939-1945), elle suscite par sa maîtrise de la langue l'admiration du représentant britannique, Reader Bullard. Elle rejoint après la guerre la SOAS où elle devient titulaire de la chaire de persan en 1953. Spécialiste de l'histoire du gouvernement et de la paysannerie, elle est plus tard recrutée par le FCO pour enseigner aux diplomates et militaires affectés en Iran et en Afghanistan. Sa connaissance du pays la conduit aussi à être consultée par le gouvernement britannique, notamment lors de la crise d'Abadan, lors de laquelle elle attire l'attention de Londres sur les forces et faiblesses de Mohammad Mossadegh. Ses critiques de la politique impériale lui valent d'être bannie du pays : le shah refuse même de la saluer lorsqu'il accueille la délégation britannique aux cérémonies de Persépolis en 1971<sup>247</sup>. Le souvenir qu'elle laisse à ses anciens élèves est impérissable. Peter Westmacott se rappelle les multiples talents de cette joueuse de squash en robe de tweed, qui vivait dans un appartement spartiate et réduisait aux larmes les hommes des Forces spéciales par son intransigeance<sup>248</sup>. Christopher Rundle, chargé du Moyen-Orient au département de recherche du FCO, mesure *a posteriori* l'efficacité de l'enseignement de celle qui demandait à ses élèves dès son premier cours d'aller acheter son manuel de grammaire et d'apprendre par cœur l'alphabet persan pour le lendemain. Admis dans sa classe en cours d'année, il regrette avoir manqué ses leçons sur l'histoire de l'Iran, réputées essentielles pour comprendre la culture politique du pays et ses relations avec la Couronne. La seule lacune qu'il trouve à son enseignement est de ne pas avoir assez formé les étudiants au persan familier du quotidien<sup>249</sup>.

La formation linguistique proposée par le FSI américain vient en complément du cours général A-100, introduisant les futurs diplomates aux enjeux de leur fonctions. La durée du programme est de 10 mois, parfois réduite à 6 selon l'urgence de l'affectation et la rapidité de l'apprentissage<sup>250</sup>. Avant d'être affecté comme consul à Shiraz, Victor Tomseth suit un cours d'étude régionale à raison d'une après-midi par semaine, qui l'incite à la lecture des ouvrages existants, comme ceux de James Bill. Les cours

<sup>246</sup> MIERS Sir David, entretien avec Abbey Wright, *op. cit.*

<sup>247</sup> MORGAN David, "Ann Lambton, Scholar whose deep knowledge of Iran went back centuries", *The Guardian*, 15th August, 2008 et "Professor AKS Lambton, Persian scholar who produced classic works on Iran and was invaluable in protecting Britain's interests there", *The Telegraph*, 8th August, 2008.

<sup>248</sup> WESTMACOTT Sir Peter, entretien avec Catherine Manning, 8 septembre 2017 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Westmacott.pdf>.

<sup>249</sup> RUNDLE Christopher, *From Colwyn Bay to Kabul. An Unexpected Journey*, Stanhope, The Memoir Club, 2004, p. 48-49.

<sup>250</sup> STEMPEL John, entretien avec Kristin Hamblin, 3 août 1993 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Stempel,%20John%20D.toc.pdf>

de langue sont dispensés par deux Iraniens expatriés depuis plusieurs dizaines d'années aux États-Unis. Les supports utilisés sont des numéros, datés, des journaux *Ettelaat* and *Kayhan*, les principaux organes de propagande du régime impérial. La pertinence de l'enseignement y perd, dans la mesure où ses acteurs et outils tiennent peu compte des évolutions récentes de la langue<sup>251</sup>.

La spécificité de la formation linguistique britannique réside dans une immersion dans le futur terrain d'affectation. P. Westmacott rappelle qu'il n'est pas aisé de trouver des familles acceptant d'héberger des étrangers non-musulmans. Lui est accueilli par une famille chrétienne de Chiraz qui lui propose des cours de conversation. Le British Council complète la formation reçue à Londres dans ses locaux. Mais ce sont ses escapades dans le bazar à la découverte des tapis tribaux, dans les ruines des civilisations achéménides, parthes et sassanides qu'il explore dans la province de Fars, ou auprès des nomades qashqai sous leurs tentes qui enracinent son intime connaissance du pays. Il y voit *a posteriori* l'occasion qui lui a permis de rencontrer des personnes l'ayant aidé à comprendre la culture locale, mais aussi de parfaire sa pratique du persan, décisive lors de sa première affectation<sup>252</sup>. La même fascination se lit dans les mémoires de C. Rundle, qui effectue un séjour en Iran en 1967. Il travaille à temps partiel à l'ambassade de Téhéran, le reste de ses journées étant consacré au cours de persan. Il est ainsi précocement sensibilisé aux questions intérieures et régionales. Il travaille sur des questions protocolaires, sollicite pour ordonner selon la règle de préséance une liste largement incompréhensible d'Iraniens invités à déjeuner à l'ambassade. Il aide à la préparation du séjour de la princesse Alexandra, invitée par le shah. Il fréquente les grandes familles iraniennes, comme celle de Farman Farmaian, qui remonte aux Qadjar et conserve sous les Pahlavi des postes clés dans les domaines politiques et militaires. Mais c'est sa découverte du fonctionnement de l'ambassade et des environs de Téhéran qui s'avère le plus utile à ses affectations. Il se rappelle avoir participé aux randonnées hebdomadaires organisées par l'ambassadeur Denis Wright dans les collines aux alentours de la capitale. Le récit qu'il fait de sa traversée du désert iranien, à l'heure du retour à Londres, témoigne d'une fascination orientalisante pour des territoires, une culture et des populations auxquels il consacre une grande partie de sa carrière :

« Le paysage accidenté du centre de l'Iran a une grandeur attrayante si on le compare aux horizons limités de la campagne anglaise. Une fois que l'on y est accoutumé, le désert est d'un enchantement bien à lui. On peut boire son silence. La musique classique persane convoque d'une certaine manière l'esprit de l'immensité du plateau iranien : le son du *ney* [une flûte à embouchure en roseau] vole de dune en dune et de vallée lointaine en vallée lointaine et s'adresse à l'âme à chaque l'instant. »<sup>253</sup>

Sur le modèle britannique, le FSI américain développe le principe d'un séjour en immersion dans le pays d'affectation. Ainsi, V. Tomseth passe six semaines à Chiraz pour compléter l'enseignement reçu à Washington. Il vit chez une famille locale qui honore l'hospitalité proverbiale des Persans en faisant excellent accueil au jeune diplomate. Son expérience préalable comme volontaire pour le Corps de la paix au Népal facilite sans doute son intégration. Il reste d'ailleurs en contact avec la famille durant

<sup>251</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017

<sup>252</sup> WESTMACOTT Sir Peter, entretien avec Catherine Manning, 8th September, 2017, *op. cit.*

<sup>253</sup> RUNDLE Christopher, *From Colwyn Bay to Kabul*, *op. cit.*, p. 58 et 60.

toute la période de sa présence en Iran, avant qu'elle ne doive s'exiler du fait de la révolution<sup>254</sup>.

L'inégal enracinement de la formation des iraniens dans la réalité du terrain a pour conséquence une inégale aisance des diplomates à honorer les attendus de leur fonction. Dans sa réponse au questionnaire d'auto-évaluation envoyé par le FCO, David Miers note que si la maîtrise du persan n'est pas essentielle pour les missions officielles à Téhéran, elle est requise pour suivre les sessions du parlement, pour séjourner en provinces et pour nouer de nouveaux contacts dans la société. Globalement, des rudiments de persan seraient désirables pour tous, dans la mesure où les diplomates n'ont pas le temps de prendre des cours sur place. En 1978, les seuls persanophones sont les troisième et deuxième secrétaires, respectivement grâce aux cours de la SOAS et à un effort d'apprentissage personnel<sup>255</sup>.

Côté américain, V. Tomseth note que beaucoup de ceux qui sortaient du FSI sont tout juste compétents, contrairement aux anciens volontaires du Corps de la paix<sup>256</sup>. J. Stempel et G. Perett sont réputés être les plus à l'aise à l'ambassade de Téhéran. Selon Charles Naas, en plus de ces derniers, deux officiers pour les affaires économiques et commerciales ont été formés au persan, ainsi que tous les officiers de la section consulaire à l'exception du consul général. Le faible nombre de diplomates véritablement compétents s'explique par le temps nécessaire à la perfection de l'apprentissage : « vous pouvez passer par le FSI et vous apprenez à commander de la nourriture et à trouver votre chemin, mais cela ne veut pas dire que vous pouvez vous asseoir pour avoir une conversation détaillée. »<sup>257</sup>

### 3. Le chemin de la carrière

Robert Ames, officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, passe pour l'un des meilleurs spécialistes du Moyen-Orient à Langley. Après des études de sociologie à l'université LaSalle de Philadelphie (Pennsylvanie), il s'engage dans le Corps des signaleurs de l'armée américaine au Moyen-Orient, où il bénéficie d'une formation de 13 semaines aux rudiments de l'arabe moderne. Il sert à Dhahran, Aden, Beyrouth, Sanaa, Téhéran et au Koweït. Il en retire une fine connaissance de la diversité de la région qui déborde de son intérieur, décoré de tapis persans, de cafetières arabes en laiton, de peintures représentant la vie de Bédouins, d'un jeu d'échecs appartenant à l'explorateur Harry St. John Philby, le père de Kim, et d'une collection de livres sur l'histoire du Moyen-Orient<sup>258</sup>.

R. Ames fait cependant figure d'exception. Le nombre d'experts travaillant à temps plein à Langley sur l'Iran a considérablement décliné. Le départ à la retraite de Charles Rudolph, qui couvre les questions iraniennes de 1952 à 1973, ne laisse à l'analyse que Ernest Oney, lequel quitte l'agence en janvier 1979. Sa profonde connaissance de la culture et de la politique iranienne ainsi que son instinct laissent un vide

<sup>254</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec Stuart Kennedy, 13 mai 1999, *op. cit.*

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/3395/35, Chancery Self-Inspection Questionnaire, 17th July, 1978.

<sup>256</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017

<sup>257</sup> NAAS Charles, entretien avec William Burr, 31 mai 1988 [En ligne], FIS [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://fis-iran.org/sites/default/files/Charles-Naas-Vol-VI.pdf>

<sup>258</sup> BIRD Kai, *The Good Spy: The Life and Death of Robert Ames*, New York, Crown, 2014, p. 117-118

considérable<sup>259</sup>. La plupart des analystes sont alors des arabistes : lors de la mise en place d'un groupe de travail sur la révolution à l'automne 1978, sa direction est confiée au chef de la branche arabe<sup>260</sup>. Née de la guerre froide, la branche Grèce-Turquie-Iran est refondue pour associer l'Iran aux États arabes dans la branche golfe Persique-Iran : les analyses sur l'Iran y deviennent un travail complémentaire, ce qui semble justifié à l'époque par la stabilité du pays. Un analyste arabisant dépourvu de toute expérience est affecté aux questions iraniennes au milieu de l'année 1978. E. Oney voit dans ce changement la sanction d'une équipe ayant échoué à prévoir la révolution<sup>261</sup>. Le groupe de travail sur la révolution est composé de bons analystes, qui n'ont cependant qu'une connaissance superficielle de l'Iran, ce qui doit les dispenser de préjugés sur le pays. L'agent Howard Hart, envoyé sur le terrain en 1977, n'a lui-même jamais mis les pieds en Iran et ne parle pas le persan. Nourri des discours hostiles aux Iraniens entendus dans les pays du golfe Persique, il perçoit d'ailleurs son affectation comme une sanction<sup>262</sup>.

Dans un écho troublant, une valse de nominations touche également le FCO en janvier 1979. Alan Munro, successeur d'Ivor Lucas à la tête du département, raconte l'incrédulité de David Owen, confronté à de nouveaux collègues en pleine crise iranienne. Il ne connaît pas John Moberly, qui succède à Michael Weir comme adjoint au sous-secrétariat d'État pour le Moyen-Orient. Il retrouve aussi Anthony Parsons, devenu sous-secrétaire d'État adjoint en remplacement de John Graham, lui-même affecté à Téhéran en remplacement de Parsons<sup>263</sup>. La redistribution des portefeuilles au Royaume-Uni a au moins l'intérêt de conserver à des postes-clés des acteurs nourris d'une expérience récente du pays.

Au département d'État et au CSN, la stabilité de l'Iran dans les années 1970 plonge dans l'inertie les sections analytiques, au point de maintenir le gouvernement des États-Unis dans une ignorance virtuelle de la réalité du pays<sup>264</sup>. Le bureau du renseignement et de la recherche n'a pas d'analyste consacré à temps plein aux questions iraniennes, laissant le travail au bureau iranien ou au bureau des affaires politiques et militaires<sup>265</sup>. George Griffin, de la branche Asie du Sud, David Long, directeur pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, et son adjoint Philip Stoddard, à la formation universitaire solide, sont plus familiers du Moyen-Orient qu'experts de l'Iran. Ils finissent, dans l'intelligence de leurs analyses, par développer une connaissance du pays dépassant de loin les autres iraniens du gouvernement<sup>266</sup>.

Alors que leurs homologues britanniques sont pour la plupart des arabistes indirectement familiers du pays, les iraniens américains sont souvent nourris de l'expérience d'une ou plusieurs affectations sur place. Henry Precht, le directeur du bureau iranien, a été en charge des affaires politiques et militaires à Téhéran (1972-1976). Carl Clement a appris le persan avant de devenir consul à Téhéran puis à

<sup>259</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 417.

<sup>260</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debacle: The American Failure in Iran*, New York, Knopf, 1981, p. 132.

<sup>261</sup> ONEY Ernest, entretien avec Seyyed Vali Reza Nasr, 22 mai 1991 [En ligne], FIS [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest\\_5.pdf](https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest_5.pdf)

<sup>262</sup> HART Howard, *A Life for A Life*, op. cit., p. 93-94.

<sup>263</sup> MUNROE Alan, *Keep the Flag Flying: A Diplomatic Memoir*, Londres, Gilgamesh Publishing, 2012, p. 122.

<sup>264</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 123.

<sup>265</sup> DONOVAN Michael, "National intelligence and the Iranian revolution", *Intelligence and National Security*, 1997, vol. 12, n°1, p. 148.

<sup>266</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion* op. cit., p. 407.

Khorramshahr (1968-1973). L'exception la plus notable est celle de Gary Sick, auquel revient par défaut le portefeuille iranien au CSN, mais son absence de formation à l'Iran ne l'empêche pas de produire des analyses fines de la situation intérieure et des dynamiques régionales<sup>267</sup>.

En Iran, l'expertise des Britanniques est inscrite dans un nombre et une durée d'affectations supérieurs aux Américains. Les affectations longues sont plus nombreuses (42% contre 34%), à l'inverse des affectations courtes (32% contre 52%). James Bill note pour les États-Unis l'insuffisance de la durée des tours pour se familiariser avec une société labyrinthique<sup>268</sup>. L'ambassadeur Sullivan est marqué par le faible nombre de diplomates américains expérimentés<sup>269</sup>. Si certains ont servi auparavant au Moyen-Orient, aucun n'a été formé au chiisme qui constitue l'identité religieuse du pays<sup>270</sup>.

La question linguistique renforce le prisme impérial dans l'appréhension du pays. L'ambassadeur britannique ne s'émeut pas du fait que son chef de chancellerie, David Miers, ne parle pas le persan, car ses interlocuteurs au ministère iranien des Affaires étrangères sont tous anglophones. Il est vrai que les autres diplomates britanniques se distinguent en compensation par leur maîtrise de la langue locale. Côté américain, le manque de persanophone conduit à privilégier les contacts avec la classe moyenne sécularisée. L'étude de la liste des invités de l'ambassade montre la récurrence de figures depuis longtemps liées aux Américains, qui nourrissent leur vision de l'Iran depuis les années 1950 : les contacts dans la sociétés se transmettent en effet entre diplomates successifs<sup>271</sup>. Les principaux contacts d'E. Oney lors de ses affectations en Iran étaient avec la SAVAK<sup>272</sup>. Son supérieur affirme à Howard Hart que les seules personnes dignes d'intérêts sont anglophones<sup>273</sup>. Conscient de ce biais linguistique, William Sullivan entreprend de constituer un vivier d'interprètes. Il est cependant confronté à la réticence des musulmans à l'idée de travailler pour les Occidentaux et doit recruter des Arméniens chrétiens, hostiles à la population locale, qui les considère comme une mafia, suscitant ainsi d'autant plus la méfiance des Iraniens.

Afin d'actualiser leur appréhension du pays, certains iraniens en poste dans les administrations centrales peuvent bénéficier de visites de familiarisation. Analyste pour l'Iran au bureau du renseignement et de la recherche, Franklin Huddle part en amont de la révolution en mission en Iran. Il garde le souvenir déçu d'avoir été traité comme un visiteur soviétique : il se voit imposée une visite d'une heure à la base militaire pour une projection à la mode de « l'Iran est un vaste pays », sans accéder à des informations substantielles<sup>274</sup>. La même année, se rend aussi en Iran Robert Curran, directeur régional à l'Agence de communication internationale. Son séjour à Téhéran et à Ispahan le confronte à la réalité d'un pays en voie de soulèvement. S'il se félicite du professionnalisme de ses collègues, il s'étonne de la déconnexion

<sup>267</sup> DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah: A CIA Hostage in Iran*, Annapolis, United States Naval Institute Press 2003, p. 72, note 20.

<sup>268</sup> BILL James, "Iran and the Crisis of '78", *Foreign Affairs*, 1978, vol. 57, n°2, p. 340.

<sup>269</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 40

<sup>270</sup> NAAS Charles, cité par DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah*, *op. cit.*, p. 69

<sup>271</sup> BILL James, "Iran and the Crisis of '78", *op. cit.*, p. 340.

<sup>272</sup> ONEY Ernest, entretien avec Seyyed Vali Reza Nasr, 22 mai 1991 [En ligne], FIS [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest\\_2.pdf](https://fis-iran.org/sites/default/files/oneyernest_2.pdf)

<sup>273</sup> HART Howard, *A Life for A Life*, *op. cit.*, p. 93-94.

<sup>274</sup> HUDDLE Franklin, entretien avec David Reuther, 1st July, 2015, *op. cit.*

entre les discours du palais impérial ou de la Maison-Blanche et la réalité du terrain<sup>275</sup>.

Les Britanniques concernés gardent le souvenir de visites plus constructives. Robin Gorham, premier secrétaire au département du Moyen-Orient, se rend en Iran en février 1978. Il évoque dans son compte-rendu une visite d'un intérêt considérable. Il échange avec George McBain, directeur de la chambre de commerce irano-britannique, qui l'introduit aux enjeux commerciaux de la relation bilatérale. John Hanson, représentant du British Council, lui rend compte de l'importance des antennes en province dans la connaissance de la vie locale. Peter Westmacott et John Stempel lui confirment la proximité des diplomates et des analyses de leurs ambassades. R. Gorham note d'ailleurs que la supériorité des ressources humaines et financières à disposition des Américains ne se traduit pas par une meilleure qualité de leur appréhension du pays. Il déjeune avec deux officiers américains en charge des affaires économiques à Téhéran et consulte George Chalmers, chargé de la section commerciale à l'ambassade britannique. Il se rend aussi auprès du représentant local de la British Petroleum. P. Westmacott l'accompagne au ministère des Affaires étrangères pour un entretien finalement peu utile. D. Miers l'emmène à l'Institut international d'études politiques et économiques, dont le directeur, Abbas Amiri, lui assène une critique cinglante de la politique du shah dans l'océan Indien et la Corne de l'Afrique, tout en évoquant la menace conjointe que les marxistes et les islamiques font peser sur son régime. Ses échanges avec l'attaché de défense lui révèlent la difficulté, partagée par les diplomates, à accéder à des responsables iraniens<sup>276</sup>.

Afin de mieux comprendre la nature de l'opposition, Christopher Rundle se rend quant à lui en Iran à l'automne 1978. Il consulte à Téhéran des universitaires proches du pouvoir. Il se rend à Tabriz, fief de l'ayatollah Shariatmadari, figure de l'opposition puis rival de Khomeini. Il échange à Qom avec des jeunes en route pour distribuer dans les villages alentours des cassettes audio sur lesquelles sont enregistrés les sermons de ce dernier. Il découvre à Ispahan un quotidien marqué par les grèves et la fermeture du bazar décrétée par les autorités religieuses<sup>277</sup>. Le maintien de ces visites de familiarisation dans un contexte budgétaire contraint par la crise économique qui touche le Royaume-Uni témoigne d'une volonté de rester en phase avec les événements. Il explique par ailleurs la forte influence des diplomates britanniques sur leurs homologues américains dans les échanges sous-tendant la relation bilatérale.

### III. Une communauté d'impétrants en préférences impériales

La sensibilité des questions iraniennes à Londres et à Washington se mesure enfin à la compétition d'influence à l'œuvre aux portes du pouvoir entre des acteurs aux agendas non-concordants. Dans quelle mesure leurs réseaux transatlantiques consolident-ils leur entrisme auprès des cercles décisionnels ?

<sup>275</sup> CURRAN Robert, entretien avec Stuart Kennedy, 6 novembre 1998 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Curran-Robert-Theodore.toc\\_.pdf](https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Curran-Robert-Theodore.toc_.pdf)

<sup>276</sup> TNA, FCO 8/3218/10, Gorham to Lucas, Visit to Iran, 27th February, 1978

<sup>277</sup> RUNDLE Christopher, "Reflections on the Iranian revolution and Iranian-British relations", Working Paper, Centre for Middle Eastern and Islamic Studies, Durham, 2002 University of Durham, p. 3.

## A. Les racines transatlantiques de la diplomatie impériale

### 1. Parviz Raji, au service du trône du Paon

Dans un télégramme adressé à Londres, Anthony Parsons se félicite de la nomination de Parviz Raji, qu'il considère être un excellent choix, comme représentant au service du trône de Paon à Londres :

« Il est jeune, issu d'une université britannique et très intelligent. Il est connu de nombreuses personnes en Grande-Bretagne et se sent tout à fait à l'aise en compagnie britannique – son anglais est pratiquement indiscernable de celui d'un Anglais. Avec ce bagage, il est, et c'est heureux, dépourvu de la vanité et de l'irritabilité de ses deux prédécesseurs à Londres. Derrière un masque mondain et sophistiqué, c'est un officiel dévoué et hautement compétent. Son travail au bureau du Premier ministre a été de la plus grande importance et il s'est montré d'une aide et d'une coopération infaillibles à l'égard de cette ambassade. Il est devenu un ami proche de ma femme et de moi-même. »<sup>278</sup>

Ses racines transatlantiques sont anciennes. Après quelques années au lycée à Pottstown (Pennsylvanie), il termine sa formation secondaire au Royaume-Uni puis étudie l'économie au Trinity College de Cambridge. Il retourne en Iran en 1959, où il fait la connaissance d'Amir Abbas Hoveida, dont il devient le secrétaire particulier aux Affaires étrangères et à la tête du gouvernement. Il est nommé ambassadeur à Londres en 1976 grâce à l'influence de la princesse Ashraf, dont il est le protégé<sup>279</sup>.

Sa nomination est saluée par le groupe parlementaire anglo-iranien, qui organise en son honneur un dîner à Westminster, le 4 août 1976. Ses membres forment dès lors le cœur de son réseau britannique. Eldon Griffiths, le directeur du groupe, décrit par P. Raji comme un « copain » d'Ardeshir Zahedi, l'ambassadeur iranien à Washington, fait des études d'histoire à Cambridge puis à Yale. Il devient correspondant de presse aux États-Unis, puis député conservateur<sup>280</sup>. Peter Temple-Morris, le secrétaire du groupe, est député conservateur et mari de Taheré Khozeimé-Alam, fille d'un ancien ministre et cousin d'Amir Asadollah Alam<sup>281</sup>. Parmi les autres membres notable, on compte Julian Amery, fils de Leo Amery, secrétaire d'État à l'Inde pendant la Seconde Guerre mondiale, et gendre du Premier ministre Harold Macmillan. Ancien du MI6, il revendique une longue association à l'Iran, qui explique que les opposants à Mohammad Mossadegh prennent contact avec lui au début des années 1950 pour solliciter le soutien de Londres<sup>282</sup>. Les membres du groupe deviennent des proches de l'ambassadeur, régulièrement invités à Prince's Gate<sup>283</sup>. Le dîner réunit d'autres parlementaires inscrits dans une familiarité avec l'outre-Atlantique et le Moyen-Orient : Peter Walker, député conservateur de Worcester ; Samuel Segal, président de l'Association anglo-israélienne ; John Eden, député conservateur de Bournemouth West et

<sup>278</sup> TNA, FCO 8/2768/ 2, Parsons to FCO, Iranian ambassador in London, Tehran 308, 5th May, 1976

<sup>279</sup> RAJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne: The Diaries of the Shah's Last Ambassador to London*, Londres, Hamish Hamilton, 1983, p. 1-2.

<sup>280</sup> LANGDON Julia, "Sir Eldon Griffiths obituary", *The Guardian*, 4th June, 2014.

<sup>281</sup> "Amir Hossein Khozeimé-Alam", *The Daily Telegraph*, 25th May, 2002.

<sup>282</sup> DORRIL Stephen, *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, New York, Simon and Schuster, 2002, p. 573.

<sup>283</sup> Les 13 et 20 février, 26 juillet 1978 et 18 décembre : RADJI Parviz C., *In the Service of the Peacock Throne*, *op. cit.*, p. 150, 153, 203, 288.



neveu d'Anthony Eden ; Antony Kershaw, député de Stroud ; sir Geoffrey de Freitas, député travailliste puis diplomate, ancien étudiant à Cambridge et à Harvard, où il rencontre sa future épouse. En l'absence d'Ivor Lucas et de Michael Weir, c'est Stephen Day qui représente le département du Moyen-Orient<sup>284</sup>.

Son ambassade à Londres permet à P. Raji de nouer un grand nombre de relations avec des personnalités officiant au gouvernement, comme David Owen, dans les médias, comme le rédacteur en chef du *Times* Denis Hamilton, ou dans d'autres instances, comme Martin Ennals, le secrétaire général d'Amnesty International, qui participe d'une critique récurrente des atteintes aux droits de l'homme en Iran<sup>285</sup>. Les relations entre D. Owen et P. Raji sont à l'aune de celles reliant les nations qu'ils servent. Le 20 mai 1977, lorsque le secrétaire d'État est contraint d'annuler un déjeuner prévu avec l'ambassadeur pour se rendre au chevet de son fils, Téhéran soupçonne un camouflet, obligeant le FCO à faire amende honorable<sup>286</sup>. En 1976, le FCO avait d'ailleurs annulé à la dernière minute sa participation aux cérémonies données par l'ambassade pour l'anniversaire du shah, ce qui avait suscité assez d'inquiétude pour expliquer l'absence de ministre iranien aux célébrations de l'anniversaire de la reine six mois plus tôt<sup>287</sup>.

Parmi les autres relations de P. Raji se trouve Denis Wright, ancien ambassadeur en Iran devenu directeur de la Société iranienne de Londres. Celui-ci le convie en novembre 1976 au dîner annuel de l'association, qui réunit son directeur, Peter Carrington, futur ministre de Margareth Thatcher, son ancien directeur Clive Bossom et l'ambassadeur égyptien Mohamed Samieh Anwar autour de la princesse Anne d'Angleterre, invitée d'honneur, laquelle avait représenté la Couronne au festival de Persépolis en 1971. Outre les ministres du gouvernement, le chancelier Denis Healey et le ministre d'État Frank Judd, ainsi que les membres du département du Moyen-Orient, P. Raji est aussi en contact avec les voix de l'opposition. Le 26 avril 1978, il reçoit à dîner Margaret Thatcher, en amont de sa visite de familiarisation en Iran<sup>288</sup>. Ce premier contact explique la résistance du prisme impérial au-delà de la révolution.

De son enfance en Pennsylvanie, P. Raji a gardé une lointaine familiarité avec les États-Unis. Ses relations avec les membres du groupe parlementaire anglo-iranien lui permettent de bénéficier de leurs contacts américains et de leurs impressions de leurs séjours outre-Atlantique. Ainsi, J. Amery s'entretient avec lui le 15 novembre 1977 à son retour de Washington, où le shah a été reçu par le président Carter. Ses relations aux États-Unis relèvent sans surprise des hérauts de la cause pahlavienne en Amérique. P. Raji se rend à New-York pour des raisons médicales à la mi-janvier 1978. Il déjeune chez Armando Orsini avec Marian Javits, qui le rassure sur l'improbabilité de voir Jimmy Carter élu pour un second mandat. Elle lui rapporte par ailleurs la persistance de la mauvaise image de l'Iran, que la visite de la shahbanou n'a pas réussi à apaiser. Selon elle, la plupart des Américains restent figés sur l'image d'un gouvernement répressif imposant aux prisonniers des conditions de détention inhumaines.

<sup>284</sup> TNA, FCO 8/2768/43, Day to Parsons, Parvis Radji, 6th August, 1976

<sup>285</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, op. cit., p. 132.

<sup>286</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*, op. cit., p. 81 et OWEN David, *Time to Declare*, op. cit., p. 323-324.

<sup>287</sup> TNA, FCO 8/2985/22, Lucas to PS/Mr Judd, Iranian National Day reception: 26 October 1977, 27th September, 1977.

<sup>288</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*, op. cit., p. 34, 154 et 172.

M. Javits lui rend visite trois mois plus tard à Londres. Le journaliste Kenneth Harris, correspondant de l'*Observer* à Washington dans les années 1950, le fait inviter au dîner annuel donné au *Lincoln's Inn* par le journal. Il y entend Henry Kissinger, qui évoque la politique de détente et la situation en Iran tout en insistant sur l'importance géostratégique du pays pour la sécurité de l'Occident. Après le dîner, l'ambassadeur échange quelques mots avec l'ancien secrétaire d'État, qui lui exprime sa considération pour le shah. Chez Eldon Griffith, P. Raji rencontre Kingman Brewster, l'ambassadeur américain à Londres, ainsi que le Major General William Norris, commandant de la Third Air Force, assurant la liaison militaire avec le gouvernement britannique depuis le quartier général de la Royal Air Force à Mildenhall (Angleterre). Le journal de l'ambassadeur suggère également des relations avec William Lehfeldt, un diplomate américain qui exerce à Téhéran en tant qu'officier en charge des affaires économiques (1969-1974) puis vice-président de la branche locale de la General Electric (1974-1979)<sup>289</sup>.

## 2. Ardeshir Zahedi, la mémoire de *Mordad*

Dans l'introduction à l'édition anglaise du deuxième volume de ses mémoires, le dernier ambassadeur de l'empire iranien aux États-Unis évoque les nombreuses relations nouées avec les membres de l'*Establishment* américain durant ses années de service<sup>290</sup>. Il part aux États-Unis à l'âge de 18 ans faire des études d'ingénierie agricole à l'université d'Utah. En 1949, sa rencontre avec le shah est décisive. Le lien entre les deux hommes va jusqu'à l'union d'A. Zahedi avec la princesse Shahnaz, fille du shah et de la reine Faouzia. En 1950, A. Zahedi rentre en Iran et travaille pour le programme de développement Point Four lancé par Harry Truman<sup>291</sup>. Il est bientôt confronté aux enjeux de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran : son père, général de l'armée impériale, sert comme ministre des Affaires étrangères puis succède à Mohammad Mossadegh comme Premier ministre au terme du « coup d'État » de 1953, auquel il prend part aux côtés des monarchistes avec le soutien du MI6 et de la CIA<sup>292</sup>. Nommé à deux reprises ambassadeur à Washington, entre 1959 et 1961 puis entre 1972 et 1979, A. Zahedi apparaît comme le symbole de ces maîtres en relations publiques envoyés afin d'élargir la base des soutiens aux shah parmi les Américains les plus influents<sup>293</sup>. Il passe pour

« un playboy aimant s'amuser, gavant d'or liquide et comestible la gorge des puissants, des riches ou des simples célébrités. Sa personnalité était grosse comme le Ritz. C'était un homme de spectacle fabuleux, le Cecil B. De Mille des dîners, qui était aussi heureux d'embrasser Henry Kissinger, Liza Minnelli, Andy Warhol ou Elisabeth Taylor, laquelle fut l'une des plus célèbres de ses amantes. *Le tout* Washington l'adorait. Il n'y avait pas d'endroit plus somptueux que l'ambassade iranienne sur Massachusetts Avenue, avec ses dômes de plafond à miroir, ses draperies et ses soieries,

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 123, 142-144, 165, 275, 146 et 290.

<sup>290</sup> ZAHEDI Ardeshir, *The Memoirs of Ardeshir Zahedi. Vol. 2 : Love, Marriage, Ambassador to the United States and Ambassador to Great Britain (1955-1966)*, Bethesda, IBEX Publishers, 2014, p. 15.

<sup>291</sup> MILANI Abbas (dir.), *A Window into Modern Iran. The Ardeshir Zahedi Papers at the Hoover Institution Library & Archives. A Selection*, Stanford, Hoover Institution Press, 2019, p. 20.

<sup>292</sup> KINZER Stephen, *All The Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2003, p. 102, 142 et 195-196

<sup>293</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion, op. cit.*, p. 376.

l'ensemble dominé par les portraits en pied de Leurs Impériales Majestés, mis en évidence par la personnalité inépuisable de Zahedi. Montres d'or, caviar, champagne et belles femmes devinrent associés à la générosité du meilleur des hôtes. »<sup>294</sup>

Un document de 135 pages retrouvé dans les archives de l'ambassade à Washington, intitulé « United States-Mass Media », recense le nom de 620 Américains, dont 285 ont reçu entre 1975 et 1977 des bouteilles de champagne Dom Pérignon, des boîtes de caviar Beluga, des bijoux Cartier, des chandeliers, des livres, mais aussi des pistaches, des soieries et des montres en diamant<sup>295</sup>. Cette « diplomatie du caviar, des montres et des putes » selon le mot du Premier ministre Hoveida<sup>296</sup>, permet à l'ambassadeur de répondre par le luxe aux critiques ponctuelles dont l'Iran fait l'objet dans la presse occidentale.

Elle permet également de consolider les réseaux que l'ambassadeur s'est efforcé de développer en Occident et dont il fait état dans 60 pages de ses mémoires<sup>297</sup>. Sans apporter de preuve à leur importance véritable, il revendique l'amitié de tous les présidents américains de Dwight Eisenhower à George Bush ; des sénateurs Jay Rockefeller, Claiborne Pell, Howard Baker, Barry Goldwater, John Tower, Edward Brooke, Charles Percy, James Fulbright, Mike Mansfield, Stuart Symington, Abraham Ribicoff, Birch Bayh, Frank Church, Samuel Nunn, Bob Dole, Jacob Javits, Charles Mathias, George McGovern, Henry Jackson et Robert Byrd ; des secrétaires John Foster Dulles, Christian Herter, Dean Rusk, Harold Caccia, William Rogers, James Bakers, Elliot Richardson, James Schlesinger, Melvin Laid, Cyrus Vance, Colin Powell, Henry Kissinger, Averell Harriman. Ses relations compteraient également les plus grands noms des médias américains, comme l'éditeur Walter Annenberg, Arthur Sulzberger et Sydney Gruson du *New York Times*, Katherine Graham et Benjamin Bradlee du *Washington Post*, Arnaud de Borchgrave du *Washington Times*, John Cooley du *Boston Globe* et du *Christian Monitor*, Eldon Griffiths de *Newsweek*, Betty Beale de *Time*, Jack Kauffmann du *Washington Star*, Walter Cronkite de *CBS*, Barbara Walters de *ABC*, David Brinkley de *NBC*, Larry King de *CNN*. De ce *Who's who in America* émergent tantôt des rencontres ponctuelles et montées en épingle par le diplomate, tantôt des amitiés sincères témoignant d'un lien intime ménagé par A. Zahedi avec ses partenaires américains. Dans ses mémoires, le shah estime pourtant avoir été mal servi par les rapports biaisés d'un ambassadeur qui a passé si longtemps à Washington qu'il en est devenu trop identifié aux administrations Nixon et Ford. Le train de vie de son ambassade semble aussi mal assorti avec l'esprit de la présidence Carter<sup>298</sup>. Il n'en demeure pas moins que l'ambassadeur garde jusqu'à la fin l'oreille de Zbigniew Brzezinski, qui l'invite à dîner et échange avec lui sur la situation en Iran, court-circuitant ainsi l'action du département d'État<sup>299</sup>.

A. Zahedi a servi comme ambassadeur au Royaume-Uni pendant 4 ans (1962-1966) à la suite de sa première nomination aux États-Unis. Attaché à lancer un nouveau chapitre dans la relation entre Londres et Téhéran, il ouvre l'ambassade de Prince's Gate aux figures de la vie politique, sociale et culturelle et

<sup>294</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride: The death of an ally*, Londres, Touchstone, 1989, p. 104.

<sup>295</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 370-371.

<sup>296</sup> BUCHAN James, *Days of God. The Revolution in Iran and Its Consequences*, Londres, John Murray, 2012, p. 222.

<sup>297</sup> ZAHEDI Ardeshir, *The Memoirs of Ardeshir Zahedi. Vol. 2*, op. cit., p. 16-77.

<sup>298</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Answer to History*, New York, Stein and Day, 1980, p. 165.

<sup>299</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 359.

facilite le retour des entreprises britanniques en Iran. Il pose à Londres les bases d'une « diplomatie du caviar » qui lui assure une aura certaine dans la société<sup>300</sup>. Le développement de ses réseaux, essentiellement londoniens, assure à long terme la constitution d'une élite sensibilisée, sinon acquise, à la cause pahlavienne<sup>301</sup>. Il rend ainsi dans ses mémoires un hommage convenu à la reine et à son époux ; il évoque Louis Mountbatten, l'oncle maternel du duc d'Édimbourg et dernier vice-roi des Indes comme un « véridique et merveilleux ami » ; de Winston Churchill, il met en perspective les positions fermes à l'égard de l'Iran avec son rôle historique ; il se présente comme un très bon ami du Premier ministre Edward Heath et du secrétaire d'État George Brown, qui revient en Iran lors de la révolution ; il considère Julian Amery comme un très cher ami personnel et un bon ami de l'Iran, depuis son rôle dans la résolution de la crise d'Azerbaïdjan ; il se rappelle avoir travaillé avec d'autres membres de la classe politique britannique, tel Denis Healey, chancelier de l'Échiquier dans les années 1970 ; il se dit en très bons termes avec les ambassadeurs de la Couronne successifs en Iran, comme Roger Stevens, Denis Wright et Peter Ramsbotham ; il évoque enfin Hartley Shawcross, ancien procureur britannique au tribunal de Nuremberg et président de la Société iranienne de Londres, qu'il qualifie d'ami sincère de l'Iran, à l'image de son fils William, lequel publie un récit empathique des derniers jours du shah après la révolution, à l'aune de témoignages émanant du premier cercle des proches, notamment de la princesse Ashraf.

Son ambassade puis son passage aux Affaires étrangères coïncident avec les derniers feux de la présidence britannique à l'Est de Suez. Il émet des critiques acerbes sur la politique de la Couronne dans le golfe Persique, notamment sur la question de Bahreïn, historiquement revendiqué par le trône du Paon. Un épisode militaire confrontant l'aviation britannique à la marine iranienne conduit A. Zahedi à protester auprès de G. Brown, lequel lui rappelle la protection octroyée par traité par Londres aux territoires du Golfe. A. Zahedi proteste par ailleurs contre l'utilisation du toponyme golfe Arabo-Persique dans les documents officiels ou les cérémonies publiques, au point de quitter un jour à l'improviste une assemblée dans laquelle la Reine est présente. Il ne manque pas de faire alors état de sa colère à Washington<sup>302</sup>.

### 3. Ashraf Pahlavi et Farah Diba, au nom du shah

« C'était une écrasante atmosphère de nouveaux-riches, de chi-chi factice et de flagornerie. La nourriture était excellente, la conversation non-existante. C'était une atmosphère étouffante et écœurante, dans ces mini-palaces au luxe excessif. »<sup>303</sup>

Le souvenir que garde le diplomate Brian Urquart d'un déjeuner auquel l'avait convié la princesse Ashraf Pahlavi témoigne des variations de la diplomatie du luxe pratiquée par les représentants du pahlavisme en Occident. La sœur jumelle du shah apparaît à plus d'un titre comme le pouvoir derrière le trône du Paon. La fiche de personnalité rédigée par le FCO à son sujet lui reconnaît du courage, de

<sup>300</sup> MILANI Abbas (dir.), *A Window into Modern Iran*, op. cit., p. 23.

<sup>301</sup> ZAHEDI Ardeshir, *The Memoirs of Ardeshir Zahedi. Vol. 2*, op. cit., p. 80-84.

<sup>302</sup> MILANI Abbas (dir.), *A Window into Modern Iran*, op. cit., p. 23 et 26.

<sup>303</sup> URQUHART Sir Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 283.

l'intelligence, ainsi qu'une force de caractère et de sentiments<sup>304</sup>. Elle part aux États-Unis à l'invitation de la Croix rouge en 1947, inaugurant son engagement en faveur des causes humanitaires, que montrent sa participation aux campagnes contre l'analphabétisme en Iran et ses interventions à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Elle rencontre Harry Truman, avec lequel elle échange sur les enjeux de la relation bilatérale. Elle fait organiser par l'ambassade iranienne à Washington des réceptions destinées à forger des relations au sein de l'*Establishment* politique et médiatique, cependant que George Marshall la reçoit au département d'État. Ses relations avec les présidents américains ultérieurs montrent son affinité particulière pour les membres du parti républicain, qu'elle juge, comme son frère, plus sympathiques aux intérêts de son pays<sup>305</sup>. En 1953, elle contribue à l'organisation du « coup d'État ». Trois ans plus tard, elle est reçue par Dwight Eisenhower à la Maison-Blanche. Elle est proche des principaux agents de la cause pahlavienne aux États-Unis, comme Henry Kissinger et Nelson et David Rockefeller. Son aura éclate lors de la réception donnée en son honneur à Washington en juin 1969. Y assistent des hommes d'États, membres de la Cour suprême, du Congrès et du corps diplomatique aux affaires depuis trois administrations. Cette réputation participe de la diffusion de l'image de marque du gouvernement impérial aux États-Unis, imprimant une influence durable sur leur politique étrangère<sup>306</sup>.

Du 8 au 12 juin 1976, la princesse est invitée par James Callaghan à séjourner au Royaume-Uni dans le cadre d'un renforcement des relations bilatérales que des visites royales ont contribué à établir. La princesse est reçue par la reine au palais de Buckingham après avoir assisté au défilé militaire donné en l'honneur de l'anniversaire de la souveraine depuis la loge de la reine-mère. Sont aussi prévus un déjeuner avec cette dernière, un entretien avec le Premier ministre et un thé avec son épouse, une rencontre avec David Owen et un dîner à Prince's Gate. P. Raji recommande au gouvernement britannique le plus haut niveau de représentation afin de garantir le succès de la visite<sup>307</sup>. La liste des invités aux différentes réceptions témoigne du resserrement du réseau des pahlaviens britanniques autour du groupe parlementaire anglo-iranien (Samuel Segal, Nicholas Bethell), de la Société iranienne de Londres (Clive Blossom, Peter Carrington), de la SOAS (Robert Michael Burrell), du British Institute of Persian Studies (Max Mallowan), du British Council (John Llewellyn), en plus des représentants traditionnels du gouvernement et du service diplomatique<sup>308</sup>. Le succès de la visite est aussi ménagé par l'appréhension des susceptibilités internes à la Cour impériale : soupçonnant quelque rivalité entre la princesse et la shahbanou, mais ne pouvant accorder une égalité protocolaire aux deux femmes, les Britanniques sont appelés à éviter de rappeler à la princesse à chaque occasion la récente visite de Farah Pahlavi à Londres<sup>309</sup>.

Le premier voyage de cette dernière aux États-Unis, en 1962, constitue un traumatisme durable qui

<sup>304</sup> TNA, FCO 8/2767/75, Lucas to Private Secretary, Visit of Princess Ashraf of Iran, 4th June, 1976.

<sup>305</sup> PAHLAVI Ashraf, *Faces in a mirror: memoirs from exile*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1980, p. 93-98.

<sup>306</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, p. 350-352.

<sup>307</sup> TNA, FCO 8/2767/63, Westbrook to Booth, 24th May, 1976.

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/2767/62, List of guests to be invited to the tea party for Princess Ashraf on Wednesday, 9 June 1976, 24th May, 1976; FCO 8/2767/61, Heath to James, Princess Ashraf's visit: guests list, 27th May, 1976; FCO 8/2767/60, Lucas to Parsons, Dinner to be given by Her Imperial Highness Princess Ashraf at the Iranian Residence, 10 June, 25th May, 1976.

<sup>309</sup> TNA, FCO 8/2767/75, Lucas to Private Secretary, Visit of Princess Ashraf of Iran, 4th June, 1976.

résonne *a posteriori* avec la dernière visite d'État sur place du couple impérial en novembre 1977 :

« Je conserve de ce voyage le souvenir oppressant des manifestants qui hurlaient des slogans hostiles au roi. Ils étaient partout, à quelques mètres de nous parfois, au point que mon mari devait forcer la voix s'il avait à s'exprimer. Du matin au soir ils ne cessaient de crier, et jusque sous les fenêtres de notre hôtel. »<sup>310</sup>

Pour la troisième épouse du shah, l'accueil que réservent les étudiants iraniens expatriés est d'autant plus décevant que son engagement en faveur des déshérités, des femmes, de la santé et de la culture est ancien<sup>311</sup>. La shahbanou conserve pourtant un souvenir heureux de l'accueil ménagé par les Kennedy à la Maison-Blanche et de la visite des studios de Hollywood, où elle rencontre Walt Disney qui offre des dessins au prince Reza. De cette visite datent les liens étroits entre les Pahlavi et les Johnson. L'impératrice revient aux États-Unis à titre privé en juin 1964, en janvier et en avril 1976, puis en juillet 1977. Elle s'y rend en visite d'État en juillet 1973 et en novembre 1977<sup>312</sup>. Elle est reçue le 11 juillet 1977 à la Maison-Blanche par le président et son épouse Rosalynn, à qui elle laisse un souvenir impressionné :

« Elle était magnifique, coiffée d'un chignon qui tenait serrés ses cheveux en arrière. Posée et sûre d'elle-même, elle me semblait être une force réelle dans la vie de son époux. Elle était très impliquée dans la préservation de la culture de l'Iran en établissant des musées, en parrainant des programmes de développement des arts et en travaillant pour subvenir aux besoins des écoles. »<sup>313</sup>

C'est son intérêt pour l'éducation, la culture et les arts qui conduit F. Pahlavi à développer des liens avec le monde américain de l'art et de la recherche. Son influence grandit dans les années 1970 lorsque des hommes politiques et des hommes d'affaires commencent à graviter dans son entourage, séduits par ses liens avec les instituts Aspen. Sous leur égide est organisé à Persépolis en lien avec les bureaux de l'impératrice une conférence réunissant hommes d'affaires, parlementaires, universitaires et journalistes issus de différents pays<sup>314</sup>. La shahbanou rencontre à cette occasion Shirley Williams, secrétaire d'État britannique à l'Éducation et à la Science<sup>315</sup>. Son action caritative est saluée en 1977 par l'octroi du prix annuel de la Fondation Appel la conscience, établie en faveur de la paix et de la tolérance par le rabbin Arthur Schneier : elle succède ainsi des proches du régime impérial, comme Averell Harriman et Nelson Rockefeller, précédant par ailleurs Margaret Thatcher, qui en est lauréate l'année suivante<sup>316</sup>.

La shahbanou se rend au Royaume-Uni en avril 1976<sup>317</sup>. Elle est reçue à dîner à plusieurs reprises par la reine au palais de Buckingham et au château de Windsor. La souveraine l'accompagne à Covent Garden pour une représentation, à l'issue de laquelle P. Carrington organise une réception au nom de la Société iranienne de Londres. La shahbanou inaugure l'exposition scientifique du festival sur le monde de l'islam, lequel est ouvert en sa présence par Elizabeth II<sup>318</sup>. Elle est reçue à dîner à Downing Street,

<sup>310</sup> PAHLAVI Farah, *Mémoires*, Paris, Xo éditions, 2003, p. 124.

<sup>311</sup> ZONIS Marvin, *Majestic Failure The Fall of the Shah*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 138.

<sup>312</sup> Official visits and travels of H.I.M. Farah Pahlavi [En ligne], The Official Site of Farah Pahlavi [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://farahpahlavi.org/activities/official-visits>.

<sup>313</sup> CARTER Rosalyn, *First Lady from Plains*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 1994, p. 305.

<sup>314</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 352-353.

<sup>315</sup> TNA, FCO 8/2886/91, Hodgkinson to Ganji, 23rd February 1977

<sup>316</sup> DOS, Christopher to Brewster, State 253914, Award for Margaret Thatcher, 5th October, 1978.

<sup>317</sup> TNA, FCO 8/2766/25, Lucas to Weir, Visit to the UK of the Shahbanou of Iran, 30th January 1976.

<sup>318</sup> TNA, FCO 8/2766/90, Visit Her Imperial Majesty the Shahbanou of Iran 5-10 April 1976, April 1976.

aux côtés de membres du gouvernement et du service diplomatique, des dirigeants des grandes institutions artistiques et culturelles britanniques (British Library, Royal Society, Royal Academy, National Theater, Victoria and Albert Museum, Hayward Gallery) et des membres du groupe parlementaire anglo-iranien (S. Segal, E. Griffiths, P. Temple-Morris)<sup>319</sup>. A l'occasion de ce séjour, la proposition par son directeur, Michael Stewart, d'une intervention de l'impératrice à la fondation Ditchley<sup>320</sup> témoigne de l'enracinement de l'influence du pahlavisme dans les cercles intellectuels américains et britanniques.

## B. Les influences d'une expertise surtout nationale

### 1. La diffusion politique de la recherche

Ofira Seliktar note que l'émergence d'une contestation sous le sceau de l'islamisme conduit les iraniens à se tourner vers l'expertise académique, qui a d'habitude moins d'impact dans les cercles décisionnels<sup>321</sup>. À Téhéran, l'ambassade américaine se nourrit des apports de la recherche pour mettre en perspective les transformations récentes du pays<sup>322</sup>. À Washington, la Maison-Blanche, le CSN, le département d'État et la CIA sollicitent un groupe de consultants réguliers ou des chercheurs individuels.

James Bill avertit ainsi Gary Sick de l'émergence d'une crise en Iran<sup>323</sup>. Professeur à l'université du Texas, J. Bill soutient en 1968 à l'université de Princeton une thèse de doctorat sur l'*intelligentsia* iranienne<sup>324</sup> après avoir passé deux ans dans le pays. En 1978, il publie dans la revue *Foreign Affairs* un article proposant des options politiques face la crise iranienne<sup>325</sup>. Prenant acte des déclarations du clergé, qui appelle à la restauration de la constitution libérale de 1906, l'historien pressent que le nouveau système politique sera fondé sur un front national avec le support tacite des religieux, qui ne ferait en aucun cas craindre une hostilité à l'endroit des États-Unis. Son analyse néglige pourtant la faiblesse du Front national, le rôle des mosquées dans les événements, le fondamentalisme religieux des laissés-pour-compte et les écrits de l'ayatollah Khomeini exposant sa vision de la République islamique.

La mobilisation d'autres spécialistes de l'Iran est inégalement constructive. G. Sick contacte Marvin Zionis, un universitaire qui suit de près les activités de l'opposition religieuse. Celui-ci lui assure que la résolution de la crise repose entièrement sur l'armée et que le Front national ne constitue pas une alternative viable. Si les événements donnent raison à ces éléments d'analyses, ils ne confirment pas l'opinion affirmée par l'expert que les religieux ne sauraient jouer d'autorité directe dans le futur gouvernement. G. Sick fait aussi un écho ironique aux analyses de Richard Falk, professeur de droit international

<sup>319</sup> TNA, FCO 8/2766/90, Guest lists for a dinner to be given by the Rt Hon and Mrs James Callaghan on Thursday 8 April in honour of Her Imperial Majesty the Shahbanou of Iran, April 1976.

<sup>320</sup> TNA, FCO 8/2766/5, Williams to Heath, Visit of the Shahbanou, 7th January 1976.

<sup>321</sup> SELIKTAR Ofira, *Navigating Iran, From Carter to Obama*, op. cit., p. 26.

<sup>322</sup> TNA, FCO 8/3361/100, Miers, to Lamport, US views, 27th March, 1979

<sup>323</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 112-113.

<sup>324</sup> BILL James, *The Iranian intelligentsia: class and change*, thèse de doctorat, histoire, Princeton University, 1968.

<sup>325</sup> BILL James, "Iran and the Crisis of '78", *Foreign Affairs*, 1978, vol. 57, n°2, p. 323-342.

à Princeton, engagé en faveur de la promotion de la paix et des droits de l'homme<sup>326</sup>. R. Falk se rend en Iran puis en France, où s'est réfugié l'ayatollah Khomeini à la suite de son expulsion d'Irak. Dans un article publié à son retour dans le *New York Times*, intitulé « Trusting Khomeini », il évoque un entourage composé d'individus modérés et progressistes, aux vues affichées en faveur des droits de l'homme et du développement économique, laissant présager pour l'Iran un modèle de gouvernement humain<sup>327</sup>.

L'assimilation non-critique du discours de l'opposition témoigne de la force de la pensée désidérative jusque dans les cercles académiques. Barry Rubin note que Richard Cottam, spécialiste du mouvement nationaliste iranien et vétéran du « coup d'État » de 1953, est devenu si critique à l'égard du shah qu'il accueille volontiers l'alternative constituée par l'ayatollah, perçu comme centriste et réformiste<sup>328</sup>. La faculté de Georgetown compte par ailleurs, parmi ses autorités sur l'islam, deux professeurs liés au religieux et sollicités par l'administration : Mehdi Haeri, dont le père avait été professeur de l'ayatollah à Qom, et Thomas Ricks, en contact régulier avec Sadegh Ghotbzadeh, un des conseillers de l'ayatollah<sup>329</sup>.

Selon O. Seliktar, la politisation des analyses entre partisans et opposants au régime conduit à des conclusions trop différentes donc contradictoires pour être utiles aux décideurs. Enfin, les rares études concernant le système de croyances religieuses ne retiennent pas l'attention. Robert Jervis note d'ailleurs que la CIA a développé peu de contact avec des experts et des universitaires, souvent réticents à être associés à l'agence de Langley et partageant d'ailleurs à l'époque les mêmes préjugés sur l'opposition au Shah, selon les canons du libéralisme et de la modernisation hérités des sciences sociales<sup>330</sup>.

Au Royaume-Uni, David Owen déclare avoir recours à des experts extérieurs pour compenser les analyses trop superficielles proposées par le FCO<sup>331</sup>. David Tatham se rappelle pourtant l'expertise de ses collègues du département du Moyen-Orient, qui s'efforcent de suivre l'actualité de la recherche, sans que cependant les échanges soient nombreux avec le monde académique<sup>332</sup>. Ivor Lucas reste attentif aux interventions des autorités de l'islam dans les médias dès le printemps 1978, tel Hamid Enayat, un politologue iranien, professeur au St Antony's College d'Oxford, qui avait soutenu à la London School of Economics (LSE) une thèse sur l'impact en Occident du nationalisme arabe<sup>333</sup>. David Stephen, conseiller politique de David Owen, assiste à une communication devant la commission de politique internationale du parti travailliste de Fred Halliday, un ancien élève de la SOAS qui soutient à la LSE une thèse sur la politique étrangère du Sud-Yémen<sup>334</sup>. Christopher Rundle se rend en juin à la librairie Collet's, sur Charing Cross Road, pour consulter le fonds relatif à la littérature des dissidents iraniens, dont

<sup>326</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 94 et 166.

<sup>327</sup> FALK Richard, « Trusting Khomeini », *The New York Times*, 16th February 1979, p. 27.

<sup>328</sup> RUBIN Barry, *Paved with Good Intentions: The American Experience in Iran*, Londres, Penguin, 1981, p. 222.

<sup>329</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debate*, *op. cit.*, p. 130.

<sup>330</sup> SELIKTAR Ofira, *Failing the Crystal Ball Test*, *op. cit.*, p. 68. JERVIS Robert, *Why Intelligence Fails*, *op. cit.*, p. 23.

<sup>331</sup> OWEN David, *Time to Declare*, *op. cit.*, p. 389.

<sup>332</sup> TATHAM David, entretien avec Martin Lamport, 18 février 2017 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Tatham.pdf>

<sup>333</sup> TNA, FCO 8/3184/49, Lucas to Miers, Shi'ite modernism in Iran, 13th June, 1978.

<sup>334</sup> TNA, FCO 8/3190/459, Stephen to Private Secretary, Labour Party International Committee, Middle East Sub Committee Meeting on Iran, 12th December, 1978.



il ramène plusieurs livrets, pamphlets et journaux pour nourrir sa réflexion sur l'opposition<sup>335</sup>. Stephen Lamport sollicite enfin depuis Téhéran la copie de deux ouvrages dont la lecture semble profitable aux membres de l'ambassade pour comprendre la crise qui se noue : *l'Islam chiite* du théologien iranien Mohamed Tabatabai et *l'Islam et le combat de l'homme moderne* du philosophe Hossein Naar<sup>336</sup>.

L'inégale ouverture des acteurs américains et britanniques à la recherche sur l'islam ou l'Iran nourrit une circulation transatlantique du savoir. Celle-ci repose d'abord sur le rôle de diplomates, tel Richard Muir, chargé à Massachusetts Avenue de faire son miel de l'expertise de Washington au Capitole, à la Brookings Institution et auprès des journalistes et des universitaires<sup>337</sup>. Les conversations de planification constituent par ailleurs des passerelles permettant à une expertise ayant déjà fait son chemin dans les cercles décisionnels d'être diffusée au partenaire : ainsi les Britanniques sont informés des analyses du « professeur Bull [Bill], dont les prédictions précédentes ont été [partiellement, en fait] contredites par les événements récents » sur l'incapacité du shah à maintenir son pouvoir et sur la probabilité d'un exercice à terme du gouvernement par les militaires, soit les généraux actuels soit un colonel inconnu<sup>338</sup>.

La circulation transatlantique des chercheurs participe d'une diffusion de l'expertise, pour peu que les acteurs concernés disposent du temps ou de l'inclination à se nourrir de leur réflexion. Au Royaume-Uni, C. Rundle assiste à une conférence sur l'idéologie de l'opposition religieuse donnée au St Antony's College d'Oxford le 28 avril 1978 par Ali Reza Shaikholeslami, professeur-assistant de science politique à l'université de Seattle (Washington). Après des études secondaires à la Bell School de Cambridge puis supérieures à Columbia, à la Northwestern et à Oxford, il soutient en 1975 une thèse en études islamiques sur la structure de l'autorité centrale en Iran (1871-1896). Il dirige à la fin des années 1980 le Centre des études moyen-orientales à Harvard<sup>339</sup>. Il fonde sa présentation sur les enregistrements des sermons entendus dans les mosquées iraniennes, qui sont le principal canal de communication de l'opposition religieuse. Contrairement à d'autres experts, il considère le fondamentalisme islamique comme la forme la plus dangereuse d'opposition et affirme que les idéologies séculières ont peu d'attrait en Iran<sup>340</sup>.

La circulation transatlantique des idées est d'autant plus rapide jusqu'aux cœur des cercles décisionnels quand celles-ci s'inscrivent dans les cadres de pensée établie. L'attention de Zbigniew Brzezinski est ainsi éveillée par un article du journaliste australien Robert Moss, publié sous le titre « Qui est à la manœuvre en Iran ? ». Passant pour un polémiste anticommuniste professionnel, Moss y décrit le lointain intérêt de la Russie pour l'Iran et les nombreux moyens à la disposition de l'URSS pour pénétrer la société iranienne et le mouvement révolutionnaire. Selon G. Sick, Z. Brzezinski reproduit l'article, le fait circuler auprès du président et des principaux acteurs de la politique étrangère tout en le citant

<sup>335</sup> TNA, FCO 8/3210/54, Rundle to Sanderson, Iranian dissident literature at Collet's bookshop, 16 juin 1978.

<sup>336</sup> FCO 8/3217/41, Lamport to Sanderson, Islam, 16th August, 1978.

<sup>337</sup> MUIR Richard, entretien avec l'auteur, 10 août 2020. L'enquêté ne se rappelle pas les noms de James Bill et Marvin Zionis, les deux principaux spécialistes de l'Iran consultés par l'administration Carter.

<sup>338</sup> TNA, FCO 8 3216/1, British-America Planning Talk, Washington, Summary Record, 10th-11th October 1978.

<sup>339</sup> BANUAZIZI Ali, "Ali Reza Sheikholeslami 1941-2018", *Review of Middle East Studies*, 2019, vol. 53, n° 1, p. 111-112.

<sup>340</sup> TNA, FCO 8/3210/43, Rundle to Gorham, The Ideology of Religious Opposition, 3rd May, 1978.

pendant plusieurs semaines en réunions. Alors qu'il émane d'une personne n'ayant aucune qualification sur l'Iran et n'apporte aucune preuve tangible de ses analyses, cet article devient ainsi l'un des documents influents dans les cercles décisionnels américains à un moment critique de la crise iranienne<sup>341</sup>.

## 2. La pratique inégale des séminaires gouvernementaux

L'organisation de séminaires sur les questions iraniennes par les agences gouvernementales est avant la révolution une spécificité américaine. Pour le FCO, Ivor Lucas rejette l'idée, dans la mesure où le département du Moyen-Orient s'est rapproché de plusieurs universitaires qui ont apporté le regard de leur expertise sur les événements. Faisant une allusion ironique à des observateurs prétendant avoir eu raison dans le passé, sans s'être pourtant beaucoup fait entendre, il note néanmoins que les analyses de Fred Halliday, qui vient de publier l'ouvrage *Iran: Dictatorship and Development*<sup>342</sup>, ne diffèrent pas autant de celles du FCO que les convictions socialistes de son auteur auraient pu le laisser imaginer<sup>343</sup>.

Aux États-Unis, James Bill est sollicité le 10 mars 1978 dans le cadre d'un séminaire organisé par le département d'État. Il y revient sur l'effondrement de la monarchie. Avec une préscience notable il pose que l'accroissement de la répression risquerait de fédérer les groupes d'une opposition pourtant à l'origine divisée dans ses valeurs et des objectifs. Une telle situation pourrait faire perdre au shah les moyens comme la volonté d'user de ses moyens de contrôle traditionnel<sup>344</sup>. Ses remarques, en dissension avec la vulgate en cours à Washington, rencontrent de vives réactions et de fortes résistances<sup>345</sup>.

Un nouveau séminaire est organisé par le département le 27 octobre 1978. Aux côtés de James Bill, Richard Cottam et Marvin Zionis est convié Thomas Stauffer, enseignant au Centre pour les études moyen-orientales (CMES) de Harvard<sup>346</sup>. Brillant économiste, T. Stauffer est l'auteur d'une thèse sur la mesure de rendement des entreprises et concepteur de méthodes d'analyse des régimes fiscaux pétroliers. Il participe à la constitution du séminaire sur l'énergie de Harvard et dispense un enseignement à succès durant les deux chocs pétroliers. Mais c'est aussi un fin connaisseur des cultures et traditions du Moyen-Orient, qui voyage avec son épouse aux côtés des tribus qashqais et produit plusieurs documentaires sur leur mode de vie<sup>347</sup>. Le séminaire doit traiter de la scène économique (analysée par T. Stauffer), de l'opposition (R. Cottam), des soutiens du shah (J. Bill) et des conséquences pour les États-Unis (M. Zionis). Sont conviés aux discussions William Miller, membre de la commission sur le renseignement du Sénat, John Washburn, ancien chargé des affaires énergétiques à Téhéran, Robert Murray et Gerald Thomas, du bureau des affaires de sécurité internationale au Pentagone, Angus Mundy, en charge

<sup>341</sup> MOSS Robert, "Who's Meddling in Iran", *New Republic*, 12th February, 1978, vol. 179, n°23, p. 15-18.

<sup>342</sup> HALLIDAY Fred, *Iran: Dictatorship and Development*, Londres, Penguin Books, 1979.

<sup>343</sup> TNA, FCO 8/3190/529, Lucas to Weir, Iran, 21st December, 1978.

<sup>344</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 245.

<sup>345</sup> RUBIN Barry, *Paved with Good Intentions: The American Experience in Iran*, Londres, Penguin, 1981, p. 208.

<sup>346</sup> DOS, Griffin to Mr Platig, Request for Funds/Assistance for Seminar on Iran, 16th October, 1978.

<sup>347</sup> GAULT John, Dr. Thomas R. Stauffer, 1935-2005, 16th February, 2006 [En ligne], CMES [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://cmes.fas.harvard.edu/news/dr-thomas-r-stauffer-1935-2005-some-personal-reflections>.

du renseignement pour le Moyen-Orient à la DIA, et Gary Sick, du CSN. Parmi les personnalités extérieures se trouvent Richard Helms, ancien ambassadeur à Téhéran, Laraine Carter, ancienne diplomate spécialiste de l'islam, et Sidney Sober, membre de l'Institut du Moyen-Orient, ancien consultant pour le département. J. Bill et M. Zionis s'engagent dans un débat destiné à déterminer si les événements en Iran relèvent d'une avalanche (pour le second) ou d'un feu de forêt dévastateur (pour le premier). La discussion émeut les officiels, dont la plupart ont une vision de la situation beaucoup moins alarmante<sup>348</sup>.

Le 22 novembre 1978, à la demande de Z. Brzezinski, le CSN organise à son tour un séminaire sur l'Iran dans la salle de crise de la Maison-Blanche, afin de formuler des propositions spécifiques qui seraient soumises au président. Le panel s'accorde sur la nécessité d'une dévolution du pouvoir par le Shah, pour peu que ce dernier conserve le pouvoir suffisamment longtemps pour la mettre en place<sup>349</sup>.

L'absence d'analyste spécialiste des questions iraniennes au bureau du renseignement et de la recherche conduit George Griffin à solliciter à nouveau des universitaires dans le cadre d'un forum de plus grande ampleur que les consultations déjà pratiquées<sup>350</sup>. Le 28 mars 1979, les membres du bureau iranien assistent ainsi à un séminaire mobilisant autour du journaliste Jim Hoagland, ancien correspondant du *Washington Post* à Beyrouth, les universitaires M. Zionis et R. Cottam. Le premier a consulté de nombreux Iraniens même s'il n'a pas eu de contacts récents avec l'ayatollah ou les membres du gouvernement. Le second, qui a pu approcher le religieux et son entourage, semble pencher plus favorablement que son collègue en sa faveur. Leurs analyses, soit sur le devenir de la révolution, soit sur la place des forces alternatives à l'ayatollah, ne sont pas confirmées par les événements<sup>351</sup>.

L'organisation des séminaires gouvernementaux ne se fait pas dans un cadre transnational, dans la mesure où la régularité des conversations bilatérales ne le rend pas nécessaire et, peut-être, pour ménager la liberté des échanges. La circulation de leurs conclusions se fait en revanche par les canaux traditionnels de la diplomatie : un télégramme de l'ambassadeur Brewster à Washington évoque un séminaire réunissant des experts du gouvernement britannique et des spécialistes de l'Iran, qui conclut sur les conséquences de la crise iranienne en termes de politique étrangère et de relation avec l'URSS<sup>352</sup>.

Au-delà, les iraniens peuvent assister à des séminaires qui ménagent une circulation internationale des expertises. Ainsi Shahram Chubin, directeur pour les études de sécurité régionale à l'Institut international d'études stratégiques (IISS), organise en janvier 1979 un séminaire sur la crise iranienne. L'objectif est d'analyser les facteurs ayant conduit à la crise in Iran afin de dégager les tendances qui pourraient en émerger. David Tatham note l'intérêt pour le FCO de sonder l'opinion des experts invités sur la situation du pays sans avoir la contrainte administrative d'organiser un séminaire<sup>353</sup>. Ivor Lucas est

<sup>348</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., p. 245.

<sup>349</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 97-98

<sup>350</sup> GRIFFIN George, entretien avec Stuart Kennedy, 30 avril 2002 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Griffin,%20George%20G.B.toc.pdf>

<sup>351</sup> DNSA, IR02423, Greene to Vance, Iran as Seen by Two Academicians, 29th March, 1979

<sup>352</sup> DOS, Brewster to Vance, Londres 19178, Soviets and Iran, 21st November, 1978.

<sup>353</sup> TNA, FCO 8/3190/534, Tatham to Lucas, Weir, Seminar on Iran, 21st December, 1978.

ainsi dépêché parmi un panel de participants issus d'horizons diversifiés. Né en Iran, S. Chubin fait ses études au Royaume-Uni et aux États-Unis. Spécialiste des questions de sécurité moyen-orientale, il publie en 1974 un ouvrage sur la politique étrangère iranienne<sup>354</sup>. Ronald Ferrier, historien de l'industrie pétrolière britannique, est aussi un fin connaisseur de l'Iran : il collabore à l'ouvrage sur l'Iran au XX<sup>e</sup> siècle publiée par Hossein Amirsadeghi en 1977<sup>355</sup>. Le séminaire accueille aussi Michael Fischer, professeur d'anthropologie à Harvard : après des études à Johns Hopkins et à la LSE, il soutient en 1973 à Chicago une thèse sur le zoroastrianisme iranien et publie en 1980 un essai sur l'Iran<sup>356</sup>. Farhang Jahanpour, professeur à Cambridge, est un cas d'école de l'*intelligentsia* répondant dans le monde de l'Académie à la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. Il étudie la littérature persane à Shiraz, la littérature anglaise à Leeds, la littérature américaine à Hull et devient docteur en études orientales de l'université de Cambridge. Grâce à une bourse Fulbright, il enseigne pendant un an à Harvard la littérature comparée tout en travaillant sur l'influence de la littérature persane sur le mouvement transcendantal américain. Il enseigne le persan à Cambridge et l'anglais à Ispahan, où il fonde le premier département d'études américaines. Il se réfugie au Royaume-Uni en 1979<sup>357</sup>. Laurence Martin, de nationalité américano-britannique, étudie au Christ's College de Cambridge puis à Yale, où il soutient en 1955 une thèse sur le libéralisme anglo-américain et le programme de Wilson pour la paix. Il est professeur de science politique à Yale, puis au MIT, de diplomatie à Johns Hopkins, de politique internationale au pays de Galles, puis d'études militaires au King's College de Londres<sup>358</sup>. Outre Gary Sick, le séminaire accueille également Liz Thurgood, correspondante du *Guardian* en Iran. Les participants s'accordent sur la nécessité d'un départ du shah. Les avis sont partagés sur la crédibilité d'un pouvoir islamique à long terme, mais unanimes sur le risque d'instrumentalisation de la situation par Moscou<sup>359</sup>.

### 3. L'implication parallèle des cercles de pensée

L'intérêt des iraniens pour les travaux des cercles de pensée témoigne du dynamisme de leur activité de recherche et de débat sur les questions extérieures porteuses d'enjeux internationaux. L'Iran est un thème ancien de la réflexion du Council on Foreign Relations<sup>360</sup>, qui organise une première séance sur la politique étrangère du pays le 13 décembre 1945. En 1949, dans le cadre de sa première visite aux États-Unis, le shah est reçu avec les honneurs à Harold Pratt House pour une soirée sous la direction

<sup>354</sup> CHUBIN Shahram, ZABIH Sepehr, *The foreign relations of Iran: a developing state in a zone of great-power conflict*, Berkeley, University of California Press, 1974.

<sup>355</sup> AMIRSADEGHI Hossein (dir.), *Twentieth century Iran*, New York, Holmes and Meier, 1977.

<sup>356</sup> FISCHER Michael, *Iran: From Religious Dispute to Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 1980.

<sup>357</sup> Farhang Jahanpour [En ligne], LinkedIn [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/farhang-jahanpour-05491b31/>.

<sup>358</sup> Martin, Sir Laurence (Woodward) [En ligne], Who's who & Who was who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U26813>.

<sup>359</sup> TNA, FCO 8/3351/18, Lucas to Weir, Iran: seminars, 8th January, 1979.

<sup>360</sup> PUL, MC 104, Box 440, Folder 5, The International Relations of Iran, 13th December, 1945; Box 442, Folder 4, International Relations and Iran's Outlook, 21st November, 1949.

Allen Dulles, responsable des opérations secrètes à la CIA et futur architecte du « coup d'État » de 1953.

À la fin de l'année 1976, le Royal Institute of International Affairs organise un séminaire sur le thème « Iran 1980-1985 : problèmes et défis de développement ». Ses objectifs témoignent de l'importance accordée à l'Iran mais aussi de la fragilité du modèle de développement du pays, qui constitue l'une des causes de la contestation du pouvoir impérial. Ces éléments sont confirmés par le programme des discussions : Abdol Majid-Majidi, directeur de l'Organisation iranienne du plan et du budget, présente dans l'adresse inaugurale les défis du développement iranien ; Robert Mabro, *Fellow* au St Antony's College d'Oxford, étudie les questions économiques afin de nourrir une discussion sur les enjeux du développement dans le domaine des infrastructures ; Baqer Mostofi, directeur à la Compagnie nationale de pétrochimie, propose d'identifier les solutions au problème des infrastructures et le rôle des entreprises occidentales dans les solutions. Parmi les participants figure l'ancien ambassadeur Denis Wright<sup>361</sup>.

En 1977, le Council établit un groupe d'étude sur le pétrole et le Golfe, qui témoigne de la cristallisation des intérêts économiques des Occidentaux dans la région. Le groupe d'étude est placé sous la direction de Melvin Conant, ancien chargé des affaires énergétiques internationales à l'Administration fédérale pour l'énergie. Il réunit Kermit Roosevelt, vétéran de 1953, James Atkins, ancien ambassadeur à Riyad, Lynn Davis, du Pentagone, Theodore Moran, du département d'État, ainsi que des représentants des médias (*CBS*, *New York Times*), d'universités (Harvard, Princeton, Yale, Stanford, Columbia, New York), d'instituts de recherche (Aspen) et de groupes énergétiques (Exxon, International Energy)<sup>362</sup>.

Les *think tanks* organisent également des séminaires mobilisant les spécialistes de l'Iran pour appréhender la révolution en émergence. Au Council, Paul Finney, rédacteur en chef à *Business Week*, revient sur le rôle de l'Iran dans l'OPEP<sup>363</sup> ; Amir-Abbas Khalatbari, ministre iranien des Affaires étrangères, évoque la stratégie de son pays dans le Golfe<sup>364</sup> ; en janvier 1979, revenus d'Iran où ils les ont rencontrés, le juriste Ramsey Clark et l'universitaire Richard Falk présentent leurs impressions sur les membres de l'opposition<sup>365</sup> ; Richard Helms, ancien ambassadeur à Téhéran, présente les perspectives offertes à l'Iran devenu islamique<sup>366</sup>, dont Bernard Lewis, professeur d'études orientales et islamiques à Princeton, étudie les enjeux politiques<sup>367</sup>. A Chatham House, Roger Cooper, homme d'affaires persanophone installé en Iran depuis 1958, évoque les racines de l'opposition politique et religieuse<sup>368</sup>. Le *think tank* londonien étudie également les questions iraniennes dans le cadre de son groupe d'étude dédié aux intérêts britanniques dans la région du Moyen-Orient, dont est membre le diplomate Ivor Lucas<sup>369</sup>, et aux séances duquel assistent à tour de rôle ses collègues, comme Robin Gorham<sup>370</sup>.

<sup>361</sup> CHA, RIIA 10/70a, Iran 1980-85: problems and challenges of development, Conference Programme, December 1976.

<sup>362</sup> PUL, MC 104, Subseries 3B, Box 222, Folder 7, Discussion Group on Oil and the Problems of the Persian Gulf, 1977-1978.

<sup>363</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 484, Folder 2, Iran's Role in OPEC, 17th February, 1977.

<sup>364</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 486, Folder 7, Iranian Strategy in the Persian Gulf, 23rd September, 1977.

<sup>365</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 487, Folder 1, The Opposition in Iran, 23rd Janvier, 1979.

<sup>366</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 487, Folder 3, Whither Iran?, 8th March, 1979.

<sup>367</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 487, Folder 3, An Islamic Republic in Iran, 29th March, 1979.

<sup>368</sup> CHA, RIIA/8/3967, Political and Religious Disruption in Iran Today, 18th December, 1978.

<sup>369</sup> TNA, FCO 8/3186/230, Lucas to Weir, Chatham House and Iran, 10th October, 1978.

<sup>370</sup> TNA, FCO 8/3186/226, Gorham to Lucas, Chatham House seminar on Iran, 9th October, 1978.

L'organisation de ces débats témoigne d'échanges transatlantiques entre animateurs des programmes et participants aux groupes d'études. Ainsi, le séminaire organisé à Chatham House sur les perspectives de développement de l'Iran devait à l'origine inclure Jacob Hurewitz, professeur de science politique à Columbia et spécialiste du Moyen-Orient. Celui-ci dirige depuis 1970 l'Institut du Moyen-Orient de l'université, dans le cadre duquel il établit un séminaire sur le Moyen-Orient. Des contraintes de calendrier liées à ses activités d'enseignement l'empêchent d'honorer l'invitation. De sa correspondance avec Ian Smart, l'organisateur du séminaire, émerge cependant une réflexion sur les intervenants, notamment iraniens, pouvant être sollicités, tels Khodadad Farman Farmaian, ancien gouverneur de la Banque centrale iranienne et de l'Organisation du plan. J. Hurewitz envisage par ailleurs de passer par Londres en janvier 1977, à son retour du Moyen-Orient, afin de pouvoir rencontrer son correspondant britannique<sup>371</sup>.

Les échanges transatlantiques sous-tendant une réflexion croisée peuvent enfin concerner les iraniens eux-mêmes, agissant en tant qu'experts. Michael Weir, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen Orient au FCO, est ainsi convié à participer à un panel de discussion sur les défis posés à l'Alliance atlantique par l'instabilité dans le Golfe<sup>372</sup>. Le séminaire, prévu pour le 1<sup>er</sup> novembre 1978 à Washington, est organisé par le comité américain de l'IISS. M. Weir doit présenter le point de vue européen sur la situation du Golfe et sur ses implications pour l'Alliance. Geoffrey Kemp, consultant pour le département d'État et professeur associé de politique internationale à l'École Fletcher de droit et de diplomatie de l'université Tufts, doit analyser le rôle de la puissance militaire dans la région. Abraham Wagner, consultant pour le gouvernement fédéral, doit présenter les récents changements sur la scène politique et militaire régionale. Afin de préparer son intervention, M. Weir sollicite l'aide d'I. Lucas, au département du Moyen-Orient, qui lui transmet plusieurs documents, dont le brouillon d'un rapport de défense sur les intérêts britanniques dans l'océan Indien, les minutes des conversations américano-britanniques sur la région de juin 1978, les rapports rédigés par le département à l'attention du ministre d'État Frank Judd et le texte d'une conférence qu'il a donnée au Collège royal des études de défenses en juin 1978. I. Lucas note que l'audience de M. Weir pourrait être étonnée du tâtonnement des États du Golfe au sujet d'un accord de sécurité régionale, vu la différence de leurs objectifs sur la question<sup>373</sup>.

## C. Les agents transnationaux du pahlavisme

### 1. Nelson Rockefeller

Le 15 septembre 1975, aux côtés du Premier ministre Harold Wilson, Nelson Rockefeller ouvre au British Museum l'exposition « Le monde de Franklin et de Jefferson », en amont des célébrations du bicentenaire des États-Unis. Le vice-président des États-Unis y déclare : « les idéaux anglo-américains

<sup>371</sup> CHA, RIIA 10/70b, Hurewitz to Smart, 3rd August, 1976; 22nd September, 1976.

<sup>372</sup> TNA, FCO 8/3060/9, Fromm to Weir, 3rd October, 1978

<sup>373</sup> TNA, FCO 8/3067/9, Lucas to Weir, Persian Gulf: Washington seminar, 27th October, 1978.

sur lesquels la nation américaine a été fondée ne sont pas des artefacts d'un passé révolu : ils nous donnent du sens et une direction alors que nous sommes à la recherche d'une destinée commune à l'heure d'une transition turbulente »<sup>374</sup>. Ses relations anciennes avec le shah, comme celles que nouent son frère David et son protégé Henry Kissinger, témoignent de l'influence des agents du pahlavisme en Occident.

Nelson Rockefeller a des attaches britanniques anciennes mais lointaines. Son grand-père maternel, sénateur du Rhode Island à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, descend des immigrants britanniques John Winthrop<sup>375</sup> et Roger Williams<sup>376</sup>. Son grand-père paternel, John D. Rockefeller, d'origine anglaise et allemande, est le co-fondateur de la *Standard Oil*<sup>377</sup>, qui entend se ménager une part de marché dans le pétrole iranien. Il intègre les affaires familiales en travaillant pour la Banque nationale Chase et le Centre Rockefeller, dont il devient président et directeur. Sa rencontre avec Franklin Roosevelt, auquel il confie ses craintes sur l'influence nazie en Amérique latine, lance sa carrière politique. En 1950, Harry Truman le nomme directeur du Bureau de conseil sur le développement international, qui met en place le programme d'assistance technique aux pays étrangers Point IV, jusqu'en Iran. En 1954, il devient assistant du président pour les Affaires étrangères et membre du Conseil de coopération des opérations, qui supervise les opérations clandestines à l'étranger. Il fonde en 1956 le Projet d'études spéciales, dirigé par Henry Kissinger, pour définir les objectifs des États-Unis dans le monde. Il est élu gouverneur de New York, face à Averell Harriman deux ans après. Défait aux primaires de 1960, 1964 et 1968, il est finalement préféré à Donald Rumsfeld et George Bush pour le poste de vice-président. Dans son « partenariat total » avec Gerald Ford, N. Rockefeller s'intéresse surtout aux affaires intérieures. Il ne se rend que ponctuellement au Royaume-Uni, où il avait fait escale en septembre 1963 pour une tournée européenne dans la course aux primaires républicaines. Il s'y était également rendu en 1971 en tant que gouverneur de New-York.

Ashraf Pahlavi note dans ses mémoires que les Rockefeller sont restés des amis proches depuis la nomination de Nelson à la tête du programme Point IV, qui le conduit en Iran<sup>378</sup>. La famille participe à la promotion des intérêts impériaux aux États-Unis. Le shah cultive en retour la « connexion Rockefeller » : John, Nelson puis David sont fréquemment reçus au palais, seuls hommes d'affaires dont les entretiens sont convenus avant même leur départ des États-Unis. Le shah les rencontre par ailleurs lors de ses séjours à Washington ou à New-York, où Nelson reçoit le couple impérial dans sa propriété de Pocantico Hills, à Tarrytown<sup>379</sup>. Dans la capitale fédérale, le vice-président bénéficie de la « diplomatie du caviar » mise en place par l'ambassadeur Zahedi, qui lui offre des porte-serviettes et des marques-place en argent, ainsi qu'un livre sur les tapis persans<sup>380</sup>. Nelson noue une amitié sincère avec le shah<sup>381</sup>, qui le considère comme l'un de ses meilleurs compagnons. La similarité de leur profil l'explique. Ils ont

<sup>374</sup> "Rockefeller Opens Exhibit In London for Bicentennial", *The New York Times*, 16th September, 1975, p. 53.

<sup>375</sup> "Even Brahmins Get The Blues", *The New York Times*, 31st July, 1988.

<sup>376</sup> "Winthrop Aldrich Dead; Banker and Diplomat, 88", *The New York Times*, 26th February, 1974.

<sup>377</sup> NEVINS Allan, *John D. Rockefeller: The Heroic Age of American Enterprise*, New York, Scribner's, 1940, p. 18.

<sup>378</sup> PAHLAVI Ashraf, *Faces in a mirror*, op. cit., p. 211-212.

<sup>379</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., 1988, p. 319-320.

<sup>380</sup> MILANI Abbas (dir.), *A Window into Modern Iran*, op. cit., document 46.

<sup>381</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, op. cit., 1988, p. 322.

une clientèle importante et une ambition considérable pour leur personne et leur pays. Ils sont à la tête de fondations familiales aux activités multiples. Divorcés et remariés, ils manifestent un penchant certain pour les jeunes femmes. Leurs amis intimes sont rares. Ils admirent Henry Kissinger. Les relations qu'ils entretiennent avec leurs proches respectifs sont fortes, Nelson avec David, le shah avec Ashraf. La différence de leur personnalité est cependant marquée : là où Nelson est sociable et prompt à l'embrassade, le shah est timide et distant ; le premier a un sens de l'humour qui fait défaut au second<sup>382</sup>.

N. Rockefeller se rend en Iran en 1957, où il visite les grands sites archéologiques comme le Chehel Sotoun du shah Abbas II à Ispahan et les inscriptions de Behistun, qui décrivent les conquêtes de Darius I<sup>er</sup> en vieux-persan, élamite et akkadien<sup>383</sup>. Il retourne à Ispahan en 1975 pour visiter le bazar, débarrassé pour l'occasion de ses clients. Il inspecte d'étal en étal toutes les marchandises, en achète certaines, comme une enclume en métal qu'il prétend vouloir revendre à 35.000 dollars à son retour aux États-Unis en la présentant comme une sculpture de Max Ernst<sup>384</sup>. N. Rockefeller revient en Iran en mars 1976, où il est reçu par le shah dans sa villégiature de l'île de Kish<sup>385</sup>, puis en octobre 1977 à l'occasion de l'inauguration du musée d'art contemporain de Téhéran<sup>386</sup>. Le 5 mai 1978, il effectue sa dernière visite en Iran, où l'accueille un souverain ébranlé par la contestation croissante de son autorité<sup>387</sup>.

## 2. David Rockefeller

Les connexions britanniques du frère cadet de Nelson sont beaucoup plus abouties. David Rockefeller part dès l'âge lycéen pour un séjour à vélo au Royaume-Uni. Il est introduit dans la haute-société par le marquis de Crewe, qui avait participé à l'inauguration de l'immeuble de l'Empire britannique au Centre Rockefeller de New York. Sitôt à Londres, il est ainsi convié à un dîner donné au palais de Saint James par le duc d'York, futur roi George VI. David y est présenté à Nancy Astor, née aux États-Unis, première femme à avoir été élue aux Communes, et au frère de la marquise de Crewe, lord Roseberry, fils du Premier ministre de la reine Victoria. David parcourt le pays à bicyclette, des Cornouailles jusqu'aux *Highlands*. Il rend visite en Écosse à un camarade de jeunesse, dont le père gère le château de Skibo : ils y sont reçus par Louise Whitfield Carnegie, amie de la famille et veuve d'Andrew Carnegie, l'industriel écossais, naturalisé américain, qui avait été l'un des proches de John Rockefeller<sup>388</sup>.

À Harvard, David étudie l'histoire constitutionnelle britannique de la Grande Charte de 1215 au XVI<sup>e</sup> siècle, l'histoire économique de l'Angleterre entre 1750 et 1860 et la poésie de Samuel Taylor Coleridge et de William Wordsworth. En 1937, il rejoint la LSE, à laquelle la fondation Rockefeller avait fourni

<sup>382</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride*, op. cit., p. 140.

<sup>383</sup> Smithsonian Institution, Freer Gallery of Art and Arthur M. Sackler Gallery Archives, Nelson A. Rockefeller Photographs of Iran, Gift of Lawrence Roberts.

<sup>384</sup> SMITH Richard Norton, *On his own terms: a life of Nelson Rockefeller*, New York, Random House, 2014, p. 679.

<sup>385</sup> "Rockefeller Talks With Shah", *The New York Times*, 25 mars 1976, p. 44.

<sup>386</sup> FERMIGIER André, « Des musées, pour quoi faire? », *Le Monde*, 27 octobre 1977

<sup>387</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride*, op. cit., p. 140.

<sup>388</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, New York, Random House, 2002, p. 60-61.



des prêts conséquents. Son père connaît le directeur de l'école, William Beveridge. David profite de ses weekends pour parcourir le pays à bicyclette et jouer au golf. Il retrouve d'anciens camarades de Harvard partis étudier à Oxford et Cambridge, comme John Kenneth Galbraith, un grand amateur de John Maynard Keynes dont il a voulu suivre les enseignements<sup>389</sup>. Il travaille dans la branche britannique de la future Chase, avant de rentrer aux États-Unis. Docteur de l'université de Chicago, que son grand-père a co-fondée, il rejoint en 1946 la Chase, dirigée par son oncle, qui devient la Chase Manhattan en 1955. Il utilise les réseaux de son frère Nelson pour contourner les lois contraignant l'activité bancaire à New York. Il prend en 1961 la tête de la banque, dont il fait un empire<sup>390</sup>. Ses activités le conduisent à voyager dans 103 pays, dont 37 fois au Royaume-Uni, où il étend les activités marchandes de la banque<sup>391</sup>. Il développe de plus des liens avec James Callaghan, que ce dernier revendique comme étroits<sup>392</sup>. Fondateur de la Commission trilatérale, directeur du Council on Foreign Relation, membre du groupe de Bilderberg, il est représentatif de ces élites tissant en réseau leur influence à l'échelle internationale.

Contrairement à son frère, David entretient avec le shah des relations cordiales mais formelles, les deux hommes usant du « M. Rockefeller » et du « Votre Impériale Majesté ». Leurs rencontres sont motivées par les affaires : le banquier entend augmenter les parts de marché de la Chase en Iran, le shah entend y recourir pour financer la modernisation de son pays. En 1965, D. Rockefeller est reçu par le shah au palais de Niavaran. En 1968, ils se retrouvent à Harvard, qui décerne à l'empereur un diplôme honoraire. Les liens entre la Chase et l'Iran sont en revanche beaucoup plus approfondis. L'établissement financier est en lien avec la plus grande banque commerciale iranienne, la banque Melli, et une douzaine d'autres. Elle finance la majorité des activités de la Compagnie nationale iranienne de pétrole (NIOC). Elle a de plus, en partenariat avec les établissements Lazard, mis en place une banque de développement permettant de pénétrer un système iranien très protégé. Mais c'est dans le domaine commercial que D. Rockefeller entend développer les activités de la Chase. En mai 1970, il fait partie des 35 investisseurs américains qui participent à un séminaire de six jours à Téhéran, organisé afin de ménager des parts aux industries américaines dans un pays devenu un marché en expansion. Organisé avec James Linen, ancien rédacteur en chef et président de *Time*, le séminaire réunit des représentants des entreprises Heinz, PepsiCo, Allied Chemical, Westinghouse, Pan American et American Express<sup>393</sup>. Un ayatollah nommé Khomeini appelle alors à boycotter les marchandises issues de ces contrats au nom de l'islam<sup>394</sup>.

En janvier 1974, quelques mois après le premier choc pétrolier, le banquier fait escale à Saint-Moritz où le shah passe ses congés hivernaux. Durant une conversation de deux heures, les deux hommes abordent un large éventail de sujets qui laissent à Rockefeller le souvenir d'un homme d'une grande

<sup>389</sup> *Ibid.*, p. 68-70, 80-81 et 84.

<sup>390</sup> SMITH Timothy, "David Rockefeller Sr., steward of family fortune and Chase Manhattan Bank, dies at 101", *The Washington Post*, 20th March, 2017.

<sup>391</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, *op. cit.*, p. 198.

<sup>392</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan*, *op. cit.*, p. 437.

<sup>393</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, *op. cit.*, p. 356-358. BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, p. 180-181.

<sup>394</sup> FARBER David, *Taken Hostage: The Iran Hostage Crisis and America's First Encounter with Radical Islam*, Princeton, Princeton University Press, 2006, p. 36.

intelligence sur les affaires du monde, mais aussi d'une *hubris* démesurée. L'entretien pose les fondements d'une collaboration entre la Chase et la Banque du crédit industriel contrôlée par l'État iranien pour former la Banque internationale iranienne, destinée à permettre la naissance d'un marché des capitaux en Iran et d'y financer des projets de développement économique. Ce sont pourtant la collecte des dépôts et le financement du commerce qui sont les activités les plus lucratives de la Chase en Iran. Avec le resserrement des liens entre Washington et Téhéran, Rockefeller est appelé à rejoindre la Commission conjointe États-Unis-Iran. Sous son impulsion, le banquier organise en 1976 une conférence à Téhéran afin de conseiller le gouvernement sur le rôle à jouer dans les marchés financiers internationaux. Y participent Paul Volcker, président de la Banque de réserve fédérale de New York, qui dirige la Réserve fédérale durant les négociations financières sous-tendant la résolution de la prise d'otage de 1979-1981, ainsi que Donald Regan, alors directeur de la banque d'investissement Merrill Lynch, avant de devenir secrétaire au Trésor puis chef de cabinet de la Maison-Blanche du président Reagan<sup>395</sup>.

### 3. Henry Kissinger

Dans ses mémoires, Henry Kissinger déclare ne pas avoir connu de dirigeants étrangers qu'il ait éprouvé plus de plaisir à fréquenter comme collègue ou personne que son homologue britannique James Callaghan<sup>396</sup>. Celui qui devient Premier ministre pendant la révolution est décrit comme étant ni un stratège, ni un géopoliticien, car il n'a pas besoin de l'être, dans la mesure où les grandes lignes de la politique britannique sont déjà tracées. Ainsi laisse-t-il aux Américains le monopole d'une stratégie qu'il se contente de nuancer par l'usage de son bon sens. Implacable dans les désaccords tactiques, il accommode les Américains par une irrésistible jovialité cependant que ses experts bombardent leurs homologues de notes destinées à les influencer dans le sens des intérêts britanniques.

« Callaghan a réussi à gagner ma confiance par la solidité de son jugement, son calme en période de crise et son pragmatisme. Il n'a jamais spécifiquement invoqué la relation spéciale ; il l'a plutôt concrétisée par sa conduite. J'ai fini par reposer fortement sur son jugement, surtout en termes tactiques, non pas en raison d'une théorie abstraite des relations anglo-américaines mais parce qu'il soutenait souvent la politique américaine. »<sup>397</sup>

Kenneth Morgan note cependant la différence d'origine et de personnalité entre les deux hommes<sup>398</sup>. Victime des persécutions antisémites émanant des nazis, H. Kissinger fuit à l'âge de quinze ans vers les États-Unis, en passant par Londres. Il fait ses études à Harvard, dont il sort docteur en science politique en 1954. Sa thèse étudie l'action politique des ministres britannique et autrichien des Affaires étrangères Castlereagh et Metternich lors du congrès de Vienne<sup>399</sup>. Il dirige le séminaire international de l'université (1951-1971), le Projet d'études spéciales fondé par Nelson Rockefeller (1956-1958), puis le programme

<sup>395</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs, op. cit.*, p. 359-361.

<sup>396</sup> KISSINGER Henry, *Years of Renewal*, Londres, Simon & Schuster, 2012, p. 208-209.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p. 609.

<sup>398</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan, op. cit.*, 439.

<sup>399</sup> KISSINGER Henry, *Peace, legitimacy, and the equilibrium: a study of the statesmanship of Castlereagh and Metternich*, thèse de doctorat, histoire, Cambridge University, 1954.

d'études de défense de Harvard (1958-1971) et fonde le Centre pour les affaires internationales de l'université avec Robert Bowie. Conseiller pour la politique étrangère de Nelson Rockefeller, il en soutient les courses aux primaires. Il est finalement nommé à la tête du CSN par Richard Nixon (1969-1975), puis à la tête du département d'État par Gerald Ford (1973-1977). Dès leur première rencontre en mars 1974, H. Kissinger et J. Callaghan nouent des liens d'amitié durable. Le premier trouve le second amical et accommodant, admire sa franchise et son honnêteté, goûte sa sagesse et sa connaissance du monde, le voit comme un vieux sage expérimenté, avec lequel il peut jouer de la liberté et de l'amitié. Les deux secrétaires se rencontrent régulièrement en privé, le plus souvent à Londres. Leur amitié survit à l'épreuve du pouvoir : les déplacements de H. Kissinger à Londres prévoient inmanquablement une visite à son ancien homologue, qu'il retrouve aussi chez les Ford à Vail (Colorado)<sup>400</sup>. Sa fréquentation des cercles de pensée transatlantiques et sa familiarité avec les décideurs internationaux, entretenue par une expertise qui pousse ces derniers à les inclure à leurs réseaux, le rendent incontournable.

Pour Ashraf Pahlavi, H. Kissinger demeure un intellectuel, doté d'un fort sens de la réalité, qui comprend que la puissance des États-Unis porte en elle une responsabilité morale envers le reste du monde libre. Son engagement en faveur des Pahlavi lui confère aux yeux de la princesse une intégrité rare et un sens moral éprouvé<sup>401</sup>. Dans sa *Réponse à l'histoire*, le shah déclare dans les mêmes termes que les idées de H. Kissinger concernant la géopolitique rejoignent absolument les siennes<sup>402</sup>. La politique iranienne des États-Unis à la fin des années 1960 en témoigne. L'ambassadeur iranien à Washington, Hushang Ansary, ménage avec le Conseiller des relations étroites<sup>403</sup>. H. Kissinger se rend en mai 1972 à Téhéran avec R. Nixon<sup>404</sup>. C'est lors de cette rencontre que le shah obtient des Américains la promesse de pouvoir acheter les armes conventionnelles de son choix, notamment les très sophistiqués chasseurs F-14 Tomcat et F-15 Eagle. Les Américains consentent par ailleurs à soutenir de concert avec l'Iran la guérilla des Kurdes qui luttent pour obtenir leur indépendance contre l'Irak. Il s'agit pour Téhéran d'affaiblir son voisin et rival. Il s'agit pour Washington de fragiliser un État qui a fait du socialisme et du panarabisme les fondements de sa révolution<sup>405</sup>. H. Kissinger s'inscrit enfin au cœur des réseaux du pahlavisme en Occident, qu'il participe à enraciner à Washington. Il fait partie intégrante de la « galaxie Rockefeller » depuis les années 1950. Il dédie d'ailleurs le premier volume de ses mémoires à Nelson, qu'il présente comme son mentor. La nomination de son ancien conseiller à la Maison-Blanche permet au vaincu des primaires républicaines de conserver une influence durable sur le pouvoir<sup>406</sup>. Par sa proximité avec les Rockefeller, H. Kissinger développe ainsi une partialité à l'égard du shah, qui contribue à l'enracinement d'un prisme impérial que le Conseiller diffuse de part et d'autre de l'atlantique.

<sup>400</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan, op. cit.*, 441-442.

<sup>401</sup> PAHLAVI Ashraf, *Faces in a mirror, op. cit.*, p. 211-212.

<sup>402</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Réponse à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 186.

<sup>403</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion, op. cit.*, p. 200-201.

<sup>404</sup> KISSINGER Henry, *White House Years*, Londres, Simon & Schuster, 2011, p. 1258-1265

<sup>405</sup> ZONIS Marvin, *Majestic Failure, op. cit.*, p. 69.

<sup>406</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion, op. cit.*, p. 328.

## Conclusion

Le poids du « pahlavisme en Amérique » étudié par James Bill et ses débordements outre-Atlantique témoignent bien de l'importance du prisme impérial biaisant à Londres et à Washington l'appréhension de l'Iran à l'heure de la révolution. Cette imprégnation parallèle répond à la récurrence des interactions entre les décideurs et les iraniens américains et britanniques, prolongeant un réflexe de consultations bilatérales enraciné tant dans la culture que dans la coutume. Cette tradition s'inscrit dans l'héritage de circulations liées à la mobilisation militaire, aux études universitaires et aux hasards de la carrière. Elle est nourrie de l'appartenance à des cercles cultivant un entre-soi socio-culturel qui participe de la sédimentation d'une « tradition anglo-saxonne » en politique étrangère et de la défense d'intérêts partagés dans le golfe Persique. Elle est forgée au rythme de consultations transatlantiques, à tous les niveaux de la décision, que les recompositions post-électorales à Washington ne remettent pas en question et que l'émergence de la crise iranienne régularise à un degré de fréquence et de profondeur croissant.

Le resserrement des relations bilatérales répond à la prise de conscience, notamment à Washington, d'un différentiel important d'expertise sur les questions iraniennes. Malgré la rétractation de sa présence régionale à l'ouest de Suez, le Royaume-Uni dispose encore d'un corps de persanophones chevronnés, dont l'apprentissage a été enrichi par une immersion dans le pays. L'ensemble confère à ces forces vives de la communauté des iraniens une expérience sensible de la culture et de la société. La reconnaissance de cette expertise supérieure incite les Américains à imiter cette pratique d'apprentissage et à s'imprégner de ses effets vertueux en sollicitant leurs alliés pour compléter leur connaissance du terrain. Malgré la présence aux États-Unis d'un nombre notable de vétérans de la politique iranienne, qui pour certains ont fait leurs armes dans les méandres de *Mordad* 1953, leur éloignement du terrain contribue à y entretenir un prisme impérial biaisant l'appréhension des rapports de force présidant à la révolution.

Ce prisme impérial est la résultante du parti pris pahlavien qui guide la politique iranienne des administrations américaines et des gouvernements britanniques depuis les années 1950. L'enracinement de l'influence du pahlavisme en Occident atteint dans les années 1970 son maximum d'efficacité politique. La reconnaissance internationale que les fastes de Persépolis n'ont pas vraiment réussi à remporter se nourrit de l'action diplomatique des représentants du pahlavisme en Occident : de part et d'autre de l'Atlantique, les membres de la Cour et les ambassadeurs du Trône du Paon tissent leurs réseaux dans des *Establishments* dont les membres détournent le regard des critiques qui émanent des défenseurs des droits humains. À Londres et à Washington, la pratique du pouvoir impose rapidement de modérer les déclarations convaincues pour ménager des discours convenus sur l'importance de l'Iran pour l'avenir de l'Occident. Américains comme Britanniques regardent la région à l'aune de leurs intérêts stratégiques et de leur intention d'influence sur un grand échiquier faisant peu de cas des fragilités internes d'une société tendue. Le pouvoir de conviction des agents transnationaux du pahlavisme a finalement raison de Cassandres iraniennes contradictoires et tardivement entendues. Il prolonge ainsi le poids pourtant subi d'un prisme impérial qui nourrit en Iran la rhétorique de collusion de l'opposition au shah.

## Chapitre 2

### LE REPLI ET LE REMORD D'EMPIRES EMPÊTRÉS (1976-1978)

À son arrivée en Iran en juillet 1974, l'ambassadeur Parsons prend acte de l'importance du pays pour les intérêts occidentaux et cherche à mesurer par précaution ce que seraient sur eux les conséquences de la disparition de son dirigeant. Son rapport à James Callaghan, alors à la tête du FCO, note que, tant que le shah restera en place, devraient également demeurer les chances d'une succession sans hiatus et d'une poursuite d'une politique favorable à ses alliés. Protégés par la vigilance des États-Unis contre l'installation d'un régime pro-soviétique, les intérêts britanniques seraient ainsi mieux servis que dans tout autre pays. Les bénéfices à gagner d'une politique commerciale ambitieuse seraient ainsi énormes<sup>1</sup>.

Quatre ans plus tard, les transformations de la scène iranienne forcent l'ambassadeur à nuancer son analyse. Le régime fait en effet d'objet d'une contestation interne dont il ne parvient pas à se dépêtrer malgré le soutien de ses alliés, de plus en plus inquiets des possibles réactions du voisin soviétique :

« Les États-Unis seraient contraints de peser de tout leur poids en faveur d'une succession ordonnée et, si la détente persiste, je doute que l'Union soviétique souhaiterait de risquer le chaos qu'un renversement violent de la dynastie des Pahlavi pourrait apporter dans une région très sensible. »<sup>2</sup>

L'analyse du diplomate britannique traduit l'intrication des liens entre Londres, Washington et Téhéran. Le contexte géopolitique de guerre froide, associé à celui, économique et social, d'une croissance indexée à la vigueur des échanges, fait du partenaire iranien un point de triangulation de la « relation spéciale » entre deux empires eux-mêmes en crise de croissance et en rétractation de puissance. Il renforce ainsi le parti pris pahlavien prévalant au Royaume-Uni et aux États-Unis depuis les années 1950, à rebours de la contestation croissante dont le régime impérial fait l'objet à la fin des années 1970. Quels sont les éléments de convergence dans la politique iranienne des Américains et des Britanniques ? En quoi se traduit-elle par un renforcement du rôle du gendarme iranien dans la stratégie des Occidentaux ? Dans quelle mesure le pouvoir impérial instrumentalise-t-il les rivalités concurrentielles entre ses partenaires pour accroître son autorité à l'intérieur de son pays et à l'échelle de la région ? Comment Londres et Washington répondent-ils aux appétits de puissance du shah ? Quelles réactions suscite la proximité des Américains et les Britanniques avec le pouvoir impérial chez les groupes d'opposition ? Pourquoi la politique iranienne du Royaume-Uni et des États-Unis tarde-t-elle autant à prendre en compte la contestation croissante de la légitimité du régime et de l'autorité de son dirigeant ? Que montrent les formes de l'ouverture à l'opposition sur la divergence de stratégie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, pour préserver leurs intérêts nationaux ?

Ce chapitre montrera jusqu'à quel point les dynamiques de la « relation spéciale » contribuent à la résistance du parti pris pahlavien en Occident malgré la contestation en émergence en Iran.

---

<sup>1</sup> TNA, FCO/3194/11, Parsons to Callaghan, Diplomatic Report No. 323/74, What happens if the Shah dies?, 4th July 1974.

<sup>2</sup> TNA, FCO/3194/1, Parsons to Owen, Diplomatic Report No. 168/78, What happens if the Shah dies? (second edition), 10th May, 1978.

## I. Un renforcement du gendarme des intérêts occidentaux (1976-1978)

L'assimilation des fondements stratégiques et économiques de la politique iranienne conduit Londres et Washington à prolonger de concert leurs liens avec le pilier persan. Quelles sont les conséquences du parti pris pahlavien dans le développement de la contestation au régime ?

### A. L'équilibre de stratégies convergentes

#### 1. L'érosion compensée de l'édifice d'endiguement

Pour une puissance britannique en déprise territoriale et une puissance américaine en reconfiguration stratégique, l'empire persan apparaît comme l'un des piliers essentiels d'une stratégie régionale aux enjeux convergents. Dans une dépêche rédigée à l'attention du FCO, le diplomate George Chalmers rappelle depuis Téhéran la vision de la menace que le voisin soviétique fait peser en Iran :

« Quoi que soient les fruits de la détente à court terme, la rivalité continue entre les modes de vie communiste et non-communiste est inévitable. La géographie a conféré à l'Iran une place critique dans cette rivalité. Elle barre le débouché de la Russie sur le Golfe et l'océan Indien. Sa vision est qu'il relève par évidence du plus grand intérêt occidental de ménager un Iran anti-communiste solide et stable. La manière la plus raisonnable d'y parvenir est de perpétuer la dynastie et le régime des Pahlavi. »<sup>3</sup>

Un rapport de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain le confirme en juillet 1976 : 2 000 kilomètres de frontières partagées avec l'URSS font pour la plupart des Iraniens de leur voisin du Nord un adversaire potentiel sérieux, d'autant plus du fait de l'histoire des relations avec Moscou et de la posture pro-occidentale de l'Iran<sup>4</sup>. La politique iranienne est néanmoins nuancée. Si le shah considère que les actions des Soviétiques traduisent un grand dessein visant à accroître leur influence en Afrique ou en Asie, il compose parfois avec eux. Téhéran consent au survol du territoire iranien par les avions de reconnaissance soviétiques et développe avec Moscou les exportations de gaz naturel<sup>5</sup>. Même si les rencontres bilatérales entre les Iraniens et les Soviétiques sont marquées par une suspicion mutuelle, le shah tend à présenter une vision trop alarmiste de l'agressivité soviétique dans le golfe Persique. De fait, les relations commerciales entre les deux pays se sont accrues dans les années 1970 à la faveur de consultations ministérielles. Pour les Britanniques, les Soviétiques n'envisagent pas un changement de régime à court terme à Téhéran ni considèrent l'Iran comme une cible prioritaire de subversion<sup>6</sup>.

La sensibilité aux enjeux de guerre froide est plus vive chez les Américains, qui partagent avec le shah une perception aigüe de la menace soviétique. L'ambassadeur William Sullivan rappelle que les États-Unis et l'Iran ont un intérêt mutuel à contenir la politique d'expansion soviétique. Des accords

<sup>3</sup> TNA, FCO 8/3194/3, Chalmers to Weir, 18th January, 1976.

<sup>4</sup> *U.S. Military Sales to Iran*, A Staff Report to the Subcommittee on Foreign Assistance of the Committee on Foreign Relations, United State Senate, 94th Congress, 2nd Session, Washington, D.C., July 1976, p. 10.

<sup>5</sup> CWIHP, Atherton to Vance, Your Meeting with the Shah, May 13, 1977, 30th April, 1977.

<sup>6</sup> TNA, FCO 8/2988/44, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, 13-15 May 1977, Brief No B2, Iran external.

militaires ont mis en place depuis 1946 un bouclier protégeant l'Iran de toute agression venue de Moscou ou de ses alliés<sup>7</sup>. En 1978, le rapport annuel du conseil du CENTO relève une intensification des activités communistes en Iran et dans la région. Outre ses activités de subversion et d'infiltration des travailleurs et des médias iraniens, les communistes concentreraient leur attention sur la jeunesse. Contrairement à ce que pensent les Britanniques, le renversement du régime iranien resterait d'ailleurs le principal objectif de subversion des communistes présents dans le pays. Le parti Tudeh tenterait ainsi d'infiltrer les usines, les cercles religieux et les universités, en recourant parfois à des pratiques terroristes<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, l'administration Carter fait sienne la stratégie des deux piliers. Pour le Conseiller de Sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, pétri de méfiance envers Moscou, le souverain est devenu l'atout stratégique majeur de Washington depuis le désengagement de Londres de la région en 1971<sup>9</sup>. Le secrétaire d'État Cyrus Vance note dans ses mémoires que la détermination du shah à jouer un rôle plus important dans les équilibres régionaux répond opportunément à la prorogation du rôle de gendarme confié à l'Iran contre les vellétés d'incursion soviétiques<sup>10</sup>. La reconnaissance de la centralité de l'Iran dans la défense des intérêts des Occidentaux répond ainsi à un double passage de relais régional, formalisé par l'élaboration d'une architecture de vigilance coopérative dans le cadre du CENTO<sup>11</sup>.

L'appartenance du Royaume-Uni au CENTO constitue le seul cadre juridique formel au développement de la coopération avec l'Iran. Le livre blanc sur la Défense de 1975 a pris acte de la rétractation de la présence britannique. Le 3 décembre 1974, Londres annonce l'interruption de la fourniture de forces à l'organisation<sup>12</sup>. Les escadrons de bombardiers à réaction Canberra et des avions de chasse Nimrod, basés à Malte, sont dissouts. Les escadrons de bombardiers Vulcan, basés à Akrotiri dans le cadre du commandement aérien de l'Est de la Méditerranée, sont retirés devant la montée des violences sur l'île de Chypre. Londres explique sa décision en exprimant son désir de concentrer son effort de défense sur l'OTAN. Le shah accepte d'autant plus la défection britannique qu'elle a pour conséquence une implication compensatoire de l'aviation impériale, développée avec le soutien de ses partenaires<sup>13</sup>. Le reflux des forces britanniques justifie ainsi à ses détracteurs la légitimité du renforcement de son arsenal.

La prise de distance britanniques témoigne du déclin progressif d'une organisation qu'aucun membre ne souhaite voir disparaître pour des raisons relevant plus du symbole que de la stratégie<sup>14</sup>. Le shah voit ainsi les Américains comme les garants ultimes de la sécurité de l'Iran. L'organisation contribue de plus au développement des relations bilatérales sous-tendant la triangulation diplomatique. Ainsi les

<sup>7</sup> Den, vol. 8, Sullivan to State, Tehran 2939, Annual Policy and Resources Assessment for Iran-Part One, 5th April, 1977.

<sup>8</sup> TNA, FCO 8/3094/10, Central Treaty Organization, The Council, Report by the Secretary General, March 1978.

<sup>9</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1983, p. 356-357.

<sup>10</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 314-316.

<sup>11</sup> FCO 8/3201/19, MED, FCO, Central Treaty Organization, 24th April, 1978.

<sup>12</sup> MASON Roy, Defence Review, House of Commons Debates, vol. 882, c. 1351-1369, 3rd December, 1974.

<sup>13</sup> TNA, FCO 8/2737/20, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 4-8 March 1976, Political Background and Iran's Foreign Relations in General, Brief by Middle East Department, Brief No 16.

<sup>14</sup> MOHR Charles, "But the Collective-Security Principle Is Intact", *The New York Times*, 22nd May, 1977

secrétaires d'État David Owen et Cyrus Vance coordonnent leurs approches des grands enjeux internationaux en amont de la réunion du CENTO à Téhéran en mai 1977<sup>15</sup>, comme la situation au Proche-Orient. La question des droits de l'homme est également abordée dans les échanges avec le shah<sup>16</sup>.

## 2. L'implication iranienne dans le contrôle des convois

L'importance du Golfe pour les économies américaine, britannique et iranienne conduit à élargir le rôle de relais des intérêts occidentaux attribué à l'Iran. En 1959, le comité militaire de l'OTAN établit le principe d'un contrôle de la navigation commerciale sur les territoires ne relevant pas de sa juridiction. Il a confié la responsabilité de sa coordination régionale aux États membres, en lien avec des pays alliés, par le biais de pacte de sécurité, de traités bilatéraux ou d'accords. À ce titre, le Royaume-Uni obtient en 1962 la gestion du Moyen-Orient et du nord-ouest de l'océan Indien<sup>17</sup>. Dans une région sujette à des convoitises soviétiques, le contrôle naval entend garantir la sécurité des convois en informant les capitaines de vaisseau sur la situation militaire et en détournant les bateaux en cas de danger. La rétractation de la présence britannique conduit à la fin des années 1970 à une révision de l'organisation de l'édifice. Depuis 1951, l'accord Radford-Collins établissait entre les États-Unis et l'Australie une division des responsabilités dans la surveillance de la flotte soviétique dans les océans Pacifique et Indien. Sa renégociation en 1977 élargit la zone américaine au golfe Persique et à la mer Rouge, placée sous le contrôle du Commandant des forces du Moyen-Orient. Ce dernier prend en charge le contrôle naval de la navigation commerciale. Les États-Unis y remplacent ainsi le Royaume-Uni comme coordinateur régional<sup>18</sup>.

Le retrait des forces navales britanniques et la faiblesse de la présence américaine pose la question de la gestion du contrôle dans une région où les enjeux se complexifient. L'obsolescence de l'organisation du contrôle, pensée dans les années 1960, appelle une nouvelle approche fondée sur la réduction des interférences aux circulations en limitant les contrôles aux exigences vitales. Les Britanniques notent que l'Iran, en plus d'être devenu une puissance navale majeure dans la région, a montré un intérêt dans la participation à l'entreprise de contrôle, à laquelle l'apprête sa proximité avec les Occidentaux. Son expertise sur la question est cependant à fonder. La formation de quatre officiers iraniens au Royaume-Uni en 1972 est restée sans suite. La participation des Iraniens au contrôle maritime de la navigation demanderait leur formation au dispositif par des officiers aguerris. Si plusieurs années semblent nécessaires pour donner à l'Iran les moyens d'honorer les exigences du commandement régional, les Britanniques considèrent que l'Iran pourrait jouer un rôle significatif dans le développement de l'organisation du contrôle des convois, sous supervision étroite du Commandement américain pour le Moyen-Orient.

L'implication de l'Iran pose d'autres éléments de difficultés. Elle risquerait d'abord de créer des

---

<sup>15</sup> OWEN David, *Time to Declare*, Londres, Michael Joseph, 1992, p. 322.

<sup>16</sup> MOHR Charles, "Vance, in Iran, Asserts Stability Depends on Rights", *The New York Times*, 15th May, 1977.

<sup>17</sup> DEFE 24/1423/E2, Assistant Director Trade, Naval control of shipping in the Middle East and Western Indian Ocean, Loose minute, 15th December, 1977.

<sup>18</sup> TNA, DEFE 24/1423/E11, Marsh to Munro, FCO NATO NCS – involvement of Iran, 12th April 1978.



tensions au sein du CENTO. Par ailleurs, l'implication directe dans les activités otaniennes d'États extérieurs à l'OTAN apparaît potentiellement risquée, quoique possible : les États-Unis ont délégué avec succès à l'Australie la mission de contrôle dans l'océan Indien ; cependant la coopération entre le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud dans l'Atlantique a souffert de l'instabilité de la situation politique dans la région<sup>19</sup>. Enfin, la contribution de Téhéran doit permettre d'alléger la pression sur le budget d'une Alliance par ailleurs beaucoup sollicitée : il s'agira donc de convaincre les Iraniens de l'intérêt de l'entreprise pour la sécurité de leurs exportations pour qu'ils acceptent de financer les infrastructures nécessaires au contrôle<sup>20</sup>. Ces intérêts sont de plusieurs ordres pour un shah soucieux de se positionner en arbitre régional. La participation au contrôle serait une source de prestige. Elle lui donnerait de plus accès aux ressources de l'OTAN, qui lui permettraient de fonder une organisation nationale de contrôle. La dépendance de l'économie iranienne aux exportations de pétrole bénéficierait aussi du mécanisme de surveillance, notamment en période de tension avec ses voisins saoudiens. Enfin, la dimension navale de la puissance iranienne l'ouvre naturellement à une implication à l'entreprise<sup>21</sup>.

Le projet entend confier à l'Iran l'instruction des capitaines de vaisseaux au sujet des procédures de contrôle, l'enregistrement des cargaisons à l'arrivée des navires, le contrôle des vaisseaux au départ en conformité avec les attendus de l'Autorité de contrôle opérationnel, l'organisation de convoi en cas de nécessité. L'implication iranienne supposerait la mise à disposition d'un siège permettant de rassembler les informations et de mettre en application les directives de l'Autorité de contrôle opérationnel, la présence dans les principaux ports iraniens d'officiers pouvant être transportés sur les vaisseaux passant par le détroit d'Ormuz pour contrôler leur cargaison, ainsi que l'aménagement d'une liaison assurant une communication sécurisée entre le siège iranien, l'Autorité de contrôle et les officiers en question<sup>22</sup>.

À cet effet, lors de conversations bilatérales organisées en septembre 1978, les Britanniques proposent aux Iraniens le développement d'un quartier général portuaire anglo-iranien-américain sur le site de la nouvelle base navale de Bandar Abbas. En position stratégique sur le détroit d'Ormuz, au cœur d'une région assurant le tiers de l'approvisionnement énergétique mondial, elle contrôle l'entrée dans le golfe Persique et permet ainsi d'avoir accès aux vaisseaux marchands lors de leur passage, limitant le retard dû au contrôle. Les Britanniques rappellent aux Iraniens que, même si les Américains ont confirmé leur accord de principe à cette proposition, ils devront être impliqués à l'avenir dans sa planification<sup>23</sup>. L'enlèvement de l'Iran dans la révolution lui met cependant un coup d'arrêt à l'automne 1978.

---

<sup>19</sup> TNA, DEFE 24/1423/E3, Jones, Naval control of shipping in the Middle East – involvement of Iran, Loose minute, 20th January, 1978.

<sup>20</sup> TNA, DEFE 24/1423/E9, Bittleston to Jones, Naval control of shipping in the Middle East – involvement of Iran, Loose minute, 15th March, 1978.

<sup>21</sup> TNA, DEFE 24/1423/E11, Marsh to Munro, FCO NATO NCS – involvement of Iran, 12th April, 1978.

<sup>22</sup> TNA, DEFE 24/1423/E7, Hickson, Naval control of shipping in the Middle East – involvement of Iran, Loose minute, 2nd March, 1978.

<sup>23</sup> TNA, DEFE 24/1423/E16, Anglo-Iranian staff talks 18 and 19 September – Naval Coordination of Shipping, 24th August, 1978.

### 3. L'usage prolongé d'une influence diplomatique

Dans un télégramme programmatique énonçant les objectifs américains en Iran à son arrivée à Téhéran, l'ambassadeur Sullivan note l'importance de maintenir le positionnement du pays sur les questions régionales intéressant les Occidentaux. Les États-Unis devraient à ce titre :

- encourager l'Iran à prolonger son approche équilibrée des affaires israélo-arabes et son soutien aux négociations de paix au Moyen-Orient.
- encourager l'Iran à maintenir une relation positive avec Israël, notamment son lien d'approvisionnement en pétrole.
- maintenir l'opposition de l'Iran au retraitement nucléaire par le Pakistan.
- soutenir la coopération de l'Iran avec l'Arabie saoudite, Oman et les autres États de la péninsule arabique sur les questions de sécurité dans le golfe Persique en restant attentif aux évolutions de la situation sécuritaire en Irak et chez ses autres voisins dans la région.
- encourager l'Iran à poursuivre une coopération raisonnable avec l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde dans les sphères politiques et économiques.
- encourager un soutien iranien aux principaux objectifs politiques en Afrique.<sup>24</sup>

L'ampleur de cet agenda témoigne de l'importance du rôle octroyé à l'influence diplomatique du shah dans la promotion des objectifs de la diplomatie occidentale. A la fin des années 1970, les États-Unis demandent en effet à un pilier parvenu à une maturité de puissance de prendre une part plus active sur la scène régionale comme internationale<sup>25</sup>. L'Iran a déjà participé à la commission quadripartite au Vietnam et fournit des équipements militaires au Sud-Vietnam. Le shah a envoyé un contingent militaire pour superviser la trêve en vigueur sur le plateau du Golan, au Proche-Orient. À la demande de Washington, il a fourni une assistance financière aux pays dans lesquels convergent les intérêts iraniens et américains, tels l'Égypte, la Jordanie, la Syrie, l'Inde, le Pakistan et l'Afghanistan. Téhéran a été l'un des principaux contributeurs au Fonds international de développement agricole de l'ONU, permettant l'augmentation que les États-Unis requéraient pour accepter d'y participer. L'Iran a aussi joué un rôle de modération, en contribuant à la résolution de conflits locaux dans la région du Golfe, au développement du dialogue entre l'Afghanistan et le Pakistan, à la reprise des relations entre l'Inde et le Pakistan et à la répression d'une insurrection soutenue par les communistes dans le sultanat d'Oman<sup>26</sup>.

Lors d'un entretien en marge de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le 28 septembre 1977, David Owen exprime de son côté à son homologue iranien, Abbas Ali Khalatbari, la reconnaissance de Londres pour le soutien que lui a apporté Téhéran sur la question rhodésienne<sup>27</sup>. Alors que l'Iran poursuit ses exportations pétrolières vers la Rhodésie à la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance de 1965, en violation de l'embargo décrété par l'ONU, le shah persuade dans les années 1970 le gouvernement sud-africain, qui dépend totalement du pétrole iranien, de cesser les livraisons à la Rhodésie à partir du moment où les États-Unis prennent part à l'embargo<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> Den, vol. 1., Sullivan to State, Tehran 367, Goals and Objectives in Iran, 10th January, 1977.

<sup>25</sup> Den, vol. 8, Sullivan to State, Tehran 2939, Annual Policy and Resources Assessment for Iran-Part One, 5th April, 1977.

<sup>26</sup> DNSA, IR01317, Iran Study, s. d.

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/2985/26, Record of meeting between Foreign and Commonwealth Secretary and the Foreign Minister of Iran in the UN building, New York, at 17.00 on Wednesday 28 September 1977, 28th September 1977.

<sup>28</sup> ARMSTRONG Scott, "Carter Held Hope Even After Shah Had Lost His", *The Washington Post*, 25th October, 1980.

Lors de son audition par la sous-commission sur la sécurité internationale de la Chambre des représentants, Alfred Atherton secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du sud, justifie ainsi la vente controversée à Téhéran du système de détection et de commandement aéroporté (AWACS) par le fait que l'Iran, partageant les objectifs américains de paix globale et de stabilité économique, est essentiel à la défense des intérêts américains au Moyen-Orient et dans le Golfe<sup>29</sup>. Cyrus Vance confirme que le soutien des États-Unis au shah est corrélé à son rôle constructif dans les affaires régionales<sup>30</sup>. W. Sullivan évoque cependant la nécessité d'encourager un soutien plus important sur les questions des droits de l'homme, de la non-prolifération nucléaire et de la réduction de la vente des armes conventionnelles, ainsi que le maintien d'un dialogue constructif sur les questions de la coopération économique Nord-Sud, le droit de la mer, la lutte contre le trafic de drogue et le contrôle des armes<sup>31</sup>.

Dans son journal, Jimmy Carter présente le shah comme un allié solide, dont il apprécie la capacité à maintenir de bonnes relations avec les Égyptiens et les Saoudiens, comme la volonté de fournir à Israël du pétrole malgré le boycott des pays arabes. Mais le futur négociateur de Camp David compte surtout sur son influence pour appuyer la visite du président Sadat à Jérusalem<sup>32</sup>. Le rôle du dirigeant iranien dans les efforts déployés par les Américains pour relancer le processus de paix est d'autant plus notable que la signature des accords de Camp David, le 17 septembre 1978, passe pour le plus grand succès de la politique étrangère de l'administration Carter. Le shah soutient les réponses apportées au conflit par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Il entretient de bonnes relations avec le roi Hussein de Jordanie, le président égyptien Sadat et le président syrien el-Assad, ainsi qu'avec plusieurs dirigeants libanais. Ces liens se traduisent par des contributions financières et des transferts d'armement. Le shah est certes en liens étroits avec l'État hébreux mais condamne sa politique de colonisation en Cisjordanie<sup>33</sup>. Comme convenu lors de sa visite aux États-Unis en novembre 1977, il tente de persuader Hussein de s'associer au processus de paix, ce que ne parvient pas à promettre un souverain aux prises avec le radicalisme de l'Organisation de libération de la Palestine et le conservatisme des Saoudiens<sup>34</sup>.

Faisant escale à Téhéran sur la route de New Delhi, J. Carter rencontre le shah et le roi de Jordanie le 31 décembre 1977. Le dirigeant iranien se montre prêt, si les Américains le jugent désirable, à tenter de convaincre les Égyptiens et les Saoudiens de soutenir l'association de la Jordanie aux négociations ouvertes à la conférence du Caire, le 14 décembre, pour relancer le processus de paix. Il expose par ailleurs ses opinions sur le statut de la Cisjordanie, le retrait des troupes israéliennes et la formation d'un État palestinien, qu'il ne juge pas désirable<sup>35</sup>. Prenant la parole à l'issue du dîner, le président américain rend hommage à son partenaire dans un discours auquel la révolution donne de lourds échos :

<sup>29</sup> Cité par YONAH Alexander et NANES Allan (dir.), *The United States and Iran: A Documentary History*, Frederick, University Publications of America, 1980, p. 446.

<sup>30</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices*, op. cit., p. 317.

<sup>31</sup> Den, vol. 8, Sullivan to State, Tehran 2939, Annual Policy and Resources Assessment for Iran-Part One, 5th April, 1977.

<sup>32</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 435.

<sup>33</sup> DNSA, IR01149, Lambrakis, Martin, Political Section Summary 1. Foreign Affairs, s. d.

<sup>34</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981, p. 124 et 132-133.

<sup>35</sup> AAD, Vance to Carter, State 000576, President's meeting with the Shah, 13th January, 1978.

« Alors que nous nous sommes assis ensemble pour discuter de ce qui pourrait être fait pour apporter la paix au Moyen-Orient, j'ai été profondément impressionné une nouvelle fois, non seulement par votre sagesse, votre jugement, votre sensibilité et votre perspicacité, mais aussi par l'étroite correspondance de nos vues sur cette question difficile. [...] Nos discussions ont été inestimables, notre amitié est irremplaçable et j'ai pour le Shah une gratitude personnelle, tant sa sagesse et son expérience a été précieuse au nouveau dirigeant que je suis. »<sup>36</sup>

## B. L'empreinte militaire concurrente

### 1. La présence parallèle de troupes américaines et britanniques

La présence militaire américaine en Iran date de la Seconde Guerre mondiale. Le secrétaire d'État Cordell Hull corréle alors l'assistance militaire au renforcement de la position des États-Unis dans le pays, concurrentement au Royaume-Uni et à l'URSS, dont le shah cherche d'ailleurs à s'émanciper. En 1942 est fondée une mission de conseil à la gendarmerie (GENMISH), placée sous la direction du colonel Norman Schwarzkopf. L'année suivante est installée une organisation d'assistance à l'armée (ARMISH)<sup>37</sup>. Un groupe d'assistance et de conseil militaire (MAAG) est enfin chargé d'administrer le programme de subvention lié aux missions. Les deux unités fusionnent en 1962 pour former l'ARMISH-MAAG, avec pour objectif de conseiller les forces iraniennes sur l'acquisition d'armement, de traiter les ventes de gouvernement à gouvernement et d'aider l'Iran à s'approprier les nouveaux équipements.

Dans le même ordre d'idée sont établies en 1969 des équipes d'assistance technique sur le terrain (TAFT) pour sensibiliser les personnels aux équipements spécifiques, technologies, armes et structures de soutien. Là où l'ARMISH-MAAG s'intéresse aux missions de conseil au quotidien, le TAFT regroupe à court terme des équipes concernées par l'introduction de nouveaux équipements et des systèmes logistiques associés. Le premier, principalement situé à Téhéran, est financé à 70% par l'Iran alors que le TAFT, dont 40% des personnels travaille dans les provinces, l'est en intégralité. Alors que les effectifs de l'ARMISH-MAAG sont constants, avec 209 personnes en 1976, ceux du TAFT connaissent une croissance soutenue au milieu des années 1970, passant de 43 en 1972, 552 en 1973 et 868 en 1976. Les personnels du département d'État affectés à Téhéran sont estimés pour février 1976 à 1 176 militaires, 259 civils et 1 941 dépendants<sup>38</sup>. Un rapport sur l'Iran note que le nombre de conseillers militaires étrangers extérieurs aux États-Unis a doublé en 5 ans dans les années 1970 pour atteindre un total estimé à 300. La plupart sont des Britanniques et des Soviétiques sollicités pour conseiller les forces terrestres. Le rapport note que l'importance des achats d'armement en provenance du Royaume-Uni et de l'URSS laisse présager un avivement de la concurrence aux conseillers américains<sup>39</sup>.

<sup>36</sup> Cité par BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, New York, Palgrave, 2019, p. 162

<sup>37</sup> STEMPEL John D., *Inside the Iranian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1981, p. 61.

<sup>38</sup> *U.S. Military Sales to Iran*, op cit., p. 34-37.

<sup>39</sup> DNSA, IR01317 Iran Study, s. d.

Un rapport rédigé en septembre 1978 par le département du Moyen-Orient du FCO estime à 69 le nombre de membres des forces armées britanniques opérant sous convention en Iran<sup>40</sup>. Ces derniers sont affectés dans les différentes branches des forces iraniennes. L'armée britannique fournit une équipe de conseillers pour la mise en service des chars Chieftain achetés par l'Iran (32 officiers à Téhéran, Chiraz et Ahwaz), une équipe de conseillers pour les dirigeants (4 officiers basés à Talow, dans la banlieue de Téhéran) et une équipe de conseillers supervisant la formation de 2 400 apprentis (4 officiers au lycée technique de Masjed-e Soleiman, dans la province du Khouzestan). La marine britannique fournit une équipe de conseillers à la marine impériale iranienne pour remettre en service des frégates restaurées au Royaume-Uni (3 officiers et 5 gradés basés à Banda Abbas), une équipe de conseillers pour le commandement (2 officiers basés à Banda Abbas), une équipe de conseillers de la marine (11 officiers répartis à Téhéran, Manjil et Bouchehr), une équipe de personnels du service hydrographique (4 vaisseaux procédant à un relevé comparatif du golfe Persique et du golfe d'Oman), une équipe de logistique (7 officiers civils détachés du ministère de la Défense basés à Téhéran, Bandar Abbas et Sirjan) et une équipe destinée à accompagner le lancement d'une Académie de la marine impériale à Bandar Pahlavi, sur le littoral de la mer Caspienne (2 officiers à Téhéran et Bandar Pahlavi, où les effectifs doivent atteindre 15 en 1979). Un conseiller opérationnel de l'aviation britannique est présent jusqu'en 1978. Des religieuses de la branche infirmière de l'aviation britannique sont détachées auprès de l'aviation iranienne.

Au-delà, les Services militaires internationaux (IMS), la branche commerciale de l'Organisation pour les ventes d'armements, a déployé environ 400 employés dans l'ensemble du pays afin d'accompagner les ventes de gouvernement à gouvernement et les contrats liés. Ces déploiements parallèles des troupes américaines et britanniques témoignent des concurrences sous-tendant le ménagement du gendarme iranien. Ils montrent aussi l'identification durable de Londres et Washington au destin de Téhéran. L'émergence de la révolution semble cependant l'éroder : la croissance des effectifs américains connaît un tassement à partir de 1978 ; les proches des employés des IMS britannique dont les contrats expirent en fin d'année sont rapatriés à titre préventif dès le mois de novembre.

## 2. La dépendance iranienne à la formation et au conseil

L'accroissement du potentiel des forces iraniennes crée une demande en formation et en conseil militaires à laquelle s'empressent de répondre les Occidentaux. L'usage de l'anglais plutôt que du persan lors des opérations militaires facilite les transferts de compétences<sup>41</sup>. Il conduit le shah à mettre en concurrence les expertises américaines et britanniques pour mieux négocier la consolidation de son arsenal.

Afin d'accompagner la fourniture d'armement à l'Iran, l'ARMISH-MAAG américain organise un programme de formation permettant en 1973 à près de 1 400 étudiants iraniens de suivre aux États-Unis

<sup>40</sup> TNA, FCO 8/3190/529, MED, FCO, British military personnel in Iran, December 1978.

<sup>41</sup> *U.S. Military Sales to Iran*, *op. cit.*, p. 37.

une instruction militaire riche de 200 cours différents. Les effectifs s'élèvent à 4 332 en 1975. Les étudiants sont intégrés aux écoles d'officiers, tel le Corps de formation des officiers de la réserve navale<sup>42</sup>. La technicité de la plupart des enseignements participe de la profondeur de l'empreinte américaine sur les forces armées iraniennes. La majeure partie des pilotes de l'aviation impériale a été scolarisée aux États-Unis, comme un pourcentage important des officiers généraux des trois armes<sup>43</sup>. Les programmes de formation proposés par le gouvernement sont complétés par des cursus animés à l'initiative des entreprises présentes en Iran, notamment dans le domaine de l'aviation. Bell forme ainsi 200 pilotes d'hélicoptères et 8 000 personnels d'équipage et de maintenance. Northrop propose un programme de formation à l'avion F-5 et aux télécommunications, Grumman à l'avion F-14 Tomcat et au missile Phoenix.

La marine iranienne est de loin le principal client de l'offre de formation britannique. Les Iraniens ont une haute opinion de cette dernière, dont ils veulent s'inspirer au maximum<sup>44</sup>. Leur marine et aviation envisagent de réinventer une partie de leur programme de formation sur le modèle britannique, alors que c'est le modèle américain qui avait auparavant prévalu. L'établissement de l'Académie de la marine impériale doit se faire sur le modèle du Collège royal de marine de Dartmouth, alors que la France, la Suisse et les États-Unis ont soumis des offres publiques. Le collège de technologie et l'École de navigation de Southampton ont par ailleurs contribué à la fondation du Collège d'études nautiques de Chah Bahar, animé depuis par des administrateurs et des professeurs britanniques<sup>45</sup>. L'armée britannique propose des formations sur le personnel, la topographie, l'artillerie, les communications, la mécanique automobile et la musique militaire. L'aviation propose des cours sur le personnel, les techniciens et l'interprétation des photographies. De nombreux officiers iraniens ont suivi leur formation au Royaume-Uni, notamment à Dartmouth, dont le cursus international dédié aux aspirants de marine est réputé pour sa compétition. D'autres ont été formés au Collège des ingénieurs de la marine britannique à Manadon (Devon). Plusieurs Iraniens ont suivi la formation interarmée du CENTO à l'Établissement de guerre interarmé d'Old Sarum (Wiltshire). D'autres suivent les cours du Collège royal d'études militaires.

La multiplication des commandes soutient également une demande en conseils pour accompagner la prise en main et l'utilisation du matériel. L'Équipe de mise en service et de conseils de l'armée britannique, établie pour lancer l'exploitation des chars Chieftain, finit par prendre en charge l'ensemble des équipements blindés devant l'afflux des livraisons en provenance du Royaume-Uni : en décembre 1977, 89 chars Chieftain et 36 chars Scorpions attendent ainsi leur mise en service aux entrepôts d'Ahway, après avoir été transférés depuis les quais du port de Bandar Shahpour où ils s'accumulaient<sup>46</sup>.

L'aviation iranienne est un modèle en miniature de son homologue américaine. L'exploitation de la

---

<sup>42</sup> DNSA, IR0927, *The Growing U.S. Involvement in Iran*, s. d., p. 20.

<sup>43</sup> Den, vol. 60, p. 143, Briefing for TDY [temporary duty assignment] personnel, s. d.

<sup>44</sup> TNA, FCO 8/3201/W14, Briefs for visit of the Rt Hon Mrs Margaret Thatcher MP, leader of the opposition, to Iran, 28 April-1 May, Brief E, Defence and Sales of Defence Equipment, 20th April, 1978.

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/2737/20, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 4-8 March 1976, New Maritime Academy, Brief by the British Council, Brief No 6 Annex No 2

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/2990, Defence Attaché's annual review and other military reports on Iran, The Imperial Iranian Ground Forces, Annex A to TSH/113/DA, The Imperial Iranian Ground Forces, 19th April, 1977.

flotte et l'utilisation des systèmes de défense aérienne et de contrôle des airs repose sur la compétence de personnels américains, si bien qu'une opération d'envergure ne pourrait être préparée sans leur soutien. L'expertise britannique est décisive pour la mise en œuvre des missiles anti-aériens de moyenne portée Hawk et des systèmes de défense sol-air Rapier. Le potentiel de transport et la capacité d'offensive en appui à une offensive au sol peuvent se passer d'assistance étrangère, mais la mise en œuvre d'opérations d'envergure peut être aisément compromise. Une dépendance similaire est observable pour les forces terrestres : l'assistance étrangère est décisive pour la maintenance des blindés, le fonctionnement des systèmes de soutiens aux opérations d'envergure, la coordination du commandement et de la coopération, l'approvisionnement en munition. L'aviation de l'armée de terre dépend comme les autres forces aériennes des Américains pour le conseil et les pièces de rechange. La marine iranienne pourrait être capable d'élaborer sans assistance une petite série d'attaques de surface pendant une dizaine de jours à condition de ne pas être contrée par des unités aériennes ou sous-marines modernes. Cependant, sans soutien technique américain et britannique, ce type d'opération ne pourrait pas être renouvelé<sup>47</sup>.

Les Britanniques s'accordent ainsi sur la forte dépendance des forces armées iraniennes aux conseillers et aux fournitures des partenaires occidentaux du shah, les États-Unis en premier lieu. Celle-ci concerne, au-delà de l'esprit et de la modalité des formations des officiers, la mobilisation du potentiel militaire d'un gendarme qui apparaît ainsi sous perfusion globale. Si le départ des conseillers américains et britanniques ne signifierait pas l'effondrement des forces iraniennes<sup>48</sup>, la forte dépendance de ces dernières au Royaume-Uni et aux États-Unis témoigne du succès de leur politique d'influence, comme de la fragilité militaire de l'édifice stratégique qu'ils ont érigé en relais de leur puissance.

### 3. Le levier de promotion d'agendas concurrents

L'importance des missions d'assistance militaire en Iran pose la question de leur influence politique auprès du gouvernement impérial. Un document fédéral présentant le profil des groupes d'assistance et de conseil militaire présents en 1978 dans 15 pays montre que les objectifs du programme iranien répondent aux attendus de la stratégie des « deux piliers » : pouvoir répondre à une agression soviétique, émanant de Moscou ou de ses alliés comme Bagdad ; assurer un approvisionnement continu en pétrole ; soutenir la détermination de l'Iran à promouvoir la stabilité militaire dans le Golfe, la stabilité politique, le développement économique et la coopération régionale dans la région allant de la Turquie à l'Inde<sup>49</sup>.

Le rôle du directeur de l'ARMISH-MAAG est à ce titre essentiel. Principal officier militaire américain présent en Iran, il exerce un contrôle informel mais décisif sur les 20 unités opérant dans le pays.

<sup>47</sup> TNA, FCO 8/3107/5, Miers to Lucas, TL Tehran 315, The Iranian armed forces, 11th July, 1978. En juillet 1976, le rapport de la sous-commission sur l'assistance à l'étranger de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain tirait des conclusions similaires : *U.S. Military Sales to Iran, op. cit.*, p. 50-53.

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/2990/1, Jones, Service Attachés Tehran – Annual Report 1976, 19th April, 1977.

<sup>49</sup> ID-78-51 Profiles of Military Assistance Advisory Groups in 15 Countries, 1978, [En ligne] US Government Accountability Office [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.gao.gov/assets/80/79135.pdf>.

C'est le point de contact entre l'ambassadeur et les activités militaires américaines en Iran. Son influence potentielle repose sur ses contacts réguliers avec les officiers supérieurs des forces iraniennes, mais aussi sur ses rencontres fréquentes avec le shah, en concertation avec l'ambassadeur<sup>50</sup>. Henry Precht rappelle cependant que les conseillers américains revendiquent une neutralité qui leur interdit de s'impliquer dans les affaires politiques ou de revendiquer une loyauté quelconque. Dépourvus de compétences linguistiques, ils ne nouent pas de relations avec les militaires hors d'un environnement structuré et d'une mission de conseil. L'influence des militaires apparaît d'autant plus réduite que les conseillers américains et les Iraniens eux-mêmes ont tendance à marginaliser le rôle des attachés militaires<sup>51</sup>.

Le colonel Jones, attaché militaire britannique en Iran, note que ses relations avec les Iraniens sont bonnes. Cependant, la nécessité de passer par le département du protocole du ministère iranien des Affaires étrangères complexifie les échanges bilatéraux. Les attachés sont théoriquement interdits de contacter par téléphone un officier iranien sans autorisation. Les restrictions causent au quotidien retards et incompréhensions qui dépassent même les Iraniens. Elles rappellent leur méfiance profonde pour leurs propres officiers, dont certains sont encore alors exécutés pour conspiration avec des étrangers<sup>52</sup>.

Les conséquences commerciales de la présence militaire sont difficiles à mesurer. Le colonel Jones note que les militaires britanniques en poste en Iran suscitent le respect pour leur travail et leurs conseils. La réputation de l'ARMISH-MAAG américain est aussi excellente. Pourtant, plusieurs scandales commerciaux, ainsi que l'assassinat dans l'État de New-York du fils d'un général iranien, a conduit à ternir l'image des États-Unis au sein des forces armées. L'attitude condescendante de certains Américains, couplée au sentiment iranien de dépendre un peu trop de la bonne volonté et des expatriés, renforce le désenchantement du gendarme à l'égard de son parrain stratégique<sup>53</sup>. Dans la concurrence à l'œuvre pour soutenir les appétits de puissance iraniens, les Britanniques se réjouissent à l'idée du gain que constituent pour eux les pertes américaines. Lors de son entretien à Téhéran avec Ronald Ellis, directeur des ventes d'armement au ministère britannique de la Défense, le général Toufanian, vice-ministre de la Guerre, demande ainsi aux Britanniques d'envisager une offre de formation et de maintenance aux F4 et F111 américains<sup>54</sup>. Dans la triangulation diplomatique à l'œuvre entre Londres, Washington et Téhéran, la mise en concurrence veille cependant à ne pas prendre les chemins d'une compétition trop ouverte : quand le Major-Général Kenneth Miles, directeur de l'ARMISH-MAAG entre 1976 et 1978, déclare qu'il conseille aux Iraniens de s'en tenir aux blindés britanniques, l'attaché militaire de la Couronne note que Londres doit prendre garde à ne pas marcher sur les plates-bandes de Washington<sup>55</sup>.

---

<sup>50</sup> DNSA, IR00897, Office of the Inspector General, Foreign Service, Department of State, Inspection Report on the Conduct of Relations with Iran, October 1974.

<sup>51</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Precht,%20Henry.toc.pdf>.

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/2990/1, Jones, Service Attachés Tehran – Annual Report 1976, 19th April, 1977.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> TNA, DEFE 13/1156/25, Ellis to PUS, Iran, 1st November, 1977.

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/2990/1, Jones, Service Attachés Tehran – Annual Report 1976, 19th April, 1977.



## C. L'épreuve des procès de connivences

### 1. Les tentations de l'*hubris*

En 1971, les fastes de Persépolis témoignent des appétits de puissance d'un gendarme de plus en plus émancipé de ses parrains américains et britanniques. Trois ans plus tard, dans sa dernière dépêche iranienne, l'ambassadeur britannique Peter Ramsbotham, témoigne d'une confiance en soi croissante, d'une arrogance déplaisante et d'une *hubris* qui, craint-il, pourrait tôt ou tard attirer au shah une Némésis équivalente<sup>56</sup>. La même année, alors qu'il lui rend visite en son chalet de Saint-Moritz, David Rockefeller est marqué par le fait que l'empereur considérait comme acquis ce en quoi il croyait : « Le terme d'*hubris* me venait en l'écouter esquiver sa vision étonnante d'un Iran impérial revendiquant l'ancien domaine des Mèdes et des Perses. »<sup>57</sup> La démesure des ambitions de l'« ombre de Dieu » (*Sāya'i Khudā*), « Lumière des Aryens » (*Aryamehr*, selon le titre qu'il se fait octroyer par le parlement en 1965) est telle que P. Ramsbotham écrit que l'heure est peut-être venue pour les Britanniques et les Américains de faire entendre au shah les conséquences possibles d'une poursuite de son mode de gouvernement<sup>58</sup>.

L'esprit de ce dernier ne semble cependant pas souffrir d'un grand vent de réforme. De son séjour à Téhéran à l'occasion de la réunion des États-membres du CENTO, en mai 1977, David Owen garde le souvenir de fastes témoignant de la déconnexion entre la Cour impériale et le reste de la population :

« Même au palais de l'Élysée, je n'avais jamais vu une vaisselle française plus exquise et onéreuse. La nourriture avait l'air et goût de celle en provenance directe de Paris et, à ma connaissance, pareille extravagance était alors habituelle pour le shah. L'impératrice Farah nous accueillit, habillée à la meilleure mode parisienne. Il n'était pas besoin de grande clairvoyance pour sentir une monarchie vivant aux antipodes de son peuple. Son Impériale Majesté le Shahanshah se tenait lui-même comme un paon pomponné. »<sup>59</sup>

Dans ses mémoires, Zbigniew Brzezinski évoque les manifestations similaires d'une démesure inscrite tant dans les canons de la tradition que dans les cadres de la modernité :

« Je sentais qu'il affichait des tendances mégalomaniaques, que son entourage était excessivement déférent envers lui, et je me demandais sur quelle base il prenait ses différentes décisions. Certaines personnes connaissant la femme du shah, la shabanou, m'avaient dit qu'elle le sensibilisait aux questions sociales et exerçait une influence constructive sur lui, mais je n'avais pas eu de réelle opportunité de parler longuement avec elle. En général, les Pahlavi me rappelaient des *nouveaux riches* de type occidental, savourant évidemment les splendeurs de la richesse et un mode de vie occidental, mais en même temps le shah semblait clairement goûter son identité de despote oriental, accoutumé à l'obéissance totale et instantanée de ses courtisans. »<sup>60</sup>

Le shah joue de cet enjambement des codes et des cadres en s'imposant face à ses partenaires diplomatiques par des déclarations témoignant des vertiges de sa puissance. Il apparaît fréquemment dans les programmes de la télévision américaine et accorde de nombreux entretiens aux médias internationaux,

<sup>56</sup> TNA, FCO 8/2262, Ramsbotham to FCO, Valedictory Dispatch, 1974

<sup>57</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, New York, Random House, 2002, p. 359.

<sup>58</sup> TNA, FCO 8/1882, Ramsbotham to FCO, 17th June 1972.

<sup>59</sup> OWEN David, *Time to Declare*, *op. cit.*, p. 322.

<sup>60</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, *op. cit.*, p. 360.

prodiguant à l'envi ses recommandations sur la préservation des ressources pétrolières et l'éducation des enfants. Vantant la réussite à venir de sa politique de modernisation à marche forcée, il ne dissimule pas son ambition de voir l'Iran rejoindre le rang des plus grandes puissances industrielles du monde. Il ne se prive pas non plus de sermonner les Américains sur la nécessité de renforcer la discipline au sein de leurs populations et les Britanniques sur l'état d'indolence, d'indiscipline et de permissivité de leur société<sup>61</sup>. Il blâme les premiers pour leur incapacité à contrôler les compagnies pétrolières et critique les seconds pour leur impuissance face aux grèves qui les paralysent<sup>62</sup>. Lors de son séjour à Téhéran en mars 1976, James Callaghan, alors à la tête du FCO, s'étonne de la déférence virant à l'obséquiosité des ministres acquis à leur souverain, mais il passe surtout son temps à réfuter des remarques sur l'effondrement physique et moral à venir de l'Occident<sup>63</sup>. Teintée d'une xénophobie passant pour culturelle, sa méfiance dédaigneuse envers ses partenaires pourrait même conduire à justifier les difficultés économiques à venir de l'Iran, comme le pressent le diplomate américain John Stempel depuis Téhéran :

« Le gouvernement iranien va sans doute blâmer les étrangers pour leur échec à transmettre correctement les méthodes et techniques occidentales. C'est déjà le cas : on assiste à des accusations d'intrigue communiste avec les opposants intérieurs au régime ; des affirmations selon lesquelles les étrangers polluent la culture iranienne ; des expressions croissantes de la croyance en l'inefficacité d'une technologie occidentale qui ne vaut pas le coût social de sa présence. »<sup>64</sup>

L'émancipation du shah le conduit aussi à réagir vivement aux critiques dont sa Cour peut être l'objet. Son offense est ainsi telle à la lecture d'une série d'articles publiés dans le *Guardian* en 1972 que l'ambassadeur Ramsbotham rapporte au FCO que son attitude à l'égard du Royaume-Uni et du gouvernement britannique s'en est trouvée affectée. Le représentant de la Couronne en Iran préfère s'abstenir de rapporter l'exactitude de ses propos, qu'il présente comme amers et sans retenue. Il se sent même obligé d'écrire à la rédaction en chef du journal afin d'apaiser la situation<sup>65</sup>. Les déclarations du shah sont de plus en plus incisives à l'endroit de ses partenaires, avivant ainsi les angles parfois aigus de la triangulation diplomatique. Leur dépendance envers lui, pour des raisons tant politiques qu'énergétiques, conduit le shah à user d'un chantage témoignant de sa prétention à se positionner d'égal à égal avec ses partenaires. Lors de deux conférences de presse au mois d'août 1976, il répond ainsi vertement à la perspective de voir interrompus les transferts d'armement dont il bénéficie : « Les États-Unis ou le monde non-communiste peuvent-ils se permettre de perdre l'Iran ? Que ferez-vous si l'Iran est un jour en danger d'effondrement ? Avez-vous seulement le choix ? »<sup>66</sup> ; « Si vous tentez d'adopter une attitude inamicale envers mon pays, nous pouvons vous nuire autant, sinon plus, que vous ne pouvez le faire »<sup>67</sup>.

<sup>61</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven, Yale University Press, 1988, p. 192.

<sup>62</sup> AMUZEGAR Jahangir, *The Dynamics of the Iranian Revolution: The Pahlavis' Triumph and Tragedy*, Albany, State University of New York Press, 1991, p. 82.

<sup>63</sup> MORGAN Kenneth, *Callaghan: A Life*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 454 et CALLAGHAN James, *Time and Chance*, Londres, Collins, 1987, p. 388.

<sup>64</sup> Den, vol. 7, Stempel to State, Tehran A-125, Iran's Modernizing Monarchy: A Political Assessment, 8th July 1976.

<sup>65</sup> TNA, FCO 8/1882, Ramsbotham to Parsons, 17th August 1972.

<sup>66</sup> PAGE Eric, "US Influence on Iran: Gigantic and Diverse", *The New York Times*, 30th August 1976.

<sup>67</sup> GWERTZMAN Bernard, "Shah Cautions US against Arms Cut", *The New York Times*, 7th August 1976.

L'instrumentalisation de sa position stratégique dans l'édifice de puissance bâti par les Occidentaux conduit enfin le shah à nourrir sa rhétorique de puissance par un discours de condescendance à l'endroit de ses clients. Quand les revenus du pétrole connaissent une croissance d'une ampleur comparable à la crise dans laquelle s'enlisent les pays consommateurs, l'Iran ne tarde pas à offrir une assistance financière en pied-de-nez à l'histoire : « J'ai connu les plus sombres heures que notre pays a souffert sous la tutelle de puissances étrangères, notamment l'Angleterre. Il se trouve à présent que l'Angleterre est devenue non seulement notre amie, notre égale, mais aussi la nation à laquelle, selon notre possible, nous prêterons assistance avec plaisir. »<sup>68</sup> Le shah conjure ainsi la mémoire de la soumission de l'Iran aux intérêts et aux ingérences étrangères, dont les spectres rejaillissent encore à la veille de la révolution.

## 2. Les spectres du complotisme

En 1976 est diffusée l'adaptation à succès pour la télévision iranienne du non-moins populaire roman d'Iraj Pezeshkzad, *Mon oncle Napoléon*, qui témoigne sous la forme de la satire de la tendance diffuse dans la société iranienne à considérer tous les malheurs de l'Iran comme les fruits d'un complot ourdi par les Britanniques. Bryan Cartledge, le secrétaire privé de James Callaghan pour les Affaires étrangères, garde de son poste à l'ambassade de Téhéran dans les années 1960 le souvenir de ce sentiment :

« Les Iraniens, du haut au bas de la société, étaient dans une certaine mesure méfiants envers nous. Ils partaient toujours du principe que les rusés Britanniques avaient quelque chose en tête. Si quelque chose se passait mal, ils se tournaient toujours d'abord vers nous. Voilà bien longtemps que nous n'avions plus l'influence que les Iraniens nous attribuaient. Mais ils nous regardaient pour des raisons purement historiques avec une légère suspicion. Je pense qu'ils admiraient et respectaient la Grande-Bretagne à de nombreux égards, mais ils étaient aussi très méfiants et suspicieux. »<sup>69</sup>

Cette méfiance culturelle héritée du Grand jeu est largement partagée par le shah, dont l'anglophobie s'enracine paradoxalement dans les conditions de son avènement : en 1941, il monte ainsi sur le trône du Paon à la faveur de l'exil de son père sous la pression de Londres. Trente ans plus tard, rappelant la tentative d'attentat dont il avait échappé à l'université de Téhéran en 1949, il mentionne à son ministre de Cour que la fiancée de l'assaillant était la fille du jardinier en chef de l'ambassade britannique. Quand Asadollah Alam met en doute le fait que les Britanniques aient pu ourdir un pareil complot, le shah lui répond que les communistes britanniques avaient attenté à nouveau à sa vie en 1965<sup>70</sup>. Sa méfiance est telle qu'il voit en Mohammad Mossadegh lors du « coup d'État » un agent du gouvernement britannique, lequel le considère pourtant depuis les années 1930 comme « un démagogue et un moulin à parole »<sup>71</sup>.

Le shah est par la suite convaincu que l'hostilité de Londres à son égard la conduit à conspirer avec les Arabes contre les intérêts de l'Iran en amont du retrait des troupes britanniques du Golfe. Cette

<sup>68</sup> *Kayhan International*, 2nd January, 1975, p. 1.

<sup>69</sup> CARTLEDGE Bryan, entretien avec Jimmy Jamieson, 14 novembre 2007 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Cartledge.pdf>

<sup>70</sup> ALAM Asadollah, *The Shah and I. The Confidential Diary of Iran's Royal Court, 1968-1977*, Londres, I.B. Tauris, 2008, p. 122.

<sup>71</sup> TNA, FO 371/20837, Seymour to Eden, 12 April 1937.

crainte est perçue par les partenaires occidentaux, quand elle ne leur est directement communiquée<sup>72</sup>. En février 1978, l'ambassadeur Parsons fait noter à Londres l'importance de mentionner aux entreprises britanniques la nécessité d'utiliser dans leurs correspondances et communications le toponyme « golfe Persique », à l'exclusion de tout autre. Leur négligence à ce sujet risquerait de conduire les Iraniens à annuler les commandes passées auprès d'elles. Une circulaire de septembre 1974 stipule par ailleurs l'importance de cet usage<sup>73</sup>. En octobre 1967, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Gordon Brown avait négligemment référé au « Golfe » lors d'une réunion des ministres du CENTO à New-York, suscitant une telle réaction de la part des Iraniens qu'il avait dû exprimer ses regrets devant eux, comme le rappelle en janvier 1976, l'ambassadeur Zahedi au secrétaire d'État Henry Kissinger. Le représentant du trône du Paon à Washington exprime alors son inquiétude au sujet de l'usage du toponyme « golfe Arabique » dans une étude publiée par l'Agence américaine pour la fourniture d'armement, lequel fait écho aux propos du sous-secrétaire à la Défense William Clements en amont du conseil des ministres du CENTO de juin 1973. Zahedi rappelle que « golfe Persique » est le nom historique de l'étendue maritime, accepté en tant que tel par de nombreux historiens et géographes dans le monde, ainsi que par la communauté internationale. Il rappelle qu'aucun autre n'est reconnu en Iran et se demande donc si les États-Unis entendent ainsi signifier un changement de politique de leur gouvernement vis-à-vis de la région. Il fait à l'occasion part de son inquiétude à Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense.

La contestation croissante dont le shah et son pouvoir fait l'objet dans les années 1970 ne tarde pas à être attribuée à la « mission anglaise » en Iran. Le dirigeant iranien a eu l'occasion d'observer comment les Britanniques ont éliminé en 1966 l'émir d'Abou Dhabi pour avoir refusé de suivre les recommandations des résidents politiques de la Couronne sur place et comment les dirigeants d'Aden ont été abandonnés par leurs anciens alliés et partenaires aux derniers jours du protectorat britannique<sup>74</sup>. Ashraf Pahlavi rappelle dans ses mémoires que, du fait des alliances nouées par le passé entre des religieux influents et des puissances étrangères circule en Iran une plaisanterie populaire selon laquelle si l'on soulevait la barbe d'un religieux on pouvait voir écrit dessous *sakht-e englis* (fabriqué en Angleterre)<sup>75</sup>.

La méfiance du shah envers l'ayatollah Khomeini date de l'opposition farouche de ce dernier aux réformes agraires et sociales développées dans le cadre de la Révolution blanche des années 1960. Elle rejoint rapidement celle que le souverain éprouve pour les Britanniques. Interrogé par le quotidien *Le Monde* à l'occasion des festivités de Persépolis sur l'influence que pourraient avoir les discours de l'ayatollah, le shah répond que les Iraniens n'ont que dédain pour un homme d'extraction étrangère, né en Inde, traître à son pays d'adoption, que l'on dit à la fois agent des Britanniques et au service du gouvernement irakien<sup>76</sup>. Les rumeurs sur les accointances du religieux étaient fondées sur le fait que son grand-

<sup>72</sup> WRIGHT Denis, *The Memoirs of Sir Denis Wright 1911–1971*, Oxford, Bodleian Library, p. 385-388.

<sup>73</sup> TNA, FCO 8/3203/25, Parsons to FCO, Tehran 151, Persian Gulf Nomenclature, 20th February 1978.

<sup>74</sup> PETERSEN Tore, *Anglo-American Policy toward the Persian Gulf, 1978-1985: Power, Influence and Restraint*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2015, p. 61.

<sup>75</sup> PAHLAVI Ashraf, *Faces in a mirror: memoirs from exile*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1980, p. 6.

<sup>76</sup> « Persépolis : vieille Perse et jeune Iran », *Le Monde*, 16 octobre 1971.

père portait le nom de Seyed Ahmad Musavi Hindi et avait, avant d'émigrer en Iran, vécu à Kintoor, près de Lucknow, au nord de l'Inde britannique, alors dirigé par une dynastie chiite d'origine iranienne. La conviction du shah sur la collusion entre l'ayatollah et les Britanniques repose sur la diffusion régulière par le service persan de la BBC des discours de l'opposant. Le religieux est d'ailleurs réputé écouter régulièrement les reportages traitant de la situation iranienne depuis l'Irak, puis la France, où il a été exilé à la demande de l'empereur<sup>77</sup>. Cette conviction éclate durant les derniers mois de son règne : lors de ses entretiens avec l'ambassadeur Parsons, le dirigeant ébranlé fait souvent écho à la rumeur populaire selon laquelle le revers de la barbe des mollah porte la signature britannique<sup>78</sup>.

### 3. Le poids de la paranoïa

L'instrumentalisation par le shah du sentiment complotiste témoigne de la difficulté pour l'État iranien de sortir de l'histoire de ses relations de soumission aux ingérences étrangères, au point d'accélérer la chute de l'empire. Le 7 janvier 1978, la publication par le journal *Ettela'at* d'un article intitulé « L'Iran et la colonisation en Rouge et Noir » répond à l'opposition religieuse (« noire ») soulevant le peuple contre le shah à l'instigation des communistes (« rouges »). L'article, signé du pseudonyme Ahmad Rashidi Motlagh, émane des services du gouvernement. Il s'en prend ouvertement à l'ayatollah Khomeini, dont il réaffirme les accointances britanniques supposées, trois mois après la mort mystérieuse de son fils Mostafa, attribuée aux services secrets du shah<sup>79</sup>. Sa publication soulève une réaction indignée des partisans du religieux : les cours du séminaire de Qom sont annulés ; des manifestations sont organisées au rythme de slogan prêtant longue vie à l'ayatollah et mort au régime pahlavien. Les manifestations gagnent en ampleur dans les jours qui suivent dans les grandes villes du pays, conduisant à la fermeture du bazar et au développement d'une répression violente dont des manifestations supplémentaires viennent commémorer les victimes. L'événement passe pour le début de la révolution.

Dans ce contexte, la paranoïa du shah à l'égard des ingérences étrangères dont son pouvoir serait victime s'élargit à l'ensemble de ses partenaires. En mai 1978, alors qu'à l'instabilité iranienne répond le coup d'État communiste en Afghanistan, le shah interroge l'ancien vice-président Nelson Rockefeller sur l'intention des Américains et des Russes de se diviser le monde entre eux<sup>80</sup>. À la même époque, reçu au palais de Niavaran, l'ancien Premier ministre Edward Heath se voit interrogé sur sa connaissance d'une rumeur au sujet d'un complot américano-soviétique destiné à le renverser<sup>81</sup>. Dans leur histoire de la révolution iranienne, Christian et Pierre Pahlavi<sup>82</sup> mentionnent des propos tenus par Henry Kissinger

<sup>77</sup> MOIN Baqer, *Khomeini: Life of the Ayatollah*, Londres, I. B. Tauris, 1997, p. 192.

<sup>78</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall: Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984, p. x.

<sup>79</sup> KEDDIE Nikki, *Modern Iran: Roots and Results of Revolution*, Cambridge, Yale University Press, 2007, p. 225.

<sup>80</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 33.

<sup>81</sup> AMUZEGAR Jahangir, *The Dynamics of the Iranian Revolution*, *op. cit.*, p. 80.

<sup>82</sup> PAHLAVI Christian, PAHLAVI Pierre, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*, Paris, Perrin, 2015, p. 203. Né en 1941 d'une Française d'origine polonaise, Christian devient le fils adoptif du frère du shah, Ali-Reza, lorsque ce dernier épouse sa mère en 1946. Auteur d'une thèse sur la Révolution blanche,

devant le CSN dès 1974, selon lesquels le shah devrait changer de politique ou s'en aller. En écho au sentiment de leur aïeul par alliance, ils citent à l'appui de leur démonstration engagée l'auteur Pierre Faillant de Villemarest, ancien résistant et officier français du renseignement, engagé dans une carrière de journaliste l'ayant conduit à être accusé de négationnisme<sup>83</sup> et de conspirationnisme<sup>84</sup>.

Le chargé d'affaires américain à Téhéran, Charles Naas, note à la mi-août que la paranoïa persane dépasse les couloirs du palais et a fait son lit dans la population. Les Iraniens semblent croire dans leur ensemble que des puissances étrangères sont à la manœuvre dans la crise iranienne : tout ce que les officiels ou diplomates américains disent est ainsi interprété comme une déclaration de soutien au shah ou à l'opposition<sup>85</sup>. Desmond Harney, ancien agent du renseignement britannique en Iran, devenu représentant sur place pour la banque Morgan Grenfell, évoque dans son journal de la révolution les rumeurs courant dans la rue iranienne : les Britanniques attisent la colère de leurs amis les mollahs, comme le prouvent les programmes diffusés par le service persan de la BBC, qui font écho à la contestation populaire ; la « main anglaise » est certainement derrière les événements, mais pourquoi ? ; les Israéliens aident l'armée à combattre dans la rue et leurs soldats sont au nombre de 20 000<sup>86</sup>.

Peu après son retour de congé à la fin du mois d'août 1978, l'ambassadeur américain Sullivan se rend auprès du shah dont l'humeur ne tarde pas à s'assombrir au cours de leur conversation. Revenant dans une longue tirade sur la genèse de la contestation à son autorité, il met en perspective la sophistication de la planification qu'il suppose et l'implication de puissances étrangères qu'il soupçonne :

« Ce complot allait au-delà des capacités du KGB soviétique et devait ainsi impliquer aussi les Britanniques et la CIA américaine. Il dit qu'il pouvait comprendre dans une certaine mesure les manigances britanniques, car certains au Royaume-Uni ne lui avait jamais pardonné la nationalisation de l'industrie pétrolière. Il releva que les négociations avec le consortium pétrolier étaient en cours et qu'elles donnaient à ses opposants britanniques l'excuse dont ils avaient besoin pour renouer avec leurs pratiques anciennes de subversion en Iran. En écoutant les programmes de la BBC qui critiquaient son gouvernement, il avait eu la confirmation de son analyse.

« Ce qui l'ennuyait le plus, continua-t-il, c'était le rôle de la CIA. Est-ce que la CIA s'était soudainement retournée contre lui ? Qu'avait-il fait pour mériter pareil traitement de la part des États-Unis ? Il évoqua sa visite au président Carter à Washington et celle de Carter en Iran. Il dit qu'il pensait que ces visites avaient installé une entente solide avec les États-Unis et que notre gouvernement était sympathique à sa personne et à ses initiatives de réforme politique progressive en Iran. Pourquoi, voulait-il savoir, cette entente était-elle sapée ? Avait-il fait quelque chose ? »<sup>87</sup>

Henry Precht, le directeur du bureau iranien au département d'État, rapporte une conversation à la teneur similaire entre Henry Kissinger et le shah, qui parvient à d'autres conclusions sur les raisons de

---

il est pendant 30 ans secrétaire de rédaction à *Nice-Matin*. Son fils Pierre est professeur au Collège royal des forces canadiennes de Toronto (Ontario), où il dirige le département de la sécurité et des affaires internationales et le Département des études de la défense. Il travaille notamment sur la politique étrangère de la République islamique.

<sup>83</sup> GIRARD Laurence, « Radio Courtoisie ou l'art de frôler les limites de la loi », *Le Monde*, 30 avril 2002

<sup>84</sup> Voir VILLEMAREST Pierre, VILLEMAREST Danièle, *Faits et chroniques interdits au public - Tome 2 : les secrets de Bilderberg*, Londres, Aquilion, 2004 ; - *Tome 3 : la Trilatérale*, Londres, Aquilion, 2007.

<sup>85</sup> Den, vol. 12, partie 3, Naas to State, Tehran 7882, Iran: where are we now and where are we going?, 17th August, 1978.

<sup>86</sup> HARNEY Desmond, *The Priest and the King: Eyewitness Account of the Iranian Revolution*, Londres, I.B. Tauris, 1998, p. 19.

<sup>87</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 156-157.

la trahison dont il aurait été victime : les Américains pensaient peut-être qu'il avait été trop accommodant avec les Soviétiques et que les religieux constitueraient une barrière plus solide dans l'édifice d'endiguement ; peut-être que les Américains et les Soviétiques, comme au début du siècle les Britanniques et les Russes, avaient décidé de diviser l'Iran en sphères d'influence, les premiers s'arrogeant un contrôle sur le Sud riche en pétrole et les seconds conservant le Nord qu'ils avaient convoité par le passé<sup>88</sup>. Dans sa *Réponse à l'histoire*, le shah achève de gloser sur la trahison de ses alliés, confiant son incompréhension de leur incapacité à considérer l'Iran comme un pays indépendant et sa conviction que, contrairement à 1953, ils ont lors de la révolution agi de concert contre lui. Il affirme son scepticisme quant à la sincérité des conseils que l'ambassadeur de la Couronne lui prodiguait à sa demande, tant il le soupçonnait d'être l'agent en première ligne d'une machination sournoise vouée à lui dérober son trône<sup>89</sup>.

Cette paranoïa est abondamment diffusée dans la société. Anthony Parsons quitte l'Iran avec le souvenir d'un Iranien convaincu que Londres n'avait jamais pardonné à Washington d'avoir rompu le monopole pétrolier dont bénéficiaient les Britanniques jusqu'aux années 1950, raison pour laquelle le gouvernement de Sa Majesté avait fomenté avec les mollahs la chute du shah, devenu entre-temps l'allié des États-Unis<sup>90</sup>. Dans une autre interprétation des faits, un ancien opposant au shah interrogé par le sociologue Charles Kurzman se déclare convaincu que la raison du succès de la révolution est l'arrivée de Jimmy Carter au pouvoir, lequel n'avait pas pardonné au shah d'avoir financé à coup de milliards la campagne de son adversaire républicain aux élections. Les déclarations de soutien au shah n'ont été que mensonges : le président voulait que le shah fût chassé et a demandé à l'ayatollah de s'en charger, sans envisager qu'il pût être porté à son tour au pouvoir par la toute-puissance de son ministère<sup>91</sup>.

A la fin de l'année 1978, Ivor Lucas note de manière résignée que si les déclarations de soutien au shah ont corroboré les soupçons des Iraniens voyant dans Londres le vrai pouvoir derrière le trône du Paon, d'autres en Iran restent tout autant convaincus de la collusion de la Couronne avec les mollahs. Le poids de la paranoïa persane est tel qu'il s'agit pour les Occidentaux en général et les Britanniques en particulier d'une situation de laquelle ils ne sauraient sortir gagnants, raison pour laquelle le diplomate ne pense pas nécessaire d'y être sensible outre mesure. La constitution psychologique des Iraniens est en effet nourrie d'une tendance au transfert de culpabilité qui les pousse à blâmer les autres<sup>92</sup>.

## II. Une convoitise concurrente des marchés persans (1976-1978)

La conquête compétitive des marchés persans témoigne de la force de la « relation spéciale » entre Londres et Washington qui absorbe les tensions inhérentes aux concurrences commerciales. Comment s'articulent la relation à l'allié et la relation à l'Iran ?

<sup>88</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000, *op. cit.*

<sup>89</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, *op. cit.*, p. 146.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. x-xi.

<sup>91</sup> KURZMAN Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 14.

<sup>92</sup> TNA, FCO 8/3190/529, Lucas to Weir, Iran, 21st December 1978.

## A. Une réaction en ordre dispersé à la crise énergétique

### 1. Les stratégies différentes dans la bataille des prix

Les conséquences du choc pétrolier de 1973 sur les économies occidentales révèlent l'importance du pilier iranien dans la stratégie énergétique du Royaume-Uni et des États-Unis, qui répondent de manière différenciée à l'impératif de garantir la pérennité de leur approvisionnement.

Outre la dépendance des pays consommateurs à l'égard des pays producteurs du Moyen-Orient, le choc pétrolier de 1973 démontre que le niveau des prix du pétrole compte moins que les conséquences de leur volatilité. Dans la crise énergétique, les Occidentaux sont contraints d'entrer dans un rapport de force laborieux avec leurs fournisseurs. En décembre 1976 à Doha (Qatar), la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'achève dans la discorde avec la mise en place d'un système de prix dual : l'Arabie saoudite et les Émirats relèvent le prix du pétrole de 5%, tandis que l'Iran et les autres membres de l'OPEP le relèvent de 10%. La situation crée une forte confusion sur les marchés internationaux et installe les germes d'une tension entre Riyad et Téhéran<sup>93</sup>. L'intransigeance du shah sur la question des prix le conduit à passer pour un « faucon » décidé à se donner les moyens de financer sa politique de puissance. Malgré le risque de conséquences pesant sur les transferts d'armement dont il bénéficie<sup>94</sup>, il n'en reste pas moins inflexible. Le relèvement des prix lui apparaît comme le seul moyen de créer les conditions économiques pour contraindre les pays consommateurs à développer des sources d'énergie alternatives, rendues nécessaires par l'épuisement des réserves<sup>95</sup>.

Dans la bataille des prix, les États-Unis et le Royaume-Uni adoptent des stratégies différentes. L'ambassadeur américain au Koweït, Frank Mastrone, appelle Washington et ses alliés à mener une vigoureuse campagne de pression sur l'OPEP pour appeler à la retenue l'allié iranien. Le diplomate mentionne dans sa dépêche les commentaires ironiques de son homologue saoudien au Koweït sur la timidité des pressions américaines sur le shah. Il juge inconcevable que l'importance des contrats commerciaux passés par l'Iran donnent au shah le droit de menacer de placer sur une liste noire les majors américaines qui choisiraient d'acheter du pétrole au tarif saoudien<sup>96</sup>. À l'inverse, le gouvernement britannique s'engage dans une approche visant à atténuer, plus qu'empêcher, les fluctuations des prix du pétrole. Dans ses mémoires, David Hannay, à l'époque directeur du département de l'énergie au FCO, note que cette politique requiert la force de concertations approfondies entre les producteurs et les consommateurs. Il s'agirait d'obtenir un soutien à cette approche, d'abord auprès des Français et des Allemands, avec un

<sup>93</sup> DNSA, IR03567, Iran Study, IV. Economic, Financial, Commercial, and Petroleum Issues C. Oil 1, p. 18.

<sup>94</sup> GFL, National Security Adviser, Presidential Country Files for Middle East and South Asia, Box 13, Iran (13), Oakley to Scowcroft, US-Iranian Relations and the Arms Deal with Moscow, 10th December, 1976.

<sup>95</sup> Den, vol. 8, Department of State, Briefing paper, Transition, Iran, 3rd January, 1977.

<sup>96</sup> NARA, RG 59, Central Foreign Policy Files, D770011-0988, Mastrone to Atherton, Kuwait 0955Z, Suggested Consideration of Policy Options and Actions To Support Saudi Arabia/UAE in OPEC Price Increase Dispute, 12th January, 1977.



certain succès, puis auprès des Américains, avec un succès plus mitigé<sup>97</sup>.

L'ambassadeur Brewster rapporte que les Britanniques se montrent sceptiques sur les chances saoudiennes de remporter une nette victoire dans la bataille du prix. Ils comptent en revanche sur les dynamiques du marché pour résoudre la question avec le temps : les gouvernements des pays consommateurs, pensent-ils, ne pourraient y avoir qu'une influence réduite. De plus, la reprise économique mondiale devrait conduire à une augmentation de la demande et conduire les pays de l'OPEP à augmenter les prix. Kingman Brewster ajoute que les Britanniques pourraient néanmoins considérer une initiative en faveur des Saoudiens et des Émiriens, faute d'action directe de leur côté. Les majors britanniques souffrent en effet d'un désavantage comparatif du fait de leur dépendance au pétrole iranien, à la différence de leur concurrente américano-saoudienne Aramco. Elles poussent ainsi à un compromis rapide afin d'éliminer le système de prix dual, mais craignent qu'une action trop offensive ne compromettent leurs intérêts à long terme en Iran<sup>98</sup>. Afin d'éviter que Londres et Washington ne marchent dans des directions opposées, à l'aune de leur analyse de la situation et de leurs intérêts nationaux, l'ambassadeur suggère l'organisation de conversations bilatérales qui pourraient clarifier les points de désaccord. Les Britanniques ont été placés par les décisions prises à Doha dans une situation peu enviable. Sensibles aux appels à la modération des prix formulés par les pays consommateurs, les Saoudiens s'attendent à leur soutien dans sa mise en place. En revanche, Londres note que les Iraniens feront tout leur possible pour dissuader ses clients de préférer au pétrole iranien onéreux le pétrole saoudien meilleur marché.

La relation des Britanniques à l'Iran joue ainsi contre eux dans la bataille des prix. Le pays assure le cinquième des importations britanniques, 40% de l'approvisionnement de British Petroleum (BP) et 13% pour Royal Dutch Shell. C'est le plus grand marché d'exportation au Moyen-Orient et le plus grand client des industries d'armement britanniques<sup>99</sup>. L'importance des marchés iraniens pour la reprise économique rend ainsi Londres vulnérable aux pressions du shah. Aux États-Unis, en revanche, les grandes majors sont beaucoup plus concentrées sur le marché saoudien. Les balances économique et politique penchent d'autant plus en faveur de Riyad que les intérêts américains en Iran sont menacés par les critiques croissantes du Congrès au sujet des ventes d'armes à Téhéran. Pour toutes ces raisons, les Britanniques font pression pour que les Américains mènent une action diplomatique discrète<sup>100</sup>. Les premiers font porter la responsabilité de la crise sur les Saoudiens, d'autant plus que leur politique est jugée incohérente avec l'usage prudent des ressources pétrolières auquel ils appellent. Ils craignent enfin qu'un prix trop bas ne conduisent à un accroissement de la demande, donc à une pénurie<sup>101</sup>.

<sup>97</sup> HANNAY David, *Britain's Quest for a Role: A Diplomatic Memoir from Europe to the UN*, Londres, I.B. Tauris, 2013, p. 94.

<sup>98</sup> AAD, Armstrong to State, London 01073, British Views on OPEC Two Tier Pricing, 20th January, 1977.

<sup>99</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, 13-15 May 1977, Brief No B1, Iran Internal and Anglo-Iranian relations, May 1977.

<sup>100</sup> TNA, FCO 8/2996/3, Cabinet, Official Committee on External Economic Affairs, Iran and Saudi Arabia: the political context of the Doha decisions on oil pricing, 24th January, 1977.

<sup>101</sup> AAD, Armstrong to State, London 01706, Views of UK Energy Department Officials on OPEC Pricing, 31st January, 1977.

Dans une approche classique de ses relations aux pays du Golfe, Londres opte pour une approche d'équilibre entre Téhéran et Riyad, tout en affirmant que l'OPEP devrait résoudre la crise d'elle-même, et de préférence au plus tôt<sup>102</sup>. Lors d'un entretien avec son homologue Abbas-Ali Khalatbari, le 15 mai 1977, David Owen appelle les Iraniens à considérer les conséquences d'une nouvelle hausse dans un contexte de croissance en berne. L'Iranien rétorque en avançant que le renchérissement des importations, notamment militaires, justifie que les pays producteurs protègent leur pouvoir d'achat<sup>103</sup>.

À la fin du mois de juin 1977, les Saoudiens relèvent leur prix de 5% sans que les autres producteurs ne fassent évoluer les leurs. Les Britanniques suggèrent alors un accord informel visant à geler le prix. Ils réaffirment aux Américains leurs doutes sur l'utilité d'une nouvelle campagne de pression sur les prix<sup>104</sup>. Michael Blumenthal, le secrétaire américain au Trésor, se rend néanmoins en octobre en Égypte, en Arabie saoudite, au Koweït et en Iran, où il rencontre le shah le 27. Ce dernier, soucieux de ne pas passer pour un « faucon », lui annonce que l'Iran ne présentera pas de position inflexible à l'OPEP<sup>105</sup>. Selon William Sullivan, la perspective de sa visite d'État aux États-Unis, prévue en novembre, l'engage à désamorcer le risque de voir les échanges paralysés par la crise énergétique<sup>106</sup>. Le voyage de M. Blumenthal fait craindre à Londres une reprise de la campagne américaine de pression contre le relèvement du prix. D. Hannay signifie à Grosvenor Square qu'il espère que les États-Unis n'envisagent pas d'engager le Royaume-Uni dans cette initiative. Si les Britanniques sont prêts à soutenir leurs partenaires en public sur les risques économiques d'une hausse des prix, ils restent persuadés qu'il n'est tactiquement ni nécessaire ni sage de participer à une campagne organisée, d'autant plus du fait du changement d'attitude de l'Iran. La réaffirmation de cette position conduit K. Brewster à soupçonner une attitude britannique de complaisance au sujet de l'augmentation des prix<sup>107</sup>. Les Américains campent aussi sur leurs positions. Cyrus Vance envoie à ses homologues des pays consommateurs des messages reprenant les arguments économiques s'opposant au relèvement des prix pour les encourager à faire pression sur l'OPEP<sup>108</sup>. La politique américaine porte finalement ses fruits. Lors de sa visite à Washington, en novembre 1977, le shah informe le président Carter que l'Iran entend demander à la réunion des pays de l'OPEP prévue en décembre un gel du prix du pétrole pour l'ensemble de l'année 1978. Consentant à laisser un répit aux pays consommateurs, le gendarme iranien précise qu'il ne s'agit en revanche que d'un palliatif et qu'un plan à plus long terme devra être trouvé pour résoudre la crise énergétique<sup>109</sup>.

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, 13-15 May 1977, Brief No B7, Oil, May 1977.

<sup>103</sup> TNA, FCO 8/2886/193, Record of meeting between the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs and Dr Khalatbari, Iranian Minister of Foreign Affairs, 15th May, 1977, 10.30 a.m.

<sup>104</sup> AAD, Brewster to State, London 10222, OPEC Oil Price Compromise, 21st June, 1977.

<sup>105</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Agency File, Box 8, Energy Department, 5/77-5/78, Brzezinski to Cabinet, Energy Policy, 27th October, 1977.

<sup>106</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, *op. cit.*, p. 120.

<sup>107</sup> AAD, Streator to State, London 18373, A British View on OPEC Price Decision, 8th November, 1977.

<sup>108</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Subject File, Box 48, Oil, Brzezinski to Carter, Oil Price Strategy, 12th November, 1977.

<sup>109</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices*, *op. cit.*, p. 322.

## 2. Les implications inégales dans la renégociation du consortium

Dans sa dépêche revenant sur le séjour en Iran de James Callaghan, en mars 1976, l'ambassadeur Parsons rappelle que le shah n'a pas d'animosité particulière pour les majors britanniques, mais plutôt pour leurs homologues américaines parties du consortium pétrolier iranien. Il ne comprend pas pourquoi ces dernières rechignent à conclure sa renégociation, alors qu'elles y sont parvenues au Venezuela et au Koweït<sup>110</sup>. Ratifié par le parlement iranien en octobre 1954, l'accord sur le consortium donnait à l'Iran la souveraineté sur les ressources et les biens dans les zones concessionnaires, tout en permettant aux majors impliquées de les utiliser au nom du gouvernement pendant une période de 25 ans. Deux compagnies sont créées pour assurer l'exploration et la production, ainsi que le raffinage, l'exportation étant assurée par les compagnies commerciales des majors engagées dans le consortium à parts inégales : 40% pour BP et 14% pour Shell, 7% pour Gulf Oil, Mobil Oil, Standard Oil et Exxon, 6% pour la Compagnie française des pétroles, les 5% restant étant partagés par un conglomérat de compagnies américaines<sup>111</sup>.

L'accord est renégocié en 1973, sans satisfaire les différentes parties. Les majors occidentales considèrent que le brut iranien est surévalué quand Téhéran oppose que ces dernières n'en exportent pas une quantité suffisante. Les résolutions de la réunion de Doha, en décembre 1976, ont en effet conduit à une chute sensible de leur volume. Il a fallu 6 mois pour parvenir à un retour au niveau de 1976. Les exportations n'en montrent pas moins encore des signes de faiblesse : seule la dépendance de BP et de Shell au pétrole iranien et leur accès réduit au concurrent saoudien permet de compenser leur atonie<sup>112</sup>.

Les négociations sont suspendues en avril 1976 au moment où le gouvernement saoudien entreprend de nationaliser l'Aramco. La lenteur du processus conduit les Iraniens à vouloir reprendre les discussions en mars 1978, sans connaître les termes finaux de l'opération saoudienne. Au début de l'année, le diplomate britannique George Chalmers rapportait la lourdeur de l'atmosphère anti-américaine planant en Iran. Les négociations entourant la nationalisation de l'Aramco créent non seulement chez les Iraniens un sentiment de suspicion mais aussi l'impression d'une totale indifférence des Américains à leur égard. L'attitude des membres américains du consortium est perçue comme un affront. Le sujet de la renégociation du consortium n'a pas été abordé lors de l'entretien entre le shah et le président Carter lors de sa visite à Téhéran à la fin du mois de décembre, alors que des échanges officiels ont eu lieu depuis le mois de novembre. Ses homologues de l'ambassade des États-Unis en Iran ont confié que le département d'État et les membres américains du consortium restent dans l'ignorance quant au devenir des négociations, témoignage de la faible priorité accordée alors par Washington aux questions pétrolières dans sa relation à l'Iran<sup>113</sup>. Or, les Iraniens veulent rapidement obtenir dans le cadre d'un nouvel accord la

---

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/2736, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran 4/8 March, Diplomatic Report No. 183/76, 10th March, 1976.

<sup>111</sup> AVERY Peter, HAMBLBY Gavin, MELVILLE Charles, *The Cambridge History of Iran. Vol. 7: From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 665.

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, Brief No B7, Oil, May 1977.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/3205/1, Chalmers to Hannay, Iran Consortium, 10th January, 1978

promesse d'achats à long terme de brut par les compagnies du consortium, avec des assurances en termes de tarification, de volume et de durée, alors que les majors ne sont pas jusque-là contraintes. Ils réclament également la fourniture par ces dernières de services opérationnels pour répondre à un manque de main d'œuvre et de personnel qualifié dans certains domaines. Les Iraniens entendent ainsi monnayer la sécurité de l'approvisionnement dont ils font bénéficier des Occidentaux<sup>114</sup>. Le département du Moyen-Orient au FCO pressent que les négociations risquent d'être longues, laborieuses et tendues<sup>115</sup>.

Les Britanniques relèvent plusieurs éléments d'incertitude pesant sur la signature d'un accord rapide. Le manque de visibilité sur les détails de l'accord entre Riyad et l'Aramco est aggravé par la volonté iranienne d'obtenir une clause de nation la plus favorisée. Le mode de calcul des frais des services techniques, par baril ou sur l'ensemble de la production, n'a pas été convenu. Le cas de la raffinerie d'Abadan, au sein de laquelle les majors produisent à perte au bénéfice de la NIOC, est le plus sensible, d'autant plus que la nouvelle équipe de négociateurs iraniens arguent de l'obligation morale des majors à contribuer à la production. Finalement, le niveau d'exportation qui préoccupe les deux partenaires ne semble pas la question la plus difficile à résoudre, dans la mesure où le shah semble prêt à accepter le niveau proposé par ses partenaires<sup>116</sup>. Le 7 juillet, l'équipe de négociateurs du consortium quitte Téhéran sans que de grands progrès aient été accomplis sur les différentes questions. Les besoins d'exportations affichés par la Compagnie nationale iranienne paraissent hors d'atteinte en l'absence d'accord entre les partenaires, que vient hypothéquer l'interruption de la production du fait de la révolution<sup>117</sup>.

### 3. Les risques réciproques de la rupture des approvisionnements

Le 8 septembre 1978 éclate à la raffinerie de Téhéran un mouvement de grève qui s'étend rapidement aux autres sites d'Ahwaz, Aqajari et de Gachsaran. Le mouvement perdure malgré les concessions accordées aux travailleurs. Il connaît un nouveau souffle avec l'occupation par les grévistes de la raffinerie d'Abadan le 16 octobre et l'entrée en grève des employés des bureaux d'Ahwaz deux jours plus tard<sup>118</sup>.

Gerald Rosen, directeur pour l'énergie au bureau des Affaires économiques du département d'État, informe Massachusetts Avenue le 1<sup>er</sup> novembre que Washington s'est rapproché de Riyad dans le cadre d'une réflexion sur les conséquences d'une interruption prolongée de la production iranienne. L'Irak et le Koweït ont déjà signifié aux majors américaines qu'ils refusent un accroissement de leur production. Si les États-Unis ne dépendent de l'Iran qu'à hauteur de 9% de leurs importations et de 5% de leur consommation, la branche nord-américaine de BP a argué d'une situation de force majeure devant ses

<sup>114</sup> "What Iran wants from the Consortium", *Middle East Economic Survey*, vol. XXI, n°17, 13th February, 1978.

<sup>115</sup> TNA, FCO 8/3201, Briefs for visit of the Rt Hon Mrs Margaret Thatcher MP, leader of the opposition, to Iran, 28 April-1 May, Brief F, Oil and Energy, 17th April, 1978.

<sup>116</sup> TNA, FCO 8/3205/21, Record of Meeting, FCO meeting with the Chairmen of BP and Shell, 24th April 1978.

<sup>117</sup> TNA, FCO 8/3205/26, Chalmers to FCO, Tehran 453, NIOC/oil consortium negotiations, 10th July, 1978.

<sup>118</sup> JAFARI Peyman, "Fluid History: Oil Workers and the Iranian Revolution", in ATABAKI Touraj, BINI Elisabetta, EHSANI Kayeh (dir.) *Working for Oil*, New York, Palgrave Macmillan, 2008, p. 71-72.

clients sur place à titre de précaution. G. Rosen note que la situation pourrait avoir pour heureuse conséquence la mise en marche du mécanisme de partage de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), du fait de la dépendance à l'égard de la production iranienne de ses membres<sup>119</sup>. Bien que cette dépendance ait décru avec la diversification des fournisseurs et l'apport du pétrole de la mer du Nord, les majors britanniques commencent en effet à approvisionner de manière réduite leurs clients américains<sup>120</sup>.

Les majors britanniques confient de plus à Grosvenor Square qu'une diminution de plus de 4 millions de barils par jour ne pourrait être compensée. Les autres producteurs pourraient refuser de s'engager avant de mieux cerner la durée d'interruption de la production iranienne<sup>121</sup>. Les consultations menées en parallèle par le département d'État le confirment. Les producteurs mettent la priorité sur la constitution de stocks<sup>122</sup>. Les Britanniques confient cependant aux Américains que Koweït, Abou Dhabi et Riyad pourraient augmenter leur production d'un million et demi de barils par jour. Le FCO a par ailleurs sondé d'autres pays de l'OPEP dont la réaction n'a pas été « totalement négative ». Le soutien du Koweït est apparu décisif : même s'il n'a pas promis d'action immédiate, il entend réagir en concertation avec les autres producteurs<sup>123</sup>. Dans ce contexte, l'organisation chargée des affaires administratives du consortium commence à préparer des plans d'urgence pour l'évacuation de son personnel<sup>124</sup>.

Les inquiétudes restent donc fortes quant aux conséquences sociales d'une crise énergétique. Le Royaume-Uni dispose au début du mois de novembre de stocks suffisants de pétrole brut et de produits raffinés pour maintenir sa consommation courante pendant 72 jours. L'impact à court terme de l'interruption de l'approvisionnement iranien reste donc limité. Il sera plus ressenti au début du mois de janvier si la production nationale n'a pas suffisamment cru d'ici là<sup>125</sup>. Dans son rapport sur les conséquences économiques et politiques de la crise iranienne, la commission ministérielle sur la stratégie économique du Cabinet britannique note que l'évolution de la situation dépend essentiellement de la capacité et de la volonté des pays producteurs de l'OPEP, en particulier l'Arabie saoudite, à compenser le manque<sup>126</sup>.

Lors d'une rencontre avec son homologue britannique Anthony Benn, le secrétaire d'État américain à l'Énergie James Schlesinger appelle à lutter contre la tendance au nationalisme qui avait été observée lors du choc pétrolier de 1973. Cependant la mise en place d'un mécanisme de partage par l'AIE réduit désormais le risque. Les majors, note Schlesinger, avaient d'ailleurs en 1973 mieux partagé le pétrole que ne l'auraient fait les gouvernements<sup>127</sup>. Les craintes d'un changement de stratégie pétrolière en Iran sont de plus fortes dans l'hypothèse de l'installation d'un nouveau régime. Harry Bergold, secrétaire

<sup>119</sup> TNA, FCO 8/3205/29, Jay to FCO, Washington 012335Z, Iranian Oil Production, 1st November, 1978.

<sup>120</sup> TNA, FCO 8/3205/30, Brown to Private Secretary, Iranian oil production and its implication for the United Kingdom, 1st November, 1978.

<sup>121</sup> AAD, Brewster to State, London 17967, Iran's Oil: views of the London consortium, 1st November, 1978.

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/3205/38, Jay to FCO, Washington 032256Z, Iranian Oil Production, 3rd November, 1978.

<sup>123</sup> AAD, Brewster to State, London 18251, Britain's Oil Supply Situation, 7th November, 1978.

<sup>124</sup> AAD, Brewster to State, London 18317, Possible Evacuation of Iranian Oil Consortium Personnel, 7th November, 1978.

<sup>125</sup> AAD, Brewster to State, London 18251, Britain's Oil Supply Situation, 7th November, 1978.

<sup>126</sup> TNA, FCO 8/3195/W15, Cabinet, EY(78)45, Ministerial Committee on Economic Strategy, Iran: Economic and Political Implication, Note by the Officials, 9th November, 1978.

<sup>127</sup> AAD, Brewster to State, London, Schlesinger-Benn Meeting, 1st December 1978.

d'État adjoint pour l'Énergie, confie ainsi à D. Hannay qu'un pouvoir dominé par l'ayatollah Khomeini remettrait certainement en question les grands projets identifiés au shah et pourrait ainsi réduire la production de pétrole, pour peu qu'il puisse la maintenir sans l'assistance des techniciens occidentaux<sup>128</sup>.

Sont enfin appréhendées les conséquences de la crise sur la bataille des prix qui opposent producteurs et consommateurs. Selon la commission du Cabinet britannique, un relèvement du prix de plus de 10% pourrait être dommageable. Londres a commencé à sonder Bonn, Paris, Rome et Tokyo pour anticiper une approche attendue des États-Unis en amont de la réunion de l'OPEP en décembre<sup>129</sup>. Le sous-secrétaire d'État américain aux affaires économiques, Richard Cooper, se rend à Téhéran en octobre pour plaider la modération de l'Iran, dans un contexte d'inquiétude sur le déficit commercial américain et la dépréciation consécutive du dollar<sup>130</sup>. À Londres, D. Hannay s'étonne auprès de Grosvenor Square d'un changement de stratégie dont les partenaires n'ont pas été tenu informés en amont<sup>131</sup>. En réponse à la réduction de la production iranienne, les Saoudiens consentent à solliciter leurs réserves pour parvenir à limiter la hausse des prix à 10%, alors que les Occidentaux avaient espéré un taux de 7 ou 8%. Londres appelle à limiter les réactions publiques afin de ne pas heurter le dollar : A. Benn préfère ainsi une annonce informelle sur les ondes à une déclaration ministérielle classique<sup>132</sup>. En achevant de ruiner les équilibres précaires ménagés dans le golfe Persique, la révolution à l'œuvre démontre finalement sur les questions pétrolières la résistance des intérêts nationaux dans la défense d'intérêts partagés.

## **B. Une réponse différenciée aux vellétés de nucléarisation**

### **1. Les réactions partagées aux risques de prolifération**

Le 26 avril 1977 se rencontrent à Londres les délégations américaine et britannique auprès du Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN). La première est dirigée par Joseph Nye, ancien boursier Rhodes à l'Exeter College d'Oxford, devenu sous-secrétaire d'État adjoint pour l'assistance à la sécurité, les sciences et la technologie et directeur du groupe sur la non-prolifération des armes nucléaires au CSN. La seconde est menée par Patrick Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour la Défense et la Sécurité internationale au FCO<sup>133</sup>. Le GFN est fondé en 1974 en réaction à l'essai nucléaire de l'Union indienne, qui soulève des questions sur la diffusion des technologies sensibles de l'atome dans un contexte de compétition croissante pour la vente des réacteurs et des équipements nucléaires. Le but du club, établi à Londres, est de combler le vide du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1968, qui charge l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) de prévoir des garanties contre l'exportation

<sup>128</sup> TNA, FCO 8/3205/68, Hannay to Brown, IEA governing board 14/15 December: Iran, 11th December, 1978.

<sup>129</sup> TNA, FCO 8/3195/W15, Cabinet, EY(78)45, Ministerial Committee on Economic Strategy, Iran, *op. cit.*

<sup>130</sup> DNSA, IR03567, Iran Study, IV. Economic, Financial, Commercial, and Petroleum Issues C. Oil 1, p. 19.

<sup>131</sup> AAD, Brewster to State, London 18892, U.S. Policy on OPEC Pricing, 16th November, 1978.

<sup>132</sup> AAD, Brewster to State, London 20813, British Reaction to OPEC Price Increase, 19th December, 1978.

<sup>133</sup> AAD, Spiers to State, London 06806, Nuclear Suppliers Bilateral with UK, 26th April 1977.

de matière atomique mais ne crée pas de mécanisme décourageant la diffusion de technologie sensible aux États ne disposant pas d'armes nucléaires<sup>134</sup>. Au sujet de l'élargissement du GFN, les Britanniques suggèrent un accord sur de nouvelles directives, leur publication, leur acceptation par les pays concernés avant leur admission au groupe. L'Iran fait partie des pays rentrant dans ce cadre.

L'intérêt du shah pour l'atome est ancien. Il est motivé par la conscience de la limitation des réserves en hydrocarbures et la conviction que les produits pétroliers devraient nourrir une industrie pétrochimique à haute valeur ajoutée. Par ailleurs, la faiblesse du potentiel hydroélectrique et des réserves en charbon du pays incite à développer une source d'énergie alternative afin de nourrir les grands projets industriels qui sous-tendent la modernisation du pays. Le 27 avril 1959 est signé entre l'Iran et les États-Unis un accord de coopération sur la recherche concernant les usages pacifiques de l'énergie nucléaire. Il prévoit un échange de technologie, la livraison de 6 kilogrammes d'uranium 235 et d'autres matériaux spécifiques en échantillons de laboratoire, ainsi que des clauses de garantie<sup>135</sup>. L'Iran fonde un centre de recherche nucléaire à l'université de Téhéran et achète aux États-Unis un réacteur de recherche de 5 mégawatts. En 1974 est fondée l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) afin de mettre en place le programme de développement de l'énergie nucléaire. Depuis, les négociations entre Washington et Téhéran sur l'usage de l'atome butent sur la question du retraitement des déchets, l'un des maillons de la chaîne permettant la production du plutonium et de l'uranium de qualité militaire<sup>136</sup>.

Américains comme Britanniques notent cependant que les Iraniens se sont montrés raisonnables sur les questions nucléaires. Signataire du TNP, l'Iran est un membre actif de la Conférence de la commission sur le désarmement, qui a soutenu les résolutions de l'ONU appelant à l'interdiction des essais nucléaires. Avec l'Égypte et le Koweït, l'Iran a aussi soutenu une résolution de l'Assemblée générale exprimant la nécessité de mettre en place une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et une zone de paix à l'échelle de l'océan Indien<sup>137</sup>. À la requête de Washington, Téhéran a enfin appelé le Premier ministre du Pakistan Ali Bhutto à renoncer à ses projets de retraitement des déchets nucléaires.

Les Iraniens se montrent intéressés aux discussions du GFN mais craignent que le groupe, qu'ils considèrent comme un cartel, ne cherche à les empêcher d'acquérir l'équipement, la technologie et le matériau nécessaire à leur programme nucléaire civil. Ils entendent assurer l'approvisionnement de leurs réacteurs en combustible et refusent de renoncer par un quelconque accord au retraitement du combustible ou au réacteur surgénérateur au cas où l'un ou l'autre devienne viable à l'avenir. Ils s'inquiètent par ailleurs de la capacité de la Commission de régulation nucléaire à interrompre le flux de combustible

---

<sup>134</sup> BURR William, *The Making of the Nuclear Suppliers Group, 1974-1976* [En ligne], Wilson Center [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-making-the-nuclear-suppliers-group-1974-1976>. Le groupe réunit les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la France, la République fédérale allemande l'URSS, et le Japon.

<sup>135</sup> NARA, RG 59, Office of the Secretary Special Assistance to Secretary of State for Atomic Energy and Outer Space General Records Relating to Atomic Energy Matters, 1948-1962, Box 500, Atomic Energy Commission to Durham, 13th March, 1957. On lira sur ce point GAILLAUD Sylvain, « Quand l'Occident convoitait les marchés persans : perspectives historiques sur la nucléarisation de l'Iran (1957-1980) », in *La revue stratégique en pratiques : les enjeux de sécurité et de défense nationale vus par les doctorants de l'IHEDN*, Paris, IHEDN, 2018, p. 39-60.

<sup>136</sup> CWIHP, Atherton to Vance, Your Meeting with the Shah, May 13, 1977, 30th April, 1977.

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, Brief No B13, Arms Limitation, May 1977.

malgré l'existence d'un accord intergouvernemental. Ils revendiquent enfin un traitement équivalent à ceux des autres États signataires du TNP. Selon Jack Miklos, chef de mission adjoint à Téhéran de 1974 à 1978, l'intérêt du shah pour l'expertise nucléaire est motivé en partie par son désir de préserver une option militaire au cas où l'équilibre des puissances ne bascule vers les États nucléarisés. Le directeur de l'OIEA, Akbar Etemad, se rappelle l'avoir entendu dire que l'armée conventionnelle iranienne est déjà la plus puissante dans la région, ce qui ne rend pas nécessaire un effort nucléaire militaire<sup>138</sup>.

Dans l'incertitude, les alliés réagissent de manière similaire au risque de nucléarisation de l'Iran. Malgré ses déclarations, qui démentent toute ambition en matière militaire, ils craignent que le shah ne prétende à maîtriser l'ensemble du cycle de combustible, mettant en danger la pérennité du régime de non-prolifération. Dans ses journaux en date du 16 février 1977, le secrétaire d'État britannique à l'Énergie, Anthony Benn écrit : « Il est clair que c'est ce qu'ils veulent à terme, le pouvoir de fabriquer la bombe. »<sup>139</sup> Les Britanniques se montrent ainsi prudents sur la question de la fourniture de moyens d'enrichissement ou de retraitement<sup>140</sup>. Les Américains rangent l'Iran aux côtés des « douze dangereux » pays intéressés par l'acquisition d'armes nucléaires ou des technologies nécessaires à leur élaboration<sup>141</sup>. Après une campagne électorale ayant mis en avant la lutte contre la prolifération et le contrôle des armes, Jimmy Carter refuse de soutenir l'Iran dans sa quête de l'enrichissement et du retraitement et fait pression sur les Français et les Allemands pour les dissuader de répondre aux attentes de l'Iran<sup>142</sup>.

Reçu à Téhéran le 14 mai 1977, David Owen fait allusion au shah à l'existence d'un prototype de surgénérateur britannique malgré les réserves soulevées par la question de la prolifération. Il se déclare en faveur de la position de J. Carter, tout en notant qu'elle répond aussi au fait que l'industrie nucléaire américaine a échoué à développer des équipements de retraitement et reste très en retard sur la question des surgénérateurs. Les inquiétudes partagées au sujet de la nucléarisation du gendarme iranien cohabitent ainsi avec les concurrences latentes pour son équipement. Le shah répond au secrétaire d'État britannique qu'il serait heureux de renforcer la collaboration sur les systèmes nucléaires car il ne souhaite pas mettre tous ses œufs dans le même panier : s'il s'est déjà intéressé aux réacteurs allemands, français et américains, il n'exclut pas de recourir aux réacteurs britanniques, ni même soviétiques<sup>143</sup>.

## 2. Les accompagnements concurrents de la nucléarisation du gendarme

L'appréhension convergente des risques d'une nucléarisation de l'Iran, comme l'approche coopérative des Britanniques et des Américains des questions énergétiques depuis le choc pétrolier de 1973,

<sup>138</sup> Cité par BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, op. cit., p. 72.

<sup>139</sup> BENN Tony, *Conflicts Of Interest. Diaries 1977-80*, Londres, Arrow Books, 1991, p. 40.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/2737, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 4-8 March 1976, Nuclear questions, Brief by Energy Department and Arms control and Disarmament Department, Brief No 13.

<sup>141</sup> DNSA, Gelb, The "Dirty Dozen" – Broadening Our Approach to Non-Proliferation, 17th March, 1978.

<sup>142</sup> SAMORE Gary, *Iran's Strategic Weapons Programs, An net assessment*, Londres, Routledge, 2005, p. 11.

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/2885/179, Record of discussion between the Foreign and Commonwealth Secretary and His Imperial Majesty Mohammed Reza Pahlavi, Shahanshah Aryamehr at the Niavaran Palace, 14th May, 1977, 6 p.m.



n'empêche pas la résistance de différences notables sur les questions du retraitement des déchets et du recyclage des éléments de combustible usés des réacteurs, comme le note l'ambassadeur Brewster :

« Les Britanniques, manquant sur place de minerai d'uranium, ont fait porter leur priorité sur le recyclage. Il est improbable qu'ils inversent cette position pour reposer sur un approvisionnement en combustible américain ou renoncer au développement de surgénérateur, en l'absence de nouvelles techniques ou de développements qui répondent à leurs inquiétudes. L'ouverture de l'usine d'enrichissement par Urenco à Capenhurst [...], acclamée dans la presse comme une réponse au mésusage potentiel par les États-Unis de leur monopole d'enrichissement, illustre bien cette attitude. »<sup>144</sup>

Le soutien britannique aux Américains sur le retraitement et les réacteurs à neutrons rapides<sup>145</sup> ne s'améliore pas, malgré la participation active de Londres à l'Évaluation internationale du cycle du fuel nucléaire. Celle-ci est organisée à l'initiative des États-Unis à Washington, du 19 au 21 octobre 1977, afin de penser les risques de prolifération à partir du cycle de combustible nucléaire et les désaccords au sujet des moyens d'y faire face<sup>146</sup>. Kingman Brewster note que les Britanniques restent profondément sceptiques de la volonté américaine d'alternative à l'économie du plutonium et que les frictions nucléaires ne sauraient remettre en question la relation entre Londres et Washington<sup>147</sup>.

Dans ce contexte, l'accompagnement de la volonté de nucléarisation du gendarme iranien laisse apparaître les divergences entre les deux partenaires. Le président Carter et le shah lèvent la plupart des obstacles empêchant la signature d'un accord sur l'usage pacifique de l'atome lors de la visite d'État à Washington de novembre 1977. Subsiste la question de l'usage du combustible irradié<sup>148</sup>. La visite de J. Carter à Téhéran le mois suivant permet de convaincre l'Iran d'honorer des garanties dépassant les requis de l'AIEA en échange de l'obtention de la clause de la nation la plus favorisée dans l'application des garanties américaines<sup>149</sup>. La Commission mixte irano-américaine lance le développement de la coopération entre l'OIEA et le département américain de l'Énergie, qui doit fournir des conseils sur le programme iranien et organiser la formation pratique des experts nucléaires. Le consortium universitaire d'Oak Ridge (Tennessee) doit par ailleurs développer des cours pour les ingénieurs iraniens<sup>150</sup>. Les établissements universitaires fréquentés par les collaborateurs d'Akbar Etemad à l'OIEA témoignent des liens déjà tissés par l'Iran dans le cadre de sa politique nucléaire avec les campus américains de l'Université américaine de Boston, de l'université de Californie à Los Angeles et de l'université du Michigan. L'OIAE a envoyé environ 250 étudiants en formation dans des centres nucléaires à l'étranger, principalement aux États-Unis et au Royaume-Uni. Un contrat de 1,4 million de dollars avec le MIT organise la formation de deux groupes d'ingénieurs nucléaires dans le cadre d'un programme de master<sup>151</sup>.

<sup>144</sup> AAD, Brewster to State, London 15950, British Factor in American Foreign Policy, 23rd September 1977.

<sup>145</sup> Cette filière réduit le coût de production en évitant l'étape d'enrichissement de l'uranium. Elle génère, en plus de l'énergie produite, du plutonium pouvant être utilisé en partie dans le réacteur ou recyclé en plutonium militaire.

<sup>146</sup> SKJÖLDEBRAND Robert, "The International Nuclear Fuel Cycle Evaluation", *IAEA Bulletin*, 1980, vol. 22, n°2, p. 30.

<sup>147</sup> AAD, Brewster to State, London 01893, US-UK Relationships in the next two years, 3rd February 1978.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/2848/18, Jay, to FCO, Washington 4959, The Shah's visit to Washington, 18th November, 1977.

<sup>149</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, op. cit., p. 72.

<sup>150</sup> United Nations, Treaty Series, Vol. 1152, 1-18139, 1979, No. 18139, United States of America and Iran, Agreed minutes of the Fourth Session of the United States-Iran Joint Commission, 28th February, 1978, p. 109.

<sup>151</sup> AAD, Helms to State, Tehran Airgram A-76, The Atomic Energy Organization of Iran, 15th April, 1976.

Ces accords viennent concurrencer l'offre britannique de conseil, de formation et de sécurité proposée à l'Iran sous l'égide de l'Établissement de recherche atomique de Harwell (Oxfordshire), dirigée par Walter Marshall. Signé le 19 octobre 1975 avec le centre de recherche nucléaire de Téhéran, l'accord de conseil couvre jusqu'en avril 1978 les questions de la corrosion et de la chimie des eaux, ainsi que la conception des usines de séparation isotopique. Un accord de formation expirant à l'automne 1978 concerne les personnels de l'OIEA et la mise en place du programme d'énergie nucléaire. Signé le 11 juillet 1976, l'accord de sécurité couvre l'assistance assurée à l'OIEA sur les questions de la sécurité des réacteurs et des implantations, la fabrication des composants de réacteurs, la gestion des déchets radioactifs et l'établissement d'une organisation pour la sécurité des réacteurs<sup>152</sup>. Lors d'un entretien en mars 1978 entre W. Marshall et son homologue à l'OIEA, Akbar Etemad, est convenu le resserrement des liens bilatéraux sur le nucléaire. Quoique satisfait de la formation des Iraniens aux États-Unis, A. Etemad souhaiterait les envoyer après leurs missions en Iran poursuivre leurs études à Harwell, ce que les Britanniques acceptent d'autant plus qu'ils préfèrent prendre en charge la formation de niveau supérieur<sup>153</sup>.

Sur la question du retraitement, les Iraniens envisagent d'investir au Royaume-Uni dans une société mixte afin de transformer une partie de leur combustible usé. Ils laissent cependant ouverte l'option de la construction en Iran d'une usine de retraitement sous le régime des garanties de l'AIEA. Dès 1976, le FCO note la nécessité de considérer soigneusement la pertinence d'un transfert des technologies en question, dont la dimension sensible nécessite en amont la consultation des autres pays fournisseurs. Il s'agit néanmoins de ne pas faire part aux Iraniens de cette réticence pour des raisons commerciales<sup>154</sup>.

Malgré leur préoccupation sur la question de la prolifération, les États-Unis n'entendent pas perdre le bénéfice économique de la nucléarisation de l'Iran. Devant l'opposition de Washington, Téhéran renonce au retraitement des déchets en Iran et se résout aux coopérations binationale ou multinationale<sup>155</sup>. Le 7 avril, l'administration Carter annonce différer *sine die* le retraitement à fins commerciales du combustible aux États-Unis, dans le but de montrer l'exemple aux autres pays. Elle confie au Congrès l'élaboration des étapes législatives permettant de signer des contrats de fourniture débarrassés de la pression du retraitement<sup>156</sup>. Il faut attendre mars 1978 pour voir aboutir la loi sur la non-prolifération. Deux mois plus tard, le département d'État envoie à Téhéran le texte d'un projet d'accord stipulant en son article 6 que l'Iran ne pourra retraiter le combustible usé ou l'uranium enrichi fournis par les États-Unis à moins que les deux partis y consentent. L'accord évoque aussi des possibilités de gestion du combustible usé, incluant son stockage en Iran ou aux États-Unis et son retraitement en France ou au Royaume-Uni<sup>157</sup>.

<sup>152</sup> TNA, FCO 8/3207/23, Gittelson to Alston, Nuclear Contracts with Iran, June 1978.

<sup>153</sup> TNA, FCO 8/3207, Marshall, Note for the record, Meeting with Dr Etemad, 15th March, 1978.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/2737, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 4-8 March 1976, Nuclear questions, Brief by Energy Department and Arms control and Disarmament Department, Brief No 13.

<sup>155</sup> AAD, Miklos to State, Tehran 1232, Nuclear Power: Comments of Head of Atomic Energy Organization of Iran, 7th February, 1977.

<sup>156</sup> *Public Papers of the Presidents of the United States, Jimmy Carter, 1977, Book I*, Washington, Government Printing Office, 1977, p. 582-584.

<sup>157</sup> AAD, Vance to Sullivan, State 125971, U.S.-Iran Nuclear Cooperation Agreement, 17th May, 1978.

### 3. La chasse compétitive aux contrats d'équipements

À la complémentarité compétitive de l'offre de formation et de l'encadrement du programme nucléaire iranien répond la volonté à Londres et à Washington de gagner des parts nucléaires dans un marché en croissance. Dès 1975, un rapport du CSN fait entrevoir les perspectives économiques d'un accord avec Téhéran : la volonté iranienne de développer un programme de 20 000 mégawatts pourrait se traduire par l'achat aux États-Unis de 6 à 8 grandes centrales, soit la moitié de cette capacité. Les retombées seraient de 6,4 milliards de dollars<sup>158</sup>. Le gouvernement iranien est aussi prêt à contribuer à hauteur de 20% du coût de la centrale nucléaire proposée par le consortium américain Uranium Enrichment Associates, qui représenterait un apport supplémentaire d'environ 1 milliard de dollars. Cependant, la participation de l'Iran lui permettrait de recevoir une quantité de combustible excédant de loin ses besoins et ferait de lui un exportateur net, perspective encore peu admissible à Washington<sup>159</sup>.

Les vellétés nucléaires iraniennes attisent les concurrences dans le cercle fermé des fournisseurs. Les Français ont reçu une avance de 300 millions de dollars pour faire construire deux réacteurs nucléaires par Framatome. Les Allemands de la Kraftwerk Union doivent livrer deux centrales de 1 200 mégawatts sur le golfe Persique. Les Iraniens ont investi 1 milliard de dollars dans le développement de la centrale d'enrichissement Eurodiff. Des accords de fourniture d'uranium brut ont été conclus avec l'Afrique du Sud et le Gabon. Des discussions confidentielles sur les besoins iraniens en uranium enrichi ont été ouvertes avec l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni<sup>160</sup>.

Dès la fin de l'année 1976, la Compagnie nationale nucléaire iranienne envisage l'exportation depuis le Royaume-Uni d'un petit réacteur d'essai à eau pressurisée pour équiper le centre de recherche développé à Ispahan. La commande impliquerait la participation de l'entreprise américaine Westinghouse dans un rôle de conseil afin de mener à bien le projet. La France et la République fédérale allemande sont également en compétition pour l'obtention du contrat. Le secrétaire d'État à l'Énergie Antony Benn note que la victoire britannique permettrait de lancer les exportations de composants des réacteurs similaires vers d'autres pays<sup>161</sup>. La Compagnie des combustibles nucléaires britannique, née de l'Autorité britannique de l'énergie atomique, pourrait en assurer l'approvisionnement. Akbar Etemad suggère la création d'une compagnie anglo-iranienne qui construirait les réacteurs souhaités par l'Iran. Londres réserve sa réaction en attendant de connaître le choix de réacteurs que les Iraniens retiendront<sup>162</sup>. Lors de son entretien avec David Owen en mai 1977, le shah fait savoir que la solution du réacteur à eau pressurisée, une technologie d'origine américaine développée par Westinghouse, reçoit sa préférence

<sup>158</sup> DNSA, Report of the NSSM 219 Working Group, Nuclear Cooperation Agreement with Iran, April 1975.

<sup>159</sup> GFL, National Security Adviser, Presidential Country Files for Middle East and South Asia, Box 12, Iran (3), Elliott to Kissinger, Iranian Investment in U.S. Uranium Enrichment, 2nd March, 1975.

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/2737, Visit of the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 4-8 March 1976, Nuclear questions, Brief by Energy Department and Arms control and Disarmament Department, Brief No 13.

<sup>161</sup> TNA, FCO 8/2860/9, Benn to Callaghan, Training Reactors for Kuwait and Iran, 23rd January, 1977.

<sup>162</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, Brief No B7, Nuclear questions, May 1977.

parmi un éventail d'autres possibilités. Tout en affirmant sa préférence pour les technologies éprouvées, D. Owen reconnaît que le choix de privilégier au Royaume-Uni un système de production fondé sur ce type de réacteurs favoriserait la coopération avec l'Iran<sup>163</sup>. La compagnie binationale fournirait à quantité égale des réacteurs à eau pressurisée au Royaume-Uni et à l'Iran. Elle pourrait exporter de même vers l'Iran 15 réacteurs à neutrons rapides à condition que le Royaume-Uni en achète le même nombre.

Alors que les Américains entendent profiter de la visite du président Carter à Téhéran, à la fin de l'année 1977, pour lancer l'accord de coopération nucléaire<sup>164</sup>, les Iraniens jouent le jeu de la mise en concurrence de leurs partenaires potentiels pour dynamiser les négociations. Devant l'ambassadeur Parsons, inquiet de l'annonce de l'achat par l'Iran de 6 à 8 réacteurs aux États-Unis, A. Etemad temporise en déclarant que les contrats sont loin d'être signés, d'autant plus que l'examen par le Congrès de l'accord bilatéral prévu risque de prendre une année. En revanche, le directeur de l'OIEA signifie que, si le gouvernement iranien est toujours intéressé par le programme de coopération irano-britannique sur les réacteurs à eau pressurisée, il ne peut pas se permettre de rester éternellement dans l'expectative. Le shah, ajoute-t-il, l'a mandaté pour conclure de bons contrats, quels que soient les partenaires engagés, sans attendre que des pays tiers se décident à franchir le pas. Son intérêt à signer avec les Britanniques des contrats concernant des réacteurs à eau pressurisée pourrait ainsi décroître en fonction des offres que les Américains, les Français et les Allemands pourraient leur faire à l'avenir<sup>165</sup>.

Le 25 janvier 1978, A. Benn annonce devant la Chambre des communes l'abandon des réacteurs à eau lourde et la conversion aux réacteurs refroidis au gaz, au détriment des réacteurs à eau pressurisée<sup>166</sup>. La décision hypothèque toute perspective de coopération entre Londres et Téhéran dans le cadre de la compagnie binationale envisagée, les Iraniens se sentant ainsi libérés de toute obligation morale sur la question des réacteurs<sup>167</sup>. Deux mois plus tard, Anthony Parsons s'enquiert auprès du Premier ministre Jamshid Amouzegar des dimensions de la coopération industrielle à venir et des possibilités de diversification du parc iranien, auquel pourrait s'ajouter des réacteur à haute température allemands<sup>168</sup>. Les Iraniens déclinent l'invitation indirecte à acheter des réacteurs britanniques refroidis au gaz, préférant se cantonner aux réacteurs à eau pressurisée pour des raisons de simplification des tâches de formation et de maintenance<sup>169</sup>. La coopération entre l'Iran et le Royaume-Uni se concentre sur le conseil et la formation, cependant qu'en septembre 1978 est rédigé un accord de coopération entre l'Iran et les États-Unis, prévoyant la construction de réacteurs à eau légère. La crise iranienne vient finalement remettre en question l'existence du programme nucléaire iranien au détriment de chacun des partenaires<sup>170</sup>.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/2885/179, Record of discussion between the Foreign and Commonwealth Secretary and His Imperial Majesty Mohammed Reza Pahlavi, Shahanshah Aryamehr at the Niavaran Palace, 14th May 1977, 6 p.m.

<sup>164</sup> USDDO, Sick to Inderfurth, Visits to Riyadh and Tehran, 16th December, 1977.

<sup>165</sup> TNA, FCO 8/3207/1, Parson to FCO, Tehran 14, Iran/UK nuclear cooperation, 9th January, 1978.

<sup>166</sup> BENN Anthony, Thermal Reactor Policy, House of Commons Debates, vol. 942, c. 1391-1393, 25th January 1978.

<sup>167</sup> TNA, FCO 8/3207/10, Wilson to PUS, Iran deal, 21st March, 1978.

<sup>168</sup> TNA, FCO 8/3207/16, Parsons to H of C, Nuclear, 16th May, 1978.

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/3207/19, Miers to Alston, Irano-British Nuclear Cooperation, 15th June, 1978.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/3207/45, Parsons to FCO, Tehran 710, Atomic Energy Organisation, 25th October, 1978.

### C. Une rivalité relative à armer le gendarme

#### 1. Les équilibres délicats de la rentabilité et de la restriction

Les engagements électoraux du candidat Carter en faveur du contrôle des armements ne tardent pas à subir l'épreuve des faits dans le domaine conventionnel comme dans le domaine nucléaire. L'épreuve du pouvoir lui montre l'importance d'un marché qui met en concurrence Washington avec Londres.

Dès le mois de janvier 1977, l'ambassadeur britannique à Washington s'entretient avec le nouveau président sur le sujet<sup>171</sup>. Ce dernier fait savoir que le vice-président Mondale doit présenter les propositions de la nouvelle administration au Premier ministre Callaghan lors de son prochain séjour à Londres et que le secrétaire d'État Cyrus Vance doit aborder le sujet des restrictions avec les partenaires commerciaux des États-Unis lors d'une visite à venir au Moyen-Orient. L'ambassadeur confirme l'ampleur de la tâche : l'opposition du shah à toute restriction de sa capacité à acheter des armements ne fait aucun doute. Premier marché d'exportation des armes britanniques au Moyen-Orient, l'Iran est aussi un client privilégié de l'industrie militaire américaine depuis les années 1960. La politique de contrôle des armes passe ainsi pour la question la plus sensible dans l'évolution des deux relations bilatérales<sup>172</sup>.

Les Britanniques partagent la volonté américaine de paver les voies d'une limitation du commerce des armes conventionnelles à l'échelle internationale. En octobre, un comité consultatif sur le désarmement présente ses conclusions, sur la base d'un rapport remis par le FCO. Il relève l'intérêt à travailler à un accord international, tout difficile qu'il serait à obtenir, vue la réticence de l'URSS ou des pays en voie de développement sur la question de la limitation. L'approche la moins mauvaise paraît un travail de restriction auprès des fournisseurs, notamment des armes les plus sophistiquées, complété par un encouragement des clients à la modération à l'échelle régionale. Désireux de rester du bon côté de l'histoire, les Britanniques entendent concilier les intérêts de l'économie et les impératifs du désarmement. Ils soutiennent ainsi les efforts déployés par les États-Unis en faveur d'un dialogue global<sup>173</sup>.

Parallèlement, la nouvelle administration américaine procède à un examen des ventes d'armes américaines. Comme tous les produits à l'exception de ceux destinés au Pakistan, à Taïwan et à l'Éthiopie, les commandes iraniennes d'AWACS sont confirmées par la Maison-Blanche avant leur examen par le Congrès. Les Américains confessent à Richard Muir qu'ils s'attendent à des commentaires sur la divergence entre la volonté présidentielle de maintenir les contrats et les discours électoraux sur la restriction du commerce. Ils la justifient en renvoyant la responsabilité des contrats à l'administration précédente, qui les avait laissés en héritage, et en montrant que leur brutale dénonciation aurait pu remettre en question les relations avec leurs alliés. Selon Gary Sick, la décision du est par ailleurs une indication

<sup>171</sup> TNA, DEFE 11/863/E41, Ramsbotham to FCO, Washington 341, Conventional arms limitation, 26th January, 1977.

<sup>172</sup> CWIHP, Atherton to Vance, Your Meeting with the Shah, May 13, 1977, 30th April, 1977.

<sup>173</sup> TNA, FCO 8/2845/12, Edmonds to Sykes, President Carter's proposals for reduction arms sales, Background note, 15th February, 1977.

supplémentaire que l'action du président sera beaucoup plus pragmatique que ses déclarations de candidat n'avaient pu le suggérer. L'administration est ainsi prête à envisager toute nouvelle commande par des alliés aussi important que l'Iran, pour peu qu'ils soient capables d'en justifier le besoin réel<sup>174</sup>.

La politique de l'administration Carter est officialisée par directive présidentielle le 13 mai 1977<sup>175</sup>. Elle conditionne le transfert d'armement à la défense des intérêts de sécurité nationale américains pour tous les pays, exceptés les États-membres de l'OTAN, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Israël, considéré comme cas particulier. Elle prévoit de lever les restrictions dans des circonstances exceptionnelles, quand des pays amis ont besoin d'équipements sophistiqués leur permettant de compenser une situation de désavantage stratégique ou, dans le cas de l'Iran de maintenir un équilibre régional. Le 22 juin, en sommet à Bonn, les Américains proposent aux alliés européens de refuser l'introduction d'un équipement avancé qui accroîtrait de manière significative la capacité de combat ; de limiter le transfert d'armes sensibles, tels les systèmes à capacité nucléaire, les armes utilisables par des terroristes et les missiles sol-sol ; d'harmoniser le contrôle sur les accords de coproduction ; de contrôler le plus possible la redistribution. Tout en soutenant l'initiative, Londres émet des réserves sur le statut privilégié accordé à Israël contrairement aux autres pays engagés dans le conflit au Proche-Orient. Le 28 juillet, devant la conférence du Comité de désarmement de Genève, lord Goronwy-Roberts, ministre d'État au FCO, réitère le soutien de Londres à Washington en affirmant la nécessité de mesures limitatives s'appliquant aux fournisseurs comme aux destinataires. Les Britanniques sont d'autant moins réticents à embrasser la politique de leur partenaire que les restrictions contraignent plus les États-Unis que le Royaume-Uni. Ils savent par ailleurs pouvoir compter sur les Français pour freiner d'éventuels excès de zèle à venir<sup>176</sup>.

Peu après l'annonce de la politique américaine, J. Carter écrit au shah pour lui donner son assurance que les nouvelles directives ne remettront pas en cause la relation étroite entre Washington et Téhéran<sup>177</sup>. Lorsqu'en juillet la Maison-Blanche notifie au Congrès sa volonté de vendre à l'Iran 7 AWACS pour un montant de 1,2 milliard de dollars, un groupe de sénateurs s'y oppose, arguant que l'Iran ne pourrait gérer un équipement aussi sensible sans assistance américaine ni le garder hors de portée soviétique si le shah venait à perdre le pouvoir. La proposition est représentée en septembre, assortie de garde-fou<sup>178</sup>. Steve Bryen, à la commission aux Affaires étrangères du Sénat, confie à Richard Muir que le contrat sera voté à courte majorité pour témoigner de la réserve du Congrès sans le remettre en question<sup>179</sup>. L'importance économique et stratégique des contrats iraniens permet *in fine* au shah d'obtenir gain de cause dans un rapport de force opposant aux idéaux de non-prolifération son pouvoir de conviction.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/2848/2 Muir to Day, US arms sales to the Middle East, 29th April, 1977.

<sup>175</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Global Issues, Mathews Subject File, Box 4, Arms Transfers: Presidential Directive/NSC-13: 5-11/7.

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/2846/W79A, Wilberforce to Moberly, Conventional Arms Transfers, 3rd August, 1977.

<sup>177</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, op. cit. p. 137.

<sup>178</sup> AMUZEGAR Jahangir, *The Dynamics of the Iranian Revolution*, op. cit., p. 234.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/2846/84, Muir to Tatham, AWACS for Iran, 15th September, 1977.

## 2. Les pressions parallèles du chantage économique et stratégique

Aux lendemains du retrait britannique des territoires situés à l'est de Suez, le ministre de Cour Asadollah Alam écrit dans son journal que les Britanniques sont si désespérés que rien ne les intéresse plus que le commerce et les contrats d'armement<sup>180</sup>. La place essentiellement économique accordée à l'Iran dans la révision de sa stratégie de puissance rend les marchés persans décisifs pour un Royaume-Uni ayant perdu un empire sans vraiment avoir trouvé de rôle. Selon Ivor Lucas, qui revient à la fin de sa carrière sur les rapports de force à l'œuvre entre Londres et Téhéran en amont de la révolution,

« La ligne officielle était qu'il était une très bonne chose de rendre le shah dépendant de nos armes parce que ce commerce nous donnait sur lui un levier d'influence. En fait, c'était précisément le contraire. Nous avons besoin de lui vendre des armes afin de maintenir la cadence nécessaire de nos chaînes de production et nous devenions de ce fait dépendant du Shah. Le levier d'influence fonctionnait à l'envers. »<sup>181</sup>

Le shah ne se prive pas de signifier à ses partenaires sa conscience d'être en position de domination dans ce rapport de force. Pour répondre à l'image négative diffusée de son pouvoir dans la presse britannique, il charge en juillet 1976 l'ambassadeur Radji de faire ce qu'il peut pour en changer l'attitude : « il pourrait être utile de leur rappeler de temps à autres que l'Iran peut toujours diversifier ses sources d'approvisionnement mais que le Royaume-Uni ne peut pas vraiment s'en sortir sans le marché iranien. »<sup>182</sup> Alors que le montant des exportations d'équipements pour l'industrie pétrolière s'élève à 104 millions de livres sterling en 1977 et celles de matériel automobile à 100 millions, le commerce des armes pèse 200 millions de livres sterling par an et plusieurs nouveaux contrats sont en négociations, pour un montant de près de 3 milliards jusqu'au milieu des années 1980. Les exportations militaires soutiennent par ailleurs 20 000 emplois au Royaume-Uni<sup>183</sup>. Aux États-Unis, le montant des accords sur les ventes d'armements à l'Iran s'élève à 5,7 milliards de dollars en 1977, pour un total de 20,8 milliards depuis 1955<sup>184</sup>. L'importance de ces chiffres n'échappe pas au shah, qui déclare à l'hebdomadaire *Newsweek* alors que l'administration Carter semble réticente à honorer les promesses de l'administration Ford : « Si vous ne me vendez pas des armes, je devrais reconsidérer mes politiques. [...] Et qui en souffrira sinon vous-mêmes ? Car si vous ne me rejetez pas, je peux acheter pour 5 milliards d'armes et autant de biens par an aux États-Unis pendant les cinq prochaines années. Qui d'autre peut le faire ? »<sup>185</sup>

L'argument économique n'est pas le seul moyen de pression à disposition du shah, qui joue de son rôle de gendarme des intérêts occidentaux aux portes de l'URSS pour obtenir les moyens qu'il estime nécessaires à sa mission. Il déclare ainsi ne pas concevoir que les États-Unis puissent se permettre

<sup>180</sup> ALAM Asadollah, *The Shah and I*, op. cit., p. 122.

<sup>181</sup> LUCAS Ivor Thomas Mark, entretien avec Malcolm McBain, 25 janvier 2005 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Lucas\\_EeLXGb4.pdf](https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Lucas_EeLXGb4.pdf)

<sup>182</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*, op. cit., p. 81

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/3195/W15, Cabinet, EY(78)45, Ministerial Committee on Economic Strategy, Iran: Economic and Political Implication, Note by the Officials, 9th November, 1978.

<sup>184</sup> *Economic Consequences of the Revolution in Iran*, Joint Economic Committee, 96th Congress, 1st Session, Washington, U.S. Government Printing Office, 19th November 1979, p. 8.

<sup>185</sup> *Newsweek*, 14th March, 1977.

d'interrompre le flux d'armement vers la principale force de stabilité dans le Golfe. Au CSN, Rick Inderfurth rapporte en janvier 1977 que le shah, inquiet que la relation entre les États-Unis et l'Iran ne soit pas aussi solide qu'il ne le pensait, réagit en profitant de toutes les occasions pour rappeler aux Américains les avantages qu'ils en retirent et les coûts potentiels de sa remise en question<sup>186</sup>. En mars 1976, il avait usé du même chantage devant James Callaghan, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, pour justifier le niveau élevé des prix du pétrole qu'il demandait pour pouvoir s'approvisionner en armes afin de défendre le Golfe<sup>187</sup>. Deux ans après, devant le secrétaire à la Défense Frederick Mulley, le shah lui signifie que son équipement en chars est vital dans la mesure où l'URSS accroît son parc de 4 000 pièces par an. La menace posée ne saurait être ignorée, d'autant plus que Moscou déverse ses chars en Syrie et en Irak, ce qui accroît le nombre d'ennemis potentiels auquel l'Iran fait face. Par ailleurs, l'extension du territoire iranien, qui allonge la durée de déplacement des divisions, rend nécessaire la mise à disposition d'un grand nombre d'unités au sol et d'une capacité substantielle de transport aérien<sup>188</sup>.

La mise en concurrence commerciale entre les Américains et les Britanniques permet néanmoins au shah d'obtenir des assurances ou d'accélérer les négociations sur des contrats en suspens. En mai 1977, à la suite de la présentation par Jimmy Carter de la nouvelle politique américaine sur le transfert des armes, l'ambassadeur Zahedi rapporte à Cyrus Vance l'inquiétude de son souverain devant l'absence de l'Iran de la liste des exceptions aux restrictions désormais en vigueur. Le shah, dit-il, a toujours désiré garder une relation spéciale avec les États-Unis, mais a d'abord une obligation envers son peuple, dont il doit garantir la sécurité. Il pourrait ainsi toujours se tourner vers l'Europe si jamais les États-Unis ne subviennent pas à ses besoins. C. Vance s'empresse de préciser que les pays nommés comme exception sont liés par traité aux États-Unis et que l'Iran correspond aux exceptions présidentielles accordées pour garantir la pérennité d'un équilibre régional. Tout en rappelant la volonté de limitation des arsenaux et l'étroite surveillance du Congrès en la matière, le secrétaire d'État réaffirme l'attachement des États-Unis à une relation de coopération et d'amitié avec l'Iran<sup>189</sup>. En juillet, les messages rassurants de Washington après la suspension de la vente d'AWACS du fait de l'opposition du Congrès ne convainquent pas le shah, qui réagit en annulant la commande et en convoquant des représentants du ministère britannique de la Défense pour ouvrir des négociations pour l'achat d'avions de patrouille Nimrod<sup>190</sup>.

En novembre, le shah réitère ses inquiétudes à la Maison-Blanche, au département d'État et au Pentagone, auquel il exprime son attachement aux matériels américains pour équiper son aviation, développée sur le modèle de la flotte des États-Unis. Il envisage d'ailleurs d'envoyer son fils en 1978 à l'école d'aviation américaine dans le cadre de sa formation militaire<sup>191</sup>. Pourtant, quelques mois plus tôt, lorsque

<sup>186</sup> JCL, NLC-6-28-6-4-5, Inderfurth to Brzezinski, 24th January 1977.

<sup>187</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, op. cit., p. 388.

<sup>188</sup> TNA, FCO 66/1003, Record of an audience granted to the Secretary of State for Defence by His Imperial Majesty the Shahinshah of Iran at 5PM on Saturday 25th March 1978 on Kish Island, 5th April, 1978.

<sup>189</sup> DNSA, IR01184, Vance to Sullivan, State 35238, Secretary's Meeting with Ambassador Zahedi, 29th May, 1977.

<sup>190</sup> JCL, NLC-1-3-3-5-9, NSC Briefing Memorandum, 1st August, 1977.

<sup>191</sup> DOD, Memorandum of conversation, The Shah of Iran Meeting with Secretary of Defense Brown, 1530 to 1635 hours, 15 November 1977, Blair House, 24th November 1977.



la presse révèle que Washington n'entend pas fournir à Téhéran les avions F-18L convenus, William Sullivan confie à son homologue britannique la rumeur selon laquelle le shah envisageait de se tourner vers Londres pour obtenir un avion multirôle alternatif. Si Anthony Parsons confirme que mention lui a été faite de cet intérêt par le pouvoir impérial et la hiérarchie militaire, il n'est pas sûr qu'il s'agisse d'un appât pour attirer les F-18L. Pour W. Sullivan, il pourrait aussi s'agir d'un moyen de pression afin de persuader les Américains d'accepter le principe de 140 F-16 supplémentaires toujours en discussion<sup>192</sup>. Si la pression exercée par l'Iran en mettant en concurrence ses partenaires n'a pas les effets escomptés, elle confirme la compétition commerciale sous-tendant les équilibres de la triangulation diplomatique.

### 3. Les formes policées d'une concurrence commerciale

Albert Fairchild, officier américain pour l'analyse des marchés à Téhéran, se rappelle la compétition que se livrent Allemands, Français, Japonais, Britanniques et Américains sur les marchés iraniens :

« C'était une compétition, sinon amicale, au moins civilisée. Nous ne mettons pas tout en œuvre pour saboter les foires commerciales de nos concurrents. Nous supposons, je pense, que le gâteau était assez grand pour être partagé entre tous. Nous veillions seulement à ce que notre part – de marché – fût plus grosse que celle des autres. »<sup>193</sup>

Dans les jeux de la concurrence, la défense du drapeau passe en effet par un nationalisme commercial où les pertes de l'un peuvent fonder les gains de l'autre. Du 11 au 14 février 1977, Ronald Ellis, directeur des ventes d'armes au ministère britannique de la Défense, effectue un séjour en Iran au cours duquel il propose la vente d'avions Hawk pour servir aux formations de l'aviation iranienne<sup>194</sup>. L'ambassadeur Parsons fait part trois semaines plus tard de ses inquiétudes au département du Moyen-Orient :

« Nous aurions dû réfléchir aux effets de cette initiative sur nos relations avec les Américains au sujet des ventes d'armes à l'Iran. Notre politique au cours des années a été d'abandonner l'aviation impériale iranienne aux Américains comme une chasse gardée. La raison de cette abstention n'a pas été un égard exagéré pour les relations anglo-américaine. Nous avons jusqu'ici cru que les Américains étaient très jaloux de leur position exclusive de fournisseurs de l'aviation impériale et qu'ils seraient sérieusement hors d'eux si l'on tentait de s'y incruster. Nous n'avons cessé de soutenir que, dans de telles circonstances, les Américains pourraient être tentés de compromettre nos perspectives de vente aux forces terrestres et à la marine. Leur position globale dans le domaine de la défense est suffisamment forte pour le leur permettre ou au moins le tenter. »<sup>195</sup>

Les contacts entre les Américains et l'État-major iranien font penser à Anthony Parsons que les États-Unis sont peut-être déjà informés de l'ouverture commerciale britannique. L'ambassadeur ne conseille pas pour autant de l'abandonner. La tension temporaire entre Washington et Téhéran et la réticence de

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/2992/75B, Parsons to Weir, Tehran TL 177, Defence sales, 13th June, 1977. Le général Toufanian, vice-ministre de la Guerre, sollicite des informations sur les produits de l'industrie aéronautique britannique lors de son voyage au Royaume-Uni en mars 1977 : TNA, DEFE 68/318, Street, Visit of General Toufanian, 31st March, 1977. Le shah témoigne de son intérêt sur la question à David Owen au mois de mai : TNA, FCO 8/2885/179, Record of discussion between the Foreign and Commonwealth Secretary and His Imperial Majesty Mohammed Reza Pahlavi, Shahanshah Aryamehr at the Niavaran Palace, 14th May, 1977, 6 p.m.

<sup>193</sup> FAIRCHILD Albert, entretien avec Stuart Kennedy, 17 janvier 2021 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2012/09/Fairchild-Albert-E.1.pdf>.

<sup>194</sup> TNA, DEFE 13/1156, Ellis, Report on the visit to Iran 11-14 February 1977, 15 February, 1977.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/2991/26, Parsons to Weir, Defence sales – IIAF, 6th March, 1977.

l'administration Carter à transférer à son allié autant d'équipements que les précédentes pourraient conduire les Américains à moins ressentir le contrat britannique. A. Parsons suggère néanmoins que le gouvernement des États-Unis en soit tenu informé, pour éviter de faire naître du ressentiment ou du soupçon entre les partenaires. Il propose de profiter de l'occasion fournie par les conversations bilatérales périodiques sur le Moyen-Orient, pour éviter la déformation des propos qu'il pourrait échanger avec William Sullivan. Sans vouloir retenir l'essor du commerce britannique, A. Parsons craint que les Américains ne se lancent dans des pratiques de concurrence plus féroces sur les marchés iraniens si les Britanniques leur donnent l'impression de vouloir remettre en question leur chasse gardée dans l'aviation iranienne.

Le FCO ne partage pas l'analyse de son ambassadeur, dont il juge les craintes excessives. Si l'aviation iranienne a été jusqu'alors une chasse gardée des Américains, la compétition croissante à l'échelle internationale devrait permettre les industriels outre-Atlantique de comprendre l'intérêt de leurs concurrents britanniques pour les marchés iraniens. Il déconseille d'aborder la question lors des conversations bilatérales à venir pour éviter d'ouvrir la porte à une pression sur de futurs contrats. Il serait toujours préférable de faire face aux critiques américaines, si elles viennent, en feignant l'innocence<sup>196</sup>.

Le département de la Défense du FCO recommande cependant la prudence. La possibilité d'une réaction américaine négative y semble plus importante du fait des difficultés que fait peser sur la relation à l'Iran le volontarisme affiché en faveur des droits de l'homme et de la lutte contre la prolifération. Il s'agirait donc de prendre des précautions pour ne pas être accusés de bénéficier de la situation. Des critiques pourraient par ailleurs émerger au Royaume-Uni sur la mauvaise foi d'un gouvernement qui embrasse la croisade humanitaire du partenaire tout en cherchant à signer des contrats dans sa propre cour. Le département suggère ainsi d'aborder la question avec les Américains, ne serait-ce que pour leur faire savoir que Londres soutient la prétention des industriels britanniques à pénétrer le marché iranien<sup>197</sup>. Le département de l'Amérique du Nord note par ailleurs que les États-Unis ne montreraient sans doute pas autant de scrupules vis-à-vis du Royaume-Uni si la situation était inversée<sup>198</sup>.

Au département du Moyen-Orient, Michael Weir répond ainsi à A. Parsons de ne pas craindre outre-mesure les jeux de la concurrence entre les partenaires. L'aviation iranienne peut d'autant moins passer pour une chasse gardée des Américains que ces derniers n'ont ressenti aucune gêne à pénétrer le marché de l'aviation koweïtienne qui était auparavant dominé par les Britanniques, sans les en avoir avertis. Par ailleurs, Londres a encouragé son ambassadeur en Arabie saoudite, John Wilton, à profiter du moindre signe de rafraîchissement des relations entre Riyad et Washington ou d'intérêt saoudien pour une diversification de ses fournisseurs. Tout favorable qu'il soit en principe à l'approfondissement des consultations avec les Américains sur la question des ventes d'armes, Weir note enfin que le moment est mal choisi pour leur faire savoir que les Britanniques envisagent de braconner sur leurs terres<sup>199</sup>.

---

<sup>196</sup> TNA, FCO 8/2991/W26, Major to Darling, Defence sales to Iran: competition with the Americans, 21st March, 1977.

<sup>197</sup> TNA, FCO 8/2991/27, Yarnold to Major, Defence sales to Iran: competition with the Americans, 22nd March, 1977.

<sup>198</sup> TNA, FCO 8/2991/28, Lucas to Weir, Defence sales to Iran: competition with the Americans, 22nd March, 1977.

<sup>199</sup> TNA, FCO 8/2991/37, Weir to Parsons, Defence sales - IIAF, 7th April, 1977.

Les jeux de la concurrence prennent d'autres formes. Le 31 juillet, le général Toufanian, vice-ministre de la Guerre, fait savoir à W. Sullivan que le shah entend faire pression sur les Américains au sujet des AWACS en commençant à négocier avec les Britanniques sur un achat éventuel de Nimrod. Avant son entretien au palais, W. Sullivan se rend à l'ambassade britannique pour convaincre A. Parsons que le contrat d'AWACS finira par aboutir et qu'il ne lui semble pas nécessaire de dépenser du temps et de l'argent à présenter les Nimrod. Si A. Parsons n'écarte pas le succès du contrat d'AWACS, l'attitude de W. Sullivan suscite sa méfiance. L'ambassadeur britannique recommande ainsi de fournir aux Iraniens toute la documentation disponible sur les Nimrod et leurs équipements afin de pouvoir rester dans le jeu : plus les Iraniens sont familiarisés avec les appareils et les équipements britanniques, ajoutait-il, meilleures sont les chances de conclure un contrat<sup>200</sup>. Dix jours plus tard, A. Parsons rapporte à Londres que W. Sullivan lui semble avoir été convaincu par des experts américains que l'avion Nimrod serait très difficile et onéreux à convertir et qu'il ne serait efficace que dans un rôle maritime. A. Parsons soupçonne que des informations équivalentes ont été communiquées aux Iraniens, afin de les dissuader de préférer les Nimrod aux AWACS. Même s'il lui semble que les Américains finiront par vendre les AWACS, l'ambassadeur presse Londres de fournir à Téhéran les informations sollicités pour contrecarrer l'entreprise de discrédit engagée par les Américains à l'encontre des produits britanniques<sup>201</sup>. Dans les rapports de force sous tendant la triangulation diplomatique, le sacrifice des professions de foi humanitaire sur les autels de la stratégie et de l'économie pave la voie aux incohérences de l'appréhension de la contestation du régime, qui conduit à la chute du shah et au discrédit de ses partenaires.

### **III. Un ménagement résigné d'un régime contesté (1976-1978)**

La proximité entre Londres et Washington conduit les partenaires à une appréhension solidaire mais à contre-temps de la crise iranienne. Comment les groupes d'oppositions réagissent-ils au soutien indélicat des Américains et des Britanniques au pouvoir impérial ?

#### **A. L'appréhension incohérente d'une crise en croissance**

##### **1. Les critiques prudentes des atteintes aux droits de l'homme**

Les débats encadrant la vente d'armes à l'Iran font le lit d'une critique croissante de l'autoritarisme d'un régime dont les scrupules humanitaires passent pour perfectibles. Celle-ci nourrit une réflexion transatlantique sur l'attitude à adopter vis-à-vis du partenaire iranien.

Les 3 août et 8 septembre 1976, la commission sur les relations internationales de la Chambre des

<sup>200</sup> TNA, FCO 8/2848/10, Parsons to FCO, Tehran 434, AWACS, 1st August, 1977.

<sup>201</sup> TNA, FCO 8/2848/14, Parsons to FCO, Tehran 458, AWACS, 11th August, 1977.

représentants organise des auditions sur les droits de l'homme en Iran, dont les minutes sont transmises par Massachusetts Avenue au FCO. Ivor Lucas relève la contribution d'Alfred Atherton, le secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, qu'il propose de transmettre à David Owen<sup>202</sup>. Le débat est relancé en novembre avec la victoire de Jimmy Carter aux élections présidentielles et la publication par Amnesty International d'un rapport sanctionnant les arrestations arbitraires d'opposants politiques, leur détention abusive, l'usage de la torture et la pratique d'exécutions sommaires<sup>203</sup>. Les Britanniques restent néanmoins prudents quant à l'affirmation de leurs propres positions avant l'annonce par le nouveau président de directives précises. La visite à Londres du vice-président Mondale en janvier 1977 est aussi conçue comme une occasion de sonder les développements de la pensée américaine sans engager le gouvernement Callaghan. À Washington, Richard Muir est donc appelé à garder profil bas sur la question<sup>204</sup>.

En février, le département du Moyen-Orient du FCO informe Grosvenor Square que si Amnesty International n'a pas attiré l'attention des médias, le rapport a soulevé des questions dans le public et au parlement. Pour préparer l'intervention privée de David Owen aux Communes, le FCO fait son miel de l'audition d'A. Atherton. Les Britanniques confient aux Américains qu'ils entendent remettre en perspective la réalité de la situation en Iran, avec le gouvernement duquel ils comptent conserver de bonnes relations. Les statistiques présentées Amnesty International sur les prisonniers politiques leur semblent en effet exagérées. Ils comptent aussi rappeler les progrès du régime iranien en matière de droits de l'homme, mais souhaiteraient néanmoins pouvoir éviter un débat public sur la question<sup>205</sup>. La rencontre a finalement lieu le 23 mars : le ministre d'État Frank Judd, et le directeur du département du Moyen-Orient I. Lucas reçoivent une délégation de députés composée de Robin Cook, John Watkinson, Andrew Bennett et Stan Newens. Ces derniers déclarent que l'élection de Jimmy Carter et le soutien que le FCO a apporté à sa croisade humanitaire ont installé une nouvelle donne qui interdit au Royaume-Uni de fermer les yeux sur la situation iranienne. Après avoir repris l'ensemble de leur argumentaire et noté que la question commerciale constituait un moyen de pression à disposition de Londres, les députés s'enquière des contacts existants entre les gouvernements américain et britannique sur la question. Lors de son résumé de l'entretien à Grosvenor Square, I. Lucas, décrit par ses homologues américains comme un « intellectuel orientaliste », réaffirme sa conviction sur les progrès effectués par le shah en matière humanitaire et sa réticence à engager un dialogue avec une opposition encore intangible<sup>206</sup>.

Les contacts bilatéraux se poursuivent sur le sujet. Les télégrammes émanant de Téhéran suggèrent que la réalité de la situation se situe entre les assurances du gouvernement iranien et les critiques des organisations humanitaires<sup>207</sup>. Un mémorandum du bureau du renseignement et de la recherche du département d'État relève que si certaines des accusations portées contre le régime sont vraies, le shah

<sup>202</sup> TNA, FCO 8/2997/13, Lucas to Day, James, US/Iran relations: Human rights, 26th January, 1977.

<sup>203</sup> "Human Rights Abuses in Shahist Iran", *Amnesty International Briefing*, November 1976

<sup>204</sup> TNA, FCO 8/2997/16, Day to Muir, 26th January, 1977; FCO 8/2997/22, Muir to Day, 1st February, 1977.

<sup>205</sup> AAD, Armstrong to State, London 2424, Amnesty International Campaign Against Iran, 10th February, 1977.

<sup>206</sup> AAD, Spiers to State, London 4937, FCO discusses human rights in Iran with MP's, 24th March, 1977.

<sup>207</sup> AAD, Spiers to State, London 6558, FCO discusses human rights in Iran with MP's, 22nd April, 1977.

considère le sujet comme relevant des affaires intérieures iraniennes et ressentirait toute critique de la part des Occidentaux comme une attaque à peine dissimulée contre son pouvoir<sup>208</sup>. Peter Westmacott note néanmoins que les critiques occidentales ont conduit à une frénésie de mesures visant à témoigner d'un zèle iranien à entendre ses partenaires : « nous avons eu un procès politique « ouvert » (*sic*), l'amnistie de prisonniers politiques et les visites de représentants du Comité international de la Croix-Rouge, d'Amnesty International et plus récemment de la Cour internationale de Justice »<sup>209</sup>.

Les éléments de langage rédigés à l'usage de D. Owen en amont de sa visite en Iran au mois de mai suggèrent de relever la dimension exagérée des critiques et de saluer l'ouverture des procès militaires à des observateurs étrangers. Une note défensive conseille même de se désolidariser de l'approche d'Amnesty International<sup>210</sup>. Un mémorandum produit à l'intention de Cyrus Vance pour la même occasion conseille d'apprécier les progrès accomplis par l'Iran en matière de respect des droits humains afin de mieux encourager le régime à de nouveaux efforts, notamment la garantie des droits fondamentaux dans les juridictions militaires, comme le droit au conseil de son choix et l'organisation de procès publics<sup>211</sup>.

Le 13 mai, au cours d'une audience de plus de deux heures au palais de Niavaran, C. Vance relève que les droits de l'homme sont non seulement un héritage important de la tradition américaine, dont il reflète les origines et valeurs, mais aussi des principes internationalement reconnus inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il rappelle l'engagement du président Carter à en réaffirmer la primauté en politique étrangère dans les relations que les États-Unis entretiennent avec tous les pays. Il salut les progrès engagés par l'Iran à ce titre. Le shah répond par une leçon d'histoire inscrivant sa politique dans la tradition de Cyrus le Grand, dont les armées conquièrent Babylone en 539 avant notre ère avant qu'il ne libère les esclaves, confère la liberté religieuse et établisse l'égalité des races, comme le suggère le texte en akkadien du « cylindre de Cyrus » découvert en 1879 dans les ruines de Babylone<sup>212</sup>. Si les Occidentaux sont sceptiques devant cette campagne humanitaire qu'ils jugent répétitive, sinon hypocrite, ils n'en reconnaissent pas moins aux Iraniens leur tolérance raciale et religieuse<sup>213</sup>. La question des droits de l'homme n'est finalement que mentionnée par le secrétaire d'État américain, parmi de nombreux autres sujets plus importants<sup>214</sup>. Le lendemain, 14 mai, D. Owen aborde tout aussi prudemment le sujet lors de son audience avec le shah, en saluant ses réactions positives aux critiques extérieures. Le secrétaire d'État suggère que l'amélioration du sort des prisonniers et de la transparence des procès pourrait faire taire les critiques. Il s'agit, ajoute-t-il, de veiller à ce que le shah ne devienne pas un sujet de critique à la mode, ce à quoi ses partenaires occidentaux n'ont pas intérêt vue leur

<sup>208</sup> CWIHP, *The Future of Iran*, Department of State, Bureau of Intelligence and Research, 28th January 1977.

<sup>209</sup> TNA, FCO 8/2999/102, Westmacott to James, Human Rights, 23rd June, 1977.

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/2988, Foreign and Commonwealth Secretary's visit to Iran, 13-15 May 1977, Brief No B14, Human rights

<sup>211</sup> CWIHP, Atherton to Vance, *Your Meeting with the Shah*, May 13, 1977, 30th April, 1977.

<sup>212</sup> PAHLAVI Mohammed Reza, *The White Revolution of Iran*, Tehran, Imperial Pahlavi Library, 1967, p. 9. Prêtée par le British Museum qui la conserve, la relique est au cœur du festival de Persépolis en 1971. Une réplique en est offerte le 14 octobre suivant au Secrétaire Général de l'ONU U Thant (United Nations Archives and Records Management Section (ci-après UNA), S-0882-0002-02-00001, United Nations Press Release HQ264, 14th October, 1971.

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/2999/102, Westmacott to James, Human Rights, 23rd June, 1977.

<sup>214</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, p. 211.

proximité avec le régime. Par ailleurs, D. Owen justifie l'approche américaine en montrant que la crédibilité de la politique vis-à-vis de l'URSS ne peut que reposer sur un discours cohérent à l'endroit des alliés de l'Occident<sup>215</sup>. A Washington, Richard Muir, informé par Charles Naas de la teneur de l'entretien entre C. Vance et le shah, note que l'approche américaine de la question des droits de l'homme est très semblable à celle des Britanniques. La réaction positive du shah aux critiques occidentales avant même l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration et la compréhension manifestée par J. Carter et C. Vance ont contribué à l'absence de friction. R. Muir note par ailleurs que la diminution des commandes iraniennes d'équipement militaire américain devrait faciliter la croisade contre la prolifération tout en permettant de conserver des liens étroits avec le shah<sup>216</sup>. Les Britanniques semblent s'en féliciter.

## 2. Les pressions partielles pour la libéralisation du régime

Le développement de la contestation au régime conduit néanmoins les partenaires américain et britannique à accompagner de plus en plus fermement le processus de libéralisation engagé. Les débats organisés au Congrès pour examiner en deuxième lecture le projet de vente des AWACS contraignent Cyrus Vance à conditionner l'aboutissement du contrat à la mise en place d'un programme plus ambitieux de libéralisation du processus politique, et non plus seulement du système judiciaire. Ce dernier aboutit au remplacement du Premier ministre Hoveida par un technocrate regardé favorablement par le département d'État, Jamshid Amouzegar<sup>217</sup>. William Sullivan suggère par ailleurs au shah de se rendre à Washington en visite d'État afin de redorer son image en Occident. Le séjour commence sous les auspices tendus d'une cérémonie d'accueil marquée par les larmes du souverain et du président faisant face au gaz lacrymogène lancé par les forces de l'ordre venues disperser des manifestants clamant leur hostilité au régime. La visite est l'occasion pour Jimmy Carter de réaffirmer sa préoccupation pour la situation des droits de l'homme en Iran, sans plus de succès que son secrétaire d'État au mois de mai. Le développement de la contestation est balayé d'un revers de main par le souverain qui estime comme relevant de son devoir d'appliquer les lois iraniennes contre la menace communiste qu'il agite comme un paravent face à ses détracteurs, connaissant par ailleurs les préoccupations de ses partenaires<sup>218</sup>.

À Téhéran, les Américains proposent une démarche afin de répondre aux rapports erronés d'Amnesty International. A. Parsons répond à W. Sullivan que l'approche la plus efficace serait celle du secrétaire général de l'organisation, Martin Ennals, par Kingman Brewster, dont la réputation internationale pourrait renforcer le discours. Il note cependant que l'organisation a sciemment omis de son rapport plusieurs éléments, ce qui promet de rendre l'initiative difficile<sup>219</sup>. À Washington, Charles Naas confie d'ailleurs

<sup>215</sup> TNA, FCO 8/2886/179, Record of discussion between the Foreign and Commonwealth Secretary and His Imperial Majesty Mohammed Reza Pahlavi, Shahanshah Aryamehr at the Niavaran Palace, 14th May 1977, 6 p.m.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/2999/101, Muir to Lucas, US/Iranian relations, 10 June, 1977.

<sup>217</sup> SELIKTAR Ofira, *Navigating Iran, From Carter to Obama*, New York, N.Y., Palgrave Macmillan, 2012, p. 8-9.

<sup>218</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 436.

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/2999/126, Westmacott to Tatham, Tehran TL 234, Amnesty International, 21st November, 1977.

à Richard Muir son opposition à la démarche, les Iraniens soupçonnant que les États-Unis se liguent contre eux avec l'organisation. Un tel dialogue risquerait de remettre en question les efforts engagés<sup>220</sup>.

Le discours prononcé par le président Carter lors de son passage à Téhéran le soir du nouvel an 1977 est symptomatique de l'incohérence de la politique américaine et britannique, oscillant par incertitude entre la conviction humanitaire et la précaution stratégique. Dans un impromptu rhétorique, le président cite quelques vers du poète iranien Saadi faisant référence à l'importance du respect des droits humains :

« Les fils d'Adam sont les membres d'un même corps, car dans la création ils sont d'une seule et même nature ; lorsque la fortune jette un membre dans la douleur, il ne reste point de repos aux autres. Ô toi, qui es sans souci de la peine d'autrui, il ne convient pas que l'on te donne le nom d'homme ! »<sup>221</sup>

Il conclut pourtant son adresse en célébrant l'Iran comme une « île de stabilité dans l'une des plus turbulentes régions du monde » et levant son verre en hommage au shah, auquel il rappelle étonnamment l'attachement de son peuple<sup>222</sup>. Une semaine plus tard éclatent les premières émeutes de Qom.

Le 13 février 1978, dans un discours prononcé devant l'Association du barreau américain, le secrétaire d'État adjoint Warren Christopher réaffirme l'attachement du gouvernement des États-Unis à la défense des droits de l'homme<sup>223</sup>, qu'il avait rappelé à l'ambassade de Téhéran dans une dépêche présentant les objectifs des Américains en Iran<sup>224</sup>. De Massachusetts Avenue, Richard Muir confirme l'effervescence de l'activité du Congrès, à laquelle la presse ne prête cependant pas grande attention. Les principaux membres de l'administration, et même Andrew Young depuis sa tribune onusienne, se montrent eux-mêmes relativement discrets sur le sujet<sup>225</sup>. Les échanges sont en revanche plus substantiels au niveau ministériel. À l'occasion de la tenue à Londres du conseil des ministres du CENTO, Harold Saunders aborde la situation iranienne lors de conversations bilatérales avec Michael Weir et Ivor Lucas sur le Moyen-Orient. M. Weir rapporte la teneur d'une conversation entre A. Parsons et le shah, au cours de laquelle ce dernier s'est déclaré engagé dans un programme de libéralisation qu'il entend mener à terme. Désireux de montrer que l'Iran peut s'émanciper dans une forme de liberté, il assure que le régime rend délibérément publique l'agitation en cours pour éduquer le peuple. Le shah n'en reste pas moins réticent à réformer les institutions politiques. Si les efforts en matière de droit de l'homme ont été considérables selon les standards iraniens, pense I. Lucas, le souverain devrait transférer plus de pouvoirs aux ministres car il ne saurait tout contrôler par lui-même. La structure en pilier du régime iranien est à ce titre un élément de fragilité. Les Britanniques estiment que la situation reste sous contrôle, bien qu'un réveil religieux puisse conduire à la formation d'une coalition d'opposants réunissant les mollahs aux intellectuels. Le phénomène pourrait être difficile à contrôler à long terme. Selon M. Weir, l'agitation répond aux difficultés économiques et à la désillusion des Iraniens face à la corruption rampante, mais

<sup>220</sup> TNA, FCO 8/2999/137, Muir to Tatham, Amnesty International, 2nd December, 1977.

<sup>221</sup> *Gulistan ou Le Parterre de roses*, tr. fr. Ch. Defrémery, Paris, De Firmin Didot, 1858, p. 46.

<sup>222</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 30.

<sup>223</sup> CHRISTOPHER Warren, "Human Rights: Remarks on the Policy of the United States", *Loyola of Los Angeles International and Comparative Law Review*, 1979, vol. 2, n°1, p. 8-15.

<sup>224</sup> Den, vol. 12, Christopher to Sullivan, State 295436, Ambassador's Goals and Objectives in Iran, 10th December, 1977.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/3210/24, Muir to Lucas, Iran: human rights, 28th March, 1978.

a aussi bénéficié du lest lâché par le shah à la suite des campagnes menées par Amnesty International<sup>226</sup>. Tout en partageant les impressions des Britanniques, les Américains en nuancent cependant les analyses. W. Sullivan note ainsi que la restauration d'institutions politiques serait difficile dans un contexte persan, dans la mesure où l'histoire ne permet pas de remonter à une époque où elles auraient été existantes ou efficaces. Le problème du shah réside dans la possibilité de lancer le processus de réforme institutionnelle tout en se protégeant des attaques des extrémistes de gauche ou de droite et en ménageant une relation viable avec les religieux qui gardent une grande influence sur la population. Plus qu'une coalition entre les religieux et les intellectuels, W. Sullivan craint une rupture de communication entre les modernisateurs dans l'entourage du shah et les religieux conservateurs, qui pourrait créer des troubles sur lesquels capitaliseraient les opposants de gauche et du front national. Aux causes du mécontentement, les Américains ajoutent les réalignements politiques à l'œuvre depuis les années 1960. Les deux partenaires s'accordent enfin sur le fait que la seule réponse économique est désormais insuffisante<sup>227</sup>.

### 3. Le soutien décomplexé au maintien de l'ordre

Les émeutes de Qom lancent un cycle de commémorations, de violences et de répressions qui se répondent pendant toute l'année 1978 jusqu'à la dissolution de l'empire. Malgré leurs prises de position en faveur des droits de l'homme et de la libéralisation du régime, Américains et Britanniques traduisent leur parti pris impérial par la fourniture au shah de moyens de maintien d'un ordre de plus en plus contesté. La difficulté à concilier les idéaux des déclarations, les impératifs de la stratégie et les intérêts du commerce, apparaît dans la correspondance interne aux départements et dans les mémoires des protagonistes. À Londres, on note la nécessité de se protéger contre toute accusation selon laquelle le gouvernement soutiendrait des actes de répression brutale sur des populations civiles. Or, l'Iran est de plus en plus au centre de l'attention internationale<sup>228</sup>. Le département de la défense du FCO rappelle qu'il n'existe pas de politique définie sur l'exportation d'équipements militaires, mais des directives générales qui autorisent selon les circonstances le commerce des produits jugés non sensibles ; la même approche flexible pourrait être utilisée pour les équipements anti-émeutes les moins dangereux<sup>229</sup>.

Aux États-Unis, l'exportation du gaz lacrymogène n'est pas réglementée comme les autres équipements militaires, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une arme mortelle. Néanmoins, il est considéré comme un équipement de police. Son exportation doit à ce titre être conforme au cadre posé par le Congrès qui en délivre la licence. William Sullivan défend l'avis que les gaz lacrymogènes sont le moindre des maux en termes humanitaires<sup>230</sup>. Dans la mesure où le shah ne peut que réagir aux émeutes et aux manifestations, l'ambassadeur note qu'il vaut mieux que les troupes impériales recourent à ces

<sup>226</sup> AAD, Streater to State, London 6269, FCO on situation in Iran, 21st April 1978.

<sup>227</sup> Den, vol. 2, partie 2, Sullivan to State, Tehran 3897, British View of Situation in Iran, 25th April, 1978.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/2846/79b, Major to England, Riot Control Equipments, 23rd August, 1977.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/2846/80, Major to England, Riot Control Equipments, 30th August, 1977.

<sup>230</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran, op. cit.*, p. 148.



équipements qu'à d'autres plus violents. Si l'argument est entendu au département d'État, le bureau des droits de l'homme, représenté par la secrétaire d'État adjointe Patricia Derian, refuse de considérer le gaz lacrymogène comme un produit d'exportation sans conséquences. Le 28 mars 1978 est néanmoins prise la décision d'approuver une commande iranienne en attente depuis plusieurs mois<sup>231</sup>. David Aaron, adjoint de Zbigniew Brzezinski au CSN, répond à P. Derian que les États-Unis ne sauraient priver l'Iran des équipements anti-émeute non-létaux que les Américains ont eux-mêmes utilisé pour disperser les manifestants lors de la visite du shah en novembre 1977<sup>232</sup>. Des précautions sont néanmoins prises pour ne pas ébruiter la transaction. Afin de faire parvenir les produits en Iran avant la manifestation prévue par l'opposition le 31 mars, l'expédition doit se faire par fret aérien ou par un appareil affrété par l'aviation impériale. Les États-Unis refusent de passer pour les soutiens d'une répression qui pourrait devenir violente et faire davantage de victimes. Les services du département d'État notent en effet que les exportations de gaz lacrymogène pourraient être exploitées aux États-Unis par des partis opposés à la proximité commerciale et politique entre Washington et Téhéran. Il serait ainsi au mutuel avantage des deux partenaires d'inciter l'Iran à se tourner vers d'autres fournisseurs, notamment européens<sup>233</sup>.

David Owen confesse dans ses mémoires que la fourniture au shah de gaz lacrymogène a été la plus difficile décision qu'il ait dû prendre au sujet de l'Iran : « il apparut que les Américains avaient soit refusé de fournir des gaz lacrymogènes soit repoussé la requête, nous n'étions pas vraiment sûrs. Soit par embarras, soit en attente d'une directive présidentielle, les Américains restaient bouche cousue. »<sup>234</sup> Le gouvernement iranien requiert de Londres 10 000 grenades lacrymogènes et 2 000 cartouches, ainsi que des pistolets universels pouvant être armés de grenades, de cartouches et de balles en caoutchouc, pour un montant de 100 000 livres sterling. Le ministère de la Défense voit plusieurs objections à la vente : le commerce d'équipement anti-émeute est devenu une affaire délicate aux yeux du FCO, qui a récemment remis en question des contrats déjà engagés et refusé la participation de la direction des ventes d'armes à une exposition d'équipements de sécurité intérieure à Téhéran. Par ailleurs, le Premier ministre Callaghan a assuré aux Communes le 16 mai que les armes fournies aux Iraniens ne sauraient servir à réprimer la contestation<sup>235</sup>. Bien qu'en termes commerciaux la commande est de faible importance, les arguments en sa faveur sont notables : un refus risquerait de porter préjudice à la relation avec le shah, qui s'inquiète déjà du faible soutien reçu de ses partenaires ; les manifestations font peser une menace croissante sur le régime iranien, qui paraît essentiel pour assurer la sécurité et la stabilité de la région ; comme les Américains, les Britanniques notent que l'usage d'équipements anti-émeute non-létaux est préférable à celui d'armes traditionnelles dans un contexte de violences déjà meurtrières ; le refus de vendre des gaz lacrymogènes pourrait inciter le shah à remettre en question les autres contrats

<sup>231</sup> AAD, USDEL Secretary in Caracas to State, Secto 3008, Tear gas for Iran, 29th March, 1978.

<sup>232</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 35-36.

<sup>233</sup> AAD, Cooper to USDEL Secretary NIACT, State 79335, Iranian government request for tear gas grenades, 28th March, 1978.

<sup>234</sup> OWEN David, to Kenneth Harris, *Personally Speaking*, op. cit., p. 151 et *Time to Declare*, op. cit., p. 395.

<sup>235</sup> CALLAGHAN James, Tehran, House of Commons Debates, vol. 950, c. 237, 16th May, 1978.

de vente d'armes beaucoup plus lucratifs ; enfin, les Iraniens savent que les Britanniques ont vendu des équipements similaires au gouvernement du Pakistan l'année précédente<sup>236</sup>. Le secrétaire d'État à la Défense Frederick Mulley suggère à D. Owen d'autoriser la vente<sup>237</sup>. Ce dernier y consent, au risque de créer une controverse publique, notant pour soutenir sa décision que l'Iran fait partie du CENTO mais aussi de la liste des pays autorisés à recevoir ce type d'équipement depuis 1975<sup>238</sup>.

Au début du mois d'août, le ministre iranien de la Guerre approche le général Samuel Lecky, chargé de la fourniture d'armement à Téhéran, au sujet d'une requête urgente d'équipement anti-émeute supplémentaire. Le département du Moyen-Orient recommande de l'approuver<sup>239</sup>. Un mois plus tard, l'aggravation de la situation conduit le département d'État américain à autoriser la vente de grenades lacrymogènes, de munitions et de divers autres équipements anti-émeutes comme des casques et des boucliers<sup>240</sup>. Quelques jours après, les Iraniens sollicitent à nouveau les Britanniques pour accélérer la livraison des produits dont l'exportation a déjà été validée, autoriser une nouvelle commande d'armes anti-émeute et de balles en caoutchouc et passer un contrat sur 10 ans de 360 véhicules blindés de transport de troupes. La réaction de D. Owen à la réception de la requête est caractéristique de la position des partenaires du shah face à la révolution en émergence : « dans la mesure où nous avons consenti à commencer à fournir ces équipements, je ne vois pas comment nous pourrions arrêter maintenant »<sup>241</sup>.

Le 7 septembre, le shah décrète la loi martiale à Téhéran et dans onze villes de province. Le lendemain, sur la place Jaleh, des manifestations massives sont réprimées dans le sang par l'armée : le « vendredi noir » fait 87 morts selon les autorités, plus de 4 000 selon les émeutiers<sup>242</sup>. L'ambassadeur Sullivan explique l'ampleur du massacre par le défaut d'équipement anti-émeute, contraignant les forces de l'ordre à utiliser des moyens de répression violente<sup>243</sup>. Pour pallier leur manque d'entraînement, les Iraniens sollicitent des Britanniques la visite d'un expert en techniques d'encadrement des manifestations. Bien que réticents à se voir associés au pouvoir impérial après le drame du 8 septembre, les Britanniques notent l'importance de prévenir de futurs massacres<sup>244</sup>. Parallèlement, les ambassadeurs Parsons et Sullivan font pression sur le général Gholam-Ali Oveissi, commandant en chef des forces armées impériales, pour limiter la violence en cas d'affrontement lors des prochaines manifestations<sup>245</sup>. Du 21 au 29 octobre, le brigadier Ramsbotham se rend en mission de conseil en Iran. Il y est en contact étroit avec le général Philip Gast, chef de la mission militaire américaine en Iran, en charge du conseil tactique de l'armée impériale. L'ambassadeur Parsons note que les Américains, sans doute soulagés de ne pas avoir été impliqués, ont accueilli avec enthousiasme la mission de Ramsbotham, à laquelle ils ont

<sup>236</sup> TNA, DEFE 13/1320/7, Mehew to APS/Secretary of State, Sale of Internal Security Equipment to Iran, 24th May, 1978.

<sup>237</sup> TNA, DEFE 13/1320/9, Mulley to Owen, 15th June, 1978.

<sup>238</sup> TNA, DEFE 13/1320/10, Owen to Callaghan, Anti-Riot Equipment for Iran, 19th June, 1978.

<sup>239</sup> TNA, FCO 8/3132/47, Lucas to Weir, Sales of CS Anti-Riot equipment to Iran, 9th August, 1978.

<sup>240</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/3132/59, Lucas to Murray, Iran: sales of Anti-Riot equipment, 13th September, 1978.

<sup>242</sup> ABRAHAMIAN Ervand, *Iran between two revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 516.

<sup>243</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 8794, Need for crowd control equipment in Iran, 14th September, 1978.

<sup>244</sup> TNA, FCO 8/3132/72, Tatham to Weir, 2nd October, 1978.

<sup>245</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 10031, Meeting with General Oveisi, October 15, 16th October, 1978.

apporté le maximum de soutien<sup>246</sup>. Dans l'urgence de la situation, si les Iraniens n'ont pas les moyens de faire jouer la concurrence entre les partenaires, ils peuvent néanmoins profiter des atouts de la complémentarité entre deux partenaires désormais trop attachés à leur allié pour pouvoir s'en détourner. Lorsque Sullivan soulève avec le Premier ministre Gholam Reza Azhari la question de l'encadrement des manifestations, ce dernier lui répond qu'il est préparé à accepter le conseil des Britanniques même si l'armée ne leur fait pas confiance et si elle est plus habituée à travailler avec les Américains<sup>247</sup>.

## B. L'ouverture hésitante à l'opposition au pouvoir

### 1. Les précautions politiques

Les formes de l'approfondissement de la relation avec le partenaire iranien conduisent Londres et Washington à rapidement sacrifier le développement de contacts avec les forces d'opposition politique au régime impérial. Si dans les années 1950 et 1960, l'ambassade américaine de Téhéran entretient un dialogue abouti avec des acteurs politiques de premier plan, la méfiance du shah s'accroît envers des diplomates soupçonnés de soutenir les demandes du Front national iranien pour un développement des libertés individuelles et de la participation politique. À la fin des années 1960, le rapprochement entre Washington et Téhéran à l'instigation du président Nixon conduit l'ambassade à cesser le dialogue avec l'opposition. Ce dialogue était perçu comme un geste inamical à l'égard du shah, propre à mettre en danger une relation bilatérale présentée comme cruciale pour des raisons économiques et stratégiques<sup>248</sup>.

Commentant un rapport sur la politique iranienne commandé par David Owen à l'issue de la révolution, l'ambassadeur Parsons note de son côté qu'après 150 ans d'ingérence britannique dans les affaires iraniennes, le shah reste obsédé par le spectre de la « main anglaise ». Comme ses deux prédécesseurs, A. Parsons fait le choix d'éviter tout contact avec les opposants politiques et religieux, qui étaient jadis les interlocuteurs privilégiés des Britanniques. Alors que rares et ponctuels sont les signes avant-coureurs d'une érosion de l'autorité impériale, il s'agit pour Londres dans les années 1970 de privilégier la conquête des marchés persans et la coopération sécuritaire après le retrait des territoires à l'est de Suez. L'ambassadeur confesse avoir été torturé par le dilemme du dialogue dès son arrivée à Téhéran. Avec le recul, il reste convaincu que « le jeu n'en aurait pas valu la chandelle », car les Britanniques auraient contrarié le shah sans obtenir de compensation suffisante à leur décision. En conséquence, il est d'autant plus difficile de restaurer à la fin des années 1970 les contacts abandonnés dix ans plus tôt<sup>249</sup>.

En décembre 1976, un rapport du sous-comité d'analyse des ressources humaines du renseignement américain note le besoin de rassembler des données biographiques, des analyses et des renseignements

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/3132/93, Parsons to FCO, Tehran 728, Visit to Iran of UK adviser on riot control, 1st November, 1978.

<sup>247</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 11052, Police training, 11th November, 1978.

<sup>248</sup> DNSA, IR003560, Iran Study, III. Political Intelligence Issues D.1 contacts with opposition elements

<sup>249</sup> Comment by Sir A.D. Parsons, H.M. Ambassador, Tehran: 1974-1979, in BROWNE Nicholas, *British Policy toward Iran, 1974-1978*, 1979, p. 84.

sur des dirigeants potentiels, notamment dans la hiérarchie militaire, ainsi que des informations de première main sur des membres de l'opposition, avec lesquels le développement de contacts est encouragé malgré la sensibilité de la démarche. Il s'agirait aussi de mieux connaître la perception de leur situation par les Iraniens ordinaires, les conséquences des campagnes contre la corruption et l'inflation sur les hommes d'affaires et des plans de développement économique dans les provinces<sup>250</sup>.

Dans son ouvrage sur les relations entre l'Iran et les États-Unis, Richard Cottam note que si les ambassadeurs américain et britannique à Téhéran sont tous les deux conscients d'un malaise diffus dans la société, William Sullivan semble appréhender les forces d'opposition au shah de manière plus riche et détaillée qu'Antony Parsons<sup>251</sup>. Selon le rapport sur l'Iran commandé par l'administration Carter au cours de la révolution, l'ambassade de Téhéran et le département d'État commencent à s'inquiéter des tensions politiques et sociales couvant dans la société dès le début de l'année 1977. Des mesures sont alors prises pour remédier aux lacunes de la connaissance institutionnelle sur l'opposition. Les diplomates en poste en Iran réactivent dans le cadre de la promotion des droits de l'homme leurs contacts parmi les acteurs politiques modérés, souvent vétérans des années 1950<sup>252</sup>. À l'été 1977, un télégramme analyse les enjeux d'une opposition vu comme enracinée dans la modernisation engagée par la révolution blanche<sup>253</sup>. À l'automne, les incidents ayant accompagné la visite d'État du shah à Washington convainquent les diplomates américains d'approfondir leurs contacts parmi les dissidents au risque de susciter la désapprobation du shah. Au début de l'année 1978, à la suite des émeutes de Qom et de Tabriz, l'ambassade commence à rencontrer régulièrement plusieurs dissidents politiques et entreprend d'ouvrir le dialogue avec des figures religieuses et des marchands du bazar, deux mondes marqués par leur méfiance envers les Américains et par leur moindre accessibilité du fait de la barrière de la langue<sup>254</sup>. L'objectif est d'appréhender les dimensions religieuses de l'opposition et les doctrines également épousées par les progressistes et les réactionnaires<sup>255</sup>. Le mouvement islamique shiite dominé par l'ayatollah Khomeini apparaît aux Américains beaucoup plus organisé, éclairé et apte à résister au communisme que ne le suggèrent ses détracteurs : il est décrit comme enraciné au cœur du peuple iranien plus que toute idéologie occidentale<sup>256</sup>. Les diplomates réussissent à restaurer des bases de confiance et de confidentialité dans leurs relations avec les dissidents. Certains semblent surpris de découvrir leur proximité intellectuelle avec les Américains, sans que ces derniers encouragent leur opposition au régime en place. L'ambassadeur Sullivan note enfin que les Français et les Allemands de l'ouest pratiquent la même politique d'ouverture, alors que les Britanniques sont encore en retrait au printemps<sup>257</sup>.

<sup>250</sup> Den, vol. 8, Blee to Little, FOCUS Iran, Part I. Reporting Assessment, 4th November, 1976.

<sup>251</sup> COTTAM Richard, *Iran and the United States: A Cold War Case Study*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988, p. 173.

<sup>252</sup> DNSA, IR003560, Iran Study, III. Political Intelligence Issues D.1 contacts with opposition elements

<sup>253</sup> CWIHP, Sullivan to State, Tehran A-124, Straws in the Wind: Intellectual and Religious Opposition in Iran, 25th July, 1977.

<sup>254</sup> DNSA, IR003560, Iran Study, III. Political Intelligence Issues D.1 contacts with opposition elements

<sup>255</sup> DNSA, Sullivan to State, Tehran 961, Religion and Politics: Qom and its Aftermath, 24th January, 1978.

<sup>256</sup> Den, vol. 12, partie 2, Sullivan to State, Tehran 1691, Iran: Understanding the Shi'ite Islamic Movement, 2nd February, 1978.

<sup>257</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran, op. cit.*, p. 144-146.

Si, dès le mois de mars, Peter Westmacott informe depuis Téhéran sur la diversité des dissidents<sup>258</sup> et Ivor Lucas appelle le FCO à une réflexion sur le réveil de l'islam<sup>259</sup>, il faut attendre la fin de l'été pour que l'ambassade commence à restaurer des contacts avec les acteurs de l'opposition. À son retour à Téhéran après son congé londonien, A. Parsons se rend auprès du shah pour l'informer qu'il entend restaurer le dialogue délaissé depuis les années 1960 afin de connaître l'évolution de la situation pour mieux l'accompagner. Les Britanniques rentrent en contact avec les activistes politiques reconnus par les religieux. David Miers arrange une rencontre entre l'ambassadeur et Chapour Bakhtiar, le dirigeant du Front national. Par l'intermédiaire de l'homme d'affaires Roger Cooper, l'ambassade fait passer à Qom un message à l'ayatollah Mohammad Shariatmadari, le principal religieux iranien pendant l'exil de Khomeini. La missive permet aux Britanniques de prendre langue en octobre avec Nasser Minachi, membre du Front national, et Mehdi Bazargan, fondateur du Mouvement de libération de l'Iran (MLI)<sup>260</sup>. À l'ambassade américaine, John Stempel dialogue aussi avec les membres du MLI qui lui font part d'un plan de transition<sup>261</sup>. À l'automne 1978, l'envoi par le département d'État d'officiers persanophones permet aux Américains d'être en contact régulier avec de nombreux dissidents, jusque dans les rangs du bazar et du clergé, mais les lacunes restent sensibles dans la compréhension des événements<sup>262</sup>.

## 2. Les préventions xénophobes

L'ambassadeur Sullivan explique la difficulté durable éprouvée dans un premier temps à établir un contact avec l'opposition par la méfiance des Iraniens à l'égard de diplomates considérés comme proche du pouvoir et des services de sécurité auxquels ils s'opposent<sup>263</sup>. Les Occidentaux se trouvent dans une position d'équilibrisme qui justifie la prudence du positionnement et la confidentialité des contacts :

« À des moments directs et au bon endroit, en privé, il ne fera aucun mal, au contraire, d'exprimer notre approbation [au] développement [du processus de contestation] et de renforcer la pensée qui le sous-tend. D'un autre côté, les États-Unis devraient éviter de se prononcer publiquement sur un sujet qui pourrait être mal interprété par les critiques ou les soutiens du présent régime, ou par les deux. Étant donné les différences de culture et de perception politique entre les élites et le peuple dans les deux pays, ainsi que la longue histoire des liens entre les intrigues étrangères et la dissidence en Iran, le meilleur profil à adopter est le plus bas. »<sup>264</sup>

Le gouvernement impérial n'est pas le dernier à agiter le spectre des ingérences étrangères dans sa dénonciation des dissidents. L'ambassadeur Sullivan note que les opposants sont souvent présentés comme des agents d'un colonialisme renaissant, pris dans son sens historique le plus large : l'instrumentalisation de la fibre patriotique permet ainsi de suggérer que les dissidents pourraient faire ressurgir

<sup>258</sup> TNA, FCO 8/3202/1, Westmacott to Sanderson, Opposition Groups in Iran, 1st March, 1978.

<sup>259</sup> TNA, FCO 93/1348/1, Bannerman to Lucas, Islamic Revival, 16th May, 1978. 6

<sup>260</sup> BROWNE Nicholas, *British Policy toward Iran*, op. cit., p. 58.

<sup>261</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, op. cit., p. 129.

<sup>262</sup> DNSA, IR003560, Iran Study, III. Political Intelligence Issues D.1 contacts with opposition elements

<sup>263</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, op. cit., p. 144-146.

<sup>264</sup> CWIHP, Sullivan to State, Tehran A-124, Straws in the Wind: Intellectual and Religious Opposition in Iran, 25th July, 1977.

les interférences néfastes des empires russe et britannique dans les affaires iraniennes.

Progressivement, les diplomates notent le développement d'un potentiel anti-américain dans la rhétorique des dissidents. À partir du mois de décembre, les publications diffusées par les opposants de la gauche marxiste comme de la droite religieuse commencent à porter des messages explicitement hostiles aux États-Unis. Le volume de ces fascicules s'accroît pendant l'hiver 1978. L'ambassade s'étonne même de la retenue, jusqu'alors, du ressentiment des Iraniens à l'endroit des Américains, étant donné les tensions nées des multiples interactions entre les populations locales et les communautés d'expatriés. Elle l'explique par le sentiment répandu dans l'opposition que Washington pourrait inciter le shah à accélérer la libéralisation du régime. C'est à ce titre que les principaux acteurs de la dissidence ont réussi à réfréner la rancœur développée à l'endroit des États-Unis. Les diplomates américains notent cependant qu'un tel contrôle n'aurait plus lieu d'être si les acteurs de l'opposition venaient à croire que les Américains n'ont pas les moyens ou la volonté de jouer un rôle d'intermédiaire entre le pouvoir et ses critiques<sup>265</sup>.

Jusqu'au mois de septembre, l'expression des ressentiments est contenue. Le dialogue engagé par le consul américain Victor Tomseth avec les expatriés vivant dans le sud de l'Iran suggère que si l'agitation a une dimension xénophobe sous-jacente, celle-ci ne s'est pas dirigée contre les étrangers en général ni les Américains en particulier. À la fin de l'été, cependant, les conversations auxquelles ont participé les officiers du consulat de Chiraz témoignent d'un changement de perspectives. L'impuissance des dissidents à transformer l'essai de leur opposition se traduit par un regain de méfiance contre les Américains, blâmés à la fois pour avoir provoqué l'agitation en promouvant les droits de l'homme et pour la saper en armant le régime. Le ressentiment, dont la croissance se mesure à la multiplication des slogans « Yankees go home », égrène invariablement les mêmes critiques : avoir maintenu le shah au pouvoir, vendre les armes qui tuent les Iraniens, avoir une mauvaise influence sur leurs enfants, ne pas respecter l'islam, être responsables de l'inflation. La perception des menaces potentielles pesant sur les Américains conduit certains Iraniens à conseiller à des expatriés de partir sans attendre. Sans confirmer la nécessité d'une évacuation en masse, V. Tomseth se fait écho de l'impression d'une tendance à privilégier la défense d'une illusion à la protection de la population, déjà critiquée pendant la guerre du Vietnam<sup>266</sup>.

La position d'équilibrisme adoptée par les Occidentaux entre le régime et ses opposants contribue à entretenir le ressentiment des deux partis. À la fin du mois d'octobre, V. Tomseth rencontre à Chiraz un groupe de neuf universitaires affiliés à l'université Pahlavi. Ces derniers font part de leur inquiétude quant à la croissance du ressentiment contre les Américains à l'université comme dans les autres couches de la société iranienne. Ils remarquent que les déclarations de soutien au shah qui émanent de Washington n'ont aucun effet salutaire, ni pour la stabilité politique de l'Iran, ni pour la sécurité des ressortissants américains. Les enseignants rapportent l'amertume répandue parmi leurs connaissances, qui s'étaient senties encouragées par la prise de position humanitaire du président Carter et ne comprennent pas son

---

<sup>265</sup> Den, vol. 12, partie 2, Sullivan to State, Tehran A-19, The Iranian Opposition, 1st February, 1978.

<sup>266</sup> Den, vol. 12, partie 3, Tomseth to Naas, The Security of American Citizens Living in Southern Iran, 12th September, 1978.

soutien au shah sur lequel reposeraient les causes de l'instabilité du pays. Des Iraniens en d'autres circonstances bien disposés à l'égard des Américains nourrissent une hostilité croissante envers Washington par conviction d'avoir été trahis. Devant la généralisation du ressentiment envers le shah, le consul conseille à sa hiérarchie une forme de prudence dans le soutien à apporter à Téhéran : s'il est dans l'intérêt des États-Unis d'appuyer le gouvernement, les encouragements nécessaires seraient plus efficaces formulés en privé que donnés en pâture au public. Au-delà, conclut-il, au cas où le shah serait incapable d'affronter ce défi à son autorité, une position de détachement simplifierait aux États-Unis la tâche d'un accommodement avec les acteurs ou le régime qui lui succèderaient<sup>267</sup>.

Les fantômes de la main anglaise en Iran planent également sur la crise en croissance, agités par les deux partis comme épouvantail et bouc-émissaire. À la fin du mois de septembre, l'ambassadeur Parsons fait part au shah d'une impression émanant de tous les échanges qu'il a pu avoir, selon laquelle le spectre de l'ingérence britannique est une nouvelle fois à l'œuvre dans les affaires intérieures iraniennes. Exagérant la capacité de Londres à diriger les événements, ses contacts officiels ou confidentiels au gouvernement apparaissent tous convaincus que les Britanniques sont complices de l'opposition. Le service persan de la BBC, qui couvre l'actualité de la révolution et diffuse les discours des dissidents, agirait ainsi en cohérence avec la politique du gouvernement de Sa Majesté. Afin de couper court à toute accusation, l'ambassadeur informe le shah de sa volonté d'envoyer Roger Cooper auprès de l'ayatollah Shariatmadari afin de permettre d'ouvrir le dialogue entre le régime et le principal mouvement d'opposition. L'ambassadeur note que cette réputation d'acteur à l'influence disproportionnée est une arme à double tranchant. Elle est dommageable quand elle donne une impression trompeuse d'ingérence mais elle est aussi utile quand elle conduit les Iraniens à requérir et accepter des conseils en toute franchise. Les déclarations de soutien sont par ailleurs d'autant mieux ressenties par les autorités au risque d'être mal perçues par les dissidents. Il importe donc de ne pas donner l'impression de tergiverser, ni d'assurer ses arrières, afin de ne pas susciter le mépris de l'opposition et la méfiance du régime tout en déstabilisant plus encore la situation dont les tensions s'expriment de plus en plus dans la violence<sup>268</sup>.

### 3. Les protestations violentes

Dès le printemps 1978, les communautés diplomatiques alertent sur le potentiel de violence porté par l'émergence du ressentiment xénophobe dans le pays. Peter Westmacott écrit au département du Moyen-Orient, tout alarmisme mis à part, que l'ambassade américaine estime probable une flambée de violence, peut-être contre des cibles américaines, après les congés accompagnant la nouvelle année iranienne à la fin du mois de mars. Les Israéliens et d'autres observateurs semblent confirmer<sup>269</sup>. Au mois de mai, des affrontements à Qom font cinq victimes. Deux jours plus tard, des émeutes à Mechhed conduisent les

<sup>267</sup> DNSA, Tomseth to State, Tehran A-26, Official Support for the Shah, 30th October, 1978.

<sup>268</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 618, The internal situation – the British role, 25 September, 1978.

<sup>269</sup> TNA, FCO 8/3202/1, Westmacott to Sanderson, Opposition Groups in Iran, 1st March, 1978.

mollahs dissidents à protester contre la violence de la répression menée par le gouverneur. Le directeur de la branche locale de la Société irano-américaine est pris à partie. Le gouvernement déconseille en réaction le déplacement des étrangers dans la province<sup>270</sup>. Pendant l'été, les ressortissants britanniques sont informés par leur ambassade qu'ils n'ont pas de raison de quitter Ispahan ou Chiraz mais tout intérêt à respecter les règles imposées par les autorités civiles ou militaires, ainsi qu'à rester discrets dans leurs déplacements et à distance des foules, mosquées et bazars, qui concentrent les mouvements de protestations. L'ambassade déconseille par ailleurs tout déplacement touristique à Ispahan<sup>271</sup>.

À l'automne, l'enlisement de la crise conduit à un avivement de la rhétorique des révolutionnaires à l'égard des étrangers, dont ils craignent les ingérences en soutien au shah. Depuis son exil irakien, l'ayatollah Khomeini appelle le 23 septembre ses partisans à tuer les agents américains ou soviétiques qui tenteraient d'intervenir dans la révolution. Ses messages, enregistrés sur des cassettes audios importées en clandestinité, commencent à associer les soutiens du régime à Satan<sup>272</sup>. Dans leur *post-mortem* sur l'appréhension de la crise, Robert Jervis et John Delvin notent que la confrontation rhétorique s'est assez tôt enracinée dans le choix des mots employés par les Américains pour décrire les dissidents : reflétant leur manque de sympathie pour leur sujet d'observation, ils évoquent une « populace » qui « peste à travers les rues », conduisant à un « vandalisme » à l'instigation de « mollahs agitateurs » et d'une « opposition irresponsable »<sup>273</sup>. Dans une déclaration télévisée, David Owen réaffirme le 23 octobre le soutien de Londres au shah, face à une opposition religieuse qualifiée de « droitière, réactionnaire et fanatique ». Les propos suscitent l'émoi en Iran, jusque dans les rangs britanniques : l'ancien agent du renseignement britannique Desmond Harney écrit dans son journal de la révolution sa désapprobation face à l'imprudent emploi de termes qui ridiculisent, dénigrent et moquent, contribuant à la polarisation de la situation<sup>274</sup>. Interrogé, le principal intéressé en assume d'autant plus le choix que la suite de l'histoire lui donne autant raison que les déclarations préalables des dissidents les plus outranciers<sup>275</sup>.

L'aggravation de la crise ne tarde pas à transformer la confrontation rhétorique en violences sur les personnes et sur les biens des expatriés. Le général Philip Gast, chef de la mission militaire américaine en Iran, écrit en octobre que la situation concernant la sécurité des Américains s'est significativement dégradée, faisant passer la menace des groupes terroristes les plus virulents à une coalition hétéroclite rassemblant des religieux, des activistes, des étudiants et des lycéens, qui convergent dans une détestation identique du gouvernement et croissante des étrangers. Les troubles et affrontements causés par ces derniers créent le malaise parmi les communautés d'expatriés. Des cas de harcèlement dans les transports en commun, d'attaque à la pierre ou à la bombe et d'incendie de maison commencent à inquiéter<sup>276</sup>.

<sup>270</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, *op. cit.*, p. 94.

<sup>271</sup> TNA, PREM 16/1719, Chalmers to FCO, Tehran 514, Iran Internal – Isfahan, 12th August, 1978.

<sup>272</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, *op. cit.*, p. 127.

<sup>273</sup> CIA, 0001259322, DEVLIN John F., JERVIS Robert L., Analysis of NFAC's Performance on Iran's Domestic Crisis, mid-1977-7 November 1978, 15th June 1979, p. 133.

<sup>274</sup> HARNEY Desmond, *The Priest and the King*, *op. cit.*, p. 45.

<sup>275</sup> OWEN, Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

<sup>276</sup> Den, vol. 12, partie 3, Gast to Huysen, Security for American Personnel in Iran, October, 1978.



Le 5 novembre, un groupe de révolutionnaires prend d'assaut le bâtiment de l'ambassade britannique situé sur l'avenue Ferdowsi, dans le centre de Téhéran. En début d'après-midi, l'ambassadeur Parsons téléphone depuis l'ambassade américaine à George Chalmers, l'un de ses adjoints, pour lui demander d'organiser une réunion d'urgence afin de répondre à l'aggravation de la situation<sup>277</sup>. Quelques heures plus tard, la foule s'attaque au bâtiment de l'ambassade, qu'A. Parsons n'a pas réussi à rejoindre. Le garde posté par la police disparaît parmi les émeutiers qui réussissent à dépasser les militaires britanniques affectés à la surveillance des locaux et à sortir de ses gonds le portail de 3 mètres de haut qui barre l'entrée. Les tirs en rafale aux fenêtres conduisent les Britanniques à évacuer rapidement le bâtiment, soutenus en cela par les assaillants. La frayeur et les dégâts matériels sont importants, mais l'assaut ne se solde par aucune perte humaine ni blessure grave. Les activités de l'ambassade reprennent rapidement dans les locaux du British Council situés à proximité<sup>278</sup>. Selon G. Chalmers, auteur d'un rapport de l'événement, l'objectif des émeutiers était de détruire symboliquement les locaux sans attenter à la vie de ses occupants. L'assaut a été soigneusement préparé et ses objectifs – la destruction des lignes et des appareils de communication – ont été précisément accomplis. L'absence de réaction des forces de l'ordre et d'envoi de renforts pourtant présents à proximité suggère de plus la complicité de l'armée dans le déroulement des événements qui, en conséquence, n'ont pas versé dans la violence meurtrière<sup>279</sup>.

Un an avant la prise d'assaut de l'ambassade américaine, l'attaque du 5 novembre marque néanmoins une étape dans le développement de la violence contre les ressortissants des pays associés au régime. John Stempel rapporte que des centaines d'expatriés américains reçoivent, glissés sous la porte de leur voiture ou de leur domicile, des messages anonymes les intimant de quitter le pays s'ils ne veulent pas mourir ou voir mourir leur famille, brûler leur maison ou exploser leur voiture. Les missives se concluent invariablement par le slogan « mort à l'impérialisme américain »<sup>280</sup>. Un mois plus tard, cette surenchère se retourne contre des représentants des médias occidentaux. Selon l'une des victimes et un témoin des faits, le Britannique Kenneth Clarke, correspondant pour le *Sunday Times*, et les Américains Loren Jenkins et Barry Came, correspondants pour *Newsweek*, assistent à une manifestation devant l'hôtel Intercontinental quand le directeur de nuit de l'établissement les oblige à le suivre à l'intérieur. Devant leur opposition, le directeur et le portier les forcent violemment à rentrer et appellent des soldats qui les frappent du poing, du pied et de la crosse de leur fusil. Les journalistes blessés sont transportés au poste de police, d'où ils sont libérés après l'intervention de leurs ambassadeurs. L'agence de presse iranienne justifie les actions des forces de l'ordre en rapportant que les journalistes participaient à une manifestation en violation du couvre-feu et qu'ils avaient empêché les forces de l'ordre de la disperser<sup>281</sup>.

<sup>277</sup> TNA, FCO 8/3219/12, Chalmers, Hostile incursion into the British Embassy Tehran, Sunday, 5 November 1978, 12th November, 1978.

<sup>278</sup> WILLIAMS Martin, "Argo and Other Excitements around Iran's Islamic Revolution: a personal view", *Asian Affairs*, 2014, vol. 45, n°1, p. 9-23

<sup>279</sup> TNA, FCO 8/3219/12, Chalmers, Hostile incursion into the British Embassy, 12th November, 1978.

<sup>280</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, op. cit., p. 144.

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/3215/200, Parsons to FCO, Tehran 926, Daily Telegraph Correspondent, 6th December, 1978.

## C. La vigilance tardive face à l'érosion de l'empire

### 1. La résonnance de la crise

La violence de la rupture entre les dissidents et les étrangers renforcent Londres et Washington dans leur politique de soutien au shah confronté à l'érosion de son autorité. Après des conversations bilatérales à Londres en avril entre Harold Saunders et Lucien Kinsolving, côté américain, et Michael Weir, Ivor Lucas et Anthony Layden, côté britannique, une rencontre entre les bureaux de la planification politique des Affaires étrangères est organisée à Washington en octobre<sup>282</sup>. Dans un agenda chargé, les discussions prennent acte de l'aggravation de la crise et des leçons à en tirer quant à la position à adopter.

Henry Precht, pour le département d'État, ouvre les échanges en déclarant que la crise iranienne est le plus grand désastre de politique étrangère à avoir touché l'Occident depuis longtemps. Pour le diplomate, le constat est sans appel. Sa longue expérience du pays l'a conduit jusqu'alors à faire confiance en la capacité du shah à surmonter le mécontentement. Désormais, la répression des foules par les militaires et la multiplication des grèves pressent du chaos à venir. La réaction du régime est jugée tardive et inadaptée. Le souverain fait de plus en plus l'unanimité contre lui, ses seuls véritables atouts étant la police et l'armée, dont nul ne saurait cependant préjuger de l'attitude sous la pression de la foule. Dans la mesure où le shah semble abandonner tout espoir, il semble difficile au directeur du bureau iranien d'envisager la pérennité de son règne. Quoi que partageant ces inquiétudes, Brian Crowe, directeur du bureau de la planification britannique, note que le soutien de l'armée et la division de l'opposition laisse des lueurs d'espoir au régime. Il s'accorde avec son homologue américain Anthony Lake sur la nécessité pour le shah de poursuivre le mouvement de libéralisation engagé en maintenant les élections prévues pour le mois de juin 1979. En attendant, Américains et Britanniques doivent prolonger leur soutien sans réserve au pouvoir, car leurs intérêts ne sauraient être favorisés par un autre régime. H. Precht répond que l'opposition s'accorde sur la nécessité pour le shah de partir. Il pressent un regain de forte agitation à l'occasion du mois de Mouharram, durant lequel les chiites commémorent le massacre des descendants d'Ali à la bataille de Kerbala, occasion conduisant souvent à l'organisation de procession pouvant être détournées par les révolutionnaires. Il n'en rejoint pas moins l'avis de ses collègues sur la nécessité de soutenir le régime, malgré son pessimisme sur ses chances de survie, et ses risques pour les Occidentaux. Il n'y a pourtant pas d'alternative vu les conséquences qu'auraient la chute du shah en termes de relations avec Israël, de soutien au processus de paix et d'approvisionnement en matières premières énergétiques.

Le directeur du bureau iranien note enfin la situation n'est en rien arrangée par le fait que la loi sur le droit à l'information lui demande de passer en revue les documents du département d'État concernant les années 1952-1954, qui correspondent à la chute du Premier ministre Mossadegh et au renforcement du pouvoir impérial avec le soutien du Royaume-Uni et des États-Unis. Les conséquences pour Londres,

<sup>282</sup> TNA, FCO 8 3216/1, British-America Planning Talk, Washington, Summary Record, 10th-11th October, 1978.

Washington et Téhéran, ajoute-t-il, pourraient envenimer une relation déjà tendue avec l'opposition.

À Londres, le département du Moyen-Orient du FCO prépare au même moment une analyse de la période à la demande de David Owen<sup>283</sup>. L'ambassade de Washington est appelée à établir les risques de la publication des documents, son calendrier et les modalités des consultations envisagées par le département d'État<sup>284</sup>. La politique du gouvernement des États-Unis est de protéger toute information clairement identifiable comme émanant du gouvernement britannique. Il n'aurait pas de difficultés à retirer de ses dossiers des copies de télégrammes avant leur déclassification. Reste la question des documents référant à une politique conjointe entre Londres et Washington, comme celle ayant conduit au débarquement du Premier ministre Mossadegh. Étant donnée la situation du pays à l'automne 1978, l'opinion risque d'être d'autant plus attentive à des révélations éventuelles. Une approche commune avec Washington apparaît donc nécessaire afin de minimiser les conséquences potentielles<sup>285</sup>. Trois ans plus tôt, une correspondance entre Grosvenor Square et le FCO avait rassuré les Britanniques sur la capacité des Américains à maintenir la confidentialité des documents fournis par les gouvernements étrangers. Un amendement à la loi sur le droit à l'information l'autorise, en vertu de l'ordre exécutif 11652, qui permet de maintenir les documents classifiés à leur degré de confidentialité originale<sup>286</sup>.

En décembre 1978, Massachusetts Avenue confirme que les documents en question sont toujours en possession du département d'État. Le processus de déclassification, qui vient juste de commencer, devrait s'étendre jusqu'à la fin 1979. Une année supplémentaire devrait ensuite être requise pour mettre en œuvre la publication. Même s'il recevait immédiatement l'autorisation nécessaire des agences concernées, le document ne tomberait pas dans le domaine public avant le début de l'année 1980. Malgré un délai de publication légal fixé à 20 ans, la législation autorise les agences à retenir les documents pendant 30 ans. Les Américains assurent donc aux Britanniques pouvoir retenir les documents jusqu'en 1982. Par ailleurs, la pratique veut que Grosvenor Square reçoive une copie des documents britanniques sur le point d'être publiés afin d'obtenir l'aval du gouvernement de Sa Majesté, qui dispose sur ce point d'un droit de veto. Le bureau de l'historien a fait savoir que toute demande de consultations bilatérales au sujet de la publication des archives avait été déclinée par le passé. Une approche du département d'État au sujet d'une requête particulière, en revanche, est d'autant plus envisageable que le bureau du Royaume-Uni a déclaré pouvoir la soutenir. Opportunément, l'aggravation de la crise iranienne ne permet pas à H. Precht de consacrer le temps nécessaire au passage en revue des documents<sup>287</sup>. Ce que le bureau de l'historien présente comme une « merveilleuse compilation » n'est publié que dix ans plus tard, omettant toute référence à une contribution américaine ou britannique au « coup d'état ».

<sup>283</sup> TNA, FCO 8 3216/3, Gorham to Cullimore, Iran: the Ghotbi pamphlet and the Mussadeq period, 17th October, 1978.

<sup>284</sup> TNA, FCO 8 3216/3, Kerr to Crowe, Talks with the US planners: Iran, 24th October, 1978.

<sup>285</sup> TNA, FCO 8 3216/3, Gorham to Streams, Iran: Release of Confidential Records, 14th November, 1978.

<sup>286</sup> NIXON Richard, Executive Order 11652-Classification and Declassification of National Security Information and Material, 8th March, 1972 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/250591> et TNA, FCO 8 3216/3, Spiers to Brimelow, 24th March, 1975.

<sup>287</sup> TNA, FCO 8 3216/W11, Muir to Gorham, Iran: release of confidential records, 22nd December, 1978.

## 2. La métamorphose d'un dieu

En mai 1974, le shah apprend qu'il est atteint d'une forme de leucémie lymphatique chronique, qui explique un gonflement de l'abdomen dû à un élargissement de la rate apparu à l'automne précédent<sup>288</sup>. Un an plus tard, des rumeurs persistantes sur la faiblesse de son état de santé conduit le correspondant du *New York Times* en Iran à interroger le ministre de Cour Asadollah Alam sur les raisons de sa maigreur, de sa crispation et de sa fatigue. A. Alam en fait porter la responsabilité sur un rythme de travail exigeant<sup>289</sup>. Le cancer dont le shah sait être atteint dès le milieu des années 1970 apparaît à Gary Sick, en charge des questions iraniennes au CSN à l'époque, comme l'un des secrets d'État les mieux gardés de l'histoire<sup>290</sup>. Même Richard Helms, prédécesseur de William Sullivan à Téhéran, auquel le souverain ment indirectement au sujet de sa condition, considère l'incapacité des États-Unis à la déceler comme un échec catastrophique du renseignement. Malgré la métamorphose physique et psychologique du shah, aucun de ses deux plus proches partenaires ne semble, comme l'écrit l'historien Andrew Scott Cooper, s'être rendu compte que l'ombre de dieu était en fait mortelle<sup>291</sup>.

L'état de santé du shah apparaît pourtant dans la documentation dès le début de l'année 1978. Le 4 mars, un article de l'*Economist* fait écho à des informations selon lesquelles le souverain semble troublé et désabusé par la situation de son pays<sup>292</sup>. Le 8 mai, il paraît à W. Sullivan « fatigué et déprimé, presque indifférent », une humeur qu'il ne lui avait jamais vue en dix mois de présence à Téhéran<sup>293</sup>. La semaine suivante, il donne une impression d'indécision, de nervosité et d'imprécision à des journalistes qui l'interrogent sur l'agitation dans le pays<sup>294</sup>. Des officiers de l'armée pakistanaise l'ayant rencontré le 26 mai le jugent « effrayé et préoccupé », ayant perdu toute confiance en lui<sup>295</sup>. Le 9 juillet, Charles Naas et David Newsom s'envolent pour l'Iran afin d'annoncer au shah l'annulation de la vente du système de missile sol-air convenu. À la demande de l'ambassade, inquiète des rumeurs circulant sur le sujet, la délégation est appelée à rendre compte de la santé du souverain. Le shah apparaît fatigué mais en bonne forme. Les Américains le voient prendre un comprimé avec son thé. Son entourage les rassure en déclarant que son congé lui est profitable et en rejetant la responsabilité des rumeurs sur les Soviétiques<sup>296</sup>.

Le 1<sup>er</sup> août, l'ambassade de Téhéran rend compte au FCO de l'efflorescence des rumeurs sur la santé du shah, dont l'audience semble être à la hauteur de l'outrance. Les spéculations sur une détérioration

<sup>288</sup> OWEN David, *In Sickness and in Power: Illness in Heads of Government During the Last 100 Years*, Londres, Methuen, 2008, p. 196-197.

<sup>289</sup> KREBS Albin, "Aide Denies Shah of Iran is Ill", *The New York Times*, 23rd September, 1975.

<sup>290</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 182.

<sup>291</sup> COOPER Andrew Scott, *The Oil Kings: How the U.S., Iran, and Saudi Arabia Changed the Balance of Power in the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2011, p. 280.

<sup>292</sup> CIA, DEVLIN John, JERVIS Robert, *Analysis of NFAC's Performance on Iran's Domestic Crisis*, mid-1977-7 November 1978, 15th June 1979, p. 133 et sq. L'analyse qui suit reprend en partie cette analyse.

<sup>293</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 4355, Audience with the Shah, 8th May, 1978.

<sup>294</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 4836, Public Reaction to Shah's Interview, 21st May, 1978.

<sup>295</sup> AAD, Hummel to Sullivan, Islamabad 5380, Questions on the Shah's Confidence, 1st June, 1978.

<sup>296</sup> Cité par COOPER Andrew Scott, *The Fall of Heaven: The Pahlavis and the Final Days of Imperial Iran*, New York, Henry Holt & Company, 2016, p. 353.

de son état se sont multipliées depuis l'annulation en avril d'une visite à Bandar Abbas pour raisons de santé. Tout habituel qu'il soit en été, son séjour sur la Caspienne, au cours duquel il n'est pas apparu en public, a été interprété comme un moyen de dissimuler un voyage en Europe ou aux États-Unis pour consulter des médecins. La Cour est obligée de faire publier par la presse une photographie du couple impérial pour calmer les craintes. La rumeur la plus fantaisiste est cependant celle d'une tentative d'assassinat par le fils du général Khatemi, afin de venger la mort de ce dernier qui n'aurait pas été accidentelle. Les diplomates britanniques en retirent plus de conviction sur la tendance complotiste des Iraniens que de méfiance sur l'état de santé du souverain. George Chalmers, qui s'entretient avec lui le 26 juillet, le trouve en bonne forme et tout à fait détendu, comme d'autres personnes l'ayant vu entre temps<sup>297</sup>.

Les informations continuent à circuler de manière contradictoire au mois d'août, mais les constats de fragilité physique ou psychologique se multiplient. Si Ch. Naas, devenu chargé d'affaires, décrit le shah comme « très en forme » le 13 août<sup>298</sup>, W. Sullivan, à son retour à Téhéran deux semaines plus tard, le dit mince, tendu et démoralisé<sup>299</sup>. Le 9 septembre, Strobe Tattott et Dean Brolis, correspondants pour *Time*, dépeignent un homme brisé, dans un état lamentable, au bord de la crise de nerf<sup>300</sup>. Le lendemain, W. Sullivan le trouve fatigué et malheureux, mais dans un état d'esprit bien meilleur que celui de la semaine précédente : le shah, note-t-il, a endossé les habits d'Hamlet pendant quelques semaines, mais semble avoir désormais recouvré son assurance<sup>301</sup>. Le 16 septembre, Antony Parsons est reçu pour la première fois par le shah depuis son retour de congé. Il est horrifié par le changement qu'il observe dans son apparence et son attitude. Il apparaît malade, le corps prostré, le teint jauni, le moral épuisé<sup>302</sup>. L'ambassadeur se garde cependant de tirer des conclusions hâtives : le ministre de Cour, conscient du choc que l'apparence du souverain peut constituer, lui rappelle la résilience des Iraniens<sup>303</sup>, en convenant que son état dépressif constitue un problème sérieux<sup>304</sup>. Une semaine plus tard, A. Parsons retrouve un shah en meilleure forme mais toujours inquiet de la connivence entre ses alliés et l'opposition<sup>305</sup>.

W. Sullivan découvre un souverain à nouveau « à terre » le 3 octobre<sup>306</sup>, « épuisé et tendu » mais vif au dialogue une semaine plus tard<sup>307</sup>. Le même jour, A. Parsons le décrit hagard et sombre, mais moins léthargique et déprimé que précédemment<sup>308</sup>. Son apathie crée cependant une piètre impression lors de ses prises de parole publiques, loin du respect et de la crainte qu'il suscitait auparavant : l'ambassadeur en conclut à la mi-octobre que la meilleure solution à sa portée serait d'abandonner l'exercice réel du

<sup>297</sup> TNA, FCO 8/3184/62, Lamport to Gorham, The Shah's health, 4th August, 1978.

<sup>298</sup> AAD, Naas to State, Tehran 7700, Shah's Views on Liberalization and Isfahan riots, 14th August, 1978.

<sup>299</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 8187, Audience with the Shah, 28th August, 1978.

<sup>300</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 8607, Time Correspondents' Interview with the Shah, 10th September, 1978.

<sup>301</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 8614, Time Correspondents' Situation in Iran, 10th September, 1978.

<sup>302</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 71.

<sup>303</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 589, 16th September, 1978.

<sup>304</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 617, Internal situation – the Shah, 25th September, 1978.

<sup>305</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 74-75.

<sup>306</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 9743, Meeting With Hushang Ansary October 5, 5th October, 1978.

<sup>307</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 9872, Audience With Shah October 5, 11th October, 1978.

<sup>308</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 669, Internal situation, 11th October, 1978.

pouvoir politique pour ne plus conserver qu'un rôle de monarque constitutionnel<sup>309</sup>. Contrairement à ce qu'affirme G. Sick dans sa relation des événements, sans doute pour minimiser le peu de réactions qu'elles suscitent en haut lieu, les informations émanant des ambassades américaine et britannique concordent et les rapports de la seconde ne sont pas plus alarmistes que ceux de la première<sup>310</sup>.

Le secrétaire d'État David Owen, médecin de formation, regrette être passé à côté d'un soupçon de cancer qui aurait pu l'encourager à appuyer l'alternative d'une succession anticipée<sup>311</sup>. C'est d'ailleurs la crainte des conséquences politiques d'une révélation de son état de santé qui pousse le shah, en plus de leur expertise, à se tourner vers les médecins français Jean Bernard et Georges Flandrin, à la place de spécialistes américains ou britanniques qui auraient pu en référer à leur gouvernement respectif<sup>312</sup>. La réalité de la connaissance de la condition du shah est cependant débattue. Directeur de la division Proche-Orient et Asie du Sud à la CIA, Charles Cogan est convaincu que sa gravité est connue des services français dès 1972 et de leurs homologues américains dès 1976<sup>313</sup>, ce que dément dans les deux cas Richard Helms, directeur à Langley puis ambassadeur à Téhéran, en lien étroit avec le renseignement hexagonal<sup>314</sup>. L'historien Marvis Zonis rapporte des affirmations selon lesquelles le ressortissant britannique d'origine iranienne Shapoor Reporter, ancien agent du renseignement ayant contribué au succès du « coup d'État » de 1953, aurait eu connaissance de la maladie du shah dont il aurait tenu informé l'ancien Premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires étrangères Alec Douglas-Home au milieu des années 1970<sup>315</sup>. D. Owen, en charge du FCO à l'époque, dément toute connaissance institutionnelle du sujet, de même qu'il nie que son homologue français Louis de Guiringaud l'en eût informé en 1978, comme ce dernier le lui a prétendu l'année suivante : l'ancien médecin devenu ministre déclare qu'il aurait regardé dans ce cas le souverain non plus comme un partenaire mais comme un patient.

### 3. La révision des perspectives

Si les incertitudes pesant sur la connaissance de la condition du shah ne peuvent être définitivement levées, il n'en demeure pas moins que ses partenaires prennent acte simultanément de la fragilité de sa position en engageant en automne une réflexion parallèle et croisée sur la pérennité du régime.

Un rapport du renseignement américain établit le 4 mai 1976 que le shah a « de bonnes chances de diriger l'Iran pendant encore de nombreuses années ». Le 28 janvier 1977, le bureau du renseignement et de la recherche du département d'État confirme cette analyse en donnant au régime un horizon de stabilité jusqu'au milieu des années 1980. La crise en croissance acquiert une véritable visibilité à partir

<sup>309</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 84.

<sup>310</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 53.

<sup>311</sup> OWEN David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

<sup>312</sup> OWEN David, *In Sickness and in Power*, op. cit., p. 198.

<sup>313</sup> Interview with Dr. Charles Cogan – August 1997 [En ligne], National Security Archives [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://nsarchive2.gwu.edu/coldwar/interviews/episode-20/cogan1.html>

<sup>314</sup> OWEN David, *In Sickness and in Power*, op. cit., p. 210.

<sup>315</sup> ZONIS Marvin, *Majestic Failure: The Fall of the Shah*, Chicago, University of Chicago Press, 1999, p. 160.

de 1978 : le « résumé du matin » compilé à l'intention du secrétaire d'État comporte 29 analyses sur l'Iran cette année-là, contre seulement 6 l'année précédente.<sup>316</sup> Le 1<sup>er</sup> juin, le CSN commande une analyse du renseignement national (NIE) sur l'Iran, suscitant des débats montrant des divergences d'appréciation de la crise à Washington. La version préparatoire déclare ne pas voir en quelles circonstances un gouvernement contrôlé par des religieux pourrait parvenir au pouvoir. Elle note pourtant que si le régime impérial venait à disparaître, il pourrait être remplacé par une junte ou un gouvernement civil dominé par des religieux. Le 1<sup>er</sup> août, les analystes du département d'État se désolidarisent de leurs collègues de la CIA en nuancant les perspectives d'un maintien du shah au pouvoir<sup>317</sup>. Contacté par George Griffin lors de la préparation du document, Kermit Roosevelt, l'artisan du « coup d'État » de 1953, lui décrit le shah comme un homme faible, à la personnalité défaillante, qui succomberait à toute pression excessive dans une faille de volonté<sup>318</sup>. En 1978, les analystes de la CIA semblent en revanche aveuglés par ce que James Bill appelle le « postulat pahlavien », selon lequel le shah, ayant déjà fait face à des contestations à son autorité, saurait à nouveau les surmonter<sup>319</sup>. À Langley, Stansfield Turner confirme qu'est répandue parmi ses analystes la conviction de la solidité du régime impérial<sup>320</sup>. Une semaine avant le drame de la place Jaleh, les analystes du département d'État prévoient que la violence de la dissidence va continuer à fracturer la société iranienne, malgré les efforts de libéralisation engagés. Ils doutent en la capacité du shah à répondre à la violence sans l'usage de la force. A la fin du mois, s'ils prennent acte d'un apaisement de la situation, ils restent sceptiques sur la possibilité d'une résistance du régime<sup>321</sup>.

Le 6 octobre, William Sullivan reçoit une lettre du psychiatre Jerrold Post, analyste à la CIA et fondateur du Centre de l'analyse de la personnalité et du comportement politique et de la psychobiographie. L'agence requiert du diplomate sa vigilance sur différents signes permettant d'analyser l'état d'esprit du souverain : la sévérité de ses épisodes de dépression ; leur impact sur sa capacité à gouverner ; leur conséquence sur les modalités de la prise de décision ; le rôle de la shahbanou lors des crises ; ses projections sur un retour à la stabilité du pays ; le lien entre ses requêtes de soutien militaire et l'intensité de l'instabilité en cours ; l'influence de sa propre volonté et des pressions extérieures sur la politique de libéralisation engagée. L'agence envisage également de dresser un profil psychologique de son fils<sup>322</sup>.

À la fin du mois, la détérioration croissante de la situation conduit Londres et Washington à solliciter de nouvelles analyses en amont d'une révision de leur politique iranienne. Inquiet des conséquences de la situation sur les intérêts britanniques, James Callaghan requiert en urgence du JIC une identification des moyens d'action possibles permettant de contribuer à freiner la crise en croissance. Il note que le

<sup>316</sup> DNSA, IR03561, III. Political Intelligence Issues E. The Strength and Durability of the Shah's Regime, Report State, 29th January, 1980

<sup>317</sup> DONOVAN Michael, "National intelligence and the Iranian revolution", *Intelligence and National Security*, 1997, vol. 12, n°1, p. 144-149.

<sup>318</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Urged 'Crackdown' on Opposition", *The Washington Post*, 27th October, 1980

<sup>319</sup> BILL James, *The Eagle and the Lion*, *op. cit.*, p. 422.

<sup>320</sup> TURNER Stansfield, *Secrecy and Democracy: The CIA in Transition*, Boston, Houghton Mifflin, 1985, p. 115.

<sup>321</sup> DNSA, IR03561, III. Political Intelligence Issues E. The Strength and Durability of the Shah's Regime, Report State, 29th January, 1980

<sup>322</sup> Den, vol. 7, Post to Sullivan, 6th October, 1978 et Precht to Sullivan, 10th October, 1978.

soutien du gouvernement britannique n'est ni à son avantage, ni d'une utilité réelle pour le régime impérial. Il appelle donc les ministres à la vigilance dans leurs prises de parole sur la crise iranienne<sup>323</sup>. Le même jour, à Washington, Zbigniew Brzezinski demande à S. Turner de lui présenter son analyse de l'opposition au shah : la nature des différents groupes d'opposition, ce que chacun représente, ce que serait leur programme une fois au pouvoir, leur mode de financement et leurs liens avec l'armée iranienne. Le Conseiller souhaite faire l'inventaire des différentes alternatives au régime actuel au cas où le shah perdrait le pouvoir. Le 3 novembre, soit deux jours avant la première réunion du CSN consacrée à la situation en Iran, la CIA remet le rapport convenu, qui analyse notamment le rôle de l'URSS dans les événements et leurs conséquences pour les intérêts et les expatriés américains<sup>324</sup>. La veille, les analystes du département d'État remettent à Cyrus Vance un mémorandum déclarant que seules des mesures drastiques pourraient permettre au shah d'enrayer la spirale du chaos<sup>325</sup>.

À Londres, le bureau du Cabinet forme un groupe interministériel afin d'analyser les évolutions de la crise. La question de l'approvisionnement énergétique du pays, dans un contexte de grèves dans l'industrie pétrolière, comme celle du règlement des contrats de défense, préoccupe le gouvernement<sup>326</sup>. La première réunion du groupe sur l'Iran se tient l'après-midi du 2 novembre. Elle associe des représentants de tous les ministères intéressés par les enjeux de la crise : le Trésor, les Affaires étrangères, l'Énergie, l'Industrie, la Défense, le Commerce. Elle met à l'agenda l'évaluation des risques d'une interruption de l'approvisionnement en pétrole et du commerce, des conséquences politiques au Moyen-Orient, de la nature du futur régime et de son attitude sur la question pétrolière, décidément au centre des préoccupations britanniques<sup>327</sup>. De Grosvenor Square, l'ambassadeur Brewster note que le Premier ministre s'intéresse désormais de près à la situation iranienne<sup>328</sup>. Quelques jours plus tard, le département du Moyen-Orient remet deux rapports sur l'avenir de la situation politique en Iran et sur ses conséquences politiques dans la région<sup>329</sup>, cependant que le Cabinet propose une analyse des implications économiques et politiques de la crise<sup>330</sup>. À la fin du mois de novembre, le JIC reçoit commande d'une étude sur les conséquences stratégiques pour les intérêts occidentaux de la révolution iranienne, dans l'hypothèse d'un maintien du shah au pouvoir ou de l'avènement d'un nouveau régime, contrôlé par des militaires, des religieux ou des communistes. La question de l'influence des transformations à l'œuvre sur les régimes traditionnels du golfe Persique est soulevée, que l'expérience iranienne pourrait dissuader de s'engager sur les voies de la libéralisation, voire à maintenir leurs liens avec les Occidentaux<sup>331</sup>.

<sup>323</sup> TNA, PREM 16/1719, Cartledge to Prendergast, Iran, 27th October, 1978.

<sup>324</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R002000120002-8, Turner to Bowie, Meeting with Dr. Brzezinski, 30th October, 1978.

<sup>325</sup> Den, vol. 13, partie 4, Mark to Vance, The Gathering Crisis in Iran, 2nd November, 1978.

<sup>326</sup> TNA, PREM 16/1719/2, Cartledge to Callaghan, Iran: Cabinet discussion, 1st November, 1978.

<sup>327</sup> TNA, FCO 8/3195, Cabinet, Official Group on Iran, Meeting to be held in Conference Room E, Cabinet Office, 70 Whitehall on Thursday 2 November 1978 at 2.30 pm, Work of the group, 1st November, 1978.

<sup>328</sup> AAD, Brewster to State, London 18139, HMG views on Iran, 3rd November 1978.

<sup>329</sup> TNA, FCO 8/3195, The Political Future for Iran, 1978 et The political impact of the current situation in Iran, and of likely future development, 6th November, 1978.

<sup>330</sup> TNA, PREM 16/1720/5, Hunt to Callaghan, Iran: Economic and Political Implications, 13th November, 1978.

<sup>331</sup> TNA, FCO 8/3189/405, Owen to Jeddah, FCO 515, Iran, 21st November, 1978.



## Conclusion

Confrontés à l'effondrement du pilier sur lequel ils ont bâti leur stratégie régionale, les Américains et les Britanniques sont ainsi conscients des enjeux que soulève l'empêchement de l'empire iranien, mais toujours prisonniers d'un parti pris pahlavien dans leur appréhension tardive de la révolution. La convergence de leurs intérêts les a conduits à confier leur défense au shah, dans un contexte d'enlisement de la puissance américaine au Vietnam et de rétractation de la présence britannique à l'ouest de Suez. La vigilance historique des Iraniens à l'égard de leur « voisin du Nord » les apprête à la surveillance de leur frontière avec les Russes qui, devenus Soviétiques, n'ont pas renoncé aux « mers chaudes ». L'influence diplomatique tissée par le shah depuis les années 1950 en fait un acteur essentiel dans les négociations menées sous l'égide des Occidentaux au Moyen-Orient. L'implication revendiquée du gendarme iranien dans les affaires régionales se fait à la faveur du désengagement des deux partenaires qui nourrissent de concert son appétit croissant pour les équipements militaires les plus sophistiqués.

Convaincu de la dépendance de ses partenaires à son égard, le shah use du chantage stratégique pour répondre aux détracteurs de son régime et de ses requêtes, renforçant d'autant plus le parti pris pahlavien de la politique étrangère américaine et britannique. Dans un réflexe nationaliste renvoyant dos-à-dos les pressions étrangères, il sait jouer des concurrences latentes entre Londres et Washington pour la conquête de marchés persans lucratifs. Ces derniers sont devenus d'autant plus vitaux aux Occidentaux que leur politique iranienne reste essentiellement commerciale et que la modernisation du pays se traduit par des commandes d'une ampleur souveraine pour des économies en crise. La dépendance traditionnellement plus forte des Britanniques à l'endroit de la manne pétrolière iranienne crispe le front commun adopté pendant la crise énergétique. La nucléarisation du régime se traduit par une mise en concurrence de l'offre de formation et de la technologie que proposent Londres et par Washington. Cette stratégie est aussi efficace dans l'armement du gendarme, qui réussit à exploiter les failles d'un partenariat devenant tendu quand il porte trop atteinte aux fondements économiques de l'intérêt national.

La maturité de la « relation spéciale » lui permet cependant de faire face à ces crispations commerciales, que le « coup d'État » implique en ouvrant dès 1953 les marchés persans aux Américains. En Iran comme ailleurs, les professions de foi humanitaires des campagnes électorales ne résistent pas à l'épreuve du pouvoir, face aux craintes de la disparition d'un allié essentiel. Dans un contre-temps parallèle, la promotion des droits de l'homme à Londres et Washington froisse l'empereur et fragilise son régime, avant que le soutien contradictoire apporté à ces derniers par ses partenaires occidentaux ne finisse par discréditer les uns et les autres aux yeux d'une opposition convaincue de la collusion des élites avec les étrangers. En s'accordant par défaut sur une politique cherchant à concilier les idéaux des déclarations, les impératifs de la stratégie et les intérêts du commerce, le Royaume-Uni et les États-Unis nourrissent ainsi des procès de connivences faisant resurgir les mémoires de *Mordad* que les archivistes cherchent d'ailleurs à maintenir dans les ombres de l'histoire. Vingt-cinq ans plus tard, l'accompagnement d'un nouveau changement de régime montre que l'histoire se répète d'abord comme une tragédie.



### Chapitre 3

#### L'ACCOMPAGNEMENT MANQUÉ DU CHANGEMENT DE RÉGIME (1978-1979)

En 1953, le « coup d'État » de *Mordad* conduit Londres et Washington à embrasser une révolte populaire leur permettant de renforcer *in fine* le pouvoir d'un shah à qui est confiée la défense de leurs intérêts. Vingt-cinq ans plus tard, le coup d'éclat de *Bahman* se traduit par l'effondrement du pilier sur lequel repose la stratégie régionale des Occidentaux. Les 8 et 9 janvier 1978, les émeutes de Qom déclenchent par un cycle de commémorations et de répressions la mécanique révolutionnaire. Celle-ci contraint le souverain à quitter Téhéran le 16 janvier 1979, pour des raisons officiellement médicales, entamant sa « dernière errance » à la recherche d'un refuge<sup>1</sup>. Son départ conduit à l'effondrement du régime impérial que les Américains et les Britanniques tentent d'accompagner pour garantir la préservation de leurs intérêts dans le pays. Le 1<sup>er</sup> février 1979, le retour triomphal de l'ayatollah Khomeini en Iran puis l'instauration d'une République islamique s'accompagnent d'un enracinement du ressentiment à l'égard des anciens soutiens d'un régime désormais marqué du sceau de l'infamie.

Ouvrant les conversations anglo-américaines sur le Moyen-Orient organisées à Washington en mars 1979, l'ancien ambassadeur Antony Parsons revient sur les rapports de force résultant de la crise :

« L'effondrement total des forces de sécurité explique pourquoi, un mois après la révolution, le gouvernement Bazargan n'exerce aucun contrôle et pourquoi certaines provinces iraniennes sont sur la voie du séparatisme. Le groupe le mieux organisé est à gauche et l'on observe vers lui une dérive des intellectuels. Les différentes composantes qui s'étaient rassemblées pour renverser le shah sont désormais séparées et nul ne sait qui parviendra au sommet du pouvoir. Quant à la tentative d'exercer une influence sur les événements, [A. Parsons] ne voit pas comment elle aurait pu aboutir et pense que nous n'avons pas eu d'autre choix que de rester à cette étape à l'écart en spectateurs impuissants. »<sup>2</sup>

Les dynamiques à l'œuvre dans la « relation spéciale » lors de la bipolarisation du monde semblent ainsi avoir perdu de leur efficacité à l'heure de la « deuxième guerre froide ». Comment le Royaume-Uni et les États-Unis réagissent-ils à l'empêchement de l'Empire iranien ? Quels impératifs stratégiques président au soutien qu'ils apportent au régime impérial ? Dans quelle mesure les mémoires de *Mordad* 1953 pèsent-elles vingt-cinq ans plus tard dans la relation à l'allié iranien ? Quelles visions des alternatives au shah dominant-elles à Londres et à Washington ? Pourquoi les Américains et les Britanniques n'ont pas la même appréciation du degré d'implication nécessaire dans la crise ? Comment les révolutionnaires envisagent-ils le rôle des anciens partenaires du pouvoir dans le devenir de l'Iran ? Quels sont les facteurs explicatifs à la « perte de l'Iran » et ses conséquences sur la stratégie des Occidentaux dans le golfe Persique ? Sur quels obstacles achoppe la normalisation engagée par le Royaume-Uni et par les États-Unis avec la jeune République islamique aux lendemains de sa proclamation ?

Ce chapitre montrera ce que la chute du shah révèle de l'évolution des rapports de force entre les alliés transatlantiques et avec le partenaire iranien depuis 1953.

<sup>1</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride: The death of an ally*, Londres, Touchstone, 1989.

<sup>2</sup> TNA, FCO 8/3283/33, Parsons to Wilton, Anglo-US Talks on the Gulf, 2nd April, 1979.

## I. Le sacrifice du pilier (1978-1979)

L'accroissement de la crise iranienne contraint le Royaume-Uni et les États-Unis à s'impliquer dans sa résolution pour tenter de limiter ses conséquences sur leurs intérêts dans la région. Que révèle la chute du shah sur les divergences stratégiques entre Londres et Washington ?

### A. L'empire empêtré

#### 1. Les requêtes de soutien

La prise de conscience d'une accélération de la crise à la fin de l'été conduit Londres et Washington, à la demande expresse de Téhéran, à placer à l'agenda la question de la conduite à tenir devant l'empêchement de l'empire. Avant même les émeutes du « vendredi noir » (8 septembre 1978), qui conduisent à des répressions meurtrières et à la proclamation de la loi martiale, la fragilisation de son régime incite le shah à rechercher auprès de ses partenaires la motivation qui lui manque pour reprendre en main la situation. Les diplomates américains de Téhéran informent leurs homologues britanniques sous le sceau de la confiance que, dès son retour de congé, William Sullivan a reçu du palais la requête d'un message de soutien de la part du président Carter. L'ambassadeur répond que l'initiative est inhabituelle, sinon inappropriée<sup>3</sup>. Il rédige cependant une proposition de lettre qu'il envoie à Washington. Chargé des questions iraniennes au CSN, Gary Sick conseille de ne pas l'approuver, car elle lui semble trop obséquieuse envers le shah et ignorante des enjeux posés par l'émergence de l'opposition. Zbigniew Brzezinski prend cependant contact avec l'ambassadeur iranien à Washington, Ardeshir Zahedi, qui confirme l'aggravation de la situation<sup>4</sup>. Les concessions du gouvernement Sharif-Emami, installé le 27 août, ont encouragé les dissidents à renforcer leurs revendications tout en érodant la confiance envers les élites militaires, administratives et industrielles. George Chalmers écrit à Londres que le shah devrait requérir une expression de soutien, au moins tacite, à sa politique. Il suggère un message émanant du Premier ministre<sup>5</sup>.

À Washington, le secrétaire d'État adjoint Warren Christopher confirme à l'ambassadeur britannique Peter Jay l'inquiétude de l'administration, qui réfléchit aux moyens d'apporter un soutien au shah, toujours considéré comme garant de la stabilité du pays<sup>6</sup>. Il rejette toute éventualité d'« action spéciale » en sa faveur, conjurant les démons de *Mordad* agités par l'opposition. Massachusetts Avenue est informée des conclusions d'une réunion ayant statué que l'agitation en cours a dépassé celle de la Révolution blanche. L'urgence est donc à l'expression d'un soutien devant cependant rester discret. Les Américains penchent pour l'envoi d'un message présidentiel oral par l'intermédiaire de W. Sullivan, afin d'exprimer

<sup>3</sup> TNA, PREM 16/1719, Chalmers to FCO, Tehran 566, Iran: internal situation, 8th September, 1978.

<sup>4</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1983, p. 359-360.

<sup>5</sup> TNA, PREM 16/1719, Chalmers to FCO, Tehran 566, Iran: internal situation, 8th September, 1978.

<sup>6</sup> TNA, FCO 8/3185/130, Jay to FCO, Washington 3559, Iran, 8th September, 1978.

la solidarité et l'inquiétude de Washington, mais aussi de jauger la réaction du shah. En attendant, le département d'État requiert du FCO son analyse de la situation et de la conduite à tenir.

Le 10 septembre, Jimmy Carter s'entretient avec le shah par téléphone depuis Camp David, où les négociations sur le processus de paix au Proche-Orient contraignent le reste de son agenda. Il réaffirme l'importance de la relation entre les États-Unis et l'Iran et de l'alliance du pays avec l'Occident. Il exprime son profond regret pour les pertes humaines du « vendredi noir » et appelle à l'arrêt des violences et à la poursuite de la libéralisation du régime<sup>7</sup>. Le shah répond que cette dernière a été retournée contre lui par une opposition qu'il présente comme diabolique. Il déclare espérer pouvoir compter sur le soutien des États-Unis<sup>8</sup>. Le souverain s'est ému jusque-là de l'absence d'expression publique de soutien de la part de son allié de longue date. Il y a vu une preuve de la sympathie de certaines agences pour l'opposition, voire d'une collusion entre Américains et Soviétiques au détriment de l'Iran. La lenteur de la réaction américaine conduit de plus le message à parvenir à Téhéran après l'imposition par le gouvernement impérial de la loi martiale, laquelle le met à contre-temps de l'évolution de la crise. Le shah s'en trouve cependant si soulagé que W. Sullivan appelle le département d'État à faire pression sur les autres alliés du Shah pour que ces derniers expriment à leur tour leur soutien au régime<sup>9</sup>.

À Londres, l'aggravation de la situation convainc Anthony Parsons de préférer aux assurances orales de sympathie d'abord envisagées un message écrit du Premier ministre qu'il pourrait apporter au palais à son retour à Téhéran. Le FCO appuie la recommandation, dans la mesure où le shah reste le meilleur gage de la stabilité du pays et de la sécurité des intérêts britanniques. Les Britanniques n'ignorent pas que le souverain a une longue mémoire, qui le conduirait à retenir contre Londres une absence de geste. Dans le cas jugé improbable où le shah perdrait le pouvoir, l'expression d'un attachement au concept de libéralisation (là où le président américain parle plus concrètement de mouvement) permet de ménager les interlocuteurs à venir<sup>10</sup>. Le FCO envisage cependant que Londres considère de coordonner son intervention avec les membres de la Communauté européenne, afin de ne pas confirmer par un message indépendant l'identification étroite et ancienne du gouvernement britannique au régime impérial<sup>11</sup>.

À Washington, le 12 septembre, G. Sick confirme à Richard Muir que l'administration Carter entend publiquement montrer son soutien au shah mais éviter cependant toute implication directe dans une crise jugée comme relevant de la politique intérieure iranienne, pour ne pas donner raison aux procès d'ingérences conniventes<sup>12</sup>. De son côté, P. Jay rencontre A. Zahedi lors d'un dîner organisé par le sénateur Abraham Ribicoff. L'Iranien se lance dans une diatribe contre les Américains, dont l'indécision a pesé lourd selon lui dans l'aggravation de la crise : Z. Brzezinski est jugé hésitant, aux antipodes de l'attitude qu'aurait eu selon lui Henry Kissinger en son temps ; Cyrus Vance, qui se consacre aux négociations de

<sup>7</sup> Den, vol. 7, Christopher to Tehran, State 22169, President's Telephone Call to Shah, 10th September, 1978.

<sup>8</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 361.

<sup>9</sup> TNA, PREM 16/1719, Chalmers to FCO, Tehran 573, following for Lucas, 11th September, 1978.

<sup>10</sup> TNA, FCO 8/3185/118, Lucas to Murray, PS/PUS, PS/Mr Judd, PS, Iran, 11th September, 1978.

<sup>11</sup> TNA, FCO 8/3185/121, Judd to Owen, Iran, 11th September, 1978.

<sup>12</sup> TNA, FCO 8/3185/128, Muir to Shelton, Iran internal, 12th September, 1978.

Camp David, ne parvient pas à se libérer pour le recevoir, alors que ses homologues du FCO, ajoute-t-il, se seraient rendus immédiatement disponibles en telles circonstances<sup>13</sup>. Le même jour, D. Owen apporte son soutien à l'envoi d'un message au shah mais suggère d'en dévoiler le contenu à la presse en amont pour prévenir tout détournement de son interprétation par son destinataire<sup>14</sup>. Lors de la réunion du Cabinet, il note que la position du gouvernement britannique est la même que celle de l'administration américaine<sup>15</sup>. De retour à Téhéran le 13 septembre, A. Parsons rapporte au shah le regret de Londres pour les pertes causées par les récentes flambées de violence alors que le pays s'est tourné vers les voies de la modernisation économique et de la libéralisation politique. Tout en rappelant l'importance de la stabilité et de la prospérité du pays pour ses alliés, James Callaghan note que l'intention d'organiser des élections libres en juin 1979 a rencontré un grand écho parmi les amis de l'Iran au Royaume-Uni. Il renouvelle son souhait de voir portés à leur terme les efforts engagés<sup>16</sup>. À Washington, l'envoi du message britannique suscite la gratitude du département d'État, que partage l'ambassadeur Zahedi<sup>17</sup>.

Le shah répond au Premier ministre dix jours plus tard, en saluant la cordialité exprimée par le message comme un témoignage de l'amitié entre les deux pays<sup>18</sup>. L'ambassadeur Parsons décrit comme admirable l'effet du message sur son moral. Il compte sur la visite de la reine Élisabeth sur l'île de Kich et à Bandar Abbas prévue en février pour prolonger cette dynamique. D'ici là, il appelle à l'organisation d'une visite d'industriels et hommes d'affaires impliqués en Iran pour rassurer les secteurs publics et privés. A. Parsons insiste sur l'importance de garder un positionnement de concorde avec Washington : le shah garde une mémoire vive des rivalités anglo-américaines passées et se montre ouvertement reconnaissant de savoir qu'elles n'ont alors plus lieu d'être<sup>19</sup>. Pour l'opposition religieuse, l'enchaînement de messages de soutien émanant de Washington et de Londres témoigne cependant de la subordination du shah aux étrangers et discrédite les tendances pro-occidentales de l'opposition libérale<sup>20</sup>.

## 2. Les formes de réaction

Malgré la nécessité perçue par chacun de resserrer les solidarités de la triangulation diplomatique, le gouvernement iranien continue à jouer des relations de concurrence et de complémentarité qui la soutiennent. William Sullivan informe ainsi Anthony Parsons que les Iraniens lui ont demandé de persuader Washington de rouvrir les programmes en persan de la Voie de l'Amérique (VOA) pour compenser ceux de la BBC et de Radio Moscou. Washington y consent et compte ironiquement solliciter l'usage des transmetteurs de la BBC situés sur l'île de Masirah, au large du sultanat d'Oman. La VOA recruterait

<sup>13</sup> TNA, PREM 16/1719, Note of a discussion between Mr Jay and ambassador Zahedi, 12th September, 1978.

<sup>14</sup> TNA, PREM 16/1719, Prendergast to Cartledge, Possible message to the Shah, 12th September, 1978.

<sup>15</sup> TNA, CAB 128/64, Conclusions of Cabinet meeting, 14th September, 1978

<sup>16</sup> TNA, PREM 16/1719, Callaghan to Pahlavi, 14th September, 1978.

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/3185/140, Jay to FCO, Washington 3615, Iran, 13th September, 1978.

<sup>18</sup> TNA, PREM 16/1719, Pahlavi to Callaghan, 25th September, 1978.

<sup>19</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 618, The internal situation – the British role, 25th September, 1978.

<sup>20</sup> BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*, New York, Palgrave, 2019, p. 218.

ses personnels iraniens parmi les médias locaux pour s'assurer de leur indépendance vis-à-vis des dissidents et diffuserait seulement les informations déjà rapportées par les médias américains<sup>21</sup>.

En termes diplomatiques, le rapprochement des positions entre Londres et Washington est favorisé par la coopération entre les ambassades de Téhéran. Dès le 2 octobre, le Premier ministre iranien convoque W. Sullivan et A. Parsons en tant que représentant des plus proches partenaires de l'Iran. Il sollicite leurs conseils pour réduire l'influence de l'ayatollah Khomeini dans le développement de la contestation. Son discours hostile aux Occidentaux et implacable à l'égard du shah rend alors son retour inconcevable. L'Irak, où il s'est réfugié, craint cependant son influence sur les chiites locaux. Les ambassadeurs appellent de concert les Iraniens à faire pression sur les Irakiens pour qu'ils gardent l'opposant sous contrôle, notamment durant les processions de Mouharram. Ils déconseillent d'impliquer Moscou, comme envisagé par Téhéran<sup>22</sup>. Au bureau iranien du département d'État, Carl Clements rappelle aux Britanniques la volonté américaine ne pas donner raison aux procès d'ingérence que les Soviétiques pourraient tenter de concert avec les révolutionnaires. Washington se montre ainsi réticent à suggérer une ligne de conduite dans l'hypothèse d'un retour de l'ayatollah. Le bureau des droits de l'homme pourrait de plus désapprouver une action visant à encourager Bagdad à priver le religieux de ses droits<sup>23</sup>.

Un télégramme de Washington à Téhéran montre que, comme en 1953, les États-Unis sont en 1978 plus réticents que le Royaume-Uni à peser sur les événements. Les Américains déconseillent d'ailleurs aux Britanniques de trop s'impliquer dans des questions qui relèvent des Iraniens. Ils se montrent ainsi sceptiques sur la pertinence des propositions de leur partenaire : suggérer aux Iraniens d'accéder aux revendications des religieux modérés comme Kazem Shariatmadari ou de se rapprocher des dissidents pro-occidentaux pour mieux les éloigner des franges extrêmes agitées par l'ayatollah Khomeini<sup>24</sup>.

Le 17 octobre, le représentant démocrate de l'État de New-York, Stephen Solarz, se rend à Téhéran. Sollicité par son visiteur sur une action de soutien souhaitable de la part des États-Unis, le shah suggère de sensibiliser les Iraniens aux enjeux de la démocratie. Les discours de certains mollahs semblent tirer de leur interprétation du Coran des enseignements selon lesquels ce régime promettrait une totale égalité de la population, voire une forme d'anarchie accordant tout droit aux minorités. La préparation des élections de l'été 1979 demande une sensibilisation de la population à l'idée de respect de la force de la loi et du vœu de la majorité. Les programmes de la BBC paraissent à l'ambassadeur Sullivan les plus appropriés au succès de cette initiative. Quand il en fait part à son homologue britannique, ce dernier, intrigué par l'idée, l'embrasse cependant avec précaution. Pour ne pas donner raison aux soupçons de connivence entre la BBC et la Couronne, l'ambassadeur Parsons est réticent à l'idée de donner l'impression d'exercer une quelconque influence sur le contenu des programmes<sup>25</sup>.

L'aggravation de la crise iranienne fait prendre conscience aux Occidentaux de la nécessité de

---

<sup>21</sup> TNA, FCO 8/3214/116, Parsons to FCO, Tehran 631, BBC Persian Service, 29th September, 1978.

<sup>22</sup> TNA, PREM 16/1719, Parsons to FCO, Tehran 637, The Internal Situation, 3rd October, 1978.

<sup>23</sup> TNA, FCO 8/3186/195, Jay to Owen, Washington 3931, Iran: internal situation, 3rd October, 1978.

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/3186/196, Jay to Owen, Washington 3932, Iran: internal situation, 3rd October, 1978.

<sup>25</sup> Den, Sullivan to State, Tehran 10170, Explaining Democracy to Iranian public, 18th October, 1978.

recourir aux moindres leviers d'influence pour maîtriser ce que les chercheurs américains James Bill et Marvin Zionis décrivent fin octobre comme une avalanche ou un feu de forêt. À Londres, Kieran Prendergast, le secrétaire privé de David Owen, note que, faute d'en avoir sur les mollahs ou le bazar, le Royaume-Uni et les États-Unis gardent une forte influence sur les forces armées. En continuant à affirmer leur soutien au shah, les partenaires pourraient inciter les militaires à rester loyaux envers le pouvoir impérial d'ici les élections<sup>26</sup>. À Washington, alors que le département d'État ne dissimule pas son scepticisme quant à la survie du régime, le CSN étudie toutes les options pour confirmer la pertinence de la politique de soutien au shah : fournir des conseils sur la stratégie politique, comme les modalités des élections, mais éviter de s'engager sur des conseils tactiques, comme la réponse à apporter aux grévistes. L'administration apparaît ainsi déchirée sur la question des conseils à apporter au shah<sup>27</sup>.

Le soir du 2 novembre a lieu la première réunion du CSN consacrée à la crise iranienne. Zbigniew Brzezinski, qui la préside, fait part de ses doutes sur la nature des conseils fournis au shah par A. Parsons, qui accompagne au quotidien W. Sullivan dans ses audiences au palais. Le Britannique ne cache pas son opposition à un gouvernement militaire, une option que Z. Brzezinski ne rejette pas. A. Parsons penche en revanche pour un gouvernement de coalition qui associerait au gouvernement des figures de l'opposition<sup>28</sup>. De Londres, Kingman Brewster rapporte la force des sentiments hostiles au shah dans les rangs du parti au pouvoir, qui rendrait la marge de manœuvre difficile au Premier ministre dans l'hypothèse d'une arrivée de l'armée aux affaires<sup>29</sup>. Le 4 novembre, la répression meurtrière d'une manifestation étudiante à Téhéran conduit le shah à envisager la formation d'un gouvernement militaire confié au chef d'État-major des armées, Gholam-Reza Azhari. La veille, lors d'une conversation téléphonique avec le shah, Z. Brzezinski lui assure le soutien sans réserve des États-Unis dans le choix d'un gouvernement, qu'il soit de coalition ou de nature militaire, afin de pouvoir restaurer la stabilité du pays<sup>30</sup>. Londres se désolidarise en revanche de la décision : l'ambassadeur Parsons rappelle dans ses mémoires que

« La situation était tout à fait différente de celle de la crise [de] 1953 que les généraux ne cessaient d'évoquer. À l'époque, Mossadegh n'avait pas le soutien des mollahs, et le peuple dans son ensemble était neutre. La violence avait seulement touché Téhéran et les champs pétroliers. Il n'y avait pas d'agitation étudiante. [En 1978], les dimensions de la crise étaient beaucoup plus importantes et les forces déployées contre le régime plus universelles et plus redoutables. J'avais vu de nombreux coup d'État militaires dans ma carrière. Ils avaient réussi à court terme quand le peuple dans son ensemble les avait acceptés sinon approuvés. Tel ne serait pas le cas en Iran. »<sup>31</sup>

### 3. Les plans de crise

Au matin du 4 novembre, Anthony Parsons reçoit à l'ambassade britannique la visite d'un émissaire

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/3186/291A, Prendergast to Lucas, Iran, 27th October, 1978.

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/3186/279A, Muir to Gorham, Iran, 30th October, 1978.

<sup>28</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 67.

<sup>29</sup> AAD, Brewster to State, London 18139, HMG views on Iran, 3rd November 1978.

<sup>30</sup> JCL, NSA 6, Iran, 9/78-11/16/79, Box 29, Iran, 11/78

<sup>31</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 91-92.



de l'ayatollah Khomeini de retour de France, où le religieux en exil a trouvé refuge après son expulsion d'Irak. Nasser Minachi déclare qu'en raison de l'opposition de l'ayatollah, le Front national ne rejoindrait pas la coalition envisagée. La seule manière d'épargner à l'Iran une guerre civile serait selon lui le départ du shah et la formation d'un Conseil de Régence sous direction militaire. Celui-ci nommerait un gouvernement de coalition pour organiser des élections le plus tôt possible. La première tâche du parlement serait de décider si l'Iran doit demeurer une monarchie ou devenir une république. Il appelle l'ambassadeur à communiquer cette proposition au shah. A. Parsons lui signifie sa réticence à jouer les intermédiaires en sa qualité de diplomate étranger, qui n'est pas censé se mêler des affaires intérieures du pays dans lequel il est affecté. Il se rend cependant auprès de son homologue américain William Sullivan pour l'informer de la proposition. Dans l'après-midi, l'attaque contre l'ambassade britannique et l'agitation croissante dans la capitale conduit le shah à se résoudre à la formation d'un gouvernement militaire, coupant court à toute négociation sur la transmission du pouvoir<sup>32</sup>.

À Washington, Gary Sick et Henry Precht déclarent aux Britanniques leur scepticisme sur les chances de succès du gouvernement militaire, notamment dans la gestion des grèves<sup>33</sup>. Quelques jours plus tôt, le département d'État avait déjà signifié à Michael Weir, en consultations à Washington, préférer à la formation d'un gouvernement militaire la nomination d'un nouveau Premier ministre et la formation d'un gouvernement de coalition répondant aux attentes de l'opposition<sup>34</sup>.

Le 9 novembre, N. Minachi se rend à l'ambassade américaine de Téhéran pour présenter son projet de cession du pouvoir. De retour de Qom, il déclare avoir obtenu l'aval de Mehdi Bazargan, du Mouvement pour la libération de l'Iran, et l'accord des ayatollahs Shariatmadari, Golpayegani et Maraschi. Il compte sur l'appui de Karim Sanjabi, secrétaire général du Front national. Lorsque John Stempel répond que ces propositions impliquent un durcissement considérable des positions de l'opposition modérée, son interlocuteur ne l'admet que partiellement. Le retour à la lettre de la constitution de 1906 ne suppose pas l'application des amendements de 1907 qui assurent la perpétuité de la dynastie des Pahlavi. L'ayatollah Shariatmadari, ajoute-t-il, appelle d'ailleurs à son abolition depuis longtemps. N. Minachi déclare enfin que l'opposition était prête à présenter cette proposition au shah quand les ambassadeurs américain et britannique l'y auront préparé. Comme A. Parsons, J. Stempel s'engage à faire part de la proposition à son gouvernement de tutelle, sans pour autant garantir qu'elle se concrétise, étant donnée la réticence partagée à Londres et à Washington à interférer dans les affaires iraniennes. La démarche lui semble par ailleurs arriver à un mauvais moment, ou trop tard, ou trop tôt, dans la mesure où le shah vient de nommer un gouvernement militaire après avoir échoué à porter une coalition au pouvoir. W. Sullivan doute que le souverain apporte à la proposition une véritable attention à moins d'y être contraint par l'échec du gouvernement militaire à rétablir la stabilité dans le pays<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 92-93 et 97.

<sup>33</sup> TNA, FCO 8/3188/335, Bridges to FCO, Washington 44300, Iran, 6th November, 1978.

<sup>34</sup> TNA, PREM 16/1719, Jay to FCO, Washington 4383, Iran, 2nd November, 1978.

<sup>35</sup> Den, vol. 25, Sullivan to State, Tehran 11035, Opposition's plan for Shah's abdication, 9th November, 1978.

Deux jours plus tard, A. Parsons fait état au palais des contacts développés, parallèlement aux Américains, avec l'opposition. Notant le durcissement de la position du Front national, le shah répond que la transmission du pouvoir telle qu'envisagée ne saurait conduire qu'à un surcroît d'instabilité, ce dont convient le Britannique<sup>36</sup>. Ce dernier suggère de continuer à explorer les possibilités d'un gouvernement civil à même de remettre le pays au travail et d'éviter un effondrement du régime<sup>37</sup>. Parallèlement, les Américains développent leurs contacts avec les dissidents, dont ils font partager la substance aux Britanniques. Si l'abdication du shah reste un objectif essentiel des différents scénarios avancés, leur flexibilité témoigne d'une prise de conscience de la difficulté à forcer son départ précipité du pouvoir. Sont ainsi envisagés une période intérimaire de deux ans durant laquelle le shah règnerait en monarque constitutionnel avec contrôle sur l'armée ; un conseil de Régence mandaté par le shah pour veiller aux autres affaires gouvernementales ; une transmission du pouvoir au terme de deux ans au prince héritier Reza, qui règnerait sans gouverner, l'établissement d'un parlement élu librement et d'un gouvernement représentatif ; une convention constitutionnelle pour décider de l'avenir de la monarchie<sup>38</sup>.

Recevant Cyrus Vance le 9 décembre, David Owen se félicite de l'étroite coopération entre les deux ambassadeurs en Iran. Il appelle à continuer à encourager la mise en place d'une coalition si la solution s'impose. Alors que le secrétaire d'État britannique ajoute que, si son maintien au pouvoir constitue un point de blocage, il s'agirait de le lui faire comprendre, son homologue américain réaffirme le soutien de son gouvernement au souverain<sup>39</sup>. Quelques jours plus tard, N. Minachi évoque avec les Américains et les Britanniques la composition du conseil de Régence et sollicite les ambassadeurs pour l'apporter au shah. Lorsque le dissident déclare qu'A. Parsons s'est montré ouvert à l'idée, l'américain J. Stempel réserve sa réponse en notant que la démarche aurait plus de poids une fois validée par l'ayatollah Khomeini<sup>40</sup>. Un télégramme de W. Sullivan montre comment le dissident joue des équilibres de la « relation spéciale » pour imposer son agenda. David Miers fait savoir à ses collègues américains que la réponse britannique a été de réserver tout commentaire sur la composition du conseil de Régence pour le shah dans la mesure où il la solliciterait. Il précise que son ambassade ne s'est pas engagée à présenter la question sous un jour favorable, ni à soutenir l'idée d'un conseil de Régence, ni à intervenir dans les affaires iraniennes. Selon D. Miers, N. Minachi a transformé la vérité en déclarant que J. Stempel avait assuré que la composition du conseil serait recommandée favorablement à l'ambassadeur. Cette pratique lui apparaît comme typique des négociations à la persane, alors qu'il peine à faire accepter sa proposition au shah comme à l'ayatollah. Le diplomate britannique n'en continue pas moins d'échanger avec le dissident iranien pour le conserver parmi ses contacts au cas où il pourrait s'avérer utile à l'avenir<sup>41</sup>.

<sup>36</sup> TNA, PREM 16/1720, Parsons to FCO, Tehran 801, Iran, 12th November, 1978.

<sup>37</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>38</sup> TNA, FCO 8/3188/397, Gorham to Tatham, Lucas, Weir, Iran, 17th November, 1978.

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/3189/470, Record of a talk between the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs and Mr Cyrus Vance at Winfield House at 14.30 hours on 9 December, 1978, 8th December, 1978.

<sup>40</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 12168, Opposition Picks Regency Council Candidates, 13th December, 1978.

<sup>41</sup> DNSA, IR01953, Sullivan to State, Tehran 12535, British Attitude toward Regency Council, 28th December, 1978.

## B. Le roi maudit<sup>42</sup>

### 1. Le rapport de la discorde

À la fin du mois de novembre, le secrétaire Michael Blumenthal remet au président Carter en Iran un rapport détaillant des impressions alarmées sur le changement d'attitude du shah et mitigées sur le Premier ministre Gholam Reza Azhari. Il prévoit une longue période d'instabilité et d'incertitudes sur la scène iranienne, étant donné le peu de ressources à la disposition du souverain pour rétablir son autorité et mener la transition vers une monarchie constitutionnelle aux fondements démocratiques. Dans ce contexte, il appelle la Maison-Blanche à apporter la plus grande attention à la crise iranienne. Il s'agirait de maintenir le contact avec les forces de l'opposition religieuse, intellectuelle et économique au shah, de les encourager à modérer leurs revendications pour éviter un effondrement du pays dans la guerre civile, mais aussi de passer en revue les options des États-Unis dans la résolution de la crise<sup>43</sup>.

Le secrétaire au Trésor fait part au CSN de la nécessité d'une révision détaillée de la crise iranienne afin que le soutien de l'administration au régime puisse se traduire par une politique de plus long terme. M. Blumenthal suggère à ce titre le nom de George Ball, ancien sous-secrétaire d'État pendant la crise de Cuba et la guerre du Vietnam. Zbigniew Brzezinski propose que l'ancien diplomate assiste aux différentes réunions organisées par l'administration sur les questions iraniennes, afin d'élaborer un rapport sur la crise et de formuler des propositions pour sa résolution, qui pourraient être présentées au shah<sup>44</sup>. L'ambassade de Massachussetts Avenue est tenue informée deux semaines plus tard de l'initiative. La Maison-Blanche lui fait savoir que les conclusions des débats ne sont pas encore assez abouties pour permettre leurs communications à des « extérieurs » (*sic*). Les Britanniques regrettent avoir été écartés de l'initiative dans la mesure où, déclarent-ils, il aurait pu y avoir un mutuel avantage à leur implication. Le choix de G. Ball apparaît cependant comme un gage donné à l'opinion et au Congrès sur le sérieux de l'initiative. Les Britanniques notent qu'il est d'ailleurs bien plus avisé que d'autres membres de l'administration et que son expérience en politique étrangère augure de la pertinence de son approche<sup>45</sup>.

Le 11 décembre, le diplomate remet au président son rapport, débattu le lendemain matin à la Maison-Blanche<sup>46</sup>. Dans ses conclusions, il affirme avec force que la crise iranienne est arrivée à un point de non-retour, ne permettant plus d'envisager un soutien au régime impérial en l'état. Il note l'apparition de tendances à la dissidence au sein de l'armée, dont les actes de répression ne font qu'aviver le radicalisme des révoltés et les tentations de coup d'État dans les rangs des militaires. Le rapport précise que tous les partis ont le regard tourné vers les États-Unis, dont le positionnement devrait déterminer notablement l'obtention d'un compromis non-violent entre le shah et les dissidents. Il appelle Washington à

<sup>42</sup> DRUON Maurice, *Les rois maudits*, 1955-1977, rééd. Paris, Plon, 2019.

<sup>43</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 11/27/78, Container 98, Blumenthal to Carter, 24th November, 1978.

<sup>44</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, *op. cit.*, p. 370.

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/3189/472, Jay to FCO, Washington 4875, Iran, 7th December, 1978.

<sup>46</sup> BALL George W., *The Past Has Another Pattern: Memoirs*, New York, W.W. Norton & Co., 1982, p. 460-462.

soutenir un gouvernement civil dont il pressent pourtant la fragilité en raison de l'inexpérience de ses membres potentiels et des désaccords entre les factions qu'il représenterait. Cette option semble cependant préférable à celle d'un gouvernement militaire ou d'une situation d'anarchie. Il s'agit donc pour les États-Unis de signifier au shah la nécessité de s'effacer, de l'aider à établir un conseil de notables dans l'urgence pour qu'il forme un gouvernement civil, d'ouvrir un canal de communication facilement désavouable avec l'ayatollah Khomeini pour qu'il soit opérationnel au moment opportun, d'appeler à la réconciliation nationale et à la fin des violences, s'il le faut en exerçant une pression sur l'armée<sup>47</sup>. Le rapport est reçu fraîchement par le président, qui répond refuser de dicter à un autre chef d'État une ligne de conduite. Informé de l'imminence d'une visite de Z. Brzezinski à Téhéran, G. Ball la déconseille pour ne pas aviver les sentiments anti-occidentaux latents dans la crise iranienne. De l'aveu du Conseiller, qui regrette *a posteriori* son initiative, la discussion sur les conclusions du rapport avivent les divisions qui fracturent l'administration sur la stratégie à adopter face à la révolution : un accompagnement de la transition politique afin d'en limiter les débordements, privilégié au département d'État, contre une politique de ferme soutien au Shah, appuyée s'il le faut sur l'armée, promue au CSN<sup>48</sup>.

La teneur des conclusions et l'ampleur des divisions ne sont que par la suite et partiellement communiquées aux Britanniques, qui en prennent ombrage. Alors que le rapport est sur le point d'être remis au président, Henry Precht dément auprès de Richard Muir des allégations publiées dans la presse prétendant que l'administration penche pour un départ du shah. Il prévoit que G. Ball s'exprime en faveur d'un gouvernement de coalition<sup>49</sup>. Le lendemain, au CSN, Gary Sick apparaît réticent à évoquer les conclusions du rapport et à commenter la mention par le *Washington Post* d'échanges privés entre Moscou et Washington au sujet de l'Iran. R. Muir note que c'est la première fois que Washington maintient Londres dans l'ignorance au sujet de leurs échanges sur le Moyen-Orient avec Moscou<sup>50</sup>. Massachusetts Avenue apprend finalement dans la presse l'essentiel du contenu du rapport. Alors que le porte-parole du CSN déclare (faussement) que ce qui a été rendu public ne reflète pas le contenu du rapport, H. Precht confirme à R. Muir que l'interprétation qui en a été faite par la presse est tout à fait correcte<sup>51</sup>. Le CSN ne semble ainsi pas prêt à renoncer aux options de fermeté qui ont été rejetées par G. Ball.

Le manque de transparence sur le sujet froisse la relation transatlantique. Lorsque Kingman Brewster vient quelques jours plus tard requérir du FCO un échange de vue sur la crise iranienne, Michael Palliser et Ivor Lucas lui confirment l'importance de consultations bilatérales étroites et lui demandent fraîchement s'il est en mesure de leur communiquer la teneur du rapport<sup>52</sup>. Le 20 décembre, à Washington, P. Jay fait savoir à C. Vance que Londres apprécierait d'être informé de ses conclusions. Il rappelle que l'ambassade britannique de Téhéran avait eu la diligence de transmettre ses rapports à Washington. Le

<sup>47</sup> CWIHP, Ball to Carter, Issues and Implications of the Iranian Crisis, 12th December, 1978

<sup>48</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 370-371.

<sup>49</sup> TNA, FCO 8/3190/504, Muir to Carrick, Iran, 12th December, 1978.

<sup>50</sup> TNA, FCO 8/3190/504, Muir to Gorham, US/Iran, 13th December, 1978.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/3190, Jay to FCO, Washington 4951, Iran, 15th December, 1978.

<sup>52</sup> AAD, Brewster to State, London 20858, Consultation on Iran, 20th December, 1978.

secrétaire d'État s'engage à transmettre à Londres une copie du document, dont il communique les principales conclusions<sup>53</sup>. Le même jour, H. Precht assure à R. Muir qu'il n'a toujours pas été informé du contenu du rapport, alors même qu'il a la charge du bureau iranien au département d'État. Tout en notant qu'une suite immédiate n'y serait pas donnée dans la mesure où G. Ball est parti en Floride, C. Vance à Genève et le NSC aux prises avec la politique chinoise, il évoque la force des débats entre les « activistes » et les « non-interventionnistes ». Au CSN, William Quandt confirme la vigueur des débats au sein de l'administration sur la pertinence d'une intervention des États-Unis dans la crise. L'ignorance de « 95% (*sic* !) des Américains » sur les questions iraniennes devrait selon lui l'interdire<sup>54</sup>. Le 26 décembre, G. Sick est toujours très réticent à évoquer le rapport de G. Ball, malgré la transparence habituelle de ses échanges avec R. Muir. Il réaffirme que les informations ayant filtré dans la presse sont erronées. Contrairement à ce que suggèrent les conclusions présentées par le diplomate, il prétend que G. Ball n'a pas formulé de proposition. Selon G. Sick, devenu par défaut expert des questions iraniennes, les États-Unis ne sont plus à même de comprendre la situation, donc encore moins de la contrôler ou de l'influencer : la piètre intelligence des événements par les Américains (il évoque 5% de ce qu'il se passe, dont une infime partie est cruciale) rendrait leur intervention plus nuisible qu'utile<sup>55</sup>.

## 2. Le soutien dans la décadence

Les silences et les sentiments de Gary Sick témoignent du malaise dans lequel la crise a placé l'administration américaine, aux prises avec les débats internes au cercle décisionnel, les demandes émanant d'un partenaire maintenu à distance et les attentes des différents partis iraniens. La défiance qui s'installe au cœur de la triangulation diplomatique contribue au déficit de lisibilité, donc d'efficacité, d'une politique iranienne qui finit par échouer à recouvrer l'efficacité ultime de « coup d'État » de 1953.

Au début du mois de décembre, un télégramme émanant de l'ambassade britannique en Iran témoigne de la proximité entre Antony Parsons et William Sullivan mais de l'éloignement entre la représentation américaine à Téhéran et les cercles décisionnels à Washington. L'ambassadeur britannique recommande en effet au FCO la discrétion sur ses échanges avec son homologue américain, qui ne semble pas partager les analyses de la Maison-Blanche. Une semaine avant la remise de rapport Ball, le maintien du shah au pouvoir, même sous la simple bannière constitutionnelle, apparaît à W. Sullivan de plus en plus difficile. L'effritement de la confiance se lit à l'augmentation des demandes de visas de sortie. A. Parsons précise que W. Sullivan a plus que lui une perception pessimiste du moral du shah, mais qu'il est peut-être dans le vrai. Nombreuses d'ailleurs sont les suggestions que son départ serait la seule solution à la crise<sup>56</sup>.

En total contraste avec les rapports émanant de Téhéran, Jimmy Carter déclare quelques jours plus

---

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/3190/521, Jay to FCO, Washington 5005, Iran and the Northern tier, 20th December, 1978.

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/3190/528, Muir to Gorham, Iran, 20th December, 1978.

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/3190/556, Muir to Carrick, Iran, 26th December, 1978.

<sup>56</sup> TNA, PREM 16/1720/2, Parsons to FCO, Tehran 938, The internal situation, 7th December, 1978.

tard lors d'une conférence de presse qu'il ne doute pas que le shah se maintienne au pouvoir et lui renouvelle tout sa confiance, en rappelant que les États-Unis n'entendent pas intervenir dans les affaires iraniennes ni le permettre à un autre acteur extérieur<sup>57</sup>. Le 14 décembre, David Owen reçoit au FCO le ministre iranien des Affaires étrangères, Amir Afshar. Conscient des critiques que la démarche pourrait soulever, le secrétaire d'État entend signifier que Londres continue à soutenir le régime, la stabilité de la région ne pouvant bénéficier de l'agitation fomentée par l'opposition. La démarche est d'autant plus appréciée que certains propos de James Callaghan aux Communes ont jeté le trouble en Iran : le Premier ministre y a annoncé que la visite de la reine prévue en février ne saurait indiquer un quelconque soutien au pouvoir impérial. Or, Téhéran apprécierait que, si elle est jugée nécessaire, l'annulation de la visite soit annoncée discrètement. S'il ne s'attend pas à des déclarations publiques de soutien, le ministre demande de ne pas donner des impressions que ce soutien n'est plus d'actualité<sup>58</sup>.

C'est cependant à Washington qu'éclatent les discordances les plus vives dans l'appréhension de la crise. Le 19 décembre, Henry Precht rédige pour Harold Saunders un mémorandum intitulé « À la recherche de la stabilité en Iran », dans lequel il reprend l'essentiel des analyses de George Ball. Le directeur du bureau iranien y appelle à embrasser pour de bon la perspective d'un Iran au-delà du shah :

« Se bercer d'illusion sur notre capacité à obtenir à court terme une meilleure alternative qui serait utile pour les États-Unis à long terme compromettrait sérieusement ce qu'il reste de notre position en Iran. Cette position a été sérieusement affaiblie pendant les trois derniers mois du fait de notre perception tardive des événements, de notre hésitation à prendre des décisions difficiles, de notre support indéfectible au shah et de l'anti-américanisme florissant. Nous devons agir vite pour recouvrer notre position. »<sup>59</sup>

Pendant ce temps, au CSN, Zbigniew Brzezinski envisage la perspective de conseiller au shah l'utilisation de la force pour réprimer la contestation. David Owen s'en alarme et demande à l'ambassadeur Jay de signifier les objections de Londres. L'usure des différents partis semble au secrétaire d'État favoriser la possibilité d'un compromis politique, qu'il perçoit comme le seul moyen de restaurer la stabilité du pays. Quoiqu'il en soit, selon D. Owen, il ne revient pas aux Américains ou aux Britanniques d'influencer le shah en faveur de telle ou telle option, dans la mesure où nul n'est en position de mesurer quelles pourraient en être les connaissances, ni enclin à en assumer les responsabilités en cas d'échec. Forcer le shah à se retirer aurait par ailleurs un effet désastreux sur les autres régimes pro-occidentaux dans la région. Il lui paraît donc plus opportun d'apporter des conseils aux Iraniens dans la mesure et au moment où ils les solliciteraient<sup>60</sup>. À Washington, H. Precht confie à Richard Muir qu'il n'écarte pas la possibilité d'une soudaine décision d'intervenir de la part de l'administration<sup>61</sup>. Le diplomate britannique écrit à ses collègues qu'à l'exception du directeur du bureau iranien, personne au département d'État ne suit assidûment les questions iraniennes, laissant au CSN la voie libre pour imposer ses vues<sup>62</sup>.

<sup>57</sup> TNA, PREM 16/1720, Jay to FCO, Washington 4909, Iran, 12th December, 1978.

<sup>58</sup> FCO 8/3200, Record of conversation between the Foreign and Commonwealth Secretary and the Foreign Minister of Iran on Thursday 14 December 1978 at 5.30 PM, 14th December, 1978.

<sup>59</sup> Den, vol. 13, partie 5, Precht to Saunders, Seeking Stability in Iran, 19th December, 1978.

<sup>60</sup> FCO 8/3190/559, Owen to Algiers, FCO 228, Iran, 20th December, 1978.

<sup>61</sup> FCO 8/3190/528, Muir to Gorham, Iran, 20th December, 1978.

<sup>62</sup> FCO 8/3190/528, Muir to Carrick, Iran, 21st December, 1978.

L'absentéisme des acteurs du département d'État et l'empreinte des équipes du CSN dans la formulation de la politique iranienne expliquent son incohérence vis-à-vis de l'ambassade de Téhéran et son indépendance vis-à-vis du partenaire britannique. Lors d'une réunion organisée sur le sujet au FCO le 20 décembre, D. Owen suggère de faire savoir à Washington que Londres attend plus de franchise dans les échanges bilatéraux. Plus encore, il demande de réfléchir à une manière de contrer la ligne interventionniste de Z. Brzezinski<sup>63</sup>. Passant en revue les perspectives d'évolution de la crise, le secrétaire d'État appelle à identifier dans les forces armées les officiers ayant des liens avec la hiérarchie musulmane, à repérer les anciens activistes iraniens ayant étudié à l'étranger avant de revenir en Iran, à maintenir les liens avec les forces armées, notamment par le biais des attachés britanniques sur place<sup>64</sup>.

Le 29 décembre, le *New York Times* révèle que l'administration envisage, parmi d'autres scénarios d'urgence, l'envoi d'un porte-avions dans le golfe Persique, moins pour signifier un soutien au shah que pour prévenir une intervention soviétique dans la crise<sup>65</sup>. Interrogé par R. Muir, G. Sick lui assure que l'éventualité ne témoigne pas d'un changement de politique américaine. Pour le diplomate britannique, le département d'État et le Pentagone minimisent les effets de l'annonce : celle-ci lui paraît un signal politique destiné à rassurer les États voisins sur l'implication de Washington, toujours aux prises avec l'indécision quant à l'attitude à adopter<sup>66</sup>. Le même jour, à Londres, Ivor Lucas renouvelle à l'ambassadeur Brewster l'assurance du soutien britannique au shah. Il rappelle aussi la nécessité de rester en retrait pour laisser les Iraniens décider du choix d'un gouvernement militaire ou civil. Il évoque un rapport de l'ambassadeur Parsons qui pressent la formation imminente d'un nouveau gouvernement<sup>67</sup>.

Le lendemain, le palais de Niavaran annonce avoir retenu le nom de Chapour Bakhtiar, ancien ministre de Mohammad Mossadegh, devenu dirigeant du Front national. Celui-ci conditionne la formation d'un gouvernement sous son autorité au départ du shah<sup>68</sup>. Le 31 décembre, Lord George-Brown, ancien secrétaire d'État et ami du Shah, fait savoir au FCO que le futur Premier ministre a sollicité son assistance dans les négociations avec le souverain<sup>69</sup>. Craignant d'attiser les spectres de *Mordad*, A. Parsons fait savoir à Ch. Bakhtiar que Londres n'a pas l'intention de s'impliquer dans la formation du gouvernement. Ch. Bakhtiar, qui lui répond ne pas avoir sollicité les services de l'ancien secrétaire d'État, ne s'émeut pas d'une visite qui n'a finalement lieu qu'après la prise de la plupart de ses décisions<sup>70</sup>. Le shah raconte dans ses mémoires avoir pris la décision de choisir Ch. Bakhtiar après avoir rencontré son vieil ami, qui l'avait imploré de quitter le pays en prétextant deux mois de vacances<sup>71</sup>. L'initiative comme sa relation contribue ainsi à nourrir la mystique d'une ingénierie pourtant révolue.

<sup>63</sup> FCO 8/3190/541, Owen to Tehran, FCO 732, Iran, 28th December, 1978.

<sup>64</sup> TNA, FCO 8/3351, Meeting held at 4.00 PM on 20 December 1978, Iran: Policy Review, 20th December, 1978.

<sup>65</sup> BURT Richard, "Many Contingency Plans", *The New York Times*, 29th December, 1978.

<sup>66</sup> TNA, PREM 16/1720, Jay to FCO, Washington 5098, MIPT, 29th December, 1978.

<sup>67</sup> AAD, Brewster to State, London 21261, Situation in Iran 29th December, 1978.

<sup>68</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 121.

<sup>69</sup> TNA, PREM 16/1720, Owen to Tehran, FCO 746, Lord George Brown, 31st December, 1978.

<sup>70</sup> TNA, PREM 16/2131/2, Parsons to FCO, Tehran 3, Lord George Brown, 2nd January, 1979.

<sup>71</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Answer to History*, New York, Stein and Day, 1980, p. 171.

### 3. Le sommet de la défiance

Cette mystique est entretenue par les incertitudes pesant sur la teneur des échanges entre Jimmy Carter, James Callaghan, Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing, lors du sommet de la Guadeloupe, du 4 au 9 janvier 1979. Au faîte de la crise iranienne, la conférence commence alors que Chapour Bakhtiar déclare à la presse ne pas avoir exigé le retrait du souverain, dont il note cependant le désir d'un congé prolongé<sup>72</sup>. Dix jours plus tard, le départ du shah sanctionne l'échec d'une politique occidentale ayant abrité la défense de ses intérêts à l'ombre du pilier pahlavien. Cet exil passe pourtant pour avoir été précipité par le renoncement de ses partenaires à la politique de soutien indéfectible affichée en public et affirmée au palais depuis le mois de novembre. Dans sa *Réponse à l'histoire*, le shah déchu écrit que c'est lors du sommet que les Français et les Allemands ont convenu avec les Américains et les Britanniques de la nécessité de son départ<sup>73</sup>. Si ce qu'il nomme le « Yalta du Moyen-Orient » n'aboutit pas au partage de son territoire entre les États-Unis et l'URSS, dont il note d'ailleurs l'absence, il conforte le sentiment de duplicité occidentale éprouvé par le shah depuis la déposition de son père en 1941.

À la fin du mois de décembre, rien ne semble pourtant prédisposer les Américains à utiliser le sommet de la Guadeloupe pour entériner le sacrifice du pilier iranien sur l'autel de la sauvegarde des relations avec un Iran devenu révolutionnaire. Dans son rapport de Sécurité nationale hebdomadaire rédigé à l'attention du président Carter, Zbigniew Brzezinski écrit ainsi que la réunion pourrait aborder la nécessité de répondre collectivement à l'instabilité qui touche le Moyen-Orient :

« Nous allons peut-être devoir prendre quelques mesures pour convaincre les Soviétique que nous allons soutenir nos amis en Iran, quoi qu'il advienne. La désintégration de l'Iran et la répétition en Iran de ce qu'il s'est passé en Afghanistan seraient la défaite américaine la plus importante depuis le début de la guerre froide, dont les conséquences éclipsaient le revers du Vietnam. »<sup>74</sup>

À la veille de son départ pour les Antilles, J. Carter réunit le CSN afin de solliciter l'avis de ses membres sur le fait de suggérer au shah de se retirer. Z. Brzezinski s'y oppose. Stansfield Turner s'y montre favorable. Cyrus Vance suggère de soutenir la décision prise par le shah de se retirer, qui renforcerait les chances de succès du gouvernement Bakhtiar. Le président se range à son avis avant de s'envoler pour les Antilles<sup>75</sup>. Un appel téléphonique du vice-président Mondale l'accueille à son arrivée. Le président américain passe une heure au téléphone dans son bungalow, assis sur une machine à laver dans un coin de cuisine. Décision est finalement prise de soutenir le shah et l'armée car cette dernière est loyale au souverain et son soutien nécessaire à quelque gouvernement que ce soit<sup>76</sup>.

Selon V. Giscard d'Estaing, la rapidité des événements justifie que les alliés comparent en urgence

<sup>72</sup> TNA, PREM 16/2131/6, Parsons to FCO, Tehran 37, Iran internal situation, 4th January, 1979.

<sup>73</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Answer to History*, op. cit. p. 171.

<sup>74</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Brzezinski Office File, Subject Chron File, Box 126, Weekly National Security Report: 6-12/78, Brzezinski to Carter, 28th December, 1978.

<sup>75</sup> JCL, NSC Institution Files, 1977-81, NSC-015A – Iran, 1/3/79, White House, Memorandum for the Record, Informal NSC Meeting, 12:00-1:15 PM, Wednesday, January 3, 1979, The Cabinet Room, 3rd January, 1979

<sup>76</sup> CARTER Rosalynn, *First Lady from Plains*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 1994, p. 307.



leurs analyses. Le président français laisse à J. Callaghan le soin d'introduire le débat<sup>77</sup>. Dans ses mémoires, ce dernier se rappelle la morosité des discussions : tous les rapports suggèrent que le shah serait forcé à partir dans les jours à venir et personne ne voit de successeur crédible ; le souverain ne semble plus en effet capable de prendre d'initiatives et des incertitudes pèsent sur la position de l'armée<sup>78</sup>.

Le seul compte-rendu des échanges sur l'Iran a été retrouvé aux Archives nationales britanniques :

« Au cours d'une discussion de portée générale émergea un accord global sur le fait que le shah devrait désormais quitter l'Iran dans les jours à venir. Néanmoins, le président Carter pensait que les chances d'un dénouement stable de la crise étaient plutôt meilleures qu'elles ne l'avaient été quinze jours plus tôt et le Premier ministre [Callaghan] se réjouit du fait que le général Djam était revenu dans le pays. Nous devions néanmoins faire face aux faits probables que n'importe quel gouvernement iranien à venir aurait moins d'influence modéré dans les conseils arabes et pourrait être plus ouvert à l'Union soviétique. Le président Giscard reconnut la réticence du shah à prendre des mesures impitoyables quand il était en position de le faire mais dit que les acteurs politiques ne compteraient plus pour rien désormais en Iran. La lutte devrait opposer l'armée aux chefs religieux. Il tint à préciser qu'il avait décidé plus tôt d'expulser Khomeini de France mais que le Shah lui avait demandé de ne pas le faire. »<sup>79</sup>

La connaissance de la teneur des discussions repose au-delà sur leur reconstitution par les acteurs impliqués. Elle permet d'autant moins de prouver l'étendue du soutien apporté au régime que chacun fait après coup en sorte de défendre la position qu'il prétend avoir soutenue, au détriment de celle des autres. Dans ses mémoires, J. Carter regrette de ne trouver que peu de soutien pour le shah chez ses partenaires, lesquels appellent selon lui au départ du souverain et à la formation d'un gouvernement civil<sup>80</sup>. Il ajoute dans son journal de la présidence que ses trois homologues n'ont jamais éprouvé de sympathie pour le shah, ce que confirment les mémoires de J. Callaghan, même si celles de J. Carter ne mentionnent pas non plus de sentiments particuliers pour le dirigeant<sup>81</sup>. Les mémoires de V. Giscard d'Estaing corroborent les rares lignes que J. Callaghan consacre au sommet dans les siennes. Le président français affirme en revanche que son homologue américain a pris une position radicale contre le shah : J. Carter aurait ainsi déclaré que le souverain ne peut plus rester au pouvoir dans la mesure où le peuple iranien ne veut plus de lui ; que nul gouvernement civil ne souhaite travailler avec lui mais qu'il n'y a pas de raisons de s'inquiéter dans la mesure où les chefs militaires, qui ont des liens étroits avec leurs collègues américains, sont prêts à prendre le pouvoir au besoin ; pour ne pas laisser aux Soviétiques la voie libre en Iran, le président américain aurait ainsi demandé à ses partenaires de se rallier à lui dans une démarche d'abandon du soutien au régime impérial<sup>82</sup>. Cette version est en total désaccord avec le récit des événements que Scott Armstrong fait dix mois plus tard, à l'appui de documents déclassifiés : selon le journaliste du *Washington Post*, le président français aurait recommandé d'envoyer un émissaire pour demander au shah de quitter le pays immédiatement ; le président américain, mal à l'aise avec la

<sup>77</sup> GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le pouvoir et la vie. 2, L'affrontement*, Paris, Compagnie 12, 1991, p. 373.

<sup>78</sup> CALLAGHAN James, *Time and Chance*, Londres, HarperCollins, 1987, p. 545.

<sup>79</sup> TNA, PREM 16/2131/6A, Extract from Four Power Discussion in Guadeloupe 5/6 January 1979: Third Session on Saturday 6 January 1979 at 0900

<sup>80</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 445.

<sup>81</sup> CARTER Jimmy, *White House Diaries*, New York, Farrar Straus Giroux, 2010, p. 275.

<sup>82</sup> GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le pouvoir et la vie. 1, La Rencontre*, Paris, Compagnie 12, 1988, p. 110-112.

proposition, aurait répondu qu'il refusait d'encourager le shah à partir ou à rester mais qu'il travaillerait avec les Britanniques pour faciliter son départ ; J. Callaghan et H. Schmidt auraient à ceci acquiescé<sup>83</sup>. Amir Aslan Afshar, ancien ambassadeur aux États-Unis et dernier chef du protocole, ami et confident du shah, explique son attitude par la rancune personnelle nourrie par V. Giscard d'Estaing contre lui depuis que le souverain a refusé d'accueillir à sa table le fiancé de la fille du président, sans position officielle, lors de sa visite en 1976<sup>84</sup>. Selon l'ambassadeur Jean-Claude Cousseran, premier secrétaire à Téhéran pendant la révolution, les quatre dirigeants occidentaux ont par ailleurs à leur disposition toutes les connaissances nécessaires pour statuer sur le sort du shah. Le président français aurait été tenu informé de son état de santé juste avant de partir pour les Antilles. Il aurait partagé l'information avec ses partenaires. Abolhassan Bani Sadr, l'un des proches conseillers de l'ayatollah Khomeini, en conclut que les dirigeants occidentaux se sont ainsi rabattus sur l'option d'un soutien au gouvernement Bakhtiar<sup>85</sup>. Dans ses mémoires, l'ambassadeur Sullivan évoque un président Carter convaincu par ses partenaires de la condamnation du shah et de la nécessité de sauvegarder au maximum les intérêts américains<sup>86</sup>.

La politisation des souvenirs rend difficile leur exploitation, sinon pour une étude des usages de l'histoire par ceux qui la font. Rosalynn Carter note avec ironie, à l'aune d'une conversation rapportée dans son journal au soir du sommet, que chacun prétend *a posteriori* avoir su la suite des événements<sup>87</sup>. Comme un miroir déformant de *Mordad* 1953, le sommet de la défiance semble finalement avoir pesé de peu de poids dans une décision déjà prise, mais convaincu cependant de la prétention d'ingérence des Occidentaux les révolutionnaires qui la détournent pour mieux fonder leur rhétorique nationaliste.

### C. Le rempart érodé

#### 1. Le spectre soviétique

L'effondrement du pilier iranien qui sous-tend depuis le début de la guerre froide l'édifice d'endiguement dans le golfe Persique fait ressurgir à Washington et à Londres la menace du spectre soviétique dans une région historiquement convoitée par le « voisin du Nord ». Dès le mois de septembre 1978, l'État-major interarmées (JCS) américain passe en revue la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient et dans le Golfe<sup>88</sup>. Pour prévenir l'obtention de l'hégémonie régionale par une puissance ennemie, le JCS appelle à raviver le CENTO et renforcer le soutien à Téhéran et à Riyad en augmentant la fourniture d'armement, développant les infrastructures militaires et installant une présence américaine limitée. Au

<sup>83</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Rejects Coup Options", *The Washington Post*, 30th October, 1980.

<sup>84</sup> AFSHAR Amir Aslan, *Mémoires d'Iran : Complots et trahisons*, Paris, Mareuil Éditions, 2015, p. 312.

<sup>85</sup> PUECHMOREL Gérard, *Les 112 jours de Khomeiny en France*, de, France 3, Et la suite production, 2012.

<sup>86</sup> SULLIVAN William H., *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981, p. 224.

<sup>87</sup> CARTER Rosalynn, *First Lady from Plains*, *op. cit.*, p. 307-308.

<sup>88</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Defense/Security, Ermarth, Box 4, Middle East/Persian Gulf: 9-12/78, Jones to Brown, Review of US Strategy Related to the Middle East and the Persian Gulf, 7th September, 1978

bureau des affaires de sécurité internationale du Pentagone, Robert Murray charge Howard Teicher de mesurer les conséquences de la transformation de l'Iran en une puissance hostile. Le mémorandum alerte sur la compromission des secrets militaires relatifs à des technologies militaires sensibles qui pourraient tomber sous le contrôle soviétique et sur la perte des postes d'écoute secrets situés sur la frontière irano-soviétique. La perte de l'Iran signerait ainsi la fin de la stratégie des deux piliers<sup>89</sup>. De retour d'une visite au Moyen-Orient qu'il débute en Iran le 24 octobre, le secrétaire à la Défense adjoint Charles Duncan rapporte quant à lui que tous les dirigeants rencontrés se voient aux avant-postes de la lutte contre les prétentions soviétiques. La région apparaît fragile et potentiellement explosive. L'exemple iranien le montre : le risque d'instabilité constitue des opportunités d'ingérence soviétique substantielles<sup>90</sup>.

Quelques jours plus tard, Richard Muir s'entretient de la question avec ses interlocuteurs habituels. Selon le département d'État, l'URSS observe prudemment la crise iranienne : l'ambassadeur soviétique aux États-Unis a ainsi assuré à Washington que Moscou préfère de loin un maintien de la monarchie à une prise du pouvoir par les militaires ou à un développement de l'anarchie en Iran. L'URSS pourrait de plus faire l'économie d'une confrontation avec les États-Unis sur cette question. Par ailleurs, la faiblesse du parti Tudeh et le désamour à l'endroit de Moscou en Iran rend improbable une résurgence du scénario craint en 1953 : les slogans communistes apparus dans les universités semblent relever d'une initiative individuelle et non d'un mouvement organisé ; de plus, les déclarations de l'opposition sont autant hostiles aux États-Unis qu'à l'URSS. Le CSN n'écarterait pas la possibilité de contacts entre les Soviétiques et l'opposition, qui pourrait ainsi bénéficier de conseils tactiques pour faire renaître le parti Tudeh comme une organisation plus menaçante<sup>91</sup>. Cyrus Vance note dans un télégramme adressé à la représentation américaine à l'OTAN le dilemme auquel font face les Soviétiques : une instabilité durable conduisant à l'éviction du shah pourrait créer des opportunités pour Moscou dans le Golfe ; en revanche, l'URSS ne souhaite pas en voir les conséquences à ses frontières ni l'installation d'un nouveau régime, militaire ou musulman, remettre en cause la relation bilatérale développée entre Moscou et Téhéran ; la contagion de la contestation islamique ne paraît pas alors une menace majeure<sup>92</sup>.

La crise iranienne n'en est pas moins un sujet de discordes entre les deux Grands. Le 17 novembre, Léonid Brejnev s'alarme dans une lettre à Jimmy Carter de rumeurs faisant état d'un regain d'ingérence américaine en Iran, vingt-cinq ans après le « coup d'État » de 1953. Le dirigeant soviétique conclut en rappelant la nécessité pour Moscou et Washington de rester strictement guidés par les principes de la charte des Nations unies et les intérêts de la paix et de la sécurité<sup>93</sup>. Le président lui répond en rappelant l'attachement des États-Unis à l'indépendance et à l'intégrité de l'Iran, comme affirmé par un

<sup>89</sup> TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, HarperCollins, 1993, p. 47-48.

<sup>90</sup> JCL, National Security Council, Institutional Files, Box 71, PRC 079, 11/30/78, Pakistan, Duncan to Carter, 9th November, 1978.

<sup>91</sup> TNA, FCO 8/3188/404, Muir to Gorham, Iran, 16th November, 1978.

<sup>92</sup> AAD, Vance to US Mission USNATO, State 288248, Situation in Iran, 14th November, 1978.

<sup>93</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office, Outside the System File, Box 69, USSR: Brezhnev-Carter Correspondence: 1-12/78, Brezhnev to Carter, 17th November, 1978.

communiqué le 19 novembre<sup>94</sup>. Il dément les informations soviétiques faisant état d'une interférence américaine dans les affaires de pays tiers. Il s'inquiète en revanche que ces dernières puissent légitimer aux yeux de Moscou la nécessité d'une intervention soviétique en Iran, qui serait considérée comme très grave<sup>95</sup>. De Londres, Kingman Brewster rapporte l'analyse du FCO selon laquelle l'initiative de L. Brejnev ne correspondrait pas à un changement d'attitude de la part de Moscou mais à une posture politique sans conséquences. Les diplomates britanniques s'accordent avec leurs homologues américains sur un soutien des Soviétiques au pouvoir impérial, mais aussi sur le risque d'évolution de la politique étrangère iranienne dans des directions peu favorables aux intérêts occidentaux. C'est ce qu'ont suggéré les conclusions d'un séminaire organisé avec des experts du gouvernement et des spécialistes de l'Iran, qui sont communiquées à Grosvenor Square : de nouvelles interventions iraniennes à Oman ou ailleurs, qui ont participé jusque-là de la politique d'endiguement, semblent désormais improbables, que ce soit dans l'hypothèse d'un maintien du shah au pouvoir ou, plus encore, dans le cas d'un changement de régime<sup>96</sup>.

Sollicitée par département d'État<sup>97</sup>, l'analyse britannique des intentions soviétiques en Iran apparaît similaire. S'ils s'accordent sur l'attentisme prudent de la politique soviétique, par ailleurs pratiquée à l'Ouest, les Britanniques se sont cependant engagés dans un processus de réévaluation constant de la situation, de peur de passer à côté d'une intention de Moscou de profiter des eaux troubles de la crise iranienne pour brouiller les cartes dans le golfe Persique<sup>98</sup>. Six mois après la prise du pouvoir en Afghanistan par un parti politique d'obédience marxiste-léniniste, l'enlèvement de l'Iran dans la révolution nourrit les spectres soviétiques que le gendarme pahlavien a tenté de conjurer depuis les années 1950.

## 2. La sirène sécuritaire

Le 2 décembre 1978, dans son rapport hebdomadaire de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski alerte le président Carter sur les conséquences sécuritaires d'une série d'événements qui ont remis en question le délicat équilibre stratégique ménagé par les États-Unis de part et d'autre du Moyen-Orient :

« Si vous tracez un arc sur le globe, s'étirant de Chittagong (Bangladesh) *via* Islamabad jusqu'à Aden, vous pointerez l'aire où nous subissons actuellement notre plus grande vulnérabilité. Toutes en même temps émergent des difficultés en Iran et au Pakistan, cependant que d'autres flottent sous la surface en Inde et se manifestent clairement au Bangladesh. Il y a aussi des raisons de croire que la structure politique de l'Arabie saoudite commence à craquer. La Turquie est par ailleurs en train de chanceler. »<sup>99</sup>

Le Conseiller revient ensuite sur le pessimisme de George Ball sur la crise iranienne, que partage un

<sup>94</sup> GWERTZMAN Bernard, "Carter Answers Soviet on Iran", *The New York Times*, 20th November, 1978.

<sup>95</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office, Outside the System File, Box 69, USSR: Brezhnev-Carter Correspondence: 1-12/78, Carter to Brezhnev, 21st November, 1978.

<sup>96</sup> AAD, Brewster to State, London 19178, Soviets and Iran, 21st November, 1978.

<sup>97</sup> AAD, Vance to all Near Eastern and South Asian Diplomatic Posts, State 296841, Assessment of Soviet Posture and Intentions regarding Situation in Iran, 23rd November, 1978.

<sup>98</sup> AAD, Brewster to State, London 19601, Assessment of Soviet Posture and Intentions Regarding Situation in Iran, 28th November, 1978.

<sup>99</sup> JCL, Plains File, Subject File, Box 29, NSC Weekly Reports, 6-12/78, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #81, 2nd December, 1978.

mémoire rédigé par l'ancien secrétaire à la Défense Clark Clifford, devenu conseiller spécial du président. La fragilisation des structures sociales et politiques dans une région d'importance vitale pour les États-Unis le conduit à considérer la crise comme équivalente à celle que l'Europe a connue en 1945. L'historien du totalitarisme note que le vide politique résultant de l'instabilité courant le long de cet « arc de crise » pourrait être rempli par des éléments favorables à l'URSS, d'autant plus facilement que domine l'impression selon laquelle les États-Unis ne sont plus dans la position d'y proposer une protection politique et militaire efficace. Z. Brzezinski suggère d'aborder avec les alliés des États-Unis la nécessité d'une réponse collective, afin que l'instabilité en Iran et au Pakistan ne gangrène pas le Golfe. Celle-ci pourrait prendre la forme d'une augmentation des dépenses militaires de chacun des membres de l'Alliance atlantique et du développement de nouvelles armes nucléaires, afin d'améliorer la position américaine dans la région et d'encourager ses partenaires à suivre son exemple<sup>100</sup>.

Au département d'État, Joseph Twinam, directeur pour la péninsule Arabique, confie à Richard Muir que les États de la région s'inquiètent des conséquences internationales de la crise iranienne. Il déclare que Washington s'est lancé dans une révision de sa politique dans le Golfe, qui doit aboutir à un dialogue avec les différents acteurs de la région au sujet du rôle à donner des États-Unis. Les erreurs de jugement sur la révolution imposent de porter un nouveau regard sur les événements. Selon R. Muir, la démarche s'inscrit dans une réflexion plus globale visant à réenvisager les relations des États-Unis avec les partenaires de la « rangée Nord ». Même s'il confesse un « certain degré de chaos » au sein de l'administration du fait des contradictions des points de vue entre les décideurs de politique étrangère, Gary Sick confirme à son collègue britannique un changement à venir dans la politique de Washington<sup>101</sup>.

Selon l'ambassadeur Jay, Z. Brzezinski est resté jusqu'alors la voie dominante, quoique pas toujours décisive, dans les délibérations de l'administration américaine sur l'Iran. Sa croisade en faveur d'une mobilisation face à l'arc de crise se poursuit dans le cadre d'un discours devant l'Association de politique étrangère le 20 décembre et d'un entretien accordé au *New York Times* à la fin de l'année 1978. Le Conseiller y présente l'Iran comme un rouage essentiel du système politique et économique occidental, ce qui en fait une préoccupation immédiate pour les États-Unis et une priorité forte pour le président. Sa place est cruciale dans la défense de la sécurité militaire et le développement d'un système mondial de coopération renforcée, qu'il range dans la liste des objectifs fondamentaux de la politique étrangère américaine<sup>102</sup>. P. Jay note cependant que des membres du département d'État et même du CSN doutent de la capacité des États-Unis à influencer la situation. La volonté de renforcer la barrière visant à prévenir toute pénétration soviétique vers le Sud devrait méditer les leçons de l'échec du pacte de Bagdad. Par ailleurs, le renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe pourrait embarrasser les gouvernements pro-américains de la région. J. Carter a rappelé que les États-Unis n'interviendraient pas

---

<sup>100</sup> ROOB Thomas K., *Jimmy Carter and the Anglo-American Special Relationship*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2017, p. 68.

<sup>101</sup> TNA, FCO 8/3280/2, Muir to Lucas, Iran and the Arabian Peninsula, 22nd December, 1978.

<sup>102</sup> "The World According to Brzezinski", *The New York Times*, 31st December, 1978.

directement et appelé l'URSS à se l'interdire, même si la sortie d'un porte-avion au large de Singapour entend démontrer aux dirigeants locaux l'importance attachée à la sécurité régionale. P. Jay précise que, même si certains acteurs de premier plan souhaitent que les États-Unis assument un rôle plus actif, le consensus à Washington reste un attentisme prudent tant que la crise iranienne n'est pas dénouée<sup>103</sup>.

À la fin du mois, Harold Brown confirme à Massachussets Avenue la remise à plat par l'administration de sa politique régionale. Le secrétaire à la Défense apparaît cependant moins inquiet de la vulnérabilité de Riyad et d'Islamabad que son collègue du CSN. Si leur avenir est un sujet d'inquiétude, la situation de l'arc de crise ne semble pas relever des enjeux de la théorie des dominos<sup>104</sup>. Cependant, note P. Jay, les déclarations de l'administration ne doivent pas laisser d'illusion : elle juge en effet trop vitaux ses intérêts en Iran et dans le Golfe pour laisser aux Iraniens la gestion de leur propres problèmes. Il s'agit donc de convaincre les Soviétiques que les avertissements de Washington doivent être pris au sérieux donc conduiraient à de la fermeté s'ils étaient ignorés. Il s'agit aussi de rassurer les voisins directs ou indirects de l'Iran, en particulier l'Arabie saoudite, les États du Golfe, la Turquie et le Pakistan, de l'engagement des États-Unis dans la défense de la sécurité régionale, sans remettre en question l'architecture du CENTO qui y a présidé jusqu'alors. Dans l'urgence sécuritaire, Washington fait savoir à Londres que des consultations seraient plus qu'appréciées pour répondre à la fragilisation de l'édifice de sécurité en cours d'effondrement. La visite du secrétaire d'État David Owen prévue à Washington au début du mois de février doit constituer un premier moment de cette réflexion transatlantique<sup>105</sup>.

### 3. La surveillance stratégique

Acquis à une position d'influence en vertu de son expertise, qui compense la rétractation de sa présence régionale, Londres accueille volontiers la requête américaine. David Owen informe Massachussets Avenue qu'il partage les objectifs de la politique américaine. Il émet néanmoins des doutes quant à l'utilité d'un renforcement du potentiel militaire des États de la région. Il lui préfère une politique de sensibilisation destinée à ne pas reproduire la démesure de l'ancien gendarme iranien, à laquelle Washington a semblé d'ailleurs souscrire. Il affirme compter par ailleurs sur la visite royale prévue au mois de février pour restaurer la confiance des États du golfe Persique envers leurs alliés occidentaux<sup>106</sup>.

Dans les éléments de langage préparés en amont de l'entretien entre les deux secrétaires d'État, les Britanniques confirment l'inquiétude éprouvée par les États du Golfe sur la possibilité de contamination de la crise iranienne à leur propre régime et sur l'impuissance des Occidentaux à les secourir le cas échéant. La réticence de Londres à s'engager en Iran trouve son écho dans son refus de trop s'exposer dans la région pour prévenir toute diffusion de l'instabilité le long de l'arc de crise. Tout au plus sont

<sup>103</sup> TNA, PREM 16/2131/2, Jay to FCO, Washington 14, Iran: Gorham's letter of 14 December to Miers, 2nd January, 1979.

<sup>104</sup> TNA, FCO 8/3330/24, Jay to FCO, Washington 271, Iran, 20th January, 1979.

<sup>105</sup> TNA, FCO 8/3330/25, Jay to FCO, Washington 272, M.I.P.T.: Iran, 20th January, 1979.

<sup>106</sup> TNA, FCO 8/3360/32, Owen to Washington, FCO 167, Iran, 25th January, 1979.

envisagées des actions de conseil auprès de dirigeants qui en feraient la demande. Il s'agirait aussi de rester attentifs à l'émergence de mouvements d'opposition. L'important est pour Londres de ménager un équilibre entre l'assurance d'un soutien aux partenaires régionaux et la garantie de leur indépendance vis-à-vis des Occidentaux. Les Britanniques proposent ainsi de négocier avec les Soviétiques le principe d'une « quarantaine régionale » ou, à défaut, d'établir une « brigade de feu régionale » pour prévenir la résurgence de troubles similaires à ceux du Dhofar, où un front de libération a mené de 1963 à 1976 une guérilla destinée à s'émanciper de la tutelle du sultanat d'Oman et de la présence militaire britannique. Une autre manière de restaurer la confiance des acteurs régionaux en l'Occident serait, sur un autre sujet, de faire pression sur Israël en conditionnant le développement de la colonisation dans les territoires occupés à des concessions substantielles sur les questions palestiniennes. Quoi qu'il en soit, Londres rejette l'idée d'une nouvelle course aux armements dans le Golfe, que certains acteurs américains semblent avoir envisagés. Sans répondre à la crise en cours, elle aurait pour conséquence d'exacerber les disputes territoriales à l'échelle locale, d'inspirer des critiques à l'égard des dirigeants et d'exposer à nouveau les Occidentaux. Il faudrait au contraire parvenir à raisonner les principaux fournisseurs dans le cadre d'un accord limitant les ventes aux pays de la région<sup>107</sup>. La reconfiguration de l'édifice stratégique le long de l'arc de crise n'apparaît cependant pas prioritaire à l'agenda des discussions. De son côté, Cyrus Vance, outre la question rhodésienne à l'agenda principal, souhaiterait surtout aborder la lutte contre la prolifération des armes conventionnelles et le processus de paix au Proche-Orient<sup>108</sup>.

La volonté partagée de garantir la sécurité des intérêts occidentaux se traduit par la simultanéité des visites dans le Golfe du chef de la diplomatie britannique et du secrétaire à la Défense Harold Brown. Le premier accompagne la reine Elisabeth II, qui entame le 12 février au Koweït une visite de trois semaines la conduisant à Bahreïn, en Arabie saoudite, au Qatar, à Oman et aux Émirats arabes unis. Le séjour prévu en Iran a été annulé pour des raisons de sécurité. Un mois après le départ du shah, il s'agit de calmer la nervosité des dirigeants arabes, ébranlés par les secousses de la crise iranienne<sup>109</sup>. À son retour à Londres, D. Owen se félicite du succès de la visite : le séjour est venu à point nommé pour rassurer les partenaires régionaux et pour échanger avec eux des grands enjeux bilatéraux. Les différents gouvernements se sont déclarés convaincus que les disputes locales doivent être résolues localement et que, si le soutien des Occidentaux y est toujours bienvenu, il doit se montrer discret. Le Britannique a noté avec satisfaction que les dirigeants du Golfe partagent son inquiétude au sujet des démonstrations de soutien ostentatoires en provenance de Washington. A ce titre, les modalités de la visite d'H. Brown dans la région sont présentées comme ayant été inappropriées. Son initiative d'une visite en Israël et sur le plateau du Golan a été mal perçue par les Saoudiens, frustrés de la maladresse de la réponse américaine à la crise iranienne et de l'incapacité de Washington à faire pression sur Tel Aviv au sujet de la

<sup>107</sup> TNA, FCO 28/3866, Secretary of State's Visit to Washington, 5A: Regional Implications of the Iran Crisis, Points to make, 4th February, 1979.

<sup>108</sup> TNA, FCO 8/3360/37, Jay, Note for the record, Discussion with Mr David Newsom, Under Secretary, Political Affairs, State Department, Wednesday 24 January 1979, 24th January, 1979.

<sup>109</sup> APPLE R. W., Jr., "Queen Opens Tour of 6 Arabian States", *The New York Times*, 13th February, 1979.

colonisation en Transjordanie. Prenant acte des craintes saoudiennes à l'endroit du positionnement américain, D. Owen les communique par la suite à C. Vance<sup>110</sup>. Un mémorandum de la CIA montre en même temps les conséquences de la chute du shah sur le processus de paix : la diminution de l'influence américaine dans la région, l'inspiration que les religieux iraniens donnent aux extrémistes de gauche et la diffusion potentielle de l'instabilité le long de l'arc de crise ont ébranlé les deux partis, qui pourraient s'avérer moins enclins au compromis nécessaire à la conclusion d'un accord<sup>111</sup>. À l'inverse, notent les Britanniques, les Américains pourraient être enclins à invoquer le spectre d'une instabilité durable en Iran pour inciter à un sursaut stratégique qui conduirait à un accord rapide<sup>112</sup>.

Le rapport de la visite d'H. Brown que font les Américains à leurs alliés de l'OTAN est sensiblement différent de la perception britannique. Washington a eu ainsi l'impression que, face à la menace soviétique, l'Arabie saoudite, la Jordanie, l'Égypte et Israël accueillent volontiers une posture américaine plus incisive sur la sécurité régionale. Le secrétaire à la Défense a néanmoins admis que ses propositions de coopération ont été inégalement reçues. Là où Israël a témoigné d'un intérêt réel, les trois pays arabes n'y ont pas vu de raisons valables avant la conclusion d'un accord de paix, préférant des formes de coopération multilatérale internes à la région et, à titre individuel, bilatérale avec les États-Unis. Ils ont de plus décliné les propositions de fourniture d'équipements militaires jugés non-nécessaires. Nourris de leurs propres renseignements, les Britanniques concluent que les Américains ont bien mal perçu l'appréhension par les pays du Golfe de la question de la sécurité régionale<sup>113</sup>. Le bureau de la péninsule arabique au département d'État et la division des affaires de sécurité internationale au Pentagone confirment à Richard Muir la réticence des Saoudiens à apparaître trop liés aux Américains dans le cadre d'une coopération militaire formelle, qui semble une conséquence du rafraîchissement des relations bilatérales. Washington n'en étudie pas moins plusieurs scénarios destinés à rendre plus visible la puissance américaine : un développement de la présence navale dans le cadre de la force opérationnelle du Moyen-Orient ; une augmentation de la fréquence des visites de la Marine et de l'Aviation américaine ; une possibilité de planification et d'exercices militaires conjoints avec des forces locales ; une systématisation des échanges de visite d'officiers militaires. Les Britanniques, qui s'y montrent opposés, notent que l'administration Carter se trouvent dans la position inconfortable d'avoir entretenu aux États-Unis des attentes d'implications décisives sans en avoir pensé les modalités pratiques dans le golfe Persique<sup>114</sup>. Les dissonances transatlantiques dans la vision des formes de restauration d'une présence régionale achèvent de fragiliser la défense d'intérêts occidentaux désormais privés de leur gendarme.

---

<sup>110</sup> TNA, FCO 93/1819/31, Owen to Callaghan, Iran, The Gulf, And The Middle East, 22nd February, 1979.

<sup>111</sup> CIA, Implications of Iran for Middle East Peace Negotiations, 16th February, 1979.

<sup>112</sup> TNA, FCO 93/181/28, Tomkys to Moberly, Implication of events in Iran for Middle East Peace Negotiations, 20th February, 1979.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/3361/92, Killick to FCO, UK Del NATO 4, The US and Middle East Security, 1st March, 1979.

<sup>114</sup> TNA, FCO 93/1819/37, Muir to Tatham, US policy towards the Arabian peninsula, 27th February, 1979.



## II. Le miroir de *Mordad* (1978-1979)

L'appréhension américaine et britannique de la révolution conduit Londres et Washington à renouer avec des pratiques éprouvées au début des années 1950. Pour quelles raisons les alliés échouent-ils à influencer les événements dans une direction qui leur soit favorable ?

### A. L'ouverture à Khomeini

#### 1. L'appréhension d'un opposant

La question de l'ouverture à la principale figure d'opposition au shah témoigne d'une divergence de position à Londres et à Washington, déjà perçue au début des années 1950, avant d'être surmontée.

Rouhollah Khomeini apparaît dans les archives américaines et britanniques dix ans après le « coup d'État ». Selon son biographe Amir Taheri, la nomination en 1961 de l'ancien ambassadeur à Washington Ali Amini au poste de Premier ministre conduit les fidèles de l'ayatollah à vouloir se rapprocher du Royaume-Uni pour contrer l'influence grandissante des États-Unis en Iran<sup>115</sup>. Si la tentative échoue, la publication par Nancy Lambton d'un article sur le gouvernement des mollahs à partir des travaux du religieux chiite est interprétée comme un signe d'approbation de ses thèses par Londres<sup>116</sup>.

En juin 1963, R. Khomeini se lance dans une campagne d'opposition à un projet de réforme agraire, qui promet de déposséder le clergé de sa puissance foncière. Parallèlement, la volonté du shah d'émaniciper les femmes et d'ouvrir le gouvernement local aux non-musulmans participe du rejet d'un régime vu comme incompatible avec l'idéal d'une société traditionnelle, fondée sur une interprétation conservatrice du Coran. Arrêté, R. Khomeini est incarcéré à Téhéran. L'événement suscite des émeutes témoignant de la notoriété grandissante de l'opposant<sup>117</sup>. En novembre, il envoie un message au gouvernement des États-Unis *via* un professeur à la faculté de théologie de Téhéran, Haj Mirza Khalil Kamarei, proche des milieux religieux d'opposition. L'ayatollah y déclare qu'il n'est pas opposé aux intérêts américains en Iran. À rebours de ses déclarations précédentes, il considère désormais la présence des États-Unis comme nécessaire pour y contrebalancer les influences soviétique et britannique<sup>118</sup>. Interrogé par la presse lors de la révélation de cette information en 2016, Gary Sick déclare ne pas avoir lu le rapport de la CIA qui y fait allusion ni avoir eu connaissance de l'information à l'époque de la révolution<sup>119</sup>.

<sup>115</sup> TAHERI Amir, *The Spirit of Allah: Khomeini and the Islamic revolution*, Londres, Hutchinson, 1985, p. 123.

<sup>116</sup> LAMBTON, Ann K.S., "A Reconsideration of the Position of the Marja' Al-Taqlid and the Religious Institution", *Studia Islamica*, 1964, vol. 20, p. 115-135. L'article passe pour avoir prédit la révolution de la fin des années 1970, bien qu'il soit plutôt une preuve de sa capacité à percevoir l'importance de nouveaux développements doctrinaux et institutionnels dans la pensée chiite et d'en donner un résumé analytique (GURNEY John, "Ann Katharine Swynford Lambton 1912-2008", *Biographical Memoirs of Fellows of the British Academy*, 2013, vol. XII, p. 268)

<sup>117</sup> DNSA, IR00481, Memorandum of Conversation, Tehran Riots of June 5, 1963, 6th June 6, 1963.

<sup>118</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000400110013-5, NFAC, Islam in Iran, March 1980

<sup>119</sup> DEGHAN Kamali, SMITH David, "US had extensive contact with Ayatollah Khomeini before Iran revolution", *The Guardian*, 10th June, 2016.

Dans un article de la revue *Politics Today* retrouvé dans les archives du renseignement américain, le journaliste Daniel Drooz affirme de plus qu'entre 1953 et 1977 la CIA a nourri de millions de dollars les « affaires religieuses » en Iran, afin de maintenir parmi les mollahs une attitude de soutien au shah. Les subventions ont commencé en 1953, quand Kermit Roosevelt a déboursé 20 millions de dollars pour recruter une foule de 6 000 manifestants favorables au régime impérial et s'assurer du soutien des religieux. Les flux, dont le montant total est estimé au chiffre exorbitant de 400 millions de dollars par an, seraient redistribués *via* l'ayatollah Kazem Shariatmadari, qui aurait acquis à Langley le nom de « mollah du palais ». Ils auraient été interrompus à la demande de Jimmy Carter à son arrivée au pouvoir<sup>120</sup>.

La mémoire institutionnelle de l'ayatollah continue à émerger au fur et à mesure que s'affirme son rôle dans la révolution. Henry Precht reçoit ainsi de son collègue Robert Mantel, co-auteur en 1976 du rapport parlementaire sur les ventes d'armes à l'Iran, un courrier faisant état d'une correspondance avec Sadegh Ghotbzadeh, l'un des principaux conseillers de l'opposant, quinze jours avant son retour triomphal à Téhéran. Ce dernier se présente comme le dirigeant d'un mouvement de résistance iranien basé à Paris. Lors d'un déjeuner organisé en novembre 1977, il déclare vouloir développer des contacts en Amérique, dont lui et son organisation se présentent comme des admirateurs. Il salue la rhétorique humanitaire de l'administration Carter, qu'il entend embrasser pour influencer la politique étrangère des États-Unis, afin de les dissuader de corréler leurs intérêts en Iran au soutien au régime impérial. Il fait état des forts ressentiments de la société iranienne à l'égard du shah, qui laissent présager, dès 1977, l'imminence d'une révolution : l'identification des États-Unis au pouvoir pahlavien se retournerait contre eux à moins que Washington ne prenne ses distances. R. Mantel se rappelle avoir reçu par la suite de son interlocuteur des informations publiées par son organisation ainsi qu'un communiqué de l'ayatollah Khomeini à la fin du mois d'août 1978, qu'il a transmis au bureau des affaires humanitaires et des droits de l'homme, lequel l'a fait circuler aux bureaux iraniens du département d'État<sup>121</sup>.

Les lacunes de la mémoire institutionnelle jusqu'en 1979 témoignent en creux de la force du parti pris pahlavien en Occident. Celui-ci explique la faible représentation de l'ayatollah dans les documents diplomatiques : la base de données des fichiers centraux de politique étrangère collectionnant les télégrammes diplomatiques américains des années 1970 fait état de trois documents mentionnant le nom « Khomeini » en 1977 (à la fin de l'année), contre 351 en 1978 et 2558 en 1979. Considéré auparavant comme un opposant comme un autre, l'ayatollah cristallise peu l'attention internationale avant son arrivée en France. L'exil à Neauphle-le-Château se révèle en effet un succès de communication pour le religieux en quête de légitimité : Andrew Young, représentant permanent des États-Unis à l'ONU, le décrit comme « un saint du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>122</sup>. Des sources autorisées dans les cercles religieux ont confié aux diplomates américains à Téhéran que l'entourage de l'ayatollah a cherché à le convaincre de partir

<sup>120</sup> CIA, CIA-RDP90-00552R000302910010-7, DROOZ Daniel, The CIA's Secret Iran Fund, How Carter Undermined the Shah and Stopped the Money to the Mullahs, *Politics Today*, March-April 1980.

<sup>121</sup> Den, vol. 18, Mantel to Precht, Contact with Sadegh Ghotbzadeh in November 1977, 17th January, 1979.

<sup>122</sup> TAHERI Amir, *The Spirit of Allah*, *op. cit.*, p. 232.

aux États-Unis, pour pouvoir encore mieux diffuser la cause de l'opposition. Le religieux préfère cependant partir en France, pour modérer l'attitude de Paris contre les membres de l'opposition en exil<sup>123</sup>.

De Neauphle-le-Château, le religieux se lance dans une lutte politique inflexible, refusant de s'allier avec les autres forces d'opposition dans le cadre d'un gouvernement de transition tant que n'est pas acté le départ du shah<sup>124</sup>. En novembre, il dénonce la formation d'un gouvernement militaire et exhorte ses partisans à poursuivre le combat jusqu'au renversement du régime. Il attise le ressentiment des Iraniens pour le gouvernement britannique, accusé d'avoir installé le shah au pouvoir. Il appelle même les Britanniques à se soulever contre leur propre gouvernement<sup>125</sup>. A la fin du mois, dans le premier mémorandum de renseignement qui lui est spécifiquement consacré, l'hostilité de l'ayatollah envers les étrangers est signalée comme l'un des points récurrents de ses discours, comme la croyance selon laquelle le régime impérial a été imposé par les États-Unis, auxquels les intérêts du pays ont été asservis<sup>126</sup>.

Les lignes directrices d'un Iran khomeiniste restent cependant floues aux yeux des Occidentaux. Lorsqu'April Gasparie sollicite du FCO sa vision de ce que pourrait être la politique étrangère de l'opposition, David Tatham relève la difficulté de l'exercice : alors que les acteurs politiques du Front national pourraient ne pas donner suite à leurs projets, l'ayatollah, qui passe déjà pour l'élément le plus puissant de l'opposition, ne s'est que peu exprimé sur son programme<sup>127</sup>. Ses opinions ne suscitent cependant pas d'illusions : lorsque le Cabinet britannique étudie les alternatives potentielles au régime impérial, le scénario d'un gouvernement iranien aux ordres de l'ayatollah, présenté comme anti-britannique, est le pire de tous<sup>128</sup>. Si son influence apparaît s'essouffler en Iran avec l'enlisement de la crise, son pouvoir émotionnel en fait néanmoins une voix très écoutée, qui reste la plus à même de coordonner une action à travers l'ensemble du pays<sup>129</sup>. Contraints à « penser l'impensable », selon les conseils de William Sullivan, qui confronte dès l'automne sa hiérarchie aux perspectives d'un Iran sans le shah<sup>130</sup>, Américains et Britanniques se résolvent en ordre dispersé à envisager le dialogue avec leur Némésis à venir.

## 2. Les incertitudes britanniques

Le 14 septembre 1978, le lendemain de son retour à Téhéran, Anthony Parsons entend une rumeur selon laquelle le vol qu'il a emprunté aurait fait escale en Irak pour lui permettre d'aller consulter l'ayatollah Khomeini : les deux hommes auraient échangé sur les progrès de leurs efforts conjoints destinés à renverser le régime impérial<sup>131</sup>. Trois semaines plus tard, alors qu'est annoncée l'arrivée en France de

<sup>123</sup> DNSA, IR01577, Sullivan to State, Ayatollah Khomeini's Plans, Tehran 9792, 8th October, 1978.

<sup>124</sup> DNSA, Hartman to Sullivan, Ayatollah Khomeiny interview with AFP, Paris 35309, 25th October, 1978.

<sup>125</sup> TNA, PREM 16/1720, Henderson to Tehran, Paris 944, The Ayatollah Khomeini's Reaction to the New Military Government in Iran, 6th November, 1978.

<sup>126</sup> DNSA, IR01773, The Politics of Ayatollah Ruhollah Khomeini, Intelligence Memorandum, 20th November, 1978

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/3189/449, Tatham to Lucas, US Paper on the Iranian Opposition, 5th December, 1978.

<sup>128</sup> TNA, CAB 128/64, Conclusions of Cabinet meeting, 5th November, 1978.

<sup>129</sup> DNSA, IR01871, McGaffey to State, Isfahan A15, Influence of Khomeini: Views of the Religious, 6th December, 1978

<sup>130</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 11039, Thinking the Unthinkable, 9th November, 1978.

<sup>131</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 70-71.

l'opposant en exil, Homayoun Bahadori, vice-ministre de Cour et ami proche de l'ambassadeur britannique, interroge sur les possibilités de son accueil au Royaume-Uni. Le diplomate lui répond que l'accord de suppression de visa entre l'Iran et le Royaume-Uni permettrait à l'ayatollah de rentrer sur le territoire britannique dans la mesure où les autorités iraniennes ont validé son passeport. Sur place, il serait libre de se déplacer et de s'exprimer dans le respect des lois de la Couronne, qui ne sont pas celles du shah. A. Parsons confie pourtant au ministre son espoir que le dédain de l'ayatollah pour le Royaume-Uni épargnera à Londres l'embarras de sa présence, dans la mesure où le gouvernement ne pourrait pas restreindre ses libertés sur place par simple complaisance envers le régime impérial<sup>132</sup>.

Lorsque l'ambassadeur fait part de cette conversation au FCO, la question se pose à Londres de la réponse à apporter en cas de requête, certes improbable, de l'ayatollah. Ivor Lucas note que la réponse dépendrait des modalités du séjour envisagé. Il n'y aurait pas de raison de refuser une visite temporaire, à moins que le secrétaire d'État à l'Intérieur y voie une menace à l'ordre public ou que le FCO ne craigne une prolongation indéfinie son séjour. Un refus créerait une mauvaise publicité, d'autant plus que l'ayatollah pourrait le contester. Par ailleurs, le risque d'une requête d'installation permanente est faible, dans la mesure où il est conditionné à l'existence d'une connexion passée ou présente avec le Royaume-Uni. L'ayatollah ne saurait la revendiquer n'en déplaise à la propagande impériale qui a utilisé sa généalogie pour le présenter en agent de Londres. Le droit ne s'opposerait donc pas au renvoi de la requête, qui paraît d'autant plus nécessaire étant donné les risques que pourrait faire peser une présence de l'opposant sur le sol britannique : il rentrerait sûrement en contact avec les expatriés iraniens hostiles au pouvoir impérial, notamment les étudiants, créant ainsi l'embarras de Londres vis-à-vis de son partenaire ; il pourrait aussi approfondir ses activités d'opposant qui, non-contrôlées, refroidiraient les relations irano-britanniques. I. Lucas se positionne ainsi fermement contre l'admission de l'ayatollah, pour peu qu'il en fasse la demande<sup>133</sup>. Parant à toute éventualité, le gouvernement note que les Français ne pourraient pas le retenir s'il envisageait de venir à Londres depuis Paris, ni les Britanniques le refuser à l'entrée. Il s'agirait alors de requérir un engagement à s'abstenir de toute activité politique en amont de ce séjour, dont la dimension contraignante ne crée cependant par d'illusions au Cabinet britannique<sup>134</sup>.

A la fin du mois de novembre, James Callaghan reçoit du député travailliste Russell Kerr un courrier l'informant qu'il s'est rendu le dimanche précédent à Paris à l'invitation de l'ayatollah. Les deux hommes ont échangé pendant une heure et demie en présence d'un traducteur. Le député signifie son intention de publier le contenu de son entretien dans la presse, citant *News of the World*, mais se présente comme disponible à la convenance du Premier ministre si ce dernier souhaite en avoir la primeur<sup>135</sup>. Sans doute soucieux de ne pas identifier le gouvernement britannique à l'opposition islamique, le secrétaire au Cabinet Bryan Cartledge déconseille l'organisation d'un entretien<sup>136</sup>. Londres avait déjà décliné

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 80.

<sup>133</sup> TNA, FCO 8/3186/234, Lucas to Weir, Iran: internal affairs, 10th October, 1978.

<sup>134</sup> TNA, PREM 16/1719, Cartledge to Callaghan, 13th October, 1978.

<sup>135</sup> TNA, PREM 16/1720, Kerr to Callaghan, 28th November, 1978.

<sup>136</sup> TNA, PREM 16/1720, Cartledge to Callaghan, 28th November, 1978.

une requête de prise de contact de Sadegh Ghotbzadeh à Paris<sup>137</sup>. Le Premier ministre répond prudemment au député qu'il attend de pouvoir lire le compte-rendu de leurs échanges<sup>138</sup>. Interrogé au sujet des rumeurs selon lesquelles l'Iran khomeiniste ferait plonger la société 500 ans en arrière, à rebours de la modernisation engagée par le shah, le religieux en fait porter la responsabilité à la propagande impériale pour y opposer les revendications de liberté et d'indépendance du peuple iranien, en insistant sur le fait qu'un gouvernement islamique défendrait les idées de progrès, de développement et de civilisation<sup>139</sup>. Quelques jours plus tard, le Premier ministre semble cependant se raviser à la lecture du rapport sur l'avenir du shah, les intentions soviétiques en Iran et les conséquences stratégiques de la révolution pour l'Occident. En marge d'une note rédigée par B. Cartledge, il l'informe de son souhait de s'entretenir avec le député travailliste si ce dernier est en contact avec l'ayatollah. L'intérêt de J. Callaghan pour la dimension religieuse de l'opposition va croissant au mois de décembre, vue l'incapacité des autres dissidents à former un gouvernement de coalition qu'ils promeuvent. A la lecture d'un article paru dans le *Financial Times* sur « l'islam en Iran », le Premier ministre interroge sur les préférences des religieux en matière de nouveau régime, dans la mesure où ils ont déclaré ne pas souhaiter y prétendre. Le FCO répond que les religieux sont restés vagues dans leur déclaration. Il suppose que ces incertitudes sont dues au fait que leur réflexion n'a pas encore abouti à ces dimensions pratiques<sup>140</sup>. Londres semble alors ignorer les principes de la jurisprudence du guide, dont l'ayatollah en exil à Nadjaf défend les principes dans une série de cours dispensés en 1969 et 1970, dont le contenu est publié en persan en 1970<sup>141</sup>.

### 3. Les incohérences américaines

L'appréhension de l'opposition khomeiniste est également timide et tardive à Washington. Gary Sick se rappelle avoir été contacté dès septembre par l'ancien agent du renseignement Richard Cottam, devenu spécialiste du mouvement nationaliste iranien. Le vétéran de *Mordad* lui propose le principe d'une rencontre avec Ibrahim Yazdi, un Iranien résidant aux États-Unis, où il fait des recherches médicales tout en animant les activités des expatriés et étudiants hostiles au shah. R. Cottam agit ainsi en intermédiaire entre deux interlocuteurs qui sont en fait réticents à se rencontrer. Conscient des dangers à être identifié à un mouvement d'opposition au régime en place, G. Sick en réfère au département d'État. Harold Saunders convient de l'intérêt d'un échange entre I. Yazdi et un officier de niveau inférieur pour avoir une meilleure vision de l'entourage de l'ayatollah et de ses revendications, tout en minimisant les dommages politiques éventuels d'une rencontre. Le département d'État ne donne cependant pas suite<sup>142</sup>.

<sup>137</sup> OWEN David, *Time to Declare*, Londres, Michael Joseph, 1992, p. 398.

<sup>138</sup> TNA, PREM 16/1720, Callaghan to Kerr, 30th November, 1978.

<sup>139</sup> Imam Khomeini to British politician: Islamic government is identical with development, 6 août 2018 [En ligne] Imam Khomeini [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://en.imam-khomeini.ir/en/NewsPrint.aspx?ID=27113>. L'article de Russell Keer n'a pas été retrouvé pour confirmer la restitution de l'entretien proposée par cette source.

<sup>140</sup> TNA, PREM 16/1720, Wall to Cartledge, Iran, 28th December, 1978.

<sup>141</sup> KHOMEINI Rûhollâh, *Velâyat-e faqîh. Hokûmat-e eslâmî*, 1970.

<sup>142</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 54-55.

Dans son effort d'ouverture à l'opposition au régime, l'ambassade de Téhéran approche indirectement et progressivement l'entourage du religieux en exil. Le 11 octobre 1978, George Lambrakis rencontre Mehdi Pirasteh, ancien ministre de l'Intérieur gravitant dans la mouvance de l'ayatollah. Ce dernier rend compte au diplomate de son récent séjour à Qom, où il a déjeuné avec le frère de R. Khomeini, Morteza Pasandideh, à l'origine de la libération de l'opposant un mois plus tôt. Il fait part de son intention de recourir au fils de Morteza Pasandideh pour envoyer un message en France. Le diplomate américain note que sa relation étroite aux religieux fait de M. Pirasteh un agent des Britanniques aux yeux de certains de ses collègues<sup>143</sup>. Au début du mois de novembre, avec John Stempel, officier politique à Téhéran, Carl Clement, directeur adjoint du bureau iranien, et Stephen Cohen, secrétaire d'État adjoint pour les droits de l'homme, G. Lambrakis reçoit Haj Mohammed Taghied Etefah, un soutien du révolutionnaire. De leurs échanges émerge la possibilité d'une convergence entre les revendications du monde du bazar et de l'opposition religieuse du fait de leur hostilité commune au shah<sup>144</sup>.

L'entourage de l'ayatollah semble enclin au développement de contacts avec Washington. À la fin du mois de novembre, les forces d'opposition confessent ménager délibérément les intérêts et les ressortissants américains en Iran car R. Khomeini caresse encore l'espoir de voir les États-Unis revenir sur leur politique de soutien au régime impérial<sup>145</sup>. Convaincu de la condamnation du shah, Henry Precht appelle sa hiérarchie à peser en faveur d'un transfert du pouvoir à un gouvernement de coalition sous la direction de l'ayatollah. S'il est écouté avec intérêt par H. Saunders, le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, Anthony Lake, directeur de la planification politique, et Arnold Raphel, vétéran de l'ambassade de Téhéran, il se heurte *in fine* à l'intangibilité du parti pris pahlavien à Washington<sup>146</sup>.

Le 12 décembre, il dîne au restaurant Dominique's en compagnie d'I. Yazdi. Ce dernier rassure son interlocuteur sur les déclarations de l'ayatollah et les revendications des religieux. Il présente le rôle des États-Unis comme crucial. S'ils retiraient leur soutien au shah, le régime tomberait immédiatement. En revanche, si ce soutien persistait, les Américains subiraient le même destin que le souverain. Le religieux pourrait appeler à la violence contre eux en cas de guerre sainte contre le régime impérial ; en aucun cas il ne pourrait contrôler la rage de l'ensemble des Iraniens. Les deux partis conviennent en se séparant de ne jamais reconnaître avoir échangé l'un et l'autre. H. Precht note que cet échange lui laisse une impression de naïveté : l'entourage de l'ayatollah semble faire preuve d'amateurisme dans son contact avec les étrangers, mais il montre une compétence à opérer en Iran que les hommes du shah ont perdu<sup>147</sup>.

Une semaine plus tard, convaincu de la nécessité d'associer l'opposition à la formation d'un gouvernement, William Sullivan recommande à sa hiérarchie d'ouvrir le dialogue avec l'ayatollah. À l'ambassade américaine en France, Warren Zimmerman doit rencontrer I. Yazdi. Cependant, sa méconnaissance

<sup>143</sup> Den, vol. 25, Memorandum of conversation, Pirasteh-Lambrakis, Internal Situation, 11th October, 1978.

<sup>144</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 10928, Bazaar Views on Current Situation, 8th November, 1978.

<sup>145</sup> Den, vol. 26, Vance to Tehran, State 302290, Iran Sir Rep No. 26, 30th November, 1978.

<sup>146</sup> ARMSTRONG Scott, "Iran Crisis Finally Forces Itself on Vance", *The Washington Post*, 29th October, 1980.

<sup>147</sup> Den, vol. 18, Precht, Memorandum to the Files, Conversation with Dr. Ibrahim Yazdi, Adviser to Khomeini, December 12, 1978, at Dominique's Restaurant, 13th December, 1978.

des questions iraniennes ne rend pas les échanges constructifs<sup>148</sup>. Le CSN ressent l'incohérence entre les messages de W. Sullivan, qui déconseille l'ouverture de contacts avec les religieux pour ne pas ruiner les chances des nationalistes, et les initiatives de son ambassade<sup>149</sup>. Outre des échanges avec Mohammad Beheshti, le lieutenant de l'ayatollah en Iran, les diplomates de Téhéran bénéficient en effet des contacts entre R. Cottam et R. Khomeini, qui se rencontrent le 28 décembre : le religieux apparaît comme un leader charismatique, aux visions généralistes, peu intéressé par l'exercice du pouvoir<sup>150</sup> ; son entourage se déclare inquiet de la menace soviétique et désireux de bénéficier de la protection de Washington<sup>151</sup>.

Afin d'obtenir l'aval du religieux dans les négociations en cours sur la formation d'un gouvernement, W. Sullivan suggère au département d'État l'envoi à Paris d'un émissaire représentant l'administration. Le nom retenu est celui de Theodore Eliot, ancien conseiller économique à Téhéran et persanophone. Le shah est tenu informé de l'initiative, contre laquelle il n'émet pas d'objection, requérant même d'être informé de ses résultats. Prévu pour le 6 janvier 1979, le départ de Th. Eliot est cependant annulé à la dernière minute. Les réticences de Carter ont été attisées par l'opposition de Zbigniew Brzezinski à une initiative qu'il juge précipitée et dont il a peu apprécié d'être mis à l'écart par le département d'État. Elles ont raison de la dernière opportunité pour les Américains de dialoguer avec le héraut de l'opposition religieuse avant la chute du régime auxquels les États-Unis n'ôtent finalement pas leur soutien<sup>152</sup>. L'ambassadeur Sullivan écrit à Washington son désarroi devant une décision qualifiée d'incompréhensible tant le rapprochement entre les religieux et l'armée semble impératif et tant l'inaction pourrait fragiliser les intérêts américains en Iran<sup>153</sup>. Dans l'entourage du président, la priorité est cependant accordée à l'expression d'un soutien au nouveau gouvernement, corrélé à un rapprochement avec les forces armées iraniennes loyales au régime, qui font écho aux bruits de bottes de *Mordad* 1953.

## B. Le recours à l'armée

### 1. Les échos du coup

Le 15 octobre 1978, lors de la conférence annuelle du parti travailliste, le journaliste Ahmad Gotbi fait circuler un pamphlet revenant sur le rôle de Londres dans le renversement de Mohammad Mossadegh en 1953. L'opuscule accuse David Owen de défendre le despotisme en Iran en remettant en question la nature démocratique du gouvernement de l'ancien Premier ministre<sup>154</sup>. A. Gotbi présente comme preuve une lettre rédigée en février 1978 dans laquelle le secrétaire d'État écrit qu'il lui semble exagéré

<sup>148</sup> SULLIVAN William H., *Mission to Iran*, op. cit., p. 214-216.

<sup>149</sup> SICK Gary, *All Fall Down*, op. cit., p. 54-55.

<sup>150</sup> DNSA, IR02002, Sullivan to State, Tehran 00066, Cottam on Khomeini, Liberation Movement (LMI) and National Front (INF), 2nd January, 1979

<sup>151</sup> DNSA, IR02002, Vance to Sullivan, State 004510, Further Report of Richard Cottam, 7th January, 1979.

<sup>152</sup> SULLIVAN William H., *Mission to Iran*, op. cit., p. 222-224.

<sup>153</sup> CWIHP, Sullivan to State, Tehran 3514, USG Policy Guidance, 10th January, 1979.

<sup>154</sup> GHOTBI Ahmad, *Iran: Where to Begin?*, Londres, Campaign for the Restoration of Trade Union Rights in Iran, 1978

de dire que l'Iran jouit d'une réputation internationale de répression politique et de torture impitoyable. Il remet ainsi en question la résolution proposée par la Commission du règlement du parti travailliste en évoquant par comparaison à la situation contemporaine « le régime dictatorial du Dr. Mossadegh ».

L'épisode ne soulèverait pas l'attention du FCO s'il ne faisait pas rejaillir la mémoire controversée d'un épisode sensible des relations entre Londres, Washington et Téhéran à un moment critique de leur histoire. D. Owen requiert donc du département du Moyen-Orient une note sur les points abordés par le pamphlet, en demandant d'insister sur ceux relatifs au « coup d'État » de 1953. Un mémorandum sur le sujet a justement été produit au début du mois d'octobre par le département de recherche du FCO : il conclut que le Premier ministre n'a pas eu l'attitude d'un démocrate, tout en ajoutant qu'aucun dirigeant iranien n'a eu la possibilité de gouverner de la sorte ; de manière intéressante, aucune mention n'est faite de l'implication du MI6 et de la CIA<sup>155</sup>. Pour le département du Moyen-Orient, Ivor Lucas reprend point par point la critique du journaliste et la met en perspectives historiques, jusqu'à l'imposition de la loi martiale en 1978. Il note cependant que le pamphlet se contredit tout seul, attaquant lui-même la dimension démocratique de M. Mossadegh. Il déclare que le développement d'un syndicalisme libre en Iran serait la garantie du développement de la démocratie<sup>156</sup>. À Téhéran, David Miers va dans le même sens. Sur la question du rôle de la CIA dans le renversement de M. Mossadegh, monté en épingle par le journaliste, le diplomate note que l'implication est régulièrement exagérée<sup>157</sup> : au début du mois d'août 1953, le maintien de l'ordre public dépend à Téhéran de la foule, de groupes politiques comme le parti Tudeh, et de l'armée, qui se retournent progressivement contre le chef du gouvernement ; porté au pouvoir dans l'enthousiasme entourant sa croisade en faveur de la nationalisation du pétrole iranien, le Premier ministre le perd en en payant les conséquences économiques désastreuses. D. Miers conclut que le principal défaut du pamphlet est la conviction de son auteur que la disparition du shah conduirait à un gouvernement démocratique, respectueux envers les droits de l'homme, la force de la loi, les règlements internationaux, tout en favorisant la prospérité des intérêts britanniques. Lui semble déjà en douter<sup>158</sup>.

De l'autre côté de l'Atlantique, un second écho au « coup d'État » de *Mordad* vient aviver les angles aigus de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran : la publication d'un livre de mémoires racontant l'initiative par l'un de ses principaux architectes, Kermit Roosevelt. Le parcours de ce dernier est emblématique des acteurs de la politique iranienne dont les réseaux transatlantiques facilitent l'action politique. C'est son anglophilie, en partie héritée de liens par mariage avec l'aristocratie britannique proche du gouvernement, qui a contribué au rapprochement des communautés américaines et britanniques de renseignement en 1953. L'historien Hugh Wilford note que la période de publication de ses mémoires plonge le gouvernement impérial et l'agence de Langley dans la nervosité du

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/3186/250, Grier, MES, RD, FCO, The Mossadegh period, 13th October, 1978.

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/3188/375, Lucas to Stephen, Iran: allegations made by Ahmad Gotbi, 10th November, 1978.

<sup>157</sup> Cette opinion est partagée par l'un des collègues de David Miers, Patrick Wogan, persanophone, conseiller à l'ambassade de Téhéran dans les années 1980, resté depuis un fin observateur des questions iraniennes (correspondances avec l'auteur, 15 mars 2019, 4 septembre 2021, 19 novembre 2021).

<sup>158</sup> TNA, FCO 8/3188/251, Miers to Gorham, Tehran TL 344, Iran: Mr Gotbi's pamphlet, 15th October, 1978.



fait de l'ombre portée de *Mordad* sur la crise en cours. Les suites difficiles d'une opération chirurgicale ont pu lui inspirer un sentiment de vulnérabilité. Une campagne médiatique dénonçant l'utilisation de ses contacts à Langley pour assurer la prospérité de ses activités de consultant ont pu le décider à laver son honneur<sup>159</sup>. L'ancien espion fait part à la fin de l'année 1976 de son intention à l'agence. L'Inspecteur général John Waller l'informe qu'elle entend contrôler le manuscrit en vertu des nouvelles conditions imposées aux publications des anciens agents, depuis la controverse judiciaire ayant accompagné en 1974 la sortie de l'ouvrage de Victor Marchetti, ancien directeur adjoint de la CIA<sup>160</sup>. En vertu d'un accord de confidentialité signé le 6 avril 1949, K. Roosevelt se doit de respecter les principes de la loi sur l'espionnage de 1917 et à ce titre ne pas divulguer, publier ou révéler des informations classifiées hors de l'accomplissement de ses devoirs officiels, à moins d'en avoir été spécifiquement autorisé par l'agence<sup>161</sup>. Malgré leur proximité, héritée de leur collaboration – non-précisée – lors de l'initiative de 1953, J. Waller fait comprendre à son ancien collègue qu'il n'entend pas lui faire de faveur<sup>162</sup>.

Le premier jet de K. Roosevelt est reçu avec une « difficulté considérable » à l'agence, dont l'un des relecteurs suggère de soumettre à l'auteur une contre-proposition : publier le livre dans un numéro classifié de la revue *Studies in Intelligence* en lui donnant accès aux archives internes de l'agence<sup>163</sup>. Un mémorandum rédigé pour le directeur du bureau de la relecture des publications recense 156 objections. Le manuscrit apparaît comme une collection substantielle de matériaux classifiés, probablement rassemblés pendant la période de service de l'auteur à l'Agence. Il menace de révéler l'identité de sources, la localisation de stations de renseignement, les cryptonymes utilisés pour référer à des projets, des opérations, des personnes et des agences, ainsi que la nature de la coopération avec des pays alliés<sup>164</sup>. Pour éluder toute référence au MI6, K. Roosevelt décide d'y substituer le nom de la Compagnie anglo-irannienne de pétrole (AIOC). On peut alors lire, en page 3, que la suggestion originelle du « coup d'État » est venue de l'AIOC après son expulsion de l'Iran neuf mois plus tôt ; en page 107, que l'AIOC approche l'agent en novembre 1952 lors de son passage à Londres pour lui proposer le renversement du Premier ministre iranien ; en page 119, que des représentants de l'AIOC se rendent plus tard dans l'année à Washington pour des discussions opérationnelles ; enfin, en page 154, que l'Agence partage avec la Major un espion appelé Rosenkrantz<sup>165</sup>. Le nouveau manuscrit est approuvé le 5 janvier 1979<sup>166</sup>, avant d'être rappelé par son éditeur McGraw-Hill pour corriger de prétendues incorrections. La branche américaine de BP, qui a succédé à l'AIOC en Iran, s'est procuré entre temps des épreuves de l'ouvrage. Elle dénonce

<sup>159</sup> WILFORD Hugh, ““Essentially a Work of Fiction”: Kermit “Kim” Roosevelt, Imperial Romance, and the Iran Coup of 1953”, *Diplomatic History*, 2016, vol. 40, n° 5, p. 925.

<sup>160</sup> MARCHETTI Victor, MARKS John, *The CIA and the Cult of Intelligence*, New York, Knopf, 1974.

<sup>161</sup> DNSA, C06027347, Secrecy Agreement, CIA-Kermit Roosevelt, 6th April, 1949.

<sup>162</sup> DNSA, C06027347, Waller to General Counsel, Agency Review of Proposed Unofficial Publications by Former Employees, 11th January, 1977.

<sup>163</sup> DNSA, C06027352, Second Draft of '28 Mordad: The Countercoup' by Kermit Roosevelt, 7th July, 1978.

<sup>164</sup> DNSA, C06027365, Donnelly, Mr. Kermit Roosevelt's Draft: 28 Mordad: The Countercoup, 12th October, 1978.

<sup>165</sup> IGNATIUS David, 'The Coup Against 'Countercoup': How A Book Disappeared,' *The Wall Street Journal*, 6th November, 1979.

<sup>166</sup> DNSA, C06027366, Chronology of Kermit Roosevelt Case, May, 1979.

comme diffamatoire les allusions qui l'associent à la CIA pour renverser M. Mossadegh et en exige la suppression<sup>167</sup>. La version finale de l'ouvrage, qui paraît au mois d'août 1980, restitue aux services britanniques la paternité de l'initiative, nourrissant les procès de connivences entre le Royaume-Uni et les États-Unis, dans un contexte d'avivement croissant de leur relation avec l'Iran devenu islamique<sup>168</sup>.

## 2. L'enjeu d'un général

Les mémoires de *Mordad* résonnent d'autant plus à l'heure où l'affaiblissement du pouvoir impérial et la division des forces d'opposition font de l'armée un recours pour restaurer une forme d'ordre public. À la fin du mois de novembre 1978, Samuel Hoskinson, en charge de la coordination du renseignement au CSN, suggère d'enquêter sur les actions de l'armée impériale, ses accointances et ses inclinations idéologiques<sup>169</sup>. Un mois plus tard, la crédibilité du gouvernement Bakhtiar en formation repose sur la nomination d'un ministre de la Guerre qui pourrait lui apporter la caution de l'institution militaire. Le Premier ministre désigné fait savoir qu'il a retenu à ce titre le nom du général Fereydoun Djam, ancien chef d'État-major, qui vit en exil à Londres depuis une querelle l'ayant opposé au shah sur l'usage de la force pour réprimer l'opposition intérieure. Son excellente réputation parmi les officiers supérieurs et sa prise de distance vis-à-vis de la politique de répression du régime fait de lui un candidat de poids pour diriger l'armée. Au mois de décembre, Khosro Eghbal, avocat de l'AIOC, prend langue avec le département d'État à Washington. Il fait état de contact avec le militaire, qu'il a appelé à reprendre sa position de chef d'État-major. Il informe les Américains que le général a décliné l'invitation à former un gouvernement militaire mais s'est déclaré disponible à servir la nation pour peu qu'elle le sollicite<sup>170</sup>.

Le 2 janvier 1979, la CIA fait savoir à la liaison britannique à Washington son souhait de se rapprocher du général. Ce dernier se serait rendu à Londres pour accompagner son fils hospitalisé. Les Américains espèrent le faire changer d'avis après son refus de servir dans le gouvernement Bakhtiar<sup>171</sup>. Le lendemain, le FCO confirme à Massachusetts Avenue la présence du général à Londres, mais refuse d'intervenir. Il suggère de solliciter à cet effet Grosvenor Square<sup>172</sup>. Dans l'après-midi, Gary Sick confirme aux Britanniques avoir obtenu l'aval pour se rapprocher du général. Ce dernier passe à Washington pour l'une des rares personnes aptes à maintenir l'intégrité de l'armée en cas de départ du shah. Si l'administration n'a pas l'intention de s'ingérer dans les affaires iraniennes, précise G. Sick, elle entend tout mettre en œuvre pour convaincre le général de rejoindre le gouvernement. Conscients des risques

<sup>167</sup> MITGANG Herbert, "Publisher 'Correcting' Book on CIA Involvement in Iran", *The New York Times*, 10th November, 1979.

<sup>168</sup> Ces développements doivent beaucoup aux travaux de recherche menés par Malcolm Byrne dans le cadre des Archives de sécurité nationale hébergées par l'université George Washington (Washington, D.C.) : "Iran 1953: The Strange Odyssey of Kermit Roosevelt's Countercoup", 12th May, 2017 [En ligne], The National Security Archives [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB468/>

<sup>169</sup> CWIHP, Hoskinson to Brzezinski, Basic Questions on Iran to be Posed at SCC Meeting, 20th November, 1978.

<sup>170</sup> DNSA, IR01898, Christopher to Sullivan, State 311262, Iran, Eqbal's Game Plan for Saving Iran, 9th December, 1978.

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/3360/2, Bridges to FCO, Washington 11, Iran, 2nd January, 1979.

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/3360/3, Owen to Washington, FCO 8, Iran, 3rd January, 1979.

d'incompréhension que pourraient soulever des contacts officiels avec l'ancien chef d'État-major, les Américains refusent qu'ils soient établis par un membre du gouvernement, de l'armée ou du service diplomatique. G. Sick suggère alors le nom de Denis Wright, car il lui semble bien connaître le général. L'ancien ambassadeur en Iran le décrit d'ailleurs comme l'un des meilleurs chefs d'État-major iranien, « un type ayant la tête sur les épaule »<sup>173</sup>. Le CSN prépare une liste de points à aborder : sa capacité à s'exercer un rôle politique malgré sa condition physique (il souffre d'une cataracte) ; sa nécessité de vivre à Londres étant donné l'état de santé de son fils ; son analyse de la situation iranienne ; son idée de la nature du gouvernement à même de restaurer la stabilité dans le pays ; son intention de participer au gouvernement Bakhtiar et les raisons de son refus éventuel. Peter Jay suggère à sa hiérarchie de ne pas rejeter la requête, étant donné l'importance que les Américains en général, et Z. Brzezinski en particulier, attachent aux développements en Iran. Dans l'économie de la relation bilatérale, Londres pourrait trouver un avantage à la valeur que Washington apporterait aux informations fournies par D. Wright<sup>174</sup>. À Téhéran, Anthony Parsons évoque la question avec son homologue William Sullivan, qui se déclare favorable à la prise de contact. L'ambassadeur britannique note qu'elle serait également dans l'intérêt de Londres, dans la mesure où sa nomination semble imminente. Comme substitut à D. Wright, absent de la capitale, il suggère de solliciter l'ancien homologue britannique du général, Charles Elworthy<sup>175</sup>. Le 4 janvier, le FCO écrit à Massachusetts Avenue sa réticence à contribuer à une prise de contact dans le dos du département d'État qui, suppose David Owen, désapprouve comme Londres la démarche. Il fait cependant savoir aux Américains qu'un ami britannique du général a été en contact avec lui depuis son arrivée à Londres et devrait en communiquer les opinions, qui seraient transmises à Washington par d'autres canaux (la liaison MI6-CIA)<sup>176</sup>. G. Sick accueille l'information avec reconnaissance et précise en retour que l'administration devrait approcher le général quand sa nomination serait annoncée<sup>177</sup>.

Quelques jours plus tard, le collaborateur de Z. Brzezinski confie à Richard Muir que l'ambassade américaine de Téhéran ne s'est pas rapprochée du général depuis son retour en Iran. Il pressent une « curieuse réticence » de la part de F. Djam et W. Sullivan à rentrer en contact. G. Sick en rejette la faute sur l'ambassadeur, qui lui semble procéder « à la légère » avec les personnalités dans le pays. Il reconnaît cependant que l'influence des États-Unis sur les événements est faible. Même au CSN, note le diplomate britannique, l'administration semble donner raison à l'attentisme prudent observé par Londres<sup>178</sup>.

Après avoir accepté le poste, le général revient finalement sur sa décision<sup>179</sup>. Une semaine plus tard, Henry Precht indique à R. Muir que Washington souhaiterait savoir s'il s'est rapproché de l'ayatollah<sup>180</sup>.

<sup>173</sup> Denis Wright, interrogé par Habib Ladjevardi, 10-11 October 1984 [En ligne] Iranian Oral History Collection [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:2906583\\$235i](https://iif.harvard.edu/manifests/view/drs:2906583$235i)

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/3360/5, Jay to FCO, Washington 36 et 37, Iran: General Djam, 3rd January, 1979.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/3360/6, Parsons to FCO, Tehran 43, Iran: General Djam, 4th January, 1979.

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/3360/5, Owen to Washington, FCO 19, Iran, 4th January, 1979.

<sup>177</sup> TNA, FCO 8/3360/10, Jay to FCO, Washington 86, Iran: General Djam, 5th January, 1979.

<sup>178</sup> TNA, FCO 8/3360/17, Muir to Gorham, Iran, 10th January, 1979.

<sup>179</sup> AAD, Vance to all Near Easter and South Asian Diplomatic Posts, State 005219, Iran SitRep No. 81, 8th January, 1979

<sup>180</sup> TNA, FCO 8/3360/28, Muir to Gorham, Iran, 17th January, 1979.

Le même jour, Kingman Brewster s'enquiert auprès du FCO de la possibilité d'envoyer un émissaire auprès du général, rentré à Londres. Le gouvernement britannique, également en contact avec lui, donne son aval<sup>181</sup>. Les rencontres ont lieu les 16, 17, 18 et 19 janvier avec le général Hamilton Twitchell, ancien chef du groupe d'assistance militaire américain à Téhéran. Grosvenor Square communique au FCO la teneur de leurs conversations dix jours plus tard. Selon F. Djam, l'armée manque de l'autorité qui lui permettrait de mieux gérer la crise. Il explique son renoncement à rejoindre le gouvernement, dont il ne croit pas au succès, par désintérêt des questions administratives laissées au ministère de la Guerre, le shah entendant rester maître des questions de défense. Ivor Lucas note le faible intérêt de ces déclarations et s'étonne du grand cas que Washington a pu en faire. Selon les Américains, le général Twitchell aurait eu le même sentiment<sup>182</sup>. Les contacts se poursuivent pourtant par intermittence jusqu'au début du mois de février, comme en témoignent les minutes que Grosvenor Square transmet au département du Moyen-Orient du FCO<sup>183</sup>. L'ancien chef d'État-major reste un lien crucial avec les forces armées iraniennes à l'heure où les Américains cherchent à maintenir leur influence dans leurs rangs.

### 3. L'armée aux affaires

C'est en miroir de *Mordad* 1953 que peut être appréhendée l'influence de Londres et de Washington dans le dénouement de la révolution en 1979. Au suivisme tardif du gouvernement des États-Unis, aiguillonné par les pressions du renseignement britannique, à l'époque de M. Mossadegh, répondent vingt-cinq ans plus tard des tentations d'influence américaine tempérées par une réticence britannique à s'impliquer dans la résolution de la crise. Le 22 décembre, Zbigniew Brzezinski rappelle à Peter Jay sa conviction de la nécessité de recourir à un gouvernement militaire pour défendre les intérêts occidentaux. L'heure est venue de le faire savoir au shah. Le Conseiller demande avec insistance si Londres apporterait son soutien à l'arrivée de l'armée aux affaires. P. Jay répond que son gouvernement a été le premier à soutenir publiquement le régime en septembre, indépendamment des critiques que cette prise de position a pu susciter. Devant l'insistance de son interlocuteur, qui ne se fait pas d'illusion sur les chances de réussite d'un gouvernement civil, il rétorque que les ministres britanniques ne sont pas plus enclins à prendre position sur des situations hypothétiques que leurs homologues américains. Z. Brzezinski, qui est l'une des rares voix à Washington à défendre une position activiste face à la crise iranienne, apparaît au diplomate comme en quête d'un allié pour soutenir ses arguments<sup>184</sup>.

Pendant ce temps, à Téhéran, l'agitation qui divise l'opposition gagne les rangs de l'armée. La perspective du départ du shah conduit le général Manouchehr Khosrowdad à craindre une prise du pouvoir par les communistes. Refusant d'accepter une figure du Front national à la tête du gouvernement, il

---

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/3360/30, Owen to Washington, FCO 122, Iran, 17th January, 1979.

<sup>182</sup> TNA, FCO 8/3352/92, Lucas to Weir, Iran: Twitchell/Jam, 25th January, 1979.

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/3360/42, Tatham to Duff, US Embassy Contacts with General Djam, 5th February, 1979.

<sup>184</sup> TNA, FCO 8/3190/532, Jay to FCO, Washington 5052, My discussion today with Brzezinski: Iran, 22nd December, 1978.

commence à envisager ouvertement l'organisation d'un coup d'État destiné à maintenir le souverain au pouvoir et d'une offensive destinée à écraser l'opposition. À l'inverse, les généraux les plus jeunes, autour du commandant en chef de l'armée de l'Air impériale, Hossein Rabii, appelle à un départ du shah et à un maintien de Ch. Bakhtiar à la tête du gouvernement, qui permettrait d'éradiquer l'opposition. D'autres, enfin, appellent à une prise du pouvoir par les militaires, sous l'autorité nominale du shah<sup>185</sup>.

À Washington, le CSN décide le 3 janvier de l'envoi du général Robert Huyser à Téhéran pour signifier aux militaires le soutien de Washington, quelques soient les évolutions politiques à venir. Il s'agit de prévenir leur départ pour éviter l'effondrement de l'ordre public<sup>186</sup>. Le commandant adjoint des forces américaines en Europe connaît plusieurs généraux iraniens depuis les missions de coordination militaire qu'il a organisées entre l'OTAN et l'Iran. Malgré les réticences de son supérieur, Alexander Haig, qui critique une mission politique destinée selon lui à faire un coup d'État en faveur du shah, R. Huyser arrive discrètement à Téhéran le 4 janvier, sous prétexte de consultations avec l'État-major<sup>187</sup>.

Les Britanniques sont informés le lendemain par Gary Sick de l'arrivée du général à Téhéran, avec pour mission de prévenir toute division dans les rangs de l'armée<sup>188</sup>. Le 9, Henry Precht confie à Massachusetts Avenue que ses échanges avec les militaires entendent instiller un sentiment d'unité et prévenir toute prise de pouvoir. De manière caractéristique, le département d'État n'est pas bien informé du succès de sa démarche jusqu'alors : selon les rapports qui lui parviennent, les militaires seraient rétifs mais la menace d'un coup d'État ne serait pas imminente<sup>189</sup>. À Téhéran, W. Sullivan n'évoque pas la mission avec A. Parsons avant le 11 janvier, soit une semaine après l'arrivée du général. L'ambassadeur américain déclare que son mandat, accepté par le shah, est de gérer les généraux iraniens, qu'il n'a pas réussi à contacter jusqu'alors. Il s'agirait de plus de s'assurer du règlement par les Iraniens des prestations militaires fournies par les Américains. Selon le conseiller juridique de l'administration Carter, leur poursuite serait à défaut considérée comme illégale et iraient à l'encontre des initiatives du Congrès<sup>190</sup>. Dans ses mémoires, A. Parsons écrit qu'il n'est pas dans le secret de ces intrigues et contre-intrigues déconcertantes, mais qu'il recommande à Londres de se tenir éloigné de ces courants contraires futiles et dangereux<sup>191</sup>. À Washington, H. Precht confie à Richard Muir que les risques de prise de pouvoir par l'armée restent faibles, bien que des généraux ne l'écartent toujours pas. Il reste évasif sur les échanges développés avec l'armée iranienne et l'opposition religieuse, se contentant de mentionner que les militaires auraient encouragé Washington à rentrer en contact avec l'ayatollah. L'entourage de ce dernier a cependant témoigné de son rejet d'un coup d'État militaire<sup>192</sup>, douchant les espoirs de rapprochement.

<sup>185</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Rejects Coup Options", *The Washington Post*, 30th October, 1980

<sup>186</sup> JCL, NSC Institution Files, 1977-81, NSC-015A – Iran, 1/3/79, White House, Memorandum for the Record, Informal NSC Meeting, 12:00-1:15 PM, Wednesday, January 3, 1979, The Cabinet Room, 3rd January, 1979

<sup>187</sup> KEEFER Edward (dir.), *Harold Brown: Offsetting the Soviet Military Challenge 1977-1981*, Washington, Historical Office, Office of the Secretary of Defense, 2017, p. 293-294 et note 33.

<sup>188</sup> TNA, FCO 8/3360/10, Jay to FCO, Washington 86, Iran: General Djam, 5th January, 1979.

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/3360/14, Jay to FCO, Washington 125, US general's visit, 9th January, 1979.

<sup>190</sup> TNA, FCO 8/3360/11, Parsons to FCO, Tehran 60, US general's visit, 11th January, 1979.

<sup>191</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall*, op. cit., p. 121-122.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/3360/28, Muir to Gorham, Iran, 17th January, 1979.

Des échanges avec les officiers iraniens émergent leur profonde défiance envers les Britanniques. Le 7 janvier, Abbas Gharabaghi, chef du personnel des forces armées, demande pourquoi les États-Unis ne peuvent pas faire taire la BBC dont les programmes corrompent la population iranienne. Il blâme pour l'effondrement du régime les Occidentaux, dont il écarte cependant les États-Unis : Londres aurait fait pression pour que le shah quitte le pouvoir, Paris aurait permis à Khomeini de fomenter la révolution en lien direct avec Moscou<sup>193</sup>. La récurrence des plaintes au sujet de la BBC, auxquelles s'ajoute des critiques sur la couverture de la révolution par les journaux américains, conduisent le général à recommander à Washington de persuader la BBC de modérer le ton de ses reportages. R. Huyser croit d'ailleurs savoir qu'un représentant de la SAVAK s'est rendu à Londres pour protester à ce sujet, sans succès<sup>194</sup>.

La mission Huyser ravive par ailleurs les spectres de l'ingérence américaine. Les partisans du shah craignent que Washington souhaite utiliser les militaires pour préparer le retour de l'ayatollah. Dans ses mémoires, le shah rapporte que le général Rabii a déclaré après son arrestation par les islamistes que le général avait jeté le shah hors du pays comme une souris morte<sup>195</sup>. De leurs côtés, les partisans de l'ayatollah sont convaincus que le but des Américains est de le maintenir hors du pouvoir. Les archives du Pentagone leur donnent en partie raison. Au cas où l'armée se disloque et ne soutienne pas le gouvernement, les instructions du général sont de préparer une prise du pouvoir par les généraux iraniens pour empêcher l'arrivée aux affaires de l'ayatollah, du parti Tudeh ou d'un gouvernement acceptable par les religieux. Avec l'aval de Z. Brzezinski, Harold Brown renouvelle ces instructions le 13 janvier lors d'un entretien téléphonique avec le général<sup>196</sup>. À la suite du départ du shah, les interventionnistes de l'administration continuent à concevoir des bruits de bottes : H. Brown recommande à R. Huyser de suggérer aux militaires une prise de contrôle des champs pétroliers du sud-ouest du pays, paralysés par les grèves, pour renforcer la confiance envers le gouvernement ; Z. Brzezinski au CSN et Al. Haig au Pentagone appelle à une offensive de l'armée avant le retour de l'ayatollah<sup>197</sup>. À Téhéran, la perspective divise les gradés : certains généraux Rabii et Toufaniai recommandent des mesures fortes que d'autres sont réticents à prendre. Par ailleurs, R. Huyser pense que les militaires gardent une capacité raisonnable à faire un coup d'État, qui apparaît comme le seul moyen de pression de Ch. Bakhtiar face à l'opposition ; en revanche, l'ambassadeur Sullivan ne considère pas l'option d'un coup envisageable et estime un rapprochement avec les religieux inévitable, même si l'option Ch. Bakhtiar lui semble plus acceptable<sup>198</sup>.

Le blocage de la situation se traduit par un développement de l'hostilité à l'encontre des Américains. Le général Huyser, menacé de mort, est contraint de rester cloîtré dans les murs de l'ambassade américaine. Alors que l'ayatollah revient triomphalement à Téhéran, il sollicite son rapatriement aux États-

<sup>193</sup> HUYSER Robert E., *Mission to Tehran*, New York, Harper & Row, 1986, p. 46.

<sup>194</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>195</sup> PAHLAVI Mohammad Reza, *Réponse à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 247.

<sup>196</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material - Office Files, Meetings File, For the President and Brzezinski Only, box 87, Iran - Reports from Huyser, 1/79, Brown to Carter, 13th January, 1979.

<sup>197</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Rejects Coup Options", *The Washington Post*, 30th October, 1980

<sup>198</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material - Office Files, Meetings File, For the President and Brzezinski Only, box 87, Iran - Reports from Huyser, 2/79, Jones to Brown, 2nd February, 1979.

Unis. En contre-point à *Mordad* 1953, le coup d'éclat de *Bahman* 1979 signe l'échec des Américains à influencer le cours de la révolution tout en nourrissant la rancœur de tous les partis à leur égard.

### C. L'avantage à la révolution

#### 1. Les préférences Bakhtiar

Le 16 janvier 1979, le départ du shah contraint les Occidentaux à ranger la défense de leurs intérêts en Iran derrière le succès espéré du gouvernement de Chapour Bakhtiar. Alors que l'avantage penche de plus en plus vers la révolution, Londres et Washington conjuguent la préférence Bakhtiar selon des modes qui permettent de tracer une ligne de partage transatlantique dans l'accompagnement de la crise.

La politique britannique revêt les formes d'un attentisme prudent reflété dans les rapports rédigés par Anthony Parsons depuis Téhéran. Selon lui, le seul espoir pour le futur est que les Iraniens dénouent la crise par eux-mêmes, pour donner sa chance au nouveau gouvernement. Les Britanniques veillent donc à rester en contact avec tous les partis pour n'en favoriser ni en froisser aucun. L'accès aux généraux iraniens, et l'influence qu'A. Parsons peut avoir sur eux, apparaît en effet décisive pour garantir la protection et, si nécessaire, l'évacuation de la communauté britannique encore présente en Iran<sup>199</sup>.

L'évolution de la situation semble donner raison aux impressions de l'ambassadeur britannique. Le nouveau Premier ministre se montre rapidement sensible aux allégations selon lesquelles il disposerait du soutien d'acteurs étrangers. Nombre d'Iraniens rapportent aux Britanniques qu'un soutien américain trop démonstratif au gouvernement ne pourrait que nuire à Ch. Bakhtiar aux yeux de l'opposition, dont il doit regagner la confiance. Un contact au Parlement a rapporté que le Premier ministre y est victime d'une rumeur calomnieuse faisant de lui un agent de la CIA : 60 députés pourraient ainsi refuser de lui voter leur confiance, alors qu'elle lui était jusque-là acquise. Dans ce contexte, A. Parsons recommande fortement la retenue à sa hiérarchie. Malgré son soin à ne pas nourrir les procès d'ingérence, lui-même a dû répondre aux critiques soulevées par la médiation de Lord George-Brown au mois de janvier. Il s'agirait désormais de s'abstenir de commentaires publics en faveur ou défaveur de Ch. Bakhtiar : quelle qu'en serait la nature, en effet, ces commentaires confirmeraient aux yeux de ses détracteurs l'ingérence britannique à l'œuvre dans les affaires iraniennes depuis 1953. L'ambassadeur note de plus que ses homologues européens sont sur la même longueur d'onde<sup>200</sup>. Le Premier ministre prend d'ailleurs soin de faire annoncer publiquement la visite que lui rend le diplomate britannique le 14 janvier, en spécifiant qu'il s'agit d'une audience d'adieu, à quelque jours de la fin de l'ambassade d'A. Parsons en Iran<sup>201</sup>.

À Washington, Peter Jay mentionne lors d'un entretien avec Cyrus Vance que le nouveau gouvernement iranien pourrait se trouver déstabilisé par un soutien trop affirmé de ses partenaires occidentaux.

<sup>199</sup> TNA, PREM 16/2131/1, Parsons to FCO, Iran, Tehran 18, Iran, 2nd January, 1979.

<sup>200</sup> TNA, FCO 8/3360/19, Parsons to FCO, Tehran 112, Mr Vance's statement on Iran, 12th January, 1979.

<sup>201</sup> TNA, PREM 16/2131, Parsons to FCO, Tehran 117, Iran internal situation, Iran, 14th January, 1979.

Le secrétaire d'État confirme que le Premier ministre lui a demandé de ne pas l'embarrasser dans le contenu du message qui pourrait être écrit pour l'encourager dans le contexte du départ du shah<sup>202</sup>. Le 17 janvier, lors d'une conférence de presse, Jimmy Carter apporte un soutien public au gouvernement tout en appelant l'ayatollah Khomeini à lui donner sa chance<sup>203</sup>. Trois jours plus tard, au département d'État, David Newsom informe P. Jay que William Sullivan doit apporter à Ch. Bakhtiar un message de soutien pour optimiser ses chances de succès, qui paraissent compromises. Lorsque l'ambassadeur rappelle que le Premier ministre avait recommandé à C. Vance de rester discret sur son soutien, D. Newsom répond qu'il est difficile pour l'administration de ne pas répondre aux questions et qu'une absence de déclaration pourrait être lue comme une prise de distance à l'égard du Premier ministre<sup>204</sup>. Américains comme Britanniques n'en restent pas moins conscients de la relativité de leur influence dans une prise de position en faveur de tel ou tel acteur. Cette conscience est dans le cas du Royaume-Uni partagée par le niveau opérationnel de l'ambassade et du département du Moyen-Orient. Elle est également sensible au niveau ministériel, comme en témoigne après les événements David Owen à l'historien Ali Luman :

« Je pense qu'à ce stade nous avons pris la décision que nous ne prendrions pas de parti et que les jours de notre influence étaient derrière nous. Les événements étaient hors de notre contrôle et les tentatives de repérer et soutenir des acteurs me semblaient futiles dans la mesure où c'en était fini. Il valait donc mieux attendre patiemment que la crise se résolve d'elle-même. Nous avons donc décidé de lui [Ch. Bakhtiar] laisser sa chance et de ne rien faire pour l'entraver, en l'aidant selon notre possible sans vraiment croire que c'était à notre portée. »<sup>205</sup>

Le sentiment est partagé aux États-Unis, ne serait-ce qu'au niveau opérationnel, même au CSN. Le 23 janvier, Gary Sick reconnaît devant Richard Muir, à titre personnel, que les limites de l'influence que l'administration peut avoir sur les événements ont sans doute été atteintes. Une ingérence trop visible dans les événements pourrait de fait mettre en danger les intérêts des États-Unis à court et long termes<sup>206</sup>.

Les témoignages de soutien se multiplient néanmoins, au risque de continuer à embarrasser le Premier ministre iranien : D. Owen le relève devant le Cabinet britannique pour mieux légitimer la politique du gouvernement britannique<sup>207</sup>. Le 24 janvier, les États-Unis consentent à envoyer à l'Iran 200 000 barils de carburant pour subvenir aux besoins essentiels de transport du gouvernement et de l'armée. La mesure, qui sape la pression que les grévistes de l'industrie pétrolière font porter sur le pouvoir, donne un répit au gouvernement. Elle se traduit par une résurgence des sentiments d'hostilité contre les États-Unis parmi les révolutionnaires<sup>208</sup>. Par ailleurs, même après le retour du général Huyser à Washington, l'hypothèse d'une reprise du pouvoir par l'armée, avec les encouragements, sinon la complicité de Washington, n'est pas écartée, comme le suggèrent les minutes de l'entretien entre l'émissaire et le président,

<sup>202</sup> TNA, FCO 8/3360/20, Jay to FCO, Washington 186, Iran internal situation, Iran, 15th January, 1979.

<sup>203</sup> The President's News Conference, 17th January, 1979 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/249229>.

<sup>204</sup> TNA, FCO 8/3360/24, Jay to FCO, Washington 271, Iran, 20th January, 1979.

<sup>205</sup> LUMAN Ali, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018, p. 127-128.

<sup>206</sup> TNA, FCO 8/3360, Muir to Carrick, Iran, 23rd January, 1979.

<sup>207</sup> TNA, CAB 128/65, Conclusions of Cabinet meeting, 25th January, 1979.

<sup>208</sup> STEMPEL John D., *Inside the Iranian Revolution*, op. cit., p. 172.



entouré de ses principaux conseillers de politique étrangère. Lorsque Stansfield Turner remarque qu'une pareille initiative pourrait rappeler aux Iraniens celle de 1953, J. Carter répond qu'il n'est pas question de renverser Ch. Bakhtiar, comme M. Mossadegh l'a été, mais de le garder au pouvoir, en position de force, avec le soutien de l'armée. Cette dernière lui permettrait de fait de reprendre le contrôle des gisements pétroliers et des infrastructures essentielles. C. Vance rajoute que la distinction est importante car l'expression de coup d'État militaire est souvent utilisée dans les débats pour évoquer l'alternative possible au maintien au pouvoir de Ch. Bakhtiar. L'éventualité revient effectivement de manière obsessionnelle dans les interventions de Zbigniew Brzezinski, même « à titre purement hypothétique »<sup>209</sup>.

## 2. Les perspectives Khomeini

Lors de sa première conférence de presse, le 4 janvier 1979, le Premier ministre témoigne de son respect et de son admiration pour les ayatollahs Khomeini et Shariatmadari. Selon lui, le retour du premier serait un insigne honneur pour l'Iran, dont il est après tout citoyen<sup>210</sup>. L'avis n'est pas partagé par Washington : lorsque Peter Jay s'entretient avec Cyrus Vance dix jours plus tard, le secrétaire d'État lui confie que l'arrivée de l'ayatollah en Iran aurait de graves conséquences sur la stabilité du pays ; elle ne serait de toute manière pas d'actualité, selon les informations des Américains, pour des questions relatives à sa propre sécurité. Il n'en est pas moins impératif de dialoguer avec les religieux et les militaires pour éviter que les deux partis ne se ruinent mutuellement, car ce sont des forces anti-communistes sur lesquelles Washington pourrait s'appuyer<sup>211</sup>. Le secrétaire d'État donne finalement son aval pour réactiver la liaison établie par Warren Zimmerman avec Ibrahim Yazdi à Paris afin de connaître les sentiments de l'ayatollah<sup>212</sup>. Il informe l'ambassadeur Jay que le religieux a sollicité les Américains pour être mis en contact avec les militaires. Si Londres convient de la nécessité d'éviter une épreuve de force, le gouvernement britannique refuse cependant d'être associé de près à l'initiative de Washington<sup>213</sup>.

Quelques jours plus tard, David Newsom convoque P. Jay pour le tenir informé de détails qu'il convient, dit-il, de garder « dans la famille ». Il confirme que l'ayatollah a pris contact avec les Américains. Ses déclarations ont été « typiques d'un nationaliste du tiers-monde ». Tout en notant que l'ayatollah dit peut-être à ses interlocuteurs ce qu'ils ont envie d'entendre, D. Newsom confesse le penser sincère. Les Américains cherchent à le dissuader de rentrer en Iran, arguant qu'un retour précipité pourrait conduire à une guerre civile qui serait récupérée à leur avantage par Moscou. L'idée est, sans y paraître, de maintenir le dissident le plus longtemps possible hors d'Iran pour donner ses chances à Chapour Bakhtiar<sup>214</sup>.

<sup>209</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material - Office Files, Meetings File, For the President and Brzezinski Only, box 87, Iran - Reports from Huyser, 2/79, Memorandum of Conversation, Meeting with the President on Iran, 5th February, 1979.

<sup>210</sup> TNA, PREM 16/2131/6, Parsons to FCO, Tehran 37, Iran internal situation, 4th January, 1979.

<sup>211</sup> TNA, FCO 8/3360/20, Jay to FCO, Washington 186, Iran internal situation, Iran, 15th January, 1979.

<sup>212</sup> AAD, Vance to Hartman, State 010736, Opening a Chanel to Khomeini's Entourage, 15th January, 1978.

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/3360/30, Owen to Washington, FCO 122, Iran, 17th January, 1979.

<sup>214</sup> TNA, PREM 16/2131, Jay to FCO, Washington 273, Iran, 20th January, 1979.

Selon son entourage, lui-même n'envisage pas un retour immédiat. D. Newsom fait enfin part au diplomate britannique de sa réserve à l'endroit de certains membres de l'entourage de l'ayatollah, qui lui semblent exploiter le manque d'expérience et la naïveté du vieil homme (*sic*)<sup>215</sup>.

L'épouvantail communiste permet également aux diplomates de Paris et de Téhéran de convaincre les religieux de la nécessité d'un compromis avec les militaires afin de garantir une transition politique pacifique. L'ambassadeur Parsons rapporte l'enthousiasme de son homologue américain Sullivan quant aux chances de succès de l'initiative. Il avoue ne la partager que partiellement, dans une note reflétant la différence d'attitude des partenaires : « dans une certaine mesure, il reflète ce caractère plutôt débonnaire qui est bien à lui, et aussi une croyance innée aux Américains selon laquelle, maintenant qu'ils sont impliqués dans l'entraînement d'une nouvelle équipe, elle doit avoir une chance de gagner »<sup>216</sup>.

Au CSN, Gary Sick émet devant Richard Muir des doutes sur la profondeur des échanges entre les religieux et les militaires. Selon lui, cependant, l'influence khomeiniste est à son acmé : la transposition dans l'action pratique de ses « déclamations delphiques » pourrait conduire l'ayatollah à perdre la main ; ses appels à l'action n'ont d'ailleurs pas toujours été suivis par le passé<sup>217</sup>. Une semaine plus tard, pourtant, le collaborateur de Zbigniew Brzezinski présente le religieux comme rigide et implacable, faisant peser des menaces sur la convergence espérée entre ses partisans et ceux de l'armée : il s'inquiète des perspectives qu'ouvrirait l'avènement d'une République islamique, dont le positionnement ne serait ni bienveillant, ni modéré, mais probablement hostile envers les étrangers et notamment l'Occident<sup>218</sup>.

L'inflexibilité de l'ayatollah ralentit le progrès des négociations avec l'armée. À Londres, David Owen pose la question de la capacité du cabinet Bakhtiar à perdurer jusqu'à ce que soit trouvé un terrain d'entente. Le secrétaire d'État note que l'URSS, d'abord inquiète de l'émergence de leur activisme, apporte désormais un soutien plus ouvert aux religieux, pour devancer une initiative américaine<sup>219</sup>. Le 1<sup>er</sup> février, la situation est si chaotique que seul le retour de l'ayatollah semble aux Britanniques à même de dénouer la crise, alors que les négociations avec l'armée n'aboutissent pas<sup>220</sup>. La perspective d'un retour du religieux ne convainc cependant pas tous les officiers. Son influence, notent certains, fédératrice pendant son exil, pourrait décliner du fait des luttes de pouvoir dans son propre camp et des désaccords entre les groupes d'opposition. En revanche, les Iraniens craignent un carnage en cas d'appel aux armes, car les communistes pourraient user de l'élément religieux pour inciter à la violence<sup>221</sup>.

À Téhéran, William Sullivan fait part à son homologue britannique des inquiétudes du Premier ministre quant aux réactions américaines et britanniques à l'annonce éventuelle de la formation d'un gouvernement sous direction religieuse. Washington a assuré que son propre gouvernement serait considéré

<sup>215</sup> TNA, FCO 8/3360/24, Jay to FCO, Washington 271, Iran, 20th January, 1979.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/3352/74, Parsons to FCO, Tehran 167, Iran, 20th January, 1979.

<sup>217</sup> TNA, FCO 8/3360, Muir to Carrick, Iran, 23rd January, 1979.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/3360, Muir to Carrick, Iran, 1st February, 1979.

<sup>219</sup> TNA, CAB 128/65, Conclusions of Cabinet meeting, 25th January, 1979.

<sup>220</sup> TNA, CAB 128/65, Conclusions of Cabinet meeting, 1st February, 1979.

<sup>221</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material - Office Files, Meetings File, For the President and Brzezinski Only, box 87, Iran - Reports from Huyser, 2/79, Brown to Carter, 3rd February, 1979.

comme légitime. Ch. Bakhtiar a alors répondu qu'il ne s'engagerait pas dans une épreuve de force contre l'ayatollah à moins que ce dernier ne cherche une confrontation avec l'armée. Le principal point de désaccord entre les deux hommes, précise W. Sullivan, porte sur le contrôle des élections de l'assemblée constituante, dont l'ayatollah revendique l'exclusivité. Anthony Parsons est conscient que la formation d'un gouvernement forcerait Londres à prendre position, démarche délicate dans la mesure où les conditions habituelles de reconnaissance d'un gouvernement seraient peu applicables dans le cas iranien : si le pays est militairement contrôlé par l'armée, il l'est économiquement en grande partie par les révolutionnaires ; par ailleurs, si Ch. Bakhtiar devait revendiquer la légitimité politique en vertu de la constitution de 1906, l'ayatollah pourrait considérer le Premier ministre comme illégitime. Les Britanniques déclarent vouloir envisager une ligne commune avec les Européens, plus qu'avec les Américains<sup>222</sup>.

Le 8 février, Henry Precht confie à R. Muir que, même si le département d'État n'est pas encore parvenu à tirer de conclusion sur l'avenir de l'Iran, a émergé des débats le sentiment que l'avantage est à l'ayatollah. Les manifestations massives à Téhéran et l'érosion du soutien à Ch. Bakhtiar dans l'armée suggèrent un processus irrémédiable. Selon le directeur du bureau iranien, les militaires sont trop divisés dans leurs allégeances pour pouvoir l'enrayer<sup>223</sup>. Au matin du 11 février, l'armée annonce sa décision de rester neutre dans le conflit. Le soir, la proclamation de la victoire de la révolution par l'ancien dissident sanctionne la chute du gouvernement et la fin de l'empire.

### 3. Les préventions interalliées

L'appréhension de l'effondrement de l'empire est un révélateur des divisions connues de la communauté américaine de politique étrangère, qui semblent cependant plus remarquables au temps de l'administration Carter. Dans la relation transatlantique, le constat de ces divisions constitue un élément de réflexion sur la crédibilité du partenaire. Il contribue, avec la crise de confiance consécutive à la rétention des conclusions du rapport Ball, à la légitimation à Londres d'une politique démarquée de Washington.

Le 20 janvier, à la demande de Cyrus Vance, David Newsom fait part à Peter Jay de la teneur des conclusions du rapport remis un mois plus tôt au président par l'ancien sous-secrétaire d'État<sup>224</sup>. La longueur du délai est justifiée par l'extrême sensibilité du document, dans la mesure où la presse l'a utilisé pour nourrir des reportages faisant état de divisions entre le CSN et le département d'État. Les conclusions ont de plus embarrassé l'administration : son analyse a été sollicitée par Zbigniew Brzezinski, ses recherches se sont déroulées exclusivement à la Maison-Blanche, mais George Ball a exprimé des opinions opposées à celles du CSN et totalement en phase avec la pensée des diplomates. En conséquence, nulle suite n'y a été apportée. Ses conclusions, listées à P. Jay, sont pourtant qualifiées de visionnaires par le sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques. L'ambassadeur insiste dans son

<sup>222</sup> TNA, PREM 16/2131, Graham to FCO, Tehran 275, Iran, 4th February, 1979.

<sup>223</sup> FCO 8/3360/44, Muir to Gorham, Iran internal, 8th February, 1979.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/3360/27, Jay to FCO, Washington 275, Iran, 20th January, 1979.

télégramme sur la nécessité de garder une totale discrétion sur le détail des analyses et sur la manière dont elles lui ont été communiquées. L'épisode permet de mesurer la teneur de la confiance entre Massachusetts Avenue et le département d'État, qui dépasse en l'occurrence celle entre la Maison-Blanche et Downing Street. Il montre aussi, sinon plus, la délicatesse des relations entre les deux principales institutions de la politique étrangère américaine en compétition d'influence autour de la Présidence : D. Newsom ne rechigne pas à éventer des conclusions donnant raison aux diplomates, qui discréditent les experts du CSN. Il nourrit enfin les préventions britanniques à l'endroit d'un partenaire aux institutions dysfonctionnelles et à la politique incohérente, d'autant plus quand elle semble aller à l'encontre de l'évidence et quand elle donne raison par ses échecs à l'attentisme prudent observé par Londres.

Le même jour, P. Jay transmet à Londres son analyse des vicissitudes de la politique iranienne des États-Unis. Tant que le shah est resté au pouvoir, l'administration est restée convaincue, malgré des débats internes, de la nécessité impérieuse de le soutenir. Son départ l'a pourtant rapidement engagée à formuler une politique plus nuancée, bien que les partisans de la formation d'un gouvernement militaire aient persisté dans leur jugement. Les déclarations de C. Vance, les remarques du président et l'audition d'Harold Saunders devant la Chambre des représentants ont suggéré d'une rupture franche avec la politique iranienne jusqu'alors défendue. Lors de son audition, le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient n'a presque pas mentionné l'ancien souverain iranien. La nouvelle politique porte le sceau de l'approche wilsonienne par laquelle le département d'État répond traditionnellement aux questions régionales, comme il l'a fait à l'été 1978 au terme d'un bras de fer l'ayant opposé au CSN sur l'Afrique. Cette approche fait écho à celle défendue à Londres : des solutions iraniennes aux problèmes iraniens sans ingérence étrangère. Elle suppose que des gouvernements indépendants auraient des intérêts similaires à ceux des États-Unis. Elle avance que le respect des Occidentaux pour le pluralisme et la coopération politique et économique serait plus attractif que les coups de boutoir de l'URSS<sup>225</sup>.

Quelques jours plus tard, lors d'un déjeuner en privé, P. Jay fait part à D. Newsom des inquiétudes de David Owen sur la publicité faite par les États-Unis de leur politique iranienne. Le secrétaire d'État s'est ému d'une communication jugée trop bavarde, qui a endommagé à la fois la réputation américaine de discrétion en matière de gestion de crise mais aussi les chances de succès du gouvernement Bakhtiar. Reconnaissant la légitimité de ces inquiétudes, D. Newsom en renvoie partiellement la responsabilité sur la pression exercée par des médias avides de commentaires et sur la difficulté à s'abstenir de réagir aux fuites au sujet des prises de position des membres de l'administration. Le sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques en a lui-même été victime au sujet de son audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat. Il affirme que l'expression des opinions contradictoires sur la politique iranienne est désormais mieux contrôlée. Il risque néanmoins d'être difficile de réfréner les commentaires des porte-paroles du gouvernement à l'approche du retour de l'ayatollah Khomeini, d'autant plus quand une chaîne comme CBS prétend que l'administration ne comprend pas la situation en Iran. Le Britannique

---

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/3360/25, Jay to FCO, Washington 272, M.I.P.T.: Iran, 20th January, 1979.

répond qu'il espère que ses membres s'appliqueront à s'en tenir à la discrétion nécessaire. Il s'enquiert de l'opinion de son interlocuteur, « en tant que professionnel chevronné », sur les conséquences de chaos apparent sur la perception de l'opinion publique et des partenaires étrangers. D. Newsom répond que, plus que jamais sous la présidence Carter, la prise de décision fait la part belle à la contradiction. Lui-même a été choqué d'entendre un membre du département d'État déclarer que si son opinion n'était pas retenue, il n'hésiterait pas à informer la presse des attitudes de ses contradicteurs<sup>226</sup>.

### III. Le sursaut d'implication (1979)

L'installation d'une République islamique en Iran conduit Américains et Britanniques à s'attacher à la restauration de leur position privilégiée dans le pays. Quelle est la place de la relation transatlantique dans l'accommodement au nouveau régime ?

#### A. Les épreuves de la violence révolutionnaire

##### 1. Les assauts d'ambassades

En écho aux discours appelant à l'automne à la violence contre les symboles de la présence occidentale, les attaques contre les représentations américaine et britannique conduisent à un réflexe de solidarité interallié. Le 5 novembre 1978, l'incursion d'une foule de manifestants dans les locaux de l'ambassade du Royaume-Uni, sur l'avenue de Ferdowsi, a lieu alors qu'Anthony Parsons se trouve en compagnie de William Sullivan. Les diplomates sont informés par téléphone de l'assaut, qui aboutit à la destruction des systèmes de communication. Les Américains offrent aux Britanniques la possibilité d'utiliser les leurs, sur le site de leur représentation. Les dépêches britanniques sont envoyées à Londres via Grosvenor Square, appelée à faire le lien avec le département du Moyen-Orient du FCO<sup>227</sup>.

Le 14 février 1979, une attaque contre la représentation américaine conduit à une réactivation à l'inverse du réflexe de solidarité interalliée. Les diplomates britanniques sont contactés par téléphone par leurs collègues américains qui leur annoncent subir l'attaque d'un groupe d'une centaine de jeunes armés. Les communications sont ensuite interrompues. Le nouvel ambassadeur britannique en Iran, John Graham, relaie le déroulement des événements à Londres, qui transmet à Washington. Il joint le bureau du Premier ministre Mehdi Bazargan et tente de faire passer un message aux religieux par l'intermédiaire de Nasser Minachi, faute de pouvoir rentrer en contact avec l'entourage de l'ayatollah Khomeini<sup>228</sup>. Le bureau de M. Bazargan promet d'envoyer des renforts pour disperser les assaillants devant l'ambassade

<sup>226</sup> TNA, FCO 8/3360, Jay to Head of NAD, Note of the record, Discussion with Mr David Newsom, Under-Secretary, Political Affairs, State Department, 24th January, 1979.

<sup>227</sup> TNA, PREM 16/1720, American Embassy, Tehran, to American Embassy, London, Tehran 10787, Meeting with the Shah, November 5, 5th November, 1978.

<sup>228</sup> TNA, PREM 16/2131, Graham to flash FCO, Tehran 366, Evacuation, 14th February, 1979.

américaine et d'autres pour dissuader une autre attaque devant la représentation britannique<sup>229</sup>. Un peu plus tard, le quartier général de l'ayatollah assure avoir dépêché des religieux et des hommes armés pour calmer les choses et rassure les Britanniques quant à leur propre sécurité. Les diplomates suédois, dont l'ambassade donne sur celle des États-Unis, rapportent la présence d'hommes armés sur les toits de la chancellerie, à l'intérieur de laquelle se sont réfugiés les personnels, et des allers et venues de véhicules répétant par haut-parleurs des messages intimant à la foule de se disperser<sup>230</sup>.

J. Graham reçoit ensuite un appel par radio d'un diplomate américain qui se trouvait à l'extérieur des locaux lors de l'attaque. Il témoigne d'une attaque menée par un groupe organisé en tenue de combat, qui ne semble pas sous le contrôle direct de l'ayatollah. Le prétexte de l'attaque serait la présence dans les locaux d'anciens officiers de la SAVAK. Les assaillants tiennent prisonniers W. Sullivan, ses principaux collaborateurs et plusieurs officiers militaires. L'ambassadeur a demandé à ses collaborateurs de ne pas tirer. L'amiral Frank Collins, membre de la liaison militaire américaine, à l'extérieur des locaux pendant l'assaut, assure la continuité des affaires<sup>231</sup>. Pendant ce temps, le département d'État demande à Massachusetts Avenue de contacter la Chambre iranienne de commerce pour s'enquérir de la situation. Cyrus Vance a cherché en vain à joindre son homologue iranien Karim Sanjabi<sup>232</sup>. Les Britanniques font passer le message au Premier ministre adjoint, Abbas Amir-Entezam<sup>233</sup>.

J. Graham assure aussi le lien entre John Stempel, chef adjoint de la section politique de l'ambassade américaine, et David Newsom, au département d'État. Également en liberté, il est allé protester formellement auprès du bureau du Premier ministre contre la violation de l'immunité diplomatique. Notant la difficulté de reconnaître ses amis de ses ennemis dans l'agitation révolutionnaire, J. Graham se satisfait d'avoir pu obtenir du gouvernement iranien la protection promise plus tôt dans la journée<sup>234</sup>. J. Stempel envoie *via* les Britanniques de Téhéran et de Washington un télégramme indiquant des coordonnées pour le joindre, et d'autres pour contacter l'amiral Collins et l'agent du renseignement Howard Hart<sup>235</sup>. Les Britanniques relaient aussi un appel téléphonique de Henry Mills, conseiller en charge des affaires administratives, indiquant que les forces de l'ayatollah sont venues porter secours aux Américains. Il précise qu'un marine américain a été blessé et un employé iranien tué pendant l'assaut et que les systèmes de communications sont hors-service<sup>236</sup>. Plus tard dans la journée, J. Graham donne des nouvelles rassurantes de son homologue W. Sullivan, auprès duquel il s'est rendu : les diplomates américains sont sains et saufs, bien que certains aient été déplacés au domicile de l'ayatollah Taleghani et au quartier général de l'ayatollah Khomeini<sup>237</sup>. Le 15, la CIA demande *via* Massachusetts Avenue de transmettre

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/3360/50, Graham to flash FCO, Tehran 359, Iran, 14th February, 1979.

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/3360/51, Graham to flash FCO, Tehran 360, Attack on US embassy, 14th February, 1979.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/3360/54, Graham to flash FCO, Tehran 362, Attack on the American embassy, 14th February, 1979.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/3360/55, Jay to flash Tehran, Washington 3, 14th February, 1979.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/3360/58, Graham to flash Washington, Tehran 6, 14th February, 1979.

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/3360/56, Graham to flash FCO, Tehran 363, My IPT, 14th February, 1979.

<sup>235</sup> TNA, FCO 8/3360/57, Graham to flash critic Washington, Tehran 5, 14th February, 1979.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/3360/59, Graham to flash Washington, Tehran 7, 14th February, 1979.

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/3360/59, Graham to flash FCO, Tehran 368, Iran: attack on US embassy, 14th February, 1979.

en urgence un contrordre à ses agents sur place, qui avait reçu l'ordre de rejoindre un abri plus sûr<sup>238</sup>.

L'assaut, qui a débuté à 10 heures 15, aura duré plus de deux heures. Il est interrompu à l'arrivée du Premier ministre adjoint Ibrahim Yazdi<sup>239</sup>. Dans un message de remerciement adressé à David Owen, C. Vance rend hommage à l'« excellente assistance » du gouvernement britannique durant la crise, tant à Téhéran, qu'à Washington et à Londres<sup>240</sup>. Kingman Brewster surenchérit dans une note manuscrite personnelle<sup>241</sup>. Deux jours après l'assaut, la rumeur de nouvelles échauffourées à proximité de son ambassade conduit le département d'État à solliciter à nouveau les Britanniques de Téhéran au cas où leur assistance soit à nouveau nécessaire<sup>242</sup>. Ces derniers prennent contact avec leurs homologues américains et rassurent en retour Washington sur la situation, qui n'a pas dégénéré<sup>243</sup>. Les épreuves de la révolution font ainsi éclater la spontanéité d'une solidarité transatlantique qui traduit la spécialité de la relation bilatérale. Cette solidarité est facilitée par l'activation d'un réseau diplomatique éprouvé que l'initiative individuelle et l'inclination personnelle rendent d'autant plus efficaces. Elle se prolonge dans l'organisation de l'évacuation des ressortissants occidentaux, rendue nécessaire par l'instabilité révolutionnaire.

## 2. Les évacuations d'expatriés

L'attaque de février 1979 précipite en effet le rapatriement des expatriés présents en Iran, dont l'organisation a été anticipée. À la fin du mois de janvier, leur ambassade à Téhéran appelle les proches des ressortissants américains à quitter le pays. Il est aussi conseillé aux entreprises de rapatrier les personnels jugés non-essentiels. L'ambassadeur reçoit lui-même pour consigne de réduire ses équipes au strict nécessaire. En confidence, Charles Naas confie à George Chalmers que cette mesure répond à la multiplication de l'agressivité à l'encontre des Américains, tant à Téhéran que dans les provinces. Washington craint que la situation ne dégénère et que l'ordre public ne soit plus assuré. Les diplomates américains ont aussi de plus en plus de difficultés à obtenir l'assistance du gouvernement iranien sur les questions de sécurité et d'évacuations<sup>244</sup>. Deux semaines plus tard, la veille de l'assaut, le FCO informe Grosvenor Square que deux avions de transport militaires C-130 sont prêts à décoller de Bahreïn, où ils attendent la réouverture de l'aéroport de Téhéran. John Graham s'attache à obtenir des autorités iraniennes les autorisations nécessaires, pour réduire le plus vite possible les effectifs de la présence britannique<sup>245</sup>.

La branche iranienne de la compagnie Pan Am se rapproche de l'ambassade britannique de Téhéran en lieu et place de l'ambassade américaine pour être mise en relation avec le siège de New York<sup>246</sup>.

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/3360/69, Jay to Tehran, Washington 10, US embassy, 15th February, 1979.

<sup>239</sup> GAGE Nicholas, "Armed Iranians rush U.S. Embassy", *The New York Times*, 15th February, 1979.

<sup>240</sup> TNA, FCO 8/3361/83, Vance to Owen, 15th February, 1979.

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/3361/83, Brewster to Owen, 16th February, 1979.

<sup>242</sup> TNA, FCO 8/3360/71, Jay to Tehran, Washington 13, US embassy, 16th February, 1979.

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/3360/72, Graham to Washington, Tehran 11, US embassy, 16th February, 1979.

<sup>244</sup> TNA, PREM 16/2131, Chalmers to FCO, Tehran 238, Situation in Iran, 30th January, 1979.

<sup>245</sup> TNA, FCO 8/3360/56, Graham to flash FCO, Tehran 363, My IPT, 14th February, 1979.

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/3360, Graham to FCO, Tehran 372, 14th February, 1979.

Toujours par l'intermédiaire des Britanniques, Cyrus Vance demande à William Sullivan de s'enquérir des conditions d'exploitation de l'aéroport de Téhéran : les problèmes techniques retardant sa réouverture ; la volonté des compagnies de reprendre leur activité civile ; l'intention du gouvernement iranien de faciliter l'évacuation des personnels ; la date de reprise du trafic ; la possibilité d'utiliser les aéroports de Chiraz et d'Ispahan ; la disponibilité des forces de l'ordre khomeinistes pour protéger les convois de voyageurs ; la quantité de passagers pouvant être transportée dès le premier jour. Les Américains prévoient d'affréter quatre vols charter de la Pan Am le 17 février, premier jour possible pour le rapatriement. Ils confient aux Britanniques leur intention de recourir à l'USS *Lasalle*, vaisseau amiral de la force du Moyen-Orient, qui croise dans les eaux du Golfe, pour contribuer à l'évacuation des personnels américains à partir des ports de Bandar Abbas ou de Chabahar<sup>247</sup>. L'ambassadeur Sullivan confirme en retour l'urgence du rapatriement des personnels américains étant donné les menaces qui continuent à peser sur leur sécurité. Il fait néanmoins état des difficultés à veiller aux arrangements nécessaires. Le gouvernement iranien, qui tente de restaurer une forme d'ordre public, a peu de temps à consacrer à l'organisation de l'évacuation, ni d'ailleurs de personne disposant de l'autorité nécessaire. Les gardes de sécurité de W. Sullivan sont par ailleurs réticents à le laisser sortir du périmètre de son ambassade, deux jours après l'assassinat de l'ambassadeur américain à Kaboul, Adolph Dubs. La seule certitude est que le nouveau gouvernement a fait savoir qu'il n'autoriserait pas aux vaisseaux étrangers l'accès aux ports du pays<sup>248</sup>.

Pendant ce temps, Anthony Parsons, devenu sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen Orient, est contacté par R.W. Apples, du bureau londonien du *New York Times*. Le journaliste l'informe que la direction du *Washington Post* souhaiterait organiser le rapatriement de la dépouille de Joe Alex Morris, du *Los Angeles Times*. Ce vieil ami de l'ancien ambassadeur britannique est le seul journaliste américain à avoir perdu la vie pendant la révolution. R. W. Apples s'enquiert de la possibilité d'une assistance de l'aviation britannique au cas où le vol charter ne puisse pas avoir lieu. Le département du Moyen-Orient recommande sans surprise d'apporter toute l'aide possible, avec l'accord du département de la Défense et de l'ambassade de Téhéran. Le FCO recommande à ses diplomates sur place de veiller à faciliter l'évacuation de la dépouille, qui a finalement lieu sur le vol affrété par les Américains<sup>249</sup>.

Parallèlement, Grosvenor Square confirme au département d'État que Londres consent à accueillir en transit les réfugiés américains avant leur retour aux États-Unis. L'usage des bases militaires est d'abord envisagé, comme alternative à Heathrow, en raison de l'insuffisance de la superficie des zones de rassemblement et des salles d'attente dans l'aéroport, mais aussi pour éviter de confondre les ressortissants américains évacués et les autres passagers<sup>250</sup>. Le lendemain, cependant, la rigueur des conditions météorologiques conduit finalement l'ambassade à suggérer un transit par Heathrow, d'autant plus que

---

<sup>247</sup> TNA, FCO 8/3360/63, Jay to Tehran, Washington 141830Z, Iran, 14th February, 1979.

<sup>248</sup> TNA, FCO 8/3360/65, Graham to Washington, Tehran 9, 15th February, 1979.

<sup>249</sup> TNA, FCO 8/3361/81, Munro to Gorham, 13th February, 1979 et FCO 8/3361/82, Owen to Tehran, FCO 225, 14th February, 1979. BRANIGIN William, "Remembering Joe Alex Morris Jr., the L.A. Times correspondent who died covering the Iranian revolution", *Los Angeles Times*, 18th February, 1979.

<sup>250</sup> AAD, Brewster to State, London 03190, Contingency Evacuation Planning: Iran, 15th February, 1979.



l'éloignement des bases militaires du centre de Londres rendrait difficile l'organisation de l'accueil des ressortissants américains. Les passagers qui souhaitent poursuivre leur voyage vers les États-Unis pourraient aisément se retourner vers les vols commerciaux réguliers au départ de l'aéroport londonien. Ceux qui émettent le désir de rester au Royaume-Uni pourraient descendre dans les hôtels situés à proximité<sup>251</sup>. Même entre des partenaires aux affinités historiques, l'acculturation à la coutume de l'autre est cependant nécessaire. La veille des premiers départs, Grosvenor Square recommande au département d'État de stipuler aux ressortissants sur le point d'être évacués que le fait d'introduire au Royaume-Uni des animaux potentiellement enragés (chiens, chats, rongeurs) sans quarantaine est une infraction pénale<sup>252</sup>. L'ambassadeur Sullivan évoque dans ses mémoires des ressortissants américains devant être évacués par un vaisseau de recherche britannique. Plutôt que d'abandonner ses deux chiens qui n'ont pas pu être admis à bord, la famille a préféré renoncer au voyage, s'entasser avec eux dans une voiture et traverser le pays en ébullition pour rejoindre Téhéran, qu'ils ont quitté en avion. Les chiens ont finalement été évacués par un pont aérien jusqu'à Francfort, à l'insu des autorités aéroportuaires locales<sup>253</sup>.

### 3. Les irruptions d'inimitiés

Parallèlement, les flambées de violence révolutionnaire contre des populations ciblées conduisent les Occidentaux à l'expression d'une vigilance solidaire qui crispe les relations avec le nouveau régime. Quelques jours après l'assaut contre l'ambassade américaine, Cyrus Vance recommande à William Sullivan d'approcher le gouvernement iranien sur la question des procès et des exécutions dont les acteurs de l'ancien régime sont victimes. Même remis dans la perspective d'une situation révolutionnaire, ces événements causent à Washington une forte inquiétude. Pour le secrétaire d'État américain, les insurgés, qui ont vivement réagi devant les atteintes aux droits de l'homme sous le shah, devraient être guidés dans l'exercice du pouvoir par des principes de justice et de dignité humaine. Il ajoute que les exécutions d'officiers sont contreproductives dans un contexte d'urgence à rétablir l'ordre public<sup>254</sup>. Le département d'État appelle le gouvernement britannique à plaider dans le même sens auprès des autorités iraniennes. Washington ne compte pas approcher d'autres partenaires sur la question<sup>255</sup>.

S'il n'aborde pas la sujet à l'occasion de son premier entretien avec le ministre iranien des Affaires étrangères, John Graham confirme que la violence de l'épuration suscite en Iran un émoi considérable, dans l'opinion publique comme dans la communauté diplomatique. Le 19 février, le Premier ministre déclare que la responsabilité des tribunaux révolutionnaires est sur le point d'être transférée à des comités au gouvernement. L'ambassadeur émet des doutes sur l'efficacité d'une démarche pour changer le cours des choses mais consent à soulever la question de manière prudente lors de ses prochains entretiens

---

<sup>251</sup> AAD, Brewster to State, London 03310, Contingency Evacuation Planning: Iran, 16th February, 1979.

<sup>252</sup> AAD, Brewster to State, London 03351, Possible UK Safehaven for Iran Evacuees, 16th February, 1979.

<sup>253</sup> SULLIVAN William, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981, p. 271.

<sup>254</sup> TNA, FCO 8/336/76, Jay to Tehran, Washington 18, 18th February, 1979.

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/336/77 Jay to Tehran, Washington 701, Iran; summary trials and executions, 18th February, 1979.

avec les autorités. Le positionnement sur la question des droits de l'homme jusqu'à la révolution confère à Londres une audience assurée. Pourtant, l'approche ne saurait être efficace qu'en restant discrète : une dénonciation trop démonstrative risquerait de susciter des protestations en retour faisant rejaillir les procès de connivences avec le shah<sup>256</sup>. D'ailleurs, quelques jours plus tard, Henry Precht confie à Richard Muir que la démarche opérée en parallèle auprès de Mehdi Bazargan par l'ambassadeur Sullivan a provoqué le malaise. Le Premier ministre iranien a déclaré espérer l'organisation à court terme de véritables procès ménageant une défense aux prévenus. Les pressions exercées sur l'administration américaine par les voix élevées contre l'épuration révolutionnaire commencent par ailleurs à s'apaiser<sup>257</sup>.

À Londres, en revanche, l'opinion et le parlement exhortent le gouvernement à prendre des mesures pour dénoncer les procès et les exécutions. Dans un communiqué officiel, le FCO déclare regretter que l'ancien ministre de Cour Amir Abbas Hoveida ait été privé de procès équitable. Comme son homologue américain, David Owen rappelle son opposition à toute forme d'épuration et son attachement aux droits de l'homme. Les congés de Pâques retardent cependant toute action concrète à Londres<sup>258</sup>. Le 12 avril, Charles Naas, le chargé d'affaires américain qui assure l'intérim depuis le départ de W. Sullivan, s'entretient avec le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères, Ebrahim Yazdi. Le diplomate renouvelle l'expression de l'inquiétude américaine devant les campagnes d'épuration menées par les révolutionnaires. Recevant la critique, qu'il avoue reprise par d'autres gouvernements, le ministre répond que le gouvernement s'efforce d'améliorer le système judiciaire en institutionnalisant les procès, afin de prévenir les débordements dus aux règlements de compte observés dans les rues et dans les domiciles. Lorsque le chargé suggère le recours à une politique de plus grande clémence pour apaiser l'atmosphère, le Premier ministre lui répond que la mesure est à l'agenda et a d'ailleurs déjà été approuvée par l'ayatollah. Son application, en revanche, ne pourrait être effective que dans un contexte plus calme<sup>259</sup>.

Dans un contexte électoral qui porte le parti conservateur de Margaret Thatcher au pouvoir, Robin Gorham informe Grosvenor Square que Londres ne compte pas faire de déclaration publique ni de représentation officielle auprès du gouvernement iranien sur la reprise des exécutions. Celles-ci touchent de plus en plus les membres de la communauté juive établis en Iran, comme l'homme d'affaires Habib Elghanian, exécuté le 9 mai 1979 pour des faits de corruption, de contacts avec Israël et de sionisme<sup>260</sup>. Malgré la proclamation d'une *fatwa* par l'ayatollah Khomeini promettant protection aux juifs iraniens<sup>261</sup>, les persécutions dont ils sont victimes depuis le début de la révolution conduit la communauté des juifs britanniques à faire part de ses inquiétudes au FCO. Le 31 janvier, une délégation conduite par Lord Fisher, l'un des directeurs du Congrès juif mondial, est reçue par le ministre d'État Frank Judd après

<sup>256</sup> TNA, PREM 16/2131, Graham to FCO, Tehran 438, Iran – trials and executions, 19th February, 1979.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/3361/85, Muir to Carrick, US Middle East Policy, 22nd February, 1979.

<sup>258</sup> AAD, Brewster to State, London 07526, Iranian Trial and Executions, 12th April, 1979.

<sup>259</sup> Den, vol. 34, Naas to State, Tehran 3877, Yazdi Meeting: Revolutionary Trial, 12th April, 1979.

<sup>260</sup> AAD, Brewster to State, London 09310, Iranian Execution of Prominent Jews, 11th May, 1979.

<sup>261</sup> PARSI Trita, *Treacherous Alliances: The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, New Haven, Yale University Press, 2007, p. 8.

une réunion d'urgence des principales organisations juives britanniques. Elles s'inquiètent des obstacles opposés à leurs coreligionnaires désireux de quitter l'Iran. Le FCO leur assure que le ministère de l'Intérieur doit se montrer particulièrement compréhensif au sujet des demandes d'admission temporaire de juifs iraniens, même si de nombreuses requêtes de résidence permanente ont été déclinées<sup>262</sup>.

Le 14 mai, Jimmy Carter envoie à Londres et à Paris un message requérant leur soutien à une démarche visant à demander aux autorités iraniennes la cessation de tout assassinat ciblé contre les juifs<sup>263</sup>. Le président fait état de rapports suggérant l'arrestation de juifs de renom sur le point d'être jugés, en incohérence avec les assurances fournies quant à la protection des droits et des libertés de leur communauté. Les Britanniques semblent réticents à s'engager sur la question pour ne pas hypothéquer le développement des relations avec le nouveau régime. En revanche, les inquiétudes de l'opinion et du parlement demandent de rester attentif au sort des minorités religieuses. Pour ménager les intérêts de la diplomatie et la défense des droits, le FCO suggère justement une approche destinée à prendre la défense de l'ensemble des croyants au lieu de plaider exclusivement la cause – politiquement délicate – des juifs iraniens<sup>264</sup>. À Téhéran, J. Graham confirme un profond malaise au sein de leur communauté, sans confirmer la réalité d'une persécution généralisée. Ils ne sont d'ailleurs pas la seule minorité religieuse à être préoccupée par leur avenir en Iran : les chrétiens, notamment protestants, souvent des anciens musulmans reconvertis, ont été en février éprouvés par le meurtre d'un pasteur iranien de Chiraz, que les autorités musulmanes ont cependant condamné par la suite. Les musulmans iraniens sont d'ailleurs aussi sous pression. L'ambassadeur confirme que l'intervention suggérée n'est pas opportune. Elle aiderait peu les juifs persécutés, mais elle serait surtout perçue comme une ingérence étrangère dans le traitement des citoyens iraniens ; de la part des États-Unis, elle pourrait de plus instiller le doute sur la loyauté de la communauté juive et empirer leur situation. Pour cette raison, si néanmoins une intervention de Londres était nécessaire, il s'agirait strictement de la dissocier d'une action américaine<sup>265</sup>.

## B. Les impératifs de la veille stratégique

### 1. Les normalisations chaotiques

Dans ce contexte de violences et de tensions postrévolutionnaires, la sauvegarde des intérêts américains et britanniques en Iran impose un travail de normalisation des relations diplomatiques. Ce dernier est rendu difficile par la persistance de préjugés réciproques entre les nouveaux partenaires, hérités de leurs relations à l'ancien régime. Dès le début du mois de février, l'ambassadeur John Graham rencontre Mehdi Bazargan, qui succède dix jours plus tard à Chapour Bakhtiar à la tête du gouvernement. Il lui

<sup>262</sup> AAD, Brewster to State, London 01972, Iranian Jews, 31st January, 1979.

<sup>263</sup> CARTER Jimmy, *White House Diaries*, New York, Farrar Straus Giroux, 2010, p. 320.

<sup>264</sup> TNA, FCO 93/2074/14, Carrington to Tehran, Iran Jewish community, FCO 367, 16th May, 1979.

<sup>265</sup> TNA, FCO 93/2074/15, Graham to FCO, Iran Jewish community, FCO 608, 17h May, 1979.

rappelle l'attachement de Londres à la stabilité, l'indépendance et la prospérité de l'Iran, regrettant que les armes vendues par Londres et Washington soient utilisées dans les drames en cours<sup>266</sup>.

Le 13 février, Alan Munro, le département du Moyen-Orient du FCO informe Grosvenor Square de la volonté de Londres de reconnaître du gouvernement de M. Bazargan. Les Américains lui répondent que Washington est sur le point d'informer Téhéran qu'ils maintiendraient les relations diplomatiques<sup>267</sup>. Lors de son premier entretien avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, John Graham assure de la volonté de Londres d'établir des relations cordiales avec la République islamique, dont il s'enquiert des objectifs de politique étrangère. Karim Sanjabi répond que la diplomatie islamique veillera à l'intégrité des frontières Nord et Sud ; l'Iran reste par ailleurs conscient des intérêts partagés avec l'Occident et, en vertu de ses liens avec les autres pays musulmans, se présente comme attaché à une résolution du conflit au Proche-Orient. Les deux interlocuteurs s'accordent de plus à travailler à une résolution des questions bilatérales en suspens, afin de limiter les dommages pour les deux partis<sup>268</sup>.

Quelques jours après l'assaut du 14 février, William Sullivan délivre au chef du gouvernement un message oral émanant de Jimmy Carter, qui lui envoie ses meilleurs souhaits pour la tâche difficile qui lui incombe. Le président le remercie de plus pour l'aide apportée par le gouvernement iranien lors de l'assaut de l'ambassade. Il conclut en déclarant vouloir maintenir avec l'Iran une relation étroite et mutuellement bénéfique<sup>269</sup>. Les enjeux sont en effet de taille pour les deux pays. Washington se présente prêt à apporter son aide pour restaurer le fonctionnement de l'économie iranienne. Le général Philip Gast, directeur du groupe d'assistance militaire, se tient à la disposition des officiers iraniens pour décider des modalités de la poursuite des programmes. Sont aussi à l'agenda des échanges à venir les questions du règlement de l'achat de céréales, des relations de travail entre la Réserve fédérale et la Banque centrale iranienne, du retour des travailleurs expatriés dans les gisements de pétrole, de la compensation pour les dégâts dont ont souffert les locaux de la représentation diplomatique américaine le 14 février. L'ambassadeur est enfin appelé à insister sur l'attachement des États-Unis à la liberté, la force, la stabilité et l'intégrité de l'Iran, qui demeurent primordiaux malgré les vicissitudes de la révolution<sup>270</sup>.

Ces déclarations ont cependant peu de poids pour réduire la force des sentiments hostiles aux Occidentaux. Dans une analyse rédigée à l'intention du directeur de l'Agence de communication internationale, Robert Curran témoigne de la persistance de ce « problème psychologique » auquel il avance plusieurs réponses. De nombreux Iraniens, écrit-t-il, décrivent l'influence américaine comme omnipotente et omniprésente. Cette perception, restée longtemps un mode de pensée traditionnel, est devenu un mélange menaçant de faits, de fantaisies et de pensée désidérative. Si elle varie d'un Iranien à l'autre, la crainte d'une intervention américaine est cependant diffuse. L'anti-américanisme qui la sous-tend promet ainsi de complexifier la normalisation. Enraciné dans le soutien apporté au régime impérial, et par

<sup>266</sup> PREM 16/2131, Graham to FCO, Tehran 285, Iran: internal affairs, 5th February, 1979.

<sup>267</sup> AAD, Brewster to State, London 02916, Relation with Iran and Evacuation, 13th February, 1979.

<sup>268</sup> TNA, PREM 16/2131, Graham to FCO, Tehran 407, Iran: foreign relations, 17th February, 1979.

<sup>269</sup> TNA, FCO 8/336/74 Jay to Tehran, Washington 16, Message for ambassador Sullivan, 18th February, 1979.

<sup>270</sup> TNA, FCO 8/336/74 Jay to Tehran, Washington 17, Message for ambassador Sullivan, 18th February, 1979.

extension aux excès de son gouvernement, il est nourri de l'identification des États-Unis au matérialisme et à l'impérialisme. Ces thèmes sont repris à l'envi par les programmes radiophoniques de la propagande soviétique. Pour y répondre, un programme en persan doit être inauguré en mars sur les ondes de la VOA, diffusé par le transmetteur britannique de l'île de Masirah. Des financements sont à l'étude pour développer des échanges intellectuels entre l'Iran et les États-Unis et contribuer à restaurer réciproquement l'image que chacun a de l'autre. Dans la même optique est envisagé l'envoi d'universitaires américains spécialistes de l'Iran auprès des religieux les plus conservateurs pour évoquer les questions relatives au droit, à la philosophie, à la religion, à la sociologie, à la modernisation et au développement<sup>271</sup>.

La tentation complotiste ne tarde pas à réagir aux perspectives de normalisation. Le 2 février, Gregory Perett reçoit la visite de l'homme d'affaires américain George Nathanson, qui se présente lui-même comme un intrigant international. Selon lui, Hussein Fardust, ancien directeur adjoint de la SAVAK et ami d'enfance du shah, cherche à rapprocher l'ayatollah Khomeini, le gouvernement des États-Unis et les Iraniens pro-occidentaux afin de garantir le succès du gouvernement mis en place au nom du religieux. Il s'agit de prévenir toute prise de pouvoir par les communistes. Le général iranien suspecte en effet de Londres et de Moscou des manigances destinées à déstabiliser le pays, rumeurs arrivant régulièrement jusqu'aux diplomates américains<sup>272</sup>. Le spectre de l'ingérence étrangère conduit M. Bazargan à demander à J. Graham s'il pense que les Soviétiques ne sont pas impliqués dans l'assaut du 14 février. L'Iranien déclare au Britannique qu'il peut le lui demander en toute confiance, puisqu'il n'est « ni Américain, ni Soviétique »<sup>273</sup>. Pourtant, le même J. Graham ne tarde pas à être accusé par un groupe d'étudiants révolutionnaires d'être à l'origine d'un complot organisé avec le soutien des services de sécurité américain, britannique et israélien : il s'agirait d'empoisonner des Iraniens en leur serrant la main<sup>274</sup> !

Les rumeurs complotistes n'épargnent pas les Américains. Le 1<sup>er</sup> avril, le Premier ministre adjoint Abbas Amir-Entezam déclare à J. Graham avoir eu la preuve que William Sullivan a encouragé l'agitation séparatiste touchant les provinces iraniennes en rencontrant des soutiens de l'ancien régime, notamment des hommes de la SAVAK. J. Graham, qui préfère ne pas aborder la question avec son homologue américain, fait remarquer à A. Amir-Entezam que la diffusion de cette rumeur a peut-être pour but d'hypothéquer les possibilités de rapprochement de son gouvernement avec les Occidentaux, élément dont l'Iranien déclare être conscient<sup>275</sup>. Les efforts de normalisation soulèvent en effet la critique parmi les groupes de gauche, comme en témoignent une caricature parue dans le journal satirique *Ahanger* le 16 avril. Elle représente deux joueurs d'échecs se faisant face de part et d'autre d'un plateau : les pièces aux mains de l'Iranien sont à l'effigie de travailleurs, paysans, étudiants, fedayin de l'islam et moudjahiddin du peuple ; les pièces aux mains de l'oncle Sam sont à l'effigie d'agents de la CIA, de conseillers

<sup>271</sup> Den, vol. 6, Curran, Weekly Report: Iran – The Psychological Problem and Some Solutions, 2nd February, 1979.

<sup>272</sup> Den, vol. 27, Sullivan to State, Tehran 1922, Fardust Reportedly Swimming with the Tide, 2nd February, 1979.

<sup>273</sup> TNA, PREM 16/2131, Graham to FCO, Tehran 367, 14th February, 1979.

<sup>274</sup> WILLIAMS Martin, "Argo and Other Excitements around Iran's Islamic Revolution: a personal view", *Asian Affairs*, 2014, vol. 45, n°1, p. 9-23

<sup>275</sup> TNA, FCO 8/3361/98, Graham to Parsons, Tehran TL 441, Iran and the US, 1st April, 1979.

militaires, de bourreaux de prisons et de « libéraux » comme Abolhassan Bani Sadr, Sadegh Ghotbzadeh et Ebrahim Yazdi, anciens conseillers de l'ayatollah en France<sup>276</sup>. Le même jour, ce dernier exhorte les gardes révolutionnaires à couper la main des Américains, qui travaillent pour le diable. Le religieux passe pour convaincu que les maux de l'Iran sont depuis l'époque du shah dus à l'influence des États-Unis, dont il entend éradiquer les derniers vestiges. Les tribunaux révolutionnaires ne se lassent pas de démêler les écheveaux des liens supposés des accusés avec l'ancien régime, la CIA, le Rotary Club ou les francs-maçons. De nombreux Iraniens éduqués aux États-Unis sont accusés de complicités avec le désormais nommé « Grand Satan ». Dans ce contexte, Charles Naas appelle à garder profil bas face aux manifestations de ce qu'il définit comme un « syndrome anti-américain », dont la profondeur comme l'ampleur témoignent des difficultés à attendre de la normalisation envisagée<sup>277</sup>.

## 2. Les crispations énergétiques

Cette normalisation est cependant impérative afin de surmonter les conséquences énergétiques de la révolution. Six ans après la brusque augmentation du prix du carburant qui avait contribué à tendre les relations entre le shah et ses partenaires, la crise iranienne confronte en effet les pays consommateurs à un nouveau choc pétrolier. L'instabilité durable conduit à un effondrement de la production nationale. Dans ce contexte, un article paru dans le *Financial Times* crée l'inquiétude : il annonce que le Royaume-Uni pourrait restreindre ses exportations de pétrole produit en mer du Nord pour compenser l'interruption de l'approvisionnement iranien. La nouvelle est reprise dans d'autres médias, obligeant le gouvernement britannique à démentir dans la foulée<sup>278</sup>. Ce non-événement n'en reflète pas moins les crispations énergétiques auxquelles les partenaires occidentaux doivent faire face.

L'hypothèse de travail de Londres est une réduction de la production iranienne à 3 millions de barils par jour (bj) au premier trimestre 1979. Elle suppose une interruption totale des exportations pendant une période de deux à quatre semaines, compensée par une reprise de la production, qui pourrait atteindre en fin de trimestre 5 millions bj. Londres part aussi du principe que la production saoudienne serait maintenue au haut niveau de 10 millions bj, point sur lequel BP requiert l'avis des Américains. Dans une analyse adressée à James Callaghan à son arrivée en Guadeloupe<sup>279</sup>, le secrétaire d'État britannique à l'Énergie fait état d'une situation sérieuse mais de conséquences encore supportables pour l'économie mondiale, permettant d'éviter l'activation du mécanisme de partage d'urgence prévue par l'AIE. Par ailleurs, l'organisation du consortium iranien fait savoir que la reprise de la production envisagée pourrait avoir lieu en l'absence des techniciens étrangers sur le point d'être rapatriés. Avec la volonté politique nécessaire, une production de 2,5 millions bj pourrait être atteinte en deux semaines,

<sup>276</sup> Cité par ABRAHAMIAN Ervand, *Khomeinism: Essays on the Islamic Republic*, Berkeley, University of California, 1993, p. 121, reproduite en annexe.

<sup>277</sup> AAD, Naas to State, Tehran 4069, The Anti-American Syndrome, 18th April, 1979.

<sup>278</sup> AAD, Brewster to State, London 131, British Views on World and Domestic Oil Supply, 3rd January, 1979.

<sup>279</sup> TNA, PREM 16/2131, Lankester to Cartledge, FCO 23, Iran: implications for Oil Supplies, 4th January, 1979.

pour aboutir en moins de deux mois à une production complète de 4,5 millions bj<sup>280</sup>.

De retour des Antilles, où les dirigeants occidentaux ont échangé sur les conséquences énergétiques de la crise iranienne, Zbigniew Brzezinski rapporte que les quatre puissances ont convenu d'explorer la possibilité d'obtenir de l'OPEP un étalement de l'augmentation du prix du pétrole : la première augmentation serait retardée de 3 mois, la deuxième de 6 mois. Les alliés se sont engagés à écrire à ce titre au prince Fahd d'Arabie saoudite en amont de sa visite aux États-Unis<sup>281</sup>.

Mi-janvier, Grosvenor Square rapporte le pessimisme de la direction de BP. Les jours du consortium semblent comptés : les besoins en techniciens deviennent criants. La Major doute désormais d'un retour de la production à son niveau prérévolutionnaire. Shell a d'ailleurs révisé son plan de développement stratégique afin de tenir compte de son interruption<sup>282</sup>. Le 25 janvier, le *Financial Times* fait état d'un projet iranien de prise en charge le contrôle des gisements de pétrole du pays, réduisant dans les faits le rôle du consortium occidental à celui de groupe d'acheteurs. Le détail du projet aurait été communiqué au gouvernement américain, à l'insu des membres du consortium<sup>283</sup>. Quelques jours plus tard, ces derniers proposent une liste de 145 candidats en réponse à la requête de techniciens émanant de la compagnie iranienne. Les producteurs entendent ainsi placer le maximum de personnel en Iran, à condition de voir maintenu leur statut de salariés de la compagnie du consortium. Les Américains sollicitent par ailleurs les Britanniques pour faire pression pour retarder le démantèlement du consortium<sup>284</sup>.

Pendant ce temps, Londres et Washington tentent d'anticiper les risques de pénurie. Les Iraniens sont eux-mêmes dans l'obligation d'importer pour faire face à leurs besoins. En Occident, l'interruption de la production iranienne ne doit pas avoir d'effets immédiats : des chargements en provenance du Golfe se trouvent en effet en cours d'acheminement en haute mer. Si Shell pense pouvoir satisfaire ses besoins pour le marché britannique au premier trimestre, Esso prévoit une pénurie en février. BP risque d'être la compagnie la plus touchée, du fait de sa forte dépendance au marché iranien. Le gouvernement britannique cherche à persuader le directeur de la compagnie, David Steel, de maintenir autant que possible l'approvisionnement du Royaume-Uni, bien que rien ne l'oblige à privilégier le client britannique par rapport aux autres. La solidarité transatlantique n'est pas plus d'actualité que la préférence nationale : le Cabinet suggère de décliner la requête américaine de fournir à Israël le pétrole que l'Iran ne lui fournit plus. Ses besoins sont faibles, note Londres, et Washington a promis à Tel Aviv de compenser le manque<sup>285</sup>. Début février, alors que les espoirs de reprise de la production iranienne font long feu, le Royaume-Uni augmente la production en mer du Nord pour nourrir les marchés pétroliers. Dans le contexte des grèves de « l'hiver du mécontentement » des mesures de restriction d'urgence sont à l'étude<sup>286</sup>.

---

<sup>280</sup> AAD, Brewster to State, London 299, Iranian Oil Situation, 8th January, 1979.

<sup>281</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Middle East File, Box 121, Stoddard File, Oil, 11/77-11/79, Brzezinski to Aaron, Owen, 10th January, 1979.

<sup>282</sup> AAD, Brewster to State, London 959, Shell and BP views of Iran's impact on world, 17th January, 1979.

<sup>283</sup> AAD, Brewster to State, London 1482, Status of the Iranian Oil Consortium, 25th January, 1979.

<sup>284</sup> AAD, Brewster to State, London 1694, Iran and Iraq Oil Participants, 29th January, 1979.

<sup>285</sup> TNA, CAB 128/64, Conclusions of Cabinet meeting, 25th January, 1979.

<sup>286</sup> AAD, Brewster to State, London 2187, British Oil Supply: imports and exports, 2nd February, 1979.

En mars, la compagnie iranienne propose à trois Majors américaines une offre de vente de pétrole brut à plus de 19 dollars. Washington les décourage de l'accepter, en raison du précédent qu'une telle transaction créerait sur les marchés pétroliers : si les Américains sont attachés à la reprise des exportations iraniennes pour sortir les pays consommateurs de la pénurie et l'économie iranienne de l'impasse, ils n'entendent pas cautionner un tel renchérissement des prix<sup>287</sup>. Grosvenor Square informe le FCO de la position américaine. Au département de l'Énergie, David Hannay répond que le contrôle des prix pratiqué au Royaume-Uni rend improbable un achat dans ces conditions<sup>288</sup>. Une semaine plus tard, cependant, Shell achète un cargo au prix spot (payé au comptant pour une livraison immédiate) d'un peu plus de 19 dollars le baril de brut léger et d'un peu moins de 19 dollars le baril de brut lourd. BP, qui a renoncé à l'achat, a confié à Grosvenor Square qu'elle s'en abstenait à ce cours<sup>289</sup>. Dans les notes préparées en amont des conversations anglo-américaines prévues en mars à Washington, le département du Moyen-Orient témoigne de ses doutes sur l'utilité d'une approche conjointe destinée à dissuader les Majors d'accepter le prix iranien : non seulement celle-ci raviverait les mémoires de *Mordad*, mais elle compromettrait aussi les efforts de normalisation engagés avec un partenaire qui s'avère par ailleurs sur le point de remettre en question les équilibres stratégiques ménagés par les Occidentaux<sup>290</sup>.

### 3. Les défections sécuritaires

Quelques jours après le départ du shah, le département d'État commence à appréhender les implications de la révolution sur l'édifice d'endiguement bâti sur la « rangée Nord ». George Muller, au sous-secrétariat d'État pour l'assistance à la sécurité, confie à Massachusetts Avenue que l'Iran et le Pakistan remettent en question la légitimité de l'organisation. Le diplomate suggère de laisser les membres régionaux prendre l'initiative de la quitter, sans encore décider de son maintien ou de son démantèlement : le versant militaire du pacte pourrait s'effacer tout en laissant subsister les activités civiles. Les transformations de la région posent la question de l'adaptation de l'organisation à ses nouveaux enjeux. L'opinion de G. Muller est qu'ils pourraient être abordés de manière plus efficace dans le cadre d'une coopération bilatérale. Le département d'État penche pourtant pour éviter de prendre une décision sur la question pour ne pas susciter de réactions négatives de la part de l'Iran ou du Pakistan. Il préfère juger de leurs intentions à l'aune de leur attitude lors des réunions des commissions militaires, économiques et de contre-subversion prévues en février et en mars<sup>291</sup>. Dans les éléments de langage préparés en amont de la visite de David Owen à Cyrus Vance au mois de février, les Britanniques notent que le retrait iranien du CENTO laisserait l'organisation sans sa raison d'être, ce qui du point de vue britannique ne

---

<sup>287</sup> AAD, Vance to Paris, State 48958, Iranian oil export prices, 1st March, 1979.

<sup>288</sup> AAD, Brewster to State, London 4388, Iranian oil, export prices and the Consortium companies, 2nd March, 1979.

<sup>289</sup> AAD, Brewster to State, London 4812, Purchase of Iranian Crude, 8th March, 1979.

<sup>290</sup> TNA, FCO 8/3380/40, Anglo/US talks on the Middle East: Washington 15/16 March, Oil Brief, Present oil supply and price background, 12th March, 1979.

<sup>291</sup> TNA, FCO/3310/5, Jay to FCO, Washington 248, CENTO, 18th January, 1979.



justifierait pas sa pérennisation. Ainsi, si Londres ne souhaite pas « couper l'herbe sous le pied de ses membres, les nouveaux habits régionaux posent sans conteste la question de la légitimité de l'alliance<sup>292</sup>.

Le 6 février, Téhéran annonce son intention de se retirer du CENTO<sup>293</sup>. Le département d'État confirme l'information au FCO en ajoutant que Chapour Bakhtiar n'a pas l'intention d'abroger l'accord entre Téhéran et Washington. Les Américains suggèrent de proposer aux Turcs et aux Pakistanais d'échanger sur l'avenir de l'organisation avant de statuer sur le sujet<sup>294</sup>.

Devant la mort annoncée de l'organisation, les Britanniques commencent à réfléchir à leur position légale sur le sujet, qui serait différente de celle des Américains, du fait des traités bilatéraux qui les relient aux membres régionaux. Le retrait de l'Iran, en effet, n'empêcherait pas ce qui resterait de l'organisation de continuer d'exister : ses autres membres pourraient ainsi continuer à bénéficier de soutien pendant une période transitoire en attendant de nouveaux arrangements éventuels<sup>295</sup>. Afin de mesurer les conséquences de sa dissolution sur la politique étrangère et de défense britannique, néanmoins, le FCO et le ministère de la Défense procèdent à une analyse destinée à considérer la valeur militaire d'un CENTO privé de l'Iran, la possibilité de sauvegarder les arrangements de coopération régionale non-militaire et les étapes nécessaires au renforcement des relations bilatérales avec les membres régionaux<sup>296</sup>. L'hypothèse de travail au département d'État est que la balance pencherait pour un maintien de l'organisation pendant plusieurs mois si la Turquie et le Pakistan en émettent le souhait. Un rabatement sur les traités bilatéraux n'est cependant pas exclu. Si les Américains ne voient pas d'intérêt à maintenir les réunions ministérielles prévues au mois d'avril<sup>297</sup>, ils aimeraient éviter d'annoncer publiquement la condamnation de l'organisation à un moment où les alliés des États-Unis dans la région se montrent particulièrement nerveux au sujet de leur propre sécurité<sup>298</sup>. Certaines voix au département d'État plaident même pour une posture plus active de la part de Washington, comme le soutien à la formation d'une organisation nouvelle qui prendrait le relais du CENTO, à condition que l'initiative vienne des États de la région<sup>299</sup>. Les Américains consultent les Britanniques sur la question, en rappelant l'importance de ne pas se précipiter à embrasser une nouvelle organisation, qui sanctionnerait la fin du CENTO et dont les objectifs pourraient par ailleurs susciter l'inimitié des pays qui n'y seraient pas inclus<sup>300</sup>.

Le 13 mars, l'ambassade du Pakistan en Turquie communique au secrétariat du CENTO sa décision de le quitter. Le secrétaire d'État britannique en prend acte et profite de la décision pour s'enquérir de la somme que pourrait économiser le Trésor britannique du fait de la dissolution de l'organisation<sup>301</sup>.

<sup>292</sup> TNA, FCO 8/3380/16, Visit by the Secretary of State's to Washington: 1-4 February 1979, Brief No:6 CENTO, February 1979.

<sup>293</sup> TNA, FCO 8/3310/11, Tatham to Munro, CENTO, 6th February 1979.

<sup>294</sup> TNA, FCO 8/3310/12, Jay to FCO, Washington 526, CENTO, 6th February 1979.

<sup>295</sup> TNA, FCO 8/3310/19, Gorham to Denza, CENTO, 8th February, 1979.

<sup>296</sup> TNA, FCO 8/3310/32, Moberly to Norbury, CENTO, 13th February, 1979.

<sup>297</sup> TNA, FCO 8/3310/21, Jay to FCO, Washington 560, CENTO, 8th February, 1979.

<sup>298</sup> TNA, FCO 8/3310/21, Jay to FCO, Washington 666, CENTO, 14th February, 1979.

<sup>299</sup> TNA, FCO 8/3310/53, Jay to FCO, Washington 784, CENTO, 13th March, 1979.

<sup>300</sup> TNA, FCO 8/3310/69, Jay to FCO, Washington 811, CENTO, 19th March, 1979.

<sup>301</sup> TNA, FCO 8/3311/70, Lever to Munro, CENTO: Winding Up Procedures, 19th March, 1979.

Dans un pays aux prises avec les derniers frimas de l'« hiver du mécontentement », le département du Moyen-Orient relève qu'il risque d'être de plus en plus difficile de convaincre le gouvernement de financer le coût d'une organisation qui a cessé d'exister en pratique<sup>302</sup>.

Les formalités de la liquidation de l'organisation traînent en longueur du fait d'une attitude iranienne témoignant d'un désintérêt pour les sophistications du droit international<sup>303</sup>. La réunion du conseil destinée à formaliser la dissolution du CENTO a finalement lieu le 30 avril, sans aucun représentant de la République islamique. Le conseil adopte une résolution fixant au 28 septembre la fin de la liquidation de l'alliance. Il s'accorde sur le principe d'un échange de notes entre les anciens gouvernements partenaires pour la formaliser<sup>304</sup>. Le 7 mai, lors d'une audience au ministère iranien des Affaires étrangères, John Graham note l'importance de conclure le démantèlement de manière ordonnée et sollicite à ce titre l'accord de Téhéran quant aux modalités convenues par les autres partenaires<sup>305</sup>. Les Iraniens répondent que leur retrait de l'organisation a répondu à un changement de politique à la suite de la révolution, abrogeant de fait les engagements contractés par le précédent régime. Téhéran, qui s'estime déjà extérieur à l'alliance, n'entend pas contribuer aux formalités diplomatiques de son démantèlement. Citant les précédents du retrait irakien du pacte de Bagdad, ils appellent les Occidentaux à faire connaître leur objection dans une note verbale s'ils entendent contester la légalité de la position iranienne. J. Graham suggère aux autres membres de procéder sans exiger un échange de notes de leur ancien partenaire, d'autant plus que ce dernier est prêt à participer en revanche aux arrangements techniques du démantèlement<sup>306</sup>. Celui-ci aboutit le 26 septembre 1979, entérinant de fait l'effondrement du pilier pahlavien.

### C. Les passifs de la préférence pahlavienne

#### 1. Le « Hollandais volant »

Quelques jours avant son départ définitif de Téhéran, le shah confie à Anthony Parsons qu'il n'entend pas se réfugier en Europe, nul État du continent ne pouvant lui procurer les assurances de sécurité nécessaires. La plupart de sa famille y résidant alors, il envisage la possibilité d'un séjour aux États-Unis, à défaut de quoi il se tournerait vers l'une des monarchies arabes. Son opinion, visiblement, n'est pas tranchée, et il n'en fait état que sous la stricte confidence<sup>307</sup>. Trois mois plus tard, à l'issue d'un dîner à l'école de commerce de Harvard (New York), Henry Kissinger déclare que les États-Unis ont tort de traiter leur ami et partenaire de 35 ans « comme un Hollandais volant à la recherche d'une escale »<sup>308</sup>.

<sup>302</sup> TNA, FCO 8/3311/99, Munro to Moberly, Dissolution of CENTO, 28th March, 1979.

<sup>303</sup> TNA, FCO 8/3313/192, Grier to Munro, CENTO: Dissolution, 27th April, 1979.

<sup>304</sup> TNA, FCO 8/3313/189, Barrett to FCO, Ankara 232, Dissolution of CENTO, 2nd May, 1979.

<sup>305</sup> TNA, FCO 8/3313/197, Graham to FCO, Tehran 568, CENTO, 7th May, 1979.

<sup>306</sup> TNA, FCO 8/3313/203, Graham to FCO, Tehran 579, CENTO, 10th May, 1979.

<sup>307</sup> TNA, PREM 16/2131, Parsons to FCO, Tehran 82, Iran, 8th January, 1979.

<sup>308</sup> "Why Carter admitted the Shah", *The New York Times Magazine*, 17th May, 1981.

Dans leurs efforts de normalisation avec une République islamique qui fait du ressentiment à leur encontre un fonds de commerce, Américains et Britanniques payent au printemps 1979 les dividendes de la « préférence pahlavienne » assumée jusqu'à la révolution.

À rebours de leur gouvernement, les agents du pahlavisme en Occident prennent fait et cause pour le shah avant-même que la révolution n'ait raison de son règne. Le 2 novembre 1978, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, Zbigniew Brzezinski rapporte avoir reçu un appel téléphonique de Nelson Rockefeller, outré du faible soutien apporté au régime impérial par le gouvernement des États-Unis<sup>309</sup>. Conscient de l'aggravation de la situation iranienne et craignant un changement de la politique américaine, l'ambassadeur Zahedi se rapproche de Z. Brzezinski et sollicite le soutien d'H. Kissinger, de David Rockefeller et de John McCloy. Les deux premiers se lancent au Congrès et dans les médias dans une campagne visant à démontrer qu'un Iran sans le shah deviendrait communiste. Le troisième, directeur à la Banque Chase et associé au cabinet d'avocats Milbank, Tweed, Hadley & McCloy, qui représente les intérêts du shah aux États-Unis, multiplie les lettres et les appels téléphoniques à Cyrus Vance<sup>310</sup>. À la fin du mois de décembre, quand le shah évoque pour la première fois la perspective de son départ, le secrétaire d'État charge l'ambassadeur Sullivan de l'informer qu'il serait le bienvenu aux États-Unis<sup>311</sup>.

Alors que tous les signes indiquent l'imminence d'un départ du shah, H. Kissinger se rapproche des frères Rockefeller afin de trouver au shah déchu un point de chute aux États-Unis. C'est Joseph Canzeri, gérant du domaine familial de Pocantico Hills, qui est chargé d'y veiller. Ce dernier a rencontré le shah lors du dernier séjour des banquiers d'affaires sur l'île de Kish. Ses recherches le conduisent vers Callaway Gardens, près de Warm Springs (Géorgie). La propriété appartient à la famille d'Howard Callaway, ancien secrétaire à l'Armée de terre des présidents Nixon et Ford. Elle correspond dans son agencement aux besoins du shah et de son entourage, dans un État au climat politique propice. J. Canzeri reçoit l'instruction de se rapprocher de l'ambassadeur Zahedi, qui valide le choix du domaine, après l'avoir visité avec des officiers du département d'État<sup>312</sup>. Pendant ce temps, en Guadeloupe, quand les Français proposent de convaincre le shah de rester au Moyen-Orient, les Américains s'y opposent, rapporte Z. Brzezinski dans ses mémoires. Le conseiller échange sur la question à son retour à Washington avec le secrétaire à la Défense, le secrétaire d'État et son adjoint Warren Christopher. Pour Harold Brown, retirer l'invitation du gouvernement serait salir son honneur. Le conseiller en convient en notant que le fait qu'il reste dans la région pourrait donner l'impression qu'il a l'intention de revenir en Iran, ce qui y compliquerait l'action des Occidentaux<sup>313</sup>. L'invitation du gouvernement des États-Unis est ainsi maintenue. Le shah déclare à son confident Amir Aslan Afshar qu'il entend l'honorer pour signifier

<sup>309</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 363.

<sup>310</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Urged 'Crackdown' on Opposition", *The Washington Post*, 27th October, 1980.

<sup>311</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 370.

<sup>312</sup> PERSICO Joseph, *The Imperial Rockefeller: A Biography of Nelson A. Rockefeller*, New York, Simon & Schuster, 1982, p. 286-287.

<sup>313</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 471-472.

au président et au Congrès américains qu'ils sont en train de commettre une grave erreur en Iran<sup>314</sup>.

Pendant ce temps, à Londres, le ministère de l'Intérieur commence à envisager l'attitude à recommander au gouvernement dans le cas où le souverain chercherait à passer au Royaume-Uni ses « congés hivernaux » et dans l'hypothèse où ces vacances se transformeraient en un exil plus durable. L'arrivée de membres de la famille impériale aux États-Unis, notent les Britanniques, a conduit à l'organisation de manifestations dénonçant leur présence. Or, le shah possède un domaine près de la ville de Godalming (Surrey), dont les systèmes de sécurité auraient été remis en fonctionnement. Le ministère de l'Intérieur en conclut que l'hypothèse d'une installation au Royaume-Uni n'est pas exclue. La persistance d'un fort potentiel de ressentiment à l'égard du shah parmi les étudiants iraniens présents dans le pays rend cette perspective problématique. Des oppositions similaires sont à attendre de la part de la classe politique. Le secrétaire d'État David Owen s'est pourtant exprimé en faveur d'un soutien au shah déchu, d'autant plus que le Royaume-Uni est un havre traditionnel d'anciens dirigeants de pays amis. Les oppositions que certaines demandes ont pu susciter par le passé ont rarement abouti à des démonstrations d'hostilité violentes et se sont rapidement essouffées. Le ministère en veut pour preuve le cas du président du Sud-Vietnam, Nguyen Van Thieu, qui séjourne au Royaume-Uni jusqu'au début des années 1990. Il s'agit donc de se préparer à l'éventualité d'une arrivée de l'ancien souverain, en organisant la protection policière adéquate, car il pourrait se voir accordé asile au Royaume-Uni s'il en faisait la demande<sup>315</sup>. Son éviction ne pourrait être prononcée qu'au nom de la protection du bien commun : les ministres ont été souvent réticents à user du contrôle migratoire pour éviter la présence d'une personnalité politiquement embarrassante<sup>316</sup> ; par ailleurs, la police du Surrey semble prête à faire face aux contraintes liées à sa présence, d'autant que d'autres chefs d'État du Moyen-Orient possèdent une résidence secondaire dans le comté, comme le roi Hussein de Jordanie et le ministre saoudien du pétrole, Ahmed Zaki Yamani<sup>317</sup>.

Le 16 janvier, jour de son départ de Téhéran, Walter Annenberg confirme à la presse avoir invité le shah à rejoindre son domaine de Sunnylands, près de Palm Spring. L'ancien ambassadeur américain au Royaume-Uni, contacté à cet effet par C. Vance, déclare par cette invitation vouloir rendre l'hospitalité que le shah lui avait accordée par le passé<sup>318</sup>. La mère du souverain et sa sœur, la princesse Chams, résident déjà à Sunnylands, où elles ont trouvé refuge après l'assaut de leur demeure de Beverly Hills par une foule d'étudiants iraniens en colère le 3 janvier<sup>319</sup>. Le souverain répond vouloir d'abord se reposer et prend la direction de l'Égypte, où il est accueilli par le président Anouar El-Sadate, l'un de ses plus proches alliés. Il y reste jusqu'au 22 janvier, date à laquelle il s'envole pour le Maroc, à l'invitation du roi Hassan. Selon D. Rockefeller, lorsque le président égyptien l'encourage à rester en Égypte pour

<sup>314</sup> Cité par AFKHAMI Gholam Reza, *The Life and Times of the Shah*, Berkeley, University of California Press, 2009, p. 529.

<sup>315</sup> TNA, HO 287/2826, McDowall to Hilary, The Shah of Iran, 4th January, 1979.

<sup>316</sup> TNA, HO 287/2826, Hilary to McDowall, The Shah of Iran, 4th January, 1979.

<sup>317</sup> TNA, HO 287/2826, Angel to Hilary, The Shah of Iran, 10th January, 1979.

<sup>318</sup> SMITH David S., "Annenberg estate Shah, family are offered refuge here", *Desert Sun*, 16th January, 1979.

<sup>319</sup> "Iranian Students Storm Shah's Mother's Home", *The Washington Post*, 3rd January, 1979.

pouvoir retourner en Iran si la situation s'y prête, le shah déchu déclare en haussant les épaules que les Américains l'ont forcé à partir et qu'ils ne le laisseraient pas revenir dans son pays<sup>320</sup>.

## 2. Le renoncement britannique

Le séjour de l'ancien dirigeant ne tarde pas à créer l'embarras au Maroc. Le roi Hassan II finit par le presser au départ au mois de février. Parmi les destinations envisagées par son beau-frère Ardeshir Zahedi figurent la Suisse mais aussi le Royaume-Uni, ancien pays d'exercice du diplomate, avec lequel l'Iran entretient les relations extérieures les plus anciennes. Le banquier personnel du souverain, Mohammed Behbehanian, persuadé que Londres contrôle tous les événements en Iran, l'exhorte à se rendre sur place pour s'excuser de son attitude désinvolte à l'égard des gouvernements britanniques successifs. Le shah reste réservé, malgré les déclarations de la cheffe de file du parti conservateur, pressentie pour gagner les élections du mois de mai : Margaret Thatcher a en effet déclaré hors-micro à la presse que le gouvernement travailliste devrait avoir honte de refuser l'asile à un ancien ami et allié de la Couronne ; elle n'hésiterait pas à l'accueillir une fois installée à Downing Street<sup>321</sup>. William Shawcross fait de plus état d'une rumeur étayée dans les circuits diplomatiques – et par ailleurs reprise dans la presse<sup>322</sup> – selon laquelle le souverain a bénéficié de soutiens en hauts lieux : la reine Elisabeth II, qui ne peut du fait de sa position constitutionnelle forcer le gouvernement à agir, aurait cependant fait comprendre que le devoir du Royaume-Uni serait de faire preuve de loyauté envers un souverain ayant si longtemps défendu les intérêts de la Couronne ; les États, selon elle, ont des obligations personnelles autant que nationales.

Parmi les autres soutiens du shah figure Alan Hart, un ancien journaliste de la BBC devenu professionnel indépendant, qui le connaît depuis de nombreuses années. Ce dernier contacte le 9 février Bryan Cartledge, le secrétaire privé du Premier ministre Callaghan, afin de l'informer de son départ imminent pour le Maroc où il entend passer quelques jours avec le souverain. Il aurait été chargé d'approcher de manière informelle les autorités britanniques au sujet d'une installation du shah au Royaume-Uni. Selon Hart, Le shah a définitivement renoncé à partir aux États-Unis. S'il entend accepter l'invitation à revenir en Égypte, il ne souhaite pas y rester à demeure. La requête qu'il a formulée auprès des autorités suisses pour s'installer dans la Confédération a été refusée pour des raisons de sécurité. Pour cette raison, il souhaite que les Britanniques restent discrets au sujet de sa démarche et s'abstiennent de lui communiquer leur réponse par l'intermédiaire de leur ambassadeur au Maroc<sup>323</sup>. Au FCO, Alan Munro soupçonne que ce revirement soudain a été influencé par les conseillers du souverain, qui voient dans un départ pour les États-Unis le symbole d'un exil définitif. Le départ annoncé de l'ambassadeur Sullivan a pu aussi rendre le souverain méfiant des intentions de Washington à son égard. Quoi qu'il en soit, A. Munro

<sup>320</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, New York, Random House, 2002, p. 363.

<sup>321</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride: The death of an ally*, Londres, Touchstone, 1989, p. 132.

<sup>322</sup> "Sir Denis Wright", *The Telegraph*, 21st May, 2005

<sup>323</sup> TNA, HO 287/2826, Cartledge to Walden, The Shah of Iran, 9th February, 1979.

avance de fortes raisons qui devraient selon lui tuer l'idée dans l'œuf au plus tôt : l'embarras que susciterait la présence du shah au Royaume-Uni à titre privé ou en tant qu'ancien chef d'État ; les contraintes de sécurité impliquées par la protection dont il devrait bénéficier ; le risque de formation d'un foyer de résistants légitimistes autour de lui ; l'affront que sa présence constituerait pour le nouveau régime avec lequel la Couronne tente de normaliser ses relations. Des considérations légales sont également en jeu : tant qu'il est considéré comme chef d'État, le shah peut bénéficier des privilèges de ce statut, notamment l'absence de restriction à quitter le territoire et un droit d'y revenir sans permission spécifique, que seule pourrait ôter une instruction signée du secrétaire d'État. Pour A. Munro, dont l'avis diffère en cela de ses collègues du ministère de l'Intérieur, la présence sur le sol britannique d'anciens dirigeants a causé par le passé des difficultés considérables, comme l'ont montré les exemples du prince héritier éthiopien et de l'ancien président des Seychelles<sup>324</sup>. Paul Lever, secrétaire privé de David Owen, recommande ainsi à B. Cartledge de décliner prudemment la requête, en ajoutant que le secrétaire d'État ne considère pas le journaliste comme un intermédiaire de confiance pour une telle démarche. Il conseille de se borner à lui répondre que les ministres n'ont pas été en mesure de se consulter pour prendre leur décision dans un délai si court, mais que les questions de sécurité risquent de la compliquer<sup>325</sup>. Au ministère de l'Intérieur, Merlyn Rees note que la décision dépend en grande partie de considération de politique étrangère. En revanche, si le shah insiste, il sera difficile de l'exclure, pour l'ensemble des raisons évoquées par ses collègues. Dans le cas hautement improbable où aucun pays n'accepterait de l'accueillir, le Royaume-Uni pourrait être dans l'obligation de le recevoir comme réfugié au titre de la Convention des Nations unies relative à ce statut. Néanmoins, le shah considérerait sans doute une pareille situation comme en deçà de sa dignité, ce qui pourrait le conduire à renoncer à sa demande<sup>326</sup>.

Le 15 février, A. Hart rentre à nouveau en contact avec B. Cartledge pour lui rendre compte de sa visite au Maroc. Le souverain, confie-t-il, considère désormais le Royaume-Uni comme son premier choix de résidence potentielle, bien qu'il ne veuille pas créer d'embarras au gouvernement de Sa Majesté en la matière. Il ne compte pas s'entourer de garde de sécurité et accepterait de ne dépendre que de la protection britannique à l'extérieur de son domaine. Afin de solliciter le moins possible les ressources des autorités locales, il envisage pendant au moins la première année de son séjour un emploi du temps cantonnant son activité à l'intérieur de son domaine. Quant à la cessation de ses activités politiques, elle pose d'autant moins de problèmes qu'il ne lui semble pas rester en Iran d'officiers qui lui soient encore loyaux. Le couple impérial s'abstiendrait également de l'entourage d'une Cour pour vivre seulement en famille, avec le prince héritier Reza, qui pourrait les rejoindre dans leur nouveau lieu de résidence<sup>327</sup>.

B. Cartledge recommande au Premier ministre de donner au plus vite une réponse ferme et décourageante, dans la mesure où il est improbable que le shah insiste au-delà en déposant une demande formelle

---

<sup>324</sup> TNA, HO 287/2826, Munro to Parsons, Iran: The Shah' movements, 9th February, 1979.

<sup>325</sup> TNA, HO 287/2826, Lever to Cartledge, The Shah of Iran, 9th February, 1979.

<sup>326</sup> TNA, HO 287/2826, Chilcot to Cartledge, The Shah of Iran, 14th February, 1979.

<sup>327</sup> TNA, HO 287/2826, Cartledge to Lever, The Shah of Iran, 15th February, 1979.

aux autorités britanniques. En revanche, son retour au pouvoir ne pouvant pas être encore totalement exclu, cette position pourrait être risquée à long terme<sup>328</sup>. James Callaghan se montre réticent à la rebuffade pour des raisons humanitaires. Cependant, il convient des risques qu'une réponse positive ferait peser sur l'avenir des relations avec la République islamique. Dans la mesure où l'ayatollah Khomeini a demandé au Maroc d'extrader le souverain, il s'agirait d'aborder le problème avec Téhéran avant de prendre une décision. Or, le shah risque d'ici là d'avoir à trouver une solution alternative. Le chef du gouvernement se résout à signifier à l'ancien souverain que son accueil au Royaume-Uni ne peut être envisagé pour l'instant<sup>329</sup>. Au FCO, D. Owen partage les scrupules humanitaires du Premier ministre mais convient que les arguments politiques et sécuritaires en défaveur d'une admission sont plus décisifs. Notant que les ambassades d'Égypte et du Maroc à Téhéran ont été victimes d'attaques, le secrétaire d'État refuse de risquer un nouvel assaut contre la représentation britannique, six mois après le premier. Il insiste par ailleurs sur l'importance du risque d'assassinats politiques que les fedayin et moudjahiddin pourraient faire peser au Royaume-Uni en mesure de rétorsion. Celui qui avait déclaré à l'automne que « les vrais amis sont ceux qui vous soutiennent quand vous êtes attaqué »<sup>330</sup> recommande finalement de signifier au shah qu'il n'est plus le bienvenu au Royaume-Uni<sup>331</sup>. Il ne cache pas dans ses mémoires qu'il n'y a eu aucun honneur dans sa décision, seulement le froid calcul des intérêts nationaux<sup>332</sup>.

### 3. Le revirement américain

Le lendemain, Robin Gorham informe Grosvenor Square de la démarche intentée par Alan Hart au nom du shah et de la réponse qui a été apportée par le gouvernement de Sa Majesté<sup>333</sup>. À la suite de l'entretien, April Glaspie informe le département du Moyen-Orient par téléphone que le gouvernement des États-Unis n'a toujours pas d'objection à son entrée sur le territoire américain et qu'il est prêt à le faire savoir publiquement. Le shah, cependant, n'a pas formulé de demande à ce titre<sup>334</sup>. L'information n'étonne sans doute pas les Britanniques, auxquels le journaliste-émisnaire a affirmé que le souverain tient Washington pour responsable en partie de la chute de son régime. Ceci, en plus de sa profonde antipathie pour le mode de vie américain, lui a fait écarter cette éventualité en premier lieu<sup>335</sup>.

La rebuffade britannique conduit cependant l'hypothèse américaine à revenir en grâce, alors que le développement de la situation iranienne en rend la concrétisation de plus en plus difficile pour les États-Unis. Le 22 février, le shah informe l'ambassadeur américain au Maroc, Richard Parker, de son souhait de s'installer aux États-Unis. Le lendemain, un comité spécial de coordination du CSN note la situation

<sup>328</sup> TNA PREM 16/2131, Cartledge to Callaghan, The Shah of Iran, 16th February, 1979.

<sup>329</sup> TNA PREM 16/2131, Cartledge to Lever, The Shah of Iran, 19th February, 1979.

<sup>330</sup> SHAWCROSS William, *The Shah's last ride*, *op. cit.*, p. 221.

<sup>331</sup> TNA, HO 287/2826, Lever to Cartledge, The Shah of Iran, 21st February, 1979.

<sup>332</sup> OWEN David, *Time to Declare*, *op. cit.*, p. 401.

<sup>333</sup> AAD, Streater to State, London 3678, The Shah's Travel Plans, 21st February, 1979.

<sup>334</sup> FCO 8/3361/84, Grier to Gorham, The US and the Shah, 22nd February, 1979.

<sup>335</sup> TNA, HO 287/2826, Cartledge to Lever, The Shah of Iran, 15th February, 1979.

de forte tension politique en Iran et la présence de nombreux étudiants hostiles au souverain aux États-Unis. L'agent de la CIA au Maroc est chargé de lui conseiller de retarder le plus possible son arrivée<sup>336</sup>.

Parallèlement, William Sullivan confirme à Washington que l'heure est mal choisie. Si l'ambassadeur reconnaît l'obligation implicite de l'invitation originelle, son renouvellement promet de confirmer les pires suspicions des révolutionnaires quant aux intentions américaines de restaurer le monarque sur son trône. Si les États-Unis entendent développer des relations correctes avec le nouveau régime, il s'agit de conserver avec l'ancien dirigeant la distance respectable ménagée jusqu'alors. Comme ses homologues britanniques, le diplomate pense qu'il serait dans l'intérêt des relations bilatérales que le shah puisse choisir un autre lieu de résidence. Il charge son adjoint Charles Naas, sur le point de partir en consultations à Washington, d'insister sur les menaces que l'admission du shah aux États-Unis pourrait faire peser sur la sécurité des diplomates américains en Iran<sup>337</sup>. De son côté, Zbigniew Brzezinski persiste dans son point de vue. Selon lui, la question n'a pas lieu d'être, tant en termes de tactique que de principe. Revenir sur les engagements américains sur la question de l'asile d'un ami et allié risquerait de compromettre, au-delà de l'honneur national, l'image renvoyée aux autres partenaires de la région<sup>338</sup>.

Le 2 mars, R. Parker informe le département d'État que le shah a commencé à prendre contact avec ses soutiens aux États-Unis pour préparer son arrivée sur place. Il ne semble cependant pas être dans l'urgence<sup>339</sup>. Les craintes de son collègue W. Sullivan semblent fondées, et portent en partie leurs fruits. Le 6 mars, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, David Newsom reçoit à Washington Charles Goodell, ancien sénateur républicain, et Donald Agger, ancien représentant auprès de l'OTAN. Il leur déclare que l'admission du shah sur le territoire américain risquerait de provoquer une flambée de violence contre les intérêts des États-Unis en Iran<sup>340</sup>. Une semaine plus tard, D. Newsom téléphone à David Rockefeller pour l'informer que le président préfère finalement renoncer à accueillir le shah. Sollicité à la suite d'Henry Kissinger pour apporter la nouvelle au Maroc, le banquier d'affaires refuse de se faire complice de ce que l'ancien secrétaire d'État a repoussé avant lui comme un « déshonneur national ». Le 23 mars, il est reçu avec Joseph Reed, vice-président de la Chase Manhattan, par Ashraf Pahlavi en sa demeure de New-York. La princesse l'implore d'intervenir auprès du président pour qu'il revoie sa décision ou aide son frère dans la quête d'un refuge. Le soir-même, le banquier d'affaires dîne en compagnie d'H. Kissinger et d'Happy, veuve de son frère Nelson, décédé deux mois plus tôt. Avant sa mort, ce dernier avait justement proposé au shah de lui trouver une résidence aux États-Unis s'il venait à devoir quitter l'Iran. La mémoire de l'aîné des Rockefeller et la visite de la princesse convainquent le banquier et l'ancien secrétaire d'État de prendre fait et cause pour le shah dans sa « dernière errance ». Ils sont rejoints dans leur entreprise par John McCloy<sup>341</sup> : ancien haut-commissaire en Allemagne,

---

<sup>336</sup> EIZENSTAT Stuart, *President Carter. The White House Years*, New York, Thomas Dune Books, 2018, p. 757.

<sup>337</sup> SULLIVAN William H., *Mission to Iran*, op. cit., p. 277.

<sup>338</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit., p. 472.

<sup>339</sup> AAD, Parker to State, Rabat 1386, Shah's Plan, 26th March, 1979.

<sup>340</sup> AAD, Vance to Rabat, State 56075, Shah's Travel, 7th March, 1979.

<sup>341</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs*, op. cit., p. 365-366.



directeur à la Chase et au Council on Foreign Relation, conseiller de tous les présidents depuis Franklin Roosevelt, ce « sage » garde une influence considérable sur la politique étrangère américaine<sup>342</sup>.

Conscient de la délicatesse de la situation pour son hôte, le shah se résout à quitter le territoire marocain. R. Parker rencontre le 21 mars l'ambassadeur iranien Farhad Sepahbody, qui l'informe de ses recherches d'une destination où la situation sécuritaire ne poserait pas de problème. Il évoque l'Argentine, le Paraguay, l'Afrique du Sud ou le Mexique. Il confie avoir approché son homologue britannique au sujet d'une admission en Nouvelle-Zélande. Cependant, la grève en cours du personnel des communications ralentit le trafic des dépêches britanniques, ce qui ne permet pas à Londres de communiquer sa réponse<sup>343</sup>. Aux États-Unis, J. Reed informe D. Newsom de démarches entreprises auprès des autorités du Canada et du Mexique. Il souhaiterait aussi que des représentants du shah, avec le soutien de D. Rockefeller, soient reçus par le gouvernement des Bahamas. Il mentionne que la Chase est prête à contribuer à l'organisation du voyage du shah et de son épouse en cas d'indisponibilité d'appareil marocain<sup>344</sup>. Le 30 mars, le couple impérial quitte finalement Rabat pour l'archipel des Bahamas, dans le nord de la mer des Caraïbes, à bord d'un avion affrété par le roi Hassan<sup>345</sup>.

J. Reed prévoit de s'envoler pour Nassau afin d'y accueillir le shah<sup>346</sup>. Il s'agit d'organiser le réseau des pahlaviens afin de préparer son entrée sur le territoire américain. D. Rockefeller avait convenu un mois auparavant d'un rendez-vous avec le président Carter pour le 9 avril afin d'échanger sur un projet d'aménagement à New York. Il en profite pour lui faire état de l'inquiétude que de nombreux dirigeants étrangers lui ont exprimée au sujet de la manière dont Washington traite le shah. Il suggère de permettre à l'ancien allié de rentrer aux États-Unis, quitte à renforcer la protection de l'ambassade de Téhéran. J. Carter reçoit fraîchement la recommandation<sup>347</sup>. Dans son journal, le président note que « Rockefeller, Kissinger et Brzezinski semblent embrasser un projet commun », qui ne le convainc guère<sup>348</sup>. Pendant ce temps, les Britanniques, qui ont facilité le transit du couple impérial entre le Maroc et les Bahamas, commencent à s'inquiéter d'une présence jugée indésirable sur un territoire du *Commonwealth*. Selon l'agent iranien du renseignement Mansur Rafizadeh, Londres décide de ne pas renouveler son visa touristique et le contraint à trouver un nouvel asile<sup>349</sup>. De part et d'autre de l'Atlantique, la « dernière errance » du shah donne raison à l'idée selon laquelle, dans le grand jeu diplomatique, les États n'ont pas d'alliés éternels, ni d'ennemis perpétuels, mais seulement des intérêts<sup>350</sup>.

<sup>342</sup> ISAACSON Walter, THOMAS Evan, *The Wise Men: Six Friends and the World They Made: Acheson, Bohlen, Harriman, Kennan, Lovett, and McCloy*, New York, Simon & Schuster, 1986.

<sup>343</sup> AAD, Parker to State, Rabat 1864, Shah's Plan, 22nd March, 1979.

<sup>344</sup> AAD, Vance to Rabat, State 74978, Shah of Iran, 26th March, 1979.

<sup>345</sup> AAD, Parker to State, Rabat 2136, Shah of Iran, 30th March, 1979.

<sup>346</sup> AAD, Vance to Nassau, State 80877, Shah of Iran, 31st March, 1979.

<sup>347</sup> ROCKEFELLER David, *Memoirs, op. cit.*, p. 367-368.

<sup>348</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith, op. cit.*, p. 452.

<sup>349</sup> RAFIZADEH Mansur, *Witness: From the Shah to the Secret Arms Deal*, New York, William Morrow, 1987, p. 302.

<sup>350</sup> PALMERSTON Henry John Temple, Treaty of Adrianople-Charges Against Viscount Palmerston, *House of Commons Debates*, vol. 97, c. 122, 1<sup>er</sup> mars 1848.

## Conclusion

En août 1953, de retour à Téhéran, le shah d'Iran lève son verre en l'honneur de Kermit Roosevelt auquel il déclare : « Je dois mon trône à mon dieu, à mon peuple – et à vous ! » Vingt-cinq ans plus tard, la publication de sa relation de l'événement vient en écho tragique à l'effondrement du régime impérial que le « coup d'État » dont il avait été l'architecte avait contribué à renforcer. La vivacité des mémoires de *Mordad* à l'heure de la révolution témoigne de la persistance des enjeux qui avaient présidé à la convergence des intérêts américains et britanniques dans la région au début de la guerre froide. Celle-ci se traduit par un réflexe de soutien au pouvoir impérial d'autant plus mimétique qu'il est sollicité de ses partenaires historiques par un gendarme désarmé devant la contestation de son autorité. La déstabilisation de l'Iran impose un surcroît de vigilance face à l'érosion du rempart stratégique aux marges de l'URSS et de l'accès privilégié aux marchés persans. L'effondrement progressif du pilier pahlavien contraint ses anciens partenaires à s'impliquer dans la réinvention de leurs relations avec un Iran devenu islamique au prix du sacrifice du shah déchu sur l'échiquier des intérêts nationaux.

Les mémoires de *Mordad* sont en effet à lire en miroir, qui reflète en les inversant les rapports de force ayant abouti en 1953 au renforcement solidaire de la puissance impériale et de l'influence occidentale. Vingt-cinq ans plus tard, le changement de régime est subi et son accompagnement est contraint. Aux rivalités de puissance à l'œuvre lors de la bipolarisation du monde succèdent les compétitions d'influence à l'heure de la « deuxième guerre froide », entre un royaume ayant perdu un empire sans avoir trouvé de rôle et une république impériale éprouvée par l'extension d'un arc de crise. Au travail britannique de mobilisation d'un partenaire américain réticent à s'engager sur un front méconnu dans les années 1950 répond un travail de modération à Londres des velléités interventionnistes qui s'imposent à Washington à contre-temps de la crise dans les années 1970. Là où l'obsession iranienne du gouvernement britannique soulevait en 1953 aux États-Unis la critique contre les hérauts d'un impérialisme jugé dépassé, les incohérences de la politique américaine posent en 1978 au Royaume-Uni la question de la légitimité d'une administration à l'amateurisme jugé déplacé.

Malgré les anicroches inhérentes à leur « partenariat tendu », Londres et Washington restent de concert tributaires d'un parti pris pahlavien que la révolution remet en question sans en effacer la mémoire. L'effondrement de l'empire voit certes s'éroder les pratiques de connivences du fait de l'éloignement des trois pôles de la triangulation diplomatique. La prise de distance des Occidentaux à l'égard du gendarme, comme la défiance émergeant entre les alliés, hypothèque le succès de la synergie diplomatique qui avait permis le succès de l'initiative de 1953. Les procès de connivence entre le Royaume-Uni, la République américaine et l'Empire iranien nourrissent cependant la rhétorique révolutionnaire. Ils fondent *in fine* la raison identitaire d'une République islamique revendiquant son émancipation des ingérences étrangères et des canons occidentaux. Ils ne tardent pas à rejaillir à l'envi comme caution d'une politique de confrontation, confortés dans leur légitimité par le réflexe de solidarité transatlantique qui répond au-delà aux assauts perpétrés contre les intérêts des Occidentaux dans l'ombre de l'ayatollah.

**Deuxième Partie**  
**THE SHADOW OF THE AYATOLLAH<sup>1</sup>**  
**DES RELATIONS SPECTRALES FACE AU DÉRÈGLEMENT DU MONDE**  
**(1979-1981)**

« J'ai à l'esprit une histoire selon laquelle le jour où le Prophète accomplit la prophétie, le Grand Satan cria et rassembla autour de lui tous les démons pour signifier que nous étions mis à l'épreuve. Dans cette révolution, le Grand Satan, c'est-à-dire les États-Unis, rassemble autour de lui tous les démons dans un cri. Et il a rassemblé à la fois les bébés démons présents en Iran et les démons à l'extérieur de l'Iran pour semer le désordre.

« Vous savez tous que pendant le règne de ces deux hommes diaboliques – dont le règne était contre la loi – l'Iran était à un moment captif des Britanniques et à un autre des États-Unis. [...] Nombreux parmi vous se rappellent ce qu'ils ont fait, et les crimes qu'ils ont commis dans ce pays, et les noms trompeurs dont ils les ont dissimulés. Malheureusement, certains ont cru en leur propagande poussée et certains partenaires de leurs crimes sont encore actifs. Ce sont ces mêmes démons qui sont devenus désormais actifs, à l'appel des États-Unis, pour s'adonner à la diablerie. Et notre nation doit neutraliser ces conspirations avec vigilance et clairvoyance. »<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah: A CIA Hostage in Iran*, Annapolis, United States Naval Institute Press 2003.

<sup>2</sup> KHOMEINI Rûhollâh, "On American Conspiracies", Qom, 5th November, 1979 [En ligne], Iran Data Portal [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://irandataportal.syr.edu/speech-on-american-conspiracies>.



## Chapitre 4

### DES « RELATIONS SPÉCIALES » AU RISQUE DES RÉVOLUTIONS (1979-1981)

Le 3 mai 1979, la victoire du parti conservateur britannique aux élections générales porte au pouvoir son cheffe de file, Margaret Thatcher, imposant en conséquence une reconfiguration partielle des cadres de la « relation spéciale ». Alors que la République islamique s'enracine en Iran dans le chaos consécutif à la révolution, l'alternance politique au Royaume-Uni oppose à l'administration américaine de nouveaux partenaires gouvernementaux, installant un contexte de double reconfiguration politique.

Ses conséquences ne tardent pas à être mesurées. À la fin de l'été se tient à New York la première réunion du groupe d'études sur le facteur pétrolier dans la politique étrangère américaine organisée sous l'égide du Council on Foreign Relations. Six ans après le premier choc pétrolier, la déflagration d'un « arc de crise » débordant du Moyen-Orient fragilise à nouveau l'accès des pays occidentaux aux ressources en hydrocarbures de la région. La crispation sur les marchés, aggravée par l'enracinement en Iran d'une République islamique faisant de l'hostilité à l'égard de l'Occident l'un des fondements de sa politique étrangère, conduit les intervenants à mettre en perspective la portée des « relations spéciales ».

« La rencontre se conclut sur un échange de vues au sujet des bienfaits et des dangers des relations spéciales. Il fut observé que les pressions pour le bilatéralisme étaient fortes. Un autre membre répondit que nous devrions chercher à maintenir une forme d'objectivité au sujet des relations spéciales. [...] si la France et l'Angleterre se rappellent la crise de Suez de 1956 quand les États-Unis sont restés indifférents et ont contribué à les mettre à genoux, leurs attitudes au sujet d'un effort global en commun vis-à-vis du Moyen-Orient pourrait être quelque peu limité. [...] Il fut conclu que, alors qu'il y avait des dangers inhérents à toute relation spéciale, nulle ne survivrait si elle ne servait pas les intérêts à venir des pays concernés. »<sup>1</sup>

La référence à la crise de Suez rappelle à quel point les soubresauts du Moyen-Orient peuvent mettre à l'épreuve les liens entre les alliés. La divergence des positions adoptées par chacun, comme les concurrences relationnelles répondant par l'alternative aux tensions transatlantiques, a montré le potentiel de fragilisation des crises au cœur de ce « carrefour d'impérialismes ».

Aux risques que la révolution iranienne fait peser sur l'échiquier moyen-oriental répondent ainsi les incertitudes que la révolution conservatrice fait planer sur les relations transatlantiques. Quelles sont les conséquences de l'alternance politique au Royaume-Uni sur les échanges sous-tendant la relation bilatérale entre Londres et Washington ? De quelle manière les iraniens américains et britanniques répondent-ils à l'enracinement de la République islamique en Iran ? Dans quelle mesure les transformations à l'œuvre à Londres et à Téhéran bousculent-elles le prisme impérial jusqu'alors partagé de part et d'autre de l'Atlantique ? Comment les échanges transatlantiques témoignent-ils des nouveaux enjeux de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran ?

Ce chapitre montrera que le double mouvement de reconfiguration politique au Royaume-Uni et en Iran permet, en les mettant à l'épreuve, de révéler les éléments fondamentaux des « relations spéciales ».

---

<sup>1</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 228, Folder 5, Study Group on Oil Factor in U.S. Foreign Policy, Summary of first meeting, 17th September, 1979.

## I. Une communauté de décideurs en crispation relationnelle

L'arrivée de Margaret Thatcher aux affaires pose la question de la pérennité de la proximité ayant dynamisé les relations transatlantiques de l'ère Callaghan-Carter. Comment la politique iranienne permet-elle de faciliter l'accommodement des démocrates américains aux conservateurs britanniques ?

### A. Margaret Thatcher et Jimmy Carter, les raisons d'une relation héritée

#### 1. Les formes d'une proximité réticente

Dès le mois de février 1978, un télégramme de l'ambassade de Grosvenor Square montre que les conséquences d'une alternance politique à Londres sur les relations transatlantiques suscitent précocement l'interrogation, sinon l'inquiétude des Américains : l'élection de Margaret Thatcher, note Kingman Brewster, « présagera probablement d'un changement dans la coopération anglo-américaine. Un gouvernement conservateur placera quelque peu moins d'emphase sur la « relation spéciale » avec les États-Unis que ne l'ont fait Wilson et Callaghan. [...] Si madame Thatcher devient Première ministre les États-Unis devront mener un effort immédiat et intensif pour établir des liens avec le gouvernement conservateur, notamment en invitant la nouvelle Première ministre à Washington aussi tôt que possible. »<sup>2</sup>

Si l'historien Ewen Green défend que M. Thatcher découvre les États-Unis relativement tard dans sa carrière<sup>3</sup>, elle retire de son enfance pendant la guerre une conviction atlantiste affirmée qui s'émancipe une fois aux affaires. Son éducation américaine commence par un séjour financé par l'Institut des affaires gouvernementales du département d'État. Alors porte-parole de l'opposition pour le Trésor et les affaires économiques, la députée de Finchley sillonne le pays du 20 février au 31 mars 1967. Elle rencontre des représentants du gouvernement fédéral, d'institutions internationales, d'entreprises et de *think tanks*<sup>4</sup>. Deux ans plus tard, lors d'une tournée de conférences organisée par l'English Speaking Union, elle séjourne à nouveau outre-Atlantique pendant un mois et prononce notamment à San Francisco un discours intitulé « Préparer le futur : la Grande-Bretagne et l'Amérique »<sup>5</sup>.

Sa première rencontre avec Jimmy Carter ne date néanmoins que du printemps 1977. Parvenue à la direction du parti conservateur et, à ce titre, à la tête de l'opposition à Westminster, M. Thatcher requiert du président un entretien lors de son séjour au Royaume-Uni à l'occasion du sommet du G7 au mois de mai. Grosvenor Square recommande une visite de courtoisie de 10 minutes qui permettrait de compenser la visite prévue sur les terres travaillistes du nord de l'Angleterre. Zbigniew Brezinski est conscient de la probabilité pour le parti conservateur d'arriver aux affaires, peut-être même avant la visite prévue par

<sup>2</sup> AAD, Brewster to State, London 1893, US-UK relations in the next two years, 3rd February 1978.

<sup>3</sup> GREEN Ewen, *Thatcher*, Londres, Hodder Arnold, 2006

<sup>4</sup> MTF, 109473, State Department program for MT's 1967 US tour (20 Feb-31 Mar)

<sup>5</sup> MTF, 101654, Speech in San Francisco, 10th March, 1969.

M. Thatcher à Washington à l'automne. Le CSN et le département d'État recommandent donc le principe d'un entretien bref dans un agenda mutuellement chargé<sup>6</sup>. Ce dernier a lieu le 7 mai à la résidence londonienne de l'ambassadeur américain, Winfield House, en présence du conseiller à la Sécurité nationale, de son adjoint Robert Hunter, du secrétaire d'État Cyrus Vance et du chargé d'affaires Ronald Spiers. M. Thatcher se déclare confiante quant à sa victoire électorale. Elle ne dissimule pas son admiration pour Z. Brzezinski, dont elle déclare avoir passé l'après-midi à lire les six livres qu'elle a pu se procurer<sup>7</sup>. Le conseiller s'en amuse dans son journal privé : « le P[résident] a rencontré Thatcher dans la soirée. J'ai été marqué par son habilité et son efficacité d'acteur politique. Pour mon plus grand plaisir, elle a mentionné plusieurs fois avoir lu plusieurs de mes livres... Peut-être aurait-elle mieux fait d'avoir lu celui de Carter. Elle ne l'a pas du tout mentionné ! » Malgré leur désaccord sur quelques questions de politique étrangère, notamment la crise en Rhodésie et l'initiative américaine d'interdiction complète des essais nucléaires, la future Première ministre se rappelle dans ses mémoires un entretien plaisant<sup>8</sup>.

Sa visite aux États-Unis prévue au mois de septembre pose cependant à l'administration un dilemme de protocole : la présence simultanée de François Mitterrand à Washington devrait conduire la Maison-Blanche à le recevoir au même titre, ce que Valéry Giscard D'Estaing risquerait cependant de ne pas apprécier. L'ambassadeur Jay fait savoir à Z. Brzezinski qu'il compte sur l'administration pour trouver un arrangement dans la mesure où la cheffe de l'opposition britannique serait déçue d'être éconduite<sup>9</sup>. L'annulation de la visite du socialiste français facilite la situation, à la plus grande satisfaction de l'ambassadeur Brewster, qui depuis Londres insiste sur l'importance d'une visite permettant à Washington de resserrer des liens avec une future partenaire potentielle et à cette dernière de pouvoir revoir l'opinion selon laquelle l'administration démocrate serait mieux disposée à l'endroit des travaillistes<sup>10</sup>.

La rencontre a lieu le 13 septembre. Elle conduit à des échanges sur les relations entre l'administration et un gouvernement conservateur, la politique de défense britannique et la situation en Rhodésie<sup>11</sup>. Elle enraine la crispation relationnelle qui promet de sous-tendre les relations transatlantiques. La Britannique a beau jeu de remercier par lettre manuscrite le président de lui avoir fait connaître avec franchise ses opinions<sup>12</sup>. L'Américain n'omet pas de lui répondre qu'il mesure l'importance d'échanger avec elle sur les questions importantes pour leurs deux pays<sup>13</sup>. Dans son journal, il rapporte son impression d'une femme autoritaire qui ne manque pas d'attraits<sup>14</sup>. Ses mémoires renforcent le sentiment d'un agacement peu dissimulé : « Margaret Thatcher est une femme coriace, aux idées bien arrêtées et à la

<sup>6</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, Folder 4/25/77 [1], Container 17, Brzezinski to Carter, Meeting in England with Margaret Thatcher, 20th April, 1977.

<sup>7</sup> DOS, C05907811, Memorandum of Conversation, President's Meeting with Margaret Thatcher, Winfield House, London, England, Saturday, May 7, 1977, 7:18 p.m. to 7:50 p.m., 7th May, 1977.

<sup>8</sup> THATCHER Margaret, *The Path to power*, Londres, Harper Press, 2011, p. 366.

<sup>9</sup> TNA, FCO 82/774/39, Jay to FCO, Washington 3269, Mrs Thatcher's visit, 28th July, 1977.

<sup>10</sup> AAD, Brewster to State, London 14740, Margaret Thatcher, 2nd September, 1977.

<sup>11</sup> *The New York Times*, 14th September 1977, p. 14.

<sup>12</sup> JCL, White House Central File, CO167, Thatcher to Carter, 15th September, 1977.

<sup>13</sup> JCL, White House Central File, CO167, Carter to Thatcher, 11th October, 1977.

<sup>14</sup> CARTER Jimmy, *White House Diaries*, New York, Farrar Straus Giroux, 2010, p. 97.

volonté d'acier, qui ne peut pas admettre ne pas savoir quelque chose. Cependant, je pense qu'elle sera une bonne Première ministre pour la Grande-Bretagne. »<sup>15</sup>. Les mémoires de cette dernière expriment sans détour les raisons des limites d'un partenariat devenu distendu :

« Il était impossible de ne pas aimer Jimmy Carter. C'était un chrétien profondément engagé et un homme d'une sincérité évidente. C'était aussi un homme d'une capacité intellectuelle marquée, doté d'une maîtrise, rare chez les hommes politiques, de la science et des méthodes scientifiques. Mais il était parvenu au pouvoir en bénéficiant du Watergate plus qu'en persuadant les Américains de la justesse de son analyse du monde autour de lui. Et cette analyse était en effet sérieusement erronée. [...] Sur les Affaires étrangères, il était trop influencé par des doctrines qui gagnaient du terrain au parti démocrate, selon lesquelles la menace communiste avait été exagérée et que le soutien des États-Unis aux dictateurs de droite était aussi coupable. »<sup>16</sup>

Au printemps 1979, alors que sa victoire électorale apparaît comme de plus en plus inéluctable, les Américains s'intéressent aux lignes directrices qui devraient guider la politique étrangère de M. Thatcher : « ses opinions sont largement conservatrices, pro-américaines, pro-européennes, anti-soviétiques et méfiantes envers les changements dans le Tiers-monde. En même temps, c'est une femme politique accomplie qui reconnaît que toute politique a ses limites et que la plupart des questions n'ont pas de réponses simples. L'ambassade de Londres conclut que la politique étrangère d'un gouvernement conservateur serait plus distincte de celle de son prédécesseur en ton qu'en substance. »<sup>17</sup>

Au soir de son élection, la future Première ministre apparaît « plus posée, plus sage et plus pragmatique » que la « dame dogmatique » venue à Washington à l'automne 1977<sup>18</sup>. Le président en prend acte. Il demande au CSN de lui envoyer un message recommandant un premier entretien<sup>19</sup>. J. Carter entend prolonger le partenariat étroit unissant les deux pays depuis plusieurs générations, indépendamment des partis au pouvoir. Aux lendemains de la révolution iranienne, il note que le rôle personnel de la « dame de Fer » promet d'être particulièrement important dans des temps présentés comme difficiles<sup>20</sup>.

Le lendemain, dans son rapport hebdomadaire sur la sécurité nationale, Z. Brzezinski note qu'il a été frappé par ses remarques favorables sur les États-Unis. Malgré, sa nature redoutable, sa tendance à terrifier et ses convictions sincères, il est persuadé de la possibilité pour l'administration à travailler avec elle. Son impuissance face à la crise iranienne a par ailleurs rappelé au Royaume-Uni son influence marginale dans une région qu'il avait par le passé dominé. Les conservateurs, estime le conseiller, devraient plus que les travaillistes se donner les moyens de restaurer le prestige britannique<sup>21</sup>.

## 2. Les raisons d'une acculturation difficile

L'ironie de l'histoire de la triangulation diplomatique veut que l'un des éléments contribuant à la

<sup>15</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 113.

<sup>16</sup> THATCHER Margaret, *The Downing Street years*, Londres, Harper Press, 2011, p. 68-69.

<sup>17</sup> JCL, NLC-1-10-2-30-4, The Situation Room to Brzezinski, Additional Information Items (U), 30th March, 1979.

<sup>18</sup> AAD, Brewster to State, London 8976, Impressions of Margaret Thatcher, 6th May, 1979.

<sup>19</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, Folder 5/4/79, Container 115, Carter to Brzezinski, 4th May, 1979.

<sup>20</sup> TNA, PREM 19/944, Carter to Thatcher, 11th May, 1979.

<sup>21</sup> JCL, Brzezinski Donated Papers, Box 42, Brzezinski to President, NSC Weekly Report #96, 12th May, 1979.



résistance de la solidarité transatlantique dans le contexte de l'alternance est l'acculturation mutuellement difficile de Jimmy Carter et de Margaret Thatcher aux nouveaux habits islamiques du partenaire iranien. L'historien Richard Aldous note que leur culture non-conformiste partagée, nourrissant une vision du monde proche, a peut-être facilité leur rapprochement contraint. La Première ministre a d'ailleurs été élevée, comme le vice-président Mondale, dans les règles strictes du méthodisme<sup>22</sup>.

La foi baptiste du président sépare explicitement l'Église et l'État. Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, Jody Powell, il n'aurait jamais mis en avant ses convictions religieuses pour poursuivre une ligne politique<sup>23</sup>. Ceci pourrait le distinguer de la Première ministre, connue pour avoir cité François d'Assise en entrant à Downing Street le 4 mai 1979<sup>24</sup>. L'influence de la religion sur le président est cependant subtile. C'est un *born again*, convaincu qu'il a une mission à honorer dans son action politique. Elle peut également biaiser son jugement, comme l'ont souvent analysé *a posteriori* ses anciens collaborateurs ou critiques. Selon son secrétaire d'État à l'Énergie, James Schlesinger, « il croyait que les préceptes du christianisme et la fréquentation du catéchisme le dimanche seraient suffisants pour rendre le monde meilleur. Le monde est laid et cruel à l'extérieur. Il était déjà trop tard lorsqu'il a compris que ce serait insuffisant. »<sup>25</sup>. Dans leur ouvrage dénonçant la « débâcle » américaine en Iran, Michael Ledeen et William Lewis avancent que l'expérience religieuse du « Deacon » le conduit à considérer qu'un ayatollah est une âme sœur : il devient ainsi difficile de le percevoir comme un ennemi<sup>26</sup>. La plus grande ironie de la crise iranienne est pour Gary Sick le fait que J. Carter, qu'il décrit comme un « homme du Nouveau testament » pratiquant la tolérance comme une vertu positive et recherchant la paix à travers la compréhension et la réconciliation mutuelle, doit faire face à un imam inscrit dans une logique de confrontation<sup>27</sup>. Il lui est difficile de concevoir que l'ayatollah puisse s'être donné une mission de prophète défendant sa vision d'une vérité absolue érigée contre le Grand Satan américain. Plus encore, apprenant la préférence du président pour la protestation non-violente, le religieux iranien perd le peu de crainte qu'il a pu éprouver pour celui qu'il qualifie de « chef non-agressif »<sup>28</sup>.

Son effort de familiarisation aux grands enjeux de la politique étrangère britannique conduit la cheffe du parti conservateur à tisser progressivement des liens avec les réseaux pahlaviens. Elle rencontre ainsi Ashraf Pahlavi à Prince's Gate lors du séjour de la princesse au Royaume-Uni en juin 1976<sup>29</sup>. L'ambassadeur Raji la décrit dans son journal « comme la femme d'un prêtre, donnant l'impression d'une innocence physique » que viennent cependant nuancer ses discours en faveur de la restauration de la peine

<sup>22</sup> ALDOUS Richard, *Reagan and Thatcher: The Difficult Relationship*, Londres, Hutchinson, 2012, p. 7.

<sup>23</sup> HUTCHESON Richard G., Jr., *God in the White House: How Religion Has Changed the Modern Presidency*, New York, Macmillan, 1988, p. 135.

<sup>24</sup> MTF, 104078, Remarks on becoming Prime Minister (St Francis's prayer), 4th May, 1979.

<sup>25</sup> Cité par KAREL William, *Les Hommes de la Maison-Blanche - Secrets d'État, épisode 2 : Nixon et les années Kissinger*, Point du Jour, ARTE France, 2000.

<sup>26</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debate: The American Failure in Iran*, New York, Alfred A. Knopf, 1981, p. 238.

<sup>27</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 218-219.

<sup>28</sup> RAFIZADEH Mansur, *Witness: From the Shah to the Secret Arms Deal*, New York, William Morrow, 1987, p. 346.

<sup>29</sup> TNA, FCO 8/2767/85, *Kayhan*, 12th June, 1976.

de mort, de mesures plus sévères contre le terrorisme et d'une posture militaire ferme de l'Occident<sup>30</sup>. Un an plus tard, en juillet 1977, reçue à dîner à Prince's Gate, elle impressionne l'ambassadeur par son intérêt et sa maîtrise des questions pétrolières<sup>31</sup>. Sa sensibilité à l'importance de l'Iran pour la défense des intérêts occidentaux est confirmée par une lettre de son cabinet au FCO, requérant en octobre 1977 l'organisation d'une visite de familiarisation en Iran à son intention. Sollicitées à ce titre par l'ambassade de Téhéran, les autorités iraniennes promettent à la députée de l'opposition une audience au palais<sup>32</sup>. Anthony Parsons suggère, en complément aux réunions de travail et déplacements touristiques prévus par le gouvernement iranien, l'organisation d'une intervention devant la chambre de commerce irano-britannique et d'une réception en son honneur à la chancellerie<sup>33</sup>. Invitée à voyager gratuitement à bord de l'Iran Air, elle se tient à sa règle de financer sur ses propres fonds ses déplacements à l'étranger<sup>34</sup>.

Les diplomates britanniques dans le pays informent leurs homologues américains du programme de la visite : des entretiens avec le Premier ministre Jamshid Amouzegar, le ministre de Cour Amir Abbas Hoveida et le directeur de la NIOC Hushang Ansary, une audience avec le shah et un déjeuner chez la princesse Ashraf. D'abord écartée en raison de la rivalité politique entre H. Ansary et J. Amouzegar, la visite au directeur de la NIOC a été maintenue devant l'insistance des Britanniques<sup>35</sup>. M. Thatcher s'enquiert de la possibilité d'être reçue par le ministre du Commerce ou le gouverneur de la Banque centrale. Elle manifeste aussi le souhait de visiter un établissement de protection sociale faisant la fierté des Iraniens ou bénéficiant d'un investissement du Palais<sup>36</sup> : la proposition retenue est celle de la bibliothèque de l'Institut pour le développement intellectuel des enfants et des jeunes adultes du parc Niavaran. Sont également prévues des excursions touristiques à Ispahan, Chiraz et Persépolis<sup>37</sup>. Une semaine après la visite, David Miers se réjouit de son succès : le premier conseiller de l'ambassade note l'intérêt qu'il y a eu pour les Iraniens de faire la connaissance de la possible prochaine cheffe du gouvernement, mais aussi pour cette dernière de forger une impression des intérêts économiques et commerciaux du Royaume-Uni dans le pays. M. Thatcher est marquée à son arrivée par un pays apparaissant en surface occidentalisé, prospère et dynamique : « il y avait plein de nouvelles voitures dans les rues bondées. Les boutiques vendaient des objets de luxe à des femmes bien habillées et sophistiquées. De plus, la société de consommation était soutenue non seulement par le pétrole mais par les nouveaux investissements industriels, comme la nouvelle usine automobile nationale iranienne ultra-moderne que je visitai. »<sup>38</sup>

Parmi les anicroches relatives à relever, la réticence de la « Dame de Fer » à abandonner une allusion critique à la politique expansionniste de l'URSS en Iran, qu'elle a fini par accepter pour ne pas mettre

<sup>30</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne: The Diaries of the Shah's Last Ambassador to London*, Londres, Hamish Hamilton, 1983, p. 13.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>32</sup> TNA, FCO 8/3201/3, Prendergast to Ryder, 24th January, 1978.

<sup>33</sup> TNA, FCO 8/3201/62, Parsons to Butler, 13th March, 1978.

<sup>34</sup> TNA, FCO 8/3201, Butler to Parsons, 21st March, 1978.

<sup>35</sup> AAD, Sullivan to State, Tehran 3689, Visit of Margaret Thatcher to Iran, 19th April, 1978.

<sup>36</sup> TNA, FCO 8/3201/17, Owen to Tehran, FCO 207, Mrs Thatcher's Visit, 19th April, 1978.

<sup>37</sup> TNA, FCO 8/3201, Programme for the visit of the Rt Hon Mrs Margaret Thatcher MP, 28 April to 2 May, April 1978.

<sup>38</sup> THATCHER Margaret, *The Path to power*, op. cit., p. 381.

ses hôtes dans l'embarras, ainsi que les premiers mots que le shah lui a adressés lors de son audience :

« Ce ne furent pas des plaisanteries sur le temps qu'il faisait, etc., mais un court sermon sur l'étendue de l'erreur commise par les Britanniques quand ils se sont débarrassés de son père, qui n'avait jamais été comme Hitler, qui avait fait des ouvertures à Londres, lesquelles avaient été ignorées, et ainsi de suite. Après à peu près cinq minutes de la sorte, il dit : 'bon, le passé est passé : regardons vers l'avenir.' »<sup>39</sup>

Devant un parterre de 400 hommes d'affaires réunis à la chambre de commerce irano-britannique, M. Thatcher rend ainsi hommage au shah, « sûrement l'un des hommes d'État les plus visionnaires du monde, dont l'expérience est sans égale », qui « « dirige l'Iran dans une renaissance du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>40</sup>. Lors de la conférence de presse donnée la veille de son départ, elle n'apparaît cependant pas très loquace au sujet de ses conversations avec le souverain et avec les autres officiels rencontrés<sup>41</sup>. L'historien Ali Luman estime qu'elle a pu souhaiter ne pas tarir publiquement d'éloges envers un dirigeant qui commence alors à faire l'objet de critiques croissantes au Royaume-Uni et à l'échelle internationale<sup>42</sup>.

Dans ses mémoires, une trentaine d'années plus tard, l'ancienne Première ministre se rappelle avoir quitté le shah impressionnée par sa maîtrise des affaires du monde, qui cependant, ajoute-t-elle, n'a pu le protéger contre la subversion à laquelle il commençait à faire face à l'intérieur :

« Le shah était un bel homme, au visage un peu hagard, premier signe du cancer qui devait le tuer, comme je le compris plus tard. Il n'y avait rien dans ses manières qui suggérait qu'il comprenait que son temps lui était compté. Le fait qu'il eût voyagé en hélicoptère pour aller inspecter ses troupes fut peut-être de mauvais augure : on me dit qu'il voyageait toujours désormais de la sorte par crainte d'une attaque. »<sup>43</sup>

Dans ses mémoires, A. Parsons évoque l'abandon discret de la visite au bazar prévue au programme, du fait d'une possible agitation anticipée par les services de sécurité<sup>44</sup>. Après réflexion, les impressions iraniennes de la « Dame de Fer » lui rappellent les toiles dans lesquelles la noblesse française s'exhibait au milieu de scènes pastorales artificielles à la veille de la révolution. Moins d'un an avant l'exil du shah, le retour de Khomeini, la proclamation de la République islamique et le développement des violences révolutionnaires, la « dame de Fer » est invitée à contempler les gloires du trône du Paon, le spectacle des bijoux de la couronne et, en ironique anticipation, la grandeur des ruines de la Perse<sup>45</sup>.

## B. La triangulation relationnelle des entourages

### 1. Michael Alexander et Zbigniew Brzezinski, les guerres fraîches

En 1974, en pleine crise chypriote qu'il contribue à résoudre, Michael Alexander reçoit dans la nuit un appel téléphonique de Lawrence Eagleburger, adjoint d'Henry Kissinger au CSN. Celui qui devient

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/3201/24, Miers to Lucas, Mrs Thatcher's visit, 8th May, 1978.

<sup>40</sup> TNA, FCO 8/3201/20, Press Release, British Embassy, Tehran, 29th April, 1978.

<sup>41</sup> MTF, 103489, WATT David, *The Times*, 2nd May, 1978.

<sup>42</sup> LUMAN Ali, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018, 307 p. 71.

<sup>43</sup> THATCHER Margaret, *The Path to power, op. cit.*, p. 382.

<sup>44</sup> PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall: Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984, p. 65.

<sup>45</sup> THATCHER Margaret, *The Path to power, op. cit.*, p. 382.

dix ans plus tard sous-secrétaire d'État aux affaires politiques résume à l'issue de l'échange avec la verve que donne l'heure matinale (il est 4 heures) l'esprit des relations particulières naissant dans la dimension humaine du bilatéralisme : « Michael, pourquoi le monde n'est-il pas dirigé par vous et moi ? »<sup>46</sup>

Premier secrétaire privé pour les Affaires étrangères de Margaret Thatcher, M. Alexander ne semble pas avoir connu pareille proximité avec son équivalent à Washington à l'époque, Zbigniew Brzezinski. Les deux hommes partagent pourtant une familiarité certaine pour le monde soviétique, tant personnelle que professionnelle, mais aussi académique pour le second<sup>47</sup>. Le père de M. Alexander est un mathématicien distingué qui devient cryptographe au Government Code and Cypher School de Bletchley Park pendant la guerre, puis au GCHQ de Cheltenham qui lui succède. C'est aussi un éminent joueur d'échecs qui réussit à battre les champions soviétiques Mikhail Botvinnik et David Bronstein, sans être autorisé à voyager à Moscou pour rencontrer ses adversaires sur leur propre terrain pour des raisons de sécurité<sup>48</sup>.

Après des études au King's College de Cambridge, M. Alexander apprend le russe sous les drapeaux. Il intègre le service diplomatique en 1962, avait d'être affecté à Moscou du fait de sa compétence linguistique. Il y développe une grande admiration pour les Russes, qu'il décrit comme doués, subtils et intellectuels, mais aussi comme un peuple sournois, incompetent en termes administratifs, autoritaire et cachotier par instinct<sup>49</sup>. Ses fréquents voyages en Europe orientale comme ses affectations au bureau de défense et du nucléaire au FCO et à la délégation britannique auprès de l'Office des Nations Unies de Genève en font un acteur au premier plan de la gestion de la guerre froide, comme le suggère le titre de ses mémoires<sup>50</sup>. Il retire de son expérience la conviction que le colosse soviétique repose sur des pieds d'argile et que l'Occident serait capable d'en triompher, pour peu qu'il demeure uni. Il considère ainsi l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, à l'aboutissement de l'« arc de crise » défini par Z. Brzezinski, moins comme une preuve de sa force que comme un révélateur de sa faiblesse<sup>51</sup>.

Dans la note de personnalité rédigée à son sujet en amont de la visite de M. Thatcher à Washington, le conseiller à la Sécurité nationale est présenté comme s'étant concentré sur les rapports entre les super-puissances, par conscience de leur nouvelle importance dans les relations internationales ou par conséquence de sa préoccupation viscérale pour les Soviétiques. Citant un article de l'époque (non-identifié), les Britanniques relèvent que, bien que brillant et éloquent, il manque d'une capacité à transposer ses idées abstraites en action politique : il n'en est pas moins le meilleur de ses pairs pour rationaliser les succès et les échecs de la politique étrangère comme partie intégrante d'un supposé grand dessein<sup>52</sup>.

Devant la menace soviétique, qu'il considère comme moins forte que la Première ministre ou le

<sup>46</sup> ALEXANDER Sir Michael, entretien avec L. C., 25 novembre 1998 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Alexander.pdf>

<sup>47</sup> Cf. chapitre 1, I, B, 1. Bryan Cartledge et Zbigniew Brzezinski, des prismes déformants.

<sup>48</sup> BRAITHWAITE Rodric, "Sir Michael Alexander", *The Guardian*, 27th June 2002

<sup>49</sup> "Sir Michael Alexander", *The Telegraph*, 15th June, 2002.

<sup>50</sup> ALEXANDER Michael, *Managing the Cold War, a view from the front line*, Londres, The Royal United Services Institute for Defence and Security Studies, 2005

<sup>51</sup> "Sir Michael Alexander", *The Telegraph*, 15th June, 2002.

<sup>52</sup> TNA, CAB 133/503, Prime Minister's visit to Washington, Steering Brief, 6th December, 1979.

conseiller, M. Alexander partage leur conviction de la nécessité de renforcer la défense occidentale. Le tropisme transatlantique du secrétaire s'enracine dans les deux ans d'études qu'il passe à Yale et à Berkeley grâce au programme de bourse Harkness, mis en place par le Fonds du Commonwealth de New York pour assurer un équivalent du programme Rhodes<sup>53</sup>. Des années plus tard, il se rappelle en réaction à la construction du mur de Berlin être sorti un soir faire le plein d'essence en cas de devoir quitter San Francisco dans l'urgence, tant la crainte d'une confrontation entre les deux blocs était alors forte. Son séjour américain le prédispose ainsi davantage à l'expérience diplomatique de la confrontation entre l'Est et l'Ouest qu'à celle de la relation bilatérale entre Londres et Washington. Il envisage en effet la relation transatlantique dans la perspective d'une Europe émancipée de sa dépendance à l'égard des États-Unis, capable d'assumer elle-même au minimum sa propre défense, en plaidant jusqu'à la fin de sa vie pour un approfondissement de la coopération intracontinentale<sup>54</sup>.

## 2. Peter Carrington, Cyrus Vance et Warren Christopher, la cordialité de crise

Dans son rapport hebdomadaire de sécurité nationale rédigé à la suite de la victoire des conservateurs au Royaume-Uni, Zbigniew Brzezinski note avec satisfaction que la nomination à la tête de la diplomatie britannique de Peter Carrington, connu comme un héraut du lien transatlantique, est l'un des signes les plus encourageants des intentions de Margaret Thatcher<sup>55</sup>. Peter Jay confirme depuis Massachusetts Avenue que la nouvelle a été accueillie avec plaisir et soulagement<sup>56</sup>. Cyrus Vance évoque « un homme sage et expérimenté qui avait servi précédemment sous un gouvernement conservateur dans de nombreuses positions-clé », dont celle de premier Lord de l'Amirauté, alors que lui-même était secrétaire à l'Armée. Devenu secrétaire d'État, C. Vance déclare lui porter toujours une très grande considération<sup>57</sup>. À Grosvenor Square, James Hooper, chargé du Moyen-Orient, ne tarit pas d'éloges à son sujet, le décrivant comme « très professionnel, probablement le meilleur ministre des Affaires étrangères en Europe à l'époque, peut-être même l'un des meilleurs que l'Europe ait connus depuis plusieurs décennies »<sup>58</sup>.

Patricien au tempérament urbain et au caractère expérimenté, le sixième Lord Carrington jouit aussi d'une excellente réputation au FCO. Dans l'incertitude de l'alternance, il passe pour une influence modératrice auprès de la « Dame de Fer », prompt à prévenir tout détournement de la politique étrangère britannique dans une direction radicale. Mais c'est son attitude amicale envers les États-Unis qui rassure le plus à Washington. Une fiche de personnalité rédigée à son sujet par les services du département d'État note qu'il a de nombreux amis au gouvernement américain, dont il est un soutien régulier.

« Il admet sans hésiter que l'alliance avec les États-Unis est le fondement de la

<sup>53</sup> ALEXANDER Sir Michael, entretien avec L. C., 25 novembre 1998, *op. cit.*

<sup>54</sup> BRAITHWAITE Rodric, « Sir Michael Alexander », *The Guardian*, 27th June, 2002

<sup>55</sup> JCL, Brzezinski Donated Papers, Box 42, Brzezinski to President, NSC Weekly Report #96, 12th May, 1979.

<sup>56</sup> Churchill Archives Centre (ci-après CAC), GBR/0014/PJAY 2/31, Jay to Carrington, 8th May, 1979.

<sup>57</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 295.

<sup>58</sup> HOOPER James, entretien avec Stuart Kennedy, 26 octobre 2006 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2018/08/Hooper-James-R.pdf>.

sécurité européenne (et britannique), mais il observe que les politiques et les jugements du Royaume-Uni – et de l'Europe également – pourront être parfois différents de ceux de ce pays. Il combine la traditionnelle « relation spéciale avec les États-Unis » des Britanniques avec un rôle plus important du Royaume-Uni en Europe. »<sup>59</sup>

Il explique le partenariat transatlantique entre les deux pays comme une relation naturelle. Malgré le déclin de l'empire britannique, ses reliquats demeurent de grande valeur, fournissant aux Américains des infrastructures essentielles. Leur contrôle par le Royaume-Uni lui permet d'assurer une contribution considérable à l'Alliance, sans laquelle seraient trop déséquilibrés les bénéfices retirés de la « machine américaine de technologie militaire et de renseignement ». Sans les échanges issus de l'accord entre la NSA et le GCHQ, en particulier, Whitehall serait de plus en plus en difficulté pour produire des analyses de renseignements de qualité sur des menaces mineures au Moyen-Orient<sup>60</sup>.

Son expérience de la relation bilatérale appliquée à la région est pourtant marquée par les deux crises ayant tendu le partenariat transatlantique. P. Carrington est secrétaire parlementaire au ministère de la Défense pendant la crise de Suez. Selon son biographe Christopher Lee, celle-ci lui donne la conviction que les États-Unis font tout selon leurs propres règles. Dix-sept ans plus tard, lors de la crise pétrolière consécutive à la guerre du Kippour, il est secrétaire d'État à la Défense. Il ne développe pas de relations particulières avec son homologue américain, James Schlesinger, auquel rien ne l'attache, sinon une coopération imposée par les circonstances. Ses relations sont en revanche excellentes avec Henry Kissinger, qui le tient en très haute estime. Il rejoint d'ailleurs son cabinet de consultance en 1982<sup>61</sup>.

C'est dans le contexte de la crise énergétique que P. Carrington se rend en Iran, en 1973, pour y défendre les intérêts de l'industrie militaire britannique. Il est reçu en audience au palais de Niavaran par le Shah, qu'il avait rencontré à Londres lors de la visite d'État du souverain l'année précédente :

« Il avait sans doute des défauts, comme la plupart d'entre nous – de la vanité, de la susceptibilité, une certaine (probablement nécessaire) cruauté et progressivement une incapacité croissante à déceler les moments où les sycophantes lui dissimulaient la vérité. Mais il ne pouvait y avoir aucun doute quant à son objectif d'améliorer les conditions du peuple de son pays, dans lequel il connut un succès considérable, et trop rapidement oublié. Son intelligence et son investissement étaient également incontestables. Le shah était une figure héroïque et tragique, avec le recul. »<sup>62</sup>

Sa familiarité avec les questions iraniennes et son intégration aux réseaux pahlaviens bénéficie de son statut de président de la Société iranienne de Londres pendant les années 1970. C'est à ce titre qu'il organise des réceptions données en l'honneur de la shahbanou Farah et de la princesse Ashraf à l'occasion de leurs visites au Royaume-Uni, respectivement en avril et en juin 1976<sup>63</sup>. Elle apparaît indirectement, à la faveur de sa nomination à la tête de la diplomatie britannique, lors de ses deux interventions au Council on Foreign Relations, les 24 septembre 1979 et 22 septembre 1980, auxquelles assistent

<sup>59</sup> USDDO, Briefing book in preparation for Secretary of State Edmund Muskie's 12/12-12/14/1980 visit to Great Britain, 14th December, 1980

<sup>60</sup> Cité par ALDRICH Richard James, *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, Londres, HarperPress, 2010, p. 282.

<sup>61</sup> LEE Christopher, *Carrington: An Honourable Man*, Londres, Viking, 2019, p. 315 et 157.

<sup>62</sup> CARRINGTON Peter, *Reflect on Things Past*, Londres, HarperCollins, 1988, p. 219.

<sup>63</sup> TNA, FCO 8/2766/90, Visit Her Imperial Majesty the Shahbanou of Iran 5-10 April 1976, April 1976 et FCO 8/2767/62, List of guests to be invited to the tea party for Princess Ashraf on Wednesday, 9 June 1976, 24th May, 1976.

notamment les anciens ambassadeurs à Téhéran, Anthony Parsons et William Sullivan<sup>64</sup>.

Malgré la cordialité de ses relations avec C. Vance, c'est avec son adjoint Warren Christopher qu'il finit par traiter le plus. W. Christopher rencontre le futur secrétaire d'État à la fin des années 1960, alors que lui-même est adjoint du ministre de la Justice Ramsey Clark, que l'engagement international conduit en Iran au moment de la révolution<sup>65</sup>. À partir de 1979, un agenda diplomatique chargé conduit C. Vance à lui déléguer progressivement la direction des affaires iraniennes. La gestion de la prise d'otages de l'ambassade de Téhéran revient en totalité au secrétaire d'État adjoint, auquel sont confiées les négociations avec les Iraniens. Il dirige d'ailleurs la publication de l'histoire officielle de la crise, reprenant les interventions de ses protagonistes devant le groupe d'études organisé au Council on Foreign Relations au début des années 1980<sup>66</sup>. Cette action n'efface pas sa réputation de fadeur aux yeux de ses critiques, qui le considèrent comme un « Dean Rusk sans charisme », par référence au secrétaire d'État du président Johnson connu pour sa discrétion<sup>67</sup>. George Walden, secrétaire privé de Lord Carrington au FCO, va jusqu'à dépendre « un homme bon avec la mauvaise fortune de ressembler à un dindon étranglé »<sup>68</sup>.

### 3. Francis Pym et Harold Brown, la défense du drapeau

Dans la lignée que Peter Carrington, Francis Pym apparaît comme l'un des hérauts de la réaffirmation de l'importance des liens transatlantiques, comme le note dès le mois de mars 1979 la Maison-Blanche. Il fait partie de ces nombreux conservateurs qui au Royaume-Uni désirent voir les États-Unis jouer un rôle plus vigoureux dans le monde<sup>69</sup>. Dix ans avant de devenir porte-parole de l'opposition pour les Affaires étrangères, ce fils de député commence son éducation américaine, aux côtés de Margareth Thatcher, à la faveur d'une invitation de l'Institut des affaires gouvernementales du département d'État<sup>70</sup>.

Le 8 mars 1979, il présente à la presse étrangère les lignes directrices de la politique étrangère du parti conservateur. En émerge sa conviction qu'en nul endroit du monde il ne serait raisonnable pour le Royaume-Uni, sinon pour l'Europe, de conduire une politique qui ne soit pas en accord avec les États-Unis. S'il ne conçoit pas que la prospérité de son pays puisse faire l'économie d'un rôle plus actif en Europe, celui-ci doit complémentaire aux relations étroites qu'il s'agit de maintenir avec Washington. L'Europe et les États-Unis doivent former ensemble les principaux piliers de la solidarité occidentale.

<sup>64</sup> PUL, MC 104, Series 13, Box 738, Reel 134, Lord Carrington, A Conversation with the Foreign Secretary, 24th September, 1979. PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 489, Folder 4, Europe and the United States: Old Friends in a Changing Relationship, 22nd September, 1980.

<sup>65</sup> HERSHEY Robert, "Warren Christopher, Lawyer, Negotiator and Adviser to Presidents, Dies at 85", *The New York Times*, 19th March, 2011

<sup>66</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran: The Conduct of a Crisis*. New Haven, Yale University Press, 1985.

<sup>67</sup> WOO Elaine, "Warren Christopher dies at 85", *Los Angeles Times*, 20th March, 2011

<sup>68</sup> WALDEN George, *Lucky George: Memoirs of an Anti-Politician*, Londres, Penguin, 2000, p. 177.

<sup>69</sup> JCL, NLC-1-10-2-30-4, The Situation Room to Brzezinski, Additional Information Items (U), 30th March, 1979.

<sup>70</sup> SCOTT-SMITH Giles, "Her Rather Ambitious Washington Program": Margaret Thatcher's International Visitor Program Visit to the United States in 1967", *Contemporary British History*, 2003, vol. 17, n°4, p. 72.

Les Américains ont certes longtemps assuré l'essentiel de la sécurité du monde libre. Cependant, l'équilibre des forces nucléaires et la complexification de la situation stratégique du monde nécessitent un investissement des Européens. Les conservateurs se déclarent déterminés à entretenir les liens traditionnels entre Londres et Washington, bâtis sur une communauté de langage, d'histoire et d'héritage.

L'heure est d'autant plus à la communion des forces que le député dresse le tableau d'un horizon plus sombre qu'il ne l'a rarement été depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Les risques de l'inflation et les spectres de la récession, dans l'ombre du retrait du Vietnam et du scandale du Watergate, font peser la menace d'un déclin de la confiance envers les États-Unis, amplifié par les déflagrations de l'arc de crise :

« L'Iran, qui était jusqu'à récemment la plus grande puissance au Moyen-Orient, dans une position stratégique-clé pour la sécurité et l'économie du monde occidental, a été entièrement transformée. Il n'émergera de son présent combat au mieux que dans un rôle international beaucoup plus réduit et neutraliste. Nous espérons bien sûr qu'un gouvernement démocratique et modéré émergera des mois d'émeutes et de bains de sang, mais il n'est visiblement pas certains que les forces de guérillas musulmanes et d'extrême-gauche, très bien organisées, puisse être maîtrisées. À court terme, le commerce irano-britannique est fortement remis en question, avec des effets négatifs sur l'emploi. Des contrats de défense d'une valeur de plusieurs millions de livres sterling semble sur le point d'être annulés. Cependant, la menace sur la sécurité des approvisionnements en pétrole est la plus significative. Si la perspective d'une nouvelle augmentation des prix du pétrole est déjà mauvaise, l'insécurité de ces approvisionnements est pire encore. Sur le front politique international, l'Union soviétique ne peut que gagner de la défection iranienne dans la défense occidentale et particulièrement dans celle du Golfe. »<sup>71</sup>

Privé de la direction de la diplomatie britannique, pour laquelle M. Thatcher lui préfère Peter Carington, F. Pym est finalement nommé secrétaire d'État à la Défense à l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Il rencontre son homologue américain Harold Brown pour la première fois dans les bureaux de la délégation américaine auprès de l'OTAN à Bruxelles le 16 mai 1979<sup>72</sup>, puis le secrétaire d'État Cyrus Vance lors du séjour de ce dernier à Londres du 20 au 24 mai 1979<sup>73</sup>. Le 21 juin, il prononce sa première déclaration publique majeure sur les questions de défense, attentivement analysée par Grosvenor Square, en amont de son séjour prévu à Washington quatre semaines plus tard. Il y relève, au-delà des grands enjeux de la compétition entre les blocs, les menaces constituées par l'instabilité dans plusieurs régions cruciales pour les intérêts occidentaux : la crise iranienne a ainsi démontré les dangers constitués par la modernisation à marche forcée pour des sociétés traditionnelles. La remise en question de la sécurité des intérêts occidentaux montre la faillite du jeu traditionnel des équilibres stratégiques<sup>74</sup>.

Du 16 au 18 juillet, F. Pym est le premier ministre du Cabinet à se rendre aux États-Unis depuis la victoire des conservateurs, témoignage de l'importance accordée aux questions de défenses dans le bi-latéralisme. Il y rencontre, outre son homologue américain, les principaux officiels du Pentagone, le conseiller à la Sécurité nationale et les membres des commissions des services armés de la Chambre des

<sup>71</sup> AAD, Brewster to State, London 04949, Conservative Shadow Foreign Secretary Delivers Major Address On Foreign Policy, 9th March, 1979.

<sup>72</sup> TNA, PREM 19/76, Note of a meeting between the Defence Secretary and the US Secretary of Defense held in the US Delegation Offices, NATO Headquarters at 9 AM on Wednesday 16th May 1979

<sup>73</sup> AAD, Brewster to State, London 09872, Secretary's visit: scenario, as of 4:00 P.M. London time, 18th May, 1979.

<sup>74</sup> AAD, Brewster to State, London 13574, Defense Minister Pym's Maiden Defense Policy Speech, 12th July, 1979.



représentants et du Sénat et de la commission des Affaires étrangères du Sénat. Il est marqué par le fait qu'aucun officier supérieur des différentes armes ne soit présent aux réunions auxquelles il participe, pratique en fait coutumière aux États-Unis. Les différents échanges lui permettent de présenter la vision du gouvernement Thatcher sur la question de la défense du Royaume-Uni et de l'Alliance. Émerge des discussions l'inquiétude sensible des Américains quant au développement de l'arsenal soviétique, mais aussi leur intérêt, partagé par le Congrès et l'administration, pour les nouvelles directions de la défense britannique. Les États-Unis signifient également le souhait de maintenir leur relation avec le Royaume-Uni non seulement sur les questions de défense mais plus largement sur les questions internationales dans leur ensemble. Ils restent plus que jamais intéressés par le partage d'analyses et de renseignements sur les grandes zones d'instabilités du monde. La visite, rapporte le nouvel ambassadeur à Washington, Nicholas Henderson, pose les bases nécessaires au développement de contacts supplémentaires entre l'administration américaine et le gouvernement britannique. L'élan est donné, mais l'essai reste à transformer pour bénéficier de tous les avantages que la visite du secrétaire d'État a permis de préempter<sup>75</sup>.

Dans son journal, N. Henderson revient cependant sur « l'atmosphère d'extrême informalité » qui a marqué le séjour du secrétaire d'État, comme son audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, dont les membres n'ont cessé de quitter la pièce pour aller voter, sans attendre les réponses de questions qu'ils venaient de poser, rendant impossible toute discussion cohérente :

« Pym est le moins vaniteux des hommes politiques mais je ne pouvais pas m'empêcher de me demander à certains moments s'il ne pensait pas être traité avec trop peu de cérémonie. A la fin d'un déjeuner avec le secrétaire à la Défense, Harold Brown, physicien de formation dépourvu des talents du politique, Pym s'est tourné vers lui pour lui dire « Bon, j'aurai donc le plaisir de vous voir ce soir. » Il faisait référence au dîner qui devait être donné le soir-même à l'Ambassade, auquel il supposait, à tort, que Brown viendrait. C'était un dîner donné en remerciement de celui que Brown avait organisé le lundi soir en l'honneur de Pym. Brown avait en fait décliné notre invitation. Il répondit à Pym : « Non, je ne viendrai pas, j'ai beaucoup de documents à lire. » Ce n'était pas un modèle de tact, mais Pym le prit avec philosophie. Les Américains sont certes intéressés par le nouveau gouvernement britannique et ses ministres, mais après plusieurs années de gouvernement travailliste, qu'ils considéraient comme faible à l'égard de la gauche et des syndicats, ils ont perdu beaucoup de respect pour le Royaume-Uni. »<sup>76</sup>

#### 4. Arthur Franks et Stansfield Turner, les bruits de bottes

La nomination d'Arthur Franks à la tête du renseignement britannique, à la suite de Maurice Oldfield, prolonge la prégnance de l'expérience iranienne dans l'*Establishment* de politique étrangère. Il étudie à Rugby puis au Queen's College d'Oxford, dont il sort lauréat d'un diplôme en droit à l'entrée en guerre. Il rejoint le Corps royal des transmissions en 1940, puis le régiment du Bedfordshire et du Hertfordshire l'année suivante. Ses premières affectations le mènent au Moyen-Orient : il est nommé officier du renseignement auprès des forces arabes libyennes, promu capitaine deux mois après la défaite des forces

<sup>75</sup> TNA, FCO 8/3292/22, Henderson to FCO, Washington 1997, Mr Pym's visit to Washington, 19th July, 1979.

<sup>76</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 279-280.

de l'Axe en Afrique du Nord, puis rejoint la Direction des opérations spéciales (DOS) chargée de l'action de sabotage clandestin par les services de renseignements. Depuis le Caire, où il est basé, il effectue sa formation à l'action clandestine pour la force 133, le nom de code pour la DOS au Moyen-Orient, et celle au parachutisme au Centre de formation spéciale 102 de Mount Carmel à Haïfa (Israël)<sup>77</sup>.

Démobilisé en 1946, après avoir brièvement rejoint à la commission de contrôle interallié de l'Allemagne une équipe de 80 officiers du renseignement, il entame une carrière de journaliste pour le *Staffordshire Sentinel Newspaper* puis le *Daily Mirror*. Il est ensuite recruté par le MI6 en 1949, sans doute du fait de la qualité de son action pendant la guerre. Sa carrière d'espion au service de Sa Majesté résonne des bruits de bottes en provenance de Téhéran. Sa première affectation à l'étranger le conduit en octobre 1952 à Chypre, d'où il supervise les questions moyen-orientales. Malgré sa jeunesse et sa relative inexpérience, il est nommé deuxième secrétaire et chef de poste à Téhéran en 1953, l'année du « coup d'État » aboutissant au renversement du Premier ministre Mohammad Mossadegh. Il est chargé de réorganiser les activités du renseignement britannique dans le pays et de maintenir les relations avec le jeune shah d'Iran, pétri de méfiance envers les Britanniques, qui avaient causé en 1941 le départ de son père en exil. C'est de ces premières années au Moyen-Orient qu'il retire sa connaissance fine et son intérêt durable pour la région, seulement surpassés par sa prédilection pour les questions soviétiques. Comme les rythmes des Termites de Téhéran, un quartette de jazz qu'il dirige à la clarinette, accompagné de sa femme Rachel et de deux collègues du service<sup>78</sup>, les bruits de bottes de *Mordad* 1953 l'accompagnent jusqu'à la fin de sa carrière. Celle-ci le conduit au poste d'adjoint de Maurice Oldfield en 1977 avant de succéder à ce dernier en février 1978, alors que se noue la révolution iranienne. Quant à sa relation aux États-Unis ou à son homologue Stansfield Turner<sup>79</sup>, elle n'apparaît ni à la lumière des archives déclassifiées, ni à la lecture des ouvrages de l'Américain, comme pour signifier la proximité relative de cette communauté de politique étrangère aux acteurs renouvelés au Royaume-Uni, que rapproche néanmoins de l'administration Carter une appréhension impériale des questions iraniennes.

### C. Le réseau d'une parentèle diplomatique

#### 1. Nicholas Henderson et Kingman Brewster, l'ajustement des relations transatlantiques

Dans ce contexte, l'arrivée de Nicholas Henderson à Washington participe de la consolidation au quotidien d'une relation distendue par le jeu de l'alternance politique. Comme celle de son prédécesseur, sa nomination est politique. Elle intervient en dérogation à la règle du service diplomatique britannique qui fixe à 60 ans l'âge de la retraite. Né en 1919 d'un économiste politique, plus tard professeur à Oxford,

<sup>77</sup> BAXTER Christopher, Sir Arthur Temple [Dickie] Franks (1920–2008) [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/100860>.

<sup>78</sup> “Sir Dick Franks”, *The Times*, 20th October, 2008; “Sir Dick Franks, Saboteur with the Special Operations Executive who went on to become Chief of MI6 during the Cold War”, *The Telegraph*, 20th October, 2008.

<sup>79</sup> Cf. chapitre 1, I, B, 4. Maurice Oldfield et Stansfield Turner, des expériences inégales.

il fait ses études à l'Hertford College d'Oxford, où il préside l'Oxford Union. Réformé pendant la guerre pour des raisons médicales, il rejoint au Caire le personnel du ministre résidant au Moyen-Orient, Lord Moyne, en 1942, puis le cabinet des secrétaires d'État aux Affaires étrangères Anthony Eden et Ernest Bevin. Il intègre le service diplomatique en 1946. Ambassadeur en France jusqu'en 1979, il rédige avant de quitter ses fonctions un rapport analysant les causes et conséquences du déclin britannique<sup>80</sup>. La dépêche est publiée au début du mois de juin par *The Economist*, qui met en avant sa pertinence, laquelle est remarquée par Margaret Thatcher à Downing Street. La Première ministre réussit à arracher le diplomate à sa retraite pour lui confier l'ambassade de Massachusetts Avenue.

Son introduction à la Maison-Blanche le confronte rapidement à l'ambiance de la capitale fédérale : il rencontre l'ambassadeur saoudien qui vient avant lui de remettre ses lettres de créance. Jimmy Carter n'en réserve pas moins devant les médias le meilleur accueil à celui qu'il présente comme l'ambassadeur « de notre plus grand allié ». Dans le bureau ovale, entouré de Zbigniew Brzezinski et de George Vest, secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes, le président évoque l'importance de la relation bilatérale et ne tarit pas d'éloges au sujet de M. Thatcher, notamment de son rôle au sommet du G7 à Tokyo. L'ambassadeur ne manque pas d'en informer Londres pour apaiser les craintes de voir la « relation spéciale » affectée par le départ de James Callaghan. Lorsqu'il s'enquiert de la possibilité d'une visite à Washington de la Première ministre à l'automne, cependant, Z. Brzezinski répond que le pape doit venir aux États-Unis en octobre et qu'il pourrait y avoir des difficultés à recevoir M. Thatcher en septembre en raison de « certains engagements intérieurs »<sup>81</sup>.

Dans ses mémoires, N. Henderson remet en perspective son expérience washingtonienne à l'aune de l'ensemble de sa carrière, témoignant des particularismes nationaux internes à la relation bilatérale :

« Du fait de la communauté de langue, l'ambassadeur britannique est probablement plus sollicité pour prendre la parole que ses autres collègues diplomatiques. Il n'a pas besoin d'être particulièrement éloquent. Les Américains devorent les discours, dit-on, comme les chèvres mangent les déchets. Il n'est pas bon pour l'ambassadeur britannique de répondre qu'il n'a rien à dire, ou rien de nouveau à dire, quand il est interrogé par la presse ou la télévision. Une telle réponse ne serait pas, comme elle l'est au Royaume-Uni, prise pour une marque d'honnêteté ou d'intégrité, mais un signe de manque de conviction. »<sup>82</sup>

Cet impératif d'expression répond à un besoin, rapporte-t-il quelques jours après son arrivée à Washington. Si les Américains ont confiance en leurs technologie et leur capacité productive, en effet, leurs incertitudes sur l'avenir immédiat de certaines aires géographiques et sur la menace soviétique d'ici au milieu des années 1980 ne sont pas sans les déstabiliser. La fragilité des États-Unis apparaît ainsi au bénéfice du Royaume-Uni, en les incitant à travailler le plus étroitement possible avec leur allié<sup>83</sup>.

En amont de son départ outre-Atlantique, le 8 juin, N. Henderson a rendu visite à l'ambassadeur des États-Unis à Londres, Kingman Brewster, en sa résidence personnelle de Combe (Berkshire). La chaleur

<sup>80</sup> MTF, 110961, Henderson to Owen, Britain's decline; its causes and consequences, 31st March, 1979.

<sup>81</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin*, op. cit., p. 282-283.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>83</sup> TNA, FCO 8/3292/22, Henderson to FCO, Washington 1977, Mr Pym's visit to Washington, 19th July, 1979.

du premier contact entre les deux hommes augure de la résilience des relations transatlantiques : le Britannique décrit l'Américain comme « un homme délicieux, large d'esprit, bon enfant et détaché »<sup>84</sup>. Dans la continuité de son action à Grosvenor Square depuis sa nomination à Londres en 1977, le diplomate américain réussit à se ménager rapidement une place de choix auprès du gouvernement conservateur. En réponse à la lettre de félicitations qu'il lui adresse, M. Thatcher lui exprime son désir de travailler au renforcement des liens étroits entre leurs pays, action pour laquelle elle espère pouvoir compter sur l'aide du diplomate, qu'elle entend rencontrer au plus vite<sup>85</sup>. K. Brewster en prend acte et organise un dîner en son honneur en sa résidence londonienne de Winfield House le 21 mai<sup>86</sup>.

Si l'ambassadeur américain est réputé avoir gardé de bonnes relations avec la Première ministre, leurs visions du monde ne les prédisposent pas à la proximité politique. L'Américain décrit la Britannique comme « déterminée et dogmatique », « une pure Friedmaniaque », portée par l'influence des thèses néolibérales du fondateur de l'École de Chicago. La Britannique voit l'Américain comme le symbole de l'*Establishment* frigide (*wet*) qu'elle entend démanteler. Selon Raymond Seitz, officier politique à Londres, la « Dame de Fer » pense que K. Brewster représente tous les pires aspects de l'administration Carter. L'ambassadeur réussit néanmoins à forger une relation de travail efficace avec le nouveau gouvernement, grâce l'œuvre patiente de réseautage auprès de la direction du parti menée en amont de son arrivée aux affaires par le chef de mission, Edward Streater. Selon K. Brewster, au soir de l'élection, Grosvenor Square ne traite pas avec des étrangers, mais avec des amis<sup>87</sup>.

L'accoutumance permet ainsi de dépasser les préventions originelles. En amont de la visite de la Première ministre à Washington, en décembre 1979, l'ambassadeur la décrit à Washington comme beaucoup plus patiente, attentive et réceptive qu'elle n'a pu l'être. Si cela ne signifie pas une perte de conviction de la part de la cheffe du gouvernement, qui demeure « la même dogmatique simplificatrice à outrance », elle apparaît plus sensible aux problèmes politiques de ses partenaires. Alors que les États-Unis sont confrontés au traumatisme de la prise d'otages de Téhéran, elle compatit ainsi à la pression subie par l'administration Carter : « elle ne joue pas à Marraine la fée et sur ses épaules les larmes couleront de glace, mais elle entend cependant passer en public et en privé pour utile et solidaire »<sup>88</sup>.

## 2. Anthony Parsons et Donald McHenry, l'internationalisme à l'épreuve de la débâcle

En 1982, alors que la crise des Malouines menace de faire sombrer la relation bilatérale dans une tempête transatlantique, Anthony Parsons, devenu représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations unies, déclare à un journaliste du *New York Times* que toutes les négociations sont en un sens

<sup>84</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin*, *op. cit.*, p. 272.

<sup>85</sup> Churchill Archive Centre (ci-après CAC), THCR 3/2/1, Thatcher to Brewster, 6th May, 1979.

<sup>86</sup> CAC, THCR 6/1/2/1, Thatcher Engagement Diary, 21st May, 1979.

<sup>87</sup> «Kingman Brewster Dies», *The Washington Post*, 9th November, 1988. KABASERVICE Geoffrey, *The Guardians: Kingman Brewster, His Circle, and the Rise of the Liberal Establishment*, New York, Henry Holt, 2004.

<sup>88</sup> AAD, Brewster to State, London 24536, Mrs. Thatcher's Forthcoming Visit, 11th December, 1979.

toujours les mêmes : « Vous faites des progrès rapides en résolvant les questions périphériques. Plus vous vous rapprochez du cœur du problème, plus grandes sont les difficultés et les chances d'échec. »<sup>89</sup>

Analysant à la fin de sa vie l'ensemble de sa carrière, l'ancien ambassadeur en Iran regarde cependant les Nations unies comme le meilleur forum permettant de gérer les crises au Moyen-Orient<sup>90</sup>. Loin d'être ternie par le dénouement tumultueux de son ambassade en Iran, sa réputation reste marquée d'excellence dans le souvenir de ses anciens collègues. Ancien secrétaire privé de David Owen au FCO, Kieran Prendergast récupère le portefeuille moyen-oriental à la représentation britannique à New-York. Il se rappelle un homme qui savait très bien déléguer : s'il ne laissait pas carte-blanc, car il gardait un œil sur l'évolution des choses, il ne donnait nullement l'impression de vouloir s'immiscer dans le travail de ses collaborateurs : « C'était une personne pour laquelle il était très agréable de travailler : il avait été lui-même conseiller et chef de chancellerie [à New York] vingt ans auparavant. Il connaissait le fonctionnement du système : c'était un excellent ambassadeur »<sup>91</sup>. Durant son mandat, avec le soutien compréhensif de sa femme Sheila, il ouvre son domicile aux parlementaires qui se succèdent à New York lors de l'ouverture des sessions annuelles de l'Assemblée générale<sup>92</sup>. Son goût pour l'écoute empathique de ses opposants potentiels lui permet de les convaincre de soutenir les prises de position britanniques par la force de son argumentation. Il ne rechigne pas à plonger dans la mêlée du débat avec son homologue soviétique à New York, Oleg Troyanovsky, lequel a fait par ailleurs ses études aux États-Unis, où son père était ambassadeur de l'URSS dans les années 1930. Selon son collègue arabiste Glencairn Balfour Paul, la première fois où A. Parsons s'est senti obligé d'user de son droit de veto au Conseil de sécurité, O. Troyanovsky, assis à côté de lui, lui aurait murmuré à l'oreille : « Ne vous en faites pas, Tony. C'est comme l'adultère. La première fois, on se sent plutôt honteux. Mais, après un moment, c'est un vrai plaisir ! » Les deux hommes sont filmés par les caméras de télévision pris d'un éclat de rire<sup>93</sup>.

Face à lui, son homologue américain Donald McHenry apparaît, comme le suggère le titre d'un portrait que lui consacre le *New York Times Magazine* en septembre 1980, un « Américain tranquille aux Nations unies »<sup>94</sup>. Il n'en est pas moins un fin connaisseur de la mécanique internationaliste. Il étudie à l'université d'État de l'Illinois les affaires internationales puis à l'université du Sud de l'Illinois la rhétorique avant de rejoindre celle de Georgetown. Il intègre le service diplomatique et se consacre rapidement aux questions onusiennes : affecté entre 1963 et 1968 au bureau des affaires politiques des Nations unies du département d'État, il assiste Andrew Young à New York, avant de lui succéder en 1979. Son intégration aux réseaux transatlantiques de politique étrangère bénéficie de son appartenance au Council

<sup>89</sup> CROSSETTE Barbara, "Sir Anthony Parsons, British Diplomat, Is Dead at 73", *The New York Times*, 14th August, 1996.

<sup>90</sup> PARSONS Sir Anthony, entretien avec Jane Barder, 22 mars 1996 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Parsons\\_Anthony.pdf](https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Parsons_Anthony.pdf)

<sup>91</sup> PRENDERGAST Sir Kieran, entretien avec Malcolm McBain, 10 juillet 2012 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Prendergast.pdf>

<sup>92</sup> ADAMS Michael, DALYELL Tam, "Obituary: Sir Anthony Parsons", *The Independent*, 14th August, 1996.

<sup>93</sup> BALFOUR-PAUL Glencairn, 'Parsons, Sir Anthony Derrick (1922–1996)' [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/63193>.

<sup>94</sup> NOSSITER Bernard, "The Quiet American at the U.N.", *The New York Times Magazine*, 7th September, 1980

on Foreign Relations, dont il bénéficie d'une bourse au programme affaires internationales puis rejoint le conseil d'administration. Il est aussi membre de la branche américaine de la fondation Ditchley et dirige le projet des études de politique humanitaire à la Fondation Carnegie pour la paix internationale<sup>95</sup>.

Dans la gestion de la crise iranienne comme ailleurs, D. McHenry est décrit par le *New York Times Magazine* comme « frustré par les officiels du département d'État et du CSN, qui cherchent à limiter son rôle à la détermination du texte des résolutions, des tactiques et de la tonalité des déclarations ». Son action lors de la condamnation internationale de la prise d'otages de Téhéran et de la politique de pression ayant accompagné les négociations pour la libération des Américains a cependant été saluée par le représentant du Koweït auprès de l'organisation, Abdallah Bishara : « Sa gestion de l'Iran a été excellente. La crise a été réglée grâce à ses qualités de calme et de sang-froid. Il n'a pas été nécessairement convaincant, mais persévérant. Elle n'a pas requis un tempérament révolutionnaire ou original [que A. Bishara admire chez A. Young]. Il a été magistral grâce aux moyens qu'il a eus. ». À ce titre, sa relation de travail avec son homologue britannique a sans doute été décisive, comme elle s'avère en d'autres instances à Washington, à Londres ou à Téhéran. Dans la tradition du partage de renseignements qu'il a pratiqué en Iran avec William Sullivan, A. Parsons lui donne accès, en accord avec le FCO, aux télégrammes émanant de l'ambassade britannique à Téhéran. Le Britannique insiste sur la dimension privée de ces documents, qu'il lui demande de ne pas divulguer à ses autres partenaires. En retour, D. McHenry informe A. Parsons de renseignements qu'il présente comme « hautement confidentiels » émanant de Téhéran ou de Washington, comme la teneur de ses entretiens avec Cyrus Vance<sup>96</sup>. De manière aussi classique, l'adjoint de D. McHenry, William vanden Heuvel, consulte l'ancien ambassadeur en Iran sur la pertinence du contenu d'une résolution à l'aune de son expérience des affaires régionales<sup>97</sup>.

## II. Une communauté d'iraniens en reconfiguration postrévolutionnaire

L'alternance politique au Royaume-Uni précipite également une recomposition partielle de la communauté des iraniens, que la crise en Iran déséquilibre dans sa composition. Comment les réactions à la révolution conduisent-elle à dépasser les réticences relationnelles qui crispent le bilatéralisme ?

### A. La mise à l'épreuve des amitiés iraniennes

#### 1. Les représentations en Révolution

Au début du mois de juin 1980, Bruce Laingen, le chargé d'affaires américain à Téhéran, maintenu

<sup>95</sup> Nomination of Donald F. McHenry To Be U.S. Deputy Representative in the Security Council, 29th March, 1977 [En ligne] APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/243441>.

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/3365/435, Parsons to FCO, New York 1641, Hostages, 27th November, 1979.

<sup>97</sup> TNA, FCO 8/3581/18, Parsons to FCO, New York 50, 21st January, 1980.

en résidence surveillée depuis 216 jours, rend hommage à son homologue britannique, John Graham, venu le saluer au terme de son ambassade en Iran avant de rentrer à Londres :

« Lui et sa femme, Meg, ont été magnifiques. Il m'a écrit de fréquentes notes d'encouragement et m'a envoyé du chocolat, des journaux, des magazines, des puzzles et elle, aussi, nous a exprimé son inquiétude et son soutien de différentes manières. Il est ce que le Foreign Office fait de mieux : imperturbable, discret, compétent, très humain, de bonne humeur, très intelligent, bien bâti, excellent au tennis et croyant clairement en la relation spéciale. Il nous manquera... »<sup>98</sup>

Si elle hypothèque toute possibilité de relation de travail entre les communautés diplomatiques sur place, l'épreuve de la captivité du personnel de l'ambassade américaine en Iran, du 4 novembre 1979 au 21 janvier 1981, catalyse un réflexe de solidarité entre les partenaires que traduit notamment le soutien apporté par l'ambassadeur Graham au chargé Laingen.

La conviction atlantiste du premier l'y prédispose. Né d'un vétéran de la Grande Guerre, il étudie, dans la meilleure des traditions, à Winchester, Eton, puis au Trinity College de Cambridge, dont il sort diplômé en lettres classiques. Il intègre le service diplomatique en 1950, apprend l'arabe au Centre d'études arabes au Moyen-Orient (MECAS) de Chemlane (Liban) et entame une carrière caractéristique des arabistes britanniques : en plus d'affectations à Londres dans l'administration centrale du service, il sillonne les principales villes du Moyen-Orient (Bahreïn, Koweït, Amman, Benghazi) avant de devenir ambassadeur en Irak puis en Iran<sup>99</sup>. Au début des années 1970, il dirige la chancellerie à Washington, pendant les ambassades de Lord Cromer, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, puis de Peter Ramsbotham, après son affectation en Iran. Il y dirige une équipe réunissant John Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient pendant la révolution puis ambassadeur en Irak en 1982, Charles Powell, qui devient secrétaire privé de Margaret Thatcher pour les Affaires étrangères en 1983, et Michael Pike, qui devient son adjoint à la représentation permanente auprès de l'OTAN en 1985.

Alors que les ambassades du Caire ou de Téhéran lui sont proposées après Bagdad, sa préférence va à la seconde, que convoite cependant Michael Weir, un vieil ami datant de ses années au MECAS, par ailleurs persanophone. Il préfère laisser la décision à l'administration du FCO, qui tranche en faveur de Téhéran<sup>100</sup>. Son éducation à l'Iran s'est faite au prisme du monde arabe. Il est peu intégré aux réseaux pahlaviens : l'ambassadeur Radji, qui ne le rencontre qu'une fois, en septembre 1977, décrit un homme « globalement très agréable »<sup>101</sup>. Rentré à Londres pour consultations au mois de mars 1979, il sollicite des réunions de travail avec le directeur du département du Moyen-Orient, J. Moberly, son prédécesseur en Iran, Anthony Parsons, mais aussi des représentants du département du Commerce et des entreprises britanniques implantées dans le pays. Il se rend par ailleurs disponible pour le secrétaire d'État David Owen, son ministre d'État Frank Judd et le porte-parole de l'opposition Francis Pym<sup>102</sup>.

<sup>98</sup> LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon: The Secret Journal of Bruce Laingen*, New York, Brassey's Inc, 1992, p. 138.

<sup>99</sup> Graham, Sir John (Alexander Noble) [En ligne] UK Who's Who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U17792>.

<sup>100</sup> GRAHAM Sir John, entretien avec Martin Lamport, 7 mars 2016 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Graham.pdf>

<sup>101</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*, op. cit., p. 107.

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/3395/48, Graham to Walker, Tehran TL 433, 27th March, 1979.

Si son homologue américain n'a pas de liens particuliers avec le partenaire transatlantique, son expérience iranienne est plus ancienne. Après avoir servi pendant la guerre dans le Pacifique, puis étudié les relations internationales à l'université du Minnesota, Bruce Laingen intègre le service diplomatique en 1947. Cinq ans plus tard, il est affecté aux affaires économiques de l'ambassade américaine de Téhéran, quelques mois après le renversement de Mohammad Mossadegh. Il passe 3 ans en Iran, en comptant un an en tant qu'officier aux affaires politiques au consulat de Mechhed. De cette première affectation, il se rappelle la relation très cordiale, bonne, étroite entre les ambassades américaines et britanniques, dans un contexte de rétractation de la présence de la Couronne dans la région<sup>103</sup>. C'est également l'époque où s'approfondissent les relations entre Washington et Téhéran, occasion pour le jeune diplomate de goûter à l'hospitalité proverbiale des Iraniens et à la splendeur des sites d'Ispahan, d'Hamadan et de Mechhed. Assistant pendant un temps dans les bureaux du directeur du programme de développement Point Four, il y rencontre à plusieurs reprises Ardeshir Zahedi, le dernier ambassadeur du shah à Washington<sup>104</sup>. Ses autres affectations le conduisent en Grèce, en Afghanistan et à Malte, jusqu'au jour où se déroulent les cérémonies marquant la fin de la présence militaire britannique<sup>105</sup>.

Il garde évidemment vivace à l'heure de la révolution le souvenir d'un pays qui a « capturé la fascination de générations d'Américains, diplomates, missionnaires, éducateurs et aventuriers » :

« Comme eux, je suis tombé amoureux de la beauté austère de ses paysages et du bleu translucide de son ciel. J'ai été enchanté de l'amour des Perses pour les jardins, de l'attrait particulier exercé sur eux par le bruit des fontaines et par le penchant pour la poésie répandu chez de nombreux Iraniens. J'ai fini par comprendre comment l'austérité du paysage de la Perse était relevé par les riches couleurs de ses tapis et de son architecture, par-dessus tout par les mosquées majestueuses ornées de mosaïques dont la délicatesse de la pose met le bleu en valeur, mosquées qui rappellent aussi le rôle de l'islam dans l'histoire de l'Iran et dans la fabrique de la vie aux yeux de tous les Iraniens.

« Mon souvenir de l'Iran comprenait également la pauvreté grinçante de la majorité de sa population, dont les conditions de vie au village semblaient à jamais empêtrées dans le passé, et le contraste avec la richesse et l'arrogance de l'élite dirigeante depuis les origines de l'histoire de la Perse. Pourtant j'avais senti la manière dont ce gouffre était comblé d'une certaine manière par l'orgueil de tous les Persans né des gloires réelles ou rêvées d'un passé distant, de même qu'il l'était par la divergence des sentiments dont les Persans font preuve dans leur attitude à l'égard des étrangers : d'un côté une distance et une méfiance nées des expériences malheureuses de l'invasion ou de l'intrusion venues d'ailleurs, d'un autre une tradition d'hospitalité envers les étrangers inoubliable à ceux qui ont vécu ou voyagé dans ce pays. »<sup>106</sup>

## 2. Le resserrement des missions diplomatiques

La coutume de consultations entre les communautés diplomatiques présentes en Iran se poursuit pendant la révolution. Elle survit ainsi aux recompositions de leurs membres, qui obéissent avant tout aux

<sup>103</sup> LAINGEN L. Bruce., entretien avec Stuart Kennedy, 9 janvier 1993 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Laingen,%20L.%20Bruce%20.toc.pdf>.

<sup>104</sup> LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon*, op. cit., p. 2 et 4.

<sup>105</sup> L. Bruce Laingen [En ligne], Minnesota Historical Society [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://www2.mnhs.org/library/findaids/00685/00685\\_LaingenGhotbzadeh1.htm](http://www2.mnhs.org/library/findaids/00685/00685_LaingenGhotbzadeh1.htm)

<sup>106</sup> LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon*, op. cit., p. 4.



règles d'affectation particulières à chaque pays, avant d'être réinventée face aux contraintes de la crise.

Comme pour la période précédente, l'histoire personnelle conditionne peu une ouverture préférentielle au partenaire transatlantique. Aucun des Américains et Britanniques affectés en Iran n'a avec ce dernier de lien confirmé, par l'origine, le parcours migratoire, la formation ou le mariage. Les affectations précédentes des Britanniques aux États-Unis ou des Américains au Royaume-Uni sont en quantités négligeables, largement concurrencées par des carrières dans le monde arabo-musulman pour les premiers ou dans le reste du monde pour les seconds. Font exception à la règle les britanniques Edmond Barrett, vice-consul à Boston à la fin des années 1960, affecté à Téhéran en juillet 1979 comme premier secrétaire en charge des affaires administratives et consul, et David Clarke, troisième secrétaire à Washington au milieu des années 1960, nommé second secrétaire et consul à Téhéran en avril 1979.

Dans ce contexte, les échanges sont surtout guidés par les circonstances. Michael Metrinko, consul américain à Tabriz, se rappelle que les autres diplomates présents en Iran veulent souvent bénéficier des éclairages de l'ambassade des États-Unis vue l'importance de ses moyens par rapport aux leurs. Les échanges avec les Britanniques sont en revanche fréquents, car leurs compétences linguistiques les rendent « pas trop mauvais », justifiant « d'assez bons contacts » avec leur ambassade<sup>107</sup>. Pour le Britannique Martin Williams, premier secrétaire en charge des affaires commerciales jusqu'en avril 1980, les échanges avec les Américains sont à l'inverse d'une importance plus inégale et relative :

« Il nous arrivait de rencontrer à l'occasion des collègues de l'ambassade française, allemande et américaine pour comparer des notes, également des représentants des pays du *Commonwealth* comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Nous ne travaillions cependant pas ensemble dans la mesure où mon travail relevait des intérêts commerciaux britanniques, et ceci malgré la compétition éventuelle entre les entreprises de différents pays. Quand la situation s'est dégradée, évidemment, nous avons passé plus de temps à échanger des informations utiles et nous avons fait ce que nous avons pu pour nous aider réciproquement. Quand la situation est devenue plus chaotique, nous étions conscients que nous aurions des problèmes potentiels donc un intérêt partagé à les aborder. »<sup>108</sup>

Victor Tomseth, ancien consul à Chiraz devenu conseiller politique et chef de mission adjoint à Téhéran en février 1979, confirme la récurrence des contacts avec l'ambassade britannique, rendus d'autant plus nécessaires par les recompositions au sein du gouvernement iranien et de l'ambassade américaine :

« Après le départ du shah, parce que nous étions à l'ambassade dans un moment de transition, nous échangeons et voyions effectivement nos collègues britanniques de manière régulière, que ce soit du temps de l'ambassadeur Sullivan ou des deux chargés qui le remplacèrent après son départ. À mon niveau et à des niveaux inférieurs, selon le sujet, nos échanges étaient considérables. Mais quant à l'établissement d'une nouvelle relation et d'une nouvelle politique vis-à-vis de la nouvelle équipe à Téhéran, notre perception était celle d'un projet américain, non pas d'un projet bilatéral ou multilatéral. C'était quelque chose qu'il appartenait aux États-Unis de définir. Si nous apprécions certainement les conseils ou l'aide des Britanniques ou de quiconque pour le mettre en place, ce n'était pas un projet conjoint ou multilatéral. »<sup>109</sup>

Le hasard des affectations et la croissance de la crise conduisent à une instabilité de la communauté

<sup>107</sup> METRINKO Michael, entretien avec Stuart Kennedy, 26 août 1999 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Metrinko,%20Mike.toc.pdf>

<sup>108</sup> WILLIAMS Martin, entretien avec l'auteur, 29 avril 2020.

<sup>109</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, correspondance avec l'auteur, 8 août 2017

des iraniens. À l'ambassade britannique, David Miers anticipe dès le mois de mars 1979 l'absence pendant les congés estivaux de collaborateurs au rôle crucial, dont les trois seuls persanophones de la mission, en plus de la sienne : M. Williams, chargé des affaires commerciales, Gordon Pirie, vétéran iranien, chargé de l'information, Christine Laidlaw, David Reddaway, et Norman MacSween, récemment sortis de leur programme de formation linguistique. Pour cette raison, il obtient l'envoi en renfort de Christopher Rundle, chargé du Moyen-Orient au département de recherche du FCO, qui a effectué en 1978 une visite de familiarisation en Iran. D. Miers cite à l'appui de sa requête l'exemple des Américains, qui ont procédé à un renforcement de leur vivier d'iraniens persanophones pour compenser la réduction au strict niveau opérationnel de leurs effectifs depuis l'assaut du 14 février contre leur ambassade<sup>110</sup>.

Neuf mois plus tard, un second assaut contre la représentation américaine, prolongé par la prise en otage de ses occupants le matin du 4 novembre, conduit à une nouvelle recomposition de la communauté diplomatique. A l'exception de 6 diplomates exfiltrés à l'initiative de diplomates canadiens et des services de renseignement américains, l'ensemble du personnel de l'ambassade américaine est empêché. Bruce Laingen, Victor Tomseth et l'officier de sécurité Michael Holland sont détenus en résidence surveillée au ministère iranien des Affaires étrangères, où ils se sont rendus au moment de l'assaut. L'événement interrompt donc les formes locales de coopération traditionnelle entre les communautés diplomatiques. Il conduit également à une rétractation de leur activité, ainsi que de leur enracinement. Le 26 novembre, les effectifs de l'ambassade britannique sont réduits de moitié pour atteindre le nombre de 21 officiers<sup>111</sup>. L'évacuation d'une partie du personnel réduit la représentation britannique à son strict niveau opérationnel : en plus de l'ambassadeur demeurent deux conseillers, quatre officiers à la chancellerie, trois officiers rattachés aux affaires administratives, trois officiers consulaires, trois officiers militaires, deux agents de sécurité, trois officiers rattachés à la communication et une secrétaire.

Malgré la rétractation des effectifs de l'ambassade britannique, l'enlisement des négociations pour la libération des otages américains maintient jusqu'en 1981 une hémiplegie dans les représentations. Aux interactions locales qui nourrissaient jusque-là les échanges de renseignements diplomatiques succède la sollicitation américaine d'éclairages émanant des Britanniques toujours en poste en Iran. Celle-ci vient compléter la diffusion à Washington, par l'intermédiaire de *Massachusetts Avenue*, des télégrammes en provenance de Téhéran. Sollicitée à ce titre par les Américains, la visite de D. Reddaway à Washington est fortement encouragée par D. Miers. Ce dernier note que l'expertise linguistique de son collègue et sa fine connaissance du pays seraient d'un intérêt considérable pour Washington. Or, *Massachusetts Avenue* rencontre des difficultés pour obtenir des Américains des informations sur leur politique iranienne. Leur donner une opportunité de bénéficier des lumières du diplomate de retour d'Iran pourrait constituer une initiative utile. Il s'agit d'investir dans le développement de liens étroits avec les États-Unis sur la question, en capitalisant sur leurs difficultés à appréhender la scène iranienne<sup>112</sup>.

---

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/3395/48, Miers to Beamish, Tehran staffing, 28th March, 1979.

<sup>111</sup> TNA, FCO 8/3396/102a, Greenstock to Munro, PS, Tehran evacuation, 26th November, 1979.

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/3667/11, Miers to McGregor, Iran: UK support for US policy, 10th September, 1980.

D. Reddaway se rend à Washington du 15 au 21 septembre 1980. Il rencontre les membres du groupe de travail sur l'Iran mis en place par le département d'État, pour des échanges auxquels assistent notamment Charles Naas et George Lambrakis, ses anciens collègues de Téhéran. Le Britannique note que les membres du groupe ont été totalement renouvelés. La nouvelle équipe, dirigée par Ralph Lindstrom, ancien consul en Arabie saoudite, lui semble d'autant moins convaincante (« un groupe sans intérêt ») que ses membres avouent connaître très peu l'Iran, excepté Andy Sens, directeur adjoint du bureau iranien. Sa rencontre avec Peter Constable, secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, est plus constructive. D. Reddaway passe une matinée à la branche analytique de la CIA, auprès d'un groupe d'experts dont les questions lui semblent bien plus pertinentes que celles de leurs collègues du département d'État. Ils lui apparaissent manquer d'informations de première main permettant de démêler le vrai du faux dans leur appréhension des événements, mais l'attention qu'ils apportent aux informations qu'il apporte suscite l'impression du Britannique. D. Reddaway rencontre brièvement l'amiral Turner, dont la seule préoccupation semble être le degré auquel le mécontentement suscité par le gouvernement islamique est à même de se transformer en dissidence. Son dernier entretien est au CSN avec Gary Sick, dont les opinions lui semblent bien informées, mais arrêtées. G. Sick évoque la question de la confidentialité nécessaire aux échanges, blâmant les échelons inférieurs du département d'État pour les fuites dont l'administration a été victime. D. Reddaway note en conclusion de son rapport l'erreur d'appréciation des Américains quant à l'ampleur du développement du conflit entre l'Iran et l'Irak, déclenché lors de son séjour à Washington, remettant en perspective la capacité de projection des experts iranaisants du partenaire américain<sup>113</sup>. Ces derniers semblent d'autant plus reconnaissants aux Britanniques de la chance qui leur a été donnée d'échanger avec l'un des meilleurs iraniens de leur service diplomatique<sup>114</sup>.

### 3. La rétractation des réseaux du renseignement

Les échanges transatlantiques entre les iraniens permettent ainsi de compenser la rétractation des réseaux de renseignements consécutive à la crise. Les principaux officiers de l'antenne de la CIA en Iran sont en effet retenus en otage dans l'ambassade américaine de Téhéran : Thomas Ahern, qui a succédé à Howard Hart au poste de responsable pendant l'été, William Daugherty, un ancien Marine recruté par l'agence dans l'urgence de la révolution et arrivé en Iran à l'automne, Malcolm Kalp, un officier traitant, ainsi que Philip Ward, Clair Cortlandt Barnes et Jerry Miele, officiers aux communications<sup>115</sup>.

Côté britannique, la proximité avec le shah de George Webb, le chef de l'antenne du MI6, le rend *persona non grata* aux yeux du nouveau régime, ce qui conduit à sa réaffectation à Washington<sup>116</sup>. Il est remplacé par Clive Newell, mentionné dans les rôles de l'ambassade comme troisième secrétaire en

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/3667/13, Reddaway to Lamport, Trip to Washington, 29th September, 1980.

<sup>114</sup> TNA, FCO 8/3667/13, Lamport to Miers, Mr Reddaway's visit to Washington, 30th September, 1980.

<sup>115</sup> WEINER Tim, *Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA*, Paris, De Fallois, 2009, p. 504 et BOWDEN Mark, *Guests of the Ayatollah: The First Battle in America's War with Militant Islam*, New York, Atlantic Monthly Press, 2006, p. 52.

<sup>116</sup> LEACH Hugh, "Obituaries", *Asian Affairs*, 2008, vol. 39, n°2, p. 327-331.

charge des affaires commerciales. Interrogé sur ses activités, il ne confirme pas son appartenance aux services mais raconte avoir été averti par Peter Avery, professeur d'études iraniennes à Cambridge, qu'il risque de se faire recruter par le MI6 en commençant des études de persan. De ses collègues américains en Iran, C. Newell se rappelle le chargé d'affaires, Bruce Laingen, qui avait organisé une grande réception à son ambassade, Michael Metrisko, officier pour les affaires politiques, et le nom de Victor Tomseth, retenu prisonnier au ministère iranien des Affaires étrangères. Il se remémore l'image de certains, pris en otage le matin du 4 novembre, car il avait joué au tennis avec eux le weekend précédent, notamment un attaché militaire et un sergent des Marines<sup>117</sup>. Rapatrié lors de la réduction des effectifs de l'ambassade à la fin de l'année 1979, il revient en Iran au mois de février suivant mais doit finalement rentrer à Londres au mois d'avril, en amont de l'opération de sauvetage des otages américains<sup>118</sup>.

La rétractation des réseaux de renseignements en Iran conduit à la recentralisation de l'*intelligence sharing* dans les capitales. Ainsi, lorsqu'il rentre à Londres pour consultations en mars 1980, John Graham rencontre, outre les principaux iraniens britanniques, deux agents du renseignement américain<sup>119</sup>. Le premier, Thomas Braman, est directeur du centre d'analyse sur l'Iran au bureau de l'analyse politique de la CIA et représente le groupe de travail Iran du département d'État. Envoyé sur place à l'automne 1978, il est capturé lors de l'assaut du 14 février puis évacué<sup>120</sup>. Barry Stephenson, présenté comme un officier senior de l'ambassade américaine, travaille en fait pour le centre des opérations de la CIA<sup>121</sup>.

À Washington, Roger Carrick poursuit son travail de liaison auprès de la communauté américaine du renseignement. Ses mémoires évoquent une coopération qui fonctionne bien et s'avère inestimable<sup>122</sup>. Il est en relations régulières avec le bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, qui lui donne accès à un rapport sur le parlement iranien, rédigé par le directeur du bureau de l'analyse pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud George Harris<sup>123</sup>. Il travaille aussi avec les bureaux non-opérationnels de la CIA, passant de longues heures à Langley à échanger sur les analyses du renseignement avec les responsables du travail de liaison : Charles Allen, officier du renseignement national pour le contre-terrorisme, Gary Foster, directeur adjoint pour la planification et le développement, Robert Gates, alors directeur du Centre d'évaluation stratégique au bureau de la recherche stratégique, Evan Hineman, directeur adjoint associé pour la production et l'analyse et Frank Carlucci, directeur adjoint de l'Agence. En juin 1979, il accompagne Julian Bullard, sous-secrétaire d'État adjoint, lorsque ce dernier vient échanger avec lui sur les grands enjeux internationaux du moment<sup>124</sup>. R. Carrick se rappelle enfin Robert Ames avec admiration et affection, son principal interlocuteur à Langley sur les questions iraniennes

<sup>117</sup> NEWELL Clive, entretien avec l'auteur, 31 juillet 2018.

<sup>118</sup> NEWELL Clive, correspondance électronique avec l'auteur, 4 septembre 2022.

<sup>119</sup> TNA, FCO 8/3667/7, Hawkes to Walker, Sir J. Graham's programme, 26th March, 1980.

<sup>120</sup> BIRD Kai, *The Good Spy: The Life and Death of Robert Ames*, New York, Crown, 2014, p. 293.

<sup>121</sup> "Barry L. Stevenson", *The Record Herald*, 3rd February, 2015.

<sup>122</sup> CARRICK Roger, *Diplomatic Anecdote. Around the world in 40 years*, Londres, Elliott & Thompson, 2012, p. 122-123.

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/3572/209, Bureau of Intelligence and Research, Report No. 1408, The Iranian parliament (Majlis), 1980.

<sup>124</sup> TNA, FCO 8/3371/46, Carrick to Minister, Mr Bullard's call on Mr Carlucci at CIA on 25 June 1979 (Accompanied by JIC(L)Rep), 27th June, 1979.

jusqu'à son décès en avril 1983 lors de l'attaque-suicide contre l'ambassade américaine de Beyrouth.

Avec le recul, C. Newell reconnaît la réalité d'une relation « spéciale » entre Londres et Washington sur les questions de renseignements, sans pour autant les dépasser. Si elle est fondée sur un respect et une estime mutuels, à titre tant personnel que professionnel, elle ne doit cependant pas créer d'illusion :

« La relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis est très étroite sur les questions de renseignements, pour des raisons intéressées. Les capacités britanniques de renseignements électromagnétiques sont très bonnes et dépassent sur certains points celles des Américains. Il y a un accord de partage des tâches. Les Américains récoltent beaucoup de ces échanges, qui débordent dans les domaines diplomatiques et militaires. »<sup>125</sup>

Si, sur les questions iraniennes comme sur d'autres, la relation fonctionne bien car il y a beaucoup à partager, les échanges permettent de mesurer les rapports de puissance ressentie entre les partenaires :

« Les Américains connaissent et collectent beaucoup de renseignements qu'ils ne partagent avec personne. Je n'ai aucune illusion à ce sujet. Je sais que les Britanniques sont beaucoup plus généreux que les Américains en partie parce que leur puissance est plus faible : ils doivent donc donner plus pour obtenir quelque chose en retour. »<sup>126</sup>

À l'ombre de la défense des intérêts nationaux, les affinités culturelles qui ont présidé à l'émancipation du bilatéralisme pèsent de peu de poids, d'autant plus quand leur représentativité est érodée :

« Les Britanniques se plaisent à penser qu'ils ont des amis particuliers en Amérique. En pratique, c'est vrai dans une certaine mesure : nous partageons la langue et des affinités culturelles issues du monde britannique. Mais la population américaine n'est pas seulement composée d'Anglais, de Gallois, d'Écossais et d'Irlandais : elle vient de partout. [...] Nous ne devrions pas être surpris que les États-Unis prennent des décisions calculées dans leurs propres intérêts. Dans un monde d'États-nations, chacun défend finalement ses propres intérêts nationaux. Je pense que nous avons été un peu sentimental et romantique à l'idée que les Américains considèrent leurs relations aux Britanniques comme spéciales. Je ne crois pas que les Américains pensent en fait beaucoup aux Britanniques, pas autant en tout cas que nous pensons à eux. »<sup>127</sup>

Une génération après le « coup d'État » de 1953, qui avait montré le pouvoir de conviction des hommes du MI6 sur ceux de la CIA, les « relations spéciales » entre les services américains et britanniques témoignent ainsi d'une « fin de l'innocence » dans les enjeux et équilibres du bilatéralisme.

## B. Les forums d'interaction dans la crise iranienne

### 1. Les réseaux iraniens de Massachusetts Avenue et de Grosvenor Square

La recentralisation de l'*intelligence sharing* en réaction à la crispation de la crise iranienne renforce l'importance des *hubs* du bilatéralisme constitués par Massachusetts Avenue et Grosvenor Square. À Washington, la responsabilité du portefeuille du Moyen-Orient, détenu précédemment par Richard Muir, est redistribuée à John Robinson, Adrian Fortescue et John Fretwell. Le déroulement de leurs carrières témoigne d'une moindre expertise des affaires moyen-orientales que celle de leur prédécesseur.

<sup>125</sup> NEWELL Clive, entretien avec l'auteur, 31 juillet 2018.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> *Ibid.*

Après des études de lettres classiques à Oxford, J. Robinson rejoint le FCO dans lequel il multiplie les affectations relatives aux questions européennes, tant dans les murs de l'administration centrale qu'à l'étranger. Sa nomination à Washington succède à son ambassade à Alger aux lendemains du premier choc pétrolier<sup>128</sup>. A. Fortescue, fils d'un officier colonial, étudie aussi les lettres classiques au King's College de Cambridge. Après un cursus au MECAS, il rejoint l'ambassade d'Amman puis multiplie les affectations relevant de l'intégration européenne<sup>129</sup>. C'est l'expérience moyen-orientale de J. Fretwell qui semble la plus importante. Après des études de français et de russe à l'université de Lausanne et au King's College de Cambridge, il fait son service militaire dans le régiment royal d'artillerie et intègre le FCO en apprenant le mandarin. Ses premiers postes le conduisent à Hong Kong et à Beijing, avant de l'immerger dans les affaires du Golfe<sup>130</sup>. Titulaire du portefeuille relatif à Aden et au Yémen, il est confronté à la turbulence du Moyen-Orient à l'occasion de la crise de 1958 au Liban, qui conduit à une intervention américaine, et à l'assassinat de la famille royale irakienne, de l'ancien régent Abd al-Ilah et du Premier ministre Nouri Saïd lors du coup d'État du général Abdul Karim Qasim. Premier secrétaire à Washington en charge des affaires commerciales à la fin des années 1960, il y revient en tant que Ministre en 1980 en pleine crise des otages. Son appréciation de la « relation spéciale » est pragmatique :

« C'est une expression que j'ai toujours évitée et en laquelle je n'ai jamais cru. C'est simplement une relation étroite et constante, facilitée par la communauté de langue et de culture dans une certaine mesure. On n'a pas besoin de remonter à plus de 150 ans pour retrouver des racines communes. Elle est aussi facilitée par l'habitude de travailler ensemble et par un degré d'intimité fondé sur la confiance et sur le partage d'informations. Je pense qu'elle provient à plus d'un titre de la guerre, quand nous avons formé une alliance et conduit des opérations conjointes de grande ampleur en se fiant les uns aux autres, contrairement aux autres alliés. Malgré des contretemps, elle a persisté jusqu'à nos jours. Même de nos jours elle suppose un degré d'échange de réflexions et d'informations, sans réticence ni réserve, qui est plus instinctif dans la relation transatlantique que dans tout autre. [...] De mon temps, je n'ai abordé aucune question au sujet de laquelle ils n'étaient pas prêts à échanger. Le problème est que, quand vous souleviez une question, ils vous noyaient, ils vous amenaient des experts venant de toute la ville pour vous apporter le meilleur. C'est une relation substantielle. »<sup>131</sup>

De manière classique, l'ambassadeur Henderson est en relation avec des interlocuteurs de rang ministériel : le secrétaire d'État, Cyrus Vance, le secrétaire d'État adjoint, Warren Christopher, les secrétaires d'État adjoint aux affaires politiques, David Newsom, et au Proche-Orient, Harold Saunders, le directeur du bureau de la planification, Anthony Lake, le secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale, Robert Murray, et Zbigniew Brzezinski au CSN. J. Robinson, A. Fortescue et J. Fretwell consultent les iraniens de niveau intermédiaire comme Henry Precht et son adjoint Carl Clement au bureau iranien, George Quincey Lumsden, directeur adjoint pour la péninsule Arabique et Peter Constable, l'adjoint d'H. Saunders, au département d'État, ainsi que Gary Sick, Robert Hunter et James Rentschler aux bureaux ouest-européen et moyen-oriental du CSN. Les dimensions économiques des

<sup>128</sup> SAMPSON Anthony, "Obituary: John Robinson", *The Independent*, 5th February, 1998

<sup>129</sup> "Sir Adrian Fortescue", *The Times*, 31st August, 2004.

<sup>130</sup> "Sir John Fretwell", *The Times*, 7th April, 2017.

<sup>131</sup> FRETWELL Sir John, entretien avec Jane Barder, 15 février 1996 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Fretwell.pdf>

négociations pour la résolution de la crise des otages mobilisent par ailleurs les titulaires des portefeuilles concernés à l'ambassade, tels Thomas Bridge et Derek Thomas, en lien avec Richard Cooper, sous-secrétaire d'État aux affaires économiques. Leur travail de gestion des litiges commerciaux bilatéraux et internationaux est considérablement affecté par la politique de sanction américaine :

« L'extraterritorialité était l'un des grands sujets à l'époque, et les Américains cherchaient toujours à mettre en place des mesures qui avaient des conséquences sur la juridiction des autres pays. Ils promulguaient des textes qui avaient des effets sur les entreprises travaillant en France ou au Royaume-Uni. Au-delà de la relation spéciale et des bonnes relations que nous entretenions avec les États-Unis, nos gouvernements étaient toujours les premiers à chercher à freiner les Américains et à les empêcher de légiférer de manière à pouvoir appliquer des lois américaines dans d'autres pays. »<sup>132</sup>

À Londres, le portefeuille moyen-oriental, aux mains d'April Glaspie jusqu'en 1980, échoie ensuite à James Hooper. Sa carrière diplomatique et son histoire personnelle montrent une double connexion au partenaire transatlantique et au monde arabe. La famille de son père est originaire de Cornouailles (Angleterre). Le père de son épouse, née à Alep (Liban), travaille au collège américain de la ville et à l'université américaine de Beyrouth. Après des études de relations internationales à Columbia, ouvertes sur les études moyen-orientales à l'École du service international de l'université américaine de Washington, il intègre le service diplomatique en 1971. Il y multiplie les affectations liées au monde arabe : il est vice-consul à Dharan, officier politique à Damas et Tripoli, analyste pour la Syrie, la Jordanie et l'Iran au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État pendant la révolution iranienne. De Grosvenor Square, il perçoit le potentiel de crispation de l'Alliance constitué par les questions moyen-orientales, mais compensé par l'élan de solidarité diplomatique répondant à la crise des otages :

« C'était une question essentielle. [Les Britanniques] avaient un ambassadeur en Iran, qui était plutôt bon. [...] Il revenait de temps en temps et je l'emmenais avec quelques collègues pour qu'il échange avec nous. Il allait aussi à Washington pour partager ses perspectives avec le gouvernement. C'était une personne extraordinaire. Il a atteint un haut rang au Foreign Office, mérité. Il nous aidait à remettre les choses dans leur contexte. Il expliquait ce qu'il comprenait des tensions entre les différents éléments du gouvernement iranien et de ce qu'il s'y passait. Il était très utile d'avoir cette perspective de terrain venant de quelqu'un qui dirigeait une mission diplomatique, qui travaillait avec ces personnes. Cela aidait beaucoup à remettre la relation en perspective. Et je pense qu'à Washington c'était apprécié, comme l'était toute information qu'ils partageaient, car ils partageaient beaucoup. Ils nous donnaient accès aux télégrammes qu'ils recevaient, souvent, nous nous échangeons les télégrammes. »<sup>133</sup>

L'importance du rôle de l'ambassadeur est également perçue par Kingman Brewster, qui remercie Peter Carrington du rôle « admirable et amical » de J. Graham dans la préparation d'une lettre exprimant l'inquiétude des États européens au sujet de la détention des otages. L'ambassadeur américain en profite pour rendre hommage à l'assistance fournie par les membres du bureau du Moyen-Orient, dans le contexte des échanges réguliers au sujet de l'Iran. Citant nommément David Miers, Stephen Lamport et Frances Grier, il évoque leur contribution aux analyses américaines des développements en Iran, leur

<sup>132</sup> THOMAS Sir Derek, entretien avec Jill Sindal, 10 juillet 2002 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Thomas.pdf>

<sup>133</sup> HOOPER James, entretien avec Stuart Kennedy, 26 octobre 2006 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2018/08/Hooper-James-R.pdf>.

volonté de faciliter la libération des otages et leur aide ayant permis d'affiner la pensée des iraniens américains dans leur effort de réinvention de la relation entre Washington et Téhéran<sup>134</sup>. Au quotidien, l'ambassadeur est également en contact avec Ian Gilmour, Lord du Sceau privé, et Michael Palliser, sous-secrétaire d'État permanent au FCO et chef du service diplomatique. Malgré les fausses notes et contretemps ponctuels sur la partition bien orchestrée du bilatéralisme, le souvenir est bien celui de deux partenaires en phase, parfois monotone, comme le regrette Thomas Simons, alors conseiller politique :

« Je parlais avec un sénateur américain et me plaignais du fait qu'il était difficile de trouver un moment où l'on était en désaccord avec les Britanniques. J'appelais alors Patrick Moberly [sous-secrétaire d'État adjoint à la défense et à la sécurité internationale entre 1976 et 1981] et lui dis : 'Patrick, j'étais juste en train de dire au sénateur que j'ai passé six mois à trouver quand vous n'étiez pas en accord avec moi'. Il m'a regardé et m'a répondu : 'Quand était-ce ?' C'était ce genre de frustration. »<sup>135</sup>

## 2. Les agendas dissonants des visites ministérielles

En complément aux échanges de renseignements recentralisés dans les capitales et aux coopérations traditionnelles entre les ambassades et les gouvernements, les déplacements d'iraniens de rang ministériel contribuent à fonder la stratégie des partenaires dans le contexte de la crise des otages. Alan Munro, directeur du département du Moyen-Orient, profite ainsi d'un déjeuner de travail suivant une réunion du conseil de l'OTAN en 1979 pour échanger avec Robert Murray, secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale, et William Crawford, secrétaire d'État adjoint au Proche-Orient et à l'Asie du Sud<sup>136</sup>. Le diplomate rend compte des impressions retirées de sa visite dans le golfe Persique, qui l'a conduit du 31 mai au 12 juin de Téhéran à Dubaï, en passant par Riyadh, Dharan, Doha, Bahreïn, Abu Dhabi et Mascate<sup>137</sup>. Il s'agit de nourrir les réflexions que les deux Américains doivent avoir ensuite avec John Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient au FCO. Des échanges émergent la dépendance américaine pour l'expertise britannique concernant l'effondrement du pouvoir impérial et l'enracinement de la République islamique, mais aussi les divergences potentielles d'intérêts et de perspectives dans la région. A. Munro stipule avoir clairement exprimé aux Omanais que le soutien militaire proposé par les Britanniques n'entend pas concurrencer celui offert par les Américains : selon W. Crawford, l'aide proposée par Washington est prévue pour être logistique, mais les États-Unis envisagent de maintenir un temps un détachement naval en mer d'Oman. Par ailleurs, A. Munro s'inquiète dans son rapport à J. Moberly d'une information communiquée par R. Murray, selon laquelle les Américains envisagent plusieurs options militaires pour la région : il espère que l'analyse qu'il lui a fournie a pu aider à réfréner quelques-unes des idées les plus interventionnistes des Américains, que craignent apparemment autant les diplomates du FCO que les principaux acteurs concernés au Moyen-Orient.

<sup>134</sup> TNA, FCO 8/3585/252, Brewster to Carrington, 1st April, 1980.

<sup>135</sup> SIMONS Thomas, entretien avec Stuart Kennedy, 22 juillet 2004 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2012/09/Simons-Thomas-W1.pdf>.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/3287/11, Munro to Moberly, Briefing the Americans on our Arabian tour, 21st June, 1979.

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/3303/53, Tour of the Arabian Peninsula and the Gulf by Mr A G Munro, 30 May-12 June, 29th May, 1979



Afin d'obtenir le plus de soutien possible à la politique de sanctions répondant à la prise en otage du personnel de son ambassade, Washington dépêche des émissaires à Londres et dans les autres capitales européennes. Les Britanniques s'avèrent de fait réticents à s'engager indépendamment des autres membres de la Communauté, en seule vertu de sa « relation particulière » avec les Américains. George Vest, secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes, se rend ainsi à Londres, Paris et Rome en décembre 1979, tandis que Richard Cooper, sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, se rend à Bonn et à Berne, où il doit de plus rencontrer des représentants du gouvernement japonais<sup>138</sup>. En mars 1980, Harold Saunders se rend à Londres, pour consulter Grosvenor Square, puis dans d'autres capitales européennes. La visite, tenue secrète, est cependant annoncée au FCO par une source à Grosvenor Square ayant requis l'anonymat et demandé explicitement que l'information ne soit pas rapportée à Massachusetts Avenue. Peter Carrington en fait pourtant état à Nicholas Henderson cinq jours plus tard par télégramme<sup>139</sup>. Au mois de mai, H. Saunders informe J. Fretwell à Washington de son intention de venir en Europe avec Henry Precht, le directeur du bureau iranien au département d'État, afin de prendre contact avec les gouvernements qui pourraient appuyer les négociations en cours du point de vue diplomatique en faisant pression sur l'Iran. Si les Américains ne prévoient pas de passer par Londres, dans la mesure où ils sont en parallèle en consultations avec les Britanniques, J. Fretwell répond à H. Saunders qu'il pense qu'une étape y pourrait être utile<sup>140</sup>. Le surlendemain, H. Precht confirme aux Britanniques qu'un passage par Londres, organisé par Grosvenor Square, est prévu en complément des visites à Paris, Bonn, Vienne et Berne. Le voyage est confidentiel, même si l'absence d'H. Saunders pendant une semaine promet d'être remarquée<sup>141</sup>. Le 22 mai au matin, les Américains rencontrent J. Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient au FCO, et Donald Maitland, secrétaire permanent au département de l'Énergie pour des consultations relatives à la sécurité et à la libération des otages<sup>142</sup>. Au milieu du mois de juillet, H. Saunders prévoit un nouveau séjour à Londres, pour y rencontrer deux contacts iraniens. P. Carrington signifie son intérêt d'échanger avec lui sur les questions iraniennes et proche-orientales<sup>143</sup>. La défection des Iraniens contraint l'Américain à repousser sa visite à Londres, tout en confirmant son désir d'échanger à cette occasion avec son homologue britannique J. Moberly<sup>144</sup>.

Les questions iraniennes apparaissent aussi à l'agenda des échanges ministériels de portée plus générale. Le 1<sup>er</sup> février 1980, Thomas Bridge, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO, se rend à Washington à la tête d'une délégation de représentants des Affaires étrangères et de la Défense pour échanger sur les enjeux de la vente d'équipements militaires à la Chine. Les Britanniques prévoient que les Américains soulèvent à cette occasion la question de la réticence britannique à appliquer des sanctions économiques

<sup>138</sup> TNA, FCO 8/3367/594, Henderson to FCO, Washington 4061, Iran: Vest's visit, 5th December, 1979.

<sup>139</sup> TNA, FCO 8/3584/171, Carrington to Washington, FCO 533, US/Iran, 18th March, 1980.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/3587/396, Henderson to FCO, Washington 1847, Iran, 13th May, 1980.

<sup>141</sup> TNA, FCO 8/3587/401, Henderson to FCO, Washington 1893, US/Iran, 15th May, 1980.

<sup>142</sup> TNA, FCO 8/3587/429, Carrington to Tehran, FCO 306, Iran/US, 22nd May, 1980.

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/3588/506, Carrington to Washington, FCO 1246, 14th July, 1980.

<sup>144</sup> TNA, FCO 8/3588/511, Henderson to FCO, Washington 2547, 18th July, 1980.

et commerciales contre l'Iran et sollicitent des éléments de langage pour justifier leur position face à des questions qu'ils pressentent inquiètes, sinon intrusives<sup>145</sup>. Au mois de mai, dans ce contexte de tensions bilatérales, Julian Bullard, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO, s'entretient au département d'État avec H. Precht, H. Saunders et son adjoint Peter Constable pour assurer les Américains de la volonté de Londres de contribuer de manière positive à la résolution des dilemmes américains en Iran. À l'aune des documents rédigés par chacun en amont de la rencontre, les Américains notent avec satisfaction qu'ils sont sur la même longueur d'onde que les Britanniques sur les questions diplomatiques. Envisageant un déplacement en Europe, les Américains montrent de l'intérêt pour un entretien avec John Graham, afin de se nourrir de son expérience récente du terrain. Au CSN, David Aaron confirme plus tard à J. Bullard qu'une visite de l'ambassadeur à Washington serait plus que bienvenue à ce titre<sup>146</sup>. Dans les tensions palpables de la résolution laborieuse de la crise des otages, la volonté partagée de maintenir un dialogue régulier traduit la préoccupation des partenaires à influencer l'autre dans le sens de ses intérêts.

### 3. Les conversations bilatérales sur les conséquences régionales de la crise

Au-delà de la crise des otages, les conséquences de la révolution sur les équilibres ménagées par les Occidentaux au Moyen-Orient mobilisent la réflexion des partenaires dans le cadre de conversations bilatérales. À la fin janvier 1980 sont prévues à Londres des consultations sur le golfe Persique et la base de Diego Garcia, située dans l'océan Indien<sup>147</sup>. La délégation américaine est dirigée par Reginald Bartholomew, directeur pour les affaires politico-militaires au département d'État. Elle rassemble David McGiffert, secrétaire à la Défense adjoint pour les affaires de sécurité internationale, son collaborateur Arthur Dewey, Walter Slocombe, sous-secrétaire à la Défense adjoint pour la politique, l'amiral James Lyons, du Comité des chefs d'État-major interarmées, David Gompert, directeur adjoint du bureau des affaires politiques et militaires au département d'État, et James Thompson, du bureau de coordination de la défense au CSN. La délégation britannique est emmenée par Patrick Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint à la défense et à la sécurité internationale, et John Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient au FCO. Elle réunit des représentants du département de l'Afrique de l'Est, de l'Afrique du Sud, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Nord, de la Défense et de la planification<sup>148</sup>.

Quelques jours plus tôt, dans son discours sur l'état de l'Union, Jimmy Carter a annoncé sa volonté de renforcer la présence militaire occidentale dans l'océan Indien pour pouvoir disposer de forces prêtes à se déployer au besoin. L'objectif des conversations est de discuter des modalités d'accès aux installations terrestres et aux espaces aériens permettant aux forces en question d'accéder à la région. Les Américains sont intéressés par l'usage de l'île de Diego Garcia, intégrée au territoire britannique de l'océan

---

<sup>145</sup> TNA, FCO 8/3602/21, Palmer to Tatham, COCOM: bi-lateral talks with the Americans, 29th January, 1980.

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/3586/367, Bullard to Miers, Iran: hostage problem, 7th May, 1980.

<sup>147</sup> TNA, FCO 8/3469/1, Henderson to FCO, Washington 229, UK/US consultations on the Gulf and Diego Garcia, 15th January, 1980.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/3469/10, Anglo/US talks on the Indian Ocean, 26 January 1980, Summary Record, 26th January, 1980.

Indien, sur laquelle l'installation d'infrastructures militaires leur a été accordée par Londres en 1966<sup>149</sup>.

En mars, lorsque R. Bartholomew revient vers Londres pour fixer les modalités de la deuxième session des échanges, le FCO suggère que des conversations séparées sur Diego Garcia soient organisées séparément lors d'une deuxième journée<sup>150</sup>. L'agenda prévoit d'aborder par ailleurs les développements de la pensée américaine sur la politique de défense de la région du Golfe et de l'océan Indien. Sur Diego Garcia, les Britanniques envisagent d'échanger sur les implications militaires et politiques des propositions américaines, ainsi que les problèmes administratifs en résultant<sup>151</sup>. Dès l'ouverture des conversations, le 16 avril, le directeur pour les affaires politico-militaires au département d'État déclare que les deux parties devraient se consulter plus fréquemment. La quantité des questions à traiter et l'urgence de la situation stratégique le demandent. Il suggère ainsi qu'une autre session de conversations ait lieu à Washington au mois de juin. Les Américains sont en effet décidés à travailler étroitement avec les Britanniques afin d'échanger leurs perspectives et d'éviter les conflits d'intérêts potentiels dans certains pays. P. Moberly convient de la valeur des conversations et donne son accord de principe à leur poursuite dans le cadre d'une troisième session à la fin du printemps à Washington<sup>152</sup>. Celles-ci ont lieu le 16 juin, ébruitées par la BBC, au grand dam du FCO, qui aurait souhaité en effet garder le plus de discrétion possible sur les échanges, pour épargner au gouvernement britannique des critiques contre l'extension controversée des installations militaires sur une île dont l'occupation a déjà été dénoncée<sup>153</sup>.

Au département du Moyen-Orient du FCO, Kevin Passmore met en perspective l'utilité des consultations bilatérales, dont une nouvelle session est prévue en octobre, avec les perspectives électorales :

« L'Iran et la péninsule Arabique ont fini par causer beaucoup d'inquiétude stratégique immédiate pour l'administration américaine, cependant que le prestige américain dans la région a en même temps atteint un niveau historiquement bas. Certaines de nos représentations dans le Golfe ont relevé le profil bas gardé par les diplomates américains dans la péninsule, motivé peut-être en partie par un manque de véritable connaissance des intentions de l'administration et en partie du fait d'un manque de volonté à le faire savoir aux gouvernements de la région. [...] Quel que soit le candidat vainqueur aux élections présidentielles du mois de novembre, il y aura une réelle nécessité pour les Américains d'expliquer leur politique plus clairement aux États de la région et en particulier d'expliquer pourquoi, étant donné leur éloignement géographique de la région, il leur est nécessaire – à la différence des Soviétiques – de disposer d'installations pour leurs forces armées. En même temps, il ne serait pas une mauvaise idée de tenter de persuader les Américains de nous [souligné] dire quelles sont leurs intentions. »<sup>154</sup>

Le diplomate recommande donc d'aborder les questions relatives à la région lors d'une éventuelle session à venir des conversations. Leur coïncidence avec la visite de David Newsom et Harold Saunders à Londres, prévue le 21 novembre, conduit le FCO à suggérer de réunir les deux délégations pour les discussions relatives au Golfe. L'annulation du déplacement des deux secrétaires d'État adjoints laisse

<sup>149</sup> *United Nations, Treaty Series*, 1967, No. 8737, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and United States of America, Exchange of notes constituting an agreement concerning the availability for Defense purposes of the British Indian Ocean Territory (with annexes), London, 30 December 1966, p. 273-290.

<sup>150</sup> TNA, FCO 8/3469/12, Fall to Watkins, Anglo-US talks on the Indian Ocean, 14th March, 1980.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/3469/13, Watkins to Wallace, UK/US talks on the Indian Ocean, 19th March, 1980.

<sup>152</sup> TNA, FCO 8/3469/36, Anglo/US talks on the Indian Ocean 16/17 April 1980, Record of Meeting, 17th April, 1980.

<sup>153</sup> TNA, FCO 8/3469/42, Carrington to New Delhi, FCO 456, Diego Garcia, 16th June, 1980.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/3452/1, Passmore to Palmer, UK/US consultations on the Middle East, 5th September, 1980.

la direction de la délégation américaine à Joseph Twinam, sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires du Proche-Orient et d'Asie du Sud. Après la session du matin consacrée à l'océan Indien, il échange sur le Golfe, aux côtés de James Hooper, chargé du Moyen-Orient à Grosvenor Square, lors d'un déjeuner de travail avec J. Moberly et David Miers. Les Britanniques évoquent des discussions utiles, quoique confuses et déstructurées, d'où émergent ni réelles nouveautés ni différences de perceptions frappantes. Ce sont encore les développements sur l'Arabie saoudite que retiennent en premier lieu les diplomates du FCO, car les Américains y sont plus documentés. Les questions iraniennes ne sont abordées qu'à la marge : les partenaires évoquent la nervosité du Koweït devant les conséquences du développement de la guerre entre l'Iran et l'Irak ayant éclaté à l'automne. Les discussions se concluent sur un questionnement quant à l'efficacité de la coopération entre les missions diplomatiques américaines et britanniques dans la région et sur un accord quant à l'importance de poursuivre les consultations bilatérales<sup>155</sup>.

### C. Les visages différenciés des iraniens

#### 1. Les prismes de la connaissance

La révolution se traduit par une acculturation des iraniens aux réalités locales. Leur renouvellement partiel montre la mobilisation d'acteurs choisis de préférence pour leur familiarité à la langue et la culture, ou bien leur expérience préalable du terrain, qu'elle relève du cadre personnel ou professionnel.

Ce phénomène d'acculturation est d'abord visible à l'analyse de leur cursus universitaire. Par rapport à la période 1976-1979, le niveau d'études augmente chez les iraniens britanniques et se maintient à un haut niveau chez les Américains. Le diplôme de premier cycle reste majoritaire au Royaume-Uni (40%), celui de deuxième cycle aux États-Unis (50%). Le pourcentage d'Américains titulaires d'un doctorat est 7 fois plus important que celui des Britanniques (21% contre 3%). Les sciences humaines dominent de manière écrasante chez les iraniens britanniques (88%), tandis que les sciences sociales (55%) disputent la majorité aux sciences humaines (40%) chez les iraniens américains. La ventilation des disciplines d'études confirme les lignes de partage observées précédemment. Les lettres classiques et l'histoire dominant au Royaume-Uni, d'une courte tête devant les langues françaises et russes. Aux États-Unis, l'histoire, les relations internationales, les sciences politiques et gouvernementales se disputent toujours la prééminence et constituent une majorité des diplômés. La plus forte représentation des études orientales témoigne d'une meilleure spécialisation des acteurs américains mobilisés en réaction à la révolution.

Comme on l'a observé dans les cas de George Lambrakis, Philip Stoodard et Gary Sick, toujours aux affaires iraniennes depuis le milieu des années 1970, les sujets de recherches témoignent d'une sensibilisation précoce de certains acteurs à la région, dont ils deviennent ensuite les meilleurs spécialistes.

---

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/3452/2, Moberly to Miers, Anglo/US talks on the Middle East, 5th November, 1980 et FCO 8/3452/3, Moberly to Fretwell, UK/US talks in the Gulf, 26th November, 1980.

Charles Jefferson, analyste pour le Moyen-Orient à l'agence du renseignement du Pentagone (DIA) dès 1979, a soutenu quatre ans plus tôt à Claremont une thèse de doctorat sur la bureaucratie, la diplomatie et l'origine de la guerre froide<sup>156</sup>. Robert Hunter, chargé de l'Europe occidentale puis du Moyen-Orient au CSN, a travaillé à la LSE sur les origines de l'Alliance atlantique et publié sous les auspices de l'IISS de Londres un « Adelphi paper » sur le dilemme soviétique au Moyen Orient<sup>157</sup>. George Harris, directeur Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État à partir de 1979, est un spécialiste de la Turquie : il soutient à Harvard un mémoire sur l'éducation en Turquie puis une thèse sur l'histoire politique du pays au début de la guerre froide ; il publie dix ans plus tard un premier ouvrage sur les origines du communisme dans le pays<sup>158</sup>. Barry Rosen, attaché de presse de l'ambassade américaine de Téhéran, a consacré son mémoire de master à Abul A'la Maududi, un religieux islamiste de Lahore, héraut de l'établissement d'un État islamique au Pakistan<sup>159</sup>.

Parmi les cursus représentatifs des iraniens transatlantiques figure celui de Moorhead Kennedy, conseiller aux affaires économiques et commerciales à Téhéran à partir de 1978, après avoir été en poste à Ta'izz (Yémen) et à Beyrouth (Liban) dans les années 1960. Il intègre l'université de Princeton en 1948 où il devient le premier étudiant de première année à étudier l'arabe. Sa thèse de fin d'études, consacrée à l'origine et au développement de la théorie coloniale française sur les questions algériennes au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lui permet de commencer à appréhender le regard que l'Occident porte sur le Moyen-Orient<sup>160</sup>. Les Algériens qui expulsent les Français lui apparaissent en précurseurs des Iraniens rejetant les Occidentaux à la fin des années 1970. À l'été 1950, il visite l'Iran pour la première fois. Il voyage avec un foreur de puits de Tabriz au nord-ouest jusqu'à Chiraz au sud. Il se rappelle avoir mangé des oignons dans l'ombre des arcades d'un village et ressenti toute la magie de l'Iran que sa captivité ne parvient pas à violer trente ans plus tard. Il perçoit aussi le ressentiment latent envers les Occidentaux d'Iraniens conscients de la duplicité de leur discours et des intérêts de leurs ingérences. À Princeton, il développe également un intérêt pour la théologie, auquel ont dû contribuer par anticipation la confession unitarienne de sa mère et les enseignements reçus à l'école épiscopaliennne de Groton. Il rentre ensuite à l'école de droit de Harvard, où il se spécialise dans le droit islamique<sup>161</sup>. Il consacre dans ce cadre une année à l'apprentissage de l'arabe au MECAS de Chemlane : l'école linguistique administrée par le

<sup>156</sup> JEFFERSON Charles, *Bureaucracy, diplomacy and the origins of the Cold War*, thèse de doctorat, relations internationales, Claremont, Claremont Graduate School, 1975.

<sup>157</sup> HUNTER Robert, *The Brussels Treaty and the origins of the North Atlantic Treaty Organisation*, thèse de doctorat, relations internationales, Londres, London School of Economics, 1969; *The Soviet dilemma in the Middle East*, Adelphi papers n°59-60, Londres, International Institute for Strategic Studies, 1969.

<sup>158</sup> HARRIS George, *Education in the Republic of Turkey*, mémoire, histoire, Cambridge, Harvard University, 1952; *A political history of Turkey, 1945-50*, thèse de doctorat, histoire, Cambridge, Harvard University, 1957; *The origins of communism in Turkey*, Stanford, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1967.

<sup>159</sup> ROSEN Barry, *The religio-political thought of Maulana Mawdudi and the Jama'at-I-Islami of Pakistan*, mémoire de master, science politique, Syracuse, Syracuse University, 1967.

<sup>160</sup> KENNEDY Moorhead, *The Origin and Development of the French Attitude towards the North African Native 1830-1870*, thèse de fin d'études, études arabes et islamiques, Princeton, Princeton University, 1952

<sup>161</sup> KENNEDY Moorhead, *The theory and functions of inheritance in Massachusetts, and according to Islamic law*, thèse de doctorat, droit, Cambridge, Harvard Law School, 1959.

FCO accueille en effet des étudiants indépendants. M. Kennedy est le premier Américain à suivre ses enseignements, cependant interrompus par l'éclatement de la guerre civile au Liban<sup>162</sup>.

Mais c'est l'itinéraire de John Limbert, chargé des affaires politiques à Téhéran pendant la révolution, qui constitue l'exemple le plus achevé de l'iranien américain. Son père travaille en Iran pour le programme d'assistance aux pays en voie de développement lancé par Harry Truman en 1949. Le jeune John l'y rejoint à l'été 1962<sup>163</sup>. Il visite Ispahan, Chiraz et les montagnes de l'Elbrouz. Il est frappé par un peuple pétri de puissantes traditions. Sa fascination pour la culture locale le conduit à suivre un cours de persan à la société irano-américaine de Téhéran. Arrivé en cours du cursus, il étonne son enseignant par sa capacité à restituer la justesse des sons de la langue d'Hafez. Rentré aux États-Unis, il rejoint le Centre du Moyen-Orient de Harvard (1962-1963) où il suit le cours d'histoire islamique de Hamilton Gibb, l'un des plus éminents orientalistes de l'époque. Né à Alexandrie de parents écossais, H. Gibb étudie les langues sémitiques à Edimbourg puis l'arabe à la SOAS. Il y soutient une thèse sur la conquête musulmane de la Transoxiane, à l'époque omeyyade et abbasside. Pendant l'entre-deux-guerres, il enseigne à la SOAS et contribue à la publication de l'*Encyclopaedia of Islam*. Titulaire d'une chaire au St John's College d'Oxford à partir de 1937, il devient enseignant à Harvard en 1955<sup>164</sup>. J. Limbert revient en Iran en 1968 pour mener ses recherches doctorales à l'Institut asiatique de Shiraz. Il publie dans la revue *Iranian Studies* un article sur les origines et l'apparition des Kurdes dans l'Iran préislamique. Il soutient sous la direction de Richard Frye une thèse sur la cité de Shiraz à l'âge du poète Hafez<sup>165</sup>.

Comme leur collègue Michael Metrinko, J. Limbert et B. Rosen font partie de ces cohortes engagées dans le Corps de la paix. Leur volontariat en Iran participe de leur éducation à la diplomatie. Leur préparation se superpose à leurs apprentissages universitaires pour sédimenter une familiarité durable avec le pays. J. Limbert suit à Ann Arbor (Michigan) un cursus de dix semaines dont il vante *a posteriori* la qualité : en plus de six heures de cours de langue quotidiens, les futurs volontaires peuvent entendre des intervenants extérieurs comme l'ancien agent du renseignement Richard Cottam<sup>166</sup>. B. Rosen reçoit dans le Vermont un enseignement linguistique et culturel généraliste pendant trois mois. Il est encouragé à lire le plus possible pour s'imprégner du pays par anticipation. A la fin de son entraînement, J. Limbert est nommé au lycée de Sanandaj, capitale du Kurdistan iranien, où il organise des cours du soir. Devenu professeur à Chiraz, il assure à son tour l'entraînement des volontaires du Corps de la paix. B. Rosen enseigne l'anglais à l'Académie nationale de police de Téhéran, l'une des institutions les plus dotées du pays.<sup>167</sup> L'ombre de l'autoritarisme impérial est perçue de manière sensible. Le professeur Rosen se fait

<sup>162</sup> KENNEDY Moorhead, *The Ayatollah in the Cathedral*, New York, Hill & Wang, 1986, p. 14-17.

<sup>163</sup> LIMBERT Ambassadeur John, entretien avec Stuart Kennedy, 30 mai 2006 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2012/09/Limbert-John.pdf>.

<sup>164</sup> HOURANI Albert, Gibb, Sir Hamilton Alexander Rosskeenlocked (1895–1971) [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/31143>.

<sup>165</sup> LIMBERT John, "The Origins and Appearance of the Kurds in Pre-Islamic Iran", *Iranian Studies*, 1968, vol. 1, n°2; *Shiraz in the age of Hafez*, thèse de doctorat (relations internationales), Cambridge, Harvard University, 1974.

<sup>166</sup> LIMBERT Ambassadeur John, entretien avec Stuart Kennedy, *op. cit.*

<sup>167</sup> ROSEN Barbara, ROSEN Barry, *The Destined Hour. The Hostage Crisis and One Family's Ordeal*, Garden City, Doubleday & Company, 1982, p. 10-11.

ainsi réprimander par le général de l'Académie de police pour avoir mis en perspective devant ses cadets les fastes du couronnement impérial de 1967 avec la pauvreté des villages ruraux qu'il a visités. Les volontaires n'en éprouvent pas moins une fascination croissante, teintée de respect et d'intérêt, pour la société et la culture iranienne. Dès leur arrivée, tous sont frappés par l'hospitalité de la population, dont ils gardent un souvenir nostalgique bien des années plus tard. J. Limbert évoque ainsi l'un de ses premiers dîners en Iran : « Il y avait peut-être quinze personnes, de la famille et des amis, assis autour d'un tissu sur le sol devant un délicieux plat de *zereshk polo*, du poulet avec du riz agrémenté de baies d'épine-vinette. Les gens se levaient et s'asseyaient. Toute personne qui se présentait était la bienvenue. »<sup>168</sup> Pour B. Rosen, l'Iran devient à de nombreux égards une seconde maison. De ses mémoires iraniennes transparaît son acculturation presque amoureuse au quotidien de la vie à Téhéran : « Durant ces années au Corps de la paix, ma tendance à idéaliser comme mon inclination pour la poésie et les manières iraniennes m'ont rendu trop attaché [*romantic*] au pays pour l'observer de manière objective. Cependant, je savais que l'Iran était débraillé, désorganisé, obsédé par la mise en scène jusqu'à l'absurde, se voilant la face pour mieux la sauver, quelles que soient la situation et les conséquences. »<sup>169</sup>

## 2. La maîtrise de la langue

Le renouvellement de la communauté des iraniens n'aboutit pas toujours à une meilleure représentation des persanophones en leurs rangs. L'analyse prosopographique révèle certes une légère augmentation de leur nombre dans les administrations centrales ou les ambassades de Londres, Washington, New York et Téhéran. Celui-ci atteint 11 côté britannique et 18 côté américain. Cependant, le resserrement des communautés diplomatiques conduit à relativiser l'avantage comparatif perceptible pour les États-Unis. Ainsi, les persanophones comptent pour un tiers des iraniens britanniques (en progression de 13 points par rapport à la période précédente), tandis qu'ils constituent un quart des iraniens aux États-Unis (à niveau constant par rapport à la période prérévolutionnaire).

Ce renforcement de la représentativité des persanophones au Royaume-Uni bénéficie d'abord du resserrement de la communauté des iraniens de Téhéran à son niveau de meilleure expertise. Se réjouissant que Christopher Rundle puisse être détaché du département de recherche du FCO pour remplacer ses collègues pendant leurs congés estivaux, David Miers sollicite auprès du département du personnel les services de son épouse, Qamar Said. D'origine afghane, celle-ci est en effet persanophone. C. Rundle l'a rencontrée lors de sa nomination à Kaboul, laquelle avait succédé à sa première affectation à Téhéran, dans le cadre de sa formation linguistique. D. Miers note qu'elle serait d'une grande aide professionnelle à son époux si elle pouvait l'accompagner. C. Rundle aurait de fait à l'ambassade la responsabilité de la revue de presse quotidienne, qui suppose l'étude approfondie des publications en langue locale, ainsi

<sup>168</sup> LIMBERT Ambassadeur John, entretien avec Stuart Kennedy, *op. cit.*

<sup>169</sup> ROSEN Barbara, ROSEN Barry, *The Destined Hour*, *op. cit.*, p. 5.

que la tâche de rassembler autant d'informations de contexte que possible sur les différents acteurs de la nouvelle scène politique iranienne. Son emploi aux services de l'immigration de l'aéroport d'Heathrow rend Q. Said tout à fait adaptée à un poste à la section des visas de l'ambassade, d'autant que le travail accompli à l'aéroport londonien est sur le point d'être transféré à l'ambassade de Téhéran<sup>170</sup>.

À Londres, David Hannay prend brièvement la tête du département du Moyen-Orient après avoir dirigé celui de l'énergie avant la révolution<sup>171</sup>. Son expérience ancienne de la région en fait un acteur chevronné dans une période décisive. C'est d'ailleurs l'un des rares persanophones dans un FCO où le *Camel Corps* arabisant domine largement le *Carpet Corps* iranisant. Après des études d'histoire au New College d'Oxford, il intègre le service diplomatique et la formation au persan dispensée à la SOAS, qu'il achève en Iran à l'été 1960. S'il tâche pendant son cursus à la SOAS de s'imprégner de l'histoire et de la culture persanes à la lecture de livres de voyages, notamment le *Road to Oxiana* de Robert Byron<sup>172</sup>, il convient que rien n'a pu le préparer à l'impact visuel du pays qu'il découvre et décrit dans ses mémoires avec la même fascination orientalisante que C. Rundle dans les siennes<sup>173</sup>. La première étape de son programme de formation est un séjour de deux mois en province, loin de toute distraction étrangère, pour favoriser l'immersion totale favorable à la pratique de la langue. Il est envoyé à Mechhed, capitale du Khorasan, aux nord-est du pays, entre l'URSS et l'Afghanistan, où la seule famille britannique présente est celle du représentant local du British Council, qui lui cède une salle de travail le temps de son séjour. Il réside d'abord dans un hôtel puis, à force de négociations, dans la maison d'un ingénieur civil au cœur du bazar. Ses interlocuteurs se résument d'abord à son hôte et à son professeur de persan, mais s'élargissent peu à peu à leurs amis et aux bijoutiers rencontrés lors de déambulations dans le bazar, qui ne rechignent pas à s'engager dans d'interminables conversations. Outre les subtilités de la langue d'Hafez, le diplomate en immersion apprend la superficialité de la loyauté de la classe moyenne envers le shah, qui profite pourtant le plus de la prospérité et de la stabilité apportée par le régime. Il y ressent aussi les tensions que l'intrusion de la technologie et de la culture occidentales fait peser sur une société restée traditionnelle, sans concevoir cependant que ces tensions pourraient éclater dans un soulèvement révolutionnaire aux élans religieux. Il y découvre enfin l'obsession iranienne pour l'influence occulte que la Couronne britannique aurait encore dans le pays : alors qu'il évoque avec lui la domination des États-Unis sur l'échiquier mondial, son enseignant de Mechhed lui répond d'un air entendu que tous les Iraniens savent qui contrôle réellement la politique américaine en Iran. Après deux mois en province, il rejoint l'ambassade de Téhéran où il traduit des rapports du renseignement iranien sur l'influence soviétique en Afghanistan. Il est invité à assister aux réunions hebdomadaires des persanophones de l'ambassade, durant lesquelles sont échangées les informations glanées auprès de la population, avec laquelle

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/3395/58, Miers to Beamish, Chris Rundle, 3rd May, 1979.

<sup>171</sup> HANNAY Lord David, entretien avec l'auteur, 23 juillet 2018.

<sup>172</sup> Publié en 1937, l'ouvrage raconte le voyage de 10 mois effectué par son auteur en compagnie de Christopher Sykes en Palestine, Syrie, Irak, Iran et le long de la frontière Nord de l'Afghanistan, jusqu'à Peshawar.

<sup>173</sup> HANNAY David, *Britain's Quest for a Role: A Diplomatic Memoir from Europe to the UN*, Londres, I.B. Tauris, 2013, p. 2-3, puis 6-11. Cf. supra, chapitre 1, pour les impressions iraniennes de Christopher Rundle.



les contacts ne sont alors pas interdits. De ces échanges émerge l'impression d'une fragilité du régime, que pourrait ruiner une crise politique, économique ou sociale. La perception, qui n'est pas partagée par l'ambassadeur et les diplomates non-persanophones, crée des tensions au sein de la mission. Les derniers mois de la formation linguistique sont consacrés à des voyages en province, permettant aux diplomates en herbe d'approfondir leur pratique et à l'ambassade d'améliorer la couverture géographique de ses rapports. La condition est d'utiliser les transports publics. D. Hannay se lance donc dans un périple en bus vers le sud-est, aux confins méridionaux du désert central, vers Yazd, Kerman puis Bandar Abbas. Il remonte ensuite vers Chiraz avant de rentrer à Téhéran. Il retire de ce circuit le souvenir de l'immensité d'un pays mais aussi de la pauvreté sordide qui domine une fois dépassées les lumières de la ville.

Côté américain, au vivier de vétérans essayés dans les agences de politique étrangère s'ajoutent de nouveaux iraniens mobilisés lors de la révolution. Assistant spécial du secrétaire d'État Cyrus Vance, Arnold Raphel joue un rôle essentiel dans la libération des 52 Américains retenus en otages à Téhéran. Celui qui écrit à l'âge de 10 ans au secrétaire d'État John Foster Dulles pour lui demander comment il pourrait servir intègre la carrière diplomatique en 1966 après des études de science gouvernementale et d'administration publique à l'université de Syracuse. Il apprend le persan et entame une carrière centrée sur l'Asie du Sud-Ouest : il passe cinq ans en Iran, d'abord comme vice-consul à Ispahan, puis comme officier politique à Téhéran, avant de rejoindre le bureau du secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au début des années 1970, puis l'ambassade d'Islamabad avant la révolution.

En Iran, la rétractation de la communauté diplomatique américaine a par ailleurs été compensée par un renforcement du vivier de persanophones. La section politique de l'ambassade est composée de quatre officiers dont trois sont persanophones : Michael Metrinko et Victor Tomseth, anciens consuls à Tabriz et à Chiraz avant la révolution, auxquels s'ajoute John Limbert, persanophone chevronné, ancien volontaire du Corps de la paix à Sanandadj et enseignant au centre culturel de Chiraz. Ann Swift, directrice-adjointe de la section, a par ailleurs des rudiments de persan. Selon J. Limbert, la section politique de l'ambassade n'a ainsi jamais été aussi bien dotée : des personnes curieuses, compétentes, sachant parler la langue et apprécier le pays, au point d'y devenir attaché et de vouloir y rester<sup>174</sup>. Parmi les autres persanophones se trouve également Barry Rosen, le porte-parole de l'ambassade, qui a d'ailleurs suivi les cours de l'École de formation internationale de Brattleboro (Vermont) dispensés par Parvaneh (Tabibzadeh) Limbert, que son collègue John épouse après l'avoir rencontrée à Sanandadj. Le renforcement du vivier de persanophones est un atout évident pour une ambassade ayant longtemps renoncé à appréhender par elle-même la réalité de la rue iranienne en se vouant aux informations glanées auprès du régime. B. Rosen se souvient de la valeur ajoutée que sa formation linguistique conférait à son action : « Je dépassais indubitablement de nombreux collègues. L'officier des affaires publiques voulait que je retourne en Iran parce qu'il manquait de persanophones. C'était donc une opportunité de faire ce qui était impossible aux autres membres de l'ambassade. J'étais souvent dans les rues. J'allais voir des

<sup>174</sup> LIMBERT Ambassador John, entretien avec Stuart Kennedy, *op. cit.*

rédacteurs en chefs, des officiers. Je travaillais avec des communautés locales. Je me sentais très à l'aise. Je connaissais le terrain sur lequel je travaillais. »<sup>175</sup> Face aux révolutionnaires, convaincus en novembre 1979 d'avoir démantelé un « nid d'espions », la familiarité avec la langue et la culture locales est cependant un facteur aggravant que M. Metrisko cherche, en vain, à dissimuler à ses géôliers<sup>176</sup>. Repéré et accusé d'appartenance à la CIA, l'ancien volontaire passe pour cette raison plus de sept mois confiné en solitaire.

L'ironie est que, de manière contre-intuitive pour les Iraniens, les agents du renseignement américain présents en Iran à partir de l'été 1979 sont particulièrement peu familiers des réalités de leur terrain. L'historien Mark Gasiorowski a bien montré que les ambitions de l'antenne de Téhéran, soupçonnée à tort de vouloir renverser le nouveau régime, sont à la mesure de l'inexpérience de ses membres. Les événements ont conduit la CIA à retirer la totalité de ses agents sur place pour les remplacer par des agents intérimaires puis par des officiers n'ayant jamais servi en Iran, afin que leur identité ne soit pas compromise. Parmi les quatre agents affectés à Téhéran, aucun ne parle le persan, deux n'ont pas d'expérience préalable du terrain et deux arrivent quelques jours avant le début de la prise d'otage<sup>177</sup>. William Daugherty, ancien capitaine des Marines de 32 ans tout juste lauréat d'un doctorat de sciences gouvernementales, se rappelle la réaction de ses preneurs d'otages devant l'étrangeté de ses références :

« Les Iraniens trouvaient inconcevable que la CIA envoie dans un endroit aussi critique que l'Iran un agent ignorant à ce point la culture et la langue locales (ce qui n'était sûrement pas illogique). Cela les dépassait tellement que plusieurs semaines plus tard, quand ils finirent par parvenir à la vérité, ils la ressentirent comme une offense personnelle. Il leur avait été difficile d'envisager que la CIA poste un officier inexpérimenté dans leur pays. Mais il allait au-delà de l'insulte que cet officier ne parle pas leur langue ou ne connaisse pas les coutumes, la culture et l'histoire de leur pays. »<sup>178</sup>

Contrairement à leurs homologues américains, les agents du renseignement britannique sont mieux formés à leur affectation. Clive Newell, qui dirige l'antenne iranienne du MI6, étudie le persan dans le cadre d'un cursus de langues orientales à Cambridge. Il y suit les enseignements de Peter Avery, professeur de langue, de littérature et d'histoire persanes, et Hubert Darke, professeur de langue et de littérature persanes à la faculté d'études orientales et secrétaire éditorial de la *Cambridge History of Iran*. Du premier, qu'il décrit comme un professeur stimulant et un personnage haut en couleur, il retient l'engagement en Iran qui lui permet de nourrir son approche académique d'une expérience de terrain<sup>179</sup> : après des études à la SOAS de Londres, P. Avery enseigne le persan pour le compte de l'AIOC en Iran à partir de 1949, où il assiste à l'émergence des tensions conduisant à la crise d'Abadan, laquelle conduit à son expulsion du pays avec l'ensemble des personnels de la compagnie pétrolière ; il y retourne en 1955 comme assistant du directeur de l'entreprise d'ingénierie civile Mowlem, chargée de la construction des autoroutes du pays<sup>180</sup>. L'enseignement que reçoit C. Newell lui donne une oreille éduquée et un

<sup>175</sup> ROSEN Barry, entretien avec l'auteur, 8 juin 2020.

<sup>176</sup> METRINKO Michael, entretien avec Stuart Kennedy, 26 août 1999, *op. cit.*

<sup>177</sup> GASIOROWSKI Mark, "US Covert Operations toward Iran, February-November 1979: Was the CIA Trying to Overthrow the Islamic Regime?", *Middle Eastern Studies*, 2015, 51, 1, p. 117.

<sup>178</sup> DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah*, *op. cit.*, p. 145.

<sup>179</sup> NEWELL Clive, entretien avec l'auteur, 31 juillet 2018.

<sup>180</sup> BLOW David, AVERY, Peter [En ligne], Encyclopaedia Iranica [consulté le 27 juin 2021], disponible à

accent aguerri, qui facilitent ses échanges mais aussi son écoute. Si les Iraniens parlent mieux anglais que lui ne parle persan, sa maîtrise étonne ses interlocuteurs et donne de lui une impression positive. L'apprentissage de rudiments d'histoire et de géographie persanes en lien avec son enseignement lui permet de disposer d'éléments de contexte utiles à son appréhension des enjeux du pays.

### 3. Le chemin de la carrière

L'analyse de la carrière des iraniens en poste dans les missions diplomatiques ou les administrations centrales révèle une expérience inégale des affaires iraniennes. Seuls 12% des Britanniques ont déjà été en poste en Iran, contre 24% des Américains. Les iraniens britanniques ont néanmoins une expérience équivalente des pays du Moyen-Orient et plus importante de ceux du golfe Persique. Le nombre des affectations est similaire de part et d'autre de l'Atlantique : une courte majorité d'iraniens a une fois été affectée dans le pays. Il est cependant remarquable que 42% des Britanniques et 36 % des Américains impliqués dans la politique iranienne ne se soient jamais rendus en Iran. Comme pendant la période pré-révolutionnaire, l'expertise des Britanniques est inscrite dans une durée d'affectation supérieure à celle des Américains. Les affectations de courte durée, sur un ou deux ans, sont pour eux moins fréquentes (41% contre 61%). Les enracinements durables en Iran, pour un total de cinq ou six ans cumulés, sont en revanche moins rares pour les acteurs britanniques que pour les acteurs américains (17% contre 5%).

De part et d'autre de l'Atlantique, la révolution conduit les gouvernements à maintenir des iraniens chevronnés aux affaires. À Londres, des postes-clés au FCO sont confiés à des vétérans de l'ambassade de Téhéran. David Hannay prend la tête du département du Moyen-Orient après avoir dirigé celui de l'énergie. David Miers lui succède en 1980. Anthony Parsons et John Graham deviennent tour à tour sous-secrétaires d'État adjoints pour le Moyen-Orient. À Washington, des vétérans de l'ambassade de Téhéran restés aux affaires recouvrent après la révolution le crédit dont ils avaient été précédemment privés du fait de leur posture critique, parfois tardive, vis-à-vis du régime impérial. Tel est le cas d'Henry Precht, familier des questions iraniennes depuis la fin des années 1960. Officier pour les affaires politiques et militaires à Téhéran de 1972 à 1976, il joue un rôle crucial dans les négociations pour la libération des otages en usant du vaste réseau iranien tissé pendant sa carrière<sup>181</sup>. Alors que les États-Unis perdent avec leur ambassade toute capacité de collecte de renseignements, H. Precht réactive par téléphone ses contacts dans le monde des affaires et le monde médical en Iran, mais aussi auprès des hauts-fonctionnaires ou acteurs politiques iraniens ayant épousé des Américaines ou ayant des proches vivant aux États-Unis, afin que chacun use de ses propres contacts ou serve d'intermédiaire avec le nouveau régime<sup>182</sup>. Au printemps 1979, Myles Greene devient directeur adjoint pour l'Asie du Sud au bureau du

---

l'adresse <https://www.iranicaonline.org/articles/avery-peter>.

<sup>181</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran*, op. cit., p. 43.

<sup>182</sup> SAUNDERS Dr. Harold, entretien avec Thomas Stern, 24 novembre 1993 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Saunders,%20Harold%20H.toc.pdf>.

renseignement et de la recherche du département d'État. C'est l'aboutissement d'une carrière iranienne l'ayant conduit aux postes d'officier politique à Téhéran (1958-1961, 1978-1979) et de directeur adjoint du bureau iranien avant la révolution (1976-1978). A la tête d'une équipe d'une vingtaine de personnes, il produit au quotidien une note confidentielle pour le secrétaire d'État et la Maison-Blanche et contribuant aux rapports produits par la CIA. Ancien directeur adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au même bureau, George Harris, en prend la direction en 1979. Myles Green lui attribue la paternité au début des années 1970 d'un rapport de renseignements prédisant la chute du shah<sup>183</sup>. L'une des rares purges consécutives à la révolution touche Jack Miklos, dont Warren Christopher se « débarrasse » pour le remplacer par Peter Constable, selon H. Precht<sup>184</sup>. Cette sanction touche l'un des iraniens les plus chevronnés du département d'État : membre du bureau iranien de 1960 à 1963, avant de le diriger de 1967 à 1974, J. Miklos a passé 6 ans en Iran, où il finit chef de mission adjoint avant la révolution ; c'est un ami de longue date d'Harold Saunders, lequel avait assuré la gestion des affaires iraniennes au CSN d'H. Kissinger. Le débarquement de J. Miklos témoigne ainsi de l'acculturation du département d'État aux nouveaux habits de l'Iran post-impérial. Son remplacement par P. Constable place au secrétariat d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud un vétéran des affaires afghanes et pakistanaïses.

Au début de la crise des otages, le président Carter confie à l'ancien ministre de la Justice Ramsey Clark et à l'ancien diplomate William Miller la mission de se rendre en Iran pour ouvrir les négociations avec le nouveau régime. Si l'entrée dans le pays leur est refusée par l'ayatollah Khomeini<sup>185</sup>, la mobilisation de R. Clark et de W. Miller montre la sollicitation de vétérans plus anciens des affaires iraniennes, pour peu que leur positionnement longtemps critique vis-à-vis du régime impérial s'assortisse aux nouveaux habits du pays. Héraut des libertés civiles, R. Clark est vu en Iran comme à même de comprendre les griefs de la population contre l'ancien régime. Il s'est rendu pendant la révolution dans le pays, où il a rencontré les partisans de l'ayatollah. W. Miller a servi en Iran dans les années 1960, où il a été sensible aux préoccupations de l'opposition. Il est resté depuis un spectateur attentif de la politique iranienne et a conservé des amitiés dans le pays, où il a voyagé à plusieurs reprises. Il est envisagé pour remplacer William Sullivan à Téhéran<sup>186</sup>. Ancien consul à Tabriz et à Ispahan, puis conseiller politique à Téhéran, David McGaffey est détourné de sa reprise d'études à Harvard par H. Saunders pour mettre à disposition ses contacts dans la société iranienne afin d'obtenir des informations sur la situation des otages<sup>187</sup>.

Dans les communautés du renseignement, la volonté de ne pas compromettre l'identité des agents en Iran conduit à la nomination de recrues déracinées du terrain mais dont l'itinéraire est choisi pour correspondre au contexte de leur affectation. La candidature de William Daugherty à rejoindre Téhéran est

<sup>183</sup> GREENE Myles, entretien avec Stuart Kennedy, 22 février 2002 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Greene,%20Myles.toc.pdf>.

<sup>184</sup> PRECHT Henry, entretien avec Stuart Kennedy, 8 mars 2000 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Precht,%20Henry.toc.pdf>.

<sup>185</sup> CUMMING-BRUCE Nicholas, "Tehran", *The Washington Post*, 8th November, 1979

<sup>186</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran*, op. cit., p. 75.

<sup>187</sup> MCGAFFEY David, entretien avec Stuart Kennedy, 8 septembre 1995 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/McGaffey,%20David%20C.toc.pdf>.

retenue malgré la minceur de son expérience et sa méconnaissance du pays. Ces dernières jouent finalement en sa faveur, le privant de lien évident avec le gouvernement des États-Unis. Son engagement au sein des Marines comme aviateur dans un escadron de chasseurs et son service au Vietnam l'ont préparé aux exigences d'une affectation en terrain hostile, sans préjuger d'une quelconque appartenance, dans la mesure où le service militaire a largement touché la jeunesse américaine. Quand Thomas Ahern devient chef de poste à Téhéran, il déclare ainsi préférer un jeune officier malin, agressif et bien entraîné, qui veut vraiment la place, à un officier plus expérimenté préférant une autre affectation. Afin de compenser ses lacunes, W. Daugherty suit une formation accélérée de trois semaines au département d'État, complétée par la lecture des dossiers opérationnels et des rapports du renseignements glanés à Langley. Son immersion dans l'esprit persan repose sur la lecture d'un mémorandum rédigé par John Stempel, qui décrit en détail comment les Iraniens voient le monde et les raisons de leurs perspectives<sup>188</sup>. Pour les affectations dans les murs de l'agence, la profondeur de la carrière est cependant cruciale. De retour de Téhéran, Howard Hart est ainsi convoqué par son supérieur, Charles Cogan. Le directeur des opérations pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud le nomme officier de liaison auprès du Pentagone afin d'assister à la préparation d'une mission de sauvetage des otages de l'ambassade. H. Hart y travaille avec le major-général James Vaught, qui dirige au Pentagone le groupe de travail destiné à organiser la mission<sup>189</sup>.

Comme par le passé, la relative inexpérience des nouveaux iraniens est compensée par des visites de familiarisation permettant une acculturation aux régions méconnues et une actualisation des perceptions d'un ancien pays d'exercice. Aux États-Unis, Allan Wendt, choisi par Walter Cutler, qui doit succéder à William Sullivan, pour le poste de chef de mission adjoint, commence des leçons de persan et se rend à Téhéran en mai 1979. Il est accompagné par Sheldon Kris, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au département d'État. Pendant une semaine, ils évaluent les moyens nécessaires à la remise en fonctionnement de l'ambassade. Dans un contexte de regain de tensions, les Iraniens retirent leur agrément à la nomination de W. Cutler, hypothéquant l'affectation d'A. Wendt<sup>190</sup>. Au Royaume-Uni, le choix d'Alan Munro pour diriger le département du Moyen-Orient est celui d'un arabiste, vétéran des affectations régionales depuis les années 1960. Il effectue du 31 mai au 12 juin une tournée dans le Golfe pour analyser les conséquences de la révolution. Accompagné par l'ancien ambassadeur A. Parsons, il se rend d'abord à Téhéran où J. Graham l'emmène voir le Premier ministre Mehdi Bazargan, dont les opinions libérales ne s'accrochent pas longtemps avec les intentions intransigeantes des mollahs<sup>191</sup>. Christopher Rundle, en charge du Moyen-Orient au département de recherche du FCO, séjourne en Iran à l'été 1979 et 1980, où il est témoin de la consolidation progressive de la jeune République islamique<sup>192</sup>.

<sup>188</sup> DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah*, op. cit., p. 12-15.

<sup>189</sup> HART Howard Philipps, *A Life for A Life: A Memoir: My Career in Espionage Working for the Central Intelligence Agency*, Lulu Publishing Services, 2015, p. 127-128.

<sup>190</sup> WENDT Ambassadeur E. Allan, entretien avec Stuart Kennedy, 20 mai 1996 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Wendt-E.-Allan2.pdf>.

<sup>191</sup> MUNROE Alan, *Keep the Flag Flying: A Diplomatic Memoir*, Londres, Gilgamesh Publishing, 2012, p. 128-129.

<sup>192</sup> RUNDLE Christopher, "Reflections on the Iranian revolution and Iranian-British relations", Working Paper, Centre for Middle Eastern and Islamic Studies, University of Durham, 2002, p. 7 et 9.

### III. Une communauté d'impétrants en acculturation forcée

L'enracinement de la République islamique en Iran bouscule le prisme impérial entretenu jusqu'alors par les agents du pahlavisme en Occident. Comment l'acculturation des partenaires transatlantiques permet de penser les nouveaux enjeux de la triangulation diplomatique ?

#### A. La catharsis d'une « débâcle » collective

##### 1. Les formes d'un réflexe coïncident

La prise de conscience partagée des conséquences de la « perte de l'Iran » a rapidement suscité une réaction institutionnelle visant à comprendre les raisons d'une débâcle perçue comme collective. Il s'agit de mieux répondre aux critiques qu'elle suscite afin de mieux refonder une politique iranienne. La catharsis postrévolutionnaire contribue par ailleurs à penser les insuffisances de la relation transatlantique.

Dès le mois de décembre 1978, au FCO, Ivor Lucas relève l'intérêt du parlement pour les conseils reçus par David Owen sur la question depuis le début de la crise. Le directeur du département du Moyen-Orient commence à poser les premiers jets d'un bilan de l'appréhension de la révolution par les Britanniques dans un document servant de base à une réunion convoquée par le secrétaire d'État<sup>193</sup>. Quelques semaines plus tard, aux États-Unis, dans un contexte de vifs débats sur la responsabilité de la « perte de l'Iran », la commission permanente concernée de la Chambre des représentants publie un rapport sur les performances du renseignement en Iran jusqu'en novembre 1978. Son initiative a répondu au mécontentement exprimé par Jimmy Carter à l'automne sur la piètre qualité de la couverture de certaines régions stratégiques du monde. Le rapport est nourri d'entretiens avec des analystes et des directeurs de la CIA, du département d'État, de la DIA et de la NSA, de l'analyse des productions émanant du terrain et de sources publiques<sup>194</sup>. À Massachusetts Avenue, Peter Jay rapporte que le rapport relève des éléments intéressants bien qu'il s'inscrive dans une démarche convenue de sagesse rétrospective. Il ajoute que l'initiative émane d'une commission renouvelée dans sa composition, qui cherche à laisser son empreinte dans le débat public : la commission équivalente du Sénat, dont l'influence est devenue considérable depuis les années 1970, mène parallèlement ses propres enquêtes et auditions<sup>195</sup>. Celle-ci publie ses conclusions en mai. Les questions iraniennes n'y font l'objet que d'un court développement. La commission enquête cependant en parallèle sur le rôle et la performance du renseignement en Iran depuis 1947, afin d'analyser les conséquences de l'étroite association des États-Unis au régime impérial<sup>196</sup>.

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/3190/499, Lucas to Weir, Some lessons of the Iran crisis, 18th December, 1978.

<sup>194</sup> *Iran: Evaluation of U.S. intelligence performance prior to November 1978*, Staff Report, Subcommittee on Evaluation, Permanent Select Committee on Intelligence, U.S. House of Representative, Washington, U.S. GOP, 1979

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/3360, Jay to FCO, Washington 406, Iran: House Intelligence Sub-Committee Report, 30th January, 1979.

<sup>196</sup> *Report of the Select Committee on Intelligence, Covering the Period May 16, 1977 to December 31, 1978*, 96th Congress, 1st Session, Report No. 96-141, May 14, 1979, Washington, U.S. GOP, 1979, p. 5.

Parallèlement, à la CIA, Stansfield Turner commande un rapport pour diagnostiquer les insuffisances de l'agence dans l'anticipation de la crise iranienne. Les recherches sont confiées par Robert Bowie, directeur du NFAC, à son ancien camarade d'Harvard, Robert Jervis, professeur de science politique à l'université de Columbia, spécialiste de la prise de décision. Il est secondé par John Devlin, directeur-adjoint pour la recherche politique à l'agence<sup>197</sup>, ancien spécialiste du party Baath et de la Syrie. Pendant deux mois, ils étudient les rapports du terrain, les dépêches diplomatiques, les messages confidentiels et les renseignements collectés par la NSA. Ils interrogent également les principaux analystes de la CIA concernés par les questions iraniennes<sup>198</sup>. Le rapport, de 164 pages, est remis en juin 1979<sup>199</sup>. Six mois plus tard, le nouveau directeur du NFAC, Bruce Clarke, appelle à sa diffusion au sein de l'Agence :

« Bien qu'il traite seulement d'une question à un moment de l'histoire, il s'agit d'une étude soignée des écueils endémiques à l'analyse du renseignement. J'encourage chacun d'entre vous à le lire de manière attentive et approfondie. J'encourage en particulier les analystes principaux et leurs supérieurs hiérarchiques d'en retirer des idées utiles pour améliorer notre travail analytique. »<sup>200</sup>

Entre-temps, le Congrès a poursuivi son travail d'enquête en présentant à l'automne un rapport sur les conséquences économiques de la révolution<sup>201</sup>. L'analyse des contributeurs sollicités par les parlementaires permet de dessiner les contours d'une communauté épistémique d'iraniens acculturés aux nouveaux habits de l'Iran. Bernard Reich, professeur de science politique et de relations internationales à George Washington, est spécialiste du Moyen-Orient et du terrorisme. Leonard Binder, professeur de science politique à Los Angeles, est spécialiste de l'islam politique et auteur d'un ouvrage sur les transformations de l'Iran dans les années 1960<sup>202</sup>. Theodore Moran, économiste au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, avait rédigé en novembre 1977 un mémorandum prédisant la chute du shah en raison de sa tendance à tourner les dépenses publiques vers les achats d'armements<sup>203</sup>.

À la Maison-Blanche, pour anticiper sur les critiques au sujet du soutien durable au shah et de la « perte de l'Iran », l'administration mandate un groupe de travail pour préparer une histoire de la relation bilatérale depuis 1953, afin de nourrir un éventuel livre blanc revenant sur les responsabilités incombant aux différents acteurs. Il s'agit de former une commission afin de rédiger un rapport dont les conclusions devraient avoir plus de poids auprès des observateurs et du public que les charges partisans dans un contexte de campagne électorale. L'existence-même de la commission, qui doit inclure des congressistes respectés, pourrait décourager l'organisation d'autres enquêtes et auditions parlementaires<sup>204</sup>. L'idée est

<sup>197</sup> WOODS Randall, *Shadow Warrior: William Egan Colby and the CIA*, New York, Basic Books, 2014, p. 370.

<sup>198</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 2005, p. 81-82.

<sup>199</sup> CIA, 0001259322, Devlin, Jervis, Analysis of NFAC's Performance on Iran's Domestic Crisis, mid-1977-7 November 1978, 15th June 1979, p. 133.

<sup>200</sup> JERVIS Robert, *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, p. 122.

<sup>201</sup> *Economic Consequences of the Revolution in Iran*, Joint Economic Committee, 96th Congress, 1st Session, November 19, 1979, Washington, U.S. Government Printing Office, 1980.

<sup>202</sup> BINDER Leonard, *Iran: Political Development in a Changing Society*, Berkeley, University of California Press, 1962.

<sup>203</sup> ARMSTRONG Scott, "Carter Held Hope Even After Shah Had Lost His", *The Washington Post*, 25th October, 1980

<sup>204</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 12/26/79, Container 143, Cutler, Donovan to Carter, Iran, 18th December, 1979.

aussi de témoigner aux Iraniens de la volonté de revenir sur la relations avec le shah sans ne rien concéder sur la substance d'une quelconque culpabilité<sup>205</sup>. Sous la direction du directeur du bureau du renseignement et de la recherche, Anthony Lake, la commission produit un rapport de 500 pages abondé de 60 000 pages de documents officiels. Selon le journaliste Scott Armstrong, deux copies du rapport sont publiées : l'une est remise à Zbigniew Brzezinski, l'autre est conservée au département d'État, selon certains pour éviter les fuites, selon d'autres pour empêcher le conseiller de l'amender ou de le détruire<sup>206</sup>. Philip Stoodard, présenté par le journaliste comme le responsable du projet, indique à Massachusetts Avenue que la seule référence spécifique au gouvernement britannique concerne la coopération entre Londres et Washington dans les premières phases de la chute de Mohammad Mossadegh<sup>207</sup>.

Pendant ce temps, à Londres, le Cabinet confie à Nicholas Browne, un diplomate persanophone ayant servi quatre ans en Iran au début des années 1970, la rédaction d'un rapport sur les leçons à retirer de la révolution pour la politique étrangère britannique. Commandée au printemps 1979 par D. Owen, l'étude entend analyser l'histoire de la politique iranienne du Royaume-Uni et les informations et jugements au titre desquels elle a été formulée, afin de conclure sur ses écueils et sur les voies de progrès pour le futur. Le rapport de 90 pages est agrémenté d'un commentaire d'Anthony Parsons, ancien ambassadeur à Téhéran, lequel est déjà revenu sur les leçons à tirer de la crise iranienne dans le cadre d'une conférence donnée au FCO. Le document est étudié par les principaux cadres du FCO. Résumées dans une circulaire rédigée par Michael Palliser, le chef du service diplomatique, ses conclusions sont diffusées auprès des chefs de mission et de département avec des consignes de discrétion imposées par la sensibilité de certaines informations<sup>208</sup>. Si le rapport reste confidentiel pendant 30 ans, la méditation de ses conclusions est ensuite recommandée aux diplomates<sup>209</sup>. Les alliés ne sont cependant pas informés de sa teneur. En 1981, Gary Sick rappelle à l'ambassade britannique de Washington avoir été longuement consulté par N. Browne dans le cadre de ses recherches. Le responsable des questions iraniennes au CSN s'enquiert de la possibilité de lire le rapport ou d'en recevoir une version imprimée ou abrégée<sup>210</sup>. La rancune ressentie depuis la rédaction du rapport de George Ball en décembre 1978 accentue cependant la réticence institutionnelle à y consentir. Même s'ils sont conscients de l'aide que leur a apportée G. Sick, les Britanniques refusent de lui communiquer ne serait-ce que des extraits d'un rapport qui a été commandé pour un usage interne. La volonté de l'Américain de publier un ouvrage de synthèse sur le sujet accentue la prévention des Britanniques. Le département du Moyen-Orient envoie néanmoins un exemplaire du document à Massachusetts Avenue en requérant son retour à Londres après lecture. Le FCO laisse aux diplomates de Washington le soin de juger de la pertinence de discuter avec G. Sick des conclusions de N. Browne, tout en rappelant qu'elles n'engagent pas le gouvernement britannique et qu'il conviendrait

<sup>205</sup> TNA, FCO 8/3584/145r, Henderson to FCO, Washington 1287, US/Iran, 28th March, 1980.

<sup>206</sup> ARMSTRONG Scott, "Top-Secret 'Iran Papers' Outline Role Of U.S. There", *The Washington Post*, 19th September, 1980

<sup>207</sup> TNA, PREM 19/278, Henderson to FCO, Washington 4064, US/Iran, 20th September, 1980.

<sup>208</sup> TNA, FCO 8/4029/1, Pallister, Iran and the Fall of the Shah, 9th July, 1981.

<sup>209</sup> "Sir Nicholas Browne", *The Telegraph*, 26th January, 2014

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/4029/9, Goultly to Lamport, Iran, 6th March, 1981.



de ne pas rentrer dans leurs détails<sup>211</sup>. De G. Ball à N. Browne, la catharsis institutionnelle qui répond au traumatisme de la révolution montre ainsi les limites de la confiance entre les partenaires. La lecture croisée des conclusions qui en découlent confirme le diagnostic d'une réticence relationnelle.

## 2. Les comparaisons des expertises nationales

En épigraphe à leur rapport sur les performances du NFAC pendant la crise iranienne, Robert Jervis et John Devlin convoquent Frank Lascelles, ambassadeur britannique en Perse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle :

« On m'a expliqué qu'il aurait été impossible pour les mollahs d'avoir obtenu le pouvoir de mener un mouvement de protestation de grande ampleur avec succès sans avoir bénéficié du mécontentement général dominant en Perse, lequel a conduit le peuple à espérer qu'en suivant leur recommandation ils pourraient trouver quelque remède aux griefs qui les faisaient indubitablement souffrir. »<sup>212</sup>

L'évocation témoigne *a posteriori* de la remobilisation transatlantique d'une mémoire institutionnelle qui a été cependant négligée dans le quotidien de la relation à l'Iran, notamment depuis 1953. La comparaison simultanée des expertises nationales suggère la difficulté de part et d'autre de l'Atlantique à retirer des leçons de l'histoire, tant par complexité de pratique que par conflictualité de priorités.

Les diagnostics postrévolutionnaires confirment chez les chercheurs la faible compréhension des enjeux et de l'ampleur de la crise, observée depuis 1978. Selon Stansfield Turner, régulièrement dénoncé comme l'un des responsables de la faillite du renseignement américain, il y a avant la révolution peu d'experts ou d'observateurs du Moyen-Orient plus en phase avec les événements que les analystes de l'Agence. Les articles publiés dans les revues et les journaux révèlent que l'académie partage les prismes impériaux répandus au gouvernement<sup>213</sup>. Le parti-pris pahlavien touche les cercles intellectuels les plus respectés : en 1978, l'institut Hoover de Stanford publie un volume sur l'Iran sous la direction de George Lenczowski, ancien diplomate polonais en poste en Iran dans les années 1940, qui immigre aux États-Unis et devient professeur de science politique à Berkeley, où il fonde le Comité d'études moyen-orientales. Il y célèbre le « monarque modernisateur » ayant conféré à son pays « un avantage sur certaines autres nations plus jeunes qui ne peuvent se prévaloir d'un héritage aussi remarquable »<sup>214</sup>. Comme le note Nikki Keddie, cette cécité culturelle n'épargne pas d'autres chercheurs en sciences sociales, dont la méthodologie supposait pourtant une proximité avec des opposants politiques, une conscience des problèmes économiques, une familiarité avec le monde rural et celui des mollahs<sup>215</sup>.

Le constat est partagé par Nicholas Browne, qui montre que la majorité des universitaires et journalistes familiers de l'Iran ont confirmé ne pas avoir mieux appréhendé que le FCO la révolution en émergence. Le rapport relève néanmoins l'existence de voix discordantes, auxquelles la révolution finit par

<sup>211</sup> TNA, FCO 8/4029/11, Lamport to Goulty, Iran, 19th March, 1981.

<sup>212</sup> CIA, 0001259322, Devlin, Jervis, Analysis of NFAC's Performance on Iran's Domestic Crisis, *op. cit.*, p. 133.

<sup>213</sup> TURNER Stansfield, *Secrecy & Democracy. The CIA in Transition*, Boston, Houghton Mifflin, 1985, p. 116.

<sup>214</sup> LENCZOWSKI George, *Iran Under the Pahlavis*, Stanford, Hoover Institution Press, 1978, p. 475.

<sup>215</sup> KEDDIE Nikki, *Iran and the Muslim World: Resistance and Revolution*, New York, New York University Press, 1995, p. 13

donner raison. L'ancien ambassadeur Denis Wright suggère que la rupture du consensus pro-impérial date, dans l'académie comme au FCO, du mois d'octobre. Auparavant, seuls Laurence Elwell-Sutton, professeur à Edimbourg, et Robert Mabro, professeur au St Antony's College d'Oxford, considèrent comme inévitable la chute du shah dès la proclamation de la loi martiale en septembre. Un chercheur en études persanes resté anonyme, en bons termes avec les dissidents en Iran dans les années 1970, revendique avoir perçu dès l'été que le régime ne pouvait pas survivre. Malgré la rareté des Cassandres parmi les experts du pays, N. Browne note l'existence de nombreuses publications qui, si elles n'ont pas prédit la chute du shah, ont plus que l'ambassade décrit la vulnérabilité du pays. Correspondant à Téhéran pour le *Financial Times* de 1975 à 1977, Robert Graham a mis en avant les fragilités du régime et les échecs de sa politique économique. Alors que les iraniens britanniques l'ignorent, le journaliste déconstruit le système de la fondation Pahlavi, dont l'action caritative dissimule le financement du train de vie corrompu de la Cour<sup>216</sup>. L'universitaire marxiste Fred Halliday développe la thèse de l'inéluctable victoire du prolétariat face à l'impopularité de la monarchie. Son engagement n'entache pas la réputation de ses analyses, appréciées par le FCO depuis les années 1970. Malgré la publication d'un ouvrage révisé après la proclamation de la loi martiale, l'auteur n'est pas optimiste sur les chances de succès des révoltés<sup>217</sup>. Hamid Algar, professeur américano-britannique d'études persanes à Berkeley, a montré dès 1969 l'importance de l'islam chiite comme force politique. Il présente l'ayatollah Khomeini comme le dépositaire d'une mission d'opposition à l'absolutisme impérial et aux puissances étrangères<sup>218</sup>. Parmi les autres universitaires vigilants sur l'importance de la religion dans l'Iran moderne, Michael Fisher, professeur à Harvard, a d'excellents contacts à Qom de 1975 à 1977, mais peu d'entrées à Washington. Il est intervenu lors d'un séminaire organisé par l'IISS en janvier 1979, auquel a assisté Ivor Lucas pour le FCO<sup>219</sup>. À la SOAS, les opinions de Nancy Lambton tendent à être discréditées par son hostilité affirmée envers le shah, alors qu'elle met en avant la popularité de l'ayatollah et l'importance politique et sociale des mosquées et du bazar. Si les experts extérieurs ont attaché plus d'importance que les diplomates à l'islam politique, aux abus du régime et au climat intellectuel prérévolutionnaire, le rapport conclut qu'aucun ne saurait prétendre à une préscience des événements meilleure, ni antérieure, à celle du FCO<sup>220</sup>.

Des leçons similaires sont retirées de part et d'autre de l'Atlantique de l'usage insuffisant de signaux d'alertes certes modestes, mais existants. Pour John Graham, les officiers devraient pouvoir se former en amont de leur affectation au département de recherche du FCO et auprès des autorités universitaires correspondant à leur poste<sup>221</sup>. Au département du Moyen-Orient, Robin Gorham note que les analyses des Américains n'ont pas su bénéficier des ressources considérables à leur disposition tant à Téhéran

<sup>216</sup> GRAHAM Robert, *Iran: The Illusion of Power*, New York, St. Martin's Press, 1979.

<sup>217</sup> HALLIDAY Fred, *Iran, Dictatorship and Development*, New York, Penguin, 1979.

<sup>218</sup> ALGAR Hamid, "The Oppositional Role of the Ulama in Twentieth-Century Iran", in KEDDIE Nikki (dir.), *Saints, and Sufis: Muslim Religious Institutions in the Middle East since 1500*, Berkeley, University of California Press, 1972.

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/3351/18, Lucas to Weir, Iran: seminars, 8th January, 1979.

<sup>220</sup> BROWNE Nicholas, *British Policy toward Iran, 1974-1978*, Londres, FCO, 1979, p. 35-37.

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/4029/2, Graham to Mallaby, Iran: post mortem, 2nd January, 1981.

qu'à Washington<sup>222</sup>. Peter Westmacott, qui fait ses armes diplomatiques à Téhéran au milieu des années 1970, confirme que l'ambassade n'était pas assez ouverte à la vie intellectuelle, bien qu'il se rappelle avoir informé les Français et les Américains des activités de la branche locale du Goethe Institute<sup>223</sup>. À Londres comme à Washington, les acteurs reconnaissent l'insuffisance des contacts avec l'opposition politique et religieuse jusqu'au début de la crise. Dans sa lecture du rapport parlementaire évaluant les performances du renseignement américain en Iran, la liaison britannique confirme que les études des groupes sociaux sont considérées comme trop académiques donc exclues par les analystes ; de nombreux officiers américains comme britanniques, cependant, se réjouiraient d'avoir le temps et l'opportunité de les mener<sup>224</sup>. S. Turner note par ailleurs la réticence institutionnelle à consulter des experts extérieurs : la recherche d'universitaires qualifiés acceptant de travailler pour l'Agence et l'obtention des autorisations nécessaires leur permettant la consultation de sources confidentielles sont au quotidien chronophages<sup>225</sup>. De la même manière que le directeur de la CIA appelle à la constitution d'un vivier d'officiers ayant vécu dans le pays, parlant la langue et possédant une expertise académique solide, le chef du service diplomatique britannique suggère de maintenir le plus longtemps possible les officiers sur leur terrain de prédilection, de conserver à disposition un vivier de linguistes compétents, de renforcer l'expertise des missions par l'affectation d'officiers émanant de la recherche et d'entretenir sur place un fonds bibliographique nourri relatif au pays à l'usage approfondi des diplomates au quotidien<sup>226</sup>.

### 3. Les critiques d'une collaboration à relancer

De manière moins insistante, ce qui en dit long sur la relativité du réflexe transatlantique, les différents *post-mortem* reviennent sur l'efficacité de la coopération entre Londres et Washington. Ils ouvrent des éléments d'explication aux écueils de la synergie diplomatique à l'œuvre en Iran à la fin des années 1970, qui n'a pas réussi à recouvrer l'efficacité éprouvée lors du « coup d'État » de *Mordad*.

Dans un paragraphe largement caviardé de leur rapport, Robert Jervis et John Devlin notent que seule une quantité limitée d'informations était disponible en provenance des ambassades des autres pays. Si les diplomates de Téhéran partageaient des renseignements et des opinions avec ses homologues sur le terrain, ajoutent-ils, les analystes de la CIA n'étaient pas tenus informés de leur teneur<sup>227</sup>. Nicholas Browne pose la question de la possibilité d'une action concertée entre Londres et Washington, en écho à leur intervention lors de la crise d'Abadan : encourager la poursuite de la libéralisation du régime en conservant un rôle essentiel au shah ; inciter ce dernier à interrompre le processus de libéralisation pour reprendre la main dans la violence ; conseiller le souverain de céder le pouvoir à un gouvernement élu.

<sup>222</sup> TNA, FCO 8/3189/489, Gorham to Lucas, 7th December, 1978.

<sup>223</sup> TNA, FCO 8/4029/13A, Westmacott to Miers, British Policy in Iran 1974-1978, 24th April, 1981.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/3360/43, Walker, for Carrick, to Lucas, US Intelligence on Iran, 31st January, 1979.

<sup>225</sup> TURNER Stansfield, *Secrecy & Democracy. The CIA in Transition*, Boston, Houghton Mifflin, 1985, p. 116.

<sup>226</sup> TNA, FCO 8/4029/1, Pallister, Iran and the Fall of the Shah, 9th July, 1981.

<sup>227</sup> CIA, 0001259322, Devlin, Jervis, Analysis of NFAC's Performance on Iran's Domestic Crisis, *op. cit.*, p. 15.

Dans le cas très hypothétique où les Occidentaux auraient eu à leur disposition les renseignements idoines, la volonté de franchir le pas et les moyens d'influencer le shah en ce sens, N. Browne note que ce dernier aurait été hautement méfiant des motivations des Occidentaux, dans la mesure où leur inaction l'avait déjà conduit à soupçonner un complot fomenté contre lui à leur initiative. De plus, la réunion des conditions nécessaires à une telle synergie diplomatique aurait elle-même posé son lot de difficultés :

« Le Royaume-Uni n'aurait pas pu, agissant seul, prétendre à une pareille politique. Il aurait été essentiel de persuader les États-Unis d'y coopérer et d'en prendre la direction. Il n'aurait pas pu en être question à moins qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis l'analyse eût été exceptionnellement bonne et que les deux gouvernements fussent parvenus à des conclusions similaires en septembre. Même dans ces circonstances, les deux gouvernements auraient dû faire preuve d'une grande résolution politique pour prendre une responsabilité si importante dans la détermination de l'avenir d'un pays du tiers-monde dans le but de protéger des intérêts occidentaux. La tentation aurait toujours été de temporiser et d'espérer le meilleur, afin de ne pas susciter des accusations d'ingérence injustifiable dans les affaires d'un autre pays. En pratique, les incertitudes auraient probablement été trop importantes en septembre, même avec la meilleure analyse politique, pour convaincre les dirigeants occidentaux de la pertinence d'une intervention de cette nature. Mais elle aurait pu fonctionner en théorie. »<sup>228</sup>

Le scepticisme britannique est nourri d'une conscience croissante du déclin relatif de la puissance américaine aggravé par la piètre qualité de sa direction, comme le note le personnel de planification :

« L'Amérique est toujours le pays le plus puissant au monde, même du point de vue militaire pour peu qu'elle le souhaite : mais elle ne pourra jamais recouvrer la prééminence absolue des années 1950. Quel que soit le vainqueur des élections [présidentielles du mois de novembre 1980], des doutes persisteront sur la qualité du *leadership* américain pendant les quatre ou cinq prochaines années »<sup>229</sup>

Dans ce contexte, les reliquats de la « relation spéciale » avec les Américains laissent aux Britanniques une possibilité d'influence sur le partenaire, quoi que moins fréquemment que le gouvernement semble l'imaginer. La note recense l'ensemble des canaux officiels et non-officiels permettant l'émancipation de la relation bilatérale en comparant la relation transatlantique à celle avec les autres alliés. Les échanges de renseignements sont jugés étroits et intenses dans l'ensemble des champs et des usages. Les relations militaires sont plus étroites qu'avec les autres pays de l'OTAN. Les visites ministérielles d'information sont plus fréquentes aux États-Unis qu'en France ou en Allemagne de l'ouest. Les consultations bilatérales s'intéressent à un large éventail de sujets, selon une tradition depuis longtemps établie. Les échanges parlementaires sont également récurrents, quoique plus fréquents de Londres vers Washington qu'en sens inverse. Les interactions entre juristes au sujet de questions d'intérêt commun bénéficient d'une familiarité partagée au système de *common law*. Au-delà, la spécialité de la relation bilatérale s'enracine dans le prestige des bourses proposées par les programmes Rhodes, Marshall et Kennedy, dans l'importance des investissements réciproques et du commerce, ainsi que dans l'usage des agences de presse (Reuter, AP, UPI) conduisant à une couverture extensive des deux pays<sup>230</sup>.

Le rafraîchissement des relations entre Washington et Paris et Washington et Berlin incite ainsi les

<sup>228</sup> BROWNE Nicholas, *British Policy toward Iran*, op. cit., p. 75.

<sup>229</sup> TNA, PREM 19/756, Planning and coordination staff, Relations with our allies, 9th July, 1980.

<sup>230</sup> TNA, PREM 19/756, Planning and coordination staff, Relations with allies, Annex B: US/UK links, 4th August, 1980.

Américains à tirer le plus de profit possible de leur « relation spéciale » avec les Britanniques. Au Cabinet, Robert Armstrong alerte pourtant que ce contexte favorable risque de ne pas perdurer. En effet, lui-même-t-il, la « relation spéciale » est un atout fragilisé par le retrait de la vie publique des générations d'Américains dont l'expérience politique s'est enracinée dans la Seconde Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre. La jeune génération, selon le secrétaire au Cabinet, risque ne pas voir de grande différence entre la relation transatlantique et les relations intra-européennes. Elle pourrait aussi mettre en perspective sa signification pour les États-Unis avec la force, l'influence et la valeur des autres pays, dans un monde dans lequel la suprématie américaine ne semble plus inévitable. Si Margaret Thatcher ne semble pas partager l'analyse, comme le montre l'annotation manuscrite qu'elle porte en marge du document<sup>231</sup>, le constat établi par R. Armstrong témoigne des doutes pesant sur la pérennité d'un bilatéralisme mis à l'épreuve par un changement de majorité à Londres et de régime à Téhéran.

## B. L'aggiornamento révolutionnaire de la société politique

### 1. La diffusion élargie de la recherche

Les leçons de la crise iranienne sont rapidement prises en compte par les iraniens américains et britanniques. Témoin de l'importance de la présence militaire occidentale dans le pays jusqu'à la révolution, la division des ressources d'apprentissage de l'École d'infanterie de l'armée des États-Unis de Fort Benning (Géorgie) publie à l'été 1979 un livret bibliographique de 8 pages consacré aux enjeux de la crise iranienne<sup>232</sup>. Il complète les ouvrages sur le pays disponibles à la bibliothèque de l'École. Sur cinq thématiques (informations générales, aspects économiques, politique étrangère, potentiel militaire, vie politique), il recense des articles et ouvrages parmi les plus classiques (le *Russia and the West in Iran, 1918-1948: A Study in Big-Power Rivalry*, de George Lenczowski, publié en 1949) ou les plus récents (un article de l'Iran Economic Service, publié dans les *Translations On Near East* en décembre 1979).

Les chercheurs spécialistes de l'Iran déjà sollicités lors de la révolution poursuivent leur œuvre de décryptage. Marvin Zionis, professeur à l'université de Chicago, prépare une note à l'usage de Walter Culter, ambassadeur-désigné en Iran, et d'Allan Wendt, son chef de mission. Il y revient en quatre pages sur le processus révolutionnaire et le style politique des nouveaux acteurs<sup>233</sup>. Un an et demi plus tard, lorsqu'éclate le conflit entre l'Iran et l'Irak, il délivre au centre Asie du Sud du bureau de l'analyse politique de la CIA ses observations sur les perspectives de médiation, les possibilités de réponse iranienne à l'agression irakienne et les conséquences du conflit sur la crise des otages et la stabilité du

<sup>231</sup> TNA, PREM 19/756, Armstrong to Thatcher, Relations with allies, 14th August, 1980.

<sup>232</sup> United States Army Infantry School, Learning Ressources Division, Iran, 1979 [En ligne], Defence Technical Information Center [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a071992.pdf>.

<sup>233</sup> Den, vol. 15, Zionis, Observations on Contemporary Iran Prepared for Ambassador Walter L. Cutler and D.C.M. Allan Wendt, 25th May, 1979

régime<sup>234</sup>. Son collègue de l'université du Texas, James Bill, intervient au mois d'août devant des représentants d'une cinquantaine d'entreprises américaines à l'invitation de l'American Management Association. Il y revient sur les forces ayant présidé à la révolution, le nouveau système politique, les spectres de l'ingérence étrangère, la politique iranienne des États-Unis, la corruption rampante et les conflits du travail en Iran. Un compte-rendu des échanges est envoyé à Henry Precht<sup>235</sup>. L'auteur de l'article remarqué sur la « crise de 1978 en Iran » est également consulté au mois de janvier 1980 par Harold Saunders au département d'État et Hedley Donovan à la Maison-Blanche<sup>236</sup>.

Au Royaume-Uni, l'interlocuteur privilégié des iraniens du FCO reste Peter Avery, professeur au King's College de Cambridge. En mars 1980, il s'entretient longuement avec Stephen Lamport, ancien diplomate à Téhéran. L'universitaire prétend avoir craint un renversement du régime depuis plusieurs années. Il prévoit, plus qu'une prise du pouvoir par les communistes, une « solution persane » dont les modalités sont difficiles à déterminer. Décrit comme un « bourgeois libéral » par S. Lamport, il note que le pays a besoin d'un mélange savant de libertés démocratiques et de gouvernement centralisé. Il communique au diplomate l'extrait d'une lettre reçue d'un collègue et ami iranien, Seyyed Sadeq Goharin, qui reflète le sentiment répandu en Iran que le nouveau régime est moins différent de l'ancien qu'espéré. Il confie sa révolte face à la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine et sa conviction que l'orgueil persan est aussi vulnérable qu'arrogant : les Iraniens, selon lui, ne sont pas différents dans leur caractère du fait d'un changement de régime ou d'idéologie qu'il qualifie de superficiel, et peuvent toujours être contraints à revenir honteusement à la raison<sup>237</sup>. Au département de recherche, Christopher Rundle, qui partage le reste de ses opinions, considère comme exagérée son analyse de la vulnérabilité de l'orgueil persan et relève qu'il omet de mentionner le prétendu penchant des chiites pour le martyr<sup>238</sup>.

L'appréhension de la crise se fait aussi à la faveur d'une circulation plus aboutie et d'une consultation plus attentive des travaux de recherche émanant des centres universitaires et cercles de réflexion, même les plus polémiques. En juin 1979, Alan Munro réagit ainsi à la publication d'une étude sur la sécurité du pétrole moyen-oriental sous les auspices de l'Institut pour l'étude des conflits du controversé Brian Cozier, dont les positions hostiles à la détente et à l'URSS le font passer pour un « soliste » de la CIA<sup>239</sup>. L'étude associe Robert Mabro, ancien de la SOAS et chercheur au St Antony's College d'Oxford, où il fonde l'Oxford Energy Policy Club en 1976 puis l'Oxford Energy Seminar en 1979<sup>240</sup>. A. Munro retient la proposition d'un retour de Londres dans le Golfe par l'intermédiaire d'une force basée à Oman pour

<sup>234</sup> CIA, CIA-RDP85T00287R000102270002-0, Remarks of Marvin Zionis, Academic Specialist on Iran, on Current Iranian Situation, 28th September, 1980.

<sup>235</sup> Den, vol. 16, Westberg to Precht, American Management Association's Iran Update, 15th August, 1979.

<sup>236</sup> CWIHP, Saunders to Vance, Iran Update, 28th January, 1980

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/3570/99, Lamport to Miers, Iran internal, 21st March, 1980.

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/3570/101, Rundle to Lamport, Peter Avery on Iran, 21st March, 1980.

<sup>239</sup> Cf. MICHAELS Jeffrey, "The Heyday of Britain's Cold War Think Tank: Brian Cozier and the Institute for the Study of Conflict, 1970-79", in DONGEN Luc van, ROULIN Stéphanie, SCOTT-SMITH Giles, *Transnational Anti-Communism and the Cold War Agents, Activities, and Networks*, Londres, Palgrave, 2014, p 146-160.

<sup>240</sup> BLAS Javier, SMITH Grant, "Robert Mabro, Oil Guru Who Brokered OPEC Peace Deal, Dies at 81", Bloomberg, 4th August 2016.

protéger le détroit d'Ormuz et prévenir les tentatives soviétiques de se ménager un accès au pétrole. Ces éléments, note le diplomate, ne manqueront pas de susciter l'intérêt du Congrès américain<sup>241</sup>. Au mois d'août, John Graham transmet à Peter Carrington un article sur la « crise continue en Iran » rédigé par Ian Greig, directeur-adjoint du Foreign Affairs Research Institute, un *think tank* de droite focalisé sur la menace communiste<sup>242</sup>. Le point de vue socialiste est aussi appréhendé, comme le montre la présence dans les archives du FCO d'un article sur « la nouvelle voie iranienne » publié dans la revue du ministère soviétique des Affaires étrangères, *International Affairs*<sup>243</sup>.

De manière plus conventionnelle, on retrouve dans les archives de l'ambassade de Téhéran la copie d'un article de William Griffith, professeur de science politique au Centre d'études internationales du Massachusetts Institute of Technology, associé à l'École Fletcher de droit et de diplomatie de l'université Tufts, sur la renaissance du fondamentalisme islamique. Il y revient sur le cas iranien à l'appui d'une relecture de la bibliographie et de conversations avec des acteurs iraniens<sup>244</sup>. Valerie Yorke, chercheuse associée à Chatham House, envoie en avril 1980 au FCO une copie de son étude du Golfe dans les années 1980 qu'elle a préparée en liens étroits avec les départements concernés : le résultat est « une étude sensée et pondérée qui dit publiquement de nombreuses choses que nous [diplomates] avons à dire en privé ». Sa qualité lui vaut l'honneur d'un éditorial du *Times*, distinction relevée comme inhabituelle pour une publication de Chatham House<sup>245</sup>. Cette circulation de la réflexion intellectuelle se fait également entre Londres et Washington, à la faveur de liens transatlantiques éprouvés : Donald Maintland reçoit ainsi un article sur la fin de la « Pax Americana » paru en mai dans le *Middle East Economic Digest* de Joseph Malone, directeur du Middle East Research Associates Incorporated, un cabinet de conseil ouvert aux acteurs économiques et politiques<sup>246</sup>. Ancien arabisant du MECAS de Chemlane, étudiant à l'université de Washington et docteur de l'université de Londres, ce dernier témoigne de la projection intellectuelle de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran<sup>247</sup>. L'influence de sa réflexion est cependant inégale : les Britanniques, qui confirment suivre ses réflexions dans le *Middle East Economic Digest*, notent cependant à regret que sa voix prêche dans le désert<sup>248</sup>.

## 2. L'organisation de séminaires à contre-temps

La remobilisation de la recherche se traduit par l'organisation de séminaires par les gouvernements.

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/3292/22, Munro to Moberly, ISC study on the Security of Middle East oil, 21st June, 1979.

<sup>242</sup> TNA, FCO 8/3356/390, Graham to Carrington, "Render therefore unto Caesar...", 2nd August, 1979.

<sup>243</sup> TNA, FCO 28/3866, DEMCHENKO Pavel, "Iran Takes a New Road", *International Affairs*, 10th October, 1979, p. 80-86.

<sup>244</sup> Den, vol. 14, GRIFFITH William, "The Revival of Islamic Fundamentalism: The Case of Iran", *International Security*, 1979, vol. 4, n°1, p. 132-138.

<sup>245</sup> TNA, FCO 8/3440/5, Brant to CS, 3S, SPLSO, VO, The Gulf in the 1980's, 8th April, 1980.

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/3588/462, Maintland to Moberly, US standing in the Middle East, 5th June, 1980. MALONE Joseph, "The End Of Pax Americana, A Washington Perspective", *Middle East Economic Digest*, 23rd May, 1980.

<sup>247</sup> "Joseph Malone, Mideast Studies Specialist, Dies", *The Washington Post*, 5th December, 1983.

<sup>248</sup> TNA, FCO 8/3588/462, Maintland to Moberly, US standing in the Middle East, 5th June, 1980.

John Countryman, alors directeur adjoint du bureau de la péninsule Arabique au département d'État, se rappelle une initiative d'Harold Saunders, lui-même un ancien du bureau de la recherche et du renseignement, qui organise au printemps 1979 une journée de séminaire sur le fondamentalisme islamique. Il réunit les principaux experts du sujet, issus du monde de l'université et de la communauté du renseignement<sup>249</sup>. Michael Fisher, professeur d'anthropologie à Harvard, prépare à cette occasion une communication sur la religion et le développement en Iran, mettant en perspective l'exemple iranien de réveil du fondamentalisme musulman<sup>250</sup>, que l'universitaire britannique Bernard Lewis, professeur à la SOAS puis à Princeton, étudie depuis les années 1950<sup>251</sup>. J. Countryman se rappelle une journée stimulante, qui permet aux officiers du département de mieux appréhender les réalités régionales et de comprendre l'usage qu'ils auraient pu faire de la recherche académique avant la révolution.

Au Royaume-Uni, le ministère de la Défense organise conjointement avec Chatham House un séminaire sur les conséquences de la disparition du CENTO les 12 et 13 juillet 1979. Shahram Chubin, directeur des études de sécurité régionale à l'IISS, analyse le contexte du « désarroi sur le flanc sud-est » de l'OTAN. Le ministère de la Défense prépare un document de travail présentant les options de réponse de l'Occident aux conséquences de la révolution. Le FCO y est représenté par l'ancien ambassadeur en Iran Anthony Parsons, le sous-secrétaire d'État adjoint à la sécurité internationale Patrick Moberly, le directeur du département de la Défense David Gillmore, son homologue du département de la planification Brian Crowe. Le ministère de la Défense est représenté par le sous-secrétaire d'État permanent Frank Cooper et le secrétaire d'État adjoint à la politique et aux programmes Michael Quinlan<sup>252</sup>.

Le 7 février 1980, la Maison-Blanche réunit un groupe d'universitaires spécialistes de l'islam. Dans le contexte de la crise des otages, il s'agit de sensibiliser l'administration aux principes du chiisme et au réveil supposé du fondamentalisme islamique. Selon Warren Christopher, le président entend s'assurer que les négociateurs américains ne se mettent pas en porte-à-faux, par leurs actes ou paroles, avec leurs interlocuteurs dans le monde musulman. Il s'enquiert de l'existence dans la culture iranienne de jours fériés ou de fêtes qui pourraient motiver une amnistie des prisonniers. Il interroge les experts sur l'état d'esprit de l'ayatollah Khomeini et sur les meilleures manières de l'approcher<sup>253</sup>. Il s'intéresse aussi à la perception des États-Unis en Iran pour mieux appréhender les aspirations des révolutionnaires<sup>254</sup>.

Le lendemain, c'est au tour du service de recherche du Congrès d'organiser un colloque sur l'islam et le chiisme en Iran et en Asie centrale. Hamid Algar, professeur à Berkeley, retrace dans le cadre d'une présentation sur la révolution l'histoire de l'opposition du clergé à la tyrannie intérieure et à la domination étrangère en Iran. Le compte-rendu des échanges rappelle que l'historien d'origine britannique s'est

<sup>249</sup> COUNTRYMAN Ambassadeur John, entretien avec David Reuther, 19 novembre 2001 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Countryman,%20John%20R.toc.pdf>

<sup>250</sup> Den, vol. 15, Fischer, Religion and progress in Iran, Briefing Paper, Department of State Colloquium on Iran, 25th May, 1979.

<sup>251</sup> LEWIS Bernard, "Islamic Revival in Turkey", *International Affairs*, 1952, vol. 28, n°1, p. 38-48.

<sup>252</sup> TNA, FCO 8/3292/21, Norbury, Chatham House Defence Seminar 11/12 July, 9th July, 1979.

<sup>253</sup> SAUNDERS Dr. Harold, entretien avec Thomas Stern, 30 avril 2002, *op. cit.*

<sup>254</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran*, *op. cit.*, p. 124.



converti à l'islam et s'est rendu en décembre 1979 en Iran où il a interrogé l'ayatollah Khomeini, dont il restitue en partie les opinions. Sa présentation, profondément marquée par sa haine envers le shah, présente une vision jugée naïve de la politique de soutien américain à son régime. Il exhorte cependant les États-Unis à « foutre le camp [*get the hell out*] du monde islamique avant qu'eux-mêmes ne soient fichus dehors ». L'outrance de son point de vue ne l'invalide cependant pas aux yeux des autres intervenants. Thomas Ricks, professeur à Georgetown, avance une opinion aussi critique, mais plus policée, de la politique de soutien au shah. Il appelle le gouvernement à la vigilance quant à la limite étroite entre l'assistance et l'ingérence. Il s'agit pour les États-Unis d'envoyer des signaux forts montrant leur acceptation de la révolution, en nommant à Téhéran un ambassadeur acceptable par le pouvoir en place, en lançant au Congrès une enquête sur la politique américaine en Iran et en participant à l'enquête menée sous l'égide de l'ONU au sujet du régime impérial. La conférence associe également Mehdi Haeri, professeur de philosophie islamique à Toronto, enseignant invité à Georgetown, qui défend l'idée selon laquelle la ligne de fracture n'oppose pas un islam traditionaliste ou modernisateur, mais une modernité fallacieuse ou sincère. Charles Adams, professeur d'études islamiques à McGill, George Makdisi, professeur d'études islamiques en Pennsylvanie et Zuhair Jwaideh, directeur du département du droit africain et proche-oriental à la bibliothèque du Congrès, discutent des enjeux de l'islam chiite, notamment la doctrine de l'imamat et les relations avec l'autorité politique. Edward Allworth, professeur d'études turco-soviétiques à Columbia, présente le statut de l'islam dans les marges iraniennes de l'URSS<sup>255</sup>.

L'organisation de séminaires se fait aussi dans un cadre transnational avec des acteurs régionaux du Moyen-Orient. En décembre 1980, Hamad Al Khalifa de Bahreïn, prince héritier et ministre des Affaires étrangères, suggère à l'ambassadeur britannique Harold Walker l'organisation d'un séminaire confidentiel sur le golfe Persique. Avec le soutien de l'IISS, il s'agit de réunir des diplomates britanniques et des militaires bahreïnais afin de poser les jalons de la défense de la région<sup>256</sup>. Sollicité par le FCO, Jonathan Alford, directeur adjoint de l'IISS, décline la proposition en l'état mais se montre ouvert à l'idée d'un séminaire public. Il renvoie les diplomates vers son prédécesseur, Kenneth Hunt, devenu directeur du Comité atlantique britannique, par ailleurs conseiller auprès de la commission de la Défense de la Chambre des communes et consultant sur les questions de défense aux États-Unis et au Japon<sup>257</sup>. L'organisation du séminaire sous son égide témoigne des dimensions transatlantiques d'une réflexion intellectuelle sur les nouveaux habits du Moyen-Orient en lien avec les gouvernements concernés.

### 3. La densification de l'activité des *think tanks*

L'enracinement de la République islamique stimule la réflexion des cercles de pensée que la

<sup>255</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000400130004-3, Islam and Shiism, in Iran and Central Asia, Comments of Academic Specialists in a Conference sponsored by the Congressional Research Service, 12th February, 1980.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/3462/13, Walker to FCO, Bahrain 199, Seminar on Gulf Defence, 24th December 1980.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/3462/15, Miers to Walker, Bahrain, Seminar on Gulf Defence, 12th December, 1980.

révolution avait relancée à la fin des années 1970. Dès le mois de juin 1979, Chatham House organise une journée de conférence sur le Moyen Orient après le shah<sup>258</sup>. Il s'agit de répondre aux incertitudes pesant sur les intérêts politiques et économiques occidentaux. Le programme propose de s'intéresser aux conséquences de la crise iranienne sur la stabilité politique de la région puis de considérer ses implications à court et moyen termes sur le prix et l'approvisionnement en pétrole ainsi que sur les relations économiques et commerciales dans le Golfe. La liste des intervenants reflète les projections intellectuelles de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran.

Rouhollah Ramazani fuit l'Iran dans le contexte tumultueux de la crise d'Abadan puis s'installe aux États-Unis, où il enseigne le Moyen-Orient à l'université de Virginie, avant d'y fonder un département dédié. Directeur du département d'affaires gouvernementales et étrangères, il est régulièrement consulté par la Maison-Blanche pendant la crise des otages, acquérant le statut de « doyen des études de politique étrangère iranienne » aux États-Unis<sup>259</sup>. Auteur de plusieurs ouvrages faisant autorité sur ce thème, il publie aussi en 1980 une analyse des enjeux de la révolution dans *International Affairs* et des questions de sécurité dans le Golfe dans *Foreign Affairs*<sup>260</sup>. Shahram Chubin, directeur des études de sécurité régionale à l'IISS, naît en Iran et fait ses études au Royaume-Uni et aux États-Unis. Auteur d'un ouvrage sur la politique étrangère iranienne, il influence le débat public par ses contributions à des revues comme *International Security* et ses interventions auprès des iraniens<sup>261</sup>. Il intervient à nouveau à Chatham House à l'occasion du déclenchement de la guerre Iran-Irak<sup>262</sup>, aux côtés d'Adeed Dawisha, professeur de science politique d'origine irakienne, docteur en économie de la LSE et chercheur à l'IISS<sup>263</sup>. William Quandt, ancien directeur pour le Moyen-Orient au CSN, est chercheur émérite du programme d'étude de la politique étrangère à la Brookings Institution. Son domaine d'expertise relève surtout du Proche-Orient, comme en témoigne son rôle dans les négociations ayant conduit aux accords de Camp David. Gwynne Jones, Lord Chaffont, ancien agent du renseignement russophone, correspondant militaire du *Times*, du *Guardian* et du *New Statesman*, a servi comme ministre d'État au FCO à la fin des années 1960. Ulf Lantzke est directeur général à l'AIE. Keith Mackrell, ancien boursier à la LSE, est directeur de Shell depuis 1977. Gordon Calver intègre à 17 ans la Banque impériale de Perse. Il séjourne pendant 10 ans en Iran, où il se rend tous les ans jusqu'en 1978<sup>264</sup>. Il est membre de la Société iranienne de Londres depuis 1952, dont il est secrétaire honoraire à partir de 1977, et du British Institute of Persian

<sup>258</sup> CHA, RIIA 10/75/1a, The Middle East after the Shah, Chatham House Conference, 20th June, 1979.

<sup>259</sup> PROVENCE Lisa, "R.K. Ramazani: U.S. 'dean of Iranian foreign policy studies' dies at 88", *C'ville*, 6th October, 2016

<sup>260</sup> RAMAZANI Rouhollah, "Iran's Revolution: Patterns, Problems and Prospects", *International Affairs*, 1980, vol. 56, n°3, p. 443-457 et "Security in the Persian Gulf", *Foreign Affairs*, 1979, vol. 57, n°4, pp. 822-835.

<sup>261</sup> CHUBIN Shahram, *The Foreign relations of Iran: a developing state in a zone of great-power conflict*, Berkeley, University of California Press, 1974 et "Iran's Security in the 1980s", *International Security*, 1978, vol. 2, n°3, p. 51-80. DOS, C17614228, Brewster to State, London 15967, Recent developments in Iran: view of Shahram Chubin, 25th July, 1980.

<sup>262</sup> Dr. Adeed Dawisha [En ligne], Miami University [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.miamioh.edu/cas/academics/departments/political-science/about/faculty-staff/faculty-bios/dawishaA%20/index.html#>.

<sup>263</sup> CHA, RIIA/8/4152, The Iraq-Iran War: Causes and Consequences, Chatham House, 20th November, 1980.

<sup>264</sup> CHA, RIIA 10/75/1a, Calver, Implications for Oil Prices and Supplies, 20th June, 1979.

Studies (BIPS) depuis 1967. Dans la nécrologie qu'il lui consacre pour la revue du BIPS, Denis Wright note que son amour pour l'Iran se reflète dans le nom de sa demeure, Darban, remplie de livres, verreries, peintures et tapis persans. Il conserve après sa retraite de nombreux amis en Iran<sup>265</sup>.

En ouverture de sa communication à Chatham House, R. Ramazani note avoir été débordé par une multitude de sollicitations depuis la révolution, laquelle a suscité un regain d'intérêt pour l'Iran de la part du monde des affaires, des universitaires et des acteurs politiques<sup>266</sup>. Lors de sa 33<sup>e</sup> conférence annuelle, le Middle East Institute (MEI) de Washington sollicite ainsi James Bill pour une présentation de la situation en Iran à l'automne 1979<sup>267</sup>. Le département d'État y est représenté par Stephen Grummon, ancien volontaire du Corps de la paix en Iran, alors officier au bureau de la planification.

Au mois de septembre a lieu la première séance du groupe d'étude du Council on Foreign Relation sur le facteur pétrolier dans la politique étrangère américaine. Prenant acte de son importance croissante depuis le choc consécutif à la guerre du Kippour, le *think tank* new-yorkais entend analyser les questions énergétiques dans leurs dimensions stratégiques, économiques, financières et politiques. Les sessions abordent la dépendance des Occidentaux à l'égard du Moyen-Orient, la coordination politique entre les États importateurs, les relations bilatérales et multilatérales avec les pays producteurs, le rôle des pays du bloc soviétique, puis les perspectives offertes aux États-Unis, en termes d'approfondissement des liens avec le Moyen-Orient ou de diversification des sources et régions d'approvisionnement<sup>268</sup>.

L'éclatement des tensions le long de l'« arc de crise » suscite par ailleurs la tenue de séances destinées à apporter de l'intelligibilité aux traumatismes ressentis. Trois semaines après la prise d'assaut de l'ambassade de Téhéran a lieu un débat informel sur l'Iran au Council on Foreign Relation<sup>269</sup>. Trois mois après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, une journée d'étude revient sur les conséquences de la chute de Téhéran et de Kaboul sur la politique étrangère américaine<sup>270</sup>. Elle mobilise sous la direction de Philip Habib, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques, des acteurs politiques comme Zbigniew Brzezinski, des diplomates comme Herman Eilts, ancien officier en Iran puis ambassadeur en Arabie saoudite et en Égypte, des chercheurs comme Fouad Ajami, directeur pour les études moyen-orientales à l'École d'études internationales avancées de l'université Johns Hopkins, et des journalistes comme Richard Burt, ancien directeur adjoint à l'IISS de Londres, alors correspondant du *New York Times* pour les affaires de sécurité nationale. Le séminaire accueille une centaine d'auditeurs, parmi lesquels un nombre notable de collaborateurs de l'administration en place : William Odom, Howard Wriggins et Jasper Welch pour le CSN ; Philip Stoodard, Michael Peay, Charles Mayne, David Mark pour le département d'État ; Nicholas Platt, Robert Gray et Nancy Berg pour le Pentagone.

La liste des intervenants aux séminaires organisés parallèlement par Chatham House et le Council

<sup>265</sup> WRIGHT Denis, "Gordon A. Calver 1921-1990", *Iran*, 1991, vol. 29, p. v.

<sup>266</sup> CHA, RIIA 10/75/1a, Ramazani, The Situation in Iran: political, social and economic dimensions, 20th June, 1979.

<sup>267</sup> DNSA, IR03292, Grummon, The Current Situation in Iran, 15th October, 1979

<sup>268</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 228, Folder 7, Conant to Attendees, 20th August, 1979.

<sup>269</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 488, Folder 5 Iran, (Town Meeting), 28th November, 1979.

<sup>270</sup> PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 489, Folder 2, American Foreign Policy after Afghanistan and Iran, 29th March, 1980

on Foreign Relations témoigne de leur acculturation aux nouveaux habits de l’Iran et du Golfe : de retour de Téhéran William Sullivan présente sa vision de la situation du pays<sup>271</sup> ; le ministre iranien des Affaires étrangères Ebrahim Yazdi pose les jalons de la politique étrangère du nouveau régime<sup>272</sup> ; ancien conseiller du président de la Banque mondiale, Irving Friedman analyse les conséquences économiques de la révolution<sup>273</sup> ; ancien étudiant à Harvard et à Oxford, chercheur à Téhéran et professeur à Princeton, Shaul Bakhash revient sur l’entrée en guerre face à l’Irak<sup>274</sup> ; correspondant du journal *Le Monde* en Iran pendant la révolution, Éric Rouleau analyse les transformations du Moyen-Orient au début de la guerre Iran-Irak après avoir publié dans *Foreign Affairs* un article sur l’Iran de Khomeini<sup>275</sup>.

Les directoires de la pensée occidentale ne font pas l’économie d’une réflexion sur la crise iranienne. Des débats sur les responsabilités des Occidentaux dans la chute du shah et ses conséquences pour leurs intérêts dans le Golfe sont au menu des rencontres de Bilderberg organisées à Bade en avril 1979 et à Bad Aachen en avril 1980<sup>276</sup>. Y assistent George Ball, Hedley Donovan, Theodore Eliott, Denis Healey, Douglas Hurd, Henry Kissinger, Bernard Lewis, David McGiffert, David Newsom et David Rockefeller. Michael van Dusen, membre de la sous-commission Moyen-Orient de la Chambre des représentants est quant à lui invité à participer en juin 1980 à la conférence de la fondation Ditchley : ancien étudiant à Princeton, il apprend l’arabe au MECAS, avec Adrian Fortescue, l’un des iraniens de Massachusetts Avenue, qui recommande à ses collègues londoniens de réserver le meilleur accueil à son ancien camarade lors des consultations qu’il entend mener en parallèle au FCO<sup>277</sup>. L’instabilité dans le Golfe est enfin au programme de la 11<sup>e</sup> réunion de la Commission Trilatérale, organisée à Londres en mars 1980. Parmi les intervenants figurent des membres de l’*Establishment* transatlantique, tels Peter Carrington, James Callaghan, Edward Heath, Margaret Thatcher et le directeur de Chatham House, David Watt<sup>278</sup>.

## C. La résistance à contre-courant des vétérans de l’empire

### 1. L’influence prolongée des pahlaviens

Les effets de l’alternance politique sont compensés par l’ouverture précoce du nouvel entourage décisionnel britannique aux agents du pahlavisme en Occident, qui poursuivent au Royaume-Uni comme

<sup>271</sup> PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 487, Folder 7, An Assessment of the Situation in Iran, 19th June, 1979.

<sup>272</sup> PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 489, Folder 2, Iran, 2nd October, 1979.

<sup>273</sup> PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 488, Folder 3, Implications of the Iranian Crisis, 16th January, 1980.

<sup>274</sup> PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 488, Folder 3, Iran: the Revolutionaries Go to War, 10th November, 1980.

<sup>275</sup> ROULEAU Éric, “Khomeini’s Iran”, *Foreign Affairs*, 1980, vol. 59, n°1, p. 1-20 et PUL, MC 104, Subseries 4A, Box 489, Folder 4, Iran and Iraq: the Changing Configuration in the Middle East, 10th November, 1980.

<sup>276</sup> Bilderberg Meetings, Bad Aachen Conference, 18, 19, 20 April 1980 [En ligne], Wikileaks [consulté le 27 juin 2021], disponible à l’adresse <https://file.wikileaks.org/file/bilderberg-meetings-report-1980.pdf> et Bilderberg Meetings, Baden Conference, 27-29 April 1979 [En ligne], Scribd [consulté le 27 juin 2021], disponible à l’adresse <https://fr.scribd.com/document/172648415/Bilderberg-Meetings-Conference-Report-1979>

<sup>277</sup> TNA, FCO 8/3444/5, Fortescue to Miers, Michael van Dusen, 29th May, 1980.

<sup>278</sup> T 23 – 1980 Trilateral Commission Plenary in London [En ligne], The Trilateral Commission [consulté le 27 juin 2021], disponible à l’adresse [https://trilateral.org/download/doc/London\\_19801.pdf](https://trilateral.org/download/doc/London_19801.pdf)

aux États-Unis leur œuvre d'influence à contre-courant de la chute du régime impérial.

Margareth Thatcher fait la connaissance de Nelson Rockefeller dès la fin des années 1960, à l'occasion du séjour financé par l'Institut des affaires gouvernementale du département d'État qu'elle effectue en tant que porte-parole de l'opposition pour les affaires économiques<sup>279</sup>. Elle rencontre Henry Kissinger au début des années 1970<sup>280</sup>. Le 18 février 1975, devenue cheffe de l'opposition, elle partage avec lui un petit-déjeuner au Claridge's. Elle écrit en suivant son enthousiasme à Grosvenor Square, précisant qu'elle est devenue « l'une des nombreuses fans » de l'Américain et espère pouvoir s'entretenir avec lui lors de son prochain séjour aux États-Unis<sup>281</sup>. Le souvenir qu'elle laisse à H. Kissinger est vivace : elle l'impressionne par son intransigeance politique, qui le séduit sans le convaincre. Lorsque Gerald Ford sollicite son conseil sur les personnalités à rencontrer en Europe, le secrétaire d'État suggère le député Christopher Soames, ancien secrétaire d'État à la Guerre, par ailleurs gendre de Winston Churchill, car il ne pense pas que M. Thatcher puisse durer<sup>282</sup>. Le 10 mars, David Rockefeller, président de la Chase Manhattan, lui rend visite à Westminster, en marge d'un déplacement à Londres où il rencontre le chancelier de l'Échiquier Denis Healey<sup>283</sup>. La cheffe de l'opposition se rend aux États-Unis en septembre, où elle rencontre notamment le vice-président Rockefeller, son frère David, ainsi que le secrétaire d'État H. Kissinger, ce dernier à l'occasion d'un petit-déjeuner en privé<sup>284</sup>. Le 17 est donné en son honneur un déjeuner au Council on Foreign Relation, sous la présidence de McGeorge Bundy<sup>285</sup>.

L'enracinement des amitiés transatlantiques de la « Dame de Fer » produit peu à peu ses effets. À son départ du département d'État, au mois de janvier 1977, H. Kissinger lui écrit ce message d'envoi :

« Mon admiration lointaine pour le système politique britannique s'est accrue pendant ces dernières années passées au gouvernement. Tout bien considéré, la place relative des chefs de l'opposition britannique est haute dans mon estime. J'ai pu mesurer la valeur de nos échanges sur les questions importantes auxquelles nos pays font face et vous souhaite un succès continue à l'avenir. Bien sincèrement, Henry A. Kissinger. »<sup>286</sup>

Pour son séjour outre-Atlantique, prévu en septembre, elle prévoit dès l'été de s'entretenir avec l'ancien secrétaire d'État, ainsi qu'avec Jimmy Carter et les membres de son entourage décisionnel de politique étrangère : Cyrus Vance, Harold Brown, Zbigniew Brzezinski, James Schlesinger et Michael Blumenthal<sup>287</sup>. Le programme final prévoit également un dîner informel avec David Rockefeller au River Club de New York le 8 septembre et avec H. Kissinger à Washington le 13 septembre<sup>288</sup>.

<sup>279</sup> MTF, 110552, Keogh to Lashly, Margaret Thatcher, 13th February, 1975.

<sup>280</sup> MOORE Charles, *Margaret Thatcher: The Authorized Biography, "Volume One: Not for Turning"*, Londres, Allen Lane, 2013, p. 313.

<sup>281</sup> GALLOWAY William, entretien avec Stuart Kennedy, 28 septembre 1999 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Galloway,%20William%20J.toc.pdf>

<sup>282</sup> GFL, National Security Advisor, Box 11, Memorandum of Conversation, Ford-Kissinger, 9th May, 1975.

<sup>283</sup> H7RA9H [En ligne] Alamy [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse dans <https://www.alamy.com/stock-photo-david-rockefeller-chairman-of-the-chase-manhattan-bank-visits-opposition-125288173.html>

<sup>284</sup> TNA, FCO 82/491/51, Russell to Thomas, Mrs Thatcher's Visit, 25th September 1975.

<sup>285</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 483, Folder 7, Britain Today: A Conservative View, 17th September, 1975.

<sup>286</sup> AAD, Kissinger to London, State 008772, Message from Secretary Kissinger to Mrs Thatcher, 14th January, 1977.

<sup>287</sup> TNA, FCO 82/774/142, Butler to Melhuish, Mrs Thatcher's visit to America, 6-14 September, 6th July, 1977.

<sup>288</sup> TNA, FCO 82/775/57, The Rt Hon Mrs Margaret Thatcher's Itinerary to the United States as at 1 September 1977.

Ce dernier la félicite par écrit à l'occasion de la victoire électorale des conservateurs<sup>289</sup>. La Première ministre le reçoit à déjeuner deux mois plus tard à Downing Street<sup>290</sup>. En juin, informée de la venue de D. Rockefeller à Londres, M. Thatcher affirme sa volonté de pouvoir le recevoir rapidement malgré une semaine chargée par le bouclage du budget, car elle le considère comme un « bon ami »<sup>291</sup>. L'entretien, prévu pour durer 30 minutes, a lieu le 12 juin<sup>292</sup> : il aborde les sanctions en Rhodésie, la recherche d'une résidence pour le shah et la politique économique conservatrice<sup>293</sup>. L'homme d'affaires et ancien ambassadeur au Royaume-Uni Walter Annenberg, qui a accueilli dans sa propriété de Palm Springs la mère du shah et la princesse Chams, est également reçu à déjeuner à Downing Street le 14 octobre<sup>294</sup>.

Deux mois plus tard, lors de son premier séjour à Washington en tant que Première ministre, D. Rockefeller organise en son honneur un dîner réunissant 150 hommes d'affaires américains parmi lesquels, outre H. Kissinger, on retrouve Averell Harriman<sup>295</sup>. L'ancien secrétaire d'État et le banquier poursuivent au-delà leur action d'impétrants. Le premier se rend au Royaume-Uni au mois d'avril 1980, alors que la question des sanctions répondant à la prise d'otages de Téhéran crispe la relation transatlantique. H. Kissinger s'y montre cependant plus critique de l'inexpérience de l'administration américaine et de l'inefficacité de sa politique iranienne que héraut de la politique de sanctions que les Britanniques sont réticents à mettre en place pour ne pas en souffrir les conséquences<sup>296</sup>. D. Rockefeller continue à correspondre avec M. Thatcher de manière épisodique sur les grandes questions de politique étrangère<sup>297</sup>. Il rencontre par ailleurs à l'automne 1979 l'officier traitant de la CIA Malcolm Kalp, quelques jours avant son départ pour Téhéran, auquel il déclare espérer ne pas avoir « créé trop de problèmes » en insistant auprès de l'administration pour la convaincre de faire admettre le shah aux États-Unis<sup>298</sup>.

## 2. Le recours occidental des impériaux

La chute du shah conduit les membres de la Cour impériale à solliciter leurs anciens partenaires dans leur recherche de refuge. Les pressions exercées sur Londres et Washington vont cependant à contre-courant des efforts engagés par les Occidentaux pour normaliser leurs relations avec le nouveau régime.

Dès le printemps 1979, le département d'État reçoit de nombreuses requêtes émanant d'Américains influents qui sollicitent l'octroi d'un statut légal, de documents de voyage ou d'un asile pour la princesse Ashraf et d'autres membres de l'entourage du shah, comme l'ancien Premier ministre Jamshid Amouzegar, l'ancien ambassadeur aux États-Unis Hushang Ansary et l'ancien commandant en chef des forces

<sup>289</sup> CAC, THCR 3/2/1, Thatcher to Kissinger, 7th May, 1979.

<sup>290</sup> CAC, THCR 6/1/2/1, Thatcher Engagement Diary, 8th July, 1979.

<sup>291</sup> CAC, THCR2/1/4/79220, Cabinet to Prime Minister, 4th June, 1979.

<sup>292</sup> CAC, THCR 6/1/2/1, Thatcher Engagement Diary, 12th June, 1979.

<sup>293</sup> TNA, PREM19/107/231, Note for the Record, 13th June, 1979.

<sup>294</sup> CAC, THCR 6/1/2/1, Thatcher Engagement Diary, 14th October, 1979.

<sup>295</sup> MOORE Charles, *Margaret Thatcher, op. cit.*, p. 499.

<sup>296</sup> TNA, PREM 19/295, Private Secretary to Lever, Call by Dr. Kissinger, 16th April, 1980.

<sup>297</sup> CAC, THCR 3/2/38/60, Thatcher to Rockefeller, 3rd October, 1980.

<sup>298</sup> BOWDEN Mark, *Guests of the Ayatollah, op. cit.*, p. 20.

armées Gholam-Ali Oveissi. Le département y oppose les intérêts des États-Unis dans un contexte de rapprochement avec la République islamique. Refusant de les acculer à un retour non-souhaité en Iran, l'administration suggère aux membres de la Cour de solliciter une extension de leur visa. La princesse Ashraf soulève des questions particulières, en raison de son passé polémique. L'un de ses fils a indiqué à Washington qu'elle n'a pas abandonné son projet de restaurer la monarchie. Téhéran se méfie évidemment des efforts engagés en faveur d'une contre-révolution par des proches du shah, en lien supposé avec les États-Unis. Le département d'État renvoie la question à l'avocat de la princesse, William Jackson, qui travaille pour David Rockefeller, et appelle à traiter les autres requêtes au cas par cas<sup>299</sup>.

Dans sa recherche d'asile, la princesse est soupçonnée d'user de ses réseaux transatlantiques, qu'elle réactive à l'occasion de l'alternance politique à Londres. Elle adresse un message de félicitations à Margaret Thatcher à son arrivée aux affaires. Le département du Moyen-Orient est sollicité pour déterminer la teneur d'une réponse éventuelle. Malgré les relations entre les deux femmes, Alan Munro soupçonne l'existence d'un agenda derrière l'initiative : la recherche d'une réponse publique, qui pourrait offenser le gouvernement islamique avec lequel Londres tente d'instaurer les bases d'une relation, voire la tentative de fonder une requête de s'installer au Royaume-Uni, où la princesse possède une résidence. Le diplomate recommande ainsi une réponse prudente, simple et formelle. Consulté, l'ancien ambassadeur en Iran Anthony Parsons reconnaît qu'il ne peut pas s'empêcher de l'apprécier, mais il rappelle l'implication de la princesse dans des scandales de mœurs, de pots-de-vin et de trafic de drogue, ainsi que sa nature d'intrigante. Il confirme ainsi la probabilité d'une instrumentalisation de la réponse qui lui serait apportée, laquelle pourrait conduire à une mesure de rétorsion de la part du nouveau régime<sup>300</sup>.

La situation des autres membres de la Cour est suivie de près à Londres. Le 11 août 1980, l'ancien roi de Grèce Constantin II indique à Douglas Hurd, ministre d'État au FCO, la volonté de la shahbanou de se rendre au Royaume-Uni. Le secrétaire d'État à l'Intérieur fait cependant savoir que la préservation de l'ordre public et de la sécurité de l'impératrice ne permet pas de concevoir une visite à ce stade. Le chef de sa garde personnelle se voit néanmoins accordé un visa touristique pour visiter le pays. Peter Temple-Morris, secrétaire du groupe parlementaire anglo-iranien aux Communes, resté en relation avec de nombreux Iraniens aculés à l'exil, est en contact régulier avec le FCO. De retour du Caire, où il a été reçu par la shahbanou, il se rend auprès de D. Hurd pour lui rendre compte de sa situation et de ses activités. Il l'informe du fait que le prince héritier, qui avait envisagé de suivre les enseignements de l'université américaine du Caire, en a été découragé pour des raisons de sécurité. Par ailleurs, la shahbanou subit de fortes pressions de la part des exilés iraniens pour déclarer son fils shah. La seule requête qu'elle demande à P. Temple-Morris de présenter à Londres est celle d'un message aux monarchies arabes afin de les encourager à contribuer financièrement à la restauration de la monarchie iranienne. La famille est de plus soucieuse d'améliorer l'image de l'ancien régime en Occident : elle en connaît la

---

<sup>299</sup> DNSA, IR02468, Saunders to Newsom, USG Attitude on Visas for the Shah's Family and Immediate Entourage, 18th April 1979; IR02473, Newsom to Saunders, 20th April 1979.

<sup>300</sup> TNA, FCO 8/3374/38, Munro to Moberly, Iran: message of congratulation from princess Ashraf, 9th May, 1979.

mauvaise réputation aux États-Unis et ne cache pas sa méfiance envers Jimmy Carter, qui éclate dans ses mémoires<sup>301</sup>. Les Pahlavi espèrent que les Britanniques seront mieux disposés, du fait de leur régime monarchique, sur la question de la restauration de l'ancien régime iranien<sup>302</sup>. Le palais de Buckingham envoie d'ailleurs à la shahbanou et au prince héritier leurs vœux à la fin de l'année, auxquels leurs destinataires ne manquent pas de répondre, espérant en entretenant les réseaux du Gotha bénéficier d'une expression de solidarité politique de la part de la monarchie britannique<sup>303</sup>.

Le département du Moyen-Orient accueille cependant la requête de la shahbanou avec la prudence de rigueur. Il note que, depuis la révolution, Londres considère comme minimales les chances de restauration en Iran. L'audience des exilés militant pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle se limite par ailleurs à de rares groupes dans la classe moyenne et les tribus de province. Bien que la situation politique reste très volatile en Iran, peu de signes suggèrent qu'un régime plus modéré puisse gagner un soutien populaire suffisant. Le diplomate ne voit rien à gagner à accéder à la requête de la shahbanou. Il note cependant l'intérêt à maintenir le contact avec son entourage et quelques autres exilés, ce à quoi veille l'ambassade britannique du Caire et contribuent les rapports de P. Temple-Morris<sup>304</sup>. Afin de ne pas fragiliser les tentatives de rapprochement avec la République islamique, cependant, le gouvernement britannique doit se dispenser de contacts trop ouverts avec les Iraniens en exil.

### 3. Le jeu transatlantique des exilés

Au-delà des membres de l'entourage impérial, la gestion des revendications des exilés iraniens met en effet à l'épreuve les efforts de normalisation avec Téhéran, mais également la relation transatlantique. Au mois de septembre 1979, le FCO apprend avec inquiétude la volonté du dernier Premier ministre du Shah, Chapour Bakhtiar, de participer à Londres aux manifestations annoncées devant les ambassades américaine et iranienne pour s'adresser à la foule et gagner un soutien à sa cause d'opposant non-violent à la République islamique. David Tatham note que l'apparition à Londres du fondateur du Mouvement de résistance nationale de l'Iran (MRNI) risque de froisser les relations avec le nouveau régime, voire mettre en danger la sécurité des Britanniques en poste en Iran. Elle pourrait aussi troubler l'ordre public, la présence de plus de 20 000 Iraniens à Londres laissant présager des mouvements de foule. La Branche spéciale du gouvernement veut persuader son contact iranien de dissuader Ch. Bakhtiar et, si nécessaire, demander au ministère de l'Intérieur de lui interdire l'entrée au Royaume-Uni. Il suggère à son secrétaire d'État de tutelle, Peter Carrington, d'user en parallèle de son influence auprès de Julian Amery, ancien membre du MI6 et du groupe parlementaire anglo-iranien, resté en contact avec le dissident. La visite

---

<sup>301</sup> TNA, FCO 8/3646/30, Lamport to Humphrey, Call on the Minister of State by Mr Temple-Morris MP, 14th October, 1980. PAHLAVI Farah, *Mémoires*, Paris, Xo éditions, 2003, p. 260, 269 et 301. Elle y rappelle cependant avoir reçu un message de soutien de la part de Rosalynn Carter au faite de la révolution (*Ibid.*, p. 275).

<sup>302</sup> TNA, FCO 8/3644/122, Humphrey to Miers, The Shah's family, 15th October, 1980.

<sup>303</sup> TNA, FCO 8/3646/140, Weir to Miers 29th December, 1980.

<sup>304</sup> TNA, FCO 8/3644/123, Lamport to Miers, The Shah's family, 4th November, 1980.



du nouveau ministre iranien des Affaires étrangères, Ibrahim Yazdi, attendu deux jours après la manifestation, est un argument supplémentaire contre la présence de Ch. Bakhtiar à Londres<sup>305</sup>.

Dans une lettre à Peter Carrington, J. Amery déclare avoir été approché par des Iraniens en exil issus du monde politique et militaire, partisans du shah, de Ch. Bakhtiar, parfois indépendants des deux. Parmi eux se trouve le général Oveissi, qu'il a rencontré deux fois en mars 1980. Tous font porter une pression croissante sur leurs interlocuteurs pour qu'ils poussent les Occidentaux à contrer la menace soviétique en Iran. Ces exilés, en désaccord par le passé, pourraient accepter de travailler ensemble, s'ils étaient encouragés en ce sens par les Britanniques. J. Amery ajoute qu'ils reconnaissent la nécessité d'un appui américain, mais qu'ils se montrent méfiant de leur capacité à suivre une ligne politique constante ou à rester discrets sur leurs initiatives. Le député propose à P. Carrington de venir le consulter à ce sujet<sup>306</sup>.

Au département du Moyen-Orient, David Miers recommande de rappeler que Londres s'est désolidarisé de tels contacts. La divulgation d'échanges avec le général Oveissi pourrait avoir des conséquences pressenties comme graves depuis la prise d'otage de Téhéran<sup>307</sup>. Les diplomates rappellent que le meilleur rempart contre l'infiltration communiste en Iran est un régime stable et indépendant et que le général Oveissi ne semble pas à même de prendre le pouvoir à Téhéran<sup>308</sup>. L'entretien entre P. Carrington et J. Amery révèle que parmi les autres acteurs de la dissidence se trouvent l'ancien ambassadeur Ardeshir Zahedi et le général Fereydoun Djam, dont la place à la tête d'un mouvement paraît hypothéquée par sa proximité avec le shah : il avait épousé en premières noces la sœur du souverain, la princesse Chams<sup>309</sup>. Trois mois plus tard, le journaliste Andrew Whitley, pour lequel travaille comme assistante de recherche Tessa Amery, confie à Stephen Lamport que son père Julian a reçu les généraux Djam et Oveissi. L'ancien correspondant de la BBC en Iran est convaincu que leur activité de dissidence bénéficie du soutien de gouvernements occidentaux, qui verraient d'un bon œil la fragilisation du nouveau régime. L'activité des dissidents sur les ondes « Voie libre de l'Iran », « Iran » et « Vatan » réclame en effet des moyens financiers et techniques laissant supposer l'appui de gouvernements de pays occidentaux où certains exilés sont réfugiés. A. Whitley est notamment persuadé que les Américains financent en partie la dissidence, comme a semblé le suggérer Zbigniew Brzezinski au correspondant du *Monde* à Téhéran, Éric Rouleau, en lui déclarant que les États-Unis ne peuvent pas se contenter de rester à l'écart sans rien faire. Il s'enquiert ainsi de la position du gouvernement britannique, conduisant S. Lamport à presser sa hiérarchie pour la définition d'une ligne politique claire à présenter aux exilés et au public<sup>310</sup>.

Parallèlement, à Washington, le directeur du bureau iranien Henry Precht s'enquiert justement auprès d'Adrian Fortescue, à Massachusetts Avenue, de la politique britannique sur la question des opposants iraniens, évoquant nommément Ch. Bakhtiar et le Général Oveissi. Le diplomate britannique soupçonne

<sup>305</sup> TNA, FCO 8/3357/421, Tatham to Moberly, Meeting with Mr Julian Amery, 4th September, 1979.

<sup>306</sup> TNA, FCO 8/3570/100, Amery to Carrington, 13th March, 1980.

<sup>307</sup> TNA, FCO 8/3603/41, Miers to Moberly, Call on 21 March by the Rt Hon Julian Amery MP, 20th March, 1980.

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/3646/11, Call on 21 March by the Rt Hon Julian Amery MP on Secretary of State, Points to make.

<sup>309</sup> TNA, FCO 8/3571/104, Call on the Secretary of State by the Rt Hon Julian Amery MP, 21st March, 1980.

<sup>310</sup> TNA, FCO 8/3571/166, Lamport to Williams et Miers, Andrew Whitley, Financial Times, 25th June, 1980.

que certains, au gouvernement américain, pourraient être enclins à les soutenir activement au risque de menacer un accord sur la libération des otages<sup>311</sup>. Le chef d'État-major des armées américain David Jones informe en parallèle le diplomate John Fretwell avoir été approché par un ancien général iranien, qui lui a affirmé être en contact avec plusieurs officiers. Il entrevoit ainsi la possibilité d'une action au moment où l'autorité de l'ayatollah Khomeini commencerait à décliner. L'opinion répandue selon laquelle la CIA serait à l'origine du « coup d'État » de 1953 lui semble infondée : ce gradé iranien, dont l'Américain tait le nom, tient le MI6 en plus haute estime, raison pour laquelle les Iraniens exilés pourraient plus aisément coopérer avec les Britanniques dans leur action contre le nouveau régime. Le chef d'État-major américain indique ne pas avoir donné suite à l'initiative. Au département du Moyen-Orient du FCO, John Moberly répond à J. Fretwell que, si les groupes prosoviétiques progressent dans l'exploitation du désordre en Iran, il pourrait être nécessaire de soutenir un ou plusieurs acteurs opposés à Moscou dans les luttes de pouvoir à Téhéran<sup>312</sup>. Dans un courrier à P. Carrington, J. Amery précise que le général Oveissi s'est récemment rendu aux États-Unis, selon lui pour rendre visite à des officiers iraniens sur place. Il y aurait eu des échanges amicaux, certains indirects, avec l'amiral Turner et Z. Brzezinski, chacun s'étant montré sympathique à sa cause et désireux d'être tenu informé de ses activités. La Maison-Blanche, cependant, n'a pas semblé disposée à prendre la décision de le soutenir. C'est pourquoi il sollicite de Londres un soutien moral et diplomatique, qui pourrait forcer les Américains à s'engager, comme en 1953. Il souhaiterait également pouvoir bénéficier d'un soutien financier qui l'aiderait à la mobilisation de ses officiers et à l'achat d'armes légères, tout en le convainquant de l'engagement des Occidentaux à ses côtés, faute de déclarations publiques qui semblent proscrites<sup>313</sup>.

Le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak jette le trouble sur les chances de succès des dissidents autoproclamés, étant donné leurs liens avec Bagdad, qui a financé une partie de leurs activités. L'efficacité de leur action est par ailleurs grippée par les accords et désaccords persistants entre ceux que S. Lamport qualifie de *prima donna* [sic] en exil<sup>314</sup>. Malgré une rumeur, émanant de la CIA, selon laquelle les Irakiens auraient exhorté le général Oveissi à se rendre rapidement sur la scène des combats pour s'installer sur le territoire libéré par leur armée, il n'en faut pas plus aux Britanniques pour réaffirmer prudemment leur prise de distance vis-à-vis des exilés<sup>315</sup>. À la mi-octobre, lorsque le militaire sollicite un visa pour se rendre au Royaume-Uni, le gouvernement recommande l'octroi d'un document accordant une visite de courte durée, afin de l'empêcher de profiter de sa présence pour s'engager dans des activités qui pourraient s'avérer embarrassantes pour Londres<sup>316</sup>. Le prisme impérial, qui facilite la réaffirmation de la « relation spéciale » entre Londres et Washington malgré l'alternance politique au Royaume-Uni, survit ainsi inégalement à l'enracinement de la République islamique.

<sup>311</sup> TNA, FCO 8/3646/7, Fretwell to Moberly, Iranian Exiles groups, 18th June, 1980.

<sup>312</sup> TNA, FCO 8/3646/7, Fretwell to Fortescue, Iran, 19th June, 1980 et Moberly to Fretwell, 26th June, 1980.

<sup>313</sup> TNA, FCO 8/3646/9, Amery to Carrington, 30th June, 1980.

<sup>314</sup> TNA, FCO 8/3646/30, Lamport to Humphrey, Call on the Minister of State by Mr Temple-Morris, 14th October, 1980.

<sup>315</sup> TNA, FCO 8/3646/28, Miers to Graham, Iranian exiles 25th September, 1980.

<sup>316</sup> TNA, FCO 8/3646/30, Lamport to Mr Becket, General Oveissi, 15th October, 1980.

## Conclusion

Prenant la parole lors de la cérémonie qui accueille Margaret Thatcher à la Maison-Blanche en décembre 1979, Jimmy Carter revient sur les voix tortueuses prises parfois par la « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Malgré l'alternance politique à Londres, qui met un terme à la sympathie relationnelle à la tête des exécutifs, l'accommodement réticent des démocrates américains aux conservateurs britanniques est facilité par le prisme impérial partagé de leur appréhension de l'Iran. Dans un contexte de recomposition partielle de la communauté des iraniens, les développements conflictuels de la révolution réduisent de plus les effets de la réticence relationnelle observée à Londres et à Washington. La distorsion des représentations provoquée par la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran est ainsi compensée par un renforcement de la coopération bilatérale. L'enracinement de la République islamique précipite par ailleurs une catharsis collective qui favorise une acculturation parallèle aux nouveaux habits de l'Iran tout en témoignant des écueils du bilatéralisme. Non seulement son efficacité est perçue comme perfectible, mais ses équilibres sont encore détournés par les Iraniens.

Les tensions internes au partenariat transatlantique, qui répondent à la révolution conservatrice en marche à Londres, ne font en fait que prolonger celles qui apparaissent à l'heure de la révolution en Iran. L'affaiblissement d'un Royaume désuni par la crise et démuné de son empire discrédité à Washington un partenaire qui n'est plus perçu à l'heure de l'alternance que comme un *primus inter pares*. L'empêchement des États-Unis dans une débâcle ayant sanctionné leur perte d'influence auprès de leurs vassaux, sinon de crédit auprès de leurs alliés, justifie à Londres une prise de distance avec le partenaire. Les formes nationales des démarches cathartiques postrévolutionnaires témoignent des limites des échanges confidentiels qui passent pourtant pour faire l'exclusivité de la « relation spéciale ». Ces rivalités certes relatives et inhérentes au bilatéralisme, sont néanmoins instrumentalisées par des exilés en quête de restauration comme elles l'ont été par un shah en quête de reconnaissance. Elles font à Washington plus qu'à Londres le jeu d'un parti-pris pahlavien perpétué à contre-courant de la chute du régime impérial.

Les leçons de la crise iranienne sont en effet partiellement tirées par des alliés dont l'acculturation aux nouveaux habits de l'Iran est finalement relative. La prégnance du prisme impérial profite du passé persan du nouvel *Establishment* britannique de politique étrangère. Elle résonne avec celui des membres de l'administration américaine par le jeu des consultations bilatérales. Elle est de plus entretenue par l'entrisme transatlantique des agents du pahlavisme en Occident ou par l'exil des vétérans de la Cour impériale. La mobilisation du savoir par le pouvoir est parfois inefficace parce que trop tardive par des entourages pétris de perceptions déformantes, parfois culturelles chez les décideurs, souvent stratégiques chez les conseillers. La rétractation des représentations diplomatiques en Iran hypothèque par ailleurs les effets recherchés de l'effort d'aggiornamento des communautés de politique étrangère, victime de la crispation croissante de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. Cette dernière provoque en novembre 1979 un sursaut spontané de solidarité entre les alliés, dans un contexte de redéfinition réciproque de la figure de l'ennemi à l'heure du dérèglement du monde.



## Chapitre 5

### LA FRACTURATION DE LA TRIANGULATION DIPLOMATIQUE (1979-1980)

L'arrivée au pouvoir au mois de mai 1979 d'un parti conservateur acquis au parti-pris pahlavien fait peser le doute sur les efforts de normalisation déployés par Londres depuis la proclamation de la République islamique. Les initiatives menées en ce sens par Washington finissent d'ailleurs par avorter également. Au matin du 4 novembre 1979, un groupe de plusieurs centaines d'étudiants armés se réclamant « de la ligne de l'imam » se rassemble devant les grilles de l'ambassade américaine de Téhéran, qu'ils investissent avant de prendre en otage la cinquantaine de personnes qui s'y trouvent. Le lendemain, un petit groupe d'Iraniens prend d'assaut l'ambassade britannique dont il se retire au bout de cinq heures. Les Américains ne parviennent cependant pas à faire évacuer les locaux de leur représentation, où leurs ressortissants restent prisonniers pendant 444 jours, jusqu'au 21 janvier 1981. L'événement porte un coup d'arrêt aux efforts de restauration des relations diplomatiques avec le nouveau régime.

Dans ce contexte, le 17 décembre 1979, Margaret Thatcher est accueillie sur les pelouses de la Maison-Blanche par Jimmy Carter au cours d'une cérémonie qui salue sa première visite aux États-Unis en tant que Première ministre. Deux ans après leurs premières rencontres, le président ne manque pas de rappeler la profondeur historique et culturelle d'une relation transatlantique héritée, dont la sincérité n'est jamais mieux démontrée que par le réflexe de solidarité entre deux partenaires mis à l'épreuve :

« La visite d'un bon ami est toujours bienvenue, mais encore plus dans des moments difficiles. Cette visite vient à point nommé. Les plus grandes heures de l'histoire du Royaume-Uni et de l'histoire des États-Unis nous ont vus rester solidaires dans la défense des principes anciens que nous partageons. Je suis heureux que nous le soyons à nouveau dans la crise que nous traversons actuellement. Je veux que le peuple américain sache que depuis le moment où des citoyens américains ont été pris en otage en Iran, et tout au long de cette période difficile, votre gouvernement a fait preuve d'une loyauté inébranlable et d'un soutien indéfectible. »<sup>1</sup>

Rappelant que le prix de la grandeur est la responsabilité, le président convoque les mânes de Churchill, auxquels il sait la Première ministre sensible. Il appelle les Britanniques à confirmer leur soutien aux Américains dans les épreuves de la débâcle iranienne. Comment Londres et Washington envisagent-ils l'avenir de leur relation avec Téhéran ? Quels sont les fondements de la restauration de l'influence américaine et britannique dans le golfe Persique ? En quoi le sursaut de solidarité observable lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine est un révélateur des spécificités du bilatéralisme ? Quelle importance est accordée à la défense des intérêts nationaux dans l'opposition d'un front commun à la politique de confrontation imposée par la République islamique ? Par quelles stratégies les États-Unis et le Royaume-Uni tentent-ils de s'affranchir d'un bilatéralisme parfois perçu comme contraignant ?

Ce chapitre montrera ce que l'enracinement conflictuel de la République islamique révèle des limites des « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

---

<sup>1</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 12/17/79 [1], Container 142, Arrival Of Prime Minister Thatcher, 17th December, 1979.

## I. Une dissolution des équilibres prérévolutionnaires (avril-novembre 1979)

L'enracinement de la République islamique entérine l'effondrement du gendarme des intérêts occidentaux dans le golfe Persique. Comment les Américains et les Britanniques tentent-ils de restaurer les bases de leur influence par procuration dans une région toujours cruciale pour leur sécurité stratégique ?

### A. L'accommodement au nouveau régime

#### 1. Les procès complotistes

L'importance des enjeux régionaux conduit les États-Unis et le Royaume-Uni à poursuivre leurs efforts de normalisation diplomatique avec un partenaire iranien resté méfiant, indépendamment du changement de régime, des intentions et des ingérences des étrangers dans leurs affaires intérieures.

Le spectre complotiste perdure en effet chez des Iraniens arrivés aux affaires à la faveur d'une révolution populaire aux accents nationalistes. Selon Clive Newell, directeur de l'antenne du MI6 à Téhéran, les relations diplomatiques entre Londres et Téhéran souffrent du fait que les Iraniens associent avec raison les Britanniques aux Américains. Londres l'accepte car il considère plus important la proximité avec Washington que la relation avec Téhéran<sup>2</sup>. L'accommodement britannique au nouveau régime apparaît donc comme une victime collatérale de la crispation croissante des relations irano-américaines.

Les persécutions menées par les révolutionnaires contre des populations ciblées atteignent leur acmé le 9 mai 1979 avec l'exécution de l'homme d'affaires Habib Elghanian, héraut des juifs iraniens, accusé de corruption, de contacts avec Israël et de sionisme. En réaction, le Sénat américain vote à l'unanimité une résolution parrainée par Jacob Javits, une voix pourtant modérée dans un parti républicain de plus en plus conservateur. Le texte condamne les procès et exécutions sommaires dont sont victimes les anciens soutiens du shah, ainsi que l'appel à assassiner l'ancien souverain. Les accointances impériales du sénateur Javits et de sa femme conduisent les Iraniens à ressentir dans l'initiative une tentative d'ingérence corrélée à une preuve de la duplicité du gouvernement américain. Dans son analyse des conséquences économiques de la révolution, la commission économique conjointe du Congrès, toujours contrôlé par le parti démocrate, relève le choix peu opportun du moment du vote, trois jours après l'envoi par le secrétaire d'État Cyrus Vance d'un courrier au gouvernement iranien indiquant la volonté américaine d'approfondir les relations bilatérales<sup>3</sup>. À Téhéran, les réactions à la « résolution Javits » suggèrent que le seul espoir d'accommodement avec les Iraniens réside au contraire dans une diplomatie apaisée.

Malgré l'intransigeance de l'ayatollah Khomeini contre les États-Unis, nombre d'Iraniens aspirent sincèrement à des relations cordiales et coopératives avec les Américains, mais ils restent politiquement

<sup>2</sup> NEWELL Clive, entretien avec l'auteur, 31 juillet 2018.

<sup>3</sup> *Economic Consequences of the Revolution in Iran*, 96th Congress, 1st Session, Joint Economic Committee, November 19, 1979, Washington, U.S. GPO, 1980, p. 85.

marginalisés par l'audience dont bénéficie le héraut de la révolution islamique<sup>4</sup>. Exceptées les manifestations anti-américaines ayant répondu à la « résolution Javits », l'ambiance dans la capitale iranienne n'est pas vraiment tendue. L'ambassade prévoit cependant de réduire la présence de personnel dans ses murs au moment du passage des cortèges de protestataires. Les moments de sociabilité sous-tendant la proximité des Américains et des Britanniques participent d'ailleurs de ce principe de précaution : le 25 mai 1979, les membres des deux communautés diplomatiques assistent presque tous au tournoi de tennis bisannuel opposant leurs ambassades sur le site de la représentation britannique de Gholak, dans le nord de Téhéran<sup>5</sup>. Dans un décalage éloquent, pendant qu'une foule de 100 000 manifestants se masse en centre-ville aux portes de la représentation américaine, scandant sa colère en chants et discours, l'équipe des États-Unis remporte par une victoire de 7 à 2 la « coupe du Crash de '79 »<sup>6</sup>. Au début du mois de juin, le gouvernement iranien retire son agrément à Walter Cutler, qui avait été désigné par l'administration américaine pour remplacer William Sullivan à Téhéran. Au bureau iranien du département d'État, Mark Johnson confirme aux Britanniques de Massachusetts Avenue que la véritable raison derrière ce contre-temps à la normalisation des relations est une mesure de rétorsion à la « résolution Javits »<sup>7</sup>.

La conviction des ingérences étrangères en Iran est si enracinée dans la société qu'elle est également partagée par les factions favorables aux États-Unis. Dans ce contexte de rafraîchissement des relations entre Washington et Téhéran, l'ambassade américaine est fréquemment consultée par des représentants de groupes politiques dissidents qui lui témoignent de leur hostilité à la révolution islamique et de leur conscience de l'intérêt à maintenir de bons rapports avec les États-Unis. Là où certains sont en quête de soutien matériel ou financier, la plupart n'attend qu'une approbation tacite de leur agenda. Ch. Naas a beau protester que les États-Unis n'entendent pas s'ingérer dans les affaires iraniennes, dans la mesure où les passifs du Vietnam et du Watergate provoqueraient un élan de réactions violentes contre un regain d'aventurisme américain, il ne convainc pas ses interlocuteurs. Tous sont persuadés que Washington, comme Londres en son temps, est à la manœuvre en coulisse des événements en cours en Iran<sup>8</sup>.

Bruce Laingen, qui succède à Ch. Naas, confirme à l'automne 1979 la persistance d'une forme de paranoïa au sujet d'une prétendue conspiration de la presse occidentale contre la révolution iranienne<sup>9</sup>. L'absence de journalistes américains en Iran ne semble pas décourager le discours de ses critiques. Les États-Unis sont par ailleurs dénoncés par l'ayatollah comme massivement impliqués avec le sionisme international dans la remise en question des droits des Palestiniens, dont il se présente comme le seul véritable défenseur. L'obsession complotiste iranienne éclate dans une méfiance contre une prétendue

<sup>4</sup> Den, vol. 34, Naas to State, Tehran 5316, U.S.-Iran relations: May 17 Senate Resolution, 22nd May, 1979.

<sup>5</sup> Den, vol. 28, Naas to State, Tehran 5378, Scheduled Anti-American Demonstrations, 23rd May, 1979.

<sup>6</sup> STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 1981, p. 217. La coupe tire son nom du roman d'anticipation de Paul ERDMAN, *The Crash of '79*, Londres, Simon & Schuster, 1976. Il met en scène les rêves mégalomaniques du shah, nourri de l'argent du pétrole, qui doivent aboutir à la fin de la décennie à la disparition dans la crise de l'Occident industrialisé. Sa lecture est conseillée par le FCO aux futurs diplomates britanniques (MIERS David, entretien avec l'auteur, 19 juillet 2017).

<sup>7</sup> TNA, FCO 8/3361/112, Jay to FCO, Washington 1339, US/Iran, 6th June, 1979.

<sup>8</sup> AAD, Naas to State, Tehran 05932, Waiting for Godot – Iranian Style, 7th June, 1979.

<sup>9</sup> Den, vol. 4, Laingen to State, Tehran 10528, Bilateral with Iranian foreign minister, October 3, 1st October, 1979.

collusion entre les Satans américain, britannique et israélien<sup>10</sup>. Le 20 septembre 1979, le ministre iranien des Affaires étrangères, Ebrahim Yazdi, demande à B. Laingen si les États-Unis sont impliqués dans la circulation à Téhéran d'un pamphlet intitulé « le plan Bernard Lewis ». Ce dernier ferait référence à un projet de division du Moyen-Orient en régions formées autour de groupes ethniques. Son nom fait référence à l'orientaliste d'origine britannique, né dans une famille juive, successivement professeur à la SOAS de Londres et à l'université de Princeton, qui acquiert par ailleurs les nationalités américaine et israélienne. Spécialiste de la Turquie, il forge dès 1957 l'expression de « choc des civilisations » lors d'un congrès sur les tensions au Moyen-Orient organisé à l'université Johns Hopkins de Washington. L'auteur conspirationniste William Engdahl rapporte qu'il aurait présenté aux rencontres de Bilderberg de 1979 une stratégie américano-britannique destinée à soutenir les musulmans radicaux afin de promouvoir la balkanisation du Moyen-Orient selon des logiques tribales et religieuses. L'« arc de crise » ainsi formé pourrait se prolonger jusqu'en URSS<sup>11</sup>. Le chargé d'affaires américain balaie d'un revers de main le soi-disant plan comme une absurdité. Il démontre cependant le pouvoir de nuisance des spectres complotistes dans les efforts conjoints de restauration des relations diplomatiques avec les Iraniens<sup>12</sup>.

## 2. Les précautions bilatérales

Ceux-ci sont dès la fin du mois de mai au programme des consultations organisées à Londres lors la visite du secrétaire d'État Cyrus Vance. Les documents préparatoires américains rappellent que les Britanniques sont historiquement vus par les Iraniens comme tirant de manière occulte les ficelles de leur vie politique. Alors que les États-Unis sont réputés être devenus la principale influence extérieure en Iran depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le soupçon à l'égard des Britanniques reste profond. Les Américains notent par ailleurs que de nombreux conservateurs britanniques sont étroitement identifiés au shah, ce qui risque de rendre difficile le rapprochement avec le nouveau régime. Il est pourtant impératif vis ses enjeux économiques, commerciaux et énergétiques. Les Américains comptent sur les Britanniques pour se joindre à leur politique de pression sur les Iraniens, afin que ces derniers mettent un terme aux répressions violentes contre les dissidents. Ils se déclarent prêts à coopérer avec le gouvernement de Mehdi Bazargan mais prudents dans leur approche du gouvernement provisoire afin de ne pas l'embarrasser, ni de discréditer par un entrisme prononcé les quelques ministres favorables à la normalisation<sup>13</sup>. Lors

<sup>10</sup> Le discours anti-israélien de l'ayatollah s'enracine avant tout dans une critique ancienne de la proximité entre Tel Aviv et Téhéran. L'Iran est en effet après la Turquie le deuxième pays musulman à reconnaître Israël en 1950. La première manifestation d'une critique de la collusion entre les États-Unis, l'État hébreux et l'Empire iranien date du discours prononcé à Qom le 3 juin 1963, lors duquel il appelle déjà à la destitution du shah, dont le gouvernement serait « rempli de juifs » qui « ne servent que le dollar » (cité par ALGAR Hamid (dir.), *Islam and Revolution: Writings and Declarations of Imam Khomeyni*, London, Melbourne and Henley, 1981, p. 174-176). Téhéran rompt en conséquence les relations diplomatiques avec Tel Aviv dès le 18 février 1979.

<sup>11</sup> LEWIS Bernard, *Islam*, Paris, Gallimard, 2005, p. 55. ENGDahl William, *A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, Londres, Pluto Press, 2004, p. 171.

<sup>12</sup> Den, vol. 34, Laingen to State, Tehran 10285, Charge's Meeting with Foreign Minister, 20th September, 1979.

<sup>13</sup> DOS, C18596564, London Consultations, May 20-24, 1979, Department of State Briefing Paper, Iran, May 1979



de ses échanges avec Margaret Thatcher, C. Vance évoque un entretien ayant eu lieu entre Charles Naas et Ebrahim Yazdi, au cours duquel les deux hommes sont revenus sur la « résolution Javits ». Le ministre iranien des Affaires étrangères a rappelé sa conviction qu'il est dans l'intérêt de l'Iran de développer de bonnes relations avec les États-Unis. La tâche est cependant rendue difficile par l'existence d'un double gouvernement : celui dirigé par M. Bazargan et celui constitué par les comités révolutionnaires obéissant à l'ayatollah Khomeini. Si ce dernier contrôle la hiérarchie religieuse, des groupes de dissidents maoïstes ou palestiniens pourraient aussi mettre en danger sa volonté de reprendre le contrôle sur l'ensemble du pays. C. Vance confirme que les États-Unis entendent maintenir leur présence en Iran, mais aussi garder profil bas pendant leurs efforts de réfections de meilleures relations<sup>14</sup>.

À Washington, Henry Precht confie deux mois plus tard à Adrian Fortescue que ces efforts peinent à aboutir. Les restrictions de déplacement imposées aux diplomates en poste à Téhéran contraignent leur capacité à approfondir leur connaissance de la scène iranienne. Pour cette raison, le directeur du bureau iranien remercie le diplomate britannique de lui faire bénéficier de la teneur des dépêches émanant de l'ambassade britannique en Iran. Il confirme que la nomination de Walter Cutler est au point mort, laissant présager le transfert de ce dernier vers un autre poste et son remplacement par un nouveau chargé d'affaires à Téhéran. La question de la fourniture aux Iraniens de pièces de rechanges pour les équipements militaires commandées par le shah continue de mobiliser l'essentiel des relations entre Téhéran et Washington. Elle est elle-même paralysée par l'interruption de leur paiement depuis la révolution<sup>15</sup>.

À la mi-septembre, de retour de son congé estival, A. Fortescue revient vers H. Precht pour connaître les derniers développements de la politique américaine. Nommé chargé d'affaires en remplacement de Charles Naas et à défaut de la nomination d'un ambassadeur, Bruce Laingen a fait état à Washington d'une situation finalement positive : le pays, assure-t-il, n'est pas aux mains de « mollahs déments » ; si bien des éléments restent préoccupants, des signaux positifs, comme la fourniture de moyens renforçant la sécurité de l'ambassade américaine, permettent de conserver des espoirs de normalisation.<sup>16</sup>

Les préoccupations britanniques apparaissent dans les éléments de langage préparés en amont d'un entretien entre les secrétaires d'État Carrington et Vance, le 24 septembre, à New York, en marge de la rentrée annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Britanniques notent que les relations entre Washington et Téhéran, toutes tendues qu'elles soient, ne se sont pas détériorées depuis le printemps : malgré les déclarations outrancières de l'ayatollah, les relations bilatérales ont atteint un degré de coopération pratique sur les questions énergétiques, commerciales et militaires. Elles ont par ailleurs profité d'un avivement des relations entre Moscou et Téhéran. Les Britanniques suggèrent dans ces circonstances de continuer à éviter tout commentaire sur la situation iranienne, à garder le contact avec les modérés en Iran ou en exil, pour attendre une évolution du rapport des forces politiques intérieures plus favorable aux intérêts occidentaux. Ils appellent à la vigilance sur les menaces que les Soviétiques

---

<sup>14</sup> TNA, PREM 19/76, Note of the PM's discussion with the US SS, Mr. Cyrus Vance, 23rd May, 1979, 10:00 a.m.

<sup>15</sup> TNA, FCO 8/3361/114, Fortescue to Tatham, US/Iran, 20th July, 1979.

<sup>16</sup> TNA, FCO 8/3361/120, Fortescue to Tatham, US/Iran, 13th September, 1979.

font peser en Iran et en Afghanistan. Relevant que l'avènement des islamistes en Iran a conduit à la déstabilisation du Golfe, les Britanniques posent la question de la coordination de la politique occidentale. S'ils se montrent prêts à aider leurs alliés, ils se montrent toujours aussi réticents à assumer les risques d'une présence militaire directe, y déclarant préférer les options d'une assistance discrète<sup>17</sup>.

À la fin du mois d'octobre, de retour d'un séjour de deux semaines en Iran, H. Precht fait escale à Londres où il vient partager avec David Hannay, au département du Moyen-Orient du FCO, ses impressions de la scène iranienne<sup>18</sup>. Il se déclare marqué par la fragilité et l'inexpérience du gouvernement de M. Bazargan, dont il relève l'obsession pour les menaces extérieures et les intrigues intestines. Il mentionne sa rencontre avec l'ayatollah Mohammad Beheshti, membre de l'Assemblée des experts chargée de rédiger la constitution. Le diplomate américain note qu'il parle un anglais correct et perçoit l'Occident de manière équilibrée, après avoir passé cinq ans à Hambourg. Il jouit d'une mauvaise réputation auprès des classes moyennes iraniennes, qui lui reprochent son opportunisme. Il n'en paraît pas moins comme un interlocuteur à ne pas ignorer pour approfondir le dialogue. Parmi les autres Iraniens qu'il a rencontrés, le ministre des Affaires étrangères E. Yazdi passe pour la figure la plus puissante du gouvernement, mais ne bénéficie pas d'un soutien populaire. L'ayatollah Hussein-Ali Montazeri, président de l'Assemblée des experts, l'a accueilli avec la diatribe traditionnelle sur l'influence du sionisme à Washington. Rahmatollah Moghaddam Maraghei, ancien député d'obédience libérale, en lien dès 1978 avec le diplomate George Lambrakis puis à partir de 1979 avec les agents de la CIA<sup>19</sup>, lui a paru le seul à tâcher de maintenir vivace une approche séculière de la révolution. Il a suggéré à H. Precht d'envoyer un émissaire du gouvernement des États-Unis auprès de l'ayatollah Khomeini, conseil prodigué par ailleurs aux Américains par le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Aga Shahi. Le directeur du bureau iranien rappelle à D. Hannay avoir depuis longtemps milité en ce sens à Washington. Le Britannique répond que l'ambassadeur John Graham ne partage pas cette opinion. Tout acquis à la prudence, le FCO est d'avis qu'un contact avec l'ayatollah ne saurait être utile et pourrait même se transformer en échange d'invectives. Les Britanniques, qui ont réussi à garder en Iran profil bas depuis la révolution, refusent de prendre les risques qu'une rencontre avec l'ayatollah pourrait impliquer. H. Precht répond à D. Hannay qu'il pressent avec regret que cette approche prudente sera également celle de Washington.

### 3. Les pressions impériales

La prudence est d'autant plus à l'ordre du jour que l'ambassade américaine en Iran vient de révéler l'admission du shah à New York pour des raisons médicales. Au terme d'une errance de près d'un an, le souverain déchu a fini par bénéficier de la pression que les agents du pahlavisme en Occident ont fait

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/3381/82, Brief for Secretary of State's visit to the United States, US policy towards Iran and the Gulf, September 1979.

<sup>18</sup> TNA, FCO 8/3361/123, Hannay, Note for the file, Iran/US relations, 2nd November, 1979.

<sup>19</sup> EMERY Christian, *US Foreign Policy and the Iranian Revolution: The Cold War Dynamics of Engagement and Strategic Alliance*, New York, Palgrave, 2013, p. 74-75.

porter sur Londres puis Washington, contraignant de fait leur agenda de normalisation diplomatique.

Deux semaines après l'entretien entre David Rockefeller et Jimmy Carter à la Maison-Blanche, durant lequel le banquier d'affaires fait pression sur le président pour accorder asile à l'ancien monarque, ce dernier écrit à son ancien partenaire américain. S'il lui assure ne pas vouloir lui créer d'embarras, il lui rappelle qu'il est de son devoir de veiller au bien-être et à l'éducation de ses enfants. Les Américains répondent qu'ils consentiraient à autoriser les enfants du couple impérial à venir aux États-Unis pour y poursuivre leurs études, en facilitant l'obtention de visas mais sans pouvoir assurer leur sécurité<sup>20</sup>.

Pendant ce temps, à Londres, l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher soulève pour le shah et la shahbanou l'espoir d'un exil au Royaume-Uni. Dans ses mémoires, Farah Pahlavi se rappelle avoir reçu après leur départ de Téhéran un message de la candidate à la succession de James Callaghan lui promettant de les accueillir au Royaume-Uni dans l'hypothèse où les conservateurs gagneraient les élections générales au printemps. La shahbanou regrette que la Première ministre arrivée aux affaires ne donne pas suite, sous l'influence supposée de Peter Carrington et d'Anthony Parsons, qui l'auraient convaincue que le fait de recevoir le couple impérial nuirait aux intérêts britanniques<sup>21</sup>. Selon l'ancien ambassadeur à Téhéran, l'accueil du shah au Royaume-Uni risquerait de mettre en danger la sécurité des diplomates britanniques en poste en Iran. Le 10 mai, le secrétaire d'État fait part à Downing Street de ce sentiment, qu'il déclare partager<sup>22</sup>. P. Carrington suggère qu'A. Parsons se rende auprès du shah pour lui exposer la situation. La Première ministre propose plutôt son prédécesseur Peter Ramsbotham, qui attirerait moins l'attention. M. Thatcher ne cache pas son irritation devant l'impossibilité pour le gouvernement d'offrir asile à un dirigeant qui s'est avéré par le passé un ami sincère et utile du Royaume-Uni. Elle suggère que soit permis aux enfants du shah de venir terminer leurs études au Royaume-Uni. Consciente des risques pesant sur les diplomates en poste en Iran, elle suggère de réduire le niveau de représentation dans le cas où un émissaire soit effectivement mandaté auprès du shah. Parmi les autres éléments de difficulté, le département du Moyen-Orient du FCO avance l'impossibilité à court terme de développer une relation significative avec le nouveau régime, la possibilité de mesures de rétorsion sur l'approvisionnement en pétrole, l'obtention de nouveaux contrats pour les entreprises britanniques, voire leur capacité à travailler en Iran, mais aussi une éventualité de rupture des relations diplomatiques. Si les Britanniques se déclarent prêts à faire face à de telles conséquences par égard pour un ancien allié, les questions de sécurité sont en revanche rédhibitoires : l'assassinat de l'ancien Premier ministre irakien Al-Naif à Londres en 1978 a montré les difficultés à assurer la sécurité des dignitaires étrangers ; des mesures de représailles pourraient aussi toucher les ressortissants britanniques encore présents en Iran, et les locaux de la représentation être de nouveau attaqués. La situation du pays n'est pas jugée suffisamment stable par le FCO pour envisager de faire peser ces risques sur les biens et les personnes<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> DNSA, IR02514, Vance to Nassau, State 111936, Shah of Iran, 2nd May, 1979

<sup>21</sup> PAHLAVI Farah, *Mémoires*, Paris, Xo éditions, 2003, p. 306.

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/3392/91, Cartledge to Walden, The Shah of Iran, 14th May, 1979.

<sup>23</sup> TNA, FCO 8/3392/W97, Walden to Cartledge, The Shah of Iran, 21st May, 1979.

Décision est donc prise de décourager le projet du shah en envoyant auprès de lui un émissaire pour expliquer les raisons du renoncement britannique. La mission est finalement confiée à Denis Wright. Voyageant *incognito* sous le pseudonyme d'Edward Wilson, l'ancien ambassadeur à Téhéran doit arriver à Nassau le 19, se rendre auprès du shah le lendemain et rentrer à Londres. A. Parsons relève l'impératif de confidentialité d'une mission qu'il demande de ne révéler à aucun partenaire, même aux Américains<sup>24</sup>. Les éléments de langage préparés en amont d'un entretien entre P. Carrington et C. Vance, le 21 stipulent ainsi qu'aucune requête formelle d'admission n'a été présentée à Londres. Ils ne dissimulent pas les difficultés que supposeraient un accueil du shah<sup>25</sup>. Les Britanniques s'affirment prêts à assumer l'objectif de la mission dans l'hypothèse de sa divulgation<sup>26</sup>. Pourtant, lorsque le ministère iranien des Affaires iraniennes s'enquiert auprès de John Graham de rumeurs selon lesquelles le gouvernement britannique envisagerait d'accorder un asile au shah, l'ambassadeur britannique dément les informations fournies par la presse en déclarant que l'ancien souverain n'a pas approché Londres sur la question<sup>27</sup>.

La méfiance de Téhéran ne tarde pas à se porter sur Washington. Lors de son entretien avec C. Vance en octobre, E. Yazdi fait état de l'inquiétude que suscitent les déplacements de Henry Kissinger auprès du shah à Mexico. Le secrétaire d'État américain est contraint d'assurer à son interlocuteur que, si l'on s'est entretenu avec son prédécesseur au sujet du shah, aucun complot [*sic*] contre l'Iran n'est à l'agenda<sup>28</sup>.

Les Américains ont repris leur réflexion sur la possibilité d'accueillir le shah, la shahbanou et leur famille à la fin juillet à l'initiative du vice-président Mondale. Lors d'un déjeuner de travail consacré aux affaires étrangères, Jimmy Carter relève que H. Kissinger, David Rockefeller et John McCloy n'ont pas cessé de faire pression sur lui depuis le printemps, cependant que Zbigniew Brzezinski l'a lui-même enquiné [*sic*] tous les jours<sup>29</sup>. C. Vance sollicite par télégramme l'opinion de Bruce Laingen sur le sujet<sup>30</sup>. Le chargé d'affaires lui répond, avec la prudence imposée par l'incertitude de la scène iranienne, qu'une admission de la famille impériale conduirait à porter un sérieux préjudice aux intérêts américains en Iran. Cependant, les risques pourraient avec un peu de chance être atténués à la fin de l'automne<sup>31</sup>.

Sollicité au bureau des affaires politiques par David Newsom, Henry Precht propose, une fois achevé le processus constitutionnel en Iran, d'informer Téhéran du désir américain de solder, parmi d'autres en suspens, la question du destin du shah, en faisant état des pressions contre lesquelles les Américains ont jusqu'alors résisté. Il note que la renonciation définitive du souverain au trône faciliterait considérablement les négociations. Si la diminution des menaces sur l'ambassade des États-Unis à Téhéran permet aussi de l'envisager, un renforcement de la sécurité sur place lui paraît cependant impératif<sup>32</sup>.

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/3392/95, Carrington to Nassau, FCO 26, The Shah, 16th May, 1979.

<sup>25</sup> FCO 8/3380/50, Secretary of State's meeting with Mr Vance: 21 May, Brief No 10: Iran, May 1979.

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/3392/91, Walden to Cartledge, The Shah of Iran, 21st May, 1979.

<sup>27</sup> TNA, PREM 19/2264, Graham to FCO, Tehran 639, Shah, 29th May, 1979.

<sup>28</sup> Den, vol. 34, Vance to Laingen, Secto 09006, Secretary's meeting with Foreign Minister Yazdi, 4th October, 1979.

<sup>29</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1983, p. 473-474.

<sup>30</sup> Den, vol. 7, Vance to Tehran, State 194782, Shah's Desire to Reside in the U.S., 26th July, 1979.

<sup>31</sup> Den, vol. 7, Laingen to State, Tehran 67936, Shah's Desire to Reside in the U.S., 28th July, 1979.

<sup>32</sup> Den, vol. 1, Precht to Laingen, Planning for the Shah to Come to the United States, 2nd August, 1979.

Le 28 septembre, la donne change quand D. Rockefeller révèle au département d'État que le shah est gravement malade et pourrait demander à être temporairement admis aux États-Unis pour des raisons médicales<sup>33</sup>. L'état de santé du souverain est en effet l'objet de rumeurs. Une semaine plus tôt, B. Laingen écrit depuis Téhéran que le fait que le shah soit malade ne devrait pas avoir d'effets positifs sur les Iraniens. En revanche, note le chargé d'affaires, des considérations humanitaires pourraient rendre la position américaine plus tenable sur la question de son admission<sup>34</sup>. Interrogé E. Yazdi sur les intentions des États-Unis, C. Vance répond que l'accueil du shah pour raisons médicales n'est pas exclu. Le diplomate en prend note. Le 18 octobre, D. Rockefeller fait savoir au département d'État que l'état de santé du shah s'est empiré et que son traitement ne saurait être envisagé au Mexique, un cancer ne pouvant plus être exclu<sup>35</sup>. Warren Christopher suggère au président d'informer les autorités iraniennes de la situation et de la volonté américaine de l'accueillir pour des raisons humanitaires. La nouvelle est apportée par B. Laingen le 21. Mehdi Bazargan l'accueille avec inquiétude et résignation. E. Yazdi met en avant tous les problèmes que la décision risque de créer en Iran et sollicite l'examen du souverain par un médecin iranien, ainsi que la promesse que le shah ne s'engagerait pas dans des activités politiques<sup>36</sup>.

Si l'arrivée du souverain aux États-Unis, le 22, ne suscite d'abord que des réactions minimales<sup>37</sup>, celles-ci ne tardent pas à devenir négatives à la fin du mois, attisées par les rumeurs agitées par les religieux sur les prétendues intentions des « ennemis de l'islam »<sup>38</sup>. Le 31 octobre, un officier du ministère iranien des Affaires étrangères plaide pendant 45 minutes à titre non-officiel pour convaincre les Américains de revenir sur la décision afin d'éviter une crise dans les relations bilatérales<sup>39</sup>. Le lendemain, à Alger, Z. Brzezinski rencontre M. Bazargan et E. Yazdi en marge des célébrations du 25<sup>e</sup> anniversaire du début de la guerre d'indépendance. Une photographie de l'entretien, détournée par la propagande islamique, achève de discréditer les Iraniens favorables à la normalisation avec les Américains. Elle convainc les partisans de l'ayatollah de la duplicité d'un Satan en fait engagé dans le détournement de la révolution.

## **B. L'appréhension de l'« arc de crise »**

### **1. La rétractation des moyens de surveillance**

L'effondrement du pilier iranien remet en question la stratégie d'influence américaine et britannique dans le Golfe et appelle une réflexion sur la réfection des bases de cette puissance par procuration.

La révolution se traduit par la perte temporaire du bénéfice des antennes d'écoute réparties aux portes

<sup>33</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 370.

<sup>34</sup> Den, vol. 2, Laingen to State, Tehran 10506, The Shah of Iran, 20th September, 1979.

<sup>35</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices, op. cit.*, p. 371.

<sup>36</sup> Den, vol. 7, Laingen to State, Tehran 11133, Shah's Illness, 21st October, 1979.

<sup>37</sup> Den, vol. 7, Laingen to State, Tehran 11323, The Shah in the U.S., 24th October, 1979.

<sup>38</sup> Den, vol. 7, Laingen to State, Tehran 11273, The Shah in the U.S., 28th October, 1979.

<sup>39</sup> DNSA, IR03441, Laingen to State, Tehran 11513, Shah in the U.S., 31st October, 1979.

de l'URSS par la NSA. Le 31 janvier 1979, les Américains ont abandonné le site Taxman I, situé à Behchahr, qui continue pendant quelques mois à relayer automatiquement les SIGINT par voie satellite<sup>40</sup>. Le 14 février, alors que l'ambassade américaine est prise d'assaut, un groupe de 1 000 Iraniens se rassemble à Kabkan, à proximité des postes d'écoute Taxman II. Les agents du renseignement présents en Iran soupçonnent une volonté de marcher vers le site. Le département d'État recommande à l'ambassadeur de requérir du Premier ministre Mehdi Bazargan l'envoi d'un émissaire afin de disperser la foule et de protéger les 22 employés qui y travaillent<sup>41</sup>. Le poste est finalement évacué au mois de mars<sup>42</sup>.

La perte de la capacité américaine de surveillance en Iran conduit à un vif débat au Congrès au sujet du contrôle du respect par l'URSS du traité SALT II<sup>43</sup>. La perte des postes iraniens permet ainsi à Jimmy Carter d'envisager des dépenses afin de financer un nouveau programme de vérification sans crainte d'opposition parlementaire. La réactivation des systèmes de surveillance électronique est aussi l'un des éléments qui motivent les Américains à normaliser des relations avec l'Iran. Dès le printemps, l'ambassade de Téhéran pose les jalons d'une possible coopération avec le nouveau régime fondée sur le partage de renseignements<sup>44</sup>. Après plusieurs mois de discussions, l'agent George Cave se rend à Téhéran auprès d'Ebrahim Yazdi pour lui présenter des photographies aériennes révélant le rassemblement des forces militaires irakiennes à la frontière, en préparation d'une invasion imminente. Devant l'incrédulité du ministre des Affaires étrangères, l'agent du renseignement précise que les Américains pourront à l'avenir fournir d'autres informations si les Iraniens les autorisent à remettre en service les sites Taxman II et le système de surveillance IBEX, doté de postes d'écoute qui rassemblaient des renseignements en provenance de trois C-130 volant le long de la frontière entre l'Iran et l'Irak<sup>45</sup>.

Les risques de la rétractation des réseaux de vigilance occidentale sont d'autant plus ressentis qu'ils touchent indirectement le Royaume-Uni. En septembre, Grosvenor Square alerte sur les menaces que font peser sur le service étranger de la BBC la politique de rigueur budgétaire du gouvernement conservateur. Or, les programmes de la BBC complètent ceux de la VOA dans l'effort de diplomatie publique occidentale<sup>46</sup>. Le 13 septembre, le chef de mission adjoint Edward Streator écrit à ce titre au FCO, qui lui répond que le gouvernement entend réduire au maximum les conséquences des coupes, mais que le service extérieur de la BBC ne saurait y échapper<sup>47</sup>. À la fin du mois, Henry Breitrose, professeur de communication à Stanford, alerte David Aaron, au CSN, sur les risques de la rétractation des ondes britanniques<sup>48</sup>. Il rappelle que le service étranger de la BBC est financé par des subventions du gouvernement britannique, complétées par des fonds américains qui soutiennent les activités du Service de

<sup>40</sup> "Iran's Airmen Keep U.S. Listening Posts Intact and Whirring", *The Washington Post*, 20th May, 1979

<sup>41</sup> TNA, FCO 8/3360/63, State to Sullivan, Washington 141825Z, Iran, 14th February, 1979.

<sup>42</sup> ANDREWS Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, Londres, HarperCollins, 1995, p. 442.

<sup>43</sup> JCL, Office of Staff Secretary, Presidential Files, 4/11/79 [1], container 113, Moore to Carter, 11th April, 1979.

<sup>44</sup> EMERY Christian, *US Foreign Policy and the Iranian Revolution*, op. cit., p. 123-127.

<sup>45</sup> BIRD Kai, *The Good Spy: The Life and Death of Robert Ames*, New York, Crown, 2014, p. 227-228.

<sup>46</sup> AAD, Vance to London, State 235475, Possible Reduction In BBC Overseas Broadcasting, 7th September, 1979.

<sup>47</sup> AAD, Brewster to State, London 18785, Possible Reduction In BBC Overseas Broadcasting, 24th September, 1979.

<sup>48</sup> JCL, NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Breitrose to Aaron, 25th September, 1979.

surveillance des programmes extérieurs, qui nourrissent le Service d'information sur les programmes étrangers, composant du renseignement de sources ouvertes géré par la CIA. Dans un contexte de raréfaction des sources d'informations fiables, la réduction de l'offre de programme serait très regrettable.

Les conséquences négatives de la rétractation des ondes britanniques pour l'ensemble du monde libre sont confirmées lors une réunion du groupe de travail Radio autour de Paul Henze, le représentant de la CIA auprès du CSN<sup>49</sup>. Relayant une requête formulée par la BBC à la VOA, l'Agence de communication internationale qui la chapeaute suggère une démarche présidentielle auprès de la Première ministre, qui pourrait être complétée par une démarche parallèle de Cyrus Vance auprès de Peter Carrington. Si les Américains n'entendent pas s'ingérer dans une question relevant de la politique intérieure britannique, ils considèrent de leur devoir d'alliés et d'amis d'exprimer leur inquiétude au sujet des dommages pouvant être causés sur la diplomatie publique occidentale dans certaines régions critiques du monde comme le golfe Persique<sup>50</sup>. P. Henze note à ce titre que la BBC fournit la seule voix étrangère audible en Iran, à l'exception des programmes soviétiques diffusés en clandestinité, et que la VOA devrait s'attacher à diffuser en persan pendant de nombreuses années avant de pouvoir atteindre une audience comparable<sup>51</sup>.

Prolongée par une forte opposition de Westminster, la pression de Washington finit par porter ses fruits. À la mi-novembre, le gouvernement britannique renonce à réduire la voilure de la diffusion des programmes en langues vernaculaires. Il impose en échange des économies budgétaires fondées sur un report du programme destiné à améliorer la qualité de la réception des programmes. Austin Kark, contrôleur au service étranger de la BBC, confie cependant à Grosvenor Square que l'absence de visibilité sur les années à venir risque de contraindre la planification des programmes<sup>52</sup>.

## 2. L'obsession partagée du spectre soviétique

La déstabilisation du Moyen-Orient le long de l'« arc de crise » défini par Zbigniew Brzezinski en décembre 1978 conduit à la résurgence du spectre soviétique chez des Occidentaux privés de l'un des piliers de leur stratégie régionale. En février 1979, un rapport du NFAC analyse les enjeux de l'implication soviétique dans la crise iranienne. Il démontre que la volonté de voir le régime impérial remplacé par un pouvoir plus sympathique aux intérêts soviétiques s'est trouvée contrainte par la crainte de provoquer une intervention américaine, mais aussi par la faiblesse des atouts soviétiques en Iran et la rhétorique hostile de l'ayatollah Khomeini. L'URSS n'en cherche pas moins à encourager les mouvements de dissidence de manière à ne pas fermer la porte à une alliance future<sup>53</sup>. Au printemps, le rapport sur les options de défense ouvertes au Royaume-Uni pour contribuer à la stabilité du Golfe confirme que l'URSS n'entend pas risquer une confrontation avec l'Ouest dans la région. Il est plus probable qu'elle

<sup>49</sup> JCL, NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Henze to Brzezinski, Cuts in BBC External Service, 4th October, 1979.

<sup>50</sup> JCL, NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Bray to Brzezinski, BBC Cuts, 4th October, 1979.

<sup>51</sup> JCL, NSC Brzezinski, Tab 27, Box 4, Henze to Aaron, BBC Cuts, 10th October, 1979.

<sup>52</sup> AAD, Brewster to State, London 22666, Cuts In BBC External Services, 15th November, 1979.

<sup>53</sup> DNSA, IR02357, NFAC, Soviet Involvement in the Iranian Crisis, An Intelligence Assessment, 12th February, 1979.

use de l'assistance militaire et de la fourniture d'armes pour défendre ses intérêts<sup>54</sup>.

La politique soviétique est au menu de la réunion de la commission politique de l'OTAN le 26 juillet 1979. Le représentant de la Belgique y mentionne l'envoi d'un message personnel par l'ayatollah Khomeini à Léonid Brejnev, dont il n'a pas connaissance de la teneur. Pourtant, un document transmis par le représentant de la RFA suggère que la direction du parti apparaît désenchantée par les acteurs à la tête du pays. Il relève que les Soviétiques ont peu en commun avec la révolution islamique, sinon rien du point de vue idéologique. La politique promue par l'ayatollah n'est considérée comme positive que dans la mesure où elle contribue à l'élimination de l'influence occidentale en Iran. L'URSS ne devrait pas hésiter à adopter à l'égard de l'Iran une attitude plus hostile à partir du moment où il menacerait les intérêts de l'URSS, comme il semble commencer à le faire en s'ingérant dans les affaires afghanes<sup>55</sup>.

Deux semaines plus tard, à Washington, Henry Precht confie à Adrian Fortescue avoir reçu la visite d'un diplomate soviétique qui a lui a décrit l'Iran comme à la fois inamical et instable. Le directeur du bureau iranien suppose que le Soviétique a agi sur instruction, dans la mesure où ces propos hostiles se démarquent fortement des discours tenus jusque-là par l'ambassade de l'URSS. H. Precht se déclare cependant sceptique sur les rumeurs de soutien apporté par les Soviétiques aux Kurdes iraniens dissidents. Les Américains, ajoute-t-il, n'en ont aucune preuve<sup>56</sup>. La question n'en avive pas moins les relations bilatérales. L'ayatollah aurait indirectement accusé Moscou d'implication dans le conflit kurde : ses rencontres avec l'ambassadeur soviétique se sont par deux fois plutôt mal passées. Les Soviétiques s'inquiètent par ailleurs du refus des Iraniens d'honorer leurs engagements de livraison de gaz naturel et de construction du segment d'un gazoduc en permettant l'exportation vers l'URSS<sup>57</sup>.

Les tensions éclatant à la fin de l'année 1979 le long de l'« arc de crise » contribuent à l'avivement des craintes occidentales de regain d'ingérence soviétique. Selon Richard Lehman, directeur du National Intelligence Council à la CIA, le besoin soviétique en pétrole, la vacance de pouvoir en Iran, la perception de la faiblesse américaine et les avantages géographiques de l'URSS pourraient conduire Moscou à envisager une prise de contrôle des gisements iraniens d'hydrocarbure. Le Bureau politique pourrait considérer l'Iran comme le point central du long conflit Est-Ouest. Une intervention soviétique en Iran réussie, même si elle ne conduit pas à l'interruption de l'approvisionnement énergétique, pourrait affecter l'équilibre des pouvoirs aussi fortement qu'une fermeture du robinet de pétrole<sup>58</sup>. L'analyse est partagée à Londres par Christopher Mallaby, qui analyse pour le département soviétique du FCO la longue histoire de l'intérêt pour l'Iran du « voisin du Nord », deux semaines après la prise d'otages<sup>59</sup>. Malgré l'infraction au droit international constituée par l'assaut sur l'ambassade américaine, une rupture des

---

<sup>54</sup> TNA, DEFE 11/863, The Defence Options available to the United Kingdom in contributing to stability in the Gulf and former CENTO areas, Report by the Defence Policy Staff, 23rd April, 1979.

<sup>55</sup> Den, vol. 49, Legere to State, US Mission US NATO 05423, Polads Discussion of Iran, 27th July, 1979.

<sup>56</sup> TNA, FCO 8/3361/120, Fortescue to Tatham, US/Iran, 13th August, 1979.

<sup>57</sup> Den, vol. 16, IRAN (for 2nd Quadripartite Meeting, October 15, 1979), s. d.

<sup>58</sup> JCL, Office of the Chief of Staff Files, Hamilton Jordan's Confidential Files, Iran, 11/79, Container 34b, Lehman, The U.S. stake in Iran, s. d.

<sup>59</sup> TNA, FCO 28/3866, Mallaby, Iran and the Soviet Union, 16th November, 1979.



relations avec l'Iran se heurte à des raisons tant politiques qu'énergétiques : celle-ci faciliterait l'infiltration soviétique dans le pays et nourrirait le mythe d'une révolution abandonnée par les Occidentaux et rejetée dans les bras de Moscou. À la fin novembre, le ministre d'État Douglas Hurd confirme que des mesures fortes contre l'Iran risqueraient de tourner le pays vers l'URSS. Le sentiment anti-communiste dominant dans la population pourrait être mis de côté si l'ayatollah Khomeini parvenait à la convaincre que l'URSS est le seul véritable allié de la révolution. Ceci remettrait en question l'équilibre militaire en vigueur dans la région et accroîtrait le danger d'interruption de l'approvisionnement en pétrole. Comme les Américains, les Britanniques n'excluent pas l'hypothèse de confrontation majeure entre l'Est et l'Ouest<sup>60</sup>. Selon le sous-secrétaire d'État parlementaire Richard Luce, les Américains devraient à ce titre signifier aux Soviétiques les graves conséquences d'une ingérence de leur part en Iran<sup>61</sup>.

La même analyse guide un mémorandum sur les conséquences d'une rupture des relations diplomatiques avec Téhéran rédigé parallèlement par le groupe de travail Iran de la CIA<sup>62</sup>. L'inspecteur général de l'Agence va plus loin début décembre en concluant qu'une intervention des États-Unis en Iran pourrait provoquer une intervention de l'URSS en représailles et créer une situation potentiellement plus dommageable encore pour les Américains<sup>63</sup>. L'heure est donc plus que jamais à la prudence, comme le suggère Peter Carrington à Cyrus Vance, lors de leur entretien à Londres le 10 décembre : le Britannique juge les Soviétiques prêts à s'impliquer dans le borbier iranien pour capitaliser sur les erreurs et les difficultés des Occidentaux ; en cas de rupture de ces derniers avec les Iraniens, Moscou saurait récupérer la balle au bond en comptant sur une prise de pouvoir éventuelle de ses partisans à Téhéran<sup>64</sup>. Un mémorandum du renseignement américain note d'ailleurs que les Iraniens cherchent depuis le début du mois de novembre à améliorer leurs relations avec Moscou, en cessant leurs critiques sur l'ingérence soviétique en Afghanistan et en laissant le parti Tudeh jouer un rôle politique plus important<sup>65</sup>. Le 24 décembre, l'intervention de l'URSS en Afghanistan achève de sanctionner la paralysie des Occidentaux face au spectre d'un réveil de l'interventionnisme soviétique corrélé à celui de l'islam politique.

### 3. La perception d'un « réveil »<sup>66</sup> de l'islam

Au mois d'avril 1979, les participants à la conférence de Bade organisée dans le cadre des rencontres de Bilderberg prennent acte de la brutalité de l'éveil des Occidentaux face audit « réveil » de l'islam :

« L'ignorance et l'arrogance des Occidentaux pour l'islam est consternante.  
Quelle qu'en soit la raison – et le déclin du pouvoir politique islamique et la

<sup>60</sup> TNA, FCO 28/3866/25, Hurd to Carrington, Iran: Possible Action and British Interests, 27th November, 1979.

<sup>61</sup> TNA, FCO 28/3866/25, Manning to PS/Mr Hurd, Iran, 30th November, 1979.

<sup>62</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500130030-3, Impact of U.S. Severance of Diplomatic Ties with Iran, 30th November, 1979

<sup>63</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500160019-3, Waller to Turner, Soviet Attitude Toward Iran, 6th December, 1979

<sup>64</sup> TNA, PREM 19/76, Visit by the secretary of state to London: 10 December; Point to make; Iran, s. d.

<sup>65</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000600020002-5, Iran: Relations with the USSR, 14th December, 1979

<sup>66</sup> Pour une mise en perspective, cf. LAPIDUS Ira, "Islamic Revival and Modernity: The Contemporary Movements and the Historical Paradigms", *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 1997, vol. 40, n°4, p. 444-460.

résurgence de l'Occident depuis la Renaissance ont beaucoup à voir avec la formation des attitudes occidentales – cette arrogance et cette ignorance ont conduit de nombreux Occidentaux à passer à côté du fait que l'islam est absolument fondamental dans la vie quotidienne et dans la pensée d'une grande majorité de l'Asie occidentale. »<sup>67</sup>

Voués au prisme impérial de leur appréhension de l'Iran qui transpose dans la région leur obsession pour le spectre soviétique, Américains et Britanniques prennent tardivement en compte l'importance de la réémergence de l'islam comme force politique majeure, ce dont témoigne le *New York Times Magazine* au printemps 1981, qui se demande si quelqu'un avait pris la religion au sérieux jusque-là<sup>68</sup>.

Anthony Benn, secrétaire d'État britannique à l'Énergie, note dans son journal après la proclamation de la République islamique que Londres aurait dû se pencher sur la question de l'islam de manière plus attentive : « nous ne connaissions pas la différence entre les chiites et les sunnites, et c'était comme tenter de comprendre l'Irlande du Nord sans connaître la différence entre les catholiques et les protestants »<sup>69</sup>. Aux États-Unis, Howard Teicher se rappelle l'une de ses collègues au bureau moyen-oriental des affaires de sécurité internationale du Pentagone, qui vient le consulter un jour pour savoir si les juifs ont un livre sacré comme d'autres ont le Coran<sup>70</sup>. Au lendemain du retour triomphal de l'ayatollah Khomeini à Téhéran, Zbigniew Brzezinski assure à Jimmy Carter que le réveil islamique ne balaie pas le Moyen-Orient et ne devrait pas déferler dans le futur ; il lui rappelle que les institutions religieuses ont rarement pas le passé réussi à dominer les systèmes politiques dans les pays musulmans<sup>71</sup>. Au Royaume-Uni, un comité destiné à évaluer l'influence et le pouvoir de l'islam au Moyen-Orient conclut en amont de la révolution qu'il ne constitue pas une menace imminente<sup>72</sup>. Gary Sick analyse *a posteriori* que la volonté khomeiniste d'établir une gestion cléricale des institutions politiques selon les lois religieuses est si étrangère aux traditions politiques existantes qu'elle est moins une source de surprise que d'embarras, au point d'être considérée comme absurde<sup>73</sup>. Peter Constable, au bureau Proche-Orient et Asie du Sud du département d'État, convient de même que les Américains ont sous-estimé la profondeur et la ferveur des islamistes et leur capacité à s'imposer en Iran<sup>74</sup> : trop de crédit a été accordé aux démocrates séculiers avec lesquels les diplomates de Téhéran étaient en contact. Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Ebrahim Yazdi, ministre iranien des Affaires étrangères, présente la philosophie de la révolution islamique et prend acte de l'incompréhension des Occidentaux à son égard :

« Quand les intellectuels occidentaux ont appelé à la séparation de l'Église et de l'État, ils ont choisi la liberté : ce n'a pas été le cas dans les sociétés islamiques, et les tentatives d'y appliquer le sécularisme occidental n'ont pas conduit à des progrès scientifiques et

<sup>67</sup> Bilderberg Meetings, Baden Conference, 27-29 April 1979 [En ligne], Scribd [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://fr.scribd.com/document/172648415/Bilderberg-Meetings-Conference-Report-1979>

<sup>68</sup> “Whoever took the religion seriously?": *The New York Times Magazine*, 26th May, 1981, p. 63.

<sup>69</sup> BENN Tony, *Conflicts Of Interest. Diaries 1977-80*, Londres, Arrow Books, 1991, p. 475 (21.03.1979)

<sup>70</sup> TEICHER Howard et RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, HarperCollins, 1993, p. 88.

<sup>71</sup> EIZENSTAT Stuart, *President Carter. The White House Years*, New York, Thomas Dune Books, 2018, p. 749.

<sup>72</sup> GRAHAM Sir John, entretien avec Martin Lamport, 7 mars 2016 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Graham.pdf>

<sup>73</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 164.

<sup>74</sup> CONSTABLE Peter, entretien avec Stuart Kennedy, 17 janvier 1990 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Constable,%20Peter%20D.toc.pdf>

sociaux mais à une aliénation des intellectuels vis-à-vis d'eux-mêmes et des masses. »<sup>75</sup>

Pour le Britannique John Moberly, la révolution islamique bouleverse un Moyen-Orient jusque-là idéologiquement dominé par le nationalisme arabe, d'inspiration principalement séculière<sup>76</sup>. À la prise d'otages de Téhéran succèdent le 20 novembre l'occupation de la mosquée de La Mecque par des fondamentalistes saoudiens, puis le 21 novembre la mise à sac de l'ambassade américaine d'Islamabad, du consulat et du centre culturel américains de Lahore et des centres culturels américain et britannique de Rawalpindi<sup>77</sup>, ainsi que l'attaque contre l'ambassade américaine de Tripoli le 2 décembre<sup>78</sup>.

Les iraniens américains et britanniques prennent acte de la convergence des manifestations du « réveil » de l'islam. Dès l'été 1979, John Graham revient sur les habits religieux dont pourrait se parer la République islamique aux termes de la constitution en cours de rédaction en Iran<sup>79</sup>. De retour du sous-continent, Peter Carrington rapporte de son côté l'inquiétude de Moscou au sujet du fondamentalisme islamique, qu'il craint de voir « infecter » les musulmans de l'URSS. Les Britanniques jugent ce risque faible, étant donné la différence des conditions sociales en Iran et en URSS et le faible nombre de chiites parmi les musulmans soviétiques<sup>80</sup>. Malgré le scepticisme suscité par le rêve panislamiste de l'ayatollah, le représentant en Iran du Service d'information des États-Unis (USIS), John Graves, appelle à démontrer l'intérêt des États-Unis pour l'islam en mobilisant les institutions de la diplomatie publique<sup>81</sup>. Robert Curran, directeur régional à l'Agence d'information et de communication propose à Harold Saunders d'organiser des visites en Iran d'universitaires américains, d'encourager en retour l'invitation d'universitaires iraniens, voire de figures religieuses, à l'occasion des célébrations aux États-Unis du 1 400<sup>e</sup> anniversaire de l'Hégire, de se rapprocher des étudiants iraniens dans les universités américaines pour évaluer leurs attitudes et leurs besoins, de faire participer des étudiants et des chercheurs de pays islamiques à des séminaires et projets favorisant une ouverture intellectuelle réciproque. La VOA prévoit par ailleurs d'augmenter la durée de ses programmes en persan dès 1980 afin de proposer, au-delà d'une couverture de l'actualité politique iranienne, des sujets sur les études iraniennes islamiques aux États-Unis, des entretiens avec des universitaires ou iranologues et des débats avec des acteurs publics<sup>82</sup>.

Le traumatisme de la prise d'otages de Téhéran et ses échos creusent le fossé de l'incompréhension vis-à-vis d'un « réveil » de l'islam en suscitant une incompréhension de ses finalités comme un rejet de sa violence. Morris Draper, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, prend rapidement contact avec des spécialistes de l'islam pour savoir si des versets du Coran pourraient être utilisés pour

<sup>75</sup> TNA, PREM 16/1720, Parsons to FCO, UK Miss New York 1204, General Assembly, Iranian Statement in General Debate, 5th October, 1979.

<sup>76</sup> MOBERLY Sir John, entretien avec Gwenda Scarlett, 23 octobre 2002 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Moberly.pdf>

<sup>77</sup> "Troops Rescue 100 in Islamabad; U.S. Offices Are Burned in 2 Cities", *The New York Times*, 22nd November, 1979.

<sup>78</sup> "Embassy Of The U.S. In Libya Is Stormed By A Crowd Of 2,000", *The New York Times*, 3rd December, 1979.

<sup>79</sup> TNA, FCO 8/3356/390, Graham to Carrington, "Render therefore unto Caesar...", 2nd August, 1979.

<sup>80</sup> CWIHP, UK Delegation to NATO, Islamic Fundamentalism and the Soviet Union, 30th July, 1979.

<sup>81</sup> Den, vol. 16, Graves to USICA, Tehran 10087, Abbreviated Highlights Report, 16th September, 1979.

<sup>82</sup> Den, vol. 34, Curran to Saunders, Public Diplomacy Communication between the United States and Iran, October 1979-February 1980, 26th September, 1979.

condamner les attaques, mais ces éléments semblent n'avoir aucun effet sur les preneurs d'otages<sup>83</sup>. À la fin du mois de novembre, au CSN, Paul Henze s'inquiète que la réponse américaine aux événements iraniens ne contribue à exhausser les espoirs des ennemis des États-Unis : un éloignement croissant vis-à-vis de l'islam, un développement des suspicions mutuelles et l'installation d'un isolement permanent. La communication avec les musulmans est d'autant plus difficile que les opportunités d'échanges décroissent. Le représentant de la CIA au CSN appelle ainsi à une révision de l'approche américaine du problème en maintenant les ambassades et centres culturels dans les territoires musulmans, décourageant le départ des Américains présents sur place, rappelant aux Soviétiques leur gestion « sordide » des questions musulmanes et montrant une détermination propre à inciter les Alliés à soutenir les Américains<sup>84</sup>.

La conduite à tenir vis-à-vis du « réveil » de l'islam est également sujet de réflexion à Londres. Dans une démarche habituelle, les Britanniques commencent par relever la faible possibilité d'action effective vis-à-vis d'une agitation essentiellement intérieure. Ils relativisent la crainte de contagion soulevée par l'incident de La Mecque, qui ne signifie en rien que l'Arabie saoudite pourrait connaître le sort de l'Iran. Ils relèvent que le « réveil » de l'islam est potentiellement tourné autant contre l'URSS que contre l'Occident, comme pourrait le suggérer la politique soviétique en Afghanistan et au Yémen. Les diplomates appellent à ne pas juger l'ensemble des musulmans à l'aune de l'ayatollah et à développer le dialogue avec les Iraniens pour peu que la résolution de la crise des otages le permette. Le meilleur antidote à la vague d'extrémisme chiite paraît le nationalisme arabe : il s'agirait ainsi de rester en liens étroits avec les dirigeants arabes, même l'Irak, notamment *via* la fourniture de formation et d'équipement militaires. Les progrès dans le processus de paix au Proche-Orient permettraient enfin de justifier la confiance que les dirigeants traditionnels ont donné à un Occident considéré dans la région comme favorable à Israël<sup>85</sup>.

Au FCO, David Hannay appelle de manière plus incisive à saper la tendance insidieuse à associer les discours pro-islamiques aux postures anti-occidentales depuis le début du mois de novembre<sup>86</sup>. L'un des leviers serait de s'assurer que l'ayatollah n'ait pas le monopole des prises de parole émanant du monde islamique : si le gouvernement ne peut censurer les informations, il peut participer de la diffusion par les services régionaux de la BBC de déclarations qui donnent de l'Occident une image équilibrée, sinon positive. Par ailleurs, le fait que le chiisme passe souvent pour une hérésie hors d'Iran et d'Irak pourrait susciter chez d'autres théologiens des déclarations moins favorables à l'ayatollah. Dans la guerre culturelle de ce que d'aucuns décrivent déjà comme un « choc de civilisation », le diplomate note cependant qu'il importe de ne pas exacerber les tensions entre chiites et sunnites pour ne pas soulever les critiques de pays qui, comme le Pakistan, sont déjà déchirés par des affrontements confessionnels<sup>87</sup>.

<sup>83</sup> DRAPER Morris, entretien avec Stuart Kennedy, 27 février 1991 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Draper,%20Morris.toc.pdf>

<sup>84</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, General Odom File, Box 27, Iran 11/78–11/79, Henze to Brzezinski, The U.S. and the Islamic World, 27th November, 1979.

<sup>85</sup> TNA, PREM 19/76, Visit by the secretary of state to London: 10 December; Point to make; Iran, s. d.

<sup>86</sup> TNA, FCO 8/3484/1, Hannay to Masefield, Iran: the West and Islam, 12th December, 1979.

<sup>87</sup> TNA, FCO 8/3484/1, Hannay to Masefield, Iran: the West and Islam, 12th December, 1979.

## C. La révision des équilibres stratégiques

### 1. La question militaire

La dépendance iranienne envers les Américains et les Britanniques sur la question des fournitures et des formations militaires, comme la dépendance des Occidentaux à l'égard des ressources énergétiques locales, impose une réflexion sur l'avenir des relations stratégiques avec le nouveau régime.

Les évacuations de personnels posent la question de la surveillance des dispositifs stratégiques présents en Iran et du devenir de la coopération avec les forces armées. Au mois de mars, William Sullivan échange avec le Premier ministre adjoint Amir-Abbas Entezam sur la nécessité de préserver l'intégrité des équipements des sites de Kapkan et de Behchahr en l'absence des personnels affectés à leur surveillance. Si les États-Unis s'avèrent prêts à financer les salaires des personnels de maintenance requis pour maintenir les équipements dans un état de fonctionnement, ils s'alarment de l'incapacité des forces iraniennes à exercer l'autorité nécessaire pour en garantir l'intégrité contre les comités révolutionnaires<sup>88</sup>.

Au terme des évacuations du mois de février, les effectifs de la marine britannique ont décliné de 72 à 6 : seul un officier, le lieutenant-commandant McKinnell, persanophone et marié à une Iranienne, est demeuré sur place avec le titre d'officier de liaison auprès de l'Académie navale<sup>89</sup>. Si les missions de formation et de conseil ont cessé, la marine iranienne semble avoir conservé son intégrité. Les projets d'expansion n'ont pas résisté à la révolution mais l'objectif de constituer une flotte sur le modèle occidental est resté le même. Malgré l'évacuation des conseillers américains et britanniques, les principes d'entraînement ont été observés. Le recrutement est au point mort, mais la formation des officiers dans des établissements occidentaux se poursuit. Le budget est sabré, mais les projets de remplacement, de rechange et de maintenance sont prorogés. Malgré la rhétorique révolutionnaire, la xénophobie politique et la tradition iranienne de traiter le Royaume-Uni comme un ennemi impérialiste, la marine iranienne voit toujours la marine britannique comme une alliée naturelle et une source de formation comme de soutien matériel, d'autant plus du fait de la perte d'influence de la marine américaine. Le soutien apporté à la marine iranienne jusqu'à la révolution et le rétablissement des relations diplomatiques au-delà laisse le Royaume-Uni en bonne place pour maintenir ses relations et son influence traditionnelles<sup>90</sup>.

Le 13 mai 1979, le gouvernement iranien annonce l'abrogation de la loi du 13 octobre 1964 accordant une immunité diplomatique aux conseillers militaires présents en Iran dans le cadre du programme d'assistance militaire<sup>91</sup>. Interrogé, le ministre des Affaires étrangères Ebrahim Yazdi assure au chargé d'affaires Charles Naas que la décision n'entend pas hypothéquer la normalisation en cours des relations<sup>92</sup>.

<sup>88</sup> Den, vol. 10, Sullivan to Entezam, 13th March, 1979.

<sup>89</sup> TNA, FCO 8/3359, The Imperial Iranian Navy, Appendix 6 to Annex B to TEH/160/17/NSA, 26th November, 1979.

<sup>90</sup> TNA, FCO 8/3359, TEH 160/17/NA, British Naval Attaché Tehran – Valedictory Report, 26th November, 1979.

<sup>91</sup> Den, vol. 72, Warner, CARMISH/MAAG, Tehran, Iran, Diplomatic immunity, 14th May, 1979.

<sup>92</sup> AAD, Naas to State, Tehran 5054, Meeting with ForMin Yazdi: 1964 legislation on Armish-Maag Immunities, 14th May, 1979.

Le département d'État octroie aux conseillers un statut de personnels rattachés à l'ambassade, avec passeports diplomatiques<sup>93</sup>. Il appelle le gouvernement iranien à les accréditer s'il entend continuer à bénéficier des services de la mission de conseil<sup>94</sup>. Quatre mois plus tard, la question n'est cependant toujours pas à l'ordre du jour, signifie la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères<sup>95</sup>.

Le blocage de la situation crispe la résolution des litiges commerciaux en suspens depuis la révolution, attentivement scrutée par le partenaire britannique. À Washington, Henry Precht rappelle à Adrian Fortescue que le règlement des pièces de rechange pour les équipements militaires fournis par les Américains a été ralenti dès septembre 1978 avant d'être interrompu en janvier 1979. Les produits en question ont été vendus à des tiers pour renflouer le fonds fiduciaire iranien couvrant les dépenses militaires. Une cession à la marine américaine de quatre destroyers dont l'achat a été annulé par les Iraniens devrait permettre de produire des fonds utiles, à partir de quoi les Américains devraient pouvoir plus facilement envisager la reprise des fournitures de pièces de rechange<sup>96</sup>. En mars, les Iraniens évoquent la possibilité de revendre aux États-Unis les F-14 qu'ils leur avaient achetés. Ils soulèvent à nouveau la question à la mi-juillet : les Américains, qui s'y sont montrés favorables au printemps, requièrent alors de vérifier les produits pour en établir la valeur. Le silence qui s'ensuit laisse penser à H. Precht que les Iraniens sont décidés à revendre mais que l'aviation iranienne y rechigne<sup>97</sup>. A. Fortescue revient vers le bureau iranien du département en septembre après des révélations sur une possible reprise des ventes à l'Iran. Tempérant l'impression donnée dans la presse, H. Precht précise que le renflouement du fonds fiduciaire iranien pendant l'été a permis aux États-Unis d'envisager la vente de pièces de rechange déjà commandées, pour peu que les Iraniens fassent le nécessaire pour les récupérer. Au-delà, les Américains ne s'attendent pas à d'autres commandes, que le Congrès risquerait d'ailleurs de ne pas accepter. La question du rachat des F-14 par les États-Unis est toujours en attente de réponse iranienne<sup>98</sup>. Au CSN, Gary Sick déclare que la décision de reprendre les fournitures est liée à la volonté de maintenir ce qu'il reste de liens avec l'armée iranienne, dont les capacités auraient été si contraintes que Téhéran se serait tourné vers d'autres revendeurs. Les Iraniens se montrent depuis intéressés par l'achat d'équipements dépassant le cadre des pièces de rechange, mais l'état des relations bilatérales est trop incertain pour le permettre. Tout controversés que soient les équipements vendus par les États-Unis jusqu'à la révolution, conviennent les Britanniques, ils l'étaient sans doute moins que les chars et les véhicules blindés fournis par Londres<sup>99</sup>.

L'une des dernières mesures prises par le gouvernement prérévolutionnaire a d'ailleurs été l'annulation de cinq contrats passés avec les Britanniques pour l'achat de chars d'assaut, de chars de dépannage,

<sup>93</sup> Den, vol. 72, Embassy of the United States of America, Note No. 255, to Ministry of Foreign Affairs, Tehran, 7th Jun, 1979.

<sup>94</sup> AAD, Vance to Tehran, State 124099, Status of Armish/Maag personnel, 16h May, 1979.

<sup>95</sup> AAD, Laingen to State, Tehran 10336, Diplomatic Privileges And Immunities For MAAG Personnel, 24th September, 1979.

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/3361/114, Fortescue to Gorham, US/Iran, 20th July, 1979.

<sup>97</sup> TNA, FCO 8/3361/116, Robinson to FCO, Washington 2164, US/Iran, 2nd August, 1979.

<sup>98</sup> TNA, FCO 8/3361/120, Fortescue to Tatham, US/Iran, 13th September, 1979.

<sup>99</sup> TNA, FCO 8/3386/162B, Robinson to FCO, Washington 3281, U.S. military spares policy towards Iran, 19th October, 1979.

de navires auxiliaires et d'un atelier de base en construction en Iran. Une cinquantaine d'autres contrats concernait la fourniture de pièces de rechange pour véhicules, de munitions et de main d'œuvre pour l'entretien, la formation et la construction de plusieurs projets iraniens. Les risques que la crise iranienne faisait peser sur les affaires ont conduit les Britanniques à interrompre les livraisons en décembre 1978. En avril 1979, une délégation du gouvernement se rend à Téhéran auprès de représentants des forces armées. Il est convenu d'un règlement des livraisons de produits déjà effectuées, d'un prolongement des contrats de fourniture de munitions et de pièces de rechange pour les véhicules blindés achetés par le passé et de la livraison des chars de dépannage et des navires auxiliaires dont les contrats avaient été dénoncés. En juin, le secrétaire d'État à la Défense Francis Pym se satisfait de la volonté affichée par les Iraniens de poursuivre des échanges de cette ampleur mais s'interroge sur leurs capacités à honorer les obligations de paiement<sup>100</sup>. En septembre, une délégation du ministère de la Défense se rend à Téhéran pour échanger sur la reprise des relations commerciales. Elle est suivie en octobre par la visite du sous-secrétaire d'État adjoint pour l'administration des ventes. Son objectif est d'établir un arrangement financier permettant la reprise des livraisons des munitions en entrepôts et de la fabrication des articles manquants. Elle conduit à la rédaction de deux protocoles d'accord concernant les livraisons de munitions prévues avant et après décembre 1978<sup>101</sup>. L'attaché naval John Wrigley note que, même si les perspectives de ventes ouvertes sous le shah ne devraient pas être toutes honorées, il reste de nombreux contrats à conclure avec la marine iranienne, pour peu que les circonstances politiques le permettent<sup>102</sup>.

## 2. La présence régionale

Dans un article publié au printemps 1979 par la revue *Foreign Affairs*, le politiste George Lenczowski appelle les États-Unis à encourager les initiatives locales travaillant à des arrangements stratégiques mais aussi à soutenir les États du golfe Persique dans l'accomplissement de leurs objectifs sécuritaires. Il s'agirait de plus de persuader les autres pays développés de contribuer au développement de liens tant économiques que sécuritaires avec les États qui solliciteraient un soutien occidental. Les États-Unis, rappelle l'ancien diplomate, sont bien moins dépendants du pétrole régional que leurs alliés de l'OTAN. Ils n'ont donc aucune raison de forger tout seul des liens stratégiques avec les pays du Golfe, d'autant que les États européens sont pour ces derniers des fournisseurs importants d'équipements militaires<sup>103</sup>.

À Londres et à Washington, la crise iranienne conduit à une révision de la stratégie régionale prenant acte des causes et des conséquences de l'effondrement du pilier iranien. Selon Zbigniew Brzezinski, la chute du shah a ajouté un facteur supplémentaire aux crises que traverse le Moyen-Orient. Les partenaires régionaux des États-Unis envisagent l'avenir avec d'autant plus d'incertitude qu'ils manquent de

---

<sup>100</sup> TNA, FCO 8/3385/134, Pym to Carrington, Defence Contracts with Iran, 7th June, 1979.

<sup>101</sup> TNA, FCO 8/3386/167, Report on visit by AUS (Sales Admin) to Tehran, 29th-31st October, 1979

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/3359, The Imperial Iranian Navy, Appendix 6 to Annex B to TEH/160/17/NSA, 26th November, 1979.

<sup>103</sup> LENCZOWSKI George, "The Arc of Crisis: Its Central Sector", *Foreign Affairs*, 1979, vol. 57, n°4, p. 833-834.

confiance envers la direction de la politique étrangère américaine. Le conseiller appelle ainsi à une action forte de la part de l'administration pour contenir une crise qu'il qualifie de politique et de psychologique. Vue de Washington, la principale cause d'instabilité régionale reste le conflit au Proche-Orient. Conscient du risque d'instrumentalisation par Moscou de la crise iranienne pour avancer ses pions, il appelle à un sursaut d'interventionnisme américain. Afin de souligner l'implication des États-Unis auprès de leurs alliés, il propose d'organiser la visite d'officiels et de gradés dans des pays-clés ; de reprendre la réflexion sur l'usage de la base de Diego Garcia ; renforcer les capacités de la force du Moyen-Orient ; de faire croiser en mer d'Oman un vaisseau aéronaval de la VII<sup>e</sup> flotte ; de conduire dans le sud-ouest des États-Unis des exercices de forces combinées pour vérifier la capacité au combat aérien, maritime et terrestre applicables au Golfe ; d'établir une unité de commandement pour l'Est de Suez basée aux États-Unis mais disposant de l'équipement nécessaire pour intervenir. Afin de connaître le soutien qu'ils pourraient apporter à la mise en place de cette stratégie, il suggère de sonder les alliés de l'OTAN. Si certains d'entre eux risquent d'opposer des objections de fond et de forme, note Z. Brzezinski, il s'agit de mettre en marche les forces de l'Alliance dans l'analyse des enjeux de la sécurité du Moyen-Orient<sup>104</sup>.

Parmi eux, les Britanniques procèdent également à une révision de leur politique dans le Golfe à l'aune de la crise iranienne. Il s'agit de réfléchir à l'avenir des relations aux régimes politiques conservateurs avec lesquels le Royaume-Uni garde des liens politiques et économiques étroits<sup>105</sup>. Afin de garantir la pérennité des intérêts britanniques dans les États modérés, un rapport rédigé par le FCO appelle à recourir aux contacts dans les mondes politique et commercial pour assurer les États de l'intérêt et du soutien de Londres ; à saisir les opportunités de faire pression contre les atteintes aux droits de l'homme là où elles sont avérées ; à élargir les contacts avec les forces d'opposition, s'il le faut de manière confidentielle et en mobilisant hommes d'affaires et universitaires ; à maintenir les collaborations concernant la formation et l'équipement des forces armées et de police tout en évitant de cautionner les activités répressives ; à poursuivre les fournitures militaires en gardant à l'esprit le danger d'un transfert non-maîtrisé d'armement sur la corruption des élites locales ; à orienter le soutien militaire vers la lutte contre les menaces extérieures ; à conserver un rôle de médiation dans les conflits frontaliers et d'aiguillon de la concertation régionale ; à développer des programmes d'assistance technique, de formation administrative et de développement civil ; à poursuivre le déploiement régulier de forces navales dans la région, en liens éventuels avec d'autres partenaires dans le respect des intérêts britanniques ; à envisager la faisabilité et les implications d'exercices militaires conjoints et d'entraînement de routine pour les forces britanniques. À ces fins, il s'agirait de développer le dialogue avec les partenaires occidentaux pour sécuriser leurs intérêts communs dans la région, notamment l'accès aux ressources en pétrole et la limitation du transfert des armes. Un dialogue étroit avec les États-Unis est impératif même si, note le rapport, leur approche politique de ces questions peut différer de celle du Royaume-Uni<sup>106</sup>.

---

<sup>104</sup> CWIHP, Brzezinski, Consultative Security Framework for the Middle East, 3rd March, 1979.

<sup>105</sup> TNA, FCO 8/3281/40, Parsons to Wilton, 2nd April, 1979.

<sup>106</sup> TNA, FCO 8/3281/40, UK policy towards Arabia and the Gulf in the wake of the Iran crisis, April 1979.



Alors que Londres et Washington organisent en parallèle des missions destinées à rassurer leurs partenaires dans le Golfe, les nouvelles formes de la présence régionale sont au programme des échanges entre les ministres concernés aux gouvernements. Lors de leur rencontre le 16 mai en marge d'une réunion de l'OTAN, le secrétaire américain à la Défense Harold Brown déclare à son homologue britannique Francis Pym qu'il espère pouvoir compter sur le maintien de la présence britannique à Oman, qui s'avère d'une grande utilité stratégique. Il s'enquiert de la volonté de Londres de revenir sur la possibilité d'une présence britannique dans l'océan Indien. Tout en rappelant la modestie de la présence britannique à Oman, F. Pym répond que Londres n'a pas encore pris de décision quant à la possibilité d'un redéploiement militaire, qu'il déclare conditionné à la fois à une nouvelle évaluation des besoins et à des ressources financières limitées. H. Brown lui confie que les Américains envisagent la mise en place de dispositifs d'intervention depuis des bases situées en Égypte pour permettre un déploiement de forces en urgence. Il lui fait part de son intention de prolonger les échanges sur le Moyen-Orient à l'aune des réflexions qui sont alors menées au sein de l'administration<sup>107</sup>. En amont de sa visite à Washington, le secrétaire d'État britannique réaffirme la réticence du Royaume-Uni à relever le niveau de sa présence militaire dans le golfe Persique, dont il n'a de toute manière pas les moyens. En revanche, il rappelle la volonté d'approfondir le degré d'assistance selon les lignes directrices proposées par le rapport du FCO. Sur la question de la présence à Oman, tout en gardant à l'esprit l'objectif final d'aboutir à une nationalisation des forces armées du sultan, les Britanniques consentent à ne retirer leurs conseillers militaires qu'à partir du moment où les différents services armés pourront opérer de manière satisfaisante<sup>108</sup>.

À la Maison-Blanche, les différentes réunions du comité spécial de coordination du CSN s'accordent sur la nécessité d'un renforcement rapide des capacités militaires américaines dans le Golfe. Comme son homologue du Pentagone, le secrétaire d'État Cyrus Vance propose des mesures suivant les lignes suggérées par Z. Brzezinski au printemps. Le président les approuve en recommandant par ailleurs de faciliter l'accès américain aux ports aériens et maritimes pendant une crise, en travaillant à une extension des infrastructures dédiées à Diego Garcia<sup>109</sup>. Dans les éléments de langage préparés en amont de la visite de Peter Carrington aux États-Unis, les Britanniques notent l'inquiétude soulevée dans le Golfe par la perspective de renforcement de la présence militaire américaine dans la région, voire d'interventions destinées à sécuriser l'approvisionnement en pétrole. Washington confirme à Londres envisager une légère augmentation de la fréquence du déploiement de leurs unités navales dans l'océan Indien, afin d'avoir un effet rassurant sans susciter de crainte dans le golfe Persique<sup>110</sup>. Les Britanniques restent quant à eux convaincus de la pertinence d'une politique d'influence retenue, telle que suggérée par le FCO au printemps et selon une ligne de partage plus d'une fois observée entre les deux partenaires.

---

<sup>107</sup> TNA, PREM 19/76, Note of a meeting between the Defence Secretary and the US Secretary of Defense held in the US Delegation Offices, NATO Headquarters at 9 AM on Wednesday 16<sup>th</sup> May 1979

<sup>108</sup> TNA, FCO 8/3292/21, Pym to Carrington, Defence policy toward the Gulf, 3rd July, 1979.

<sup>109</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices*, *op. cit.*, p. 369.

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/3381/82, Brief for Secretary of State's visit to the United States, US policy towards Iran and the Gulf, September 1979.

### 3. La crise énergétique

La cristallisation de l'attention des Occidentaux sur le golfe Persique est d'autant plus forte que la crise iranienne se traduit dans le domaine énergétique par un second choc pétrolier. L'effondrement de la production iranienne du fait de la révolution aboutit à un renchérissement du prix de l'or noir, dont le cours est multiplié par trois entre 1979 et 1981. Dans ce contexte, James Cochrane, chargé de l'économie internationale au CSN, et Henry Owen, représentant spécial du président aux sommets économiques, avancent des mesures destinées à accroître la production et à diminuer la consommation<sup>111</sup>. Après avoir consulté les représentants des gouvernements des pays du G7, H. Owen suggère à Jimmy Carter de leur soumettre deux propositions : le développement d'un mécanisme international permettant de financer des sources d'énergie alternatives, la mise en place d'une agence internationale destinée à soutenir, sans le financer, leur développement. Selon leurs sherpas, les pays du G7 entendent consacrer l'essentiel du sommet prévu à Tokyo les 28 et 29 juin 1979 à la définition d'un accord et d'une action sur les questions énergétiques, tout en s'en remettant aux États-Unis sur la question de ses modalités. Avec le secrétaire au Trésor Michael Blumenthal, H. Owen suggère une taxation ou un embargo de certains produits exportés vers les pays de l'OPEP, tout en notant que les mesures ne seraient efficaces qu'appliquées collectivement mais qu'il pourrait être difficile d'en convaincre les partenaires<sup>112</sup>. Pendant ce temps, les ministres de l'Énergie des États-membres de l'AIE concluent que les tensions sur les marchés pétroliers devraient se poursuivre jusqu'à la fin des années 1980. Ils confirment une mesure précédente destinée à réduire la consommation mondiale de 2 millions de barils par jour. Ils s'accordent sur d'autres mesures destinés à renforcer la production, le commerce et l'usage du charbon, tout en appelant à recourir au gaz naturel, à l'énergie nucléaire et à la conservation pour réduire la dépendance au pétrole<sup>113</sup>.

Depuis Londres, Kingman Brewster prévient que le nouveau gouvernement britannique est plus sceptique sur la pertinence des sommets du G7 que son prédécesseur, qui les considérait comme un moyen de rehausser son prestige face aux difficultés intérieures qu'il rencontrait. La nouvelle Première ministre est convaincue que le redressement économique de son pays repose essentiellement sur sa capacité à se discipliner. Le sentiment est répandu à Londres que les anciens sommets économiques ont fait davantage montre de promesses que de performances et de rhétorique que de résultats. L'enjeu énergétique promet cependant de susciter l'intérêt dans un pays dont l'autosuffisance n'a pas empêché des ruptures d'approvisionnement. Les États-Unis, ajoute l'ambassadeur Brewster, risquent quant à eux d'être considérés comme un bouc-émissaire dans la crise, du fait de la quantité de pétrole consommé par leur économie, des vicissitudes de leur politique et de leur manque d'auto-discipline en tant que consommateurs<sup>114</sup>.

---

<sup>111</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Subject File, Box 48, Oil, 3-6/79, Cochrane, Owen to Brzezinski, Long Term Response to Rising OPEC Oil Prices, 15th May, 1979.

<sup>112</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Special Projects File, Box 11, Henry Owen, Chron: 5/18-28/79, Owen to Carter, Energy and the Summit, 18th May, 1979; Blumenthal to Carter, Oil Prices, 25th May, 1979.

<sup>113</sup> AAD, State to All Diplomatic Posts, State 135815, Energy: IEA Ministerial Meeting, May 21-22, 1979, 26th May, 1979.

<sup>114</sup> AAD, Brewster to State, London 10576, Energy at the Tokyo Summit, 30th May, 1979.

Un mémorandum du bureau de la planification du département d'État suggère un volant de mesures immédiates destinées à convaincre les alliés<sup>115</sup> : annoncer au sommet un accord sur l'interruption des achats sur le marché spot au-dessus des prix de l'OPEP, le déclenchement du mécanisme de partage de l'AIE pour assurer une répartition équitable des ressources disponibles et la prise de mesures destinées à réduire la consommation de 5 à 10% en 1980 ; demander aux pays de l'OPEP de réfréner l'augmentation des cours ; solliciter de l'Arabie saoudite une augmentation de sa production ; envisager un accord interdisant l'importation du pétrole à un cours renchéri en cas de désaccord avec l'OPEP ; conclure un accord d'achat de gaz avec le Mexique. Ces mesures seraient complétées par des initiatives de moyen terme destinées à organiser un dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs.

À Londres, le secrétariat d'État à l'Énergie indique à Grosvenor Square les éléments qu'il entend aborder au sommet : réaffirmer l'engagement à réduire la consommation de 5% selon des moyens laissés à chaque pays ; ne pas déclencher le mécanisme de l'AIE avant le niveau requis de 7% de déficit ; envisager une action commune pour limiter les importations ; insister sur le développement de sources d'énergie alternatives, notamment nucléaires ; travailler avec les pays exportateurs à la remise en ordre du marché, sans cependant agir sur le marché spot. Londres est prêt à faire pression sur les compagnies qu'il contrôle pour les inciter à se comporter de manière responsable, pour peu que les autres pays fassent de même. Au cas où l'Iran refuserait de coopérer, la hausse de la production pourrait être sollicitée de producteurs mieux disposés par l'intermédiaire des Majors sous contrôle indirect des gouvernements. K. Brewster note que le gouvernement britannique ne suggère pas vraiment de stratégie pour faire pression sur les pays producteurs : tout en montrant qu'une absence d'accord serait un contretemps sévère, il s'en remet totalement aux États-Unis pour assurer la direction aux échanges<sup>116</sup>. Si M. Thatcher n'entend pas s'opposer à une action collective sur l'énergie au sommet, précise John Hunt au Cabinet, elle n'en reste pas moins sceptique sur le réalisme de mesures dépassant un engagement commun à réduire la consommation. Elle doute de la faisabilité d'un contrôle du marché spot et s'oppose, comme les Américains, au mécanisme d'allocation internationale proposé par l'AIE pour gérer les approvisionnements d'urgence. Elle n'est pas convaincue de l'applicabilité et de la légalité des mesures de boycott envisagées pour discipliner le marché. Elle est hostile à tout mécanisme international qui détournerait les ressources britanniques vers des exportations d'urgence. Malgré ces réserves, elle entend se montrer solidaire si un communiqué lui semble nécessaire pour imposer une plus grande discipline énergétique au G7<sup>117</sup>.

Les discussions énergétiques à Tokyo commencent sous les mauvais auspices de l'annonce d'une augmentation de 25% des prix du pétrole par les pays de l'OPEP réunis à Vienne. Les Occidentaux sont profondément divisés sur la limite, la durée et la méthode de calcul des objectifs d'importation. Dans son journal, Jimmy Carter évoque la réunion comme l'un des pires jours de sa vie diplomatique<sup>118</sup>. Après

---

<sup>115</sup> NARA, RG 59, Executive Secretariat Files, Lot 84D241, Box 3, President's Breakfasts, 5/1/79–8/31/80, Lake to Vance, U.S. Oil Policy, 5th June, 1979.

<sup>116</sup> AAD, Brewster to State, London 11693, UK Views on Energy at Tokyo Summit, 14th June, 1979.

<sup>117</sup> AAD, Brewster to State, London 12415, Likely Thatcher position on energy summit and bilateral issues, 26th June, 1979.

<sup>118</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 111.

d'après débats, la déclaration finale présente des objectifs d'importations quantifiés par pays pour 1979-1980 et 1985. M. Thatcher, quoi que non convaincue par la mesure, ne s'y oppose pas dans la mesure où le Royaume-Uni n'est plus importateur. Si le sommet réussit à réunir les pays membres autour d'un projet cohérent, ses effets sont rendus caducs par l'augmentation des prix sur le marché spot à l'automne<sup>119</sup>. Les échanges de l'ambassade de Grosvenor Square avec les Majors britanniques Shell et BP ne permettent pas de clarifier leur intention de s'abstenir d'acheter dans ces conditions, comme suggéré au printemps par les Américains<sup>120</sup>. Avant même les tensions suscitées par l'application des mesures de sanctions envisagées pour répondre à la politique de confrontation imposée par Téhéran, les batailles de l'énergie opposent déjà sous l'influence des Majors la solidarité transatlantique à l'intérêt national.

## II. Une solidarité à l'épreuve de la crise des otages (novembre-décembre 1979)

Au matin du 4 novembre 1979, l'assaut d'un groupe d'étudiants contre l'ambassade américaine de Téhéran et la prise d'otage qui lui succède provoque un réflexe de solidarité transatlantique. Pourquoi l'enlisement de la crise conduit-il à l'essoufflement de cet élan ?

### A. Le réflexe de solidarité des missions

#### 1. La complicité de crise

Même s'il n'est pas exclusivement représentatif de la spécificité de la relation américano-britannique, le réflexe de solidarité vis-à-vis de l'allié témoigne de la proximité des communautés diplomatiques qui partagent aussi bien des habitudes de coopération que des principes de représentation.

Le matin de l'assaut, le chargé d'affaires américain Bruce Laingen, son conseiller politique Victor Tomseth et son officier de sécurité Michael Holland se rendent au ministère iranien des Affaires étrangères. Ils y demeurent en résidence surveillée pendant l'essentiel des 444 jours de la crise. Informé de l'attaque, le diplomate britannique David Reddaway se rend au ministère et leur offre son assistance. V. Tomseth lui rapporte les efforts déployés par B. Laingen pour convaincre Ebrahim Yazdi d'intervenir en leur faveur, comme il l'avait fait en février. Sensible à sa sollicitude, il ajoute qu'il ne manquerait pas de revenir vers les Britanniques en cas de besoin<sup>121</sup>. Alors que les étudiants investissent le bâtiment principal de l'ambassade américaine, les officiers qui travaillent dans les murs du consulat se confinent en silence<sup>122</sup>. Ils décident de se séparer en deux groupes pour se réfugier dans les locaux des missions

<sup>119</sup> PUTNAM Robert, BAYNE Nicholas, *Hanging Together: Cooperation and Conflict in the Seven-power Summits*, Cambridge, Harvard University Press, 1987, p. 115-117.

<sup>120</sup> AAD, Brewster to State, London 18364, Crude Oil Prices, 18th September, 1979.

<sup>121</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, correspondance électronique avec l'auteur, 17 janvier 2022.

<sup>122</sup> WRIGHT Robert, *Our Man in Tehran: The True Story Behind the Secret Mission to Save Six Americans During the Iran Hostage Crisis and the Foreign Ambassador who Worked with the CIA to Bring Them Home*, New York, Other Press, 2011, p. 129.

diplomatiques les plus proches. L'accès aux représentations autrichienne et suédoise situées à proximité, est rendu difficile par la présence d'un groupe de révolutionnaires. Robert Anders, Mark et Cora Lijek, Joseph et Kathleen Stafford décident de se diriger vers l'ambassade britannique située avenue Ferdowsi, se rappelant l'usage de se tourner vers les alliés où que ce soit dans le monde. L'officier aux affaires publiques John Graves confirme l'existence d'arrangement avec les Britanniques et les Canadiens permettant à chacun de se réfugier chez le partenaire en cas de crise<sup>123</sup>. Lorsqu'au mois d'octobre les diplomates américains de Téhéran avaient appris l'admission du shah aux États-Unis, ils avaient d'ailleurs déjà prévu de se rendre chez leurs homologues britanniques en cas de problème<sup>124</sup>.

Alors que les Américains arrivent à proximité de l'avenue Ferdowsi, la présence de manifestants les contraint à modifier leur plan initial. Ils se replient vers les appartements de R. Anders<sup>125</sup>. Le lendemain sont à leur tour pris en otage Kathryn Koob, directrice de la Société iranienne-américaine, Bill Royer, son adjoint, et Lillian Johnson, secrétaire, qui s'étaient ponctuellement réfugiés à l'Institut Goethe voisin. Informé, V. Tomseth prend contact par téléphone avec l'ambassade britannique. Il sollicite un abri pour les diplomates en fuite, suggérant l'antenne de la représentation du Royaume-Uni située dans le quartier de Gholhak, au nord de Téhéran. Envisageant comme en février une issue rapide à la crise, V. Tomseth ajoute qu'il ne s'agit que d'une protection de quelques jours. Arthur Wyatt, qui dirige l'ambassade britannique en l'absence de John Graham, parti à Londres pour consultations, consent à prendre en charge les diplomates en fuite, mais de manière plutôt réticente<sup>126</sup>. Il est convenu que deux diplomates britanniques viendraient chercher leurs homologues américains pour les conduire à Gholhak. Alors que les premiers tardent à arriver, J. Stafford contacte l'ambassade que des Iraniens sont en train d'envahir. A. Wyatt raccroche précipitamment en disant : « ces salauds sont en train d'escalader les murs ! »<sup>127</sup>.

Martin Williams et Gordon Pirie, dépêchés avant l'intrusion des révolutionnaires, finissent par récupérer les réfugiés après avoir peiné à les localiser. Faute de pouvoir les ramener à leur ambassade, ils se replient vers la maison de M. Williams, à Gholhak. Maria Pirie et Susan Williams leur préparent un plat de pâtes accueilli comme un festin et des couchages dans une maison attenante, avec pour consigne de garder les lumières éteintes et les rideaux tirés. M. Williams s'enquiert par téléphone de la situation de ses collègues de Ferdowsi, qui s'est stabilisée. Un groupe de révolutionnaires se rend cependant à Gholhak avec l'intention de fouiller le site, ce dont ils sont habilement dissuadés par le garde d'entrée<sup>128</sup>.

Le lendemain, A. Wyatt rappelle V. Tomseth pour lui demander de trouver un autre abri pour ses hommes car la présence des Américains met en danger la sécurité des Britanniques. Comprenant que les conversations sont écoutées, le diplomate américain, vétéran de l'ambassade américaine en Thaïlande,

<sup>123</sup> GRAVES John, entretien avec Richard Jackson, 12 janvier 1999 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Graves,%20John%20E.toc.pdf>

<sup>124</sup> QUEEN Richard, *Inside and Out: Hostage to Iran, Hostage to Myself*, Londres, Putnam, 1981, 286 p. 40.

<sup>125</sup> WELLS Tim, *444 Days: The Hostages Remember*, San Diego, Harcourt Brace, 1985, p. 74.

<sup>126</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, correspondance électronique avec l'auteur, 17 janvier 2022.

<sup>127</sup> WELLS Tim, *444 Days, op. cit.*, p. 118.

<sup>128</sup> WILLIAMS Martin, "Argo and Other Excitements around Iran's Islamic Revolution: a personal view", *Asian Affairs*, 2014, vol. 45, n°1, p. 19-20.

reprend contact avec Somchai Sriweawnetr, un cuisinier qui avait travaillé pour les Américains à Téhéran. S'exprimant en langue thaï pour ne pas être compris de ses geôliers, il lui demande de dissimuler ses collègues réfugiés à Gholhak dans les maisons de ses anciens employés américains, dont le cuisinier a toujours les clés. Les fugitifs se déplacent de cachette en cachette pendant plusieurs jours avant d'être pris en charge par le diplomate canadien John Sheardown, ami et partenaire de tennis de R. Anders, puis par son supérieur, l'ambassadeur Ken Taylor. Ce dernier requiert alors de J. Graham, revenu de Londres, un prêt de véhicule afin de meubler la maison louée par les Canadiens pour leurs hôtes clandestins. Le Britannique fournit aussi de fausses plaques minéralogiques, oubliant qu'elles lui avaient été fournies par la SAVAK, qui en a encore les références dans ses registres. K. Taylor revient vers lui quelques jours plus tard pour lui dire que le propriétaire de la maison désire contrôler le passeport de l'homme d'affaires britannique fictif au nom duquel le logement a été loué. Avec réticence, mais au nom d'une solidarité de crise, J. Graham consent à rédiger une lettre déclarant que le passeport en question est en sa possession et, en tant que propriété du gouvernement britannique, ne peut pas être délivré<sup>129</sup>.

L'ambassadeur reste au-delà vigilant à l'égard des otages. Il rend régulièrement visite aux diplomates maintenus en résidence surveillée au ministère. Dans son journal, B. Laingen se rappelle avoir reçu de son allié le jour de Noël une boîte remplie de douceurs relevant la monotonie des repas : des pâtés, des chocolats, du ketchup, des condiments, du jambon, des olives, des pistaches et une bouteille de sirop contre la toux contenant du vin rouge<sup>130</sup>. Le Britannique envoie régulièrement de la lecture, comme *Les Aventures d'Hadji Baba d'Ispahan*, un conte du diplomate britannique James Morier, qui raconte les tribulations d'un barbier persan, effronté et ambitieux tout en dénonçant, dès 1824, la tyrannie des mollahs, mais aussi le *Guerre et Paix* de Tolstoï, que le chargé d'affaires, optimiste, n'envisage pas avoir le temps de finir, ainsi que *L'ombre du palais d'hiver*, d'Edward Crankshaw, qui raconte la marche de la Russie vers la révolution à l'aune de son histoire au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>131</sup>. À Washington, le département d'État témoigne à l'ambassadeur Henderson de la profonde gratitude de l'administration, faute de pouvoir la reconnaître publiquement<sup>132</sup>. À Londres, Kingman Brewster salue de même l'excellence de la coopération fournie par Londres<sup>133</sup>. Embarrassé d'apprendre que J. Graham a fourni sur ses propres deniers livres et gourmandises, Henry Precht insiste pour que le gouvernement des États-Unis rembourse les sommes dues et règle les dépenses dans le futur. Les bons comptes interalliés font les bons partenaires : l'ambassade britannique de Washington écrit à celle de Téhéran que le directeur du bureau iranien est sincère dans sa volonté... mais reste persuadé que le remboursement n'avait pas été suggéré !<sup>134</sup>

<sup>129</sup> GRAHAM Sir John, entretien avec Martin Lamport, *op. cit.* L'exfiltration des Américains avec la complicité des Canadiens, telle que dépeinte dans le film *Argo* de Ben Affleck, suscite colère ou déception chez les vétérans britanniques des événements, dont le rôle est totalement occulté : BARRETT David, GODDARD Jacqui, "Ben Affleck's new film 'Argo' upsets British diplomats who helped Americans in Iran", *The Telegraph*, 20th October, 2012.

<sup>130</sup> LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon: The Secret Journal of Bruce Laingen*, New York, Brassey's Inc, 1992, p. 46.

<sup>131</sup> LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon*, *op. cit.*, p. 63, 70 et 71.

<sup>132</sup> TNA, FCO 8/3363/332, Henderson to FCO, Washington 3808, US embassy, 20th November, 1979.

<sup>133</sup> AAD, Brewster to State, London 23903, Iran: Alerting US Community in The UK, 3rd December, 1979.

<sup>134</sup> TNA, FCO 8/3588/477, Fretwell to Tehran, Washington 32, Laingen, 17th June, 1980.

## 2. Le relais de renseignement

Dans leur article sur la liaison de renseignement occidentale pendant la crise des otages, Don Munton et Miriam Matejova montrent à l'aune de l'exemple canadien comment la perte de l'activité du personnel diplomatique et des agents de renseignement américains en détention a été compensée<sup>135</sup>. L'étude de la correspondance diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran, mais aussi avec les autres capitales du Moyen-Orient, confirme le travail de rapport diplomatique, de collecte de renseignements et de partage d'informations caractéristique de la coopération entre les Américains et les Britanniques.

Comme au mois de février 1979, les échanges ménagent un lien de transmission permettant à Washington de pouvoir maintenir un contact avec le terrain. Dès le 4 novembre, l'ambassadeur américain au Koweït sollicite de son homologue britannique la copie des câbles relatifs à la prise d'otages afin de rester informé<sup>136</sup>. De Washington, Nicholas Henderson demande au FCO de diffuser à son ambassade les télégrammes en provenance de Téhéran qui pourraient intéresser le département d'État<sup>137</sup>. À Londres, Kingman Brewster est tenu régulièrement informé par le FCO des dépêches émanant de Téhéran<sup>138</sup>. En sens inverse, le département d'État sollicite Massachusetts Avenue pour transmettre à Bruce Laingen, *via* John Graham, informations et instructions en provenance du groupe de travail Iran<sup>139</sup>. Ses membres sont en contacts téléphoniques réguliers avec les diplomates britanniques de Téhéran : ancien chef de mission adjoint en Iran, George Lambrakis s'enquiert de la possibilité d'une action auprès des autorités pour les persuader de restaurer des moyens de communiquer à B. Laingen. Dans ce lien de transmission, Arthur Wyatt apparaît toujours aussi inquiet des dangers de la médiation britannique :

« Afin de ne pas provoquer de représailles, nous serions reconnaissants aux Américains de faire passer désormais leurs messages autant que possible en clair *via* nos entrepôts de données (que les Iraniens ne peuvent pas contrôler) plutôt que d'utiliser le téléphone (qu'ils peuvent contrôler) ainsi que d'éviter de nous contacter par télex (car nous savons qu'ils le surveillent) sauf en cas d'urgence. Nous serions aussi reconnaissants qu'ils recourent aussi aux services d'autres pays amis (les Australiens y semblent prêts) afin de réduire au maximum les dangers de nous faire remarquer par des éléments hostiles, au moins jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec les Iraniens concernant la restauration des moyens de communication des Américains. »<sup>140</sup>

Le département d'État prend note de ces recommandations. Il sollicite de plus l'envoi de rapports de situation, deux à trois fois par jour, en insistant sur leur importance psychologique pour les familles des otages et pour l'administration<sup>141</sup>. À Londres, tout en manifestant son souhait d'apporter à Washington toute l'aide possible, Peter Carrington laisse à Téhéran le soin de juger de la recevabilité de la requête<sup>142</sup>.

<sup>135</sup> MUNTON Do, MATEJOVA Miriam, "Spies without Borders? Western Intelligence Liaison, the Tehran Hostage Affair and Iran's Islamic Revolution", *Intelligence and National Security*, 2012, vol. 27, n°5, p. 739-760.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/3361/136, Balfour to Tehran, Kuwait 481, 4th November, 1979.

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/3361/142, Henderson to FCO, Washington 3572, Tehran Embassies, 6th November, 1979.

<sup>138</sup> AAD, Brewster to State, London 25484, (LOU) Economic Reporting on Iran, 27th December, 1979.

<sup>139</sup> TNA, FCO 8/3361/153, Henderson to Tehran, Washington 23, US Embassy Iran, 7th November, 1979.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/3361/156, Wyatt to Washington, Tehran 19, US Embassy Iran, 8th November, 1979.

<sup>141</sup> TNA, FCO 8/3361/157, Robinson to Tehran, Washington 24, U.S. Embassy Tehran, 8th November, 1979.

<sup>142</sup> TNA, FCO 8/3362/166, Carrington to Tehran, FCO 671, US embassy Tehran, 9th November, 1979.

J. Graham rapporte à Washington la teneur des entretiens que lui et ses homologues européens ont avec les Américains détenus au ministère<sup>143</sup>. De Massachussets Avenue, N. Henderson sollicite au nom du département d'État et de la CIA l'achat et l'envoi aux États-Unis par courriers, tant que l'ambassade américaine ne fonctionne pas, de deux exemplaires des quotidiens *Tehran Times*, *Kayhan International* et *Ettelaat* et de l'hebdomadaire *Kayan*<sup>144</sup>. Les Britanniques envoient finalement deux fois par semaine deux exemplaires du *Tehran Times* et un exemplaire des quotidiens *Kayhan* et *Bamdad* et de l'hebdomadaire *Iranian*, qu'ils jugent mieux représentatifs de l'éventail des opinions iraniennes<sup>145</sup>.

Les diplomates britanniques en poste en Iran assurent aussi avec Washington un lien d'information sous-tendant le travail de négociations avec les autorités du gouvernement provisoire. Le département d'État s'enquiert *via* Massachussets Avenue de la position de l'ayatollah Shariatmadari et de la possibilité de recourir à lui pour rentrer en contact avec l'ayatollah Khomeini. Les Américains indiquent aux Britanniques le nom de Frank Burroughs, ancien directeur de la chambre de commerce irano-américaine, comme lien possible avec le religieux modéré<sup>146</sup>. Les Américains saluent les efforts déployés par leurs alliés pour se rapprocher des religieux et suggèrent de les poursuivre pour influencer Kazem Shariatmadari en leur faveur. Ils avancent également les noms d'autres acteurs comme les ayatollahs Hassan Lahouti, Hossein Ali Montazeri, Mohammad Zanjavi et, en particulier, le fils de l'imam Khomeini, Ahmad. Ils envisagent enfin une prise de contact avec Saheb-ol-Zamani, un savant islamique, psychologue de formation, ayant étudié en Allemagne et parlant un anglais correct, que les Américains ont déjà consulté sur le contexte historique et doctrinal de la révolution<sup>147</sup>. Washington s'enquiert enfin régulièrement des rumeurs de la rue iranienne, comme de la véracité d'une information entendue sur les ondes intérieures, selon laquelle l'ambassade soviétique en Iran aurait publié une déclaration apportant un soutien à la requête iranienne de réunion du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>148</sup>, ou de l'attitude du gouvernement face aux manifestations qui se déroulent à l'extérieur de l'ambassade américaine<sup>149</sup>.

Les Britanniques participent par ailleurs à la mise en relation des otages de l'ambassade américaine avec le département d'État. Le 8 novembre, le sergent Joseph Subic, présenté comme un collaborateur de l'attaché de l'air américain, réussit à crocheter la serrure de sa cellule et à atteindre un téléphone avec lequel il joint la maison du secrétaire de l'attaché de l'air britannique. Il lui demande d'informer B. Laignen que les deux premiers niveaux de l'ambassade ont été compromis, que le bâtiment est étroitement gardé et que l'un des étudiants a déclaré le 4 novembre qu'une occupation de l'ambassade britannique aurait lieu avant Noël. J. Graham en réfère à Washington pour demander si le standard téléphonique

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/3362/210, FCO 8/3363/295, FCO 8/3364/396, FCO 8/3366/549, FCO 8/3368/558, FCO 8/3368/677, FCO 8/3370/810, Graham to Washington, Tehran 25, 14th November, 1979; Tehran 29, 19th November, 1979; Tehran 36, 25th November, 1979; Tehran 37, 3rd December, 1979; Tehran 38, 4th December, 1979; Tehran 43, 27th December, 1979.

<sup>144</sup> TNA, FCO 8/3362/210, Henderson to Tehran, Washington 29, Iranian press, 14th November, 1979.

<sup>145</sup> TNA, FCO 8/3362/257, Graham to Washington, Tehran 28, Iranian press, 18th November, 1979.

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/3362/176, Henderson to Tehran, US embassy Tehran, Washington 26, 11th November, 1979.

<sup>147</sup> TNA, FCO 8/3364/378, Henderson to Tehran, Washington 37, 23rd November, 1979.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/3362/242, Henderson to Tehran, Iran: Soviet Attitude, Washington 31, 16th November, 1979.

<sup>149</sup> TNA, FCO 8/3364/419, Henderson to Tehran, Washington 38, US embassy, Tehran, 26th November, 1979.



permet de retracer les appels sortants passés par des individus depuis l'ambassade. L'ambassadeur ajoute qu'il s'agirait peut-être de lui donner des instructions avant un prochain appel<sup>150</sup>. Le lendemain, J. Subic revient vers les Britanniques avec d'autres informations : les gardes seraient composés d'étudiants et de membres du corps des Gardiens de la révolution, l'organisation paramilitaire dépendant de l'ayatollah ; certains Américains communiqueraient des informations à leurs geôliers ; la plupart des documents auraient été détruits mais certains, classés confidentiels, seraient aux mains des étudiants<sup>151</sup>. Selon J. Graham, les appels n'ont pas été contraints : J. Subic a en effet transmis une information personnelle à la secrétaire de l'ambassade britannique, qu'il fréquente et envisage d'épouser<sup>152</sup>. Il est cependant l'un des otages les plus controversés, au point de ne pas avoir reçu la médaille du service méritoire remise à ses camarades : certains détenus ont déclaré après les événements qu'il aurait identifié des officiers du renseignement, transmis des codes diplomatiques et révélé la présence d'une chambre secrète dans les murs de l'ambassade ; J. Subic s'en est défendu en disant que les Iraniens en connaissaient déjà l'existence<sup>153</sup>.

### 3. Le pouvoir de pression

Le gouvernement américain sollicite rapidement le soutien de ses partenaires afin de faire pression sur les autorités iraniennes pour obtenir une libération rapide des otages. Dès le 5 novembre, le département d'État indique que les Américains apprécieraient de la part des Britanniques leur appui au projet d'intervention des représentants des communautés diplomatiques présentes en Iran<sup>154</sup>. Les démarches engagées mobilisent en effet nombreux de leurs collègues. Les Américains se déclarent très encouragés par cet élan de solidarité diplomatique et reçoivent avec joie l'annonce du retour de John Graham<sup>155</sup>. Les Britanniques accueillent cependant avec réticence la perspective de prendre langue avec l'ayatollah Hassan Lahouti au nom des Américains : au département du Moyen-Orient du FCO, David Hannay répond à Kingman Brewster que leur ambassadeur « ne négocierait pas avec les ayatollahs »<sup>156</sup>.

Le 10, les représentants de la communauté diplomatique se rendent auprès d'Abolhassan Bani Sadr, sur le point d'être nommé ministre des Affaires étrangères, pour évoquer les questions d'immunité diplomatique en lien avec la prise d'otage. Dans son rapport à Londres et à Washington, J. Graham évoque de sa part une performance consternante, sans pouvoir préjuger du fait qu'il parle en son nom propre ou au nom du gouvernement. A. Bani Sadr justifie l'occupation de l'ambassade par ses prétendues activités d'espionnage tout en déclarant que l'extradition du shah pourrait apporter une solution à la crise<sup>157</sup>.

De Londres, Peter Carrington apporte pourtant son soutien à une nouvelle ambassade des diplomates,

<sup>150</sup> TNA, FCO 8/3364/354, Graham to Washington, Tehran 33, US embassy occupation, 22nd November, 1979.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/3364/372, Graham to Washington, Tehran 35, US embassy, 23rd November, 1979.

<sup>152</sup> TEMKO Ned, "Hostage drama: love and change for Sgt. Subic", *The Christian Science Monitor*, 17th April, 1980.

<sup>153</sup> "The Former Hostages: Where They Are Now", *The Washington Post*, 20th January, 1982.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/3361/128, Henderson to FCO, Washington 3534, Occupation of US embassy, 5th November, 1979.

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/3362/170, Robinson to FCO, Washington 3639, US embassy, Tehran, 9th November, 1979.

<sup>156</sup> AAD, Brewster to State, London 22223, Iran: Ayatollah Lahouti, 9th November, 1979.

<sup>157</sup> TNA, FCO 8/3362/178, Graham to FCO, Tehran 1116, Occupation of US embassy, 10th November, 1979.

en lien avec la déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU et avec la lettre envoyée en Iran par le secrétaire général<sup>158</sup>. De son côté, A. Bani Sadr montre l'intention de requérir l'assistance des diplomates de Téhéran pour persuader les Américains d'extrader le shah. Informé, le département d'État envoie à ses partenaires d'Europe de l'Ouest et du Moyen-Orient des points à aborder lors de l'entretien de leurs ambassadeurs avec le ministre iranien des Affaires étrangères<sup>159</sup>. En réponse, P. Carrington s'étonne du fait que les Américains ne sollicitent pas les pays d'Europe de l'Est et comptent sur J. Graham pour intercéder en leur faveur auprès de leurs représentants en Iran : il demande à Massachusetts Avenue de signifier au département d'État que l'action de l'ambassadeur britannique ne saurait avoir plus d'effet que celle de Washington auprès des représentants qui seraient réticents voire hostiles à une démarche<sup>160</sup>. Lors de son entretien avec les diplomates, le 13 novembre, le ministre iranien renonce à justifier la prise d'otages et concède que ses auteurs ne sont pas totalement sous le contrôle des autorités. Une nouvelle réunion de la communauté diplomatique est prévue le soir-même, bien que la pertinence d'une nouvelle action semble dans les circonstances réduite aux yeux de l'ambassadeur britannique<sup>161</sup>. Sur l'efficacité de ces démarches pèse la réticence des États qui les portent. Envisageant une nouvelle initiative le 15 novembre, J. Graham confirme que les gouvernements se montrent prêts, dans leurs capitales et à l'ONU, à défendre l'immunité diplomatique et l'irrecevabilité de la prise d'otages. Cependant, ils ne semblent pas disposés à l'assumer à Téhéran, au point d'avoir peut-être envoyé pour consigne à leurs représentants sur place de se tenir en retrait si une action leur semble imprudente<sup>162</sup>.

L'efficacité relative de la pression diplomatique suscite l'impatience des Américains. L'annonce de la libération des femmes et des Africains-américains est un signe encourageant qui pousse Washington à demander à ses partenaires d'intensifier les pressions sur les Iraniens<sup>163</sup>. Le 19 novembre, sollicité à cet effet par K. Brewster, le FCO répond ne pas avoir de suggestions supplémentaires pour renchérir la pression afin d'obtenir leur libération<sup>164</sup>. Michael Palliser lui promet cependant que Londres veillera à stimuler en privé et en public des démarches en direction des autorités et des étudiants iraniens<sup>165</sup>. Le département d'État demande par ailleurs à J. Graham d'appuyer les efforts du doyen de la communauté diplomatique de Téhéran pour en convoquer une réunion<sup>166</sup>. Les Américains souhaitent enfin requérir des gouvernements alliés disposant de services de diffusion de programmes en persan de faire leur possible pour convaincre leurs auditeurs de l'importance du respect du droit international. George Vest s'enquiert auprès de Nicholas Henderson de la possibilité pour la BBC de faire davantage à ce titre<sup>167</sup>.

<sup>158</sup> TNA, FCO 8/3362/180a, Carrington to Tehran, FCO 675, 10th November, 1979.

<sup>159</sup> TNA, FCO 8/3362/189, Carrington to Tehran, FCO 676, 12th November, 1979.

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/3362/191, Carrington to Washington, FCO 1617, 12th November, 1979.

<sup>161</sup> TNA, FCO 8/3362/192, Graham to FCO, Tehran 1148, Occupation of American Embassy: EEC demarche, 12th November, 1979.

<sup>162</sup> TNA, FCO 8/3362/221, Graham to FCO, Tehran 1162, Occupation of the US Embassy, 15th November, 1979.

<sup>163</sup> AAD, Vance to All Diplomatic Posts NIACT, State 299655, Hostage in Iran, 17th November, 1979.

<sup>164</sup> AAD, Brewster to State, London 22861, Hostage in Iran, 19th November, 1979.

<sup>165</sup> AAD, Brewster to State, London 22864, Hostage in Iran, 19th November, 1979.

<sup>166</sup> TNA, FCO 8/3364/394, Henderson to FCO, Washington 3886, Iran, 25th November, 1979.

<sup>167</sup> TNA, FCO 8/3363/309, Henderson to FCO, Washington 3787, American Embassy, 19th November, 1979.

Au-delà de ces requêtes insistantes, et même si les diplomates de Massachusetts Avenue n'ont reçu que remerciements chaleureux de l'ensemble de leurs interlocuteurs, N. Henderson mentionne un article du *New York Times* indiquant que les alliés pourraient être plus actifs pour prouver leur solidarité. Son auteur, James Reston, confie le lendemain à l'ambassadeur britannique la déception des Américains face à la réaction de leurs partenaires auxquels aurait été suggéré un blocus conjoint de l'ensemble des ports iraniens en cas d'assassinat des otages<sup>168</sup>. N. Henderson dément en avoir été informé. John Wallach, correspondant diplomatique pour *Hearst*, confirme les faits et indique une source haut placée dans le gouvernement. N. Henderson y reconnaît la patte de Zbigniew Brzezinski, que les deux journalistes ont rencontré en amont. Il s'en émeut auprès de David Newsom : afin de démentir les rumeurs faisant état d'une solidarité interalliée insuffisante, les Britanniques pourraient révéler les actions qu'ils ont effectivement accomplies, ce qui rendrait difficile, sinon exclue, toute nouvelle assistance de leur part. Face à l'aigreur de l'allié, l'Américain salue une nouvelle fois son investissement et, tout en évoquant quelques voix discordantes au Congrès, dément l'existence de critiques au sein de l'administration<sup>169</sup>. La semaine suivante, l'ambassadeur ne manque pas de rappeler vertement au conseiller l'aide considérable apportée par le gouvernement et les diplomates britanniques depuis le début de la crise iranienne<sup>170</sup>.

## B. Le débat sur les mesures de répression

### 1. Le raidissement diplomatique

Dans ce contexte de crispation, les mesures de répression immédiates destinées à forcer une libération rapide des otages sont d'autant plus débattues. La définition de leur nature et de leur degré est en effet l'objet de négociations serrées entre des partenaires aux intérêts non-concordants.

La rupture des relations diplomatiques avec Téhéran est rapidement envisagée à Washington. Paul Henze, représentant de la CIA auprès du CSN, appelle à garder à l'esprit l'exemple de l'Éthiopie, avec laquelle les États-Unis ont failli rompre les relations après la révolution de 1974, au risque de faire le jeu des éléments pro-soviétiques sur place. L'intérêt d'une représentation en terrain réputé hostile reste réel : si les États-Unis doivent évacuer tous leurs ressortissants d'Iran, suggère P. Henze, il s'agirait de se ménager les moyens de maintenir un lien avec le pays, d'installer des intérêts diplomatiques dans une ambassade alliée, voire de maintenir des relations sans avoir d'ambassade<sup>171</sup>. Hamilton Jordan, le secrétaire général de la Maison-Blanche, relève pourtant que la fermeture de l'ambassade enverrait un message fort au reste du monde quant au refus de tolérer une pareille attitude de la part d'un autre État<sup>172</sup>.

La réduction des représentations diplomatiques des pays amis est d'ailleurs une mesure suggérée par

<sup>168</sup> RESTON James, "Where Are the Allies?", *The New York Times*, 14th November 1979.

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/3363/314, Henderson to FCO, Washington 3792, US Tehran Embassy, 19th November, 1979.

<sup>170</sup> TNA, PREM 19/76, Henderson to FCO, Washington 3903, Iran: talk with Brzezinski, 26th November, 1979.

<sup>171</sup> CWIHP, Henze to Brzezinski, Thoughts on Iran (U), 6th November, 1979.

<sup>172</sup> CWIHP, Jordan to Eizenstat, Action Toward Iran, 9th November, 1979.

les Américains à leurs alliés pour traduire dans les faits la solidarité invoquée depuis le début de la crise. Le 14 novembre, Jimmy Carter rappelle à Margaret Thatcher que les États-Unis ont rapatrié 90% du personnel de leur ambassade et que le Mexique a décidé de retirer d'Iran l'ensemble de ses diplomates. Le président exhorte la Première ministre à revoir ses relations avec le régime tant que reste irrésolue la question des otages<sup>173</sup>. Le FCO recommande de rappeler aux Américains que les effectifs de l'ambassade sont réduits de 10%. Sur la recommandation de John Graham, 6 membres du personnel sont rentrés à Londres et l'affectation de 3 autres, rendue nécessaire pour occuper des postes vacants, a été retardée. La diminution des effectifs apparaît au-delà peu à même d'impressionner les Iraniens. Elle pourrait cependant les provoquer si les Britanniques sont les seuls à agir de la sorte. Il s'agit d'indiquer aux Américains que Londres serait prêt à aller plus loin à condition que les Européens fassent de même<sup>174</sup> et de s'enquérir auprès des États-membres de la Communauté de leur position sur la question<sup>175</sup>.

Pendant ce temps, Massachusetts Avenue apprend que la proposition du président a été faite contre le conseil du département d'État, qui reconnaît que les Américains sont les premiers à bénéficier de la taille des missions diplomatiques encore actives en Iran. La suggestion aurait été avancée pour des raisons de politique intérieure<sup>176</sup>. J. Carter revient sur le sujet le 19 novembre lors d'un entretien téléphonique avec M. Thatcher<sup>177</sup>. Bien que la représentation britannique soit toujours la plus fournie de ses homologues européennes, ses effectifs doivent être réduits à 21, plus 6 dépendants, à la fin du mois de décembre, soit une diminution de trois quarts depuis le début du mois de novembre. Douglas Hurd suggère en complément un rappel de l'ambassadeur pour consultations, pour peu que les autres Européens l'imitent. La mesure, qui pourrait collectivement impressionner les Iraniens, aurait néanmoins le désavantage de priver Londres, ainsi que Washington, de ses conseils et de ses rapports. Le ministre d'État note de plus qu'une rupture des relations devrait être envisagée avec grande précaution pour éviter toutes représailles de la part des Iraniens<sup>178</sup>. Les effectifs de la représentation britannique poursuivent cependant leur décre au mois de décembre, pour attendre 19 officiers britanniques et 7 dépendants<sup>179</sup>.

Parallèlement, devant l'insistance des Américains sur le maintien d'une position de fermeté, la Première ministre suggère une condamnation conjointe des Neuf à l'occasion de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Bruxelles, le 20 novembre : sa portée serait plus ferme et puissante que des prises de position séparées. Le brouillon de la déclaration, communiqué à Grosvenor Square en amont, rappelle les engagements de l'Iran vis-à-vis de la convention de Vienne et appelle à la libération immédiate des otages<sup>180</sup>. Le lendemain, M. Thatcher à solliciter ses partenaires pour mener des actions

<sup>173</sup> TNA, FCO 8/3362/217, Carter to Thatcher, 14th November, 1979.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/3362/218, Hannay to P.S., Iran, 15th November, 1979.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/3362/216, Carrington to Dublin, FCO 215, US embassy Iran, 15th November, 1979.

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/3362/246, Henderson to FCO, Washington 3762, Iran, 16th November, 1979.

<sup>177</sup> CAC, THCR 3/1/4, Telephone Conversation between The Prime Minister and the President of the United States of America, 19th November, 1979.

<sup>178</sup> TNA, FCO 28/3866, Hurd to Carrington, Iran: Possible Action and British Interests, 27th November, 1979.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/3396/106, Carrington (drafted by Miers) to Tehran, FCO 191720Z, 19th December, 1979.

<sup>180</sup> AAD, Brewster to State, London 22913, Hostages in Iran, 19th November, 1979.

complétant la déclaration de Bruxelles<sup>181</sup>. Les Britanniques envisagent de présenter un nouveau texte lors de la réunion du Conseil européen à Dublin, les 29 et 30 novembre, dont ils transmettent la teneur aux diplomates américains de Londres. Kingman Brewster suggère au département d'État de rédiger un communiqué sur la politique américaine, remerciant explicitement les Neuf pour leur soutien<sup>182</sup>.

Pendant ce temps, à l'ONU, le représentant des États-Unis Donald McHenry appelle à une réunion du Conseil de sécurité pour compléter les initiatives du secrétaire général Kurt Waldheim, restées peu fructueuses. Il propose un appel à la libération des otages dans une déclaration du président du Conseil, accueilli avec réticence par son homologue britannique Anthony Parsons : nourri de son expérience de la crise iranienne, ce dernier note le risque de détournement d'un texte qui pourrait par ailleurs attiser le ressentiment des Iraniens<sup>183</sup>. Le 13 novembre, le représentant permanent de l'Iran requiert une réunion du Conseil. D. McHenry suggère à ses membres occidentaux de la négocier contre la libération préalable des otages. À nouveau, A. Parsons exprime ses réserves, arguant que cette condition pourrait provoquer de nouvelles tensions risquant de mettre en danger les otages ; une réunion du Conseil semblerait en revanche un moindre mal si une résolution peut être évitée. Il suggère d'inciter les membres non-alignés du Conseil, notamment le Koweït, le Nigeria et le Bangladesh musulmans, à faire savoir aux Iraniens que l'expression de leurs griefs aurait plus de poids une fois les otages libérés. Même s'il est réticent à s'opposer aux requêtes de réunion de pays tiers, A. Parsons suggère cependant de s'aligner *in fine* sur la position des Américains par solidarité à leur égard<sup>184</sup>. P. Carrington en convient, malgré sa désapprobation de l'usage cavalier que Washington semble faire de sa position au Conseil pour empêcher les Iraniens d'exercer leurs droits au titre de la Charte des Nations unies<sup>185</sup>. Une semaine plus tard, le représentant britannique note la frustration croissante des autres membres du Conseil face à l'intransigeance américaine. Il s'attache à persuader son homologue D. McHenry d'éviter toute initiative qui pourrait provoquer les Iraniens et mettre en danger les otages ainsi que les diplomates britanniques toujours en Iran<sup>186</sup>. Les Américains annoncent cependant leur intention de faire voter une résolution condamnant la prise d'otage. A. Parsons regrette que Washington n'ait pas été plus ouvert au conseil quant à la sagesse de la démarche. D. McHenry lui déclare qu'il ne faut pas sous-estimer les autres initiatives que son pays pourrait prendre : l'action aux Nations unies apparaît comme une victoire pour la paix face aux autres options plus drastiques qui ont été en discussion à Washington, parce que favorisées par certains<sup>187</sup>.

---

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/3364/365, Thatcher to Carter, 21st November, 1979.

<sup>182</sup> AAD, Brewster to State, London 23555, Iran: EC Summit, 24th November, 1979.

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/3362/170, Parsons to FCO, UK Miss New York 1495, Iran and the Security Council, 9th November, 1979.

<sup>184</sup> TNA, FCO 8/3362/196, Parsons to FCO, UK Miss New York 1531, Security Council consultations on Iran, 13th November, 1979.

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/3362/208, Carrington to UK Miss New York, FCO 801, Security Council consultations on Iran, 14th November, 1979.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/3363/322, Parsons to FCO, Hostage in Tehran, UK Miss New York 1587, 21st November, 1979.

<sup>187</sup> TNA, FCO 8/3363/384, Parsons to FCO, Hostage in Tehran, UK Miss New York 1618, 24th November, 1979. La résolution est finalement adoptée le 4 décembre : Bibliothèque numérique des Nations unies (ci-après UN), S/RES/457(1979), Resolution 457 (1979) adopted by the Security Council at its 2178th meeting, 4th December 1979.

## 2. L'intervention militaire

Dès le 6 novembre 1979, Zbigniew Brzezinski suggère au CSN trois options de réponse militaire : une opération de sauvetage, une action de représailles au cas où l'un des otages soit tué, une intervention destinée à protéger les champs de pétrole du sud-ouest du pays au cas où le pays se désintégrerait politiquement. Le secrétaire à la Défense Harold Brown et le chef d'État-major David Jones relèvent les difficultés soulevées par ces options, dont le secrétaire d'État Cyrus Vance et son adjoint Warren Christopher dénoncent les risques diplomatiques<sup>188</sup>. La veille, en effet, le département d'État a clairement fait savoir à Nicholas Henderson que nulle intervention militaire n'était sérieusement envisagée par l'administration, malgré la réflexion menée au Pentagone sur d'éventuelles mesures d'urgence. L'ambassadeur britannique a rappelé les risques que de telles initiatives pourraient faire peser sur les diplomates présents en Iran, analyse que disent partager ses interlocuteurs<sup>189</sup>. Le lendemain, depuis Londres, Peter Carrington confirme cependant que des représentants du Special Air Service (SAS), l'unité anti-terroriste des forces armées britanniques, se sont rendus à Washington pour conseiller les forces spéciales américaines de Fort Bragg au sujet d'une possible opération militaire liée à l'occupation de l'ambassade. Tout désireux qu'il soit de coopérer avec les Américains, le secrétaire d'État britannique n'émet pas moins des doutes sur la pertinence de cette visite : les dénégations des diplomates américains semblent indiquer que l'option est sérieusement envisagée. Il encourage N. Henderson à interroger ses interlocuteurs sur la nature du soutien dont elle bénéficie dans l'administration<sup>190</sup>. David Newsom s'avoue consterné que ses collègues de Fort Bragg aient formulé une pareille requête sans consulter les acteurs politiques à Washington. Il réitère son opposition à une opération qu'il qualifie de « pire chose qu'ils pourraient faire ». Interrogé sur une rumeur faisant état du pré-positionnement d'hélicoptères américains en Turquie dans le cadre de ces plans d'intervention, le secrétaire d'État aux affaires politiques les balaie d'un revers de main, arguant qu'il serait insensé dans le contexte iranien et inacceptable pour la Turquie<sup>191</sup>.

Deux semaines plus tard, face à un regain de rhétorique offensive de la part des preneurs d'otages, la Maison-Blanche publie un communiqué suggérant la possibilité d'une action militaire américaine. L'annonce est accompagnée de l'envoi en mer d'Oman du porte-avions USS Kitty Hawk et de son groupement tactique de soutien. Il y rejoint l'USS Midway pour former la plus grande force navale rassemblée dans l'océan Indien par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>192</sup>. Ce déploiement se traduit par l'accumulation d'équipements et de troupes américaines sur la base de Diego Garcia. Le 24 novembre, l'officier de liaison de la marine britannique présent sur place alerte le FCO de l'arrivée de 7 avions-cargos C5 et d'une vingtaine de C141, ainsi que d'un escadron complet d'hélicoptères de

<sup>188</sup> BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle*, op. cit, p. 482.

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/3361/131n Henderson to FCO, Washington 3539, Iran embassies, 5th November, 1979.

<sup>190</sup> TNA, FCO 8/3361/139, Carrington to Washington, FCO 1575, Tehran embassies, 6th November, 1979.

<sup>191</sup> TNA, FCO 8/3361/131n Henderson to FCO, Washington 3558, Tehran embassies, 6th November, 1979.

<sup>192</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran: The Conduct of a Crisis*, New Haven, Yale University Press, 1985, p. 147.

manœuvre et d'assaut<sup>193</sup>. À Washington, N. Henderson s'enquiert de ce mouvement de troupes auprès du département d'État, qui n'a aucune information à fournir. Au Pentagone, Robert Murray, chargé des affaires de sécurité internationale, lui assure en se confondant d'excuses que les vaisseaux ont quitté la base, sur laquelle ne demeurent que 3 avions de patrouille maritime P3, 4 navires-citernes et 6 hélicoptères de déminage. Des vols de ravitaillement en direction de l'USS Midway doivent être affrétés depuis la base, d'autres vols étant en préparation pour l'USS Kitty Hawk. Le Pentagone espère éviter toute publicité sur ces préparatifs mais est prêt à reconnaître l'organisation de déploiements en lien avec la présence des porte-avions en mer d'Oman. Quand R. Murray ajoute qu'il souhaite pouvoir déclarer aux médias que Londres n'y a pas opposé d'objection, l'ambassadeur lui répond sèchement qu'il aurait été plus facile de ne pas s'opposer à une décision dont il aurait été tenu informé<sup>194</sup>. Tout en souhaitant être utiles aux Américains, qui n'ont pas été de toute franchise avec eux, les Britanniques ne souhaitent pas mettre en danger la sécurité de leurs diplomates en Iran<sup>195</sup>. C. Vance assure à P. Carrington qu'il veillerait avec H. Brown au maintien de la plus étroite coopération possible au sujet des activités sur la base.

Les dispositions juridiques réglementant l'usage de Diego Garcia requéraient la permission des Britanniques avant toute action. Les Américains semblaient la considérer comme acquise, les Britanniques sont contraints de leur rappeler régulièrement que tel n'est pas le cas, en veillant à ne pas heurter les intérêts du bilatéralisme<sup>196</sup>. Mais ce sont surtout les incertitudes pesant sur les intentions des États-Unis qui suscitent l'inquiétude des Britanniques. Une réunion de la direction des opérations de défense le 27 novembre convient de continuer à surveiller de manière régulière le déploiement des vaisseaux américains, russes et iraniens. Elle relève aussi que Londres ne dispose pas de renseignements sur les activités de Washington à l'exception de ceux fournis par les Omanais ou par les Américains eux-mêmes<sup>197</sup>.

Partageant ces inquiétudes, une réunion se tient début décembre sur les implications du développement de la présence militaire américaine dans l'océan Indien. Elle analyse les options militaires ouvertes aux Américains ainsi que leurs conséquences pour les intérêts britanniques, notamment sur la question des approvisionnements pétroliers<sup>198</sup>. Au département de l'aviation et de l'environnement, Christopher Burdess réfléchit aux implications légales d'un blocus éventuel des ports iraniens par les vaisseaux américains, qui semble être l'opération la plus probable : quoiqu'illégale, elle serait admise par le droit international dans le cadre d'une mesure de représailles contre un acte délictueux commis en amont. Le diplomate note cependant que l'action américaine serait plus justifiée si elle était présentée comme une mesure destinée à persuader les Iraniens de se détourner de leurs pratiques d'actes contraires au droit<sup>199</sup>.

---

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/3364/383, Carrington to Washington, FCO 1717, Iran, 24th November, 1979.

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/3364/383, Henderson to FCO, Washington 3885, Iran, 24th November, 1979.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/3364/383, Resident Clerk to P.U.S., Possible use of Diego Garcia by USA for action against Iran, 24th November, 1979.

<sup>196</sup> HALL Sir Peter, entretien avec Jimmy Jamieson, 8 novembre 2002 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Hall.pdf>

<sup>197</sup> TNA, FCO 8/3365/489a, Watkins to Hannay, Iran: the Americans et al., 27th November 1979.

<sup>198</sup> TNA, FCO 8/3366/538, Burns to Hannay, Iran, 3rd December, 1979.

<sup>199</sup> TNA, FCO 8/3367/592b, Burdess to Ramsay, Possible Blockade of Iranian Ports by US warships: legal implications, 5th December, 1979.

Le 5 décembre, le chef du service diplomatique Michael Palliser suggère la commande en urgence d'une étude interdépartementale sur les moyens de pression internationale à disposition des Américains contre l'Iran. Il s'agit de nourrir une réaction fondée en cas de requête de leur part sur la question, d'autant plus nécessaire en amont de la visite de M. Thatcher à Washington à la mi-décembre<sup>200</sup>. Une semaine avant l'arrivée de la Première ministre aux États-Unis, le rapport du groupe de travail sur l'Iran installé par le Cabinet alerte sur les dangers d'une action militaire dans une région déjà déstabilisée par la révolution islamique et l'attaque contre la Grande Mosquée de La Mecque. Toute action excessive de la part des États-Unis pourrait remettre en question la survie des régimes traditionnels du golfe Persique et affecter ainsi l'approvisionnement énergétique des Occidentaux, voire l'équilibre politique du monde. L'hypothèse est d'autant plus à exclure que d'autres possibilités d'action sont envisagées<sup>201</sup>.

### 3. La sanction économique

Dès le milieu du mois de novembre, un mémorandum du renseignement pose la question de l'efficacité d'un embargo contre l'Iran, tout en relevant sa difficile acceptabilité par les alliés. En cas d'exécution d'un otage ou d'interruption de l'approvisionnement énergétique, cependant, une cessation collective du commerce avec le pays pourrait affecter trois quarts des importations iraniennes, notamment la moitié des importations de nourriture et la majorité des importations industrielles<sup>202</sup>. Au National Intelligence Council, Richard Lehman montre en revanche qu'une interruption des flux pétroliers en provenance du Golfe, suivie d'une inévitable augmentation des cours, pourrait éprouver la résilience des économies occidentales, sans affecter par ailleurs les économies du bloc de l'Est fonctionnant en autarcie<sup>203</sup>.

En termes légaux, des sanctions économiques peuvent être mises en place en application des articles 39 et 41 du chapitre VII de la Charte des Nations unies<sup>204</sup>. A défaut, il s'agirait de persuader les alliés de soutenir un gel des actifs financiers placés par le shah dans les banques américaines, voire l'embargo américain déclenché par le refus de l'Association des dockers américains de charger des cargaisons en direction de l'Iran. Les sanctions commerciales pourraient être sélectives, s'appliquant par exemple aux équipements militaires, ou concerner l'ensemble des produits d'importation. Parmi les alternatives figurent le minage des ports iraniens, incluant ou excluant le terminal pétrolier de l'île de Kharg, le blocus des ports iraniens, voire une attaque aérienne des installations de production et d'exportation de pétrole. Un rapport du renseignement note que les membres de l'OTAN ne devraient pas accepter de rejoindre un embargo économique de l'Iran, sans pour autant le condamner. Ils ne devraient pas faire grande

<sup>200</sup> TNA, FCO 8/3367/598, Pallister to Armstrong, Iran, 5th December, 1979.

<sup>201</sup> TNA, CAB 130/1127, Fowler, Instone, Iran: Non-Military Options for US and International Pressure Draft Report, Note by the Secretaries, Official Group on Iran, Cabinet Office, 11th December, 1979.

<sup>202</sup> CIA, Office of the Director of Central Intelligence, Job 81M00919R, Executive Registry Subject Files (1976–1979), Box 14, Iranian-US Economic Sanctions: Impact and Reactions, 19th November, 1979.

<sup>203</sup> CIA, Office of the Director of Central Intelligence, Job 81M00919R, Executive Registry Subject Files (1976–1979), Box 14, Folder 11, C– 372 Iran, The U.S. Stake in Iran, s. d.

<sup>204</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000400050016-9, Iran: The Impact of Economic Sanctions, s. d.



différence entre un minage et un blocus des ports iraniens, qu'ils refuseraient probablement de soutenir mais pourraient critiquer, de même qu'une attaque répondant à l'exécution d'un otage<sup>205</sup>.

Le 12 novembre, Jimmy Carter annonce l'ordre d'interrompre les achats de pétrole en provenance d'Iran. Le même jour, Téhéran annonce cesser les exportations de pétrole vers les États-Unis, assurant que la décision a été prise avant l'annonce de la Maison-Blanche<sup>206</sup>. La décision a été en tout cas communiquée par le président à Margaret Thatcher avant son annonce<sup>207</sup>. Le département d'État confie que l'administration n'envisage pas encore d'interrompre les exportations de nourriture, sans s'engager sur le futur. Le bureau des affaires maritimes indique de plus avoir averti les armateurs américains que les États-Unis n'accorderaient plus de protection consulaire aux équipages faisant escale dans les ports iraniens. Les contacts de Massachusetts Avenue peinent à spéculer sur la réaction des Iraniens<sup>208</sup>.

Une semaine plus tard, Nicholas Henderson soulève au département d'État la question de l'expédition des produits militaires réglés par les Iraniens en amont de la prise d'otages. La position des Américains est catégorique : si dans la plupart des cas les équipements sont propriétés des Iraniens, nulle autorisation d'expédition ne saurait être accordée<sup>209</sup>. Le sujet est sensible : la fin de leur règlement contraint les Britanniques à procéder à la livraison de munitions au titre d'un protocole d'accord signé le 30 octobre<sup>210</sup>. Consulté par le FCO, John Graham convient de l'embarras politique que risque de susciter à Londres comme à Washington l'annonce de la livraison. Il rappelle cependant l'obligation légale pour le Royaume-Uni d'y procéder en l'absence de sanctions économiques contraignantes que seule une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pourrait imposer. Refuser de livrer les produits n'aurait aucun effet concret sur la résolution du litige entre Washington et Téhéran, mais mettrait en danger les sommes dues et risquerait de placer Londres à l'avant-poste de la crise iranienne<sup>211</sup>. Le département du Moyen-Orient recommande de retarder, le temps de régler la question des otages, la livraison des pièces de rechange déjà réglées et des munitions pour lesquelles les Iraniens sont en train d'établir des lettres de crédit ; il s'agirait en revanche de poursuivre les négociations sur le prix des vaisseaux construits sous contrat pour la marine iranienne<sup>212</sup>. Peter Carrington décide finalement de suspendre temporairement toute action concernant les trois dossiers<sup>213</sup>. Richard Luce, sous-secrétaire d'État parlementaire, suggère cependant de poursuivre les ventes d'armes à l'Iran pour éviter de laisser à l'URSS une porte ouverte sur les marchés locaux et de conserver des liens avec l'armée dans l'espoir d'un retour à la normale<sup>214</sup>.

<sup>205</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500130032-1, Key Foreign Reactions to Various Possible US Courses of Action Against Iran, November 1979.

<sup>206</sup> JCL, Office of the Chief of Staff Files, Hamilton Jordan's Confidential Files, Iran, 11/79, Container 34b, Iran Working Group Sitrep No. 21, Situation in Iran as of 1930 EST, 12th November, 1979.

<sup>207</sup> TNA, FCO 8/3362/203, Carter to Thatcher, 12th November, 1979.

<sup>208</sup> TNA, FCO 8/3362/204, Henderson to DOT, Washington Ship 151, 14th November, 1979.

<sup>209</sup> TNA, FCO 8/338/172, Henderson to FCO, Washington 3793, Iran defence sales, 19th November, 1979.

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/3386/170a, Carrington to Tehran, FCO 701, Iran: defence sales, 19th November, 1979.

<sup>211</sup> TNA, FCO 8/3386/172, Graham to FCO, Tehran 1197, Iran - defence sales, 20th November, 1979.

<sup>212</sup> TNA, FCO 8/3386/176, Hannay to Moberly, Iran: defence contracts, 24th November, 1979.

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/3386/179, Carrington to Tehran, FCO 741, Iran - Yarrow ships, 28th November, 1979.

<sup>214</sup> TNA, FCO 28/3866/25, Manning to PS/Mr Hurd, Iran, 30th November, 1979.

Parallèlement, les Américains commencent à sonder ce que seraient les réactions de leur alliés à une généralisation de l'embargo pétrolier contre l'Iran. William Spruce, de Grosvenor Square, interroge à ce titre Brian Fall, au département de l'énergie du FCO, après avoir nié une approche par Washington des pays occidentaux destinée à les dissuader d'acheter le pétrole iranien qui n'est pas vendu aux États-Unis. Le diplomate lui répond que Londres recevrait de manière bienveillante toute requête de soutien mais devrait analyser très attentivement les conséquences de ce recours à l'arme énergétique pour l'ensemble des pays consommateurs, ainsi que ses effets sur la situation politique en Iran, ou les gains que pourrait en retirer l'URSS<sup>215</sup>. Dans ce contexte, le secrétaire américain au Trésor William Miller rencontre le chancelier de l'Échiquier Geoffrey Howe de retour de sa tournée au Moyen-Orient. Le voyage, prévu de longue date, entendait porter le message selon lequel les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole partagent les mêmes intérêts à restaurer un équilibre dans la situation énergétique et doivent donc tous consentir à faire des sacrifices à cet effet. W. Miller revient sur les ventes à termes pratiquées par la Compagnie nationale britannique de pétrole (BNOC) et sur l'influence de Londres sur les prix et l'usage du pétrole de la mer du Nord, qui contribuerait à l'instabilité des marchés pétroliers<sup>216</sup>. Les points de crispation entre les alliés suggèrent les difficultés potentielles que l'usage de l'arme énergétique pourrait soulever dans une politique de pression de moyen terme, comme le montrent en parallèle les réactions aux mesures de représailles financières mises en place par l'administration américaine.

### C. La négociation des représailles financières

#### 1. Les réactions à l'extraterritorialité

La dimension extraterritoriale des mesures de représailles financières envisagées par l'administration Carter permet de penser le rapport de force sous-tendant la relation bilatérale. Elle témoigne des limites de la solidarité transatlantique quand celle-ci porte atteinte aux fondements de l'intérêt national.

Le jour-même de la prise en otage de Téhéran, Jimmy Carter annonce à ses alliés britannique, suisse, français, allemand et japonais qu'il compte sur leur soutien dans les mesures économiques et financières qu'il entend prendre avant de recourir à des initiatives dont le coût pourrait être plus dramatique. Il leur suggère ainsi d'inciter les banques placées sous leur juridiction qui disposent d'encours de crédit du gouvernement iranien à se protéger d'un défaut de paiement éventuel. La Banque américaine d'import-export est sur le point de déclarer un défaut de paiement sur les prêts à Téhéran et d'agir pour protéger sa position. Conscient de la sensibilité de la requête, le président rappelle l'intérêt des alliés à éviter les troubles sur les marchés internationaux qui surviendraient lieu faute d'action commune<sup>217</sup>.

---

<sup>215</sup> TNA, FCO 8/3363/339b, Fall to Brown, US/Iran, 20th November, 1979.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/3367/593a, Breakfast discussion between the C of the E and U.S. Treasury Secretary, the Honorable William Miller, at No. 11, Downing Street on Thursday, 29th November, 1979.

<sup>217</sup> JCL, NLC-128-10-5-6-7, Draft message from the President, 4th November, 1979.

Dans les jours qui suivent, le bureau du contrôle des actifs étrangers au Trésor américain commence à élaborer des propositions de sanction, notamment la mise en place d'un gel des actifs iraniens publics ou privés. Le 9 novembre, la démission, peut-être forcée, du président de la Banque centrale iranienne, en désaccord avec un plan destiné à retirer les actifs iraniens des États-Unis, encourage les Américains dans leur initiative. Trois jours plus tard, une réunion autour du secrétaire au Trésor William Miller, de son adjoint Robert Carswell et de l'avocat général Robert Mundheim discute de l'applicabilité du gel dans les établissements américains situés à l'étranger. Le Royaume-Uni, en effet, qui concentre la plupart des dépôts iraniens à l'étranger, défend une longue tradition de liberté des marchés financiers et pourrait s'opposer à la volonté de disposer des actifs déposés dans les branches britanniques des banques américaines. Le 14 au matin, l'annonce par l'Iran du retrait de ses actifs des établissements américains conduit les États-Unis à mettre en place immédiatement le gel envisagé<sup>218</sup>.

Dans l'après-midi, R. Carswell informe Geoffrey Howe par téléphone de la décision américaine<sup>219</sup>. Il convient de l'importance des implications de la décision pour les marchés européens et assure à son homologue britannique que les Américains veilleraient à les combattre. W. Miller s'entretient à son tour avec le chancelier de l'Échiquier et lui indique que le blocage ne serait pas total mais pourrait autoriser les transactions considérées comme appropriées par Washington. Le secrétaire particulier du chancelier met déjà en doute la possibilité pour les États-Unis d'appliquer leurs mesures à Londres. Si la branche londonienne d'une banque américaine refuse de libérer un dépôt, le gouvernement iranien pourrait en effet traduire l'établissement devant un tribunal britannique. Le jugement de la Cour devrait alors prendre en considération le droit au titre duquel le dépôt a été effectué. Le Britannique note que les Américains n'ont pas requis de leur partenaire d'action « draconienne », qui aurait été peu concevable tant elle aurait terni la réputation de la City et les relations bancaires à l'échelle mondiale. Les États-Unis eux-mêmes en pâtiraient : toute action en leur faveur pourrait créer des doutes chez les détenteurs de dollars quant à la sécurité de leurs placements aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En accroissant les risques de reports massifs des fonds, une telle action affecterait d'autant plus les places financières mondiales.

De Washington, Nicholas Henderson s'enquiert néanmoins auprès du FCO de la position britannique sur la question des actions qui pourraient être intentées par les Iraniens<sup>220</sup>. Une note du Cabinet précise que les banques britanniques sont dans l'obligation d'accepter les dépôts : si un Iranien dépose sur son compte à la Barclays un chèque émis par la branche londonienne d'une banque américaine, il sera accepté. Washington pourrait faire pression pour rendre l'opération impossible en application de l'ordre exécutif, ce à quoi la banque britannique ne manquerait pas de résister<sup>221</sup>. La Banque d'Angleterre confirme à Kingman Brewster la solidité de la position iranienne en cas de procès<sup>222</sup>. Si l'établissement

---

<sup>218</sup> CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran*, op. cit., p. 175-179.

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/3362/205, Hall to Alexander, Iranian Dollar Balances, 14th November, 1979.

<sup>220</sup> TNA, FCO 8/3362/216, Henderson to FCO, Washington 3720, Blocking of Iranian assets, 14th November, 1979.

<sup>221</sup> TNA, PREM 19/76, Prime Minister, Iran and the dollar, 14th November, 1979.

<sup>222</sup> AAD, Brewster to State, London 22522, Bank Of England Commentary On Us Freeze - On Official Iranian Banking Assets, 14th November, 1979.

venait à ne pas respecter le jugement de la Cour, il serait de plus en défaut, ce qui pourrait créer des difficultés au sujet de son accréditation pour l'année qui suit aux termes du Banking Act entré en vigueur en 1979. Les Américains finiraient ainsi par être contraints à autoriser le paiement, même si les Britanniques comptent sur une normalisation de la situation avant d'en arriver là<sup>223</sup>.

Le lendemain, Cyrus Vance écrit à Peter Carrington pour lui confirmer que le dispositif s'applique aux établissements américains au Royaume-Uni, que les autorités britanniques considèrent comme relevant de leur juridiction. Étant donné l'exceptionnalité de la situation, le secrétaire d'État américain émet l'espoir que cette question de juridiction ne sera pas soulevée et que le gouvernement britannique soutiendra l'initiative du président. Il exhorte son homologue à ne pas prendre de mesures hypothéquant l'application de l'ordre exécutif : un manque de support visible de la part de l'un des principaux alliés des États-Unis aurait de lourdes conséquences en Iran, pourrait remettre en question la stabilité financière internationale et fragiliser de plus la relation bilatérale<sup>224</sup>. Interrogée par la Banque centrale iranienne sur les conséquences de l'ordre exécutif pour les dépôts iraniens détenus par des établissements américains à Londres, la Banque d'Angleterre répond cependant selon la ligne définie par l'Échiquier<sup>225</sup>. La position des financiers britanniques est d'ailleurs similaire à celle de leurs homologues européens<sup>226</sup>.

La question de l'extraterritorialité de la mesure américaine continue à tendre les relations bilatérales pendant tout le mois de novembre. Le 16 novembre, le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques Thomas Bridges informe son homologue américain Richard Cooper que Londres entend tout à fait les inquiétudes de Washington mais que les attentes américaines risquent de créer des difficultés<sup>227</sup> ; il ajoute qu'il s'attache à prévenir tout signe de divergence entre les alliés et reste prêt à apporter tout le soutien possible, car ni l'un ni l'autre a intérêt à porter le litige à l'attention du public<sup>228</sup>. À l'Échiquier, le secrétaire permanent déclare à un représentant du Trésor américain qu'il ne voit pas ce que son gouvernement pourrait faire face aux décisions d'un tribunal<sup>229</sup>. Deux semaines plus tard, lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de son passage à Londres, W. Miller prend acte de la discorde juridique tout en assurant que le gouvernement britannique et la Banque d'Angleterre se sont comportés « de manière tout à fait appropriée ». Le secrétaire au Trésor se déclare par ailleurs confiant en la solidité de l'Alliance face à la crise des otages. L'affirmation selon laquelle il a consulté le chancelier de l'Échiquier en amont de la publication de l'ordre exécutif organisant le gel des actifs reste pourtant une déformation de la réalité, qui témoigne de la volonté de ne pas ébruiter le désaccord interallié<sup>230</sup>.

---

<sup>223</sup> TNA, PREM 19/76, The Chancellor of Exchequer, Iranian Deposits, 15th November, 1979.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/3362/215, Vance to Carrington, 15th November, 1979.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/3363/282, Carrington to Washington, FCO 1667, Iranian assets, 15th November, 1979.

<sup>226</sup> TNA, PREM 19/76, The Chancellor of Exchequer, Iranian Deposits, 15th November, 1979.

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/3364/421, Bridges to Hannay, Financial Deposits in U.S. banks in London, 19th November, 1979.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/3363/421, Bridges to Bayne, Iran: bank deposits in London, 27th November, 1979.

<sup>229</sup> AAD, Brewster to State, London 22777, Developments in London on US Blockage - of Iranian Assets UK Official Position, 16th November, 1979.

<sup>230</sup> AAD, Brewster to State, London 23741, Treasury Secretary G. William Miller Press Conference, 29th November, 1979.

## 2. Les risques de la judiciarisation

Le 29 novembre, la Maison-Blanche relève que plusieurs procès commencent à remettre en question la légalité du gel des actifs iraniens<sup>231</sup>. La Banque centrale iranienne a initié une action en justice contre cinq établissements américains à Londres. Des démarches similaires ont été engagées à Paris contre la branche locale de la Citibank. D'autres actions sont en cours d'instruction en lien avec un défaut notifié par la Chase sur un prêt de 500 millions de dollars contracté par Téhéran, dont les derniers intérêts n'ont pas été réglés : le gel des actifs a rendu caduques les instructions envoyées par l'Iran à cet effet ; plusieurs banquiers ont émis dans ces circonstances des doutes sur la pertinence de la déclaration de défaut par la Chase<sup>232</sup>. Conscient de la probabilité de perdre dans les jugements à venir, Washington envisage de demander aux banques centrales étrangères de conseiller à leurs établissements d'invoquer des défauts de paiement sur les prêts iraniens et d'en prélever les montants par voie de compensation ou par saisine. Cette mesure pourrait conduire à des défauts en cascade, qui lieraient les mains des Iraniens en matière financière. Les Américains ne se font cependant pas d'illusions sur la réaction des Britanniques.

La question des sanctions financières est abordée lors de l'entretien entre Geoffrey Howe et William Miller le 29 novembre<sup>233</sup>. Après avoir rappelé la gratitude des Américains pour le soutien dont les Britanniques ont fait preuve, le secrétaire au Trésor s'enquiert de la possibilité de s'assurer que les banques américaines au Royaume-Uni puissent maintenir le gel des actifs iraniens. La même requête est formulée à la Banque d'Angleterre par l'avocat général du Trésor américain, Robert Mundheim. Les Britanniques réaffirment l'impossibilité d'influencer les tribunaux. Ils déclarent vouloir conserver la neutralité observée depuis le début de la crise tout en évitant de rendre trop visible le litige avec Washington, que les ministres allemands ont de leur côté clairement laissé transparaître. Il s'agit pour les Britanniques de veiller à réduire le risque d'un transfert des dépôts iraniens dans les établissements américains vers New York. Le département des relations financières du FCO se réjouit d'ailleurs que l'affaire passe devant la justice, ce qui donne toute raison au gouvernement de se dispenser de commentaire. À l'Échiquier, David Hancock considère cependant l'attitude des Américains comme préoccupante. Lors de sa réunion à la Banque d'Angleterre, W. Miller a laissé transparaître que les Américains pourraient user de moyens forts pour s'assurer que les actifs iraniens restent gelés, avec ou sans l'approbation du gouvernement britannique. R. Mundheim, de son côté, s'est évertué à convaincre les Britanniques qu'il ne serait pas dans l'intérêt de leur économie que les banques américaines établies dans leur pays soient forcées de fermer du fait d'un jugement de défaut auquel elles ne pourraient répondre du fait de l'ordre exécutif.<sup>234</sup>

Le lendemain, au CSN, le sous-secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires Anthony Solomon

---

<sup>231</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office File, Box 17, SCC Meeting #213 held 11/29/79, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Washington, 29th November, 1979, 8:45-9:45 a.m.

<sup>232</sup> TNA, CAB 130/1127, Fowler, Instone, Iran: Non-Military Options for Us and International Pressure Draft Report, Note by the Secretaries, Official Group on Iran, Cabinet Office, 11th December, 1979.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/3365/516, Bayne to Bridges, Financial Aspects of the Iran Crisis, 30th November, 1979.

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/3365/519a, Hancock to Howe, Iranian Deposits, 30th November, 1979.

appelle ses collègues à décider d'une marche à suivre devant l'imminence de jugements défavorables aux États-Unis. Il suggère de : (1) persuader les alliés des États-Unis d'adopter leurs propres sanctions financières pour pouvoir intervenir dans leurs propres tribunaux ; (2) solliciter des partenaires une intervention dans leurs tribunaux pour requérir un report du jugement en raison du caractère politique des litiges ; (3) revenir sur le gel des actifs à l'étranger. L'option (1) requerrait de faire porter une pression extrême, jusqu'à menacer les alliés de remettre en question des relations dans le domaine de la défense. L'option (2) répondrait à la question du litige mais ne placerait aucune pression sur l'Iran ; elle pourrait du reste être rendue inopérante par la position de neutralité revendiquée par Londres. Partant du principe que les Américains contrôlent assez d'actifs pour satisfaire des réclamations potentielles, l'option (3) passerait pour un revirement mais éviterait une épreuve de force. Le sous-secrétaire à la Défense Robert Komer note qu'une menace sur les alliés de l'OTAN risquerait d'être contreproductive. Cependant, les Américains envisagent d'utiliser comme argument le fait que Londres attend de Washington une décision sur la modernisation de son arsenal de dissuasion : un refus d'aider les Américains sur la question du gel des actifs pourrait ainsi rendre problématique l'approbation de la vente des missiles Trident<sup>235</sup>.

Le 3 décembre sont discutées les différentes options. La première est écartée provisoirement dans l'attente de nouvelles réflexions. La troisième est rejetée pour ne pas réduire la pression sur l'Iran. Warren Christopher suggère de signifier que les États-Unis entendent se battre sans relâche pour obtenir gain de cause devant les tribunaux britanniques, même si Londres refuse d'intercéder en leur faveur. Lloyd Cutler, le conseiller juridique de la Maison-Blanche, note que les prises de position britanniques au Conseil de sécurité de l'ONU pourraient être citées comme preuve que le blocage des actifs ne va pas à l'encontre de la politique de Londres. Même si les procès ne sont pas gagnés, par ailleurs, la longueur des procédures, appels compris, permettrait de garder l'économie iranienne sous pression pendant plusieurs mois. David Aaron, le conseiller adjoint à la Sécurité nationale, ajoute que des moyens de pression peuvent être imaginés pour forcer les alliés à rentrer dans le rang. L'option (2) est donc adoptée<sup>236</sup>. Le lendemain, la décision du tribunal étudiant l'affaire impliquant la Citibank conforte Washington dans sa démarche : le juge renvoie l'audience au printemps afin de donner un temps de préparation aux différentes parties, étant donné la sensibilité des problèmes qu'elles impliquent. Les Américains se réjouissent que la décision reconnaisse que le litige ne relève pas seulement du droit commercial<sup>237</sup>.

### 3. Les réticences à l'intervention

Dans ce contexte, le sous-secrétaire d'État pour les affaires économiques Richard Cooper et le sous-

---

<sup>235</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office File, Box 17, SCC Meeting #216 held 12/1/79, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Washington, 1st December, 1979, 9-10:30 a.m.

<sup>236</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Middle East File, Box 98, Meetings File, 12/1/79 SCC re Iran, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Washington, 3rd December, 1979, 9-10:15 a.m.

<sup>237</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office File, Box 2, NSC Meeting #023 held 12/4/79, Minutes of a National Security Council Meeting, Washington, 4th December, 1979, 2:45-3:50 p.m.

secrétaire au Trésor pour les affaires monétaires Anthony Solomon effectuent une tournée européenne pour déterminer l'ampleur du soutien que les alliés sont prêts à apporter. Kingman Brewster relève à la lecture de la presse britannique l'embarras créé à Whitehall par l'idée que le Royaume-Uni puisse être entraîné par ricochet dans l'initiative américaine<sup>238</sup>. Le 5 décembre, Peter Carrington demande à Nicholas Henderson de s'entretenir avec Cyrus Vance pour lui signifier que Londres souhaite pouvoir être en position de répondre positivement aux requêtes américaines de soutien, et non pas seulement en pointer du doigt les difficultés. Il appelle ainsi son partenaire à s'engager dans une démarche de consultations sur les différentes options envisagées, dont la première opportunité serait le dîner quadripartite des ministres des Affaires étrangères prévu à Bruxelles le 12 décembre. Le secrétaire d'État britannique ajoute que ses homologues français et allemand partagent son impression d'être tenus dans l'ignorance<sup>239</sup>.

Le lendemain, P. Carrington reçoit l'ambassadeur Brewster, l'adjoint du secrétaire au Trésor Robert Carswell, l'avocat général Robert Mundheim, pour un entretien que Washington souhaite garder confidentiel. Les Américains menacent de demander à leurs banques de quitter Londres si les Britanniques persistent dans leur refus de coopérer. Dans leur relation de l'entretien, ces derniers notent que la démarche américaine est peu à même d'avoir des effets sur la crise des otages à laquelle elle est pourtant censée répondre. Elle nuit en revanche à la crédibilité du dollar. Quant au recours à la loi sur l'état d'urgence de 1964, suggéré par les Américains pour justifier un gel britannique des actifs iraniens, il apparaît peu pertinent dans la mesure où le Royaume-Uni n'est pas en conflit direct avec l'Iran<sup>240</sup>.

Au Cabinet, P. Carrington affirme sa volonté de dissuader C. Vance de toute action risquant de fragiliser le système monétaire international. Le secrétaire d'État note que si le Royaume-Uni doit apporter tout le soutien possible à son allié américain, ce dernier ne peut pas lui demander de soutenir une action sans lui en faire connaître la teneur ni les enjeux. Le gouvernement britannique a d'ailleurs commandé une étude interdépartementale afin d'analyser les perspectives d'action et les inconvénients induits<sup>241</sup>.

En amont d'une rencontre prévue avec C. Vance le 10 décembre, le sous-secrétaire d'État au Trésor David Hancock revient pour P. Carrington sur les différentes propositions avancées par les Américains : (1) une déclaration du Procureur général devant les tribunaux pour persuader la Cour de l'intérêt à porter à l'ordre exécutif ; (2) une directive de la Banque d'Angleterre aux banques britanniques les incitant à déclarer des défauts de paiement, invoquer des clauses dites de défaut croisé et amputer de ces montants les fonds iraniens<sup>242</sup>. Consulté par l'avocat du Trésor sur la proposition (1), le Procureur général pense que la Cour ne saurait entendre sa requête en *amicus curiae*. L'Échiquier note que la proposition (2) est fondée sur une confusion. La Banque d'Angleterre prend certes en considération le risque politique de certains pays en donnant des directives aux banques à titre individuel. L'effet est cependant une réduction des prêts accordés et non pas une déclaration de défauts de paiement. La suggestion américaine

<sup>238</sup> AAD, Brewster to State, London 24353, Press Coverage of Iranian Asset Freeze, 4th December, 1979.

<sup>239</sup> TNA, PREM 19/76, Carrington to Washington, FCO 1789, Iran, 5th December, 1979.

<sup>240</sup> TNA, PREM 19/76, Note for the record, 6th December, 1979.

<sup>241</sup> TNA, CAB 128/66, Conclusions of Cabinet Meeting, 6th December, 1979.

<sup>242</sup> TNA, PREM 19/76, Hancock, Support of US action in freezing deposits, 7th December, 1979.

n'aurait donc aucune utilité. L'hypothèse alternative de conseils discrets apportés aux établissements par la Banque d'Angleterre soulève des objections majeures, notamment la préservation de la confiance que les déposants ont en l'intégrité et en la liberté commerciale des banques britanniques. Par ailleurs, l'Échiquier n'est pas convaincu par l'affirmation américaine selon laquelle les Iraniens auraient provoqué de manière délibérée ou répréhensible le défaut en question. Enfin, la Banque d'Angleterre pourrait être contrainte par la loi à compenser financièrement les établissements qui auraient perdu de l'argent en conséquence de l'application des conseils de conformité à l'ordre exécutif américain.

Le 10 décembre, Margaret Thatcher informe C. Vance des craintes soulevées par l'initiative américaine et de l'impossibilité pour son gouvernement de la soutenir<sup>243</sup>. Le secrétaire d'État lui présente l'opinion de l'avocat Patrick Neill, consulté par Washington sur les dimensions légales d'une action britannique en faveur des Américains. Le juriste affirme qu'en vertu de la section 5 de l'Exchange Control Act de 1947 Londres dispose du droit de geler les actifs iraniens. Il serait cependant nécessaire pour y procéder de présenter devant le Parlement un instrument réglementaire adéquat<sup>244</sup>.

Le soir-même, M. Thatcher convoque le chancelier de l'Échiquier, le secrétaire d'État au FCO, son collègue du Commerce, le Procureur général, le gouverneur de la Banque d'Angleterre et son adjoint, accompagnés du secrétaire au Cabinet, afin de discuter des réponses à apporter aux Américains. Selon le Procureur général, l'usage de la loi de 1947 à des fins politiques conduirait la Cour à le considérer comme dépassant les pouvoirs conférés par le droit (*ultra vires*). L'usage du texte pour bloquer les balances rhodésiennes en 1965 avait eu un objectif économique et non pas seulement politique, comme le suppose le cas iranien. En l'absence du droit à geler les actifs, l'adoption d'une loi serait nécessaire, que les Iraniens pourraient contrer en retirant immédiatement les actifs en question. Au-delà de cette question de droit, les arguments économiques sont en défaveur de l'initiative, qui remettrait en question la confiance envers la City et la livre sterling. Le chancelier de l'Échiquier déclare que Riyad s'inquiète de la perspective d'un gel des actifs. Le secrétaire au Trésor surenchérit en déclarant que les pays producteurs de pétrole pourraient réagir en ralentissant leur production. La mise en défaut au titre du droit britannique d'une banque américaine refusant le retrait des actifs conduirait cependant à la perte de son accréditation, donc à son départ du Royaume-Uni. La Première ministre rappelle par ailleurs les conséquences potentielles d'un gel des actifs sur la sécurité des diplomates britanniques toujours présents en Iran. La réunion conclut sur la nécessité de trouver une autre manière de venir en aide aux Américains, de concert avec la France et l'Allemagne de l'Ouest, avant le dîner quadripartite du 12 décembre<sup>245</sup>.

Le lendemain, P. Carrington informe ses collègues que son homologue allemand lui a confirmé partager la position de Londres. Bonn, comme d'ailleurs Paris, semble favoriser une action au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies, relatif à l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression. Une résolution dans ce cadre pourrait inclure une disposition au

<sup>243</sup> TNA, PREM 19/76, Record of a discussion between the PM and the US SS, Mr. Cyrus Vance, 10th December, 1979.

<sup>244</sup> TNA, PREM 19/76, Neill, Opinion, 9th December, 1979.

<sup>245</sup> TNA, PREM 19/76, Lankester to Walden, 10th December, 1979.



sujet du gel des actifs iraniens. Sa dimension obligatoire et contraignante pour l'ensemble des États-membres de l'ONU faciliterait considérablement la position de Londres. De New York, Anthony Parsons émet cependant des doutes sur la capacité des Américains de réunir la majorité nécessaire à son adoption. Prenant acte des inconvénients à sa mise en place et de la position concordante de ses partenaires européens, M. Thatcher écarte provisoirement l'hypothèse d'un soutien à l'initiative américaine<sup>246</sup>. Le réflexe de solidarité inspiré par la spécialité de la relation bilatérale fait donc long feu sur l'autel de l'intérêt national, à l'abri d'un paravent européen et au nom d'un prétexte internationaliste.

### III. Une quête laborieuse de sanctions internationales (décembre 1979-janvier 1980)

Le déplacement dans l'arène internationale de la querelle entre Washington et Téhéran procède d'une volonté de coordination de la politique de sanctions à la prise d'otage. Que montrent les négociations induites sur le rapport de force interne au bilatéralisme américano-britannique ?

#### A. La définition d'une démarche onusienne

##### 1. Le recours au chapitre VII de la Charte des Nations unies

Au début du mois de décembre 1979, la politique de sanctions économiques et financières engagée de manière unilatérale par les Américains semble atteindre ses limites. La réticence britannique à s'engager dans une démarche incisive dépassant la simple rhétorique de condamnation contraint Washington à envisager dans un cadre onusien des sanctions obligatoires dont la définition est âprement négociée.

La démarche est anticipée par le département d'État, qui présente fin novembre un document listant, en fonction du niveau de confrontation entre l'Iran et les États-Unis (escalade, escalade sérieuse, escalade sévère), les actions américaines, multilatérales et internationales pouvant y répondre : celles-ci vont jusqu'à la rupture des liens diplomatiques, l'expulsion des étudiants iraniens, le recours à des opérations militaires et la réunion en urgence du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>247</sup>. Le 5 décembre, le CSN convient de préparer une sollicitation de sanctions contraignantes au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies et de requérir en parallèle des alliés la mise en place d'un embargo commercial contre l'Iran. Dans le cas où la démarche onusienne n'aboutirait pas et où les alliés reculeraient est envisagée une démarche unilatérale d'embargo commercial américain contre l'Iran<sup>248</sup>. Washington envisage une stratégie en deux temps : laisser sa chance à la pression diplomatique appliquée par le secrétaire général de l'ONU ; s'engager dans une démarche progressive de sanction si les Iraniens ignorent la résolution 457 appelant

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/3368/675, Lankester to Walden, 11th December, 1979.

<sup>247</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Country File, Box 30, Iran 11/17/79–11/20/79, Department of State, Contingency Paper, Trials of Hostages, 20th November, 1979.

<sup>248</sup> CWIHP, Brzezinski to Mondale, Vance, Miller, 5th December, 1979.

à la libération immédiate des otages<sup>249</sup>. Dans un premier temps, il s'agirait de faire formellement déclarer au Conseil de sécurité une menace contre la paix au titre de l'article 39 du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Ceci permettrait dans un deuxième temps de faire mettre en place par les États-membres des mesures au titre des articles 41 (interruption totale ou partielle des relations économiques et des moyens de communication, rupture des relations diplomatiques) ou 42 (actions par des forces terrestres, aériennes ou maritimes destinées à restaurer ou à maintenir la paix et la sécurité internationale)<sup>250</sup>.

La perspective d'un recours à une telle démarche est accueillie avec scepticisme à Londres. John Graham fait état de changements dans la position iranienne qui pourraient rendre un surcroît de pression contre-productif. De retour du Moyen-Orient, le secrétaire d'État au Commerce John Nott rapporte que les pays de la région pourraient s'opposer à des sanctions onusiennes. Margaret Thatcher suggère de suivre prudemment les États-Unis dans leur démarche, de les informer de ces réserves et de requérir des éclairages sur les sanctions envisagées. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a en effet fait savoir qu'un gel des actifs iraniens dans un cadre onusien aurait un effet aussi dévastateur que dans une démarche unilatérale. Il s'agit ainsi de réfléchir à des options alternatives. L'Échiquier propose de creuser la question d'un embargo sur les armes et d'un renoncement à l'achat de pétrole à un cours surenchéri<sup>251</sup>.

Un rapport du Cabinet britannique suggère que, même si le succès de l'initiative américaine n'est pas garanti, l'imposition de sanctions onusiennes lèverait les obstacles légaux que poserait leur introduction unilatérale. L'échec à parvenir à un vote ne serait lui-même pas dénué d'intérêt : en plus d'attirer l'attention internationale sur la crise iranienne, il renforcerait également l'argumentation de Londres contre l'imposition de sanctions non seulement contre l'Iran, mais aussi contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud<sup>252</sup>. Consentir à un vote, enfin, permettrait de témoigner du soutien du Royaume-Uni aux États-Unis, récemment érodé par le refus britannique de souscrire aux sanctions financières unilatérales<sup>253</sup>. En amont du dîner quadripartite des chefs de la diplomatie américaine, britannique, française et allemande, le FCO convient : de réaffirmer aux Américains un soutien aux efforts engagés pour une libération sans condition des otages ; de proposer d'engager une démarche des Neuf à Téhéran ; d'insister sur la nécessité d'obtenir l'aval d'une résolution au titre du chapitre VII pour engager une démarche de sanction ; de réfléchir au détail des mesures économiques envisagées de concert avec le reste des Neuf, mais aussi avec le Japon, le Canada et l'Australie, pour en augmenter le poids et en réduire les inconvénients ; de mentionner que Londres applique de fait un embargo sur les ventes d'armes mais souhaiterait éviter de dénoncer formellement les contrats en cours<sup>254</sup>.

---

<sup>249</sup> DOS, Records of David D. Newsom, Under Secretary of State for Political Affairs, Subject Files, 1978–1981, Lot 81D154, UN and Security Council, Maynes to Vance, Iran: Future UN Strategy, 6th December, 1979.

<sup>250</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office File, Box 18, SCC Meeting #231 held 12/17/79, Imposition of Chapter VII Sanctions on Iran: Substantive and Procedural Aspects, s. d.

<sup>251</sup> TNA, FCO 8/3368/675, Lankester to Walden, 11th December, 1979.

<sup>252</sup> TNA, CAB 133/503, Iran: Non-Military Option for US and International Pressure, Annex A, 12th December, 1979. Contrairement à celles prises contre la Rhodésie, les sanctions contre l'Afrique du Sud sont souhaitées par Washington mais accueillies avec grande réticence à Londres, dont les intérêts économiques sont très importants dans le pays.

<sup>253</sup> TNA, FCO 8/3382/111, Hannay to Private Secretary, Iran, 11th December, 1979.

<sup>254</sup> TNA, FCO 8/3382/111, Hannay to Private Secretary, Iran, 11th December, 1979.

Le 12 décembre, Cyrus Vance rappelle les enjeux d'une démarche au titre du chapitre VII, à laquelle pourrait s'opposer un veto de l'URSS, ce qui remettrait de plus en question la ratification du traité SALT II. Il déclare cependant ne pas concevoir de voies alternatives. Il suggère d'engager un large éventail de mesures, plutôt que d'envisager des mesures symboliques qui n'auraient aucun effet. Ses homologues européens s'accordent sur la nécessité d'une approche onusienne pour s'engager dans des mesures de sanction. P. Carrington suggère en outre d'organiser un consensus contre les offres d'achat de pétrole iranien. En privé, C. Vance avertit que si la diplomatie et la politique de pression n'aboutissent pas, l'action militaire paraît la seule alternative<sup>255</sup>. Il suggère que les représentants à New York se consultent en urgence sur les possibilités d'action pendant que les experts des différents ministères poursuivent leurs échanges sur les mesures à mettre en place<sup>256</sup>. Le lendemain, les représentants des ministres des Affaires étrangères se réunissent pour réfléchir au contenu possible d'une résolution du Conseil de sécurité et aux propositions américaines de mesures complémentaires. Richard Cooper, le sous-secrétaire d'État américain aux affaires économiques, suggère une série de sanctions de sévérité croissante : dans un premier temps, un embargo sur les ventes d'armes et une interdiction des assurances de crédit officiel et commerciaux ; dans un deuxième temps, un embargo sélectif sur le commerce et les communications, excluant la nourriture et les produits d'utilité humanitaire ; dans un troisième temps, un embargo total sur le commerce, un gel des actifs iraniens, une interdiction de l'achat de pétrole iranien et une suspension des relations diplomatiques<sup>257</sup>. À New York, Anthony Parsons s'accorde avec les Américains sur la nécessité d'obtenir la plus forte majorité possible. Les pays non-alignés n'ont pas encore réfléchi à la question devant la probabilité d'un veto soviétique. Le représentant chinois a confié qu'il ne pense pas que Beijing lui donnera son aval pour un vote positif. Quant aux représentants africains, ils ne sont pas prêts à soutenir contre l'Iran des sanctions dépassant celles appliquées en Afrique du Sud. Il s'agirait donc de favoriser une démarche en deux étapes : dans un premier temps, une injonction d'appliquer le jugement de la Cour internationale de justice de La Haye sur la libération des otages, rendu le lendemain<sup>258</sup> ; dans un second temps, l'introduction de sanctions contraignantes en cas de refus d'obtempérer de la part de l'Iran. Tout en réaffirmant au FCO son scepticisme sur le succès ultime de la démarche, A. Parsons note qu'il a préféré ne pas donner à son partenaire l'impression d'en être un maillon faible<sup>259</sup>.

## 2. La requête de sanctions anticipées

Le 14 décembre, à Bruxelles, Richard Cooper présente aux Européens une série de mesures volontaires destinées à anticiper sur les sanctions que pourrait mettre en place la résolution envisagée. Il s'agit de prolonger les difficultés de paiement de l'Iran et de prévenir de sa part toute tentative de déstabiliser

<sup>255</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices*, *op. cit.*, p. 381.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/3367/687, Rose to FCO, UK Del NATO Brussels 331, Iran, 13th December, 1979.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/3368/691a, Rose to FCO, UK Del NATO Brussels 335, Iran: economic measures, 13th December, 1979.

<sup>258</sup> United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (U.S. v. Iran), 1979 I.C.J. 7 (Order of Dec. 15)

<sup>259</sup> TNA, PREM 19/77, Parsons to FCO, UK Miss New York 1872, Iran, 14th December, 1979.

le dollar et le marché monétaire mondial en signifiant le soutien des Occidentaux aux États-Unis dans leur politique de pression. À ce titre, Washington suggère (a) de ne pas accorder à l'Iran de nouveaux crédits, (b) ni de nouveaux comptes ou d'élargissement de comptes existants, (c) de limiter au maximum les services de dette pour déclarer des défauts de paiement et (d) de demander aux Majors de n'accepter de payer l'Iran qu'en dollars. Les Britanniques donnent leur accord de principe sur les points (a) et (c) mais ne confirment pas que Londres ait les pouvoirs légaux de donner aux banques les directives nécessaires. Ils relèvent par ailleurs les éléments de conflit potentiel entre les points (b) et (c)<sup>260</sup>. Si les points (a), (c) et (d) font l'unanimité chez les alliés, des réserves sont émises sur le point (b) et de sérieuses objections sur l'exercice de la clause de défaut croisé et sur le gel des actifs sans résolution onusienne<sup>261</sup>.

Dans une note à Downing Street, l'Échiquier relève les problèmes importants que soulèvent les propositions. Une directive de la Banque d'Angleterre au sujet d'un crédit commercial à accorder à l'Iran interférerait avec le jugement commercial des banques. Le refus d'accepter de nouveaux dépôts dans les comptes iraniens risquerait d'en détourner le bénéfice vers d'autres banques présentes dans la City, dont les pays d'origine n'appliqueraient pas les sanctions anticipées. La déclaration d'un défaut de paiement relève également de la compétence des banques individuelles ; si les Iraniens s'attachent à honorer leurs obligations à leur égard, il ne sera pas dans l'intérêt des établissements de forcer un défaut de paiement. Shell et BP n'ont enfin effectué de paiement à l'Iran qu'en dollars : leur objectif étant de pouvoir s'approvisionner en terme et quantité raisonnables, les Majors pourraient être persuadées de continuer à payer de la sorte si leurs concurrentes japonaises sont astreintes à la même contrainte<sup>262</sup>.

Le 16 décembre, Margaret Thatcher arrive à Washington pour une visite de deux jours. Le soir-même, à la Résidence de l'ambassadeur, elle échange avec Peter Carrington et Nicholas Henderson sur l'attitude à adopter. Nourrie des recommandations de prudence émanant des dossiers de travail, elle exprime des doutes sur la pertinence d'un soutien catégorique de ses alliés. Le secrétaire d'État, balayant toutes les réserves exprimées par les différents départements, lui répond : « Margaret, vous devez dire oui. Vous devez vraiment dire oui. » Selon l'ambassadeur, P. Carrington est fortement influencé par le soutien apporté par Washington dans le règlement de la question rhodésienne au début du mois<sup>263</sup>.

Tôt le lendemain, une réunion du CSN convient de l'intérêt à attendre quelques jours avant d'invoquer devant le Conseil de sécurité le chapitre VII. Il s'agit de pouvoir jauger en amont l'attitude des alliés sur ces mesures anticipées. Pour maintenir la dynamique en faveur des États-Unis, les Américains envisagent de rendre publiques les actions que les alliés accepteraient de mettre en place<sup>264</sup>. Quelques

<sup>260</sup> TNA, FCO 8/3368/691a, Rose to FCO, UK Del NATO Brussels 335, Iran: economic measures, 13th December, 1979.

<sup>261</sup> TNA, PREM 19/77, Henderson to FCO, Washington 4251, 18th December, 1979.

<sup>262</sup> TNA, PREM 19/77, Hancock to Alexander, PM's visit to Washington. Iran, 14th December, 1979.

<sup>263</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 316-317. Au terme d'une conférence qui s'est tenu à Londres du 10 septembre au 15 décembre, la signature de l'accord de Lancaster House le 21 décembre met un terme à la Guerre du bush rhodésien et conduit à la reconnaissance internationale de l'indépendance du Zimbabwe dans le cadre du *Commonwealth*, dont le pays sort en 2013.

<sup>264</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H-Files), Box 10, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Washington, December 17, 1979, 8:45-9:45 a.m.

heures plus tard a lieu le premier entretien de travail entre le président et la Première ministre à la Maison-Blanche. M. Thatcher réaffirme son intention de soutenir des sanctions onusiennes mais requiert des précisions sur le calendrier envisagé. Ce dernier lui indique être prêt à recourir à la force si nécessaire et à un embargo commercial en cas de traduction des otages devant la justice. Zbigniew Brzezinski rappelle que les alliés pourraient prendre des mesures financières en amont de l'adoption d'une résolution. Il agite le spectre d'un Iran devenu un satellite soviétique, comme l'Afghanistan semble en prendre le chemin. P. Carrington répond que les alliés ont convenu à Bruxelles qu'il serait plus facile de prendre des mesures financières en vertu d'une résolution. Le président ajoute qu'il souhaiterait que le Royaume-Uni applique les sanctions envisagées immédiatement et non pas au terme d'un débat à l'ONU qui promet d'être long. La Première ministre rappelle cependant sa préférence pour une action consécutive à un vote<sup>265</sup>. Avec le recul, Z. Brzezinski regrette que J. Carter n'ait pas été plus pressant sur la question des sanctions<sup>266</sup>. Le porte-parole de la Maison-Blanche s'inquiète lui-même en privé du danger de l'insuffisance d'un soutien britannique, qui pourrait remettre en question celui des autres partenaires<sup>267</sup>.

Le même jour, l'ambassade américaine de Londres présente au FCO et à l'Échiquier la liste des six mesures spécifiques de soutien envisagées par les États-Unis. La démarche appuie celle effectuée par le secrétaire d'État américain auprès de son homologue britannique lors de leur entretien de travail à Washington. En complément de l'interruption des ventes d'armes et de l'octroi de crédit d'exportation, les Américains souhaiteraient que leurs alliés conseillent à leurs principaux établissements bancaires :

- (a) de ne plus offrir à l'Iran ou aux entités du gouvernement iranien de nouveau crédit,
- (b) de requérir le règlement d'intérêts ponctuels et le solde de crédits en suspens,
- en déclarant l'Iran en défaut si les règlements en question ne sont pas honorés à temps,
- (c) de refuser l'ouverture de nouvelles demandes ou de nouveaux comptes à terme,
- (d) de refuser le renflouement de comptes existants qui ne soient pas en dollars,
- (e) de refuser l'achat à l'Iran de pétrole dans des monnaies autre que le dollar et
- (f) à des conditions différentes que celles offertes par les autres pays de l'OPEP.<sup>268</sup>

### 3. La réflexion sur l'applicabilité des propositions américaines

Le 19 décembre se tient à Londres une réunion de représentants de la Banque d'Angleterre, du FCO, de l'agence du crédit d'exportation et des départements du Commerce et de l'Énergie afin d'analyser la recevabilité des suggestions américaines de sanctions anticipées<sup>269</sup>. Elle rappelle la nécessité d'un cadre multilatéral pour que les mesures ne pénalisent pas les alliés volontaires. Or, notent les Britanniques, les Français ne semblent pas prêts à aller aussi loin que les Américains le supposent, les Allemands souhaitent en amont consulter leurs banques et les Suisses entendent laisser la décision à leurs établissements

<sup>265</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Middle East File, Box 31, Subject File, Iran 12/8/79–12/18/79, Memorandum of Conversation, Cater-Thatcher, Washington, 17th December, 1979, 10:30 a.m.-12:30 p.m.

<sup>266</sup> MOORE Charles, *Margaret Thatcher: The Authorized Biography*, "Volume One: Not for Turning", Londres, Allen Lane, 2013, p. 497.

<sup>267</sup> JCL, NLC-25-98-20-4-1, SCC Meeting Minutes, 18 December, 1979

<sup>268</sup> TNA, PREM 19/77, Iran: voluntary action in support of the United States, 19th December, 1979.

<sup>269</sup> *Ibid.*

financiers. Or, l'Échiquier recommande que toute mesure bancaire puisse être suivie par Paris, Bonn, Rome, Berne et Tokyo. Contrairement à ce que suppose la note américaine, l'Iran n'a pas été responsable d'une perturbation du système financier international : non seulement le pays tâche d'honorer ses engagements financiers, mais le dollar est resté stable depuis le début de la prise d'otages. Dans ce contexte, les mesures bancaires envisagées sont d'autant plus critiquées. La suggestion américaine de ne plus accorder de crédits commerciaux à l'Iran apparaît contradictoire avec le fait que les mesures volontaires ne sauraient conduire à un embargo commercial, que les Américains eux-mêmes ne sont pas disposés à appliquer en l'absence d'une résolution onusienne. Les Britanniques refusent de s'ingérer dans le jugement commercial des banques, d'autant plus quand l'imposition des mesures serait dommageable à leurs intérêts. Ils entendent conserver autant que possible une position de neutralité dans la querelle entre Washington et Téhéran, pour ne pas en souffrir les conséquences financières avec leurs autres clients.

Deux jours plus tard, Jimmy Carter écrit à ses alliés une lettre leur annonçant sa volonté de demander une réunion du Conseil de sécurité pour adopter des sanctions contraignantes au titre de l'article 41 de la Charte des Nations unies<sup>270</sup>. Il confirme ne pas vouloir bloquer les exportations iraniennes ni les importations de nourriture et de produits médicaux, mais il n'en réclame pas moins une action collective forte. Au même moment, à Londres, Grosvenor Square s'enquiert de la réponse britannique aux mesures anticipées sollicitées. Les échanges, qui devaient aboutir la veille, sont encore en cours<sup>271</sup>.

Le soir est organisé à Downing Street une réunion pour statuer sur la réponse finale à apporter à la note américaine. Le Trésor et la Banque d'Angleterre ont convenu d'une proposition de réponse et d'un protocole d'accord entre les gouvernements des Neuf, du Canada, du Japon et de la Confédération helvétique. Elle avance des propositions qui ne devraient pas être trop dommageables aux intérêts britanniques, si appliquées collectivement. La crainte de représailles demeure vive. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre relève de plus que les Suisses ne sont pas prêts à influencer leurs banques et préféreraient que les alliés ne répondent pas à la note américaine avant le vote d'une résolution. Le fait que les Iraniens commencent à retirer leurs actifs de Londres pour les placer en Algérie, en Libye et en Autriche suscite aussi l'inquiétude. Peter Carrington note que, même si les Américains entendent aller à l'ONU, il serait utile de pouvoir apporter une réponse positive à leur note. Margaret Thatcher donne finalement son feu vert pour faire un retour oral à Grosvenor Square, tout en insistant sur la discrétion nécessaire : le Royaume-Uni compte en effet en Iran encore 27 officiers affectés à son ambassade et quelques 300 ressortissants pouvant être mis en danger par l'annonce du positionnement britannique<sup>272</sup>.

Le 24 décembre, les Américains prennent acte des réponses et des réserves de leurs alliés. Ils proposent aux gouvernements n'ayant pas encore agi de se rapprocher des banques nationales à l'issue des congés de Noël, soit le 26 décembre. Entendant la réticence des partenaires à rendre publiques ces différentes mesures, les Américains acceptent de ne pas en faire l'annonce. Ils anticipent sur des fuites

---

<sup>270</sup> TNA, PREM 19/77, Carrington to Tehran, FCO 817, Iran: UN action, 21st December, 1979.

<sup>271</sup> AAD, Brewster to State, London 25373, Economic Measures Against Iran; UK Response, 21st December, 1979.

<sup>272</sup> TNA, PREM 19/77, Lankester to Wattishill, 22nd December, 1979.

éventuelles à la presse et suggèrent que les gouvernements y répondent, le cas échéant, en confirmant que certaines mesures de coopération ont été prises par solidarité sans en donner de détails<sup>273</sup>. Le FCO répond qu'il ne pourra pas mettre en application les mesures avant le 27 décembre, en raison d'un jour férié au Royaume-Uni et du départ de plusieurs membres du personnel de l'ambassade ce matin-là. Inquiet des rumeurs courant déjà dans la presse, qu'il juge contraires aux assurances de discrétion reçues des Américains, il signifie son intention d'assumer à l'avenir, si nécessaire, la mise en place de mesures sans en préciser la nature financière et en stipulant son lien avec la volonté de libération des otages<sup>274</sup>.

Sur la question de la démarche à l'ONU, le FCO rappelle à sa représentation à New York l'importance à ne pas fragiliser les intérêts britanniques en Iran en soutenant les Américains. Il exhorte à ne pas hâter le processus de réflexion sur les sanctions afin de se prémunir contre l'éventualité d'un veto qui en hypothèquerait l'application<sup>275</sup>. À la Maison-Blanche, une réunion du CSN prévoit une présentation du texte de la résolution le 27 ou le 28 décembre. Elle doit être faite par le secrétaire d'État lui-même pour en signifier l'importance. L'entourage présidentiel reconnaît la réticence des alliés à mettre en place les sanctions envisagées en amont du vote. Il convient qu'il serait plus utile de leur signifier que les Américains comptent sur eux pour appliquer les mesures même dans le cas d'un échec de la démarche onusienne : ceci aurait pour avantage de les motiver à travailler dur au succès du vote. Jugeant jusque-là fructueux les échanges avec les Européens, les Américains envisagent l'envoi d'un émissaire outre-Atlantique pour poursuivre le dialogue sur les dimensions politiques de l'action onusienne<sup>276</sup>.

## **B. La négociation d'une résolution contraignante**

### **1. L'appréciation du tempo**

Comme pour l'application des mesures de sanction anticipées, la négociation des étapes, termes et modalités du vote de la résolution présentée au Conseil de sécurité témoigne de la réticence du partenaire britannique à traduire dans des faits contraignants ses expressions de solidarité envers l'allié américain.

Le 27 décembre, Peter Carrington appelle Nicholas Henderson à communiquer au département d'État plusieurs points d'inquiétude relatifs à la stratégie envisagée par les États-Unis pour ménager le succès de la résolution. Londres s'interroge sur la capacité à obtenir un nombre suffisant de votes favorables : son soutien par les Occidentaux mais son rejet par les autres membres du Conseil aurait de lourdes conséquences en renforçant les partisans d'une position de fermeté à Téhéran. Au-delà, le FCO pose la question de l'efficacité d'une résolution sur la libération des otages : il craint qu'au contraire les Iraniens puissent en ressentir une provocation qui les inciterait à prendre en otage les personnels d'autres

<sup>273</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to Bonn, FCO 452, MIPT, 24th December, 1979.

<sup>274</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to Washington, FCO 1982, Iran: economic measures, 24th December, 1979.

<sup>275</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to UK Miss New York, FCO 1--5, MIPT, 24th December, 1979.

<sup>276</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H-Files), Box 107, Summary of Conclusion of a Special Coordination Committee Meeting, Washington, 26th December, 1979, 9-10:50 a.m.

ambassades. La crainte d'une mauvaise gestion de la démarche et des conséquences de son échec conduit P. Carrington à recommander un ralentissement de son rythme pour laisser le temps de la réflexion<sup>277</sup>.

L'ambassadeur britannique propose ainsi au secrétaire d'État américain le principe d'une approche en deux étapes. Un vote en faveur d'une résolution au titre de l'article 39 serait plus facile à obtenir dans un premier temps. Il ferait peser sur les Iraniens la menace d'être confrontés dans un deuxième temps à des sanctions au titre de l'article 41 s'ils ne libèrent les otages. Entre les deux votes pourrait être menée une démarche des ambassadeurs en poste en Iran auprès de Khomeini et rallié en parallèle plus de soutiens à une résolution prévoyant des sanctions. Le Britannique ajoute cependant que la composition du Conseil de sécurité risque d'être défavorable en 1980. Donald McHenry, ambassadeur américain à New York, a justement proposé une variante de l'idée d'approche en deux étapes : dans un premier temps, le vote d'une résolution organisant des sanctions avant la fin de l'année 1979, pour laquelle les votes semblent acquis ; dans un deuxième temps, l'application différée des sanctions validées par le Conseil.

L'idée ne convainc pas N. Henderson, qui réaffirme son scepticisme vis-à-vis d'un vote de sanctions dans l'immédiat. Le secrétaire d'État lui confie l'intention du président Carter de se rapprocher de ses homologues du Nigeria et de la Jamaïque pour s'assurer de leurs votes ; le président Giscard D'Estaing devrait agir de même avec son homologue du Gabon. Il réaffirme son espoir que les alliés consentiront à appliquer les sanctions envisagées si jamais la voie onusienne aboutit à une impasse. Au CSN, Zbigniew Brzezinski balaie d'un revers de main les réserves britanniques en rétorquant que le recours à une démarche en deux étapes serait perçu comme un signe de faiblesse, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Iran. La variante de l'approche en deux étapes, proposée par D. McHenry, remporte d'autant plus sa faveur qu'il se montre confiant en son succès. En cas d'échec, il est prêt à envisager des mesures de sanctions unilatérales, si les alliés ne sont pas prêts à s'engager sans résolution contraignante<sup>278</sup>.

De son côté, Harold Saunders, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, confirme que les Américains préféreraient agir au Conseil de sécurité dans sa composition actuelle, raison pour laquelle une action rapide semble nécessaire. Ils ne prévoient pas mener d'autres actions avant d'avoir mené jusqu'à son terme la démarche de la résolution, à moins qu'une action des Iraniens sur les otages ne vienne changer la donne. H. Saunders ajoute que les Iraniens lui semblent minimiser le tort que pourraient leur faire des sanctions. En fin de journée, le secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes George Vest revient vers N. Henderson au sujet d'une approche des Nigériens en faveur de la résolution américaine : Washington appelle Londres à y songer si jamais elle apparaît pouvoir influencer leur décision<sup>279</sup>.

Le lendemain, lors d'une réunion du CSN, C. Vance déclare ses doutes sur le vote des Soviétiques, des Tchécoslovaques et des Koweïtis en faveur d'une résolution fondée sur le chapitre VII<sup>280</sup>. Ils pourraient en revanche l'envisager en amendant le texte afin de retarder l'application de sanctions. Le

<sup>277</sup> TNA, FCO 8/3370/819, Carrington to Washington, FCO 1990, Iran, 27th December, 1979.

<sup>278</sup> TNA, PREM 19/273, Henderson to FCO, Washington 4376, Iran, 27th December, 1979.

<sup>279</sup> TNA, FCO 8/3370/821, Henderson to FCO, Washington 4368, US/Iran, 27th December, 1979.

<sup>280</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H-Files), Box 57, NSC 025 Iran/Afghanistan & Pakistan 12/28/79, Minutes of a National Security Council Meeting, Washington, 28th December, 1979, 10 a.m.-12:10 p.m.



secrétaire d'État y voit de leur part une position tactique qui ne permet pas de compter sur leur vote *in fine*. Selon D. McHenry, une approche en deux étapes permettrait d'obtenir plus de votes : la première résolution pourrait déplorer le refus de Téhéran de répondre aux injonctions de l'ONU, demander au secrétaire général de se rendre en Iran et déclarer que le Conseil de sécurité agirait en cas de non-libération des otages. C. Vance rappelle la préférence des Britanniques communiquée par leur ambassadeur.

Washington se range finalement à leur suggestion de démarche en deux étapes<sup>281</sup>. D. McHenry en confie à Anthony Parsons les raisons : la difficulté à obtenir un vote sur des sanctions dont le contenu vient juste d'être dévoilé ; le besoin de temps pour parvenir à un texte prenant compte des remarques formulées par les Britanniques et par les Français, dont la version finale doit être décidée en haut lieu ; le capital politique qui serait nécessaire au vote en urgence d'une résolution complexe ; l'inquiétude des alliés européens quant à la sécurité du personnel de leurs ambassades. Il ne dissimule pas le fait que les États qui consentiront à voter pour la première résolution seront engagés en vertu de son texte à souscrire à la seconde. Il trouve comme avantage supplémentaire à la démarche en deux étapes le fait de répondre aux États qui défendent l'idée d'un nouvel avertissement à l'Iran avant l'imposition effective de sanctions. À la suite de son entretien avec son homologue britannique, le représentant américain fait circuler dans l'après-midi le texte de la résolution auprès des autres ambassadeurs occidentaux. Il compte procéder le lendemain à sa présentation, en présence du secrétaire d'État américain<sup>282</sup>. Ce dernier déclare à N. Henderson compter sur les quelques jours entre les deux votes pour résoudre les désaccords de fond sur le contenu des sanctions. Tel est l'un des objectifs de sa présence à New York, où il espère rencontrer A. Parsons, voire Thomas Bridge, afin de pouvoir régler les différends interalliés<sup>283</sup>.

## 2. L'amendement du texte

Dès le 24 décembre, Donald McHenry remet à Anthony Parsons un document présentant les sanctions envisagées par les Américains pour avoir son analyse avant la réunion des membres occidentaux du Conseil de sécurité<sup>284</sup>. Les sanctions n'incluent pas un gel des actifs iraniens. Elles comportent un embargo sur les exportations vers l'Iran excluant les produits alimentaires et médicaux, les mesures financières sollicitées en amont, l'interdiction des convois aériens et maritimes vers l'Iran, la réduction des missions diplomatiques dans le pays et l'interdiction des nouveaux contrats de service.

Le FCO ne relève pas de points de différence fondamentaux mais suggère une réécriture de certains points pour faciliter l'adoption de la résolution et l'application des sanctions<sup>285</sup>. Il souhaite retirer de la clause sur l'embargo commercial la mention des « tentatives de vente ou de fourniture » qui interdirait des négociations en cours. De même, il demande d'exclure de l'embargo la vente de produits de la vie

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/3370/831, Carrington to Washington, FCO 2008, Iran, 29th December, 1979.

<sup>282</sup> TNA, PREM 19/273, Parsons to FCO, UK Miss New York 1966, Sanctions against Iran, 28th December, 1979.

<sup>283</sup> TNA, FCO 8/3370/833, Henderson to FCO, Washington 4397, Iran, 29th December, 1979.

<sup>284</sup> TNA, FCO 8/3370/804, Parsons to FCO, UK mission, New York 1951, Sanctions against Iran, 24th December, 1979.

<sup>285</sup> TNA, FCO 8/3370/824, Carrington to UK Miss New York, FCO 1007, Sanctions against Iran, 24th December, 1979.

quotidienne par les entreprises britanniques aux entreprises iraniennes présentes au Royaume-Uni. Le paragraphe concernant les convois requiert également des précisions au sujet des compagnies détenues par des Iraniens vivant à l'étranger et n'ayant aucune sympathie pour le régime. Il promet par ailleurs de heurter les intérêts de BP, qui dispose d'une flotte de pétroliers battant pavillon iranien mais équipés d'officiers britanniques, dont la sécurité pourrait être mise en danger. Notant son absence des sanctions prises contre la Rhodésie ou contre l'Afrique du Sud, le FCO note que la clause sur les « nouveaux contrats » semble peu adaptée à une résolution dont est souhaitée une application temporaire, d'autant plus qu'elle serait difficile à mettre en place pour les contrats pétroliers. Le caractère extraterritorial des clauses de la résolution, imposant la loi américaine aux entreprises américaines déployées hors des États-Unis, est également contesté. L'Échiquier et la Banque d'Angleterre sont par ailleurs en ferme désaccord avec la rédaction du paragraphe sur les mesures financières : le remboursement immédiat ne saurait être dû pour les nouveaux crédits ; l'interdiction des crédits ne doit pas concerner les crédits commerciaux ; la déclaration précipitée de défaut de paiement doit être exclue ; la protection des intérêts individuels des créanciers doit être laissée à leur libre appréciation<sup>286</sup>.

Même si les points de désaccord sont présentés comme mineurs et de nature technique, ils n'en reflètent pas moins un refus, de sacrifier la défense des intérêts nationaux sur l'autel de la solidarité interalliée. Grande est l'inquiétude suscitée par l'interdiction des exportations de Talbot et de Chrysler en Iran, du fait de leurs conséquences sur le marché de l'emploi dans un Royaume-Uni qui s'efforce de sortir d'une crise économique et sociale. D'aucuns à Londres pourraient de plus considérer que les États-Unis contraignent leurs alliés à se détourner d'exportations lucratives alors qu'eux protègent les intérêts de leurs producteurs agricoles en excluant les produits alimentaires de l'embargo commercial<sup>287</sup>.

À Washington, le CSN prend acte le 27 décembre d'amendements qui ne sont en rien mineurs, quoi qu'en disent les Britanniques<sup>288</sup>. Jimmy Carter s'entretient par téléphone avec Margaret Thatcher dans la foulée pour lui témoigner des inquiétudes américaines. Dans un échange tendu entre deux partenaires qui s'interrompent, la Première ministre réaffirme la nature technique des amendements en s'abritant derrière le droit pour en justifier le caractère impératif. Le président accepte de reculer sur la question des pétroliers conjointement exploités par les Britanniques et les Iraniens mais relève que la question de l'extraterritorialité ne saurait être résolue en quelques jours. Les dirigeants conviennent de s'en remettre à leurs diplomates et à leurs experts pour tenter d'aplanir les autres points de désaccord<sup>289</sup>.

Après l'entretien, M. Thatcher demande à P. Carrington de veiller à les régler au plus vite, consciente de devoir soutenir Washington *in fine*. Elle suggère l'envoi à New York de Thomas Bridge pour échanger avec les partenaires faisant face à des problèmes similaires. Elle ajoute que les Américains devraient inclure à l'embargo, pour le rendre efficace, les importations de pétrole iranien et les exportations de

<sup>286</sup> TNA, FCO 8/3370/824, Carrington to UK Miss New York, FCO 1008, Sanctions against Iran, 24th December, 1979.

<sup>287</sup> TNA, FCO 8/3370/819, Carrington to Washington, FCO 1990, Iran, 27th December, 1979.

<sup>288</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H-Files), Box 57, NSC 025 Iran/Afghanistan & Pakistan 12/28/79, Minutes of a National Security Council Meeting, Washington, 28th December, 1979, 10 a.m.-12:10 p.m.

<sup>289</sup> TNA, PREM 19/273, Telephone Conversation, Thatcher-Carter, 28th December, 1979, 11:40 to 11:50 a.m.

produits alimentaires vers l'Iran. Le secrétaire d'État confirme qu'une concertation avec Paris, qui partage certaines réticences de Londres, permettrait de faire plus facilement pression sur Washington<sup>290</sup>.

C. Vance contacte P. Carrington par téléphone plus tard dans l'après-midi. Ils s'accordent sur la nécessité d'une rencontre à New York entre les représentants à l'ONU, ou des experts des départements concernés, pour résoudre les désaccords de fond. Le Britannique soulève la question de l'exclusion de l'embargo des produits alimentaires et du pétrole, qui semble ainsi peu à même de pénaliser les Iraniens. L'Américain le dément en indiquant que les Iraniens souffrent déjà de pénuries, atteignant jusqu'à 75% dans certaines industries, que les mesures proposées ne manqueront pas d'accentuer<sup>291</sup>.

Le 30 septembre au matin, A. Parsons s'entretient à New York avec C. Vance. Les Américains s'opposent à l'amendement suggéré par Londres sur la question des défauts de paiement, jugé trop vague ; l'objectif est d'ailleurs de compliquer la tâche aux Iraniens en cas de non-paiement des crédits. Les alliés s'accordent finalement sur un texte de compromis selon lequel les créanciers devront être « prompts à exercer leurs droits quand les paiements dus au titre des crédits ou des prêts existants ne seront pas honorés en temps opportun ». Pour régler la question controversée de l'extraterritorialité des mesures, les Américains proposent la formulation « requerront toute personne ou entité dans leur juridiction de faire de même ». Les autres éléments soulevés par les Britanniques conduisent à de nouvelles reformulations qui permettent également de répondre à la seule grande difficulté soulignée par les Français : le risque de représailles iraniennes sur la question de l'interdiction des convois, qui pourrait conduire Téhéran à interdire les avions étrangers à atterrir en Iran, ce qui compliquerait l'évacuation des derniers ressortissants présents dans le pays<sup>292</sup>. Les discussions se prolongent le lendemain avec Derek Thomas, chargé des affaires économiques à Massachusetts Avenue. Les Américains reconnaissent que le paragraphe concernant les mesures financières nécessite un surcroît de réflexion légale et technique. Ils suggèrent la mise en place d'un protocole précisant les points d'interprétation technique, qui éviterait du reste d'aboutir à une résolution trop pointilleuse. D. Thomas répond cependant que les points n'apparaissant pas dans le texte de la résolution pourraient causer des difficultés aux Britanniques. La révision du paragraphe sur l'extraterritorialité n'a pas permis d'aboutir à une solution satisfaisant les alliés<sup>293</sup>.

Le 3 janvier, devant la pression politique à Washington pour aboutir à des consultations plus larges, le sous-secrétaire d'État pour les affaires économiques Richard Cooper propose de présenter le texte en l'état comme une ébauche américaine, dont le contenu est soutenu par la France et le Royaume-Uni, mais dont les détails demandent à être réajustés pour répondre à des contraintes nationales. Prenant acte de la résistance de différends avec stoïcisme, il suggère que les négociations suivantes se tiennent à New York. Si D. Thomas accepte, C. Vance revient sur la suggestion de son adjoint et pousse à un nouveau

---

<sup>290</sup> TNA, PREM 19/273, Note for the record, Downing Street, 28th December, 1979.

<sup>291</sup> TNA, FCO 8/3370/825b, Lever to Miers, Iran, 28th December, 1979.

<sup>292</sup> TNA, FCO 8/3370/842a, Parsons to FCO, UK Miss New York 1978, Sanctions against Iran: second State resolution, 30th December, 1979.

<sup>293</sup> TNA, FCO 8/3370/851, Henderson to FCO, Washington 4422, Second Stage Sanctions Resolution on Iran, 31st December, 1979.

round de négociations afin de pouvoir présenter un front commun à l'ONU<sup>294</sup>. Les Américains font de nouvelles propositions de formulations pour se rapprocher des positions britanniques. Tout en reconnaissant les efforts de leurs partenaires, les Britanniques demandent un nouveau délai pour les examiner. Les nouvelles propositions américaines ne laissent subsister qu'un point de désaccord : à la « diligence nécessaire » attendue des Iraniens pour honorer leurs crédits, suggérée par Washington, Londres préfère une « diligence raisonnable »<sup>295</sup>. Le 4 janvier, devant la persistance de réticences de leur part, R. Cooper note que la large place laissée par les Britanniques au jugement des banques risque d'affaiblir le caractère contraignant des sanctions. Il rapporte de plus que C. Vance a montré une impatience considérable face à l'inflexibilité de ses alliés. Après avoir consulté l'Échiquier, D. Thomas annonce finalement que, si les Français y sont également disposés, les Britanniques pourraient accepter la formulation « prompts à exercer leurs droits quand les paiements dus au titre des crédits ou des prêts existants ne seront pas honorés avec diligence »<sup>296</sup>. Au terme d'une négociation de 12 jours, la modification par affaiblissement de la proposition américaine de résolution permet enfin aux alliés de présenter un front commun.

### 3. L'achoppement du vote

Le ralentissement induit du rythme de la démarche onusienne envisagée par les États-Unis décale le vote des sanctions au début de l'année 1980. Le renouvellement de la composition du Conseil de sécurité et la résurgence de tensions géopolitiques entre les blocs finissent par avoir raison de son succès.

Le FCO s'enquiert du calendrier envisagé par la Maison-Blanche dès le 24 décembre pour organiser la protection de ses diplomates présents en Iran<sup>297</sup>. Envisageant l'échec de la démarche américaine, John Graham propose de présenter au ministère iranien des Affaires étrangères la position de Londres sur la résolution envisagée. Il s'agirait aussi de lui signifier la décision de réduire la représentation britannique, en soulignant qu'une attaque contre des diplomates, perçue comme probable dans le contexte du vote, serait dommageable aux relations entre Londres et Téhéran<sup>298</sup>. L'initiative prend acte de la vulnérabilité des intérêts du Royaume-Uni, en sa double qualité de membre du Conseil de sécurité et d'« ennemi public traditionnel ». Peter Carrington propose de confier la gestion des intérêts de la Couronne à l'Italie, qui doit assurer la présidence du Conseil des Neuf, ou à défaut à l'Australie. Il suggère de laisser à Téhéran un membre de l'ambassade, de préférence persanophone et sans dépendant, et d'avertir les membres de la communauté britannique de la réduction de la représentation diplomatique<sup>299</sup>.

À Washington, Nicholas Henderson note que la volonté de freiner la conclusion d'une résolution,

<sup>294</sup> TNA, FCO 8/3606/14 et 16, Henderson to FCO, Washington 9 et 29, Second Stage Sanctions Resolution on Iran, 3rd January, 1980.

<sup>295</sup> TNA, FCO 58/1933, Carrington to Washington, FCO 28, Second Stage Sanctions Resolution on Iran, 4th January, 1980.

<sup>296</sup> TNA, FCO 8/3606/17, Henderson to FCO, Washington 65, Second Stage Sanctions Resolution on Iran, 4th January, 1980.

<sup>297</sup> TNA, FCO 8/3396/116, Carrington to UK Miss, New York, FCO 1003, Iran, 24th December, 1979.

<sup>298</sup> TNA, FCO 8/3396/116, Graham to FCO, Tehran 1394, Iran, 26th December, 1979.

<sup>299</sup> TNA, FCO 8/3396/120, Carrington to Tehran, FCO 629, Iran, 27th December, 1979.

manifestée conjointement par les Français et les Britanniques, risque de retarder le vote au-delà du 1<sup>er</sup> janvier et de contraindre à négocier avec un Conseil de sécurité à la composition renouvelée<sup>300</sup>. Les Soviétiques devraient par ailleurs moins s'abstenir qu'inciter les autres membres à déposer de nombreux amendements au texte pour en réduire la portée. N. Henderson estime que l'URSS pourrait ainsi s'attirer les faveurs de l'Iran sans risquer une sérieuse détérioration de ses relations avec les États-Unis.

La question du calendrier se pose d'autant plus que les pays non-alignés du Conseil de sécurité consultés par les Américains ont répondu de manière décourageante à leur approche en faveur d'un soutien à la résolution. Le Nigeria a refusé de mener les débats, comme initialement souhaité par les États-Unis. Les Américains semblent malgré tout vouloir persister dans la voie onusienne, embrassée par défaut par les Britanniques. Pour le FCO, il n'y a plus lieu de les dissuader mais désormais de minimiser les dangers de la démarche pour les intérêts britanniques et de maximiser les effets des sanctions que le vote pourrait imposer<sup>301</sup>. David Miers confirme à Kingman Brewster l'étroit soutien que le FCO a recommandé à sa représentation à New York d'apporter aux Américains, tout en rappelant l'inquiétude des Britanniques au sujet des conséquences de la démarche onusienne pour leurs intérêts commerciaux en Iran<sup>302</sup>.

Le 31 décembre, le Conseil de sécurité adopte une résolution appelant à nouveau à la libération des otages américains et engageant à défaut l'ONU à prendre des mesures de sanctions contraignantes au titre du chapitre VII à partir du 7 janvier<sup>303</sup>. L'URSS, la Tchécoslovaquie, le Koweït et le Bangladesh se sont abstenus. Les Britanniques notent avec satisfaction que les Américains ont eu raison de suivre leur conseil de procéder en deux étapes, pour renforcer la légitimité de leur action. La résolution ouvre la voie à une visite du secrétaire général à Téhéran pour œuvrer à une libération des otages. Les augures ne sont pourtant pas favorables : la résolution ne semble pas affecter l'ayatollah Khomeïni, qui pourrait ne pas accepter de recevoir Kurt Waldheim, laissant planer un grand doute sur la libération espérée. La volonté américaine d'aboutir à des sanctions contraignantes pourrait renforcer à Téhéran les partisans d'une ligne dure, au détriment des acteurs politiques modérés. Un veto soviétique à la proposition américaine nuirait grandement aux efforts engagés pour la libération des otages<sup>304</sup>.

Les réticences britanniques persistent. Le 3 janvier, M. Thatcher pose la question de la pertinence à isoler l'Iran à l'aune de la crise en Afghanistan, envahi par l'Armée rouge le 24 décembre. Elle convient cependant que les acteurs au pouvoir à Téhéran n'ont pas une attitude justifiant de la part des États-Unis une modération de leur position<sup>305</sup>. À la veille du délai imposé pour la libération des otages, l'ébauche américaine de résolution demandant des sanctions contraignantes est communiqué à plusieurs pays occidentaux et non-alignés, sans que mention soit faite du soutien qu'y apportent les Britanniques<sup>306</sup>.

<sup>300</sup> TNA, FCO 8/3370/806, Henderson to FCO, Washington 4351, Sanctions against Iran, 26th December, 1979.

<sup>301</sup> TNA, PREM 19/273, Lankester to Lever, 29th December, 1979.

<sup>302</sup> AAD, Brewster to State, London 25622, Security Council Action on Iran, 29th December, 1979.

<sup>303</sup> UN, S/RES/461(1979), Resolution 461 (1979), adopted by the Security Council at its 2184th meeting, 31st December 1979.

<sup>304</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to Thatcher, 2nd January, 1980.

<sup>305</sup> TNA, PREM 19/273, Alexander to Walden, 3rd January, 1980.

<sup>306</sup> TNA, FCO 58/1933/28, Henderson to FCO, Washington 88, Second Stage Resolution on Iran, 7th January, 1980.

Le 7 janvier, Donald McHenry informe ses partenaires qu'il souhaite procéder au vote le 12 au plus tard. A. Parsons indique au FCO qu'il veillera à résister aux pressions que les Américains pourraient faire porter pour obtenir de sa part une prise de parole anticipée. Son homologue américain revendique le soutien du Niger et des Philippines et espère celui de la Jamaïque et du Mexique, cependant que le Pentagone travaille à obtenir celui de la Chine à Beijing. Les votes de la Zambie et du Bangladesh sont loin d'être assurés<sup>307</sup>. Le lendemain matin, D. McHenry répond devant ses partenaires occidentaux du Conseil aux propos présentant les sanctions comme contre-productives. Si Washington ne se fait guère d'illusions sur le succès du vote, il sera mené à son terme : les sanctions pourraient faire pression sur les Iraniens en renforçant les modérés à Téhéran ; les Américains veulent épuiser toutes les possibilités de la voie diplomatique et multilatérale avant d'envisager des mesures alternatives<sup>308</sup>. Le 10 janvier, D. McHenry annonce pouvoir compter sur 9 votes. Il sollicite A. Parsons pour démarcher auprès des Mexicains, considérant en revanche le vote des Zambiens et des Bangladais comme perdu. Le 13 janvier, A. Parsons s'exprime de manière minimaliste en amont d'un vote qu'il déclare n'éprouver aucun plaisir à prononcer, tout en espérant que de plus sages conseils viennent à l'avenir guider la politique iranienne<sup>309</sup>. La résolution, approuvée par 10 membres, est rejetée par veto de l'URSS<sup>310</sup>.

### C. L'évitement d'une application unilatérale

#### 1. Des sanctions contournées

La conscience de risque d'un achoppement du vote sur un veto soviétique conduit les Américains à solliciter par anticipation la promesse d'une application unilatérale des sanctions. Le jeu d'évitement pratiqué par les Britanniques confirme leur réticence à sacrifier leurs intérêts par égard pour leurs alliés.

Il apparaît d'abord dans les velléités britanniques de contournement des mesures de sanctions anticipées proposées par les Américains dès l'engagement de la démarche à l'ONU. De retour de la conférence qui réunit à Caracas les pays de l'OPEP en décembre, la NIOC se rapproche des Majors britanniques. À Shell, elle propose de fournir 100 000 barils par jour pendant une période indéterminée débutant en janvier, la moitié au cours gouvernemental, soit 28,5 dollars le baril, et la moitié au tarif du système généralisé de préférences (SGP)<sup>311</sup> renchéri d'une prime de 4 dollars par baril. À BP, elle promet un

<sup>307</sup> TNA, FCO 8/3606/27, Parsons to FCO, UK Miss New York 50, Iran – timing of Security Council, 7th January, 1980.

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/3606/29, Parsons to FCO, UK Miss New York 62, US/Iran, 8th January, 1980.

<sup>309</sup> TNA, FCO 58/1933, Parsons to FCO, UK Miss New York 106, Security Council: Iran, 13th January, 1980.

<sup>310</sup> TNA, FCO 58/1933, Parsons to FCO, UK Miss New York 104, Security Council: Iran, 13th January, 1980. L'ambassadeur soviétique à Washington Anatoly Dobrynin, déclare plus tard à Lloyd Cutler que les Soviétiques avaient convenu de s'abstenir sur le vote, mais qu'une déclaration américaine condamnant sans consultation l'invasion de l'Afghanistan avait été vengée par le choix d'un veto (JCL, Records of the White House Counsel to the President, Lloyd Cutler's Files, Box 8, Cutler to Brzezinski, Muskie, Brown, Christopher, Aaron, 13th June, 1980)

<sup>311</sup> Il permet d'accorder des préférences commerciales aux pays en voie de développement en appliquant des droits de douane plus bas à leurs produits d'exportation, en dérogation à la clause de la nation la plus favorisée selon laquelle un avantage accordé à un pays membre de l'Organisation mondiale du commerce doit être accordé à tous les autres.

minimum de 100 000 barils par jour, la moitié au tarif du SGP et l'autre moitié au tarif du SGP renchéri d'une prime non-spécifiée supposée supérieure à 4 dollars par baril. Les deux Majors font savoir leur intérêt au FCO, qui leur demande de ne pas s'engager avant d'avoir reçu l'aval du gouvernement<sup>312</sup>.

Peter Carrington recommande à Nicholas Henderson d'informer Washington en toute transparence des deux offres présentées par la NIOC aux compagnies britanniques et l'intérêt que chacune semble y apporter. Parmi les mesures de sanctions envisagées par les Américains se trouvent en effet l'interdiction d'achat du pétrole « à des conditions nettement différentes » que celles offertes par les autres pays de l'OPEP<sup>313</sup>. Il revient sur l'intérêt qu'il y aurait pour les pays importateurs à avoir une claire compréhension de la signification précise des termes de la directive et appelle à une rencontre rapide sur le sujet<sup>314</sup>. Selon le dirigeant d'un groupe pétrolier résidant à Londres contacté par Kingman Brewster, le département britannique de l'Énergie aurait découragé les négociants en pétrole d'acheter du brut iranien sur le marché spot<sup>315</sup>. Il aurait aussi fait savoir à des représentants de Shell et de BP que leurs négociations en cours avec la NIOC pourraient entraîner des conséquences sur le sort des otages américains de Téhéran. Le même dirigeant estime que l'effet de la pression que font peser les Américains commence à se faire sentir sur la compagnie iranienne, qui doit commencer à avoir du mal à écouler sa forte production.

Le 28 décembre, lors d'une réunion du CSN, le secrétaire d'État à l'Énergie Charles Duncan suggère une réunion interministérielle pour établir des directives précises permettant de contenir l'escalade des prix. Anthony Solomon, en charge des affaires monétaires au Trésor, note que l'heure est sans doute venue d'établir un cartel de pays consommateurs pour s'opposer à celui des producteurs sur la question des prix. Les États-Unis ont en effet réussi à faire baisser le cours du pétrole iranien de 9 dollars depuis l'automne et entendent le maintenir à ce niveau avec le soutien de leurs partenaires occidentaux<sup>316</sup>.

Le 31 décembre, Grosvenor Square rapporte que Londres a autorisé BP et Shell à acheter du pétrole brut iranien à un cours compris entre 30 et 30,5 dollars, au-delà du cours de 28,5 dollars auquel le baril a été maintenu jusqu'alors<sup>317</sup>. Parmi les raisons invoquées figurent des rumeurs courant sur le marché, selon lesquelles quatre Majors américaines (Shell Oil, Marathon, Conoco, Coastal State) auraient signé des contrats à terme pour un total d'un million de barils par jour de pétrole libyen à 34,5 dollars le baril. Londres avance aussi le fait que le cours de 30 dollars n'est pas « nettement différent » des cours de l'OPEP. L'Iran a d'ailleurs exercé un chantage sur l'accès des Majors britanniques à son pétrole brut à l'avenir. Grosvenor Square ajoute espérer que la Compagnie nationale britannique de pétrole n'emboîtera pas trop vite le pas au prétendu renchérissement du cours du pétrole libyen. L'ambassade rappelle que l'augmentation à laquelle elle a conduit au début de l'année 1979 a été mal perçue outre-Atlantique et en Europe. Il s'agirait en conséquence de l'encourager à se comporter « de manière responsable ».

---

<sup>312</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to Teheran, FCO 822, NIOC negotiation with BP and Shell, 24th December, 1979.

<sup>313</sup> TNA, PREM 19/77, Iran: voluntary action in support of the United States, 19th December, 1979.

<sup>314</sup> TNA, PREM 19/273, Carrington to Washington, FCO 1984, Advice to Oil Companies, 27th December, 1979.

<sup>315</sup> AAD, Brewster to State, London 25558, Iran Oil SitRep No. 49, 1500 GMT, 28th December, 1979.

<sup>316</sup> DNSA, CO00657, Minutes of a Special Coordination Committee on Iran and Afghanistan, 28th December, 1979.

<sup>317</sup> AAD, Brewster to State, London 25650, Informal Measures Against Iran, 31st December, 1979.

Une semaine plus tard, Jimmy Carter écrit à Margaret Thatcher son regret que la décision des Majors ait été prise avant que les alliés aient défini en commun un plafond. Il l'appelle à user de son influence pour garantir à l'avenir une étroite coopération afin d'empêcher l'Iran d'exploiter les incertitudes pesant sur les marchés pétroliers<sup>318</sup>. Le 9 janvier, Kingman Brewster confirme au FCO que la décision britannique a été fort mal reçue à Washington<sup>319</sup>. M. Thatcher répond le lendemain à J. Carter<sup>320</sup>. Elle lui assure qu'elle aurait souhaité pouvoir demander aux Majors de réserver leur réponse jusqu'à la réunion prévue le 3 janvier. Le département de l'Énergie s'était pourtant montré très évasif sur la participation britannique et n'avait rien fait pour en accélérer la tenue<sup>321</sup>. Elle reprend l'ensemble des arguments présentés par P. Carrington à C. Vance et rappelle le soutien indéfectible des Britanniques dans la démarche onusienne des Américains. Elle n'évoque pas le travail de sape que les amendements requis par Londres ménagent sur la dimension contraignante de la résolution. Elle persiste sur le fait qu'il est difficile d'envisager des mesures de sanctions en l'absence de toute résolution.

## 2. Des sanctions contestées

La probabilité d'un achoppement de la résolution sur un veto soviétique conduit à envisager la mise en place de sanctions dans un cadre unilatéral. La Maison-Blanche prévoit ainsi d'envoyer à Londres Richard Cooper, chargé des affaires économiques au département d'État. Le FCO signifie à Grosvenor Square que la proposition n'a pas la faveur des Britanniques, peu pressés de se faire « forcer la main ». Il ajoute que la position de Londres, comme celle des Européens, risquerait de rendre la mission infructueuse. Il suggère que la première étape aux échanges ait lieu au niveau ambassadorial à Washington pour élargir la nature des discussions dans les domaines politique et économique. Ce n'est qu'ensuite que serait envisageable la visite d'un officiel américain sur le continent<sup>322</sup>. Les Américains persistent néanmoins dans leur volonté de mobiliser leurs alliés : ils annoncent que Warren Christopher fera escale à Londres avant une réunion de l'OTAN à Bruxelles<sup>323</sup>. Ils restent cependant flous sur les objectifs de sa venue : il pourrait s'entretenir avec le ministre d'État Douglas Hurd aux côtés de R. Cooper, lequel envisage par ailleurs des discussions séparées avec son homologue britannique Thomas Bridge<sup>324</sup>.

Le 14 janvier, à 10 heures, le secrétaire d'État adjoint et l'ambassadeur Brewster sont reçus pendant quinze minutes à Downing Street<sup>325</sup>. Selon W. Christopher, Jimmy Carter refuse que les objectifs de la résolution soient remis en question par le veto soviétique : l'adoption de la résolution du 31 décembre

<sup>318</sup> TNA, FCO 8/3638/1, Carter to Thatcher, 8th January, 1980.

<sup>319</sup> TNA, FCO 8/3630/3, Burns to Miers, MED, FCO, Iran, 9th January, 1980.

<sup>320</sup> TNA, FCO 8/3630/5, Thatcher to Carter, 10th January, 1980.

<sup>321</sup> AAD, Brewster to State, London 25650, Informal Measures Against Iran, 31st December, 1979.

<sup>322</sup> TNA, FCO 8/3630/3, Burns to Miers, MED, FCO, Iran, 9th January, 1980.

<sup>323</sup> TNA, FCO 8/3630/5a, Gilmour to Thatcher, Possible Western Economic Measures against Iran, 11th January, 1980.

<sup>324</sup> TNA, FCO 8/3630/17, Henderson to FCO, Washington 204, US/Iran and Afghanistan: visit of Cooper and Warren Christopher to London, 12th January, 1980.

<sup>325</sup> TNA, PREM19/135/159, Alexander to Lyne, Call by Mr Warren Christopher, 14th January, 1980.



engage en effet Moscou à permettre le vote de sanctions. Le secrétaire d'État adjoint est convaincu que ces dernières peuvent avoir des effets décisifs sur l'attitude des Iraniens. La Première ministre lui rétorque qu'il est hors de question que son gouvernement fasse passer pour l'heure une nouvelle législation en faveur de mesures volontaires. Elle consent cependant à envisager des mesures sanctionnant le fait que les Iraniens n'ont pas honoré les directives de la résolution du 31 décembre. Quand W. Christopher lui demande s'il peut rapporter au président qu'elle fera son possible pour soutenir les Américains dans leurs objectifs, M. Thatcher le met en garde de ne pas chercher dans ses propos plus qu'il ne s'y trouve.

W. Christopher s'entretient ensuite avec D. Hurd, en compagnie de R. Cooper et Th. Bridge. Le secrétaire d'État adjoint revient sur l'illégalité supposée du veto soviétique et suggère de vérifier si peut être invoqué le United Nations Act de 1946, qui autorise Londres à mettre en place par décret les résolutions votées au titre de l'article 41 de la Charte des Nations unies. Il revient sur les événements en Afghanistan qui renforcent selon lui l'urgence des sanctions. Le ministère d'État britannique répond au contraire que Londres, comme ses partenaires européens, n'est pas convaincu que les sanctions puissent contribuer à la libération des otages mais qu'elles risquent au contraire d'hypothéquer le développement de factions modérées en Iran. Leur application par un nombre réduit de pays les rendrait de plus inefficaces. Tout en reconnaissant la pression exercée sur l'administration par l'opinion, il déclare ne pas vouloir dissimuler ses réserves à son partenaire. Sur la question de l'illégalité du veto, les conseillers juridiques du FCO sont d'avis que l'URSS ne saurait être engagée sans vote de sanctions spécifiques. Il renvoie la réflexion relative à un embargo, relevant des compétences communautaires, aux discussions devant avoir lieu le lendemain entre les ministres européens concernés. Il ajoute que d'autres mesures peuvent néanmoins être envisagées dans la limite des contraintes nationales et communautaires.

W. Christopher s'avoue décontenancé par la réaction britannique. Rappelant le vote du 31 décembre à l'ONU, il déclare ne pas comprendre pourquoi les sanctions d'abord acceptées sont désormais écartées. D. Hurd précise que les Britanniques ont soutenu publiquement les Américains à leur demande et pour soulager la forte pression qu'ils subissent, mais qu'ils ont toujours eu des doutes importants sur la pertinence de leur démarche. Leur expérience des sanctions rhodésiennes a montré que l'effet immédiat des sanctions est souvent de renforcer les pouvoirs en place. La fermeté d'une pression internationale évitant toute provocation inutile qui risquerait de ne laisser aucune marge de manœuvre permettrait en revanche de renforcer l'influence des modérés et confrontant les franges extrémistes à l'échec de leur politique.

Th. Bridges revient ensuite sur les mesures pouvant être prises sans législation préalable. L'embargo sur les ventes d'armes déjà en place pourrait être formalisé en lien avec d'autres pays. Parmi les mesures administratives possibles figurent un renforcement des contrôles migratoires, une réduction du nombre des diplomates accrédités à Londres et une action sur l'aviation civile aux côtés d'autres pays. Un embargo sur le commerce civil ou sur l'exportation de nourriture requerrait une action dans un cadre européen, mais les partenaires du Royaume-Uni n'ont pas montré à ce sujet de signes encourageants : contrairement aux Américains, ils n'ont pas l'habitude d'user du commerce comme d'un outil politique. Toute mesure à ce titre demanderait l'implication parallèle d'autres gouvernements.

W. Christopher déplore que le veto soviétique ait conduit à reconsidérer la pertinence des sanctions. Selon lui, l'idée n'est pas tant de soutenir les États-Unis que d'appliquer le droit international. Les Américains, surpris des troubles créés en Iran par le gel des actifs, entendent avec les sanctions prolonger la confusion économique touchant le pays. D. Hurd répond que les Britanniques ont émis des doutes sur la pertinence des sanctions en amont du veto soviétique, qui n'a donc pas eu d'influence sur leur jugement. Il s'agit par ailleurs de ne pas sacrifier les dernières chances d'un retour à la normale. L'instabilité du pays et la tendance au séparatisme laissent peser le risque d'un recours iranien à l'URSS. L'opprobre internationale qui a répondu à l'invasion soviétique de l'Afghanistan pourrait ainsi être effacé par le soutien que Moscou apporterait à la révolution. Les Américains lisent à l'inverse les liens entre la chute de Kaboul et la crise à Téhéran, considérées toutes deux comme des événements demandant une réaction résolue. D. Hurd s'engage à faire part à ses partenaires européens des positions américaines mais reste inflexible sur les doutes exprimés quant à la volonté américaine d'appliquer les sanctions rejetées<sup>326</sup>.

### 3. Des sanctions condamnées

Le 15 janvier, les réunions à Bruxelles du Conseil européen et du Conseil nord-atlantique ne révèlent pas de changement dans les positions des partenaires européens. Les Français s'affirment hostiles à tout soutien, les Allemands se montrant plus sympathiques à la situation des Américains<sup>327</sup>. Le même jour, le secrétaire au Cabinet Robert Armstrong assiste à Paris à une réunion quadripartite sollicitée par Washington pour aborder les situations iranienne et afghane. Zbigniew Brzezinski y fait part de son impression que les autorités iraniennes commencent à vouloir chercher une solution à la crise des otages. De leur côté, les Américains semblent désormais prêts à considérer un accord au terme duquel, en échange d'une libération des otages, ils consentiraient à une enquête sur les griefs iraniens à leur égard. Le conseiller à la Sécurité nationale n'en rappelle pas moins l'urgence à mettre en place de manière unilatérale les sanctions initialement envisagées, afin de renforcer le sentiment d'isolement des Iraniens<sup>328</sup>.

Le lendemain, à Londres, une réunion du Cabinet restreint entend décider de la suite à donner à la requête américaine de mesures volontaires. Une fois exclues les sanctions supposant la mise en place d'une législation et celles relevant des compétences communautaires, restent à l'étude la réduction des effectifs de l'ambassade iranienne de Londres, jugée être « de la petite bière » par Robert Wade-Gery, l'adjoint de R. Armstrong, un embargo sur les armes, considéré comme onéreux mais probablement inévitable, des contrôles migratoires, pouvant être utiles mais dangereux pour les diplomates britanniques à Téhéran, ainsi qu'une interdiction des vols de l'aviation civile, dont l'intérêt n'est pas écarté.

Les conseillers de la Première ministre notent que ni les Britanniques ni les autres Européens sont

<sup>326</sup> TNA, FCO 58/1933/66, Summary record of a meeting between the Hon. Douglas Hurd CBE, MP, Minister of State, and Mr Warren Christopher, United States Deputy Secretary of State, 14th January, 1980, at 10.30 AM.

<sup>327</sup> TNA, PREM 19/274, Wade-Gery to Thatcher, Iran and Afghanistan, 15th January, 1980.

<sup>328</sup> TNA, PREM 19/135, Armstrong, Note for the Record, 18th January, 1980.

prêts à répondre favorablement aux requêtes des Américains. La pression qu'ils exercent sur les Iraniens semblant mal conçue, cette attitude ne devrait pas influencer la question des otages. En revanche, elle risque d'être mal reçue par Washington et de porter ainsi préjudice à la relation transatlantique<sup>329</sup>. Les Britanniques rejettent la mise en place de nouvelles mesures financières, vue l'attitude scrupuleuse des Iraniens dans ce domaine. Ils récusent la pertinence légale de l'invocation du United Nations Act de 1946 suggérée par Warren Christopher. Ils conviennent de consulter John Graham à Téhéran sur la question de la réduction du nombre des diplomates iraniens à Londres et sur l'imposition de visa aux Iraniens désireux de rentrer au Royaume-Uni. Ils confient au département du Commerce l'analyse d'une interdiction éventuelle des vols de l'aviation civile.

Sur la question de l'embargo sur les armes, le principal problème relève du respect des contrats en cours. Au risque de froisser les Américains, les Britanniques revendiquent une obligation légale et morale pour exclure les armes de tout embargo en l'absence de résolution. Ils s'accordent cependant pour se rapprocher des Français et des Italiens, qui semblent être dans la même situation. L'enjeu est important. Le constructeur Swan Hunter est sur le point de livrer à la marine iranienne le pétrolier ravitailleur Kharg. Le ministère de la Défense reçoit la consigne de recommander au constructeur l'envoi de l'avis de mise à disposition quand de nouveaux retards administratifs ne pourront plus être opposés ; de signifier à Swan Hunter que le vaisseau ne saurait être mis à disposition des Iraniens sans l'aval du gouvernement, car la démarche requiert soit une licence d'exportation, soit une permission royale pour mettre en exploitation le vaisseau au Royaume-Uni ; que le vaisseau ne devrait être délivré qu'à l'issue d'une période de 30 jours, si les otages américains ont été libérés ou si le gouvernement a décidé d'exclure les contrats existants de l'embargo sur les armes ; que le Procureur général serait saisi au cas où la mise à disposition devrait être empêchée pour d'autres raisons. Les Britanniques concluent sur le coût économique de toute mesure de sanctions volontaires, dont ils relèvent la faible urgence aux yeux des autres pays de la région comparativement au danger constitué par l'invasion de l'Afghanistan<sup>330</sup>.

W. Christopher rapporte au comité restreint du CSN la réaction des alliés aux requêtes américaines. Lorsque Richard Cooper présente tous les arguments opposés aux Américains, ces derniers se consolent en notant que les Européens se sont au moins engagés à revoir leur position. Le secrétaire d'État adjoint suggère de poursuivre sur eux un travail de pression en privé. Tel est d'ailleurs le désir du président, qui appelle à réaffirmer l'importance accordée à la question. Jimmy Carter s'est en effet montré mécontent de l'attitude des Européens jusque-là et désireux de les pousser dans leurs derniers retranchements, tout délicat, voire coûteux, que cela puisse devenir<sup>331</sup>. Pendant ce temps, Peter Carrington demande à Nicholas Henderson de s'enquérir de la manière dont les Américains comptent appliquer un embargo : comptent-ils contraindre les entreprises américaines à rompre des contrats ? le gouvernement américain sera-

<sup>329</sup> TNA, PREM 19/274, Wade-Gery to Thatcher, Iran and Afghanistan, 15th January, 1980.

<sup>330</sup> TNA, PREM 19/274, South West Asia, Note of a meeting held at 10, Downing Street, 16th January, 1980, 4 PM.

<sup>331</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H-Files), Box 154, Record of a Special Coordination Committee Implementation/Coordination Group Meeting Washington, 17th January, 1980, 10 a.m.

t-il tenu de verser des compensations en conséquence de la rupture d'un contrat ? quelles actions sont envisagées pour empêcher le contournement de l'embargo ? Le FCO recommande à l'ambassadeur de ne pas suggérer pour autant que le Royaume-Uni est prêt à souscrire à la proposition américaine<sup>332</sup>.

Le 18 janvier, le groupe sur l'Iran réuni par le Cabinet britannique présente son rapport sur les réponses à apporter aux Américains<sup>333</sup>. Le document rappelle l'impossibilité pour le Royaume-Uni de mettre en application les mesures envisagées dans le cadre de la résolution rejetée à New York. Il recommande à ce titre d'insister sur les différences d'appréciation de la stratégie requise plutôt que sur les difficultés légales et les coûts économiques de la mise en place des mesures. Il souligne la nécessité d'une action conjuguée à celle d'autres alliés des Américains afin d'en réduire les risques sur les Britanniques. Il appelle les ministres à statuer sur l'imposition d'un visa aux Iraniens désireux d'entrer au Royaume-Uni. Il les invite à réfléchir à la réduction du nombre de diplomates iraniens au Royaume-Uni, à interdire l'atterrissage d'appareils iraniens sur le territoire et à soutenir un embargo américain sur les exportations de produits alimentaires vers l'Iran, le tout de concert avec d'autres pays. Il suggère de poursuivre la réflexion sur les enjeux légaux et politiques d'un embargo sur les ventes d'armes<sup>334</sup>.

De Washington, N. Henderson rappelle l'importance d'éviter de faire grand cas, qui plus est publiquement, du degré d'accord ou de désaccord avec les États-Unis sur la question des sanctions économiques. Il note que les Allemands sont d'autant plus prêts à soutenir les Américains qu'ils risquent d'être en délicatesse avec eux sur la question de l'Afghanistan, Bonn entretenant avec Moscou une relation particulière. Les Français pourraient sur ce dernier point pencher dans le même sens dans leur volonté de dépassement des blocs. Il s'agit donc pour les Britanniques d'éviter d'apparaître comme une exception chez les partenaires européens des États-Unis sur la question iranienne<sup>335</sup>. De Téhéran, J. Graham rapporte cependant que l'Iran interromprait l'approvisionnement en pétrole des pays appliquant des sanctions. Bien qu'il lui semble préférable que les mesures acceptées par le Royaume-Uni soient appliquées par d'autres pays, l'ambassadeur estime que la différence affecterait plus le degré que la nature de la réponse iranienne : du fait de son passif de proche partenaire des États-Unis et d'ennemi historique de l'Iran, le Royaume-Uni reste de toute manière plus vulnérable que d'autres pays<sup>336</sup>.

Le 22 janvier, le Cabinet britannique rejette finalement l'application de mesures de sanction à titre volontaire. Il oppose aux requêtes américaines la nécessité d'un concert européen et renonce aux leviers diplomatiques envisagés par ailleurs. Plus encore, il autorise Swan Hunter à donner l'avis de mise à disposition du Kharg, se laissant le temps de la réflexion quant à l'octroi d'une licence d'exportation. Londres continue ainsi à préférer ses intérêts aux prétendus allié américain et ennemi iranien.

---

<sup>332</sup> TNA, FCO 8/3594/9, Carrington to Washington, FCO 129, Economic measures against Iran, 17th January, 1980.

<sup>333</sup> TNA, CAB 130 1127, Official Group on Iran, The UK Response to Pressure for Voluntary Measures against Iran, Note by the Secretaries, Cabinet Office, 18th January, 1980.

<sup>334</sup> TNA, CAB 130 1127, Official Group on Iran, The UK Response to Pressure for Voluntary Measures against Iran, Note by the Secretaries, Cabinet Office, 18th January, 1980.

<sup>335</sup> TNA, FCO 8/3630/22, Henderson to FCO, Washington 312, Iran, 19th January, 1980.

<sup>336</sup> TNA, FCO 8/3630/22, Graham to immediate FCO, Tehran 65, Iran, 19th January, 1980.

## Conclusion

Le 17 décembre 1979, sur les pelouses de la Maison-Blanche, Margaret Thatcher rendait hommage au sens de l'État démontré par Jimmy Carter dans sa gestion de la crise des otages depuis le 4 novembre :

« En de tels moments vous avez le droit de regarder vers vos amis pour obtenir leur soutien. Nous sommes vos amis. Nous vous soutenons. Et nous vous soutiendrons. Qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet. »<sup>337</sup>

La réaction des partenaires à la dissolution des équilibres prérévolutionnaires en Iran témoigne en effet d'une volonté convergente de s'accommoder au nouveau régime afin de défendre en parallèle des intérêts fragilisés sans avoir été pour autant hypothéqués. La normalisation engagée souffre de l'entrisme des agents du pahlavisme en Occident, qui perpétuent au-delà de la révolution les passifs de la relation à l'ancien régime impérial et les perspectives d'une restauration controversée. La perte de l'Iran impose une révision conjointe de la stratégie régionale. Les craintes soulevées par un réveil de l'islam inégalement appréhendé sont finalement tempérées par l'obsession du spectre soviétique dans un territoire dont la dissolution menace de faire le jeu de l'entrisme du voisin du Nord. La reconfiguration des équilibres stratégiques s'impose d'autant plus dans une région cruciale pour l'approvisionnement énergétique de l'Occident et continuant à absorber à grand renfort de contrats le génie militaire d'économies en crise.

Les épreuves de la crise des otages consacrent la fracturation de la triangulation diplomatique. Elles imposent un coup d'arrêt brutal aux efforts de normalisation engagés avec le nouveau régime. Elles opposent la protection des intérêts nationaux à la proclamation d'une solidarité transatlantique. Elles mettent en concurrence les pressions intérieure et interalliée, les coûts du soutien et du sacrifice, les risques du consensus et du conflit, les paravents du droit et des dettes, les temps de la politique et de la diplomatie, les règles des communautés internationale et européenne, les crises de l'empire et de l'économie, les urgences de l'action et de l'attente. Elles sanctionnent ainsi les limites de la spécialité d'une relation bilatérale dont l'un ou l'autre des partenaires n'hésite pas à s'émanciper quand elle ne lui semble plus suffisamment à son avantage ailleurs pour justifier les sacrifices qu'elle implique alors.

Les déclarations de soutien de la Dame de fer à un président d'autant plus affaibli en année électorale témoignent en conséquence de la dimension instrumentale de l'invocation de la force d'une amitié héritée. C'est en son nom qu'un sursaut de solidarité transatlantique guide la réaction de chacun des partenaires aux premières heures de la prise d'otages. C'est à ce titre que les Américains s'arrogent le privilège de solliciter un soutien dépassant la rhétorique convenue au point de dépenser le capital de compassion que l'épreuve de la débâcle lui avait accordé. C'est par son pouvoir que les Britanniques revendiquent une voix discordante au chapitre des sanctions, en négociant l'inflexibilité de la défense des intérêts nationaux contre l'indéfectibilité du soutien apporté dans la clandestinité et affiché sur les pelouses de la Maison-Blanche. La crispation croissante de la triangulation diplomatique témoigne ainsi des limites d'une « relation spéciale » qui pèse au-delà dans la réinvention des relations régionales.

---

<sup>337</sup> TNA, PREM 19/127, Henderson to FCO, Washington retract 13, 17th December, 1979.



## Chapitre 6

### LA RECOMPOSITION CONTRARIÉE DES RELATIONS RÉGIONALES (1980-1981)

Alors qu'il s'apprête à quitter la Maison-Blanche, Jimmy Carter écrit à Margaret Thatcher afin de lui exprimer sa gratitude pour le soutien, les conseils et l'amitié qu'elle lui a témoignés depuis 1979 :

« Nos rencontres et nos échanges fréquents ont été pour moi une source de grande force, ainsi qu'une réaffirmation du partage par nos deux peuples des mêmes valeurs et des mêmes idées.

« Nous avons ces dernières années fait face ensemble à des problèmes internationaux sensibles. Je crois que l'Alliance a réussi dans un élan d'unité remarquable à répondre à l'adversité, dans une large mesure sous l'influence de votre action. Je vous souhaite le meilleur pour aborder les défis devant nous. »<sup>1</sup>

Défait par le candidat du parti républicain Ronald Reagan aux élections de novembre 1980, le président américain abandonne le pouvoir au terme d'un mandat dont le rythme aura été largement contraint par les conséquences de la crise iranienne. L'incapacité à réunir un consensus international nécessaire à l'imposition de sanctions pour faire plier les autorités iraniennes conduit à l'enlisement des négociations pour la libération des otages américains. Elle contrarie de ce fait les perspectives de normalisation diplomatique avec un partenaire dont l'importance stratégique demeure en dépit de la révolution. L'invasion par l'armée irakienne du territoire iranien en septembre 1980 conduit au déclenchement d'un conflit qui participe de la déstabilisation du golfe Persique et continue à menacer les intérêts des Occidentaux. Elle confronte ces derniers à la nécessité de réinventer les moyens d'une présence régionale pour compenser la disparition du pilier iranien qui l'avait en partie sous-tendue jusqu'à la fin des années 1970.

Si la crise des otages lui a probablement coûté sa réélection, ne serait-ce que pour avoir jeté un trouble sclérosant sur la fin de son mandat, le président note qu'elle a au moins permis de démontrer la force de « relations spéciales » fondées sur la défense de principes communs. La variable transatlantique n'apparaît pourtant par toujours comme un élément constructif dans les efforts menés par le Royaume-Uni et les États-Unis, moins conjointement que concurremment, afin de restaurer les bases de leur influence régionale. Sur quelles limites achoppe le front commun opposé par les partenaires transatlantiques à la République islamique dans les négociations pour la libération des otages ? Dans quelle mesure les ressorts traditionnels des « relations spéciales » participent à la résolution de la crise ? Quelle influence a la relation à l'Iran du partenaire transatlantique sur les efforts déployés par son homologue afin de faire entendre sa voix à Téhéran ? Quelle est la hiérarchie des valeurs que les alliés promeuvent et des intérêts qu'ils défendent dans leur appréhension des nouveaux habits de la région ? Comment Londres et Washington réagissent-ils au déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak ? Sous quelles formes les Américains et les Britanniques envisagent-ils de répondre à la déstabilisation provoquée par le conflit ? Quels équilibres sous-tendent la nouvelle architecture de sécurité ménagée dans le golfe Persique ?

Ce chapitre analysera comment le Royaume-Uni et les États-Unis conçoivent la perpétuation de leur influence auprès d'acteurs qui revendiquent une émancipation des formes de leur tutelle passée.

---

<sup>1</sup> CAC, THCR 3/1/12(i)/13, Carter to Thatcher, 13th January, 1981.

## I. L'ostracisation controversée de la République islamique (1980)

Avec l'enlisement de la crise continuant à peser les désaccords de fond entre les alliés, révélés par la définition difficile des modalités de la condamnation internationale de la prise d'otages. Comment chacun cherche-t-il à s'émanciper de l'autre dans son travail de réfection de sa relation à l'Iran ?

### A. Les risques de dissolution du lien diplomatique

#### 1. La peau de chagrin

Le refroidissement des relations entre Washington et Téhéran conduit Londres à modérer par solidarité les formes de son travail de normalisation diplomatique sans pour autant y renoncer. L'enlisement de la crise aboutit cependant à l'usure des voies de la diplomatie et à l'avivement des tensions trilatérales.

La réduction des formes de représentation apparaît comme un levier de pression contre les autorités iraniennes, dont l'usage n'est pourtant pas dénué d'inconvénients pour chacun des alliés. Pour prévenir d'éventuelles réactions iraniennes au vote à l'ONU, les Britanniques envisagent dès le début du mois de janvier la fermeture de leur ambassade et le transfert à un pays ami de la gestion de leurs intérêts en Iran. Consultés, les Américains rappellent que la présence de John Graham dans le pays a été inestimable. Ils saluent le sérieux de son jugement et de ses analyses. Nicholas Henderson confirme avoir reçu de manière unanime de vifs éloges à son sujet : au plus haut niveau, notamment, la communauté du renseignement regretterait la perte de ses contributions. Les démarches successives des ambassadeurs présents dans le pays sont par ailleurs vues comme essentielles pour maintenir le contact avec les autorités<sup>2</sup>.

Les choses changent lorsque ces dernières envisagent de faire subir un interrogatoire au chargé d'affaires Bruce Laingen, maintenu en résidence surveillée au ministère des Affaires étrangères. Les ambassadeurs sur place se réunissent pour envisager la ligne à suivre<sup>3</sup>. Le FCO s'oppose au retrait des représentations. Bien que la mesure aurait été justifiable pour des raisons sécuritaires, elle paraît aux Britanniques inadaptée comme geste politique : Téhéran pourrait s'en réjouir, car elle conduirait au départ de nombreux étrangers, mais les possibilités de rétablir le dialogue en seraient d'autant plus affectées. La fermeture des ambassades des Neuf ne saurait d'ailleurs faire grande pression sur le gouvernement lui-même, mais plutôt sur leurs usagers : le 7 janvier, la section consulaire de l'ambassade britannique a été attaquée par des manifestants mécontents de la fermeture du consulat qui assurait la gestion de l'admission des Iraniens au Royaume-Uni. Londres suggère pour l'instant de s'en tenir à une présence prudente sur le terrain<sup>4</sup>. Quelques jours plus tard, le FCO recommande cependant, dans le cas où B. Laingen serait

<sup>2</sup> TNA, FCO 8/3665/2, Henderson to immediate FCO, Washington 23, US/Iran: position of Western embassies, 3rd January, 1980.

<sup>3</sup> TNA, FCO 8/3617/7, Graham to FCO, Tehran 12, US/Iran: position of western embassies, 6th January, 1980.

<sup>4</sup> TNA, FCO 8/3665/7, Carrington to Washington, FCO 48, EEC/Iran: position of Western embassies, 7th January, 1980.



transféré vers l'ambassade américaine, de suggérer à J. Graham de rentrer à Londres pour consultations, de préférence de concert avec ses homologues européens. La mesure semble un compromis satisfaisant aux pays de la Communauté, réticents comme les Britanniques à fermer leurs représentations<sup>5</sup>.

Deux mois plus tard, la question d'une fermeture des ambassades se pose à nouveau quand Washington requiert de ses alliés la mise en place unilatérale de sanctions. Peter Constable, chargé de l'Iran au département d'État, confie à Massachusetts Avenue que les États-Unis ont envisagé d'inclure la mesure à une résolution contraignante<sup>6</sup>. Le 27 mars, Jimmy Carter écrit à Margaret Thatcher, Helmut Schmidt, Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Elliott Trudeau et Masayoshi Ohira pour leur suggérer une rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. Warren Christopher reçoit ensuite les ambassadeurs britannique, français et ouest-allemand à Washington. Nicholas Henderson regrette que la proposition ait été présentée sans consultation préalable. Il rappelle que Londres y avait songé à l'invitation de la présidence des Neufs mais s'y était montré opposé, ce que les Britanniques n'auraient pas manqué de faire savoir s'ils avaient été consultés au préalable. Le procédé risque ainsi de laisser transparaître les divergences transatlantiques, de créer un ressentiment interallié voire de profiter aux preneurs d'otages. Washington n'exclue en tout cas pas une rupture de relations avec Téhéran indépendamment de la décision des alliés. L'ambassadeur britannique évoque l'idée d'un absentéisme aux rencontres internationales où l'Iran est représenté<sup>7</sup>. À Téhéran, les ambassadeurs reprennent la suggestion de N. Henderson dans le cas où des sanctions resteraient exclues en l'absence de résolution onusienne. Ils proposent également de renforcer les restrictions à l'immigration, voire de retirer les ambassadeurs et de fermer les représentations. Les échanges restent cependant peu concluants, faute de réussir à aboutir à une recommandation commune<sup>8</sup>.

À Londres, les différents départements du FCO réfléchissent à la pertinence de l'idée de boycott. Le département des relations financières souligne ses mérites du point de vue du dialogue Nord-Sud. La mesure témoignerait des inquiétudes américaines sans pour autant causer de véritables dommages. La question du délai au terme duquel elle pourrait avoir un effet est cependant problématique : le retrait américain des réunions prévues à l'ONU au printemps serait remarqué sans être gênant ; l'absence des États-Unis de la session spéciale prévue à l'été et du cycle de négociations consécutif aurait un impact mais paraît trop lointaine ; le boycott américain du comité intérimaire du FMI le 25 avril serait quant à lui embarrassant, car il empêcherait de statuer sur des questions monétaires internationales plus importantes pour les Occidentaux que pour le reste du monde<sup>9</sup>. Le département des Nations unies rappelle que les Occidentaux ont jusque-là défendu à New York une politique d'inclusion, notamment contre la volonté de bannir de ses rangs Israël ou l'Afrique du Sud exprimée par les pays africains et arabes. Ces derniers pourraient ainsi ne pas comprendre le refus américain de siéger face à l'Iran. Dans le domaine du désarmement, l'absence américaine accroîtrait le fardeau sur les alliés sans permettre de progrès

---

<sup>5</sup> TNA, Miers to Bullard, U.S. charge d'affaires, Tehran, 10th January 1980.

<sup>6</sup> TNA, FCO 8/3665/10, Henderson to FCO, Washington 1170, US/Iran, 19th March, 1980.

<sup>7</sup> TNA, FCO 8/3584/189, Henderson to FCO, Washington 1257, 4-Power Consultations in Washington, 27th March, 1980.

<sup>8</sup> TNA, FCO 58/1934/130, Graham to FCO, Tehran 359, US/Iran – EC discussions, 8th April, 1980.

<sup>9</sup> TNA, FCO 8/3583/130, Bayne to Tatham, US/Iran, 13th March, 1980.

véritables. Le retrait des États-Unis de la conférence sur le droit de la mer en cours aurait des effets considérables sur les questions militaires et commerciales. Les conférences internationales sur la Rhodésie et l'Afghanistan seraient également perturbées, comme de nombreuses autres réunions techniques dans différents domaines. Dans ces circonstances, il s'agirait de signifier aux Américains l'importance de veiller à réduire les conséquences négatives de la décision qu'ils pourraient prendre<sup>10</sup>. À Washington, la délégation britannique auprès du FMI et de la BIRD relève que l'absence des Américains ou de leurs alliés des réunions organisées dans le cadre de ces instances serait contre-productive : elle laisserait le pouvoir de décision aux mains de pays en voie de développement, heurtant ainsi davantage les intérêts des Occidentaux que ceux des Iraniens<sup>11</sup>. Le département rejette finalement la proposition, qui compromettrait trop les intérêts britanniques sans avoir d'influence réelle sur la libération des otages<sup>12</sup>.

## 2. La pompe de circonstance

Malgré la réticence observée à traduire dans des initiatives diplomatiques contraignantes la solidarité revendiquée envers les Américains, les Britanniques ne perdent pas de vue la question des otages dans leur dialogue avec les autorités de la République islamique.

Le 25 janvier 1980, Abolhassan Bani Sadr est élu à la présidence de la République islamique. Le FCO recommande l'envoi par la Première ministre d'un message de félicitations témoignant du respect britannique pour le nouveau gouvernement iranien : le président-élu est d'ailleurs convaincu de la nécessité de résoudre la crise des otages<sup>13</sup>. John Graham note néanmoins que le message risque de choquer les opinions publiques américaine et britannique. Parce qu'il est le premier président de l'histoire iranienne, l'ambassadeur suggère plutôt de remettre lui-même une lettre aux autorités iraniennes, sur instruction de Londres. Il propose un texte évoquant le respect des intérêts de chacun, des obligations internationales et de la non-ingérence dans les affaires des autres pays<sup>14</sup>. Étant donné sa position sur la question des otages, Margaret Thatcher transmet finalement à A. Bani Sadr « ses sincères félicitations à l'occasion de son élection comme premier président de la République islamique d'Iran »<sup>15</sup>.

Le 11 février 1980 doivent avoir lieu les célébrations du premier anniversaire de la révolution. Pour l'occasion, les diplomates américains affectés dans les pays où elles sont organisées font pression sur leurs alliés pour qu'ils boycottent les festivités. Au Koweït, John Cambridge a d'ailleurs pris l'initiative de ne pas rendre la visite de courtoisie que son collègue iranien lui avait faite à son arrivée<sup>16</sup>. L'ambassade iranienne de Londres se rapproche du FCO pour inviter des hauts-fonctionnaires aux célébrations

<sup>10</sup> TNA, FCO 58/1934, Wiseman to Bayne, US/Iran: possible US withdrawal from international meetings, 18th March, 1980.

<sup>11</sup> TNA, FCO 8/3584/194, Arculus to FCO, UK DEL IMF/IBRD Washington 81, Iran, 28th March, 1980.

<sup>12</sup> TNA, FCO 58/1934, UND, FCO, Iran: Boycott of international meetings at which Iran is represented?, 15th April, 1980.

<sup>13</sup> TNA, FCO 8/3594/20, Lever to Alexander, 28th January, 1980.

<sup>14</sup> TNA, FCO 8/3594, Graham to FCO, Tehran 101, Message of congratulation, 29th January 1980.

<sup>15</sup> TNA, PREM 19/274, Carrington to Tehran, FCO 55, 29th January 1980.

<sup>16</sup> TNA, FCO 8/3594/18, Cambridge to FCO, Kuwait 58, Iran, 2nd February, 1980.

envisagées. Au département du Moyen-Orient, David Miers relève que, malgré l'obstacle opposé par la prise d'otages au développement de relations normales avec l'Iran, le Royaume-Uni doit travailler sur le long terme. Un boycott des célébrations serait ainsi incohérent avec les objectifs de normalisation. Il recommande donc d'honorer l'invitation par la seule présence de représentants subalternes du gouvernement et du service diplomatique. Il s'agirait de plus de signifier au chargé d'affaires iranien à Londres, Gholam-Ali Afrouz, les raisons ayant présidé à la décision. Pressentant la sensibilité des Américains sur le sujet, D. Miers suggère de convenir rapidement d'une ligne commune aux Neuf pour présenter à Washington la décision de Londres comme partagée par l'ensemble des partenaires de la Communauté<sup>17</sup>.

À Téhéran, J. Graham rapporte qu'aucun de ses collègues n'a été approché par les Américains. Prévaux sur place l'idée que les diplomates ne sauraient décliner une invitation du gouvernement. L'ambassadeur se félicite cependant que le programme ne semble pas encore associer le corps diplomatique aux célébrations envisagées<sup>18</sup>. Il reçoit l'autorisation d'honorer le cas échéant une invitation des autorités<sup>19</sup>. Pendant ce temps, à la Commission politique de l'OTAN, l'Américain Glenn Cella confirme que les États-Unis entendent décliner les invitations éventuelles et comptent sur leurs alliés pour ne pas les honorer non plus afin de démontrer leur solidarité<sup>20</sup>. Peter Carrington décide finalement de limiter la participation aux réceptions aux membres du service diplomatique qui se trouvent en relation de travail avec les ambassades de la République islamique. Attaché à l'observation d'une ligne commune, il recommande une directive équivalente aux autres départements gouvernementaux, aux missions britanniques à l'étranger et aux forces armées<sup>21</sup>. Le 8 février, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient John Moberly informe le chargé d'affaires iranien de la position britannique<sup>22</sup>. G.-A. Afrouz la reçoit en déclarant espérer une résolution rapide de la crise des otages. Le FCO mandate Martin Williams, Frances Grier et Stephen Lamport aux festivités de Prince's Gate. S. Lamport rend compte d'une cérémonie sobre, dans son organisation comme dans son offre de boissons. Les murs de l'escalier conduisant à la salle de réception sont ornés de photographies montrant les exécutions des élites de l'ancien régime. Le clou du spectacle est un gâteau rectangulaire orné d'un slogan « à la gloire de la République islamique d'Iran », auquel les invités, dans leur majorité, font leur possible pour ne pas goûter<sup>23</sup>.

La question de la ligne politique à suivre se pose à nouveau lorsque les autorités iraniennes décrètent le 1<sup>er</sup> avril jour de la République islamique. La reine envoie en effet traditionnellement à l'occasion de leurs fêtes nationales un message aux pays avec lesquels le Royaume-Uni entretient des relations diplomatiques<sup>24</sup>. Dix jours avant les célébrations, le FCO adresse à ses fonctionnaires des instructions

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/3594/19 Miers to Moberly, Iran: anniversary celebrations, 4th February, 1980.

<sup>18</sup> TNA, FCO 8/3594/31, Graham to FCO, Tehran 129, Iran anniversary celebrations, 8th February, 1980.

<sup>19</sup> TNA, FCO 8/3594/42, Carrington to Abidjan, FCO 15, Iranian Anniversary Celebrations, 8th February, 1980.

<sup>20</sup> TNA, FCO 8/3594/33, Femm to Lamport, Iranian Revolution: anniversary celebrations, 6th February, 1980

<sup>21</sup> TNA, PREM 19/275, Lever to Prime Minister's Private Secretary, 8th February, 1980.

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/3594/42, Moberly to Miers, Iranian Reception on the occasion of the first anniversary of the Revolution, 8th February, 1980.

<sup>23</sup> TNA, FCO 8/3569/49, Lamport to Reddaway, Anniversary of Islamic Revolution, 14th February, 1980.

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/3570/63, Lamport to Reddaway, Islamic Republic Day, 22nd February, 1980.

équivalentes à celles énoncées à l'occasion du premier anniversaire de la révolution<sup>25</sup>. Le 31 mars, le département d'État américain demande cependant à Londres de boycotter l'événement<sup>26</sup>. Le FCO fait savoir à Grosvenor Square que les consignes ont déjà été envoyées et qu'il est trop tard pour les modifier, même s'il entend toujours témoigner de sa solidarité envers les Américains. Également approchés par Washington, les autres alliés européens restent aussi sur la position de février<sup>27</sup>.

La prégnance de la variable américaine dans les voies tortueuses de la normalisation britannique apparaît enfin dans la correspondance officielle entre Londres et Téhéran. Au début du mois de mai, le président iranien écrit à M. Thatcher pour saluer la levée du siège de l'ambassade iranienne de Prince's Gate. La Première ministre ne manque pas de faire allusion dans sa réponse à la situation des otages américains<sup>28</sup>. Le 17 juin, à l'occasion de l'anniversaire de la reine Élisabeth II, le ministre iranien des Affaires étrangères Sadegh Ghotbzadeh écrit à son homologue P. Carrington pour lui transmettre ses « sincères félicitations » et ses « meilleurs vœux de santé et de succès et pour le bien-être du peuple du Royaume-Uni »<sup>29</sup>. Sur recommandation du FCO est envoyée une réponse brève référant indirectement à la détention des otages américains, afin de signifier l'importance que Londres y attache encore<sup>30</sup>.

### 3. La désunion des nations

La pression que les États-Unis font porter sur les instances internationales sollicitées afin d'accélérer la résolution de la crise des otages par les voies de la diplomatie participe de l'aggravation des tensions entre Londres, Washington et Téhéran. L'attitude britannique visant à ménager tant son partenaire transatlantique que sa politique iranienne conduit en effet à gripper la mécanique des négociations.

Dès le début de l'année, Anthony Parsons rapporte que la session à venir de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, du 4 février au 14 mars, pourrait fournir un cadre aux enquêtes sur le régime du shah auxquelles les révolutionnaires aspirent. L'instance, apte à mandater des groupes d'enquête composés de membres indépendants, a été lourdement critiquée en Iran pour son inaction passée à l'endroit de l'autoritarisme impérial. A. Parsons rappelle que les États-Unis se sont montrés ouverts à une enquête sous la condition d'une libération préalable des otages. Dans un contexte tendu par la volonté d'imposer des sanctions contraignantes à l'ONU, les probabilités semblent faibles de voir d'une part les Iraniens consentir à une libération des otages avant l'ouverture d'une enquête, d'autre part les Américains faire

<sup>25</sup> TNA, FCO 8/3595/66, Carrington to Abidjan, FCO 31, Iran national day celebrations, 21st March, 1980.

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/3584/195, Miers to Moberly, Iran, 31st March, 1980.

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/3595/70, Lamport to Miers, Iran national day celebrations, 31st March, 1980.

<sup>28</sup> TNA, FCO 8/3587/373, Carrington to Tehran, FCO 282, 7th May, 1980. Du 30 avril au 5 mai, un groupe armé revendiquant l'indépendance de la province du Khuzestân détient en otages 26 personnes. Il réclame la libération des prisonniers du Khuzestân et la possibilité de quitter librement le Royaume-Uni. Le gouvernement britannique refuse l'ultimatum et assiège l'ambassade. L'exécution de l'un des otages déclenche un assaut des forces spéciales, qui cause la mort d'un autre otage et de 5 des 6 ravisseurs, conduisant à la levée du siège et à la libération des derniers otages.

<sup>29</sup> TNA, FCO 8/3595/72, Afroz to Carrington, 17th June, 1980. L'anniversaire de la souveraine, née le 21 avril 1926, est traditionnellement célébré par une parade militaire le deuxième samedi du mois de juin.

<sup>30</sup> TNA, FCO 8/3595/73, Lamport to Miers, Message from the Iranian Foreign Minister, 19th June, 1980.

confiance à la promesse de libération une fois lancés les travaux préliminaires de la Commission<sup>31</sup>.

À Téhéran, John Graham suggère de soutenir l'action du secrétaire général de l'ONU par une campagne de pression diplomatique. Il propose de se rapprocher à cet effet de ses homologues des Neuf et du représentant de l'ONU en Iran<sup>32</sup>. Selon A. Parsons, l'heure n'est cependant pas encore venue d'impliquer les Américains, qui semblent pour l'heure uniquement intéressés par l'imposition de sanctions, ce qui est peu à même de convaincre les Iraniens que leurs doléances recevront l'attention internationale espérée<sup>33</sup>. Au FCO, Peter Carrington recommande néanmoins de les consulter au sujet du pays le plus à même d'agir en tant qu'intermédiaire. Les partenaires européens semblent disqualifiés du fait de leur étroite association avec Washington, qui ruinerait la procédure : leur soutien semble cependant nécessaire. Les candidats les plus crédibles seraient les pays conservant de bonnes relations avec Téhéran et possédant un accès à Sadegh Ghotbzadeh, au Conseil révolutionnaire, voire à l'ayatollah Khomeini lui-même. Le secrétaire d'État envisage notamment l'Organisation de libération de la Palestine, qui s'est déjà proposée comme intermédiaire avec le chef de la révolution ou un pays islamique comme la Syrie ou le Pakistan<sup>34</sup>. Consulté par Nicholas Henderson, le département d'État réserve sa réponse tout en convenant de l'intérêt des propositions britanniques<sup>35</sup>. Le 25 janvier, A. Parsons rapporte que les États-Unis semblent vouloir moins utiliser la Commission comme un forum permettant aux Iraniens d'exprimer leurs doléances que comme un levier permettant d'obtenir la libération de leurs otages. Le diplomate suggère à sa hiérarchie d'abandonner pour l'heure l'idée de la commission d'enquête pour ne pas risquer de court-circuiter les initiatives menées en sous-main afin d'établir les bases d'une négociation<sup>36</sup>.

À Londres, David Newsom est reçu par le ministre d'État Douglas Hurd et le sous-secrétaire d'État permanent Donald Maitland. Le diplomate américain, tout en reconnaissant l'intérêt que pourrait avoir un geste symbolique envers les Iraniens, campe sur la position selon laquelle la libération préalable des otages est impérative. Il ajoute que l'anticiper impliquerait de légitimer indirectement la prise en otage<sup>37</sup>. Quelques jours plus tard, à Washington, Henry Precht confie pourtant à Massachussets Avenue que le groupe de travail Iran du département d'État n'exclut pas encore l'option de la Commission<sup>38</sup>. Devant les contradictions de l'approche américaine, le département du Moyen-Orient suggère de continuer à échanger avec les Américains en les assurant que les Britanniques s'en remettront en dernier lieu à leur jugement sur la manière de procéder<sup>39</sup>. Le lendemain, une lettre de Grosvenor Square accompagnée d'un

<sup>31</sup> TNA, FCO 8/3643/1, Parsons to FCO, UK MIS New York 81, Iran hostages and the Human Rights commission, 10th January, 1980.

<sup>32</sup> TNA, FCO 8/3643/2, Lamport to Miers, Iran: possible action in the UN Human Rights commission, 10th January, 1980.

<sup>33</sup> TNA, FCO 8/3643/4, Parsons to FCO, Tehran 107, Iran hostages and the Human Rights commission, 14th January, 1980.

<sup>34</sup> TNA, FCO 8/3643/6, Carrington to UK MIS New York, FCO 60, Iran: hostages and the Human Rights commission, 16th January, 1980.

<sup>35</sup> TNA, FCO 8/3643/7, Henderson to FCO, Washington 264, Iran: hostages and the Human Rights commission, 17th January, 1980.

<sup>36</sup> TNA, FCO 8/3581/37, Parsons to FCO, UK MIS New York 171, Iran hostage and the Human right commission, 17th January, 1980.

<sup>37</sup> AAD, Brewster to State, London 01879, Discussion with UK on Iran, 25th January, 1979.

<sup>38</sup> TNA, FCO 8/3581/43, Henderson to FCO, Washington 459, US/Iran, 29th January, 1980.

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/3643/10, Miers to Moberly, Iran and the Human Rights commission, 31st January, 1980.

câble américain vient corriger les doutes levés par H. Precht sur la position de D. Newsom<sup>40</sup>. Il apparaît que Washington et Téhéran semblent vouloir utiliser la Commission comme le champ d'une bataille de propagande. La difficulté est que les Américains semblent considérer comme acquis le soutien des Britanniques à leur refus d'inscrire, avant la libération des otages, l'enquête sur les abus du régime impérial à l'agenda de la Commission. Le FCO recommande à sa mission à Genève de soutenir l'approche américaine mais de ne pas écarter l'idée de la Commission dans la mesure où le refus des États-Unis pourrait précipiter une libération des otages, donc permettre *in fine* l'organisation d'une enquête<sup>41</sup>.

Le 18 février, l'ONU mandate une commission destinée à entendre les griefs des Iraniens à l'encontre du régime impérial. Une fois mises par écrit les doléances, la commission doit rencontrer à Téhéran le Conseil révolutionnaire et lui signifier que le document pourra être transmis à l'ONU quand les otages seront remis au gouvernement iranien pour être libérés le jour de la publication des doléances. Cyrus Vance confie à Margaret Thatcher qu'il espère ainsi aboutir à une libération rapide<sup>42</sup>. L'ayatollah Khomeini refuse cependant de donner à la commission l'autorisation de rendre visite aux otages. Les diplomates suspendent leurs travaux à Téhéran, prenant acte de ce nouveau coup d'arrêts aux tentatives de résoudre par les voies de la diplomatie un conflit qui en sanctionne jusque-là les impasses<sup>43</sup>.

## B. La mise en place réticente de sanctions volontaires

### 1. Contexte d'adoption

L'usure des voies de la diplomatie conduit Washington à prendre acte de leur inefficacité pour fonder le recours à une politique de sanctions controversée. Inscrite dans la tradition politique américaine depuis l'imposition de mesures équivalentes contre la Corée puis Cuba dans les années 1950, la politique de sanctions est plus étrangère à la culture britannique. Les résistances opposées à leur application et les négociations sur leurs modalités font ainsi naître entre les alliés les germes d'une dispute diplomatique.

Prenant acte de l'enlisement de la démarche de la Commission d'enquête de l'ONU, le président américain avertit dès le 13 mars qu'il pourrait envisager de renouer avec la politique de sanctions. Il appelle d'ici-là ses alliés à maintenir les mesures appliquées de manière unilatérale. Le FCO recommande alors la rédaction d'un rapport au sujet des implications de la crise sur les intérêts britanniques<sup>44</sup>.

Deux semaines plus tard, Jimmy Carter écrit à Margaret Thatcher qu'il entend, face à l'intransigeance des Iraniens, mettre en place des mesures plus fortes : des sanctions économiques formelles telles qu'envisagées par la proposition américaine de résolution ; la liquidation des réclamations contre l'Iran à

<sup>40</sup> TNA, FCO 8/3643/12, Miers to Maintland, Iran and the Human Rights commission, 1st February, 1980.

<sup>41</sup> TNA, FCO 8/3643/15, Carrington to UK MIS Geneva, FCO 37, 36th session of the UN Human Rights commission: Iran, 4th February, 1980.

<sup>42</sup> TNA, PREM 19/383, Memorandum of Conversation, Thatcher-Vance, 21st February, 1980.

<sup>43</sup> TNA, PREM 19/275, Carter to Thatcher, 13th March, 1980.

<sup>44</sup> TNA, FCO 8/3630/43, Miers to Moberly, Iran, 14th March, 1980.

l'aide des actifs gelés ; l'expulsion des diplomates et officiers consulaires iraniens en poste aux États-Unis. Il déclare compter sur le soutien de ses alliés pour ne pas avoir à recourir à des mesures plus fortes. Il appelle à une coordination de l'action des alliés<sup>45</sup>. Le lendemain, Robert Morris, chargé des affaires économiques à Grosvenor Square, informe Thomas Bridge que les Britanniques devraient être contactés pour mettre en place de nouvelles mesures. Le sous-secrétaire d'État lui répond que Londres continue de douter de l'utilité de sanctions économiques. Il s'inquiète de la perspective de voir interrompu l'approvisionnement en pétrole iranien, dont le Royaume-Uni dépend davantage que les États-Unis<sup>46</sup>.

Les mêmes réserves sont exprimées par M. Thatcher à J. Carter, qui s'entretiennent par téléphone le 28 mars<sup>47</sup>. Le président avance la nécessité de montrer aux Iraniens la gravité de la situation. La Première ministre se montre sceptique quant à l'effet de sanctions sur les preneurs d'otages, alors qu'elles risquent de fragiliser le gouvernement en place. Elle s'engage cependant à exprimer au président iranien ses inquiétudes et à encourager ses partenaires européens à faire de même. Elle exhorte en revanche J. Carter à ne pas s'engager précipitamment dans une rupture de relations ou dans des sanctions économiques qui hypothéqueraient le succès de la diplomatie et auraient de graves conséquences régionales<sup>48</sup>. Le 1<sup>er</sup> avril, le groupe sur l'Iran du Cabinet britannique remet son rapport sur les réponses à apporter aux nouvelles requêtes américaines de mesures économiques. Il convient que les directives financières informelles peuvent être maintenues de manière indéfinie. En revanche, les coûts et les risques d'une rétention du matériel militaire en vertu de l'embargo sur les équipements de défense pourraient monter rapidement<sup>49</sup>.

Le même jour, dans un discours donné à l'occasion de la fête nationale iranienne, le président Bani Sadr déclare que les otages doivent être confiés aux bons soins du gouvernement. L'annonce conduit Washington à reporter l'imposition de sanctions. Cyrus Vance remercie Peter Carrington pour le soutien dont Londres a fait preuve et l'encourage à continuer à faire pression sur Téhéran<sup>50</sup>. Réticent à l'idée d'envoyer à nouveau un message, le FCO s'en remet à John Graham pour agir au niveau qu'il considère pertinent<sup>51</sup>. Londres continue à espérer que Washington se retiendra de sanctionner l'Iran trop vite<sup>52</sup>.

Le 6 avril, J. Carter informe M. Thatcher de son intention d'appliquer les sanctions si le transfert des otages promis par les Iraniens n'est toujours pas effectué le lendemain<sup>53</sup>. Il rentre de Camp David déterminé à rompre les relations diplomatiques, à expulser les diplomates iraniens et à imposer des sanctions économiques, avec le soutien des alliés<sup>54</sup>. Le 8 avril, Grosvenor Square présente au FCO l'aide-mémoire

---

<sup>45</sup> TNA, PREM 19/275, Carter to Thatcher, 25th March, 1980.

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/3630/44a, Bridges to Miers, Iran, 26th March, 1980.

<sup>47</sup> TNA, PREM 19/275, Telephone conversation, Thatcher-Carter, 28th March, 1980

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/3631/52, Carrington to Washington, FCO 621, Reply to President Carter's message of 25 March, 29th March, 1980.

<sup>49</sup> TNA, PREM 19/275, Armstrong to Thatcher, Review of the United Kingdom Response to Pressure for Voluntary Measures against Iran, 1st April, 1980.

<sup>50</sup> TNA, FCO 8/3631/54, Vance to Carrington, 2nd April, 1980.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/3631/56, Carrington to Tehran, FCO 218, US/Iran, 2nd April, 1980.

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/3585/206, Carrington to Washington, FCO 655, US/Iran, 5th April, 1980.

<sup>53</sup> TNA, PREM 19/275, Carter to Thatcher, 6th April, 1980.

<sup>54</sup> JORDAN Hamilton, *Crisis, the last year of the Carter presidency*, New York, Putnam, 1982, p. 247.

sur les sanctions contre l'Iran. Ian Gilmour, adjoint du secrétaire d'État, réaffirme le scepticisme de Londres sur la légalité et l'applicabilité des sanctions, ainsi que ses réserves à l'idée de ruiner les dernières chances de la diplomatie. La question du pétrolier ravitailleur Kharg, devant être livré à la fin de la semaine, est également évoquée<sup>55</sup>. I. Gilmour confirme cependant que le Royaume-Uni continuera d'appliquer les mesures déjà en place aux chapitres financier et pétrolier. Interrogé sur les « mesures supplémentaires » auxquelles les Américains pourraient avoir recours, l'ambassadeur Brewster assure à son interlocuteur qu'une option militaire et un blocus de l'Iran sont hors de propos car trop risqués<sup>56</sup>.

Face à la pression américaine, Londres accueille volontiers la perspective d'une réunion informelle entre les ministres des Affaires étrangères des Neuf, à Lisbonne, le 10 avril, afin d'échanger sur le sujet des sanctions et d'harmoniser leurs positions<sup>57</sup>. En amont de cette rencontre, le FCO réaffirme son scepticisme quant aux mesures mises en place par les Américains, qu'il ne juge ni raisonnables, ni désirables. L'interprétation des événements en Iran apparaît très différente de part et d'autre de l'Atlantique. Pour les Britanniques, l'accroissement de la pression pourrait conduire à une détérioration de la situation et à un renforcement des franges extrêmes à droite ou à gauche du gouvernement. Londres craint que l'échec de cette nouvelle initiative ne rapproche encore plus les États-Unis de la perspective d'une action militaire aux conséquences redoutées. Par ailleurs, le Royaume-Uni a par le passé refusé d'appliquer des sanctions contre Israël et l'Afrique du Sud, politique à l'encontre de laquelle irait leur application dans le cas iranien. Les sanctions économiques envisagées par les Américains nécessiteraient enfin la présentation d'une législation à Westminster<sup>58</sup>.

La crispation latente éclate de manière anecdotique dans la mauvaise interprétation faite par les Américains des informations communiquées par Londres au sujet du Kharg. Lorsque Kingman Brewster lui indique que le département d'État accueillerait avec « consternation et déception » la vente du vaisseau, I. Gilmour se déclare surpris que les Américains pensent la décision prise. Conscient de la sensibilité de la question outre-Atlantique, il s'engage à les tenir informés mais leur recommande d'éviter toute publicité pour ne pas rendre à Londres la tâche plus difficile<sup>59</sup>. K. Brewster reconnaît finalement le quiproquo et rend aux Britanniques le bénéfice de leur engagement aux côtés des Américains dans la crise iranienne. P. Carrington suggère de son côté à N. Henderson de rappeler à Washington que Londres a fait traîner la livraison du vaisseau depuis le mois de novembre et entend continuer autant qu'un prétexte administratif pourra être opposé aux Iraniens. Au-delà, la livraison serait conditionnée à la délivrance d'une licence d'exportation au sujet de laquelle seraient consultés les Américains<sup>60</sup>.

---

<sup>55</sup> DOS, C17669753, Brewster to State, London 07493, Additional Measures Against Iran; Ambassador's Delivery of Aide-Memoire, 8th April, 1980.

<sup>56</sup> TNA, FCO 8/3585/220, Carrington to Washington, FCO 669, 8th April, 1980.

<sup>57</sup> TNA, FCO 58/1934/132, Carrington to Rome, FCO 190, Iran Hostages, 9th April, 1980.

<sup>58</sup> TNA, FCO 58/1934/131, Carrington to Lisbon, FCO 77, US/Iran, 9th April, 1980.

<sup>59</sup> DOS, C17669754, Brewster to State, London 07591, UK ship sale to Iran, 9th April, 1980.

<sup>60</sup> TNA, FCO 8/3585/220, Carrington to Washington, FCO 675, US/Iran, 9th April, 1980.



## 2. Concert d'adaptations

Un document préparatoire rédigé à l'attention du Cabinet relève des raisons de poids qui justifieraient de soutenir les États-Unis dans leur démarche de sanctions<sup>61</sup>. La prise d'otages constitue une infraction aux pratiques diplomatiques qui menace la mécanique des relations internationales. Les alliés ne sauraient profiter du fait que la puissance américaine ait l'air d'un tigre de papier. La réaffirmation de la solidarité transatlantique semble ainsi impérative à un moment de regain des tensions entre les blocs et d'inquiétude chez les partenaires du golfe Persique quant à l'implication des Occidentaux à leurs côtés. L'insuffisance d'un soutien des alliés pourrait conduire les Américains à privilégier une option militaire dont les conséquences seraient encore plus dommageables. Les diplomates appellent ainsi à la mise en place de mesures pouvant satisfaire les Américains en ayant un effet sur l'Iran sans mettre en danger les intérêts britanniques dans le pays ni hypothéquer les possibilités de normalisation une fois résolue la crise des otages. Subsiste la volonté d'élargir le nombre de pays les soutenant afin d'en augmenter le pouvoir de nuisance pour les Iraniens et d'en réduire l'exclusivité des inconvénients au Royaume-Uni.

L'heure est donc à la réflexion sur les modalités de dépassement des obstacles législatifs à l'imposition de sanctions. Si leur application peut être facilitée par un ordre du Conseil européen, ce dernier n'a pas la compétence pour couvrir tout le périmètre des sanctions proposées<sup>62</sup>. De même, après avoir réussi à s'accorder sur un premier volet de sanctions inoffensives pour Londres, les Européens devraient dans un second temps considérer d'autres sanctions plus contraignantes, qui nécessiteraient une étape législative. Downing Street exclut de légiférer dans les domaines où le gouvernement obtient des résultats par la seule persuasion et écarte donc l'inclusion à l'agenda législatif de nouvelles sanctions financières, qui suscitent déjà l'inquiétude de la Banque d'Angleterre<sup>63</sup>. Le 22 avril, les ministres des Affaires étrangères européens réunis à Luxembourg conviennent de requérir de leurs Parlements respectifs la mise en place d'ici le 17 mai de mesures permettant l'application des sanctions rejetées par le Conseil de sécurité<sup>64</sup>. Le soutien des Français, Allemands et Italiens à ces dernières est cependant refroidi par l'impact qu'elles pourraient avoir sur les anciens comme sur les nouveaux contrats de biens et de services. Malgré l'opposition prévisible de certains députés, la Chambre des communes consent à coopérer<sup>65</sup>.

À la fin du mois, Grosvenor Square s'enquiert auprès du FCO du contenu du texte en préparation. Ce dernier inclut des mesures listées dans le texte de la résolution rejeté au Conseil de sécurité, sans préjuger de ce qui sera mis en application en pratique<sup>66</sup>. Le 2 mai, P. Carrington convie K. Brewster à un déjeuner de travail en amont de son séjour outre-Atlantique<sup>67</sup>. Le secrétaire d'État britannique évoque

<sup>61</sup> TNA, FCO 58/1934/138, Lamport to Bullard, Iran: Draft for Cabinet Committee, 11th April, 1980.

<sup>62</sup> DOS, C17669757, Brewster to State, London 08042, Legal Hurdles to Sanctions, 15th April, 1980.

<sup>63</sup> TNA, CAB 128/67, Conclusions of Cabinet Meeting, 17th April, 1980.

<sup>64</sup> TNA, PREM 19/277, Wickstead to Gilmour, Iran (Temporary Powers) Bill, Secret, 30th April, 1980.

<sup>65</sup> TNA, CAB 128/67, Conclusions of Cabinet Meeting, 24th April, 1980.

<sup>66</sup> TNA, FCO 8/3631/86a, Fall to Miers, Sanctions Iran, 29th April, 1980.

<sup>67</sup> DOS, C17669760, Brewster to State, London 09448, Impressions of Lord Carrington's State of Mind, 2nd May, 1980.

l'inquiétude des alliés sur le coût économique d'une application des sanctions aux contrats en cours. Les sanctions sont présentées au Royaume-Uni comme un gage de la solidarité transatlantique et un moyen de maintenir une influence sur les États-Unis. Le même jour, Washington informe vouloir continuer à honorer les contrats de service en cours avec l'Iran<sup>68</sup>. Londres envisage de son côté de réduire la voilure des sanctions pour les faire accepter par le Parlement. L'abandon de l'embargo sur les contrats d'exportations en cours sauvegarderait les intérêts du constructeur Talbot et épargnerait de coûteuses démarches de compensation, tout en laissant espérer un soutien des députés à la mise en place de mesures moins nuisibles aux intérêts britanniques. Dans le cas où l'appui du Parlement serait insuffisant, cependant, le FCO envisage d'informer les Américains de l'impossibilité de tenir la date convenue du 17 mai<sup>69</sup>. Devant l'inquiétude de la Maison-Blanche, Nicholas Henderson recommande de présenter aux Américains le détail des difficultés législatives rencontrées et du calendrier d'adoption envisagé<sup>70</sup>. Pendant ce temps, la Banque d'Angleterre rapporte à Downing Street l'inquiétude de la Banque centrale iranienne au sujet de la possibilité d'un gel des actifs iraniens au Royaume-Uni en vertu du texte en préparation. La Première ministre réaffirme son opposition à la mesure et suggère une écriture du texte en ce sens<sup>71</sup>.

Le 8 mai est présenté le texte de l'Iran (Temporary Powers) Bill qui donne les pouvoirs de bannir les futurs contrats avec l'Iran de service, de fourniture ou de transport de biens, à l'exclusion des contrats de services financiers ou bancaires. Il complète les directives de l'Import, Export and Customs Powers (Defence) Act de 1939 qui donne déjà les possibilités d'interdire les exportations de biens sous contrats existants. L'ambassade de Grosvenor Square est dûment informée de son contenu ainsi que des raisons ayant conduit à ne pas user des possibilités offertes par le texte de 1939 : plusieurs partenaires européens s'inquiètent des dommages qu'il pourrait causer à leurs entreprises nationales<sup>72</sup>. Les Britanniques notent avec satisfaction que les Européens ne devraient pas réussir à s'accorder aisément sur la méthode déterminant les contrats existants qui devraient être exclus de l'embargo. Le critère qui pourrait être retenu risque d'être si large que l'interdiction pourrait finalement ne toucher aucun contrat d'importance.

À Washington, H. Saunders reçoit la réponse britannique en déclarant espérer que des arrangements pourront être trouvés pour bloquer la livraison de pièces de rechange. Au CSN, la réaction d'Henry Owen est plus fraîche : le représentant du président aux sommets économiques déclare son intention de requérir de Londres, via Grosvenor Square, une clarification de sa position<sup>73</sup>. Le 13 mai, K. Brewster réaffirme à P. Carrington l'importance que Washington accorde à la mise en place des sanctions rejetées à l'ONU. Un nouvel amoindrissement des sanctions par le Conseil européen du 17 mai serait vu comme une rupture avec la promesse faite aux Américains. Le secrétaire d'État britannique suggère qu'en l'absence de geste de Téhéran d'ici là, le Conseil pourrait s'accorder sur la mise en place de sanctions sur

---

<sup>68</sup> TNA, FCO 8/3631/82, Bridges to Miers, Iran: sanctions, 2nd May, 1980.

<sup>69</sup> TNA, FCO 8/3631/83, Carrington to Washington, FCO 844 Sanctions against Iran, 4th May, 1980.

<sup>70</sup> TNA, FCO 8/3631/89a, Henderson to FCO, Washington 1776, Sanctions on Iran, 7th May, 1980.

<sup>71</sup> TNA, PREM 19/277, Lankester to Lever, Iran: Legislation, 6th May, 1980.

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/3631/101, Carrington to Washington, FCO 901, Iran: enabling legislation, 8th May, 1980.

<sup>73</sup> TNA, PREM 19/277, Henderson to FCO, Washington 1816, Sanction against Iran: Enabling Legislation, 9th May, 1980.

les contrats à venir, en évoquant la possibilité de leur élargissement à d'autres contrats<sup>74</sup>. À Naples, les ministres des Affaires étrangères des Neuf s'accordent sur la mise en œuvre des éléments nécessaires à l'application de mesures. Ils conviennent en particulier d'appliquer de manière rétroactive les sanctions aux contrats de fourniture de biens à l'Iran passés après le 4 novembre 1979, un dispositif qui soulève une forte opposition à Westminster, posant la question de son application ultime<sup>75</sup>.

### 3. Conflit d'applications

Des rumeurs selon lesquelles Londres n'entendrait pas appliquer la rétroactivité des sanctions soulèvent l'inquiétude à Washington<sup>76</sup>. Le département d'État souligne l'impact qu'une telle décision aurait sur les partenaires européens et l'incompréhension qu'elle susciterait aux États-Unis. Nicholas Henderson suggère à Londres l'envoi d'un message pour calmer l'irritation américaine. Dans une lettre à Edmund Muskie, qui a succédé à Cyrus Vance en avril, Peter Carrington évoque la forte pression pesant sur des circonscriptions où les sanctions toucheraient des entreprises essentielles à l'économie. L'hostilité du Parlement envers les législations rétroactives aurait de plus hypothéqué toute acceptation du texte destinée à rendre possible l'application des autres sanctions. Le secrétaire d'État britannique assure regretter le contretemps et espérer qu'il ne ruinerait pas l'impression de solidarité que Londres, avec ses alliés européens, cherche à démontrer.<sup>77</sup> N. Henderson remet une copie de la lettre au secrétaire d'État aux affaires politiques David Newsom, lequel confirme la déception soulevée par la décision britannique et déclare espérer qu'elle n'influencera pas dans la même direction les autres partenaires<sup>78</sup>.

Le lendemain soir, E. Muskie téléphone à P. Carrington pour lui faire part du vif mécontentement de Jimmy Carter. Il lui fait aussi part de ses inquiétudes sur l'érosion de l'unité des alliés ; les Japonais, qui soutenaient l'action des Neuf, semblent vouloir revenir sur leur décision. E. Muskie note de plus que la décision britannique a fragilisé sa position : vue des États-Unis, son action auprès des Européens semble avoir amoindri leur soutien aux sanctions. P. Carrington réagit fraîchement. Il rappelle que les Britanniques ont fait leur possible pour soutenir au mieux les Américains. Il renvoie E. Muskie à son expérience au Congrès pour comprendre l'opposition exprimée aux Communes. L'échec du vote de la loi aurait d'ailleurs peu servi la cause américaine. Lui-même, déclare-t-il, n'a pris aucun plaisir à revenir sur l'engagement pris à Naples, mais reconnaît que Londres est devenu le maillon faible des alliés en Europe, malgré son investissement depuis le début de la crise. E. Muskie se déclare rassuré d'apprendre que ce ne sont pas les contrats en question mais l'aspect rétroactif des sanctions qui pose un problème<sup>79</sup>.

La querelle témoigne de l'ambivalence de la position britannique entre l'Europe et les États-Unis.

<sup>74</sup> DOS, C17669762, Brewster to State, London 10274, Carrington's Views on Iranian Sanctions, 13th May, 1980.

<sup>75</sup> TNA, FCO 72/82, Select Committee on Foreign Affairs, Memorandum on Sanctions against Iran, 2nd June, 1980.

<sup>76</sup> TNA, FCO 8/3631/113, Henderson to FCO, Washington 1934, Iran Sanctions, 19th May, 1980.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/3631/120, Carrington to Washington, FCO 959, MIPT: Iran following is text, 20th May, 1980.

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/3631/121, Henderson to FCO, Washington 1943, Message to Muskie on Iran Sanctions, 20th May, 1980.

<sup>79</sup> TNA, FCO 8/3632/132, Carrington to Washington, FCO 974, Iran, 21st May, 1980.

De Grosvenor Square, Kingman Brewster rapporte les critiques de la presse sur la mauvaise gestion des sanctions au Parlement. Relevant la pique transatlantique lancée par le *Times*, dont l'éditorial tance « le Carterisme au numéro 10 [Downing Street] », il écrit que la crise montre les limites de la capacité de Londres à agir à la fois comme un partenaire fiable de la Communauté européenne et des États-Unis<sup>80</sup>. À Washington, la discorde chez les amis est reprise à l'envi par la presse. Le recul de Londres sur la question des sanctions, corrélé à la réticence de Paris à condamner l'invasion de l'Afghanistan, sanctionne le déclin d'une Alliance plombée par un déficit de *leadership*, dans un contexte de fragilisation des partenariats sous-tendant l'édifice de puissance occidentale<sup>81</sup>. P. Carrington transmet à ses collègues du Cabinet l'irritation des Américains et des Européens, lesquels procèdent dès le 22 mai à la mise en place des sanctions par décision administrative. M. Thatcher suggère de procéder à leur adoption par décret au plus vite, possiblement dès le 23 mai<sup>82</sup>. Le 28 mai, E. Muskie signifie à nouveau à P. Carrington la déception des Américains et leur inquiétude de voir plus encore remises en question les décisions du sommet de Naples. Il appelle avec insistance son partenaire à l'éviter par tous les efforts nécessaires<sup>83</sup>.

Le 29 mai sont promulgués les décrets mettant en place les sanctions. Aux États-Unis, la formule exemptant des mesures les contrats existants est perçue comme un moyen d'épargner les exportations britanniques, voire de ménager leur augmentation. Le FCO est contraint de recommander à Massachusetts Avenue de corriger l'impression en rappelant que l'objectif des sanctions n'est pas d'établir un blocus de l'Iran mais de signifier aux Iraniens leur intérêt à libérer les otages<sup>84</sup>. Afin de limiter les dégâts diplomatiques sont fournis à la presse des exemples des nombreux contrats affectés par les sanctions. Le sous-secrétaire d'État Thomas Bridge assure à Grosvenor Square que les décrets auront plus de conséquences sur le commerce britannique que ce que la presse suppose ; Londres s'affirme d'ailleurs prêt à étendre les sanctions aux contrats de service de concert avec ses partenaires européens<sup>85</sup>.

À Washington, Derek Thomas confirme au département d'État que la presse induit en erreur en insistant sur les exemptions au lieu d'évoquer les mesures mises en place. Tout en mettant en avant l'importance des contrats affectés par les sanctions, il rappelle que Londres n'a jamais promis de mettre en place un embargo, mais plutôt de contraindre toute résurgence des affaires avec l'Iran. Les Américains s'inquiètent des exemptions ménagées par le texte, de la possibilité de contournement de ses directives, du volume du commerce vers l'Iran concerné par les sanctions en l'état, estimé à 10%, et des procédures de contrôle de la destination des produits. Le diplomate britannique sollicite de Londres des éléments de réponse précis afin de lui permettre d'être plus convaincant et de donner à l'administration américaine les moyens de répondre aux critiques qui se sont multipliées dans les médias<sup>86</sup>.

<sup>80</sup> DOS, C17669763, Brewster to State, London 11018, Some Reflections on The British Kerfuffle Over Iranian Sanctions, 22nd May, 1980

<sup>81</sup> TNA, FCO 8/3632/135, Henderson to FCO, Washington 2027, American press comment on the Alliance, 27th May 1980.

<sup>82</sup> TNA, CAB 128/67, Conclusions of Cabinet Meeting, 22nd May, 1980.

<sup>83</sup> FCO 8/3632/177, Muskie to Carrington, 28th May 1980.

<sup>84</sup> TNA, FCO 8/3632/148, Carrington to Washington, FCO 1028, 30th May, 1980.

<sup>85</sup> TNA, FCO 8/3632/163, Bridges to Miers, Iran Sanctions, 30th May, 1980.

<sup>86</sup> TNA, FCO 8/3632/152, Henderson to FCO, Washington 2070, Iran Sanctions, 31st May, 1980.

Au-delà des chiffres, la querelle des sanctions pèse sur les relations interalliées. Dans les éléments de langage préparés en amont d'un entretien à Londres entre le secrétaire américain à la Défense et la Première ministre, le 4 juin, apparaît la même volonté de répondre aux critiques en mettant en avant les efforts déployés malgré l'opposition du Parlement<sup>87</sup>. Le sujet n'est cependant pas abordé. Le lendemain, sur instruction, l'ambassade Brewster fait part à Ian Gilmour d'inquiétudes américaines sur deux points : le risque de contagion aux autres alliés de l'adoucissement des sanctions résultant des décrets ; le fait que l'inefficacité des sanctions risque d'encourager les Iraniens dans l'idée d'une querelle simplement bilatérale avec les Américains. K. Brewster repart plutôt convaincu par les Britanniques, qui notent avec plaisir sa sympathie pour la perspective de ses partenaires<sup>88</sup>. De Washington, N. Henderson avertit que son état d'esprit ne doit pas créer d'illusion sur la perception largement partagée outre-Atlantique d'une défection britannique, que la réaffirmation de l'investissement du gouvernement réussit peu à nuancer<sup>89</sup>.

### C. La révision contrainte du positionnement régional

#### 1. Le renforcement de la présence militaire

L'invasion de l'Afghanistan exacerbe la crainte des conséquences de la perte du pilier iranien sur lequel les Occidentaux avaient bâti après-guerre leur stratégie régionale d'endiguement de l'URSS. La réflexion des formes de la présence occidentale pose la question de la crédibilité de l'*hégémon* américain.

Le 23 janvier 1980, dans un discours sur l'État de l'Union aux accents sombres, Jimmy Carter prend acte des menaces pesant sur les intérêts occidentaux dans le Golfe dans un contexte d'enlisement de la crise iranienne aggravé par la pénétration soviétique en Asie centrale. Il pose à cette occasion les jalons d'une révision de la stratégie américaine : « toute tentative émanant de quelque force de prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, qui sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris la force. »<sup>90</sup> En envisageant une intervention directe dans la région, la « doctrine Carter » revient sur l'influence par procuration organisée dans le cadre de la « doctrine Nixon » qui répondait au retrait britannique de la région<sup>91</sup>.

Ce renforcement inédit de la présence américaine pave d'abord la voie à une action militaire visant à libérer les otages de Téhéran. Il montre aussi la persistance du spectre d'une intervention soviétique en Iran, dont la branche analytique de la CIA tente de démêler les probabilités en étudiant les conditions qui y seraient favorables<sup>92</sup>. Les inquiétudes sont partagées par les Britanniques, qui relèvent l'urgence à

<sup>87</sup> TNA, PREM 19/381, Prime Minister's meeting with Mr Harold Brown: 2 June 1980, Iran sanctions, Points to make

<sup>88</sup> TNA, FCO 8/3632/155, Carrington to Washington, FCO 1049, Iran Sanctions, 3rd June 1980.

<sup>89</sup> TNA, BT 241/3222, Henderson to FCO, Washington 2112, Iran Sanctions, 4th June 1980.

<sup>90</sup> CARTER Jimmy, State of the Union Address, 23rd January, 1980 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/249681>

<sup>91</sup> Cf., sur ses dimensions transatlantiques, PETERSEN Tore, *Richard Nixon, Great Britain and the Anglo-American Alignment in the Persian Gulf and Arabian Peninsula: Making Allies out of Clients*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2009.

<sup>92</sup> CWIHP, Assistant NIO for USSR-EE to Turner, A Soviet "Best Case" for Military Intervention in Iran, 19th February, 1980.

rétablir des relations avec l'Iran pour capitaliser sur les craintes suscitées par l'invasion de l'Afghanistan<sup>93</sup>. La situation iranienne prive en effet les Occidentaux des connaissances permettant de prouver les intentions soviétiques<sup>94</sup>. Pour le département d'État américain, leur ressentiment à l'endroit des États-Unis et le chaos prévalant dans le pays empêchent les Iraniens de s'organiser contre ces menaces<sup>95</sup>.

Dès la fin de l'année 1979, Nicholas Henderson fait part de l'intérêt croissant des Américains pour une force de déploiement rapide (FDR) dans le golfe Persique et l'océan Indien<sup>96</sup>. Plusieurs options sont évoquées pour renforcer leur position dans la région : une présence aérienne et navale à titre permanent, l'utilisation des installations militaires des gouvernements pro-occidentaux et la fondation d'un commandement intégré air-mer-terre pour le Moyen-Orient. Des représentants du Pentagone, de l'État-major et du département d'État effectuent une tournée en Arabie saoudite, à Oman, en Somalie et au Kenya. Les Américains conviennent de la nécessité de travailler conjointement avec les Britanniques pour ne pas court-circuiter leurs relations avec Oman et de coopérer sur la question de Diego Garcia. Londres accueille d'autant plus volontiers la proposition que Washington a fait savoir en décembre sa volonté de financer le développement des infrastructures américaines sur l'archipel, afin de pouvoir y prépositionner des éléments constitutifs d'une FDR, éloignant ainsi la base de sa vocation originelle<sup>97</sup>. L'objectif d'expansion est confirmé lors d'une réunion du comité restreint du CSN le 17 janvier 1980<sup>98</sup>.

À la fin du mois ont lieu à Londres des pourparlers sur l'océan Indien<sup>99</sup>. À la tête de la délégation américaine, Reginald Bartholomew, directeur-adjoint du bureau des affaires politiques au département d'État, rappelle la volonté des États-Unis d'accroître leur présence régionale et d'en disposer des moyens nécessaires, notamment en infrastructures d'approvisionnement et de soutien et en accès aux espaces aériens. À la tête de la délégation britannique, Patrick Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint à la défense et à la sécurité internationale, insiste sur la nécessité de prendre en compte les susceptibilités locales. Les Américains envisagent un réseau d'installations ancrées à Diego Garcia, dans l'océan Indien, à l'est, et à Masirah, au large d'Oman, à l'ouest : une capacité de soutien aux patrouilles de surveillance maritime et aux vols logistiques ; une structure de déploiement et d'exercice ; un appui à une augmentation rapide des effectifs. Ils entendent équiper Diego Garcia d'installations de réparation, de ravitaillement et de bivouac. Dans l'immédiat sont prévus l'accroissement de la capacité de stockage du carburant et de la fourniture d'eau, la construction de rampes de lancement, de voies automobiles et de débarcadères. Au-delà, Washington pourrait solliciter l'autorisation de développer les infrastructures nécessaires à la réparation d'avions, au stockage de carburant et de munitions et à l'atterrissage de B52.

L'ampleur du projet américain pose question. Son deuxième volet impose une révision des accords

---

<sup>93</sup> TNA, FCO 8/3580/11, MED, Iran, Note for file, 29th February, 1980.

<sup>94</sup> TNA, FCO 8/3580/12, Lamport to Richards, NATO paper on the Soviet threat: Iran, 7th March, 1980.

<sup>95</sup> DNSA, CH00508, Department of State, Briefing Paper, Iran, c. March 1980.

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/3469/1, Henderson to FCO, Washington 4386, US military intention in the Gulf/Indian Ocean Area, 28th December, 1979.

<sup>97</sup> TNA, FCO 8/3469/1, Carrington to Washington, FCO 63, Diego Garcia, 9th January, 1980.

<sup>98</sup> CWIHP, Special Coordination Committee Meeting, Thursday, 17th January, 1980, 9:00 a.m. – 10:45 a.m.

<sup>99</sup> TNA, FCO 8/3469/10, Anglo/US talks on the Indian Ocean, Summary Record, 26th January, 1980.

de 1976 organisant l'exploitation conjointe du site. Le renforcement de la présence américaine suscite aussi des réactions ambivalentes des pays de la région. Les partenaires arabes ne sauraient la recevoir favorablement en l'absence de progrès sur la question palestinienne. Les Saoudiens craignent qu'elle ne cause un ressentiment propre à créer l'instabilité que Washington entend combattre. Ouverts à une forme de coopération dans le domaine militaire, ils refusent de souffrir l'embarras d'une présence américaine à leurs portes. Les Omanais sont favorables aux propositions mais réticents à l'idée de voir Diego Garcia transformée en base militaire. Les Américains n'entendent pas s'investir seuls et comptent sur le soutien des Britanniques, étant donné leur présence ancienne et leur connaissance particulière de la région. Ils souhaitent un retour de la présence des Britanniques à l'est de Suez, une coopération bilatérale sur Oman et une planification de crise conjointe. P. Moberly répond que Londres n'envisage pas de restaurer une présence militaire permanente mais entend poursuivre sa politique de déploiement naval, en intervenant ponctuellement dans la région et en prolongeant ses programmes de formation militaire.

Au département de la défense du FCO, David Gillmore recommande de répondre favorablement aux approches des Américains, mais de ne pas s'engager formellement avant d'en connaître plus précisément les objectifs. Même si leur volonté de consulter les Britanniques ne donnera à Londres un grand levier sur la définition de la politique à Washington, elle pourra néanmoins apporter une influence sur sa mise en place. Deux points interpellent en particulier les Britanniques. Vues les ambitions du projet d'extension de Diego Garcia, les Américains risquent de solliciter le droit de les utiliser en urgence, avec le moins de contraintes possibles. Des considérations similaires pourraient aussi s'appliquer aux autres installations utilisées au Royaume-Uni par les forces américaines<sup>100</sup>. Le 10 mars, les Américains requièrent formellement l'usage de Diego Garcia comme base de lancement de B52 en mission de surveillance maritime, prévu par l'article 2 des accords de 1976<sup>101</sup>. Il s'agirait de vols visant à vérifier la capacité des B52 à décoller depuis les pistes existantes. Les Britanniques font savoir qu'une telle mission pourrait leur causer de l'embarras et recommande donc aux Américains la plus grande discrétion.

## 2. La réflexion d'une architecture sécuritaire

Une nouvelle session des conversations sur l'océan Indien a lieu à la mi-avril 1980<sup>102</sup>. Franklin Kramer, chargé des affaires de sécurité internationale au Pentagone, rappelle que les États-Unis entendent accroître la capacité de défense des pays de la région, accroître le degré de présence américaine en temps de paix, développer une FDR et étendre les installations existantes à Oman, au Kenya, en Somalie, à Diego Garcia, en Europe et dans le Pacifique. John Moberly annonce que Londres devrait consentir à une réallocation de ressources pour accroître ses capacités d'intervention dans les territoires dépendants,

<sup>100</sup> TNA, FCO 8/3469/3, Gillmore to Moberly, US defence policy: the Indian Ocean, the Gulf and Diego Garcia, 30th January, 1980.

<sup>101</sup> TNA, FCO 8/3469/9, Watkins to Moberly, Diego Garcia, 12th March, 1980.

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/3469/36, Anglo/US talks on the Indian Ocean 16/17 April 1980, Record of Meeting, 17th April, 1980.

pour protéger les communautés britanniques à l'étranger ou soutenir des gouvernements du tiers-monde. Dans le dernier cas, toute intervention serait menée en lien avec les alliés<sup>103</sup>. Les Américains accueillent positivement l'évolution de la position britannique, notant que, si Londres et Washington agissent parfois indépendamment, les deux pays ont la plupart du temps intérêt à œuvrer de concert. Bien qu'ils semblent être les seuls à pouvoir contrebalancer l'influence soviétique, les États-Unis n'entendent pas faire du Moyen-Orient une chasse-gardée américaine. Trois situations paraissent possibles : une action britannique indépendante, une action britannique soutenue par un pont aérien américain et une action conjointe américano-britannique. Leurs détails pourraient être convenus à l'occasion de conversations militaires. J. Moberly, avec la prudence coutumière aux Britanniques, répond que ces propositions devront être étudiées par Londres et qu'il serait prématuré de s'engager déjà dans une planification conjointe, l'augmentation des capacités militaires britanniques n'ayant pas encore été formellement décidée.

Les conversations abordent ensuite la question du développement des installations sur Diego Garcia. L'intérêt du Parlement sur l'usage et le rôle de l'archipel et les inquiétudes des pays de la région devant les transformations envisagées impose d'en mesurer les conséquences. Pour les Américains, il s'agit de pouvoir continuer à soutenir les opérations en cours à l'appui du premier volet de transformation. Le second volet doit au-delà permettre l'accostage des porte-avions. Or, les aménagements risquent de donner l'impression de transformer l'île en base de plein exercice. Leurs dimensions économiques ne sont cependant pas ignorées. J. Moberly demande si les entreprises britanniques pourront prétendre à la construction des installations. R. Bartholomew confirme que le marché sera ouvert en principe, mais doute que les entreprises britanniques soient assez compétitives face à leurs concurrentes américaines.

Le département de défense du FCO recommande d'approuver le premier volet de transformations<sup>104</sup>. Il réserve sa réponse sur le second et sur l'usage des installations à l'analyse de leurs enjeux. Pendant ce temps, l'État-major britannique prône un accroissement modeste de l'implication de Londres au Moyen-Orient : augmentation des allocations du fonds du Plan d'assistance et de formation militaire, fondation d'équipes de conseil et de formation, développement d'exercices militaires dans les pays de la région et avec leurs forces au Royaume-Uni, organisation de déploiements navals et de coopération militaire<sup>105</sup>.

À Washington, notant la difficulté à déterminer qui dans l'administration conçoit la politique américaine, l'ambassadeur Henderson rencontre le 23 mai Robert Kromer<sup>106</sup>. Interrogé sur l'éventualité d'une institutionnalisation des consultations entre alliés de l'OTAN et acteurs du Moyen-Orient, le sous-secrétaire à la Défense fait part de son scepticisme, hérité de son expérience de représentant permanent auprès du CENTO dans les années 1960. La divergence des intérêts de l'ensemble des acteurs impliqués

---

<sup>103</sup> La dépendance des États du golfe Persique vis-à-vis de la Couronne implique, pour compenser le retrait des forces britanniques, la signature en 1971 de traités d'amitié pour 10 ans avec Bahreïn, le Qatar et les Émirats arabes unis, engageant les deux parties à se consulter sur des questions d'intérêt commun en cas de crise.

<sup>104</sup> TNA, FCO 8/3469/20, Gillmore to Moberly, US access to facilities on Diego Garcia and in the UK, 22nd April, 1980.

<sup>105</sup> TNA, FCO 8/3462/8, Chiefs of Staff Committee, Defence Policy Staff, Defence Options in the Gulf, Red Sea and North West Indian Ocean Areas, Report by the Directors of Defence Policy, 30th April, 1980.

<sup>106</sup> TNA, PREM19/381/68, Henderson to Acland, The Arc of Crisis: US defence policy, 23rd May, 1980.



ne saurait permettre d'aboutir à de grandes avancées. Pour l'heure, les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de multiplier les accords bilatéraux avec les pays concernés. Lui-même est très favorable au dialogue avec les Britanniques, en vertu de leur expérience de la région et des éclairages qu'ils sauraient apporter. Conscient de la crainte prévalant à Londres de voir remplacer son influence à Oman par celle de Washington, il rassure l'ambassadeur sur ce point : à part peut-être à Diego Garcia, les États-Unis ne sont pas à la recherche de bases sur lesquelles ficher la bannière étoilée. Les Occidentaux semblent à l'ambassadeur toujours en quête d'une architecture qu'ils n'ont pas encore réussi à identifier.

Pendant ce temps, le deuxième volet de transformation de Diego Garcia demeure en suspens. Considérant à la fois sa dimension indispensable pour les Américains et les réactions hostiles qu'il risque de soulever, le FCO recommande de réserver encore la réponse. La question de l'usage en urgence de la base en devenir est délicate. Londres y voit l'intérêt de pouvoir se dédouaner des actions américaines. Cependant, le Parlement risque de refuser d'amender les statuts de 1976. L'idée serait, selon la formule américaine, de faire état d'une décision conjointe, mentionnée par les statuts, en spécifiant clairement le sens d'un « soutien aux opérations de combat », qui pourrait être critiqué pour ne pas avoir donné lieu à des consultations suffisantes mais néanmoins défendu devant le Parlement. Margaret Thatcher donne son accord à la première phase de transformations<sup>107</sup>. Convaincue que les intérêts sécuritaires des États-Unis sont partagés au Royaume-Uni comme dans l'ensemble de l'Occident, elle se montre ouverte aux propositions américaines d'une expansion substantielle des installations de Diego Garcia et consent à laisser les négociations se poursuivre sur le sujet, tout en insistant sur la sensibilité de la question pour Londres. Peter Carrington recommande aux Américains d'en respecter la confidentialité : quelques jours plus tôt, une déclaration du secrétaire d'État adjoint Warren Christopher avait créé quelques remous.

En amont de la troisième session des conversations, prévue à Washington le 13 juin, les Britanniques prévoient d'avaliser le second volet de transformation<sup>108</sup>. Ils consentent à l'organisation de conversations techniques sur l'utilisation par les États-Unis de bases situées sur le territoire du Royaume-Uni pour acheminer en urgence des hommes et du matériel en cas de crise. P. Moberly et R. Bartholomew prévoient d'appliquer à Diego Garcia les procédures établies régissant les vols de reconnaissances des appareils américains depuis les territoires britanniques. Le diplomate américain rassure sur la volonté de Washington de consulter Londres avant tout usage de la base politiquement sensible. Cette promesse de consultation, et non d'approbation, a été arrachée par les Britanniques, soucieux d'inclure à la liste des usages requérant leur consentement les opérations non-combattantes contre les pays tiers<sup>109</sup>. Trois jours plus tard, l'évocation sur les ondes de la BBC de la présence à Washington de représentants du FCO pour des discussions au sujet de Diego Garcia conduit P. Carrington à recommander la plus grande discrétion aux différentes ambassades britanniques en Europe et au Moyen-Orient<sup>110</sup>.

---

<sup>107</sup> TNA, PREM 19/381/23, Record of conversation, Thatcher-Brown, 2nd June, 1980.

<sup>108</sup> TNA, FCO 8/3469/39, Gillmore to Moberly, US Defence policy in the Indian Ocean, 9th June 1980.

<sup>109</sup> NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, P800109-1201, Bartholomew to Muskie, Diego Garcia, 30th June, 1980

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/3469/42, Carrington to New Delhi, FCO 456, Diego Garcia, 16th June, 1980.

### 3. Le discrédit d'initiatives incertaines

Les controverses qu'elles soulèvent encouragent en effet les Britanniques à rester prudents dans leur association aux vellétés d'intervention militaire américaine dans la région, comme le montre la tentative avortée de sauvetage des otages de Téhéran (opération *Eagle Claw*), les 24 et 25 avril 1980. Préparée dans le plus grand secret depuis le mois de novembre 1979, l'opération consiste en l'envoi de huit hélicoptères depuis le porte-avion USS Nimitz dans le désert, à 320 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, où six avions de transport militaire doivent les ravitailler en hommes et en carburant. Les hélicoptères doivent ensuite acheminer les forces spéciales mobilisées dans la banlieue de la capitale, d'où elles doivent être transportées en car vers l'ambassade pour pouvoir libérer les otages sous couverture aérienne.

Son éventualité n'est pas ignorée des Britanniques. En mars, l'ambassade de Massachusetts Avenue reçoit la confiance d'un rapport rédigé par quatre iraniens du département d'État (Stanley Escudero, Sue Patterson, John Stempel et Ronald Neumann). Celui-ci dénonce la faillite de la politique américaine depuis la prise d'otages et appelle à recourir à une mission de sauvetage ou à une déclaration de guerre impliquant l'incarcération des diplomates iraniens<sup>111</sup>. Le 19, John Graham confirme que le sujet est évoqué en Iran et en dessine plusieurs scénarios possibles, en relevant les risques induits et les minces chances de succès de chacun<sup>112</sup>. Le FCO relève le risque de regain de ressentiment contre les Américains en Iran alors que les Soviétiques commencent à les remplacer comme principaux ennemis<sup>113</sup>. À Washington, la divulgation du rapport suscite la colère d'Henry Precht, qui défend selon lui une option dangereuse<sup>114</sup>. Cyrus Vance reçoit deux de ses auteurs auxquels il ne nie pas les échecs de la politique menée sans confirmer la prise en compte des options proposées. R. Neumann, sans se prononcer sur la possibilité d'une mission, confie à Massachusetts Avenue que J. Stempel en a discuté avec ses contacts au Pentagone, qui en ont confirmé les difficultés, notamment logistiques, mais aussi la faisabilité.

Trois semaines plus tard, Nicholas Henderson s'enquiert au CSN des mesures plus rigoureuses évoquées en cas d'échec des sanctions. Zbigniew Brzezinski reste très allusif sur des options militaires<sup>115</sup>. Comme sur la question d'une prise du pouvoir par l'armée à Téhéran en janvier 1979, la mission, promue par le CSN et le Pentagone, soulève l'opposition du département d'État. Outre son improbable faisabilité et le risque de ses conséquences, Cyrus Vance s'inquiète de sa mise en place sans consultation avec les alliés, notamment les Britanniques<sup>116</sup>. Le feu vert à l'opération est d'ailleurs donné en son absence, alors que son adjoint Warren Christopher, qui le représente au CSN, en ignore le détail et est persuadé de son accord<sup>117</sup>. Régulièrement marginalisé dans le processus décisionnel au profit du CSN, le secrétaire d'État

<sup>111</sup> TNA, FCO 8/3584/151, Henderson to FCO, Washington 1077, US/Iran, 13th March, 1980.

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/3584/169, Graham to FCO, Tehran 294, US/Iran, 19th March, 1980.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/3584/160, Miers to Fortescue, U.S. Hostages in Iran, 17th March, 1980.

<sup>114</sup> TNA, FCO 8/3584/196f, Fortescue to Miers, American Hostages in Tehran - a possible rescue mission, 28th March, 1980.

<sup>115</sup> TNA, FCO 8/3585/275, Henderson to Pallister, Iran: Military Measures, 18th April, 1980.

<sup>116</sup> Cité dans HOUGHTON David, *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 129.

<sup>117</sup> JCL, Plains File, Box 7, Iran 4/80, Minutes of a NSC Meeting, 11th April, 1980, 11:30 a.m.-1:19 p.m.

informe J. Carter de son intention de démissionner à l'issue de l'opération, quel qu'en soit le résultat<sup>118</sup>.

Malgré ce qu'affirment des officiels plusieurs années après les événements<sup>119</sup>, les Britanniques sont bien tenus informés de l'opération en amont, à rebours de la volonté initiale de la Maison-Blanche. Un colonel britannique en poste à Oman rapporte en effet quelques jours avant le début de la mission que des appareils militaires américains sont en train de manœuvrer en péninsule Arabique. Craignant que Londres ne commence à enquêter sur la raison de leur présence et mettent indirectement les Iraniens en alerte, le président se résout à les mettre dans la confiance<sup>120</sup>. Le 19 avril au soir, il informe Margaret Thatcher de son intention d'envoyer à Londres W. Christopher le lendemain – un dimanche, s'étonne la Première ministre, à laquelle le président semble préoccupé. Il s'agit d'évoquer un problème d'importance méritant explication. J. Carter écarte la suggestion d'inclure Kingman Brewster à l'entretien<sup>121</sup>.

L'ambassade de Grosvenor Square est en effet tenue à distance de la mission. Le 21 avril, en marge de la célébration de la fête nationale israélienne, James Hooper confie à John Moberly que le secrétaire d'État adjoint a été reçu à Chequers, la résidence de campagne des Premiers ministres, mandaté par la Maison-Blanche, sans que les diplomates américains y aient été associés. Le diplomate britannique se dispense bien de préciser à son interlocuteur qu'il en avait été informé<sup>122</sup>. W. Christopher est accueilli par Peter Carrington et M. Thatcher, à laquelle il remet une note écrite à son intention par J. Carter, qu'elle lit, montre au secrétaire d'État puis jette dans les flammes de la cheminée du salon.

« Je sourcillais en la voyant détruire un document d'une grande importance historique, mais j'étais en même temps impressionné par sa discrétion. Quand elle eut rejoint son siège, je présentai la mission de sauvetage en détail, omettant seulement la date exacte de l'opération.

« Quand j'eus fini, Carrington se releva rapidement et s'exclama « Parfait ! » La Première ministre fut un peu plus prudente et dit seulement « Bien, si cela marche. » Tous deux convinrent que les communications du renseignement militaire britannique relatives aux préparatifs en cours au Moyen-Orient devraient être à l'avenir restreintes. Carrington déclara qu'il prendrait immédiatement des mesures pour en interrompre le flux. »<sup>123</sup>

L'information permet au gouvernement britannique de procéder par précaution à l'évacuation du personnel de son ambassade en Iran. P. Carrington envoie à cet effet des instructions à J. Graham, sans lui en indiquer les raisons. Le mardi, l'ambassadeur arrive à Londres où ni le bureau privé, ni le sous-secrétaire d'État permanent du FCO ne peuvent lui donner les raisons de son rappel. Ce n'est qu'à l'issue

<sup>118</sup> VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 409-411. A Téhéran, John Graham écrit en réaction à Bruce Laingen « Le système que vous avez développé rend la position du secrétaire d'État très difficile », ce que le chargé d'affaires ne peut que confirmer (LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon: The Secret Journal of Bruce Laingen*, New York, Brassey's Inc, 1992, p. 119).

<sup>119</sup> Dans un article publié dans la revue de Chatham House, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques David Newsom prétend que Margaret Thatcher a pour la première fois entendu parler de la mission à la radio : NEWSOM David, "US-British Consultations: An Impossible Dream?" *International Affairs*, 1987, vol. 63, n°2, p. 235-236.

<sup>120</sup> CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982, p. 512.

<sup>121</sup> CAC, THCR 3/1/8i (50) (T90/80), Telephone conversation, Carter-Thatcher, 19th April 1980, 22:10 p.m.

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/3585/277, Moberly to Miers, Iran, 21st April, 1980. L'emploi du temps de la Première ministre mentionne cependant, sans doute de manière erronée, la présence d'Edward Streator, le chef de mission adjoint à Grosvenor Square (CAC, THCR 6/1/2/2, Thatcher Engagement Diary, 20th April, 1980).

<sup>123</sup> CHRISTOPHER Warren, *Chances of a Lifetime: A Memoir*, New York, Charles Scribner, 2001, p. 102.

de la mission que le secrétaire d'État lui indique avoir été tenu informé en amont de l'opération par les Américains, sous le sceau du secret le plus strict<sup>124</sup>, raison pour laquelle il est contraint de déclarer le lendemain à la presse que le gouvernement britannique ignorait tout de l'initiative américaine<sup>125</sup>.

Le 25 avril, à Massachusetts Avenue, Nicholas Henderson est réveillé à 7 heures par un appel téléphonique. Henry Kissinger lui demande d'indiquer à Londres qu'il soutient l'opération de sauvetage en dépit de son échec. L'ambassadeur le remercie sans savoir de quoi il s'agit<sup>126</sup>. La veille, plusieurs tempêtes de sable et une avarie de matériel ont conduit le président à demander l'annulation de la mission, avant que deux appareils ne se heurtent, rajoutant à l'humiliation de l'échec la perte de 8 hommes. Il en informe personnellement la Première ministre<sup>127</sup>. Aux Communes, Peter Temple-Morris, secrétaire du groupe parlementaire anglo-iranien, s'inquiète de la qualité de la puissance américaine à un moment critique. Ian Gilmour lui répond que l'heure n'est pas à la critique des États-Unis mais à l'union des alliés. Interrogé par Anthony Benn, ancien secrétaire d'État à l'Énergie, qui suggère de ne pas laisser les Américains utiliser les bases britanniques dans la région, le Lord du Sceau Privé répond que Londres avait seulement été informé de la possibilité d'une opération de sauvetage<sup>128</sup>. Le FCO recommande à l'ambassade, par loyauté envers les alliés, de répondre aux invitations des médias américains pour réaffirmer le soutien et la sympathie des Britanniques. De son côté, W. Christopher convoque les alliés de l'OTAN pour justifier par son enjeu le secret de l'opération. Il en édulcore la dimension militaire en mettant en avant ses objectifs humanitaires<sup>129</sup>. À Londres, M. Thatcher écrit son émotion et son admiration à J. Carter pour le courage qu'il a montré dans les circonstances<sup>130</sup>. Le président la remercie de son soutien en retour et lui réaffirme son intention de trouver une solution à la crise iranienne<sup>131</sup>. Pourtant, pendant ce temps, toujours sceptique quant à leur utilité, P. Carrington recommande à N. Henderson de faire savoir que l'échec de l'opération risque de fragiliser le consensus européen en faveur des sanctions<sup>132</sup>. Les ailes brûlées d'un Gulliver discrédité accentuent ainsi son empêchement iranien.

## II. Les faux-semblants de la neutralité en guerre (1980)

Le 22 septembre 1980, les armées irakiennes envahissent le territoire iranien après avoir bombardé deux jours plus tôt les bases aériennes de la République islamique. Comment leur expérience de la révolution conditionne-t-elle la réaction des Occidentaux au déclenchement de la guerre Iran-Irak ?

<sup>124</sup> GRAHAM Sir John, entretien avec Martin Lamport, 7 mars 2016 [En ligne], BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.chu.cam.ac.uk/media/uploads/files/Graham.pdf>

<sup>125</sup> TNA, PREM 19/276, Interview given by the Secretary of State to Peter Snow of Newsnight, 25th April 1980.

<sup>126</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 336.

<sup>127</sup> TNA, PREM 19/276, Carter to Thatcher, 25th April, 1980.

<sup>128</sup> TNA, PREM 19/276, PMQ on Iran to Prime Minister, 25th April, 1980.

<sup>129</sup> TNA, FCO 8/3585/287, Henderson to FCO, Washington 1626, Iran/rescue operation, 25th April, 1980.

<sup>130</sup> TNA, PREM 19/276, Draft message from the Prime Minister to President Carter, s. d.

<sup>131</sup> TNA, FCO 8/3586/350, Carter to Thatcher, 29th April, 1980.

<sup>132</sup> TNA, FCO 8/3585/299, Carrington to Washington, FCO 779, Iran, 26th April, 1980.

## A. Les ambiguïtés des alliés

### 1. Une attitude controversée

L'ouverture des hostilités est accueillie en Occident par la mise en avant d'une position de neutralité entre les belligérants. La prudence des discours officiels dissimule cependant mal les biais d'appréhension du conflit qui contribuent à la perpétuation des tensions entre Londres, Washington et Téhéran.

L'émergence de l'Irak comme un acteur apte à dérégler les équilibres du Golfe n'est pas ignorée à Londres ou à Washington. Dès le mois de mars 1979, Howard Teicher, analyste régional au Pentagone, produit une étude analysant la croissance des capacités militaires du régime de Saddam Hussein. Ses conclusions sont rejetées par Harold Brown, aux yeux duquel l'amélioration du comportement du dirigeant est incontestable. Il attribue les bruits de bottes émanant de Bagdad moins à la volonté de préparer un affrontement qu'à la propagande du régime. Pour H. Teicher, à l'époque où les Britanniques ne sont plus à l'est de Suez pour défendre les intérêts occidentaux, les Américains se convainquent que l'Irak peut y participer<sup>133</sup>. À l'été, le renseignement américain alerte à son tour sur la possibilité de préparation d'une offensive. George Cave, ancien directeur de l'antenne iranienne, se rend à Téhéran en octobre pour présenter au ministre des Affaires étrangères Ebrahim Yazdi des photographies aériennes révélant le rassemblement par Bagdad de troupes à la frontière<sup>134</sup>. Selon Marc Gasiorowski, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques David Newsom s'alarme de la perspective d'un conflit entre les deux pays et engage les États-Unis dans la fourniture de renseignements à l'Iran afin de prévenir une invasion qui conduirait au déclenchement des hostilités<sup>135</sup>. La crise des otages n'en conduit pas moins le CSN à envisager un rapprochement avec Bagdad dès le mois de décembre 1979 dans un rapport hebdomadaire de sécurité nationale sur les actions militaires qui contribueraient à la chute de l'ayatollah. En accord avec Cyrus Vance, Zbigniew Brzezinski suggère ainsi une visite en Irak de l'ancien secrétaire à la Défense puis à l'Énergie James Schlesinger pour engager avec le pouvoir des échanges approfondis<sup>136</sup>.

Le développement des tensions entre Bagdad et Téhéran est confirmé au printemps 1980 par John Graham, pour lequel une guerre n'apparaît pourtant pas imminente : l'Iran semble incapable de la mener du fait de ses difficultés économiques et de la démoralisation de ses troupes ; l'armée irakienne est en partie composée de chiïtes, dont la loyauté au parti Baath pose déjà question<sup>137</sup>. Ce n'est pas l'avis du National Intelligence Council américain, pour lequel des preuves indiquent alors que l'Irak prévoit une offensive contre son voisin afin de renverser l'ayatollah<sup>138</sup>. M. Gasiorowski s'étonne du fait que les

<sup>133</sup> TEICHER Howard, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, HarperCollins, 1993, p. 61, 67, 70 et TEICHER Howard, entretien avec l'auteur, 12 mai 2020.

<sup>134</sup> Den, vol. 10, CITE Tehran to Director, Tehran 54502, Wnintel Eybat Sdplod, 17 October, 1979.

<sup>135</sup> GASIOROWSKI Mark, "US Intelligence Assistance to Iran, May-October 1979", *Middle East Journal*, 2012, vol. 66, n°, p. 621.

<sup>136</sup> CWHIP, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #122, 21st December, 1979

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/3685/15, Egerton to FCO, Baghdad 371, Iran/Iraq, 10 April, 1980.

<sup>138</sup> CIA, CIA-RDP83B01027R000300170011-8, Possible Iranian-Iraqi Conflict, 11th April, 1980.

officiers chargés de l'Irak et de l'Irak à Washington n'en aient pas eu connaissance<sup>139</sup>. Cinq mois plus tard, le ministre des Affaires étrangères convoque les chefs de missions étrangères pour leur signifier que l'Irak entend dénoncer les accords de 1975 qui ont réglé les litiges frontaliers et politiques entre Bagdad et Téhéran. Il accuse les Iraniens de ne pas avoir évacué des zones frontalières et d'avoir repris leur soutien aux Kurdes irakiens. Le chargé d'affaires britannique en informe son homologue américain, qui n'est pas invité au ministère car les États-Unis ne disposent pas d'une représentation de plein exercice en Irak depuis 1972. Les diplomates ignorent le statut frontalier antérieur à 1975, leurs ambassades respectives ayant détruit les archives le concernant. Ils supposent que la dénonciation des accords d'Alger conduirait l'Irak à proclamer une souveraineté pleine et entière sur le fleuve frontalier Chatt-el-Arab, contraignant de fait à la fermeture les ports iraniens d'Abadan et de Khorramshahr<sup>140</sup>. Le Britannique rapporte des mouvements de chars irakiens en direction de la frontière sans qu'une photographie suffisante de la disposition des troupes ne permette de déterminer la possibilité d'une invasion<sup>141</sup>.

Peter Carrington apprend depuis Washington la nouvelle du déclenchement du conflit<sup>142</sup>. Un câble en provenance de Mascate l'informe que l'Irak a persuadé le sultan d'Oman de permettre à son aviation d'utiliser le territoire du sultanat dans le cadre d'une attaque aérienne de l'Irak. Au-delà du risque de déflagration régionale, les Britanniques s'émeuvent du risque d'implication de Londres en raison de la présence à Oman de 130 officiers britanniques en détachement, qui seraient mobilisés en cas de riposte iranienne. Aux côtés du secrétaire d'État, les diplomates de Massachusetts Avenue s'attachent à trouver les moyens de faire pression sur le sultan pour le convaincre de rester en dehors des affrontements. Les premières heures du conflit jettent également le trouble entre Londres et Washington. P. Carrington ne parvient pas à joindre son homologue Edmund Muskie, en train de jouer au golf dans le Maine. Son adjoint Warren Christopher reste laconique au téléphone. Le département d'État fait par ailleurs savoir que le président, lui-même indisponible, n'a pas l'intention d'envoyer d'instructions à Oman. Plus tard dans la journée, les Britanniques apprennent avec consternation par un télégramme que les Américains avaient été informés trois jours plus tôt de l'imminence d'une attaque irakienne depuis le territoire omanais, avec l'approbation du sultan. Les Britanniques soupçonnent certains Américains d'avoir délibérément dissimulé les informations afin de laisser le champ libre aux Irakiens sans craindre une opposition de la part de Londres, qui en aurait certainement dissuadé Washington.

Dans un contexte d'usure relationnelle due à l'enlisement de la crise des otages, l'invasion irakienne est considérée à Téhéran comme une preuve supplémentaire de la duplicité du Grand Satan, accusé d'y avoir souscrit, sinon de l'avoir organisée. La controverse sur le prétendu « feu vert » envoyé par Washington à Bagdad témoigne d'abord de la crispation des relations bilatérales : les autorités iraniennes ont déclaré bien avant l'invasion qu'elles considéreraient les États-Unis comme complices de toute

<sup>139</sup> GASIOROWSKI Mark, "US Intelligence Assistance to Iran, May-October 1979", *op cit.*, p. 620.

<sup>140</sup> Les accords d'Alger conviennent d'un partage de souveraineté du Chatt-el-Arab le long de la ligne du thalweg en échange du soutien de l'Irak à l'Irak dans sa répression de la rébellion kurde.

<sup>141</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 2531, Iraq Repudiates 1975 Agreement with Iran, 17th September, 1980.

<sup>142</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin*, *op. cit.*, p. 361-363.

attaque<sup>143</sup>. La controverse prend de l'ampleur cinq ans après l'autre « feu vert », que Saddam Hussein aurait reçu d'April Glaspie en amont de l'invasion du Koweït. En 1995, en effet, refait surface un mémorandum rédigé en 1981 par Alexander Haig, alors secrétaire d'État de Ronald Reagan, lors d'un voyage au Moyen-Orient : « Il fut aussi intéressant de confirmer que le président Carter donna aux Irakiens le feu vert pour lancer une attaque contre l'Iran *via* Fahd [alors Prince-héritier d'Arabie saoudite] ». Ni le général, ni le président n'ont accepté de s'exprimer à son sujet. L'existence de ce « feu vert » est régulièrement niée par les principaux acteurs de l'entourage présidentiel, jusqu'à nos jours<sup>144</sup>. Elle est attisée par le président Abolhassan Bani-Sadr, qui écrit en 1991 dans ses mémoires avoir détenu dès le mois d'août 1980 la preuve d'une rencontre entre des exilés iraniens et des émissaires américains, irakiens et israéliens, durant laquelle les Américains auraient dévoilé des informations ayant encouragé l'invasion<sup>145</sup>. Elle est reprise par l'historien iranien Sasan Fayazmanesh, qui renvoie dos-à-dos l'impérialisme occidental et la théocratie islamique<sup>146</sup>. Elle est confrontée à toutes les contradictions qu'elle soulève par les principaux historiens de la période<sup>147</sup>. Dans son ouvrage sur les relations entre Washington et Téhéran, Richard Cottam montre qu'elle reflète et participe de la vision du monde d'une population depuis plusieurs siècles aux prises avec les ingérences extérieures<sup>148</sup>.

## 2. Une ambiguïté diplomatique

Dans ce contexte, les déclarations de neutralité, qui relèvent en fait de la non-belligérance, peinent à trouver une crédibilité en Iran, convaincu de la partialité diplomatique des Occidentaux. À Londres, ce positionnement est justifié par la crainte d'une déstabilisation des équilibres régionaux dans le cas où l'agression de l'Irak se retournerait contre lui et conduirait à un effondrement du régime<sup>149</sup>. À Washington, Jimmy Carter écrit dans son journal qu'il s'agit de faire le maximum pour rester strictement neutre et encourager les autres pays à un positionnement identique<sup>150</sup>. Les options politiques sont cependant réduites, du fait de la crise des otages en Iran et de l'absence de relations diplomatiques avec l'Irak<sup>151</sup>.

Le 24 septembre, le CSN appelle à échanger avec les acteurs de la région, les pays arabes montrant

<sup>143</sup> EMERY Chris, "Reappraising the Carter Administration's response to the Iran-Iraq War", in ASHTON Nigel et GIBSON Bryan, *The Iran-Iraq War. New International Perspectives*, Londres, Routledge, 2003, p. 150.

<sup>144</sup> EIZENSTADT Stuart, entretien avec l'auteur, 6 novembre 2020.

<sup>145</sup> BANI SADR Abolhassan, *My Turn to Speak: Iran, the Revolution and Secret Deals with the U.S.*, New York, Brassey's Macmillan, 1991, p. 13.

<sup>146</sup> FAYAZMANESH Sasan, *The United States and Iran. Sanctions, Wars and the Policy of Dual Containment*, Londres, Routledge, 2008.

<sup>147</sup> Lire en particulier BLIGHT James *et. al.*, *Becoming Enemies: U.S.-Iran relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Plymouth, Rowman & Littlefield Publishers, 2014, p. 63, 260 et sq.

<sup>148</sup> COTTAM Richard, *Iran and the United States: A Cold War Case Study*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988, p. 224.

<sup>149</sup> CRADOCK Percy, *In Pursuit of British Interests: Reflections on Foreign Policy under Margaret Thatcher and John Major*, Londres, John Murray, 1997, p. 165.

<sup>150</sup> CARTER Jimmy, *White House Diaries*, New York, Farrar Straus Giroux, 2010, p. 467

<sup>151</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 57.

une tendance à pencher pour l'Irak<sup>152</sup>. Devant les accusations iraniennes de complicité, les Américains conviennent d'une déclaration présidentielle réaffirmant leur neutralité afin de couper court à tout soupçon et de rassurer les marchés pétroliers. Le secrétaire d'État se rend à New York pour travailler à l'obtention d'un cessez-le-feu au Conseil de sécurité<sup>153</sup>. Trois jours plus tard, le CSN décide d'envoyer au prince Fahd un message s'inquiétant du risque d'escalade militaire. Les requêtes saoudiennes d'armement suscitent déjà le débat sur les limites de la neutralité américaine au sein de l'administration. Le secrétaire d'État adjoint Warren Christopher oppose les déclarations publiques déjà effectuées au soutien à un pays ouvertement aligné sur l'Irak. Selon Zbigniew Brzezinski, la politique de neutralité est moins une fin qu'un moyen : la protection des intérêts des États-Unis ne saurait être sacrifiée pour maintenir une posture diplomatique. Pour Stansfield Turner, la possibilité d'attaque iranienne contre les installations saoudiennes est réelle : l'initiative, désespérée, aurait pour but d'entraîner les Occidentaux dans le conflit en les persuadant de s'opposer aux Irakiens. Pour le Pentagone, Harold Brown confirme que la nécessité de préserver les installations pétrolières surpasse celle de maintenir une soi-disant neutralité. Le vice-président Walter Mondale note qu'il s'agirait de protéger les intérêts énergétiques sans faire l'économie d'une neutralité dans le conflit. Comptant sur un arrêt rapide de l'offensive irakienne, il déclare qu'un positionnement américain contre l'Iran pourrait conduire à une intervention soviétique. H. Brown répond que les Américains soutiennent déjà la défense aérienne saoudienne et qu'ils ne sauraient remettre en question cette assistance au nom d'une prétendue neutralité. Par ailleurs, les Soviétiques n'ont pas grand intérêt à dénoncer le soutien aux Arabes, qui les rangerait *de facto* aux côtés des Iraniens. Or, ils vendent eux-mêmes des armes aux Irakiens. Selon Z. Brzezinski, une attaque iranienne contre les installations pétrolières saoudiennes interdirait la neutralité américaine tout en rendant une réaction trop tardive pour être efficace. W. Christopher s'inquiète cependant qu'une action américaine soit vue comme une provocation en Iran, qui risquerait d'étendre le conflit au lieu de le contenir<sup>154</sup>.

Le 1<sup>er</sup> octobre, le secrétaire d'État américain réaffirme la neutralité américaine. Les Soviétiques, note-t-il, pourraient se méprendre sur les intentions présidant à une intervention de Washington et prendre en conséquence des mesures nécessaires à la protection de leurs intérêts<sup>155</sup>. Les lignes de partage au sein de l'administration transparaissent cependant, jusqu'à susciter une réaction des Irakiens eux-mêmes<sup>156</sup>. Bagdad accuse en effet Washington de pencher en faveur des Iraniens, de concert avec les Israéliens, accusés d'avoir bombardé des installations nucléaires irakiennes. Le département tente de réconcilier les divergences de l'entourage décisionnel dans un télégramme diplomatique envoyé le 10 octobre :

« Nous n'avons pas pris – et ne prendront pas – de parti dans cette guerre. [...] Nous sommes impartiaux dans cette guerre et nous n'interviendrons auprès d'aucun parti. [...] Notre impartialité ne signifie pas de l'indifférence. Nous défendons nos

<sup>152</sup> JCL, NLC-128-12-3-8-6, Minutes of NSC Meeting, 24th September, 1980.

<sup>153</sup> TNA, FCO 8/3686/129, Henderson to FCO, Washington 4092, Iraq/Iran, 24th September, 1980.

<sup>154</sup> JCL, National Security Council, Institutional Files, Box 116, SCC 344, 9/27/80, Iran/Iraq, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Iran-Iraq Conflict, 27th September, 1980, 5:30–7 p.m.

<sup>155</sup> NARA, RG 59, Subject Files of Edmund S. Muskie, Box 2, Muskie to State, US Del Secretary in New York 08043, Secretary's Breakfast Meeting with Iraqi Foreign Minister Hammadi, September 30, 1st October, 1980.

<sup>156</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 2784, Iraq Questions U.S. Neutrality, 5th October, 1980.



intérêts vitaux dans le golfe Persique. Nous ferons ce qui est nécessaire pour garantir un libre passage dans le détroit d'Ormuz et le golfe Persique et nous répondrons aux requêtes d'assistance émanant de nos amis de la région qui ne prennent pas part au conflit mais s'en sentent menacés. »<sup>157</sup>

Une semaine plus tard, J. Carter évoque pourtant dans un discours une « agression » de Bagdad<sup>158</sup>.

La question des otages pèse sur le positionnement américain. À ses amis Christian Bourget, un avocat français, et Hector Villalón, un homme d'affaires vénézuélien, dépêché par J. Carter en Iran, l'ancien ministre des Affaires étrangères Sadegh Ghotbzadeh a assuré qu'une déclaration dénonçant l'agression de l'Irak permettrait de débloquent les négociations<sup>159</sup>. Le journaliste Pierre Salinger rapporte qu'Harold Saunders lui téléphone à cet effet le 19 octobre, cependant que le secrétaire d'État affirme quelques heures plus tard que les États-Unis n'ont rien à gagner à prendre parti dans le conflit. À Massachusetts Avenue, Nicholas Henderson confirme la multiplication des déclarations indiquant un penchant pour l'Iran, sans pouvoir déterminer si les Américains entendent ainsi encourager les Iraniens à libérer les otages en amont des élections ou à s'engager dans une ligne politique nouvelle<sup>160</sup>. Plusieurs années après les faits, H. Saunders met en perspective la discrétion de ce soutien avec les négociations en cours. Selon l'ancien secrétaire d'État adjoint, la position naturelle du gouvernement était de condamner l'agression irakienne, contraire aux principes de la Charte des Nations unies, mais l'administration ne pouvait prendre de position ouvertement favorable à l'Iran pour des raisons de politique intérieure. Elle devait cependant s'efforcer de ne pas faire avorter les espoirs de libération<sup>161</sup>. Shahram Chubin conclut que l'aphorisme attribué à Henry Kissinger, qui regrette que les deux belligérants ne puissent pas tous deux perdre, reflète le sentiment populaire et politique, plus que les objectifs occidentaux : éviter une escalade qui remettrait en question la liberté de navigation et l'accès aux ressources pétrolières dans le golfe<sup>162</sup>.

### 3. Une adaptation commerciale

La politique commerciale des alliés à l'égard des pays de la région et des belligérants eux-mêmes est révélatrice de l'ambiguïté de leur positionnement. Elle montre leur volonté de s'émanciper d'un positionnement diplomatique sclérosant afin de défendre leurs propres intérêts nationaux.

Le penchant irakien dénoncé par Howard Teicher comme émergeant au Pentagone<sup>163</sup> et lu *a posteriori* par de nombreux acteurs américains comme répondant à l'humiliation de la prise d'otages<sup>164</sup> est loin d'apparaître dans les archives comme déterminant dans les premiers mois du conflit. C'est bien la

<sup>157</sup> DOS, C17614375, Christopher to Caracas, State 274856, U.S. View of Iraq/Iran Conflict, 10th October, 1980.

<sup>158</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 2929, Iraqi Concern Re U.S. Position on Iraq-Iran War, 17th October, 1980.

<sup>159</sup> SALINGER Pierre, *America Held Hostage: The Secret Negotiations*, New York, Doubleday, 1981, p. 278-279.

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/3590/619, Henderson to FCO, Washington 4353, U.S. hostages in Iran, 22nd October, 1980.

<sup>161</sup> SAUNDERS Harold, "The Iran-Iraq War: Implications for US Policy", in NAFF Thomas (dir.), *Gulf Security and the Iran-Iraq War*, The National Defense University Press and the Middle East Research Institute, 1985, p. 70-71.

<sup>162</sup> CHUBIN Shahram, TRIPP Charles, *Iran and Iraq at War*, New York, Routledge, 2019, p. 207.

<sup>163</sup> TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm*, op. cit., p. 102.

<sup>164</sup> EVANS David, entretien avec Stuart Kennedy, 22 novembre 1996 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Evans-David-M.toc\\_.pdf](https://adst.org/wp-content/uploads/2013/12/Evans-David-M.toc_.pdf)

protection de leurs gisements de pétrole exploités conjointement par les Américains qui conduit au mois de septembre Zbigniew Brzezinski à équiper les Saoudiens en AWACS. Il émet d'ailleurs comme stricte condition à leur déploiement la promesse de ne pas soutenir l'Irak et le maintien de la neutralité de l'Arabie saoudite, ainsi que des États du golfe Persique<sup>165</sup>. Les États-Unis assument par ailleurs devant les Irakiens placer la résolution de la prise d'otages avant toute considération relative au conflit. Lors de son entretien avec son homologue américain, le ministre irakien des Affaires étrangères Saadoun Hammadi note que Washington a refusé de délivrer à Bagdad les moteurs destinés aux frégates irakiennes. Il demande si les États-Unis comptent sur le fait que l'Irak reporte le conflit le temps que les otages soient libérés. Edmund Muskie rétorque que Washington entend continuer ses efforts dans ce but indépendamment des affrontements en cours. Il ajoute qu'il ne serait dans l'intérêt de personne de voir la désintégration de l'Iran<sup>166</sup>. Alors que les exportations de moteurs ont été retardées par l'opposition du Congrès aux ventes de biens vers le golfe Persique, les Irakiens s'émeuvent de rapports de la presse koweïtite citant des sources militaires à Washington selon lesquelles l'administration considèrerait favorablement la fourniture à l'Iran d'armes, de pièces de rechange et de techniciens. L'affirmation du ministre de la Défense Adnan Khairallah est cependant contredite par son collègue des Affaires étrangères à la tribune de l'ONU, mais témoigne cependant de la crispation de Bagdad face à l'ambivalence ressentie de l'attitude américaine<sup>167</sup>. L'administration ne va cependant pas jusqu'à fournir aux Iraniens les moyens militaires de résister à l'invasion irakienne, en utilisant la précarité de leur position dans le conflit comme un moyen de pression afin de faciliter une libération des otages avant les élections, comme le regrette encore l'un des conseillers du président à l'époque, Stuart Eizenstat<sup>168</sup>.

Informé par l'attaché de défense britannique à Madrid que les Iraniens cherchent à s'approvisionner par des tiers-partis car ils refusent de négocier avec Londres et Washington, Peter Carrington a pourtant suggéré à Nicholas Henderson d'en informer ses interlocuteurs à Washington<sup>169</sup>. Au département d'État, Harold Saunders confirme que les spéculations sur la reprise des fournitures militaires à l'Iran vont bon train<sup>170</sup>. L'administration a en effet affirmé que la libération des otages permettrait de reprendre le dialogue sur les questions bilatérales en suspens, notamment la livraison du matériel pour lequel le règlement a déjà été effectué et la licence d'exportation accordée. Le secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient ajoute que les États-Unis ne sont pas non plus prêts à reprendre la fourniture à l'Iran d'armes sophistiquées. En cohérence avec Washington, les Britanniques proposent d'indiquer à Téhéran que Londres serait plus sympathique à ses requêtes une fois les otages libérés.

L'inscription du conflit dans la durée conduit justement le département du Moyen-Orient du FCO à

<sup>165</sup> JCL, National Security Council, Institutional Files, Box 116, SCC 344, 9/27/80, Iran/Iraq, Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting, Iran-Iraq Conflict, 27th September, 1980, 5:30-7 p.m.

<sup>166</sup> NARA, RG 59, Subject Files of Edmund S. Muskie, Box 2, Muskie to State, US Del Secretary in New York 08043, Secretary's Breakfast Meeting with Iraqi Foreign Minister Hammadi, September 30, 1st October, 1980.

<sup>167</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 2784, Iraq Questions U.S. Neutrality, 5th October, 1980.

<sup>168</sup> EIZENSTAT Stuart, entretien avec l'auteur, 6 novembre 2020.

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/3476/32, Carrington to Washington, FCO 1639, US/Iran, 15th October, 1980.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/3476/45, Henderson to FCO, Washington 4336, Arms sales to Iran, 20th October, 1980.

poser la question de l'attitude à adopter sur la question de la livraison des armes à l'Iran et à l'Irak en vertu de la politique revendiquée de neutralité. L'entreprise de produits électroniques Racal sollicite une licence d'exportation pour des radios militaires commandées par l'Irak, cependant que l'Iran sollicite la fourniture de chars commandés. Veronica Beckett suggère de refuser la fourniture d'armes aux deux belligérants, de rappeler de plus aux Iraniens que les licences d'exportation d'armes sont retenues le temps de la détention des otages américains et de signifier aux Irakiens que les Britanniques ne sauraient honorer leur requête sans fournir les Iraniens à l'identique, ce qu'ils ont demandé d'éviter. David Miers ne partage cependant pas l'opinion de sa collègue. Le refus de la licence d'exportation vers l'Irak serait mal reçu à Bagdad, qui ne manquerait pas d'accuser Londres de s'opposer à la cause arabe et de se tourner vers Paris pour s'approvisionner. Il torpillerait les efforts en cours pour refonder avec l'Irak des relations dépassant les soupçons envers un Royaume-Uni réputé irrémédiablement hostile et pro-américain. Les espoirs britanniques de gagner la meilleure part du lucratif marché irakien en souffriraient au-delà de la guerre. Le directeur du département du Moyen-Orient recommande donc d'autoriser l'envoi des radios à l'Irak ; de travailler à un accord avec les Occidentaux interdisant la fourniture de matériel aux belligérants, qui pourrait conduire à refuser les licences d'exportation à l'avenir ; en cas d'échec d'un accord, de considérer chaque requête au cas par cas, selon la nature du matériel requis, le comportement des Irakiens sur le front et l'attitude des autres fournisseurs<sup>171</sup>. Le FCO se range à la recommandation<sup>172</sup>. La réaction de Londres à la suspicion irakienne est d'autant plus vive, quand Bagdad réclame des engagements sur la politique britannique dans le cas où les otages américains seraient libérés. Le FCO appelle sa représentation en Irak à réaffirmer sa neutralité de principe et la corrélation de l'embargo contre l'Iran à la prise d'otage en cours à Téhéran, pour signifier aux Irakiens que la situation au-delà n'est pas à l'ordre du jour<sup>173</sup>. Les rumeurs courant sur la possible libération à venir des prisonniers américains conduisent cependant le département du Moyen-Orient à réfléchir à la stratégie à adopter<sup>174</sup>.

## B. Les conséquences du conflit

### 1. La préoccupation pétrolière

C'est l'analyse des risques que le conflit fait peser sur leurs intérêts dans la région qui préoccupe les Américains et les Britanniques de manière parallèle, traduction du pragmatisme de leur implication.

La question de l'accès aux ressources énergétiques de la région et des conséquences du conflit sur les cours émerge rapidement, jusqu'à voir la protection des intérêts nationaux crispier la relation bilatérale en temps de crise. L'enjeu pétrolier est au menu de la réunion du CSN du 24 septembre : situation

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/3476/8, Beckett to Miers, Graham, PS, Arms supplies to Iraq/Iran, 9th October, 1980.

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/3476/10, Dictated by Paul Lever, 9th October 1980, 7.45 pm.

<sup>173</sup> TNA, FCO 8/3476/32, Carrington to Bagdad, FCO 433, Iraq/Iran: defence sales, 20th October, 1980.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/3476/69, Miers to Graham, Release of US hostages, 24th October, 1980.

de l'approvisionnement ; implications d'une interruption partielle ; politique à adopter ; mesures à prendre en coulisses. Le département de l'Énergie relève que l'Espagne et la Turquie sont les seuls membres de l'AIE dépendants de manière significative de l'Iran pour leurs importations, le reste de la production iranienne se dirigeant vers des pays soviétiques ou en voie de développement. Les États-Unis importent peu de pétrole irakien et pas de pétrole iranien. Le détroit d'Ormuz permet le passage de 17 millions de barils par jour (mbj) en 1980, soit deux tiers du marché mondial du pétrole et un tiers du pétrole consommé à l'Ouest. Les États-Unis dépendent de ce pétrole pour un quart de leurs importations. Le Royaume-Uni reste autosuffisant<sup>175</sup>. Une déclaration présidentielle est envisagée pour rassurer les craintes soulevées par le conflit sur le sujet en insistant sur l'importance des stocks à disposition.

Le lendemain, l'entourage présidentiel convient cependant que le blocage du détroit d'Ormuz serait catastrophique et s'alarme par anticipation de l'état des réserves dans le scénario d'un conflit dépassant deux semaines. Il est envisagé d'explorer avec les autres gouvernements la possibilité d'instaurer une assurance contre les risques de guerre, comme cela avait été fait pendant les conflits précédents<sup>176</sup>. La question est très sensible pour le Trésor. Les compagnies d'assurances pourraient aussi remettre en question leur couverture. Les taux ont quadruplé depuis le 22 septembre pour les convois vers le Golfe et risquent de croître de manière exponentielle. À l'issue de la réunion, Jimmy Carter rassure les marchés en déclarant que les ruptures d'approvisionnement, même durables, pourront être compensées<sup>177</sup>.

À Londres, le FCO évalue le surplus de la production de l'OPEP à 2 mbj et le niveau des réserves mondiales à plus de 100 jours<sup>178</sup>. Selon les Britanniques, une perte de 5 mbj pendant plusieurs semaines ne devrait pas affecter les approvisionnements, mais pourrait durcir les prix sur le marché Spot. Les majors Shell et BP pourraient se voir privées de 300 000 et 150 000 bj. Les conséquences du conflit sur les approvisionnements ne semblent cependant pas encore certaines : la seule interruption du chargement du pétrole irakien et iranien limiterait la perte à 3 mbj ; celle-ci serait de 5 mbj en cas d'impacts sur les oléoducs irakiens et sur les chargements koweïtiens ; le blocage du détroit d'Ormuz conduirait à une perte de 16 mbj<sup>179</sup>. Celle-ci pourrait conduire à une répétition, peut-être aggravée, de la crise des prix de l'année 1979, qui rendrait alors nécessaire le déclenchement du système d'allocation de l'AIE.

Le même jour, J. Carter fait part à Margaret Thatcher de ses inquiétudes sur le renchérissement des primes d'assurance des convois vers le Golfe du fait des menaces de fermeture pesant sur le détroit. Il déplore que plusieurs compagnies de transport détournent en conséquence leurs navires de cette destination. La Première ministre lui répond partager ses inquiétudes mais compter aussi sur la faveur des circonstances et la bonne gestion des stocks à disposition pour conserver une marge de manœuvre<sup>180</sup>. Le

---

<sup>175</sup> NARA, Department of Energy, Executive Secretariat Files, Job #8824, Box 3135, International Affairs: 9/80282, Goldman to Duncan, Sawhill, SCC Meeting on Iran-Iraq, September 24, 1980, 23rd September, 1980.

<sup>176</sup> JCL, NLC-128-12-3-8-6, Minutes of NSC Meeting, 24th September, 1980.

<sup>177</sup> *PPPUS: Jimmy Carter, 1980*, pp. 1921-1922.

<sup>178</sup> TNA, FCO 8/3688/309, Carrington to Caracas, FCO 215, Iran/Iraq, 24th September, 1980.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/3688/368, Carrington to certain missions and dependent territories, Guidance telegram number 102, Iraq/Iran, Iran/Iraq, 26th September, 1980.

<sup>180</sup> TNA, PREM 19/278, Carrington to Belgrade, FCO 213, My IPT, 24th September, 1980.

lendemain, Robert Armstrong est reçu à la Maison-Blanche par Zbigniew Brzezinski, qui suggère une déclaration similaire à celle du président afin de rassurer les marchés<sup>181</sup>. Les Américains proposent aussi des consultations sur les questions du pétrole et des assurances. Quoique favorables à l'idée en principe, les Britanniques n'y voient pas cependant pas dans l'immédiat<sup>182</sup>.

Malgré la volonté de calmer les marchés, les incertitudes demeurent. Le département d'État appelle les consommateurs qui en dépendent fortement à se préparer aux conséquences de l'interruption des convois en provenance d'Iran et d'Irak pendant deux à trois mois : la France, le Brésil et l'Inde pourraient être enclins à solliciter le marché Spot, rajoutant à la pression sur les prix. Il s'agirait aussi d'anticiper sur les mesures à prendre pour minimiser les conséquences d'une possible rupture d'approvisionnement en provenance des autres pays du Golfe<sup>183</sup>. L'un des moyens permettant d'éviter un recours au marché Spot serait de suggérer aux Majors de leur apporter une assistance temporaire. Le département de l'Énergie propose à ce titre une régionalisation de l'aide, le Venezuela pouvant par exemple assister le Brésil<sup>184</sup>. Le Cabinet britannique note de son côté que le volume des réserves nationales est élevé et que les producteurs en mer du Nord pourraient au besoin approvisionner en priorité le Royaume-Uni<sup>185</sup>. Ce réflexe national serait néanmoins remis en question par l'activation du mécanisme de partage des ressources. Son application aurait par compensation l'avantage de réfréner une augmentation des cours.

Les perspectives de pénurie viennent même froisser la confiance interalliée. L'accélération du remplissage des réserves stratégiques américaines crée ainsi l'embarras de Kingman Brewster. Des informations erronées l'ont en effet conduit à faire état en amont au gouvernement britannique d'un rythme modéré. Le FCO concevait les raisons d'un renflouement de 100 000 bj, tel que demandé par le Congrès devant les menaces de rupture d'approvisionnement. L'acquisition de pétrole bien au-delà est d'autant plus mal tombée que l'AEI a recommandé d'épuiser les stocks au lieu d'augmenter les achats. K. Brewster se déclare consterné de la perte de crédibilité de Washington engendré par la situation, qui le met dans une situation où lui-même semble avoir délibérément induit en erreur ou gardé dans l'ignorance le partenaire britannique. S'il entend qu'il importe parfois de retenir certaines informations des amis et alliés, il trouve indéfendable de professer des vérités pour ne découvrir qu'après coup leurs erreurs<sup>186</sup>.

## 2. La sirène sécuritaire

Près de deux ans après la révolution en Iran et moins d'un an après l'invasion de l'Afghanistan, le déclenchement des hostilités entre Bagdad et Téhéran fait ressurgir le spectre soviétique dans un point

---

<sup>181</sup> TNA, PREM 19/813, Armstrong to Alexander, 30th September, 1980.

<sup>182</sup> TNA, FCO 8/3688/379, Carrington to certain missions and dependent territories, Guidance telegram number 103, Iraq/Iran, Iran/Iraq, 3rd October, 1980.

<sup>183</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Country File, Box 34, Iran/Iraq, 9/80, Tarnoff to Brzezinski, The Iran-Iraq Conflict, 26th September, 1980.

<sup>184</sup> TNA, FCO 8/3688/328a, Henderson to FCO, Washington 4138, Iran/Iraq: oil, 29th September, 1980.

<sup>185</sup> TNA, CAB 128/68, Conclusions of Cabinet Meeting, 2nd October, 1980.

<sup>186</sup> DOS, C17669772, Brewster to State, Washington, London 22002, Strategic Petroleum Reserve, 17th October, 1980.

chaud de la guerre froide. L'historien Bryan Gibson note que l'administration Carter s'inquiète de l'opportunité que la déstabilisation du golfe Persique pourrait constituer pour les vellétés expansionnistes de Moscou. Dès le début du conflit, l'URSS ne tarde pas à en faire porter la responsabilité sur les États-Unis, qui l'auraient déclenché afin de détourner l'attention des échecs du processus de paix au Proche-Orient et du développement de la présence militaire américaine dans la région, présidant à une prise de possession possible des réserves pétrolières du sud de l'Iran. Au-delà de ce discours témoignant d'une régionalisation de la dialectique de guerre froide, Moscou ressent le fait que Bagdad ne l'a pas consulté en amont de l'invasion, en infraction à l'esprit du traité d'amitié bilatérale signé en 1972<sup>187</sup>.

Le renseignement américain et britannique s'accorde sur les inquiétudes que le conflit doit susciter en URSS. Dès le 22 septembre, le NFAC relève que les hostilités risquent de nuire aux efforts déployés jusque-là par Moscou pour améliorer ses relations avec Bagdad et avec Téhéran<sup>188</sup>. La guerre entre l'Iran et l'Irak pourrait par ailleurs inciter la République islamique à se rapprocher des États-Unis, après un dénouement positif de la crise des otages. Le département d'État concourt en concluant que le déclenchement de la guerre arrive à un moment particulièrement inopportun pour l'URSS<sup>189</sup>. À Londres, le Current Intelligence Group (CIG) pressent l'inquiétude de Moscou devant une escalade des combats et son désir d'éviter toute prise de parti. L'URSS pourrait néanmoins profiter de la situation de conflit et d'un éventuel effondrement de l'Iran pour prendre contrôle des territoires situés à ses frontières. Dans cette perspective, le renseignement britannique recommande d'approcher les Soviétiques pour leur conseiller de la retenue dans leur dialogue avec Bagdad et pour les dissuader de toute intervention en Iran. Le rapport du CIG est transmis à Massachusetts Avenue avec recommandation de faire part de ses conclusions aux Américains pour nourrir la réflexion bilatérale<sup>190</sup>. Pendant ce temps, le Pentagone prend acte de la dangerosité potentielle des affrontements pour les deux adversaires, pour la région voire pour le monde dans son ensemble, tout en affirmant paradoxalement qu'il ne s'agit pas encore d'un conflit majeur<sup>191</sup>. Le 23 septembre, le département d'État indique à John Fretwell que si le renseignement américain partage les analyses du CIG, notamment les vellétés soviétiques d'ingérence aux frontières, il n'y attache pas un haut degré de probabilité<sup>192</sup>. Le secrétaire d'État Edmund Muskie prévoit d'aborder ces points avec son homologue soviétique Andreï Gromyko à New York, parallèlement aux consultations qu'il doit mener avec les alliés en marge de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies<sup>193</sup>.

C'est aussi dans ce contexte que Peter Carrington rencontre A. Gromyko pour le sonder sur sa volonté de soutenir un cessez-le-feu. Selon le diplomate soviétique, l'Irak n'a pas de revendications territoriales contre l'Iran, ce qui permet d'envisager un conflit de courte durée. Ses réflexions évasives et

---

<sup>187</sup> GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence, and the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Santa Barbara, Praeger, 2010, p. 43.

<sup>188</sup> CIA, CIA-RDP85T00287R000102140001-5, Soviet Reactions to Iraq-Iran Hostilities, 22nd September, 1980.

<sup>189</sup> DNSA, IG00028, Department of State, Briefing Paper, Soviet Perspective on Iran-Iraq War, 24th September, 1980.

<sup>190</sup> TNA, FCO 8/3686/66, Carrington to Washington, FCO 1534, Iraq/Iran, 22nd September, 1980.

<sup>191</sup> TNA, FCO 8/3686/68, Henderson to FCO, Washington 4066, Iraq/Iran, 22nd September, 1980.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/3686/85, Henderson to FCO, Washington 4080, Iraq/Iran, 23rd September, 1980.

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/3686/129, Henderson to FCO, Washington 4092, Iraq/Iran, 24th September, 1980.

son refus de s'engager laissent pourtant penser aux Britanniques qu'il est alors dans l'incertitude sur la situation sur le terrain et sur l'attitude à recommander à Moscou<sup>194</sup>. Pendant ce temps, à Washington, le CSN relève que le conflit risque de conduire à un renforcement de la présence militaire soviétique dans le golfe et à un accroissement de son influence politique si Moscou se positionne en faiseur de paix ou si les Soviétiques contribuent à garantir la sécurité régionale<sup>195</sup>. Ce dernier objectif semble correspondre aux déclarations faites par Léonid Brejnev plus tôt dans l'année. Le secrétaire d'État prévoit d'enjoindre son homologue à ne pas intervenir et à imiter le soutien que les États-Unis entendent apporter au Conseil de sécurité de l'ONU ou à toute autre initiative internationale, en lieu et place de toute action conjointe de la part des deux Grands. Le président Carter note qu'il importe de déterminer le rôle que les Soviétiques pourraient avoir dans la garde du détroit d'Ormuz. E. Muskie et A. Gromyko se rencontrent à la mission soviétique aux Nations unies le 25 septembre. Dans une ambiance témoignant de la médiocrité de l'état des relations bilatérales, les deux hommes s'accordent sur la nécessité de garder une position de neutralité. Le Soviétique note cependant que la situation serait meilleure si les États-Unis retiraient leurs forces navales du Golfe, dont la présence est, selon lui, source de tensions. Après avoir déclaré que l'invasion de l'Afghanistan avait elle-même contribué au regain de tensions, l'Américain répond que les puissances navales usent de leurs flottes pour défendre leurs intérêts : comme l'URSS a envoyé sa Marine patrouiller dans l'océan Pacifique jusqu'au détroit de Malacca, les États-Unis usent de la leur pour encourager les belligérants à la retenue et pour défendre l'accès au détroit d'Ormuz<sup>196</sup>.

Le 26 septembre, dans son rapport hebdomadaire de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski brandit le spectre soviétique pour mettre en avant l'urgence, ainsi que les difficultés, de la tâche incombant aux États-Unis de protéger la sécurité du Golfe<sup>197</sup>. Une semaine plus tard, devant la perspective d'une guerre d'usure, il pose la question des moyens qui permettraient à Moscou d'exploiter les besoins iraniens et irakiens en munitions et en matériel militaire. Il rappelle le danger que constituerait le positionnement de l'URSS comme faiseur de paix ou garant de la sécurité régionale. Il suggère ainsi de se rapprocher de l'Algérie, de la Turquie, du Pakistan et de la Chine, qui conservent une forme d'influence à Téhéran, afin de travailler de concert à la préservation de la barrière stratégique qui protège l'Iran du sud de l'URSS, depuis la frontière turque jusqu'au Pakistan, en passant par la mer Caspienne<sup>198</sup>. La volonté de contenir les éventuelles velléités expansionnistes soviétiques est la même à Londres. Peter Carrington recommande ainsi à Margaret Thatcher, en plus de préserver la neutralité revendiquée depuis le début du conflit, de travailler à encourager l'Irak à s'éloigner de l'URSS, à condition de ne pas permettre à cette dernière de gagner par compensation une influence plus importante en Iran<sup>199</sup>.

---

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/3686/93, Parsons to FCO, UK MIS New York 1341, Iran/Iraq, 24th September, 1980.

<sup>195</sup> JCL, NLC-128-12-3-8-6, Minutes of NSC Meeting, 24th September, 1980.

<sup>196</sup> JCL, National Security Affairs, Staff Material, Office, Outside the System File, Box 58, Chron: 9/21-30/80, Summary Memorandum of Conversation, Muskie-Gromyko, New York, 25th September, 1980, 10 a.m.-1:20 p.m.

<sup>197</sup> CWIHP, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #155, 26th September, 1980.

<sup>198</sup> CWIHP, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #156, 3rd October, 1980.

<sup>199</sup> TNA, FCO 49/880, Carrington to Thatcher, Possible release of the US hostages in Iran, 7th November, 1980.

### 3. La garde du Golfe

La défense des réserves et des routes d'approvisionnement en pétrole précipite une réflexion sur les modalités d'intervention dans le golfe Persique, légitimée par les craintes d'ingérences soviétiques tant aux États-Unis que dans les pays de la région. Dès le déclenchement du conflit, Nicholas Henderson note que les pays de la région pourraient montrer dorénavant une inclination plus importante à accepter une assistance émanant des Américains, de peur de souffrir une attaque émanant d'Iran ou d'Irak<sup>200</sup>. Par ailleurs, l'intégrité et l'indépendance de l'Arabie saoudite apparaît comme fondamentale à Washington, qui n'attend qu'une invitation de la maison des Saoud pour s'impliquer dans la défense du royaume.

Le 24 septembre, le CSN confie à Edmund Muskie la charge de sonder la volonté des Européens à s'engager dans une planification d'urgence ou dans l'organisation de patrouilles dans le détroit d'Ormuz afin de rassurer les compagnies de transport internationales. Les États-Unis ne conçoivent pas, en effet, de s'engager de manière ostensible ou unilatérale. Les Français font croiser d'ailleurs de nombreux vaisseaux à proximité, les Britanniques mouillent non loin de là et les Australiens disposent également de navires. Washington envisage d'évoquer avec ses partenaires du Golfe les formes d'une coopération visant à défendre la liberté de navigation et d'organiser des conversations militaires avec Londres, Paris et Canberra. Les Iraniens ont en effet déclaré comme zone de guerre leurs eaux territoriales sur le détroit, contraignant ainsi les navires à en emprunter la partie sud. Les convois commencent par ailleurs à s'accumuler à la sortie du détroit, sans causer encore de dégâts. Pour en assurer la protection, Harold Brown suggère l'escorte des vaisseaux individuels ou des convois en direction des ports non-iraniens et non-irakiens. Les Occidentaux pourraient aussi se contenter de laisser le détroit ouvert et le passage à leur libre appréciation. Jimmy Carter exclut l'organisation de patrouilles américaines tant que les vaisseaux ne sont pas arraisonnés ou que leurs trajets ne sont pas empêchés. Les alliés peinent d'ailleurs à s'engager sur une forme de coopération navale. Devant la menace de fermeture du détroit, le président continue cependant de considérer comme indispensable l'implication de leurs flottes aux côtés des forces navales américaines. Il suggère l'idée d'une déclaration sur la liberté de circulation, en conformité avec celle des Neuf, ainsi que l'envoi d'un message à Valéry Giscard D'Estaing et à Margaret Thatcher afin de les encourager à faire avancer leurs navires vers le golfe avant de définir les modalités de leur usage<sup>201</sup>.

Le président y rappelle les dangers que font peser les entraves à la liberté de circulation sur l'approvisionnement en pétrole. Il suggère donc le rapprochement des forces navales britanniques disponibles et l'organisation de consultations en urgence sur les moyens à mettre en œuvre afin d'assurer la protection maritime des pétroliers à l'entrée et à la sortie du détroit<sup>202</sup>. La même proposition est formulée aux Français, qui y répondent favorablement, en insistant sur la discrétion nécessaire au ménagement des marchés pétroliers. Sur la question de la coordination, les Britanniques suggèrent de recourir au canal

---

<sup>200</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin, op. cit.*, p. 36-363.

<sup>201</sup> JCL, NLC-128-12-3-8-6, Minutes of NSC Meeting, 24th September, 1980.

<sup>202</sup> CAC, THCR 3/1/10 f29 (T184/80), Carrington to UK Miss New York, FCO 780, 25th September, 1980.



des conversations ayant lieu régulièrement entre les marines américaine et britannique<sup>203</sup>.

La Première ministre répond le 25 septembre au président qu'elle convient de la nécessité de consultations confidentielles entre Washington, Londres, Paris et Bonn sur les implications du conflit. Le format quadripartite lui semble le plus adapté dans un premier temps, parallèlement aux échanges ayant lieu entre les ministres des Affaires étrangères. Elle ajoute que les premiers vaisseaux britanniques mobilisables ne rentreront pas dans le Golfe avant le 7 octobre. Deux navires ont été détaché à cet effet d'une force opérationnelle croisant à Hong Kong. Les vaisseaux d'une autre force opérationnelle sont attendus pour un exercice le 30 septembre à l'est de la mer Méditerranée, d'où ils pourront aisément être détournés si nécessaire. Elle renvoie la discussions des modalités de ces affectations aux conversations navales prévues entre les Américains et les Britanniques, auxquelles elle appelle à inviter les Français<sup>204</sup>.

De son côté, Peter Carrington insiste auprès de Kingman Brewster sur la nécessité d'une coordination politique confidentielle, condition essentielle pour convaincre les Français d'y participer<sup>205</sup>. Il suggère pour leur donner moins de visibilité d'organiser les discussions à Paris plutôt qu'à Washington. Parmi les priorités à aborder, il mentionne le partage des ressources énergétiques et la défense des routes d'approvisionnement, lesquelles ont des dimensions à la fois politiques et navales. L'ambassadeur note son mépris pour les conversations navales ponctuelles et redondantes, pour lesquelles, selon lui, les représentants américains semblent dépourvus d'instructions claires. S'il ne semble ni cynique, ni sceptique quant aux motivations des Américains, le secrétaire d'État s'inquiète cependant d'un manque de coordination et de suivi dans leurs initiatives. Plusieurs voix au FCO se sont alarmées du fait que la pression de l'opinion publique pourrait encourager les États-Unis à agir d'une manière trop ouverte et trop agressive, là où Londres défend unanimement une approche faite de prudence et de discrétion.

Deux semaines plus tard, J. Carter écrit à nouveau à M. Thatcher pour lui réaffirmer l'urgence de procéder aux préparatifs nécessaires à la défense de la liberté de circulation dans le Golfe et le détroit. Il suggère de répondre favorablement, quand le cas semble approprié, aux requêtes d'assistance émanant des pays de la région qui pourraient se sentir menacés par le conflit. Tout en notant que les différentes initiatives menées de concert ont réduit les risques d'expansion et d'escalade, le président n'en reste pas moins très inquiet devant la tentation exprimée par la Jordanie et certains États du golfe de montrer leur solidarité avec l'Irak. Un alignement sur Bagdad accroîtrait selon lui la vulnérabilité de ces pays et des approvisionnements en pétrole. Il salue à ce titre la pression que les Britanniques ont fait peser sur les Omanais pour les convaincre de ne pas se rapprocher des Irakiens. En attendant la définition des modalités de la coordination entre les forces navales alliées, le président informe la Première ministre de l'envoi à l'Arabie saoudite de systèmes de détection et de commandement aéroporté (AWACS), d'équipements de commandement tactique, de contrôle et de communications ainsi que de radars de défense

---

<sup>203</sup> TNA, FCO 8/3687/278, Henderson to FCO, Washington 4102, Iraq/Iran, 25th September, 1980.

<sup>204</sup> TNA, PREM 19/278, Carrington to Belgrade, FCO 213, My IPT, 25th September, 1980.

<sup>205</sup> DOS, C17669770 Brewster to State, London 20900, Meeting with Lord Carrington views on Iran-Iraq conflict, 2nd October, 1980.

aérienne. Les objectifs avancés sont de fournir au royaume les capacités d'anticipation nécessaires à la défense de ses installations énergétiques, de réaffirmer l'engagement des Occidentaux aux côtés de leurs alliés et de prévenir toute instabilité qui paverait la voie à une intervention soviétique. J. Carter assure à M. Thatcher que l'octroi d'une aide défensive à Riyad ne signifie pas l'abandon de la position de neutralité et de non-ingérence dans le conflit qu'il est, ajoute-t-il, dans l'intérêt de tous de maintenir<sup>206</sup>.

### C. Les impasses de l'arbitrage

#### 1. Une réaction réticente

L'usure des voies de la diplomatie observée depuis la prise d'otages ne se résorbe pas au retour des questions iraniennes à la tribune onusienne. L'inertie de l'arbitrage international y confirme et conforte l'enracinement des tensions qui crispent la triangulation entre Londres, Washington et Téhéran.

Le déclenchement des hostilités entre Bagdad et Téhéran est observé avec prudence par la communauté internationale, qui peine à s'engager dans les voies de l'arbitrage. Le diplomate Giandomenico Picco, chargé à l'ONU des questions iraniennes jusqu'à la fin de la guerre, déplore dans ses mémoires l'absence de réaction collective pendant les premiers jours du conflit. Aucun membre du Conseil de sécurité ne souhaite soulever la question, préférant se convaincre qu'il ne constitue qu'une faible menace à la paix et à la sécurité<sup>207</sup>. Lorsque débute l'invasion du sud-ouest de l'Iran, le 22 septembre, la session annuelle de l'Assemblée générale vient pourtant d'être inaugurée en présence de nombreux chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères<sup>208</sup>. Le secrétaire général produit une déclaration dans laquelle il note l'inquiétude croissante des Nations unies devant l'escalade du conflit et ses conséquences sérieuses et imprévisibles, tout en appelant les belligérants à la retenue, à se refréner de nouvelle action militaire et à faire leur possible pour trouver une solution négociée à leurs différends<sup>209</sup>.

L'inertie internationale touche même le secrétaire général. Kurt Waldheim est réticent à agir au titre de l'article 99 de la Charte des Nations unies, qui lui permet pourtant d'attirer l'attention du Conseil sur une affaire pouvant mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales<sup>210</sup>. Il propose à la place d'envoyer dans un premier temps des messages privés aux deux gouvernements par l'intermédiaire de leurs représentants à New York, avant de recourir dans un second temps au Conseil.

À Washington, Nicholas Henderson note que les Américains ne souhaitent pas prendre les devants

<sup>206</sup> TNA, PREM19/813/258, Carter to Thatcher, 9th October, 1980.

<sup>207</sup> PICCO Giandomenico, *Man without a Gun: One Diplomat's Secret Struggle to Free the Hostages, Fight Terrorism, and End a War*, New York, Times Books, 1999, p. 57.

<sup>208</sup> PARSONS Anthony, "Iran and the United Nations, with particular reference to the Iran-Iraq War", in EHTESHAMI Anoushiravan, VARASTEHEH Manshour (dir.), *Iran and the international community*, Londres, Routledge, 2011, p. 14.

<sup>209</sup> TNA, FCO 8/3686/69, Parsons to FCO, UK MIS New York 1321, Iran/Iraq, 22nd September, 1980.

<sup>210</sup> Charte des Nations Unies, Chapitre XV [En ligne], Nations unies [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/chapter-15#:~:text=Article%2099,et%20de%20la%20sécurité%20internationales>.

sur la question, en raison du litige qui les oppose à l'Iran, auquel les Nations unies n'ont d'ailleurs pas réussi à apporter de solution. Ils semblent néanmoins préférer l'idée d'une action du Conseil de sécurité, sur laquelle ils ont déjà échangé avec d'autres pays, notamment islamiques, dont l'aide pourrait s'avérer utile<sup>211</sup>. Le 23 septembre, le secrétaire général recommande au président du Conseil de sécurité, le Tunisien Taïeb Slim, de lancer des consultations dans l'après-midi afin de paver la voie à une réunion. Peter Carrington s'en félicite lors de la conférence de presse qu'il donne à l'issue de son discours devant l'Assemblée générale, déclarant qu'il serait impensable que les Nations unies n'agissent pas pour prévenir une escalade du conflit en cours dans une région d'une importance vitale pour le monde<sup>212</sup>. Le soir, le président du Conseil de sécurité publie une déclaration mentionnant la tenue de consultations informelles sur une situation qu'il présente comme « extrêmement sérieuse » dont il rappelle la gravité des conséquences potentielles. Il salue les efforts du secrétaire général et imite son appel aux deux belligérants, sans toutefois proposer de perspectives d'action supplémentaires<sup>213</sup>.

La déclaration n'est pas suivie d'effet immédiat, malgré le consensus prévalant sur la nécessité d'une action destinée à prévenir une escalade<sup>214</sup>. Le représentant britannique à l'ONU, Anthony Parsons, rapporte la division de ses homologues des pays arabes sur la conduite à tenir. Le roi Hussein de Jordanie fait savoir qu'il apportera tout son soutien à l'Irak. La probabilité d'une opposition soviétique dissuade cependant les représentants de demander une réunion formelle du Conseil. A. Parsons y voit une situation navrante, témoignant une nouvelle fois des difficultés du Conseil à agir avec efficacité dans un conflit, d'autant plus dans la mesure où les belligérants sont des importants producteurs de pétrole.

À Washington, le CSN appelle pourtant aussi à user de l'ONU pour organiser une pression politique et diplomatique en faveur de la résolution du conflit<sup>215</sup>. Il recommande à Jimmy Carter d'apporter son soutien à une action du Conseil de sécurité, sous les auspices du secrétaire général ou avec le soutien de pays islamiques non-alignés. Malgré les difficultés probables à convaincre les belligérants d'accepter un cessez-le-feu, le président note que les Iraniens devraient y être plus enclins, en raison de leur position de faiblesse. Le secrétaire d'État part à l'issue de la réunion pour New York où il s'entretient avec son homologue britannique<sup>216</sup>. P. Carrington pressent que les États-Unis, le Royaume-Uni comme les autres pays occidentaux risquent d'être critiqués pour ne pas avoir suffisamment tâché d'impliquer les Nations unies dans la résolution du conflit. Devant l'opposition des Iraniens à toute action au Conseil ou médiation de l'ONU, il convient cependant de ne pas presser les choses, préférant qu'un des pays islamiques ou non-alignés requière une réunion. Dans le contexte de la crise des otages, ces derniers pourraient en effet s'abstenir de soutenir une initiative émanant de l'Occident.

---

<sup>211</sup> TNA, FCO 8/3686/85, Henderson to FCO, Washington 4080, Iraq/Iran, 23rd September, 1980.

<sup>212</sup> TNA, FCO 8/3686/86a, Parsons to FCO, UK MIS New York 1333, Secretary of State's visit to UN General Assembly in New York, 23rd September, 1980.

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/3686/90, Parsons to FCO, UK MIS New York 1340, Iraq/Iran, 23rd September, 1980.

<sup>214</sup> TNA, FCO 8/3686/130, Parsons to FCO, UK MIS New York 1348, Iran/Iraq, 24th September, 1980.

<sup>215</sup> JCL, NLC-128-12-3-8-6, Minutes of NSC Meeting, 24th September, 1980.

<sup>216</sup> NARA, RG 59, Subject Files of Edmund S. Muskie, 1963 – 1981, Box 2, Muskie to State, US Del Secretary in New York 5497, Secretary's Breakfast Meeting with Lord Carrington, September 24, 1980, 25th September, 1980.

La pression ménagée par les Irakiens pour retarder la réunion formelle du Conseil a finalement raison des efforts engagés. S'ils se sont présentés comme prêts à présenter leur cause à New York, ils ont avec le soutien des Soviétiques travaillé à en décaler l'échéance afin de ne pas entraver leur liberté d'action sur le champ de bataille, comptant sur de nouvelles victoires qui leur permettraient de remporter une guerre éclair. Les Iraniens, de leur côtés, conservent un mépris souverain de l'institution depuis le début de la crise des otages. Les pays arabes sont quant à eux réticents à prendre une initiative que chacun des belligérants désapprouverait<sup>217</sup>. Dans ses mémoires, le secrétaire général adjoint des Nations unies Brian Urquhart conclut que rarement le Conseil de sécurité aura semblé moins digne de respect<sup>218</sup>.

## 2. Une résolution relative

A l'inertie de son action succède la faible efficacité de la résolution qui finit donner par un écho dans les murs du Conseil aux dangers constitués par le conflit. La situation se débloque le 26 septembre. Une session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères se tient à New York pour accélérer les perspectives de médiation. Le président Taïeb Slim soutient l'initiative, qui a pour effet d'entraînement la requête par la Norvège et le Mexique de la tenue d'une réunion formelle du Conseil afin de rédiger une résolution rappelant que la Charte des Nations unies requiert le règlement pacifique des litiges et appelant à un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak<sup>219</sup>. Plus tard dans la journée, le vice-premier ministre irakien Tariq Aziz annonce que son pays a atteint ses buts de guerre et présente quatre conditions à l'arrêt des combats : la fin des activités agressives de l'Iran contre l'Irak ; un accord sur des relations de bon voisinage ; la non-ingérence dans les affaires des autres pays ; la reconnaissance par l'Iran de la souveraineté de l'Irak sur toutes les étendues terrestres et maritimes revendiquées<sup>220</sup>.

Deux jours plus tard, le représentant permanent de l'Irak à New York, Ismat Kittani, fait une dernière tentative pour reporter de deux jours le vote d'une résolution, dans l'attente de l'arrivée de son ministre de tutelle Saadoun Hammadi<sup>221</sup>. Les pays non-alignés s'opposent à sa requête, permettant de procéder à la réunion formelle du Conseil de sécurité, qui adopte à l'unanimité la résolution 479<sup>222</sup>. Cette dernière appelle les deux partis à cesser les hostilités et à autoriser les efforts de médiation d'un pays tiers, tout en exhortant les autres pays à ne pas s'impliquer dans le conflit. Elle ne fait aucune mention de l'invasion irakienne et omet de requérir de Bagdad le retrait de ses troupes derrière ses frontières. Le politiste Anthony Arend montre que la mollesse de la résolution témoigne d'une claire réticence de la part de l'ONU à agir en tant que bastion de la sécurité collective, le Conseil de sécurité se devant de déterminer

<sup>217</sup> TNA, FCO 8/3688/368, Carrington to immediate certain missions and dependent territories, FCO Guidance telegram number 102, Iraq/Iran, 25th September, 1980.

<sup>218</sup> URQUHART Sir Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 325.

<sup>219</sup> JCL, NLC-6-34-2-30-4, Tarnoff to Brzezinski, The Iran-Iraq Conflict, 26th September, 1980.

<sup>220</sup> OTTAWAY David, "Iranians Stiffen Ground Defenses", *The Washington Post*, 26th September, 1980

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/3687/246, Parsons to FCO, UK MIS New York 1399, MIPT: Iraq/Iran, 28th September, 1980.

<sup>222</sup> UN, S/RES/479(1979), Resolution 479 (1979), adopted by the Security Council at its 2248th meeting, 28th September, 1980.

les partis responsables d'une menace à la paix ou d'un acte d'agression<sup>223</sup>. Dans un consensus convenu, les membres du Conseil appellent dans leurs déclarations à un cessez-le-feu et à un règlement négocié des litiges. Le représentant soviétique, Oleg Troyanovsky, veille à n'y favoriser aucun des belligérants, préférant accuser les « forces impérialistes » de tenter d'exploiter le conflit afin de divertir les belligérants de leur opposition à Israël et de leur défense des droits des Arabes. Le lendemain, les Irakiens font connaître leur intention d'accepter les termes de la résolution, qui entérine indirectement leurs gains territoriaux, pour autant que les Iraniens y consentent aussi. Ces derniers le refusent avant d'avoir recouvré l'intégrité de leurs frontières. Les premiers réussissent ainsi à se présenter comme respectueux des directives internationales tout en mettant en avant le refus de négocier des seconds<sup>224</sup>.

Pressentie pour jouer le rôle de médiatrice, l'Algérie n'y montre pas d'inclination particulière, malgré ce que souhaite le département d'État américain<sup>225</sup>. Brian Hitch, conseiller britannique à Alger, note que le président Chadli Bendjedid risque de se comporter avec prudence, du fait de son manque d'expérience de la scène internationale. Selon le diplomate, le chef de l'État algérien ne devrait pas prendre sa décision avant de connaître le résultat de la mission de son homologue pakistanais Muhammad Zia-ul-Haq, qui se rend à Téhéran le 28 septembre, mandaté par la Conférence islamique comme ambassadeur de bonne volonté<sup>226</sup>. Pendant ce temps, Américains et Britanniques font pression sur le sultan d'Oman pour l'inciter à revenir sur l'autorisation accordée à Bagdad d'utiliser ses installations militaires pour monter une opération contre l'Iran<sup>227</sup>. Washington prévoit d'envoyer un message présidentiel à Mascate par l'intermédiaire de son ambassadeur. Des problèmes de logistique empêchent toutefois les Irakiens de procéder à l'opération, permettant une sortie de crise dans laquelle l'influence occidentale aura finalement été de peu de poids<sup>228</sup>. Le 30 septembre, le secrétaire d'État américain s'entretient avec son homologue irakien, devant lequel il réaffirme ses inquiétudes sur l'éventualité d'une escalade. Saadoun Hammadi reste confiant sur le fait que les Iraniens finiront par se rendre à la table des négociations, sous la pression de l'armée irakienne ou de l'effondrement de leur propre régime. Il ajoute qu'il serait dans l'intérêt de long terme des États-Unis et de leurs alliés de voir le régime en place à Téhéran « remis à sa place »<sup>229</sup>.

À Londres, les perspectives d'une résolution du conflit sont décrites comme mauvaises. L'affirmation des conditions irakiennes à un cessez-le-feu n'a pas compté sur la volonté, sinon la capacité irakienne à résister : Téhéran a annoncé vouloir poursuivre le combat jusqu'au retrait de l'armée irakienne, malgré l'annonce par Bagdad d'un cessez-le-feu à partir du 5 octobre. Les différentes initiatives menées en faveur de la paix restent par ailleurs jusque-là sans succès. La Conférence islamique et le Conseil de sécurité sont pour les Britanniques les meilleurs leviers afin de maintenir une pression diplomatique sur

<sup>223</sup> AREND Anthony, "The Role of the United Nations in the Iran-Iraq War" in JOYNER Christopher (dir.), *The Persian Gulf War: Lessons for Strategy, Law, and Diplomacy*, New York: Greenwood Press, 1990, p. 192.

<sup>224</sup> GIBSON Bryan, *Covert Relationship*, op. cit., p. 47.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/3687/238, Hitch to FCO, Algiers 287, Iran/Iraq conflict, 28th September, 1980.

<sup>226</sup> BRANIGIN William, "Zia Visits Tehran on 'Peace Mission'", *The Washington Post*, 28th September, 1980

<sup>227</sup> TNA, PREM19/278/112, Tunnell to FCO, Muscat 268, Iran/Iraq, 27th September, 1980.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/3687/229, Henderson to FCO, Washington 4130, Iran/Iraq, 28th September, 1980.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/3688/353, Parsons to FCO, UK MIS New York 1405, Iran/Iraq, 30th September, 1980.

les belligérants. Une initiative émanant des Non-alignés ne devrait pas avoir plus de succès, bien que l'idée ait été suggérée par les Iraniens eux-mêmes<sup>230</sup>.

Londres est enfin perplexe devant l'attitude de Washington à New York. Donald McHenry est le seul représentant à souhaiter une session publique du Conseil pour commencer, selon ses propres propos, à « échanger sur la substance ». Les autres membres doutent que l'heure soit venue pour lui d'agir dans un rôle de médiation et de maintien de la paix. Anthony Parsons n'y voit aucune légitimité et considère qu'un débat public forcerait ses participants à prendre parti : la promotion d'un cessez-le-feu serait jugée pro-irakienne quand son conditionnement à un retrait de Bagdad serait jugé pro-iranien ; de même, la discussion sur les responsabilités incombant à l'un ou à l'autre serait malaisée. Un débat risquerait ainsi d'aliéner ou les Irakiens, ou les Iraniens, hypothéquant toute possibilité d'action au-delà. A. Parsons ne réussit pas à convaincre son homologue américain. D. McHenry persiste sur la nécessité de maintenir l'autorité du Conseil, qui lui semble soumise au bon vouloir des belligérants. Son entourage a confié qu'il subit aussi une forte pression de la Maison-Blanche, elle-même critiquée par un lobby israélien qui dénonce une démarche laissant les pays arabes adopter à New York une rhétorique offensive sans souffrir de réponse. En définitive, conclut le diplomate britannique, Washington voit peut-être dans la publicité des débats un moyen de prendre une position qui aurait un effet positif sur une résolution favorable des négociations toujours en cours pour la libération des otages de Téhéran<sup>231</sup>.

### 3. Un positionnement partial

L'inachèvement de la résolution et l'irrésolution des Occidentaux sur les modalités de mise en place d'un cessez-le-feu font planer le doute sur leurs intentions vis-à-vis des belligérants. Mi-octobre, Margaret Thatcher écrit à Jimmy Carter son pessimisme sur une résolution rapide du conflit<sup>232</sup>. À l'ONU, Kurt Waldheim reprend un rythme intensif de consultations informelles avec les membres du Conseil de sécurité. Prenant acte de la réticence de leurs alliés à prendre toute initiative en faveur d'une résolution substantielle, les Américains s'attachent à y travailler de leur côté<sup>233</sup>. Ils élaborent une proposition de plan destiné à hâter la mise en place d'un cessez-le-feu : retrait des armées irakiennes du territoire iranien, placement des régions évacuées sous le contrôle d'observateurs onusiens, partage de souveraineté sur les eaux du Chatt-el-Arab sous supervision d'un pays tiers, discussion des revendications territoriales de l'Irak en Iran, promesse de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'autre<sup>234</sup>.

À Bagdad, William Eagleton s'inquiète du fait que cette initiative puisse convaincre les Irakiens que Washington a décidé, pour des raisons stratégiques, de soutenir l'Iran et d'empêcher l'Irak d'accomplir

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/3688/368, Carrington to immediate certain missions and dependent territories, FCO Guidance telegram number 103, Iraq/Iran, 3rd October, 1980.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/3589/568, Parsons to FCO, UK MIS, New York 1456, Iran/Iraq, 7th October, 1980.

<sup>232</sup> TNA, PREM 19/813, Thatcher to Carter, 15th October, 1980.

<sup>233</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 3188, U.S. Position on Iran-Iraq Conflict in UNSC, 10th November, 1980.

<sup>234</sup> "U.S. Offers Plan to End Fighting", *The New York Times*, 23rd October, 1980.

ses buts de guerre. Les déclarations de Donald McHenry donnent d'ailleurs régulièrement l'impression aux observateurs irakiens d'une inclination iranienne, ce dont s'alarme Bagdad, contraignant le représentant des États-Unis sur place à clarifier leur position<sup>235</sup>. Tout en relevant qu'il n'est pas nécessaire de toujours ménager le régime de Saddam Hussein, le diplomate rappelle l'importance de lui montrer que la ligne politique des États-Unis n'est pas aussi hostile à son égard qu'elle ne le semble.

La proposition américaine ne reçoit pas le soutien nécessaire pour faire l'objet d'un vote. Selon l'un des membres, cité par le *New York Times*, « la guerre n'est finalement pas si regrettable. Elle a saigné deux régimes déplaisants et il y a désormais moins de chances que l'un d'entre eux ne réalise ses ambitions de prendre le contrôle de la région. » Quant au Royaume-Uni, il est avec la France resté à distance des efforts déployés pour rédiger une résolution : leurs investissements en Iran et en Irak leur imposent de rester sur leurs gardes ; Paris et Londres restent d'ailleurs très sceptiques à l'égard d'un texte qu'ignorerait le belligérant le moins favorisé<sup>236</sup>. Le président du Conseil publie le 5 novembre une déclaration rappelant son inquiétude devant la poursuite des hostilités et exhortant les belligérants à respecter leurs obligations en vertu de la Charte des Nations unies : régler leurs différends par des moyens pacifiques ; s'interdire de recourir à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'un État. Dans un article publié en 1991, Anthony Parsons note que ces références à l'article 2 de la Charte constituent la plus proche tentative d'aborder la question des responsabilités du déclenchement du conflit<sup>237</sup>. La nomination d'Olaf Palme comme représentant spécial du secrétaire général chargé de travailler à la mise en place d'un cessez-le-feu peine à dissimuler la pusillanimité d'un Conseil que ses connaisseurs et critiques comme Brian Urquhart définissent avec ironie comme « un organe formidable »<sup>238</sup>.

L'irrésolution du Conseil à condamner l'agression irakienne et à établir les moyens d'un cessez-le-feu pèse de lourde mémoire dans l'appréhension de la communauté internationale par l'Iran. Elle conduit les Iraniens à considérer le conflit comme une « guerre imposée ». Selon B. Urquhart, il est impossible de ne pas conclure de leur attitude que les membres du Conseil restent au début du conflit les bras croisés en espérant une victoire irakienne rapide et totale<sup>239</sup>. À Londres, le Cabinet relève lui-même qu'un refus de condamner l'agression risque d'entraîner des conséquences sérieuses pour le droit international et pour le futur des Nations unies<sup>240</sup>. Le diplomate britannique David Hannay, qui commence sa carrière à Téhéran et la conclut à New York et à Bruxelles, en convient encore aujourd'hui :

« Nous Occidentaux avons commis une erreur fondamentale à ne pas reconnaître la guerre comme une guerre d'agression provoquée par l'Irak. C'est une erreur fondamentale qui a eu pour conséquence de rendre à tous plus difficile le développement de

<sup>235</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 3010, Discussion of Security Council Developments with Foreign Ministry Official, 25th October, 1980.

<sup>236</sup> NOSSITER Bernard, "Iran-Iraq War: U.N. Is Silent", *The New York Times*, 5th November, 1980.

<sup>237</sup> PARSONS Anthony, "Iran and the United Nations, with particular reference to the Iran-Iraq War", *op. cit.*, p. 15.

<sup>238</sup> Sa Majesté empêchée lui inspire quelques vers pendant d'une réunion : « Nous formons l'Organe Formidable / Une vision enviable / Nous ne pouvons ni nous réunir ni voter / Quelle est donc notre utilité ? / Et quand dans la Chambre nous entreront / Les combattants diront / La guerre est finie depuis bien longtemps / Alors, l'Organe, va-t-en. » (URQUHART Sir Brian, *A Life in Peace and War*, *op. cit.*, p. 325, traduction de l'auteur).

<sup>239</sup> URQUHART Sir Brian, *A Life in Peace and War*, *op. cit.*, p. 324.

<sup>240</sup> TNA, CAB 128/68, Conclusions of Cabinet Meeting, 2nd October, 1980.

relations avec l'Iran. C'était également une erreur du point de vue des Nations unies. »<sup>241</sup>

Vétéran des affectations moyen-orientales, le diplomate américain Patrick Theros l'explique par le fait que l'enracinement d'une République islamique en Iran bénéficie à la popularité du régime de Saddam Hussein dans le golfe Persique. L'invasion irakienne n'y est pas perçue comme menaçante et les acteurs régionaux penchent non seulement pour Bagdad mais se félicitent aussi de la neutralité relative de Washington<sup>242</sup>. Des acteurs des événements s'accordent encore à penser que, si les États-Unis n'ont pas donné de « feu vert » à l'Irak, ils auraient implicitement entériné l'invasion, de concert avec les autres membres du Conseil, en refusant de la condamner. Cette inaction aurait été envisagée comme une sanction à la prise d'otages<sup>243</sup>. Selon Howard Teicher, alors analyste au Pentagone, les Arabistes du gouvernement des États-Unis voient dans l'invasion une opportunité d'éliminer la menace croissante du fondamentalisme islamique dont l'Iran devient le héraut, réduisant de fait les menaces sur les intérêts américains dans le monde arabe et pavant la voie à une amélioration des relations avec l'Irak<sup>244</sup>. Le diplomate américain Denis Ross conclut que la condamnation de l'agression était bel et bien impossible :

« La crise des otages colorait complètement la perception de l'Iran à travers le pays : l'irréconciliable hostilité contre la République islamique, l'idéologie radicale qui menaçait de se répandre dans la région. Comme souvent en politique étrangère, le contexte crée la réalité et le prisme à travers lequel sont vues les choses. La condamnation à laquelle auraient pu appeler les Britanniques aurait été impossible dans le contexte politique américain. Jimmy Carter est alors en pleine campagne électorale. Il est au quotidien affecté par les actions des Iraniens et par la détention des otages qui lui est rappelée chaque jour, de même que la faiblesse des États-Unis. »<sup>245</sup>

### III. L'inertie stratégique de partenaires sous pression (1980-1981)

L'enlisement du conflit entre l'Iran et l'Irak dans une guerre d'usure contraint les Occidentaux à un regain d'intervention directe dans le golfe Persique. Quel est l'impact de leurs divergences stratégiques sur la recomposition de leur influence et sur la défense de leurs intérêts ?

#### A. La définition des cadres de coopération

##### 1. L'initiative américaine

La volonté de mettre en place des mesures visant à défendre la liberté de circulation dans le golfe Persique révèle l'existence de divergences d'appréciation sur la nature de l'opération, l'élargissement de son périmètre et l'approfondissement de son degré de coopération.

À la suite d'un échange épistolaire entre Jimmy Carter et Margaret Thatcher, qui conviennent de leur

<sup>241</sup> HANNAY Lord David, entretien avec l'auteur, 23 juillet 2018.

<sup>242</sup> THEROS Ambassadeur Patrick, entretien avec l'auteur, 11 septembre 2020.

<sup>243</sup> BLIGHT James *et al.*, *Becoming Enemies*, *op. cit.*, p. 260.

<sup>244</sup> TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>245</sup> ROSS Ambassadeur Denis, entretien avec l'auteur, 5 mai 2020.



nécessité, le Pentagone prend contact avec le ministère britannique de la Défense pour proposer l'organisation de conversations au niveau technique destinées à poser les principes d'une opération navale. La définition de ses modalités est l'objet de discussions bilatérales qui se poursuivent durant tout l'automne 1980 à trois niveaux : d'abord, entre des représentants des marines américaine et britannique à Londres, où est attaché un amiral américain en charge du Golfe ; parallèlement, entre les diplomates de Massachusetts Avenue et leurs interlocuteurs à Washington, tels Reginald Bartholomew, directeur-adjoint du bureau des affaires politiques au département d'État, et Robert Komer, son homologue au Pentagone ; plus tard, entre les commandements navals américain et britannique au Moyen-Orient<sup>246</sup>.

Après avoir lentement démarré, les conversations navales de Londres permettent de clarifier pour les Britanniques l'opération envisagée par les Américains<sup>247</sup> : l'organisation de patrouilles coordonnées de vaisseaux alliés, conjointement avec les marines des pays de la région, fondée sur le développement d'installations militaires américaines à Oman et à Bahreïn. Elle supposerait ainsi un renforcement de la présence des forces navales britanniques dans la région. La contribution du Royaume-Uni en nombre de vaisseaux à la défense du Golfe est alors faible (1 seul) en regard de celle des États-Unis (8) et de la France (4). Le groupement tactique américain déployé en mer d'Oman permettrait par ailleurs de nourrir les repréailles aux attaques aériennes éventuelles prenant pour cible des installations terrestres.

Les réactions de l'État-major britannique aux propositions américaines sont partagées. Il émet déjà des doutes sur la capacité de l'opération à permettre, comme elle en a l'objectif, une fréquentation continue du Golfe par les marines marchandes. S'il confirme que la présence de vaisseaux supplémentaires rassurerait les convoyeurs, il ne se fait guère d'illusions sur la possibilité de poursuivre du trafic en cas d'attaque de vaisseau, indépendamment de la présence de patrouilles ou de l'organisation d'une opération de plus grande envergure. Les compagnies maritimes approchées par Londres ont ainsi fait savoir qu'elles interrompraient leur trafic à la moindre menace. Il s'agirait de plus de garder à l'esprit l'impact que pourrait avoir auprès des pays-tiers la mise en œuvre de ce projet : les Indiens ont fait par exemple savoir qu'ils s'opposaient à toute présence occidentale dans le Golfe. L'État-major de la marine britannique appelle enfin à réfléchir avec soin à la question du renforcement de sa présence dans la région, étant donné que l'opération devrait s'étendre jusqu'à la fin des hostilités. Les Américains semblent de leur côté vouloir engager au plus vite des conversations de planification. La participation de la marine britannique à l'opération pourrait être en effet requise à brève échéance. Or, en l'absence de planification précise, un déclenchement rapide de l'opération pourrait être compromis, alors que le temps passe pour une variable stratégique de première importance. Un report trop important des discussions limiterait par ailleurs la capacité des Britanniques à influencer l'élaboration des plans opérationnels.

Les ambitions de leur initiative et les pressions que font porter les Américains pour accélérer le processus soulèvent la méfiance de leurs alliés. À Washington, Nicholas Henderson fait savoir à Edmund

---

<sup>246</sup> TNA, FCO 46/2235, US/UK Talks on the Indian Ocean: 21 November 1980, II. Gulf Questions (B) Naval Coordination, 21st November, 1980.

<sup>247</sup> TNA, FCO 46/2234, Nichols, RN/USN Staff Talks, Secret, 8th October, 1980.

Muskie que domine en Europe l'impression selon laquelle Washington force un peu les choses<sup>248</sup>. Les alliés, dit-il, accueilleraient volontiers des preuves que les Saoudiens appellent à un surcroît d'implication américaine et des informations sur les réactions des États de la région à cette résurgence de l'hégémonie occidentale. Le secrétaire d'État convient que l'idée d'une force navale a été avancée par la Maison-Blanche pour répondre à une situation de crise. Ni lui, ni ses collaborateurs n'ont eu le temps d'en analyser les enjeux. La définition de ses objectifs suscite du reste le débat au sein de l'administration. Cependant, assure-t-il, l'établissement d'une présence américaine permanente dans le Golfe est exclue.

Le contexte de l'élection présidentielle, crispé par l'irrésolution de la crise des otages et l'enlisement du conflit, pèse enfin lourdement sur la prise de décision. Pour Massachusetts Avenue, le secrétaire d'État conserve une approche prudente, avançant pas à pas sur les questions moyen-orientales en veillant à ne pas y imposer d'agenda préconçu. E. Muskie se méfie des engagements de long terme qui impliqueraient une présence militaire durable propre à rendre les États-Unis impopulaires sans réussir à garantir l'accès au pétrole. Il paraît de plus conscient du danger à fournir aux Soviétiques un prétexte qui justifierait leur implication dans la région. À cette école de pensée, proche de l'esprit britannique, s'oppose celle d'Harold Brown au Pentagone et de Zbigniew Brzezinski au CSN. Ces derniers profiteraient de la crise comme d'un prétexte pour établir les bases permanentes à une présence américaine dissuasive dans le Golfe. Les craintes saoudiennes de raids aériens en provenance d'Iran auraient été utilisées pour accélérer le développement des installations nécessaires au déploiement rapide de forces dans la région, constituant une ligne de front apte à dissuader toute pénétration militaire soviétique. Leur engagement en Arabie saoudite et en Égypte permet d'ailleurs aux Américains de compenser aux yeux des pays de la région leur proximité avec Israël. Leur pression pour une résurgence de l'hégémonie américain s'oppose à la modération diplomatique prônée par les diplomates. La polarisation induite promet, selon N. Henderson, de perdurer au-delà de l'élection, qui la favorise pourtant : les républicains appellent les électeurs à s'interroger sur le degré de respect que l'Amérique inspire au monde. Dans ce contexte, les alliés ne semblent pas avoir d'autre alternative que d'avancer à tâtons dans les méandres de la scène washingtonienne jusqu'aux élections. Si la confusion prévalant outre-Atlantique peut être la chance de l'Europe, relève l'ambassadeur, le Vieux continent ne semble pas, vu du Nouveau monde, apte à se mobiliser pour combler le vide. Malgré l'omerta imposée par l'administration sur toute évocation des fragilités de l'Alliance, en effet, une partie importante du Congrès et de l'opinion publique considère les Européens comme rétifs, égoïstes et incapables de venir à leur propre secours ou de défendre la cause des alliés<sup>249</sup>.

## 2. L'implication extérieure

La définition du périmètre d'ouverture des conversations navales soulève également le débat de part

---

<sup>248</sup> TNA, PREM 19/813/172, Henderson to FCO, Washington 4276, Iran/Iraq: allied consultations, 14th October, 1980.

<sup>249</sup> TNA, PREM 19/813/179, Henderson to FCO, Washington 4288, Iran/Iraq: allied consultations, 16th October, 1980.

et d'autre de l'Atlantique. Les Américains privilégient une multiplication des interactions bilatérales avec leurs alliés occidentaux et partenaires moyen-orientaux, là où les Britanniques penchent pour un multilatéralisme permettant de mieux contrôler les velléités interventionnistes de Washington.

S'ils conçoivent initialement les conversations navales de manière bilatérale, les alliés s'accordent rapidement sur l'intérêt qu'il y aurait à les ouvrir aux Français. Edmund Muskie se rapproche à cet effet de son homologue Jean François-Poncet. Les Britanniques accueillent favorablement la perspective de sa présence à la table des négociations. L'importance de leurs intérêts permet de supposer que la volonté de les défendre encouragera les Français à une implication de poids, à même d'alléger le fardeau d'un investissement britannique<sup>250</sup>. Malgré la pression diplomatique ménagée par Londres et l'accord de principe qu'ils y avaient apporté, leur inclusion aux échanges entre les marines est finalement écartée par les Américains dix jours après le lancement des conversations. Paris et Washington se sont accordés pour échanger en parallèle de manière bilatérale<sup>251</sup>.

Parmi les autres Occidentaux, les Italiens ont décliné l'invitation à participer à une opération, faute de pouvoir y allouer des moyens. Les Néo-Zélandais sont déjà en discussions avec les Américains dans le cadre de leurs conversations sur l'océan Pacifique. D'abord méfiants, les Australiens acceptent finalement de se joindre aux conversations américano-britanniques, sans cependant promettre l'implication de leur flotte. Les Britanniques posent par ailleurs la question d'une contribution soviétique, qui pourrait être proposée de manière confidentielle, pour peu qu'elle soit jugée désirable<sup>252</sup>. Washington y oppose une fin de non-recevoir, car elle apparaît contraire à la volonté de contenir l'influence de Moscou dans une zone d'ingérence historique du puissant « voisin du Nord » : la présence de troupes américaines sur la ligne de progression soviétique vers le Golfe participe de cette entreprise dissuasion<sup>253</sup>.

Sur le principe, Londres convient de la nécessité de travailler avec les pays de la région. Dans la mesure où les réserves de pétrole restent à un haut niveau, cependant, les Britanniques ne voient pas d'urgence à les mobiliser dans l'immédiat. Ils suggèrent d'attendre que les États du littoral sollicitent d'eux-mêmes une aide extérieure<sup>254</sup>. Les Américains insistent néanmoins pour que l'opération navale envisagée soit soutenue par une participation militaire active de leur part : la volonté de défendre la liberté de circulation dans le Golfe est en effet dans leur intérêt. Même s'il est peu réaliste d'attendre des États du Golfe la mobilisation d'une défense de poids dans le cas d'une attaque, Washington attend de leur part l'engagement de moyens sur la côte et de vaisseaux dans leurs eaux territoriales. C'est à cette condition qu'ils pourraient bénéficier de l'assistance des alliés<sup>255</sup>. Les Britanniques n'en restent pas moins sceptiques sur leur volonté ou leur capacité d'implication : plutôt que de les inciter à coopérer à l'initiative, ils suggèrent de poursuivre avec eux un dialogue visant à leur faire ressentir la nécessité

<sup>250</sup> TNA, FCO 49/880, Iraq/Iran: Navy to Navy Staff Talks, Secret, 26th September, 1980.

<sup>251</sup> TNA, FCO 46/2234, Nichols, RN/USN Staff Talks, Secret, 8th October, 1980.

<sup>252</sup> TNA, FCO 8/3687/180, Carrington to Washington, FCO 1544, Iraq/Iran: straits of Hormuz, 25th September, 1980.

<sup>253</sup> TNA, FCO 46/2234, Henderson to FCO, Washington 4272, Iraq/Iran: Defence Issues, 14th October, 1980.

<sup>254</sup> TNA, FCO 49/880, Iraq/Iran: Navy to Navy Staff Talks, Secret, 26th September, 1980.

<sup>255</sup> TNA, FCO 46/2234, Henderson to FCO, Washington 4272, Iraq/Iran: Defence Issues, 14th October, 1980.

d'une force navale pour la leur faire solliciter en cas de menace. Londres est en revanche dans une situation particulière vis-à-vis d'Abu Dhabi : un traité d'amitié entre les Émirats et le Royaume prévoit en effet en cas de crise des consultations et la fourniture de renseignements et de protection<sup>256</sup>. En privé, les diplomates britanniques ne se font pas d'illusions sur la réalité du besoin d'implication américaine dans la région que Washington revendique pour justifier l'opération. Ils ont de fait été informés, de manière confidentielle, que le renforcement de la défense aérienne saoudienne a moins répondu à la sollicitation de Riyad qu'au souci de Washington de renforcer son dernier pilier dans le Golfe<sup>257</sup>.

Le 10 octobre, dans son rapport hebdomadaire de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski assure au président de manière optimiste que les alliés semblent dans leur majorité prêts à poursuivre des conversations navales. Malgré la divergence d'opinions apparue en Europe sur la pertinence de la force navale envisagée par Washington, le conseiller se félicite néanmoins qu'à la volonté fermement affichée par les États-Unis de défendre la liberté de circulation dans le Golfe ait répondu un soutien, ne serait-ce que minime, de la part des alliés. La présence d'un groupe tactique américain dans le golfe d'Oman depuis le début des hostilités aurait selon lui renforcé la crédibilité des ambitions américaines. Il n'en reste pas moins que la perspective de conversations politiques divise encore les alliés des Américains<sup>258</sup>.

### 3. L'intégration politique

La démultiplication des conversations bilatérales entre les États-Unis et leurs alliés et le degré de contrôle politique réel sur les commandements navals suscitent l'inquiétude des Britanniques, que les perspectives d'un retour conflictuel de l'hégémon américain dans le Golfe ne contribuent pas à apaiser.

Peter Carrington soulève la question devant Kingman Brewster à Londres et appelle Nicholas Henderson à faire de même à Washington<sup>259</sup>. Il renchérit dans un courrier adressé à ses homologues américain, français et allemand<sup>260</sup>. Pour le secrétaire d'État britannique, les alliés ne travaillent pas aussi étroitement qu'ils le devraient. Ils risquent ainsi de « se marcher sur les pieds » ou d'omettre à l'inverse de prendre des mesures nécessaires, en partant du principe qu'il reviendrait à un autre de les assumer. La volonté américaine de transférer les conversations de planification à venir aux commandements navals, fait aussi craindre un déficit de contrôle sur les décisions prises sur les théâtres d'opération.

P. Carrington suggère ainsi à une institutionnalisation des échanges à un niveau politique et à une concertation des efforts pour les rendre plus efficaces. Le format des conversations bilatérales entre les différentes marines apparaît adapté à la situation tant que la fermeture du détroit reste à l'état de menace potentielle. Cependant, la restauration de la confiance des armateurs et des assureurs en cas d'attaque

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/3690/504, Carrington to Bonn, FCO 339, Iraq/Iran: allied consultations, 14th October, 1980.

<sup>257</sup> TNA, PREM 19/813, Carrington to Washington, FCO 1598, Iraq/Iran – US intention, 6th October, 1980.

<sup>258</sup> CWIHP, Brzezinski to Carter, NSC Weekly Report #157, 10th October, 1980.

<sup>259</sup> TNA, FCO 8/3476/12, Lever to Gillmore, Iran/Iraq: Defence Issues, 13th October, 1980.

<sup>260</sup> TNA, FCO 8/3690/504, Carrington to Bonn, FCO 339, Iraq/Iran: allied consultations, 14th October, 1980. Il inclut la RFA, privée de participation aux opérations militaires mais concernée de près par leurs enjeux économiques.

des convois maritimes nécessiterait des initiatives supplémentaires accompagnées de mesures gouvernementales. Ces dernières devraient être décidées de manière multilatérale. Étant donné la limitation des ressources des Occidentaux, il s'agirait d'éviter de prendre des mesures qui pourraient avoir des effets politiques indésirables si elles venaient à se cumuler par inadvertance. Le secrétaire d'État appelle donc à organiser une rencontre de haut niveau afin d'établir un cadre commun aux initiatives à venir.

L'ambassadeur Henderson porte le même message au Pentagone<sup>261</sup>. Robert Komer lui assure partager le désir de consultations interalliées en amont de toute réponse à une attaque, pour peu que le temps à leur consacrer soit disponible, cependant. Il ajoute que l'amiral à la tête du groupement tactique américain n'a pas l'autorisation de « prendre des décisions à la mode du XVIII<sup>e</sup> siècle » : s'il est en mesure de répondre au titre de l'auto-défense, il se doit de consulter Washington avant toute autre action.

Parallèlement, Margaret Thatcher promet dans une lettre à Jimmy Carter l'organisation de consultations politiques, afin, écrit-elle, d'éviter toute erreur d'appréhension dans la situation sur le terrain. Il s'agirait dans l'immédiat d'établir des directives claires à destination des commandants des flottes croisant dans la région. Reprenant une proposition avancée par Massachusetts Avenue à Washington, elle suggère une visite de Warren Christopher en Europe pour poursuivre aux côtés de ses homologues les échanges sur les questions régionales, réaffirmant sa préférence pour le cadre quadripartite<sup>262</sup>. Grosvenor Square confirme l'importance des inquiétudes britanniques au sujet des initiatives américaines. Au-delà des éléments opérationnels relevés par P. Carrington et relayés par N. Henderson, Londres ressent la possibilité d'une réaction précipitée de Washington sans que ses alliés ne puissent avoir de voix au chapitre de la décision politique et militaire. Selon le diplomate américain, l'organisation des conversations auxquelles appellent les Britanniques pourrait apaiser la nervosité palpable en Europe, quand bien même elle ne modifierait pas vraiment la substance de l'opération envisagée par les Américains<sup>263</sup>.

La proposition britannique de conversations interalliées est reçue de manière mitigée à Paris et à Bonn. Les Français restent favorables à des conversations navales bilatérales avec les Américains ou avec les Britanniques mais émettent une objection politique au développement à cette étape d'une coopération trilatérale : ils craignent qu'elle n'accroisse trop la visibilité des actions des Occidentaux dans le Golfe<sup>264</sup>. Les Allemands, réticents, semblent préférer à la réunion des ministres des Affaires étrangères proposée par les Britanniques l'alternative constituée par la rencontre des directeurs politiques des Neuf prévue le 27 octobre. De leurs côtés, les Britanniques penchent pour la constitution d'un groupe se réunissant dans l'une des capitales des pays participants, sur une base quotidienne ou sans préavis, à un niveau suffisamment discret pour ne pas attirer de publicité. Son objectif serait d'échanger des informations et d'informer les gouvernements des propositions à approuver. Au niveau des directeurs politiques, la machinerie quadripartite paraît inadaptée à des rencontres régulières. Le FCO suggère pour composer

---

<sup>261</sup> TNA, FCO 46/2234, Henderson to FCO, Washington 4272, Iraq/Iran: Defence Issues, 14th October, 1980.

<sup>262</sup> CAC, THCR 3/1/10/70, Thatcher to Carter, 15th October, 1980.

<sup>263</sup> DOS, C17669771, Brewster to State, London 21917, British concern about Gulf coordination, 16th October, 1980.

<sup>264</sup> TNA, PREM 19/813/13D, Hibbert to FCO, Paris 852, Iran/Iraq: naval cooperation, 14th October, 1980.

ce groupe les conseillers rattachés aux ambassades du pays dans lequel se dérouleraient les rencontres<sup>265</sup>.

Devant les réticences des Européens, P. Carrington pose la question de la pertinence à procéder de manière bilatérale avec les Américains. L'éventualité risquerait de porter un dommage sérieux au forum quadripartite sans apporter les bénéfices de la coordination que Londres appelle de ses vœux. L'hypothèse alternative d'une visite confidentielle de Warren Christopher à Londres semble préférable, bien que trop difficile à mettre en place. P. Carrington recommande d'ailleurs la plus grande discrétion à N. Henderson dans ses échanges sur le sujet à Washington. En cas de fuite dans la presse, toujours anticipée par Londres, le FCO n'assumerait en effet que la participation du gouvernement britannique à des échanges interalliés dans le cadre d'une tournée européenne du secrétaire d'État adjoint américain<sup>266</sup>.

Le secrétaire d'État appelle néanmoins son ambassadeur aux États-Unis à garder tous les canaux de communication ouverts avec le département d'État et le Pentagone<sup>267</sup>. Plus de deux semaines après le début des conversations, les représentants de la marine américaine présents à Londres paraissent mieux informés et plus à même de les rendre constructives. Les pressions britanniques semblent aussi avoir influencé dans le sens souhaité la pensée du Pentagone sur le sujet de la protection navale nécessaire en cas d'attaque. Il n'en reste pas moins de nombreuses questions en suspens qui demandent une réflexion politique coordonnée. La ligne de partage entre la précipitation américaine et la procrastination britannique éclate à nouveau dans cette recommandation de P. Carrington à N. Henderson : « pour contrer la remarque de Komer selon laquelle des consultations pourraient avoir lieu si du temps peut y être consacré, vous pourriez relever que, bien qu'une attaque créerait une crise, il n'y aurait peut-être pas un besoin impératif de réaction immédiate, étant donné le haut niveau des réserves occidentales de pétrole. »

## **B. La négociation des formes d'intervention**

### **1. La définition des objectifs**

Des lignes de partage sont également révélées dans les débats présidant à la définition de la stratégie de défense de la liberté de circulation. Selon l'ébauche proposée par les Américains, la force navale multilatérale impliquerait les vaisseaux français et britanniques croisant dans le nord de la mer d'Oman. Aux côtés des bâtiments américains, ces derniers sont appelés à veiller à la sécurité du transport. Une participation aérienne, si nécessaire, pourrait être fournie par les groupements tactiques américains. Les unités devront conduire des patrouilles de surveillance en surface et démontrer un effort de coordination navale destiné à dissuader, voire réprimer les menaces pesant sur le commerce et les circulations. Pour éviter les interférences mutuelles et permettre des opérations autonomes, il est prévu que les vaisseaux se répartissent dans des secteurs définis. Chaque marine conservera le commandement opérationnel et

---

<sup>265</sup> JCL, NLC-128-15-10-13-8, Muskie to Carter, 18th October, 1980.

<sup>266</sup> TNA, PREM 19/813/18, Carrington to Washington, FCO 1650, Iran/Iraq: allied consultations, 16th October, 1980.

<sup>267</sup> TNA, PREM 19/813, Carrington to Washington, FCO 1658, Iran/Iraq-Defence Issues, 17th October, 1980.

le contrôle de ses forces. Tout changement pourra cependant se faire à titre volontaire<sup>268</sup>. L'approche par secteurs est promue par le commandement en chef de la flotte américaine du Pacifique, car elle fait ses preuves au début du conflit, le niveau des menaces sur les convois restant faible. Elle semble pourtant peu praticable aux Britanniques dans l'éventualité où les vaisseaux seraient chassés de la haute mer<sup>269</sup>.

À la mi-octobre, Américains et Britanniques s'accordent sur la nécessité de maintenir leurs vaisseaux en patrouille dans leurs secteurs jusqu'à ce que se matérialise une menace. Au-delà, tout acte conduisant à la fermeture du Golfe aux convois non-protégés doit en revanche se traduire par une réponse conjointe des alliés : le montage d'une opération destinée à escorter un petit nombre de convois maritimes vers leur destination pour restaurer la confiance. L'opération bénéficierait d'une couverture aérienne fournie par la VII<sup>e</sup> flotte américaine. Tout vaisseau maritime pourrait prétendre à cette protection, quel que soit le pavillon sous lequel il bat. L'opération pourrait être répétée jusqu'à ce que la menace ait suffisamment décru pour convaincre les armateurs et les assureurs de faire circuler leurs vaisseaux sans protection<sup>270</sup>.

Londres transmet à Washington son analyse du scénario. Les Omanais devraient autoriser les forces navales à opérer dans leurs eaux territoriales sur le détroit, de même que les États littoraux du sud et de l'ouest, qui ont intérêt à la poursuite du commerce. La présence du groupement tactique américain dans la région apparaît comme un facteur-clé du succès d'une opération navale, active ou dissuasive. Sa couverture aérienne ne devrait pas être possible au nord de Bahreïn, secteur à partir duquel devraient prendre le relai des vols affrétés depuis le sol, ce qui impliquerait d'obtenir les autorisations nécessaires. Comme modèle de structure de commandement, les Britanniques suggèrent les principes de l'accord Radford-Collins, qui partage entre les États-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie la responsabilité de la protection des convois et des lignes de communication dans le sud de l'océan Pacifique et dans l'est de l'océan Indien. Les Français pourraient y être d'ailleurs aisément associés. Un contrôle maritime des convois devrait être envisagé pour assurer la liaison avec les marines marchandes. Londres suggère qu'il repose sur des moyens à flot, avec le soutien d'hélicoptères, si une opération depuis le rivage est politiquement difficile. Convaincus que les Omanais pourraient accepter de coopérer sur la question, les Britanniques suggèrent de penser en amont à la fourniture des installations nécessaires<sup>271</sup>.

Le département d'État persiste à défendre les mérites du concept de secteurs promu par Washington face à celui de convois suggéré par Londres<sup>272</sup>. L'approche par secteurs limiterait au minimum le besoin de liaison avec les transporteurs, laquelle se bornerait à leur indiquer les zones protégées. Elle permettrait d'éviter aux forces participantes de se télescoper dans les opérations coordonnées. La simplicité de cette approche est présentée comme son meilleur atout. Elle semble de plus avoir la faveur des Français. Ces derniers ont indiqué leur préférence pour une coordination discrète, comme du reste certains partenaires du Golfe. Dans leur dialogue avec les Américains, ils ont en outre insisté sur la nécessité de

---

<sup>268</sup> TNA, FCO 46/2235/W110, Concept for multilateral naval cooperation outside the Persian Gulf, 14th October, 1980.

<sup>269</sup> TNA, FCO 46/2235, Outhwaite, USN/RAN/RN Persian Gulf Talks – 5th Meeting, 10th October, 1980.

<sup>270</sup> TNA, PREM 19/813, Carrington to Washington, FCO 1658, Iran/Iraq-Defence Issues, 17th October, 1980.

<sup>271</sup> TNA, FCO 46/2235/W110, Multilateral naval cooperation, 17th October, 1980.

<sup>272</sup> TNA, FCO 46/2235/105, Henderson to FCO, Washington 4390, Defence Issues in the Persian Gulf, 25th October, 1980.

préserver leur indépendance décisionnelle. Or, la coopération entre Paris et Washington semble avoir fait ses preuves. Sa sensibilité sur la question de la coordination est d'autant plus prise en compte par Washington que Paris a déployé ses forces navales de manière significative dans la région. Afin de ne pas hypothéquer leur implication, vue comme décisive, les Américains se rangent donc à la préférence française pour une coordination lâche. Ils déclinent ainsi la suggestion britannique de recourir à une structure de commandement intégrée dans l'esprit de l'accord Radford-Collins. Ils prévoient de donner au commandement de leur groupement tactique un rôle de coordination de la patrouille navale et de liaison entre la flotte de couverture aérienne et les troupes au sol.

Washington émet de plus des doutes sur la capacité des conversations navales à aplanir les différences d'appréciation de la nature des opérations. Les Américains ne considèrent pas comme praticable la préférence britannique pour les convois, à laquelle elle oppose plusieurs éléments de difficulté. Cette approche requerrait un travail de liaison considérable avec les marines et un effort de coordination à la hauteur, supposant donc un degré d'intégration accrue dans la structure de commandement<sup>273</sup>. Elle imposerait aussi d'attendre, pour pouvoir agir, une mise à l'arrêt du trafic dans le Golfe. Or, il s'agit d'éviter autant que possible d'en venir à cette situation. À titre d'hypothèse, le département d'État envisage un compromis reposant sur le convoyage de quelques vaisseaux et sur un recours à l'approche par secteurs en suivant, mais préfère en laisser l'étude de la faisabilité aux experts en discussions à Londres.

## 2. La divergence des concepts

À Massachusetts Avenue, Nicholas Henderson prend acte du fossé troublant séparant les alliés quant à la définition de la nature de l'opération navale et à l'interprétation du fruit des échanges entre les marines. Les Américains semblent travailler dans les limites de ce qu'ils conçoivent comme politiquement possible afin de conserver l'implication des Français. Les Britanniques défendent de leur côté le scénario qui leur semble le meilleur du point de vue opérationnel. Cette ligne de partage est pour le diplomate un argument de poids en faveur du recours à forum unique de discussion pour prendre en compte les facteurs opérationnels et les questions de politique étrangère<sup>274</sup>.

Selon Peter Carrington, les racines du désaccord sont à chercher dans la différence d'appréciation du concept sous-jacent à l'intervention<sup>275</sup>. Les Britanniques maintiennent qu'il est difficile d'envisager les circonstances dans lesquelles une action anticipée en amont d'une interruption du trafic ne provoquerait pas précisément les dangers qu'elle entend éviter. Ils restent, comme de coutume, très méfiants envers la propension de leurs alliés pour l'action précipitée. Selon le secrétaire d'État, le trafic pourrait être mis à l'arrêt tant du fait d'une action que d'une menace d'action : une déclaration indiquant que l'Iran aurait fermé le détroit, les aurait minés ou considérerait comme hostile une tentative de passage. L'urgence est

---

<sup>273</sup> TNA, FCO 46/2235/106, Henderson to FCO, Washington 4391, Defence Issues in the Persian Gulf, 25th October, 1980.

<sup>274</sup> TNA, FCO 46/2235/105, Henderson to FCO, Washington 4390, Defence Issues in the Persian Gulf, 25th October, 1980.

<sup>275</sup> TNA, FCO 46/2235/110, Watkins to Gillmore, Iraq/Iran, 27th October, 1980.



donc selon Londres à l'élaboration d'un plan visant à restaurer rapidement le trafic en cas de fermeture. Alors que les Américains entendent agir militairement pour prévenir son interruption, les Britanniques envisagent le déploiement de leurs vaisseaux de surface pour dissuader toute menace ou tout usage effectif de la force qui conduirait à une fermeture du détroit. P. Carrington note que ce déploiement des vaisseaux britanniques, français et américains reviendrait incidemment à un partage des eaux du Golfe en secteurs, comme le souhaite Washington. Il n'en persiste pas moins à penser qu'une action préventive quand le trafic se déroule sans heurt serait perçue comme une provocation et risquerait d'être contre-productive. En cas de fermeture du détroit, seule l'escorte des vaisseaux semble au FCO apte à restaurer la confiance des armateurs et des assureurs dans un premier temps. Il note que l'esquisse de compromis présenté par le département d'État commence à tenir compte de cette position. Un rapport produit par la marine britannique suggère d'ailleurs que les approches ne sont pas incompatibles : l'accompagnement d'un petit vaisseau par une escorte imposante à travers le détroit d'Ormuz pourrait suffire à restaurer la confiance et permettre de s'en remettre dans un second temps à l'approche par secteurs. Malgré les progrès observés dans les négociations, la persistance de divergences convainc P. Carrington de la nécessité d'organiser des conversations plus larges associant questions militaires et politiques<sup>276</sup>.

Les discussions quadripartites qui se tiennent le 27 octobre donnent raison à l'inflexibilité britannique sur la question de la coordination politique. Elles aboutissent à la conclusion que nulle action navale ne pourrait avoir lieu sans une décision politique des gouvernements. Cette décision requerrait de plus des consultations de haut niveau entre les chefs de gouvernement ou les ministres des Affaires étrangères des Quatre, auxquels pourraient être associés les Australiens et les Néo-Zélandais. Leur organisation aurait lieu en cas d'actions conduisant à entraver la liberté de circulation dans le Golfe. Les Français ont obtenu que ces consultations puissent passer par les directeurs politiques des Quatre ou par des échanges entre le secrétaire d'État adjoint Warren Christopher et les ambassadeurs français, britannique et ouest-allemand à Washington. Ils ont par ailleurs suggéré que toute action menaçant la liberté de circulation soit réprimée rapidement, au degré nécessaire, en veillant à éviter toute escalade et de manière unilatérale si les circonstances l'autorisent, comme dans le cas de l'attaque d'un vaisseau français<sup>277</sup>.

Lors des échanges, les Américains s'opposent cependant fermement à la préférence britannique pour le convoi des pétroliers dans le but de préserver le trafic. Ils y opposent son impraticabilité pour les navires les plus importants, qui doivent se tenir éloignés de 30 kilomètres du rivage, et sa difficulté dans les passages étroits. Ils rétorquent que l'approche par secteurs attribués à chaque pays permet de recourir à une forme de convoi si nécessaire à l'intérieur des zones, les navires passant sous la responsabilité successive des différentes marines correspondant aux secteurs traversés. Les Quatre s'accordent sur le fait que seules les négociations entre les marines, même en l'absence des Français, devraient réconcilier ces différentes approches, en prenant en compte la teneur des échanges entre directeurs politiques.

---

<sup>276</sup> TNA, PREM 19/813, Carrington to Paris, FCO 415, Defence Issues in the Persian Gulf, 27th October, 1980.

<sup>277</sup> TNA, PREM 19/813/28, Carrington to Warsaw, FCO 508, Quadripartite Meeting of Political Directors, 27 October, 29th October, 1980.

Des discussions organisées de manière non-officielle entre la force opérationnelle de la marine britannique et le commandement du groupe opérationnel américain dans le golfe d'Oman donnent des éclairages supplémentaires à la ligne de partage transatlantique<sup>278</sup>. Les Américains semblent n'avoir que peu de navires d'escorte disponibles. Ils paraissent convaincus que la seule force aérienne serait à même de restaurer la confiance des armateurs. Selon les Britanniques, toute la pensée stratégique du commandement américain est dominée par la crainte de réaction soviétique à une initiative occidentale sous l'égide des États-Unis. La marine britannique oppose de son côté au scénario de patrouilles par secteurs son insuffisante visibilité donc son incapacité à maintenir la confiance des armateurs ; les obstacles qu'il oppose à la mise en place d'une réponse graduée aux événements ; son exigence en vaisseaux d'escorte, aussi importante, sinon plus, que le scénario britannique de convois ; sa dépendance envers l'exactitude de la connaissance du contexte pour déterminer avec justesse les appareils, les munitions, les moments et les lieux de la couverture aérienne ; l'inégale efficacité de cette dernière de jour ou de nuit, notamment contre les lance-missiles dans le détroit ; la nécessité de disposer de droits de survol de territoires

De nouveaux échanges entre les représentants des marines au début du mois de novembre convainquent les Britanniques que les deux approches sont plus complémentaires que contradictoires<sup>279</sup>. Puisque Washington considère comme nécessaire de manifester ouvertement l'implication des Occidentaux pour répondre à toute menace qui dissuaderait la poursuite du trafic, Londres convient que la solution des secteurs devrait suffire à restaurer la confiance des armateurs et des assureurs. Si, cependant, le scénario des secteurs se révèle insuffisant, ou si les marines essuient des attaques, un système de convoyage serait mis en place pour compléter l'organisation en secteurs. P. Carrington se montre prêt à envoyer aux États-Unis des représentants du FCO et de la Défense afin de faire aboutir les négociations plus facilement et d'accélérer la mise en place d'une planification à l'échelle locale. Lors de leur dixième rencontre à Londres, les représentants des marines conviennent de la nécessité de trouver un point d'ancrage politique pour pouvoir poursuivre utilement les discussions<sup>280</sup>.

### 3. La détermination des conditions

Le 11 novembre 1980, le département d'État remet à Massachusetts Avenue un document préparatoire réaffirmant la préférence américaine pour le scénario des secteurs comme axe central de la planification, sans exclure totalement le concept britannique de convois ni les suggestions formulées par les Français lors des discussions quadripartites du 27 octobre. Les Américains déclinent en conséquence la suggestion d'une visite d'une délégation britannique à Washington, partant du principe que l'acceptation par les Britanniques des propositions formulées dans le document préparatoire permettrait de débiter sans tarder la planification au niveau des commandements locaux sur la base de l'approche convenue.

---

<sup>278</sup> TNA, FCO 46/2235/W139, Jenkin to CINCFLEET, CTG 318.0, 3rd November, 1980.

<sup>279</sup> TNA, FCO 46/2235, Carrington to Washington, FCO 1734, Iran/Iraq: naval planning, 4th November, 1980.

<sup>280</sup> TNA, FCO 46/2235, Outhwaite, USN/RAN/RN Persian Gulf Talks – 10th Meeting, 5th November, 1980.

Au bureau des affaires politiques, Reginald Bartholomew assure néanmoins que les contributions britanniques à la réflexion n'ont pas été perdues, ayant permis d'affiner les perspectives américaines. Il précise que le déclenchement des négociations à l'échelle locale n'implique pas une cessation des consultations politiques. Leur formalisation n'est cependant toujours pas à ses yeux à l'ordre du jour, le prétexte présenté étant toujours le ménagement des sensibilités françaises. Quant à la victoire du candidat républicain Ronald Reagan aux élections présidentielles, elle ne semble pas selon lui propre à influencer la politique américaine, personne à Washington n'envisageant l'immobilisme<sup>281</sup>.

Deux jours plus tard, des représentants du FCO et de la Défense se réunissent à Londres pour décider de la réponse à apporter au document préparatoire américain<sup>282</sup>. Après onze sessions de pourparlers entre les marines, la persistance de points de désaccord fait craindre aux Britanniques que les Américains n'entendent pas se limiter à la défense du commerce et à la restauration de la confiance. La crainte est vive de l'existence d'un agenda sous-jacent dans lequel le Royaume-Uni pourrait être associé sans l'avoir approuvé ni pouvoir le contrôler. Londres appelle en conséquence à signifier à Washington son désir de procéder au dialogue au niveau des commandements locaux, notamment au sujet des règles d'engagement, en leur rappelant que ses objectifs sont de garantir la poursuite du trafic commercial et que toute décision prise lors de ces conversations resterait soumise à approbation. Face à la procrastination de leurs alliés sur le sujet, les Britanniques réaffirment par ailleurs leur attachement à un dialogue politique pour envisager les meilleures réponses à apporter aux scénarios envisagés. La visite de R. Bartholomew prévue à Londres le 21 novembre vient à ce titre à point nommé. En attendant, les Britanniques conviennent du lancement de conversations parallèles et confidentielles avec les Français sur les modalités de la défense de la liberté de circulation dans le Golfe, d'abord au niveau diplomatique, puis en y incluant des représentants des deux marines, afin de mieux connaître leur point de vue<sup>283</sup>.

Dans les documents préparatoires aux conversations du 21 novembre, les Britanniques se montrent désireux d'émanciper les discussions de la querelle sur les concepts rivaux des opérations<sup>284</sup>. Au département de défense du FCO, Patrick Roberts note qu'il s'agira de forcer les Américains à partager leurs vues sur le spectre des menaces possibles pour pouvoir commencer à appréhender leur véritable pensée stratégique. Pendant que les commandements navals dans la région travaillent sur la question des règles d'engagement, la délégation britannique aux conversations établit la liste des actions qui justifieraient une opération navale : la menace d'un blocage du détroit d'Ormuz, de ports de pays non-belligérants ou des marines qui les fréquentent, la menace du minage du détroit ou du Golfe, la menace d'attaque sur les marines marchandes ou militaires, l'intimidation ou la capture de convois maritimes, l'attaque isolée et par inadvertance d'un navire, l'attaque sans préavis et délibérée d'un vaisseau marchand ou militaire

---

<sup>281</sup> TNA, FCO 46/2235/132A, Henderson to FCO, Washington 4536, Iraq/Iran, 10th November, 1980.

<sup>282</sup> TNA, FCO 46/2235/140, Defence Department, Summary Note of a Meeting on Naval Protection of Gulf Shipping between FCO and MOD Officials at the Foreign and Commonwealth Office, 13th November, 1980.

<sup>283</sup> TNA, FCO 46/2235/141, Gillmore to Graham, 14th November, 1980.

<sup>284</sup> TNA, FCO 46/2235/148, Roberts to Nicholls, Iraq/Iran: Possible Threats to Merchants Shipping – Brief for Talks with U.S. State Department, 20th November, 1980.

ou bien d'un port de pays non-belligérants, le minage des voies maritimes, du détroit ou des ports<sup>285</sup>.

Comme le craignaient les Britanniques, R. Bartholomew accueille volontiers la poursuite des discussions entre les commandements des marines dans l'océan Indien mais reçoit avec beaucoup moins d'enthousiasme les suggestions de Londres sur les conditions d'engagement d'une opération navale, comme la proposition d'une poursuite du dialogue par les canaux diplomatiques. L'inquiétude persistante quant aux intentions américaines pousse P. Carrington à recommander à Massachusetts Avenue de faire pression à ce sujet auprès du département d'État<sup>286</sup>. Le 8 décembre, le directeur-adjoint du bureau des affaires politiques informe les Britanniques qu'il devrait pouvoir leur faire part de la pensée américaine sur les conditions de déclenchement d'une opération navale à l'occasion de son déplacement en Europe<sup>287</sup>. Reçu par David Gillmore et Patrick Moberly à Londres le 13 décembre, le diplomate américain remet à ses hôtes une copie des règles d'engagement élaborées par les Américains<sup>288</sup>. Le directeur du département de Défense du FCO les juge, en première lecture, raisonnables, prudentes et instructives<sup>289</sup>.

L'opinion est partagée par Brian Outhwaite, le directeur des opérations navales de la marine britannique, appelé par son homologue américain William Meyer à commenter le document. Aucune difficulté majeure n'est relevée, mise à part l'absence d'un texte de référence permettant d'envisager dans quelle mesure une force multilatérale pourrait répondre à un changement rapide du contexte politique ou militaire. La production de règles d'engagement exhaustives serait en effet dans les circonstances inenvisageable. Il note cependant quelques points sur lesquels la marine britannique pourrait être nationalement plus contrainte que le commandement américain ne l'envisage : la différenciation entre les initiatives hostiles et les actes hostiles, la détermination des unités aériennes pouvant être définies comme hostiles, l'autorisation des directives traitant de l'escalade militaire. B. Outhwaite ajoute qu'il s'agirait de préciser la position légale convenue à l'échelle internationale sur la question des droits accordés aux vaisseaux des belligérants sur la visite et le contrôle des vaisseaux battant pavillon d'un pays neutre. Il appelle à étudier les aspects légaux et politiques de l'usage de la force contre les unités de recherche et de sauvetage, indépendamment de leur nationalité, ainsi que la possibilité d'application du droit à l'auto-défense pour couvrir la défense des vaisseaux des pays-tiers. Au-delà, la marine britannique considère avoir toutes les informations nécessaires à la poursuite d'une planification détaillée si les conditions l'exigent<sup>290</sup>. Le ministère de la Défense n'en reste pas moins sceptique sur la suite. La réticence des Américains à reposer sur des bases acquises comme l'accord Radford-Collins présage en effet des difficultés que risque de rencontrer en temps opportuns toute organisation d'une opération conjointe<sup>291</sup>.

<sup>285</sup> TNA, FCO 46/2235/148A, Interruption of Merchant Shipping in the Persian Gulf, November 1980.

<sup>286</sup> TNA, FCO 46/2236/160, Carrington to Washington, FCO 1858, Iraq/Iran – naval planning, 1st December, 1980.

<sup>287</sup> TNA, FCO 46/2236/168, Henderson to FCO, Washington 4843, Iraq/Iran – naval planning, 8th December, 1980.

<sup>288</sup> TNA, FCO 46/2236/175, Roberts to Palmer, Iran/Iraq: co-ordination of naval plans, 15th December, 1980.

<sup>289</sup> TNA, FCO 46/2236/173, Gillmore to Bullard, Iran/Iraq: Naval Planning, 14th December, 1980.

<sup>290</sup> TNA, FCO 46/2793/4, Outhwaite to Meyer, 15th January, 1981.

<sup>291</sup> TNA, FCO 46/2793/4, Nicholls to Roberts, Iran/Iraq: RN/USN Staff Talks, 20th January, 1981.

## C. La révision du positionnement d'influence

### 1. L'anticipation des nouveaux équilibres

La priorité apportée à la protection des intérêts des Occidentaux dans le golfe Persique appelle une adaptation des formes de leur influence aux perspectives ouvertes par la libération espérée du personnel de l'ambassade et par la crainte d'instrumentalisation de la guerre Iran-Irak par les Soviétiques.

L'éventualité d'un dénouement de la crise des otages de Téhéran conduit ainsi Londres et Washington à envisager la reprise de leurs relations, notamment commerciales, avec la République islamique. La perspective soulève l'inquiétude de Bagdad, dûment signifiée aux représentants américain et britannique en Irak<sup>292</sup>. L'annonce par Edmund Muskie de la reprise « automatique » des fournitures d'armes à l'Iran en cas de libération des otages conduit le ministre irakien des Affaires étrangères à convoquer l'ambassadeur britannique Stephen Egerton pour lui demander si le commerce entre le Royaume-Uni et l'Iran reprendra de même. Son homologue américain William Eagleton note que, du fait de l'importance de ses intérêts en Irak, Londres aurait plus à perdre que Washington en y sacrifiant la pérennité de sa représentation diplomatique sur l'autel d'une reprise des relations commerciales avec l'Iran.

La question est abordée lors de la réunion quadripartite des directeurs politiques le 27 octobre<sup>293</sup>. Le secrétaire d'État américain y assure que les États-Unis n'ont aucunement l'intention de fournir à l'Iran des équipements militaires qui n'aient pas déjà fait l'objet d'un règlement. Ces derniers, pour un montant de 400 millions de dollars, relèvent de trois catégories : des équipements sophistiqués retenus avant la prise d'otages, dont Washington n'envisage pas la délivrance ; des pièces de rechange pour des équipements intermédiaires, qui pourraient être délivrées ; des pièces et des équipements appartenant à l'Iran en cours de réparation ou de modernisation aux États-Unis, pour lesquels la décision de remise serait prise au cas par cas. Devant l'inquiétude des Européens à la perspective d'une résurgence précipitée de leurs relations avec Téhéran, les Américains assurent que leur priorité reste de protéger l'Arabie saoudite et Israël, tout en tâchant de maintenir l'Irak à distance de l'URSS. L'opinion publique outre-Atlantique, ajoutent-ils, interdirait tout engagement fort en faveur des Iraniens.

Les conséquences de ce changement de positionnement américain soulèvent assez de questions pour justifier à Londres une évaluation de ses conséquences potentielles. Au bureau de la planification du FCO, Christopher Mallaby postule qu'un accord supposant une libération des otages en échange d'une livraison des armes retenues, tout en apaisant l'hostilité entre Washington et Téhéran, ne conduirait pas dans l'immédiat au rétablissement de relations normales. L'obtention par les Iraniens de nouveaux moyens de défense transformerait le rapport de force militaire mais ne convaincrerait pas l'Irak de se retirer des territoires occupés. Les conséquences de la guerre dans le Golfe et de la résolution de la crise

---

<sup>292</sup> DOS, Eagleton to State, Baghdad 2959, British Embassy Concern Re Hostages/Arms Deal, 21st October, 1980.

<sup>293</sup> TNA, PREM 19/813/28, Carrington to Warsaw, FCO 508, Quadripartite Meeting of Political Directors, 27 October, 29th October, 1980.

des otages sur le conflit au Proche-Orient semblent plus difficiles à mesurer, du fait du positionnement incohérent des pays arabes. Un accord entre Washington et Téhéran pourrait causer chez les Arabes du ressentiment envers les Américains, cependant qu'un renforcement de l'Irak à l'issue de la guerre pourrait hypothéquer le soutien des Arabes modérés au processus de paix. Dans tous les cas, la reprise limitée des fournitures d'armes aux Iraniens ne devrait pas causer trop de dommages aux relations entre les Américains et les Arabes modérés. Sur la question pétrolière, les pays producteurs du Golfe réagiraient sans doute à l'aune de l'attitude de Riyad, qui ne devrait pas être excessive, du fait du soutien militaire dont il bénéficie de la part de Washington. Quant aux Soviétiques, ils ne manqueront pas de concevoir un accord comme un contretemps à la volonté de renforcer leur influence en Iran. Le diplomate britannique estime qu'ils devraient continuer à rechercher la faveur des Iraniens en attendant de pouvoir utiliser le parti Tudeh comme un vecteur de plus grande influence, tout en tâchant de renforcer leurs liens avec les Irakiens, notamment en leur fournissant du matériel militaire de compensation<sup>294</sup>.

Au mois de novembre, dans le contexte de la victoire de Ronald Reagan aux élections présidentielles, la clarification des conditions imposées par les Iraniens à la libération des otages américains accentue pour les Britanniques l'urgence d'une réflexion sur l'avenir de leur positionnement régional<sup>295</sup>. Dans un mémorandum adressé à Margaret Thatcher, Peter Carrington met en avant la nécessité pour Londres de statuer sur la fourniture d'armes et d'équipements militaires aux Iraniens, d'autant que ces derniers ne manqueront pas de faire pression pour la livraison en urgence du matériel qu'ils ont déjà réglé : le pétrolier ravitailleur Kharg, ainsi que des pièces de rechange pour les chars de combat Chieftain. Il s'agit aussi de décider de la reprise de relations diplomatiques avec Téhéran et du développement de relations avec Bagdad dans le domaine militaire.

Le secrétaire d'État rappelle que l'un des principaux objectifs de la politique occidentale en Iran et en Irak est de limiter les opportunités de pénétration soviétique. Il relève que la position de Moscou reste encore médiocre auprès de chacun des deux belligérants. La parcimonie de leurs fournitures militaires à Bagdad leur a aliéné la sympathie de Saddam Hussein. Dans le même temps, leur tentative de gagner la faveur de Téhéran par la voie commerciale a été rejetée. La politique américaine est de maintenir des relations étroites avec Israël, d'un côté, et l'Égypte et l'Arabie saoudite, de l'autre, sans reprendre néanmoins le rôle de protecteur de l'Iran. Le changement d'administration à venir ne devrait pas se traduire par une remise en question de ces priorités. La France donne une claire priorité à sa relation à l'Irak, pour des raisons économiques, essentiellement pétrolières, ce que les États-Unis semblent considérer comme un levier supplémentaire de la diplomatie occidentale. Dans ce contexte, P. Carrington appelle à ne pas s'exprimer en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants mais de poursuivre une politique générale d'équilibre. Au-delà, il s'agirait d'embrasser toute opportunité, de concert avec les Français ou indépendamment, d'encourager l'Irak à se tenir à distance de l'URSS, pour peu que cela ne permette

---

<sup>294</sup> TNA, FCO 49/880/10, Mallaby to Graham, Some Implication of a release of the US hostages in Iran, 24th October, 1980.

<sup>295</sup> TNA, FCO 49/880/17, Carrington to Thatcher, Possible release of the US hostages in Iran, 7th November, 1980.

pas à Moscou d'accroître en conséquence son influence en Iran. L'Irak, note le secrétaire d'État, dispose de plus de réserves et exporte plus de pétrole que l'Iran. En revanche, la persistance de la ferveur révolutionnaire en Iran promet de retarder le rétablissement de l'économie nationale et d'enraciner la méfiance envers les Occidentaux, contraignant d'autant plus la reprise des échanges. S'il s'agit de choisir entre les belligérants, P. Carrington appelle ainsi pencher pour l'Irak à condition de ne pas favoriser les Soviétiques en Iran. Le Royaume-Uni devrait donc à ce titre refuser la vente d'armes aux deux partis, considérer au cas par cas la fourniture d'équipements militaires et corrélérer la reprise des exportations à l'Iran à l'évaluation des risques qu'elle ferait encourir aux relations avec l'Irak.

## 2. L'appréhension de la menace soviétique

La volonté de prévenir les velléités de pénétration soviétique en Iran apparaît un point de convergence persistant entre Londres et Washington. Dans un contexte de regain des tensions de guerre froide, Moscou ne manque pas de son côté de requérir du département d'État, par la voix de l'ambassadeur Anatoli Dobrynine, une clarification de la position américaine devant le développement de la présence navale dans le détroit d'Ormuz et le déploiement des systèmes AWACS en Arabie saoudite<sup>296</sup>. Les différences dans les analyses américaines et britanniques de la portée de la menace soviétique donnent des clés de compréhension complémentaire à la divergence des stratégies envisagées pour y faire face.

À l'OTAN, le secrétaire général Joseph Luns note que le conflit a pour Moscou l'intérêt de détourner l'attention internationale de l'Afghanistan<sup>297</sup>. Malgré la difficulté à prédire ses conséquences, les Soviétiques semblent plus à même d'exploiter à leur avantage une défaite de l'Iran et une victoire de l'Irak. L'effondrement de la République islamique passe pour la condition à l'installation d'un régime plus favorable à Moscou alors que la promotion du socialisme baathiste dans la région du Golfe apparaît dans l'intérêt de l'URSS. D'abord à son homologue Edmund Muskie en marge de l'assemblée générale des Nations unies à New-York le 25 septembre, puis à l'ambassadeur américain Thomas Watson à Moscou le 14 octobre, Andreï Gromyko affirme néanmoins que Moscou n'a aucunement l'intention d'intervenir dans le conflit, ni du reste de laisser Washington le faire. Il balaie d'un revers de main les allégations, pourtant confirmées, selon lesquelles les Soviétiques tentent de vendre des armes aux belligérants, cependant qu'il accuse les Américains d'être à l'origine de la concentration de troupes dans le Golfe<sup>298</sup>.

À l'ambassade britannique en URSS, David Madden confirme un rapport du JIC qui note l'intérêt pour les Soviétiques d'une cessation rapide du conflit<sup>299</sup>. Son escalade, mais aussi son élargissement à

<sup>296</sup> JCL, Plains File, President's Personal Foreign Affairs File, Box 5, USSR (General): 9/77-12/80, Muskie to Carter, 5th October, 1980.

<sup>297</sup> TNA, FCO 8/3690/536, The Situation in the Middle East and the Maghreb, Note by the Secretary General, NATO, 10th October, 1980.

<sup>298</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Country File, Box 84, USSR: 10/80, Watson to State, Moscow 1601Z, Meeting With Gromyko October 14: Iran/Iraq, 14th October, 1980

<sup>299</sup> TNA, FCO 8/3580/38, Madden to Manning, Possible Soviet intervention in Iran, 15th October, 1980.

d'autres belligérants, risqueraient de légitimer une intervention accrue des Occidentaux sous l'égide des États-Unis. Il nuance aussi la probabilité d'une invasion de l'Iran par l'Armée rouge. Moscou peut certes s'abriter derrière le traité d'amitié russo-persane de 1921, qui l'autorise à intervenir en Iran pour y défendre ses intérêts. Cependant, une invasion précipitée du pays pourrait être contreproductive : l'érosion graduelle de l'autorité de l'ayatollah Khomeini ferait mieux le jeu des factions pro-soviétiques. L'effondrement du pays causerait cependant un autre ordre d'inquiétude, comme l'installation d'un régime militaire qui pourrait être tenté de revenir dans le giron de l'Occident. Le diplomate estime cependant que cette éventualité ne devrait pas justifier le recours à l'usage de la force : il permettrait certes de renforcer leur emprise sur le territoire iranien et la sécurité de leurs frontières, mais il ne manquerait pas de contrarier les Iraniens, de ruiner l'influence du parti Tudeh et de soulever l'opprobre de la communauté internationale. Selon D. Madden, seuls deux scénarios pourraient justifier une intervention militaire des Soviétiques en Iran : l'évolution du régime dans une direction socialiste, comme dans le cas afghan, qui justifierait un soutien amical par devoir socialiste pour le protéger des interventions occidentales ; une incursion militaire occidentale dans le golfe à laquelle l'URSS jugerait nécessaire de réagir, en veillant à ne pas basculer dans une conflagration nucléaire et à juger en amont de la réaction des pays arabes.

Dans le même temps, un rapport du renseignement national américain suggère que les deux objectifs principaux de l'URSS sont le contrôle de l'accès au pétrole du Golfe et la lutte contre le renforcement de la position politique et militaire des États-Unis dans la région. Dans ce but, Moscou devrait éviter de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants tant que le dénouement du conflit reste incertain. Une victoire de l'Irak imposerait d'utiliser la fourniture en armements comme levier pour empêcher le régime de Saddam Hussein de s'émanciper de Moscou et de pouvoir ainsi menacer son accès au pétrole de la région. Une victoire de l'Iran nourrirait le désir d'exporter la révolution dans les pays du Golfe, au risque de voir se diffuser une propagande dirigée également contre les Occidentaux et les Soviétiques<sup>300</sup>.

Au mois de décembre, une autre étude de la CIA montre les efforts déployés par Moscou pour améliorer ses relations avec son voisin du Sud<sup>301</sup>. Le refus soviétique de répondre aux requêtes irakiennes de réapprovisionnement en matériel militaire stratégique reflète en partie le désir de ne pas contrarier les Iraniens. Le renseignement américain estime même que Moscou a encouragé certains pays d'Europe orientale à intensifier l'approvisionnement de Téhéran en armement, cependant que des rumeurs font état de livraison par la Syrie à l'Iran d'équipements militaires de fabrication soviétique. Cette politique vise à prévenir la résurgence des relations économiques entre l'Iran et l'Occident à la faveur d'une résolution de la crise des otages, mais aussi à apaiser la méfiance séculaire entre Moscou et Téhéran. Pour ne pas hypothéquer un rapprochement avec Bagdad au-delà du conflit, cependant, les Soviétiques veillent à ne pas approvisionner directement les Iraniens : malgré l'existence de contrats dédiés, aucun équipement à l'usage des forces terrestres n'a été délivré depuis le déclenchement du conflit. L'assistance

---

<sup>300</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500090001-9, Director of Central Intelligence, Implications of Various Outcomes of the Iran-Iraq War, Special National Intelligence Estimate 34/36.2-80, 20th October, 1980.

<sup>301</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000600020001-6, Status of Soviet-Iranian Relations, 4th December, 1980.



soviétique a été plus importante dans le domaine économique, Moscou espérant que la situation de l'Iran, aggravée par la guerre, rendra le pays encore plus dépendant de l'aide émanant du Nord.

Les effets de cette stratégie sont encore réduits à la fin de l'année 1980. Les Iraniens semblent réticents au développement des relations et voués à embarrasser en public leur partenaire proclamé. Inquiet des activités de subversion soviétiques sur son territoire, Téhéran a renforcé sa répression des groupes politiques de gauche : les publications du parti Tudeh et des moudjahiddin ont été censurées ; des militaires des différents groupes de gauche ont été expulsés de la province sécessionniste du Khouzestan. La République islamique a cependant fini par se réfréner de tout commentaire sur la présence soviétique en Afghanistan, les choses ayant été facilitées par le départ des membres du gouvernement islamique, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères Sadegh Ghotbzadeh, qui y étaient opposés.

Le département soviétique du FCO confirme les vicissitudes de l'entrisme de Moscou en Iran. La médiocrité des relations avec Bagdad ne suffit pas à faciliter le rapprochement avec Téhéran. La volonté affichée de recourir aux Indiens comme intermédiaires laisse les diplomates britanniques sceptiques : New Delhi promet d'être réticent à sacrifier ses relations avec Téhéran en agissant comme avocat de l'une des grandes puissances, d'autant qu'il en réclame le départ de l'océan Indien<sup>302</sup>. Malgré les efforts déployés par les Soviétiques pour consolider la position de l'ayatollah Khomeini auprès des Kurdes du nord-ouest de l'Iran, traditionnellement rétifs à l'autorité centrale mais économiquement mis à l'épreuve par la guerre<sup>303</sup>, la persistance de la méfiance entre Moscou et Téhéran ne permet ainsi pas à l'URSS de transformer l'essai de la pénétration stratégique<sup>304</sup>. À la fin du mois de décembre, après plusieurs semaines d'inclination iranienne, les Soviétiques semblent aux Américains renouer avec une politique plus équilibrée, ménageant la possibilité d'un rapprochement avec l'Irak<sup>305</sup>. Celle-ci contraint d'autant plus Londres et Washington à renforcer face à l'incertitude l'architecture de leur stratégie régionale.

### 3. L'adaptation de l'architecture sécuritaire

Le 15 janvier 1981, la directive présidentielle 63 pose les enjeux d'un nouveau cadre de sécurité pour le golfe Persique<sup>306</sup>. Un an après le discours sur l'État de l'Union qui a solennellement énoncé les objectifs de ladite « doctrine Carter », quelques jours avant la transmission de la gestion des affaires courantes à une administration républicaine sous la direction de Ronald Reagan, le texte sanctionne un regain de volontarisme de l'hégémon américain dans la défense de ses intérêts au cœur de l'arc de crise, face l'enracinement de la République islamique et aux menaces constituées par l'enlisement de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Sa réception au Royaume-Uni témoigne entre Londres et Washington tant d'une

<sup>302</sup> TNA, FCO 8/4133, Johnson to Fergusson, Soviet Priorities in Iran and Iraq, 5th December, 1980.

<sup>303</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500160002-1, Iran: Soviet Links with Kurdish Groups, 12th December, 1980.

<sup>304</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000500110004-4, Iran: New Arab Alignments, 12th December, 1980.

<sup>305</sup> CIA, CIA-RDP89G00720R000100030026-9, Casey Briefing Input, USSR Intelligence Issues, 24th December, 1980.

<sup>306</sup> JCL, National Security Council, Institutional Files, Box 24, PD/NSC-63: Persian Gulf Security Framework, 15th January, 1981.

convergence d'intérêts stratégiques que d'une divergence d'appréciation des modalités de leur défense, dans un contexte de différenciation croissante du positionnement à l'égard de Téhéran.

Suivant l'objectif énoncé en janvier 1980 de protéger le détroit d'Ormuz et de renforcer les principaux partenaires des États-Unis dans la région, la stratégie américaine s'est traduite par : la constitution d'une capacité de projection des forces et du maintien de leur présence ; le développement d'un panel d'options, notamment militaires, contre une ingérence soviétique, pour compenser la supériorité de Moscou dans les forces conventionnelles ; la menace de sanctions économiques et diplomatiques face à toute tentative d'intervention ; l'assistance aux pays de la région contre les menaces intérieures ou extérieures à leur stabilité et contre toute tentative de pénétration soviétique, politique, économique ou militaire ; la diminution des influences radicales dans la région et le renforcement de la sécurité des États-Unis par la consolidation du processus de paix au Proche-Orient ; l'amélioration de l'accès aux installations dans la région en ménageant la sensibilité des alliés ; l'appréhension régionale de la défense des intérêts politiques et économiques des États-Unis. Dans le prolongement de cette politique, l'élaboration du cadre de sécurité pour le golfe Persique entend s'inscrire dans quatre composantes : la dissuasion militaire, la politique étrangère, l'économie et le renseignement.

Du point de vue militaire, il s'agit de poursuivre le renforcement des capacités d'interventions américaines dans la région, d'encourager les pays du Golfe à développer leurs propres forces par des programmes d'assistance, de conseil, de formation et de développement d'infrastructures, et d'inciter les alliés à participer davantage à la défense de l'Europe afin de permettre une meilleure distribution des ressources américaines vers la région.

En termes de politique étrangère, les priorités sont à la poursuite du processus de paix au Proche-Orient, l'amélioration des relations sécuritaires avec la Turquie et le Pakistan, l'assistance aux pays de la péninsule Arabique afin de leur permettre d'accroître leur stabilité et de contribuer à y contenir l'influence soviétique, le renforcement des liens avec les pays de la Corne de l'Afrique. Les États-Unis entendent aussi trouver auprès de leurs alliés en Europe et en Asie un soutien diplomatique, militaire, économique et politique à la défense des objectifs partagés en termes de sécurité dans le Golfe : une priorité devrait être rapidement apportée à la facilitation des procédures de survol, de ravitaillement et d'autorisation requises pour déployer et soutenir les forces américaines en Asie du Sud-Ouest.

Le volet économique entend ménager un accès au pétrole à un cours raisonnable, réduire la dépendance occidentale envers les productions du Golfe, développer les programmes d'assistance économique occidentale aux pays de la région, promouvoir la coopération régionale afin de financer les besoins en termes de sécurité régionale et défendre une stabilité économique vue comme essentielle à la sécurité intérieure des pays de la région et à la pérennité de la région dans son ensemble.

Dans le domaine du renseignement, les États-Unis prévoient de développer un programme régionalement intégré permettant de sous-tendre les objectifs des composantes militaires, diplomatiques et économiques. Les agences du renseignement américain sont ainsi appelées à identifier les programmes aptes à mener à bien ces objectifs, dont la coordination doit être assurée par le comité restreint du CSN.

Aux yeux de l'ambassadeur Nicholas Henderson, à Washington, comme du directeur du service diplomatique Michael Palliser, à Londres, les efforts déployés par l'administration Carter pour renforcer la capacité d'intervention des États-Unis en Asie du Sud-Ouest ne devraient pas être remis en question par la future administration Reagan. Celle-ci pourrait même les accélérer. L'un des arguments de campagne les plus efficace de l'ancien gouverneur de Californie a été en effet d'accuser le président sortant de ne pas s'être suffisamment opposé aux Soviétiques. Le FCO estime que l'administration Reagan ne reviendra pas sur le projet de Force de déploiement rapide (FDR) développé par l'administration sortante, d'autant plus qu'il implique des accords déjà négociés avec succès, comme sur Diego Garcia<sup>307</sup>.

Les Britanniques n'en remettent pas moins en cause la pertinence de la finalité et de l'usage de la capacité d'intervention que le projet américain entend constituer. Si l'initiative américaine a considérablement progressé, sa philosophie militaire requiert encore approfondissement et affinement. Elle pourrait en effet causer des difficultés aux Britanniques, notamment impliqués par l'usage des installations de leur base dans le nord-ouest de l'océan Indien. Sans remettre en question le fond de l'initiative américaine, qu'ils approuvent, les Britanniques comptent pouvoir discuter avec les Américains sur les différents aspects de sa mise en place afin de pouvoir les influencer dans le sens de leurs opinions.

Les conversations américano-britanniques sur l'océan Indien ont témoigné de la volonté américaine de déployer leurs forces de manière rapide et renforcée. Washington envisage de recourir à un acheminement accéléré des troupes en utilisant les infrastructures destinées en Egypte et en Arabie saoudite à accueillir des forces de dissuasion ou d'intervention. Les Britanniques notent cependant que la visibilité d'un déploiement américain de cette envergure risque de produire des effets politiques indésirables dans la région. Ils croient savoir que les Américains alors en charge de la planification politique et militaire pour l'Asie du Sud-Ouest en sont conscients et travaillent à ménager à ce sujet les partenaires régionaux. L'inquiétude porte sur la possibilité que la nouvelle administration n'envisage que la seule manière de mettre en application le concept de FDR serait d'établir ses forces au Moyen-Orient dans des bases permanentes. Pour y procéder sans fragiliser le soutien des gouvernements amis, il faudrait obtenir un accord global sur les questions régionales, en y incluant la situation des Palestiniens. Les diplomates britanniques envisagent déjà de porter la question à l'attention de leur futurs interlocuteurs outre-Atlantique. En attendant, leur appréciation de la menace – réduite – pesant sur leurs intérêts les engage à persuader les Américains de ne pas prétendre à des bases permanentes, propres selon eux à déstabiliser politiquement la région : elles exposeraient les gouvernements hôtes à des pressions intérieures, régionales et internationales, tout en soulevant la critique de la part des Soviétiques et des Non-alignés. Les risques encourus pourraient ainsi dépasser les bénéfiques engrangés. Puisque les Américains prétendent agir au nom de l'ensemble de l'Occident, leurs plus proches partenaires entendent ne pas perdre une occasion d'user de leur position particulière auprès d'eux pour continuer à leur rappeler avec conviction.

---

<sup>307</sup> TNA, FCO 8/3796/2, Palliser to Henderson, US Middle East Policy, 18th December, 1980.

## Conclusion

Le 20 janvier 1981, à l'issue d'une campagne et d'une transition présidentielles marquées par le poids de la débâcle iranienne, Ronald Reagan prête serment en annonçant la libération des otages de Téhéran. De Londres, Margaret Thatcher remercie Jimmy Carter de la coopération étroite ayant lié leurs pays durant deux années critiques<sup>308</sup>. L'enracinement conflictuel de la République islamique a de fait suscité un resserrement de la solidarité entre les alliés, convaincus de l'urgence à défendre de concert des intérêts communs : le respect des règles du jeu international face à leur rejet par les preneurs d'otages ; la présence occidentale en Iran pour faire barrage aux vellétés de pénétration soviétique ; la crédibilité de la puissance du « *leader* du monde libre » dans un contexte de ravivement des tensions entre les blocs ; la liberté de circulation dans le golfe Persique et l'accès à ses ressources énergétiques pour limiter les conséquences d'un second choc pétrolier sur des économies occidentales déjà éprouvées par la crise.

La fragilité de ces dernières oppose pourtant à la tradition transatlantique la défense peu négociable d'une préférence nationale. Les tensions suscitées par l'application de sanctions volontaires, comme par la résurgence de l'*hégémon* américain, témoignent à ce titre du rapport de force sous-tendant le bilatéralisme. Usant de son potentiel de projection sur les cercles qui constituent ses horizons stratégiques (l'Europe, l'Amérique, le *Commonwealth*), le Lilliputien britannique participe de l'empêchement du Gulliver américain. Il s'attache à brider des vellétés de puissance jugées incompatibles avec son agenda, en diluant les équilibres inégaux du bilatéralisme dans les cadres contraignants du multilatéralisme. Londres veille cependant à rester dans le sillage de Washington pour mieux bénéficier d'un paravent stratégique auquel il ne contribue que pour l'orienter. Face à ce partenaire parfois pesant, les États-Unis usent de la pression politique pour convaincre l'autre de son intérêt à demeurer le *primus inter pares* d'une Alliance dont le bras armé n'hésite pas à s'émanciper quand l'urgence justifie l'unilatéralisme.

La volonté iranienne de déconstruire les cadres d'une tutelle passée conduit néanmoins Londres et Washington à une réaction solidaire à la conflagration de l'arc de crise. Certes considérée avec appréhension, la résurgence de l'*hégémon* américain se fait en s'appuyant sur les reliquats de l'empire britannique et remet partiellement en question le retrait des forces de la Couronne des territoires situés à l'Est de Suez. Certes envisagée dans les perspectives du long terme et de l'intérêt national, la restauration de la relation à l'Iran est pour Londres l'occasion de ménager une pression sur un partenaire en dispute avec un allié. Certes regrettée *a posteriori* par des acteurs convaincus des conséquences à long terme de la rupture entre l'Iran et l'Occident, la partialité populaire plus que politique accueillant le déclenchement de la guerre dans le Golfe traduit le poids des préjugés contre un acteur perçu comme une menace croissante, comme le montre sa rhétorique de confrontation. L'arrivée à la Maison-Blanche d'un candidat républicain ayant capitalisé sur les traumatismes constitués par la « débâcle » américaine en Iran contribue à enraciner une nouvelle figure de l'ennemi à l'heure de la « deuxième guerre froide ».

---

<sup>308</sup> CAC, THCR 3/1/12(i)/24, Thatcher to Carter, 20th January, 1981.

# THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITÉ RENNES 2

ÉCOLE DOCTORALE N° 604  
*Sociétés, Temps, Territoires*  
Spécialité : Histoire

Par

**Sylvain GAILLAUD**

**Friends, Fools and Foes  
les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis  
à l'épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980)**

volume 2 : texte (tome 2)

Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 13 décembre 2022  
Unité de recherche : EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques

## Rapporteurs avant soutenance :

Pauline Schnapper Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Clarisse Berthezène Professeure, Université Paris Cité

## Composition du Jury :

Examineurs : Clarisse Berthezène Professeure, Université Paris Cité  
Gildas Le Voguer Professeur, Université Rennes 2  
Alexandre Rios-Bordes Maître de conférences, Université Paris Cité  
Pauline Schnapper Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Dir. de thèse : Hélène Harter Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Co-dir. de thèse : Sébastien-Yves Laurent Professeur, Université de Bordeaux

UNIVERSITÉ RENNES 2

**Ecole Doctorale Sociétés, Temps, Territoire**

*Unité de Recherche EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques*

**FRIENDS, FOOLS AND FOES**

**LES « RELATIONS SPÉCIALES » ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS**

**À L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN**

**(ANNÉES 1970-1980)**

Thèse de Doctorat

Discipline : histoire contemporaine

Volume 2 : texte (tome 2)

Présentée par Sylvain GAILLAUD

Directrice de thèse : Hélène HARTER, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Co-directeur de thèse : Sébastien-Yves LAURENT, université de Bordeaux

Soutenue à Rennes le 13 décembre 2022

Jury :

Examineurs :	Clarisse Berthezène	Professeure, université Paris Cité
	Gildas Le Voguer	Professeur, université Rennes 2
	Alexandre Rios-Bordes	Maître de conférences, université Paris Cité
	Pauline Schnapper	Professeure, université Sorbonne Nouvelle Paris 3
Directrice de thèse :	Hélène Harter	Professeure, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Co-directeur de thèse :	Sébastien-Yves Laurent	Professeur, université de Bordeaux



## Table des matières

### Volume 1 : texte (tome 1)

Remerciements .....	xi
Liste des abréviations .....	xiii
Note sur la translittération .....	xv
Introduction : penser une triangulation diplomatique.....	1
I.    Une histoire à part inégale .....	1
II.   Une histoire à inspirations multiples.....	16
III.  Une histoire à matériaux renouvelés.....	38
Première partie : Des relations spécieuses avec la Perse impériale.....	55
Chapitre 1 : Des « relations spéciales » aux prises avec un prisme impérial (1976-1979) .....	57
I.    Une communauté de décideurs en sympathie relationnelle.....	58
II.   Une communauté d’iraniens en vigilance complémentaire .....	74
III.  Une communauté d’impétrants en préférences impériales .....	101
Chapitre 2 : Le repli et le remords d’empires empêtrés (1976-1978).....	123
I.    Un renforcement du gendarme des intérêts occidentaux (1976-1978) .....	124
II.   Une convoitise concurrente des marchés persans (1976-1978) .....	141
III.  Un ménagement résigné d’un régime contesté (1976-1978) .....	161
Chapitre 3 : L’accompagnement manqué du changement de régime (1978-1979) .....	185
I.    Le sacrifice du pilier (1978-1979) .....	186
II.   Le miroir de Mordad (1978-1979).....	207
III.  Le sursaut d’implication (1979).....	227



Deuxième partie : Des relations spectrales face au dérèglement du monde.....	249
Chapitre 4 : Des « relations spéciales » au risque des révolutions (1979-1981).....	251
I.    Une communauté de décideurs en crispation relationnelle.....	252
II.   Une communauté d’iraniens en reconfiguration postrévolutionnaire.....	268
III.  Une communauté d’impétrants en acculturation forcée .....	292
Chapitre 5 : La fracturation d’une triangulation diplomatique (1979-1980).....	315
I.    Une dissolution des équilibres prérévolutionnaires (avril-novembre 1979).....	316
II.   Une solidarité à l’épreuve de la crise des otages (novembre-décembre 1979).....	338
III.  Une quête laborieuse de sanctions internationales (décembre 1979-janvier 1980).....	359
Chapitre 6 : La recomposition contrariée des relations régionales (1980-1981) .....	381
I.    L’ostracisation controversée de la République islamique (1980).....	382
II.   Les faux-semblants de la neutralité en guerre (1980).....	402
III.  L’inertie stratégique de partenaires sous pression (1980-1981) .....	422

## **Volume 2 : texte (tome 2)**

Troisième partie : Des relations spéculatives en sinuosités stratégiques.....	443
Chapitre 7 : Des « relations spéciales » à l’heure de la résilience (1981-1984).....	445
I.    Une communauté de décideurs en passion relationnelle .....	446
II.   Une communauté d’iraniens en différenciation progressive.....	464
III.  Une communauté d’impétrants en résilience post-traumatique .....	488
Chapitre 8 : Les ombres portées d’une débâcle diplomatique (1981-1982).....	513
I.    La prudence d’une normalisation controversée (1981-1982) .....	514
II.   La pression pour une implication préventive (1981) .....	533
III.  La préférence par défaut au perdant (1982).....	554
Chapitre 9 : L’accompagnement de l’escalade dans le golfe Persique (1983-1984).....	577
I.    Les collusions contraintes vers le moindre de deux maux (1983) .....	578
II.   Les critiques collectives d’une escalade non-maîtrisée (1983-1984) .....	600
III.  Les conséquences conflictuelles de la dissonance diplomatique (1983-1984).....	619

Quatrième partie : Des relations spéculaires aux défis de la désorientation.....	443
Chapitre 10 : Des « relations spéciales » au coût de l'accoutumance (1985-1988) .....	645
I.    Une communauté de décideurs en résistance relationnelle.....	646
II.   Une communauté d'iraniens en déracinement prolongé.....	668
III.  Une communauté d'impétrants en projections post-khomeinistes .....	694
Chapitre 11 : Les risques relationnels de la dispersion diplomatique (1985-1987) .....	717
I.    Les astreintes d'agendas ambigus (1985) .....	718
II.   Les incohérences d'une implication illisible (1986).....	738
III.  Les coûts des courants contraires (1986-1987).....	756
Chapitre 12 : Les dommages collatéraux du dépassement du conflit (1987-1988).....	779
I.    La révision divergente de l'engagement (1987) .....	780
II.   La résolution déboutée de la guerre (1987) .....	797
III.  La restauration difficile de l'influence (1987-1988).....	817
Conclusion : portée d'une triangulation diplomatique .....	841
Matériau 1 : Sources archivistiques.....	863
Matériau 2 : Sources imprimées .....	911
Matériau 3 : Sources orales .....	925
Matériau 4 : Bibliographie .....	933

### **Volume 3 : annexes**

Annexe 1 : Documents .....	1
Annexe 2 : Requêtes de déclassification .....	25

Annexe 3 : Questionnaire .....	29
Annexe 4 : Entretiens .....	33
Annexe 5 : Sondage.....	45
Annexe 6 : Prosopographie .....	61
Annexe 7 : Schémas de synthèse.....	117
Annexe 8 : Chronologie.....	123
Annexe 9 : Index des acteurs.....	271

**Troisième Partie**  
**KEEP THE FLAG FLYING<sup>1</sup>**  
**DES RELATIONS SPÉCULATIVES EN SINUOSITÉS STRATÉGIQUES**  
**(1981-1984)**

« Rien n'est conforme aux apparences : dans des lieux comme la *ci-devant* discothèque, les services de renseignement britanniques, menant les Américains par le bout du nez, sont toujours responsables de la plupart des choses qu'il se passe en Iran, l'Occident n'a jamais pardonné au shah d'avoir augmenté le prix du pétrole en 1973 et la guerre avec l'Irak a été non seulement imposée par les intérêts des Occidentaux mais se poursuit aussi à leur initiative à travers l'aide que l'Occident apporte à l'Irak.

- Je peux entendre, dit Tira [Shubart, journaliste britannique indépendante] que les pays occidentaux se satisfont de voir le conflit s'éterniser, mais pourquoi dites-vous qu'ils aident l'Irak ?

- Parce qu'ils ne veulent pas que l'Iran gagne. Ils veulent détruire l'Iran.

- Mais si vous parlez au département d'État à Washington, ou aux Britanniques, ou aux Français, vous vous rendrez compte qu'ils croient tous que l'Iran est lentement en train de gagner.

- On ne nous le permettra pas. Vous verrez. »<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> MUNRO Alan, *Keep the Flag Flying: A Diplomatic Memoir*, Londres, Gilgamesh Publishing, 2012.

<sup>2</sup> SIMPSON John, *Behind Iranian lines*, Londres, Robson, 1988, p. 353.



## Chapitre 7

### DES « RELATIONS SPECIALES » À L'HEURE DE LA RÉSILIENCE (1981-1984)

Le 26 février 1981, Ronald Reagan accueille Margaret Thatcher avec les honneurs militaires sur les pelouses de la Maison-Blanche. Un mois après la libération des otages et l'investiture du président, la Première ministre est la première dignitaire européenne à effectuer une visite d'État auprès de la nouvelle administration américaine. Elle présage d'autant plus d'une résilience des « relations spéciales » qu'elle s'inscrit dans une proximité déjà bien établie des acteurs aux affaires :

« Quand nous avons échangé à Londres il y a seulement deux ans – alors qu'aucun d'entre nous n'était aux responsabilités – j'ai été impressionné par la similarité des défis auxquels nos pays faisaient face et par notre détermination à les aborder. Vous avez dit alors que nous entrions dans une décennie aux dangers multipliés. Nous y sommes. Mais la décennie sera moins dangereuse si l'Occident maintient la force que requiert la paix et, dans ce but, il est un élément incontournable : le Royaume-Uni et les États-Unis resterons solidaires. »<sup>1</sup>

Appréhendée de manière attentive à Londres, la victoire républicaine aux élections présidentielles porte au pouvoir un parti qui a fait campagne sur des thèmes de politique intérieure et de politique étrangère propres à apporter des échos à la « Révolution conservatrice » en cours au Royaume-Uni. La rhétorique reaganienne à l'encontre des causes de l'empêchement de la puissance des États-Unis – les dysfonctionnements de l'administration démocrate, les astreintes de l'hypertrophie gouvernementale, les menaces de l'expansionnisme soviétique, les humiliations de la débâcle iranienne – n'est pas sans rejoindre les analyses faites par les Britanniques des maux de l'Amérique. Les vicissitudes des efforts déployés de concert en faveur de la libération des otages de Téhéran et de la défense de la liberté de circulation dans le golfe Persique ont de plus laissé sur les questions iraniennes de pâles preuves de l'efficacité du bilatéralisme à l'époque de la présidence Carter et du gouvernement Thatcher.

Les incertitudes soulevées à Londres par l'arrivée aux affaires d'une nouvelle administration sont d'autant plus fortes que les attentes envers l'allié américain sont nombreuses. Quelles sont les conséquences de la reconstitution des entourages décisionnels aux États-Unis sur les différentes interactions interalliées ? Comment se traduit la libération des otages de Téhéran sur les équilibres de la communauté des iraniens ? Dans quelle mesure l'avènement de nouveaux acteurs contribue-t-il à la résurgence à rebours d'un parti pris impérial dans l'appréhension de l'Iran ? Quelles différences de perception des enjeux régionaux émergent des échanges entre les décideurs, les iraniens, les groupes de pression ou les cercles de réflexion ?

Ce chapitre montrera quelles sont les conséquences de la reconfiguration des interactions interalliées consécutives à l'alternance américaine sur la restauration des relations avec l'Iran postrévolutionnaire ?

---

<sup>1</sup> Remarks at the Welcoming Ceremony for Prime Minister Margaret Thatcher of the United Kingdom, 26th February, 1981 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/246801>.

## I. Une communauté de décideurs en passion relationnelle

L'arrivée des républicains aux affaires présage d'un resserrement personnel et politique des cadres d'interaction du bilatéralisme. Dans quelle mesure l'appréhension des questions iraniennes contribue-t-elle au rapprochement des cercles décisionnels américains et britanniques ?

### A. Margaret Thatcher et Ronald Reagan, les ressorts d'une relation relancée

#### 1. Les faces cachées d'une lune de miel

Les spécificités de la relation entre la Première ministre et le président s'enracinent dans leurs appréhensions réciproquement positives de l'allié atlantique. Ronald Reagan fait lui-même remonter son ardente anglophilie à son enfance à Dixon, où il développe une passion pour la scène en s'identifiant au capitaine Stanhope, héros de *Journey's End*, une pièce de théâtre rédigée par un ancien combattant britannique des tranchées, Robert Sherriff<sup>2</sup>. Elle est accentuée par la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle l'acteur participe au tournage de films de propagande tel *The Memphis Belle*, de William Wyler<sup>3</sup>. Quant à Margaret Thatcher, donc l'éducation américaine a déjà été analysée<sup>4</sup>, elle retire du conflit que le seul rôle mondial auquel le Royaume-Uni peut prétendre est celui de principal partenaire des États-Unis. Dépourvue d'illusions sur le rapport de force interne au bilatéralisme, elle s'inscrit dans la tradition churchillienne donnant aux peuples anglophones une mission supérieure sans cependant oublier la dépendance de Londres vis-à-vis de Washington dans la lutte contre l'Axe ou l'endiguement de l'URSS<sup>5</sup>. Elle mesure dans ce cadre le potentiel de mobilisation des mânes churchilliennes chez l'allié : à l'issue de leur premier entretien en tête-à-tête, la cheffe du parti conservateur ne manque pas de présenter au gouverneur le « jeune Winston », député conservateur et petit-fils de l'ancien Premier ministre, qu'elle se plaît à introduire aux Américains de passage comme un souvenir dynastique de la « relation spéciale »<sup>6</sup>. L'initiative fait son effet auprès de R. Reagan, qui émaille ses discours de références au héros de la résistance britannique et orne une fois à la Maison-Blanche les murs de la salle de crise de l'affiche le mettant en scène au-dessus du slogan « Let us go forward together »<sup>7</sup>.

La tenante de la « révolution conservatrice » considère que la défense de la liberté de l'Occident passe au-delà par la promotion du capitalisme américain, perçu avec une méfiance teintée de condescendance par l'*Establishment* de son pays. En 1967, la victoire en Californie du candidat Reagan sur

<sup>2</sup> REAGAN Ronald, with Richard Hubler, *Where's the Rest of Me?: The Ronald Reagan Story*, New York, Duffell, Sloan and Pearce, 1965, p. 37.

<sup>3</sup> CANNON Lou, *President Reagan: The Role of a Lifetime*, New York, PublicAffairs, 2000, p. 407.

<sup>4</sup> Cf. chapitre 4.

<sup>5</sup> CAMPBELL John, *Margaret Thatcher, volume 2: The Iron Lady*, Londres, Jonathan Cape, 2003, p. 259-260.

<sup>6</sup> HANNAFORD Peter, entretien avec Stephen Knott, 10 janvier 2003 [En ligne], RRPP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp\\_2003\\_0110\\_hannaford.pdf](http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp_2003_0110_hannaford.pdf)

<sup>7</sup> REAGAN Ronald, *An American life*, New York, Simon & Schuster, 2011, photographie 23.

un programme de droite radicale coïncide pourtant avec la popularité de l'économie de marché chez les conservateurs, au point que le « Gouverneur » devient le sujet de nombreux échanges. M. Thatcher lui apporte une attention particulière lorsque son mari Denis revient plus tard impressionné d'un discours au Royal Albert Hall où R. Reagan vante la défense des libertés et la réduction du rôle de l'État qu'il promet en Californie. L'ambitieuse conservatrice lit avec intérêt ses déclarations appelant au renforcement de la défense pour dépasser la détente, dont lui envoie copie le bureau du gouverneur<sup>8</sup>.

Dans cet esprit, l'historien James Cronin montre que les philosophies politiques des partenaires impliquent un rejet parallèle des postulats fondamentaux de leurs prédécesseurs au pouvoir. Ni le président ni la Première ministre ne semblent partager l'attachement sentimental au droit et à la démocratie qui sous-tend le discours de Jimmy Carter ou le travaillisme de James Callaghan. La campagne reaganienne n'a pas manqué de dénoncer ses conséquences négatives sur la puissance américaine<sup>9</sup>. C'est en outre du fait de son éducation religieuse non-conformiste au sein de l'Église méthodiste que la « dame de Fer » parvient à se rattacher à la morale et au langage du Reaganisme, faits de religion et de conservatisme entremêlés. Elle s'avère ainsi prédisposée à une argumentation pensée en termes de bien et de mal, qu'embrasse volontiers un rejeton de l'Église évangélique des Disciples du Christ<sup>10</sup>.

M. Thatcher approche pour la première fois R. Reagan à l'occasion d'un déjeuner de travail organisé à Downing Street en l'honneur du gouverneur de Californie en juillet 1972<sup>11</sup>. Trois ans plus tard, le candidat à l'investiture du parti républicain revient à Londres pour renforcer son expérience en politique étrangère. Il est reçu par des représentants du gouvernement travailliste et prononce un discours remarqué à la branche locale de la Société des Pèlerins : il y oppose sa vision d'une humanité fondée sur la dignité et les droits inaliénables donnés par Dieu à l'impiété de la fourmilière collectiviste<sup>12</sup>. Un membre de son entourage suggère alors un entretien avec la nouvelle dirigeante du parti conservateur. La rencontre, prévue pour durer quelques minutes, s'éternise pendant une heure et demie. Le président se rappelle *a posteriori* avoir été immédiatement conquis : « elle était chaleureuse, féminine, gracieuse et intelligente : il était évident dès nos premiers échanges que nous étions sur la même longueur d'onde »<sup>13</sup>. La Première ministre s'avoue également séduite par son charme, son sens de l'humour et sa franchise<sup>14</sup>. Elle arrange à son tour une rencontre entre le visiteur américain et Keith Joseph, son conseiller économique, ainsi que Geoffrey Howe, qui prend la tête de l'Échiquier en 1979 puis du FCO en 1983. C'est le point de départ d'une correspondance suivie entre les entourages des futurs locataires de Downing Street et de la Maison-Blanche<sup>15</sup>. Leur deuxième rencontre a lieu en novembre

<sup>8</sup> THATCHER Margaret, *The Path To Power*, Londres, HarperCollins, 1995, p. 372.

<sup>9</sup> CRONIN James, "Britain and America Beyond Empire: Neoliberalism, the 'Special Relationship' and the Search for Global Order", Paper presented to the Conference of Europeanists, Chicago, 1st April, 2006, p. 11.

<sup>10</sup> ALDOUS Richard, *Reagan and Thatcher: The Difficult Relationship*. Londres, Hutchinson, 2012, p. 15-16.

<sup>11</sup> MOORE Charles, *Margaret Thatcher: The Authorized Biography*, "Volume One: Not for Turning", Londres, Allen Lane, 2013, p. 314.

<sup>12</sup> RRL, 1980 Presidential Campaign Papers, Series I, Subseries A, Box 20, 4/7/1975, The Pilgrim Society, London.

<sup>13</sup> REAGAN Ronald, *An American life*, *op. cit.*, p. 204.

<sup>14</sup> THATCHER Margaret, *The Path To Power*, *op. cit.*, p. 372.

<sup>15</sup> HANNAFORD Peter, entretien avec Stephen Knott, 10 janvier 2003, *op. cit.*



1978, à l'heure où se noue la révolution iranienne et où l'ancien gouverneur revient dans la course à l'investiture qui lui a échappé deux ans plus tôt. La conversation porte essentiellement sur la menace soviétique dans le contexte du développement de la crise des euromissiles. Elle contribue au développement de la pensée stratégique du futur président, en lien avec ses autres alliés européens<sup>16</sup>.

La Première ministre suit de près les résultats des élections américaines jusqu'aux heures tardives de la nuit du 5 novembre 1980. Elle écrit personnellement au président-élu pour lui signifier son empressement à travailler avec lui, à une heure où, dit-elle, l'étroite amitié entre leurs pays peut jouer un rôle crucial dans le renforcement de la coopération au sein de l'Alliance<sup>17</sup>. R. Reagan lui répond dans la même veine<sup>18</sup>. Pendant ce temps, les services du FCO et de Downing Street travaillent au développement des contacts avec la future administration<sup>19</sup>. Ils appellent Massachussetts Avenue à entrer en relations avec les principaux membres de l'équipe de transition et les candidats pressentis aux postes-clés. Ils suggèrent de rencontrer lors de leur visite en Europe les membres de l'équipe du président-élu. Peter Carrington prévoit par ailleurs de s'entretenir avec Henry Kissinger lors de son passage annoncé à Londres. Ils envisagent la visite à Washington de membres du Cabinet. Ils prévoient d'organiser dans les premiers mois de la présidence un sommet quadripartite avec le nouveau secrétaire d'État et une rencontre personnelle entre R. Reagan et M. Thatcher. Cette dernière effectue son premier séjour à Washington du 25 au 28 février 1981. Pour le secrétaire au Cabinet Robert Armstrong, la visite doit être l'opportunité d'exploiter la réputation de la Première ministre aux États-Unis pour influencer dans le sens des intérêts britanniques la formulation en cours de la politique de la nouvelle administration<sup>20</sup>.

Ainsi débute ce que le directeur du JIC Percy Cradock présente comme un « partenariat improbable » entre « une Anglaise autoritaire, intrusive, moralisatrice et terrifiante, hyperactive et attachée de manière obsessionnelle aux détails » et « l'ancien acteur irlandais [*sic*], nonchalant et rayonnant, dont l'esprit fonctionne principalement à l'instinct, qui se plaît à déléguer voire à trop déléguer, peu concerné par ses dossiers, mais pourvu de fermes principes jusqu'à l'entêtement, d'une chaleur naturelle et d'une capacité extraordinaire à communiquer avec ses administrés »<sup>21</sup>. La disparité de leur style traduit celle de la puissance. M. Thatcher n'en sait pas moins user de la relation avec un talent remarquable et un tact inhabituel<sup>22</sup>. Elle n'ignore pas les dispositions de son allié, auquel elle ne prête en privé « pas beaucoup de matière grise »<sup>23</sup>. Nicholas Henderson confie à l'ancien secrétaire d'État à l'Énergie Anthony Benn : « si je vous rapportais ce que madame Thatcher pensait réellement du président Reagan, cela causerait du tort aux relations anglo-américaines »<sup>24</sup>. La Première ministre ne tolère

<sup>16</sup> CAC, THCR 2/2/1/27, Reagan to Thatcher, 29th December, 1978.

<sup>17</sup> EMERY Fred, *The Times*, 6th November, 1980.

<sup>18</sup> TNA, PREM 19/944/140, Reagan to Thatcher, 19th November, 1980.

<sup>19</sup> TNA, PREM 19/940/134, Walden to Alexander, Contacts with the Reagan Team, 19th November, 1980.

<sup>20</sup> TNA, PREM 19/600, Armstrong to Alexander, Prime Minister's visit to the United States, 3rd February, 1981.

<sup>21</sup> CRADOCK Percy, *In Pursuit of British Interests: Reflections on Foreign Policy Under Margaret Thatcher and John Major*, Londres, John Murray, 1997, p. 58.

<sup>22</sup> CAMPBELL John, *Margaret Thatcher, volume 2, op. cit.*, p. 262.

<sup>23</sup> OGDEN Chris, *Maggie: An Intimate Portrait of a Woman in Power*, Londres, Simon & Schuster, 1990, p. 236.

<sup>24</sup> BENN Tony, *Free at Last: Diaries, 1991-2001*, Londres, Hutchinson, 2002, p. 211.

l'amateurisme ignorant du héraut du monde libre que parce qu'elle comprend rapidement le profit qu'elle peut en tirer : un pouvoir d'influence sur la définition de la politique américaine que nul autre président ne saurait lui accorder, comme le montre *a posteriori* sa relation avec George Bush.

## 2. Les passifs pesants d'une préférence impériale

Parmi les affinités de la Première ministre et du président figure leur proche appréhension de l'Iran, d'abord à l'aune d'un parti pris pahlavien, à rebours de l'effondrement de l'empire, puis d'une préférence impériale, à rebours de l'enracinement de la République islamique. Au début de l'année 1978, Nancy Reagan reçoit d'Ardeshir Zahedi, ambassadeur du Trône du Paon à Washington, une invitation à se rendre en Iran au printemps. L'idée d'un séjour du candidat à l'investiture républicaine auprès d'un dirigeant à l'autorité contestée laisse ses conseillers réticents. Ils lui suggèrent à la place un séjour au Japon, prolongé par une visite à Taïwan et à Hong Kong, d'où le couple pourrait se rendre discrètement en Iran<sup>25</sup>. La proposition est acceptée mais le détail du séjour demeure inconnu, faute de représentation dans la documentation. La seule archive qui en atteste est le procès-verbal de la réunion des diplomates américains de Téhéran, le 26 avril 1978, durant laquelle William Sullivan évoque la visite de Ronald Reagan, de George Bush et de Margaret Thatcher<sup>26</sup>. Court alors la rumeur ironique selon laquelle Téhéran apparaît comme le lieu d'un rassemblement des partis politiques d'opposition<sup>27</sup>.

Le séjour n'en témoigne pas moins de la proximité du futur couple présidentiel avec l'ancien beau-frère du shah et ministre iranien des Affaires étrangères. Les archives d'A. Zahedi suggère une correspondance débutant dès 1973<sup>28</sup>. L'ambassadeur serait devenu proche du gouverneur de Californie par l'intermédiaire de Walter Annenberg, ancien ambassadeur à Londres et membre du cercle des « pahlaviens en Amérique ». Ce dernier suggère d'ailleurs à l'époque à M. Thatcher de rencontrer R. Reagan lors de son séjour à Londres en 1975<sup>29</sup>. A. Zahedi est rapidement considéré comme un membre honoraire de l'entourage de conseillers du candidat à l'investiture républicaine, au grand dam du président sortant Gerald Ford. En août 1976, le diplomate iranien assiste à Kansas City à la convention du parti républicain après avoir passé le weekend à jouer au golf avec W. Annenberg. Si la présence d'un dignitaire étranger en tant qu'observateur impartial n'est pas inhabituelle, le fait qu'il descende à l'hôtel des Reagan et se trouve à leurs côtés lors du décompte des résultats étonne. L'historien Andrew Scott-Cooper rapporte qu'il considère alors G. Ford comme une personne sympathique et merveilleuse, mais faible et dominée par Henry Kissinger. Sa proximité avec le concurrent du président sortant suscite une telle réaction que la Maison-Blanche en vient à soupçonner une tentative d'ingérence iranienne

<sup>25</sup> HANNAFORD Peter, entretien avec Stephen Knott, 10 janvier 2003, *op. cit.*

<sup>26</sup> Cf. chapitre 4. Les dossiers de la bibliothèque Reagan concernant le séjour sont fermés à la consultation.

<sup>27</sup> Den, vol 12, partie 2, Country Team Minutes, 26th April, 1978.

<sup>28</sup> Hoover Institution Library & Archives (ci-après HOLI), Ardashīr Zāhidī papers, Ambassador to the United States Files 1970-1979, Embassy files 1970-1978, General correspondence 1972-1977, box 69, folder 18, Reagan Ronald 1973-1976

<sup>29</sup> "Margaret Thatcher, frequent Sunnylands guest, dies at 87", 8 avril 2013 [En ligne], Sunnylands [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://sunnylands.org/article/margaret-thatcher-frequent-sunnylands-guest-dies-at-87/>

dans l'investiture du candidat républicain<sup>30</sup>.

Les relations entre les deux hommes se poursuivent. Le 15 décembre 1977, A. Zahedi donne un dîner en son ambassade en l'honneur de l'ancien gouverneur<sup>31</sup>. Six mois après son passage par Téhéran, sa sympathie pour le diplomate transparaît d'une lettre écrite à l'éditeur William Loeb : « Ardeshir Zahedi est vraiment un bon ami, mais, plus important, c'est un bon ami de ce pays. Je le connais depuis plusieurs années. Il a fait ses études aux États-Unis et, pendant les émeutes des années 1960, il a battu les campus pour défier la fureur des dissidents en clamant dans ses discours que l'Amérique était un merveilleux pays qui avait fait beaucoup pour les autres pays du monde »<sup>32</sup>. La déstabilisation de l'Iran au fil de la révolution suscite en retour de la part des Reagan des témoignages de sympathie à l'égard de l'ambassadeur. Sans manquer de le remercier pour le présent qu'il a envoyé pour les fêtes de fin d'année – des marque-pages en argent – N. Reagan lui déclare avoir souvent pensé à lui pendant les semaines précédentes, ainsi qu'aux amis qu'ils avaient rencontrés lors de leur visite en Iran, et prier pour que la situation se résolve au mieux, en lui souhaitant une nouvelle année pacifique<sup>33</sup>.

La diplomatie du don survit d'ailleurs à la révolution comme à la retraite de l'ancien ambassadeur en exil à Montreux, dans les Alpes suisses. En juin 1984, en rendant grâce à sa gentillesse et à sa sollicitude jamais démenties, le président lui écrit compatir devant la souffrance qu'il doit éprouver face à ce qui est fait à sa mère-patrie par le régime qui a succédé à l'empire<sup>34</sup>. Quoi que furent les défauts du shah, écrit-il par ailleurs à un ami vétéran des Marines, il se rappelle avoir vu en Iran la redistribution des terres, le développement de logements accessibles et l'admission des jeunes filles aux facultés de droit et de médecine. Il y oppose celles qui sont revenues aux robes noires et visages couverts d'antan, auxquelles est dénié tout droit à l'éducation<sup>35</sup>. Les excès de la République islamique permettent une relecture positive assumée du bilan du régime impérial par ses anciens soutiens. En témoigne une longue réponse apportée à une Américaine ayant exprimé à R. Reagan sa farouche opposition à l'admission du shah déchu aux États-Unis pour des raisons médicales. Le président y rappelle la volonté exprimée par l'ancien souverain d'élever son peuple au niveau du peuple américain ; de réformer la propriété foncière, au point de susciter l'ire des religieux qui en bénéficiaient ; de libérer les femmes du carcan de leur religion en leur ouvrant les portes de l'université. Il justifie le relèvement du prix du pétrole par le régime impérial par une suggestion du gouvernement américain [!], dans le cadre de la stratégie de renforcement du pilier iranien aux portes de l'URSS. Il met en perspective sa propension aux réformes rapides par sa projection en faveur des intérêts de son peuple. Il rappelle enfin son atta-

<sup>30</sup> COOPER Andrew Scott, *The Oil Kings: How the U.S., Iran, and Saudi Arabia Changed the Balance of Power in the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2011, p. 323-324.

<sup>31</sup> Yale University Library, Manuscripts and Archives, Henry A. Kissinger Papers, Part II (MS 1981), box 772, folder 28, Ardeshir Zahedi dinner for Ronald Reagan, 15th December, 1977.

<sup>32</sup> RRL, Pre-Presidential Papers, Box 4, Folder L, Reagan to Loeb, 29th August 1978.

<sup>33</sup> MILANI Abbas (dir.), *A Window into Modern Iran. The Ardeshir Zahedi Papers at the Hoover Institution Library & Archives. A Selection*, Stanford, Hoover Institution Press, 2019, document 43.3.

<sup>34</sup> RRL, Presidential Handwriting File, Series II, Box 9, Folder 132, Reagan to Zahedi, 26th June, 1984.

<sup>35</sup> Cité par SKINNER Kiron, ANDERSON Annelise, ANDERSON Martin, *Reagan: A Life In Letters*, New York, Free Press, 2003, p. 438.

chement à la liberté de culte, corrélé à son application sincère des principes de l'islam.<sup>36</sup>

Il n'en faut pas moins au prétendant à la présidence pour défendre l'admission du shah aux États-Unis, de concert avec les pahlaviens qui la proposent. Les membres de l'ancien entourage impérial ne cessent pas non plus d'entretenir au-delà de la révolution leurs relations avec les élites américaines et britanniques. La shahbanou envoie ainsi à la fin de l'année 1984 un présent au couple présidentiel. R. Reagan lui écrit personnellement pour l'en remercier. Il évoque dans son courrier leur rencontre en Californie ainsi que l'hospitalité « chaleureuse » avec laquelle il avait été accueilli en 1978. Il lui déclare prier pour voir renaître l'Iran qu'il connut pendant une période si brève mais plaisante<sup>37</sup>. On apprend à la lecture de son journal en date du 25 décembre que la veuve du shah ne peut demeurer que trois mois aux États-Unis pour rendre visite à ses enfants qui y font leurs études. Le président s'engage à essayer de lui procurer un passeport diplomatique pour contourner l'obstacle légal<sup>38</sup>.

À Londres, la perspective d'une visite du Prince Reza en 1982 soulève en revanche des réticences témoignant de l'érosion de la préférence impériale dans un contexte de tentative de normalisation entre le Royaume-Uni et la République islamique. Le gouvernement y consent cependant sous réserve que le prince ne s'implique pas dans des activités politiques pendant son séjour, que la durée de sa présence soit convenue en amont et qu'il ne soit pas reçu par des officiels. Le prince aurait en revanche émis l'intention de s'entretenir avec la Première ministre. Le FCO suppose qu'il entend renforcer par sa présence le soutien aux groupes d'opposants en exil, ce que les représentants de la République islamique à Londres ne manqueraient pas de regarder avec réprobation<sup>39</sup>. En accord avec Peter Carington, M. Thatcher décide de ne pas recevoir le fils de l'ancien shah et charge le FCO d'arranger son accueil par un diplomate et le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre<sup>40</sup>. Le journaliste et consultant conservateur Brian Crozier écrit par ailleurs à la Première ministre pour lui faire part de la teneur de l'entretien qu'il a de son côté avec le prince et lui transmettre sa proposition d'une rencontre en privée lors d'une prochaine visite<sup>41</sup>. Parmi les points évoqués par les deux hommes figurent des scénarios, sommaires, visant à conduire à l'effondrement du régime des mollahs.

## **B. La triangulation relationnelle des entourages**

### **1. John Coles et les recompositions du Conseil de Sécurité Nationale**

Deuxième secrétaire privé pour les Affaires étrangères de Margaret Thatcher, John Coles compte parmi les diplomates dont la formation et la carrière traduisent les influences de l'arabisme. Il accom-

<sup>36</sup> RRL, Reagan-Bush 1980 Campaign Files, Box 223, Dictation, Reagan to Gullette, November 1979.

<sup>37</sup> RRL, Presidential Handwriting File, Series II, Box 11, Folder 156, Reagan to Pahlavi, 26th December, 1984.

<sup>38</sup> White House Diaries, 25th December, 1984 [En ligne], RRL [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.reaganfoundation.org/ronald-reagan/white-house-diaries/diary-entry-12251984/>

<sup>39</sup> TNA, PREM 19/812/1, Holmes to Coles, 26th March, 1982.

<sup>40</sup> TNA, PREM 19/812/3, Coles to Holmes, Prince Reza Pahlavi, 28th March, 1982.

<sup>41</sup> TNA, PREM 19/1808, Crozier to Thatcher, 31st March, 1982.

plit son service militaire lors de la crise de Suez. Au Magdalen College d'Oxford se renforce son intérêt pour le Moyen-Orient, qu'il déclare ancien, sans pour autant déterminer une spécialisation universitaire. C'est en intégrant le service diplomatique qu'il décide de se consacrer à l'étude de l'arabe<sup>42</sup>. Ses années au MECAS de Chemlane ne lui sont utiles qu'à la fin des années 1960, lorsqu'il devient agent politique adjoint à Dubaï en charge des États de la Trêve, sous protectorat de la Couronne, à la veille du retrait britannique des territoires situés à l'Est de Suez et du développement de la puissance persane dans le Golfe. L'Iran, se rappelle-t-il, compte alors beaucoup dans les scénarios que Londres élabore : la revendication concurrente des îles Tombs et Abou-Moussa par les Arabes et les Persans est avivée par la prise de conscience de l'importance des réserves pétrolières de la région. Il est impliqué dans la gestion de la crise provoquée par l'émir de Charjah, qui entreprend d'étendre ses eaux territoriales afin de s'arroger le contrôle des gisements estimés. La vivacité de la réaction iranienne conduit la marine royale à se déployer pour dissuader la prospection des fonds marins d'Abou-Moussa par la Compagnie occidentale de pétrole (américaine), qui dispose de concessions à Charjah. Washington reste à l'écart, considérant alors le sud du golfe Persique comme relevant uniquement de la compétence britannique. Avant sa nomination à Downing Street, J. Coles dirige le département de l'Asie du Sud au FCO. Il y travaille à forger la réponse britannique à l'invasion de l'Afghanistan<sup>43</sup>. Ses connexions américaines sont alors ténues. Elles le conduisent pourtant à la fin de sa carrière, alors qu'il dirige le service diplomatique, à un poste de gouverneur à la fondation Ditchley, instance consacrée du bilatéralisme.

De l'autre côté de l'Atlantique, les Britanniques relèvent l'instabilité remarquée au poste de conseiller du président pour les affaires de Sécurité nationale, que le politiste Charles-Philippe David met en relation avec un manque de cohérence dans la prise de décision en politique étrangère pendant les années Reagan, dépassant celui observé dans toutes les administrations précédentes depuis 1945<sup>44</sup>. Le porte-parole de la Maison-Blanche Larry Speakes va jusqu'à écrire que Reagan sélectionne ses conseillers comme il change de sous-vêtements<sup>45</sup> : six personnes se succèdent au poste en huit ans.

Richard Allen passe pour le conseiller le moins influent de toutes les administrations depuis 1947<sup>46</sup>. En décembre 1980, l'informant de l'imminence de sa nomination, il confie à Nicholas Henderson qu'il considère son rôle différemment de ses prédécesseurs. Il entend être moins accessible aux représentants étrangers et rester discret en public, tout en travaillant en étroite collaboration avec le secrétaire d'État Alexander Haig, avec lequel ses relations sont excellentes. Le diplomate britannique y voit une conséquence de la réticence qu'il a eu à mettre en suspens sa carrière dans le privé pour rejoindre la Maison-Blanche. Sa vision de la fonction de conseiller prend acte par ailleurs des incohérences dans le

<sup>42</sup> COLES John, entretien avec Malcolm McBain, 2 novembre 1999 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Coles.pdf>

<sup>43</sup> DONAGHY Aaron, "Margaret Thatcher's Private Secretaries for Foreign Affairs, 1979-1984" *op. cit.*, p. 167.

<sup>44</sup> DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 147.

<sup>45</sup> SPEAKES Larry, *The Reagan Presidency from Inside the White House*, New York, Avon Books, 1988, p. 325.

<sup>46</sup> DESTLER Irving, « The Evolution of Reagan Foreign Policy », dans GREENSTEIN Fred (dir.), *The Reagan Presidency: An Early Assessment*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1983, p. 121.

processus décisionnel de l'administration Carter, que les Britanniques avaient eux-mêmes relevées<sup>47</sup>. Ces derniers perdent cependant *de facto* le bénéfice de leur familiarité ancienne avec celui qui rencontre Margaret Thatcher à Londres en avril 1975, puis en novembre 1978, et qui séjourna brièvement en Iran au même moment que la cheffe du parti conservateur en avril 1978<sup>48</sup>.

William Clark succède à R. Allen en janvier 1982. Le « Juge », comme le nomment ses collègues du fait de sa profession, est le premier conseiller à ne pas être un universitaire de carrière depuis Robert Cutler dans les années 1950. C'est un ancien du Corps de contre-espionnage, pour lequel il sert après la guerre en Europe occidentale. Ses relations avec le président sont anciennes. Secrétaire général du gouverneur lors de son premier mandat, il commence à produire à son usage les mini-mémos d'une page qui ruinent la réputation du président autant qu'ils assurent l'efficacité de ses entretiens. Le FCO relève que sa nomination auprès d'A. Haig au département d'État en 1981 a été confirmée par le Congrès en dépit du fait, assumé par l'intéressé, qu'il connaît très peu la politique étrangère<sup>49</sup>. Il se révèle alors incapable de définir les stratégies de détente ou de prolifération nucléaire et ne cache pas que son expérience des affaires étrangères se limite à un séjour de 72 heures au Chili<sup>50</sup>. Selon C.-P. David, cependant, ses lacunes ne l'empêchent pas de bien servir R. Reagan<sup>51</sup>. Malgré son tempérament lent et réfléchi, il apparaît d'ailleurs aux Britanniques comme le plus influent des conseillers du président, qui représente les convictions fondamentales de l'administration sur les questions de politique étrangère, même s'il entreprend, sans grand succès, de réorganiser l'appareil de Sécurité nationale. Sa nomination passe pour une nouvelle tentative de limiter les conflits d'intérêts et les conseils adverses qui ont marqué l'administration Carter et que le CSN de R. Allen n'a finalement pas su combattre<sup>52</sup>.

C'est son adjoint Robert McFarlane qui lui succède en octobre 1983. Son expérience en politique étrangère est perçue dès 1982 par l'ambassadeur Henderson, qui le décrit comme un atout majeur dans la réorganisation du CSN. Cet ancien du corps des Marines sert Richard Nixon comme conseiller aux affaires législatives, Henry Kissinger comme assistant militaire, Brent Scowcroft comme assistant spécial, John Tower à la commission des services armés du Sénat puis A. Haig comme conseiller. Sa nomination passe pour une victoire des professionnels à Washington, accueillie avec soulagement au département d'État. N. Henderson rapporte qu'il devrait continuer à travailler dans l'ombre et avec efficacité. Comme son ancien mentor, il n'entend pas recevoir de visiteurs pour ne pas concurrencer l'action des diplomates. L'ambassadeur souligne (et le lecteur de son télégramme à Downing Street surligne !) qu'il a l'esprit d'équipe et les fuites en horreur. Tout en restant ferme dans son appréhension de l'URSS, c'est un pragmatique, dépourvu de sympathie pour les idéologues comme Fred Iklé et

<sup>47</sup> TNA, PREM 19/1405, Henderson to FCO, Washington 4957, The Reagan Cabinet, 18th December, 1980.

<sup>48</sup> ALLEN Richard, entretien avec Stephen Knott, 28 mai 2002 [En ligne] RROHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp\\_2002\\_0528\\_allen.pdf](http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp_2002_0528_allen.pdf)

<sup>49</sup> TNA, PREM 19/943, Personality Notes, William Clark, June 1982.

<sup>50</sup> PRADOS John, *Keepers of the Keys: A History of the National Security Council from Truman to Bush*, New York, William Morrow, 1991, p. 463.

<sup>51</sup> DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche*, op. cit., p. 593.

<sup>52</sup> TNA, PREM 19/1405, Henderson to FCO, Washington 179, National Security Adviser, 20h January, 1982.

Richard Perle. Son expérience des affaires politiques et militaires ne l'empêche pourtant pas de tarder à appréhender la complexité de la situation au Liban, qu'il perçoit sous le prisme de la guerre froide. Alors que les Reaganauts déplorent la nomination d'un étranger à leur rang, R. McFarlane semble avoir la confiance du président, lequel devrait, selon Massachusetts Avenue, pouvoir compter sur sa loyauté. Le diplomate note avec satisfaction que son influence promet d'être apaisante à la Maison-Blanche et que son attitude a été infailliblement amicale et bien disposée à l'égard du Royaume-Uni<sup>53</sup>.

## 2. Peter Carrington et Alexander Haig, les tempêtes transatlantiques

Le 22 janvier 1981, Peter Carrington déclare à la commission des Affaires étrangères du Parlement qu'il compte profiter de son séjour à Washington aux côtés de Margaret Thatcher pour approfondir le dialogue avec le nouveau secrétaire d'État, Alexander Haig, qu'il connaît de longue date. Les deux hommes se rencontrent en 1974, à Washington, en marge de la conférence sur l'Énergie réunie dans le contexte du premier choc pétrolier. Le futur secrétaire d'État au FCO est placé lors du dîner que donne Richard Nixon à côté de celui qui occupe alors le poste de secrétaire général de la Maison-Blanche. Il déclare dans ses mémoires lui porter une haute estime<sup>54</sup>. Les relations entre les deux hommes n'en sont pas moins émaillées d'anicroches, à la mesure du tempérament du général, qui fait l'unanimité contre lui à la Maison-Blanche, et à la hauteur des tempêtes transatlantiques qui secouent la relation bilatérale : la querelle sur le projet de gazoduc sibérien lors de la crise polonaise de 1981-1982 ; le rôle de médiation des États-Unis dans la guerre des Malouines entre le Royaume-Uni et l'Argentine, en 1982 ; le renversement du gouvernement révolutionnaire de Grenade, membre du Commonwealth, en 1983, à l'initiative de Washington et sans consultation de Londres.

Les notes de personnalités rédigées par les services du FCO ne manquent pas de relever son ascendance écossaise du côté de son père et irlandaise du côté de sa mère<sup>55</sup>. A. Haig commence sa longue carrière sous les drapeaux en 1947, à sa sortie de West Point. Il sert au Japon, en Corée puis au Vietnam après plusieurs affectations au Pentagone. Ses années à la Maison-Blanche, d'abord comme assistant militaire de Henry Kissinger (1969-1970) puis comme secrétaire général (1973-1974) en font une figure publique hautement controversée, tant pour son rôle présumé dans le scandale du Watergate que pour son soutien à l'invasion du Cambodge et au bombardement de Hanoï.

C'est au Pentagone que s'enracine son éducation iranienne. Affecté à la division Plans et Politique internationale en 1961, il suit le rafraîchissement des relations entre Washington et Téhéran pendant la présidence Kennedy. Les propos de Nikita Khrouchtchev au sommet de Vienne (1961), prévoyant l'effondrement de l'Iran « comme un fruit pourri », incitent pourtant Washington à renforcer son soutien au shah. A. Haig travaille à la question épineuse de la protection du pays contre la menace d'une

<sup>53</sup> TNA, PREM 19/1405, Wright to FCO, Washington 3005, National Security Adviser, 17h October, 1984.

<sup>54</sup> CARRINGTON Peter, *Reflect on Things Past*, Londres, HarperCollins, 1988, p. 263.

<sup>55</sup> TNA, PREM 19/943, Personality Notes, Alexander Haig, June 1982.

invasion soviétique. Ses visites régulières en Iran fixent une impression du souverain que la révolution n'écorne pas : « j'étais frappé par la haute intelligence du shah, la précision et même l'éloquence de sa conversation en anglais, ainsi que le réalisme assumé de sa pensée politique et stratégique. Si, comme certains de ses ennemis l'ont prétendu, il était un despote, alors c'était un despote éclairé. Je pensais en 1961, et je pense toujours qu'il était plus près de la nature et de la sincérité d'un démocrate que nulle autre personne que j'aie rencontrée dans cette région du monde ». Quant à son rôle dans la protection des intérêts américains, il ne fait pas de doute : « Plus je comprenais la situation, plus je croyais que l'Iran serait l'ami de l'Amérique tant que l'Amérique serait l'amie du shah. Sur ce point, j'ai pu voir juste, mais [...] je me suis malheureusement trompé dans ma croyance candide que nulle administration américaine n'en viendrait à méconnaître ces réalités au point de renoncer à cette amitié »<sup>56</sup>.

Son parti-pris pahlavien perdure en effet jusqu'à la révolution. Commandant suprême des forces alliées en Europe (1974-1979), il rencontre, lors d'un dîner donné à Grosvenor Square, en 1977, le dernier ambassadeur du shah à Londres, Parviz Radji, auquel il affirme bien connaître son homologue à Washington, Ardeshir Zahedi<sup>57</sup>. Sa dernière visite en Iran date de l'hiver précédant la chute du shah. Il trouve ce dernier apathique, distrait et fatigué. Il fait part à Cyrus Vance de son inquiétude et recommande à Washington d'œuvrer afin de maintenir la stabilité dans le pays et de ménager une transition favorable aux intérêts américains<sup>58</sup>. Il s'oppose cependant, jusqu'à mettre sa démission dans la balance, à l'envoi à Téhéran de Robert Huyser, dont il est l'officier commandant. Il argue que son objectif politique, organiser un coup d'état ou garder les troupes dans leurs casernes, est incompatible avec le devoir d'un militaire<sup>59</sup>. Ses recommandations sont ignorées par la Maison-Blanche. Il continue en vain à encourager le Pentagone à procéder à une opération militaire avant le retour de l'ayatollah<sup>60</sup>.

C'est de son affectation à Mons que date sa première rencontre avec M. Thatcher, alors que cette dernière se rend au quartier-général de l'OTAN, en amont de son élection. Il écrit dans ses mémoires avoir été marqué par son « intelligence musclée », par sa capacité à absorber les faits et à en retirer des leçons. Il la décrit comme une dirigeante des plus intelligentes et courageuses, douée politiquement, totalement dévouée à l'Occident et à l'allié atlantique, l'une des meilleures amies de l'administration Reagan dans le monde<sup>61</sup>. De son côté, Nicholas Henderson emprunte au *New York Times* la description de l'impression que le nouveau chef de la diplomatie laisse aux sénateurs qui confirment sa nomination : « ferme et flexible, éloquent et flou, direct et retors : un secrétaire d'État »<sup>62</sup>. Lors de leur premier entretien, l'ambassadeur met en avant l'importance de la relation bilatérale et des consultations

<sup>56</sup> HAIG Alexander, *Inner Circles: How America Changed the World: A Memoir*, New York, Warner, 1992, p. 92-93.

<sup>57</sup> RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne: The Diaries of the Shah's Last Ambassador to London*, Londres, Hamish Hamilton, 1983, p. 54. Les mémoires de l'ambassadeur Zahedi ne le confirment pas.

<sup>58</sup> HAIG Alexander, *Inner Circles, op. cit.*, p. 536-537.

<sup>59</sup> HAIG Alexander, entretien avec Alfred Goldberg et Ronald Landa, 2 mai 1996 [En ligne], OSD [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://history.defense.gov/LinkClick.aspx?fileticket=yZs6MMBk8z0%3D&portalid=70>

<sup>60</sup> ARMSTRONG Scott, "U.S. Rejects Coup Options", *The Washington Post*, 30th October, 1980.

<sup>61</sup> HAIG Alexander, *Caveat: Realism, Reagan, and Foreign Policy*, New York, Macmillan, 1984, p. 274 et 255.

<sup>62</sup> TNA, PREM 19/1405, Henderson to FCO, Washington 119, Confirmation hearings on Alexander Haig, 13th January, 1981.



confidentielles entre Washington, Londres, Paris et Bonn<sup>63</sup>. Les secrétaires d'État américain et britannique se rencontrent lors de la visite d'État de M. Thatcher en février 1981, puis au mois d'avril<sup>64</sup>. Le Lord du Sceau Privé, Ian Gilmour, principal collaborateur de P. Carrington, se rend à son tour à Washington en juin 1981, où il s'entretient avec le secrétaire d'État et le vice-président, dans le contexte du bombardement par Israël d'une centrale nucléaire irakienne, qui soulève l'inquiétude des Européens<sup>65</sup>.

Les tensions que soulève la direction de la diplomatie par celui qui se revendique le « vicaire » de la politique étrangère américaine<sup>66</sup> n'échappent pas aux Britanniques. Avant même sa démission, le FCO écrit qu'il s'est avéré un secrétaire d'État controversé : il est critiqué par les conservateurs partisans d'une ligne dure, qui avaient applaudi sa nomination, pour la mollesse de ses positions face à l'URSS ; il a suscité bien des incompréhensions en défendant les alliés de l'OTAN condamnés à Washington pour ne pas assez soutenir la politique américaine. Sa tendance à sermonner ses interlocuteurs comme s'il se trouvait en public et sa tendance à user d'une expression sophistiquée, qui a conduit à forger la notion d'Haigspeak<sup>67</sup>, sont même moquées par les Britanniques. N. Henderson organise ainsi à Massachusetts Avenue, dans l'ambiance festive de Noël 1982, un concours promettant une caisse de vin rouge au membre de la Chancellerie qui produirait la meilleure version Haigspeak du discours de Gettysburg<sup>68</sup>. L'ambassadeur regrette immédiatement son idée, craignant que sa fuite dans la presse ne fasse les délices des indiscretions diplomatiques du *Washington Post*, ravivant ainsi les rixes républicaines et tempêtes transatlantiques contemporaines de la présence d'A. Haig au département d'État.

### 3. John Nott, Michael Heseltine et Caspar Weinberger, les affinités sélectives

Des affaires économiques aux affaires militaires, les « errances » de la carrière politique de John Nott laissent peu de place aux horizons américains. Son histoire familiale s'enracine en revanche dans l'imaginaire du « Grand jeu » qu'il évoque en ouvrant ses mémoires : le major-général William Nott, est l'un des « généraux des Cipayes » qui combattent pendant la guerre d'Afghanistan (1838-1842) pour le compte de la Compagnie des Indes orientales<sup>69</sup>. Alors que son ancêtre travaille au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à contenir l'impérialisme russe en Asie centrale et à reconquérir l'Afghanistan sur les tribus locales, J. Nott œuvre dans les années 1980 au ministère de la Défense, en lien avec le renseignement américain, à armer ces dernières contre les dernières velléités de l'expansionnisme soviétique.

<sup>63</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 26th January, 1981

<sup>64</sup> RRL, NSC Executive Secretariat, Box 91434, Bremer to Tyson, Visit of UK Prime Minister Thatcher - Meeting With the President, February 26, 24th February, 1981. TNA, FCO 8/3839/1, Defence Department, FCO, Lord Carrington's talks with Mr Haig on 10 April 1981, Points to make, 8th April, 1981.

<sup>65</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 15th June, 1981

<sup>66</sup> CHACE James, "The Tubulent Tenure of Alexander Haig", *The New York Times*, 22nd April, 1984

<sup>67</sup> Le dictionnaire *Brewer's* des expressions et histoires contemporaines le définit comme un discours sophistiqué et confus, produisant souvent un effet surréaliste, à la mode supposée de celui pratiqué par Alexander Haig.

<sup>68</sup> HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994, p. 430.

<sup>69</sup> NOTT John, *Here Today, Gone Tomorrow: Memoirs of an Errant Politician*, Londres, Politico's, 2002, p. 1-2.

Après un service militaire en Malaisie, il étudie le droit et l'économie au Trinity College de Cambridge aux lendemains de l'expédition de Suez. La débâcle britannique inspire à la fraternité locale un débat qui permet à Anthony Benn, secrétaire d'État à l'Énergie pendant la révolution, de pourfendre le chant du cygne de l'impérialisme. De son propre aveu, elle a un effet profond sur J. Nott. Il en retire la fin de la croyance, sinon de l'espérance, en la persistance de la puissance mondiale du Royaume-Uni ou en la possibilité d'une politique étrangère indépendante des États-Unis<sup>70</sup>. C'est ironiquement la guerre des Malouines qui le conduit à se retirer de la vie politique, lors du dernier coup d'éclat d'une « Grande » Bretagne que célèbre Margaret Thatcher à la Chambre des communes, renvoyant dos-à-dos les tentations expansionnistes de l'Argentine et les tentations neutralistes des États-Unis.

Son remplacement par Michael Heseltine emmène au ministère de la Défense un personnage haut-en-couleurs de la « jungle » de Whitehall. Pur produit de l'ère et de la pensée d'Edward Heath, auquel M. Thatcher confisque la direction du parti conservateur, il dispose selon cette dernière de tout ce qu'il faut en politique, sauf d'un cerveau<sup>71</sup>. Jusqu'à la fin du règne de la « dame de fer », il en reste le collègue plus que le camarade. Ses horizons transatlantiques sont lointains : étudiant à Oxford, il est à l'origine de la fondation du « Club du ruban bleu », associé, à la mode churchillienne, au Commonwealth, à l'Europe et à l'Amérique, car il juge le processus électoral de l'association conservatrice de l'université trop élitiste<sup>72</sup>. Lors de sa première visite ministérielle aux États-Unis, il prononce un discours remarqué devant une audience informée et influente sous les auspices du Conseil pour les études stratégiques et internationales, qui lui permet de rappeler l'importance de la contribution de Londres à la défense de l'Alliance<sup>73</sup>. Sa carrière de journaliste et de politique ne l'ouvre pas au monde iranien.

Aux États-Unis, la nomination de Caspar Weinberger au Pentagone passe pour celle d'une énigme. Le *Washington Post* le décrit en 1982 comme « un homme de la Renaissance, calme et courtois, qui ne parle que de ferme anticommunisme ; un Anglophile dont les commentaires l'ont enfermé dans un combat contre les alliés européens ; un homme ambitieux avec un enthousiasme pour la mission diplomatique mais aucun goût pour la nuance de rigueur ; un épiscopalien avec un nom juif, des instincts arabes et un penchant particulier pour l'Arabie saoudite »<sup>74</sup>. À ces contradictions, ou ces complémentarités, l'ambassadeur Henderson en ajoute une autre. Il doit sa proximité avec Ronald Reagan à son rôle d'architecte des coupes budgétaires pratiquées par l'ancien gouverneur de Californie et au développement d'une pensée économique promouvant la réduction des impôts et des dépenses publiques ; « Cap le couteau » n'en appelle pas moins à l'augmentation des dépenses militaires<sup>75</sup>.

Les racines de son anglophilie puisent aux origines britanniques de sa mère, qui l'incitent à séjour-

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 72, 76.

<sup>71</sup> NARA, RG59, Central File 1970-1973, Box 2652, Memorandum of conversation, Thatcher-Gleysteen, London, 25th June, 1973. Cf. HESELTINE Michael, *Life in the jungle: my autobiography*, Londres, Coronet, 2001.

<sup>72</sup> HESELTINE Michael [En ligne], The History of Parliament [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.historyofparliamentonline.org/volume/oral-history/member/heseltine-michael-1933>

<sup>73</sup> TNA, PREM 19/1404, Wright to FCO, Washington 2623, The Defence Secretary's visit to Washington, 15th September, 1983.

<sup>74</sup> SCHRAM Martin, "Caspar's One-Note's Military March", *The Washington Post*, 18th April, 1982

<sup>75</sup> TNA, PREM 19/1405, Henderson to FCO, Washington 4885, The Reagan Cabinet, 11th December, 1980.

ner à Londres à la moindre opportunité, selon la nécrologie que lui consacre le *Times*<sup>76</sup>. Il lit à l'âge adolescent le premier volume de l'histoire de la Première Guerre mondiale rédigée par Winston Churchill, dont il retire une estime indépassable pour le héros de la résistance britannique<sup>77</sup>. Son admiration d'historien pour William Pitt l'Ancien, comte de Chatham, ministre pendant la guerre de Sept Ans, le conduit à vouloir plus tard visiter sa demeure londonienne, qui héberge le *think thank* Chatham House. Son anglophilie survit à la rebuffade qu'il subit lorsque, admettant ne pas en être membre, il s'en voit interdire l'accès<sup>78</sup>. L'hebdomadaire *The Economist*, qui raconte l'anecdote, rappelle à l'occasion que, contrairement à ce que C. Weinberger se plaît à affirmer, et « de manière très charmante », les archives ne confirment pas qu'il ait contribué occasionnellement à ses colonnes<sup>79</sup>.

Après plusieurs nominations dans les administrations Nixon et Ford, il rejoint le privé et développe au sein de l'entreprise californienne de travaux public Bechtel sa connaissance du Moyen-Orient et des enjeux énergétiques auxquels la guerre entre l'Iran et l'Irak le confronte plus tard. C'est dans ce contexte qu'il rencontre le shah à plusieurs reprises. Il admire son travail de modernisation économique et politique de l'Iran. Il voit dans la pression que font porter sur lui les Occidentaux en faveur de la libéralisation du régime une cause de son effondrement<sup>80</sup>. Quant à la débâcle du Vietnam, il en retire la leçon selon laquelle les États-Unis n'ont aucun intérêt à se trouver entraînés dans un conflit pour des raisons seulement politiques. La « doctrine Weinberger » promeut ainsi uniquement les actions militaires visant à défendre les intérêts vitaux des États-Unis et de leurs alliés, qui offrent une perspective raisonnable de succès immédiat au nom d'un objectif strictement défini.

Le secrétaire à la Défense fait d'autant plus l'unanimité à Londres qu'il œuvre à l'apaisement des tensions transatlantiques. J. Nott décrit l'Américain comme « toujours serviable et amical »<sup>81</sup>, tandis que M. Heseltine revendique bien s'entendre avec lui, malgré leur désaccord persistant sur la pertinence des petits-déjeuners de travail, que le Gallois considère comme une pratique fondamentalement non-britannique<sup>82</sup>. J. Nott le rencontre à Washington en mars 1981, en plus du secrétaire d'État et de quelques sénateurs au Capitole, dans le contexte de l'organisation de la défense du golfe Persique<sup>83</sup>. C. Weinberger et M. Heseltine se rencontrent au Pentagone en septembre 1983<sup>84</sup>, à Londres en février 1984<sup>85</sup> et en Turquie deux mois plus tard<sup>86</sup>. En plus d'un entretien avec Peter Carrington, devenu secrétaire-général de l'OTAN, et Geoffrey Howe, qui remplace ce dernier à la tête du FCO, son séjour

<sup>76</sup> «Caspar Weinberger», *The Times*, 29th March 2006

<sup>77</sup> WEIBERGER Caspar, *Fighting for Peace: Seven Critical Years in the Pentagon*, New York, Warner, 1991, p. 18.

<sup>78</sup> L'affront est corrigé à la fin des années 1990, lorsqu'il intègre le conseil d'administration de l'institution.

<sup>79</sup> «Obituary, Caspar Weinberger», *The Economist*, 1st April, 2006.

<sup>80</sup> WEIBERGER Caspar, *Fighting for Peace*, *op. cit.*, p. 355.

<sup>81</sup> NOTT John, *Here Today, Gone Tomorrow*, *op. cit.*, p. 252.

<sup>82</sup> HESELTINE Michael, *Life in the jungle*, *op. cit.*, p. 254.

<sup>83</sup> TNA, Nott to Thatcher, Visit to Washington, 17th March, 1981.

<sup>84</sup> TNA, PREM 19/1404, Ministry of Defence, Record of a meeting with Caspar Weinberger at the Pentagon at 0950 on 13th September 1983, 16th September, 1983.

<sup>85</sup> RRL, NSC Country File, Box 91331, Weinberger to Reagan, 27th February, 1984.

<sup>86</sup> TNA, PREM 19/1656, Mottram, Note for the Record of a meeting with the Honorable Caspar Weinberger, the US Defence Secretary on 2nd April 1984 at 6.45 PM in Cesme, Turkey.

britannique permet au secrétaire à la Défense de révéler son talent oratoire. Il échange sur les fondements moraux de la dissuasion avec les archevêques de York et de Canterbury. Il participe à Oxford à un débat sur le thème « Il n'y a pas de différence morale entre les politiques étrangères américaine et soviétique ». Contre les conseils de son ambassade, il apporte la contradiction à l'historien Edward Thompson, spécialiste du mouvement ouvrier, rôdé à la polémique estudiantine et héraut de la communauté antinucléaire. Son plaidoyer remporte l'adhésion de la masse d'étudiants qui y assistent par 270 voix contre 241. C'est M. Thatcher en personne qui l'informe et le félicite de sa victoire<sup>87</sup>.

#### 4. Colin Figures et William Casey, les spectres soviétiques

La nomination de Colin Figures et de William Casey à la tête des services de renseignement britannique et américain en 1981 témoigne de la résistance du spectre soviétique au Royaume-Uni comme aux États-Unis, à l'heure d'une résurgence des tensions conduisant à la « deuxième Guerre froide ».

L'itinéraire du futur « C » est caractéristique de ces maîtres-espions formés à l'école de la lutte contre le communisme. Enrôlé en 1943 dans le régiment du Worcestershire, il rejoint un programme linguistique qui lui permet de commencer l'apprentissage du russe à Cambridge. Les missions auxquelles il est affecté le conduisent à l'est du « rideau de fer » dénoncé par Winston Churchill, en Roumanie et en Hongrie. Il intègre au début des années 1950 les services à la faveur de ses talents linguistiques. Sa première expérience transatlantique s'enracine dans une affectation de trois ans au Conseil de contrôle allié de l'Allemagne. Son tour en Jordanie (1956-1958) lui donne sa plus proche appréhension des réalités moyen-orientales, alors que l'échec de l'expédition de Suez et sa condamnation internationale sanctionnent le recul de la puissance britannique post-impériale dans un rare moment de convergence entre les blocs. Depuis Londres ou ses différentes postes, en Pologne, à l'heure du raidissement des années 1960, en Autriche, pendant la répression du « printemps de Prague » en 1968, ou en Irlande du Nord, aux lendemains du « Dimanche sanglant » de 1972, C. Figures montre ses capacités à recruter et à diriger des agents étrangers dans les conditions les plus hostiles<sup>88</sup>. Il fait ensuite son chemin au quartier-général jusqu'à devenir l'adjoint d'Arthur Franks en 1979 et lui succéder en 1981. Il implique le MI6 dans le soutien apporté aux moudjahiddin afghans contre l'envahisseur soviétique, bien que la contribution britannique ait été éclipsée par l'importance de l'appui octroyé par la CIA<sup>89</sup>.

Le nouveau directeur du renseignement américain apparaît rapidement comme l'architecte de ladite « doctrine Reagan » de soutien aux mouvements de résistance anticommuniste<sup>90</sup>. Son arrivée aux affaires passe pour le début d'un « second âge d'or » à l'agence de Langley, jusque-là éprouvée par les restrictions budgétaires imposées par les administrations et les directions précédentes. D'origine irlan-

<sup>87</sup> WEIBERGER Caspar, *Fighting for Peace, op. cit.*, p. 169.

<sup>88</sup> RELLIE Alastair, 'Figures, Sir Colin Frederick (1925–2006)' [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/97524>

<sup>89</sup> « Sir Colin Figures », *The Telegraph*, 21st December, 2006.

<sup>90</sup> SMITH J.Y., "Former CIA Director William J. Casey Dies", *The Washington Post*, 7th May, 1987.

daise et d'obédience catholique, W. Casey étudie le droit à l'université St John's de New York et rejoint les services de renseignement de la marine quand les États-Unis s'engagent dans la guerre. Assistant de William Donovan au Bureau des services stratégiques, il est nommé directeur de son antenne londonienne en 1943. Il y accueille Richard Helms, directeur de la CIA à partir de 1966 et ambassadeur en Iran à partir de 1973. W. Casey propose à sa nouvelle recrue de partager son appartement sur Grosvenor Square. Pour R. Helms, son expérience du Bureau donne au futur Directeur la compréhension fondamentale du mode de fonctionnement du service : tous deux ont été formés par les Britanniques, qui ont posé les jalons des traditions de la CIA, un service secret et silencieux<sup>91</sup>. Les années 1980 voient ainsi le renforcement de l'analyse, des opérations clandestines au service de la politique étrangère, du contre-espionnage et de l'espionnage clandestin.

Lou Cannon note dans sa biographie du président Reagan que son premier Directeur du renseignement est consumé par un prisme de guerre froide et nostalgique des jours heureux de la relation entre les États-Unis et l'Iran impérial, qu'il entend ressusciter<sup>92</sup>. Pendant la campagne présidentielle de 1980 il est accusé par les conseillers de Jimmy Carter d'avoir manigancé la « surprise d'octobre » dénoncée par Gary Sick, qui aurait impliqué une libération des otages américains de Téhéran. Si deux enquêtes du Congrès concluent en 1991 et 1993 sur l'absence de preuves crédibles pour étayer la théorie d'un complot, la sous-commission Proche-Orient et Asie du Sud de la commission des Affaires étrangères du Sénat relève que W. Casey fut intensément impliqué dans la crise des otages et déploya des efforts informels et potentiellement dangereux au nom du candidat républicain<sup>93</sup>. Son itinéraire est ainsi à l'aune de celui des membres des entourages américains et britanniques aux lendemains de la révolution : des acteurs acquis à une politique de fermeté à l'égard de l'Union soviétique ou de la République islamique, qui déplorent la secousse stratégique causée par l'effondrement de l'empire iranien.

## C. Le réseau d'une parentèle diplomatique

### 1. Oliver Wright et John Louis, les relais d'une résilience relative

Oliver Wright, successeur de Nicholas Henderson à Massachusetts Avenue, et John Louis, successeurs de Kingman Brewster à Grosvenor Square, ont la tâche difficile de reprendre un flambeau tenu avec un succès reconnu par leurs prédécesseurs. Les crédençes diplomatiques du nouvel ambassadeur britannique à Washington ne font pas de doute, même si son expérience américaine est tenue<sup>94</sup>. Après des études au Christ's College de Cambridge, il s'engage dans la marine royale pendant la guerre. Il intègre le FCO à la Libération. Sa première affectation le conduit à New York, mais la suite de sa car-

<sup>91</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 2005, p. 10.

<sup>92</sup> CANNON Lou, *President Reagan, op. cit.*, p. 532.

<sup>93</sup> PINCUS Walter, "October Surprise Story Unfounded, Report Says", *The Washington Post*, 24th November, 1992.

<sup>94</sup> PALLISER Michael, "Sir Oliver Wright: Diplomat who served under two Prime Ministers in Downing Street and as ambassador to the US", *The Independent*, 22nd September, 2009.

rière vibre par son éclectisme : la diversité de l'expérience qu'il acquiert et les compétences qu'il démontre lui permettent d'obtenir une année sabbatique au Collège impérial de défense. Sa carrière en est d'autant plus accélérée : il rejoint l'année suivante le secrétariat privé du FCO où il fait une impression positive sur Lord Hume, lequel le prend à son service à Downing Street lorsqu'il succède à Harold Macmillan. La victoire d'Harold Wilson en 1964 ne remet pas en question sa présence aux portes du pouvoir. Ambassadeur à Copenhague puis à Bonn, après un détachement à l'Intérieur et des affectations à l'administration centrale du FCO, il prend sa retraite en 1971. Peter Carrington, qui recherche un professionnel à même d'embrasser avec empathie le régime reaganien aux lendemains de la crise des Malouines, le débauche de sa retraite pour le rappeler au service de Sa Majesté.

Dans sa première dépêche diplomatique, datée d'octobre 1982, O. Wright note que les États-Unis ont bien changé depuis qu'il y a exercé en tant que vice-consul à New York en 1946<sup>95</sup>. Les nouveaux habits démographiques et économiques du pays ont conduit son centre de gravité politique à se déplacer des brumes du Nord-Est aux horizons de la Sunbelt. Si d'autres présidents avant lui en ont été issus – le Texan Johnson, le Géorgien Carter ou le Californien Nixon – Ronald Reagan apparaît comme le président de la Sunbelt par excellence, personnifiant les mutations récentes de son pays. La génération à laquelle la conduite de la guerre et la construction de l'après-guerre avaient inculqué une culture transatlantique est par ailleurs arrivée à la retraite. La Californie, relève l'ambassadeur, se trouve ainsi à égale distance de l'Europe que de l'Asie, loin du reste de l'Amérique. L'expérience du Grand Ouest, dont l'imaginaire transparaît dans les productions cinématographiques mettant en scène l'acteur d'*À bout portant*, fournit selon le diplomate l'*ethos* au cœur de son administration. Londres commettrait ainsi une profonde erreur à ne pas le prendre au sérieux dans la formulation de ses politiques.

Dans une note à Downing Street en amont du séjour de Margaret Thatcher aux États-Unis, en 1983, le FCO se félicite de la bonne réputation d'O. Wright à Washington<sup>96</sup>. Il n'en va pas de même pour son homologue à Londres. Le *Times* écrit que la nomination de John Louis est celle du plus obscur des cinq derniers ambassadeurs américains à avoir fréquenté la Cour de Saint James<sup>97</sup>. Les médias britanniques ne tardent pas à surnommer « l'homme invisible » le successeur Kingman Brewster<sup>98</sup>, d'autant plus regretté *a posteriori* malgré la fraîcheur de ses relations avec la « dame de Fer ». Le hasard de sa nomination permet d'expliquer en partie la faiblesse de l'empreinte que J. Louis laisse outre-Manche. Celle-ci doit beaucoup à l'influence du pahlavien Walter Annenberg, lui-même ancien ambassadeur à Londres, qui présente les Louis aux Reagan juste avant la prise de fonction du quarantième président des États-Unis. La faiblesse de ses liens avec le Commandant en chef et de son expérience diplomatique étonne : Alexander Haig tance dans ses mémoires une nomination décidée à Palm Springs (Californie), au petit-déjeuner, le lendemain de la soirée où il lui avait été présenté. Les notes de personnali-

<sup>95</sup> CAC, THCR 1/10/30/1/31, Wright to Carrington, The Reagan Administration or How the West was won, Second Impressions of the United States, 1st October, 1982.

<sup>96</sup> TNA, PREM 19/1404, Howe to Thatcher, July 1983.

<sup>97</sup> CROSS D., "Shining Welcome for Reagan Man", The Times, 15th May, 1981

<sup>98</sup> "US Ambassador to Britain Quitting Post", *The Associated Press*, 14th September, 1983.

tés rédigées par les services du FCO rapportent que sa nomination à Londres est une compensation à la rebuffade qu'il a reçue en étant privé de poste au Cabinet en raison d'une contribution jugée insuffisante, quoique substantielle, à la campagne du candidat républicain. L'expérience du nouvel ambassadeur sur les questions de commerce international se limiterait à son poste de Directeur chez le géant du produit ménager Johnson Wax. Il est néanmoins un visiteur régulier du Royaume-Uni où il serait, selon ses propos à son arrivée à Grosvenor Square, « revenu à la source ». Il joue régulièrement au golf en Écosse, a fait plusieurs safaris en Afrique sous la direction d'un chasseur professionnel britannique et se rend régulièrement aux courses hippiques d'Ascot<sup>99</sup>. Malgré ces gages de respectabilité, son collègue Richard Melton, alors en charge des affaires politiques à Grosvenor Square, rapporte que l'*Establishment* britannique, qui a sa manière de détruire les gens, s'y applique avec succès sur le premier ambassadeur de l'administration Reagan. Son manque d'accès direct au bureau ovale aurait contribué aux pressions en faveur de son remplacement rapide par un représentant plus à même de personifier la relation transatlantique<sup>100</sup>. Richard Allen a beau se féliciter, à la lecture d'un rapport jugé très impressionnant et digne d'être porté à l'attention du président, de disposer du bon homme, au bon endroit et au bon moment<sup>101</sup>, J. Louis n'en reste pas moins, vu de Londres, dépourvu des réseaux de W. Annenberg, du prestige de K. Brewster et même de l'expérience de son adjoint Edward Streater.

## 2. John Thomson et Jeane Kirkpatrick, les diplomaties à deux vitesses

Dans les éléments de langage produits à l'attention de la Première ministre en amont de la visite à Londres de Jeane Kirkpatrick, au mois d'avril 1984, le FCO recommande de relever la valeur accordée à l'excellente collaboration entre l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies et John Thomson, son homologue britannique à partir de 1982<sup>102</sup>. Les spécificités respectives de leur pratique de leur mission onusienne, héritées de différentes appréhensions du rôle de la diplomatie dans la défense des intérêts de leur pays, paraissent à ce titre plus complémentaires que convergentes.

La représentation de J. Thompson aux Nations unies, à l'aune des efforts qu'il a déployés en faveur de la résolution du conflit entre l'Iran et l'Irak, passe pour ce que la diplomatie britannique produit de plus raffiné<sup>103</sup>. Il engage les membres de sa mission à déjeuner avec chacun de ses homologues aux Nations unies, quelle que soit l'importance supposée des pays qu'ils représentent. À quelques pas de son appartement de Manhattan, le restaurant de New York où se déroulent dans une discrétion de bon aloi ces rencontres régulières laisse son nom au « groupe du Léopard » ainsi informellement constitué. C'est par ailleurs dans la saveur rafraîchissante de la bergamote qu'il invite les membres du Conseil de

<sup>99</sup> HAIG Alexander, *Caveat, op. cit.*, p. 68. TNA, PREM 19/943, Personality Notes, John J. Louis Jr., June 1982.

<sup>100</sup> MELTON Richard, entretien avec Stuart Kennedy, 27 janvier 1997 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Melton,%20Richard%20H.pdf>

<sup>101</sup> RRL, NSC Country File, Box 91326, Allen to Louis, 17th August, 1981.

<sup>102</sup> PREM 19/1402/14, United Nations Department, FCO, Visit of the US Ambassador to the United Nations, 8-9 April, UN Matters, Points to make, 4th April, 1984.

<sup>103</sup> "Sir John Thomson", *The Times*, 25th July, 2018. MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018.

Sécurité à paver la voie au règlement de la dispute entre Bagdad et Téhéran. C'est un hôte engageant, salué par ses collègues du service, dont la faiblesse pour l'expression publique le conduit à déployer des talents oratoires appréciés et efficaces tant à la tribune diplomatique qu'à la table domestique.

Ces derniers rendent justice à sa familiarité avec le monde de l'Académie. Son père est professeur au Corpus Christi College de Cambridge. Sa mère est la fille du directeur de l'université d'Aberdeen. Après avoir suivi aux États-Unis les enseignements de la Phillips Exeter Academy (New Hampshire) pendant la guerre, il sert dans la marine, intègre le FCO, rejoint le MECAS de Chemlane, pépinière des Arabistes, avant d'être affecté à Riyad puis à Damas. Premier secrétaire à Washington en 1960, il s'illustre à développer des contacts lui permettant d'apporter à Londres une perspective sur la prise de décision au Pentagone à la Maison-Blanche à l'époque de l'annulation du programme de missiles Skybolt et de la crise des missiles de Cuba. Son expérience transatlantique se poursuit à la représentation permanente britannique auprès de l'OTAN, où il est de nouveau confronté à la question du contrôle des armements, dans la lignée de son grand-père, Sir Joseph, récipiendaire du Nobel de physique pour avoir découvert l'électron, et de son père, Sir George, qui en démontre le mouvement et devient l'une des figures du développement de la dissuasion nucléaire après 1945. L'impression positive qu'il donne au premier ministre James Callaghan le conduit à être nommé Haut-commissaire à New Dehli, où sont appréciés son enthousiasme pour le pays et son humilité à l'égard du Royaume-Uni, comme l'action de son épouse en faveur des enfants sourds et malentendants. Son goût du vaste monde se mesure à la satisfaction de voir ses enfants – écrivain, représentant permanent auprès de l'OTAN, journaliste et architecte – s'unir par le mariage à l'Iran, à l'Inde, à la Chine et au Soudan.

À contre-temps de son homologue britannique et à rebours de ses prédécesseurs à New York, Jeane Kirkpatrick apparaît rapidement comme la « dame dragon » du néo-conservatisme, une image que le secrétaire général adjoint des Nations unies Brian Urquhart juge à la fois fausse et trompeuse : son ouverture d'esprit sur certains sujets compense en effet la rigidité de ses positions sur d'autres<sup>104</sup>. Docteure en science politique de l'université de Columbia, elle retire de ses études à l'Institut d'études politiques de Paris et de son enseignement à l'Institut d'études américaines d'Aix-Marseille sa maîtrise du français et son amour pour la France. Elle poursuit sa carrière universitaire au Trinity College de Washington, où son travail sur la question des femmes et des conventions politiques aux États-Unis donne lieu à sa première publication<sup>105</sup>. Elle s'engage en politique sous les couleurs du parti démocrate et rejoint l'université de Georgetown comme professeure d'affaires gouvernementales en 1978<sup>106</sup>.

La campagne présidentielle de 1980 la conduit à exprimer sa ferme désillusion à l'égard de la politique étrangère de l'administration sortante. Elle publie en novembre 1979 un article qui livre une féroce critique de l'action de Jimmy Carter et soulève l'attention de Ronald Reagan<sup>107</sup>. Elle déplore le

<sup>104</sup> URQUHART Sir Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 328.

<sup>105</sup> KIRKPATRICK Jeane, *Political woman*, New York, Basic Book, 1974.

<sup>106</sup> TNA, PREM 19/1402/14, Ambassador Jeane J. Kirkpatrick (nee Jordan), April 1984.

<sup>107</sup> KIRKPATRICK Jeane, "Dictatorships and Double Standards", *Commentary Magazine*, November 1979, vol. 68, n°5, p. 34-45.



renforcement de la présence militaire soviétique et l'affaiblissement des forces américaines, ainsi que l'incapacité des États-Unis à renforcer ses alliances dans le Tiers-Monde et à empêcher dans des pays aussi stratégiques que l'Iran et le Nicaragua l'installation de régimes autocratiques extrémistes moins favorables aux intérêts américains que les autocraties modérées qu'ils ont renversées. Elle appelle ainsi Washington à ne pas négliger les alliances avec les régimes autoritaires au nom d'un alignement sur leurs opposants communistes guidé par une préoccupation humanitaire selon elle malavisée.

La fermeté de ses positions résonne dans sa vision des institutions internationales. L'agressivité de son style ne manque pas d'être relevée. Elle refuse de laisser sans réponse la routine des récriminations rhétoriques contre la politique américaine. Elle déplore régulièrement l'isolation des États-Unis qu'elle relie à la tolérance de leurs alliés face aux critiques que formulent contre eux les délégations des États soviétiques ou non-alignés. Tout en reconnaissant les défaillances des Nations unies, notent les services du FCO, J. Kirkpatrick n'appelle pas les États-Unis à s'en retirer mais plutôt à travailler à les rendre plus efficaces. Alors qu'elle méprisait au départ l'institution new-yorkaise, elle est désormais consciente de son importance pour les pays du Tiers-monde et de l'intérêt que peut avoir en ses murs la politique de persuasion, d'explication et d'entretien des amitiés politiques. En témoigne la fréquence de ses contacts, formels ou informels, avec la mission britannique, malgré le peu de temps de présence à New York que lui laisse pour les approfondir sa situation de membre du Cabinet.

Son image comme son action n'en sont pas moins teintées de polémique, jusque, sans surprise, au sein du département d'État. Lors de la crise des Malouines, durant laquelle elle domine le lobby argentin à Washington, elle apparaît ainsi comme la plus à même de marquer contre son camp, selon le mot de Nicholas Henderson : « dépourvue de tact, malavisée, inefficace, un tribut douteux à la profession académique à laquelle elle ne manque aucune occasion d'exprimer son allégeance »<sup>108</sup>. Elle fait cependant impression à Margaret Thatcher, qui est assise à côté d'elle lors du dîner donné à l'occasion de la remise à la Première ministre du prix de la Fondation Winston Churchill en 1983<sup>109</sup>. Les notes de personnalités rédigées par le FCO la décrivent d'ailleurs comme résolue, et parfois véhémement, mais dotée d'une personnalité chaleureuse, d'un sens de l'humour et d'une capacité à écouter la contradiction. La « dame de Fer » en prend bonne note au moment de la recevoir. Les entretiens sont courtois et constructifs, même dans les contextes sensibles de l'escalade dans les Malouines et dans le Golfe.

## II. Une communauté d'iraniens en différenciation progressive

La résolution de la crise des otages conduit à un profond déséquilibre dans la communauté des iraniens, qui perdure dans les années 1980. Comment ses recompositions postrévolutionnaires participent-elles à l'approfondissement des interactions transatlantiques entre ses membres ?

<sup>108</sup> TNA, PREM 19/652/31, Henderson to Carrington, US Policy in the Falkland's Crisis with some Valedictory Comments on US/UK Relations, 27th July, 1982.

<sup>109</sup> TNA, PREM 19/1153, Thatcher to Urban 4th October, 1983.

## A. Les compensations d'une représentation asymétrique

### 1. La résistance d'une représentation amoindrie

En ne remettant pas en question la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran annoncée en avril 1980, les États-Unis créent une forme de dépendance dans leur appréhension du pays à l'égard de leurs alliés, que l'approfondissement des échanges entre Londres et Washington permet de compenser.

En janvier 1981, la résolution de la dispute entre Washington et Téhéran et la levée des sanctions économiques lèvent les hypothèques qui entravaient la résurgence des relations entre Londres et Téhéran. Le département du Moyen-Orient du FCO appelle ainsi au renforcement de la représentation diplomatique<sup>110</sup>. Depuis la fermeture de l'ambassade de Téhéran le 10 septembre 1980, les intérêts de la Couronne sont hébergés par la Suède. Quatre diplomates sont en poste : Christopher Rundle (affaires politiques), Edmond Barrett et David Brett (affaires administratives et consulaires), Robert Mansfield (communications). Si l'intention est de rouvrir l'ambassade, la nomination d'un chargé d'affaires *ad interim* paraît en amont nécessaire. Parmi les officiers du service pressentis à ce titre figurent David Dain, persanophone, chef de Chancellerie à Athènes, Nicholas Barrington, lui-aussi persanophone, conseiller au Caire, et Stephen Barrett, conseiller à Ankara, mais dépourvu d'expérience iranienne.

C'est ce dernier qui rejoint Téhéran le 12 mars, les autres candidats, préférés, n'ayant pas pu être libérés à temps de leurs fonctions<sup>111</sup>. Après des études au Christ Church College d'Oxford, S. Barrett intègre le FCO dans les années 1950. Il rejoint le bureau politique des forces britanniques du Moyen-Orient à Chypre en 1957 et multiplie au-delà les affectations dans les chancelleries européennes. Il obtient en 1977 une bourse du Centre des affaires internationales de Harvard, où il assiste à des conférences de membres du CSN comme Zbigniew Brzezinski, son ami Samuel Huntington, chargé de de la planification et de la sécurité, William Quandt, titulaire du portefeuille proche-oriental, Henry Richardson, spécialiste de l'Afrique, ainsi que Jessica Tuchman, aux questions globales<sup>112</sup>.

Libéré de son affectation égyptienne, N. Barrington lui succède dès le début du mois d'août, pour un tour dont la brièveté (10 mois) présage de l'importante instabilité de la représentation britannique en Iran pendant l'ensemble des années 1980<sup>113</sup>. La profondeur de son expérience et de son appréciation du pays fait néanmoins de N. Barrington un acteur fondamental des vicissitudes de la normalisation diplomatique entre Londres et Téhéran. Il étudie le droit et l'économie au Clare College de Cambridge, où il rencontre David Gillmore, qui dirige le département de défense du FCO pendant la révolution puis devient secrétaire d'État adjoint. De Cambridge, malgré un faible intérêt pour les affaires du monde, il perçoit les lointains échos de la crise de Suez et de la révolution hongroise, dont des réfugiés parviennent jusqu'au Nord de l'Angleterre. Les vacances universitaires lui fournissent une oc-

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/4096/19, Miers to Graham, Tehran Embassy Staffing, 29th January, 1981.

<sup>111</sup> TNA, FCO 8/4047 /90, MED, FCO, OD meeting at 1200 on 9 April, Essential facts, 6th April, 1981.

<sup>112</sup> PUL, MC 275, Series 1, Box 2, Visit of Fellows of Harvard Center for International Affairs, 14th January, 1977.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/4026, Heim to Holloway, UK/Iran Staffing Levels, 2nd September, 1981.

casation de débiter son éducation transatlantique en séjournant chez l'un de ses oncles en Californie<sup>114</sup>.

Lorsqu'il intègre le service diplomatique en 1957, il préfère à la facilité d'une carrière arabiste les perspectives ouvertes par l'apprentissage du persan, que lui recommande un diplomate respecté revenu de Téhéran, Denis Wright, ancien camarade de classe de l'un de ses oncles maternels à Brentwood. L'ancien chargé d'affaires qui œuvre à la normalisation diplomatique après le « coup d'état » de 1953 se fait ainsi passeur de ses passions persanes auprès d'une nouvelle génération d'iraniens qui travaille en écho, après la révolution, à restaurer de même les relations entre Londres et Téhéran.

Le successeur de N. Barrington à la tête des intérêts britanniques à Téhéran le précède d'un an à la SOAS. Michael Simpson-Orlebar est formé dans la meilleure des traditions à Eton et au Christ Church College d'Oxford<sup>115</sup>. Il sert dans le corps des fusiliers du Roi, créé au XVIII<sup>e</sup> siècle dans les colonies d'Amérique du Nord pour combattre les Français et leurs alliés américains. Il intègre le FCO en 1954, étudie le persan à Londres et rejoint comme troisième secrétaire l'ambassade de Téhéran après le départ de D. Wright. Après un tour en Colombie, où il rencontre sa future épouse, puis en France, il revient en Iran au milieu des années 1970. C'est de Londres qu'il perçoit les tumultes de la révolution.

M. Simpson ne manque pas de faire profiter N. Barrington de ses entrées dans la société iranienne en amont de sa formation linguistique à Téhéran. Il lui présente deux Iraniennes qui deviennent bientôt ses amies. Leyly Matin Daftari est la fille du sénateur Ahmad Matin-Daftari, emprisonné par les Britanniques en 1941, et la petite-fille, par sa mère, de Mohammad Mossadegh. Lors des soirées auxquelles elle le convie à Téhéran, le jeune diplomate ne ressent pas d'hostilité particulière à son endroit du fait du rôle de la Couronne dans les événements de 1953. Shireen Mahdavi est la fille d'Ebrahim Mahdavi, plusieurs fois ministre de l'Agriculture du shah. Parmi leurs amis figure aussi le jeune Parviz Radji, qui vient de recevoir son diplôme en études économiques du Trinity College de Cambridge et commence une brillante carrière qui le conduit dans l'entourage du Premier ministre Amir Abbas Hoveida et de la princesse Ashraf, jusqu'à l'ambassade de Prince's Gate, à Londres<sup>116</sup>.

Les effectifs de la représentation britannique à Téhéran, qui demeure sous pavillon suédois, se stabilisent autour de dix diplomates<sup>117</sup>. Leurs expériences transatlantiques sont ténues. Officier en charge des affaires administratives, John White a effectué un tour à New York au milieu des années 1960. Téhéran est le premier poste de David Brett, officiel consulaire persanophone nommé pendant la révolution, qui poursuit sa carrière en Afrique, au Moyen-Orient et aux États-Unis, où il s'est depuis installé<sup>118</sup>. Maurice Brooks, en charge des affaires administratives, est un vétéran des postes africains (Accra, Nairobi), moyen-orientaux (Aden) et sud-asiatique (Karachi). A l'exception d'un tour en Turquie

<sup>114</sup> BARRINGTON Nicholas, *Nicholas meets Barrington: the personal journey of a former diplomat*, Londres, IB Tauris, 2013, p. 52-53 et 59-62.

<sup>115</sup> Simpson-Orlebar, Sir Michael (Keith Orlebar) [En ligne] Who's Who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U181915>.

<sup>116</sup> BARRINGTON Nicholas, *Envoy: A Diplomatic Journey*, Londres, I.B. Tauris, 2014, p. 11-12.

<sup>117</sup> TNA, FCO 8/4026, Heim to Holloway, UK/Iran Staffing Levels, 2nd September, 1981. TNA, FCO 8/4673, List of diplomatic members of the British Interests Section, Swedish Embassy, 26th May, 1982. WHITNEY Sir Ray, British Embassies, House of Commons Debates, vol. 61, c. 195W, 6th June, 1984.

<sup>118</sup> BRETT David, correspondance électronique avec l'auteur, 13 novembre 2018.

et d'un autre en Iran, la carrière de Norman Ling est celle d'un africaniste chevronné<sup>119</sup>. Robert Mansfield a multiplié les affectations dans le monde soviétique et l'Asie du Sud avant d'être nommé à Bagdad, puis à Téhéran, comme David Burnett, également vétéran des postes africains. Cette absence de créances transatlantiques est d'autant moins gênante que n'a pas lieu d'être le dialogue avec leurs homologues américains et que l'heure est surtout pour Londres à la défense de ses intérêts économiques. Leur expertise régionale et leur maîtrise du persan témoignent du renforcement des *Carpet Corps* consécutif à la révolution, qui accroît l'influence de Londres dans l'appréhension du pays à Washington.

## 2. Les visites des iraniens britanniques aux États-Unis

L'absence de représentation diplomatique américaine en Iran justifie l'organisation de visites aux États-Unis des iraniens britanniques de Téhéran. Celles-ci permettent à Washington de compenser les biais de son appréhension éloignée du terrain. Elles ménagent également pour Londres un levier indirect d'influence outre-Atlantique ainsi qu'un moyen de cerner les intentions du partenaire américain.

Dès le mois de juillet 1981, Stephen Barrett suggère à Londres de donner au département d'État la possibilité de l'interroger sur la situation iranienne. Au département du Moyen-Orient du FCO, David Coates ne s'y oppose pas, pour peu que les contacts restent discrets, car Londres s'attache parallèlement à un travail de normalisation diplomatique avec Téhéran. Il note que les Américains devraient recevoir volontiers un témoignage de première main sur le pays. Le diplomate, qui doit passer le mois d'août à New York, pourrait descendre ensuite à Washington, aux frais du gouvernement fédéral, pour échanger avec les Américains qui jugeraient utile de l'entendre. Sans se présenter comme un expert du pays, il entend ainsi montrer un geste de soutien confraternel envers un allié privé de ses entrées habituelles dans le pays. Le sous-secrétaire d'État adjoint en charge du Moyen-Orient John Graham approuve le principe de consultations mais refuse de facturer aux Américains le déplacement à Washington, préférant abandonner l'idée si ce dernier ne peut pas être pris en charge par les fonds publics<sup>120</sup>. Le budget étant alloué, la visite se déroule le 18 août, dans la discrétion de rigueur. Le seul document en attestant mentionne des conversations avec des membres du département d'État et de la CIA<sup>121</sup>.

Six mois plus tard, Nicholas Barrington convient avec le FCO de l'intérêt à organiser une nouvelle visite auprès du département d'État et de l'agence de Langley. La discrétion de rigueur est encore invoquée, pour ne pas donner aux Iraniens l'impression que les Britanniques de Téhéran agissent en tant qu'agents de Washington. Le diplomate propose de mentionner une semaine de vacances à New York pour justifier sa présence outre-Atlantique<sup>122</sup>. À Massachusetts Avenue, Robin Renwick confirme que les Américains ne manqueront pas de recevoir le bénéfice de son témoignage avec intérêt. La mission

<sup>119</sup> Ling, Norman Arthur [En ligne] Who's Who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U24619>

<sup>120</sup> TNA, FCO 8/4013/116, Coates to Wogan, Graham, Debriefing on Iran, 28th July, 1981.

<sup>121</sup> TNA, FCO 8/4013/118, Goulty to Coates, Iran, 3rd August, 1981.

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/4669/11, Barrington to Morland, Tehran TL 235, Mid-Tour Leave, 10th February, 1982.

prévoit de donner un dîner en son honneur étant donné le nombre des personnes qui pourraient souhaiter le rencontrer<sup>123</sup>. Les échanges ont lieu du 19 au 21 avril 1982. Leur programme inclut des conversations avec des membres des principales agences impliquées dans la politique iranienne : au département d'État, les secrétaires d'État adjoint en charge du Moyen-Orient Nicholas Veliotis et du Proche-Orient Peter Constable, le secrétaire d'État adjoints aux affaires politiques et militaires Robert Blackwill et le directeur de la planification politique Paul Wolfowitz ; au Pentagone, Noel Koch, l'adjoint de Bing West au bureau des affaires de sécurité internationale ; au CSN, Geoffrey Kemp, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud ; à la CIA, William Casey lui-même. Il s'entretient de plus avec Harold Saunders, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient pendant la révolution iranienne.

Le diplomate britannique leur assure que le régime islamique devrait survivre, indépendamment des luttes internes de pouvoir. Le sentiment antisoviétique y reste important : la République islamique entend ne privilégier « ni l'Est, ni l'Ouest ». À la recherche de soutiens à l'étranger, les Iraniens ne devraient pas réclamer à l'Irak plus que le retour de leur intégrité territoriale et ne devraient pas s'engager dans la promotion de la révolution par la subversion ou par l'action violente. N. Barrington n'en recommande pas moins aux Américains de rester modérés dans leur discours à l'endroit de l'Iran.

Ces derniers semblent globalement rejoindre ses analyses. Les Britanniques notent avec satisfaction que les échanges ne révèlent aucune intention américaine d'adopter une politique plus active, sinon agressive, en Iran : ils assurent au contraire ne faire aucun effort d'implication particulière et travailler au contraire à se décharger de leurs responsabilités dans la défense du golfe Persique. Parmi les autres points suscitant l'intérêt des Britanniques figurent la sensibilité de Washington aux rumeurs irakiennes faisant état de collusion entre Iraniens et Israéliens, la possibilité d'une médiation émirienne entre les deux belligérants et l'information fournie par le Pentagone d'incidents frontaliers ayant impliqué une incursion soviétique en territoire iranien. À Massachusetts Avenue, Alan Goulty, en charge des questions moyen-orientales, se félicite du succès des consultations, qui contribuent de manière substantielle aux échanges transatlantiques. L'intérêt que les Américains y ont apporté a été mesuré à l'importance du nombre d'analystes (25) ayant assisté aux réunions à Langley et à la richesse des questions de portée générale ou précise qui ont été soulevées<sup>124</sup>. N. Barrington en revient lui-même impressionné par la qualité des assistants parlementaires qu'il a rencontrés au Capitole<sup>125</sup>. Avec le recul, il confirme cependant aujourd'hui la faible compréhension que ses partenaires ont alors de la situation iranienne :

« Il n'avaient pas une expertise aussi importante que la nôtre. Ils étaient éloignés. Ils tâchaient d'apprendre, comme nous tous, après la révolution, mais ils étaient un peu lents. Les Britanniques, certainement comme les Français, devaient penser avec arrogance qu'ils étaient meilleurs, qu'ils s'y connaissaient mieux que ces jeunes Américains qui ne comprenaient pas le monde de la même manière qu'eux. »<sup>126</sup>

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/4669/12, Renwick to Barrington, Washington WONFO 030/17, Visit to Washington, 16th February, 1982 et FCO 8/4669/49, Renwick to Bright, Washington WONFO 48/25, Barrington's Visit to Washington, 25th March, 1982.

<sup>124</sup> TNA, FCO 8/4580/72, Goulty to Miers, Washington 029/24, Barrington's visit to Washington, 23rd April, 1982.

<sup>125</sup> BARRINGTON Nicholas, *Envoy, op. cit.*, p. 246.

<sup>126</sup> BARRINGTON Sir Nicholas, entretien avec l'auteur, 7 décembre 2017.

De retour à Londres, il rencontre en tête-à-tête Henry Kissinger, lors d'un déjeuner organisé par l'intermédiaire d'un ami commun, l'homme d'affaires Ronald Grierson. La teneur de leur entretien ne diffère pas de celle des consultations de Washington mais ne manque pas moins de susciter l'attention de l'ancien secrétaire d'État américain et relais des intérêts du shah outre-Atlantique.

La tradition de consultation à Washington des iraniens britanniques se poursuit durant le tour de Michael Simpson-Orlebar. Ce dernier se rend aux États-Unis au début du mois d'octobre 1984 avec Donald Haskell, alors directeur du département du Moyen-Orient au FCO. Les consultations sont organisées en marge des conversations bilatérales sur le golfe Persique. Dans le rapport qu'il envoie au FCO, A. Goulty note que le département d'État et l'agence de Langley ont à nouveau témoigné de leur reconnaissance pour le temps que le diplomate a consacré à leur donner ses premières impressions sur le pays, en plus de celui que Massachusetts Avenue passe à partager avec eux au quotidien les rapports sur la situation politique intérieure émanant de la représentation britannique à Téhéran<sup>127</sup>. Ces rapprochements transversaux entre les iraniens américains et britanniques traduisent la complémentarité sous-tendant les relations spéciales que la crise iranienne a renforcée en donnant à Londres le monopole de l'information de terrain. La réaffirmation des solidarités du renseignement le reconferme.

### 3. La réaffirmation des solidarités de renseignement

Le renforcement de cette coopération sur les échanges de renseignements diplomatiques ou confidentiels est crucial, durant une période où la confiance en la matière est pourtant mise à l'épreuve<sup>128</sup>.

Le 5 février, Robert Armstrong, responsable à Downing Street de la mécanique du renseignement, recommande à Massachusetts Avenue de garder à l'esprit l'importance à développer sa relation avec William Casey. Il envisage de son côté de s'entretenir avec lui à la fin du mois en marge de la visite d'État de Margaret Thatcher. En attendant, il suggère à Nicholas Henderson de lui rappeler la valeur que les Britanniques apportent à l'étroite coopération entre Londres et Washington, ainsi que leur volonté de la poursuivre avec la nouvelle administration<sup>129</sup>. Le secrétaire au Cabinet a par ailleurs insisté sur ce point auprès du secrétaire privé de la Première ministre pour les affaires étrangères, Michael Alexander, afin que M. Thatcher ne manque pas d'assurer au président que les coupes budgétaires envisagées dans le domaine du renseignement ne remettront pas en question cette volonté<sup>130</sup>.

La rupture des relations diplomatiques entre Washington et Téhéran contraint la reconstitution des réseaux du renseignement sur le terrain. La perte de documents sensibles lors de la prise d'assaut de l'ambassade, leur reconstitution pendant la prise d'otages et leur publication par les Iraniens par la

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/5625/69, Goulty to Haskell, Visit of Head of BIS Tehran: 3-5 October, 12th October, 1984.

<sup>128</sup> John Baylis rappelle que la coopération entre la NSA et le GCHQ sur les renseignements électromagnétiques a souffert de la révélation organisée dans la presse par l'agence américaine d'une faille de sécurité au sein de l'agence britannique après que cette dernière a omis de faire part à Fort Meade de la découverte d'une taupe soviétique à Cheltenham (BAYLIS John, *Anglo-American Defence Relations*, Londres, Macmillan, 1984, p. 191).

<sup>129</sup> TNA, CAB 133/503, Armstrong to Henderson, Cabinet Misc 018, 5th February, 1981.

<sup>130</sup> PREM 19/600, Armstrong to Alexander, Prime Minister's visit to the United States, 3rd February, 1981.

suite ont conduit W. Casey à mettre en place de nouvelles procédures de collecte et de conservation du renseignement pour mieux en renforcer la sécurité. L'agence de Langley s'attache dorénavant à procurer à ses agents et à ses opérations sur le terrain une couverture fournie pas des firmes privées. Elle sollicite ainsi les services d'entreprises déjà présentes dans les pays en question ou fonde par elle-même des compagnies factices pour l'occasion. Parmi les autres mesures de précautions prises en conséquence de la « débâcle » iranienne figure par ailleurs le fait de ne conserver à l'étranger qu'un minimum de données de renseignement et d'en restreindre la circulation dans les différents postes<sup>131</sup>.

L'efficacité de la collecte en souffre. Lors de la visite de Nicholas Barrington à Washington, les Américains ne cachent pas la fragilité de leurs sources de renseignement sur le pays, au-delà des exilés iraniens vivant aux États-Unis<sup>132</sup>. L'historien néoconservateur Michael Ledeen, plus tard conseiller auprès du CSN, note que la situation est alors pire que ce qu'elle n'était pendant la révolution :

« Même l'information la plus élémentaire était difficile à obtenir et les bribes de renseignements qui nous parvenaient par l'intermédiaire de voyageurs, de gouvernements étrangers et parfois de journalistes occidentaux étaient loin de suffire à fonder une politique sérieuse. La CIA semblait incapable de développer des sources d'information sûre. Quand j'ai appris plus tard en détail à quel point nos renseignements étaient mauvais, je n'ai pas pu m'empêcher de soupçonner que personne à la CIA ne voulait vraiment savoir quelque chose sur l'Iran. »<sup>133</sup>

C'est Bradley Gordon qui travaille alors sur les questions relatives au Proche-Orient et à l'Asie du Sud en tant qu'analyste politique<sup>134</sup>. Il rejoint l'Agence en 1979 après un an de master à l'institut du Moyen-Orient de Columbia. Il dirige le bureau Yémen puis Iran de la branche analytique. Graham Fuller succède à Robert Ames en 1982 comme officier du renseignement national chargé du Proche-Orient et à l'Asie du Sud. Fasciné précocement par le Moyen-Orient, dont il découvre la culture dans les pages du *National Geographic Magazine*, il le sillonne pendant la première partie de sa carrière au fil de ses affectations en Turquie, au Liban, en Arabie saoudite, au Yémen et en Afghanistan<sup>135</sup>.

À Téhéran, Ian McCredie prend la succession de Clive Newell à la tête de l'antenne iranienne du MI6. Il est affecté à compter du 22 avril 1981 en tant qu'officier en charge des affaires économiques et commerciales<sup>136</sup>. Si le principal intéressé ne confirme pas la réalité de sa mission, sa mention par ladite « liste Tomlinson » est corroborée par la lecture de son parcours et de son réseau professionnel sur *LinkedIn*<sup>137</sup>. Après avoir étudié les mathématiques à Cambridge, dont on a montré l'importance dans le recrutement des espions au service de Sa Majesté, il intègre sous couverture diplomatique les services

<sup>131</sup> "C.I.A. Changes Spy Operations To Add Security", *The New York Times*, 2nd February, 1982.

<sup>132</sup> TNA, FCO 8/4580/72, Goulty to Miers, Washington 029/24, Barrington's visit to Washington, 23rd April, 1982.

<sup>133</sup> LEDEEN Michael, *Perilous Statecraft: An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, New York, Scribner, 1988, p. 93-94.

<sup>134</sup> Bradley Gordon [En ligne] LinkedIn [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/bradley-gordon-7726054/>. L'intéressé n'a pas répondu à ma requête d'entretien.

<sup>135</sup> About Graham Fuller [En ligne] Graham Fuller [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://grahamefuller.com/about/>. L'intéressé a décliné mes requêtes d'entretien.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/4097, Personnel Operations Department, Brief on Tehran, April 1981.

<sup>137</sup> Celui-ci mentionne une expertise sur la coordination du renseignement entre le Royaume-Uni et les États-Unis : Ian McCredie CMG OBE [En ligne] LinkedIn [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/ian-mccredie-cmg-obe-83455313/>. Les requêtes d'entretien n'ont pas abouti.

de renseignement en 1976. Il commence à étudier le persan en 1979 à la SOAS, pépinière des iraniens persanophone, avant de rejoindre les diplomates de Téhéran aux lendemains de la révolution. Il fait état à sa hiérarchie de la nécessité de recruter un secrétaire ainsi qu'un employé local pour nourrir la section commerciale, qui se limite au-delà de lui à une assistante. Il s'agit de remettre de l'ordre dans les registres et d'anticiper l'accroissement du travail que laisse présager le retour d'hommes d'affaires en Iran<sup>138</sup>. On peut supposer que la charge du travail de renseignement l'impose également.

La dissymétrie des réseaux sur le terrain rend d'autant plus crucial le rôle de l'ambassade de Washington. Comme en 1978 au sujet des archives américaines qui mentionnaient le rôle des Britanniques dans les événements de 1953, les questions de confidentialité suscitent les inquiétudes de Londres. En février 1981, Henrich Theobald, à la section historique du Cabinet, interroge ainsi Edwin Thompson, directeur de la division de déclassification aux Archives nationales américaines, sur la question de la protection, dans les documents ouverts à la consultation, des informations acquises par les agents américains auprès de collègues britanniques. E. Thompson assure qu'elles font l'objet d'une attention particulière : en cas de doute sur l'origine ou la confidentialité d'une information, la déclassification du document peut être reportée jusqu'à nouvel examen après le délai de 30 ans en vigueur<sup>139</sup>.

Quoi que peu attestés dans les archives ouvertes<sup>140</sup>, les échanges de renseignements se poursuivent néanmoins entre les Américains et les Britanniques, qui restent à ce titre plus que des partenaires, mais bien les membres d'une même famille, selon l'expression de Fritz Ermath, officier du renseignement national pour l'URSS et l'Europe de l'Est<sup>141</sup>. L'antenne du MI6 à Washington est par ailleurs dirigée au début des années 1980 par George Webb, ancien du King's College de Cambridge et de l'antenne de Téhéran pendant la révolution. À la liaison auprès du renseignement américain, Roger Carrick est remplacé par Andrew Green<sup>142</sup>. Ancien étudiant en économie au Magdalene College de Cambridge, c'est un vétéran des affectations moyen-orientales. Il apprend l'arabe à Chemlane (1966-1968), assiste au retrait britannique de l'est de Suez depuis Aden (1968-1970), puis Abou Dhabi (1970-1972). Il conclut sa carrière comme ambassadeur à Damas puis à Riyad dans les années 1990.

Les réseaux du renseignement transatlantiques confirment ainsi le poids partagé d'acteurs familiers du Moyen-Orient et la valeur ajoutée que constitue pour les Britanniques la présence en leurs rangs de professionnels formés à la langue persane et au terrain iranien. Ce différentiel d'expertise incite l'allié américain à encourager l'organisation de conversations bilatérales pour en retirer le bénéfice.

<sup>138</sup> TNA, FCO 8/4097/82, McCredie to FCO, Tehran TL 46, Commercial Section Support, 27th April, 1981.

<sup>139</sup> CIA, CIA-RDP93B01194R001300080003-7, Thompson to Theobald, 25th March, 1981.

<sup>140</sup> Les dossiers britanniques relatifs aux échanges de renseignements sur l'Iran et le golfe Persique sont toujours classifiés : TNA, CAB 163/338, UK/USA intelligence cooperation: Persian Gulf, 1980-1981 et CAB 163/386, Iran: political, 1979-1982. Les requêtes en déclassification formulées sur ces dossiers n'ont pas abouti.

<sup>141</sup> ERMARTH Fritz, correspondance électronique avec l'auteur, 7 juillet 2017.

<sup>142</sup> RRL, North, Oliver: Files, Box 14, Terrorism: United States-British (05/01/1984-05/14/1984), North to Poin-dexter, Meeting with British representatives re combatting terrorism, 14th May, 1984. Lord Green a décliné ma requête d'entretien, la faiblesse de ses souvenirs au sujet d'événements lointains lui faisant douter de l'utilité de son témoignage (GREEN Lord Andrew, correspondance électronique avec l'auteur, 20 mars 2022).



## B. La régularité des conversations bilatérales

### 1. Les veilles diplomatiques

Le changement d'administration impose à Massachusetts Avenue un travail de restauration de ses réseaux au sein des iraniens et décideurs américains. Derek Thomas, chargé des affaires commerciales depuis 1979, se rappelle que ses nouveaux partenaires paraissent beaucoup moins organisés que leurs prédécesseurs. Plusieurs mois ont ainsi été nécessaires pour comprendre le rôle de chacun et trouver des interlocuteurs se montrant à la hauteur de leurs responsabilités, tant sont nommées de personnalités extérieures au monde politique et dépourvues de l'expérience habituellement rencontrée<sup>143</sup>. Dans cette période jugée « particulière », le rôle de Nicholas Henderson, en poste jusqu'en 1982, est perçu comme essentiel, comme en convient Keith Smith, au bureau Royaume-Uni du département d'État :

« Henderson était un ambassadeur très actif et performant. Il gardait une influence considérable sur l'administration Reagan. Je jouais au tennis avec lui de temps en temps. C'était très utile pour glaner des informations au sujet des activités de l'ambassade britannique. Parfois, je rencontrais des difficultés à suivre les initiatives politiques des diplomates britanniques de Washington, qui étaient très actifs. Henderson reconnut que c'était pour mon bureau un problème et il arrangea des rencontres régulières entre nous et ses principaux diplomates. »<sup>144</sup>

Le travail porte ses fruits. Pendant que l'ambassadeur entretient ses relations avec Alexander Haig au département d'État<sup>145</sup> et Caspar Weinberger au Pentagone<sup>146</sup>, ses collaborateurs développent leurs réseaux iraniens dans les différentes agences gouvernementales : D. Thomas avec Harry Kopp, secrétaire d'État adjoint au commerce international<sup>147</sup>, Jonathan Howe, directeur du bureau des affaires politiques et militaires<sup>148</sup>, Joseph Twinam, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>149</sup>, ainsi que son successeur Richard Murphy<sup>150</sup>; John Fretwell avec Richard Burt, secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes<sup>151</sup>, et son adjoint Robert Blackwill<sup>152</sup>, Walter Stoessel, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques<sup>153</sup>, et Peter Constable, au bureau Proche-Orient et Asie du Sud<sup>154</sup>.

C'est Alan Goulty qui prend en charge les questions iraniennes. Il étudie l'histoire contemporaine au Corpus Christi College d'Oxford puis rejoint le service diplomatique. Il étudie l'arabe à Chemlane avant d'être affecté à Beyrouth, puis à Khartoum. À Massachusetts Avenue, il est en contacts régu-

<sup>143</sup> THOMAS Sir Derek, entretien avec Jill Sindal, 10 juillet 2002 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Thomas\\_1.pdf](https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Thomas_1.pdf)

<sup>144</sup> SMITH Ambassadeur Keith, entretien avec Stuart Kennedy, 5 février 2004 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Smith,%20Keith%20C.toc.pdf>

<sup>145</sup> TNA, FCO 8/4012/66, Henderson to FCO, Washington 263, My talk with Haig, 26th January, 1981.

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/3796/8, Henderson to FCO, Washington 382, Lunch with Weinberger, 3rd February, 1981.

<sup>147</sup> TNA, FCO 8/4012/68, Henderson to FCO, US/Iran, Washington 284, 27th January, 1981.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/4719, Henderson to FCO, Washington 2433, Iran/Iraq: US contingency planning, 14th July, 1982.

<sup>149</sup> TNA, FCO 8/4719, Henderson to FCO, Washington 2433, Iran/Iraq: US contingency planning, 14th July, 1982.

<sup>150</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1640, The Gulf: US policy, 25th May, 1984.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/3796/10, Weston to Gilmore, Defence Department, Politico/Military Affairs, 2nd February, 1981.

<sup>152</sup> TNA, FCO 8/3796/10, Weston to Gilmore, Defence Department, Politico/Military Affairs, 2nd February, 1981.

<sup>153</sup> TNA, FCO 8/4012/82, Fretwell to FCO, Washington 564, US/Iran, 17th February, 1981.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/4012/82, Fretwell to FCO, Washington 564, US/Iran, 17th February, 1981.

liers avec Ralph Lindstrom, directeur du bureau dédié au département d'État<sup>155</sup>, et son adjoint Andrew Sens<sup>156</sup>, ainsi qu'Howard Teicher, en charge du Proche-Orient et de l'Asie du Sud au CSN<sup>157</sup>. La force de ses attaches transatlantiques se mesure à sa vie personnelle – il épouse en 1983 Lillian Craig Harris, analyste au département d'État – et à ses activités de chercheur : il rejoint en 1999 le Centre Weatherhead sur les affaires internationales de Harvard puis en 2013 le groupe Soudan du programme Afrique du Centre Woodrow Wilson de Washington, où il réside encore<sup>158</sup>. Ancien étudiant en histoire au Jesus College de Cambridge, Robin Renwick dirige le département Rhodésie au FCO à l'époque de la politique de sanctions qui mobilise Londres et Washington, dont il retire un ouvrage, rédigé alors qu'il est chercheur invité au Centre des affaires internationales de Harvard<sup>159</sup>. Il dirige ensuite la chancellerie à Massachusetts Avenue de 1981 à 1984<sup>160</sup>. Peter Hall, directeur des Services d'information britannique à New York puis conseiller à Washington jusqu'en 1983, se félicite de la capacité de ses collègues à émerger avec succès des méandres de la communauté américaine de politique étrangère :

« Nous avons de très bonnes sources au sein des agences et des départements américains. [...] Parfois, certains apprenaient autant, sinon plus, au sujet des autres en parlant avec les Britanniques qu'en se parlant entre eux. Nous étions les premiers bénéficiaires de ce processus, notamment auprès du CSN [...]. J'envoyais à Londres des informations de première main et très confidentielles sur la position américaine dans les négociations sur le contrôle des armes, communiquées par une personne qui était censée ne les communiquer à personne, pas même aux Britanniques. Cela se faisait sur la base de la confiance et de l'amitié, qui étaient une partie intégrante du jeu. »<sup>161</sup>

À Londres, le faible rayonnement de John Louis n'entame pas la qualité du travail de ses collaborateurs. James Hooper est toujours chargé du Moyen-Orient à la section politique de Grosvenor Square, en lien avec le département correspondant au FCO. Du fait de l'ancienneté et du prestige de la position britannique sur le sujet, la région reste encore une question sensible au sein de l'Alliance atlantique. Le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak en 1980 contribue à renforcer cet état de fait, démontrant ainsi les tensions pouvant présider à la raison d'être de la « spécialité » des relations :

« J'ai commencé à produire plus de rapports sur l'Irak et à parler de l'Irak, de la guerre, de ses implications et du rôle que les Britanniques pourraient y jouer, car le Koweït, qui se trouvait à proximité des affrontements, regardait vers le Royaume-Uni. Je me rappelle avoir eu au cours d'un dîner une conversation en privé avec Douglas Hurd, alors ministre d'État au FCO, pour lui demander ce que serait la réaction des Britanniques à une sollicitation d'assistance militaire de la part des Koweïtiens. Il n'avait pas vraiment envie de répondre mais finit par dire : « Je suppose qu'il nous

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/4013/100, Goulty to Lamport, US/Iran, 25th March, 1981; FCO 8/4013/117, Goulty to Coates, US/Iran, 28th July, 1981; FCO 8/4013/130, Goulty to Wogan, US/Iran, 21st September, 1981; FCO 8/4013/138, Goulty to Coates, US/Iran, 8th October, 1981.

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/4055/27, Goulty to Coates, Iranian economy, 2nd September, 1981.

<sup>157</sup> TNA, FCO 8/5381/32, Goulty to Hendrie, Rumsfeld's tour of the Middle East, 4th April, 1984.

<sup>158</sup> Goulty, Alan Fletcher [En ligne] Who's Who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U17706>. Après avoir montré une grande méfiance quant à leur finalité, jusqu'à solliciter des créances universitaires, Alan Goulty a fini, malgré relances, à ne pas donner suite à nos requêtes d'entretien (GOULTY Alan, correspondance électronique avec l'auteur, 18 novembre 2018).

<sup>159</sup> Renwick of Clifton, Robin William [En ligne] Who's Who [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U32312>

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/4720/140, Renwick to Weston, Washington WONFO 18/40, Iran/Iraq etc., 3rd August, 1982.

<sup>161</sup> HALL Sir Peter, entretien avec Jimmy Jamieson, 8 novembre 2002 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Hall.pdf>

faudrait probablement y consentir », ce qui était la réponse que j'espérais. Les Britanniques avaient sillonné le golfe auparavant. Ils y avaient des relations très établies. »<sup>162</sup>

## 2. Les consultations ministérielles

Au développement de réseaux iraniens par les ambassades répond la reprise des consultations transatlantiques. En janvier 1981, le sous-secrétaire d'État adjoint John Moberly regrette que le dialogue avec les Américains sur le Moyen-Orient n'ait pas suivi la régularité que ses prédécesseurs lui avaient donnée<sup>163</sup>. L'ancien ambassadeur en Iran John Graham propose ainsi de se rendre à Washington en février pour lancer le dialogue avec la nouvelle administration sur les questions régionales. J. Moberly entend d'ailleurs s'y joindre pour se familiariser avec ses nouveaux partenaires : il ne s'est pas rendu à Washington depuis son affectation à Massachusetts Avenue entre 1969 et 1973 ; des membres de la nouvelle administration, il connaît que son homologue au département d'État, Nicholas Veliotis. J. Graham fait connaître à Grosvenor Square les points qu'il entend aborder, parmi lesquels figurent en bonne place le golfe Persique et la guerre entre l'Iran et l'Irak. James Hooper mentionne que les Américains pourraient souhaiter traiter de la Libye, qui présente le profil des pays dans la ligne de mire du président, du fait de son implication dans le terrorisme international. Les conversations ont lieu le 17 février<sup>164</sup>. Les Britanniques sont reçus au département d'État par Peter Constable, responsable du Proche-Orient et de l'Asie du Sud. Poursuivant une coutume établie, J. Graham remet la copie d'un télégramme en provenance de Téhéran, reçu par les Américains avec la reconnaissance de rigueur<sup>165</sup>.

L'habitude de consultations est ainsi relancée. En juin, David Miers, directeur du département du Moyen-Orient au FCO, rencontre à Washington P. Constable et le directeur du bureau iranien Ralph Lindstrom<sup>166</sup>. De Grosvenor Square, J. Hooper suggère à ce dernier de se rendre à son tour à Londres à l'automne pour échanger avec ses homologues britanniques. Il sollicite le FCO au sujet de journalistes et d'universitaires qu'il pourrait consulter, la réunion d'information envisagée à l'antenne de la CIA sur place ayant dû être annulée<sup>167</sup>. La rencontre a lieu le 2 octobre, en compagnie de David Coates et de Patrick Wogan, du département du Moyen-Orient. L'impression des Britanniques est mitigée :

« Lindstrom, quoique plutôt aimable, nous a frappé par son prosaïsme. Il a pourtant pu nous renseigner un peu sur la pensée du département d'État sur l'Iran. Il a mentionné en particulier qu'Alexander Haig était gêné par la couverture médiatique du sujet et perplexe sur ce qu'il fallait en faire. La politique iranienne des États-Unis est principalement guidée par [le conseiller du président] Edward Meese et le Juge Clark [sous-secrétaire d'État], qui a joué un rôle considérable dans le tribunal arbitral et la décision de refuser des visas au ministre iranien des Affaires étrangères désireux d'assister à

<sup>162</sup> HOOPER James, entretien avec Charles Kennedy, 26 octobre 2006 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Hooper-James-R.pdf>

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/3804/1, Moberly to Graham, Regular Anglo/US talks on the Middle East, 28th January, 1981.

<sup>164</sup> TNA, FCO 8/3804/4, Graham to Miles, The Middle East and South West Asia: talks with new US administration, 30th January, 1981.

<sup>165</sup> TNA, FCO 8/4012/82, Goulty to Palmer, Iran, 20th February, 1981.

<sup>166</sup> TNA, FCO 8/4013/127, Goulty to Coates, Visit of Mr Ralph Lindstrom, 4th September, 1981.

<sup>167</sup> TNA, FCO 8/4013/128, Coates to Miers, Wogan, Visit of Mr Ralph Lindstrom, 15th September, 1981.

l'Assemblée générale des Nations unies. Allen, le Conseiller à la sécurité nationale, montre peu d'intérêt pour l'Iran. [...] M. Veliotos a peu de contacts directs avec les questions iraniennes. De manière générale, la politique du département d'État est toujours obnubilée par les conséquences immédiates de la crise des otages. Elle ne montre aucun signe d'être à même de prendre ses distances avec la question des otages pour se concentrer plus largement sur les intérêts occidentaux. »<sup>168</sup>

Les consultations transatlantiques se poursuivent néanmoins. Quand Nicholas Veliotos se rend à Londres en octobre pour échanger sur la Force multinationale d'observateurs au Sinaï, J. Graham suggère de compléter les discussions le lendemain sur les différents pays de la région<sup>169</sup>. Dans un agenda chargé, l'Iran est finalement évoqué à la marge<sup>170</sup>. Le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud reçoit à son tour à Washington son homologue John Leahy l'année suivante<sup>171</sup>.

Après une période fluctuante, qui peut être mise en relation avec la crise des Malouines, les consultations ministérielles reprennent à un rythme soutenu à compter de l'automne 1983, à l'initiative de Richard Luce, ministre d'État au FCO chargé du Moyen-Orient, dont il est éminemment familier : son père, William Luce, est Gouverneur et Commandant-en-Chef à Aden dans les années 1950 puis Résident politique dans le Golfe et Représentant spécial pour les affaires régionales. R. Luce se rend du 24 au 27 octobre 1983 à New York, où il rencontre le secrétaire général de l'ONU, puis à Washington<sup>172</sup>. J. Leahy se rend à nouveau à Washington en février 1984, pour des consultations substantielles avec les acteurs de la politique iranienne : Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, Lawrence Eagleburger, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, James Placke, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, Stephen Fairbanks, analyste politique pour l'Iran, Jonathan Howe, directeur du bureau des affaires politiques et militaires, Geoffrey Kemp et Howard Teicher, en charge de la région au CSN<sup>173</sup>. Un mois plus tard, le Cabinet mandate R. Luce aux États-Unis pour échanger sur le déploiement de vaisseaux dans le Golfe et évaluer l'humeur politique washingtonienne<sup>174</sup>. L'enjeu de fond est de s'accorder en haut-lieu sur les objectifs communs de l'investissement occidental, dans un contexte d'escalade militaire entre les belligérants et d'incertitudes sur les intentions du partenaire<sup>175</sup>. L'ambassadeur Oliver Wright avertit d'ailleurs que le contexte n'est pas favorable : l'atmosphère constructive des visites du secrétaire d'État puis du vice-président américains à Londres en janvier et en février s'est dissipée en conséquence de la débâcle libanaise<sup>176</sup>. Le ministre d'État britannique est reçu, en compagnie du directeur du département du Moyen-Orient du FCO Da-

<sup>168</sup> TNA, FCO 8/4013/132, Miers to Goulty, 7th October, 1981.

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/3804/W9, Graham to NENAD, Middle East talks with the US, 28th October, 1981.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/3804/10, Record of a meeting between Sir J Graham and Mr Nicholas Veliotos, Assistant Secretary for Near East and South Asian Affairs, State Department, 30th October, 1981.

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/4720, Wright to FCO, Washington 2966, Iran/Iraq, 5th September, 1982.

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/5255/204, Haskell to Egerton, Mr Luce's Visit to New York and Washington: Iran/Iraq, 20th October, 1983. Les minutes des entretiens n'ont pas été retrouvées dans les archives américaines ou britanniques.

<sup>173</sup> TNA, CAB 164/1706, Wright to FCO, Washington 586, Possible escalation of the Gulf war, 18th February, 1984.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/5381/34, Howe to Washington, FCO 510, Visit by Mr Luce to Washington, 14th March, 1984.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/5381/35, Wright to FCO, Washington 510, Visit by Mr Luce to Washington, 14th March, 1984.

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/5381/37, Wright to FCO, Washington 907, Mr Luce's visit to Washington, 16th March, 1984. L'attaque suicide du 18 avril 1983 contre l'ambassade américaine au Liban (63 morts dont 17 Américains) et les attentats du 23 octobre 1983 contre les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité de Beyrouth (305 morts dont 241 Américains) conduisent le 26 février 1984 au retrait des troupes américaines du pays.

vid Haskell, par George Bush à la Maison-Blanche, Robert McFarlane au CSN, Caspar Weinberger au Pentagone, George Shultz au département d'État, où il s'entretient aussi avec le sous-secrétaire d'État adjoint Kenneth Dam, entouré de R. Murphy, L. Eagleburger, J. Howe et R. Burt. Il rencontre Lee Hamilton, président de la sous-commission Moyen-Orient de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, et John Tower au Sénat<sup>177</sup>. Trente-cinq ans plus tard, il se rappelle C. Weinberger comme un « maître du détail », G. Shultz comme « un homme remarquable, très sain, sensé et équilibré » et G. Bush comme un homme d'autant plus enclin à écouter qu'il ne semble pas très informé malgré son expérience des affaires étrangères. Quant à l'utilité de ces conversations, elle ne fait aucun doute : elles consolident la force des liens entre les principaux acteurs américains et britanniques de politique étrangère de l'époque ; elles contribuent à la création des bases d'une compréhension mutuelle entre les partenaires transatlantiques et à combler les brèches de leurs appréhensions différentes des enjeux régionaux ; elles permettent également aux Britanniques, dont il reconnaît l'arrogance sur les questions moyen-orientales, de réfréner les Américains avant qu'ils ne commettent « quelque folie »<sup>178</sup>.

### 3. Les conversations politiques et militaires

Comme les consultations ministérielles, les conversations politiques et militaires qui réunissent les iraniens permettent d'étalonner l'évolution de l'escalade militaire entre les belligérants et des relations bilatérales entre les alliés. En décembre 1981, en amont d'un déplacement à Bruxelles où il doit rejoindre Alexander Haig avant de s'envoler pour une tournée au Proche et au Moyen-Orient, Nicholas Veliotis prévoit de s'arrêter à Londres en compagnie de Geoffrey Kemp, du CSN. John Graham précise à ses collaborateurs au FCO qu'il souhaiterait éviter des échanges d'analyses interminables mais diriger les conversations vers des accords et des actions là où ils pourraient s'avérer utiles<sup>179</sup>. Les conversations réunissent finalement, les 3 et 4 décembre, Richard Burt, secrétaire d'État adjoint aux affaires politiques et militaires, Joseph Twinam, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, côté américain, et John Moberly, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, David Gillmore, directeur du département de défense du FCO, et son adjoint Peter Gregory Hood, ainsi que John Robson, directeur du département de l'Afrique de l'Est. Au moment de les conclure, D. Gillmore salue des échanges très utiles qui ont pu montrer une convergence de vues sur de nombreux éléments. Les désaccords au sujet du Proche-Orient, de la coopération politique, du golfe d'Oman, du transfert d'armes et de la Libye incitent à l'organisation de nouvelles consultations. R. Burt se veut rassurant en affirmant que les divergences entre les alliés sont naturelles vues les différences notables dans leur histoire, leur expérience de la région, leurs engagements et la perception de leurs responsabilités<sup>180</sup>.

<sup>177</sup> TNA, PREM 19/1284, Luce to Howe, Talks with the Americans on the Gulf, 22nd March, 1984.

<sup>178</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/3804/11, Graham to NENAD, Anglo-US talks on the Middle East and South-West Asia, 1st December, 1981.

<sup>180</sup> TNA, FCO 8/3804/12, Gregory-Hood, UK/US politico/military talks in London, 10th December, 1981.

La proposition américaine d'une reprise des conversations navales est accueillie de manière mitigée par J. Graham, qui se rappelle le caractère interminable et insatisfaisant de celles qui se sont tenues à Londres en 1980<sup>181</sup>. La menace que fait peser sur les intérêts britanniques la détérioration de la situation dans le Golfe enjoint cependant les Britanniques à se rapprocher des Américains pour décider des réponses à y apporter<sup>182</sup>. Après des conversations politiques et militaires organisées à Washington au mois d'octobre 1983<sup>183</sup>, une délégation du département d'État et du Pentagone se rend à Londres le 9 décembre, de retour du Golfe. Dirigée par Arnold Raphel, persanophone, vétéran des affectations iraniennes et secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, elle réunit son collègue James Placke, Arnold Kanter, adjoint de Lawrence Eagleburger au bureau des affaires politiques, et le général Edward Tixier, adjoint du secrétaire à la Défense pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. Elle est reçue par John Leahy, sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique et le Moyen-Orient, son collaborateur Stephen Egerton, ancien ambassadeur en Irak, accompagnés de membres du ministère de la Défense. Les partenaires conviennent à cette occasion de l'organisation d'une visite à Londres d'une délégation militaire américaine pour fournir une estimation de la menace iranienne et paver la voie à des conversations ultérieures. Les Britanniques se félicitent de l'utilité de cette rencontre, à laquelle les Américains semblent attacher encore plus de valeur<sup>184</sup>. De nouveaux échanges sont organisés à Washington le 19 décembre pour mesurer l'évolution de la situation<sup>185</sup>. Ils confirment l'étendue de la menace iranienne et révèlent le pessimisme américain quant aux perspectives de succès d'une action diplomatique. Dans sa relation des conversations, l'ambassadeur Wright évoque la possibilité d'un passage par Londres d'une délégation américaine envoyée dans le Golfe pour évaluer l'ampleur de la crise. Au niveau politique, il note qu'il serait préférable que les Américains se rendent à Londres pour passer en revue la situation à la fin du mois de février, à moins que son aggravation ne contraigne les alliés à se consulter plus tôt. D'ici là, il appelle Grosvenor Square et Massachusetts Avenue à ménager sur ces questions le lien le plus étroit possible entre Londres et Washington<sup>186</sup>.

Des conversations militaires sont lancées dès le mois de février 1984 pour échanger sur les capacités des forces, le soutien logistique envisagé, les règles d'engagement et les dispositifs de commandement. Elles abordent ensuite les détails du concept opérationnel américain et les possibilités de coopération bilatérale entre les forces américaines et britanniques. Elles s'appuient sur l'établissement d'un canal de communication visant à échanger de manière régulière<sup>187</sup>. Parallèlement, Londres entend continuer à influencer Washington sur les enjeux d'une intervention dans le Golfe à l'occasion de la

---

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/4724, Graham to FCO, UK Del NATO 320, Iran/Iran, 20th July, 1982.

<sup>182</sup> TNA, FCO 58/3288/39, Holmes to Wogan, Threat to Shipping in the Gulf, 31st August, 1983.

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/5255/105, US/UK POL/MIL Talks: Washington 18/19 October, (i) Persian Gulf and Iran/Iraq War, 14th October, 1983

<sup>184</sup> TNA, FCO 58/3288/139, Howe to Washington, FCO 2070, UK/US talk on security in the Gulf: 9 December 1983, 9th December, 1983.

<sup>185</sup> TNA, FCO 58/3288/148, Howe to Paris, FCO 666, Possible escalation of the Iran/Iraq War: contingency planning, 15th December, 1983.

<sup>186</sup> TNA, FCO 58/3288/153, Wright to FCO, Possible escalation of the Iran/Iraq War, 19th December, 1983.

<sup>187</sup> TNA, CAB 164 1706, Consequences of an escalation of the Iran/Iraq war, February 1984.

rencontre entre Caspar Weinberger et Michael Heseltine et de la visite de J. Leahy à Washington en février. Les Américains rejoignent totalement leurs alliés sur l'intérêt à poursuivre ces consultations<sup>188</sup>.

Au mois de mars, la perspective d'un engagement accru des forces britanniques impose pour le Cabinet l'établissement d'un accord politique sur les objectifs et la nature d'une intervention. Il appelle à cet effet à l'organisation sans délai de conversations politiques bilatérales<sup>189</sup>. Le 9 avril, une délégation américaine se rend à Londres pour poursuivre les discussions entamées par Richard Luce à Washington trois semaines plus tôt<sup>190</sup>. Des représentants du FCO, menés par David Haskell, et du ministère de la Défense, menés par Michael Legge se rendent à leur tour aux États-Unis les 22 et 23 mai. Ils y sont reçus par Jonathan Howe, James Placke Arnold Kanter et Edward Tixier. En ouvrant les discussions, le premier insiste sur l'importance que Washington y attache dans un contexte critique. Émerge l'impression d'une convergence de perception entre les alliés mais aussi la nécessité de poursuivre le dialogue sur certains points, comme la protection des marines des pays neutres. Les deux partis conviennent de la possibilité d'organiser de nouveaux échanges sans préavis si la situation le requiert avant la session suivante des conversations bilatérales prévue à la fin du mois de juin<sup>191</sup>.

Au début du mois d'octobre 1984, D. Haskell et M. Legge se rendent à nouveau à Washington, accompagnés du chargé d'affaires en Iran Michael Simpson-Orlebar. Le 4, le directeur du département du Moyen-Orient effectue avec ce dernier la tournée des agences gouvernementales américaines (CIA, Maison-Blanche, département d'État). Le 5, les alliés échangent sur l'évolution des affrontements entre l'Iran et l'Irak, sur les perspectives ouvertes pour les mois à venir et sur les enjeux techniques d'une opération de protection des marines dans le Golfe. Si les discussions ne produisent pas de résultats particuliers, D. Haskell défend néanmoins, comme ses prédécesseurs, la nécessité de maintenir la tradition désormais établie de consultations étroites avec les Américains. Le moindre de leur intérêt n'est pas de minimiser le risque de les laisser agir seuls, sans prendre en considération les conséquences de leur action, dans le cas où une nouvelle crise se développerait dans la région<sup>192</sup>.

### C. Les visages différenciés des iraniens

#### 1. Les prismes de la connaissance

Au-delà de l'asymétrie de ses réseaux sur le terrain, la communauté des iraniens américains et britanniques connaît du fait de la révolution un déséquilibre de plus en plus marqué selon la ligne de partage atlantique, dans l'épaisseur de leur appréhension et de leur expérience des réalités locales.

<sup>188</sup> TNA, CAB 164/1706, Jago to Lord President of Council, Escalation of the War in the Gulf, 20th February 1984.

<sup>189</sup> TNA, CAB 128/78, Conclusions of Cabinet Meeting, 13th March, 1984.

<sup>190</sup> TNA, CAB 128/78, Conclusions of Cabinet Meeting, 5th April, 1984.

<sup>191</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1619, US/UK talk on the Gulf, 23rd May, 1984.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/5381, 48, Haskell to Egerton, UK/US consultations on Iran and the Gulf: 5 October 1984, 9th October 1984.

Si ce déséquilibre perpétue l'impression partagée d'une expertise britannique supérieure du monde persan, l'analyse des cursus des iraniens révèle pourtant une plus grande qualification chez les Américains dans ce domaine. Certes, par rapport à la période révolutionnaire, le niveau d'études augmente davantage au Royaume-Uni qu'aux États-Unis. Le diplôme de master est majoritaire chez les Britanniques (50%), comme chez les Américains (56%). La poursuite des études jusqu'au doctorat reste néanmoins une spécificité des États-Unis : elle ne concerne aucun acteur britannique mais distingue plus du quart des acteurs américains (27%). Les sciences humaines continuent à dominer les études au Royaume-Uni (70%), même si elles cèdent du terrain face aux sciences sociales (24%), tandis que les deux domaines continuent à se disputer la majorité aux États-Unis (45% et 53%), avec entre eux un réajustement similaire. La ventilation des disciplines d'études confirme les tendances observées lors de la période révolutionnaire et témoigne aussi de réajustements notables. Les lettres classiques et l'histoire dominant au Royaume-Uni, en consolidant leur avance sur les langues et la science politique, cependant que la place des relations internationales et du droit se développe. Aux États-Unis, les relations internationales conservent leur avance, suivies de près par la science politique, l'histoire et les études orientales. Ces dernières témoignent de l'arrivée aux affaires d'acteurs dont le récent bagage universitaire compense un différentiel marqué de spécialisation linguistique sur lequel on reviendra.

Les nouveaux iraniens américains s'inscrivent ainsi dans la lignée de leurs prédécesseurs qui restent aux affaires. James Placke, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, qui consacre une mince partie de sa carrière au pays, a commis un mémoire de master sur les fondements économiques de la reconstruction de l'Allemagne aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale<sup>193</sup>. Nicholas Veliotis, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, a travaillé sur l'amendement Bricker, qui avait proposé dans les années 1950 de limiter les pouvoirs présidentiels, notamment la portée des « accords exclusivement exécutifs », en réaction à la politique étrangère de Franklin Roosevelt et au développement des prérogative des Nations unies<sup>194</sup>. Les thèmes de recherche ouverts sur le Moyen-Orient concernent en particulier les acteurs effectuant une carrière dans les bureaux spécialisés des différentes instances de la communauté du renseignement. Charles Cogan, cheville ouvrière de la division Proche-Orient et Asie du Sud du directoire des opérations de la CIA depuis la révolution, s'est intéressé au développement des formes de guerre non-conventionnelle à travers l'exemple des fedayin, qui désignent à l'époque médiévale les membres de la secte des Assassins et renaissent après 1945 avec le développement des conflits proche-orientaux<sup>195</sup>. Graham Fuller, officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, est un ancien élève de la SOAS de Londres et de Harvard, où il étudie la langue, l'histoire et la littérature russe puis les langues et l'histoire du Moyen-

<sup>193</sup> PLACKE James, *An analysis of the economic bases of the post-World War II German revival*, mémoire de master, économie, Lincoln, University of Nebraska, 1959.

<sup>194</sup> VELIOTES Nicholas, *The Bricker Amendment: development and significance*, mémoire de master, science politique, Berkeley, University of California, 1954

<sup>195</sup> COGAN Charles, *The struggle for an unconventional war: a survey of the fedayeen problem*, mémoire de master, affaires internationales, Washington, George Washington University, 1971.



Orient. Il présente un mémoire sur la genèse et le développement du nationalisme turc dans l'empire des tsars<sup>196</sup>. Stephen Grummon, analyste pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État depuis la révolution, découvre l'Iran à la sortie de l'université en s'engageant dans le Corps de la paix. De 1970 à 1972, il y enseigne l'anglais à des adolescents de 12 à 14 ans. Chercheur au Council on Foreign Relations en congé du département d'État, il publie sous les auspices du Centre des études internationales et stratégiques de Georgetown un ouvrage sur la guerre Iran-Irak en 1982<sup>197</sup>. Il travaille en parallèle à une thèse de doctorat sur l'émirat arabe de Boucher jusqu'à son effondrement pendant la guerre anglo-persane de 1856-1857<sup>198</sup>.

Parmi les cursus les plus riches au point de vue formatif pour les acteurs de la triangulation diplomatique figurent ceux de Gregory Aftandilian et de Geoffrey Kemp. Le premier, Arménien d'origine, naît aux États-Unis et étudie l'histoire à Dartmouth. Il effectue un trimestre à la SOAS de Londres, où il travaille sur l'histoire de la Transcaucasie et du Moyen-Orient. La concomitance de ses années de master à l'université de Chicago avec la crise iranienne le conduit à s'intéresser au rôle de la gauche dans la révolution. À l'été 1980, il effectue un stage d'interne sur les questions iraniennes au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État. Il revient ensuite à Londres suivre les enseignements du master en relations internationales de la LSE. Sa présence au Royaume-Uni lui permet d'assister aux débats organisés à Grosvenor Square par l'Association de l'ambassade américaine. De retour à Washington, il intègre la bibliothèque du Congrès comme analyste pour le Moyen-Orient sur les questions politiques et économiques, avant d'être nommé au Pentagone comme analyste politique et militaire pour l'Iran et l'Irak et enseignant au Collège de Défense pour le renseignement<sup>199</sup>.

Directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN de 1981 à 1985, G. Kemp est né en Angleterre. Il fait son service militaire sous pavillon britannique, commence ses études à Oxford et intègre l'Institut des études stratégiques de Londres en 1965. Il publie dans ses *Adelphi Papers* des articles sur le contrôle des armes dans les pays en voie de développement<sup>200</sup>. Il émigre en 1967 vers les États-Unis où il se fait naturaliser. Chercheur associé au Centre d'études internationales du MIT, il y présente une thèse de doctorat de science politique sur les structures des forces militaires dans les environnements stratégiques des pays du Tiers-Monde<sup>201</sup>. Il devient professeur associé de politique internationale à l'École Fletcher de droit et de diplomatie de l'université Tufts et remporte la bourse

<sup>196</sup> FULLER Graham, *The genesis and development of nationalist ideals among the Turkish peoples of the Russian Empire*, mémoire de master, études moyen-orientales, Harvard University, 1959.

<sup>197</sup> GRUMMON Stephen, *The Iran-Iraq war: Islam embattled*, New York, Praeger, 1982.

<sup>198</sup> GRUMMON Stephen, *The rise and fall of the Arab shaykhdom of Bushire, 1750-1850*, thèse de doctorat, études orientales, Baltimore, Johns Hopkins University, 1985.

<sup>199</sup> AFTANDILIAN Gregory, correspondance électronique avec l'auteur, 3 mai 2018 et Gregory Aftandilian [En ligne], Boston University [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.bu.edu/pardeeschool/files/2014/12/Aftandilian-resume.pdf>. L'intéressé a décliné nos requêtes d'entretien.

<sup>200</sup> KEMP Geoffrey et SUTTON John, "Arms to developing countries, 1945-1965", *Adelphi Paper* n°28, Londres, Institute for Strategic Studies, 1966; KEMP Geoffrey, "Arms & security: the Egypt-Israel case", *Adelphi Paper* n°52, Londres, Institute for Strategic Studies, 1968

<sup>201</sup> KEMP Geoffrey, *A Mission-Specific Analysis of Military Force Structures in Third World Strategic Environments and Some Alternative Arms Donor Policy Options*, thèse de doctorat, science politique, Cambridge, Massachusetts Institute of Technology, 1971.

affaires internationales du Council on Foreign Relations. Analyste de programme au bureau du secrétaire à la Défense adjoint pour les affaires de sécurité internationale, puis consultant sur l'aide extérieure auprès de la commission des Affaires étrangères du Sénat avant la révolution, il revient au Pentagone en 1978 au bureau du secrétaire adjoint à l'analyse et à l'évaluation des programmes avant d'intégrer le CSN au bureau des affaires politiques puis au bureau Proche-Orient et Asie du Sud<sup>202</sup>.

Au-delà de la spécialisation universitaire, la carrière de l'iranien peut s'enraciner dans une tradition familiale qui constitue un mode d'acculturation précoce aussi utile à l'appréhension des réalités régionales qu'à la remobilisation de réseaux éprouvés. Richard Luce y voit évidemment la raison pour laquelle son vieil ami Geoffrey Howe lui confie la gestion des affaires proche et moyen-orientales :

« J'avais été élevé au Moyen-Orient. J'ai passé les premières années de ma vie au Soudan, à Aden et dans le Golfe avec mon père. Par la suite, j'ai toujours conservé un intérêt pour le monde arabe. Il n'était donc pas surprenant que je fusse nommé ministre d'État pour le Moyen-Orient. Quand Margaret Thatcher était cheffe de l'opposition, elle me disait souvent « Votre père sait tant de choses » et me posait souvent des questions, dont je ne connaissais d'ailleurs pas les réponses. »<sup>203</sup>

Fils du dernier proconsul britannique dans le Golfe, qui préside au retrait de l'est de Suez, cet ancien étudiant en histoire au Christ College de Cambridge accomplit en 1956 son service militaire à Chypre. Il évoque dans ses mémoires les lettres par lesquelles son père lui faisait partager son regard sur la vie politique et sa manière de répondre à son intérêt croissant pour les Affaires étrangères en le laissant consulter des documents importants<sup>204</sup>. R. Luce se rend en Iran en 1978 à la tête d'une délégation de députés reçue par le shah, le Premier ministre, le ministre de Cour, les présidents du Parlement et du Sénat, les directeurs de l'Organisation iranienne pour l'énergie atomique et de la Compagnie iranienne de pétrole. Il visite Ispahan, Chiraz et les rives de la Caspienne. Il y retrouve Anthony Parsons, un proche ami de sa famille, qui avait été l'adjoint de son père dans le Golfe au milieu des années 1960. À l'ambassade, David Miers se félicite à l'époque d'une visite qui a permis aux parlementaires d'appréhender par eux-mêmes l'Iran et certains de ses problèmes<sup>205</sup>. R. Luce se rappelle *a posteriori* avoir été marqué par des signes avant-coureurs d'une crise :

« Nous en sommes venus à la conclusion que le shah n'était plus en phase avec son pays, qu'il ne savait pas ce qu'il se passait dans les provinces. Il était peut-être un peu plus conscient de la situation à Téhéran, mais il ne connaissait pas l'humeur du peuple. Le soulèvement de 1979 ne fut donc pas totalement une surprise. »<sup>206</sup>

Face à des dirigeants arabes qui attachent une grande importance au développement de relations personnelles avec les acteurs politiques des autres pays, R. Luce mesure l'importance de la mobilisation dans les années 1980 des liens développés par son père dans les années 1960. Visiteur régulier du golfe, il rencontre ainsi le sultan d'Oman lors de son pèlerinage annuel dans le désert, avec lequel il échange deux heures durant sur le conflit au Proche-Orient et la guerre Iran-Irak à l'ombre de sa tente.

<sup>202</sup> Kemp, Geoffrey T.H.: Files, 1981-1985 [En ligne], Ronald Reagan Library [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.reaganlibrary.gov/sites/default/files/archives/textual/smof/kempg.pdf>

<sup>203</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

<sup>204</sup> LUCE Richard, *Ring the Changes. A Memoir*, Norwich, Michael Russell, 2007, p. 18, 99.

<sup>205</sup> TNA, FCO 8/3199/15, Miers to Lucas, Visit to Iran by British MPs, 22nd June, 1978.

<sup>206</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

## 2. La maîtrise de la langue

Les conséquences diplomatiques de la révolution et le traumatisme culturel de la prise d'otages pèsent sur l'identité des iraniens américains. À l'exception certes notable des anciens étudiants disposant d'un bagage universitaire solide, l'effondrement du nombre de persanophones est caractéristique du décrochage d'expertise d'une communauté de plus en plus arabisante, sinon arabiste. Effet mécanique de la fermeture des consulats en provinces et de l'ambassade à Téhéran, le nombre de persanophones est en net recul aux États-Unis (4), où la proportion d'arabisants est trois fois plus importante dans la communauté des iraniens. Au Royaume-Uni, l'évolution est inverse. Le patient travail de reconstitution de la communauté diplomatique de Téhéran conduit à mobiliser un nombre important de persanophones (8), dont les effectifs en proportion (27%) concurrencent de près les arabisants jusque-là dominant (33%). La nomination, à la tête de la section des intérêts britanniques hébergés par les Suédois, de Nicholas Barrington puis de Michael Simpson-Orlebar, vétérans des affaires iraniennes, accentue ainsi un phénomène que le renouvellement du vivier des persanophones permet de renforcer.

N. Barrington intègre la SOAS après avoir suivi un cours d'introduction générale au service diplomatique. Parmi ses camarades figure Desmond Harney, affecté comme agent du renseignement en Iran à partir de 1971 sous couverture diplomatique puis comme représentant local de la banque Morgan Grenfell. Les deux hommes suivent pendant neuf mois les cours de la « formidable » Nancy Lambton.

« Elle ne nous enseignait qu'une fois par semaine une interprétation plutôt aride de passages extraits d'un livre sur la propriété foncière. Elle était exigeante, mais elle veillait sur nous avec attention et nous soutenait fortement si elle ressentait du sérieux et de l'enthousiasme de notre part. Son visage finement structuré et quelque peu solennel se plissait parfois dans un sourire radieux. Elle circulait partout à vélo, vêtue d'une longue robe. Je suis resté en contact avec elle jusqu'à sa mort, à plus de 90 ans. Elle m'a rendu visite lors de mon apprentissage linguistique à Téhéran, où nous avons accompli ensemble quelques rudes randonnées. »<sup>207</sup>

Patrick Wogan, assistant au département du Moyen-Orient au début des années 1980, se rappelle également la sévérité de son caractère et de son enseignement, qu'il suit sept ans après N. Barrington :

« Le style d'enseignement était très vieille école. On devait littéralement faire ce que l'on faisait en latin : se lever devant toute la classe et donner la réponse. Mais cela marchait bien. Le premier trimestre était consacré à la grammaire. On nous enseignait ensuite un panorama de l'histoire iranienne et une introduction à la littérature. L'ensemble était très léger car du niveau d'une première année de licence, les deux autres années du cursus se concentrant davantage sur les questions littéraires. »<sup>208</sup>

« A la fin de l'année, on devait passer un examen, qui comportait des exercices de version, de thème et de rédaction d'un essai en persan. On devait à l'époque mémoriser le vocabulaire, car l'usage du dictionnaire était interdit. Quel que fût leur talent, les candidats à l'examen final n'étaient jamais admis à leur premier passage. »<sup>209</sup>

Les cours de conversation sont assurés au quotidien par Roger Savory. Agent du renseignement en Iran en 1945, il sert à la Direction des opérations spéciales. Démobilisé en 1947, il intègre le Queen's

<sup>207</sup> BARRINGTON Nicholas, *Envoy, op. cit.*, p. 6.

<sup>208</sup> WOGAN Patrick, entretien avec l'auteur, 21 août 2018.

<sup>209</sup> WOGAN Patrick, entretien avec l'auteur, 2 mars 2019.

College d'Oxford, où il suit les cours de l'orientaliste Hamilton Gibb. Lauréat d'une licence en études orientales, il devient en 1950 chargé de cours de persan à la SOAS, où il débute des études doctorales sous la direction de Nancy Lambton et de l'orientaliste russe Vladimir Minorsky. Il soutient en 1958 une thèse sur le développement de l'État safavide d'après les sources persanes du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>210</sup>. Chercheur invité à Toronto en 1960, il finit par s'y installer pour y fonder le département d'études islamiques<sup>211</sup>. C'est un contributeur régulier de l'*Encyclopaedia of Islam* et de l'*Encyclopaedia Iranica*.

La langue est également enseignée par Amir Haidari, que P. Wogan évoque comme un délicieux gentilhomme persan et que N. Barrington décrit comme un Iranien d'une grande vitalité et d'un grand sens de l'humour. Excellent pour enseigner les bases, il l'introduit à la poésie persane, pour laquelle le diplomate garde encore aujourd'hui une affection particulière : l'enseignant lui remet un exemplaire de la traduction de 50 poèmes de Hafez par Arthur Arberry, ancien persaniste de la SOAS et devenu professeur d'arabe à Cambridge. Né à Téhéran, A. Haidari part faire ses études à Cambridge puis à Montréal. Il enseigne à la SOAS de 1954 à 1986 et produit à l'usage de ses étudiants un manuel de littérature persane qui devient un classique, recommandé par ses anciens élèves<sup>212</sup>. Son fils Hamid vante la complémentarité entre l'approche professorale et pensée de Nancy Lambton et l'atmosphère informelle, souriante et sereine de son père, qui passe pour avoir sauvé le diplôme doctoral de nombreux étudiants de sa collègue qui refusait de le leur accorder en dépit du travail qu'ils avaient accompli<sup>213</sup>.

Parmi les autres enseignants figurent enfin Tourkhan Gandjei, professeur d'études turques et persanes<sup>214</sup>, qui enseigne à P. Wogan, et Sandy Morton<sup>215</sup>, qui enseigne la grammaire à David Brett, vice-consul nommé après la révolution<sup>216</sup>. Ce dernier naît en 1942 dans les Indes britanniques. À son retour au Royaume-Uni, il intègre la prestigieuse école Rugby où il se spécialise dans les lettres classiques, qu'il continue à étudier à l'University College d'Oxford. Sa passion pour les langues et les littératures persanes et arabes l'en détourne pourtant. Il rejoint l'Institut britannique des études persanes (BIPS) de Téhéran (1964-1967), avant de commencer un doctorat à la SOAS sous la direction de N. Lambton. Il étudie les travelogues persans du XIX<sup>e</sup> siècle mais préfère bientôt à ses recherches les opportunités que lui offre le poste de directeur-adjoint du BIPS, qu'il quitte peu avant la révolution. Son collègue à la SOAS George Lane le décrit comme un universitaire classique et un enseignant de la vieille école, passionné par ses recherches et d'une extrême érudition, deux qualités qui laissent une durable impression à ses élèves. Dans l'urgence de la révolution, le FCO sollicite également l'expertise des membres

<sup>210</sup> SAVORY Roger, *The development of the early Safawid state under Isma'il and Tahmasp, as studied in the 16th century Persian sources*, thèse de doctorat, études orientales, Londres, School of Oriental and African Studies, 1958

<sup>211</sup> "Roger Mervyn SAVORY" *The Globe and Mail*, 19th-23rd February, 2022.

<sup>212</sup> HAIDARI Amir Abbas (dir.), *Modern Persian reader*, Londres, School of Oriental and African Studies, University of London, 1975.

<sup>213</sup> HAIDARI Hamid, "Amir Abbas Haidari obituary", *The Guardian*, 28th July, 2013.

<sup>214</sup> GANDJEI Tourkhan, "Turkish in Pre-Mongol Persian Poetry," *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, 1986, vol. 49, n°1, p. 67-76 et "Turkish in the Safavid Court of Isfahan," in *Mélanges offerts à Irène Mélikoff*, Turcica 21-23, Louvain, Peeters, 1991, p. 311-318

<sup>215</sup> LANE George, "Alexander (Sandy) Morton, 1942-2011" *Journal of the Royal Asiatic Society*, 2012, vol. 22, n°3/4, p. 587-591

<sup>216</sup> BRETT David, entretien avec l'auteur, 16 novembre 2018.

de la diaspora iranienne, travaillant notamment pour le service persan de la BBC. L'un d'entre eux a requis de rester anonyme, dans un contexte marqué aujourd'hui par une croissance des persécutions à l'encontre des familles des personnes associées à la BBC. Fin connaisseur, par famille et formation, du mysticisme et de la poésie persane, il se tourne dans les années 1970 vers le journalisme, qu'il pratique en Iran puis à l'étranger. S'il n'est pas enseignant de profession, les cours qu'il dispense aux jeunes diplomates dans son appartement londonien retirent leur valeur ajoutée de son itinéraire personnel et de sa connaissance de la vie politique et contemporaine de l'Iran<sup>217</sup>.

N. Barrington et P. Wogan bénéficient, avant la révolution, d'un enseignement théorique complété par un séjour d'immersion linguistique et culturelle, qui contribue à la qualité de la formation des diplomates britanniques. Le premier contribue ainsi à la réorganisation du British Council en Iran et au développement de l'enseignement de l'anglais. Pour parfaire son propre apprentissage, il bénéficie du soutien d'un professeur enthousiaste, décrit comme un « petit universitaire fringant, journaliste et amateur de poésie », qui devient progressivement un ami et lui permet d'approfondir sa connaissance et sa compréhension de la langue. Sa formation est encadrée par un professeur de l'université de Mechhed, qui finit sa carrière aux États-Unis. Celui qui préside à la restauration des relations entre Londres et Téhéran après la révolution se rappelle dans ses mémoires un propriétaire de Nishapur qui lui apprend, entouré de ses amis, à penser en persan, à une époque où l'islam, conçu comme une évidence par ses fidèles, ne soulève ni tension, ni ressentiment, ni conflit, et n'interdit pas plus de regarder avec impression un groupe de nonnes soigner des lépreux que de compter parmi ses amis un chrétien arménien. Malgré sa brièveté, son séjour de formation linguistique contribue beaucoup à son acculturation à une culture orientale totalement différente de la sienne, qui complète la connaissance des différents aspects de la vie locale, accumulée au fil de ses lectures. Il en retire une mémoire vive de la féodalité et de la pauvreté prévalant dans les campagnes ainsi que de la sophistication proverbiale des rapports sociaux :

« J'ai fini par développer un grand respect pour les Iraniens pendant les neuf mois de mon initiation ; leur courtoisie, leur générosité, la fierté justifiée qu'il retire de leur culture et leur sens de l'humour. Parce qu'ils sont capables de rire d'eux-mêmes, les Persans ont quelque chose en commun avec les Britanniques. J'ai enfin fini par apprécier leur nourriture : le riz complet délicatement cuit, parfois mélangé avec des œufs crus et recouverts de tendres émincés de mouton grillés. Le *shish kebab* est l'équivalent de notre populaire *fish and chips*. Un riz excellent était aussi servi en accompagnement de plats assaisonnés de fruits, de noix et d'herbes. Le *dugh* était la boisson rafraîchissante par excellence. »<sup>218</sup>

Le séjour qu'effectue P. Wogan contribue de même au développement de ses passions persanes :

« J'ai beaucoup voyagé à cette époque. Je suis bien sûr tombé amoureux du pays. J'étais jeune. Le ciel était toujours bleu. Il n'y avait pas cette affreuse pollution qui existe aujourd'hui. Les fruits étaient remarquablement de bon goût et bon marché. Les Persans étaient tout simplement des personnes intéressantes, exotiques dans le sens où ils vivaient dans un monde qui ne m'était pas familier, mais immensément gentils. »<sup>219</sup>

Quant à l'efficacité de l'enseignement qu'il a reçu à Londres, elle apparaît à l'usage inégale :

<sup>217</sup> BRETT David, entretien et correspondance électronique avec l'auteur, 16 novembre 2018.

<sup>218</sup> BARRINGTON Nicholas, *Envoy, op. cit.*, p. 16-18.

<sup>219</sup> WOGAN Patrick, entretien avec l'auteur, 21 août 2018.

« A l'ambassade, j'étais dans un environnement totalement anglophone. Cependant, mon travail me demandait d'aller à la rencontre de personnes de tout rang social dans les différentes régions du pays. [...] Je fréquentais aussi des personnes issues de plus hauts rangs de la société qui parlaient mieux anglais que je ne parlais persan. En revanche, c'était utile pour écouter la radio et écouter les gens parler entre eux, quand ils pensaient que vous ne compreniez pas ce qu'ils étaient en train de dire. »<sup>220</sup>

La valeur ajoutée constituée par le programme de formation linguistique britannique éclate cependant d'autant plus en comparaison avec le déficit d'expertise des iraniens américains. John Limbert note que le département d'État forme peu de persanophones à partir des années 1980 pour remplacer les vétérans iraniens dotés d'une expérience solide du pays mais partis à la retraite.

« Créer un nouveau cadre qualifié demande du temps. Former quelqu'un à un niveau professionnel de compétence orale et écrite en persan – un processus d'une durée évaluée à neuf mois d'étude à temps plein par les experts – est seulement le commencement. La compréhension des nuances, des références historiques, des points de vue de culture et de classe ainsi que des autres subtilités prend beaucoup plus de temps et demande dans l'idéal une immersion dans le contexte social iranien. »<sup>221</sup>

Le temps nécessaire à la reconstitution de ces viviers n'est pas sans renforcer la « tragédie des relations » entre les États-Unis et l'Iran dans les années 1980. Il explique également la dépendance américaine à l'égard de l'expertise britannique, que fonde également la mobilisation d'iraniens chevronnés.

### 3. Le chemin de la carrière

L'étude de la carrière des iraniens témoigne du même différentiel d'expertise de part et d'autre de l'Atlantique, accru depuis la révolution. Trois-quarts des Américains n'ont jamais été en poste en Iran, une situation qui ne concerne que la moitié des Britanniques. Les premiers ont une expérience du Moyen-Orient très solide (40% des acteurs y ont été affectés au moins une fois), mais bien plus fragile du golfe Persique (9%). *A contrario*, les seconds ont une expérience équivalente des deux régions (27%). Les affectations multiples en Iran concernent un nombre de plus en plus réduit d'acteurs, ce qui confirme le profond renouvellement des membres de la communauté, en raison du départ à la retraite des cadres prérévolutionnaires de la politique iranienne. Dans ce contexte, la durée des affectations en Iran est équivalente au Royaume-Uni et aux États-Unis pour les acteurs qu'elle concerne : un peu plus de la moitié y passe un ou deux ans, environ 40% trois ou quatre ans. L'itinéraire de Michael Simpson-Orlebar apparaît ainsi exceptionnel, ce qui tend à expliquer le choix de sa personne pour succéder à N. Barrington dans les années 1980 : troisième secrétaire de 1955 à 1957, puis conseiller en charge des affaires commerciales à Téhéran entre 1972 et 1976, il dirige la section des intérêts britanniques de 1983 à 1985, totalisant en conséquence près de huit années de présence dans le pays.

Sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique et le Moyen-Orient de 1982 à 1984, John Leahy est un vétéran de l'ambassade de Téhéran (1965-1969). Il évoque une affectation merveilleuse, qui compte

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> LIMBERT John, *Negotiating with Iran. Wrestling the Ghosts of History*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2009, p. 11.

parmi celles qu'il a préférées. Il sert pendant l'ambassade de Denis Wright, dont il admire l'honnêteté intellectuelle rigoureuse avec laquelle il appréhende les personnes et les événements. Il ne perçoit pas plus que ses collègues les fragilités d'un régime que la révolution vient renverser dix ans plus tard. Il ne manque pas pendant son affectation de sillonner le pays, qu'il quitte avec beaucoup de regret<sup>222</sup>. Christopher Rundle, l'un des premiers diplomates à revenir à Téhéran après la révolution, y a fait son apprentissage linguistique en 1967 après le cursus habituel à la SOAS. Chargé du Moyen-Orient au département de recherche du FCO, il effectue dans le pays des séjours réguliers qui fondent sa profonde connaissance du pays. Robert Mansfield, qui l'accompagne en 1981, a été nommé à Téhéran en décembre 1979, avant que les effectifs sur place ne soient réduits par solidarité avec les Américains.

Après la révolution, l'expertise de ces derniers repose beaucoup sur l'expérience des vétérans des postes iraniens. Directeur adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, puis attaché à la coordination du renseignement auprès du Directeur, Myles Green a été en charge des affaires politiques à Téhéran entre 1958 et 1961 puis pendant la révolution. Son supérieur George Harris est un vétéran de la section Proche-Orient et Asie du Sud du bureau du renseignement et de la recherche, dont il gravit les échelons depuis 1969. Secrétaire-adjoint à l'analyse au même bureau (1980-1983), puis directeur au Middle East Institute (1983-1987), Philip Stoodard a commencé en 1963 sa carrière d'analyste au département d'État. Secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, Morris Draper débute au secrétariat du Pacte de Bagdad à la fin des années 1950 avant d'enchaîner les affectations au Moyen-Orient qui le conduisent à la direction régionale à Washington après la révolution. Directeur pour le Proche Orient et l'Asie du Sud au Pentagone dans les années 1980, John Stempel sert jusqu'en février 1979, à la section politique de l'ambassade de Téhéran. Le lieutenant-général Philip Gast dirige le groupe d'assistance et de conseil militaire en Iran de novembre 1977 à octobre 1979 puis l'agence d'assistance à la sécurité au Pentagone après la révolution. Le major-général Richard Secord est affecté dans les années 1960 à trois reprises dans le pays, pendant un total de quinze mois, comme conseiller auprès des forces aériennes impériales, puis dirige la branche aviation du groupe d'assistance et de conseil militaire de septembre 1975 à juillet 1978. C'est l'officier des forces aériennes américaines en charge lors de la planification de l'opération de sauvetage des otages de Téhéran au printemps 1980<sup>223</sup>. Il contribue à la préparation d'une deuxième tentative de sauvetage, l'opération *Credible Sport*, que la libération des otages rend inutile<sup>224</sup>. Il est nommé secrétaire à la Défense adjoint à la sécurité internationale en 1981.

Outre l'immersion linguistique dont ils ont pu profiter en complément à leur formation à la SOAS, les iraniens britanniques bénéficient de leur présence dans le pays et des possibilités qu'elle offre pour se familiariser avec ses nouveaux habits islamiques. C. Rundle rappelle que, malgré la révolution et la

---

<sup>222</sup> LEAHY Sir John, entretien avec Charles Cullimore, le 21 août 2001,

<sup>223</sup> WALSH Laurence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, volume 1: Investigations and prosecutions, Washington, United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993, p. 173.

<sup>224</sup> SECORD Richard, WURTS Jay, *Honored And Betrayed: Irangate, Covert Affairs, And The Secret War In Laos*, New York, John Wiley & Sons, 1992, p. 148-163.

guerre contre l'Iran, les diplomates reçoivent l'autorisation de voyager fréquemment en provinces, sauf dans la zone des combats. Lui-même ne se la voit que par deux fois refusée : le jour des élections au Parlement et dans une région où des troubles avaient éclaté entre tribus locales et forces de l'ordre. Le rationnement de l'essence, en conséquence du conflit, est en revanche un facteur limitant. La plupart des gens qu'il rencontre continuent à faire honneur à la réputation d'hospitalité et de gentillesse des Persans, même si la méfiance de ses hôtes les conduit parfois à relever l'immatriculation de son véhicule, ou celle des officiers de gendarmerie à vérifier par deux fois son autorisation à circuler. Sa familiarité sympathique pour le pays lui permet d'embrasser avec sagesse la religiosité de ses interlocuteurs, laquelle aurait suscité par confusion ignorante un lourd ressentiment chez un autre :

« Qumar [sa femme] et moi-même descendions en voiture la colline en direction de Chiraz quand nous nous arrê tâmes pour demander le chemin à un homme. À nos remerciements, celui-ci répondit qu'il n'était que l'un de ceux que l'on appelait *hezbollahi*, qui aimaient aider les autres. C'était l'époque où le mot *Hezbollah* frappait de frayeur le cœur des peuples européens, en raison de la détention d'otages par le groupe libanais du même nom. Mais lui utilisait le mot dans son sens plus large de serviteur de dieu, l'équivalent dans son langage de bon citoyen. »<sup>225</sup>

Le couple se rend en juillet 1981 sur les rives montagneuses de la Caspienne, à Tchalous et Ramsar où ils mesurent les mutations islamiques de ces régions anciennement touristiques<sup>226</sup>. C. Rundle visite Mechhed en octobre, qui lui semble avoir plus que Téhéran conservé sa tranquillité et sa prospérité d'antan, bien que les tensions latentes se mesurent aux funérailles d'un garde révolutionnaire assassiné plus tôt et que l'empreinte islamique se lise à l'extrême densité des mollahs dans la ville qui imposent aux femmes le port du tchador dans les rues<sup>227</sup>. Ses collègues se rendent à l'automne à Ispahan, Chiraz, Hamadan, Semnan et Shahroud, dont ils rapportent l'impression d'une tranquillité relative permettant à l'ambassade de recommander aux hommes d'affaires de reprendre leurs visites dans le pays<sup>228</sup>.

Lauréat d'un master en géographie du St Peter's College d'Oxford, William Clare intègre en 1981 le département du Moyen-Orient du FCO au bureau chargé de l'Iran et de l'Irak. Son collègue Patrick Wogan suggère à N. Barrington d'organiser à son intention une visite de familiarisation en Iran qui pourrait avoir lieu à l'automne, lors des célébrations d'Achoura, lesquelles lui permettraient de mesurer la ferveur islamique à son apogée<sup>229</sup>. Si les rencontres avec les représentants de la République islamique ne sauraient avoir lieu pendant les jours fériés, C. Rundle propose d'emmener son collègue londonien, *via* Yazd et Bam, à Zahedan, dans le sud-est du pays, une cité dans laquelle aucun diplomate britannique ne s'est rendu depuis John Graham à l'été 1979<sup>230</sup>. Un bon usage est fait de cet investissement : W. Clare est nommé en 1983 secrétaire en charge des affaires politiques à Téhéran.

Dans le même esprit, C. Rundle propose à Alan Collins, successeur de W. Clare au bureau iranien

<sup>225</sup> RUNDLE Christopher, *From Colwyn Bay to Kabul. An Unexpected Journey*, Stanhope, The Memoir Club, 2004, p. 126-127.

<sup>226</sup> TNA, FCO 8/4007/152, Rundle to Coates, Travel in Iran: a trip to the North, 8th July, 1981.

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/4007/152, Rundle to Counsellor, Mashad, 26th October, 1981.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/4008/236, Rundle to Coates, Travel in Iran, 8th November, 1981.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/4666/3, Wogan to Barrington, Bill Clare's Familiarisation visit, 12th August, 1982.

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/4666/5, Barrington to Wogan, Familiarisation visit, 29th August, 1982.



du département du Moyen-Orient du FCO, une visite de dix jours à Téhéran et dans les provinces, où pourrait l'accompagner son collègue<sup>231</sup>. Prévue en mars 1984, la visite est reportée faute des ressources financières nécessaires et en raison de la charge de travail au département<sup>232</sup>. Même s'il convient de la force des contraintes budgétaires et de la faiblesse de la priorité à lui accorder, son directeur Donald Haskell relève l'intérêt de la visite<sup>233</sup>, alors que sa hiérarchie s'inquiète de la dispersion des ressources humaines et financières du service diplomatique<sup>234</sup>. La visite n'en est pas moins approuvée. Elle concorde d'ailleurs avec le déplacement en Iran d'Alan Cambridge, directeur du département des visas et des migrations. C. Rundle propose un séjour à Téhéran du 27 au 30 juillet, suivi par une excursion à Ispahan et à Qom du 31 juillet au 2 août<sup>235</sup>. Le programme inclut des rencontres avec Hossein Sadeghi, chargé du Royaume-Uni, Mehdi Mostafavi, directeur du département européen au ministère iranien des Affaires étrangères, ainsi que Mehdi Tabeshian, directeur de la Compagnie de diffusion iranienne, et Martin Charlesworth, directeur du BIPS<sup>236</sup>. À la lecture du rapport d'A. Collins, le ministre d'État Richard Luce se félicite de l'opportunité que cette visite a offerte pour glaner des informations de première main sur l'évolution de la situation iranienne. Lui-même garde à l'esprit l'intérêt qu'il aurait à se rendre dans le pays. Il appelle par ailleurs S. Egerton à envisager de renouer avec son projet de séjourner à Bagdad et Téhéran<sup>237</sup>. Les suggestions restent cependant lettres mortes.

Patrick Robert, directeur du Bureau des ventes britanniques à l'étranger, l'agence de promotion des exportations du ministère du Commerce et de l'Industrie, se rend quant à lui à Téhéran au milieu du mois de septembre, où il rencontre le président de la Chambre de commerce iranienne, les ministres adjoints du Commerce et des Industries lourdes. Dans un contexte de développement progressif des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Iran, les diplomates de Téhéran se félicitent que les autorités consentent à le recevoir comme un visiteur officiel, gage du dénouement progressif des tensions bilatérales, qu'aura permis l'investissement patient du FCO depuis la révolution<sup>238</sup>.

### III. Une communauté d'impétrants en résilience post-traumatique

Le dépassement de la « débâcle » se fait à la faveur d'une effervescence intellectuelle témoignant de divergences transatlantiques dans l'appréhension des relations à la République islamique. Comment l'assimilation de l'expertise participe-t-elle à la différenciation de la politique iranienne ?

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/5578/4, Rundle to Collins, Familiarisation visit, 23rd April, 1984.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/5578/6, Collins to Hendrie, Haskell, Egerton, Familiarisation visit, 7th June, 1984.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/5578/6, Haskell to Egerton, Familiarisation visit, 8th June, 1984.

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/5578/8, Collins to Haskell, Familiarisation visit, 28th June, 1984.

<sup>235</sup> TNA, FCO 8/5578/16, Rundle to Collins, Familiarisation visit, 12th July, 1984.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/5578, Visit by Mr Collins to Iran, 27 July – 3 August, 24th July, 1984.

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/5578/W11, Warren-Gash to Collins, Visit to Iran, 13th August, 1984.

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/5578, Simpson-Orlebar to Roberts, OTTER 101, 12th September, 1984.

## A. Les sollicitations croisées de la recherche

### 1. La circulation transatlantique des travaux

Leur recours à la recherche montre le degré d'acculturation potentielle et effective des iraniens sous tendant la refondation d'une relation. Il confirme de plus leurs réflexes d'interaction transatlantique.

La sensibilité des iraniens britanniques à l'évolution de la recherche se mesure à la présence ponctuelle dans les archives diplomatiques de reproductions d'articles de journaux ou de revues. L'étude de leurs thèmes renseigne sur les angles d'approche qui guident l'appréhension de l'Iran, qui n'a guère changé malgré la révolution. Les conséquences de cette dernière sont évidemment vivaces. Au mois de janvier 1981, Alan Goulty envoie de Massachusetts Avenue la copie d'un article publié dans le *Wall Street Journal* qui met en perspective l'accord de libération des otages américains avec le droit international. L'itinéraire de son auteur est caractéristique des universitaires convaincus de la nécessité de mettre le savoir au service du pouvoir<sup>239</sup>. Ancien étudiant à Harvard, Andreas Lowenfeld commence sa carrière de juriste à New York puis sert au bureau du conseil juridique du département d'État pendant les administrations Kennedy et Johnson, prodiguant ses conseils sur la crise des missiles de Cuba, le traité sur l'interdiction des essais nucléaires et l'invasion de la République dominicaine. Il enseigne à la faculté de droit de New York jusqu'à la fin de sa carrière. Il reste engagé dans la chose publique en arbitrant fréquemment sur les questions internationales, notamment dans le cadre du Tribunal arbitral international Iran/États-Unis, établi en janvier 1981 pour résoudre les réclamations entre les ressortissants et les gouvernements de la République islamique et des États-Unis. Selon A. Goulty, son article est la plus claire analyse qu'il lui ait été donné de lire sur les aspects légaux de l'accord<sup>240</sup>.

La dimension islamique de la révolution continue à susciter des réflexions dont les diplomates ne manquent pas de relever les qualités inégales. Sollicité par le député Julian Ridsdale sur son appréciation de *L'épée de l'islam*, de l'historien australien John Laffin<sup>241</sup>, le département du Moyen-Orient, en note les limites : à la véracité de ses propos généraux sur l'islam, David Miers oppose la partialité des opinions de l'auteur, dont il note la tendance à généraliser trop librement ; l'islam, ajoute le diplomate, est un vaste sujet laissant place à l'expression de visions diverses qui doivent prendre en compte les contextes qui le définissent<sup>242</sup>. Loin de ces généralisations à succès contribuant à fonder le phantasme d'un « choc de civilisation », on trouve dans les archives du FCO la copie d'un article de Hooshang Kuklan sur le système administratif de la République islamique<sup>243</sup>. Professeur à l'École de commerce de l'université de Caroline du Nord, l'auteur est lauréat d'un master en administration publique de

<sup>239</sup> In Memoriam: Andreas Lowenfeld [En ligne] New York University [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.law.nyu.edu/news/in-memoriam-andreas-lowenfeld>

<sup>240</sup> TNA, FCO 8/4012/72, Goulty to Lamport, US/Iran, 27th January, 1981.

<sup>241</sup> LAFFIN John, *The Dagger of Islam*, Londres, Sphere, 1979

<sup>242</sup> TNA, FCO 8/3872/3, Miers to Ridsdale, 2nd July, 1981.

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/4008, Hooshang Kuklan, "The Administrative System in the Islamic Republic of Iran: New Trends and Directions", *International Review of Administrative Sciences*, 1981, 47, 3, p. 218-224.

l'université de Téhéran et docteur en administration des affaires de l'université d'État de New York<sup>244</sup>.

En octobre 1981, le département de recherche éditoriale du FCO soumet à ses collègues du Moyen-Orient la lecture d'un article sur la force de déploiement rapide (FDR), mise en place pour répondre aux menaces pesant sur le golfe Persique. Son auteur, Smith Hempstone, est un ancien journaliste du *Washington Star*, dont il a dirigé le bureau londonien, avant de devenir chroniqueur indépendant<sup>245</sup>. Sous le sceau de la confidentialité, D. Miers en nuance plusieurs affirmations, notamment celles concernant le faible intérêt des dirigeants locaux pour la réforme et la force déstabilisatrice des ressources. Il relève également le peu de cas fait par le chroniqueur de l'opinion des pays de la région concernant le regain d'interventionnisme américain, d'autant que ces derniers ne considèrent pas la menace soviétique comme la principale source d'instabilité dans la région. Les diplomates de Londres ne manquent pas de porter la même critique lors de leurs échanges avec leurs collègues américains<sup>246</sup>. Une analyse des intentions soviétiques au Moyen-Orient, publiée dans la revue britannique *Asian Affairs*, soulève également la réaction de son lecteur au FCO, qui en relève la dimension réductrice dans une annotation exclamée. Son auteur, Benson Grayson, membre de la Société royale pour les affaires asiatiques, a étudié l'histoire et les relations internationales à Columbia et à Harvard, avant de faire carrière au Corps du contre-espionnage de l'armée, au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, à la CIA et à l'université de Défense nationale. La simplification de sa vision des relations irano-américaines n'est pas passée inaperçue<sup>247</sup>. Elle éclate dans son article pour *Asian Affairs* : il y rejette la nécessité de mesures militaires pour contrer l'expansion soviétique en Iran dans la mesure où Washington et Moscou pourraient accepter, selon lui, de se partager le pays en zones d'influence dans le nord et le sud, à la mode du XIX<sup>e</sup> siècle, pour peu que chacun respecte la présence de l'autre<sup>248</sup>.

La circulation transatlantique de l'expertise, sujette à caution, répond parfois à une sollicitation du partenaire, confirmant ainsi le rapport de force intellectuel sous-tendant la relation bilatérale. Directeur du bureau iranien au département d'État, Ralph Lindstrom se tourne en septembre 1981 vers les Britanniques pour connaître leur appréciation d'un article publié dans le *Sunday Times*, faute d'avoir la confirmation de son évocation d'une campagne menée contre le régime par un membre réfugié en France de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran<sup>249</sup>. Son auteur, Amir Taheri, est l'ancien directeur de la rédaction du journal pro-régime *Kayhan*, période pendant laquelle il siège au conseil de l'Institut iranien des études d'économie et de politique internationale<sup>250</sup>. Il émigre après la révolution

<sup>244</sup> KUKLAN H., ERDEM E., NASRI F., PAKNEJAD M.J., "Project planning and control: an enhanced PERT network", *International Journal of Project Management*, 1993, volume 11, n°2, p. 87

<sup>245</sup> TNA, FCO 8/3796/28, Harris to Passmore, 6th October, 1981.

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/3796/29, Miers to Harris, 7th October, 1981.

<sup>247</sup> "Benson Grayson", *The Washington Post*, 24th September, 2019. ZIEGLER David, "Review of United States-Iranian Relations, by B. L. Grayson", *Middle East Studies Association Bulletin*, 1984, vol. 18, n°1, p. 69-70.

<sup>248</sup> TNA, FCO/8/5143, Benson Lee Grayson, "Soviet Intention in the Middle East: an American View", *Asian Affairs*, 1983, vol. 14, n°1, p. 27-34

<sup>249</sup> GUEYRAS Jean, « Cinq années d'un exil tumultueux », *Le Monde*, 10 juin 1986.

<sup>250</sup> Amir Taheri [En ligne] The Emirates Center for Strategic Studies and Research [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.ecssr.ac.ae/CDA/en/ProfileBank/ViewProfile/0,2061,806,00.html?null>

et devient correspondant pour le Moyen-Orient de l'hebdomadaire britannique. Selon David Coates, directeur du département du Moyen-Orient au FCO, A. Taheri est plutôt considéré comme un commentateur peu fiable des affaires iraniennes, toujours enclin à exagérer les difficultés auxquelles fait face le Parti de la république islamique de l'ayatollah Khomeini. Son parti pris se mesure à son intérêt pour l'Organisation des Moudjahidine du peuple, accusée d'avoir fomenté en juin 1981 l'attentat à la bombe ayant conduit à la mort du président Rajaie et du Premier ministre Bahonar<sup>251</sup>. Pour Patrick Wogan, ses assertions sur M. Radjavi sont invérifiables et le reste de son article a des relents de pensée désidérative<sup>252</sup>. La justesse d'un article précédent dans le *Sunday Times* sur les désaccords supposés entre les ayatollahs et le héraut de la révolution avait également suscité le scepticisme du FCO<sup>253</sup>.

## 2. La sollicitation parallèle des universitaires

En complément aux apports inégaux de la recherche ou du commentaire, la consultation des autorités académiques inscrites dans les logiques de la triangulation diplomatique témoigne de la reconnaissance de leur savoir et de la conscience de pouvoir en bénéficier. En mai 1982 Massachusetts Avenue transmet à Londres le texte d'un article rédigé par Barry Rubin, professeur à Georgetown, sur les relations irano-américaines dans les années 1980. Le document a été produit à la demande du département d'État par ce jeune chercheur du Centre d'études stratégiques et internationales qui a soutenu en 1978 un doctorat sur la perception américaine de la politique des grandes puissances au Moyen-Orient entre 1941 et 1947<sup>254</sup>. On relèvera avec intérêt parmi ses publications contemporaines un article sur les relations anglo-américaines en Arabie saoudite ainsi qu'un ouvrage sur l'expérience américaine en Iran devenu aujourd'hui un classique<sup>255</sup>. Les qualités de l'article rédigé pour le département d'État sont relevées par les diplomates britanniques. Si Alan Goulty regrette l'absence de références à Israël, David Coates apprécie une réflexion équilibrée, Patrick Wogan une lecture utile et David Miers des convictions perspicaces – il déplore en revanche les piètres talents littéraires de l'auteur<sup>256</sup>. Nicholas Barington en nuance quelques analyses. Selon le chargé d'affaires à Téhéran, il est excessif de penser que les Iraniens croient que les Américains ont abandonné le pays, certains restant convaincus que la révolution a été manigancée par Londres et Washington. Par ailleurs, si l'URSS a réussi à ne pas encore

<sup>251</sup> TNA, FCO 8/4013/128, Coates to Miers, Wogan, Visit of Mr Ralph Lindstrom, 15th September, 1981.

<sup>252</sup> TNA, FCO 8/4088/55, Goulty to Coates, Iran, 2nd September, 1981.

<sup>253</sup> TNA, FCO 8/4007, 142, Coates to Rundle, Iran internal, 23rd July, 1981. Dans une critique de l'ouvrage publié en 1989 par A. Taheri sur les relations entre Washington et Téhéran depuis 1945, l'historien Shaul Bakhash montre que l'auteur fait un usage irraisonné des archives de l'ambassade américaine, dont il produit non seulement des citations erronées mais aussi des interprétations fantaisistes : BAKHASH Shaul, « Iran Amok, review of Nest of Spies, by Amir Taheri », *The New Republic*, 15th May, 1989

<sup>254</sup> RUBIN Barry, *American perceptions of great power politics in the Middle East, 1941-1947*, these de doctorat, études moyen-orientales, Washington, Georgetown University, 1978.

<sup>255</sup> RUBIN Barry, "Anglo-American Relations in Saudi Arabia, 1941-45", *Journal of contemporary history*, 1979, vol.14, n°2, p.253-267 et *Paved with Good Intentions: The American Experience and Iran*, New York, Oxford University Press, 1980.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/4581/9, Goulty to Coates, Rundle, US/Iran, 11th May, 1982.

choisir entre Bagdad et Téhéran, les critiques se multiplient en Iran sur ses ventes d'armes à l'Irak. Le diplomate britannique ne confirme d'ailleurs pas la présence croissante de conseillers soviétiques dans le pays. À ceci près, N. Barrington salue la qualité d'une réflexion qui rend justice aux logiques de la politique américaine en Iran, comme permettait de s'y attendre la réputation de bon sens de son auteur. Il semble d'ailleurs suffisamment le connaître pour lui transmettre ses salutations<sup>257</sup>.

À la fin de l'année 1982, la lecture d'un nouveau rapport par l'auteur<sup>258</sup> suscite la même approbation des iraniens britanniques, qui se reconnaissent totalement dans ses conclusions et recommandations. Christopher Rundle convient du fait que la défense de l'influence occidentale en Iran permet aux États-Unis de garder un levier sur l'évolution des événements. Selon le diplomate, l'effort a déjà porté ses fruits : la volonté européenne de développer le commerce et de normaliser les relations aurait renforcé les éléments pragmatiques dans le gouvernement en prévenant le basculement vers le fanatisme ou le bloc de l'Est<sup>259</sup>. Pour N. Barrington, qui considère l'universitaire comme le commentateur le plus sensé des affaires iraniennes, les États-Unis gagneraient à être en Iran assez forts pour contrer la pression soviétique sans l'être trop pour éviter de causer des troubles. Il rejoint ainsi son analyse de la nécessité pour Washington de garder profil bas, de rester en attente d'opportunités, d'encourager l'action des alliés et de renforcer les partenaires arabes. Les déclarations de soutien à Téhéran face à la menace de Moscou ou de mise en garde contre toute ingérence iranienne dans le Golfe devraient venir au moment opportun en gardant à l'esprit la sensibilité de la population et du régime aux coups de semonce des puissances. L'ingérence américaine en Iran serait à défaut aussi inefficace que dommageable<sup>260</sup>. Telles sont d'ailleurs les conclusions auxquelles aboutit un séminaire ayant réuni des officiels et des universitaires sous l'égide du bureau de la planification du département d'État au mois de décembre<sup>261</sup>.

Parmi les autres autorités académiques sollicitées figure toujours Rouhollah Ramazani, professeur à l'université de Virginie, consulté pendant la révolution de part et d'autre de l'Atlantique<sup>262</sup>. En juillet 1982, ce dernier intervient à Londres lors d'un séminaire sur la politique étrangère islamique auquel assiste Derek Plumbly pour le département du Moyen-Orient du FCO<sup>263</sup>. Au département d'État, qui lui a déclaré envisager la refonte de l'idée de FDR pour la présenter comme dirigée contre les Iraniens, le doyen des études iraniennes américaines l'a fortement déconseillée, en déclarant qu'elle ne manquerait pas de provoquer Téhéran. Le directeur du bureau de la planification au FCO Christopher Mallaby décrit par ailleurs Albert Wohlstetter, professeur à Stanford, comme le principal théoricien stratégique et gourou politico-militaire aux États-Unis<sup>264</sup>. Cet ancien camarade de classe de Richard Perle fait ses études à Columbia avant d'enseigner sur les campus de Los Angeles et de Berkeley, puis à Chicago.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/4581, Barrington to Coates, Goulty, US/Iran, 29th June, 1982.

<sup>258</sup> TNA, FCO/8/5143, Rubin et. al., Iran's Future and U.S. Policy, Policy Planning Project Report Number 1, The Georgetown University, Center for Strategic and International Studies, 30th December, 1982.

<sup>259</sup> TNA, FCO/8/5143/6, Rundle to Goulty, US/Iran, 20th March 1983.

<sup>260</sup> TNA, FCO/8/5143/7, Barrington to Goulty, US/Iran, 14th April 1983.

<sup>261</sup> TNA, FCO/8/5143/3, Goulty to Wogan, Iran, 10th March, 1983.

<sup>262</sup> Cf. chapitre 4, p. 301-302.

<sup>263</sup> TNA, FCO 8/4720, Plumbly to Wogan, Coates, Iran/Iraq, 14th July, 1982.

<sup>264</sup> TNA, FCO 8/3796/30, Mallaby to Weston, Turkey's Role in Deterring the Russians in the Gulf, 5th October, 1981.

Chercheur sur les questions nucléaires à la Rand, il alerte dès 1958 sur *Le délicat équilibre de la terre*, posant les jalons intellectuels de la doctrine McNamara<sup>265</sup>. Il écrit pour la revue *Foreign Affairs* un article posant la question de l'influence des scientifiques sur les questions de défense nationale traditionnellement dominées par les politiques et les militaires<sup>266</sup>. Il conseille l'administration Kennedy pendant la crise de Cuba et soutient aux côtés de Dean Acheson l'initiative de l'administration Nixon sur le système de missiles antibalistiques<sup>267</sup>. Dans les années 1980, plusieurs de ses protégés sont en positions-clés dans l'orbite du Cabinet et lui-même conserve une forte influence sur le bureau ovale. En déplacement à Londres dans le cadre d'une session d'un séminaire qu'il anime, il est reçu par Anthony Acland, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO pour la défense et le renseignement, et Robert Wade-Gery, secrétaire adjoint au Cabinet pour la défense. Il y promeut sa proposition d'installer dans l'est de la Turquie une capacité d'attaque aérienne à même d'intercepter une offensive soviétique vers le Khouzestan pétrolière et autonomiste ou le nord du golfe Persique puis de l'Iran. C. Mallaby suggère d'en étudier précisément les enjeux avant de faire état des propositions du chercheur au département de la Défense. Au département du Moyen-Orient, D. Miers convient de leur intérêt mais rappelle l'exaspération croissante des partenaires du Golfe devant l'instrumentalisation de la menace soviétique que Washington se plaît à agiter pour justifier son regain d'intervention dans la région<sup>268</sup>.

Au Royaume-Uni, les analyses de Nancy Lambton continuent à être reçues avec attention par ses anciens élèves. Alan Collins la rencontre lors d'une réunion de la commission Moyen-Orient du Conseil britannique des Églises en juillet 1984 où lui-même s'exprime sur le conflit entre l'Iran et l'Irak<sup>269</sup>. Elle y donne sa ferme conviction que le régime restera au pouvoir au-delà de la mort de son fondateur, le seul élément qui permettrait de l'abolir étant pour elle une intervention armée depuis l'extérieur. La population iranienne ne trouverait pas la vie dans l'Iran des mollahs si difficile, malgré les allégations sur un ressentiment développé par les femmes. L'éventualité d'un retour au pouvoir des groupes d'opposition expatriés lui semble faible, à la hauteur de leurs soutiens dans le pays. Elle rejette de plus l'idée d'un règne de la terreur, la plupart des opposants ayant été exilés ou éliminés. Dans la plupart de ses aspects, conclut-elle, le régime au pouvoir n'est pas pire que ses prédécesseurs.

### 3. Le bénéfice inégal des séminaires

La sollicitation de l'expertise prend aussi la forme de l'organisation de séminaires à l'usage des iraniens ou des décideurs, qui participent d'un transfert transatlantique du savoir et distillent auprès du pouvoir la compétence accumulée par la recherche académique ou la vie professionnelle. Tel est le double objectif qui sous-tend l'organisation, en mai 1981, à Grosvenor Square, d'une rencontre sur le

<sup>265</sup> WOHLSTETTER Albert, *The Delicate Balance of Terror*, Santa Monica, Rand, 6th November, 1958.

<sup>266</sup> WOHLSTETTER Albert, "Scientists, Seers and Strategy", *Foreign Affairs*, 1963, vol. 41, n°3, p. 466-478.

<sup>267</sup> "Albert Wohlstetter Dies at 83; Sought to Curb Nuclear Threat", *The Washington Post*, 14th January, 1997.

<sup>268</sup> TNA, FCO 8/3796/31, Miers to Mallaby, Turkey's Role in Deterring the Russians in the Gulf, 8th October, 1981.

<sup>269</sup> TNA, FCO 8/5560/57, Collins to Hendrie, Visit of Professor Ann Lambton on Iranian politics, 20th July, 1984.

thème de l'avenir de la révolution islamique, à laquelle sont conviés David Miers et Stephen Lamport. L'ancien secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud Harold Saunders doit y lancer les discussions<sup>270</sup>. Les Britanniques saluent une session intéressante et utile, qui fait émerger des opinions stimulantes de la part d'experts parfois critiqués<sup>271</sup>. Parmi les participants figure Peter Avery, professeur d'études persanes à Cambridge, qui « prêche en longueur de manière inimitable ». Andrew Whitley, correspondant de la BBC en Iran pendant la révolution, « fait preuve d'une autosatisfaction pompeuse ». Les Américains présents tentent de justifier, d'une manière jugée inappropriée, les sanctions économiques imposées par Washington. Michael Burrell, professeur à la SOAS, où il a soutenu une thèse sur le règne du shah Mozaffaredine, montre l'importance à venir des forces armées, quel que soit le dénouement de la guerre. Iraj Bagherzadeh, ancien journaliste à *Time*, en rappelle d'ailleurs la loyauté aux figures autoritaires. Il revient aussi sur l'hostilité culturelle des Iraniens envers le pouvoir et la corruption du clergé : la pérennité de la révolution ne doit pas selon lui créer illusion dans un pays où la fidélité en politique est rare. Shahram Chubin analyse l'opposition, dans un « point de vue occidental sophistiqué ». Mais les commentaires les plus instructifs émanent de Terry Povey, correspondant du magazine londonien *Middle East*, expulsé d'Iran en septembre 1979. S. Lamport en apprécie la vision rafraîchissante, qui veille à penser en termes iraniens. Si certains de ses collègues au FCO ont pu douter de ses penchants politiques, sa compréhension de l'Iran et de sa population est incontestable. Il serait ainsi devenu ce qu'était pendant la révolution A. Whitley, que l'absence du terrain cantonne depuis à la théorie. T. Povey revient sur le pouvoir d'attraction de l'ayatollah, qui devrait prévenir contre tout rejet des mollahs en dépit de l'impression de bigoterie doctrinaire qu'ils inspirent en Occident. Il analyse les dynamiques internes au nouveau régime qui conduisent certains acteurs à travailler à acquérir une légitimité qui doit leur permettre à terme d'exercer le pouvoir en revenant aux idéaux de la révolution. Il montre que le parti Tudeh veille désormais à infiltrer le système pour finir par le contrôler sans avoir à le renverser. Tout en notant le risque de sombrer dans un intérêt fallacieux pour l'Iran, comme s'y prête la mode, et de ne pas analyser les événements avec le recul nécessaire, le diplomate britannique salue l'utilité d'une initiative éclairante, qu'il envisage déjà d'imiter au FCO.

L'idée d'un échange avec la communauté académique émerge en fait dès le mois de février dans l'esprit du ministre d'État Douglas Hurd. L'objectif est de réunir autour de lui des spécialistes de la région pour une conversation de quelques heures. Parmi les participants envisagés, on retrouve Tim Niblock, professeur de relations internationales et directeur adjoint du Centre pour les études du golfe Arabe à Exeter ; Richard Jones, du *Financial Times*, qui travaille à un livre sur la famille royale saoudienne ; Fred Halliday, internationaliste marxiste, spécialiste de l'Iran et de la guerre froide, connu du FCO depuis la période prérévolutionnaire ; Malcolm Yapp, professeur à la SOAS, auteur d'une thèse sur la politique britannique en Asie centrale au XIX<sup>e</sup> siècle ; Valerie Yorke, chercheuse à Chatham House, autrice d'un ouvrage sur le Golfe dans les années 1980, produit en lien avec le FCO ; Peter

---

<sup>270</sup> TNA, FCO 8/4006/62, Lamport to Miers, US embassy seminar on Iran, 29th April, 1981.

<sup>271</sup> TNA, FCO 8/4006/68, Lamport to Rundle, US embassy seminar on Iran, 19th May, 1981.

Mason, de la Banque britannique pour le Moyen-Orient ; Adeed Dawisha, ancien étudiant à la LSE, directeur-adjoint des études à Chatham House, spécialiste de l'Irak ; Abbas Kelidar, chercheur à la SOAS ; M. Burrell, professeur à la SOAS, entendu à Grosvenor Square ; Keith Kyle, journaliste à l'*Economist*, à l'*Observer* et au *Spectator*, chercheur à l'Institut politique John Kennedy de Harvard puis à Chatham House, auteur d'un ouvrage sur la crise de Suez ; Edward Mortimer, journaliste au *Times*, spécialiste des relations internationales ; John Townsend, auteur d'une histoire du sultanat d'Oman ; Tom McHale, économiste américain spécialiste de l'Asie du Sud, conseiller auprès du gouvernement saoudien dans les années 1970 ; Glen Balfour-Paul, ancien adjoint de Richard Luce dans le Golfe et ambassadeur en Irak ; James Buchan, correspondant en Iran pour le *Financial Times*<sup>272</sup>. Sont finalement présents T. Niblock, R. Johns, M. Yapp, M. Burrell et V. York, auxquels K. Passmore suggère d'ajouter Michael Field, qui rédige un livre sur les familles marchandes du Golfe, Barbara Smith, journaliste à l'*Economist*, et Ian Skeet, directeur à la Shell. Envisagent d'assister aux échanges le sous-secrétaire d'État adjoint John Graham, David Miers et John Moberly pour le département du Moyen-Orient, ainsi que Patrick Bannerman ou Noel Gukian pour le département de recherche<sup>273</sup>.

L'expérience est jugée assez concluante pour être reconduite à l'été 1982<sup>274</sup>. L'objectif est de conserver l'informalité des échanges mais de les approfondir autour de questions définies : les acteurs à la tête du pays, leurs soutiens et opposants ; les enjeux de la guerre dans le Golfe, les menaces constituées par Téhéran et par Moscou ; la question énergétique ; la force d'attraction, politique ou religieuse, de la révolution ; la place de l'armée dans le régime<sup>275</sup>. Sont conviés M. Burrell, M. Yapp, T. Povey, E. Mortimer, F. Halliday, P. Avery (décrit comme « anciennement bon sur l'Iran mais aujourd'hui un peu passé »), Tony Allaway, correspondant du *Times* à Téhéran pendant la révolution et Ronald Ferrier, historien de la BP<sup>276</sup>. L'ancien ambassadeur en Iran Denis Wright décline en raison d'un séjour en Turquie<sup>277</sup>. John Gurney, professeur d'histoire persane au St Antony's College d'Oxford, ne peut pas se libérer de l'étude d'un fonds d'archives datant de la première révolution iranienne<sup>278</sup>. Patrick Wogan, chargé de l'organisation du séminaire, évoque la présence, non-confirmée par les archives, des Américains, Fouad Ajami, directeur à Baltimore du programme d'études sur le Moyen-Orient, et John Esposito, ancien élève du St Antony's College et du MECAS, professeur associé d'études religieuses à Georgetown. Des représentants du département du Commerce et du Cabinet assistent aux débats aux côtés des iraniens du FCO. Ces derniers en viennent à la conclusion que les universitaires ne semblent pas avoir plus que les diplomates de claires idées de la manière de faire face au développement de l'islam politique. L'initiative du séminaire n'est finalement pas renouvelée<sup>279</sup>.

<sup>272</sup> TNA, FCO 8/3809/6, Palmer, Draft list of specialists on the Arabian Peninsula, 13th April, 1981.

<sup>273</sup> TNA, FCO 8/3809/5, Passmore to PS/Mr Hurd, Discussion with specialist on the Gulf, 5th May, 1981.

<sup>274</sup> TNA, FCO 8/4609, Bannerman to Laver, Seminar on Iran, 4th August, 1982.

<sup>275</sup> TNA, FCO 8/4609, Clare to Wogan, Seminar on Iran, 11th August, 1982.

<sup>276</sup> TNA, FCO 8/4609, Seminar on Iran, participants, September 1982.

<sup>277</sup> TNA, FCO 8/4609/8, Wright to Lamport, 6th September, 1982.

<sup>278</sup> TNA, FCO 8/4609/11, Gurney to Hurd, 25th September, 1982.

<sup>279</sup> WOGAN Patrick, correspondance électronique avec l'auteur, 9 avril 2020.



Elle conduit néanmoins P. Wogan à convenir avec P. Avery d'une participation au séminaire que ce dernier anime à Cambridge<sup>280</sup>. Le diplomate suggère d'y convier Christopher Rundle et Nicholas Barrington, sous réserve de leur présence au Royaume-Uni. Le séminaire permet à P. Wogan et David Coates, directeur du département du Moyen-Orient, de rencontrer Hassan Kanshad, ancien salarié de la NIOC devenu professeur de langue et de littérature persanes à Cambridge, William Fisher, professeur de géographie spécialiste du Moyen-Orient à Durham, Farhang Jahanpour, ancien étudiant à Hull, docteur de Cambridge et boursier Fulbright à Harvard, doyen de la faculté de langues à Ispahan puis directeur du suivi des programmes en persan à la BBC, Mohamed Tavalkol, doctorant en sociologie à Aberdeen, Vahe Petrossian, ancien correspondant de la BBC, chargé de l'Iran au *Middle East Economic Digest*<sup>281</sup>. Le séminaire aborde la politique intérieure et les perspectives de développement à l'aune de l'histoire des mouvements politiques iraniens au XX<sup>e</sup> siècle, les questions économiques et l'influence des puissances étrangères<sup>282</sup>. Malgré leur scepticisme initial quant à la présence d'un grand nombre d'Iraniens parmi les intervenants, les diplomates jugent l'expérience « rafraîchissante »<sup>283</sup>.

L'organisation de séminaires concerne également les cercles décisionnels. Au mois de septembre est prévue, dans la série des « séminaires de Chequers » instaurés par Margaret Thatcher, une session sur les questions stratégiques relatives à l'URSS, au contrôle des armes et au Moyen Orient. L'objectif est de nourrir la prise de décision du fruit de ces échanges sans perdre le bénéfice de leurs conclusions. John Coles, le secrétaire privé de la Première ministre pour les Affaires étrangères, appelle ainsi à la rédaction de rapports destinés à circuler dans les ministères. Dans le contexte tumultueux de la crise libanaise, le séminaire doit aborder le Moyen-Orient, par ordre de priorité, le rôle que pourraient avoir les Dix dans la résolution du conflit israélo-arabe, l'aide éventuelle à apporter aux Palestiniens, la politique à adopter dans le Golfe et la guerre entre l'Iran et l'Irak, la rentabilité économique et commerciale de tout engagement<sup>284</sup>. La liste des intervenants constitue un *Who's Who in British Soviet Studies* : Michael Kaser, professeur d'économie soviétique au St Anthony College d'Oxford ; Archie Brown, politiste, spécialiste des institutions soviétiques dans la même maison ; Alexander Nove, professeur d'économie à Glasgow ; Michael Bourdeaux, professeur d'études religieuses et communistes à Keston ; Alexander Pravda, politiste, spécialiste de la politique étrangère soviétique à Reading ; Christopher Donnelly, directeur du Centre de recherches et d'études soviétiques à Sandhurst<sup>285</sup>. Quant à celle des auditeurs, elle rassemble les noms des principaux membres du Cabinet concernés par les questions au programme des échanges. Dans les conclusions du séminaire éclate le jeu d'équilibrisme pratiqué par les Britanniques, tant dans leurs relations aux alliés que dans leur politique dans le Golfe :

« Il est plus important de se concentrer sur les réalités de la situation que de pen-

<sup>280</sup> TNA, FCO 8/4609/21, Wogan to Avery, 24th November, 1982.

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/5156/6, Avery to Wogan, 14th February, 1983.

<sup>282</sup> TNA, FCO 8/5156, Cambridge Middle East Center Seminar on the present and future of Iran, held in King's College, Cambridge, on 10th March, 1983 in the Saltmarsh Rooms, 16th March, 1983.

<sup>283</sup> TNA, FCO 8/5156/3, Wogan to Avery, 24th March, 1983.

<sup>284</sup> MTF, 111066, Holmes to Neville-Jones, Cheques Strategy Meeting, 7th September, 1983.

<sup>285</sup> TNA, PREM 19/1155, Coles to Flesher, Chequers: meeting with academic experts on 8 September, 28th July, 1983.

ser simplement à l'amélioration de notre position. De la même manière, même si nous pouvons utilement chercher à faire porter notre influence sur les autres, notamment les États-Unis, cela ne saurait être efficace que si nous parvenons à une claire vision des problèmes fondamentaux et des possibilités de parvenir à des progrès dans leur résolution. [...]

« Il a été noté que nos consultations avec le gouvernement des États-Unis sur le Moyen-Orient ont pris une forme routinière et qu'elles nécessitent d'avoir lieu à un plus haut niveau. Il importe de prolonger cette réflexion en lien avec la prochaine visite de la Première ministre à Washington. [...]

« Sur la question de la guerre entre l'Iran et l'Irak, nous ne devrions pas prendre de mesure vis-à-vis de l'Irak qui pourraient inhiber le développement de meilleures relations avec l'Iran à long terme, dans la mesure où l'Iran est stratégiquement important. Mais nous devrions, bien sûr, éviter d'indiquer publiquement une préférence pour l'Iran en raison de ses implications pour nos intérêts dans le monde arabe. »<sup>286</sup>

## B. Les effets d'une effervescence intellectuelle

### 1. La participation aux colloques transnationaux

La fréquentation par les iraniens de forums traitant du devenir de la révolution permet de donner une forme indirecte d'influence à cette réflexion menée dans un cadre transnational et triangulaire.

Les échanges en question s'émancipent en particulier sous l'égide des cercles de réflexion transatlantiques qui proposent des colloques abordant les transformations postrévolutionnaires de l'Iran et du Golfe. Au mois de juin 1981, Chatham House organise un colloque sur l'islam dans le processus politique, sous la direction d'Adeed Dawisha. Des présentations successives posent les enjeux de la question dans un cadre national pour l'Arabie saoudite, l'Iran, le Pakistan, l'Algérie, le Soudan, l'Égypte, l'Irak et la Syrie, le Sénégal, l'Indonésie et la Turquie. Il réunit les principaux spécialistes de chaque pays, les questions iraniennes étant abordées par Hamid Enayat, du St Antony's College d'Oxford. La recherche américaine est représentée par Fouad Ajami, alors directeur pour le Moyen-Orient à l'École d'études internationales avancées de Johns Hopkins, et Michael Hudson, professeur de relations internationales à Georgetown et directeur du Centre d'études arabes contemporaines<sup>287</sup>. La liste des participants permet de compléter dans la société civile la liste des iraniens qui, faute de pouvoir toujours influencer la politique menée, n'en restent pas moins des spectateurs attentifs parce que concernés. En plus des diplomates des départements concernés (Alan Goodison, vétéran de la crise chypriote, Patrick Wogan, Derek Plumbly) et du département de recherche (Patrick Bannerman), des enseignants à la SOAS (Abbas Kelidar, Malcolm Yapp), de la LSE (Michael Leifer) et du St Antony's College (Roger Owen), on remarque Ann Mosley Leach, officier des programmes à la branche cairote de la Fondation Ford, les journalistes Peter Mansfield et Andrew Whitley, ainsi que des représentants des compagnies BP, Barclays et Shell. À la fin du colloque, P. Bannerman relève la grande qualité des interventions et l'intérêt de l'initiative, ne serait-ce que pour l'opportunité qu'elle aura fourni de rencontrer des univer-

<sup>286</sup> TNA, PREM 19/1033, Coles to Fall, Policy on the Middle East, 12th September, 1983.

<sup>287</sup> CHA, RIIA 10/81a, Conference on Islam in the Political Process, 24th-26th June 1981, Programme

sitaires dont il a pu lire les travaux avec intérêt, citant notamment l'iranologue H. Enayat<sup>288</sup>.

Les organisateurs renouvellent l'expérience en 1982 sur le thème islam et politique étrangère. La liste des intervenants témoigne d'un effort d'élargissement du corpus de spécialistes. Les questions iraniennes sont traitées par Ruhollah Ramazani, professeur à l'université de Virginie, vétéran depuis la révolution de la réflexion transatlantique. On note parmi les autres intervenants la présence de Shirin Tahir-Kheli, chercheuse à l'université Temple de Philadelphie et membre du bureau de la planification politique du département d'État, de William Zartman, professeur de relations internationales à l'École d'études internationales avancées de Johns Hopkins. Si l'assistance y est plus restreinte, P. Wogan et P. Bannerman ne manquent pas de venir s'imprégner des échanges pour nourrir leur réflexion<sup>289</sup>.

À Washington, le Centre Woodrow Wilson, en lien avec l'Institut du Moyen-Orient, organise en mai 1982 un colloque sur la révolution iranienne et la République islamique<sup>290</sup>. L'initiative est portée par Nikki Keddie et Eric Hooglung. La première, qui a soutenu à Berkeley une thèse sur l'impact de l'Occident sur l'histoire sociale iranienne contemporaine, enseigne l'histoire de l'Iran à Los Angeles. Elle a commis plusieurs ouvrages remarquables sur la politique, la société et la religion iraniennes. Le second, vétéran du Corps de la paix en Iran, a sillonné le pays dans le cadre de ses recherches doctorales sur la terre et la révolution dans les campagnes iraniennes, qui l'ont conduit à travailler avec Hamid Enayat. Il enseigne la science politique en Ohio. Les intervenants constituent un panel des meilleurs représentants des études iraniennes aux États-Unis : les historiens Ervand Abrahamian (spécialiste des révolutions), Muriel Atkin (relations irano-soviétiques), Shaul Bakhash (réformes), Mangol Bayat (pensée socioreligieuse), Gene Garthwaite (Bakhtiari) et Leonard Helfgott (minorités) ; les politistes Richard Cottam (nationalisme) et Adele Ferdows (extrémisme et femmes) ; les internationalistes Shahrough Akhavi (religion et politique) et Barry Rubin (Moyen-Orient) ; l'arabiste William Millward (changement social) ; la sociologue Azar Tabari (femmes) ; l'anthropologue Reinhold Loeffler (paysannerie). Les vétérans de la politique iranienne sont également représentés : William Miller, diplomate dans le pays dans les années 1960, actif pendant la révolution, présente un panorama des relations américano-iraniennes dont Gary Sick, ancien du CSN, donne la perception depuis la Maison-Blanche. La présence du programme du colloque dans les dossiers de Warren Christopher aux Archives nationales américaines permet de penser que l'ancien secrétaire d'État adjoint, responsable de la gestion de la crise des otages, a assisté aux présentations et contribué aux échanges.

En 1984, l'Institut de recherche du Moyen-Orient organise sous l'égide de l'Université nationale de défense, financée par le Pentagone, une série de conférences sur les acteurs et les enjeux de sécurité du golfe Persique, dans un contexte d'enlisement du conflit entre l'Iran et l'Irak. Les interventions mobilisent une majorité de vétérans de l'*Establishment* américain de politique étrangère : Craig Baxter, pro-

<sup>288</sup> TNA, FCO 8/3872/6, Bannerman to Graham, Chatham House conference on Islam in the Political process: 24-26 June, 14th July, 1981.

<sup>289</sup> CHA, RIIA 10/8a, Conference on Islam in Foreign Policy, 13th-15th June 1982, Programme

<sup>290</sup> NARA, RG 59, Records of Deputy Secretary Warren Christopher, 1977-1980, The Iranian Revolution and the Islamic Republic, Proceedings of a Conference, 21st-22nd May, 1982.

fesseur d'histoire et de science politique, est un spécialiste de l'Asie centrale et de l'Afrique, qu'il a sillonnées comme diplomate ; John Devlin, consultant sur les questions moyen-orientales, est un ancien analyste de la CIA ; Shireen Hunter, directrice adjointe pour le Moyen-Orient au Centre d'études internationales et stratégiques de Georgetown, est une ancienne membre du ministère iranien des Affaires étrangères ; Philip Stoodard, directeur de l'Institut du Moyen-Orient, est un ancien du bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, où Harold Saunders et Michael Sterner, également au programme, étaient en charge du Proche-Orient et de l'Asie du Sud<sup>291</sup>.

La même année, la commission des Affaires étrangères du Council on Foreign Relations consacre sa 46<sup>e</sup> conférence annuelle aux défis auxquels l'Europe et les États-Unis font face au Moyen-Orient, dans le contexte de la crise au Liban. Sur le thème « fragmentation et politique étrangère », l'idée est de dépasser les oppositions entre Est et Ouest, Israël et Arabes, producteurs et consommateurs de pétrole. Les discussions entendent aborder la nature des conflits, leurs évolutions récentes, leur influence sur les intérêts occidentaux et les degrés de stabilité et de prédictibilité des questions régionales<sup>292</sup>. Le panel des intervenants rassemble Dean Brown, président de l'Institut du Moyen-Orient, ancien ambassadeur en Jordanie, Shlomo Avineri, chercheur au Centre Woodrow Wilson, ancien directeur au ministère israélien des Affaires étrangères, Adeed Dawisha, détaché de Chatham House, professeur invité à Johns Hopkins, Charles Issawi, professeur d'études proche-orientales à Princeton, ancien chargé du Moyen-Orient au bureau des affaires économiques de l'ONU, et Youssef Ibrahim, ancien correspondant du *New York Times* à Téhéran et à Londres, spécialiste des questions énergétiques au *Wall Street Journal*. L'ancien diplomate Rolland Bushner, directeur de la commission des Affaires étrangères du Conseil, invite John Leahy, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO, à se joindre aux discussions de l'après-midi aux côtés de son ancien homologue H. Saunders et de l'ancien ambassadeur en Iran William Sullivan. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, doit présenter les défis de la politique étrangère américaine face aux conflits du Moyen-Orient<sup>293</sup>.

## 2. La fréquentation des cercles de réflexion

L'assistance aux séminaires organisés par les cercles de réflexion permet aux iraniens de prolonger leur analyse des relations iraniennes. Les acteurs et les thèmes qu'ils mettent en avant témoignent aussi de l'évolution du regard américain et britannique des événements. À Chatham House, une attention particulière est portée aux forces à l'œuvre au sein du nouveau régime, qu'elles soient politiques<sup>294</sup> ou

<sup>291</sup> NAFF Thomas (dir.), *Gulf Security and the Iran-Iraq War*, Washington, The National Defense University Press and the Middle East Research Institute, 1985, p. xv.

<sup>292</sup> TNA, FCO 8/5385, Bushner, Council on Foreign Relations, Invitation to Forty-six Annual Conference of the Committees, at the Harold Pratt House, 58 East 68th Street, New York City, 20th April, 1984.

<sup>293</sup> TNA, FCO 8/5385, Bushner to Leahy, 30th April, 1984.

<sup>294</sup> CAC, RIIA/8/4190, *The Play of Forces in Contemporary Iran*, Chatham House, London, 15th April, 1981 et RIIA/8/4386, *Iran: The Political Situation*, Chatham House, London, 30th June, 1983.

religieuses<sup>295</sup>, par des acteurs dont les archives du *think tanks* ont d'ailleurs préservé l'anonymat. Dans une perspective transnationale, Jerrold Green analyse la politique étrangère américaine et la stabilité du Moyen-Orient<sup>296</sup> et Shlomo Argov présente une vision israélienne des réalités régionales<sup>297</sup>. Le premier a mené des recherches doctorales en Iran pendant la révolution sous l'égide de l'Institut iranien de développement et de communications, avant de devenir professeur de science politique au Centre d'études proche-orientales et nord-africaines de l'université de Michigan<sup>298</sup>. Le second, ancien élève à la LSE, est ambassadeur israélien au Royaume-Uni. La tentative d'assassinat qu'il y subit quelques mois après son intervention à Chatham House conduit à l'invasion du Liban par Tsahal<sup>299</sup>.

Au Council on Foreign Relations, le traumatisme de la débâcle est encore palpable. Victor Tomseth et Moorhead Kennedy, diplomates à Téhéran, pris en otages en novembre 1979, reviennent sur la faille de la politique américaine en Iran<sup>300</sup>. Raji Samghabadi propose d'un point de vue iranien quelques perspectives sur la révolution<sup>301</sup>. Ce journaliste né à Téhéran couvre plusieurs séjours du shah à l'étranger puis dirige le quotidien anglophone *Kayan international* pendant la révolution et correspond pour le magazine *Time* pendant la prise d'otages. Il s'exile en décembre 1980 aux États-Unis. Le journaliste belge Claude Van Engeland, correspondant en Iran de la RTBF et du *Christian Science Monitor* est aussi reçu par le Conseil au mois de décembre 1981<sup>302</sup>. Au-delà, c'est une réflexion sur l'avenir de la politique des États-Unis dans le Golfe qui guide le programme des discussions. En mai 1983, l'opposant Chapour Bakhtiar se rend à New York pour présenter sa vision des relations futures entre l'Iran et l'Occident<sup>303</sup>. Alors que s'affirme la « préférence irakienne » de l'administration Reagan dans le conflit entre Bagdad et Téhéran, un déjeuner est donné en mars 1984 en l'honneur d'Ismat Kittani, sous-secrétaire irakien aux Affaires étrangères, qui avait étudié la science politique et l'anglais au Knox College, une université privée située dans l'Illinois. Les échanges, sur le thème « le Moyen-Orient et la guerre du Golfe », sont animés par Jim Hoagland, rédacteur en chef adjoint au *Washington Post*<sup>304</sup>. Six mois plus tard, c'est Tariq Aziz, Premier ministre adjoint et ministre irakien des Affaires étrangères qui vient présenter devant le Conseil sa vision du conflit entre Bagdad et Téhéran et de la sécurité du Golfe<sup>305</sup>. Il est accompagné à cette occasion par Riyadh Al-Qaysi, représentant permanent

<sup>295</sup> CAC, RIIA/8/4239, Sivan, The Resurgence of Islam, Chatham House, London, 24th November, 1981 et RIIA/8/4482, Iran, Five Years after the Revolution, Chatham House, London, 19th September, 1984.

<sup>296</sup> CAC, RIIA/8/4261, Green, American Foreign Policy and Regional Stability in the Middle East, Chatham House, London, 23rd February, 1982.

<sup>297</sup> CAC, RIIA/8/4276, Argov, Middle East Realities: An Israeli View, Chatham House, London, 22nd April, 1982

<sup>298</sup> Jerrold D. Green [En ligne], USC Center on Public Diplomacy [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [https://uscpublicdiplomacy.org/users/jerrold\\_green](https://uscpublicdiplomacy.org/users/jerrold_green)

<sup>299</sup> JOFFE Lawrence, "Shlomo Argov", *The Guardian*, 25th, February, 2003.

<sup>300</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 490, Folder 5, Iran: Did We Fail?, 17th February, 1981.

<sup>301</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 491, Folder 13, Iran: Some Perspectives on the Revolution, 15th January, 1981.

<sup>302</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 108, Folder 16, The Iranian Revolution And Where It Is Going, 16th December, 1981.

<sup>303</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 495, Folder 25, Iran's Future and the West, 3rd May, 1983.

<sup>304</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 500, Folder 36, The Middle East and the Gulf War, 20th March 1984.

<sup>305</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 503, Folder 9, The Iran-Iraq Conflict and the Security of the Gulf, 3rd October, 1984.

irakien auprès de l'ONU, Nizar Hamdoon, ministre à la section des intérêts irakiens aux États-Unis, qui devient ambassadeur lors de la normalisation entre Bagdad et Washington.

Les directoires de la pensée transatlantique constituent également des forums d'interactions potentielles entre les décideurs, les iraniens et les différentes communautés d'influence, qu'elles relèvent de l'académie ou du corporatisme. Au mois de janvier 1981, Elma Dangerfield, directrice honoraire du Groupe euro-atlantique, écrit à Stephen Lamport, secrétaire privé du ministre d'État Douglas Hurd<sup>306</sup>. Elle indique disposer de nombreuses informations intéressantes sur l'Iran qu'il pourrait trouver utiles. Son organisation porte en effet une attention particulière au Moyen-Orient, comme le montre le programme des intervenants à venir : le prince héritier Hassan de Jordanie et le prince Saoud al-Fayçal d'Arabie saoudite. Le Groupe euro-atlantique apparaît comme un forum élitaire transatlantique par excellence. Fondé en 1954 par le vice-président du conseil de l'Europe, Walter Layton, il réunit députés, journalistes, industriels, économistes et banquiers pour fonder un dialogue destiné à resserrer les relations entre les deux rives de l'Atlantique. Parmi ses membres figurent Eldon Griffiths, ancien directeur du groupe parlementaire anglo-iranien, proche de l'ambassadeur Parviz Raji, Glencairn Balfour Paul, ancien adjoint de Richard Luce dans le golfe Persique, ainsi que Robert Sigman, directeur de la Société des Pèlerins. Peter Carrington doit par ailleurs y intervenir au printemps. Les archives ne suggèrent pas que le FCO ait donné suite à l'invitation, ni l'ait pour autant déclinée.

Bastion de l'*Establishment* transatlantique, la fondation Ditchley poursuit sa réflexion sur les transformations du Moyen-Orient. Dans un contexte d'enlisement du conflit entre l'Iran et l'Irak, elle organise une conférence sur la résurgence de l'islam en avril 1981, puis sur la sécurité et la stabilité dans le golfe Persique et le sud-ouest de l'Asie en décembre 1983<sup>307</sup>. Outre une circulation transatlantique des acteurs et des idées, ce forum participe des interactions sous-tendant la conception de la politique. Au mois de mars 1982, le ministre d'État D. Hurd prévoit ainsi de rencontrer Olaf Palme, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, agissant comme médiateur dans la guerre entre l'Iran et l'Irak, pour échanger avec lui sur le conflit et les perspectives de succès des initiatives diplomatiques<sup>308</sup>. Les Britanniques notent cependant que l'usage de ce type de forum pourrait être approfondi pour développer les interactions transatlantiques. Dans les éléments de langage rédigés en amont d'une visite du secrétaire d'État adjoint américain, Kenneth Dam est mentionné un récent déclin du statut des représentants américains aux dernières conférences de Ditchley Park, en regard de leurs homologues européens. Le FCO suggère donc à la Première ministre d'insister sur le souhait de voir élargis les contacts et les consultations de haut-niveau aux conférences de Ditchley Park, dont est rappelée l'identité américano-britannique, ou de Wilton Park, où doit venir s'exprimer le secrétaire d'État adjoint au mois de mars 1984. Le thème de la conférence résonne avec cette impression de désaffection, dans un contexte déjà évoqué de tempêtes transatlantiques : « Les États-Unis et l'Europe : partenaires ou rivaux ? »

<sup>306</sup> TNA, FCO 8/4088/5, Dangerfield to Lamport, 9th January, 1981.

<sup>307</sup> Past Programme [En ligne] The Ditchley Foundation [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.ditchley.co.uk/conferences/past-programme>, cons. 12.11.2017

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/4723/51, Lamport to MED, Iran/Iraq war: Olaf Palme, 12th March, 1982.

### 3. La contribution aux groupes d'étude du Council on Foreign Relations

Le traumatisme de la prise d'otages reste palpable aux États-Unis. Il cristallise l'intérêt des cercles de réflexion, qui donnent la parole aux vétérans des événements pour mesurer leurs conséquences sur l'avenir de la relation à l'Iran. Dès 1982, Arnold Raphel produit pour le séminaire sur les affaires nationales et internationales de l'Institut du service étranger, responsable de la formation des diplomates américains, une étude de la couverture médiatique des négociations. Il s'agit de tirer des leçons sur le gouffre séparant leur réalité de ce qui émerge dans les médias et sur les relations entre l'administration et les médias<sup>309</sup>. L'étude émane de l'un des iraniens les plus chevronnés du département d'État : persanophone, il sert comme vice-consul à Ispahan et officier politique à Téhéran entre 1967 et 1970, puis rejoint le bureau du secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud avant d'être affecté au Pakistan. Assistant spécial de Cyrus Vance et Edmund Muskie pendant la crise des otages, il devient l'adjoint de George Shultz pour les affaires politiques et militaires. La profondeur de son expérience fait d'A. Raphel l'un des meilleurs spécialistes des affaires iraniennes aux États-Unis. Son implication dans la formation des diplomates témoigne des efforts faits à Washington pour valoriser son itinéraire dans un contexte déjà analysé de raréfaction de l'expertise sur les questions iraniennes.

A. Raphel fait d'ailleurs parti des intervenants au groupe d'étude mis en place par l'Association du barreau de la ville de New York et le Council on Foreign Relations pour revenir sur le traitement de la crise des otages par l'administration Carter. L'objectif affiché est de produire un ouvrage reprenant des réflexions qui détailleraient, de manière thématique, la genèse de la prise de décision, afin de tirer des conclusions sur la raison des choix ayant été faits et sur les résultats que des approches alternatives auraient pu produire. La question iranienne est aussi invoquée pour réfléchir aux mesures qui pourraient être prises, dans un cadre législatif ou exécutif, ainsi qu'à l'échelle internationale, pour faciliter l'action politique dans des circonstances similaires, sinon pour éviter d'y être confronté à l'avenir<sup>310</sup>.

La liste définitive des participants au groupe d'étude fait une part importante aux vétérans des événements, décideurs, diplomates ou acteurs secondaires de la résolution de la crise. On y retrouve les anciens de l'administration Carter : le Directeur du renseignement Stansfield Turner ; les secrétaires d'État Cyrus Vance et Edmund Muskie, leur adjoint Warren Christopher, et Harold Saunders, chargé du Proche-Orient et de l'Asie du Sud ; le secrétaire adjoint au Trésor Robert Carswell et son collègue Richard Davies, qui contribue à la rédaction de l'accord de libération ; le conseiller juridique de la Maison-Blanche Lloyd Cutler ; Gary Sick, chargé de l'Iran au CSN ; le diplomate Robert Owen, membre de l'équipe de négociations, et le juriste John Hoffman, qui participe pour le cabinet Sherman et Sterling à réduire pour la Citibank de New York les effets de la rupture du commerce avec l'Iran. Jody Powell, porte-parole de la Maison-Blanche pendant les événements, rejoint le panel en septembre

<sup>309</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 242, Folder 3, Media Coverage of the Hostage Negotiations – From Fact to Fiction, A Case Study by Arnold Raphel.

<sup>310</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 2, Kreisberg to Christopher, 2nd February, 1982.

1982<sup>311</sup>. L'amiral James Holloway, qui dirige en 1980 la commission d'enquête sur l'opération *Eagle Claw*, présente en janvier 1983 les problèmes relatifs à la planification des opérations militaires<sup>312</sup>. Sont également présents d'anciens otages comme Moorhead Kennedy et Bruce Laingen.

Le groupe est dirigé par Abraham Ribicoff, ancien sénateur démocrate, proche du dernier ambassadeur iranien aux États-Unis, Ardeshir Zahedi. Il est suppléé par John Temple Swing, président du *think tank*, proche de l'ancien ambassadeur américain au Royaume-Uni, Elliot Richardson, et par le juriste Donald Rivkin, ancien boursier Rhodes au Merton College d'Oxford. L'administration Reagan est représentée par Stephen Grummon, analyste régional au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, et Kenneth Adelman, adjoint de Jeane Kirkpatrick à New York. Invités, Francis West, Nicholas Veliotis, Geoffrey Kemp et Michael Ledeen n'ont pas donné suite. De l'Académie, on retrouve Gaddis Smith, professeur d'histoire à Yale, Gerhard Casper, doyen de l'École de droit de Chicago, Louis Henkin et Oscar Schachter, professeurs de droit international à Columbia, et William Zartman, professeur de relations internationales à l'École d'études internationales avancées de Johns Hopkins, par ailleurs entendu à Chatham House<sup>313</sup>. Shaul Bakhash, ancien étudiant à Harvard, docteur d'Oxford, chercheur à Téhéran et professeur à Princeton, rejoint le groupe d'étude en novembre 1982<sup>314</sup>. Farhad Kazemi, professeur d'étude comparée du Moyen-Orient à New-York, est invité lors de l'intervention de S. Bakhash en décembre 1982<sup>315</sup>. Ses présentations sont saluées par le groupe<sup>316</sup>.

En 1983 est mis en place un groupe d'étude consacré à la stabilité dans le golfe Persique. Son président, Theodore Eliot, a consacré plus de dix ans de sa carrière aux affaires iraniennes, d'abord comme chargé des affaires financières à Téhéran (1962-1966), puis comme directeur du bureau dédié au département d'État (1966-1973). En janvier 1979 lui est confiée la mission de prendre contact avec l'ayatollah Khomeini à Paris, finalement annulée. Le groupe d'étude est dirigé par Elaine Sciolino, correspondante à Paris de *Newsweek* pendant la révolution, qui vole à bord du Boeing 747 ramenant en Iran le héraut de la révolution. Les organisateurs prennent acte dans leur courrier de présentation du fait que les sources d'inquiétude des États du golfe Persique dépassent le seul conflit au Proche-Orient. L'enracinement de la République islamique en Iran constitue un facteur d'instabilité qui promet d'être durable. La guerre entre Bagdad et Téhéran force les pays de la région à repenser leur politique étrangère en fournissant à l'Irak une aide économique conséquente, à l'heure où le prix du pétrole décroît et où les conflits au sein de l'OPEP se multiplient<sup>317</sup>. La première séance, animée par le général Paul Kelley, premier commandant de la Force de déploiement rapide conjointe, évoque les scénarios à

<sup>311</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 1, Swing to Members, Study Group on the Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future, 20th September, 1982.

<sup>312</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 1, Swing to Members, Study Group on the Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future, 27th December, 1982.

<sup>313</sup> PUL, MC 104, Subseries 3B, Box 242, Folder 1, Members, 1982-83, 15th September, 1982.

<sup>314</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 1, Swing to Bakhash, 5th November, 1982.

<sup>315</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 1, Swing to Members, Study Group on the Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future, 3rd December, 1982.

<sup>316</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 241, Folder 1, Swing to Kazemi, 23rd December, 1982.

<sup>317</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 246, Folder 4, Eliot, Study Group on Stability in the Gulf, 3rd February, 1983.



même de permettre aux États-Unis et à leurs alliés de protéger leurs intérêts dans la région. Lors des séances suivantes interviennent Mana Saeed Al Otaiba, ministre émirati du Pétrole et des Ressources minérales, Abdullah Ali Reza, directeur-général de Xenel, une compagnie saoudienne de service aux entreprises, et Yousuf Al Shirawi, ministre bahreïni du Développement et de l'Industrie<sup>318</sup>.

L'analyse de la composition du groupe d'étude montre la persistance de l'influence des vétérans de l'administration Carter ainsi que l'implication des cadres spécialisés de l'administration Reagan. Parmi les premiers, on retrouve William Sullivan, ambassadeur en Iran, Michael Sterner, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, Robert Hunter et William Quandt, aux bureaux ouest-européen puis moyen-oriental du CSN, l'historien Bernard Lewis, conseiller de Zbigniew Brzezinski, qui développe l'idée d'« arc de crise », David McGiffert, secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale, Theodore Moran, analyste sur les questions économiques au bureau du renseignement et de la recherche du département d'État, qui promeut une rupture de la politique de soutien au shah, Philip Stoddard, analyste pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au même bureau pendant la révolution, puis secrétaire d'État adjoint pour l'analyse jusqu'en 1983. Parmi les autres membres de l'administration Reagan, on relève les noms de James Placke, secrétaire d'État adjoint ou le Proche-Orient, Ralph Lindstrom, directeur du bureau iranien au département d'État, Daniel Pipes, docteur en histoire médiévale islamique de Harvard et membre du bureau de planification politique, Bradley Gordon, analyste pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud à la CIA<sup>319</sup>. La non-représentation des nouveaux acteurs aux affaires en Iran dans ces forums de réflexion témoigne du poids du traumatisme de la débâcle auprès d'un *Establishment* américain de politique étrangère acquis par défaut au choix d'une préférence arabe dans les équilibres régionaux. L'inégale recomposition des groupes d'influence gravitant à Londres et à Washington autour du pouvoir en témoigne.

### C. Les jeux transatlantiques d'entrismes concurrents

#### 1. Le travail de résilience des impériaux

L'audience que reçoivent les groupes d'opposition ou d'adhésion à la République islamique témoigne des nouvelles perspectives de la relation à l'Iran envisagées à Londres et à Washington.

Les agents traditionnels du pahlavisme en Occident poursuivent leur travail d'influence transatlantique sans que celui-ci soit forcément sous-tendu par un engagement sur les questions iraniennes. C'est en particulier le cas de David Rockefeller et de Henry Kissinger, dont la présence persistante aux portes du pouvoir n'a plus l'objectif de promotion des intérêts de la famille impériale. Tous deux sont invités au dîner donné en l'honneur de Margaret Thatcher lors de son séjour à Washington le 26 fé-

<sup>318</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 246, Folder 4, Study Group on Stability in the Gulf, First Meeting, 8th March, 1983; Second Meeting, 11th April, 1983; Third Meeting, 11th May, 1983; Fourth Meeting, 2nd June, 1983.

<sup>319</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 246, Folder 4, Study Group on Stability in the Gulf, Members, 23rd March, 1983.

vrier 1981<sup>320</sup>. Le surlendemain, le banquier d'affaires organise à Pocantico Hills un déjeuner en l'honneur de la Première ministre, qui le reçoit elle-même à Downing Street en mai 1982<sup>321</sup>. De la même manière, selon l'agenda présidentiel, D. Rockefeller ne rencontre le président des États-Unis à titre personnel qu'à quatre reprises pendant son premier mandat, dont une aux côtés des directeurs régionaux de la Commission trilatérale<sup>322</sup>. Il est invité à déjeuner par François de Laboulaye à l'ambassade de France en janvier 1981, avec Donald Rumsfeld et Alexander Haig. Le mois suivant, il est reçu par le secrétaire d'État, avec lequel il aborde les questions jamaïcaines<sup>323</sup>.

Henry Kissinger et Ronald Reagan sont en contacts ponctuels mais réguliers – entretiens téléphoniques, réunions ou déjeuners de travail –, à raison de 4 à 5 fois par an dans la première moitié des années 1980<sup>324</sup>. Le 2 février 1981, l'ancien secrétaire d'État fait profiter le nouveau président de la primeur de son récent séjour au Moyen-Orient. Alors qu'il ne manque pas de lui envoyer un exemplaire du dernier volume de ses mémoires, H. Kissinger est reçu par M. Thatcher à Downing Street en mai 1982, dans le contexte de la crise des Malouines, puis en novembre 1982, décembre 1983 et juin 1984, dans le contexte des négociations avec la Chine sur le futur de Hong Kong<sup>325</sup>. Lors de son passage à Londres, l'ancien secrétaire d'État présente devant Chatham House ses réflexions sur le partenariat américano-britannique en politique étrangère, à l'occasion des célébrations du bicentenaire du FCO<sup>326</sup>. Il en analyse les philosophies de part et d'autre de l'Atlantique, ainsi que la nature de la « relation spéciale » et ses limites. Il revient sur la crise de Suez, n'écartant pas les responsabilités britanniques, mais posant la question de la pertinence de la réaction des États-Unis qu'il note avoir humilié l'un des plus proches alliés de Washington. Il rend enfin hommage à la contribution britannique à l'Alliance, à laquelle Londres apporte le bénéfice de son expérience des affaires du monde.

Parmi les autres vétérans du pahlavisme en Amérique figure l'ancien directeur de la CIA et ambassadeur en Iran Richard Helms. C'est un proche du couple présidentiel<sup>327</sup>, qu'il invite à trois reprises à dîner<sup>328</sup>. Il reste à la fin de sa carrière un spectateur engagé des questions iraniennes, n'hésitant pas à déclarer à la presse que Jimmy Carter aurait dû laisser les otages de Téhéran faire face à leur destin en

<sup>320</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Bremer to Allen, Official Visit of UK Prime Minister Thatcher: Proposed Dinner Guest List, 3rd February, 1981.

<sup>321</sup> CAC, THCR 6/1/2/3, Thatcher Engagement Diary, 28th February, 1981 et THCR 6/1/2/4, *id.*, 12th May, 1982.

<sup>322</sup> Les 14 janvier 1982, 30 mai et 4 novembre 1983 et 1<sup>er</sup> avril 1984 : Reagan's Daily Diary [En ligne], RRL [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.reaganlibrary.gov/archives/reagans-daily-diary>

<sup>323</sup> RRL, Executive Secretariat NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 24th January, 1981 et 16th February, 1981.

<sup>324</sup> Les 2 février, 29 mars, 10 juin, 5 octobre, 7 novembre 1981 ; 18 janvier, 9 février, 23 mars 13 avril 1982 ; 7 janvier, 24 mai, 17 juillet, 27 septembre 1983 ; 26 janvier, 18 mars, 25 septembre, 18 octobre, 24 décembre 1984 : Reagan's Daily Diary [En ligne], RRL [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.reaganlibrary.gov/archives/reagans-daily-diary>

<sup>325</sup> CAC, THCR 3/2/91/91, Thatcher to Kissinger, 11 May, 1982; THCR 6/1/2/4, Thatcher Engagement Diary, 10th May, 1982 et 12th November, 1982; THCR 6/1/2/5, Thatcher Engagement Diary, 21st December, 1983; THCR 6/1/2/6, Thatcher Engagement Diary, 14th June, 1984.

<sup>326</sup> TNA, PREM 19/1404/281, Kissinger, Reflections of a Partnership: British and American Attitudes to Postwar Foreign Policy, 10th May, 1982

<sup>327</sup> REAGAN Nancy, *My turn: the memoirs of Nancy Reagan*, New York, Dell, 1990, p. 249.

<sup>328</sup> COLACELLO Bob, "Ronnie & Nancy Part II", *Vanity Fair*, August 1998.

adoptant une position beaucoup plus ferme vis-à-vis de Téhéran, laquelle aurait selon lui permis une libération plus rapide<sup>329</sup>. Sa critique de la gestion de la crise par l'administration démocrate se poursuit à l'occasion de prises de parole publiques : lors d'une intervention en Floride, en février 1981, il dénonce une torpeur chimérique devant des événements que Washington n'est parvenu ni à comprendre, ni à contrôler<sup>330</sup>. Les prises de position de l'ancien ambassadeur ne passent pas inaperçues auprès de l'entourage décisionnel de l'administration Reagan, qui ne manque pas de le solliciter pour bénéficier de son expertise. Le vice-président George Bush, désireux de comprendre les questions iraniennes, est rapporté être en contact avec lui au début des années 1980<sup>331</sup>. En 1984, c'est R. Helms lui-même qui prend l'initiative de se rapprocher de l'agence de Langley pour solliciter l'opinion du directeur-adjoint pour le renseignement, Robert Gates, au sujet de la situation de la guerre entre l'Iran et l'Irak et de la position de l'Arabie saoudite. Il ne manque pas de donner ses éclairages sur ces deux questions<sup>332</sup>.

La voix des anciens représentants du trône du Paon continue à porter par l'intermédiaire de leurs relais en Occident. Le député Julian Amery, ancien membre du MI6 et du groupe parlementaire anglo-iranien, continue à faire part au FCO du devenir des anciens cadres de l'empire et de l'agenda des exilés. Au mois de janvier 1981, il échange lors de ses vacances en Suisse avec Ardeshir Zahedi, exilé à Montreux. L'ancien ambassadeur à Londres et à Washington semble convaincu que le régime fondé par l'ayatollah Khomeini est proche de sa fin mais s'interroge, comme pour mieux mobiliser les Occidentaux, sur la direction idéologique que pourrait prendre son successeur. Selon lui, les chances penchent vers les forces favorables à l'Est, sans pour autant que ces dernières soient majoritaires. Les partisans de l'Ouest actuellement en exil devraient accepter la forme de gouvernement que Londres et Washington jugeraient la meilleure. Le prince Reza, qui représente le principe de légitimité, devrait avoir un rôle à jouer. Chapour Bakhtiar, discrédité par son rapprochement avec l'Irak, garde le bénéfice d'avoir été le dernier Premier ministre du shah. Le général Gholam-Ali Oveissi lui paraît la figure militaire en exil la plus crédible, Ali Amini la meilleure figure tutélaire d'un Conseil d'unité nationale<sup>333</sup>. Peter Carrington le remercie de sa démarche et transmet son courrier à ses collaborateurs<sup>334</sup>. Au mois de mars 1981, de retour de Suisse, il informe le FCO qu'il a rencontré le prince Reza, lequel lui aurait fait une excellente impression : il le décrit comme éloquent, intelligent et raisonnable dans ses objectifs comme dans la conscience de sa position<sup>335</sup>. Lors de son séjour à Londres, au printemps 1982, le gouvernement écarte pourtant la requête d'audience du prince avec M. Thatcher<sup>336</sup>.

A. Zahedi réactive de même ses réseaux américains lors de ses déplacements outre-Atlantique<sup>337</sup>.

<sup>329</sup> "Stiff Upper Yellow Ribbon", *The Washington Star*, 10th February, 1981.

<sup>330</sup> SIDNEY Hugh, "Some Iranian History From Richard Helms", *The Washington Star*, 28th February, 1981.

<sup>331</sup> CIA, CIA-RDP84B00049R001002600007-1, SA/DCI/IA to DCI, Breakfast with the Vice President, 2nd December, 1982.

<sup>332</sup> CIA, CIA-RDP86M00886R002600060024-5, Gates, Call From Ambassador Helms, 26th June, 1984.

<sup>333</sup> TNA, FCO 8/4088/6, Amery to Carrington, 20th January, 1981

<sup>334</sup> TNA, FCO 8/4088/8, Carrington to Amery, 29th January, 1981

<sup>335</sup> TNA, FCO 8/4088/26, Amery to Graham, 15th May, 1981

<sup>336</sup> TNA, PREM 19/812/3, Coles to Holmes, Prince Reza Pahlavi, 28th March, 1982. Cf. *supra*, I, A, 2.

<sup>337</sup> BEALE Betty, "Society", *The Washington Times*, 6th June, 1983.

Au mois de juin 1983, il y rend visite à son ancien secrétaire et ami Jaleh Yazdan-Panan, hospitalisé à Georgetown. Il en profite pour se rendre auprès de ses anciens proches au département d'État et au Sénat. Il participe au dîner organisé par les anciens de l'OSS en l'honneur de Richard Helms, qui reçoit le prix William Donovan, en récompense de ses services distingués rendus aux États-Unis. Il est également présent à la fête donnée à l'occasion du soixantième anniversaire de H. Kissinger.

Quant à Parviz Radji, le dernier ambassadeur du trône du Paon à Londres, il demeure au Royaume-Uni après la révolution. En janvier 1981, il reprend contact avec John Graham, qui présente son implication dans le Front pour l'unité nationale. Cette organisation d'opposition commence à transmettre au FCO des pamphlets dénonçant les mythes et les réalités de la révolution khomeiniste, tout en regardant vers l'Occident en attente de mesures visant à restaurer l'Iran à la raison qu'il invoque<sup>338</sup>.

## 2. Le travail de résistance des exilés

L'initiative présumée de Parviz Radi n'est qu'un exemple de la multitude de personnalités de premier ou de second plan qui poursuivent le travail de résistance entamé lors de l'avènement de la République islamique. En janvier 1981, Mohammed Derakhshesh, président de l'Association des professeurs iraniens, requiert de manière confidentielle un entretien avec Margaret Thatcher<sup>339</sup>. Ancien étudiant à Columbia, marié à une employée du British Council en Iran, ministre de l'Éducation en 1961, il est arrêté à plusieurs reprises pour ses positions critiques envers le régime. Opposant à la République islamique, il aurait l'intention de se rendre aux États-Unis pour faire connaître l'opposition des enseignants à la politique islamique de fermeture des universités. Si sa requête est écartée, John Graham relève l'intérêt d'avoir été approché par un émigré opposé au régime, apparemment bien disposé et « modéré » (avec les guillemets), contrôlant une organisation ramifiée dans l'ensemble du pays<sup>340</sup>.

Le 9 février, Patrick Wogan reçoit A. H. Saheb-Divani, ancien étudiant au Royaume-Uni, où il s'est exilé depuis 1980. Il déclare agir pour une organisation nommée Armée de libération iranienne, qui entend rétablir par la force la constitution de 1906 à la mort de l'ayatollah<sup>341</sup>. Deux jours plus tard est adressé à Peter Carrington un exemplaire du premier numéro de la revue *The New Vox Persica* émanant de « patriotes iraniens aspirant, de l'intérieur ou de l'extérieur, à se débarrasser du joug de leur clique de dirigeants ineptes et destructeurs » : au sommaire figurent un article de Peter Temple-Morris, ancien secrétaire du groupe parlementaire anglo-iranien, et une interview de Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre du shah<sup>342</sup>.

À la fin du mois de février, en weekend à Paris, Nicholas Barrington rencontre un vieil ami qui lui déclare avoir rejoint l'organisation de C. Bakhtiar, lequel l'a autorisé à se rapprocher de lui et, de fait,

<sup>338</sup> TNA, FCO 8/4088/9, Graham to MED, 10th February, 1981

<sup>339</sup> TNA, FCO 8/4088/3, Grier to PUSD, Call on the FCO by Mr Mohammad Derakhshesh, 8th January, 1981.

<sup>340</sup> TNA, FCO 8/4088/4, Graham to PUSD, Mr Mohammad Derakhshesh, 9th January, 1981.

<sup>341</sup> TNA, FCO 8/4088/10, Wogan to Lampion, Mr A H Saheb-Divani, 10th February, 1981.

<sup>342</sup> TNA, FCO 8/4088/11, Khavary to Carrington, 11th February, 1981.

du gouvernement britannique. Il évoque un réseau d'opposants de plus en plus étoffé, des religieux modérés aux officiers de l'armée de l'air et de terre, en passant par les tribus de province<sup>343</sup>. D'autres démarches, dans leurs dimensions étonnantes, démontrent la persistance de la croyance en la force de la « main anglaise » en Iran : un exilé du nom de Shahrok Firouz en vient à suggérer à Londres de bombarder l'aéroport de Téhéran pour donner le signal d'un soulèvement général contre le régime<sup>344</sup>.

Au milieu du mois d'avril, le FCO est pour la première fois approché par Mehdi Bahadori, un représentant du général Gholam-Ali Oveissi, ancien commandant en chef des forces armées impériales. Sont alors requis un « soutien moral » et une intervention auprès d'Ankara pour laisser à l'opposant le champ libre dans l'est de la Turquie et pour financer ses activités<sup>345</sup>. Début juin, le même émissaire convainc un officier consulaire de l'ambassade britannique à Paris de rencontrer le général, auquel il a facilité la délivrance de visas. Des échanges émergent que ce dernier a été en contact lors d'un séjour aux États-Unis avec l'administration américaine – il nomme le vice-président George Bush – qui lui a promis un soutien logistique à son objectif de renverser le régime iranien. Les promesses n'ont cependant pas été suivies d'effets. Le général souhaiterait ainsi bénéficier d'un soutien britannique<sup>346</sup>.

Au début du mois de juillet, P. Temple-Morris se rapproche du FCO pour faire état de contacts avec Ahmad Madani, ancien commandant de la marine impériale, ministre de la Défense nationale en 1979 puis gouverneur de la province du Khouzestan, qui souhaiterait rentrer en relation avec le FCO. Marié à une Iranienne, le député semble selon les diplomates vouloir adopter inconsciemment un rôle d'intermédiaire, nourri de ses contacts avec l'entourage de l'amiral, dont le FCO relève l'intérêt<sup>347</sup>. Dix jours plus tard, il revient solliciter un visa pour le fils de l'ayatollah Shariatmadari, secrétaire du parti du peuple musulman, conçu comme un contrepoids libéral et modéré au parti de la République islamique de l'ayatollah Khomeini. Le député suggère une rencontre avec le fils du religieux<sup>348</sup>.

À la fin du mois, c'est au tour de Julian Amery, de retour de Paris, de faire état au FCO de ses contacts avec C. Bakhtiar, Ali Amini et l'entourage du général Oveissi<sup>349</sup>. De leur propre aveu, les exilés qu'il a rencontrés risquent de se quereller indéfiniment s'ils restent livrés à eux-mêmes. En revanche, la plupart déclarent que si Londres et Washington décident de soutenir un mouvement d'opposition au régime, les autres rejoindraient rapidement le groupe. Si le prince Reza et C. Bakhtiar représentent le principe de légitimité, A. Amini reste la personnalité la plus respectée de l'ancien régime – il avait de plus naguère la faveur de Washington. Les anciens de l'armée, le général Oveissi et l'amiral Madani, pourraient disposer encore de soutiens dans leurs rangs. Leurs chances de les accroître seraient multipliées s'ils étaient encouragés à s'entendre dans le cadre d'un comité, par exemple soutenu par un fonds islamique approvisionné par les États du Golfe. S'il est conscient des dangers de la démarche,

<sup>343</sup> TNA, FCO 8/4088/11, Barrington to Miers, Iranian resistance, 25th February, 1981.

<sup>344</sup> TNA, FCO 8/4088/16, Wogan to Lamport, 18th Mars, 1981.

<sup>345</sup> TNA, FCO 8/4088/25, Wogan to Lamport, Dr Mehdi Bahadori, 22nd April, 1981.

<sup>346</sup> TNA, FCO 8/4088/34, Arbuthnott to Miers, Iranian Exiles in Paris, 29th June, 1981.

<sup>347</sup> TNA, FCO 8/4088/36, Heim to Wogan, Rae, Coates, Madani and Mr Temple-Morris, 7th July, 1981.

<sup>348</sup> TNA, FCO 8/4088/41, Heim to Coates, Wogan, Peter Temple-Morris and Iranian exiles, 17th July, 1981.

<sup>349</sup> TNA, FCO 8/4088/42, Amery to Carrington, 24th July, 1981

J. Amery n'en appelle pas moins le FCO à l'envisager, voire à la discuter avec les Américains, en invoquant le succès de l'opération menée conjointement en 1953. Ian Gilmour lui répond que Londres ne partage pas son optimisme sur les chances de succès des exilés, du fait de leurs divergences, ni d'une implication occidentale, qui attiserait de plus les convictions iraniennes d'ingérences<sup>350</sup>.

Les Américains sont du même avis. Un rapport du renseignement note dès le mois d'avril que des jalousies lointaines et des ambitions conflictuelles les empêchent de coopérer, même en termes généraux. On apprend à sa lecture que les opposants réfugiés en Europe occidentale et les exilés ayant plus récemment émergé comptent gagner le soutien de la nouvelle administration, convaincus, comme la plupart des Iraniens, que Washington est capable d'installer à Téhéran un nouveau régime<sup>351</sup>. S'ils ont en effet besoin d'un appui extérieur pour s'unifier, l'officier du renseignement national Charles Waterman note qu'ils n'ont pas les atouts nécessaires pour changer le régime. Il n'y aurait pas moins des avantages à rester en contact avec eux<sup>352</sup>. À Londres, David Coates croit savoir que les Américains, comme les Britanniques, sont désireux de recevoir les opposants en exil et d'écouter avec intérêt leurs idées, mais refusent de leur apporter un soutien concret. Le directeur du département du Moyen-Orient du FCO soupçonne cependant que, dans l'énorme machinerie du gouvernement américain, existe une section prête à financer et équiper le groupe le plus prometteur<sup>353</sup>. Geoffrey Kemp, le principal interlocuteur des exilés au CSN, déclare cependant à N. Barrington lors de son séjour à Washington en avril 1982 qu'il reçoit avec recul et réalisme le discours des exilés, qu'il qualifie d'incroyable, ainsi que leur tendance à mettre en avant l'ampleur de la menace soviétique en Iran pour mobiliser les Américains<sup>354</sup>.

### 3. Le travail de reconnaissance de Chapour Bakhtiar

Parmi ces derniers, l'itinéraire de C. Bakhtiar peut être reconstitué à partir des archives du FCO et du témoignage de son conseiller Mehrdad Khonsari, ancien étudiant à Georgetown, chargé des affaires culturelles à l'ambassade de Londres et chercheur invité à l'IISS avant la révolution, puis étudiant à l'École Fletcher de droit et de diplomatie de Tufts, où il travaille à un Master en droit et en diplomatie sous la direction d'un certain Geoffrey Kemp, alors professeur de politique internationale<sup>355</sup>. Sur la base de son expérience et d'entretiens, il soutient en 1995 à la LSE une thèse de doctorat sur le Mouvement national de la résistance iranienne (MNRI) animé par le dernier Premier ministre du shah<sup>356</sup>.

<sup>350</sup> TNA, FCO 8/4088/4, Gilmour to Amery, 7th August, 1981

<sup>351</sup> CIA, CIA-RDP84B00049R001403530006-5, Iran, 22nd April, 1981.

<sup>352</sup> CIA, CIA-RDP84B00049R001403540004-6, Waterman, Ames to Casey, Iran Meeting, 19 August, State Department, 21st August 1981.

<sup>353</sup> TNA, FCO 8/4599, Coates to Wogan, US/Iran, 14th April, 1982.

<sup>354</sup> TNA, FCO 8/4580/72, Goulty to Miers, Washington WONFO 029/24, Barrington's visit to Washington, 23rd April, 1982. Les requêtes d'entretien auprès de Geoffrey Kemp n'ont pas reçu de réponse.

<sup>355</sup> Dr. Mehrdad Khonsari [En ligne], Iranian Centre for Policy Studies [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [www.icps.uk/news.html#headline3](http://www.icps.uk/news.html#headline3).

<sup>356</sup> KHONSARI Mehrdad, *The National Movement of the Iranian Resistance 1979-1991: The role of a banned opposition movement in international politics*, thèse de doctorat, relations internationales, Londres, London

Sept mois après le contact établi par le MNRI avec Nicholas Barrington à Paris, l'Association du Moyen-Orient transmet à David Miers le courrier d'un homme d'affaires revenant de France, où il a rencontré C. Bakhtiar. Il le présente comme porteur des meilleurs espoirs pour son pays<sup>357</sup>. À la fin du mois de novembre, John Graham enquête au sujet de l'opposant auprès de Lord George Brown, qui s'était rendu à Téhéran lors de la chute du shah<sup>358</sup>. L'ancien secrétaire d'État s'est entretenu avec lui en Irak, où il a été reçu par Saddam Hussein, dont C. Bakhtiar cherche d'ailleurs à se ménager le soutien. La nécessité d'impliquer les Kurdes dans un soulèvement contre Téhéran pose d'ailleurs un problème à Bagdad, qui reste cependant à la recherche d'un groupe à même de déstabiliser les Iraniens.

Les premiers contacts de C. Bakhtiar aux États-Unis bénéficient des réseaux du major-général Habibollah Mokhateb Rafii, un ami d'enfance du shah recruté par Ardeshir Zahedi à l'ambassade de Washington au milieu des années 1970. Il rentre alors en contact avec des membres du Pentagone et de la communauté du renseignement<sup>359</sup>. A la fin du mois d'août 1979, deux officiers de la CIA lui font savoir qu'ils sont intéressés par des informations sur les activités de l'ancien Premier ministre mais que l'agence n'est pas en mesure de financer ou d'assister son mouvement. Les échanges semblent ne pas être suivis d'effets, confirmant la préférence américaine pour le mouvement d'Ali Amini. Ce dernier fonde au début de l'année 1982 le Front pour la libération de l'Iran, pour faire concurrence au MNRI de C. Bakhtiar, conduisant ce dernier à accélérer la promotion de sa formation à l'étranger, en particulier aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Arabie saoudite et en Égypte<sup>360</sup>.

En avril 1982, l'ancien Premier ministre reçoit à Paris une délégation de parlementaires conservateurs britanniques membres du Bow Group, un *think tank* fondé en 1951 par un groupe d'étudiants dont le jeune Geoffrey Howe, futur chancelier de l'Échiquier puis secrétaire d'État au FCO de Margaret Thatcher. Parmi eux se trouvent le député européen Derek Prag, ancien officier du renseignement, le député Keith Best, Michael Stephen, ancien boursier Harkness aux États-Unis, où il étudie le droit international à Stanford puis à Harvard, et Nirj Deva, qui développe dans le cadre du Bow Group des conférences transatlantiques en coopération avec le parti républicain<sup>361</sup>. Les échanges posent les jalons de la fondation à Londres d'un bureau de liaison chargé de promouvoir les objectifs de politique étrangère du mouvement de C. Bakhtiar, placé sous la direction de M. Khonsari lui-même. À partir de 1983, le MNRI organise plusieurs réunions en marge de rassemblements de partis politiques et diffuse la cause de l'ancien Premier ministre auprès de parlementaires britanniques. Le directeur du bureau de liaison revendique aussi des contacts, non confirmés, avec des ministres du Cabinet, tels le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson, le secrétaire d'État à la Défense Michael Heseltine, le sous-secrétaire

---

School of Economics and Political Science, 1995, p. 131. L'auteur n'a pas répondu à ma requête d'entretien. La très faible vérifiabilité des faits qu'il décrit incite d'autant plus à la prudence sur la validité de son témoignage.

<sup>357</sup> TNA, FCO 8/4060/51, Given to Miers, Iran, 18th September, 1981.

<sup>358</sup> TNA, FCO 8/4060/73, Graham to Miers, Iran: emigre opposition, 30th November, 1981.

<sup>359</sup> Den, vol. 38, NE/Iran to Tehran, CITE Washington 535504, WNINTEL RYBAT – Run-Down on SDRAP/SDPEPPER operations, 19th October, 1979.

<sup>360</sup> KHONSARI Mehrdad, *The National Movement of the Iranian Resistance 1979-1991*, op. cit., p. 156.

<sup>361</sup> Nirj Deva MEP [En ligne], LinkedIn [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/nirj-deva-mep-628aa81b/>

d'État parlementaire au ministère de l'Intérieur David Mellor, et même avec M. Thatcher, lors d'une réception au Carlton Club, au cours de laquelle la Première ministre aurait convenu de la difficulté de la situation de l'opposant en exil. Entre 1984 et 1986, ce dernier se rend à trois reprises à Londres, échangeant avec plusieurs hommes d'État, comme Edward Heath et Francis Pym<sup>362</sup>.

M. Khonsari se rend également aux États-Unis au mois de mars 1982, avec l'ancien ministre des Affaires étrangères de C. Bakhtiar, Ahmad Mirfendereski. Ils y rencontrent Peter Constable au département d'État et Geoffrey Kemp au CSN. Selon le conseiller, ils sont reçus de manière courtoise mais réservée, car la priorité de Washington est alors de trouver des moyens de comprendre la République islamique et de s'accommoder avec elle. M. Khonsari revendique à partir de là une vingtaine de contacts de haut-niveau avec l'entourage de Ronald Reagan, notamment avec William Casey, le directeur de la CIA, et John Poindexter, le conseiller adjoint à la Sécurité nationale. Parallèlement, C. Bakhtiar se rend aux États-Unis au mois de mai 1983. Il déclare son soutien à une restauration de la monarchie constitutionnelle en Iran à une foule de sympathisants à Los Angeles. Il est reçu au Council on Foreign Relations de Chicago, en compagnie de M. Khonsari et d'A. Mirfendereski<sup>363</sup>. Il revient aux États-Unis au mois de janvier 1984, où il participe à un déjeuner organisé par l'homme d'affaires Raymond Mason, proche de l'ancien président Gerald Ford, réputé avoir accueilli le shah dans sa propriété d'Epping Fore<sup>364</sup> et fréquenté l'ambassadeur Zahedi au milieu des années 1970<sup>365</sup>. Il y aurait rencontré G. Kemp, ainsi que Normal Bailey, directeur pour les affaires économiques internationales au CSN, et Donald Gregg, assistant du vice-président pour les affaires de Sécurité nationale. Ce dernier aurait à cette occasion fait état d'une conversation avec Richard Helms au cours de laquelle l'ancien ambassadeur en Iran aurait signifié qu'il était essentiel pour tout mouvement d'opposition de démontrer sa capacité à influencer la situation sur le terrain. Il est néanmoins convenu de continuer à informer les Américains sur le devenir du groupe de C. Bakhtiar. L'ancien Premier ministre se serait par ailleurs exprimé à l'occasion de ce séjour devant la Brookings<sup>366</sup>. L'audience – relative – dont semblent bénéficier outre-Atlantique les exilés auprès de membres de l'administration, en regard de la réticence des Britanniques à établir un dialogue direct avec eux, témoigne ainsi de la divergence des stratégies à l'œuvre à Londres et à Washington sur la question des relations avec l'Iran postrévolutionnaire.

<sup>362</sup> KHONSARI Mehrdad, *The National Movement of the Iranian Resistance 1979-1991*, op. cit., p. 196-198.

<sup>363</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 495, Folder 25, Iran's Future and the West, 3rd May, 1983.

<sup>364</sup> STRICKLAND Sandy, "Former Charter Co. president Raymond Mason has died", *Jacksonville*, 10th January, 2020.

<sup>365</sup> HOLI, Ardashir Zāhidī papers, Photographs circa 1915-2000s, box 180, folder 19, Naval Air Station Jacksonville, 4th-5th May, 1975

<sup>366</sup> KHONSARI Mehrdad, *The National Movement of the Iranian Resistance 1979-1991* op. cit., p. 203-205, 291. Nulle trace d'une intervention de Chapour Bakhtiar en ses murs n'a été retrouvée dans les archives du *think tank* washingtonien (programmes, communiqués de presse, correspondance du directeur pour la politique étrangère et archives du Président). Selon Sarah Chilton, responsable de la bibliothèque de recherche, il est assez improbable que la Brookings ait invité l'opposant, ne serait-ce que pour les contraintes de sécurité que sa présence aurait requises (CHILTON Sarah, correspondance électronique avec l'auteur, 4 avril 2022). Cet écart entre la restitution des faits par Mehrdad Khonsari et ce dont les archives peuvent témoigner confirme la nécessité d'aborder avec prudence ce témoignage de première main mais d'une partialité probable.



## Conclusion

Malgré la divergence des chemins qu'elles commencent à prendre, la restauration des relations entre les anciens soutiens du régime impérial et les nouveaux acteurs d'un Iran devenu islamique bénéficie de la résilience des « relations spéciales » entre Londres et Washington. Portée par les espoirs de restauration du rang de l'Amérique soulevés par l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, la relance relationnelle à l'œuvre entre le Royaume-Uni et les États-Unis s'enracine dans une idylle idéologique entre les deux têtes de l'exécutif, qui tentent d'en exploiter la vertu dans leurs interactions personnelles afin de pouvoir l'élargir aux questions de politique étrangère. La précocité et la multiplicité des consultations transatlantiques à tous les niveaux du processus de décision, dans des configurations différentes et dans les deux directions, témoignent, à une époque où des tempêtes transatlantiques érodent par ailleurs les illusions d'un « mariage politique », de la conscience partagée de la nécessité à travailler de concert sur des questions où la convergence l'emporte *a priori* sur la concurrence.

Les regards réciproquement posés sur le partenaire n'en sont pas moins porteurs de quelques ombres. L'installation de la nouvelle administration américaine et l'instabilité perceptible dans la composition et dans la gestion de l'entourage de politique étrangère déçoivent les attentes des Britanniques qui avaient peu goûté les dysfonctionnements distincts mais durables de l'administration Carter. Leur appréhension contrainte des réalités iraniennes constitue pour les Britanniques un levier d'influence sur les Américains, qu'ils perçoivent comme toujours autant portés à un interventionnisme intempestif aux conséquences parfois jugées *a priori* inconvenantes. Les ressorts de la relation entre le président et la Première ministre témoignent d'un rapport de force déjà observé en d'autres temps et configurations car inhérent à cet opportunisme réciproque. À la volonté de modération de l'un répond le désir de mobilisation de l'autre. Alors que la dame de Fer use de l'amateurisme supposé de l'ancien acteur pour mieux s'émanciper auprès de lui, le second ne manque pas d'invoquer les mânes churchilliennes auxquelles il sait la première sensible pour mieux rappeler la hiérarchie entre la puissance et l'influence.

L'alternance à Washington a par ailleurs pour effet de porter au pouvoir des acteurs dont les intuitions ou les itinéraires iraniens résonnent avec une préférence impériale qui resserre culturellement les partenaires dans un *a priori* négatif du nouveau régime islamique. Celui-ci est d'autant plus partagé à Londres que son enracinement dans la violence contribue à faire de l'Iran, aux yeux des Américains comme des Britanniques, un élément d'inspiration dans la redéfinition de la figure de l'ennemi à l'heure du prétendu « réveil » de l'islam. Le différentiel d'expertise des iraniens de part et d'autre de l'Atlantique resserre les deux hémisphères de leur communauté dans des interactions qui révèlent cependant l'enracinement d'une différence de vision de l'autre. La divergence partielle des intérêts qui s'y superposent explique celle des stratégies qui y répondent dans les années 1980, malgré les procès de collusion que ne manquent pas d'y opposer les acteurs arrivés aux affaires en Iran.

## Chapitre 8

### LES OMBRES PORTÉES D'UNE DÉBÂCLE DIPLOMATIQUE (1981-1982)

Le 20 janvier 1981, la libération des 52 otages américains encore détenus à Téhéran, quelques minutes à peine après l'investiture de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis, met un terme à une crise de 444 jours qui aura hypothéqué toute perspective de développement de relations diplomatiques entre les anciens partenaires occidentaux du shah et les nouveaux acteurs aux affaires en Iran depuis la révolution. Le dénouement de la crise des otages ne suffit pourtant pas à enclencher une normalisation qui souffre durablement des ombres portées de ce que l'historien néoconservateur Michael Ledeen et l'ancien diplomate William Lewis décrivent comme la « débâcle » américaine en Iran<sup>1</sup>. Nicholas Barrington, le nouveau chargé d'affaires britannique dans le pays, le mesure encore en 1982 :

« Bien que l'ancienne présence britannique n'ait pas été oubliée et que la menace russe sur la frontière fasse à la fois partie du passé et constitue une sinistre réalité du présent, c'est la présence prépondérante des Américains durant les dernières années du régime du shah, que de nombreux Iraniens considèrent comme péremptoire, qui restent dans leur esprit. [...] Dans la mesure où les Iraniens n'aiment pas porter eux-mêmes la responsabilité de leurs propres problèmes, il en résulte pour la plupart d'entre eux que les Américains doivent être à blâmer. Malheureusement, le fait de ne pas nier l'implication de la CIA dans le coup d'état contre Mossadegh dans les années 1950 (auquel, bien sûr, nous n'avons pas été étrangers) constitue une base solide aux théories complotistes iraniennes. »<sup>2</sup>

Le mythe fondateur de la prise d'otages achève ainsi de substituer les États-Unis au Royaume-Uni comme figure occidentale de l'ennemi pour une population rôdée aux soulèvements nationalistes répondant aux ingérences étrangères. Un siècle après le Grand jeu, la « main anglaise » s'efface derrière le « Grand Satan » dans le dérèglement du monde. Mais les vicissitudes de la crise ont aussi renforcé les Iraniens dans leur conviction de collusion entre les Américains et les Britanniques. La partialité supposée de leur positionnement dans le conflit opposant Bagdad et Téhéran leur semble l'indiquer.

Les cicatrices de la crise restent également visibles en Occident. Washington a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran dès le mois d'avril 1980. Londres a fermé son ambassade et réduit les effectifs de sa représentation dans le pays au mois de septembre 1980. Comment les Américains et les Britanniques envisagent-ils le futur de leur relation à l'Iran ? Dans quelle mesure le partenariat transatlantique bénéficie-t-il aux efforts de restauration de l'influence américaine et britannique dans le pays ? Quelles sont les conséquences de la guerre dans le golfe Persique sur leurs perspectives de normalisation et sur leur présence régionale ? En quoi les lignes politiques de Londres et de Washington révèlent-elles des divergences d'objectifs, sinon des concurrences d'intérêts ? Quel est le poids des passés indélébiles dans la triangulation diplomatique entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Iran ?

Ce chapitre montrera comment les passifs parfois partagés de la « débâcle » influencent les formes de reconstruction de la relation à l'Iran et de la stratégie régionale.

---

<sup>1</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debate: The American Failure in Iran* New York, Knopf, 1981.

<sup>2</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Barrington to Miers, Iran/US Relations, 11th March, 1982.

## I. La prudence d'une normalisation controversée (1981-1982)

La résolution de la crise des otages lève un obstacle majeur aux perspectives de rétablissement des relations prudemment nouées avec la République islamique au début de l'année 1979. Quels sont les points de frictions qui persistent entre les partenaires de la triangulation diplomatique ?

### A. La pertinence du lien diplomatique

#### 1. Les soldes de tout compte

La question posée de la pertinence d'une normalisation des relations avec Téhéran montre une volonté, partagée à Londres et à Washington, de dépasser les épreuves de la révolution, que viennent tempérer cependant des astreintes nationales nécessitant la pratique d'un équilibrisme diplomatique.

Le règlement financier des accords de libération des otages reste en suspens pendant toute l'année 1981. Le 26 janvier, le journaliste américain Robert Lenzer, correspondant sur les questions bancaires américaines pour l'*Economist*, se rapproche de Massachusetts Avenue. Chargé de la rédaction d'un article revenant sur la prise d'otages, il fait preuve d'un intérêt particulier pour les aspects financiers des négociations, au sujet duquel le Trésor américain semble l'avoir informé<sup>3</sup>. Les Britanniques lui confirment que la Banque d'Angleterre a consenti à agir en tant que dépositaire d'un fonds placé par la Réserve fédérale en lien avec la libération des otages. Les termes techniques de l'accord restent cependant confidentiels. Ces démarches ont répondu à une approche de la Première ministre et du chancelier de l'Echiquier par l'ambassadeur Kingman Brewster en personne<sup>4</sup>. Le FCO renvoie le journaliste vers la Banque d'Angleterre pour des informations plus précises au sujet des acteurs impliqués<sup>5</sup>.

L'accord initial prévoyait de transférer les dépôts iraniens dans les banques américaines et les actifs de la Banque nationale d'Iran détenus par la Réserve fédérale vers un compte en séquestre au nom de la Banque centrale d'Algérie, pour restitution après libération des otages. De là, une partie devait servir à rembourser les prêts octroyés par des établissements américains au gouvernement iranien pendant le règne du shah, le solde devant être reversé à l'Iran. L'importance des sommes en jeu et la complexité des opérations requises conduisirent les négociateurs à recourir à la Banque d'Angleterre. Washington aurait préféré solliciter la Bundesbank, qui se montrait plus réceptive aux conditions américaines. De plus, la mémoire des obstacles opposés par la City aux sanctions financières envisagées en 1979 était vivace. Cependant, les avocats britanniques de la Banque nationale d'Iran conseillèrent à Téhéran de choisir la Banque d'Angleterre, le droit britannique contraignant davantage le plaignant désireux d'imposer des saisies sur les comptes. Une grande partie des actifs iraniens se trouvaient d'ailleurs

<sup>3</sup> TNA, FCO 8/4012/64, Henderson to FCO, Washington 253, UK role in the Iranian hostage story, 26th January, 1981.

<sup>4</sup> L'ambassadeur et l'avocat du Trésor américain Robert Mundheim sont reçus le 13 janvier à Downing Street par Margaret Thatcher et Geoffrey Howe : TNA, FCO 8/4014/124, Lankaster to Wiggins, Iran, 13th January, 1981.

<sup>5</sup> TNA, FCO 8/4012/70, Carrington to Washington, FCO 139, UK role in the Iranian hostage story, 28th January, 1981.

dans les branches britanniques des banques américaines. La Banque nationale d'Iran avait en outre de bonnes relations de travail avec son homologue britannique, héritage de l'ancienneté des liens entre les deux pays, qui permettaient ainsi de dépasser la méfiance séculaire envers la « main anglaise »<sup>6</sup>.

Les révélations sur l'étendue de la coopération bancaire jettent le trouble sur la relation bilatérale. Le 12 mars, un article paru à la une du *Washington Post* annonce, sur la base de sources gouvernementales, que la Banque d'Angleterre a refusé de prendre en charge un deuxième fonds de 1 milliard de dollars en séquestre, par crainte de ses conséquences politiques. Si le refus n'a pas entravé la libération des otages, elle a contraint les négociateurs à se tourner vers d'autres institutions. Le quotidien précise que la condition avait été convenue en amont et que l'établissement britannique a consenti à la mention de son nom en lien avec le second fonds pour ne pas compromettre la signature des accords<sup>7</sup>.

Les risques politiques, légaux et financiers encourus par la Banque d'Angleterre n'étaient en effet pas négligeables. Sa direction a d'abord craint que l'administration américaine ne renoue avec la pratique du gel des actifs, par exemple dans le cas où l'un des otages serait tué. Des plaignants américains déclaraient qu'ils n'hésiteraient pas à saisir une partie des fonds pouvant être aisément identifiés pendant leur prise en charge par l'établissement britannique, au risque de déclencher une bataille juridique. Si à la dernière minute l'accord avait dû être dénoncé, la Banque d'Angleterre aurait pu de plus être financièrement exposée. La volonté de minimiser ces risques a conduit les Britanniques à refuser de figurer nommément sur les documents. Ils ont exigé de travailler directement avec les banques centrales, et non avec les banques commerciales américaines, dont ils avaient mesuré l'agressivité lors du gel des actifs iraniens en 1979. Ces dernières voulaient de leur côté pouvoir débiter les dépôts iraniens de leurs registres en ouvrant un compte au nom de la Banque d'Angleterre, afin de ne pas perdre un jour d'intérêt ; elles souhaitaient de plus pouvoir incorporer à l'accord une clause leur permettant de récupérer les dépôts en cas de problèmes. Malgré la pression que les banques et officiels américains ont fait porter sur la Banque d'Angleterre à ce sujet, l'institution londonienne a obtenu gain de cause<sup>8</sup>.

La question des révélations est soulevée le jour-même par l'ancien chancelier de l'Échiquier Denis Healey, reçu à Washington par le secrétaire adjoint au Trésor Richard McNamar<sup>9</sup>. Ce dernier exprime sa surprise et son irritation face aux révélations et assure le Britannique de la gratitude du Trésor américain pour la coopération dont a fait preuve la Banque d'Angleterre. Les diplomates ne manquent pas de corriger la version des faits lorsqu'ils sont contactés par la suite par d'autres médias américains sur le sujet. De son côté, l'établissement britannique diffuse pour réponse une déclaration visant à donner l'impression que les informations de la presse sont confuses<sup>10</sup>. Comme solde de tout compte, Massachusetts Avenue écrit au Trésor américain en octobre pour solliciter le règlement par le gouvernement

---

<sup>6</sup> ALERASSOOL Mahvash, *Freezing Assets: The USA and the Most Effective Economic Sanction*, New York, St. Martin's Press, 1993, p. 113-114.

<sup>7</sup> PINCUS Walter, "Bank of England Refuses to Handle 2d Hostage Fund", *The Washington Post*, 12th March, 1981.

<sup>8</sup> ALERASSOOL Mahvash, *Freezing Assets*, op. cit., p. 115-117.

<sup>9</sup> TNA, FCO 8/4012/92, Henderson to FCO, Washington Post article on Iranian assets, 12th March, 1981.

<sup>10</sup> TNA, FCO 8/4012/96, Heim to Wogan, Miers, Graham, US Hostages: Bank of England's role, 12th March, 1981.

fédéral des dépenses engagées auprès du cabinet d'avocats privé Sullivan & Crowmell afin d'obtenir un conseil extérieur. En geste de bonne volonté, Londres renonce à solliciter le remboursement des frais relatifs au règlement des services de l'avocat de l'Échiquier. Le règlement de 25 083, 69 dollars est attendu par chèque à l'ordre du compte de l'ambassade du gouvernement britannique<sup>11</sup>.

## 2. Les conditions des relations

Dans le sillage du règlement diplomatique et financier de la libération des otages est posée la question de l'avenir de la relation à l'Iran. Selon le journaliste James Reston, dans un article au titre évocateur – « Faire la paix avec l'Iran ? », l'administration Reagan envisagerait d'apaiser les tensions bilatérales au plus tôt afin de ne pas laisser les différences du moment dégénérer en hostilité permanente<sup>12</sup>. Une analyse spéciale du renseignement national relève pourtant que les incertitudes de la situation iranienne et les luttes de pouvoir internes au régime hypothèquent toute possibilité de retour au *statu quo ante*. L'urgence à travailler avec les nouveaux acteurs aux affaires à Téhéran est d'autant plus importante que semblent l'imposer les soubresauts de la région, notamment les répercussions de l'invasion du Liban par Israël et l'inscription dans la durée du conflit entre Bagdad et Téhéran<sup>13</sup>.

La question figure, entre nombreuses autres, à l'ordre du jour de la première rencontre officielle entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher au mois de février 1981. Les éléments de langage préparés par le département d'État le montrent : les nouveaux hommes de la Maison-Blanche jugent que la mise en œuvre de l'accord négocié par leurs prédécesseurs reste dans l'intérêt des États-Unis. Le texte est vu comme conforme au respect des droits des plaignants, aux intérêts nationaux des États-Unis et de leurs alliés dans le golfe Persique, aux obligations à l'égard des tiers partis, mais aussi à la politique de la nouvelle administration contre le terrorisme. Le document précise que la question des futures relations à l'Iran est à l'étude, indexée à la désirabilité de contenir une initiative soviétique dans la région. Il n'écarte pas le rétablissement de relations normales avec l'Iran, pour peu que les intérêts des États-Unis le requièrent. L'attitude de l'Iran dans la mise en œuvre de l'accord permettra de jauger sa propension à honorer ses obligations au titre du droit et des usages internationaux. Le maintien ou le relâchement des liens entre Téhéran et le terrorisme international promettent par ailleurs d'être un facteur décisif dans la décision américaine de procéder *in fine* à la normalisation à l'étude<sup>14</sup>.

Cette dernière apparaît de même dans les éléments de langage rédigés à l'usage de la Première ministre<sup>15</sup>. Le sujet des otages touche pourtant encore les Britanniques. La détention, depuis le 27 août

<sup>11</sup> TNA, FCO 8/4013/133, Walsh to Steiness, Iran-gold swap arrangements with the United States, 20th October, 1981.

<sup>12</sup> RESTON James, "Make Peace with Iran?", *The New York Times*, 25th January, 1981.

<sup>13</sup> CIA, 06070597, Director of Central Intelligence, Iran: Political Instability and Economic Disarray, Special National Intelligence Estimate 34-81, 3rd March, 1981

<sup>14</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Department of State, Visit of Prime Minister Thatcher, Briefing Paper, Iran, 18th February, 1981.

<sup>15</sup> TNA, FCO 8/4033/9, MED, FCO, Prime Minister's Visit to the United States, 25-28 February 1981, The Gulf and Iraq/Iran, 19th February, 1981.

1980, de l'homme d'affaires Andrew Pyke, soupçonné d'espionnage, représente un obstacle majeur au rétablissement de relations<sup>16</sup>. Au département du Moyen-Orient, David Miers note néanmoins que sa libération pourrait être plus facilement obtenue si Londres témoignait d'un désir d'améliorer ses relations avec le nouveau régime au lieu de se contenter de le condamner<sup>17</sup>. La prudence reste pourtant de rigueur. Une amélioration soudaine des relations bilatérales pourrait de fait être mal perçue : la détention d'otages britanniques a soulevé l'inquiétude du Parlement et de l'opinion publique. Des raisons de poids poussent pourtant en faveur d'une normalisation : l'importance stratégique du pays au Moyen-Orient ; les conséquences de la crise en Afghanistan et de la guerre Iran-Irak ; les intérêts à ménager la stabilité et l'indépendance du pays contre les menaces d'ingérence soviétique ; les potentialités des marchés persans pour les entrepreneurs britanniques. Il s'agit ainsi de travailler prudemment à une reprise des relations en prévoyant la réouverture de l'ambassade de Téhéran<sup>18</sup>.

Les conditions imposées aux relations ralentissent cependant le processus de normalisation. Au début du mois de mai, Alan Goultly rapporte de Massachusetts Avenue que les officiels américains travaillant sur les questions iraniennes se limitent encore aux acteurs veillant à la mise en œuvre des accords sur la libération des otages<sup>19</sup>. Même dans ce cadre, les échanges bilatéraux connaissent alors un étiage : une rencontre arrangée à la Cour internationale de justice de La Haye entre les trois médiateurs américains et leurs homologues iraniens a avorté en l'absence non-expliquée de ces derniers. Selon le directeur adjoint du bureau iranien du département d'État, Andrew Sens, aucune décision n'a été prise sur l'avenir de la politique iranienne des États-Unis. Une réunion interministérielle a eu lieu pour préparer des documents d'orientation, mais le diplomate n'attend pas de décision sur le sujet avant l'été.

À Téhéran, le chargé d'affaires britannique Stephen Barrett appelle lui-même à réfléchir au type de relations qu'il s'agirait d'avoir avec le nouveau régime<sup>20</sup>. Les Iraniens entravent la normalisation envisagée en opposant des obstacles, notamment techniques, à l'approfondissement des relations<sup>21</sup>. Le diplomate écrit que ces difficultés sont partagées par les autres pays désireux de développer leurs liens avec le nouveau régime. Il suggère de maintenir la pression sur les Iraniens tout en faisant savoir que Londres refuse de payer un quelconque prix pour rouvrir son ambassade. Les intérêts de la Couronne ne semblent pas pour l'heure menacés par ses concurrents en Iran. Les contraintes à opérer sous pavillon suédois sont par ailleurs moindres qu'attendues. Enfin, S. Barrett est convaincu que, dans le processus de normalisation des relations, le commerce devra précéder le drapeau. En attendant, il appelle à

<sup>16</sup> Les missionnaires John et Audrey Coleman et la secrétaire de l'évêque d'Ispahan, Jean Waddell, détenus depuis le mois d'août 1980, sont libérés le 27 février 1981 après l'intervention de Terry Waite, mandaté par l'archevêque de Canterbury en Iran : "British missionaries released in Iran; businessman still held", *UPI*, 22nd February, 1981.

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/4047/56, Miers to Graham, Relation with Iran, 24th February, 1981.

<sup>18</sup> TNA, FCO 8/4047/73, Lamport to Wogan, Relation with Iran, 25th March, 1981.

<sup>19</sup> TNA, FCO 8/4025/76, Goultly to Miers, US/Iran, 6th May, 1981.

<sup>20</sup> TNA, FCO 8/4025/86, Barrett to Miers, Tehran TL 108, Iran: some thoughts on leaving, 15th July, 1981.

<sup>21</sup> Téhéran use notamment du levier protocolaire pour ralentir, sans l'empêcher, le processus tant qu'il ne lui semble pas nécessaire de le mettre à l'agenda : GAILLAUD Sylvain, « Pomp and circumstance(s) : une histoire protocolaire de la normalisation diplomatique entre Londres et Téhéran après la Révolution islamique », in *Le diplomate en représentation du XVIe siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 229-244.

continuer à faire preuve d'une patience extrême, toute pesante qu'elle semble, vis-à-vis d'un régime que la logique révolutionnaire ainsi que l'hostilité et l'éloignement de la vie réelle rendent insensible aux règles de l'évidence : le plus à en espérer est que le temps et la pratique du pouvoir rendront ses acteurs progressivement plus raisonnables et pragmatiques dans leurs relations à leurs partenaires<sup>22</sup>.

Les perspectives de normalisation doivent par ailleurs compter avec l'action d'exilés iraniens désireux d'obtenir des Occidentaux le soutien nécessaire au renversement du régime ou, à défaut, au remplacement de ses élites par des acteurs plus modérés. La pression de leurs approches et de leurs activités conduit le FCO à clarifier sa position à leur sujet<sup>23</sup>. S'ils semblent convaincus que Londres serait capable ou désireux d'appuyer leurs revendications, D. Miers relève la nécessité d'éviter de nourrir la suspicion iranienne d'une « main anglaise » complotant pour le renversement du régime. Les exilés ne manqueraient d'ailleurs pas de donner à leur action la créance d'un contact avec Londres. Washington aurait à leur égard une politique plus active. Leur interlocuteur au CSN, Geoffrey Kemp, confirme à Alan Goulty que les États-Unis sont en relations régulières avec eux, quoi que de manière moins aboutie que ne le suggèrent les médias<sup>24</sup>. Selon l'ancien agent iranien Mansur Rafizadeh, la CIA et la Maison Blanche se seraient rapprochées de Chapour Bakhtiar en France, du général Gholam-Ali Oveissi aux États-Unis et du général Fereydoun Djam au Royaume-Uni, ainsi que du fils de l'ancien shah au Maroc. L'octroi d'un soutien à leur cause, notamment financier, serait en revanche conditionné à la preuve que ces acteurs disposent d'appuis conséquents dans le pays<sup>25</sup>. Bob Woodward rapporte que Langley aurait financé dès 1982 le Front pour la libération de l'Iran fondé par l'ancien Premier ministre Ali Amini, à raison de 100 000 dollars par mois, moins par conviction qu'il pourrait organiser un coup d'état que par conscience qu'il pourrait être pourvoyeur de renseignements. Une vingtaine de milliers de dollars seraient aussi consacrés au soutien aux programmes hostiles à l'ayatollah Khomeini diffusés depuis l'Égypte sur les ondes de Radio Libération à raison de quatre heures par jour<sup>26</sup>.

### 3. Les équilibres de la triangulation

L'objectif de normalisation des relations avec la République islamique, que Londres poursuit avec plus de conviction que Washington, se heurte à la solidarité inhérente au partenariat transatlantique. Le 8 février 1981, la Fondation des martyrs<sup>27</sup> publie un communiqué déclarant que la propriété du terrain de l'ambassade américaine de Téhéran doit lui être formellement concédée lors des célébrations du

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/4025/86, Barrett to Miers, Tehran TL 108, Iran: some thoughts on leaving, 15th July, 1981.

<sup>23</sup> TNA, FCO 8/4088/37, Miers to Graham, Contacts with the Iranian opposition, 10th July, 1981.

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Goulty to Miers, Iran/US, 2nd April, 1982.

<sup>25</sup> RAFIZADEH Mansur, *Witness: From the Shah to the Secret Arms Deal*, New York, William Morrow, 1987, p. 347-349.

<sup>26</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 2005, p. 487.

<sup>27</sup> Fondée à la chute du shah par l'ayatollah Khomeini, la *Bonyād-e Shahid* est une organisation caritative dont le but originel est d'identifier toutes les victimes supposées du régime impériale depuis 1963 et d'apporter une aide financière à leur famille. Elle finit par contribuer au financement par Téhéran du terrorisme international.

second anniversaire de la révolution<sup>28</sup>. À Londres, Grosvenor Square fait pression sur le FCO pour que la Couronne n'envoie pas de représentation aux cérémonies, auxquelles ont été invités les diplomates en poste à Téhéran. Les Britanniques rassurent les Américains sur le sujet<sup>29</sup>.

La question du devenir des locaux des représentations américaine et britannique se pose en parallèle, devant la faible probabilité de restauration rapide des relations. Les États-Unis sont désireux de recouvrer la jouissance de leurs biens en Iran, que les autorités islamiques ne semblent pas disposées à leur remettre<sup>30</sup>. Washington a demandé à Bern, qui agit en tant que puissance protectrice à Téhéran<sup>31</sup>, de solliciter la garde des trois complexes relevant de la propriété du gouvernement fédéral : ceux de l'ambassade et de l'Agence de communication internationale à Téhéran, ainsi que du consulat de Tabriz. En échange, les États-Unis sont disposés à confier aux Algériens la garde des propriétés du gouvernement iranien à Washington. Au département d'État, Ralph Lindstrom est d'autant plus confiant sur la faisabilité de cet échange de bons procédés que le transfert de propriété de l'ambassade de Téhéran à la Fondation des martyrs a été abandonné<sup>32</sup>. Le sujet du devenir du bâtiment n'a cependant pas été approfondi. La pesanteur des souvenirs qu'il recèle rend selon R. Lindstrom peu probable le retour d'une représentation en ses murs. Il évoque la possibilité de sa revente pour financer l'acquisition d'autres locaux au nord de la capitale lorsque la situation s'y prêtera. Mais l'heure est plutôt au recouvrement des propriétés pour évaluer l'ampleur des dommages qu'ils ont soufferts lors de la révolution.

Le sujet donne lieu à un quiproquo entre les iraniens britanniques de Londres et de Washington, qui montre la tension perpétuelle entre intérêt national et solidarité interalliée. Du FCO, Stephen Lamport écrit à Alan Goulty, à Massachusetts Avenue, que viendra le jour où Londres devra penser à l'usage pouvant être fait des deux complexes de bâtiments dont dispose la Couronne au nord (Gholhak) et au centre (Ferdowsi) de la capitale, quel que soit le niveau de représentation restauré en Iran. Il suggère de sonder les Américains sur leurs intentions relatives à leurs propriétés en Iran et à leur usage dans le futur<sup>33</sup>. A. Goulty répond qu'il n'a pas mentionné à R. Lindstrom la possibilité de disposer en faveur des Américains de l'une des propriétés britanniques à Téhéran, mais que leurs échanges suggèrent que Washington pourrait être intéressé. Il propose ainsi de leur « tendre une perche » sur le sujet, bien qu'il ne s'attende pas à une réaction positive, vues les incertitudes pesant sur le futur de la relation irano-américaine<sup>34</sup>. S. Lamport s'empresse de clarifier la position de Londres. Il n'est en aucun cas à l'ordre du jour de considérer la cession à l'allié d'un des domaines de la Couronne. L'idée est plutôt de jauger, à l'aune des négociations entre Washington et Téhéran sur les locaux de la représentation américaine, de l'attitude générale des Iraniens sur l'usage pouvant être fait de propriétés aussi lucratives et stratégiques au cœur de la capitale. Il demande donc à son collègue de ne pas s'engager dans une dis-

<sup>28</sup> TNA, FCO 8/4012/77, Barrett to Washington, BIS Tehran 001, Iran/US relations, 8th February, 1981.

<sup>29</sup> TNA, FCO 8/4012/78, Carrington to Tehran, FCO 17, Iran/US relations, 10th February, 1981.

<sup>30</sup> TNA, FCO 8/4012/80, Lamport to Goulty, US compound in Tehran, 13th February, 1981.

<sup>31</sup> L'ambassade suisse fournit à ce titre des services consulaires limités aux ressortissants américains en Iran.

<sup>32</sup> TNA, FCO 8/4012/84, Goulty to Lamport, US compound in Tehran, 19th February, 1981.

<sup>33</sup> TNA, FCO 8/4012/80, Lamport to Goulty, US compound in Tehran, 13th February, 1981.

<sup>34</sup> TNA, FCO 8/4012/84, Goulty to Lamport, US compound in Tehran, 19th February, 1981.



cession sur une cession de propriété, dont on devine qu'elle aurait été mal perçue par les Iraniens<sup>35</sup>.

La variable américaine pèse d'ailleurs encore sur les efforts engagés par Londres pour restaurer ses relations avec Téhéran. En septembre, les États-Unis publient des instructions interdisant la fourniture de visas aux vice-ministres iraniens des Affaires étrangères et aux chargés d'affaires iraniens à Paris, à Londres et à Beyrouth. Tous auraient été identifiés par Washington comme impliqués dans la prise d'assaut et d'otages à l'ambassade de Téhéran<sup>36</sup>. Londres s'étonne de l'accusation. Les registres de son bureau de l'immigration attestent qu'Alireza Farrokhrouz, nommé chargé d'affaires à Londres, serait rentré le 21 août 1979 au Royaume-Uni pour intégrer l'École polytechnique de la capitale : un certificat d'admission émis en octobre en témoigne. Aucune information indique qu'il ait quitté le territoire britannique au-delà. Les iraniens du FCO écrivent à Massachusetts Avenue que l'accusation de Washington pourrait susciter l'embarras à Londres si elle conduisait un député à solliciter la mutation du diplomate. S'il n'est pas inconcevable que l'intéressé soit revenu dans le pays à l'époque de la prise d'otage, voire qu'il se soit rendu à l'ambassade américaine pendant son occupation, aucune de ces éventualités ne constitue une preuve suffisante de son implication dans les événements. Étant donné que l'affirmation américaine semble sans fondement, Londres appelle A. Goultly à solliciter de Washington de plus amples explications<sup>37</sup>. R. Lindstrom finit par concéder que, si A. Farrokhrouz est mentionné dans la liste d'alerte des visas américains, son identification comme preneur d'otages n'a en revanche pas été confirmée. Le département d'État, convaincu par les informations apportées par le FCO, retire ainsi son nom de la liste des personnes sanctionnées. Les Britanniques ne se privent pas de remarquer que les Américains sont prompts à agir sur la base de bien maigres preuves<sup>38</sup>.

Si l'incident est contenu, l'association traditionnelle entre Londres et Washington continue de peser sur le travail de normalisation. Malgré des échanges écrits de politesses entre la reine Elizabeth et le président Bani-Sadr<sup>39</sup>, puis entre Peter Carrington et son homologue Mohammad Ali Radjaï<sup>40</sup>, Téhéran reste réticent à faire avancer la question de la réouverture de l'ambassade britannique. Les autorités iraniennes ont perçu sa fermeture en 1980 comme un affront à la révolution et une preuve de collusion avec le « Grand Satan ». Pour le nouveau ministre des Affaires étrangères, Mir Hossein Moussavi, sa dimension unilatérale et non-justifiée réclame une enquête à la lumière de laquelle il serait décidé de la normalisation<sup>41</sup>. Le spectre de la malignité britannique et de la collusion occidentale porte durablement ombrage aux négociations : il est invoqué en 1982 pour opposer une fin de non-recevoir à une note requérant la réouverture de l'ambassade et le retour du chargé d'affaires Nicholas Barrington<sup>42</sup>. Il montre moins la réalité du sentiment complotiste des Iraniens que son instrumentalisation pour ralentir

<sup>35</sup> TNA, FCO 9/4012/87, Lamport to Goultly, US compound in Tehran, 5th March, 1981.

<sup>36</sup> TNA, FCO 8/4013/120, Goultly to Wogan, US/Iran, 9th September, 1981.

<sup>37</sup> TNA, FCO 8/4013/121, Wogan to Goultly, US/Iran, 14th September, 1981.

<sup>38</sup> TNA, FCO 8/4013/130, Goultly to Wogan, US/Iran, 21st September, 1981.

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/4024/2, Lamport to Miers, Iran: National Day Message, 15th January, 1981.

<sup>40</sup> TNA, FCO 8/4025/103, Barrington to FCO, British Interests Section (ci-après BIS) Tehran 324, Iran/UK, 6th August 1981.

<sup>41</sup> TNA, FCO 8/4025/121, Barrington to FCO, BIS Tehran 360, UK/Iran relations, 18th August 1981.

<sup>42</sup> TNA, FCO 8/4669/83, Rundle to FCO, BIS Tehran 303, Reopening, 12th May 1982.

des négociations tant que la normalisation n'est pas à l'agenda. La réaction de Londres témoigne du pragmatisme de la diplomatie britannique, dont l'objectif est moins l'élaboration des bases d'une politique iranienne de long terme que la défense des contrats réclamant une issue à court terme :

« Des Iraniens sympathisants au ministère des Affaires étrangères nous ont conseillé de nous concentrer sur les affaires du quotidien et d'éviter de trop insister sur la réouverture alors que la faction radicale du gouvernement iranien gagne du terrain. A la lumière des développements récents de la guerre Iran-Irak et de nos propres intérêts commerciaux en Iran, nous sommes enclins à accepter ce conseil pour l'heure. »<sup>43</sup>

## **B. La permanence de l'équilibre commercial**

### **1. La levée de l'astreinte américaine**

Dans un discours prononcé le 2 juin 1981 devant les membres de l'Association du Moyen-Orient à l'occasion de son déjeuner annuel, Peter Carrington revient sur la tradition de partenariat politique et commercial qui unit le Royaume-Uni à la région depuis l'envoi en 1561 par la reine Elizabeth I<sup>re</sup> d'un marchand de la City, Anthony Jenkinson, comme ambassadeur auprès du Grand Sophi de Perse<sup>44</sup>. Plus de quatre cents ans plus tard, l'abolition de l'empire iranien n'a pas changé la motivation commerciale que le gouvernement de Sa Majesté manifeste à conserver des relations avec l'Iran devenu islamique.

Dès le début de l'année, les iraniens du FCO posent la question des modalités de reprise des relations commerciales, anticipant la levée de l'astreinte constituée par la crise des otages depuis le 4 novembre 1979. Malgré la détention parallèle de quatre ressortissants britanniques, David Miers appelle à lever les sanctions imposées à la demande de Washington de concert avec les partenaires européens, à persister dans la rétention du matériel militaire et du pétrolier ravitailleur Kharg, à solliciter enfin le soutien des Dix pour se rapprocher de Téhéran. Les partenaires de la Communauté ont en effet convenu de lever les sanctions dès que serait actée la libération des otages américains. Le maintien des sanctions par le Royaume-Uni, même lié à la détention d'otages britanniques, serait incompris par le Parlement et par l'opinion et créerait un désavantage pour Londres dans l'accès au marché iranien. Il apparaît de plus inconcevable que les Dix maintiennent leurs sanctions par égard pour les otages britanniques, arguant de la différence entre la détention de diplomates, en infraction au droit international, et celle de particuliers, toute arbitraire et inhumaine qu'elle soit. Le maintien des sanctions heurterait enfin moins les Iraniens que les Britanniques, car il pourrait encourager Téhéran à annuler en représailles des contrats vitaux pour l'économie du Royaume-Uni, comme ceux du constructeur automobile Talbot, sans pour autant influencer les autorités en faveur d'une libération des otages<sup>45</sup>. Ian Gilmour, principal collaborateur de P. Carrington, en charge des affaires iraniennes, ne va pourtant pas dans ce

<sup>43</sup> TNA, FCO 8/4580/86, Miers to Leahy, Relations with Iran, Background Note, 2nd June 1982.

<sup>44</sup> TNA, FCO 8/3859/11, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs's address to the Middle East Association at their annual luncheon, 2nd June, 1981.

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/3849/15, Miers to Graham, PS/LPS, Release of the US hostages, 15th January, 1981.

sens. Il appelle à la rétention du matériel militaire et du Kharg, malgré les contraintes s'y opposant : selon lui, la réaction publique serait vive devant une reprise des relations commerciales avec l'Iran quand un homme d'affaires et trois missionnaires britanniques sont toujours en captivité<sup>46</sup>.

La libération des otages américains mais le maintien des otages britanniques en détention conduit justement à envisager les formes d'un soutien que Washington pourrait apporter à Londres à son tour. Le public et le Parlement pourraient faire pression à ce titre, même si le FCO n'entend pas encourager le parallèle entre les deux situations. P. Carrington recommande néanmoins à Massachusetts Avenue de demander aux Américains ce que leur politique promet d'être en termes de fournitures de matériel militaire. Il ne s'agit cependant pas de solliciter une action de leur part, dans la mesure où les Britanniques entendent ménager les possibilités d'une relation constructive une fois levé l'obstacle et éviter ainsi de provoquer des éléments extrémistes qui n'attendent qu'une occasion pour s'insurger<sup>47</sup>.

La mémoire des sanctions pour lesquelles les États-Unis ont fait lourdement pression en 1980 est du reste vivace<sup>48</sup>. À l'occasion du discours que doit prononcer le 2 février P. Carrington devant le Club des banquiers étrangers, Thomas Bridge, sous-secrétaire d'État chargé des affaires économiques, suggère d'inclure dans l'intervention des éléments prudents de réflexion sur le sujet. L'idée est de faire allusion au fait que Londres avait émis des réserves à l'endroit des sanctions financières, tout en comprenant la raison de leur imposition par Washington : « Je suis sûr que chacun d'entre nous ici présents ne souhaitons aucunement qu'une pareille provocation ne se reproduise. Mais je suggère aussi de réfléchir attentivement au sujet de ce qu'il s'est passé pour en retirer les conclusions de rigueur. »

Le 27 janvier, un article du *Washington Post* annonce, sur la base de sources gouvernementales, que des entreprises américaines ont reçu de la part de l'Iran une invitation à reprendre les échanges<sup>49</sup>. En l'absence de directives émanant des départements du Commerce et du Trésor, les interlocuteurs des diplomates britanniques sont réticents à évoquer le devenir de l'embargo encore en vigueur. Le département d'État confirme néanmoins qu'un ordre présidentiel signé par Jimmy Carter en fin de mandat a levé les sanctions. Les firmes américaines sont ainsi libres de reprendre leur commerce avec l'Iran. L'ancien président aurait également révoqué l'interdiction d'importation du pétrole iranien. Joel Kopp, secrétaire d'État adjoint au commerce international, ajoute que la nouvelle administration n'a pas décidé de l'avenir de sa politique commerciale. Parmi les possibilités figurent le *statu quo*. Un rétablissement de l'embargo serait possible, même s'il contreviendrait aux accords d'Alger. L'imposition de contrôle aux exportations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, comme pour l'Irak et la Syrie, toucherait l'exportation d'avions civils et d'hélicoptères. Une révision du contrôle des importations pourrait enfin contraindre l'achat de pétrole. La réimposition de sanctions financières ne serait en re-

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/4063/4, Gilmour to Thatcher, Release of the US hostages, 16th January, 1981.

<sup>47</sup> TNA, FCO 8/3849/13, Carrington to Washington, FCO 103, Arms supplies to Iran, 22nd January, 1981.

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/4063/13, Bridges to Mallaby, Secretary of State's speech to Overseas Banker's Club, February 2, 1981, 21st January, 1981.

<sup>49</sup> ATKINSON Caroline, HAMILTON Martha, "Iran Pushing to Resume Trade With Many US Companies", *The Washington Post*, 27th January, 1981.

vanche pas à l'ordre du jour, la priorité étant donnée au règlement des litiges financiers en suspens<sup>50</sup>.

Décision est finalement prise de proscrire la livraison du matériel militaire, même s'il a déjà été payé, et de décliner toute nouvelle commande<sup>51</sup>. Les Américains encouragent par ailleurs les pays tiers à ne pas fournir à l'Iran de matériel militaire d'origine américaine et à ne pas vendre de matériel pouvant prolonger la guerre. Massachusetts Avenue estime à l'appui de ses informateurs que Washington ne lèvera d'objection à la cession par Londres à Téhéran de matériel de défense non-létal d'origine britannique. Soulèverait en revanche une opposition la vente de matériel létal ou ayant pour effet de prolonger les hostilités. Dans les autres domaines, le commerce entre les États-Unis et l'Iran connaît une forte croissance. Le directeur adjoint du bureau iranien du département d'État Andy Sens confie à Alan Goulty que l'intérêt des hommes d'affaires américains pour les appétits du marché persan est vif : alors que le montant des échanges atteignait 20 millions de dollars pendant la première moitié de l'année 1980, il s'élève au double au mois de mars 1981 pour les seules exportations directes<sup>52</sup>.

## 2. Le louvoisement entre les belligérants

Avec la levée de l'obstacle constitué par la détention d'otages se pose de fait la question des conséquences de la guerre sur les relations commerciales avec Téhéran. La ligne de partage qui se dessine sur le sujet entre les alliés présage de la légère différence de leur positionnement sur le conflit.

Au milieu du mois de janvier, David Miers rappelle que le FCO a convenu de refuser les exportations d'équipement létal à l'Iran et à l'Irak pendant tout le conflit. L'Iran a pourtant déjà réglé pour 18 millions de livres sterling de pièces de rechange pour des chars Scorpion et Chieftain<sup>53</sup>. Une note du FCO pose les cadres de la position du gouvernement<sup>54</sup>. Elle définit les équipements létaux de manière stricte. Sont exclus de leur liste les parties automobiles (moteurs et transmissions) tels les composants électriques et d'éclairage, pour permettre les exportations vers l'Irak de pièces de rechange pour chars. Sont envisagées la livraison à l'Iran de pièces de rechange non-létales pour chars et le pétrolier-ravitailleur Kharg après la libération des otages américains et britanniques, ainsi que des négociations sur des fournitures qui pourraient être livrées à la cessation des hostilités pour peu qu'elles ne soient pas écartées pour des raisons de sécurité. Le document appelle à présenter cette politique avec la prudence de rigueur en insistant sur la non-létalité des fournitures envisagées, l'examen au cas par cas des autres requêtes qui pourraient être soumises et l'équilibre ménagé par Londres entre les belligérants.

Codifiée notamment par la Convention de La Haye de 1907, l'obligation de neutralité implique de ne pas fournir, ni d'autoriser la fourniture de matériel militaire à un belligérant, ou bien de traiter chacun de manière impartiale, même en cas de refus de fourniture à l'un des partis pour des raisons indé-

---

<sup>50</sup> TNA, FCO 8/4012/68, Henderson to FCO, US/Iran, Washington 284, 27th January, 1981.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/4047/72, Henderson to FCO, Washington 982, Sale of defence equipment to Iran, 25th March, 1981.

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/4025/76, Goulty to Miers, US/Iran, 6th May, 1981.

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/3849/15, Miers to Graham, PS/LPS, Release of the US hostages, 15th January, 1981.

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/3849/6, MED, FCO, Arms supplies to Iran and Iraq, January 1981.

pendantes du conflit (comme dans le cas de l'Iran sur la question des otages), que les produits en question aient été réglés ou non. Un manquement à cette règle conduirait à considérer le pays fautif comme co-belligérant, exposant à des attaques éventuelles ses vaisseaux et ses biens. Les obligations relatives à la fourniture de vaisseaux sont légèrement différentes. Le texte de la Convention de 1907 proscrit la livraison du Kharg à Téhéran à moins que le gouvernement iranien puisse assurer qu'il n'entend pas l'engager dans les hostilités. Ces obligations ne sont pas remises en question par les cas montrant dans l'histoire que leur respect n'a pas été toujours de mise : Washington a en effet fourni Londres en matériel militaire en amont de son engagement dans la guerre comme co-belligérant en 1941. Le FCO relève qu'il serait improbable que Bagdad ou Téhéran en vienne à considérer Londres comme cobelligérant. Un refus de fourniture pourrait cependant conduire l'un ou l'autre à envisager des mesures de représailles, comme l'annulation de contrats ou l'attentat à des ressortissants. Il s'agit donc de communiquer le plus clairement possible avec les deux partis et à entretenir les meilleures relations<sup>55</sup>.

Conformément à ces obligations et à la position adoptée vis-à-vis de l'Iran dès le mois de janvier, un télégramme du département d'État américain adressé aux missions diplomatiques au Proche-Orient et en Asie du Sud recommande de décliner toute requête d'approbation de transfert à Bagdad ou à Téhéran de produits ou de services de défense jusque-là vendus ou exportés par Washington, ou encore fabriqués à l'étranger sous licence américaine. L'interdiction s'étend aux articles et services de défense d'origine américaine utilisés comme composant dans des équipements fabriqués à l'étranger<sup>56</sup>. À Washington, Peter Constable confirme ces directives à Alan Goulty. Le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient indique que le matériel militaire et les pièces de rechange déjà réglés par l'Iran, pour un montant de 500 millions de dollars, incluent un sous-marin et des pièces pour l'avion Phantom. Leur exportation n'est pas dans l'intérêt des Américains, qui en envisagent le remboursement<sup>57</sup>.

La position américaine est réaffirmée par le département d'État au ministère irakien des Affaires étrangères<sup>58</sup>. Les diplomates américains évoquent cependant la possibilité de développer et de renforcer les liens économiques et commerciaux entre les deux pays. L'approfondissement progressif des relations entre Bagdad et Washington conduit les Irakiens à faire pression sur les Américains au sujet des fournitures aux Iraniens. Lors de sa rencontre avec le secrétaire d'État américain, le vice-Premier ministre irakien Tariq Aziz fait part de rumeurs selon lesquelles les Iraniens auraient acquis des armes et des pièces de rechange américaines<sup>59</sup>. Sans pouvoir les confirmer, A. Haig recommande de rassurer Bagdad en rappelant la politique commerciale des États-Unis à l'égard des belligérants.

De leurs côtés, les Britanniques prévoient au printemps d'organiser avec les Iraniens des conversa-

---

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/3849/14, OD (81) 3, Cabinet, Defence and Overseas Policy Committee, Arms supplies to Iran and Iraq, Memorandum by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, 26th January, 1981.

<sup>56</sup> DNSA, NSAEBB82, Haig to All Near Eastern and South Asian Diplomatic Posts, Military Equipment for Iran and Iraq, 16th February, 1981.

<sup>57</sup> TNA, FCO 8/4012/82, Goulty to Palmer, Iran, 20th February, 1981.

<sup>58</sup> DNSA, NSAEBB82, Hammadi to Haig, 15th April, 1981.

<sup>59</sup> DNSA, NSAEBB82, Haig to Bagdad, State 143542, U.S. Policy on Arms Sales and Transfers to Iraq and Iran, 3rd June, 1981.

tions, par deux fois repoussées, pour définir les modalités de la livraison du Kharg et discuter des contrats militaires en suspens et des dettes contractées auprès des Services militaires internationaux et du ministère de la Défense<sup>60</sup>. Au département du Moyen-Orient, Patrick Wogan suggère d'en informer les Irakiens et les Américains sans pour autant faire grand cas de l'événement, pour ne pas laisser la porte ouverte à des pressions de leur part visant à les faire avorter. Rappelant leur position sur la question, il souligne, par égard pour leur sensibilité aux questions iraniennes et par respect pour les logiques de la relation bilatérale, l'importance d'informer les États-Unis de la tenue d'un dialogue. Il s'agirait également de les avertir que ce dernier doit couvrir d'autres types de matériel militaire, bien que toute décision à ce titre serait *in fine* prise au niveau ministériel. A. Goultly transmet à R. Lindstrom, qui ne mentionne pas le sujet du Kharg mais se contente de s'intéresser à l'identité des négociateurs annoncés<sup>61</sup>.

### 3. Le levier de normalisation diplomatique

L'organisation de ces conversations est conçue à Londres comme un levier de normalisation diplomatique, dont l'objectif n'est pas pour l'heure partagé par Washington. Un mémorandum rédigé au début du mois d'avril par Peter Carrington appelle ainsi à une amélioration progressive des relations bilatérales, qui devrait permettre d'aboutir à la livraison du Kharg et à la réouverture de l'ambassade de Téhéran<sup>62</sup>. La question a même été abordée par précaution avec le ministre irakien des Affaires étrangères Saadoun Hammadi lors de sa visite à Londres au mois de mars. De leurs côtés, les Iraniens ont fait savoir qu'ils entendent dépasser les problèmes dans lesquels les plonge la guerre contre l'Irak et développer des relations de long terme avec le Royaume-Uni. La priorité accordée à la restauration de la représentation à Téhéran n'empêche pas l'ouverture de discussions sur de nouveaux contrats d'armement. S'il n'est pas question de livrer des munitions tant que dure la guerre, les échanges sur des pièces de rechange non-létales pour les chars pourraient inciter les Iraniens à accélérer le processus de normalisation des relations, qui commencerait par la libération d'Andrew Pyke.

P. Carrington ne manque pas d'informer son homologue américain des intentions britanniques. Au fait des préoccupations de Washington, il explique à Alexander Haig le désir de rétablir des relations commerciales et diplomatiques avec l'Iran par des raisons stratégiques. Il s'agit de les empêcher de tomber dans l'escarcelle soviétique à force de négligence occidentale : du fait des attermoissements américains et de la préférence irakienne embrassée par les Français, seuls Londres et Bonn sont en position de pouvoir maintenir un lien avec Téhéran. A. Haig en prend note, rappelant la position des États-Unis sur la question, que ne remet pas en question, assure-t-il, le déplacement à Bagdad du sous-secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient Morris Draper, lequel n'est pas passé inaperçu à Londres<sup>63</sup>.

---

<sup>60</sup> TNA, FCO 8/4049/181, Wogan to Miers, Anglo/Iranian talks: possible release of defence equipment to Iran, 8th June, 1981.

<sup>61</sup> TNA, FCO 8/4050/246, Goultly to Coates, Iran, 4th August, 1981.

<sup>62</sup> TNA, FCO 8/4047/88, Wogan, OD meeting at 1200 on 9 April, Points to make, 6th April, 1981.

<sup>63</sup> TNA, FCO 8/4135/2, Carrington to Washington, FCO 562, Talks with US Secretary of State: the Iraq/Iran

À l'été, le chargé d'affaires Stephen Barrett confirme que les opportunités de développement des relations économiques et commerciales demeurent. Si les affaires sont prospères, elles pourraient l'être davantage, dans la mesure où l'Iran lui semble être pour les exportations britanniques un marché plus porteur que l'Irak. Il s'agit de ménager une bonne place aux industries nationales dans le développement du pays quand la résolution de la guerre le permettra. D'ici là, il convient que les discussions sur les ventes d'armes pourraient contribuer au renforcement des relations intergouvernementales<sup>64</sup>.

Pour Téhéran, cependant, relèvent les iraniens de Londres, il n'y a pas vraiment d'intérêt politique à l'approfondissement des relations avec Londres. L'objectif des négociateurs est surtout d'obtenir les biens et les équipements déjà payés et, si possible, de trouver chez les Britanniques des fournisseurs à l'avenir. Quoique désireux de réduire l'isolement dans lequel la révolution a plongé le pays, au risque de le rendre vulnérable aux ingérences soviétiques, les Britanniques ne se font guère d'illusions sur une amélioration immédiate des relations bilatérales. Il s'agirait aussi de veiller à ce qu'une normalisation progressive avec Téhéran évite de se traduire par un rafraîchissement des relations avec Bagdad<sup>65</sup>.

Le 4 août 1981, une délégation composée de membres des ministères de la Défense et des Affaires étrangères, emmenée par le chargé d'affaires Alireza Farrokhrouz, est reçue au FCO par John Graham, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, Peter Mehew, secrétaire adjoint à la Défense en charge de l'administration des ventes, Malcolm Stephens, directeur général du Département de garantie des crédits d'exportation, et Hugh Mooney, des Services militaires internationaux. Dès le début des échanges, les Iraniens informent ne pas avoir reçu de mandat pour discuter des aspects techniques, légaux ou commerciaux des contrats, mais seulement pour traiter de leurs dimensions politiques, pour trouver un accord préalable permettant de prolonger au-delà les négociations sur les autres points<sup>66</sup>.

J. Graham évoque au mois d'octobre avec son homologue Nicholas Veliotos ces conversations et leurs objectifs de normalisation. Il suggère même la possibilité pour Washington de les imiter, si nécessaire de manière clandestine. Le secrétaire d'État adjoint américain lui fait savoir qu'outre les problèmes politiques et psychologiques qu'une pareille initiative pourraient susciter aux États-Unis, des raisons légales s'opposent à l'approbation par Washington de toute fourniture de matériel militaire. Il pointe également les difficultés à maintenir une pareille opération secrète. Il réitère la neutralité américaine dans le conflit et la volonté de l'administration de maintenir un embargo total vis-à-vis des deux belligérants. À ce titre, il rappelle qu'il est même impossible aux pays tiers de fournir du matériel américain tombant sous le coup de l'embargo en vigueur aux États-Unis : l'exportation d'armes sous licence américaine par Israël a ainsi été l'objet d'une plainte ayant conduit à leur interruption<sup>67</sup>.

---

War, 10th April, 1981.

<sup>64</sup> TNA, FCO 8/4025/86, Barrett to Miers, Tehran TL 108, Iran: some thoughts on leaving, 15th July, 1981.

<sup>65</sup> TNA, FCO 8/4050/W247, Anglo/Iranian talks: 5 August 1981, August 1981.

<sup>66</sup> TNA, FCO 8/4050/250, Graham to PS/Mr Hurd, Defence Sales to Iran, 4th August, 1981.

<sup>67</sup> TNA, FCO 8/3804/10, Record of a meeting between Sir J. Graham and Mr Nicholas Veliotos, Assistant Secretary for Near East and South Asian Affairs, State Department, 30th October, 1981 et FCO 8/4026/227, Graham to Wogan, Iran: can we influence the course of events?, 2nd November, 1981. La prescience de Nicholas Veliotos sur la pertinence et le secret d'une telle opération n'a pas été méditée par les concepteurs de la politique de

La priorité pourtant accordée au développement des exportations vers l'Irak conduit Christopher Mallaby, directeur du bureau de la planification du FCO, à rappeler la supériorité de l'importance stratégique de l'Iran. Les convoitises soviétiques sur son marché le suggèrent, cependant que Français et Italiens continuent à s'arroger le contrôle du marché irakien<sup>68</sup>. Londres gagnerait ainsi à montrer aux Iraniens que, s'ils entendent restaurer leurs liens avec le monde, ils ont, outre l'évidente option soviétique, des options occidentales. A ce titre, le Royaume-Uni reste mieux placé que les États-Unis ou la France. Il suggère ainsi de faire le premier pas vers l'Iran, pour démontrer la volonté britannique de reconstruire une relation. Le fait que Londres soit désormais disposé à livrer à Téhéran les pièces de rechange retenues depuis la chute du shah pourrait être présenté de la sorte.

Le ministère de la Défense et le FCO ne tardent pas à convenir de la pertinence de la stratégie<sup>69</sup>. La libération d'Andrew Pyke et les des autorités iraniennes semblent aller dans le sens d'un apaisement progressif des relations. Peter Carrington suggère par conséquent de répondre de manière limitée mais constructive aux progrès constatés : en relâchant légèrement l'embargo sur le matériel militaire pour permettre la livraison de produits sous réserve qu'ils servent des intérêts commerciaux britanniques, qu'ils ne compromettent pas la relation à l'Irak et qu'ils n'enfreignent pas la règle relative à la légalité ; en délivrant une partie des pièces de rechange pour chars retenues jusqu'alors ; en recevant une délégation d'Iraniens pour travailler sur les perspectives de coopération économique dans les domaines intéressant l'industrie britannique, comme le développement agricole et l'automobile. Six mois plus tard, lorsque l'ambassadeur Wright mentionne à N. Veliotis l'intérêt des Iraniens pour l'acquisition d'armes, le secrétaire d'État adjoint ne réagit pas outre mesure, témoin de l'évolution progressive de la pensée américaine sur la question. Il accueille avec satisfaction une initiative qui démontre selon lui la volonté de Téhéran d'approfondir ses relations avec l'Occident après la guerre. L'importance à renforcer la capacité de l'Ouest à contrer l'influence soviétique dans le pays semble primordiale<sup>70</sup>.

### C. La persistance du sentiment de collusion

#### 1. Les relais d'ambassades

Dans la ferveur nationaliste postrévolutionnaire, attisée par la mobilisation engagée pour soutenir l'effort de guerre contre l'Irak, l'agitation par les autorités iraniennes de la collusion entre les Britanniques et les Américains, anciens partenaires du shah et ennemis désignés du nouveau régime, contribue à l'entretien de tensions à rebours des quelques efforts engagés en faveur d'une normalisation.

---

vente d'armes à Téhéran au milieu des années 1980 : *cf. infra*, chapitre 11.

<sup>68</sup> TNA, FCO 8/4418, Mallaby to Miers, Iraq and Iran, 5th February, 1982.

<sup>69</sup> TNA, FCO 8/4580/45, Carrington to Nott, Policy toward Iran, 9th March, 1982.

<sup>70</sup> TNA, FCO 8/4720, Wright to FCO, Washington 2966, Iran/Iraq, 5th September, 1982. Sur la rivalité entre les deux Grands en Iran et l'instrumentalisation qui en est faite, on lira KEDDIE Nikki, GASIOROWSKI Mark, *Neither East Nor West: Iran, the Soviet Union, and the United States*, New Haven, Yale University Press, 1990.



Ces procès de collusion se nourrissent des révélations sur le rôle des Britanniques dans les épreuves subies par les Américains. Le 20 janvier 1981, alors que les otages de Téhéran prennent le chemin du retour, le secrétaire d'État Edmund Muskie écrit à John Graham afin de rendre hommage aux efforts qu'il a déployés lors de son ambassade pour soulager les épreuves de la captivité et donner à Washington une visibilité sur la crise<sup>71</sup>. Le diplomate rappelle que le chargé d'affaires américain Bruce Laingen et plusieurs de ses collègues comptaient parmi ses amis personnels, auxquels il s'est donc fait un devoir mais aussi un privilège d'apporter quelques soulagements, jusqu'à contribuer à leur libération<sup>72</sup>.

De Grosvenor Square, Kingman Brewster transmet à Michael Palliser, directeur du service diplomatique britannique, les remerciements des iraniens américains de Londres pour l'aide apportée par le FCO dès la prise d'assaut de l'ambassade. Concédant quelques désaccords sur les « tactiques » destinées à obtenir la libération des otages, il écrit cependant ne pas douter que les Américains et les Britanniques ont parlé d'une même voix dans leur condamnation de la prise d'otages, dans leur défense de l'ordre international et dans leur volonté de trouver une solution pacifique à la crise<sup>73</sup>.

À Washington, B. Laingen et ses collègues John Limbert et Richard Queen se rendent en mars auprès de Nicholas Henderson pour lui exprimer leur gratitude<sup>74</sup>. Ils évoquent l'action de J. Graham auprès des otages, de David Reddaway au ministère des Affaires étrangères et de la Banque d'Angleterre à la dernière étape des négociations. L'ambassadeur est aussi invité avec ses homologues algérien, canadien, ouest-allemand et suisse à un déjeuner organisé par la commission des Affaires étrangères du Sénat en hommage à leurs pays. Sont présents des membres des administrations Carter et Reagan. Le diplomate salue l'initiative comme une occasion très agréable et réconfortante, notant que la gratitude n'est pas vraiment une valeur considérée comme garantie dans la vie diplomatique.

De ces échanges de politesse émergent cependant le souvenir des anicroches ayant émaillé la relation bilatérale. Paradoxalement, les Iraniens ne manquent pas de récupérer ces dernières comme autant de preuves de la collusion américano-britannique. B. Laingen confie ainsi à N. Henderson ne pas partager l'analyse du journaliste Mike Wallace, qui déclare dans un reportage diffusé par CBS News que les Britanniques auraient dû s'engager davantage pour porter secours aux six Américains échappés lors de l'assaut, plus tard recueillis par les Canadiens et exfiltrés par la CIA. Produit à l'occasion d'une visite de Ronald Reagan à Ottawa, le reportage inquiète le FCO quant aux révélations auxquelles il pourrait néanmoins conduire<sup>75</sup>. Il raconte le déroulement des faits en précisant le rôle joué par les Britanniques<sup>76</sup>. Massachusetts Avenue appelle à maintenir la ligne selon laquelle les autorités britanniques ont agi durant toute la crise en concertation et en accord avec l'administration américaine<sup>77</sup>. Peter Carrington note de son côté qu'une réaction risque de provoquer un surcroît de questions embar-

<sup>71</sup> TNA, FCO 8/4012/75, Muskie to Graham, 20th January, 1981.

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/4012/75, Graham to Muskie, 30th January, 1981.

<sup>73</sup> TNA, FCO 8/4012/73, Brewster to Palliser, 27th January, 1981.

<sup>74</sup> TNA, FCO 8/4013/101, Henderson to Pallister, Iran, 10th March, 1981.

<sup>75</sup> TNA, FOC 8/4012/88, Wogan to Miers, US Hostages/Canadian Embassy Help, 9th March, 1981.

<sup>76</sup> Cf. chapitre 5.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/4012/90, Henderson to FCO, Washington 818, US Hostages, 10th March, 1981.

rassantes, raison pour laquelle il semble préférable de se réfréner de tout commentaire<sup>78</sup>.

La diffusion du reportage de CBS suscite une vague de réactions dans l'opinion publique condamnant les Britanniques pour leur réticence à aider les Américains en fuite<sup>79</sup>. Le département du Moyen-Orient rappelle que la politique a été jusque-là de dissimuler soigneusement l'aide apportée aux otages en fuite. Toute révélation pourrait en effet compliquer la relation déjà difficile et tendue avec Téhéran, et gêner les efforts engagés pour obtenir la libération des ressortissants britanniques encore détenus en Iran. Décision est pourtant prise au printemps 1981 d'aller à l'encontre de la version des faits erronée transmise par le reportage. Les réponses apportées aux courriers indignés du public entendent le rassurer au sujet de l'accomplissement par les diplomates de leur devoir, tout en évitant de donner des détails sur la nature de l'aide apportée et en expliquant les raisons justifiant cette discrétion.

Deux ans plus tard, un article du *Washington Post* donne la parole à l'ancien otage Victor Tomseth, consul à Chiraz puis conseiller politique à Téhéran pendant la révolution, qui déclare que l'ambassade britannique a donné asile à trois membres du personnel de l'ambassade américaine ayant échappé aux preneurs d'otages<sup>80</sup>. De Téhéran, Christopher Rundle suggère à ses collègues de Londres de demander à Washington d'éviter ce type de déclarations dans le futur<sup>81</sup>. En effet, la déclaration de son collègue américain ne manquera pas d'être récupérée par les Iraniens pour nourrir un probable dossier antibritannique compilé aux archives du ministère iranien des Affaires étrangères. Près de quatre ans après les événements, les Britanniques craignent encore que de tel propos n'attirent l'attention sur l'aide apportée aux Américains pendant la prise d'otages. Interrogé par Alan Goulty sur le sujet, Ralph Lindstrom s'aplatit en excuses et s'engage à faire le nécessaire pour éviter toute nouvelle déclaration embarrassante. Il ajoute que cette indiscretion ne ressemble pas à Victor Tomseth<sup>82</sup>.

## 2. Les révélations des archives

Dans ce contexte tendu, les révélations émanant des archives de la période impériale récupérées par les militants du nouveau régime sont mobilisées afin de soutenir les procès de collusion intentés contre les Américains et les Britanniques et en raison de leur ancienne proximité avec le régime du shah.

Dès le mois de janvier 1980, un journal de Téhéran rapporte, sur la base d'un extrait d'un entretien accordé par l'ancien empereur, que des agents de la SAVAK ont été entraînés au Royaume-Uni<sup>83</sup>. Dès son institution en 1957, la police politique iranienne aurait été formée par le MI5 notamment dans le domaine du sabotage, ce que les services britanniques ne confirment évidemment pas<sup>84</sup>. Au mois de

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/4012/91, Carrington to Washington, FCO 417, US Hostages, 11th March, 1981.

<sup>79</sup> TNA, FCO 8/4013/110, Heim to Rundle, US embassy takeover in Iran: British involvement, April 1981.

<sup>80</sup> "CIA Agent Helped Six Flee Iran", *The Washington Post*, 21st July, 1983.

<sup>81</sup> TNA, FCO 8/5143/12, Rundle to Coates, British Help to the American Hostages, 7th August, 1983.

<sup>82</sup> TNA, FCO 8/5143/11, Goulty to Coates, British Help to the American Hostages, 17th August, 1983.

<sup>83</sup> TNA, FCO 8/3594/1, Reddaway to Lamport, Alleged Training of Savak, 21st January, 1980.

<sup>84</sup> On lira sur ce point, HASHIMOTO Chikara, *In The Twilight of the British Empire: British Intelligence and Counter-Subversion in the Middle East, 1948-63*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2017, p. 97-101.

juin est organisée à Téhéran une conférence sur les interférences des États-Unis en Iran, nourrie des documents retrouvés et reconstitués par les preneurs d'otages sur le site de l'ambassade américaine de Téhéran. La plupart suit la logique du narratif unilatéral des « atrocités » commises tant par les Américains en Iran que sur les Iraniens aux États-Unis. Un document fait porter la responsabilité des massacres de 1978 sur les diplomates américains en Iran. Un autre, produit par l'ancien ambassadeur du Trône du Paon à Washington, Ali Asghar Agah, dénonce le traitement des exilés iraniens aux États-Unis. Des extraits des messages du général Robert Huyser, dépêché en Iran par l'administration Carter en janvier 1979, font état de contacts avec le dernier Premier ministre du shah, Chapour Bakhtiar et de ses encouragements à recourir à l'armée pour trouver une solution politique à la crise. Une « histoire » de l'empreinte impérialiste en Iran fait enfin porter sur Londres la responsabilité de l'arrivée au pouvoir du père du shah, Reza, en 1925, et mentionne l'implication britannique dans le « coup d'état » de 1953, sur la base d'extraits des mémoires de son architecte, Kermit Roosevelt<sup>85</sup>.

Martin Williams et Stephen Lamport rencontrent deux chercheurs en relations internationales de l'université du Surrey à leur retour de la conférence. Ils rapportent l'impression de débats bien organisés où ont été sérieusement présentés les documents décrivant les ingérences américaines en Iran. Les intervenants ont soutenu de manière convaincante leur thèse du traitement de l'Iran comme d'une colonie des États-Unis depuis 1953. Le deuxième jour, consacré aux échanges entre les participants, a conduit en particulier l'ancien procureur général Ramsey Clark à reconnaître la validité des conclusions iraniennes mais à revendiquer cependant la libération des otages de l'ambassade<sup>86</sup>. Pour David Miers, les éléments les plus significatifs sont les lumières projetées sur la mission controversée du général Huyser, les documents suggérant que les Américains ont pu tenter d'organiser un coup d'état de la dernière heure. Le directeur du département du Moyen-Orient s'interroge à la fois sur son approbation par la CIA et le département d'État, ainsi que leur consultation de Londres à l'époque<sup>87</sup>.

Les procès de collusion entre Américains et Britanniques, d'une part, et entre les Occidentaux et l'ancien régime d'autre part, se nourrissent de la publication régulière dans la presse des documents de l'ambassade des États-Unis<sup>88</sup>. Après avoir été détruits par les Américains lors de l'assaut, ces derniers sont reconstitués par les étudiants pendant les 444 jours de la prise d'otages et publiés jusqu'au début des années 1990 sous la forme de volumes thématiques destinés à dénoncer l'« antre de l'espionnage des États-Unis en Iran » et l'ingérence de Washington dans les affaires iraniennes<sup>89</sup>. Les révélations

<sup>85</sup> TNA, FCO 8/3588/475, Lamport to Williams, Miers, Reed, Tehran Conference on US interference in Iran; 2-5 June, 1980, 16th June, 1980.

<sup>86</sup> TNA, FCO 8/3588/476, Williams to Miers, Tehran Conference on US interference in Iran, 17th June, 1980.

<sup>87</sup> TNA, FCO 8/3588/479, Miers to Empson, US intervention in Iran, 20th June, 1980. Cf. chapitre 3.

<sup>88</sup> TNA, FCO 8/4012/86, Barrett to FCO, BIS Tehran 56, Iran/US relations, 24th February, 1981.

<sup>89</sup> TNA, FCO 8/4569/40, Rundle to Coates, "Spy Den" Documents, 22nd February, 1982. Asnaade-e Laaneh-e Jasoosi (Documents of the Spying Den), Dafter-e Inteshara at-e Islami vabasta be Jami'-e Mudarriseen, Hauzeh-e Ilmiyeh, Qom, 1980-1991, 72 vol. (ci-après Den). Les enjeux de la publication de ces documents ont été présentés le 19 avril 2022 lors d'un séminaire organisé à l'université de Bordeaux sur les sources en histoire du droit et en science politique : GAILLAUD Sylvain, « Les sources d'un divorce : les archives de l'ambassade américaine de Téhéran comme entrée dans la 'tragédie des relations' entre les États-Unis et l'Iran depuis 1953 ».

auxquelles ils conduisent ne manquent pas d'inquiéter les Britanniques : un rapport de la SAVAK rapporte par exemple que le chef de l'antenne de la CIA à Téhéran au début des années 1970, Arthur Callaghan, comptait parmi ses relations le Britannique Desmond Harney, en le présentant, à juste titre, comme un ancien agent du renseignement britannique attaché à l'ambassade du Royaume-Uni<sup>90</sup>.

En novembre 1982, les célébrations organisées à l'occasion du troisième anniversaire de la prise d'otages conduisent le ministère iranien des Affaires étrangères à envoyer aux missions diplomatiques dans le pays une copie des volumes déjà publiés des documents compilés par les étudiants. Le diplomate britannique Christopher Rundle rapporte que l'un de ces volumes contient un télégramme émanant de l'ambassade américaine de Londres, qui évoque des échanges d'informations entre les services de renseignement américains et britanniques et entre les ambassadeurs français et britannique en Iran au sujet de l'évolution de la révolution et du développement de contacts avec l'ayatollah Khomeini au printemps 1979. Les Iraniens publient par ailleurs dans la presse une liste des noms et des coordonnées de personnes présentées comme des agents de la CIA affectés dans l'ensemble du monde<sup>91</sup>.

Un mois plus tard, un nouveau volume de documents témoigne des interactions entre les iraniens américains et britanniques en poste à Téhéran jusqu'à la révolution, notamment entre les ambassadeurs Sullivan et Parsons. Ce dernier est en particulier désigné comme ayant recommandé à Londres de faire pression sur la BBC pour que son service en persan limite sa couverture, jugée irresponsable, des déclarations de l'ayatollah Khomeini, appelant dès l'automne 1978 à un soulèvement de la population iranienne et à un renversement du régime impérial depuis son exil de Neauphle-le-Château. Pour une population convaincue de subir depuis le XIX<sup>e</sup> siècle les ingérences d'une « main anglaise » réputée à l'origine de tous les maux de l'Iran, la révélation est doublement compromettante : elle suggère que le shah est alors convaincu d'un complot ourdi contre lui par les Britanniques avec le soutien des mollahs, dont on rapporte encore que la barbe postiche porte « made in England » à son revers ; elle confirme aux yeux des révolutionnaires la duplicité de diplomates qui revendiquent leur neutralité face à des événements qu'ils tentent cependant de maîtriser en coulisse. Un autre document témoigne de l'approche des ambassades américaine et britannique par des figures modérées de l'opposition au régime, soutenues par un rival de l'ayatollah Khomeini, l'ayatollah Shariatmadari. Ces émissaires sont porteurs d'un projet de solution constitutionnelle à la crise politique et sociale que traverse le pays. Le télégramme suggère que les Britanniques y opposent une fin de non-recevoir mais qu'ils en font part aux Américains, lesquels reçoivent à leur tour les Iraniens. Quatre ans plus tard, Christopher Rundle note que ces documents ne manqueront pas d'être utilisés par les éléments les plus extrémistes du nouveau régime pour démontrer la collusion entre Britanniques, Américains et « modérés » contre l'ayatollah Khomeini et ses partisans d'une ligne de fermeté face à l'ancien régime et à l'Occident<sup>92</sup>.

---

<sup>90</sup> TNA, FCO 8/3587/455, Graham to FCO, Tehran 550, Conference on US interference in Iran, 3rd June, 1980 et AUERBACH Stuart, "Iranian Documents Show Apparent Spying on CIA", *The Washington Post*, 3rd June, 1980. Cf. chapitre 2.

<sup>91</sup> TNA, FCO 8/4599, Rundle to Coates, Iran/US relations, and US/British Co-operation, 8th November, 1982.

<sup>92</sup> TNA, FCO 8/4581, Rundle to FCO, BIS Tehran 803, Iran/UK, 6th December, 1982.

### 3. Les résurgences de soupçons

L'instrumentalisation de ces révélations par les autorités islamiques nourrit dans les années 1980 la résurgence des soupçons de collusion inscrite dans les logiques de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. Au mois d'avril 1981, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, pressenti comme l'un des successeurs potentiels à l'ayatollah Khomeini, s'exprime sur les perspectives offertes à l'Iran islamique en matière de liens avec les grandes puissances :

« Nous devrions avoir des relations amicales et non pas celles d'un oppresseur et d'un opprimé, ni des relations de type colonial. Jusqu'à présent, nos relations étaient d'ordre colonial. Elles n'ont pas lieu d'être. Ils n'ont pas à s'ingérer dans nos affaires. Nous pouvons avoir de bonnes relations avec eux. Nous allons faire du commerce avec eux mais nous ne sommes pas disposés à nous vendre à eux. »<sup>93</sup>

La déclaration témoigne de la force d'une xénophobie érigée au rang de crédo national par le héraut de la révolution après avoir invariablement émaillé ses adresses au peuple iranien en révolte à la fin du règne du shah. À l'ombre des « Suprême Satan » américain et « Grand Satan » soviétique, on retrouve les « moindres Satans » irakien, israélien, égyptien, saoudien et koweïtien, sans oublier les sionistes, les baha'is<sup>94</sup> et les chrétiens, tous considérés comme des ennemis de l'Iran<sup>95</sup>.

Quant à l'influence supposée de la « main anglaise » en Iran, son enracinement dans les mémoires bénéficie de la récurrence des références que l'ayatollah Khomeini y fait dans ses discours jusqu'à la révolution. Le chargé d'affaires Nicholas Barrington livre en 1982 une compilation :

« L'un des buts des Britanniques qui ont porté Reza Khan [père du dernier shah] au pouvoir était de se débarrasser du clergé »

« Savez-vous que nous avons perdu tout ce que nous avons durant les 50 dernières années à cause de la domination du Royaume-Uni et des États-Unis ? »

« Ils ont administré le pays sous Reza Khan sous l'ordre des Britanniques et sous Mohammad Reza [le dernier shah] sous ordre des États-Unis »

« Pendant que nos enfants étaient l'objet des pires tortures et traitements physiques et psychologiques par les États-Unis et le Royaume-Uni, aucun officiel d'aucune organisation internationale n'a défendu nos chers amis »

« Ceux qui soutiennent les grandes puissances, comme l'Angleterre qui a donné asile à Bakhtiar [!] et les États-Unis qui protègent Mohammad Reza, ce symbole de corruption, devraient se rendre compte que s'ils n'arrêtent pas nous nous occuperont d'eux différemment. Nous ne les laisserons pas gagner quoi que ce soit de leurs complots. »<sup>96</sup>

Si le diplomate note que ces références sont toutes antérieures à l'automne 1980, les soupçons perdurent. En avril 1981, le directeur de l'agence de presse iranienne fait savoir à Stephen Barrett son opposition à la normalisation des relations entre Londres et Téhéran. La raison qu'il invoque est le soutien apporté par les Britanniques à la Force de déploiement rapide (FDR) mise en place par Washington pour sous-tendre le renforcement de sa présence militaire dans la région. Le chargé d'affaires

<sup>93</sup> TNA, FCO 8/4013/105, Barrett to FCO, BIS Tehran 118, Reuters report on Iran/US relations, 8th April, 1981.

<sup>94</sup> Issu d'un chiisme ésotérique et mystique, le bahaïsme est une religion monothéiste abrahamique fondée par le Persan Mīrzā Ḥusayn-ʿAlī Nūrī en 1863. Ses membres la revendiquent comme une communauté internationale indépendante. Depuis 1979, les 300 000 baha'is iraniens sont exclus de la protection constitutionnelle accordée par la République islamique aux seules trois minorités religieuses reconnues (zoroastrisme, judaïsme et christianisme). Leur foi étant postérieure à l'islam, elle n'est à ce titre pas considérée comme une religion par le régime.

<sup>95</sup> ZONIS Marvin, *Majestic Failure: The Fall of the Shah*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 203.

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/4580/97, Barrington to Coates, Iran/UK Relations, 4th July, 1982.

répond que, pour Londres, la sécurité des pays de la région est de leur responsabilité. Le recours à la FDR ne saurait exister qu'à la requête des États concernés. Il en récusé la pérennité ainsi que l'objectif de renforcement de la présence occidentale dans la région. Il renvoie en revanche l'Iranien vers le cas de l'Afghanistan, victime avérée depuis l'invasion de son territoire du renforcement de la présence soviétique. Il rappelle ainsi que l'un des objectifs de la FDR est de protéger les pays du Golfe<sup>97</sup>.

La proximité avec le partenaire américain n'en reste pas moins sujet de méfiance. Au mois de mars 1982, N. Barrington rapporte que l'attitude de l'Iran envers les États-Unis demeure vindicative et intransigeante. L'antienne révolutionnaire promettant « Mort à l'Amérique » est encore un slogan politique répandu. Les États-Unis sont dépeints à la fois comme un « Grand Satan » complotant de concert avec le sionisme international, contre les peuples opprimés du monde, et comme une superpuissance dont l'humiliation constitue le plus grand succès de la révolution islamique. La propagande les blâme pour tous les maux des Iraniens, lesquels semblent avoir des Américains une vision naïve. Selon le diplomate, certains, même sophistiqués restent non seulement très critiques du rôle passé des États-Unis mais méfiants de leur volonté d'imposer à nouveau leur domination. La peur et les mythes révolutionnaires combinés à la nécessité de disposer d'un bouc-émissaire pour les nombreuses difficultés de l'Iran rendent un changement dans l'attitude du public inconcevable si tôt après la révolution<sup>98</sup>.

Les convictions complotistes ont encore du succès. Au début de l'été 1982, N. Barrington est invité à deux dîners dans des appartements modernes et cossus, où l'abondance de la nourriture, de la boisson et de la musique, raconte-t-il, sublime l'élégance des dames. Les convives s'y déclarent convaincus que les Occidentaux ont jaloué l'essor de l'Iran sous le Shah, qu'ils auraient décidés de réfréner. Les Américains ou les Britanniques, peut-être les deux, auraient ainsi installé les mollahs au pouvoir, qui auront permis au commerce britannique de prospérer. Quant aux Américains, ils auraient monté de toute pièce la crise des otages pour quelque obscure raison de leur chef. Le diplomate confesse, dans le rapport qu'il en fait, la difficulté qu'il a eu à ne pas réagir à l'absurdité des accusations<sup>99</sup>. En attendant, note-t-il, la persistance de la menace soviétique en Iran devrait conduire les Iraniens à se ranger pour un temps dans les voies du non-alignement. Dans la mesure où ce choix ne paraît pas contraire à leurs intérêts, les Américains et les Britanniques gagneraient à continuer à agir avec modération<sup>100</sup>.

## II. La pression pour une implication préventive (1981)

La perte de l'Iran et la crise des otages ont posé la question et les jalons d'un renforcement de la présence des Occidentaux dans la région. Comment Américains et Britanniques envisagent-ils la défense de leurs intérêts dans un contexte de déstabilisation postrévolutionnaire accentué par la guerre ?

<sup>97</sup> TNA, FCO 8/4025/69, Barrett to Wogan, Rapid Deployment Force, 16th April, 1981.

<sup>98</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Barrington to Miers, Iran/US Relations, 11th March, 1982.

<sup>99</sup> TNA, FCO 8/4580/97, Barrington to Coates, Iran/UK Relations, 4th July, 1982.

<sup>100</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Barrington to Miers, Iran/US Relations, 11th March, 1982.

## A. La complexification d'enjeux hérités

### 1. Les incertitudes sur les intentions soviétiques

Le potentiel de déstabilisation de la prétendue « résurgence de l'islam » au Moyen-Orient renforce l'attachement de Londres et de Washington à répondre aux menaces pesant sur les équilibres stratégiques qu'ils ont ménagés dans la région depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

Les éléments de langage préparés en amont de la visite dans le golfe Persique du secrétaire d'État à la Défense britannique résumant les menaces pesant sur la région : la volonté d'expansion des Soviétiques, visible à l'invasion de Afghanistan et à leurs activités en Éthiopie et au Yémen ; les tensions internes à la région, illustrées par la guerre entre l'Iran et l'Irak ; la diffusion possible de la révolution vers les voisins de l'Iran ; les menaces moins visibles de subversion soviétique. Dans ce contexte, les « initiatives de paix » de Moscou au Moyen-Orient et dans le Golfe apparaissent creuses à l'aune de la situation militaire. Les Britanniques relèvent que le plan de « zone de paix » proposé par Léonid Brejnev à la fin 1980 se cantonne aux forces présentes dans le Golfe, excluant celles déployées en Afghanistan, au Yémen et en Éthiopie. Or, pour Londres, le relâchement des tensions auquel le monde aspire doit commencer par un retrait soviétique d'Asie centrale. Face aux différentes menaces, les États de la région sont vus comme les premiers et principaux responsables de leur sécurité. Les Britanniques accueillent avec approbation les efforts d'établissement d'un forum de coopération régionale, qui aboutit au mois de mai 1981 à la fondation du Conseil de coopération du Golfe. Londres se déclare disposé à apporter à ses membres toute la coopération politique et technique nécessaire. La lutte contre les ingérences soviétiques rend nécessaire la mobilisation des Occidentaux et des États du golfe. Londres insiste cependant sur la nécessité de consultations pour faire émerger les souhaits des acteurs locaux<sup>101</sup>.

Au mois de juin, des conversations sur le Moyen-Orient entre les Britanniques et les Soviétiques sont pour ces derniers l'occasion de professer leur intérêt pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le Golfe et pour le développement des pays de la région sans subir d'ingérence de la part de puissances extérieures. Les Britanniques en conviennent, mais ne manquent pas de mettre leurs interlocuteurs face à l'incohérence entre leur opposition à la présence de forces étrangères dans le Golfe et leur rôle dans la guerre civile au Yémen. Sans pouvoir y apporter de réponses jugées convaincantes, les Soviétiques se déclarent prêts à discuter des enjeux régionaux avec les Occidentaux<sup>102</sup>.

La crainte de diffusion de l'influence soviétique en Iran et de la menace constituée par l'Iran pour les États arabes modérés de la région est partagée par les Américains, comme le montrent les échanges entre Massachusetts Avenue et le département d'État<sup>103</sup>. Washington écarte certes les témoignages les plus extravagants publiés dans la presse, qui reposent souvent sur des exilés désireux de mobiliser

---

<sup>101</sup> TNA, FCO 8/3826/73, Visit of S of S for Defence to the Gulf, General Brief, Gulf Security, 12th March, 1981.

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/4133, Moberly to Graham Anglo/Soviet talks on the Middle East, 5th June, 1981.

<sup>103</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Goultly to Miers, Iran/US, 2nd April, 1982.

l'ancien partenaire contre le nouveau régime<sup>104</sup>. Des accords d'assistance militaire et de coopération économique, qui reposent sur l'envoi de techniciens soviétiques, suscitent pourtant l'inquiétude des Américains. Si le département d'État assure à Massachusetts Avenue n'avoir aucune preuve d'un accroissement de l'implication militaire de Moscou, les échanges entre l'Iran et l'Europe orientale connaîtraient une légère reprise. Le directeur adjoint du bureau iranien du département d'État Andy Sens tempore en déclarant qu'il n'y a pas eu d'augmentation substantielle du commerce bilatéral depuis l'époque du shah : les exportations iraniennes sont constituées à 60% de pétrole ; les importations concernent les produits chimiques, les engrais et les aides à des projets industriels.

L'anticipation des intentions soviétiques est l'un des objectifs de la politique de sécurité nationale américaine énoncés par la directive présidentielle du 20 mai 1982<sup>105</sup>. Il s'agit de prévenir toute attaque militaire de l'URSS ou de ses alliés contre les États-Unis, leurs propres alliés, ou d'autres pays d'importance stratégique pour les Américains ; de contenir l'expansion de la présence militaire soviétique dans le monde et de renforcer le coût pour Moscou du soutien à des forces de terrorisme et de subversion ; de neutraliser les efforts déployés par l'URSS pour accroître son influence par les voies de la diplomatie, du transfert d'armes, de la pression économique, de l'action politique, de la propagande et de la désinformation ; de travailler, de concert avec les alliés des États-Unis, à la limitation des dépenses militaires soviétiques. La directive appelle à encourager spécifiquement les alliés à allouer à ces objectifs une partie de leurs moyens de défense. En Asie du Sud-Ouest, Washington est disposé à soutenir le développement de forces régionales, équilibrées et autonomes et à renforcer leur assistance à certains États-clés dont le rôle est conçu comme essentiel en cas de crise. Les États-Unis entendent cependant rester la principale puissance militaire à directement résister contre l'URSS.

Dans une intervention devant l'Institut de recherche du Moyen-Orient sur les enjeux de sécurité du Golfe, l'ancien secrétaire d'État adjoint Harold Saunders évoque les scénarios auxquels Washington pourrait avoir à faire face<sup>106</sup>. Il évoque une avancée des forces soviétiques en Iran et vers le Golfe, vue comme la pire mais la plus improbable des possibilités ; un changement politique à Téhéran à la mort du guide, qui porterait au pouvoir un gouvernement incluant des éléments de gauche ; l'interruption consécutive des exportations de pétrole vers les États-Unis ou leurs alliés et des attaques sur les installations énergétiques saoudiennes ; un effondrement de l'État central en Iran à la disparition du guide, qui conduirait à l'établissement d'un régime pro-soviétique dans la province pétrolifère du Khouzestan. Dans ce contexte, le diplomate pose la question de l'intention et de la capacité des États-Unis à souscrire aux engagements de la doctrine Carter avec les moyens nécessaires, et celle de la définition

<sup>104</sup> Alan Goulty transmet la copie d'un article agitant le spectre d'une prise de contrôle de l'Iran par les Soviétiques à la mort de l'ayatollah Khomeini (SAFIRE William, « Iran After Khomeini », *The New York Times*, 15th March 1982), auquel répond une analyse plus nuancée – et historienne – des relations entre Téhéran et Moscou de la part de l'une de ses meilleures spécialistes (ATKIN Muriel, « Tehran and Moscow », 25th March 1982).

<sup>105</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDD): Records, 1981-1987, RAC Box 2, NSDD 32 [U.S. National Security Strategy] (1)-(4), 20th May, 1982.

<sup>106</sup> SAUNDERS Harold, « The Iran-Iraq War: Implications for US Policy », in NAFF Thomas (dir), *Gulf Security and the Iran-Iraq War*, Washington, The National Defense University Press, 1985, p. 65-66.



de la réalité de la menace soviétique face aux autres dangers pesant sur les intérêts américains.

## 2. La différence de dépendance énergétique

Dans leur ouvrage sur le pétrole du golfe Persique produit sous l'égide de l'Institut des études politiques de Londres et de Chatham House, Valery Yorke et Louis Turner rappellent que le prolongement des hostilités entre l'Iran et l'Irak a accru la vulnérabilité des Occidentaux à l'interruption imprévisible de l'approvisionnement en pétrole<sup>107</sup>.

La résolution de la crise des otages permet la levée prudente des sanctions américaines et des scrupules britanniques relatifs au commerce du pétrole iranien. Au mois de l'année 1981, les réticences sont encore palpables. À Londres, le sous-secrétaire d'État adjoint John Graham appelle à réfléchir avec soin à la consigne à donner à BP ou à Shell pour l'achat de pétrole à l'Iran<sup>108</sup>. Pression avait été faite sur les Majors en avril 1980 pour ne pas y consentir, au nom du prix excessif imposé par l'Iran dans le contexte de la mise en place des sanctions. La raison invoquée était pourtant de nature économique et commerciale. Aucun embargo n'avait été imposé sur le chargement de pétrole iranien, du fait des tensions pesant sur les marchés. Sous réserve de respecter les cours et de veiller à ne pas heurter le calendrier des négociations sur la libération des otages, Peter Heap, directeur du département de l'énergie au FCO, appelle à ne pas revenir sur l'accord de principe communiqué à Shell et à BP, dont les réserves en pétrole brut sont d'ailleurs à un niveau critique. Il s'agirait cependant de leur rappeler que la dimension politique de tout nouveau contrat nécessite pour elles de rester en contact avec le gouvernement pour lui permettre d'influencer sur leur calendrier si nécessaire.

Le 23 janvier, soit deux jours après la libération des otages, Shell informe le FCO avoir conclu un contrat d'approvisionnement en pétrole iranien, que BP avait envisagé de signer. Le contrat concerne une quantité de 110 000 bj pour une période de 9 mois, au prix de vente gouvernemental pour les deuxième et troisième trimestres, majoré d'une prime de 1,8 dollars au premier trimestre. La Major considère le contrat comme une bonne affaire commerciale et le prix pratiqué comparable à celui qu'elle aurait payé à un autre producteur de la région. Elle assure qu'elle n'entend pas faire de publicité à son sujet mais que sa conclusion risque d'être rapidement ébruitée. La libération des otages américains a accru l'intérêt pour l'achat de pétrole iranien, avivant la concurrence rencontrée lors de la négociation du contrat. Tout en notant l'intérêt de la vente pour jauger des perspectives offertes par le marché iranien, P. Heap regrette que le FCO n'ait pas été consulté en amont pour échanger sur ses dimensions politiques alors que des ressortissants britanniques sont toujours détenus prisonniers. Il recommande ainsi à la Major de tenir informé son département de toute nouvelle négociation avec Téhéran<sup>109</sup>.

Trois semaines plus tard, dans son rapport sur la situation pétrolière mondiale, P. Heap se veut ras-

---

<sup>107</sup> YORKE Valerie, TURNER Louis, *European Interests and Gulf Oil*, Aldershot, Gower, 1986, p. 11.

<sup>108</sup> TNA, FCO 8/4064/3, Heap to Graham, BP and Iran, 8th January, 1981.

<sup>109</sup> TNA, FCO 8/4064/4, Heap to Graham, BP and Iran, 23rd January 1981.

surant. L'équilibre global entre l'offre et la demande laisse même envisager une saturation du marché et une diminution des prix. Il note cependant la difficulté à proposer des prévisions solides : six mois plus tôt, le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak ne laissait guère présager de cette situation mais faisait au contraire craindre la rigueur de l'hiver. Or, un équilibre a été trouvé, fondé sur trois facteurs : l'augmentation de la production iranienne et irakienne, les surplus de la production saoudienne destinée à compenser les manques résiduels et la baisse continue de la demande des pays industrialisés. Si les affrontements dans le Golfe n'ont pas eu les conséquences attendues, ils n'en rendent pas moins l'équilibre fragile. En effet, bien que le terminal pétrolier iranien de Kharg ait été peu endommagé dans les combats, les Majors sont encore réticentes à en faire prendre la destination à leur flotte, dans la mesure où il se trouve à proximité directe des théâtres d'affrontement. Par ailleurs, dans son imprévisibilité, le développement du conflit pourrait considérablement altérer le tableau<sup>110</sup>.

Dans ce contexte, la visite de Margaret Thatcher aux États-Unis est l'occasion pour Ronald Reagan de rassurer les Britanniques sur les conséquences de la politique de remplissage des réserves stratégiques américaines<sup>111</sup>. La reprise du renflouement des stocks à un rythme accéléré à l'automne 1980 avait suscité la controverse, au point d'avoir mis l'ambassadeur Brewster en porte-à-faux avec ses interlocuteurs à Londres<sup>112</sup>. Il s'agit de signifier aux Britanniques la volonté de compenser les conséquences du rythme de renflouement des réserves par la sollicitation des réserves de la Marine. Nulle décision n'a par ailleurs été prise sur le futur rythme de remplissage. Les Américains se disent conscients de la nécessité de traiter avec discrétion du moment et du mode de leurs achats, notamment pour ne pas soulever l'inquiétude chez les pays producteurs et prêts à discuter avec leurs alliés de toute décision en la matière avant de l'annoncer<sup>113</sup>. Signe de l'apaisement contemporain des tensions sur les marchés pétroliers, la question n'est pas abordée lors des entretiens ayant fait l'objet de minutes<sup>114</sup>.

Il est enfin à noter que la dépendance au pétrole iranien est aussi réciproque. Lorsque Ian McCredie rencontre à Téhéran Abbas Honardoost, en charge des affaires internationales au ministère iranien du Pétrole, il apprend que l'Iran recherche activement des clients pour sa production. Le prix iranien a été aligné sur celui de l'OPEP et la prime appliquée traditionnellement par Téhéran a été abandonnée pour attirer les investisseurs. Il sollicite le FCO pour encourager Shell et BP à reprendre leurs chargements et des délégations des Majors à se rendre à Téhéran. Il assure qu'il n'existe aucune limite à la capacité de chargement et que les informations faisant état de dommages sur le terminal de Kharg sont exagérées. Tout en confirmant les débats soulevés au gouvernement par la réduction des prix, il ajoute que la

---

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/3864/2, Heap to Bridges, World Oil Situation, 10th February, 1981.

<sup>111</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Department of State, Visit of Prime Minister Thatcher, Briefing Paper, Energy, 18th February, 1981.

<sup>112</sup> Cf. chapitre 6, II, B, 1.

<sup>113</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Department of State, Visit of Prime Minister Thatcher, Briefing Paper, Energy, 18th February, 1981.

<sup>114</sup> RRL, NSC Subject File (Presidential memcons), Box 48, Summary of President's Meeting with Prime Minister Margaret Thatcher of the United Kingdom, 26th February, 1981, 12:00-12:45. TNA, PREM 19/1657/90, Prime Minister's Visit to Washington: Economic Industrial Lunch, 26th February, 1981.

reprise des exportations iraniennes serait dans l'intérêt de tous<sup>115</sup>. Les remarques du ministre adjoint, décrit comme un homme du nouveau régime, sont perçues comme encourageantes par le chargé d'affaires britannique. Nicholas Barrington appelle ainsi le département du Commerce à inciter les Majors britanniques à répondre à ses requêtes. Leur réintégration dans le marché iranien pourrait en effet paver la voie à des opportunités parallèles dans d'autres secteurs de l'économie iranienne.

### 3. La réaction à la résurgence islamique

Dans le 22<sup>e</sup> rapport de son groupe de travail consacré au Moyen-Orient, la Commission Trilatérale relève le potentiel de déstabilisation dudit « réveil » de l'islam :

« Le processus de développement et de gestion de la modernisation d'économies dotées d'importantes ressources en pétrole tend à mettre en marche des revendications révolutionnaires, à fracturer la structure sociale et à inquiéter les secteurs traditionnels de la société, renforçant la possibilité d'un réveil de l'islam comme réaction aux changements apportés par la mondialisation. »<sup>116</sup>

Face à la résurgence islamique, Américains et Britanniques font montre d'un accommodement prudent. Le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient Morris Draper rappelle qu'elle ne constitue pas une préoccupation majeure à l'époque. Le phénomène est perçu progressivement depuis la fin des années 1960 dans de nombreux pays musulmans, de la Turquie aux Philippines. Si les reportages à la une de *Time* et *Newsweek* veulent suggérer que la révolution iranienne lui donne une ampleur particulière, l'inquiétude qu'il suscite est en fait selon le diplomate relative<sup>117</sup>.

Du 25 au 28 janvier 1981 se tient la troisième session du sommet de la Conférence islamique. Née en réaction à l'incendie de la mosquée al-Aqsa de Jérusalem, en 1969<sup>118</sup>, cette dernière réunit lors sa première session à Rabat 25 pays auxquels s'associe l'Organisation de libération de la Palestine. L'année suivante est établi un secrétariat, conçu comme un moyen de communication entre États musulmans. La conférence est officialisée lors de la troisième réunion des ministres des Affaires étrangères de ses membres à Djeddah, en 1972, qui convient de la rédaction d'une charte. Elle entend promouvoir la solidarité islamique, consolider la coopération entre ses membres dans les domaines économiques, sociaux, culturels et scientifiques, rapprocher les États membres d'organisations internationales, éradiquer le colonialisme sous toutes ses formes, promouvoir par les mesures nécessaires la paix internationale et la sécurité, appuyer la cause du peuple palestinien, renforcer la lutte des peuples musulmans pour sauvegarder leur dignité, leur indépendance et leurs droits nationaux et créer une atmos-

<sup>115</sup> TNA, FCO 8/4064/32, Barrington to FCO, Tehran 572, Iranian Oil, 12th November, 1981.

<sup>116</sup> FITZGERALD Garret, LEVI Arrigo, KITAHARA Hideo, SISCO Joseph, *The Middle East and the Trilateral Countries*, The Trilateral Commission Task Force Report 22, 1981, p. 4.

<sup>117</sup> DRAPER Morris, entretien avec Stuart Kennedy, 27 février 1991 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Draper,%20Morris.toc.pdf>

<sup>118</sup> Déclenché dans un geste messianique par Denis Rhan, bienveillant dans un kibboutz, il provoque une vive réaction dans le monde musulman, qui en fait porter la responsabilité sur Israël : RABINOVICH Abraham, « L'incendie d'Al-Aqsa par un Australien qui a failli embraser le Proche-Orient », *The Times of Israel*, 18 novembre 2019.

phère permettant la promotion de la coopération et de la compréhension avec les autres pays<sup>119</sup>.

Au département de recherche du FCO, Patrick Bannerman note que, outre sa dimension politique centrée sur le Proche-Orient, les liens culturels et religieux entre ses membres constituent pour la conférence un ciment dont sont privées d'autres organisations purement politiques. Selon le diplomate, la réussite politique et le bien-être matériel ne sauraient en islam être séparés d'une raison religieuse. La question est de savoir si l'effervescence touchant le monde musulman conduira à l'imposition d'un système politique et légal conservateur ou si prévaudra la reconnaissance de plus en plus répandue que l'islam est essentiellement un cadre de valeur et non un système juridique<sup>120</sup>. Pour John Graham, si le développement de la conférence n'est pas une cause ou une conséquence dudit « réveil » de l'islam, ses membres ont pris conscience de la force des liens qui les unissent pour exercer une influence, rechercher un soutien et accomplir leurs objectifs, qu'ils soient purement matériels ou partiellement spirituels. L'appel d'une religion commune n'est cependant pas suffisant pour surmonter les différences d'intérêts et de priorités qui émergent régulièrement entre ses différents membres<sup>121</sup>.

En amont de la troisième session de la conférence, le secrétaire d'État américain Edmund Muskie pressent que les participants devraient aborder des questions cruciales, parmi lesquelles la guerre entre l'Iran et l'Irak et la présence des puissances dans le golfe Persique. Si l'influence des États-Unis sur la conférence en tant que groupe est minime, remarque-t-il, elle pourrait être notable sur certains de ses membres. Il s'agit ainsi de leur faire savoir que Washington entend regarder avec intérêt leurs délibérations. La conférence, à laquelle appartiennent l'Irak et l'Iran, est l'un des forums les plus à même d'influencer les belligérants dans leur quête de paix. Les Américains encouragent ses membres à soutenir les efforts de médiation déployés par le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Le prestige international de la conférence, qui a déjà bénéficié de sa prise de position sur l'Afghanistan, n'en serait que plus accru. Les États du Golfe et les membres de la conférence dépendant des exportations du pétrole moyen-oriental gagneraient par ailleurs à un retour de la paix<sup>122</sup>. C'est ainsi plus l'intérêt économique que l'identité religieuse qui est mis en avant.

La variable islamique vient cependant complexifier les négociations relatives à la normalisation des relations entre Londres et Téhéran. Le 7 juin 1982, une note du ministère iranien des Affaires étrangères demande, au nom du respect mutuel nécessaire à l'épanouissement de relations cordiales, que les règles vestimentaires en vigueur selon les lois de l'islam soient appliquées par les personnels et familles des missions étrangères en Iran<sup>123</sup>. L'initiative crée l'émotion parmi les membres du corps diplomatique et leurs conjointes. Les ambassadeurs des Dix proposent la rédaction d'une réponse au

<sup>119</sup> TNA, FCO 8/3870/W20, Third Islamic Summit: Taif, January 1981, The Organisation of the Islamic Conference.

<sup>120</sup> TNA, FCO 8/3870/42a, Bannerman to Moberly, The Organisation of the Islamic conference, 5th April, 1981.

<sup>121</sup> TNA, FCO 8/3870/48, Graham to Craig, The Organisation of the Islamic conference, 10th July, 1981. Il rapporte que l'ambassadeur indonésien à Londres a regretté devant lui, alors qu'on remplissait son verre de vin, que les Arabes attendent toujours des autres musulmans qu'ils suivent les pratiques arabes, en dépit de leurs : l'Indonésie dispose de ses propres traditions, dont la question du voile ne fait par exemple pas partie.

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/3870/7, Muskie, State 7363, January 1981.

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/4581/109, Afshar to All diplomatic/consular missions and offices of international organization, 7th June, 1982.

ministère témoignant de leur désapprobation de principe. Tout en envoyant à Londres une copie de la réponse des Hollandais, qu'il qualifie de « bravely-worded », Nicholas Barrington relève que peu de missions diplomatiques semblent prêtes à aborder ce point avec les autorités iraniennes<sup>124</sup>. Au département du Moyen-Orient, Patrick Wogan doute qu'il soit dans l'intérêt britannique de défendre une issue qui semble sans espoir : « laissons les autres courir à l'inévitable rebuffade ! » Non sans humour, il suggère de traiter la question sur le mode de la réciprocité : Londres pourrait ainsi insister pour que les Iraniennes abandonnent leur costume révolutionnaire [*sic*] et que les Iraniens se rasent et portent une cravate avant de se présenter devant des officiels britanniques, au risque de conduire à une inconvenante escalade : « un Farrokhrouz rasé de près serait ainsi une piètre compensation à un Barrington à moustache »<sup>125</sup>. Le faible investissement du chargé d'affaires britannique sur la question s'explique par ailleurs par le fait qu'il ne se sent pas concerné, ni à titre personnel, ni à titre professionnel :

« Je n'ai pas moi-même, contrairement à certains de mes collègues, de femme me harcelant sur la question tous les matins à la table du petit déjeuner ! Les dames de l'ambassade, bien que peu satisfaites de la situation, la tolèrent et sont suffisamment résilientes et intelligentes pour se débrouiller pour vivre ici malgré les difficultés. Le fait que nous employons de nombreuses femmes locales aide. »<sup>126</sup>

## B. La collaboration de crise interalliée

### 1. Les cadres postrévolutionnaires

L'arrivée à la Maison-Blanche d'un président ayant fait campagne sur un « retour de l'Amérique » se traduit par la confirmation du renforcement de la présence américaine dans le golfe Persique engagée par son prédécesseur. La définition de la forme et des limites de la coopération entre Londres et Washington reste l'objet de négociations entre des alliés aux agendas partiellement concordants.

C'est pour cette raison que les Britanniques envisagent, en amont de la visite de Margaret Thatcher à Washington en février 1981, l'établissement de cadres de consultations interalliées sur le Golfe. Son importance particulière pour les Occidentaux et la volonté soviétique d'y développer une présence régionale promettent d'en faire une priorité pour la nouvelle administration. Peter Carrington pressent que Washington ne manquera pas de se tourner vers Londres et vers Paris pour requérir leur soutien, sinon leur participation, à la Force de déploiement rapide (FDR) censée protéger les intérêts des Occidentaux de l'instabilité régionale. La question des modes et moments de son usage reste cependant non-résolue. Moins marqués par un parti pris pro-israélien, les Européens passent en effet pour mieux à même de rendre le dispositif acceptable aux pays de la région. Or, aucune stratégie politique occidentale n'a été convenue et aucun mécanisme de consultation n'a été mis en place. Le FCO suggère des discussions traitant des menaces internes et externes à la stabilité régionale : un groupe de contact

<sup>124</sup> TNA, FCO 8/4581/110 et 112, Barrington to Coates, 4th August, 1982 et 18th August, 1982.

<sup>125</sup> TNA, FCO 8/4581/113, Wogan to Barrington, 20th August, 1982.

<sup>126</sup> TNA, FCO 8/4581/118, Barrington to Wogan, Dress for the Diplomatic Corps, 31st August 1982.

entre officiels des gouvernements impliqués, qui pourrait se réunir aussi régulièrement que nécessaire ; à défaut, une déclaration promettant des consultations immédiates en cas de crise dans la région<sup>127</sup>.

La mise en place de cadres de consultations est d'autant plus urgente que les divergences transatlantiques semblent aiguës en termes stratégiques. Lors de leur premier entretien, le secrétaire d'État Alexander Haig ne manque pas de rappeler à l'ambassadeur Henderson son regret du retrait de la présence britannique des territoires situés à l'Est de Suez. Le 30 janvier, les diplomates britanniques John Weston et John Fretwell déjeunent en compagnie de Richard Burt, chargé des affaires politiques et militaires au département d'État, et son adjoint Robert Blackwill<sup>128</sup>. Est évoquée la nécessité pour les alliés de joindre leurs efforts pour ménager leurs intérêts dans le Golfe, politiques, militaires, économiques et diplomatiques. R. Burt note que la dichotomie artificielle entre l'emphase américaine pour la composante militaire et les préoccupations européennes pour la voie diplomatique est hors de propos. Les deux sont en effet nécessaires, la capacité à déployer une force militaire conséquente ménageant une marge de manœuvre diplomatique. Les Britanniques en conviennent, rappelant leur investissement dans la région, tant en termes de déploiements de vaisseaux que de programme d'assistance et d'entraînement militaires, ainsi que de soutien discret à des pays comme le sultanat d'Oman.

La question est cependant sensible. Les éléments de langage préparés par le département d'État en amont des entretiens au sommet entre les Américains et les Britanniques à Washington insistent sur la nécessité d'encourager Margaret Thatcher à soutenir le développement de l'effort de défense des Occidentaux, même à l'Est de Suez. Si la Première ministre convient de sa nécessité, pressent le document, elle ne manquera pas de mettre en avant des contraintes budgétaires et de suggérer la révision des responsabilités de l'Alliance, présageant mal d'un surcroît d'investissement dans le Golfe<sup>129</sup>.

Les Britanniques ont étroitement coopéré avec les Américains jusqu'alors, autorisant la construction d'infrastructures aéronavales sur l'île de Diego Garcia, répondant favorablement aux requêtes d'accès à leur espace aérien et travaillant sur la coordination navale dans le Golfe. Ils doutent cependant encore de la capacité des Occidentaux à garantir la stabilité de la région sans l'obtention de progrès dans la résolution du conflit au Proche-Orient. Ils s'inquiètent également des menaces que pourraient faire peser des activités militaires américaines sur la stabilité intérieure des États de la région. Dans ce contexte, les Américains entendent profiter de la visite de la Première ministre pour s'assurer de son soutien politique et pour planifier des conversations ultérieures sur la question. Il s'agira pour cela de clarifier leur stratégie régionale avec les Britanniques, afin de les encourager à poursuivre leur investissement en termes de déploiements de capacités militaires ; de les remercier de leur assistance pour accéder à la région depuis le Royaume-Uni et de leur signifier l'intérêt pour le développement d'aéroports sur le territoire britannique ; de les rassurer sur la pérennité de leurs droits de souveraineté et sur leurs autres intérêts à Diego Garcia ; de les sensibiliser positivement au plan de coordination

---

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/3810/1, Carrington to Jedda, FCO 57, Western consultations about the Persian Gulf, 30th January, 1981.

<sup>128</sup> TNA, FCO 8/3796/10, Weston to Gilmore, Politico/Military Affairs, 2nd February, 1981.

<sup>129</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Haig to Reagan, Visit of Prime Minister Thatcher, 18th February, 1981.

navale élaboré par les Américains pour protéger les convois maritimes dans le Golfe<sup>130</sup>.

A l'heure où les Américains s'attachent à revoir les enjeux de leur présence régionale, les Britanniques mesurent l'inefficacité du système mis en place par le président Carter : des forces basées aux États-Unis et dans les Philippines et des installations limitées dans la région<sup>131</sup>. Seule la présence de forces américaines sur le terrain serait à même de fournir la dissuasion nécessaire et d'apporter une réponse assez rapide à toute intrusion soviétique. Cependant, tous les pays de la région, même le sultanat d'Oman, ont fait savoir que les installations américaines existantes étaient tolérées précisément parce qu'elles n'étaient pas des bases. La présence physique de GI's sur leurs territoires sera difficile à concevoir tant que Washington n'aura pas mieux contribué à la résolution du conflit au Proche-Orient en faveur des Palestiniens. Conscient de la délicatesse des sensibilités, les Américains font savoir aux Omanais qu'ils n'entendent pas forcer la question des bases. Les Britanniques réaffirment la nécessité de conseiller à leurs partenaires une ligne de conduite patiente et prudente en la matière.

Au début de l'année 1981, Washington maintient dans le Golfe une force navale permanente (la MEDEASTFOR) généralement composée d'un porte-hélicoptères, escorté par un groupe de 4 à 5 contre-torpilleurs ou frégates. Deux groupes aéronavals américains croisent dans l'océan Indien. Les Français font patrouiller trois vaisseaux à l'extérieur du golfe. Les Soviétiques ont déployé dans le détroit d'Ormuz un navire de patrouille et un navire collecteur de renseignements dans le voisinage, en plus des unités de surface et des unités sous-marines présentes dans les régions de l'océan Indien et de la mer Rouge. Quant aux Britanniques, ils ont détaché à l'automne, d'un groupe naval croisant au large de l'Asie du Sud-Est, le contre-torpilleur HMS Coventry et le navire de ravitaillement RFA Owlén, rejoints ensuite par le contre-torpilleur HMS Alacrity. La relève a été prise par ses homologues HMS Newcastle et HMS Rothesay, accompagnés du navire de ravitaillement RFA Fort Grange.

## 2. Les moyens des ambitions américaines

Dès son arrivée au pouvoir, Ronald Reagan entend accroître l'autorité du commandement de la région, qu'il décrit comme l'une des plus instables du monde. L'objectif suppose l'acquisition de bases supplémentaires. La question est abordée par Margaret Thatcher avec le Pentagone à Washington<sup>132</sup>. Caspar Weinberger se montre favorable à l'idée d'une présence permanente pour peu qu'elle soit acceptable par les acteurs régionaux. La base de Diego Garcia est en effet trop éloignée d'un théâtre d'opération potentiel. L'envoi à Oman d'une unité de soldats de l'infanterie et de l'aviation américaine pour installer un centre de communications temporaire apparaît comme une première étape<sup>133</sup>. De plus,

---

<sup>130</sup> RRL, NSC Executive Secretariat Files, Box 91434, Department of State, Visit of Prime Minister Thatcher, Briefing Paper, Southwest Asian and Persian Gulf Security, 18th February, 1981.

<sup>131</sup> TNA, FCO 8/3826/73, Visit of S of S for Defence to the Gulf, General Brief, Gulf Security, 12th March, 1981.

<sup>132</sup> TNA, CAB 164/1639, Record of a meeting between the Prime Minister and the U.S. Secretary of Defense, Mr. Caspar Weinberger, at the Pentagon, 27th February, 1981, 3:00 p.m.

<sup>133</sup> WILSON George, "U.S. Military Unit Heading for Oman", *The Washington Post*, 13th February, 1981

la vente de matériel améliorant les avions de chasse F-15 fournis par l'administration Carter à l'Arabie saoudite pourrait ménager les bonnes grâces de Riyad. Compensée par une série de mesures favorables à Israël, elle veut renforcer la position sécuritaire américaine dans la région et permettre avec le temps le renforcement de la position américaine<sup>134</sup>. En l'absence de forces américaines sur le sol saoudien, note C. Weinberger, un pré-positionnement pourrait aider dans un premier temps, sans constituer en revanche une base assez solide pour acheminer des navires et des troupes. M. Thatcher convient que seule une présence militaire saurait soutenir la résolution des acteurs régionaux. La nécessité de poursuivre les échanges bilatéraux sur le sujet, mise en avant par les Britanniques, est embrassée volontiers par C. Weinberger, qui rappelle son attachement à la « relation spéciale » et félicite les Britanniques de leur investissement aux côtés des Américains. Il souhaiterait d'ailleurs voir les autres alliés l'imiter.

La question des moyens du déploiement des forces américaines fragilise ainsi le concept américain de FDR. Directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, Howard Teicher se rappelle à quel point les ambitions américains dissimulent alors un manque de muscles : la FDR n'est pas rapide, ne peut pas se déployer, faute de forces<sup>135</sup>. Le bureau de la planification du FCO confirme la dimension hasardeuse de l'idée de faire traverser la moitié du monde à des troupes pour répondre à une situation de crise, qui explique la volonté de la nouvelle administration de renforcer la présence des Américains dans la région<sup>136</sup>. Mais les objections politiques évoquées sont accrues par des obstacles militaires. Un déploiement conduirait à attacher des troupes sur place, laissant potentiellement les Soviétiques avancer leurs pions sur les fronts laissés-pour-compte. Or, Washington a déjà focalisé son attention sur les Caraïbes et l'Amérique latine. Si le développement de bases devient une option sérieuse, il pourrait imposer un stationnement de troupes à Diego Garcia. Le recours à la base contournerait les obstacles politiques au déploiement de troupes, mais soulèverait l'opposition des pays du littoral, qui pourraient s'en sentir menacés, ainsi que de l'opinion publique britannique. Parmi les autres possibilités envisagées par les Américains figure le développement de bases dans l'Est de la Turquie, qui semble d'autant plus pertinent en termes militaires si l'Iran est considéré comme la principale menace.

Les risques induits par le développement de bases et les répercussions potentielles de l'intervention envisagée démontre quoi qu'il en soit l'importance pour les Britanniques d'avoir une claire perception du plan des Américains. Ces derniers sont restés imprécis sur les circonstances au terme desquelles ils pourraient déployer leurs forces. Londres estime que leur premier but serait de dissuader une intervention militaire soviétique dans la région et, le cas échéant, d'y opposer une résistance. Un autre but, sur lequel Washington serait resté discret pour des raisons politiques, pourrait être de se préparer à porter secours à des régimes favorables aux Occidentaux qui seraient menacés de renversement dans des pays stratégiques. Après la chute du shah prévaut ainsi à Washington la crainte d'un effondrement de la Maison des Saoud, du chaos auquel il conduirait et du régime hostile qui lui succéderait.

---

<sup>134</sup> TRF, Allen to Reagan, F-15 enhancement package for Saudi Arabia, 27th February, 1981.

<sup>135</sup> TEICHER Howard, entretien avec l'auteur, 12 mai 2020.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/3796/12, Planning Staff to Moberly, The American Rapid Deployment force and the Soviet Threat in S W Asia, 4th March, 1981.



Dans ce contexte, les spectres de Suez continuent à porter ombrage à la relation bilatérale. Lorsque Denis Healey se rend à Washington en mars, le secrétaire d'État Alexander Haig réitère l'antienne selon laquelle, comme Commandant suprême des forces alliées en Europe, il avait tâché de dissuader James Callaghan de procéder au retrait des troupes britanniques du golfe Persique. Celui qui était alors secrétaire à la Défense lui assure qu'une prolongation de la présence britannique aurait porté atteinte aux relations avec les pays de la région<sup>137</sup>. À Londres, David Miers s'étonne de sa référence à J. Callaghan et rappelle que le retrait effectif des troupes britanniques a eu lieu en 1971, soit trois ans avant sa nomination à l'OTAN et celle de J. Callaghan au FCO<sup>138</sup>. John Fretwell rapporte de Washington avoir entendu l'histoire à trois reprises. Elle semble immanquablement revenir dans les propos du général quand il aborde les questions du Golfe avec un interlocuteur britannique : le fait qu'il regrette le retrait d'une présence qui aurait pu avoir un rôle stabilisateur ; le fait qu'il était conscient à l'époque des pressions ayant conduit Londres à réduire ses engagements mondiaux ; le fait que son passage à l'OTAN l'ait conduit à mesurer en revanche l'importance de la contribution britannique aux autres missions de l'Alliance. Il affirme avoir débattu du sujet avec J. Callaghan alors au FCO<sup>139</sup>. La résurgence des spectres de Suez, même invoqués approximativement par les Américains, leur permet ainsi de signifier aux Britanniques leur souhait de les voir mobilisés dans le nouveau contexte.

Lors de son entretien avec D. Healey, A. Haig précise être tout à fait conscient des facteurs politiques affectant le déploiement envisagé par Washington. Le ministre omanais des Affaires étrangères lui aurait déclaré que tous les États du Golfe, Arabie saoudite incluse, attachent une grande importance au développement d'une présence américaine sur place, même s'ils sont contraints d'affirmer l'inverse en public pour des raisons de politique intérieure. Interrogé à ce sujet, le secrétaire d'État ajoute que Washington envisage de profiter du retrait israélien du Sinaï et de l'établissement d'une force de maintien de la paix pour tenter de faire avancer la question du déploiement de bases dans la région<sup>140</sup>.

Peter Carrington est d'autant plus intéressé par la primeur des échanges entre le chef de la diplomatie américaine et ses partenaires de la région à l'issue de son premier séjour au Moyen-Orient<sup>141</sup>. A. Haig lui déclare y avoir promu le « consensus stratégique » qu'il entend bâtir de l'Égypte au Pakistan, *via* des États aussi disparates que la Turquie, Israël et l'Arabie saoudite, pour contenir l'influence soviétique dans la région. Son architecture repose moins sur une alliance formelle que sur la conscience partagée par les pays impliqués de l'intérêt d'un rapprochement avec Washington<sup>142</sup>. À

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/3804/4, Fretwell, Record of conversation, 12th March, 1981.

<sup>138</sup> TNA, FCO 8/3804/5, Mr Dennis Healey's call on Mr Stoessel and General Haig, 19th March, 1981.

<sup>139</sup> TNA, FCO 8/3804/7, Fretwell to Miers, Mr Haig and the British presence in the Gulf, 3rd April, 1981.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/3804/4, Fretwell, Record of conversation, 12th March, 1981.

<sup>141</sup> TNA, FCO 8/3839/1, Defence Department, Foreign and Commonwealth Office, Lord Carrington's talks with Mr Haig on 10 April 1981, Points to make, 8th April, 1981. Du 4 au 8 avril, A. Haig séjourne en Égypte, en Israël, en Jordanie et en Arabie saoudite, où il aborde notamment la vente de missiles AWACS (Alexander Meigs Haig Jr. [En ligne], Department of State Office of the Historian [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://history.state.gov/departmenthistory/travels/secretary/haig-alexander-meigs>).

<sup>142</sup> GWERTZMAN Bernard, "Haig Says U.S. Seeks Consensus Strategy In The Middle East", *The New York Times*, 20th March, 1981

l'étonnement de son interlocuteur, visible au soulignement des termes sur les minutes britanniques de l'entretien, il lui assure que les États-Unis ne sont pas à la recherche de bases au Moyen-Orient : les rumeurs apparues à Washington sur le sujet ne seraient qu'un subterfuge destiné à éclipser les échecs américains en Iran. Le secrétaire d'État se déclare étonnamment convaincu de la nécessité de ne pas imposer un tel fardeau aux régimes arabes, contribuant au déficit de lisibilité de la politique des Américains dans la région, même aux yeux de leurs soi-disant plus proches alliés<sup>143</sup>.

### 3. La mesure de l'implication britannique

Les Britanniques prennent d'autant plus la mesure des risques d'un développement de leur propre présence régionale. Ils envisagent, au-delà des déploiements en cours, la réintroduction d'une capacité limitée d'assaut parachuté, la constitution de réserves d'équipements pour les phases initiales des opérations extérieures et l'amélioration du commandement et du contrôle. De tels moyens permettraient à Londres de contribuer à une force de déploiement multilatérale ou d'appuyer une initiative américaine. Ils pourraient même lui donner des moyens d'action indépendante face à une menace d'insurrection ou d'infiltration d'un petit pays, pour peu que Moscou ne soit pas impliqué. Les pressions financières rendent cependant improbable une augmentation significative des forces britanniques. La transformation des déploiements en cours en présence permanente serait attractive mais onéreuse. Elle serait plus envisageable si Londres était libéré de ses engagements en Europe ou dans l'Est de l'Atlantique.

La contribution britannique à la défense du Golfe serait à Washington perçue comme un geste témoignant de la solidarité des Européens. Une réaffectation de ressources à son profit serait ainsi très rentable au titre de la relation bilatérale. Le bureau de la planification du FCO en rappelle cependant les risques : elle pourrait entraîner Londres dans un conflit sans les garde-fous prévus par les mécanismes otaniens de gestion de crise. Ces incertitudes rendent ainsi nécessaire le maintien de consultations étroites. L'octroi aux États-Unis de nouvelles installations de transit ne saurait être avalisé sans négociations. Cependant, l'expérience prouve que les Américains ne les mettront peut-être pas suffisamment dans le secret pour leur laisser le temps de la réflexion. Reste qu'un investissement direct dans une force militaire donnerait à Londres une plus forte voix au chapitre de la décision<sup>144</sup>.

Décision est donc prise de maintenir le soutien de Londres à l'initiative de Washington. John Nott l'exprime à Alexander Haig lors d'un entretien que ce dernier décrit comme extrêmement cordial<sup>145</sup>. Le secrétaire britannique à la Défense convient d'informer les partenaires du Golfe, auprès desquels il doit se rendre, que l'administration américaine comprend la menace soviétique pesant sur la région et

<sup>143</sup> TNA, PREM 19/530/50, Record of conversation between the Secretary of State and United States Secretary of State Haig, Foreign and Commonwealth Office, Admiralty House, London, 10th April, 1981, Middle East Issues

<sup>144</sup> TNA, FCO 8/3796/12, Planning Staff to Moberly, The American Rapid Deployment force and the Soviet Threat in S W Asia, 4th March, 1981.

<sup>145</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 11th March, 1981

veut les aider à y résister. Il réaffirme le soutien politique total de Londres et l'offre d'une aide militaire limitée lors de sa rencontre avec son homologue Caspar Weinberger et son adjoint Frank Carlucci au Pentagone. Le chef d'État-Major de la défense britannique Sir Terence Lewin va dans le même sens lors de ses échanges avec le chef d'État-Major interarmées américain David Jones<sup>146</sup>.

La décision britannique soulève une vague d'indignation dans le Golfe, au point que le gouvernement ressent le besoin de clarifier sa position. Outre les critiques d'un « pays n'ayant pas étudié son histoire » et aveuglé par « la rêverie sénile de sa propre jeunesse » émerge la conviction que les États du Golfe rejettent une ingérence occidentale plus propre à attirer les Soviétiques qu'à les repousser. En privé, si les dirigeants omanais et saoudiens montrent de la sympathie pour l'initiative, les Bahreïnais et Qataris, qui n'y sont d'ailleurs pas nécessairement opposés, s'inquiètent des conséquences de sa divulgation irraisonnée. Douglas Hurd appelle ainsi, en amont de la visite de J. Nott au mois de mars puis de Margaret Thatcher au mois d'avril, de rappeler que nulle décision n'a été prise et que nul engagement n'a été souscrit : si les Britanniques réfléchissent à la contribution qui pourrait être la leur à la FDR, il n'est pas question pour eux de proposer à leurs partenaires du golfe une aide que ces derniers n'auraient pas sollicitée ; la FDR ne saurait d'ailleurs être utilisée qu'avec leur consentement<sup>147</sup>.

Au mois d'avril, D. Hurd reçoit au FCO le diplomate James Hooper pour lui faire part des impressions glanées par le secrétaire d'État à la Défense lors de son séjour. S'il n'a pas trouvé les gouvernements dans un état de nervosité que suggérait la réaction à l'annonce du soutien de Londres à la FDR, leur sensibilité à la question lui a paru incontestable. Certains dirigeants pourraient être intéressés par un développement de la coopération avec les États-Unis sur les questions de défense, comme le sultan d'Oman. Le ministre d'État fait pourtant part de ses doutes sur le fait de les forcer sur le sujet d'une présence permanente. Le flou entretenu sur la question crée l'inquiétude, aggravée par la confusion de C. Weinberger, qui utilise le terme de bases pour évoquer de simples installations. D. Hurd fait savoir que Londres a décidé de ne pas aborder la question avec Washington pour ne pas sembler faire la leçon aux Américains sur leur politique. Il précise par la suite n'avoir fait que « penser à voix haute »<sup>148</sup>.

Le 15 juin, reçu par Ian Gilmour au FCO, C. Weinberger confie sa volonté de former un nouveau commandement régional dans les quinze mois, bien plus rapidement que le délai de trois à cinq ans qui lui a été suggéré. Il reste convaincu de la nécessité de renforcer la position des Occidentaux dans la région. Pour éviter tout chevauchement, il suggère d'y établir une division du travail. Devant l'inquiétude de son partenaire, le secrétaire à la Défense assure que Washington ne cherchera pas à concurrencer la fourniture d'armes britanniques aux pays de la région<sup>149</sup>. La question est sensible. Elle est abordée au Pentagone par John Weston avec l'assistant spécial de C. Weinberger, Jay Rixse, au-

<sup>146</sup> TNA, PREM 19/978/92, Nott to Thatcher, Visit to Washington, 17th March, 1981.

<sup>147</sup> TNA, FCO 8/3802/64, Hurd to Nott, Gulf criticism of the RDF, 19th March, 1981.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/3804/6, Record of a meeting between the Minister of State and the Minister at the U.S. embassy at the FCO, 3rd April, 1981.

<sup>149</sup> FCO 8/3796/23, Henderson to FCO, Washington 1032, Lord Privy Seal's meeting with the US Secretary of Defense: Middle East, 1st June, 1981.

quel il remet une copie du rapport sur la contribution britannique à la défense du Golfe<sup>150</sup>. J. Rixse fait suivre à ses collègues Fred Iklé, Richard Perle et Francis West. Il rappelle la nécessité de maintenir dans des limites raisonnables la concurrence commerciale entre Américains et Britanniques dans le domaine des équipements de défense et de porter autant que possible des initiatives complémentaires. Dans la mesure où existent déjà dans la région des infrastructures dédiées aux missiles britanniques Ravier, J. Rixse suggère que la FDR soit pensée de manière à être compatible avec ces derniers. Les Britanniques, convaincus d'avoir fait prendre conscience à leurs interlocuteurs de la nécessité d'agir en complémentarité, restent dans l'attente de voir la portée du message aux niveaux opérationnels<sup>151</sup>.

La publication du livre blanc sur la Défense britannique à la fin du mois de juin semble en tout cas confirmer la volonté affichée par Londres de contribuer à la FDR. Le texte note que les bouleversements en cours dans de nombreuses régions du monde, dont la menace est aggravée par la propension soviétique à les exploiter, imposent aux membres de l'OTAN de veiller aux intérêts de la sécurité occidentale au-delà des limites géographiques de l'Alliance. La spécificité de ses besoins, de ses intérêts et de ses perspectives conférerait à ce titre à Londres un rôle et un devoir particuliers<sup>152</sup>. John Baylis rappelle cependant que les conséquences des coupes budgétaires sur la flotte contraignent Londres à se concentrer sur la défense de l'Europe et le développement d'une force de dissuasion indépendante<sup>153</sup>.

### C. La convergence vers une inclination incertaine

#### 1. Les craintes d'enlèvement

L'échec de la stratégie irakienne d'une offensive rapide et victorieuse plonge le golfe Persique dans un affrontement dont l'enlèvement progressif conduit les Américains et les Britanniques à s'émanciper progressivement de leur position initiale de neutralité revendiquée entre les belligérants.

La troisième session du sommet de la Conférence islamique ne parvient pas à prendre une résolution sur le conflit. Téhéran a refusé d'y participer en raison de la présence de Saddam Hussein. Ce dernier n'a pas manqué de produire un discours décrit comme interminable par l'ambassadeur britannique en Arabie saoudite James Craig. Il y a justifié l'invasion en retraçant l'histoire de la frontière du Chatt-el-Arab depuis 1520 et en rappelant la mauvaise application des accords d'Alger et les provocations iraniennes. Le communiqué final de la session exprime l'inquiétude des membres de la Conférence devant la poursuite des combats et appelle l'Iran et l'Irak à accepter une mission de médiation musulmane. Elle échoue cependant à résoudre les incompatibilités fondamentales entre eux<sup>154</sup>.

<sup>150</sup> TNA, FCO 8/3839/14, UK Defense Support in the Gulf Region, 22nd June, 1981.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/3839/14, Weston to Gregory-Hood, UK/US collaboration in the Gulf, 22nd June, 1981.

<sup>152</sup> CAC, THCR 2/6/2/47/1/4, The United Kingdom Defence Programme: The Way Forward, Londres, Her Majesty's Stationery Office, June 1981, p. 11.

<sup>153</sup> BAYLIS John, *Anglo-American Defence Relations*, Londres, Macmillan, 1984, p. 183.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/3870/17, Craig to FCO, Jeddah 081, Islamic conference, Iran/Iraq, 2nd February, 1981.

Le constat d'un affrontement risquant de s'inscrire dans la durée inquiète les Américains, les Britanniques et les acteurs régionaux. La question est abordée lors d'une visite au Moyen-Orient par Ian Gilmour avec Zeid Ibn Shaker, commandant en chef des forces armées jordaniennes. Selon ce dernier, la guerre a permis d'empêcher Téhéran de causer des troubles dans la région et semble loin d'être résolue. Bagdad n'est pas parvenu à la victoire rapide espérée : l'excellence de la planification des combats a souffert de la médiocrité de son exécution et de difficultés imprévues. Seul un ébranlement de la confiance des Iraniens, par une prise symbolique, permettrait de faire basculer le rapport de force, mais les troupes irakiennes n'y semblent pas prêtes. L'Irak a du reste sous-estimé la vigueur de la contre-attaque iranienne. Le Lord du Sceau privé convient que l'Irak semble avoir perdu l'initiative et besoin d'une fin rapide des hostilités. Londres se préoccupe de plus de la diffusion potentielle du conflit dans la région, alors qu'il semble déjà créer des distractions et des divisions dans les pays arabes. Le général Shaker note que l'heure est venue pour les Occidentaux de se rapprocher des Irakiens, en mettant en avant leur positionnement anti-communiste et la richesse de leur marché. Il compte sur l'implication croissante de l'Ouest dans le pays pour inciter le régime de S. Hussein à la modération<sup>155</sup>.

À Bagdad, l'ambassadeur britannique Stephen Egerton confirme la piètre qualité des performances de l'armée irakienne : elle a échoué à transformer les gains liminaires en avantages décisifs ; elle n'a capturé le port de Khorramchahr qu'à l'issue d'un long combat ; elle n'est pas parvenue à isoler la cité pétrolière d'Abadan. Le président irakien a beau proclamer que ses objectifs militaires ont été atteints, le diplomate remarque que la progression de ses armées n'honore pas les buts de guerres présentés à l'automne, dont l'enlèvement de l'hiver 1981 ne faisait pas partie. L'échec de Bagdad à s'assurer de lignes de communication et de réapprovisionnement avec Moscou en amont du conflit apparaît comme une erreur. Cependant, le fait d'être contraint de chercher d'autres sources d'approvisionnement n'est pas nécessairement un désavantage : les Irakiens semblent intéressés par la sophistication et la supériorité technique des chars britanniques et américains. S. Egerton ne manque pas d'en relever l'intérêt<sup>156</sup>.

Pendant ce temps, à Washington, le département d'État établit un groupe de travail destiné à analyser les options de l'administration, placé sous la direction de Peter Constable, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient. S'il convient de l'intérêt que comporte la poursuite des combats, qui affaiblit belligérants contribuant à la déstabilisation de la région, il relève qu'une cessation des hostilités serait plus dans l'intérêt des États-Unis. Quant à la perspective de voir Téhéran se tourner vers Moscou pour subvenir à ses besoins, elle semble peu probable : il s'agirait néanmoins d'encourager la Turquie ou le Pakistan à fournir des équipements militaires à l'Iran afin d'utiliser ce lien commercial comme un levier pour l'inciter à signer un cessez-le-feu<sup>157</sup>. Le 13 février, un rapport du bureau de la recherche et

---

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/4154/22, Record of a call by the Lord Privy Seal on the Commander-in-Chief of the Jordanian Armed Forces, at the Armed Forces Headquarters, Amman, 2nd February, 1981, 11:00.

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/4154/25, Egerton to Miers, The performance of the Iraqi armed forces in the Iraq/Iran war to date, 2nd February, 1981.

<sup>157</sup> RRL, Geoffrey Kemp Files, Box 90492, Iran/Iraq, Jan-Jun 1982, Folder 2, Shoemaker to Schweitzer, Iran-Iraq Meeting, 4th February, 1981.

du renseignement explique la médiocrité de la performance militaire irakienne par la volonté de minimiser les victimes, malgré ses conséquences sur les opérations. Bagdad pourrait en fait mener une offensive à succès au Khouzestan mais n'aurait pas d'autres objectifs d'envergure<sup>158</sup>. L'incertitude sur la suite du conflit et à ses conséquences régionales suscite cependant le malaise outre-Atlantique<sup>159</sup>.

Ces inquiétudes sont partagées par les Britanniques. John Graham rapporte au ministre d'État Douglas Hurd que l'armée irakienne pourrait à la fin du printemps lancer une offensive afin de défaire les forces iraniennes, d'annexer une partie du territoire et de renverser le régime des mollahs<sup>160</sup>. Or, les Iraniens semblent convaincus de pouvoir repousser les Irakiens. Selon l'ancien ambassadeur en Iran, chacune des alternatives conduirait à la chute du régime du pays défait. Celle de Saddam Hussein lui paraît moins préoccupante que l'effondrement de la République islamique, laquelle mettrait l'Iran à la merci de l'URSS, soit du fait d'une intervention militaire, soit par l'intermédiaire d'un parti de gauche qui prendrait le pouvoir. Dans tous les cas, le risque est grand de voir les Soviétiques s'établir durablement dans le nord du Golfe. Pour ces raisons, le diplomate appelle à déployer des efforts en faveur d'une cessation des hostilités. La meilleure approche lui semble être celle d'Olaf Palme, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, qui prône un régime de partage de souveraineté pour le détroit du Chatt-el-Arab et un retrait des troupes irakiennes. La difficulté sera de faire accepter ces conditions aux deux partis. Le département du Moyen-Orient exhorte à la prudence pour ne pas froisser les Irakiens et laisser les Français exploiter commercialement la querelle au détriment des Britanniques. Il suggère d'échanger sur le sujet lors des rencontres bilatérales prévues au printemps avec à Riyad, qui regarderait avec inquiétude le rapprochement d'un Iran affaibli avec l'URSS, Islamabad, qui dispose d'une certaine influence à Téhéran, et New Delhi, en bons termes avec Téhéran. Le ministre d'État D. Hurd convient de la pertinence de la démarche mais appelle à la prudence quant à la mise en avant de propositions définitives qui pourraient être retenues contre les Britanniques.

Au milieu du mois de mars, l'administration Reagan pose les jalons de sa nouvelle politique vis-à-vis de la guerre<sup>161</sup>. Elle note qu'un rapprochement des États-Unis avec l'Irak risquerait de conduire à une prise de position de l'URSS en faveur de l'Iran et de conduire ainsi à une escalade du conflit dans la région, qui aurait des effets de long terme contraires aux intérêts américains. Pour ne pas en prendre le risque, Washington rappelle son attachement convenu à l'intégrité territoriale des deux pays, sans en définir les périmètres, et professe sa neutralité tant que Bagdad semble avoir l'avantage militaire. Les Américains se déclarent convaincus de la nécessité de refuser la vente d'armes aux belligérants afin d'aboutir rapidement à une cessation des hostilités permettant à chacun de sauver les apparences.

---

<sup>158</sup> RRL, Geoffrey Kemp Files, Box 90492, Department of State, Current Analysis Series; Politico-Military Analysis, The Iran-Iraq Conflict: Status and Prospects, 13th February, 1981.

<sup>159</sup> GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence, and the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Santa Barbara, Praeger, 2010, p. 58.

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/4142/49, Graham to Hurd, Iran-Iraq War: peace negotiations, 2nd March, 1981.

<sup>161</sup> RRL, Geoffrey Kemp Files, Box 90492, Iran/Iraq, Jan-Jun 1982, Folder 2, Haig to All Diplomatic and Consular Posts, State 066174, Iraq-Iran Conflict: Update and U.S. Views, 15th March, 1981.

## 2. Les chemins de Bagdad

L'idée d'un rapprochement avec Bagdad émerge à Londres dès janvier 1981<sup>162</sup>. À la lecture du rapport annuel de l'ambassadeur Egerton, David Miers propose de considérer les conditions d'un établissement de bases plus sûres aux relations. Si le passé colonial des Britanniques, leurs responsabilités dans le sort des Palestiniens et la fermeté de leur position dans la lutte contre le terrorisme risquent de demeurer des sources de frictions, la guerre constitue une opportunité de rapprochement qui renforcerait la dépendance de l'Irak envers l'Ouest. Les relations politiques ne pouvant être dissociées des relations commerciales, les exportations sont un levier d'autant plus pertinent que les Soviétiques ont refusé aux Irakiens la fourniture d'armements supplémentaire. Londres pourrait ainsi démontrer son inclination vers Bagdad, dans les limites imposées par les obligations de neutralité : à la fin du conflit, des négociations seraient ouvertes sur la fourniture d'équipements ; des exportations d'armes pourraient approfondir le rapprochement, si une volonté politique y répond, pour prévenir tout refroidissement des relations bilatérales, comme celui ayant conduit en 1978 à l'expulsion des diplomates irakiens de Londres. Les visites à venir des ministres irakiens des Affaires étrangères et du Commerce constituent un premier pas, que le FCO suggère de compléter en se rapprochant d'acteurs au cœur du pouvoir, comme le vice-Premier ministre Tariq Aziz. L'idée est d'améliorer les relations politiques pour pouvoir profiter des opportunités commerciales offertes par la reconstruction après la guerre.

A la fin du mois de mars, James Hooper informe le FCO que le département d'État a recommandé à la Maison-Blanche la visite à Bagdad, entre autres destinations, de Morris Draper, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient. Le département d'État y aurait été encouragé par des remarques ayant filtré d'Irak, faisant état d'une volonté de développer leurs relations économiques avec les États-Unis. L'absence de relations diplomatiques n'a pas entravé le commerce bilatéral. Les Britanniques notent d'ailleurs que la section des intérêts américains à Bagdad fonctionne comme une ambassade de plein exercice. Ils posent ainsi la question de l'intérêt de Washington à formaliser ses relations avec Bagdad : l'absence d'ambassade leur épargne des critiques sur leur position sur le conflit au Proche-Orient ; le rétablissement des relations susciterait l'ire des groupes de pressions juifs à Washington. De leurs côtés, les Irakiens s'inquiètent de voir les Américains reprendre leurs échanges avec les Iraniens avec la levée de l'astreinte des otages. Pour le diplomate, cependant, cette raison est insuffisante pour engager l'Irak dans une politique qui permettrait de surmonter les gouffres séparant les deux pays<sup>163</sup>.

Pourtant, selon l'ambassadeur américain William Eagleton, la convergence des intérêts entre Washington et Bagdad n'a jamais été aussi importante depuis le coup d'état de 1958, notamment en raison de la décision des États-Unis de ne pas vendre d'armes à l'Iran. Malgré la persistance de désaccords au sujet du Proche-Orient et leur opposition à un accroissement de la présence américaine dans le Golfe, les Irakiens devraient écouter avec attention le point de vue des Américains sur l'Iran, question sur

---

<sup>162</sup> TNA, FCO 8/4126/5, Miers to Moberly, Iraq: annual review for 1981, 26th January, 1981.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/4135/1, Rae to Moberly, Graham, US/Iraqi Relations, 25th March, 1981.

laquelle leurs visions convergent. W. Eagleton suggère que M. Draper recommande le développement de contacts entre les intérêts irakiens à Washington et l'administration ou la visite aux États-Unis d'un émissaire irakien<sup>164</sup>. Dans un courrier destiné à être remis à son homologue irakien, Alexander Haig écrit que les États-Unis considèrent l'Irak comme un pays crucial, du fait de l'importance de son programme de développement économique et de sa capacité d'influencer les grandes tendances de la région. Il met en avant la nécessité d'échanges systématiques entre les deux pays, même sur des sujets de divergence, et témoigne de sa volonté de rencontrer son homologue dans un avenir proche<sup>165</sup>.

Peter Carrington reçoit son homologue américain le 10 avril. Il décrit les efforts déployés par Londres pour se rapprocher de l'Iran tout en maintenant de bonnes relations avec l'Irak. Il se dit préoccupé par la situation de l'Iran : du fait de la position bancal que les États-Unis y conservent, seuls Londres et Bonn semblent à même d'y lutter contre la menace soviétique, les Français étant trop engagés en Irak pour y intervenir. A. Haig répond que l'enlisement de la guerre ne profite à personne. Elle permet en plus au parti Tudeh de s'enraciner avec le temps. La révolution iranienne ne donne par ailleurs aucun signe d'apaisement de sa tension anti-américaine. Il convient ainsi de la pertinence des efforts déployés par Londres pour normaliser ses relations avec Téhéran, qui apparaissent comme un facteur important dans l'équilibre régional. Pendant ce temps, il indique que les Américains répondent prudemment aux signaux envoyés par les Irakiens. Ces derniers ont appris à leurs dépens l'efficacité des missiles antichars américains Tow, qui ont causé de lourdes pertes dans leurs rangs, nécessitant le renouvellement de leurs blindés<sup>166</sup>. Ainsi commence à s'installer, parallèlement à leur inclination irakienne, un partage des tâches entre les alliés, qui conduit Washington à suivre les chemins de Bagdad cependant que Londres oscille sur la ligne d'un *thalweg* diplomatique entre les deux belligérants.

Le 12 avril a lieu la rencontre entre M. Draper et les représentants de la diplomatie irakienne, suivis du ministre Saadoun Hammadi. Leur accueil est décrit comme chaleureux par l'ambassadeur Eagleton. Pendant deux heures et demie sont abordés la visite du secrétaire d'État A. Haig au Moyen-Orient, les fondements de la politique américaine dans la région et l'avenir des relations entre Bagdad et Washington. Sur l'Iran, S. Hammadi réaffirme son appréciation de la position américaine tout en précisant qu'il considérerait comme inamicale une reprise des ventes d'armes à Téhéran. Interrogé sur les perspectives de médiation, M. Draper déclare que les États-Unis n'entendent pas pour l'heure être au premier plan d'une action au Conseil de sécurité ni soutenir d'initiatives prématurées, mais qu'ils suivent avec intérêt la mission du représentant du secrétaire général<sup>167</sup>. L'ambassadeur britannique S. Egerton est dûment informé de la teneur des échanges par M. Draper et W. Eagleton dans la journée<sup>168</sup>.

---

<sup>164</sup> DNSA, IG00045, Eagleton to State, Baghdad 00879, Prospects for DAS Draper's Visit To Baghdad, 4th April, 1981.

<sup>165</sup> DNSA, IG00045, Haig to Baghdad, Secto 02076, Secretary's Message to Iraqi Foreign Minister, 8th April, 1981.

<sup>166</sup> TNA, PREM19/530/50, Record of conversation between the Secretary of State and United States Secretary of State Haig, Foreign and Commonwealth Office, Admiralty House, London, 10th April, 1981, Middle East Issues

<sup>167</sup> DNSA, IG00047, Eagleton to State, Baghdad 00972, Meetings in Baghdad with Foreign Minister Hammadi, 12th April, 1981.

<sup>168</sup> TNA, FCO 8/4135/3, Egerton to FCO, Baghdad 201, US/Iraqi relations, 13th April, 1981.



La rencontre accélère le rapprochement entre Bagdad et Washington. Le 17 avril, le représentant des intérêts irakiens à Washington, Zuhair Al-Omarn, est reçu par M. Draper<sup>169</sup>. Le 19, S. Hammadi remet à W. Eagleton sa réponse à A. Haig, qui revient brièvement sur ses échanges avec M. Draper en se félicitant des jalons qu'ils posent<sup>170</sup>. L'ambassadeur américain en Iran montre à la fin du mois à son homologue britannique une copie de la correspondance, témoignage de l'importance accordée localement au maintien d'un dialogue étroit avec le partenaire transatlantique<sup>171</sup>. De retour de consultations à Washington, l'ambassadeur est reçu par le vice-Premier ministre Tariq Aziz, plus haut représentant du régime irakien rencontré par les Américains depuis la rupture des relations bilatérales en 1967. W. Eagleton se félicite du fait que les États-Unis se trouvent désormais en capacité d'échanger directement avec la direction du parti si besoin est de lui communiquer un message important<sup>172</sup>.

### 3. La partialité des positions

Le diplomate américain Cameron Hume rappelle que c'est l'attaque israélienne sur le réacteur nucléaire irakien d'Osirak, le 7 juin 1981, qui parachève le processus de rapprochement entre Bagdad et Washington<sup>173</sup>. Dans un échange avec Alexander Haig, Ian Gilmour s'inquiète de ses conséquences potentielles sur la politique américaine<sup>174</sup>. L'Irak réagit lentement à l'événement. Saadoun Hammadi le condamne à la tribune onusienne de manière modérée, refusant de réclamer une réaction à laquelle s'opposerait Washington. Le Britannique Brian Urquhart, adjoint du secrétaire général, suggère une rencontre entre le ministre irakien et Jeane Kirkpatrick, représentante des États-Unis à New-York<sup>175</sup>. D'abord réticent à négocier avec une diplomate, S. Hammadi y consent, convaincu par B. Urquhart de l'importance de sa position au Cabinet américain. Le Britannique évoque une rencontre se déroulant dans une ambiance étonnamment bonne. Flanquée de sa conseillère pour le Moyen-Orient, April Glaspie, J. Kirkpatrick s'oppose à l'embargo sur les armes demandé contre Israël. B. Urquhart suggère de l'abandonner pour sauver la résolution. Le texte condamne finalement avec fermeté l'attaque en dénonçant sa violation de la Charte des Nations unies et des normes de conduite internationales.

À l'automne, alors que s'éloignent les perspectives de résolution du conflit, le ministre d'État Douglas Hurd reçoit au FCO le chef de la diplomatie irakienne aux côtés du sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient John Graham. S. Hammadi présente la récente attaque iranienne contre des installations koweïties comme un signe de faiblesse destiné à détourner l'attention des troubles politiques

<sup>169</sup> DNSA, NSAEBB82, Haig to Baghdad, State 102457, Meeting with IraqInt Chief al-Omar, 22nd April, 1981.

<sup>170</sup> DNSA, NSAEBB82, Eagleton to State, Baghdad 01033, Letter to the Secretary from Iraqi Foreign Minister Hammadi, 20th April, 1981.

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/4135/4, Egerton to FCO, Baghdad 225, US/Iraqi relations, 30th April, 1981.

<sup>172</sup> DNSA, NSAEBB82, Eagleton to State, Baghdad 01446, Meeting with Tariq Aziz, 28th May, 1981.

<sup>173</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 57.

<sup>174</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 15th June, 1981

<sup>175</sup> URQUHART Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 328-329.

intérieurs. Le moyen de pression que Téhéran prétend s'être arrogé en menaçant l'approvisionnement énergétique du monde a de plus suscité une vague d'indignation dans le monde arabe. J. Graham mentionne dans le cours de l'entretien le sort de vaisseaux britanniques piégés dans le port d'Umm Qasr depuis le début de conflit, dont le sauvetage serait souhaité par Londres. Le ministre irakien promet d'y travailler. Il interroge ensuite ses interlocuteurs sur des rumeurs d'une possible coopération militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran. Des compagnies britanniques auraient été approchées pour contribuer au transfert d'armes américaines entre Israël et l'Iran. D. Hurd lui répond qu'aucune entreprise britannique ne pourrait obtenir l'autorisation nécessaire. Devant l'insistance de l'Irakien sur la question, le ministre d'État déclare douter que de tels échanges existent à haut niveau : il ne voit pas Israël risquer sa relation avec Washington pour un si maigre avantage. Il ajoute que, si les États-Unis ont pour priorité de préserver l'Iran d'une ingérence soviétique, ils n'en éprouvent pas pour autant de sympathie pour le régime islamique, qui reste très impopulaire outre-Atlantique. D. Hurd assure à son interlocuteur qu'il ne manquera pas d'enquêter sur la question lors de son prochain séjour à Washington. La rumeur suscite un tel trouble que S. Hammadi, interrogé sur l'évolution des relations entre Bagdad et Washington, reconnaît leur réchauffement mais écarte l'imminence d'une normalisation<sup>176</sup>.

Au département du Moyen-Orient, Patrick Wogan confirme que les Israéliens ont fourni des armes aux Iraniens à trois reprises, sans pouvoir établir d'implication américaine : en juin, un avion de la compagnie britannique des Midlands transporte des fusils et des munitions de Tel Aviv à Téhéran ; en juillet, un entreprise britannique basée dans les îles Anglo-Normandes a requis d'une entreprise équatorienne le transfert de « produits médicaux et alimentaires » (probablement des armes) ; le 18 juillet, un avion-cargo argentin s'est écrasé en URSS, peut-être abattu, après avoir délivré en Iran des pièces de rechange pour chars américains en provenance d'Israël. Les craintes du ministre irakien semblent donc fondées<sup>177</sup>. Le 8 octobre, Grosvenor Square remet au FCO un télégramme réfutant les accusations portées par S. Hammadi. Il rappelle qu'en vertu de sa politique de non-intervention dans le conflit Washington ne saurait approuver la vente ou le transfert d'articles ou de services de défense américains à l'un des belligérants, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers parti. Israël a assuré à plusieurs reprises au plus haut niveau se conformer à ces dispositions. Washington n'exclut cependant pas la possibilité d'une circulation clandestine de produits d'origine américaine<sup>178</sup>.

Dans ses mémoires, le secrétaire d'État américain persiste dans ces dénégations en assurant ne pas avoir été informé de l'infraction des directives par l'un de ses collaborateurs<sup>179</sup>. Pourtant, une enquête du *New York Times*, publiée un an avant l'ouvrage d'A. Haig, révèle que ce dernier avait convenu avec le Premier ministre israélien Menahem Begin que Washington approuvât des requêtes iraniennes

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/4067/26, Record of a conversation between the Minister of State and Dr Sa'adoun Hamadi, Iraqi Foreign Minister, at the Carlton Towers Hotel, 5th October, 1981.

<sup>177</sup> TNA, FCO 8/4067/27, Wogan to Miers, Arms supplies to Iran: US and Israeli collusion, 14th October, 1981.

<sup>178</sup> TNA, FCO, 8/4067/27, Clark to London, State 271311, British Request for Assurances Re American Arms Supplies to Iran, October 1981.

<sup>179</sup> HAIG Alexander, *Inner Circles: How America Changed the World: A Memoir*, New York, Warner, 1992, p. 552.

d'envoi par Israël de pièces de rechange et d'équipement américain au cas par cas. Selon le Major-Général Avraham Tamir, responsable au ministère israélien de la Défense à l'époque, Tel Aviv informait tous les mois Washington de la liste des pièces qu'il souhaitait envoyer à Téhéran. L'accord aurait fonctionné pendant 18 mois, impliquant l'ambassadeur américain en Israël à l'époque, Samuel Lewis. Il fut révoqué quand le secrétaire d'État et son entourage découvrit qu'Ariel Sharon, ministre israélien de la Défense, vendait du matériel militaire américain sans la permission de Washington<sup>180</sup>.

À l'opportunité de la politique américaine répond celui de la position britannique, toujours corrélée au sort de l'otage Andrew Pyke. Un document présentant les options politiques de Londres en Iran propose plusieurs moyens de pression pour obtenir la libération de l'homme d'affaires<sup>181</sup>. Parmi elles, le département du Moyen-Orient suggère de signifier la volonté britannique de pencher en faveur de l'Irak sur la question des ventes d'armes et de suivre au contraire une ligne plus stricte lors de l'étude des requêtes de fourniture à l'Iran. Si, en revanche, l'Iran consentait à libérer l'otage britannique, Londres pourrait envisager une amélioration franche de ses relations avec Téhéran, qui faciliterait une prise de décision favorable dans le domaine des exportations de matériel militaire et qui inciterait les entreprises britanniques à contribuer à la reconstruction du pays après la guerre. Traduction indirecte de la réalité de la position britannique à la fin de l'année 1981, le document suggère même d'envisager le respect d'une stricte neutralité dans la guerre ! Contrairement aux assurances des diplomates à l'époque et à leur relation des événements aujourd'hui<sup>182</sup>, elle n'est donc pas effective.

### III. La préférence par défaut au perdant (1982)

La déroute militaire des Irakiens pendant la guerre, qui fait écho à la débâcle diplomatique des Occidentaux pendant la révolution, précipite une clarification de la position de ces derniers. Quelles sont les manifestations de la préférence irakienne émergeant à Londres et à Washington ?

#### A. Le basculement dans l'inclination irakienne

##### 1. Le spectre d'une débâcle militaire

Le coup d'arrêt imposé par la résistance iranienne à l'invasion irakienne et le retournement du rapport de forces conduisent les Occidentaux à faire évoluer leur inclination irakienne jusqu'alors demeurée incertaine vers un soutien plus engagé en faveur de Bagdad.

Dès le mois de novembre 1981, la CIA met en garde contre le danger constitué par la potentialité d'une attaque de l'Iran contre un pays du golfe Persique. Une victoire de la République islamique dans

<sup>180</sup> HERSH Seymour, "The Iran Pipeline: A Hidden Chapter/A special report.; U.S. Said to Have Allowed Israel to Sell Arms to Iran", *The New York Times*, 8th December, 1991.

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/4084, MED, FCO, Annex, Policy options on Iran, 16th December, 1981.

<sup>182</sup> MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018.

le conflit en cours empêcherait de plus Bagdad de constituer un contre-poids suffisant à Téhéran<sup>183</sup>. De l'automne 1981 au printemps 1982, une série de quatre victoires iraniennes, culminant avec la reconquête de Khorramchahr, repousse les Irakiennes vers le Chatt-el-Arab. Saddam Hussein proclame un cessez-le-feu unilatéral et appelle à la paix<sup>184</sup>. Le basculement du rapport de forces soulève une vive inquiétude dans la région. Les pays du Golfe, menés par le Koweït, commencent à s'interroger sur la fiabilité de la protection apportée par les Occidentaux : l'émirat s'est du reste rapproché de l'URSS pour acquérir des armes. De Massachusetts Avenue, Alan Goulty rapporte que les Américains ne parviennent pas à s'accorder sur une ligne politique claire : le bureau de la planification du département d'État, qu'il juge ne pas être vraiment efficace, semble être la seule agence à porter un intérêt à la question, sans cependant réussir à lui trouver de réponse satisfaisante<sup>185</sup>. Devant les récents contretemps irakiens, l'ambassadeur Richard Viets rapporte à son homologue britannique à Amman Alan Urwick les inquiétudes de Washington<sup>186</sup>. Elles conduisent le département d'État à solliciter de ses missions dans la région une estimation des conséquences possibles d'une défaite irakienne.

À Londres, David Coates confirme que la menace iranienne est un thème permanent des échanges entre le département du Moyen-Orient et les Américains. Quant aux États du Golfe, qui ont fait savoir leur hostilité à un sursaut de présence américaine dans la région, ils pourraient revoir leur copie en prenant conscience de leur insécurité. Les importantes minorités chiites au Koweït et à Bahreïn pourraient embrasser la rhétorique de la révolution. Le diplomate estime qu'une implication plus étroite de Washington aux côtés des pays de la région risquerait de conduire à une intensification de l'instabilité, faisant rejouer la tragédie des relations entre les États-Unis et l'Empire iranien lors de la révolution<sup>187</sup>.

Le 18 mai, le bureau de la recherche et du renseignement du département d'État publie son analyse des conséquences d'une victoire iranienne. Téhéran ne cache pas son intention d'être reconnu comme la principale puissance de la région en attendant une défaite irakienne. Il ajoute cependant que les Iraniens ne cherchent pas encore à user de leur avantage militaire pour installer des gouvernements islamiques radicaux dans la région. L'ayatollah Khomeini aurait de plus déclaré que les troupes iraniennes n'ont pas l'intention de franchir la frontière, revenant sur les déclarations qui annonçaient lors de l'offensive irakienne du mois de mars un objectif de marcher vers les villes saintes chiites irakiennes. Le régime de Saddam Hussein n'en est pas moins lourdement fragilisé. La chute de Khorramchahr pourrait conduire une partie de la population irakienne à la dissidence, notamment au Kurdistan. Une percée des armées iraniennes au-delà de la frontière éroderait de plus la légitimité du président<sup>188</sup>.

Quelques jours plus tard, Margaret Thatcher mentionne à son tour au ministre d'État Douglas Hurd son inquiétude devant l'évolution du rapport de force entre les belligérants et ses implications pour la

<sup>183</sup> CIA, 0001267222, Iran–Iraq War: Status, Impact and Prospects, 20th November 1981.

<sup>184</sup> RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe (1980-1988)*, Paris, Perrin, 2013, p. 224-236.

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/4599/1, Goulty to Miers, Iran/US, 2nd April, 1982.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/4731/89, Urwick to Miles, Amman TL 479, US Attitude to the Gulf War, 6th April, 1982.

<sup>187</sup> TNA, FCO 8/4599/5, Coates to Wogan, US/Iran, 14th April, 1982.

<sup>188</sup> CIA, CIA-RDP86B00885R000800990040-7, Executive Secretariat, Bureau of Intelligence and Research, Morning Summary, 18th May, 1982.

stabilité régionale. Sans que soit attestée la communication à Londres de teneur du rapport du département d'État, il est intéressant de noter que les Britanniques en reprennent les éléments d'analyse. La convergence des perspectives qu'ils suggèrent explique le parallélisme de l'évolution du positionnement de partenaires tous deux attachés à la stabilité de la région et sensibles à la survie de ses pays<sup>189</sup>. Ce sont d'ailleurs ces derniers, et non l'Irak de Saddam Hussein, qui sont au centre des préoccupations des Américains à l'époque. Ronald Neumann, ancien officier au consulat iranien de Tabriz devenu attaché au bureau Proche-Orient et Asie du Sud, avant de servir au Yémen, le confirme aujourd'hui :

« C'était une position de neutralité orientée, ce qui n'est après tout pas si rare. C'est une position longuement établie en diplomatie. Il est devenu aujourd'hui commun de dire que c'était une position terriblement hypocrite. Je ne le crois pas. Au moment où la guerre a commencé, l'Irak était un pays perfide, mais il ne constituait pas une menace pour nous ni pour nos intérêts. L'Iran était en revanche depuis la révolution devenu totalement une menace. Une percée par l'Iran des défenses irakiennes et vers les frontières de l'Arabie saoudite et du Koweït aurait constitué une situation terrible pour les intérêts américains. La perception américaine était alors que l'ennemi de mon ennemi est au moins en partie mon ami. D'où ce penchant, cette inclination. »<sup>190</sup>

Pour Brent Scowcroft, ancien conseiller à la Sécurité nationale du président Gerald Ford et proche du vice-président George Bush, auprès duquel il occupe le même poste lors de l'opération Tempête du désert en 1991, cet objectif passe cependant par un soutien à l'Irak :

« L'administration Reagan n'a pas penché vers Bagdad pendant le conflit Iran-Irak par préférence pour l'un des deux régimes répréhensibles, mais parce que nous ne voulions pas que l'un d'entre eux gagnât la guerre et que nous craignions que l'Iran ne s'affaiblît irrémédiablement. »<sup>191</sup>

## 2. Le secours au moindre de deux maux

Si le positionnement du Royaume-Uni en faveur de Bagdad répond en écho à celui des États-Unis, il n'est pas sans soulever le débat. Richard Luce, qui passe une partie de son enfance dans la région et devient au milieu des années 1980 ministre d'État en charge du Moyen-Orient, rappelle que l'empathie était à l'époque du côté de l'Irak, de manière instinctive, sinon irrationnelle : la prévalence d'une peur de l'Iran et de ses dirigeants aux discours outranciers conduit les Occidentaux à considérer Saddam Hussein comme le moindre de deux maux, malgré sa responsabilité dans l'invasion de l'Iran débutant les hostilités<sup>192</sup>. Ancien secrétaire d'État au FCO pendant la révolution, David Owen voit même dans l'inclination iranienne une « politique convenue entre l'Europe et les États-Unis, avec le soutien de Thatcher »<sup>193</sup>, suggérant une collusion des Occidentaux contre l'Iran, envisagée comme une sanction à la débâcle diplomatique constituée par la chute du shah et la prise d'otages. Le ministre d'État alors en charge des questions moyen-orientales, Douglas Hurd, écrit pourtant dans ses mémoires que, contrai-

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/4723/87, Lamport to Coles, Iran/Iraq War, 21st May, 1982.

<sup>190</sup> NEUMANN Ambassadeur Ronald, entretien avec l'auteur, 28 octobre 2020.

<sup>191</sup> SCOWCROFT Brent, BUSH George, *A World Transformed*, New York, Vintage, 1999, p. 305.

<sup>192</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

<sup>193</sup> OWEN Lord David, entretien avec l'auteur, 27 février 2019.

rement à une légende tardive, Londres n'espère pas une victoire irakienne, pas plus qu'il n'y travaille. L'Iran et l'Irak sont perçus comme des pays tous deux gouvernés par des régimes déplaisants et potentiellement dangereux. Les risques qu'il font peser sur la région seraient de plus accrus par la victoire totale de l'un ou de l'autre. Avec Peter Carrington, il appelle ainsi à la prudence dans la politique de fourniture de matériel militaire. Londres autorise ainsi, jusqu'à l'encourager, le commerce avec l'Irak, dans des limites qui suscitent constamment le débat entre le département du Commerce et le FCO<sup>194</sup>.

L'inclination irakienne est par ailleurs discutée à l'intérieur des ministères. Les raisons sont cependant autant commerciales que politiques. Christopher Mallaby, directeur du bureau de la planification, écrit à son collègue du département du Moyen-Orient David Miers que la vente à Bagdad des missiles anti-aériens Hawk, entre autres munitions, a peut-être été une décision à courte-vue. L'Iran lui semble en effet un marché d'une importance stratégique plus forte. De plus, l'URSS suit de près le devenir de la scène iranienne, qui promet selon lui d'être l'un des enjeux à venir de la rivalité entre les blocs. Du point de vue politique, enfin, il pose la question de la pertinence à se ranger résolument derrière un belligérant qui semble sur le point de perdre la guerre<sup>195</sup>. Le secrétaire d'État au Commerce John Biffen partage partiellement l'analyse. Il ne s'est pas opposé à l'inclination *de facto* du Royaume-Uni en faveur de l'Irak, fréquemment discutée lors des réunions de la commission de Défense du Cabinet, car les perspectives immédiates de ventes lucratives y sont plus prometteuses. Le ministre d'État Peter Rees s'est d'ailleurs récemment rendu à Bagdad. Il s'inquiète cependant d'une prise de position trop affirmée, étant donné les potentialités supérieures des marchés persans. La mauvaise presse sur l'Iran n'est pas une raison suffisante : l'attractivité du régime irakien n'est pas supérieure. Il appelle ainsi à bien garder à l'esprit le potentiel commercial de l'Iran, sans se laisser aveugler par les éclats du marché irakien qui devraient moins servir les intérêts économiques du Royaume-Uni à long terme<sup>196</sup>.

Quoique débattue, l'inclination irakienne prend à Washington des formes plus décisives. Le régime de Saddam Hussein est retiré dès le mois de février 1982 de la liste des pays réputés soutenir le terrorisme international, soulevant l'indignation d'un Congrès qui clame son opposition à la mesure<sup>197</sup>. Les éléments de langage préparés à destination de la presse stipulent que l'administration ne prévoit pas pour autant de reprendre la fourniture de matériel militaire à l'Irak. La décision n'entend pas revenir sur les autorisations d'exportation de produits faisant l'objet de contrôle de sécurité nationale, qui restent l'objet d'une étude au cas par cas. Elle n'est pas présentée comme un changement de la politique américaine vis-à-vis de la guerre Iran-Irak. La prudence affichée est pourtant purement politique. En coulisse se met en place une stratégie résolument tournée vers un soutien au président irakien. Le 19 mars, Ronald Reagan signe une directive de sécurité nationale appelant à une révision de la politique

---

<sup>194</sup> HURD Douglas, *Memoirs*, Londres, Abacus, 2004, p. 301.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/4418/8, Mallaby to Miers, Iraq and Iran, 5th February, 1982.

<sup>196</sup> TNA, PREM 19/1808/2, Biffen to Nott, Trade with Iran and Iraq, 6th February, 1982.

<sup>197</sup> DNSA, NSAEBB82, Haig to Baghdad, State 053009 De-designation of Iraq as Supporter of International Terrorism, 27th February, 1982. Les pays qui y demeurent alors sont la Syrie, la République populaire démocratique du Yémen, la Libye et Cuba. On peut donc en noter l'absence de la République islamique.

américaine au Moyen-Orient et en Asie du Sud sur des questions du pétrole, des armes et du renseignement<sup>198</sup>. La radiation de l'Irak de la liste des soutiens au terrorisme lève le dernier obstacle légal à la fourniture par la CIA de renseignements à Bagdad. Elle commence au mois de mars, avec le soutien de pays arabes, selon le chef de la section Iran à la Direction du renseignement militaire irakien :

« Je fus convoqué dans l'une des luxueuses demeures sur les rives du Tigre à Bagdad pour rencontrer trois agents du renseignement américain. [...] Ils déclarèrent être venus pour fournir des renseignements sur l'Iran. Ils apportèrent des plans précis et des cartes des secteurs et des régions iraniennes, ainsi que des images satellites. Nous avions alors désespérément besoin de ces informations. »<sup>199</sup>

Le secrétaire d'État adjoint au Proche-Orient Nicholas Veliotos, qui préside à l'initiative, confirme qu'il s'agit d'indiquer aux Irakiens l'ampleur de leurs vulnérabilités, même si ni les Américains ni les Arabes souhaitent une franche victoire de l'un ou l'autre. La découverte au mois de mai d'une béance dans la défense irakienne à la frontière, qui aurait pu conduire à une percée de l'Iran et précipiter une défaite de l'Irak, confronte le président à un choix entre le maintien d'une neutralité autorisant une victoire de Téhéran et une implication en faveur de Bagdad<sup>200</sup>. Selon Howard Teicher, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, Ronald Reagan penche finalement au mois de juin pour la solution de l'intervention. Avec son collègue Geoffrey Kemp, H. Teicher aurait reçu la mission de formaliser la décision dans une directive de sécurité nationale par la suite signée par le président<sup>201</sup>. Elle se traduit par la fourniture à l'Irak d'armes, de munitions et de matériel militaire non-américains, de concert avec la CIA, notamment son directeur William Casey et son adjoint Robert Gates<sup>202</sup>.

A la fin du mois de juillet, avec un retard notable par rapport à la chronologie suggérée par les contemporains des événements, la CIA publie un rapport sur les options américaines face à la guerre posant les raisons qui pourraient justifier une inclination irakienne. Le soutien politique à l'Irak est écarté, faute d'intérêt militaire : la faiblesse de son impact psychologique ne justifie pas la réaction qu'il risque d'induire en Iran ou en URSS. L'organisation d'opérations clandestines contre le régime khomeiniste, même parmi les dissidents du Kurdistan et du Baloutchistan, aurait peu d'effets sans l'appui de la Turquie ou du Pakistan. Les groupes d'opposition en exil sont dépourvus de soutien parmi la population pour constituer un point d'appui solide. L'octroi de matériel militaire à Bagdad, directement ou par l'intermédiaire de pays tiers, ne semble pas nécessaire dans l'immédiat, les revers irakiens étant moins liés à une pénurie qu'à une maîtrise de leur usage. Un soutien militaire américain indirect,

<sup>198</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDD): Records, 1981-1987, Box 91277, NSDD 4-82 [U.S. Strategy for the Near East and Southwest Asia], 19th March, 1982.

<sup>199</sup> Cité par GIBSON Bryan, *Covert Relationship*, op. cit., p. 69.

<sup>200</sup> VELIOTES Ambassadeur Nicholas, entretien avec Stuart Kennedy, 29 janvier 1990 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Veliotos,%20Nicholas%20A.toc.pdf>

<sup>201</sup> DNSA, NSAEBB82, TEICHER Howard, in United States District Court (Florida: Southern District) Affidavit, "United States of America, Plaintiff, v. Carlos Cardoen [et al.]" Ce dernier précise que le titre et le numéro du document est toujours classifié. La liste chronologique des directives de sécurité nationale de l'administration Reagan établie par la Fédération des scientifiques américains ne mentionne cependant aucun document de la sorte à la date en question, même parmi les directives dont le titre est toujours en partie ou en totalité classifié (NSDD - National Security Decision Directives Reagan Administration [En ligne], Federation of American Scientists [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://irp.fas.org/offdocs/nsdd/index.html>)

<sup>202</sup> Les mémoires de ce dernier ne mentionnent aucunement la guerre Iran-Irak sur la période 1981-1984.

tel le transport de troupes jordaniennes ou égyptiennes sur le front, susciterait une vive réaction en Iran et l'encouragerait à se rapprocher de l'URSS, sans faire de différences sur le terrain. Dans l'immédiat, ce sont en revanche la possession de renseignements sur les unités iraniennes, la disposition des équipements et les intentions de l'État-Major adverse qui seraient utiles à l'Irak. Toute risquée et contraignante qu'elle soit, cette option semble la plus à même d'avoir un réel impact sur l'évolution du conflit tout en laissant à Washington des moyens de dénier son implication<sup>203</sup>. Elle doit aussi permettre de corriger l'impression, répandue dans le monde arabe, d'une politique américaine encore liée à l'Iran<sup>204</sup>.

### 3. La sollicitation des pays arabes

La pression des partenaires de la région s'accroît sur les Occidentaux pour les mobiliser en faveur de l'Irak. Dès le début du printemps, l'évolution – officieuse – de l'attitude américaine est d'ailleurs perceptible, au point de créer une forme d'incompréhension dans le monde arabe. En avril 1982, l'ambassadeur américain en Jordanie Richard Viets confie à son homologue britannique Alan Urwick que ses échanges avec leur pays-hôte l'ont pris au dépourvu. Le général Shaker, commandant-en-chef des forces armées, lui a fait part de la volonté d'acheter pour l'Irak des pièces d'artilleries sous licence américaine à la Corée du Sud. Quand le diplomate lui fait savoir que Washington ne saurait fermer les yeux sur une telle initiative, le roi Hussein lui suggère de soulever la question avec la Maison-Blanche et le département d'État. R. Viets mentionne aussi à A. Urwick que le ministre égyptien de la Défense s'est entretenu aux États-Unis avec Alexander Haig et d'autres membres de l'administration au sujet de l'aide que Le Caire pourrait apporter à Bagdad. Selon le chef de la section des intérêts égyptiens à Amman, les Américains auraient consenti, de concert avec les Égyptiens, à soutenir les Irakiens<sup>205</sup>.

La délicatesse de la situation conduit les Britanniques à prudemment envisager une révision de leur propre position. Deux semaines plus tard, le directeur du département du Moyen-Orient David Miers écrit à son sous-secrétaire d'État adjoint de tutelle John Moberly que l'heure est peut-être venue de répondre aux incitations à prendre une initiative, « émanant de partenaires occidentaux comme d'amis arabes ». La polarisation croissante du conflit entre les Arabes dits « modérés », d'une part, et l'Iran, flanqué de ses partisans anti-occidentaux (la Libye et la Syrie), d'autre part, menace les équilibres du Moyen-Orient auxquels sont attachés les Occidentaux. L'absence de moyens de pression sur Téhéran et le refus de compromettre la reprise des relations avec Bagdad empêchent Londres de forcer une cessation des hostilités. L'attitude des Saoudiens pourrait être décisive. Les Britanniques, poursuit le diplomate, ont été informés par les Saoudiens, d'une manière fiable mais dont la nature ne saurait être divulguée aux Américains, que le prince Fahd a envoyé au début du mois d'avril le prince Bandar à

<sup>203</sup> CIA, CIA-RDP84B00049R000501130004-3, Bremer, Interagency Group No. 2, Discussion Paper for SIG Meeting, 23rd July, 1982.

<sup>204</sup> CIA, Ames to Kemp, 18th May, 1982, cite par MURRAY Donette, *US Foreign Policy and Iran. American-Iranian Relationships since the Islamic Revolution*, Londres, Routledge, 2009, p. 45.

<sup>205</sup> TNA, FCO 8/4731/89, Urwick to Miles, Amman TL 479, US Attitude to the Gulf War, 6th April, 1982.



Londres pour qu'il rencontre le secrétaire d'État américain. Le prince y a exprimé la vive inquiétude de Riyad devant l'éventualité d'une défaite de l'Irak. Après avoir ajouté que son pays fournit à Bagdad des missiles sol-air Crotale, le Saoudien a appelé son interlocuteur à s'impliquer dans le même sens. Prenant acte de l'inconnue dans laquelle les Américains les ont laissés, D. Miers suggère que les Britanniques se rapprochent du prince Bandar, qui devrait être un interlocuteur d'autant plus utile qu'il a un large accès aux échelons supérieurs de l'*Establishment* de politique étrangère à Washington<sup>206</sup>.

Les Britanniques campent sur leurs réticences à franchir le pas de l'inclination. À la fin du mois de mai, Stephen Lamport note que les Américains ont exprimé leur inquiétude mais ne semblent pas avoir de claire idée des mesures nécessaires au déblocage de la situation. Le secrétaire privé de Douglas Hurd doute de la pertinence pour les Européens et les Américains d'adopter une posture plus explicite sur la sécurité régionale. Celle-ci renforcerait la tendance à la polarisation à l'œuvre dans le conflit. Une initiative américaine en faveur des Arabes pourrait aussi inciter les Soviétiques à agir de même en faveur des Iraniens. Les Arabes modérés n'en sont pas moins perturbés par la perspective d'un renversement de Saddam Hussein, notamment les Jordaniens, Égyptiens, Omanais et Saoudiens. Si les plus petits États du golfe sont également inquiets, leur nécessité à trouver une voie d'accommodement avec leur puissant voisin les rend réticents à s'engager dans une action trop ouverte contre lui<sup>207</sup>.

C'est dans ce contexte que le roi Hussein de Jordanie envoie à Margaret Thatcher la copie d'un courrier, d'une longueur rare, rédigé à l'intention de Ronald Reagan. Il appelle à la mise en place en urgence d'une planification interarabe pour parer à l'éventualité d'un déplacement du front en Irak<sup>208</sup>. Le roi s'inquiète de l'attitude jugée négative des Américains lors de leurs échanges avec les Égyptiens, qu'ils auraient exhortés à ne pas s'impliquer dans les affaires arabes. La démarche ne devrait pas avoir grand effet auprès de l'administration, toujours convaincue, selon le diplomate, qu'une inclination irakienne pousserait l'URSS dans les bras de l'Iran. A. Urwick précise que, si le roi semble vouloir tenir informé Londres de sa pensée, il n'a donné aucune indication d'attendre un soutien de sa part<sup>209</sup>.

L'Égypte et la Jordanie continuent cependant à faire pression sur les États-Unis pour qu'ils prennent position en faveur de l'intégrité territoriale de l'Irak et autorisent la vente à Bagdad de matériel militaire. Leurs requêtes ne sont cependant pas soutenues par l'Arabie saoudite ou par les pays du Golfe, selon la CIA encore satisfaits par la position américaine. Une inclination irakienne trop prononcée de la part de Washington, comme l'ont rappelé les Britanniques, pourrait leur causer à long terme des problèmes avec l'Iran. Leur différence de perception pourrait provenir du fait que les seconds se

<sup>206</sup> TNA, FCO 8/4723/62, Miers to Moberly, 22nd April, 1982. Fils du ministre de la Défense, le prince Bandar fait ses études au Collège de la Royal Air Force de Cranwell, puis à la base de l'Aviation américaine de Maxwell (Alabama) et au Collège industriel des forces armées de Fort Lesley McNair. Il est lauréat d'un master en politique publique internationale de l'École Paul Nitze d'études internationales avancées de l'université Johns Hopkins. Envoyé aux États-Unis en 1978 comme représentant du roi Khalid, il convainc le Congrès d'approuver la vente des F-15 à l'Arabie saoudite. Attaché militaire à l'ambassade saoudienne à Washington en 1982, il devient ambassadeur en titre en 1983 (WALSH Elsa, « The Prince », *The New Yorker*, 24th March, 2003).

<sup>207</sup> TNA, FCO 8/4723/87, Lamport to Coles, Iran/Iraq War, 21st May, 1982.

<sup>208</sup> TNA, PREM19/813/39 et 40, Urwick to FCO, Amman 207 et 208, Iran/Iraq, 18th May, 1982.

<sup>209</sup> TNA, PREM19/813/14, Urwick to FCO, Amman 206, Iran/Iraq, 19th May, 1982.

satisfont du fait que les Irakiens sont finalement parvenus à maîtriser à l'été la progression iranienne, cependant que les premiers considèrent que Téhéran devrait parvenir à ses fins<sup>210</sup>. La divergence de ces points de vue renforce l'irrésolution des Occidentaux. À la prudence de la politique britannique répond en effet l'incohérence d'une politique américaine qui n'est pas encore tout à fait convaincue de trouver sur les chemins de Bagdad la compensation de la perte de son ancien pilier iranien.

## **B. Le défi d'une intervention à définir**

### **1. La réflexion sur les formes d'une démarche onusienne**

Les risques faisant peser sur les équilibres du golfe Persique l'éventualité d'une invasion iranienne du territoire irakien conduisent leurs partenaires régionaux à convaincre les Occidentaux de s'engager dans la définition des modalités d'une intervention visant à prévenir un effondrement de l'Irak.

Au début du mois d'avril 1982, les Américains commencent à sonder les Britanniques et les Français sur la possibilité de porter le conflit à l'attention du Conseil de sécurité de l'ONU. La réaction des Français est d'abord négative<sup>211</sup>. Les iraniens du FCO expriment de même leurs réserves. L'initiative ne devrait pas améliorer les perspectives de paix mais pourrait conduire en revanche à une dangereuse polarisation du conflit entre l'Est et l'Ouest en incitant l'Iran à se rapprocher de Moscou. Par ailleurs, toute tentative occidentale de lancer des négociations sous l'égide de l'ONU pourrait entraver les efforts de médiation jugés plus réalistes déployés par la Conférence islamique et le Mouvement des non-alignés<sup>212</sup>. Mais les Britanniques ont d'autres sujets d'inquiétude, dont ils ne font pas état aux Américains. L'appel à une négociation alors que les Irakiens occupent toujours une large partie du territoire iranien pourrait compliquer leur position sur la question des Malouines, qui mobilise en parallèle Washington comme « honnête courtier » entre Londres et Buenos Aires<sup>213</sup>. De leurs côtés, les Français ont semblé enclin à promouvoir une déclaration des Dix européens appelant à une cessation des hostilités et à une résolution de la guerre par la négociation, mais considèrent désormais que l'apparence partisane de l'initiative irriterait les Iraniens sans les contraindre à déposer les armes<sup>214</sup>.

À New York, le chef de la chancellerie britannique, Murrack Goulding, indique ne pas avoir été approché par les Américains sur la question mais s'y attendre de manière imminente. L'idée circule dans les couloirs de l'institution, conformément à l'approche des « dictatures à deux vitesses » prônée par Jeane Kirkpatrick. La mission britannique confirme la nécessité de décourager toute initiative amé-

<sup>210</sup> CIA, CIA-RDP84B00049R000501130004-3, Bremer, Interagency Group No. 2, Discussion Paper for SIG Meeting, 23rd July, 1982.

<sup>211</sup> TNA, FCO8/4731/89, Urwick to Miles, TL Amman, US Attitude to the Gulf War, 6th April, 1982.

<sup>212</sup> TNA, FCO8/4723/43, Wogan to Urwick, TL GRS 229, US Attitude to the Gulf War, 7th April, 1982.

<sup>213</sup> Le 3 avril 1982, sous la pression du Royaume-Uni, le Conseil de sécurité adopte la résolution 502 qui déplore une rupture de la paix et réclame le retrait immédiat des forces argentines des îles de l'archipel : UN, S/RES/502(1982), Resolution 502 (1982) adopted by the Security Council at its 2350th meeting, on 3 April 1982.

<sup>214</sup> TNA, FCO 8/4719/2, Pym to Jedda, FCO 120, Iraq/Iran, 26th April, 1982.

ricaine. Les pays non-alignés ne montrent aucun enthousiasme pour une action au Conseil, à la faveur de laquelle les États-Unis auraient de plus des difficultés à rassembler des voies. L'ONU ne saurait avoir de rôle à jouer dans le conflit que quand les belligérants se sentiront disposer à le lui donner<sup>215</sup>.

La réticence britannique s'explique par ailleurs par des raisons politiques. Une démarche onusienne pourrait aviver les tensions et conduire à une confrontation dans le Golfe, qui convaincrerait Riyad et ses voisins d'accepter le soutien sécuritaire de Washington, lesquels ne manqueraient pas de s'engouffrer dans la brèche. Or, les Britanniques restent convaincus que le renforcement de la présence militaire américaine risque de ruiner la stabilité qu'elle entend promouvoir. La polarisation engendrée serait une mauvaise nouvelle pour Londres, qui se verrait dans l'obligation de choisir fermement entre les deux belligérants, plutôt que de continuer à cultiver autant que possible des relations avec chacun. Le secrétaire d'État Francis Pym en conclut la nécessité de convaincre les pays arabes de trouver un *modus vivendi* avec Téhéran et de montrer à Bagdad que sa meilleure chance de survie passe moins par un renforcement de ses forces armées que par leur retrait du territoire iranien<sup>216</sup>.

Le 26 mai, l'entourage de Jeane Kirkpatrick partage avec celui d'Antony Parsons la copie d'un télégramme destiné aux missions américaines en pays musulmans<sup>217</sup>. Il s'agit de les sonder sur la présentation au Conseil de sécurité d'une résolution appelant à un cessez-le-feu et réaffirmant le principe de non-usage de la force et d'intégrité territoriale des belligérants. À Bagdad, le vice-Premier ministre Tariq Aziz informe Stephen Egerton que l'Irak a l'intention de requérir du Conseil une résolution « juste et équilibrée » recouvrant les principaux aspects du conflit avec l'Iran : le cessez-le-feu ; les frontières ; le Chatt-el-Arab ; la non-ingérence ; l'installation d'un comité chargé de déterminer les responsabilités de la guerre ; la mise en place d'une force de police destinée à séparer les combattants. Il demande l'avis des Britanniques en tant qu'amis et membres permanents du Conseil. Il ajoute que, si l'Iran était disposé à dire officiellement qu'il n'envahirait pas l'Irak, le président irakien serait prêt à retirer rapidement ses armées des parties des territoires iraniens toujours sous leur contrôle<sup>218</sup>. Washington est également informé par Bagdad de son intention de saisir le Conseil. Alexander Haig note cependant que les principaux pays islamiques (Pakistan, Turquie, Algérie) ne sont pas convaincus par sa pertinence. Alors que les approches de l'administration américaine ont rassuré les « amis arabes », l'ambassadeur iranien à l'ONU a intimé de son côté les États-Unis de ne plus se mêler de la guerre<sup>219</sup>.

Dans ce contexte, le secrétaire d'État déclare l'intention américaine d'œuvrer en faveur de la résolution du conflit dans un discours au Council on Foreign Relations<sup>220</sup>. Nicholas Veliotis le confirme à

<sup>215</sup> TNA, FCO8/4723/56, Goulding to Miers, TL UK Miss New York, US Attitude to the Gulf War, 12th April, 1982.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/4719/2, Pym to Jeddah, FCO 120, Iraq/Iran, 26th April, 1982.

<sup>217</sup> TNA, FCO 8/4723/91, Parsons to FCO, UK Miss New York 871, Iraq/Iran, 26th May, 1982.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/4723/92, Egerton to FCO, Bagdad 330, Iraq withdrawal from Khorramshahr: proposed submission of dispute to Security Council, 26th May, 1982.

<sup>219</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 27th May, 1982.

<sup>220</sup> GWERTZMAN Bernard, "Haig Says U.S. Will Step Up Role In Effort To End The Iran-Iraq War", *The New York Times*, 27th May, 1982.

son homologue John Moberly lors du déplacement de ce dernier à Washington<sup>221</sup>. À l'ONU, les Américains confient aux Britanniques que le roi du Maroc a exprimé à A. Haig les craintes répandues dans le Golfe d'une invasion de l'Irak par l'Iran. Le chef de la diplomatie américaine a accepté de travailler avec Bagdad pour encourager un tiers parti à présenter la question au Conseil de sécurité. Le choix d'Oman semble aux Marocains le choix le plus évident. Les Britanniques expriment des doutes à son sujet, du fait de ses relations connues avec les États-Unis et du risque de faire converger vers le sultanat l'ire des Iraniens. Ils critiquent de plus une initiative qui risque de se télescoper avec la volonté irakienne de saisir le Conseil et qui, allant à l'encontre de la volonté de Téhéran, pourrait ruiner les efforts de médiation du secrétaire général. Les Britanniques, qui se déclarent conscients du risque de paraître toujours négatifs, insistent sur la nécessité de considérer la question sous tous ses angles<sup>222</sup>.

Au département du Moyen-Orient, Patrick Wogan rappelle qu'une médiation de la Jordanie, sur laquelle pourraient s'appuyer les Américains pour porter une initiative onusienne, serait discréditée du fait de ses liens avec Washington et son parti-pris pour Bagdad. L'Algérie serait en revanche un recours possible. Sa proximité ancienne avec l'Iran lui permettrait d'en modérer les revendications. Son rôle de médiation a été suggéré par J. Moberly à N. Veliotis pour minimiser le risque de voir Téhéran considérer la démarche comme un soutien à Bagdad, qui y aspire en parallèle. Les Américains suggèrent aux Britanniques de faire pression sur Alger pour l'y engager. Le FCO consent à laisser son ambassadeur sur place évoquer, avec la prudence de rigueur, les moyens pouvant être mis en place pour mettre fin aux hostilités<sup>223</sup>. Il indique en revanche au département d'État qu'il appartient aux Arabes de régler la question, indépendamment de l'Occident, dont le rôle pourrait être contreproductif<sup>224</sup>.

Le 31 mai, le roi de Jordanie convoque séparément les ambassadeurs américain, britannique et soviétique pour requérir leur soutien à une action onusienne, qu'il entend solliciter par la voie de son représentant à New York. L'action souhaitée de pays islamiques tiers risque à ses yeux de prendre trop de temps. L'urgence de la situation impose une action immédiate, qu'il rappelle être désirée par l'Irak. Tout en déclarant comprendre la prudence invoquée par Londres, le roi Hussein reste convaincu que la démarche onusienne reste la seule voie constructive d'un dénouement du conflit<sup>225</sup>. La réunion informelle du Conseil convoquée le lendemain par la Jordanie ne s'avère cependant pas concluante<sup>226</sup>.

À Londres, Margaret Thatcher note que l'aide apportée par la Jordanie dans l'adoption de la résolution 502 du Conseil de sécurité demandant l'évacuation des Malouines devrait engager Londres à répondre de manière positive aux requêtes du roi Hussein. Le département du Moyen-Orient montre cependant que ses propositions, trop favorables aux Irakiens, ne sauraient encourager les Iraniens à un compromis. L'implication des Occidentaux dans une telle résolution risque au contraire d'inciter Té-

---

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/4724/109, Moberly, Haig's Chicago Speech on the Middle East, 27th May, 1982.

<sup>222</sup> TNA, FCO 8/4723/96, Parsons to FCO, UK Miss New York 876, Iran/Iraq, 27th May, 1982.

<sup>223</sup> TNA, FCO 8/4724/109, Wogan to Moberly, Bullard, Haig's Chicago Speech on the Middle East, 27th May, 1982.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/4723/93, Pym to Baghdad, FCO 321, Iran/Iraq, 27th May, 1982.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/4724, Urwick to FCO, Amman 218, Iran/Iraq, 31st May, 1982.

<sup>226</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: Agency File, Secretary Haig's Evening Report, Box 6, Haig to Reagan, 1st June, 1982.

héran à une surenchère militaire. Or, Londres pourrait difficilement refuser de soutenir une résolution dans l'esprit de celle qui a été revendiquée sur la question des Malouines, au risque d'afficher ses incohérences intéressées. Le FCO se range donc derrière sa prudence coutumière pour l'exclure<sup>227</sup>. De leurs côtés, les Américains mandatent William Eagleton à Bagdad pour faire savoir aux Irakiens qu'ils considèrent qu'une action onusienne serait encore prématurée et potentiellement contre-productive<sup>228</sup>.

## 2. La résolution 514 du Conseil de Sécurité (12 juillet 1982)

Le 9 juin, l'Irak réitère sa volonté de se retirer des territoires conquis et annonce un cessez-le-feu effectif le lendemain. L'Iran rejette l'offre en réclamant le départ de Saddam Hussein et le paiement de réparations par Bagdad. Devant le blocage de la situation, les armées irakiennes engagent leur retrait, qui se poursuit jusqu'au début du mois de juillet. Libéré de la crise des Malouines, le Conseil de sécurité saisit l'opportunité pour concentrer son attention sur la guerre dans le golfe Persique<sup>229</sup>.

Son nouveau président, Noël Sinclair, se rapproche des différentes délégations dès le 1<sup>er</sup> juillet pour entendre leurs propositions sur la réponse à apporter aux gestes faits par l'Irak<sup>230</sup>. Les Britanniques lui répondent que le Conseil aurait dû agir dès le mois de septembre 1980 pour couper court à l'invasion irakienne en répondant aux sollicitations iraniennes. Désormais, il est peu probable que Téhéran accepte de lui laisser un rôle. Le président Sinclair confirme que le représentant iranien, consulté par ses collègues non-alignés, a déclaré que l'institution new-yorkaise n'avait aucun rôle à jouer et qu'il revenait à l'Iran, par divine mission, de traîner Saddam Hussein en justice pour lui permettre de répondre de ses crimes de guerre. En précisant ne pas vouloir lui faire obstruction, la délégation britannique lui fait remarquer que le Conseil a peu de marge de manœuvre : une résolution ne manquerait pas d'être rejetée par l'Iran ; il s'agirait de ne pas y mentionner le secrétaire général de l'ONU pour ne pas remettre en question la légitimité de son mandat de médiateur. Le président Sinclair, qui semble au Britannique agir sous la pression des Irakiens, lui apparaît cependant décidé à trouver un rôle au Conseil.

Il organise à ce titre des consultations informelles le 9 juillet, après avoir fait circuler un projet de résolution reprenant les grandes lignes des revendications de Riyadh Al-Qaysi, représentant permanent irakien à New York : la fin des opérations militaires, le retrait des forces, la poursuite des efforts de médiation<sup>231</sup>. Selon les Britanniques, les échanges devraient se concentrer sur l'attitude des Iraniens, en passe d'envahir le territoire irakien, et sur les mécanismes à mettre en place pour vérifier et superviser le cessez-le-feu et le retrait des troupes<sup>232</sup>. Or, la reconnaissance des frontières internationales invoquée par le texte n'est pas claire : les Irakiens revendiquent avoir évacué l'ensemble des territoires

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/4724/104, Miers to Moberly, Iran/Iraq: King Hussein's message to the Prime Minister, 1st June, 1982.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/4724/127, Coates, MED, FCO, to PS/Mr Hurd, Background Note, 8th June, 1982.

<sup>229</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit., p. 45-46.

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/4724/152, Parsons to FCO, UK Miss New York 1078, Iran/Iraq: Security Council, 1st July, 1982.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/4724/154, Whyte to FCO, UK Miss New York 1107, Iran/Iraq: Security Council, 8th July, 1982.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/4724/152, Whyte to FCO, UK Miss New York 1106, Iran/Iraq: Security Council, 8th July, 1982.

conquis quand les Iraniens déplorent encore la présence de troupes irakiennes sur leur territoire. Le FCO recommande de conserver un profil bas en attendant de connaître les positions française, américaine et soviétique sur la question. Il s'agirait même de rester en retrait tant qu'un texte ne parviendra pas à être acceptable par Téhéran tout en veillant à ne pas susciter l'hostilité des pays arabes<sup>233</sup>. Afin de ne pas donner l'apparence que Londres choisit entre l'Iran et l'Irak, le FCO appelle cependant son représentant à l'ONU à ne pas prendre d'initiative attirant l'attention sur les imperfections de la résolution mais lui laisse la liberté de soutenir les efforts des autres représentants dans cette optique<sup>234</sup>.

Alors que les Américains restent en retrait, convaincus du pouvoir de nuisance de leur association à une démarche, les Britanniques finissent par se faire force de proposition. Ils suggèrent de suivre une option qui pourrait avoir la faveur des Soviétiques, à savoir une plus grande implication du secrétaire général. Celui-ci pourrait dépêcher à Bagdad et Téhéran un représentant visant à établir la position des deux partis et en référer à l'ONU avec des recommandations pour surmonter les différends. L'option a plusieurs avantages : surseoir au vote d'une résolution, que les Britanniques entendent éviter ; justifier le vote d'un texte si les Iraniens ne sont pas coopératifs ; ouvrir un dialogue à l'aune de leurs revendications s'ils choisissent de coopérer ; dissuader Téhéran de procéder à une invasion lors de la présence du représentant du secrétaire général dans le pays. Pour faire face aux critiques qui risquent d'émerger chez les Irakiens et leurs soutiens devant ce qui pourrait être perçu comme une volonté de saper la résolution envisagée, le FCO appelle ses diplomates à communiquer sur la nécessité d'ouvrir un dialogue avec les Iraniens pour en modérer l'intransigeance. Un mouvement militaire de leur part devrait néanmoins être suivi de consultations en urgence entre Londres et Washington ainsi que leurs alliés de la région menacés par ce développement potentiel. Le FCO demande à Massachusetts Avenue de faire état au département d'État de cette proposition, comme l'a requis Grosvenor Square<sup>235</sup>.

La proposition britannique est accueillie fraîchement. N. Sinclair n'entend pas voir le processus de résolution interrompu alors que tous les membres du Conseil se montrent prêts à adopter une version à peine amendée du texte qu'il a présenté. Les Irakiens reçoivent la suggestion britannique comme une excellente idée, qu'ils attendaient cependant plus tôt. Des consultations ayant eu lieu, il semble désormais difficile de reculer sans signifier aux Iraniens que l'institution newyorkaise n'est qu'une coquille vide. Les Français se rangent résolument derrière un vote de la résolution, cependant que les Américains ont reçu pour instruction de rester discrets. Le projet britannique reste donc lettre morte<sup>236</sup>.

Lorsque vient l'heure du vote, les Britanniques y apportent leur voix mais mentionnent leurs doutes sur sa pertinence<sup>237</sup>. Seul le représentant du Togo va dans son sens, en déclarant que le Conseil aurait dû procéder avec l'aval des deux belligérants. Ni le représentant permanent iranien, ni ses collabora-

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/4724/159, Miers to Moberly, Iran/Iraq, 9th July, 1982.

<sup>234</sup> TNA, FCO 58/2827/10, Pym to UK Miss, New York, FCO 607, Iran/Iraq, 9th July, 1982.

<sup>235</sup> TNA, FCO 8/4724/164, Pym to UK Miss, New York, FCO 610, Iran/Iraq 10th July, 1982.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/4724/169, Whyte to FCO, UK Miss New York 1120, Iran/Iraq: Security Council, 12th July, 1982.

<sup>237</sup> UN, S/RES/514(1982), Resolution 514 (1982) adopted by the Security Council at its 2383rd meeting, on 12 July, 1982.

teurs n'assistent à la réunion formelle qui procède à l'adoption de la résolution. Le représentant soviétique profite de l'occasion pour dénoncer l'ingérence des puissances impérialistes dans le conflit. Le représentant irakien ne manque pas de gloser sur l'attitude positive de son pays dans tous les efforts déployés en faveur de la paix, qu'il oppose à l'attitude d'obstruction des Iraniens. La délégation britannique regrette que la dynamique en faveur d'une initiative irakienne ait empêché les autres membres du Conseil de suivre l'approche jugée plus sage proposée par Londres. Les circonstances n'y sont cependant pas favorables : la rumeur d'un accord passé entre Saddam Hussein et le président du Guyana Forbes Burnham laisse planer le doute sur l'impartialité du président Sinclair. Dans le discours qui accompagne leur vote, les Britanniques rappelle que Londres reste convaincu de la nécessité de dépêcher un émissaire à Téhéran et à Bagdad afin de maintenir le dialogue<sup>238</sup>.

### 3. La réaction inquiète à l'invasion iranienne

La perspective du vote d'une résolution perçue comme favorable à l'Irak incite l'Iran à la surenchère militaire que les diplomates britanniques avaient anticipée. Dès le 9 juillet, James Hooper porte à l'attention du FCO un câble américain faisant état d'une résurgence d'activités dans les rangs iraniens, qui suggère des préparatifs en amont d'une traversée de la frontière. Si les Américains n'en ont pas reçu confirmation, la disposition des troupes et la multiplication des déclarations émanant d'officiels iraniens renforcent les soupçons<sup>239</sup>. Sous le sceau de la confiance, le diplomate américain mentionne à ses collègues britanniques qu'une action militaire de l'Iran en Irak déclencherait dans le golfe Persique un renforcement en urgence de la présence militaire américaine. Le FCO appelle Massachusetts Avenue à enquêter sur les détails des mesures envisagées<sup>240</sup>. Les Américains, rapporte de Washington Nicholas Henderson, mobilisent déjà un bataillon de Marines à Beyrouth, assiégé depuis le 12 juin, et n'envisagent pas dans la région d'autres exercices militaires d'envergure. Ils reconnaissent ne pas avoir les moyens de dissuader une invasion iranienne. Malgré l'existence d'un plan de déploiement de forces en urgence, la doctrine de la FDR conditionne son utilisation à une requête du pays bénéficiaire. Or, ni les pays du Golfe, ni l'Arabie saoudite, pourtant inquiets des intentions iraniennes, ne l'ont pour l'heure sollicitée. Le département d'État et le Pentagone ont fait savoir aux diplomates britanniques que décision n'a pas été prise de déployer des forces ou de déplacer des vaisseaux<sup>241</sup>.

Le 13 juillet, au lendemain de l'adoption de la résolution 514 par le Conseil de sécurité de l'ONU, les Iraniens lancent l'opération Ramadan, une série de cinq offensives de grande ampleur en direction du port de Bassora. Elle mobilise un contingent de 100 000 hommes, composé pour moitié de gardes révolutionnaires et pour moitié de jeunes recrues de l'unité d'élite des Basij<sup>242</sup>. L'annonce de l'attaque

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/4724/171, Whyte to FCO, UKMIS New York 1122, Iran/Iraq: Security Council, 12th July, 1982.

<sup>239</sup> TNA, FCO 8/4719/68, Coates to Moberly, Iran/Iraq and US deployment, 9th July, 1982.

<sup>240</sup> TNA, FCO 8/4719/71, Pym to Washington, FCO 1314, Iran/Iraq and US deployment, 12th July, 1982.

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/4719/74, Henderson to FCO, Washington 2417, Iran/Iraq and US deployment, 13th July, 1982.

<sup>242</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit., p. 46.

iranienne est suivie par un sursaut d'activité à Washington. Jonathan Howe, directeur du bureau des affaires politiques et militaires au département d'État, convoque le Britannique Derek Thomas pour discuter de ses implications. Les États-Unis restent dans l'incertitude quant aux intentions des Iraniens mais supposent qu'ils ont assez de ressources pour prendre Bassora. L'amiral confie au diplomate que les Américains ont développé des plans d'urgence destinés à se préparer à l'éventualité. Ils disposent d'un groupe aéronaval dans l'océan Indien, qu'ils comptent maintenir à proximité, mais n'envisagent pas pour l'heure le déplacement de ceux qui croisent en mer Méditerranée. J. Howe mentionne plusieurs mesures visant à rassurer les pays de la région. Washington est par exemple en discussion avec Oman sur l'organisation d'exercices navals conjoints. Les Américains envisagent également d'établir avec les Saoudiens un groupe de planification d'urgence afin de les assurer de leur implication. Riyad, qui s'est montré précédemment intéressé par la pensée militaire américaine, devrait y être dorénavant d'autant plus réceptive. Le Pentagone dispose d'un groupe d'une douzaine de colonels prêts à partir pour Djeddah. Ils envisagent même dépêcher le général Robert Kingston, commandant de la FDR.

Parmi les autres options figure un exercice de défense aérien bilatéral, qui se traduirait par l'envoi d'un escadron de chasseurs F-15, équipés des moyens d'appui nécessaires, lequel pourrait rester sur place un certain temps. Les appareils pourvus du système de détection et de commandement aéroporté AWACS devraient également demeurer sur le territoire saoudien. L'amiral apparaît convaincu, sur la base d'une information émanant de Grosvenor Square, que les Britanniques envisagent la fourniture au Koweït de moyens de défense aérienne, initiative qu'il accueille positivement. J. Howe fait également part de l'intention de renforcer la présence navale américaine dans la région, en précisant que ses modalités ne sont pas claires. Il s'interroge sur la capacité de Londres à déployer dans la région un vaisseau, par exemple depuis le large du Kenya où croise selon lui une unité britannique. S'il ne s'agit pas d'une requête formelle de la part de Washington, l'idée est présentée comme un exemple des mesures envisageables, à l'image de celles que les alliés avaient pris de concert à l'automne 1980. Si les menaces ont changé, les principes restent les mêmes. Au département du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, le sous-secrétaire d'État adjoint Joseph Twinam confirme que les États-Unis envisagent un renforcement de leur présence navale en mer d'Oman, mais pas dans le golfe Persique lui-même. Celle-ci devrait passer par la mobilisation d'unités croisant dans l'océan Indien<sup>243</sup>.

Le lendemain, l'ambassadeur Henderson fait part au sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Lawrence Eagleburger de l'intention britannique de consulter en urgence les partenaires du golfe sur la nature de la menace constituée par l'Iran<sup>244</sup>. Londres prévoit le déplacement d'une frégate et d'un bâtiment auxiliaire en direction du golfe d'Oman ainsi que la visite à Bahreïn d'une autre frégate à la fin du mois, si les circonstances le permettent et le demandent. Le diplomate américain en prend note avec satisfaction tout en déclarant que Washington dispose d'un groupe aéronaval au large d'Oman et de quatre petits vaisseaux dans le Golfe. Il suggère le maintien d'un dialogue étroit entre les deux capi-

---

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/4719/77, Henderson to FCO, Washington 2433, Iran/Iraq and US deployment, 14th July, 1982.

<sup>244</sup> TNA, FCO 8/4719/81, Henderson to FCO, Washington 2443, Iran/Iraq, 15th July, 1982.



tales, qui pourrait passer par une reprise des conversations navales. Une proposition similaire a été faite aux Français, qui considèrent également le renforcement de leur présence régionale.

N. Veliotos confie que les renseignements disponibles suggèrent que les Iraniens exagèrent le succès immédiat de leur opération. Selon le diplomate américain, beaucoup devrait dépendre de la volonté irakienne de combattre et de l'attitude des minorités chiites. L'ayatollah a peut-être commis une erreur stratégique en réclamant le départ de Saddam Hussein, qui pourrait renforcer au contraire la cohésion de l'armée autour de son chef. Les Américains écartent une invasion du Koweït mais s'attendent à ce que les Iraniens coupent la route d'approvisionnement entre l'émirat et l'Irak. Inquiet du potentiel de subversion de leurs minorités chiites, les Koweïtis devraient s'attacher à trouver un compromis avec les Iraniens, sans requérir l'assistance des Américains. Les Saoudiens s'inquiètent quant à eux de la volonté iranienne d'incarner la direction de l'islam, qui remet en question les fondements de la légitimité des Saoud. Par ailleurs, ils s'émeuvent de la possibilité de subversion des minorités chiites vivant dans l'est de leur territoire. Si les Américains ne s'attendent pas à une requête d'assistance militaire de leur part, Riyad garde ouverte l'option d'exercices conjoints avec Washington et ne devrait pas rechigner à s'asseoir sur ses principes pour accepter un déploiement de forces américaines si jamais il est jugé nécessaire. L. Eagleburger regrette que les Saoudiens aient toujours refusé le déploiement dans la région des forces jordaniennes, qui sont les mieux entraînées et les plus à même d'apporter une assistance. Les Américains n'ont enfin pas d'indication d'une réaction soviétique à l'invasion. Moscou devrait en revanche bénéficier de l'instabilité de la région : un surcroît de tensions pourrait inciter les États du Golfe à se tourner vers l'URSS, qui apparaît comme la superpuissance la plus proche.

Comme à l'automne 1980 lors de son déclenchement, l'escalade militaire du conflit précipite ainsi un réflexe de consultations interalliées. Arnold Raphel, au bureau des affaires politiques, confirme que Washington souhaite maintenir des contacts réguliers avec Londres sur le sujet des déploiements navals, sans cependant leur donner la formalité ni la complexité des précédents. Leçon a été tirée des inerties parfois pesantes d'un processus de consultation qui ne s'avère pas toujours efficace. L'objectif est alors de permettre aux Américains d'expliquer leurs intentions, parallèlement aux échanges par les canaux diplomatiques traditionnels. Les contacts envisagés pourraient être conduits à Londres par le Commandant naval américain en Europe, ou bien par l'intermédiaire de l'amiral Symons, attaché naval à Washington. Leur centralisation présage de la politisation potentielle de leurs enjeux.

### **C. Le difficile dénouement d'une impasse diplomatique**

#### **1. L'inertie des incertitudes interalliées**

La résurgence des combats à la faveur de l'opération Ramadan conduit les acteurs de la région et les Occidentaux à travailler de concert à la maîtrise d'une escalade inquiétant la sécurité de leurs intérêts. Dès le 15 juillet, au département du Moyen-Orient du FCO, David Miers remarque que les « amis

arabes » ne manqueront pas de se retourner vers les Britanniques pour requérir de leur part une posture plus constructive afin de répondre aux craintes suscitées par l'invasion. Contre l'attitude en retrait adoptée jusqu'alors, notamment à l'ONU, il s'agirait d'affirmer clairement la préoccupation de Londres pour la sécurité de ses partenaires. Selon leur réaction, le diplomate suggère même de mettre en application des mesures appropriées avec les Américains<sup>245</sup>. Les vaisseaux de la patrouille Armilla, rassemblés aux abords de la région depuis le déclenchement du conflit, se trouvent alors à 7 jours du golfe d'Oman. La frégate néo-zélandaise Canterbury, dépêchée à titre volontaire pendant la crise des Malouines, devrait arriver sur place le 21 juillet, cependant que son homologue britannique, le HMS Aurora, devrait accoster à Bahreïn du 31 juillet au 3 août, accompagné d'un vaisseau auxiliaire. Leur programme de patrouille ultérieur dans l'océan Indien pourrait être revu selon les circonstances<sup>246</sup>.

Les échanges entre les alliés s'attachent à déterminer les attentes de leurs partenaires du golfe Persique pour mieux envisager la teneur du soutien à leur apporter. Les Britanniques interrogent par exemple les Américains sur la sécurité du Koweït : Washington serait-il prêt à y intervenir, comme en Arabie saoudite, en cas d'attaque iranienne ? L'ambassadeur de l'émirat à Londres s'est en effet rapproché du FCO pour exprimer ses craintes face à la situation mais l'intention de son pays de ne pas provoquer les Iraniens, donc ses réticences à solliciter l'aide des Occidentaux. Quant aux Omanais, ils envisagent des exercices de bataillons à Bahreïn et, éventuellement, dans d'autres pays du Conseil de coopération du golfe (CCG). Le prince héritier de Bahreïn a évoqué de son côté la constitution d'une force de réaction rapide sous l'égide du CCG, qui n'apparaît pas alors très avancée<sup>247</sup>.

Au département d'État, Joseph Twinam accueille avec satisfaction ces signes d'implication. Il confie aux diplomates de Massachusetts Avenue que les Américains rencontrent des difficultés à déterminer là où les pays du golfe tracent la ligne entre les actions nécessaires à la garantie de leur sécurité et les réticences aux mesures propres à irriter les Iraniens. Riyad, avec qui Washington a les échanges les plus aboutis, reste très prudent devant les éventualités d'une initiative américaine. Le Koweït n'est même pas certain de consentir à recevoir une aide de la part de ses partenaires du CCG. Il est vrai que ses équipements sont en nombre déjà suffisant, qui dépasse même ses capacités d'utilisation<sup>248</sup>.

L'ambassadeur américain en Jordanie Richard Viets est informé au quotidien par le roi Hussein du développement des affrontements. Il en fait part à ses homologues britanniques. Le souverain serait en contacts téléphoniques quotidiens avec Saddam Hussein, qui reste rassurant sur sa capacité à contenir l'attaque iranienne. Sa volonté d'apporter une assistance militaire au président irakien se heurte cependant à l'opposition de l'État-Major et du commandant en chef des forces armées. Ce dernier doit d'ailleurs se rendre à Londres et à Washington pour s'enquérir du retard dans la livraison d'armement et échanger sur les possibilités d'assistance en cas d'aggravation de la crise libanaise et de la guerre<sup>249</sup>.

---

<sup>245</sup> TNA, FCO 8/4719/98, Miers to Leahy, Iran/Iraq, 15th July, 1982.

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/4719/84, Pym to Washington, FCO 1342, Iran/Iraq: US contingency planning, 16th July, 1982.

<sup>247</sup> TNA, FCO 8/4719/84, Pym to Washington, FCO 1342, Iran/Iraq: US contingency planning, 16th July, 1982.

<sup>248</sup> TNA, FCO 8/4719/85, Henderson to FCO, Washington 2457, Iran/Iraq, 16th July, 1982.

<sup>249</sup> TNA, FCO 8/4719/89, Sindall to FCO, Amman 313, Iraq/Iran, 18th July, 1982.

Au début du mois d'août, le Britannique Robin Renwick est reçu au Pentagone par Francis West, secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale. Émerge de leurs échanges le fait que les Saoudiens persistent dans leur attitude équivoque : s'ils ont émis le souhait de poursuivre le dialogue sur la formation à la défense aérienne et restent intéressés par l'organisation d'un exercice conjoint avec les Américains, ils ont surtout présenté à leurs interlocuteurs la liste des équipements dont ils souhaitent faire l'acquisition. Ils ont aussi témoigné d'un intérêt prononcé pour le char de combat M1, qui risque de poser de sérieux problèmes au Congrès. Quant à la perspective d'assistance américaine au Koweït en cas d'attaque iranienne, beaucoup d'obstacles s'y opposent, dans la mesure où l'émirat a peu fait pour s'arroger les faveurs des parlementaires ou de l'administration<sup>250</sup>.

L'invasion iranienne provoque un regain de mobilisation à l'ONU, qui envisage l'adoption d'une résolution condamnant l'initiative. Une fois encore, les Britanniques regardent avec circonspection la proposition, qui ne saurait selon eux permettre de parvenir au règlement des différends. Par ailleurs, une action trop partisane du président du Conseil de sécurité risquerait d'empêcher l'ONU d'avoir un rôle impartial entre les deux partis, que la délégation iranienne ne lui ôte pas – encore – *a priori*. Les Britanniques restent attachés à l'idée de réactiver la mission du représentant spécial du secrétaire général, Olaf Palme, à laquelle les Iraniens semblent cependant faire obstruction. Téhéran a d'ailleurs opposé une fin de non-recevoir peu policée à la résolution votée le 12 juillet<sup>251</sup>.

Le 16 juillet, Walter Stoessel secrétaire d'État américain intérimaire, fait part à Francis Pym de sa volonté de consulter les alliés afin d'identifier des objectifs communs<sup>252</sup>. À Bruxelles, John Graham, ancien ambassadeur en Iran devenu représentant permanent à l'OTAN, rapporte que la délégation américaine n'a pas reçu l'instruction d'aborder au Conseil la situation dans le Golfe. Les Français y sont par ailleurs fermement opposés. Les délégations dans leur ensemble ont été alertées par l'appel de W. Stoessel à envisager une action de l'Alliance hors de son périmètre géographique : non seulement ses membres en rejettent la possibilité en l'absence de consultations, mais ils craignent en même temps que des consultations sur le sujet ne les impliquent par association. Dans ce contexte, et dans la mesure où les pays du golfe s'avèrent peu enthousiastes à l'idée d'une prise de position de la part de l'Alliance, J. Graham estime que les consultations envisagées ne devraient accoucher que d'échanges bilatéraux entre ses membres<sup>253</sup>. La proposition de la délégation allemande d'organiser des discussions en cercle restreint à la fin du mois de juillet est d'ailleurs accueillie avec circonspection. De son côté, le représentant permanent des États-Unis appelle à respecter un strict cadre de confidentialité<sup>254</sup>.

Devant la paralysie du processus de mise en application de la résolution 514, les Irakiens suggèrent la réunion d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies. Sceptiques quant à sa capacité à parvenir à un quelconque résultat, les Britanniques notent cependant que l'Iran pourrait être

---

<sup>250</sup> TNA, FCO 8/4720/140, Renwick to Weston, TL Washington, Iran/Iraq etc., 3rd August, 1982.

<sup>251</sup> TNA, FCO 8/4724/182, Pym to UK Miss New York, FCO 620, Iran/Iraq: Security Council, 16th July, 1982.

<sup>252</sup> TNA, FCO 8/4720/108, Stoessel to Pym, 16th July, 1982.

<sup>253</sup> TNA, FCO 8/4724/186, Graham to FCO, UK Del NATO 321, Iran/Iraq, 20th July, 1982.

<sup>254</sup> TNA, FCO 8/4724/189, Graham to FCO, UK Del NATO 324, Iran/Iraq, 20th July, 1982.

plus sensible aux opinions de ses pairs à New York plutôt qu'aux exhortations du Conseil de sécurité. L'initiative pourrait par ailleurs préparer le terrain à un effort ultérieur destiné à réunir les deux belligérants autour de la même table<sup>255</sup>. Les raisons des impasses de l'internationalisme n'échappent pas au FCO. Dans un télégramme rédigé à l'attention de la représentation britannique à Téhéran, le secrétaire d'État Francis Pym rappelle que, depuis le début du conflit, la République islamique ressent la partialité de l'institution new-yorkaise. Alors que Téhéran est alors condamné pour la prise en otage du personnel de l'ambassade américaine, en violation des règles du droit international, la première résolution prise en réaction à la guerre appelle les deux belligérants à ne plus user de la force dans le règlement de leurs différends sans condamner l'invasion irakienne de septembre 1980<sup>256</sup>. Les ombres portées des dimensions diplomatiques de la débâcle iranienne restent encore visibles près de deux ans plus tard.

Ce n'est qu'à la faveur d'un apaisement des tensions autour de Bassora, à la fin du mois d'août, que la pression des pays arabes sur les Occidentaux finit par se traduire par une initiative américaine. Le 25, la Maison-Blanche annonce prévoir pour l'automne un exercice militaire terrestre, aérien et maritime dans le secteur stratégique du sultanat d'Oman. L'objectif est de rassurer les pays producteurs de pétrole de la possibilité pour les forces américaines de leur porter rapidement secours en cas d'urgence. L'exercice entend également signifier à l'Iran qu'une menace sur l'un des pays concernés ne resterait pas impunie<sup>257</sup>. Selon le journaliste Bob Woodward, c'est dans ce contexte qu'est établie entre Bagdad et Langley un lien direct et confidentiel destiné à fournir aux Irakiens des renseignements actualisés issus des observations des satellites américains. L'objectif est d'inciter Saddam Hussein à planifier contre son adversaire des attaques supplémentaires contre des cibles économiques<sup>258</sup>. Pour Washington, la maîtrise de l'escalade passe plus que jamais par les chemins de Bagdad.

## 2. La résolution du Conseil de Sécurité 522 (4 octobre 1982)

Le 1<sup>er</sup> octobre 1982, la République islamique lance l'opération Muslim Ibn Aqil, avec pour but de libérer les territoires occupés par l'armée irakienne et de s'emparer des plateaux entourant la ville frontalière de Mandali<sup>259</sup>. L'offensive provoque un regain d'activité à l'ONU. La représentation irakienne requiert le jour-même une réunion du Conseil de sécurité en urgence. Son président, le Jordanien Hazem Nuseibeh, convoque des consultations informelles, en amont de l'arrivée à New York du ministre irakien des Affaires étrangères. Il précise ne pas être parvenu à rentrer en contact avec la délégation iranienne. Le représentant irakien auprès de l'organisation a fait savoir que son pays aspire au vote d'une résolution réaffirmant la teneur du texte voté en juillet ainsi qu'un débat nourri du plus

---

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/4724/190, Pym to UK Miss New York, FCO 636, Iran/Iraq, 23rd July, 1982.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/4724/196, Pym to Tehran, FCO 237, Iran/Iraq, 28th July, 1982.

<sup>257</sup> WILSON George, "U.S. Plans Maneuvers With Oman; Iran Threat Cited on Persian Gulf Troop Exercises", *The Washington Post*, 25th August, 1982.

<sup>258</sup> WOODWARD Bob, *Veil, op. cit.*, p. 487.

<sup>259</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq, op. cit.*, p. 46.

grand nombre d'interventions possibles pour ménager une pression politique sur Téhéran<sup>260</sup>.

Devant la perspective de l'adoption d'une nouvelle résolution, le FCO note qu'elle semble toujours peu à même d'influencer les Iraniens. Elle risque en revanche de ruiner les perspectives pour le Conseil, ou le secrétaire général, de jouer un rôle plus important lorsqu'un terrain d'entente serait trouvé entre les belligérants. Le secrétaire d'État Francis Pym appelle ainsi la mission britannique à New York à ne pas jouer de rôle de premier plan dans l'initiative à venir. Conscient des limites de l'attitude en retrait adoptée jusqu'alors, il recommande cependant de minimiser l'irritation que pourrait ressentir les deux partis devant le refus de Londres de soutenir l'un ou l'autre. Il s'agirait de rappeler dans une prise de parole à venir l'attachement de Londres à un règlement négocié du conflit qui veillerait à prendre en compte la position des deux belligérants. En attendant, le FCO espère que les Irakiens pourront être dissuadés d'obtenir du Conseil une résolution contraignante<sup>261</sup>. Pour Stephen Egerton, ancien ambassadeur en Irak devenu sous-secrétaire d'État adjoint en charge du Moyen-Orient, la réunion du Conseil de sécurité est pour les Irakiens un exercice de propagande ayant pour but de focaliser l'attention diplomatique du monde sur la dernière offensive iranienne. Les Irakiens ne manqueront pas, selon lui, de faire durer le débat aussi longtemps que le dénouement de la bataille ne sera pas connu et que les armées irakiennes ne seront pas éloignées du danger d'une défaite décisive. Il appelle dont le nouveau représentant britannique à l'ONU, John Thomson, à ne pas se presser à prendre la parole<sup>262</sup>.

Le président Nuseibeh fait circuler le 3 octobre le texte du projet de résolution correspondant aux revendications irakiennes. Lors des consultations informelles préalables au vote, Jeane Kirkpatrick, la représentante américaine à New York, propose de manière inattendue que le langage de la résolution reflète un caractère de plus grande urgence. À sa demande est rajoutée l'expression « sans délai supplémentaire » à l'article 4 prévoyant l'envoi d'observateurs des Nations unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces. Elle demande également de préciser que le secrétaire général est appelé à faire rapport au Conseil de Sécurité sur l'application de la résolution « dans les soixante-douze heures ». Elle aurait dit à Diego Cordovez, sous-secrétaire général aux affaires politiques, en charge de la guerre Iran-Irak, que si l'Iran n'acceptait pas de recevoir les observateurs prévus, l'étape suivante serait pour le Conseil de faire voter une résolution condamnant son attitude.

Lors de la réunion formelle des membres du Conseil de sécurité, le ministre irakien des Affaires étrangères Saadoun Hammadi produit une déclaration finalement pondérée, mentionnant que son pays, à l'inverse de l'Iran, accepterait l'arbitrage de l'institution. Après une autre intervention, émanant du représentant marocain, au nom des pays arabes, la résolution est adoptée à l'unanimité<sup>263</sup>. Said Rajaie-Khorassani, représentant de la République islamique, boycotte le processus et donne en parallèle une conférence de presse. Il y attaque vertement le Conseil pour ne pas avoir réagi au mois de septembre

---

<sup>260</sup> TNA, FCO 8/4725/224, Thomson to FCO, UK Miss New York, Iran/Iraq: Security Council, 1st October, 1982.

<sup>261</sup> TNA, FCO 8/4725/226, Pym to UK Miss New York, FCO 823, Iran/Iraq, 4th October, 1982.

<sup>262</sup> TNA, FCO 8/4725/225, Miers to Egerton, Iran/Iraq, 4th October, 1982.

<sup>263</sup> UN, S/RES/522(1982), Resolution 522 (1982) adopted by the Security Council at its 2399th meeting, on 4 October 1982.

1980 à l'invasion de l'Iran. Il y critique le rôle de la présidence jordanienne et rappelle que les récentes attaques ont eu pour but de reprendre à l'Irak les territoires iraniens confisqués. Le représentant britannique J. Thomson souligne l'improbabilité d'une réponse positive à la résolution de la part de Téhéran, en précisant l'insatisfaction de l'institution devant la futilité d'un exercice qui n'aura eu d'autre effet que de discréditer l'autorité du Conseil de sécurité<sup>264</sup>.

L'attitude de la représentante américaine à l'ONU étonne. John Thomson craint que sa propre délégation ne soit placée dans une position délicate si J. Kirkpatrick propose une résolution complémentaire condamnant l'attitude de l'Iran. L'initiative ne manquerait pas en revanche de réjouir les Jordaniens. Il suggère aux diplomates de Massachusetts Avenue de sonder les intentions de Washington, d'autant plus que J. Kirkpatrick donne l'impression d'agir de son propre chef et de surprendre ses propres conseillers<sup>265</sup>. Le département d'État confirme aux Britanniques ne pas avoir été informé à l'avance du rôle joué par l'ambassadrice. Son opinion est au contraire que les Américains ne devraient pas porter d'initiatives à l'ONU ou jouer un rôle de premier plan dans l'adoption d'une résolution. Il rappelle d'ailleurs que le déploiement d'observateurs ne saurait être effectif sans le consentement des deux partis, pour l'instant hors d'atteinte. La principale source d'inquiétudes vient pour les États-Unis de la sécurité des États du golfe. C'est la garantie que des actes ou paroles les rassurant pourraient apporter qui devrait guider leur attitude au Conseil. Ils s'inquiètent notamment de la diffusion de la guerre aux voisins des belligérants. Les diplomates ne voient cependant pas d'intérêt à prolonger une action onusienne. L'éventualité n'a du reste pas été abordée lors de la rencontre entre le secrétaire d'État américain et son homologue irakien, à laquelle J. Kirkpatrick était justement présente. Les Britanniques notent de plus que les tensions semblent peu à peu retomber sur le front : les Américains leur ont fait savoir disposer de preuves indiquant que les Irakiens auraient exagéré délibérément l'ampleur des activités iraniennes afin de mobiliser un plus ample soutien à leur cause dans les pays arabes et dans le reste du monde. Leur besoin en assistance militaire serait par ailleurs réduit<sup>266</sup>.

Le FCO rejoint les analyses du département d'État. Il remarque que les pays de la région semblent moins inquiets de la menace iranienne que J. Kirkpatrick elle-même. Il est à craindre que la représentante américaine à New York, peut-être décidée à démontrer la pertinence de ses thèses sur les dictatures à deux vitesses, ne pousse les choses plus loin que l'Irak ne le souhaite. Ceci rendrait aux Nations unies la tâche plus difficile à l'avenir pour jouer un rôle constructif. Londres en vient à suggérer à son ambassade à Washington d'indiquer au département d'État qu'il pourrait être utile de demander – si cela n'a pas déjà été fait, précise le télégramme ! – à sa délégation onusienne de ne plus prendre d'initiatives sur la question. Le FCO laisse Massachusetts Avenue bon juge de la manière de faire, afin de ne pas laisser croire à la « dame dragon » que Saint George aurait agi dans son dos<sup>267</sup>.

---

<sup>264</sup> TNA, FCO 8/4725/227, Thompson to FCO, UK Miss New York 1573, Iran/Iraq, 4th October, 1982.

<sup>265</sup> *Id.*

<sup>266</sup> TNA, FCO 8/4725/231, Wright to FCO, Washington 3269, Iran/Iraq, 6th October, 1982.

<sup>267</sup> TNA, FCO 8/4725/234, Pym to Washington, FCO 1799, Iran/Iraq, 7th October, 1982.

### 3. Le rangement dans une réticence relative

Lorsqu'Alan Goultly soulève à Washington la question des initiatives de Jeane Kirkpatrick, le directeur pour les affaires politiques onusiennes au département d'État, Edward Dillery, accueille les informations avec surprise. Il confirme ne voir aucun intérêt à ce que les Américains prennent les devants dans une démarche ultérieure et assure qu'il veillera à transmettre la directive à New York. Il ne confirme cependant pas l'avoir fait à son partenaire *a posteriori*. A. Goultly en prend acte et informe le FCO qu'il s'est accordé avec ses collègues à ne pas « réveiller le chien qui dort »<sup>268</sup>.

Au milieu du mois d'octobre, la délégation irakienne à l'ONU présente un nouveau projet de résolution, cette fois à l'Assemblée générale, appelant à un cessez-le-feu et à un retrait des forces aux frontières reconnues internationalement, afin de pouvoir procéder au règlement des différends entre les deux belligérants selon les normes du droit international<sup>269</sup>. Depuis Téhéran, Nicholas Barrington met en garde contre le danger qu'il y aurait à soutenir un texte manifestement partisan. Si les Iraniens eux-mêmes incitent par leur comportement à céder au dénigrement de leur cause, ajoute le chargé d'affaires britannique, celui-ci n'apportera rien à la résolution du conflit, tout en creusant le fossé déjà profond entre l'Iran et l'Occident. Soutenir un appel au cessez-le-feu sans faire référence aux conditions iraniennes, que d'aucuns jugent raisonnables à Téhéran, signifierait ainsi soutenir Bagdad. L'attaque contre Mandali, dont les Irakiens ont fait grand cas, n'a conduit qu'à récupérer des territoires envahis par les armées irakiennes depuis le début du conflit, tout en adoptant une posture menaçante destinée à créer la confusion dans les rangs adverses. Le diplomate note que le texte de la résolution proposé pourrait être rendu plus impartial en stipulant que les armées des deux belligérants doivent se retirer derrière les frontières internationalement reconnues. Il rappelle que les Iraniens ne sauraient recevoir positivement un projet de résolution ne mentionnant pas explicitement l'agression irakienne. La mauvaise impression donnée par leur tentative de conquête de Bassora à l'été ne change pas cet état de fait originel, dont les conséquences en termes de destruction de villes et de villages justifient pour les Iraniens la revendication du paiement par les Irakiens de réparations. L'idéal, selon N. Barrington, serait une formulation condamnant « les infractions aux frontières internationales », que chacun des belligérants pourrait interpréter à sa guise, même si un tel langage serait difficile à faire accepter<sup>270</sup>.

Les recommandations restent donc lettres mortes<sup>271</sup>. Cependant, le texte originel proposé par l'Irak est notablement amendé<sup>272</sup>. Son adoption, qui se fait avec le soutien des Dix européens, des États-Unis et de l'URSS, doit compter avec un nombre significatif d'abstentions (15) et de non participants. Saïd Rajaïe-Khorassani, pour la République islamique, déclare dans un discours empreint d'émotion que

<sup>268</sup> TNA, FCO 8/4722/1, Goultly to Wogan, Iran/Iraq, 14th October, 1982.

<sup>269</sup> TNA, FCO 8/4725/238, Thompson to FCO, UK Miss New York 1574, Iran/Iraq, 14th October, 1982.

<sup>270</sup> TNA, FCO 8/4725/242, Barrington to FCO, Iran 669, Iran/Iraq, 18th October, 1982.

<sup>271</sup> TNA, FCO 8/4722/5, Thompson to FCO, UK Miss New York 1703, Iran/Iraq, 21st October, 1982.

<sup>272</sup> UN, A/RES/37/3, Consequences of the prolongation of the armed conflict between Iran and Iraq, adopted at the 41st plenary meeting, 22nd October, 1982.

l'ONU est restée pendant deux ans détachée de la guerre et des dévastations engendrées. Le « silence mortel » du Conseil a de même persisté, pour n'être brisé qu'au moment où les armées iraniennes ont commencé à renverser le rapport de forces. Il remet en question les affirmations selon lesquelles les armées irakiennes auraient évacué les territoires conquis. Ses appels à l'abstention ou à la non-participation au vote semblent avoir été écoutés par 37 membres, soit près du quart des membres de l'organisation en 1982 : parmi les abstentionnistes figurent Cuba, l'Inde, proche de l'Iran, la Nouvelle-Zélande, membre du *Commonwealth*, le Pakistan et la Syrie ; on compte parmi les non-participants l'Algérie, la République démocratique du Yémen, la Libye ainsi qu'Israël. Les débats suggèrent néanmoins une absence de soutien à la poursuite de la guerre. Le danger de voir l'initiative éloigner encore plus l'Iran de la communauté internationale a été écarté par les efforts déployés par les pays non-alignés pour modérer le ton du texte. Le Britannique John Thomson se félicite que les pays les plus impliqués dans le processus de médiation se soient abstenus ou n'aient pas participé au vote<sup>273</sup>. Le vote n'a en tout cas aucun effet sur les Iraniens : deux semaines plus tard, le président Ali Khamenei déclare dans un discours que les Iraniens marcheront sur Bagdad quand ils le jugeront nécessaire<sup>274</sup>.

Sous la pression de la stratégie de réticence adoptée par les Occidentaux, le jeu d'échecs diplomatiques à l'œuvre touche même les initiatives étonnantes émanant des acteurs de la région. La proposition koweïtienne de mettre en place sur la frontière entre l'Iran et l'Irak une force de maintien de la paix constituée de troupes américaines et soviétiques est fraîchement accueillie à Washington, comme à Londres. Sondé par Alan Goulty, le département d'État considère *a priori* les modalités de sa mise en place comme totalement insolubles, pour peu que l'idée soit jugée pertinente. Le diplomate britannique note à ce titre que la volonté de mobiliser les armées des deux super-puissances à la frontière semble incohérente avec celle de les maintenir à distance raisonnable de la région<sup>275</sup>.

À la fin de l'année, l'ambassadeur irakien à Londres, le secrétaire général de la Ligue arabe puis le ministre koweïtiens des Affaires étrangères démarchent tour à tour les Dix européens pour les inciter à agir en faveur d'une cessation des hostilités. Consultés, les Britanniques réitérent invariablement leur conviction que les Européens, pas plus que les Occidentaux dans leur ensemble, ne sont pas les mieux placés pour intervenir efficacement auprès des Iraniens. En effet, Téhéran ne manquerait pas de les accuser de prendre parti pour Bagdad. En cohérence avec une réticence éprouvée depuis le printemps, le FCO appelle – encore – à ne pas « réveiller le chien qui dort », pour ne pas réveiller les spectres de la débâcle diplomatique dont les ombres portées se font encore sentir aux angles de la triangulation<sup>276</sup>.

<sup>273</sup> TNA, FCO 8/4722/7, Thompson to FCO, UK Miss New York 1710, Iran/Iraq, 22nd October, 1982.

<sup>274</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 47.

<sup>275</sup> TNA, FCO 8/4720/153, Goulty to Wogan, TL Washington WONFO 025/18 408, Iraq/Iran, 17th November, 1982.

<sup>276</sup> TNA, FCO 8/4725/268, Rae to Lamport, Iran/Iraq War, 17th December, 1982.



## Conclusion

Malgré le soulagement qu'il apporte, le dénouement de la crise des otages américains, puis britanniques, ne permet pas de conjurer les démons de la « tragédie des relations » entre Londres, Washington et Téhéran. Il laisse tout au plus aux acteurs de la politique iranienne l'opportunité de mesurer *a posteriori* la complexité du « puzzle persan » dans un contexte de relance des tensions entre les blocs. La déstabilisation durable du golfe Persique par le conflit entre l'Iran et l'Irak constitue à ce titre le plus grand sujet d'inquiétude au Royaume-Uni et aux États-Unis. Dans un « arc de crise » courant de la frontière disputée du Chat-el-Arab jusqu'au détroit d'Ormuz, la guerre dans le Golfe cristallise les craintes de la remise en question durable des équilibres stratégiques éprouvés par la perte de l'Iran : le spectre d'une ingérence soviétique en Iran ou de la polarisation du conflit selon la logique des blocs ; les menaces pesant sur la sécurité des partenaires de la région ; le discrédit de partenaires occidentaux à l'implication contestée pour ses excès militaires ou ses insuffisances politiques ; la paralysie des institutions internationales, tantôt instrumentalisées, tantôt ignorées par les belligérants.

Les lignes de partage transatlantiques dans la réinvention d'une relation à l'Iran accentuent les difficultés des alliés à émerger de la débâcle diplomatique constituée par la révolution. Leur inégale dépendance aux marchés iraniens ne les rend pas dans la même mesure préoccupés par la nécessité de ne pas se les aliéner. La différence des moyens pouvant être alloués à leur présence régionale explique l'écart persistant depuis la fin des années 1970 entre les velléités de résurgence de l'*hégémon* américain et la réticence britannique au repositionnement de forces à l'Est de Suez. Du détroit d'Ormuz à la tribune onusienne, la propension des uns à l'initiative et la prudence des autres à l'implication survit ainsi à toutes les alternances. La question commerciale demeure de même cause de concurrence, parfois perçue comme déloyale : la tentation de Washington d'annexer, au nom de la sécurité de la région, des parts du marché militaire britannique à Oman est mal perçue à Londres. Et les Britanniques semblent encore ignorer que la neutralité affichée outre-Atlantique n'empêche pas de fournir à l'Iran du matériel militaire de manière indirecte et clandestine, puis des renseignements à l'Irak en déroute.

Si ces biais dans le bilatéralisme écornent la réalité ou le ressenti de son efficacité, ils n'ont pas raison pour autant des sentiments de collusion qui persistent en Iran au-delà de la révolution. Les révélations des archives de l'ambassade américaine prolongent les ombres portées de la « débâcle » en nourrissant le mythe d'une révolution nationaliste ayant émancipé l'Iran des grands jeux de l'influence dont il était victime par les œuvres successives de la « main anglaise » et de l'« affreux Américain ». Le manque de lisibilité de leur politique traduit pour Téhéran le trait commun de leur opportunisme, du reste souvent corrélé à leurs intérêts commerciaux : en témoignent les doubles jeux de Washington entre les principes et les pratiques de la fourniture de matériel militaire, comme la lucrative position de neutralité adoptée par Londres pour mieux se ménager une part sur les marchés arabes et persans. La partialité de leur position, perçue comme favorable à l'Irak, répond en fait selon leurs seuls intérêts au rythme chaotique du conflit. Son escalade croissante sanctionne l'échec de leur volonté de le contenir.

## Chapitre 9

### L'ACCOMPAGNEMENT DE L'ESCALADE DANS LE GOLFE PERSIQUE (1983-1984)

Dans un rapport diplomatique analysant en 1983 pour le FCO la « relation spéciale » vue de Washington, l'ambassadeur britannique Oliver Wright note que les questions moyen-orientales constituent un exemple des différences de perspectives et d'expériences conduisant à des divergences d'analyse et de politique entre les alliés. Alors que la guerre dans le golfe Persique poursuit son escalade, la sauvegarde du pétrole passe toujours pour un enjeu primordial. Sa moindre importance aux États-Unis qu'en Europe, cependant, ne devrait pas presser les Américains à s'impliquer directement dans sa défense.

« Si en revanche les Saoudiens et les États du Golfe présentent de pressantes requêtes d'assistance, ils se considéreront comme contraints à répondre. Ils regardent la certitude qu'ils le feront comme la clé de leur position vis-à-vis des Arabes, comme celle de leur politique de dissuasion. Dans ce cas, ils se tourneront vers nous pour nous y embarquer et s'attendent à ce que nous soyons les perdants d'un refus de notre part, non seulement aux yeux des États de la région, mais aussi à ceux des États-Unis. »<sup>1</sup>

L'accompagnement de l'escalade dans le golfe Persique apparaît ainsi comme un élément de convergence relative dans les stratégies américaine et britannique de politique étrangère. Les réticences de Londres à remettre en question le repli de sa présence à l'Est de Suez, comme ses hésitations à renoncer aux voies de la diplomatie et à se résigner à la résurgence de l'*hégémon* américain, tracent une ligne de partage transatlantique qui permet en creux de mesurer les enjeux sous-jacents des « relations spéciales ». En 1983, le renversement sous l'égide de Washington et sans mandat onusien du régime procommuniste de Grenade, membre du *Commonwealth*, suscite l'irritation de Londres, qui n'a pas été consulté. Les attentats de Beyrouth contre les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité font de même éprouver les risques de l'engagement dans une région à la conflictualité croissante face à des partenaires toujours plus émancipés des cadres et conventions du combat.

La résurgence des tensions entre l'Iran et l'Irak à l'hiver 1983, après leur apaisement relatif à la fin de l'année précédente, confronte à nouveau Américains et Britanniques aux dilemmes de l'implication dans des affrontements qui s'inscrivent dans la durée. Les échecs des démarches diplomatiques engagées jusqu'alors semblent donner raison au recours à des initiatives plus décisives, au risque d'attiser les tensions et de renforcer la polarisation. Comment les Occidentaux réagissent-ils au développement de l'escalade militaire ? Quels intérêts président à la préférence irakienne débattue à Washington et à Londres ? Dans quelle mesure la compétition commerciale entre les alliés influence leur positionnement dans le conflit ? En quoi leur réaction à la guerre est liée à leur relation à l'Iran ? Comment les Iraniens perçoivent-ils les formes et les fins de l'implication des Occidentaux ? Quelles sont les conséquences des stratégies américaine et britannique face à l'évolution de la guerre entre l'Iran et l'Irak ?

Ce chapitre analysera comment leur accompagnement de l'escalade dans le golfe Persique traduit la vision que le Royaume-Uni et les États-Unis ont des enjeux de leurs « relations spéciales ».

---

<sup>1</sup> TNA, PREM 19/1404, Wright to Howe, The Special Relationship: II Policy, 14th December, 1983.

## I. Les collusions contraintes vers le moindre de deux maux (1983)

Les échecs de la communauté internationale à trouver une solution au conflit conduit à un regain de tensions entre les belligérants, visible à l'augmentation du rythme des offensives et du degré des violences. Comment les Occidentaux réagissent-ils à ce surcroît de déstabilisation du golfe Persique ?

### A. Le défi de l'escalade et de l'internationalisation

#### 1. La pression régionale pour une implication supérieure

L'ignorance de ses revendications conduit à l'Iran à persister dans sa volonté de renverser le rapport de force sur le terrain et le régime baasiste à Bagdad. Elle catalyse ainsi une escalade militaire qui soulève de nouvelles inquiétudes dans la région et suscite une nouvelle mobilisation des Occidentaux.

Les armées iraniennes lancent dans la première moitié de l'année 1983 une série de deux invasions mobilisant leur infanterie avec le soutien de leurs blindés, de leur artillerie et de leur aviation<sup>2</sup>. Dans ce contexte, le secrétaire d'État américain George Shultz rencontre son homologue irakien Saadoun Hammadi à Washington le 14 février 1983. L'idée de la visite a germé lors d'un entretien entre William Eagleton et Tariq Aziz à Bagdad à la fin de l'année 1982. La Maison-Blanche lui donne son aval, malgré la sensibilité de la question du soutien irakien au terrorisme. Si Bagdad assure avoir cessé de financer les groupes propalestiniens, demeure la question de la protection accordée sur son territoire à leurs chefs, notamment Abou Nidal, à la tête du groupe Fatah-CR<sup>3</sup>. Devant la controverse suscitée aux États-Unis par la visite, le département d'État souhaite relier la réflexion sur la normalisation des relations à un travail de concert sur la question terroriste. Puisque le Congrès envisage de débattre au début du mois de février sur le soutien apporté par l'Irak au terrorisme international, le secrétaire d'État suggère que son homologue intervienne au Capitole pour rassurer sur les engagements de son pays<sup>4</sup>.

Lors de ses échanges avec G. Shultz, S. Hammadi met en avant le rôle de l'Irak dans la défense des intérêts américains et de la stabilité régionale. Le secrétaire d'État note que le soutien apporté par Bagdad au terrorisme est peu à même de promouvoir la sécurité du Golfe, malgré les progrès notés. Le ministre irakien s'enquiert en réponse des efforts qui ont été déployés par Washington pour mettre un terme au conflit. Il appelle les Américains à exercer une pression sur leurs alliés pour les dissuader de développer leur commerce avec l'Iran, qui nourrit sa machine militaire, et suggère de mieux surveiller

<sup>2</sup> Du 6 au 16 février, l'opération Fajr al-Nasr (Avant l'aurore), vers la cité d'Al-Amarah, en Irak, ne donne qu'un maigre avantage territorial à l'Iran. Du 10 au 17 avril, l'opération Valfajr-1 (Aurore 1) entend couper la route de Bassorah à Bagdad. Entre temps, l'Irak s'attaque à des installations pétrolières iraniennes off-shore, provoquant une marée noire sur plus de 30 000 km<sup>2</sup> dans le golfe Persique : HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 47.

<sup>3</sup> C'est notamment un membre de l'organisation d'Abou Nidal, Hussein Ghassan Saïd, qui abat l'ambassadeur israélien au Royaume-Uni Shlomo Argov en juin 1982, conduisant en réaction à l'invasion du Liban par Israël.

<sup>4</sup> DNSA, NSAE882, Shultz to Baghdad, State 012663, Visit of Iraqi Foreign Minister, 15th January, 1983.

à ce titre le marché noir américain. G. Shultz répond qu'a été maintenue l'interdiction d'exporter du matériel sous licence américaine, avec un coût diplomatique parfois élevé. Commence ainsi à germer l'idée d'une pression commerciale accrue sur les alliés formalisée à la fin de l'année par l'opération *Staunch*. S. Hammadi appelle pour l'heure à un renforcement des relations commerciales<sup>5</sup>. L'octroi consécutif de crédits d'exportation subventionnés pour l'achat de produits agricoles américains d'une valeur de 450 millions de dollars témoigne des convoitises américaines devant les appétits du marché irakien et fait franchir à Washington une nouvelle étape sur les chemins de Bagdad<sup>6</sup>.

Parallèlement, le ministère irakien des Affaires étrangères se rapproche des représentants à Bagdad des membres du Conseil de sécurité pour attirer leur attention sur les dangers constitués par l'invasion iranienne sur la paix mondiale. Il évoque leur responsabilité quant à la non-application des résolutions, qui érode la crédibilité de l'ONU. Il rappelle que la gravité de la prise d'otages de Téhéran n'était en rien comparable mais avait conduit les Occidentaux à prendre des mesures pour la sanctionner<sup>7</sup>. Le 16 février, le représentant permanent irakien Riyadh al-Qaysi remet le texte d'une déclaration présidentielle reprenant l'esprit des résolutions précédentes. Américains et Britanniques restent en retrait lors des consultations qui conduisent au vote d'un texte jugé peu utile mais finalement peu nocif<sup>8</sup>.

Les alliés n'en sont pas moins conscients de la nécessité de faire bouger les lignes, sous la pression convergente de leurs intérêts nationaux et de leurs partenaires arabes. Au département d'État, le directeur pour l'Iran Ralph Lindstrom déclare à Alan Goulty sa conviction que l'Iran serait bien inspiré d'embrasser une perspective de paix tant qu'il est en position d'en obtenir le maximum. La supériorité aérienne de l'Irak pourrait bientôt s'avérer décisive<sup>9</sup>. Le département du Moyen-Orient du FCO envisage une approche de la mission iranienne à New York pour clarifier ses conditions à un cessez-le-feu. Si elle risque de porter atteinte aux relations que Londres entend conserver avec Téhéran, la démarche prouverait aussi aux pays du Golfe une volonté de dénouer la situation. Le refus britannique de choisir entre Arabes et Persans démontre ici sa pertinence stratégique : Téhéran a pris acte de la réticence de Londres à embrasser des résolutions jugées partisans et pourraient être réceptifs à des appels à la paix. Or, relèvent les iraniens du FCO, les Irakiens n'ont jamais fait aux Iraniens une offre de paix acceptable : si Téhéran avançait ses conditions et si Bagdad les refusait, les responsabilités se déporteraient sur l'Irak, allégeant en conséquence les pressions que les pays arabes font porter sur Londres<sup>10</sup>.

Ces dernières se multiplient en effet au printemps. En plus de représentations auprès du ministre d'État Douglas Hurd, le FCO a reçu des réclamations écrites des émirats de Bahreïn et du Qatar, cependant que le prince Saoud a déclaré que le roi Fahd pourrait écrire à la Première ministre. Francis Pym

---

<sup>5</sup> DNSA, IG00109, Shultz to Amman, State 043368, Briefing Most Governments on Secretary's meeting with Iraqi Minister of State Hammadi, 16th February, 1983.

<sup>6</sup> GOSHKO John, SINCLAIR Ward, "U.S. Offering Iraq Credits on Food Commodity Sales", *The Washington Post*, 16th February, 1983.

<sup>7</sup> TNA, FCO 8/5257/5, Moberly to FCO, Baghdad 92, Iraq/Iran, 7th February, 1983.

<sup>8</sup> TNA, FCO 8/5253/2, Whyte to FCO, UKMIS New York 95, Iran/Iraq, 19th February, 1983.

<sup>9</sup> TNA, FCO 8/5143/3, Goulty to Wogan, Iran/, 10th March, 1983.

<sup>10</sup> TNA, FCO 8/5257/19, Coates to Miers, Iran/Iraq War, 24th March, 1983.

relève cependant que les Arabes n'ont pas d'idées claires sur les démarches que les Occidentaux pourraient engager. Pour leur apporter une réponse constructive, il sollicite de sa mission à New York des propositions et appelle Massachusetts Avenue à enquêter sur les réponses envisagées par Washington<sup>11</sup>. À l'ONU, John Thomson relève qu'il est difficile d'imaginer comment une négociation pourrait être engagée sous l'égide du Conseil, vue la méfiance que Téhéran ressent pour lui. Une nouvelle initiative n'aurait aucun effet mais grèverait encore l'autorité, déjà fort éprouvée, de l'institution. L'Iran serait plus réceptif à une action du secrétaire général<sup>12</sup>. À Washington, Oliver Wright rappelle que les Américains ont rejeté l'idée d'initiative conjointe avec Moscou formulée en 1982 par le Koweït. Arguant d'un manque de levier sur les belligérants, et préférant ainsi ne pas hypothéquer la normalisation en cours avec Bagdad, ils campent sur le profil bas adopté depuis l'année précédente. Au fait de l'existence de désaccords à Téhéran sur la pertinence à poursuivre la guerre, ils estiment que l'Iran ne changera pas de ligne politique avant de les avoir résolus. Sollicités par un message formel émanant de Bahreïn et par des approches informelles des Saoudiens et des Omanais, ils ont indiqué soutenir les efforts engagés par les acteurs de la région mais préfèrent s'en tenir à distance pour les préserver<sup>13</sup>.

Bagdad mène aussi l'offensive sur le front diplomatique : Saddam Hussein adresse des lettres ouvertes au peuple iranien, renouvelle le 15 février et le 14 mars son désir de terminer la guerre, proposant même le 16 avril de rencontrer le Guide suprême iranien<sup>14</sup>. Le régime irakien réaffirme par ailleurs sa conviction que Washington et Moscou ont les moyens, sinon l'envie, de faire cesser la guerre. L'ambassadeur britannique John Moberly note qu'ils exagèrent grandement l'influence que les Américains et les Soviétiques ont encore dans le pays. Il soupçonne d'ailleurs que les Irakiens ne croient pas vraiment en la probabilité d'une démarche, mais entendent ainsi se rapprocher de Moscou<sup>15</sup>.

## 2. Le retour laborieux dans le giron internationaliste

Les pressions de l'escalade militaire et des partenaires régionaux conduisent les Occidentaux à travailler à la question difficile d'un retour de la dispute à la table onusienne. Le 11 avril, Tariq Aziz écrit au secrétaire général pour condamner le silence de l'institution devant l'irrespect par l'Iran des résolutions existantes<sup>16</sup>. Or, Téhéran ne montre aucune volonté à s'engager dans des négociations, qui restent cependant la clé pour débloquer la situation. Dans ce contexte, le FCO appelle à ménager tous les canaux possibles : les Algériens, mobilisés pendant la révolution, Olaf Palme, dépêché par le secrétaire général au début du conflit, le secrétaire général lui-même, ou bien les pays non-alignés. Il s'agit aussi de veiller à ce qu'une initiative de leur part ne soit pas soutenue prématurément par les Occidentaux

---

<sup>11</sup> TNA, FCO 8/5257/24, Pym to UK Miss, New York, Iran/Iraq, FCO 128, 31st March, 1983.

<sup>12</sup> TNA, FCO 8/5253/6, Thompson to FCO, UKMIS New York 219, Iran/Iraq, 4th April, 1983.

<sup>13</sup> TNA, FCO 8/5257/29, Wright to FCO, Washington 869, Iran/Iraq, 5th April, 1983.

<sup>14</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, *op. cit.*, p. 47.

<sup>15</sup> TNA, FCO 8/5257/30, Moberly to FCO, Iran/Iraq, Baghdad 224, 7th April, 1983.

<sup>16</sup> TNA, FCO 8/5253/7, Humphrey to Henderson, TL New York, Iran/Iraq, 14th April, 1983.

pour ne pas être disqualifiée aux yeux des Iraniens<sup>17</sup>. Grosvenor Square informe justement le FCO que le secrétaire-général du CCG doit se rendre à New York, mandaté par les ministres des Affaires étrangères du CCG pour discuter avec son homologue de l'ONU et au Conseil des mesures à même de favoriser la fin des combats, prenant ainsi le relais des appels à l'action des souverains de la région<sup>18</sup>.

La possibilité pour le Conseil de jouer un rôle constructif ne fait pas d'illusion tant que les Iraniens resteront convaincus de pouvoir renverser Saddam Hussein. John Thomson, à la représentation britannique, suggère alors une approche au terme de laquelle les représentants des belligérants viendraient tour à tour présenter leurs revendications, ce que l'Iran pourrait considérer comme un geste en sa direction. Une session à huis clos pourrait se dérouler à ce titre à l'invitation du président. Le principe de l'approche est proposé par le représentant pakistanais à son homologue iranien, en mentionnant en avoir discuté avec J. Thomson. Said Rajaie-Khorassani la reçoit avec la méfiance attendue : il semble rassuré de savoir qu'elle n'émane pas de Jeane Kirkpatrick mais de la mission britannique<sup>19</sup>.

Le délégué iranien réserve cependant sa réponse. Il affirme à J. Thomson quelques jours plus tard que l'Iran n'a aucune ambition territoriale mais se contenterait d'un retour au *statu quo*. En revanche, il affirme à plusieurs reprises la nécessité de présenter à la population iranienne une victoire psychologique pour déverrouiller la porte des négociations. Il évoque à ce titre une condamnation de l'invasion irakienne. Il mentionne son intention de requérir du secrétaire général l'inspection des régions où les Irakiens se sont attaqués aux civils. Le diplomate britannique sort de l'entretien convaincu que son homologue n'a pas opposé une fin de non-recevoir à ses propositions : S. Rajaie-Khorassani lui est apparu personnellement intéressé par l'exploration de tous les recours de la machine onusienne. Il ne se fait pour autant pas d'illusions sur l'issue que pourrait donner les autorités iraniennes à l'initiative<sup>20</sup>.

À Bagdad, l'ambassadeur John Moberly estime que les Irakiens verront sans doute quelque mérite à la proposition de J. Thomson, dans leur désir de sortir d'une guerre d'usure dont ils paient un lourd tribut. Ils devraient cependant la juger à sa capacité à conduire à une nouvelle action du Conseil<sup>21</sup>. De Téhéran, le chargé d'affaires Nicholas Barrington apporte son soutien à la démarche vue comme une occasion de permettre à l'Iran de rejoindre le giron internationaliste, même si sa méfiance envers le Conseil laisse planer le doute sur la décision qui sera prise *in fine*<sup>22</sup>. L'Irakien Riyadh al-Qaysi a lui-même parlé de l'idée en termes favorables avec les Américains et les Français, en notant qu'elle pourrait réconcilier les Iraniens avec un investissement du Conseil de sécurité<sup>23</sup>.

La question n'est abordée que de manière lointaine lors d'un entretien entre George Shultz et Tariq Aziz le 10 mai. Après des échanges de politesses et d'invitations diplomatiques témoignant des progrès de la relation bilatérale, le ministre note que l'Iran ne saurait se résoudre à une action onusienne

<sup>17</sup> TNA, FCO 58/3288/3, Pym to Washington, Iran/Iraq, FCO 626, 14th April, 1983.

<sup>18</sup> TNA, FCO 8/5253/8, Pym to UKMIS, New York, FCO 142, Iran/Iraq: GCC initiative, 20th April, 1983.

<sup>19</sup> TNA, FCO 8/5253/11, Thomson to Leahy, TL UKMIS New York NYFO 006/28, Iran/Iraq, 28th April, 1983.

<sup>20</sup> TNA, FCO 8/5253/14, Thomson to FCO, UKMIS New York 292, Iran/Iraq, 2nd May, 1983.

<sup>21</sup> TNA, FCO 8/5253/15, Moberly to FCO, Baghdad 275, Iran/Iraq, 2nd May, 1983.

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/5253/16, Barrington to FCO, Tehran 243, Iran/Iraq, 2nd May, 1983.

<sup>23</sup> TNA, FCO 58/3288/9, Thomson to FCO, UKMIS New York 335, Iran/Iraq, 11th May, 1983.

tant qu'il ne sera pas convaincu de l'impossibilité d'une victoire. Une démarche imposée par les deux blocs permettrait en revanche aux mollahs de sauver les apparences en en faisant porter la responsabilité sur les deux Grands. Selon T. Aziz, le représentant irakien à l'ONU aurait présenté cette démarche à J. Kirkpatrick, qui a convenu de l'intérêt d'une démarche onusienne. Lui remarque que la commission souhaitée par l'Iran afin d'évaluer les victimes civiles des affrontements ne manquera pas d'être instrumentalisée par les Iraniens mais aurait au moins l'avantage de les convaincre du rôle que pourrait jouer l'ONU dans la résolution du conflit. Bagdad, déclare-t-il, est prêt à courir le risque de la propagande<sup>24</sup>. Du fait d'un agenda diplomatique chargé par le retrait du Liban et la lutte contre le terrorisme, les Américains n'ont donné au conflit entre l'Iran et l'Irak qu'un poids relatif dans les échanges<sup>25</sup>.

À l'inverse de Washington, qui y voit un obstacle potentiel au développement des relations avec les Irakiens, Londres considère l'action onusienne comme un moyen de démontrer aux Iraniens sa volonté de maintenir le dialogue et aux Arabes sa sollicitude. Le FCO suggère ainsi à son ambassadeur à Paris d'encourager la France à convaincre les Irakiens d'y souscrire, comme telle semble leur intention<sup>26</sup>. Le 12 mai, au terme de consultations informelles, le secrétaire général annonce aux membres du Conseil de Sécurité l'envoi d'une mission exploratoire à Dezful et Pol-e-Dokhtar<sup>27</sup>. Alors que le retour de ses membres annonce l'imminence de la présentation de leurs observations, l'Irak lance le 7 juin un nouvel appel au cessez-le-feu pour le mois de ramadan. Au FCO, Patrick Wogan soupçonne une ruse de propagande, en dépit de l'attrait superficiel de l'interruption des hostilités et de ses conséquences sur la liberté de circulation. Dans la mesure où il permettrait à l'Irak de rouvrir ses terminaux pétroliers, note-il, le dépôt des armes ne devrait pas être suivi par l'Iran<sup>28</sup>. L'usage qui pourrait être fait du rapport de la mission fait aussi débat, les Irakiens voulant qu'il ouvre sur une résolution plus large, tandis que les Iraniens souhaitent que son propos s'y limite. Les échanges entre J. Thomson et les représentants des belligérants ne semblent pas prometteurs<sup>29</sup>. À Londres, le nouveau ministre d'État en charge du Moyen-Orient, Richard Luce, appelle à rester en retrait jusqu'à la présentation du rapport, à moins qu'une intervention ne soit requise par les deux partis, afin de n'en offenser aucune<sup>30</sup>.

Le 27 juin, Iraniens et Irakiens saluent dans un rare concert l'objectivité et l'honnêteté des conclusions des observateurs, mais restent opposés sur la conduite à tenir<sup>31</sup>. Le lendemain, leurs délégations laissent entendre qu'elles pourraient accepter une déclaration présidentielle mentionnant la réactivation des efforts du secrétaire général. Si les Américains en encouragent le principe, les Britanniques

<sup>24</sup> DNSA, NSAEBB82, Office of the Secretary Delegation to State, Secto 04218, Secretary's May 10 Meeting with Iraqi Foreign Minister Tariq Aziz, 11th May, 1983.

<sup>25</sup> DNSA, NSAEBB82, Shultz to Baghdad, State 143370, Message from the Secretary for Fon [sic] Min Tariq Aziz: Iraqi support for terrorism, 23rd May, 1983.

<sup>26</sup> TNA, FCO 58/3288/11, Pym to UKMIS New York, FCO 335, Iran/Iraq, 12th May, 1983.

<sup>27</sup> TNA, FCO 58/3288/12, Thomson to FCO, UKMIS New York 345, Iran/Iraq, 12th May, 1983.

<sup>28</sup> TNA, FCO 58/3288/15, Wogan to Egerton, Leahy, Iran/Iraq, 10th June, 1983.

<sup>29</sup> TNA, FCO 58/3288/17, Berman to FCO, UKMIS New York 489, Iran/Iraq and the Security Council, 17th June, 1983.

<sup>30</sup> TNA, FCO 58/3288/22, Warren-Gash to Miers, Iran/Iraq War: background and implications for the UK, 27th June, 1983.

<sup>31</sup> TNA, FCO 58/3288/23, Berman to FCO, UKMIS New York 509, Iran/Iraq, 27th June, 1983.

attendent d'en voir le résultat : le risque leur semble grand que le président ne s'aliène les Iraniens par excès d'enthousiasme dans sa démarche<sup>32</sup>. Deux jours plus tard est présenté un projet de déclaration condamnant l'usage d'armes destructives contre des cibles civiles en violation du droit international. Après avoir donné leur assentiment au texte, les Iraniens requièrent l'ajout d'amendements, refusés par les Irakiens. Ces derniers réagissent en demandant l'ajournement des débats<sup>33</sup>.

De Bagdad, le Britannique Allan Ramsay note que, dans la mesure où le rapport montre que l'Iran a souffert davantage des attaques sur les civils, l'Irak devrait s'opposer à une évaluation de leur coût : celle-ci pourrait en effet conduire à chiffrer un montant de réparations et impliquer une responsabilité du pays dans la poursuite de la guerre. Les Irakiens la récusent, arguant du fait qu'ils appellent au cessez-le-feu<sup>34</sup>. Devant l'incapacité du président du Conseil de sécurité à trouver entre les deux partis un terrain d'entente, J. Thomson suggère d'approcher les Irakiens pour les exhorter à ne pas rejeter un accord à la dernière heure<sup>35</sup>. Sur les conseils de son ambassade à Bagdad, le FCO ne lui donne cependant pas son aval. L'échec de l'initiative britannique sanctionne ainsi la paralysie de l'institution<sup>36</sup>.

### 3. La nécessaire maîtrise de l'embrasement du Golfe

Ce nouvel échec de l'ONU à apporter une solution au conflit provoque un regain de tensions, accroissant l'inquiétude des Occidentaux quant à la pérennité de leurs intérêts. Le 20 juillet, Tariq Aziz annonce la reprise d'attaques contre les installations pétrolières iraniennes pour compenser l'incapacité de l'Irak à user de ses infrastructures d'exportation terrestres en raison de la poursuite des combats<sup>37</sup>. L'objectif est également d'internationaliser le conflit pour forcer une réaction des Occidentaux.

Un rapport de la communauté américaine du renseignement publié la veille met en garde contre le risque que cette politique fait porter sur le règlement du conflit. Pour mieux convaincre les Iraniens de leur impossibilité à remporter une guerre d'usure, la CIA estime que Bagdad pourrait s'attaquer soit à des cibles civiles, des villes et des installations pétrolières, soit procéder à des attaques aériennes sur des installations et des convois pétroliers dans le Golfe. Cette option, note le rapport, serait propre à convaincre les Iraniens de fermer le détroit, voire d'attaquer les États de la région. Dans les deux cas, elle accroîtrait la possibilité d'une intervention directe de forces américaines ou multinationales<sup>38</sup>.

À Londres, le JIC s'alarme aussi des menaces constituées par un nouvel embrasement du Golfe. Il relève l'accroissement du risque d'attaques irakiennes sur les marines marchandes. Il note la possibilité d'attaques iraniennes contre des cibles individuelles dans la région – or le Royaume-Uni a promis à

<sup>32</sup> TNA, FCO 58/3288/25, Berman to FCO, UKMIS New York 515, Iran/Iraq, 28th June, 1983.

<sup>33</sup> TNA, FCO 58/3288/28, Berman to FCO, UKMIS New York 529, Iran/Iraq, 30th June, 1983.

<sup>34</sup> TNA, FCO 58/3288/31a, Ramsay to FCO, Baghdad 435, Iran/Iraq at the UN: reparations, 18th July, 1983.

<sup>35</sup> TNA, FCO 58/3288/32, Margetson to FCO, UKMIS New York 616, Iran/Iraq at the UN, 25th July, 1983.

<sup>36</sup> TNA, FCO 8/5253/79, Wogan to Egerton, Iran/Iraq at the UN, 26th July, 1983.

<sup>37</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit, p. 47. L'Iran produit alors en volume deux fois plus de pétrole que l'Irak, le chiffre irakien ne dépassant le chiffre iranien qu'à partir de 1986.

<sup>38</sup> DNSA, NSAEBB167, Director of Central Intelligence, Prospects for Iraq, SNIE 36.2-83, 19th July, 1983.



Bahreïn, à Oman, au Qatar et aux Émirats de leur apporter une assistance militaire. L'Iran pourrait de plus menacer les convois dans le détroit, voire le fermer aux circulations. Anthony Duff, coordinateur du renseignement britannique, note d'ailleurs la volonté affichée par les Américains d'agir afin d'y remédier<sup>39</sup>. Les opérations iraniennes Valfajr-2 (Aurore II) du 22 au 30 juillet, puis Valfajr-3 (Aurore III) du 30 juillet au 9 août confirment les craintes des Occidentaux : elles ouvrent un nouveau front au Kurdistan irakien et conduisent Bagdad à recourir pour la première fois au gaz moutarde.

Sollicitée au début de l'année, la fourniture par Paris à Bagdad de cinq avions Super-Étendard armés de missiles air-mer Exocet suscite l'inquiétude des Américains et des Britanniques. Ils cherchent à convaincre les Français d'y assortir les conditions nécessaires. Le FCO se félicite de leur convergence de vues sur la nécessité d'anticiper plutôt que de réagir au développement du conflit. Demeure cependant la crainte d'être entraîné dans un soutien à une action militaire américaine sans consultation. Le scénario d'une intervention des forces américaines en réaction à une fermeture du détroit n'est pas jugé le meilleur du point de vue britannique. Alors que Paris a beaucoup investi sur l'Irak et que Washington doit montrer la respectabilité et l'utilité de sa FDR, Londres ne trouve toujours aucun intérêt à choisir entre les Arabes et les Persans. À ce titre, les Britanniques préféreraient à une confrontation militaire entre les Américains et les Iraniens un arrangement négocié destiné à protéger les convois maritimes, incluant ceux ayant pour destination le terminal pétrolier de Kharg mais excluant peut-être les vaisseaux croisant à proximité des zones d'affrontements. L'ONU pourrait constituer un forum de négociations pour en convenir, qui conduirait du reste au rétablissement du dialogue<sup>40</sup>.

Le FCO appelle ainsi à la reprise des échanges avec les Américains pour évaluer les options de réaction à l'escalade du conflit. Le ministère de la Défense travaille à un état des lieux des capacités britanniques de déploiement pendant que Massachusetts Avenue doit sonder la possibilité d'action américaine pour protéger la liberté de circulation et l'estimation des conséquences économiques d'une interruption de l'approvisionnement en pétrole. L'objectif des Britanniques est de sensibiliser les Américains à la possibilité d'une action politique avant le recours à une initiative militaire. Toujours dans cette optique, ils suggèrent d'envisager une action internationale, pas forcément dans le cadre onusien, pour préserver la liberté de circulation hors des zones de combats<sup>41</sup>.

En amont des conversations politiques et militaires prévues à Washington à la mi-octobre, le département d'État avance des scénarios partant sur le principe d'une attaque irakienne contre les intérêts pétroliers iraniens, qui conduirait à des réponses en cascade : des attaques sur l'oléoduc turco-irakien ; des attaques sur les ports et installations pétrolières des pays de la région ; un blocus de leurs terminaux pétroliers ; des attaques sur les pétroliers qui les fréquentent ; une tentative de fermeture du détroit, impliquant le cas échéant un minage, un blocus ou des attaques sur les convois. Les premières réponses se cantonneraient à des mesures diplomatiques destinées à décourager un surcroît d'escalade.

---

<sup>39</sup> TNA, PREM 19/1283/210, Duff to Armstrong, JIC Assessments, 28th July, 1983.

<sup>40</sup> TNA, FCO 58/3288/39, Miers (draft), Possible extension of the Iran/Iraq Conflict to Shipping in the Lower Gulf; contingency planning, 7th September, 1983.

<sup>41</sup> TNA, FCO 58/3288/45, Howe to Washington, FCO 1456, Threat to Gulf shipping, 7th September, 1983.

Leur renforcement pourrait être ensuite discuté entre les alliés. Le déploiement du porte-avions USS Ranger dans l'océan Indien est présenté comme une démonstration à fin pédagogique mais non provocatrice, pour alerter sur les dangers de l'escalade des tensions. À Massachusetts Avenue, Derek Thomas apprécie ces échanges substantiels en amont, qui permettent d'instiller la pensée britannique dans la réflexion américaine avant que ne soit actée une décision. Anticipant sur leur tropisme interventionniste, il insiste sur l'importance pour les Américains de ne pas créer la surprise chez les alliés : plus ils partageront leurs desseins, plus ils sauront s'ils peuvent compter sur un soutien de leur part. Ses interlocuteurs sont pourtant partagés sur l'option de discussions multilatérales : l'inclusion des Français pourrait être contre-productive, les échanges bilatéraux entre leurs marines ayant perdu efficacité ; ils conviennent en revanche de l'intérêt à apporter des réponses multilatérales aux crises potentielles<sup>42</sup>.

Lors des échanges de l'automne, la CIA présente son analyse des conséquences financières et économiques de la guerre. L'Irak y apparaît en situation critique : la diminution de ses réserves et le déficit de sa balance des comptes devraient contraindre à des coupes dans les importations de nourriture. Les réserves iraniennes, plus importantes, devraient permettre de couvrir un an d'importations. Américains et Britanniques concourent dans leurs estimations de la gradation probable des actions irakiennes et de leurs réponses iraniennes. Les premiers acceptent le principe de maintien d'étroites consultations proposé par les seconds<sup>43</sup>. Les Britanniques rentrent à Londres convaincus que les Américains ne sont pas parvenus à définir une ligne politique. Ils se félicitent que leur inclination pour une action militaire soit encore modeste et que leur indécision les pousse à la prudence, dans l'attente d'une requête directe de l'un des pays du Golfe. Ils n'en restent pas moins attachés à rester en contact étroits avec leurs partenaires pour continuer à influencer leur pensée au fur et à mesure de son développement<sup>44</sup>. La modération de ces positions témoigne de la conscience des risques de l'escalade et de la rupture avec l'Iran.

## **B. La désolidarisation des initiatives internationales**

### **1. La démarche américaine sous pression irakienne**

La volonté de maîtriser l'escalade des tensions entre les belligérants conduit à nouveau à un recours des pays inquiétés au Conseil de Sécurité. Les débats présidant à l'adoption d'une résolution révèlent la différence du degré d'inclination irakienne entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

Dès la fin du mois de septembre 1983, en marge d'une réunion avec le secrétaire général adjoint Brian Urquhart, Jeane Kirkpatrick informe John Thomson que le département d'État envisage de proposer une nouvelle action au Conseil, tout en restant vague sur ses modalités et ses motivations<sup>45</sup>. À

<sup>42</sup> TNA, PREM 19/1283, Wright to FCO, Washington 2976, Iran/Iraq, 14th October, 1983.

<sup>43</sup> TNA, PREM 19/1283, Wright to FCO, Washington 3034, Pol/Mil Talks: Iran/Iraq, 19th October, 1983.

<sup>44</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Pym, Consequences of an Escalation of the Iran/Iraq War, 25th October, 1983.

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/5254/96, Thomson to FCO, UKMIS New York 922, Meeting with Secretary General: Iran/Iraq, 27th September, 1983.

Washington, Alan Goulty s'en enquiert auprès de James Placke. Le département d'État s'inquiète des conséquences d'une utilisation par l'Irak des Super-Étendard. Il suggère l'idée d'une résolution défendant la liberté de navigation dans la partie nord du Golfe. La pensée sous-jacente est que, dans la mesure où il ne s'agit plus d'une zone de guerre, les Irakiens pourraient y reconstruire leurs infrastructures pétrolières afin de reprendre leurs exportations, ce qui pourrait, en plus de sauver leurs finances, les dissuader de s'attaquer aux exportations iraniennes. Il convient que le gain des Iraniens serait moindre mais que l'initiative leur permettrait de reprendre leur production. J. Placke ajoute qu'il est conscient de la minceur des chances de parvenir à faire voter et appliquer une telle résolution. Il justifie l'initiative par l'urgence de la situation. Dans une note manuscrite aux marges du télégramme qui en fait part, le jugement du Britannique Patrick Wogan est sans appel : « totalement irréaliste »<sup>46</sup>.

La proposition répond en tout cas aux critiques récurrentes d'inaction émanant de Bagdad. Lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies le 29 septembre, le ministre irakien des Affaires étrangères rappelle la responsabilité des membres permanents du Conseil de sécurité dans la non-application des résolutions votées jusqu'alors. Dépourvus de sérieux, d'assiduité et de persévérance, ces derniers auraient décidé de laisser la guerre se prolonger pour en retirer quelques bénéfices. T. Aziz les exhorte de cesser de « jouer avec le feu »<sup>47</sup>. Le message semble avoir porté. J. Kirkpatrick confie peu après à J. Thompson travailler à une initiative de concert avec les Français : là où ces derniers prônent un cessez-le-feu général, les Américains souhaitent le circonscrire aux zones côtières<sup>48</sup>.

Si G. Shultz et T. Aziz n'ont pas abordé avec précision la possibilité d'un cessez-le-feu, J. Placke indique aux iraniens de Massachusetts Avenue que la volonté irakienne de parvenir à un accord bilatéral pour achever les opérations militaires concorde avec la pensée américaine. Les Irakiens ont déclaré en privé aux Américains que leur intention est bien de restaurer leurs capacités d'exporter le pétrole. Dans ce contexte, les Américains présentent la résolution envisagée comme un moyen de le leur permettre en les encourageant à se réfréner de toute mesure désespérée, comme l'interruption des exportations iraniennes. Les deux partis pourraient convenir de leurs intérêts à en observer les principes sans parvenir à un accord explicite. J. Placke apparaît conscient de la prudence que demande l'initiative. Washington a mandaté Paris pour enquêter auprès des Syriens sur la possible réaction des Iraniens<sup>49</sup>.

Depuis New York, J. Thomson confirme l'irréalisme de la proposition que P. Wogan avait relevé. Il se demande si Paris envisage de renoncer à la promesse de livrer les Super-Étendard à Bagdad pour convaincre Téhéran « d'observer tacitement » la résolution. Le diplomate britannique note qu'ils pourraient envisager en revanche des mesures de rétorsion, notamment économiques, contre ses initiateurs. Quant aux soutiens qui lui seraient nécessaires, J. Thomson en voit peu : son homologue pakistanais lui a indiqué qu'il considère le moment inopportun pour une telle démarche. A moins de n'en pas con-

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/5254/97, Goulty to Haskell, TL Washington, Iran/Iraq, 29th September, 1983.

<sup>47</sup> TNA, FCO 8/5254/99, Thomson to FCO, UKMIS New York 984, UNGA 38: speech by Iraqi Foreign Minister, 1st October, 1983.

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/5254/101, Thomson to FCO, UKMIS New York 1002, Iran/Iraq, 5th October, 1983.

<sup>49</sup> TNA, FCO 8/5254/102, Wright to FCO, Washington 2886, Iran/Iraq, 5th October, 1983.

naître certains détails, le représentant britannique s'avoue sceptique sur les chances d'adoption du texte. Il note d'ailleurs que son vote mettrait Londres devant le choix peu enviable entre une abstention devant une résolution appelant à un cessez-le-feu, qui susciterait l'hostilité des pays arabes, et les conséquences du vote d'un texte inacceptable pour les Iraniens. Il suggère donc au FCO de faire état à Washington des importantes réserves des Britanniques sur le fond et sur la forme de la démarche<sup>50</sup>.

Michael Davis, chargé du Moyen-Orient à la mission américaine à l'ONU, confie sous le sceau de la stricte confiance aux Britanniques que la représentante américaine agit à nouveau de manière personnelle, sans consulter ses collaborateurs, en lien avec son homologue français et l'ambassadeur irakien. Dans un mémorandum interne adressé à J. Kirkpatrick, il a mentionné ses réserves sur la finalité de l'exercice et montrant son parti-pris irakien, dans la mesure où il donnerait à Bagdad la liberté qu'il recherche d'exporter son pétrole. Il ne saurait ainsi conduire qu'à éloigner davantage les Iraniens du Conseil de sécurité. Le diplomate américain ajoute, de manière étonnante, qu'il craint que la démarche ne soit conçue comme une couverture à une éventuelle action militaire américaine dans le Golfe. Il est aussi sceptique sur la capacité d'obtenir les voix nécessaires au vote d'un tel texte. Si J. Thomson note avec satisfaction que ses réserves sont partagées par son collègue, la situation témoigne cependant des limites des relations de confiance qu'il entretient avec son homologue américaine. J. Kirkpatrick ne lui a mentionné l'initiative franco-américaine qu'en termes vagues et à la marge d'une conversation<sup>51</sup>.

À Massachusetts Avenue, Derek Thomas avance l'hypothèse que l'idée d'une telle initiative a pu émerger des échanges entre G. Shultz et T. Aziz, sans que ses modalités n'aient véritablement été pensées en amont, ni ses aspects problématiques et ses minces chances de succès mesurées. L'objectif des Américains lui semble plus prosaïque que le scénario avancé par M. Davies : attirer l'attention mondiale sur les menaces pesant sur la liberté de circulation dans le Golfe, quand bien même la résolution ne serait pas votée, afin de dissuader chacun des belligérants de la remettre en question par une action extrême. L'initiative a par ailleurs eu l'avantage de retarder la livraison des avions et missiles français à l'Irak. Au département d'État, J. Placke a par ailleurs indiqué à A. Gouly qu'un autre des objectifs était de paver la voie à une action complémentaire si la situation venait à se détériorer. La couverture d'une intervention militaire paraît au Britannique une hypothèse farfelue, étant donné la mobilisation parallèle des Américains sur les fronts libanais et centre-américains. Il semble convaincu que Washington ne persistera pas dans cette démarche, notamment si les Britanniques entreprennent de leur en démontrer les désavantages et de leur proposer des alternatives à la lutte contre l'escalade<sup>52</sup>.

Même s'il partage les réserves de J. Thomson, le FCO entend continuer à explorer les perspectives ouvertes par la proposition américaine, notamment à l'occasion du séjour de Richard Luce et de Stephen Egerton à Washington, prévu à la fin du mois d'octobre<sup>53</sup>.

---

<sup>50</sup> TNA, FCO 8/5254/102, Thomson to FCO, UKMIS New York 1012, Iran/Iraq, 6th October, 1983.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/5254/118, Thomson to Leahy, TL UKMIS New York, Iran/Iraq, 6th October, 1983.

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/5254/119, Thomas to Leahy, TL Washington, Iran/Iraq, 7th October, 1983.

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/5254/103, Howe to Washington, FCO 1663, Iran/Iraq, 7th October, 1983.

## 2. Le désamorçage britannique d'une démarche partisane

Richard Murphy, le nouveau secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, confie à Massachusetts Avenue son scepticisme sur les chances de réussite du projet de résolution en l'état. Il appelle au cessez-le-feu et à l'interruption des opérations militaires dans le golfe Persique, en mentionnant spécifiquement les infrastructures portuaires. Il prévoit l'envoi d'une équipe d'observateurs sur le front. Conscient de son absence d'intérêt pour les Iraniens, les Irakiens se sont montrés ouverts à des amendements leur permettant de sauver les apparences. La volonté de Bagdad est d'attirer l'attention internationale sur la nécessité de préserver la liberté de navigation : en cas de refus d'y souscrire de leur part, Bagdad n'exclut pas la possibilité de « frapper » les Iraniens. Si la menace est considérée comme rhétorique, la question des Super-Étendard la rend troublante. R. Murphy, qui convient de leur nécessité, ne voit pas comment intégrer dans le texte des éléments incitatifs à destination de l'Iran. D. Thomas en confirme la difficulté et ajoute que l'idée britannique est avant tout de fournir aux Iraniens des éléments d'assurances pour ne pas hypothéquer *a priori* leur acceptation de la résolution envisagée<sup>54</sup>.

Au FCO, le ministre d'État Richard Luce recommande à la mission britannique de conditionner ses initiatives sur le sujet au respect d'un équilibre entre les deux partis pour donner l'impression [*sic* !] d'une neutralité constructive<sup>55</sup>. C'est à ce titre que Londres s'attache à désamorcer une démarche jugée partisane. L'aire d'application du cessez-le-feu donne en effet à l'Irak l'opportunité d'obtenir la capacité d'exporter ses ressources énergétiques sans apporter de réponse à la question de la dispute frontalière et de l'invasion. Le texte ignore de plus les conclusions de la commission d'enquête qui a montré l'importance des pertes matérielles et civiles souffertes par l'Iran. L'initiative passe enfin pour une tentative de fournir aux Français une justification à la cession des Super-Étendard et des Exocet.

Conscients de la difficulté à s'abstenir au vote d'une résolution appelant au dépôt des armes, les diplomates de Londres suggèrent à leurs collègues de New York d'apporter au texte une touche britannique pour le rééquilibrer. Ils ne se font cependant pas d'illusion sur son acceptabilité par les Irakiens, ni sur l'attrait qu'il pourrait exercer sur les Américains. Il s'agirait cependant de regretter les pertes humaines et dommages matériels causés par les attaques sur les convois de pays tiers ; de s'inquiéter de la livraison d'armes – à laquelle les Britanniques contribuent – ; de reconnaître la nécessité d'analyser les origines du conflit, les raisons de sa poursuite et les pertes matérielles et humaines auxquelles il a conduit ; d'appeler les belligérants à renoncer à l'usage de la force contre les marines marchandes des pays neutres. La définition du périmètre du cessez-le-feu apparaît aussi cruciale : ils suggèrent de compenser la reprise induite des exportations irakiennes par un régime qui permettrait un libre accès au port de Bandar Khomeini et une reprise des exportations depuis le terminal de Kharg<sup>56</sup>.

De Téhéran, Michael Simpson-Orlebar confirme que l'esprit de la démarche est peu à même

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/5254/107 et 108, Wright to FCO, Washington 2923 et 2924, Iran/Iraq: possible action in Security Council, 8th October, 1983.

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/5254/113, Haskell to Egerton, Iran/Iraq at the UN, 10th October, 1983.

<sup>56</sup> TNA, FCO 8/5254/115, Howe to Washington, FCO 578, Iran/Iraq, 11th October, 1983.

d'inciter l'Iran à abandonner sa volonté d'étrangler l'économie irakienne. Le chargé d'affaires britannique ajoute que les Iraniens ne sauraient embrasser une nouvelle initiative sous l'égide onusienne tant que l'institution ne sera pas revenue sur la question des origines du conflit et n'aura pas apporté de réponses aux conclusions de la commission d'enquête remises au mois de juillet<sup>57</sup>.

Les Britanniques restent par ailleurs perplexes sur les motivations américaines. Sur la base de conversations avec le département d'État, Oliver Wright confirme que l'idée est d'apporter une justification à une action militaire, dans le cas où la situation se détériorerait au point de la rendre inévitable après l'épuisement des voies de la diplomatie. Elle serait aussi de donner aux deux belligérants un moyen, même mince, de renoncer aux affrontements. Dans une éloquente démonstration de la loi de Miles, le directeur du bureau irakien, David Mack, défend un texte équilibré offrant même à l'Iran la liberté de circulation, la possibilité de gérer la marée noire et de reprendre la production off-shore. Il rappelle que l'Irak n'est pas, contrairement à son adversaire, en capacité d'exporter. Il va jusqu'à insinuer que Londres favorise Téhéran de manière indue, avec peut-être un intérêt commercial à la clé<sup>58</sup>.

Charles Lichenstein, adjoint de Jeane Kirkpatrick à New York, remet à John Thomson une copie du texte amendé. Il précise être sous pression des Français pour accélérer le processus. Le diplomate britannique, interrogé sur ses opinions, déclare qu'il serait crucial de savoir si les avions et missiles français ont été livrés pour, à défaut, en faire annuler la vente. À défaut, la résolution pourrait apparaître comme une justification rétroactive à leur livraison<sup>59</sup>. Selon le représentant français, Luc de Nanteuil, l'objectif de la démarche est d'empêcher l'Irak d'utiliser « ces fameux avions » contre les installations pétrolières iraniennes<sup>60</sup>. Ch. Lichenstein assure que les États-Unis pourraient soutenir le texte mais que son préambule devrait spécifier que son objectif est d'aboutir à une résolution du conflit. En privé, il confie cependant à son collègue britannique, à rebours de ses déclarations, que Washington n'est en rien engagé dans la tactique et le texte français mais privilégie une démarche plus équilibrée, contribuant ainsi au manque de lisibilité de la politique américaine souvent ressenti par les Britanniques.

Toujours opposé à la démarche, le FCO recommande à sa mission onusienne de pas s'engager à la voter, sauf dans le cas, jugé peu probable, où elle pourrait recevoir les 9 votes requis et où son texte ne serait pas totalement inacceptable pour les Iraniens<sup>61</sup>. Le 12 octobre, James Placke convoque au département d'État Alan Goulty pour clarifier la position américaine. Il revient sur la genèse de l'initiative américaine en en justifiant la volonté originelle d'équilibre. Sa double finalité – réduire les tensions et accroître la production de pétrole – devrait conduire les Britanniques à convenir de son intérêt. Il admet cependant que ses avantages pour les Irakiens ne manqueront pas de rebuter les Iraniens. Interrogé sur les Super-Étendard et les Exocet, il répond ne pas avoir d'information sur leur livraison, qu'il juge

---

<sup>57</sup> TNA, FCO 8/5254/121, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 564, Iran/Iraq: possible action in Security Council, 11th October, 1983.

<sup>58</sup> TNA, FCO 8/5254/122a, Wright to FCO, Washington 2938, Iran/Iraq-release of Super Étendards, 11th October, 1983.

<sup>59</sup> TNA, FCO 8/5254/116, Thomson to FCO, UKMIS New York 1031, Iran/Iraq, 11th October, 1983.

<sup>60</sup> TNA, FCO 8/5254/122, Thomson to FCO, UKMIS New York 1035, Iran/Iraq, 11th October, 1983.

<sup>61</sup> TNA, FCO 8/5254/124, Howe to UKMIS New York, FCO 583, Iran/Iraq, 12th October, 1983.

cependant inévitable. Il reconnaît que Washington n'a pas fait de zèle pour convaincre Paris de les retenir afin de ménager la relation franco-américaine, mais qu'il n'est pas question de les encourager à l'inverse. Il dément que les Américains entendent fournir une couverture aux Français ou aux Irakiens. Le diplomate britannique insiste sur l'improbabilité d'un vote de la résolution en l'état, démentant à son tour les insinuations du directeur du bureau irakien sur un parti-pris iranien à Londres<sup>62</sup>.

Le lendemain, Lawrence Eagleburger confirme à Oliver Wright que les États-Unis considèrent la version originelle de la résolution comme trop partisane. Le nouveau texte proposé par les Pays-Bas apparaît cependant plus équilibré. L'ambassadeur répond que les Britanniques, d'abord réticents à l'idée d'une nouvelle démarche, d'autant plus sur la base d'un texte partisan, ont décidé finalement de se satisfaire de la nouvelle version par solidarité avec leurs alliés. Signe de l'efficacité du pouvoir de dissuasion des diplomates britanniques, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques promet que Washington ne pressera plus Londres d'apporter son concours à un texte qui ne soit pas équilibré<sup>63</sup>.

### 3. Le vote de la résolution 540 (31 octobre 1983)

La méfiance du FCO persiste, comme sa volonté d'imprimer sa marque dans la nouvelle mouture de la résolution. Il recommande à sa mission à New York de ne pas s'impliquer dans une négociation avec les Iraniens, même si leur consultation apparaît incontournable en amont du vote. Il suggère de concentrer le texte sur le cessez-le-feu circonscrit envisagé jusqu'alors. Doutant de la faisabilité d'un envoi d'observateurs sur le front, il propose d'évoquer une consultation imminente des belligérants par le secrétaire général. Il souhaiterait par ailleurs faire apparaître l'usage et la menace de la force dans la liste des risques pesant sur la sécurité des convois<sup>64</sup>. Les Néerlandais prennent en compte l'essentiel de ces amendements<sup>65</sup>. Le texte commence en requérant du secrétaire général la poursuite de ses efforts de médiation entre les deux partis afin de parvenir à une résolution du conflit globale, honorable et acceptable par chacun, ce dernier point étant conçu comme un pas fait en direction de Téhéran<sup>66</sup>.

La persistance des hésitations britanniques irrite les alliés de l'Irak dans le monde arabe. Le 16 octobre, l'ambassadeur en Jordanie Alan Urwick est convoqué à deux reprises à ce sujet<sup>67</sup>. Ramsay Melhuish doit rendre des comptes au sous-secrétaire koweïtien aux Affaires étrangères<sup>68</sup>. L'ambassadeur irakien à Londres vient jusqu'au FCO enquêter sur les raisons de ces tergiversations<sup>69</sup>. Londres se voit contraint d'envoyer à ses ambassades dans la région des éléments de langage réfutant les allégations de soutien indu à l'Iran. Consultés par les Néerlandais sur l'ajout d'un paragraphe condamnant les

---

<sup>62</sup> TNA, FCO 8/5254/128, Wright to FCO, Washington 2950, Iran/Iraq, 12th October, 1983.

<sup>63</sup> TNA, FCO 8/5254/139, Wright to FCO, Washington 2964, Iran/Iraq, 13th October, 1983.

<sup>64</sup> TNA, FCO 8/5254/134, Howe to UKMIS New York, FCO 558, Iran/Iraq, 13th October, 1983.

<sup>65</sup> TNA, FCO 8/5254/147, Thomson to FCO, UKMIS New York 1073, Iran/Iraq, 15th October, 1983.

<sup>66</sup> TNA, FCO 8/5254/148, Thomson to FCO, UKMIS New York 1074, Iran/Iraq, 15th October, 1983.

<sup>67</sup> TNA, FCO 8/5255/153 et 154, Urwick to FCO, Amman 439 et 440, Iran/Iraq, 16th October, 1983.

<sup>68</sup> TNA, FCO 8/5255/157, Melhuish to FCO, Kuwait 261, Iran/Iraq, 16th October, 1983.

<sup>69</sup> TNA, FCO 8/5255/159, Howe to Baghdad, Amman, Jeddah, Kuwait, FCO 631, Iran/Iraq, 17th October, 1983.

violations du droit humanitaire et les opérations militaires contre les civils, les Britanniques sont d'abord enclins à l'accepter. Cependant, face aux soupçons de parti-pris iranien dont ils sont l'objet, le FCO recommande de ne pas insister sur ce point si les Américains et les Français y font objection<sup>70</sup>.

La réaffirmation de leur rejet d'une résolution conduit John Thomson à envisager les moyens de les faire changer d'opinion : adjoindre un paragraphe appelant à l'établissement d'une commission mandatée pour une « analyse objective » des responsabilités de la guerre ; élargir des termes de référence pour couvrir les raisons du prolongement du conflit, les pertes civiles et matérielles ; imposer des limites à la présentation de ses conclusions ; évaluer les compensations relatives à ces pertes<sup>71</sup>. Les 4 membres occidentaux du Conseil parviennent finalement à s'accorder sur un texte incluant une condamnation, implicitement anti-irakienne, des dommages sur des cibles civiles. Devant l'interrogation américaine de la conduite à tenir en cas de refus iranien, J. Thomson suggère de réfléchir à la question en temps utile. Il confie néanmoins au FCO son inquiétude sur l'acceptabilité par Téhéran du cessez-le-feu sur les « voies navigables », qui incluent le Chat-el-Arab, une question pour eux très sensible<sup>72</sup>.

Jeane Kirkpatrick sollicite à son retour de Washington un entretien avec lui. Le représentant britannique décrit une conversation curieuse. Après lui avoir demandé sa vision de la situation, son homologue lui déclare que la prudence est l'une des valeurs les plus sous-estimées dans le monde. Elle confie ne pas vraiment savoir ce que Washington a en tête. Selon elle, personne, au-delà des bureaux géographiques et fonctionnels du département d'État, ne serait apte à comprendre la situation : ni elle ni Lawrence Eagleburger n'en sont experts ; quant au nouveau sous-secrétaire d'État, Richard Murphy, il lui a fait bonne impression mais ne semble pas au fait de l'ensemble des enjeux. Elle exhorte ainsi son homologue à lui faire part de ses lumières notamment sur l'attitude des Français. Quand J. Thomson lui répond que Luc de Nanteuil a insisté sur le fait que la résolution devait « lier les mains » de l'Irak, J. Kirkpatrick exprime sa surprise : les échanges entre Américains et Irakiens ne l'ont à ses yeux jamais suggéré. Comme ses collègues de Washington, en revanche, elle pressent que la vente des Super-Étendard finira par conduire à un regain de tensions. Elle décrit l'attitude française comme glaçante, l'attitude irakienne comme nihiliste et l'attitude iranienne comme irrationnellement destructive. Elle confirme par ailleurs que l'administration a pris le chemin d'une préférence irakienne et suggère à un moment de la conversation l'idée de faire avorter l'initiative au Conseil de Sécurité.

J. Thomson ne cache pas son scepticisme au FCO : peut-être que sa collègue en sait plus qu'elle ne le dit au sujet de la planification d'urgence en réflexion à Washington ; peut-être qu'elle est plus sensible qu'auparavant aux dangers de la situation. Il n'en salue pas moins son insistance sur la prudence nécessaire : elle lui a déclaré en partant que la meilleure politique est souvent de ne rien faire<sup>73</sup>. Pour Oliver Wright, à Massachusetts Avenue, ses remarques suggèrent un manque de communication entre le département d'État et sa mission onusienne, devenu habituel. Sa présentation de l'état de l'opinion

<sup>70</sup> TNA, FCO 8/5255/158, Haskell to Egerton, Iran/Iraq: activity at the United Nations, 17th October, 1983.

<sup>71</sup> TNA, FCO 8/5255/155, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 367, Iran/Iraq, 17th October, 1983.

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/5255/163, Thomson to FCO, UKMIS New York 1078, Iran/Iraq, 17th October, 1983.

<sup>73</sup> TNA, FCO 8/5255/170, Thomson to FCO, UKMIS New York 1093, Iran/Iraq, 17th October, 1983.



n'a pas été confirmée par les conversations bilatérales du 18 octobre : selon l'ambassadeur, la réflexion sur la planification d'urgence n'est pas aussi avancée qu'elle ne le suppose<sup>74</sup>.

La réaction de l'Irak ne se fait pas attendre. Son ambassadeur se plaint à la tribune du peu de soutien des délégations néerlandaise, britannique et américaine au projet de résolution. Les deux premières se défendent de vouloir ralentir le processus en rappelant leur désir d'aboutir à un texte acceptable. Dans un jeu d'équilibre révélateur de l'évolution de la position américaine, J. Kirkpatrick déclare à son tour que l'objectif est d'aboutir à une résolution le plus rapidement possible sans négliger les possibilités de progrès<sup>75</sup>. À Londres, le département du Moyen-Orient prend acte de l'urgence à dissiper les fausses idées françaises ou irakiennes, accidentelles ou délibérées, d'une volonté britannique d'obstruction à la résolution<sup>76</sup>. Le 23 octobre, l'annonce de l'attentat de Beyrouth enjoint de plus les Britanniques à éviter de donner aux Français et aux Américains l'impression qu'ils agissent comme porte-paroles des Iraniens<sup>77</sup>. Elle accélère les négociations préalables au vote du texte. *Via Grosvenor Square*, les Américains indiquent leurs réticences devant les nouveaux amendements proposés par Paris et Moscou, notant qu'il est préférable de présenter une résolution pouvant aboutir au lieu de se presser sur un texte n'ayant pas le soutien des deux partis<sup>78</sup>. La volonté française de promouvoir un texte favorable à Bagdad est encore une fois ressentie par Londres comme par Washington.

Prévu le 28 octobre, le vote est retardé par la présentation d'amendements par l'Iran. Une nouvelle version du texte propose une formulation plus prudente sur l'envoi d'observateurs sur le front et sur la consultation des deux partis par le secrétaire général au sujet de l'application des mesures<sup>79</sup>. Les Britanniques se félicitent de l'amélioration du texte proposé et conviennent de s'en satisfaire, pour ne pas porter plus atteinte à leurs relations avec les Français et les Irakiens. Pour éviter que la Jordanie, président du Conseil, parraine le texte, et suscite ainsi l'ire de l'Iran, ils suggèrent que tous les membres du Conseil, ou à défaut les pays non-alignés, le soutiennent. Le FCO recommande à sa mission onusienne de ne pas s'attarder dans sa prise de parole sur l'insuffisance du poids accordé aux vues iraniennes mais plutôt de se réjouir de la volonté de Téhéran de participer au processus de négociations<sup>80</sup>.

La résolution est finalement adoptée le 31 octobre par 12 voies et trois abstentions<sup>81</sup>. Le Pakistan, le Nicaragua et Malte expriment leur regret que le Conseil se soit pressé à voter au lieu de mieux impliquer l'Iran dans la discussion des termes du texte<sup>82</sup>. L'ambassadeur iranien déplore en conférence de presse que le Conseil ait perdu sa dernière chance d'être écouté par son gouvernement<sup>83</sup>.

<sup>74</sup> TNA, FCO 8/5255/175, Wright to FCO, Washington 3040, Iran/Iraq, 19th October, 1983.

<sup>75</sup> TNA, FCO 8/5255/178, Thomson to FCO, UKMIS New York 20, Iran/Iraq, 21st October, 1983.

<sup>76</sup> TNA, FCO 8/5255/183, Howe to Baghdad, FCO 416, Iran/Iraq, 22nd October, 1983.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/5255/187, Howe to UKMIS New York, FCO 631, Iran/Iraq, 24th October, 1983.

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/5255/199, Henderson to Haskell, Iran/Iraq at the UN, 27th October, 1983.

<sup>79</sup> TNA, FCO 8/5255/216, Haskell to Egerton, Iran/Iraq: Security Council Resolution, 31st October, 1983.

<sup>80</sup> TNA, FCO 8/5255/213, Howe to UKMIS New York, FCO 667, Iran/Iraq, 31st October, 1983.

<sup>81</sup> UN, S/RES/540(1983), Resolution 540 (1983) / adopted by the Security Council at its 2493rd meeting, on 31st October, 1983.

<sup>82</sup> TNA, FCO 58/3288, Thomson to FCO, UKMIS New York 1197, Iran/Iraq, 31st October, 1983.

<sup>83</sup> TNA, FCO 8/5255/215, Thomson to FCO, UKMIS New York 1203, Iran/Iraq, 31st October, 1983.

## C. Le dépassement des précautions préalables

### 1. La révision d'une neutralité relative

Les tensions accompagnant le processus de négociation de la démarche onusienne révèlent chez les partenaires transatlantiques un tropisme controversé vers une préférence irakienne ainsi qu'une prise de conscience de l'éventualité d'une implication de leurs forces pour la défense de leurs intérêts.

Ce tropisme est relatif, sinon réticent et résigné à Londres. Beaucoup plus qu'un besoin de montrer une quelconque solidarité avec Washington, c'est l'importance stratégique, notamment commerciale, du golfe Persique qui y motive l'équilibre ménagé entre les belligérants, sous le regard soucieux des États riverains. Il s'agit de ne pas prendre d'initiative vis-à-vis des Irakiens qui compromettrait à long terme le développement de relations avec les Iraniens, toujours jugées d'une importance stratégique supérieure. Mais il importe également d'éviter d'indiquer en public une préférence pour l'Iran, en raison de ses implications négatives potentielles pour les intérêts britanniques dans le monde arabe<sup>84</sup>.

La visite à l'automne de Taha Ramadan, Premier ministre irakien adjoint, engage le FCO à réenvisager le renforcement des relations entre Londres et Bagdad. Le gouvernement statue à l'occasion sur la proposition à l'Irak d'une extension de facilités de crédit de 250 millions de livres sterling sur 5 ans. Les conditions qui encadraient l'offre originelle (100 millions sur 3 ans) n'ont pas été honorées, Bagdad multipliant les retards de paiement pour financer l'effort de guerre. Le potentiel des marchés irakiens et la modestie des arriérés en regard des sommes globales conduisent pourtant Londres à consentir à une extension de l'offre, en la corrélant à la libération d'un prisonnier britannique et en renforçant les conditions de retards de paiement<sup>85</sup>. Dans un monologue qui s'étend sur la majorité de l'entretien, T. Ramadan déclare que la guerre en cours s'éternise par la faute des puissances, qui semblent y trouver un intérêt. Les appels irakiens à la paix ont été ignorés, alors que les Iraniens veulent prolonger les hostilités afin d'exporter la révolution. Le seul pays à avoir été privé des bénéfices commerciaux du Golfe, selon lui, est l'Irak. L'attitude de Londres et de Washington sur la question des Super-Étendard a de plus créé le malaise à Bagdad. Seul l'Irak est à ses yeux à même de défendre les Arabes<sup>86</sup>.

La visite ne contribue pas à briser la glace entre les deux pays. Une semaine plus tard, T. Ramadan s'étonne devant les diplomates britanniques en Irak de l'attitude de leurs collègues à l'ONU, qui contraste selon lui avec les impressions positives retirées de sa visite à Londres<sup>87</sup>. Témoignage éloquent de la piètre visibilité de la politique britannique, alors que le ministre irakien déplore le parti-pris iranien de Londres, le chargé d'affaires à Téhéran critique la faveur accordée à Bagdad par les Occidentaux : Nicholas Barrington regrette ainsi dans ses mémoires que le biais perceptible du Royaume-Uni dans

<sup>84</sup> TNA, PREM 19/1155, Coles to Fall, Policy on the Middle East, 12th September, 1983.

<sup>85</sup> TNA, PREM 19/1283, Turnbull to Spencer, Credit for Iraq, 5th October, 1983.

<sup>86</sup> TNA, PREM 19/1283, Record of a conversation between the Prime Minister and the Deputy Prime Minister of Iraq, 6th October, 1983, 12:00.

<sup>87</sup> TNA, FCO 8/5254/136, Walker to FCO, Baghdad 640, Iran/Iraq, 13th October, 1983.

l'appréhension du conflit entre l'Iran et l'Irak, malgré les responsabilités incombant à Saddam Hussein dans le déclenchement des hostilités et dans l'escalade de leurs violences, ait accentué le sentiment d'isolation et l'hostilité de la République islamique à l'endroit des Occidentaux dans leur ensemble<sup>88</sup>.

Ce biais défavorable à l'Iran est d'autant plus partagé aux États-Unis après le traumatisme de la débâcle. Richard Murphy, alors secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, se rappelle à quel point le spectre d'une victoire iranienne, qualifiée d'Armageddon moyen-oriental, colore alors les visions du bien et du mal. Prévaut du fin fond de l'Amérique jusqu'aux couloirs du Congrès l'image d'un religieux fanatique au regard sauvage, qui enrôle les enfants iraniens pour ouvrir sur les champs de mines la voie à ses armées en leur promettant un paradis perdu. La mention d'un Saddam Hussein coupant les oreilles des déserteurs de son armée ne reçoit alors que le regret d'une moindre désapprobation<sup>89</sup>.

Dans le premier mémorandum sur le Moyen-Orient qu'il rédige en tant qu'assistant du président pour les affaires de Sécurité nationale, à l'automne 1983, Robert McFarlane prend note de la sensibilité de la position américaine dans la guerre entre l'Iran et l'Irak. Il rejette les actions pouvant être interprétées comme manifestant une préférence irakienne (« tilt towards Iraq »), à moins que Bagdad ne soit sur le point de perdre. Tout hostile que soit le gouvernement iranien, le pays reste d'une importance stratégique décisive : il s'agirait donc pour Washington de ne pas y sacrifier toutes ses entrées, notamment auprès des acteurs qui pourraient émerger des luttes pour la succession de l'ayatollah<sup>90</sup>.

Si cette position correspond à l'attitude en retrait à laquelle appelle l'historien Barry Rubin dans un rapport produit pour le département d'État à la fin de l'année 1982<sup>91</sup>, les évolutions du rapport de force dans le Golfe en réduisent la pertinence aux yeux de l'administration. En amont de la 38<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations unies à l'automne, Lawrence Eagleburger rappelle que Washington a maintenu [*sic*] une neutralité face à un conflit considéré comme un gaspillage de vies humaines et de ressources matérielles, qui contribue de plus aux tensions régionales<sup>92</sup>. Moins d'un mois plus tard, cependant, le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient Nicholas Veliotis et le directeur du bureau des affaires politiques Jonathan Howe analysent à sa demande la possibilité d'une évolution de la position américaine en faveur de l'Irak. Les diplomates identifient trois aires d'action possibles : financière, diplomatique et militaire. L'accroissement de l'assistance américaine aux finances de l'Irak, que l'effort et les conséquences de la guerre ont fragilisées, n'est pas envisageable, pour des raisons pratiques et légales et dans la mesure où son effet serait mince. En revanche, le soutien à ses exportations de pétrole apparaît une solution prometteuse. C'est dans cette perspective qu'a été envisagé le soutien américain à la démarche onusienne entamée par les Français. En appui au développement de leurs relations diploma-

<sup>88</sup> BARRINGTON Nicholas, *Envoy: a Diplomatic Journey*, Londres, IB Tauris, 2013, p. 241.

<sup>89</sup> BLIGHT James *et al.*, *Becoming Enemies: U.S.-Iran relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2014, p. 108.

<sup>90</sup> MCFARLANE Robert, *Special Trust*, New York, Cadell and Davies, 1994, p. 310.

<sup>91</sup> TNA, FCO 8/5143/6, RUBIN Barry *et al.*, *Iran's Future and U.S. Policy*, Policy Planning Project Report Number 1, The Georgetown University, Center for Strategic and International Studies, 30th December, 1982.

<sup>92</sup> DOS, Eagleburger to all diplomatic post priority, State 254091, 38th UN General Assembly: US strategy and objectives, 13th September, 1983.

tiques, les Américains ont fait savoir aux Irakiens qu'une victoire iranienne n'était pas perçue comme étant dans leur intérêt. Les réactions de Washington à la cession des Super-Étendard ont cependant jeté le trouble avec Bagdad. Parmi les actions diplomatiques complémentaires sont suggérées des déclarations plus explicites en soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak et en la survie de son régime, qui risqueraient cependant de ruiner la crédibilité de Saddam Hussein, ou encore une intensification des contrôles sur la vente de matériel militaire américain, soit aux deux belligérants, soit plutôt à l'Iran. Dans le domaine militaire, les États-Unis pourraient s'attacher à décourager leurs alliés de fournir à l'Iran du matériel sensible, afin de réduire les capacités militaires de Téhéran à moyen-terme. À l'inverse, Washington pourrait transférer à l'Irak, par des pays tiers, des équipements militaires, mais de nombreux obstacles légaux et politiques s'y opposeraient. L'engagement direct des forces américaines en faveur de l'Irak ne saurait enfin se faire que dans le cadre d'une force multilatérale de protection des exportations de pétrole. Pour peu que les alliés occidentaux et les pays du Golfe consentent à y contribuer, le risque serait cependant grand de provoquer une escalade à l'initiative de l'Iran et d'hypothéquer par ailleurs toute amélioration des relations entre Washington et Téhéran à la disparition de l'ayatollah.

N. Veliotis et J. Howe concluent en notant que les États-Unis ont déjà renoncé à leur position de stricte neutralité, quand les forces iraniennes ont pénétré sur le territoire irakien à l'été 1982. Ils suggèrent de poursuivre les actions entreprises depuis, comme la fourniture de renseignements techniques. Ils proposent d'agir en restreignant le transfert d'équipements américains aux deux belligérants et en faisant pression sur les pays occidentaux contre la fourniture à l'Iran d'équipements sensibles. Ils recommandent cependant à rester prudent dans l'approfondissement de la préférence irakienne. Il s'agit de ne pas laisser à l'Irak susciter un soutien que les États-Unis ne seraient pas prêts à apporter, ni de paraître trop associé à un régime dont la survie politique reste incertaine à long terme<sup>93</sup>.

## 2. La remobilisation de partenaires sous pression

L'escalade des tensions entre les belligérants et les menaces de conflagration dans le Golfe se traduisent par une reprise des consultations entre Américains et Britanniques au sujet d'une implication paraissant inéluctable. À la fin du mois de septembre, les échanges entre Margaret Thatcher et Ronald Reagan à Washington abordent, certes à la marge, la cession à l'Irak des Super-Étendard et des Exocet, dans un agenda moyen-oriental chargé par la crise au Liban<sup>94</sup>. Deux semaines plus tard, la controverse conduit Hachemi Rafsandjani, président du Parlement iranien, à dénoncer un acte de « chantage politique international » permettant aux Occidentaux de maintenir au pouvoir leurs « laquais ». Il menace de fermer le détroit d'Ormuz si l'Iran vient à être empêché d'exporter son pétrole<sup>95</sup>.

<sup>93</sup> DNSA, NSAEBB82, Veliotis, Howe to Eagleburger, Iran-Iraq War: Analysis of Possible U.S. Shift from Position of Strict Neutrality, 7th October, 1983.

<sup>94</sup> RRL, European & Soviet Affairs Directorate, NSC: Records, Thatcher Visit - Sep 83, Box 90902, Talking Points for British Prime Minister Thatcher, 27th September, 1983

<sup>95</sup> TNA, FCO 8/5254/131, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 566, Iran/Iraq, 12th October, 1983.

Dans ce contexte, Washington informe Londres que sont envisagées des mesures militaires de deux ordres. Les premières sont destinées à décourager une escalade : parmi les possibilités figurent le retour des dragueurs de mines français et l'envoi d'une équipe de formation en Arabie saoudite. Les secondes impliquent une action militaire directe, à envisager par la suite. L'idée est d'éviter d'arriver au point où il serait nécessaire de recourir à la FDR. Les Américains sont d'ailleurs conscients de la nécessité d'en discuter<sup>96</sup>. Par précaution, les Britanniques ne manquent pas de le rappeler au secrétaire d'État adjoint Kenneth Dam lors de son déplacement à Londres en novembre<sup>97</sup>. Geoffrey Howe stipule alors que toute réponse à l'escalade des tensions devrait se limiter aux moyens nécessaires pour garder ouvert le détroit : une action surprise de la part des Américains serait en effet désastreuse. La Première ministre ajoute espérer que Washington ne perdra pas de vue qu'une action de représailles aux attentats de Beyrouth contre les groupes iraniens au Liban pourrait avoir des implications dans le Golfe.

Quelques jours après le vote de la résolution, une déclaration du CCG appelle les membres du Conseil de Sécurité à prendre leurs responsabilités en prenant les mesures nécessaires à sa mise en application<sup>98</sup>. Les appels à la protection se multiplient. Les Britanniques ont fourni aux Émirats arabes unis et à Oman une promesse d'assistance incluant le possible usage des forces britanniques en cas de menace sérieuse<sup>99</sup>. Le 12 novembre, le chargé d'affaires américain à Djeddah est informé que le CCG a pris la décision formelle de requérir un soutien extérieur en cas de fermeture du Golfe aux circulations<sup>100</sup>.

Après sa dénonciation à l'ONU par l'Iran, la confirmation d'un usage presque quotidien par l'Irak d'armes chimiques confronte Washington aux risque et incohérences de sa préférence irakienne. Jonathan Howe suggère de signifier à Bagdad que l'abandon de leur usage influencerait le CSN en faveur des mesures de soutien sur le point d'être actées en sa faveur<sup>101</sup>. Washington exclut d'évoquer la question, jugée sensible, avec ses alliés. Il s'agit de ménager le développement en cours de la relation avec Bagdad, sans faire le jeu de la propagande iranienne ni discréditer l'action des États-Unis aux yeux de leurs partenaires. Le département d'État envoie à sa mission à Bagdad des éléments de langage afin de signifier sa désapprobation inquiète à grand renfort de prudence rhétorique<sup>102</sup>. L'initiative porte – ponctuellement – ses fruits : les attaques au gaz moutarde de Haij Umran en août (100 victimes) et de Panjwin en octobre-novembre (3 000 victimes) ne sont pas renouvelées jusqu'à la fin de l'année<sup>103</sup>.

Le 24 novembre, le département d'État informe Massachusetts Avenue des recommandations du

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/5254/122a, Wright to FCO, Washington 2938, Iran/Iraq – release of Super Étendards, 11th October, 1983.

<sup>97</sup> TNA, PREM 19/1151/20, Record of a conversation between the Prime Minister and Mr. Dam of the US State Department, 7th November, 1983, 08:00.

<sup>98</sup> PETERSON Erik, *The Gulf Cooperation Council: Search for Unity in a Dynamic Region*, Boulder, Westview, 1988, p. 294.

<sup>99</sup> TNA, CAB 164/1706, US/UK Pol/Mil Talks: Washington 18/19 October (I) Persian Gulf And Iran/Iraq War, Points To Make, 19th October, 1983.

<sup>100</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Jeddah, FCO 403, Threat to Shipping in the Gulf, 14th November, 1983.

<sup>101</sup> DNSA, NSAEBB82, Howe to Shultz, Iraqi Use of Chemical Weapons, 21st November, 1983.

<sup>102</sup> DNSA, NSAEBB82, Eagleburger to Bagdad, Detering Iraqi Use of Chemical Weapons, 21st November, 1983.

<sup>103</sup> DUELFER Charles, *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD, with Addendums*, vol. 3: Iraq's Chemical Warfare Program, Washington, D.C., Central Intelligence Agency, 2005, p. 10.

CSN au président. Elles confirment la volonté énoncée par la doctrine Carter de défendre l'accès au détroit, s'il le faut par la force. Elles suggèrent d'user d'abord de leviers diplomatiques, de ne recourir à des mesures militaires qu'avec l'approbation des pays du Golfe, de ne procéder à ce titre dans un cadre unilatéral que si un accord multilatéral s'avère impossible. En cas d'urgence, elles envisagent, dans l'éventualité d'une escalade militaire, le renforcement à titre dissuasif de la présence américaine, le partage de renseignements stratégiques et le développement de la planification avec les pays de la région, des mesures de protection alliées des convois dans le golfe et des offres d'assistance au développement de la défense aérienne. Dans le cas d'un minage des eaux internationales ou des eaux territoriales d'un non-belligérant, les États-Unis conduiraient des opérations de déminage. Ils répondraient positivement aux requêtes de défense des territoires ou des gisements de pétrole des partenaires, et d'assistance à la protection des convois de pays neutres dans les eaux internationales et dans le détroit.

Dès leur approbation, ces mesures doivent faire l'objet d'échanges avec les Européens, les Japonais, les Australiens et les Néo-Zélandais. Washington entend aussi définir les actions que les alliés seraient disposés à accomplir pour dissuader une escalade. Les Britanniques suggèrent de prévoir des discussions approfondies à Londres avant que les Américains ne fassent part de ces propositions aux pays du golfe. Arnold Raphel, au bureau des affaires politiques et militaires doit se rendre en Arabie saoudite, à Bahreïn, aux Émirats, à Oman, voire au Qatar et au Koweït. Nourri de son expérience de la région, il se déclare conscient des sensibilités relatives à un surcroît d'investissement américain. Il a cependant été lui-même surpris du changement d'attitude des dirigeants locaux : à leur demande le commandant de la MIDEASTFOR a accordé des entretiens à la presse koweïtite et émiratie et s'est rendu à Oman et à Bahreïn ; l'Arabie saoudite s'est de son côté déclarée prête à s'engager dans une planification d'urgence. Il conclut en précisant qu'il a été décidé d'établir un petit quartier-général du CENTCOM auprès de celui de la MIDEASTFOR, composé d'une vingtaine de personnes placées sous le commandant d'un brigadier rapportant directement au Général Robert Kingston, Commandant de la FDR<sup>104</sup>.

À Londres, le ministère de la Défense envisage en parallèle la teneur des requêtes et des réponses à leur apporter. Une attaque iranienne sur des pays du Golfe demanderait une assistance en défense aérienne, soit sous la forme de systèmes terrestres soit sous la forme d'appareils. Leur fourniture se ferait cependant aux dépens d'autres fronts. La patrouille Armilla serait mobilisée contre l'interception ou l'attaque d'un convoi. Pour assurer l'efficacité optimale de ses missions d'escorte, il s'agirait d'y affecter des ressources engagées auprès de l'OTAN. Le soutien aérien nécessaire serait fourni, de même, par des avions d'attaque Buccaneer, des avions de patrouille Nimrod et des avions de combat Phantom ou par le déploiement d'un porte-avions. Le minage du détroit impliquerait la sollicitation par Oman, dépourvu de moyens, de la force anti-mine de la marine royale composée de 4 navires, et d'un vaisseau d'appui, déployable en 6 semaines. Des conseillers en déminage pourraient être rapidement dépêchés. Michael Heseltine note l'impératif de maintenir le contact avec les Américains dans la mesure où

---

<sup>104</sup> TNA, PREM 19/1283, Wright to FCO, Washington 3546, Threat to Shipping in the Gulf, 24th November, 1983.

le Royaume-Uni ne saurait à lui seul assumer le fardeau de la défense de l'accès au Golfe<sup>105</sup>.

Le 27 novembre, une directive américaine de sécurité nationale appelle à l'organisation de conversations politiques puis militaires avec les alliés et les partenaires du Golfe désireux de contribuer à la défense de la liberté de circulation dans le Golfe. Elle leur assigne l'objectif de faciliter le déploiement des forces nécessaires à la protection des gisements de pétrole et des convois maritimes contre des attaques d'avions ou de commandos. Elle appelle à la dissuasion ou à la répression de toute tentative de fermeture du détroit d'Ormuz par les moyens qui seraient jugés nécessaires<sup>106</sup>.

### 3. Le rangement différencié dans une préférence irakienne

La publication de la directive américaine conduit Arnold Raphel à en clarifier les enjeux auprès de Massachusetts Avenue. Pour apaiser les craintes attendues des alliés, il insiste sur l'inscription de ses enjeux dans la continuité des efforts engagés pour dissuader l'escalade dans le Golfe depuis le début du conflit. Il rappelle la priorité à accorder à l'action diplomatique. Les mesures envisagées dans ce cadre témoignent du basculement de l'inclination irakienne à Washington vers une préférence de plus en plus assumée : encourager les belligérants à observer le cessez-le-feu défini par la résolution 540 ; soutenir les efforts visant à sauver l'Irak financièrement ; réduire la tentation de Bagdad à recourir à une action extrême qui pousserait à une intervention occidentale dans le conflit ; continuer à encourager le secrétaire général et la Conférence islamique à paver la voie à un cessez-le-feu et à prévenir une escalade ; nourrir une campagne de diplomatie publique destinée à sensibiliser à la nécessité de préserver la liberté de navigation, maritime et aérienne, dans la région du golfe. Reprenant une suggestion de Saadoun Hammadi à George Shultz au mois de février, les Américains souhaitent aussi, et dans l'immédiat, encourager leurs alliés à ne pas céder d'équipements militaires sensibles à l'Iran.

Les Britanniques en ont été informés en premier, en raison de l'intérêt qu'ils ont exprimé au sujet de la pensée américaine. Parmi les éléments à discuter avec les alliés figurent l'approfondissement des conversations entre les marines afin d'y inclure la coordination des déploiements et l'organisation d'exercices conjoints. Nulle décision n'a été prise au sujet de frappes anticipées sur l'Iran, qui dépendrait des circonstances. Derek Thomas relève que certaines mesures laissent penser que les États-Unis s'engagent dans une préférence irakienne. A. Raphel la justifie par le fait que le rapport de force entre les belligérants penche désormais en faveur de l'Iran : il s'agit donc de « corriger la balance ». Cependant, il n'est pas question de laisser l'Irak penser que les Occidentaux les sauveront de leurs difficultés. Il ne se fait en revanche pas d'illusions sur l'hostilité de la réaction iranienne<sup>107</sup>.

L'ancien ambassadeur en Iran Anthony Parsons, devenu conseiller de politique étrangère à Downing Street, suggère réfléchir au plus tôt aux moyens d'affronter une crise dans le Golfe. Même si les

<sup>105</sup> TNA, PREM 19/1283, Heseltine to Howe, Consequences of an Escalation of the Iran/Iraq War, 23rd November, 1983.

<sup>106</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC, National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 114 [U.S. Policy Towards Iran-Iraq War] (1)-(3), 26th November, 1983.

<sup>107</sup> TNA, FCO 58/3288/123, Wright to FCO, Washington 3586, Threat to shipping in the Gulf, 29th November, 1983.

États de la région ont fait savoir leur réticence à anticiper des scénarios de crise avec les Américains, ils considèrent la défense du détroit comme relevant d'une responsabilité internationale<sup>108</sup>. Or, poursuit A. Parsons, une contribution militaire britannique est incontournable. S'y soustraire inciterait les pays de la région à perdre confiance en ce qu'il reste de l'influence britannique. Une déchirure transatlantique serait aussi à craindre. Plus intéressant, c'est le fait de laisser les Américains faire seuls le travail et les Britanniques « bêler depuis les bas-côtés » qui serait à ses yeux le plus à craindre<sup>109</sup>. Un rapport sur les intérêts britanniques dans la région rédigé par le bureau de la planification du FCO note de plus que, outre protéger les marchés britanniques et contenir l'influence soviétique dans la région, il s'agit de prévenir toute différence d'opinion à même de causer des frictions dans la relation transatlantique, dans un contexte chargé par l'invasion de Grenade. Le rapport note que l'heure n'est clairement pas à une exacerbation des différends interalliés en se distançant d'une action américaine qui a du reste l'intention de travailler à la stabilisation d'une région stratégique pour le Royaume-Uni<sup>110</sup>.

Deux mois après les attentats de Beyrouth, l'attaque coordonnée de deux ambassades, d'une usine pétrochimique et du principal aéroport de Koweït, attribuée à l'Iran en sanction au soutien apporté par l'émirat à l'Irak, provoque un regain de tensions. Bagdad envisage des représailles mobilisant bombardiers et missiles balistiques, excluant pour l'heure le recours aux frappes sur des pétroliers et aux Super-Étendard. La situation conforte Londres dans sa volonté de concertation avec Washington<sup>111</sup>.

Le 19 décembre, A. Raphael reçoit au département d'État une délégation composée d'Alan Goulty, chargé des questions iraniennes à Massachusetts Avenue, David Haskell, directeur du département du Moyen-Orient, Michael Legge, directeur au ministère de la Défense et Richard Heaslip, directeur pour la marine à la politique de défense. Les alliés s'accordent sur leur analyse des menaces et excluent l'imminence d'une crise sérieuse dans le Golfe. Ils notent une amélioration de la situation économique de l'Irak, qui a bénéficié des subventions des pays arabes et des crédits commerciaux octroyés par les Occidentaux. Ils confirment l'importance de la capacité iranienne à s'attaquer aux convois maritimes ou aux États de la région. Ils conviennent de poursuivre le dialogue lors des conversations militaires prévues au début du mois de février puis lors de conversations politiques à Londres. En attendant, la liaison la plus étroite possible sera maintenue via Grosvenor Square et Massachusetts Avenue<sup>112</sup>.

L'enracinement d'une préférence irakienne à Washington soulève l'opposition d'Howard Teicher, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN. L'opposition de Bagdad à un règlement politique avec Israël, ses convoitises anciennes sur le Koweït et sa protection des terroristes internationaux ne sont pas ignorés par James Placke, responsable de l'Irak au bureau de la péninsule Arabique. Il met cependant en avant les dangers constitués par une chute de Saddam Hussein, qui aurait commencé du reste à modérer sa rhétorique antisioniste. Ce parti-pris irakien se nourrit d'une pensée groupale asso-

<sup>108</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Heseltine, Consequences of an Escalation of the Iran/Iraq War, 1st December, 1983.

<sup>109</sup> TNA, PREM 19/1283, Parsons to Coles, Threat of Shipping in the Gulf, 1st December, 1983.

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/5385/5, Neville-Jones to Haskell, Threat to Shipping in the Gulf, 12th December, 1983.

<sup>111</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Washington, Possible Escalation of the Iran/Iraq War, 14th December, 1983.

<sup>112</sup> TNA, FCO 58/3288/153, Wright to FCO, Possible escalation of the Iran/Iraq War, 19th December, 1983.



çant au CSN William Clark, Conseiller en titre, John Poindexter, son assistant militaire, et Geoffrey Kemp, sous l'influence de l'appel des dirigeants jordanien, égyptien et saoudien à soutenir l'Irak<sup>113</sup>.

C'est dans ce contexte que l'ancien secrétaire à la Défense de Gerald Ford, Donald Rumsfeld, est nommé représentant personnel du président au Moyen-Orient. Au mois de novembre, le gouvernement irakien se déclare favorable à la réception d'un émissaire de la Maison-Blanche pour paver la voie à la normalisation des relations. Parmi les sujets de discussion envisagés figurent la guerre dans le Golfe, le processus de paix au Proche-Orient, la guerre civile au Liban et l'occupation du pays par la Syrie<sup>114</sup>. Le 19 décembre, une délégation américaine menée par D. Rumsfeld est reçue par le ministre des Affaires étrangères Tariq Aziz<sup>115</sup>. Malgré des divergences, la rencontre révèle des intérêts communs à achever la guerre sans nourrir les ambitions iraniennes, à rendre à l'Égypte son rôle de contrepoids régional et à libérer le Liban des occupations étrangères. Reconnaisant son absence de levier en Iran, T. Aziz note que Washington pourrait en revanche contribuer davantage à la réduction des capacités militaires de Téhéran, dont il relève les dangers pour les intérêts des États-Unis et de leurs partenaires.

Le lendemain, D. Rumsfeld est reçu par S. Hussein pendant 90 minutes. Il note dans ses mémoires que la rencontre « a été le sujet de ragots, rumeurs et théories du complot cinglées pendant plus d'un quart de siècle », évoquant un accord pétrolier secret, la fourniture d'armes à l'Irak, voire sa transformation en État-client. Lui décrit une réunion plus directe et moins dramatique<sup>116</sup>. S. Hussein y déclare son soutien au développement de bonnes relations entre les Palestiniens et les Jordaniens. D. Rumsfeld lui assure que les États-Unis partagent sa volonté de lutter contre l'expansion de l'Iran et de la Syrie dans la région : Washington encourage ses alliés à interrompre la fourniture d'armes à l'Iran et a mis fin à l'exportation des produits d'origine américaine par des pays-tiers. Les deux hommes abordent le projet de construction d'un oléoduc entre le port irakien de Bassora et le port jordanien d'Aqaba, destiné à faciliter les exportations empêchées par la destruction par l'Iran d'infrastructures de transbordement. L'ambassadeur William Eagleton se félicite du fait que ce rangement attendu de Washington dans une préférence irakienne soit propre à renforcer la position américaine dans la région<sup>117</sup>.

## II. Les critiques collectives d'une escalade non-maîtrisée (1983-1984)

Le penchant non-assumé pour Bagdad ne parvient pas à conduire à court terme à un retournement du rapport de force ni à une résolution du conflit. Comment la résurgence du risque d'escalade se traduit-elle par une aggravation des tensions entre Londres, Washington et Téhéran ?

<sup>113</sup> TEICHER Howard et RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, Harper Collins, 1993, p. 275.

<sup>114</sup> DNSA, NSAEBB82, Eagleton to State, Baghdad 03079, Rumsfeld Visit to Iraq, 10th December, 1983.

<sup>115</sup> DNSA, NSAEBB82, Rabb to State, Rome 30305, Rumsfeld's Larger Meeting with Iraqi Deputy PM and FM Tariz [sic] Aziz, December 19, 20th December, 1983.

<sup>116</sup> RUMSFELD Donald, *Known and Unknown: A Memoir*, New York, Sentinel, 2011, p. 6.

<sup>117</sup> DNSA, NSAEBB82, Price to State, London 27572, Rumsfeld Mission: December 20 Meeting with Iraqi President Saddam Hussein, December 20, 21st December, 1983.

## A. Les impasses de l'action diplomatique

### 1. La réflexion sur une résolution anticipée

Le regain de tensions entre les belligérants à la fin de l'année 1983 s'accompagne d'une volonté de redonner la main à la diplomatie pour éviter que le risque d'escalade ne se concrétise par un débordement du conflit au-delà des seules rivalités régionales.

Un mois après le vote de la résolution 540, le FCO envisage déjà un retour de la question iranienne au Conseil de sécurité. Devant la menace d'attaques de la part de Téhéran dans le golfe Persique, l'option d'une action anticipée paraît d'autant plus indiquée que les Soviétiques considèrent avec attention la perspective d'une intervention occidentale. L'idée est d'apporter une réponse diplomatique rapide à une crise militaire, pour diminuer le risque que ferait peser un recours aux armes ; de laisser la porte ouverte à une action militaire, si nécessaire, pour maintenir le Golfe ouvert aux circulations, sans encourager la surréaction attendue de la part du partenaire américain ; de s'assurer que la résolution envisagée attire les neuf votes nécessaires. Les Britanniques sont conscients que les Américains risquent de considérer cette initiative comme une entrave à leur liberté d'action. Ils hésitent d'ailleurs à la leur dévoiler. Les récentes contusions bilatérales causées par les initiatives américaines et les réactions britanniques, notamment à Grenade, laissent suggérer qu'il serait préférable de les sonder assez tôt<sup>118</sup>.

Les Américains accueillent positivement la suggestion de réflexion conjointe sur un plan d'action à l'ONU. L'ambassadeur Wright recommande d'aborder la question avec Arnold Raphel à son retour du Golfe. Il suggère de tenir également informée Jeane Kirkpatrick à New York pour éviter de contribuer à la confusion souvent déplorée entre le département d'État et sa mission onusienne. Il importe de distinguer trois situations d'urgence, requérant chacune une action différente : une preuve de menace imminente de fermeture du détroit ou contre la liberté de circulation ; une attaque isolée par un belligérant sur un vaisseau neutre, ou par l'Iran sur un État de la région non-belligérant ; une fermeture effective du détroit. Dans les deux premiers cas, note le diplomate, les Américains ne devraient pas opposer de difficultés à une action au Conseil. Dans le cas d'une fermeture du détroit, ils la considéreront sans doute comme une entrave à la réponse que les Occidentaux devraient y apporter, en recourant s'il le faut à la force. Ils sont conscients que les Soviétiques s'y opposeront au Conseil<sup>119</sup>.

À New York, John Thomson relève la difficulté à combiner la priorité accordée à une réponse diplomatique et la porte ouverte laissée à une action militaire. Sans craindre un veto de Moscou, il mesure le risque d'un projet de résolution soviétique condamnant les ingérences extérieures. Washington ne manquerait pas de s'y opposer pour protéger sa liberté d'action. Même si la perspective d'une résolution n'a pas la faveur des Américains, J. Thomson rappelle, nourri de son expérience, qu'il est tacti-

<sup>118</sup> TNA, FCO 8/5255/243a, Howe to UKMIS New York, FCO 827, Threat to shipping in the Gulf: future action at the UN, 1st December, 1983.

<sup>119</sup> TNA, FCO 58/3288/126, Wright to FCO, Washington 3625, Threat to shipping in the Gulf: action at the UN, 1st December, 1983.

quement plus efficace de proposer son propre texte que de chercher à revoir ou retenir le projet d'un partenaire. Le vote serait par ailleurs facilité par le soutien que pourrait y apporter un pays non-aligné, tel l'Égypte, qui rejoint le Conseil en janvier, mais aussi par une mise en retrait des Américains.

Massachussets Avenue fait bénéficier le département d'État de la primeur du texte envisagé. Celui-ci reprend le langage de la résolution 540 et appelle les belligérants à respecter l'intégrité des États du Golfe. Il exhorte les acteurs régionaux à se réfréner d'actions pouvant encourager une escalade<sup>120</sup>. Les Américains assurent vouloir épuiser les voies de la diplomatie avant de recourir à la force. Ils s'inquiètent des efforts que Moscou pourrait opposer à une initiative occidentale, par exemple en appelant le secrétaire général à apporter une réponse à la crise, alors qu'il y serait dans l'incapacité. Ils conviennent de la pertinence de la stratégie britannique pour devancer une autre démarche moins favorable. Une action ne saurait selon eux qu'être anticipée et défensive, l'ONU n'ayant pas les moyens de rouvrir le détroit ni même de mobiliser un soutien suffisant à des sanctions contre l'Iran. Interrogés sur leur nature par des Britanniques décidés, comme de coutume, à en décourager l'idée *a priori*, ils évoquent un embargo sur les équipements militaires. La résolution 540 et le droit international laissent à leurs yeux une marge de manœuvre suffisante à une action visant à garantir la liberté de navigation<sup>121</sup>.

À New York, J. Thomson remet en parallèle à J. Kirkpatrick la copie du projet de texte britannique en insistant sur sa confidentialité, les Américains étant les seuls à en connaître l'existence. Il précise qu'il s'agirait de l'utiliser en cas de crise, en le modifiant en fonction des circonstances, afin de prendre les devants de Moscou. La démarche envisagée nécessiterait le plus fort soutien possible des pays non-alignés. L'ambassadrice accueille l'initiative sans laisser penser qu'elle considère comme imminente la survenance d'une situation d'urgence. Elle témoigne en revanche d'un intérêt certain pour la proposition avancée par Abdullah Bishara. Le secrétaire général du CCG a en effet proposé la tenue de conversations entre les Américains et les Soviétiques sur le golfe afin de s'assurer qu'aucun d'entre eux n'entend agir au détriment de l'autre dans la région. Il s'est par ailleurs rendu à New York pour appeler le Secrétaire-Général de l'ONU à poursuivre sa mission de bons offices entre l'Iran et l'Irak en l'assurant du soutien du CCG. Dans ce contexte, J. Thomson ne s'attend pas à recevoir de son homologue américaine une réponse au sujet de la proposition de résolution anticipée dans l'immédiat<sup>122</sup>.

## 2. Le renoncement à la mission d'enquête

L'heure est en effet à la multiplication des démarches diplomatiques visant à restaurer le dialogue entre les deux belligérants. Abdullah Bishara a déploré devant le secrétaire général de l'ONU le vide diplomatique subsistant devant les perspectives d'escalade du conflit. Or, Téhéran a sollicité l'envoi

<sup>120</sup> TNA, FCO 8/5255/247 et 248, Thomson to FCO, UKMIS New York 1517 et 1518, Threat to shipping in the Gulf: future action at the UN, 2nd December, 1983.

<sup>121</sup> TNA, FCO 8/5256/262, Braithwaite to FCO, Washington 3687, Threat to shipping in the Gulf, 7th December, 1983.

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/5255/253 et 254, Thomson to FCO, UKMIS New York 1565 et 1566, Threat to shipping in the Gulf: future action at the UN, 7th December, 1983.

d'une nouvelle mission sur le front, à l'assentiment de laquelle Bagdad a conditionné l'acceptation par l'Iran de la résolution 540. Le secrétaire général du CCG encourage la mission britannique à soutenir ses efforts auprès de son homologue de l'ONU. Ayant déjà consulté les Français, il mentionne être sur le point de s'entretenir avec les Soviétiques et espérer pouvoir rencontrer un Américain, « bien qu'ils aient d'autres préoccupations », ajoute-t-il<sup>123</sup>. Il fait incidemment part des inquiétudes des pays du golfe quant à la volonté de Washington de trouver un prétexte pour intervenir militairement.

Convaincu que les progrès en faveur d'un règlement du conflit ne pourraient qu'émaner d'une médiation onusienne, le FCO s'inquiète de la résistance de l'Irak à l'envoi d'une mission d'enquête supplémentaire. Il s'agit de statuer sur les accusations réciproques d'attaques sur les civils et sur les allégations iraniennes d'usage d'armes chimiques par les Irakiens<sup>124</sup>. Les Américains, informés par les Britanniques, s'étonnent de l'attitude de l'Irak et soupçonnent une divergence de vue entre le gouvernement irakien et sa mission à New York. Ils du reste signifié à Bagdad leurs inquiétudes devant les attaques perpétrées à son initiative dans le Golfe. Les Américains confirment avoir comme leurs alliés encouragé le secrétaire général à envoyer un émissaire à Bagdad et à Téhéran, parallèlement à la mission d'enquête envisagée<sup>125</sup>. Londres privilégie l'idée d'un compromis qui conduirait l'Irak à consentir à une mission d'enquête contre l'acceptation par l'Iran de discussions sur la fin de la guerre<sup>126</sup>.

Dans une lettre remise le 12 décembre, l'ambassadeur iranien à l'ONU annonce que son gouvernement est disposé à continuer à coopérer avec le secrétaire général. Il ajoute néanmoins que l'Iran se dissocie de la résolution 540, qu'il présente comme une tentative de dissimuler la culpabilité irakienne, adoptée aux derniers jours de la présidence du principal allié de Bagdad<sup>127</sup>. Le ministère irakien des Affaires étrangères défend que le texte de la réponse iranienne à la résolution ne justifie pas la conclusion qu'il existe une fenêtre d'opportunité pour une nouvelle médiation. Selon l'ambassadeur britannique John Moberly, tant que les Iraniens garderont l'avantage dans la guerre d'usure au point de refuser un règlement du conflit qui ne passerait pas par une humiliation de l'Irak, Bagdad ne devrait pas renoncer à une action militaire. Sa volonté de s'attaquer au terminal pétrolier de Kharg dépend de son estimation de ses risques. Vu d'Irak, le diplomate confirme la vision américaine selon laquelle la résistance du pays à la pression iranienne est dans l'intérêt des Occidentaux. Si Londres souhaite demeurer crédible aux yeux de Bagdad, il s'agit de ne pas interpréter la neutralité revendiquée, sauf sur la question des ventes d'armes, comme un placement au même niveau des belligérants, les Irakiens ayant fait dans un effort de paix des concessions auxquelles les Iraniens se sont jusqu'alors toujours refusés<sup>128</sup>.

Une seconde réponse à la résolution, complétant celle du ministère iranien des Affaires étrangères,

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/5255/251, Thomson to FCO, UKMIS New York 1541, Threat to shipping in the Gulf, 6th December, 1983.

<sup>124</sup> TNA, FCO 8/5255/250, Howe to UKMIS New York, FCO 853, Threat to shipping in the Gulf: future action at the UN, 6th December, 1983.

<sup>125</sup> TNA, FCO 8/5256/262, Braithwaite to FCO, Washington 3687, Threat to shipping in the Gulf, 7th December, 1983.

<sup>126</sup> TNA, FCO 8/5255/257, Thomson to FCO, UKMIS New York 1584, Iran/Iraq, 8th December, 1983.

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/5255/263, Thomson to FCO, UKMIS New York 1623, Iran/Iraq, 13th December, 1983. La Jordanie présidait le Conseil de Sécurité en octobre 1983.

<sup>128</sup> TNA, FCO 8/5256/271, Moberly to FCO, Baghdad 776, Iraq/Iran, 17th December, 1983.

donne raison à la méfiance irakienne. Téhéran écarte ainsi l'existence de raison justifiant une action du secrétaire général. Pour son adjoint Diego Cordovez, l'heure est venue pour l'ONU de se placer en retrait des questions iraniennes, l'atmosphère en Iran étant trop hostile à l'institution : un timbre-poste en vente en Iran, dépeint alors les Nations unies encore plus violemment que celui qui représentait les otages américains<sup>129</sup>. De Téhéran, Nicholas Barrington appelle néanmoins à garder à l'esprit la question des responsabilités du déclenchement de la guerre. Indépendamment des responsabilités de l'Iran, alors non-avérées, dans les attentats au Koweït, il s'agit de ne pas écarter les efforts, certes relatifs, accomplis par les Iraniens dans leurs relations à l'ONU. N. Barrington note incidemment avoir reçu de diplomates iraniens des appréciations positives de la politique britannique, jugée équilibrée, même si persistent les reproches sur la non-condamnation de l'agression irakienne au début du conflit<sup>130</sup>.

À Londres, le FCO rappelle au chargé d'affaires iranien Seyed Sadatian la nécessité de déposer les armes avant de pouvoir statuer sur les responsabilités du déclenchement des hostilités. Il ajoute que les pays arabes ne laisseront pas l'Iran défaire l'Irak. Le diplomate iranien rétorque que la communauté internationale ne cherche à mettre un terme aux hostilités que depuis que l'Irak est menacé dans sa survie, signe d'un parti-pris que Londres donne l'impression de partager à ses yeux. Cette perception des limites du positionnement des Britanniques, entraînés dans la préférence irakienne assumée par les Américains, conduit le FCO à recommander à N. Barrington de rappeler sa neutralité officielle<sup>131</sup>.

Le 20 décembre, le secrétaire général prend acte de l'impasse dans laquelle le place l'inflexibilité des deux belligérants. Au refus iranien de soutenir une résolution jugée biaisée répond le refus irakien d'accepter la mission sollicitée par l'Iran pour enquêter sur les attaques sur des cibles civiles et l'usage d'armes chimiques. Dans la mesure où Bagdad refuse que la question soit traitée indépendamment des autres points abordés par la résolution 540, il fait état de difficultés pratiques l'empêchant de mettre en place la mission d'enquête envisagée. Rappelant sa volonté de poursuivre les efforts engagés en faveur de la résolution du conflit, il s'en remet au prochain sommet de la Conférence islamique, prévu à Casablanca au mois de janvier, pour trouver une occasion d'échanger avec les chefs de gouvernement des deux belligérants sur les moyens d'aboutir à une solution pacifique de leurs différends<sup>132</sup>.

### 3. La tentative de médiation internationale

Au mois de février, le secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar tente sans succès de raviver le projet de mission d'enquête onusienne destinée à évaluer les atteintes aux civils sur le front et à établir la

<sup>129</sup> TNA, FCO 8/5255/273, Thomson to FCO, UKMIS New York 1686, Iran/Iraq, 19th December, 1983. Le diplomate fait probablement référence au timbre intitulé « United Nations », représentant une épée à l'emblème de l'Iran tranchant la main d'un veto, émergeant de l'immeuble des Nations Unies à New York, dont les doigts aux ongles proéminents apposés sur un globe terrestre portent le nom des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité (United Nations, 31 octobre 1983, 41 x 31 mm, cote Yvert et Tellier IR 1867).

<sup>130</sup> TNA, FCO 8/5256/274, Barrington to FCO, Tehran 656, Iran/Iraq, 20th December, 1983.

<sup>131</sup> TNA, FCO 8/5256/276, Howe to Tehran, FCO 450, Iran/Iraq, 21st December, 1983.

<sup>132</sup> TNA, FCO 8/5256/280, Humphrey to Collins, TL UKMIS New York GR380, Iran/Iraq: Secretary-General's report, 20th December, 1983.

position des belligérants sur les autres questions<sup>133</sup>. Le FCO le déplore et envisage des actions alternatives : faire pression sur l'Irak pour lui faire accepter le principe de la mission d'enquête ; envoyer à Bagdad et à Téhéran un émissaire pour des conversations informelles avec chaque gouvernement ; envoyer la mission envisagée d'abord en Irak afin d'inciter l'Iran à l'accepter à son tour<sup>134</sup>. Le bureau du sous-secrétariat général répond ne voir que peu de probabilités à l'acceptation iranienne d'une médiation, mais note que les Algériens seraient les mieux placés pour la mener à bien<sup>135</sup>. Son pessimisme est partagé par le chargé d'affaires à Téhéran, Michael Simpson-Orlebar, tant que les combats se poursuivent. Si les Iraniens les remportent, ils en sortiront renforcés et peu à même d'être d'humeur à négocier. S'ils échouent à effectuer une percée dans les lignes irakiennes, ils seront plutôt intéressés à porter l'affrontement à la table de la communauté internationale. Leurs objectifs restent de prolonger la guerre et d'obtenir la reconnaissance internationale de la justesse de leur cause<sup>136</sup>.

Dans un contexte de reprise des combats, leur gestion fructueuse de la crise des otages incite le FCO à se rapprocher des Algériens pour les convaincre de reprendre leur mission de médiation<sup>137</sup>. Sur place, l'ambassadeur Alan Munro apprend que, malgré l'échec de la première tentative en 1982, Alger a poursuivi de discrets efforts visant à rapprocher les belligérants<sup>138</sup>. La dénonciation par les Irakiens des accords de 1975 signés sous leur égide engage les Algériens à restaurer sans prendre parti la stabilité de la région. Ils n'ont cependant pas trouvé dans leurs récents échanges avec eux les Iraniens prêts à entendre raison ou accepter la modération. Ils prévoient de recevoir leur ministre des Affaires étrangères cependant que le ministre du Travail algérien doit se rendre en Irak au mois de mars. Le lendemain, le ministère algérien des Affaires étrangères publie un communiqué appelant au rétablissement de la paix dans le dialogue, afin de parvenir à une solution politique juste au conflit en cours<sup>139</sup>.

Motivé par la démarche de John Thomson en faveur d'un renouvellement des efforts de médiation, le secrétaire général de l'ONU demande à son adjoint de rencontrer les représentants des belligérants. L'Irakien déplore que l'envoi d'une mission de supervision de protection des civils ne reviendrait qu'à accepter la requête iranienne de commission d'enquête sans la contrepartie politique sur laquelle Bagdad a pourtant insisté. L'Iranien déplore que l'ONU soit trop sensible aux inquiétudes irakiennes et que la mise en place d'une commission d'enquête aurait dû survenir plus tôt. Les ambassadeurs laissent entendre que leurs gouvernements respectifs se concentrent désormais sur la situation militaire en raison des derniers développements sur le front<sup>140</sup>. La résurgence des tensions dans le Golfe a finalement raison de la pertinence du travail de médiation. Washington en était resté d'ailleurs totalement en retrait, confirmant une ligne de partage déjà observée dans l'appréhension de la crise. Le Royaume-

<sup>133</sup> TNA, FCO 8/5658/8, Margetson to FCO, UKMIS New York 151, Iran/Iraq, 13th February, 1984.

<sup>134</sup> TNA, FCO 8/5658/25, Howe to UKMIS New York, FCO 081, Iran/Iraq: mediation, 24th February, 1984.

<sup>135</sup> TNA, FCO 8/5658/27, Gore-Booth to FCO, TL UKMIS New York, Iran/Iraq, 23rd February, 1984.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/5658/29, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 133, Iran/Iraq: mediation, 27th February, 1984.

<sup>137</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Baghdad, FCO 035, Initiative to encourage further mediation in the Iran/Iraq war, 24th February, 1984.

<sup>138</sup> TNA, PREM 19/1283, Munro to FCO, Algiers 37, Possible Algerian mediation in Iran/Iraq war, 27th February, 1984.

<sup>139</sup> TNA, PREM 19/1283, Munro to FCO, Algiers 39, Iran/Iraq, 29th February, 1984.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/5658/34, Thomson to FCO, UKMIS New York 216, Iran/Iraq Mediation, 1st March, 1984.

Uni, de son côté, continue d'encourager une médiation réaliste pour explorer toutes les options diplomatiques avant de recourir aux mesures plus robustes que les États-Unis veulent mettre en place<sup>141</sup>.

## B. Les impératifs de mobilisation militaire

### 1. Les risques de la précipitation américaine

La résurgence régulière des tensions conduit en effet les Américains à privilégier à une action diplomatique risquant d'entraver leur marge de manœuvre l'anticipation des mesures militaires propres à défendre la pérennité de leurs intérêts dans le Golfe, au risque de bousculer la réticence de leurs alliés.

Malgré leur attachement aux voies de la diplomatie, les Britanniques anticipent sur les éventuelles requêtes d'assistance émanant de leurs partenaires dans le Golfe, comme de leurs alliés américains. Le sultanat d'Oman a ainsi requis en urgence la mobilisation de la force britannique anti-mines. Les Émirats arabes unis ont sollicité des unités terrestres de défense aérienne. Le FCO prévoit que le Koweït et le Qatar se tournent de même vers Londres plutôt que vers Washington pour obtenir une assistance<sup>142</sup>.

Pendant ce temps, cependant, la mission américaine d'évaluation des menaces parcourt la région pour évaluer les besoins des pays du littoral. De Doha, l'ambassadeur britannique Stephen Day rapporte que l'objectif des Américains est d'établir un dialogue pour envisager les réponses possibles aux menaces perceptibles. Ils souhaitent également s'accorder sur le pré-positionnement de carburant et de pièces de rechange, sur l'accès aux ports aériens et maritimes en cas d'urgence et sur les lignes de communications. Les Qatari ont néanmoins refusé de consentir à la visite d'un vaisseau américain, demandé par l'amiral Adams, commandant de la base américaine à Bahreïn, afin de tâter le terrain<sup>143</sup>.

Conscients des rivalités, sinon des tensions que leur travail de mobilisation risque de faire émerger, les Américains en tiennent régulièrement informés les Britanniques. Grosvenor Square informe ainsi le département du Moyen-Orient du FCO du séjour de Donald Rumsfeld au Moyen-Orient : le représentant spécial du président doit se rendre à Riyad, à Alger, en Israël, à Beyrouth, à Damas puis à Sanaa<sup>144</sup>. À la mi-janvier, Geoffrey Howe reçoit George Shultz pour une conversation de plus d'une heure où la guerre dans le Golfe est rapidement abordée au milieu d'un agenda chargé. Le secrétaire d'État américain informe que Washington a décidé, à la suite de la visite de D. Rumsfeld à Bagdad, d'apporter une assistance à l'Irak pour l'empêcher de perdre la guerre. Il décrit l'Iran comme le centre de plusieurs maux citant notamment son implication dans le terrorisme. Les deux hommes s'accordent cependant, à rebours de l'évidence, sur le maintien d'une « attitude générale de neutralité »<sup>145</sup>.

De retour du golfe Persique, Rand Beers se rend au FCO pour informer David Haskell des résultats

<sup>141</sup> TNA, PREM 19/1402, Visit of Mrs Jeane Kirkpatrick, US Ambassador to the UN: 8-9 April, Iran/Iraq

<sup>142</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Heseltine, Consequences of an escalation of the Iran/Iraq war, 6th January, 1984.

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/5381/2, Day to FCO, Doha 006, Threat to the Gulf, 9th January, 1984.

<sup>144</sup> TNA, FCO 8/5381/3, Chaplin to Nixon, Egerton, Rumsfeld's Travels, 9th January, 1984.

<sup>145</sup> TNA, FCO 8/5381/6, Fall to Marshall, Visit of Mr Shultz; 15 January, 16th January, 1984.

de la mission d'évaluation américaine. En ont émergé trois menaces majeures : le minage du détroit ; l'interdiction de la navigation ; la destruction des infrastructures. La menace iranienne est apparue trop large pour pouvoir être contrée par les pays de la région isolément. Semble ainsi nécessaire une aide extérieure en moyens de surveillance et forces de protection. Une augmentation mineure des moyens américains déjà sur place devrait être suffisante, sans pré-positionnement nécessaire. De manière générale, les acteurs régionaux mettent en avant le besoin de décision politique en amont d'une planification militaire détaillée. Ils conviennent de la nécessité de poursuivre les échanges de renseignements. Ils s'interrogent sur les risques de frappes américaines anticipées en cas d'attaque iranienne imminente et sur la réaction soviétique à une intervention extérieure. R. Beers précise que les Omanais ont été les plus enclins à discuter des besoins militaires, que les Koweïtiens n'ont requis de soutien qu'en termes de formation et que les Qataris ont été les plus réservés. Il reconnaît que les ambitions américaines initiales de planification militaire ont été revues à la baisse à l'aune de la réaction des partenaires<sup>146</sup>.

En février, l'entrée dans la « guerre des villes », la capture du gisement de pétrole de Majnoon par l'Iran et le blocus du terminal de Kharg par l'Irak accélèrent la mobilisation des alliés<sup>147</sup>. Londres attend avec inquiétude la réaction de Washington. Le Cabinet convient de maintenir le plus étroitement possible le contact avec les agences du gouvernement fédéral impliquées dans la planification de crise pour dissuader l'administration d'une action précipitée qui accroîtrait le risque de déstabilisation de la région. Pour trouver une réponse diplomatique à un blocage éventuel du détroit, il entend appeler les Irakiens à la retenue et les Américains à n'user de moyens militaires qu'à titre de protection. Ils prévoient de revoir avec les seconds les actions diplomatiques devant précéder ou accompagner toute réponse militaire. La visite à venir de John Leahy à Washington et les échanges prévus entre les secrétaires à la Défense et à l'Énergie devraient permettre d'instiller les idées britanniques dans la pensée américaine. En attendant, le FCO recommande à Massachusetts Avenue d'échanger avec le CSN et le département d'État sur la situation sur le front et l'importance de poursuivre les consultations<sup>148</sup>.

Au département d'État, James Placke se veut rassurant sur l'ampleur de l'offensive iranienne, que les analystes américains estiment exagérée. Il confirme que des appels à la retenue ont été envoyés *via* le représentant des intérêts irakiens à Washington et l'ambassadeur Eagleton à Bagdad. Ce seraient cependant moins ces démarches diplomatiques que la crainte d'inefficacité de son aviation qui retient les Irakiens<sup>149</sup>. À Londres, le Cabinet partage ces analyses<sup>150</sup>. La faible probabilité d'une percée profonde iranienne en Irak ne semble pas rendre nécessaire un surcroît de préparations militaires. La réaction des Américains à un blocage de l'approvisionnement en pétrole promet en revanche d'être décisive. Les échecs de leur politique au Liban laissent craindre une surréaction de leur part dans le Golfe.

---

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/5381/4, Howe to Washington, FCO 94, Visit to Gulf by US Threat Assessment Team, 17th January, 1984.

<sup>147</sup> En février, quand l'Irak menace de bombarder des villes iraniennes pour prévenir une offensive à venir, l'Iran menace de représailles. Au déclenchement de l'offensive répond une attaque aérienne irakienne précipitant des frappes iraniennes sur des villes ennemis : HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq, op. cit.*, p. 48.

<sup>148</sup> TNA, PREM 19/1283/22b, Howe to Washington, FCO 334, Possible escalation of the Gulf war, 17th February, 1984.

<sup>149</sup> TNA, PREM 19/1283/22c, Wright to FCO, Washington 586, Possible escalation of the Gulf war, 18th February, 1984.

<sup>150</sup> TNA, PREM 19/1283/25, Goodall to Thatcher, Escalation of the War in the Gulf – OD(EM), 20th February, 1984.



Ces derniers tentent de se montrer rassurant. En cas d'escalade, Washington consulterait ses alliés et les partenaires régionaux. Ils envisageraient également une action onusienne qui impliquerait ainsi Moscou. L'intérêt d'un dialogue bilatéral entre Américains et Soviétiques serait jugé selon les circonstances, étant donné la disproportion de leur présence dans la région et leur divergence de stratégie<sup>151</sup>. La recherche d'une résolution rapide du conflit semble dans l'intérêt des deux belligérants, les Iraniens parce qu'ils voient les Irakiens en supériorité technique et émergeant de leurs difficultés économiques, les Irakiens parce qu'ils deviennent las de la guerre. Il s'agit ainsi de garder l'option onusienne sur la table. Quand les Américains lui déclarent leur intention d'appeler les Irakiens à la retenue tout en veillant à les soutenir financièrement, John Leahy remarque que, même s'ils n'entendent pas les voir disparaître, il y a une marge étroite entre des assurances de soutien et des encouragements effectifs. Alors que le Britannique insiste sur l'importance à donner aux voies de la diplomatie, Jonathan Howe, directeur des affaires politiques et militaires, relève que des mouvements de vaisseaux peuvent envoyer des signaux politiques efficaces. En cas de nécessité, une action militaire devrait être rapide et précise. L'ampleur des questions que soulève l'éventualité conduit les partenaires à convenir une fois encore de la nécessité d'organiser des conversations politiques et militaires que les Américains conditionnent au développement de la situation alors que les Britanniques en ressentent au contraire l'urgence<sup>152</sup>.

La tension entre les partenaires est également perceptible lors de l'entretien entre les secrétaires à la Défense Caspar Weinberger et Michael Heseltine. Lorsque le premier met en avant le danger de diffusion du fondamentalisme islamique dans la région, le second note que peu de choses sont plus à même de l'encourager qu'une présence américaine substantielle sur place. Une telle réaction donnerait aussi aux Soviétiques une raison d'exploiter la situation. Le premier rétorque alors que ce n'est pas un surcroît de présence américaine dans la région qui va renforcer le fondamentalisme, déjà vivace. La différence de positionnement à l'égard de l'Iran éclate également : quand M. Heseltine suggère de répondre à une fermeture du détroit par les Iraniens, en représailles à une interruption de leur capacité de production, par la restauration des conditions la leur permettant, C. Weinberger répond que, même s'ils ne l'ont pas déclenchée, ils semblent se complaire à prolonger la guerre en maintenant des revendications excessives. À la volonté américaine d'action directe répond aussi la préférence britannique pour une initiative des acteurs de la région. M. Heseltine ne manque pas d'ailleurs de rappeler le coût et les échecs du déploiement de la force multinationale au Liban, dont il appelle à méditer l'expérience<sup>153</sup>.

## 2. Les risques de la procrastination britannique

Au mois de mars, un rapport commandé par le Cabinet britannique sur les conséquences d'un surcroît d'escalade dans le Golfe relève que, malgré un échange d'informations générales sur les capaci-

---

<sup>151</sup> TNA, PREM 19/1283/26, Wright to FCO, Washington 588, Iran/Iraq, 20th February, 1984.

<sup>152</sup> TNA, PREM 19/1283/27, Wright to FCO, Washington 617, Iraq/Iran, 23rd February, 1984.

<sup>153</sup> TNA, PREM 19/1283/29, Note for the record of a meeting with the US Defence Secretary, Mr Weinberger, at 0815 on Tuesday 28th February 1984 at Admiralty House, 28th February, 1984.

tés militaires, le soutien logistique, les règles d'engagement et l'organisation du commandement, aucune planification d'urgence n'a été engagée. Celle-ci impliquerait en effet la préparation d'une opération conjointe dans le Golfe. Or, refusant d'avoir les mains liées dans la définition de ses conditions et modalités, Londres exclut l'option d'une force intégrée sous commandement unique.

Les échanges bilatéraux entendent ainsi fonder une meilleure compréhension des intentions du partenaire<sup>154</sup>. Les Britanniques notent que les forces américaines déjà déployées dans la région présentent d'une capacité à escorter les convois, malgré un manque de systèmes de détection et de commandement aéroportés, d'appareils de surveillance maritime, d'interception et d'attaque au sol, de défense aérienne au sol et de force anti-mines. Les Britanniques prévoient d'être sollicités par les Américains, auxquels ils envisagent déjà de fournir des forces anti-mines, des appareils de surveillance maritime Nimrod, des missiles de défense aérienne Rapier et Blowpipe et une assistance de convoyage avec la patrouille Armilla. À une opération conjointe, ils préfèrent des déploiements parallèles et coopératifs. Pour les opérations navales, ils prévoient de convenir avec les Américains des zones géographiques de responsabilités ou une allocation de convois individuels à chaque force nationale. Le rapport regrette cependant que les échanges ne soient toujours pas parvenus à définir les détails du concept opérationnel américain et de l'interface possible entre les forces américaines et britanniques dans une opération coopérative. Il s'agirait aussi de définir un canal militaire de communication permettant d'échanger régulièrement des informations sur les forces militaires pouvant être déployées.

La perspective d'une nouvelle opération iranienne conduit Washington à demander à Londres et à Paris d'accroître leur mobilisation. Grosvenor Square sollicite le déploiement de forces anti-mines en mer Méditerranée ou en mer d'Oman et le renforcement de la présence de la marine britannique pour rassurer les compagnies maritimes. Des exercices militaires pourraient montrer l'intérêt des Occidentaux sans être provocateurs. Les Américains réfléchissent de leurs côtés à des mesures de « dissuasion prudente » et de réponse rapide à une crise, tel le déploiement d'un porte-avions comme plate-forme à des hélicoptères anti-mines. Les Français, comme précédemment, excluent une planification politique, préférant des conversations militaires sous condition de discrétion. Les Britanniques rappellent cependant l'opposition du Parlement à l'implication de Londres dans une aventure militaire et la préférence pour une approche d'abord diplomatique. Londres assure cependant qu'elle ne fera pas défaut à Washington au besoin<sup>155</sup>. Le message est entendu à la Maison-Blanche : Ronald Reagan note dans son journal le 8 mars que l'attitude prudente des Britanniques ne devrait pas les empêcher de s'aligner sur les Américains pour répondre à une fermeture éventuelle du détroit<sup>156</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars, l'attaque par une frappe irakienne du navire-cargo britannique *Charming*, dans les eaux territoriales iraniennes conduit l'ancien secrétaire d'État au FCO David Owen à protester au Parlement qu'une implication britannique dans une soi-disant mission de maintien de la paix sous l'égide des

<sup>154</sup> TNA, PREM 19/1284, Cabinet Office, *The Gulf War: consequences of further escalation or of an Iranian victory*, 5th March, 1984

<sup>155</sup> TNA, PREM 19/1283/2, Wright to FCO, Washington 824, *US Approach on the Gulf*, 8th March, 1984.

<sup>156</sup> REAGAN Ronald, *The Reagan Diaries*, New York, Harper Collins, 2007, p. 224.

États-Unis serait une grave folie avant d'avoir épuisé toutes les voies de la diplomatie<sup>157</sup>. Devant le risque de détérioration de la situation militaire, par le fait des Iraniens à leurs yeux, les Américains appellent pourtant à une action diplomatique et militaire en « tandem ». Le refus de recourir à l'option militaire assez tôt risquerait selon eux de rendre plus difficiles des représailles. Une hésitation à recourir à la force pourrait d'ailleurs réduire l'efficacité de la dissuasion contre le risque de fermeture du détroit. Pour essayer de ménager les deux approches, le FCO suggère à John Thomson de sonder le secrétariat général sur la possibilité de déploiement d'une force navale onusienne afin de maintenir l'ouverture du détroit. La proposition est cependant jugée trop contraignante à mettre en place. Même s'ils doutent de la pertinence de la suggestion américaine de recours précoce à la force des armes, les Britanniques sont conscients de la nécessité de ne pas leur apporter une réponse totalement négative pour ne pas les inciter à interrompre le processus de consultations bilatérales. Londres le juge toujours aussi précieux pour conserver un levier d'appréhension et d'influence sur la politique de son allié<sup>158</sup>.

À Washington, Oliver Wright confirme que, même si l'urgence n'est pas de mise, la réponse apportée par Londres sera reçue avec attention. L'ambassadeur est frappé par le fait que, six mois après Grenade, l'échec des alliés à soutenir la défense de ce que l'administration considérait comme les intérêts des démocraties dans les Caraïbes suscite encore une profonde amertume. Lors de ses interventions en public à travers le pays comme à l'occasion de dîners privés avec des hommes d'affaires lui ont été immanquablement demandées les raisons pour lesquelles Londres n'a pas soutenu Washington sur Grenade alors que Washington avait soutenu Londres sur les Malouines. Dans ce contexte, s'ils donnent l'impression de traîner les pieds, le diplomate avertit qu'il sera de plus en plus difficile pour les Britanniques d'être entendus des Américains et de compter sur eux pour défendre leurs intérêts<sup>159</sup>.

Selon John Coles, secrétaire privé aux Affaires étrangères à Downing Street, si ses liens avec le golfe et ses intérêts dans la région doivent inciter Londres à contribuer à sa défense, l'opinion pourrait y être très réticente à la lumière des expériences de Grenade et du Liban<sup>160</sup>. Le 13 mars, une réunion du Cabinet restreint rappelle la nécessité d'organiser sans délai avec les Américains des conversations politiques pour déterminer les objectifs d'une intervention et la nature des opérations induites. Le secrétaire d'État à la Défense Michael Heseltine se montre réticent à l'envoi en amont d'un dragueur de mine, qui contribuerait à l'augmentation des tensions que l'activisme américain attise. Il craint aussi qu'une réponse prématurée à leurs requêtes incite les Américains à considérer moins sérieusement la nécessité de consulter les Britanniques. Domine cependant aux États-Unis l'impression que les alliés doivent s'impliquer dans la défense du Golfe, dont ils dépendent plus qu'eux pour leur approvisionnement. Le Cabinet donne finalement son aval à l'envoi d'une force anti-mines à Chypre<sup>161</sup>.

Le 15 mars, Margaret Thatcher écrit personnellement à Ronald Reagan pour l'en informer en insis-

<sup>157</sup> OWEN David, *The Charming (Iraqi Attack)*, House of Commons Debates, vol. 55, c. 996, 8th March, 1984.

<sup>158</sup> TNA, PREM 19/1284, Ricketts to Coles, Iran/Iraq, 9th March, 1984

<sup>159</sup> TNA, PREM 19/1284/4, Wright to FCO, Washington 841, US Approach on the Gulf, 9th March, 1984

<sup>160</sup> TNA, PREM 19/1284/6, Coles to Thatcher, The Gulf, 12th March, 1984

<sup>161</sup> TNA, CAB 128/78, Conclusions of Cabinet Meetings, 13th March, 1984.

tant sur la nécessité de ne pas donner à l'Iran ou à l'Irak l'impression de s'attendre à une escalade du conflit. À ce titre, elle décline la demande de déploiement de la patrouille Armilla en mer d'Oman, des manœuvres navales étant déjà prévues dans les semaines à venir. Elle conditionne enfin toute implication supplémentaire à l'organisation de conversations politiques et militaires<sup>162</sup>. Le président répond le lendemain que les différents scénarios d'escalade et leur implication sur les intérêts occidentaux sont alors à l'étude, qui devrait être achevée pour la visite à venir du ministre d'État Richard Luce<sup>163</sup>.

### 3. Les risques de la prévention interalliée

Leur prise de conscience de la nécessité d'opposer une réponse cohérente à la fragilisation de leurs intérêts engage les alliés dans une démarche de dépassement de leurs préventions réciproques. Les 19 et 20 mars, à la tête d'une délégation composée de Michael Legge, du ministère de la Défense, et David Haskell, du département du Moyen-Orient, Richard Luce est reçu par les principaux membres de l'entourage décisionnel américain de politique étrangère. Le ministre d'État assure de la disposition des Britanniques à contribuer à la défense du Golfe, mais rappelle leur attachement à certains paramètres : l'implication maximale des États de la région ; l'épuisement *préalable* [souligné] de toutes les voies diplomatiques ; l'implication du plus grand nombre d'alliés possibles ; la clarification des intentions auprès des Soviétiques ; la corrélation de l'usage de la force à la restauration de la liberté de circulation dans les eaux internationales ; la tenue de conversations les plus franches et exhaustives possible en amont de toute décision. La position des Américains lui semble rassurante : malgré les faibles menaces pesant sur leur approvisionnement énergétique, ils se sont attachés à préparer des mesures sur les fronts diplomatiques, militaires et énergétiques pour parer les conséquences d'un blocage du Golfe. Le ministre d'État relève plusieurs points de convergence : l'implication des pays de la région, malgré la moindre importance accordée aux requête préalable d'assistance ; la maximisation du soutien international (Japon, France, Australie et Nouvelle-Zélande) ; la limitation et le conditionnement de l'usage de la force, les Américains se montrant désireux d'éviter une opération terrestre. L'objectif n'est pas de « donner une leçon aux Iraniens », même si l'idée pourrait être populaire au Congrès. R. Luce note avec satisfaction que l'administration regarde la question de manière rationnelle : ses différentes parties, poussant si souvent dans des directions opposées, s'avèrent pour une fois bien coordonnées.

Demeurent cependant des hiatus potentiels : l'impatience américaine en cas de crise devrait faire peser sur les Britanniques une forte pression pour anticiper une intervention plus que nécessaire ; malgré des assurances contraires, Londres doit s'attendre à voir Washington agir d'abord et consulter ensuite, ou en tout cas au dernier moment ; les règles d'engagement, qui ont posé problème à l'automne 1980 sur le Golfe, ne sont pas définies ; le Pentagone insistera sur la mise en place d'une planification militaire conjointe ; la distinction entre dissuasion et mesures de précaution est une zone grise dans

---

<sup>162</sup> TNA, PREM 19/1284/13, Thatcher to Reagan, 15th March, 1984.

<sup>163</sup> TNA, PREM 19/1284/15, Reagan to Thatcher, 16th March, 1984.

l'esprit des Américains ; leur méconnaissance des liens entre les questions du Golfe et du Proche-Orient risque de nuire à leur réputation dans la région. De retour à Londres, R. Luce se félicite d'avoir dissipé les craintes de voir les Britanniques jouer un rôle bloquant. Il confirme que leur influence sur les Américains restera à l'aune du rôle qu'ils accepteront de jouer. Washington n'en est pas moins conscient des nombreux atouts diplomatiques dans la manche de Londres, notamment en termes de relations avec les pays de la région. Leur désir de prolonger les consultations montre que les Américains sont conscients de l'intérêt qu'ils y ont<sup>164</sup>. L'ambassadeur Wright confirme le succès des conversations, qui auront permis d'établir l'ampleur et les raisons de l'implication et de la prudence britannique pour clarifier les divergences qui pourraient apparaître en cas d'escalade. Ses interlocuteurs lui ont confirmé que la valeur des échanges ne pourrait être qu'accrue par leur prolongement dans le but d'accorder Londres et Washington sur les réponses concrètes à apporter aux scénarios envisagés<sup>165</sup>.

Jusqu'alors, les deux sessions de conversations militaires, menées parallèlement aux échanges politico-militaires, ont échoué à définir les formes d'une planification conjointe. Elles se sont concentrées sur un échange d'informations sur les capacités opérationnelles de chacun. Les Américains ont abordé dans le détail leur concept opérationnel, destiné à maintenir la liberté de la circulation aérienne et maritime dans le Golfe. Pour aller plus loin, notamment sur les règles d'engagement, du commandement et du contrôle, il s'agirait cependant d'aller jusqu'à la définition d'un concept d'opérations conjointes, auquel ne manquerait qu'un accord politique pour devenir un plan opérationnel. Les risques d'une planification conjointe sont connus : être entraîné dans le soutien à une action militaire que Londres ne pourrait pas contrôler ou dans une crise dans laquelle les attentes de Washington seraient déçues. Le ministère de la Défense n'en appelle pas moins à laisser se poursuivre les conversations militaires. En revanche, il s'agit de les circonscrire à des opérations américaines et britanniques, coordonnées mais séparées, sans les faire aboutir à un engagement de part et d'autre. Les Britanniques tiennent en effet à conserver le veto potentiel que permet de ménager la condition d'une approbation politique à une opération militaire. Le Pentagone a du reste clairement manifesté son intérêt pour une coordination militaire renforcée. Le déploiement de la force anti-mines britannique en Méditerranée a de plus apaisé la prévention interalliée. Un recul britannique à cette heure ruinerait les avantages acquis par ce geste britannique ainsi que par la mission d'aplanissement des différends interalliés dirigée par Richard Luce à Washington. Ces conversations permettraient enfin d'identifier ou de clarifier par anticipation les questions complexes qui pourraient être plus difficiles à résoudre au moment d'une crise. Acquis à ces arguments, la Première ministre donne son aval à la poursuite des conversations militaires<sup>166</sup>.

Dans une directive de sécurité nationale publiée le 5 avril pour établir les éléments de positionnement et de réponse au développement de l'escalade dans le golfe Persique, le président Reagan appelle à solliciter des actions de soutien aux efforts déployés pour défendre les intérêts occidentaux dans la

---

<sup>164</sup> TNA, PREM 19/1284, Luce to Howe, Talks with the Americans on the Gulf, 22nd March, 1984

<sup>165</sup> TNA, PREM 19/1284/17, Wright to FCO, Washington 986, Iran/Iraq War: Mr Luce's Visit: US reactions, 23rd March, 1984

<sup>166</sup> TNA, PREM 19/1284/30, Heseltine to Thatcher, Iran/Iraq, 8th May, 1984.

région. Dans cette perspective, le département d'État et le Pentagone sont mandatés pour poursuivre les consultations étroites engagées avec les alliés, Français et Britanniques en premier lieu<sup>167</sup>. La perspective d'une nouvelle offensive iranienne de grande ampleur conduit ainsi l'ambassadeur américain David Abshire à soulever la question de manière alarmante lors du déjeuner hebdomadaire des représentants permanents auprès de l'OTAN. Son intervention prend les alliés par surprise. Le Britannique John Graham, quoique présentant à ses alliés une vision moins pessimiste du risque d'escalade, convient de la nécessité de travailler collectivement sur les mesures à envisager dans la perspective du pire. Il rappelle la position de Londres : accorder la priorité aux voies de la diplomatie ; faire reposer une opération militaire sur une requête d'assistance émanant des partenaires de la région. Il est contraint de rassurer ses alliés européens quant aux intentions des Américains. Sa position d'interface entre les cercles européen et atlantique de la projection de sa puissance permet dans ce cas à Londres de pondérer les préventions interalliées contre les velléités interventionnistes de Washington<sup>168</sup>.

### C. Les impensés des armes chimiques

#### 1. Les soupçons d'implication indirecte

A partir de l'automne 1983, l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, en infraction au protocole de Genève de 1925 les interdisant en temps de guerre, dont Bagdad est pourtant signataire, fait franchir en parallèle un seuil supplémentaire à l'escalade militaire entre les belligérants.

Pour une République islamique acquise à la conviction de leur collusion, certes inégale, avec le régime irakien, la question est rapidement posée de l'implication des Occidentaux dans la vente de ces armes. Selon le représentant permanent iranien à l'ONU Saïd Rajaie-Khorassani, les preuves de leur usage sur le front disparaissent avec le temps, mais son gouvernement a capturé des masques à gaz dans les rangs irakiens. Il envisage ainsi d'en faire la publicité dans les médias américains<sup>169</sup>. Pourtant, quelques jours plus tôt, le ministère irakien des Affaires étrangères a fermement démenti devant John Moberly l'utilisation d'agents chimiques par son pays<sup>170</sup>. L'intérêt croissant de la presse au sujet de la vente présumée d'armes chimiques à l'Irak conduit Téhéran à la condamner publiquement en janvier. Les Britanniques auraient fourni aux Irakiens des kits de protection contre les agents chimiques deux ans auparavant. Or, rappelle le département du Moyen-Orient, il s'agissait de préparations médicales classiques n'incluant pas de vêtements protecteurs ni de masques à gaz. Une autre accusation concerne des bouteilles de nitrate d'argent échouées en France, soi-disant d'un vaisseau irakien ayant appareillé de Liverpool pour le Koweït. Or, le nitrate d'argent en question était en aucun cas d'usage militaire,

---

<sup>167</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 139 [Measures to Improve U.S. Posture and Response to Developments in the Iran-Iraq War] (1)-(3), 5th April, 1984.

<sup>168</sup> TNA, PREM 19/1284/27, Graham to FCO, UKDEL NATO 101, Iran/Iraq: contingency planning, 10th April, 1984.

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/5256/282, Gore-Booth to Haskell, TL UKMIS New York, Iran/Iran, 22nd December, 1983.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/5256/271, Moberly to FCO, Baghdad 776, Iraq/Iran, 17th December, 1983.

mais en route pour l'université émiratie d'Aï Ain<sup>171</sup>. Les dénégations britanniques ne convainquent pas les Iraniens, qui menacent de ne pas laisser impunie cette complicité supposée. Le gouvernement s'en inquiète : à l'importance de lutter contre la prolifération et l'usage de ces agents s'ajoutent les risques pesant sur les ressortissants britanniques vivant dans le Golfe. Craignant que le message n'ait pas assez porté, Londres suggère de renforcer le démenti auprès des autorités iraniennes<sup>172</sup>.

La réaction internationale ne modère pas l'attitude irakienne. Fin février, afin de préparer l'opinion publique à un surcroît des tensions, le porte-parole de l'armée déclare que Bagdad n'écarte pas l'usage d'armes chimiques pour se défendre contre les Iraniens : « les envahisseurs devraient savoir que pour tout insecte nuisible il existe un insecticide capable de les anéantir et l'Irak possède un tel insecticide radical »<sup>173</sup>. Prenant la mesure du danger, les Américains renouvellent auprès des Irakiens l'expression de leurs inquiétudes sur le sujet et précisent leur intention de condamner le recours aux armes chimiques. Informé qu'une entreprise américaine s'appête à exporter vers l'Irak une cargaison de 10 tonnes de fluorure de phosphore utilisable à des fins militaires, Washington exige qu'il soit retenu jusqu'à nouvel ordre, réaffirmant à l'Irak son opposition à son acquisition aux États-Unis<sup>174</sup>.

Le lendemain, à l'invitation des autorités iraniennes, Christopher Rundle se rend à l'hôpital de Téhéran avec d'autres membres du corps diplomatique pour constater les effets des armes chimiques sur les soldats revenus du front : brûlures cutanées et oculaires, infection des poumons et de la moelle osseuse. Les victimes rapportent le largage par l'aviation irakienne de bombes diffusant en explosant une odeur âcre et caustique. Le ministère iranien des Affaires étrangères réfère à un rapport du mouvement Pugwash sur la science et les problèmes internationaux faisant état en 1982 de la vente par la France d'armes chimiques à l'Irak. Il ne mentionne pas le Royaume-Uni, malgré le renouvellement d'accusations à son endroit par des figures dirigeantes de la République islamique. Pour forcer la main à une réaction internationale, le ministère déclare à la demande des Britanniques se trouver en possession de pièces incriminant certains Occidentaux qui pourraient être remises à une mission d'enquête<sup>175</sup>.

Le même jour, le département d'État publie un communiqué condamnant fermement l'usage par l'Irak d'armes chimiques<sup>176</sup>. Le 6 mars, Margaret Thatcher affirme aux Communes que Londres a interrompu sa production d'armes chimiques vingt-cinq ans plus tôt<sup>177</sup>. Les démentis sont fraîchement accueillis à Téhéran. Témoignage de la médiocrité des relations bilatérales, les Iraniens dénoncent les « mensonges de la BBC », qui cherchent seulement à « blanchir l'impérialisme britannique décrépi » ayant livré des armes chimiques à l'Irak, dont ils déclarent disposer de preuves irréfutables<sup>178</sup>. Téhéran déclare de son côté que la condamnation américaine n'est qu'un « doux reproche d'un père à son

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/5658/4, Collins to Haskell, Egerton, Parliamentary Unit, Oral PQ: Iran/Iraq, 20th January, 1984.

<sup>172</sup> TNA, PREM 19/1283/19, Stanley to Luce, 20th January, 1984.

<sup>173</sup> DNSA, NSAEBB82, Eagleton to State, Baghdad 0392, Iraqi Warning re Iranian Offensive, 22nd February, 1983.

<sup>174</sup> DNSA, NSAEBB82, Shultz to Baghdad, State 064124, U.S. Chemical Shipment to Iraq, 4th March, 1983.

<sup>175</sup> TNA, PREM 19/1284, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 145, Iran/Iraq: chemical weapons, 5th March, 1984

<sup>176</sup> DNSA, NSAEBB82, Placke to Ealum, Press Statement: Iraq's Use of Chemical Weapons, 4th March 1984.

<sup>177</sup> THATCHER Margaret, Prime Minister, Oral Answers, *House of Commons Debates*, vol. 55, c. 731, 6th March, 1984.

<sup>178</sup> British Broadcasting Corporation Written Archives Centre (ci-après BBC), British Broadcasting Corporation Summary of World Broadcasts (ci-après BBC-SWB), ME/7584/i, *Tehran Radio*, 6th March, 1984.

« simple ruse destinée à tromper les gens en prétendant ne pas être indifférent à la question »<sup>179</sup>.

Le paradoxe, signe des limites de la rhétorique iranienne, est que les Américains et les Britanniques sont les premiers à être victimes de leur prise de position sur la question. William Eagleton rapporte que Bagdad a réagi vertement au communiqué de presse du département d'État. Le ministre de la Défense Adnan Khairallah rejette les accusations comme « hypocrites » et « partiales », témoignant ainsi d'intentions illégitimes des Américains à l'égard de l'Irak. Rappelant l'usage de l'arme atomique à la fin de la Seconde Guerre mondiale pour réduire les pertes et en accélérer la résolution, Bagdad déclare que les États-Unis sont le dernier pays à être en droit de s'exprimer sur l'éthique de la guerre. Dans un discours diffusé à la télévision, Saddam Hussein va jusqu'à impliquer que leurs critiques de l'Irak démontrent le soutien que les Américains entendent apporter à l'Iran, dans une politique de rapprochement calculé<sup>180</sup>. Quand John Moberly se rend quelques jours plus tard au ministère des Affaires étrangères pour protester contre la frappe ayant touché le navire britannique *Charming*, il est accueilli froidement. Son interlocuteur en décline toute responsabilité. Il se lance en revanche dans une diatribe contre l'attitude du représentant britannique à l'ONU, qui incite selon lui ses collègues à adopter une attitude de fermeté sur le sujet des agents chimiques. L'ambassadeur britannique en conclut que Londres gagnerait à associer à sa condamnation des actes irakiens – nécessaire – des déclarations déplorant le refus intransigeant des Iraniens à embrasser les initiatives en faveur de la paix<sup>181</sup>.

## 2. Les voies de réprobation diplomatique

Sollicité à cet effet le 6 mars par l'ambassadeur iranien à l'ONU, le secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar annonce aux membres du Conseil de sécurité son intention d'envoyer en Iran une mission pour enquêter sur la question. Il renonce à solliciter le soutien du Conseil que de prévisibles objections de Moscou auraient empêché, malgré l'appui que promettaient d'apporter Londres et Washington<sup>182</sup>.

Pourtant, le projet iranien de résolution condamnant l'attitude irakienne devant la Commission des droits de l'homme de l'organisation ne reçoit pas le soutien du département d'État. La mission américaine à New York reçoit la mission de rallier les Occidentaux à une motion de « non-décision » ou de s'abstenir si la motion ne reçoit pas de soutien suffisant. Selon Washington, la commission n'est pas appropriée au traitement de la question. Pour apaiser l'irritation iranienne, cependant, les Américains réitèrent la condamnation sans équivoque de l'infraction de l'Irak à la convention de Genève<sup>183</sup>.

Pendant ce temps, les délégations néerlandaise et britannique travaillent à l'adoption rapide d'une

<sup>179</sup> BBC, BBC-SWB, ME/7587/A/1, Iran and US Condemnation of Chemical Weapons: Gulf Insurance Rates, 6th March, 1984.

<sup>180</sup> DNSA, IG00179, Eagleton to State, Baghdad 0521, Iraq Reacts Angrily to US Condemnation of CW Use, 7th March 1984.

<sup>181</sup> TNA, PREM 19/1284, Moberly to FCO, Baghdad 143, Iran/Iraq: attack on MV *Charming*, 11th March, 1984

<sup>182</sup> TNA, PREM 19/1284, Margetson to FCO, UKMIS New York 233, Iranian allegations on chemical weapons, 8th March, 1984

<sup>183</sup> DNSA, IG00181, Shultz to Baghdad, State 074411, U.N. Human Rights Commission: Item 12: Iranian Resolution on Use of Chemical Weapons by Iraq, 14th March, 1984



résolution par le Conseil à l'occasion de la présentation par le secrétaire général du rapport de la commission d'enquête dépêchée en Iran. Les Britanniques souhaitent en particulier l'inclusion d'un paragraphe réaffirmant les principes de la convention de 1925. Le représentant irakien à New York signifie quant à lui à Jeane Kirkpatrick la « retenue » à laquelle son gouvernement aspire sur le sujet en insistant sur la nécessité de tenir compte du comportement de Téhéran. Sa mission publie un communiqué de presse démentant l'usage d'armes chimiques et blâmant l'Iran pour la poursuite du conflit. L'un des membres de la commission confie que les Iraniens ont produit devant eux des masques à gaz et leurs équipements associés, portant des indications d'origine est-européenne et une inscription en arabe. Les soldats iraniens ont été équipés de masques à gaz et d'atropine, alcaloïde injectable en cas d'exposition aux gaz pour en réduire les effets autrement mortels. L'Iran aurait signifié son souhait de fabriquer ses propres armes chimiques si la communauté internationale échouait à condamner l'Irak<sup>184</sup>.

À Washington, le chargé d'affaires irakien Nizar Hamdoon informe le département d'État que son gouvernement préférerait au vote d'une résolution une déclaration émanant du président du Conseil de sécurité. Une résolution rendrait nécessaires de nombreux compromis qui affaibliraient sa portée sur les armes chimiques quand une déclaration pourrait aborder le sujet en tant que tel. Il recommande que son texte ne réfère pas à un pays en particulier, sur le modèle du rapport de la commission d'enquête mandatée par le secrétaire général. James Placke, qui le reçoit, répond que Washington pourrait accepter une déclaration à condition qu'elle fasse l'unanimité. Le rapport de la commission d'enquête ne mentionnant pas l'origine des armes chimiques, il ne voit pas de pertinence à insister sur ce point<sup>185</sup>.

Le 30 mars, le projet de résolution néerlandais est adopté sans débat sous la forme d'une déclaration présidentielle au Conseil. Il condamne l'usage d'armes chimiques rapporté par la commission et réaffirme son attachement à la convention de Genève. Il condamne toute violation du droit humanitaire international, enjoignant les belligérants à en respecter les principes. Il renouvelle son appel au respect des résolutions, à l'observation d'un cessez-le-feu et à la résolution pacifique des différends<sup>186</sup>.

La réprobation internationale a peu d'effets sur Bagdad. Un article du *New York Times* publie le même jour des renseignements faisant état de la possession par l'Irak de sites de stockage, de production et d'assemblage d'armes chimiques<sup>187</sup>. L'État-major américain aurait été consulté sur la faisabilité d'une frappe aérienne sur chacun, que de nombreux acteurs dans l'administration souhaiteraient voir assumée par Israël. Le Directeur du renseignement aurait lui-même porté le problème à l'attention du président. L'article ajoute que les Irakiens auraient fait l'achat d'équipements de laboratoire destinés à la production de gaz innervant à une entreprise ouest-allemande, malgré les représentations de Washington auprès de Bonn pour annuler le contrat. Le porte-parole du département d'État a cependant

<sup>184</sup> DNSA, IG00190, Kirkpatrick to State, USUN 00626, UN Report on Chemical Weapons Use in Iran/Iraq War: Consideration in Security Council, 28th March, 1984.

<sup>185</sup> DNSA, IG00197, Shultz to Amman, State 94420, Chemical Weapons: Meeting with Iraqi Charge, 6th April, 1984.

<sup>186</sup> DNSA, NSAEBB82, Overmyer to Placke, United Nations Security Council Response to Iranian Chemical Weapons Complaint, Revised Working Paper, 30th March, 1984.

<sup>187</sup> HERSH Seymour, "US Aides Say Iraqis Made Use of a Nerve Gas", *The New York Times*, 30th March, 1984.

démenti que Washington avait envisagé une frappe sur les sites ou consulté Tel Aviv à ce titre<sup>188</sup>. En réaction, le ministre irakien des Affaires étrangères Tariq Aziz écrit à J. Pérez de Cuéllar pour appeler la communauté internationale et le Conseil de sécurité à prendre des mesures afin de dissuader Israël d'organiser une frappe militaire contre les installations industrielles et scientifiques irakiennes<sup>189</sup>.

L'insuffisance de la condamnation internationale des armes chimiques suscite en Iran une irritation prévisible. Celle-ci est d'autant plus forte qu'elle conforte pour Téhéran le parti-pris irakien des États-Unis. Le 5 avril, la directive de sécurité nationale présentant les mesures destinées à répondre au développement de la guerre réitère ainsi la condamnation de l'usage des armes chimiques par les [*sic* !] belligérants. Elle insiste cependant sur la nécessité de dissuader Téhéran de continuer les « tactiques impitoyables et inhumaines » qui ont caractérisé ses offensives<sup>190</sup>. Quant à la campagne de propagande accusant les Britanniques d'avoir fourni des armes chimiques à l'Irak, elle se poursuit à la fin du mois d'avril malgré les démentis successifs de Londres. Le quotidien *Kayhan* rapporte qu'un grand nombre des armes chimiques utilisées par l'Irak auraient été vendues par le Royaume-Uni. L'organe du Parti de la République islamique évoque même des achats à des « compagnies américano-britanniques ». De leurs côtés, les autorités iraniennes considèrent comme insuffisantes les condamnations de Bagdad par Londres, pourtant fermes et réitérées. Le chargé d'affaires Michael Simpson-Orlebar y répond en produisant une copie de déclarations de Margaret Thatcher, de Geoffrey Howe et de Richard Luce. Il ajoute que l'Iran a eu largement le temps d'apporter les preuves censées justifier l'origine britannique des armes utilisées par les Irakiens. Puisque cela n'a toujours pas été fait, il remarque que l'heure est sans doute venue pour l'Iran d'admettre publiquement que ces allégations étaient erronées<sup>191</sup>.

### 3. Les leviers de restriction commerciale

L'annonce de la vente à venir à l'Iran par le Britannique Aldrich Chemical de produits pouvant être utilisés pour la fabrication de gaz moutarde laisse craindre une prolifération des armes chimiques entre les belligérants. Elle conduit les Occidentaux à chercher dans le domaine commercial des leviers visant à limiter leur circulation en amont de leur usage pour contenir ce nouveau degré d'escalade.

Les produits concernés sont le thiodiglycol, utilisé dans l'impression textile, et le chloroéthanol, un intermédiaire chimique nécessaire à la formation du thiodiglycol. Il reste cependant en quantité insuffisante à un usage militaire. Leur exportation n'est par ailleurs pas soumise à autorisation, dans la mesure où leur usage est largement industriel. Au FCO, Geoffrey Howe relève la nécessité d'agir rapidement : la politique britannique de condamnation de l'usage des armes chimiques l'engage à agir en faveur de leur non-prolifération ; Londres a d'ailleurs joué un rôle de premier plan dans leur bannis-

<sup>188</sup> TNA, PREM 19/1284, Wright to FCO, Washington 1075, Iran/Iraq: chemical weapons, 30th March, 1984

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/5658/39, Callan to FCO, Baghdad 206, Iran/Iraq: chemical weapons, 11th April, 1984.

<sup>190</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 139 [Measures to Improve U.S. Posture and Response to Developments in the Iran-Iraq War] (1)-(3), 5th April, 1984.

<sup>191</sup> TNA, PREM 19/1284, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 230, Chemical Weapons, 25th April, 1984.

sement à la Conférence sur le désarmement de Genève, qui serait ruiné par la divulgation d'une telle vente ; enfin, les démentis successifs opposés aux accusations iraniennes de fourniture à l'Irak d'armes chimiques imposent une cohérence de position, au risque de soulever l'indignation des pays arabes.

L'extension précipitée des règles de contrôle à l'exportation est pourtant contestée. Dans le cas de l'Iran, l'usage militaire des composants n'est pas confirmé. L'interdiction de leur vente poserait des problèmes administratifs importants, vue l'importance de leur utilisation par ailleurs. Les autres pays occidentaux ne semblent pas disposés à imposer un embargo. À Washington, la mise en place d'un groupe interministériel pour déterminer les composants pouvant être utilisés sur le front n'augure pas d'une action immédiate. Dans ce contexte, G. Howe suggère d'organiser une réunion interministérielle pour réfléchir aux implications d'une extension du contrôle à l'exportation des produits chimiques<sup>192</sup>.

Au secrétariat d'État au Commerce et à l'Industrie, Norman Tebbit confie son scepticisme sur la pertinence d'une restriction d'exportation des produits chimiques à l'origine bénins mais dont l'usage peut être détourné à des fins malignes : la liste en serait en effet bien longue. À ce titre, les éléments en défaveur d'une exportation du thiodiglycol ne lui semblent pas suffisants en l'état<sup>193</sup>. Pourtant, après discussion informelle avec le FCO, Aldrich Chemical décide finalement de ne pas fournir ce dernier produit, les 700 kg de chloroéthanol, qui suscitent une moindre inquiétude, ayant déjà été expédiés<sup>194</sup>.

À Washington, George Shultz pousse depuis le début du mois de mars en faveur de l'adoption rapide d'un traité international pour bannir la production et l'utilisation des armes chimiques et encadrer l'usage des produits chimiques autorisés entrant aussi dans la composition de gaz innervant. Selon ses mémoires, sa proposition rencontre peu d'enthousiasme : l'Allemagne de l'Ouest est décrite comme indifférente aux effets des produits que ses entreprises exportent ; l'hostilité à une interdiction de la production est forte aux États-Unis<sup>195</sup>. Les limites de la condamnation diplomatique de leur usage donnent pourtant raison à l'esprit de sa proposition. Le 27 mars, l'administration informe Massachusetts Avenue de son intention d'ajouter le fluorure de potassium anhydre, utilisé dans la fabrication de gaz sarin, à la liste des marchandises sous embargo pour des raisons de sécurité nationale au titre de l'Export Administration Act de 1979. Elle envisage des mesures équivalentes sur les produits entrant dans la composition du gaz tabun. Les interdictions porteront en premier lieu sur les exportations vers l'Iran et l'Irak : des mesures de portée extraterritoriale ne sont pas encore à l'ordre du jour. Washington appelle les gouvernements des autres pays fournisseurs à imposer des mesures équivalentes<sup>196</sup>. G. Howe appelle de même son homologue néerlandais à s'engager dans une initiative européenne.

Le 29, au département d'État, James Placke informe le chargé d'affaires irakien Nizar Hamdoon de la mise en place de contrôle à l'exportation des produits chimiques les plus à même d'être utilisés dans

<sup>192</sup> TNA, PREM 19/1284/18, Howe to Tebbit, Iraq/Iran: Chemical Weapons, 23rd March, 1984.

<sup>193</sup> TNA, PREM 19/1284/21, Tebbit to Howe, Iraq/Iran: Chemical Weapons, 26th March, 1984.

<sup>194</sup> TNA, PREM 19/1284/22, Bone to Coles, Iraq/Iran: Chemical Weapons, 30th March, 1984.

<sup>195</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph: Diplomacy, Power and the Victory of the American Ideal. My Years as Secretary of State*, New York, Scribner, 1995, p. 239.

<sup>196</sup> TNA, PREM 19/1284/22, Department of Trade and Industry, Chemical Weapons, 28th March, 1984.

la fabrication d'armes chimiques. L'embargo doit être appliqué aux belligérants à compter du lendemain. Il mentionne que Washington a par deux fois empêché le transfert à l'Irak d'agents chimiques. Le diplomate précise qu'il espère pouvoir compter sur la coopération de Bagdad en la matière pour éviter toute situation embarrassante qui crisperait le développement de la relation bilatérale<sup>197</sup>.

Parallèlement, à Londres, des officiels des départements du Commerce et de l'Industrie, de la Défense et du FCO statuent sur l'intérêt à étendre le contrôle d'exportation aux composants nécessaires à la fabrication d'armes chimiques. Malgré la complexité de la démarche et les contraintes administratives qu'elle fera peser, l'exemple américain incite à des mesures cependant limitées à l'Iran et à l'Irak pour une période limitée dans un premier temps à six mois. Le secrétaire d'État à la Défense Michael Heseltine appelle de son côté à travailler de concert avec l'industrie chimique pour empêcher les belligérants de faire l'acquisition des produits sous embargo par l'intermédiaire de tiers partis<sup>198</sup>.

Dans une volonté de ménager la cohérence et la concurrence transatlantiques, Richard Luce, au FCO, propose d'appliquer les contrôles aux produits sous embargo américain, auxquels il propose d'ajouter le diméthylamine, le chloroéthanol, ainsi que, sous réserve de consultations supplémentaires, le dichlorure de méthylphosphonyle, identifié comme composant du gaz sarin. L'inclusion à la liste du cyanure de sodium et du cyanure de potassium est écarté en raison de leur application commerciale<sup>199</sup>.

La restriction commerciale semble avoir aussi peu d'effet que la réprobation diplomatique. Un rapport de l'Agence de renseignement de la Défense note au mois de septembre que l'Irak devrait continuer à accroître ses forces militaires conventionnelles et chimiques, décrites comme « formidables ». Le pays ne devrait pas, cependant, recourir aux armes chimiques contre Israël, en raison du potentiel de représailles de l'État hébreu. C'est contre l'Iran que leur usage est envisagé, afin de dissuader ses offensives, ou d'y répondre en provoquant un maximum de perte dans ses rangs<sup>200</sup>. En novembre, le bureau des Affaires politiques du département d'État confirme que l'Irak dispose déjà d'un arsenal d'armes chimiques constitué avant les embargos avec le soutien de firmes occidentales. Leur usage a cependant cessé au printemps, témoignant indirectement du succès de la réprobation diplomatique<sup>201</sup>.

### III. Les conséquences conflictuelles de la dissonance diplomatique (1983-1984)

L'efficacité relative des efforts déployés par les Occidentaux pour répondre aux regains de tensions montre la délicatesse de la position dans laquelle les placent leurs rapports respectifs aux belligérants. Comment la relation entre Londres et Washington absorbe-t-elle les dissonances de leurs politiques ?

---

<sup>197</sup> DNSA, IG00197, Shultz to Amman, State 94420, Chemical Weapons: Meeting with Iraqi Charge, 6th April, 1984.

<sup>198</sup> TNA, PREM 19/1284/23, Heseltine to Howe, Iraq/Iran: Chemical Weapons, 30th March, 1984.

<sup>199</sup> TNA, PREM 19/1284, Ricketts to Coles, Iraq/Iran: Supply of Chemical, 10th April, 1984.

<sup>200</sup> DNSA, NSAEBB82, Defense Intelligence Agency Intelligence Report, Defense Estimative Brief: Prospects for Iraq, 25th September, 1984.

<sup>201</sup> DNSA, NSAEBB82, Department of State, Bureau of Politico-Military Affairs Briefing Paper, Iraqi Illegal Use of Chemical Weapons, 16th November, 1984.

## A. La résurgence de l'implication occidentale

### 1. La dialectique des requêtes d'assistance

La persistance au printemps 1984 des menaces pesant sur leurs intérêts et sur leurs partenaires dans le Golfe conduit les Américains et les Britanniques à accorder une attention croissante aux sollicitations d'assistance en émanant. À son retour à Washington, Donald Rumsfeld brosse un tableau alarmant de la situation. Le représentant présidentiel apparaît éprouvé par la situation du Liban. Il rapporte que les dirigeants du Golfe considèrent la doctrine Carter comme un engagement à sauver leurs régimes et à permettre la circulation du pétrole. Or, l'armée américaine ne lui semble pas suffisamment sur le pied de guerre pour pouvoir réagir à une crise en temps utile. Il va jusqu'à craindre que le Golfe dans son ensemble ne connaisse en conséquence de faiblesse le destin de l'Iran<sup>202</sup>.

Au début du mois d'avril, Alan Goulty s'enquiert auprès d'Howard Teicher, qui l'y a accompagné, de la tournée de D. Rumsfeld au Moyen-Orient. Selon H. Teicher, il y a porté le message selon lequel Washington reste prêt à intervenir dans la région à la demande de ses partenaires. L'expérience du Liban ne l'empêchera pas d'honorer ses engagements. À Bagdad, Tariq Aziz s'est montré inquiet de la situation sur le front et affirmatif quant à la volonté irakienne de recourir à tous les moyens pour contrer les invasions iraniennes. Il a salué les efforts déployés par les Américains pour limiter la fourniture d'armes à Téhéran. Au Koweït, au Qatar, à Bahreïn et en Arabie saoudite, l'émissaire présidentiel a promu l'urgence d'un effort de planification en précisant que les Américains pourraient ne pas être en mesure de venir rapidement en aide aux États de la région qui en auraient besoin en l'absence de la réflexion nécessaire en amont. Les Bahreïnais se sont montrés raisonnablement réceptifs, les Saoudiens hésitants, mais les Koweïtiens et les Qatari négatifs. Ces derniers ont même affirmé qu'ils tenteraient de parvenir à un accord avec Téhéran en cas d'accroissement de la menace iranienne<sup>203</sup>.

Les partenaires régionaux embrassent différemment les perspectives d'implication occidentale. De passage à Londres, le cheikh Sabah al-Sabah, ministre koweïtien des Affaires étrangères, fait part au FCO de ses inquiétudes au sujet de la guerre. Il mentionne que l'émirat pourrait en cas d'urgence requérir de Londres des experts et des armes. Il s'enquiert de la possibilité de les obtenir rapidement, si besoin en prélevant sur les réserves britanniques. Il ne semble pas en revanche être en attente d'un engagement de forces. Son intention n'est pas non plus de solliciter les États-Unis, pour lesquels il a réservé, note G. Howe, plusieurs remarques désobligeantes. Mais le cheikh Salim al-Sabah, son collègue de la Défense, ne partage pas cette hostilité au partenaire américain : il se rend d'ailleurs à Washington pour échanger avec Caspar Weinberger au Pentagone sur la planification d'urgence<sup>204</sup>.

La réticence de certains n'empêche pas Washington de prendre la mesure des attentes suscitées par

<sup>202</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph*, op. cit, p. 253.

<sup>203</sup> TNA, FCO 8/5381/32, Goulty to Hendrie, Rumsfeld's tour of the Middle East, 4th April, 1984.

<sup>204</sup> TNA, PREM 19/1284/27, Howe to Heseltine, Iran/Iraq: Kuwaiti Request for Assistance, 6th April, 1984.

le conflit. Étant donné son rôle dominant au sein du CCG et les réponses du roi Fahd à D. Rumsfeld, la directive de sécurité nationale du 5 avril prévoit de formaliser la mise en place avec Riyad de consultations pour planifier l'accès aux infrastructures saoudiennes pour les forces américaines déployées dans la région<sup>205</sup>. Elle prévoit également de travailler avec les pays du Golfe qui s'y montrent réceptif sur les différents scénarios d'escalade et de solliciter un accès aux infrastructures locales en cas d'urgence. Il s'agirait enfin de rechercher un accord sur une planification en amont d'une crise.

La multiplication des attaques sur les convois maritimes à la fin du mois d'avril fait craindre aux pays de la région une intervention militaire de Washington. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, qui a accompagné George Bush à Oman, rapporte à l'ambassadeur britannique Duncan Slater que le sultan et son ministre des Affaires étrangères se sont déclarés en ferme opposition à une implication des forces américaines dans le Golfe : elle conduirait à une augmentation des attaques à l'initiative de l'Iran comme de l'Irak, donc des naufrages. R. Murphy a relevé que les États-Unis se doivent de répondre à la déstabilisation de la situation pour honorer ses engagements sur la liberté de circulation. Pour le ministre omanais, cependant, quelques pertes navales restent préférables à une intervention militaire étrangère<sup>206</sup>.

Les limites de l'hégémonie américaine sont d'ailleurs évoquées par D. Rumsfeld lors d'une réunion du comité restreint du CSN le 30 avril. Il y décrit des pays vulnérables au fondamentalisme islamique et au terrorisme, recherchant des moyens de survie. Cependant, les États-Unis lui semblent mal équipés pour faire face à ces menaces. Les partenaires régionaux semblent avoir une vision exagérée des capacités militaires américaines. Ils ont de plus une position ambiguë à l'égard de Washington. Ils semblent écartelés entre la tentation d'écarter les Américains du Golfe pour ne pas irriter les Iraniens, et l'exigence d'une efficacité du gendarme américain en cas de crise. Leur réticence à s'engager dans une démarche de planification ne saurait par ailleurs permettre à Washington de satisfaire ces attentes<sup>207</sup>.

La détérioration de la situation conduit à la reprise des échanges entre Américains et Britanniques. Le 17 mai, Geoffrey Howe rencontre Kenneth Dam, qui lui fait part des débats séparant à Washington ceux qui craignent l'imminence d'une crise et ceux qui temporent. Les Saoudiens ont par ailleurs informé le département d'État de l'organisation d'une réunion en urgence des pays du CCG, qui pourraient solliciter l'assistance des États-Unis et du Royaume-Uni. Leur préférence irait cependant à une présence américaine « à l'horizon » afin de ne pas provoquer les Iraniens. Porteur d'une lettre du roi Fahd, le prince Bandar a déclaré à G. Shultz que Riyad est prêt à répondre de manière proportionnée à l'escalade dans laquelle s'engagerait Téhéran. Le roi sollicite de Washington une déclaration condamnant les attaques de l'Iran pour le dissuader de les poursuivre. Il requiert enfin une accélération des fournitures militaires, dont il pourrait solliciter une augmentation<sup>208</sup>. K. Dam informe G. Howe que les

<sup>205</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 139 [Measures to Improve U.S. Posture and Response to Developments in the Iran-Iraq War] (1)-(3); 5th April, 1984

<sup>206</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Slater to FCO, Muscat 157, US/Oman Discussions, 20th April, 1984.

<sup>207</sup> RRL, NSC Executive Secretariat: NSPG minutes, National Security Planning Group meeting minute, 30th April, 1984.

<sup>208</sup> TRF, National Security Planning Group Meeting, Escalation in the Gulf War, 17th May, 1984.

Américains sont disposés à porter assistance aux partenaires régionaux mais que l'absence d'accès de leurs forces à la région rendrait une opération difficile, notamment en termes de réapprovisionnement de la flotte aérienne. Les Britanniques en déduisent la nécessité de passer en revue le déploiement de leurs propres forces car elles pourraient être sollicitées sans préavis<sup>209</sup>.

## 2. La remobilisation militaire des alliés

À Washington, lors de la réunion du CSN consacrée le 17 mai au conflit, Robert McFarlane relève les efforts déployés par les alliés pour empêcher une action américaine unilatérale. George Shultz rappelle la nécessité d'épuiser les voies de la diplomatie avant de répondre si besoin aux requêtes des pays de la région. Pour le secrétaire d'État, une intervention des États-Unis devrait de plus disposer dans l'idéal du soutien britannique et français. Edwin Meese, l'un des conseillers du président, en convient : Washington ne saurait intervenir qu'à la demande des partenaires du Golfe et au titre d'un véritable effort international, non pas de manière unilatérale. En cas de nécessité, il s'agirait donc de presser les Français et les Britanniques à soutenir une intervention. Ronald Reagan rappelle à ce titre que Paris et Londres, comme Washington, ont déclaré qu'ils refuseraient de voir le Golfe fermé<sup>210</sup>. Le Cabinet britannique s'inquiète en effet de la multiplication des attaques aériennes ayant pris pour cible des navires koweïtiens et saoudiens. Seule la moitié a pourtant impliqué les Iraniens. Londres s'attend d'ailleurs à ce que Washington demande une accélération de la planification d'urgence conjointe, dans le but possible d'organiser à titre de protection l'escorte des navires marchands dans le Golfe<sup>211</sup>.

Afin de jauger les intentions de leurs alliés, les iraniens de Massachusetts Avenue se rendent auprès d'Arnold Raphel et d'Arnold Kanter au bureau des affaires politiques et militaires du département d'État<sup>212</sup>. Les Américains confient que le CSN a seulement décidé d'encourager les pays amicaux à presser les belligérants à la retenue. Il s'agit également de poursuivre la réflexion sur la planification de crise. Les Saoudiens commencent cependant à perdre patience : l'ambassadeur Bandar a signifié à Washington que Riyad envisage de plus en plus de passer à l'action. Selon A. Raphel, les Saoudiens envisagent des mesures de protection complémentaires et non pas des attaques sur l'Iran. Le général Tixier, secrétaire adjoint pour le Proche Orient et l'Asie du Sud au Pentagone, doit se rendre sur place pour négocier de nouveaux contrats de fourniture d'armement et un approfondissement des échanges sur la planification d'urgence. Sur instruction, les Américains informent les Britanniques que la nécessité d'épuiser tous les recours de la diplomatie ne doit pas conduire à une action onusienne qui rendrait impossible d'autres mesures pouvant être jugées nécessaires. Les États directement concernés doivent préserver leur liberté d'action pour être à même d'exercer leur droit d'auto-défense. Alors que certains pays du Golfe ont déclaré craindre qu'une action onusienne fournisse un paravent à une action mili-

<sup>209</sup> TNA, PREM 19/1284/35, Uffen to FCO, UKDEL OECD 85, Gulf: bilateral meeting with Mr Dam, 17th May, 1984.

<sup>210</sup> TRF, National Security Planning Group Meeting, Escalation in the Gulf War, 17th May, 1984.

<sup>211</sup> TNA, CAB 128/78, Conclusions of Cabinet Meetings, 17th May, 1984.

<sup>212</sup> TNA, PREM 19/1284/35, Wright to FCO, Washington 1561, Attack on Gulf Shipping, 18th May, 1984.

taire américaine, Washington les rassure sur le fait que son implication ne répondrait qu'à une requête de leur part. Dans ce contexte, les Américains réfléchissent à la reprise des échanges sur le golfe avec les Britanniques. Leurs objectifs seraient de travailler sur la stratégie diplomatique et sur les réponses à apporter aux partenaires du golfe désireux de saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU. Les Britanniques se montrent rassurés sur le fait que leurs alliés n'envisagent pas d'action militaire précipitée.

Massachusetts Avenue rapporte à Londres le pessimisme dominant à Washington. Les démarches engagées par William Eagleton pour appeler Bagdad à la retenue n'ont pas été fructueuses et risquent de le rester en l'absence de nouvelle action américaine en faveur des Irakiens. Depuis l'automne, ce sont en effet les perspectives soulevées par le développement des relations diplomatiques entre les deux pays, notamment la construction de l'oléoduc vers la Jordanie et la défense des exportations de pétrole via le Golfe, qui ont convaincu Bagdad de ne pas jouer le jeu de l'escalade militaire. Les Américains doutent de plus que la pression des Saoudiens ou des Koweïtiens se montre efficace, à moins qu'ils ne décident d'interrompre leur aide financière à l'Irak. Bagdad aurait enfin noté avec plaisir que les récentes attaques iraniennes contre les navires saoudiens et koweïtiens aient éloigné les perspectives de rapprochement entre la Maison des Saoud, l'émirat du Golfe et la République islamique.

Le secrétaire d'État adjoint au Proche-Orient James Placke rapporte par ailleurs qu'aucune requête d'assistance militaire n'a été reçue des pays du CCG. S'il n'exclut pas un accroissement de la fourniture d'équipements de surveillance aérienne, il doute cependant que les pays de la région sollicitent un déploiement militaire à moins que l'Iran n'ouvre les hostilités contre l'un d'entre eux. Les États-Unis n'ont d'ailleurs pas procédé à un nouveau déploiement de forces face à la détérioration de la situation. Pour rassurer son interlocuteur, J. Placke conclut en affirmant que l'approche américaine de la crise est proche de la vision qu'en ont les Britanniques. La seule différence qu'il voit entre les deux est le rôle dévolu à l'ONU. Les États-Unis n'entendent pas confisquer aux Nations unies la possibilité d'agir, mais cherchent à éviter de voir leur liberté d'action entravée par des contraintes. Il convient que le thème gagnera à être abordé lors des prochaines conversations bilatérales. Les Britanniques se félicitent de la modération de la position de leurs alliés. Le fait qu'ils y ont insisté en public constitue à leurs yeux un préalable souverain en amont de ce qui pourrait alors devenir un chapitre difficile de la crise dans le Golfe. Ils notent que la débâcle du Liban a eu pour effet de réfréner les velléités interventionnistes de ceux qui auraient pu montrer autrement plus d'enthousiasme pour une action militaire. Ils perçoivent également les effets vertueux de l'ambassade de Richard Luce à Washington et des conversations qui ont suivi avec les officiels du département d'État et du Pentagone, qui rendent justice à la vision que les Britanniques ont des enjeux de leurs « relations spéciales » avec les Américains<sup>213</sup>.

Le 25 mai, une directive de sécurité nationale formalise la politique américaine en réponse à la détérioration de la situation dans le Golfe<sup>214</sup>. Elle annonce la fourniture à Riyad de 400 missiles sol-air

---

<sup>213</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1574, Attack on Gulf Shipping, 19th May, 1984.

<sup>214</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records NSDD 141 [Responding to Escalation in the Iran-Iraq War] (1)-(8), 25th May, 1984



Stinger et d'un soutien de ravitaillement aérien à son aviation afin de perfectionner la défense aérienne du Royaume. Elle mandate les départements d'État et de la Défense pour préparer un document établissant les scénarios d'escalade les plus probables, incluant les attaques sur les bâtiments militaires américains, avions espions AWACS et appareils de ravitaillement, ainsi que les vaisseaux battant pavillon américain. Elle recommande la préparation de réponses militaires appropriées à chaque scénario et leur passage en revue par l'État-major interarmées. Elle demande au département d'État de présenter des recommandations sur la nature et la dimension des consultations préalables à chacune de ces actions que les États-Unis pourraient organiser avec les pays du golfe et leurs alliés occidentaux.

### 3. Le vote de la résolution du Conseil de Sécurité 552 (1<sup>er</sup> juin 1984)

À New York, inquiet devant la détérioration de la situation, Javier Pérez de Cuéllar déclare vouloir agir au titre de l'article 99 de la Charte des Nations unies, qui lui permet d'attirer l'attention du Conseil sur une affaire pouvant mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Après consultation de Washington, la mission américaine nuance l'urgence de la situation. Elle assure aux Britanniques ne pas vouloir décourager une initiative émanant du secrétaire général mais craindre la dimension contraignante d'une démarche onusienne<sup>215</sup>.

Le travail de sappe américain se poursuit sur d'autres fronts. À Koweït, le chargé d'affaires Griffin confie à l'ambassadeur britannique Ramsay Melhuish avoir été mandaté par Washington pour recommander au ministère des Affaires étrangères d'envisager sérieusement les risques d'une approche malciblée du Conseil. L'argument est que son pays serait réticent à soutenir une résolution ne traitant pas les belligérants sur un pied d'égalité. Il refuserait qu'une intervention dans le Golfe soit contrainte par un label onusien ou que soient imposées des sanctions au titre du chapitre VII de la Charte, qui traite des actions possibles en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression<sup>216</sup>.

Les acteurs de la région semblent pourtant déterminés à agir à New York. Le 20 mai, le ministre saoudien des Affaires étrangères convoque les représentants français, américain et britannique à Riyad pour les informer que le CCG compte sur leur soutien à une résolution dans l'esprit du chapitre VII. Il la présente pour les en convaincre comme moins coûteuse qu'une déclaration de guerre à l'Iran. Le Royaume, quant à lui, se défendrait tout seul en cas d'attaques dans ses eaux territoriales<sup>217</sup>. Le lendemain, les représentants des pays du CCG à l'ONU écrivent au président du Conseil de sécurité pour en requérir la réunion en urgence afin de répondre aux attaques iraniennes dans le golfe<sup>218</sup>. Ils veulent sensibiliser la communauté internationale à la crise, protester contre la pratique de tirs à l'aveugle et signifier aux Iraniens que les pays sabotant la paix internationale ne sauraient rester dans l'impunité<sup>219</sup>.

---

<sup>215</sup> TNA, PREM 19/1284, Thomson to FCO, UKMIS New York 55, Attacks on Gulf Shipping, 18th May, 1984.

<sup>216</sup> TNA, PREM 19/1284, Melhuish to FCO, Kuwait 196, Attacks on Gulf Shipping, 20th May, 1984.

<sup>217</sup> TNA, PREM 19/1284, Craig to FCO, Jedda 252, Attacks on Gulf Shipping, 20th May, 1984.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/5658/47, Thomson to FCO, UKMIS New York 518, Attacks on Gulf Shipping, 21st May, 1984.

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/5658/48, Thomson to FCO, UKMIS New York 519, Attacks on Gulf Shipping, 21st May, 1984.

Le département du Moyen-Orient du FCO recommande de réitérer le soutien de Londres au projet de résolution, en insistant sur la nécessité d'en nuancer la forte dimension anti-iranienne<sup>220</sup>. De leurs côtés, les Américains assurent aux Britanniques partager leur appréhension d'une action au Conseil. Ils restent réservés sur la pertinence d'une nouvelle démarche : selon eux, la résolution 540 et l'article 51 de la Charte, qui autorise l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou collective dans le cas d'une « agression armée », offrent les fondations légales adéquates à une action. Ils craignent les limites que pourrait imposer une nouvelle résolution à la liberté d'action des Occidentaux. C'est la raison pour laquelle il s'agit de s'assurer de travailler à ce que son aboutissement soit satisfaisant. Ils conviennent de la partialité du texte, qui isole de manière irréaliste les attaques récentes perpétrées par l'Iran du reste du conflit. Ils entendent ainsi veiller à la proposition d'un texte plus équilibré, appelant les belligérants à cesser les attaques sur les convois. Ils suggèrent d'éviter de mentionner des sanctions qui ne seraient pas applicables et inciteraient les Iraniens à s'opposer à des efforts ultérieurs de médiation onusienne. S'ils entendent rester à l'arrière-plan de la démarche, pour ne pas la disqualifier aux yeux de Téhéran, ils souhaitent néanmoins rester en étroits contacts avec leurs alliés à New York<sup>221</sup>.

Le projet de texte réaffirme la résolution 540, condamne les attaques iraniennes et appelle le Conseil à considérer des mesures au titre du chapitre VII en cas d'attaques ultérieures. Le représentant irakien insiste sur la mention de la référence au chapitre VII, des menaces pesant sur la paix et la sécurité internationale, d'une condamnation de l'Iran et de la défense de la liberté de circulation. De leurs côtés, les Américains préféreraient éviter un appel des autres pays à la retenue mais se déclarent avec réticence prêts à accepter une formule discrète répondant aux exigences soviétiques sur le sujet<sup>222</sup>. De Londres, le FCO considère qu'il pourrait être nécessaire de « pencher un peu contre l'Iran », mais recommande à sa mission de ne pas s'engager au premier plan pour édulcorer des textes inacceptables. L'idée serait de pointer du doigt les récentes attaques iraniennes contre les vaisseaux du CCG, sans totalement ignorer les responsabilités irakiennes dans l'extension de la guerre à l'échelle du Golfe<sup>223</sup>.

Avec le soutien discret des Américains, les Britanniques se lancent ainsi dans un travail de modération en arrière-plan de l'initiative. Au ministre qatari des Affaires étrangères, qui lui déclare vouloir un texte fort, sans lequel la résolution n'aurait aucun effet sur l'Iran, le ministre d'État Richard Luce fait remarquer qu'un texte partisan donnerait à Téhéran une excuse pour le balayer d'un revers de main, ruinant de la sorte toute possibilité pour l'ONU de jouer un rôle de médiateur à l'avenir. Des sanctions risqueraient de plus d'être contreproductives, en ralliant le peuple iranien à l'ayatollah dans son hostilité à la communauté internationale<sup>224</sup>. Le même discours est tenu au chef de la diplomatie bahreïni<sup>225</sup>.

Le 24 mai, le représentant iranien présente les amendements aux textes suggérés par son gouver-

---

<sup>220</sup> TNA, FCO 8/5658/54, Collins to Leahy, Attacks on Shipping in the Gulf, 21st May, 1984.

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/5658/50, Wright to FCO, Washington 1600, Attacks on Shipping in the Gulf, 21st May, 1984.

<sup>222</sup> TNA, FCO 8/5658/51, Thomson to FCO, UKMIS New York 527, Security Council, 22nd May, 1984.

<sup>223</sup> TNA, FCO 8/5659/68, Howe to UKMIS New York, FCO 276, Security Council, 23rd May, 1984.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/5659/66, Howe to UKMIS New York, FCO 277, Attacks on Gulf Shipping, 23rd May, 1984.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/5659/71, Howe to Bahrain, FCO 75, Threat to Gulf Shipping, 25th May, 1984.

nement, qui réaffirment l'identité « Persique » du Golfe tout en corrigeant la spécificité iranienne des attaques perpétrées. Les Britanniques saluent la démarche, qui arrive au début du processus de négociation, alors qu'elle avait eu lieu *in extremis* au mois d'octobre<sup>226</sup>. Le FCO recommande d'attendre les réactions françaises et américains avant d'élaborer un compromis entre les textes<sup>227</sup>. En attendant, Riyad insiste sur la nécessité de distinguer les attaques irakiennes sur les convois entrant dans une zone de guerre et les attaques iraniennes sur des navires de pays non-belligérants dans leurs eaux territoriales. Il appelle Londres par la même occasion à soutenir les efforts des pays du Golfe pour obtenir une résolution « claire et efficace », soit partisane<sup>228</sup>. Les Irakiens font du reste savoir qu'ils refuseraient d'être mis sur un pied d'égalité avec les Iraniens lors des débats au Conseil<sup>229</sup>.

Le travail de modération commence néanmoins à porter ses fruits. Les Koweïtiens font circuler un nouveau texte édulcorant les allusions langagières au chapitre VII et supprimant les références directes à l'Iran : Téhéran n'est plus « fermement » condamné pour ses attaques<sup>230</sup>. Le secrétaire d'État Shultz informe son homologue bahreïni que les États-Unis pourraient soutenir la résolution en l'état. La mission américaine à l'ONU fait cependant savoir qu'elle souhaiterait y apporter des modifications, accroissant la pression sur les Britanniques pour qu'ils présentent leur position<sup>231</sup>. Or, le sentiment est répandu chez les membres non-alignés du Conseil que le texte proposé par le CCG favorise l'Irak et risque d'avoir un effet contre-productif sur l'Iran. Pour J. Thomson, le vote d'une nouvelle résolution ne devrait pas changer la situation, les Irakiens ayant déclaré qu'ils continueraient d'attaquer les convois maritimes<sup>232</sup>. Au FCO, Stephen Egerton regrette néanmoins qu'il mentionne toujours nommément les Iraniens et conserve un langage dans l'esprit du chapitre VII. Si G. Shultz a « trahi la cause », note le sous-secrétaire d'État adjoint en charge du Moyen-Orient, la tâche pour Londres sera difficile<sup>233</sup>. De Téhéran, Michael Simpson-Orlebar confirme que le vote de ce texte risque d'épuiser la possibilité que l'Iran renonce à des représailles si l'Irak continue de s'attaquer aux convois malgré le passage d'une autre résolution plus équilibrée ; d'accroître le risque de pression iranienne sur les pays de la région pour les sanctionner de leur soutien à Bagdad ; d'achever la désillusion de Téhéran à l'égard du Conseil. Malgré les pressions que fait peser Washington sur Londres pour suivre le mouvement, le chargé d'affaires recommande donc au FCO un alignement sur l'abstention prônée par les non-alignés<sup>234</sup>.

Lors de son intervention devant le Conseil, le 30 mai, le nouvel adjoint de Jeane Kirkpatrick, José Sorzano, déplore l'installation du conflit dans la durée et la détérioration de la situation dans la région. Rappelant que l'Irak a accepté la résolution 540, il réitère l'importance à défendre la liberté de circula-

<sup>226</sup> TNA, FCO 8/5659/61, Thomson to FCO, UKMIS New York 541, Attacks on Gulf Shipping, 24th May, 1984.

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/5659/72, Howe to UKMIS New York, FCO 284, Attacks on Gulf Shipping, 25th May, 1984.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/5659/67, Craig to FCO, Jedda 268, Attacks on Gulf Shipping: Security Council: Saudi Approach, 27th May, 1984.

<sup>229</sup> TNA, PREM 19/1284, Howe to Washington, FCO, Iran/Iraq: Attacks on Shipping SitRep, 28th May, 1984.

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/5659/76, Thomson to FCO, UKMIS New York 550, Attacks on Gulf Shipping, 28th May, 1984.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/5659/81, Thomson to FCO, UKMIS New York 558, Attacks on Gulf Shipping, 29th May, 1984.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/5659/83, Thomson to FCO, UKMIS New York 560, Attacks on Gulf Shipping, 29th May, 1984.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/5659/85, Egerton to Leahy, Security Council: Attacks on Gulf Shipping, 29th May, 1984.

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/5659/90, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 307, Attacks on Gulf Shipping, 30th May, 1984.

tion dans le golfe et apporte ainsi son soutien à l'initiative du CCG pour inciter le Conseil à prendre les mesures nécessaires contre les attaques dans leurs eaux territoriales et les eaux internationales<sup>235</sup>. De son côté, J. Thomson temporise en condamnant les attaques irakiennes contre les convois à destination de l'Iran dans les eaux internationales et récusant leur justification au titre de l'auto-défense. Le représentant britannique appelle ainsi à la cessation de l'ensemble des attaques et au cessez-le-feu<sup>236</sup>.

La pression que font peser sur Londres les pays du Golfe finit par porter ses fruits. Le texte amendé est adopté le 1<sup>er</sup> juin, sous présidence britannique, par 13 voix et deux abstentions (le Nicaragua, qui déplore que le texte laisse la porte ouverte à une intervention extérieure, et le Zimbabwe, qui regrette que la résolution n'évoque pas les causes du conflit). Malgré la satisfaction des pays arabes, qui ont réussi à gagner à leur cause la plupart des pays non-alignés, les membres du Conseil s'accordent sur le fait que la résolution n'est aucunement à même de contribuer à la résolution du conflit. Le représentant permanent britannique se satisfait pourtant du fait que l'institution ne sorte pas affaiblie de l'exercice. Le consensus du Conseil sur le devoir incombant aux belligérants d'achever la guerre, le besoin de prévenir une escalade et la nécessité de ne pas impliquer de tiers-partis pave la voie à une résolution du conflit. Les Britanniques ont enfin permis à leurs partenaires d'obtenir les neuf voix nécessaires à leur démarche, cependant que les Iraniens ont salué les efforts déployés par Londres, de concert avec les pays non-alignés, pour intégrer un paragraphe au sujet de la liberté de navigation dans le Golfe. Les Irakiens ont pourtant signifié qu'ils n'entendent pas renoncer aux attaques sur les convois et les belligérants n'ont pas changé d'attitude. La démarche onusienne a donc apaisé la crise, sans la résoudre<sup>237</sup>.

## **B. La récurrence de crispations commerciales**

### **1. La mise en place de l'opération *Staunch***

Dans un contexte de dégradation continue de la situation dans le golfe Persique au cours de l'année 1984, l'incohérence et la dissonance de la politique iranienne des Américains et des Britanniques dans le domaine commercial contribue également à la crispation de la triangulation diplomatique.

Si la politique de restriction du transfert d'armes à l'Iran est officialisée en décembre 1983, elle répond à l'accroissement des tensions induites par l'escalade militaire dans le Golfe. George Shultz rapporte dans ses mémoires que Washington s'emploie dès le printemps à limiter les flux d'armes vers l'Iran<sup>238</sup>. L'opération, bientôt connue sous le nom de *Staunch* (« étancher »), est le pendant de l'octroi de crédits d'exportation à Bagdad, dans le cadre de l'affirmation d'une « préférence irakienne ».

L'enjeu est sensible. En janvier, le directeur-adjoint des affaires juridiques à la CIA, George Jame-son, enquête auprès du département d'État pour déterminer s'il existe des restrictions légales à la four-

<sup>235</sup> TNA, FCO 8/5659/95, Thomson to FCO, UKMIS New York 569, Attacks on Gulf Shipping, 30th May, 1984.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/5659/96, Thomson to FCO, UKMIS New York 570, Attacks on Gulf Shipping, 30th May, 1984.

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/5659/111, Thomson to FCO, UKMIS New York 580, Attacks on Gulf Shipping, 1st June, 1984.

<sup>238</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph*, *op. cit.*, p. 237.

niture par Langley d'équipements à l'Iran. Contre toute attente, la réponse est négative. Les lois américaines n'interdisent que les transferts privés d'articles de défense relevant de la Liste des munitions établie pour contrôler par l'octroi de licence la vente des produits, services et technologies relevant de la défense, malgré l'existence d'une politique d'embargo destinée à prévenir toute infraction à la neutralité américaine. Les restrictions concernant Téhéran relèvent des lois de contrôle à l'exportation, qui n'interdisent pas toutes les exportations mais établissent un mécanisme d'autorisation des transferts par des parties privées au cas par cas. Par ailleurs, le National Security Act 1947 autorise la CIA à transférer des armes indépendamment des textes qui pourraient les interdire. En revanche, la fourniture d'armes à l'Iran pourrait être considérée comme une action rompant la position officielle de neutralité. Un quelconque commerce de l'Agence avec l'Iran affaiblirait ainsi la position de l'administration<sup>239</sup>.

L'intransigeance de Téhéran, notamment son rejet des démarches diplomatiques, conduit Washington à envisager de nouveaux moyens de pression. L'opération *Staunch* est formalisée par l'envoi aux ambassades américaines d'instructions pour en promouvoir les logiques auprès des gouvernements de leurs pays-hôtes<sup>240</sup>. Son texte invoque la supériorité militaire et la volonté de l'Iran d'imposer un changement de gouvernement en Irak ; le danger constitué par une défaite de l'Irak pour les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires dans la région ; l'usage par l'Iran de la violence pour diffuser la révolution de l'Irak au Liban ; le fait que certains pays n'appliquent pas la politique américaine d'embargo sur les armes. Indépendamment des responsabilités de chacun dans le déclenchement et la prolongation du conflit, le refus de l'Iran de se conformer aux résolutions onusiennes justifie selon Washington la cessation du transfert à l'Iran de matériel militaire jusqu'à la mise en place d'un cessez-le-feu. Il s'agit pour les autres pays d'étendre la portée de leur droit au commerce développé par des parties privées via des pays-tiers. Washington envisage d'interdire l'exportation de produits ne relevant pas de la Liste de contrôle des munitions mais nourrissant la machine militaire iranienne. Les Britanniques prennent note des instructions avec leur prudence habituelle et n'envisagent d'y répondre à leur allié qu'après en avoir soigneusement considéré les implications. Ils déclarent craindre cependant que Washington ne suscite l'intransigeance de l'Iran et obtienne ainsi le pire des deux maux<sup>241</sup>.

La mise en œuvre de l'opération *Staunch* aurait de lourdes conséquences pour Londres. Lors de la révolution, 74 contrats d'armement ont été interrompus. Approchés par les Iraniens dès 1981, les Britanniques ont négocié la reprise de 36 d'entre eux. Elle doit permettre, outre un gain politique et économique immédiat, l'ouverture du dialogue au sujet des autres contrats, dont certains sont d'une valeur substantielle. Les avantages commerciaux sont cependant soumis à la politique de neutralité entre les belligérants, qui interdit de leur vendre des produits létaux, sans qu'une liste ne définisse précisément la portée de la restriction. À l'approche américaine, les Britanniques opposent enfin l'importance de conserver avec les Iraniens des canaux de communication que les contrats en question favorisent.

---

<sup>239</sup> CWIHP, Jameson to Sporkin, Restrictions on Exports to Iran, 7th January, 1983.

<sup>240</sup> DNSA, Shultz to American embassies, State 353843, *Staunching Iran's exports of Westerns arms and urging restraint on Iraq*, 14th December, 1983.

<sup>241</sup> TNA, PREM 19/1283, Howe to Washington, *Possible Escalation of the Iran/Iraq War*, 14th December, 1983.

Dans ce contexte, une décision doit être prise au sujet de deux navires de ravitaillement sur le point d'être livrés par le constructeur Yarrow, qui ne rentrent pas dans le cadre de la stricte létalité. Le gouvernement a consenti à l'automne 1983 à procéder à leur livraison. Le reste du contrat couvrait des produits dits létaux, d'une valeur de 460 000 livres sterling, sur un contrat d'une valeur de 11 millions<sup>242</sup>. Arabes et Américains, ont signifié leur ferme opposition à la livraison des pièces, même non-létales, pendant la durée des hostilités. Or, à Téhéran, Michael Simson-Orlebar rappelle à quel point les Iraniens considèrent cette promesse de livraison comme un gage de la bonne foi britannique<sup>243</sup>.

Pendant ce temps, au département d'État, est posée au contraire la question de l'allègement des restrictions sur les exportations vers l'Irak. La mesure pourrait accroître la marge de manœuvre américaine vis-à-vis de Bagdad et de la défense de l'équilibre stratégique régional. L'embargo partait du principe que le commerce contribuait à nourrir le risque d'escalade. Or, ses conséquences économiques et sociales ont été lourdes. Le retournement de la situation sur le front justifie ainsi pour les Américains la levée des restrictions vers l'Irak. Cependant, parallèlement au renforcement des contrôles vers l'Iran, elle pourrait nourrir l'impression de « préférence irakienne ». Ses gains politiques et économiques sont jugés supérieurs à son risque diplomatique : les Américains jugent « gérables » les critiques que pourraient opposer les alliés auxquels Washington demande la cessation de leurs exportations vers l'Iran<sup>244</sup>.

La mise en œuvre de l'opération *Staunch* crispe la relation entre les alliés. La révélation du contrat Yarrow suscite la colère à Washington. Le 22 février Richard Fairbanks, en charge de l'opération reçoit John Leahy. Londres se défend d'avoir cessé les exportations d'articles létaux vers les belligérants en vertu de sa politique de neutralité. En l'absence de définition juridique de la notion de létalité, une interprétation plus libérale en a été faite pour l'Irak que pour l'Iran. Aucun produit militaire significatif n'a été exporté vers Téhéran. Cependant, Londres a la ferme intention d'exporter les navires Yarrow, qui ne sauraient à ses yeux affecter le conflit. La question ne semble pas préoccuper R. Fairbanks. Il répond que l'opération est surtout dirigée contre d'autres alliés européens, dont les échanges avec Téhéran pourraient accroître ses capacités militaires. Il compte sur Londres pour user de son influence afin de les restreindre. En attendant, J. Leahy lui assure que Londres n'a pas l'intention de vendre des mines, des bateaux de patrouille, des munitions ou des canons de fusils. La vente de pièces automobiles et électriques pour véhicules blindés devrait quant à elle faire l'objet de débat. R. Fairbanks en convient et présente ses excuses pour le malaise diplomatique causé par les révélations de la presse<sup>245</sup>.

## 2. La mise en balance des enjeux

L'initiative américaine impose aux Britanniques une mise en balance des enjeux – économiques, sociaux, politiques, diplomatiques – de la restriction du commerce avec l'Iran. À la fin du mois de

<sup>242</sup> TNA, PREM 19/1315/1, Goodall to Coles, Iran/Iraq: Supplies of Defence Equipment, 20th January, 1984.

<sup>243</sup> TNA, PREM 19/1315/1, Howe to Thatcher, Iran/Iraq: Supplies of Defence Equipment, 25th January, 1984.

<sup>244</sup> DNSA, NSAEBB82, Schneider to Shultz, Easing Restrictions on Exports to Iraq, 30th January, 1984.

<sup>245</sup> TNA, PREM 19/1315, Wright to FCO, Washington 618, Arms sales to Iran, 23rd February, 1984.

mars, Michael Heseltine rappelle à Geoffrey Howe l'urgence de statuer sur l'octroi à l'industriel Wallop d'une autorisation d'exportation afin d'honorer un contrat de vente à l'Iran du système de défense naval lanceur de contre-mesures Barricade<sup>246</sup>. Après en avoir reçu l'autorisation du gouvernement, l'entreprise a négocié la vente de 15 systèmes, pour une valeur de 7,85 millions de livres sterling, dont la livraison doit débiter au mois de mars 1984. L'entreprise a jusqu'alors investi 4 millions de livres sterling et promis une garantie de 400 000 livres sterling en cas d'incapacité à honorer le contrat.

L'efficacité du système est considérée comme relative mais peut limiter les effets des missiles anti-navires britanniques contre les embarcations exploitées par les Iraniens. Or, la dégradation de la situation dans le Golfe ne permet plus d'exclure la possibilité d'un engagement de la flotte britannique. La fourniture aux Iraniens d'un système contre-mesures serait ainsi difficile à justifier. Mais M. Heseltine relève que Téhéran pourrait se le procurer ailleurs en cas de rupture du contrat. Refuser l'autorisation d'exportation, en plus de provoquer l'ire de l'Iran, conduirait Wallop à la banqueroute. En revanche, aux critiques que soulèverait la livraison, notamment aux États-Unis, pourrait être répondu que le système est d'une capacité limitée, ne serait pas opérationnel avant 6 mois et resterait disponible auprès d'autres fournisseurs. Si la raison militaire va contre la livraison, la dimension défensive du système ne rend pas sa cession incohérente avec la neutralité britannique. Le secrétaire d'État à la Défense penche ainsi en faveur d'une fourniture, à défaut de laquelle une compensation devrait être envisagée.

Pour G. Howe, en circonstances habituelles, décision pourrait être prise d'autoriser la livraison du matériel. Cependant, elle paraît inopportune étant donné les discussions ayant lieu en parallèle avec les Américains pour trouver des réponses à la fermeture du détroit. La possession par l'Iran du système de défense pose d'autant plus problème que Téhéran envisage de recourir à des attaques-suicides sur les flottes adverse, rendant problématique l'accroissement de l'efficacité de ses propres forces. Au nom de ces implications potentielles pour les Britanniques et leurs alliés, G. Howe écarte donc la livraison<sup>247</sup>.

De manière intéressante, pour le chancelier du duché de Lancastre, Arthur Cockfield, la variable américaine est négligeable, dans la mesure où Washington ne s'est pas privé, pendant la crise des Malouines, de livrer des armes à Buenos Aires. En revanche, l'interdiction de livrer des équipements militaires aux belligérants devrait s'appliquer. La distinction esquissée par M. Heseltine entre équipements défensif et offensif lui semble inopérante, car ce système dit défensif permettrait à un autre matériel dit offensif d'opérer sans obstacle. Il remet ainsi en question la pertinence à avoir accordé l'autorisation d'exportation à l'origine. La meilleure solution serait en l'espèce de ne pas autoriser la livraison du matériel, même si une compensation doit être réglée<sup>248</sup>. C'est la décision finalement retenue, dans une logique permettant de ménager la ligne de neutralité, la susceptibilité de l'allié et la survie du constructeur : le gouvernement lui évite la banqueroute en faisant l'achat des systèmes déjà produits<sup>249</sup>.

---

<sup>246</sup> TNA, PREM 19/1315/17, Heseltine to Howe, Supplies of Defence Equipment to Iran, 23rd March, 1984.

<sup>247</sup> TNA, PREM 19/1315/18, Howe to Heseltine, Supplies of Defence Equipment to Iran, 28th March, 1984.

<sup>248</sup> TNA, PREM 19/1315/20, Cockfield to Howe, Supply of Defence Equipment to Iran, 30th March, 1984.

<sup>249</sup> TNA, FCO 8/5911/8, Defence Sales to Iran/Iraq, Summary Record of Meeting of the Inter-Departmental Committee on 8 February, 9th February, 1984.

Lors des conversations de la fin du mois de mai, les Américains reviennent sur la politique britannique en matière de ventes d'armes et s'enquière du devenir des vaisseaux Yarrow et du pétrolier-ravitailleur Kharg, dont la livraison à l'Iran avait été remise en question par la révolution. David Haskell, pour le département du Moyen-Orient, relève que le montant des ventes d'équipement de défense à l'Iran ne s'élève qu'à 10 millions de livres sterling, en y incluant les moteurs d'avion civil, pièces de radars civils et signaux de détresse. Il ajoute que l'interprétation de la notion de létalité a été renforcée, comme le montre l'annulation de la livraison des systèmes Barricade. Depuis la résolution de la prise d'otages, décision a cependant été prise de livrer le Kharg à l'Iran, contre la promesse qu'il ne serait pas utilisé sur le front. Il s'agit d'ailleurs, précise le diplomate, d'un vaisseau de ravitaillement pour les navires en eaux profondes, et sa mise en service ne pourrait pas avoir lieu avant plusieurs mois.

La question des vaisseaux Yarrow est plus délicate. L'importance des pénalités induites a convaincu Londres d'autoriser sa livraison, contre une promesse équivalente. Quant à la remise des pièces de véhicules blindés déjà réglées, elle est toujours en discussion. Chaque catégorie de pièces est contrôlée pour s'assurer de sa non-létalité. Les Iraniens ont consenti à procéder ainsi par négociation plutôt que par arbitrage. Pour répondre aux directives américaines, les Britanniques veillent aussi à ralentir leur processus de décision. Le département d'État en prend note en mentionnant que Washington est en train de revoir les contrôles législatifs sur le commerce vers l'Iran afin d'y soumettre tous les produits pouvant avoir une application militaire. L'arrivée à expiration de l'Export Administration Act conduit cependant le Congrès à faire pression sur la branche exécutive pour réduire sa capacité à imposer des contrôles sur le commerce. Elle ne devrait ainsi pas s'attacher dans l'immédiat à agir dans ce but.

### 3. La mise en doute de la confiance

La mise en place de l'opération Staunch contribue à aviver dans le domaine commercial les angles aigus de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. En mai 1984, un télégramme adressé à Massachusetts Avenue témoigne de la réaction des Britanniques à l'attitude des Américains, décrite comme malvenue. La campagne de pression qu'ils ont engagée sur le FCO et le ministère de la Défense est perçue comme excessive et pesante. Des révélations dans la presse ont fait état en février de manière erronée, mais sur la base de sources officielles, de la livraison de moteurs et de pièces de missiles à l'Iran. Le 2 avril, George Shultz a déclaré au *Times* que l'attitude de Londres sur le sujet de la fourniture d'armes à Téhéran n'était pas positive. Le gouvernement britannique, sans formellement protester, en a pris note et ombrage. Trois semaines plus tard à peine, lors de sa visite en Jordanie, le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient Richard Murphy aurait assuré au roi Hussein que des pièces militaires britanniques étaient vendues à l'Iran. Or, la vente du lot lié au contrat Yarrow n'avait pas été livré. L'allusion a laissé l'impression d'un contrat d'une importance exagérée.

Dans un élan excédé, G. Howe demande à Massachusetts Avenue de signifier son irritation auprès des départements d'État et de la Défense quant à la zizanie (« mischief-making ») que les États-Unis



semblent vouloir installer entre le Royaume-Uni et ses partenaires arabes. Il s'agit de réfuter la suggestion selon laquelle Londres fournirait à Téhéran des équipements accroissant significativement son potentiel militaire. Il rappelle que les contrats d'équipement de défense vers l'Iran entre 1980 et 1983 se chiffrent à 10 millions de livres sterling. À titre de comparaison, le montant des exportations militaires du Royaume-Uni s'élevait à 1,5 milliards de livres sterling en 1983 et 0,8 milliards en 1984<sup>250</sup>. G. Howe requiert en échange une estimation du montant des exportations américaines de la catégorie sur la période. Il ajoute que les Britanniques ont renoncé à des opportunités d'exportations, concernant par exemple 300 moteurs de char Chieftain et 15 systèmes Barricades pour navires iraniens. En revanche, ils ont eu connaissance de l'arrivée en Iran d'armes d'origine américaine, notamment *via* Israël. Le FCO demande des comptes sur les mesures envisagées pour juguler ces flux.

Le ton est raide. G. Howe rappelle les efforts déployés par Londres pour expliquer sa position sur les ventes d'armes et pour appuyer la réflexion de Washington sur la planification d'urgence. Dans ce contexte, il n'entend pas être dénigré par son allié devant leurs partenaires arabes. Il ajoute que la propension de soi-disant « officiels » à divulguer à la presse des versions déformées d'informations confidentielles pourrait inciter les Britanniques à revoir à l'avenir leur contribution aux échanges de renseignement, menaçant ainsi de remettre en question le cœur de la « spécialité » du bilatéralisme<sup>251</sup>.

La question est abordée par Derek Thomas avec R. Murphy. Ce dernier assure que Washington enquête sur les allégations de dispersion d'armes américaines en Iran<sup>252</sup>. Trois semaines plus tard, lors de son entretien avec G. Howe, Caspar Weinberger rappelle l'urgence à tarir les flux d'armes vers l'Iran<sup>253</sup>. Le secrétaire d'État britannique ne se prive pas de lui répondre que le porte-parole de la Ligue arabe a indiqué que du matériel fabriqué aux États-Unis continuait à être acheminé vers l'Iran. Le secrétaire à la Défense évoque des équipements datant de la guerre du Vietnam, qui ont pu être fourni par des intermédiaires et s'enquiert pour toute réponse des vaisseaux fabriqués au Royaume-Uni pour l'Iran. Pour achever ce ping-pong interallié, G. Howe rappelle que les contrats Kharg et Yarrow étaient depuis longtemps en suspens et que leur portée militaire reste négligeable.

Au mois de juillet, Margaret Thatcher finit par donner son aval à la livraison des articles non-létaux liés au contrat Yarrow à condition que l'Iran ne relance pas d'offensives<sup>254</sup>. Oliver Wright est chargé d'en informer Washington. Il rappelle la non-létalité des pièces et l'ancienneté du contrat. Les Américains répondent qu'ils poursuivront les efforts déployés pour entraver l'approvisionnement de l'Iran, qui ont pu contribuer aux difficultés logistiques ayant conduit au report de l'offensive prévue. Interrogé sur la raison du choix du moment de la décision, l'ambassadeur répond que le renforcement des défenses irakiennes a fourni l'occasion idéale pour solder les contrats en suspens, qui ne devraient pas

<sup>250</sup> Defence and Security Exports [en ligne], UK Government [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.gov.uk/government/statistics/uk-defence-and-security-exports-for-2020/uk-defence-and-security-export-statistics-for-2020>.

<sup>251</sup> TNA, PREM 19/1315/30, Howe to Washington, FCO 826, Arms Sales to Iran, 3rd May, 1984.

<sup>252</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1640, The Gulf: US policy, 25th May, 1984.

<sup>253</sup> TNA, PREM 19/1284, Wright to FCO, Washington 1670, Secretary of State's Meeting with Secretary Weinberger: Gulf, 29th May, 1984.

<sup>254</sup> TNA, PREM 19/1315, Powell to Mottram, Iran: Supplies of Defence Equipment, 26th July, 1984.

remettre en question le rapport de forces sur le front. Il note au passage que Washington a agi dans ce sens au sujet de pièces de radars. Les Américains le justifient comme partie du règlement requis par le Tribunal de La Haye et disent s'attacher désormais à lutter contre les échappatoires. Ils regrettent que Londres aille dans la direction opposée. S'ils saluent la volonté de les tenir informés, les Américains s'inquiètent des actions qui pourraient encourager les Iraniens à poursuivre le conflit. O. Wright rappelle que les pièces en question sont insignifiantes mais que Londres a cédé à l'Irak depuis le début du conflit une quantité beaucoup plus importante de matériel. Les alliés en concluent qu'ils doivent s'accorder sur leur désaccord mais ne pas en exagérer les proportions pour ne pas le laisser affecter les bénéfices mutuels des consultations sur le Golfe<sup>255</sup>. La méfiance et l'irritation réciproques ne font ainsi pas oublier les inconvénients que chacun, quoique différemment, pourrait souffrir dans la défiance.

À la mi-septembre, le département d'État informe Massachusetts Avenue de l'extension des contrôles à l'exportation vers l'Iran aux produits relevant de la sécurité nationale, sans la valeur plancher de 7 millions de dollars requise jusqu'alors. Les seules exceptions ne devraient concerner que des contrats en suspens<sup>256</sup>. Le département du Commerce en précise quelques jours plus tard le périmètre, qui s'avère plus lâche<sup>257</sup>. Aucun effort ne sera fait pour contrôler les exportations décidées avant la promulgation des régulations. Les contrôles ne s'effectueront pas non plus sur les produits étrangers composés de moins de 2% de matériel américain. Les Britanniques s'inquiètent de la portée extraterritoriale potentielle de la mesure et appellent les Américains à les consulter pour préciser les nouvelles régulations afin de prévenir tout différend potentiel dans leur délimitation ou dans leur application.

Un mois plus tard, une nouvelle tempête transatlantique est déchaînée par la décision britannique de rénover des aéroglisseurs pour l'Iran et de vendre des moteurs de frégate à sa marine. Grosvenor Square approche le FCO à Londres. R. Fairbanks convoque les iraniens de Massachusetts Avenue au département d'État. Il met en avant la valeur militaire de ces contrats pour l'Iran et s'inquiète des moyens supplémentaires qu'ils lui assureraient dans les eaux du Golfe mais aussi dans les zones marécageuses du Chatt-el-Arab. Étant donné que les conversations bilatérales ont convenu que la protection du commerce serait difficile en cas d'escalade militaire, les Américains pressent fermement les Britanniques à reconsidérer leur décision. Celle-ci a de plus pour effet de ruiner les efforts déployés par Washington pour interdire ce type de contrats dans les autres pays. David Hannay, devenu ministre à Massachusetts Avenue, répond que les contrats en question étaient en suspens depuis longtemps et ne sauraient être comparés à de nouvelles négociations. Les aéroglisseurs et les frégates n'ont de plus pas joué de rôle actif dans le conflit jusqu'alors<sup>258</sup>. Londres persiste ainsi dans sa décision.

La récurrence des crispations avec les partenaires arabes et l'allié américain, comme des critiques soulevées dans l'opinion publique et au Parlement, conduit le FCO à revoir sa position sur les ventes d'armes aux belligérants, dans le contexte du décès de ressortissants britanniques lors d'attaques dans

---

<sup>255</sup> TNA, PREM 19/1315, Hannay to FCO, Washington 2342, Release of Military Spare to Iran, 2nd August, 1984.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/5573/8, Gouly to Collins, TL Washington, US/Iran, 14th September, 1984.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/5573/9, Wright to FCO, Washington 2811, US Export Control, 20th September, 1984.

<sup>258</sup> TNA, PREM 19/1315, Wright to FCO, Washington 3147, Defence Sales to Iran, 22nd October, 1984.

le golfe au mois de décembre 1984. Les directives établies par Geoffrey Howe énoncent ainsi : le refus de fournir aux belligérants des équipements létaux ; sous cette condition, l'objectif de solder les contrats et obligations en cours ; la nécessité de ne pas accepter de nouvelles commandes d'équipements de défense qui permettraient à l'un ou à l'autre des belligérants de prolonger ou d'exacerber le conflit ; la vérification scrupuleuse à ce titre des autorisations d'exportation de matériel militaire. Le secrétaire d'État pressent que les Américains continueront à faire pression en faveur d'une politique plus restrictive vis-à-vis de l'Iran. Rappelant la controverse suscitée par les frégates et les aéroglisseurs, il persiste dans la conviction de la nécessité de leur faire comprendre la dimension obligeante des contrats<sup>259</sup>.

## C. La résurgence de la menace iranienne

### 1. L'exacerbation des tensions

La résurgence terroriste de la « menace » iranienne dans les années 1980 témoigne des dangers que recèlent l'extension de la révolution au Moyen-Orient et ses échos en Occident<sup>260</sup>. La vulnérabilité des Occidentaux catalyse un réflexe de solidarité interalliée dans l'appréhension de ses enjeux, qui dissimule pourtant mal les divergences d'appréhension de l'Iran à Londres et à Washington.

Ronald Reagan évoque dans ses mémoires l'implication au Liban des fondamentalistes musulmans chiïtes iraniens pour exporter la révolution islamique<sup>261</sup>. Un rapport du département d'État sur le terrorisme international avance que le Jihad islamique n'est qu'un nom de couverture utilisé par des chiïtes libanais radicaux pro-Iran dont l'objectif est d'éradiquer toute influence occidentale dans le pays pour y fonder une république islamique à la mode iranienne<sup>262</sup>. Au Royaume-Uni, le séminaire de Chequers prend d'ailleurs acte de l'attractivité du régime iranien pour les dissidents au Moyen-Orient, bien qu'il soit trop tôt pour savoir si l'Iran pourra s'engager dans une politique délibérée de promotion de sa version militante de l'islam dans un contexte chargé par la guerre contre l'Irak. Le fondamentalisme chiïte qui y est pratiqué paraît aux intervenants peu à même de se diffuser en l'état dans la région. Les factions en rupture avec les pouvoirs établis pourraient néanmoins considérer l'islam comme un vecteur de leur opposition politique, trouvant ainsi leur inspiration dans l'itinéraire de l'ayatollah<sup>263</sup>.

La perception américaine de l'implication iranienne dans la déstabilisation du Proche-Orient est plus définitive. La direction du renseignement affirme que Téhéran continue d'encourager ses alliés au Liban à s'attaquer aux intérêts occidentaux et pourrait même envisager de mener ses propres attentats

<sup>259</sup> TNA, FCO 8/5911/32, Howe to Thatcher, Sales of Defence Equipment to Iran/Iraq, 4th December, 1984.

<sup>260</sup> PÉAN Pierre, *La Menace*, Paris, Fayard, 1987. Le 18 avril 1983, un attentat contre l'ambassade américaine de Beyrouth fait 63 victimes, dont 17 Américains. L'attaque-suicide est revendiquée par le Jihad islamique, un groupe lié au Hezbollah libanais soutenu par Téhéran. La République islamique nie pourtant toute implication. Le 23 octobre, un nouvel attentat à Beyrouth fait 305 victimes, dont 241 Américains.

<sup>261</sup> REAGAN Ronald, *An American life*, New York, Simon & Schuster, 2011, p. 443

<sup>262</sup> RRL, Green, Max: Files, Box 27, Terrorism (1), United States Department of State, Patterns of Global Terrorism: 1984, November 1985, p. 9.

<sup>263</sup> TNA, PREM 19/1155, FCO, draft papers, Chequers discussions, The Middle East, 26th July, 1983.

en utilisant des Gardiens de la révolution sur place. Un appui sur ses *proxys* libanais semble cependant plus probable : leur efficacité a été prouvée et le recours à leurs services permet à Téhéran de dissimuler son implication<sup>264</sup>. Les soupçons pesants sur le parti chiite irakien Dawa dans les attentats de Koweït en 1983 vont en ce sens. Le Cabinet britannique note cependant que la perception américaine d'une étroite implication de Téhéran dans les attaques sur l'émirat risque de renforcer l'hostilité de Washington à l'égard de Téhéran et la volonté de lui « faire payer ». Les Américains pourraient ainsi être renforcés dans leurs intentions d'utiliser la force contre les cibles liées à l'Iran au Liban, ainsi que dans le golfe, afin de porter assistance aux pays du littoral ou de préserver l'accès au détroit<sup>265</sup>.

La menace terroriste iranienne est en effet perçue comme partie du rapport de forces dans la guerre. Au mois de juin 1984, le département d'État et le CSN n'excluent pas une attaque terroriste ou subversive contre un pays du Golfe en réponse aux frappes irakiennes<sup>266</sup>. Dans l'éventualité d'une destruction d'installations pétrolières, la commission des Affaires étrangères du Sénat promeut des frappes de représailles voire la prise du terminal pétrolier de Kharg afin de « donner aux Iraniens une leçon ». Christopher Woodley, à Massachusetts Avenue, se permet de mettre en doute la pertinence d'une telle action punitive, dans la mesure où elle ne conduira pas les Iraniens à renoncer à la surenchère<sup>267</sup>.

L'importance de la menace iranienne se confirme en 1984. Dans son rapport sur les tendances du terrorisme international, le département d'État considère l'Iran comme son principal soutien. Appuyé sur le Hezbollah au Liban, ses buts seraient notamment de punir les États-Unis pour leurs liens avec le shah et d'éradiquer l'influence occidentale du Moyen-Orient. De nombreux éléments du Hezbollah continueraient à bénéficier d'un endoctrinement politique, d'un entraînement militaire et d'un soutien financier et matériel des Gardes révolutionnaires iraniens basés dans la plaine de la Bekaa contrôlé par la Syrie, dans l'est du Liban. Téhéran aurait aussi continué à endoctriner et entraîner dans des camps iraniens des chiites dissidents koweïtiens, bahreïnais et saoudiens. Les Américains soupçonnent que certains sont déjà revenus dans leurs pays et se tiennent prêts à agir. Cependant, nulle attaque dans la région du Golfe n'est revendiquée par Téhéran en 1984<sup>268</sup>. Jusqu'au mois d'août, les responsabilités suspectées ou confirmées des attaques terroristes au Moyen-Orient incombent à 29% à des groupes soutenus par l'Iran, à 17% à des groupes palestiniens et à 13% à des actions soutenues par la Libye. Elles ciblent par ordre d'importance des Israéliens (18%), des Français (14%), des Palestiniens (13%), assez loin devant les Américains (8%) ou les Britanniques (5%) et les Iraniens eux-mêmes (5%)<sup>269</sup>.

Reste que la menace terroriste se diffuse dans l'espace. Les attaques extérieures au Moyen-Orient à l'initiative de groupes issus de la région doublent entre 1983 et 1984, la plupart en Europe occidentale.

<sup>264</sup> RRL, Collection: Executive Secretariat, NSC: Country Files, Box 43, Lebanon (11/30/1983), Directorate of Intelligence, Terrorist Threat to Western Interests in Lebanon, 30th November 1983.

<sup>265</sup> TNA, PREM19/1088/7, Duff to Armstrong, Terrorism in the Middle East, 19th December, 1983.

<sup>266</sup> TNA, FCO 8/5381/39, Thomas to FCO, Washington 1778, Situation in the Gulf, 5th June, 1984.

<sup>267</sup> TNA, FCO 8/5381/47, Woodley to Hendrie, US Policy toward the Middle East, 26th July, 1984.

<sup>268</sup> RRL, Green, Max: Files, Box 27, Terrorism (1), United States Department of State, Patterns of Global Terrorism: 1984, November 1985, p. 4, 11.

<sup>269</sup> RRL, North, Oliver: Files, Terrorism: United States-British (11/07/1984-11/19/1984), Outlook on Terrorism of Middle Eastern Origin, November 1984.

Des complots visant à assassiner des opposants au régime iranien en exil sont déjoués au Royaume-Uni. En décembre, un groupe soutenu par l'Iran détourne un vol de la compagnie koweïtienne, provoquant la mort de deux voyageurs américains<sup>270</sup>. Les inquiétudes causées par l'implication de Téhéran dans le terrorisme international hypothèquent ainsi à Washington les perspectives de normalisation<sup>271</sup>.

## 2. L'engagement des alliés

La coopération interalliée dans la lutte contre le terrorisme international est ancienne. Les contacts bilatéraux sont réguliers entre membres du gouvernement, des services de sécurité, de l'armée et de la police. Les unités des forces spéciales britanniques (Special Air Service) et américaines (Delta Force) organisent des exercices militaires conjoints dans les deux pays. Un canal de communication direct relie le Centre de crise britannique et le Commandement central des États-Unis au Royaume-Uni<sup>272</sup>.

La réactivité des alliés aux manifestations de la menace terroriste bénéficie également du réflexe de consultations bilatérales ménagé dans le cadre institutionnel ou répondant aux initiatives personnelles. Margaret Thatcher écrit ainsi à Ronald Reagan à la suite des attaques de Beyrouth au mois d'avril et d'octobre<sup>273</sup>. Elle revient vers lui au début du mois de novembre, en appelant les Américains à la retenue dans leur réaction, afin de ménager la sécurité du contingent de la Force multinationale de sécurité<sup>274</sup>. Le président lui répond en saluant l'importance de l'effort de consultations interalliées devant les défis auxquels les Occidentaux sont confrontés<sup>275</sup>. Il renonce finalement à ordonner des représailles en conservant la possibilité de frappes ultérieures afin de prévenir ou de faire avorter d'autres attaques<sup>276</sup>. Dans sa relation des événements, Howard Teicher regrette que l'administration n'ait pas joint les actes aux paroles, laissant les terroristes gagner une guerre menée selon des règles fixées par Téhéran. Renforçant la perception d'une faiblesse indécise héritée du Vietnam, les Iraniens réussissent ainsi à ruiner la confiance de ses partenaires envers Washington, comme l'influence américaine dans la région<sup>277</sup>.

La publication du rapport de la commission d'enquête sur les attaques du 23 octobre conduit le président à reconnaître l'impréparation de l'institution militaire à la lutte contre le terrorisme, pour des raisons de tradition et de formation. Il appelle ainsi les États-Unis à diriger un travail collectif visant à partager le renseignement et à améliorer la formation et la sécurité des forces des « nations civilisées » pour mener la lutte contre les pays qui soutiennent le terrorisme international<sup>278</sup>. Il s'avère rapidement

<sup>270</sup> RRL, Green, Max: Files, Box 27, Terrorism (1), United States Department of State, Patterns of Global Terrorism: 1984, November 1985, p. 13.

<sup>271</sup> TNA, FCO 8/5625, Goulty to Haskell, Visit of Head of BIS Tehran: 3-5 October, 12th October, 1984.

<sup>272</sup> TNA, CAB 133/503, Philips to Burton, The Prime Minister's Visit to the United States: 25/28 February, 1981, Counter-Terrorism; Cooperation with the United States, 6th February, 1981.

<sup>273</sup> CAC, THCR 3/1/30/34, Thatcher to Reagan, 18th April, 1983; THCR 3/1/33/2/60, *id.*, 23rd October, 1983.

<sup>274</sup> CAC, THCR 3/1/34/25, Thatcher to Reagan, 4th November, 1983.

<sup>275</sup> DNSA, Reagan to Thatcher, 6th November, 1983.

<sup>276</sup> DNSA, Reagan to Thatcher, 19th November, 1983.

<sup>277</sup> TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm, op. cit.*, p. 305.

<sup>278</sup> TNA, PREM 19/1077/16, Wright to FCO, Washington 3881, Lebanon: Beirut Bombings, 28th December, 1983.

que les États-Unis entendent cependant laisser aux pays de la région l'essentiel des responsabilités. Le programme de formation anti-terroriste promu par Washington ne vise en fait qu'à fournir de l'aide aux gouvernements qui pourraient rencontrer des difficultés à la mettre en place<sup>279</sup>.

En février 1984, Washington informe Londres de son intention d'envoyer dans le Golfe une mission pour explorer les perspectives de coopération régionale dans la lutte anti-terroriste. Ses membres, Edward Marks, directeur adjoint du bureau anti-terroriste, et Marvin Garrett, sous-secrétaire d'État adjoint chargé de la sécurité, envisagent de passer par Londres<sup>280</sup>. Il s'agit d'informer les Britanniques de leurs buts, de leur faire part de l'état de la réflexion américaine et de solliciter en retour des informations sur l'assistance qu'ils apportent aux pays du Golfe dans le domaine. L'idée est de ne pas les concurrencer là où une coopération ou une division du travail serait possible. La mission doit se rendre au Koweït, à Abou Dhabi, à Dubaï, à Doha, à Bahreïn et en Arabie saoudite<sup>281</sup>. Un budget annuel de 5 millions de dollars a été alloué par le Congrès pour financer la formation à l'anti-terrorisme de la police, de l'aviation civile et des douanes des pays menacés de troubles. L'objectif est de fonder de manière bilatérale une coopération appelée à se développer de manière internationale. Il s'agit à ce titre d'encourager les bénéficiaires à analyser leurs problèmes et déterminer leurs besoins avant d'envoyer à Washington des délégations auprès de séminaires d'orientation destinés à présenter les formations disponibles. Les négociations et programmes devraient être gérés par les ambassades sur place<sup>282</sup>.

Du Koweït, Ramsay Melhuish rapporte que le gouvernement s'est montré intéressé sans s'engager. L'émirat a en effet déjà approché Londres pour solliciter les services de l'agence chargée de la défense et de la sécurité des exportations, qui a dépêché sur place une équipe en janvier<sup>283</sup>. À Abou Dhabi, les diplomates américains organisent un déjeuner de travail pour informer leurs homologues britanniques de l'intérêt poli par lesquels les Émiriens ont accueilli la démarche. Les Britanniques ne s'étendent pas sur le détail de l'assistance que Londres fournit, d'ailleurs là-bas très limitée, du fait de la faiblesse des ressources consacrées à l'anti-terrorisme aux ÉAU<sup>284</sup>. Dubaï n'est d'ailleurs pas inclus dans le circuit. Les Américains se rendent ensuite à Doha, où ils rendent compte à l'ambassade britannique de la réponse positive reçue du directeur de la police et du chef de la branche spéciale. Steven Day les informe à l'occasion de la formation militaire et au renseignement que Londres propose aux Qataris. Il rapporte au FCO ses doutes quant à leur capacité à réunir une équipe suffisamment qualifiée pour rentabiliser l'exercice, mais souligne l'intérêt de la démarche dans un pays où se sont évaporées les alarmes soule-

---

<sup>279</sup> TNA, FCO 8/5381/7, Band to Jones, US Counter-Terrorism Assistance Programme, 2nd February, 1984.

<sup>280</sup> TNA, FCO 8/5381/11, Haskell to Cray, US discussions with Gulf States on counter-terrorism assistance, 20th February, 1984.

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/5381/13 et 16, Wright to FCO, Washington 679 et 710, US discussions with Gulf State on counter-terrorism assistance, 28th February, 1984 et 1st March, 1984.

<sup>282</sup> TNA, FCO 8/5381/17, Howe to Washington, FCO 447, US discussions with Gulf State on counter-terrorism assistance, 7th March, 1984.

<sup>283</sup> TNA, FCO 8/5381/20, Melhuish to FCO, Kuwait 98, US/Gulf States Cooperation on Anti Terrorist Measures, 8th March, 1984.

<sup>284</sup> TNA, FCO 8/5381/21, Walker to FCO, Abu Dhabi 59, US Discussions with Gulf States on Counter-Terrorism Assistance, 11th March, 1984.

vées par les attentats au Koweït<sup>285</sup>. Les Bahreïnais accueillent plus fraîchement l'initiative, qu'ils considèrent comme trop sophistiquée et éloignée de la situation locale pour y être applicable<sup>286</sup>.

De retour à Londres, les Américains confient au FCO que l'initiative, faute d'avoir suscité un réel enthousiasme, a été reçue avec un certain intérêt. Mais c'est en Arabie saoudite que les perspectives de coopération avec Washington sont les plus importantes, étant donné l'absence de coordination entre les organisations compétentes sur la question de l'anti-terrorisme<sup>287</sup>. Trois semaines plus tard, la directive de sécurité nationale établissant des mesures pour accompagner le développement de la guerre dans le golfe mandate le Pentagone pour renforcer la posture anti-terroriste des activités et des moyens militaires américains dans la région, notamment en Arabie saoudite et sur la base de Bahreïn<sup>288</sup>.

Le 17 avril, lors d'une manifestation contre Mouammar Kadhafi, l'assassinat de l'officier de police Yvonne Fletcher par un tireur dissimulé dans l'ambassade de Libye à Londres conduit les Britanniques à raidir leur position sur les questions terroristes. Un mois plus tard, Patrick Wright, directeur du JIC, Robin O'Neill, directeur de l'analyse, Derek Thomas, ministre à Massachusetts Avenue, et Andrew Green, liaison auprès de la CIA, sont reçus à Washington par Ronald Spiers, en charge des questions terroristes au département d'État. Il s'agit de renforcer le consensus international sur la menace posée par le terrorisme sur les démocraties et les régimes alliés. Washington envisage de soutenir la volonté britannique de soulever la question au sommet économique de Londres en juin. Les Américains suggèrent de mentionner dans la déclaration envisagée que les missions diplomatiques ne sauraient être utilisées pour dissimuler des activités de soutien au terrorisme international<sup>289</sup>.

L'actualité libyenne fait finalement passer au second plan la menace iranienne. Les éléments de langage préparés en amont des conversations ne mentionnent le Golfe que de manière générale, appelant à la poursuite du partage d'informations et de la planification d'urgence pour contenir le conflit et anticiper sur les risques d'interruption de l'approvisionnement en pétrole<sup>290</sup>. Les minutes des échanges entre les ministres des Affaires étrangères lors du sommet de Londres ne mentionnent pas l'Iran<sup>291</sup>. La déclaration publiée à l'issue du sommet regrette, dans l'ombre de la débâcle, l'implication croissante de certains États dans des actes incluant l'irrespect de l'immunité diplomatique et appelle chaque pays à revoir leur politique de vente d'armes aux États impliqués dans le terrorisme international<sup>292</sup>.

---

<sup>285</sup> TNA, FCO 8/5381/22, Day to FCO, Doha 50, US Discussions with Gulf States on Counter-Terrorism Assistance, 13th March, 1984.

<sup>286</sup> TNA, FCO 8/5381/23, Holmes to FCO, Bahrein 41, US Discussions with Gulf States on Counter-Terrorism Assistance, 14th March, 1984.

<sup>287</sup> TNA, FCO 8/5381/24, Howe to Washington, FCO 533, US Counter-Terrorism Assistance, 16th March, 1984.

<sup>288</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 139 [Measures to Improve U.S. Posture and Response to Developments in the Iran-Iraq War] (1)-(3); 5th April, 1984

<sup>289</sup> RRL, North, Oliver: Files, Box 14, Terrorism: United States-British (05/01/1984-05/14/1984), Sayre to Spiers, Meeting with British on terrorism, 9th May, 1984.

<sup>290</sup> RRL, North, Oliver: Files, Box 14, Terrorism: United States-British (05/01/1984-05/14/1984), North to Poin-dexter, Meeting with British representatives re combatting terrorism, 14th May, 1984.

<sup>291</sup> TNA, PREM 19/1211/142, Coles, London Economic Summit: Terrorism, 9th June, 1984.

<sup>292</sup> *United State Department of State Bulletin*, 1984, vol. 84, n°2089, p. 4-5.

### 3. L'enlèvement des normalisations

Le spectre de la menace terroriste iranienne, comme celui de la débâcle, continue à porter ombrage aux perspectives de normalisation. Au printemps 1983, au département d'État, Ralph Lindstrom confie à Alan Goultly qu'il ne perçoit pas à Téhéran de signe permettant d'envisager une amélioration des relations, même avec un régime qui succéderait au pouvoir khomeiniste. Dans une posture presque britannique, Washington entend ainsi tenir bon et attendre un dénouement des tensions. Parallèlement, les échanges entre les délégations américaines et iraniennes au Tribunal international arbitral de La Haye pour aplanir les différends bilatéraux progressent lentement, ponctués de calages organisationnels<sup>293</sup>. À la fin de l'année 1983, Ronald Reagan déclare au Congrès que dans ce contexte, chargé par la poursuite de la guerre dans le Golfe et les incertitudes pesant sur la situation intérieure iranienne, la reprise de relations diplomatiques et économiques de plein exercice devrait prendre du temps<sup>294</sup>.

Pendant ce temps, au Royaume-Uni, la perspective de la publication des mémoires d'Anthony Parsons, ambassadeur en Iran pendant la révolution, fait craindre une résurgence des procès d'ingérence britannique dans les affaires iraniennes. Le secrétaire privé aux Affaires étrangères à Downing Street, Anthony Acland, auquel est envoyé le manuscrit, note que sa proximité avec le shah risque de surprendre au Royaume-Uni comme dans le monde arabe, mais aussi d'affecter les efforts déployés à Londres pour normaliser les relations avec Téhéran. Le poste de conseiller spécial auprès de Margaret Thatcher alors exercé par l'ancien ambassadeur est également un élément allant à l'encontre d'une publication immédiate : il pourrait de fait induire que le gouvernement de Sa Majesté est conseillé par une personne potentiellement hostile à la République islamique. A. Acland laisse enfin à son collègue le soin de juger de son impact potentiel sur les personnes citées dans les mémoires et toujours en vie. Le FCO tend ainsi à recommander une publication postérieure à la retraite à venir du diplomate<sup>295</sup>. Au Cabinet, Robert Armstrong rappelle néanmoins que ce dernier a été recruté en étant assuré de pouvoir conserver sa liberté d'expression, sous réserve qu'elle n'embarrasse pas le gouvernement en soulevant des sujets sensibles<sup>296</sup>. Les délais éditoriaux règlent cependant le problème en fixant la publication à 1984, inaugurant la retraite d'un arabiste chevronné ayant consacré à l'Iran la fin de sa carrière<sup>297</sup>.

Dans son rapport pour l'année 1983, le chargé d'affaires britannique à Téhéran Michael Simpson-Orlebar prend acte de l'enlèvement des relations. Les contrats de défense en suspens ont été soldés. Les Iraniens ont envoyé à Londres une délégation pour travailler sur des échanges éducatifs. Les négociations sur les dommages causés aux propriétés diplomatiques pendant la révolution piétinent cependant. Les perspectives de réouverture de l'ambassade britannique ont été également rafraîchies, conduisant les Britanniques à envisager des mesures réciproques limitant les représentations iraniennes, notam-

---

<sup>293</sup> TNA, FCO 8/5143/3, Goultly to Rundle, Iran, 13th March, 1983.

<sup>294</sup> TNA, FCO 8/5143/18, Reagan to the Congress of the United States, 14th November, 1983.

<sup>295</sup> TNA, PREM 19/1808, Acland to Parsons, 21st April, 1983.

<sup>296</sup> TNA, PREM 19/1808, Armstrong to Thatcher, 21st April, 1983.

<sup>297</sup> TNA, PREM 19/1808, Butler to Armstrong, 27th April, 1983.



ment consulaires, au Royaume-Uni. Le diplomate estime que le régime devrait durer. Du vivant de l'ayatollah, il persistera probablement dans sa politique de confrontation avec l'Occident, et même sa disparition ne devrait pas conduire à un changement immédiat sur ce point. Malgré tout, M. Simpson-Orlebar note qu'il reste pertinent de chercher à améliorer les relations bilatérales, quand bien même la poursuite de la guerre impose de le faire discrètement. L'isolement de l'Iran serait plus coûteux<sup>298</sup>.

Dans un cas d'école de pensée désidérative, les Américains et les Britanniques commencent à envisager les perspectives de normalisation qu'offrirait la succession à l'ayatollah Khomeini. La préoccupation est ancienne. Dès la fin du mois d'août 1979, soit six mois après l'avènement de la République islamique, une correspondance interne au département du Moyen-Orient intitulée « Iran : Khomeini peut-il durer ? » envisage, sur le postulat que « le début de la fin est peut-être proche », une dizaine de scénarios au terme desquels l'ayatollah s'attacherait au pouvoir ou pourrait le perdre<sup>299</sup>. En décembre, Jimmy Carter commande à la CIA des renseignements sur les successeurs potentiels du Guide<sup>300</sup>. Zbigniew Brzezinski suggère à Cyrus Vance de sonder les Européens sur leurs analyses des dirigeants qui pourraient le remplacer<sup>301</sup>. Déjà, un rapport du bureau du renseignement et de la recherche pressent que le départ de l'ayatollah ne signerait pas la fin de la révolution ou de la République islamique<sup>302</sup>.

La santé du guide fait l'objet de toutes les rumeurs et attentions. John Graham rapporte de Téhéran en janvier 1980 qu'il aurait souffert d'une attaque ayant nécessité son transfert en urgence à l'hôpital<sup>303</sup>. Celle-ci aurait été causée par une angine de poitrine, laissant, précise-t-il, entre trois jours et quinze ans d'espérance de vie<sup>304</sup>. Un an plus tard, de Beyrouth, l'ambassadeur britannique Benjamin Strachan rapporte des rumeurs concordantes sur un état décrit comme « comateux et pratiquement gaga »<sup>305</sup>. Dix mois plus tard, cependant, un neurologue iranien l'ayant examiné à sa demande affirme au FCO que le cœur de l'ayatollah s'est rétabli et que sa santé est étonnamment bonne pour son âge<sup>306</sup>.

La disparition du Guide apporterait aussi son lot d'inquiétudes. Z. Brzezinski alerte J. Carter sur le fait que l'effondrement consécutif de l'ordre public en Iran pourrait déclencher une guerre civile qui y précipiterait une intervention soviétique<sup>307</sup>. À l'automne 1981, les départements de la planification et du Moyen-Orient du FCO produisent des rapports analysant les perspectives qu'ouvriraient la disparition de l'ayatollah en termes diplomatiques, commerciaux et géopolitiques<sup>308</sup>. Au mois d'août 1984, un rapport de la Direction du renseignement de la CIA rédigé par Graham Fuller sur les implications

<sup>298</sup> TNA, FCO 8/5562, Simpson-Orlebar to Howe, Iran: annual review for 1983, 12th January, 1984.

<sup>299</sup> TNA, FCO 8/3357/447, Gorham to Munro, Iran: can Khomeini last?, 20th August, 1979.

<sup>300</sup> JCL, National Security Council, NSC Institutional Files (H- Files), Box 57, NSC 023 Iran 12/4/79, Minutes of a National Security Council Meeting, Washington, 4th December, 1979, 3:50–5:05 p.m.

<sup>301</sup> JCL, Plains File, Box 23, Iran 6/75–12/79), Brzezinski to Vance, Turner, 4th December 1979.

<sup>302</sup> NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, P800009–0568, Iran's Political Prospects, Bureau of Intelligence and Research, Report No. 1293, 13th December, 1979.

<sup>303</sup> TNA, FCO 8/3569/25, Graham to FCO, Tehran 87, Khomeini's health, 27th January, 1980.

<sup>304</sup> TNA, FCO 8/3569/26, Graham to FCO, Tehran 93, Khomeini's health, 28th January, 1980.

<sup>305</sup> TNA, FCO 8/4005/9, Strachan to Head of MED, FCO, Beirut TL 802, Khomeiny, 27th January, 1981.

<sup>306</sup> TNA, FCO 8/4008/232, Miers to Barrington, FCO TL, Khomeini's health, 10th November, 1981.

<sup>307</sup> JCL, National Security Affairs, Brzezinski Material, Brzezinski Office File, Subject Chron File, Box 127, Weekly National Security Report: 8–12/80, NSC Weekly Report #149, Washington, 7th August, 1980.

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/4008/224, Miers to Moberly, Iran after Khomeini's death, 30th October, 1981.

de la succession de l'ayatollah pour la politique américaine confirme que sa santé décline mais que son incapacité à gouverner ou sa disparition ne conduirait pas à un renversement du régime islamique<sup>309</sup>.

Dans ce contexte, plus que l'outrance, c'est la patience qui est de mise à Londres et à Washington. Donald Rumsfeld est ainsi le seul à Washington à appeler à destituer les gouvernements qui soutiennent le terrorisme international, en partant du principe qu'il s'agit de frapper à la tête l'hydre que l'on veut anéantir<sup>310</sup>. Lorsque Derek Thomas rappelle la nécessité de garder ouverte des lignes de communication vers l'Iran dans l'éventualité d'un changement de régime, Richard Murphy lui confirme que l'importance stratégique du pays est reconnue à Washington, qui n'entend pas renoncer au rétablissement des relations à long terme. Le régime semble cependant encore fermé à cette perspective au printemps 1984<sup>311</sup>. John Poindexter et Jonathan Howe assurent pourtant à David Hannay quelques jours plus tard que les Américains envisagent la possibilité d'envoyer, *via* les Turcs ou les Pakistanais, un message rassurant les Iraniens sur le fait que les États-Unis ne sont pas irrémédiablement hostiles à leur pays et que l'achèvement de la guerre pourrait conduire à terme au rétablissement des relations<sup>312</sup>.

Pendant l'été émerge à Washington l'idée d'imposer à l'Iran des sanctions similaires à celles appliquées sur la Libye, qui contribue à fragiliser les espoirs de normalisation. Caspar Weinberger favorise, au-delà des produits létaux, un embargo total contre l'Iran pour ne pas nourrir son effort de guerre. George Shultz, de son point de vue diplomatique, rappelle la nécessité de préserver les possibilités de rétablir des relations après la disparition de l'ayatollah<sup>313</sup>. C'est cette position qui semble d'abord dominer, comme le confirme au département du Commerce William Archey à la fin septembre<sup>314</sup>.

En octobre, David Haskell revient de consultations à Washington avec l'impression que les Américains ont cessé d'envisager le rétablissement de relations du vivant de l'ayatollah. Seul le bureau iranien au département d'État envisage qu'une réponse positive puisse être apportée à un geste témoignant d'une volonté iranienne de rétablir des relations constructives. Le diplomate rapporte la préoccupation de la communauté du renseignement pour la situation du pays après la mort du guide, et sa croyance naïve que Washington pourrait après la chute du régime rassembler les décombres d'un gouvernement<sup>315</sup>. Dans ce contexte, M. Simpson-Orlebar appelle les Britanniques à continuer à « serrer les dents » pour ne pas perdre de vue les intérêts à conserver leurs entrées à Téhéran : il serait dommage, écrit-il, qu'ils finissent par être sacrifiés par déférence envers les susceptibilités des Américains ou le chantage des Arabes ; s'il est difficile de faire des affaires avec les Iraniens, elles en valent la peine<sup>316</sup>.

---

<sup>309</sup> CIA, CIA-RDP86M00886R001300180007-5, Fuller to Casey, Succession to Khomeini, 16th August, 1984.

<sup>310</sup> RRL, NSC Executive Secretariat: NSPG minutes, National Security Planning Group meeting minute, 30th April, 1984.

<sup>311</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1640, The Gulf: US policy, 25th May, 1984.

<sup>312</sup> TNA, FCO 8/5381/39, Thomas to FCO, Washington 1778, Situation in the Gulf, 5th June, 1984.

<sup>313</sup> DOS, C05183100, [George Bush's journal] Tuesday, August 28, 1984.

<sup>314</sup> TNA, FCO 8/5573/9, Wright to FCO, Washington 2811, US Export Control, 20th September, 1984.

<sup>315</sup> TNA, FCO 8/5381/48, Haskell to Egerton, UK/US consultations on Iran and the Gulf, 9th October, 1984.

<sup>316</sup> TNA, FCO 8/5885, Simpson-Orlebar to Howe, Iran: annual review for 1984, 9th January, 1985.

## Conclusion

Dans un contexte d'escalade des tensions dans le golfe Persique, la résurgence de l'*hégémonie* américain impose à Londres de rester en bons termes avec Washington pour mieux le contrôler<sup>317</sup>. L'analyse de la « relation spéciale » vue des États-Unis, proposée en 1983 par l'ambassadeur Oliver Wright, se voit en cela confirmée dans l'appréhension par les alliés de la détérioration de la situation dans la région. Leur prise de conscience des risques de l'escalade et de l'internationalisation du conflit est aigüe. Ses dangers sont assidûment agités par des pays arabes faisant pression sur les Occidentaux pour mieux les mobiliser dans la défense des intérêts qu'ils partagent avec eux : la pérennité des régimes traditionnels contre la menace d'une exportation de la révolution islamique ; la libre exportation des hydrocarbures contre le risque de fermeture du détroit d'Ormuz ; la stabilité de la région contre la crainte d'une ingérence soviétique qui précipiterait un affrontement entre les blocs. Les préventions iraniennes inégalement héritées de la débâcle révolutionnaire et éprouvées devant l'intransigeance de Téhéran font progressivement basculer une inclination irakienne originelle en une préférence partielle que Washington finit par assumer en contraignant Londres à s'y résigner en partie.

L'ambassadeur Wright rappelle cependant que les Américains sont enclins à agir dans un sens qui peut surprendre, sinon consterner leurs alliés les plus proches. La gestion de l'escalade militaire entre Bagdad et Téhéran ou de la dissonance diplomatique entre Londres et Washington n'est en effet pas exempte de conséquences conflictuelles. La tentation américaine à la précipitation heurte la tendance britannique à la procrastination au point d'instiller une prévention réciproque entre les alliés à l'heure où la synergie de leur stratégie aurait mieux répondu aux exigences de l'escalade du conflit. Le travail de sappe diplomatique engagé par les Britanniques à l'ONU contre des initiatives partisans propres à fragiliser un directoire onusien déjà fort éprouvé par la révolution iranienne prend acte du déficit de coordination entre le département d'État et sa mission onusienne comme de la mise à l'épreuve de la confiance entre les représentants permanents américain et britannique à New York.

Les risques de l'escalade renforcent finalement les logiques nationales de la relation transatlantique. Dans une démarche prospective et une vision réaliste du bilatéralisme, les Américains en corrélaient la spécialité aux avantages qu'ils peuvent en retirer. Ils n'hésitent pas à mettre Londres face à ses propres responsabilités ou à lui rappeler les intérêts à pouvoir influencer la pensée américaine en offrant à Washington plus que des conseils. Dans un contexte de tempêtes transatlantiques où ne sont allés de soi ni l'alignement (Malouines) ni la consultation interalliés (Grenade), les Britanniques sont conscients de l'impératif à préserver l'influence que donne la proximité, sans cependant laisser pour acquis le privilège de la confiance quand il est mis à l'épreuve. Au-delà de l'incalculable intérêt des échanges de renseignements qu'elles permettent, le paradoxe des « relations spéciales » est de faire agir dans l'astreinte : pour les Américains, mobiliser un allié dont on connaît le pouvoir d'entrave ; pour les Britanniques, s'impliquer aux côtés d'un allié dont on entreprend de brider les élans.

<sup>317</sup> TNA, PREM 19/1404, Wright to Howe, The Special Relationship: II Policy, 14th December, 1983.

**Quatrième Partie**  
**DENIAL AND DECEPTION<sup>1</sup>**  
**DES RELATIONS SPÉCULAIRES AU DÉFI DE LA DÉSORIENTATION**  
**(1985-1988)**

« Peuple malin, passionné et turbulent, les Persans sont le désespoir de leurs dirigeants et de leurs voisins. Pour les Anglo-Saxons, qui imaginent que les autres États conduisent leur politique sur la base d'une estimation raisonnée de leur propre intérêt, ce peuple singulièrement dépourvu de vertus anglo-saxonnes et rempli de toutes les turpitudes morales constitue une déconvenue particulière ! Je ressens un distinct relent d'outrage moral et d'indignation sur les rives de la Tamise et du Potomac face au refus de ce peuple obstiné de se conformer à l'idéalisme et aux intérêts occidentaux. Ceci, et non pas l'islam ou le fanatisme religieux, me semble être la mesure réelle du fossé culturel. »<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> BOYLE MAHLE Melissa, *Denial and Deception: An Insider's View of the CIA from Iran-Contra to 9/11*, New York, Nation Books, 2004, 352 p.

<sup>2</sup> TNA, FCO 8/6256/41, Wogan to Howe, Iran on the eve of the 'Final Offensive', 14th September 1986.



## Chapitre 10

### DES « RELATIONS SPÉCIALES » AU COÛT DE L'ACCOUTUMANCE (1985-1988)

Le 20 février 1985, Margaret Thatcher reçoit à dîner Ronald Reagan à la Résidence de l'ambassade de Massachusetts Avenue. Quatre ans après la première visite officielle de la Première ministre au président, la réception est l'occasion de célébrer le bicentenaire des relations diplomatiques entre le Royaume-Uni et les États-Unis. Dans le discours qu'elle prononce en l'honneur de son hôte, la Dame de Fer rappelle à juste titre que les temps ont changé depuis la présentation au roi George III des lettres de créance de John Adams. Deux cents ans émaillés de tempêtes transatlantiques n'auraient à ses yeux pas écorné une vérité demeurée immuable :

« Le bon sens partagé, qui est une part essentielle de notre héritage commun, a toujours conduit les deux gouvernements à résoudre leurs différends et à travailler de concert et de manière constructive dans un même objectif. Nos intérêts communs prévalent et je sais qu'ils continueront à prévaloir. Il y a une union de pensée et de projet entre nos peuples qui est remarquable et qui rend notre relation véritablement spéciale. On me demande souvent si elle est spéciale, et pourquoi, ce à quoi je réponds : "Elle est spéciale. Vraiment. Un point c'est tout !" »<sup>1</sup>

L'enracinement aux affaires des reaganiens à Washington et des thatchériens à Londres inscrit les entourages américain et britannique de politique étrangère dans une continuité favorable à la poursuite des interactions interalliées éprouvées depuis 1981. Les membres du gouvernement britannique et de l'administration américaine entrent ainsi dans une logique de maturation relationnelle. M. Thatcher en prend acte en relevant la capacité qu'a toujours eu le couple transatlantique à surmonter solidairement les épreuves d'un mariage politique qui n'a pas été exempt de remous dans les années 1980. La relation bilatérale a confirmé sa spécialité dans l'épreuve de la révolution et l'expérience de la guerre. Chacune a montré les atouts et astreintes de l'articulation entre solidarité interalliée et intérêt national. L'enlisement du conflit et l'enracinement du régime imposent un maintien du rythme de consultations. En émergent encore des divergences de vision nourries des différences de vécu de la relation à l'Iran.

Les Américains et les Britanniques abordent ainsi les nouveaux enjeux régionaux sous le prisme d'interactions dont ils ont déjà mesuré les portées comme les limites. Comment le président et la Première ministre usent-ils de la maturation de leurs relations dans leur rapport à l'autre ? Quels sont les nouveaux binômes présidant à la définition de la politique iranienne ? En quoi les expériences de consultations précédentes influent sur les modalités de leur renouvellement ? Quelles conséquences a la recomposition des réseaux iraniens sur le resserrement des relations bilatérales ? Dans quelle mesure la réflexion intellectuelle et la recherche universitaire contribuent-elles à l'évolution de la perception du partenaire iranien ? La proximité transatlantique constitue-t-elle un biais de son appréhension ?

Ce chapitre montrera comment s'articulent l'effet d'accoutumance à l'allié atlantique et l'effort d'acculturation à l'Iran islamique.

---

<sup>1</sup> Toasts of the President and Prime Minister Margaret Thatcher of the United Kingdom at a Dinner at the British Embassy, 20th February, 1985 [En ligne] APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/259790>.

## I. Une communauté de décideurs en résistance relationnelle

Le 6 novembre 1984, la victoire du président sortant Ronald Reagan sur l'ancien vice-président de Jimmy Carter, Walter Mondale, ménage à la relation bilatérale le bénéfice d'une continuité politique et conforte le resserrement idéologique qu'avait permis l'alternance de 1981. Dans quelle mesure assure-t-elle une permanence des entourages décisionnels et une synergie de l'action interalliée ?

### A. Margaret Thatcher et Ronald Reagan, les dividendes d'une relation éprouvée

#### 1. Les mesures d'une maturité relationnelle

La continuité à la tête des gouvernements américain et britannique dans les années 1980 contribue à l'épaisseur des relations transatlantiques. Celle-ci se mesure en particulier à la fréquence des interactions, directes ou indirectes, entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Le 22 décembre 1984, alors qu'il la reçoit à Camp David, le président déclare en fin de réunion qu'il se réjouit de la prochaine visite de la Première ministre à Washington, prévue en février, à laquelle ses équipes travaillent déjà<sup>2</sup>.

La question a été abordée à Londres avec Oliver Wright. M. Thatcher craint en effet de s'imposer auprès de son allié, qu'elle prévoit de rencontrer au sommet économique de Bonn au mois de mai 1985. L'ambassadeur lui assure que la Maison-Blanche a été claire sur le fait qu'elle était bienvenue à Washington. Le mois de février est du reste un moment opportun, dans la mesure où il permettrait à la cheffe du gouvernement britannique de participer au séminaire sur le contrôle des armes organisé par le président. Elle pourrait aussi rencontrer la nouvelle direction du Congrès qui promet d'avoir une influence importante sur des questions économiques et stratégiques intéressant le Royaume-Uni<sup>3</sup>. Pour le CSN, la visite permettra d'approfondir les échanges entamés à Camp David. Elle s'inscrit ainsi dans la logique d'une relation politique relativement [*sic*] tranquille, nourrie de consultations approfondies menées sur de nombreux sujets depuis le début des années 1980, tels le terrorisme, les ventes d'armes et le Moyen-Orient. Il s'agira ainsi de souligner l'importance de ces liens afin de mieux les renforcer<sup>4</sup>.

La densité du programme témoigne du niveau de maturation atteint par la relation bilatérale au milieu de l'ère Thatcher-Reagan. Après une allocution devant une réunion conjointe du Congrès, la Première ministre doit rencontrer brièvement le président dans le bureau ovale à midi avant de participer avec lui à un déjeuner de travail, suivi du séminaire consacré aux questions stratégiques. Dans l'après-midi sont prévus des échanges avec des sénateurs et des représentants. Le soir, O. Wright doit recevoir

<sup>2</sup> TNA, PREM 19/1656/2, Record of a meeting between the Prime Minister and President Reagan at Camp David on 22 December 1984 at 1120, 23rd December, 1984.

<sup>3</sup> TNA, PREM 19/1658/1, Powell to Appleyard, Possible Visit by the Prime Minister to the United States in February 1985, 10th December, 1984.

<sup>4</sup> RRL, NSC European & Soviet Directorate, Box 90902, Burt to Shultz, Official Working Visit of Prime Minister Margaret Thatcher in Washington, February 20-21, 1985 – Scope Paper, 30th January, 1985.

à dîner les deux dirigeants à l'occasion du bicentenaire de l'établissement des relations diplomatiques<sup>5</sup>.

Le séjour contribue ainsi à intégrer la Première ministre aux réseaux transatlantiques de politique étrangère anciennement liés à l'Iran impérial. Au programme vient se greffer une cérémonie à Massachusetts Avenue durant laquelle doit être remis à M. Thatcher le prix Christian A. Herter distinguant les dirigeants ayant contribué à la compréhension internationale. Nommée en l'honneur du deuxième secrétaire d'État de Dwight Eisenhower (1959-1961)<sup>6</sup>, la récompense a été précédemment décernée à Jimmy Carter, George Shultz ainsi qu'à Elliot Richardson, ancien ambassadeur à Londres, et aux palavisiens David Rockefeller, Henry Kissinger et Averell Harriman<sup>7</sup>.

Les questions iraniennes apparaissent cependant alors peu à l'agenda. Le 26 juillet 1985, en marge de la 20<sup>e</sup> conférence de l'Union démocratique internationale, qui réunit les dirigeants des partis conservateurs du monde entier, M. Thatcher rencontre à Washington Caspar Weinberger au Pentagone, Paul Volcker à la Réserve fédérale, George Bush à la Maison-Blanche et Robert McFarlane à Massachusetts Avenue<sup>8</sup>. Pour O. Wright, dans un agenda dominé par les relations Est-Ouest, l'Afrique du Sud et les questions de défense, son entretien avec le vice-président est l'occasion d'aborder la teneur de ses échanges avec le roi Hussein de Jordanie et la lutte contre le terrorisme international, étant donné l'implication de G. Bush sur le sujet<sup>9</sup>. Lors de leur rencontre, Ronald Reagan les joint par téléphone depuis Camp David, où il est astreint au repos après avoir subi une intervention chirurgicale<sup>10</sup>.

En octobre, la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU conduit la Première ministre à se rendre à New York, où elle rencontre le président à deux reprises, dont une fois en tête à tête. Dans un contexte dominé par les questions stratégiques entre les blocs, les questions iraniennes ne sont pas mentionnées par les éléments de langage<sup>11</sup>. Les difficultés à l'intégrer à son agenda empêchent M. Thatcher d'honorer une invitation à s'exprimer devant le Council on Foreign Relations<sup>12</sup>, qui lui avait pourtant été transmise dès le printemps, regrettant qu'elle n'ait pas donné suite à ses invitations par le passé<sup>13</sup>.

La troisième victoire des conservateurs britanniques aux élections générales du mois de juin 1987 est accueillie avec soulagement à Washington. De Londres, le nouvel ambassadeur américain Charles Price note que la première conséquence de son maintien au pouvoir est la préservation de la relation « spéciale » [*sic*] sur les questions de défense et dans d'autres domaines. La contribution remarquable du Royaume-Uni aux forces conventionnelles de l'OTAN devrait se poursuivre, de même que la coo-

<sup>5</sup> RRL, Deaver, Michael Files, Thatcher Visit 02/20/1985, Box 58, McFarlane to Deaver, Mrs Thatcher's February Visit, 14th February, 1985.

<sup>6</sup> Né à Paris d'artistes américains expatriés, il étudie à Harvard et à Columbia, rejoint le corps diplomatique et se lance dans une carrière politique dans le Massachusetts puis au service du gouvernement fédéral. Il participe en 1919 à la délégation américaine à la Conférence de paix de Paris et à la réunion de lancement du Council on Foreign Relations. Il cofonde en 1943 l'École d'études internationales avancées de l'université Johns Hopkins.

<sup>7</sup> TNA, PREM 19/1658, Wright to FCO, Washington 383, Prime Minister's Visit, 4th February, 1981.

<sup>8</sup> TNA, PREM 19/1661, Powell to Appleyard, Prime Minister's Visit to Washington: 25/26 July, 9th July, 1985.

<sup>9</sup> TNA, PREM 19/1661, Wright to FCO, Washington 2222, Prime Minister's Visit: political subjects, 24th July, 1985.

<sup>10</sup> TNA, PREM 19/1661, Powell to Appleyard, President Reagan, 29th July, 1985.

<sup>11</sup> TNA, PREM 19/1660, Meeting with President Reagan, October 1985.

<sup>12</sup> TNA, PREM 19/1660, Powell to Osmer-McQuade, 8th April, 1985 et 2nd July, 1985.

<sup>13</sup> TNA, PREM 19/1660, Osmer-McQuade to Thatcher, 29th April, 1985.



pération entre les communautés du renseignement. La victoire des conservateurs augure également d'une continuité dans la politique étrangère britannique. La classe politique dans son ensemble reconnaît de plus en plus, note le diplomate, que les États-Unis sont un facteur incontournable de leur destin, notamment sur les questions de défense, décidément au cœur de la coopération transatlantique<sup>14</sup>.

Symboliquement, la Première ministre se rend un mois plus tard à Washington. Un état des lieux de la relation bilatérale préparé en amont de la visite par le département d'État résume de manière lumineuse le niveau de maturation auquel est parvenu le rapport des forces qui la sous-tendent. Son admiration amicale pour R. Reagan ne retient pas M. Thatcher de parfois le critiquer ni d'avancer ses propres perceptions et priorités. Les vues des deux gouvernements concordent sur la plupart des questions de politique étrangère même si les Britanniques se démarquent sur le contrôle des armements, les relations avec l'URSS et le processus de paix au Proche-Orient. Malgré son intégration croissante aux Communautés européennes, le Royaume-Uni conserve un voie indépendante et sa relation particulière avec les États-Unis existe toujours. Dans ce contexte, la visite doit être l'occasion d'obtenir le soutien de la Première ministre sur la politique de l'administration dans le golfe Persique. Au-delà, conclut le mémorandum, étant donné la fréquence des rencontres et l'étroitesse des relations, les deux partis ont des attentes réalistes sur ce que la visite peut leur permettre d'obtenir. Les Américains n'attendent pas moins qu'un échange de vues complet et sincère aboutissant, comme par le passé, à des déclarations publiques de soutien réciproque. Faute d'un accord sur le processus de paix au Proche-Orient, ils espèrent que son alliée apporte un soutien enthousiaste au Président sur les questions du golfe Persique<sup>15</sup>.

Un an plus tard, R. Reagan fait escale à Londres de retour du sommet de Moscou. Mais c'est de la mi-novembre 1988 que date la dernière rencontre au sommet entre le président et la Première ministre. Selon Colin Powell, alors en charge du CSN, M. Thatcher entend par cette visite couronner les 8 années extraordinaires durant lesquelles les deux dirigeants ont apporté une contribution historique à la « relation spéciale » entre leurs pays, alors que l'enracinement au pouvoir de la Dame de fer lui permet à la fin des années 1980 de consacrer plus d'attention à la politique étrangère et de ménager à son pays un rôle éminent dans les affaires du monde. Au-delà de la célébration d'un mariage politique ayant affronté les épreuves du quotidien pour parvenir à l'âge de la maturité, le général Powell note que la Première ministre vient avec un agenda, dont l'un des points est d'approfondir ses relations de travail avec le vice-président Bush, devenu au début du mois président-élu. Si la « relation spéciale » semble plus solide que jamais, si les points d'accord dominant en politique étrangère, des sujets de discorde subsistent, comme les tentatives américaines de contraindre les entreprises britanniques à appliquer les sanctions américaines contre les pays tiers<sup>16</sup>. C'est du reste l'un des principaux facteurs de différend transatlantique sur les questions iraniennes depuis la prise d'otages de Téhéran en 1979.

---

<sup>14</sup> DOS, C06004433, Price to State, London 12510, Thatcher's third term: what's in it for us?, 12th June, 1987

<sup>15</sup> DOS, C05426572, Ridgeway to Shultz, Scope Paper for Visit of UK Prime Minister Thatcher, 13th July, 1987.

<sup>16</sup> RRL, White House Office of Records Management, Country Files, CO167 United Kingdom, Box 606691, Powell to Reagan, Meeting with British Prime Minister Margaret Thatcher, 15th November, 1988.

## 2. Les limites d'une inimitié islamique

Au-delà de ces hiatus témoignant des difficultés plusieurs fois relevées à concilier l'intérêt national et la solidarité interalliée, l'appréhension de l'islamisme témoigne d'une convergence culturelle entre des partenaires éprouvés, quoiqu'inégalement, par ses dimensions conflictuelles.

Fawaz Gerges note que, de la même manière que ses conseillers évoquent souvent le fondamentalisme islamique en termes hautement antagonistes, le président a usé à plusieurs reprises d'un langage hostile à l'égard de l'islam et des musulmans<sup>17</sup>. Dans son autobiographie, il retrace l'histoire des scissions successives du monde musulman à l'aune d'interprétations concurrentes des dires du prophète :

« Les chiites se divis[ent] en nombreux groupes rivaux, incluant plusieurs sectes fondamentalistes radicales qui demandent l'abolition des gouvernements séculiers et leur remplacement par des théocraties sacerdotales ; pour atteindre ces buts, ils ont institutionnalisé le meurtre et le terrorisme au nom de Dieu, promettant à leurs fidèles une admission immédiate au Paradis s'ils mourraient pour leur foi ou tuaient un ennemi qui la défiait. [...] Je ne crois pas qu'on puisse surestimer l'importance que l'essor du fondamentalisme islamique aura pour le reste du monde dans le siècle à venir, notamment si, comme cela semble possible, ses éléments les plus fanatiques mettent la main sur des armes chimiques ou nucléaires et les moyens d'en user contre leurs ennemis. »<sup>18</sup>

Si cette rhétorique résolue témoigne du style idéologique du président et de l'escalade des tensions entre les Américains et les islamistes, elle n'empêche pas l'administration de s'appuyer sur des factions d'obédience politique et religieuse similaire lorsqu'elles lui permettent de combattre son ennemi principal, l'URSS, en Afghanistan, au Pakistan et en Arabie saoudite. C'est l'un des éléments permettant d'expliquer son évolution progressive au milieu des années 1980 vers une posture plus accommodante avec la République islamique, lorsque des groupes vus comme « modérés » en son sein semblent à même de faciliter la libération des otages américains détenus au Liban<sup>19</sup>.

Dans son testament politique, qu'elle a d'ailleurs dédié à Ronald Reagan, Margaret Thatcher convient, en tant que conservatrice et chrétienne, pouvoir apprécier la visite d'un pays musulman ou la lecture d'un penseur de l'islam. Elle n'en reste pas moins troublée par la connexion entre l'islam et la violence. Indépendamment des débats sur les enseignements du Coran, elle relève une étroite connexion entre l'extrémisme islamique et la violence terroriste<sup>20</sup>. Son secrétaire privé aux Affaires étrangères Charles Powell met en perspective son hostilité viscérale au terrorisme avec son attachement à

<sup>17</sup> GERGES Fawaz, *America and Political Islam. Clash of Cultures or Clash of Interests?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 70.

<sup>18</sup> REAGAN Ronald, *An American life*, New York, Simon & Schuster, 2011, p. 408-409.

<sup>19</sup> Malgré l'embargo touchant l'Iran, le CSN organise la vente par Israël d'armes à l'Iran en échange d'une promesse de faciliter la libération des Américains détenu par le Hezbollah. Israël doit être rémunéré pour ses services et réapprovisionné en armes. L'Iran doit par ailleurs régler le montant des achats aux États-Unis. Les bénéfices doivent financer la lutte menée au Nicaragua par le groupe armé des Contras contre le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega, en infraction à l'amendement Boland voté par le Congrès en 1982. L'initiative doit enfin permettre un rapprochement entre le gouvernement des États-Unis et des acteurs politiques iraniens prêt à travailler à la disparition de l'ayatollah dans le sens d'une normalisation entre Washington et Téhéran. Les livraisons d'armes ne sont pas suivies de la libération attendue des otages. L'auto-proclamée « Entreprise » est interrompue à la suite de sa divulgation par le magazine libanais *Ash-Shiraa* le 3 novembre, à l'initiative de Mehdi Hashemi, un officier supérieur des Gardiens de la révolution qu'il s'y était opposé. On parle alors d'*Irangate*.

<sup>20</sup> THATCHER Margaret, *Statecraft: Strategies for a Changing World*, Londres, HarperCollins, 2002, p. 217, 220.

l'ancien régime comme une force de stabilité et de sécurité au Moyen-Orient. Elle regarde avec inquiétude le développement par l'Iran islamique d'une rhétorique et d'une politique de confrontation. Sa volonté de conserver des relations étroites avec les pays du Golfe s'inscrit ainsi dans une double logique d'endiguement. Consciente des intérêts économiques du Royaume-Uni dans la région, elle considère les régimes conservateurs comme des boucliers à l'expansion de l'islamisme radical et du communisme au Moyen-Orient, cependant que les partenaires de la région regardent la Dame de fer comme un recours contre la menace iranienne et héraut de la lutte contre Moscou dans le monde<sup>21</sup>.

Sa prévention islamique et sa préférence impériale ne conduisent pas pour autant M. Thatcher à aller à l'encontre du travail de normalisation avec l'Iran. La réflexion au sujet de la réponse à apporter à un courrier que lui adresse Chapour Bakhtiar en 1985 le montre. De Paris, l'opposant en exil l'appelle à faire pression en faveur d'une résolution rapide de la guerre en mettant en place un embargo sur les armes contre l'Iran. Le FCO suggère de ne pas y apporter de réponse. Londres a de fait évité de dialoguer avec les groupes d'opposition depuis la révolution afin de ne pas attiser les tensions persistantes avec la République islamique. Leur association avec le terrorisme international inquiète également : le groupe de Chapour Bakhtiar a revendiqué plusieurs actes de violence en Iran. Londres se limite ainsi à accuser réception du courrier et à prendre note de ses positions depuis son ambassade à Paris<sup>22</sup>.

Les anciens pahlaviens continuent par ailleurs à se rappeler aux bons souvenirs des soutiens du régime impérial. Ardeshir Zahedi, ambassadeur du trône du Paon à Londres puis à Washington, est invité par Charles Price à l'occasion de la réception donnée à Grosvenor Square pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du sénateur américain John Tower. Le député Julian Amery, ancien secrétaire du groupe parlementaire anglo-iranien, ne manque pas de faire part au FCO de ses échanges avec le diplomate acculé à l'exil. Ce dernier alerte, comme par le passé, sur la fragilité de la République islamique, qui ne saurait à ses yeux survivre à l'ayatollah, et sur les risques que les Soviétiques supplantent les Occidentaux auprès du régime appelé à lui succéder. Conscient des efforts déployés par Londres pour rester en relation avec Téhéran, l'Iranien s'est gardé de formuler des propositions, faute d'être reconnu comme intermédiaire d'une entreprise de déstabilisation des islamistes. J. Amery s'étonne que nul officiel ne soit autorisé à le recevoir, alors que le sous-secrétaire d'État adjoint John Leahy s'est entretenu avec le fils de l'ancien shah, pour lequel un proche conseiller de M. Thatcher, le député Ian Gow, avait donné un dîner au Cavalry Club. Invoquant l'ancienneté des liens avec les pahlaviens, J. Amery appelle Geoffrey Howe à ne pas négliger l'importance de la loyauté personnelle que le FCO a eu l'habitude, certes discrète, de cultiver<sup>23</sup>. Tout en remerciant le député de prendre le temps de l'informer de ses contacts avec les exilés iraniens, le secrétaire d'État ferme cependant la porte à un échange avec A. Zahedi<sup>24</sup>.

Les contacts de l'ancien ambassadeur avec le président américain sont plus personnels et moins politiques. Il lui envoie ainsi de Suisse, où il est exilé, une œuvre du sculpteur expressionniste figuratif

<sup>21</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020.

<sup>22</sup> TNA, PREM 19/1808, Appleyard to Powell, 31st March, 1985.

<sup>23</sup> TNA, PREM 19/1808, Amery to Howe, 3rd October, 1985.

<sup>24</sup> TNA, PREM 19/1808, Howe to Amery, 15th October, 1985.

Edward Boehm en guise de présent d'anniversaire. R. Reagan en accuse réception en déclarant se rappeler avec nostalgie les soirées que le diplomate organisait durant son ambassade à Washington, ainsi que son hospitalité à l'égard des Reagan durant leur séjour à Téhéran<sup>25</sup>. Le président est aussi en relations épistolaires, mais convenues et ponctuelles, avec la demi-sœur de l'ancien shah, Fatimah, fille de la quatrième épouse du fondateur de la dynastie, qui réside à Londres à la fin des années 1980<sup>26</sup>.

Le scandale de la révélation des négociations menées avec l'Iran ruine la crédibilité de R. Reagan et le conduit au bord de la procédure de destitution. Confronté aux risques des limites de son inimitié islamique, il reçoit de M. Thatcher l'une des plus fortes, et sans doute sincères, marques de soutien :

« Ce que vous avez accompli en restaurant la fierté et la confiance de l'Amérique et en donnant à l'Occident la direction dont il a besoin est bien trop substantiel pour être durablement ruiné. Le message que je porterai auprès de tous est que tout ce qui vous affaiblit, affaiblit l'Amérique et avec elle l'ensemble du monde libre. Ce qu'il s'est passé en Iran est derrière nous et rien ne peut le changer. Je crois intimement que le message doit être maintenant qu'il reste encore des défis importants devant nous et que c'est vous qui les relèverez. »<sup>27</sup>

Alors que l'attitude des Américains est particulièrement ressentie par les Britanniques<sup>28</sup>, les mots de la Première ministre témoignent, sinon du degré de maturité politique, du niveau d'empathie personnelle auquel est parvenue la relation entre les deux dirigeants. Ce dernier ne manque pas d'étonner dans l'entourage de la Dame de fer. Même son conseiller George Urban, qui avaient prôné son rapprochement avec son homologue américain au début des années 1980, considère alors que la relation bilatérale devient au fur et à mesure déséquilibrée au point d'être embarrassante<sup>29</sup>. Le niveau de maturation relationnelle auquel sont arrivés les membres des entourages les enjoint plus à la modération.

## **B. La triangulation relationnelle des entourages**

### **1. La concurrence des conseillers de politique étrangère**

Lors de son entretien avec Ronald Reagan en décembre 1984, Margaret Thatcher le félicite d'avoir conservé pour son second mandat la plupart des membres de sa première administration, gage d'une continuité rassurante. Les recompositions touchant les entourages témoignent en effet d'un maintien aux affaires d'acteurs déjà familiers de la relation à l'allié atlantique ou au partenaire iranien.

La fin des années 1980 est pourtant marquée par une complexification du cercle des conseillers de politique étrangère. À Londres, la configuration est celle d'une permanence concurrente entre un secrétaire privé aux Affaires étrangères, détaché du FCO à Downing Street, et un conseiller de politique

<sup>25</sup> RRL, Presidential Handwriting Files, Series II, Box 17, Folder 277, Reagan to Zahedi, 9th February, 1987.

<sup>26</sup> RRL, Presidential Handwriting Files, Original Legal, Reagan to Pahlavi, 15th November, 1987.

<sup>27</sup> RRL, White House Office of Records Management, Presidential Handwriting Files, Presidential Phone Calls, Folder 169, Thatcher to Reagan, 4th December, 1986.

<sup>28</sup> Cf. chapitre 11, III, A, Les impressions de l'*Irangate*.

<sup>29</sup> URBAN George, *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher: An Insider's View*, Londres, I. B. Tauris, 1996, p. 95-97.

étrangère, fonction créée par M. Thatcher en 1983. Le poste de secrétaire privé est occupé par Charles Powell, qui succède à John Coles quand celui-ci devient en 1984 ambassadeur à Amman. Après des études d'histoire contemporaine à Oxford, il intègre le FCO au bureau Oman et Mascate du département du Moyen-Orient. Au cours d'une carrière dominée par des postes européens, il travaille au bureau de la planification, pour lequel il effectue un premier séjour aux États-Unis. Il y revient en 1971 comme secrétaire privé de Lord Cromer, ambassadeur à Washington. La faible expérience de ce dernier, récompensé pour son soutien au parti conservateur, est pour C. Powell l'occasion de se familiariser avec les arcanes et acteurs de la scène politique américaine, tels Richard Nixon et Henry Kissinger. Il perçoit les échos de la guerre du Kippour et du traumatisme du Vietnam<sup>30</sup>. Si l'Iran est peu présent, il se rappelle avoir fréquenté Ardeshir Zahedi, qui l'invite à l'occasion aux soirées qu'il organise<sup>31</sup>.

Devenu secrétaire privé de M. Thatcher, il contribue étroitement au quotidien à la définition de la politique étrangère, au point de susciter l'étonnement agacé d'un FCO laissé à la marge de ce premier cercle. Contrairement à la tradition, qui suppose un renouvellement régulier du titulaire du poste, la Dame de fer entend d'ailleurs restée flanquée de son cavalier diplomatique. Ce dernier est en contact personnel avec l'ensemble des assistants du président pour les affaires de Sécurité nationale qui se succèdent à Washington pendant les administrations Reagan et Bush. Une ligne téléphonique directe est même mise en place à son époque entre son bureau de Downing Street et la Maison-Blanche<sup>32</sup>. Le journaliste Gavin Esler la considère à ce titre comme le lien principal entre Londres et Washington<sup>33</sup>.

Son influence sur la réflexion de la Première ministre pose la question de la pertinence du mandat de conseiller de politique étrangère confié en parallèle à Percy Cradock, par ailleurs directeur du JIC. Il étudie les lettres et le droit à Cambridge avant de débiter une carrière diplomatique largement consacrée à la Chine. Il dirige de 1969 à 1971 le département de planification, où il rencontre C. Powell. Devant la place prise par ce dernier dans le processus décisionnel après 1983, il convient qu'il devient difficile de déterminer où M. Thatcher finit et où commence C. Powell. Il exprime aussi de la réticence à accepter le portefeuille, convaincu que la Première ministre dispose en Geoffrey Howe d'un excellent conseil en politique étrangère. S'il s'abstient de voyager aux côtés de M. Thatcher pour éviter une dissonance diplomatique d'ailleurs souvent reprochée à l'allié américain, il voyage cependant régulièrement à Washington pour échanger avec la direction du CSN, de la CIA et du département d'État<sup>34</sup>.

Pendant ce temps, les recompositions successives du CSN témoignent des crises traversées par l'institution sous la direction de Robert McFarlane (octobre 1983-décembre 1985) puis de John Poin-dexter (décembre 1985-novembre 1986). Celles-ci culminent avec la révélation en 1986 de la tenue de

<sup>30</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec Liz Cox, 18 juillet 2000 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Powell.pdf>

<sup>31</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020.

<sup>32</sup> POWELL Charles, "Introduction", in HOLT Andrew, DOCKTER Warren, *Private Secretaries to the Prime Minister. Foreign Affairs from Churchill to Thatcher*, Londres, Routledge, 2017, p. 5.

<sup>33</sup> ESLER Gavin, "Different lessons that the Gulf war taught", *Scotland on Sunday*, 11th October, 2002.

<sup>34</sup> CRADOCK Percy, *In Pursuit of British Interests: Reflections on Foreign Policy under Margaret Thatcher and John Major*, Londres, John Murray, 1997, p. 7, 9, 10 et 14.

négociations secrètes avec l'Iran, précipitant un retour au fonctionnement normal du travail interdépartemental de supervision et de coordination, sous Frank Carlucci (novembre 1986-novembre 1987) puis sous le lieutenant-général Colin Powell (novembre 1987-décembre 1988)<sup>35</sup>.

La nomination de R. McFarlane en 1983 est accueillie positivement par Londres, qui se réjouit de son expérience, de son pragmatisme et de son atlantisme<sup>36</sup>. Il revendique dans ses mémoires un intérêt ancien pour le golfe Persique, qu'il regarde comme d'une importance stratégique vitale pour les États-Unis. À son arrivée au département d'État en 1981, il appelle à associer la région et l'Iran à la liste des priorités de l'administration républicaine pour le développement de nouvelles stratégies<sup>37</sup>. Cette préoccupation pour l'Iran le conduit à promouvoir une politique de rapprochement avec des groupes se présentant comme modérés, en maintenant dans l'ignorance les départements d'État et de la Défense. Elle est envisagée comme un pendant à l'ouverture secrète à la Chine à laquelle avait présidé son mentor H. Kissinger. Si Londres est aussi tenu à l'écart pour des raisons de confidentialité qui témoignent des limites de la sincérité interalliée, R. McFarlane signifie rapidement sa volonté de rétablir les liens étroits entre le CSN et le Cabinet britannique qui existaient dans les années 1960 et 1970 sur les questions nucléaires, en les élargissant. Ces liens ont été distendus au début des années 1980 en raison de la volonté de mise en retrait de Richard Allen et William Clark. Le secrétaire au Cabinet Robert Armstrong note que de telles relations outrepassant les canaux diplomatiques habituels poseraient un problème au FCO. Les Britanniques pourraient cependant y trouver un intérêt vu l'éclatement du cercle décisionnel à Washington et la distance séparant parfois la Maison-Blanche et le département d'État. L'expérience de R. McFarlane semble convaincre R. Armstrong à encourager ses bonnes dispositions envers Londres<sup>38</sup>. M. Thatcher y oppose pourtant un refus, doutant de la valeur du conseiller en tant qu'interlocuteur<sup>39</sup>. Sa proximité personnelle avec R. Reagan diminue d'ailleurs l'utilité du contact.

Les lauriers académiques de l'amiral Poindexter ne bénéficient pas à son exercice au CSN. Docteur en physique nucléaire, vétéran du département de la Marine et du CSN, il est dépourvu de l'intimité de W. Clark avec le président ou des connaissances en relations internationales de son prédécesseur<sup>40</sup>. Il aurait confié à C. Powell n'avoir jamais lu le *New York Times* ou le *Washington Post*<sup>41</sup>. La brièveté de sa présence à la tête du CSN est due à son implication dans l'affaire Iran-Contra. Il est cependant en contact avec le secrétaire d'État à l'Intérieur Douglas Hurd, ancien ministre d'État chargé des affaires iraniennes au FCO, dans le cadre de la collaboration transatlantique sur les questions terroristes<sup>42</sup>.

Son remplacement par Frank Carlucci entend restaurer la crédibilité de l'institution comme honnête

<sup>35</sup> DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 147.

<sup>36</sup> Cf. chapitre 7, I, A, 1, John Coles et les recompositions du conseil de Sécurité nationale.

<sup>37</sup> MCFARLANE Robert, *Special Trust*, New York, Cadell and Davies, 1994, p. 18.

<sup>38</sup> TNA, PREM 19/1404/3, Armstrong to Thatcher, 9th November, 1983.

<sup>39</sup> TNA, PREM 19/1404/4, Coles to Armstrong, 11th November, 1983.

<sup>40</sup> CANNON Lou, *President Reagan: The Role of a Lifetime*, New York, PublicAffairs, 2000, p. 625.

<sup>41</sup> POWELL Colin (avec Joseph PERSICO), *My American Journey*, New York, Random House, 1995, p. 309

<sup>42</sup> RRL, White House Staff and Offices, 1981-1989, Coy, Craig: Files, RAC Box 2, Terrorism Meeting with the British 05/28/1986 (2), Sommer to Poindexter, Your Meeting with Douglas Hurd: 10:30 a.m., May 28, 1986, 27th May, 1986.

courtier du processus interdépartemental, déclare-t-il lui-même à sa nomination<sup>43</sup>. Après des études en administration des affaires à Princeton, où il rencontre Donald Rumsfeld, il intègre le service étranger et enchaîne les affectations en Afrique, au Brésil et au Portugal, où il devient ambassadeur. Il exerce au Bureau de la gestion et du budget puis au secrétariat d'État à la Santé et à l'Éducation. Mais ce sont ses postes de directeur-adjoint de la CIA pendant la révolution iranienne puis de secrétaire d'État adjoint à la Défense en 1981-1982 qui l'apprentent au mieux à la direction du CSN (1986-1987) et du Pentagone (1987-1989). Il a ainsi déjà approché la Première ministre, qui le reçoit à Londres en août 1987<sup>44</sup>. Il y rencontre R. Armstrong au Cabinet, avec lequel il échange sur les questions terroristes<sup>45</sup>, et David Mellor au FCO, avec lequel il aborde la situation du golfe Persique<sup>46</sup>. Robert Oakley, ancien titulaire du portefeuille moyen-oriental au bureau de la planification, puis coordinateur pour le contre-terrorisme au département d'État, devenu directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, est quant à lui reçu à Londres par John Young, directeur du département du Moyen-Orient au FCO, dans le cadre de la réflexion sur les tentatives onusiennes de résolution du conflit entre l'Iran et l'Irak<sup>47</sup>.

C'est un proche de Frank Carlucci qui le remplace à la tête du Conseil à la fin de l'année 1987. Le général Powell sert au Vietnam et en Corée avant d'entamer une carrière au sein de la branche exécutive. Collaborateur du secrétaire à l'Énergie en 1979, il intègre le Pentagone pendant la révolution. Il y rencontre F. Carlucci, dont il devient le conseiller militaire avant de le seconder puis de lui succéder au CSN. Selon Coral Bell, la présence de F. Carlucci à la Défense, de C. Powell au CSN et de George Shultz au département d'État permet à l'institution de fonctionner avec la cohérence et le pragmatisme souhaités par ses concepteurs<sup>48</sup>. Le secrétaire d'État confirme qu'il forme avec le conseiller « de loin la meilleure équipe, en fait la première véritable équipe, mise sur pied durant toute la présidence de Reagan »<sup>49</sup>. La fréquence des interactions avec Londres témoigne de l'efficacité du fonctionnement du système sur le dialogue transatlantique. Le conseiller s'entretient avec Geoffrey Howe à Londres au nom du secrétaire d'État américain revenu de Moscou, dans un contexte de débats sur la mise en place d'une résolution onusienne et sur l'accroissement d'une présence militaire dans le Golfe pour accélérer le dénouement de la guerre<sup>50</sup>. C. Powell et Ch. Powell sont par ailleurs en contacts réguliers par la « ligne sécurisée », pour clarifier la position de leurs pays respectifs lors des crises qui émaillent les derniers mois du conflit, comme les attaques iraniennes sur le Koweït au mois d'octobre 1987<sup>51</sup>, le

---

<sup>43</sup> GORDON Michael, "NSC Being Restructured to Give More Focus to Coordinating Policy", *The New York Times*, 22nd December 1986

<sup>44</sup> TNA, FCO 8/6755/87, Powell to Parker, Prime Minister's meeting with Mr. Carlucci: the Gulf, 3rd August, 1987.

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/6755/88a, Woolley, Note for record, Call by Mr Carlucci, 4th August, 1987.

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/6755/87a, Darroch to Mellor, Mr Mellor's Lunch with Mr. Carlucci: the Gulf, 3rd August, 1987.

<sup>47</sup> TNA, FCO 8/6756/98, Young to Munro, US/UK talks on the Gulf, 21st September, 1987.

<sup>48</sup> BELL Coral, *The Reagan Paradox: American Foreign Policy in the 1980s*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1989, p. 319.

<sup>49</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph: Diplomacy, Power and the Victory of the American Ideal. My Years as Secretary of State*, New York, Scribner, 1995, p. 991.

<sup>50</sup> TNA, FCO 8/7183/13a, Galsworthy to Burns, Call on the Secretary of State by the US Security National Adviser [sic]: General Powell, 23rd February, 1988.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/6756/126, Powell to Galsworthy, The Gulf, 23rd October, 1987.

lancement de missiles Silkworm contre le navire américain USS Gary en avril 1988<sup>52</sup> et l'abattage d'un Airbus iranien par un missile sol-air tiré depuis l'USS Vincennes en juillet 1988<sup>53</sup>.

## 2. Geoffrey Howe et George Shultz, les conflits de loyauté

La nomination de Geoffrey Howe à la tête de la diplomatie britannique distingue l'un des plus anciens compagnons de route de Margaret Thatcher. À l'occasion de sa première visite aux États-Unis dans le cadre de cette fonction, le département d'État rappelle qu'il est bien connu de l'administration du fait de ses fonctions précédentes de chancelier de l'Échiquier, qui l'ont conduit en mai 1983 à participer au sommet économique de Williamsburg. À l'inverse de son prédécesseur Francis Pym, il apparaît comme un conseiller de confiance. Les Américains le voient comme un expert aguerri des questions économiques internationales, sa nomination démontrant le crédit que la Première ministre porte en ses capacités et l'importance qu'elle attache à la reprise économique<sup>54</sup>. Si les alliés semblent croire que le nouveau secrétaire d'État pense comme la résidente de Downing Street, celle-ci n'est pourtant pas exempte de critiques sur sa tendance à céder devant le compromis, comme le rapporte un câble de 1973 au département d'État<sup>55</sup>. Dans ses mémoires, M. Thatcher rend hommage à ses capacités de négociateur, nourries de sa formation de juriste et de son expérience à l'Échiquier. Elle regrette cependant sa tendance, répandue au FCO, de subordonner avec réticence la politique à l'intérêt national<sup>56</sup>.

L'importance des questions européennes à sa nomination fait passer au second plan les questions iraniennes, que G. Howe délègue à l'un de ses amis, Richard Luce, lequel avait été son secrétaire privé parlementaire quand lui-même était ministre d'État au Commerce dans les années 1970<sup>57</sup>. Ses premiers mois aux FCO le confrontent par ailleurs à la tempête transatlantique consécutive à l'invasion de Grenade. L'humiliation est d'autant plus forte que, le soir, M. Thatcher dîne avec John Louis, alors ambassadeur à Londres, pendant que G. Howe vante dans un discours devant l'Association des banquiers américains « l'extraordinaire proximité des relations entre les deux pays ». Il se demande alors ce qu'il s'agit de faire d'une relation, toute spéciale qu'elle soit, si un message sollicitant un conseil est suivi d'un autre signifiant que ce conseil ne saurait être suivi. Rejetant l'usage du terme « spécial », il promet à l'égard de l'allié américain une politique de « décanichification » (*sic*), regrettant les critiques suscitées par le déséquilibre des relations entre le président et la Première ministre<sup>58</sup>. Dans cet esprit, il profite de sa présence aux réunions de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour présenter devant

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/7253/28b, Powell to Culshaw, The Gulf, 19th April, 1988.

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/7253/58b, Powell to Resident Clerk, The Gulf, 3rd July, 1988.

<sup>54</sup> RRL, White House Staff and Office Files, Sommer, Peter R. Files, Box 90424, United Kingdom – 1983 – 07/12/1983-07/21/1983, Department of State Briefing Paper, The President's Meeting with UK Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe, Thursday, July 14, 3:30, 12th July, 1983.

<sup>55</sup> NARA, RG59, Central File 1970-73, Box 2652, Annenberg to State, London A-831, Margaret Thatcher's Views on Politics and Tory Personalities, 25th June, 1973.

<sup>56</sup> THATCHER Margaret, *The Downing Street Years*, Londres, Harper Press, 2011 p. 309.

<sup>57</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

<sup>58</sup> HOWE Geoffrey, *Conflict of Loyalties*, Londres, Macmillan, 1994, p. 329 et 543.



le Council on Foreign Relations la vision britannique des voies de rétablissement de l'économie mondiale<sup>59</sup> et des défis posés à la communauté atlantique<sup>60</sup>.

Contrairement à son homologue, le secrétaire d'État américain a une ancienne expérience des affaires iraniennes. George Shultz est d'abord un homme de l'Académie, comme il se plaît à le rappeler, ancien étudiant à Princeton et docteur en économie industrielle du Massachusetts Institute of Technology. Il enseigne les relations industrielles à Chicago entre 1957 et 1968, période pendant laquelle il rejoint le bureau des conseillers économiques de la Maison-Blanche, tremplin vers sa carrière gouvernementale. Secrétaire au Travail, directeur du bureau du Budget et de la Gestion puis secrétaire au Trésor, il intègre en 1974 le groupe de travaux publics Bechtel, où il se familiarise avec Caspar Weinberger aux enjeux du Moyen-Orient. C'est à ce titre qu'Henry Kissinger le désigne comme négociateur auprès du shah pour traiter des termes d'un accord pétrolier. Alors que Téhéran ambitionne de constituer un arsenal nucléaire à usage présenté comme civil, il s'agit alors de fonder la modernisation économique de l'Iran. Le futur secrétaire d'État rencontre ainsi en son chalet de Saint-Moritz le souverain iranien, qu'il décrit comme un « homme assuré, large d'esprit, très impressionnant »<sup>61</sup>.

À sa nomination, son scepticisme à l'égard d'Israël tranche avec le soutien de son prédécesseur à l'État hébreux. Il ne présage cependant pas, selon Massachusetts Avenue, un changement de politique américaine, dans la mesure où les soutiens à Tel Aviv sont nombreux sur la place washingtonienne<sup>62</sup>. L'ouverture secrète aux Iraniens dits « modérés » se fait d'ailleurs via Israël. Dans un portrait qu'il lui consacre à la fin des années 1980, Antony Acland, alors ambassadeur à Washington, rappelle que le secrétaire d'État s'est toujours opposé à l'initiative, qui n'a été discutée que quelques fois en sa présence. Lorsque décision a été prise de la mettre en place, il en a été tenu à l'écart par le CSN, ce qui lui a permis de rehausser son prestige auprès du Congrès en sortant de la crise renforcé dans son intégrité, même s'il se reproche ensuite de ne pas avoir agi pour faire avorter l'opération<sup>63</sup>.

Pour un homme acquis à la négociation, la « relation spéciale » apparaît comme l'un des leviers de la politique étrangère américaine. Oliver Wright rapporte en 1982 qu'il considère Londres comme le plus sûr allié de Washington. S'il accorde de la valeur au point de vue britannique, il est difficile à dissuader de ses convictions, ce qui conduit O. Wright à souscrire à l'opinion d'H. Kissinger : c'est un homme à avoir à ses côtés en cas de crise<sup>64</sup>. Il rencontre pour la première fois M. Thatcher à Chequers en 1982, lors d'un entretien au cours duquel la Première ministre se lance dans une défense et illustration de la liberté des marchés et de la force de l'alliance contre la menace soviétique. Son interlocuteur rentre à Washington convaincu de l'assurance de la Dame de fer quant à ses objectifs et aux raisons

---

<sup>59</sup> PUL, MC104, Subseries 4B, Box 497, Folder 8, The World Economy: problems of transition, 21st September, 1982.

<sup>60</sup> PUL, MC104, Subseries 4B, Box 504, Folder 33, Atlantic Community: The View from Britain, 25th September, 1984.

<sup>61</sup> GFL, National Security Adviser, Box 9, Memorandum of Conversation, Ford, Kissinger, Shultz, Robinson, Scowcroft, 7th February, 1975.

<sup>62</sup> TNA, PREM 19/1405, Henderson to FCO, Washington 2258, Haig's resignation: Shultz's appointment, 25th June, 1982 et Henderson to FCO, Washington 2273, Haig's resignation, 28th June, 1982.

<sup>63</sup> TNA, FCO 160/270/16, Acland to Howe, George P. Shultz, 18th January, 1988.

<sup>64</sup> TNA, PREM 19/1655, Wright to Acland, George Shultz: the calming influence, 28th December, 1982.

qui y président. Alors que le partenariat entre le Président et la Première ministre participe d'un renforcement sans précédent de la relation transatlantique, la manière la plus pertinente d'appréhender la dirigeante, qu'il qualifie d'indomptable et confesse admirer, est de savoir de quoi il parle et de soutenir la contradiction, ses meilleures opinions se forgeant souvent au fil de débats vigoureux<sup>65</sup>.

G. Shultz évoque peu dans ses mémoires G. Howe, qu'il qualifie néanmoins d'ami<sup>66</sup>. Pour ce dernier, le secrétaire d'État, d'abord réservé, s'avère avec le temps un homme stimulant, dont le regard pénétrant révèle l'intérêt alerte d'un homme de lettres devenu homme d'affaires puis homme d'État. Il déclare avoir partagé avec lui une proche appréhension des questions liées à l'URSS et avoir défendu au sujet du Moyen-Orient une communauté d'inspirations, quoique pas toujours de politiques<sup>67</sup>.

Leurs interactions respectives avec l'allié atlantique sont en tout cas régulières. Le secrétaire d'État au FCO se rend à Washington en juillet 1983, où il rencontre le président, le vice-président, les secrétaires d'État, à la Défense et au Trésor<sup>68</sup>. Six mois plus tard, G. Howe reçoit G. Shultz en tête à tête au FCO et participe avec lui à une réunion de travail à Downing Street<sup>69</sup>. Les deux hommes se retrouvent en juillet 1984 à Washington pour aborder la planification de crise devant répondre à l'escalade dans le golfe Persique<sup>70</sup>. L'Américain fait part au Britannique de sa rencontre avec Tariq Aziz en avril 1985 dans une correspondance personnelle dont la régularité complète celle de leurs entretiens<sup>71</sup>. Il rappelle à ce titre l'importance de l'étroite coopération entre leurs pays sur les questions relatives à la guerre<sup>72</sup>. G. Howe se rend à nouveau à Washington en juin 1986 pour défendre les efforts de médiation engagés par l'ONU après le vote d'une nouvelle résolution au début de l'année<sup>73</sup>, puis en avril 1987 dans un contexte de multiplication des attaques de convois dans le Golfe, qui pose la question de la protection par les Occidentaux des navires battant le pavillon des partenaires de la région<sup>74</sup>.

Les deux hommes profitent également de réunions internationales pour se rencontrer en privé, comme à Berlin en janvier 1987, où ils abordent le futur des relations à l'Iran quelques semaines après l'éclatement de l'Irangate<sup>75</sup>, et au sommet économique de Venise en juin 1987, dans un contexte de reprise des efforts pour obtenir des Nations unies une résolution organisant un embargo sur les armes à destination des deux belligérants<sup>76</sup>. Leurs séjours à New York sont également l'occasion de consultations bilatérales sur les questions régionales, comme en juillet 1987<sup>77</sup> et en septembre 1988<sup>78</sup>.

<sup>65</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph*, *op. cit.*, p. 152 et 154.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 336.

<sup>67</sup> HOWE Geoffrey, *Conflict of Loyalties*, *op. cit.*, p. 311.

<sup>68</sup> RRL, White House Staff and Office Files, Sommer, Peter R. Files, Box 90424, United Kingdom – 1983 – 07/12/1983-07/21/1983, Department of State Briefing Paper, The President's Meeting with UK Foreign Secretary Sir Geoffrey Howe, Thursday, July 14, 3:30, 12th July, 1983.

<sup>69</sup> TNA, FCO 8/5381/6, Fall to Marshall, Visit of Mr Shultz: 15 January, 16th January, 1984.

<sup>70</sup> TNA, PREM 19/1284/39, Wright to FCO, Washington 1651, Secretary of State's Dinner with Shultz, 26th May, 1984.

<sup>71</sup> TNA, FCO 8/7253/14, Shultz to Howe, 18th April, 1988.

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/5934, Howe to Washington, FCO 599, Iran/Iraq: message to Mr Shultz, 4th April, 1985.

<sup>73</sup> TNA, FCO 8/6381, McClelland, Secretary of State's visit to the US, Iran/Iraq, 16th June, 1986.

<sup>74</sup> TNA, FCO 8/6754/27, Secretary of State's visit to Washington and Chicago: 9/10 April, April 1987.

<sup>75</sup> TNA, FCO 8/6382, Middle East Department, Bilateral with Mr Shultz, 6/7 January, December 1986.

<sup>76</sup> TNA, FCO 8/6815, Venice Economic Summit: Secretary of State's bilateral with Mr Shultz: 9 June, June 1987.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/6755/76b, Galsworthy to Fowler, 20th July, 1987.

G. Shultz se rend à Londres en octobre 1987, où il rencontre le roi de Jordanie et s'entretient avec G. Howe, qui l'exhorte à modérer les réponses militaires que Washington pourrait apporter aux provocations iraniennes<sup>79</sup>. Deux mois plus tard, il fait escale à Londres pour un petit-déjeuner de travail au FCO et un entretien à Downing Street, au menu duquel figure la guerre dans le Golfe<sup>80</sup>. Entre un séjour à Moscou et une visite au Moyen-Orient, l'Américain se rend à nouveau auprès du Britannique dans le contexte des négociations des mesures visant à accélérer la résolution du conflit<sup>81</sup>. La dernière visite à Londres du président Reagan est l'occasion d'échanges sur l'embargo sur les armes et la sécurité des convois<sup>82</sup>, la défense du Golfe restant au cœur des préoccupations américaines et britanniques.

### 3. George Younger et Frank Carlucci, la défense de l'alliance

Margaret Thatcher note dans ses mémoires que la carrière politique de George Younger prouve, à rebours d'un mythe tenace, que les gentilhommes ont une place en politique<sup>83</sup>. Né en Écosse dans la famille du fondateur de la brasserie George Younger & Son, il sert dans le régiment d'infanterie des Highlanders d'Argyll et de Sutherland à Berlin et dans l'armée territoriale en Corée avant d'étudier l'histoire à Oxford. Il dirige ensuite l'entreprise familiale et se lance en politique. Recruté pour candidater en 1963 sous la bannière conservatrice-unioniste à Kinross et Perthshire-Ouest, il cède sa place à Alec Douglas-Home, qui doit renoncer à la paierie et obtenir un siège pour devenir Premier ministre. Sa carrière se partage entre l'Écosse (il est sous-secrétaire d'État parlementaire pour le développement au bureau écossais de 1970 à 1974) et la Défense (il est ministre d'État en 1974 et secrétaire d'État à la Défense de l'opposition en 1975-1976). Titulaire du portefeuille écossais jusqu'en 1986, il fait preuve d'un charme sans prétention et d'une courtoisie qui lui valent le nom de « Gentleman George »<sup>84</sup>.

Nommé à la tête de la Défense britannique après le départ de Michael Heseltine, il semble selon son biographie David Torrance avoir beaucoup en commun avec son homologue au Pentagone, Caspar Weinberger, dont l'anglophilie ancienne lui permet de tisser aisément des liens avec son nouveau collègue<sup>85</sup>. Dans ses mémoires, l'Américain le dépeint comme un ministre exceptionnellement compétent, intelligent et efficace, avec lequel il travaille étroitement et efficacement sur toutes les questions de défense, notamment sur la mise en place de l'Initiative de défense stratégique en Europe<sup>86</sup>. S'il émet des doutes, comme Geoffrey Howe et la Première ministre elle-même, sur la pertinence de donner à

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/7184/52, Peirce to Burns, UNGA: Secretary of State's bilateral with Shultz, 9th September, 1988.

<sup>79</sup> TNA, FCO 8/6756, Secretary of State's meeting with Mr Shultz: Tuesday 20 October, October 1987.

<sup>80</sup> TNA, FCO 8/6756/143, Howe to Washington, FCO 2011, Shultz visit to London, 16 December, 1st December, 1987.

<sup>81</sup> TNA, FCO 8/7183/16, Secretary of State's bilateral with Mr Shultz: March, Iran/Iraq, 25th February, 1988.

<sup>82</sup> TNA, FCO 8/7184/33, President Reagan's visit to the UK, 2-3 June: Briefing for the Secretary of State's meeting with Mr Shultz: 3 June, 24th May, 1988.

<sup>83</sup> THATCHER Margaret, *The Downing Street Years*, op. cit., p. 756.

<sup>84</sup> STUART Mark, Younger, George Kenneth Hotson (1931–2003) [En ligne], ODNB [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ref:odnb/88768>.

<sup>85</sup> Cf. chapitre 7, I, C, 1, John Nott, Michael Heseltine et Caspar Weinberger, les affinités sélectives.

<sup>86</sup> WEIBERGER Caspar, *Fighting for Peace: Seven Critical Years in the Pentagon*, New York, Warner Books, 1991, p. 316.

Washington l'autorisation d'utiliser les bases américaines situées sur le territoire britannique pour lancer les raids aériens de 1986 sur la Libye, aucun des trois ne se sent capable de la refuser<sup>87</sup>.

Il se rend à Washington au mois de novembre 1987, où il rencontre son homologue au Pentagone, entouré de son adjoint William Taft, du président du Comité des chefs d'État-Major interarmées Jonathan Crowe, de Fred Ickle, chargé de la politique, et de Frank Gaffney, chargé des affaires politiques internationales<sup>88</sup>. Il est aussi reçu par des représentants des deux partis au Congrès. Un accueil unanimement chaleureux lui est réservé, témoignage de la reconnaissance des Américains pour la contribution des Britanniques à la lutte contre la prolifération des mines dans le Golfe et à la coordination des activités avec les forces navales des autres pays européens. Il regrette à son retour à Londres le départ des affaires de C. Weinberger, qui s'est révélé pendant toute la durée de sa présence au Pentagone un allié loyal de Londres<sup>89</sup>. La carrière de ce dernier est couronnée en 1988 par l'octroi du titre de Chevalier de l'empire britannique par la reine Élisabeth, en reconnaissance des services exceptionnels qu'il a rendus pendant la guerre des Malouines aux forces britanniques. Geoffrey Howe évoque une cérémonie intime, dans le salon privé de la souveraine au Palais, à laquelle il se sentit profondément ému et privilégié d'être convié. Malgré sa mise en accusation dans l'affaire Iran-Contra, qui précipite sa démission, G. Howe le décrit comme un bon ami du Royaume-Uni et un homme honorable<sup>90</sup>.

Son remplacement par Frank Carlucci à la tête du Pentagone ne remet pas en question la coopération transatlantique sur les questions de défense. Le nouveau secrétaire à la Défense se rend à Londres dix jours après sa nomination, de retour de Bruxelles où il assiste au Comité des plans de défense du Conseil nord-atlantique. Il rencontre à cette occasion G. Younger, G. Howe et M. Thatcher pour aborder des questions aussi diverses que la contribution à la défense de l'Alliance, l'Initiative de défense stratégique et le Golfe, où il se rend ensuite<sup>91</sup>. Il évoque la protection que la marine britannique pourrait accorder aux convois sous pavillon étranger et le partage du Golfe entre les alliés en zones de protection contre les mines<sup>92</sup>. Les deux hommes se retrouvent à Bruxelles, où ils échangent en tête-à-tête puis avec leurs collègues belges et néerlandais, sans cependant parvenir à un accord sur le développement d'une coopération navale dans le Golfe, mais en ayant convenu de poursuivre le dialogue<sup>93</sup>. Le secrétaire britannique reçoit par ailleurs W. Taft à Londres au mois de juillet 1988, alors que ce dernier effectue une tournée des capitales européennes pour sensibiliser les alliés à la nécessité de leur contri-

<sup>87</sup> ROTH Andrew, "Obituary: Lord Younger", *The Guardian*, 27th January, 2003.

<sup>88</sup> TNA, FCO 8/6756/134, Note for the Record of the Secretary of State's Meeting with Mr Weinberger, Washington, 6th November 1987, 10th November, 1987.

<sup>89</sup> TNA, CAB 128/87, Cabinet Conclusions, 12th November, 1987.

<sup>90</sup> HOWE Geoffrey, *Conflict of Loyalties, op. cit.*, p. 323. Caspar Weinberger participe au transfert à l'Iran de missiles américains Hawk et TWO. Condamné pour avoir menti au Congrès et fait obstruction à l'enquête menée au nom du gouvernement, il est finalement gracié par le Président George Bush en 1992 : WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I: Investigations and Prosecutions, Washington, United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993, p. 405-443; BRINLEY Joel, "Weinberger Faces 5 Counts In Iran-Contra Indictment", *The New York Times*, 17th June, 1992).

<sup>91</sup> TNA, FCO 8/6756/139, Compton, Visit of Mr Carlucci, 2 December, 26th November, 1987.

<sup>92</sup> TNA, FCO 8/6756/148a, Note for the record of the Defence Secretary's meeting with Mr Carlucci, 2nd December 1987, 3rd December, 1987.

<sup>93</sup> TNA, CAB 128/89, Cabinet Conclusions, 28th April, 1988.

bution à la défense de l'Alliance. Le secrétaire adjoint américain à la Défense salue l'investissement des Britanniques sur le sujet. Abordant la question de la guerre dans le Golfe, G. Younger fait part à son interlocuteur des impressions qu'il a retirées de son récent séjour dans la région<sup>94</sup>.

La correspondance entre les deux hommes est également régulière. Elle témoigne d'une évolution de la formalité à la familiarité dans les adresses de l'Américain au Britannique : au « cher collègue »<sup>95</sup> succèdent les « cher Frank »<sup>96</sup> et « cher George »<sup>97</sup>, témoignage de l'accoutumance progressive entre deux partenaires devenus proches par le jeu de la spécialité de leur alliance aux heures critiques du dénouement du conflit. Là où le Britannique déclare placer une grande importance à maintenir une coopération et une communication étroite entre les deux pays et se réjouit que son correspondant pense de même<sup>98</sup>, l'Américain tient à faire part de la haute estime que les forces navales de son pays portent à leurs équivalentes britanniques dans le Golfe et félicite le travail qu'elles ont accomplies<sup>99</sup>.

F. Carlucci se remémore à la fin de sa vie G. Younger comme un homme très agréable, avec lequel on ne saurait ne pas s'entendre, dont les convictions ne l'empêchent pas de présenter le point de vue de son pays de manière franche mais sans offenser personne : il est resté un bon allié, avec lequel aucun problème n'a suscité d'acrimonie<sup>100</sup>. Ce resserrement relationnel entre les secrétaires successifs contribue au renforcement de la spécialité du bilatéralisme autour des questions de défense, compensant les hiatus de confiance pesant parallèlement sur la coopération dans le domaine du renseignement.

#### 4. Christopher Curwen et William Webster, le soupçon chez les espions

Au milieu des années 1980, la piètre estime que les services américains ont des performances des services britanniques instille des tensions sur l'un des piliers des « relations spéciales », que la crise de l'Irangate inverse ensuite au détriment des États-Unis.

À Londres, la condamnation de Geoffrey Prime pour avoir divulgué des renseignements aux Soviétiques pendant qu'il travaillait pour la Royal Air Force puis le GCHQ crée l'embarras. Celui-ci ressurgit avec la controverse consécutive à la tentative par le gouvernement britannique de bannir le syndicalisme au sein de l'institution<sup>101</sup>. L'intransigeance de Margaret Thatcher sur le sujet, qui contraste avec la posture plus consensuelle de Geoffrey Howe, est vue comme le résultat d'une pression de Washington sur Londres, provoquant l'irritation du secrétaire d'État au FCO qui refuse d'y souscrire.

Dans ce contexte de tension chez les espions, la nomination de Christopher Curwen à la tête du

<sup>94</sup> TNA, FCO 8/7184/43, Record of a meeting between the Secretary of State and the United States Deputy Secretary of Defense, 21st July 1988, main building, 21st July, 1988.

<sup>95</sup> TNA, DEFE 69/1738, Carlucci to Younger, 12th August, 1988 et FCO 8/7252, Carlucci to Younger, 31st August, 1988.

<sup>96</sup> TNA, DEFE 69/1738, Younger to Carlucci, 13th September, 1988.

<sup>97</sup> TNA, DEFE 69/1738, Carlucci to Younger, 18th January, 1989.

<sup>98</sup> TNA, DEFE 69/1738, Younger to Carlucci, 13th September, 1988.

<sup>99</sup> TNA, DEFE 69/1738, Carlucci to Younger, 18th January, 1989.

<sup>100</sup> Cité par TORRANCE David, *George Younger, op. cit.*, p. 228-229.

<sup>101</sup> THEAKSTON Kevin, *British Foreign Secretaries since 1974*, Londres, Routledge, 2004, p. 165.

MI6 est celle d'un acteur aguerri au partage de renseignements avec l'allié américain, mais peu formé aux mondes moyen-orientaux. Il sert au sein du 4<sup>e</sup> régiment des hussards de la reine en Malaisie, puis étudie l'histoire au Sidney Sussex College de Cambridge. Il profite de l'été 1951 pour traverser le Sahara sur la route du Nigeria, où son frère aîné travaille pour le service colonial. Lui rejoint l'année suivante les services de renseignement, dans le cadre desquels il sillonne à nouveau l'Asie du Sud-Est.

Comme avant lui Maurice Oldfield, son prédécesseur au poste de C, il est affecté à Washington à la liaison du renseignement britannique en mai 1968. Un collègue américain le décrit alors comme « un type très sympathique », ne pouvant imaginer personne plus discrète<sup>102</sup>. Pendant trois ans, il joue un rôle fondamental dans la consolidation des liens entre les communautés américaine et britannique, à une époque où le directeur de la CIA James Angleton est convaincu que tous les services occidentaux sont infiltrés par les Soviétiques. À son retour à Londres, il est justement chargé de la section surveillant les services soviétiques. Sa conviction que la propagande de Moscou doit être contrée à tous les niveaux s'émanche au poste de directeur du contre-espionnage après 1980. Elle ne le prépare que plus à restaurer la crédibilité du MI6 ébranlé par les échos de la condamnation de G. Prime<sup>103</sup>.

Aux États-Unis, en plus de fragiliser la présidence, l'éclatement de l'Irangate ruine la réputation du CSN et de la CIA. Le directeur du renseignement William Casey ne peut témoigner devant le Congrès, hospitalisé en urgence la veille de sa comparution pour une tumeur au cerveau qui finit par l'emporter. Le rapport de l'avocat Laurence Walsh relève l'existence de preuves démontrant le rôle qu'il a joué au Cabinet dans les ventes d'armes à l'Iran, puis dans la dispersion des fonds auprès des Contras. C'est son adjoint Robert Gates qui exerce l'intérim. Premier choix du président pour remplacer W. Casey, il est contraint de se retirer, le Congrès refusant de confirmer sa nomination du fait de son implication indirecte dans l'affaire. Il aurait été tenu informé de la dispersion des fonds, bien qu'il ait déclaré ne pas en avoir le souvenir. S'il relève que son témoignage est scénarisé et probablement peu sincère, L. Walsh le dispense d'une accusation d'obstruction à l'enquête ou de tentative de mensonges délibérés étant donnée la complexité des activités auxquelles il ne semble pas avoir directement participé<sup>104</sup>.

C'est vers l'ancien directeur du Bureau fédéral d'enquête que se porte le choix du président. Ancien élève de l'Amherst College et de l'École de droit de l'université de Washington, William Webster intègre le barreau du Missouri et se lance dans une carrière de juriste avant de servir dans la réserve de la marine. Républicain de la première heure, c'est aussi un camarade d'études de Stansfield Turner, directeur de la CIA pendant la révolution iranienne, alors que lui-même est à la tête du Bureau<sup>105</sup>. Son exercice à Langley est marqué par la nécessité de sortir l'agence de la nouvelle débâcle iranienne :

« Je n'ai pas hésité à remercier les personnes hors de contrôle qui avaient trahi la confiance quand je savais que les preuves étaient solides. Je ne voulais pas attendre

<sup>102</sup> "Obituary: Sir Christopher Curwen", *The Telegraph*, 23rd December, 2013.

<sup>103</sup> "Sir Christopher Curwen", *The Times*, 27th December, 2013.

<sup>104</sup> WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 201, 232.

<sup>105</sup> WEBSTER William, entretien avec William Baker, 11 mars 2006 [En ligne], Society of Former Special Agents of the FBI [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://www.nleomf.org/assets/pdfs/nlem/oral-histories/FBI\\_Webster\\_interview.pdf](http://www.nleomf.org/assets/pdfs/nlem/oral-histories/FBI_Webster_interview.pdf).

pour m'en défaire s'il devait devenir risqué de les garder. D'autres ont été suspendus en attendant d'avoir la chance d'être entendus au tribunal. Cette purge iranienne a été douloureuse, mais je pense qu'elle a été utile et souveraine et qu'au final la plupart des personnes ont pensé que nous avons fait le nécessaire. Je voulais être prudent. »<sup>106</sup>

Les relations entre le GCHQ et la NSA souffrent également des tensions nées à l'heure du soupçon chez les espions. William Odom, directeur de l'agence de Fort Meade, est un compagnon de route de Zbigniew Brzezinski, dont il partage l'obsession soviétique. À Columbia, il suit le cours du futur conseiller sur les dynamiques de la politique soviétique et soutient une thèse en politique comparée sur les organisations de volontaires soviétiques<sup>107</sup>. Il enseigne à West Point et à Columbia tout en s'engageant au service de son pays : officier de liaison auprès de la mission américaine en Allemagne (1964-1966), il sert à Saïgon puis à Moscou (1972-1974) avant de rejoindre le CSN en qualité d'adjoint militaire pendant la révolution et à l'état-major du renseignement au Pentagone au début des années 1980.

L'historien Mark Urban montre que, tout en se proclamant anglophile et descendant des pères fondateurs, il porte un regard acéré sur la coopération transatlantique, comme sur son homologue britannique Peter Marychurch, ancien cryptographe au MI5 et directeur du SIGINT en Nouvelle-Zélande :

« C'est un fonctionnaire tendu, nerveux, légèrement craintif. Il considère comme sa tâche principale de rester enchevêtré dans le système américain, de chercher à agir comme notre équivalent en Europe, de se tenir si possible entre nous et les autres Européens. Avec ses subordonnés immédiats, il a à mes yeux une opinion largement exagérée de sa compétence et de ses talents personnels. »<sup>108</sup>

Son appréciation des échanges de SIGINT est ainsi dépourvue d'illusions : « c'est une relation inégale : pour le dire rapidement, le jeu britannique est de ramener un seul atout mais de prétendre mener la danse ». Domine alors l'impression d'une agence qui joue toujours dans la cour des Grands sans en encore avoir les moyens. Dans ce contexte, Washington s'implique moins dans le partage. Selon Martin Morland, directeur de l'analyse au JIC, les Américains retiennent de plus en plus les informations, moins sur le bloc soviétique qu'au sujet des régions où ils gardent des intérêts particuliers<sup>109</sup>.

## C. Le réseau d'une parentèle diplomatique

### 1. Anthony Acland et Charles Price, les entremetteurs de la maturité

Dans son premier rapport annuel au FCO, qui lui permet de livrer ses impressions de la scène washingtonienne quelques mois après son arrivée à Massachusetts Avenue, Antony Acland se félicite de la réputation du Royaume-Uni dans la capitale fédérale comme dans l'ensemble des États-Unis :

« L'accueil que j'ai reçu en tant que nouvel ambassadeur britannique a été récon-

<sup>106</sup> WEBSTER William, entretien avec Stephen Knott [En ligne] RROHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp\\_2002\\_0821\\_webster.pdf](http://web1.millercenter.org/poh/transcripts/ohp_2002_0821_webster.pdf)

<sup>107</sup> ODOM William, *The Soviet Volunteers: Modernization and Bureaucracy in a Public Mass Organization*, Princeton, Princeton University Press, 1973.

<sup>108</sup> LOC, William E. Odom papers, Box 25, File 5, Notes and Observations on London and Bergen Mtgs, 6th November, 1985.

<sup>109</sup> URBAN Mark, *UK Eyes Alpha: The Inside Story of British Intelligence*, Londres, Faber and Faber, 1996, p. 60.

fortant. Il est certes vrai que de très nombreux Américains connaissent remarquablement peu le Royaume-Uni et encore moins l'Europe. Mais, de toutes les couches de la société et de toute origine, ils diront invariablement que les Britanniques sont les alliés les plus proches et les plus fiables des Américains, et que nous sommes ainsi bien placés pour influencer cette structure politique diffuse – à la Maison-Blanche, aux Départements, au Congrès et dans les médias. »<sup>110</sup>

L'ambassade d'A. Acland à Washington, comme celle de Charles Price à Londres, étalonne le degré de maturité atteint par la relation bilatérale dans les années 1980. Elle parachève pour le premier une carrière largement consacrée au monde arabe. À Oxford, A. Acland étudie la philosophie, la politique et l'économie mais développe un intérêt précoce pour le Moyen-Orient pour des raisons familiales : ses deux parents sont arabisants, son père ayant servi dans le service politique soudanais et sa mère ayant sillonné la région pour des raisons professionnelles. Il choisit ainsi d'étudier l'arabe à son entrée au FCO. Il se considère cependant comme un « arabiste caduc », n'ayant servi au Moyen-Orient qu'en début de carrière. Il garde de son passage au MECAS le souvenir d'un enseignement de qualité :

« Vous étiez absolument immergé pendant un an, un an et demi, mais pas seulement dans le langage. Vous étiez immergé dans la culture et dans l'histoire. Vous aviez la possibilité de voyager dans la région qui était en 1953 dans une situation de paix, avant de connaître d'effroyables problèmes ensuite. Avec ma première voiture, une Ford Consul, je pouvais rouler en Syrie, vers Alep et Damas, Homs et Hama, redescendre vers Amman, aller à Petra. On apprenait à connaître la région et la population et on partait vivre chez une famille arabe pendant les congés estivaux. »<sup>111</sup>

Adjoint de l'agent politique de la Couronne à Dubaï puis à Koweït au milieu des années 1950, il est chargé de la défense des États de la Trêve et de la conduite, sinon du contenu, de leur politique étrangère. Il se rappelle que Londres intervenait « monstrueusement » dans leurs affaires intérieures, exilant des cheiks décadents, combattants des insurgés, usant même des taxes levées par les Omanais. Ce qu'il qualifie de bonne expérience pour un jeune diplomate ne manque pas de résonner à Washington quand les pays de la région sollicitent l'assistance des Occidentaux devant l'ampleur de la menace iranienne.

Quatre années à la représentation permanente du Royaume-Uni à New York lui donnent un goût de l'Amérique. Directeur du département arabe au FCO dans les années 1970, il gravit les échelons du service. Sous-secrétaire d'État adjoint au FCO et directeur du JIC pendant la révolution, il mesure les lacunes et les biais de l'appréhension des réalités régionales à Londres et à Washington. Pour ce diplomate chevronné, l'arrivée en 1982 à la tête du service diplomatique prend la forme d'un baptême du feu : l'invasion des Malouines par l'Argentine fait basculer le Royaume-Uni dans la guerre et porte par ressac à leur paroxysme les tempêtes transatlantiques. L'expérience n'en est pas moins formatrice et le conduit à recommander lui-même à la Première ministre sa nomination à Massachusetts Avenue.

Vingt ans après sa première affectation dans le pays, il est toujours marqué par l'énergie, la richesse, l'inventivité et les opportunités qui s'en dégagent, notamment pour Londres<sup>112</sup>. Il développe des relations étroites avec le vice-président américain, dont la résidence officielle jouxte la sienne. Les

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/6616, Acland to Howe, United States: Annual Review and First Impressions, 5th January, 1987.

<sup>111</sup> ACLAND Sir Antony, entretien avec Liz Cox, 23 avril 2001 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse [https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Acland\\_4Nwc7JU.pdf](https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Acland_4Nwc7JU.pdf)

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/6616, Acland to Howe, United States: Annual Review and First Impressions, 5th January, 1987.



deux hommes lient des relations informelles qui montrent leur utilité lorsque George Bush succède à Ronald Reagan<sup>113</sup>. Il a du président une vision positive, à rebours de nombre de ses compatriotes : s'il convient qu'il n'est pas un géant intellectuel, il rappelle son instinct politique considérable et met en perspective sa propension à déléguer avec son habileté à s'entourer de collaborateurs compétents<sup>114</sup>.

A. Acland passe aux yeux de certains aux États-Unis pour terre après l'ambassade décomplexée de son prédécesseur Oliver Wright. Un détracteur cité par le *Times* va jusqu'à suggérer qu'il a un costume rayé de trop<sup>115</sup>. Lors de son séjour à Washington, le chef du service diplomatique Patrick Wright rend cependant hommage à une mission roulant comme une Rolls-Royce, servie par un diplomate qui a su rapidement développer des liens étroits avec l'ensemble des membres de l'administration<sup>116</sup>.

Lorsque Ch. Price quitte Grosvenor Square en 1989, le *Times* regrette le départ de « l'ambassadeur américain le plus énergique, engageant et populaire depuis de nombreuses années »<sup>117</sup>. Le succès mitigé de la représentation de John Louis jusqu'à la fin de l'année 1983 a posé la question de la pertinence des « ambassadeurs politiques ». Le rayonnement de son successeur, en écho à la force du bilatéralisme à la fin des années 1980, restaure à Londres le prestige de la diplomatie américaine. Le choix de « Charlie » Price témoigne de l'influence persistante du pahlavien Walter Annenberg, ancien ambassadeur à la Cour de St James. La belle-mère de Ch. Price est une proche de Leonore Annenberg. C'est elle qui suggère que les Price rencontrent les Annenberg en 1975<sup>118</sup>. L'homme d'affaires et l'homme politique se lient d'amitié. Il se retrouvent en Californie chez les Annenberg à l'occasion des fêtes de fin d'année. Ch. Price devient leveur de fonds pour R. Reagan, qui reprend contact avec lui après son élection pour lui proposer un poste à Washington. Consulté par le principal intéressé, W. Annenberg suggère une ambassade, dans la mesure où il est habitué à gérer ses propres affaires<sup>119</sup>.

Nommé à Bruxelles en 1981, il acquiert une expérience considérable sur les questions stratégiques, notamment otaniennes, et développe un dense réseau de contacts au sein de la diplomatie atlantique. La proximité de son épouse Carol avec la Première Dame et ses relations anciennes avec le président, qui lui permettent de joindre rapidement le Bureau ovale par téléphone, en font un candidat idéal pour remplacer J. Louis et restaurer la force d'un bilatéralisme mis à l'épreuve au début des années 1980. Son arrivée à Grosvenor Square coïncide en effet avec les tensions suscitées par les conséquences de la guerre des Malouines, de l'invasion de Grenade et des attentats de Beyrouth sur le devenir de la FMN. L'informalité chaleureuse de son premier contact avec M. Thatcher est à la hauteur des enjeux : les Price et les Thatcher demeurent liés d'amitié bien au-delà de la présence des premiers à Londres<sup>120</sup>.

<sup>113</sup> “Sir Antony Acland”, *The Times*, 10 September, 2021.

<sup>114</sup> ACLAND Sir Antony, entretien avec Liz Cox, 23 avril 2001, *op. cit.*

<sup>115</sup> “Sir Antony Acland”, *The Times*, 10 September, 2021.

<sup>116</sup> TNA, FCO 8/6273/42, Wright to Howe, My Visit to Washington: 12-16 November, 18th November, 1987.

<sup>117</sup> KOCIENIEWSKI David, “Charles H. Price II, Ambassador to Britain, Dies at 80”, *The New York Times*, 16th January, 2012.

<sup>118</sup> HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938–2008*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 215.

<sup>119</sup> Coleman T., “Elements of Diplomacy”, *The Guardian*, 2nd February, 1987

<sup>120</sup> HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square, op. cit.*, p. 231, 239 et 217.

Alors que l'ambassadeur s'empresse de remercier la Première ministre pour son éloge de la relation bilatérale devant les médias en décembre 1983<sup>121</sup>, il est reçu une semaine plus tard à Downing Street. M. Thatcher lui déclare trouver trop rares les échanges de routine entre leurs pays. Au-delà de la visite attendue du vice-président au mois de janvier, elle insiste sur l'importance de la régularité des consultations bilatérales. Elle l'appelle à approfondir les échanges entre son ambassade et le FCO et à solliciter de Washington la visite à Londres de figures dirigeantes de l'administration<sup>122</sup>.

Robin Raphel, en charge du Moyen-Orient à Grosvenor Square, se rappelle l'affabilité et la capacité de l'ancien homme d'affaires à s'entendre avec les différents acteurs politiques. Elles contribuent au rayonnement de ce « républicain à la Eisenhower tout à fait respectable », qui travaille dur et se repose sur ses équipes, notamment sur son adjoint Raymond Seitz. La faiblesse de ses échanges avec Geoffrey Howe s'expliquerait par le fait que ce dernier, qui se plaît à commenter en grec ancien les mémoires de ses collègues<sup>123</sup>, ne le perçoit pas comme un interlocuteur des plus sophistiqués<sup>124</sup>.

Il forge cependant avec la Dame de fer des liens rapidement personnels. Il l'invite à dîner à l'issue de leur premier entretien<sup>125</sup>. La lecture de l'agenda personnel de la Première ministre montre que les résidents de Downing Street et de Grosvenor Square sont en contacts réguliers pendant l'année 1984, lors de réunions de travail<sup>126</sup> et dîners mondains<sup>127</sup>, parfois à Chequers<sup>128</sup>, parallèlement à des échanges de politesse par correspondance<sup>129</sup>. La fréquence des contacts réduit progressivement dans les années suivantes, mais leur tonalité n'en témoigne pas moins d'une intimité relationnelle profitable aux interactions transatlantiques. La commémoration du bicentenaire des relations américano-britanniques en juillet 1985 conduit l'ambassadeur à recevoir les Bush et les Thatcher en grandes pompes à Winfield House, sa résidence officielle à Regent's Park<sup>130</sup>, cependant que le gouvernement britannique lui rend la politesse à Wimbledon, à Downing Street (où sont présents les Annenberg) et à Chequers<sup>131</sup>. Les Price, ambassadeur, épouse et enfants, remercient les Thatcher par des courriers personnels<sup>132</sup>.

La correspondance mesure enfin l'étendue de la relation dans les épreuves du pouvoir. Ch. Price écrit à M. Thatcher pour lui exprimer son soutien tacite lors de l'affaire Westland, qui plonge le gouvernement dans une crise ouverte au sujet du rachat controversé du constructeur d'hélicoptère, condui-

<sup>121</sup> CAC, THCR 1/3/11/42, Price to Thatcher, 12th December, 1983.

<sup>122</sup> PREM 19/1404, Coles to Fall, 19th December, 1983.

<sup>123</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019

<sup>124</sup> RAPHEL Ambassadrice Robin, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

<sup>125</sup> TNA, PREM19/1404/55, Price to Thatcher, 23rd December, 1983.

<sup>126</sup> CAC, THCR 6/1/2/6, Thatcher Engagement Diary, 8th November, 1984; 18th November, 1984; 7th December, 1984; THCR 6/1/2/7, Thatcher Engagement Diary, 9th January, 1985

<sup>127</sup> CAC, THCR 6/1/2/6, Thatcher Engagement Diary, 11th February, 1984; 3rd March, 1984; 4th April, 1984; 11th July, 1984.

<sup>128</sup> TNA, PREM19/1347/2, Price to Powell, 19th November, 1984.

<sup>129</sup> CAC, THCR 3/2/137/48, Thatcher to Price, 5th April, 1984; THCR 1/3/13/75, Price to Thatcher, 14th June, 1984; THCR 1/3/14/13, Price to Thatcher, 24th December, 1984. TNA, PREM 19/1656, Price to Thatcher, 21st November, 1984.

<sup>130</sup> CAC, THCR 6/1/2/7, Thatcher Engagement Diary, 2nd July, 1985.

<sup>131</sup> CAC, THCR 6/1/2/7, Thatcher Engagement Diary, 3rd July, 1985; 6th July, 1985; 28th July, 1985.

<sup>132</sup> CAC, THCR 1/3/17/65, Price to Thatcher, 30th July, 1985.

sant au départ en grand fracas de Michael Heseltine<sup>133</sup>. L'ambassadeur rend hommage au soutien apporté par Londres lors du détournement du paquebot Achille Lauro par le Front de libération palestinien, qui conduit à la mort de l'Américain Leon Klinghoffer<sup>134</sup>, et lors du déploiement de porte-avions américains dans le golfe de Sidra conduisant à une confrontation avec les Libyens<sup>135</sup>. Comme sur ses fronts iraniens, la lutte contre le terrorisme est un combat dans lequel les alliés restent solidaires<sup>136</sup>.

## 2. Crispin Tickell et Vernon Walters, les services discrets

Les expressions de solidarité interalliée n'enlèvent pas la résistance de préjugés à l'égard de l'autre.

« Les Américains peuvent être comme des éléphants dans un jeu de quilles. Ils se voient très bien comme le pays le plus important du monde. Cela signifie qu'ils commettent des erreurs. La seule chose à faire est d'être ferme avec eux et de ne pas les laisser s'en tirer à si bon compte, mais de le faire de manière amicale. »<sup>137</sup>

La vision décomplexée qu'a de l'allié atlantique le représentant permanent britannique à New York à la fin des années 1980 témoigne d'une conscience acérée des enjeux de la diplomatie au terme d'une carrière à l'électisme prononcé. Crispin Tickell intègre en tant que boursier la Westminster School puis le Christ Church College d'Oxford, où il étudie avec les honneurs l'histoire contemporaine. Deux ans de service militaire lui font sillonner le Moyen-Orient quand l'Iran est ébranlé par l'agitation de 1953. Il multiplie au sein du service diplomatique les affectations dans les capitales et aux affaires européennes, à l'exception de trois années au Mexique, où il revient en tant qu'ambassadeur dans les années 1980. Il bénéficie d'une année sabbatique au milieu des années 1970, qui lui permet d'étudier au Centre pour les affaires internationales de Harvard. Alors que ses enseignants conçoivent comme une évidence qu'il se consacre aux affaires européennes ou au contrôle des armes, il se prend de passion pour l'étude du climat, qu'il estime trop négligé dans les études politiques.

C'est son pouvoir de conviction sur les questions environnementales qui attire sur lui l'attention de la Première ministre, laquelle l'inclut bientôt dans le cercle restreint des conseillers bénéficiant de son oreille : « Je pense qu'elle me regardait comme quelqu'un qui pourrait utilement jeter à sa place un pavé dans la marre en défiant la pensée commune. » Grand, mince, urbain, doté d'une immense confiance intellectuelle, il paraît plus à l'aise dans les salons européens ou oxoniens mais se montre aussi compétent sur les croyances religieuses mayas que sur le contrôle des armes nucléaires.

Privé de l'ambassade à Paris qu'il convoitait, il succède à John Thomson à New York. Il y pratique une technique de négociation fondée sur une maîtrise de l'inactivité : assis impassiblement, fixant de ses yeux pâles son interlocuteur, il attend que l'autre fasse un faux pas, tel un chasseur appâtant son gibier. Il démontre également à l'ouvrage un professionnalisme raide, menaçant d'annuler les réunions

<sup>133</sup> CAC, THCR 1/3/19/125, Price to Thatcher, 23rd January, 1986.

<sup>134</sup> CAC, THCR 1/3/17/138, Price to Thatcher, 17th October, 1985.

<sup>135</sup> CAC, THCR 1/3/20/134, Price to Thatcher, 28th March, 1986.

<sup>136</sup> CAC, THCR 3/2/188/114, Thatcher to Price, 18th April, 1986.

<sup>137</sup> "Sir Crispin Tickell obituary", *The Times*, 26th January, 2022.

du Conseil de sécurité qu'il préside si l'un de ses membres vient à être en retard<sup>138</sup>. Cameron Hume, en charge des affaires iraniennes à la mission américaine, se rappelle cependant un homme capable de mettre en évidence les possibilités latentes dans n'importe quelle situation<sup>139</sup>, qui contribue ainsi à faire fructifier le travail acharné entamé par son prédécesseur en faveur de la résolution de la guerre.

Au début de l'année 1985, le remplacement de Jeane Kirkpatrick par Vernon Walters est présenté par l'ambassadeur Wright comme un succès personnel de George Shultz : il réussit ainsi à imprimer sa marque dans la conduite des Affaires étrangères, rétrogradant la dimension idéologique qui l'avait colorée, pour en renforcer le professionnalisme pragmatique<sup>140</sup>. Le secrétaire général adjoint Brian Urquhart se réjouit d'ailleurs du retour à la mission américaine de professionnels qualifiés, rendant possible la reprise des échanges avec des diplomates moins préoccupés par la dimension idéologique que par la substance réelle des problèmes sur la table, et pour lesquels les questions du Moyen-Orient ont une importance intrinsèque au-delà de leur incidence, certes réelle, sur l'échiquier stratégique de la guerre froide<sup>141</sup>. La carrière de cette figure tutélaire de la diplomatie américaine révèle cependant des accointances qui peuvent peser dans la gestion des affaires iraniennes à la tribune onusienne. Il naît à New York, grandit à Paris et suit les enseignements du Stonyhurst College, un internat jésuite situé dans le Lancashire. Il le quitte à l'âge de 16 ans pour travailler avec son père, un agent en assurance d'origine britannique. Il sert dans l'armée pendant la guerre sur les fronts européen et nord-africain, rejoignant après le conflit le personnel du général George Marshall, qui le conduit jusqu'à la Maison-Blanche pendant la présidence de Harry Truman. Lorsque ce dernier envoie en mission en Iran l'ancien ambassadeur à Londres et secrétaire au Trésor Averell Harriman, afin de négocier avec le Premier ministre Mohammad Mossadegh, qui entend alors nationaliser l'industrie pétrolière iranienne, V. Walters assiste aux entretiens en tant que secrétaire. Il témoigne dans sa relation de l'entretien des tensions présidant déjà à la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran :

« Vous ne savez pas comme ils sont rusés, comme ils sont mauvais, comme ils souillent tout ce qu'ils touchent. » Harriman répondit que ce n'était pas exact, que les Anglais étaient comme la plupart des autres peuples : certains étaient bons, d'autres méchants, et la plupart entre les deux. Mossadegh répéta : « Vous ne les connaissez pas. Vous ne les connaissez pas. »<sup>142</sup>

Si la mission est un échec pour l'émissaire, elle permet à son secrétaire de se distinguer par ses talents de linguiste et de gestionnaire des négociateurs iraniens. Sa carrière prend ainsi son envol<sup>143</sup>. Il est directeur-adjoint de la CIA entre 1972-1976 jusqu'à l'arrivée de George Bush à la tête de l'agence. Il bénéficie alors de la « diplomatie du caviar » (et des pistaches) ménagée depuis son ambassade de Massachusetts Avenue par Ardeshir Zahedi, avec lequel il entretient une correspondance aimable<sup>144</sup>.

<sup>138</sup> “Sir Crispin Tickell obituary”, *The Times*, 26th January, 2022.

<sup>139</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. x.

<sup>140</sup> TNA, PREM 19/1658, Wright to FCO, Washington 510, Prime Minister's Visit, 13th February, 1985.

<sup>141</sup> URQUHART Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991, p. 371.

<sup>142</sup> WALTERS Vernon, *Services discrets*, Paris, Plon, 1979, p. 142.

<sup>143</sup> SMITH J.Y., “Gen. Vernon A. Walters; CIA Official, Diplomat”, *The Washington Post*, 14th February, 2002.

<sup>144</sup> CIA, CIA-RDP80R01731R002000070044-9, Walters to Zahedi, 31st December, 1975.

Dix ans plus tard, ce passé persan ne semble pas biaiser son travail à l'ONU, estime aujourd'hui son collègue C. Hume<sup>145</sup>. Les conséquences de la débâcle portent pourtant sur l'action d'un homme réputé pour son appétence à user de la routine des réceptions diplomatiques pour « tuer de tendresse » ses partenaires diplomatiques, là où J. Kirkpatrick assénait en son temps des coups de semonce :

« Walters s'arrête pour bavarder avec tout le monde dans la pièce, représentants de régimes fantoches, blancs-becs ou dictateurs de toute espèce. La scène ressemble à une réunion de vieux briscards. Walters pourrait-il apprendre au monde entier à chanter de concert ? “La diplomatie, dit-il, a pour but de se faire des amis, non pas de les perdre.” Le seul de la salle qu'il snobe est Said Rajaie Khorassani, le représentant iranien. “Je l'ai repéré depuis l'autre côté de la salle, dit Walters, dont le sourire disparaît dans un énorme double-menton. Nous ne traitons pas avec cet homme-là.” »<sup>146</sup>

## II. Une communauté d'iraniens en déracinement prolongé

L'avivement des tensions entre l'Iran et l'Occident finit par avoir raison des tentatives britanniques de restaurer les relations diplomatiques avec le nouveau régime. Quelles sont les conséquences de la recomposition des réseaux iraniens sur les interactions transatlantiques ?

### A. La résilience difficile d'une représentation éprouvée

#### 1. L'étiage de la représentation diplomatique

La dégradation des relations entre Londres et Téhéran conduit à un étiage progressif de la présence britannique en Iran, au déplacement par compensation des interactions transatlantiques à Londres et à Washington et à la mobilisation d'acteurs dont les expériences iraniennes sont anciennes ou indirectes.

En janvier 1985, la section des intérêts britanniques à Téhéran rassemble 15 membres, en incluant les personnels chargés des affaires consulaires. En mars, la multiplication des attaques aériennes irakiennes et le risque d'interruption du trafic aérien incite Michael Simpson-Orlebar à procéder au rapatriement des épouses d'Edward Chaplin, de William Clare et de Christopher Layden, qui ont des enfants en bas âge, et de Kate Wilson, du bureau de l'immigration, qui est enceinte. L'amélioration de la situation le mois suivant conduit le chargé d'affaires à envisager leur retour dans le pays<sup>147</sup>. La reprise des attaques aériennes en mai pose cependant la question des risques à maintenir en Iran des effectifs importants dans un contexte d'enlisement des efforts visant à normaliser les relations bilatérales<sup>148</sup>.

Le départ de M. Simpson-Orlebar laisse au chef de chancellerie la direction de la section. E. Chaplin est arrivé en Iran au début de l'année 1985 pour assurer le remplacement de Christopher Rundle, victime d'un accident de la route qui impose son rapatriement. Même s'il se définit comme un

<sup>145</sup> HUME Ambassadeur Cameron, entretien avec l'auteur, 13 juin 2022.

<sup>146</sup> REMNICK David, “Vernon Walters, Back in His World”, *The Washington Post*, 16th December, 1985.

<sup>147</sup> TNA, FCO 8/5952/6, Simpson-Orlebar to FCO, Tehran 259, Return of evacuated wives and children, 5th May, 1985.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/5952/11, Collins to Day, Safety of Diplomatic Staff and Dependents in Tehran, 5th June, 1985.

arabiste, sa formation lui permet de maintenir à un niveau honorable l'expertise accumulée par son prédécesseur tout au long de sa carrière. Ses premiers contacts avec le Moyen-Orient sont anciens. Son père travaille pour les Imperial Chemical Industries et, après avoir sollicité une affectation à l'étranger, est nommé en Irak : le jeune Edward déménage à l'âge de 4 ans à Bagdad, dont il garde peu de souvenirs au-delà d'excursions mémorables dans le désert et de la fréquentation au club Alwiyah d'enfants expatriés ou irakiens<sup>149</sup>. Il rejoint le Queen's College de Cambridge, où il suit dans le cadre du cursus d'études orientales les cours de Peter Avery, qu'il décrit comme peu révolutionnaires mais solides sur l'histoire et la littérature persanes : comme dans la majorité des universités britanniques, ils évoquent en revanche peu le monde contemporain. En 1971, en cours de cursus, il prend une année sabbatique qui le conduit à partir enseigner l'anglais à Bahreïn. Il assiste ainsi au retrait des forces britanniques de la région et rencontre à l'ambassade locale l'un de ses futurs collègues, Patrick Wogan. Il traverse l'Iran sur le chemin du retour, rejoignant, via Chiraz et Ispahan, la capitale, Téhéran :

« C'était merveilleux. Après avoir passé un an à Bahreïn, le contraste était saisissant. J'ai visité Chiraz à la fin du printemps et au début de l'été, les ruines de Persépolis et le mausolée de Saadi. La culture et la beauté physique de la région étaient très frappantes. Il était aussi intéressant d'étudier le persan avec l'arabe. C'est une langue indoeuropéenne qui est plus facile à assimiler que l'arabe. Elle donne accès aux œuvres de grands auteurs comme Saadi et Ferdowsi, alors que les auteurs arabes sont moins accessibles, même à ceux qui ont étudié l'arabe. J'ai été frappé par le contraste dans la population, dans l'histoire et dans la culture iraniennes. »<sup>150</sup>

Il est frappé par l'amabilité de la population, dont le souvenir l'incite *a posteriori* à revenir travailler en Iran. Il intègre le service diplomatique à la fin de son cursus universitaire. Après avoir complété sa formation à la langue arabe au MECAS, il est nommé à Oman où il reste jusqu'en 1977. Directeur pour Israël et le Liban au bureau du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord entre 1981 et 1984, il retourne ensuite à Téhéran, n'ayant eu que quelques semaines pour rafraîchir son persan et recevoir du département du Moyen-Orient la formation nécessaire à l'appréhension de l'Iran postrévolutionnaire.

« Le monde s'intéressait beaucoup à ce qu'il se passait en Iran. C'était l'une de ces rares occasions où il n'y a pas d'ambassade américaine concurrente dans la capitale d'un pays important. Washington était très désireux de savoir ce qu'il se passait sur place. [...] En raison de la « relation spéciale », les Américains nous faisaient plus confiance qu'aux Français et qu'aux Allemands. [...] Nous n'étions pas là pour agir à leur place. Ils étaient représentés par les Suisses. Nous pouvions le cas échéant aider à expliquer la politique américaine lors de nos conversations avec les Iraniens, pour démêler la réalité du fantasme. Mais rien de plus formel. En fait, nous voulions plutôt profiter de l'absence de concurrence commerciale américaine à cette époque et de la forte volonté iranienne de développer des relations avec des partenaires européens. »<sup>151</sup>

Au-delà, la « relation spéciale » – un terme que les diplomates britanniques veillent à ne pas utiliser, précise-t-il – donne au Royaume-Uni l'avantage d'un accès préférentiel aux décideurs américains, afin de pouvoir les influencer, même si les États-Unis décident toujours selon leurs propres intérêts<sup>152</sup>.

<sup>149</sup> CHAPLIN Edward, entretien avec Suzanne Ricketts, 21 janvier 2021, [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Chaplin.pdf>.

<sup>150</sup> CHAPLIN Edward, entretien avec l'auteur, 22 avril 2020.

<sup>151</sup> *Id.*

<sup>152</sup> CHAPLIN Edward, correspondance électronique avec l'auteur, 17 avril 2020.

Cette impression restrictive des enjeux du bilatéralisme américano-britannique est partagée par le successeur de M. Simpson-Orlebar à la tête des intérêts britanniques. Nommé à l'improviste à la place d'un collègue n'ayant pas obtenu l'agrément des autorités iraniennes, Christopher MacRae convient qu'il est arrivé en Iran par accident. Son parcours est de fait celui d'un arabiste autant que d'un africaniste. Dans la meilleure des traditions, il étudie à Rugby puis la littérature britannique au Lincoln College d'Oxford. Lauréat de la bourse Henry, il intègre ensuite Harvard dans l'espoir de travailler sur l'Afrique, dans le cadre d'une formation nouvelle qui s'avère décevante. Il fréquente en compensation l'École Fletcher de droit et de diplomatie, où l'enseignement lui procure plus de satisfaction. Son séjour américain ne lui laisse pas un souvenir impérissable. Il intègre ensuite le Bureau des relations avec le Commonwealth, pour lequel il sert à Londres et à Dar es Salaam. Afin de relancer sa carrière, il intègre le MECAS, alternant ensuite des postes dans le monde arabe et dans le monde africain.

Alors que les Iraniens se méfient traditionnellement des diplomates persanophones, qu'ils considèrent comme des espions potentiels, sa nomination repose sur l'idée qu'un arabophone réussirait plus vite à parler le persan que le spécialiste d'une autre langue, le persan étant une langue indo-européenne disposant par ailleurs d'un volume de vocabulaire commun avec l'arabe. Il précise cependant :

« Je n'étais pas intéressé par l'Iran en soi. Je ne connaissais pas le pays en particulier. [...] L'un de mes oncles avait été en poste au Levant pour le service consulaire entre les deux guerres mondiales, à Hamadan et à Téhéran. J'ai entendu des histoires à ce sujet quand j'étais petit garçon, mais je n'avais pas pensé y aller moi-même. »<sup>153</sup>

Le mois de formation linguistique prévu à l'origine doit d'ailleurs être réduit pour lui permettre d'être affecté le plus tôt possible, au début de l'année 1987<sup>154</sup>. Sa mission est de travailler au rétablissement des relations bilatérales et à la restauration du statut d'ambassadeur. Il se rappelle une société bourgeoise encore largement prérévolutionnaire, restée ouverte, sinon sympathique aux Occidentaux :

« Il y avait quelque chose de très hypocrite. À l'époque, même les diplomates n'étaient pas autorisés à importer de l'alcool – un mot, d'ailleurs, d'origine arabe et passé au persan. Et pourtant nous étions invités chez des Iraniens, des hommes d'affaires, notamment. Après le passage des gardes révolutionnaires et de la police des mœurs, les femmes retiraient leurs longs habits et révélaient leurs robes Christian Dior portées au-dessus des genoux et nous buvions tous du whisky. »<sup>155</sup>

Sa faible connaissance des questions iraniennes et sa maîtrise relative de la langue constituent des gages d'acceptabilité pour des autorités iraniennes soupçonnant toujours un espion derrière un diplomate. Dans un contexte de tensions bilatérales, le point est cependant utilisé contre lui pour limiter son accès à des officiels. Lorsqu'il vient s'enquérir auprès des autorités iraniennes s'il s'agit d'un changement de politique de leur part, il est informé que les choses resteront pour lui en l'état tant qu'il demeurera à leurs yeux une « *quantité inconnue* »<sup>156</sup>. S'ensuit ainsi un étiage de la représentation diplomatique comme de l'expertise de sa direction, qui accentue le raidissement relationnel à l'œuvre.

<sup>153</sup> MACRAE Sir Christopher, entretien avec l'auteur, 4 juillet 2018.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/6349/28, MacRae to Heads of Mission Section, My Movements, 23rd December, 1986.

<sup>155</sup> MACRAE Sir Christopher, entretien avec l'auteur, 4 juillet 2018.

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/6614, Clements, Call on Head of Protocol Department, 3 May, 6th May 1987.

## 2. Hugh Arbuthnott, un iranien britannique en consultations américaines

Si la dégradation progressive de la représentation britannique à Téhéran conduit à la fin des années 1980 à un étiage de la relation bilatérale, la dissymétrie des situations entre Londres et Washington sur la question prolonge l'habitude de consultations transatlantiques. C'est dans cet esprit qu'est organisée la visite à Washington au printemps 1986 de Hugh Arbuthnott. Son itinéraire est celui d'un iranien chevronné, appelé à renforcer le vivier de persanophones britanniques à Téhéran. Il étudie l'histoire moderne au New College d'Oxford et sert sous les armes lors de la crise de Suez. Lorsqu'il intègre le service diplomatique, il est incité à choisir l'étude du persan et suit les enseignements de Nancy Lambton avant de parfaire sa formation linguistique à Téhéran au début des années 1960. Il y sert entre 1962 et 1964, puis de nouveau entre 1971 et 1974, alors que le Trône du Paon célèbre les 2 500 ans de Persépolis et que la Couronne britannique se retire du golfe Persique. Si ses affectations à Londres puis à Paris l'éloignent ensuite de la scène iranienne, il en reste un spectateur attentif, lisant les nombreux livres publiés dans le sillage de la révolution. Sollicité pour remplacer Michael Simpson-Orlebar à Téhéran, il reste en attente de la confirmation de son agrément par les autorités iraniennes. Une fois l'avoir mis à jour en interne de la situation dans le pays, le FCO suggère pour lui permettre d'occuper son temps l'idée d'une mission à Washington qui pourrait renforcer le dialogue transatlantique<sup>157</sup>.

Le programme du séjour est composé par Massachusetts Avenue, en consultation avec le principal intéressé<sup>158</sup>. C'est avec des membres de l'administration qu'est prévue la majorité des échanges. Accompagné de Graham Boyce, directeur adjoint du département du Moyen-Orient, il se rend le matin du 29 avril à Langley, auprès de l'ensemble des analystes des questions iraniennes, puis au CSN auprès d'Howard Teicher et aux bureaux chargés du nord du golfe Persique et de la péninsule Arabique au département d'État. Les deux hommes retrouvent le lendemain le directeur pour la péninsule Arabique Gordon Brown et son adjoint Ronald Neumann, puis Rand Beers, chargé de la politique de sécurité internationale, Patrick Theros, au bureau des affaires politiques et militaires, Marion Creekmore, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, et Arnold Raphel, l'un des iraniens les plus chevronnés du département. À New York, il rencontre le 1<sup>er</sup> mai Ervand Abrahamian, spécialiste des révolutions iraniennes, ainsi que l'ambassadeur de la République islamique à l'ONU, Fereidoun Kamali, et ses collègues de la mission britannique, John Field, David Gore-Booth et John Thomson.

Les échanges avec les Américains ne font émerger que des généralités. Il apparaît que la distinction entre radicaux et modérés est insuffisante pour appréhender les Iraniens, dans la mesure où leur positionnement est variable selon les enjeux. H. Arbuthnott se rappelle que les Américains sont alors plus demandeurs que fournisseurs de renseignements : les Britanniques les apportent volontiers, pour analyser avec eux la situation dans le pays. Il ne se rappelle pas un manque particulier d'expertise, mais

<sup>157</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

<sup>158</sup> TNA, FCO 8/6295, Programme for the visit to Washington of Mr Hugh Arbuthnott CMG, chargé d'affaires Tehran-designate, 28 April-1 May 1986; Visit to New York of Mr H.J. Arbuthnott CMG, HM chargé d'affaires designate, Tehran – 1/2 May 1986, Programme



confirme la persistance à Washington d'un fort biais d'appréhension depuis la crise des otages. De leur côté, les Britanniques se plaisent à penser qu'ils n'en sont alors pas victimes<sup>159</sup>. G. Boyce confirme avoir également perçu un état d'esprit fortement hostile à la République islamique<sup>160</sup>. Si leur analyse du conflit ne diffère pas de la vision qu'en ont les Britanniques, les Américains ont ainsi fait part de leur réflexion sur des scénarios garantissant la survie de l'Irak, conçu comme un contrepoids à l'Iran. Ils formulent pendant les conversations des requêtes de réflexions conjointes sur l'avenir de la guerre et de coordination de l'assistance qui pourrait être apportée aux États de la région<sup>161</sup>.

Sa présence aux États-Unis permet à H. Arbuthnott de rencontrer les nombreux Iraniens exilés dans le pays. Parmi eux, Gholam Reza Afkhami était ministre adjoint de l'Intérieur et secrétaire général du Comité national iranien pour le programme littéraire mondial, dirigé par la princesse Ashraf. Il publie en 1985 un ouvrage sur la révolution que le diplomate britannique qualifie d'incontournable, et reste actif aux côtés de l'opposition. Son épouse Mehran dirige la Fondation d'études iraniennes pour la préservation de la culture persane, qui a lancé une campagne d'histoire orale mobilisant notamment les témoignages de Peter Ramsbotham, Denis Wright et Antony Parsons. Le Britannique ne les considère cependant pas comme des contacts utiles. Il retrouve l'ancien Premier ministre et président de l'OPEP Jamshid Amouzegar, qu'il avait rencontré par l'intermédiaire de D. Wright. S'il reste un interlocuteur utile sur les questions pétrolières, il semble avoir perdu le goût de la chose publique. Il rencontre enfin Farrokh Najmabadi, ancien ministre de l'Industrie et directeur adjoint de la NIOC, devenu conseiller à la Banque mondiale, qui lui apparaît comme un interlocuteur utile sur les questions économiques<sup>162</sup>.

Son séjour américain lui permet enfin de renouer avec les iraniens américains vétérans de la révolution. William Miller, devenu doyen de l'École Fletcher de droit et de diplomatie, était avec lui à Téhéran dans les années 1960 et avait été dépêché par Jimmy Carter en Iran pendant la révolution. Il prévoit une succession non sans accroc à la disparition de l'ayatollah. Il lui suggère de rentrer en contact avec un certain Haeri Yazdi, qui se trouve être le fils d'un ancien enseignant de l'ayatollah à Qom. Gary Sick, ancien chargé de l'Iran au CSN, qui a rejoint depuis la fondation Ford, reste toujours d'une excellente valeur aux yeux du diplomate. Il lui conseille de se rapprocher de Behzad Nabavi, négociateur pendant la crise des otages devenu ministre de l'Industrie lourde. Dans le cours de la discussion, il fait allusion au fait que les Israéliens aident probablement les Iraniens, « tout stupide que ce soit »<sup>163</sup>.

### 3. Le renforcement des relations de renseignement

A l'été 1985, un projet de directive de sécurité nationale appelle à prendre des mesures de long et de court termes pour accroître les leviers américains en Iran. Il s'agit de renforcer la coopération avec

<sup>159</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

<sup>160</sup> BOYCE Sir Graham, entretien avec l'auteur, 26 juillet 2018.

<sup>161</sup> TNA, FCO 8/6381/6, Boyce to Day, Miers, Iran/Iraq: the US views, 1st May, 1986.

<sup>162</sup> TNA, FCO 8/6381/1, Arbuthnott to Day, Miers, My trips to Washington and New York, 12th May, 1986.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/6295, Note of meetings: H.J. Arbuthnott, Mr Bill Miller, Mr Gary Sick, New York, 1st May, 1986.

les services de renseignement amis au sujet de l'évolution de la situation iranienne et des moyens d'en influencer l'orientation, en se tenant prêt à ouvrir le dialogue par leur intermédiaire<sup>164</sup>. Cette réflexion témoigne ainsi de la volonté du CSN de reconstituer les réseaux iraniens du renseignement.

Lors de leurs échanges à Washington, Hugh Arbuthnott et Graham Boyce sont informés des stratégies développées pour glaner indirectement des informations sur le pays. Le département d'État a ainsi envoyé à ses officiers chargés de la délivrance de visas aux Iraniens une liste de questions à poser de manière informelle. Les retours émanant des postes plus souvent sollicités par les Iraniens, tel celui de Francfort, n'ont pas été très satisfaisants. La mission sur place dispose pourtant d'une section dédiée à la collecte de renseignements auprès des exilés et voyageurs revenant du pays<sup>165</sup>. Les Américains ont en revanche appris des éléments jugés intéressants, mais non consignés dans les archives, d'émigrants passés par Istanbul. Leur ambassadeur à Dubaï fait aussi part d'échanges utiles. G. Boyce rappelle que Washington accorde 50 000 visas par an aux Iraniens et suggère de réfléchir à mettre en place un système similaire<sup>166</sup>. Le Britannique David Brett, chargé des affaires consulaires à Téhéran au début des années 1980, se rappelle d'ailleurs avoir transmis à ses collègues des informations glanées lors de ses échanges avec la population locale<sup>167</sup>. L'initiative américaine peine pourtant encore à porter ses fruits.

Selon la liste Tomlinson, les services britanniques auraient maintenu en Iran une présence en la personne de Martin Clements, dont la confirmation n'a pas été obtenue<sup>168</sup>. Son cursus témoigne d'un intérêt pour les questions de sécurité nationale. Après un service dans l'armée, il étudie l'informatique et les sciences naturelles. Il aurait intégré en 1983 le service diplomatique, couverture conventionnelle des agents du renseignement, dans le cadre duquel il est affecté en Iran en novembre 1986. Il travaille dans ses différents postes sur les questions de prolifération des armes de destruction massive et le cyber. Il contribue ensuite à l'élaboration des capacités du secteur de la sécurité nationale britannique, en étroite coordination avec les partenaires de défense et de sécurité nationale aux États-Unis<sup>169</sup>.

A Langley, Daniel Webster succède à Graham Fuller au poste d'officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>170</sup>. Sa carrière est très mal connue : il est en poste à Tripoli en 1968<sup>171</sup>. Le principal analyste pour l'Iran, dont l'itinéraire n'a pas été mieux reconstitué, se nomme Thomas Barksdale<sup>172</sup>. Thomas Twetten arrive quant à lui en 1986 à la division Proche-Orient et Asie

<sup>164</sup> CIA, CIA-RDP87M01152R000400500029-7, National Security Decision Directive, U.S. Policy Toward Iran, 17 July, 1985.

<sup>165</sup> TNA, FCO 8/6295/2, Prentice to Boyce, Miers, US/Iran: prospects for change?, 13th May, 1986.

<sup>166</sup> TNA, FCO 8/6381/1, Arbuthnott to Day, Miers, My trips to Washington and New York, 12th May, 1986.

<sup>167</sup> BRETT David, entretien avec l'auteur, 16 novembre 2018.

<sup>168</sup> Les demandes de mise en contact auprès des différentes institutions dans lesquelles il exerce n'ont pas abouti.

<sup>169</sup> Martin Clements [en ligne], Creative Destruction Lab [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://creativestructurelab.com/mentors/martin-clements/> et Cobham Limited appoints Martin Clements CMG OBE as a Non-Executive Director [en ligne], Cobham Limited [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://www.cobham.com/news/posts/cobham-limited-appoints-martin-clements-cmg-obe-as-a-non-executive-director/>.

<sup>170</sup> CIA, CIA-RDP91B00874R000200040003-4, Helgerton, CPPG Meeting on Iran, 10th November 1986.

<sup>171</sup> Department of State, *Foreign Service List*, Washington, U.S. Government Printing Office, May 1968, p. 112.

<sup>172</sup> *Nomination of Robert M. Gates, Hearings before the Select Committee on Intelligence of the United States Senate*, 102th Congress, 1st Session on Nomination of Robert M. Gates, to be Director of Central Intelligence September 24, October 1, 2, 1991, Volume II, Washington, U.S. Government Printing Office, 1992, p. 373-382.

du Sud, dont il gravit les échelons depuis 1983. Il étudie la psychologie, rejoint le corps de formation des officiers de l'armée de réserve, intègre les services et reprend des études en relations internationales. Affecté sous couverture diplomatique à Benghazi, Accra, New Dehli puis Amman, il travaille en Jordanie avec l'ambassadeur Nicholas Veliotis, lequel devient après la révolution secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. À Langley, T. Twetten contribue pendant la guerre à la fourniture de renseignements militaires à Bagdad<sup>173</sup>. Il est de plus impliqué dans les négociations menées en secret avec l'Iran. Il supervise le transfert des missiles TOW et Hawks à Téhéran et se rend au moins deux fois à Londres et à Paris pour négocier avec les Iraniens. C'est par ailleurs le premier à remettre en question la confiance accordée par Washington à Manucher Ghorbanifar, le trafiquant iranien qui encourage la vente par Israël d'armes américaines contre la libération des otages détenus au Liban<sup>174</sup>. En 1988, sa nomination à la direction pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud de la direction des opérations de la CIA confirme la volonté de William Webster de tourner la page de l'Irangate.

La représentation du JIC auprès de la communauté américaine du renseignement est assurée par Roger Bone. Ancien étudiant à Oxford, il intègre le service diplomatique en 1966 au département des Nations unies. Il est notamment affecté à Moscou puis au bureau de la politique étrangère soviétique dans les années 1970. Il bénéficie en 1984 d'un « congé de développement de carrière » à Harvard, les « années sabbatiques » ayant mauvaise presse en période de restrictions budgétaires. Il décrit le campus comme un endroit merveilleux, doté de fortes traditions politiques, à la différence des universités britanniques. Il est nommé à Massachusetts Avenue en 1985. Ses échanges avec les analystes du département d'État et de Langley lui permettent de s'immerger dans les logiques de la relation bilatérale. Il est marqué par la différence entre la dimension compétitive du travail de renseignement aux États-Unis, alors qu'il est consensuel au Royaume-Uni : quand à Londres le JIC produit pour le gouvernement une douzaine de rapports résultant d'une soigneuse entreprise de synthèse et d'analyse, les agences américaines envoient aux mêmes acteurs des analyses discordantes au même moment : l'enjeu pour les Britanniques est alors de déterminer celle qui finit par dominer à l'heure de la décision. Il est en relations étroites avec Oliver North, initiateur au CSN du versement au Contras des bénéfices de la vente des armes à l'Iran. Au-delà de cette implication dans une opération illégale, R. Bone le décrit comme un contact d'une importance et d'une aide extraordinaire sur un large éventail de sujet<sup>175</sup>.

Les échanges de renseignements se poursuivent dans des configurations institutionnelles diversifiées. Gr. Boyce rappelle la réalité de leur densité mais aussi de leur déséquilibre :

« Entre services, nous partageons la plupart de ce que nous récoltions avec les

<sup>173</sup> WINES Michael, "Washington at Work; after 30 Years in Shadows, a Spymaster Emerges," *The New York Times*, 20th November, 1990.

<sup>174</sup> WINES Michael, "Agent Involved in Arms-for-Hostages Deals Given High CIA Post", *The Los Angeles Times*, 7th April, 1988.

<sup>175</sup> BONE Sir Roger, entretien avec Suzanne Ricketts, 2 février 2018, [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Bone.pdf>. Roger Bone a décliné mes requêtes d'entretien, arguant du fait qu'il n'a joué aucun rôle dans la formulation de la politique iranienne pendant sa carrière et ni directement travaillé à Washington sur les relations entre Londres, Washington et Téhéran (BONE Sir Roger, correspondance électronique avec l'auteur, 23 juin 2018).

Américains. Il pouvait y avoir des raisons précises qui nous empêchaient de leur communiquer un renseignement en particulier mais, globalement, nous nous rendions compte que plus nous donnions aux Américains plus ils donnaient eux-mêmes. »<sup>176</sup>

Howard Teicher, alors chargé de l'Iran au CSN, confirme la domination de la contribution britannique dans le partage, en termes tant quantitatifs que qualitatifs, que le bénéfice d'une présence historique dans la région et la possession d'une ambassade dans le pays ne suffisent pas à expliquer :

« Ils étaient plus réalistes que nos équipes. Ce qu'ils disaient n'était pas ce que nous avons envie d'entendre, parce que les Américains ne parlaient pas le persan, ne sortaient pas et n'allaient pas dans le même type de décors. Je sentais que je pouvais toujours me reposer, si j'en avais l'envie, sur les analyses honnêtes des diplomates britanniques qui étaient ou avaient été en poste au Moyen-Orient. Avec eux, vous n'aviez pas des personnes affectées par privilège, mais pour transmettre. L'un des aspects spéciaux de la relation reposait sur le fait que les meilleurs diplomates britanniques voulaient toujours être affectés à Washington. »<sup>177</sup>

Les instances du partage sont multiples. De retour d'une tournée dans le Golfe au printemps 1987, des analystes américains du CENTCOM font part au département du Moyen-Orient du FCO de leurs discussions sur les aspects politiques et militaires du conflit, qui révèlent une globale convergence d'analyses. Des échanges supplémentaires sont d'ailleurs prévus à l'automne<sup>178</sup>. La reprise des attaques sur les pétroliers conduit Washington à suggérer la constitution d'une base de données de renseignement sur les activités opérationnelles dans le Golfe. Le sujet est abordé au mois de mai 1987 lors d'échanges entre chefs d'État-Major et représentants de la Défense et des Affaires étrangères. Les Britanniques conviennent de la pertinence de l'idée sous réserve de sa confidentialité afin de ne pas ruiner la position avantageuse qu'ils conservent dans la région, notamment avec Oman, en coopérant ostensiblement avec Washington<sup>179</sup>. La résurgence des tensions conduit à un renforcement des contacts entre les États-Majors américain et britannique à Washington, ainsi qu'entre le bureau de liaison du renseignement de la Défense britannique et l'agence de renseignement du Pentagone<sup>180</sup>.

Les autres agences du renseignement américain contribuent dans la limite de leurs capacités à ces interactions. La CIA informe sur une base hebdomadaire les officiers de liaison du Commonwealth de ses analyses, qui concernent ponctuellement l'Iran : au mois de mars 1988, Peter Ricketts, l'adjoint de R. Bone, assiste à une présentation sur la santé de l'ayatollah, les candidats à la succession et les changements à venir dans le pays<sup>181</sup>. Elle transmet ses rapports aux Britanniques et, de manière intéressante, admet avec franchise disposer de renseignements bruts mais manquer d'analyse organisée. La confession suggère ainsi un déficit d'analystes aguerris. Elle rappelle l'expertise supérieure des officiers britanniques, appelés à aiguiller dans la bonne direction leurs alliés<sup>182</sup>. Cette dépendance améri-

<sup>176</sup> BOYCE Sir Graham, entretien avec l'auteur, 26 juillet 2018.

<sup>177</sup> TEICHER Howard, entretien avec l'auteur, 12 mai 2020.

<sup>178</sup> TNA, FCO 8/6754/34, Blackley to Young, Meeting with US CENTCOM intelligence analysts on 14 April, 15th April, 1987.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/6754/45, Munns, DPC at NATO HQ – UK/US meeting in the margins, 26th May, 1987.

<sup>180</sup> TNA, FCO 8/6817/349a, Dolnan to MODUK, British Defence Staff Washington, Persian Gulf-Bridgeton incident, 24th July, 1987 et FCO 8/6817/347b, Crowe to Fieldhouse, 25th July, 1987

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/7047/26a, Ricketts to Scrafton, CIA briefing on Iran internal, 31st March, 1988.

<sup>182</sup> TNA, FCO 8/6610/53b, Rundle to Collecott, Iran's Internal and External Policies, 3rd November, 1987.

caine envers la compétence britannique éclate à l'automne 1987 quand, sur une idée de Crispin Tickell, Vernon Walters organise à New York une présentation sur les perspectives d'offensive iranienne, animée par Peter Maher, vétéran du portefeuille régional au bureau de la recherche et du renseignement du département d'État. James Watt, en charge du Moyen-Orient à la mission britannique, rapporte l'embarras constitué pour les Américains par l'incapacité de l'intervenant à apporter des éléments intéressants. J. Watt exhorte ses collègues de Londres et de Washington à vérifier ses analyses, témoignant de la confiance relative accordée au renseignement américain et de la domination britannique sur les questions iraniennes dans ce domaine au cœur des « relations spéciales »<sup>183</sup>.

## B. La régularité des conversations bilatérales

### 1. Les veilles diplomatiques

Au-delà de l'intégration d'Anthony Acland aux réseaux washingtoniens, la qualité de l'ambassade de Massachusetts Avenue que vante Patrick Wright en 1987 doit aussi à la distinction des diplomates qui la composent. Chef de chancellerie jusqu'en 1987, John Kerr la compare ainsi à la salle commune des enseignants d'All Souls College, où gravitent des personnes brillantes n'ayant pas besoin de relations personnelles à l'ambassadeur ou de conseils de sa part pour fournir à Whitehall le nécessaire<sup>184</sup>. Chacun contribue à entretenir les réseaux iraniens de la mission britannique. L'ambassadeur reste en relations avec des interlocuteurs de rang ministériel, tels Michael Armacost, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques<sup>185</sup>, Robert Oakley, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN<sup>186</sup>, Peter Burleigh, directeur pour l'Iran puis sous-secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>187</sup> et Richard Armitage, secrétaire adjoint aux affaires de sécurité internationale au Pentagone<sup>188</sup>. Brian Crowe, ministre en charge des affaires commerciales, est en liens avec Edward Djerejian, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>189</sup> ; Roger Bone, en charge des affaires politiques, avec Shaw Smith, secrétaire d'État adjoint pour les organisations internationales<sup>190</sup>.

C'est à Christopher Prentice que revient le portefeuille iranien. Ancien étudiant en lettres classiques à Oxford, il débute en 1977 une carrière d'arabiste. Il exerce au département Proche-Orient et Afrique

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/6756/37c, Watt to Collecott, Iran/Iraq: American briefing on prospects for the land war, 25th November, 1987.

<sup>184</sup> KERR John, entretien avec Malcolm McBain, 6 janvier 2004 [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Kerr.pdf>

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/6381/18 Prentice to Goulty, HMA/Armacost: Middle East issues, 12th June, 1986 et FCO 8/6815/210b, Acland to FCO, Washington 1184, US/Gulf, 30th May, 1987.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/6813/98, Acland to FCO, Washington 621, US/Gulf, 21st March, 1987.

<sup>187</sup> TNA, FCO 8/6815/210b, Acland to FCO, Washington 1184, US/Gulf, 30th May, 1987.

<sup>188</sup> TNA, FCO 8/7253/21, Acland to FCO, Washington 1005, US/Gulf, 18th April, 1988.

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/6815/210b, Acland to FCO, Washington 1184, US/Gulf, 30th May, 1987.

<sup>190</sup> TNA, FCO 8/7209/W27, Acland to FCO, Washington 276, Iran/Iraq at the UN, 4th February, 1988; FCO 8/7209/36 et 40, Acland to FCO, Washington 314 et 338, Iran/Iraq at the UN: US tactics, 10<sup>th</sup> et 12th February, 1988; FCO 8/7223/102, Acland to FCO, Washington 2311, Iran/Iraq, 25th September, 1988.

du Nord puis intègre le MECAS avant d'être affecté à Koweït au début des années 1980. Il est ensuite détaché auprès du Cabinet en tant qu'analyste pour le Moyen-Orient. Cet itinéraire l'apprête à appréhender depuis Massachusetts Avenue les enjeux de la guerre Iran-Irak. Il développe à Washington des contacts réguliers avec les principaux iraniens alors aux affaires : Marion Creekmore, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>191</sup> ; Rand Beers, directeur pour l'analyse de sécurité<sup>192</sup>, Peter Burleigh, directeur du bureau iranien<sup>193</sup>, et John Craig, directeur pour le CCG au département d'État ; Sandra Charles, directrice pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau des affaires de sécurité internationale du Pentagone<sup>194</sup> ; James Stark, directeur pour les affaires politiques et militaires<sup>195</sup>, et Denis Ross, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN<sup>196</sup>.

À Londres, l'ambassade de Grosvenor Square entretient ses réseaux dans les cercles décisionnels : l'ambassadeur Charles Price avec les secrétaires d'État à l'Énergie Cecil Parkinson<sup>197</sup> et aux Affaires étrangères Geoffrey Howe<sup>198</sup> ; son adjoint Raymond Seitz avec le sous-secrétaire d'État parlementaire pour les Affaires étrangères Timothy Eggar<sup>199</sup> et les ministres d'État chargés de la région au FCO Timothy Renton<sup>200</sup> puis David Mellor<sup>201</sup>. Robin Raphel succède en 1984 à James Hooper au poste de « Middle East watcher ». Son itinéraire épouse les projections de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran. Elle commence à Washington des études d'histoire et d'économie, qu'elle poursuit à Londres et à Cambridge. En 1970, elle part enseigner l'histoire à Téhéran aux jeunes filles du collège Damavand pendant deux ans. Elle soutient à son retour un mémoire de master en économie à l'université du Maryland. Cette spécialisation universitaire la conduit à rejoindre les analystes de Langley, du bureau du développement économique du département d'État puis de la branche pakistanaise de l'agence pour le développement international. Elle intègre à Washington le bureau Proche-Orient et Asie du Sud avant de récupérer à Londres le portefeuille équivalent. Elle y échange avec Rob Young, directeur du département du Moyen-Orient<sup>202</sup>, son adjoint Graham Boyce<sup>203</sup>, ainsi que Peter Collecott, chargé des questions iraniennes<sup>204</sup>. Elle garde de ce dernier une impression très positive :

« Les diplomates britanniques à l'époque, comme sans doute encore aujourd'hui,

<sup>191</sup> TNA, FCO 8/6753/87a, Prentice to Collecott, Gulf: US-Soviet exchange, 21 August, 27th August, 1987.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/6815/210a, Acland to FCO, Washington 1184, US/Gulf, 30th May, 1987.

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/6381/37, Prentice to Boyce, TL Washington, US/Iraq, 22nd August, 1986; FCO 8/6754, Prentice to Collecott, TL Washington, US/Iran-Iraq, 30th January, 1987; FCO 8/7212/234, Prentice to Young, TL Washington, Iran/Iraq, 29th June, 1988.

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/7253/6, Prentice to Young, TL Washington, US/Gulf: co-ordination of mine-sweeping and protection of shipping, 29 January, 1988.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/6381/37, Prentice to Boyce, TL Washington, Iran/Iraq: US views, 21st February, 1986 et FCO 8/7253/12a, Prentice, Note for the File, Naval deployments in the Gulf, 15th April, 1988.

<sup>196</sup> TNA, FCO 8/6821/675a, Prentice to Collecott, US/Kuwait: protection of shipping, 5th December, 1987.

<sup>197</sup> TNA, FCO 8/6755/83, Call on Secretary of State for Energy by US Ambassador, Iran/Iraq, 27th July, 1987.

<sup>198</sup> TNA, FCO 8/6755, Young, US Ambassador's Call on Secretary of State, 30 July, 30th July, 1987.

<sup>199</sup> TNA, FCO 8/7254/176, Call by Mr Seitz on Mr Eggar: 14 July, 13th July, 1988.

<sup>200</sup> TNA, FCO 8/6381/5, Westmacott to Raven, US embassy, 6th March, 1986.

<sup>201</sup> TNA, FCO 8/7184/29, Miers to PS/Mr Mellor, Mr Mellor's breakfast with Mr Seitz, 21st April, 1988 et FCO 8/7184/42, Warr, Mr Mellor's meeting with Mr Seitz, US Embassy: 10.30 Friday 22 July 1988, 21st July, 1988.

<sup>202</sup> TNA, FCO 8/6816/242, Young to Munro, Venice Summit: Gulf Shipping, 5th June, 1987.

<sup>203</sup> TNA, FCO 8/6381/16, Boyce to Collecott, Day, Iran/Iraq: US attitudes, 11th June, 1986.

<sup>204</sup> TNA, FCO 8/6754/3, Collecott to Young, Miers, US approach over statement on Iran/Iraq, 30th January, 1987.

étaient extrêmement bien informés et sophistiqués. Quand j'étais en Irak en 2003, j'ai été frappée par le fait que les Britanniques étaient plus capables de lire entre les lignes que nous. En termes de politique étrangère, cela vient en partie de l'histoire coloniale, qui rend leur aptitude presque génétique. Ils savent bien mieux traiter avec les personnes que nous et ont une meilleure appréhension de ce qu'il se passe dans les coulisses. Cela s'appliquait aussi aux années 1980. Je pense que les Britanniques ont pratiqué ce jeu pendant beaucoup plus longtemps que nous dans l'histoire. »<sup>205</sup>

P. Collecott confirme la régularité de ces conversations qu'il qualifie de franches et amicales, à raison d'une fois par semaine, le plus souvent à l'initiative des Américains :

« Ils voulaient restés informés de ce que nous pensions. C'était important pour eux dans la mesure où ils n'avaient plus d'ambassade à Téhéran à l'époque. Ils se reposaient sur les informations que nous leur transmettions de manière routinière : nous leur faisons part presque automatiquement de tous les rapports émanant de notre représentation à Téhéran. C'était l'arrangement que nous avons convenu. [...] »

« Nous nous retrouvions pendant une heure pour échanger sur l'évolution de la situation, sur les raisons et les intentions de la politique américaine. Nous avons également des discussions intéressantes sur le fait que le Royaume-Uni était une puissance dominante dans la région à une époque et se comportait d'une certaine façon alors que les États-Unis agissaient d'une façon que Londres n'aurait pas privilégiée. »<sup>206</sup>

Pour les Américains, ces échanges permettent évidemment de compenser les difficultés à acquérir et à appréhender des informations sur la réalité d'un pays auquel ils n'ont plus accès :

« Les Américains disposent en règle générale de trop d'informations et trouvent difficile de les intégrer les unes aux autres pour obtenir un tableau d'ensemble. Sur la région, ils possédaient des connaissances du fait de leur engagement historique en Iran, mais très peu sur la situation postrévolutionnaire. Ils étaient donc à la fois à la recherche d'informations et d'analyses sur ce qu'il se passait. Ils n'avaient pas de reportage diplomatique ni, d'après ce que nous savions, de rapport de renseignement sur le sujet. Je pense que nous en savions plus. Nous étions sur le terrain. Nous communiquions avec les Iraniens de manière quotidienne. »

Pour les Britanniques, il s'agit d'user de ce canal pour influencer les alliés à l'heure où la « guerre des pétroliers » conduit Washington à adopter une attitude plus agressive à l'égard de Téhéran :

« Ils étaient puissants, ils avaient des ressources et la volonté d'agir. [...] Ils avaient des atouts diplomatiques au Moyen-Orient, notamment auprès des Irakiens et Saoudiens. Il fallait évidemment les avoir avec nous si nous voulions accomplir quelque chose aux Nations unies. Ils avaient beaucoup d'expertise, même si leur connaissance et leur analyse de l'Iran étaient en fait très stratégique. »<sup>207</sup>

## 2. Les consultations du partenaire

À la densification des interactions à partir des « hubs du bilatéralisme » répond celle des consultations ministérielles. Celles-ci atteignent de fait à la fin des années 1980 une régularité remarquable qui accompagne le regain des tensions et la reprise des négociations présidant à la fin de la guerre.

Ces consultations ont fréquemment lieu lorsque des iraniens américains ou britanniques reviennent d'un séjour dans la région, afin de diffuser ou de mettre en perspective les informations glanées à ces occasions. Le 17 avril 1985, Stephen Day reçoit à Londres James Placke, secrétaire d'État adjoint pour

<sup>205</sup> RAPHEL Ambassadrice Robin, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

<sup>206</sup> COLLECOTT Peter, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

<sup>207</sup> *Id.*

le Proche-Orient et l'Asie du Sud. Le directeur du département du Moyen-Orient au FCO fait part à son partenaire de sa récente visite à Téhéran et des échanges qu'il y a eu sur les perspectives d'action onusienne pour résoudre le conflit<sup>208</sup>. Le 19 septembre, Michael Armacost, sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, fait escale à Londres à son retour d'Inde et du Pakistan : il aborde avec Ewen Fergusson, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le récent séjour de Margaret Thatcher en Égypte et en Jordanie<sup>209</sup>. La guerre dans le Golfe n'est pas directement abordée : y sont consacrées les discussions entre Stephen Egerton, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, et J. Placke, revenu d'Irak, la semaine suivante. Le 19 décembre l'ancien ambassadeur à Bagdad reçoit Marion Creekmore, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud : il évoque la récente visite à Londres du ministre irakien des Affaires étrangères Tariq Aziz, venu solliciter une action internationale contre l'Iran ; l'Américain fait part de son côté des impressions glanées lors de sa tournée dans le golfe Persique<sup>210</sup>. Le 26 avril suivant, un général américain, dont les archives ont préservé l'anonymat, accompagné de quatre assistants, se rend au FCO pour échanger avec le département du Moyen-Orient au sujet de ses visites au Qatar, à Oman, aux Émirats, à Bahreïn, au Koweït et en Arabie saoudite, parallèlement à la tournée du vice-président George Bush dans la région<sup>211</sup>.

Les Britanniques se rendent également auprès de leurs alliés. C'est le cas d'Alan Collins, chargé de l'Iran au département du Moyen-Orient, qui accompagne du 29 janvier au 5 février 1986 E. Fergusson en consultations auprès du département d'État, du Pentagone, du CSN et de la CIA<sup>212</sup>. Les conversations ne révèlent pas d'informations inédites mais rassurent les Britanniques sur le fait que les Américains partagent leur vision du conflit et des réponses à y apporter. Les alliés conviennent de partager à l'avenir des analyses sur l'influence que pourrait avoir la pression économique consécutive aux évolutions du prix du pétrole sur les deux belligérants<sup>213</sup>. Graham Boyce, directeur adjoint du département du Moyen-Orient, se rend à Washington à la fin avril. Il est marqué par le pessimisme des officiels américains sur les chances de survie de l'Irak dans l'hypothèse d'une guerre longue, alors que les Britanniques sont moins définitifs sur l'inévitabilité d'une victoire iranienne<sup>214</sup>.

Le 24 juin, alors que M. Creekmore retrouve à Londres E. Fergusson pour échanger sur le conflit au Proche-Orient, le directeur du bureau iranien Peter Burleigh se greffe au déplacement<sup>215</sup>. Les Britanniques entendent rappeler aux Américains à l'occasion que leurs analyses des difficultés irakiennes ne sont pas aussi extrêmes que les leurs et les convaincre du danger d'une prophétie auto-réalisatrice de pessimisme. Ils accueillent ainsi volontiers l'opportunité de consultation<sup>216</sup>. L'attachement américains au dialogue est aussi perceptible : le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du

<sup>208</sup> TNA, FCO 8/5934/2, Collins to Goulty, Meeting with Mr Jim Placke: 17 April 1985, 18th April, 1985.

<sup>209</sup> TNA, FCO 8/5991/4, Cleghorn to PS/PUS, Calls by Mr Armacost, 20 September, 19th September, 1985.

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/5934 Howe to Washington, Iran/Iraq: call on Egerton by Creekmore, 19th December, 1985.

<sup>211</sup> TNA, FCO 8/6381, Walwyn to Clare, American assessment of Iran/Iraq conflict, 13th May, 1986.

<sup>212</sup> TNA, FCO 8/6381/1, Collins, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5th February, 1986.

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/6381/2, Collins to Boyce, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5th February, 1986.

<sup>214</sup> TN A, FCO 8 6398/34, Boyce to Clark, Baghdad, Whither Iraq?, 21st May, 1986.

<sup>215</sup> TNA, FCO 8/6381/19a, Collecott to Day, Boyce, Iran/Iraq: discussions with the US, 17th June, 1986.

<sup>216</sup> TNA, FCO 8/6381, Collecott to Day, Boyce, Mr Murphy's call on Mr Fergusson, 23rd June, 1986.



Sud Richard Murphy entend se rendre à Londres au mois d'août malgré des restrictions pesant sur le budget des voyages diplomatiques, afin de bénéficier des conclusions du séminaire organisé au FCO sur la guerre<sup>217</sup>. La visite, à laquelle participent P. Burleigh ainsi que Eric Edelman, chargé de la politique soviétique, et Denis Ross, directeur régional au CSN, est l'occasion de revenir sur les différences de visions de l'évolution possible du conflit et de ses conséquences économiques<sup>218</sup>. Robin Raphel sollicite en amont du FCO les conclusions du séminaire en question et du rapport du groupe de travail de Chatham House qui lui a servi de support<sup>219</sup>. Les Britanniques prévoient que les Américains continuent à faire pression pour limiter les relations commerciales nourrissant l'effort de guerre iranien.

Les consultations bilatérales s'interrompent à l'automne 1986, peut-être en conséquence de la révélation des négociations menées en secret entre les Américains et les Iraniens pour obtenir la libération des otages du Liban, qui éprouvent la confiance interalliée. Elles reprennent au printemps 1987, dans un contexte de résurgence des tensions dans le golfe Persique et de relance de la « guerre des pétroliers ». M. Armacost fait escale à Londres en marge d'un déplacement à Moscou. Le 13 mars, il rencontre David Gillmore, sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique. Le 18 et le 19, il est reçu à son retour par Margaret Thatcher à Downing Street puis le ministre d'État Timothy Renton au FCO<sup>220</sup>.

Les consultations recouvrent ainsi le rythme soutenu des années précédentes. Le 15 avril, la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants se rend à Londres<sup>221</sup>. Une délégation de sénateurs est reçue au FCO et au ministère de la Défense le 5 juin<sup>222</sup>. R. Murphy se rend à Londres avec le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger et son adjoint Richard Armitage<sup>223</sup>. Le nouveau sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient et l'Afrique Alan Munro déjeune avec R. Murphy et M. Creekmore à New York le 20 juillet<sup>224</sup>. Edward Derwinski, chargé de l'opération Staunch, vient le 2 septembre en rendre compte à Rob Young, nouveau directeur du département du Moyen-Orient<sup>225</sup>.

Les tensions précédant la résolution du conflit en 1988 conduisent à une nouvelle densification des échanges. Au mois de janvier, William Davies, du ministère de la Défense, se rend à Washington pour échanger sur la coopération navale avec Sandra Charles, directrice régionale au bureau des affaires de sécurité internationale du Pentagone<sup>226</sup>. Rob Young est reçu en parallèle par George Harris, directeur régional au bureau de la recherche et du renseignement du département d'État, pour aborder la situation intérieure, alors que la question de la succession de l'ayatollah suscite un intérêt croissant<sup>227</sup>. Le nouveau ministre d'État chargé de la région au FCO David Mellor se rend en février à Washington et à

<sup>217</sup> TNA, FCO 8/6381/21, Collecott to Prentice, Iran/Iraq: discussions with the Americans, 30th June, 1986.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/6381, Collecott to Prentice, TL FCO, Iran/Iraq: UK and US assessments, 30th June, 1986.

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/6381/31a, Collecott to Boyce, Day, UK/US Talks: visit by Marian [sic] Creekmore, 5th August, 1986.

<sup>220</sup> TNA, FCO 8/6754/15, Howe to Moscow, FCO 299, Armacost's visit to London, 12th March, 1987

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/6754/35, Visit to London by US House Foreign Affairs Committee: 15 April, Iran/Iraq.

<sup>222</sup> TNA, FCO 8/6754/49, Howe to Washington, FCO 849, US/Gulf: visit by US Senators, 1st June, 1987.

<sup>223</sup> TNA, FCO 8/6755/59a, Acland to FCO, Washington 1392, Middle East: proposed visit to London by Assistant Secretary Murphy, 30th June, 1987.

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/6755/82, Miers to Jenkins, TL FCO, US policy on the Gulf/Palestine, 23rd July, 1987.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/6662/3, Young to Munro, Operation Staunch, 2nd September, 1987.

<sup>226</sup> TNA, FCO 8/7253/1, Harris to Davies, 8th January, 1988.

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/7047/18, Prentice to H of C, Iran internal: US views, 27th January, 1988.

New York pour aborder la guerre avec le secrétaire général de l'ONU et l'administration américaine. A ses côtés, A. Munro se rappelle la volonté de mobiliser Washington en faveur de la résolution 598, alors que subsiste au Congrès une hostilité de principe à l'Iran héritée de la débâcle<sup>228</sup>. Le même sujet est au menu des échanges entre R. Murphy et le département du Moyen-Orient le 5 février<sup>229</sup>. Ce dernier explique leur multiplication à l'aune de la confiance existant entre les alliés, qui les rend aisés :

« Nous respectons le fait que les Britanniques y avaient une longue histoire. Eux insistaient sur le fait qu'ils entendaient encore faire partie de l'histoire. [...] Il n'y avait pas de malaise dans nos conversations sur le conflit. C'étaient des échanges de vues qui ne laissaient pas apparaître de critiques de l'un vis-à-vis de l'autre. »<sup>230</sup>

### 3. Les conversations politiques

Parallèlement, la coutume de conversations politiques se poursuit à un rythme régulier. Une session est prévue à Washington les 29 et 30 avril 1985, une semaine après la visite à Téhéran d'un groupe d'analystes du Cabinet britannique<sup>231</sup>. Pour James Placke, au bureau iranien au département d'État, il s'agit de réfléchir à l'action commune à envisager à l'ONU : la négociation de la résolution 540 a montré des divergences interalliées de perception, sinon de politique, au point de révéler une ligne de partage suggérant que Londres veillait aux intérêts de Téhéran quand Washington était plus sensible à Bagdad. Les conversations précédentes en ayant déjà traité de manière approfondie, les alliés abordent à la marge la question de la planification d'urgence et les attitudes des différents pays du Golfe<sup>232</sup>.

Une nouvelle session de conversations est prévue à l'automne. Elle conduit Patrick Theros, directeur pour les affaires politiques et militaires au département d'État, à se rendre à Londres auprès de Stephen Day. Dans un contexte de détérioration de la situation dans le Golfe, il fait part du désir américain de densifier les consultations interalliées<sup>233</sup>. Le 23 octobre, la session plénière des conversations confirme la convergence de perception sur l'évolution du conflit. Elle prévoit, pour confirmer ces analyses, l'organisation d'échanges sur la situation économique iranienne à la fin de l'année 1985, suivis d'une rencontre à Washington en 1986. Le groupe Moyen-Orient aborde de son côté la situation militaire, les attaques irakiennes sur le terminal de Kharg, les offensives iraniennes sur le commerce international, l'attitude des États riverains et les perspectives de médiation. Il note la valeur des échanges entre les alliés et appelle à leur renouvellement dès janvier, dans la mesure où le printemps 1986 pourrait voir la rupture du blocage de la situation. J. Placke, Marion Creekmore, pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, et Thomas McNamara, pour les affaires politiques et militaires, échangent en parallèle avec le sous-secrétaire d'État adjoint Ewen Fergusson et le département du Moyen-Orient.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/7183/12, Mellor to Howe, Visit to New York and Washington: discussions on Middle East, 3 February, 1988 et MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/7209/25, Collecott to Miers, Iran/Iraq at the UN: American tactics, 4th February, 1988.

<sup>230</sup> MURPHY Ambassadeur Richard, entretien avec l'auteur, 16 novembre 2019.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/5934, Mr Fergusson's meeting with Mr Murphy 12 May, Iran/Iraq, Essential facts, April 1985.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/5934/2, Collins to Goulty, Meeting with Mr Jim Placke: 17 April 1985, 18th April, 1985.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/5991/7, Day to Egerton, Iran/Iraq: US/UK Pol/Mil Talks 23/24 October, 25th September, 1985.

Après une année dense de consultations, une nouvelle session des conversations politiques est prévue à Londres les 16 et 17 octobre 1986. La multiplication des enjeux conduit les Britanniques à craindre que les échanges soient surchargés et que les Américains finissent par ne leur accorder qu'une importance relative. Or, ils constituent pour Londres des opportunités indispensables d'influencer : la persistance de tensions au sujet de Diego Garcia rend nécessaire de faire apparaître le sujet à l'agenda. Le FCO appelle donc à condenser le programme autour des questions les plus urgentes<sup>234</sup>. Il suggère de concentrer les conversations sur l'OTAN et le contrôle des armes, les questions « hors-zone », déjà abordées en parallèle, pouvant être évoquées cependant en fin de session le 17 octobre. Il appelle à la mise en place d'un sous-groupe consacré à Diego Garcia et d'un autre sur le golfe Persique et le Moyen-Orient, afin d'aborder spécifiquement la guerre Iran-Irak et d'ainsi soulager la plénière<sup>235</sup>. Les conversations confirment finalement la convergence de vues observée. Les Américains sont moins pessimistes sur la situation économique et militaire irakienne, rejoignant ainsi les analyses des Britanniques, qui espèrent peut-être voir alléger la pression de Washington sur leurs relations avec l'Iran<sup>236</sup>.

La session suivante est prévue à Washington au milieu du mois d'avril 1987. David Miers, le nouveau sous-secrétaire d'État adjoint chargé du Moyen-Orient, doit aborder l'évolution du conflit, la situation politique en Iran et en Irak, les initiatives diplomatiques pour résoudre le conflit, la protection par les Occidentaux du commerce maritime et les intentions soviétiques dans la région<sup>237</sup>. Christopher MacRae, nommé à Téhéran à la tête de la section des intérêts britanniques, ne peut pas se joindre à la délégation comme il avait été prévu : son congé pour consultations étant repoussé<sup>238</sup>. La délégation britannique est alors composée de Peter Collecott (bureau Iran du FCO), Christopher Prentice (Massachusetts Avenue), David Blatherwick (mission britannique à l'ONU). Elle rencontre au département d'État M. Creekmore et P. Burleigh, accompagnés de Michael Metrinko, ancien diplomate en Iran, directeur pour le nord du golfe Persique, et John Craig, directeur pour la péninsule Arabique, puis Richard Clarke au bureau du renseignement et de la recherche, Rand Beers et Vlad Lekovic au bureau des affaires politiques et militaires, et Shaw Smith au bureau des organisations internationales. Elle s'entretient avec Sandra Charles, directrice pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au bureau des affaires de sécurité internationale au Pentagone, Donald Dubay et Jeff Levy, chargés de la péninsule Arabique et du Moyen-Orient à l'État-Major, et William Burns au CSN<sup>239</sup>. L'intérêt de ces échanges est suffisamment perçu pour convaincre les participants de les renouveler tous les six mois<sup>240</sup>.

Les conversations suivantes, prévues les 14 et 15 octobre à Londres, abordent la situation dans le Golfe au terme d'un agenda chargé : l'état de l'Alliance, l'initiative de défense stratégique, le traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, le contrôle des armes conventionnelles et les armes chi-

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/6381/33, Daunt to Defence Department, Anglo/US Pol/Mil talks, 19th August, 1986.

<sup>235</sup> TNA, FCO 8/6381/39, Howe to Washington, FCO 1586, UK/US Politico/Military talks, 2nd August, 1986.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/6382/45, Howe to Washington, FCO 1801, UK/US Pol/Mil talks: Iran/Iraq, 17th October, 1986.

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/6754/28, Acland to FCO, Washington 749, UK/US Gulf talks, 3rd April, 1987.

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/6754/27a, Young to Prentice, TL FCO NBM 021/2, Talks on the Gulf, 2nd April, 1987.

<sup>239</sup> TNA, FCO 8/6754/32, Taylor to Miers, UK/US Talks: Washington, 13th April, 1987.

<sup>240</sup> TNA, FCO 8/6754/33, Jenkins to FCO, Washington 840, UK/US Talks on Iran/Iraq and the Gulf, 15th April, 1987.

miques<sup>241</sup>. L'enjeu géostratégique des échanges sur la guerre incite Washington à les diriger. La composition des délégations confirme le prisme d'appréhension des questions régionales. Washington est représenté, pour le Pentagone, par Peter Sullivan, chargé des affaires de sécurité internationale, John Matheny, des négociations européennes de sécurité, Edward Gnehm, du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, ainsi que par des officiers de l'État-Major interarmées et du commandement de la flotte du Pacifique ; pour le département d'État, par Allen Holmes, chargé des affaires politiques et militaires, Charles Duelfer, de la politique de sécurité internationale, William Moffit, des affaires européennes, et John Bircher, du Proche-Orient et de l'Asie du Sud ;<sup>242</sup>. La délégation britannique, dirigée par Brian Fall, sous-secrétaire d'État adjoint au FCO, réunit Paul Lever, directeur du département de la politique de sécurité, W. Davies, chargé des engagements extérieurs au ministère de la Défense, Michael Legge, sous-secrétaire d'État adjoint à la Défense, David Jeffreys, chargé de la politique de défense, Howard Griffiths, pour le contrôle des armes de défense, Ian Blackley, du département du Moyen-Orient<sup>243</sup>. En parallèle, des échanges ont lieu sur le Golfe entre les iraniens D. Miers, E. Gnehm et J. Bircher. Ils abordent les règles d'engagement, la protection des convois et la coordination anti-mines<sup>244</sup>.

La fréquence de ces conversations, parallèles aux consultations ministérielles, témoigne du rapprochement à l'œuvre entre Londres et Washington, toujours soucieux d'appréhender de concert les transformations régionales afin de mieux défendre leurs intérêts partagés ou respectifs, en allant s'il le faut à l'encontre de ceux de l'allié quand ils ne concordent pas. Leur apport à l'appréhension des événements est cependant limité, à l'heure de la rétractation des réseaux de représentation et de renseignement en Iran. P. Collecott évoque des interactions desquelles émerge peu, même si elles dépassent la simple récitation de positions connues<sup>245</sup>. R. Murphy garde de son côté le – lointain – souvenir de discussions très ouvertes, qui soulignent la médiocre connaissance de la situation intérieure iranienne<sup>246</sup>.

#### 4. Les conversations militaires

Les apports des conversations militaires entre les alliés témoignent de même d'une volonté de pouvoir répondre solidairement aux conséquences des différents soubresauts de la guerre dans le Golfe, sans pour autant aboutir à une réelle synergie des forces américaines et britanniques.

La reprise des conversations militaires est suggérée par Rand Beers à Graham Boyce lors de sa visite à Washington en avril 1986. Leur interruption en 1984, alors qu'elles avaient permis d'élaborer un cadre conceptuel, avait pris acte du refus britannique d'y apporter un aval politique. L'Américain note que le contexte a changé en deux ans : la menace sur les convois s'est accrue, comme celle sur le Ko-

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/6756/104a, Howe to Washington, FCO 1569, Anglo/US Pol/Mil talks, 29th September, 1987.

<sup>242</sup> TNA, FCO 8/6756/110, Acland to FCO, Washington 2114, UK/US Pol/Mil Talks, 14-15 October, 6th October, 1987.

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/6756/113, Howe to Washington, FCO 1629, Anglo/US Pol/Mil Talks 14/15 October, 9th October, 1987.

<sup>244</sup> TNA, FCO 8/6756/117, Howe to Washington, FCO 1666, UK/US consultations, 15th October, 1987.

<sup>245</sup> COLLECOTT Peter, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

<sup>246</sup> MURPHY Ambassadeur Richard, entretien avec l'auteur, 16 novembre 2019.

weït ou encore les risques de victoire iranienne sur le front terrestre ; les relations entre Riyad et Téhéran se sont tendues du fait des enjeux énergétiques de l'allongement du conflit. Dans ce contexte, Washington souhaiterait permettre aux experts militaires de réfléchir aux scénarios de développement du conflit. Il n'est pas question, ajoute R. Beers pour rassurer Londres, de rechercher un accord détaillée de planification d'urgence. La proposition ne suscite pas grand enthousiasme à Londres. Le ministère de la Défense s'inquiète du fait qu'une réouverture du dialogue ne rende difficile d'éluider la question de la planification, qui avait été exclue pour éviter de devoir soutenir une intervention militaire de Washington en la désapprouvant<sup>247</sup>. Les Britanniques répondent finalement – presque deux mois plus tard – qu'ils sont prêts à échanger sur le Golfe lors des conversations politiques mais qu'ils ne voient pas de raisons de reprendre les conversations militaires interrompues en 1984. L'intérêt à échanger sur le sujet avec les États-Unis, ne serait-ce que pour rester à jour sur leur pensée et tenter d'en modérer les outrances, ne dépasse pas la nécessité de rester à distance respectable de Washington, pour ne pas encourager ses attentes sur une implication britannique et ne pas porter dommage aux intérêts de Londres dans le Golfe, jugés mieux servis en l'absence de trop étroite coopération transatlantique<sup>248</sup>.

Le refus britannique passe d'autant plus facilement que les Américains ne semblent pas tous convaincus de la pertinence à reprendre les conversations. Peter Collecott soupçonne que le département d'État n'embrasse pas la perspective avec enthousiasme. Le diplomate se demande même si le Pentagone n'a pas avancé l'idée en étant convaincu que Londres la rejetterait<sup>249</sup>. Selon Christopher Prentice, la division transcende en fait l'opposition entre les départements. Le bureau des affaires politiques et militaires du département d'État partage le souhait du Pentagone de dépasser le format des précédentes conversations : retour sur les événements passés, comparaison des analyses, appréhension des perspectives. Il s'agirait selon eux de poser des embryons de réponses à des crises éventuelles. Ils conçoivent le refus britannique de procéder à une planification d'urgence mais sont convaincus de l'intérêt à engager cette réflexion, comme d'ailleurs le bureau géographique du département d'État, qui éprouve de son côté ni d'enthousiasme ni de réserve à la perspective d'une reprise des conversations militaires<sup>250</sup>.

La résurgence des tensions régionales conduit Grosvenor Square à proposer aux Britanniques la tenue de conversations bilatérales au printemps 1987. Ils suggèrent d'aborder les différents aspects de la guerre, la situation intérieure en Iran et en Irak, les mesures de coopération navale et de protection des convois<sup>251</sup>. Au département du Moyen-Orient, Rob Young propose d'accepter la tenue en mars de conversations sur les perspectives de développement de la coopération navale, avant des conversations politiques plus larges que David Miers pourrait diriger à Washington en avril<sup>252</sup>. Les Américains sont représentés par R. Beers, Sandra Charles, directrice régionale au bureau des affaires de sécurité inter-

---

<sup>247</sup> TNA, FCO 8/6381, Boyce to Day, Miers, Iran/Iraq: UK/US contingency planning, 2nd May, 1986.

<sup>248</sup> TNA, FCO 8/6381/17, Boyce to Day, Miers, Iran/Iraq: UK/US contingency planning, 20th June, 1986

<sup>249</sup> TNA, FCO 8/6381/21, Collecott to Prentice, Iran/Iraq: discussions with the Americans, 30th June, 1986.

<sup>250</sup> TNA, FCO 8/6381/25, Prentice to Collecott, Iran/Iraq: discussions with the Americans, 28th July, 1986.

<sup>251</sup> TNA, FCO 8/6754/48, Sprake to Blackley, UK-US talks on Gulf Operations, 2nd March, 1987.

<sup>252</sup> TNA, FCO 8/6754/11, Young to Miers, Iran/Iraq: US demarche and proposals for talks, 4th March, 1987.

nationale du Pentagone, et Marion Creekmore, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud<sup>253</sup>. Les Britanniques sont représentés par William Davies, directeur du secrétariat pour les engagements internationaux au ministère de la Défense. Les échanges abordent finalement les menaces pesant sur les navires des pays neutres, les règles d'engagement dans le Golfe, les conditions à la mise en place d'une protection, les bases légales à l'élaboration d'un régime international de convois ainsi que les interactions entre les marines et les communautés du renseignement<sup>254</sup>.

De nouvelles conversations sont organisées le 20 juillet, peu avant qu'une mine endommage près de l'île Farsi le pétrolier Bridgeton. La délégation américaine, dirigée par S. Charles et R. Beers, réunit Mike Harvey, directeur adjoint pour les affaires politiques et militaires au bureau du chef d'État-Major interarmées, Laverne Severance, directeur au CENTCOM, John Craig, directeur au département d'État pour la péninsule Arabique, et l'attaché politique et militaire à Grosvenor Square, William Harris. La délégation britannique, dirigée par W. Davies, rassemble G. W. Biggs, directeur des opérations navales et du commerce, D. Dickens, du renseignement militaire, A. Hicks, directeur pour les engagements de défense, et Brian Taylor, du département du Moyen-Orient du FCO<sup>255</sup>.

La persistance des menaces pesant sur les convois maritimes dans le Golfe impose l'organisation de nouvelles conversations militaires au Pentagone le 14 janvier. Sous la direction de S. Charles, elles reviennent sur le développement des attaques dans le détroit d'Ormuz et des destructions causées par les mines, ainsi que sur la mise en place des convois de protection. Rob Young y assiste pour le FCO, aux côtés de W. David, et de Robert Guy, directeur adjoint des opérations navales et du commerce, et Bryan Burns, attaché naval à Washington<sup>256</sup>. Le directeur du département du Moyen-Orient en profite pour échanger avec Robert Oakley au CSN, ainsi que Richard Murphy, Shaw Smith et Peter Burleigh au département d'État, dans un contexte perçu comme opportun : il aborde la visite de Frank Carlucci dans le Golfe, la requête saoudienne de protection de convois et la résolution onusienne sur un embargo sur les armes, alors que les États-Unis s'apprentent à assurer la présidence du Conseil de Sécurité<sup>257</sup>. L'accompagnement du règlement du conflit entre l'Iran et l'Irak se fait ensuite au rythme des conversations et consultations politiques qui se succèdent, à Londres, à Washington et à New York, jusqu'à l'adoption à l'unanimité le 20 juillet 1988 de la résolution 598 du Conseil de sécurité.

## C. Les visages différenciés des iraniens

### 1. Les prismes de la connaissance

Le maintien d'une asymétrie de ses réseaux sur le terrain explique le renforcement du déséquilibre

<sup>253</sup> TNA, FCO 8/6754/23, Prentice to Head of Chancery, Shipping in the Gulf: UK/US talks, 25th March, 1987.

<sup>254</sup> TNA, FCO 8/6754, Proposed Shipping Protection Agenda for US-UK talks, Tuesday, 24 March 1987.

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/6755/76a, US/UK talks – 20 July, 20th July, 1987.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/7183/6, U.S.-U.K. military talks on the Persian Gulf, 14th January, 1988.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/7183/6, Young to Miers, Visit to Washington, 14-15 January, 18th January, 1988.

touchant la communauté des iraniens américains et britanniques depuis 1979. Les prismes personnels et politiques de leur appréhension des réalités locales contribuent par ailleurs à les exagérer.

Ce déséquilibre continue à perpétuer l'impression d'une expertise britannique supérieure du monde persan. L'analyse des cursus des acteurs révèle encore une plus grande qualification universitaire chez les Américains. Après avoir augmenté après la révolution, le niveau d'études se maintient à peine au Royaume-Uni, où 18% des iraniens (5) ne font pas d'études. Parmi eux se trouve Patrick Wogan, par ailleurs un des plus éminents iraniens du FCO. Le diplôme de deuxième cycle reste majoritaire, mais de manière relative, au Royaume-Uni (46%) et aux États-Unis (47%). La poursuite d'études doctorales demeure une spécificité américaine : elle ne concerne que 2 Britanniques mais le quart des Américains (8). Au Royaume-Uni, les sciences humaines dominent toujours (73%), renforçant leur prééminence sur les sciences sociales (10%), concurrencées à la marge par les sciences naturelles (6%). Aux États-Unis, les deux premiers domaines continuent à se disputer la majorité (respectivement 45% et 53%), en constance par rapport au début des années 1980. La ventilation des disciplines témoigne d'une recomposition des logiques enracinées depuis la révolution. Côté britannique, la prééminence de l'histoire et des lettres classiques s'érode au profit des lettres modernes et arabes, alors que résistent à la marge le persan, le français, puis les études islamiques, les relations internationales, le droit et la science politique. Côté américain, l'histoire détrône les relations internationales comme discipline principale, devant la science politique et les études orientales, toujours bien représentées, la sociologie, le droit, la philosophie et l'économie demeurant à la marge. Le différentiel de spécialisation linguistique et culturel observable dans le domaine de l'académie est toujours à croiser avec celui de la formation professionnalisante dont bénéficient les iraniens en amont ou au cours de leurs affectations.

Les nouveaux iraniens américains s'inscrivent ainsi dans la lignée de leurs prédécesseurs demeurés aux affaires. Marion Creekmore, sous-secrétaire d'État adjoint au Proche-Orient et à l'Asie du Sud, a écrit une thèse sur l'élection de 1928 au Reichstag de la République Weimar<sup>258</sup>. Élève à l'Académie navale puis boursier Fulbright à l'université de Vienne, James Stark, directeur pour les affaires politiques et militaires au CSN, a travaillé à l'École Fletcher de droit et de diplomatie sur les États-Unis et la sécurité de la Scandinavie après la guerre<sup>259</sup>. Les thèmes de recherche ouverts sur le Moyen-Orient concernent encore les acteurs effectuant une carrière dans les bureaux spécialisés des instances de sécurité nationale. Shirin Tahir-Kheli, directrice pour les affaires politiques et militaires puis pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, a étudié les élites et la politique étrangère du Pakistan à l'égard de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'URSS<sup>260</sup>. Edward Gnehm a proposé une analyse quantitative des relations entre les États de l'Orient arabe dans les années 1960 avant une carrière diplomatique qui

<sup>258</sup> CREEKMORE Marion, *The German Reichstag election of 1928*, thèse de doctorat, histoire, Tulane, University of Louisiana, 1967.

<sup>259</sup> STARK James, *The United States and postwar Scandinavian security*, thèse de doctorat, science politique, Medford, Tufts University, Fletcher School of Law and Diplomacy, 1974

<sup>260</sup> TAHIR-KHELI Shirin, *Pakistani elites and foreign policy towards the Soviet Union, Iran and Afghanistan*, thèse de doctorat, relations internationales, University of Pennsylvania, Graduate School of Arts and Sciences, 1972.

le conduit de Syrie, Arabie saoudite, Yémen et Jordanie jusqu'au bureau régional du Pentagone<sup>261</sup>.

D'autres acteurs sont sensibilisés au monde moyen-oriental durant leur cursus. Directeur adjoint de la planification politique au département d'État puis chargé des affaires européennes et soviétiques au CSN à la fin des années 1980, Nelson Ledsky intègre dans le cadre du master de relations internationales de Columbia la spécialité sur le Moyen-Orient. Elle est dirigée par Jacob Hurewitz, ancien du Bureau des services stratégiques puis conseiller pour la Palestine à la Maison-Blanche. Sa pensée influence en outre Roger Louis, historien américain de l'empire britannique,<sup>262</sup>. N. Ledsky suit des enseignements sur le monde arabe et se rappelle un cours fascinant sur l'Iran, qui le conduit à étudier le persan. L'un de ses camarades est d'origine libanaise. Le père d'un autre travaille en Iran<sup>263</sup>.

Parmi les cursus les plus représentatifs de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran figurent, à différents titres, ceux de William Burns et Stephen Fairbanks. Le premier naît dans un milieu familial du service de l'État. Son père, général d'armée décoré pour ses services à plusieurs reprises, rejoint l'administration Reagan comme représentant de l'État-Major puis du Pentagone aux négociations de Genève sur les forces nucléaires à portée intermédiaire<sup>264</sup>. Après un premier cycle universitaire à LaSalle, il bénéficie d'une bourse Marshall<sup>265</sup>. Il étudie les relations internationales au St John's College d'Oxford, où il soutient une thèse de doctorat sur la politique américaine et l'aide économique à l'Égypte (1955-1981)<sup>266</sup>. Il intègre le service diplomatique en 1982 puis l'année suivante l'ambassade américaine en Jordanie. Sa première mission, qu'il décrit dans les premières lignes de ses mémoires comme un échec total, est d'acheminer à Bagdad un camion de ravitaillement, en pleine guerre, qui le confronte à la réalité de la désorganisation du régime baathiste<sup>267</sup>.

Stephen Fairbanks, analyste pour l'Iran au bureau de la recherche et du renseignement du département d'État, apparaît comme l'un des iraniens les plus chevronnés du service étranger américain<sup>268</sup>. Il consacre ses études aux mondes arabe et persan. Il effectue à l'université du Michigan un premier cycle en anthropologie puis s'engage dans le Corps de la paix en 1964. Pendant deux ans, il donne des

<sup>261</sup> GNEHM Edward, *A quantitative analysis of relations between the States of the Arab East from January 1, 1964 to May 31, 1967*, mémoire de Master, George Washington University, School of Public and International Affairs, 1968.

<sup>262</sup> LOUIS Wm. Roger, *The British Empire in the Middle East, 1945-1951*, Oxford, Clarendon, 1984, p. ix.

<sup>263</sup> LEDSKY Ambassadeur Nelson, entretien avec Thomas Stern 28 juin 2003 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Ledsky,%20Nelson%20C.toc.pdf>.

<sup>264</sup> Nomination of William F. Burns to be Director of the US Arms Control and Disarmament Agency, 7th January, 1988 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/253771>

<sup>265</sup> Le programme Marshall est fondé en 1953 par le parlement britannique pour financer les études au Royaume-Uni de « jeunes américains intellectuellement distingués appelés à diriger leur pays », dans une logique de renforcement des « relations spéciales » entre Londres et Washington après la Seconde Guerre mondiale.

<sup>266</sup> BURNS William, *The carrot, and the stick: economic aid and American policy toward Egypt, 1955-1967*, Oxford, thèse de doctorat, relations internationales, Oxford, Faculty of Social Studies, 1981.

<sup>267</sup> BURNS William, *The Back Channel: A Memoir of American Diplomacy and the Case for Its Renewal*, New York, Random House, 2019, p. 1-2. William Burns reste l'un des principaux acteurs des relations entre Washington et Téhéran jusqu'à la fin de sa carrière. Il dirige avec Jake Sullivan en 2013 les négociations secrètes conduisant à la signature du *Joint Comprehensive Plan of Action* sur la nucléarisation de la République islamique en juillet 2015. Alors que l'administration Biden tente de ressusciter un accord dénoncé par l'administration Trump en 2018, J. Sullivan est nommé à la tête du CSN en janvier 2021 et W. Burns à la tête de la CIA en mars 2021.

<sup>268</sup> Stephen Fairbanks [En ligne], LinkedIn [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/stephen-c-fairbanks-78a73631/>. Les requêtes – renouvelées – d'entretien n'ont pas abouti.



cours d'anglais aux élèves d'une école de Shahroud, dans la province iranienne de Semnan. De retour aux États-Unis, il étudie en master les langues et littératures arabes et persanes. Il revient en 1968 en Iran pour enseigner l'histoire du Moyen-Orient aux candidats au baccalauréat international au lycée Iranzamin, fondé l'année précédente à partir de l'École de la communauté américaine de Téhéran. Suivant un parcours évoquant celui de John Limbert, il soutient en 1977 une thèse de doctorat sur la bureaucratie de la dynastie seldjoukide<sup>269</sup>. Il revient alors à Téhéran pour diriger la branche locale de l'Institut américain pour les études iraniennes, où il assiste les chercheurs américains travaillant dans le pays. La révolution conduit à la fermeture du centre mais lui permet de poursuivre la mise en valeur de son expertise au service de l'État. Président du Middle East Languages Services de Belmont (Massachusetts), il dirige pendant deux ans le groupe des traducteurs persans pour les actions en justice américaine au Tribunal international arbitral de La Haye qui doit solder les contentieux entre Téhéran et Washington à l'issue de la libération des otages américains. Il rejoint ensuite le département d'État.

## 2. La maîtrise de la langue

Les conséquences de la débâcle de 1979 sont encore palpables dans la composition de la communauté des iraniens aux États-Unis, de même que le rafraîchissement des relations entre Londres et Téhéran accompagne un tarissement du vivier de persanophones au Royaume-Uni. L'effondrement du nombre de persanophones américains observé en conséquence de la révolution n'a pas été résorbé. Il est certes compensé par la profondeur de la carrière des vétérans encore en service et par l'arrivée aux affaires d'acteurs enracinant l'épaisseur de leur expertise dans la richesse de leur cursus, mais seulement à la marge. La communauté des iraniens américains est plus que jamais arabisante, sinon arabiste. Le nombre de persanophones se maintient à 4 (11%), mais le nombre d'arabisants (13) est trois fois plus important (35%). Au Royaume-Uni, le rapport est plus équilibré, mais l'évolution observée au lendemain de la révolution s'est interrompue, subissant l'effet des vicissitudes de la normalisation. Le nombre important de persanophones est certes en légère augmentation (9). En revanche, la proportion des arabisants devient à nouveau dominante (47%), témoignage des tensions pesant sur un vivier de persanophones que le tarissement progressif des relations bilatérales ne justifie pas de renouveler.

La maîtrise du persan bénéficie pour les Américains comme pour les Britanniques d'une immersion précoce dans la société iranienne. L'itinéraire de Robin Raphel, « Middle East watcher » à Grosvenor Square dans les années 1980, fait en cela écho à celui des acteurs ayant servi en Iran en tant que volontaires du Corps de la paix<sup>270</sup>. Elle grandit dans l'État de Washington au sein d'une famille ouverte aux horizons lointains. Son foyer héberge une Française et sa sœur aînée passe plusieurs années au Danemark. Elle entame des études d'économie et d'histoire à l'université de Washington puis séjourne en

<sup>269</sup> FAIRBANKS Stephen, *The Tarikh Al-Vuzara': A History Of The Saljuq Bureaucracy*, thèse de doctorat, histoire et littérature persane, Chicago, The University of Michigan 1977.

<sup>270</sup> RAPHEL Ambassadeur Robin, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

Iran dans le cadre d'une association confessionnelle, ce qui enracine une familiarité particulière et un intérêt durable pour le pays. Elle poursuit à Londres et à Cambridge des études sur l'histoire moderne de l'Europe. Elle candidate en 1970 auprès des Services des écoles internationales, un programme à but non lucratif destiné à développer les échanges dans le domaine éducatif. Le souvenir d'une culture fascinante et d'une population chaleureuse l'incite à revenir en Iran. Pendant deux ans, elle enseigne l'histoire en anglais au lycée féminin de Damavand, à Téhéran. Elle séjourne dans un ancien bâtiment appartenant à l'Église presbytérienne et voyage dans les environs, visitant notamment les communautés religieuses, dont elle aide à entretenir les locaux et avec lesquelles elles partagent la communion de chants en anglais. Elle garde le souvenir d'une expérience initiatique qui donne un sens à sa jeunesse, comme Corps de la paix aux volontaires qui s'y sont engagés. Elle bénéficie d'une formation de 6 semaines au persan, pour lequel elle développe une affection particulière, et s'implique dans la troupe théâtrale liée à la Société iranienne-américaine. Elle fréquente au quotidien des élèves stimulantes : elle mesure la force du destin de certaines Américaines ayant épousé des étudiants iraniens pendant leur présence aux États-Unis, avant d'être conduites, sinon contraintes, à venir vivre en Iran un mode de vie parfois subi. Elle goûte enfin l'hubris d'une croissance portée par les dividendes de la production pétrolière, qui font à la mode occidentale couler à flot le champagne et servir à foison le caviar.

R. Raphel rencontre à Téhéran son premier époux, Arnold Raphel, l'un des éminents iraniens du service étranger américain, alors en charge des affaires politiques à l'ambassade après avoir été vice-consul à Ispahan à la fin des années 1960. L'exceptionnalité de cet itinéraire dissimule cependant à peine la réalité d'un étiage des persanophones aux États-Unis. John Limbert, volontaire pour le Corps de la paix à Sanandadj dans les années 1960 puis chargé des affaires politiques à Téhéran pendant la révolution, relève que la bureaucratie américaine a relégué les affaires iraniennes à la marge au point que le département d'État finit par associer l'Iran et l'Irak dans les groupes régionaux nord du golfe Persique, puis péninsule Arabique, confirmant le désamour envers une région du Moyen-Orient dont il n'est plus question de produire des spécialistes linguistiques<sup>271</sup>. Howard Teicher évoque cependant des experts sur l'Iran très informés à la CIA, ainsi qu'au Pentagone, à la réserve près que les analystes liés à l'Agence du renseignement de la Défense gardent une appréhension des réalités iraniennes restreintes aux enjeux commerciaux et dimensions stratégiques du conflit dans le Golfe<sup>272</sup>.

La compétence linguistique des iraniens britanniques relève tant de la spécialisation universitaire que de la formation professionnelle. Edward Chaplin suit au Queen's College de Cambridge le cursus d'études orientales animé par le professeur d'histoire et de littérature persanes Peter Avery. Andrew Cowell suit un premier cycle d'études persanes et islamiques au Wadham College d'Oxford à l'issue desquelles il intègre le FCO<sup>273</sup>. La plupart des persanophones bénéficient de la formation dispensée à

---

<sup>271</sup> LIMBERT John, *Negotiating with Iran. Wrestling the Ghosts of History*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2009, p. 121.

<sup>272</sup> TEICHER Howard, entretien avec l'auteur, 12 mai 2020.

<sup>273</sup> Cowell, (Andrew John Hulke) Hamish [En ligne], Who's Who [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ww/9780199540884.013.U261939>.

la SOAS, ouverte sur un séjour d'immersion linguistique auprès de la population iranienne. Après des études d'histoire à Cambridge, John Shakeshaft obtient une bourse Harkness qui lui permet d'étudier l'histoire des idées à Princeton. Il rejoint le FCO en 1977 puis en 1982 la SOAS, avant d'être nommé en 1985 premier secrétaire en charge des affaires commerciales à Téhéran<sup>274</sup>. Roger Kershaw intègre le service en choisissant l'étude du persan qui le conduit, pour son premier poste, à exercer en tant que deuxième secrétaire chargé des affaires commerciales à la section des intérêts britanniques en Iran<sup>275</sup>.

Peter Mathers effectue sa formation linguistique à Londres puis à Téhéran dans la première moitié des années 1970, qu'il ne met à profit que dans la deuxième moitié des années 1980. Comme Hugh Arbuthnott au début des années 1960, désigné pour succéder à Michael Simpson-Orlebar à Téhéran en 1986, il suit les enseignements de Tourkhan Gandjei, professeur d'études turques et persanes, Amir Haidari, professeur de langue et de littérature persanes, et Nancy Lambton. Les deux diplomates gardent de cette dernière le souvenir d'un enseignement utile et minutieux, sévère mais efficace :

« Elle était très perspicace et érudite, même si elle ne voyait pas les choses du même œil que le gouvernement iranien de l'époque. Elle était très *au fait* des choses. [...] Elle nous enseignait dans une perspective historique. Les textes que nous étudions n'abordaient pas la situation contemporaine mais l'inscription dans la culture iranienne. Elle enseignait évidemment la langue persane et non pas la situation politique mais elle tenait à ce que nous comprenions le contexte culturel et maîtrisions la meilleure manière de se comporter : si l'on vous demandait comment vous alliez, vous ne deviez pas répondre 'oui' ou 'non', mais 'oui, par la grâce de Dieu'. Elle était excellente. Cependant, quand nous parlions à des Iraniens, ils nous regardaient étrangement : les seules autres personnes à avoir reçu un enseignement équivalent à celui que nous avait dispensait Nancy Lambton était le shah et la famille royale. »<sup>276</sup>

« Certains la considéraient comme vieille école. Elle enseignait la grammaire et le vocabulaire à l'aide des manuels qu'elles avaient publiés. Je les ai encore et je les trouve toujours utiles. Certains pensaient qu'elle devait davantage renouveler ses méthodes d'enseignement, notamment sur la conversation. Elle ne nous enseignait pas comment de nos jours les gens ordinaires prononcent le persan. »<sup>277</sup>

La perspective d'une immersion dans le pays réjouit H. Arbuthnott. L'un de ses amis, David Hanay, qui a séjourné avant lui en Iran, lui montre à son retour des photographies qu'il y a prises. Lui est envoyé à Ispahan. Il réside dans un hôtel pendant la première partie de son séjour, avant de retrouver un ami rencontré à Londres par l'intermédiaire de Nancy Lambton. Il est hébergé chez sa sœur et son beau-frère pendant la deuxième moitié de son immersion. Son apprentissage linguistique se traduit par des cours quotidiens, à l'exception du weekend, le vendredi et le samedi, dont il profite pour faire ses devoirs et pour partir à la découverte du pays. Il évoque une terre d'exploration, qui donnait envie de partir dans le désert, d'escalader des montagnes ou de marcher sur la route de l'Afghanistan ou de l'Inde. Il décrit des gens généreux et éclairés, avec lesquels il était d'autant plus aisé d'échanger qu'il connaissait une famille de la région. Il garde de son séjour une impression positive, malgré l'emprise de l'autoritarisme impérial sur la société dont il est témoin lors d'une excursion en province :

<sup>274</sup> John Shakeshaft [En ligne], LinkedIn [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://www.linkedin.com/in/john-shakeshaft-51647913/>.

<sup>275</sup> *Her Majesty Diplomatic Service List*, Londres, Her Majesty Stationery Office, 1985.

<sup>276</sup> MATHERS Peters, entretien avec l'auteur, 28 juin 2022.

<sup>277</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

« Ma première expérience de la SAVAK fut à l'occasion d'un voyage avec des camarades vers les côtes de la Caspienne. Après avoir traversé le nord du pays jusqu'à Ardabil, nous nous rendîmes compte que nous avions le temps d'aller jusqu'à la Caspienne. Nous fûmes arrêtés par la SAVAK qui nous a dit que nous n'avions pas l'autorisation nécessaire pour y aller. Nous dûmes donc retourner à Téhéran par la même route. A l'époque, même les diplomates devaient être porteurs d'autorisation pour pouvoir voyager à l'extérieur de Téhéran. »<sup>278</sup>

Les tensions internes au régime sont perçues par P. Mathers depuis Londres. Il y rencontre pendant ses études plusieurs Iraniens avec lesquels il lie amitié. Ils lui conseillent de ne pas s'attarder sur les conversations relatives à la politique ou au shah, quand bien même il doit être affecté dans le pays. Les sujets sont considérés comme controversés, sinon tabous. Pour renforcer son persan, il est envoyé à Téhéran, puis à Ahvaz, dans la province du Khouzesan, centre de l'industrie pétrolière, pour se familiariser avec une région porteuse d'opportunités commerciales. Il jouit d'une relative liberté de circulation qui lui permet de visiter le pays, Ispahan et Persépolis en particulier. Il confirme l'extrême hospitalité de la population vis-à-vis des étrangers, qui contraste avec la persistance d'une méfiance envers la « main anglaise » : hébergé à l'origine par la famille d'un fonctionnaire, il est contraint de déménager, le directeur de son hôte ayant signifié l'inconvenance à accueillir un diplomate britannique chez lui. P. Mathers finit son séjour dans un hôtel, depuis lequel il s'immerge dans la vie locale au quotidien. Il est marqué par l'importance de la pratique religieuse et par la place centrale des mollahs et des mosquées dans la société, moins perceptibles à Téhéran. Un mollah l'aborde ainsi un soir, alors qu'il sort en compagnie d'un ami universitaire qui lui a rendu visite, et engage une longue conversation qui s'avère une introduction à l'islam à fins de conversion. Outre l'acculturation qu'il permet, le futur diplomate confirme l'intérêt de ce séjour d'immersion dans une perspective de pratique linguistique<sup>279</sup>.

H. Arbuthnott convient de même que l'apprentissage sur les bancs de la SOAS et en immersion en province lui confère une expertise indéniable dans la pratique de ses missions diplomatiques. Il confirme aussi les difficultés à la conserver à son meilleur niveau de manière pérenne. Comme les Américains, les Britanniques considèrent de fait avec appréhension les inconvénients de la focalisation de ses membres dans une aire géographique sur l'ensemble de leur carrière. Aux avantages de la spécialisation sont opposés le danger de tomber dans la partialité, positive ou négative, à l'égard de la région, ainsi que le risque de dépendre d'un vivier de diplomates irremplaçables mais pouvant disparaître<sup>280</sup>. Dans ce cadre institutionnel, c'est la remobilisation des vétérans et la familiarisation des nouveaux iraniens aux nouveaux habits de l'Iran qui sont à même de ressusciter ou de reconstituer une expertise.

### 3. Le chemin de la carrière

L'étude de la carrière des iraniens témoigne du succès inégal des efforts diversement déployés par les Américains et les Britanniques pour résorber la déperdition d'expertise consécutive à la rétractation

<sup>278</sup> *Id.*

<sup>279</sup> MATHERS Peters, entretien avec l'auteur, 28 juin 2022.

<sup>280</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

des réseaux de représentation et de renseignement sur le terrain. La part des iraniens n'ayant jamais été affectés en Iran poursuit sa croissance : elle atteint des sommets aux États-Unis (84%) et concerne les deux tiers des Britanniques. L'expérience du Moyen-Orient demeure solide aux États-Unis, mais en diminution sensible par rapport à la période précédente (27% des acteurs y ont été affectés au moins une fois, contre 40% au début des années 1980). Les affectations préalables dans le golfe Persique restent marginales (8%). Les Britanniques ont une expérience bien supérieure du Golfe (28%, en constance depuis le début des années 1980) que du Moyen-Orient (3%, en régression très sensible). Les affectations multiples en Iran concernent un nombre d'acteurs devenu marginal, confirmant le profond renouvellement de la communauté : le départ à la retraite des cadres prérévolutionnaires de la politique iranienne n'a pas été compensé par le développement d'un nouveau vivier en raison de la rupture des relations entre Washington et Téhéran et de l'enlisement de la normalisation entre Londres et Téhéran. Dans ce dernier cas, le maintien du dialogue, de même que la volonté britannique de conserver en Iran une forme de représentation, explique que les acteurs de la politique iranienne ont accumulé depuis la révolution un nombre et une durée d'affectations supérieurs : pour le tiers des acteurs ayant été en poste au moins une fois en Iran, la durée moyenne de l'affectation est légèrement inférieure à deux ans ; deux tiers d'entre eux ont un temps de présence court, car parfois raccourci (un ou deux ans), alors qu'un tiers à peine des iraniens séjournent en Iran plus durablement (de trois à cinq ans).

En l'absence de représentation en Iran et de renforcement du vivier de spécialistes, l'administration américaine n'a d'autre choix que de se reposer sur les vétérans de la politique iranienne. Gregory Afandilian, analyste au Bureau de la recherche et du renseignement du département d'État, y a fait son stage pendant la crise des otages, avant d'étudier à la LSE la gauche pendant la révolution iranienne ; il commence sa carrière d'analyste sur les questions moyen-orientales à la Bibliothèque du Congrès en 1983, qu'il poursuit à l'Agence du renseignement de la Défense. Officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au début des années 1980, Graham Fuller est nommé en 1986 vice-président du Conseil du renseignement national. George Harris dirige depuis la révolution la section Proche-Orient et Asie du Sud du Bureau de la recherche et du renseignement du département d'État, où il a été nommé pour la première fois en 1969. Directeur pour les affaires politiques et militaires au CSN, Howard Teicher était analyste politique pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au Pentagone pendant la révolution et directeur régional au CSN depuis 1982. Arnold Raphel, vice-consul à Ispahan dans les années 1960, officier politique à Téhéran, puis conseiller auprès du secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud dans les années 1970 et conseiller spécial du secrétaire d'État pendant la prise d'otages, est secrétaire d'État adjoint en charge de la région de 1984 à 1987. Michael Metrisko, directeur pour l'Iran et l'Irak au département d'État à la fin des années 1980, est l'un des plus éminents iraniens du service étranger américain, ancien volontaire du Corps de la paix à Songhor, officier en charge des visas à Téhéran et consul à Tabriz pendant la révolution, pris en otage entre 1979 et 1981. L'exceptionnalité de ces deux derniers parcours ne compense pas la fragile expertise des iraniens américains. Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie

du Sud, confirme que le tarissement progressif du vivier de spécialistes dans le service étranger et la communauté du renseignement ruine leur connaissance sur l'Iran et leur capacité à s'informer<sup>281</sup>. Dans sa relation de l'affaire Iran-Contra, Michael Ledeen, alors conseiller de Robert McFarlane au CSN, rapporte que l'officier en charge de l'Iran à la direction des opérations de la CIA a passé l'ensemble de sa carrière en Amérique latine, n'a jamais séjourné au Moyen-Orient, ne parle pas un mot de persan et s'avère incapable de reconnaître le nom des principaux dirigeants de la République islamique<sup>282</sup>.

C'est pour compenser ce déficit d'expertise et d'expérience que Clair George, adjoint du directeur des opérations à la CIA, sort de sa retraite George Cave pour l'affecter comme interprète auprès des négociateurs dépêchés en Iran pour libérer les otages américains du Liban<sup>283</sup>. G. Cave étudie le persan à l'École de langues de l'armée avant d'être affecté à l'Agence de sécurité des forces armées, embryon de la NSA. Il suit à Princeton un cours d'études orientales qui lui donne le goût de la poésie persane<sup>284</sup>. Il intègre la CIA, sert à Téhéran de 1958 à 1963, puis apprend l'arabe au Liban. Après un tour à Beyrouth, à Langley et à Lahore, il revient en Iran diriger l'antenne locale de l'Agence. Directeur adjoint à Langley de la division Proche-Orient, il participe pendant la révolution à la reconstitution des réseaux du renseignement en Iran, mais finit par être considéré comme *persona non grata* par les autorités, en raison de sa proximité avec le shah. Pendant l'occupation de l'ambassade américaine, il est affecté en Europe à la tête d'un groupe constitué pour soutenir la mission de sauvetage des otages. Il part à la retraite en février 1980, mais reste en contact avec l'administration démocrate jusqu'à la libération des otages et un consultant régulier de la division Proche-Orient, du centre anti-terroriste et du groupe de travail Iran de la CIA<sup>285</sup>. C'est l'agent le plus étroitement impliqué au quotidien dans les négociations du milieu des années 1980, au service desquelles il réactive plusieurs de ses contacts iraniens<sup>286</sup>.

Au Royaume-Uni, la faible expérience des nouveaux iraniens ou les biais arabistes des vétérans du service sont compensés par la pratique perpétuée de séjours de familiarisation dans le pays, que permet le maintien des relations, certes résiduelles, entre Londres et Téhéran. Ancien conseiller politique auprès du gouvernement d'Aden, conseiller à l'ambassade du Liban puis ambassadeur au Qatar, Stephen Day dirige le département du Moyen-Orient entre 1984 et 1987. Il effectue à ce titre un séjour en Iran au printemps 1985<sup>287</sup>. En amont de la visite, le directeur pour l'Europe au ministère des Affaires étrangères Mehdi Mostafavi signifie à Michael Simpson-Orlebar que la visite devrait en outre permettre aux deux pays de parvenir à des accords sur les différends bilatéraux en suspens. L'Iranien indique son intérêt pour la visite du ministre d'État Richard Luce à Bahreïn, pour les contrats d'armements et les groupes d'opposition au régime. Il reste prudent sur le sujet de la normalisation.

<sup>281</sup> MURPHY Ambassadeur Richard, entretien avec l'auteur, 16 novembre 2019.

<sup>282</sup> LEDEEN Michael, *Perilous Statecraft: An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, New York, Scribner, 1988, p. 94.

<sup>283</sup> WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 233.

<sup>284</sup> LEDEEN Michael, *Perilous Statecraft*, *op. cit.*, p. 215.

<sup>285</sup> The Cold War International History Project [En ligne], Woodrow Wilson International Center for Scholars [consulté le 27 juin 2021] disponible à l'adresse <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Iran%20conference%20bios.pdf>

<sup>286</sup> GERTH Jeff, "Ex-C.I.A. Agent Linked To Iran Talks", *The New York Times*, 23rd January, 1987.

<sup>287</sup> TNA, FCO 8/5578/36, Simpson-Orlebar to Day, Your Visit, 27th December, 1984 et FCO 8/5906/14, Simpson-Orlebar to Day, Your Visit, 24th January, 1985.

S. Day, qui effectue son premier séjour en Iran, écrit à son retour que ses affectations dans la région l'ont conduit à construire de la révolution et du régime des impressions inexactes. Il confirme l'intérêt de se familiariser aux nouveaux habits du pays. Son recul régional lui donne sur l'Iran l'impression d'un laxisme religieux reflétant les spécificités chiites : les célébrations traditionnelles sont perpétuées, le tchador est préféré à la burqa, les images des autorités religieuses sont fréquentes, la corruption est répandue, jusque dans les rangs du clergé, et la vente d'alcool prospère sur le marché noir. Le zèle des jeunes dirigeants qu'il a rencontrés est d'ailleurs plus tourné vers la révolution que vers la religion. Il quitte ainsi Téhéran moins convaincu par l'idée d'un fondamentalisme déferlant sur la région<sup>288</sup>.

Le constat est partagé par Peter Collecott, chargé de l'Iran au département du Moyen-Orient, qui effectue un séjour de cinq jours dans le pays à la fin du mois de septembre 1986. Accompagné de ses collègues Edward Chaplin, William Clare, Paul Ramsay, Peter Mathers et Martin Charlesworth, le diplomate rencontre l'ambassadeur suédois, qui représente les intérêts de Londres auprès des autorités iraniennes, ainsi que les principaux interlocuteurs des Britanniques au ministère des Affaires étrangères : le directeur pour le Royaume-Uni, le directeur du département Europe occidentale, le conseiller juridique du ministre adjoint chargé des affaires politiques. Il se rend sur le site de la foire de Téhéran, à la prison d'Evin, dans le quartier de Jamaran, où l'ayatollah Khomeini réside et reçoit ses visiteurs, au cimetière de Behesht-e Zahra, où sont inhumés les victimes de la guerre contre l'Irak, à l'université et au Parlement. Il ne manque pas de visiter Chiraz et les ruines de Persépolis avant de s'envoler vers Dubaï où il rencontre les consuls généraux iranien et britannique sur place<sup>289</sup>. Son séjour lui permet de mesurer de près l'importance des atouts de Londres dans le pays et des intérêts qu'il lui reste à y défendre, d'autant plus étant donné la sophistication d'une société qui a survécu à la réaction islamique :

« Quand on visitait l'Iran, on se rendait très rapidement compte qu'il s'agissait d'une société d'une grande épaisseur. Il y avait des courants sous-jacents que l'on ne percevait pas forcément et facilement de l'extérieur. L'idée que c'était un État islamique contrôlé d'une main de fer ne résistait pas à l'expérience. [...] Tout n'était pas manichéen. La société iranienne était complexe et stratifiée. La population du nord de la capitale était aisée : les femmes portaient sous leurs tchadors les derniers habits de la mode parisienne ; elles se dévoilaient en soirée pour révéler leurs bijoux. Ce n'était absolument pas cet État puritain et retenu perçu de l'extérieur. Je ne suis resté que quelques jours, mais j'ai pu participer à des soirées au cours desquelles j'ai rencontré des Iraniens très sophistiqués. [...] Je suis rentré en pensant que c'était un pays beaucoup plus complexe et multidimensionnel qu'il ne semblait. »<sup>290</sup>

### III. Une communauté d'impétrants en projections post-khomeinistes

La différence de déracinement des décideurs et des iraniens accompagne la divergence de perspective des acteurs influençant de l'extérieur la définition de la relation à l'Iran. Que révèlent les interactions transatlantiques entre les impétrants de la perception d'un partenaire en puissance ?

<sup>288</sup> TNA, FCO 8/5906/23, Day, Visit to Iran 10-15 March 1985, First Impression by Head of MED, 19th March, 1985.

<sup>289</sup> TNA, FCO 8/6296/10a, Visit by Peter Collecott to Tehran, September 1986, Programme.

<sup>290</sup> COLLECOTT Peter, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

## A. Une sollicitation inégale de l'expertise

### 1. La diffusion de la recherche

Les modalités de sollicitation de l'expertise par les iraniens et les décideurs témoignent à la fin des années 1980 d'un enracinement de la divergence d'implications et d'intérêts en Iran. Il reflète le partage des tâches observé entre Américains et Britanniques dans l'appréhension des réalités régionales.

Dans son contenu comme dans sa réception, la diffusion de la recherche révèle les lignes de partage transatlantiques dans l'appréhension de l'Iran. Le conseiller juridique du FCO reçoit en 1985 la copie d'un courrier adressé à Hassan Amin, professeur de droit à Glasgow, par Rouhollah Ramazani, son collègue de l'université de Virginie. Le premier a commencé ses études à Téhéran avant de soutenir à Glasgow une thèse de doctorat sur le régime légal du plateau continental du Golfe, un an avant le déclenchement de la guerre Iran-Irak. Il y demeure pour enseigner le droit iranien et islamique mais reste en contact avec son pays : il est nommé en 1988 professeur invité de droit du commerce international à Téhéran. Le second, doyen des études iraniennes aux États-Unis, est un vétéran des interactions interralliées depuis la révolution<sup>291</sup>. Accusant réception d'un ouvrage de son collègue, il lui envoie en guise de remerciement la copie de l'un de ses articles qui, précise-t-il, passe outre-Atlantique pour une « bombe intellectuelle ». Publié dans la revue *Foreign Policy* sous le titre « Iran : enterrer la hache de guerre », il appelle à l'apaisement des tensions entre Washington et Téhéran, selon lui dans l'intérêt des deux pays, à rebours de la pensée dominante. Dirigeants et universitaires restent attachés à l'idée qu'une victoire iranienne ébranlerait les intérêts des démocraties. Or, déclare le chercheur, des évolutions internes à la République islamique suggèrent que la poursuite de la politique d'endiguement de la révolution fait risquer à Washington de gâcher une opportunité de réconciliation qui permettrait de préserver les intérêts américains dans la région. Il appelle à user de raison pour dépasser les passions soulevées par la perte de l'Iran, que la pratique réciproque d'une rhétorique de confrontation perpétue en dépit de l'intérêt de chacun à la réconciliation : l'Iran pour sortir de son isolement et achever une guerre impopulaire, les États-Unis pour recouvrer son rôle de partenaire d'un État stratégique<sup>292</sup>.

L'article nourrit peut-être la pensée des défenseurs au CSN d'un rapprochement avec les « factions modérées » à Téhéran. Il conduit H. Amin à solliciter du FCO des lumières sur la réponse à apporter. Le courrier est transmis au département du Moyen-Orient, auquel le chercheur est présenté comme « raisonnablement brillant et compétent », potentiellement utile à l'avenir. Alan Collins en accuse réception en rappelant la nécessité de se garder de tout commentaire sur la politique américaine<sup>293</sup>.

La diffusion transatlantique de la recherche témoigne au-delà des différences d'appréhension des réalités iraniennes. Un mois après l'avoir rencontré, Muriel Atkin, professeur d'histoire à l'université

<sup>291</sup> Cf. chapitre 4, III, B, 3, la densification de l'activité des *think tanks*.

<sup>292</sup> RAMAZANI Rouhollah, "Iran: Burying the Hatchet", *Foreign Policy*, 1985, n°60, pp. 52-74.

<sup>293</sup> TNA, FCO 8/5891/72, Watts to Collins, Relations with Iran, 19th November, 1985.



George Washington, transmet à Hugh Arbuthnott, *via* Massachusetts Avenue, trois articles qu'elle a publiés sur la vision soviétique de la révolution et les attitudes de Moscou envers le chiisme<sup>294</sup>. Christopher Prentice note qu'elle s'intéresse surtout aux relations entre Moscou et Téhéran, une industrie qu'il décrit comme lucrative outre-Atlantique. Il l'encourage à continuer à lui faire part des fruits de ses recherches et de ses réflexions, qu'il ne manque pas de transmettre aux iraniens britanniques de Téhéran et au département de recherche du FCO<sup>295</sup>. À la tête de la section Moyen-Orient, Christopher Rundle apprécie leur lucidité et leur érudition et confirme qu'ils seront utiles à l'avenir<sup>296</sup>.

Ce dernier œuvre au département de recherche à rassembler une documentation abondante sur les enjeux de la politique iranienne, qui montre l'intérêt croissant apporté à la question de la succession de l'ayatollah Khomeini à Londres, comme à Washington. Il rédige un rapport sur l'*Establishment* religieux de la République islamique et les acteurs appelés à exercer le pouvoir à la disparition du Guide. Ses sources témoignent de la diffusion transatlantique de la recherche américaine et de l'acculturation britannique à la propagande du nouveau régime<sup>297</sup>. Il évoque Shahrough Akhavi, professeur d'études gouvernementales et internationales en Caroline du Sud, auteur d'un ouvrage sur la religion et la politique dans l'Iran contemporain<sup>298</sup> ; Aqiqi Bakhshayeshi, auteur d'un ouvrage revenant sur un siècle de lutte des autorités religieuses en Iran, traduit en anglais sous l'égide de l'Organisation pour la propagande islamique<sup>299</sup> ; Michael Fisher, professeur d'anthropologie à Harvard et commentateur des questions iraniennes depuis la révolution<sup>300</sup>, au cours de laquelle il a publié un ouvrage fondé sur son expérience personnelle des religieux et des étudiants de la cité de Qom<sup>301</sup>.

Prédécesseur de Ch. Rundle au département de recherche du FCO, Patrick Bannerman publie sous les auspices de Chatham House en 1988 un guide mettant en perspective l'islam dans ses dimensions sociales, politiques et juridiques. L'ouvrage est le fruit d'une recherche menée pendant un an en tant que diplomate en résidence au département d'affaires gouvernementales et étrangères à l'université de Virginie. Elle traduit l'influence sur la pensée du diplomate de deux chercheurs décidément au cœur des interactions intellectuelles transatlantiques depuis la révolution : James Piscatori, chercheur à Chatham House, auteur d'un ouvrage sur l'islam dans le processus politique<sup>302</sup>, fruit d'un colloque auquel avait participé P. Bannerman en 1981 ; R. Ramazani, vétéran de la triangulation intellectuelle entre le

<sup>294</sup> ATKIN Muriel, "Rethinking the Iranian Revolution", *Problems of Communism*, March-April 1986, p. 86-92; "Moscow's Disenchantment with Iran", *Survey*, Autumn-Winter 1983, p. 248-250; "Soviet Attitudes Towards Shi'ism and Social Protest" in KEDDIE Nikki (dir.), *Shi'ism and social protest*, New Haven, Yale University Press, 1986.

<sup>295</sup> TNA, FCO 8/6295/3, Prentice to Boyce, Iran: papers for Hugh Arbuthnott, 6th June, 1986.

<sup>296</sup> TNA, FCO 8/6295/4, Rundle to Boyce, Iran: papers by Muriel Atkin, 24th June, 1986.

<sup>297</sup> FCO 8/6610, FCO, Research Department Note No. 19/87, The Iranian Religious Establishment and the Succession to Khomeini, July 1987.

<sup>298</sup> AL-YASSINI Aylman, SALEM Norma, "Compte rendu de AKHAVI Shahrough, *Religion and Politics in Contemporary Iran: Clergy-State Relations in the Pahlavi Period*, Albany, State University of New York Press, 1980", *Études internationales*, 1982, vol. 12, n°3, p. 611.

<sup>299</sup> BAKHSHAYESHI Aqiqi, *Ten Decades of Ulama's struggle*, trad. anglaise Alaedin Pazargadi, Tehran, Islamic Propagation Organization, 1985.

<sup>300</sup> Cf. chapitre 4, II, A, 2, les comparaisons des expertises nationales.

<sup>301</sup> FISCHER Michael, *Iran: From Religious Dispute to Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 1980.

<sup>302</sup> PISCATORI James, *Islam in the Political Process*, New York, Cambridge University Press, 1983.

Royaume-Uni, les États-Unis et l'Iran, qui « l'introduit à l'art délicat de la conceptualisation »<sup>303</sup>.

## 2. La consultation des experts

La sollicitation de l'expertise de part et d'autre de l'Atlantique montre la circulation inégale du savoir mais permet de dessiner les contours d'une communauté d'influence intellectuelle épousant les dimensions de la triangulation diplomatique. Dans son analyse des échecs des études moyen-orientales aux États-Unis, Martin Kramer met en évidence les réserves d'un grand nombre de chercheurs envers la stimulation de la recherche par le gouvernement fédéral<sup>304</sup>. L'établissement d'un Programme de soutien à la recherche académique sur la Défense sous l'égide de l'Agence du renseignement du Pentagone suscite au début des années 1980 une campagne de protestation à l'initiative du comité de déontologie de l'Associations des études moyen-orientales américaines<sup>305</sup>. En 1985, cette dernière appelle les chercheurs à opposer leurs réserves académiques à l'acceptation de financements émanant des agences de renseignement, au nom des dangers qu'ils pourraient impliquer :

« Les programmes du Corps de la paix ont été sabordés dans la plupart des pays du Moyen-Orient, souvent en raison d'un soupçon d'association à une entreprise de collecte de renseignements. Aujourd'hui émerge la perspective effrayante qu'un chercheur, tout désintéressé et honnête qu'il soit, puisse être parce qu'il travaille au Moyen-Orient regardé par un groupe extrémiste local comme un agent du renseignement et pour cette raison enlevé ou supprimé. »<sup>306</sup>

La mobilisation du savoir universitaire par la Défense ou le renseignement devient un tabou. Quand Nadav Safran, directeur du Centre pour les études moyen-orientales de Harvard, accepte un financement de la CIA pour organiser un colloque sur l'islam et la politique, il se voit refuser le concours de trois fondations. Il choisit de ne pas révéler aux intervenants l'origine du financement du colloque, provoquant la polémique lorsque le soutien de l'Agence est révélé en amont de son ouverture<sup>307</sup>.

Les risques de soupçons de collusion entre le penseur et le politique ne retiennent cependant pas les chercheurs de dispenser le fruit de leurs réflexions aux diplomates et aux décideurs qui les sollicitent. Lors de son séjour de consultations aux États-Unis, Hugh Arbuthnott, pressenti pour diriger la section des intérêts britanniques à Téhéran, se rapproche des principaux spécialistes de la région. Il échange à Washington avec Barry Rubin, professeur à Johns Hopkins, dont les diplomates britanniques apprécient les analyses : Shaul Bakhash, professeur à Princeton, vétéran des interactions iraniantes transatlantiques, qu'il a rencontré lors de ses affectations à Téhéran ; Muriel Atkin, spécialiste de la Russie à George Washington ; Phoebe Maar, spécialiste de l'Irak à l'université nationale de Défense. Faute de

<sup>303</sup> BANNERMAN Patrick, *Islam in Perspective: A Guide to Islamic Society, Politics and Law*, London, Routledge for the Royal Institute of International Affairs, 1988, p. viii.

<sup>304</sup> KRAMER Martin, *Ivory Towers on Sand: The Failure of Middle Eastern Studies in America*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 2001, p. 88-90.

<sup>305</sup> "A Report to the MESA Membership from the Ethics Committee, November 1984", *MESA Newsletter*, 1985, vol. 7, n°1, p. 8

<sup>306</sup> KARPAT Kemal, "Presidential Address—MESA 1985: Remarks on MESA and Nation and Nationality in the Middle East", *Middle East Studies Association Bulletin*, 1986, vol. 20, no. 1, p. 4.

<sup>307</sup> BABCOCK Charles, "Harvard Unaware CIA Funded Book, Seminar", *The Washington Post*, 12th October, 1985.

pouvoir rencontrer Ervand Abrahamian, spécialiste des révolutions iraniennes, il échange avec Hossein Modaressi, professeur de droit islamique à Qom jusqu'en 1984, docteur de l'université d'Oxford devenu professeur d'études orientales à Princeton, et recommande au FCO de s'en rapprocher. Il retrouve Peter Chelkowski, professeur de persan à New York, ancien élève de Nancy Lambton, qu'il fréquente à la SOAS puis à Téhéran dans les années 1960<sup>308</sup>. Malgré la richesse de ses échanges, il garde une impression mitigée de leur capacité à appréhender les réalités iraniennes :

« Les experts sur l'Iran ont totalement échoué à comprendre la situation du pays après la révolution. Ils étaient tous persuadés que Khomeini allait partir. Ils envisageaient un si grand nombre de théories sur ce qu'il allait se passer ensuite. Ensuite, beaucoup d'entre eux se sont bien sûr focalisés sur la guerre entre l'Iran et l'Irak. »<sup>309</sup>

C'est finalement pour la valeur ajoutée que peut apporter l'épaisseur de leur appréhension des réalités régionales dans le temps long ou la vision d'ensemble que les chercheurs sont le plus souvent sollicités. Le directeur-adjoint du bureau de la planification politique du département d'État à la fin des années 1980, Nelson Ledsky, se rappelle une excellente analyse de la guerre entre l'Iran et l'Irak rédigée par Zalmay Khalilzad<sup>310</sup>. L'itinéraire de ce dernier témoigne de l'ascension des universitaires dans l'*Establishment* de politique étrangère américaine pendant la guerre froide, dans le sillage de Zbigniew Brzezinski<sup>311</sup>. Né en Afghanistan, il séjourne aux États-Unis pour la première fois à l'âge lycéen. Il fait ses études à l'université américaine de Beyrouth puis soutient un doctorat en science politique à Chicago, où il fréquente Albert Wohlstetter, héraut de la dissuasion nucléaire stratégique, qui l'intègre dans les réseaux de la RAND. Professeur assistant à l'École d'affaires publiques et internationales de Columbia, il travaille aux côtés de Z. Brzezinski pour soutenir la résistance des moudjahidines afghan contre l'invasion soviétique, puis auprès de l'administration républicaine pour les armer. Détaché du Council on Foreign Relations auprès du département d'État en 1984, il conseille Richard Murphy au bureau Proche-Orient et Asie du Sud, puis le sous-secrétaire d'État Michael Armacost<sup>312</sup>.

Les diplomates britanniques profitent par ailleurs de leur présence en Iran pour échanger avec des universitaires proches du régime. C'est le cas de Mehdi Haeri Yazdi, directeur de la faculté de philosophie de Téhéran, qui sollicite de Londres un visa pour effectuer une année sabbatique à Oxford, qu'il veut consacrer à l'enseignement et à la recherche. À l'initiative d'Edward Chaplin, il est reçu par Michael Simpson-Orlebar<sup>313</sup>. Son père est l'ayatollah Abdolkarim Haeri Yazdi, fondateur de l'influent séminaire de Qom et maître de l'ayatollah Khomeini, dont M. Haeri Yazdi passe pour l'un des proches disciples. Envoyé à Washington pour diffuser l'islam, il y fonde le Centre d'éducation islamique dans les années 1960 et enseigne à Georgetown la philosophie existentialiste orientale. Il développe un vif

<sup>308</sup> TNA, FCO 8/6381/1, Arbuthnott to DayMy trips to Washington and New York, 12th May, 1986; FCO 8/6295, Visit to New York of Mr H.J. Arbuthnott CMG, HM chargé d'affaires designate, Tehran – 1/2 May 1986.

<sup>309</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

<sup>310</sup> LEDSKY Ambassador Nelson, entretien avec Thomas Stern 28 juin 2003, *op. cit.*

<sup>311</sup> Cf. sur ce point VAÏSSE Justin, *Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'empire*, Paris, Odile Jacob, 2015.

<sup>312</sup> Ambassador Zalmay M. Khalilzad, PhD '79 [En ligne] International House at the University of Chicago [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse [http://ihouse.uchicago.edu/alumni/alumni\\_inthenews.shtml](http://ihouse.uchicago.edu/alumni/alumni_inthenews.shtml). Il intègre le Pentagone en 1990 puis devient directeur à la RAND avant d'être nommé ambassadeur à Kaboul en 2001.

<sup>313</sup> TNA, FCO 8/5935/7, Chaplin to Collins, Professor Yazdi Ha'eri, 16th May, 1985.

intérêt pour la philosophie occidentale, notamment celle d'Emmanuel Kant et de David Hume. Il passe neuf ans à Toronto, où il soutient en 1979 une thèse en philosophie analytique<sup>314</sup>. Il participe en février 1980 à un colloque sur l'islam et le chiisme en Iran et en Asie centrale organisé par le service de recherche du Congrès<sup>315</sup>. Son parcours épouse ainsi les contours de la triangulation entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Iran, en témoignant de la circulation d'élites islamiques parfois émancipées de la ligne de confrontation imposée par le Guide : son frère a d'ailleurs pris position contre la poursuite de la guerre et lui-même ne dissimule pas son opposition à la théorie de la jurisprudence du guide.

### 3. La spécificité des séminaires britanniques

L'organisation de séminaires dédiés aux questions iraniennes se poursuit dans la deuxième moitié des années 1980, comme une spécificité britannique pour laquelle les Américains montrent un intérêt certain, confirmant leur dépendance envers leur allié dans l'appréhension du pays.

Les modalités de leur organisation par le FCO témoignent des intérêts qui y président. Stephen Day propose ainsi d'organiser à l'automne 1985, conjointement avec BP, un séminaire abordant les enjeux économiques et commerciaux de la relation à l'Iran, auquel pourraient être invités banquiers et industriels<sup>316</sup>. Dûment convié, Michael Simpson-Orlebar, chef de la section des intérêts britanniques, suggère de l'organiser à la fin septembre, afin de pouvoir tirer les leçons de la foire commerciale de Téhéran prévue au début du mois<sup>317</sup>. Informé, le département d'État fait part de son intérêt<sup>318</sup>. Parmi les intervenants envisagés figurent Nikki Keddie, professeur d'histoire de l'Iran à Los Angeles, et Shaul Bakhash, ancien étudiant à Harvard, docteur d'Oxford, chercheur à Téhéran et professeur à Princeton. L'initiative entend améliorer les sources d'information sur l'Iran. Elle devrait aussi permettre de mesurer la validité des analyses des diplomates en les confrontant aux perceptions d'experts extérieurs, avec lesquels il s'agirait enfin d'établir un contact jugé utile. Le format prévu est celui d'une présentation liminaire laissée aux soins du FCO à laquelle devraient répondre des propos émanant d'invités choisis. L'objectif est d'encourager les échanges entre les participants afin de veiller à une fertilisation croisée des idées de chacun, dans un cadre de confidentialité destiné à libérer la parole<sup>319</sup>.

Leçon est tirée des expériences passées. Lorsque le ministre d'État Richard Luce pose la question de la pertinence à limiter une initiative si ambitieuse aux questions commerciales, et suggère d'aborder la guerre dans le Golfe et la résurgence de l'islam, Alan Collins rappelle l'importance de restreindre le programme sur un volant de questions précises pour ne pas aboutir à un traitement superficiel des sujets. Le ministre d'État obtient pourtant gain de cause. Sont envisagées des présentations sur l'impact

<sup>314</sup> JAFFER Fatimah, *Abd al-Karim Haeri Yazdi, Founder of the Modern Hawza of Qom*, London, Centre for Islamic Shi'a Studies, Research Series 3, October 2017 p. 8-10.

<sup>315</sup> CIA, CIA-RDP81B00401R000400130004-3, Islam and Shiism, in Iran and Central Asia, 12th February, 1980.

<sup>316</sup> TNA, FCO 8/5935/1, Day to Aron, 12th April 1985.

<sup>317</sup> TNA, FCO 8/5935/4, Simpson-Orlebar to Day, Seminar on Iran, 25th April 1985.

<sup>318</sup> TNA, FCO 8/5935/5, Aron to MacGregor, Seminar on Iran, 13th May, 1985.

<sup>319</sup> TNA, FCO 8/5935/10, Day to Fergusson, Seminar on Iran, 15th July, 1985.

d'un enlisement de la guerre ou d'une victoire iranienne, les conséquences de l'exportation de la révolution et du fondamentalisme iranien, la situation politique intérieure et la succession de l'ayatollah, l'économie du pays en guerre et le rôle de l'Iran sur les marchés pétroliers. Le département du Moyen-Orient insiste sur le soin à apporter au choix de l'identité des intervenants, pour garantir leur qualité aux échanges et ne pas transformer le séminaire en un forum d'expression de sentiments anti-iraniens auquel participeraient des représentants en exil des groupes d'opposition au régime islamique<sup>320</sup>.

L'absence de Londres de M. Simpson-Orlebar et de Patrick Wogan, pressenti pour le remplacer, conduit à annuler le séminaire. Signe de l'intérêt accordé à la fertilisation croisée de l'expertise entre diplomates et industriels, S. Day suggère d'organiser un dîner réunissant des représentants du FCO et de BP. Dans sa dernière étude des sources d'approvisionnement appelées à se substituer aux gisements exploités en cas de tarissement des réserves, la Major a en effet identifié l'Iran comme région la plus prometteuse. Il s'agit ainsi d'échanger sur les perspectives ouvertes au marché pétrolier<sup>321</sup>.

L'initiative du séminaire est d'ailleurs reconduite. Dans un contexte d'enlisement de la guerre, le nouveau ministre d'État Timothy Renton suggère d'aborder la question du pessimisme américain sur les chances de victoire irakienne. Un séminaire est ainsi prévu au mois de juillet, en lien avec la présentation à Chatham House des scénarios militaires prévisibles<sup>322</sup>. Il s'agit sur cette base d'envisager les perspectives ouvertes par le conflit et leurs conséquences régionales. Pour constituer la liste des intervenants, le département du Moyen-Orient sollicite des acteurs disposant d'une expérience récente de l'Iran et de l'Irak. Au-delà des hommes d'affaires qui ont pu s'y rendre, cependant, la liste n'est pas longue. S. Day suggère d'y inclure Peter Temple-Morris, ancien du groupe parlementaire anglo-iranien, et Donald Anderson, porte-parole de l'opposition pour le Moyen-Orient<sup>323</sup>. Le séminaire réunit le ministre d'État Th. Renton et son secrétaire privé Peter Westmacott, vétéran de l'ambassade de Téhéran, David Miers, sous-secrétaire d'État adjoint chargé du Moyen-Orient, Graham Boyce et Peter Collecott pour le département du Moyen-Orient, Patrick Bannerman pour le département de recherche, Mariot Leslie pour la planification politique, Martin Morland pour le bureau de l'analyse du Cabinet et Tim Smith pour la Banque d'Angleterre. Il associe notamment les anciens ambassadeurs en Iran, Anthony Parsons, et en Irak, John Moberly, et des représentants des entreprises britanniques intéressées par le marché iranien : Peter Cazalet et John Grundon (BP), Peter Holmes et A. N. Binder (Shell), Brian Constant (Lloyds), Peter Davies (Morgan Greenfell) et Ian McKie (British Airways)<sup>324</sup>.

A l'issu des échanges, le bureau de la planification évoque un exercice utile et intéressant mais note que les participants ont peu apporté à l'analyse du potentiel militaire des belligérants. Ils ont témoigné d'une meilleure connaissance de leurs perspectives économiques et financières<sup>325</sup>. G. Boyce met de

<sup>320</sup> TNA, FCO 8/5935/12, Collins to Fergusson, Seminar on Iran, 31st July, 1985.

<sup>321</sup> TNA, FCO 8/5935/21, Day to Egerton, Fergusson, BP/Iran: strategic implications, 1st November, 1985.

<sup>322</sup> TNA, FCO 8/6432/6, Collins to Day, Iran/Iraq, 29th May, 1986.

<sup>323</sup> TNA, FCO 8/6432/8, Day to Fergusson, Seminar on Iran/Iraq, 2nd June, 1986.

<sup>324</sup> TNA, FCO 8/6432/40, Boyce to Parsons, 17th July, 1986.

<sup>325</sup> TNA, FCO 8/6432/42, Leslie to Boyce, Seminar on Iran/Iraq war: 22 July, 25th July, 1986.

son côté en avant l'utilité d'avoir présenté la pensée officielle à des experts extérieurs, qui ont pu de même faire bénéficier de leurs éclairages les acteurs de la politique iranienne. Le séminaire a de plus donné une occasion de discuter des principaux sujets en profondeur<sup>326</sup>. Son appui sur Chatham House a enfin souligné les vertus de la perméabilité entre les cercles de pensée et les couloirs du pouvoir.

## B. Une implication prospective des cercles de pensée

### 1. Les groupes d'études dédiés des iraniens

En complémentarité ou en parallèle avec celle des cercles décisionnels, la réflexion menée dans le cadre des cercles de pensée s'inscrit dans une démarche prospective visant à anticiper sur la résolution de la guerre et la succession de l'ayatollah pour mieux envisager l'avenir de la politique iranienne.

La préparation du séminaire organisé par le FCO au mois de juillet 1986 passe ainsi par la mise en œuvre d'une réflexion dans le cadre du programme Moyen-Orient de Chatham House. John Moberly, ancien ambassadeur à Bagdad, devenu directeur d'études au *think tank* londonien, doit concentrer son analyse sur le versant irakien de l'équation : quelles sont les chances de survie du régime ? dans quelle mesure une victoire iranienne conduirait à un effondrement du pays ? quelles sont les alternatives au parti Baath ? Ses réflexions doivent être en amont confrontées à des experts extérieurs du pays<sup>327</sup>.

Afin de conclure son rapport, J. Moberly organise une réunion du groupe d'études Moyen-Orient le 8 juillet. Sa composition complète la liste des experts iranians gravitant à l'intérieur ou en marge des cercles décisionnels. Le gouvernement est représenté par Terence Clark, ambassadeur à Bagdad, Derek Turner, ancien attaché de défense en Irak, et Christopher Rundle, du département de recherche de FCO. Ont répondu présents pour les institutions de recherche Fred Halliday (LES), Ephraim Karsh, Ralph King et Heino Kopietz, (IISS), Wilfred Knapp (St Catherine's College d'Oxford), Keith Kyle et Valerie Yorke (Chatham House), Keith McLachlan (SOAS). On retrouve Peter Davies pour la banque Morgan Grenfell et des représentants des médias tels Jonathan Crusoe et Vahe Petrossian (*Middle East Economic Digest*), Roger Matthews (*Financial Times*) et Patrick Seale (*The Observer*)<sup>328</sup>.

Parmi les questions qui sont abordées dans les échanges, outre la situation politique, économique et militaire de l'Irak, figurent des réflexions sur l'avenir de l'Iran. Elles témoignent d'une préoccupation croissante pour l'après-Khomeini : existe-t-il une alternative concevable au régime islamique à court terme ? est-il possible que l'Iran consente à négocier sans réclamer le départ de Saddam Hussein du vivant de l'ayatollah ? sa disparition sera-t-elle suivie par une lutte de pouvoir entre des chefs religieux rivaux ? la nomination d'un successeur, qui sera inévitablement doté d'une moindre autorité, signifie-t-elle que des voix pourraient s'élever au sein du Parti de la République islamique en faveur d'un ac-

<sup>326</sup> TNA, FCO 8/6432/48, Boyce to Miers, Seminar on Iran/Iraq war: 22 July, 30th July, 1986.

<sup>327</sup> TNA, FCO 8/6432/8, Day to Fergusson, Seminar on Iran/Iraq, 2nd June, 1986.

<sup>328</sup> TNA, FCO 8/6432, The Royal Institute of International Affairs, Meeting of the Middle East Study Group, 8 July 1986.

commodement avec l'Irak ? quels sont les probabilités que le régime islamique soit remplacé à long terme par un gouvernement contrôlé par les Moudjahidines ou par un gouvernement militaire ?<sup>329</sup>

Dans le rapport qu'il rédige pour le FCO, Ch. Rundle qualifie les quatre heures d'échanges comme les meilleures auxquelles il ait assisté sur le sujet. Ils révèlent une convergence de vues sur la plupart des sujets et un manque d'informations précises sur d'autres. C'est sur la question de la politique militaire d'un Iran post-khomeiniste que les opinions divergent le plus. Certains prévoient un régime plus militant là où d'autres pensent que le régime apporterait la priorité au développement de l'économie et non plus à la guerre. Selon Ch. Rundle, le successeur de l'ayatollah hériterait d'une politique militaire qu'il ne pourrait changer qu'avec prudence. Des débats ont voulu déterminer, sans succès, qui domine à Téhéran entre les militaires et les gardes révolutionnaires. Les intervenants se sont montrés plutôt informés sur la guerre, moins sur les complexités de la politique intérieure iranienne, d'ailleurs peu évoquées<sup>330</sup>. Les questions préparatoires et le compte-rendu du séminaire sont transmis *via* Grosvenor Square à Marion Creekmore, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud. Pour préserver la confidentialité promise aux participants, les Britanniques ne transmettent pas en revanche les documents relatifs au séminaire organisé par le FCO, témoignage des limites des échanges<sup>331</sup>.

À l'automne 1986, dans le cadre de son groupe d'étude sur le Moyen-Orient, le Council on Foreign Relations lance de son côté un nouveau groupe de discussion intitulé « Où va l'Iran ? options pour les États-Unis ». Le séminaire est dirigé par Paul Jabber, ancien consultant en sécurité internationale à la RAND et vice-président de la Banque commerciale pour le Moyen-Orient, devenu directeur des études moyen-orientales au Conseil. Ses séances sont présidées par Gary Sick, ancien titulaire du portefeuille moyen-oriental au CSN pendant la révolution, resté depuis un observateur attentif des questions iraniennes. Prenant acte de la rupture des relations entre Washington et Téhéran, mais de l'importance stratégique persistante de l'Iran pour l'Occident et de l'imminence de la succession à la tête du régime, le séminaire analyse, dans une démarche prospective, les équilibres politiques internes, les perspectives de stabilité, les conséquences des changements socio-économiques sur l'avenir du pays, les relations entre Moscou et Téhéran et les options laissées à la politique américaine par la succession<sup>332</sup>.

La première séance est consacrée à une analyse des équilibres politiques internes<sup>333</sup>. L'exposé que fait à cette occasion Shahrugh Akhavi, professeur d'études internationales en Caroline du Sud, est transmis à M. Creekmore. Il le trouve instructif et stimulant et ne manque pas de le faire circuler auprès de ses collègues en charge des affaires iraniennes. Il encourage d'ailleurs le Conseil à continuer à transmettre au département d'État les documents que produiraient à l'avenir les membres du groupe

<sup>329</sup> TNA, FCO 8/6432, The Royal Institute of International Affairs, Iraq, Iran and the Gulf war, Some questions for considerations by the Study Group on Tuesday 8 July at 4 pm.

<sup>330</sup> TNA, FCO 8/6432/38, Rundle to Collecott, Iraq, Iran and the Gulf war: Chatham House Study Group, 8 July 1986, 9th July, 1986.

<sup>331</sup> TNA, FCO 8/6381/31a, Collecott to Boyce, Day, UK/US Talks: visit by Marian Creekmore, 5th August, 1986.

<sup>332</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 3, Sick, Discussion Group "Whither Iran?: options for the United States", Council on Foreign Relations, 24th September, 1986.

<sup>333</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 3, Briefing Paper No. 1, Internal Politics in the Islamic Republic of Iran, by Shahrugh Akhavi, University of South Carolina, 28th October, 1986.

d'études<sup>334</sup>. Le texte de la communication est aussi transmis au FCO, probablement depuis Grosvenor Square. Ch. Rundle félicite un travail d'une lecture utile, érudit sur le contexte religieux et équilibré dans ses analyses, mais reposant trop sur des informations émanant d'exilés qui conduisent parfois à simplifier la réalité<sup>335</sup>. Lorsqu'il prépare plus tard sa note de recherche sur l'*Establishment* religieux de la République islamique et les acteurs appelés à diriger le pays à la disparition du Guide, le diplomate britannique ne manque pas de citer les travaux de l'universitaire américain en bibliographie<sup>336</sup>.

La deuxième séance est consacrée à la politique et aux perspectives économiques de l'Iran islamique<sup>337</sup>. Elle est animée par Patrick Clawson, économiste spécialiste du Moyen-Orient. Après avoir soutenu en 1978 une thèse de doctorat sur l'internationalisation du capital au Moyen-Orient à la Nouvelle école de recherche sociale de New York<sup>338</sup>, il enseigne à l'université de Seton Hall puis rejoint le Fonds monétaire international en 1981 et la Banque mondiale en 1985<sup>339</sup>. La dernière séance du séminaire, consacrée aux perspectives ouvertes à la politique américaine en Iran, témoigne de l'influence persistante des vétérans de l'époque impériale : elle est animée par Richard Cottam, agent du renseignement en Iran pendant le « coup d'état » de 1953, devenu spécialiste du nationalisme iranien<sup>340</sup>.

## 2. La vigilance stratégique des cercles de réflexion

Les rencontres organisées de manière ponctuelle par les cercles de pensée montrent l'attachement à comprendre, près de dix ans après la révolution, la multiplicité de ses conséquences sur les équilibres régionaux. À Chatham House, les débats s'intéressent à l'enracinement de la République islamique<sup>341</sup>, cherchent à défaire l'écheveau des liens entre l'islam et la politique internationale<sup>342</sup>, s'interrogent sur la déstabilisation du golfe Persique par la révolution<sup>343</sup> et mettent en perspective le conflit entre Bagdad et Téhéran<sup>344</sup>. Au Council on Foreign Relations, les échanges s'orientent davantage vers une réflexion prospective destinée à donner un nouvel élan à la politique américaine : ils abordent les transformations du Moyen-Orient liées à la guerre<sup>345</sup>, les conséquences de l'Irangate sur les intérêts améri-

<sup>334</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 3, Creekmore to Jabber, 12th November, 1986.

<sup>335</sup> TNA, FCO 8/6609/1a, Rundle to Collecott, Internal Politics in the Islamic republic of Iran, 7th January, 1987.

<sup>336</sup> FCO 8/6610, FCO, Research Department Note No. 19/87, The Iranian Religious Establishment and the Succession to Khomeini, July 1987.

<sup>337</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 3 Briefing Paper No. 2, Islamic Iran's Economic Policies and Prospects, by Patrick Clawson, Washington, D.C., 25th November, 1986.

<sup>338</sup> CLAWSON Patrick, *The Internationalization of Capital in The Middle East*, thèse de doctorat, économie, New York, The New School for Social Research, 1979.

<sup>339</sup> Sa bibliographie montre la persistance d'un intérêt pour les questions iraniennes : en dernier lieu, avec Rudi Matthee et Willem Floor, *The Monetary History of Iran: From the Safavids to the Qajars*, Londres, I.B. Tauris, 2013

<sup>340</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 4, Briefing Paper No. 3, American Policy and Iran: Some Options, by Richard Cottam, University of Pittsburgh, 13th January, 1987.

<sup>341</sup> CAC, RIIA/8/4605, Iran: Seven Years of Revolution, Chatham House, London, 11th February, 1986.

<sup>342</sup> CAC, RIIA/8/4669, Islam and International Politics, Chatham House, London, 27th November, 1986.

<sup>343</sup> CAC, RIIA/8/4745, The Gulf, Chatham House, London, 29th May, 1987.

<sup>344</sup> CAC, RIIA/8/4854, The Iran-Iraq War in Perspective, Chatham House, London, 25th October, 1988.

<sup>345</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 511, Folder 42, Developments in the Middle East in Light of the Continuation of the Iran-Iraq War, 30th September, 1986.



cains à l'étranger et la gouvernance de la politique étrangère aux États-Unis<sup>346</sup>, les raisons de la révolution iranienne et les leçons à en tirer pour reconstruire une relation bilatérale<sup>347</sup>, les perspectives de paix entre l'Iran et l'Irak<sup>348</sup> et la triangulation des relations entre l'Iran, l'Amérique et le Golfe<sup>349</sup>.

L'analyse de l'identité des intervenants permet de mesurer la permanence à Londres de l'audience d'universitaires dont les iraniens britanniques sont déjà familiers. Fred Halliday, ancien élève de la SOAS, s'est exprimé en 1978 devant la commission de politique internationale du parti travailliste<sup>350</sup>. Ses ouvrages sont connus des diplomates du FCO, qui l'invitent à participer au séminaire sur l'Iran en 1982<sup>351</sup>. Shahram Chubin, directeur pour les études de sécurité régionale à l'IISS, a organisé un séminaire sur la crise iranienne en janvier 1979 auquel a assisté Ivor Lucas pour le département du Moyen-Orient<sup>352</sup>. Il est intervenu en juillet 1979 lors d'un colloque organisé par Chatham House et le ministère de la Défense<sup>353</sup> et lors d'un séminaire organisé à Grosvenor Square en mai 1981<sup>354</sup>.

Aux États-Unis sont mobilisés des vétérans de la période impériale et des hérauts d'une ligne de fermeté face à la République islamique. Gary Sick est l'ancien directeur régional au CSN pendant la révolution. David Aaron fait partie des anciens collaborateurs de Henry Kissinger promu au sein de l'entourage décisionnel de sécurité nationale à la fin des années 1970. L'historien néoconservateur Michael Ledeen est l'un des plus fermes critiques de l'ayatollah. Sa relation de la « débâcle » iranienne est une critique acerbe de la politique de Jimmy Carter<sup>355</sup>. Lui-même est pourtant impliqué, en tant que consultant de Robert McFarlane au CSN, dans l'autre débâcle constituée par l'Irangate, dont il livre une relation personnelle en 1988<sup>356</sup>. Plus remarquable, encore, l'Irakien Tariq Aziz est invité à s'exprimer à deux reprises devant le Conseil, en septembre 1986 et en septembre 1987, en présence du représentant permanent de Bagdad à New York et de l'ambassadeur irakien à Washington.

Les cercles de pensée veillent à diffuser leur vigilance stratégique dans les cercles décisionnels en mobilisant les membres, parfois à une échelle transatlantique. En décembre 1985, Graham Boyce, pour le département du Moyen-Orient du FCO, s'exprime devant le Groupe d'études stratégiques établi à l'École de guerre de la marine américaine. On y salue les commentaires réfléchis qu'il a apportés à l'analyse des réalités politiques de la région du Golfe<sup>357</sup>. En octobre 1986, G. Boyce assiste à un séminaire du Centre d'études stratégiques sur la région posant la question de la capacité de la commu-

<sup>346</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 516, Folder 23, The Impact of the Iran Controversy on United States' Interests Abroad, 16th December, 1986.

<sup>347</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 514, Folder 2, Iran: What Happened and Where Do we Go From Here?, 28th May, 1987.

<sup>348</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 517, Folder 16, Iraq-Iran War: Prospects for Peace, 30th September 1987.

<sup>349</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 522, Folder 8, Iran, America and the Persian Gulf, 17th February, 1988.

<sup>350</sup> TNA, FCO 8/3190/459, Stephen to Private Secretary, Labour Party International Committee, Middle East Sub Committee Meeting on Iran, 12th December, 1978.

<sup>351</sup> TNA, FCO 8/3190/529, Lucas to Weir, Iran, 21st December, 1978; FCO 8/4609, Seminar on Iran, September 1982.

<sup>352</sup> TNA, FCO 8/3190/534, Tatham to Lucas, Weir, Seminar on Iran, 21st December, 1978.

<sup>353</sup> TNA, FCO 8/3292/21, Norbury, Chatham House Defence Seminar 11/12 July, 9th July, 1979.

<sup>354</sup> TNA, FCO 8/4006/68, Lamport to Rundle, US embassy seminar on Iran, 19th May, 1981.

<sup>355</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debate: The American Failure in Iran*, New York, Alfred A. Knopf, 1981

<sup>356</sup> LEDEEN Michael, *Perilous Statecraft: An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, New York, Scribner, 1988.

<sup>357</sup> TNA, FCO 8/6381/1, Smith to Boyce, FCO, 8th January, 1986.

nauté internationale à interrompre la guerre. Y interviennent l'ancien ambassadeur Anthony Parsons et le député David Watkins, directeur du Conseil pour la compréhension arabo-britannique. G. Boyce rapporte des échanges suivant des directions connues sans soulever de perspectives nouvelles sur le conflit. Les sympathies de la majorité des participants penchent pour l'Irak, dont l'ambassadeur à Londres a d'ailleurs été invité. Malgré des références d'usage à l'implication insuffisante des Européens, personne ne semble attendre que le Royaume-Uni parvienne à agir efficacement<sup>358</sup>.

La prégnance des cercles arabistes est également forte aux États-Unis. Au mois de décembre 1987, le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud Richard Murphy s'exprime à l'occasion du programme inaugural du Centre de recherche Sultan Qabos pour les études moyen-orientales fondé à l'Institut du Moyen-Orient de Washington<sup>359</sup>. Il qualifie la guerre dans le Golfe de principale cause des tensions régionales, et s'attache à expliciter les fondements et objectifs de la politique américaine, en notant que sa perception est biaisée par une importante mésinformation.

Les influences arabes pesant parfois sur la réflexion des cercles de pensée suscitent des aigreurs iraniennes. Au mois de juillet 1985, le chargé d'affaires Jalal Sadatian se plaint devant le directeur du département du Moyen-Orient du FCO de la partialité de la conférence organisée par le Groupe Bow, le *think tank* du parti conservateur, sur la guerre dans le Golfe. La liste de ses intervenants témoignerait d'un parti-pris hostile à la République islamique. Outre l'ancien secrétaire à la Défense, John Nott, l'ancien ministre d'État, Richard Luce, et le président de la commission des Affaires étrangères aux Communes, Anthony Kershaw, figurent : Eldon Griffiths et Peter Temple-Morris, membres du groupe parlementaire anglo-iranien avant la révolution ; John Moberly, dont J. Sadatian regrette qu'il ait été présenté comme ambassadeur du gouvernement de Sa Majesté à Bagdad, ce qu'il n'est plus ; Mehrdad Khonsari, invité à présenter le point de vue iranien alors qu'il est présent au Royaume-Uni en qualité de conseiller spécial de Chapour Bakhtiar, l'un des opposants en exil au régime islamique<sup>360</sup>. S. Day a beau protester que le Groupe Bow dépend du parti conservateur et non du gouvernement de Sa Majesté, le chargé d'affaires iranien est convaincu, en raison de l'éminence des crédences des intervenants impliqués, de l'implication de Londres dans une initiative témoignant d'une hostilité à Téhéran<sup>361</sup>.

### 3. Les conférences des directoires de la pensée

Dans un contexte de mise à l'épreuve de la triangulation diplomatique entre Londres, Washington et Téhéran, les cercles de réflexion s'associent aux directoires de la pensée occidentale pour mettre en perspective les relations transatlantiques et poser un regard prospectif sur la relation à l'Iran islamique.

Entre l'automne 1984 et le printemps 1985 a lieu une série de conférences organisées par la fonda-

<sup>358</sup> TNA, FCO 8 6398/50, Boyce to Miers, Iran/Iraq, 30th October, 1986.

<sup>359</sup> PUL, MC 104, Subseries 3C, Box 403, Folder 28, United States Policy in the Persian Gulf, Middle East Institute, 11th December, 1987.

<sup>360</sup> TNA, FCO 8/5891, Aron to Chaplin, Crossbow Conference on the Gulf Conflict, 16th July, 1985.

<sup>361</sup> TNA, FCO 8/5890, Day to PS/Mr Luce, Crossbow conference on the Gulf Conflict; 16 July, 15th July, 1985.

tion Ditchley et le Woodrow Wilson Center. L'objectif est de croiser les perspectives des deux institutions pour mesurer l'évolution de la relation bilatérale. Il s'agit aussi de vérifier l'émergence d'une différence d'attitudes et de politiques entre Londres et Washington depuis 1945. L'initiative est portée au Royaume-Uni par Hedley Bull, professeur de relations internationales à la LSE puis à Oxford<sup>362</sup>. Elle est dirigée aux États-Unis par Roger Louis, docteur de l'université d'Oxford, titulaire de la chaire d'histoire et de culture britannique à l'université du Texas, spécialiste de l'empire britannique. Elle aborde, dans les murs de Massachusetts Avenue, les questions de défense et de prolifération, de développement et de décolonisation, les relations Nord-Sud et le Tiers-Monde, la finance et le commerce, dans des perspectives historiques et analytiques. Elle conduit à la publication à la fin des années 1980 d'un ouvrage proposant un état des lieux de la pensée transatlantique des « relations spéciales ».

Les conférences mobilisent des intervenants dont les parcours témoignent de l'étroite imbrication dans les domaines politique et intellectuel de l'*intelligentsia* transatlantique. Max Beloff, docteur honoraire de l'université de Pittsburg et du Bowdoin College de Brunswick, professeur d'affaires gouvernementales à Oxford, présente ses réflexions sur la fin de l'empire britannique et les engagements internationaux des États-Unis. Harold Beeley, professeur d'histoire à Londres et à Oxford pendant l'entre-deux-guerres, secrétaire en 1946 à la Commission d'enquête anglo-américaine sur la Palestine, puis diplomate en poste à Bagdad, à Washington puis à Riyad, revient sur les projections moyen-orientales du bilatéralisme. La « menace soviétique » est abordée par Richard Ullman, professeur de relations internationales à Princeton : boursier Rhodes à Oxford, où il rencontre George Kennan et soutient son doctorat, il travaille au CSN puis au bureau de la planification du Pentagone dans les années 1960 et devient dans les années 1970 directeur d'études au Council on Foreign Relations<sup>363</sup>.

L'importance des questions relatives au Moyen-Orient et au golfe Persique à la fin des années 1980 conduit le forum de Wilton Park à organiser une conférence sur la région<sup>364</sup>. Le ministre d'État Douglas Hurd assiste ainsi en 1983 à un événement consacré à la sismologie politique du Moyen-Orient et du golfe Persique<sup>365</sup>. La difficulté de pouvoir y associer les intervenants arabes à même de donner leur valeur ajoutée aux échanges impose d'en retarder la tenue à l'année 1988. Parmi les discutants de marque figurent Antony Parsons, ancien ambassadeur en Iran et représentant permanent auprès de l'ONU, Roger Owen, professeur d'histoire économique et directeur du Centre Moyen-Orient au St. Antony's College d'Oxford, professeur d'histoire et directeur du Centre d'études moyen-orientales de Harvard, et Shahram Chubin, docteur de l'université de Columbia, directeur pour les études de sécurité régionale à l'IISS, spécialiste de la politique étrangère iranienne. Les thèmes de discussion au programme témoignent des centres d'intérêts des Occidentaux au-delà de la guerre entre l'Iran et l'Irak :

<sup>362</sup> BULL Hedley, *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*, London, Macmillan, 1977.

<sup>363</sup> LOUIS Wm Roger et BULL Hedley (dir.), *The special relationship: Anglo-American relations since 1945*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. v-vi et xiii-xix.

<sup>364</sup> Née à l'initiative de Winston Churchill dans la mouvance de la réflexion sur la reconstruction de l'Allemagne, l'institution entend promouvoir la démocratisation, la réconciliation post-conflit et le dialogue international.

<sup>365</sup> History of Wilton Park [En ligne] Wilton Park [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.wiltonpark.org.uk/wp-content/uploads/History-of-Wilton-Park.pdf>

la politique de la diaspora palestinienne, le conflit au Proche-Orient, les pays producteurs de pétrole, la gestion des revenus pétroliers et la politique américaine au Moyen-Orient<sup>366</sup>.

Pour accompagner le dixième anniversaire de la révolution iranienne est organisé un colloque international destiné à mesurer l'impact historique de l'événement. L'initiative est portée côté britannique par Chatham House et côté américain par l'Institut du Moyen-Orient et l'École d'études internationales avancées sise à l'université Johns Hopkins de Washington. Elle entend déterminer à l'issue de sa session finale si la révolution de 1979 peut être historiquement comparée aux événements de 1789 et de 1917. J. Moberly, qui organise l'événement pour Chatham House, sollicite A. Parsons pour défendre la proposition lors de la séance finale et Patrick Bannerman, au département de recherche du FCO, pour lui apporter la contradiction, dans le cadre sécurisé des règles de Chatham House<sup>367</sup>.

La liste des autres intervenants permet de définir les contours à la fin des années 1980 de la communauté des universitaires iranaisants, dont l'influence se mesure à la récurrence de leurs sollicitations : Fred Halliday, professeur de relations internationales à la LSE ; Shaul Bakhash, professeur d'histoire en Virginie ; Baqer Moin, vétéran du service persan de la BBC, auteur d'une biographie de l'ayatollah Khomeini ; James Piscatori, chercheur à Chatham House, professeur au Centre d'études islamiques de l'université d'Oxford et professeur associé à Johns Hopkins ; Shahram Chubin, directeur pour les études de sécurité régionale à l'IISS puis à l'Institut d'études internationales de Genève ; le journaliste Dilip Hiro, auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution iranienne et la résurgence de l'islam<sup>368</sup>.

Signe d'une volonté de décentrer les perspectives pour mieux fonder la réflexion, la conférence mobilise par ailleurs un nombre notable d'intervenants d'origine iranienne. Vahe Petrossian part faire ses études aux États-Unis et revient en Iran diriger le *Tehran Journal* anglophone. Contributeur à la BBC et au *Financial Times*, chargé de l'Iran au *Middle East Economic Digest*, il s'exile à Londres en 1978, où il est régulièrement sollicité par les iraniens du FCO<sup>369</sup>. Anoushiravan Ehteshami émigre en 1974 au Royaume-Uni, soutient un doctorat en science politique et en relations internationales à Exeter et rejoint en 1988 le Centre d'études stratégiques du Golfe. Haleh Afshar, étudiante à York, soutient une thèse en économie foncière à Cambridge et publie plusieurs ouvrages sur le statut des femmes au Moyen-Orient et la révolution iranienne<sup>370</sup>. Nikola Shahgaldian, ancien étudiant de l'université américaine de Beyrouth, chercheur à la RAND, produit dans les années 1980 sous les auspices de l'Institut de recherche de défense nationale, avec le soutien du sous-secrétaire à la Défense pour la politique, une étude des militaires iraniens sous la République islamique<sup>371</sup>. Lila Zia Katouzian (Levers), docteure en science politique de l'université d'Exeter, membre du le programme d'étude des

<sup>366</sup> TNA, FCO 8/6774/8, Seward to Muir, Wilton Park Middle East Conference, 8th October, 1987.

<sup>367</sup> TNA, FCO 8/7048/71, Bannerman to Young, The Iranian Revolution: ten years later, 21st July, 1988.

<sup>368</sup> HIRO Dilip, *Inside the Middle East*, New York, McGraw-Hill, 1982 ; *Iran Under the Ayatollahs*, Boston, Routledge & Kegan Paul, 1985 ; *Iran: The Revolution Within*, London, Institute for the Study of Conflict, 1987 ; *Holy Wars: The Rise of Islamic Fundamentalism*, London, Routledge, 1989

<sup>369</sup> Vahe Petrossian Collection [En ligne] Archives Hub [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archiveshub.jisc.ac.uk/data/gb33-pet>

<sup>370</sup> AFSHAR, Haleh, *Iran, a revolution in turmoil*, Albany, State University of New York Press, 1985.

<sup>371</sup> SHAHGALDIAN Nikola, *The Iranian Military under the Islamic Republic*, Santa Monica, RAND, 1987.

réfugiée à Oxford, travaille sur les transformations de l'éducation dans l'Iran contemporain<sup>372</sup>.

## C. Une permanence des vétérans de l'époque impériale

### 1. Le retour du shah

L'influence des vétérans de l'époque impériale se fait ressentir aux portes du pouvoir jusqu'à la fin des années 1980. Malgré la différence de leurs intérêts et de leurs expériences de l'empire, tous ont en commun la volonté de penser, sinon de préparer, le remplacement de la République islamique

Des États-Unis au Royaume-Uni, le fils de l'ancien shah poursuit ses activités de dénonciation du nouveau régime, guidé par une volonté affichée de restauration pahlavienne. Selon un rapport du renseignement américain, il bénéficie toujours de la nostalgie de la population envers l'ancien régime, déclenchée de manière rétrospective par les évolutions violentes de la République islamique. Bien que la population se plaise parfois à provoquer les autorités en scandant des slogans favorables aux Pahlavi, la famille impériale n'a plus beaucoup de soutien dans le pays. Les royalistes en exil sont en revanche à même d'organiser des opérations limitées en Iran. Le « jeune shah », comme il est nommé depuis le décès de son père, a ainsi établi une commission appelée à former un gouvernement en exil, bien qu'il souffre d'une personnalité peu établie et d'un programme non-défini<sup>373</sup>.

Ses liens avec les États-Unis sont anciens. Reza Pahlavi part en Amérique en septembre 1978 pour parfaire sa formation de cadet de l'aviation impériale. Il s'installe au Texas, réside à Lubbock et suit une formation à la base de Reese<sup>374</sup>. Son interruption anticipée au printemps 1979 du fait de la révolution le conduit à intégrer le Williams College, puis l'université américaine du Caire en 1980, où il suit des cours de science politique et d'économie. Lors de l'exil de la Cour impériale au Maroc, il prolonge ses études par correspondance et obtient en 1985 un diplôme de premier cycle en science politique de l'université de Californie du Sud, après avoir déménagé l'année précédente en Virginie, à proximité de la capitale fédérale. Il entretient depuis un réseau clandestin disposant d'opérateurs en Iran et ailleurs dans le monde, communiquant par canaux sophistiqués, afin de préparer une prise du pouvoir<sup>375</sup>.

Parmi ses coups d'éclat compte l'interruption le 5 septembre 1985 d'un programme de la télévision iranienne par une intervention de 11 minutes diffusée depuis un transmetteur mobile fourni par la CIA. L'initiative a pour but de rappeler sa volonté de retour en Iran. Le « jeune shah » nie avoir eu connaissance de l'implication de l'agence de Langley : il déclare refuser toute association avec elle – « je ne la

<sup>372</sup> ZIA KATOUZIAN Lila, "Urban Education in Iran: before and after the revolution of 1979", in MCLEAN Martin (dir.) *Education in Cities: International Perspectives*, London, British Comparative and Education Society, 1987

<sup>373</sup> CIA, CIA-RDP85T01058R000406060001-0, Directorate of Intelligence, Iran: Status of Opposition Groups, 1st April, 1985.

<sup>374</sup> MCCULLOUGH John, "Caprock Chronicles: Lubbock once home to crown prince of Iran", *Lubbock Avalanche-Journal*, 10th February, 2018.

<sup>375</sup> BEYETTE Beverly, "His Majesty, the Exile: Reza Pahlavi, the Shah's Oldest Son, Says Another Revolution Will Sweep Iran, but He Can Only Wonder if It Will Restore His Kingdom and the Peacock Throne", *Los Angeles Times*, 3rd October, 1988.

toucherais pas avec un bâton de 10 mètres » – ou avec un gouvernement étranger, mais n'exclut cependant pas de solliciter une assistance extérieure en temps opportuns. Médiatiquement résurgente, son audience est en fait politiquement réduite. Chargé du Moyen-Orient au CSN pendant la révolution, Gary Sick le décrit à la fin des années 1980 comme « un homme raisonnable [...], séduisant et intelligent » mais peu à même de réussir à réunir tous les exilés, dans la mesure où seuls certains sont monarchistes, d'autres étant convaincus que la révolution a eu raison de se débarrasser de l'ancien shah même si elle est devenue ensuite incontrôlable, d'autres enfin se considérant comme les meneurs légitimes d'un renversement du régime islamiste. Pour l'iranologue Marvis Zionis, professeur à Chicago, non seulement la communauté des exilés ne saurait déterminer le futur du pays, mais l'action de mobilisation du « jeune Shah » ne devrait pas permettre de fomenter une contre-révolution<sup>376</sup>.

A Londres, Reza Pahlavi bénéficie toujours de l'entregent du député conservateur Julian Amery, vétéran du « coup d'état » de 1953. Il écrit au secrétaire d'État Geoffrey Howe à la fin du mois de mai 1988 avoir rencontré l'ancien ambassadeur à Londres et ministre des Affaires étrangères Amir Khosrow Afshar, qui lui a indiqué le désir du « jeune shah » de se rendre à Londres. Rappelant sa visite précédente dans la capitale, lors de laquelle il a rencontré plusieurs personnalités à son initiative, J. Amery s'enquiert de la possibilité d'organiser un entretien avec un représentant du FCO<sup>377</sup>.

Les intentions de l'Iranien sont cependant plus ambitieuses. Son conseiller Mehrdad Khonsari a sondé le FCO sur des objections éventuelles à l'installation définitive de R. Pahlavi au Royaume-Uni : il craint en effet que la longue durée de sa résidence aux États-Unis et son association avec le « Grand Satan » ne ruinent ses chances de revenir à la tête de l'Iran. Au département du Moyen-Orient, Hamish Cowell note qu'une réponse positive servirait les intérêts britanniques à long terme dans le cas d'une restauration de l'ancien régime, mais qu'elle risquerait à court terme de fragiliser la position de Londres en Iran. Par ailleurs, dans le cas, jugé improbable, de son retour en Iran, le « jeune shah » se tournerait quoi qu'il en soit vers Londres et Washington comme des alliés naturels. H. Cowell suggère ainsi de ne pas encourager l'installation de R. Pahlavi sur le territoire britannique<sup>378</sup>.

La requête d'une rencontre entre le « jeune shah » et un représentant du FCO n'a pas plus de succès. Timothy Simmons rappelle que l'heure n'est pas propice pour contrarier les Iraniens inutilement : Londres a deux ressortissants britanniques emprisonnés en Iran, sans disposer d'accès consulaire ; une délégation iranienne doit se rendre au Royaume-Uni et un officiel britannique doit se rendre à Téhéran pour débloquer des négociations délicates. Il s'agirait de ne pas entraver ces efforts en suscitant une accusation de collusion avec le prétendant au trône impérial. Il ajoute qu'il pourrait cependant y avoir un intérêt à organiser une rencontre non-officielle avec une personnalité hors des locaux du FCO<sup>379</sup>.

Au début du mois de novembre, le « jeune shah » écrit en personne à Antony Acland, ambassadeur

<sup>376</sup> HALL Carla, "The Shah Without A Country", *The Washington Post*, 21st May, 1989.

<sup>377</sup> TNA, FCO 8/7090/A, Amery to Carrington, 20th May, 1988.

<sup>378</sup> TNA, FCO 8/7090/1, Cowell to Blackley, Shah of Iran: application for residence in UK, 25th May, 1988.

<sup>379</sup> TNA, FCO 8/7090/2, Simmons to Young, Miers, MP's Letter: possible visit by Reza Pahlavi, Shah of Iran, 31st May, 1988.

aux États-Unis, pour l'informer de sa présence imminente à Londres. Parallèlement, le Groupe Bow, *think tank* du parti conservateur, l'invite à s'exprimer devant ses membres à Westminster, en présence de députés et de conseillers de politique étrangère, sur le sujet du futur de l'Iran et des perspectives de paix durable dans le golfe Persique. Un dîner est prévu au Carlton Club à la suite de la présentation<sup>380</sup>.

Pour les Britanniques, la visite arrive à un moment particulièrement inopportun, une semaine avant la réouverture prévue de leur ambassade à Téhéran. L'effervescence qu'elle ne manquera pas de susciter fait craindre des conséquences négatives sur le processus de normalisation en cours, dans un contexte de tensions entre Londres et Téhéran. L'implication dont le gouvernement devrait faire preuve, même *a minima* (octroi de visa, dispense de protection), à l'occasion de la présence du fils de l'ancien shah et les risques diplomatiques induits par sa visite pèsent lourd en regard des faibles intérêts que Londres pourrait dégager. Stephen Lamport, directeur adjoint du département du Moyen-Orient, suggère ainsi d'inciter R. Pahlavi à reporter sa visite. Le sous-secrétaire d'État adjoint David Miers suggère en revanche de laisser la visite se dérouler comme prévu, pour ne pas attirer l'attention. L'idée est de ne pas en faire grand cas, le Royaume-Uni ayant déjà reçu sur son territoire des opposants en exil, à la stricte condition de proscrire toute rencontre avec un représentant du gouvernement<sup>381</sup>. Le ministre d'État William Waldegrave suit ce dernier conseil, en ajoutant que la presse de droite et ses soutiens aux Communes ne manqueraient pas de critiquer la rigueur du traitement d'un ancien ami de la Couronne. Le « jeune shah » peut ainsi être traité comme le roi Constantin de Grèce<sup>382</sup>.

Inquiets des hésitations du gouvernement britannique, J. Amery s'enquiert par téléphone de la décision du FCO<sup>383</sup>. Le séjour se déroule finalement comme prévu par son programme. Le 30 novembre, R. Pahlavi est reçu à huis-clos par le personnel de Chatham House, puis interrogé par *The Independent*, *Newsweek* et BBC Farsi. Un dîner est organisé le soir par le groupe d'opposition Amis de l'Iran. Le lendemain, le « jeune shah » passe sur les ondes puis l'antenne de la BBC, il est reçu par l'IISS en privé et le Groupe Bow. Le troisième jour, il rencontre David Howell, président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes, est interrogé par le *Daily Telegraph*, puis passe l'après-midi en compagnie des groupes d'opposants en exil<sup>384</sup>. Le séjour est évoqué dans la presse iranienne comme un acte malveillant de propagande britannique contre la République islamique, mais ne contrarie pas pour autant la réouverture de l'ambassade britannique de Téhéran<sup>385</sup>.

## 2. L'entrisme des exilés

Malgré les défis auxquels le régime iranien doit faire face à la fin des années 1980 – le factionna-

<sup>380</sup> TNA, FCO 8/7090/6, Pahlavi to Acland, 4th November, 1988 et Deva to Pahlavi, 3rd November, 1988.

<sup>381</sup> TNA, FCO 8/7090/6, Lamport to Young, Miers, Visit to UK by Reza Pahlavi, 16th November, 1988.

<sup>382</sup> TNA, FCO 8/7090/7, Darroch to PS, Visit to UK by Reza Pahlavi, 17th November, 1988.

<sup>383</sup> TNA, FCO 8/7090/9, Miers to MED, Visit to UK by Reza Pahlavi, 17th November, 1988.

<sup>384</sup> TNA, FCO 8/7090/14, Darroch to Young, Visit of Reza Pahlavi, 25th November, 1988.

<sup>385</sup> TNA, FCO 8/7090/16, Pirie to FCO, Tehran 11, 12th December, 1988.

lisme politique, la réduction des revenus pétroliers, les contretemps militaires –, la division des oppositions ne leur permet pas d'acquérir la crédibilité nécessaire au rassemblement de partisans dans le pays, pas plus qu'un soutien à l'étranger, où elles poursuivent cependant leur travail de mobilisation.

Dans une galaxie en compétition de reconnaissance et de ressources, les analystes de Langley distinguent deux familles. La première est composée de révolutionnaires revenus de leur soutien au régime. L'ancien ministre de la Défense Ahmad Amani a bonne réputation en Iran mais peu d'influence auprès des religieux modérés et de l'armée, ce qui ne l'empêche pas d'être le mieux placé pour revenir au pouvoir dans un gouvernement post-khomeiniste. L'ancien président Abolhassan Bani Sadr ne jouit d'aucun prestige auprès des islamistes radicaux ou modérés. Massoud Radjavi, président du Conseil national de la résistance d'Iran (CNRI) et dirigeant de l'Organisation des moudjahiddin du peuple iranien (OMPI), a perdu tout son crédit en quittant le pays, laissant ses partisans souffrir la répression du régime. Les partisans du Tudeh ont essaimé en Europe mais gardé peu de fidèles en Iran, du fait de leur proximité avec l'URSS. D'autres exilés ont manifesté dès la première heure leur opposition à la révolution, tel le dernier Premier ministre du shah, Chapour Bakhtiar, qui anime depuis la France le Mouvement de résistance nationale de l'Iran (MRNI), disposant d'antennes ailleurs dans le monde<sup>386</sup>.

La branche londonienne du MRNI diffuse régulièrement ses publications auprès des diplomates<sup>387</sup>. Elle écrit à Margaret Thatcher pour saluer la fermeté de sa prise de position contre le terrorisme international lors du sommet du G7 à Tokyo au mois de mai 1986<sup>388</sup>. L'OMPI envoie de même à Downing Street et au FCO la copie d'une tribune appelant à la paix entre l'Iran et l'Irak, parue dans le *Guardian* et contresignée par 5 000 dirigeants politiques et parlementaires issus de 57 pays<sup>389</sup>. Elle transmet aussi au FCO le premier numéro de *Iran libération*, un bulletin d'informations hebdomadaire qui entend dénoncer les réalités du pouvoir répressif de l'ayatollah et présenter les activités de résistance interne et internationale portées par l'OMPI<sup>390</sup>. Son dirigeant M. Radjavi interpelle même Geoffrey Howe pour qu'il soumette au Cabinet un plan de paix proposé par le CNRI<sup>391</sup>. Le secrétariat diffuse par ailleurs auprès du gouvernement ses communiqués de presse dénonçant les pratiques de la République islamique afin de mieux mettre en avant les revendications de l'organisation<sup>392</sup>.

Les exilés poursuivent leurs efforts d'entrisme jusqu'à la fin des années 1980. Après son expulsion de France en 1986, l'OMPI s'installe à Bagdad et continue à transmettre ses communiqués de presse au FCO, via son ambassade sur place<sup>393</sup>. À Londres, le député Denis Walters, président du Conseil conservateur pour le Moyen-Orient, très engagé dans les questions régionales, réussit à convaincre le directeur du département du Moyen-Orient Rob Young de recevoir au mois de mai 1988 un représen-

<sup>386</sup> CIA, CIA-RDP85T01058R000406060001-0, Iran: Status of Opposition Groups, 1st April, 1985. Cf. chapitre 7, III, C, 2, le travail de résistance des exilés et 3, le travail de reconnaissance de Chapour Bakhtiar.

<sup>387</sup> TNA, FCO 8/6338/31, Ghobadian to Eggar, 29th May, 1986.

<sup>388</sup> TNA, FCO 8/6338/26, Parviz to Thatcher, 9th May, 1986.

<sup>389</sup> TNA, FCO 8/6338/32, Moghareh-Abed to Thatcher, Howe, 26th May, 1986.

<sup>390</sup> TNA, FCO 8/6338/W32, International Relations Secretariat of the People's Mojahedin to FCO, 1st July, 1986.

<sup>391</sup> TNA, FCO 8/6338/36, Rajavi to Howe, 29th May, 1986.

<sup>392</sup> TNA, FCO 8/6338/43, International Relations Secretariat of the People's Mojahedin to FCO, 28th August, 1986.

<sup>393</sup> TNA, FCO 8/7087/3, Hope to Patey, Mujahiddin Khalq, 28th January, 1988.



tant de l'OMPI à Londres, sous condition de stricte confidentialité et à l'extérieur<sup>394</sup>. L'objectif ultime de la rencontre est de solliciter un entretien avec un haut représentant du gouvernement britannique, auquel le diplomate répond avec la prudence de rigueur. De son côté, Chapour Bakhtiar se rappelle au bon souvenir du FCO à l'été à la suite d'une déclaration de G. Howe à la Chambre des communes, se réjouissant que le secrétaire d'État ait pris note de la véritable nature du régime<sup>395</sup>.

Au milieu du mois d'octobre, le secrétaire du mouvement « Soutiens à la poursuite de la monarchie constitutionnelle pour l'Iran », basé à Brighton, écrit à Downing Street pour dénoncer le « régime dictatorial, tyrannique et despotique de Khomeini » et appeler à la restauration du « jeune shah » en Iran, alors que Londres s'apprête à voir aboutir les efforts déployés depuis la révolution pour normaliser ses relations avec Téhéran<sup>396</sup>. Au FCO, Stephen Wall note que, du fait de sa faible notoriété et de son absence d'influence, même auprès de l'opposition, le groupe ne saurait revendiquer porter la parole des Iraniens<sup>397</sup>. Il suggère de répondre de manière convenue sur la nécessité pour le peuple iranien d'être gouverné par un régime de son choix sans subir d'influence extérieure, sur l'espoir de stabilité constitué par le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak et sur la volonté de Londres de s'engager avec Téhéran dans des relations fondées sur des bases de réciprocité et d'intérêt mutuel<sup>398</sup>.

Dix ans après la révolution, l'audience des groupes d'opposition en exil est finalement inégale. Au département de recherche du FCO, Christopher Rundle rappelle que les directives ministérielles établies en 1984 ont imposé de maintenir le contact avec ces formations *a minima*. Le seuil de tolérance s'est cependant relevé au fur et à mesure. Si aucun dissident n'a été reçu dans les murs du FCO, des contacts ont été noués en extérieur et en confidentialité avec Mehrdad Khonsari, conseiller de Reza Pahlavi, et avec des représentants de l'OMPI. Le premier a approché en particulier Alan Montgomery, ancien conseiller à la délégation britannique auprès des organisations des Nations unies à Genève puis directeur du département de la migration et des visas au FCO, qui se trouve être son voisin à Putney, dans la banlieue de Londres. Le député du district, David Mellor, alors ministre d'État pour le Moyen-Orient, l'a aussi reçu dans sa circonscription. Sa requête de contact formel n'a cependant jamais abouti. En plus des contacts avec R. Young en mai, un représentant de l'OMPI a été reçu à l'ambassade britannique à Bagdad et un officier de la Chancellerie s'est rendu aux bureaux de l'organisation<sup>399</sup>.

Aux États-Unis, en revanche, le contact avec les groupes d'opposition fait les frais des tentatives menées en clandestinité par le CSN pour négocier avec les factions dites modérées du régime. Le 24 juillet 1985, Richard Murphy qualifie l'OMPI devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre de mouvement anti-démocratique et anti-américain, mettant en avant ses accointances avec le terrorisme. George Shultz proscrit ainsi tout contact avec les mouvements d'opposition au régime,

<sup>394</sup> TNA, FCO 8/7087/5, Young to Miers, People's Mojahidin of Iran, 9th May, 1988.

<sup>395</sup> TNA, FCO 8/7087/6, Bakhtiar to Howe, 1st July, 1988.

<sup>396</sup> TNA, FCO 8/7090/5, Rezazadeh to Thatcher, 12th October, 1988.

<sup>397</sup> TNA, FCO 8/7090/5, Wall to Miller, 26th October, 1988.

<sup>398</sup> TNA, FCO 8/7090/5, Thatcher to Rezazadeh, draft by Wall, 26th October, 1988.

<sup>399</sup> TNA, FCO 8/7090/11, Rundle, Policy towards Iranian dissident groups, 1st November, 1988.

en dépit de la pression de congressistes pour revoir la politique américaine à l'aune de l'échec de ses tentatives de rapprochement avec Téhéran. Le représentant républicain Dan Burton (Indiana) tente de convaincre le département d'État que, si l'OMPI n'est pas pro-américaine, elle n'est pas pour autant pro-soviétique. Le démocrate Mervyn Dymally (Californie) appelle à ne pas rester sans agir face au « fondamentalisme khomeiniste » malgré les pressions d'Israël pour ne pas affaiblir l'Iran en guerre contre l'Irak. Geoffrey Kemp, ancien directeur régional au CSN, décrit l'OMPI comme « une force à laquelle les États-Unis devraient certainement parler »<sup>400</sup>. Le rapport de la Commission Tower rapporte cependant que la condamnation en termes fermes de l'organisation et le refus de soutenir les mouvements d'opposition ont été présentés à Téhéran comme des gages de la bonne volonté de Washington pour motiver la politique de rapprochement confidentiel du milieu des années 1980<sup>401</sup>.

### 3. La voix des vétérans

Dix ans après la révolution, dans une période d'incertitudes et de projections sur le devenir du régime après la disparition de son fondateur, la voix des vétérans de l'empire et de la révolution continue à porter aux portes du pouvoir. L'attention qui leur est prêtée montre le crédit apporté à l'expertise conférée par l'expérience dans un contexte de fort renouvellement de la communauté des iraniens.

Le prestige de Richard Cottam bénéficie de l'ancienneté de son expérience, qui compense ses erreurs – critiquées – de jugement à l'égard des révolutionnaires<sup>402</sup>. Il suit à Harvard les cours de Nelson Frye, qui le marque par sa profonde maîtrise de l'histoire, de la culture et de la langue. Sa première expérience de l'Iran date de 1951. Boursier Fulbright, il y effectue des recherches auprès des cercles nationalistes auxquels il consacre sa thèse<sup>403</sup>. Il rencontre à Princeton Cuyler Young, directeur du département d'études orientales, dont la connaissance de l'Iran contemporain lui paraît indépassable<sup>404</sup>. Il retourne dans le pays en 1956 comme agent du renseignement sous couverture diplomatique. Il mesure alors les conséquences du « coup d'état » de 1953, auquel il s'était opposé auprès de sa hiérarchie à Langley, en notant que les États-Unis auraient eu plus grand intérêt à soutenir plutôt qu'entraver les mouvements populaires tels que celui du Front national. Il promeut leur image auprès de ses supérieurs et encourage même le shah à se ménager leur soutien. Il contribue clandestinement à la diffusion des idées nationalistes et à la promotion de la libéralisation politique dans la presse iranienne. Il est chargé de suivre les activités du général Valiollah Qarani, commandant des services de renseignement militaire, qui se désolidarise du régime et tente de prendre le pouvoir par coup d'état, dont les Américains ont connaissance mais ne révèlent pas l'imminence aux autorités iraniennes.

<sup>400</sup> ROWL Evans, NOVAK Robert, "The Real Iranian Terrorist", *The Washington Post*, 3rd April, 1987.

<sup>401</sup> UNITED STATES, *President's Special Review Board. The Tower Commission Report*, New York, Bantam Books/Time Books, 1987, p. 360.

<sup>402</sup> GASIOROWSKI Mark, "Richard W. Cottam (1924–1997)", *Iranian Studies*, 1997, vol. 30, n°3-4, p. 415-416.

<sup>403</sup> COTTAM Richard, *Iran; a case study of nationalism*, thèse de doctorat, science politique, Cambridge, Harvard University, 1954

<sup>404</sup> COTTAM Richard, *Nationalism in Iran*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1979, p. vii.

Revenu des illusions de l'engagement, il démissionne de l'Agence en 1958 pour se consacrer à la recherche<sup>405</sup>. La publication de sa thèse le consacre parmi les principales autorités universitaires sur le pays. Il est sollicité par le gouvernement fédéral pour former les volontaires du Corps de la paix sur le point d'accomplir leur service, tel le futur diplomate John Limbert<sup>406</sup>. Dès qu'il pressent le développement de la contestation au régime impérial, vers 1976, il entre en contact avec Gary Sick au CSN et Henry Precht au département d'État<sup>407</sup>. En septembre 1978, il propose au premier le principe d'une rencontre avec Ibrahim Yazdi, futur ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire<sup>408</sup>. Il rencontre l'ayatollah en décembre, dont il retire l'impression d'un leader charismatique, aux visions généralistes, peu intéressé par l'exercice du pouvoir<sup>409</sup>. Il est par ailleurs sollicité pour s'exprimer lors des séminaires organisés par le département d'État sur la crise iranienne en octobre 1978<sup>410</sup> et en mars 1979<sup>411</sup>. Son aura est telle parmi les révolutionnaires nationalistes que E. Yazdi déclare à H. Precht en septembre 1979 espérer voir l'universitaire nommé ambassadeur en Iran<sup>412</sup>. Il continue à prodiguer ses conseils lors de la crise des otages à la Maison-Blanche qui dépêche auprès de lui son porte-parole.

Dix ans après la révolution, le vétéran du « coup d'état » participe à la réflexion sur la succession de l'ayatollah, malgré les critiques soulevées par ses anciennes accointances avec le religieux par les pourfendeurs de la « débâcle » américaine en Iran<sup>413</sup>. Il s'exprime le 13 janvier 1987 devant le groupe de discussion sur l'Iran du Council on Foreign Relations sur le thème « la politique américaine en Iran : quelles options ? »<sup>414</sup>. Il reprend ses conclusions dans un opuscule publié sous l'égide de la fondation Stanley<sup>415</sup>. Parmi les propositions qu'il présente figurent un renversement du régime, une alliance avec le gouvernement iranien, un renforcement de la préférence irakienne, mais c'est l'option du respect d'une véritable neutralité conjuguée avec un rétablissement de relations diplomatiques qui a sans surprise la préférence de l'ancien promoteur du libéralisme aux côtés des nationalistes iraniens<sup>416</sup>.

Le groupe de discussion devant lequel s'exprime R. Cottam est organisé par Gary Sick, qui apparaît comme l'autre voix de ces vétérans de la révolution mettant leur expérience au service de la ré-

<sup>405</sup> COTTAM Richard [En ligne] Encyclopaedia Iranica [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <http://www.iranicaonline.org/articles/cottam-richard-1>

<sup>406</sup> LIMBERT Ambassadeur John, entretien avec Charles Stuart Kennedy, 30 mai 2006 [En ligne] ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/wp-content/uploads/2012/09/Limbert-John.pdf>

<sup>407</sup> UNITED STATES CONGRESS, *Joint report of the Task Force to Investigate Certain Allegations Concerning the Holding of American Hostages by Iran in 1980*, 102nd Congress, 2nd Session, H. Rept. No. 102-1102, Washington, U.S. Government Printing Office, 1993, p. 39.

<sup>408</sup> SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*, New York, Random House, 1985, p. 54.

<sup>409</sup> DNSA, IR02002, Sullivan to State, Tehran 00066, Cottam on Khomeini, Liberation Movement (LMI) and National Front (INF), 2nd January, 1979

<sup>410</sup> DOS, Griffin to Mr Platig, Request for Funds/Assistance for Seminar on Iran, 16th October, 1978.

<sup>411</sup> DNSA, IR02423, Greene to Vance, Iran as Seen by Two Academicians, 29th March, 1979

<sup>412</sup> PRECHT Henry, "Richard Cottam: An Appreciation", *Middle East Studies Association Bulletin*, 1997, vol. 31, n°2, p. 206.

<sup>413</sup> LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debacle*, op. cit., p. 210.

<sup>414</sup> PUL, MC 104, Subseries 3A, Box 261, Folder 4, Council on Foreign Relations, Discussion Group on Iran, Third Meeting, 13th January, 1987.

<sup>415</sup> Our Story [En ligne] Stanley Center [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://stanleycenter.org/our-story/>

<sup>416</sup> COTTAM Richard, *Khomeini, the Future, and U.S. Options*, Muscatine, Stanley Foundation, Policy Paper 38, December 1987, p. 34-37.

flexion sur l'avenir de la politique iranienne du gouvernement des États-Unis. Titulaire du portefeuille Proche-Orient au CSN jusqu'en 1981, il participe parallèlement à la réflexion des cercles de pensée, contribuant à la fertilisation croisée entre le débat politique et la polémique intellectuelle. Il est invité au groupe d'étude organisé au Council on Foreign Relations à l'été 1979 sur le facteur pétrolier dans la politique étrangère américaine<sup>417</sup>. Il rejoint en 1981 l'université de Columbia comme chercheur associé puis en 1982 la fondation Ford comme directeur-adjoint du programme Affaires internationales. Il publie en 1985 sa relation de la crise iranienne : l'ouvrage, salué par la critique, est régulièrement cité pour ses qualités par les vétérans des événements, américains comme britanniques<sup>418</sup>. Paraît également dans les pages de *Foreign Affairs* sa réflexion sur la révolution et les grandes puissances, que reprend dans les siennes la revue française *Politique étrangère*<sup>419</sup>.

Son investissement dans le débat intellectuel s'approfondit à la fin des années 1980. Outre la direction du groupe d'étude sur l'Iran, il assiste au mois de septembre 1986 à la séance consacrée aux transformations du Moyen-Orient à l'aune de la poursuite de la guerre dans le Golfe<sup>420</sup> et participe au débat organisé en décembre sur les conséquences de l'Iranganate<sup>421</sup>. En novembre 1987, il intervient lors de la conférence organisée à Atlanta par l'ancien président Jimmy Carter sur le Moyen-Orient, un forum destiné à encourager les échanges sur le conflit au Proche-Orient et le golfe Persique. Si les échanges sont convenus, l'ambassadeur britannique en Israël William Squire, qui a fait le déplacement, prend la peine de prendre en note la substance de l'analyse proposée par l'ancien membre du CSN<sup>422</sup>.

En février 1988, lors d'un dîner au consulat général de New York, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Alan Munro rencontre plusieurs « sommités de *think tanks* » (*sic*) vétérans de l'administration Carter. Il y échange en particulier avec G. Sick, avec lequel il se rappelle avoir dialogué lorsqu'il était directeur du département du Moyen-Orient. L'Américain revient alors de Tachkent et de Moscou, où il a discuté de la politique au Moyen-Orient pendant dix jours avec des universitaires et des experts soviétiques. Le diplomate en retire l'impression que les échanges sur le sujet forment une partie notable du dialogue entre les Américains et les Soviétiques. G. Sick fait part à A. Munro de la teneur de leurs échanges sur la guerre dans le Golfe et sur la situation intérieure iranienne. Le sous-secrétaire d'État adjoint ne manque pas d'en faire part au directeur du département du Moyen-Orient au FCO, prolongeant ainsi la portée de la voix des vétérans devenus experts au-delà de l'Atlantique<sup>423</sup>.

<sup>417</sup> PUL, Subseries 3A, Box 228, Folder 5, Council on Foreign Relations, Study Group on Oil Factor in U.S. Foreign Policy, Invitees, 21st August, 1979.

<sup>418</sup> ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019. MUIR Richard, entretien avec l'auteur, 10 août 2020. MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018. PRECHT Henry, entretien avec l'auteur, 14 avril 2020. TEICHER Howard, entretien avec l'auteur, 12 mai 2020.

<sup>419</sup> SICK Gary, "Iran's Quest for Superpower Status", *Foreign Affairs*, 1987, vol. 65, n°4, p. 697-715 et "La révolution iranienne et les grandes puissances", *Politique étrangère*, 1987, vol. 52, n°2, p. 339-355.

<sup>420</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 511, Folder 42, Developments in the Middle East in Light of the Continuation of the Iran-Iraq War, 30th September, 1986.

<sup>421</sup> PUL, MC 104, Subseries 4B, Box 516, Folder 23, The Impact of the Iran Controversy on United States' Interests Abroad, 16th December, 1986.

<sup>422</sup> TNA, FCO 8/6774/50, Squire to Young, Carter Conference on the Middle East, 24th November, 1987.

<sup>423</sup> TNA, FCO 8/7183/13, Munro to Young, Iran/Iraq: some US insights, 4th February, 1988.

## Conclusion

Dans une période de permanence des entourages décisionnels au Royaume-Uni comme aux États-Unis, c'est l'accoutumance à l'allié atlantique qui commande à l'acculturation à l'Iran islamique. Le maintien aux affaires du gouvernement conservateur et de l'administration républicaine contribue à la maturation des relations bilatérales entre des interlocuteurs qui se connaissent souvent pour avoir déjà collaboré, parfois à d'autres postes. Aux niveaux de la conception comme de la prise de décision, les groupes d'acteurs participant à la politique iranienne interagissent ainsi d'autant mieux qu'ils parlent, plus que la même langue, le même langage d'une relation à l'Iran dont ils partagent l'expérience dès la révolution. La convergence de leurs impressions iraniennes s'inscrit dans la régularité de leurs interactions. Les ambassades diffusent les informations de Téhéran à Londres puis à Washington. Dans les capitales nationales et institutions internationales s'épanouissent les échanges de renseignements, les consultations de diplomates et d'experts, les conversations politiques et militaires. Se prolonge depuis la révolution un partage de préoccupations relatives à l'évolution du front militaire, du rapport des forces, des marchés pétroliers, des menaces sur les convois et des luttes pour le pouvoir.

Si Margaret Thatcher et Ronald Reagan partagent une inimitié islamique, les bornes qu'ils lui imposent révèlent les différences de leurs priorités, la première ne pouvant concevoir faire l'économie du marché iranien, le second ne souhaitant souffrir le spectre des otages américains. Aux divergences d'intérêts répond aussi l'assimilation des limites d'un allié dont la connaissance intime permet de jauger la compétence inégale. La maturation de la relation transatlantique confirme par ailleurs les écueils déjà observés dans les équilibres du bilatéralisme, jusque dans le fondement de sa spécialité : à la crise de confiance américaine envers le renseignement britannique répond celle de Londres à l'égard de la gouvernance à Washington ; la préférence accordée par les États-Unis à l'intervention militaire heurte celle avancée par le Royaume-Uni pour l'encadrement diplomatique ; la collaboration interalliée primant pour les Américains télescope toujours la coopération régionale promue par les Britanniques.

L'entrecroisement croissant des réseaux de politique étrangère conduit enfin à une consolidation de l'accoutumance à l'allié atlantique par le jeu de l'acculturation à l'Iran islamique, dont les risques sont parfois perçus à l'époque. La régularité des interactions interalliées fait planer le risque d'une routine relationnelle dont on craint les conversations creuses avançant invariablement des jugements généraux faute de connaissances complémentaires. Leur déconnexion du terrain aggrave leur défaut de vision du réel et met les États-Unis au défi de la désorientation : l'acculturation à l'Iran, fruit de l'accoutumance à l'allié, renforce d'autant plus la dépendance à son égard. La sirène du suivisme politique et la crainte de compromissions avec l'aventurisme américain soulève aussi la crainte d'une « canichification » du Royaume-Uni, son acculturation à l'Iran souffrant de son accoutumance à l'allié. Ainsi se cristallisent en Iran des crispations complotistes attisant les tensions persistantes au sein de la triangulation entre Londres, Washington et Téhéran. L'installation de cette ambiguïté diplomatique à la fin des années 1980 disqualifie les efforts de négociations et discrédite les entreprises de normalisation.

## Chapitre 11

### LES RISQUES RELATIONNELS DE LA DISPERSION DIPLOMATIQUE (1985-1987)

Au début du mois de mai 1986, Christopher Prentice revient sur les échanges venant d'avoir lieu à Washington lors de la visite pour consultations de Graham Boyce, directeur adjoint du département du Moyen-Orient, et Hugh Arbuthnott, désigné chargé d'affaires à Téhéran. Le diplomate rapporte que la question des relations entre Washington et Téhéran a mobilisé la majeure partie des conversations :

« La ligne de la politique et de l'attitude actuelle des États-Unis est claire. Ils n'ont pas de relations formelles avec Téhéran et échangent seulement *a minima* des messages officiels, souvent péremptaires, par l'intermédiaire des Suisses et des Algériens. Ils condamnent la poursuite de la guerre par les Iraniens dans le Golfe et son déterminés à tarir le flux des armes vers l'Iran. Le soutien du pays au terrorisme (au Liban et ailleurs), les efforts qu'il déploie pour saboter les régimes du Golfe et pour « exporter la révolution », ainsi que son hostilité invétérée envers Israël, gardent vivaces les souvenirs de la crise des otages de Téhéran, le désastre de l'opération de sauvetage *Desert One* et l'attentat contre la caserne des Marines à Beyrouth. »<sup>1</sup>

Si les alliés reconnaissent plus que jamais l'importance stratégique du pays dans les équilibres régionaux, qui plus est aux portes de l'URSS, les conséquences en cascade de la révolution semblent encore hypothéquer toute possibilité de réconciliation entre Washington et Téhéran. Dans ce contexte, les efforts déployés par Londres pour recouvrer ses entrées sur les marchés iraniens continuent à susciter des tensions transatlantiques. La préférence irakienne embrassée aux États-Unis heurte par ailleurs les intérêts et les intentions de la politique de neutralité défendue au Royaume-Uni. Cinq mois plus tard, la révélation dans la presse des négociations menées en parallèle et en secret par des Américains et des Iraniens jette le discrédit sur l'entourage présidentiel à Washington, le désaveu sur les acteurs modérés à Téhéran et le doute sur le jeu d'équilibre pratiqué à Londres. Elle confronte de fait à l'opprobre de la défiance une triangulation diplomatique déjà crispée par l'épreuve de la divergence.

La dispersion diplomatique disqualifie ainsi chacun des partenaires aux yeux des deux autres, avec des conséquences critiques sur une résilience relationnelle pourtant souhaitée par tous, certes à contre-temps, sinon à contre-cœur. Comment le Royaume-Uni et les États-Unis envisagent-ils les raisons et le rythme de leur réconciliation avec la République islamique ? Quelles contraintes pèsent sur leur positionnement à l'égard de la guerre dans le golfe Persique ? Que révèlent leurs perceptions du conflit sur leurs intérêts nationaux à le réguler et sur leurs initiatives internationales pour le résoudre ? Par quels jeux d'équilibre les Américains et les Britanniques veillent-ils à ménager la défense de leurs intérêts entre les Arabes et les Persans ? Dans quelle mesure ces efforts, conjoints ou contraints, contribuent à nourrir la rhétorique de condamnation révolutionnaire sur l'ingérence des puissances étrangères et sur la collusion des ennemis de l'Iran ? La politique de confrontation développée par le partenaire iranien préside-t-elle ou proteste-t-elle à la diplomatie de dispersion déployée par les alliés ?

Ce chapitre montrera quelles sont les conséquences des incohérences du positionnement américain et britannique sur la politique iranienne.

---

<sup>1</sup> TNA, FCO 8/6295/2, Prentice to Boyce, US/Iran: prospects for change?, 13th May, 1986.

## I. Les astreintes d'agendas ambigus (1985)

Les passifs de la triangulation continuent à peser au milieu des années 1980, alors qu'entrent dans l'impasse les affrontements dans le golfe Persique et les efforts de normalisation diplomatique. Comment s'articulent la confrontation à l'Iran et la coopération interalliée ?

### A. Les sirènes de la préférence irakienne

#### 1. La cristallisation des condamnations réciproques

Les vicissitudes de la guerre dans le Golfe prolongent la politique de pression déployée par les belligérants et les partenaires régionaux afin de mobiliser dans le sens de leurs intérêts respectifs Londres et Washington, ainsi contraints à l'exercice d'un équilibre éprouvant la cohérence de leur conduite.

Le 5 mars 1985, Peter Lydon, directeur adjoint pour le Nord du golfe Persique, et Stephen Grummon, analyste au bureau de la recherche et du renseignement, sont reçus par Stephen Day, directeur du département du Moyen-Orient au FCO, Alan Collins, du bureau iranien, et Christopher Rundle, du département de recherche. Les diplomates s'accordent « de manière remarquable » sur l'improbabilité d'une résolution rapide du conflit, d'autant plus que Téhéran devrait continuer à exiger de Bagdad le départ de Saddam Hussein comme préalable à toute négociation<sup>2</sup>. Une semaine plus tard, le lancement par l'Iran de l'opération Badr donne raison à ces analyses. L'opération entend couper l'autoroute reliant Bagdad au port de Bassora. La répression qui s'ensuit conduit à la reprise de la « guerre des villes ». Ce regain de tensions aboutit cependant à un réveil de la diplomatie. À New York, le président du Conseil de sécurité appelle à une interruption des attaques sur les cibles civiles et à un cessez-le-feu. Le Premier ministre irakien Tariq Aziz suggère la formation d'une force onusienne pour superviser l'interruption des combats et le retrait des contingents derrière les frontières internationales<sup>3</sup>.

Pendant ce temps, Américains et Britanniques absorbent les pressions contraires des belligérants condamnant réciproquement l'attitude de l'adversaire. Le 12 mars, le directeur pour l'Europe au ministère des Affaires étrangères Mehdi Mostafavi rappelle à S. Day, en visite de familiarisation en Iran, la responsabilité irakienne dans le déclenchement du conflit et le respect par Téhéran des règles visant à interdire les attaques contre les civils et l'usage des armes chimiques. Le directeur du département du Moyen-Orient en prend note et réaffirme la conviction britannique que seules les voies de la diplomatie permettront une résolution du conflit, l'Iran étant un pays trop vaste pour être conquis et l'Irak ne présentant pas de signes d'affaiblissement. Le diplomate iranien répond que les conditions au dialogue ne sont toujours pas réunies. Il rappelle que la communauté internationale n'a pas condamné en sep-

<sup>2</sup> TNA, FCO 8/5897/1, Collins to Goulty, Visit by State Department Officials, 11th March, 1985.

<sup>3</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 50.

tembre 1980 l'agression irakienne et que le rétablissement de relations entre Washington et Bagdad n'a fait qu'attiser les tensions. Tout en reconnaissant les efforts déployés par Londres à New York, il appelle les Britanniques à considérer une autre forme d'action, étant donné l'impuissance du Conseil<sup>4</sup>. S. Day assure pourtant que l'ONU apparaît comme le meilleur forum pour présider à une résolution pacifique du conflit et, d'ici là, prévenir le recours aux armes chimiques et aux attaques sur civils<sup>5</sup>.

Au mois d'avril, George Shultz fait part à Geoffrey Howe de la teneur de ses récents échanges avec T. Aziz. La rencontre, précise-t-il, a été l'occasion de rappeler l'opposition des États-Unis à l'usage des agents chimiques et de sonder les intentions irakiennes sur un cessez-le-feu général et une résolution négociée du conflit. Si le ministre des Affaires étrangères l'a rassuré sur ces points, il s'est déclaré inquiet de voir les Iraniens manœuvrer à l'ONU pour se donner le meilleur rôle en acceptant des mesures visant à limiter les combats là où ils sont en difficulté. Il affirme que l'Irak maintiendra sa pression jusqu'à ce que l'Iran accepte de se ranger aux conditions d'une résolution. Conscient du refus de l'ayatollah de négocier avec S. Hussein, G. Shultz demande à G. Howe de s'opposer à la volonté irakienne de prolonger le conflit. Certains Iraniens, selon lui, pourraient envisager une trêve. G. Shultz appelle à mener des efforts diplomatiques concertés en faveur de négociations, appuyés sur une ferme pression internationale contre l'usage d'armes chimiques qui pourraient donner aux Iraniens un moyen de sauver les apparences et d'accepter de coopérer avec les efforts de médiation internationale. Les deux alliés s'accordent sur l'importance à agir de concert pour préserver leurs intérêts dans la région<sup>6</sup>.

Les conversations consécutives prennent acte du blocage du positionnement des belligérants et révèlent une once de divergence dans celui des alliés. Le 17 avril, James Placke, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, s'inquiète de la reprise des offensives irakiennes. Des rapports du renseignement font en effet état de préparatifs indiquant un rassemblement de troupes massif à la frontière. Les Américains sont confiants sur les capacités de l'Irak à la contenir mais aussi convaincus que Bagdad n'hésitera pas à recourir aux armes chimiques pour la réprimer. Il souligne que les Irakiens se sont montrés prêts à accepter des mesures ponctuelles pavant la voie à un cessez-le-feu, sans les limiter à celles qui laisseraient l'Iran gagner un avantage militaire. Si Washington soutient Bagdad sur la nécessité d'un cessez-le-feu général, J. Placke convient qu'il ne saurait être construit que par étapes. Or, les conditions irakiennes à cette approche seront probablement rejetées par l'Iran. Les États-Unis restent cependant favorables, comme le Royaume-Uni, à une démarche onusienne.

Les Britanniques partagent le souhait irakien de parvenir à une résolution globale du conflit, mais critiquent cependant les actions menées par Bagdad pour contraindre Téhéran à l'accepter, qu'ils qualifient de largement contre-productives et mal-conçues. Les Irakiens ont d'ailleurs fait savoir aux Britanniques qu'ils ressentaient cette position et ont demandé à leurs alliés arabes de faire pression sur le

---

<sup>4</sup> TNA, FCO 8/5906/35, Record of a call by Mr Stephen Day, Head of Middle East Department, FCO, on Mr Mehdi Mostafavi, Head of the Third Political Department, MFA, 12th March, 1985.

<sup>5</sup> TNA, FCO 8/5906/36, Record of a meeting between Mr Stephen Day, Head of Middle East Department, FCO, and Mr Mehdi Mostafavi, Head of the Third Political Department, MFA, 14th March, 1985.

<sup>6</sup> TNA, FCO 8/5934, Howe to Washington, FCO 599, Iran/Iraq: message to Mr Shultz, 4th April, 1985.



Royaume-Uni pour qu'il revoit sa politique. Le ministre d'État Richard Luce n'en a pas moins porté lors de sa visite à Bagdad le message selon lequel l'isolement de l'Iran n'aboutirait pas à son acceptation d'une résolution. Les Britanniques notent de plus que c'est par intérêt que l'Irak embrasse les initiatives onusiennes, au terme d'offensives qui se sont soldées par de lourdes pertes<sup>7</sup>. Le lendemain, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Ewen Fergusson confirme à son homologue Richard Murphy que les pertes commencent à avoir un impact certain sur la population irakienne. Américains et Britanniques se réjouissent en tout cas que la réception du secrétaire général de l'ONU par les deux belligérants ait montré qu'ils restent ouverts à ses efforts de médiation<sup>8</sup>.

## 2. Le poids des pressions régionales

L'appréhension du conflit à Londres et Washington reste de plus fortement influencée par les pays arabes, qui considèrent le dirigeant irakien comme le héros de la lutte contre le péril persan.

Les partenaires du Golfe continuent ainsi à faire pression pour forcer l'implication des Occidentaux dans l'endiguement de la menace iranienne et la défense de leurs intérêts. Au mois de janvier, l'Émir du Bahreïn s'enquiert auprès du ministre d'État Richard Luce, en visite dans la région, de la politique de Londres sur la question des ventes d'armes aux belligérants. La délégation est contrainte de préciser que les exportations d'équipement de défense à l'intention de l'Irak ont été 20 fois plus importantes que celles à destination de l'Iran depuis le début du conflit<sup>9</sup>. La méfiance envers la politique commerciale britannique persiste. Au début du mois d'avril, le ministre koweïtien des Affaires étrangères note que les Iraniens seraient sans doute plus enclins à accepter des négociations si les pays qui leur fournissent des armes et de l'argent étaient disposés à faire porter sur eux une pression plus importante. Il convient cependant que Londres apparaisse renouer avec une attitude plus équilibrée, c'est-à-dire moins favorable à Téhéran, est-il précisé. R. Luce ne se prive pas de répondre que les combats se sont intensifiés à l'initiative de l'Irak<sup>10</sup>. Lorsque le ministre de la Défense se plaint le même jour du fait que trop de pièces militaires parviennent à l'Iran, le ministre d'État oppose l'importance à ne pas accorder de crédit aux rumeurs fantaisistes courant sur les fournitures d'armes à l'Iran, comme celle prétendant l'existence à Londres d'une manufacture iranienne de missiles sur Edgware Road<sup>11</sup>. Il précise avoir clarifié la position de Londres lors de sa visite à Bagdad à l'automne. Le Cheik Salim poursuit en appelant à accroître la pression sur l'Iran, dans les domaines militaires et énergétiques. Alors que le ministre britannique répond que son expérience le conduit à douter de l'efficacité de sanctions, son inter-

<sup>7</sup> TNA, FCO 8/5934/2, Collins to Goulty, Meeting with Mr Jim Placke: 17 April 1985, 18th April, 1985.

<sup>8</sup> TNA, FCO 8/5934/1, Call by US Assistant Secretary of State Richard Murphy on Mr Fergusson, 18 April: 1430, 18th April, 1985.

<sup>9</sup> TNA, FCO 8/5799/111, Call by Mr Luce on the Amir of Bahrain, Shaikh Isa bin Sulman al Khalifa, in Bahrain, 12th January, 1985.

<sup>10</sup> TNA, FCO 8/5799/127, Record of a meeting between by Mr Richard Luce MP, Minister of State at the FCO, and Shaikh Sabah al Ahmad ah Jabir al Sabah, Kuwaiti Minister of Foreign Affairs, 1st April, 1985.

<sup>11</sup> Cette route courant du centre au nord de la capitale accueille au XVIII<sup>e</sup> siècle des migrants huguenots puis à partir du XIX<sup>e</sup> siècle différents vagues de migrations depuis le Moyen-Orient au fil des soubresauts de la région.

locuteur défend l'intérêt de formes choisies de pression : la fragilité de l'économie iranienne pourrait être renforcée en empêchant l'Iran d'engranger des devises étrangères grâce à ses exportations<sup>12</sup>.

À Doha, l'émir du Qatar est prompt à agiter le spectre d'une fragmentation de l'Iran encouragée par l'URSS, qui pourrait profiter des divisions au sein de la hiérarchie religieuse. Inquiet de rumeurs selon lesquelles Washington considèrerait dans son intérêt de laisser se poursuivre la guerre, il rappelle l'erreur constituée par sa politique iranienne qui aurait porté l'ayatollah au pouvoir. Alors que R. Luce s'emploie à nuancer l'analyse, l'émir insiste en déclarant que les Américains pourraient faire cesser le conflit si tel était leur souhait. Selon le Qatari, de nombreuses industries occidentales profitent de la guerre sans mesurer le risque que constituerait une intervention de Moscou dans la région. Il regrette que les pays de la région doivent payer le prix des erreurs américaines<sup>13</sup>.

L'attitude soviétique à l'égard du conflit constitue un autre élément de préoccupation partagée par les alliés. Au mois de mars, Mehdi Mostafavi rappelle à Stephen Day que les relations entre Téhéran et ses « voisins du Nord » n'ont pas toujours été sans remous : la question de l'implication de Moscou dans les activités du parti Tudeh et dans l'invasion de l'Afghanistan restent des questions brûlantes. Cependant, l'URSS semble désormais disposée à laisser aux Iraniens le soin de la gestion des communistes locaux afin de privilégier les discussions bilatérales sur les sujets exempts de controverses<sup>14</sup>.

Les Américains sont conscients des dangers d'un rapprochement entre Téhéran et Moscou. Lors de sa rencontre au mois de mai avec son homologue soviétique Andreï Gromyko, George Shultz rappelle la nécessité d'empêcher les transferts vers l'Iran d'armes en provenance du bloc de l'Est<sup>15</sup>. Au même moment, dans un mémorandum posant les bases de la réflexion sur un rapprochement entre Washington et Téhéran, l'officier du renseignement national Graham Fuller note que l'Iran est arrivé à la conclusion qu'indépendamment de son aversion pour le communisme ou la Russie, l'URSS est un pays avec lequel il a intérêt à s'entendre : l'heure serait même à des efforts d'accommodement réciproque<sup>16</sup>.

Un mois plus tard, Muhammad Mahallati, directeur-général pour les affaires internationales au ministère iranien des Affaires étrangères, déclare à Stephen Egerton que Moscou tire son épingle du jeu de la guerre : des armes soviétiques sont utilisées de part et d'autre et l'URSS semble avoir contrecarré l'influence occidentale jusqu'en Irak. Notant que les Irakiens restent méfiants à leur égard, le diplomate britannique reconnaît que l'intention des Soviétiques est bien d'accroître leur influence dans les deux pays. Il justifie ainsi la volonté des Occidentaux de s'impliquer davantage en Iran. La porte qu'y laissent ouverte les Iraniens est étroitement corrélée à l'importance qu'ils attachent au maintien des relations commerciales avec les Britanniques dans le domaine de la défense. Ils font d'ailleurs planer

---

<sup>12</sup> TNA, FCO 8/5799/126, Record of a meeting between by Mr Richard Luce MP, Minister of State at the FCO, and Shaikh Salim al Sabah, Kuwaiti Minister of Defence, 1st April, 1985.

<sup>13</sup> TNA, FCO 8/5799/124, Call by Mr Luce on Shaikh Khalifa bin Hamad al Thani, Amir of Qatar, Doha, 3rd April, 1985.

<sup>14</sup> TNA, FCO 8/5906/35, Record of a call by Mr Stephen Day, Head of Middle East Department, FCO, on Mr Mehdi Mostafavi, Head of the Third Political Department, MFA, 12th March, 1985.

<sup>15</sup> DOS, Executive Secretariat, S/S Records, Memorandum of Conversations, 1981-1990, Lot 93D188, Shultz-Gromyko, Soviet Embassy, Vienna, 14th May, 1985.

<sup>16</sup> DNSA, IC01142, Fuller to Casey, Gates, Toward a Policy on Iran, 17th May, 1985.

la menace de se tourner vers le bloc de l'Est si le bloc de l'Ouest ne subvient pas à ce qu'ils considèrent comme leurs besoins. Le message est clairement perçu par les Britanniques, qui ne le considèrent pas comme totalement creux et s'inquiètent des conséquences de son exécution<sup>17</sup>.

Les éléments de langage préparés en amont de conversations américano-soviétiques sur le Moyen-Orient prévues à la fin du mois de juillet relèvent que la majorité des armes iraniennes vient des pays du bloc de l'Est et de la Corée du Nord. Washington pense que les missiles Scud utilisés contre Bagdad ont été transférés de Tripoli vers Téhéran sans autorisation de Moscou. L'URSS aurait de plus fait avorter une transaction d'équipements cruciaux, comme des chars, entre l'Europe orientale et l'Iran. Moscou a ainsi répondu de manière prudente aux intentions iraniennes de resserrer les relations du fait du refus de Téhéran de réfréner son opposition à l'occupation de l'Afghanistan. Washington l'appelle à user de son influence auprès des membres du pacte de Varsovie, de la Libye, de la Syrie et de la Corée du Nord afin de faire cesser les transferts d'armes vers l'Iran<sup>18</sup>. Le secrétaire d'État américain renouvelle la recommandation à son homologue soviétique Edouard Chevardnadze le 4 novembre<sup>19</sup>.

Si les Britanniques considèrent comme moins élevé que les Américains le risque de rapprochement entre l'Iran et l'URSS, la préoccupation des seconds persiste, comme le département d'État le confirme à la fin de l'année. Ils continuent à soulever inlassablement la question avec Moscou, convaincus de l'intérêt des deux blocs à la désescalade. Au CSN, Howard Teicher confie même l'intention de ressusciter l'idée d'une déclaration conjointe entre les États-Unis, l'URSS et les pays non-alignés sur le conflit, afin de faire porter la pression de leur opinion publique en faveur de la paix<sup>20</sup>.

### 3. La vanité d'une vigilance diplomatique

À l'automne, la crainte d'affaiblissement de l'Irak accélère une mobilisation diplomatique dont les effets sur les États-Unis et le Royaume-Uni restent cependant limités. Richard Newton, le nouvel ambassadeur américain à Bagdad, est reçu le 18 septembre par Saddam Hussein. Le dirigeant salue les efforts déployés par Washington pour tarir les transferts d'armes à l'Iran. Il note néanmoins qu'Israël continue à céder à Téhéran du matériel militaire d'origine américaine, ignorant visiblement l'aval qu'y a donné la Maison-Blanche<sup>21</sup>. Une série d'offensives iraniennes à partir de la fin du mois, quoi que peu fructueuses en termes territoriaux, renforcent les inquiétudes pesant sur la survie du régime baathiste.

De retour de Bagdad, James Placke fait part à Stephen Egerton à Londres de l'incertitude des Irakiens sur leur capacité à poursuivre les combats, comme l'a montrée leur conduite des affrontements.

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/5907/24, Record of meetings between Mr S L Egerton, AUSS, FCO, and Mr Muhammad Mahallati, Director General for International Affairs, 26th-27th June, 1985 et FCO 8/5907/22, Westmacott to PS, Mr Egerton's Visit to Iran and Kuwait, 5th July, 1985.

<sup>18</sup> DOS, US-Soviet Middle East/Persian Gulf Talks, Regional Issues, 14. Middle East/Persian Gulf, 24th July, 1985.

<sup>19</sup> DOS, Executive Secretariat, S/S Records, Memorandum of Conversations 1981-1990, Lot 93D188, Shultz-Shevardnadze-Gorbachev, Moscow, 4th November, 1985, 3:30-6:25 p.m.

<sup>20</sup> TNA, FCO 8/5991/25, Boyce to Collins, Mr Day, Iran/Iraq: US views, 6th December, 1985.

<sup>21</sup> RRL, Howard Teicher Files, Box 91681, Folder "Iran-Iraq 1985", Newton to State, Baghdad 2907, Ambassador's Meeting with President Saddam Hussein, 18th September, 1985.

Les conséquences du conflit sur l'économie ne causent pourtant pas encore trop d'inquiétudes : Bagdad prévoit un déficit constant mais a progressé sur le refinancement de la dette, au point de pouvoir relâcher certains contrôles sur les importations. Les Américains confient d'ailleurs avoir négocié avec le ministère du Commerce de manière fructueuse. Alors que S. Egerton note que les récentes attaques perpétrées par Bagdad ont éloigné les perspectives de paix, J. Placke répond que ces initiatives sont plus efficaces que les attaques sur les villes, au sujet desquelles les Américains ont alerté à l'été du fait de leur inefficacité auprès de l'Iran et de leur pouvoir de nuisance pour l'image de l'Irak. Il ajoute que les dommages causés sur le terminal de Kharg affaiblissent une économie iranienne déjà éprouvée par la guerre : la pression que fait porter Bagdad pourrait acculer Téhéran à la négociation. S. Egerton convient qu'en l'absence d'offensive majeure jusqu'à la fin de l'année, l'heure de la diplomatie pourrait être revenue, d'autant que les partenaires de la région ne cessent d'exprimer leurs inquiétudes<sup>22</sup>.

Le 9 octobre, J. Placke rencontre Tariq Aziz à New York pour échanger sur l'opération Staunch. Le secrétaire d'État adjoint ignore tout des interactions secrètes entre les États-Unis et l'Iran. Passant en revue l'action des alliés, il relève l'irrespect par le Portugal de ses promesses et les contraintes opposées par le Royaume-Uni au sujet d'obligations contractuelles relatives à des produits non-létaux. Les seules rumeurs de flux clandestins évoquées par T. Aziz concernent la Chine. Son interlocuteur ne les rejette pas en notant que tout échange de la sorte ne saurait être conduit que dans le plus grand secret<sup>23</sup>.

Lors des conversations du 23 octobre, les Américains confient aux Britanniques que le ministre irakien s'est affirmé confiant quant à la poursuite du conflit lors de son séjour aux États-Unis. L'Irak n'a pas renoué avec les attaques sur les villes pour privilégier une guerre économique. Malgré son impuissance jusqu'alors à empêcher les exportations pétrolières iraniennes, Bagdad entend poursuivre les bombardements du terminal de Kharg. Par ailleurs, les menaces iraniennes de fermeture du détroit d'Ormuz ne résistent pas à l'épreuve des faits, Téhéran ne semblant pas disposer des moyens nécessaires à son exécution. Si la menace d'une interruption du trafic cause toujours l'inquiétude des pays de la région, Américains, Britanniques et Soviétiques y sont peu sensibles en raison des efforts déployés par les Iraniens pour s'abstenir de contrôler les vaisseaux battant leur pavillon<sup>24</sup>.

Les appels à l'assistance des pays de la région ne rencontrent pas un grand succès à Londres. Résumant la position du gouvernement à l'automne, Alan Collins rappelle que son influence sur le cours du conflit est négligeable. En revanche, les risques pesant sur les intérêts du Royaume-Uni ne le sont pas. L'importance de ces derniers en Iran et en Irak ne permet pas de trancher, pour les défendre, sur un soutien à apporter à l'un ou à l'autre des belligérants. Il confirme ainsi la pertinence de la politique pratiquée jusqu'alors avec succès : un équilibre continu, malgré l'évolution des circonstances, corrélé à un développement de contacts avec les belligérants. Les conséquences de la guerre se sont en effet

---

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/5991/9, Mr Egerton's meeting with Mr Placke, Deputy Assistant Secretary, 26th September, 1985.

<sup>23</sup> RRL, Howard Teicher Files, Box 91681, Folder "Iran-Iraq 1985", Shultz to Baghdad, State 310798, US/S Schneider's Meeting with Tariq Aziz, 9th October, 1985.

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/5991/19, Howe to Washington, FCO 1695, Pol/Mil Talks: report of Middle East sub-group meeting held on 23 October 1985, 24th October, 1985.

avérées plutôt favorables aux intérêts britanniques : le prix du pétrole s'est maintenu, en raison de la réduction de la production iranienne et irakienne, soutenant la politique énergétique britannique ; le conflit a conduit le CCG à resserrer ses liens et à se rapprocher de Londres ; le commerce vers l'Irak s'est accru ; les ambitions de la révolution iranienne ont été contenues ; l'Irak a modéré son positionnement sur le conflit au Proche-Orient et s'est rapproché des Occidentaux sur les autres questions internationales<sup>25</sup>. Le pragmatisme de cette position n'est pas ignoré par l'allié américain :

« Les Britanniques ne pensaient pas qu'ils avaient beaucoup d'intérêt à s'investir sur le sujet. Leur approche était plutôt opportuniste. [...] Ils étaient très vigilants sur la question de la liberté de navigation et de la protection des intérêts des compagnies pétrolières britanniques dans la région. Mais, pour le reste, ils se contentaient de nous laisser mener les choses. [...] Je soupçonne que certains des renseignements que nous apportions aux Irakiens pour qu'ils puissent les utiliser contre les Iraniens avaient été fournis par les Britanniques. Mais je n'ai aucune preuve. »<sup>26</sup>

A. Collins note cependant que le conflit s'est traduit par une fragilisation des intérêts américains, un risque de confrontation entre les deux Grands et des attaques sur la liberté de circulation dans le Golfe. Le développement d'une présence américaine dans la région, afin de contenir la diffusion de la révolution iranienne mais aussi les ambitions soviétiques en Asie du Sud-Est, accroît par ailleurs le risque de confrontations de toutes sortes, militaires ou terroristes. Face à l'improbabilité d'une cessation immédiate des hostilités, il s'agirait de disposer d'une initiative de médiation à usage immédiat.<sup>27</sup>

Le 1<sup>er</sup> décembre, Richard Murphy secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, se rend à Bagdad où il rencontre T. Aziz et S. Hussein, qui répètent rechercher une paix rapide, fondée sur la souveraineté, des relations de bon voisinage et la non-ingérence dans les affaires des autres pays<sup>28</sup>. Le ministre irakien se rend à Londres deux jours plus tard, où il appelle à une pression diplomatique concertée sur l'Iran pour accélérer la fin du conflit. Stephen Egerton, ancien ambassadeur à Bagdad, lui assure que de telles initiatives n'ont eu par le passé aucun effet sur Téhéran<sup>29</sup>. S'ils apprécient le charisme du ministre, les Britanniques relèvent son incapacité à formuler de nouvelles propositions pour appuyer ses requêtes de soutien diplomatique<sup>30</sup>. Le 19 décembre, Marion Creekmore, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, confirme aux Britanniques que les Irakiens ont démarché de même à Washington, sans plus de succès. Les Américains n'approuvent pas l'idée d'une réunion prématurée du Conseil de Sécurité, car seul l'échec d'une offensive pourrait rendre Téhéran plus enclin à négocier. Ils appellent à la poursuite des efforts diplomatiques destinés à trouver un terrain d'entente afin de fonder les conditions de possibilité d'une désescalade<sup>31</sup>. Les sirènes de la préférence irakienne peinent ainsi à porter auprès d'alliés acquis à un entre-deux diplomatique.

<sup>25</sup> TNA, FCO 8/5934, Day, Iran/Iraq, 12th November, 1985.

<sup>26</sup> THEROS Ambassadeur Patrick, entretien avec l'auteur, 11 septembre 2020.

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/5934, Day, Iran/Iraq, 12th November, 1985.

<sup>28</sup> RRL, Howard Teicher Files, Box 91681, Folder "Iran-Iraq 1985", American Embassy Riyadh to Secretary of State, Murphy Mission: Tariq Aziz: Summit, 3rd December, 1985 et American Consul Jerusalem to Secretary of State, Murphy Mission: Meeting with Saddam Hussein—Gulf Issues, 3rd December, 1985.

<sup>29</sup> TNA, FCO 8/5934/26, Day to Prentice, Discussions with Mr Richard Murphy on Iran/Iraq, 9th December, 1985.

<sup>30</sup> TNA, FCO 8/5934, Call on Mr Egerton by Mr Creekmore: 19 December 1985, Iran/Iraq, 9th December, 1985.

<sup>31</sup> TNA, FCO 8/5934, Howe to Washington, Iran/Iraq: call on Egerton by Creekmore, 19 December, 1985.

## B. Les sinuosités de la relation iranienne

### 1. La menace terroriste

Les tâtonnements du positionnement à l'égard du conflit témoignent à Londres et à Washington des sinuosités de la relation iranienne, corrélées aux résurgences de la menace terroriste et de la méfiance complotiste, que Téhéran mobilise à son avantage pour dicter le rythme des normalisations.

Un rapport du renseignement américain daté de janvier 1985 présente l'Iran comme le plus dangereux soutien du terrorisme international : Téhéran aurait développé une importante capacité à conduire des opérations terroristes, motivée par un engagement, qualifié de philosophique, à exporter la révolution. Parmi les principales cibles de la « menace » iranienne figurent les États-Unis, la France, l'Irak et les pays arabes dits modérés. Les Américains notent une tendance récente à développer des actions en Europe occidentale. L'ambassade iranienne de Damas apparaît comme le centre de commandement de ses activités dans le golfe Persique et au Liban. Le rapport met en garde contre une professionnalisation à long terme des terroristes iraniens et d'une extension géographique de leurs activités<sup>32</sup>.

Les manifestations de la « menace » iranienne se multiplient en 1985. Le 8 janvier, le Jihad islamique (JI) enlève Lawrence Jenco, représentant américain du Secours catholique au Liban. Le 16 mars, c'est au tour de Terry Anderson, correspondant de presse au Moyen-Orient, puis le 28 mai de David Jacobsen et le 9 juin de Thomas Sutherland, de l'Université américaine de Beyrouth. Le 14, un Boeing 847 de la TWA reliant Rome et Athènes est détourné par deux membres du Hezbollah qui le forcent à atterrir à Beyrouth, exigeant la libération de prisonniers chiites. Robert Stethem, plongeur de l'unité de génie militaire de la Marine américaine, est assassiné dans l'appareil. Parmi les passagers, 39 citoyens des États-Unis sont retenus en otage à Beyrouth pendant 17 jours. Le JI et le Hezbollah agissent également au Danemark, en Allemagne de l'Ouest, en Turquie et en France<sup>33</sup>. Le 4 octobre est enfin annoncée la mort de William Buckley, ancien directeur de l'antenne libanaise de la CIA, dont la prise en otage depuis le 16 mars 1984 précipite l'« entreprise » américaine de négociation avec l'Iran.

Dans ce contexte, les questions terroristes apparaissent à l'agenda des discussions prévues lors de la visite de Margaret Thatcher à Washington à la fin du mois de février, d'autant qu'elles crispent la relation bilatérale dans leurs projections irlandaises. En amont du séjour, l'ambassadeur Oliver Wright rapporte que les Américains restent déterminés à renforcer sur le sujet la coopération interalliée<sup>34</sup>. Les éléments de langage préparés par le département d'État en amont des entretiens stipulent que l'Iran khomeiniste ne devrait pas abandonner son soutien au terrorisme international<sup>35</sup>. Le président a assuré

---

<sup>32</sup> CIA, CIA-RDP87M00539R002203520040-1, State Supported Terrorism by Iran, Syria, and Libya, 31st January 1985.

<sup>33</sup> DNSA, TE00995, Iran, Support for International Terrorism, 21st September, 1989.

<sup>34</sup> TNA, PREM 19/1658, Wright to FCO, Washington 512, Prime Minister's visit: Foreign Policy Issues, 14th February, 1985.

<sup>35</sup> RRL, European and Soviet Affairs Directorate, NSC: Records, Box 90902, Department of State, Briefing Paper, The Middle East, 14th February, 1985

à Tariq Aziz qu'il encouragerait les dirigeants occidentaux à user collectivement de leur influence pour l'en éloigner l'Iran. Ceux rédigés à l'intention de la Première ministre prévoient que Ronald Reagan devrait appeler à un soutien plus important à la libération des otages américains du Liban<sup>36</sup>. Ils notent que la nature intangible du JI rend difficile toute action effective contre lui. Londres n'en a pas point démarché auprès des autorités iraniennes, de manière indépendante et avec les partenaires européens, pour obtenir la libération des otages. Les Britanniques continuent en attendant à conseiller la prudence dans les actions de représailles, pourtant parfois perçues comme justifiables.

La « menace » iranienne est à nouveau abordée le 5 mars par les alliés à Londres. Les Britanniques conviennent de l'implication iranienne dans la détention des otages du Liban. Les Américains reconnaissent pourtant ne pas savoir où sont incarcérés leurs compatriotes, ni s'ils le sont par des Gardes révolutionnaires ou par d'autres acteurs liés à l'Iran. Ils précisent que toute atteinte à leur vie accroît à Washington les pressions en faveur de représailles. Il semble aux diplomates du FCO que le département d'État y serait cependant plutôt hostile. Ils soupçonnent par ailleurs qu'a déjà été envisagée une opération de sauvetage malgré les échecs de la tentative menée en 1980 en Iran. Plusieurs voix à Washington se seraient élevées en faveur d'une action immédiate contre Téhéran. Les Britanniques assurent aux Américains qu'ils continueront d'évoquer la question terroriste avec les Iraniens<sup>37</sup>.

Le 12 mars, devant Mehdi Mostafavi au ministère iranien des Affaires étrangères, Stephen Day exprime ses inquiétudes sur la situation des otages, propre, dit-il, à renforcer l'implication des États-Unis au Liban. Son interlocuteur lui répond espérer la libération des Américains, comme celle des chiites détenus par Israël. Il précise que si des nouvelles étaient apportées des captifs iraniens, Téhéran pourrait en retour user de son influence en faveur de Washington<sup>38</sup>. Deux mois plus tard, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Ewen Fergusson regrette devant son homologue Richard Murphy qu'aucun progrès n'ait été accompli sur le sujet malgré les différentes démarches engagées<sup>39</sup>.

À la fin du mois de juin, un rapport du groupe de travail de la CIA sur le détournement du vol de la TWA note que la République islamique cherche à exploiter la prise d'otages même si elle ne paraît pas impliquée dans son organisation. Le Hezbollah garde en effet un agenda indépendant, bien que l'Iran ait contribué à son renforcement, fournissant argent, armes, soutien logistique, formation et endoctrinement. Le régime islamique est divisé entre radicaux et pragmatiques, qui soutiennent l'usage du terrorisme pour différentes raisons, et conservateurs et modérés, qui le rejettent. Pour les radicaux, dont le ministre adjoint des Affaires étrangères, Hossein Sheikholeslam, preneur d'otages en 1979, il s'agit d'un outil légitime de la politique de l'État. Pour les pragmatiques, comme le président de la République Ali Khomeini, le président du Parlement Hachemi Rafsandjani et l'ayatollah Montazeri,

<sup>36</sup> TNA, PREM 19/1659, Prime Minister's Meeting with President Reagan: 20 February: Steering brief, 13th February, 1985; Prime Minister's Meeting with President Reagan: 20 February, Brief No 5, Terrorism, Background, 13th February, 1985. Les minutes des entretiens ne sont pas ouvertes à la consultation.

<sup>37</sup> TNA, FCO 8/5897/1, Collins to Goulty, Visit by State Department Officials, 11th March, 1985.

<sup>38</sup> TNA, FCO 8/5906/35, Record of a call by Mr Stephen Day, Head of Middle East Department, FCO, on Mr Mehdi Mostafavi, Head of the Third Political Department, MFA, 12th March, 1985.

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/5934, Mr Fergusson's meeting with Mr Murphy, 12 May, Iran/Iraq, Points to make, April 1985.

c'est un outil parmi d'autres de la défense des intérêts iraniens. En dépit de ces luttes internes de pouvoir, les États-Unis, bien plus que le Royaume-Uni, restent la cible privilégiée du terrorisme iranien<sup>40</sup>.

Le 27 juin, la troisième session des conversations interalliées sur le terrorisme révèle une globale convergence d'approche. Les Britanniques conviennent des menaces que le terrorisme fait peser sur les intérêts des Occidentaux. Cependant, préoccupés ses dimensions nord-irlandaises, ils sont peu enclins à s'engager dans des sanctions punitives contre la Libye ou l'Iran. Les Américains notent qu'ils veillent à prévenir la diffusion du terrorisme en Europe plutôt qu'à développer une stratégie visant à lutter à la racine du mal. Ils se montrent cependant ouverts à une réflexion interalliée sur des mesures anti-terroristes spécifiques dans les domaines de la sécurité aérienne, des abus d'immunité diplomatique et du renseignements. Washington continue d'espérer de Londres, encore sans succès, un engagement plus important en termes de sanctions politiques et économiques contre les États impliqués<sup>41</sup>.

## 2. Le méandre stratégique

La persistance de la « menace » contraint les acteurs de la normalisation avec l'Iran à des circonvolutions stratégiques afin de refonder un dialogue, d'ailleurs diversement accueilli par les Iraniens.

La rémanence de la révolution persiste. Face à l'enracinement du régime et à ses chances de survie à la disparition de son fondateur, les Américains conviennent que leurs relations avec les Iraniens resteront probablement médiocres dans les années à venir. Débattant à Londres des stratégies visant à rétablir le dialogue (dont les archives taisent le détail), les alliés s'accordent sur l'intérêt de parler aux modérés, les Américains s'avérant cependant plus enclins à punir les radicaux<sup>42</sup>. Plus tard, Ewen Fergusson, sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient, avance que la véritable question est de savoir si l'objectif est de considérer l'Iran comme un cas désespéré ou de tenter d'établir des contacts dans les rangs des modérés. Son homologue Richard Murphy commente qu'il y a probablement peu de différences dans la position du Royaume-Uni et des États-Unis à l'égard de l'Iran<sup>43</sup>.

La visite à Téhéran du directeur du département du FCO s'inscrit dans le cadre des efforts déployés à Londres pour reconstruire une relation apaisée en soldant les passifs de la révolution. Les Iraniens insistent sur leur désir d'améliorer les relations avec les Britanniques, évoquant avec franchise les contentieux bilatéraux. Le principal relève de la compensation requise par les Britanniques pour les dommages causés à leur ambassade à Téhéran pendant la révolution et de celle requise par les Iraniens pour les destructions causées à leur ambassade à Londres pendant le siège du mois de mai 1980<sup>44</sup>.

<sup>40</sup> CIA, CIA-RDP85T01058R000406550001-6, DDI Working Group on TWA Hijacking to Casey, McMahon, Gates, Iranian Involvement With Terrorism in Lebanon, 26th June, 1985.

<sup>41</sup> RRL, North, Oliver: Files, Box 14, North to Poindexter, Follow-on Talks with the British, June 27, 1985, 26th June, 1985.

<sup>42</sup> TNA, FPC 8/5897/1, Collins to Goulty, Visit by State Department Officials, 11th March, 1985.

<sup>43</sup> TNA, FCO 8/5934/1, Call by US Assistant Secretary of State Richard Murphy on Mr Fergusson, 18 April: 1430, 18th April, 1985.

<sup>44</sup> Cf. chapitre 5, II, A, 1, La complicité de crise, et chapitre 6, I, A, 2, La pompe de circonstance.



Malgré ce ferment de discorde, S. Day assure que Londres souhaite se familiariser avec l'idéologie du régime. Il note que, si le Royaume-Uni et l'Iran ont une longue histoire partagée, cet effort de familiarisation ne s'est pas avéré facile. Malgré des différences de tradition politique entre les deux pays, il leur est pourtant possible de se comprendre, le Royaume-Uni ayant une longue expérience de l'islam<sup>45</sup>.

Les tensions n'en restent pas moins palpables. Jalal Sadatian, chargé d'affaires iranien à Londres, met ainsi en perspective au mois de mai le soutien prétendu des Britanniques aux opposants iraniens avec la situation nord-irlandaise, en notant que les Moudjahidines sont des terroristes assumés. S. Day lui répond que le fait qu'une rue adjacente à la représentation britannique de Téhéran ait été débaptisée en mémoire de Bobby Sands laisse planer le doute sur la position des autorités iraniennes<sup>46</sup>. La célébration par les révolutionnaires iraniens des martyrs de la lutte irlandaise pour l'indépendance participe durablement de la crispation des relations bilatérales<sup>47</sup>. La question commerciale, corrélée à la position de neutralité ménagée par Londres malgré les pressions de Washington, constitue une autre pierre d'achoppement. Le ministre adjoint des Affaires étrangères Kazempour Ardebili déclare ainsi au mois de juin au sous-secrétaire d'État adjoint Stephen Egerton que Téhéran n'aurait d'autres choix que de se tourner vers Moscou si Londres ne lui fournissait pas certaines pièces militaires. Étonnés du manque de coopération sur la fourniture de produits dont la non-létalité ne fait pas de doute, les Iraniens mettent ainsi en doute l'attachement affiché par les Britanniques de resserrer les relations<sup>48</sup>.

Aux États-Unis, la réflexion présidant au rapprochement avec les acteurs iraniens dits modérés témoigne des contraintes pesant sur la défense des intérêts américains. Pour Donald Fortier, au CSN, la faible capacité d'influence de Washington à Téhéran ne permet pas de travailler à l'installation d'un gouvernement qui renoue avec une relation apaisée. Il s'agit à défaut de prévenir les velléités soviétiques d'influence, ou bien de travailler sur le moyen terme à l'adoption par l'Iran post-khomeiniste d'une politique étrangère favorable aux intérêts des États-Unis dans les domaines stratégiques, terroristes et énergétiques. Il serait pertinent de renouveler la condamnation de l'usage par l'Irak des armes chimiques, qui a été notée avec satisfaction en Iran.

Parmi les intérêts en jeu sont cités : la prévention d'une confrontation Est-Ouest ; l'accès aux ressources et au détroit du Golfe ; la résistance aux velléités d'expansion soviétique ; l'abandon par l'Iran de la promotion du fondamentalisme religieux, du soutien au terrorisme international et de la subversion des pays de la région ; la défense des droits de l'homme ; la résolution du conflit Iran-Irak respectant un équilibre régional ; la restauration progressive des relations diplomatiques, consulaires, culturelles et commerciales entre Téhéran et Washington ; la résolution des litiges légaux et financiers hérités de la révolution ; l'adoption d'une politique de modération sur les prix du pétrole. Afin de répondre

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/5906/35, Record of a call by Mr Stephen Day, Head of Middle East Department, FCO, on Mr Mehdi Mostafavi, Head of the Third Political Department, MFA, 12th March, 1985.

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/5950/35, Day to Tehran, TL FCO, Anglo-Iranian Relations, 17th May, 1985. Sur l

<sup>47</sup> Cf. BONAKDARIAN Mansour, "Iranian Consecration of Irish Nationalist 'Martyrs': the Islamic Republic of Iran and the 1981 Republican Prisoners' Hunger Strike in Northern Ireland," *Social History*, 2018, vol. 43, n°3, p. 293-331.

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/5950/45, Record of a Meeting between Mr Stephen Egerton, CMG, AUSS, FCO, and Mr Kazempour Ardebili, Iranian Deputy Foreign Minister at the Iranian Ministry of Foreign Affairs, 27th June, 1985.

à ces objectifs, le CSN appelle à développer des contacts avec un large éventail d'acteurs politiques en Iran. Pourraient être utiles à cet effet la satisfaction des attentes de ces acteurs pour ménager leurs grâces dans la perspective d'une succession, l'établissement de liens avec les religieux, l'armée et le bazar, le soutien aux opposants à l'ayatollah et la restauration de l'influence américaine sur le terrain<sup>49</sup>.

Howard Teicher, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, rédige finalement un projet de directive proposant : d'encourager les alliés à approvisionner l'Iran pour réduire l'attractivité de l'assistance soviétique ; de renforcer la coopération avec leurs services de renseignement pour accroître la capacité d'action dans le pays et contrer les activités clandestines soviétiques ; d'être prêt à communiquer avec les Iraniens par le biais des alliés ; d'user de la fragmentation politique pour établir des liens avec les religieux, l'armée et le bazar et faire connaître le désir de resserrer les relations ; d'éviter des actions pouvant aliéner le soutien des groupes favorables au rapprochement ; de répondre aux actions des terroristes par des frappes militaires contre leurs infrastructures ; de discréditer par la propagande les crédences islamiques affichées par Moscou ; de développer la réflexion sur la politique iranienne des États-Unis à court et long terme ; de soutenir les efforts déployés par les tiers partis pour obtenir une résolution de la guerre ; de renforcer la coopération avec le CCG et les capacités militaires américaines dans la région ; de lutter contre la coopération de l'Iran avec ses alliés radicaux<sup>50</sup>.

Robert McFarlane transmet le 17 juin le projet au département d'État, au Pentagone et à la CIA. William Casey y apporte un soutien convaincu, notamment dans son emphase à prendre des mesures concrètes destinées à accroître les leviers en Iran afin d'empêcher l'URSS de bénéficier de l'instabilité intérieure. George Shultz témoigne cependant de son désaccord de principe tant que des otages américains sont détenus au Liban par des acteurs liés à l'Iran. Caspar Weinberger écrit la mention « absurde » sur le projet, qu'il estime aussi ridicule qu'inviter le colonel Kadhafi à déjeuner<sup>51</sup>. Le conseiller recommande finalement le classement du projet de directive devant l'opposition qu'il suscite<sup>52</sup>.

### 3. La méfiance complotiste

La résistance de la méfiance complotiste envers une collusion étrangère contre les intérêts iraniens contribue à complexifier les processus de normalisation entre Londres et Téhéran et à hypothéquer les efforts engagés à Washington pour établir des contacts avec les islamistes dits modérés.

Dans une continuité remarquable avec les acteurs de l'époque impériale, les représentants de la République islamique dénoncent régulièrement le positionnement critique des médias britanniques vis-à-vis de l'Iran, déplorant un manque de volonté à les contrôler de la part de Londres, signe à leurs yeux d'une complaisance connivente. Le journaliste iranien Massoud Assadi évoque en janvier avec le di-

<sup>49</sup> DNSA, Fortier to Poindexter, 18th April, 1985 et U.S. Policy Toward Iran, April 1985.

<sup>50</sup> CIA, CIA-RDP87M01152R000400500029-7, Teicher to McFarlane, U.S Policy Toward Iran, 11th June, 1985.

<sup>51</sup> WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 2005, p. 409.

<sup>52</sup> TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, HarperCollins, 1993, p. 331-332.

plomate William Clare la diffusion par la BBC de programmes ayant été considérés comme hostiles par les autorités islamiques et, plus généralement, la représentation jugée biaisée des conditions de vie en Iran par la presse britannique. Il reconnaît de lui-même que la meilleure manière de rectifier le tir serait d'octroyer aux journalistes un meilleur accès au pays. Tel n'est cependant pas l'avis du Directeur-Général responsable des médias étrangers au ministère de l'orientation islamique, précise-t-il.

Au début du mois de mars, toujours depuis Téhéran, qu'il aime parcourir en usant de sa maîtrise du persan, Edward Chaplin note qu'il est dangereux de généraliser au sujet de ce que pense « l'homme de la rue ». Les Iraniens demeurent cependant à ses yeux psychologiquement suspendus auxdits complots ourdis par le passé et jusqu'au présent par Londres pour contrôler les événements en Iran. Ceux de ses collègues ayant du pays une expérience plus ancienne ont néanmoins l'impression que les allégations de ce type se raréfient. Les Britanniques ne sont du reste pas les seuls à susciter l'hostilité des Iraniens, comme en témoigne la présence dans la presse d'articles hostiles aux Allemands ou aux Turcs. Certains Iraniens aiment et respectent les Britanniques quand d'autres n'ont que désamour et mépris pour tout ce qu'ils représentent. Le régime lui-même semble moins porté à la confrontation, même si les sujets traditionnels de contentieux demeurent, comme le soupçon de soutien britannique aux mouvements d'opposition. Le diplomate oppose aux « modérés », connus pour leur pragmatisme quant au besoin de l'Iran de cultiver avec l'Occident de bonnes relations, les « radicaux », réputés rapides à tirer des conclusions hâtives sur l'œuvre malfaisante de la « main anglaise ». La réticence du régime à normaliser les relations diplomatiques serait même à lire en lien avec la crainte pour ses acteurs d'être perçus par « l'homme de la rue » comme une preuve qu'ils ne sont que des pantins de Londres<sup>53</sup>.

De retour de son séjour de familiarisation dans le pays, Steven Day confirme la résistance des mythes enracinés depuis le « Grand jeu », que la Guerre froide n'a pas réussi à éroder :

« Le Royaume-Uni est vu comme doté d'un degré d'influence et de connaissance flatteur jusqu'à l'absurde. Un nombre remarquable d'Iraniens semble croire que nous avons contribué à installer Khomeini au pouvoir (de nombreux Arabes sont bien sûr attachés à la théorie du complot selon laquelle les Occidentaux ont débarqué le Shah ; les Iraniens sont un cran au-dessus en montrant que la disparition de l'influence américaine est une preuve de collusion des Britanniques, plutôt que des Occidentaux, avec les mollahs). Les Britanniques sont évidemment moins complètement identifiés au dernier Shah que ne le sont les Américains. »<sup>54</sup>

De manière intéressante, le diplomate britannique n'a relevé qu'une référence hostile aux États-Unis lors de ses échanges avec les Iraniens, alors que nombreuses ont été les allusions à la menace soviétique. Il est surpris du silence relatif sur l'Amérique et ne peut s'empêcher de se demander si les Américains ne sont pas plus obsédés par les Iraniens que les Iraniens ne le sont par les Américains.

En déplacement au Japon au début du mois de juillet 1985, le président de l'Assemblée iranienne Hachemi Rafsandjani, l'un des acteurs des négociations secrètes avec les Américains, déclare que c'est aux États-Unis que doit revenir l'initiative de « se repentir de leurs péchés passés et d'installer des conditions favorables » au rétablissement des relations. Il évoque le retour des actifs du Shah, la livrai-

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/5890/19, Chaplin to Collins, UK/Iran relations, 7th March, 1985.

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/5906/23, Day, Visit to Iran 10-15 March 1985, First Impression by Head of MED, 19th March, 1985.

son d'armes et de pièces de rechange ou le remboursement des sommes réglées par les Iraniens au titre de contrats, en précisant que l'Iran « n'a pas d'objection à la nation américaine ». Ignorant le rapprochement secret à l'œuvre en rapportant ces propos, les Britanniques relèvent qu'ils constituent un changement remarquable de la rhétorique sur le « Grand Satan », laquelle n'a cependant pas disparu, notamment en réponse aux déclarations du président Reagan sur les États soutenant le terrorisme<sup>55</sup>.

Les signaux contradictoires contribuent à attiser les tensions. Un rapport du renseignement américain cite au mois de mai un journal ayant publié le texte d'une chanson intitulée « Amérique, Amérique, honte à toi, démon immonde » développant dans une langue fleurie, sur une quarantaine de vers, la rhétorique traditionnelle de dénonciation du « Grand Satan » ou de l'« Affreux Américain » : « Voleur de basse extraction à la voracité mondiale / Gorgone goulue gloutonne / Scorpion fatal verni de venin / Renard rusé au cœur de caillou / Repu de tromperie et de pure perfidie / Dépourvu de compassion et d'amour / Empestant la trouille et la diablerie / Vainement vide de l'élixir du bien »<sup>56</sup>.

Alors que « l'Entreprise » est éprouvée par ses premiers soubresauts<sup>57</sup>, une initiative iranienne contribue à un regain de tensions trilatérales. À l'automne, Hussein Malaek, l'un des étudiants ayant participé à la prise d'otages de 1979, est nommé chargé d'affaires à Londres. Washington alerte sur son passé politique Londres, qui reconnaît envisager l'octroi d'un visa. Le FCO apprécierait de pouvoir travailler avec un acteur disposant d'une influence politique<sup>58</sup>. Deux mois plus tard, lors de la visite à Washington du sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Ewen Fergusson, Richard Murphy lui exprime ses remerciements pour « l'action » de Londres au sujet de H. Malaek : en tout autre circonstance, précise-t-il, les Américains auraient convenu de l'importance à travailler avec des Iraniens influents<sup>59</sup>. Les autorités britanniques ont refusé finalement d'octroyer un visa au diplomate, hypothéquant sa nomination<sup>60</sup>. L'affaire Malaek renforce les Iraniens dans leur conviction d'une collusion entre Américains et Britanniques contre leurs intérêts, jusqu'au sommet du gouvernement :

« Je pense que les Iraniens espéraient qu'ils réussiraient à persuader les Britanniques de suivre une autre direction que celle prise par les Américains. D'une certaine manière, c'est ce que nous faisons, et c'est ce que nous faisons encore. Mais je pense qu'aux plus hauts niveaux, des personnes comme Ali Khamenei ou ses prédécesseurs considéraient qu'il n'y avait pas de sérieuses différences entre les États-Unis et le Royaume-Uni, que tous deux étaient fondamentalement hostiles à la révolution islamique et ne pouvaient être considérés comme fiables. »<sup>61</sup>

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/5897/2, Chaplin to Collins, TL Tehran, Iran/US, 14th July, 1985.

<sup>56</sup> CIA, CIA-RDP86T00587R000200190004-4, Directorate of Intelligence, Iran: The Struggle To Define and Control Foreign Policy, A Research Paper, 1st May, 1985, traduction personnelle.

<sup>57</sup> Alors que les deux transferts de missiles de l'été 1985 n'aboutissent qu'à la libération du révérend Benjamin Weir le 15 septembre, l'envoi suivant est perturbé par des problèmes d'approvisionnement et par des difficultés logistiques. Seulement 18 missiles Hawk sont livrés à l'Iran en guise des 80 prévus, dans leur version standard alors que les Iraniens attendaient la version améliorée. Les pièces portent par ailleurs la mention « Étoile de David » qui n'est pas positivement accueillie par Téhéran. Aucun otage n'est finalement libéré. (WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I: Investigations and Prosecutions, Washington, United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993, p. 13-15).

<sup>58</sup> TNA, FCO 8/5934/4, Collins to Egerton, PS/Mr Renton, Iran/Iraq: call by Mr Murphy, 5th December, 1985.

<sup>59</sup> TNA, FCO 8/6381, Collins, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5th February, 1986.

<sup>60</sup> "Britain Won't Accept Iranian Envoy Who Led Hostage-Takers", *Los Angeles Times*, 20th February, 1986.

<sup>61</sup> CHAPLIN Edward, entretien avec l'auteur, 22 avril 2020.

### C. Les simulacres de la discrimination commerciale

#### 1. Le départage des contradictions américaines

La méfiance envers les Américains et les Britanniques est accentuée par la politique d'endiguement de l'Iran à Washington et d'équilibre entre les belligérants à Londres. Les traductions commerciales ambiguës de ces politiques conduisent par ailleurs à crispier la confiance interalliée.

Au titre de l'opération *Staunch* ont été imposés aux exportations vers l'Iran des contrôles antiterroristes excluant les équipements à double-usage et les importations de pétrole iranien au États-Unis. Signe d'une préférence irakienne assumée, les contrôles sur les exportations vers l'Irak ont été relâchés. Les directives sont en cours de révision pour autoriser les ventes d'équipements d'aux ne relevant pas de la Liste de contrôle des munitions : les avions légers et les poids-lourds étaient jusqu'alors exclus des exportations. Sont aussi envisagées des procédures permettant au cas par cas l'autorisation de vendre des articles non-létaux mentionnés par la Liste comme des ambulances blindées, des équipements de communication et des systèmes électroniques pour la protection des avions<sup>62</sup>.

Dès le 15 janvier, les départements d'État et du Commerce envoient à Bagdad une délégation pour enquêter sur les nouvelles opportunités commerciales<sup>63</sup>. Les difficultés de l'Irak à rembourser les crédits octroyés jusqu'alors soulèvent cependant l'inquiétude, au point de conduire le Trésor à déconseiller la conclusion de contrats<sup>64</sup>. La recommandation ne dissuade par Bell et Hughes de signer la vente de 45 hélicoptères de transport 214ST et de 26 hélicoptères légers multi-rôles 530 Defender, contre l'assurance de ne pas les utiliser sur le front<sup>65</sup>. Après sa révélation par la presse, Washington signifie aux entreprises que de nouvelles restrictions seraient imposées si leur usage militaire était avéré<sup>66</sup>.

Le relâchement des contrôles sur les exportations rencontre aussi une certaine résistance au Congrès. Le 16 avril est présenté devant la Chambre des représentants un amendement à l'Export Administration Act, qui donne à la présidence l'autorité légale de contrôler les exportations au nom de la politique étrangère et de la sécurité nationale. L'initiative entend restaurer l'Irak dans la liste des pays soutenant le terrorisme international, à moins que la branche exécutive ne fournisse le certificat nécessaire à son retrait<sup>67</sup>. Le secrétaire d'État écrit à l'auteur de l'amendement, Howard Berman, membre de la commission des Affaires étrangères, qui assume ses inclinations israéliennes<sup>68</sup>. Il lui rappelle les efforts déployés par le département pour défaire l'Irak de ses accointances avec le terrorisme et resser-

<sup>62</sup> DOS, Shultz to Jerusalem, State 012251, Follow-Up Steps on Iraq-Iran, 14th January, 1985.

<sup>63</sup> DNSA, IG00239, Newton to State, Iraq Requests Additional Commodities and Credits under PAC Program, Baghdad 00183, 22nd January, 1985.

<sup>64</sup> DNSA, IG00235, [Redacted] to Sprinkel, Credit Commodity Corporation for Egypt and Iraq, 15th January, 1985.

<sup>65</sup> DNSA, IG00237, Newton to State, Baghdad 157, US Civilian Helicopter Sale to Iraq Concluded, 17th January, 1985.

<sup>66</sup> DNSA, IG00244, Shultz to Baghdad, State 061831, UK Inquiry on US Helicopter Sales to Iraq, 1st March, 1985.

<sup>67</sup> DNSA, IG00249, Eagleton to State, Damascus 02601, Iraqi Concerns About Congressional Passage of the Export Administration Act, 23rd April, 1985.

<sup>68</sup> DNSA, IG00260, United States House of Representatives, Joint Explanatory Statement of the Committee of Conference, House Conference Report No. 99-180, 27th June, 1985.

rer avec le régime les relations diplomatiques. Le texte est finalement retiré à la fin du mois de juin.

La volonté du département d'État d'approfondir les liens commerciaux avec l'Irak suscite de plus l'opposition du Pentagone, qui met en avant ses liens étroits avec l'URSS. Selon les diplomates, la fourniture de technologies avancées rentre dans le cadre de la lutte contre l'influence de Moscou sur le régime baathiste au titre de la directive présidentielle 99<sup>69</sup>. Cependant, les inquiétudes qu'elles suscitent conduisent le secrétaire d'État à écrire à son homologue à la Défense. Le transfert de ces équipements, que les Irakiens pourraient du reste facilement se procurer ailleurs, notamment dans le bloc de l'Est, permettrait en effet aux Américains d'indirectement contrôler l'usage qui en serait fait en refusant en cas de détournement de fournir les services liés et les pièces de rechange nécessaires. La CIA considère de plus comme négligeable le risque de dispersion de ces produits vers l'URSS<sup>70</sup>. Malgré les recommandations de son adjoint, Caspar Weinberger donne son aval à l'exportation du matériel<sup>71</sup>.

La dernière contradiction potentielle à la politique irakienne de l'administration relève de sa volonté d'ouverture aux Iraniens modérés, à laquelle appelle une partie du CSN et de la CIA. Au mois de mai, dans le rapport posant les jalons du rapprochement entre les États-Unis et l'Iran, Graham Fuller avance que l'heure est sans doute venue d'inverser les préférences : l'inclination irakienne répondait aux risques d'effondrement du régime baathiste et d'exportation de la révolution islamique ; le risque de voir Moscou renforcer au détriment de l'Ouest son influence à Téhéran change les perspectives<sup>72</sup>. Au CSN, le projet de directive de sécurité nationale élaboré par Howard Teicher appelle ainsi à encourager les alliés des États-Unis à fournir du matériel militaire à l'Iran<sup>73</sup>.

Pendant ce temps, le consultant Michael Ledeen reçoit de Robert McFarlane l'autorisation de rencontrer à Tel Aviv Shimon Peres afin de renforcer la coopération bilatérale sur l'Iran. Le Premier ministre israélien l'informe d'une requête iranienne d'achat de pièces d'artillerie. La prise en otage de David Jacobsen et de Thomas Sutherland précipite la genèse de la triangulation commerciale entre Washington, Tel Aviv et Téhéran. Les Israéliens font part aux Américains de contacts en Iran désireux de resserrer les liens avec l'Occident et prêts à contribuer à la libération des otages contre la livraison de 100 missiles antichars TOW. Consultés, C. Weinberger rejette le plan et G. Shultz laisse la porte ouverte au dialogue, sans avaliser le transfert d'armes. Le 18 juillet, à peine sorti d'une intervention chirurgicale destinée à soigner un cancer, Ronald Reagan encourage son conseiller à continuer à travailler au dialogue envisagé, sans s'exprimer sur sa dimension commerciale. Le 20 août, un premier lot de 96 missiles parvient à Téhéran, suivi d'une seconde livraison de 408 missiles le 14 septembre<sup>74</sup>.

<sup>69</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC, National Security Decision Directives (NSDDs): Records, NSDD 99 [United States Security Strategy for the Near East and South Asia] (1)-(3), 12th July, 1983.

<sup>70</sup> CWIHP, Shultz to Weinberger, 30th April, 1985.

<sup>71</sup> DNSA, IG00272, Department of Commerce, Your Luncheon on Monday, August 12 at 12:00 noon with Iraqi Ambassador Nizar Hamdoon, at the International Club, 5th August, 1985.

<sup>72</sup> DNSA, IC01142, Fuller to Casey, Gates, Toward a Policy on Iran, 17th May, 1985.

<sup>73</sup> CIA, CIA-RDP87M01152R000400500029-7, Teicher to McFarlane, U.S Policy Toward Iran, 11th June, 1985.

<sup>74</sup> WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 10-13.

## 2. Le dosage des contraintes britanniques

Parallèlement, les Américains poursuivent le travail de pression entamé au mois de décembre 1984 pour convaincre les Britanniques de contribuer à la restriction des exportations à destination de Téhéran. Lors de la visite à Washington de Margaret Thatcher, ils saluent l'ouverture du Royaume-Uni au dialogue sur la question des exportations d'armes et d'articles à double-usage et recommandent au gouvernement de Sa Majesté de continuer à agir dans le sens d'un tarissement des flux vers l'Iran<sup>75</sup>.

Une commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak est établie à Londres<sup>76</sup>. Elle réunit des représentants du département du Commerce et de l'Industrie, du ministère de la Défense et du FCO, sous la présidence du directeur du département du Moyen-Orient. Les minutes des réunions successives suggèrent la volonté de prendre en compte les recommandations américaines.

La première question porte sur les installations d'essais de moteurs d'hélicoptères fournies par le groupe Froude Consine. Le ministère de la Défense n'y oppose pas d'objections de principe : les hélicoptères n'ont pas joué de rôle significatif dans la guerre et les essais de moteurs ne devraient pas influencer sa prolongation. Cependant, les moteurs à tester sont fabriqués aux États-Unis, qui pourraient ainsi remettre en question l'utilité des installations en refusant de fournir les pièces de rechange nécessaires. Un contrat a été signé, sans être ratifié. Un aval ministériel a été donné en mars 1984 à la poursuite du contrat. Étant donné la politique américaine officielle, la commission recommande au milieu du mois de janvier de ne pas surseoir au projet, malgré l'investissement du groupe dans le contrat<sup>77</sup>.

Le ministère de la Défense n'oppose pas non plus d'objections à l'exportation des aéroglisseurs de moins d'une tonne, que les Américains regardent avec inquiétude. La commission convient de la difficulté à évaluer le seuil au-delà duquel cet équipement pourrait participer à une exacerbation du conflit. Elle relève cependant l'atout tactique qu'il constitue dans les terrains marécageux situés dans les secteurs sud et centre-sud du front. Il peut de plus être utilisé dans le cadre d'opérations terroristes. Pour ménager une cohérence dans la régulation de leurs exportations, le département du Moyen-Orient recommande d'écarter la vente d'aéroglisseurs de quelque taille que ce soit et de demander au département du Commerce et de l'Industrie de modifier en l'espèce les autorisations d'exportation<sup>78</sup>.

Les conseillers juridiques du département du Commerce et de l'Industrie voient des difficultés à autoriser la vente des moteurs CV8 pour véhicules blindés fabriqués par Perkins. Un volume de 400 moteurs diesels est en jeu en Iran, où ils sont en cours d'essais. Or, leur transfert pourrait heurter les relations avec les Américains et les pays arabes, où leur vente risque de fragiliser les relations com-

<sup>75</sup> DNSA, IG00232, Visit of Prime Minister Thatcher, Talking Points, Iran Iraq War 12th December, 1984

<sup>76</sup> Cf. chapitre 9, III, B, 3, la mise en doute de la confiance.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/5604/1, Defence Sales to Iran/Iraq, Summary of Points Agreed at Meeting of Inter-Departmental Committee on 5 December, 6th December, 1984; FCO 8/5604/7, Defence Sales to Iran/Iraq, Summary of Points Agreed at Meeting of Inter-Departmental Committee on 18 December, 20th December, 1984; FCO 8/5911/4, Collins to Day, Egerton, Defence Sales to Iran and Iraq: Inter-Departmental Committee, 18th January, 1985.

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/5911/4, Collins to Day, Egerton, Defence Sales to Iran and Iraq: Inter-Departmental Committee, 18th January, 1985.

merciales du gouvernement et les intérêts économiques de l'entreprise. L'opposition des Communes, hostiles aux ventes de matériel militaire à l'Iran, ne manquerait pas non plus de se faire entendre. En revanche, Michael Simpson-Orlebar s'inquiète que la remise en question du contrat crée des tensions bilatérales entre Londres et Téhéran : des véhicules de transport blindés sont vendus à l'Irak et l'Iran pourrait obtenir des moteurs similaires de la compagnie américaine Cummins. Les militaires ont cependant montré que la possession de ces moteurs augmenterait la capacité des blindés iraniens, renforçant le risque de prolongation ou d'exacerbation du conflit. Le FCO recommande que le ministère de la Défense, en contacts étroits avec Perkins, le dissuade d'honorer le contrat.

L'exportation de navires de patrouille non-armés ne paraît pas dommageable aux experts du ministère de la Défense, mais cause l'inquiétude des États-Unis, les vaisseaux les plus légers étant particulièrement adaptés aux opérations terroristes. Le département du Moyen-Orient recommande d'écarter l'exportation des vaisseaux, quelle que soit leur taille, qui pourraient être utilisés à des fins militaires<sup>79</sup>.

Le respect britannique des préventions américaines, parce que partagées à Londres, n'empêche pas Washington de signifier ses inquiétudes quant au flux continu d'équipements militaires vers l'Iran, notamment des moteurs d'avions de chasse et des aéroglisseurs révisés par les Britanniques. Ce matériel contribue selon les Américains à nourrir la machine militaire iranienne. Les Britanniques opposent les obligations contractuelles imposant la livraison du matériel déjà réglé. Ils veillent cependant à procéder aux livraisons au cas par cas en vérifiant la légalité des produits concernés. Lorsque la question est à nouveau soulevée, Londres met en avant l'importance de la restriction des ventes en application des recommandations de Washington. Si la possibilité d'usage des aéroglisseurs sur le front est reconnue, il est impossible de rappeler ceux qui ont été vendus. Les Britanniques relèvent que les Américains ne sauraient pas non plus requérir des Iraniens le retour des navires cargo Phantom, vendus avant la révolution, qui ont participé aux attaques contre les convois britanniques. Ils se montrent cependant prêts à renforcer les contrôles pour interdire la remise en état d'autres aéroglisseurs<sup>80</sup>.

La politique britannique cause cependant un affaiblissement du front interallié. R. Murphy note que Lisbonne et Rome citent l'exemple de Londres pour poursuivre leurs ventes à Téhéran. Tariq Aziz a vivement critiqué ce positionnement lors de son séjour à Washington : un aéroglisseur britannique aurait ainsi été utilisé lors d'une attaque dans les marais de Hawizeh. J. Placke surenchérit en évoquant des navires de soutien mobilisés pour approvisionner les garnisons iraniennes des îles Tombs, Abou-Moussa et Larak, qui pourraient contribuer à la fermeture du Golfe<sup>81</sup>. Londres continue cependant à défendre devant Washington la vente à l'Iran d'équipements présentés non-létaux : des pièces de rechange et des équipements additionnels qui n'amélioreraient pas les capacités de combat iraniennes<sup>82</sup>.

<sup>79</sup> *Ibid* et TNA, FCO 8/5911/17, Luce to Chanon, Iran/Iraq: Supply of Defence Equipment, 15th May, 1985.

<sup>80</sup> TNA, PREM 19/1658, Wright to FCO, Washington 601, Call on Weinberger by the Secretary of State for Defence: 20 February, 21st February, 1985 et FCO 8/5991, Additional points to make to Mr Placke, 17th April, 1985.

<sup>81</sup> TNA, FCO 8/5934/1, Call by US Assistant Secretary of State Richard Murphy on Mr Fergusson, 18th April, 1985. FCO 8/5934/2, Collins to Goulty, Meeting with Mr Jim Placke: 17 April 1985, 18th April, 1985.

<sup>82</sup> CIA, CIA-RDP85T01058R000304910001-9, Iranian Arms Procurement: The Road Ahead, 21st August, 1985.



### 3. Le dommage sur la confiance interalliée

L'insistance américaine sur la restriction des exportations vers l'Iran fait ressurgir les souvenirs des tentatives d'application extraterritoriale des sanctions financières et économiques décidées en 1979. Elle suscite à Londres l'irritation au point de soulever le soupçon sur la réalité des intentions de l'allié.

Dès le mois de janvier, la commission interministérielle soulève la question de la pertinence à évoquer avec Washington les rumeurs de vente de matériel de défense à l'Iran par des entreprises américaines et leurs filiales européennes. Il serait à ses yeux inacceptable que les entreprises britanniques soient contraintes de réduire leurs activités pour laisser en profiter leurs concurrentes. Cummins aurait ainsi tenté de vendre des véhicules de transport blindés, chassant sur le terrain du britannique Perkins<sup>83</sup>. À la mi-avril, alors que James Placke revient sur l'usage sur le front de matériel britannique, Stephen Day répond que Londres ne se considère pas comme un concurrent de Washington sur les marchés iraniens, malgré la récurrence de plaintes concernant le maintien de relations d'affaires entre les Iraniens et les filiales en Europe des compagnies américaines. Au même moment, ajoute-t-il, les entreprises britanniques s'étonnent vivement de la politique restrictive qui leur est imposée<sup>84</sup>.

Les premiers transferts de missiles d'origine américaine à l'Iran depuis Israël, les 20 août et 14 septembre, ne passent pas inaperçus. Les éléments de langage préparés par le FCO en amont d'un entretien entre Stephen Egerton et Patrick Theros, directeur pour les affaires politiques et militaires au département d'État, comportent plusieurs « points défensifs » et « agressifs », qui témoignent de la cristallisation croissante de la confiance interalliée. L'un mentionne des rumeurs évoquées par la presse de missiles américains exportés depuis Israël vers l'Iran. Les Britanniques soupçonnent, à juste titre, qu'il s'agisse de missiles TOW. Un autre point suggère de s'enquérir de la véracité d'informations faisant état d'un avion DC-8 transportant en contrebande des armes américaines en Iran et du séjour de représentants de l'administration en Iran pour échanger sur les otages américains détenus au Liban<sup>85</sup>. Lorsque P. Theros soulève pendant l'entretien la question de nouveaux transferts de matériel militaire britannique vers Téhéran, S. Day évoque en retour les rumeurs courant dans la presse. Le diplomate américain suggère en souriant à son interlocuteur de soulever le sujet avec J. Placke lors des conversations politiques de la fin du mois d'octobre<sup>86</sup>. Le gouvernement israélien aurait déclaré ne pas pouvoir empêcher les acteurs privés d'opérer sur le marché international des armes<sup>87</sup>.

À l'automne, la question du rôle du Bureau d'approvisionnement iranien à Londres dans la dispersion d'armes vers Téhéran attise les tensions interalliées, contraignant le FCO à commander une en-

<sup>83</sup> TNA, FCO 8/5911, Defence Sales to Iran and Iraq, Summary Meeting of Inter-Departmental Committee, 8 January, 15th January, 1985.

<sup>84</sup> TNA, FCO 8/5934/2, Collins to Goulty, Meeting with Mr Jim Placke: 17 April 1985, 18th April, 1985.

<sup>85</sup> TNA, FCO 8/5991, Speaking note for Mr Egerton's meeting with Mr Placke: 26 September, 26th September, 1985.

<sup>86</sup> Il déclare *a posteriori* qu'il savait seulement que quelque chose se tramait, dans la mesure où il avait eu connaissance du séjour en Iran de plusieurs collègues qui n'avaient pas été clairs sur les raisons y ayant présidé : THEROS Ambassadeur Patrick, entretien avec Stuart Kennedy, 25 avril 2002 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://adst.org/OH%20TOCs/Theros-Patrick-N.pdf>.

<sup>87</sup> TNA, FCO 8/5991/7, Day to Egerton, Iran/Iraq: US/UK Pol/Mil Talks 23/24 October, 25th September, 1985.

quête détaillée sur ses activités<sup>88</sup>. La presse britannique a attiré l'attention sur les exportations organisées depuis le Bureau, hébergé dans les locaux du siège londonien de la NIOC, à proximité immédiate du département du Commerce et de l'Industrie. Les autorités fédérales américaines ont accusé 44 personnes d'infraction aux règles d'exportations, la plupart concernant des échanges de matériel militaire avec l'Iran. Le Bureau aurait permis de financer en secret la fondation d'entreprises d'exportation basées à Los Angeles et à Londres, d'utiliser financièrement des hommes d'affaires américains désormais accusés d'avoir aidé l'Iran à contourner l'embargo, de recourir au réseau commercial britannique pour faire de l'Iran le premier acheteur d'armes américaines sur le marché noir, de transporter du matériel militaire de Londres à Téhéran sous couverture diplomatique et de faire pression sur des expatriés iraniens au Royaume-Uni et aux États-Unis pour recruter des agents contribuant aux transferts<sup>89</sup>.

Les Américains découvrent que les Iraniens cherchent à se procurer des pièces de rechange pour des équipements achetés avant la révolution, notamment *via* Londres et Vienne<sup>90</sup>. Après avoir rassemblé les informations nécessaires, difficilement par défaut de renseignements fiables, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Ewen Fergusson assure les alliés que les activités du Bureau ne contournent par l'interdiction des exportations vers l'Iran et n'ont pas révélé de lien avec le terrorisme. Le Bureau apparaît comme un simple maillon d'une chaîne d'activités commerciales légitimes, contre lequel Londres ne dispose d'aucune base juridique pour agir. Le FCO n'en reste pas moins prêt à étudier toute allégation fondée contre une activité qui ne respecterait pas la législation. Londres a en effet coopéré avec Washington dans l'affaire Saeid Asefi, soupçonné d'avoir dérobé des pièces d'avions de chasse F-14 Tomcat sur le porte-avion Kitty Hawk pour assurer la maintenance d'avions acquis par l'Iran à l'époque impériale ; la porte est ainsi laissée ouverte à son extradition vers les États-Unis<sup>91</sup>.

Au mois d'octobre, Grosvenor Square requiert du FCO la fermeture du Bureau ou, à défaut, le partage des renseignements dont les Britanniques disposent au sujet de ses activités. Ceux qu'ils relaient le mois suivant aux Américains montrent leur piètre connaissance du fonctionnement du Bureau<sup>92</sup>. L'ambassade américaine sollicite encore des informations au mois de décembre et reçoit du FCO les mêmes assurances<sup>93</sup>. S. Egerton ne manque pas d'évoquer en retour lors d'un entretien avec Richard Murphy les inquiétudes de Londres quant à la possibilité d'une concurrence commerciale ménagée par Washington, dans une analyse tout à fait clairvoyante de la politique des États-Unis : « même si la bonne foi du département d'État ne fait pas de doute, nous recevons régulièrement des informations faisant état de l'arrivée en Iran d'équipements américains par plusieurs moyens détournés »<sup>94</sup>.

<sup>88</sup> TNA, FCO 8/5952, Call by Mr Simpson-Orlebar on Mr Egerton, 1st October, 1985.

<sup>89</sup> REMPEL William, GREEN Larry, "Differing Laws Bring U.S., England Into Conflict: London Center of Iran Arms Smuggling", *Los Angeles Times*, 3rd September, 1985.

<sup>90</sup> TNA, FCO 8/5991, Howe to Washington, FCO 1696, UK/US Political/Military Talks: 23/24 October: Iran/Iraq conflict, 24th October, 1985.

<sup>91</sup> TNA, FCO 8/5934, Iranian Procurement Office in London, Points to Make, Background, 3rd December, 1985.

<sup>92</sup> TNA, FCO 8/5950, Boyce to Collins, 8th October, 1985; FCO 8/5950, Collins to Crowley, 1st November, 1985.

<sup>93</sup> TNA, FCO 8/5934/4, Collins to Egerton, PS/Mr Renton, Iran/Iraq: call by Mr Murphy, 5th December, 1985.

<sup>94</sup> TNA, FCO 8/5934, Day to Washington, Discussions with Mr Richard Murphy on Iran/Iraq, 9th December, 1985.

## II. Les incohérences d'une implication illisible (1986)

La relance du conflit par des offensives iraniennes à l'hiver 1986 pose la question de la pertinence de la politique appliquée jusqu'alors par les alliés, en révélant les incohérences nationales et transatlantiques. Quelles sont les raisons de l'inefficacité des initiatives interalliées ?

### A. La remise en cause des équilibres régionaux

#### 1. Les vestiges de l'implication internationale

Les offensives iraniennes et les représailles irakiennes du début de l'année 1986 sortent le conflit d'une impasse de plusieurs mois. L'échec des réponses diplomatiques qui y sont apportées fait mesurer aux alliés l'étendue de ses conséquences stratégiques au point de les plonger dans l'incertitude.

Suivie avec attention depuis 1985, la préparation d'une offensive par l'Iran apparaît arrivée à son terme en février. Lors de la visite à Washington d'Ewen Fergusson, le département d'État déclare penser qu'un aval politique pourrait y être donné de manière imminente, une opinion que le CSN et le Pentagone ne partagent pas entièrement. Les armées irakiennes devraient la soutenir, à condition que tienne leur moral, jugé fragile. La résolution de cette nouvelle phase devrait fournir une opportunité à une nouvelle initiative de médiation. Américains comme Britanniques conviennent que la meilleure approche serait celle d'une diplomatie discrète sous l'égide du secrétaire général de l'ONU ou de ses représentants suédois. Les Américains recommandent ainsi aux Britanniques de poursuivre le dialogue avec ces derniers. Washington déclare vouloir continuer, en attendant, à résister aux appels de Bagdad, qui demande une action ferme du Conseil de sécurité ou un accord avec Moscou pour précipiter une résolution du conflit. Les alliés s'accordent en effet de la faible chance de succès de ces suggestions<sup>95</sup>.

Le département du Moyen-Orient rappelle que la communauté internationale peine à influencer le cours des événements. Seule l'autorité du secrétaire général de l'ONU est respectée par les Iraniens, raison pour laquelle Londres s'en est remis à ses discrets efforts diplomatiques plutôt qu'au Conseil. L'expérience parle : les résolutions précédentes ont discrédité le processus aux yeux de Téhéran, parce que trop inspirées par les condamnations irakiennes. En l'absence de possibilité de médiation, les Britanniques ont œuvré en faveur d'une désescalade afin de préserver leurs intérêts dans la région et leurs entrées auprès des belligérants. Le soutien à la diplomatie du secrétaire général est d'autant plus à l'ordre du jour qu'il est partagé par les Américains, ce qui donne *a priori* à ses initiatives d'autant plus de poids, et les pays de la région, soucieux de prévenir tant les agressions irakiennes que le prosélytisme iranien. Les Britanniques notent que même les Français, qui ont pourtant démontré leur proximité avec les Irakiens, préfèrent ne pas être contraints à s'impliquer davantage dans une activité diploma-

<sup>95</sup> TNA, FCO 8/6381/2, Collins to Boyce, Day, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5th February, 1986.

tique. La ligne politique observée est donc à maintenir le soutien apporté au secrétaire général<sup>96</sup>.

Le 9 février, l'Iran lance deux offensives. La première, qui prend la direction des marais de Hawizeh, au nord du port de Bassorah, est repoussée par les Irakiens. La seconde, contre la péninsule irakienne de Fao, est plus fructueuse : elle conduit à la capture de 10 000 prisonniers irakiens ; elle contraint Bagdad à mobiliser une puissance aérienne supérieure, son artillerie et ses unités blindées, ainsi que la garde présidentielle, maintenue jusque-là en réserve ; elle ouvre un second front sur la rive sud du Chatt-el-Arab, forçant l'Irak à déployer dans le secteur 50 000 hommes des réserves mobiles<sup>97</sup>.

La reprise des hostilités sur le front conduit à un regain d'activité à l'ONU. Sollicité par Christopher Prentice, le département d'État confie qu'il est trop tôt pour juger à moyen et à long terme des effets des offensives, notamment sur la possibilité de succès d'une médiation. Les Américains semblent davantage préoccupés par la réflexion sur les conséquences pour les Irakiens ou pour les Iraniens d'une défaite significative ou d'un coup porté au moral de leurs troupes. Le sentiment général à Washington est que l'Iran tire encore trop bien son épingle du jeu pour donner leurs chances aux efforts diplomatiques, mais pas assez bien pour ruiner l'autorité de Saddam Hussein<sup>98</sup>.

L'usage d'armes chimiques lors des affrontements inquiète cependant les Britanniques : 120 ressortissants du Royaume-Uni vivent en effet dans la région de Bassorah. Sans se faire d'illusion sur ses perspectives de succès, ils soutiennent en arrière-plan la réflexion engagée au Conseil de sécurité pour aboutir à la rédaction d'une résolution équilibrée appelant à la fin des hostilités et au respect du droit international<sup>99</sup>. Saisi par l'Irak, le Comité des Sept de la Ligue arabe, chargé de coordonner l'activité diplomatique concernant la guerre, requiert la réunion du Conseil. En amont, le représentant irakien à New York, Ismaïl Kittani, prépare un projet de résolution. Les représentants des pays non-alignés requièrent une modification du texte dans un sens moins orienté, certains appelant même à mentionner l'agression irakienne. Le 21 est présenté un projet révisé plus proche des positions iraniennes. Chargé du Moyen-Orient à la délégation américaine, Cameron Hume rapporte que le représentant britannique John Thompson aurait pu être à l'origine de l'initiative non-alignée. En amont du vote, les modifications du texte soulèvent l'objection des délégations soviétiques, françaises et américaines<sup>100</sup>.

Le 24 février, la résolution 582 est adoptée à l'unanimité<sup>101</sup>. C'est le premier texte à déplorer l'acte originel ayant noué le conflit entre l'Iran et l'Irak, dans un premier paragraphe qui déplore également la poursuite du conflit. La mention apparaît comme une concession voilée à la critique faite par l'Iran au Conseil d'avoir jusque-là failli à condamner l'agression irakienne. Reprenant le même langage que les résolutions précédentes, elle appelle les deux partis à s'en remettre à une médiation pour résoudre leurs différends et requiert du secrétaire général de poursuivre ses initiatives diplomatiques. Le Cabi-

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/6400/2, Collins to Day, Miers, Attitudes towards Iran, 13th February, 1986.

<sup>97</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit, p. 75.

<sup>98</sup> TNA, FCO 8/6381/4, Prentice to Boyce, Iran/Iraq: US views, 21st February, 1986.

<sup>99</sup> TNA, CAB 128/83, Cabinet Conclusions, 20th February, 1986.

<sup>100</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit, p. 75-77.

<sup>101</sup> UN, S/RES/582(1984), Resolution 582 (1986) / adopted by the Security Council at its 2666th meeting, on 24th February, 1986.

net britannique se félicite que Londres ait contribué à l'élaboration d'un texte dont l'équilibre est mis en évidence mais regrette que Téhéran ait publiquement rejeté l'initiative, en notant que les avancées dont il témoigne constituent néanmoins une base de négociations futures<sup>102</sup>. L'évolution progressive des positions du Conseil compense les limites persistantes de la portée du processus de résolution.

## 2. Les virages de l'invasion iranienne

La succession des offensives iraniennes pose la question de la pertinence de la préférence irakienne embrassée avec plus ou moins de conviction par les Américains et les Britanniques. Londres a œuvré auprès du secrétariat onusien et de ses partenaires européens et arabes pour créer un consensus international contre la poursuite de la guerre par l'Iran en incitant Téhéran à rejoindre le giron internationaliste. Ces efforts ont pris acte du fait que la simple condamnation des Iraniens n'a conduit qu'à nourrir leur intransigeance, permettant aux promoteurs de la guerre de gagner en popularité en Iran. La modération des critiques à l'encontre de la République islamique n'a pas cependant encore les effets escomptés. Le succès des offensives iraniennes encourage les partenaires du golfe Persique à reprendre leurs fermes condamnations des agissements de leur encombrant voisin. Le FCO suggère de poursuivre la quête du consensus le plus large possible, seul apte à exercer une pression sur l'Iran, d'autant qu'une action indépendante de Londres pourrait être perçue comme un changement de position de sa part et encourager Téhéran à des représailles contre les intérêts britanniques. La présentation par les partenaires arabes d'une proposition d'action raisonnable à New York constituerait en revanche une opportunité de présenter une ferme critique de l'invasion iranienne, à condition de ne pas ignorer les infractions irakiennes au droit international. Les Britanniques espèrent que Bagdad réussira à repousser l'offensive, ce qui renforcerait encore les arguments en faveur d'une solution négociée au conflit. Une victoire iranienne et une poursuite de l'invasion imposeraient en revanche un rapport de forces tout à fait différent et inciteraient les Irakiens à solliciter un soutien diplomatique de leurs partenaires occidentaux et de leurs alliés arabes. Le leur refuser apparaît déjà délicat, d'autant que Washington ne manquerait pas de son côté de l'honorer, estime le département du Moyen-Orient<sup>103</sup>.

La gravité de la situation est également perçue au département d'État américain. Un document de travail rappelle que les tentatives de médiation n'ont pas encouragé l'Iran à reconsidérer sa position. Un paragraphe classifié en partie précise que les succès iraniens et le déclin de la capacité de défense et du moral irakiens, malgré une supériorité technologique, constituent des facteurs préoccupants. Une victoire iranienne constituerait un revers sévère pour les États-Unis et une cause d'extrême déstabilisation pour le Moyen-Orient et le monde musulman. L'auteur du document rappelle cependant l'importance de ne pas suggérer aux alliés que les inquiétudes américaines dépassent la raison<sup>104</sup>.

---

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/6398, Speaking note for Cabinet: 27 February, Iran/Iraq, 27th February, 1986.

<sup>103</sup> TNA, FCO 8/6400/1, Day to Miers, PS/Mr Renton, Attitudes towards Iran, 14th February, 1986.

<sup>104</sup> DNSA, Department of State, Briefing Paper, Issue Paper – Gulf War Update, 27th February, 1986.

Alors qu'au CSN John Poindexter envisage en lien avec la CIA d'accroître la fourniture à l'Irak de renseignements sur des cibles économiques iraniennes<sup>105</sup>, un rapport de la direction du renseignement américain pose de manière polémique la question des intérêts que pourrait avoir une victoire iranienne pour les États-Unis. Il montre qu'un tel scénario pourrait réduire l'aventurisme militaire iranien, inciter au retour de la modération entre Bagdad et Téhéran, resserrer les liens sécuritaires entre Washington et Riyadh ainsi que les pays du golfe Persique. Il conduirait au débarquement de Saddam Hussein, à la reconnaissance des responsabilités irakiennes et au financement par l'Irak de réparation pour l'Iran et les autres pays de la région, sans imposer l'installation d'un régime chiite fantoche à Bagdad. Selon les analystes, Téhéran pourrait revendiquer la victoire par la négociation sans renverser le régime irakien ni occuper le pays du fait de contraintes logistiques et éviter ainsi d'élargir le conflit : l'établissement d'un régime aux ordres conduirait à une confrontation militaire avec ses voisins du Golfe, aliénerait le soutien de Damas et risquerait une implication de Moscou afin de préserver ses propres intérêts<sup>106</sup>.

L'importance des inquiétudes des Américains transparaît lors des conversations qu'ils ont avec les Britanniques au mois de mai. Ils se montrent convaincus que l'Iran peut gagner une guerre longue. La politique de Washington est ainsi de renforcer l'Irak jusqu'à ce que l'Iran revienne sur son intransigeance. Vues les déficiences politiques et militaires du régime irakien, les Américains préfèrent se concentrer sur un travail de sape de la machine militaire iranienne. Graham Boyce note que l'annonce de l'offensive sur la presqu'île de Fao les a placés dans une agitation considérable, au point de leur faire envisager que la capture d'Umm Qasr ne conduise le Koweït et ses voisins à solliciter une assistance militaire de leur part. Ils n'ont d'ailleurs pas encore décidé de la réponse qu'ils pourraient apporter à une telle requête. Ils n'ont pas plus d'idées sur les moyens pour prévenir une victoire iranienne. Du point de vue militaire, ils croient qu'une attaque soutenue et continue sur ses poumons économiques pourrait changer l'attitude de l'Iran, mais l'impuissance irakienne et l'intransigeance iranienne tendent à réduire les chances de succès de cette option. Leur sollicitation des Soviétiques n'a pas abouti, Moscou craignant en se rapprochant de Washington de donner une légitimité à sa présence militaire et à sa position diplomatique dans le Golfe. Si leur analyse du conflit ne diffère pas sensiblement de celle des Britanniques, G. Boyce précise qu'elle est allée plus loin sans pour l'heure parvenir à un scénario pérennisant l'Irak comme contre-poids à l'Iran. Il appelle ses collègues du département du Moyen-Orient à penser les conséquences d'une victoire iranienne sur les équilibres régionaux et les intérêts britanniques. A Londres, David Miers remet en question la pertinence de l'attachement des Américains à soutenir les Irakiens s'ils craignent leur défaite. Le spectre de la débâcle iranienne hante encore les Britanniques : si Washington a été incapable de sauver le Shah, se demande l'ancien diplomate de Téhéran, comment le *Rais* pourrait-il l'être ?<sup>107</sup>

---

<sup>105</sup> DNSA, Ross to Poindexter, Expanding Intelligence to Provided to the Iraqis, 10th March, 1986.

<sup>106</sup> CIA, CIA-RDP87T00289R000200830001-6, Directorate of Intelligence, Near East And South Asia Review, 11th April, 1986.

<sup>107</sup> TNA, FCO 8/6381/6, Boyce to Day, Miers, Iran/Iraq: the US views, 1st May, 1986.

### 3. Les vertiges de l'impuissance irakienne

Le succès des invasions iraniennes fait résonner en réaction la sirène d'une impuissance irakienne, au point qu'une analyse spéciale du renseignement national alerte au printemps 1986 sur les risques accrus d'une défaite de Bagdad. Le constat est ferme : à défaut d'une intervention directe dans le conflit, les États-Unis ont peu de moyens de renforcer la position militaire de l'Irak. Son armée reste bien équipée et l'assistance américaine, sous la forme de moyens ou de conseils, n'accroîtrait que marginalement ses capacités de défense. En revanche, tant que l'Iran bénéficiera du soutien de fournisseurs non-occidentaux, il pourra nourrir son effort de guerre indéfiniment. Le rapport va même jusqu'à mettre en doute l'intérêt de renforcer l'embargo organisé par Washington dans ce contexte<sup>108</sup>.

La délégation de généraux de l'armée de terre américaine venue à Londres à la fin du mois d'avril échanger sur sa visite dans le Golfe rapporte que l'Irak est même plus faible que Washington ne l'a estimé. Le médiocre succès de ses bombardements de Fao et de ses raids aériens en témoigne. Malgré leur supériorité technique, les Irakiens se sont montrés incapables de mener avec succès des attaques sur le terminal pétrolier de Kharg : les bombes ont été larguées à une altitude trop importante, manquant ainsi leurs cibles. La protection des positions iraniennes à Fao a par ailleurs rendu inefficaces les obus irakiens. La tactique envisagée par Bagdad ne semble pas non plus faire impression sur les Iraniens, le ciblage de poumons économiques paraissant plus à même de les toucher. Face à l'imminence de leur victoire, enfin, les généraux américains estiment que les pays arabes seront plus que réticents à apporter un soutien substantiel : la Jordanie s'y refuserait ; l'Égypte, en proie à des troubles intérieurs, ne le pourrait pas ; l'Arabie saoudite se montrerait plus concernée par sa propre sécurité<sup>109</sup>.

Nourris de leurs propres analyses, les Britanniques confirment que les Iraniens devraient gagner la guerre à long terme (3 ou 5 ans), mais sont plus sceptiques sur le court terme. Le succès des attaques contre les pétroliers saoudiens donne par ailleurs l'embarrassante impression que l'armée de Riyadh n'est qu'un tigre de papier, levant la possibilité d'une requête d'implication de la marine britannique. Pour le FCO, le soutien apporté aux efforts déployés par le secrétaire général de l'ONU est peu à même d'influencer la poursuite de la guerre. La modification de la position d'équilibre de Londres, qui serait populaire dans le monde arabe, serait moins bien accueillie à Westminster, d'autant qu'elle a pour l'instant bien servi les intérêts britanniques. Une inclination iranienne accentuerait enfin le déséquilibre des forces, à l'heure où les soutiens traditionnels de Bagdad se rapprochent de Téhéran<sup>110</sup>.

Il semble improbable que le régime offre aux Iraniens la tête de son dirigeant pour les inciter à déposer les armes. Selon Patrick Wogan, en congé de son affectation à Téhéran, les vainqueurs y répondraient en exigeant le démantèlement du parti Baath. Son collègue à Londres Graham Boyce note cependant que les militaires puissent l'envisager, en cherchant à faire porter sur la direction du parti la

<sup>108</sup> CIA, CIA-RDP90R00961R000300060001-1, Director of Central Intelligence, Special Intelligence Estimate 34/36.2-86, Is Iraq Losing the War?, April 1986.

<sup>109</sup> TNA, FCO 8/6381, Walwyn to Clare, American assessment of Iran/Iraq conflict, 13th May, 1986.

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/6381, Westmacott to MED, FCO, Iran/Iraq, 15th May, 1986.

responsabilité du fiasco de Fao, comme celle du déclenchement du conflit. L'armée pourrait ainsi négocier en échange de la reddition du régime baathiste la direction de celui qui lui succéderait<sup>111</sup>.

Depuis Riyad, l'ambassadeur Stephen Egerton informe que le pessimisme des Américains est partagé par les Saoudiens. Au mois de juin, les experts du département d'État sont venus y présenter leurs analyses au prince Saoud. Selon Edward Walker, chef de la mission américaine sur place, ils sont parvenus à la conclusion que les Iraniens souhaitent établir en Irak une république islamique, convaincus par ailleurs que la poursuite du conflit permettrait de consolider l'emprise de Saddam Hussein sur le pays. La seule manière pour la communauté internationale de prévenir une défaite de l'Irak serait ainsi d'accroître le coût des combats pour l'Iran. Le dirigeant saoudien pense de son côté que la politique d'expansion est indispensable à la survie du régime islamique, qui ne manquera pas de se retourner par la suite contre les pays du Golfe. Il promeut ainsi un renforcement de l'embargo sur les armes pour l'Iran et une interdiction de l'achat du pétrole iranien et du financement des crédits contractés par Téhéran. Il considère l'impasse militaire comme très dangereuse, évoquant la Première Guerre mondiale, l'épuisement des combattants de part et d'autre du front ayant à l'époque créé une situation qui a permis au léger avantage acquis par l'Entente de causer l'effondrement de l'Alliance<sup>112</sup>.

Les Britanniques n'en persistent pas moins dans leurs analyses précédentes, en rappelant que leurs experts se sont avérés par le passé plus réalistes que leurs homologues américains. Ils ne pensent pas l'Iran capable d'infliger une défaite à l'Irak à court terme, au point de provoquer la chute du régime. Ils s'inquiètent en revanche des échos que pourrait rencontrer le pessimisme américain chez les partenaires du Golfe, en les conduisant à considérer comme inévitable une victoire iranienne pour les inciter à soutenir davantage les Irakiens. Si le FCO partage la volonté de ne pas voir Bagdad vaincu, il ne considère pas pour autant qu'elle impose un effort concerté entre Occidentaux et Arabes pour renchérir le coût du conflit pour Téhéran. Il doute de l'efficacité de ces mesures à court terme et craint leurs conséquences à long terme, sans compter leurs inconvénients pour les intérêts britanniques<sup>113</sup>. À Bagdad, Terence Clark se demande même si Washington ne cherche pas à exagérer la situation afin de rapprocher Londres de ses convictions de renforcer la pression économique sur Téhéran<sup>114</sup>.

La visite à Londres de Richard Murphy et Peter Burleigh le 24 juin est l'occasion pour les alliés de confirmer leurs divergences d'appréhension du rapport de force. Les Américains conviennent que leur analyse de la situation et leur désir d'y remédier sont colorés par leur vision des conséquences désastreuses d'un tel scénario. Les Britanniques continuent à maintenir leurs propres analyses. R. Murphy et P. Burleigh déclarent ne pas voir de contradiction à l'imposition d'un surcroît de pression sur l'Iran et la restauration nécessaire à terme de relations apaisées avec le pays. Ils sont cependant prévenus du maintien par Londres d'une politique d'équilibre visant à ménager ses relations avec l'Irak et l'Iran<sup>115</sup>.

<sup>111</sup> TNA, FCO 8/6398, Boyce to Clark, Whither Iraq?, 21st May, 1986.

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/6381, Egerton to FCO, Riyadh 422, Gulf war, 4th June, 1986.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/6398, Howe to Riyadh, FCO 362, The Iran/Iraq Conflict, 6th June, 1986.

<sup>114</sup> TNA, FCO 8/6398/40, Clark to Boyce, Miers, Whither Iraq?, 19th June, 1986.

<sup>115</sup> TNA, FCO 8/6381, Collecott to Prentice, Ira/Iraq: UK and US assessment, 30th June, 1986.



## B. La remise en jeu des relations bilatérales

### 1. L'écueil des collusions

Outre une mise en perspective de leurs politiques à l'égard des belligérants, la transformation des équilibres régionaux appelle chez les alliés une réflexion parallèle sur la relation diplomatique à l'Iran, qui souffre cependant des signaux contradictoires envoyés à ses partisans à Téhéran.

En février, le visa nécessaire à Hussein Malaek pour rejoindre l'ambassade de Prince's Gate en tant que chargé d'affaires est officiellement refusé par les autorités britanniques<sup>116</sup>. Le diplomate est à défaut nommé directeur pour l'Europe occidentale au ministère iranien des Affaires étrangères. De Téhéran, Edward Chaplin assure qu'il s'est montré parfaitement courtois à son égard lors de leur première rencontre, ce qui constitue un progrès notable par rapport à l'attitude de son prédécesseur. Au département du Moyen-Orient, Alan Collins pressent cependant qu'en raison du malaise causé par le fait que Londres lui ait refusé une extension de visa, il risque de ne pas contribuer à l'apaisement des relations bilatérales, qui peinent du reste à dénouer les passifs qui les parasitent. Pour E. Chaplin, en définitive, les conséquences pour les intérêts britanniques en Iran devraient être faibles<sup>117</sup>.

C'est sans compter cependant sur l'irritation des Iraniens, qui se traduit à retardement par une mesure d'équivalence inversée. Pressenti pour succéder à Michael Simpson-Orlebar en tant que chargé d'affaires à Téhéran, Hugh Arbuthnott, persanophone, affecté dans le pays pendant un total de 7 ans dans les années 1960 et 1970, passe pourtant pour l'un des iraniens les plus aguerris du service diplomatique et pour le mieux à même de resserrer les relations éprouvées par la révolution. Les autorités iraniennes ont cependant considéré que le rejet indirect de H. Malaek entraînait automatiquement un refus d'agrément de leur part pour H. Arbuthnott. À Londres, Stephen Day fait pourtant remarquer à Jalal Sadatian, auquel devait succéder H. Malaek, que Téhéran avait assuré à H. Arbuthnott qu'il obtiendrait son visa alors que celui de son homologue iranien avait déjà été refusé. J. Sadatian est contraint d'admettre que les raisons ayant présidé au refus de H. Arbuthnott ne sont pas tout à fait claires. Il fait pourtant porter la responsabilité de la situation sur les Britanniques, dont la collusion avec les Américains au sujet de l'affaire Malaek ne semble pas faire de doute : il regrette que des trivialités de la sorte hypothèquent une normalisation dans laquelle d'autres pays européens sont déjà engagés<sup>118</sup>.

Le poids des passions persanes conduit certains Iraniens à ne pas voir des lettres de créance dans la carrière de H. Arbuthnott. Son association au régime impérial, sa connaissance de la société persane et sa maîtrise de la langue peut faire du chargé-désigné un espion en puissance aux yeux de certains acteurs au pouvoir. Sans pouvoir présenter la preuve de son lien irréfutable avec sa nomination avortée,

<sup>116</sup> TNA, FCO 8/6266/4, Collins to Day, Mr Eggar's Meeting with Iranian Deputy Foreign Minister, 13th February, 1986.

<sup>117</sup> TNA, FCO 8/6266/11, Chaplin to Collins, TL Tehran, Iran/UK, 11th March, 1986.

<sup>118</sup> TNA, FCO 8/6266/28, Collecott to Day, Call by Iranian Charge d'Affaires, 2nd June, 1986.

le principal intéressé et ses anciens collègues confirment aujourd'hui que la familiarité avec une société en partie acquise au complotisme n'est pas toujours un atout pour s'en faire accepter<sup>119</sup>.

Le soupçon de collusion entre Londres et Washington continue au-delà à constituer un écueil dans le processus de resserrement relationnel. Lorsqu'est envisagé l'usage par les États-Unis de leurs bases situées au Royaume-Uni afin de lancer des raids aériens sur Téhéran, le Premier ministre iranien Mir Hossein Moussavi ne se déclare pas surpris d'apprendre que les Britanniques sont prêts à aider les Américains, étant donné leur implication historique dans les « atrocités » commises depuis plusieurs siècles en Iran. Il s'étonne cependant du fait que Margaret Thatcher sous-estime à ce point la puissance iranienne et la capacité de Téhéran à répondre à Londres et à Washington ailleurs dans le monde<sup>120</sup>.

La propagande du régime n'est pas en reste dans la dénonciation des collusions entre Américains et Britanniques contre l'Iran ou ses amis. Parmi tous les slogans et caricatures peintes sur les murs des bâtiments de la représentation britannique à Téhéran depuis la révolution apparaît au mois de mai 1986 à l'initiative d'un comité local une œuvre remarquable, devant laquelle se fait photographier l'épouse d'E. Chaplin. Elle représente M. Thatcher avec un corps de colombe, portant en collier l'étoile de David et le visage ouvert dans un large sourire laissant apparaître des dents resserrées tenant un rameau d'olivier. Elle se tient sur un bras tendu laissant apparaître des manches aux couleurs de la bannière étoilée, prolongé par des mains aux ongles crochus et sanguinolents. Si aucun slogan n'accompagne la représentation, son graphisme suggère dans le contexte immédiat une claire condamnation de la contribution britannique à l'organisation du raid américain contre la Libye<sup>121</sup>. L'insulte constituée par la représentation conduit E. Chaplin, en accord avec le département du Moyen-Orient, à se rapprocher des autorités iraniennes pour déplorer sa présence, exiger son enlèvement et demander qu'elle ne soit pas remplacée par d'autres, faute de quoi les Britanniques veilleraient à repeindre les façades<sup>122</sup>.

Le 26 juin, E. Chaplin est reçu au bureau du protocole du ministère iranien des Affaires étrangères, auquel a été envoyée plus tôt une note formelle de protestation. Au-delà d'une infraction à la convention de Genève, rappelle-t-il, la dégradation d'un bâtiment relevant de la propriété du gouvernement britannique constitue une contravention aux règles de courtoisie de rigueur dans l'exercice des relations internationales. Il interroge les Iraniens sur ce que serait leur réaction s'ils apprenaient que l'ayatollah Khomeini était représenté de manière insultante sur les murs de la représentation de la République islamique à Londres<sup>123</sup>. Le message est entendu : la façade est repeinte en quelques jours<sup>124</sup>.

<sup>119</sup> MACRAE Sir Christopher, entretien avec l'auteur, 4 juillet 2018. WOGAN Patrick, entretien avec l'auteur, 21 août 2018. ARBUTHNOTT Hugh, entretien avec l'auteur, 29 octobre 2019.

<sup>120</sup> TNA, FCO 8/6266/27, Clare to Walwyn, UK support for possible US air raids on Iran, 15th May, 1986.

<sup>121</sup> Le 15 avril 1986, 18 bombardiers F-111 basés au Royaume-Uni et une douzaine de jets F-16 de la VI<sup>e</sup> flotte américaine détruisent la majorité des forces aériennes libyennes et démolissent la résidence du colonel Kadhafi, sanctionnant son implication dans le terrorisme international (LITTLE Douglas, *American Orientalism. The United States and the Middle East since 1945*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2003, p. 249.)

<sup>122</sup> TNA, FCO 8/6349/11, Chaplin to Boyce, Iranian Anti-British propaganda: Ferdowsi compound, 28th May, 1986 et FCO 8/6349/12, Boyce to Chaplin, Iranian Anti-British propaganda: Ferdowsi compound, 4th June, 1986.

<sup>123</sup> TNA, FCO 8/6349/14, Chaplin to Boyce, Iranian Anti-British propaganda: Ferdowsi compound, 2nd July, 1986.

<sup>124</sup> TNA, FCO 8/6349/15, Chaplin to Boyce, Iranian Anti-British propaganda: Ferdowsi compound, 3rd July, 1986.

## 2. L'écart des stratégies

La crainte iranienne de collusion entre les alliés s'articule dans la conviction de leur inclination irakienne, à rebours d'une réalité cependant plus complexe : Washington contrebalance en effet sa préférence affichée pour Bagdad par un rapprochement secret avec Téhéran ; Londres travaille à une médiation entre les belligérants en veillant à conserver auprès de chacun un accès, en compensant la faveur accordée à l'Irak sous la pression des États-Unis par une application *a minima* des restrictions à l'Iran.

Après 500 missiles TOW le 17 février 1986, un nouveau lot de 508 autres, avec 240 pièces de missiles Hawk, est expédié vers Téhéran directement des États-Unis, accompagné d'une délégation composée de Robert McFarlane, ancien conseiller de sécurité nationale, Oliver North, directeur pour les affaires politiques et militaires au CSN, Howard Teicher, son collègue chargé des questions iraniennes et George Cave, ancien agent du renseignement en Iran. L'objectif est de s'assurer de la libération des otages américains<sup>125</sup>. Les termes de références au dialogue préparés en amont recommandent de mentionner qu'une victoire décisive de l'Iran sur l'Irak accroîtrait le risque de déstabilisation régionale et d'érosion de la présence occidentale, donc d'opportunité d'ingérence soviétique. Washington déclare vouloir s'engager contre ce scénario en veillant à améliorer ses relations avec les Iraniens, pour autant qu'ils le souhaiteraient. Les Américains sont ainsi prêts à reprendre des exportations de matériel militaire conditionnées un rapprochement des deux pays sur d'autres sujets. La mission est un échec<sup>126</sup>.

Pendant ce temps, les Britanniques travaillent à la construction d'un dialogue entre les Irakiens et les Iraniens. Envisagée par le ministre d'État Timothy Renton, l'idée de pourparlers de paix à Londres est écartée, malgré son attrait pour démontrer la bonne volonté britannique. Ses chances de succès sont jugées minimales : les autres médiateurs ne manquent pas, mais les belligérants n'y sont pas disposés. Un rôle actif de Londres risquerait de heurter sa position de neutralité et de froisser les Iraniens, opposés au dialogue, d'autant que ce dernier susciterait chez les Arabes des espoirs en termes de sanctions contre l'Iran, à l'encontre des intérêts britanniques. Pour éviter d'empiéter sur l'action du secrétaire général ou du Conseil de sécurité de l'ONU, il s'agit donc de s'en remettre à eux<sup>127</sup>.

Acquis plus que jamais aux voies diplomatiques, les Britanniques déclinent par ailleurs la proposition avancée par les Américains de reprendre les discussions sur la planification d'urgence<sup>128</sup>. La question d'une intervention dans le golfe Persique reste cependant en suspens. Au FCO, David Miers pose les différents scénarios au terme desquels pourrait être envisagée une implication britannique dans la défense de la région : le déploiement de forces, en coopération possible avec les Français et les Américains, dans le cas d'une sérieuse détérioration de la situation sécuritaire ou de la fermeture du détroit ; la requête d'un dirigeant de la région menacé par une insurrection interne, même si les Omanais ou les Saoudiens seraient mieux placés pour intervenir ; le déploiement d'une capacité de défense aérienne

<sup>125</sup> WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 10-13.

<sup>126</sup> DNSA, North to Poindexter, Terms of reference, U.S.-Iran Dialogue, 21st May, 1986.

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/6432, Collins to Day, Iran/Iraq, 29th May, 1986.

<sup>128</sup> TNA, FCO 8/6381/14, Kenny to Caldicot, Iran/Iraq: UK/US contingency planning, 3rd June, 1986.

sous la forme de missiles sol-air ou d'avions d'interception pour répondre à une menace contre un des pays du Golfe, de manière unilatérale ou en coopération avec les Américains et les Français<sup>129</sup>.

Le groupe d'étude sur le conflit réuni à Chatham House à la demande du FCO en amont du séminaire organisé à la fin du mois de juillet conclut sur la persistance d'une impasse qui laisse l'initiative militaire à l'Iran sans permettre à l'un ou l'autre des belligérants de s'imposer. Il établit que les États-Unis sont impuissants à forcer une fin des hostilités malgré leur politique de restriction de vente d'armes à l'Iran, dont la mention montre l'ignorance de la livraison secrète de missiles à Téhéran<sup>130</sup>. La liste des questions abordées par la suite au FCO mentionne les circonstances au terme desquelles les États-Unis interviendraient dans le Golfe, montrant la persistance des inquiétudes britanniques<sup>131</sup>.

Au département d'État, le groupe de pré-planification de crise sur l'Iran note que l'évolution de la guerre confirme les dangers d'enlèvement soulignés par les Américains et la pertinence de la politique de soutien à l'Irak : les relations avec Bagdad risquent cependant de rester molles, leur relance par la voie commerciale étant contrainte par les difficultés financières du pays. Quant aux Iraniens, écrivent les diplomates, ils ne semblent pas envisager un resserrement relationnel avec les Américains à moins de pouvoir en retirer des pièces de rechange pour des équipements militaires d'origine américaine<sup>132</sup>.

Les incohérences de la position américaine commencent à être perçues par les Britanniques. Le 24 juillet, l'ancien secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud James Placke confie à Graham Boyce que les États-Unis pourraient désormais fermer les yeux sur le commerce avec l'Iran, contre lequel avait lutté l'opération *Staunch*. Le diplomate britannique y voit le premier signe d'une possible volonté américaine de s'accommoder avec une victoire iranienne<sup>133</sup>. Le même jour, la libération de Lawrence Jenco conduit à l'expédition du reste des pièces pour missiles Hawk les 3 et 4 août.

Quant à la position britannique, elle est entérinée, jusque dans ses limites, par les intervenants au séminaire du FCO. Le consensus sur la plus grande importance du potentiel du marché iranien confirme la pertinence de l'approche équilibrée entre les belligérants, qui devrait permettre de poursuivre les relations commerciales avec chacun et de protéger les intérêts de Londres dans la région à long terme. L'un des participants suggère pourtant de corriger le « penchant de 15° » en faveur de l'Irak<sup>134</sup>.

Londres et Washington se retrouvent dans le soutien unanime apporté le 8 octobre à la résolution 588 au Conseil de sécurité, qui n'apporte aux textes précédents rien de plus que le fait de nommer les deux partis et d'user à leur égard d'un ton plus ferme<sup>135</sup>. Globalement, néanmoins, les écarts de stratégie, entre le Royaume-Uni et les États-Unis et entre la réalité et sa perception par l'allié ou le partenaire, contribuent à l'illisibilité des initiatives visant à restaurer les relations avec l'Iran islamique.

<sup>129</sup> TNA, FCO 8/6113/1, Miers to Boyce, 15th July, 1986.

<sup>130</sup> TNA, FCO 8/6398, Moberly to Boyce, 17th July, 1986.

<sup>131</sup> TNA, FCO 8/6432, Collecott, Iran/Iraq seminar: 22 July, Implication of developments in conflicts for the Superpowers, Arabs and Europeans, 21st July, 1986.

<sup>132</sup> DNSA, Murphy to Armacost, Iraq: CPPG Meeting of Wednesday, July 23, 1986, 23rd July, 1986.

<sup>133</sup> TNA, FCO 8/6381/29, Collecott to Boyce, Miers, Iran/Iraq: US views: call by Mr James Placke, 24th July, 1986.

<sup>134</sup> TNA, FCO 8/6432, Boyce to Miers, Seminar on Iran/Iraq: 22 July 1986, 30th July, 1986

<sup>135</sup> UN, S/RES/588(1986) Resolution 588 (1986) / adopted by the Security Council at its 2713th meeting, on 8th October 1986.

### 3. L'écho des soupçons

Les Britanniques sont conscients que les Américains explorent la possibilité de vendre des armes aux Iraniens pour obtenir la libération des otages et améliorer les relations bilatérales dès le début de l'année 1986. Selon Roger Bone, représentant du JIC à Washington, c'est l'importance du trafic de renseignements qui lève chez les Britanniques le soupçon au sujet d'une initiative iranienne dont ils ne mesurent cependant pas le détail<sup>136</sup>. Charles Powell confirme aujourd'hui le rôle du dispositif interallié de collecte de renseignements électromagnétiques dans la mise à jour du secret. Le secrétaire privé de Margaret Thatcher pour les Affaires étrangères se rappelle la colère de la Première ministre, ainsi que le malaise induit devant les dénégations aux alliés, répétées en public, émanant de la Maison-Blanche :

« Nous en avons eu connaissance sans en avoir été informés par les Américains. Nous étions embarrassés et nous ne savions pas quoi faire de cette information ni comment procéder. Nous ne voulions pas embarrasser les Américains en vérifiant l'information directement auprès d'eux. [...] Le président Reagan voulait désespérément libérer les otages américains et Margaret Thatcher le comprenait. Mais les Américains ne nous ont pas consultés sur leur tactique, en totale connaissance de cause. »<sup>137</sup>

Le soupçon britannique est d'autant plus inévitable que sont organisées à Londres plusieurs rencontres entre les acteurs du rapprochement entre Washington et Téhéran. Oliver North y retrouve le 6 décembre 1984 Manucher Ghorbanifar, le trafiquant iranien qui encourage la vente d'armes, avec Richard Secord, vétéran de la mission militaire américaine auprès du Shah et ancien responsable régional au bureau des affaires de politique internationale au Pentagone. Robert McFarlane les rejoint le 8 pour les informer que le président écarte désormais l'option d'une rançon et pour discuter avec les Britanniques de leur possibilité de vendre des armes aux négociateurs<sup>138</sup>. Le MI5 prend la liberté de mettre sur écoute la salle de l'hôtel Hilton où se déroule la rencontre, avant de faire circuler un rapport à un groupe restreint de membres du gouvernement, notamment M. Thatcher<sup>139</sup>. Le 22 janvier, O. North et R. Secord retournent à Londres pour échanger sur un prochain transfert avec M. Ghorbanifar et Amiram Nir, conseiller du Premier ministre israélien pour la lutte antiterroriste. Décision est prise de remettre aux Iraniens des renseignements sur l'ordre de bataille sur le front détaillant les unités, troupes, blindés et installations mobilisés par l'Irak. En l'absence de M. Ghorbanifar, la rencontre visant à confirmer la transaction le 6 février n'a finalement pas lieu. Les missiles sont cependant livrés le 18<sup>140</sup>.

Le sujet est abordé au CSN en février par Anthony Acland, alors sous-secrétaire d'État permanent au FCO, et en mars par David Goodall, sous-secrétaire d'État adjoint pour la défense et le renseigne-

<sup>136</sup> BONE Sir Roger, entretien avec Suzanne Ricketts, 2 février 2018, [En ligne] BDOHP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://archives.chu.cam.ac.uk/wp-content/uploads/sites/2/2022/01/Bone.pdf>.

<sup>137</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020.

<sup>138</sup> Ni les mémoires de l'intéressé ni un autre document ne mentionnent une rencontre avec un représentant du gouvernement britannique : MCFARLANE Robert, *Special Trust*, New York, Cadell and Davies, 1994, p. 47-51. La requête est d'autant plus étonnante que Londres est alors contrainte par les directives de l'opération Stauch.

<sup>139</sup> ALDOUS Richard, *Reagan and Thatcher: The Difficult Relationship*, Londres, Hutchinson, 2012, p. 227.

<sup>140</sup> WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 16-19.

ment<sup>141</sup>, puis par Geoffrey Howe devant George Shultz le 27 mai<sup>142</sup>. Au CSN, J. Poindexter promet aux alliés de les tenir informer de toute « décision » à l'avenir<sup>143</sup>. Plus tard, selon Robert Oakley, coordinateur pour le contreterrorisme au département d'État, les Britanniques interrogent les Américains sur un éventuel changement de leur politique iranienne. Ils rappellent leur soutien lors des raids sur la Libye, qui a soulevé de sévères critiques à Londres, décuplées par l'exécution de ressortissants britanniques au Liban lors d'une opération de représailles financée par le colonel Kadhafi<sup>144</sup>. R. Oakley les décrit déçus de voir la distance déparant la rhétorique et les actions de leurs alliés<sup>145</sup>.

Parallèlement, le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Ewen Fergusson se voit en effet assuré lors de sa visite à Washington que les États-Unis ne voient pas de signe d'amélioration de leurs relations avec l'Iran, même à moyen terme : les Iraniens y corrélerent en effet la fourniture d'armes que les Américains déclarent rejeter comme non-négociable, conformément à la position du secrétaire d'État<sup>146</sup>. Trois mois plus tard, la Maison-Blanche et le département d'État continuent de présenter aux Britanniques comme politiquement impensable le relâchement de l'attitude américaine pour favoriser l'ouverture d'un dialogue. Selon la CIA, une entreprise américaine s'est vu refuser l'exportation vers l'Iran de conduites de pétrole. Même l'envoi d'un émissaire sur la question des otages, envisagé par Howard Teicher au CSN, apparaît hors de question. Malgré les conditions opposées à l'ouverture d'un dialogue – la résolution de la guerre, la libération des otages, le renoncement du soutien au terrorisme – des voix s'élèvent cependant à Langley et au CSN contre la rigidité de la politique américaine, notamment parmi les analystes conscients de l'importance stratégique de l'Iran.

À Massachusetts Avenue, Christopher Prentice, qui s'en fait écho, ne conçoit pourtant pas comme concevable une politique alternative : seule l'obtention d'armes leur permettant de poursuivre la guerre pourrait tenter les Iraniens de pactiser avec le diable, ce que les partenaires de la région regarderaient en plus d'un fort mauvais œil, dans la mesure où elle renforcerait l'Iran en affaiblissant l'Irak. De manière perspicace, le diplomate envisage le scénario d'une livraison d'armes contre une libération des otages, mais l'exclut parce qu'hautelement improbable, à moins que l'initiative puisse être totalement niée. Le département d'État a enfin indiqué que les partisans en Iran d'un apaisement des ressentiments bilatéraux sont difficiles à identifier et mal placés pour déterminer la politique iranienne<sup>147</sup>. Malgré les divergences d'opinion au sein de l'administration, qui expliquent le secret dans lequel est maintenue l'« Entreprise », Ch. Prentice conclut sur l'improbabilité d'une rupture du consensus d'hostilité entre les États-Unis et l'Iran avant la disparition de l'ayatollah<sup>148</sup>.

<sup>141</sup> TNA, FCO 8/7061/9, Prentice to Roberts, Iran/Contra: ambassador Oakley, 17th August, 1988.

<sup>142</sup> TNA, FCO 8/6273/68, Acland to FCO, Washington 2972, Poindexter, and arms for Iran, 23rd November, 1986.

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/6273, Prime Minister's Visit to Washington: 14-15 November, Essential Facts, 12th November, 1986.

<sup>144</sup> BOUSTANY Nora "Terrorists Kill 3 Britons In Lebanon", *The Washington Post*, 18th April, 1986

<sup>145</sup> OAKLEY Ambassadeur Robert, entretien avec Stuart Kennedy et Thomas Stern, 7 juillet 1992 [En ligne], ADST [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.adst.org/OH%20TOCs/Oakley,%20Robert%20B.toc.pdf>

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/6381/2, Collins to Boyce, Mr Fergusson's visit to Washington and New York, 5th February, 1986.

<sup>147</sup> Côté iranien, les négociations sont supervisées par le président du Parlement, Hashemi Rafsanjani, successeur présumé de l'ayatollah Khomeini et partisan prétendu d'un rapprochement avec l'Occident.

<sup>148</sup> TNA, FCO 8/6295/2, Prentice to Boyce, US/Iran: prospects for change?, 13th May, 1986.

Dans ce contexte, l'arrestation à Téhéran pour espionnage d'un ressortissant américain, Jon Patts, jette le trouble aux yeux des Britanniques et des Iraniens sur les intentions américaines. Cet ingénieur travaille par intermittence en Iran entre 1969 et 1979, pour identifier des sites d'écoutes potentiels dans des villes, villages et bases sur la frontière. Il y revient en 1984 puis au mois de février 1986 pour l'entreprise Cosmos Telecommunications, doté d'un faux passeport italien, en raison de la méfiance que susciterait un passeport américain. Le 13 octobre, l'ingénieur confirme lors d'une conférence de presse télévisée avoir espionné en Iran pour le compte de la CIA après avoir été dûment informé de ses intérêts. Il aurait rassemblé des informations au sujet de la situation intérieure, de la production pétrolière, de l'inflation, des communications et de l'armée. Il s'agissait pour Langley de récolter des renseignements afin d'inciter l'Iran à se fournir en équipements de télécommunication américains. Il ajoute que les États-Unis s'intéressent aussi aux éléments permettant de prédire les développements de la guerre et ses conséquences sur les pays de la région, l'approvisionnement en pétrole des pays industrialisés et le développement de l'influence américaine dans le pays. Il évoque enfin la coopération entre les Américains et leurs alliés dans la collecte et l'analyse du renseignement, en assurant cependant que ses collègues australiens et britanniques en Iran n'ont pas été impliqués dans ces échanges<sup>149</sup>.

De Washington, Arnold Raphel sollicite l'aide de Londres pour obtenir un accès consulaire au prisonnier, qui a été refusé aux Américains malgré la requête formulée *via* leurs représentants suisses. La fragilité de son état de santé inquiète. Interrogé sur ses liens avec le gouvernement fédéral, A. Raphel assure que les accusations d'espionnage sont infondées mais admet que l'ingénieur a été reçu par des officiels après ses séjours à Téhéran, comme il est de coutume<sup>150</sup>. Le lendemain, Washington demande cependant à Londres de ne pas révéler cette dernière information<sup>151</sup>. Le FCO répond avec une prudence témoignant de la force du soupçon au cœur de la triangulation diplomatique : dépourvus d'accès au ministère de l'Information, responsable de la détention de l'Américain, les Britanniques ne pourraient que démarcher, comme cela a été fait par les Suisses, auprès du ministère des Affaires étrangères, initiative qui ne manquerait pas de susciter la méfiance de Téhéran et que Londres semble préférer pouvoir éviter pour ne pas la confirmer<sup>152</sup>. J. Patts est finalement condamné à 10 ans de prison<sup>153</sup>.

### C. La remise en question des directives commerciales

#### 1. La promotion contrainte des intérêts britanniques

La différence d'appréhension des transformations régionales explique la persistance entre les alliés de controverses commerciales qui crispent également la relation bilatérale, jusqu'à ce que la révélation

<sup>149</sup> TNA, FCO 8/6330/10, Islamic Republic: Confessions of recently arrested CIA spy, September 1986.

<sup>150</sup> TNA, FCO 8/6273/6, Acland to FCO, Washington 2347, US/Iran: Jon Patts, 11th September, 1986.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/6273/7, Acland to FCO, Washington 2358, US/Iran: Jon Patts, 12th September, 1986.

<sup>152</sup> TNA, FCO 8/6330, Howe to Washington, FCO 1766, John Patts, 14th October, 1986.

<sup>153</sup> "Iran Gives American 10-Year Sentence for Spying", *The New York Times*, 23rd April, 1987

du rapprochement entre Washington et Téhéran confirme la compétition qui les sous-tend.

Sous le regard critique des Américains qui ignorent les dimensions commerciales du rapprochement secret à l'œuvre avec la République islamique, les Britanniques continuent pendant l'hiver 1986 à défendre une politique commerciale reposant sur la promotion de leurs intérêts, le ménagement des relations avec les deux belligérants et le soin à froisser le moins possible l'allié atlantique.

L'articulation entre ces trois priorités est perceptible dès le mois de janvier, quand le constructeur Westland requiert du gouvernement son opinion sur la poursuite de négociations en cours relatives à la vente de 6 hélicoptères W30 vers l'Iran, appelée à être suivie par un lot supplémentaire de 30. Malgré les avantages considérables qu'aurait la conclusion du contrat, notamment en termes commerciaux, le FCO rejoint le ministère de la Défense sur le fait qu'elle serait en infraction aux directives appliquées jusqu'alors. La livraison des hélicoptères assurerait certes à long terme au constructeur britannique une place de choix sur les marchés iraniens. Elle risquerait cependant de rallonger ou de renforcer le conflit en cours, le détournement vers le front de ces hélicoptères, prévus pour un usage civil, pouvant accroître les capacités militaires de l'Iran. Or, les Américains et les Arabes sont opposés fermement à la fourniture d'équipements propres à renforcer l'intransigeance iranienne en lui donnant les moyens de ses ambitions. Les engins pourraient du reste être mobilisés contre les convois britanniques ou alliés circulant dans le Golfe, où leur présence serait difficilement justifiable. Le projet est donc rejeté<sup>154</sup>.

La prise en compte des recommandations américaines dans la prise de décision ne se fait cependant que sous le contrôle d'une stricte équivalence de traitement des concurrents commerciaux. Lorsque le FCO décide de ne pas autoriser l'exportation de moteurs Perkins pour véhicules blindés selon le même argument, il veille à empêcher que les Américains Cummins ou Man ne fournissent à la place leurs propres moteurs par l'intermédiaire de leurs filiales belges ou indiennes. Geoffrey Howe recommande ainsi à Massachusetts Avenue de solliciter une clarification de la position des Américains dans le cas où ces constructeurs convoiteraient le contrat, en leur rappelant que la décision a été prise par Londres conformément aux recommandations de Washington et au respect d'une ligne d'impartialité. Les missions dans le Golfe sont invitées quant à elles à signifier aux gouvernements de leurs pays-hôtes le sacrifice économique impliqué par cette décision pour répondre à l'expression de leurs soupçons<sup>155</sup>.

Le bureau de l'assistance à la sécurité du département d'État, qualifié par l'ambassadeur Wright de « gardien de la politique américaine de restriction des ventes d'armes à l'Iran », accueille positivement la décision britannique mais avec inquiétude la possibilité que les constructeurs américains remplacent leur concurrent. Il assure les alliés que l'administration veillera à user de toute l'influence nécessaire pour prévenir une exportation de moteurs vers l'Iran. Il encourage même l'ambassade à fournir toute information qui pourrait être utilisée, sans être attribuée, dans le cadre d'une enquête criminelle menée par le service des douanes ou par le FBI. Une enquête devrait de plus être menée auprès des filiales

---

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/6305/3, MED, FCO, The minutes of the interdepartmental committee meeting on defence sales to Iran and Iraq held on 15 January 1986, 24th January, 1986.

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/6307/3, Howe to Washington, FCO 172, Export of tank transporter engines to Iran, 31st January, 1986.



des constructeurs à Bonn, Bruxelles et New Dehli. Après prospection supplémentaire au bureau de l'administration des exportations du département du Commerce, les diplomates britanniques rapportent que de nombreuses entreprises américaines ont sondé l'administration sur la possibilité d'obtenir des autorisations d'exportation pour des moteurs diesel, après avoir été informées que l'Iran souhaitait acquérir 400 moteurs afin de rééquiper des véhicules de transport blindés soviétiques. Deux entreprises auraient déjà conclu un contrat, alors qu'elles avaient été informées que l'exportation des produits ne pouvait pas être autorisée au titre des contrôles en vigueur. Interrogé à ce titre, le département du Commerce a indiqué que même si les moteurs civils ne sont pas soumis aux restrictions, ils ne peuvent pas être utilisés dans des véhicules de transport blindés. Il précise que Washington ne manquerait pas de faire lourdement pression pour dissuader les entreprises américaines d'en exporter<sup>156</sup>. Rassuré sur ce point, le FCO recommande de fermement insister auprès des Américains sur la nécessité de maintenir une discrétion de bon aloi sur le sujet : il s'agit en effet de ne pas hypothéquer davantage les possibilités pour le constructeur britannique de conclure à l'avenir d'autres contrats avec l'Iran<sup>157</sup>.

L'observance des restrictions américaines pose d'autant moins de problème qu'elle n'empêche pas l'économie britannique de bénéficier du conflit. Ses opportunités commerciales compensent de fait les obstacles de principes qui auraient pu être opposés à une préférence irakienne à laquelle Londres a fini par se ranger, quoiqu'indirectement. Stephen Day, directeur du département du Moyen-Orient, émet ainsi des doutes sur l'égalité de traitement des belligérants, au-delà des déclarations d'intentions. Le gouvernement a fourni 15 fois plus d'équipements de défense à l'Irak qu'à l'Iran. Il a apporté un soutien substantiel à l'économie du pays, à la hauteur de 600 millions de livres de lignes de crédit. Il a beaucoup travaillé au renforcement de contacts ministériels bilatéraux. Le diplomate note le talent par lequel les Irakiens ont réussi à faire pression sur ses partenaires étrangers. Bagdad est parvenu à renforcer considérablement ses relations avec Londres, qui en échange n'a pas beaucoup obtenu, au-delà d'un développement du commerce : la libération de l'homme d'affaires John Smith et de l'ingénieur Donald Hagger, détenus depuis 1981, n'a toujours pas été obtenue<sup>158</sup>. Le détournement contraint vers l'Irak des intérêts économiques britanniques n'a ainsi pas encore toutes les retombées espérées.

## 2. La pression contrariée des contrôles américains

La crainte des conséquences des invasions iraniennes sur le cours du conflit conduit les Américains à envisager un renforcement de la politique de tarissement des exportations à destination du pays. De retour de Washington, Graham Boyce rapporte que, malgré le ralentissement des flux sur le marché noir, l'Iran reçoit toujours plus d'armes en provenance d'Europe orientale, de Corée du Nord, de Syrie, de Libye et de Chine. Les Américains craignent désormais que des arrivages chinois ne permettent aux

---

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/6307/8, Wright to FCO, Washington 303, Export of tank transporter engines to Iran, 7th February, 1986.

<sup>157</sup> TNA, FCO 8/6307/9, Howe to Washington, FCO 227, Export of tank transporter engines to Iran, 10th February, 1986.

<sup>158</sup> TNA, FCO 8/6400/1, Day to. Miers, PS/Mr Renton, Attitudes towards Iran, 14th February, 1986.

Iraniens de mener des offensives d'envergure à plus grande fréquence. Or, il ne semble pas y avoir de moyens de convaincre ces pays d'interrompre ce commerce, qui constitue pour eux une source majeure de devises étrangères (de 40% à 60% des revenus étrangers de la Corée du Nord)<sup>159</sup>.

La pression des circonstances et de leurs alliés conduit le département du Moyen-Orient à envisager pour mémoire les mesures qui pourraient être prises pour y répondre. La valeur pratique d'un positionnement politique favorable à l'Irak apparaît nulle. L'octroi de nouvelles lignes de crédit serait possible. Des sanctions économiques plus importantes contre l'Iran risqueraient de susciter des oppositions. Le ralentissement des flux vers l'Iran pourrait passer par la fermeture du Bureau d'approvisionnement londonien, l'adoption d'une politique européenne commune de restriction, la transmission à l'Irak de renseignements sur les fournisseurs de l'Iran, le démarchage auprès de ces derniers (le document cite la Chine et la Roumanie en particulier). En dernier lieu, le bannissement de toute fourniture militaire à l'Iran aurait l'inconvénient de toucher le deuxième plus important marché au Moyen-Orient et un gouvernement qui n'hésiterait pas à prendre des mesures de représailles<sup>160</sup>.

La vigilance des Américains est forte à l'égard de la politique de leur allié, qui a déjà démontré sa volonté de garder ouverte la porte des marchés iraniens. Au milieu du mois de juin, l'ambassade de Grosvenor Square fait savoir de manière informelle au FCO que Washington regarde avec inquiétude le nombre croissant de lignes de crédit octroyées à l'Iran, alors qu'ont été interrompues celles concédées à l'Irak. Les États-Unis souhaitent en effet que des mesures soient prises pour empêcher l'Iran de financer son effort de guerre<sup>161</sup>. Ils ont démarché à cet effet auprès de leurs partenaires du Moyen-Orient et du golfe Persique et souhaiteraient connaître la position du Royaume-Uni sur le sujet. Le contexte est délicat : au mois de janvier, la publication d'un ordre exécutif interdisant les transactions entre les ressortissants américains et les entités libyennes conduit la Banque centrale libyenne à saisir la justice britannique contre le Bankers Trust de New York, qui a refusé de procéder à un paiement<sup>162</sup>.

La pression peine à porter ses fruits. Les éléments de langage rédigés à la fin du mois en amont de la rencontre entre les secrétaires d'État chargés du Moyen-Orient Richard Murphy et Ewen Fergusson recommandent de résister aux suggestions américaines de cesser l'octroi de crédits d'exportation à l'Iran. Selon les Britanniques, la politique de pression économique sur l'Iran ne le disposerait pas plus à négocier mais risquerait en revanche de fragiliser la position des Occidentaux dans le pays à long terme. Ils ajoutent ne pas avoir les moyens d'interrompre les crédits octroyés par les banques commerciales, qui sont du reste minimes. Le nouveau crédit octroyé par le gouvernement, qui est d'ailleurs modéré, est strictement encadré par des lettres de crédit. Le remettre en question accroîtrait le risque encouru par les banques engagées (à la hauteur de 117 millions de livres sterling) et les dettes qui n'ont pas encore été remboursées (pour une valeur de 140 millions de livres sterling)<sup>163</sup>. La tension

---

<sup>159</sup> TNA, FCO 8/6381/6, Boyce to Day, Miers, Iran/Iraq: the US views, 1st May, 1986.

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/6400/5, Iran/Iraq: options, 19th May, 1986.

<sup>161</sup> TNA, FCO 8/6381/16b, Snoxel to Collins, Credits for Iran and Iraq, 16th June, 1986.

<sup>162</sup> "Libyan Arab Foreign Bank v. Bankers Trust Co." *American Journal of International Law*, 1988, vol. 82, n°1, p. 132.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/6381, Collecott to Day, Boyce, Mr Murphy's call on Mr Fergusson, Objectives, 23rd June, 1986.

soulevée par le problème est perceptible à la dimension « défensive » des éléments de langage.

Interrogé sur l'existence d'une différence politique entre les alliés sur le sujet, R. Murphy assure que Washington reconnaît la nécessité de ménager un Iran fort et indépendant à long terme pour résister aux pressions soviétiques. Il ajoute même voir la nécessité d'encourager les groupes iraniens qui y contribueraient. À court terme, en revanche, la politique de l'administration reste de renchérir le coût du conflit pour l'Iran afin de renforcer l'opposition à la guerre au sein de la population. S'ils assurent comprendre les objectifs de leurs alliés, les Britanniques expriment leurs doutes sur l'efficacité de leur démarche, d'autant que l'Iran est politiquement et économiquement résilient et habitué à l'austérité<sup>164</sup>.

Dans ce contexte, la proposition de vente à l'Iran de radars 3D par la société Plessey fait l'objet d'un débat représentatif de la pérennité des enjeux commerciaux de la triangulation entre Londres, Washington et Téhéran. L'argument économique d'un avantage de long terme sur le deuxième marché moyen-oriental dans le domaine de la défense n'est plus à démontrer. Les Iraniens considèrent de plus les radars comme décisifs pour lutter contre la menace soviétique, un argument déjà utilisé à l'époque impériale pour mobiliser les Occidentaux. Le FCO note l'importance à répondre aux besoins iraniens à l'époque où Paris commence à se rapprocher de Téhéran. La fragilité des relations entre Londres et Riyad devrait d'autant moins imposer de se conformer à leur veto au commerce avec l'Iran que les radars en question ne devraient pas avoir d'influence décisive dans le conflit. Les objections de Washington devraient enfin pouvoir être contenues<sup>165</sup>. Les Britanniques assurent à leurs alliés que la vente est à même d'inciter les Iraniens à regarder au-delà du conflit et de permettre aux Occidentaux de reprendre pied dans le pays<sup>166</sup>. Londres pourra de plus garder le contrôle de la fourniture de pièces de rechange, qui permet de ne pas seulement se fier aux assurances fournies par Téhéran quant à l'usage des radars. Plusieurs voix au département d'État rejoignent ces analyses. Signe de la spécialité de la confiance interalliée, Washington indique préférer que le contrat soit conclu par Londres, plutôt que par un autre allié moins scrupuleux, Paris et Bonn étant mentionnés juste après<sup>167</sup>. Réticente, Margaret Thatcher consent finalement à autoriser la vente, en en allongeant le plus possible l'échéance<sup>168</sup>.

### 3. La prévention critique des compétitions commerciales

La confiance interalliée démontrée lors de la réflexion sur l'exportation des radars est d'autant plus remarquable dans un contexte de crispations sanctionnant un soupçon de compétitions commerciales. La volonté de Londres de conserver son accès préférentiel aux marchés iraniens se mesure à la visite en Iran au début du mois de septembre d'une délégation du département du Commerce. Elle se rend à la foire commerciale de Téhéran, où la taille du pavillon britannique témoigne de l'importance accor-

<sup>164</sup> TNA, FCO 8/6381, Howe to Washington, FCO 1178, Iran/Iraq conflicts: talks with the Americans, 1st July, 1986.

<sup>165</sup> TNA, DEFE 68/866, Howe to Thatcher, Plessey 3D Radar for Iran, 21st July, 1986.

<sup>166</sup> TNA, FCO 8/6381, UK/US talks on Iran/Iraq and the Gulf, Mr Fergusson's lunch, 22nd August, 1986.

<sup>167</sup> TNA, DEFE 68/866, Howe to Thatcher, Plessey 3D Radar for Iran, 11th September, 1986.

<sup>168</sup> TNA, DEFE 68/866, Powell to Howe, Radars for Iran, 17th September, 1986.

dée par Londres aux marchés locaux. Elle est reçue aux ministères du Commerce, de l'Énergie, des Industries lourdes, des Affaires économiques et des Affaires étrangères, ainsi qu'à la Banque centrale iranienne, où est convenu un approfondissement des relations commerciales bilatérales<sup>169</sup>.

Alors que les Américains réaffirment devant les Britanniques au milieu du mois d'octobre leurs inquiétudes quant à l'importance des flux d'armes vers l'Iran, notamment en provenance de Chine<sup>170</sup>, la révélation de l'« Entreprise » dans la presse trois semaines plus tard crée un malaise évident entre les alliés. L'ambassadeur Acland note qu'Oliver North, directeur-adjoint pour les affaires politiques et militaires au CSN, étroitement impliqué dans l'opération, prend soin d'éviter le sujet de l'embargo sur les armes et des rumeurs de son contournement par les Américains eux-mêmes. Il renvoie les Britanniques vers le correspondant à la Maison-Blanche de la chaîne NBC, Samuel Donaldson, qui aurait un accès direct à John Poindexter. Selon le journaliste, l'embargo est alors toujours effectif et devrait le rester tant que Téhéran défendra l'usage du terrorisme. L'administration travaille cependant en parallèle à conserver en Iran des atouts et des soutiens dans une perspective de libération des otages du Liban à court terme et de resserrement relationnel à plus long terme<sup>171</sup>. Pendant ce temps, interrogé aux Communes sur sa réaction aux révélations, Geoffrey Howe ne manque pas de mettre en avant en contrepoint la cohérence de la politique iranienne du gouvernement britannique depuis la révolution<sup>172</sup>. À Grosvenor Square, l'embarras de Robin Raphel, chargée des questions iraniennes, est d'autant plus important lorsqu'elle est dépêchée au département du Moyen-Orient pour demander si G. Howe s'est bien, comme convenu, enquis des ventes d'armes à l'Iran auprès de son homologue chinois lors de leur entretien. Elle ne cherche pas à opposer une dénégation aux révélations sur l'Irangate<sup>173</sup>.

Lors de sa visite à Washington, du 12 au 14 novembre, le sous-secrétaire d'État permanent Patrick Wright indique que les Chinois ont nié la dispersion d'armes vers l'Iran ou l'Irak par l'intermédiaire de tiers partis, propos qualifiés de totalement hypocrites. Les éléments de langage préparés en amont témoignent du malaise créé par l'Irangate : ils recommandent de demander si les États-Unis sont réellement prêts à envoyer des armes en Iran pour obtenir la libération de leurs otages et une modération de ses appels au terrorisme et si ces ventes d'armes prennent en compte la poursuite de la guerre<sup>174</sup>. Ils ne manquent pas de souligner que Londres a coopéré jusque-là à la politique de restriction mise en place par l'opération Staunch, en réduisant ses exportations et en faisant pression sur d'autres pays pour les inciter à faire de même. La politique apparaît désormais sérieusement remise en cause. Ils contestent par ailleurs les allégations du Premier ministre français Jacques Chirac, qui a déclaré dans les colonnes du *Washington Post* que Londres fournit des armes à Téhéran<sup>175</sup>. Alors que Margaret Thatcher doit ensuite se rendre aux États-Unis, le FCO recommande de rappeler que les Britanniques

<sup>169</sup> TNA, FCO 8/6293/17, Cowdock to Gallaher, My visit to Tehran, 18th September, 1986.

<sup>170</sup> TNA, FCO 8/6382, Howe to Washington, FCO 1801, UK/US Pol/Mil talks: Iran/Iraq, 17th October, 1986.

<sup>171</sup> TNA, FCO 8/6273/13, Acland to FCO, Washington 2003, US Hostage, 5th November, 1986.

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/6267/29, Collecott to PS/Mr Renton, British Policy on Iran, 13th November, 1986.

<sup>173</sup> TNA, FCO 8/6273/16, Collecott to Boyce, Miers, US/Iran relations, 6th November, 1986.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/6273/18, Visit to Washington by PUS:12/14 November, Points to make, November 1986.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/6273, Talk between PUS and Admiral Poindexter: Washington: 14-15 November, November 1986.

ont toujours consulté les Américains sur les sujets délicats, tel le contrat pour les radars 3D<sup>176</sup>.

Londres est conscient des convoitises croissantes sur les marchés iraniens, répondant au pragmatisme dont témoigne le régime depuis le rapprochement entre Paris et Téhéran et à l'ouverture de négociations avec Washington. Au-delà des Français et des Américains, jusque-là exclus de la compétition commerciale, les principaux rivaux des Britanniques sont les Japonais, les Allemands et les Italiens<sup>177</sup>. À Téhéran Patrick Wogan regrette que nul représentant d'entreprises britanniques ne réside en Iran : les Allemands sont quant à eux nombreux<sup>178</sup>. La livraison des missiles américains engage le Royaume-Uni à revoir sa politique de vente d'armes aux belligérants. Lors de la réunion du Comité interministériel sur les ventes d'armes aux belligérants le 24 novembre, le représentant du département du Commerce et de l'Industrie note que la révélation incitera les entreprises britanniques à demander une plus grande flexibilité dans l'octroi des licences d'exportation afin de ne pas se laisser distancer par leurs concurrentes<sup>179</sup>. Le ministre d'État au Commerce Alan Clark, de retour d'Irak, recommande à Downing Street un assouplissement des directives établies au mois de décembre 1984. Pour le département du Moyen-Orient, cependant, ce n'est pas nécessaire : si la politique britannique est équilibrée parce que les mêmes critères sont appliqués à l'Iran et à l'Irak, les conséquences ne sont pas nécessairement les mêmes pour les deux belligérants. Par ailleurs, les directives sont jugées assez flexibles pour que leur application puisse ménager les susceptibilités des Américains comme des Arabes<sup>180</sup>. La disqualification du levier commercial par l'Irangate appelle un retour des autres recours stratégiques.

### III. Les coûts des courants contraires (1986-1987)

L'éclatement de l'Irangate fait peser, directement sur les Américains, parfois indirectement sur les Britanniques qui y sont associés, les coûts de l'incohérence d'une politique iranienne, que continuent par ailleurs à éprouver les divergences transatlantiques relatives à l'encadrement du conflit.

#### A. Les impressions de l'Irangate

##### 1. L'embarras diplomatique

La révélation des négociations menées en secret par les Américains en contradiction avec leur prise de position publique et leurs assurances aux alliés crée un embarras diplomatique aggravé par la démonstration des dysfonctionnements ou des dissonances du processus décisionnel.

<sup>176</sup> TNA, FCO 8/6273 Prime Minister's Visit to Washington, US/Iran Relations, Terrorism, 12th November, 1986.

<sup>177</sup> TNA, FCO 8/6267, Collecott to Day, Miers, British Policy towards Iran, 8th December, 1986.

<sup>178</sup> TNA, FCO 8/6267/97, Boyce to Chaplin, UK/Iran relations, 20th November, 1986.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/6306/52, Collecott, IDC meeting on Defence Sales to Iran and Iraq, 12th December, 1986.

<sup>180</sup> SCOTT Richard, *Report of the Inquiry into the Export of Defence Equipment and Dual-Use Goods to Iraq and Related Prosecutions*, House of Commons Paper 115, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1996, p. 220-221.

Dès le début du mois de novembre, Robin Raphel, chargée des questions iraniennes à Grosvenor Square, indique à Peter Collecott que l'« Entreprise » a dû être commanditée par la Maison-Blanche, avec un soutien possible du département d'État au point de vue tactique. Elle ajoute que sa hiérarchie n'a pas dû être consultée au sujet de la pertinence de l'opération ou que son avis a été ignoré. Les diplomates sont désormais contraints de « ramasser les morceaux », face à des Irakiens et des Saoudiens devenus « fous ». L'ironie, relève P. Collecott, est que le département d'État appelait jusque-là à un rapprochement discret avec l'Iran en faveur d'un resserrement relationnel progressif, quand les autres acteurs politiques s'y refusaient au nom de la question des otages. La défiance de la diplomate américaine vis-à-vis des « amateurs » de la Maison-Blanche est palpable : indifférents aux conseils avisés, ils souhaitaient selon elle faire libérer les otages avant les élections de mi-mandat. Bien que le département ne soit pas opposé à la négociation avec les preneurs d'otages, pour peu qu'elle soit menée de manière professionnelle, l'implication dans l'initiative de marchands d'armes montre la naïveté de ses concepteurs et sont une source d'embarras pour Washington, conclut-elle. En marge du document, une note du sous-secrétaire d'État adjoint chargé du Moyen-Orient David Miers suggère que les déclarations de la diplomate confirment les suspicions de Londres quant au double-je américain<sup>181</sup>.

La perspective de la visite de Margaret Thatcher à Washington à la mi-novembre accroît d'autant plus le poids de l'embarras interallié. Les éléments de langage préparés en amont des entretiens prévus témoignent du malaise. Le contexte est chargé par le sommet de Reykjavik entre Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan, qui a jeté à la mi-octobre les bases du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, et par l'imposition de nouvelles sanctions à la Syrie pour protester contre son implication dans le terrorisme international. La question iranienne n'apparaît pas prioritaire pour Washington. Elle n'est pas abordée par George Shultz et Geoffrey Howe lors de leur rencontre du 5 novembre<sup>182</sup>. Elle n'est pas évoquée dans les documents préparatoires aux entretiens entre R. Reagan et M. Thatcher<sup>183</sup> et entre G. Shultz et M. Thatcher<sup>184</sup>. Côté britannique, les conversations sont en revanche perçues comme une occasion de solliciter des explications et de signifier les dangers d'initiatives mal pensées pour la crédibilité de l'Occident et pour la sécurité des ressortissants occidentaux au Moyen-Orient<sup>185</sup>. Tout en reconnaissant la délicatesse de la situation et en assurant de leur concours pour en contenir les conséquences, les Britanniques relèvent qu'elle impose désormais des échanges sincères et requièrent le compte-rendu le plus précis possible des négociations entre Washington et Téhéran, ainsi qu'une explication des tenants et aboutissants de la politique américaine en matière de vente d'armes<sup>186</sup>.

Lors de sa rencontre en tête à tête avec R. Reagan à Camp David, le 13 novembre, M. Thatcher si-

<sup>181</sup> TNA, FCO 8/6273/16, Collecott to Boyce, Miers, US/Iran relations, 6th November, 1986.

<sup>182</sup> RRL, NSC European & Soviet Directorate Files, Box 90902, Ridgway to Shultz, Your Meeting with UK Foreign Secretary Wednesday, November 5, 11:30 a.m.,

<sup>183</sup> RRL, NSC European Soviet Directorate Files, Shultz to Reagan, Visit of UK Prime Minister Thatcher November 15, 1986, 12th November, 1986.

<sup>184</sup> DOS, C05426367, Thomas to Shultz, Your Meeting with UK Prime Minister Thatcher, November 14 at 5:30 p.m., 13th November, 1986.

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/6273, Talk between PUS and Admiral Poindexter: Washington: 14-15 November, 1986.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/6273 Prime Minister's Visit to Washington, US/Iran Relations, 12th November, 1986.

gnifie son soutien au président mais aussi son intérêt pour toute information qu'il pourrait partager<sup>187</sup>. Le président assure que les États-Unis n'entendaient pas régler une rançon pour obtenir la libération des otages. Les alliés s'accordent sur la nécessité d'une stricte impartialité entre l'Iran et l'Irak, d'une résolution du conflit et d'une restauration des relations avec Téhéran<sup>188</sup>. L'entretien au CSN entre John Poindexter et Patrick Wright, le chef du service diplomatique britannique, est annulé à la dernière minute en raison de la préparation de l'adresse télévisée du président prévu le jour-même. Reçu par Michael Armacost au département d'État, le Britannique signifie son incompréhension de l'incohérence entre l'« Entreprise » et l'opération Staunch et son inquiétude devant la mise en danger des Occidentaux vivant au Moyen-Orient. Le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques lui assure que le département d'État partage ces sentiments mais n'est pas tenu informé de la pensée à la Maison-Blanche<sup>189</sup>.

P. Wright assiste à Massachusetts Avenue au discours télévisé durant lequel le président nie avoir échangé la libération des otages par un envoi d'armes à l'Iran mais avoir cédé comme preuve de l'intérêt américain au rétablissement de relations des armes défensives et des pièces pour systèmes de défense pouvant rentrer dans un avion-cargo<sup>190</sup>. Les convives présents – des membres éminents de la CIA, du CSN et du département d'État – conviennent que le discours lève plus de questions qu'il ne donne de réponses. Les membres du CSN se terrent dans un silence prudent. Les diplomates ne cachent pas leur mépris devant l'amateurisme de ces derniers et leur embarras soulagé à avoir été maintenus dans l'ignorance. Malgré son implication indirecte, qui lui coûte *a posteriori* sa nomination à la tête de l'Agence, Robert Gates donne l'impression d'avoir été tenu à l'écart de l'« Entreprise »<sup>191</sup>.

La deuxième débâcle iranienne contraint le département d'État à envoyer à ses missions diplomatiques et consulaires un télégramme présentant les contexte, conditions, objectifs et résultats du dialogue avec l'Iran. Il rappelle en conclusion la reconnaissance par Washington de l'importance de l'Iran dans le monde musulman, l'émergence de dirigeants désireux de changer la politique extérieure de la République islamique et la volonté américaine de saisir cette opportunité pour renforcer un dialogue appuyé sur un transfert modéré d'armement<sup>192</sup>. À Londres, le FCO s'attend à ce que les relations entre Londres et Téhéran fassent l'objet d'une attention particulière et appelle ses diplomates à rassembler les éléments nécessaires afin de pouvoir en justifier les objectifs et dimensions<sup>193</sup>. Les diplomates rencontrés à l'ambassade de Prince's Gate sont réticents à aborder les négociations entre Washington et Téhéran. Une semaine après l'éclatement du scandale, les informations à leur disposition semblent rudimentaires<sup>194</sup>. Un mois plus tard, en revanche, sans révéler l'ampleur des transferts d'armes, que les

<sup>187</sup> CAC, THCR 1/10/110/3, Powell to Thatcher, Camp David, 13th November, 1986.

<sup>188</sup> TNA, PREM 19/1695/28, Howe to Paris, FCO 760, Prime Minister's Visit to Washington, 20th November, 1986.

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/6267/32, Acland to FCO, Washington 2887, US/Iran, 13th November, 1986.

<sup>190</sup> REAGAN Ronald, Address to the Nation on the Iran Arms and Contra Aid Controversy, 13th November, 1986 [En ligne] APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/258119>.

<sup>191</sup> TNA, FCO 8/6273/42, Wright to Howe, My Visit to Washington: 12-16 November, 18th November, 1987.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/6267/44, Shultz to all diplomatic and consular post immediate, State 357654, Background on US-Iran dialogue, 15th November, 1986.

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/6267/97, Boyce to Chaplin, UK/Iran relations, 20th November, 1986.

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/6267/88, Collecott to Boyce, Call by Iranian Chargé d'Affaires, 12th November, 1986.

Britanniques estiment conséquente, les Iraniens confirment que l'approvisionnement en armement aux États-Unis se poursuivra : les Iraniens disposent d'équipements américains qu'il leur faut entretenir<sup>195</sup>.

## 2. L'imbroglio interallié

L'éclatement de l'Irangate a aussi des répercussions politiques de part et d'autre de l'Atlantique. Sa proximité avec l'allié américain conduit Margaret Thatcher à devoir s'exprimer sur le sujet lors de la conférence de presse organisée le 15 novembre à Washington, puis devant la Chambre des communes à Londres les 18 et 20 novembre. Geoffrey Howe et Timothy Renton, ministre d'État en charge du Moyen-Orient, prennent de leur côté la parole le 14 novembre devant la commission des Affaires étrangères du Parlement. Le gouvernement veille à ne pas mettre en doute les explications fournies par Ronald Reagan et à ne pas se laisser entraîner dans une discussion substantielle sur la politique américaine. Il insiste quant au maintien de la ligne politique britannique face au conflit et au terrorisme<sup>196</sup>.

Les tensions politiques transatlantiques sont attisées par la publication par le *Washington Post* le 23 novembre d'un article attestant que, le jour de l'arrivée de Robert McFarlane à Téhéran, à bord d'un avion chargé d'armes, John Poindexter avait réaffirmé aux Britanniques le refus américain de négocier avec les preneurs d'otages<sup>197</sup>. Les journalistes avaient approché Massachusetts Avenue en amont pour interroger les diplomates sur l'homme d'affaires britannique Tiny Rowland, qui aurait selon eux alerté le gouvernement de Sa Majesté de la volonté américaine de fournir des armes aux Iraniens en échange de la libération des otages. Le magnat saoudien Adnan Khashoggi et le conseiller du Premier ministre israélien Amiram Nir l'auraient sollicité pour qu'il contribue aux transferts. T. Rowland prend aussi contact avec Robert Frasure, à l'ambassade de Grosvenor Square. Charles Price le rapporte à Michael Armacost au département d'État, qui en informe le 3 mai George Shultz, en déplacement au Japon<sup>198</sup>. L'ambassadeur écrit aussi à John Poindexter au CSN, qui répond pour diminuer les soupçons que l'implication des États-Unis est exagérée. Deux jours plus tard, le conseiller recommande pourtant à Oliver North de demeurer à Londres *incognito* et de ne pas avoir de contacts avec l'ambassade<sup>199</sup>.

A. Acland dément que Londres ait été informé par le CSN d'un marché, répond que ses visites à Washington en tant que sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères durant le printemps et l'été n'ont pas concerné la visite de R. McFarlane à Téhéran, ni la politique iranienne, mais le terrorisme<sup>200</sup>. Il veille à ne pas mentionner le déplacement à Washington en mars de David Goodal, qui interroge le CSN sur ses activités, ni celle de Geoffrey Howe à George Shultz le 27 mai. La ligne de réponse britannique est communiquée au CSN, qui s'en déclare satisfait, précise A. Acland.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/6267/112a, Bird to Collecott, Visit to Iranian Embassy, 10th December, 1986.

<sup>196</sup> TNA, FCO 8/6273, Howe to FCO, Washington 2045, US/Iran, 21st November, 1987.

<sup>197</sup> PINEUS Walter and OTTAWAY David, "Poindexter Assured British on U.S. Policy", *The Washington Post*, 23rd November, 1986.

<sup>198</sup> DOS, Armacost to Shultz, State 139006, Arms Sales to Iran, 3rd May, 1986.

<sup>199</sup> DNSA, Poindexter to North, 3rd May 1986, 5th May, 1986.

<sup>200</sup> TNA, FCO 8/6273/68, Acland to FCO, Washington 2972, Poindexter, and arms for Iran, 23rd November, 1986.



Une semaine plus tard, un article du *Sunday Times* fait ressurgir le soupçon de laisser-faire britannique devant la dispersion d'armes vers l'Iran<sup>201</sup>. Selon ses auteurs, les Américains ont négocié avec les Iraniens depuis une planque située dans les quartiers ouest de Londres, choisie pour son accessibilité et sa situation centrale entre l'Iran, Israël et les États-Unis. Ni l'ambassade de Grosvenor Square ni les services britanniques n'en auraient été informés. Charles Powell, secrétaire privé en charge des Affaires étrangères à Downing Street, pourtant au fait des négociations en cours, assure aujourd'hui ne pas avoir de souvenir d'un soupçon sur le sujet<sup>202</sup>. Le lendemain, le *Times* cite une source iranienne dissidente gérant le trafic, qui explique les autres raisons du choix de la capitale britannique : c'est un centre bancaire majeur où peuvent être transférés en toute discrétion des montants considérables ; c'est un foyer de la diaspora iranienne où peut être dissimulé le passage des acteurs impliqués dans le trafic ; c'est un centre international du marché des armes donnant aux marchands britanniques un accès aux ressources iraniennes, cruciales pour les forces iraniennes équipées de matériel américain. Les cercles iraniens à Londres estiment alors que les révélations de l'Irangate, qui exposent les Américains et les Israéliens, rendront aux Iraniens plus difficile l'achat d'équipements américains sophistiqués sur le marché des armes, donc plus nécessaire le recours aux intermédiaires britanniques<sup>203</sup>.

Les révélations ne manquent pas de susciter des remous aux Communes. Le député Roger Scott écrit le 2 décembre à la Première ministre qu'il a été choqué d'apprendre que le gouvernement avait depuis 1984 « facilité » le commerce des armes vers l'Iran et l'Irak en autorisant l'exportation de moteurs, la remise en état d'aéronefs, la vente de pièces de chars et de véhicules blindés à Téhéran, compensées par la cession à Bagdad d'équipements de radars et de véhicules militaires<sup>204</sup>. Après enquête du FCO sur les activités commerciales vers l'Iran, M. Thatcher répond à R. Scott pour réfuter l'accusation de soutien à la politique américaine et d'action ayant facilité les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak. Elle rappelle la politique britannique depuis le déclenchement de la guerre en montrant que les produits mentionnés par son correspondant répondent aux directives communiquées au Parlement<sup>205</sup>.

Après l'avoir interpellée en séance, le député George Robertson revient vers la Première ministre au sujet d'un soupçon de transport d'armes américaines sur deux vols de la compagnie Evergreen depuis l'aéroport de Stansted<sup>206</sup>. Au département du Moyen-Orient, Charles Bird rapporte que la compagnie a 22 bureaux aux États-Unis, plusieurs en Extrême-Orient, mais seulement 2 en Europe. Ses activités y sont gérées par l'agence de transport Greenjack, qui confirme avoir affrété pour Evergreen des avions-cargos vers l'Arabie saoudite et le golfe Persique, mais précise que ces vols ont cessé trois mois plus tôt et ne sont jamais partis de Stansted<sup>207</sup>. Les accointances de la compagnie suscitent cependant l'intérêt. Elle fusionne en 1975 avec Intermountain Airlines, contrôlées par la CIA, puis Air

<sup>201</sup> "London house was HQ for Iran arms deal", *The Times*, 30th November, 1986.

<sup>202</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020.

<sup>203</sup> "London may be vital link in Tehran war effort", *The Times*, 1st December, 1986.

<sup>204</sup> TNA, FCO 8/6666/1, Scott to Thatcher, 2nd December, 1986.

<sup>205</sup> TNA, FCO 8/6651/4, Thatcher to Scott, 13th January 1987.

<sup>206</sup> TNA, FCO 8/6616, Robertson to Thatcher, 16th December, 1986.

<sup>207</sup> TNA, FCO 8/6616, Bird to Blackley, 8th January, 1987.

America, qui fournit un soutien aérien lors de la guerre du Vietnam. La compagnie assure le rapatriement du shah de l'Égypte au Panama puis du Panama aux États-Unis en 1980<sup>208</sup>. Son vice-président pour les ventes, William Langton, devient par ailleurs président de la compagnie Southern Air Transport, qui assure justement le transfert des armes américaines vers l'Iran en 1985 et 1986<sup>209</sup>.

Le député libéral David Steel interpelle enfin à plusieurs reprises la Première ministre sur sa connaissance possible de l'initiative américaine avant sa révélation, *via* les circuits du renseignement, et sur son refus supposé de fermer le Bureau d'approvisionnement iranien de Londres, sur les conseils du MI5, qui aurait estimé préférable de laisser se poursuivre ses activités commerciales sous surveillance<sup>210</sup>. Leur révélation dans la presse attise les soupçons de complaisance<sup>211</sup>. M. Thatcher lui répond au milieu et à la fin du mois de janvier en rappelant que l'organisation et le financement des achats d'armes depuis Londres n'est pas en soi illégal à condition qu'ils n'enfreignent pas le droit et que la fermeture du Bureau d'approvisionnement, dans les locaux de la NIOC, n'aurait abouti qu'à une perte d'activités pour des entreprises britanniques déjà éprouvées par des restrictions commerciales. Sur la question de sa connaissance de l'initiative américaine, elle continue à s'abriter derrière la coutume permettant au gouvernement de ne pas s'exprimer sur les questions de renseignement<sup>212</sup>.

### 3. L'emballement cathartique

Le processus d'enquête consécutif à l'éclatement du scandale prolonge les retombées de l'initiative américaine, sous le regard d'un allié donc la compassion témoigne de la proximité personnelle entre les cercles décisionnels et dont la sollicitation confirme les racines britanniques de l'« Entreprise ».

Lors d'une réunion de l'entourage décisionnel dans le bureau ovale le 10 novembre sont anticipées les auditions parlementaires et les questions que ne manquent pas de soulever les révélations. Lorsque le président suggère de publier une déclaration sans répondre aux journalistes, le secrétaire général de la Maison-Blanche Donald Regan souligne la nécessité de communiquer suffisamment, la crédibilité de l'administration étant en jeu<sup>213</sup>. Le 12, John Poindexter reçoit en privé une délégation de congressistes devant lesquels il admet des « erreurs de calcul »<sup>214</sup>. Une semaine plus tard, Ronald Reagan déclare lors d'une conférence de presse assumer la responsabilité de l'initiative<sup>215</sup>. Le 24, devant le Con-

<sup>208</sup> HUBER Mark, "Evergreen's Del Smith Dead at 84", *Aviation International News online*, 7th December, 2014; BATES David, "Airline With an Attitude: A Special Report on Evergreen Aviation", *Yamhill Valley News-Register*, 21st December, 1999

<sup>209</sup> REED Ted, "Southern Air Wants To Be Known For New Work, Not Old Cia Ties", *The Journal of Commerce online*, 11th April, 1991

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/6651/5, Steel to Thatcher, 21st January 1987.

<sup>211</sup> TRAVIS Alan, "Thatcher lets Irangate firm stay in London", *The Guardian*, 30th December, 1986; MARR Andrew, "Steel urges Thatcher to close Iran arms centre", *The Independent*, 31st December, 1986.

<sup>212</sup> TNA, FCO 8/6651/6, Thatcher to Steel, 26th January 1987.

<sup>213</sup> DNSA, IC03732, Meeting on November 10, 1986, with the President, Vice-President, Secretary Shultz, DCI Casey, Attorney General Meese, Don Regan, Admiral Poindexter, and Al Keel, in the Oval Office.

<sup>214</sup> DNSA, IC03753, National Security Briefing of Congressional Leaders, 12th November, 1986.

<sup>215</sup> DNSA, IC03831, The President's News Conference, 19th November, 1986.

grès, le secrétaire d'État adjoint John Whitehead condamne les actions du CSN<sup>216</sup> et précipite le lendemain la chute de J. Poindexter et d'Oliver North<sup>217</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre, un ordre exécutif met en place une commission d'enquête sur l'initiative iranienne du CSN placée sous la direction de l'ancien sénateur John Tower<sup>218</sup>. C'est à ce moment que Margareth Thatcher écrit au président pour lui témoigner de son soutien personnel dans les épreuves qu'il traverse<sup>219</sup>. R. Reagan confie au milieu du mois à l'avocat indépendant John Walsh des investigations auxquelles il promet la totale coopération de la Maison-Blanche<sup>220</sup>. Début janvier, le Sénat puis la Chambre des représentants ouvrent leurs propres enquêtes, placées sous la direction respective des démocrates Daniel Inouye et Lee Hamilton.

Les Britanniques témoignent d'un intérêt certain pour les différentes auditions et enquêtes, comme le montrent les correspondances régulières émanant de Massachusetts Avenue sur le sujet. Lorsqu'il rencontre son homologue américain George Shultz le 8 janvier, Geoffrey Howe le lui confirme en lui recommandant de lui communiquer toute preuve de l'organisation depuis le Royaume-Uni du transfert d'armes américaines<sup>221</sup>. Le secrétaire d'État révèle lors de son témoignage devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre que des officiels américains ont rencontré des Iraniens en décembre en dépit de l'éclatement du scandale. À Grosvenor Square, Robin Raphel, « soucieuse de rétablir les faits » selon Peter Collecott, lui assure qu'une rencontre a bien eu lieu, mais en Allemagne de l'Ouest, afin de prolonger le seul objectif raisonnable de l'initiative du CSN : maintenir ouvert le dialogue avec l'Iran. Ont été dépêchés Charles Dunbar, du département d'État, et George Cave, de la CIA, tous deux persanophones, avec la ferme instruction de signifier à leurs interlocuteurs, proches du pouvoir, précise la diplomate, qu'il n'y aurait plus de livraisons d'armes. R. Raphel en profite pour dénigrer la version des faits présentée par Michael Ledeen, selon lequel la visite à Téhéran le 25 mai 1986 aurait eu pour but de rétablir le dialogue, alors qu'aucun de ses participants n'étaient connaisseurs du pays<sup>222</sup>.

Le 29 janvier, David Boren et William Cohen remettent à D. Inouye le rapport préliminaire de la commission sur le renseignement du Sénat sur la vente d'armes à l'Iran et la dispersion des fonds récoltés vers les Contras<sup>223</sup>. Il décrit les informations glanées pendant son enquête et identifie plusieurs axes d'investigations qu'il porte à l'attention de la commission spéciale du Sénat. L'ambassadeur

<sup>216</sup> UNITED STATES CONGRESS, HOUSE COMMITTEE ON FOREIGN AFFAIRS, *The foreign policy implications of arms sales to Iran and the Contra connection: hearings before the Committee on Foreign Affairs*, House of Representatives, 99th Congress, 2nd session, November 24, 1986, Washington, U.S. G.P.O., 1986, p. 28-29.

<sup>217</sup> REAGAN Ronald, Remarks Announcing the Review of the National Security Council's Role in the Iran Arms and Contra Aid Controversy, 25th November, 1986 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/258235>.

<sup>218</sup> REAGAN Ronald, Executive Order 12575, President's Special Review Board, 1st December, 1986 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/258282>.

<sup>219</sup> RRL, White House Office of Records Management, Presidential Handwriting Files, Presidential Phone Calls, Folder 169, Thatcher to Reagan, 4th December, 1986.

<sup>220</sup> REAGAN Ronald, Statement on the Appointment of an Independent Counsel To Investigate the Iran Arms and Contra Aid Controversy 19th December, 1986 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/257486>

<sup>221</sup> TNA, FCO 8/6616/2b, Howe to Washington FCO 34, 8th January, 1987.

<sup>222</sup> TNA, FCO 8/6616/14, Collecott to Young, US/Iran: reported meeting in London, 27th January, 1987, confirmé par WALSH Lawrence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, Volume I, *op. cit.*, p. 345.

<sup>223</sup> CIA, CIA-RDP89T00142R000500670005-7, Boren, Cohen, to Inouye, 29th January, 1987

Acland, qui transmet le rapport à Londres, met en évidence qu'il confirme la fourniture de renseignements sur l'Irak à l'Iran dans le cadre de l'initiative, en dépit des objections de la CIA, et que G. Shultz et William Casey ont appelé sans succès J. Poindexter à rendre l'initiative publique<sup>224</sup>.

Le 27 février, c'est au tour du sénateur Tower de remettre le rapport de sa commission. Il analyse les dysfonctionnements du processus décisionnel durant l'initiative iranienne, décrit le rôle du président et du CSN et fournit des recommandations pour le futur. Il propose de plus une narration détaillée des négociations avec les Iraniens et une étude de la dispersion des fonds vers les Contras. Il recourt à des sources gouvernementales et au fruit d'entretiens organisés par la commission avec les acteurs de l'« Entreprise ». Il traite également de la gestion du scandale par la Maison-Blanche après sa révélation. Il montre que jusqu'au 20 novembre le président a cherché à éviter de rentrer dans les détails de l'opération pour éviter des répercussions sur les otages américains mais n'a pas cherché à induire le public en erreur. Il prouve aussi que le CSN a délibérément présenté une chronologie des faits destinée à dissimuler la réalité, qu'O. North a occulté de nombreuses informations et que les témoignages de W. Casey et de J. Poindexter devant le Congrès n'ont pas totalement restitué les événements tels qu'ils se sont produits. Le rapport ne fournit en fait pas de preuve de l'infraction criminelle de la Maison-Blanche et apparaît moins dommageable à la présidence que la presse a pu l'espérer et l'administration le craindre. Il n'en constitue pas moins une nouvelle et sévère critique de la désinvolture du processus décisionnel américain, en particulier à la CIA et au CSN, que les Britanniques ont déjà perçue lors de la révolution<sup>225</sup>. Juste avant sa publication, M. Thatcher envoie cependant à Robert McFarlane un message personnel lui assurant qu'il est resté dans ses pensées depuis le début de la crise et que tous ses nombreux amis au Royaume-Uni lui souhaitent le meilleur dans les circonstances<sup>226</sup>.

Certains enquêteurs se rapprochent des Britanniques pour éclaircir les racines de l'« Entreprise » au Royaume-Uni. Le 3 mars, L. Hamilton écrit à Massachusetts Avenue qu'il entend solliciter de l'hôtel Churchill, à Londres, où O. North aurait échangé avec des Iraniens, une copie des factures entre fin septembre et début octobre 1986 mentionnant les communications téléphoniques vers l'étranger. Le FCO recommande de répondre que la procédure de bon aloi serait de transmettre la requête via le département d'État et de prévenir que le droit britannique ne saurait forcer l'hôtel à répondre dans le cas où il s'y refuserait. Londres entend ainsi se conformer à la coutume épargnant au gouvernement de comparaître devant une commission du Congrès, éviter d'être entraîné dans l'Irangate, garder un contrôle sur les requêtes qui ne manqueront pas de suivre et sur la fourniture éventuelle d'informations<sup>227</sup>.

Les sollicitations se succèdent en effet : outre celle concernant l'hôtel Churchill, elles requièrent des informations sur un mouvement de fonds via des comptes bancaires aux îles Cayman, des renseignements sur un requête américaine d'assistance financière dans le cadre de la fourniture aux Contras d'équipements, ainsi qu'une assistance juridique pour obtenir une preuve de la branche londonienne de

<sup>224</sup> TNA, FCO 8/6616/17, Acland to FCO, Washington 213, NSC/Iran/Nicaragua, 31st January, 1987.

<sup>225</sup> TNA, FCO 8/6616/32, Acland to FCO, Washington 424 et 425, Tower Commission Report, 26th February, 1987.

<sup>226</sup> MCFARLANE Robert, *Special Trust*, New York, Cadell and Davies, 1994, p. 387.

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/6616/41, Fowler to Fearn, US Congressional Request for Assistance, 12th March, 1987.

la Banque Melli. Alors que les premières requêtes, présentées dans les formes, ne posent pas de difficultés, le directeur du département du Moyen-Orient oppose des objections à la dernière. Si la banque repousse la requête et si Londres doit assister Washington sur ce point, les Iraniens ne manqueront pas de considérer que les Britanniques agissent contre eux. Or, note Rob Young, Londres s'est attaché à prendre discrètement ses distances avec Washington dans le golfe Persique à la suite des révélations, où elles ont ruiné la réputation des États-Unis. Dans la mesure où les Iraniens sont toujours prompts à considérer les Britanniques comme des laquais des Américains, il s'agirait de ne pas leur en donner des raisons supplémentaires<sup>228</sup>. Malgré la sensibilité politique de la démarche, le FCO accède à la requête américaine, parce qu'elle concerne une affaire criminelle et qu'elle a été présentée dans les formes. Il rappelle cependant que l'obtention de l'information risque de prendre du temps et que la confidentialité de la démarche ne saurait être garantie, comme l'espèrent les Américains à l'origine<sup>229</sup>.

L'obligance britannique va au-delà. Lorsque la Haute Cour britannique rejette la requête pour des raisons légales, les conseillers juridiques du FCO estiment que rien d'autre ne peut être fait pour assister les Américains<sup>230</sup>. Saisi par le gouvernement britannique, le Juge Sénior de la Cour consent pourtant à revoir son jugement et finit par accepter la requête américaine. Le gouvernement s'était de plus déclaré en amont disposé à défaut à rechercher d'autres moyens légaux de voir la demande aboutir, témoignage de l'ampleur de la solidarité interalliée dans la deuxième débâcle iranienne<sup>231</sup>.

## **B. Les impensées des intentions**

### **1. La tension terroriste**

L'échec de l'initiative de rapprochement entre Washington et Téhéran et sa dénonciation, après avoir laissé dans l'ignorance l'allié britannique, fait peser un surcroît de soupçons réciproques sur la triangulation diplomatique quant aux intentions des alliés et partenaires potentiels.

L'éclatement du scandale révèle d'abord la vanité des efforts engagés par les Américains pour faire libérer les otages détenus au Liban, les limites de la confiance accordée aux Iraniens et la défiance des Britanniques pour une stratégie en rupture avec les conventions et les discours. Après la libération du père Lawrence Jenco, trois nouveaux américains sont enlevés au Liban, Frank Reed le 9 septembre, Joseph Cicippio le 12, et Edward Tracy, le 21 octobre. Selon l'universitaire Magnus Ranstorp, le fait de discréditer Hachemi Rafsandjani, le principal interlocuteur des Américains, en remplaçant les

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/6617/48, Young to Richardson, US Request for Assistance for 'Irangate' investigations, 29th April, 1987 ; FCO 8/6617/50, Richardson to Maud, US Request for Assistance for 'Irangate' investigations, 30th April, 1987.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/6617/51, Howe to Washington, FCO 704, Iran/Contras Request for information from Bank Melli, 5th May, 1987.

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/6617/66b, Howe to Washington, FCO 926, Iran/Contras Request for information from Bank Melli, 12th June, 1987.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/6617/82, Howe to Washington, FCO 1220, Iran/Contras Request for information from Bank Melli, 30th July, 1987; FCO 8/6617/84, Glenarthur to Washington, FCO 1280, Iran/Contras Request for information from Bank Melli, 6th August, 1987.

otages déjà libérés, a pu faire partie des motivations<sup>232</sup>. Alors qu'une nouvelle session des conversations bilatérales sur le terrorisme est prévue pour le 17 novembre<sup>233</sup>, la libération de David Jacobsen et la révélation du scandale au début du mois conduit Massachusetts Avenue à solliciter du CSN des éclairages sur ses raisons. Oliver North dément les allégations de la presse et répond qu'une instruction a été donnée aux membres de l'administration de se dispenser de tout commentaire. Il indique cependant que les objectifs généraux étaient d'encourager une fin des hostilités entre l'Iran et l'Irak, d'établir des relations correctes avec les deux partis et d'obtenir la libération des otages, ce dernier point ayant été un prérequis aux deux autres. L'arrestation de Mehdi Hashemi, réputé proche de la Lybie et promoteur du terrorisme, par ailleurs à l'origine de l'éclatement de l'Irangate, lui apparaît comme le signe d'une volonté iranienne de revenir sur son usage du terrorisme international<sup>234</sup>.

Les conséquences de l'initiative américaine dans la lutte contre le terrorisme sont vivement ressenties à Londres. Pour l'ancien chargé d'affaires en Iran Nicholas Barrington, les ventes d'armes que les Américains ont découragées en public tout y recourant en secret auraient pu bénéficier à l'économie britannique et aux négociations pour libérer Roger Cooper, un homme d'affaires britannique persanophone arrêté le 7 décembre 1985 pour ne pas avoir renouvelé son visa, puis condamné pour espionnage à 10 ans de prison et à la peine de mort<sup>235</sup>. Il craint que l'éclatement du scandale ne complique les négociations futures en incitant les Iraniens à imposer un prix à sa libération<sup>236</sup>. Son collègue Duncan Slater note que l'échec de l'initiative américaine montre par défaut la pertinence de la politique britannique refusant de faire des concessions substantielles aux revendications des groupes terroristes comme des États soutenant le terrorisme international. Si trois otages américains ont été libérés depuis le début de l'initiative, le coût a été élevé en termes de crédibilité internationale, notamment auprès des partenaires arabes, choqués par les livraisons d'armes à l'Iran. Cinq Américains demeurent de plus en captivité. Leur libération semble dorénavant hors de question<sup>237</sup>.

La tension terroriste est perceptible dans les conversations consécutives à l'éclatement du scandale. Les éléments de langage préparés en amont de l'entretien entre Margaret Thatcher et Caspar Weinberger le 8 décembre rappellent la fidélité de Londres à sa politique de lutte antiterroriste et de ventes d'armes. Ils mentionnent la volonté de ne pas ajouter à la déconfiture américaine mais l'importance de rétablir la crédibilité américaine, et par extension occidentale, au Moyen-Orient<sup>238</sup>. Les États soutenant le terrorisme international constituent le deuxième point à l'agenda des conversations bilatérales sur le terrorisme du 16 décembre. Les Britanniques relèvent qu'il ne s'agit pas de traiter l'Iran comme la Libye ou la Syrie, les preuves d'implication directe de Téhéran n'étant pas aussi conclusives que pour

<sup>232</sup> RANSTORP Magnus, *Hizb 'allah in Lebanon*, New York, St. Martin's Press, 1997, p. 98.

<sup>233</sup> RRL, White House Staff and Offices, North, Oliver Files, Terrorism: US-British, North to Bone, 14th October, 1986.

<sup>234</sup> TNA, FCO 8/6273/13, Acland to FCO, Washington 2003, US Hostage, 5th November, 1986.

<sup>235</sup> "UK protests to Iran over detention of Briton", *The Financial Times*, 9th December, 1986, p. 4.

<sup>236</sup> TNA, FCO 8/6267/29, Barrington to Miers, Relations with Iran, 12th November, 1986.

<sup>237</sup> TNA, FCO 8/6267/92, Slater to PS, No Deals with Terrorists, 17th November, 1986.

<sup>238</sup> TNA, FCO 8/6273/139, Call on Prime Minister by Mr Weinberger: Monday 8 December, 5th December, 1986.

Tripoli et Damas. Ils conviennent de la nécessité de garder ouverts les canaux de communication vers l'Iran à condition qu'elle n'implique pas des concessions substantielles aux preneurs d'otages, ni de fournitures d'armes en infraction aux directives en vigueur. Ils demandent si l'initiative américaine a conduit l'Iran à relâcher ses liens avec les groupes terroristes. Ils mettent en avant l'urgence à renforcer la posture anti-terroriste des Occidentaux devant les Iraniens dans le rétablissement du dialogue<sup>239</sup>.

De nouveaux enlèvements donnent raison en janvier à l'urgence de la vigilance occidentale. Quatre enseignants de l'université de Beyrouth, dont trois américains, sont capturés le 24 janvier par le Jihad islamique. Quatre jours plus tôt disparaît Terry Waite, que l'archevêque de Canterbury a envoyé au Liban en 1985 pour négocier la libération d'otages britanniques. En 1980, il avait déjà négocié en Iran avec succès la libération de plusieurs otages liés à l'Église anglicane. Son enlèvement en 1987 passe pour une conséquence indirecte de l'« Entreprise ». À partir de 1985, il est en effet impliqué dans les négociations pour la libération de L. Jenco et de D. Jacobsen : O. North le décrit au CSN comme « notre seul accès aux événements au Liban »<sup>240</sup>. Il vole en secret à bord d'un hélicoptère américain entre Chypre et le Liban, est en contacts réguliers avec les diplomates de Grosvenor Square à Londres et rencontre à plusieurs reprises O. North aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Liban<sup>241</sup>.

Les conversations américano-britanniques postérieures témoignent des difficultés à répondre à la « menace » iranienne. Le coordinateur pour l'antiterrorisme au département d'État Alvin Adams rencontre mi-février ses homologues au FCO, qui lui avouent partager ses inquiétudes sur l'échange d'otages contre des terroristes mais ne pas avoir d'idées spécifiques sur la conduite à tenir. Les Britanniques continuent d'insister sur leurs doutes quant au recours à des actions militaires punitives contre des cibles libanaises, envisagé à Washington. Les Américains confient leur certitude sur le fait que les otages sont détenus par le Hezbollah ou un groupe associé. Les alliés s'accordent sur le fait que l'Iran est à même d'influencer les ravisseurs en faveur d'une libération, sans pouvoir définir à quel point<sup>242</sup>. Un mois plus tard, un rapport du Pentagone présente pourtant l'ayatollah Khomeini comme le commandant suprême du Hezbollah : ses opinions seraient retranscrites par le Conseil suprême de défense de l'Iran pour être transmises au Liban via les Gardiens de la révolution<sup>243</sup>. La résurgence régulière de la « menace » témoigne quoi qu'il en soit des difficultés des Occidentaux à la contenir : le 17 juin, l'Américain Charles Glass est enlevé à Beyrouth par le Hezbollah, avec l'approbation de Téhéran ; le 2 octobre, un groupe auto-proclamé « Gardiens de la révolution islamique et soldats de l'imam Khomeini » revendique l'assassinat à Londres d'un opposant au régime islamique et de son fils<sup>244</sup>.

<sup>239</sup> TNA, FCO 8/6267/113, UK/US talks on terrorism, 16th December, 1986.

<sup>240</sup> DNSA, IC01977, North to McFarlane, Poindexter, Next Steps, 9th December, 1985.

<sup>241</sup> WAITE Terry, *Taken on Trust*, Londres, Routledge, 1993, p. 47-49, 70, 78-79, 88, 397, 413-415, 427.

<sup>242</sup> RRL, Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records, RAC Box 6, United Kingdom, Price to State, London 3487, US/UK consultations on terrorism: London visit of Ambassador Adams, 17th February, 1987.

<sup>243</sup> RRL, Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records, RAC Box 7, Terrorism Groups: Hizballah [Hezbollah] (1), Development of the Hizballah Strategy in South Lebanon, Defense Research Comment 16-87, March 1987

<sup>244</sup> DNSA, TE00995, Iran, Support for International Terrorism, Report, 21st September, 1989,

## 2. La défiance diplomatique

La persistance de la « menace » terroriste accroît d'autant plus la défiance diplomatique née des révélations de l'« Entreprise », non seulement entre les alliés, mais aussi à l'égard d'un partenaire iranien dont les intentions ne sont pas cernées, pour peu qu'elles soient définies de manière consensuelle.

L'importance cruciale de l'Iran pour les États-Unis comme pour l'Occident, ainsi que le spectre des menaces que l'influence politique et militaire de l'URSS fait peser sur le pays, continuent à hanter les concepteurs de la politique iranienne, que ce soit au Oliver North, directeur pour les affaires politiques et militaires au CSN<sup>245</sup>, ou Daniel Webster, officier du renseignement national chargé de la région à la CIA<sup>246</sup>. Ce dernier prend cependant la mesure de la précarité de la position des États-Unis dans le pays, que la révolution avait déjà considérablement fragilisée. C'est ainsi à ses yeux sur la volonté ou le refus d'accepter à Washington le régime révolutionnaire iranien que reposent les différentes options politiques. La communauté de politique étrangère américaine apparaît vivement divisée sur la question. La reprise d'une relation normale ne pourra quoiqu'il en soit se faire que de manière lente et hésitante, le long d'un chemin que l'analyste prévoit chaotique. Le principal levier à la disposition des Américains apparaît l'ouverture de canaux de communication auprès d'acteurs choisis pour leur modération politique et pour leur capacité à détenir des postes-clés à Téhéran à la disparition du Guide. Il évoque aussi le renoncement au soutien apporté aux groupes d'opposition en exil et l'octroi d'une assistance médicale aux Iraniens victimes des armes chimiques utilisées par les Irakiens sur le front.

Les Britanniques partagent l'analyse de leurs alliés. Tout détestable que le régime iranien leur paraisse, ils ne considèrent pas moins comme nécessaire le fait de dialoguer avec lui lorsque les intérêts nationaux le demande, afin de prévenir un développement de l'influence soviétique à long terme. Ils ne dissimulent cependant pas leurs inquiétudes au sujet des conversations secrètes ayant eu lieu entre Iraniens et Américains et au sujet des directions de la politique américaine à l'aune de leurs échecs. Ils rappellent que Londres travaille à une amélioration graduelle et à long terme des relations avec Téhéran, à laquelle ont appelé les partenaires arabes dans la région. Les progrès accomplis jusqu'alors n'ont été cependant qu'imperceptibles : les Britanniques ne dissimulent pas qu'il est difficile de trouver au sein de la République islamique des acteurs politiques raisonnables à des postes d'autorité<sup>247</sup>.

Le ministre d'État Timothy Renton recommande ainsi de conserver à l'esprit l'importance à ménager les relations bilatérales. Outre le risque de se voir privé des parts lucratives dans le marché iranien, que les Français convoitent de plus en plus, une prise de distance britannique empêcherait Londres de surveiller la scène intérieure iranienne, de développer sur place ses réseaux, voire d'influencer à la marge la décision politique. A l'appui de la chute de Mehdi Hashemi, il note que le fondamentaliste khomeiniste pourrait ne pas survivre à l'ayatollah. Il s'agirait donc, pour surmonter la défiance diplo-

<sup>245</sup> DNSA, IC03767, North, U.S.-Iranian Contacts and the American hostages, Top Secret, 13th November, 1986.

<sup>246</sup> CIA, CIA-RDP98-00244R000300200015-6, Webster to Casey, Up-dating for Iran-Iraq Policy Options Paper, 1986.

<sup>247</sup> TNA, FCO 8/6273 Prime Minister's Visit to Washington, US/Iran Relations, 12th November, 1986; FCO 8/6382/51, Bilateral with Mr Shultz, 6/7 January, Middle East – Iran/Iraq, Points to Make, December 1986.



matique, de ne pas se laisser dépasser par les différends diplomatiques bilatéraux ni par les dommages collatéraux de la *catharsis* parlementaire américaine. Th. Renton suggère ainsi de contenir les tensions au maximum jusqu'à l'arrivée de Christopher McRae à la tête de la représentation britannique en Iran à la fin du mois de janvier, en espérant que les tensions de l'Irangate se dissipent d'ici-là<sup>248</sup>.

C'est sans compter sur le pouvoir de nuisance des révélations successives secouant la place washingtonienne. Le 12 janvier, le *New York Times* révèle, à l'appui de sources émanant des services, que l'administration américaine a fourni à l'Irak et à l'Iran pendant plusieurs années des données de renseignement délibérément déformées ou inexactes, telle une exagération de la concentration de troupes soviétiques à la frontière entre l'Iran et l'URSS<sup>249</sup>. Dans un concert rarement consensuel, la Maison-Blanche, le département d'État et l'agence de Langley ont démenti toute entreprise de désinformation. Cumulée aux précédentes, cette nouvelle révélation n'attise pas seulement les tensions avec Téhéran : le ministre irakien Tariq Aziz condamne une tromperie relevant de l'acte d'agression contre Bagdad sans aucune justification morale ou politique. Selon Christopher Prentice, à Massachussetts Avenue, la presse entend ainsi jeter une lumière embarrassante sur les contradictions et la confusion de la politique américaine dans le Golfe. Le diplomate note cependant qu'une analyse « charitable » des faits ne verrait pas grande contradiction entre la fourniture de renseignements à l'Irak sur l'ordre de bataille iranien tout en alertant l'Iran sur la menace soviétique à ses frontières, pour peu que ce soit correct<sup>250</sup>.

Depuis Téhéran, son collègue Edward Chaplin relève cependant que les révélations successives ont en Iran un effet catastrophique sur l'image des États-Unis. Les pires soupçons des acteurs hostiles à l'Occident sont confirmés et leur paranoïa traditionnelle est renforcée. Pour les opposants au régime, la révélation des négociations secrètes menées par Washington a sonné comme une trahison profonde. Pour les pragmatiques au pouvoir, l'administration américaine apparaît dans toute son incompétence et son manque de fiabilité. Les États-Unis ont ainsi réussi à s'aliéner tout le monde. La publication du rapport Tower, ajoute le diplomate, ne fait qu'empirer la situation, qui n'est par ailleurs pas sans conséquence pour les Britanniques. Le crédit des acteurs pragmatiques avec lesquels travaillent les diplomates souffre du scandale. Si les opposants au régime en retirent l'impression que les Britanniques sont un meilleur atout que les Américains, le Royaume-Uni ne saurait ainsi en retirer profit<sup>251</sup>.

Les impressions de l'Irangate attisent la défiance diplomatique entre Londres et Téhéran, jusqu'à ce qu'elles prennent une tournure dramatique les 28 et 29 mai 1987, quand E. Chaplin est enlevé puis libéré par les membres d'un Comité révolutionnaire après avoir été molesté devant femme et enfants. L'acte répond à l'arrestation par la police de Manchester du vice-consul iranien, Ali Qassemi, pour vol à l'étalage, en violation supposée de son immunité diplomatique. Pour E. Chaplin, l'événement est une bonne illustration de la manière dont les dynamiques déstructurées de la révolution peuvent conduire à

<sup>248</sup> TNA, FCO 8/6651/19, Renton to Howe, Iran, 8th January, 1987.

<sup>249</sup> ENGELBERG Stephen, "Iran and Iraq Got 'Doctored' Data, U.S. Officials Say", *The New York Times*, 12th January, 1987

<sup>250</sup> TNA, FCO 8/6616/9a, Prentice to Collecott, TL Washington, US/Iraq and Iran, 15th January, 1987.

<sup>251</sup> TNA, FCO 8/6754/30, Chaplin to FCO, Tehran 204, US/UK Talk, 9th April 1987.

des décisions désastreuses pour l'intérêt national<sup>252</sup>. Son collègue Ch. McRae y voit un mélange de malchance, de stupidité de la part de la police britannique et de surréaction malicieuse de la part de l'Iran<sup>253</sup>, confirmant la force de crispations triangulaires réactualisées par l'éclatement de l'Irangate.

### 3. La crispation complotiste

Les révélations des tractations secrètes entre Américains et Iraniens contribuent en effet au renforcement des réflexes xénophobes hérités de l'histoire. Le promoteur du dialogue, Hashemi Rafsandjani, se félicite d'avoir jeté le trouble dans le camp occidental et de voir la victoire de la République islamique sur les Etats-Unis, contraints selon lui de recourir à tous les canaux possibles pour « mendier auprès de l'Iran l'acceptation de l'ouverture d'un dialogue ». Deux semaines plus tard, le Guide suprême surenchérit en notant qu'après avoir rompu ses relations avec Téhéran lors de la révolution, Washington « supplie » dorénavant de les rétablir. L'ayatollah déplore pourtant le dialogue auquel appellent en Iran ceux qui devraient à ses yeux « hurler contre l'Amérique » : « N'engendrez pas des durs et des modérés. Ne vous laissez pas influencer par la propagande étrangère »<sup>254</sup>.

Ces réflexes xénophobes s'articulent sur une crispation complotiste qui perdure indépendamment des pouvoirs en place, nourris des vicissitudes de l'histoire. Le diplomate Edward Chaplin note que les Britanniques, considérés comme les plus loyaux alliés des Américains, sont encore perçus par les révolutionnaires les plus jeunes comme leurs agents dans le pays, alors que les plus anciens restent persuadés que Londres et Washington sont encore engagés dans leur lutte séculaire d'influence en Iran<sup>255</sup>.

La persistance de cet imaginaire complotiste est confirmée par les mémoires de Roger Cooper, qui en est un témoin direct et régulier pendant les six années que dure son incarcération :

« La Reine, ou peut-être Mme Thatcher (les deux étaient parfois confondues) décidaient qui serait le prochain président des États-Unis, car les Américains étaient politiquement très faibles et les Britanniques extrêmement malins. Ceci faisait du Royaume-Uni un ennemi beaucoup plus dangereux que les États-Unis. Ils déformaient même la fameuse citation de l'imam, selon laquelle « l'Amérique est pire que le Royaume-Uni, le Royaume-Uni est pire que l'Amérique, mais l'Union soviétique est pire que les deux autres », faisant du Royaume-Uni le pire de tous les maux. »<sup>256</sup>

Son geôlier témoigne d'un intérêt non-dissimulé pour la structure hiérarchique des services de renseignement britannique et de sa conviction que le représentant de l'archevêque de Canterbury Terry Waite est un agent de la CIA, familier de la Maison-Blanche, équipé d'une puce dissimulée dans la barbe pour permettre aux Américains de préparer une opération de sauvetage des otages<sup>257</sup>.

Lors de son séjour dans le pays au mois de septembre 1986, le diplomate britannique Peter Colle-

<sup>252</sup> CHAPLIN Edward, correspondance électronique avec l'auteur, 17 avril 2020.

<sup>253</sup> MACRAE Sir Christopher, entretien avec l'auteur, 4 juillet 2018.

<sup>254</sup> « Le sort des otages occidentaux au Liban », *Le Monde*, 10 novembre 1986, p. 16 ; « L'imam Khomeiny condamne toute idée de rapprochement avec les Etats-Unis », *Le Monde*, 22 novembre 1986, p. 3.

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/6754/30, Chaplin to FCO, Tehran 204, US/UK Talk, 9th April 1987.

<sup>256</sup> COOPER Roger, *Death Plus Ten Years*, Londres, HarperCollins, 1993, p. 59.

<sup>257</sup> COOPER Roger, *Death Plus Ten Years*, op. cit., p. 94 et 149. L'histoire n'a pas été confirmée par l'intéressé.

cott saisit la force de ce sentiment complotiste, corrélée à celle d'un nationalisme hérité de l'histoire :

« Je percevais un fort sentiment d'identité iranienne, sur laquelle reposait une identité révolutionnaire, mais dominait de manière sous-jacente la conscience et la fierté de l'appartenance à une grande culture. Il y avait aussi un certain scepticisme et une critique ancienne contre tout ce qui émanait du Royaume-Uni et une conviction que les Britanniques étaient impliqués dans tout ce qui se passait mal en Iran. »<sup>258</sup>

Au printemps 1987, le quotidien *Kayhan*, réputé proche du régime, publie une série d'articles invoquant la nécessité d'étudier le rôle du Royaume-Uni en Iran. Derrière ce titre programmatique se rassemblent des attaques en règle contre la « main anglaise », témoignant, aux dires du chargé d'affaires Christopher McRae, de l'état d'anarchie générale de la vie politique iranienne et de l'irresponsabilité de la presse locale. On y retrouve, entre bien d'autres, la condamnation pour espionnage de R. Cooper, les réactions de Londres à la nationalisation du pétrole iranien, la fermeture injustifiée de l'ambassade du Royaume-Uni pendant la révolution, la collecte de renseignements par des femmes britanniques séduisantes ou par des religieux anglicans travaillant comme missionnaires, par les Bureaux des relations culturelles ou par l'Église protestante, par les journalistes envoyés sur place ou par les réseaux maçonniques, par les membres des délégations d'entrepreneurs ou de parlementaires visitant le pays.

Le diplomate voit dans les articles la possible republication d'extraits d'un ouvrage sorti aux lendemains de la révolution, alors que le régime travaille selon lui à multiplier les attaques de propagande contre les Britanniques, vus comme des agents du renseignement : Ch. McRae lui-même a été présenté comme un « maître-espion » à son arrivée à Téhéran deux mois plus tôt. Parmi les éléments explicatifs à cette résurgence des attaques contre la « main anglaise », le diplomate évoque l'œuvre d'une faction militante influente au sein du ministère de l'Information, décidée à saboter les efforts de normalisation des relations avec Londres ; une réaction à l'Irangate, destinée à protéger le régime d'accusation de connivences avec les étrangers en s'en prenant aux autres pays ; une préoccupation sincère devant l'accroissement de l'influence britannique dans le golfe Persique, au détriment de l'Iran ; la résultante d'une confrontation interne entre des groupes pragmatiques et militants, ayant fait du Royaume-Uni un champ de bataille par procuration de circonstance ; une réponse excédée à la tonalité très hostile de la presse populaire britannique à l'égard de l'Iran, notamment depuis la prise en otage de Terry Waite. Le diplomate recommande de ne pas surréagir en attendant de pouvoir déterminer les origines et objectifs des attaques. Il note par ailleurs que la plupart de ses interlocuteurs dans le pays – des hommes d'affaires peu enthousiastes envers le régime – se déclarent surpris du fait que la représentation britannique prenne au sérieux ce qu'eux décrivent comme des calomnies insensées. Il appelle pourtant ses collègues à relever lors de leurs prochains entretiens avec les Iraniens que ces allégations ne contribuent en rien à soutenir les efforts déployés de part et d'autre pour resserrer les relations<sup>259</sup>. Dans ce contexte, l'assistance que continuent à apporter les Britanniques aux initiatives des Américains dans le Golfe conduit les Iraniens à dénigrer Londres comme le plus grand soutien de Washington<sup>260</sup>.

<sup>258</sup> COLLECOTT Peter, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

<sup>259</sup> TNA, FCO 8/6614/24a, MacRae to Young, TL Tehran, Iran/UK: anti-British campaign, 14th April, 1987.

<sup>260</sup> TNA, FCO 8/6610/54, Research Department Report, Iran No 2, Recent Developments in Iran, 5th November, 1987

## C. Les impasses de l'implication

### 1. La réflexion stratégique

De même que l'implication des Occidentaux souffre de l'incompréhension suscitée par les révélations de l'Irangate, elle est cependant aussi contrainte par les dissonances interalliées dans les réponses apportées au gain des tensions entre les belligérants.

La réflexion stratégique entre les alliés témoigne de réactions inégales, Washington renforçant par compensation la préférence irakienne jusqu'alors revendiquée, Londres confortant sa politique lucrative d'équilibre entre les belligérants. Le 3 novembre, jour où le magazine libanais *Ash-Shiraa* révèle les négociations en cours, des analystes du département d'État et du CENTCOM sont reçus au FCO par Peter Collecott et Graham Boyce. De retour d'une tournée de six mois dans le golfe Persique, au Yémen et en Jordanie, la délégation rend compte de ses analyses de la situation politique et militaire. Les échanges confirment la convergence d'analyses entre les alliés. Ils notent la poursuite de préparatifs iraniens sur le front en prévision d'une prochaine offensive mais s'accordent à penser que si l'Iran peut mener des attaques d'envergure, il ne saurait les soutenir, laissant à l'Irak la capacité de les retenir. Les perspectives sont ainsi au maintien de l'enlèvement. Dans le Golfe, les attaques contre les convois se poursuivent. S'ils ont la capacité d'y perturber la circulation, les Iraniens sont conscients des dangers qu'ils encourraient à fermer le détroit. Le Koweït est devenu une cible de plus en plus vulnérable. En revanche, les Américains se disent moins inquiets du moral irakien, mais pessimistes devant les difficultés de l'économie iranienne. Quant aux autres pays de la région, ils semblent moins nerveux qu'au printemps : les Saoudiens ont une approche plus professionnelle des enjeux régionaux, les Koweïtiens sont décidés à poursuivre une politique de fermeté à l'égard de l'Iran et de soutien à l'Irak<sup>261</sup>.

Selon l'ambassadeur aux Émirats arabes unis, David Mack, les Américains ne sont pas engagés en soi envers les pays du CCG, mais la stratégie de Washington est de faire savoir sa disposition à agir si les Iraniens viennent à repousser le périmètre du conflit<sup>262</sup>. Une telle approche, écrit le diplomate, dépend dans son efficacité et dans son acceptabilité politique de la disposition des pays concernés à garder les devants en termes d'efforts de défense, tout en pouvant compter sur les États-Unis en arrière-plan pour fournir une forme de dissuasion contre une action iranienne. Lorsque son homologue britannique Michael Tait lui fait remarquer que Téhéran s'est déjà engagé dans la perturbation du commerce international au sud du Golfe, D. Mack en convient mais souligne que la situation énergétique mondiale ne donne pas d'inquiétudes sur un effondrement des exportations du pétrole de la région. Les circonstances n'exigent pas encore des États-Unis une action de fermeté contre les ingérences iraniennes, d'autant qu'ils n'ont pas souffert de pertes lors de la guerre des tankers. Les Iraniens, assure-

<sup>261</sup> TNA, FCO 8/6382/46, Collecott to Boyce, Miers, US Centcom Briefing on the Gulf war, 4th November, 1986.

<sup>262</sup> TNA, FCO 8/6382/47, Tait to Hay-Campbell, The USA and the Southern Gulf war, 24th November, 1986.

t-il, sont conscients des risques à étendre les hostilités sur le territoire des pays du CCG.

A Langley, l'officier du renseignement national Daniel Webster relève l'accroissement des capacités d'ingérence iranienne grâce à l'acquisition auprès des Chinois de missiles balistiques CSS-2, au déploiement d'hélicoptères et au recours à des missiles antinavires italiens Sea Killer. Cette nouvelle donne accroît les risques de confrontation directe entre l'Iran et les États-Unis, qui pourrait résulter d'une attaque contre un vaisseau américain, fortuite ou délibérée, par volonté de provoquer Washington. Outre la prévention de l'influence soviétique en Iran, la préservation des circulations dans le Golfe et la lutte contre la diffusion de la révolution, le fait d'éviter une intervention militaire directe dans la région est pourtant le principal objectif de Washington. Dans ces optiques sont envisagées l'incitation des pays du CCG à prolonger leur aide économique à l'Irak, pour lui permettre de poursuivre le combat, la pression des Arabes modérés sur la Syrie et la Libye pour qu'elles cessent leur soutien à l'Iran, la fourniture par les États-Unis d'une assistance économique et technique à l'Irak<sup>263</sup>.

Au département d'État, Richard Murphy appelle de même à un resserrement des relations avec Bagdad pour apaiser les tensions induites par l'éclatement de l'Irangate, qu'a symbolisé l'envoi le 18 novembre par Saddam Hussein d'une lettre ulcérée à Ronald Reagan. Sans enfreindre la neutralité officielle qui interdit la vente d'armes aux belligérants, il s'agit ainsi de travailler à la restauration de l'influence américaine dans le pays. Le diplomate suggère l'octroi de couvertures d'assurance à court terme et de crédits ouverts par l'agence américaine de crédit aux exportations, ainsi que la révision par le CSN des autorisations d'exportation à destination de l'Irak toujours en suspens<sup>264</sup>.

Pendant ce temps, confortés par la polémique consécutive à l'éclatement de l'Irangate, les Britanniques continuent de réaffirmer leur politique d'« impartialité déclarée », interdisant la vente de matériel de défense conduisant à accroître significativement la capacité de l'un ou l'autre des belligérants à prolonger ou à intensifier le conflit. Ils placent leur confiance dans les bons offices du secrétaire général des Nations unies, qui semble être le seul à avoir la confiance des deux partis et regrettent que la résolution votée au mois d'octobre n'ait pas, faute de soutien, été appliquée. Ils rappellent leur soutien à toute initiative réaliste qui permettrait de réunir l'Iran et l'Irak à la table des négociations<sup>265</sup>.

Lors de son premier entretien avec l'ambassadeur Newton depuis les révélations de l'automne, Tariq Aziz se déclare, au nom de Saddam Hussein, profondément blessé par l'attitude américaine, qu'il qualifie de grave erreur politique. Rejetant l'octroi de renseignements ou de crédits d'équipement qui pourraient être offerts pour restaurer la confiance, il requiert de Washington un soutien affirmé au Conseil de sécurité de l'ONU et un renforcement de la pression sur les alliés de Washington pour endiguer la menace iranienne en lui coupant ses sources d'approvisionnement, suggérant de manière à peine voilée une approche par le président américain de la Première ministre britannique<sup>266</sup>.

---

<sup>263</sup> CIA, CIA-RDP98-00244R000300200015-6, Up-dating for Iran-Iraq Policy Options Paper, 6th November, 1986.

<sup>264</sup> DNSA, Murphy to Armacost, U.S.-Iraqi Relations: Picking Up the Pieces, 2nd December, 1986.

<sup>265</sup> TNA, FCO 8/6398/53, Visit by Mr Renton to Tunisia and Morocco 15-19 December, December 1986.

<sup>266</sup> DOS, C06219302, Newton to State, Baghdad 0683, U.S.-Iraqi relations: Tariq Aziz on how to repair the damage, 9th February, 1987.

## 2. La relance militaire

Le 25 novembre, de nouvelles attaques dans le Golfe relancent les affrontements. La première endommage les installations pétrolières émiratis de Al Bakhoush, à l'issue d'un double raid aérien dont l'Irak et l'Iran rejettent sur l'autre la responsabilité, même si les soupçons se portent sur Téhéran : des témoins ont identifiés des avions F4 seulement utilisés par l'Iran et des sources américaines, à l'appui d'informations fournis par les Saoudiens, attestent que deux F4 iraniens survolaient Bandar Abbas au moment de l'attaque. Un autre raid touche les installations de transbordement pétrolier iraniennes de l'île de Larak et les navires au large. Des AWACS ont confirmé que l'attaque a été perpétrée par deux Mirage F1 irakiens, qui ont fait escale à Dahrán pour se réapprovisionner en carburant, suggérant un soutien, sinon une collusion saoudienne dans l'attaque, qui n'ont pas été relevés par les Iraniens<sup>267</sup>.

Pendant ce temps, les armées de la République islamique grossissent leurs rangs de 100 000 jeunes Bassidj et lancent le 25 décembre 1986 l'opération Kerbala-4 en direction du Chatt-el-Arab et de l'île irakienne de Umm ar Rasas, qui cause de lourdes pertes dans les rangs iraniens pour un gain minime. Elle apparaît *a posteriori* comme une attaque de diversion en amont de l'opération Kerbala-5, lancée le 8 janvier contre le port de Bassorah. L'Irak repousse l'invasion avec difficulté et subit de lourdes pertes, pouvant avoir été causées par les missiles TOW fournis aux Iraniens par les États-Unis. Le *New York Times* rapporte que Téhéran pourrait prendre Bassorah, provoquant un regain de spéculation sur les faiblesses militaires de Bagdad, qui reprend alors ses raids aériens contre les villes iraniennes<sup>268</sup>.

Les attaques provoquent un regain de tensions qui fait craindre un retour de l'escalade militaire aux Occidentaux. Le FCO note que les Irakiens ont utilisé des armes chimiques pour repousser la première attaque iranienne et déplore que Bagdad ait renoué avec les bombardements de cibles civiles, auxquels ils avaient pourtant renoncé depuis le mois de mai 1985. En réaction, l'Iran multiplie les attaques contre les convois commerciaux dans le Golfe. Le 5 janvier, un navire marchand tire un missile qui touche un hélicoptère de la marine américaine au large de Dubaï : son vaisseau associé, l'USS Bannan, suivait le navire à l'origine du tir, qui s'engageait dans les eaux au large de Charjah. Ni les raisons ni l'auteur de l'incident ne sont identifiés, renforçant les tensions consécutives aux attaques<sup>269</sup>.

Les diplomates de Londres estiment que leur résurgence répond à l'imminence de la réunion au Koweït de l'Organisation de la conférence islamique, sur laquelle l'Iran entend faire pression par des actions militaires contre l'Irak et dans le Golfe. Parallèlement, le secrétaire général des Nations unies condamne l'usage par l'Irak d'armes chimiques et renouvelle ses appels au cessez-le-feu. Il propose une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité, déclinée

---

<sup>267</sup> DEFE 69/1740/E14, Barker, Gulf Air Attack, 6th December, 1986.

<sup>268</sup> CUSHMAN John, "Iran is Said to be Solidifying Foothold Gained Inside Iraq", *The New York Times*, 20th January, 1987. HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit., p. 87.

<sup>269</sup> TNA, FCO 8/6813/1, Tait to FCO, Abu Dhabi 2, Attack on U.S. Navy helicopter, 6th January, 1987.

par Londres, parce qu'elle n'aboutirait à rien dans le contexte. L'initiative n'est pas suivie d'effet<sup>270</sup>.

Pour Denis Ross, au CSN, l'avancée des Iraniens et la difficulté des Irakiens à les déloger risquent de rajouter à la nervosité des partenaires du Golfe, qui ne manqueront pas d'en tenir Washington responsable lors du sommet à venir du fait de son commerce avec Téhéran depuis 1985. Les États de la région craignent de plus que les succès iraniens ne conduisent à remotiver des requêtes d'assistance américaine dans leurs rangs<sup>271</sup>. Le directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud recommande ainsi de s'apprêter à leur communiquer les initiatives que Washington est prêt à prendre pour ne pas donner l'impression d'être paralysé par l'Irangible. Le fait que les Saoudiens n'aient personne d'autre vers qui se tourner offre aux Américains une opportunité précieuse de rétablir leur crédibilité à leurs yeux<sup>272</sup>.

À la fin du mois, à la demande de Koweït et de Riyadh, Washington entreprend d'accroître sensiblement la visibilité de sa présence navale dans le nord du Golfe pour dissuader Téhéran de mener de nouvelles attaques. Les diplomates de Massachusetts Avenue s'enquèrent des raisons qui y président auprès de leurs interlocuteurs au département d'État, au Pentagone et au CSN. Ces derniers invoquent la progression iranienne vers Bassora, la reprise des attaques contre les convois koweïtiens et les menaces que Téhéran fait peser sur l'Organisation de la conférence islamique. Deux vaisseaux de la force américaine au Moyen-Orient basée à Bahreïn ont ainsi reçu pour mission de croiser dans leurs zones de patrouille habituelles au nord du Golfe, sans modification de leurs règles d'engagement. Le reste de la flotte est maintenu dans le sud, où ont lieu la majorité des attaques contre les convois maritimes. Le groupe aéronaval USS Kennedy a par ailleurs été maintenu dans l'est du bassin méditerranéen, à titre de seule précaution, précisent les Américains, en lien avec la situation au Proche-Orient.

Selon le Pentagone, les Saoudiens ont requis le retour d'un groupe aéronaval croisant dans l'océan Indien. Prévu pour revenir des Philippines, l'USS Kitty Hawk doit arriver en mer Arabe le 10 février, sans pour autant avoir accéléré sa course, précisent les Américains. Ces derniers ont offert en plus le déploiement de F15 en Arabie saoudite, décliné par Riyad, et l'organisation d'exercices navals conjoints, dont le principe a été accepté sans que l'organisation en ait été actée. Pour le CSN, l'épisode n'est que représentatif des réactions locales à la résurgence de tensions. Les pays du CCG se sont récemment montrés beaucoup plus ouverts à la coopération avec les États-Unis sur les questions de défense mais rechignent toujours à s'engager à cet effet. Dans ce contexte, les Américains entendent les rassurer tout en montrant aux Iraniens qu'ils répondraient à un élargissement du périmètre du conflit à leur initiative. Ils rassurent de même les Britanniques sur le fait qu'ils n'entendent pas provoquer Téhéran. Le Pentagone précise qu'il envisage aussi de proposer à Londres et à Paris un accroissement de leur présence navale dans le Golfe. Dans une posture traditionnelle de prudence à l'idée d'un engagement, les diplomates britanniques répondent que les activités de la patrouille Armilla déployée dans la région ont déjà été étendues. Les Américains laissent cependant planer l'idée d'une organisation

<sup>270</sup> TNA, FCO 8/6796/2, Briefing for Cabinet, Iraq/Iran Conflict, 15th January, 1987; FCO 8/6796/3, Briefing for the Secretary of State for bilateral with the Prime Minister 21 January and for Cabinet 22 January, 21st January, 1987.

<sup>271</sup> MTF, 111716, Ross to Carlucci, Response on Waite and Status of Iran-Iraq War, 20th January, 1987.

<sup>272</sup> MTF, 111716, Ross to Powell, Response on Waite and Status of Iran-Iraq War, 20th January, 1987.

d'exercices navals alliés conjointement avec les marines locales. En attendant, le secrétaire au Trésor James Baker doit se rendre à Riyadh en février dans le cadre de la commission économique conjointe et le Général George Crist, commandant du CENTCOM, effectuer une tournée de routine dans la région, arrivant à point nommé pour témoigner de la volonté d'implication de Washington<sup>273</sup>.

### 3. La riposte diplomatique

Devant l'inefficacité des initiatives onusiennes, la relance militaire incite Washington à une riposte diplomatique à laquelle doivent être associés les alliés. Dans une déclaration solennelle, le 23 janvier, Ronald Reagan exprime publiquement ses inquiétudes face aux menaces pesant sur la sécurité des intérêts des États-Unis et de leurs alliés dans la région, condamnant l'invasion iranienne et appelant à apporter une solution négociée au conflit<sup>274</sup>. Dans les jours qui suivent, Robin Raphel, chargée du Moyen-Orient à Grosvenor Square, téléphone au département du Moyen-Orient du FCO pour relayer une requête formelle invitant Londres, comme les autres membres permanents du Conseil de sécurité, à publier une déclaration similaire à celle du président<sup>275</sup>.

Pour Peter Collecott, la déclaration prononcée quelques jours plus tôt par les ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne rend peu probable si tôt une nouvelle prise de position publique de la part du gouvernement britannique. La déclaration américaine, ajoute le diplomate, entendait rassurer les partenaires arabes du golfe Persique en réaction aux attaques iraniennes et à l'occasion du Sommet de la conférence islamique. Le Sommet étant dorénavant passé, un nouveau communiqué ne paraît pas pertinent, ce dont semblent convenir les Français et les Soviétiques.

À New York, le blocage de l'attaque de Bassora par les Irakiens a réduit l'urgence de l'adoption d'une nouvelle et ferme résolution. La Maison-Blanche envisage cependant de publier un communiqué supplémentaire appelant à une cessation immédiate des hostilités et, pour forcer les Iraniens à y souscrire, réaffirmant les principes de l'opération *Staunch*, pourtant contournés par les Américains jusqu'à l'automne 1986. Washington suggère aussi une reprise des initiatives onusiennes pour aboutir à une solution négociée en persuadant Téhéran de changer sa politique. Dans un virage stratégique remarquable, les Américains proposent une approche de fermeté face à l'intransigeance iranienne corrélée à une ouverture aux principales revendications de Téhéran. Ils requièrent de fait le soutien des membres permanents du Conseil à un texte qui, en plus de s'inscrire dans la continuité des résolutions précédentes, inclurait la mise en place d'une enquête sur les origines du conflit et appellerait à la levée d'un fonds de reconstruction. Cependant, il s'agirait de rendre cette initiative crédible en lui octroyant les moyens de contraindre le parti qui refuserait d'y souscrire. Les Américains rappellent le renforcement

---

<sup>273</sup> TNA, FCO 8/6813/36, Acland to FCO, Washington 176, US naval activity in the Gulf and Mediterranean, 29th January, 1987.

<sup>274</sup> REAGAN Ronald, Statement on the Iran-Iraq War, 23rd January, 1987 [En ligne], RRL [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/statement-iran-iraq-war-0>

<sup>275</sup> TNA, FCO 8/6754/3, Collecott to Young, Miers, US approach over statement on Iran/Iraq, 30th January, 1987.



de leurs efforts pour tarir les flux d'armes vers Téhéran, depuis l'éclatement de l'Irangate, et suggèrent ainsi leur élargissement dans le cadre d'un embargo établi par une résolution du Conseil de sécurité<sup>276</sup>.

Le 12 février, une réunion du groupe de planification de sécurité nationale à Washington réaffirme l'importance de ces objectifs, en y ajoutant l'amélioration de la défense des pays du Golfe, la défense du détroit et la limitation de l'influence soviétique dans la région<sup>277</sup>. Deux semaines plus tard, dans une nouvelle déclaration publique en faveur d'une solution négociée au conflit, le président annonce que le département d'État a reçu l'ordre de renforcer l'opération *Staunch* sous la direction du sous-secrétaire d'État aux affaires de sécurité internationale Edward Derwinski<sup>278</sup>. Le lendemain, Téhéran annonce la fin concluante de l'opération *Kerbala-5*, à laquelle répond le 4 mars une nouvelle offensive des armées islamiques vers le point de convergence entre les frontières iranienne, irakienne et turque<sup>279</sup>.

À Londres, l'ambassade de Grosvenor Square requiert à nouveau du FCO une déclaration similaire appelant à une résolution du conflit et à un engagement à interrompre les transferts d'armes, ainsi que son soutien à une résolution onusienne dans les termes proposés par Washington. Alors qu'au même moment est publié aux États-Unis le rapport de la commission Tower, les Américains indiquent que l'initiative émane de la Maison-Blanche, fortement soutenue par le bureau ovale et le CSN, mais que le département d'État y souscrit, car il y voit un moyen d'élargir à un cadre multilatéral l'embargo sur les armes, afin d'y associer notamment les Chinois et d'engager davantage les Soviétiques.

Les Britanniques notent que la nouvelle déclaration n'a attiré aucune publicité ni suscité de soutien chez les autres membres permanents du Conseil. La démarche américaine est perçue comme purement cosmétique, quelques mois à peine après le scandale de l'Irangate. Le FCO recommande d'indiquer à Washington que Londres n'y entend pas apporter d'écho. Par ailleurs, l'idée d'une résolution assortie de sanctions apparaît précipitée, étant donné les réserves qu'y oppose le secrétaire général de l'ONU. Il convient cependant de l'intérêt de répondre à l'invitation américaine d'échanges bilatéraux permettant de débattre sur la meilleure approche de la question à New York et de sonder la pensée américaine sur la détérioration de la situation dans le Golfe<sup>280</sup>. Le 6 mars, Londres décline la requête de déclaration mais suggère la tenue à Washington de conversations militaires à la fin du mois pour aborder les aspects techniques de la coopération navale, sans prise d'engagement, et propose la visite à Washington à la mi-avril de David Miers pour des conversations politiques sur l'Iran<sup>281</sup>. Sur la riposte diplomatique à la résurgence des tensions dans le Golfe pèse encore six mois plus tard le discrédit d'une ambiguïté qui nourrit une défiance partagée à l'égard du gendarme américain.

<sup>276</sup> TNA, FCO 8/6754/6, US Presidential Statement on Iran/Iraq (attached), 30th January, 1987.

<sup>277</sup> RRL, Burns, William J. Files, Box 91852, "Gulf War [2], Oakley to Carlucci, "NSPG on Gulf Policy: Monday, March 23, 1987, 2:00-3:00 p.m., Situation Room

<sup>278</sup> REAGAN Ronald, Statement on the Iran-Iraq War, 25th February, 1987 [En ligne] APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/252124>

<sup>279</sup> TRAINOR Bernard, "New Iranian Offensive Expected on Iraqi Port City", *The New York Times*, 28th February, 1987; TYLER Patrick, "Iran Seizes Terrain Inside Northern Iraq", *The Washington Post*, 15th March, 1987.

<sup>280</sup> TNA, FCO 8/6754/11, Young to Miers, Iran/Iraq: US demarche and proposals for talks, 4th March, 1987.

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/6754/12, Howe to Washington, FCO 357, Iran/Iraq: US demarche and proposals for talks, 6th March, 1987.

## Conclusion

Les échecs des efforts engagés à Londres et à Washington pour resserrer les relations avec Téhéran ou encadrer la guerre dans le Golfe sanctionnent ainsi les impasses d'une ambiguïté diplomatique embrassée par les Américains aux dépens des Britanniques, qui s'y retrouvent impliqués par association. Les deux alliés partagent en effet une analyse similaire de l'importance de l'Iran dans les équilibres régionaux, de l'urgence à défendre la liberté de circulation maritime, de l'influence de la République islamique dans le développement du terrorisme international. La volonté de maintenir le dialogue avec les belligérants se lit à la politique d'équilibre entre Bagdad et Téhéran revendiquée par Londres et à la préférence irakienne compensée à Washington par l'« Entreprise » iranienne. Le désir de défendre leurs intérêts dans la région se mesure à leur attachement à dialoguer avec les pays riverains de l'Iran, qui passent pour des partenaires stratégiques d'importance mais aussi pour des interlocuteurs critiques, lesquels ressentent les manifestations d'une présence occidentale pourtant essentielle à leur défense et déplorent les collusions commerciales avec les Iraniens des Britanniques, puis des Américains.

La question commerciale cristallise les risques que font peser les initiatives iraniennes sur les relations interalliées. Avant même la révélation de leur contournement par les promoteurs du rapprochement entre Washington et Téhéran, les directives de l'opération *Staunch* sont ressenties à Londres, qui continue d'y opposer celles que le FCO a mises en place pour conjuguer la préservation du commerce avec la prévention du conflit. L'insistance intransigeante de l'allié américain fait lever un soupçon que les réseaux du renseignement confirment. L'*Irangate* cristallise dans ses conséquences en cascade les risques relationnels d'une ambiguïté ayant aggravé les effets de l'incohérence diplomatique par le fait de l'incompétence décisionnelle. La concurrence du commerce apparaît comme déloyale envers l'allié comme envers la loi. La négligence de la négociation pèse comme un passif dans la lutte contre la guerre dans le Golfe et contre la « menace » terroriste. L'expérience de l'« Entreprise » révèle à nouveau aux États-Unis l'ampleur de l'empêchement de la puissance et de l'égarement de la gouvernance.

Le ménagement britannique de l'allié américain en amont et en aval de la révélation du rapprochement relativise mais renforce paradoxalement les convictions de connivence. Si le sceau du secret préside à la négociation, excluant la confiance à l'allié en dépit du soupçon, l'éclatement du scandale éclabousse le gouvernement britannique d'une impression d'implication. Celle-ci conforte la critique à l'endroit de la politique commerciale de Londres de partenaires arabes à nouveau revenus de leur confiance envers la politique de Washington. Pour une population encore acquise au mythe de l'« affreux américain » ou de la « main anglaise » mis en scène à l'envi par la propagande du régime, l'*Irangate* confirme la collusion condamnée en réaction à la lutte interalliée contre le terrorisme libyen ou bien à la nomination des chargés d'affaires iraniens à Londres et britannique à Téhéran. Les déconvenues de l'ambiguïté diplomatique font à terme le jeu des défenseurs d'une diplomatie de la défiance, faute de favoriser le resserrement relationnel. Elles éloignent plus encore les perspectives d'une normalisation que la résolution de la guerre et la disparition du Guide simplifient sans y suffire.



## Chapitre 12

### LES DOMMAGES COLLATÉRAUX DU DÉPASSEMENT DU CONFLIT (1987-1988)

Au mois de décembre 1987, Arnold Raphel, l'un des iraniens les plus aguerris du département d'État, rédige à l'attention de George Shultz une note de quatre pages proposant des éléments d'analyse destinés à nourrir la réflexion sur l'avenir des relations entre Washington et Téhéran. Pour ce vétéran des affectations iraniennes, la République islamique ne devrait pas, malgré sa politique de confrontation, revenir sur l'ouverture historique de l'Iran à l'Occident, mais continuer à renforcer ses liens avec les alliés des Américains, voire, à terme, renouer avec l'alliance avec Washington :

« Nous n'aurons jamais plus la même relation que celle que nous avons dans le passé, mais notre objectif principal est accessible : un Iran solide, fermement détaché de l'orbite soviétique, qui aura modéré son comportement et renoncé à ses liens avec le terrorisme. Cela prendra du temps et la route sera chaotique, mais les chances sont de notre côté. Cela requerra une patience insigne et une disposition à écouter sans pour autant transiger. Il n'y a pas de solutions miracles. »<sup>1</sup>

Un an après l'éclatement de l'Irangate, qui discrédite durablement l'action des Américains dans la région et les partisans d'un rapprochement avec l'Ouest en Iran, tout en confrontant les Britanniques à la pertinence de leur politique d'équilibre et aux contraintes de leur alliance atlantique, le constat que pose le diplomate paraît relever autant de la projection post-khomeiniste que de la pensée désidérative. Depuis le début de l'année, leur engagement à encadrer la guerre dans le golfe Persique range davantage les alliés du côté des partenaires arabes qu'il ne contribue à panser les passifs d'une hostilité héritée du Grand jeu pour les uns et de la guerre froide pour les autres. A l'été 1987, l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'une résolution âprement négociée peine à porter ses fruits. Ce n'est qu'un an après que la pression internationale a raison de l'intransigeance iranienne et contraint l'ayatollah Khomeini, selon ses propres termes, à boire à la coupe empoisonnée du cessez-le-feu<sup>2</sup>.

Le dépit diplomatique d'un Guide grabataire témoigne moins d'une fin de cycle que de la fixation de ferments de conflictualité, quand les alliés espéraient pourtant qu'à la résolution du conflit et à la disparition de l'ayatollah répondrait un resserrement relationnel. Par quels moyens le Royaume-Uni et les États-Unis tentent-ils d'encadrer la résurgence de l'escalade dans le golfe Persique ? En quoi leur contribution à la défense de la région témoigne de la projection de leur puissance ? Quel est le rôle des Américains et des Britanniques dans la résolution diplomatique de la guerre dans le Golfe ? Que révèlent les formes de leur implication sur les intentions de leurs initiatives ? Quelles perceptions prévalent de l'Iran post-khomeiniste à Londres et à Washington ? Comment l'irrésolution des inimitiés iraniennes conduit au dépassement du conflit par une conflictualité durable ? Dans quelle mesure l'alliance atlantique continue à attiser les passions persanes à l'ombre de l'Iran islamique ?

Ce chapitre montrera pourquoi la résolution de la guerre dans le Golfe ne suffit pas à la résilience des relations iraniennes.

---

<sup>1</sup> TRF, Raphel to Shultz, 12th December, 1987.

<sup>2</sup> PEAR Robert, "Khomeini Accepts 'Poison' of ending the war with Iraq", *The New York Times*, 21st July, 1988.

## I. La révision divergente de l'engagement (1987)

Les tensions dans le Golfe engagent les Américains à y répondre pour restaurer leur réputation auprès de leurs partenaires, au risque de susciter la défiance des Iraniens et la méfiance des Britanniques. Comment l'encadrement de l'escalade distend les relations entre Londres, Washington et Téhéran ?

### A. La défense des intérêts

#### 1. Les vents contraires du repavillonnage

C'est du mois de septembre 1986 que date la première ambassade du Koweït auprès des États-Unis et de l'URSS afin d'obtenir une protection pour les vaisseaux battant son pavillon, après une recrudescence des attaques iraniennes. Devant la réticence des Américains, les Koweïtiens dépêchent une délégation à Moscou, qui accepte de faire lever le pavillon soviétique sur 11 navires de l'émirat<sup>3</sup>.

La manœuvre koweïtienne en direction des deux Grands a l'effet escompté en mobilisant Washington. Au CSN, Dennis Ross suggère des mesures visant à approfondir l'implication américaine dans le conflit, conduisant au renforcement de la force du Moyen-Orient stationnée dans le Golfe<sup>4</sup>. La Maison-Blanche rejette sa requête de repavillonnage mais fait au Koweït une contre-proposition de protection militaire directe de ses vaisseaux<sup>5</sup>. Ce surcroît d'implication des Américains n'est pas sans inquiéter les Britanniques. Le FCO met en garde contre le risque d'une association à leur initiative, que ferait encourir l'organisation d'échanges sur le conflit. Il recommande de ne pas encourager Washington à revendiquer le soutien de Londres à une action militaire qui serait désapprouvée outre-Manche. Il s'agit en revanche de profiter des conversations à venir pour sonder la pensée américaine<sup>6</sup>. Au milieu du mois de février, l'essai par l'Iran d'un missile sol-sol à proximité du détroit d'Ormuz conduit Washington à déplorer auprès de Téhéran, via le gouvernement suisse qui assure sa représentation, la menace constituée par cet acte d'intimidation propre à mettre en péril la vie de marins<sup>7</sup>.

La visite à Londres du sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Michael Armacost permet aux Britanniques de signifier aux Américains l'ampleur de leurs inquiétudes face à la facilité avec laquelle les Koweïtiens sont parvenus à mobiliser Washington et Moscou en leur faveur. Ils craignent que les Américains aient été contraints de répondre favorablement pour contrer l'implication préalable des Soviétiques, et qu'ils ne puissent pas résister à des requêtes similaires des autres pays du CCG. Ils redoutent aussi l'installation d'une rivalité entre les Grands dans le Golfe, faisant ressurgir le spectre

<sup>3</sup> UNITED STATES SENATE, *War in the Persian Gulf: the U.S. takes sides. A staff report to the Committee on Foreign Relations*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1987, p. 37.

<sup>4</sup> RRL, Burns, William J., Files, Box 91852, "Gulf War [1]", Ross to Powell, January 21 PRG Meeting on Iran-Iraq War, 21st January, 1987.

<sup>5</sup> LEWIS Neil, "Kuwaiti Proposal on Gulf Shipping", *The New York Times*, 7th April, 1987.

<sup>6</sup> TNA, FCO 8/6754, Young to Miers, Iran/Iraq: US demarche and proposals for talks, 4th March, 1987.

<sup>7</sup> TNA, FCO 8/6754/13, Collecott, Talking Point: Iranian Missile Test near the Strait of Ormuz, 12th March, 1987.

d'une polarisation du conflit ou d'un déplacement des attaques vers des vaisseaux de pays-tiers, notamment britanniques. Rappelant que les pays du CCG sont d'autant plus vulnérables à la subversion fondamentaliste qu'ils paraissent dépendants de l'assistance américaine, ils notent l'importance de les inciter à organiser leur propre protection, en leur apportant la plus discrète assistance possible. À défaut, la protection proposée risque de se diffuser aux autres pays et de susciter une réponse iranienne dont les Britanniques craignent la nature. Pour prouver son inefficacité, Téhéran pourrait recourir aux missiles acquis auprès des Chinois et provoquer ainsi des représailles de la part de Washington, qui serait ainsi amené à solliciter de leurs alliés un soutien équivalent à celui apporté face à la Libye<sup>8</sup>. Le diplomate américain assure que le principal objectif de l'initiative est de prévenir un accroissement de la présence soviétique dans le Golfe. Il reconnaît le risque de devoir répondre à des requêtes supplémentaires de la part des États riverains, ce qui lui permet de rappeler l'intérêt de travailler à des arrangements multilatéraux, soit l'importance accordée par Washington à l'implication de Londres<sup>9</sup>.

Au CSN, Robert Oakley indique aux Britanniques que les Américains ont consenti à accorder une protection aux navires koweïtiens si la menace devient suffisante pour la justifier. Les discussions se poursuivent entre les armées des deux pays en attendant que l'émirat renonce à l'arrangement qu'il a conclu avec Moscou, même si, selon R. Oakley, cette requête américaine n'a pas été imposée comme une condition à l'octroi d'une assistance. Si Washington juge que l'ébrulement de l'accord devrait dissuader Téhéran de viser l'émirat, de récentes attaques contre les Saoudiens suscitent de nouvelles inquiétudes et confortent les Américains dans l'urgence d'une dissuasion internationale<sup>10</sup>.

Le sujet est abordé quelques jours plus tard lors d'une rencontre entre des délégations du Pentagone et du ministère de la Défense. Les Américains indiquent avoir requis des Koweïtiens la mise à dispositions d'installations locales, de carburant et de moyens de communications pour leur marine. Ce renforcement induit de sa présence pourrait être accru dans le cas où des requêtes émanant d'autres pays seraient jugées recevables. Aucun autre pays n'a cependant requis pour l'heure de protection similaire, que les États-Unis se sont d'ailleurs retenus de proposer. Ils précisent que l'octroi d'une assistance au Koweït a moins répondu à la disposition des Soviétiques à soutenir l'émirat qu'à la preuve que Moscou tentait déjà de profiter de la situation pour s'assurer de la disposition d'un débouché maritime dans le Golfe. Dans leur volonté d'inscrire la protection dans un cadre multilatéral, les États-Unis ont cherché à mobiliser la France, sans succès, travaillent à impliquer les Pays-Bas et l'Australie et envisagent des contacts avec l'Allemagne et le Japon. Les Britanniques rappellent l'implication de la patrouille Armilla depuis 1980 et leurs réticences à s'engager dans une force conjointe. Les circonstances ne demandent pas à leurs yeux de revenir sur la dimension bilatérale des arrangements existants. Ils notent par ailleurs plusieurs problèmes potentiels : les propriétaires de vaisseaux non couverts par la protection pourraient être réticents à encourir le risque d'une attaque, conduisant l'initiative à entraver les

---

<sup>8</sup> TNA, FCO 8/6754, Visit of Mr Armacost: 18-19 March, Brief No 8: Iran/Iraq, 17th March, 1987.

<sup>9</sup> TNA, FCO 8/6754/21, Young to Miers, Iran/Iraq: meeting with Mr Armacost, 23rd March, 1987.

<sup>10</sup> TNA, FCO 8/6754, Acland to FCO, Washington 621, US/Gulf, 21st March, 1987.

circulations au lieu de les sauvegarder ; l'octroi d'une protection contre les attaques iraniennes serait perçu à Téhéran comme une preuve supplémentaire de préférence irakienne ; l'extension de la protection à d'autres pays pourrait les inciter à l'équilibrer par une démarche équivalente auprès de Moscou. Les Américains reconnaissent en conclusion la difficulté à mobiliser les alliés au niveau politique en l'absence de crise, confirmant la conscience d'une ligne de partage transatlantique sur la question<sup>11</sup>.

## 2. Les visions concurrentes du risque

Les conversations bilatérales témoignent en effet par ailleurs d'une appréciation différente des réponses à apporter à une détérioration de la situation. Les alliés conviennent que la précision des tirs iraniens s'est accrue depuis l'automne 1986 à la faveur de l'acquisition de missiles antinavires embarqués Sea Eagle mais que les règles d'engagement ont veillé jusque-là à éviter les risques de représailles : la proximité d'un vaisseau étranger s'est jusque-là avérée suffisamment dissuasive. Les deux alliés nuancent l'opinion des analystes de la DIA sur l'usage inévitable des missiles antinavires chinois Silkworm : pour les Britanniques, les Iraniens ne sauraient y recourir que dans une situation extrême, mais la présence maritime occidentale réduit leur possibilité de riposte aux attaques irakiennes ; pour les Américains, le risque de frappe contre un vaisseau américain est plus important, quoi qu'assez faible. Si les Iraniens ont rejeté l'ingérence des puissances dans le Golfe, ils ont rappelé leur intérêt à préserver l'ouverture du détroit pour exporter le pétrole, ce qu'hypothèquerait un risque d'engagement militaire. Interrogés sur la teneur de leur réponse à un usage des missiles, les Américains indiquent que différents scénarios sont à l'étude mais confient que la préservation de la crédibilité de leur position rendrait inévitable une riposte dans le cas où un missile iranien toucherait l'un de leurs vaisseaux<sup>12</sup>.

Massachusetts Avenue rassure pourtant Londres sur les intentions de Washington. La fermeté de son positionnement est due au fait qu'il perçoit l'Iran comme la partie récalcitrante dans la résolution du conflit. Au-delà, la question de la guerre ne soulève pas de passion particulière aux États-Unis, tout occupés à réinventer leur politique et à restaurer leur crédibilité dans le Golfe depuis le scandale de l'Irangate. C'est dans ce cadre qu'a été envisagée la fermeté affichée devant les atteintes à la sécurité des pays de la région. Richard Murphy au département d'État et Robert Oakley au CSN rappellent cependant que les États-Unis ne cherchent pas à provoquer l'Iran ni provoquer une nouvelle crise libyenne. Le président a d'ailleurs confirmé lors d'une réunion du groupe de planification de sécurité nationale ne pas envisager de frappes préemptives contre l'Iran<sup>13</sup>. Washington travaille néanmoins à des scénarios de réponse à une provocation militaire de la part de Téhéran, dont le prix serait élevé,

---

<sup>11</sup> TNA, FCO 8/6754/22, Acland to MODUK, Washington U/N, Shipping in the Gulf: US/UK talks, 25th March, 1987 et FCO 8/6754/23, Prentice to Head of Chancery, Our tel to MODUK of 250115Z MAR: shipping in the Gulf: UK/US talks, 26th March, 1987.

<sup>12</sup> *Id.*

<sup>13</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Planning Group (NSPG): Records, 1981-1987, NSPG 0149 03/23/1987, Box 91308, Oakley to Powell, Minutes of the NSPG on U.S. Policy and Gulf Security, 23rd March, 1987.

estiment les Britanniques : le département d'État est conscient que la restauration de la crédibilité des États-Unis dans la région ne saurait se faire qu'à l'appui d'une politique cohérente et responsable<sup>14</sup>.

Les échanges entre le département du Moyen-Orient du FCO et les analystes du CENTCOM de retour de la région au milieu du mois d'avril ne révèlent pas de divergences importantes dans la perception de l'évolution du conflit et de la probabilité d'une persistance de son enlèvement<sup>15</sup>. Les conversations du milieu du mois d'avril entre David Miers et des représentants du département d'État, du CSN, du Pentagone et du CENTCOM confirme cette convergence d'analyse, qui demeure cependant corrélée à une divergence d'appréciation sur les réponses à y apporter. Les Américains sont divisés sur la question de l'usage des *Silkworm*, mais convaincus que Téhéran ne cherchera pas à fermer le détroit. D. Miers rappelle l'inquiétude de Londres devant la protection accordée aux convois et l'importance de laisser les pays du Golfe assumer une responsabilité leur incombant. S'ils en conviennent, les Américains doutent de leur capacité à l'honorer. Ils rappellent leur volonté de renforcer la coopération navale entre les alliés, dont D. Miers renvoie la discussion aux conversations militaires à venir<sup>16</sup>.

La différence de politique envisagée de part et d'autre de l'Atlantique apparaît liée à la perception des implications d'une victoire iranienne, qui apparaît probable à long terme. Dans le contexte post-Irangate, il apparaît indispensable de travailler à l'éviter, que ce soit par la dissuasion dans le Golfe, la restriction des ventes d'armes ou la pression internationale à l'ONU. Londres craint que la synergie de ces offensives ne conduise Moscou à se poser en protecteur de Téhéran. D. Miers note qu'une victoire de l'Iran, quoi que peu désirable, ne sera sans doute pas aussi catastrophique que les analystes les plus pessimistes ne le pensent : la gestion de l'Irak poserait un gros problème à l'Iran et les organismes de sécurité du CCG garderaient toujours la haute main sur la situation intérieure. Il émet ainsi des doutes sur l'alarmisme des Américains sur le sujet<sup>17</sup>. Au département du Moyen-Orient, Peter Collecott confirme leur tendance à exagérer la situation. L'ampleur des dommages qu'une victoire iranienne causerait aux intérêts occidentaux dépendrait en effet de son étendue, la mise au pas de la région par Téhéran semblant improbable. Le diplomate convient cependant qu'un triomphe iranien apparaît peu désirable<sup>18</sup>. En définitive, la ligne de partage transatlantique s'exprime dans la stratégie développée par Londres et par Washington à l'ONU : les Américains semblent décidés à compenser le discrédit de l'Irangate en jouant les Arabes contre les Persans, quand les Britanniques veillent à cultiver leur impartialité dans le conflit pour mieux garantir l'avenir de leurs relations et des relations des pays du Golfe avec l'Iran comme avec l'Irak<sup>19</sup>.

---

<sup>14</sup> TNA, FCO 8/6754, Acland to FCO, Washington 740, Shipping in the Gulf, 3rd April, 1987.

<sup>15</sup> TNA, FCO 8/6754/34, Blackley to Young, Meeting with US CENTCOM intelligence analysts on 14 April, 15th April, 1987.

<sup>16</sup> TNA, FCO 8/6754/33, Jenkins to FCO, Washington 840, UK/US talks on Iran/Iraq and the Gulf, 15th April, 1987.

<sup>17</sup> TNA, FCO 8/6754, Prentice to Collecott, TL Washington, UK/US talks on Iran/Iraq and the Gulf, 16th April, 1987.

<sup>18</sup> TNA, FCO 8/6754/42, Collecott to Prentice, TL FCO, Iran/Iraq: Consequences of an Iranian Victory, 7th May, 1987.

<sup>19</sup> TNA, FCO 8/6754, Prentice to Collecott, TL Washington, UK/US talks on Iran/Iraq and the Gulf, 17th April, 1987.



### 3. Les voies complémentaires de la résolution

La tribune onusienne apparaît en effet comme un autre forum de réflexion sur les réponses à apporter aux menaces pesant sur la pérennité des intérêts occidentaux. Dès le 19 février, la Maison-Blanche appelle à faire pression sur les membres permanents du Conseil de sécurité pour faire voter une résolution requérant un cessez-le-feu, un retrait des armées derrière les frontières originelles et une série de mesures destinées à résoudre les différends entre les belligérants. Les Américains se déclarent favorables à l'imposition d'un embargo sur les armes à destination de celui qui refuserait d'honorer ces directives<sup>20</sup>. Le FCO estime que le moratoire envisagé sur les ventes d'armes ne devrait pas avoir de conséquences sur la politique britannique, à moins que le texte final de la résolution n'impose un embargo sur l'assistance technique ou ne couvre un éventail trop large d'équipements liés<sup>21</sup>. La réticence britannique à une action onusienne, déjà signifiée aux Américains en janvier, suscite cependant suffisamment d'interrogations pour inciter le FCO à clarifier sa position sur le conflit. Il réaffirme son soutien à la résolution 582, qui appelle à un cessez-le-feu, à un échange de prisonniers et à un retrait des troupes derrière les frontières internationalement reconnues. Il envisage un embargo dans le cadre d'un règlement général du conflit ou comme une mesure destinée à établir un climat de confiance en amont des négociations pour aboutir au règlement général du conflit. Il remet cependant en question la pertinence d'une résolution car son rejet probable par les Iraniens rendrait une nouvelle fois son application impossible. Il suggère en échange de s'en remettre aux efforts de médiation engagés par le secrétaire-général. Selon les Britanniques, la résolution contraignante ne saurait qu'être la dernière étape d'un long processus. Il faudra de plus qu'elle apporte à chacun des belligérants des éléments propres à les convaincre de l'accepter pour garantir son application au-delà de son vote. L'expérience des échecs antérieurs des initiatives onusiennes continue à peser davantage à Londres qu'à Washington<sup>22</sup>.

Lors de sa visite au Royaume-Uni au mois de mars, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Michael Armacost confie que les États-Unis n'ont pas encore réfléchi à la surveillance de l'embargo envisagé, dont la mise en place est d'autant plus délicate après les révélations de l'Irangate. Selon lui, la combinaison d'une résolution onusienne, d'une surveillance appuyée sur les réseaux du renseignement et d'une pression auprès des pays fournisseurs devrait avoir un effet suffisant sur l'Iran. Le ministre d'État Timothy Renton relève pourtant que la capacité de Téhéran à se procurer des armes sur le marché noir risque de ruiner l'efficacité d'un embargo. Les Français, ajoute-t-il, sont également sceptiques, sans doute par volonté de conserver leurs libertés<sup>23</sup>. De Téhéran, Christopher MacRae rappelle que la désignation de l'Irak comme agresseur reste la condition fondamentale aux négociations. Téhé-

---

<sup>20</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Planning Group (NSPG): Records, NSPG 0144 02/12/1987, Box 91308, Presidential Decision: Pressure for U.N. action on the Gulf War, 19th February, 1987.

<sup>21</sup> TNA, FCO 8/6651, Collecott to Blackley, Munro, Iran/Iraq at the Security Council: "moratorium on arms sales", 26th February, 1987.

<sup>22</sup> TNA, FCO 8/6754, Howe to Pairs, FCO 134, Iran/Iraq, 9th March, 1987.

<sup>23</sup> TNA, FCO 8/6754, Young to Miers, Iran/Iraq: meeting with Mr Armacost, 23rd March, 1987.

ran est d'autant moins pressé de les voir aboutir que le temps semble être de son côté<sup>24</sup>.

La volonté des Américains n'est pas ébranlée par ces réserves, bien qu'ils apparaissent conscients des obstacles à surmonter. Un diplomate égyptien remet à la mission britannique à New York une note de pression reçue des Américains par son gouvernement. Le document appelle le Comité sur la guerre Iran-Irak de la Ligue arabe à se remobiliser en faveur des efforts déployés par Washington pour faire voter une résolution par le Conseil de sécurité, pour compenser la soi-disant réticence de ses membres permanents. Le contact du Britannique estime que la note a également été transmise à Bagdad, à Koweït, à Abou Dhabi et à Riyadh, de même qu'au secrétaire général de la Ligue arabe. Selon le représentant irakien à New York, l'initiative, du reste bien reçue à Bagdad, n'est pas une mesure de façade post-Iranganate. Le diplomate britannique la qualifie en tout cas de plutôt sournoise<sup>25</sup>.

Le 15 avril, à Washington, les Américains confirment à David Miers avoir approché les partenaires arabes en amont de la conférence de la Ligue arabe dans le but de gagner les faveurs des pays du Golfe à leur initiative. Londres reste cependant arc-bouté sur son refus de ruiner l'autorité déjà éprouvée de l'ONU en faisant adopter des mesures que l'intransigeance iranienne ne permettrait pas d'appliquer. Le FCO le confirme le même jour à une délégation de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants<sup>26</sup>. L'analyse américaine est inverse : pour Gill Kulick, du bureau des organisations internationales du département d'État, l'échec du Conseil de sécurité à affirmer son autorité en imposant une fin aux combats est une abdication de ses responsabilités ; il ne devrait pas, en conséquence, attendre que les parties soient disposés à accepter les termes d'une résolution que pourrait renforcer un caractère contraignant assorti de sanctions. Les Britanniques prennent acte du désaccord qui les séparent de leurs alliés sur la question, tout en notant devant eux le contraste que constitue de leur part leur position sur la guerre Iran-Irak vis-à-vis de la prudence de leur approche du conflit au Proche-Orient à la tribune onusienne<sup>27</sup>. Ce n'est que la pression de la détérioration progressive de la situation dans le Golfe au mois de mai qui finit par enjoindre les Britanniques à apporter un soutien, certes modéré, au principe d'une résolution contraignante assortie de sanctions<sup>28</sup>.

## **B. La défection aux sommets**

### **1. Le poids de pressions partagées**

L'escalade des tensions dans la région accélère en effet la mobilisation des Occidentaux. Le 17 mai, un Mirage F-1 irakien tire deux missiles Exocet sur la frégate américaine USS Stark, provoquant

<sup>24</sup> TNA, FCO 8/6754/30, MacRae to FCO, Tehran 204, US/UK Gulf Talks, 9th April, 1987.

<sup>25</sup> TNA, FCO 8/6754/25, Watt to Collecott, TL UKMIS New York, Iran/Iraq: US demarche to the Arab League, 31st March, 1987.

<sup>26</sup> TNA, FCO 8/6754/33, Jenkins to FCO, Washington 840, UK/US talks on Iran/Iraq and the Gulf, 15th April, 1987 et FCO 8/6754, Visit to London by US House Foreign Affairs Committee: 15 April, Iran/Iraq, Points to make.

<sup>27</sup> TNA, FCO 8/6754/36b, Prentice to Collecott, US/UK talks on Iran/Iraq and the Gulf, 21st April, 1987.

<sup>28</sup> TNA, FCO 8/6614, Culshaw to Powell, The Iran/Iraq Conflict and UK/Iran Relations, 13th May, 1987.

la mort de 37 membres de son équipage. Convoqué par la Maison-Blanche, l'ambassadeur irakien aux États-Unis assure que son pays en assume l'entière responsabilité<sup>29</sup>, ce que confirme ensuite Saddam Hussein dans une lettre à Ronald Reagan<sup>30</sup>. Devant son entourage décisionnel de sécurité nationale, le président rappelle l'importance de poursuivre les efforts engagés malgré les pressions de l'Iran et de l'URSS, en travaillant à obtenir une plus grande coopération des alliés. Il appelle à examiner avec soin les procédures opératoires et les capacités des forces américaines dans le Golfe, en travaillant avec les pays du CCG et avec les alliés pour mettre fin aux affrontements<sup>31</sup>. Décision est finalement prise à la suite de l'attaque de changer les règles d'engagement pour autoriser la flotte américaine à abattre tout appareil aérien ou maritime qui témoignerait d'intentions hostiles contre l'un de ses vaisseaux<sup>32</sup>.

Les 26 et 27 mai, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger soulève à l'occasion de la commission de planification de l'Alliance la question du Golfe, qui dépasse pourtant les cadres géographiques des compétences traditionnelles de l'OTAN. Malgré tout, déclare-t-il aux Britanniques lors de conversations bilatérales en marge du sommet, les dommages causés aux Occidentaux par la multiplication des attaques contre les convois et les menaces pesant sur l'approvisionnement en pétrole imposent de porter une attention au problème. Il prévoit cependant des difficultés à mobiliser les membres de l'Alliance dans le cadre d'une action coordonnée. Il n'ignore pas non plus que certains pays de la région sont réticents à être publiquement perçus comme associés étroitement avec Washington<sup>33</sup>.

Le secrétaire à la Défense reconnaît que la marine britannique s'est déjà beaucoup engagée, mais continue à espérer la mise en place d'accords de coopération complémentaires. La présence navale britannique a en effet été renforcée à trois frégates. La flotte protège les navires sans les escorter, du détroit d'Ormuz jusqu'aux îles situés au milieu du Golfe. Un navire auxiliaire est déployé de plus à l'extérieur du détroit. Les Britanniques se déclarent ouverts à des échanges confidentiels de renseignements sur la situation locale afin de pouvoir mieux réagir à un incident potentiel. Ils témoignent d'un intérêt pour les informations obtenues par les Américains grâce aux AWACS saoudiens, conjointement exploités par Riyad et par Washington. De même, la coopération entre les Britanniques et les Omanais permet à Londres de rassembler des renseignements substantiels grâce à un poste d'écoute situé sur l'île de Goat, au large de l'Iran. Les besoins en équipements et en personnel de la structure permettraient de fonder un accord duquel les Occidentaux retireraient un réel avantage.

Les Omanais restent cependant réticents à être associés trop visiblement aux Américains. Les Britanniques mentionnent de même leur désir de faire apparaître la distinction entre les rôles des forces navales des États-Unis et du Royaume-Uni. Ils vont jusqu'à suggérer à leurs alliés, dans l'évocation de leur coopération, d'user publiquement d'une tournure qui n'embarrasserait par Londres. Il s'agirait de

<sup>29</sup> DNSA, IG00433 Shultz to Baghdad, State 150088, Iraqi Aircraft Attach on US Naval Vessel, 17th May, 1987.

<sup>30</sup> DNSA, IG00435 Hussein to Reagan, 18th May, 1987.

<sup>31</sup> RRL, Executive Secretariat, NSC: National Security Planning Group (NSPG): Records, NSPG 0152 05/18/1987, Box 91309, National Security Planning Group Meeting, U.S. Policy and Gulf Security, 18th May, 1987.

<sup>32</sup> CANNON Lou, OTTAWAY David, "Officials Say Attack Shows U.S. Intends To Defend Interests", *The Washington Post*, 20th October, 1987

<sup>33</sup> TNA, FCO 8/6754, Munns to PS/DUS(P), DPC at NATO HQ – UK/US meeting in the margins, 26th May, 1987.

présenter les efforts comme parallèles plutôt que comme conjoints et de n'évoquer une coopération ouverte qu'en cas d'assistance apportée en urgence. Dans un contexte de méfiance partagée envers le gendarme américain, C. Weinberger remercie pourtant les Britanniques de consentir à cette mention publique, propre à rassurer le Congrès sur l'implication dans la région des alliés des États-Unis<sup>34</sup>. Elle est en effet plus que réticente : l'OTAN rejette l'appel des Américains à une action dans le Golfe<sup>35</sup>.

La rebuffade conduit Washington à se réfugier dans la spécialité supposée de sa relation avec Londres. L'incident du Stark a renforcé l'attention du Congrès sur la question, conduisant le Pentagone à revoir les formes du repavillonnage des vaisseaux koweïtiens, pour les renforcer. La condition qu'y imposera le Capitole pour réduire les risques politiques d'une telle initiative devrait être une implication supplémentaire des alliés<sup>36</sup>. Face aux pressions croissantes des congressistes sur la Maison-Blanche, l'investissement de Londres est fort apprécié, mais son renforcement et sa coordination avec Washington apparaissent de plus en plus urgents. Massachusetts Avenue indique à ses interlocuteurs l'improbabilité que Londres accepte d'y allouer plus de ressources, d'autant plus en période électorale. Les Américains entendent pourtant approcher les Français, les Japonais et les Britanniques en amont du sommet économique de Venise, dont ils entendent profiter pour mobiliser les alliés. Edward Djerejian, au bureau Proche-Orient du département d'État, confirme que Washington souhaiterait obtenir l'organisation de véritables exercices, mais dans le cadre d'une coordination et non pas d'une action conjointe. Selon Randy Beers, au bureau des affaires politiques et militaires, cette coordination viserait à œuvrer en faveur de la résolution du conflit et de la protection de la liberté de navigation<sup>37</sup>.

Au département du Moyen-Orient, P. Collecott recommande d'apporter aux Américains une promesse verbale de coopération, dans une période de volatilité et de sensibilité accrue de la question au Congrès, sans pour autant contrarier indument l'Iran ni remettre en question la présence britannique en retrait dans le Golfe ou la politique de stricte impartialité dans le conflit. Londres reste préoccupé par le risque d'être entraîné dans une action américaine jugée incontrôlable ou imprévisible. Pour gagner du temps, espérant une retombée de la fébrilité prévalente à Washington, le diplomate suggère de répondre qu'il apparaît pertinent de soulever la question à l'occasion du sommet économique de Venise et qu'elle pourra en amont ou en aval faire l'objet de conversations bilatérales entre les alliés<sup>38</sup>.

## 2. L'anticipation de l'appel américain

La perspective d'une évocation de la question au sommet économique de Venise prévu du 8 au 10

<sup>34</sup> TNA, FCO 8/6754, UK Delegation to NATO, Records of a meeting between Secretary Weinberger, Admiral Crowe, Mr Alexander and CDS, 26th May, 1987.

<sup>35</sup> "Allies Turn Down Weinberger on Helping in Gulf", *The New York Times*, 28th May, 1987.

<sup>36</sup> TNA, FCO 8/6815/203b, Collecott to Blackley, Munro, Protection of shipping in the Gulf: likely American approach, 27th May, 1987.

<sup>37</sup> TNA, FCO 8/6815/203, Acland to FCO, Washington 1149, US/Gulf, 27th May, 1987.

<sup>38</sup> TNA, FCO 8/6815/209, Collecott to Munro, Protection of shipping in the Gulf: likely American approach, 29th May, 1987.

juin conduit les Britanniques à élaborer une stratégie de réponse à la requête américaine d'assistance. Robert Culshaw, secrétaire privé au FCO, rappelle la solidité de la position de Londres face à celle de Washington, aux prises avec une gestion décousue des requêtes du Koweït dans un contexte de discrédit post-Irangate : le revirement précipité de la Maison-Blanche, par crainte d'être devancée par le Kremlin, la vigilance accrue d'un Congrès heurté pour avoir été mis devant le fait accompli, le naufrage du Stark témoignant des risques d'une résurgence des tensions et le manque d'anticipation des contraintes techniques du repavillonnage ne passent pas inaperçus à Londres. Malgré une volonté sincère de soutenir son allié, le gouvernement britannique en anticipe les inconvénients. La patrouille Armilla est par exemple dédiée à la protection des convois battant un pavillon national, selon ses règles d'engagement, en dissuadant, et non pas en provoquant les belligérants. Si la volonté de Washington de protéger la navigation dans le Golfe est partagée, Londres reste attaché à sa liberté d'action pour répondre aux menaces de la manière jugée la mieux à même de servir les intérêts britanniques indépendamment des astreintes américaines, et de contribuer à la défense des intérêts occidentaux.

Le report des plans visant à procéder au repavillonnage des vaisseaux koweïtiens et la volonté exprimée par le président Reagan d'échanger sur le sujet au sommet de Venise témoigne d'une évolution de la mesure militaire à la démarche diplomatique saluée par les Britanniques, qui considèrent toujours la seconde comme préférable. Les Américains ne devraient pas recevoir le soutien espéré à l'action de leur marine, mais pourraient obtenir des Occidentaux la fourniture de vaisseaux supplémentaires sur les théâtres de l'Alliance dans lesquels Washington a puisé pour renforcer sa présence dans le Golfe. Le sommet pourrait être également, note R. Culshaw, l'occasion de maintenir la pression en faveur de la résolution contraignante et de l'embargo sur les armes auxquels appelle l'administration à l'ONU.

Le FCO pressent la difficulté des discussions à venir. Le Royaume-Uni devrait y paraître sous un jour positif, mais la réticence des autres alliés à s'engager risque de rendre les échanges contreproductifs et de révéler les divisions de l'alliance. La France et l'Italie gardent de mauvais souvenirs de la FMN de Beyrouth. Le Japon et l'Allemagne sont empêchés par leurs lois fondamentales de déployer des vaisseaux sur des théâtres extérieurs. Il s'agit donc de cantonner en amont du sommet les attentes américaines au domaine du raisonnable<sup>39</sup>. Au département de la planification, David Gore-Booth suggère de se rapprocher des Français, qui partagent avec les Britanniques des intérêts dans le Golfe, ainsi qu'une franche nervosité à paraître se liquer avec les Américains contre les Iraniens. L'idée serait de maintenir un équilibre pour éviter de provoquer l'Iran et de décevoir les États-Unis<sup>40</sup>.

Au département de défense du FCO, Paul Lever confirme la nécessité de ne pas faillir à l'alliance américaine, ne serait-ce que pour ne pas nuire au-delà aux intérêts des relations de défense. Le Congrès ne manquerait pas de relever à l'avenir un défaut de soutien de la part de Londres. La conviction, déjà observée lors de la révolution et du déclenchement de la guerre, de l'insuffisance de la contribution des alliés à la défense de l'Occident est largement répandue outre-Atlantique. La modeste capacité

---

<sup>39</sup> TNA, FCO 8/6815/215a, Culshaw to Powell, Venice Summit: Shipping in the Gulf, 1st June, 1987.

<sup>40</sup> TNA, FCO 8/6815/220e, Gore-Booth to Fretwell, Venice Summit: Gulf Shipping, 2nd June, 1987.

d'action que le Royaume-Uni conserve au-delà de la zone otanienne permet de corriger cette impression. Il serait dommage de ne pas profiter de la situation pour engranger les bénéfices des efforts jusque-là déployés dans le Golfe, sans pour autant l'ébruiter dans la région pour des raisons stratégiques ou au Royaume-Uni pour des raisons électorales<sup>41</sup>.

Le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Alan Munro, recommande de ne pas perdre de vue que l'affirmation des Américains selon laquelle le renforcement de leur présence dans le Golfe a pour but de défendre l'approvisionnement en pétrole de l'Occident n'est qu'une version de la réalité. Le passage des convois a jusque-là été garanti par la combinaison d'une présence navale occidentale et soviétique limitée et non-coordonnée. En encourageant les Américains vers les voies de la diplomatie à Venise, il s'agira de plus d'appuyer leurs efforts visant à davantage impliquer les pays de la région.

Les éléments de langage préparés à l'intention de Margaret Thatcher en amont du sommet montrent une nouvelle fois la propension britannique à désamorcer les velléités interventionnistes dans la région depuis la révolution, d'autant plus importante quand Londres refuse d'être entraîné dans l'aventurisme de Washington. Face à la volonté américaine d'obtenir un soutien diplomatique, voire militaire, à la protection du commerce, et au désir des autres alliés de résister à la pression des États-Unis en faveur d'une présence coordonnée dans le Golfe, les objectifs britanniques ferment la porte à un renforcement de l'implication de Londres. Il s'agit de laisser les « autres » tempérer les attentes américaines, jugées irréalistes, de présence navale alliée intégrée, et de chercher à tirer le maximum de profit de la présence de la marine britannique dans la région, tout en aidant les États-Unis à mobiliser en lieu et place les autres alliés dans un soutien à la protection des convois sous la forme d'une déclaration sur la liberté de navigation. Invariablement, les arguments appuyant la position invoquent l'engagement ancien de la patrouille Armilla, le danger de polariser les tensions ou de provoquer l'Iran et, si nécessaire, le soutien que les Britanniques apportent aux Américains à l'ONU malgré les réserves qu'ils éprouvent<sup>42</sup>.

### 3. La balance des bénéfices britanniques

Le 4 juin, Ronald Reagan écrit à Margaret Thatcher pour lui faire part de ses inquiétudes devant la volatilité de la situation dans le Golfe. Il rappelle la nécessité de contrecarrer la volonté de l'URSS de profiter du conflit pour accroître son influence et les débats agitant la vie politique américaine quant à l'insuffisance décriée du soutien des alliés à la défense de la liberté de circulation. Il appelle à intensifier les efforts internationaux afin de limiter la diffusion du conflit ou de le mener à terme, en privant l'Iran des moyens de le poursuivre et en protégeant ses voisins de ses tentatives d'intimidation. Il indique vouloir profiter du sommet à venir pour faire affirmer aux alliés leur attachement à une résolution négociée du conflit sans vainqueur ni vaincu et leur détermination à défendre le Golfe. Il suggère

<sup>41</sup> TNA, FCO 8/6815/215d, Lever to Young, Protection of Shipping in the Gulf, 1st June, 1987.

<sup>42</sup> TNA, FCO 8/6815, MED, FCO, Venice Economic Summit: Contribution to PM's speaking note on political issues, Iran/Iraq and Shipping in the Gulf, 3rd June, 1987.

aussi d'appeler à cette occasion à une action rapide du Conseil de sécurité selon les termes qu'il a proposés en février. Il propose enfin de recommander aux pays en relations diplomatiques avec l'Iran d'user de leur influence pour inciter le régime à revoir ses ambitions militaires. Il informe la Première ministre avoir pris des mesures afin de relancer l'opération *Staunch*, notamment auprès des Chinois et des Soviétiques, espérant pouvoir compter sur la coopération du gouvernement britannique. Tout en s'affirmant conscient des autres préoccupations de Londres, il note qu'il serait utile que le Royaume-Uni témoigne publiquement et de manière plus fréquente de sa conscience de l'importance des intérêts en jeu et de l'étendue de sa contribution à leur défense, prenant indirectement acte de l'attachement des Britanniques à ne pas trop visiblement lier leur destin avec celui des Américains. Il requiert enfin leur participation à des exercices navals conjoints dans le Golfe. Il conclut en insistant sur le fait que leur coopération apparaît indispensable pour rassembler leurs alliés derrière ces objectifs<sup>43</sup>.

Cette volonté de mettre le Golfe à l'agenda du sommet conduit Londres à prendre les devants pour s'accorder avec Washington sur une position commune. L'objectif est de ne pas laisser apparaître un malaise qui aurait des conséquences sur les autres questions au programme. Au Cabinet, Robert Armstrong rappelle à Frank Carlucci que les Britanniques ont permis aux Américains de faire état d'un soutien à leur action et sont attachés à la poursuite des consultations bilatérales et des échanges de renseignements. Il ajoute cependant que le gouvernement britannique n'est pas prêt à allouer des ressources supplémentaires ni à participer à une opération conjointe ou intégrée<sup>44</sup>. Il suggère au conseiller à la sécurité nationale le texte d'un communiqué, par ailleurs soumis aux Français, que les alliés pourraient diffuser à l'issue du sommet pour présenter une position commune, certes en-deçà des attentes américaines : celui-ci se borne en effet à rappeler la position des Occidentaux mainte fois exprimée à New York, à signifier l'attachement au principe de liberté de navigation et à convenir de l'urgence de nouveaux efforts internationaux concertés pour mener le conflit à son terme<sup>45</sup>.

Le 5 juin, Richard Murphy est reçu par Alan Munro, Alan Goult et David Miers. Il assure que la contribution de Londres à la défense du Golfe est désormais pleinement appréciée à Washington. À la question des exercices navals, les Britanniques répondent qu'ils y apporteront considération. A. Munro appelle cependant ses collègues à la prudence : un exercice conjoint apparaît comme la première étape, des points de vue opérationnel et médiatique, de la forme d'approche coordonnée dans laquelle les Américains cherchent à entraîner leurs alliés. S'il y a une place pour un accroissement des échanges d'informations qui avantage les Britanniques, ou pour l'organisation d'exercices discrets pour tester la capacité des marines à communiquer et à coopérer en temps de crise, il s'agira de veiller à ce que leur

---

<sup>43</sup> TNA, DEFE 69/1740, Reagan to Thatcher, 4th June, 1987.

<sup>44</sup> Selon le FCO, la marine britannique a escorté depuis le 12 janvier 104 navires marchands dans des zones réputées dangereuses du golfe Persique, soit environ 5 par semaine. Pendant ce temps, aucun vaisseau battant pavillon des États-Unis ne serait rentré dans le Golfe et l'activité d'escorte de la marine américaine se serait restreinte aux eaux au large de sa base de Bahreïn. Londres mobilise sur place 6 vaisseaux, soit 12,5% de ses frégates, quand Washington a déployé 12 navires, représentant 7% des frégates de sa flotte (FCO 8/6816/251, Howe to Venice, FCO 13, Venice Summit: Shipping in the Gulf: US/UK comparaisons, 8th June, 1987).

<sup>45</sup> TNA, FCO 8/6816, Armstrong to Carlucci, June 1987.

visibilité n'ait pas une dimension provocatrice. À une idée américaine de réunir les Occidentaux dans le cadre d'une conférence sur la liberté de circulation dans le Golfe, les Britanniques n'apportent pas de soutien particulier. Ils pressentent un exercice destiné à répondre aux pressions de l'opinion publique américaine, dont ils ne perçoivent pas l'intérêt pour apaiser les tensions pesant sur la région, mais plutôt le risque d'attiser l'irritation des Iraniens et les soupçons des Soviétiques<sup>46</sup>.

Afin de détourner l'attention des Américains des mesures purement militaires, les Britanniques encouragent R. Murphy à inciter les pays du Golfe à contribuer à l'apaisement des tensions par une politique d'accommodation avec les Iraniens. Le Koweït devrait être encouragé à la modération du soutien qu'il apporte à l'Irak, car c'est ce dernier qui a conduit Téhéran à concentrer sur lui ses attaques, ce qui a précipité l'introduction dans le Golfe des forces navales occidentales et soviétiques. Il existerait par ailleurs d'autres moyens pour l'Irak de faire pression sur l'économie de l'Iran que les attaques sur les convois maritimes, comme le ciblage de sites stratégiques terrestres. R. Murphy n'écarter pas l'idée mais ne montre pas de signe laissant penser que Washington pourrait dévier de sa route<sup>47</sup>.

La proposition est à nouveau avancée par Geoffrey Howe à George Shultz, le 9 juin, lors d'un entretien en marge du sommet, qui témoigne par ailleurs de l'inflexibilité des Britanniques sur les autres points<sup>48</sup>. M. Thatcher ne manque pas de rappeler à R. Reagan l'importance de la contribution des Britanniques à la protection de la liberté de navigation, qui dépasse en proportion celle des autres pays occidentaux<sup>49</sup>. Les Sept s'accordent sur un texte appelant à une action internationale concertée pour mettre fin au conflit, soutenue par une action ferme au Conseil de sécurité, et à la défense de la liberté des circulation dans le détroit d'Ormuz. La déclaration n'apporte pas de soutien explicite aux déploiements navals américains ou à un embargo sur les armes dans le cas où la résolution envisagée ne serait pas appliquée par l'un des belligérants<sup>50</sup>. Au FCO, Peter Collecott se félicite que Londres ait réussi à doucher les attentes de Washington au sommet, décrivant la déclaration conclusive comme plutôt anodine<sup>51</sup>. Le défaut de soutien à leur action engage finalement les Américains à poursuivre une politique indépendante, contraignant les Britanniques à maintenir une attention inquiète sur leurs intentions.

## C. Le déminage des tensions

### 1. Le risque de précipitation

La vigilance de Londres ne retombe pas aux lendemains du sommet, tant est crainte la propension

<sup>46</sup> TNA, FCO 8/6754/55, Munro to PS, Discussions with Mr Dick Murphy, 5th June, 1987.

<sup>47</sup> TNA, FCO 8/6816/248, Howe to Riyadh, FCO 224, Shipping in the Gulf, 8th June, 1987.

<sup>48</sup> TNA, FCO 8/6815, Venice Economic Summit: Secretary of State's bilateral with Mr Shultz, 9th June, 1987.

<sup>49</sup> TNA, FCO 8/6816/255, Powell, Venice Economic Summit, Prime Minister's Meeting with President Reagan, 9th June, 1987.

<sup>50</sup> "Statement on Iraq-Iran War and Freedom of Navigation in the Gulf Venice, 9th June, 1987", *U.S. Department of State Bulletin*, August 1987, n°2125, 4.

<sup>51</sup> TNA, FCO 8/6817/277, Collecott to Miers, Freedom of navigation and security in the Gulf, 26th June, 1987.



de Washington à recourir à la démonstration de force dans un contexte où l'approche britannique serait celle du désamorçage des tensions. En marge des échanges, Geoffrey Howe exprime à George Shultz ses inquiétudes relatives à des rumeurs courant dans la presse de l'intention américaine de procéder à des frappes préventives contre les sites iraniens de lancement des missiles *Silkworm*. Le secrétaire d'État les balaie en précisant que l'administration refuse de s'exprimer sur les tactiques militaires. Il convient cependant qu'au lancement de missiles répondrait une mesure de destruction des sites<sup>52</sup>.

Deux semaines après le sommet, alors que le Congrès prend ses distances avec la Maison-Blanche sur le sujet du repavillonnage, sans cependant envisager le bloquer, le FCO pose la question des mesures à mettre en place pour continuer à protéger la liberté de circulation. Au département du Moyen-Orient, Peter Collecott recommande d'agir plus vigoureusement pour dissuader les Occidentaux ou les pays du Golfe de recourir seulement à des moyens militaires pour protéger les convois. Il s'agirait de montrer aux Américains que leur politique risque de les entraîner inexorablement dans une situation de laquelle ils ne sauraient s'extraire qu'à grand coût. Les Britanniques voient une stratégie alternative : maintenir de manière discrète les déploiements dans le Golfe ; inciter le Koweït à refreiner son soutien démonstratif à l'Irak pour réduire le besoin de protéger ses pétroliers des représailles iraniennes ; lui demander de ne plus autoriser l'Irak à survoler l'émirat pour attaquer l'Iran ; faire pression sur Bagdad, via Washington, Paris et Riyadh, pour faire cesser ses attaques sur les convois de Téhéran ; encourager les pays du CCG à recourir à titre individuel et collectif à leurs moyens de défense et à ne pas négliger les voies de l'accommodement avec l'Iran, poursuivies avec succès par Oman et par l'Arabie saoudite. L'objectif de ces mesures est de priver les Iraniens des raisons de cibler les convois maritimes de pays tiers dans le Golfe et, par extension et par défaut, d'aboutir à une cessation des attaques.

Derrière ces propositions se dessine une critique convaincue de la politique américaine, vue comme inconsidérée. S'ils protestent agir en défense des intérêts de l'Occident, analyse le diplomate, les États-Unis poursuivent dans une large mesure leurs propres intérêts nationaux : ils travaillent à prévenir un surcroît d'influence des Soviétiques dans la région par un renforcement de leur présence navale pour des raisons stratégiques de long terme ; ils recherchent parallèlement les faveurs des partenaires arabes du Golfe pour conjurer le discrédit de l'Irangible et renforcer la position de gendarme régional qu'ils se sont arrogés depuis la rétractation de la présence britannique au début des années 1970. Le risque pour les Britanniques est cependant de susciter l'incompréhension des Américains comme des Arabes. Les Irakiens, en particulier, pourrait voir confirmée leur conviction d'une hostilité de Londres à leur égard, et refuser par ailleurs, de même que les Koweïtiens, de modifier leur approche du conflit. Le diplomate recommande cependant au secrétaire d'État de suggérer à la Première ministre un courrier en ce sens au président. Il suggère aussi qu'à la prochaine requête américaine de conversations militaires Londres réponde en proposant l'organisation de conversations politiques lui permettant d'exposer sa position<sup>53</sup>.

---

<sup>52</sup> TNA, FCO 8/6816/255, Powell, Venice Economic Summit, Prime Minister's Meeting with President Reagan, 9th June, 1987.

<sup>53</sup> TNA, FCO 8/6817/277, Collecott to Miers, Freedom of navigation and security in the Gulf, 26th June, 1987.

Au département de défense, Anthony Spake s'émeut de la tonalité anti-américaine de la note. Tout en convenant des dangers inhérents à la politique de Washington, il craint qu'une telle approche soit inefficace et nuise aux relations militaires bilatérales. Il s'agirait de ne pas saper les négociations qui doivent permettre à la patrouille Armilla de bénéficier des renseignements prodigués par les AWACS saoudiens. A. Sprake recommande ainsi d'insister sur le fait que Londres partage les objectifs de Washington, pour ne pas donner l'impression de vouloir régenter les Américains ni apparaître trop mou à leur yeux<sup>54</sup>. Lorsque les Britanniques soulèvent le sujet avec Richard Murphy, en visite à Londres le 10 juillet, il répond de manière positive mais note que ces mesures seraient plus facilement applicables dans le contexte d'une accalmie que favoriserait le vote d'une résolution mettant en place un cessez-le-feu. Alan Munro en convient et se félicite que son homologue se concentre sur les moyens diplomatiques de réduire les tensions et non plus sur les mesures navales qui pourraient les exacerber<sup>55</sup>.

Margaret Thatcher renouvelle la recommandation à Ronald Reagan par écrit en amont de son séjour à Washington. Elle réaffirme son soutien à l'action des Américains et à leurs objectifs politiques, rappelant que la cessation des attaques sur sa flotte priverait l'Iran de raisons de riposter<sup>56</sup>. La question est aussi à l'agenda des échanges que le secrétaire d'État doit avoir avec la Première ministre<sup>57</sup>. Les Britanniques entendent de leur côté insister sur les dangers d'une recrudescence des tensions et inciter les Américains à la retenue<sup>58</sup>. Le président assure que les États-Unis n'agiraient militairement que dans un scénario d'auto-défense. Si G. Shultz convient que les Iraniens pourraient être refreïnés dans leurs attaques pour peu que les Irakiens s'y emploient de leurs côtés, les Américains apparaissent réticents à encourager les Koweïtiens et les Saoudiens à user de leur entrée à Bagdad afin de les en convaincre<sup>59</sup>.

Quelques jours plus tard, Washington requiert de Londres le déploiement d'un avion ravitailleur à Diego Garcia et la possibilité d'utiliser en cas d'urgence les installations locales pour faire atterrir les avions-espions Lockheed SR-71. Dans un contexte d'activité diplomatique à l'ONU et de volatilité de la situation dans le Golfe, les Britanniques accueillent fraîchement la requête. Ils s'inquiètent des réactions potentielles des Soviétiques au cas où une telle opération serait ébruitée. Londres finit par consentir à la demande de Washington, en rappelant la nécessité de consultations très étroites sur l'usage de l'île et sur les développements dans le Golfe, ainsi que la prudence préalablement recommandée<sup>60</sup>.

## 2. La réponse de protection

Pendant ce temps, à la Maison-Blanche, le groupe d'évaluation politique du CSN établit les moda-

<sup>54</sup> TNA, FCO 8/6817/284, Sprake to Collecott, Freedom of navigation and security in the Gulf, 1st July, 1987.

<sup>55</sup> TNA, FCO 8/6755, Munro to PS, Discussions with Mr Murphy, 10 July, 1987.

<sup>56</sup> RRL, White House Office of Records Management, Country Files, CO167 United Kingdom, 506433, Carlucci to Reagan, Letter from Prime Minister Margaret Thatcher, 14th July, 1987.

<sup>57</sup> DOS, C05426572, Ridgeway to Shultz, Scope Paper for Visit of UK Prime Minister Thatcher, July 16-17, 1987.

<sup>58</sup> TNA, FCO 8/6755, FCO, Prime Minister's Visit to Washington: 17 July, Iran/Iraq and UK/Iran, 9th July, 1987.

<sup>59</sup> TNA, FCO 8/6755, Powell to Galsworthy, Prime Minister's Visit to Washington, 18th July, 1987.

<sup>60</sup> TNA, FCO 8/6817/328a, Powell to Culshaw, United States' Naval Support Facility on Diego Garcia, 20th July, 1987.

lités de la mise en place du repavillonnage de vaisseaux promis aux Koweïtiens. Pressentant la probabilité de l'irritation iranienne, le département d'État tient Téhéran informé du lancement de l'initiative pour insister sur sa dimension non-provocatrice<sup>61</sup>. Au Congrès, la protection accordée est pourtant présentée comme un message témoignant de la volonté américaine de soutenir les alliés du Golfe et du refus de voir l'Iran menacer de prendre le monde en otage. Malgré les oppositions de certains parlementaires, qui ressentent le fait d'avoir été ignorés par la branche exécutive lorsque la protection a été promise, l'opération Earnest Will est lancée le 23 juillet<sup>62</sup>. Les vaisseaux koweïtiens battant désormais pavillon américain sont commandés par un capitaine américain pour être escortés dans le Golfe<sup>63</sup>.

Pendant ce temps, le Royaume-Uni est à son tour approché par l'émirat pour solliciter la protection de son pavillon<sup>64</sup>. Le ministère koweïtien des Affaires étrangères assure qu'une protection symbolique se limitant à un seul vaisseau serait suffisante, son gouvernement recherchant avant tout un geste politique de soutien. Pour les Britanniques, il s'agit simplement d'une question administrative et commerciale. En effet, si un vaisseau répond aux conditions imposées à son réenregistrement, il peut recevoir de la patrouille Armilla le même degré limité de protection que tout autre vaisseau britannique entrant dans le Golfe. Le requérant doit produire le titre de propriété du vaisseau et la preuve que son activité est exercée au Royaume-Uni. Le capitaine, le second et le mécanicien doivent avoir des qualifications correspondant aux normes britanniques. Le vaisseau doit comporter un nombre suffisant de canots de sauvetage et d'équipement de sécurité<sup>65</sup>. Il n'est en revanche pas question d'assurer la protection rapprochée proposée par les États-Unis. Au FCO, Robert Culshaw recommande de clarifier auprès du Parlement et de l'opinion le fait que tout pays peut bénéficier du réenregistrement d'un vaisseau de sa flotte au Royaume-Uni sous certaines conditions, que ces dernières sont telles qu'elles ne sauraient faire lever le soupçon d'un octroi de pavillon de complaisance, que le réenregistrement de vaisseaux ne signifie pas que Londres devra mettre en place des patrouilles d'escorte renforcée dans le Golfe<sup>66</sup>.

Le 24 juillet, une requête formelle de réenregistrement du vaisseau koweïtien Mohdi est reçue par la capitainerie du port de Gibraltar. La réaction britannique témoigne d'une volonté d'user de tous les recours de la bureaucratie pour retarder, afin d'en limiter les risques, la mise en application de la protection envisagée. Au département du Moyen-Orient, Peter Collecott note que nulle autre requête n'a été présentée, signe rassurant les craintes d'une avalanche qui aurait entraîné un surcroît d'implication britannique dans le Golfe et considérablement contraint les activités de la patrouille Armilla. Le ministre d'État David Mellor envisage de recommander à Gibraltar l'usage d'arguments sanitaires pour justifier un refus d'octroi du pavillon. P. Collecott répond qu'il serait préférable de retarder la décision

---

<sup>61</sup> RRL, Near East and South Asia Affairs Directorate, NSC: Records, PRG (Policy Review Group) Meeting on Pakistan (07/16/1987), RAC Box 21, Policy Review Group, U.S. Policy and Gulf Security, 16th July, 1987.

<sup>62</sup> GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence, and the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Santa Barbara, Praeger, 2010, p. 200, 202.

<sup>63</sup> TNA, FCO 8/6817/334, Acland to FCO, Washington 1564, US/Gulf, 21st July, 1987.

<sup>64</sup> "Britain denies policy shift on reflagging", *The Guardian*, 13th July, 1987.

<sup>65</sup> TNA, FCO 8/6817/329, Young to Private Secretary, Kuwait/UK reflagging, 21st July, 1987.

<sup>66</sup> TNA, FCO 8/6817/337b, Culshaw to Powell, Kuwait/UK Reflagging, 22nd July, 1987.

provisoirement, le temps de savoir si d'autres requêtes seront présentées ou si, dans un cas passant pour idéal, l'intérêt pour le repavillonnage s'érousse à la faveur des circonstances. Si la période d'objection de 14 jours est prévue à l'origine pour déposer un recours contre le nouveau nom donné au vaisseau réenregistré, et non pas contre le réenregistrement lui-même, elle permet dans les faits de le retarder. Un comité interministériel, réuni pour déterminer si d'autres objections pouvaient être opposées, n'a pas pu conclure sur la possibilité d'étendre la quatorzaine. Les délais administratifs paraissent ainsi aux Britanniques leur meilleur atout<sup>67</sup>. Le département recommande même au secrétaire d'État de les étendre le plus possible afin de laisser à Londres une marge de réflexion et de manœuvre<sup>68</sup>.

La réticence des Britanniques à s'engager pleinement dans l'initiative ne diminue pas. Lorsqu'il reçoit à la fin du mois l'ambassadeur américain à Londres, le secrétaire d'État à l'Énergie lui rappelle le risque de compétition entre les Grands et de confrontation contre-productive avec l'Iran que les efforts ambitieux de repavillonnage déployés par les Américains font encourir. Il recommande ainsi des contacts étroits avec les Soviétiques et l'attitude la moins provocatrice possible<sup>69</sup>. Dans un télégramme d'orientation envoyé à la mi-août aux missions britanniques à l'étranger, le FCO rappelle les limites et les conditions de l'octroi d'un pavillon britannique ou relevant des territoires dépendants de la Couronne ainsi que les règles d'engagement de la patrouille Armilla. Malgré le travail de sape engagé en instrumentalisant les délais administratifs induits, il réaffirme que le repavillonnage n'est qu'une question commerciale et administrative sur laquelle le gouvernement n'a aucun pouvoir d'intervention<sup>70</sup>.

### 3. La riposte en proportion

La réticence britannique à franchir le pas du repavillonnage prend acte des tensions suscitées par le surcroît d'implication des Occidentaux dans une région dont la fébrilité ne diminue pas. Le 24 juillet, le premier pétrolier koweïtien traversant le Golfe sous pavillon américain heurte une mine sous-marine qui interrompt sa course sans faire de victimes. L'« incident du Bridgeton » crée l'embarras à Washington sur l'efficacité du dispositif. Le Premier ministre iranien Mir Hossein Moussavi se réjouit d'un coup irréparable porté au prestige politique et militaire des États-Unis<sup>71</sup>. L'événement inquiète à Londres, qui craint une surréaction des Américains malgré les assurances fournies par ces derniers.

Le directeur du département du Moyen-Orient pose dès le lendemain les bases d'une réflexion sur une action militaire que Washington pourrait entreprendre au titre de la prévention, de l'auto-défense ou de la riposte<sup>72</sup>. Il s'agit d'inciter les Américains à la prudence, en les incitant à ne pas accuser indument les Iraniens et à apporter par des réponses proportionnées, afin de ne pas ruiner les chances

<sup>67</sup> TNA, FCO 8/6817/345, Collecott to Young, Miers, Kuwait reflagging: Gibraltar, 24th July, 1987.

<sup>68</sup> TNA, FCO 8/6817, Secretary of State's bilateral with Mr Younger, Shipping in the Gulf, 27th July, 1987.

<sup>69</sup> TNA, FCO 8/6755/83, Call on Secretary of State for Energy by US Ambassador, Iran/Iraq, 27th July, 1987.

<sup>70</sup> TNA, FCO 8/6819/508, Chalker to various posts, FCO Guidance 67, Iran/Iraq conflict and Gulf shipping, 14th August, 1987.

<sup>71</sup> TYLER Patrick "Reflagged Tanker Hits Gulf Mine", *The Washington Post*, 25th July, 1987

<sup>72</sup> TNA, FCO 8/6817/346, Young to Miers, Gulf shipping: possible US military action, 24th July, 1987.

d'un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak. La meilleure réponse serait ainsi diplomatique : le diplomate recommande une lettre du secrétaire général de l'ONU évoquant la liberté de circulation.

Si les Américains envisageaient une action militaire proportionnée, pour ne pas apparaître affaiblis aux yeux de l'opinion et des Iraniens, il faudrait les presser d'agir de manière limitée, le droit international autorisant l'usage de la force au titre de l'autodéfense. Dans le cas d'une réponse immédiate, les règles d'engagement américaines autorisent une action sur le terrain, visant par exemple à supprimer la batterie de missiles incriminée : les événements iraient probablement trop vite pour laisser le temps de solliciter la patrouille Armilla ; Washington espérerait cependant sans doute *a posteriori* une déclaration de soutien de la part de Londres. Dans le cas d'une action non-immédiate, comme celle qui pourrait répondre à l'incident du Bridgeton, les États-Unis pourraient requérir du Royaume-Uni un soutien logistique sur le terrain. Si aucun plan d'action n'a été convenu en avance, une coopération existe déjà sur les questions de renseignement. Les Britanniques pourraient être ainsi sollicités pour fournir depuis leurs vaisseaux un soutien de surveillance radar des vaisseaux iraniens. Une recrudescence d'attaques pourrait inciter les Américains à demander à la patrouille Armilla de croiser au nord de Bahreïn, ce qui risquerait de l'exposer au minage tout en la contraignant à disperser ses vaisseaux.

Prenant note de ces scénarios, le sous-secrétaire d'État adjoint David Miers relève que le fait que le Bridgeton n'ait pas dû abandonner sa mission devrait permettre aux Américains de réduire la gravité de l'incident sans perdre la face. Il confirme pourtant la nécessité de poursuivre la réflexion en interne et le dialogue avec Washington pour travailler sur des réponses concertées. Avec les Américains, ajoute le ministre d'État David Mellor, il s'agira de se contenter d'évoquer les différentes réponses diplomatiques possibles pour ne pas les inciter à concevoir des mesures militaires<sup>73</sup>. Au terme de cette consultation, Geoffrey Howe confirme la nécessité de ne pas encourager Washington dans une initiative militaire et de répondre avec grande prudence à une éventuelle sollicitation de pré-positionnement de la force antimine britannique, tout en continuant à exclure une opération navale conjointe<sup>74</sup>. En attendant, le FCO se félicite du fait que les Américains, suivant une suggestion des Britanniques, aient approché les Saoudiens pour les inciter à recommander aux Koweïtiens de réfréner leur soutien aux Irakiens. Londres fait de même auprès d'Amman, d'Oman, de Moscou et même de Bagdad<sup>75</sup>.

Le 27 juillet, George Shultz reçoit son homologue Tariq Aziz aux côtés de Peter Burleigh, directeur pour le nord du Golfe, qui rapporte la teneur des échanges à Massachusetts Avenue. Le secrétaire d'État appelle l'Irak à continuer à se refreiner d'attaquer les convois, comme son armée s'y est astreinte depuis le milieu du mois. Il ajoute qu'il en va de l'intérêt de Bagdad, qui est à tort ou à raison perçu à l'étranger comme l'initiateur des attaques les plus récentes, et de la crédibilité de la politique américaine aux yeux du Congrès, dans un contexte de relance de l'activité onusienne. Les Américains retiennent de l'entretien le sentiment que les Irakiens devraient continuer à observer un moratoire sur

<sup>73</sup> TNA, FCO 8/6817/347a, Darroch to Mellor, Gulf shipping: possible US military action, 24th July, 1987.

<sup>74</sup> TNA, FCO 8/6817/357a, Culshaw to Young, Iran and the Gulf, 27th July, 1987.

<sup>75</sup> TNA, FCO 8/6755, Call on Secretary of State for Energy by US Ambassador, Iran/Iraq, 27th July, 1987.

les attaques à condition que les Iraniens ne s'en prennent pas aux convois transportant des biens en Irak et qu'ils ne donnent pas l'impression de vouloir gagner du temps sur le front diplomatique<sup>76</sup>.

Reçu à Downing Street, Frank Carlucci indique à Margaret Thatcher que, malgré la retenue observée à Washington jusqu'alors, de nouveaux incidents imputables à l'Iran renforceraient la pression en faveur d'une riposte. Plusieurs options ont été envisagées, allant de l'action contre les sites de stockage de mines jusqu'à une frappe d'envergure sur le port de Bandar Abbas. Toute frappe resterait cependant proportionnée. Les Américains ne s'attendent pas à des attaques ouvertes sur leurs vaisseaux, précise le conseiller, mais n'excluent pas une erreur de jugement de la part des Iraniens. Toute action délibérément hostile rallierait l'opinion au président. Si M. Thatcher met en garde contre le risque d'un cycle de représailles réciproques, elle convient du droit des Américains à répondre à une attaque et du fait que les Iraniens ne sauraient être autorisés à agir en toute impunité<sup>77</sup>. Le conseiller tient le même discours au ministre d'État David Mellor, tout en envisageant d'inciter les pays du CCG à s'impliquer davantage<sup>78</sup>. Les alliés comptent par ailleurs sur l'application du cessez-le-feu auquel appellent les Nations unies depuis le vote d'une résolution en ce sens par le Conseil de sécurité.

## II. La résolution déboutée de la guerre (1987)

À l'été aboutit un long processus de négociation onusienne conduisant au vote du texte qui finit en 1988 par être accepté par les belligérants, après avoir été âprement rejeté par l'Iran du fait de ses insuffisances. Pourquoi la résolution du conflit échoue-t-elle à en déconstruire la conflictualité ?

### A. Les modalités d'une initiative internationale

#### 1. Le difficile dépassement des désaccords

La résolution onusienne du conflit, à laquelle appelle Washington depuis janvier, s'enracine dans une initiative de rapprochement préalable des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, à l'initiative du secrétaire général Pérez de Cuéllar<sup>79</sup>. Le long processus de négociation qui s'ensuit témoigne des désaccords persistants sur ses modalités, au-delà même des deux belligérants.

Une note du département du Moyen-Orient rappelle au printemps la position de ces derniers. L'Irak a réaffirmé en janvier les cinq principes d'une résolution énoncés au mois d'août précédant : le retrait intégral et inconditionnel des armées derrière les frontières internationales, l'échange de tous les pri-

<sup>76</sup> TNA, FCO 8/6751/39, Crowe to FCO, Washington 1617, Visit by the Iraqi Foreign Minister to Washington, 27th July, 1987.

<sup>77</sup> TNA, FCO 8/6755, Powell to Parker, Prime Minister's meeting with Mr. Carlucci: the Gulf, 3rd August, 1987.

<sup>78</sup> TNA, FCO 8/6755, Darroch to Young, Mr Mellor's Lunch with Mr Carlucci: the Gulf, 3rd August, 1987.

<sup>79</sup> PICCO Giandomenico, *Man without a Gun: One Diplomat's Secret Struggle to Free the Hostages, Fight Terrorism, and End a War*, New York, Times Books, 1999, p. 75.

sonniers de guerre, la signature d'un traité de paix et de non-agression, la non-ingérence dans les affaires intérieures et la contribution à la stabilité et à la sécurité du golfe Persique. La note relève que le premier principe, qui paraît le plus important, est imprécis et ne manquera pas de soulever le débat, cependant que les derniers témoignent des inquiétudes soulevées en Irak par les intentions de l'Iran. De son côté, Téhéran réclame des réparations à Bagdad, la sanction de l'agression et le retour des réfugiés en Irak. Le départ de Saddam Hussein de la tête du pays et la dissolution du régime baathiste demeurent cependant des conditions préalables aux pourparlers, au point de laisser l'Iran envisager un renoncement aux réparations si un régime islamique était installé en Irak<sup>80</sup>.

Lors de la relance de l'activité onusienne en janvier, les Irakiens ont signifié leur désir d'inscrire toute mesure dans le cadre d'un calendrier cohérent assorti de sanctions dans le cas où l'un des partis ne s'y astreindrait pas. Ils considèrent par ailleurs comme injuste d'être soumis à un embargo dans la mesure où les Iraniens obtiennent des armes par des voies détournées. Les Iraniens n'ont pas ouvertement répondu positivement, mais se sont montrés intéressés par la proposition de mise en place d'une commission destinée à identifier l'agresseur, liée à celle d'un cessez-le-feu. Seule une évolution sur ce point les inciterait à accepter de prendre part aux discussions au Conseil de sécurité<sup>81</sup>.

Dans ce contexte, Cameron Hume, chargé de la région à la représentation américaine, note que les cinq membres permanents semblent bien disposés à l'idée d'une action onusienne. Tous conviennent que la guerre ne doit pas consacrer de vainqueur et de vaincu. Les Américains souhaitent recouvrer par la diplomatie ouverte la crédibilité perdue dans les méandres de l'Irangate. Les Français et les Britanniques voient dans le processus un moyen de réduire les risques d'action américaine unilatérale qui ferait peu cas de leurs intérêts. Les Soviétiques veulent éviter la défaite de leur client irakien. Seuls les Chinois semblent réticents, quoique pas opposés, à la mise en œuvre d'une action internationale<sup>82</sup>.

Ses modalités soulèvent cependant le débat. Alors que les États-Unis sont disposés à discuter des moyens à mettre en place pour contraindre les belligérants à se conformer à la résolution, l'URSS répond avec prudence et la Chine hésite à s'engager dans la voie des sanctions, cependant que la France se déclare ouverte à une résolution contraignante et à un embargo sur les armes, sans pour autant vouloir en accélérer le calendrier d'application. Dans ce concert à contre-temps, le Royaume-Uni s'inscrit avec prudence : il apporte son soutien au principe d'une résolution contraignante et, si nécessaire, à un embargo sur les armes, mais pas à d'autres mesures économiques, et n'entend pas accélérer le mouvement, dans la mesure où il suscite toujours la circonspection ; parallèlement, il exprime toujours son attachement aux efforts déployés par le secrétaire général pour inciter au dépôt des armes<sup>83</sup>.

Au mois de mai, le naufrage du Stark fait craindre aux Britanniques une accélération des efforts des Américains sous la pression de l'opinion publique et du Congrès. Or, leurs propositions en l'état sem-

<sup>80</sup> TNA, FCO 8/6751/16, Iraq's peace conditions, March 1987; FCO 8/6751/17, Iran's peace conditions, March 1987.

<sup>81</sup> FCO 8/6751/19, Attitude of Iran and Iraq to UN peace proposals, March 1987.

<sup>82</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 91.

<sup>83</sup> TNA, FCO 8/6614/40, Culshaw to Powell, The Iran/Iraq Conflict and UK/Iran Relations, 15th May, 1987.

blent encore trop favorables à l'Irak pour être acceptables par l'Iran. Londres envisage ainsi d'aiguiller les énergies de l'allié vers une initiative se bornant à réaffirmer l'importance de la liberté de navigation. Celle-ci répondrait aux critiques relatives à l'impuissance de l'ONU à faire respecter les principes internationaux tout en évitant de procéder pour l'heure au vote beaucoup plus difficile d'une résolution sur la fin du conflit. Sans explicitement condamner l'Irak, cette résolution répondrait implicitement à l'incident du Stark et restaurerait l'équilibre perdu lorsque la résolution 540 avait condamné les attaques iraniennes dans le Golfe, montrant ainsi à Téhéran que le Conseil ne se concentre sur le conflit que quand l'Iran est à la manœuvre militaire. Un moratoire sur les attaques contre les convois pourrait de plus constituer une première étape vers la cessation des combats. Le FCO recommande à Massachusetts Avenue d'échanger avec Washington sur ces points en stipulant que Londres n'est pas engagé dans une approche en particulier et qu'une telle résolution ne serait qu'une réaction immédiate au naufrage du Stark et ne saurait se substituer à une résolution contraignante globale sur le conflit<sup>84</sup>.

À Bagdad, Alan Clark pressent que la réaction à une telle initiative onusienne sera négative. Le diplomate britannique note que, quelle que soit sa forme, la résolution donnera aux Irakiens l'impression de n'aborder qu'une partie du problème et de disperser les efforts en cours pour résoudre le conflit de manière globale. La critique implicite de l'attaque irakienne ne serait pas reçue de manière plus positive, et risquerait même, si le Royaume-Uni y est associé, de ruiner les efforts déployés pour ménager entre les belligérants un équilibre propre à pérenniser ses intérêts auprès d'eux<sup>85</sup>. Pour l'ambassadeur à Moscou, Bryan Cartledge, Londres joue déjà un rôle constructif à New York, ayant sous la pression de Washington revu sa position d'abord réticente à l'égard d'une résolution contraignante. Il s'agirait de ne pas perturber le processus en cours et les bonnes grâces de Bagdad, qui a salué le rôle positif des Britanniques au Conseil, ou de Téhéran, qui continue de considérer Londres comme un interlocuteur possible à la tribune onusienne<sup>86</sup>. Parallèlement, le ministre iranien des Affaires étrangères Ali-Akbar Velayati presse le secrétaire général d'agir afin de restaurer la sécurité dans le Golfe et d'apaiser les tensions causées par la présence des deux Grands<sup>87</sup>. À la fin du mois, Ronald Reagan s'exprime finalement depuis la Maison-Blanche, sur la politique américaine dans la région, dont il rappelle les objectifs, ainsi que le maintien des moyens militaires et les démarches diplomatiques qui les soutiennent<sup>88</sup>.

## 2. La pression pour un passage précipité

Malgré la modération de l'attitude américaine jusqu'alors, Londres pressent l'imminence d'un surcroît de pressions de Washington en faveur de l'adoption d'une résolution contraignante établissant un

---

<sup>84</sup> TNA, FCO 8/6815/187, Howe to Washington, FCO 791, Aftermath of Attack on USS Stark and Possible UN Activity, 20th May, 1987.

<sup>85</sup> TNA, FCO 8/6815/189, Clark to FCO, Baghdad 303, Aftermath of Attack on USS Stark, 21st May, 1987.

<sup>86</sup> TNA, FCO 8/6815/207b, Cartledge to FCO, Moscow 789, US/Gulf, 27th May, 1987.

<sup>87</sup> TNA, FCO 8/6815/198, McRae to FCO, Tehran 273, Iran/US: attacks on shipping, 25th May, 1987.

<sup>88</sup> REAGAN Ronald, Remarks on United States Policy in the Persian Gulf, 29th May, 1987 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/252336>



cessez-le-feu. Moscou a fait savoir son désir de procéder rapidement au vote, préférant remettre à plus tard la réflexion sur ses modalités d'application et sur l'adjonction de sanctions. Beijing semble ouvert à l'adoption d'un tel texte, à condition que soient consultés les membres non-permanents du Conseil ; en parallèle ou en suivant pourraient être décidés d'étapes, comme un embargo sur les armes auquel les Chinois ne ferment pas la porte<sup>89</sup>. Au département d'État, Peter Burleigh assure que Washington, malgré sa volonté d'une adoption rapide, insiste toujours sur un accord préalable des cinq membres permanents pour procéder à l'élaboration et au vote d'une résolution sur un cessez-le-feu<sup>90</sup>.

À New York, le représentant britannique Crispin Tickell se félicite du fait que la position de son gouvernement suive le mouvement général. Les Américains, pourtant, ne dissimulent pas leur volonté d'agir vite, envisageant déjà de se rapprocher des membres non-permanents du Conseil pour conclure un vote à la fin du mois de juin. Les Soviétiques n'ont pas clarifié leur position sur le calendrier mais restent favorables à la démarche proposée. Les Chinois se félicitent de la sollicitation à venir des membres non-permanents du Conseil qui lui permet de ne pas laisser se lever un soupçon de collusion avec les grandes puissances. Les Britanniques sont favorables à la poursuite de consultations entre les Cinq pour s'accorder le plus possible sur les mesures d'application et de supervision du cessez-le-feu. C. Tickell note néanmoins que l'empressement de Washington et de Moscou à voter risque de contraindre la réflexion sur ces dernières, qui devrait d'ailleurs être ralentie par Paris et Beijing<sup>91</sup>.

À ce titre, les Américains sollicitent des autres membres permanents du Conseil un renforcement de leur délégation à New York par des experts qualifiés afin de conclure sur une base référendaire un accord sur les mesures de soutien à la résolution sur le cessez-le-feu. Soulevée devant leurs représentants à New York, l'idée n'a pas suscité grand enthousiasme. Washington semble compter sur Londres pour rallier les autres membres à l'initiative, qui ne convainc cependant pas les Britanniques<sup>92</sup>.

La pression américaine ne faiblit pas. À Washington, Michael Armacost requiert un entretien avec Antony Acland. Le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques indique que les Américains souhaiteraient travailler étroitement avec les Britanniques à New York pour faire en sorte que les résolutions passent au vote le plus vite possible après l'arrivée de la France à la présidence du Conseil, le 1<sup>er</sup> juillet. Sans le confirmer, il donne l'impression que leur adoption aiderait l'administration à surmonter les oppositions soulevées au Congrès par l'initiative de repavillonnage. Il affirme que Washington, Londres et Paris pensent selon les mêmes lignes et devraient ainsi persuader Moscou, puis Beijing de la pertinence d'une seconde résolution mettant en place un embargo. Les Soviétiques devraient être plus facilement convaincus que les Chinois, qui continuent à approvisionner les Iraniens. A. Acland répond avec prudence que Londres entend poursuivre son étroite collaboration avec l'administration et

---

<sup>89</sup> TNA, FCO 8/6815/209, Collecott to Munro, Protection of shipping in the Gulf: likely American approach, 29th May, 1987.

<sup>90</sup> TNA, FCO 8/6815/210b, Prentice to Collecott, TL Washington, US/Gulf, 30th May, 1987.

<sup>91</sup> TNA, FCO 105/2847/195b, Tickell to FCO, UKMIS New York 422, Iran/Iraq at the Security Council, 19th June, 1987.

<sup>92</sup> TNA, FCO 8/6772/13, Collecott to Blackley, Miers, Iran/Iraq at the UN: US approach on senior experts' meeting, 24th June, 1987.

convient de la nécessité de s'accorder sur des mesures consensuelles en cas d'irrespect de la première résolution. Si son gouvernement regarde favorablement le principe d'un embargo, ajoute-t-il, les modalités pratiques de son application et de sa supervision doivent néanmoins être définies<sup>93</sup>.

Le risque de ruiner la crédibilité du Conseil en avançant une résolution sans avoir une claire idée des étapes suivantes inquiète le FCO. Même si les mesures d'application sont convenues en amont, leur mise en œuvre semble sujette à caution. S'ils n'entendent remettre en question le soutien apporté jusque-là aux Américains, les Britanniques voient comme une nécessité de préparer soigneusement le terrain au Conseil. Cet élément de réserve place ainsi Londres entre Beijing, et Paris dans une moindre mesure, qui ne conçoivent la possibilité d'une double résolution qu'à l'issue d'une activité diplomatique significative, d'une part, et Washington et Moscou, convaincus de l'urgence à agir, d'autre part.

Le FCO rejoint le scepticisme des Américains et des Soviétiques à l'égard de mesures volontaires, dont l'inefficience a déjà été prouvée lors de la révolution. Parce que sa politique en la matière est déjà relativement restrictive, Londres privilégie un embargo sur les armes, dont les conséquences politiques ne devraient pas être considérables. Contrairement aux autres membres permanents du Conseil, les Britanniques n'excluent pas de le faire porter sur les deux belligérants, cas apparaissant improbable du fait du positionnement opposé de Bagdad et de Téhéran à l'égard de l'ONU. Parmi les autres sanctions envisageables, celle sur le pétrole iranien apparaît comme la plus efficace. Londres n'exclut pas d'être contraint sous la pression à y consentir malgré les difficultés économiques considérables qu'il induirait. C'est pour s'y préparer et empêcher l'adoption incontrôlée d'autres mesures propres à heurter leurs intérêts que les Britanniques appellent à l'approfondissement de la réflexion au Conseil<sup>94</sup>.

A Washington, la présidence fait monter la pression en recevant la direction du Congrès le 30 juin à la Maison-Blanche. M. Armacost confirme à Massachusetts Avenue que l'administration entend passer à la vitesse supérieure sur le front diplomatique pour aboutir au vote d'une résolution avant le lancement de l'opération Earnest Will. Ronald Reagan a envoyé à ce titre une lettre aux membres permanents du Conseil de sécurité pour leur exprimer son désir de voir votée avant la mi-juillet une résolution globale. Le diplomate américain confie cependant les inquiétudes du département d'État quant aux intentions des Soviétiques et des Chinois, soupçonnés de vouloir s'abstenir lors du vote de la résolution complémentaire mettant en place un embargo, pour se ménager une porte ouverte en Iran. Face à cette incertitude est dépêché Vernon Walters en consultation dans plusieurs capitales<sup>95</sup>.

### 3. La révision réticente de la résolution

Rappelant la résolution précédente, les inquiétudes suscitées par la poursuite du conflit et son élargissement potentiel, le projet de résolution présenté par les Américains appelle les belligérants à ob-

---

<sup>93</sup> TNA, FCO 8/6755/58, Acland to FCO, Washington 1362, The Gulf, 24th June, 1987.

<sup>94</sup> TNA, FCO 105/2847/4, Collecott to Miers, Iran/Iraq at the UN, 26th June, 1987.

<sup>95</sup> TNA, FCO 8/6755/60, Acland to FCO, Washington 1398, 1399, US/Gulf, 1st July, 1987.

server un cessez-le-feu, à interrompre les actions militaires et à retirer leurs troupes comme préalable à toute négociation. Elle demande que soit confié au Comité international de la Croix rouge un échange complet de prisonniers. Elle recommande à l'Iran et à l'Irak de soutenir les efforts du secrétaire général pour résoudre leurs différends conformément aux principes de la Charte des Nations unies. Elle appelle les autres États à la retenue pour éviter un surcroît de tensions et un élargissement du conflit dans la région. Elle requiert du secrétaire général, en consultation avec Bagdad et Téhéran, la mise en place d'une commission afin de déterminer les responsabilités dans le conflit. Elle reconnaît la nécessité d'un effort de reconstruction post-conflit sous assistance internationale<sup>96</sup>.

Le 2 juillet, le représentant allemand au Conseil soumet à ses homologues britanniques et américains des suggestions d'amendements, usant de formulations avancées par les Iraniens pour leur rendre le texte plus acceptable. Ces amendements suggèrent l'ajout d'un préambule s'inquiétant des violations du droit humanitaire international, nommant l'usage d'armes chimiques, les attaques contre les civils et les menaces contre l'aviation civile, ainsi que la réécriture d'autres pour rappeler que le déclenchement du conflit a constitué une rupture de paix et demander l'envoi d'experts afin d'évaluer les dommages qu'il a causés<sup>97</sup>. Les amendements, note Crispin Tickell, remettent notablement en question l'équilibre du texte initial. Le représentant allemand est d'ailleurs conscient de la difficulté à accorder autant de concessions à un pays ayant à plusieurs reprises refusé de souscrire aux résolutions précédentes. Pendant ce temps, la présidence française entend dicter son propre rythme de consultations : les échanges qu'elle prévoit ne laissent pas espérer une adoption de la résolution avant la mi-juillet<sup>98</sup>.

Les Américains continuent cependant de presser pour un vote rapide de la résolution contraignante. Alors que Margaret Thatcher recommande à Ronald Reagan de convenir des mesures à prendre en cas d'ignorance de la résolution par l'un des belligérants<sup>99</sup>, Washington semble décidé à agir en l'absence d'accord préalable sur le point. Or, rien n'indique que Téhéran envisage d'accepter la première résolution ni même que la seconde soit votée par Moscou et Beijing<sup>100</sup>. Le 10 juillet, Richard Murphy assure à Alan Munro que les amendements ne risquent pas de modifier substantiellement l'esprit de la résolution, contrairement aux craintes qu'ils avaient soulevées<sup>101</sup>. Un vote imminent lui apparaît toujours possible. Au-delà de l'adoption, l'empressement de Washington se mesure à la volonté d'imposer dans le texte de la résolution un calendrier à son application et un délai au rapport que doit en faire le secrétaire général avant que ne soit décidé de la mise en place d'un embargo. Il permettrait de profiter de la dynamique créée par le premier vote pour enchaîner sur le suivant afin de réduire le risque de réserves soviétiques et chinoises. Dans une démarche de prudence devenue habituelle, le Britannique y oppose

<sup>96</sup> TNA, FCO 8/6752/53a, Tickell to FCO, UKMIS New York 444, Iran/Iraq at the Security Council, 1st July, 1987.

<sup>97</sup> TNA, FCO 8/67523a, Tickell to FCO, UKMIS New York 453, Iran/Iraq at the Security Council, 2nd July, 1987.

<sup>98</sup> TNA, FCO 8/67523a, Tickell to FCO, UKMIS New York 452, Iran/Iraq at the Security Council, 2nd July, 1987.

<sup>99</sup> TNA, FCO 8/6752/55, Thatcher to Reagan, 3rd July, 1987.

<sup>100</sup> TNA, FCO 8/6755, Prime Minister's Visit to Washington: 17 July, Iran/Iraq and UK/Iran, 9th July, 1987.

<sup>101</sup> Une semaine plus tard, au groupe d'évaluation politique du CSN, Michael Armacost déclare cependant qu'ils ont constitué un bouleversement dans le processus de négociation du texte dont les Américains espèrent encore contenir les conséquences : RRL, Near East and South Asia Affairs Directorate, NSC: Records, PRG Meeting on Pakistan (07/16/1987), RAC Box 21, Policy Review Group, U.S. Policy and Gulf Security, 16th July, 1987.

le danger de couper court artificiellement au processus de discussions que le secrétaire général pourrait engager et le soupçon à l'égard d'une volonté américaine de court-circuiter le reste du Conseil<sup>102</sup>.

Le 20 juillet, George Shultz et Geoffrey Howe se rencontrent à la représentation britannique à New York. Quand le secrétaire d'État américain l'exhorte à soutenir les États-Unis dans leur démarche au Conseil, son homologue britannique lui rappelle l'importance à insister sur le degré d'acceptabilité de la résolution par les Cinq et d'équilibre entre les deux parties dans le conflit, pour éviter de faire passer cette nouvelle initiative comme une « vendetta occidentale dirigée par les États-Unis contre l'Iran »<sup>103</sup>.

Quelques heures plus tard, le Conseil vote à l'unanimité la résolution 598 à l'issue d'une réunion à laquelle a été invité à assister le représentant irakien<sup>104</sup>. Le texte reprend les amendements proposés par les membres non-permanents du Conseil, sur proposition iranienne, mais des points de contentieux demeurent. Là où l'Iran aurait préféré que le retrait des troupes soit « consécutif » au cessez-le-feu, pour laisser le temps au lancement du processus politique de mise en œuvre de la résolution, l'Irak exige et obtient qu'il soit « immédiat ». D'autres formulations restent également floues : aucune délégation n'a cherché à éclaircir la question des « frontières internationalement reconnues » ni à préciser le rôle de la commission impartiale destinée à déterminer la responsabilité du conflit<sup>105</sup>.

Le secrétaire d'État américain se félicite pourtant lors de sa prise de parole du fait que le Conseil ait fonctionné dans l'esprit de collégialité qui a présidé à sa création. Il écrit dans ses mémoires avoir été fier d'être le représentant des États-Unis à ce moment historique<sup>106</sup>. A Londres, le Cabinet relève avec satisfaction le rappel du rôle positif qu'ont joué les représentants britanniques successifs à New York, John Thomson et Crispin Tickell. Il prend acte du fait que l'Irak devrait réagir positivement au vote alors que l'Iran l'a déjà rejeté<sup>107</sup>. Le 11 août, dans une lettre au secrétaire général, Téhéran déplore un texte formulé et adopté à l'initiative des États-Unis, avec l'intention explicite de légitimer leur intervention dans la région et le renforcement de leur soutien à l'Irak et à ses amis dans la guerre<sup>108</sup>. Les limites de l'initiative témoignent ainsi non seulement d'un échec à résoudre les causes du conflit mais aussi d'une consolidation de la conflictualité qui le sous-tend, conduisant au recours à la contrainte.

## B. Les mesures d'une contrainte collective

### 1. L'élaboration des bases d'un embargo

La dénonciation par l'Iran de la résolution embrassée par l'Irak donne raison à la nécessité avancée

<sup>102</sup> TNA, FCO 8/6755/168, Howe to Washington, FCO, Iran/Iraq: discussions with the Americans, 10th July, 1987.

<sup>103</sup> TNA, FCO 8/6755, Galsworthy to Fowler, 20th July, 1987.

<sup>104</sup> UN, S/RES/598(1987), Resolution 598 (1987) adopted by the Security Council at its 2750th meeting, on 20 July 1982.

<sup>105</sup> HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq*, op. cit., p. 114.

<sup>106</sup> SHULTZ George, *Turmoil and Triumph: Diplomacy, Power and the Victory of the American Ideal. My Years as Secretary of State*, New York, Scribner, 1995, p. 932.

<sup>107</sup> TNA, CAB 128/87, Cabinet Conclusions, 23rd July, 1987.

<sup>108</sup> UN, S/19031, Rajae Khorasani to Pérez de Cuéllar, 11th August 1987.

à Londres d'une réflexion sur la mise en œuvre de mesures contraignantes. Dès le début du mois de juillet, le département du Moyen-Orient du FCO élabore un projet de résolution complémentaire relative à un embargo sur le pétrole en provenance de l'Iran et sur les armes à destination de l'Iran. Le projet est présenté comme hypothétique, plus qu'analytique et définitif, afin de permettre au gouvernement d'anticiper sur la non-acceptation par l'Iran de la résolution mettant fin au conflit<sup>109</sup>.

Rappelant les initiatives précédentes menées au nom de l'ONU, le texte considère que l'attitude de la République islamique constitue une rupture de paix et légitime ainsi qu'elle soit privée des armes et du matériel lui permettant de soutenir son effort de guerre. Il demande ainsi aux États de cesser leur approvisionnement de l'Iran en armes, munitions, équipements militaires, véhicules, vaisseaux navals, avions, hélicoptères et aéroglisseurs, pièces de rechange liées, équipements, fournitures et contrats de licence pour la fabrication ou la maintenance de ces produits. Il appelle les États à revoir les arrangements contractuels existants avec l'Iran en lien avec ces directives et leur demande de se refuser à coopérer avec Téhéran sur la fabrication et le développement des armes nucléaires<sup>110</sup>.

La formulation du texte montre la volonté britannique d'avancer un projet de résolution qui heurte le moins possible les activités commerciales du Royaume-Uni. L'exhaustivité des produits tombant sous le coup de l'embargo rappelle que Londres contrôle déjà strictement l'exportation de ces produits. Les auteurs de la note rappellent l'avantage qu'il y aurait à contraindre de même les concurrents du Royaume-Uni. De même, les équipements de police paramilitaire sont exclus de l'embargo afin de ne pas entraver la vente de Landrovers, à laquelle les Britanniques envisagent néanmoins de renoncer si d'autres insistent sur une interdiction de la vente d'équipements similaires. La mention du programme militaire nucléaire prend acte d'un risque d'une nouvelle coopération entre l'Iran et l'Argentine ou l'Allemagne qu'il s'agit de prévenir pour des raisons stratégiques autant que concurrentielles. La note précise que Londres pourrait concevoir d'ouvrir l'embargo aux programmes de formation militaire qui pourraient contribuer à la poursuite du conflit, auxquels le Royaume-Uni a renoncé pour l'Iran et pour l'Irak en 1985. Les Britanniques préféreraient cependant ne pas bannir la promotion des équipements militaires, à moins qu'elle n'implique leur exportation temporaire pour présentation<sup>111</sup>.

Les importations iraniennes s'élèvent alors à une valeur annuelle de 3 milliards de dollars. Elles concernent des pièces de rechange pour des systèmes d'origine américaine ou européenne, des armes disponibles largement sur le marché international et des munitions et systèmes d'armement fournis avec l'agrément des gouvernements concernés. Depuis la révolution et le lancement de l'opération Staunch, la Chine est devenue le principal fournisseur iranien, devant la Corée du Nord et les pays d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud. La production nationale est rudimentaire mais croissante.

Tout évidente qu'elle semble, face à des pays dont l'économie dépend de manière écrasante de son exportation, la perspective d'un élargissement de l'embargo au pétrole produit par la partie récalci-

---

<sup>109</sup> TNA, FCO 8/6651/13, Young, to Dinwiddy, Iran/Iraq at the UN: sanctions, 3rd July, 1987.

<sup>110</sup> TNA, FCO 8/6651/13, Draft text of a possible mandatory arms embargo against Iran, 3rd July, 1987.

<sup>111</sup> TNA, FCO 105/2847, Detailed considerations for an arms embargo resolution, July 1987.

trante, suscite cependant des réserves. La note suggère donc de s'opposer à l'éventualité, tant pour des raisons doctrinales que pratiques. Si le Conseil de sécurité le vote sans proposer les moyens navals de sa mise en œuvre, les Britanniques craignent que les Américains ne décident de l'imposer de manière unilatérale, risquant d'installer un rapport de force pouvant conduire à la confrontation militaire.

Au-delà des considérations à apporter au détail des produits à proscrire, il s'agira de déterminer si les arrangements contractuels existants et les autorisations d'exportation doivent être remis en question, si une limite de temps doit être imposée, si l'application du cessez-le-feu doit entraîner une cessation de l'embargo, si l'embargo doit être renouvelé après une période définie pour éviter le cas dans lequel un membre du Conseil refuserait de le lever quand le parti récalcitrant rentrerait dans les rangs.

Pour le Royaume-Uni, la perspective d'un embargo pose la question de l'attitude à adopter vis-à-vis du Bureau d'approvisionnement iranien situé à Londres, soupçonné d'être à l'origine d'une dispersion d'armes vers Téhéran. Les diplomates envisagent d'abord de profiter de l'imposition de restrictions commerciales par l'ONU pour agir contre ses activités. Ils envisagent aussi d'élaborer un embargo de sorte que les activités légales du Bureau ne soient pas entravées. De la formulation du texte devrait ainsi dépendre la possibilité de fermer les yeux sur le transfert de biens à son initiative par l'intermédiaire de pays tiers. Les contraintes de politique intérieure pourraient par ailleurs conduire Londres à envisager d'appliquer à l'autre belligérant, même s'il applique la résolution initiale, un embargo équivalent, au nom de la position d'impartialité jusque-là défendue dans le conflit<sup>112</sup>.

Au niveau ministériel est enfin envisagée l'opposition du Royaume-Uni à des sanctions commerciales, à un gel d'actifs financiers et à des actions contre les services aériens. En revanche est noté l'avantage qu'il y aurait à obtenir un aval onusien au contrôle de l'exportation d'éléments entrant dans la fabrication d'armes chimiques, déjà appliqué unilatéralement par Londres et certains autres pays.

Prenant acte du fait que les Américains n'ont pas encore travaillé sur les termes de la seconde résolution<sup>113</sup>, Peter Collecott recommande d'échanger avec eux sur le sujet à Washington et à New York afin d'avancer la position britannique et de prévenir ainsi l'élaboration d'un embargo selon des termes plus larges, contraignant par exemple à la rupture des contrats existants<sup>114</sup>. Le secrétaire d'État appuie la recommandation auprès de Downing Street pour la transmettre à New York<sup>115</sup>.

## 2. Le retour réticent au Conseil

Lors de son entretien avec Ronald Reagan au milieu du mois juillet, Margaret Thatcher se déclare sceptique quant à l'acceptation par l'Iran d'un cessez-le-feu, sentiment partagé selon elle dans le Golfe. Elle pressent la nécessité de recourir à une résolution complémentaire pour imposer un embar-

---

<sup>112</sup> TNA, FCO 8/6651/13, Possible UN sanctions against Iran or Iraq, 3rd July, 1987.

<sup>113</sup> TNA, FCO 8/6755/168, Howe to Washington, FCO, Iran/Iraq: discussions with the Americans, 10th July, 1987.

<sup>114</sup> TNA, FCO 105/2847, Collecott to Miers, Iran/Iraq at the UN: possible sanctions, 16th July, 1987.

<sup>115</sup> TNA, FCO 105/2847, Howe to Thatcher, Iran/Iraq at the UN, Possible sanctions, 23rd July, 1987.

go, sur l'efficacité duquel elle exprime cependant déjà des réserves<sup>116</sup>. Envisagé dès le début du processus de négociation sans avoir été pensé, le retour réticent au Conseil témoigne à nouveau de l'inertie pesant sur les institutions internationales que les alliés tentent pourtant de mobiliser pour donner un cadre de cohérence et de conviction à la politique qu'ils entendent défendre.

La question divise en effet les membres permanents du Conseil. Les Américains l'appuient fortement, le voyant comme un moyen d'élargir les efforts qu'ils ont déployés auprès des gouvernements étrangers ou des fournisseurs et facilitateurs pour restreindre le flux d'armes vers l'Iran. C'est par ailleurs pour eux une opportunité de gagner la faveur des partenaires arabes et de rassurer le Congrès et l'opinion en faisant pression sur Téhéran pour conjurer le spectre de l'Irangate. Les Soviétiques semblent en favoriser l'option, mais ne sont pas encore disposés à y souscrire ou à le mettre en application. Les Britanniques craignent qu'ils finissent par y opposer un veto à la dernière minute, comme ils l'ont fait en 1980 lors de la crise des otages américains, hypothéquant le consensus international nécessaire aux sanctions. Cette décision aurait pour eux l'avantage de préserver un marché lucratif en Iran et en Irak, notamment pour les pays du bloc de l'Est. Les Chinois démentent exporter des armes vers l'Iran, et se déclarent ouverts à la discussion et prêts à appliquer des mesures contraignantes, mais à l'issue d'une campagne diplomatique significative. Les Français soutiennent un embargo sans grande conviction, pour ne pas perturber leurs relations avec l'Iran, qui se trouvent à un moment très délicat<sup>117</sup>, et pour ne pas avoir à l'appliquer également à l'Irak, où leurs intérêts commerciaux sont considérables. Les Allemands l'Ouest, les Italiens et les Japonais risquent d'y apporter des résistances étant donné leurs liens commerciaux étroits avec la République islamique<sup>118</sup>.

Le 31 juillet, lors du pèlerinage à La Mecque, un affrontement entre manifestants pèlerins chiites et forces de sécurité saoudiennes cause la mort de plus de 400 personnes. L'événement est vu à Londres comme une tentative iranienne d'imposer un surcroît de tensions dans le Golfe pour déstabiliser les Arabes et les dissuader de se rapprocher des Américains. Les Britanniques craignent la survenance en écho d'incidents terroristes, de troubles au Koweït, voire d'une offensive iranienne contre des installations pétrolières ou contre des forces américaines. Afin de renforcer l'isolement de l'Iran, M. Thatcher suggère de réunir le Conseil de sécurité pour condamner le minage du Golfe et accélérer la mise en place d'un embargo. Elle recommande aussi de s'employer à minimiser les différences de tactiques entre les alliés pour ne pas donner à l'Iran l'impression qu'il réussit à les diviser<sup>119</sup>.

La Première ministre aborde ces différents points lorsqu'elle reçoit le 3 août à Downing Street Frank Carlucci. Le conseiller convient avec elle de la volatilité de la situation : les Irakiens montrent

---

<sup>116</sup> TNA, FCO 8/6755/74, Powell to Galsworthy, Prime Minister's Visit to Washington, Meeting with President Reagan, 18th July, 1987.

<sup>117</sup> Lorsque la justice française veut l'entendre dans le cadre de l'enquête sur les attentats de la rue de Rennes du 17 septembre 1986, revendiqués par le Hezbollah, Wahid Gordji se réfugie dans les murs de l'ambassade d'Iran à Paris, où il est officiellement traducteur mais dont il est officieusement le numéro 2. L'affaire Gordji conduit à la rupture réciproque des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran le 17 juillet.

<sup>118</sup> TNA, FCO 8/6755, MED, FCO, Call on Secretary of State for Energy by US Ambassador, Iran/Iraq, Background, 27th July, 1987.

<sup>119</sup> TNA, DEFE 69/1740, Powell to Parker, The Gulf, 3rd August, 1987.

déjà de l'impatience à se retenir de reprendre les attaques contre les convois iraniens. Les États-Unis restent attachés à une action complémentaire rapide au Conseil de sécurité, d'autant que l'URSS et la Chine risquent de s'en désolidariser à la faveur du regain de tensions. Une autre difficulté est constituée par le fait que la présidence du Conseil soit alors exercée par l'Allemagne de l'Ouest, qui est en train de négocier avec l'Iran la libération d'otages<sup>120</sup>. M. Thatcher convient de la nécessité d'un retour rapide à la tribune onusienne afin de faire porter le poids de l'opinion internationale sur l'Iran. Elle se déclare prête à appuyer la démarche à venir du conseiller de sécurité nationale auprès du chancelier Kohl pour mobiliser à cet effet la présidence allemande du Conseil de sécurité<sup>121</sup>.

Au FCO, Geoffrey Howe encourage Massachussets Avenue à se rapprocher de ses interlocuteurs à Washington pour relancer le processus de négociation à l'ONU. Aux mesures de sanctions à l'encontre de l'Iran s'ajoute désormais la nécessité d'agir contre le minage des eaux du Golfe par Téhéran et de réaffirmer le principe de liberté de circulation. Ce dernier point apparaît plus fédérateur. Londres rappelle en effet l'importance de fonder un consensus international pour ne pas donner l'impression d'une initiative américaine unilatérale et pour ne pas hypothéquer les derniers espoirs de discussions entre le secrétaire général et les Iraniens. Le FCO recommande ainsi de sonder les Américains sur les chances de succès d'une résolution sur la liberté de navigation. En attendant la réflexion sur un embargo, il s'agit de ne pas imposer de limite de temps aux efforts déployés par le secrétaire général pour appliquer la résolution 598, tout en convainquant les Irakiens de maintenir le cessez-le-feu dans lequel ils se sont engagés. Londres recommande enfin d'insister sur la nécessité de procéder avec prudence, à la fois avec Washington, avec les membres permanents du Conseil et ses autres membres occidentaux<sup>122</sup>.

Dans un élan d'implication, M. Thatcher résume les priorités de la politique britannique lors d'une réunion à Downing Street de son entourage décisionnel de politique étrangère. L'urgence est à maintenir un équilibre entre la préservation du consensus au Conseil de sécurité et la pression en faveur de mesures immédiates contre l'Iran. La différence d'approche entre Washington (une seconde résolution imposant un embargo) et Londres (une résolution consensuelle sur la liberté de circulation) ne doit pas ruiner l'unité du front international à opposer à la résurgence des tensions. Elle lance donc une offensive diplomatique massive : le soutien à la résolution organisant un embargo ; la promotion subsidiaire et intermédiaire d'une résolution sur la liberté de circulation ; la recommandation au secrétaire général de l'ONU de presser une dernière fois l'Iran à appliquer la résolution 598 ; l'appel de Moscou à demeurer dans le consensus international et à inciter Téhéran à renoncer au minage du Golfe ; l'écriture d'un message au roi Fahd, en tant que président du CCG, l'assurant du soutien de la communauté internationale et lui recommandant d'appeler lui-même à la coopération internationale dans la défense de

---

<sup>120</sup> Les 17 et 20 janvier 1987 sont enlevés par le Hezbollah Rudolf Cordes, responsable commercial de la filiale libanaise de la compagnie chimique Hoechst, et Alfred Schmidt, technicien chez Siemens, à la suite de l'arrestation par la police ouest-allemande du preneur d'otage libanais Mohammed Ali Hamadei à l'aéroport de Francfort, quand des explosifs sont découverts dans sa valise. Ils sont respectivement libérés les 12 septembre 1988 et 7 septembre 1987 (BOUSTANY Nora, W. German Hostage Released, *The Washington Post*, 8th September, 1987).

<sup>121</sup> TNA, FCO 8/6755/87, Powell to Parker, Prime Minister's meeting with Mr. Carlucci: the Gulf, 3rd August, 1987.

<sup>122</sup> TNA, FCO 105/2847/302, Glenarthur to Washington, FCO 1252, Follow up to SCR 598, 3rd August, 1987.



la liberté de navigation ; l'envoi d'une lettre au Premier ministre japonais pour lui recommander de faire pression sur l'Iran dont le Japon est l'un des principaux consommateurs de pétrole ; la mobilisation des partenaires européens en faveur de cette offensive diplomatique ; la réflexion sur les conditions de l'élargissement l'embargo envisagé à l'exportation du pétrole iranien<sup>123</sup>.

### 3. Le débat sur la définition d'une action

À Washington, l'heure est à la négociation sur les termes de l'embargo. C'est un vétéran de la crise des Malouines, le secrétaire d'État adjoint en charge des organisations internationales Shaw Smith, qui est chargé de présenter à Massachusetts Avenue l'appréciation américaine de l'ébauche britannique. Les principales réserves concernent la définition de l'embargo et la limite de temps proposée. Le diplomate assure cependant que l'administration est prête à transiger sur la question de la définition, à condition qu'il ne laisse pas la porte ouverte à des pratiques abusives de la part des Chinois. La révision proposée du paragraphe concernant les produits tombant sous le coup de l'embargo insiste sur les produits d'utilité cruciale. Elle ajoute de plus la mention « nonobstant les contrats conclus ou licences octroyées avant la date de la présente résolution » de ne pas conduire à des querelles interminables sur l'application de ces termes. Londres craignait justement que ce point soit soulevé par Washington. La mention du programme nucléaire iranien ne pose pas de problème aux Américains, qui notent cependant qu'elle ne devrait pas être un point de principe. Le département d'État requiert en revanche que soit stipulée la mise en place d'une commission du Conseil de sécurité pour assister le secrétaire général dans la mise en place de l'embargo et que le délai de contrôle soit réduit de 6 à 3 mois. Si les Américains comprennent la volonté britannique de refuser à un membre du Conseil la possibilité d'opposer un veto à la levée des sanctions, ils doutent que le cas puisse se présenter. Il serait ainsi préférable de ne pas faire apparaître la clause pour ne pas éviter des frictions inutiles dans le processus de négociation du texte. De manière alternative, les Américains suggèrent d'investir par la nouvelle résolution le secrétaire général, en lien avec la commission du Conseil, de l'autorité permettant de déclarer que les dispositions ne seraient plus en vigueur quand serait confirmé le respect de la résolution 598. Les Soviétiques risquent cependant de s'opposer à un accroissement de l'autorité du secrétaire général<sup>124</sup>.

Les amendements avancés par Washington suscitent des réserves à Londres. Dans la définition de l'étendue de l'embargo, la mention des « produits liés » pourrait inclure le contrat conclu par la société britannique Plessey pour la vente de six systèmes de défense aérienne radar destinés à protéger la frontière irano-soviétique, qui a suscité la controverse lorsque l'autorisation d'exportation a été octroyée au mois de décembre 1986<sup>125</sup>. La réduction à 3 mois du délai au terme duquel le secrétaire doit rendre compte du respect de l'embargo est considérée comme trop courte : les Britanniques y voient un risque

---

<sup>123</sup> TNA, DEFE 69/1740/E27, Powell to Parker, The Gulf, 4th August, 1987.

<sup>124</sup> TNA, FCO 105/2847/12, Crowe to FCO, Washington 1685, Iran/Iraq: follow-up to SCR 598, 5th August, 1987.

<sup>125</sup> "Britain Reportedly OKs License to Sell Iran Radar Systems", *Los Angeles Times*, 12th December, 1986.

de dévaluer l'initiative si le secrétaire général n'a rien de substantiel à apporter au débat au terme d'un tel délai et suggère son allongement au moins pour le premier rapport. Le renforcement de son rôle afin de garantir la levée des sanctions quand l'Iran se rangerait à la résolution 598 pose par ailleurs aux yeux de Londres d'autres difficultés que la probable réticence de Moscou : le principal intéressé pourrait s'y refuser pour ne pas ruiner la posture d'impartialité qu'il a réussi à préserver jusqu'alors<sup>126</sup>.

Les autres initiatives portées par Londres sont favorablement accueillies par Washington. De retour de Bonn, Frank Carlucci téléphone à Charles Powell pour remercier les Britanniques de leur « attitude agressive » sur la nécessité de faire adopter un embargo sur les armes<sup>127</sup>. Le département d'État répond avec intérêt à la proposition de résolution sur la liberté de circulation, pour peu qu'elle ne sape pas les efforts engagés pour mettre en œuvre la résolution 598. Elle pourrait en effet catalyser une initiative internationale pour lutter contre la prolifération des mines, qui suscite une inquiétude croissante. Le 10 août, le pétrolier panaméen Texaco-Caribbean heurte ainsi une mine au large du port émirien de Fujaïrah, faisant craindre un surcroît d'actions contre les convois et de menaces contre les flux pétroliers. Parallèlement, des frappes irakiennes contre des cibles économiques iraniennes rappellent que Bagdad dispose d'autres stratégies de défense que les attaques dans le Golfe dont ils s'abstiennent sous pression internationale<sup>128</sup>. Enfin, le tir de deux missiles F14 Tomcat par un avion de la marine américaine contre un appareil iranien qui semblait menacer l'escorte d'un navire koweïtien témoigne de la nervosité de Washington et du risque d'embrasement des tensions qui couvent depuis la révolution<sup>129</sup>.

Le 11 août, le secrétaire général de l'ONU rapporte au Conseil que l'Irak s'est engagé à souscrire aux exigences de la résolution 598 si l'Iran faisait de même. Les atermoiements de Téhéran relancent la réflexion sur le recours à des mesures complémentaires contraignantes, dont les modalités sont encore débattues<sup>130</sup>. Les alliés travaillent de concert pour mobiliser la communauté internationale à cet effet. Le département d'État engage ses ambassades auprès des pays de la Ligue arabe à convaincre leurs gouvernements d'appuyer publiquement la mise en place de la résolution 598 et, à la demande des Britanniques, le principe de liberté de circulation. Londres et Washington font par ailleurs pressions sur Moscou pour définir un calendrier strict enjoignant l'Iran d'appliquer la résolution.

A New York, les discussions sur la mise en place de l'embargo s'enlisent, malgré le volontarisme de Paris, de Londres et de Washington. Moscou, Beijing et les membres-non permanents du Conseil tergiversent, désireux de préserver leurs entrées à Bagdad et à Téhéran. Le fait que l'Iran se déclare prêt à dialoguer avec le secrétaire général et la venue à New York du vice-ministre des Affaires étrangères Mohamed Javad Larijani lève cependant l'espoir d'un dénouement de la crise<sup>131</sup>. Le diplomate

<sup>126</sup> TNA, FCO 105/2847/13, Glenarthur to UKMIS New York, Follow-up to SCR 598, 6th August, 1987.

<sup>127</sup> TNA, FCO 8/6756/92, Powell to Parker, 6th August, 1987.

<sup>128</sup> TNA, FCO 8/6819/457a, Crowe to FCO, Washington 1733, Situation in the Gulf, 11th August, 1987.

<sup>129</sup> MOORE Molly, "U.S. F14 Fighter Fired at Iranian Aircraft", *The Washington Post*, 11th August, 1987. TNA, FCO 8/6819/460, Dolman to MODUK, BDS Washington, US forming of Sparrow missiles, 11th August, 1987.

<sup>130</sup> TNA, FCO 8/6819/508, Chalker, FCO Guidance 67, Iran/Iraq conflict and Gulf shipping, 14th August, 1987.

<sup>131</sup> TNA, FCO 8/6819/553, Crowe to FCO, Washington 1783, International support for mine clearance in the Gulf, 20th August, 1987 et FCO 8/6819/558a, The Gulf: round up of latest developments, 21st August, 1987.

iranien rencontre les 24 et 25 août le secrétaire général et l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, France et États-Unis exceptés, Paris ayant décliné de rencontrer l'émissaire aux côtés des autres Occidentaux et Washington n'ayant pas été invité par Téhéran à se joindre aux discussions<sup>132</sup>. M. J. Larjani promet d'apporter une réponse iranienne à la résolution d'ici la fin du mois d'août. Lors d'un entretien en tête-à-tête avec Crispin Tickell, il assure que l'Iran est prêt à coopérer avec le Conseil mais que des mesures contraignantes seraient malavisées et prématurées. Il ajoute que les éléments d'un accord devraient être négociés avant la mise en place d'un cessez-le-feu<sup>133</sup>.

### C. Les moyens d'une action alternative

#### 1. La montée des menaces

L'enlisement du processus de mise en place des sanctions appelées à accélérer l'acceptation par l'Iran de la résolution attise les tensions latentes, contraignant les Occidentaux à apporter des réponses en concertation mais en indépendance, faute de consensus international.

Le minage du golfe Persique laisse à Washington les analystes de politique étrangère dans le désarroi et la perplexité<sup>134</sup>. Ses dangers conduisent Londres à décider de renforcer de la patrouille Armilla en la dotant d'une capacité de dragage des explosifs. Quatre navires antimines et un vaisseau d'appui sont dépêchés dans la région. La décision est annoncée le 11 août par le FCO. Margaret Thatcher écrit au sultan Qabos d'Oman, où doivent être basés les navires, au cheikh émirien Zayeh, les premières mines ayant été découvertes à Fujairah, et au roi Fahd, président en exercice du CCG. Londres précise que la mission répond à un besoin britannique, mais n'augure pas de futurs déploiements et ne répond pas à une requête américaine. Pourtant, à la fin du mois de juillet, Washington a demandé à Londres de déployer en urgence des navires antimines, en raison de la faiblesse de ses moyens en la matière. La requête avait été écartée par crainte des risques qu'aurait fait encourir aux convois britanniques une trop étroite association avec les Américains<sup>135</sup>. Si les Britanniques encouragent en août les autres pays à imiter leur initiative, ils insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une opération conjointe mais qu'ils restent disposés à se coordonner localement avec les navires envoyés par d'autres pays<sup>136</sup>.

La décision est communiquée par George Younger à Caspar Weinberger, qui s'en félicite, la réponse britannique à la requête du mois de juillet ayant été mal comprise à Washington<sup>137</sup>. Massachusetts Avenue rapporte cependant que l'administration aspire toujours à une implication internationale

<sup>132</sup> TNA, FCO 8/6819/556, The Gulf: Sitrep at 211500Z August, 21st August, 1987.

<sup>133</sup> TNA, FCO 8/6819/573b, The Gulf: Sitrep at 261500Z August, 26th August, 1987.

<sup>134</sup> TNA, FCO 8/6819/497, Prentice to Collecott, TL Washington, Situation in the Gulf, 13th August, 1987.

<sup>135</sup> TNA, FCO 8/6818/359, Howe to Washington, Shipping in the Gulf: possible US approach on minesweepers, 28th July, 1987.

<sup>136</sup> TNA, FCO 8/6819/457b, Howe to Kuwait, FCO 133, Shipping in the Gulf: minesweepers for the Armilla Patrol, 11th August, 1987.

<sup>137</sup> TNA, FCO 8/6819/461, The Gulf: decision to deploy minesweeping capability, 11th August, 1987.

plus large. Les EAU ont d'ailleurs sollicité son aide pour lutter contre la prolifération des mines dans leurs eaux territoriales. Les Américains, qui souhaitent répondre positivement malgré la modestie de leurs moyens, veulent encourager les Émiriens à solliciter d'autres alliés occidentaux. Ils ont d'ailleurs aussi été approchés par les Omanais. Or, leur priorité reste le convoi des vaisseaux koweïtiens<sup>138</sup>.

Une semaine plus tard, Washington requiert de Londres et de Paris une coordination de la lutte antimines sur la base d'une division du travail. La demande cause l'embarras des Britanniques, qui craignent l'instrumentalisation politique de la collaboration à laquelle ils pourraient consentir. Les vaisseaux antimines ont été affectés pour renforcer la patrouille Armilla en opérant sur une base nationale dans son théâtre d'opération. Seul l'échange d'informations sur la répartition des mines leur semble pertinent tant que d'autres pays ne s'engagent pas dans l'initiative<sup>139</sup>. Une participation plus massive permettrait d'écorner l'impression d'une opération engagée par Washington et ses alliés. L'alternative d'une force antimine sous l'égide onusien soulèverait selon Londres des difficultés pratiques considérables, mais ne saurait être écartée. Elle pourrait être la seule manière d'obtenir la couverture légale nécessaire à l'efficacité d'une opération d'envergure tout en évitant la polarisation de l'initiative<sup>140</sup>.

Les réticences de Londres sont entendues à Washington. Au CSN, Robert Oakley confie le 28 août à Christopher Prentice que l'administration a abandonné l'option d'une force antimine intégrée et s'est rangée à la préférence pour des commandements nationaux séparés, dont l'activité devra cependant être coordonnée. Le déminage opéré par les Saoudiens au mois d'août, de manière indépendante et nationale, a été très utile au convoi des vaisseaux koweïtiens. Il s'est fait sur la base d'une large interprétation des eaux territoriales pour inclure plusieurs routes maritimes importantes<sup>141</sup>.

La volatilité de la situation dans le Golfe conduit les alliés à anticiper sur l'éventualité d'une frappe iranienne sur des convois américains. Grosvenor Square indique au FCO que les frappes de représailles, qui viseraient les côtes, émaneraient de bombardiers B-52 basés sur l'île de Guam, plutôt que d'avions issus des groupes aéronavals. Le Pentagone serait en faveur d'une action militaire, alors que d'autres agences préféreraient jouer la carte de l'apaisement et éviter une confrontation coûteuse. En cas d'attaque de vaisseaux américains et de pertes humaines conséquentes, l'opinion publique pousserait ainsi pour un retrait des forces navales déployées dans le Golfe et non pas pour des représailles<sup>142</sup>.

Le 29 août, une offensive de l'aviation irakienne dans la région suscite une vive réaction. Le sous-secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Richard Murphy se rend auprès de la représentation de Bagdad à Washington pour signifier le déplaisir de l'administration et requérir que de telles attaques ne se reproduisent pas. Leur temporalité apparaît inopportune, alors que Téhéran doit présenter la semaine suivante sa position sur la résolution 598. L'ambassadeur Hamdoon explique les frappes par la volonté de couper court aux bénéfices retirés par l'Iran de l'exportation de pétrole et de faire porter

---

<sup>138</sup> TNA, FCO 8/6819/462, Acland to FCO, Washington 1744, Situation in the Gulf, 12th August, 1987.

<sup>139</sup> TNA, FCO 8/6819/558a, The Gulf: round up of latest developments 21st August, 1987.

<sup>140</sup> TNA, FCO 8/6756/93, Collecott to Carter, US policy in the Gulf, 21st August, 1987.

<sup>141</sup> TNA, FCO 8/6756/93a, Prentice to Collecott, US/Gulf, 28th August, 1987.

<sup>142</sup> TNA, FCO 8/6756/94, Young to Yarnold, US military contingency planning in the Gulf, 27th August, 1987.

une pression sur les Soviétiques et les Européens dont le soutien à l’embargo contre Téhéran s’émousse<sup>143</sup>. Marion Creekmore, qui rapporte la teneur de la conversation à Massachusetts Avenue, ajoute que des échanges tendus ont également eu lieu à Bagdad entre l’ambassadeur Newton et Tariq Aziz, qui a sermonné le diplomate sur la nécessité d’un cessez-le-feu intégral et critiqué les Européens. D’autres membres de l’administration ont déploré devant les médias l’initiative irakienne. Pour le département d’État, elle aura cependant peut-être l’avantage de donner une nouvelle chance à la diplomatie, laissant entrevoir les risques de laisser la situation rapidement se détériorer dans le Golfe<sup>144</sup>.

Deux semaines plus tard, le secrétaire général de l’ONU se rend à Téhéran et à Bagdad pour requérir des belligérants la reconnaissance de la résolution 598. Le ministre des Affaires étrangères Velayati puis le président du Parlement Rafsanjani lui signifient que l’Iran refuserait de souscrire au cessez-le-feu si l’Irak n’était pas reconnu comme agresseur<sup>145</sup>. Dans ce contexte d’enlèvement a lieu la seconde confrontation entre les forces américaines et iraniennes. Le 21 septembre, un hélicoptère de la frégate USS Jarrett surprend l’engin de débarquement Iran Ajr en train de miner les eaux du golfe Persique. Après avoir intimé les Iraniens d’interrompre leur mission et fait feu de manière dissuasive, les Américains détruisent le bâtiment, causant la mort de trois membres de l’équipage. Des mines d’origine soviétique sont retrouvées à bord, dix autres ayant déjà été mouillées dans le Golfe<sup>146</sup>. La Maison-Blanche publie un communiqué revenant sur l’incident pour rappeler les fondements de la politique américaine : faire porter une pression pour accélérer la résolution de la guerre et empêcher sa diffusion ; assister les partenaires de la région dans leur lutte contre les menaces iraniennes ; protéger en coopération les convois américains et la liberté de circulation<sup>147</sup>. À Londres, Margaret Thatcher apporte un ferme soutien à l’action américaine en appelant les Occidentaux à poursuivre les fauteurs de trouble. Elle condamne par ailleurs dans les termes les plus forts l’attaque iranienne contre le pétrolier battant pavillon britannique Gentle Breeze, au large de l’île de Farsi, dans le nord du Golfe<sup>148</sup>.

## 2. La défense dans la défiance

La montée des menaces se traduit par un développement de la présence militaire des Occidentaux dans le golfe Persique, parachevant la résurgence des tensions consécutives à la paralysie du processus diplomatique. Lors d’un dîner avec ses homologues européens, George Shultz rappelle ainsi que Washington a déployé 41 unités dans la région, qui s’ajoutent aux 35 réunies par les autres Occidentaux<sup>149</sup>.

<sup>143</sup> TNA, FCO 8/6756/94a, Vershbow to Munro, 30th August, 1987.

<sup>144</sup> TNA, FCO 8/6756/95, Acland to FCO, Washington 1853, Iran/Iraq, 31st August, 1987.

<sup>145</sup> “U.N. Chief Opens Talks With Iranians”, *The New York Times*, 13th September, 1987.

<sup>146</sup> TNA, FCO 8/6772/97, Beattie to FCO, UKDEL NATO 292, North Atlantic Council: 23 September: US briefing on the situation in the Gulf, 24th September, 1987.

<sup>147</sup> “Statement on United States Policy in the Persian Gulf”, 24th September, 1987, *Public Papers of the Presidents of the United States: Ronald Reagan, 1987, Book II*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1989, p. 1175-1176.

<sup>148</sup> “Thatcher Backs U.S., Calls Raid on British Ship ‘Outrageous’”, *Los Angeles Times*, 23rd September, 1987.

<sup>149</sup> TNA, FCO 8/6756/99a, CPE/PRES/COP 424, Dinner of the Foreign Ministers of the Twelve with Secretary Shultz in New York, 25th September, 1987.

L'importance de l'implication américaine se mesure à la multiplication des visites de représentants de l'administration dans la région. Caspar Weinberger se rend ainsi en Arabie saoudite à la fin du mois de septembre. Le secrétaire à la Défense rassure le prince sultan et le roi Fahd quant à la volonté des États-Unis de demeurer dans le Golfe malgré l'opposition du Congrès. Il obtient le soutien des Saoudiens sur la question de l'usage de leurs ports orientaux<sup>150</sup>. Il se rend ensuite à Bahreïn, où il promet de même l'engagement à long terme des États-Unis auprès de la région et de l'émirat. Il justifie comme à Riyadh l'enlisement du processus onusien par la volonté de préserver l'unanimité au Conseil de sécurité. Les Bahreïnais requièrent du secrétaire à la Défense des équipements militaires, témoignage de leur sentiment de vulnérabilité à une attaque iranienne. L'ambassadeur britannique sur place, auquel son homologue américain rapporte les échanges, s'inquiète des conséquences pour les entreprises du Royaume-Uni<sup>151</sup>. À Londres, Grosvenor Square suggère l'idée d'un entretien entre Lyn Broomfield, assistant de Richard Armitage, son adjoint aux affaires de sécurité internationale, qui a accompagné C. Weinberger, et Rob Young, au FCO. L'Américain est perçu comme époustoufflant par son incapacité à comprendre que les Arabes ne disent que ce que l'on veut entendre, contraignant le directeur du département du Moyen-Orient à suggérer que le bon accueil reçu par C. Weinberger ne devait pas être compris comme un blanc-seing à l'adoption par Washington de la posture militaire de son choix<sup>152</sup>.

Malgré le soutien que lui apporte Downing Street, la force de la réaction américaine à la résurgence des tensions ne laisse pas d'inquiéter les Britanniques. Au FCO, le ministre d'État David Mellor note que l'incident de l'Iran Ajr pose la question de la légalité de la frappe de représailles et de la conduite à tenir pour la marine britannique face au mouillage des mines dans le Golfe. Il appelle le département du Moyen-Orient à prolonger la réflexion en coopération avec les conseillers juridiques du FCO<sup>153</sup>. La méfiance se mesure aux éléments de langage préparés en amont de l'entretien entre Margaret Thatcher et Richard Murphy prévu le 8 octobre. Si la Première ministre doit y saluer la visite du secrétaire américain à la Défense auprès des dirigeants de la région<sup>154</sup>, l'un des objectifs est de préconiser la retenue et la proportionnalité dans une action militaire éventuelle contre Téhéran. Les Britanniques confirment leur soutien à la riposte américaine, le recours à la force dans une situation de défense étant justifié. Ils s'inquiètent néanmoins de la nature de la réponse que les Iraniens pourraient y apporter, militaire ou terroriste, qu'elle soit immédiate ou non. Ils recommandent aux Américains de veiller à ne pas s'engager dans un cycle d'actions militaires et à conserver le soutien de l'opinion internationale<sup>155</sup>.

Les conversations politiques et militaires consécutives permettent d'apaiser ces inquiétudes. Les Américains assurent que leur présence navale a atteint un plateau et qu'ils réfléchissent aux moyens de la réduire à la faveur des circonstances. Le déplacement du groupe aéronaval ou du cuirassé déployés

---

<sup>150</sup> TNA, FCO 8/6756/100, Egerton to FCO, Riyadh 448, Weinberger's visit to Saudi Arabia, 29th September, 1987.

<sup>151</sup> TNA, FCO 8/6756/105, Trew to FCO, Bahrain 201, Weinberger's visit to Bahrain, 30th September, 1987.

<sup>152</sup> TNA, FCO 8/6756/107, Young to Miers, Mr Weinberger's visit to the Gulf, 2nd October, 1987.

<sup>153</sup> TNA, FCO 8/6766/10, Mellor to Howe, The Gulf, 9th October, 1987.

<sup>154</sup> TNA, FCO 8/6756, Culshaw to Powell, Middle East, 9th October, 1987.

<sup>155</sup> TNA, FCO 8/6756, Goultly to Miers, Call by Murphy in Ottawa: Middle East, 9th October, 1987.

est même envisagé, mais avec prudence : il entraînerait en effet des conséquences sur les capacités de couverture aérienne. Une telle politique répondrait aux critiques du Congrès, lesquelles concernent moins la nature de la politique américaine dans le Golfe que la constitutionnalité de sa mise en œuvre. Revenant sur l'incident de l'Iran Ajr, les Britanniques saluent le coup porté à la propagande iranienne dans un contexte où l'action américaine était aisément justifiable. Ils précisent cependant procéder à une analyse attentive des règles d'engagement de leur flotte, les initiatives occidentales devant rester en accord avec le droit international. L'action contre le mouillage de mines est délicate, mais semble justifiable, si elle est fondée sur l'auto-défense, et non pas sur la riposte ou la dissuasion. Elle requiert l'existence d'une menace réelle, imminente et inévitable. Les Britanniques rappellent à ce point des conversations leur conseil de retenue et de proportionnalité, dont les Américains conviennent : seules les actions d'auto-défense, assurent-ils, peuvent être décidées par les commandants sur le terrain, sans en référer d'abord à Washington. Sur la question du partage des responsabilités dans le Golfe, enfin, les Américains assurent être satisfaits des arrangements *ad hoc* en cours, malgré les appels de certains dans leurs rangs à une plus grande coopération formelle et à une allocation d'aires géographiques. Les Britanniques s'en réjouissent, ajoutant qu'une intégration étroite poserait des problèmes de ressources, de commandement et de décision<sup>156</sup>.

Le 16 octobre, un missile iranien lancé depuis la péninsule de Fao touche le pétrolier koweïtien sous pavillon américain MV Sea Isle City, blessant 18 membres d'équipages. Trois jours plus tard, les États-Unis ripostent en frappant deux plateformes pétrolières à Rashadat. À l'ONU, Saïd Rajaie Khorassani condamne l'attaque, que félicitent cependant plusieurs alliés arabes et occidentaux, en premier lieu M. Thatcher<sup>157</sup>. Lorsqu'il est reçu à Londres quelques jours plus tard, G. Shultz remercie Londres pour son soutien et déclare que certains à Washington ont critiqué la réponse comme insuffisante alors qu'elle a été mesurée, précise, proportionnée, éliminant l'origine du problème sans causer de pertes. Il précise s'attendre cependant à des représailles. Geoffrey Howe confirme la nécessité d'user de clarté et de calme dans la gestion des différents enjeux du conflit. À ce titre, la réflexion sur la riposte américaine a été approfondie mais il demeure important de pouvoir la justifier au titre de l'autodéfense. S'il ne le précise pas, les éléments de langage rédigés à son attention en amont de l'entretien recommandait de souligner qu'une frappe visant les sites de lancement de missiles à Fao aurait été plus pertinente<sup>158</sup>.

Au Comité américain des chefs d'état-major interarmées, pourtant, William Crowe défend un choix authentiquement militaire, l'objectif des sites de lancement n'ayant aucun sens. L'amiral évoque aussi l'hypothèse d'une extension des règles d'engagement pour permettre une intervention des forces navales américaines quand des vaisseaux alliés sont attaqués à proximité si elle est jugée nécessaire<sup>159</sup>. La position britannique reste de privilégier une gestion nationale, même si commence à être envisagée

<sup>156</sup> TNA, FCO 8/6756/117, Howe to Washington, FCO 1666, The Gulf: US/UK consultations, 15th October, 1987.

<sup>157</sup> MOORE Molly, "U.S. Destroyers Shell Iranian Military Platform In Gulf" *The Washington Post*, 20th October, 1987.

<sup>158</sup> TNA, FCO 8/6756, Secretary of State's meeting with Mr Shultz: Tuesday 20 October, Iran/Iraq and the Gulf, 20th October, 1987; FCO 8/6756, Record of Meeting with Mr Shultz, 20th October, 1987.

<sup>159</sup> TNA, FCO 8/6756/126, Fretwell to Fall, Miscellaneous US views on disarmament and the Gulf, 26th October, 1987.

une évolution des règles d'engagement vers la répression des mouilleurs de mines pris sur le fait<sup>160</sup>. La marine britannique procède par ailleurs en novembre à une opération de déminage au large de Bahreïn à la demande des Américains, qui assurent la couverture aérienne de la mission. Londres assure ainsi un soutien de premier plan à la défense de la liberté de circulation dans le Golfe à laquelle Washington préside, mais incite inlassablement le gendarme américain à la modération lors des échanges bilatéraux qui se succèdent à l'automne pour ne pas provoquer un surcroît d'escalade qui empêcherait une rétractation progressive d'une présence navale perçue à la fois comme coûteuse et risquée<sup>161</sup>.

### 3. Le cantonnement aux contrôles

L'enlèvement de la négociation de l'embargo, malgré le rejet iranien de la résolution 598, incite les Américains à relancer les logiques de l'opération *Staunch* pour les approfondir, sous le regard inquiet d'un allié peu disposé à les imiter. Le 10 août, le CSN établit un groupe de travail interministériel sous la direction du département d'État pour évaluer les options de sanctions commerciales contre l'Iran. Y sont associés l'Agence de sécurité technique de la Défense, le Trésor et le département de la Justice<sup>162</sup>. À la fin du mois, Edward Derwinski, chargé de l'opération *Staunch*, reçoit au département d'État Anthony Acland. Dix mois après l'éclatement de l'*Irangate*, assure-t-il lors d'un entretien qualifié de perte de temps par les Britanniques, la politique d'endiguement de l'Iran est à nouveau fonctionnelle. Un nombre suffisant de pays serait dorénavant persuadés de la nouvelle détermination américaine. À l'étonnement de l'ambassadeur, E. Derwinski ne tarit pas d'éloge sur le rôle positif de Londres, omettant de mentionner la question longtemps contentieuse du Bureau d'approvisionnement iranien<sup>163</sup>.

Début septembre, de retour du Golfe, il passe par Londres, où il tient le même discours auprès du FCO. Il précise que la Corée du Nord et la Chine assurent plus de la moitié de l'approvisionnement de l'Iran. Une fois l'embargo voté à l'ONU, les États-Unis entendent élargir leur pression aux pays d'Europe orientale pour le leur faire appliquer. La Suède, l'Autriche, la Suisse et le Brésil, conclut-il, restent récalcitrants. La démarche ne convainc pas Rob Young, pour qui Washington travaille encore dans l'ombre de l'*Irangate* et ne parvient pas à étouffer les rumeurs d'arrivée en Iran de matériel américain et israélien. Malgré cet élan de pensée désidérative, le diplomate estime que seul un embargo onusien permettrait de donner un nouvel élan à une opération discréditée par ses protagonistes<sup>164</sup>.

Les États-Unis n'en relancent pas moins la politique de contrôle des exportations. Le 23 septembre,

<sup>160</sup> TNA, FCO 8/6756, Davids, Head of Sec(O)(C), Loose Minute, NPG margins – S of S/Weinberger bilateral – The Gulf, 30th October, 1987.

<sup>161</sup> TNA, FCO 8/6756/134, Note for the Record of the Secretary of State's Meeting with Mr Weinberger, Washington, 6th November, 1987. FCO 8/6756/137, Prentice to H of C, US/Iran: contingency planning, 25th November, 1987. FCO 8/6756/140, Visit of Mr Carlucci: 2 December, Iran/Iraq and the Gulf, 27th November, 1987. FCO 8/6756/156, Secretary of State's meeting with Mr Shultz: 16 December 1987, Iran/Iraq and the Gulf, 12th December, 1987.

<sup>162</sup> RRL, Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records, Iran I (08/10/1987-09/24/1987), RAC Box 5, Iran Trade Sanction Working Group, September 1987.

<sup>163</sup> TNA, FCO 8/6662/2a, Prentice to Bird, Operation *Staunch*, 27th August, 1987.

<sup>164</sup> TNA, FCO 8/6662/3, Young to Munro, Operation *Staunch*, 2nd September, 1987.



Ronald Reagan décrète son extension au matériel de plongée, du fait des commandes importantes passées aux États-Unis et de l'usage pouvant en être fait dans les attaques de plateformes pétrolières et de convois ou en soutien à des attaques militaires ou terroristes<sup>165</sup>. Deux semaines plus tard, le directeur du programme d'analyse et d'évaluation du Pentagone remet à Caspar Weinberger ses conclusions sur les possibilités de renforcement des restrictions. Il préconise l'interdiction de l'importation du pétrole brut iranien. Il établit que la même interdiction sur les produits pétroliers raffinés en Iran serait d'une efficacité limitée, voire inexistante, mais que, appliquée à d'autres produits, elle aurait des retombées raisonnables. L'interdiction des exportations pourrait être quant à elle partiellement efficace<sup>166</sup>.

Parallèlement, le vote par le Sénat d'une motion favorable à un embargo sur la totalité des importations iraniennes, en réaction à la révélation d'un regain de l'achat de pétrole pendant l'été<sup>167</sup>, relance le débat sur l'élargissement de l'embargo aux produits énergétiques. Lors des conversations bilatérales du mois d'octobre, les Américains confient que l'administration devrait y souscrire, sans l'étendre aux produits pétroliers, à titre de symbole plus que de tournant. Les Britanniques font remarquer qu'il serait controversé de demander aux alliés de l'adopter, car l'initiative resterait inefficace en l'absence de moyens concrets pour l'imposer. Or leur mise en œuvre pourrait conduire à des représailles sur les installations pétrolières situées dans l'ouest du Golfe. Les Américains leur assurent que telle n'est pas leur intention. Washington s'apprête en revanche à élargir les contrôles d'exportation à 14 nouvelles catégories de produits à double usage et souhaiterait que les alliés y souscrivent. La plupart est justement déjà soumise à des contrôles étroits à Londres. Les Britanniques répondent cependant que persiste une ligne de partage transatlantique : eux restent impartiaux dans le conflit et ne souhaitent pas la victoire de l'un ou de l'autre camp, raison pour laquelle ils considèrent nécessaire de faire pression sur les Irakiens pour leur interdire de raviver le conflit en attaquant les convois dans le Golfe à court terme et pour les convaincre qu'ils devront payer le prix du déclenchement de la guerre à long terme<sup>168</sup>.

Le 26 octobre, la Maison-Blanche annonce un embargo sur les importations de produits iraniens et l'extension des contrôles aux exportations à 14 produits pouvant être utilisés au front : les équipements de communication mobile, les bateaux, les tracteurs hors route, les gros moteurs diesels, les pièces et composants non-stratégiques pour avions, les générateurs électriques portables, les moteurs marins, les hydroptères et autres bâtiments de surface, les équipements de détection acoustique sous-marine, de photographie sous-marine, de test électronique, de cryptographie, les systèmes sous-marins et sonars. La mesure est présentée comme une réponse à l'attitude de la République islamique appelée à rester en place tant que persistera son mépris agressif pour les normes fondamentales du droit international<sup>169</sup>.

---

<sup>165</sup> RRL, Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records, Iran I (08/10/1987-09/24/1987), RAC Box 5, Reagan to Verity, New Foreign Policy Export Controls on Iran, 23rd September, 1987.

<sup>166</sup> RRL, Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records, Iran II (1), RAC Box 5, Chu to Weinberger, 5th October, 1987.

<sup>167</sup> DEWAR Helen, "Senate Votes Unanimously to Embargo Iran Imports", *The Washington Post*, 30th September, 1987

<sup>168</sup> TNA, FCO 8/6756/117, Howe to Washington, FCO 1666, The Gulf: US/UK consultations, 15th October, 1987.

<sup>169</sup> REAGAN Ronald, Statement on Trade Sanctions Against Iran, 26th October, 1987 [En ligne] The American Presidency Project [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/251090>

Deux jours plus tard, Lawrence Taylor, chargé des affaires commerciales à Grosvenor Square, est reçu au FCO par Thomas Richardson, du département des relations économiques, et William Patey, du département du Moyen-Orient. Il leur assure que Washington ne recherche pas à imposer de sanctions supplémentaires ni à solliciter une coopération de la part des alliés, à moins que la situation dans le Golfe ne l'exige. Londres rappelle son opposition à des sanctions bilatérales fragmentaires qui risquent de miner les efforts déployés à l'ONU, lesquels devraient mobiliser les énergies des alliés. Par ailleurs, 12 des 14 produits dont l'exportation est désormais interdite par les États-Unis relèvent déjà des restrictions appliquées par le Royaume-Uni. Les Britanniques requièrent cependant de ne pas inclure une mesure de contrôle extraterritorial sur la réexportation des produits en question depuis des pays tiers, à laquelle ils se sont opposés au mois de janvier lors de son application aux sanctions américaines contre la Syrie. Une telle mesure, ajoutent-ils, risquerait de créer une friction entre les alliés, quand leur politique est proche en substance, ce dont ne manqueraient pas de se réjouir et de profiter les Iraniens<sup>170</sup>.

Le 30 octobre, les départements d'État et du Commerce assurent à Massachusetts Avenue que la nécessité d'obtenir une autorisation de réexportation pour le transfert de produits d'origine américaine ne sera pas élargie aux nouveaux produits. Elle est cependant maintenue pour les produits déjà soumis à autorisation pour des raisons de sécurité nationale et de politique étrangère. Les Britanniques saluent, étonnés, la reconnaissance de la sensibilité de la question qui permet de préserver le consensus international et les intérêts nationaux<sup>171</sup>. Elle maintient ainsi contre la République islamique l'illusion d'un front qui échoue cependant encore à réconcilier les belligérants, résoudre le conflit, réduire les tensions dans le Golfe et restaurer en Iran l'influence occidentale ruinée par la révolution.

### III. La restauration difficile de l'influence (1987-1988)

La prolongation de la guerre dans le golfe Persique participe à la perpétuation des passions nées de la révolution. Elle contraint par ses contretemps les efforts déployés par Londres et Washington pour recouvrer des entrées à Téhéran. Quelles sont les pierres d'achoppement au resserrement relationnel ?

#### A. La révision des réactions

##### 1. La recherche des responsabilités

L'enrayement du processus de résolution du conflit engage les alliés à une révision de leur stratégie à l'égard des belligérants. L'objectif est de forcer le consensus international indispensable pour imposer les mesures nécessaires à l'acceptation du cessez-le-feu par la République islamique.

La réappréciation de la question des responsabilités dans le déclenchement du conflit est d'autant

<sup>170</sup> TNA, FCO/8 6812/17b, Howe to Ottawa, FCO 389, US restrictions on exports to Iran, 29th October, 1987.

<sup>171</sup> TNA, FCO/8 6812/20, Acland to FCO, Washington 389, Possible US trade move against Iran, 30th October, 1987.

plus urgente qu'elle demeure aux yeux des Iraniens une pierre d'achoppement à son acceptation d'un cessez-le-feu sur le front et d'un dialogue sous l'égide onusien. Contrairement à ce qu'affirme George Shultz à ses homologues européens réunis à New York à la fin du mois de septembre 1987, l'Irak n'a ni admis ni regretté avoir déclenché le conflit. La ligne officielle à Bagdad est qu'il a débuté avec le bombardement par Téhéran de villes frontalières irakiennes. Si le président Reagan a déclaré au mois de mai 1984 que l'Irak a « commencé la guerre », Saddam Hussein ne l'a jamais admis. Les Irakiens se sont tout au plus déclarés prêts, au mois d'avril 1985, à régler des réparations pour les six premiers jours du conflit, soit jusqu'au vote de la résolution 479 par le Conseil de sécurité de l'ONU, laissant Téhéran responsable des autres<sup>172</sup>.

La question de l'établissement d'un tribunal afin d'enquêter sur les origines du conflit est ancienne. Dès le mois de juillet 1982, l'Irak s'y déclare favorable à la tribune onusienne, confiant d'obtenir gain de cause sur la base d'une définition de la notion d'agression conforme à la résolution 3314 de l'ONU, soit « l'emploi de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations unies »<sup>173</sup>. Selon Bagdad, les actions iraniennes préalables à l'invasion irakienne rentrent dans cette catégorie<sup>174</sup>.

À l'automne 1987, une note du conseiller juridique du FCO rappelle qu'Américains et Britanniques ont jusque-là laissé au Conseil la responsabilité de déterminer la nature de l'acte d'agression. La question est de déterminer s'il convient de traiter de la question en s'attachant à la définition de l'agression ou à celle de la responsabilité<sup>175</sup>. Au département du Moyen-Orient, Peter Collecott explore l'option d'une implication de la CIJ dans la détermination des responsabilités. Le déplacement du conflit du front au terrain juridique permettrait, sans que l'Iran ne perde la face, d'aboutir à un cessez-le-feu puis au plus vite à une solution négociée. Il reviendrait ensuite à la CIJ de formaliser le cessez-le-feu, avec échange de prisonniers et retrait des troupes, pour plaire aux Irakiens. Puisque les Iraniens réclament que soit « nommé l'agresseur », le Conseil de sécurité pourrait référer la question à la CIJ en imputant l'agression à l'Irak *de prima facie*<sup>176</sup>, sans préjuger de la question partagée des responsabilités<sup>177</sup>.

Le diplomate rédige alors un projet de résolution. Il prend acte du fait que le bombardement réciproque des territoires dans les mois précédant le conflit, la traversée de la frontière iranienne par les armées irakiennes en septembre 1980 et la traversée de la frontière irakienne par les armées iraniennes après le retrait derrière les frontières internationales en 1982 constituent *de prima facie* des preuves d'actes d'agression ou d'usage de la force contraires à la Charte des Nations unies. Il note qu'une opinion complémentaire de la CIJ serait utile au Conseil dans son examen de la question des responsabilités. Il décide de poser à cet effet à la CIJ la question : « dans quelle mesure, s'il en est, (a) l'Irak, (b)

<sup>172</sup> TNA, FCO 8/6756/108, Rundle to Young, Miers, Mr Shultz's remarks on who started the war, 2nd October, 1987.

<sup>173</sup> UN, A/RES/3314(XXIX), Definition of Aggression, Adopted at the 2319th plenary meeting, 14th December, 1974.

<sup>174</sup> TNA, FCO 8/6751/52, Clark to Young, TL Baghdad, Iran/Iraq: origins of the war, 16th September, 1987.

<sup>175</sup> TNA, FCO 8/6751/61, Anderson to Collecott, Iran/Iraq: responsibility for the conflict, 12th October, 1987.

<sup>176</sup> En pays de *common law*, *de prima facie* désigne une preuve qui, à moins d'être réfutée, suffit à prouver un fait.

<sup>177</sup> TNA, FCO 8/6751/62, Collecott to Anderson, Iran/Iraq: responsibility for the conflict, 19th October, 1987.

l'Iran a une responsabilité internationale légale dans des actions forcées » avant septembre 1980, entre septembre 1980 et juin 1982, depuis 1982 ?<sup>178</sup>

Si la réflexion engagée témoigne de la volonté britannique de travailler au déblocage non-militaire de la situation, la complexité des procédures qu'induirait la démarche ne convainc pas deux belligérants acquis à la défiance<sup>179</sup>. Le blocage observé par ailleurs persistera dans la définition des modalités de la démarche. Les Irakiens envisagent un interminable processus quasi-judiciaire quand les Iraniens évoquent une rapide imputation des responsabilités, suivie d'un processus judiciaire destiné à définir ses conséquences légales, soit le montant des réparations induites. Si l'idée est d'emprunter *in fine* le chemin des revendications iraniennes, dans la mesure où les Britanniques conviennent de la responsabilité originelle des Irakiens, un petit groupe composé d'experts pourrait être chargé de proposer une formulation qui assignerait le tort à l'Irak de manière acceptable pour les deux partis. Londres ne conçoit cependant pas que Bagdad cède le point légal des responsabilités sans lutter fermement<sup>180</sup>.

Une réflexion est en parallèle engagée à Washington sur la définition de la paternité de l'agression et des responsabilités ainsi que sur la forme de la procédure visant à la déterminer de manière consensuelle. La division golfe Persique du bureau d'analyse Proche-Orient et Asie du Sud de la CIA remet à la fin du mois de novembre son rapport à la direction de l'Agence. Ce dernier rappelle les reproches réciproques que s'adressent les belligérants : d'une part, la volonté iranienne de renverser le régime baathiste, l'appel de Téhéran à des soulèvements contre Saddam Hussein, le soutien financier et matériel aux dissidents irakiens chiites et kurdes, les prétendus prises de consulats, bombardements de la frontière et violation de l'espace aérien irakiens ; d'autre part, l'aide financière et matérielle apportée par l'Irak aux minorités arabes et kurdes en Iran ainsi qu'à l'ancien régime impérial, le soutien indirect à la prise d'otages de l'ambassade iranienne de Londres en mai 1980 et aux tentatives d'assassinat contre des officiels iraniens, les prétendues violations de frontière en 1979 et 1980, préalables à l'invasion qui déclenche le conflit. Les parties déclassifiées du rapport semblent globalement corroborer l'existence de part et d'autre d'une politique destinée à affaiblir le voisin et rival. Elles notent en revanche que le bombardement par l'Iran des villes de Khanaqin, Badrah et Zurbathiyah le 4 septembre représente la plus importante des violations frontalières observées après 1979, et que la rapidité avec laquelle l'Irak a mobilisé ses troupes suggère qu'il n'attendait qu'un prétexte pour attaquer. Au-delà de ces arguments, le rapport confirme le blocage perçu à Londres : les deux belligérants ne semblent pas encore prêts à s'accorder sur la formation d'un tribunal dans la mesure où chacun insiste sur la présence de membres « sympathiques ». Téhéran ne saurait se contenter d'un tribunal penchant en sa faveur mais insiste encore sur la condamnation de Saddam Hussein et le paiement de réparations<sup>181</sup>.

---

<sup>178</sup> TNA, FCO 8/6751, MED, FCO Draft Resolution, October 1987.

<sup>179</sup> TNA, FCO 8/6751, Edwards to Miers, Iran/Iraq: responsibility for the conflict, 5th November, 1987.

<sup>180</sup> TNA, FCO 8/6751/66a, Blatherwick to Young, Iran/Iraq: responsibility for the conflict, 17th November, 1987.

<sup>181</sup> CIA, CIA-RDP90T00114R000700730002-0, Directorate of Intelligence, Iran-Iraq: Determining Who Started the Iran-Iraq War, 25th November, 1987.

## 2. L'embarras de l'embargo

L'enlèvement du processus diplomatique à l'automne 1987 conduit le secrétaire général de l'ONU à signifier au Conseil la nécessité d'une « impulsion nouvelle et significative » pour la débloquer<sup>182</sup>. La réticence de l'URSS à franchir le pas d'un embargo pour ne pas tendre ses relations résilientes avec Téhéran commence à s'émousser à la fin du mois de novembre. Moscou déclare à Washington envisager de s'y résoudre, à condition qu'il soit mis en œuvre s'il le faut par la contrainte, pour ne pas le limiter à des actions unilatérales<sup>183</sup>. Londres fait savoir de son côté n'être favorable qu'à une coordination et à un contrôle de l'embargo, et non pas à sa mise en place par l'ONU. Par ailleurs, les Britanniques sont réticents au vote de sanctions financières ou d'un embargo sur le pétrole, même s'ils n'excluent pas de s'y résoudre le cas échéant, ni de consentir à des mesures de restriction volontaire d'importation du pétrole iranien, comme pratiquées aux États-Unis et en France. En changement notable vis-à-vis de la révolution, la réduction de la dépendance britannique au pétrole iranien réduit les conséquences économiques de la mesure. Mais c'est l'embargo sur les armes qui paraît l'option la moins contraignante et la plus efficace. Même s'il ne devrait pas dramatiquement réduire la capacité de l'Iran à poursuivre le conflit, il devrait envoyer un message fort à Téhéran et rendre difficile et onéreux l'approvisionnement, tout en donnant un levier face aux fournisseurs comme la Chine<sup>184</sup>.

La question de la stratégie à adopter pour obtenir les votes nécessaires divise les alliés. La volonté de Washington de convaincre Bonn, Milan et Tokyo de souscrire à l'idée pour faire pression sur Moscou et Beijing inquiète Londres : une telle pression n'a pas fonctionné à l'été 1987 après l'adoption de la résolution 598 et l'initiative ruinerait la cohésion des membres permanents du Conseil<sup>185</sup>. Le directeur du département du Moyen-Orient Rob Young rappelle à Washington les incertitudes de Bonn et la nécessité de maintenir la cohésion des Cinq, même au prix d'un rallongement des négociations. Il met en avant l'importance d'impliquer le secrétaire général, notamment en lui laissant annoncer en même temps que la résolution sur un embargo la mise en place d'un groupe impartial pour étudier la question des responsabilités : cette démarche de la carotte et du bâton permettrait de convaincre les Iraniens que le Conseil leur laisse ainsi une échappatoire à l'embargo<sup>186</sup>. Les alliés s'accordent cependant sur la présentation d'un projet de résolution avant la fin du mois de janvier, pour maintenir la pression sur les Soviétiques et sur les Chinois<sup>187</sup>. Ce projet reprend l'ébauche négociée avec les Américains à l'été<sup>188</sup>.

Le 2 février, Michael Armacost fait savoir à David Mellor l'intention de Washington d'accélérer le processus d'adoption pendant que le Conseil est présidé par les États-Unis. Les Américains veulent recourir au vote à 9 voix, qui ne requiert pas la voix d'un membre permanent pour les questions de

<sup>182</sup> TNA, FCO 105/2847, Young to Nicholls, Iran/Iraq at the United Nations: sanctions, 23rd December, 1987.

<sup>183</sup> TNA, FCO 8/6756/138, Collecott to Young, Miers, Armacost/Vorontsov Meeting, 26th November, 1987.

<sup>184</sup> TNA, FCO 105/2847, Howe to Riyadh, Iran/Iraq: possible UN measures, December 1987.

<sup>185</sup> TNA, FCO 8/7222/13, Tickell to FCO, UKMIS New York 47, Iran/Iraq, 14th January, 1988.

<sup>186</sup> TNA, FCO 8/7183/6, Young to Miers, Visit to Washington, 14-15 January, 18th January, 1988.

<sup>187</sup> TNA, FCO 8/7183, Howe to UKMIS New York, Iran/Iraq: discussions among the Five, 18th January, 1988.

<sup>188</sup> TNA, FCO 8/7216/65, Taylor to Nicholls, Iran/Iraq at the UN: arms embargo, 4th February, 1988.

procédure. Les Britanniques, partisans du consensus entre les Cinq, seul moyen selon eux de présenter un consensus international solide face à l'intransigeance iranienne, cherchent à les dissuader de cette stratégie qui risque de faire reculer les membres hésitants. Une abstention de l'URSS pourrait de plus affaiblir l'impact de l'embargo et passer pour une victoire de l'Iran<sup>189</sup>. Les réticences de Londres ne font pas renoncer Washington, qui reste décidé à faire pression sur les gouvernements des membres du Conseil et n'écarte pas d'user à cet effet du poids d'une démarche de la Maison-Blanche<sup>190</sup>.

Le FCO ne dissimule pas son scepticisme à l'endroit de la méthode américaine mais ne veut pas se lancer dans un débat qu'il craint improductif. Il demande donc à ses diplomates d'assurer que Londres partage l'objectif américain et souhaite voir maintenu l'élan créé par la présidence britannique du mois de janvier. Cependant, il recommande aux Américains de ne pas se faire d'illusions sur leur capacité à aboutir dans les limites de leur présidence du Conseil : l'URSS et la Chine pourraient utiliser le bras de fer engagé par les États-Unis comme un prétexte pour ralentir les négociations<sup>191</sup>. Nourris de ces réserves, les Américains envisagent de faire pression sur les Soviétiques en faveur d'un vote unanime de l'embargo lors de la visite de George Shultz à Moscou à la fin du mois de février, quelques jours après la présentation du projet de résolution devant le Conseil. Ils entendent aussi adopter une position de fermeté à l'égard des Chinois lors de la visite du ministre des Affaires étrangères Wu à Washington au début du mois de mars, leur ayant signifié que son succès dépendrait de la position de Beijing sur les questions de l'embargo et de la cession des missiles Silkworm à l'Iran<sup>192</sup>.

L'empressement de Washington à présenter le texte de la résolution pour forcer la main de l'URSS inquiète Londres, d'autant que Moscou semble désormais prêt à négocier son contenu. Geoffrey Howe entend y aborder le sujet en amont lors du séjour qu'il y a prévu<sup>193</sup>. Les Américains semblent persuadés que les Soviétiques, emportés par l'élan de l'histoire, n'oseraient pas s'opposer au texte une fois présenté, n'y même s'abstenir à son vote<sup>194</sup>. Les alliés s'engagent, chacun de leur côté, dans une offensive diplomatique aux objectifs opposés : les diplomates britanniques de Washington soulèvent le sujet auprès du département d'État ; Ronald Reagan envoie un message à ses homologues à Bonn, Rome et Tokyo, pendant que le département d'État fait pression sur les Arabes, les Brésiliens, les Yougoslaves, ainsi que sur les Népalais, que les Iraniens ont cherché à dissuader de voter en faveur de l'embargo<sup>195</sup>.

À la veille du départ de son homologue pour Moscou, G. Shultz lui recommande de presser les Soviétiques en faveur d'un vote rapide et d'insister sur la détermination des alliés. Geoffrey Howe campe sur sa position de temporalité prudente et de consensus international<sup>196</sup>. Londres reste persuadé que l'intérêt de l'embargo diminuera beaucoup quand la résolution sera adoptée. Il s'agit de profiter au

<sup>189</sup> TNA, FCO 8/7209/25, Collecott to Miers, Iran/Iraq at the UN: American Tactics, 4th February, 1988.

<sup>190</sup> TNA, FCO 8/7209/W27, Acland to FCO, Washington 276, Iran/Iraq at the UN, 4th February, 1988.

<sup>191</sup> TNA, FCO 8/7209/32, Howe to Washington, FCO 276, Iran/Iraq at the UN: US tactics, 8th February, 1988.

<sup>192</sup> TNA, FCO 8/7209/36, Acland to FCO, Washington 314, Iran/Iraq at the UN: US tactics, 10th February, 1988.

<sup>193</sup> TNA, FCO 8/7209/38a, Howe to Washington, FCO 244, Iran/Iraq at the UN: US talks, 10th February, 1988.

<sup>194</sup> TNA, FCO 8/7209/39, Collecott to Young, Iran/Iraq at the UN: American tactics, 11th February, 1988.

<sup>195</sup> TNA, FCO 8/7209/40, Acland to FCO, Washington 338, Iran/Iraq at the UN: US tactics, 12th February, 1988.

<sup>196</sup> TNA, FCO 8/7209/46 et 47, Howe to Washington, FCO 262 et 263, Iran/Iraq at the UN: message from Shultz, 13th February, 1988.

mieux de la menace que sa perspective fait peser pour inciter Téhéran à changer de position. Pour que ce délai résulte en une pression réelle sur l'Iran, la résolution devrait être convenue par le Conseil : l'épée de Damoclès, note le FCO, doit être assez aiguisée et suspendue à un niveau assez crédible<sup>197</sup>.

Le 23 février, les Américains assurent les Britanniques que Moscou a fini par accepter de soutenir un vote avant la fin du mois en obtenant de Washington l'inclusion d'une clause de report de la mise en place de l'embargo, sans que son texte n'ait été acté<sup>198</sup>. La négociation de ses termes suscite des difficultés prévisibles, accrues par la procrastination des Soviétiques et par la révélation de l'existence de l'amendement aux Irakiens. Londres, qui émet par ailleurs ses propres réserves, préfère attendre que Moscou ait confirmé son accord à la démarche pour les exprimer<sup>199</sup>. Les atermoiements des autres membres du Conseil ne permettent pas aux États-Unis de conclure avant la fin de leur présidence le vote d'une résolution, que la reprise de la « guerre des villes » à l'initiative de l'Irak le 27 février remet en question, conduisant à un regain de tension entre les Cinq et entre les belligérants.

### 3. La dissuasion du déploiement

Parallèlement à l'offensive diplomatique de l'hiver 1988, la persistance des menaces sur les circulations maritimes pose la question de la pertinence du renforcement de la présence navale des Occidentaux dans le golfe Persique, sous le regard critique des Soviétiques. Moscou met en garde contre le risque que font peser les déploiements militaires sur le déclenchement d'un nouveau conflit impliquant des pays extérieurs à la région<sup>200</sup>. Afin de garantir l'efficacité de l'embargo envisagé et de prévenir un surcroît de présence occidentale, il suggère la mise en place par l'ONU d'une force navale. Celle-ci pourrait créer un front uni contre l'Iran, prolongeant le consensus recherché entre les Cinq au Conseil.

L'idée d'un déploiement naval onusien visant à protéger les convois dans le Golfe émerge à la fin 1987 dans l'esprit de Cyrus Vance, ancien secrétaire d'État de Jimmy Carter, et d'Elliott Richardson, ancien ambassadeur à Londres et secrétaire à la Défense de Richard Nixon. Elle est controversée, vue comme une initiative qui finirait par renforcer involontairement l'image de l'ONU comme celle d'une organisation incapable de mener à bien ses missions. Elle risquerait de plus de la conduire à soutenir une action militaire dans laquelle les Grands devraient activement s'impliquer, ce que l'initiative entend justement éviter<sup>201</sup>. Devant les Soviétiques, les Américains s'inquiètent d'une idée sans précédent, jugée trop ambitieuse et de ce fait peu sérieuse. Il leur semble inconcevable que le comité d'état-major du Conseil de sécurité supervise la création et les opérations d'une telle force. Par ailleurs, les intérêts de l'Est et de l'Ouest ne coïncident pas assez pour permettre aux blocs de coopérer dans ce

<sup>197</sup> TNA, FCO 8/7209/40, Howe to UKMIS New York, FCO 78, Iran/Iraq at the UN, 15th February, 1988.

<sup>198</sup> TNA, FCO 8/7216/60, Howe to UKMIS New York, FCO 86, Iran/Iraq at the UN, 23rd February, 1988.

<sup>199</sup> TNA, FCO 8/7216/99, Tickell to FCO, UKMIS New York 223, Iran/Iraq at the UN, 25th February, 1988.

<sup>200</sup> UN, A/42/PV.9, Forty-second session General Assembly, Provisional Verbatim Record, 23rd September, 1987

<sup>201</sup> VANCE Cyrus, RICHARDSON Elliot, "Put the U.N. into the Persian Gulf", *The New York Times*, 20th October, 1987; RUGGIE John, "U.N. Idea Could Be Reborn in the Persian Gulf; Not Easy", *Id.*, 3rd November, 1987.

cadre. Les pays arabes n'ont pas exprimé d'intérêt particulier sur le sujet. Les Soviétiques continuent de critiquer une présence navale américaine qui aurait donné à l'Iran un prétexte pour ne pas appliquer la résolution 598. Ils soupçonnent qu'elle réponde à un « agenda secret » dans la région<sup>202</sup>. Pour Londres, enfin, la suggestion de Moscou est une opportunité de faire avancer la réflexion sur les mesures coercitives liées à la résolution. Mais les Britanniques ne pensent pas praticable ni désirable la formule d'une force navale globale destinée à remplacer les marines occidentales dans le Golfe<sup>203</sup>.

Le FCO mène néanmoins une réflexion sur l'apport des déploiements à la mise en place d'un embargo. L'idée apparaît comme l'élément principal de mesures de coercition qui pourraient associer le refus d'octroyer des autorisations de survol ou le déploiement d'observateurs aux frontières avec la Turquie, l'URSS et le Pakistan. Le déploiement naval pourrait consister en une force de trois frégates ou vaisseaux de patrouille avec soutien aérien dans le golfe d'Oman pour empêcher l'acheminement d'armes par la mer vers les ports iraniens. Il pourrait être étendu pour bloquer les armes transbordées par les ports pakistanais vers l'Iran. Il s'agirait aussi d'empêcher la contrebande d'armes à travers le Golfe, préférentiellement depuis des forces d'observateurs basées à terre. La patrouille navale devrait disposer d'un mandat du Conseil lui permettant d'interrompre la course, de perquisitionner, d'arraisonner, de contraindre à rebrousser chemin et, si nécessaire, d'arrêter un navire soupçonné de transporter des armes vers l'Iran. Elle opérerait dans les eaux internationales, à distance raisonnable de l'Iran pour ne pas provoquer l'aviation ou la marine iranienne. Les risques de l'initiative ne sont pas ignorés : si le blocus est un succès et si l'Iran n'est pas capable ou désireux de mener des représailles contre les navires engagés, il pourrait se retourner sur les convois des pays tiers ou vers les marines étrangères en reprenant le mouillage de mines ; des représailles iraniennes pourraient conduire à une internationalisation du conflit ou à une évolution de la mission de la flotte vers la protection des convois ; des pressions pourraient monter en faveur d'une interdiction des exportations du pétrole iranien, notamment si les effets de l'embargo sur les armes tardent à se faire sentir<sup>204</sup>.

Au milieu du mois de janvier 1988, les Soviétiques présentent aux autres membres permanents du Conseil un document préparatoire présentant les éléments de la force navale onusienne envisagée. Il lui assigne pour objectif la garantie de la sécurité de la navigation commerciale dans les eaux internationales et le passage par les ports des pays du Golfe. Elle serait composée de vaisseaux des parties intéressées, en nombre suffisant, mais non déterminé, afin d'assumer ses missions, pouvant aller de l'escorte au dragage de mines. Les coûts seraient couverts par les pays contributeurs et indirectement par les usagers des routes maritimes (États, compagnies commerciales et compagnies d'assurance)<sup>205</sup>.

Lors de son séjour à Washington, Rob Young évoque le projet soviétique, que les alliés jugent mal

---

<sup>202</sup> TNA, FCO 8/6756/138, Collecott to Young, Miers, Armacost/Vorontsov Meeting, 17 November: Iran/Iraq, 26th November, 1987.

<sup>203</sup> TNA, FCO 105/2847, Howe to Riyadh, Iran/Iraq: possible UN measures, December 1987.

<sup>204</sup> TNA, FCO 105/2847/19, Howe to Washington, FCO 2030, Iran/Iraq at the UN: enforcement of an arms embargo, 3rd December, 1987.

<sup>205</sup> TNA, FCO 8/7222/16, Tickell to FCO, UKMIS New York 61, Iran/Iraq: discussions among the Five: UN naval force, 15th January, 1988.



amené par Moscou : donner à cette force de maintien de la paix le but de protéger les convois des pays neutres desservant les ports du Golfe ne devrait pas la rendre plus acceptable aux acteurs régionaux. Le département d'État envoie à ses missions dans le monde arabe des instructions destinées à relever les incohérences et failles du projet. R. Young appelle cependant à ne pas le balayer trop rapidement d'un revers de main pour ne pas inciter Moscou à en présenter une version plus aboutie qu'il serait plus difficile à l'Occident de rejeter. Il suggère d'avancer sur le projet d'embargo pour déterminer le degré de conditionnement du vote soviétique à la mise en place d'une force navale<sup>206</sup>.

Selon Robert Oakley, au CSN, les pays du Golfe ne rejette pas *a priori* la proposition, qu'ils ne considèrent pourtant pas comme sérieuse. Les Irakiens auraient posé aux Soviétiques des questions qui n'ont pas reçu de réponse substantielle. Les acteurs régionaux pressentent la volonté de l'URSS de reprendre pied sur place et refusent de voir la mise en place d'une force onusienne aboutir à la rétractation de la présence occidentale<sup>207</sup>. À New York, Vernon Walters s'attache à révéler les lacunes du projet, telle la non-définition des règles d'engagements et de la nature des représailles<sup>208</sup>. L'entreprise de sappe occidentale de la proposition finit par aboutir. Moscou abandonne à la fin du mois de janvier le conditionnement de son vote à la mise en place d'une force navale. Les Soviétiques ne renoncent cependant pas à leur idée, envisageant toujours la protection des convois dans les eaux internationales, mais pas dans les ports. Le recul de l'URSS accompagne l'émoussement de son soutien à la résolution relative à l'embargo sur les armes. La crainte, partagée mais surtout américaine, d'un renforcement de la présence soviétique dans le Golfe, corrélée à la réticence britannique à un surcroît d'intervention, fait ainsi avorter les efforts déployés à Londres et à Washington pour accélérer la résolution du conflit.

## B. La réinvention des relations

### 1. La perception du partenaire

Les initiatives de restauration des relations avec la République islamique souffrent des vicissitudes de la résolution du conflit, dans un contexte d'enlèvement de la normalisation entre Londres et Téhéran et de discrédit hérité de l'Irangan à Washington.

Les arrêtes de la triangulation diplomatique entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Iran demeurent en effet vives à la fin des années 1980. Depuis la mission britannique de Téhéran, Patrick Wogan note l'importance du fossé culturel séparant les Persans et les « Anglo-saxons » : bien plus que le fait ou le fanatisme religieux, le refus des premiers de se conformer aux idéaux et aux intérêts des seconds soulève selon lui l'indignation morale de Londres et de Washington. L'Iran n'en est pas moins la principale puissance de la région, appelée même à le rester en dépit de la révolution, des privations et de la

<sup>206</sup> TNA, FCO 8/7183/6, Young to Miers, Visit to Washington, 14-15 January, 15th January, 1988.

<sup>207</sup> TNA, FCO 8/7183/11, Prentice to Young, US/Gulf, 29th January, 1988.

<sup>208</sup> TNA, FCO 8/7209/12a, Young, Note for the record, Mr Slater's meeting with General Walters, US permanent representative at the UN on 29 January: Iran/Iraq, 29th January 1988.

guerre. La population et le pays sont trop stratégiquement importants pour que les Occidentaux ne cherchent pas à s'accommoder avec ses dirigeants en s'efforçant d'entendre ce qui les motive. Revenant sur les perspectives de normalisation, il convient de la nécessité de traiter prudemment avec les Iraniens, car ils sont « plus généreux en promesses qu'en prestations ». Mais il appelle à dépasser l'inimitié instinctive envers une révolution vue comme une aberration régressive et une apostasie politique, en s'émancipant du discours des nombreux Iraniens ayant exilé leur amertume en Occident et de l'incompétence du régime à expliquer en termes compréhensibles les fondements de sa philosophie<sup>209</sup>.

L'impénétrabilité des développements intérieurs est d'autant plus ressentie du fait de la rétractation de la représentation diplomatique occidentale dans le pays. C'est pourtant sur les ressentis des iraniens britanniques que leurs homologues américains continuent de reposer. Lors des conversations politiques de Washington au mois de mars 1987, la délégation du FCO dirige d'ailleurs les discussions. Elle évoque un régime islamique enraciné, devenant plus confiant en lui-même et moins répressif envers le peuple, à l'exception d'acteurs constituant des menaces spécifiques. Les menaces pesant de l'intérieur sur le pouvoir apparaissent réduites, les dissidents moudjahidines et communistes ne causant qu'irritation, les francs-tireurs étant sous contrôle et le mécontentement populaire restant maîtrisé. Le régime n'est pas perçu comme monolithique, la structure du pouvoir informel des religieux se superposant à la hiérarchie politique. Le pouvoir se caractérise par des changements d'alliances réguliers, au gré des circonstances et des stratégies. Les Britanniques reconnaissent que leurs informations restent très incomplètes et qu'ils ne peuvent qu'avancer des estimations sur les courants sous-jacents. Ils insistent néanmoins sur le fait que les labels, souvent galvaudés, de modérés, radicaux et conservateurs, doivent être utilisés avec précaution et sur des questions spécifiques, sans généraliser abusivement. L'éclatement de l'Irangan continue enfin à peser dans les luttes politiques intérieures et dans la définition de la politique étrangère iranienne. Les critiques sur le régime suscitent aussi de vives réactions de la part des autorités, témoignant d'une posture défensive à l'égard de l'Occident<sup>210</sup>.

Dans un courrier à l'intention de George Shultz lui présentant ses réflexions sur les perspectives de normalisation, l'iranien Arnold Raphael rappelle la flexibilité de l'*ethos* politique du partenaire.

« Bien que le gouvernement de l'Iran soit voué à l'islam radical, les Persans sont parmi les peuples les moins idéologiques. La flexibilité et le changement continuels d'alliances sont une marque de survie dans la vie politique persane. Pendant le règne du shah, il était commun d'avoir dans la même famille un cousin au parlement, un autre au parti Tudeh et un troisième parmi les mollahs. Cela permettait d'assurer ses arrières. »<sup>211</sup>

La population appartient ainsi à plusieurs cercles (*dowrehs*) – la famille élargie, le parti politique, le groupe religieux, la profession – dont les limites se chevauchent et les allégeances sont fluides, ce qui permet d'expliquer, par l'intérêt de l'un ou l'autre de ses groupes, une politique qu'un spectateur extérieur perçoit comme incohérente : ainsi la révélation par un groupe qui trouvait son compte du rapprochement secret avec Washington mené à l'initiative d'un autre qui comptait sur une normalisa-

<sup>209</sup> TNA, FCO 8/6256, Wogan to Howe, Iran on the eve of the 'Final Offensive', 14th September, 1986.

<sup>210</sup> TNA, FCO 8/6752, UK/US talks: Wednesday 15 April, April 1987.

<sup>211</sup> TRF, Raphael to Shultz, 12th December, 1987.

tion. C'est la multiplicité non-concordante de ces intérêts qui empêche de pouvoir caractériser de manière ferme le rangement de chaque Iranien dans un camp, qu'il soit modéré, radical ou conservateur.

La flexibilité persane est évidente dans la vision des États-Unis. Dix ans après une révolution ayant nourri sa rhétorique de l'anti-modèle américain, 20 000 Iraniens étudient encore outre-Atlantique, en grande majorité avec une bourse gouvernementale : c'est 10 000 de moins que durant le règne du shah, mais l'une des diasporas estudiantines les plus importantes aux États-Unis. Les Iraniens détenteurs de cartes vertes ou les Américains nés en Iran continuent aussi à voyager dans leur pays d'origine pour des raisons familiales et professionnelles sans être entravés par les autorités. L'Iran reste cependant hautement méfiant envers les intentions des États-Unis. Il craint leurs immenses capacités à interférer dans leur pays. La reconnaissance par Ronald Reagan lors de l'éclatement de l'Irangan de la révolution comme un fait de l'histoire a ainsi été accueillie très favorablement à Téhéran<sup>212</sup>.

La méfiance des Iraniens est enfin toujours aussi prononcée envers les Britanniques. P. Wogan note que les premiers regardent les seconds différemment des autres Occidentaux. Londres reste l'ancienne puissance impériale et, si sa position mondiale a considérablement reculé, ce n'est pour les Iraniens qu'une raison supplémentaire de se méfier de la perfidie notoire des Britanniques et de leur capacité à manipuler les événements de l'histoire depuis les coulisses. Pour le diplomate, malgré la barbarie (*sic*) et les incivilités des Iraniens, leur paranoïa, leur irritabilité et leur refus de se conformer aux normes de conduite internationales, le régime ne saurait que perdurer. Puisque Londres est prêt à rester en relations avec d'autres pouvoirs aussi déplaisants ailleurs dans le monde, pourquoi ne le ferait-il pas avec un régime islamique, dans un pays où les intérêts politiques et commerciaux sont cruciaux ? S'il s'agit de le faire avec la précaution nécessaire, pactiser avec le diable iranien ne serait pas sans intérêt<sup>213</sup>.

## 2. La politique en perspective

Se pose en effet à Londres et à Washington la question de l'avenir des relations avec Téhéran, tant dans une perspective post-conflit que dans un horizon post-khomeiniste. Lors des conversations bilatérales du mois d'avril 1987, David Miers, sous-secrétaire d'État adjoint en charge du Moyen-Orient au FCO, rappelle que le Royaume-Uni attend patiemment la normalisation des relations, qu'hypothèque la recrudescence d'actions « bizarres et provocantes » de la part des Iraniens, au point de laisser Londres penser que les autorités centrales ne contrôlent pas le comportement d'éléments marginaux<sup>214</sup>.

Le FCO procède au printemps à une révision de la politique iranienne. L'instinct britannique, selon Robert Culshaw, pencherait pour un alignement sans équivoque sur les alliés arabes : le régime khomeiniste est un ennemi implacable de l'Occident ; l'exportation de la révolution porte atteinte aux intérêts des Occidentaux ; il semble ainsi illusoire de travailler à s'accommoder avec l'Iran sur la base

<sup>212</sup> REAGAN Ronald, Address to the Nation on the Iran Arms and Contra Aid Controversy, 13th November, 1986 [En ligne] APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/258119>

<sup>213</sup> TNA, FCO 8/6256, Wogan to Howe, Iran on the eve of the 'Final Offensive', 14th September, 1986.

<sup>214</sup> TNA, FCO 8/6754, Prentice to Collecott, US/UK talks on Iran/Iraq and the Gulf, 21st April, 1987.

d'intérêts mutuels ; il s'agit d'attendre la disparition du guide ou l'implosion de la révolution, quand l'Iran aura besoin de partenaires économiques. La thèse ne satisfait cependant pas la direction du FCO. Malgré l'improbabilité d'un renversement de la révolution, les luttes internes pour la succession appellent une réflexion sur le développement de relations futures, qui a manqué à Londres à la fin des années 1970. Le diplomate rappelle que les États-Unis, la France, la RFA, le Japon et l'URSS ont entrepris d'approfondir les relations avec l'Iran. Si Washington et Paris ont cherché à accélérer le processus en corrélant sans succès la normalisation avec la libération des otages, leur objectif ultime n'était cependant pas erroné. Même les partenaires du Golfe, qui appellent parfois les Occidentaux à s'opposer à l'Iran, se rendent compte parallèlement de leurs intérêts à s'accommoder avec leur puissant voisin, qu'ils ne perçoivent pas comme une menace plus grande que l'Arabie saoudite ou que l'Irak. Dans une posture de consensus prudent caractéristique de la diplomatie britannique, R. Culshaw conclut que l'heure n'est pas venue de changer radicalement de politique iranienne. Il s'agit plutôt de faire preuve d'une flexibilité tactique à l'ONU pour démontrer une inquiétude constructive aux amis arabes. Cependant, il conseille au gouvernement de persister dans une politique de patience et de fermeté<sup>215</sup>.

La réserve britannique est confirmée *a posteriori* par Charles Powell. Pour le conseiller de Margaret Thatcher, l'Iran n'a alors qu'une importance relative dans la politique étrangère du Royaume-Uni. Londres, aux prises avec les relations avec la Communauté européenne, l'Afrique du Sud et l'URSS, reste dans la région plus proche de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe, où la Couronne garde une influence informelle plus lucrative. Si l'Iran apparaît régulièrement à l'agenda du gouvernement, c'est moins par le fait d'une réflexion structurante que d'une réponse à la conjoncture<sup>216</sup>.

La distinction entre le peuple iranien et le régime islamique est encore plus vive à Washington. Intervenant un mois après l'éclatement de l'Irangate devant le groupe de discussion dédié du Council on Foreign Relations, Dennis Ross, directeur pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud au CSN, rappelle que les Américains n'ont pas un contentieux avec le premier mais avec le second<sup>217</sup>. Au printemps 1987, le secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient Richard Murphy confirme que la distanciation relationnelle des années 1980 n'est en rien naturelle : les États-Unis voudraient à terme recouvrer leurs liens avec l'Iran et sont prêts à répondre à un signe montrant la possibilité d'un contact avec des représentants des autorités iraniennes, mais ni les prérequis au dialogue, ni les opportunités existent encore<sup>218</sup>.

Six mois plus tard, un document communiqué au FCO par l'ambassade de Grosvenor Square confirme la disposition des Américains à rencontrer des officiels iraniens aptes à parler au nom de leur gouvernement pour évoquer des contentieux persistants entre leurs deux pays. Washington a communiqué indirectement via le gouvernement suisse, protecteur de ses intérêts à Téhéran, pour expliquer sa

<sup>215</sup> TNA, FCO 8/6614/40, Culshaw to Powell, The Iran/Iraq Conflict and UK/Iran Relations, 13th May, 1987.

<sup>216</sup> POWELL Lord Charles, entretien avec l'auteur, 28 avril 2020. Apprenant que ces recherches recourraient pour aborder les « relations spéciales » à l'horizon de la politique iranienne, Patrick Wogan a témoigné d'un scepticisme souriant : « Quelle politique iranienne ? » (WOGAN Patrick, entretien avec l'auteur, 2 mars 2019)

<sup>217</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 4, Discussion Group on Iran, Fifth Meeting, 9th December, 1986.

<sup>218</sup> TNA, FCO 8/6754, Prentice to Collecott, US/UK talks on Iran/Iraq and the Gulf, 21st April, 1987.

politique dans le Golfe et sa position dans le conflit. Les Américains affirment ne pas chercher de confrontation militaire avec l'Iran mais confirment leur volonté de se défendre avec fermeté au besoin. Ils indiquent leur souhait de pouvoir présenter leur politique directement aux Iraniens, afin d'éviter toute erreur de compréhension et de jugement réciproque. Réécrivant une partie de l'histoire, ils insistent sur le fait qu'ils refuseront de passer des marchés impliquant des otages, comme l'Iran a par le passé essayé de le faire : le marchandage de vies humaines est décrit comme moralement répugnant. Sans se faire d'illusions sur la capacité de ces échanges à changer la politique de confrontation engagée par les Iraniens, les Américains restent convaincus qu'une absence de contact direct n'est pas désirable<sup>219</sup>.

Pour l'ancien iranien Richard Cottam, quatre options sont offertes aux États-Unis : le renversement du régime dans un sens prérévolutionnaire, au risque que son échec renforce l'hostilité envers Washington ; l'alliance avec la République islamique, sur la base d'un approvisionnement de sa machine militaire, sanctionnant l'échec de la stratégie développée jusque-là ; le renforcement de la préférence irakienne, qui confirmerait le soupçon iranien de collusion avec Bagdad ; le rétablissement des relations corrélé à une politique de neutralité véritable entre les belligérants, qui devrait passer par la reconnaissance des griefs iraniens à l'égard des Irakiens. Quoi qu'il en soit, éprouvés par leur passé, les Iraniens ne sauraient accepter de relations qui ne reposent pas sur des principes d'égalité souveraineté. Or, la politique régionale de Téhéran porte atteinte aux intérêts de pays liés de longue date à Washington. L'Iran demeure cependant d'une importance stratégique cruciale. Les vicissitudes de la politique iranienne des États-Unis témoignent pourtant de la difficulté à parvenir à une réponse ferme à la question de savoir si la relation à la République islamique sera à terme un fardeau ou un atout<sup>220</sup>.

Partisan depuis 1979 d'un rapprochement avec les révolutionnaires, après être revenu de son soutien au shah, le diplomate Henry Precht appelle le département d'État à procéder à une normalisation à laquelle ne devrait pas s'opposer celui qu'il décrit comme « l'ayatollah Realpolitik ». Si la restauration des relations irano-américaines ne devrait pas avoir une grande influence sur la résolution de la guerre dans le Golfe, Washington pourrait cependant contribuer ainsi à réduire le sentiment d'isolement et de siège éprouvé à Téhéran, comme son hostilité durable envers les Occidentaux : défaite ou vaincue, la République islamique devrait de toute manière être plus dangereuse dans l'amertume et l'isolement<sup>221</sup>.

Pour A. Raphel, il s'agit de garder tous les canaux ouverts, comme le souhaite d'ailleurs Téhéran, ne serait-ce que pour les savoir disponibles lorsque la disparition du guide pourra créer un nouvel élan. Il n'est pourtant pas l'heure de marchander, les Iraniens continuant à prouver dans le jeu des négociations leur supériorité sur les Occidentaux : s'ils ne les aimaient pas, au moins respectaient-ils les Américains au début des années 1980, par conviction qu'ils s'en tiendraient à leurs principes sans faire de concessions : le plus grand dommage de l'Iranganate a été de montrer que les États-Unis cèdent aux sirènes du réalisme du marchandage, une impression que seule la longue durée débusquera. En atten-

<sup>219</sup> TNA, FCO 8/6756/133, U.S. Readiness to meet with a senior Iranian official, 8th November, 1987.

<sup>220</sup> COTTAM Richard, *Khomeini, the Future, and U.S. Options*, Muscatine, Stanley Foundation, Policy Paper 38, December 1987, p. 34-38.

<sup>221</sup> PRECHT Henry, "Ayatollah Realpolitik", *Foreign Policy*, Spring 1988, n°70, p. 128.

dant, c'est la patience qui est de mise : le diplomate note que l'Iran a toujours regardé vers l'Ouest plus que vers le Nord et devrait finir par renforcer ses liens avec les Occidentaux, sinon les Américains, au terme d'un chemin dont il est conscient de la difficulté mais convaincu de l'aboutissement<sup>222</sup>.

### 3. La projection post-khomeiniste

Malgré son pragmatisme supposé, la disparition de l'ayatollah apparaît *a priori* comme un facteur à même de faciliter la restauration des relations entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Iran. L'intérêt précoce des Occidentaux pour les rumeurs relatives à sa santé perdue à la fin des années 1980, le postulat de son décès motivant la réflexion sur les transformations du régime et de sa politique étrangère qui devraient y répondre. Le séminaire organisé à l'été 1986 par le FCO convient avec l'ancien ambassadeur Antony Parsons de la probabilité d'un maintien des mollahs au pouvoir, en coopération éventuelle avec l'armée<sup>223</sup>. Trois mois plus tard, la première séance du groupe de discussion sur l'Iran du Council on Foreign Relations envisage les configurations de pouvoir qui pourraient succéder à la jurisprudence du guide : la prolongation du régime en l'état avec à sa tête l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, adjoint de son fondateur ; une guerre civile à l'issue incertaine ; un pouvoir exercé par un comité sans guide identifié ; un coup d'état conduisant à la restauration de la monarchie ; l'échec d'un coup d'état contraignant l'armée de s'allier au clergé<sup>224</sup>. Lors de la cinquième séance, Gary Sick, chargé de l'Iran au CSN pendant la révolution, alerte sur le « scénario catastrophe » que constituerait une lutte de pouvoir sans vainqueur, qui conduirait l'ordre civil à s'effondrer et les deux Grands à s'impliquer pour empêcher l'autre d'en profiter pour prendre pied dans le pays, accélérant ainsi le risque de polarisation. Son successeur Dennis Ross rejette cette option comme extrême et voit plus probable l'hypothèse d'une lutte de factions pour le pouvoir dans une forme de violence qui inciterait les Soviétiques à intervenir, que Washington tâche de prévenir par anticipation en dialoguant sur le sujet avec Moscou<sup>225</sup>.

La préoccupation est telle qu'un projet de directive de sécurité nationale appelle le département d'État à mettre en place un groupe interministériel en coopération étroite avec le Pentagone et la CIA. Il s'agit de proposer des scénarios relatifs à la succession en Iran et leur impact sur les relations avec l'URSS, le monde arabe, les États-Unis et l'Occident ; de réfléchir aux options ouvertes à Washington pour resserrer les liens avec Téhéran ; d'étudier dans quelle mesure pourrait être fait usage de pays comme la Turquie, le Pakistan et le Royaume-Uni, dont les relations avec l'Iran sont meilleures<sup>226</sup>.

L'intérêt pour la santé de l'ayatollah et la succession est partagé à Londres, qui s'intéresse aux conclusions que Washington doit retirer de ses propres analyses pour refonder sa politique iranienne. La

<sup>222</sup> TRF, Raphel to Shultz, 12th December, 1987.

<sup>223</sup> TNA, FCO 8/6432, Leslie to Boyce, Seminar on Iran/Iraq war: 22 July, 25th July, 1986.

<sup>224</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 3, Discussion Group Digest, Iran, First Meeting, 28th October, 1986.

<sup>225</sup> PUL, MC104, Subseries 3A, Box 261, Folder 4, Discussion Group on Iran, Fifth Meeting, 9th December, 1986.

<sup>226</sup> CIA, CIA-RDP86B00420R000100170004-9, U.S. Policy Towards Iran: the Post-Khomeini Era, 22nd December, 1986. Le résultat de cette réflexion institutionnelle n'a pas été retrouvé dans les archives.

question est ainsi abordée par les alliés au mois d'avril 1987<sup>227</sup>. Les analystes du CENTCOM confient ainsi au département du Moyen-Orient que les luttes pour la succession font rage, opposant les principaux religieux gravitant autour du guide. Il faudrait cependant au moins un an pour que les nouveaux dirigeants bâtissent la confiance qui leur permettrait de faire évoluer la ligne politique définie par le fondateur du régime<sup>228</sup>. Comme les Américains, les Britanniques voient H. A. Montazeri lui succéder, avec le soutien probable d'un conseil religieux. C'est le président de l'Assemblée consultative islamique, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, artisan de la guerre, qui devrait dominer politiquement<sup>229</sup>. Les opposants en exil ne devraient pas réussir à rivaliser avec les acteurs engagés dans l'arène iranienne<sup>230</sup>.

La recrudescence des rumeurs relatives à la fragilité de la santé du guide conduit les Occidentaux à envisager en parallèle la conduite à tenir à l'annonce de son décès. Rob Young, au département du Moyen-Orient du FCO, relève l'absence de précédent pour penser la gestion d'un tel événement. Il estime que son décès, une fois survenu, devrait être rapidement annoncé pour, selon la coutume chiite, procéder à un enterrement au plus tard le lendemain. Une semaine de deuil devrait suivre, ainsi qu'une cérémonie du souvenir quarante jours plus tard, pour laquelle pourrait être envisagée une représentation internationale. R. Young rappelle que l'usage veut que la Reine envoie un message à la mort d'un chef d'État, selon l'état des relations bilatérales. Il suggère un message bref et formel et recommande également l'écriture par Margaret Thatcher d'une lettre à son homologue, dont l'absence pourrait être retenue contre les Britanniques dans les négociations sur la restauration des relations. Quant à la présence aux funérailles du fondateur du régime, si elle est sur invitation, elle devrait dépendre de la décision prise par les autres gouvernements. Les Britanniques envisagent cependant de mobiliser un représentant de rang ministériel, voire le secrétaire d'État lui-même, pour accélérer la normalisation<sup>231</sup>. Les réserves opposées par le sous-secrétaire d'État adjoint David Miers, selon lequel la disparition de l'ayatollah devrait être accueillie comme un grand soulagement en Occident, conduisent le ministre d'État David Mellor à insister sur la nécessité de garder la plus grande discrétion sur les messages qui seraient envoyés<sup>232</sup>. Geoffrey Howe est encore plus réservé : le fait que l'ayatollah ne soit pas dans les faits un chef d'État ne contraint pas la Reine à envoyer un message. Si cependant une telle décision était prise, elle ne manquerait pas d'être critiquée par l'opinion et les médias, étant donné l'attitude des Iraniens à l'égard des diplomates britanniques de Téhéran et l'implication du régime dans le terrorisme international. Même la présence d'un représentant du gouvernement aux funérailles ne lui semble pas

<sup>227</sup> TNA, FCO 8/6616/10a, Culshaw to Young, Iran, 20th January, 1987.

<sup>228</sup> TNA, FCO 8/6754/34, Blackley to Young, Meeting with US CENTCOM intelligence analysts, 15th April, 1987.

<sup>229</sup> TNA, FCO 8/6752, UK/US talks: Wednesday 15 April, April 1987. L'analyse est plutôt juste : Ali Akbar Hachemi Rafsandjani est élu en juillet 1989 à la présidence de la République islamique après avoir joué un rôle important dans l'élection au poste de guide suprême de son prédécesseur, l'ayatollah Ali Khamenei. Hossein Ali Montazeri tombe en revanche peu à peu en disgrâce après avoir adopté des positions de plus en plus critiques envers le guide et la politique du régime (on lira à son sujet Akhavi Shahrugh, "The Thought and Role of Ayatollah Hossein'ali Montazeri in the Politics of Post-1979 Iran", *Iranian Studies*, 2008, vol. 41, n°5, p. 645-666).

<sup>230</sup> TNA, FCO 8/6612, Miers to Galdwyn, 16th April, 1987.

<sup>231</sup> TNA, FCO 8/6609/3, Young to Miers, Ayatollah Khomeini, 19th January, 1987.

<sup>232</sup> TNA, FCO 8/6610/60a, Darroch to PS, Death of Ayatollah Khomeini, 17th December, 1987.

vraiment défendable, au point qu'il suggère d'envisager de dépêcher un religieux à la place<sup>233</sup>.

À Washington, Robert Oakley pose six mois plus tard les bases de la réponse américaine à la disparition du guide, après une réunion du groupe de révision politique sur le sujet. Devant les perspectives de resserrement diplomatique qu'elle ouvrirait, il appelle l'administration à parler d'une voix cohérente selon des lignes familières : l'attachement à l'amitié avec le peuple iranien ; l'acceptation de la révolution et de la forme de gouvernement souhaitée par l'Iran ; la disposition à restaurer avec la République islamique des relations plus normales, sous réserve qu'elle modère sa politique agressive. Il suggère de plus d'informer la direction du Congrès sur les intentions de l'administration afin de leur ménager un soutien bipartisan solide et, outre aux pays de la région, à l'URSS et au secrétaire général de l'ONU, d'envoyer un message aux alliés pour poursuivre avec eux les échanges d'informations sur la situation intérieure iranienne afin de suivre au plus près les développements de la succession<sup>234</sup>.

### C. La résurgence des rancunes

#### 1. Les champs de mines

Les derniers mois de la guerre sont marqués par un surcroît de tensions qui cristallisent le ressentiment réciproque entre les Iraniens et les Occidentaux. Les réactions qu'elles suscitent à Londres et à Washington témoignent cependant d'un inégal degré d'inimitié et confirment le poids persistant des passions persanes comme les préventions partielles d'un partenariat préférentiel.

L'appréhension du massacre d'Halajba en est la première manifestation. Des soldats kurdes et des gardes révolutionnaires ont pénétré dans cette ville irakienne peuplée de sympathisants iraniens. Le 16 mars, Bagdad répond à l'occupation par un bombardement chimique faisant en une journée de 3 000 à 5 000 morts et de 7 000 à 10 000 blessés. Washington fait pourtant rapidement porter la responsabilité de l'attaque sur l'Iran, au nom de preuves non-communicables aux alliés. Un rapport coécrit après les événements par l'analyste pour l'Irak à Langley, Stephen Pelletiere, conclut que les Iraniens ont perpétré l'attaque parce que les Irakiens n'avaient pas auparavant utilisé les agents chimiques en question<sup>235</sup>. Les Britanniques ne sont pas convaincus par l'analyse : ils dénoncent la responsabilité irakienne et se déclarent même plus sérieux que les Américains dans la lutte contre les armes chimiques<sup>236</sup>. Pour le journaliste Joost Hiltermann, qui a produit l'analyse la plus aboutie de l'événement, il n'existe aucune preuve convaincante de l'usage d'agents chimiques par les Iraniens durant le conflit<sup>237</sup>.

<sup>233</sup> TNA, FCO 8/6610/61a, Culshaw to Young, Death of Khomeini, 18th December, 1987.

<sup>234</sup> DNSA, Oakley to Poindexter, Planning for Khomeini's Passing, 22nd June, 1988.

<sup>235</sup> PELLETIERE Stephen, JOHNSON Douglas, *Lessons Learned: The Iran-Iraq War*, Volume I, Fleet Marine Force Reference Publication 3-203, Washington, Department of the Navy, U.S. Marine Corps, 1990, p. 100.

<sup>236</sup> DOS, C05966284, Kampelman to London, Iran-Iraq Chemical Warfare: Requests For Information On Iranian Use And U.S. Activities Regarding Iran/Iraq War 15th April, 1988

<sup>237</sup> HILTERMANN Joost, *A Poisonous Affair: America, Iraq, and the Gassing of Halabja*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 157-159



Un mois plus tard, la résurgence de la menace des mines attise les tensions latentes dans le Golfe. Le 14 avril, l'USS Samuel B. Roberts, de retour d'une mission d'escorte, heurte une mine au large du Qatar. L'incident endommage la coque et fait 10 blessés<sup>238</sup>. Convaincue de la responsabilité de l'Iran dans la présence des mines, la Maison-Blanche réunit le lendemain le groupe de planification de sécurité nationale pour élaborer un scénario de représailles<sup>239</sup>. C'est ce qui émerge des nombreux contacts que noue Massachusetts Avenue avec ses interlocuteurs habituels pour sonder leur réaction<sup>240</sup>.

Le 18 avril l'ambassadeur Price se rend à Downing Street pour informer Charles Powell que les forces américaines ont reçu pour mission de frapper dans la matinée des cibles militaires iraniennes ayant servi à attaquer des convois non-belligérants dans le Golfe, sans pouvoir en donner le détail. Il présente la mesure comme des représailles à l'explosion de la mine du 14 avril, dont Washington aurait identifié l'origine iranienne. L'administration a souhaité prévenir ses alliés dans le Golfe pour les inviter à entreprendre les actions défensives qui leur sembleraient appropriées<sup>241</sup>. George Shultz le confirme par écrit à Geoffrey Howe. Le chef d'état-major des armées William Crowe précise par téléphone à son homologue britannique John Fieldhouse le détail des cibles. Du Pentagone, Richard Armitage informe Massachusetts Avenue de la situation sur le terrain<sup>242</sup>. Les Américains bombardent les plateformes pétrolières de Sassan et de Sirri. Des canonnières iraniennes attaquent ensuite la plateforme de Scan, au large d'Abou Moussa, exploitée par des Américains, provoquant un incendie sur le vaisseau de stockage York Marine, battant pavillon hongkongais. Un remorqueur battant pavillon américain a également été attaqué. Les Américains ont enfin coulé un patrouilleur iranien qui les avait attaqués. Aux Communes, le ministre d'État David Mellor déplore l'attitude irresponsable et irrationnelle des Iraniens et défend une action américaine décrite comme mesurée et proportionnée<sup>243</sup>.

En interne, cependant, le FCO pressent que les Américains entendent profiter de l'incident pour donner une leçon aux Iraniens et presser le vote d'un embargo sur les armes. Pour motiver leur argumentation, ils citent aussi la reprise des offensives terrestres et le soutien iranien à des attaques terroristes. Leur prise de position, jugée partisane, ignore pourtant les initiatives irakiennes : le bombardement des villes, l'usage d'armes chimiques et l'attaque de Fao. Le FCO recommande ainsi d'exprimer un ferme soutien public aux actions américaines dans le Golfe, mais d'encourager Washington à la retenu en privé et de décourager tout mouvement précipité et public sur la question de l'embargo<sup>244</sup>.

Le 19 avril, l'attaché militaire américain à Londres informe le chef d'état-major adjoint que Washington envisage de solliciter l'assentiment britannique à l'usage de la base de Fairford pour déployer des avions ravitailleurs KC-10 vers Riyad afin de soutenir les forces américaines dans le Golfe. Les

<sup>238</sup> DNSA, IG00549, United States Central Command to National Military Command Center, Incident Identification and Details/Underwater Explosion USS SB Roberts, 14th April, 1988.

<sup>239</sup> REAGAN Ronald, *The Reagan Diaries*, New York, Harper Collins, 2007, p. 597.

<sup>240</sup> TNA, PREM 19/2269, Acland to FCO, Washington 999, Mining of US warship in the Gulf, 15th April, 1988.

<sup>241</sup> TNA, FCO 8/7253/12b, Powell to Galsworthy, The Gulf, 18th April, 1988.

<sup>242</sup> TNA, FCO 8/7253/14, Shultz to Howe; FCO 8/7253/19, Howe to Washington, FCO 672, The Gulf: Admiral Crowe's message to CDS; FCO 8/7253/21, Acland to FCO, Washington 1005, US/Gulf, 18th April, 1988.

<sup>243</sup> TNA, FCO 8/7253/16, Mr Mellor's Response to PMQ from Mr Kaufman, 18th April, 1988.

<sup>244</sup> TNA, FCO 8/7209/149, Howe to The Hague, FCO 85, Iran/Iraq: follow up to SCR 598: US approach, 18th April, 1988.

Britanniques y imposent comme condition que les Américains n'utilisent les appareils en question que pour monter une attaque en réponse à une action militaire iranienne contre eux ; que toute réponse soit retenue, proportionnée et pleinement justifiable au titre du droit international ; que toute attaque contre des cibles terrestres ne soit envisagée qu'en dernier recours<sup>245</sup>. Parallèlement, Christopher Prentice rapporte de Washington que l'administration a engagé une révision des principaux aspects et pratiques opérationnelles de sa politique dans le Golfe, notamment le niveau des forces, les règles d'engagement et les critères d'admissibilité à la protection américaine ainsi que les perspectives de coopération. Le diplomate y voit par précaution une raison d'envisager de nouvelles conversations militaires<sup>246</sup>.

Dans un courrier adressé à Margaret Thatcher, Ronald Reagan la remercie du soutien public apporté par Londres à Washington. Il requiert une coordination de l'action des commandants des marines présentes dans le Golfe afin de surveiller les eaux minées par les Iraniens et fréquentées par les convois. La coopération pourrait inclure les pays de la région désireux d'y apporter leur contribution<sup>247</sup>. À Bruxelles, le secrétaire à la Défense Frank Carlucci suggère aux alliés de l'OTAN l'élargissement de la protection accordée aux vaisseaux sous pavillons nationaux et humanitaires à des convois de pays amis. Son homologue britannique George Younger rétorque que le Royaume-Uni ne dispose pas des ressources nécessaires à une protection dépassant les vaisseaux battant pavillon britannique et les dragueurs de mines belges et néerlandais, jusque-là soutenus, si ce n'est en octroyant une assistance pour des raisons humanitaires. La coordination des règles d'engagement ne lui semble par ailleurs ni faisable ni pertinente. Il se déclare néanmoins prêt à envisager une coordination des forces antimines<sup>248</sup>.

Le 30 avril, l'administration annonce sa nouvelle politique d'« assistance en cas de détresse », engageant la marine américaine à porter secours si nécessaire et accepté à des vaisseaux battant pavillon neutre, opérant hors des zones de combat et ne refusant pas d'être contrôlés. Les règles d'engagement revues autorisent de plus les forces américaines à confronter un navire iranien soupçonné, sur la base de rapports de renseignement ou de comportement présent ou passé, d'être engagé dans le mouillage de mines, même à titre préventif<sup>249</sup>. La force de la réaction américaine ne manque pas d'inquiéter Londres quant à sa gestion et ses conséquences potentielles. Si la clause d'assistance semble pertinente du point de vue humanitaire, son application systématique risque d'aggraver le risque de confrontation entre Washington et Téhéran<sup>250</sup>. Dans sa réponse au Président, la Première ministre embrasse pleinement sa suggestion de consultations informelles étroites et de division des eaux du Golfe en aires d'intérêt préférentiel entre les forces antimines. Elle ferme cependant la porte à l'application de la clause d'assistance adoptée par les Américains, revenant comme précédemment sur les engagements

---

<sup>245</sup> TNA, FCO 8/7253/28c, Lever to Goulden, Possible US request to deploy tanker aircraft from RAF Fairford to Riyadh, 19th April, 1988.

<sup>246</sup> TNA, FCO 8/7253/33a, Prentice to Collecott, US/Gulf, 20th April, 1988.

<sup>247</sup> TNA, PREM 19/2269/15, Reagan to Thatcher, 22nd April, 1988.

<sup>248</sup> TNA, PREM 19/2269, Alexander to FCO, UK DEL NATO 172, Naval activities in the Gulf, 27th April, 1988.

<sup>249</sup> TNA, PREM 19/2269, Acland to FCO, Washington 1156, 1157, US/Gulf: distress assistance, 2nd May, 1988.

<sup>250</sup> TNA, FCO 8/7229/9, Young, Secretary of State's bilateral with the Prime Minister, 4 May: protection of shipping in the Gulf, 2nd May, 1988.

importants de la patrouille Armilla et sur l'impossibilité d'y allouer des ressources supplémentaires<sup>251</sup>.

## 2. Les orages dans l'air

Dans un contexte de reprises d'offensives irakiennes fructueuses et d'effondrement progressif de l'armée iranienne, la République islamique tente de renforcer le moral de ses troupes en s'attaquant le 3 juillet sans succès à un hélicoptère de reconnaissance dans le sud du Golfe. En réaction, l'USS Vincennes et l'USS Elmer Montgomery s'attaquent à cinq navires iraniens, coulant deux d'entre eux et endommageant un troisième. Dans ce climat de défiance réciproque, 45 minutes plus tard, l'Airbus A300 assurant le vol 655 de la compagnie Iran Air entre Bandar Abbas et Dubaï est abattu par un missile sol-air tiré par l'USS Vincennes à la demande de son capitaine, l'appareil ayant ignoré les appels de reconnaissance. La totalité des 274 passagers et des 16 membres d'équipage y perd la vie<sup>252</sup>. De la Maison-Blanche, Ronald Reagan regrette profondément une tragédie humaine due à un acte d'auto-défense et promet l'ouverture d'une enquête approfondie par le département de la Défense<sup>253</sup>.

Avant même sa confirmation publique, le Pentagone fait part de l'incident à Massachusetts Avenue. Michael Armacost téléphone à Antony Acland pour l'informer que la frappe a eu lieu dans un contexte d'engagement préalable avec des navires iraniens, que l'appareil volait à l'extérieur du couloir aérien commercial et que des avertissements radio avaient été envoyés sur les fréquences civiles et militaires. Il justifie la décision du capitaine par la confusion de l'appareil avec un avion de chasse F-14<sup>254</sup>. Dans l'après-midi, l'incident est confirmé par téléphone par le CSN à Downing Street<sup>255</sup>.

Au département du Moyen-Orient du FCO, Simon Fraser suggère de préparer une réponse regrettant l'incident et reconnaissant le droit de la marine américaine d'agir en légitime défense tout en conservant une réserve respectable tant que les faits ne sont pas mieux établis<sup>256</sup>. Le conseiller juridique du FCO suggère de commenter *a minima*, d'autant qu'il n'y a pas de victime britannique<sup>257</sup>. La réaction de Londres est perçue à Téhéran comme une manière de reporter sur l'Iran la responsabilité de l'incident<sup>258</sup>. À Grosvenor Square, Raymond Seitz remercie David Mellor pour cette prise de position dont les Américains mesurent les risques politiques. Le ministre d'État n'en émet pas moins quelques réserves, notamment sur la dimension provocatrice de l'incursion dans les eaux territoriales iraniennes. Il suggère d'en retirer une leçon sur la manière dont les appareils militaires occidentaux exercent leurs droits de passage et de survol dans le Golfe. Un incident précédent avait conduit un avion britannique à être dérouté à la demande d'un vaisseau américain sous prétexte qu'il se trouvait sur la course d'un

<sup>251</sup> TNA, PREM 19/2269/22, Thatcher to Reagan, 9th May, 1988.

<sup>252</sup> GIBSON Bryan, *Covert Relationship*, *op. cit.*, p. 219.

<sup>253</sup> Statement on the Destruction of an Iranian Jetliner by the United States Navy Over the Persian Gulf, 3rd July 1988 [En ligne], APP [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.presidency.ucsb.edu/node/253836>.

<sup>254</sup> TNA, FCO 8/7253/51 et 54, Acland to FCO, Washington 1647 et 1648, Incident in the Gulf, 3rd July 1988.

<sup>255</sup> TNA, FCO 8/7253/58b, Powell to Resident Clerk, FCO, The Gulf, 3rd July 1988.

<sup>256</sup> TNA, FCO 8/7253/61, Fraser to Munro, Shooting down of Iranian Airbus in the Gulf, 4th July 1988.

<sup>257</sup> TNA, FCO 8/7253/62, Watts to Young, Shooting down of Iranian Civil Airliner, 4th July 1988.

<sup>258</sup> TNA, FCO 8/7253/63, Prime Minister's Questions: 5 July: US/Iran: Airbus incident, 4th July 1988.

avion en approche. Si elle n'avait pas été contenue, l'information aurait causé un embarras certain<sup>259</sup>.

La réaction des Iraniens ne se fait pas attendre. Ils requièrent dès le 4 juillet du secrétaire général l'envoi d'une mission d'enquête sur place et le lendemain une réunion en urgence du Conseil de sécurité « pour aborder le massacre des 290 passagers civils innocents ». Leur ministre des Affaires étrangères est dépêché à New York à cet effet. Les Américains se montrent prêts à défendre leur cause<sup>260</sup>. Pour les Britanniques, la réponse à apporter aux Iraniens doit être à l'aune de leur attitude passée envers le Conseil : le mépris qu'ils ont montré à l'égard de la résolution 598 ne saurait leur permettre de l'exploiter sur une question qui les arrange, au risque de ruiner la réputation de l'institution. Il s'agirait par ailleurs de les dissuader d'agir dans un sens qui risquerait de conduire à un veto américain et à une rupture de l'unanimité du Conseil. La priorité reste enfin l'application de la résolution 598. La prévention des Britanniques contre l'Iran se mesure à leur refus de signer le livre de condoléances mis à disposition des missions diplomatiques, sous prétexte que la pratique n'est pas d'un usage commun<sup>261</sup>.

Dans la tourmente, les alliés serrent les rangs. Le président écrit à la Première ministre pour la remercier du soutien qu'elle lui a apporté<sup>262</sup>. Grosvenor Square adresse au FCO une note démentant que l'incident a été délibérément causé par les Américains, comme dénoncent les Iraniens, et faisant porter sur eux « une part de responsabilité », tant en raison des affrontements du matin que de la poursuite de la guerre et des menaces pesant sur les convois dans le Golfe. Washington suggère à Londres et à ses autres alliés de faire pression sur Téhéran pour dissuader toute action supplémentaire qui enflammerait les passions<sup>263</sup>. Des révélations des circonstances de l'accident remettent d'ailleurs en question la version américaine des événements : un rapport du GCHQ conclut sur la base d'informations récoltées depuis ses postes d'écoute dans le Golfe que le vol n'était que 3 minutes en retard, dans son couloir de circulation et en ascension, et non pas en descente, comme un appareil sur le point de frapper<sup>264</sup>.

R. Reagan revient vers M. Thatcher pour l'informer que les États-Unis sont prêts à coopérer à une enquête sous l'égide de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sous réserve de pouvoir protéger les renseignements relevant de la sécurité nationale. Ils refusent en revanche de souscrire à une résolution qui limiterait leur présence dans le Golfe. Pour ne pas dévaluer la résolution 598, qui n'a toujours pas été appliquée, ils préféreraient une déclaration émanant du président du Conseil dont le texte aurait été convenu en amont, prétextant vouloir protéger l'unanimité au sein des Quinze<sup>265</sup>. Les

<sup>259</sup> TNA, FCO 8/7184/41, Mellor, Notes on breakfast with Mr Ray Seitz, Minister at the US Embassy, 6th July, 1988.

<sup>260</sup> TNA, FCO 8/7254/93, Birch to FCO, UK MIS New York 806, Destruction of Iranian Airliner in the Gulf, 6th July, 1988.

<sup>261</sup> TNA, FCO 8/7254/119, Howe to UK MIS New York, FCO 358, Destruction of Iranian Airliner, 6th July, 1988 et FCO 8/7254/124, Howe to Seoul, FCO 204, Destruction of Iranian Airliner, 6th July, 1988.

<sup>262</sup> TNA, FCO 8/7254/135a, Reagan to Thatcher, 7th July, 1988.

<sup>263</sup> TNA, FCO 8/7254/135f, Shepard to Young, The Iran Airbus Tragedy, 7th July, 1988.

<sup>264</sup> ADAMS James, "GCHQ shows error by US over Airbus", *The Sunday Times*, 8th July, 1988. Les allégations du *Times* sont décrites comme infondées par le FCO (TNA, FCO 8/7255/169, Fraser to Young, Iranian Airbus: provision of recordings to the US naval investigation, 13th July, 1988). Deux mois plus tard, le rapport présenté par la commission des forces armées du Sénat leur donne pourtant raison (*Investigation into the downing of an Iranian airliner by the U.S.S. Vincennes: hearing before the Committee on Armed Services*, United States Senate, One Hundredth Congress, second session, September 8, 1988, Washington, U.S. G.P.O., 1989).

<sup>265</sup> TNA, PREM 19/2269, Reagan to Thatcher, 11th July, 1988.

Iraniens laissent entendre de leur côté qu'ils pourraient accepter un dénouement constructif au débat, tout en maintenant publiquement leur désir de voir les Américains condamnés<sup>266</sup>. Devant les incertitudes pesant sur le débat à venir, les Britanniques conviennent d'approcher le secrétaire général pour qu'il nomme un représentant spécial, dans une logique de limitation des dégâts<sup>267</sup>. Approchés par le président du Conseil, les Britanniques contribuent à l'élaboration du texte de la résolution voulue par les Iraniens, sur la base d'une ébauche qu'ils ont présentée. Ils assurent aux Américains qu'ils préféreraient que l'initiative avorte, mais qu'ils veilleront à ce que le texte final puisse être votés par eux<sup>268</sup>.

Le 14 juillet, dans une longue prestation, Ali-Akbar Velayati livre un compte-rendu détaillé de l'incident et appelle à la condamnation des États-Unis et au retrait de leur forces navales. George Bush, en pleine campagne présidentielle, lui répond en admettant avec franchise l'erreur américaine et en faisant appel au sentiment humain. Pour les Britanniques, si plus d'un ne manqueront pas de sympathiser avec le point de vue iranien, le vice-président a marqué un point par sa retenue<sup>269</sup>. La crainte est vive à Londres de voir Washington opposer son veto à la résolution à venir et demander à son allié de l'imiter. La mission britannique à l'ONU en vient à espérer que l'initiative s'enlise<sup>270</sup>.

Le 20 juillet est votée à l'unanimité la résolution 616 du Conseil. Elle déplore l'incident et exprime ses regrets pour les pertes humaines engendrées. Elle exprime de sincères condoléances aux familles des victimes et aux peuples et gouvernements de leurs pays d'origine. Elle se réjouit de la décision de l'OACI de mettre en place une mission d'enquête et de la disposition des États-Unis et de l'Iran à y coopérer. Elle appelle tous les parties à respecter la Convention sur l'aviation civile internationale de 1944. Elle insiste enfin sur l'urgence à appliquer rapidement et totalement la résolution 598<sup>271</sup>.

M. Thatcher rappelle dans une lettre à R. Reagan, la tragédie que l'incident a constituée. Elle y voit la confirmation des coûts du conflit et des dilemmes auxquels sont confrontées les forces navales déployées. Elle se réjouit du fait que la séquence ait contribué à convaincre les autorités iraniennes de la nécessité de mettre un terme aux hostilités<sup>272</sup>. Trois jours avant le vote de la résolution 616, l'Iran a de fait signifié au secrétaire général de l'ONU son acceptation formelle de la résolution 598, au nom de la nécessité de sauver des vies et d'établir la justice, la paix et la sécurité régionales et internationales<sup>273</sup>.

### 3. Les chemins de Téhéran

La résolution de la guerre dans le Golfe lève l'un des obstacles au resserrement relationnel envisagé à Londres et à Washington. En dépit des intérêts réciproques à y procéder, les vanités de la norma-

<sup>266</sup> DOS, Walters to State, USUN 02105, UNSC: Iran Air 655 incident – July 11 update, 12th July, 1988.

<sup>267</sup> FCO 8/7255/167, Fraser to Private Secretary, Secretary of State's bilateral with the Prime Minister, 12th July, 1988.

<sup>268</sup> TNA, FCO 8/7255/176, Call by Mr Seitz on Mr Eggar: 14 July, 13th July, 1988.

<sup>269</sup> TNA, PREM 19/2269, Birch to FCO, UK MIS New York 842, Iranian Airbus: Security Council Debate, 14th July, 1988.

<sup>270</sup> TNA, PREM 19/2269, Birch to FCO, UK MIS New York 843, Iranian Airbus: Security Council, 15th July, 1988.

<sup>271</sup> UN, S/RES/616(1988), Resolution 616 (1988) adopted by the Security Council at its 2821st meeting, on 20 July 1988.

<sup>272</sup> TNA, PREM 19/2269/26, Thatcher to Reagan, 26th July, 1988.

<sup>273</sup> TRF, Oakley to Powell, Iranian Acceptance of 589, 18th July, 1988.

lisation américaine et les vicissitudes de la normalisation britannique témoignent du télescopage des passions persanes et des inimitiés islamiques héritées de l'histoire entre ces « mondes à part »<sup>274</sup>.

Dès le printemps, le département du Moyen-Orient du FCO revient sur la nécessité de défendre les intérêts britanniques à long terme en Iran, pour compenser l'impression d'une préférence irakienne à laquelle Londres aurait souscrit à la fin du conflit sous la pression des événements et des alliés arabes et américains, au prix d'un abandon de la position d'impartialité revendiquée depuis 1980. Le soutien à la résolution 598 puis à l'embargo sur les armes, le déploiement de la patrouille Armilla et des dragueurs de mines, l'appui public aux initiatives américaines controversées dans le Golfe et le renforcement des relations avec l'Irak parallèle à la dégradation des relations avec l'Iran laissent penser que, malgré les efforts déployés à Londres, les chemins de Téhéran aboutissent à une impasse<sup>275</sup>.

Or, les signes s'accumulent à l'été d'un resserrement relationnel à l'œuvre entre les États-Unis et l'Iran. Christopher Prentice rapporte de Washington que les Iraniens ont approché les Américains de manière insistante et répétée. En avril, le vice-ministre des Affaires étrangères Mohamed Javad Larijani a montré un désir de resserrer les relations. Le minage de l'USS Samuel Roberts a compromis l'entretien envisagé avec Michael Armacost, sans que les alliés aient pu déterminer avec certitude qu'il s'agissait d'un acte délibéré de la part de factions opposées au dialogue. Sur la base de conversations avec le département d'État et le CSN, le diplomate britannique soupçonne que les contacts depuis juin ont été plus nombreux que ses interlocuteurs ne l'ont admis, par l'intermédiaire des Suisses, des Japonais et des Allemands. Ch. Prentice ne pense pas que Washington ait apporté de réponses spécifiques. La position officielle est que les États-Unis sont disposés à discuter des otages et d'autres sujets avec des représentants iraniens, mais refusent de négocier avec des preneurs d'otages. Le CSN l'a néanmoins informé du fait que, lors de son séjour à Téhéran, la journaliste Robin Wright a rencontré trois officiels iraniens de haut rang l'ayant encouragée à indiquer à Washington que l'administration devrait faire un geste qui déclencherait l'ouverture d'un dialogue bilatéral. L'experte de la fondation Carnegie s'est d'ailleurs déclarée frappée par le changement d'atmosphère à Téhéran<sup>276</sup>.

Les incertitudes pesant sur cette restauration du dialogue soulèvent des questions outre-Manche. La presse regrette que les Britanniques rechignent à faire des gestes en direction des Iraniens pour assurer la libération de leurs otages au Liban, craignant que leurs concurrents occidentaux ne les distancent dans la reconquête des marchés iraniens. Reçu par Alan Munro au FCO, le correspondant en Iran de l'*Independent* lui confirme que les Américains et les Allemands ont échangé avec les Iraniens pour les inciter à accepter la résolution 598. Washington aurait ainsi proposé, avec l'accord de Riyad, une offre de réparations substantielle de la part de l'Arabie saoudite et des pays du Golfe, dont Londres a eu connaissance quelques jours plus tôt. Les échanges auraient impliqué les Allemands et les Japonais. Le sous-secrétaire d'État au Moyen-Orient déclare son malaise devant l'apparente volonté américaine de

<sup>274</sup> BYRNE Malcolm, BYRNE Kian, *Worlds Apart: A Documentary History of US–Iranian Relations, 1978–2018*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

<sup>275</sup> TNA, FCO 8/7204/6, Collecott to Young, Miers, British policy on the Iran/Iraq conflict, 19th April, 1988.

<sup>276</sup> TNA, FCO 8/7061/1, Prentice to H of C, US/Iran, 26th June, 1988.

traiter avec les Iraniens à l'insu de leur soi-disant plus proche allié. Il rappelle que les Allemands ont par ailleurs travaillé à proposer un texte particulièrement pondéré lors du vote de la résolution 616, où les Américains se sont montrés particulièrement modérés. Ils suggèrent d'interroger Washington sur le sujet, au nom de l'importance attachée jusqu'alors par les deux alliés à la bonne foi dans leurs consultations et de leur coopération étroite, tant à New York que sur le terrain pour résoudre la guerre<sup>277</sup>.

G. Shultz a assuré à G. Howe que les buts américains sont de maintenir la pression et d'exploiter au mieux les fissures apparaissant dans les rangs iraniens pour modérer la politique de Téhéran. Aucune référence aux otages n'a été évoquée. Interrogée, Grosvenor Square a répondu ignorer l'existence de contacts entre Washington et Téhéran, alors que Londres a eu vent d'échanges en Turquie<sup>278</sup>. Les Américains n'ignorent pourtant pas l'opportunité constituée par la fin du conflit pour résoudre la question des otages et resserrer les relations. Un rapport du renseignement envisage même que les Iraniens profitent de la campagne présidentielle pour susciter de l'administration ou des candidats un assouplissement de leur refus de négocier avec les terroristes. Il évoque une pratique déjà éprouvée et des initiatives pouvant aller de la sensibilisation de l'électorat à l'ouverture d'un dialogue discret avec des intermédiaires officieux, via l'envoi de signaux qui seraient ambigus et incohérents<sup>279</sup>. Dix jours plus tard, les analystes du bureau Proche-Orient et Asie du Sud avertissent cependant que l'acceptation de la résolution 598 ne devrait pas conduire à un changement radical de la position de Téhéran au sujet des otages du Liban, que les Iraniens devraient continuer à les utiliser comme monnaie d'échange<sup>280</sup>.

Interrogés par Ch. Prentice, Peter Burleigh au département d'État, Sandra Charles au Pentagone et Robert Oakley au CSN démentent de concert l'implication des États-Unis dans un conditionnement de l'acceptation de la résolution à l'octroi de réparations. Ils invoquent la stérilité des échanges noués avec les Iraniens et rappellent le spectre de l'Irangate, au nom duquel le CSN s'interdit désormais de s'engager dans de nouvelles négociations détournées avec Téhéran. La perspective des élections présidentielles engage même les Américains à ne pas risquer de renouer avec les « aberrations » du passé. Le ressentiment envers l'Iran khomeiniste est enfin toujours aigu aux États-Unis, comme en ont témoigné des dizaines de milliers de lettres et d'appels au département d'État et à la Maison-Blanche à l'annonce de l'offre de compensations américaines aux victimes de la tragédie de l'Iran Air.

Ch. Prentice n'est pas totalement convaincu de ces réponses. Il rappelle que, pour la première fois depuis la révolution, le secrétaire d'État a écrit à son homologue iranien pour saluer l'acceptation de la résolution et rappeler sa disposition à dialoguer. Selon les Américains, Ali-Akbar Velayati n'aurait pas reçu l'autorisation de réponse. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani aurait en revanche rétorqué que c'était aux Américains, responsables des hostilités entre les deux pays, de faire un geste, en commençant par rendre les actifs confisqués, fournir des pièces de rechange de F-14 et se retirer du Golfe. P. Burleigh a d'ailleurs signifié son agacement devant les révélations sur les soi-disant ouvertures de Washington,

<sup>277</sup> TNA, FCO 8/7184/43a, Munro to Young, Iranian volte-face: did we miss something?, 22nd July, 1988.

<sup>278</sup> TNA, FCO 8/7184/45, Warr, to Fraser, Munro, Iranian volte-face: US and FRG roles, 26th July, 1988.

<sup>279</sup> CIA, CIA-RDP90T00435R000100070005-0, Ermarth to Gates, Iran, Hostages, and the Elections, 21st July, 1988.

<sup>280</sup> CIA, 0000611312, Iran and the US hostages in Lebanon, 1st August, 1988

qui risquent selon lui de faire croire à un assouplissement hors de propos de la position américaine<sup>281</sup>.

Les Britanniques sont aussi conscients des intérêts, notamment commerciaux, ouverts par la fin du conflit. Ils réussissent mieux à les embrasser. En septembre, Charles Powell alerte Margaret Thatcher sur le fait que les entrepreneurs risquent de déplorer que le refus d'approfondir les relations avec Téhéran ne conduisent Londres à être distancé par ses concurrents. Il renvoie la Première ministre vers une recommandation du diplomate David Reddaway, qui appelle à découpler la question des relations avec Téhéran de celle de la représentation à Téhéran, controversée depuis 1980. La question des relations est contrainte par l'intransigeance britannique sur le soutien de l'Iran au terrorisme et la détention d'otages. La question de la représentation est compliquée par le fait que les Iraniens veulent un retour à la situation où Téhéran disposerait d'une ambassade de plein exercice quand Londres n'aurait qu'une section d'intérêts, alors que les Britanniques veulent que les deux pays bénéficient d'une ambassade de plein exercice dirigé pour commencer par un chargé d'affaires. Le FCO suggère de dépêcher à Téhéran un représentant du Commerce pour une visite de reconnaissance puis d'assentir à la visite d'un officiel iranien à Londres pour travailler sur la question de la représentation, avant d'organiser une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays à New York lors de l'Assemblée générale de l'ONU à la fin du mois de septembre<sup>282</sup>. Au terme d'un long processus de négociation, les deux pays finissent par franchir le pas du resserrement des relations. Le 10 novembre, un protocole d'accord est signé à Vienne par David Miers pour le FCO et Mahmood Vaezi pour le ministère iranien des Affaires étrangères. Les impératifs de reconstruction convainquent les Iraniens d'accepter la logique de réciprocité de la représentation âprement défendue par les Britanniques depuis 1980<sup>283</sup>.

Les opportunités du retour de leurs alliés en Iran ne passent pas inaperçues aux États-Unis. Quand il rencontre le ministre d'État William Waldegrave deux semaines plus tard, Michael Armacost interroge sur la possibilité pour le nouveau chargé d'affaire en Iran, Gordon Pirie, de partager des informations sur les affaires intérieures et la politique étrangère iraniennes avec Washington, privé depuis la révolution d'ambassade dans le pays. Il s'agirait d'ailleurs aussi de contrôler l'état de cette dernière.

« La demande d'information de M. Armacost est honnête et nous serons heureux de l'honorer. La requête d'inspection par M. Pirie des propriétés diplomatiques des États-Unis à Téhéran pose plus de difficultés. Il n'y aura bien sûr aucun problème à ce que M. Pirie fasse quelque discret sondage et transmette ses impressions générales sur leur état. En revanche, il pourrait ne pas être dans notre intérêt (ni dans celui des États-Unis) de demander à M. Pirie d'y montrer un intérêt trop visible et prononcé. »<sup>284</sup>

Tendant tantôt vers Damas, tantôt vers Canossa, les chemins de Téhéran ne cessent pas douze ans après la chute du shah de témoigner des passions persanes et tensions transatlantiques qui avivent au XX<sup>e</sup> siècle les arrêtes de la triangulation diplomatique entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Iran.

<sup>281</sup> TNA, FCO 8/7061/7, Prentice to Munro, US/Saudi reparations offer to Iran, 10th August, 1988.

<sup>282</sup> TNA, PREM 19/2269, Powell to Thatcher, Implications of the End of the Gulf War, 1st September, 1988.

<sup>283</sup> TNA, FCO 8/7055/271, Memorandum of Understanding between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Islamic Republic of Iran, 10th November, 1988.

<sup>284</sup> TNA, FCO 8/7061/15, Simmons to Lamport, UK/Iran: Mr Waldegrave's meeting with the US Under-Secretary Armacost, 5th December, 1988



## Conclusion

Comme la résignation iranienne à souscrire à la résolution 598 en dépit des conditions qui y avaient été imposées, le resserrement des relations entre Londres et Téhéran ne saurait créer l'illusion d'une renaissance des équilibres ménagés par les Occidentaux dans le golfe Persique depuis les années 1950.

La résolution du conflit peine à restaurer une présence occidentale que la révolution iranienne a remise en question sans que le régime islamique se résolve à la laisser rétablir. Les initiatives interalliées ne manquent pourtant pas d'y œuvrer, pour compenser à Londres l'enlisement d'un processus de normalisation grippé par les contentieux de la représentation et dépasser à Washington les errances de la restauration du dialogue dans les ombres de l'Irangate. L'attachement à défendre la liberté de circulation dans une région cruciale pour les économies occidentales, à prévenir des velléités de pénétration soviétiques accrues à la faveur des événements, à travailler au dénouement négocié d'un conflit dont on continue de craindre le potentiel de disruption et de diffusion internationales astreignent les Américains et les Britanniques à la vigilance intéressée du devenir d'une « zone de tous les dangers »<sup>285</sup>.

À la résurgence des soupçons soviétiques, des appréhensions arabes, des irritations irakiennes et des inimitiés iraniennes répond la résistance de tensions transatlantiques entre des alliés devenus par défi ou par défaut les « gardiens du Golfe » dans un « carrefour d'impérialisme »<sup>286</sup>. La défiance britannique envers les outrances redoutées de l'hégémon américain, propres à prolonger, propager ou polariser le conflit, coexiste ainsi avec le dépit américain à l'endroit d'un allié qui choisit de ne choisir entre l'Europe, l'Amérique et le monde qu'à l'aune opportuniste de ses propres intérêts. Les initiatives de l'un et les inhibitions de l'autre pèsent sur la cohérence d'une Alliance atlantique déjà réticente à se projeter au-delà de ses horizons traditionnels comme sur le consensus d'un Conseil de sécurité depuis longtemps grippé par le détournement de ses logiques par les deux Grands et par les deux belligérants.

Tant que l'ouverture à l'Occident ne lui paraît pas opportune, l'Iran se plaît à instrumentaliser cette dissension entre des alliés dont elle dénonce pourtant aussi à l'envi la collusion. Les modalités du soutien aux initiatives onusiennes, de la contribution à la défense du Golfe, des réponses à la résurgence périodique des tensions et des initiatives de pression face à l'intransigeance iranienne renforce un sentiment de siège et de soupçon au sein d'une population depuis longtemps revenue de son innocence à l'égard des puissances. En miroir inversé à *Mordad*, les horizons spéculaires de la fin des années 1980 laissent pour un temps Londres reprendre pied à Téhéran mais maintiennent Washington au ban diplomatique du régime islamique. Son enracinement participe aux déséquilibres du Moyen-Orient et précipite le dérèglement du monde de l'après-guerre. La fragilité de la normalisation britannique avec l'Iran et la fébrilité de la préférence américaine pour l'Irak en témoignent jusqu'à nos jours.

<sup>285</sup> WINKLER David, *Inside the danger zone: the U.S. Military in the Persian Gulf, 1987-1988*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007.

<sup>286</sup> MACRIS Jeffrey, KELLY Saul (dir.), *Imperial crossroads: the great powers and the Persian Gulf*, Annapolis, Naval Institute Press, 2012; PALMER Michael, *Guardians of the Gulf: A History of America's Expanding Role in the Persian Gulf, 1833-1992*, New York, Simon & Schuster, 1992.

## Conclusion

### PORTÉES D'UNE TRIANGULATION DIPLOMATIQUE

En 1946, Arthur Millspaugh, conseiller pour le bureau du commerce extérieur du département d'État, qui contribue dans les années 1920 et 1940 à la réorganisation des finances du pays, publie sous l'égide de la Brookings Institution une analyse de l'action des Américains en Perse. À l'issue de la crise d'Azerbaïdjan, qui oppose à l'expansionnisme de l'URSS la vigilance de la jeune ONU, il prend acte des nouveaux enjeux de la « question persane », un siècle après le Grand jeu, à l'heure de la guerre froide :

« La question persane a servi de test et de démonstration. Elle a testé les Persans d'une façon particulière et chacune des trois grandes puissances d'une manière différente. Elle a testé la coopération entre les trois grandes puissances et les Nations unies. Le test est arrivé en temps utiles et opportuns ; la démonstration a été complète et pertinente, mais a suscité la déception et soulevé l'alarme. Dans notre pays, la question persane a éprouvé la qualité de la direction des affaires nationales et des rouages des Affaires étrangères. Sur ce point aussi, les résultats sont loin d'être rassurants. »<sup>1</sup>

Une génération plus tard, la révolution islamique réactualise les enjeux de la question persane à l'orée du dérèglement du monde présidant à la « deuxième guerre froide ». La triangulation iranienne du bilatéralisme américano-britannique permet ainsi de mesurer la portée des « relations spéciales » entre deux alliés en proie à l'empêchement d'une puissance contestée ou contractée. Elle révèle un partenariat privilégié, pour des raisons dépassant les aspects culturels invoqués par les tenants de l'approche « évangéliste » du bilatéralisme, comme les aspects sectoriels avancés par les tenants du « fonctionnalisme ». Son exclusivité témoigne de la perception réciproque d'une intimité irrépressible. Au-delà des désaffections personnelles et désaccords politiques, elle corrobore une identité « lazarisite » aux relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis. La passion relationnelle se perpétue en fait sur toute la palette des sentiments. C'est du reste dans la tension la plus vive que se mesure l'exclusivité de cette spécialité, non seulement parce qu'on tient à la pérenniser, mais aussi parce c'est alors qu'elle s'émancipe le mieux. L'invocation rhétorique de la tradition américano-britannique et le détournement des logiques personnelles, institutionnelles et stratégiques du partenariat mis en avant par cette recherche justifient la pertinence d'une approche instrumentaliste du bilatéralisme. À l'épreuve de la révolution islamique et de ses conséquences, elle relève la pesanteur de la défense des intérêts nationaux dans la politique étrangère.

#### I. Friends : les alliés inaliénables

L'analyse de l'identité, de l'itinéraire et des réseaux des iraniens et des décideurs américains et britanniques, comme la lecture de la politique iranienne du Royaume-Uni et des États-Unis, confirment l'existence d'une tradition transatlantique en politique étrangère, liant les destins d'alliés de longue date.

---

<sup>1</sup> MILLSPAUGH Arthur, *Americans in Persia*, Washington, The Brookings Institution, 1946, p. 264.

## A. Les frères d'armes

### 1. Les déterminants identitaires

Les déterminants identitaires conférés par les hasards de l'histoire à ces cousins issus de germain constituent encore une fibre commune de part et d'autre de l'Atlantique aux membres de l'*Establishment* et de la communauté des iraniens. Alors que le renouvellement des générations et les jeux de l'alternance égratignent jusqu'au sommet du pouvoir la domination jusque-là sans partage des *Old Etonians* et des *Pale, Male, Yale*, l'attention accordée à l'allié survit comme une évidence. Richard Luce, ministre d'État chargé du Moyen-Orient au FCO, décrit une relation rendue « naturelle » par l'histoire et les origines<sup>2</sup>. La moitié des iraniens américains et britanniques ayant répondu au sondage envoyé dans le cadre de cette recherche revendique un lien avec le partenaire atlantique, sensiblement plus important, cependant, du côté des Britanniques. Il conditionne l'intérêt plus sensible qu'ils accordent à la « relation spéciale ». Ce lien peut relever des liens familiaux ou amicaux, mais est dû en majorité aux affectations.

La communauté de langue facilite autant les échanges qu'elle étalonne des liens pouvant préexister à la carrière, qu'ils soient hérités ou construits. Le diplomate Alan Munro, qui se décrit au quart Américain et compte parmi ses nombreux cousins aux États-Unis Holding Carter, porte-parole du président homonyme, évoque la « relation spéciale » comme une idée émotionnelle et culturelle<sup>3</sup>. L'attraction réciproque pour les universités d'outre-Atlantique stimule une familiarisation précoce à l'autre et tisse les premiers réseaux transatlantiques, que renforcent aux hasards ou au gré des carrières les affectations à Londres, Washington et New York. Elles fondent une accoutumance progressive à l'allié que la langue nourrit au quotidien des échanges, plaçant au second plan les autres alliés et partenaires. Ces déterminants identitaires confèrent aux « relations spéciales » un patrimoine commun à même d'être mobilisé.

### 2. Les passions politiques

Pour ces soi-disant Grecs et Romains de l'âge des extrêmes, le partage de passions politiques prolonge les déterminants de l'histoire et de l'identité. La tentation de l'empire ayant régulé le Grand jeu entre la baleine britannique et l'ours russe, sous le regard acéré d'un aigle américain prenant alors son envol, se prolonge pendant la guerre froide dans un golfe Persique devenu « carrefour d'impérialisme ». La bipolarisation du monde range dès l'après-guerre la marche persane aux marges de l'Occident. Alors que les Britanniques perdent un empire et recherchent un rôle, les Américains prennent une emprise et renforcent leur rang de *primus inter pares* parmi les puissances se pressant aux portes de l'Iran. Le retrait britannique et l'ascendant américain dans le golfe Persique traduisent dans les faits la diffusion plus que

<sup>2</sup> LUCE Lord Richard, entretien avec l'auteur, 30 octobre 2019.

<sup>3</sup> MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018.

le déplacement des prétentions de puissance d'un empire britannique en rétractation à un empire américain en réinvention. Pour conjurer les spectres de Suez et du Vietnam, Londres s'en remet à l'influence informelle et Washington à la présence par procuration, chacune protégeant dans la région les intérêts que l'ingérence de naguère ne saurait plus servir. La redistribution des cartes consécutive à la révolution contraint à un regain d'implication dans une région devenue l'un des foyers de l'arc des crises qui ouvrent la « deuxième guerre froide ». La question persane des années 1980 remobilise les alliés dans la défense d'un ordre mondial bouleversé par la perception d'un retour de l'impérialisme et de l'islamisme.

Cette convergence des menaces à leurs intérêts heurte d'autant plus deux pays promouvant leur politique étrangère sous le signe de la Providence. L'invocation rhétorique du dieu et du droit par des pays rentrés dans la modernité par la porte de la révolution les conduit à revendiquer la légitimité de la promotion du libéralisme. La mise en avant de cette vision libérale de la Providence à l'ère des idéologies met pourtant les alliés en porte-à-faux avec les échos qu'elle suscite en Iran quand elle vient fragiliser leur édifice de puissance par procuration. La contradiction fait le lit d'un détournement de la révolution par un nouveau régime dont la dimension réactionnaire est mise en avant à Londres et à Washington pour légitimer un sursaut d'implication dans la défense de principes présidant à celle des intérêts. Ces passions politiques contribuent à raviver les fondements idéologiques des « relations spéciales ».

### 3. Les perceptions partagées

Dans cette vision sympathique du monde convergent enfin les ferments d'une intimité impériale et d'une inimitié islamique. Pour des acteurs nourris à l'âge écolier des mythes antiques des hoplites de Marathon et de l'épopée d'Alexandre, les fastes de la Perse ancienne préexistent aux failles des empires persans des mondes médiéval, moderne et contemporain, ou aux frasques de son ultime avatar iranien. La critique condescendante par laquelle Londres et Washington accueillent la pompe déployée à Persépolis en 1971 peine à les déporter de leur dépendance envers le pouvoir impérial. La préférence pahlavienne embrassée par les Britanniques lors du coup d'État de Reza en 1921, par les alliés en guerre qui substituent sur le trône du Paon son fils Mohammad Reza en 1941, puis par le Royaume-Uni et les États-Unis lors du renforcement de l'autorité du shah et de la mainmise des Majors sur la manne énergétique en 1953, installent de part et d'autre de l'Atlantique un parti-pris pahlavien. Celui-ci biaise durablement l'appréhension du pays, au point de contraindre l'accompagnement de la révolution et de consolider les convictions de la connivence entre trois empires empêtrés dénoncée par le régime des mollahs.

L'inimitié islamique naît de la révolution. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Perse passe en Occident pour le meilleur d'un Moyen-Orient en proie aux infidèles. Au XX<sup>e</sup> siècle, les Anglo-Saxons blancs et protestants présidant aux grands desseins de la politique étrangère de leurs pays respectifs prennent acte de l'alliance du trône et de l'autel prévalant chez leurs partenaires en terre d'islam. Le traumatisme que suscite à la fin des années 1970 ledit « réveil de l'islam » répond en fait au désarroi des alliés face au basculement de la Perse dans un régime usant de l'islamisme pour attiser le nationalisme de la révolution et justifier la

mise à l'Index des anciens soutiens de l'empire. La République islamique construit ainsi une rhétorique de confrontation qui érige les Américains et les Britanniques au rang de suppôts de Satan, accusés d'infidélité tant envers l'Iran qu'envers l'islam. Cette rhétorique suscite au Royaume-Uni et aux États-Unis une incrédulité mêlée d'incompréhension, allant dans l'Amérique prise en otage jusqu'au rejet révolté des « mollahs déments » et des « meutes » démesurées qui leur sont acquises. Ces perceptions partagées du partenaire conditionnent ainsi les Américains et les Britanniques dans une appréhension convergente de la crise au point de nourrir les soupçons de connivence à l'œuvre au sein des « relations spéciales ».

## **B. Les relations émancipées**

### **1. Les interactions centrales**

La crise iranienne réactive les interactions centrales héritées de l'étroite habitude de consultations interalliées. La récurrence des configurations d'intersection entre les cercles décisionnels traduit la prise en compte de défis à relever de concert. Elle rappelle les efforts d'entrisme déployés par Winston Churchill auprès de Franklin Roosevelt pendant la guerre. Elle répond à une familiarité héritée aux systèmes et acteurs politiques d'un allié de longue date. Elle repose au sommet du pouvoir, sur la nature du rapport noué avec l'autre, qui conditionne la construction de la confiance donc de la coopération : une réserve réciproque (Margaret Thatcher-Jimmy Carter) peut se traduire par une relation relâchée ; une proximité personnelle (James Callaghan-Jimmy Carter, Margaret Thatcher-Ronald Reagan) peut se traduire par une relation relancée. Un binôme peut cependant compenser à la tête des ministères le rapport de force établi au sommet dans un sens positif (Peter Carrington-Cyrus Vance, George Young-Caspar Weinberger) ou dans un sens négatif (Peter Carrington-Alexander Haig, William Odom-Peter Marychurch).

Les interactions entre les décideurs sont prolongées dans les « hubs du bilatéralisme » que constituent les ambassades de Grosvenor Square à Londres et de Massachusetts Avenue à Washington. Leur veille quotidienne permet d'appréhender les recompositions successives des entourages décisionnels et du climat politique. Leur vigilance de crise permet d'apprécier les ressorts des réactions à la révolution. La sélection des ambassadeurs, même quand elle se fait par défaut (John Louis), témoigne de la personnalisation puissante des relations transatlantiques. La démultiplication des effectifs témoigne de la diversité des interactions interalliées. L'enracinement des réseaux diplomatiques dans les capitales témoigne de la volonté de faire porter la voix de leurs pays. Le rôle des titulaires des portefeuilles moyen-orientaux est ici crucial (James Hooper, Richard Muir, April Glaspie, Alan Goulty), même quand ils sont moins des spécialistes de l'Iran que de sa région et peu familiers de l'allié, à de rares mais éminentes exceptions (Robin Raphel). Le déséquilibre des archives témoigne de la disproportion de la densité des échanges que les deux ambassades dynamisent. Ces interactions centrales témoignent ainsi de la personnalisation intrinsèque des « relations spéciales » comme de la dissymétrie du rapport de force qui les sous-tend.

## 2. Les interactions locales

Sur le terrain iranien, ses prolongements régionaux (Moyen-Orient, golfe Persique) ou ses annexes internationales (ONU, CENTO, OTAN), la coopération entre les iraniens prolonge celle entre décideurs. Elle s'inscrit dans la coutume que la langue facilite d'autant plus en terrains consacrant l'anglais comme outil de travail (New York) ou d'usage (Téhéran). Elle rend plus évident le contact avec l'allié qu'avec les autres. Elle facilite la transmission d'informations entre missions locales ou vers les villes-capitales. Elle prend acte au niveau opérationnel des intérêts réciproques aux échanges d'analyses et de données. Le diplomate Stephen Day rappelle que leur influence sur les questions du Proche-Orient et de sécurité rend les interactions avec les Américains beaucoup plus fortes et franches qu'avec les autres alliés<sup>4</sup>. Les Américains reconnaissent aux Britanniques une expertise supérieure sur le Golfe héritée de l'histoire. La complémentarité de ces visions du monde légitime la densité des échanges. Les liens entre ambassadeurs les enracent jusqu'à l'excès quand ils biaisent le regard (Antony Parsons-William Sullivan). Ils les embrassent jusqu'à l'altruisme quand l'appelle la prise en otage (John Graham-Bruce Laingen).

Aux marges des missions ou dans des interactions invisibles, le bilatéralisme américano-britannique tire toujours à la fin de la guerre froide sa spécificité des liens entre les communautés du renseignement. La triangulation iranienne des « relations spéciales » à l'heure de la révolution confirme ce que son étude lors du « coup d'État » de 1953 a démontré. Les échanges de renseignements « cimentent »<sup>5</sup> les relations entre des alliés qui se considèrent l'un et l'autre comme les membres d'une même « famille »<sup>6</sup>. Ces liens s'enracinent dans la complémentarité de la veille organisée à l'échelle mondiale entre les « Cinq Yeux ». Ils se traduisent par la transmission préférentielle à l'allié de renseignements diplomatiques ou confidentiels à garder « dans la famille » dans les tensions de la révolution (David Newsom) : entre les ambassades et les entourages, entre les officiers de liaison et les communautés du renseignement auprès desquelles ils sont affectés, entre les commanditaires des rapports et les acteurs auxquels ils peuvent être adressés, entre les membres des services mobilisés lors des conversations bilatérales, entre les agents infiltrés sous couverture diplomatique sur les fronts iraniens. Ces interactions locales traduisent au quotidien les multiples formes et fins de « relations spéciales » tout entières tournées vers leur utilité.

## 3. Les interactions transversales

Aux coopérations entre les iraniens font écho les interactions entre les membres de l'*intelligentsia* et les échanges organisés par les cercles de pensée. Les transferts transatlantiques d'expertise s'enracinent dans l'existence, en quantité relative mais en qualité remarquable, d'acteurs dont les études et la carrière épousent les logiques de la triangulation (Moorhead Kennedy, conseiller à Téhéran ; Robin Raphael,

<sup>4</sup> DAY Stephen, entretien avec l'auteur, 15 août 2018.

<sup>5</sup> MUNRO Sir Alan, entretien avec l'auteur, 25 juillet 2018.

<sup>6</sup> ERMARTH Fritz, correspondance électronique avec l'auteur, 7 juillet 2017.

chargé du Moyen-Orient à Grosvenor Square ; Geoffrey Kemp et William Burns, directeurs au CSN ; Gregory Aftandilian, analyste au Pentagone). Pour des acteurs britanniques moins diplômés, les études américaines relèvent du congé exceptionnel de formation (Roger Bone, représentant du JIC à Washington). Les interactions intellectuelles profitent par ailleurs de la sollicitation des experts par les iraniens ou les entourages. Les séminaires gouvernementaux organisés par le FCO accueillent dans leurs panels les universitaires américains dont l'expertise y est reconnue (John Esposito, Fouad Ajami). L'ambassade de Massachusetts Avenue transmet à Londres les derniers apports de la recherche universitaire américaine (Muriel Atkin, Barry Rubin), à laquelle les Britanniques semblent décidément plus sensibles.

L'ouverture, certes relatives, des iraniens ou des décideurs aux activités des cercles de pensée permet de mesurer dans le monde universitaire ou intellectuel les prolongements de la triangulation iranienne du bilatéralisme. Les activités de recherche, de réflexion, de débat et d'édition des *think tanks* transatlantiques tels le Council on Foreign Relations et le Royal Institute of International Affairs sont prolongées par des institutions drainant les forces vives d'une recherche nationale mais ouverte sur le monde, tels le Woodrow Wilson International Center for Scholars ou l'International Institute for Strategic Studies. Les uns et les autres mettent en réseaux les membres des *Establishments*, qui se retrouvent par ailleurs dans la confidentialité cossue des rencontres du groupe Bilderberg ou de la fondation Ditchley. Ils mobilisent les acteurs impliqués dans la conception de la politique iranienne (Michael Weir, Graham Boyce, John Leahy, Shirin Tahir-Kheli). Ces interactions intellectuelles s'inscrivent parfois dans les logiques de la triangulation, en mobilisant des Iraniens d'origine, ayant fait une partie de leurs études de part et d'autre de l'Atlantique, où ils continuent à distiller leur regard sur la crise iranienne (Rouhollah Ramazani, Shahram Chubin, Farhang Jahanpour). Le sondage effectué dans le cadre de cette recherche suggère que la place estimée de l'expertise à l'heure de la décision est relativement faible, qu'elle émane des universitaires ou des *think tanks*. Ces interactions intellectuelles tissent cependant un cadre d'appréhension de la crise et constituent un référentiel commun à l'action politique consécutive des alliés.

## C. Les suzerains du désert

### 1. Les fronts stratégiques

Dans une région demeurée depuis le Grand jeu un « carrefour d'impérialisme », la politique iranienne du Royaume-Uni et des États-Unis passe pour une « étude de cas de guerre froide ». La recherche d'un accès aux mers chaudes de l'océan Indien attire au XIX<sup>e</sup> siècle l'attention du « voisin du Nord » que la convoitise de la manne pétrolière avive au XX<sup>e</sup> siècle. La crise d'Azerbaïdjan en 1946 donne la mesure de la menace. La crise d'Abadan en 1951-1953 montre son potentiel politique. L'érection du pilier iranien aux portes de l'URSS obéit à la logique d'endiguement prévalent ailleurs dans le monde. Il permet aux Occidentaux de disposer de postes de surveillance derrière le rideau de fer, d'un gendarme acquis à leurs intérêts dans le Golfe et d'un partenaire de poids pour réguler les conflits de la région, notamment

au Proche-Orient. La sensibilité au spectre soviétique n'en reste pas moins inégale : le sondage effectué montre que les iraniens américains accordent une place plus importante que les iraniens britanniques au contexte de guerre froide dans la politique iranienne (3,5 contre 3 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). Comme le fait le shah pour recadrer son parrain américain dans le sens de ses intérêts, Londres use à Washington de la sirène soviétique à l'envi pour remobiliser un *hégémon* réticent en temps jugés utiles.

La rupture révolutionnaire réaffirme à deux titres la convergence stratégique. Les iraniens américains et britanniques s'étant exprimés s'accordent en effet en majorité à déclarer qu'ils agissent en Iran en tant que partenaires (3 et 2,8 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). Le basculement de la rhétorique révolutionnaire du nationalisme à la xénophobie prend acte de la proximité du pouvoir pahlavien avec ses partenaires. Le développement des violences contre les alliés, puis contre les symboles de leur présence, sanctionne le rejet de leur ingérence soupçonnée dans les affaires iraniennes, l'« affreux Américain » y tenant la « main anglaise ». La réaction de l'un aux atteintes à l'autre est sans appel. Le sursaut de solidarité qui répond aux prises d'assaut des ambassades et à la prise en otage témoigne de la conviction que les intérêts de l'allié sont aussi les siens tant que les conséquences de la crise demeurent inconnues. La convergence de ces enjeux stratégiques révèle la cohérence de la politique iranienne des alliés mais relève en conséquence son potentiel de tension sur les arrêtes de la triangulation.

## 2. Les fronts économiques

Si les iraniens britanniques déclarent accorder une place plus importante que leurs homologues américains aux enjeux économiques dans la politique iranienne (3,4 contre 3 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4), ses dimensions commerciales survivent au basculement du Grand jeu vers la guerre froide. La richesse des marchés persans convoités par les Empires russes et britanniques au XIX<sup>e</sup> siècle explique l'intérêt que commencent à éprouver les commerçants américains pour ce monde qui leur est méconnu. La ruée vers l'or noir d'économies en croissance contribue à renforcer l'importance de l'empire persan dans la stratégie régionale de ses partenaires, notamment pour un Royaume-Uni qui lie dès la Grande Guerre son destin aux réserves énergétiques du pays : la dépendance de BP au pétrole iranien perdure jusqu'à la révolution, qui contraint par le choc pétrolier engendré à une révision de la stratégie énergétique des alliés. La promotion d'un gendarme acquis à leurs intérêts fait des marchés persans un débouché de poids pour les industries d'armement américaines et britanniques, qui se taillent la part du lion moyen-oriental face au risque de concurrences occidentales ou de confiscations soviétiques. L'importance cruciale de ces contrats lucratifs pour des économies en crise de croissance se mesure à la réticence ou au refus à les dénoncer quand la République islamique en revendique le bénéfice.

L'assouvissement des appétits militaires iraniens heurte en effet la logique de défense de la liberté du commerce lorsque la guerre entre l'Iran et l'Irak menace de la déstabiliser. Ouvert sur le golfe Persique et la mer d'Oman, en situation de contrôle du détroit d'Ormuz, l'Iran conserve au XX<sup>e</sup> siècle la position cruciale que détenait la Perse lorsqu'elle marquait une étape sur la route de la soie puis sur la



route des Indes. La défense du détroit et la régulation des routes échoient de Londres à Washington et de Washington à Téhéran au terme d'une stratégie des deux piliers dont l'aboutissement fait les frais de la révolution en émergence. Les menaces que fait peser le déclenchement de la guerre dans le Golfe sur la circulation des convois, notamment pétroliers, impliquent un surcroît de vigilance d'alliés sous la double pression de leurs populations respectives et de leurs partenaires régionaux qui en dépendent tous. Les attaques perpétrées contre les pétroliers finissent par l'imposer. L'investissement interallié sur les fronts économiques de la politique iranienne rappelle la dépendance de chacun envers les marchés persans et leur partage en domaines de prédilection portant en eux des potentialités de concurrence.

### 3. Les fronts sécuritaires

L'alignement des alliés devant la montée des menaces montre un sursaut de solidarité relevant d'un réflexe de survie face au risque d'effondrement de leur influence. Au spectre soviétique s'ajoute la sirène sécuritaire. La conflagration que relève Zbigniew Brzezinski le long de l'arc de crise conduit au retour des Occidentaux dans une région placée jusqu'alors sous leur suzeraineté. La « doctrine Carter » affirme l'engagement des États-Unis à défendre la sécurité de leurs intérêts dans la Golfe contre toute ingérence extérieure, sans exclure l'usage de la force parmi les moyens mobilisables. Elle ouvre au Moyen-Orient une « deuxième guerre froide » et attache l'hégémon américain à un engagement militaire dont il peine à se dépêtrer une génération plus tard. Elle réactive la mécanique de solidarité interalliée dans la mise à disposition par Londres des points d'appui régionaux hérités des projections de son ancien empire. Elle mobilise la flotte britannique dans le sillage des forces américaines pour fonder un renforcement de la présence occidentale dans le Golfe, alors que les tempêtes transatlantiques soulevées par la guerre des Malouines permettent à Margaret Thatcher de proclamer un retour de grandeur de la Grande-Bretagne.

Les menaces militaires induites par la politique de confrontation déployée par la République islamique sont de même embrassées de concert par les alliés. La rétractation des réseaux de représentations et de renseignement consécutive à la rupture des relations entre Washington et Téhéran permet aussi à Londres de contribuer à un rééquilibrage des logiques du bilatéralisme. Alors qu'il dépend ailleurs des sources d'information et des ressources de la puissance américaine, sa présence dans le pays et son expertise sur le sujet permettent alors au Royaume-Uni de subvenir aux besoins des États-Unis<sup>7</sup>. La politique de stricte neutralité proclamée au début du conflit ne survit pas à la perspective d'une condamnation de Bagdad pour son agression contre Téhéran, en conflit ouvert avec Washington. Londres bascule dans une impartialité présumée sous couvert de non-belligérance qui plaît à l'allié, penchant peu à peu pour une préférence irakienne. L'alignement des alliés sur ces fronts sécuritaires répond à leur perception partagée des menaces pesant sur leurs intérêts, malgré leur divergence progressive.

---

<sup>7</sup> COLLECOTT Peter, entretien avec l'auteur, 3 septembre 2018.

## II. Fools : les disciples dissidents

La divergence partielle des intérêts interalliés fait le lit de la dissidence entre des disciples en dissonance stratégique, qui peuvent s'émanciper des logiques du bilatéralisme quand elles les contraignent.

### A. Les tensions interalliées

#### 1. Les réserves réciproques

Leur appréhension de la révolution montre la persistance entre les alliés du « partenariat tendu » mis en avant par les approches révisionnistes du bilatéralisme. Au-delà des frictions émergeant entre les décideurs par les hasards de l'alternance et de l'accoutumance, le regard porté sur l'autre témoigne de la réciprocité d'une condescendance culturelle héritée de l'histoire des anciennes métropole et colonie. Selon Cameron Hume, à New York, les Américains ressentent le regard arrogant que les membres de l'*Establishment* britannique peuvent porter sur eux en raison de leur ignorance supposée des subtilités linguistiques présidant à l'élaboration des textes des résolutions du Conseil de sécurité<sup>8</sup>. La communauté de langue ne permet pas toujours d'échapper à la division langagière, comme l'évoquaient déjà les Irlandais Oscar Wilde et George Bernard Shaw au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. Selon la diplomate Robin Raphel, Washington envie la profondeur des liens dont Londres bénéficie dans le Golfe. Les Américains veulent être capables de consulter les Britanniques sans apparaître fragiles. Suffisants quant à leur soi-disant supériorité intellectuelle, les Britanniques ressentent aussi de l'amertume envers un allié devenu puissant alors qu'eux-mêmes ont perdu un empire sans réussir à trouver un rôle<sup>10</sup>.

La condescendance culturelle peut ainsi conduire à l'expression d'une réticence relationnelle. La proclamation publique de l'importance de la « relation spéciale », dont le singulier veut signifier la singularité, apparaît pour l'allié qui la veut comme un rappel à l'ordre de l'autre mais pour l'allié qui l'évite comme une convocation convenue. Au-delà des discours, dans la démarche diplomatique, la demande de dialogue peut être déboutée quand elle apparaît trop astreignante en termes pratiques ou trop attachante en termes politiques, à moins d'être détournée vers une autre forme ou sur un autre front qui s'accommodent mieux de l'agenda de l'allié sollicité. Pour se faire entendre, Washington use de la pression que sa puissance confère tandis que Londres joue de l'influence que son expertise donne. Ces réserves réciproques avivent les tensions intestines à un bilatéralisme tendu vers l'utilité qu'il peut avoir.

<sup>8</sup> HUME Ambassadeur Cameron, entretien avec l'auteur, 13 juin 2022.

<sup>9</sup> L'idée selon laquelle les Anglais et les Américains sont deux peuples divisés par une même langue est attribuée au premier mais n'apparaît pas dans ses écrits. En revanche, dans « Le fantôme de Canterville », le second met en scène le personnage de Mrs Otis, décrite comme « un excellent exemple du fait que nous avons vraiment tout en commun avec l'Amérique de nos jours, à l'exception, évidemment, du langage. » (WILDE Oscar, « The Canterville Ghost », 1887, trad. fr. Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1998, p. )

<sup>10</sup> RAPHEL Ambassadrice Robin, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

## 2. Les pressions politiques

La réticence relationnelle s'inscrit parfois dans une prise de conscience des pesanteurs politiques qui discréditent l'allié. La complexité du processus décisionnel américain et l'incohérence qui peut en être la conséquence sont particulièrement ressenties à Londres. Les iraniens britanniques interrogés accordent d'ailleurs une place moins importante que leurs homologues américains aux déterminants de politique intérieure (2,4 contre 3 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). Les diplomates de Massachussets Avenue témoignent de leur perplexité devant l'exceptionnalité des personnages présidentiels à leur arrivée aux affaires, la puissance du Congrès dans la politique étrangère, la polarisation des débats dans un pays au calendrier électoral resserré, la rivalité intestine entre le département d'État et le CSN, la fréquence des fuites ruinant la confidentialité convenue de la discipline diplomatique. Le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques de Jimmy Carter, David Newsom, en conclut que les doutes des Britanniques à l'égard des administrations américaines successives les dissuadent du dialogue.

Inversement, les contraintes économiques pesant sur la politique étrangère britannique sont attentivement scrutées par Grosvenor Square. Les frimas de l'hiver du mécontentement qui préside à l'alternance traversent l'Atlantique en rafraîchissant la relation bilatérale. La question d'Irlande télescope la question terroriste dans le dialogue interallié sur l'Iran comme dans la normalisation en négociation entre Londres et Téhéran. La pression de l'opinion et du Parlement est convoquée dans les ministères et invoquée dans les négociations pour renforcer la position du partenaire en opposition. Ces pressions politiques appuient par le rejet de l'autre et le refuge en soi la dissidence diplomatique ajoutant à la crise.

## 3. Les sinuosités stratégiques

La réserve relationnelle incite à penser la relativité d'un bilatéralisme dont les iraniens reconnaissent en général les cadres d'application, mais dont ils nuancent l'exclusivité, voire l'exceptionnalité. Graham Boyce, chargé de l'Iran au FCO au milieu des années 1980, rappelle la méfiance des diplomates envers une notion que les acteurs de tribune invoquent mais que les acteurs de terrain évitent<sup>11</sup>. S'il a pu échanger en tant qu'ambassadeur avec des homologues américains d'une personnalité et d'une professionnalité remarquées, il réfute la spécialité de la relation avec les Américains pour des Britanniques qui ne partagent avec eux que la langue, leur culture les ouvrant au moins autant sur l'Europe et le monde. Son collègue Martin Williams, secrétaire à Téhéran pendant la révolution, confirme que l'usage de la notion est un peu malheureux car il donne une dimension mystique à une relation en fait pragmatique et inégale, à laquelle les alliés attachent l'importance qui leur convient selon les circonstances<sup>12</sup>.

Les Américains en confirment l'opportuniste dans la pratique de la diplomatie au quotidien<sup>13</sup>. La

<sup>11</sup> BOYCE Sir Graham, entretien avec l'auteur, 26 juillet 2018.

<sup>12</sup> WILLIAMS Martin, entretien avec l'auteur, 29 avril 2020.

<sup>13</sup> TOMSETH Ambassadeur Victor, entretien avec l'auteur, 7 août 2017.

proximité entre les ambassadeurs Parsons et Sullivan jusqu'à la révolution n'engage pas leurs équipes à se tourner préférentiellement vers leurs homologues d'outre-Atlantique. Les uns et les autres ont leurs propres contacts dans l'ensemble des ambassades des pays européens, les Américains ayant leurs habitudes auprès des diplomates israéliens et soviétiques, les Britanniques leurs entrées chez leurs camarades du *Commonwealth*. Dans l'épreuve de la prise d'otages, le rôle du Royaume-Uni a symboliquement été occulté par celui du Canada, jusque dans la mémoire de l'événement mis en scène par une production américaine. Les Américains se rappellent d'ailleurs avoir été priés par les Britanniques de trouver un autre asile pour des questions de sécurité, ce dont ces derniers n'ont pas souvenir<sup>14</sup>. Ces sinuosités stratégiques amplifient les tensions qu'elles traduisent entre deux alliés aux relations érodées par la crise.

## B. Les relations érodées

### 1. Les jeux de glaces

Pour des alliés ayant lié leur destin au partage de renseignements qui constitue l'*alpha* et pour certains l'*omega* des « relations spéciales », les jeux de glaces des secrets confidentiels et opérations clandestines éprouvent la confiance. Le quotidien de la politique iranienne démontre la pertinence du principe attribué à Ronald Reagan, selon lequel il convient de vérifier quand on fait confiance. C'est le cas quand elle semble *a priori* plus acquise à un allié qu'à un partenaire. Dans le partage de renseignements, les Britanniques sont conscients du fait qu'ils apportent plus aux Américains, lesquels veillent d'ailleurs à retenir les informations les plus sensibles. Dans ce contexte, la rétractation des réseaux de représentation et de renseignement américains constitue une exception consécutive à la crise. La rétention d'informations n'en est pas moins ressentie, comme les crispations constituées par la confidentialité du rapport Ball pendant la révolution, conduisant Londres à refuser de communiquer à Washington les conclusions du rapport Browne après la révolution. La force de la confiance personnelle compense parfois la férocité de la défiance institutionnelle, rappelant encore le poids ultime de la part humaine dans l'art politique.

Au-delà du partage de la rétention de renseignements, les initiatives indicibles à l'autre sont lourdement ressenties quand leurs divulgations emportent les deux alliés dans le discrédit. L'Iranganate achève de ternir l'image de l'*hégémon* américain aux yeux de l'adversaire iranien, du rival soviétique, des partenaires moyen-orientaux et des alliés atlantiques. La loyauté de Londres à l'égard de Washington l'empêche de faire écho au procès de duplicité qu'intente Téhéran aux Américains. Les Britanniques auraient pu cependant abonder le réquisitoire, tant leurs alliés ont opposé de dénégation à leurs soupçons. S'ils reconnaissent qu'il était inconcevable que Washington mît Londres dans la confiance, les Britanniques voient dans l'épisode une illustration des limites de la confiance, sinon de la légitimité d'une défiance.

---

<sup>14</sup> WILLIAMS Martin, correspondance électronique avec l'auteur, 24 septembre 2022. TOMSETH Ambassadeur Victor, correspondance électronique avec l'auteur, 17 janvier 2022.

Graham Boyce, qui salue cependant le professionnalisme de certains de leurs ambassadeurs, évoque une habitude des Américains les conduisant à regarder dans les yeux et serrer la main pour frapper dans le dos dans le même mouvement<sup>15</sup>. De ces jeux de glaces de la confiance émerge la conscience d'une relation à regarder avec circonspection pour en sortir vainqueur plus souvent que victime.

## 2. Les jeux de dupes

La coutume de conversations interalliées peut apparaître à ce titre comme un jeu de dupes aux termes duquel l'invocation de la spécialité du bilatéralisme vise à mobiliser l'allié dans le sens de son intérêt. La relation américano-britannique est en cela loin d'être spécifique. La préparation des interactions interalliées, aux niveaux décisionnels ou opérationnels, passe par l'élaboration de documents préparatoires qui stipulent les objectifs des uns et des autres, les arguments en faveur de chacun et les éléments de langage à avancer. Quand le sujet ou la situation est sensible, ces points peuvent être défensifs ou offensifs. Le compte-rendu des échanges témoigne parfois de leur artificialité quand leurs conclusions sont prévisibles, au point que leur organisation passe parfois pour convenue, comme le montre l'inertie des pourparlers entre les marines de l'automne 1980 ou les conversations politiques et militaires de la fin des années 1980. La réflexion sur leurs apports reflète le regard critique porté sur l'exercice, que son fruit soit en-deçà des attentes requises ou que ses participants soient en-delà de la confiance accordée.

L'atout linguistique apparaît ainsi de valeur relative : Winston Churchill rappelle ainsi les *quiproquo* qu'il peut induire quand on ne veille pas à ses subtilités<sup>16</sup>. L'analyse des archives montre d'ailleurs que les acteurs retiennent des échanges ce qu'ils sont venus y chercher. Pour prolonger le poncif selon lequel la diplomatie a pour but de maintenir le dialogue avec un ennemi avéré ou potentiel, elle veille aussi à l'acculturation de l'allié à l'intérêt national. Les iraniens en sont finalement conscients : pour deux alliés acquis souvent aux mêmes causes et disposés à l'entraide réciproque, la « relation spéciale » permet par le dialogue au cousin sophistiqué mais déclinant d'exercer une forme de contrôle sur le cousin naïf mais puissant, lequel ne manque pas d'en retirer un bénéfice en connaissance de cause<sup>17</sup>. Ces jeux de dupes étalonent la dimension opportuniste du bilatéralisme, qui éclate lorsqu'il est contourné.

## 3. Les jeux de rôles

L'érosion du bilatéralisme traduit enfin la concurrence relationnelle dont il peut être victime au gré des agendas. Les iraniens américains, plus que les iraniens britanniques, accordent à d'autres partenaires un rôle au moins aussi important que celui octroyé à l'allié atlantique dans la politique iranienne de leurs

---

<sup>15</sup> BOYCE Sir Graham, entretien avec l'auteur, 26 juillet 2018.

<sup>16</sup> « To table » signifie en anglais britannique mettre un sujet sur la table mais en anglais américain le retirer de la table des négociations : CHURCHILL Winston, *The Second World War*, Londres, Cassell, 1948-1954, vol. 3, p. 609.

<sup>17</sup> RAPHEL Ambassadrice Robin, entretien avec l'auteur, 16 avril 2020.

gouvernements respectifs (2 et 1,5 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). L'influence de la variable atlantique est ainsi confirmée une génération après le « coup d'État » de 1953, comme la plus grande importance accordée à la « relation spéciale » à Londres qu'à Washington. Indépendamment des convergences stratégiques de leur politique en Iran, ce n'est pas à l'allié atlantique que les Américains et les Britanniques confient la gestion de leurs intérêts diplomatiques dans le pays quand ferment leurs ambassades, mais à aux Suisses pour les premiers, en vertu de leur traditionnelle neutralité pour apaiser les tensions, et aux Suédois pour les seconds, en vertu de services déjà rendus en Irak. La spécialité d'une autre triangulation diplomatique, entre Washington, Tel Aviv et Téhéran, depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, explique de même le rôle d'Israël dans les efforts de rapprochement déployés par les États-Unis au milieu des années 1980 avec des factions dites modérées au sein de la République islamique.

Dans ces jeux de rôles diplomatiques, la relation à l'Europe est fondamentale. Tout héraut qu'il soit de la « relation spéciale », Winston Churchill inscrit le destin de Londres au centre de trois cercles : le *Commonwealth*, l'Amérique et l'Europe. L'intégration du Royaume-Uni à la communauté, à laquelle appellent les États-Unis dès l'origine, leur permet de disposer en Europe d'une voix et d'une veille. Le diplomate Raymond Seitz rappelle que Londres ne saurait être entendu à Washington qu'à condition de l'être à Paris et à Bonn<sup>18</sup>. Quand le Congrès déplore la piètre contribution du vieux continent à sa propre défense, le Royaume-Uni a beau jeu de se montrer comme le meilleur élève de l'Alliance. Il n'hésite pas à user du paravent communautaire pour répondre aux requêtes de solidarité que les États-Unis présentent au nom de la spécificité du bilatéralisme. La crise iranienne révèle ainsi les limites de la capacité des Britanniques à agir à la fois comme un partenaire fiable des Européens et des Américains. Dans ces jeux de rôle éclatent les contradictions d'une relation confrontée à ses concurrences conjoncturelles.

### C. Les lignes dans le sable

#### 1. Les préjugés persans

Les tensions interalliées sont enfin attisées par des divergences d'appréciation des enjeux iraniens. L'orientalisme apparaît dans sa version britannique originelle comme un discours occidental de domination de l'Orient par l'Occident. Lui répond dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle une version américaine qui conduit Washington à surestimer sa capacité à contrôler le Moyen-Orient. La critique britannique des initiatives de l'allié américain prend ainsi acte d'un différentiel d'expertise qui explique en partie la confiance en l'un et la défiance envers l'autre. Le diplômé universitaire américain s'oppose à la formation linguistique britannique. Le vétéran américain des fronts iraniens aux affaires à Washington s'oppose au routier britannique des affectations iraniennes en poste à Téhéran. La focalisation des

---

<sup>18</sup> Cité par STAERCK Gillian, «The role of the British embassy in Washington», *Contemporary British History*, 1998, 12, 3, p. 128.

Américains sur le Proche-Orient en amont de la révolution accentue leur déficit d'expérience du Golfe en comparaison à la profondeur de celle des Britanniques. L'accueil prudent fait par les travaillistes britanniques à la croisade humanitaire des démocrates américains le traduit indirectement.

Ces prismes orientalistes accentuent les effets négatifs du parti-pris pahlavien, davantage enraciné à Washington qu'à Londres. Si les iraniens américains déclarent un peu plus que leurs homologues britanniques estimer que la quantité de renseignements sur l'Iran était suffisante avant la révolution (1,9 et 1,6 en moyenne sur une échelle de 1 à 4), les notes attribuées confirment néanmoins l'impression d'un déficit hérité des contraintes de la collecte. Les Américains estiment d'ailleurs plus que les Britanniques que la qualité du renseignement sur l'Iran était biaisée avant la révolution (3,2 et 2,7 en moyenne). De manière symptomatique, le département d'État fait davantage confiance aux télégrammes d'Antony Parsons qu'aux dépêches de William Sullivan, alors qu'au FCO David Owen fait porter une partie de la responsabilité de la mauvaise appréhension de la crise à la proximité de son ambassadeur avec son homologue américain. Ces préjugés persans participent d'un déséquilibre de la confiance interalliée en faveur des Britanniques, cautionnant de fait leur potentiel d'opposition à la politique du partenaire.

## 2. Les sanctions ressenties

La politique américaine de sanctions opposée à la politique iranienne de confrontation soulève ainsi la polémique entre les alliés, à l'aune de celle qu'elle suscite au-delà. La culture des sanctions court aux États-Unis depuis les restrictions imposées au commerce avec la Corée (1950), à Cuba (1958, 1962), puis au pays communistes restreignant la liberté d'émigration des juifs (1974). L'habitude en la matière est moins établie au Royaume-Uni : les sanctions imposées à la Rhodésie après la proclamation unilatérale de son indépendance (1965) font à ce titre exception. Sa plus forte dépendance au commerce extérieur conduit Londres à douter de l'utilité de mesure aussi contraignantes. Les oppositions aux mesures prises contre Téhéran en 1979, année où sont levées celles contre Salisbury, suscitent d'autant plus le malaise que Washington avait suivi Londres sur la question rhodésienne.

Les Britanniques opposent aux Américains la prévention du droit local et de l'indépendance de la City aux requêtes d'intervention dans les litiges levés par les sanctions financières. Ils opposent la promotion de leurs intérêts dans la rédaction des termes de la résolution envisagée à l'ONU dont ils ont du reste ralenti le rythme. Ils opposent la précaution d'une démarche commune aux alliés européens lors de la mise en place de sanctions volontaires indépendantes de l'ONU. Ils opposent la préservation de leurs entreprises à l'élaboration d'un embargo contre le parti récalcitrant à la fin du conflit. La confrontation des agendas (le maintien de menaces sur l'Iran pour Washington, le mainmise des marchés en Iran pour Londres) installe entre les deux alliés une défiance réciproque sur la question de la légitimité de l'extraterritorialité. La querelle des sanctions présage ainsi des défis diplomatiques posés par la période postrévolutionnaire dans la réconciliation des angles aigus de la triangulation iranienne.

### 3. Les défis diplomatiques

La réaction à la révolution iranienne et la relation à la République islamique prolongent les lignes tracées dans le sable entre deux alliés en divergence diplomatique. En miroir inversé à *Mordad* 1953, le renforcement du pouvoir impérial empêtré dans une contestation populaire puis religieuse apparaît réticent à Londres mais résolu à Washington. Le soutien sollicité émane des Américains qui mobilisent les Britanniques à cet effet mais à contre-temps d'une crise trop avancée et en contradiction avec la défense des droits de l'homme qui l'avait inspirée. La consultation de crise entre les alliés se fait dans la défiance et par défaut. L'ouverture aux oppositions ruine la résistance du régime et la réputation des alliés perçus par tous comme assurant leurs arrières. Le discrédit des alliés est parachevé quand Washington renoue avec la tentation des bruits de bottes de 1953 pendant que Londres s'installe dans l'attentisme. La divergence de leurs réponses prend acte du désaccord de stratégie et d'une défiance réciproque.

Au-delà de la rupture des relations irano-américaines, la variable transatlantique reste pourtant constamment présente dans les voies tortueuses de la normalisation diplomatique entre Londres et Téhéran. Sous le regard, sinon la pression, de leurs alliés, les Britanniques accueillent avec la pompe de circonstance l'enracinement de la République islamique orchestré par la propagande du régime. Si la libération des otages américains en 1981 lève l'une des astreintes qui pesait sur la normalisation envisagée, l'inscription dans la durée de la querelle entre Washington et Téhéran contraint Londres à un jeu d'équilibre dans la gestion de ses relations à l'allié atlantique et au partenaire iranien. Face à des Américains qui limitent la portée de leur regard critique sur le *business as usual* britannique au bénéfice qu'ils en retirent en termes de récolte de renseignements, les Britanniques avancent à pas feutrés dans le dédale du bazar diplomatique iranien en veillant à ce que ni les uns ni les autres ne retournent leur jeu d'équilibre. Ces défis diplomatiques prouvent le poids du pragmatisme à Londres et de l'idéologie à Washington dans la promotion de la politique étrangère qui prolonge le potentiel de polémique des passions persanes.

### III. Foes : les pires partenaires

De ces passions persanes émane une amertume entre des amis soumis aux mêmes écueils mais déportant chacun sur l'autre les passifs de leur puissance, exploités à son avantage par le partenaire iranien.

#### A. Les amitiés amères

##### 1. Les écarts du partenaire

La politique iranienne confirme d'abord le décrochement de l'envergure et de l'extension de la puissance entre le Royaume-Uni et les États-Unis depuis la crise de Suez. Ce phénomène accentue la défiance entre des alliés qui ressentent chacun d'autant plus les tentations d'ingérence ou d'insuffisance



dont l'autre fait preuve. Enracinée dans le regard parfois condescendant porté sur un cousin encombrant, la critique britannique de l'interventionnisme américain court de la croisade humanitaire du candidat Carter jusqu'à la régulation de la guerre dans le Golfe. Les réserves qu'elles suscitent jusqu'à nos jours expliquent l'importance attachée par Londres aux consultations bilatérales. Ces instances consacrées du bilatéralisme sont conçues comme des occasions de vérifier la profondeur de la réflexion des Américains et de réfréner leurs initiatives afin de pouvoir mieux s'en désolidariser si les conséquences l'imposent.

À l'inverse, les atermoiements de l'allié britannique soulèvent régulièrement la critique américaine, du Congrès à la Maison-Blanche, quant à l'insuffisance de sa contribution à la défense de l'Alliance et à l'inconsistance de ses déclarations relatives à une relation soi-disant spéciale. De même que le repli de la Couronne des territoires situés à l'est de Suez avait été ressenti à l'ouest de l'Atlantique, la réticence de Londres à soutenir Washington dans sa politique de sanctions à la prise d'otages de Téhéran fait poindre la polémique d'une crise de l'Alliance : le CSN de Zbigniew Brzezinski ne manque pas de l'ébruiter dans la presse pour susciter une réaction des Européens sans cependant obtenir gain de cause. Le partenariat tendu des années 1960 survit à toutes les alternances, touchant les réserves comme les relances relationnelles aux sommets du pouvoir : l'engagement millimétré de la marine britannique dans le Golfe dans les années 1980 est étroitement indexé au coût de revient d'une plus Grande-Bretagne. Ces écarts reprochés à l'allié poussent à porter sur lui les responsabilités des écueils de la puissance.

## 2. Les écueils de puissance

La débâcle iranienne fait perdre à l'administration Carter le bénéfice du défi de Camp David. Alors que le fragile édifice de la détente achève de se fissurer, la révolution réactualise le syndrome du Vietnam en sanctionnant dans les sables du Moyen-Orient un nouvel empêchement du Gulliver américain. Pour son allié britannique qui y oppose souvent ses réserves, les initiatives malheureuses du gendarme du monde libre privé de cavalier persan passent pour les preuves de leur piètre pertinence : l'approche de l'armée à l'hiver 1979, l'opération d'exfiltration des otages au printemps 1980, la mobilisation des marines à l'automne 1980, l'opération *Staunch* à l'hiver 1984, le repavillonnage des pétroliers à l'été 1987, l'abattage de l'Airbus A300 à l'été 1988. La résurgence de l'*hégémon* américain dans le Golfe, à laquelle préside à l'hiver 1980 l'énoncé de la doctrine Carter, que l'administration Reagan confirme, est d'ailleurs regardée avec circonspection par les pays de la région, conscients du danger à être associés avec un allié certes indispensable à leur sécurité mais insoutenable pour le puissant voisin iranien.

Dans ce grand jeu de l'influence, Londres essaie de tirer son épingle de la défiance envers les vellétés d'ingérence de son allié, du discrédit de ses initiatives précipitées et de la dépendance des pays de la région à l'égard de la formation et des fournitures militaires permettant de fonder leur sécurité. Londres assume par défaut le principe d'une présence « au-delà de l'horizon » que les partenaires régionaux requéraient de Washington. Parce qu'il a perdu son empire, le Royaume-Uni retrouve ainsi dans le Golfe un rôle qui lui confère une emprise tant sur les partenaires moyen-orientaux que sur l'allié atlantique.

Face à la fermeté de la politique des États-Unis, prompt à la précipitation du retrait en Iran et du retour dans le Golfe, la flexibilité de la politique du Royaume-Uni permet à Londres de conserver une influence d'inflexion indirecte, quand Washington promet une politique de puissance pesante ou imposante.

### 3. Les écrans de fumées

Les écueils de la puissance et de l'influence paient le prix des écrans de fumées qui conditionnent le regard porté sur le partenaire et finissent par susciter l'impatience de l'allié. La prolongation des passions persanes au-delà de la révolution fonde ainsi de part et d'autre de l'Atlantique une désolidarisation stratégique. Le traumatisme que constitue aux États-Unis la prise d'otages de 1979 demeure au-delà de sa résolution. Il enracine les germes d'une inimitié restée réciproquement irrépressible quarante ans plus tard. Invités à avancer trois mots pour les qualifier, les iraniens américains prennent acte des transformations ayant affecté un allié (2 occurrences) ou un partenaire (2), avec lequel il était lié par une dépendance mutuelle (2), en raison de la révolution, qui a placé la relation bilatérale sous le sceau compliqué (2) de l'antagonisme (3) et de l'hostilité (2), voire de l'inquiétude (1), de la difficulté (1), l'amertume (1), du mépris (1), du dégoût (1) et de l'inimitié (1). Leurs homologues britanniques relèvent l'hostilité (5) et l'antagonisme (2) de la relation entre les États-Unis et la République islamique. Ils conditionnent une préférence irakienne contre l'évidence qui crispe dans les années 1980 les consultations interalliées.

A l'inverse, l'ancienneté de la relation entre le Royaume-Uni et la Perse impériale devenue République islamique lui confère une maturité qui permet à chacun de modérer la méfiance mutuelle pour en ménager les multiples mérites. Les iraniens britanniques en relèvent sans surprise la dimension historique et suspicieuse à part également importante (6 occurrences chacune), puis sa dimension durable (3), importante (2), mais difficile (2) car complexe (2), troublée (2) et volatile (2). Leurs homologues américains mettent en avant la dimension historique (3 occurrences), durable (2), mais changeante (2), tout en restant compliquée (2) et méfiante (2) de la relation entre le Royaume-Uni et l'Iran. Elle fait le lit d'une politique opportuniste dont l'allié ressent l'égoïsme national. Ces différences d'appréhension pèsent ainsi sur la détermination des conditions de possibilités d'une normalisation et mettent à l'épreuve les relations entre les alliés, victimes collatérales de leurs expériences nationales des passions persanes.

## B. Les relations éprouvées

### 1. Les procès d'incompétence

L'étude de la politique iranienne de l'émergence de la révolution à l'enracinement de la République islamique confirme le constat d'un « partenariat tendu », voire d'une « relation difficile » entre des alliés qui revendiquent pourtant leur proximité. À Londres, c'est un procès d'incompétence qui est fréquemment intenté contre Washington. Un sondage effectué sous l'égide de Chatham House à la fin des années

1980 auprès de 300 membres constitutifs de l'élite de politique étrangère britannique témoigne d'une défiance certaine à l'endroit du *leadership* américain. Sur une échelle de 1 à 5, la confiance envers le jugement de la présidence ou du Congrès atteint les médiocres scores de 2,9 et de 2,5<sup>19</sup>. La politique iranienne du gouvernement des États-Unis, tant dans sa conception que dans ses conséquences, éprouve au Royaume-Uni la crédibilité du gendarme américain. La crise a raison de la deuxième moitié du mandat et de la réélection de Jimmy Carter. Ronald Reagan, qui s'en sert comme d'un marchepied présidentiel, au point d'annoncer la libération des otages à l'issue de son investiture, échappe de peu à une procédure de destitution après l'éclatement de l'Iranganate, qui ruine par ailleurs la crédibilité du CSN.

La parole publique américaine soulève par ailleurs souvent la critique. Sa fiabilité est d'abord remise en question. Les membres de l'élite britannique de politique étrangère interrogés octroient en moyenne un score de 3,4 et de 3.9 sur 5 aux engagements verbaux et aux engagements écrits de l'allié américain, à peine supérieur à celui attribué aux Allemands de l'Ouest, mais bien au-delà de la note accordée aux Français<sup>20</sup>. Sa fréquence ne manque pas d'inquiéter les Britanniques. Kieran Prendergast, collaborateur d'Antony Parsons à New York après la révolution, confirme avoir ressenti que les Américains parlent toujours trop, au point de craindre qu'une information transmise par ses soins sous le sceau de la confiance ne finisse le lendemain en une du *New York Times*<sup>21</sup>. Dans le procès du partenaire, ces preuves d'incompétence donnent raison à la condescendance culturelle héritée de l'histoire des deux nations.

## 2. Les procès d'insuffisance

À Washington, c'est à l'inverse un procès d'insuffisance qui est souvent intenté contre Londres. Il prend régulièrement acte de la sélectivité du soutien que les Britanniques apportent aux Américains, tant en termes de domaines d'application que de degré d'approfondissement. La procrastination prudente de Londres rejaillit d'autant plus à l'aune de l'interventionnisme intempestif de Washington, d'autant plus dans un contexte de crise où la survie de l'un relève du soutien de l'autre. La triangulation iranienne des « relations spéciales » permet sur la période d'égrener les doléances d'un partenariat prompt à procrastiner : dans le soutien apporté au shah à l'automne 1978 ou aux otages fugitifs à l'automne 1979 ; aux termes des mesures de sanctions financières à l'automne et de pression diplomatique au printemps 1980 ; lors de l'élaboration d'une résolution à l'hiver 1979 et de l'adoption de sanctions volontaires au printemps 1980 ; pour l'engagement des marines dans le Golfe et l'endiguement économique de l'Iran ; dans le déminage des eaux du Golfe et l'escorte des convois pétroliers pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak.

De ces procès d'insuffisance émerge une différence d'appréciation de la portée des « relations spéciales » que permet de mesurer l'appréhension de la notion par les uns et les autres. Le sondage mené

<sup>19</sup> EDWARDS Geoffrey, SANDERS David, *British Elite Attitudes and the US: Continuity and Change: A Pilot Study*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, RIIA Discussion Papers 18, 1989, p. 52.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>21</sup> PRENDERGAST Sir Kieran, entretien avec l'auteur, 13 juillet 2018

dans le cadre de cette recherche montre que les iraniens américains et britanniques démentent majoritairement la non-existence de « relations spéciales » en relations internationales, mais de manière plus franche aux États-Unis qu'au Royaume-Uni (1,7 et 2,4 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). La notion est ainsi davantage sujette à caution au Royaume-Uni. Le fait qu'elle ait davantage des accents britanniques dans sa dimension transatlantique n'est pas incohérent : il montre que sa raison d'être, du reste souvent reconnue par les acteurs de part et d'autre de l'Atlantique, est à la fin du XXe siècle d'exercer une influence sur la politique de l'autre, ne serait-ce que dans le sens de ses propres intérêts. Plus communément admise aux États-Unis, la notion est également plus universellement applicable. Du fait de son statut, le gendarme du monde entretient à l'envi des « relations spéciales » dans l'ensemble du monde et dans des domaines démultipliés, le Royaume-Uni n'étant ainsi qu'un *primus inter pares*.

### 3. Les procès d'intransigeance

La primauté que l'on reconnaît à l'autre à Londres et à Washington, par les hasards des origines et de l'histoire, n'est pas sans tendre un bilatéralisme qui s'émancipe en fait d'autant plus dans la crispation créatrice. C'est en effet dans la querelle des égoïsmes interalliés que le privilège d'opposition permet d'avancer ses pièces sur l'échiquier des relations internationales. Dans les grands jeux de l'influence, ce privilège d'opposition tire sa légitimité des preuves faites jusque-là de la loyauté à l'allié, sur les fronts iraniens comme sur les autres. Le Royaume-Uni est ainsi conscient des risques à décevoir sur les questions de la sécurité du Golfe le Congrès ou la présidence des États-Unis, dont il est dépendant pour le renouvellement de son arsenal de dissuasion. Les Américains sont conscients de la nécessité de ménager les susceptibilités des Britanniques sur le sujet des sanctions diplomatiques, financières et économiques, tant ils ont besoin de conserver le bénéfice de la présence de leurs alliés sur le terrain iranien.

Toute « étroite » qu'elle soit aux yeux des iraniens américains et britanniques ayant répondu au sondage (6 et 8 occurrences du mot), la « relation spéciale » est cependant perçue de manière beaucoup plus critique au Royaume-Uni, tant du fait de son asymétrie (2), de son inégalité (2) et de son asservissement (1), qu'en vertu de ses dimensions complexes (3), compétitives (2), voire ambivalentes (1), rivales (1), tendues (1), agaçantes (1) et arrogantes (1). Rares en comparaison sont les termes péjoratifs décrivant le bilatéralisme aux États-Unis, qui peut être pourtant perçu comme mitigé (1), tendu (1) ou empreint de convoitises (1). L'appréhension plus amère des relations par les Britanniques révèle en creux leur conscience des limites de la condescendance et de l'influence, qui ne sauraient dépasser la puissance. L'inflexibilité irritée de la Dame de fer devant les valets du Commandant en chef travaille à traduire l'amertume en assurance pour en imposer à la puissance, tout en convenant que la politesse prévenante relève d'un protocole dont les proches peuvent se passer : « nous sommes aimables avec les autres »<sup>22</sup>.

<sup>22</sup> HAIG Alexander, *Caveat: Realism, Reagan, and Foreign Policy*, New York, Macmillan, 1984, p. 274.

## C. Les tempêtes dans le désert

### 1. Les risques de la compromission

Dans les angles aigus de la triangulation iranienne des « relations spéciales » couvent des tempêtes dans le désert. Les jeux de la compromission avec le partenaire iranien, qu'ils soient partagés ou parallèles, scellent le destin des alliés à un interlocuteur dont la fiabilité finit par faire défaut. L'indexation des intérêts des Occidentaux au régime du shah se traduit par une suspension de la surveillance de la scène intérieure qui renforce le prisme impérial que le parti-pris pahlavien avait installé. La pression que les pahlaviens américains font porter sur les cercles décisionnels de part et d'autre de l'Atlantique incite à prolonger ce parti-pris au-delà de l'évidence de l'expertise, certes plus tardivement à Washington qu'à Londres, qui subit cependant durablement l'inertie de son allié américain. Face à la guerre dans le Golfe, Washington fait rapidement le choix d'une préférence irakienne qu'il entreprend de promouvoir auprès de Londres. Les Britanniques peinent alors à conserver la neutralité de façade qu'ils ont revendiqué lors de l'agression irakienne pour ne pas hypothéquer les perspectives de normalisation iranienne.

Aux tensions induites par ces compromissions partagées par dépit s'ajoutent justement celles d'alliés tâtonnant sur les voix tortueuses de la restauration des relations. Pour des Américains rivés au traumatisme durable d'une débâcle à rebond, qui déborde du golfe Persique au Proche-Orient, la volonté d'accommodement diplomatique des Britanniques aux dénonciateurs du Grand Satan sonne comme une trahison interalliée. Pour des Britanniques soumis à la pression des directives de l'endiguement commercial de l'Iran au nom de la lutte contre le terrorisme international et la déstabilisation du Moyen-Orient, les révélations d'un dialogue clandestin entre Américains et Iraniens ayant conduit à échanger la libération d'otages contre la livraison d'armes sonnent à nouveau le glas de la restauration de l'influence.

### 2. Les risques de la compétition

Les jeux de la compromission avec le partenaire font le lit de la compétition des intérêts interalliés. Là encore, le remplacement de la baleine britannique par l'aigle américain dans la cour du lion iranien aux lendemains du « coup d'État » de *Mordad* est regardé avec regret par le plus petit des trois Grands, décidé à conserver la place qui lui revient sur les marchés persans. Plus que leurs homologues américains, les iraniens britanniques déclarent ressentir un rapport de rivalité entre les deux alliés en Iran (2,3 et 1,8 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4), lequel s'inscrit cependant dans une situation de partenariat qu'ils reconnaissent parallèlement. Celle-ci semble confirmer la pérennité dans le Golfe à la fin de la guerre froide de la « coopération compétitive » d'alliés « luttant pour la suprématie », étudiée sur les fronts de la Seconde Guerre mondiale par les tenants de l'approche révisionniste du bilatéralisme.

Pour les États-Unis, la stratégie des deux piliers qui érige l'Empire persan au rang de gendarme garde une forte dimension économique : elle assure la défense des routes d'approvisionnement en pétrole, elle

épargne une présence militaire américaine coûteuse en matériels et en hommes, elle ouvre au complexe militaro-industriel américain un marché d'exportation d'armes, de munitions, d'appareils, de technologie et de services de formation et de maintenance en croissance soutenue. Pour le Royaume-Uni, la ruée vers les marchés persans mobilise dès le milieu des années 1970 l'essentiel de l'attention de l'ambassade de Téhéran. Dans ce contexte de convoitises, la compétition entre les Occidentaux et contre les Soviétiques est soutenue. Les tentatives américaines d'empiètement sur les chasses gardées britanniques en Iran, de prise de contrôle de nouvelles parts de marché chez des clients historiques de la Couronne dans le Golfe et de fourniture de la machine militaire iranienne pendant la guerre, après avoir endigué le flot d'armes vers l'Iran au titre de l'opération *Staunch*, permettent de le mesurer entre les alliés.

### 3. Les risques de la composition

L'instrumentalisation des solidarités intrinsèques et tensions intestines aux « relations spéciales » par le tiers parti iranien hypothèque *in fine* leur efficacité à restaurer des leviers d'influence. La contestation des connivences fait le jeu du nationalisme iranien depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, quand les Américains, spectateurs extérieurs du Grand jeu, donnent raison aux Persans contre les Russes et les Britanniques. Elle fait au XX<sup>e</sup> siècle le miel des islamistes qui renvoient dos-à-dos les grands Satans américains et soviétiques et les laquais israéliens et britanniques, comme autant d'acteurs en collusion contre les intérêts de l'Iran ou d'agents en connivence avec l'ancien régime. Elle fait le cœur de la propagande du nouveau régime qui enracine sa légitimité dans la confrontation avec l'Occident dans le monde et avec l'Irak au Moyen-Orient. Elle fait sur les deux fronts le procès d'un suivisme dont la dénonciation accompagne la remise en question des efforts déployés par ses partisans en faveur d'une normalisation diplomatique.

Les iraniens américains et britanniques s'accordent à une courte majorité, un peu plus franche outre-Manche, à déclarer que la « relation spéciale » a influencé la politique iranienne de leurs gouvernements (2,6 et 2,8 en moyenne, sur une échelle de 1 à 4). Dans ce fragile équilibre, le détournement des logiques de la triangulation entre deux alliés discordants permet à l'Iran, d'abord impérial, ensuite islamique, mais toujours pétri de nationalisme, de pratiquer à l'endroit de ses partenaires avérés ou adversaires potentiels une stratégie éprouvée dans les grands jeux de la puissance : celle de diviser pour régner, afin survivre. La triangulation iranienne des « relations spéciales » le montre, jusque dans l'instrumentalisation qu'en fait en miroir le tiers parti. Pour prolonger la pensée du vicomte Palmerston, qui dément à son pays l'existence d'alliés éternels ou d'ennemis perpétuels, les amis (*friends*) ou les adversaires (*foes*) n'existent que pour autant qu'ils ne trompent pas (*fools*) les intérêts qu'ils sont appelés à servir.

Romainville, le 1<sup>er</sup> octobre 2022



**Matériau 1**  
**SOURCES ARCHIVISTIQUES**

**I. Royaume-Uni**

**A. The National Archives, Richmond**

The National Archives. Ruskin Avenue, Kew Gardens, Richmond, Surrey TW9 4DU

*www.nationalarchives.gov.uk*

Catalogue : *http://discovery.nationalarchives.gov.uk/*

**1. PREM : Records of the Prime Minister's Office (1844-2016)**

**PREM 16 : Prime Minister's Office: Correspondence and Papers, 1974-1979**

**PREM 16/1719** (1977 Aug 06 - 1978 Nov 04) Iran. Political situation in Iran; civil disturbances; future of Shah; part 1

**PREM 16/1720** (1978 Nov 05 - 1978 Dec 31) Iran. Political situation in Iran; civil disturbances; future of Shah; part 2

**PREM 16/1908** (1975 Feb 26 - 1978 Aug 30) USA. Calls on the Prime Minister by US Ambassadors, Elliot Richardson, Anne Armstrong and Kingman Brewster

**PREM 16/1909** (1975 Feb 26 - 1978 Aug 30) USA. Internal situation; assumption of office by President Carter; new administration appointments; part 2

**PREM 16/1910** (1977 Jan 27 - 1978 Apr 13) USA. US-UK relations

**PREM 16/1911** (1977 Sep 14 - 1978 Oct 06) USA. Prime Minister's meetings with Dr Brzezinski, National Security Adviser, September 1977 and October 1978

**PREM 16/1912** (1978 Feb 17 - 1978 Jun 12) USA. Prime Minister's visit to Washington, March 1978

**PREM 16/1913** (1978 Mar 16 - 1978 Apr 27) USA. Visit to UK by US Defence Secretary, Dr Harold Brown: meeting with Prime Minister

**PREM 16/1916** (1978 Jun 23 - 1978 Jun 27) USA. Prime Minister's meeting with President Carter, June 1978

**PREM 16/1917** (1978 Sep 13 - 1978 Dec 11) USA. Visit of Senator Ribicoff and a group of US Senators to London: meeting with Prime Minister

**PREM 16/1918** (1978 Nov 02 - 1978 Nov 30) USA. Visit to UK by Dr James Schlesinger, United States Secretary of Energy, November 1978

**PREM 16/2130** (20 September 1974-30 April 1979) Iran. Defence contracts with Iran



**PREM 16/2131** (01 January 1979-19 February 1979) Iran. Political situation; UK government and banking exposure; evacuation of British citizens; Shah's inquiry about residence in UK; part 3.

**PREM 16/2132** (20 February 1979-30 April 1979) Iran. Political situation; UK government and banking exposure; evacuation of British citizens; Shah's inquiry about residence in UK; part 4.

**PREM 19 : Records of the Prime Minister's Office: Correspondence and Papers, 1979-1997**

**PREM 19/27** (1979 May 08 - 1979 Jun 29) Economic Policy. Tokyo economic summit, June 1979; part 1

**PREM 19/28** (1979 May 08 - 1979 Jun 29) Economic Policy. Tokyo economic summit, June 1979; part 2

**PREM 19/76** (1979 May 10 - 1979 Dec 10) Iran. Internal situation in Iran: attack on British Embassy; hostage taking at United States embassy; freezing of Iranian assets; part 1

**PREM 19/77** (1979 Dec 11 - 1979 Dec 22) Iran. Internal situation: hostage taking at United States embassy; international pressure; part 2

**PREM 19/78** (1979 May 15 - 1979 May 24) Iran. Protection of Jewish community in Iran: request to Prime Minister from President Carter

**PREM 19/92** (1979 May 17 - 1979 Sep 20) Middle East. Situation in the Middle East; part 1

**PREM 19/127** (1979 Nov 08 - 1979 Dec 21) USA. Visit by the Prime Minister to the USA, December 1979: policy

**PREM 19/248** (1979 Apr 27 - 1980 May 02) Government Machinery. Special advisers; appointment procedure; pay; part 1

**PREM 19/273** (1979 Dec 23 - 1980 Jan 08) Iran. Internal situation: relations with USA and UK following hostage taking at US embassy, Tehran; sanctions; part 3

**PREM 19/274** (1980 Jan 09 - 1980 Jan 30) Iran. Internal situation: relations with USA and UK following hostage taking at US embassy, Tehran; sanctions; part 4

**PREM 19/275** (1980 Feb 01 - 1980 Apr 08) Iran. Internal situation: relations with USA and UK following hostage taking at US embassy, Tehran; negotiations for release of hostages; sanctions; part 5

**PREM 19/276** (1980 Apr 09 - 1980 Apr 30) Iran. Internal situation: relations with USA and UK following hostage taking at US embassy, Tehran; US mission to release hostages; sanctions; part 6

**PREM 19/277** (1980 May 01 - 1980 May 27) Iran. Internal situation: relations with USA and UK following hostage taking at US embassy, Tehran; sanctions; part 7

**PREM 19/278** (1979 Sep 27 - 1980 Sep 30) Iraq. Internal situation; relations with Iran; escalation of conflict; impact of Iraq/Iran hostilities on oil market; part 1

**PREM 19/295** (1979 Sep 21 - 1980 May 09) Middle East. Situation in the Middle East; part 2

**PREM 19/296** (1980 May 13 - 1980 Jun 30) Middle East. Situation in the Middle East; part 3

**PREM 19/297** (1980 Jul 02 - 1980 Aug 29) Middle East. Situation in the Middle East; part 4

**PREM 19/381** (1980 May 28 - 1980 Aug 15) USA. Visit to UK by Dr Harold Brown, US Secretary of Defense, June 1980; meeting with Prime Minister

**PREM 19/383** (1979 May 14 - 1980 Feb 22) USA. Visits to UK by Cyrus Vance, US Secretary of

State: meetings with Prime Minister

**PREM 19/496** (1980 May 28 - 1981 Feb 17) Iran. Internal situation; US and UK relations with Iran following hostage taking at American embassy in Tehran; demonstration in Grosvenor Square by Iranian students; sanctions; part 8

**PREM 19/497** (1980 Nov 13 - 1981 Mar 18) Iraq. Visit to UK by Foreign Minister Dr Saadoun Hammadi, March 1981: meeting with Prime Minister

**PREM 19/529** (1979 Nov 06 - 1981 Mar 31) Middle East. Arms sales and military assistance to Middle Eastern countries

**PREM 19/535** (1981 Apr 15 - 1981 Nov 09) Middle East. Prime Minister's visits to Kuwait and Bahrain, September 1981: meetings with Rulers and Ministers

**PREM 19/600** (1981 Jan 02 - 1981 Feb 28) USA. Prime Minister's visit to Washington, February 1981: meeting with President Reagan; part 1

**PREM 19/601** (1981 Feb 25 - 1981 Sep 03) USA. Arrangements for Prime Minister's visit to USA, February 1981: part 2

**PREM 19/666** (1979 May 06 - 1982 Sep 30) Cabinet. Cabinet committee structure and membership, Part 1

**PREM 19/667** (1980 Dec 03 - 1982 Dec 16) Cabinet. Attendance at Cabinet and Cabinet Committee meetings, Part 2

**PREM 19/756** (1980 Jul 09 - 1982 Apr 08) Foreign policy. Relations with Allies

**PREM 19/757** (1981 Apr 13 - 1982 Nov 19) Foreign Policy. Prime Minister's visit to Saudi Arabia and the Gulf States, April 1981; part 2

**PREM 19/759** (1980 Jun 02 - 1982 Sep 30) Foreign policy. East-West relations; United States foreign policy, Part 2

**PREM 19/812** (1980 Mar 26 - 1980 Mar 28) Iran. Visit to UK by Prince Reza Pahlavi

**PREM 19/813** (1980 Sep 30 - 1982 Jun 10) Iraq. Internal situation; Iran-Iraq War; defence issues in the Persian Gulf; part 2

**PREM 19/842** (1981 Apr 02 - 1982 Sep 15) Middle East. Arms sales and military assistance to Middle Eastern countries; part 2

**PREM 19/940** (1979 May 23 - 1981 May 13) United Nations. Visits to UK by Secretary-General, Kurt Waldheim: meetings with Prime Minister; part 1

**PREM 19/942** (1981 Jan 21 - 1982 Apr 30) USA. Visit to UK by President Reagan, June 1982; part 1

**PREM 19/943** (1982 May 05 - 1982 Jul 01) USA. Visit to UK by President Reagan, June 1982: meetings with Prime Minister; part 2

**PREM 19/944** (1979 May 04 - 1982 Apr 13) USA. Relations between the UK and USA; part 1

**PREM 19/976** (1979 Jun 07 - 1983 Sep 21) Defence. Exports of defence equipment to Iran; sanctions; delivery of Iranian ship 'Kharg'

**PREM 19/978** (1979 Oct 05 - 1983 Oct 03) Defence. Future UK defence policy; the health of the

NATO Alliance; review of NATO; part 1

**PREM 19/1033** (1982 Oct 01 - 1983 Oct 31) Foreign policy. East-West relations; United States foreign policy, part 3

**PREM 19/1088** (1983 Feb 03 - 1983 Dec 28) Middle East. Situation in the Middle East; part 11

**PREM 19/1127** (1982 Dec 20 - 1983 Mar 14) Security. Intelligence organisation, priorities of intelligence agencies; appointment of Chairman Joint Intelligence Committee (JIC), membership of JIC)

**PREM 19/1137** (1980 Apr 30 - 1983 Feb 24) Security. Seizure of Iranian Embassy in South Kensington and the taking of hostages, April-May 1980

**PREM 19/1149** (1983 Apr 18-1983 May 19): USA. Visit to UK by Edwin Meese, Counsellor to President Reagan meeting with Prime Minister, May 1983

**PREM 19/1150** (1979 Jun 07 - 1983 Jul 23) USA. Visits by Senator Jesse Helms and John Carbaugh; discussion of Rhodesia/Zimbabwe sanctions and US political matters

**PREM 19/1151** (1983 Nov 03 - 1983 Nov 07) USA. Visit to UK by Kenneth Dam, US Deputy Secretary of State; discussion of US/UK relations and foreign policy issue

**PREM 19/1153** (1983 Aug 31 - 1983 Oct 14) USA. Prime Minister's visit to Washington, September 1983; part 3

**PREM 19/1155** (1983 Apr 22 - 1983 Dec 22) Foreign policy. Strategy meetings, foreign affairs and defence, part 1

**PREM 19/1208** (1984 May 22 - 1984 May 30) Economic Policy. London Economic Summit, June 1984; part 16A

**PREM 19/1209** (1984 May 29 - 1984 Jun 01) Economic Policy. London Economic Summit, June 1984; part 16B

**PREM 19/1210** (1984 Jun 01 - 1984 Jun 07) Economic Policy. London Economic Summit, June 1984; part 16C

**PREM 19/1211** (1984 Jun 08 - 1984 Nov 23) Economic Policy. London Economic Summit, June 1984; part 17

**PREM 19/1239** (1984 Jun 01 - 1984 Oct 19) Foreign policy. Seminars on foreign policy at Chequers, October 1984

**PREM 19/1283** (1982 Jun 28 - 1984 Feb 29) Iraq. Internal situation; Iran-Iraq War; threat to Gulf oil supplies; part 3

**PREM 19/1284** (1984 Feb 16 - 1984 Aug 31) Iraq. Internal situation; Iran-Iraq War; threat to Gulf oil supplies; part 4

**PREM 19/1315** (1982 Oct 13 - 1984 Oct 22) Middle East. Arms sales and military assistance to Middle Eastern countries; part 3

**PREM 19/1402** (1984 Jan 16 - 1984 Jan 20) USA. Visit to UK by US Ambassador to the United Nations, Mrs Jeane Kirkpatrick, April 1984: meeting with Prime Minister

**PREM 19/1403** (1984 Jan 16 - 1984 Jan 20) USA. Visit to UK by Donald Rumsfeld, President

Reagan's special Middle East envoy: meeting with Prime Minister

**PREM 19/1404** (1982 May 10 - 1984 Feb 28) USA. UK/USA relations; part 2

**PREM 19/1405** (1979 May 04 - 1984 Nov 07) USA. Internal political situation; 1980 and 1984 Presidential election campaigns, Part 1

**PREM 19/1655** (1982 Apr 27 - 1985 Dec 12) USA. Visits to UK by George Shultz, US Secretary of State: meetings with Prime Minister

**PREM 19/1656** (1984 Feb 09 - 1985 May 31) USA. UK/USA relations: part 3

**PREM 19/1657** (1981 Feb 20 - 1981 Oct 23) USA. Prime Minister's visit to Washington and New York, February 1981: part 2

**PREM 19/1658** (10 December 1984 - 06 April 1985) USA. Prime Minister's visit to Washington, February 1985: part 4A

**PREM 19/1659** (13 February 1985 - 15 February 1985) USA. Prime Minister's visit to Washington, February 1985: briefing; part 4B

**PREM 19/1660** (1985 Apr 15 - 1985 Nov 15) USA. Prime Minister's visit to New York and the United Nations, October 1985: part 5

**PREM 19/1661** (1985 Jul 08 - 1985 Jul 29) USA. Prime Minister's visit to Washington, July 1985

**PREM 19/1808** (1981 Feb 23 - 1986 Dec 12) Iran. Internal situation: UK/Iran relations; part 9

**PREM 19/2264** (1979 May 14 - 1988 Apr 21) Iran. The Shah of Iran's wish to settle in the UK: health and future of the Shah

**PREM 19/2269** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iraq. Internal situation: Iran-Iraq War; ceasefire; Western naval operations in the Gulf; part 9

**PREM 19/2746** (1989 Jan 25 - 1989 Sep 21) Iraq. Iran/Iraq peace talks: future of Royal Navy deployments in the Gulf; part 10

## **2. CAB : Records of the Cabinet Office (1863-2016)**

### **CAB 128 : Cabinet: Minutes**

**CAB 128/61** (1977 Jan 13 - 1977 June 16) Meetings: 1-22

**CAB 128/62** (1977 June 23 - 1977 Dec 22) Meetings: 23-41

**CAB 128/63** (1978 January 19 - 1978 May 25) Conclusions of Cabinet Meetings 1-20

**CAB 128/64** (1978 June 8 - 1978 December 19) Conclusions of Cabinet Meetings 21-44

**CAB 128/65** (1979 Jan 11 - 1979 Mar 29) Conclusions of Cabinet Meetings 1-14

**CAB 128/66** (1979 May 10 - 1979 Dec 20) Conclusions of Cabinet Meetings 1-26

**CAB 128/67** (1980 Jan 10 - 1980 Jun 11) Conclusions of Cabinet Meetings 1-23

**CAB 128/68** (1980 Jun 19 - 1980 Dec 18) Conclusions of Cabinet Meetings 24-45

**CAB 128/70** (1981 Jan 08 - 1981 May 21) Conclusions of Cabinet Meetings 1-20

**CAB 128/71** (1981 Jun 04 - 1981 Dec 17) Conclusions of Cabinet Meetings 21-41

- CAB 128/73** (1982 Jan 14 - 1982 May 27) Conclusions of Cabinet Meetings 1-30
- CAB 128/74** (1982 Jun 03 - 1982 Dec 16) Conclusions of Cabinet Meetings 31-53
- CAB 128/76** (1983 Jan 20 - 1983 Dec 22) Conclusions of Cabinet Meetings 1-38
- CAB 128/78** (1984 Jan 12 - 1984 June 21) Conclusions of Cabinet Meetings 1-23
- CAB 128/79** (1984 June 28 - 1984 Dec 13) Conclusions of Cabinet Meetings 24-41
- CAB 128/81** (1985 Jan 10 - 1985 Dec 19) Conclusions of Cabinet Meetings 1-37
- CAB 128/83** (1986 Jan 09 - 1986 Dec 18) Conclusions of Cabinet Meetings 1-42
- CAB 128/85** (1987 Jan 15 - 1987 Apr 09) Conclusions of Cabinet Meetings 1-14
- CAB 128/86** (1987 Apr 23 - 1987 Jul 16) Conclusions of Cabinet Meetings 15-24
- CAB 128/87** (1987 Jul 23 - 1987 Dec 17) Conclusions of Cabinet Meetings 25-37
- CAB 128/89** (1988 Jan 14 - 1988 Jun 09) Conclusions of Cabinet Meetings 1-20
- CAB 128/90** (1988 Jun 16 - 1988 Oct 06) Conclusions of Cabinet Meetings 21-30
- CAB 128/91** (1988 Oct 20 - 1988 Dec 22) Conclusions of Cabinet Meetings 31-40
- CAB 128/93** (1989 Jan 12 - 1989 Jun 08) Conclusions of Cabinet Meetings 1-20
- CAB 128/94** (1989 Jun 15 - 1989 Dec 19) Conclusions of Cabinet Meetings 21-39

**CAB 129 : Cabinet: Memoranda**

- CAB 129/119** (1964 Oct-Dec) Papers: 1(64) - 31(64)
- CAB 129/199** (1978 January 11 -1978 February 28) Cabinet Memoranda: papers 1-25
- CAB 129/200** (1978 March 01 - 1978 May 02) Cabinet Memoranda: papers 26-50
- CAB 129/213** (1981 June 01 - 1981 Dec 09) Cabinet Memoranda: papers 26-59

**CAB 130 : Cabinet: Miscellaneous Committees: Minutes and Papers**

- CAB 130/1060** (1978 Nov 02 - 1978 Nov 09) Official Group on Iran: meetings 1-2, papers 1-6
- CAB 130/1084** (1979 Jan 5) Official Group on Iran: meeting 1
- CAB 130/1097** (1979 Feb 26 - 1979 Mar 19) Official Group on the Implications of Developments in Iran: meetings 1-5, papers 1-9
- CAB 130/1127** (1979.12.06-1980.11.14) Official group on Iran
- CAB 130/1153** (1980.10.24) Official Group on the Implications of the Iran-Iraq War
- CAB 130/1165** (1981.01. 05-1981.12.15) Official Group on Iran
- CAB 130/1187** (1982.04.13-1982.08.19) Official Group on Iran meetings
- CAB 130/1258** (1984 Sep 11) Official Group on Iran paper 1

**CAB 133 : Cabinet Office: Commonwealth and International Conferences and Ministerial Visits to and from the UK: Minutes and Papers**

- CAB 133/503** (1979 Nov 30 - 1979 Dec 14) Visit of the Prime Minister to Washington, 17-18 December 1979: briefs 1-15

**CAB 164 : Cabinet Office: Subject (Theme Series) Files**

**CAB 164/1639** (1981 Feb 04 - 1982 Jun 24) Visits of Prime Minister Margaret Thatcher to the USA, February 1981 and June 1982

**CAB 164/1706** Situation in Iran 1982.08.17-1984.03.02, 118-

### 3. FCO : Records of the Foreign and Commonwealth Office and Predecessors (1918-2016)

#### **FCO 8 : Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office: Arabian Department and Middle East Department (1967-1984)**

**FCO 8/2078** (1973 Jan 01 - 1973 Dec 31) Visit of Shah of Iran, to UK, 22-23 July 1973

**FCO 8/2271** (1974 Jan 01 - 1974 Dec 31) Discussions between Mr A D Parsons, UK Ambassador in Tehran, and Shah of Iran

**FCO 8/2271** (1974 Jan 01 - 1974 Dec 31) Arms policy of Shah of Iran

**FCO 8/2510** (1975 Jan 01 - 1975 Dec 31) Discussions between Sir Anthony Parsons, UK Ambassador, and Shah of Iran

**FCO 8/2733** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Proposed visit of James Callaghan, UK Prime Minister, to Iran

**FCO 8/2734 et 2735** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of the Trade and Industry Parliamentary Sub-Committee to Iran in connection with Chrysler problem

**FCO 8/2736** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of James Callaghan MP, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to Iran, 4-8 March 1976

**FCO 8/2737 et 2738** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of James Callaghan MP, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to Iran, 4-8 March 1976: briefs

**FCO 8/2739** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of James Callaghan MP, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to Iran, 4-8 March 1976: records of conversations

**FCO 8/2747** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) UK-Iran Joint Ministerial Economic Commission: 5th Session, 9-14 January 1977; Industry Committee

**FCO 8/2751 et 2752** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Negotiations between Iran and UK on lifting of Iranian oil by UK oil companies: Iranian revenue problem

**FCO 8/2753 à 2755** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Oil barter deals between Iran and UK

**FCO 8/2758 à 2760** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) UK-Iran Joint Ministerial Economic Commission: Training and Education Committee

**FCO 8/2762** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) BBC Persian Service in Iran

**FCO 8/2766** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of Her Imperial Majesty the Shahbanou of Iran, to UK, 5-10 April 1976

- FCO 8/2767** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Visit of Princess Ashraf of Iran, to UK, 8-12 June 1976
- FCO 8/2768** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Diplomatic representation of Iran in UK
- FCO 8/2782** (1976 Jan 01 - 1976 Dec 31) Political relations between Iraq and Iran
- FCO 8/2834** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Visit of Frank Judd, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to Middle East, 10-14 October 1977
- FCO 8/2837** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Nomenclature of Persian Gulf
- FCO 8/2842** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Military presence of USA in Persian Gulf
- FCO 8/2843** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Talks between UK and USA on Indian Ocean
- FCO 8/2845** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Arms sales to Middle East
- FCO 8/2846** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Arms sales to Middle East
- FCO 8/2848** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) U.S. Arms sales to the Middle East
- FCO 8/2860** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) UK co-operation on nuclear energy with Gulf States
- FCO 8/2870** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Proposed Royal Tour of Arabia and Iran in 1979
- FCO 8/2880** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Political guidance for Central Treaty Organisation
- FCO 8/2881** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) CENTO: political attitude of member countries
- FCO 8/2884** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) CENTO Counter Subversion Office
- FCO 8/2885** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) CENTO Ministerial Meeting in Tehran, 14-15 May 1977
- FCO 8/2886** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) CENTO Ministerial Meeting in Tehran, 14-15 May 1977
- FCO 8/2981** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Iran: annual review for 1976
- FCO 8/2982** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Draft Cabinet Office paper on Iran
- FCO 8/2983** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Monograph on Anglo-Iranian diplomatic relations
- FCO 8/2984** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Political relations between Iran and the Soviet Union
- FCO 8/2985** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Political relations between Iran and UK
- FCO 8/2986** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) External relations of Iran
- FCO 8/2987** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) United Nations General Assembly in New York: meeting between Dr David Owen, Secretary of State of Foreign and Commonwealth Affairs, and Dr Ali Khalatbari, Iranian Foreign Minister, 28 September 1977
- FCO 8/2988** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Visit by Dr David Owen, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs to Iran, 13-15 May 1977
- FCO 8/2990** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Defence Attaché's annual review and other military reports on Iran
- FCO 8/2991 et 2992** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Sale of military equipment from UK to Iran
- FCO 8/2993** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Iranian loans to UK: defence deal
- FCO 8/2994** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) UK firms in Iran: Tate and Lyle, British Leyland
- FCO 8/2995** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Oil counter-purchase negotiations with Iran (barter deals)
- FCO 8/2996** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Iran and Saudi Arabia: political context of Doha decisions on oil pricing

- FCO 8/2997** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Human rights in Iran (Amnesty International)
- FCO 8/2998 et 2999** (1977 Jan 01 - 1977 Dec 31) Human rights in Iran (Amnesty International)
- FCO 8/3067** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Security co-operation in the Persian Gulf
- FCO 8/3072 et 3073** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Committee for Middle East Trade (COMET)
- FCO 8/3089** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Proposed Royal tour of Eastern Arabia and Iran in 1979: letters from the public
- FCO 8/3094** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Political guidance for CENTO, including situation paper
- FCO 8/3095** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) CENTO Ministerial Meeting, London, April 1978
- FCO 8/3096** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) CENTO Ministerial Meeting, London, April 1978: briefs
- FCO 8/3097** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) CENTO Ministerial Meeting, London, April 1978: security and administrative arrangements
- FCO 8/3107** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Defence Attache, Tehran: annual report on armed forces of Iran for 1977 and other military reports
- FCO 8/3124** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Arms sales to Iran
- FCO 8/3132** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Sale of internal security equipment to Iran
- FCO 8/3183 à 3190** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Internal political situation in Iran
- FCO 8/3191** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran: annual review for 1977
- FCO 8/3194** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Future British policy towards Iran: assessment paper
- FCO 8/3195** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Relations between Iran and UK: contingency planning
- FCO 8/3197** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) External relations of Iran
- FCO 8/3199** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Visits of British Members of Parliament to Iran, June 1978
- FCO 8/3200** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Ministerial visits from Iran to UK
- FCO 8/3201** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Visit of Margaret Thatcher, Leader of the Opposition, to Iran, April 1978
- FCO 8/3202** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Anti hijacking training in Iran
- FCO 8/3203 et 3204** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) UK firms in Iran
- FCO 8/3205** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iranian Oil Consortium negotiations and oil production in Iran
- FCO 8/3206** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran: oil counter-purchase; military industrial complex (MIC) project
- FCO 8/3207** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Nuclear energy in Iran
- FCO 8/3208** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Islam in Iran: communique of Ayatollah Khomeini
- FCO 8/3207** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iranian citizens in UK
- FCO 8/3210** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Human rights and political dissent in Iran
- FCO 8/3211** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Amnesty International and Iran
- FCO 8/3212 à 3215** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran's image in the media: BBC Persian Service
- FCO 8 3216** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran. Release of confidential records
- FCO 8/3217 et 3218** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) UK diplomatic representation in Iran



- FCO 8/3219** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Compensation for damages to British Embassy in Tehran
- FCO 8/3220** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Inspection of British Embassy Tehran and country assessment sheet
- FCO 8/3279** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Papers on the Middle East for incoming Ministers
- FCO 8/3280 et 3281** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) UK policy towards Arabia and the Persian Gulf
- FCO 8/3283** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Talks between the UK and USA on the Middle East: March 1979
- FCO 8/3284** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Updating of Royal College of Defence Studies (RCSD) background notes on the Middle East
- FCO 8/3285 et 3286** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Middle East Heads of Mission Conference, London, October 1979
- FCO 8/3287** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political situation in the Persian Gulf
- FCO 8/3291** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Proposed visits of Douglas Hurd, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to the Middle East and Gulf States
- FCO 8/3292** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) UK defence policy in the Persian Gulf
- FCO 8/3293** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Middle East Countries: form at a glance
- FCO 8/3303** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Visit of Sir Anthony Parsons (HM Ambassador, Tehran) and Mr A G Munro (Middle East Department) to the Persian Gulf, June 1979
- FCO 8/3310 et 3311** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Dissolution of the Central Treaty Organisation
- FCO 8/3349 et 3350** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Leading personalities in Iran
- FCO 8/3351 à 3358** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Internal political situation in Iran
- FCO 8/3359** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Iran: annual review and calendar of events for 1978; valedictory despatches by Sir Anthony Parsons, HM Ambassador, and by British Naval Attache, Tehran
- FCO 8/3360** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Iran and the USA
- FCO 8/3361 à 3370** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Iran and the USA: seizure of American Embassy hostages in Tehran
- FCO 8/3372** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Iran and the Soviet Union
- FCO 8/3374 à 3376** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Iran and the UK
- FCO 8/3377** (29 Mar 1979 - 30 Apr 1979) Post mortem on Iran: analysis of events leading to overthrow of the Shah and British responses to them
- FCO 8/3378** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Attack on British Embassy, Tehran, 5 November 1978
- FCO 8/3379 à 3382** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Briefs on Iran
- FCO 8/3383 à 3386** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Future of defence contracts with Iran: policy
- FCO 8/3387** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Papers from Tehran relating to compensation for attack on British Embassy, Tehran, 5 November 1978
- FCO 8/3392** (29 Mar 1979 - 30 Apr 1979) Position of the Shah of Iran and Pahlavi family: question of entry into the UK

- FCO 8/3395 et 3396** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) UK diplomatic representation in Iran
- FCO 8/3440** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Chatham House paper 'The Gulf in the 1980s'
- FCO 8/3443** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK policy towards Arabia and the Persian Gulf
- FCO 8/3444** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) United States policy towards the Middle East
- FCO 8/3445** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Relations between the Gulf states and Iran
- FCO 8/3452** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Consultations between the UK and USA on the Middle East
- FCO 8/3453** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Reactions of Gulf states to the Iran-Iraq War
- FCO 8/3456** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Visits by Douglas Hurd, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to Saudi Arabia, Yemen Arab Republic and Kuwait; briefs
- FCO 8/3460** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Ministerial visits from the UK to the Persian Gulf
- FCO 8/3462** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British defence policy in the Middle East and other areas
- FCO 8/3467** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK defence co-operation with Gulf States: provision of encrypted interstate communications
- FCO 8/3468** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Visits by UK Chiefs of Staff to the Middle East
- FCO 8/3469** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Defence policy of the UK and USA in the Indian Ocean and Persian Gulf, and Anglo-US talks on the Indian Ocean and Gulf
- FCO 8/3471** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Service Attache representation in the Persian Gulf
- FCO 8/3472** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK policy on defence sales to the Middle East: general
- FCO 8/3473** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK policy on defence sales to the Middle East
- FCO 8/3476 à 3478** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British policy on arms sales to Iran and Iraq in the light of the war
- FCO 8/3481** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Oil affairs in the Persian Gulf
- FCO 8/3484 et 3485** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Islam in the Persian Gulf
- FCO 8/3488** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Security of the Persian Gulf
- FCO 8/3510** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Relations between the United Arab Emirates and Iran
- FCO 8/3539** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Oman's position in the light of the Iran-Iraq War
- FCO 8/3568** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Leading personalities, government appointments and Ministerial changes in Iran
- FCO 8/3569 à 3572** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Internal political situation in Iran
- FCO 8/3573** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Dr Shahpour Bakhtiar, last Prime Minister of the Shah, in exile in Paris
- FCO 8/3574** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Baluchistan
- FCO 8/3575** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Situation in Khuzestan
- FCO 8/3576** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and the Palestine Liberation Organisation (PLO)
- FCO 8/3577** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Constitution of Iran
- FCO 8/3578** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Valedictory reports from British Naval Attache and HM Ambassador, Tehran

**FCO 8/3579** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Political demonstrations and arrests of Iranians in the UK: including bomb explosion at Queen's Garden Hotel, Bayswater, 17 May 1980

**FCO 8/3580** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Political relations between Iran and the Soviet Union

**FCO 8/3581 à 3590** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Political relations between Iran and the USA: the Iran hostage crisis

**FCO 8/3593** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Political relations between Iran and Afghanistan

**FCO 8/3594 et 3595** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Political relations between Iran and the UK

**FCO 8/3601** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British policy on Iran 1974-1978 (post mortem on Iran)

**FCO 8/3602 à 3605** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Briefs on Iran

**FCO 8/3606 et 3607** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and the United Nations

**FCO 8/3608 à 3613** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and the EEC

**FCO 8/3614** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and NATO

**FCO 8/3615** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and the International Court of Justice: judgement in US hostages case

**FCO 8/3616** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Tripartite treaty of Alliance between the Soviet Union, UK and Persia, 1942

**FCO 8/3617** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Situation of the United States hostages in Iran

**FCO 8/3618** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iranian Air Force use of bases in the UK and overseas

**FCO 8/3619 à 3623** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK defence sales to Iran: refusal of export licence for fleet replenishment ship Kharg

**FCO 8/3624** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Supply of UK military equipment to Iran

**FCO 8/3625** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Internal economic situation in Iran

**FCO 8/3626** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Banking Repayment of Iranian loan to the National Water Council

**FCO 8/3627** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Banking in Iran, including Iranian actions against United States banks in the High Court, London

**FCO 8/3628 à 3630** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK firms in Iran

**FCO 8/3631 et 3632** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK voluntary measures against Iran

**FCO 8/3633 à 3635** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Sanctions against Iran by countries other than the UK

**FCO 8/3636** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Effects of sanctions against Iran on UK firms

**FCO 8/3637** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Internal agricultural situation in Iran

**FCO 8/3638** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Oil affairs in Iran

**FCO 8/3639 à 3641** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Anglican Church in Iran: detention of British subjects in Iran

**FCO 8/3642** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Assistance and advice to British subjects concerning Iran

**FCO 8/3643** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Human rights in Iran

**FCO 8/3644** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) The Shah of Iran and his family, including the Shah's

death and funeral in Cairo, July 1980

**FCO 8/3645** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) The Shah of Iran and his family

**FCO 8/3646** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iranian exiles

**FCO 8/3647** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Situation of Kurds in Iran

**FCO 8/3648** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) International Committee of the Red Cross (ICRC): access to US hostages and UK detainees

**FCO 8/3649** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British School in Iran

**FCO 8/3650** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran

**FCO 8/3651** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) British Council in Iran

**FCO 8/3652 et 3653** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Entry of Iranians to the UK: passports and visas

**FCO 8/3654** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Entry of British citizens to Iran

**FCO 8/3655 à 3657** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Imprisonment of Iranian students after demonstration at US Embassy, Grosvenor Square, London, 4 August 1980

**FCO 8/3658 et 3659** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK diplomatic representation in Iran

**FCO 8/3660 à 3662** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Diplomatic representation of Iran in the UK, including Iranian Embassy siege, 30 April - 5 May 1980

**FCO 8/3663** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iranian Embassy siege: follow-up with Arab governments

**FCO 8/3664** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Compensation for damage to British Embassy, Tehran, in 1978 and 1979

**FCO 8/3665** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Position of Western embassies in Iran

**FCO 8/3666** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Proposed move of Iranian Embassy in London to new premises

**FCO 8/3667** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Return of Embassy staff to UK for political consultations

**FCO 8/3685 à 3690** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Start of the Iran-Iraq war

**FCO 8/3707** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) The border between Iraq and Iran

**FCO 8/3709** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Relations between Iraq and other Arab states

**FCO 8/3714** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran-Iraq War: contingency planning

**FCO 8/3796** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) United States policy towards Arabia and the Persian Gulf

**FCO 8/3797 et 3798** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Gulf Cooperation Council (GCC) - Cooperation Council for the Arab States of the Gulf

**FCO 8/3799** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Relations between Iran and Gulf states

**FCO 8/3801 et 3802** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK policy towards Arabia and the Persian Gulf

**FCO 8/3804** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Talks between the UK and USA on the Middle East

**FCO 8/3806** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Talks between the UK and Soviet Union on the Middle East

**FCO 8/3809** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Discussion with academics on the Persian Gulf, May 1981

**FCO 8/3810** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Western consultations on the Persian Gulf

- FCO 8/3813** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Ministerial visits from the UK to the Persian Gulf: general
- FCO 8/3815** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Ministerial visits from the UK to the Persian Gulf: general
- FCO 8/3816** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Ministerial visits from the UK to the Persian Gulf: general
- FCO 8/3826** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Visit by John Nott, Secretary of State for Defence, to the Saudi Arabia and the Persian Gulf, March-April 1981
- FCO 8/3828** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Visit by John Nott, Secretary of State for Defence, to the Saudi Arabia and the Persian Gulf, March-April 1981: briefs
- FCO 8/3830** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Official visitors from the Persian Gulf to the UK
- FCO 8/3832** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Official visits from the UK to the Persian Gulf
- FCO 8/3839 à 3841** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Air defence in the Persian Gulf
- FCO 8/3842** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Defence co-operation in the Persian Gulf: provision of a secure interstate communications system
- FCO 8/3844** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Visits by Ministry of Defence staff to the Persian Gulf
- FCO 8/3847** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Royal Navy deployments and visits in the Persian Gulf
- FCO 8/3848** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Royal Navy deployments and visits in the Persian Gulf
- FCO 8/3849** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK policy on defence sales to Iran and Iraq in light of the Iran-Iraq War
- FCO 8/3855** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Major commercial projects in the Persian Gulf: Middle East contracts
- FCO 8/3858** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Committee for Middle East Trade (COMET)
- FCO 8/3859** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Middle East Association and Arab Research Centre
- FCO 8/3864** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Oil affairs in the Persian Gulf
- FCO 8/3865** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) British Petroleum (BP) in the Persian Gulf
- FCO 8/3870** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Organisation of the Islamic Conference (OIC): Third Islamic Summit Conference, Mecca, January 1981
- FCO 8/3871** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Organisation of the Islamic Conference (OIC): Third Islamic Summit Conference, Mecca, January 1981; resolutions, declaration and final communique
- FCO 8/3872** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Islam: general, including International Conference on Human Rights in Islam, Paris, September 1981
- FCO 8/3874** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Middle East funds for British universities: scholarships for students from Islamic countries
- FCO 8/3875** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Training for foreign diplomats in the UK: general
- FCO 8/3876** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) British Council: geographic priorities
- FCO 8/3877** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Islamic cultural societies and organisations in the UK
- FCO 8/3878** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK media articles and publications on the Persian Gulf
- FCO 8/3879** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Arab publications in the Middle East and in the UK
- FCO 8/3880** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) BBC and broadcasting in the Persian Gulf: general

**FCO 8/3881** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Information co-operation in the Persian Gulf

**FCO 8/3883** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Private visits from the UK to the Persian Gulf

**FCO 8/4005** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Leading personalities in Iran

**FCO 8/4005 à 4008** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Internal political situation in Iran

**FCO 8/4009** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran: annual review for 1980

**FCO 8/4010** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political demonstration and arrests of Iranians in the UK

**FCO 8/4012 à 4014** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political relations between Iran and the USA: the Iran hostage crisis

**FCO 8/4024 à 4027** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political relations between Iran and the UK

**FCO 8/** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political relations between Iran and the UK

**FCO 8/4028** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Parliamentary questions in Iran

**FCO 8/4029** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) British policy on Iran 1974-1978 (*post mortem* on Iran)

**FCO 8/4030** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran and the Irish Republican Army (IRA)

**FCO 8/4031** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran and Afghanistan

**FCO 8/4032** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political relations between Iran and Turkey

**FCO 8/4033 et 4034** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Briefs on Iran

**FCO 8/4035** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) External relations of Iran

**FCO 8/4036 et 4037** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran and the EEC

**FCO 8/4038** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran and the United Nations

**FCO 8/4039** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Arrest of survey ship MV Western Sea by the Iranian Navy, April 1981

**FCO 8/4040** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Terrorist activities by Iranians

**FCO 8/4041** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iranian attitude towards hijacking: hijacked Libyan aircraft incident

**FCO 8/4042** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Illegal arms sales to Iran

**FCO 8/4043 à 4045** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Negotiations with Iran on release of the Iranian ship Kharg by the UK

**FCO 8/4046 à 4052** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK policy on defence sales to Iran

**FCO 8/4053 et 4054** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Applications for licences to export controlled goods to Iran

**FCO 8/4055** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Economy of Iran

**FCO 8/4056** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) United States/Iran Arbitration Tribunal for settlement of claims

**FCO 8/4060** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK trade with Iran

**FCO 8/4061** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) International commercial relations of Iran

**FCO 8/4062** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK firms in Iran

**FCO 8/4063** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK voluntary measures against Iran

- FCO 8/4064** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Oil affairs in Iran
- FCO 8/4065** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Shipping affairs concerning Iran
- FCO 8/4066** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Chartering of aircraft to fly arms to Iran
- FCO 8/4067 à 4069** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Anglican church in Iran: detention of British subjects in Iran - John and Audrey Coleman, Jean Waddell and Andrew Pyke; role of Archbishop of Canterbury's envoy, Terry Waite
- FCO 8/4070 à 4078**(1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Persecution of the Baha'i community in Iran
- FCO 8/4079** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Assistance to British subjects in Iran
- FCO 8/4080 à 4084** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Detention of British businessman Andrew Pyke in Iran
- FCO 8/4086** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Human rights in Iran
- FCO 8/4088** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iranian Exiles
- FCO 8/4089** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) British council in Iran
- FCO 8/4093** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iranian Students: incident at Grosvenor Square
- FCO 8/4096 à 4100** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran
- FCO 8/4101** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Voting facilities at diplomatic missions for Iranian nationals abroad
- FCO 8/4102** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Compensation for damage to Iranian Embassy in London following storming of the Embassy by the SAS in May 1980
- FCO 8/4103** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Move of the Iranian Embassy in London to new premises
- FCO 8/4126** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iraq: annual review for 1981
- FCO 8/4132** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Views of other nations on the Iran/Iraq War
- FCO 8/4133** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Soviet views on the Iran-Iraq War
- FCO 8/4134** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Parliamentary questions and letters from the public on the Iran-Iraq War
- FCO 8/4135** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Relations between Iraq and the USA
- FCO 8/4141** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) United Nations resolutions on Iran-Iraq war
- FCO 8/4142 à 4144** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Iran-Iraq War: peace negotiations
- FCO 8/4152** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Khuzestan and the border between Iran and Iraq
- FCO 8/4154 et 4155** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Fighting in the Iran-Iraq War
- FCO 8/4180** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Freedom of navigation in the Gulf
- FCO 8/4418** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) UK policy on defence sales to Iran
- FCO 8/4568** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Leading personalities in Iran
- FCO 8/4569** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Internal situation in Iran, including annual review for 1981
- FCO 8/4570** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Internal situation in Iran
- FCO 8/4571** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: country assessment paper
- FCO 8/4580 et 4581** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Political relations between Iran and the UK
- FCO 8/4584** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Political relations between Iran and Israel

- FCO 8/4594** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Recognition of the Iranian government in legal cases
- FCO 8/4597** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Political relations between Iran and Syria
- FCO 8/4599** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Political relations between Iran and the USA
- FCO 8/4608** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: multilateral political relations
- FCO 8/4609** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Talks and seminars on Iran
- FCO 8/4610** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Relations between Iran and the European Community
- FCO 8/4611** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran and the United Nations
- FCO 8/4612** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Ministerial visits from Iran to the UK
- FCO 8/4613** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Visits from Iran to the UK
- FCO 8/4614** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian Terrorist Activities
- FCO 8/4615** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian policy on terrorism
- FCO 8/4618** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: evacuation plan
- FCO 8/4619** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian economy
- FCO 8/4620** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-United States Claims Tribunal at The Hague
- FCO 8/4622** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) UK debts and claims in Iran
- FCO 8/4624** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian claims against the UK
- FCO 8/4626** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Talbot Motors Ltd in Iran
- FCO 8/4627** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) UK firms in Iran
- FCO 8/4628** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: international trade relations
- FCO 8/4629** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) UK trade with Iran
- FCO 8/4631** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) British Leyland in Iran
- FCO 8/4633** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: oil matters
- FCO 8/4634** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran: atomic energy; Bushehr nuclear power plant
- FCO 8/4635** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian shipping in the Persian Gulf
- FCO 8/4652** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran
- FCO 8/4654** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian students in the UK
- FCO 8/4655** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) British Council in Iran
- FCO 8/4658** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran and the media: BBC Panorama programme on Iran
- FCO 8/4659** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Journalists and journalism in Iran
- FCO 8/4660** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian Republic News Agency (IRNA) in the UK
- FCO 8/4661** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Radio broadcasting in Iran
- FCO 8/4666** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Familiarisation visit by W G Clare (Middle East Department) to Iran
- FCO 8/4669 et 4670** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) British diplomatic representation in Iran: proposed reopening of British Embassy in Tehran
- FCO 8/4671** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian diplomatic representation of Iran in the UK: staff lists and notifications



- FCO 8/4672** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iranian government organisations in the UK
- FCO 8/4673** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran: protection of British interests in Tehran by Sweden; relations with the Swedish Embassy
- FCO 8/4680** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Inspection of British Interests Section in Tehran in 1983
- FCO 8/4699** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-Irak war: situation reports
- FCO 8/4719 et 4720** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-Irak war: views of other nations
- FCO 8/4722** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-Irak war at the United Nations
- FCO 8/4723 à 4725** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-Irak war: peace negotiations
- FCO 8/4731 à 4733** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) The state of the Iran-Iraq War
- FCO 8/5143** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Relations between Iran and the USA
- FCO 8/5156** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Talks and seminars on Iran
- FCO 8/5158** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Relations between Iran and the European Community
- FCO 8/5159** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Ministerial visits from the UK to Iran
- FCO 8/5161** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Visit by Abbas Honardoost, Iranian Deputy Oil Minister, to the UK, December 1983
- FCO 8/5162** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Visits from Iran to the UK
- FCO 8/5171** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) UK firms in Iran
- FCO 8/5172** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Talbot Motors Ltd in Iran
- FCO 8/5175** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Middle East Association conference on Iran, London, March 1983
- FCO 8/5179** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Disposal of the Shah of Iran's assets
- FCO 8/5196** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran
- FCO 8/5199** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Cultural relations between Iran and the UK
- FCO 8/5200** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) British Council in Iran
- FCO 8/5201** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran and the media
- FCO 8/5214** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran: protection of British interests in Tehran by Sweden; relations with the Swedish Embassy
- FCO 8/5249 à 5251** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran-Iraq War: views of other nations
- FCO 8/5253 à 5256** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran-Iraq at the United Nations
- FCO 8/5257** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran-Iraq War: peace negotiations
- FCO 8/5263 et 5264** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) The state of the Iran-Iraq War
- FCO 8/5269** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran-Iraq War: shipping in the Gulf
- FCO 8/5270 à 5273** (1983 Jan 01 - 1983 Dec 31) Iran-Iraq War: threat to shipping in the Gulf
- FCO 8/5381 et 5382** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) United States policy in the Middle East
- FCO 8/5383 et 5384** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Gulf Cooperation Council (GCC)
- FCO 8/5385** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) UK policy in the Middle East
- FCO 8/5386** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) NATO policy in the Middle East

- FCO 8/5387** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Soviet policy in the Middle East
- FCO 8/5559** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Leading personalities in Iran
- FCO 8/5560 et 5561** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Internal situation in Iran
- FCO 8/5562** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Iran: annual review for 1983
- FCO 8/5566 et 5567** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Relations between Iran and the UK
- FCO 8/5573** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Relations between Iran and the USA
- FCO 8/5578** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Visits from Iran to the UK
- FCO 8/5579** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Visits from the UK to Iran
- FCO 8/5583 à 5593** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) UK arms sales to Iran and Iraq in the light of the Iran-Iraq War
- FCO 8/5604** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Interdepartmental Committee on Defence Sales to Iran and Iraq
- FCO 8/5613** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Islamic Universal Association of London
- FCO 8/5618** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran
- FCO 8/5623 à 5624** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Diplomatic representation of Iran in the UK
- FCO 8/5625** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran
- FCO 8/5658 à 5660** (1984 Jan 01 - 1984 Dec 31) Iran-Iraq at the United Nations
- FCO 8/5797** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Iran-Iraq War: attitude of the Gulf States
- FCO 8/5798** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Visits by Richard Luce, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to the Middle East, January and March-April 1985
- FCO 8/5799 et 5800** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Visits by Richard Luce, Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, to the Middle East, January and March-April 1985
- FCO 8/5813** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Gulf Heads of Mission Conference, Bahrain, January 1985
- FCO 8/5885** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Iran: annual review for 1984
- FCO 8/5890 et 5891** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Relations between Iran and the UK
- FCO 8/5897** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Relations between Iran and the USA
- FCO 8/5906** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Visit by Stephen Day (Head of the Middle Eastern Department, FCO) to Iran, March 1985
- FCO 8/5907** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Visit by Stephen Egerton (Assistant Under-Secretary of State, FCO) to Tehran, June 1985
- FCO 8/5911** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Interdepartmental Committee on Defence Sales to Iran and Iraq
- FCO 8/5934** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Discussions between the UK and the USA regarding defence sales to Iran
- FCO 8/5935** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Proposed FCO seminar on Iran in autumn 1985 (cancelled)
- FCO 8/5945** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran
- FCO 8/5952 et 5953** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran

**FCO 8/5954** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran: relations with the Swedish Ambassador in Tehran

**FCO 8/5991** (1985 Jan 01 - 1985 Dec 31) Consultations between the UK and the USA on the Iran-Iraq War

**FCO 8/6113** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Scenarios for possible UK military intervention in the Gulf

**FCO 8/6114** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) UK policy on terrorism in the Middle East

**FCO 8/6256** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Internal situation in Iran

**FCO 8/6258** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iran: annual review and calendar of events for 1985

**FCO 8/6259** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Kurdish affairs in Iran

**FCO 8/6262** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Relations between Iran and URSS

**FCO 8/6266 et 6267** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Relations between Iran and the UK

**FCO 8/6268** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Relations between Iran and Libya

**FCO 8/6273 et 6274** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Relations between Iran and the USA

**FCO 8/6293** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Visits from the UK to Iran

**FCO 8/6294** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Proposed visit by A S Collins (Middle East Department, FCO) to Tehran in May 1986 (cancelled)

**FCO 8/6295** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Visit by Hugh Arbuthnott (HM Charge d'Affaires Designate, Tehran) to Washington and New York, April-May 1986

**FCO 8/6296** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Visit by Peter Collecott (desk officer for Iran, Middle East Department, FCO) to Tehran, September 1986

**FCO 8/6297** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Visits from Iran to UK

**FCO 8/6300** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iranian terrorist activities

**FCO 8/6301** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iran and the British hostages in Lebanon

**FCO 8/6302** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iranian support for revolutionary Shi'ite movements in other countries

**FCO 8/6305 et 6306** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Interdepartmental Committee on Defence Sales to Iran and Iraq

**FCO 8/6307** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Possible sales of military engines to Iran from the UK, USA and Federal Republic of Germany

**FCO 8/6316** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) UK arms sales to Iran: storage of gun removed from Iranian ship Kharg

**FCO 8/6320** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: policy

**FCO 8/6327** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) British Petroleum (BP) in the Gulf and UK defence sales to Iran

**FCO 8/6330** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iran: telecommunications contracts; arrest of John Pattis, alleged CIA spy

- FCO 8/6338** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iranian opposition groups
- FCO 8/6341** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) British Institute of Persian Studies, Tehran
- FCO 8/6348 et 6349** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Diplomatic representation of Iran in the UK
- FCO 8/6353** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Assessment of terrorist threat against British Interests Section (BIS), Tehran
- FCO 8/6381 et 6382** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iraq-Iran War: consultations between the UK and USA
- FCO 8/6387** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iran-Iraq War: consultations between the UK and other European nations
- FCO 8 6398** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Assessments of the Iran-Iraq War
- FCO 8 6399** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) The use of chemical weapons in the Iran-Iraq War
- FCO 8/6400** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) UK policy on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6408 à 6410** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Iran-Iraq War: attacks on shipping in the Gulf
- FCO 8/6412** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Meetings between the Ministry of Defence (MOD) and the General Council of British Shipping (GCBS) in light of the Iran-Iraq War, October-November 1986
- FCO 8/6432** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) FCO seminar on Iran-Iraq War, London, July 1986
- FCO 8/6609 et 6610** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Internal situation in Iran
- FCO 8/6611** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran: annual review for 1986
- FCO 8/6612** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Internal situation in Iran: correspondence with members of the public
- FCO 8/6613** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Political demonstrations in the UK concerning Iran
- FCO 8/6614** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and the UK
- FCO 8/6616 et 6617** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and the USA
- FCO 8/6618** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and Afghanistan
- FCO 8/6619** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and Kuwait
- FCO 8/6622** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and France
- FCO 8/6641** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and the European Community
- FCO 8/6642** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran and the Gulf Cooperation Council (GCC)
- FCO 8/6644** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Visits from Iran to the UK
- FCO 8/6645** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Visit by Seyyed Hossein Mousavian, editor-in-chief of the Tehran Times, to the UK, July 1987
- FCO 8/6647** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Explosion in Kensington, London and detention of Iranians, August 1986
- FCO 8/6648** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Iran, the Palestine Liberation Organization (PLO) and Lebanon
- FCO 8/6649** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Armed forces of Iran

- FCO 8/6650** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Security of European Community nationals in Iran
- FCO 8/6651** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: policy
- FCO 8/6652** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: small inflatable boats
- FCO 8/6654** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Non-UK defence sales to Iran and Iraq
- FCO 8/6656** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: inter-departmental committee meetings
- FCO 8/6657** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: Land Rovers
- FCO 8/6658** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran: radar
- FCO 8/6659** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran: British Aerospace
- FCO 8/6660** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq: Chieftain Tanks
- FCO 8/6661** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK defence sales to Iran and Iraq
- FCO 8/6662** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Views of other countries on defence sales to Iran and Iraq
- FCO 8/6663** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Economy of Iran
- FCO 8/6666** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iranian military procurement office: correspondence from MPs and members of the public
- FCO 8/6669** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Official information on the Iranian community in the UK
- FCO 8/6670** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Numbers and locations of UK nationals in Iran
- FCO 8/6671 et 6672** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Situation of the Baha'is in Iran: correspondence with MPs and the public
- FCO 8/6673** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Situation of the Baha'is in Iran: policy
- FCO 8/6674** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Anglican Church in Iran
- FCO 8/6677** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Human rights in Iran
- FCO 8/6679** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iranian Martyrs' Foundation in the UK
- FCO 8/6682** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Advice to British travellers visiting Iran
- FCO 8/6686** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Exclusion and removal of Iranians from the UK
- FCO 8/6693** (1987 Jan 01 - 1987 Dec 31) Abduction of Edward Chaplin, Head of Chancery at the British Interests Section in Iran, May 1987: relations between Iran and the UK
- FCO 8/6696** (1987 Jan 01 - 1987 Dec 31) Abduction of Edward Chaplin, Head of Chancery at the British Interests Section in Iran, May 1987: relations between Iran and the UK
- FCO 8/6699** (1987 Jan 01 - 1987 Dec 31) Abduction of Edward Chaplin, Head of Chancery at the British Interests Section in Iran, May 1987: relations between Iran and the UK following his release
- FCO 8/6701** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Abduction of Edward Chaplin, Head of Chancery at the British Interests Section in Iran, May 1987: relations between Iran and the UK; correspondence from MPs
- FCO 8/6710** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Qatari views on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6746** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Soviet Relations between Iraq and Iran
- FCO 8/6751** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: views of the combatants

- FCO 8/6752 et 6753** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Soviet views on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6754 à 6756** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) United States views on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6763 à 6764** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Talks between the UK and Eastern European countries on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6766** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) UK policy on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6768 et 6769** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Talks by the European Community on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6770 et 6771** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) European Political Cooperation: Political Committee talks on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6772** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) NATO talks on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6773** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq conflict; possible action at the ICJ
- FCO 8/6774** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Talks at international conferences and assemblies on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6784** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War; international boundaries
- FCO 8/6788** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Use of chemical weapons in the Iran-Iraq War
- FCO 8/6789 et 6790** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Parliamentary questions on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6791** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) investigation into the bombing of civilian targets in the Iran-Iraq War
- FCO 8/6792 et 6793** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Correspondence from MPs and the public on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6794 et 6795** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Speeches and Parliamentary business on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6796** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Cabinet briefings on the Iran-Iraq War
- FCO 8/6800** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Views of FCO legal advisers on aspects of the Iran-Iraq War
- FCO 8/6807** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: export controls to prevent the supply of chemical weapons
- FCO 8/6811** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: possible United Nations sanctions against Iran and Iraq
- FCO 8/6812** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Trade sanctions against Iran by countries other than the UK
- FCO 8/6813 à 6821** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: attacks on shipping in the Persian Gulf
- FCO 8/6847** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: activities of the International Committee of the Red Cross (ICRC)
- FCO 8/7046** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Leading personalities in Iran
- FCO 8/7047 à 7048** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Internal political affairs in Iran
- FCO 8/7050** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iran: annual review for 1987

- FCO 8/7051 et 7052** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and UK
- FCO 8/7055** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and UK
- FCO 8/7056** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and France
- FCO 8/7057** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Syria
- FCO 8/7058** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Oman
- FCO 8/7059** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and African Countries
- FCO 8/7060** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Saudi Arabia
- FCO 8/7061** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and USA
- FCO 8/7062** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Canada
- FCO 8/7063** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Italy
- FCO 8/7064** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Relations between Iran and Oman
- FCO 8/7065** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Unofficial visits from the UK to Iran
- FCO 8/7066** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iraqi military activity in Iran
- FCO 8/7070** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Alleged Iranian involvement in hijacking of Kuwait Airways Flight 422, April 1988, and Pan Am Flight 103, December 1988
- FCO 8/7072** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Missile proliferation in the Middle East
- FCO 8/7073** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Meetings of the Interdepartmental Committee on Defence Sales to Iran and Iraq
- FCO 8/7075** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Inter-departmental committee meetings on defence sales to Iran and Iraq: export licence applications
- FCO 8/7076** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Non-UK arms sales to Iran and Iraq
- FCO 8/7077** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) UK policy on defence sales to Iran and Iraq
- FCO 8/7078** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Arms sales from the UK to Iran and Iraq via other countries
- FCO 8/7080** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Policy regarding Iranian Military Procurement Offices in London
- FCO 8/7081** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) UK observation of Iranian National Day
- FCO 8/7085 et 7086** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Policy on human rights in Iran
- FCO 8/7087** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Policy towards Iranian opposition and Iraqi dissident groups
- FCO 8/7088** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Correspondence regarding Iranian opposition groups
- FCO 8/7089** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Exiles and refugees in Iran
- FCO 8/7090** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iranian Royal Family
- FCO 8/7091** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Visa requirements for Iranian nationals visiting the UK
- FCO 8/7092** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iranian prisoners in the UK: Ebedellah Nouripoor and Kourush Fuladi
- FCO 8/7093** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Drug trafficking from Iran
- FCO 8/7094** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iranian properties in the UK
- FCO 8/7095** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Diplomatic representation of Iran in the UK

**FCO 8/7096** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran: correspondence regarding Swedish protection of UK interests in Iran following the closure of the British Embassy

**FCO 8/7097** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Diplomatic representation of the UK in Iran: British Interests Section (BIS) Tehran

**FCO 8/7098** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Final preparations for reopening the British Embassy in Tehran

**FCO 8/7099 à 7101** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Compensation agreement for damages to diplomatic premises in London and Tehran

**FCO 8/7183 et 7184** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between the USA and the UK: United States views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7186** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Bahrain and the UK: Bahraini views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7188** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between France and the UK: French views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7189** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Israel and the UK: Israeli views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7190 et 7191** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between the Soviet Union and the UK: Soviet views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7192** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Turkey and the UK: Turkish views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7193** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between the Federal Republic of Germany and the UK: German views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7194** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Egypt and the UK: Egyptian views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7195** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Saudi Arabia and the UK: Saudi Arabian views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7196** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Jordan and the UK: Jordanian views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7197** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Syria and the UK: Syrian views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7199** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Iraq and the UK: Iraqi views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7200** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Afghanistan and the UK: Afghan views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7201** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Oman and the UK: Omani views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7202** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Canada and the UK: Canadian views



on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7204** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) UK views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7206** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between Kuwait and the UK: Kuwaiti views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7207** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Relations between the UAE and the UK: UAE views on the Iran-Iraq War

**FCO 8/7208** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: discussions between the UK and other countries

**FCO 8/7209 à 7214** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: United Nations Security Council meetings

**FCO 8/7216** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: United Nations arms embargo

**FCO 8/7217** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: discussions at the Gulf Cooperation Council (GCC)

**FCO 8/7218** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: possible further sanctions by the United Nations

**FCO 8/7219** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: role of the United Nations Military Staff Committee

**FCO 8/7220 à 7222** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: United Nations Security Council verbatim records and correspondence

**FCO 8/7223** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: views of the permanent members of the United Nations Security Council

**FCO 8/7224** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: Organisation of the Islamic Conference (OIC), Kuwait, April 1988

**FCO 8/7225** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: Shat Al Arab river and ports in the Northern Gulf

**FCO 8/7226** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: ceasefire violations and incidents

**FCO 8/7228** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: non-parliamentary speeches by Ministers

**FCO 8/7229** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: meetings between Margaret Thatcher, UK Prime Minister, and Sir Geoffrey Howe, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs

**FCO 8/7230 à 7232** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: use of chemical weapons

**FCO 8/7233** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: UK Government studies regarding the implications of an Iranian victory

**FCO 8/7234 et 7235** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: attacks on land

**FCO 8/7237** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: cabinet briefings

**FCO 8/7239** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: threat to the Gulf states

**FCO 8/7242** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: possible reparations offer from Saudi Arabia and the USA to Iran

**FCO 8/7246** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: Iraqi attacks on shipping in the Gulf

**FCO 8/7248** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: naval cooperation with non-Western European Union (WEU) countries

**FCO 8/7249 et 7250** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: naval cooperation with non-Western European Union (WEU) countries

**FCO 8/7251** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: reflagging of ships in the Gulf

**FCO 8/7252** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: Iranian attacks on shipping in the Gulf

**FCO 8/7253 à 7256** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: United States naval operations in the Gulf

**FCO 8/7258** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: attacks on shipping in the Gulf by Iran and Iraq

**FCO 8/7262** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq War: telegram distribution

**FCO 8/7264** (1988 Jan 01 - 1988 Dec 31) Settlement for the Iran-Iraq War and post-war regional security measures

**FCO 9 - Foreign Office, Central Department and Foreign and Commonwealth Office, Southern European Department: Registered Files (C and WS Series)**

**FCO 9/3325** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Political relations between Turkey and Iran

**FCO 17 : Foreign Office, Eastern Department and successors: Registered Files (E and NE Series)**

**FCO 17/1512** (1971) Plots to overthrow government in Iran

**FCO 17/1514** (1971) Demonstration by students in Iran

**FCO 18 : Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office: Library and Records Department and predecessors: Cartographers' Maps, Plans and Drawings**

**FCO 18/588** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) Iran-Iraq border

**FCO 28 : Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office: Northern Department and East European and Soviet Department: Registered Files (N and EN Series)**

**FCO 28/3866** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Relations between the Soviet Union and Iran

**FCO 46 : Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office: Defence Department and successors: Registered Files (ZD, DP and DT Series)**

**FCO 46/2234** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK defence policy aspects of Iran/Iraq hostilities

**FCO 46/2235** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK defence policy aspects of Iran/Iraq hostilities

**FCO 46/2236** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) UK defence policy aspects of Iran/Iraq hostilities

**FCO 46/2793** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK defence policy aspects of Iran/Iraq hostilities

**FCO 46/2794** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) UK defence policy aspects of Iran/Iraq hostilities

**FCO 49 : Foreign and Commonwealth Office and predecessors: Planning Staff and Commonwealth Policy and Planning Department: Registered Files (PP, ZP and RS Series)**

**FCO 49/835** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Planning paper on the consequences of the fall of the Shah of Iran: causes of his downfall

**FCO 49/880** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran-Iraq War: crisis coordination; implications of possible release of US hostages in Tehran

**FCO 49/881** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran-Iraq War: crisis coordination; implications of possible release of US hostages in Tehran

**FCO 58 : Foreign Office and Foreign and Commonwealth Office: United Nations (Political) Department: Registered Files (UP and UL Series)**

**FCO 58/1933 à 1935** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Iran and the United Nations Security Council

**FCO 58/2827 et 3288** (1982 Jan 01 - 1982 Dec 31) Iran-Iraq War at the United Nations

**FCO 58/4403** (1986 Jan 01 - 1986 Dec 31) Human rights in Iran

**FCO 66 : Foreign and Commonwealth Office: Disarmament Department and Arms Control and Disarmament Department: Registered Files (DS Series)**

**FCO 66/1003** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran and disarmament

**FCO 72 : Foreign and Commonwealth Office: Parliamentary Commissioner Unit and Parliamentary Commissioner and Committees Unit: Registered Files (PU Series)**

**FCO 72/82** (1980 Jan 01 - 1980 Dec 31) Select Committee on Foreign Affairs: sanctions against Iran

**FCO 93 : Foreign and Commonwealth Office: Near East and North Africa Department: Registered Files (NF Series) (1972-1985)**

**FCO 93/1348** (1978 Jan 01 - 1978 Dec 31) Islamic revival

**FCO 93/1586** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Israel and Iran

**FCO 93/1818** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Guadeloupe Summit: quadripartite discussions between the UK, France, Federal Republic of Germany and USA, January 1979

**FCO 93/1819** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Stability of the Near and Middle East after the events in Iran: overthrow of monarchy and establishment of a republic

**FCO 93/1871** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Relations between Libya and Iran

**FCO 93/2074** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Political relations between Israel and Iran

**FCO 93/2292** (1980 Jan 1 - 1980 Dec 31) Stability in Near East and Africa Department (NEDAD) countries following events in Iran and Afghanistan

**FCO 93/2377** (1980 Jan 1 - 1980 Dec 31) Relations between Egypt and Iran

**FCO 93/4931** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) Relations between Lebanon and Iran

**FCO 98 : Foreign and Commonwealth Office: European Integration Department (External): Registered Files (E(MX) Series)**

**FCO 98/1073** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) Relations between the European Community and Iran

**FCO 98/1107** (1981 Jan 01 - 1981 Dec 31) European Political Cooperation: Iran

**FCO 98/3068** (1987 Jan 1 - 1987 Dec 31) European Community: proposed United Nations sanctions against Iran and Iraq

**FCO 99 : Foreign and Commonwealth Office: Mexico and Caribbean Department: Registered Files (AC file series)**

**FCO 99/267** (1979 Jan 01 - 1979 Dec 31) Visit of James Callaghan, UK Prime Minister, to the Caribbean, January 1979: Barbados and the Guadeloupe Summit

**FCO 99/2629** (1987 Jan 01 - 1987 Dec 31) Iran-Contra affair: investigations

**FCO 105 : Foreign and Commonwealth Office: Southern African Department: Registered Files (JS file series)**

**FCO 105/2847** (1987 Jan 01 - 1987 Dec 31) Iran-Iraq War: possible arms embargo

**FCO 160 : Foreign and Commonwealth Office: Diplomatic Reports and Diplomatic Documents (1969-2000)**

**FCO 160/253/29** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) 'Iran annual review for 1987', despatch from Jeffrey Ling, Director of Research, FCO

**FCO 160/257/19** (1988 Jan 1 - 1988 Dec 31) 'Possible Outcomes of the Iran-Iraq Conflict Implications', Research Department Note, prepared by Christopher John Spencer Rundle

**FCO 160/270/16** (1989 Jan 1 - 1989 Dec 31) 'Iran's Policy Towards Afghanistan 1979-1989', George P. Shultz

**FO 371 : Foreign Office: Political Departments: General Correspondence from 1906-1966**

**FO 371/12/70/88** (1957 Jan 01 - 1957 Dec 31) Formation of Anglo-Iranian Society in London

**FO 371/13/30/17** (1958 Jan 01 - 1958 Dec 31) Societies to promote good relations between Iran and UK

**FO 371/14/98/23** (1960 Jan 01 - 1960 Dec 31) Shia Islamic Society in UK

**FO 973 : Foreign and Commonwealth Office: Research Department Later Research and Analysis Department: Background Briefs (1978-1992)**

**FO 973/93** (1980 May) Chronology of the Principal Events in Iran following Shah Reza Pahlavi's Departure on 16th January 1979 and Ayatollah Khomeini's Subsequent Return from Exile (1st February

1979 - 5th May 1980)

**FO 973/547** (1988 June) Chronology of the Iran-Iraq conflict: June 1987 - May 1988

#### **4. DEFE : Records of the Ministry of Defence (1808-2017)**

##### **DEFE 11 : Ministry of Defence: Chiefs of Staff Committee: Registered Files (1946-1993)**

**DEFE 11/863** (1975 Jan 01 - 1979 Dec 31) Near East and Middle East

##### **DEFE 13 : Ministry of Defence: Private Office: Registered Files (all Ministers') (1950-2007)**

**DEFE 13/1123** (1974 Jan 01 - 1976 Dec 31) Middle East and North Africa: policy towards defence relationship and sales to Iran

**DEFE 13/1156** (1977 Jan 01 - 1978 Dec 31) Defence sales to Iran

**DEFE 13/1320 et 1321** (1978 Jan 01 - 1979 Dec 31) Minister's Office. Sale of arms to Iran.

##### **DEFE 24 : Ministry of Defence: Defence Secretariat Branches and their Predecessors: Registered Files (1952-2009)**

**DEFE 24/1406** (1976 Jan 01 - 1978 Dec 31) Defence sales to Iran following the change of regime **inaccessible**

**DEFE 24/1423** (1959 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran: involvement in NATO naval control of shipping in Middle East

##### **DEFE 68 : Ministry of Defence: Central Staffs: Registered Files and Branch Folders (1945-1992)**

**DEFE 68/318** (1976 Jan 01 - 1978 Dec 31) Iran: arms sales and military assistance.

**DEFE 68/865 et 866** (1985 Nov 13 - 1986 Feb 21) Iran: projects and defence

##### **DEFE 69 : Ministry of Defence (Navy): Registered Files and Branch Folders (1869-2006)**

**DEFE 69/1738** (1988 Aug 10 - 1989 Feb 28) Iran/Iraq conflict: Armilla Patrol; mine clearance; collision between HMS Southampton and Motor Vessel Torbay; post ceasefire policy; the future of Royal Navy deployments in the Gulf

**DEFE 69/1740** (1986 Apr 25 - 1990 Dec 17) Middle East and Persian Gulf: Iran Iraq conflict; shipping attacks

#### **5. BT : Records of the Board of Trade and of successor and related bodies (1697-2002)**

##### **BT 241 : Board of Trade and successors: Commercial Relations and Export Division: Registered Files (CRE (P, G & R suffix) Series)**

**BT 241/3222** (1980 Jan 01 - 1987 Dec 31) Iran: economic and trade sanctions by the UK

**BT 241/3224** (1980 Jan 01 - 1987 Dec 31) Cabinet Official Group on Iran: working papers; UK economic and trade sanctions against Iran

**6. AB : Records of the United Kingdom Atomic Energy Authority and its predecessors (1939-20015)**

**AB 48 : United Kingdom Atomic Energy Authority: London Office: Scientific and Technical Administration: Correspondence and Papers (1942-1995)**

**AB 48/1295** (1979 Jan 01 - 1990 Dec 31) Nuclear collaboration with Iran

**7. HO : Records created or inherited by the Home Office, Ministry of Home Security, and related bodies (1700-2013)**

**HO 287 : Home Office: Police (POL Symbol Series) Files**

**HO 287/2826** (1979 Jan 01 - 1982 Dec 31) Protection of special personages: the Shah of Iran and the Empress Farah

**B. Churchill Archives Centre, Cambridge**

Churchill Archives Centre. Churchill College. Cambridge CB3 0DS

<https://www.chu.cam.ac.uk/archives/>

Catalogue : <https://janus.lib.cam.ac.uk/db/node.xsp?id=EAD%2FGBR%2F0014%2FTHCR>

**1. THCR : The Papers of Baroness Thatcher LG., OM., FRS.**

**THCR 1 : Margaret Thatcher's personal filing**

**THCR 1/3** : Personal correspondence, originals of selected in-letters received by Margaret Thatcher (almost exclusively dating from the period 1979-90)

**THCR 1/7** : Engagements material, including a large number of menu cards

**THCR 1/10** : Foreign affairs material and foreign tour schedules, including papers for individual summits and conferences with world leaders (1967-1990)

**THCR 1/14** : Parliamentary affairs

**THCR 1/17** : Speech and media transcripts (1952-1991)

**THCR 2 : Public and political correspondence and papers**

**THCR 2/2** : Correspondence with individuals and organisations (1975-1990)

**THCR 2/6** : Subject files, including reports and minutes of policy groups and other committees, notes from advisors etc. (1975-1990)

**THCR 3 : Prime Ministerial papers**

**THCR 3/2** : “Third carbons” (copies of out-letters from MT's Private Office at Downing Street) (1979-1990)

**THCR 3/5** : Bernard Ingham’s press digests and briefing notes (May 1979-November 1990)

**THCR 5 : Speeches and public statements**

**THCR 5/1** : Copies of speeches, with detailed speech preparation notes and briefing papers from political advisers (1975-1990)

**THCR 6 : Engagements and visits**

**THCR 6/1/2/1-6** : Margaret Thatcher engagement diary

**THCR 6/2** : UK visits and engagements papers, 1975-2002 (1975–2002)

**C. Chatham House Archives, Londres**

The Royal Institute of International Affairs, 10 St James’s Square, London SW1Y 4LE

<https://www.chathamhouse.org/>

Catalogue : <http://gale.cengage.co.uk/the-chatham-house-online-archive.aspx>

**1. General Administration**

**RIIA 3/6 Correspondence with various bodies**

**RIIA 3/6 TEH** : Tehran Institute of International Affairs

**2. Meetings**

**RIIA/8/3967** : Roger Cooper. “Political and Religious Disruption in Iran Today: The Roots of the Current Disorder”. Chatham House, London. December 18, 1978.

**RIIA/8/3988** : Fred Halliday. “Iran without the Shah?”. Chatham House, London. March 08, 1979.

**RIIA/8/4142** : “Internal and External Threats to the Iranian Revolution”. Chatham House, London. October 14, 1980

**RIIA/8/4152** : Dr Adeed Dawisha Dr Shahram Chubin. “The Iraq-Iran War: Causes and Consequences”. Chatham House, London. November 20, 1980

- RIIA/8/4154** : “Moscow and the Gulf War”. Chatham House, London. November 27, 1980
- RIIA/8/4157** : “The Middle East and the West”. Chatham House, London. December 04, 1980
- RIIA/8/4190** : “The Play of Forces in Contemporary Iran”. Chatham House, London. April 15, 1981
- RIIA/8/4239** : Professor Emmanuel Sivan. “The Resurgence of Islam”. Chatham House, London. November 24, 1981
- RIIA/8/4261** : Prof Jerrold D Green. “American Foreign Policy and Regional Stability in the Middle East”. Chatham House, London. February 23, 1982
- RIIA/8/4276** : HE Mr Shlomo Argov. “Middle East Realities: An Israeli View”. Chatham House, London. April 22, 1982
- RIIA/8/4386** : “Iran: The Political Situation”. Chatham House, London. June 30, 1983
- RIIA/8/4482** : “Iran Five Years after the Revolution”. Chatham House, London. September 19, 1984
- RIIA/8/4526** : “The Wartime Iraq of Saddam Hussain”. Chatham House, London. March 25, 1985
- RIIA/8/4554** : “Lebanon: The Disintegration of a Country”. Chatham House, London. June 20, 1985
- RIIA/8/4605** : “Iran: Seven Years of Revolution”. Chatham House, London. February 11, 1986
- RIIA/8/4669** : Fred Halliday. “Islam and International Politics”. Chatham House, London. November 27, 1986
- RIIA/8/4682** : “Prospects for the Middle East 1987-1992”. Chatham House, London. February 16, 1987
- RIIA/8/4745** : “Iran and the Gulf”. Chatham House, London. May 29, 1987
- RIIA/8/4849** : Fred Halliday. “Soviet ‘New Thinking’ and the Middle East”. Chatham House, London. October 12, 1988
- RIIA/8/4854** : Dr Shahram Chubin. “The Iran-Iraq War in Perspective”. Chatham House, London. October 25, 1988
- RIIA/8/4857** : Edward Mortimer Patrick Bannerman. “Islam in Perspective”. Chatham House, London. November 01, 1988

### 3. Study Groups

#### **RIIA 9/98 : Middle East Discussion Group**

- RIIA 9/98c** : Meetings Apr-Dec 1976: Papers and correspondence
- RIIA 9/98d** : 1987
- RIIA 9/98e** : Gen. corres. 1981-1988

### 4. Conferences

#### **RIIA 10/70 : Iran 1980-85: Problems and Challenges of Development**

- RIIA 10/70a** : Iran 1980-85
- RIIA 10/70b** : Iran 1980-85



**RIIA 10/75 : The Middle East after the Shah**

**RIIA 10/75 1a** : The Middle East after the Shah

**RIIA 10/81 : Islam in the Political Process**

**RIIA 10/81a** : Islam in the Political Process

**RIIA 10/82 : Islam in Foreign Policy**

**RIIA 10/82a** : Islam in Foreign Policy

**5. Individual studies from 1946**

**RIIA 17/221** : 1983, Mar, Islam in the Political Process, J. Piscatori

**RIIA 17/226** : 1983, Oct, Islam in Foreign Policy, A. Dawisha

**RIIA 17/229** : 1983, Dec, The Troubled Alliance: Atlantic Relations in the 1980s, L. Freedman

**RIIA 17/241** : 1986, Nov, Islam in a World of Nation-States, J. Piscatori

**RIIA 17/264** : 1988, Nov, Islam in Perspective, P. Bannerman

**RIIA 17/278** : 1989, July, British Elite Attitudes and the U.S.: Continuity and Change, G. Edwards & D. Sanders

**II. États-Unis****A. The National Archives and Records Administration, College Park, Md.**

The National Archives and Records Administration, 8601 Adelphi Road, College Park, MD 20740-6001

<https://www.archives.gov/>

Catalogue : <https://catalog.archives.gov/>

**1. Record Group 59: General Records of the Department of State, 1763 - 2002****Subject Files of Edmund S. Muskie, 1963 – 1981**

**Box 2**: Iran Working Group

**Records of Deputy Secretary Warren Christopher, 1977 - 1980**

**Box 1**: Telcon w/ Amb. Sullivan – Iran; Iran/SALT; Iran (hostages)/Afghanistan/1980 Olympics

**Records of Anthony Lake, 1977 - 1980**

**Box 19:** Iranian Files, 1979 & 1980

**Records Relating to Iran, 1965 – 1975**

**Box 1:** ORG 3-2 Chiefs of Mission. Principal Officers. Iran, 1967

**Box 2:** POL 15-1, Shah of Iran, Shah-Fulbright Conflict, Iran, 1967; AID 14, Peace Corps, Iran, 1968; DEF 4A, CENTO, Administration & Organisation, Iran, 1968; DEP 19-3B, Military Assistance UK, Iran, 1968

**Box 3:** EDX 18 US Student Program GOI Scholarships. Iran, 1968; EDX 22 US Specialists. Iran, 1968; INT Intelligence (General) Iran, 1968

**Box 4:** DEF 19-2b Advisory & Training Genmish. Iran, 1968

**Box 5:** 2802540 DEF 19-2A ARMISH/MAAG Advisory & Training. Iran, 1971; INT Intelligence-General. Iran, 1971 ; POL Iran/UK, 1971

**Box 6:** DEF 4A, CENTO Administration & Organization, Iran, 1972; DEF 11, Research & Development, Iran, 1972; DEF 15, Bases & Installations, Iran, 1972; DEF 19, Military Assistance (General), Iran, 1972

**Box 7:** POL Iran-UK, Iran, 1972 ; POL Iran-USRR, Iran, 1972 ; POL 13-6, Religious Group, Iran, 1972 ; POL 17, Diplomatic & Consular Representations, Iran, 1972 ; INT, Intelligence-General, Iran, 1972 ; DEF 19-2A, ARMISH-MAAG Advisory & Training, Iran, 1972; AE Atomic Energy- 1961-1963 General. Iran, 1972

**Box 8:** Gen. Hamilton Twitchell, USA (Ret.); DEF 6-9 Schools, Academies, Iran, 1973; DEF 19-9, ARMISH/MAAG Advisory & Training Assistance, Iran, 1973; DEF 19-9, Training Assistance, Iran, 1973; DEF 19-9A, ARMISH/MAAG APO, Iran, 1973; POL United States, Iran, 1973; POL U.K., Iran, 1973

**Box 9:** POL 1, General Policy-Background, Iran, 1973 ; POL 17A, Ambassador Ardeshir Zahedi, Iran, 1973 ; POL-U.S., Iran, 1974; POL-Ambassador Zahedi, Iran, 1974; INT General. Iran, 1974; POL Israel. Iran, 1974

**Box 10:** DEF 6-9 Schools. Academies. Iran, 1974; DEF 19 Military Assistance (General) Iran, 1974; DEF 19-9 ARMISH/MAAG. Iran, 1975; PER Ambassador Richard Helms. Iran, 1975

**Records of Sheldon J. Kryz Relating to Iran Hostages**

Iran Working Group (IWG), Situation Reports (SITREPs) Numbers 1-528 (With Gaps) 1979-1980  
[SITREPs, Folder 2 1979-1980]

[SITREPs #3 1980]

Hostages (Planning For and Post-Release Plans) [1980]

Various Pre- and Post-Hostage Matters [1979-1982] [1]

Various Pre- and Post-Hostage Matters [1979-1982] [2]

The Hostage Crisis in Iran 1979-1981

Hostages - Cables, Telcons, Memos [1979-1981]

## 2. Record Group 306: Records of the U.S. Information Agency, 1900 – 2003

### Records Relating to the Peace Corps, 1961 – 1964

**Box 8:** Iran, Tehran/IAN - Peace Corps 1961, 1961-1963

### B. National Security Archive, George Washington University, Washington D.C.

National Security Archive, Suite 701, Gelman Library, George Washington University, 2130 H Street, NW, Washington, D.C., 20037

*nsarchiv@gwu.edu*

Catalogue : [https://proquest.libguides.com/dnsa/dnsa\\_54](https://proquest.libguides.com/dnsa/dnsa_54)

#### 1. Collections numérisées

Iran: The Making of U.S. Policy, 1977-1980

CIA Covert Operations: From Carter to Obama, 1977-2010

The Iran-Contra Affair: The Making of a Scandal

Iraqgate: Saddam Hussein, U.S. Policy and the Prelude to the Persian Gulf War, 1980-1994

Presidential Directives on National Security from Harry Truman to William Clinton

Terrorism and U.S. Policy, 1968-2002.

U.S. Espionage and Intelligence, 1947-1996

National Security Agency: Organization and Operations, 1945-2009

#### 2. Archives non-numérisées

### Reagan Administration Financial Disclosure Reports, 1981-1989

**Box II:** Allen, Richard V.; Armacost, Michael H.; Armitage, Richard L.; Baker, James A. III; Bosworth, Stephen W.; Brock, William E.; Bush, George H.W.; Carlucci, Frank C.; Casey, William J.; Cheney, Richard B.; Clarke, Richard A.; Cutler, Walter L.; Deaver, Michael K.; Dole, Elizabeth H.

**Box II:** Eagleburger, Lawrence S.; Enders, Thomas O.; Fairbanks, Richard M. III; Gates, Robert M.; Haig, Alexander M., Jr.; Ikle, Fred C.; Kirpatrick, Jeane J.; Meese, Edwin III; Nitze, Paul H.

**Box III:** Reagan, Ronald W.; Regan, Donald T.; Tower, John G.; Walters, Vernon A.; Weinberger, Caspar W.; Miscellaneous documents on financial disclosure.

### C. Jimmy Carter Library, Atlanta, Ga.

441 Freedom Parkway, Atlanta, Georgia 30307-1498

<http://www.jimmycarterlibrary.gov/>

Catalogue : [http://www.jimmycarterlibrary.gov/library/pres\\_materials.phtml](http://www.jimmycarterlibrary.gov/library/pres_materials.phtml)

Papiers publics : [http://www.presidency.ucsb.edu/jimmy\\_carter.php](http://www.presidency.ucsb.edu/jimmy_carter.php)

#### 1. White House Central Files

##### White House Central Files Subject File

CO : Countries

#### 2. White House Staff Office Files

##### Records of the Office of the Appointments/Scheduling/Advance

Presidential Daily Diary Office files : Jimmy Carter Presidential Daily Diary

##### Records of the Office of the Chief of Staff

**Container 33** : Administration Review Goals & Priorities First Draft of December 1977 Memo ; Administration Review, Goals & Priorities-First Draft of December 1977 Memo- Charts

**Container 34** : Foreign Policy/Domestic Politics Memo, HJ Memo, 6/77 ; CIA Briefings, 1978  
Foreign Policy Issues-Work Plans, 6/77; Iran, 11/79 ; Iran, 12/79 ; Iran, 1/80 ; Iran, 2/80 ; Iran, 3/80; Iran, 4/80; Iran, 5/80

**Container 35** : Iran - CIA Reports, 11/79 ; Iran -Ghotbzadeh-Cottam ; Iran -HJ Meetings, 4/80 ; Iran - HJ Meetings with "Frenchmen," 1-2/80 ; Iran -HJ Panama/Texas Trip, 12/11-14/79 ; Iran – HJ Trip, 3/12-15/80 ; Iran -Pakistan, 11/79 ; Iran-Saudi Arabia, 1979-Seizure of "Mecca"; Iran Scenario ; Iran Shah-Panama ; Iran –"60 Minutes" Program-Iran/U.S. ; Iran -U.N. Commission.

**Container 37** : State/WH Relations, 1979 ; WH Staff Coordination/Changes Memo, 1978

##### Records of the CIA, 1894-2002

Articles from Studies in Intelligence, 1955 – 1992

National Intelligence Estimates and Related Reports and Correspondence, 1950 - 1985

##### Office of the Chief of Staff Files, Hamilton Jordan's Confidential Files,

**Container 33** : Administration Review Goals & Priorities First Draft of December 1977 Memo ; Administration Review, Goals & Priorities-First Draft of December 1977 Memo- Charts

**Container 34** : Foreign Policy/Domestic Politics Memo, HJ Memo, 6/77 ; CIA Briefings, 1978 ;

Foreign Policy Issues-Work Plans, 6/77 ; Iran, 11/79 ; Iran, 12/79 ; Iran, 1/80 ; Iran, 2/80 ; Iran, 3/80 ; Iran, 4/80 ; Iran, 5/80

**Container 35** : Iran - CIA Reports, 11/79 ; Iran -Ghotbzadeh-Cottam ; Iran -HJ Meetings, 4/80 ; Iran - HJ Meetings with "Frenchmen," 1-2/80 ; Iran -HJ Panama/Texas Trip, 12/11-14/79 ; Iran – HJ Trip, 3/12-15/80 ; Iran -Pakistan, 11/79 ; Iran-Saudi Arabia, 1979-Seizure of "Mecca" ; Iran Scenario ; Iran Shah-Panama ; Iran -"60 Minutes" Program-Iran/U.S. ; Iran -U.N. Commission.

### Records of the Office of the Staff Secretary

**Container 51** : 11/15/77 [1] (Iran, Shah Mohammed Reza Pahlavi)

**Container 58** : 1/11/78 (Iran)

**Container 65** : 2/27/78 [1] (Iran)

**Container 84** : 7/10/78 [2] (Iran)

**Container 89** : 8/16/78 (Central Intelligence Agency)

**Container 97** : 11/11/78 (Oil Industry) ; 12/4/78 [2] (Zahedi, Ardeshir, Iran)

**Container 101** : 12/23/78-1/1/79 [2] (Iran)

**Container 102** : 1/10/79 [1] (Oil, Iran)

**Container 106** : 2/5/79 [9] (United Nations, Iran)

**Container 107** : 2/21/79 [1] (Iran)

**Container 108** : 2/26/79 [2] (Iran, United Nations)

**Container 113** : 4/11/79 [1] (Iran)

**Container 116** : 5/15/79 [1] (Religion, Iran)

**Container 134** : 10/10/79 [1] (Religious liaison)

**Container 138** : 11/7/79 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; [11/7/79-Not Submitted-DF] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 11/8/79 [1] (Iranian Crisis - Congressional Reaction) ; [11/8/79-Not Submitted-DF] (White House Staff ; Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 139** : 11/9/79 [1] (United Nations, Iran Hostage Crisis, 1979-1981, Congress, Energy Policy) ; 11/9/79 [2] (Iran) ; 11/12/79 (Iran Hostage Crisis - 1979-1981, Iran) ; 11/15/79 (Iran) ; 11/16/79 [2] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 11/20/79 (Presidential Advisers, Cabinet summaries ; Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 140** : 11/28/79 (Draft Statement on Hostage Crisis, Iranian Students) ; 12/3/79 (Deportation of Iranian Students, Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 141** : 12/5/79 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981, Islamic-Americans) ; 12/7/79 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 12/10/79 [4] (O'Neill, Thomas P. (Congressman), Religion)

**Container 142** : [12/14/79-Not Submitted-DF] (Iranian Students) ; 12/17/79 [1] (Thatcher, Margaret) ; 12/17/79 [2] (Iranian Students, Thatcher, Margaret, United Kingdom)

**Container 143** : 12/19/79 [1] (Callahan, James, Iran) ; [12/19/79-Not Submitted-DF] (Iran) ; 12/21/79 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 12/21/79 [2] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 12/26/79 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 144** : 12/29/79 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 12/31/79 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 146** : 1/10/80 (Iranian Students) ; 1/11/80 [2] (Iran) ; 1/15/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 147** : [1/16/80-Not Submitted-DF] (Iran) ; [1/20/80] (Cannon, William R., Religion)

**Container 150** : 2/12/80 [1] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 2/18/80 (Iran)

**Container 151** : 2/19/80 [2] (Veterans)

**Container 153** : 3/6/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 3/7/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 3/11/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 3/11/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 156** : 3/28/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 4/1/80 (Khomeini, Ayatollah Ruholla, Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 159** : 4/21/80 [1] (Religion, Iran) ; 4/23/80 (Oil sanctions, Iran) ; 4/25/80 (Iranian Hostage Rescue Mission)

**Container 160** : 4/29/80 [2] (Iranian Hostage Rescue Mission) ; 5/6/80 [2] (Iranian Hostage Rescue Mission)

**Container 161** : 5/8/80 (Iranian Hostage Rescue Mission)

**Container 162** : 5/12/80 [3] (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 5/15/80 [1] (Iranian Hostage Rescue Mission)

**Container 163** : 5/21/80 [1] (Iranian Hostage Rescue Mission) ; 5/27/80 [1] (Iranian Hostage Crisis and Ruling of UN International Court of Justice) ; 5/27/80 [2] (France, D'Estaing, Giscard, Iranian Hostage Rescue Mission)

**Container 166** : 6/12/80 [1] (Summit Meetings) ; 6/12/80 [2] (Religion) ; 6/16/80 [2] (White House Chief of Staff)

**Container 167** : 6/18/80 (Press/Foreign, Cabinet, White House Staff, Summit Meetings, Cabinet Summaries)

**Container 169** : 7/22/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 171** : 8/7/80 (Iran) ; 8/8/80 (Iran, International Relations) ; 8/14/80 (Religion)

**Container 172** : 8/21/80 [1] (Medal of Honor, Casamento, Anthony, Veterans)

**Container 173** : 8/26/80 [1] (Iran, Jewish-Americans, Congress, Religion) ; 8/27/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 174** : 8/29/80 (International Relations, Refugees, Iran)

**Container 175** : 9/1/80 (Iran) ; 9/5/80 (Iran Hostage Rescue Mission, 1980) ; 9/8/80 [1] (Jewish-Americans, Religion)

**Container 176** : 9/11/80 (Religion, Iran, United Nations) ; 9/13/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 177** : 9/22/80 [1] (Israel, Saudi Arabia, Jewish-Americans)

**Container 178** : 9/24/80 (Iran/Iraq War) ; 9/26/80 [1] (National Security Council, Religion)

**Container 180** : 10/8/80 (Iran-Iraq war) ; 10/13/80 [1] (Persian Gulf) ; 10/15/80 (Iran/Iraq War)

**Container 182** : 11/5/80 (Cutler, Lloyd, Brzezinski, Zbigniew, Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 183** : 11/12/80 (Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 186** : 12/19/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981) ; 12/22/80 [1] (Family Liaison Action Group (FLAG), Iran Hostage Crisis, 1979-1981)

**Container 187** : 12/31/80 (Iran Hostage Crisis, 1979-1981); 1/12/81 [3] (Medal of Freedom)

#### **D. Ronald Reagan Library, Simi Valley, Ca.**

40 Presidential Drive, Simi Valley, California 93065

<http://www.reagan.utexas.edu/>

Catalogue : *List of Holdings of the Presidential Records and Historical Materials of the Reagan Library*

Papiers publics : <http://www.reagan.utexas.edu/archives/speeches/publicpapers.html>

#### **1. White House Office of Records Management, 1981-1989**

##### **Country files**

**CO167**: United Kingdom: box 606691; case files 506433

##### **Messages Files**

**ME001-02** : Birthday Greetings case files 104181, 179097, 265118, 345904, 349123, 452755, 534175, 544985, 602850

**ME001-03** : Sympathy – Condolences case files 092590, 246764, 433522, 434564, 555585

**ME002** : Messages to Organizations case file 200039

**ME002-03** : Governmental Groups case files 172041, 214508, 220066

**ME002-06** : Newspapers, Magazines, Radio and TV Stations case file 432303

##### **National Security - Defense**

ND013 : Ships – Submarines case file 490556

ND016 : Wars case files 001311, 160319

##### **Public Relations**

**PR007-01** : Presidential Appointments-Granted case file 448311

**PR007-02** : Presidential Telephone Calls case file 482760

**Presidential Handwriting File**

Presidential Telephone Calls

**2. White House Central Files, 1981-1989****Blackwell, Morton: Files****Box 27** : Policy United Kingdom (1 of 2)**Burns, William J.: Files****Box 91834** : Policy Review Group (PRG) Meeting: Afghanistan and Iran (01/12/1987); Policy Review Group (PRG) Meeting: Afghanistan-Pakistan and Iran and Iraq (01/28/1987)**Cannistrato, Vincent: Files****RAC Box 2** : Counterterrorism (08/08/1985 - 04/10/1985); Counterterrorism (04/11/1986 - 05/11/1986); Counterterrorism (05/12/1986 - 08/13/1986); Terrorism (1); Terrorism (2); Intelligence Oversight [1 of 2]; Intelligence Oversight [2 of 2]**Carlucci, Frank: Files****Box 92463** : Terrorism**Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC: Records****RAC Box 5** : Iran I (12/19/1986-02/28/1987); Iran I (03/01/1987-03/31/1987); Iran I (04/01/1987-08/09/1987); Iran I (08/10/1987-09/24/1987); Iran I (09/25/1987-10/05/1987); Iran II (1); Iran II (2); Iran II (3); Iran II (4); [Iran Communications] (empty); Iran Sanctions Options, August 1987; Iraq, 1987-1988**RAC Box 6** : United Kingdom (February 1987-May 1987); United Kingdom (June 1987-July 1987); United Kingdom (August 1987-January 1988); United Kingdom (February 1988-October 1988)**RAC Box 7** : Terrorism Groups: Hizballah [Hezbollah] (1); Terrorism Groups: Hizballah [Hezbollah] (2)**RAC Box 8** : Terrorism Incidents: Pan Am #73**RAC Box 9** : Terrorism: Meetings – Summit 7 (1); Terrorism: Meetings – Summit 7 (2)**Coy, Craig: Files****RAC Box 2** : Terrorism Meeting with the British 05/28/1986 (1); Terrorism Meeting with the British 05/28/1986 (2); US-UK Meeting [05/05/1986]**DeGraffenreid, Kenneth E.: Files****RAC Box 7** : Hostile Intelligence Threat: Counterintelligence [British Counterterrorism Policy and



Capabilities]

**Executive Secretariat, NSC: National Security Decision Directives (NSDDs): Records**

NSDD 114 [U.S. Policy Towards Iran-Iraq War] (1)-(3)

NSDD 139 [Measures to Improve U.S. Posture and Response to Developments in the Iran-Iraq War] (1)-(3)

NSDD 141 [Responding to Escalation in the Iran-Iraq War] (1)-(8)

**Executive Secretariat, NSC: National Security Planning Group (NSPGs): Records**

**Box 91305** : NSPG 0087 03/30/1984 [Iran-Iraq War]

**Executive Secretariat, NSC: Subject File: Records**

**Box 110** : Terrorism February – March 1981

**Box 111** : Terrorism (09/11/1981-10/02/1981); Terrorism (10/03/1981-10/07/1981)(Too Late to File); Terrorism (10/09/1981-10/14/1981)(Too Late to File); Terrorism [October 1981 – February 1982]; Terrorism (April 1982-June 1982); Terrorism (August 1982-December 1982); Terrorism (February 1983-August 1983); Terrorism (September 1983-December 1983); Terrorism (February 1984-March 1984); Terrorism (04/04/1984-04/16/1984)

**Box 112** : Terrorism (04/19/1984-04/23/1984); Terrorism (May 1984); Terrorism (06/04/1984-06/25/1984); Terrorism (06/28/1984); Terrorism (07/01/1984-07/10/1984); Terrorism (07/23/1984-07/26/1984); Terrorism (August 1984-September 1984); Terrorism (10/03/1984-10/05/1984)

**Box 113** : Terrorism (10/09/1984-10/26/1984); Terrorism (November 1984-December 1984)

**Fielding, Fred: Files**

**Box 31F** : Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (1); Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (2); Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (3); Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (4); Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (5); Iran – [Implementation of Iran Hostage Agreement] (6); Iran – [Index of Executive Documents as of 01/19/1981] (1); Iran – [Index of Executive Documents as of 01/19/1981] (2)

**Green, Max: Files**

**Box 27** : Terrorism (1); Terrorism (2); Terrorism (3); Terrorism (4); Terrorism (5); Terrorism (6); Terrorism (7); Terrorism (8); Terrorism (9)

**North, Oliver: Files**

**Box 10** : British Hostages [Cables] (03/17/1986-04/14/1986); British Hostages [Cables] (04/15/1986-07/22/1986)

**Box 14** : Terrorism: United States-British (05/01/1984-05/14/1984); Terrorism: United States-British (05/15/1984-08/23/1984); Terrorism: US-British (08/24/1984-09/30/1984); Terrorism: US-British (09/30/1984-10/21/1984); Terrorism: United States-British (10/22/1984-10/30/1984); (10/31/1984-11/06/1984); (11/07/1984-11/19/1984); Terrorism: United States-British (11/20/1984-12/20/1984); Terrorism: United States-British (12/20/1984-03/24/1985); Terrorism: US-British (03/25/1985-05/15/1985); Terrorism: US-British (06/26/1985-02/10/1986); Terrorism: US-British (02/11/1986-03/21/1986); Terrorism: US-British (03/22/1986-05/26/1986); Terrorism: US-British (05/27/1986-09/30/1986); Terrorism: US-British (10/01/1986-11/03/1986); [Terrorism: US-British]: Europe Trip-JMP (John M. Poindexter) 11/12/1984-11/16/1984 (1); [Terrorism: US-British]: Europe Trip-JMP (John M. Poindexter) 11/12/1984-11/16/1984 (2)

### **Sommer, Peter R.: Files**

Box 90424: United Kingdom – 1983 – 07/12/1983-07/21/1983

### **Tahir-Kheli, Shirin: Files**

**RAC Box 6** : Iran Afghanistan

### **Teicher, Howard: Files**

**RAC Box 7** : United Kingdom 1986

## **E. Seeley G. Mudd Manuscript Library, Princeton University, Princeton, N.J.**

Princeton University Library. Department of Rare Books and Special Collections. Seeley G. Mudd Manuscript Library. Public Policy Papers. 65 Olden Street Princeton, New Jersey 08540 USA

<https://library.princeton.edu/special-collections/>

Catalogue : <https://findingaids.princeton.edu/>

### **1. Council on Foreign Relations Records, 1918-2001**

#### **MC104.3 : Studies Department Series 1918-2004**

*Subseries 3A: Administration, 1918-2001*

**Box: 107 Folder: 3** Foreign Service Institute, Senior Advanced Course, 1958-1959

**Box: 108 Folder: 16** Meetings, Seminars, and Visits, 1963, 1978-1983

**Box: 108 Folder: 17** Meetings and Seminars, 1983-1985

**Box: 109 Folder: 1** Meetings and Seminars, 1986-1987

**Box: 123 Folder: 8** Studies, Actual and Proposed, 1977-1978

**Box: 123 Folder: 9** Studies, Actual and Proposed, 1977-1981

**Box: 123 Folder: 10** Studies, Actual and Proposed, 1979-1984

**Box: 123 Folder: 11** Studies, Actual and Proposed, 1981-1982

**Box: 124 Folder: 1** Studies, Actual and Proposed, 1983-1984

*Subseries 3B: Records of Groups, 1918-1996*

**Box: 222 Folder: 7** Discussion Group on Oil and the Problems of the Persian Gulf (First Meeting, 1978 January 25), 1977-1978, 1978 January, 1977-1978

**Box: 228 Folder: 5 to 7** Study Group on Oil Factor in U.S. Foreign Policy (First Meeting, 1979 September 17), 1979-1980, 1979 September, 1979-1980

**Box: 241 Folder: 1 to 2** The Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future (First Meeting, 1982 March 30), 1982 March Correspondence, 1981-1982

**Box: 241 Folder: 3 to 5** The Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future (First Meeting, 1982 March 30), 1982 March Correspondence, 1983

**Box: 242 Folder: 1 to 6** The Iranian Hostage Crisis in Retrospect: Implications for the Future (First Meeting, 1982 March 30), 1982 March Meetings, 1982-1983

**Box: 246 Folder: 4** Stability in the Gulf (First Meeting, 1983 March 8), 1982-1984, 1983 March, 1982-1984

**Box: 261 Folder: 3 to 4** Discussion Group on Iran (First Meeting, 1986 October 28), 1986-1987, 1986 October, 1986-1987

*Subseries 3C: Staffing, 1925-2004*

**Box: 373 Folder: 2 1980s** Project, 1980s Subject Files, 1952-1981 Bilderberg Conference, 1978

**Box: 398 Folder: 1** Campbell, John, 1947-1986 Foreign Service Institute, 1960-1965

**Box: 403 Folder: 28** Murphy, Richard W., 1984-1993 Speeches, 1984-1993 "United States Policy in the Persian Gulf", Middle East Institute, 1987 December 11

**Box: 403 Folder: 31** Murphy, Richard W., 1984-1993 Speeches, 1984-1993 "Gulf Security and Iran-Iraq War," Voice of America Symposium, 1988 May 6

**MC104.4 : Meetings Records 1920-1995**

*Subseries 4B: Records of Meetings, 1920-1995*

**Box: 440 Folder: 5** : "The International Relations of Iran", 1945 December 13 Subject Headings: · Ala, Hussein · Landis, James M.

**Box: 442 Folder: 4** "International Relations and Iran's Outlook", 1949 November 21 Subject Headings: · Pahlevi, Mohammed Reza, Shah of Iran Dulles, Allen W.

**Box: 443 Folder: 5** “The Role of the International Bank as a Mediator in the Iranian Crisis”, 1952 March 18 Subject Headings: · Garner, Robert L. · Rockefeller, David

**Box: 443 Folder: 6** “The Iranian Crisis”, 1951 October 22 Subject Headings: · Grady, Henry F. · Josephs, Devereux C.

**Box: 445 Folder: 3** “Britain and the United States in the Middle East”, 1955 February 24 Subject Headings: · Bullard, Sir Reader · Levy, Walter J.

**Box: 483 Folder: 7** “Britain Today: A Conservative View”, 1975 September 17 Subject Headings: · Thatcher, M.

**Box: 484 Folder: 2** “Iran's Role in OPEC”, 1977 February 1 Subject Headings: · Finney, P. B

**Box: 486 Folder: 7** “Iranian Strategy in the Persian Gulf”, 1977 September 23 Subject Headings: · Khalatbary, A. A.

**Box: 486 Folder: 7** “Britain, Europe and America”, 1978 May 2 Subject Headings: · Jay, P.

**Box: 487 Folder: 1** “The Opposition in Iran”, 1979 January 23 Subject Headings: · Clark, R. · Falk, R.

**Box: 487 Folder: 3** “Whither Iran?”, 1979 March 8 Subject Headings: · Helms, R.

**Box: 487 Folder: 4** “An Islamic Republic in Iran,” (The Prospects for Stability and Change in the Middle East #3), 1979 March 29 Subject Headings: · Lewis, B

**Box: 487 Folder: 7** “An Assessment of the Situation in Iran”, 1979 June 19 Subject Headings: · Sullivan, W. H.

**Box: 488 Folder: 3** “Implications of the Iranian Crisis”, 1980 January 16 Subject Headings: · Friedman, I.

**Box: 488 Folder: 5** Iran (Town Meeting), 1979 November 28

**Box: 489 Folder: 2** “Iran”, 1979 October 2 Subject Headings: · Yazdi, I.

**Box: 489 Folder: 3** “Iran: the Revolutionaries Go to War”, 1980 November 10 Subject Headings: · Bakhsh, Shaul

**Box: 489 Folder: 4** “Iraq and Iran: the Changing Configuration in the Middle East”, 1980 November 10 Subject Headings: · Eilts, H. · Rouleau, E.

**Box: 490 Folder: 5** “Iran: Did We Fail?”, 1981 February 17 Subject Headings: · Kennedy, M. · Tomseth, V.

**Box: 491 Folder: 13** “Iran: Some Perspectives on the Revolution”, 1981 January 15 Subject Headings: · Samghabadi, R.

**Box: 495 Folder: 25** “Iran’s Future and the West”, 1983 May 3 Subject Headings: · Bakhtiar, Shapour

**Box: 500 Folder: 35** “The United Kingdom and the United States: Framework for the Future”, 1984 February 10 Subject Headings: · Kinnock, Niel

**Box: 503 Folder: 9** “The Iran-Iraq Conflict and the Security of the Gulf”, 1984 October 3 Subject Headings: · Aziz, Tariq

**Box: 504 Folder: 33** “Atlantic Community: The View from Britain”, 1984 September 25 Subject

Headings: · Howe, Geoffrey

**Box: 511 Folder: 42** “Developments in the Middle East in Light of the Continuation of the Iran-Iraq War”, 1986 September 30 Subject Headings: · Aziz, Tariq

**Box: 514 Folder: 2** “Iran: What Happened and Where Do we Go From Here?”, 1987 May 28 Subject Headings: · Ledeen, Michael

**Box: 516 Folder: 23** “The Impact of the Iran Controversy on United States' Interests Abroad”, 1986 December 16 Subject Headings: · Aaron, David L.

**Box: 517 Folder: 16** "Iraq-Iran War: Prospects for Peace”, 1987 September 30 Subject Headings: · Aziz, Tariq

**Box: 522 Folder: 8** “Iran, America and the Persian Gulf”, 1988 February 17 Subject Headings: · Sick, Gary

**Box: 526 Folder: 25** “Iran's Future: The Alternative to Terror”, 1989 June 22 Subject Headings: · Pahlavi II, Reza

#### **MC104.5 : Conferences, 1921-1992**

*Subseries 5B: Conference Records, 1921-1922, 1970-1991*

**Box: 567 Folder: 3** Anglo-American Conference, 1974

#### **MC104.8: Publications Department Records, 1922-2006**

*Subseries 8B: Annual Reports, 1922-2006*

**Box: 647 Folder: 4** 1976-1977

**Box: 648 Folder: 1** 1978-1980

**Box: 648 Folder: 2** 1980-1982

**Box: 648 Folder: 3** 1982-1984

**Box: 648 Folder: 4** 1984-1986

**Box: 648 Folder: 5** 1987-1988

#### **MC104.10: Washington Program, 1973-1997**

*Subseries 10A: Study Groups, 1973-1994*

**Box: 673 Folder: 1 to 2** Studies Meetings, Lists, Agendas, Attendees, 1975-1988

*Subseries 10B: Meetings, 1977-1997*

**Box: 676 Folder: 18** Lists of Washington, D.C. Program Meetings, 1977-1985

**MC104.13 : Digital Sound Recordings 1953-1989**

**MC104-81A Box 734** : Iran: An Appreciation, 1957 April 24.

**MC104-134 Box 738** : Conversation with the Foreign Secretary, 1979 September 24.

**MC104-136 Box 738** : Iran, 1979 October 2.

**MC104-156A Box 740** : Europe and the United States: Old Friends in a Changing Relationship, 1980 September 22.

**MC104-160 Box 740** : A Conversation with Henry Kissinger, 1980 December 19

**MC104-163 Box 740** : Iran: Did We Fail?, 1981 February 17.

**MC104-211 Box 743** : Anglo-American Relations, 1983 November 30.

**MC104-249 Box 746** : Iran-Iraq War, undated.

**MC104-80B Box: 734** : The Principal Problems of Anglo-American Relations, 1957 April 23.

**MC104-269.1 Box 748** : United States' Policy in the Persian Gulf, 1987 November 2.

**2. David L. Aaron Papers, 1960-1999****Series 1: White House Years, 1976-1981**

**Box 1:** Chronological Files, Unclassified, 1977 January-1981 January

**Box 2:** Chronological Files, Personal, 1978-1981 (1977 January-1978 May, 1977 January-1978 May)

**Box 3:** Chronological Files, Personal, 1978-1981 (1978 May-1979 September, 1978 May-1979 September)

**Box 4:** Chronological Files, Personal, 1978-1981 (1979 October-1981 January, 1979 October-1981 January)

**Box 9** : Telephone Memorandums and Schedules, 1977 March-1981 January; Photographs, 1977-1981; Payroll Debacle, 1977; SALT Cartoons, 1979-1980; National Security Council Appointment, 1976; Council on Foreign Relations, 1978-1980; National Security Council Staff, 1977-1978; State of the Union, 1981; Challenges for U.S. National Security, 1981; SALT-II Summit, 1979

**Box 10:** Allegations Against David Aaron, 1980; Bilderberg Meetings, 1977; Diary, 1977-1978; Campaign Journal, 1976; Handwritten Notes, dates not examined; Day Planners, 1977-1980

**3. Freedom House Records, 1933-2016****Series 2, Subseries 1: Executive Directors, 1940-1995**

**Box 47, Folder 11:** Leonard Sussman Files, 1965-1991, Iran, 1979-1982

**4. George W. Ball Papers, 1978-1987****Series 1, Subseries 1, Subject Files, 1916-1994**

**Box 30, Folder 8:** Carter, Jimmy: Iran Memorandum, 1978-1987



## Matériau 2

### SOURCES IMPRIMÉES

#### I. Périodiques (dépouillés pour les années 1976-1989)

##### A. Publications des *think tanks*

*International Affairs* (bimestriel) et *The World Today* (bimestriel), publications du *Royal Institute of International Affairs* (*Chatham House*)

*Survival* (trimestriel), publication de l'*International Institute for Strategic Studies*

*Foreign Affairs* (bimestriel), *Survey of American Foreign Relations* (annuel) et *Political Handbook of the World* (annuel), publications du *Council on Foreign Relations*

*Foreign Policy* (bimestriel), publication du *Carnegie Endowment for International Peace*

*The World Policy Journal* (trimestriel), publication du *World Policy Institute*

*The National Interest* (bimestriel), publication du *Nixon Center* (aujourd'hui *Center for the National Interest*)

*Washington Quarterly* (bimestriel), publication du *Center for Strategic and International Studies*

*Middle East Quarterly* (trimestriel), publication du *Middle East Forum*

*Middle East Journal* (trimestriel), publication du *Middle East Institute*

Rapports annuels, retranscriptions de rencontres et publications diverses des *think tanks* étudiés : *Royal Institute of International Affairs*, *International Institute for Strategic Studies* ; *Council on Foreign Relations*, *Rand Corporation*, *Cato Institute*, *Brookings Institution*, *Middle East Forum*, *Middle East Institute*, *Washington Institute for Near East Politics*, *Woodrow Wilson Center*

##### B. Presse

*The Times*, *The Financial Times*, *The Independent*, *The Guardian*, *The Economist*, *The New Statesman*  
*The New York Times*, *The Washington Post*, *The Los Angeles Times*, *The Foreign Service Journal*

##### C. Documents diplomatiques

*Foreign Relations of the United States, 1952–1954, Iran, 1951–1954, Volume X*, eds. Carl N. Raether, Charles S. Sampson, Washington, Government Printing Office, 1989

*Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Iran, 1951–1954*, ed. James C. Van Hook, Washington, Government Printing Office, 2017



*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume I, Foundations of Foreign Policy, ed. Kristin L. Ahlberg, Washington, Government Printing Office, 2014

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume II, Human Rights and Humanitarian Affairs, ed. Kristin L. Ahlberg, Washington, Government Printing Office, 2013

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume III, Foreign Economic Policy, ed. Kathleen B. Rasmussen, Washington, Government Printing Office, 2013

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume VIII, Arab-Israeli Dispute, January 1977–August 1978, ed. Adam M. Howard, Washington, Government Printing Office, 2013

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume IX, Arab-Israeli Dispute, August 1978–December 1980, Second, Revised Edition, ed. Alexander R. Wieland, Washington, Government Printing Office, 2018

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume XI, Part 1, Iran: Hostage Crisis, November 1979–September 1980, ed. Linda Qaimmaqami, Washington, Government Printing Office, 2020

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume XVIII, Middle East Region; Arabian Peninsula, ed. Kelly M. McFarland, Washington, Government Printing Office, 2015

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume XXVI, Arms Control and Nonproliferation, ed. Chris Tudda, Washington, Government Printing Office, 2015

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume XXVIII, Organization and Management of Foreign Policy, ed. Melissa Jane Taylor, Washington, Government Printing Office, 2016

*Foreign Relations of the United States, 1977–1980*, Volume XXX, Public Diplomacy, ed. Kristin L. Ahlberg, Washington, Government Printing Office, 2016

#### **D. Annuaires**

*Her Majesty's Diplomatic Service List*, Londres, H.M. Stationery Office, annuel

*Key officers of Foreign Service Posts, Guide for Business Representatives*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, annuel

SICILIA David, SOBEL Robert, *The United States executive branch: a biographical directory of heads of state and cabinet officials*, 2003, 2 vol.

UNITED STATES CONGRESS, Joint Committee on Printing. *Biographical Directory of the United States Congress 1774-1989: The Continental Congress September 5, 1774, to October 21, 1788, and the Congress of the United States from the first through the one hundredth Congresses March 4, 1789, to January 3, 1989, inclusive*, Washington, Government Printing Office, 1989

*United States Department of Defence Key Officials 1947-2004*, Washington, Historical Office, Office of the Secretary of Defense, 2004.

*United States Department of State Telephone directories*, Washington, Government Printing Office, bisannuel

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE, *Key Officers of Foreign Service Posts. Guide for Business Representatives*, Washington, Foreign Affairs Information Management Center, annuel  
*Who's Who in America, Who was Who in America*, Berkeley Heights, Marquis Who's Who, annuel  
*Who's Who, Who was Who*, Londres, Bloomsbury, annuel

### **E. Dictionnaires**

*American National Biography Online* (<http://www.anb.org>)  
*Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2004  
*Dictionary of American Biography*, New York, Charles Scribner's Sons, 1985  
*Dictionary of American Military Biography*, Westport-London, Greenwood Press, 1984

## **II. Publications parlementaires**

### **A. Nominations**

UNITED STATES SENATE, *Nomination as Director of Central Intelligence of Admiral Stansfield Turner*, Report of the Select Committee on Intelligence, 95th Congress, 1st Session, Executive Report No. 95-5, February 27, 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977.

UNITED STATES SENATE, *Nomination as Deputy Director of Central Intelligence of Ambassador Frank C. Carlucci*, Report of the Select Committee on Intelligence, 95th Congress, 2nd Session, Executive Report No. 95-13, February 3, 1978, Washington, U.S. Government Printing Office, 1978.

UNITED STATES SENATE, *Nomination of Robert M. Gates*, Hearings before the Select Committee on Intelligence of the United States Senate, 102<sup>nd</sup> Congress, 1<sup>st</sup> Session, on Nomination of Robert M. Gates, to be director of Central Intelligence, September 16, 17, 19, 20, 1991, volume 1, Washington, U.S. Government Printing Office, 1992.

### **B. Relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis**

HOUSE OF COMMONS FOREIGN AFFAIRS COMMITTEE, *Global security: UK-US relations*, HC114, Londres, House of Commons, 2010.

### **C. Iran**

UNITED STATES, *President's Special Review Board. The Tower Commission Report*, New York, Bantam Books/Time Books, 1987

UNITED STATES CONGRESS, *Economic Consequences of the Revolution in Iran*, Report of the Joint Economic Committee, 96th Congress, 1st Session, November 19, 1979, Washington, U.S. Government Printing Office, 1980

UNITED STATES CONGRESS, *Joint report of the Task Force to Investigate Certain Allegations Concerning the Holding of American Hostages by Iran in 1980* (“October Surprise Task Force”), 102nd Congress, 2nd Session, H. Rept. No. 102-1102, January 3rd, 1993, Washington, U.S. Government Printing Office, 1993.

UNITED STATES HOUSE OF REPRESENTATIVES, *Human Rights in Iran*, Hearings before the Sub-Committee on International Organizations of the Committee on International Relations, 94th Congress, 2nd Session, August 3 and September 8, 1976. Washington, U.S. Government Printing Office, 1976.

UNITED STATES SENATE, *Preliminary Inquiry into the Sale of Arms to Iran and Possible Diversion of Funds to the Nicaraguan Resistance*, Report of the Select Committee on Intelligence, 100th Congress, 1st Session, Executive Report No. 100-7, February 2nd, 1987, Washington, U.S. Government Printing Office, 1987.

UNITED STATES SENATE, *U.S. Military Sales to Iran*, Staff Report to the Subcommittee on Foreign Assistance of the Committee on Foreign Relations, 94th Congress, 2nd Session, July 1976, Washington, U.S. Government Printing Office, 1976.

UNITED STATES SENATE, *Report on the Casey Inquiry*, Report of the Select Committee on Intelligence, 97th Congress, 1st Session, Senate Report No. 97-285, December 1st, 1981, Washington, U.S. Government Printing Office, 1981.

UNITED STATES SENATE, *The “October Surprise” Allegations and the Circumstances Surrounding the Release of the American Hostages Held in Iran*, Report of the Special Counsel to Senator Terry Sanford and Senator James M. Jeffords of the Committee on Foreign Relations, 102nd Congress, 2nd Session, S. Prt. 102-125, November 19th, 1992, Washington, U.S. Government Printing Office, 1992.

UNITED STATES SENATE, *Were Relevant Documents Withheld from the Congressional Committees Investigating the Iran-Contra Affair?* Report of the Select Committee on Intelligence, 101st Congress, 1st Session, S. Prt. 101-44, June 1989, Washington, U.S. Government Printing Office, 1989.

WALSH Laurence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, volume 1: Investigations and prosecutions, Washington, United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993.

WALSH Laurence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, volume 2: Indictments, Plea Agreements, Interim Reports to the Congress, and Administrative Matters, Washington, D.C., United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993.

WALSH Laurence, *Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters*, volume 3: Comments and Materials Submitted by Individuals and Their Attorneys Responding to Volume I of the Final Report, Washington, United States Court of Appeals for the District of Columbia Circuit, 1993.

#### D. Golfe Persique

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE, *U.S. Policy in the Persian Gulf*, Special Report No. 166, Washington, U.S. Government Printing Office, 1987.

UNITED STATES SENATE, *U.S. Intelligence Analysis and the Oil Issue, 1973-1974*, Staff Report of the Select Committee on Intelligence, Sub-Committee Collection, Production and Quality, 95th Congress, 1st Session, December 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977.

UNITED STATES SENATE, *Persian Gulf: Report to the Majority Leader, United States Senate*, from Senator John Glenn and Senator John Warner on their trip to the Persian Gulf, 22 May to 4 June 1987, Washington, Government Printing Office, 1987.

UNITED STATES SENATE, *U.S. Policy in the Persian Gulf: Hearings before the Committee on Foreign Relations*, 101st Congress, 1st session, May 29, June 16, October 23 and 28, 1987, Washington, U.S. Government Printing Office, 1988.

#### E. Énergie

UNITED STATES SENATE, *U.S. Intelligence Analysis and the Oil Issue, 1973-1974*, Staff Report of the Select Committee on Intelligence, Sub-Committee Collection, Production and Quality, 95th Congress, 1st Session, December 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977.

#### F. Renseignement

UNITED STATES SENATE, *Annual Report to the Senate of the Select Committee on Intelligence*, 95th Congress, 1st Session, May 19, 1977, Washington, U.S. Government Printing Office, 1977.

UNITED STATES SENATE, *Committee on Foreign Relation*, 105th Congress 2nd Session, Document No. 105-28, Millenium Edition, 1816-2000, Washington, U.S. Government Printing Office, 2000.

UNITED STATES SENATE, *Meet the Espionage Challenge: A Review of United States Counterintelligence and Security Programs*, Report of the Select Committee on Intelligence, 99th Congress, 2nd Session, October 3, 1986, Washington, U.S. Government Printing Office, 1986.

UNITED STATES SENATE, *Report No. 94-1161 to Accompany S. 3197, the Foreign Intelligence Surveillance Act of 1976*, 94th Congress, 2nd Session, August 24, 1976, Washington, U.S. Government Printing Office, 1976.

UNITED STATES SENATE, *Report No. 96-730 to Accompany S. 2284, the Intelligence Oversight Act of 1980*, 96th Congress, 2nd Session, May 15, 1980, Washington, U.S. Government Printing Office, 1980.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, Covering the Period May 16, 1977 to December 31, 1978*, 96th Congress, 1st Session, Report No. 96-141, May 14, 1979, Washington, U.S. Government Printing Office, 1979.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, Covering the Period January 1, 1979 to December 31, 1980*, 97th Congress, 1st Session, Report No. 97-193, September 23, 1981, Washington, U.S. Government Printing Office, 1981.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, Covering the Period January 1, 1981 to December 31, 1982*, 98th Congress, 1st Session, Report No. 98-10, February 28, 1983, Washington, U.S. Government Printing Office, 1983.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, January 1, 1983 to December 31, 1984*, 98th Congress, 2nd Session, Report No. 98-665, October 10, 1984, Washington, U.S. Government Printing Office, 1985.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, January 1, 1985 to December 31, 1986*, 101st Congress, 2nd Session, Report No. 101-236, January 29, 1990, Washington, U.S. Government Printing Office, 1990.

UNITED STATES SENATE, *Report of the Select Committee on Intelligence, January 1, 1987 to December 31, 1988*, 101st Congress, 1st Session, Report No. 101-219, November 20, 1989, Washington, U.S. Government Printing Office, 1990.

## G. Défense

UNITED STATES DEPARTMENTS OF DEFENSE AND STATE, *Assessment of Overseas Advisory Efforts of the U.S. Security Assistance Program*, Report to the Congress, 1975.

SCOTT, The Right Honourable Sir Richard, *Report of the Inquiry into the Export of Defence Equipment and Dual-Use Goods to Iraq and Related Prosecutions*, House of Commons Paper 115, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1996.

UNITED STATES HOUSE OF REPRESENTATIVES, Tower Board NSC Function Hearing, *Joint Hearing of the Investigation Subcommittee and the Defense Policy Panel of the Committee on Armed Services*, 100th Congress, 1st Session, April 30, 1987, Washington, U.S. Government Printing Office, 1988.

## III. Collections de documents

### A. États-Unis

BYRNE Malcolm, KORNBLUH Peter (dir.), *The Iran-Contra Scandal: The Declassified History*, New York, The New Press, 1993.

BYRNE Malcolm, *The Origins, Conduct, and Impact of the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Washington, Cold War International History Project (Wilson Center), National Security Archive, 19 juillet 2004

BYRNE Malcolm, *The Carter Administration and the "Arc of Crisis": Iran, Afghanistan and the*

*Cold War in Southern Asia, 1977-1981*, Washington, Cold War International History Project (Wilson Center), National Security Archive, 25-26 juillet 2005

BYRNE Malcolm, BYRNE Kian, *Worlds Apart: A Documentary History of US–Iranian Relations, 1978–2018*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021

KEEFER Edward, *Harold Brown: Offsetting the Soviet Military Challenge 1977-1981, Documentary Supplement*, Secretaries of Defense Historical Series Volume IX, Washington, Office of the Secretary of Defense, Historical Office, 2017.

YONAH Alexander, NANES Allan (dir.), *The United States and Iran: A Documentary History*, Frederick, University Publications of America, 1980

## **B. Iran**

MILANI Abbas, *A Window into Modern Iran. The Ardeshir Zahedi Papers at the Hoover Institution Library & Archives. A Selection*, Stanford, Hoover Institution Press, 2019

Dafter-e Inteshara at-e Islami vabasta be Jami'-e Mudarriseen, *Hauzeh-e Ilmiyeh, Asnaade-e Laaneh-e Jasoosi* [Documents of the Spying Den], Qom, 1980-1991, 72 vol.

## **IV. Mémoires**

### **A. Entourages décisionnels américains**

ALBRIGHT Madeleine, *Madam Secretary*, New York, Miramax Books, 2003.

BALL George, *The Past Has Another Pattern: Memoirs*, New York, W.W. Norton & Co., 1982.

BROWN Harold, *Thinking About National Security: Defense and Foreign Policy in a Dangerous World*, Boulder, Westview Press, 1983.

BRZEZINSKI Zbigniew, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1983.

CARTER Jimmy, *Keeping Faith: Memoirs of a President*, New York, Bantam Books, 1982.

CARTER Jimmy, *White House Diaries*, New York, N.Y., Farrar Straus Giroux, 2010.

CARTER Rosalyn, *First Lady from Plains*, Fayetteville, Ar., University of Arkansas Press, 1994.

CHRISTOPHER Warren, *Chances of a Lifetime: A Memoir*, New York, Charles Scribner, 2001.

CLIFFORD Clark, *Counsel to the President*, New York, Random House, 1991.

DEAVER Michael, *Behind the Scenes*, New York, William Morrow, 1987.

EIZENSTAT Stuart, *President Carter. The White House Years*, New York, Thomas Dune Books, 2018.

GATES Robert, *From the Shadows: The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*. New York, Simon & Schuster, 1997.

- HAIG Alexander, *Caveat: Realism, Reagan, and Foreign Policy*, New York, Macmillan, 1984.
- HAIG Alexander, *Inner Circles: How America Changed the World: A Memoir*, New York, Warner Books, 1992.
- JORDAN Hamilton, *Crisis, the last year of the Carter presidency*, New York, Putnam, 1982.
- KISSINGER Henry, *Years of Renewal*, Londres, Simon & Schuster, 2012.
- MCFARLANE Robert, *Special Trust*, New York, Cadell and Davies, 1994.
- MONDALE Walter, *The Good Fight: A Life in Liberal Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013.
- POWELL Jody, *The Other Side of the Story*, New York, William Morrow & Co, 1984.
- REAGAN Ronald, *The Reagan Diaries*, New York, Harper Collins, 2007.
- REAGAN Ronald, *An American life*, New York, Simon & Schuster, 2011.
- REGAN Donald T., *For the Record. From Wall Street to Washington*, Orlando, Harcourt Brace Jovanovich, 1988.
- ROCKEFELLER David, *Memoirs*, New York, Random House, 2002.
- RUMSFELD Donald, *Known and Unknown: A Memoir*, New York, Sentinel, 2011.
- SHULTZ George P., *Turmoil and Triumph: Diplomacy, Power and the Victory of the American Ideal. My Years as Secretary of State*, New York, Scribner, 1995.
- TURNER Stansfield, *Terrorism and Democracy*, Boston, Houghton Mifflin, 1991.
- TURNER Stansfield, *Secrecy & Democracy. The CIA in Transition*, Boston, Houghton Mifflin, 1985.
- VANCE Cyrus, *Hard Choices: Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983.
- WEIBERGER Caspar, *Fighting for Peace: Seven Critical Years in the Pentagon*, New York, Warner Books, 1991.

## **B. Acteurs américains de la politique iranienne**

- ANTRIM Erin Leslie, *Iranian hostage: a personal diary of 444 days in captivity*, Atlanta, Crawford Press, 1982.
- BOYLE Mahle Melissa, *Denial and Deception: An Insider's View of the CIA from Iran-Contra to 9/11*, New York, Nation Books, 2004.
- DAUGHERTY William, *In the Shadow of the Ayatollah: A CIA Hostage in Iran*, Annapolis, United States Naval Institute Press 2003.
- ENGELMAYER Sheldon, WAGMAN Robert, *Hostage*, New York, Caroline House, 1981.
- GRAVES John, *Falstaff chez Khomeini : un Américain otage des Iraniens raconte*, Paris, Tiresias Michel Reynaud, 1994.
- HART Howard Philipps, *A Life for A Life: A Memoir: My Career in Espionage Working for the Central Intelligence Agency*, Lulu Publishing Services, 2015.

HELMS Richard, *A Look Over My Shoulder: A Life in the Central Intelligence Agency*, New York, Random House, 2003.

HUYSER Robert, *Mission to Tehran*, New York, Harper & Row, 1986.

JACOBSEN Eric, *My life as a Hostage: My Nightmare in Beirut*, New York, Donald I. Fine, 1991.

KENNEDY Moorhead, *The Ayatollah in the Cathedral*, New York, Hill & Wang, 1986.

KOOB Kathryn, *Guest of the revolution*, Edimburgh, Thomas Nelson, 1982, 240 p.

LAINGEN Bruce, *Yellow Ribbon: The Secret Journal of Bruce Laingen*, New York, Brassey's Inc, 1992.

LAMBRAKIS George, *So You Want to Be a Diplomat?: An American Diplomat's Progress from Vietnam to Iran, Fun, Warts and All*, Bloomington, Xlibris Us, 2019.

LEDEEN Michael A., *Perilous Statecraft: An Insider's Account of the Iran-Contra Affair*, New York, Scribner, 1988, 320 p.

MCMANUS Doyle, *Free at last!* New York, New American Library, 1981, 263 p.

MOODY Sidney, *444 days: the American hostage story*, New York, The Rutledge Press, 1981.

NORTH Oliver, *Under Fire: An American Story - The Explosive Autobiography of Oliver North*, New York, HarperCollins, 1983.

PAEN Alex, HARMON BROWN James, *Love from America: newsman's account of efforts to aid hostages in Tehran*, Santa Monica, Roundtable, 1989.

PARKER Richard, *Memoirs of a Foreign Service Arabist*, Washington, Vellum, 2013.

PICCO Giandomenico, *Man without a Gun: One Diplomat's Secret Struggle to Free the Hostages, Fight Terrorism, and End a War*, New York, Times Books, 1999.

PICCO Giandomenico, « A Personal Journey through the Middle East », *Middle East Journal*, 1994, vol. 48, 1, pp. 108-112.

PRECHT Henry, *A diplomat progress. Ten Tales of Diplomatic Adventure in and Around the Middle East*, Savannah, Williams & Company, 2005, 233 p.

QUEEN Richard, *Inside and Out: Hostage to Iran, Hostage to Myself*, Londres, Putnam, 1981.

ROOSEVELT Kermit, *Countercoup: The Struggle for Control of Iran*, New York, McGraw Hill Higher Education, 1979.

ROSEN Barbara, ROSEN Barry, *The Destined Hour: The Hostage Crisis and One Family's Ordeal*, Garden City, Doubleday, 1982.

SCOTT Charles, *Pieces of the Game: The Human Drama of Americans Held Hostage in Iran* Atlanta, Peachtree Publishers Limited, 1984.

SECORD Richard, WURTS Jay, *Honored And Betrayed: Irangate, Covert Affairs, And The Secret War In Laos*, New York, John Wiley & Sons, 1992.

SHIRLEY Edward, *Know Thine Enemy: A Spy's Journey into Revolutionary Iran*, Londres, Farrar, 1997.

SICK Gary, *All Fall Down: America's Tragic Encounter With Iran*. New York, Random House, 1985.

STEMPEL John, *Inside the Iranian Revolution*, Bloomington, In., Indiana University Press, 1981.



SULLIVAN William, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton, 1981.

SULLIVAN William, *Obligato: Notes on a Foreign Service Career*, New York, W. W. Norton, 1984.

TEICHER Howard, RADLEY TEICHER Gayle, *Twin Pillars to Desert Storm: America's Flawed Vision in the Middle East from Nixon to Bush*, New York, HarperCollins, 1993

WALTERS Vernon, *Services discrets*, traduction M. Gueydon, Paris, Plon, 1979.

WEIR Benjamin, WEIR Carol, *Hostage Bound, Hostage Free*, Philadelphia, Westminster Press, 1987.

WELLS Tim, *444 Days: The Hostages Remember*, San Diego, Harcourt Brace, 1985, 469 p.

### C. Autres témoins américains

FITZPATRICK Barry, *Last to Leave: A Memoir of Iran During the Revolution*, Porthmouth, River-run, 2014.

SALINGER Pierre, *America Held Hostage: The Secret Negotiations*, New York, Doubleday, 1981.

### D. Entourages décisionnels britanniques

ALEXANDER Michael, *Managing the Cold War: A View from the Front Line*, Londres, RUSI, 2005.

BENN Tony, *Conflicts Of Interest. Diaries 1977-80*, Londres, Arrow Books, 1991.

BENN Tony, *The End of an Era. Diaries 1980-90*, Londres, Arrow Books, 1994.

CALLAGHAN James, *Time and Chance*, Londres, HarperCollins, 1987.

DONOUGHUE Bernard, *Downing Street Diary: Volume 2 – With James Callaghan in No. 10*, Londres, Jonathan Cape, 2008.

CARRINGTON Peter, *Reflect on Things Past*, Londres, HarperCollins, 1988.

CRADOCK Percy, *In Pursuit of British Interests: Reflections on Foreign Policy Under Margaret Thatcher and John Major*, Londres, John Murray, 1997.

HESELTINE Michael, *Life in the jungle: my autobiography*, Londres, Coronet, 2001.

HOWE Geoffrey, *Conflict of Loyalties*, Londres, Macmillan, 1994.

HURD Douglas, *Memoirs*, Londres, Abacus, 2004.

MCNEE Sir David, *McNee's Law*, Glasgow, William Collins, 1983.

NOTT John, *Here Today, Gone Tomorrow: Memoirs of an Errant Politician*, Londres, Politico's, 2002.

OWEN David, *Time to Declare*. Londres, Michael Joseph, 1992.

OWEN David, to Kenneth Harris, *Personally Speaking*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1987.

PYM Francis, *The Politics of Consent*, Londres, Hamish Hamilton, 1984.

RENEWICK Robin, *A Journey With Margaret Thatcher: Foreign Policy Under the Iron Lady*, Londres, Biteback, 2013.

RENEWICK Robin, *Not quite a diplomat. A Memoir*, Londres, Biteback, 2019.

THATCHER Margaret, *The Path to power*, Londres, Harper Press, 2011.

THATCHER Margaret, *The Downing Street years*, Londres, Harper Press, 2011.

URBAN George, *Diplomacy and Disillusion at the Court of Margaret Thatcher: An Insider's View*, Londres, I. B. Tauris, 1996.

WRIGHT Patrick, *Behind Diplomatic Lines: Relations with Ministers*, Londres, Biteback, 2018.

### E. Acteurs britanniques de la politique iranienne

BARRINGTON Nicholas, *Nicholas meets Barrington: the personal journey of a former diplomat*, Londres, I.B. Tauris, 2013.

BARRINGTON Nicholas, *Envoy: A Diplomatic Journey*, Londres, I.B. Tauris, 2014.

CARRICK Roger, *Diplomatic Anecdoteage. Around the world in 40 years*, Londres, Elliott & Thompson, 2012.

COWPER-COLES Sherard, *Ever the Diplomat: Confessions of a Foreign Office Mandarin*, Londres, Harper Collins, 2013.

COULSON Merope, "Revolution in Iran", *Carousel: Diplomatic Service Families Association Magazine*, Autumn 2008.

GOULDING Marrack, *Peacemonger*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2003.

HANNAY David, *Britain's Quest for a Role: A Diplomatic Memoir from Europe to the UN*, Londres, I.B. Tauris, 2013.

HENDERSON Nicholas, *Mandarin: the Diaries of an Ambassador*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1994.

LEAHY John, *A Life of Spice*, Londres, Dolman Scott, 2007.

LUCAS Ivor, *A Road to Damascus: Mainly Diplomatic Memoirs from the Middle East*, Londres, Radcliffe Press, 1997.

LUCE Richard, *Ringling the Changes. A Memoir, Norwich*, Michael Russell, 2007.

MUNROE Alan, *Keep the Flag Flying: A Diplomatic Memoir*, Londres, Gilgamesh Publishing, 2012.

PARSONS Anthony, *The Pride and the Fall: Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984.

PARSONS Anthony, *From Cold War to Hot Peace: UN Intervention 1947-94*, Londres, Michael Joseph, 1995.

RUNDLE Christopher, *From Colwyn Bay to Kabul. An Unexpected Journey*, Stanhope, The Memoir Club, 2004.

URQUHART Brian, *A Life in Peace and War*, Londres, W. W. Norton & Co., 1991.

WESTMACOTT Peter, *They Call It Diplomacy: Forty Years of Representing Britain Abroad*, Londres, Apollo, 2021.

WALDEN George, *Lucky George: Memoirs of an Anti-Politician*, Londres, Penguin, 2000.

WILLIAMS Martin, "Argo and Other Excitements around Iran's Islamic Revolution: a personal view", *Asian Affairs*, 2014, vol. 45, n°1, pp. 9-23.

## F. Autres témoins britanniques

COOPER Roger, *Death Plus Ten Years*, Londres, HarperCollins, 1993.

HARNEY Desmond, *The Priest and the King: Eyewitness Account of the Iranian Revolution*, Londres, I.B. Tauris, 1998.

SIMPSON John, *Behind Iranian lines*, Londres, Robson, 1988.

WAITE Terry, *Taken on Trust*, Londres, Routledge, 1993.

## G. Acteurs iraniens

AFSHAR Amir Aslan, *Mémoires d'Iran : complots et trahisons*, Paris, Mareuil Éditions, 2015.

ALAM Asadollah, *The Shah and I. The Confidential Diary of Iran's Royal Court, 1968-1977*, Londres, I.B. Tauris, 2008.

ANSARI Abdolreza, *The Shah's Iran - Rise and Fall: Conversations with an Insider*, New York, I.B.Tauris, 2017.

BANI SADR Abolhassan, *My Turn to Speak: Iran, the Revolution and Secret Deals with the U.S.*, trad. W. Ford, New York, Brassey's Macmillan, 1991.

FARDUST Hossein et DAREINI Ali, *The rise and fall of the Pahlavi dynasty: Memoirs of former General Hussein Fardust*, Delhi, Motilal Banarsidass, 1999.

FARMANFARMAIAN Mannucher, FARMANFARMAIAN Roxane, *Blood & Oil: Memoirs of a Persian Prince*, New York, Random House, 1997.

GANJI Manouchehr, *Defying the Iranian Revolution: From a Minister to the Shah to a Leader of Resistance*, Londres, Praeger, 2002.

GHARABAGHI Abbas, *Vérités sur la crise iranienne*, Paris, La Pensée universelle, 1985.

HEIKAL Mohamed, *Iran: The Untold Story: An Insider's Account of America's Iranian Adventure and Its Consequences for the Future*, New York, N.Y., Pantheon, 1982.

KAHLILI Reza, *A Time to Betray: the astonishing double life of a CIA Agent inside the Revolutionary Guards of Iran*, New York, N.Y., Threshold Editions, 2010

KHOMEYNI Ruhollah, *Islam and revolution*, Berkeley, Mizan Press, 1981.

MOUSAVIAN Seyed Hossein, *Iran and the United States, An Insider's View on the Failed Past and the Road to Peace*. Londres, Bloomsbury, 2014.

NARAGHI Ehsan, *From Palace to Prison: Inside the Iranian Revolution*, New York, I.B. Tauris, 1994.

PAHLAVI Ashraf, *Faces in a mirror: memoirs from exile*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1980, trad. fr. *Visages dans un miroir*, Paris, Albin Michel, 1980.

PAHLAVI Farah. *Mémoires*, Paris, Xo éditions, 2003.

PAHLAVI Mohammad Reza, *Réponse à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1979.

PAHLAVI Mohammad Reza, *Answer to History*, New York, Stein and Day, 1980.

RADJI Parviz, *In the Service of the Peacock Throne: The Diaries of the Shah's Last Ambassador to London*. Londres, Hamish Hamilton, 1983.

RAFIZADEH Mansur, *Witness: From the Shah to the Secret Arms Deal*, New York, William Morrow, 1987.

ZAHEDI Ardeshir, *The Memoirs of Ardeshir Zahedi. Volume I: From Childhood to the End of My Father's Premiership*, Bethesda, IBEX Publishers, 2006, trad. fr. *Mémoires d'Ardeshi Zahedi : témoignage sur l'Iran d'hier : entretiens avec Ahmad Ahrar*. Volume 1, Paris, Godefroy de Bouillon, 2009.

ZAHEDI Ardeshir, *The Memoirs of Ardeshir Zahedi. Vol. 2 : Love, Marriage, Ambassador to the United States and Ambassador to Great Britain (1955-1966)*, Bethesda, IBEX Publishers, 2014, trad. fr. *Mémoires d'Ardeshi Zahedi : témoignage sur l'Iran d'hier : entretiens avec Ahmad Ahrar. Volume 2*. Paris, Godefroy de Bouillon, 2012.



### Matériau 3

#### SOURCES ORALES

#### I. Campagnes d'entretiens institutionnelles

##### A. Jimmy Carter Oral History Project, Miller Center of Public Affairs, University of Virginia, Charlottesville, Va.

BRZEZINSKI Zbigniew, avec William Odom, Leslie Denend et Madeleine Albright, le 18 février 1982  
CARTER Jimmy, le 29 novembre 1982  
CUTLER Lloyd, le 23 octobre 1982  
EIZENSTAT Stuart, les 29 et 30 janvier 1982  
KIRBO Charles, le 5 janvier 1983  
JORDAN Hamilton, le 6 novembre 1981  
POWELL Jody, les 17 et 18 décembre 1981  
WATSON Jack, les 17 et 18 avril 1981

##### B. Exit Interviews Project, Jimmy Carter Presidential Library and Museum, Atlanta, Ga.

AARON David, interrogé par Mary Allen, le 15 décembre 1980  
BRZEZINSKI Zbigniew, interrogé par Mary Allen, le 20 février 1981  
CUTLER Lloyd, interrogé par Mary Allen, le 2 mars 1981  
DONOVAN Hedley, interrogé par Emily Williams, le 14 août 1980  
EIZENSTAT Stuart, interrogé par Emily Soapes, le 10 janvier 1981  
POWELL Jody, interrogé par David Alsobrook, le 2 décembre 1980

##### C. Ronald Reagan Oral History Project, Miller Center of Public Affairs, University of Virginia, Charlottesville, Va.

ADELMAN Kenneth, le 30 septembre 2003  
ALLEN Richard, le 28 mai 2002  
BAKER Howard, le 24 août 2004  
CARLUCCI Frank, le 28 août 2001  
CLARK William, le 17 août 2003  
CULVAHOUSE Arthur, le 1<sup>er</sup> avril 2004  
DEAVER Michael, le 12 septembre 2002

DRAKE Joanne, le 12 décembre 2003  
 HANNAFORD Peter, le 10 janvier 2003  
 KUHN James, le 7 mars 2003  
 OSBORNE Kathleen, le 26 avril 2003  
 ROWNY Edward, le 17 mai 2006  
 SHULTZ George, le 18 décembre 2002  
 WEBSTER William, le 21 août 2002  
 WEINBERGER Caspar, le 19 novembre 2002  
 WICK Charles, les 24 et 25 avril 2003

**D. Foreign Affairs Oral History Program, The Association for Diplomatic Studies and Training, Georgetown University, Washington, D.C.**

BEECROFT Robert, interrogé par Stuart Kennedy, le 17 septembre 2004  
 BINNENDIJK Hans, interrogé par Thomas Stern, en 1999, et Stuart Kennedy, le 14 septembre 2009  
 BOSWORTH Stephen, interrogé par Michael Mahoney, le 24 février 2003  
 BOYD Theodore, interrogé par Stuart Kennedy, le 29 novembre 2005  
 BREWIN Roger, interrogé par Stuart Kennedy, le 9 février 1990  
 BRZEZINSKI Zbigniew, interrogé par Paige Mulhollan, le 12 novembre 1971  
 CONSTABLE Peter, interrogé par Stuart Kennedy, le 17 janvier 1990  
 COWAL Sally Grooms, interrogé par Paige Mulhollan, le 9 août 2001  
 COUNTRYMAN John, interrogé par David Reuther, le 19 novembre 2001  
 CURRAN Robert Theodore, interrogé par Stuart Kennedy, le 6 novembre 1998  
 CUSHING John Allen, interrogé par Stuart Kennedy, le 10 septembre 2009  
 CUTLER Walter, interrogé par Stuart Kennedy, le 15 septembre 1989 et le 19 juillet 2010  
 DILLON Robert, interrogé par Stuart Kennedy, le 17 mai 1990  
 DRAPER Morris, interrogé par Stuart Kennedy, le 27 février 1991  
 EVANS David, interrogé par Stuart Kennedy, le 22 novembre 1996  
 EVANS John, interrogé par Stuart Kennedy, le 19 octobre 2009  
 FAIRBANKS Richard, interrogé par Stuart Kennedy, le 19 avril 1989  
 FAIRCHILD Albert, interrogé par Stuart Kennedy, le 17 janvier 2015  
 GOELZ Louis, interrogé par Stuart Kennedy, le 23 juillet 1992  
 GRAVES John, interrogé par Richard Jackson, le 12 janvier 1999  
 GREEN Myles, interrogé par Stuart Kennedy, le 22 février 2002  
 HAYNES Ulrich, interrogé par Stuart Kennedy, le 20 avril 2011  
 HOOPER James, interrogé par Stuart Kennedy, le 26 octobre 2006  
 HUHTALA Marie Therese, interrogée par Stuart Kennedy, le 18 octobre 2005

KEITH Kenton, interrogé par Charles Stuart Kennedy, le 4 juin 1998  
 KELLY John, interrogé par Thomas Stern, le 12 décembre 1994  
 KIRBY Harmon, interrogé par Stuart Kennedy, le 31 août 1995  
 LAINGEN Bruce, interrogé par Stuart Kennedy, le 9 janvier 1993  
 LAMBRAKIS George, interrogé par Stuart Kennedy, le 5 juin 2002  
 LEE Edward, interrogé par Stuart Kennedy, le 14 juin 1999  
 LIMBERT John, interrogé par Stuart Kennedy, le 30 mai 2006  
 LINDSTROM Ralph, interrogé par Stuart Kennedy, le 28 octobre 1994  
 LONG David, interrogé par Stuart Kennedy, le 21 juillet 2000  
 MARTIN Eugene, interrogé par Stuart Kennedy, le 21 septembre 1999  
 MARTIN Robert, interrogé par Stuart Kennedy, le 8 septembre 1994  
 MCCORMACK Richard, interrogé par Stuart Kennedy, le 2 janvier 2002  
 MCGAFFEY David, interrogé par Stuart Kennedy, le 8 septembre 1995  
 MCHENRY Donald, interrogé par Stuart Kennedy, le 23 mars 1993 et le 1<sup>er</sup> octobre 1998  
 METRINKO Michael, interrogé par Stuart Kennedy, le 26 août 1999  
 MONDALE Walter, interrogé par David Reuther, le 27 avril 2004  
 MOREFIELD Richard, interrogé par William Morgan, le 18 avril 1990  
 MOSES Alfred, interrogé par Stuart Kennedy, le 16 février 2005  
 NAAS Charles et PRECHT, Henry, dialogue, le 8 octobre 1988  
 NELSON Harvey, interrogé par Stuart Kennedy, le 5 septembre 2000  
 NEWLIN Michael, interrogé par Thomas Dunnigan, le 10 octobre 1997, et par Stuart Kennedy, le  
 29 septembre 2006  
 O'NEILL Joseph, interrogé par Thomas Dunnigan, le 19 mai 1998  
 PLACKE James, interrogé par Stuart Kennedy, le 31 juillet 2001  
 PRECHT Henry, interrogé par Stuart Kennedy, le 8 mars 2000  
 RAVEN-HAMILTON Eleanore, interrogé par Edward Dillery, le 18 novembre 2009  
 RESTON Thomas, interrogé par Stuart Kennedy, le 6 juin 2005  
 RICHARDSON Cecil, interrogé par Stuart Kennedy, le 5 août 2003  
 RODMAN Peter, interrogé par Stuart Kennedy, le 22 mai 1994  
 SAUNDERS Harold, interrogé par Thomas Stern, le 24 novembre 1993  
 SCHERMERHORN Lange, interrogé par Stuart Kennedy, le 3 mai 2002  
 SHELLENBERGER Jack, interrogé par Lewis Schmidt, le 21 avril 1990  
 STEMPEL John, interrogé par Kristin Hamblin, le 3 août 1993  
 STEVEN Robert, interrogé par Stuart Kennedy, le 3 août 2001  
 SVEDA Russell, interrogé par Stuart Kennedy, le 28 juin 2000  
 SWIT Elizabeth Ann, interrogé par Stuart Kennedy, le 16 décembre 1992  
 TAYLOR Clyde Donald, interrogé par Stuart Kennedy, le 24 janvier 1996



TAYLOR Louise, interrogé par Stuart Kennedy, le 19 janvier 2001  
 THIBAUT Albert, interrogé par Stuart Kennedy, le 18 avril 2005  
 TOMSETH Victor, interrogé par Stuart Kennedy, le 13 mai 1999  
 VELIOTES Nicholas, interrogé par Stuart Kennedy, le 29 janvier 1990  
 WHITE Alfred Joseph, interrogé par John Harter, le 17 septembre 1997  
 WHITE Wayne, interrogé par Stuart Kennedy, le 21 avril 2005  
 WHITEHEAD John, interrogé par Richard Jackson, le 16 janvier 1998  
 WOLLE William, interrogé par Stuart Kennedy, le 6 mars 1991

**E. Iranian Oral History Collection, Houghton Library, Harvard University, Cambridge, Mass.**

BANISADR Abolhassan, interrogé par Zia Sedghi, les 21 et 22 mai 1984  
 DJAM Fereydoun, interrogé par Habib Ladjevardi, le 24 novembre 1981 et le 10 mars 1983  
 FARMANFARMAIAN Khodadad, interrogé par Habib Ladjevardi, les 10, 19 et 23 novembre, 14, 17 et 20 décembre 1982, 5 et 19 janvier 1983  
 FRYE Nelson, interrogé par Shahla Haeri, les 3, 10 et 24 octobre 1984  
 HARNEY Desmond, interrogé par Habib Ladjevardi, le 15 octobre 1985  
 KADJAR Hamid, interrogé par Habib Ladjevardi, le 26 novembre 1981  
 KASHANI Kamran, interrogé par Habib Ladjevardi, les 22, 24 et 26 juillet 1982  
 MIDDLETON George, interrogé par Habib Ladjevardi, le 14 octobre 1985  
 MILLER William, interrogé par Shahla Haeri, les 7 et 25 mars 1985  
 MOBASHERI Asadollah, interrogé par Habib Ladjevardi, les 2 et 5 juillet 1984  
 PAKRAVAN Fatemeh, interrogé par Habib Ladjevardi, les 3 et 7 mars 1983  
 RAMSBOTHAM Peter, interrogé par Habib Ladjevardi, le 18 octobre 1985  
 ROCKWELL Stuart, interrogé par Habib Ladjevardi, le 20 mai 1987  
 SHARIF-EMAMI Jafar, interrogé par Habib Ladjevardi, le 13 mai 1982, 12 et 24 mai 1983  
 WRIGHT Denis, interrogé par Habib Ladjevardi, les 10 et 11 octobre 1984  
 ZARGHAMEE Mehdi, interrogé par Shahla Haeri, les 2, 21 et 28 février 1985

**F. British Diplomatic Oral History Programme, Churchill Archives Center, University of Cambridge**

ACLAND Sir Antony, interrogé par Liz Cox, le 23 avril 2001  
 ALEXANDER Sir Michael, interrogé le 25 novembre 1998  
 CARTLEDGE Sir Bryan, interrogé par Jimmy Jamieson, le 14 novembre 2007  
 COLES Sir John, interrogé par Malcolm McBain, le 2 novembre 1999

CRADOCK Sir Percy, interrogé par Malcolm McBain, le 4 novembre 1997  
 CRAIG Sir James, interrogé par Abbey Wright, le 12 novembre et 4 décembre 2003  
 FALL Sir Brian, interrogé par Catherine Manning, le 23 janvier 2017  
 FERGUSSON Sir Ewen, interrogé par John Hutson, le 2 décembre 1998  
 FRETWELL Sir John, interrogé par Jane Barder, le 15 février 1996  
 GORE-BOOTH Hon Sir David Alwyn, interrogé par Malcolm McBain, le 4 mars 1999  
 GRAHAM Sir John Alexander Noble, interrogé par Martin Lamport, 7 mars 2016  
 HALL Sir Peter, interrogé par Jimmy Jamieson, le 8 novembre 2002  
 HANNAY Sir David, interrogé par Malcolm McBain, le 22 juillet 1999  
 HENDERSON Sir Nicholas, interrogé par Malcolm McBain, le 24 septembre 1998  
 HURD OF WESTWELL Lord Douglas, interrogé par Lady Crowe, le 13 janvier 2005  
 LEAHY Sir John Henry Gladstone, interrogé par Charles Cullimore, le 21 août 2001  
 LEVER Sir Paul, interrogé par Malcolm McBain, le 7 novembre 2001  
 LUCAS Ivor Thomas Mark, interrogé par Malcolm McBain, le 25 janvier 2005  
 MIERS Sir David, interrogé par Abbey Wright, le 9 septembre 2014  
 MOBERLY Sir John, interrogé par Gwenda Scarlett, le 23 octobre 2002  
 MUNRO Sir Alan, interrogé le 16 mai 1996  
 PALLISTER Sir Michael, interrogé par John Hutson, le 28 avril 1999  
 PARSONS Sir Anthony, interrogé par Jane Barder, le 22 mars 1996  
 POWELL OF BAYSWATER Lord Charles, interrogé par Liz Cox, le 18 juillet 2000  
 PRENDERGAST Sir Kieran, interrogé par Malcolm McBain, le 10 juillet 2012  
 RAMSBOTHAM Sir Peter, interrogé par Malcolm McBain, le 9 janvier 2001  
 TATHAM David Everard, interrogé par Martin Lamport, le 18 février 2017  
 TOMKYS Sir William Roger, interrogé par Anthony Layden, en mars 2015  
 WALL Sir Stephen, interrogé par Thomas Raineau, le 14 décembre 2010 et le 28 février 2012  
 WESTMACOTT Sir Peter, interrogé par Catherine Manning, le 8 septembre 2017  
 WESTON Sir John, interrogé par Liz Cox, le 13 juin 2001  
 WRIGHT Sir Denis, interrogé par Elizabeth Cox, le 26 juillet ????  
 WRIGHT OF RICHMOND Lord Patrick, interrogé par Malcolm McBain, le 16 octobre 2000

### **G. The Royal Dragoon Guards Oral History Project, Royal Dragoon Guards Museum**

BADDELEY Brigadier Robert John 4/7RDG 1953-92, interrogé par Barry Port, 13 novembre 2013

## **II. Campagne d'entretiens personnelle**

### **A. Entretiens organisés avec des acteurs américains**

EIZENSTAT ambassadeur Stuart, interrogé le 6 novembre 2020  
HUDDLE ambassadeur Franklin, interrogé le 13 mai 2018  
HUME ambassadeur Cameron, interrogé le 13 juin 2022  
LAMBRAKIS George, interrogé le 30 octobre 2018  
MURPHY ambassadeur Richard, interrogé le 16 novembre 2019  
NEUMANN ambassadeur Ronald, interrogé le 28 octobre 2020  
PERETT Gregory, interrogé le 10 août 2017  
PRECHT Henry, interrogé le 14 avril 2020  
RAPHEL ambassadrice Robin, interrogée le 16 avril 2020  
ROSEN Barry, interrogé les 8 et 10 juin 2020  
ROSS ambassadeur Dennis, interrogé le 5 mai 2020  
STEMPEL Dr. John, interrogé le 5 décembre 2018  
TEICHER Howard, interrogé les 12 et 14 mai 2020  
TOMSETH ambassadeur Victor, interrogé le 7 août 2017

### **B. Correspondances électroniques avec des acteurs américains**

FULLER Graham, le 25 avril 2020  
FROST Dr. Ellen, les 13 et 15 juillet 2017  
SICK Dr. Gary, les 13 juillet 2017 et 8 avril 2020  
TOMSETH ambassadeur Victor, le 8 août 2017, 17 janvier 2018

### **C. Entretiens organisés avec des acteurs britanniques**

ARBUTHNOT Hugh, interrogé le 29 octobre 2019  
BARRINGTON Sir Nicholas, interrogé le 7 décembre 2019  
BRETT David, interrogé le 16 novembre 2018  
BOYCE Sir Graham, interrogé le 26 juillet 2018  
CHAPLIN Edward, interrogé le 22 avril 2020  
COLLECOTT Peter, interrogé le 3 septembre 2018  
DAY Stephen, interrogé le 15 août 2018  
FLETCHER Peter Coleman, interrogé le 28 juillet 2020  
HANNAY Lord David, interrogé le 23 juillet 2018

LAMPORT Sir Stephen, interrogé le 2 août 2018  
 LUCE Lord Richard Napier, interrogé le 30 octobre 2019  
 OWEN Lord David, interrogé le 27 février 2019  
 MACRAE Sir Christopher, interrogé le 4 juillet 2018  
 MATHERS Peters, interrogé le 28 juin 2022  
 MIERS Sir David, interrogé le 19 juillet 2018  
 MUIR Richard, interrogé le 10 août 2020  
 MUNRO Sir Alan, interrogé le 25 juillet 2018  
 NEWELL Clive, interrogé le 31 juillet 2018  
 POWELL Lord Charles, interrogé le 28 avril 2020  
 PRENDERGAST Sir Kieran, interrogé le 13 juillet 2018  
 WESTMACOTT Sir Peter, interrogé le 23 août 2018  
 WILLIAMS Martin, interrogé le 29 avril 2020  
 WOGAN Patrick, interrogé le 21 août 2018

#### **D. Correspondances électroniques avec des acteurs britanniques**

ARBUTHNOT Hugh, le 20 novembre 2019  
 CHAPLIN Edward, les 17 et 24 avril 2020  
 DAY Stephen, le 16 août 2018  
 MACRAE Sir Christopher, les 21 juin 2018, 23 juin 2018, 3 juillet 2018, 7 juillet 2018, 8 juillet 2018, 28 septembre 2018, 30 septembre 2018, 24 juillet 2019, 5 septembre 2019, 18 novembre 2019, 20 novembre 2019  
 MIERS Sir David, les 12 et 14 novembre 2010  
 NEWELL Clive, le 17 avril 2020  
 POWELL OF BAYSWATER Lord Charles, le 29 avril 2020  
 PRENDERGAST Sir Kieran, le 14 avril 2020  
 OWEN Lord David, les 14 mars 2019 et 13 avril 2020  
 WESTMACOTT Sir Peter, le 11 avril 2020  
 WILLIAMS Martin, le 22 avril 2020  
 WOGAN Patrick, les 14 mars 2019, 12 avril 2019, 29 juin 2019, 23 août 2019, 12 novembre 2019, 20 février 2020, 28 avril 2020



## Matériau 4

### BIBLIOGRAPHIE

#### I. Ouvrages de références

##### A. Atlas

HOURCADE Bernard *et al.*, *Atlas d'Iran*, Montpellier-Paris, RECLUS-La Documentation Française, 1998.

CADENE Philippe, DUMORTIER Brigitte, *Atlas des pays du Golfe*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 2011.

##### B. Manuels

BADEL Laurence, *Diplomaties européennes. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2021.

BALZACQ Thierry, RAMEL Frédéric, *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2013.

BALZACQ Thierry, CHARILLON Frédéric, RAMEL Frédéric, *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2018.

BATTISTELLA Dario, *Relations Internationales. Bilan et Perspectives*, Paris, ellipses, 2013.

BATTISTELLA Dario, *Théorie des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009.

FRANK Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, « Le nœud gordien », 2012.

GENIEYS William, *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin, 2013.

MAC LEOD Alex, O'MEARA Dan, *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, Paris, Athéna, 2010.

MORIN Jean-Frédéric, *La politique étrangère. Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, « U », 2013.

MOSCA Gaetano, *Elementi di Scienze politica*, New York, N.Y., McGraw-Hill Book, 1939.

PARETO Vilfredo, *Traité de sociologie générale*, Paris, Droz, 1968.

##### C. Outils de travail

ADDISON Paul, JONES Harriet (dir.), *A Companion to Contemporary Britain: 1939-2000*, Londres, Wiley-Blackwell, 2007.

AGNEW Jean-Christophe, ROSENZWEIG Roy (dir.) *A Companion to Post-1945 America*, Oxford, Blackwell Publishing, 2002.

BERRIDGE G.R., LLOYD Lorna, *The Palgrave Macmillan Dictionary of Diplomacy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.

BOYER Paul (ed.), *The Oxford Companion to United States History*, New York, Oxford University Press, 2001.

MORTIMORE Roger, BLICK Andrew (dir.), *Butler's British Political Facts*, Londres, Palgrave, 2018.

CURTIS Glenn E. et HOOGLUND Eric, *Iran: A Country Study*, Washington, Federal Research Division, Library of Congress, 2008.

DARYAEE Touraj (dir.), *The Oxford Handbook of Iranian History*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

EDWARDS George, HOWELL William (dir.), *The Oxford Handbook of the American Presidency*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

FLINDERS Matthew, GAMBLE Andrew, HAY Colin, KENNY Michael, *The Oxford Handbook of British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

FOHLEN Claude, HEFFER Jean, WEIL François, *Canada et Etats-Unis depuis 1770*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

GHANI Cyrus, *Iran and the West: A Critical Bibliography*, Londres, Routledge, 2009.

IMMERMAN Richard H. et GOEDDE Petra, *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

IRIYE Akira, SAUNIER Pierre-Yves (dir.), *The Palgrave Dictionary of Transnational History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

JONES Harriet, CLAPSON Mark (dir.), *The Routledge Companion to Britain in the Twentieth Century* Londres, Routledge, 2009.

KURIAN George Thomas (dir.), *The Encyclopaedia of the Republican Party*, Armonk, Sharpe Reference, 1996.

KURIAN George Thomas (dir.), *The Encyclopaedia of the Democratic Party*, Armonk, Sharpe Reference, 1997.

RAMSDEN John, *The Oxford Companion to Twentieth-Century British Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

SCHULZINGER Robert, *A Companion to America Foreign Relations*, Oxford, Blackwell, 2003.

TRINKLE Dennis, MERRIMAN Scott, *The History Highway. A 21<sup>st</sup>-Century Guide to Internet Resources*, Armonk, M.E. Sharpe, 2007.

VAÏSSE Maurice (dir.), *Dictionnaire des Relations internationales de 1900 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009.

WHITFIELD Stephen, *A Companion to 20<sup>th</sup> Century America*, Oxford, Blackwell, 2004.

## II. Histoire nationale

### A. Royaume-Uni

CHASSAIGNE Philippe, *La Grande-Bretagne dans le monde de 1815 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2009.

CHILDS David, *Britain since 1945: A Political History*, Londres, Routledge, 2012.

HARRISON Brian, *Finding a Role? The United Kingdom 1970-1990*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

JACKSON Ben, SAUNDERS Robert, *Making Thatcher's Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

KAVANAGH Denis, SELDON Antony (dir.), *The Thatcher Effect: a Decade of Change*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

MOUGEL François-Charles, *Histoire du Royaume-Uni au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1996.

MOUGEL François-Charles, *Une histoire du Royaume-Uni de 1900 à nos jours*, Paris, Perrin, 2014.

RIDDELL Peter, *The Thatcher Decade*, Oxford, Blackwell, 1989.

SERGEANT Jean-Claude, *La Grande Bretagne de Margaret Thatcher 1979-1990*, Paris, PUF, 1994.

### B. Etats-Unis

ARTAUD Denise, *La fin de l'innocence. Les Etats-Unis de Wilson à Reagan*, Paris, Armand Colin, 1985.

KASPI André, *Les Américains, 2. les Etats-Unis de 1945 à nos jours* Paris, Le Seuil, 2002.

KASPI André, DURPAIRE François, HARTER Hélène, LHERM Adrien, *La Civilisation américaine*, Paris, PUF, 2006.

LACORNE Denis (dir.), *Les Etats-Unis*, Paris, CERI/Fayard, 2006.

LACROIX Jean-Michel, *Histoire des Etats-Unis*, Paris, PUF, 2010.

MELANDRI Pierre, *Histoire des Etats-Unis contemporains*, Paris, André Versaille, 2008.

MELANDRI Pierre, « *Le siècle américain* », *une histoire*, Paris, Perrin, 2016

VAÏSSE Justin, *Le Modèle américain*, Paris, Armand Colin, 1999.

### C. Iran

ABRAHAMIAN Ervand, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1982.

AVERY Peter, HAMBLY Gavin, MELVILLE Charles. *The Cambridge History of Iran. Vol. 7: From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

AXWORTHY Michael, *A History of Iran, Empire of the Mind*, New York, Basic Books, 2008.

AXWORTHY Michael, *Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic*, Oxford, Oxford



University Press, 2013.

BOMATI Yves, NAHAVANDI Houchang, *Iran, une histoire de 4 000 ans*, Paris, Perrin, 2019.

DELANNOY Christian, RICHARD Jean-Pierre, *Khomeiny : la révolution trahie*, Paris, Carrère, 1988.

DIGARD Jean-Pierre, HOURCADE Bernard, RICHARD Yann. *L'Iran au XX<sup>e</sup> siècle : entre nationalisme, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007.

FRYE Nelson, *Iran*, Londres, Routledge, 2019 (1960)

KEDDIE Nikki, *Modern Iran: Roots and Results of Revolution*, Cambridge, Yale University Press, 2007.

MACKEY Sandra, *The Iranians: Persia, Islam and the Soul of a Nation*, New York, Dutton, 1996.

PAHLAVI Christian, PAHLAVI Pierre, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*, Paris, Perrin, 2015.

RICHARD Yann, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2009.

### III. Biographies

#### A. Royaume-Uni

CAMPBELL John, *Margaret Thatcher, volume 1: The Grocer's Daughter*, Londres, Jonathan Cape, 2000 ; *volume 2: The Iron Lady*, Londres, Jonathan Cape, 2003.

HARRIS Robin, *Not for turning, The Life of Margaret Thatcher*, Londres, Bantam Press, 2013.

LEE Christopher, *Carrington: An Honourable Man*, Londres, Viking, 2019.

LERUEZ Jacques, *Thatcher, la Dame de Fer*. Paris, André Versaille, 2012.

MOORE Charles, *Margaret Thatcher: The Authorized Biography*, "Volume One: Not for Turning", Londres, Allen Lane, 2013; "Volume Two: Everything She Wants", Londres, Allen Lane, 2015; "Volume Three: Herself Alone", Londres, Allen Lane, 2019.

MORGAN Kenneth, *Callaghan: A Life*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

PEARCE Martin, *Spymaster. The Life of Britain's Most Decorated Cold War Spy and Head of MI6, Sir Maurice Oldfield*, Londres, Bantam Press, 2016.

THERIOT Jean-Louis. *Margareth Thatcher, De l'épicerie à la Chambre des Lords*, Paris, Perrin, 2011.

TORRANCE David, *George Younger: A Life Well Lived*, Edimbourg, Birlinn, 2008

#### B. Etats-Unis

ALTER Jonathan, *His Very Best: Jimmy Carter, a Life*, New York, Simon and Schuster, 2020.

BILL James, *George Ball: Behind the Scenes in U.S. Foreign Policy*, Cambridge, Yale University Press, 1997.

BIRD Kai, *The Good Spy: The Life and Death of Robert Ames*, New York, Crown, 2014.

BOURNE Peter, *Jimmy Carter: A Comprehensive Biography from Plains to Postpresidency*, New York, Scribner, 1997.

CANNON Lou, *President Reagan: The Role of a Lifetime*, New York, PublicAffairs, 2000.

COSTE Françoise, *Reagan*, Paris, Perrin, 2015.

KABASERVICE Geoffrey, *The Guardians: Kingman Brewster, His Circle, and the Rise of the Liberal Establishment*, New York, Henry Holt and Company, 2004.

KEEFER Edward, *Harold Brown: Offsetting the Soviet Military Challenge 1977-1981*, Secretaries of Defense Historical Series Volume IX, Washington, Office of the Secretary of Defense, Historical Office, 2017.

MCLELLAN David, *Cyrus Vance*, New York, Rowman & Littlefield, 1985.

MELANDRI Pierre, *Reagan, une biographie totale*, Paris, Laffont, 1988.

PEMBERTON William, *Exit With Honor: The Life and Presidency of Ronald Reagan*, New York, Routledge, 1997.

PERSICO Joseph, *The Imperial Rockefeller: A Biography of Nelson A. Rockefeller*, New York, Simon & Schuster, 1982.

REEVES Richard, *President Reagan: The Triumph of Imagination*. New York, Simon & Schuster, 2005.

SEXTON Mary, *The wages of principle and power: Cyrus R. Vance and the making of foreign policy in the Carter administration*, thèse de doctorat, Georgetown University, 2009.

SKINNER Kiron, ANDERSON Annelise, ANDERSON Martin, *Reagan: A Life In Letters*, New York, Free Press, 2003.

VAÏSSE Justin, *Zbigniew Brzezinski. Stratège de l'empire*, Paris, Odile Jacob, 2015.

### C. Iran

AFKHAMI Gholam, *The Life and Times of the Shah*, Berkeley, University of California Press, 2009.

BOMATI Yves, NAHAVANDI Houchang, *Mohammad Reza Pahlavi, le dernier shah, 1919-1980*, Paris, Perrin, 2013.

COTTAM Richard, *Khomeini, the future, and US options*, Muscatine, Stanley Foundation, 1987.

HOVEYDA Fereydoun, *The Shah and the Ayatollah: Iranian Mythology and Islamic Revolution*, Westport, Praeger, 2003.

KAPUŚCIŃSKI Ryszard, *Shah of Shahs*, Londres, Penguin, 2006.

MILANI Abbas, *The Shah*, Londres, Macmillan, 2011.

MOIN Baqer, *Khomeini: Life of the Ayatollah*, Londres, I. B. Tauris, 1997.

MONTAZAM Mir Ali Asghar, *The life and times of Ayatollah Khomeini*, Londres, Anglo-European Publishing, 1994.

TAHERI Amir, *The Spirit of Allah: Khomeini and the Islamic revolution*, Londres, Hutchinson, 1985.

WHITLEY Andrew, *The Shah of Iran*, Londres, Hamish Hamilton, 2001.

ZONIS Marvin, BRUMBERG Daniel, *Khomeini, the Islamic Republic of Iran, and the Arab world*, Cambridge, Center for Middle Eastern Studies, 1987.

ZONIS Marvin, *Majestic Failure: The Fall of the Shah*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

#### IV. Histoire transnationale

##### A. Relations internationales

BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier*, Paris, Fayard, 2011.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra : une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

DUROSELLE Jean-Baptiste, KASPI André, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2007.

FRANKOPAN Peter, *The Silk Road. A New History of the World*, Londres, Bloomsbury, 2016, trad. fr. Guillaume Villeneuve, *Les Routes de la Soie: L'histoire du cœur du monde*, Paris, Nevetica, 2017.

FRÉMEAUX Jacques, *La Question d'Orient*, Paris, CNRS Éditions, « Biblis », 2014.

KENNEDY Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 2004.

KISSINGER Henry, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996.

MEARSHEIMER John, *The Tragedy of Great Powers Politics*, New York, W. W. Norton, 2001.

MOUGEL François-Charles, *Histoire des relations internationales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'aube du III<sup>e</sup> millénaire*, Paris, ellipses, 2013.

PIJL Kees van der, *Transnational Classes and International Relations*, Londres, Routledge, 1998.

RENOUVIN Pierre, DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 2007.

SAUNDERS Harold, *Politics is About Relationship. A worldview for the citizens' century*, New York, Palgrave, 2005.

VAÏSSE Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2011.

WESTAD Odd Arne, *The Cold War: A World History*, Londres, Basic Books, 2017, trad. fr. Paris, Perrin, 2019.

##### B. Relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis

ALDOUS Richard, *Reagan and Thatcher: The Difficult Relationship*, Londres, Hutchinson, 2012.

ALDRICH Richard, *The Hidden Hand: Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray, 2011.

ALLEN Harry, *Great Britain and the United States: A History of Anglo-American Relations (1783–1952)*, Londres, Oldhams Press, 1954.

BARTLETT Christopher, *The Special Relationship: a Political History of Anglo-American Relations since 1945*, Harlow, Longman, 1992.

BAYLIS John, *Anglo-American Defence Relations*, Londres, Macmillan, 1984.

BAYLIS John (dir.), *Anglo-American Relations since 1939: the Enduring Alliance*, Manchester, Manchester University Press, 1997.

BERTHEZENE Clarisse, *Conservatismes en mouvement: Une approche transnationale au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2016.

BOYLE Peter, "The Special Relationship. An Alliance of Convenience?". *Journal of American Studies*, 1988, n°22, p. 457-465.

BURK Kathleen, *Old World, New World. The Story of Britain and America*, Londres, Little, Brown, 2007

CATLIN George, *The Anglo-Saxon Tradition*, Londres, K. Paul, Trench, Trubner, 1939.

COLMAN Jonathan, *Harold Wilson, Lyndon B. Johnson and Anglo-American Relations 'at the Summit', 1964–68*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

COOPER James, "The Foreign Politics of Opposition: Margaret Thatcher and the Transatlantic Relationship before Power", *Contemporary British History*, 2010, vol. 24, n°1, p. 23-42.

COOPER James, *Margaret Thatcher and Ronald Reagan: A Very Political Special Relationship*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.

CRONIN James, "Britain and America Beyond Empire: Neoliberalism, the 'Special Relationship' and the Search for Global Order", Paper presented to the Conference of Europeanists, Chicago, 1st April, 2006.

DANCHEV Alex, "On Specialness," *International Affairs*, vol. 72, n4, 1996, p. 737-750.

DANCHEV Alex, *On Specialness: Essays in Anglo-American Relations*, Londres, Macmillan, 1998.

DICKIE John, "*Special*" No More: *Anglo-American Relations: Rhetoric and Reality*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1994.

DIMBLEBY Richard, REYNOLDS David, *An Ocean Apart: the Relationship between Britain and America in the Twentieth Century*, Londres, Hodder & Stoughton, 1988.

DUMBRELL John, *A Special Relationship; Anglo-American Relations in the Cold War to Iraq*, Basingstoke, Macmillan, 2006.

FREEDMAN Lawrence (dir), *The Troubled Alliance. Atlantic Relations in the 1980's*, Londres, Heinemann, 1983.

GRAYLING Christopher, LANGDON Christopher, *Just Another Star? Anglo-American Relations since 1945*, Londres, Harrap, 1988.

LERUEZ Jacques, « La 'relation spéciale' américano-britannique sous Ronald Reagan et Margaret Thatcher », in « Le Reaganisme à l'œuvre », *Revue française de science politique*, 1989, vol. 39, n° 4, p. 563-583.

LOUIS Roger, BULL Hedley (dir.), *The special relationship: Anglo-American relations since 1945*,

Oxford, Clarendon Press, 1989.

LOUIS Roger, ROBINSON Ronald, “The imperialism of decolonization”, *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 1994, vol. 22, n°3, p. 462-511.

MACDONALD Ian, *Anglo-American Relations since the Second World War*, Vancouver, David and Charles, 1974.

MARSH Steve, *Anglo-American Relations and Cold War Oil: Crisis in Iran*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

MARSH Steve, DOBSON Alan, *Anglo-American Relations Contemporary Perspectives*, Londres, Routledge, 2013.

MARSH Steve, BAYLIS John, “The Anglo-American “special relationship”: The Lazarus of international relations”, *Diplomacy and Statecraft*, 2006, vol. 17, n°1, p. 173-211.

MELANDRI Pierre, *Une incertaine alliance. Les Etats-Unis et l'Europe 1973-1983*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988.

NEWSOM David, “US-British Consultation: An Impossible Dream?” *International Affairs*, 1987, vol. 63, n°2, p. 225–238.

OVENDALE Ritchie, *Anglo-American Relations in the Twentieth Century*, Basingstoke, Macmillan, 1998.

PIJL Kees van der, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, Verso, 1984.

QUIGLEY Carroll, *The Anglo-American Establishment. From Rhodes to Cliveden*, New York, Books in Focus, 1981

RASMUSSEN Jorgen, MCCORMICK James, “British Mass Perception and the Anglo-American Special Relationship”, *Political Science Quarterly*, 1993, vol. 108, n°3, p. 515-541.

REDONNET Jean-Claude, “La relation spéciale à l'épreuve du colonialisme et de l'impérialisme”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. XII, n°1, p. 71-84

REYNOLDS David, *Britannia Overruled. British policy and world power in the twentieth century*, Harlow, Longman, 2000.

REYNOLDS David, “A ‘special relationship’? America, Britain and the international order since the Second World War”, *International Affairs*, 1985-1986, vol. 62, n°1, p. 1-20.

REYNOLDS David, “Rethinking Anglo-American Relations”, *International Affairs*, 1989, vol. 65, n°1, p. 89-112.

RICHELSON Jeffrey, BALL Desmond, *The Ties That Bind: Intelligence Cooperation Between the UKUSA Countries*, Londres, Allen and Unwin, 1985.

ROBBINS Keith, “The Special Relationship: An Overview”, *Revue Française de Civilisation Britannique*, 2002, vol. 12, n°1, p. 9-18.

ROOB Thomas, *A strained partnership? US–UK relations in the era of détente, 1969–77*, Manchester, Manchester University Press, 2014.

ROOB Thomas, *Jimmy Carter and the Anglo-American Special Relationship*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2017.

RUSSELL MEAD Walter, *God and gold: Britain, America and the making of the modern world*, New York, Vintage Books, 2008.

SCHNAPPER Pauline, « Mythes et réalité de la relation spéciale », dans ALEXANDRE-COLLIER Agnès (dir.), *La « Relation Spéciale » Royaume-Uni-États-Unis 1945-1990*, Paris, Éditions du Temps, 2002, p. 37-48

SCHNAPPER Pauline, « La relation spéciale dans le domaine de la défense », *Revue Française de Civilisation Britannique*, 2002, vol. 12, n° 1, p. 19-29.

SCOTT-SMITH Giles, “‘Her Rather Ambitious Washington Program’: Margaret Thatcher’s International Visitor Program Visit to the United States in 1967”, *Contemporary British History*, 2003, vol. 17, n°4, p. 65-86.

SMITH Geoffrey, *Reagan and Thatcher*, Londres, Bodley Head, 1990.

SMITH Steve, “The Special Relationship”, *Political Studies*, 1990, vol. 38, p. 126-136

WALLACE William, PHILIIPS Christopher, “Reassessing the special relationship”, *International Affairs*, 2009, vol. 85, n°2, p. 263-284.

WAPSHOTT Nicholas, *Ronald Reagan and Margaret Thatcher: A Political Marriage*, Old Saybrook, Ct., Tantor Media, 2007.

WOLFERS Arnold, MARTIN, Laurence, *The Anglo-American Tradition in foreign affairs*, New Haven, Yale University Press, 1956.

## V. Politique étrangère

### A. Royaume-Uni

ALDRICH Richard, HOPKINS Michael, *Intelligence, Defence and Diplomacy. British Policy in the Post-War World*, Ilford, Cass, 1994.

BYRD Peter, *British Foreign Policy under Thatcher*, Oxford, Philip Allan, 1988.

LERUEZ Jacques, « La “relation spéciale” sous Margaret Thatcher (1979-1990) », *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. 12, n°1, p. 102-114

MANGOLD Peter, *Success and Failure in British Foreign Policy*, Basingstoke, Palgrave, 2001.

MONROE Elizabeth, *Britain’s Moment in the Middle East, 1914-1971*, Londres, Chatto & Windus, 1981

MOUGEL François-Charles, « 17. Le reflux de l’Empire britannique : de la puissance à l’influence (de 1945 à nos jours) », in GUENIFFEY Patrice *et al.*, *La fin des Empires*, Paris, Perrin, « Synthèses historiques », 2016, pp. 377-398.

SANDERS David, *Losing an Empire, Finding a Role. British Foreign Policy since 1944*, Londres, Macmillan, 1990.

SANDERSON Claire, « Margaret Thatcher et la politique extérieure du Royaume-Uni : vision,

conviction, intransigeance », in DELAUNAY Jean-Marc, DENECHERE Yves (dir.), *Femmes et Relations Internationales au XXe siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 27-37

SANDERSON Claire, « Un ambassadeur atypique dans une situation de crise : Sir Nicholas Henderson et le conflit des Malouines de 1982 » in SANDERSON Claire, TORRENT Mélanie (dir.), *La puissance britannique en question, Politique étrangère et diplomatie britanniques au 20e siècle*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2012, p. 219-234.

SCHNAPPER Pauline, *La Grande-Bretagne et l'Europe : le grand malentendu*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

SHARP Paul, *Thatcher's Diplomacy: the Revival of British Foreign Policy*, Londres, Macmillan, 1999.

WALLACE William, 'What Price Independence? Sovereignty and Interdependence in British Politics', *International Affairs*, 1986vol. 63, n° 3, p. 367-389.

## B. États-Unis

BACEVICH Andrew, *American Empire. The Realities and Consequences of U.S. Diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

BACEVICH Andrew, *The New America Militarism*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

BROWN Seyom, *The Faces of Power: Constancy and Change in United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York, Columbia University Press, 1994.

COHEN Warren, *The New Cambridge History of American Foreign Relations, Volume 4: Challenges to American Primacy, 1945 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

COLUCCI Lamont, *The national security doctrines of the American presidency: how they shape our present and future*, volume 2, Santa Barbara, Ca., Praeger, 2012.

DAVID Charles-Philippe (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine : auteurs, concepts et approches*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2013.

DAVID Charles-Philippe, VAÏSSE Justin, BALTHAZAR Louis, *La politique étrangère des Etats-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

DESTLER Ivor, GELB Leslie, LAKE Anthony, *Our Own Worst Enemy: The Unmaking of American Foreign Policy*, New York, Simon and Schuster, 1984.

GLAD Betty, "Black-and-White Thinking: Ronald Reagan's Approach to Foreign Policy", *Political Psychology*, 1983, vol. 4, n°1, p. 33-76

HANCOCK Jan, *Human Rights and US Foreign Policy*, New York, Routledge, 2017.

HARTER Hélène, « La figure de l'ennemi dans l'histoire américaine », *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], 2010, n°16.

HASSNER Pierre, VAÏSSE Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance ?*, Paris, CERI/autrement, 2003.

IKENBERRY John (dir.), *American Foreign Policy: Theoretical Essays*, New York, Longman, 2006

JENTLESON Bruce, "American Commitments in the Third World: Theory vs. Practice", *International Organization*, 1987, vol. 41, n°4, p. 667-704.

KEGLEY Charles, WITTKOPF Eugene, *American Foreign Policy, Pattern and Process*, New York, St Martin Press, 1996.

KYVIG David, (dir.), *Reagan and the World*, New York, Greenwood Press, 1990.

LACORNE Denis, « Une présidence hamiltonienne : la politique étrangère de Ronald Reagan », *Revue française de science politique*, 1989, vol. 39, n°4, p. 539-562.

MELANDRI Pierre, « 20. Le déclin de l'Empire américain ? », in GUENIFFEY Patrice et al., *La fin des Empires*, Paris, Perrin, « Synthèses historiques », 2016, p. 449-469.

RUSSEL MEAD Walter, *Sous le signe de la Providence : comment la diplomatie américaine a changé le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003.

MELANDRI Pierre, RICARD Serge (dir.), *Les Etats-Unis entre uni- et multilatéralisme : de Woodrow Wilson à George W. Bush*, Paris, L'Harmattan, 2008.

MELANDRI Pierre, RICARD Serge (dir.), *La politique extérieure des Etats-Unis au XX<sup>e</sup> siècle : le poids des déterminants intérieurs*, Paris, L'Harmattan, 2008.

NOUAILHAT Yves-Henri, *Les Etats-Unis et le monde au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1997.

SCHMERTZ Eric et al., *President Reagan and the World*, New York, Praeger, 1997.

SKIDMORE David, "Carter and the Failure of Foreign Policy Reform", *Political Science Quarterly*, 1993, vol. 108, n°4, p. 699-729.

SMITH Gaddis, *Morality, Reason and Power: American Diplomacy in the Carter Years*, New York, Hill and Wang, 1986.

STRONG Robert, *Working in the World: Jimmy Carter and the Making of American Foreign Policy*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2000.

THORNTON Richard, *The Carter Years: Toward a New Global Order*, New York, Paragon Press, 1991

### C. Iran

AMIRAHMADI Hooshang, ENTESSAR Nader, *Iran and the Arab World*, Londres, Macmillan, 1993.

BAER Robert, *L'Iran, l'irrésistible ascension*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2008.

DJALILI, Mohammad-Reza. *Diplomatie Islamique : Stratégie Internationale du Khomeynisme*. Genève, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, 1989.

DJALILI Mohammad-Reza, *Géopolitique de l'Iran*, Bruxelles, Complexe, 2005.

ESPOSITO John, *The Iranian Revolution. Its Global Impact*, Miami, International Press, 1990.

HOURCADE Bernard, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*. Paris, Armand Colin, 2016.

HUNTER Shireen, *Iran and the World: Continuity in a Revolutionary Decade*, Bloomington, Indiana University Press, 1990.

NURI Maqsd ul Hasan, *Iran as a regional military power (1970-78)*, Department of International



Relations, The Australian National University, 1979.

SZAZ Michael, *The Impact of the Iranian Events Upon Persian Gulf and United States Security*. Washington, American Foreign Policy Institute, 1979.

## VI. Politique iranienne

### A. Relations avec l'Iran

ANSARI Ali, *Confronting Iran: The Failure of American Foreign Policy and The Next Great Conflict in the Middle East*, New York, Basic Books, 2006.

ANSARI Ali, "The Myth of 'Perfidious Albion': Anglo-Iranian Relations in Historical Perspective", *Asian Affairs*, 2013, vol. 44, n°3, p. 378-391

BEHRAVESH Maysam, « 'Ingilis', 'Cherchil' and Conspiracy Theories Galore: The Iranian Perception of the British », *e-International Relations*, 2010.

BILL James, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*. New Haven, Yale University Press, 1988.

BILL James, "The American Analysis of Iranian Politics", *Iranian Studies*, 1977, vol. 10, n° 3, p. 164-195.

BONAKDARIAN Mansour, "US-Iranian Relations, 1911-1951", in AMANAT Abbas (dir.), *The United States and the Middle East: Diplomatic and Economic Relations in Historical Perspective*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 9-25.

BORJIAN Maryam, "The History of English in Iran (1836–1979)", in *English in Post-Revolutionary Iran: From Indigenization to Internationalization*, Bristol, Multilingual Matters, 2013, p. 40-62

CRIST David, *The Twilight War: The Secret History of America's Thirty-Year Conflict with Iran*, New York, Penguin Press, 2012.

COOK Alethia, ROSHANDEL Jalil, *The United States and Iran, Policy Challenges and Opportunities*. New York, Palgrave Macmillan, 2009.

COTTAM Richard, *Iran and the United States: A Cold War Case Study*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988.

CURZON George, *Persia and the Persian Question*, Londres, Longmans, Green & Co., 1892.

HOPKIRK Peter, *The great game: On secret service in high Asia*, Londres, John Murray, 1990, trad. fr. Gerald de Hemptinne, *Le grand jeu : officiers et espions en Asie Centrale*, Bruxelles, Nevicata, 2011.

GAUGHAN Joan, *The Shuster Mission to Iran: Leaving Something Worthwhile Behind*, Baltimore, Real Nice Books, 2021.

GHAZVINIAN John, *America and Iran: A History, 1720 to the Present*, Londres, Oneworld, 2020.

HARRISON Philippa, 'The Hand of the English' - *The involvement of the BBC in Anglo-Iranian*

*relations between 1970-1977*, mémoire de Master, études moyen-orientales, Leiden, 2014.

KHAN Saira, *Iran and Nuclear Weapons Protracted conflict and proliferation*, Londres, Routledge, 2010

LIMBERT John, *Negotiating with Iran. Wrestling the Ghosts of History*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2009.

LIMBERT John, *Iran. At War with History*, Londres, Routledge, 2016 (1987), 204 p.

LIMBERT John, « Les États-Unis et l’Iran : de l’amitié à la rancœur », *Hérodote*, 2018, n° 169, p. 67-82.

MARSH Steve, “The Special Relationship and the Anglo-Iranian Oil Crisis, 1950-4”, *Review of International Studies*, 1998, vol. 24, n°4, p. 529-544.

MILLSPAUGH Arthur, *Americans in Persia, Washington*, The Brookings Institution, 1946.

MURRAY Donette, “The Ecstasy and the Agony: The Rise and Fall of US-Iranian Relations”, in DUMBRELL John, SCHÄFER Axel. *America’s ‘Special Relationships’, Foreign and Domestic Aspects of the Politics of Alliance*, Londres, Routledge, 2009.

REARDON Robert, “Iran’s Nuclear Program: Past, Present, and Future”, in *Containing Iran: Strategies for Addressing the Iranian Nuclear Challenge*, Santa Monica, RAND Corporation, 2012, p. 9-64.

RIEDEL Bruce, “America and Iran: Flawed Analysis, Missed Opportunities, and Looming Dangers”, *The Brown Journal of World Affairs*, 2008, vol. 15, n°1, p. 101-111.

ROSS Christopher, “Lord Curzon and E. G. Browne Confront the ‘Persian Question’”, *The Historical Journal*, 2009, vol. 52, n°2, p. 385-411.

RUBIN Barry, *Paved with Good Intentions: The American Experience in Iran*, Londres, Penguin, 1981.

SEARIGHT Sarah (dir), *Britain and Iran: 1790-1980: Collected Essays of Sir Denis Wright*, Londres, Iran Society, 2003.

SELIKTAR Ofira, *Navigating Iran, From Carter to Obama*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

SREBERNY Annabelle, TORFEH Massoumeh, *Persian Service: the BBC and British Interests in Iran*, Londres, Bloomsbury, 2013.

TORBAT Akbar, “A Glance at US Policies toward Iran: Past and Present”, *Journal of Iranian Research and Analysis*, 2004, vol. 20, n°1, p. 85-94.

WRIGHT Denis, *The English Amongst the Persians: During the Qajar Period 1787-1921*, Londres, Heinemann, 1977.

WRIGHT Denis, *The Persians Amongst the English: Episodes in Anglo-Persian History*, Londres, St. Martin’s Press, 1985.

YAPP Malcolm, “The Legend of the Great Game”, *Proceedings of the British Academy*, 2001, n°111, p. 179-198.

## **B. Relations avec l’Iran impérial**

SCOTT COOPER Andrew, *The Oil Kings: How the U.S., Iran, and Saudi Arabia Changed the*

*Balance of Power in the Middle East*, New York, Simon & Schuster, 2011.

ERDMAN Paul Emil, *The Crash of '79*, Londres, Simon & Schuster, 1976.

FELCI Vittorio, "A Cumulative Image Problem: Human Rights and US Foreign Policy Towards Iran in the Seventies", *NIDABA*, 2017, vol. 2, n°1, p. 48-61.

GAILLAUD Sylvain, « Quand l'Occident convoitait les marchés persans : perspectives historiques sur la nucléarisation de l'Iran (1957-1980) », in *La revue stratégique en pratiques : les enjeux de sécurité et de défense nationale vus par les doctorants de l'IHEDN*, Paris, IHEDN, 2018, p. 39-60.

GAILLAUD Sylvain, « « Pretty nice guys » ? John Limbert, Michael Metrisko et Barry Rosen : les passions persanes de trois volontaires américains, de l'idéal humanitaire à l'intérêt national », *Les Cahiers Sirice*, 2021, vol. 2, n° 25.

GASIOROWSKI Mark, *U.S. Foreign Policy and the Shah: Building a Client State in Iran*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1991.

GASIOROWSKI Mark, BYRNE Malcolm (dir.), *Mohammad Mosaddeq and the 1953 Coup in Iran*, Syracuse University Press, 2004.

GILBERT John, "Jimmy Carter's Human Rights Policy and Iran: A Re-examination, 1976-79", *Madison Historical Review*, 2014, vol. 5, n°1.

HAZEM Kandil, *The power triangle: military, security, and politics in regime change*, New York, Oxford University Press, 2016.

KINZER Stephen, *All The Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2003.

KLARE Michael, "Carter's Arms Sales Policies: Business as Usual", *Social Scientist*, 1978, vol. 7, n°4, p. 3-13

MCGLINCHEY Stephen, *US Arms Policies Towards the Shah's Iran*, New York, Routledge, 2014.

MCMURDO Torey, "The Economics of Overthrow. The United States, Britain, and the Hidden Justification of Operation TPAJAX", *Studies in Intelligence*, 2012, vol. 56, n°2, p. 15-26.

MOGHADAM Val, "The Revolution and the Regime: Populism, Islam and the State in Iran", *Social Compass*, 1989, vol. 36, n°4, p. 415-450.

OWEN David, *In Sickness and in Power: Illness in Heads of Government During the Last 100 Years*, Londres, Methuen, 2008.

O'SULLIVAN Christopher, *FDR and the End of Empire. The Origins of American Power in the Middle East*, New York, Palgrave Macmillan, 2012.

REES Samuel, *The collapsing pillar: Jimmy Carter and US foreign policy towards Iran, 1977-1981*, these de doctorat, histoire, université de Swansea, 2013.

RICKS Thomas, "U.S. Military Missions to Iran, 1943-1978: The Political Economy of Military Assistance", *Iranian Studies*, 1979, vol. 12, n°3/4, p. 163-193.

SAIKAL Amin, *The Rise and Fall of the Shah 1941-1979*, Princeton, Princeton University Press, 1980.

SHANNON Matthew, *Losing Hearts and Minds: American-Iranian Relations and International*

*Education During the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 2017.

SHANNON Matthew, "Reading Iran: American Academics and the Last Shah", *Iranian Studies*, 2018, vol. 51, n°2, p. 289-316

TAKEYH Ray, *The Last Shah: America, Iran, and the Fall of the Pahlavi Dynasty*, New Haven, Yale University Press, 2021.

TOPRANI Anand, "An Anglo-American "Petroleum Entente"?: The First Attempt to Reach an Anglo-American Oil Agreement, 1921", *The Historian*, 2017, vol. 79, n°1, p. 56-79.

TRENTA Luca, "The Champion of Human Rights Meets the King of Kings: Jimmy Carter, the Shah, and Iranian Illusions and Rage", *Diplomacy and Statecraft*, 2013, vol. 24, n°3, p. 476-498.

WAINWRIGHT Darius, "Equal partners? The Information Research Department, SAVAK and the dissemination of anti-communist propaganda in Iran, 1956-68", *British Journal of Middle Eastern Studies*, 2017.

WAINWRIGHT Darius, "Smart power? Britain and the United States' differing diplomatic approaches towards Iran during the 1970s", Paper presented to the American Politics Group Annual Conference, University of Reading, 7-9 January 2016

WILFORD Hugh, "'Essentially a Work of Fiction": Kermit "Kim" Roosevelt, Imperial Romance, and the Iran Coup of 1953", *Diplomatic History*, 2016, vol. 40, n° 5, p. 922-947

ZHAND Shakibi, *Pahlavi Iran and the Politics of Occidentalism: The Shah and the Rastakhiz Party*, New York, I.B. Tauris, 2021.

### C. Révolution islamique

ARJOMAND Said Amir, *The Turban and the Crown: The Islamic Revolution in Iran*, *Studies in Middle Eastern History*, New York, Oxford University Press, 1988.

AMUZEGAR Jahangir, *The Dynamics of the Iranian Revolution: The Pahlavis' Triumph and Tragedy*, Albany, State University of New York Press, 1991.

BAKHASH Shaul, *The Reign Of The Ayatollahs: Iran and The Islamic Revolution*, New York, Basic Books, 1984.

BAYANDOR Darioush, *The Shah, the Islamic Revolution and the United States*. New York, Palgrave Macmillan, 2019.

BUCHAN James, *Days of God. The Revolution in Iran and Its Consequences*, Londres, John Murray, 2012.

BILL James, "Iran and the Crisis of '78", *Foreign Affairs*, 1978, vol. 57, no. 2, p. 323-342.

SCOTT COOPER Andrew, *The Fall of Heaven: The Pahlavis and the Final Days of Imperial Iran*, New York, Henry Holt & Company, 2016.

CURTIS Mark, *Secret Affairs: Britain's Collusion With Radical Islam*, Londres, Profile Books, 2010.

EMERY Christian, *US Foreign Policy and the Iranian Revolution. The Cold War Dynamics of Engagement and Strategic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

GANJI Babak, *The Politics of Confrontation: The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2006.

GASIOROWSKI Mark, "US Intelligence Assistance to Iran, May-October 1979", *Middle East Journal*, 2012, vol. 66, n°4, p. 613-627.

GASIOROWSKI Mark, "US Covert Operations toward Iran, February-November 1979: Was the CIA Trying to Overthrow the Islamic Regime?", *Middle Eastern Studies*, 2015, vol. 51, n°1, p. 115-135.

GRIFFITH William, "The Revival of Islamic Fundamentalism: The Case of Iran", *International Security*, 1979, vol. 4, n°1, p. 132-138

GUERRERO Javier Gil, *The Carter Administration and the Fall of Iran's Pahlavi Dynasty. US-Iran Relations on the Brink of the 1979 Revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

HARRIS David, *The Crisis: the President, the Prophet, and the Shah -1979 and the Coming of Militant Islam*. Boston, Little Brown, 2004.

HOMAN Roger, "The Origins of Iranian Revolution", *International Affairs*, 1980, vol. 56, n°4, p. 673-678

IOANNIDES Christos, *America's Iran: Injury and Catharsis*. Lanham, University Press of America, 1984.

JEROME Carole, *The Man in the mirror: a true inside story of revolution, love and treachery in Iran*, Londres, Unwin Hyman, 1988.

KURZMAN Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

LEDEEN Michael, LEWIS William, *Debacle: The American Failure in Iran*, New York, Alfred A. Knopf, 1981.

LUMAN Ali, *British Diplomacy and the Iranian Revolution, 1978-1981*, Londres, Palgrave, 2018.

MASCH Donald, *The Iranian revolution and its impact on the future of Soviet-Iranian relations: an assessment*, Monterey, Naval Postgraduate School, 1980.

MIRSEPASSIN Ali, *Iran's Quiet Revolution: The Downfall of the Pahlavi State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

MOENS Alexander, "President Carter's Advisers and the Fall of the Shah", *Political Science Quarterly*, 1991, vol. 106, n°2, p. 211-237.

TAHERI Amir, *Nest of Spies: America's Journey to Disaster in Iran*, Londres, Hutchinson, 1988.

SELIKTAR Ofira, *Failing the Crystal Ball Test: The Carter Administration and the Fundamentalist Revolution in Iran*, Westport, Praeger, 2000.

SHAWCROSS William, *The Shah's last ride: The death of an ally*, Londres, Touchstone, 1989.

SICK Gary, « La révolution iranienne et les grandes puissances » *Politique étrangère*, 1987, vol. 52, n°2, p. 339-355.

SULLIVAN William, "Dateline Iran: The Road Not Taken", *Foreign Policy*, 1980, n°40, p. 175-186

#### D. Crise des otages

ALERASSOOL Mahvash, *Freezing Assets: The USA and the Most Effective Economic. Sanction*, New York, St. Martin's Press, 1993.

BOWDEN Mark, *Guests of the Ayatollah: The First Battle in America's War with Militant Islam*, New York, Atlantic Monthly Press, 2006.

CARSWELL Robert, "Economic Sanctions and the Iran Experience", *Foreign Affairs*, 1981, vol. 60, n°2, p. 247-265

CHRISTOPHER Warren, *American Hostages in Iran: The Conduct of a Crisis*, New Haven, Yale University Press, 1985.

COUSSIRAT-COUSTÈRE Vincent, « L'arrêt de la Cour internationale de Justice sur le personnel diplomatique américain à Téhéran », *Annuaire français de droit international*, 1980, n°26, p. 201-224.

DREYFUSS Robert, *Hostage to Khomeini*, New York, New Benjamin Franklin House, 1980.

FARBER David, *Taken Hostage: The Iran Hostage Crisis and America's First Encounter with Radical Islam*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

GARTNER Scott, "Predicting the Timing of Carter's Decision to Initiate a Hostage Rescue Attempt: Modelling a Dynamic Information Environment", *International Interactions*, 1993, n°18, p. 365-386.

GLAD Betty, "Personality, Political and Group Process Variables in Foreign Policy Decision-Making: Jimmy Carter's Handling of the Iranian Hostage Crisis", *International Political Science Review*, 1989, n°10, p. 35-61.

HEMMER Christopher, "Historical Analogies and the Definition of Interests: The Iran Hostage Crisis and Ronald Reagan's Policy Toward the Hostages in Lebanon", *Political Psychology*, 1999, vol. 20, n°2, p. 267-89

HOUGHTON David Patrick, *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

KEGLEY Charles, "Is Access Influence? Measuring Adviser-Presidential Interactions in the Light of the Iranian Hostage Crisis", *International Interactions*, 1993, vol. 18, p. 343-364

LARSON David, "The American Response to the Iranian Hostage Crisis: 444 Days of Decision", *International Social Science Review*, 1982, vol. 57, n°4, p. 195-209.

MCDERMOTT Rose, "Prospect Theory in International Relations: The Iranian Hostage Rescue Mission", *Political Psychology*, 1992, vol. 13, n°2, p. 237-263.

PARSI Trita, *Treacherous Alliances: The Secret Dealings of Israel, Iran and the United States*, New Haven, Yale University Press, 2007.

RYAN Paul, *The Iran Hostage Rescue Mission: Why It Failed*. Annapolis, Naval Institute Press, 1985.

SCHEMMER Benjamin, "Presidential Courage and the April 1980 Iranian Rescue Mission", *Armed Forces Journal International*, 1981, vol. 118, n°60

SICK Gary, *October surprise: America's hostages in Iran and the election of Ronald Reagan*, New York, I. B. Tauris, 1991.

SMITH Steve, "Policy Preferences and Bureaucratic Position: The Case of the American Hostage Rescue Mission", *International Affairs*, 1984-1985, vol. 61, n°1, p. 9-25.

SMITH Steve, "Groupthink and the Hostage Rescue Mission", *British Journal of Political Science*, 1985, vol. 15, n°1, p. 117-23.

WRIGHT Robert Anthony. *Our Man in Tehran: The True Story Behind the Secret Mission to Save Six Americans During the Iran Hostage Crisis and the Foreign Ambassador who Worked with the CIA to Bring Them Home*. New York, Other Press, 2011.

### E. Guerre Iran-Irak

ASHTON Nigel, GIBSON Bryan, *The Iran-Iraq War. New International Perspectives*, Londres, Routledge, 2003.

BALTA Paul, *Iran-Irak : une guerre de 5000 ans*, Paris, Anthropos, 1987.

BENGOBEYI Benjamin, *La France et les Etats-Unis face à l'Irak et à l'Iran de 1972 à 1982 : comparaison et relations*, thèse de doctorat, histoire, université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2016

BLIGHT James *et. al.*, *Becoming Enemies: U.S.-Iran relations and the Iran-Iraq War, 1979-1988*, Plymouth, Rowman & Littlefield Publishers, 2014.

BRANDS Hal, "Saddam Hussein, the United States, and the invasion of Iran: was there a green light?", *Cold War History*, 2012, vol. 12, n°2, p. 319-343.

CHUBIN Shahram, TRIPP Charles, *Iran and Iraq at War*, New York, Routledge, 2019.

CORDESMAN Anthony, *The Iran-Iraq War and Western Security 1984-87, Strategic Implications and Policy Options*, Londres, Jane's, 1987.

CORDESMAN Anthony, *The Gulf and the West: Strategic Relations and Military Realities*, Boulder, Westview, 1988.

DECAUX Emmanuel, « La Résolution 598 (1987) du Conseil de Sécurité et les efforts de paix entre l'Iran et l'Irak », *Annuaire français de droit international*, 1988, vol. 34, p. 63-90.

DONOVAN Jerome, *The Iran-Iraq War. Antecedents and Conflict Escalation*, Londres, Routledge, 2010.

FAYAZMANESH Sasan, *The United States and Iran. Sanctions, Wars and the Policy of Dual Containment*, Londres, Routledge, 2008.

GIBSON Bryan, *Covert Relationship: American Foreign Policy, Intelligence, and the Iran-Iraq War, 1980-1988*, Santa Barbara, Praeger, 2010.

HIRO Dilip, *The Longest War: The Iran-Iraq Military Conflict*, New York, Routledge, 1990.

HUME Cameron, *The United Nations, Iran, and Iraq. How Peacemaking Changes*, Bloomington, Indiana University Press, 1994.

JABBER Paul, *et al.*, *Great Power Interests in the Persian Gulf*, New York, Council on Foreign Relations, 1989.

JENTLESON Bruce, *With friends like these: Reagan, Bush, and Saddam, 1982-1990*, New York, W. W. Norton, 1994.

KUPCAHN Charles, *The Persian Gulf and the West: The Dilemma of Security*, Boston, Allen and Unwin, 1987.

MAULL Hans, PICK Otto (dir.), *The Gulf War: Regional and International Dimensions*, New York, St. Martin's Press, 1990.

NAFF Thomas (dir.), *The Gulf Security and the Iran-Iraq War*, Washington, The National Defense University Press, 1985.

PHYTYAN Mark, "The Arms Trade", *Parliamentary Affairs*, 1997, vol. 50, n°1, p. 41-54.

RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe (1980-1988)*, Paris, Perrin, 2013.

RAJAEI Farhang (dir.), *The Iran-Iraq War: The Politics of Aggression*, Gainesville, University Press of Florida, 1993.

RONDOT Philippe, « La guerre du Chatt al-Arab : les raisons de l'Irak », *Politique étrangère*, 1980, vol. 45, n°4, p. 867-879.

ZATARAIN Lee Allen, *The Tanker War: America's First Conflict with Iran, 1987-1988*, Philadelphia, Casemate, 2008.

## F. Relations avec la République islamique

ABRAHAMIAN Ervand, *Khomeinism Essays on the Islamic Republic*, Los Angeles, University of California Press, 1993

ANDERSON Elizabeth, "Covert Action and American Foreign Policy: The Iran-Contra Operation", *Journal of Conflict Studies*, 1993, vol. 13, n°4, p. 30-54.

ARMSTRONG Scott, BYRNE, Malcom, BLANTON Tom, *Secret Military Assistance to Iran and the Contras: A Chronology of Events and Individuals*, Washington, National Security Archive, 1987

BEEMAN William, *The Great Satan vs. the Mad Mullahs. How the United States and Iran demonize each other*, Westport, Praeger, 2005.

BERMAN Ilan (dir.), *Taking On Tehran: Strategies for Confronting the Islamic Republic*, Lanham, Lexington Books, 2007.

EHTESHAMI Anoushiravan, VARASTEH Manshour, *Iran and the international community*, Londres, Routledge, 2011.

ESPOSITO John (di.), *The Iranian Revolution: Its Global Impact*, Miami, International University Press, 1990.

GAILLAUD Sylvain, « *Pomp and circumstance(s) : une histoire protocolaire de la normalisation diplomatique entre Londres et Téhéran après la Révolution islamique* », in *Le diplomate en représentation du XVI<sup>e</sup>*



*siècle à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 229-244.

HIRO Dilip, *Iran under the Ayatollahs*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1985.

HUNTER Shireen, "Iran and the Spread of Revolutionary Islam", *Third World Quarterly*, 1988, vol. 10, n°2, p. 730-749.

KEDDIE Nikki, GASIOROWSKI Mark, *Neither East Nor West: Iran, The Soviet Union, And The United States*, New Haven, Yale University Press, 1990.

LEDEEN Michael, *Accomplice to Evil: Iran and the War against the West*, New York, Truman Talley, 2009.

MILANI Abbas, *The myth of the great Satan: a new look at America's relations with Iran*, Stanford, Hoover Institution Press, 2010.

MILLER William Green, "The Possibility for a New United States - Iranian Relationship", in "Conference on the Iranian Revolution and the Islamic Republic", Woodrow Wilson International Center for Scholar, Washington, 1982.

MURRAY Donette, *US Foreign Policy and Iran. American-Iranian Relationships since the Islamic Revolution*, Londres, Routledge, 2009.

MYERS Harry, *The US Policy of Dual Containment toward Iran, in Theory and Practice*, mémoire de Master, Air War College, Air University, Maxwell Air Force Base, 1997

PEAN Pierre, *La Menace*, Paris, Fayard, 1987.

POLLACK Kenneth, *The Persian Puzzle: The Conflict between Iran and America*, New York, Random House, 2005.

PRECHT Henry, "Ayatollah Realpolitik", *Foreign Policy*, 1988, n°70, p. 109-128.

RUBIN Barry, "American Relations with the Islamic Republic of Iran, 1979-1981", *Iranian Studies*, 1980, vol. 13, n°1, p. 307-326.

SALISBURY Daniel, "Arming Iran from the heart of Westminster? The Iranian military procurement offices, rumours and intelligence, 1981-1987", *Intelligence and National Security*, 2020, vol. 35, n°7, p. 1042-1058.

SEGEV Samuel, *The Iranian Triangle: The Untold Story of Israel's Role in the Iran-Contra Affair*, New York, Free Press, 1988

SLAVIN Barbara, *Bitter Friends, Bosom Enemies: Iran and the U.S., and the Twisted Path to Confrontation*. New York, St. Martin's, 2007

TAKEYH Ray, *Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

VATANKA Alex, *The Battle of the Ayatollahs in Iran: The United States, Foreign Policy and Political Rivalry since 1979*, Londres, Bloomsbury, 2021.

WRIGHT Martin (dir.), *Iran: the Khomeini revolution*, Harlow, Longman, 1989.

WRIGHT Robin, *In the name of God: the Khomeini decade*, Londres, Bloomsbury, 1990.

### G. Politique dans le golfe Persique

- AMIRSADEGHI Hossein (dir.), *The Security of the Persian Gulf*, New York, St. Martin's Press, 1981
- ALVANDI Roham, "Nixon, Kissinger, and the Shah: the origins of Iranian primacy in the Persian Gulf", *Diplomatic history*, 2012, vol. 36, n°2, p. 337-372
- ALVANDI Roham, *Nixon, Kissinger and the Shah. The United States and Iran in the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2014
- BARR James, *Lords of the Desert: Britain's Struggle with America to dominate the Middle East*. Londres, Simon & Schuster, 2018.
- CORDESMAN Anthony, *The Gulf And The West, Strategic Relations And Military Realities*, Boulder, Westview Press, 1989.
- DORION-SOULIÉ Manuel, « De la Rapid Deployment Force au Goldwater-Nichols Act : l'Iran dans la grande stratégie américaine, 1977-1986 », *Relations internationales*, 2017, n° 171.
- FAIN W. Taylor, *American Ascendance and British Retreat in the Persian Gulf Region*, New York, Palgrave Macmillan, 2008.
- FISK Robert, *La grande guerre pour la civilisation. L'Occident à la conquête du Moyen-Orient (1979-2005)*, Paris, La Découverte/Poche, 2006.
- GAUSE F. Gregory; *The International Relations of the Persian Gulf*. Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- GRESH Geoffrey, *Gulf Security and the U.S. Military: Regime Survival and the Politics of Basing*, Stanford, Stanford University Press, 2015
- LENCZOWSKI George, "The Arc of Crisis: Its Central Sector", *Foreign Affairs*, 1979, vol. 57, n°4, p. 796-820.
- MACRIS Jeffrey, KELLY, Saul (dir.) *Imperial crossroads: the great powers and the Persian Gulf*, Annapolis, Naval Institute Press, 2012.
- MAUER Victor, MÖCKLI Daniel, *European-American Relations and the Middle East*, New York, Routledge, 2011
- NJØLSTAD Olav, "Shifting Priorities: The Persian Gulf in US Strategic Planning in the Carter Years", *Cold War History*, 2004, vol. 4, no. 3, p. 21-55
- PALMER Michael, *Guardians of the Gulf: A History of America's Expanding Role in the Persian Gulf, 1833-1992*, New York, Simon & Schuster, 1992.
- PARSON Anthony, "A British Perception of the Gulf", in PRIDHAM B. R. (dir.), *The Arab Gulf and the West*, Londres, Croom Helm, 1985.
- PETERSEN Tore, *Anglo-American Policy toward the Persian Gulf, 1978-1985: Power, Influence and Restraint*, Eastbourne, Sussex Academic Press, 2015.
- RAMAZANI Rouhollah, "Security in the Persian Gulf", *Foreign Affairs*, 1979, vol. 57, n°4, p. 821-835
- ST. MARIE Joseph, NAGHSHPOUR Shahdad, *Revolutionary Iran and the United States: Low-*

*Intensity Conflict in the Persian Gulf*, Burlington, Ashgate, 2012

YETIV Steven, *The absence of grand strategy: the United States in the Persian Gulf, 1972-2005*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2008.

WISE Harold Lee, *Inside the Danger Zone: The U.S. Military in the Persian Gulf 1987-88*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007.

WRIGHT Steven, *The United States and Persian Gulf Security: The Foundations of the War on Terror*, Reading, Ithaca Press, 2007.

YORKE Valerie, *The Gulf in the 1980s*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1980.

YORKE Valerie, TURNER Louis, *European interests and Gulf oil*, Aldershot, Hants, Gower, for Joint Energy Programme of Royal Institute of International Affairs and Policy Studies Institute, 1986.

## VII. Approches institutionnelles

### A. Systèmes politiques

BAGEHOT Walter, *The English Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

CRAIG Frederick, *British general election manifestos, 1959-1987*, Dartmouth, Parliamentary Research Services, 1990.

DOMHOFF William, *The Power Elite and the State: How Policy Is Made in America*, New York, Aldine de Gruyter, 1990.

DOMHOFF William, *Who Rules America?*, New York, McGraw Hill Higher Education, 2009.

FORTMAN Michel, MARTIN Pierre (dir.), *Le système politique américain*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2008.

GERSHMAN Carl, "The Rise and Fall of the New Foreign-Policy Establishment", *Commentary*, 1980, vol. 70, n°1, p. 13-24.

HALBERSTAM David, "The New Establishment: The Decline And Fall of the Eastern Empire", *Vanity Fair*, 1994.

HENNESSY Peter, *The Great and the Good: An Inquiry into the British Establishment*, Policy Studies Institute report 654, 1986.

LACORNE Denis, *L'Invention de la république. Le modèle américain*, Paris, Hachette, 1991.

LERUEZ Jacques, *Gouvernement et politique en Grande-Bretagne*, Paris, Dalloz, 1989.

LERUEZ Jacques, *Le système politique britannique de Winston Churchill à Tony Blair*, Paris, Armand Colin, 2001.

MOUGEL François-Charles, « L'Establishment britannique depuis 1945, évolution d'une notion », *Annales du GERB*, 1978, p. 45-65

SCHNAPPER Pauline, *La politique au Royaume-Uni*, Paris, La Découverte, 2022.

SICARD Pierre, *Les partis et la vie politique aux Etats-Unis*, Paris, Armand Colin, 2012.

TOINET Marie-France, *Le système politique des Etats-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.

## B. Centres décisionnels

BEESELEY Ian, *The Official History of the Cabinet Secretaries*, Londres, Routledge, 2016.

BLICK Andrew, JONES George, *Premiership: The Development, Nature and Power of the Office of the British Prime Minister*, Exeter, Imprint Academic, Societas, 2010.

BONHOMME Noël, « Du Groupe des Sept au Groupe des Vingt : nouveau concert des puissances ou dilution du pouvoir ? (1975-2015) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2015, n° 42, p. 129-142.

HENNESSY Peter, *Cabinet*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.

HENNESSY Peter, *The Prime Minister: The Office And Its Holders Since 1945: The Job and Its Holders Since 1945*. Londres, Penguin, 2001.

HENNESSY Peter, *The Secret State: Preparing for the Worse (1945-2010)*, Londres, Penguin, 2010.

KASPI André, HARTER Hélène, *Les Présidents américains de Washington à Obama*, Paris, Tallandier, 2012.

LACORNE Denis, VAÏSSE Justin (dir.), *La Présidence impériale, de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush*, Paris, Odile Jacob, 2007.

MICHELOT Vincent, *L'Empereur de la Maison Blanche*, Paris, Armand Colin, 2004.

NEUSTADT Richard, *Les Pouvoirs de la Maison Blanche*, Paris, Economica, 1980.

OTTE Thomas, *The Makers of British Foreign Policy: From Pitt to Thatcher*, Londres, Palgrave Macmillan, 2001.

PARISI Ilaria, "From the sidelines to the heart of the European nuclear question: France at the Gaudeloupe summit of January 1979", *Cold War Summitry: Transcending the Division of Europe, 1970-90*, Cambridge, 2014

PRADOS John, *Keeper of the Keys: A History of the National Security Council from Truman to Bush*, New York, William Morrow, 1991.

PUTNAM Robert, BAYNE Nicholas, *Hanging Together: Cooperation and Conflict in the Seven-power Summits*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.

REARDEN Steven, FOULKS Kenneth, *The Joint Chiefs of Staff and National Policy 1977-1980*, History of the Joint Chiefs of Staff Volume V, Washington, D.C., Office of Joint History, Office of the Chairman of the Joint Chiefs of Staff, 2015.

ROTHKOPF David, *Running the World: The Inside Story of the National Security Council And the Architects of America's Power*, New York, Public Affairs, 2005.

SCHLESINGER Arthur, *La présidence impériale*, Paris, Presse universitaire de France, 1976.

SELDON Anthony, MEAKIN Jonathan, *The Cabinet Office 1916-2016: The Birth of Modern*

*Government*, Londres, Biteback. 2016.

SMITH Hedrick, *The Power Game: How Washington Works*, New York, Random House, 1988.

SMOUTS Marie-Claude, “Les sommets des pays industrialisés », *Annuaire français de droit international*, 1979, vol. 25, p. 668-685.

TOINET Marie-France, *La Présidence américaine*, Paris, Montchrestien, 1996.

VALLET Elisabeth, *La Présidence des États-Unis*, Sainte-Foy, Presse de l’Université du Québec, 2005.

### C. Contrôle parlementaire

GAGNON, Frédérick. *Les sénateurs qui changent le monde. Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*, Québec, Presses de l’Université Laval, 2013.

HENKIN Louis, “Foreign Affairs and the Constitution”, *Foreign Affairs*, 1987, vol. 66, n°2, p. 284-310.

LINDSAY James, “Congress and Foreign Policy: Why the Hill Matters”, *Political Science Quarterly*, 1992, vol. 107, n°4, p. 607–628.

LINDSAY James, *Congress and the Politics of US Foreign Policy*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1994.

MANN Thomas (dir.) *A Question of Balance: The President, The Congress, and Foreign Policy*, Washington, The Brookings Institution, 1990.

HERSMAN Rebecca, *Friends and Foes: How Congress and the President Really Make Foreign Policy*. Washington, Brookings Press, 2000.

SNIDER Britt, *The Agency and the Hill: Cia's Relationship with Congress, 1946-2004*, Washington, Center for the Study of Intelligence, Central Intelligence Agency, 2008.

### D. Appareils diplomatiques

ARBUTHNOTT Hugh, CLARK Terence et MUIR Richard, *British missions around the Gulf, 1575-2005, Iran, Iraq, Kuwait, Oman*, Folkstone, Global Oriental, 2008.

BARBER James, *Who makes British Foreign Policy*. Milton Keynes, The Open University Press, 1976.

BARDER Sir Brian, *What Diplomats Do: The Life and Work of Diplomats*. Londres, Rowman & Littlefield, 2014.

BONHOMME Noël, « Le groupe des « sherpas » du G7 : une diplomatie d’experts ? 1975-1990 », *Monde(s)*, 2014, n°5, p. 151-172.

DUDLEY Edwards Ruth, *True Brits. Inside the Foreign Office*, Londres, BBC Books, 1994.

GASKARTH Jamie, *British foreign policy: Crises, conflicts and future challenges*, Londres, John Wiley & Sons, 2013.

HENDERSON Nicholas, *The Private Office Revisited*, Londres, Profile Books, 2001.

HOLMES Alison, ROFE Simon, *The Embassy in Grosvenor Square: American Ambassadors to the United Kingdom, 1938–2008*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.

KOPP Harry, NALAND John, *Career Diplomacy: Life and Work in the US Foreign Service*, Washington, Georgetown University Press, 2017.

METRINKO Michael, *The American Military Advisor: Dealing with Senior Foreign Officials in the Islamic World*, Carlisle, U.S. Army War College, 2012.

MILLER Robert Hopkins, *Inside an Embassy: The Political Role of Diplomats Abroad*, Washington, Congressional Quarterly, 1992.

MOORHOUSE Geoffrey, *The diplomats, the Foreign Office today*, Londres, Cape, 1977.

RUBIN Barry, *Secrets of States: The State Department and the Struggle over U.S. Foreign Policy*, New York, Oxford University Press, 1987.

STAERCK Gillian, “The role of the British embassy in Washington”, *Contemporary British History*, 1998, vol. 12, n°3, p. 115-138

THEAKSTON Kevin, *British Foreign Secretaries since 1974*, Londres, Routledge, 2004.

### **E. Communautés de renseignement**

ALDRICH Richard, *GCHQ: The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, Londres, HarperPress, 2010.

ANDREWS Christopher, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, Londres, HarperCollins, 1995.

CHERRY Philip Jason, *U.S. intelligence and the Shah 1957-1979: a case study of asymmetric intelligence liaison*, Washington, Georgetown University, 2010

DAVIES Philip, *MI6 and the Machinery of Spying: Structure and Process in Britain's Secret Intelligence*, Londres, Routledge, 2004.

DAVIES Philip, *Intelligence and Government in Britain and the United States: A Comparative Perspective. Volume 1: Evolution of the US Intelligence Community; Volume 2: Evolution of the UK Intelligence Community*, Santa Barbara, Praeger, Ca., 2012.

DELESSE Claude, « Du réseau Échelon à la révolution des affaires de renseignements aux États-Unis », *Annuaire français de Relations internationales*, 2004, vol. V, p. 945-967.

DITTMER Jason, “Everyday Diplomacy: UKUSA Intelligence Cooperation and Geopolitical Assemblages”, *Annals of the Association of American Geographers*, 2015, n°10, p. 604-619.

DONOVAN Michael, “National intelligence and the Iranian revolution”, *Intelligence and National Security*, 1997, vol. 12, n°1, p. 143-163

DORRIL Stephen, *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service*, New York, Simon and Schuster, 2002.

GARTHOFF Douglas, *Directors of Central Intelligence as Leaders of the U.S. Intelligence*

*Community, 1946–2005*, Washington, Center for the Study of Intelligence, 2005.

GOLDSTEIN Erik, “The Foreign Office and the Political Intelligence Department”, *Review of International Studies*, 1988, vol. 14, n°4, p. 275-88

HANDEL Michael, “The Politics of Intelligence”, *Intelligence and National Security*, 1987, vol. 2, n°4, p. 5-46.

GOODMAN Michael, “The Foundations of Anglo-American Intelligence Sharing”, *Studies in Intelligence*, 2015, vol 59, n°2.

HANDEL Michael, “Leaders and Intelligence”, *Intelligence and National Security*, 1988, vol. 3, n°3, p. 3-39.

JEFFERY Keith, *MI6: the history of the Secret Intelligence Service, 1909-1949*, Londres, Bloomsbury, 2010.

JEFFREYS-JONES Rhodri, “The Socio-Educational Composition of the CIA Elite: A Statistical Note”, *Journal of American Studies*, 1985, vol. 19, n°3, p. 421-424.

JERVIS Robert, *Why Intelligence Fails: Lessons from the Iranian Revolution and the Iraq War*, Ithaca, Cornell University Press, 2010.

LE VOGUER Gildas, *Le renseignement américain. Entre secret et transparence, 1947-2013*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

LUCAS Scott, MOREY Alistair, “The hidden ‘alliance’: The CIA and MI6 before and after Suez”, *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, n°2, p. 95-120.

MUNTON Don, MATEJOVA Miriam, “Spies without Borders? Western Intelligence Liaison, the Tehran Hostage Affair and Iran's Islamic Revolution”, *Intelligence and National Security*, 2012, vol. 27, n°5, p. 739-760.

PRADOS John, *Presidents' Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations from World War II through the Persian Gulf*, Chicago, Ivan R. Dee, 1996.

PRADOS John, *Safe for Democracy: The Secret Wars of the CIA*, Chicago, Ivan Dee Publishers, 2006.

TURNER Stansfield, *Burn Before Reading. President, CIA directors and secret intelligence*, New York, Hyperion, 2005.

WEINER Tim, *Des cendres en héritage. L'histoire de la CIA*, Paris, De Fallois, 2009.

WEST Nigel, *The Friends. Britain's Post-War Secret Intelligence Operations*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1988.

WEST Nigel, *At her majesty's secret service: the chiefs of Britain's intelligence service*, Barnsley, Frontline Books, 2016.

WOODWARD Bob, *Veil: The Secret Wars of the CIA 1981–1987*, New York, Simon and Schuster, 2005.

WIRTZ James, “The Art of the Intelligence Autopsy”, *Intelligence and National Security*, 2014, vol. 29, n°1, p. 1-18.

“The Tacksman Project: A SIGINT Success Story,” *Studies in Intelligence*, 1991, p. 21-31.

## VIII. Prise de décision

### A. Etudes théoriques

BARBER James David, *The Presidential Character: Predicting Performance in the White House*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1985.

COHEN Samy, « Les modes de décision en politique étrangère », in LENNKH Annie, TOINET Marie-France, *L'état des Etats-Unis*, Paris, La Découverte, 1990.

COHEN Samy, « Pouvoir, décision et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère », in SMOUTS Marie-Claude, *Les nouvelles relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

COHEN Samy, « A propos d'influence », in *Les conseillers du Président : de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980, p. 9-23.

DAVID Charles-Philippe, CAROL Nancy Ann, SELDON Zachary, *Foreign Policy Failure in the White House: Reappraising the Fall of the Shah and the Iran-Contra Affair*. Lanham, University Press of America, 1993.

DUROSELLE Jean-Baptiste, « La décision en politique étrangère. Esquisse d'un modèle type », *Relations internationales*, 1974, n°1, p. 5-26.

GAZIT Shlomo, « Risk, Glory, and the Rescue Operation », *International Security*, 1981, vol. 6, n°1, p. 111-135

HOUGHTON David Patrick, *The Decision Point: Six Cases in U.S. Foreign Policy Decision Making*, New York, Oxford University Press, 2012.

MAY Ernest, NEUSTADT Richard, *Thinking in Time: The Uses of History for Decision Makers*, New York, Free Press, 1986.

MCDERMOTT Rose, « Prospect Theory in International Relations: The Iranian Hostage Rescue Mission », *Political Psychology*, 1992, vol. 13, n°2, p. 237-263

MCDERMOTT Rose, *Risk-Taking in International Politics: Prospect Theory in American Foreign Policy*, Ann Arbor, Mich., University of Michigan Press, 1998.

MERLE Marcel, « 3 - Le jeu des influences », in MERLE Marcel (dir.) *La Politique étrangère*, Paris, Presses Universitaires de France, « Hors collection », 1984, p. 72-99

RADVANYI Richard, *Operation Eagle Claw: Lessons learned*, Quantico, Marine Corps Command and Staff College, 2000.

ROBERTS, Jonathan, *Decision-Making During International Crisis*, Basingstoke, Macmillan, 1988.

STEINERT Marlis, « La décision en matière de politique étrangère. Essai sur l'utilisation des théories », in *Enjeux et puissances. Mélanges en l'honneur de J.-B. Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, p. 69-82.

WAUGH William, « The Structure of Decision-Making in the Iranian Hostage Rescue Attempt and Its Implications for Conflict Management », *Journal of Conflict Studies*, 1990, vol. 10, n°2, p. 26-40.



## B. Entourages décisionnels

ABSHER Kenneth, DESCH Michael, POPADIUK Roman *et al.*, *Privileged and Confidential: The Secret History of the President's Intelligence Advisory Board*, Lexington, University Press of Kentucky, 2012.

ABERNATHY Glen (dir.), *The Carter Years: The President and Policy Making*, Londres, Pinter, 1994.

BLICK Andrew, JONES George, *At Power's Elbow: Aides to the Prime Minister from Robert Walpole to David Cameron*, Londres, Biteback Publishing, 2013.

DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison Blanche : de Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

FRANKEL Joseph, *The Making of Foreign Policy*, Londres, Oxford University Press, 1952.

GLAD Betty, *An outsider in the White House: Jimmy Carter, his advisors, and the making of American foreign policy*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2009.

HALBERSTAM David, *The Best and the Brightest*, New York, Random House, 1972.

HOLT Andrew, DOCKTER Warren, *Private Secretaries to the Prime Minister. Foreign Affairs from Churchill to Thatcher*, Londres, Routledge, 2017.

JANIS Irving, *Crucial Decisions: Leadership in Policy Making and Crisis Management*, New York, Free Press, 1989.

KAVANAGH Dennis, SELDON Anthony, *The Powers behind the Prime Minister: The Hidden Influence of Number ten*, Londres, HarperCollins, 2000.

LERUEZ Jacques, *Le Phénomène Thatcher*, Bruxelles, Editions Complexe, 1991.

MULCAHY Kevin, "The Secretary of State and The National Security Adviser: Foreign Policymaking in the Carter and Reagan Administrations", *Presidential Studies Quarterly*, 1986, vol. 16, n°2, p. 280-299

OONAGH Gay, « Chapitre 27 / Bienfait ou fléau ? La montée en puissance des conseillers spéciaux britanniques », in EYMERI-DOUZANS Jean-Michel (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 739-770.

PETERS Guy, « Chapitre 29 / Les hommes du président. Les entourages de la Maison Blanche et des secrétaires américains », in EYMERI-DOUZANS Jean-Michel (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2015, p. 787-798

ROBERTS Priscilla, "'All the Right People': The Historiography of the American Foreign Policy Establishment", *Journal of American Studies*, 1992, vol. 26, n°3, p. 409-434.

ROBERTS Priscilla, "The Transatlantic American Foreign Policy Elite: its Evolution in Generational Perspective", *Journal of Transatlantic Studies*, 2009, vol. 7, n°2, p. 163-183.

SARKESIAN Sam, *U.S. National Security: Policymakers, Processes and Politics*, Boulder, Lynne Rienner, 2002.

SORENSEN Theodore, "The President and the Secretary of State", *Foreign Affairs*, 1987, vol. 66, n°2, p. 231-248

WHIPPLE Chris, *The Gatekeepers: How the White House Chiefs of Staff Define Every Presidency*. New York, Crown, 2017.

WIARDA Howard, *American Foreign Policy: Actors and Processes*, New York, Harper Collins, 1996.

### C. Influence des arabistes

CRAIG James, *Shemlan: A History of the Middle East Centre for Arab Studies*, Londres, Macmillan, 1998.

CRAIG James, MAINTLAND Donald, TEMPEST Paul, *The Arabists of Shemlan. Volume 1: MECAS Memoirs 1944-1978*, Londres, Stacey International, 2006.

JONES Curtis, "The Education of an Arabist", *Foreign Service Journal*, December 1982, p. 18-19.

KAPLAN Robert, *The Arabists: The Romance of an American Elite*, New York, The Free Press, 1995

MCLOUGHLIN Leslie, *In a Sea of Knowledge: British Arabists in the 20th Century*, Londres, Ithaca Press, 1999.

MCLOUGHLIN Leslie, *Confessions of an Arabic Interpreter. The Odyssey of an Arabist 1959-2009*, Londres, Motivate, 2010.

THOMAS Teresa, *American Arabists in the Cold War Middle East, 1946-75: From Orientalism to Professionalism*, Londres, Anthem Press, 2016.

WILFORD Hugh, *America's Great Game: The CIA's Secret Arabists and the Shaping of the Modern Middle East*, New York, Basic Books, 2013.

### D. Influence de la religion

ALBRIGHT Madeleine, *Dieu, l'Amérique et le monde*, Paris, Salvator, 2008.

AYUBI Nazih, *Political Islam: Religion and Politics in the Arab World*, Londres, New York, Routledge, 1993.

BANNERMAN Patrick, *Islam in perspective: a guide to Islamic society, politics and law*, Londres, Routledge for the Royal Institute of International Affairs, 1988.

BERGGREN Jason, RAE Nicol, "Jimmy Carter and George W. Bush: Faith, Foreign Policy, and an Evangelical Presidential Style", *Presidential Studies Quarterly*, 2006, vol. 36, n°4, p. 606-632.

CRINES Andrew, THEAKSTON Kevin, "“Doing God” in Number 10: British Prime Ministers, Religion, and Political Rhetoric", *Politics and Religion*, 2015, vol. 8, n°1, p. 155-177.

ESPORITO John, *Islam and Politics*. Syracuse, Syracuse University Press, 1993.

FATH Sébastien, *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison Blanche*, Paris, Seuil, 2004.

FILBY Eliza, *God and Mrs Thatcher: The Battle for Britain's Soul*. Londres, Biteback, 2015.

GERGES Fawaz, *America and Political Islam. Clash of Cultures or Clash of Interests?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

HALLIDAY Fred, *Islam and the Myth of Confrontation: Religion and Politics of the Middle East*, New York, I.B. Tauris, 2003.

JONES Blake, “How Does a Born-Again Christian Deal with a Born-Again Moslem?” The Religious Dimension of the Iranian Hostage Crisis’, *Diplomatic History*, 2015, vol. 39 n°3, p. 423-451.

KENGOR Paul, *God and Ronald Reagan: A Spiritual Life*, New York, HarperCollins, 2005.

KEPEL Gilles, *Jihad, expansion et déclin de l’islamisme*, Paris, Gallimard, 2003.

KRANMER Martin, *Shi’ism, Resistance and Revolution*, Londres, Mansell Publishing, 1987.

LEWIS Bernard, “The Roots of Muslim Rage”, *The Atlantic*, 1990, p. 47-60.

MENASHRI David (dir.) *The Iranian Revolution and the Muslim World*, Boulder, Westview Press, 1990

NOLL Mark (dir.), *Religion in America Politics*, New York, Oxford University Press, 1990.

RICHARD Yann, *L’islam chi’ite. Croyances et idéologies*, Paris, Fayard, 1991.

ROY Olivier, *Généalogie de l’islamisme*, Paris, Hachette, 2002.

WRIGHT Robin, *Sacred Rage: The Crusade of Militant Islam*, New York, Simon & Schuster, 2001.

### **E. Influence de la formation**

ARNOLD David, SHACKLE Christopher, (dir.) *SOAS since the sixties*, Londres, SOAS, 2003.

ATKINSON David, *In Theory and in Practice: Harvard’s Center for International Affairs, 1958-1983*, Cambridge, Harvard University Press, 2007.

BECK Peter, *Using History, Making British Policy: the Treasury and the Foreign Office, 1950-76*, Londres, Palgrave Macmillan, 2006.

BERMAN Edward, *The Influence of the Carnegie, Ford, and Rockefeller Foundations on American Foreign Policy: The Ideology of Philanthropy*, Albany, State University of New York Press, 1983.

BROCKLISS Laurence, *The University of Oxford: A History*, Oxford, Oxford University Press, 2016

BROOKE Christopher, *A History of the University of Cambridge*, vol. 4: 1870-1990, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

BROWN Ian, *The School of Oriental and African Studies: Imperial Training and the Expansion of Learning*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

HARRISON Brian (dir.) *The History of the University of Oxford*, vol 8: The twentieth century, Oxford, Oxford University Press, 1994.

KENNY Sir Anthony (dir.), *The History of the Rhodes Trust 1902-1999*, Oxford, Oxford University Press, 2001

LOWEN Rebecca, *Creating the Cold War University: The Transformation of Stanford*, Los Angeles, University of California Press, 1997, 325 p.

LOWENTHAL Abraham, BERTUCCI Mariano (dir.), *Scholars, Policymakers, and International Affairs. Finding Common Cause*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2014.

PULLAN Brian, ABENDSTERN Michele, *A history of the University of Manchester 1973-90*,

Manchester, Manchester University Press, 2004.

SCHAEFER Thomas, SCHAEFER Kathleen, *Rhodes Scholars, Oxford and the Creation of an American Elite*, Providence, Berghahn Books, 2007.

WINKS Robin, *Cloak & Gown. Scholars in the Secret War, 1939–1961*, New Haven, Yale University Press, 1996.

ZIEGLER Philip, *Legacy: Cecil Rhodes, The Rhodes Trust and Rhodes Scholarships*, Cambridge, Mass., Yale University Press, 2008

SHANNON Matthew, “Reading Iran: American Academics and the Last Shah”, *Iranian Studies*, 2018, vol. 51, n°2, 2018, p. 289-316.

## F. Influence des *think tanks*

ABELSON Donald, *A Capitol Idea: Think Tanks And US Foreign Policy*, Montréal, McGill-Queen’s University Press, 2006.

ABELSON Donald, *American Think-tanks and their Role in U.S. Foreign Policy*, Londres, St. Martin’s Press, 1996.

ABELSON Donald, *Do Think-tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Kingston et Montréal, McGill-Queen’s University Press, 2009.

BERTHEZENE Clarisse, *Les conservateurs britanniques dans la bataille des idées, 1929-1954: Ashridge College, premier think tank conservateur*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

BLACKSTONE Tessa, PLOWDEN William, *Inside the Think Tank: Advising the Cabinet, 1971-1983*, Londres, Heinemann, 1988.

BUNDY William, *The Council on Foreign Relations and Foreign Affairs: Notes for a History*, New York, Council on Foreign Relations, 1994.

CLARK David, “Les *Think Tanks* dans le gouvernement britannique : développements depuis les années 1970”, *Politiques et management public*, 1996, vol. 14, n° 3, p. 67-87

DENHAM Andrew, “Influence without responsibility? Think-tanks in Britain”, *Parliamentary Affairs*, 1999, vol. 52, n°1, p. 46-57.

DENHAM Andrew, *British Think Tanks and the Climate of Opinion*, Londres, UCL Press, 1998.

DOCKRILL M. L., “Historical Note: The Foreign Office and the ‘Proposed Institute of International Affairs’”, *International Affairs*, 1980, vol. 56, n°4, p. 665-672.

HIGGOTT Richard, STONE Diane, “The Limits of Influence: Foreign Policy Think Tanks in Britain and the USA”, *Review of International Studies*, 1994, vol. 20, n°1, p. 15–34.

HYLAND William, “Foreign Affairs at 70”, *Foreign Affairs*, 1992, vol. 70, n°5, p. 171-193.

ISAACSON Walter, *The Wise Men Six Friends and the World They Made*, Londres, Simon & Schuster, 2012.

JOSLAIN Evelyne, *L’Amérique des think tanks. Un siècle d’expertise privée au service d’une nation*,

Paris, L'Harmattan, 2006.

KEDOURIE Elie, *The Chatham House Version and Other Middle Eastern Studies*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1970.

KNUDSEN Dino, *The Trilateral Commission and Global Governance. Informal Elite Diplomacy (1972-1982)*, Londres, Routledge, 2016.

MCGANN James, *Comparative Think Tanks, Politics and Public Policy*. Londres, Edward Elgar, 2005.

MCGANN James, *Think Tanks and Policy Advice in the U.S.: Academics, Advisors and Advocates*. Londres, Routledge, 2007.

PARMAR Inderjeet, "Chatham House and the Anglo-American Alliance", *Diplomacy and Statecraft*, 1992, vol. 3, n°1, p. 23-47

PARMAR Inderjeet, "Resurgent Academic Interest in the Council on Foreign Relations", *Politics*, 2001, vol. 21, n°1, p. 31-39

PARMAR Inderjeet, "Mobilizing America for Internationalist Foreign Policy: The Role of the Council on Foreign Relations", *Studies in American Political Development*, 1999, vol. 13, n°2, p. 337-373.

PARMAR Inderjeet, "The Issue of State Power: The Council on Foreign Relations as a Case Study", *Journal of American Studies*, 1995, vol. 29, n°1, p. 73-95.

PERLOFF James, *The Shadows of Power: The Council on Foreign Relations and the American Decline*. Appleton, Western Islands, 1988.

RICH Andrew, *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

RICHARDSON Ian, KAKABADSE Andrew, KAKABADSE Nada, *Bilderberg People. Elite Power and Consensus in World Affairs*, Londres, Routledge, 2011.

SCHULZINGER Robert, *The Wise Men of Foreign Affairs: The History of the Council on Foreign Relations*. New York, Columbia University Press, 1984.

SHOUP Laurence, MINTER William, *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, Lincoln, Author's Choice Press, 2004.

STONE Diane, DENHAM Andrew (dir.), *Think Tank Traditions: Policy Analysis Across Nations*. Manchester, Manchester University Press, 2004.

STONE Diane, *Capturing the Political Imagination. Think-tanks and the Policy Process*, Londres, Frank Cass, 1996

STUDDERT-KENNEDY, Gerald. Christianity, Statecraft and Chatham House. *Diplomacy and Statecraft*. 1995, 6, 2, pp. 470-89.

VAÏSSE Justin, « Petit guide des revues et des *think tanks* américains : les très riches heures des relations internationales aux États-Unis », *Revue Internationale et Stratégique*, 1999, n°34, p. 53-64.

VAÏSSE Justin, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008.

WALA Michael, *The Council on Foreign Relations and American Foreign Policy in the Early Cold War*, Providence, Berghahn Books, 1994.

WILLETTS David, “The Role of the Prime Minister’s Policy Unit”, *Public Administration*, 1987, n°65, p. 443-454.

### G. Influence des groupes d’intérêt

ALDERMAN Geoffrey, *Pressure Group and Government in Great Britain*. New York, Longman, 1984.

ASTRE Georges Albert, *La démocratie contrariée : les lobbies et le jeu des pouvoirs aux Etats-Unis*, Paris, La Découverte, 1985.

BERRY Jeffrey, *The Interest Group Society*, Boston, Little Brown, 1984.

BURCH Philip, *Elites in American History: The New Deal to the Carter administration*, New York, Holmes & Meier, 1980.

JORDAN Grant, *Government and Pressure Groups in Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1987.

MEARSHEIMER John, WALT Stephen, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007.

SCHLOZMAN Kay, *Organizes Interest and American Democracy*, New York, Harper and Row, 1986.

SMITH Tony, *Foreign Attachments: The Power of Ethnic Groups in the Making of American Foreign Policy*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

SPELLMAN Kathryn, *Religion and Nation. Iranian Local and Transnational Networks in Britain*, New York, Berghahn Books, 2004.

THIÉBAULT Jean-Louis, “Complexe militaro-industriel : notion critique ou théorique ?” *Cahiers Internationaux De Sociologie*, 1983, vol. 75, p. 215-237.

## IX. Épistémologie

### A. Archives et documents

ABIDI A.H.H., “The Tehran Documents”, *India International Centre Quarterly*, 1985, vol. 12, n°3, p. 273-285

ALBARET Mélanie, PLACIDI-FROT Delphine, « Le portail internet de l’ONU. Le multilatéralisme institutionnel pris dans la toile », in DEVIN Guillaume (dir.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2016, p. 115-138.

ALDRICH Richard, “Never-never land and wonderland? British and American policy on intelligence archives”, *Contemporary Record*, 1994, vol. 8, n°1, p. 133-152

BERGMANE Una, « La consultation des archives des Affaires étrangères. Les cas français et américain », in DEVIN Guillaume, *Méthodes de recherche en relations internationales*, Presses de Sciences

Po, « Relations internationales », 2016, p. 57-70

GOMART Thomas, « Écrire l'histoire des relations internationales après *WikiLeaks* », *Revue des deux mondes*, 2011, p. 83-94

HUGHES Gerald, JACKSON Peter, SCOTT Len, *Exploring Intelligence Archives: Enquiries into the Secret State (Studies in Intelligence)*, Londres, Routledge, 2008

LAURENT, Sébastien (dir.) *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Le travail de l'historien et de l'archiviste sur les archives sensibles*, Paris, Éditions du CNRS, 2003.

## B. Relations internationales

ADAMTHWAITE Anthony, « La recherche française et la réinvention de l'histoire diplomatique : les contributions de Pierre Renouvin, de Jean-Baptiste Duroselle et de René Girault », *Revue d'histoire diplomatique*, 2005, n°4

ALDEN Chris, ARAN Amnon, *Foreign Policy Analysis: New Approaches*, Londres, Routledge, 2017.

BADEL Laurence, JEANNESSON Stanislas (dir.), « Diplomatie en renouvellement », *Cahiers irice*, 2009, n°3

BADEL Laurence, JEANNESSON Stanislas, « Introduction. Une histoire globale de la diplomatie ? », *Monde(s)*, 2014, n°5, p. 6-26.

BADEL Laurence, "Diplomacy and the History of International Relations: Redefining a Conflictual Relationship", *Diplomatica*, 2019, n°1, p. 33-39

BRAILLARD Philippe, « Les sciences sociales et l'étude des relations internationales », *Revue internationale des sciences sociales*, 1984, vol. 36, n°4, p. 661-676.

CHARILLON Frédéric (dir.), *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002

CHARLE, Christophe. Micro-histoire sociale et macro-histoire sociale. Quelques réflexions sur les effets des changements de méthode depuis quinze ans en histoire sociale, in CHARLE, Christophe (dir.) *Histoire sociale, Histoire globale ?*, Paris, Maison des sciences de l'homme de Paris, 1993.

FRANK Robert, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français de relations internationales*, 2003, vol. 4, p. 42-65.

GARRISON Jean (dir.), "Foreign Policy Analysis in 2020: A Symposium", *International Studies Review*, 2003, vol. 5, n°2, p. 155-202.

GOMART Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2002, n°65.

GRIFFITHS Martin (dir.), *International Relations Theory for the Twenty-First Century. An Introduction*, Londres, Routledge, 2007.

HAAS Peter, "Introduction: epistemic communities and international policy coordination", *International Organization*, 1992, vol. 46, n°1, p. 1-35.

HUNT Michael, "The Long crisis in U.S. Diplomatic History: Coming to closure", *Diplomatic*

*History*, 1992, vol. 16, n°1, p. 115-140.

LAURENT, Sébastien, « Pour une autre histoire de l'État. Le secret, l'information politique et le renseignement », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. 2004, vol. 83, n°3, p. 173-184.

OFFERLE Michel, « De l'histoire en science politique : l'histoire de politistes », in FAVRE Pierre, LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 203-216.

TOWBRIDGE Ford, "Toward a Better Relation between History and Political Science", *Government and Opposition*, 1972, vol. 7, n°2, p. 965-990.

### C. Analyse comparative

ANHEIM Étienne, GREVIN Benoît, « Choc des civilisations ou choc des disciplines, Les sciences sociales et le comparatisme », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n°5, p. 122-146.

CHARLE Christophe, « Légimités en péril. Éléments pour une histoire comparée des élites et de l'État en France et en Europe occidentale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1997, n°116-117, p. 39-52.

HASSENTEUFEL Patrick, « Deux ou trois choses que je sais d'elle, remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes », in *Les méthodes au concret*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 105-124.

JULIEN Elise, « Le comparatisme en histoire, Rappels historiographiques et approches méthodologiques », *Hypothèse*, 2005, vol. 8, n°1, p. 194-201.

« L'histoire croisée. Réflexions méthodologiques autour de la comparaison internationale en histoire », *Cahiers de l'IRICE*, 2010, n°5.

MILZA Pierre, « De l'international au transnational ? », in BERSTEIN Serge, MILZA Pierre (dir.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998.

O'CONNELL Kevin, « Thinking About Intelligence Comparatively », *The Brown Journal of World Affairs*, 2004, vol. 11, n°1, p. 189-199

SEVERIN-BARBOUTIE Bettina, « Entre idéal et réalité. L'histoire comparée face aux sources », *Les cahiers Irice*, 2010, n°5, p. 75-86.

### D. Analyse prosopographique

AUTRAND Françoise, *Prosopographie et genèse de l'Etat moderne*, Actes de la table-ronde du CNRS et de l'ENSJF, Paris, 22-23 octobre 1984, Paris, ENSJF, 1986.

BROADY Donald, "French prosopography: definition and suggested readings", *Poetics*, 2002, vol. 30, n°5-6, p. 381-385.

CARLIER Myriam, DUMOLYN Jan, VERBORN Konrad, "A Short Manual to the Art of Prosopography", in KEATSROHAN Katharine (dir.), *Prosopography Approaches and Applications. A*



*Handbook*, Oxford, Occasional Publications, 2007.

CHARLE Christophe, "Prosopography (collective biography)", in *International Encyclopaedia of the Social and Behavioral Sciences*, Oxford, Elsevier Science, 2001, p. 12236-12241.

CHARLE Christophe, NAGLE Jean, PERRICHET Marc, RICHARD Michel, WORONOFF Denis, *Prosopographie des élites françaises (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles). Guide de recherche*, Paris, CNRS-IHMC, 1980

COHEN Gidon, "Missing, Biased and Unrepresentative: the quantitative analysis of multisource biographical data", *Historical Methods*, 2002, vol. 35, n°4.

CORBIER Mireille, « Pour une pluralité des approches prosopographiques », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome, Moyen-Age, Temps modernes*, 1988, vol. 100, n°1, p. 187-197.

GENET Jean-Philippe, LOTTES Günther (dir.) *L'Etat moderne et les élites, XIII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles : apports et limites de la méthode prosopographique*, Paris, CNRS, 1991.

LEMERCIER Claire, « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. 2005, vol. 52, n°2, p. 88-112.

MAURIN Jean, « La prosopographie romaine : pertes et profits », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1982, vol 37, n°5-6, p. 824-836.

MILLET Hélène, « Notice biographique et enquête prosopographique », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome, Moyen-Age, Temps modernes*, 1988, vol. 100, n°1, pp. 87-111.

MIZRUCHI Mark, *The American Corporate Network: 1904-1974*, Beverly Hills, Sage, 1982

NABONNAND Philippe, ROLLET Laurent, *Les uns et les autres. Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2011.

NICOLET Claude, « Prosopographie et histoire sociale : Rome et l'Italie », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 1970, vol. 25, n°5, p. 1209-1228.

PASSERON Jean-Claude, « Biographie, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue Française de Sociologie*, 1990, vol. 31, n°1, p. 3-22.

PIRES Alvaro, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin, 1997, p. 113-169.

STONE Lawrence, "Prosopography", *Daedalus*, 1971, vol. 100, n°1, p.46-79.

### **E. Analyse quantitative**

DIECKHOFF Milena, MARTIN Benoît, TENENBAUM Charles, « Chapitre 13 - Classer, ordonner, quantifier », in DEVIN Guillaume (dir.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2016, p. 247-266.

HANSEN Karen, MACDONALD Cameron, "Surveying the Dead Informant: Quantitative Analysis and Historical Interpretation", *Qualitative Sociology*, 1995, vol. 18, n°2, p. 227-236

LEPETIT Bernard, « L'histoire quantitative : deux ou trois choses que je sais d'elle », *Histoire &*

*Mesure*, 1989, vol. 4, n°3-4, p. 191-199.

LEMERCIER Claire, ZALC Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008.

MARTIN Olivier, *L'enquête et ses méthodes. L'analyse de données quantitatives*, Paris, Armand Colin, 2005.

TIBERJ Vincent, « Chapitre 9 - Chiffrer le monde. Approches quantitatives et relations internationales », in DEVIN Guillaume (dir.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, « Relations internationales », 2016, p. 177-192.

## F. Etudes orientales

BILGIN Pinar, "What Future for Middle Eastern Studies?", *Futures*, 2006, vol. 38, n°5, p. 575-588

KRAMER Martin, *Ivory Towers on Sand: The Failure of Middle Eastern Studies in America*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 2001.

LITTLE Douglas, *American Orientalism. The United States and the Middle East since 1945*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2003.

SAID Edward, *L'islam dans les médias, Comment les médias et les experts façonnent notre regard sur le reste du monde*, Arles, Sindbad, 2011.

SAID Edward, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2015.

## G. Entretien

ABERBACH Joel, ROCKMAN Bert, "Conducting and Coding Elite Interviews", *PS: Political Science and Politics*, 2002, vol. 35, n°4, p. 673-676.

ALLES Delphine, « L'entretien en relations internationales », in DEVIN Guillaume (dir.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 159-176.

ARKSEY Hilary, TITCOMB KNIGHT Peter, "Interviewing élites", in *Interviewing for Social Scientists: an Introductory Resource With Examples*, Thousand Oaks, Sage, 1999, p. 122-125.

BATTAGLIOLA Françoise, BERTAUX-VIAME Isabelle, FERRAND Michèle, IMBERT Françoise, « A propos des biographies : regards croisés sur questionnaires et entretiens », *Population*, 1993, vol. 48, n°2, p. 325-346.

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, 1996, vol. 35, n°9, p. 226-257.

BLANCHET Alain, GOTMAN Anne, *L'Enquêteur et ses méthodes: l'entretien*, Paris, Nathan, 1992.

BLANCHET Alain, « Les relances de l'interviewer dans l'entretien de recherche : leurs effets sur la modalisation et la déictisation du discours de l'interviewé », *L'année psychologique*, 1989, vol. 89, n°3, p. 367-391

CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel, WILLEMEZ Laurent, « S'imposer

aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 1994, n°16, p. 114-132

COHEN Samy, *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.

DESCAMPS Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone : de la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001.

DESCAMPS Florence (dir.), *Les sources orales et l'histoire. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2006.

DESCAMPS Florence, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », *Histoire@Politique*, 2007, n°3

DUCHESNE Sophie, « Pratique de l'entretien dit "non directif" », in BACHIR Myriam (dir.), *Les Méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 9-30.

GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1986.

GOLDSTEIN Kenneth, "Getting in the Door: Sampling and Completing Elite Interviews", *PS: Political Science and Politics*, 2002, vol. 35, n°4, p. 669-672.

HUNT William, CRANE Wilder, WAHLKE John, "Interviewing Political Elites in Cross-Cultural Comparative Research", in *The American Journal of Sociology*, 1964, vol. 70, n°1, p. 59-68.

JOUTARD Philippe, « La collecte des témoignages oraux : retour sur quarante ans de pratique en France », *La Gazette des archives*, 2008, n°211, p. 7-19.

LAURENS Sylvain, « 'Pourquoi' et 'comment' poser les questions qui fâchent ? Réflexion sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des 'imposants' », *Genèses*, 2007, vol. 4, n°69, p. 112-127.

LEGRAS Daniel, « Quelques contributions à la méthodologie de l'entretien non-directif d'enquête », *Bulletin du C.E.R.P.*, 1971, vol. 20, n°2, p.131-141

LEGAVRE Jean-Baptiste, « La « neutralité » dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, 1996, vol. 9, n°35, p. 207-225

MICHELAT Guy, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 1975, vol. 16, n°2, p. 229- 247.

PINÇON Michel PINÇON-CHARLOT Monique, « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, 1991, n°3, p. 120-133.

MICHELAT Guy, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue française de sociologie*, 1975, vol. 16, n°2, p. 229- 247.

ROGERS Carl, "The Non-Directive Method as a Technique for Social Research", *American Journal of Sociology*, 1945, n°50, p. 279-289.

SAUVAYRE Romy, *Les méthodes de l'entretien en sciences sociales*, Paris, Dunod, 2013.

SIMEANT Johanna, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*. 2012, vol. 25, n°100, p. 129-147.

# THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITÉ RENNES 2

ÉCOLE DOCTORALE N° 604  
*Sociétés, Temps, Territoires*  
Spécialité : Histoire

Par

**Sylvain GAILLAUD**

**Friends, Fools and Foes  
les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis  
à l'épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980)**

**volume 3 : annexes**

**Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 13 décembre 2022**  
**Unité de recherche : EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques**

## **Rapporteurs avant soutenance :**

Pauline Schnapper      Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3  
Clarisse Berthezène      Professeure, Université Paris Cité

## **Composition du Jury :**

Examineurs :	Clarisse Berthezène	Professeure, Université Paris Cité
	Gildas Le Voguer	Professeur, Université Rennes 2
	Alexandre Rios-Bordes	Maître de conférences, Université Paris Cité
	Pauline Schnapper	Professeure, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
Dir. de thèse :	Hélène Harter	Professeure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Co-dir. de thèse :	Sébastien-Yves Laurent	Professeur, Université de Bordeaux

UNIVERSITÉ RENNES 2

**Ecole Doctorale Sociétés, Temps, Territoire**

*Unité de Recherche EA 7468 (Tempora) Laboratoire de sciences historiques*

**FRIENDS, FOOLS AND FOES**

**LES « RELATIONS SPÉCIALES » ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS**

**À L'ÉPREUVE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN**

**(ANNÉES 1970-1980)**

Thèse de Doctorat

Discipline : histoire contemporaine

Volume 3 : annexes

Présentée par Sylvain GAILLAUD

Directrice de thèse : Hélène HARTER, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Co-directeur de thèse : Sébastien-Yves LAURENT, université de Bordeaux

Soutenue à Rennes le 13 décembre 2022

Jury :

Examineurs :	Clarisse Berthezène	Professeure, université Paris Cité
	Gildas Le Voguer	Professeur, université Rennes 2
	Alexandre Rios-Bordes	Maître de conférences, université Paris Cité
	Pauline Schnapper	Professeure, université Sorbonne Nouvelle Paris 3
Directrice de thèse :	Hélène Harter	Professeure, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Co-directeur de thèse :	Sébastien-Yves Laurent	Professeur, université de Bordeaux



## Table des matières

### Volume 1 : texte (tome 1)

Remerciements .....	xi
Liste des abréviations .....	xiii
Note sur la translittération .....	xv
Introduction : penser une triangulation diplomatique.....	1
I.    Une histoire à part inégale .....	1
II.   Une histoire à inspirations multiples.....	16
III.  Une histoire à matériaux renouvelés.....	38
Première partie : Des relations spécieuses avec la Perse impériale.....	55
Chapitre 1 : Des « relations spéciales » aux prises avec un prisme impérial (1976-1979) .....	57
I.    Une communauté de décideurs en sympathie relationnelle.....	58
II.   Une communauté d’iraniens en vigilance complémentaire .....	74
III.  Une communauté d’impétrants en préférences impériales .....	101
Chapitre 2 : Le repli et le remords d’empires empêtrés (1976-1978).....	123
I.    Un renforcement du gendarme des intérêts occidentaux (1976-1978) .....	124
II.   Une convoitise concurrente des marchés persans (1976-1978) .....	141
III.  Un ménagement résigné d’un régime contesté (1976-1978) .....	161
Chapitre 3 : L’accompagnement manqué du changement de régime (1978-1979) .....	185
I.    Le sacrifice du pilier (1978-1979) .....	186
II.   Le miroir de Mordad (1978-1979).....	207
III.  Le sursaut d’implication (1979).....	227

Deuxième partie : Des relations spectrales face au dérèglement du monde.....	249
Chapitre 4 : Des « relations spéciales » au risque des révolutions (1979-1981).....	251
I.    Une communauté de décideurs en crispation relationnelle.....	252
II.   Une communauté d’iraniens en reconfiguration postrévolutionnaire.....	268
III.  Une communauté d’impétrants en acculturation forcée .....	292
Chapitre 5 : La fracturation d’une triangulation diplomatique (1979-1980).....	315
I.    Une dissolution des équilibres prérévolutionnaires (avril-novembre 1979).....	316
II.   Une solidarité à l’épreuve de la crise des otages (novembre-décembre 1979).....	338
III.  Une quête laborieuse de sanctions internationales (décembre 1979-janvier 1980).....	359
Chapitre 6 : La recomposition contrariée des relations régionales (1980-1981) .....	381
I.    L’ostracisation controversée de la République islamique (1980).....	382
II.   Les faux-semblants de la neutralité en guerre (1980).....	402
III.  L’inertie stratégique de partenaires sous pression (1980-1981) .....	422

## **Volume 2 : texte (tome 2)**

Troisième partie : Des relations spéculatives en sinuosités stratégiques.....	443
Chapitre 7 : Des « relations spéciales » à l’heure de la résilience (1981-1984).....	445
I.    Une communauté de décideurs en passion relationnelle .....	446
II.   Une communauté d’iraniens en différenciation progressive.....	464
III.  Une communauté d’impétrants en résilience post-traumatique .....	488
Chapitre 8 : Les ombres portées d’une débâcle diplomatique (1981-1982).....	513
I.    La prudence d’une normalisation controversée (1981-1982) .....	514
II.   La pression pour une implication préventive (1981) .....	533
III.  La préférence par défaut au perdant (1982).....	554
Chapitre 9 : L’accompagnement de l’escalade dans le golfe Persique (1983-1984).....	577
I.    Les collusions contraintes vers le moindre de deux maux (1983) .....	578
II.   Les critiques collectives d’une escalade non-maîtrisée (1983-1984) .....	600
III.  Les conséquences conflictuelles de la dissonance diplomatique (1983-1984).....	619



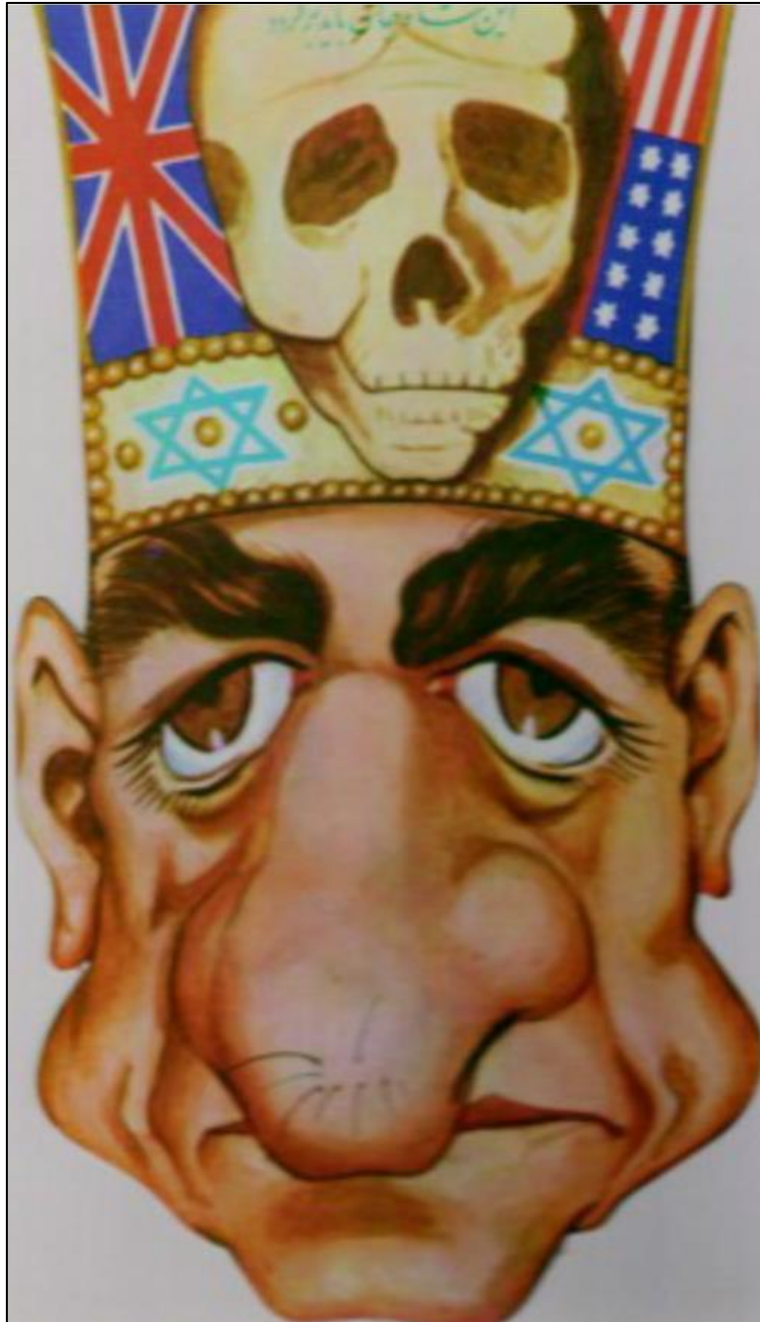
Quatrième partie : Des relations spéculaires aux défis de la désorientation.....	443
Chapitre 10 : Des « relations spéciales » au coût de l'accoutumance (1985-1988) .....	645
I.    Une communauté de décideurs en résistance relationnelle.....	646
II.   Une communauté d'iraniens en déracinement prolongé.....	668
III.  Une communauté d'impétrants en projections post-khomeinistes .....	694
Chapitre 11 : Les risques relationnels de la dispersion diplomatique (1985-1987) .....	717
I.    Les astreintes d'agendas ambigus (1985) .....	718
II.   Les incohérences d'une implication illisible (1986).....	738
III.  Les coûts des courants contraires (1986-1987).....	756
Chapitre 12 : Les dommages collatéraux du dépassement du conflit (1987-1988).....	779
I.    La révision divergente de l'engagement (1987) .....	780
II.   La résolution déboutée de la guerre (1987) .....	797
III.  La restauration difficile de l'influence (1987-1988).....	817
Conclusion : portée d'une triangulation diplomatique .....	841
Matériau 1 : Sources archivistiques.....	863
Matériau 2 : Sources imprimées .....	911
Matériau 3 : Sources orales .....	925
Matériau 4 : Bibliographie .....	933
 <b>Volume 3 : annexes</b>	
Annexe 1 : Documents .....	1
Annexe 2 : Requêtes de déclassification .....	25

Annexe 3 : Questionnaire .....	29
Annexe 4 : Entretiens .....	33
Annexe 5 : Sondage.....	45
Annexe 6 : Prosopographie .....	61
Annexe 7 : Schémas de synthèse.....	117
Annexe 8 : Chronologie.....	123
Annexe 9 : Index des acteurs.....	271

**Annexe 1**  
**DOCUMENTS**

**I. Documents iconographiques**

**A. Caricature du shah dénonçant ses soutiens à l'étranger (époque révolutionnaire)<sup>1</sup>**



---

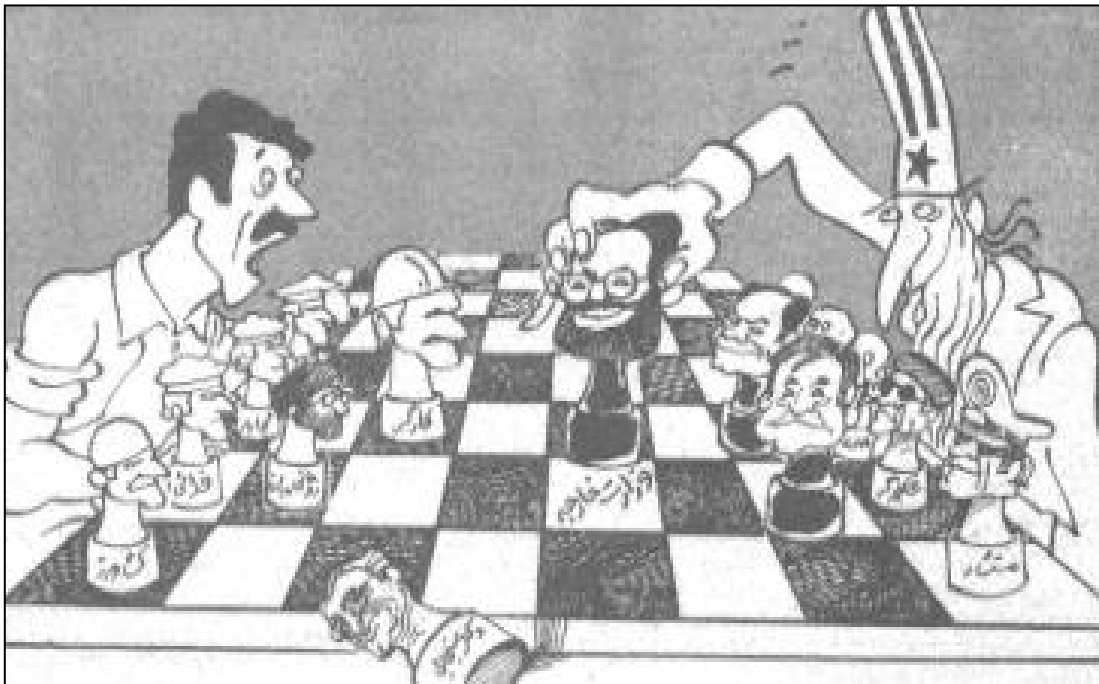
<sup>1</sup> Document reproduit dans WILLIAMS Martin, “Argo and Other Excitements around Iran’s Islamic Revolution: a personal view”, *Asian Affairs*, 2014, vol. 45, n°1, p. 12.

## B. Caricatures parues dans le journal satirique de gauche *Ahanger*<sup>2</sup>

### 1. 16 avril 1979



### 2. 8 mai 1979



<sup>2</sup> Documents reproduits dans ABRAHAMIAN Ervand, *Khomeinism: Essays on the Islamic Republic*, Berkeley, University of California, 1993, p. 121.

### C. Caricature peinte sur les murs de l'ambassade britannique de Téhéran (mai 1986)<sup>3</sup>



## II. Documents textuels

### A. Résolution 457 du Conseil de sécurité de l'ONU (4 décembre 1979)<sup>4</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* la lettre du Secrétaire général en date du 25 novembre 1979<sup>95</sup>,

*Profondément préoccupé* par le niveau dangereux de la tension entre l'Iran et les Etats-Unis d'Amérique, qui pourrait avoir des conséquences graves pour la paix et la sécurité internationales,

*Rappelant* l'appel lancé par le Président du Conseil de sécurité le 9 novembre 1979<sup>92</sup> et réitéré le 27 novembre 1979 (S/13652)<sup>96</sup>,

*Prenant acte* de la lettre du Ministre des affaires étrangères d'Iran, en date du 13 novembre 1979<sup>97</sup>, relative aux griefs de l'Iran,

<sup>3</sup> TNA, FCO 8/6349/11, Chaplin to Boyce, Iranian Anti-British propaganda: Ferdowsi compound, 28th May, 1986.

<sup>4</sup>

*Ayant présente à l'esprit l'obligation qu'ont les Etats de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,*

*Conscient de la responsabilité qu'ont les Etats de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,*

*Réaffirmant l'obligation solennelle qu'ont tous les Etats parties à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961<sup>98</sup> et à la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963<sup>99</sup> de respecter l'inviolabilité du personnel diplomatique et des locaux de ses missions,*

1. *Demande instamment* au Gouvernement iranien de libérer immédiatement le personnel de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique détenu à Téhéran, d'assurer sa protection et de lui permettre de quitter le pays;

2. *Demande en outre* aux Gouvernements de l'Iran et des Etats-Unis d'Amérique de prendre des mesures pour régler pacifiquement les questions qui restent à résoudre entre eux, à leur satisfaction mutuelle et conformément aux buts et principes des Nations Unies;

3. *Prie instamment* les Gouvernements de l'Iran et des Etats-Unis d'Amérique de faire preuve de la plus grande modération dans la situation actuelle;

4. *Prie* le Secrétaire général de prêter ses bons offices pour l'application immédiate de la présente résolution et de prendre toutes les mesures appropriées à cette fin;

5. *Décide* de rester activement saisi de la question et prie le Secrétaire général de lui faire rapport d'urgence sur les résultats de ses efforts.

*Adoptée à l'unanimité à la 2178<sup>e</sup> séance.*

## B. Résolution proposée par la mission américaine auprès de l'ONU (24 décembre 1979)<sup>5</sup>

1. FOLLOWING IS TEXT OF DRAFT OPERATIVE PARAGRAPHS ON SANCTIONS GIVEN BY THE U S MISSION TO THE WESTERN FIVE THIS MORNING:  
 BEGINS: DECIDES THAT, UNTIL SUCH TIME AS THE HOSTAGES ARE RELEASED AND HAVE SAFELY DEPARTED FROM IRAN, ALL STATES MEMBERS OF THE UNITED NATIONS:

<sup>5</sup> TNA, FCO 8/3370/804, Parsons to FCO, UK mission, New York 1952, Sanctions against Iran, 24th December, 1979.

(A) SHALL PREVENT THE SALE OR SUPPLY OR ATTEMPTED SALE OR SUPPLY, BY THEIR NATIONALS OR FROM THEIR TERRITORIES, WHETHER OR NOT ORIGINATING IN THEIR TERRITORIES, TO OR DESTINED FOR THE USE OF IRANIAN GOVERNMENTAL ENTITIES OR ANY OTHER PERSON OR BODY IN IRAN, OR TO OR DESTINED FOR ANY OTHER PERSON OR BODY FOR THE PURPOSES OF ANY ENTERPRISE CARRIED ON IN IRAN:

-- OF ALL ARMS AND RELATED MATERIAL OF ALL TYPES, INCLUDING THE SALE OR TRANSFER OF WEAPONS AND AMMUNITION, MILITARY VEHICLES AND EQUIPMENT, PARAMILITARY POLICE EQUIPMENT, AND SPARE PARTS FOR THE AFOREMENTIONED, AS WELL AS ALL TYPES OF EQUIPMENT AND SUPPLIES, AND GRANTS OF LICENSING ARRANGEMENTS, FOR THE MANUFACTURE OR MAINTENANCE OF THE AFOREMENTIONED:

-- AND ALL OTHER ITEMS, COMMODITIES, OR PRODUCTS, EXCEPT FOOD, MEDICINE AND SUPPLIES INTENDED STRICTLY FOR MEDICAL PURPOSES.

(B) SHALL PREVENT THE SHIPMENT BY VESSEL, AIRCRAFT, RAILWAY, OR OTHER LAND TRANSPORT OF THEIR REGISTRATION OR OWNED BY OR UNDER CHARTER TO THEIR NATIONALS, OR THE CARRIAGE (WHETHER OR NOT IN BOND)

(B) SHALL PREVENT THE SHIPMENT BY VESSEL, AIRCRAFT, RAILWAY, OR OTHER LAND TRANSPORT OF THEIR REGISTRATION OR OWNED BY OR UNDER CHARTER TO THEIR NATIONALS, OR THE CARRIAGE (WHETHER OR NOT IN BOND) BY LAND TRANSPORT FACILITIES ACROSS THEIR TERRITORIES OF ANY OF THE ITEMS, COMMODITIES, AND PRODUCTS COVERED BY SUBPARAGRAPH (A) WHICH ARE CONSIGNED TO OR DESTINED FOR IRANIAN GOVERNMENTAL ENTITIES OR ANY PERSON OR BODY IN IRAN, OR TO ANY ENTERPRISE CARRIED ON IN OR OPERATED FROM IRAN:

(C) SHALL NOT MAKE AVAILABLE TO THE IRANIAN AUTHORITIES OR TO ANY PERSON IN IRAN OR TO ANY ENTERPRISE CONTROLLED BY ANY IRANIAN GOVERNMENTAL ENTITY ANY CREDITS OR LOANS FOR ANY PURPOSE: SHALL NOT, WITH RESPECT TO SUCH PERSONS OR ENTERPRISES, FAIL TO EXERCISE ANY RIGHTS WHEN PAYMENTS DUE ON EXISTING CREDITS OR LOANS ARE NOT MADE ON TIME, EXPAND EXISTING DEPOSIT FACILITIES, OR DEPART FROM TERMS OF PAYMENT CUSTOMARILY USED IN INTERNATIONAL COMMERCIAL TRANSACTIONS: AND SHALL PREVENT THEIR NATIONALS AND ANY PERSONS WITHIN THEIR TERRITORIES FROM DOING SO:

(D) SHALL PREVENT AIRCRAFT OF IRANIAN REGISTRATION OR UNDER CHARTER TO IRANIAN NATIONALS FROM LANDING IN OR DEPARTING FROM THEIR TERRITORIES:

(E) SHALL PREVENT THE SHIPMENT FROM THEIR TERRITORIES OF PRODUCTS AND COMMODITIES ON VESSELS REGISTERED IN IRAN AND SHALL DENY TO ALL SUCH VESSELS BUNKERING AND OTHER SERVICE FACILITIES IN THEIR PORTS:

(F) SHALL REDUCE TO A MINIMUM THE PERSONNEL OF IRANIAN DIPLOMATIC MISSIONS ACCREDITED TO THEM:

(G) SHALL PREVENT THEIR NATIONALS, OR FIRMS REGISTERED IN THEIR TERRITORIES, OR FIRMS UNDER THE CONTROL OF THEIR NATIONALS OR OF FIRMS REGISTERED IN THEIR TERRITORIES, FROM ENGAGING IN NEW SERVICE CONTRACTS IN SUPPORT OF INDUSTRIAL PROJECTS IN IRAN:

(H) SHALL PREVENT THEIR NATIONALS OR ANY PERSON OR BODY IN THEIR TERRITORIES FROM ENGAGING IN ANY TRANSACTION FOR THE PURPOSE OF, OR WHICH HAS THE EFFECT OF, EVADING OR AVOIDING ANY OF THE DECISIONS SET OUT IN OPERATIVE PARAGRAPH --- OF THIS RESOLUTION:

(I) NOTHING IN THE ABOVE SUB-PARAGRAPHS (D) AND (E) SHALL PREVENT ASSISTANCE TO AN AIRCRAFT OR VESSEL DECLARING AN EMERGENCY THREATENING HUMAN LIFE OR SAFETY.

-- DECIDES THAT ALL STATES MEMBERS OF THE UNITED NATIONS SHALL GIVE IMMEDIATE EFFECT TO THE DECISIONS SET OUT IN OPERATIVE PARAGRAPH --- OF THIS RESOLUTION NOTWITHSTANDING ANY CONTRACT ENTERED INTO OR LICENSE GRANTED BEFORE THE DATE OF THIS RESOLUTION.

### C. Résolution 461 du Conseil de sécurité de l'ONU (31 décembre 1979)<sup>6</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant sa résolution 457 (1979) du 4 décembre 1979,*

*Rappelant également l'appel lancé par le Président du Conseil de sécurité le 9 novembre 1979<sup>92</sup> et réitéré le 27 novembre 1979 (S/13652)<sup>96</sup>,*

*Gravement préoccupé par la tension croissante entre la République islamique d'Iran et les Etats-Unis d'Amérique causée par la capture et la détention prolongée de ressortissants des Etats-Unis qui sont détenus en otages en Iran en violation du droit international, et qui pourrait avoir des conséquences graves pour la paix et la sécurité internationales,*

*Prenant acte des lettres du Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, en date du 13 novembre 1979<sup>97</sup> et du 1<sup>er</sup> décembre 1979<sup>100</sup>, relatives aux griefs de son gouvernement et à ses déclarations concernant la situation,*

*Rappelant également la lettre du Secrétaire général en date du 25 novembre 1979<sup>95</sup>, dans laquelle il déclare qu'à son avis la crise actuelle entre la République islamique d'Iran et les Etats-Unis d'Amérique constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales,*

*Tenant compte de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice le 15 décembre 1979<sup>101</sup> demandant au Gouvernement de la République islamique d'Iran d'assurer la libération immédiate et sans aucune exception de tous les ressortissants des Etats-Unis qui sont détenus en otages en Iran et demandant également au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et au Gouvernement de la République islamique d'Iran de veiller à ne prendre aucune mesure qui soit de nature à aggraver la tension entre les deux pays,*

*Tenant compte également du rapport du Secrétaire général en date du 22 décembre 1979 sur l'évolution de la situation<sup>102</sup>,*

*Ayant présente à l'esprit l'obligation qu'ont les Etats de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,*

*Conscient de la responsabilité qu'ont les Etats de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,*

<sup>6</sup> UN, S/RES/461(1979), Resolution 461 (1979), adopted by the Security Council at its 2184th meeting, 31st December 1979.



1. *Réaffirme* sa résolution 457 (1979) dans tous ses aspects;
2. *Déplore* le maintien en détention des otages à l'encontre de sa résolution 457 (1979) et de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice en date du 15 décembre 1979;
3. *Demande instamment une fois encore* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de libérer immédiatement tous les ressortissants des Etats-Unis détenus en otages en Iran, d'assurer leur protection et de leur permettre de quitter le pays;
4. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de prêter ses bons offices et d'intensifier ses efforts en vue d'aider le Conseil de sécurité à atteindre les objectifs visés dans la présente résolution, et note à cet égard que le Secrétaire général est disposé à se rendre personnellement en Iran;
5. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité de sa mission de bons offices avant que le Conseil se réunisse à nouveau;
6. *Décide* de se réunir le 7 janvier 1980 pour examiner la situation et, en cas d'inobservation de la présente résolution, pour adopter des mesures efficaces conformément aux Articles 39 et 41 de la Charte des Nations Unies.

*Adoptée à la 2184<sup>e</sup> séance par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (Bangladesh, Koweït, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques).*

#### D. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU (23 septembre 1980)<sup>7</sup>

Le 23 septembre 1980, le Président du Conseil a fait la déclaration suivante :

« Les membres du Conseil de sécurité ont procédé aujourd'hui à un échange de vues au cours de consultations officieuses au sujet de la situation extrêmement grave qui existe entre l'Iran et l'Iraq. Ils ont pris note de la sérieuse détérioration de ces relations et de l'escalade des activités armées qui entraînent des pertes de vies et d'importants dégâts matériels.

<sup>7</sup> UN, S/14190, Statement / by the President of the Security Council, 23rd September, 1980.

“Les membres du Conseil sont très préoccupés à l'idée que ce conflit ne se révèle de plus en plus grave et puisse constituer une grave menace pour la paix et la sécurité internationales.

“Les membres du Conseil accueillent avec satisfaction et appuient pleinement l'appel que le Secrétaire général a adressé aux deux parties le 22 septembre 1980 ainsi que son offre de bons offices pour résoudre le présent conflit.

“Les membres du Conseil m'ont demandé de lancer en leur nom un appel aux Gouvernements de l'Iran et de l'Iraq, comme première mesure en vue de résoudre le conflit, afin qu'ils s'abstiennent de toute activité armée et de tous actes susceptibles d'aggraver la situation dangereuse existant à l'heure actuelle et règlent leur différend par des moyens pacifiques”<sup>8</sup>.

#### E. Résolution 479 du Conseil de sécurité de l'ONU (23 septembre 1980)<sup>8</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant entamé l'examen de la question intitulée “La situation entre l'Iran et l'Iraq”.*

*Ayant présent à l'esprit le fait que tous les Etats Membres ont assumé, en vertu de la Charte des Nations Unies, l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques et de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger.*

*Ayant également présent à l'esprit le fait que tous les Etats Membres doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,*

*Rappelant qu'en vertu de l'Article 24 de la Charte le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,*

*Profondément préoccupé par l'évolution de la situation entre l'Iran et l'Iraq,*

1. *Demande à l'Iran et à l'Iraq de s'abstenir immédiatement de tout nouveau recours à la force et de régler leur différend par des moyens pacifiques et conformément aux principes de la justice et du droit international;*

<sup>8</sup> UN, S/RES/479(1980), Resolution 479 (1980), adopted by the Security Council at its 2248th meeting, 23rd September, 1980.

2. *Prie instamment* ces pays d'accepter toute offre de médiation ou de conciliation appropriée ou d'avoir recours à des organismes ou accords régionaux ou à d'autres moyens pacifiques de leur propre choix qui faciliteraient l'accomplissement de leurs obligations au titre de la Charte des Nations Unies;

3. *Demande* à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande modération et de s'abstenir de tout acte qui pourrait avoir pour effet d'intensifier et d'étendre encore le conflit;

4. *Appuie* les efforts du Secrétaire général et son offre de bons offices pour le règlement de cette situation;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport dans les quarante-huit heures.

*Adoptée à l'unanimité à la 2248<sup>e</sup> séance.*

## F. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU (15 octobre 1980)<sup>9</sup>

« Ces derniers jours, les membres du Conseil de sécurité ont poursuivi intensivement leurs consulta-

tions au sujet de la situation entre l'Iran et l'Iraq. Leur objectif continue d'être la cessation rapide des hostilités et un règlement pacifique du différend conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

« Les membres du Conseil sont profondément inquiets de constater que les hostilités se poursuivent, avec les pertes humaines et matérielles qui en résultent. Ils continuent à demander instamment à tous les intéressés de s'inspirer des dispositions de la Charte qui imposent aux Etats Membres l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger, et de s'abstenir dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat.

« Le Secrétaire général a participé pleinement aux consultations du Conseil. Les membres du Conseil ont réaffirmé qu'ils appuyaient pleinement le recours à ses bons offices pour amener l'Iran et l'Iraq à entamer des négociations pacifiques et parvenir à un juste règlement de leurs divergences. Les membres du Conseil se félicitent que, dans l'exercice de ses bons offices, le Secrétaire général envisage d'envoyer un représentant dans la région pour faciliter l'établissement de communications valables avec et entre les gouvernements intéressés de manière que les négociations pour la paix puissent avoir lieu de toute urgence.

<sup>9</sup> UN, S/14244, Statement / by the President of the Security Council, 15th October, 1980.

“Les membres du Conseil expriment l’espoir que l’Iran et l’Iraq continueront à coopérer avec le Conseil, et ils adressent un appel aux deux parties pour qu’elles appuient les efforts du Secrétaire général.

“Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir pleinement au courant de ses efforts<sup>86</sup>.”

<sup>86</sup> S/14244.

## G. Résolution 514 du Conseil de sécurité de l’ONU (12 juillet 1982)<sup>10</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné de nouveau la question intitulée “La situation entre l’Iran et l’Iraq”,*

*Profondément préoccupé par la prolongation du conflit entre les deux pays, qui entraîne de lourdes pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et qui met en danger la paix et la sécurité,*

*Rappelant les dispositions de l’Article 2 de la Charte des Nations Unies et le fait que l’établissement de la paix et de la sécurité dans la région nécessite le strict respect de ces dispositions,*

*Rappelant que, en vertu de l’Article 24 de la Charte, le Conseil de sécurité a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,*

*Rappelant sa résolution 479 (1980), adoptée à l’unanimité le 28 septembre 1980, ainsi que la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 5 novembre 1980<sup>77</sup>,*

*Prenant note des efforts de médiation poursuivis notamment par le Secrétaire général et son représentant, ainsi que par le Mouvement des pays non alignés et l’Organisation de la Conférence islamique,*

1. *Demande qu’un cessez-le-feu soit établi et qu’il soit mis fin immédiatement à toutes les opérations militaires;*

2. *Demande en outre le retrait des forces jusqu’aux frontières internationalement reconnues;*

3. *Décide d’envoyer une équipe d’observateurs des Nations Unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces et prie le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité un rapport sur les dispositions à prendre à cette fin;*

<sup>10</sup> UN, S/RES/514(1982), Resolution 514 (1982), adopted by the Security Council at its 2383rd meeting, 12th July, 1982.

4. *Demande instamment* que les efforts de médiation soient poursuivis de façon coordonnée par l'intermédiaire du Secrétaire général en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, acceptable pour les deux parties, de toutes les questions en suspens, sur la base des principes de la Charte des Nations Unies, y compris le respect de la souveraineté de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des Etats et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures;

5. *Prie* tous les autres Etats de s'abstenir de toute action qui pourrait contribuer à la prolongation du conflit et de faciliter l'application de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité dans les trois mois sur l'application de la présente résolution.

*Adoptée à l'unanimité à la 2383<sup>e</sup> séance.*

#### H. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU (15 juillet 1982)<sup>11</sup>

“Le Conseil de sécurité a tenu ce matin, 15 juillet 1982, des consultations officieuses pour examiner l'évolution récente de la situation entre l'Iran et l'Iraq.

“Les membres du Conseil de sécurité se sont déclarés préoccupés par la gravité de la situation entre l'Iran et l'Iraq et par le fait que la résolution 514 (1982) n'ait pas encore été appliquée. Le Conseil demeure activement saisi de la question. Le Président restera en contact avec les deux parties concernées en vue d'examiner tous les moyens possibles de faire progresser les efforts déployés pour mettre fin aux combats et obtenir un règlement des questions qui sont à l'origine de cette situation.”

---

<sup>11</sup> UN, S/15296, Statement / by the President of the Security Council, 15th July, 1982.

## I. Résolution 522 du Conseil de sécurité de l'ONU (4 octobre 1982)<sup>12</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné de nouveau la question intitulée "La situation entre l'Iran et l'Iraq",*

*Déplorant la prolongation et l'intensification du conflit entre les deux pays, qui entraînent de lourdes pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et mettent en danger la paix et la sécurité,*

*Réaffirmant que le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région exige que tous les Etats Membres se conforment strictement à leurs obligations en vertu de la Charte des Nations Unies,*

*Rappelant sa résolution 479 (1980), adoptée à l'unanimité le 28 septembre 1980, ainsi que la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 5 novembre 1980<sup>77</sup>,*

*Rappelant en outre sa résolution 514 (1982), adoptée à l'unanimité le 12 juillet 1982, ainsi que la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 15 juillet 1982<sup>78</sup>,*

*Prenant acte du rapport du Secrétaire général, en date du 15 juillet 1982<sup>80</sup>,*

1. *Demande de nouveau d'urgence qu'un cessez-le-feu soit immédiatement établi et qu'il soit mis fin à toutes les opérations militaires;*

2. *Réitère sa demande en vue du retrait des forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues;*

3. *Se félicite de ce que l'une des parties s'est déjà déclarée prête à coopérer à l'application de la résolution 514 (1982) et demande à l'autre partie de faire de même;*

4. *Souligne la nécessité d'appliquer sans autre délai sa décision d'envoyer des observateurs des Nations Unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces;*

5. *Réaffirme qu'il est urgent de poursuivre les efforts de médiation en cours;*

6. *Renouvelle la demande qu'il a adressée à tous les autres Etats pour qu'ils s'abstiennent de toute action qui pourrait contribuer à la prolongation du conflit et facilitent l'application de la présente résolution;*

7. *Prie en outre le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité dans les soixante-douze heures sur l'application de la présente résolution.*

*Adoptée à l'unanimité à la 2399<sup>e</sup> séance.*

<sup>12</sup> UN, S/RES/522(1982), Resolution 522 (1982), adopted by the Security Council at its 2399th meeting, 4th October, 1982.

**J. Résolution 540 du Conseil de sécurité de l'ONU (31 octobre 1983)<sup>13</sup>**

**Résolution 540 (1983)**

du 31 octobre 1983

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné de nouveau la question intitulée "La situation entre l'Iran et l'Iraq",*

*Rappelant ses résolutions et déclarations sur la question, par lesquelles il a, notamment, demandé un cessez-le-feu complet et la cessation de toutes les opérations militaires entre les parties,*

*Rappelant le rapport du Secrétaire général, en date du 20 juin 1983, sur la mission qu'il avait chargée d'inspecter les zones à caractère civil d'Iran et d'Iraq ayant fait l'objet d'attaques armées<sup>28</sup> et sachant gré au Secrétaire général d'avoir présenté un compte rendu précis, équilibré et objectif des faits,*

*Notant par ailleurs, en s'en félicitant et en y voyant un signe encourageant, l'assistance et la coopération apportées par les Gouvernements iranien et iraquien à la mission du Secrétaire général,*

*Déplorant une fois de plus le conflit entre les deux pays, qui a causé de lourdes pertes en vies humaines parmi la population civile et d'importants dégâts aux villes, aux biens et aux infrastructures économiques,*

*Affirmant qu'un examen objectif des causes de la guerre est souhaitable,*

1. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts de médiation auprès des parties concernées en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, qui soit acceptable par les deux parties;

2. *Condamne* toutes les violations du droit humanitaire international, en particulier des dispositions

des Conventions de Genève de 1949 sous tous leurs aspects, et demande la cessation immédiate de toutes opérations militaires contre des objectifs civils, notamment les villes et les zones résidentielles;

3. *Affirme* le droit à la liberté de navigation et à la liberté du commerce dans les eaux internationales, demande à tous les Etats de respecter ce droit et demande aussi aux belligérants de cesser immédiatement toutes les hostilités dans la région du Golfe, y compris toutes les voies maritimes, voies navigables et installations portuaires, tous les terminaux et installations en mer et tous les ports ayant un accès direct ou indirect à la mer, et de respecter l'intégrité des autres Etats côtiers;

<sup>13</sup> UN, S/RES/540(1983), Resolution 540 (1983), adopted by the Security Council at its 2493rd meeting, 31st October, 1983.

4. *Prie* le Secrétaire général de consulter les parties sur les moyens de maintenir et de vérifier la cessation des hostilités, y compris l'envoi éventuel d'une équipe d'observateurs des Nations Unies, et de soumettre un rapport au Conseil de sécurité sur les résultats de ces consultations;

5. *Demande* aux deux parties de s'abstenir de toute action qui risque de mettre en danger la paix et la sécurité ainsi que la faune et la flore marines dans la région du Golfe;

6. *Invite* une fois de plus tous les autres Etats à faire preuve de la plus grande modération, à s'abstenir de tout acte qui pourrait avoir pour effet d'intensifier et d'étendre encore le conflit et à faciliter ainsi l'application de la présente résolution;

7. *Prie* le Secrétaire général de consulter les parties au sujet de l'application immédiate et effective de la présente résolution.

*Adoptée à la 2493<sup>e</sup> séance par 12 voix contre zéro avec 3 abstentions (Malte, Nicaragua, Pakistan).*

#### K. Résolution 552 du Conseil de sécurité de l'ONU (1<sup>er</sup> juin 1984)<sup>14</sup>

##### *Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* la lettre, en date du 21 mai 1984, dans laquelle les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, du Koweït, de l'Oman et du Qatar se plaignaient des attaques lancées par l'Iran contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports d'Arabie saoudite et du Koweït<sup>53</sup>,

*Notant que*, aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à vivre en paix les uns avec les autres dans un esprit de bon voisinage,

*Réaffirmant* les obligations qui, pour les Etats Membres, découlent des principes et des buts de la Charte,

*Réaffirmant également que* tous les Etats Membres ont l'obligation de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,

<sup>14</sup> UN, S/RES/552(1984), Resolution 552 (1984), adopted by the Security Council at its 2546th meeting, 1st June, 1984.



*Prenant en considération* l'importance de la région du Golfe pour la paix et la sécurité internationales et ce qu'elle a d'essentiel pour la stabilité de l'économie mondiale,

*Gravement préoccupé* par les attaques lancées récemment contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports d'Arabie saoudite et du Koweït,

*Convaincu* que ces attaques menacent la sécurité et la stabilité de la région et sont lourdes de conséquences pour la paix et la sécurité internationales,

1. *Demande* à tous les Etats de respecter, conformément au droit international, le droit de libre navigation;

2. *Réaffirme* que les navires marchands à destination ou en provenance de ports et installations d'Etats riverains qui ne sont pas parties aux hostilités ont le droit de naviguer librement dans les voies de circulation et les eaux internationales;

3. *Demande* à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale des Etats qui ne sont pas parties aux hostilités, de faire preuve de la plus grande modération et de s'abstenir de tout acte qui pourrait avoir pour effet d'aggraver ou d'étendre le conflit;

4. *Condamne* les attaques lancées récemment contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports d'Arabie saoudite et du Koweït;

5. *Exige* que ces attaques cessent immédiatement et que la circulation des navires à destination ou en provenance de ports d'Etats qui ne sont pas parties aux hostilités ne soit pas entravée;

6. *Décide*, au cas où la présente résolution ne serait pas appliquée, de se réunir à nouveau pour envisager des mesures efficaces et en rapport avec la gravité de la situation en vue d'assurer la liberté de navigation dans la région;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution;

8. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 2546<sup>e</sup> séance  
par 13 voix contre zéro, avec  
2 abstentions (Nicaragua et  
Zimbabwe).*

## L. Résolution 582 du Conseil de sécurité de l'ONU (24 février 1986)<sup>15</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* la question intitulée «La situation entre l'Iran et l'Iraq»,

<sup>15</sup> UN, S/RES/582(1986), Resolution 582 (1986), adopted by the Security Council at its 2666th meeting, 24th February, 1986.

*Rappelant* que le Conseil de sécurité est saisi de cette question depuis près de six ans et que des décisions ont été prises à ce sujet,

*Profondément préoccupée* par la prolongation du conflit entre les deux pays, qui entraîne de lourdes pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et met en danger la paix et la sécurité,

*Rappelant* les dispositions de la Charte, en particulier l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

*Notant* que la République islamique d'Iran et l'Iraq sont tous deux parties au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925<sup>45</sup>,

*Soulignant* le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force,

*Prenant note* des efforts de médiation du Secrétaire général,

1. *Déplore* les actes initiaux qui ont provoqué le conflit entre la République islamique d'Iran et l'Iraq et déplore la poursuite du conflit;

2. *Déplore également* l'intensification du conflit, en particulier les incursions territoriales, le bombardement de centres de peuplement exclusivement civils, les attaques contre des navires neutres ou des avions civils, les violations du droit humanitaire international et d'autres règles relatives aux conflits armés et, notamment, l'utilisation d'armes chimiques en contravention des obligations découlant du Protocole de Genève de 1925;

3. *Demande* à la République islamique d'Iran et à l'Iraq d'observer immédiatement un cessez-le-feu et la cessation de toutes les hostilités sur terre, en mer et dans les airs et de retirer sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues;

4. *Demande instamment* qu'un échange complet de prisonniers de guerre soit rapidement mené à bien dès la cessation des hostilités, en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge;

5. *Demande* aux deux parties de soumettre immédiatement tous les aspects du conflit à la médiation ou à tout autre moyen de règlement pacifique des différends;

6. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre les efforts qu'il a entrepris, d'aider les deux parties à donner suite à la présente résolution et de tenir le Conseil informé;

7. *Demande* à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande retenue, de s'abstenir de tout acte qui pourrait intensifier et élargir encore le conflit et de faciliter ainsi l'application de la présente résolution;

8. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 2666<sup>e</sup> séance.*

**M. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU (21 mars 1986)<sup>16</sup>**

«Au nom des membres du Conseil de sécurité, je suis autorisé à faire la déclaration ci-après :

«Les membres du Conseil de sécurité, saisis du conflit persistant entre la République islamique d'Iran et l'Iraq, ont examiné le rapport de la mission de spécialistes envoyée par le Secrétaire général pour enquêter sur les allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq<sup>47</sup>.

«Profondément préoccupés par la conclusion unanime des spécialistes suivant laquelle les forces irakiennes ont utilisé des armes chimiques contre les forces iraniennes à maintes reprises et tout récemment encore durant l'offensive irakienne actuelle en territoire irakien, les membres du Conseil condamnent fermement cette utilisation persistante d'armes chimiques, en violation flagrante du Protocole de Genève de 1925<sup>45</sup> concernant la prohibition d'emploi d'armes chimiques à la guerre.

«Ils rappellent les déclarations faites par le Président du Conseil le 30 mars 1984<sup>48</sup> et le 25 avril 1985<sup>49</sup> et demandent à nouveau que les dispositions du Protocole de Genève de 1925 soient strictement respectées.

«Ils condamnent en outre la prolongation du conflit, qui continue d'entraîner de lourdes pertes en vies humaines et de causer des dégâts matériels considérables tout en mettant en danger la paix et la sécurité dans la région.

«Ils expriment la crainte que le conflit s'étende aux autres Etats de la région et engagent les deux parties à respecter l'intégrité territoriale de tous les Etats, y compris ceux qui ne sont pas parties aux hostilités.

«Ils réaffirment la résolution 582 (1986) du Conseil et notent que le Gouvernement irakien s'est déclaré disposé à déférer à l'appel lancé pour la cessation immédiate des hostilités. Ils soulignent que les deux parties doivent d'urgence se conformer pleinement à cette résolution, ce qui ouvrirait la voie à un règlement rapide, complet, juste et honorable du conflit.

«Les membres du Conseil notent que les deux parties se sont déclarées prêtes à coopérer avec le Secrétaire général dans ses efforts constants pour ramener la paix aux peuples iranien et irakien et expriment leur appui à ces efforts.»

---

<sup>16</sup> UN, S/17932, Statement / by the President of the Security Council, 21st March, 1986.

**N. Résolution 588 du Conseil de sécurité de l'ONU (8 octobre 1986)<sup>17</sup>**

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* la question intitulée «La situation entre l'Iran et l'Iraq»,

*Notant* qu'il est saisi de cette question depuis plus de six ans et que des décisions ont été prises à ce sujet,

*Vivement alarmé* par la prolongation et l'intensification du conflit, qui entraîne de lourdes pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables et met en danger la paix et la sécurité internationales,

*Notant* l'obligation qu'ont les Etats Membres de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit d'agir de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

*Rappelant* les dispositions de la Charte des Nations Unies, en particulier l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

*Rappelant en outre* qu'aux termes de la Charte les Etats Membres ont conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et sont convenus à cette fin d'accepter le rôle du Conseil de sécurité dans le règlement des différends,

*Félicitant* le Secrétaire général des efforts qu'il déploie dans la recherche d'un règlement pacifique du conflit,

1. *Demande* à la République islamique d'Iran et à l'Iraq d'appliquer intégralement et sans délai la résolution 582 (1986) adoptée à l'unanimité le 24 février 1986;

2. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts auprès des parties pour donner effet à la résolution susmentionnée et de faire rapport au Conseil le 30 novembre 1986 au plus tard;

3. *Décide* de se réunir à nouveau pour examiner le rapport du Secrétaire général et les conditions d'instauration d'une paix durable entre les deux pays, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes de la justice et du droit international

*Adoptée à l'unanimité à la  
2713<sup>e</sup> séance*

---

<sup>17</sup> UN, S/RES/588(1986), Resolution 588 (1986), adopted by the Security Council at its 2713rd meeting, 8th October, 1986.

## O. Résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU (20 juillet 1987)<sup>18</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant sa résolution 582 (1986),*

*Profondément préoccupé de ce que, en dépit de ses appels à un cessez-le-feu, le conflit entre la République islamique d'Iran et l'Iraq se poursuit sans diminuer d'intensité et continue d'entraîner de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles,*

*Déplorant le déclenchement et la poursuite du conflit,*

*Déplorant également le bombardement de centres de peuplement exclusivement civils, les attaques contre des navires neutres ou des avions civils, les violations du droit humanitaire international et d'autres règles relatives aux conflits armés, notamment l'utilisation d'armes chimiques en contravention des obligations découlant du Protocole de Genève de 1925<sup>19</sup>,*

*Profondément préoccupé par la possibilité d'une nouvelle intensification et d'une extension du conflit,*

*Résolu à mettre fin à toutes les actions militaires entre l'Iran et l'Iraq,*

*Convaincu de la nécessité de parvenir à un règlement global, juste, honorable et durable entre l'Iran et l'Iraq,*

*Rappelant les dispositions de la Charte des Nations Unies, en particulier l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,*

*Constatant qu'il existe une rupture de la paix en ce qui concerne le conflit entre l'Iran et l'Iraq,*

*Agissant en vertu des Articles 39 et 40 de la Charte,*

1. *Exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que la République islamique d'Iran et l'Iraq observent immédiatement un cessez-le-feu, suspendent toutes actions militaires sur terre, en mer et dans les airs et retirent sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues;*

2. *Prie le Secrétaire général d'envoyer une équipe d'observateurs des Nations Unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces et le prie également de prendre, en consultation avec les parties, les dispositions nécessaires à cette fin et de présenter un rapport au Conseil de sécurité à ce sujet;*

3. *Demande instamment que les prisonniers de guerre soient libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives, en conformité avec la troisième Convention de Genève du 12 août 1949<sup>20</sup>;*

4. *Demande à l'Iran et à l'Iraq de coopérer avec le Secrétaire général à l'application de la présente résolution et aux efforts de médiation en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens, en conformité avec les principes contenus dans la Charte des Nations Unies;*

<sup>18</sup> UN, S/RES/598(1987), Resolution 598 (1987), adopted by the Security Council at its 2750rd meeting, 20th July, 1987.

5. *Demande* à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande retenue, de s'abstenir de tout acte qui pourrait contribuer à intensifier et élargir encore le conflit et de faciliter ainsi l'application de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général d'explorer, en consultation avec l'Iran et l'Iraq, la possibilité de charger un organe impartial d'enquêter sur la responsabilité du conflit et de faire rapport au Conseil dès que possible;

7. *Reconnait* l'ampleur des dommages infligés durant le conflit et la nécessité d'efforts de reconstruction, avec une assistance internationale appropriée, une fois le conflit terminé et, à cet égard, prie le Secrétaire général de désigner une équipe d'experts pour étudier le problème de la reconstruction et faire rapport au Conseil;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général d'examiner, en consultation avec l'Iran et l'Iraq et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité régionales;

9. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil informé de l'application de la présente résolution;

10. *Décide* de se réunir à nouveau en tant que de besoin pour envisager l'adoption de nouvelles dispositions afin d'assurer le respect de la présente résolution.

*Adoptée à l'unanimité à la 2750<sup>e</sup> séance.*

#### P. Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU (16 mars 1988)<sup>19</sup>

“Les membres du Conseil de sécurité expriment leur grave préoccupation devant la poursuite du conflit tragique entre la République islamique d'Iran et l'Iraq, qui est entré dans sa huitième année.

“Ils déplorent vivement l'escalade des hostilités entre ces deux pays, notamment les attaques lancées contre des objectifs civils et des villes, qui ont entraîné de lourdes pertes en vies humaines et de vastes destructions matérielles, bien que les parties belligérantes se soient déclarées disposées à cesser ces attaques.

“Les membres du Conseil insistent pour que la République islamique d'Iran et l'Iraq cessent immédiatement toutes ces attaques et renoncent désormais à tout acte qui aboutirait à l'escalade du conflit, créerait par là même de nouveaux obstacles à l'application de la résolution 598 (1987) du 20 juillet 1987 et saperait les efforts entrepris par le Conseil de sécurité pour mettre fin au conflit dans les meilleurs délais, conformément à ladite résolution.

“Ils sont convaincus que la récente escalade a démontré la nécessité d'appliquer pleinement et rapidement la résolution 598 (1987).

<sup>19</sup> UN, S/19626, Statement / by the President of the Security Council, 16th March, 1988.

“Résolus à mettre fin au conflit entre la République islamique d’Iran et l’Iraq dans les meilleurs délais, les membres du Conseil réaffirment leur ferme détermination de faire appliquer comme formant un tout la résolution 598 (1987), qui constitue la seule base d’un règlement global, juste, honorable et durable du conflit.

“Ils expriment leur grave préoccupation devant le fait que la résolution 598 (1987), qui a un caractère obligatoire, n’a pas encore été appliquée.

“Les membres du Conseil prennent acte de la déclaration que le Secrétaire général a faite devant eux le 14 mars 1988. Ils l’encouragent à poursuivre les efforts qu’il déploie avec l’approbation du Conseil pour garantir l’application de la résolution 598 (1987) et, à ce propos, appuient son intention d’inviter les Gouvernements iranien et iraquien à envoyer, le plus tôt possible, leurs ministres des affaires étrangères ou tout autre haut responsable, en qualité d’émissaire spécial à New York, pour entamer d’urgence des consultations intensives avec le Secrétaire général. Ils prient ce dernier de présenter au Conseil de sécurité, dans trois semaines au plus tard, le rapport sur ses consultations avec les deux parties.

“Les membres du Conseil réaffirment leur détermination, conformément au paragraphe 10 de la résolution 598 (1987), d’envisager rapidement, à la lumière des nouveaux efforts déployés par le Secrétaire général pour garantir l’application de cette résolution, l’adoption de nouvelles mesures efficaces afin d’assurer le respect de la résolution susmentionnée.”

#### Q. Résolution 612 du Conseil de sécurité de l’ONU (9 mai 1988)<sup>20</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* le rapport du 25 avril 1988<sup>20</sup> présenté par la mission envoyée par le Secrétaire général pour enquêter sur les allégations concernant l’emploi d’armes chimiques dans le conflit entre la République islamique d’Iran et l’Iraq,

*Consterné* par les conclusions de la mission dont il ressort que des armes chimiques continuent d’être utilisées dans le conflit et que leur emploi a été encore plus intensif que par le passé,

1. *Affirme* qu’il faut d’urgence respecter strictement le Protocole concernant la prohibition d’emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925<sup>21</sup>;

<sup>20</sup> UN, S/RES/612(1988), Resolution 612 (1988), adopted by the Security Council at its 2812th meeting, 9th May, 1988.

2. *Condamne énergiquement* la poursuite de l'emploi d'armes chimiques dans le conflit entre la République islamique d'Iran et l'Iraq, en violation des obligations découlant du Protocole de Genève;

3. *Compte* que les deux parties s'abstiendront à l'avenir d'employer des armes chimiques, conformément aux obligations que leur impose le Protocole de Genève;

4. *Invite* tous les Etats à continuer d'appliquer ou à établir un contrôle rigoureux de l'exportation vers les parties au conflit de produits chimiques servant à la production d'armes chimiques;

5. *Décide* de rester saisi de la question et se déclare résolu à suivre l'application de la présente résolution.

*Adoptée à l'unanimité à la 2812<sup>e</sup> séance*

## R. Résolution 616 du Conseil de sécurité de l'ONU (20 juillet 1988)<sup>21</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant examiné* la lettre, en date du 5 juillet 1988, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent par intérim de la République islamique d'Iran<sup>22</sup>,

*Avant entendu* la déclaration du représentant de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères<sup>23</sup>, et celle du représentant des Etats-Unis d'Amérique, le vice-président George Bush<sup>24</sup>,

*Profondément attristé* par le fait qu'un avion civil d'Iran Air — le vol international régulier 655 — a été détruit en plein vol au-dessus du détroit d'Ormuz par un missile lancé à partir d'un navire de guerre des Etats-Unis, le *Vincennes*,

*Soulignant* qu'il est indispensable que les circonstances de l'incident soient pleinement élucidées au moyen d'une enquête impartiale,

*Gravement préoccupé* par l'exacerbation croissante des tensions dans la région du Golfe,

*1. Exprime sa profonde tristesse* devant le fait qu'un avion civil iranien a été abattu par un missile lancé à partir d'un navire de guerre américain, ainsi que son profond regret devant les pertes tragiques en vies humaines innocentes.

*2. Exprime ses sincères condoléances* aux familles des victimes de cet incident tragique ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements de leurs pays d'origine;

*3. Invite* les Etats à continuer d'appliquer ou à établir un contrôle rigoureux de l'exportation vers les parties au conflit de produits chimiques servant à la production d'armes chimiques;

<sup>21</sup> UN, S/RES/616(1988), Resolution 616 (1988), adopted by the Security Council at its 2821st meeting, 20th July, 1988.



3. *Se félicite* de la décision prise par l'Organisation de l'aviation civile internationale, comme suite à la demande de la République islamique d'Iran, d'"instaurer immédiatement une enquête pour déterminer tous les faits pertinents et les aspects techniques de la chaîne des événements relatifs au vol et à la destruction de l'avion" et se félicite également des décisions annoncées par les Etats-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran de coopérer à l'enquête de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

4. *Prie instamment* toutes les parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago en 1944<sup>21</sup>, de respecter scrupuleusement et en toutes circonstances les règlements et pratiques internationaux concernant la sécurité de l'aviation civile, notamment ceux qui figurent dans les annexes à ladite convention, afin d'éviter que pareils incidents ne se reproduisent;

5. *Souligne* qu'il est indispensable que soit appliquée intégralement et sans délai sa résolution 598 (1987) du 20 juillet 1987, seule base d'un règlement global, juste, honorable et durable du conflit entre la République islamique d'Iran et l'Iraq, et réaffirme son appui aux efforts entrepris par le Secrétaire général pour mettre en œuvre ladite résolution en s'engageant à collaborer avec lui pour mettre au point son plan d'application.

*Adoptée à l'unanimité à la 2821<sup>e</sup> séance*

## S. Résolution 619 du Conseil de sécurité de l'ONU (9 août 1988)<sup>22</sup>

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* sa résolution 598 (1987) du 20 juillet 1987,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur l'application du paragraphe 2 de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, contenu dans le document S/20093;

2. *Décide* de constituer immédiatement un groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq relevant de son autorité et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues à cet effet, comme le prévoit le rapport susmentionné;

3. *Décide également* que le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq sera constitué pour une période de six mois, à moins que le Conseil n'en décide autrement;

4. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité pleinement informé de l'évolution de la situation.

*Adoptée à l'unanimité à la 2824<sup>e</sup> séance.*

<sup>22</sup> UN, S/RES/619(1988), Resolution 619 (1988), adopted by the Security Council at its 2824th meeting, 9th August, 1988.



## Annexe 2

### DÉCLASSIFICATION

#### I. Royaume-Uni

##### A. Législation

Le Public Record Act de 1967 instaure la règle dite « des 30 ans », réduisant la période auparavant fixée à 50 ans, sauf pour les documents classés « sensibles »<sup>1</sup>.

Le Freedom of Information Act de 2000 permet à tout individu de requérir une information le concernant si les Archives nationales détiennent cette information<sup>2</sup>.

Le Constitutional Reform and Governance Act de 2010 réduit le délai de 30 à 20 ans<sup>3</sup>.

##### B. Exemptions

Section 22(1) : perspective de publication de l'information

Section 23(1) : détention de l'information par des corps travaillant sur les questions de sécurité

Section 24(1) : protection des enjeux de sécurité nationale

Section 26(1) : protection des enjeux de défense

Section 27(1)(a) : fait de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et un autre État

Section 27(1)(b) : fait de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et une organisation ou une cour internationale

Section 27(1)(c) : fait de porter préjudice aux intérêts britanniques à l'étranger

Section 27(1)(d) : fait de porter préjudice à la promotion et à la protection par le Royaume-Uni de ses intérêts à l'étranger

Section 27(2) : protection d'une information confidentielle obtenue d'un État tiers

Section 37(1)(a) : fait de porter préjudice à la protection des communications avec la famille royale

Section 38 : protection de la santé et du bien-être

Section 40(2) : protection de l'information personnelle fournie par un tiers parti

Section 41(1)(a) : protection d'une information fournie en confiance à l'autorité publique par une autre personne

---

<sup>1</sup> Public Records Act 1967 [en ligne], UK legislation [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1967/44/contents>.

<sup>2</sup> Freedom of Information Act 2000 [en ligne], UK legislation [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2000/36/contents>.

<sup>3</sup> Constitutional Reform and Governance Act 2010 [en ligne], UK legislation [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/2010/25/contents>.

Section 41(1)(b) : protection d'une information fournie à l'autorité publique dont la divulgation constituerait une rupture de confiance passible de poursuite

### C. Requêtes

REQUÊTE	RÉFÉRENCE	OBJET	RÉPONSE	OUVERTURE	MOTIF
01/05/15	FOI320648	PREM 19/1808	16/03/18	Déclinée	section 22(1)
01/05/15	FOI320648	PREM 19/1131 CAB 163/386	16/03/18	Déclinée Déclinée	section 23(1)
21/02/18	F0051784	FCO 8/4653 FCO 8/5619	31/07/18	Déclinée Déclinée	section 27(1)(a)(b)(c)(d)
21/02/18	F0051785	FCO 8/4095	24/07/18	Déclinée	section 40 (2)
21/09/18	FOI2018/ 1950	T 450/567 T 482/206 T 553/48 T 553/49	19/10/18	Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée	section 27(1)(a)
27/09/18	1056-18	FCO 8/2628 FCO 8/6620 FCO 8/6623 FCO 8/6664 FCO 8/6667 FCO 8/6668 FCO 8/6678 FCO 8/6681 FCO 8/6687 FCO 8/6688 FCO 8/6689 FCO 8/6797	04/06/19	Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée	sections 23(1), 24(1), 26(1), 27(1)(a) et 40
27/09/18	1057-18	FCO 8/6692 FCO 8/6693 FCO 8/6695 FCO 8/6694 FCO 8/6697 FCO 8/6698 FCO 8/6699	17/04/19	Acceptée en partie Acceptée en partie Acceptée en partie Acceptée en partie Acceptée en partie Acceptée en partie Acceptée en partie	sections 23(1), 24(1), 27(1)(a), 27(2) et 40
21/09/18	FOI326898	PREM 19/2267 PREM 19/2266 PREM 19/2265 PREM 19/2533	16/11/18	Déclinée Déclinée Déclinée Déclinée	sections 23(1), 24(1), 26(1), 27 (1)(a)(c)(d)
10/06/19	FOI2020/ 11187	FCO 8/3391 FCO 8/4011 FCO 8/5139 FCO 8/5215 FCO 8/5221	30/03/21	Acceptée en partie Acceptée Acceptée Acceptée en partie Acceptée	sections 23 (1), 24 (1), 27 (1)(a) (c)(d), 37(1)(a), 38, 40(2)(3)(a), 41(1)
10/06/19	FOI2020/ 11189	FCO 8/6275 FCO 8/6615 FCO 8/7049 FCO 8/7053 FCO 8/7054 FCO 99/2628	28/07/20	Déclinée Acceptée en partie Déclinée Acceptée Acceptée Acceptée en partie	sections 22, 23, 24, 40 et 41
20/03/22	FOI2022/ 05621	CAB 163/338 CAB 163/336	22/07/22	Déclinée	sections 23(1), 24(1), 27(1),

		CAB 163/386 CAB 163/429 CAB 163/446 CAB 163/476 CAB 163/478 CAB 163/515 CAB 163/509			27(2)
30/05/22	FOI2022/ 15657	FCO 178/ FCO 178/4 FCO 178/5 FCO 178/6 FCO 178/7 FCO 178/57 FCO 178/58 FCO 178/59 FCO 178/60 FCO 87/1875 FCO 87/1876	Réponse retardée, prévue fin octobre 2022		
30/05/22	FOI2022/ 15661	FCO 178/3 FCO 178/4 FCO 178/5 FCO 178/6 FCO 178/7 FCO 178/57 FCO 178/58 FCO 178/59 FCO 178/60	19/08/22	Déclinée	sections 27(1), 27(2), 23(1), 24(1)
30/05/22	FOI2022/ 15662	FCO 87/1875 FCO 87/1876	11/07/22	Déclinée	sections 23(1), 24(1), 27

## II. États-Unis

### A. Législation

Le Freedom of Information Act de 1966 oblige les agences fédérales à transmettre à qui en fait la demande des documents et informations classifiés qui ne tombent pas sous une exemption prévue par la loi<sup>4</sup>.

L'ordre exécutif 13526 du 29 décembre 2009 impose aux agences fédérale de déclassifier les documents après 25 ans, sauf cas d'exemption<sup>5</sup>.

<sup>4</sup> 5 U.S. Code § 552 - Public information; agency rules, opinions, orders, records, and proceedings [en ligne], Legal Information Institute [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/5/552>.

<sup>5</sup> The President Executive Order 13526, Classified National Security Information, 29th December, 2009 [en ligne], The National Archives and Records Administration [consulté le 27 juin 2021], disponible à l'adresse : <https://www.archives.gov/isoo/policy-documents/cnsi-eo.html>.

## B. Exemptions

Source de renseignement pouvant corrompre l'efficacité des méthodes de collecte

Information permettant le développement, la production et l'usage d'armes de destruction massive

Information corrompant les activités cryptologiques des États-Unis

Information empêchant l'application d'une technologie de pointe dans les systèmes d'armement

Information concernant les plans militaires en cours ou les éléments tactiques et opérationnels qui les sous-tendent

Information portant atteinte aux relations entre les États-Unis et un gouvernement tiers ou à des négociations en cours

Information empêchant d'assurer la protection du président et du vice-président

Information corrompant l'efficacité des plans de sauvegarde de la sécurité nationale

Violation d'un accord, traité ou statut international ne permettant pas la déclassification à 25 ans

## C. Requêtes

REQUÊTE	RÉFÉRENCE	OBJET	RÉPONSE
30/01/2020	Mandatory Declassification Request	Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC, RAC Box 5, Iran I, Iran II, Iran Sanctions options Burns, William, Box 91834, PRG Meeting; Afghanistan and Iran (01/12/1987) Tahir-Kheli, Shirin R., RAC Box 6, Iran Afghanistan Teicher, Howard, RAC Box 7, United Kingdom – 1986 Carlucci, Frank, Box 92463, Terrorism Counterterrorism and Narcotics, Office of, NSC, RAC Box 6, United Kingdom (Feb 1987-May 1987) De Graffenreid, Kennet E., RAC Box 7, Hostile intelligence threat ; Counter intelligence North, Oliver, Box 14, Terrorism: US-British (05/01/1984-05/14/1984) Ibid., (05/15/1984-08/23/1984) Ibid., (08/24/1984-09/30/1984) Ibid., (09/30/1984-10/21/1984) Ibid., (10/22/1984-10/30/1984) Ibid., (10/31/1984-11/06/1984) Ibid., (11/07/1984-11/19/1984) Ibid., (11/20/1984-12/20/1984) Ibid., (03/22/1996-05/26/1986) Ibid., (07/27/1986-09/30/1986) North, Oliver, Box 14, [Terrorism: US-British] Europe Trip-JMP (1 of 2) North, Oliver, Box 14, [Terrorism: US-British] Europe Trip-JMP (2 of 2)	Non parvenue

## **Annexe 3**

### **QUESTIONNAIRE**

#### **I. Objectif**

Ce questionnaire a été préparé en amont de la première campagne d'entretiens, aux États-Unis, à l'été 2017. Il a permis d'approfondir le questionnement de la recherche.

Les deux premiers enquêtés à Washington ont renvoyé quelques jours avant l'entretien le questionnaire complété. L'expérience n'a pas été reconduite lors des entretiens suivants, son utilité n'ayant pas été jugée suffisante en regard de l'information – répétitive – apportée par les échanges consécutifs.

#### **II. Correspondance**

I am a French History teacher currently writing a PhD thesis about the Anglo-American foreign policy elite during the 1970s and the 1980s. The purpose of my thesis is to study the so-called special relationship through the foreign policy Establishment in Britain and in the United States. I would like to understand how the Iranian revolution contributed to shed light on, but also perhaps to transform this Establishment and its vision of the world.

To find answers to these questions, I have been studying a fair number of documents held at the National Archives, in London, and the National Security Archives, in Washington, D.C. I am planning a research study period in the United States to interview several actors of the foreign policy process of the Carter and Reagan presidencies.

This is the reason I am writing to you today. Your valued experience on the subjects I am studying would be of the utmost interest for my research. It could also contribute to a better understanding of American politics in France. I attached to this mail a questionnaire to be completed in word format. I would be honoured if you could take some time to work on it and send it back to me when completed. Feel free to answer each question as thoroughly as you like, with details from your own experience and knowledge. Let me know if you want your answers to remain anonymous.

#### **III. Questionnaire**

##### **A. Your experience of Britain**

Did your family have any links with Britain?

Have you ever been in Britain? Why?

Are you personally acquainted with British people?

Are you familiar with another culture? country? language?

What is your vision of the special relationship between the United States and the United Kingdom?

### **B. Your university networks**

Which social and student circles did you attend during your time at university?

Did you stay connected with former teachers or students during your career? Why?

### **C. Your practice of social and professional circles**

Which board/lobby/professional association/non-profit/charity/club were you member of during your time in office?

How and why did you enter these circles?

Did you meet any colleagues/friends/former teachers/former students in these circles?

How did these circles help you to develop your international network?

How did these circles help you to improve your knowledge about Iran? about Islam?

### **D. Your practice of forums**

Were you a member of any think tanks/research centers during your time in office? Which one(s)?

How and why did you enter these circles?

Did you meet any colleagues/friends/former teachers/former students in these circles?

How did these circles help you to develop your international network?

How did these circles help you to improve your knowledge about Iran? about Islam?

Which newspapers and reviews did you read during your time in office?

### **E. Your debut in office**

How and why did you enter the US government?

Did you meet anyone you knew in office?

Did you attend the Foreign Service Institute courses or any other courses?

How could the courses be enhanced?



**F. Your vision of religion**

Was Islam part of your personal culture before entering university?

Did you become familiar with Islam at university? How so?

Were Islamic studies taught at your professional academy?

Did you meet any scholars in Islamic studies among your colleagues during your time in office?

How did you keep informed about Islam during your time in office?

Do you feel one's religious beliefs can influence one's vision of the world? How so?

Do you feel one's religious beliefs can influence one's vision of foreign policy? How so?

Do you feel one's religious beliefs can influence one's political decisions? How so?

**G. Your experience of Iran**

Was Iran part of your personal culture before entering university?

Did you or anyone in your family travel in Iran?

Did you become familiar with Iran at university? How so?

Were Iranian studies taught at your professional academy?

Did you meet any scholars in Iranian studies among your colleagues during your time in office?

How did you keep informed about Iran during your time in office?

Did you work or share any interests in a firm dealing with Iran?

Did you have any Iranian contacts during your time in office?

Did you travel to Iran during your time in office? Where? Why?

Did you meet any American or British citizens during your stay in Iran? members of the government?  
members of religious circles? members of the civil society?



## **Annexe 4**

### **ENTRETIENS**

#### **I. Exemples de questionnaires préalables**

Plusieurs enquêtés ont requis, avant de consentir à un entretien ou bien en amont de l'entretien qui avait été convenu, une liste de questions pour leur permettre de cerner les attendus de la recherche.

Cette requête a permis à certains de préparer les échanges, en mobilisant des souvenirs souvent lointains, pouvant remonter jusqu'à 40 ans, pour les contemporains de la révolution, voire à 50 ans, pour des acteurs ayant effectués en Iran des séjours de formation linguistique, une mission de volontariat ou un service préalable à l'ambassade de Téhéran ou dans un consulat de province.

Trois types de questionnaires ont été proposés.

##### **A. Questionnaire générique correspondant à tous les enquêtés**

Did you have any personal links with Britain and Iran during the 1970s and the 1980s (family, friends, economic interests)?

Could you compare American and British expertise about Iran before the Revolution?

To what extent did think tanks have any influence in the foreign policy making process?

Would you say that American (and British) foreign policy was influenced by a pro-Arab bias and/or an anti-Iranian bias?

Could you tell me about your vision of the United States position during the Iran-Iraq war?

What is your opinion of the policy of sanctions used against Iran since the Revolution?

Could you compare the evolution of the place of Iran in British and American foreign policy?

What would be your definition of the so-called "special relationship"?

Which lesson in foreign policy did you learn from your experience?

What should be the best qualities of a diplomat?

##### **B. Questionnaire personnalisé correspondant à l'itinéraire d'une enquêtée**

What was your first memory or experience of Iran?

Why did you choose to teach in Iran and what did those years teach you?

Did you stay in touch with any Iranians as part of your work for the State Department?

Why did you choose to study in Britain and how did those student years influence your later career?

Could you tell me about Ambassador Charles H. Price, his vision of the so-called "special relationship" and his relationships with Geoffrey Howe and Margaret Thatcher?

Could you tell me about your relationships with the British foreign policy community-people, purpose, perception of the partner?

What were the advantages of working with and talking to the British during the war?

What did you think about the British diplomats' expertise and intelligence about Iran?

What was your opinion of the American expertise about Iran after the Revolution?

Were you in touch or influenced by any scholar or expert about Iran in particular?

As a member of the Council on Foreign Relations, what do you think of the influence of these circles upon foreign policy (in the 1980s)?

How did you perceive the Iranian Revolution and its consequences?

How did the 1979 "debacle" influence the United States policy toward Iran afterwards?

What is your opinion of the policy of sanctions applied against Iran since the Revolution?

Was there a general identity of view among the American foreign policy makers about the attitude to adopt toward Iran?

How much did the Soviet angle count in the United States policy in the Gulf?

What were the main differences between the United States and the United Kingdom in the approach of Iran after the Revolution?

To what extent were their positions one "of strict neutrality" during the Iran-Iraq war?

Did you get any instructions to attract the British into a "tilt toward Iraq"?

Did you feel there was an American use the spectrum of an Iraqi collapse in an effort to force Britain to intervene more decisively in the Gulf?

In May 1986, the British Government refused to accept Hussein Malouk, as Iranian chargé d'affaires in London, on the grounds he had taken part in the seizure of the US embassy in Tehran in 1979. Did Washington play any direct part in the decision?

I found British documents which phrasing may suggest that perhaps some British foreign policy makers suspected something about the dealings with the Iranian in the mid-1980s. What was the part played by the Embassy during those dealings?

What would be your definition of the so-called "special relationship"?

What should be the best qualities of a diplomat?

What do you make of the Joint Comprehensive Plan of Action, and what remains of it?

### **C. Questionnaire personnalisé correspondant à la publication d'un enquête**

*"Washington did not have the benefit of Parson's reporting at the time [mid-September 1978], but the contrast with Sullivan's description above could hardly be more complete."* (53)

When did Washington get access to the British reporting? Weren't there any intelligence sharing by then?

*“Moreover, he [Sullivan] felt the British were already providing about all the riot control matériel and training that the Iranians were prepared to absorb.” (59)*

Did the commercial concurrence persist during the Revolution?

(60)

Do you remember any of the guests at the dinner party organized by Ambassador Zahedi to mark the shah’s fifty-ninth birthday? Were they representative of “Pahlavism in America” (James A. Bill)? Were there any British guests?

*“From my contact with official in the British, French and Israeli governments during the crisis and later, it was evident that they were also seized with a kind of policy paralysis.” (67)*

Who were you in touch with among British policymakers or foreign office officers? How often?

To what extent did the British were in a “wait and see” attitude?

(1978/02/11) *“Brzezinski added that he had his own doubts about the nature of advice that the shah was receiving from British Ambassador Parsons, who was now accompanying Sullivan in his almost daily meetings with the shah.” (67)*

What were Brzezinski’s relationship with the British Government and vision of British policy towards Iran?

*“On the same day as Sullivan’s meeting with the shah [1978/18/11], I contacted a U.S. academic specialist on Iran who had been following closely the activities of the religious opposition.” (94)*

I suppose you refer to James A. Bill (or maybe Marvin Zionis). Could you compare American and British expertise about Iran before the Revolution?

*“On the following day [1978/22/11], at Brzezinski’s request, the NSC hosted an all-day meeting on Iran, bringing together a small group of academics and others outside the government who might be able to offer fresh insights and perspectives on the crisis.” (97)*

Do you remember the name of the experts who were present? How were they chosen? How do you value the exercise? Did Brzezinski mock your summary as “an editorial of the *New York Times*” just because the conventional wisdom disagreed his wish for a more active involvement in the crisis?

*“The State Department had hosted two earlier conferences on Iran that had been useful in stimulating views of individuals not associated with the government.” (97)*

Did you attend? Do you remember the name of the experts who were present?

*“Brzezinski did not use these [Robert Moss’s, in an article entitled “Who’s Meddling in Iran?”]”*

*words, but he reproduced the Moss article, circulated it to the president and other top policy makers, and cited it in policy meeting for weeks.” (106)*

To what extent did Brzezinski use deliberately the Soviet-hand spectrum to justify his wish for a more active involvement in the crisis?

*“Although such stories circulated / widely in Tehran and, on at least one occasion, reportedly were shared with U.S. officials, this information never found its way to the White House.” (163-4)*

A former analyst of the Department of State’s Bureau of Intelligence and Research during the mid-1970s claims that the intelligence was available but not acknowledged, then destroyed. How do you feel about that?

*“Nevertheless, both Rockefeller and Kissinger were to play a central role in this evolving drama of a man without a country.” (179)*

What kind of influence did they have upon the President?

*“Both men [Ramsey Clark and William Miller] were well known and respected by religious and revolutionary circles in Iran.” (207)*

Why was that?

*“A very large proportion of Iranian assets was held in the London branch of the Bank of America, and it was feared in those first weeks that the London courts would render a judgement prohibiting the “extraterritorial reach” of U.S. domestic law to London bank. The U.S. strategy was to use every possible legal and political device to postpone such judgement and to let the litigation drag on as long as possible. The strategy worked.” (228)*

Did you find the British support genuine or reluctant on that matter? What would you say of British support during the policy of unilateral sanctions and diplomatic offensive at the United Nations during the hostage crisis?

*“Then, in a businesslike fashion, they began thinking through the steps of notifying other nations” (299)*

Weren’t the British stayed connected of the mission in advance? At which level?

*“At 4:17 a.m. Washington time on January 20, the Federal Reserve transferred a total of \$7.977 billion to the Bank of England.” (337)*

In what way was the British Government helpful on that matter?

## II. Consigne d'entretien

My PhD thesis is about the “special relationships” between the United Kingdom, Iran and the United States during the 1970s and the 1980s. I would like to understand how the British and American foreign policy makers responded to the Iranian revolution, and how the Revolution contributed to transform their visions of the world and policy toward the Persian Gulf.

I have contacted you as a member of the Diplomatic Service involved in the policy toward Iran. The purpose of this interview is to get a better insight of your identity, vision of the world and of the American and British policy toward the Persian Gulf.

The interview will last as long as you wish. Here is a list of chosen questions about your personal background, the context of the period and specific points I will study in my dissertation to apprehend the diplomatic triangle between London, Washington and Tehran.

## III. Exemples de conducteurs

### A. Première version d'un conducteur-type

Les premiers conducteurs d'entretien, élaborés à l'occasion des séjours de recherche aux États-Unis (été 2017) et au Royaume-Uni (été 2018) témoignent d'une directivité qui s'est avérée à l'usage rassurante mais parfois étouffante. Il a ainsi fallu faire des choix en cours d'entretiens, en éliminant les questions qui s'éloignaient trop des perspectives de la problématique.

#### **How did you begin to be interested in foreign affairs?**

Were your parents or relatives interested/involved in foreign affairs?

Which event/person did give you an interest in foreign affairs?

How did you develop this interest at university?

How did you become interested in human rights?

#### **How did your student years help you in your career?**

How did the courses you attended contribute to develop your vision of the world?

What were the activities proposed in your club or debating society?

What were the subjects of the debates?

Why did your club or debating society have an importance for you?

Did you stay connected with fellows from your club?

How did your student networks help you in your career?

**How would you define the word Establishment?**

Did anyone recommend you when entering the US government?

Did you feel you were part of the Establishment when entering office? Why?

When do you think you became part of the Establishment?

Do you feel you are still part of the Establishment? Why?

How did you participate to the Council on Foreign Relations activities?

What would be the main strength of the Establishment?

What would be the main weakness of the Establishment?

**Could you describe an every-day routine during your time in office?**

Tell me about your missions.

How did you get access to data and intelligence?

Which relations did you have with your colleagues and head of bureau?

Which relations did you have with the White House?

Did you stay connected with members of the Congress? Why?

Did you stay connected with British government officials? Why?

**Could you tell me about your mission in Iran in November 1978?**

Why was the purpose of your mission?

With whom did you travel?

Which cities did you visit?

How would you describe the vision of America shared by the Iranian people you met?

How would you describe their vision of American policy?

How would you describe the vision of the shah's rule?

How would you describe the vision of the religious dissidence?

Which embassy officials did you meet?

What were their visions of the situation of the country?

What were their reactions to the White House's or the State Department's directives?

Did you meet with any British embassy officials?

What were their visions of the situation of the country?

Did you meet with any American or British citizens?

Did your vision of Iran after the mission concur to the vision you had before? Why?

Did you feel that the Washington policy-makers were disconnected with the reality of the country?

In what way?

**Could you describe the conduct of a meeting in your department during your time in office? You may wish to insist on a specific period, e.g. the collapse of the imperial regime or the hostage crisis.**



Where did the data and intelligence usually come from?

Did you feel there was an intelligence failure during the crisis?

What was the cause of this lack of good intelligence?

Did you or your staff find help with outsiders? Who in particular?

Did you or your staff endure any influence? Of what sort?

Did you or your staff were in touch with British government officials at the time? Who in particular?  
What for?

**Did you remember any example of decision taking you disagreed with (during the Iranian revolution)?**

What was the subject of the debate?

Why did you disagree with the decision?

Why was the decision taken?

Should the decision have been avoided?

**Would you say there was a cultural bias to understand Iran during the shah's rule?**

What would be the cause of this bias?

Do you think that a lack of knowledge of Iran contribute to foreign policy failures?

Do you think that better courses at university or at the Foreign Office Institute could have change perceptions of Iran in the United States government?

Did the links between the United States and the shah's regime were responsible for that bias?

Do you think that the cold war constituted a bias to understand the crisis in Iran?

**Would you say that religious beliefs were a cultural bias to understand Islam during the Iranian revolution? How so?**

How did the religious factor contribute to US policy toward Iran during your time in office?

Do you think that a lack of knowledge of Islam contribute to foreign policy failures?

Do you think that a better knowledge of Islam would have permit to foresee the Islamic revival?

Do you think that better courses at university or at the Foreign Office Institute could have change perceptions of Islam in the United States government?

Which prejudices did prevent the opening of a dialog with the religious opposition?

Did religious factors have any part in the relationship between the US and the UK?

**How would you define the special relationship?**

Were you encouraged to think and act in accordance with the special relationship during your time in office? How so?/Why not?

How could the special relationship have been better implemented during the Iranian revolution?

Do you generally believe in the existence of a special relationship between the US and the UK?

Do you think the special relationship is worth fighting for? Why?

### **How the Iranian revolution contributed to transform the foreign policy Establishment?**

How did the Iranian revolution contribute to weaken the foreign policy Establishment?

How did the Iranian revolution contribute to reinforce the foreign policy Establishment?

Do you feel that the Iranian revolution contribute to improve the political process in the White House? in the State Department? in the intelligence community?

Which lesson did you learn of the Iranian revolution?

### **B. Seconde version d'un conducteur-type**

L'appropriation des techniques de l'entretien a conduit à revoir après l'été 2018 l'élaboration des conducteurs. Afin de gagner en efficacité, ils ont été resserrés autour de thématiques choisies, embrassant les logiques de l'itinéraire de l'enquête et des attendus de la recherche : formation universitaire, formation linguistique, affectations en Iran et/ou aux bureaux iraniens et/ou dans l'entourage décisionnel, regard sur les événements contemporains, sur les logiques de la triangulation et sur la carrière.

Could you tell me about your student years?

Were you influenced by any teacher in particular?

How did you became interested in foreign affairs?

Why did you chose Persian when joining the Office?

### **School for Oriental and African Studies, London, 1972-1973**

What was your training about?

Which teacher did you have?

Do you remember any fellow students?

To what extent was this training in London useful in your daily practice?

Did you meet any Iranians you stayed in touch with afterwards?

### **Language Student, Tehran, 1973-1975**

What was your daily routine in Tehran?

Who was your referent teacher?

Who did you meet at the British embassy?

Which part of the work of a diplomat did you discover?

Did you enjoy your time in Iran to visit Tehran and the country?

What was your appreciation for the population and for the regime?

Did you meet any American in those days?

How helpful in your training was your stay as a language student?

**You worked in London during the Iranian revolution.**

How did you perceive the crisis and its consequences?

How did the Revolution change your perception of the country?

**First Secretary (Commercial), British Interests Section, Tehran, February 1986.**

How did you prepare yourself for your assignment?

How did you feel about getting back to Iran after 15 years?

How long did you stay in Iran?

Could you tell me about your British colleagues?

What was the agenda of the British interest sections in those days?

As First Secretary (Commercial), what were your daily routine?

How did your stay as a language student prove useful in you diplomatic posting afterwards?

Were you aware of any kind of American pressure about commercial relations with Iran?

Did you meet any American in Iran?

Who were the main competitors of the British in the country?

**Could you describe in three independent words the relationships between the United Kingdom and Iran? (before the Revolution) 1. Important 2. Valuable 3. Helpful**

**Could you describe in three independent words the relationships between the United States and Iran? (before the Revolution) 1. Important 2. Dominant 3. Valuable**

Did you feel the Iranians were willing to deal with the British?

How helpful was the relationship between Britain and Iran?

**In May 1986, the walls of the Ferdowsi Embassy compound were covered by a painted caricature of Lady Thatcher as a dove, sitting upon a hand whose cuff was painted in the US stars and stripes.**

Did you perceive any resentment toward the United States or the United Kingdom during your dealings with the Iranian population? With the Iranian government?

Could you compare and contrast their perception of the Great Satan and the hidden hand of the British?

To what extend was the US-UK relationship instrumental in the negotiations to resume formal diplomatic relationship?

Did you feel that the Iranians would play the East against the West or Britain against the United States when convenient?

**The US and UK policy during the war is usually described as one of strict neutrality between the**

**belligerent.**

Was that the case?

Where there any disagreements between the US and the UK about the relationship with Iran?

**In May 1986, the British Government refused to accept Hussein Malouk, as Iranian chargé d'affaires in London, on the grounds he had taken part in the seizure of the US embassy in Tehran in 1979. The Americans expressed their thanks for Britain taking this decision.**

Do you suspect that Washington played any direct part in the decision?

**In August 1986, the Department of States asked UK assistance about Jon Pattis, a US national working in Iran accused of espionage. The US assured the UK that Pattis was not. However, he later appeared to be.**

Do you remember the case?

Did you suspect anything about the secret dealing between the Americans, the Israelis and the Iranians that broke into the Irangate in the fall?

**Could you describe in three independent words the relationships between the United Kingdom and the United States? 1. Close 2. Historic 3. Beneficial**

What would be your definition of the so-called “special relationship”?

How beneficial was the relationship for the British? For the Americans?

To what extent were the British the eyes and ears of the Americans?

What do you think of the British expertise about Iran compared to the American one?

How did the US-UK relationship influence the policy toward Iran?

In which way were the British and the American partners in Iran?

In which way were they partners?

What is your opinion of the policy of sanctions applied against Iran since the Revolution?

What do you make of the Joint Comprehensive Plan of Action, and what remains of it?

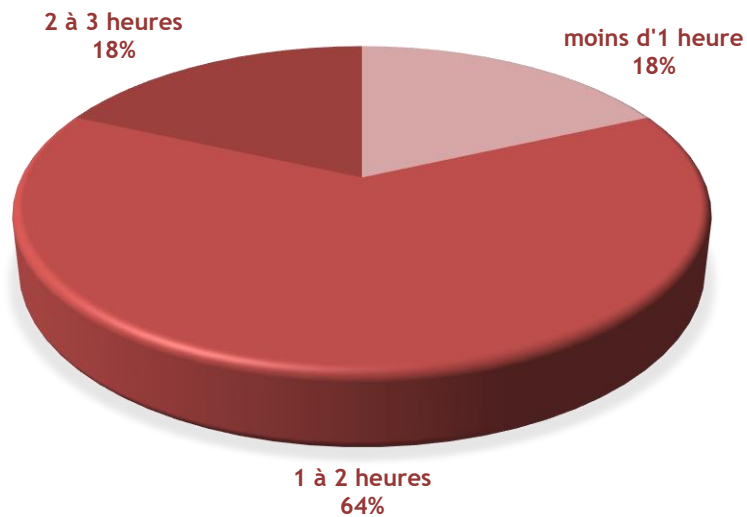
Which lesson in foreign policy did you learn from your experience in Iran?

What should be the best qualities of a diplomat?

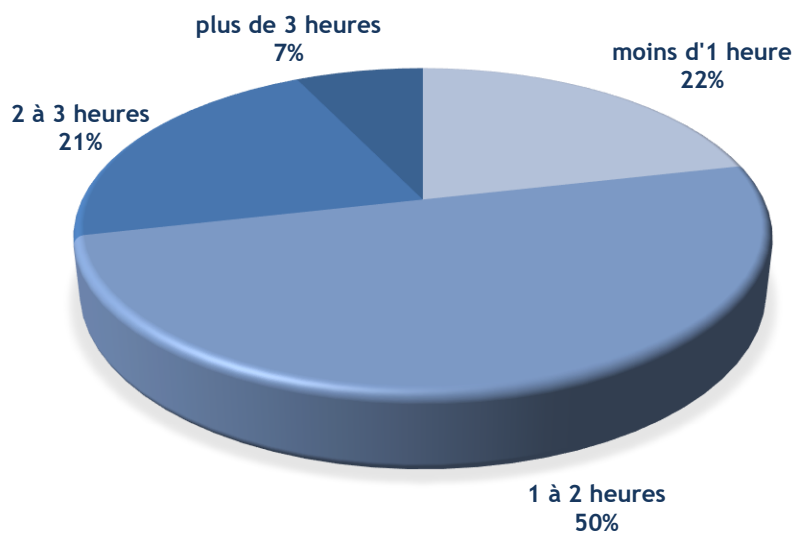
#### IV. Modalités des échanges

##### A. Durées

#### ENTRETIENS AU ROYAUME-UNI Durées



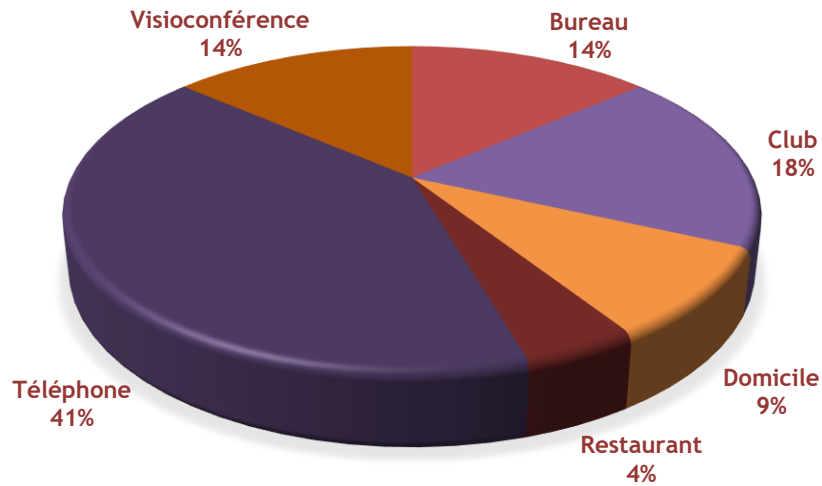
#### ENTRETIENS AUX ÉTATS-UNIS Durées



## B. Durées

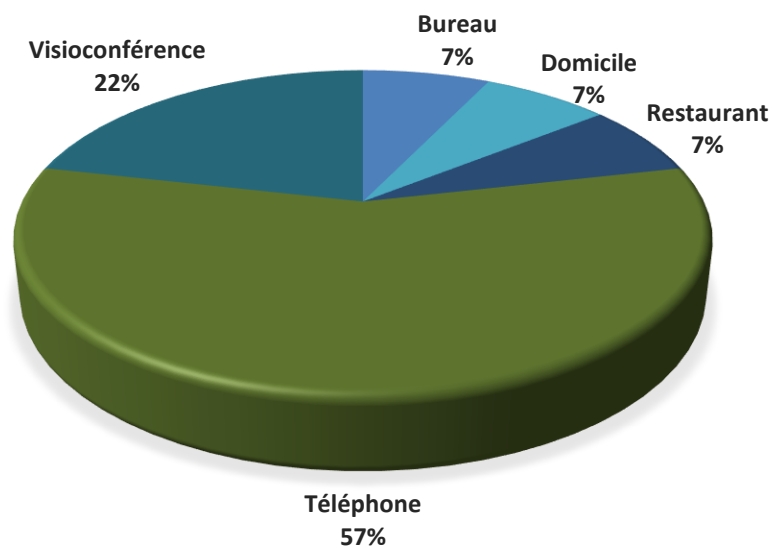
### ENTRETIENS AU ROYAUME-UNI

#### Cadre



### ENTRETIENS AUX ÉTATS-UNIS

#### Cadre



## **Annexe 5**

### **SONDAGE**

#### **I. Objectif**

Ce sondage a été préparé en amont de la troisième campagne d'entretiens, menée à distance, lors de la crise sanitaire, à partir du printemps 2020. Il a conduit à reprendre contact avec des acteurs préalablement interrogés et a permis de prendre contact avec de futurs enquêtés en amont d'un entretien.

Nourrie de l'expérience du questionnaire proposé en 2017, l'initiative entendait compléter les apports des échanges et de la recherche prosopographique. Le questionnaire est ainsi tourné vers la collecte de données brutes concernant les acteurs et la vérification, à l'aune de leur expérience et de leur expertise, d'idées générales concluant la recherche. Le questionnaire est aussi construit de manière à pouvoir traiter les réponses apportées de manière statistique, dans un but de comparaison.

#### **II. Correspondances**

##### **A. Message d'envoi**

You may remember that I got in touch with you a few years ago as part of a PhD dissertation research about the "special relationships" between the United Kingdom, the United States and Iran during the 1970s and the 1980s.

I find myself now at the end of my research. I produced a final survey as part of a statistical study inspired by a Chatham House report. You will find it attached. The purpose is to gather final datas and check some general ideas to conclude the analysis.

I would be very grateful if you could take a few minutes to answer the questions, which refer to the relevant period of the post you occupied. As usual, you can request anonymity under the Chatham House rule.

I cannot stress enough the value of your participation, which I think would be easier to consider. The more answers I get, the more representative this survey will be to understand a topic which I think has been singular and worth studying as part of both your career and your country's foreign policy.

I thank you again for your time and support and look forward to reading your answers.

##### **B. Message de relance**

A couple of weeks ago, I sent you a survey as part of my PhD dissertation research about the "special

relationships" between the United Kingdom, the United States and Iran during the 1970s and the 1980s.

Many of your colleagues from the American or British government and foreign service have now sent their reply. Sadly, I did not receive yours.

Again, I cannot stress enough the value of your contribution. The more answers I get, the more representative this survey will be to understand a topic which I think has been singular and worth studying as part of both your career and your country's foreign policy.

You can of course require answering under Chatham House rule if you find such an answer more convenient.

I thank you again for your time and support and look forward to reading your answers.

### III. Questionnaire

#### **SURVEY ABOUT THE "SPECIAL RELATIONSHIPS" BETWEEN THE UNITED KINGDOM, THE UNITED STATES AND IRAN DURING THE 1970S AND THE 1980S**

**Name:**

Please write your answer or select it to have it written in bold print.

**Do you request anonymity under the Chatham House rule?**

Yes            No

**Did you have any connexion with the transatlantic partner before the Revolution?**

Yes            No

**If yes, of what kind?**

Family            Friends Economic interest            Cultural inclination            Former post

**Did you have any connexion with the Middle East before the Revolution?**

Yes            No

**If yes, of what kind?**

Family            Friends Economic interest            Cultural inclination            Former post

**Did you have any connexion with Iran before the Revolution?**

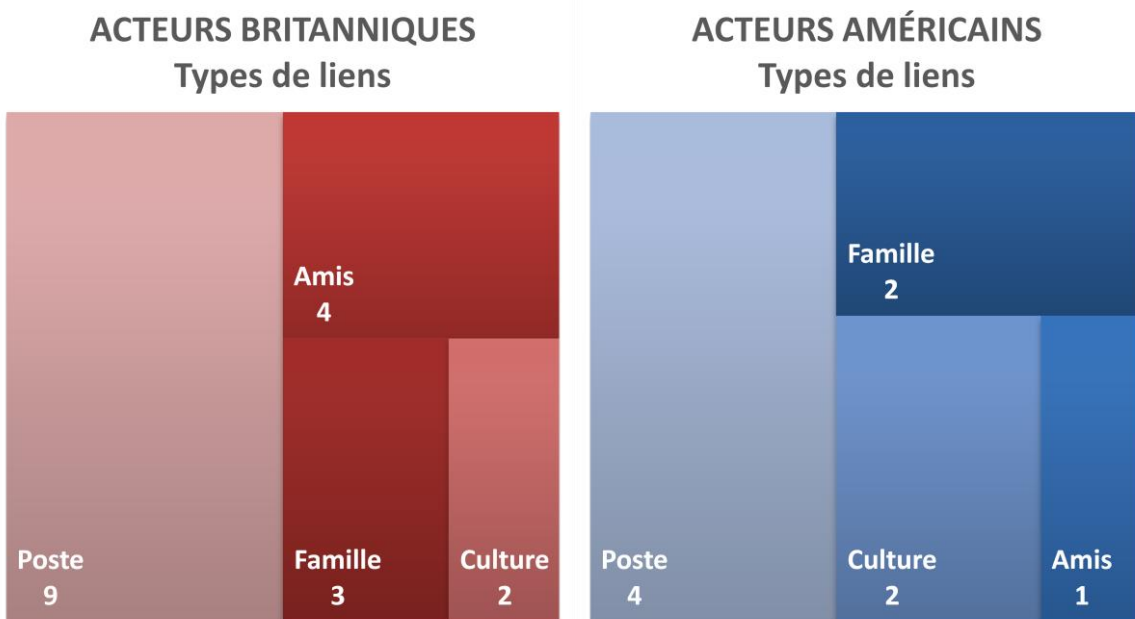
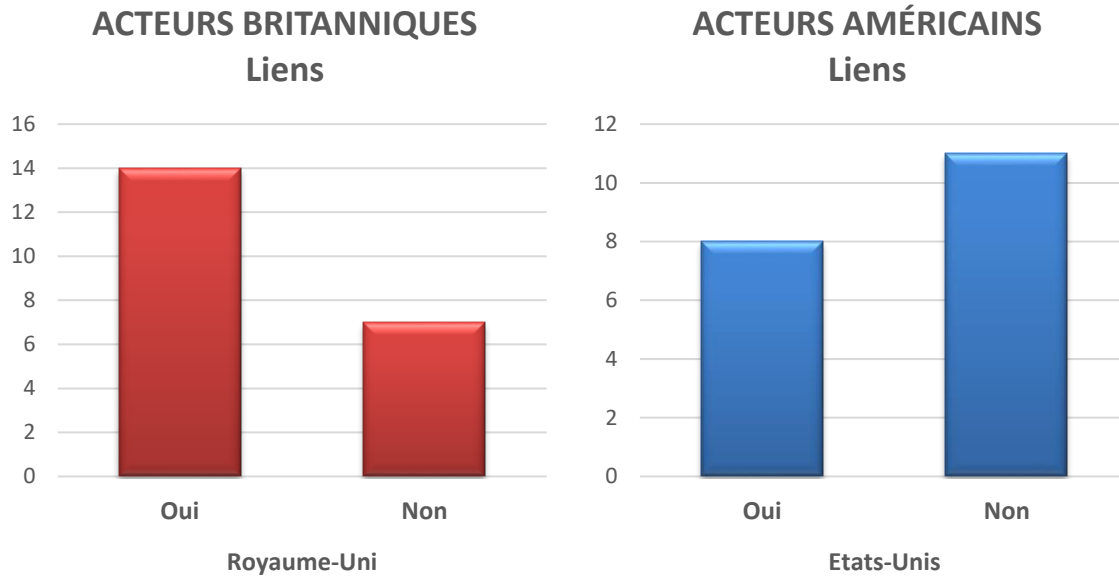
Yes            No



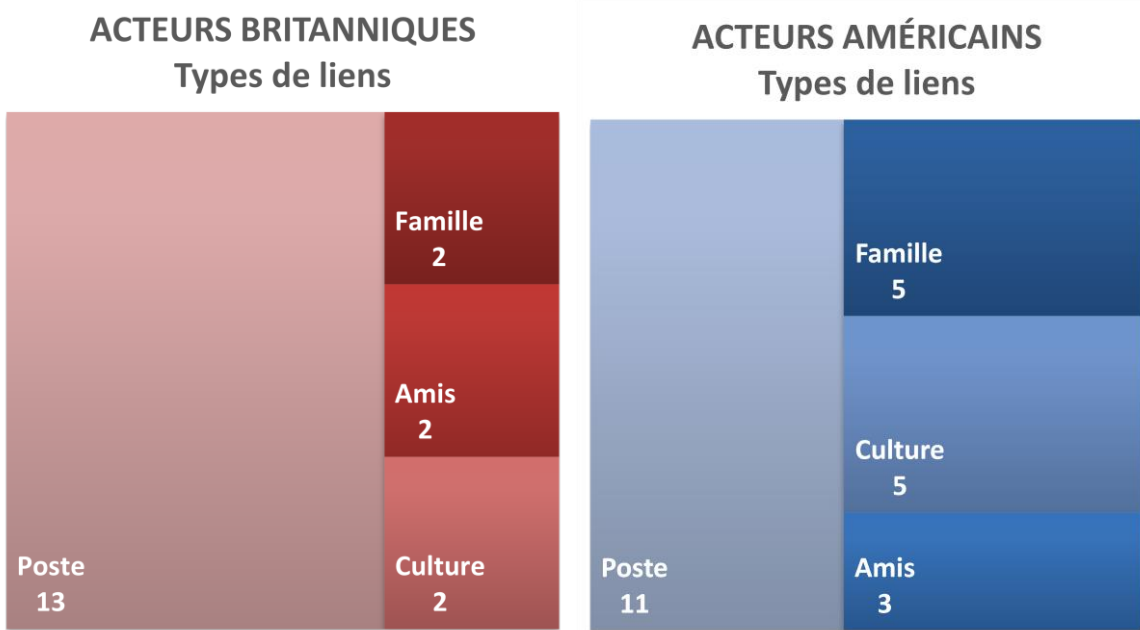
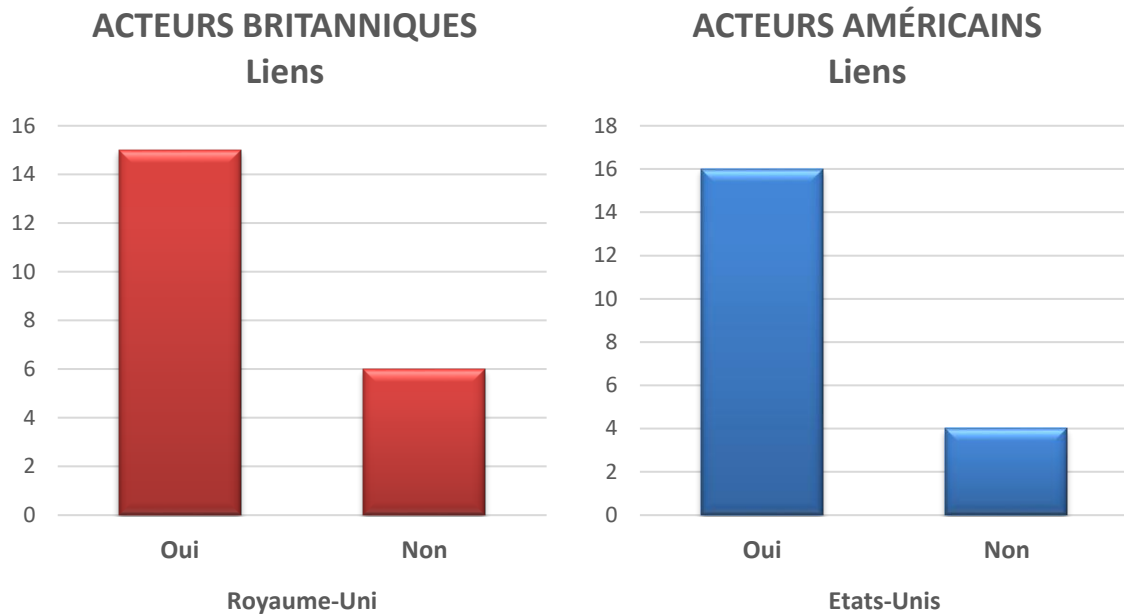


## IV. Résultats

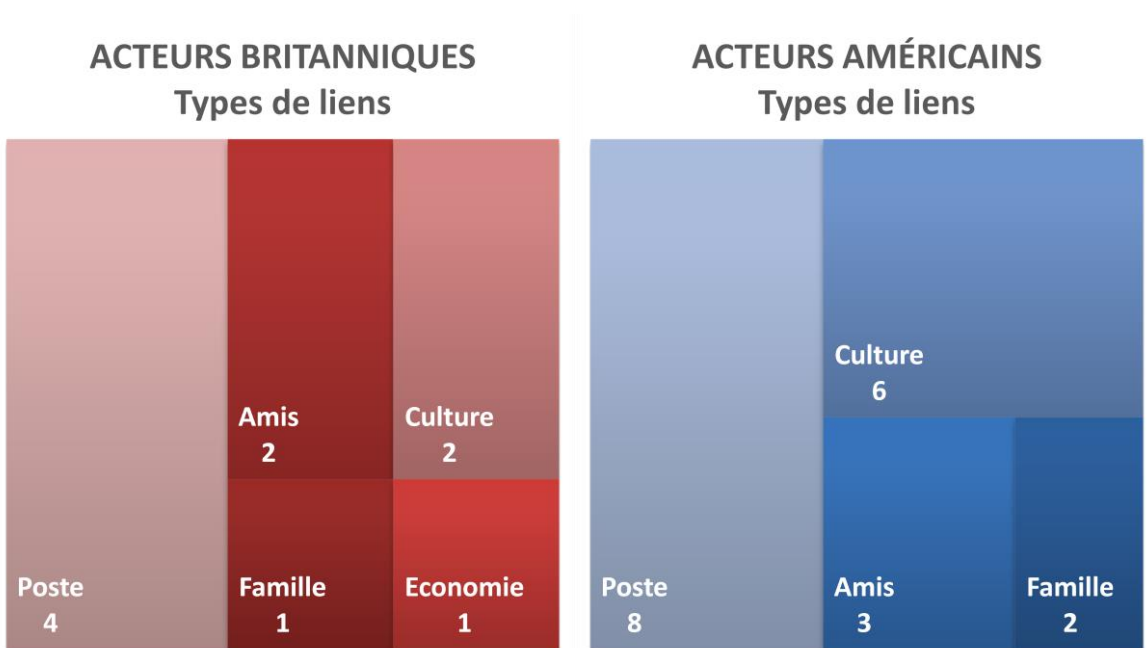
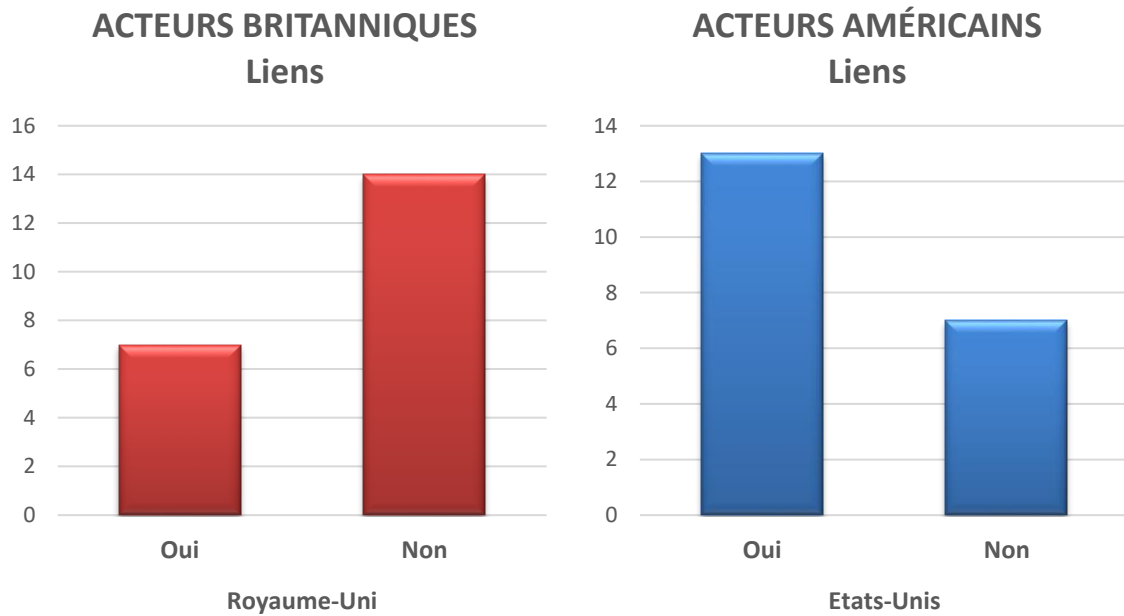
### A. Liens avec le partenaire transatlantique avant la révolution



**B. Liens avec le Moyen-Orient avant la révolution**



**C. Liens avec l'Iran avant la révolution**



D. Vision de la relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis

ACTEURS BRITANNIQUES



ACTEURS AMÉRICAINS



E. Vision de la relation entre le Royaume-Uni et l’Iran

ACTEURS BRITANNIQUES



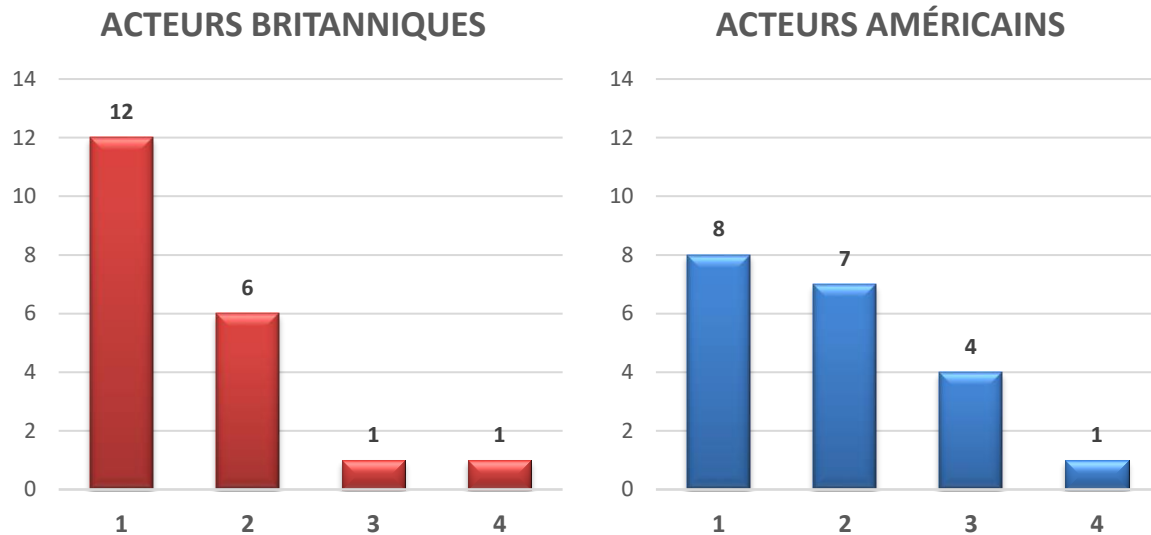
ACTEURS AMÉRICAINS



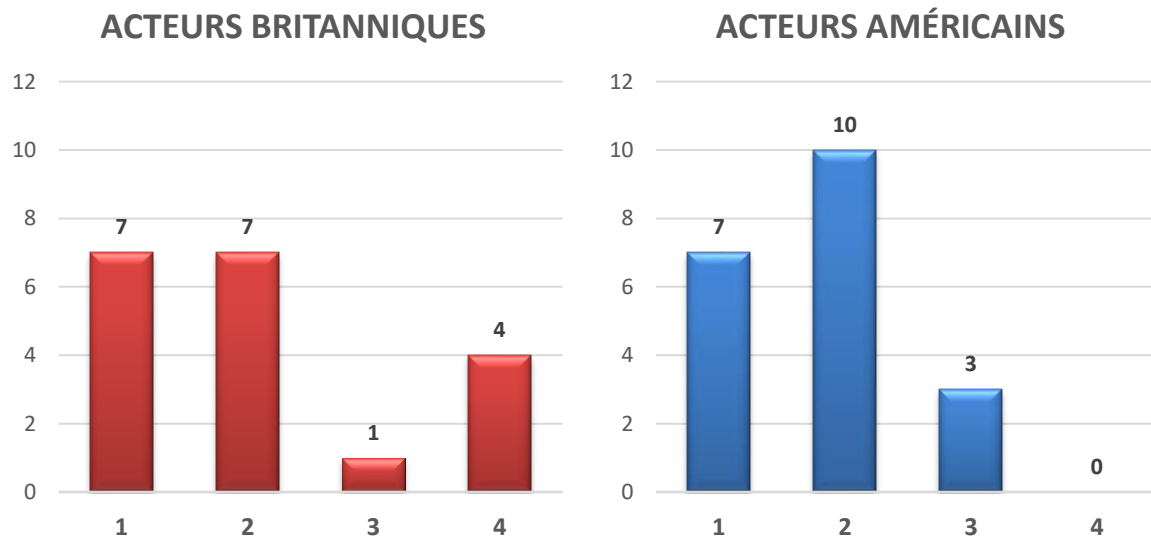


## G. Évaluation des assertions conclusives

### 1. La quantité de renseignement sur l'Iran était suffisante avant la révolution.

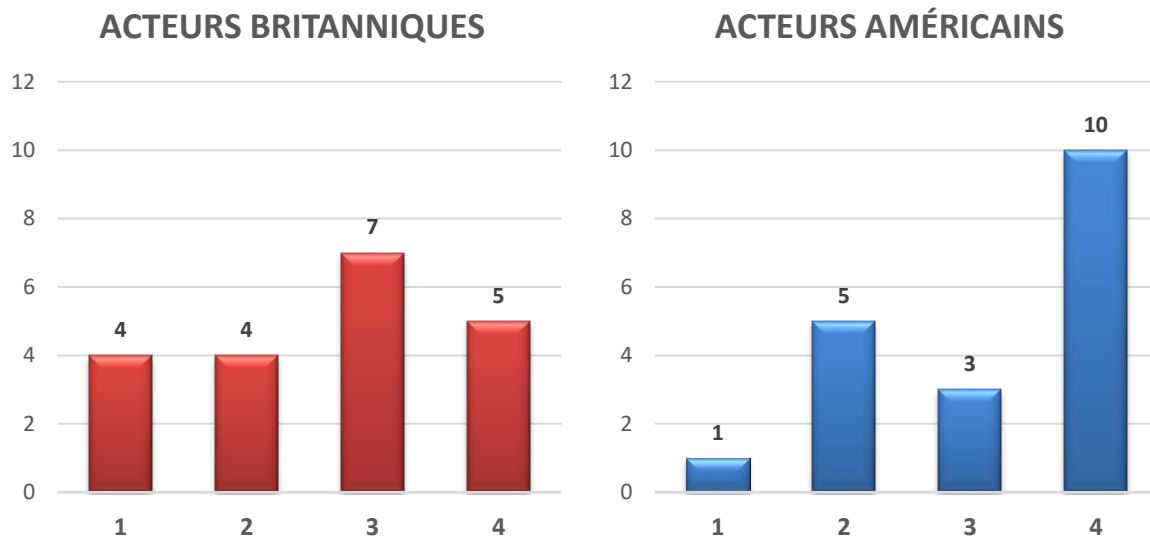


### 2. La quantité de renseignement sur l'Iran s'est accrue après la révolution.

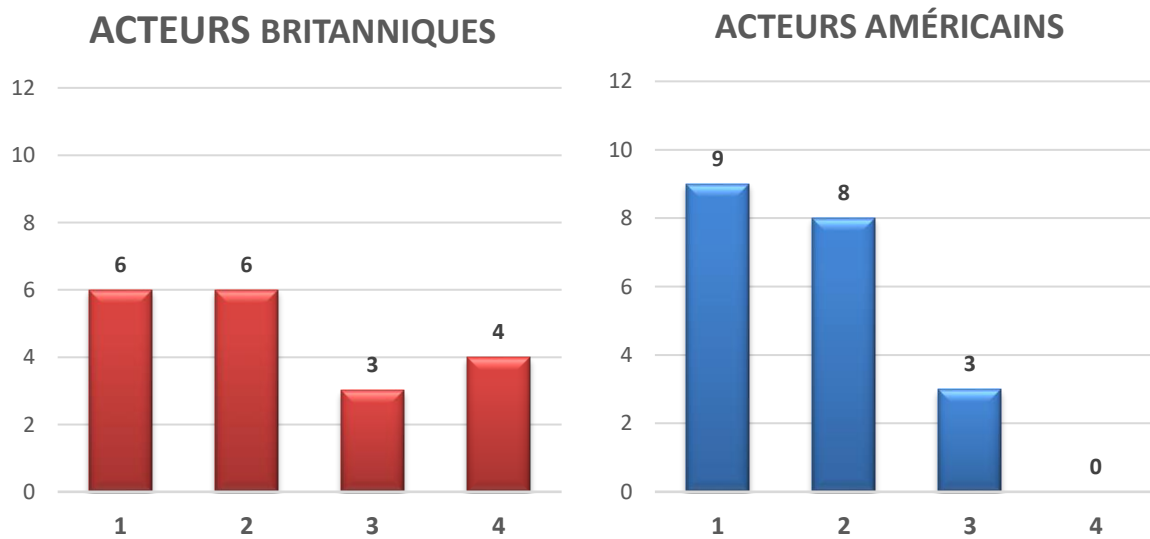




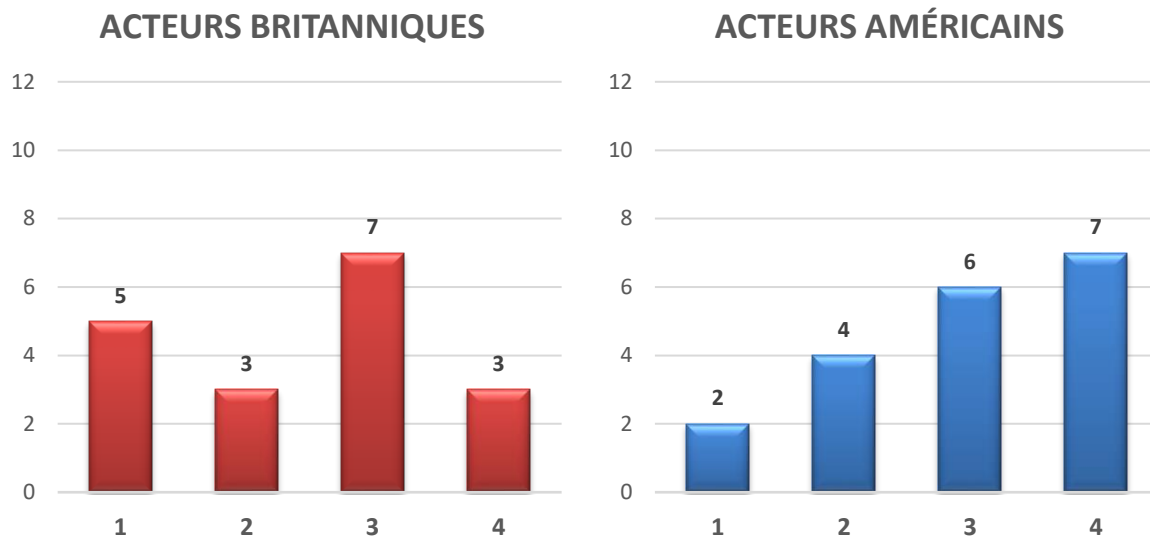
### 3. La qualité de renseignement sur l'Iran était biaisée avant la révolution.



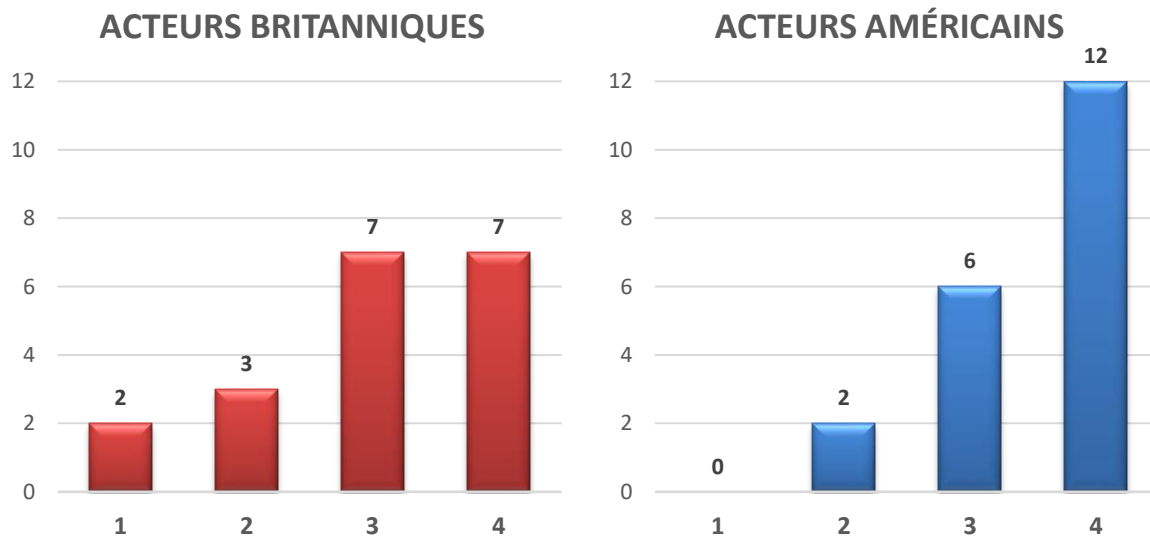
### 4. La qualité de renseignement sur l'Iran s'est améliorée après la révolution.



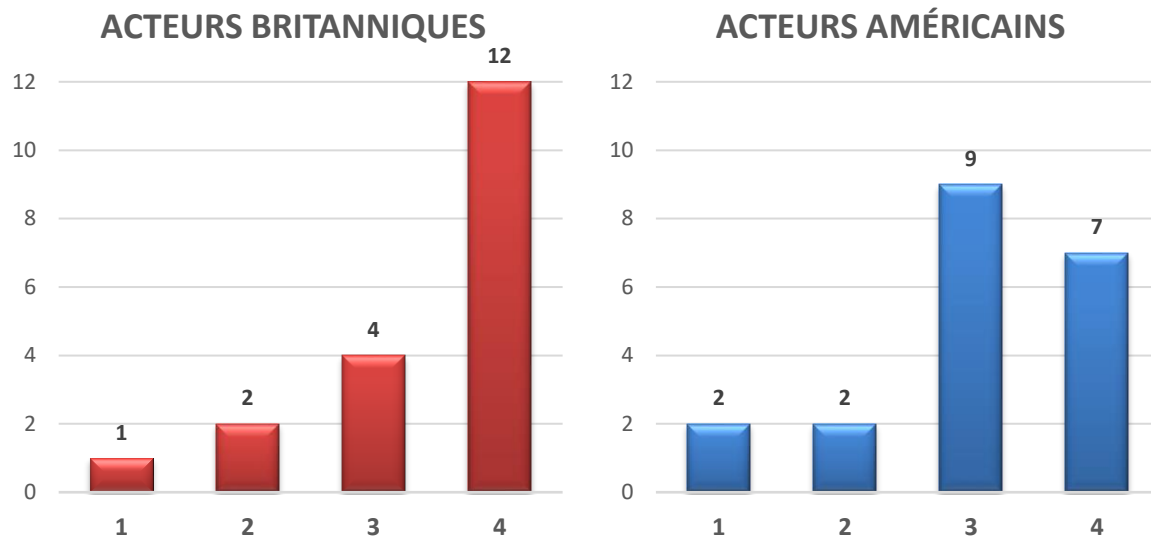
### 5. La politique intérieure a influencé le processus décisionnel.



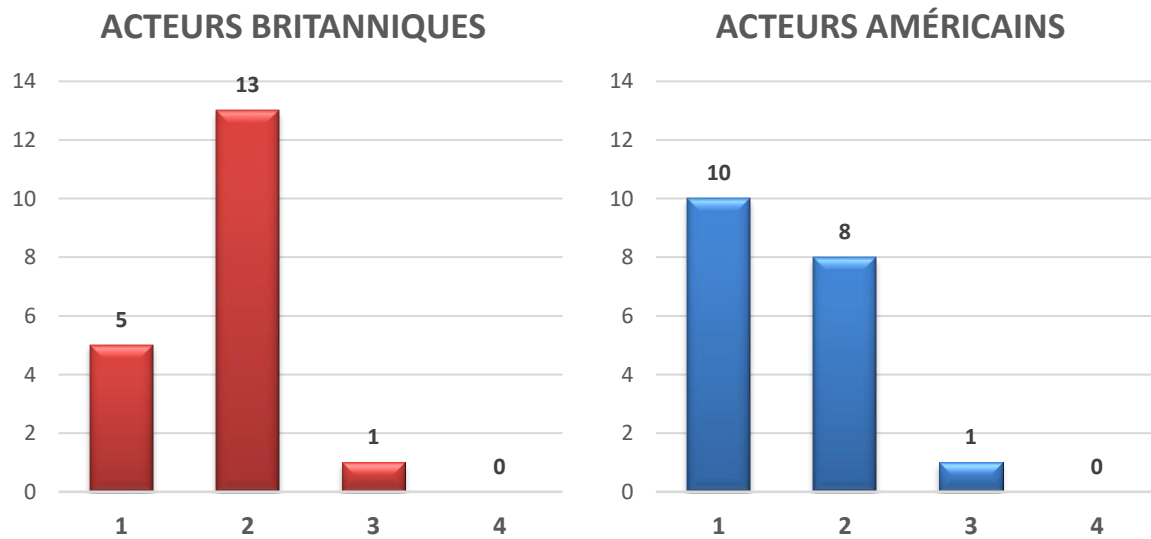
### 6. Le contexte de guerre froide a influencé le processus décisionnel.



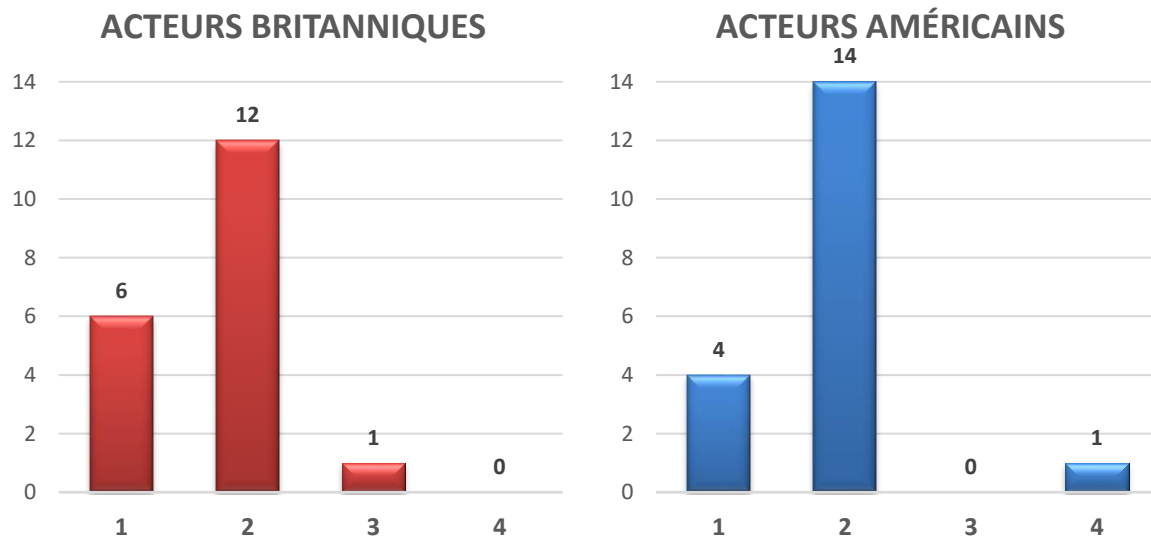
### 7. Les intérêts économiques ont influencé le processus décisionnel.



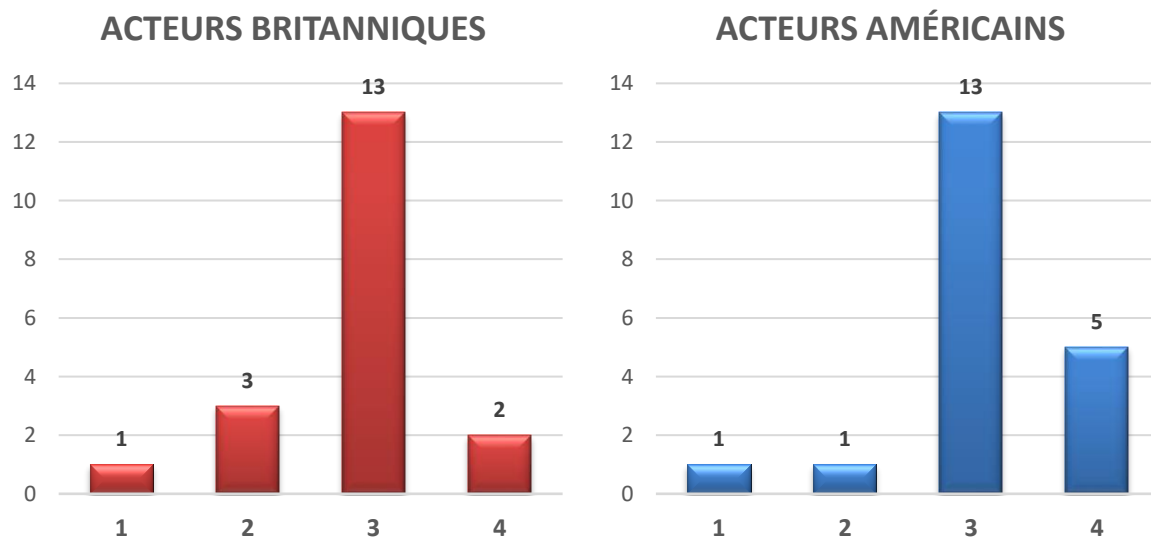
### 8. La connaissance académique a influencé le processus décisionnel.



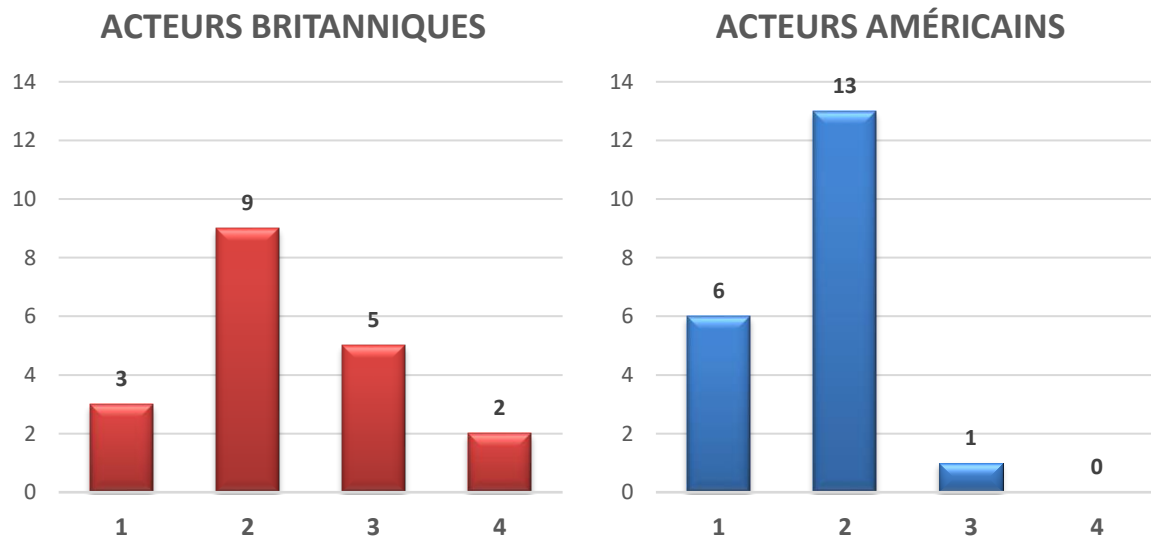
**9. Les publications et séminaires des *think tanks* ont influencé le processus décisionnel.**



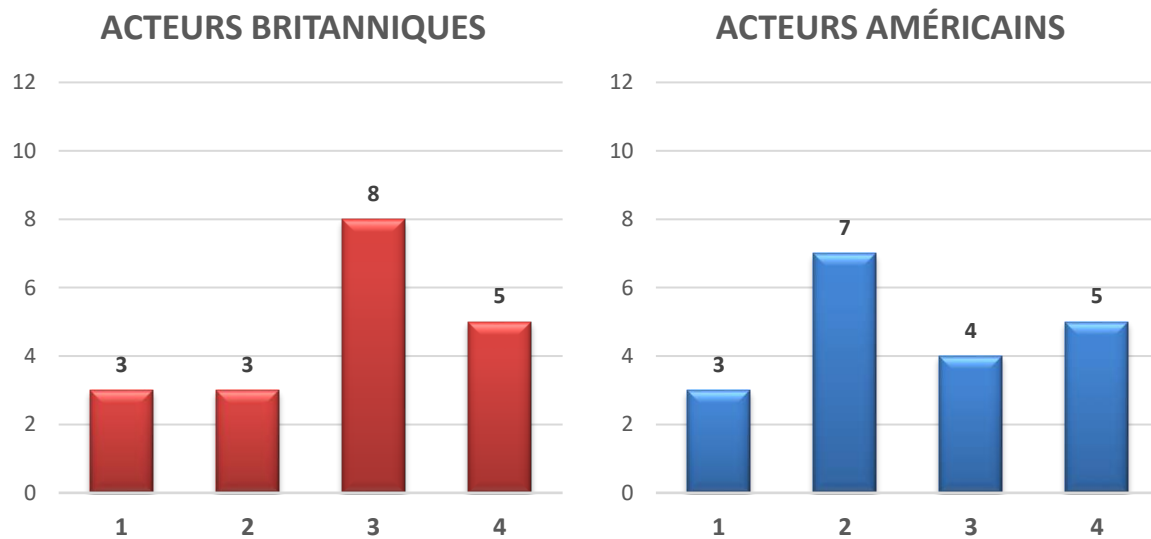
**10. Le Royaume-Uni et les États-Unis étaient partenaires en Iran.**



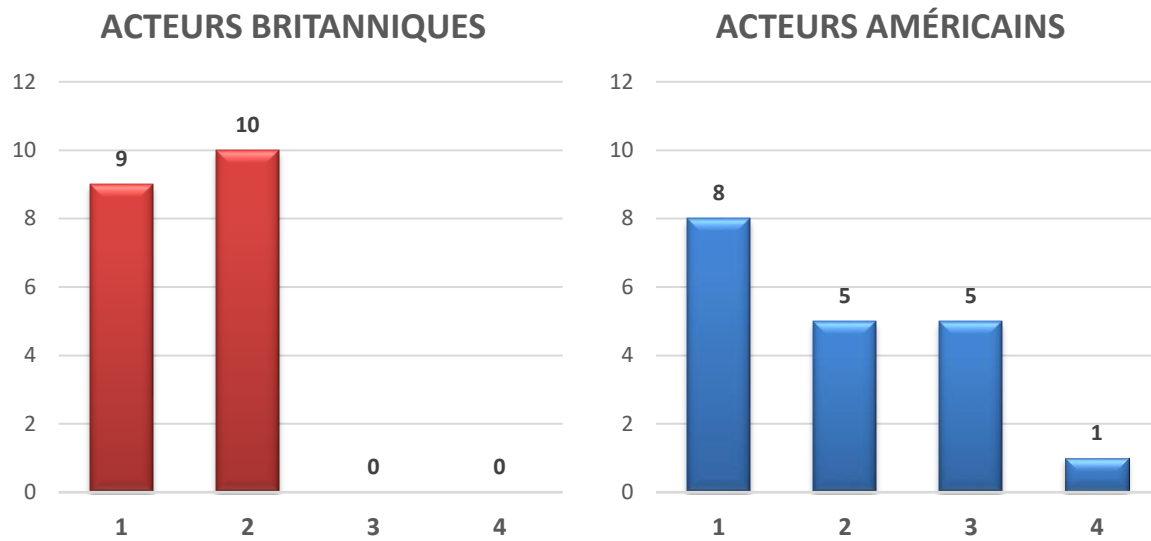
### 11. Le Royaume-Uni et les États-Unis étaient rivaux en Iran.



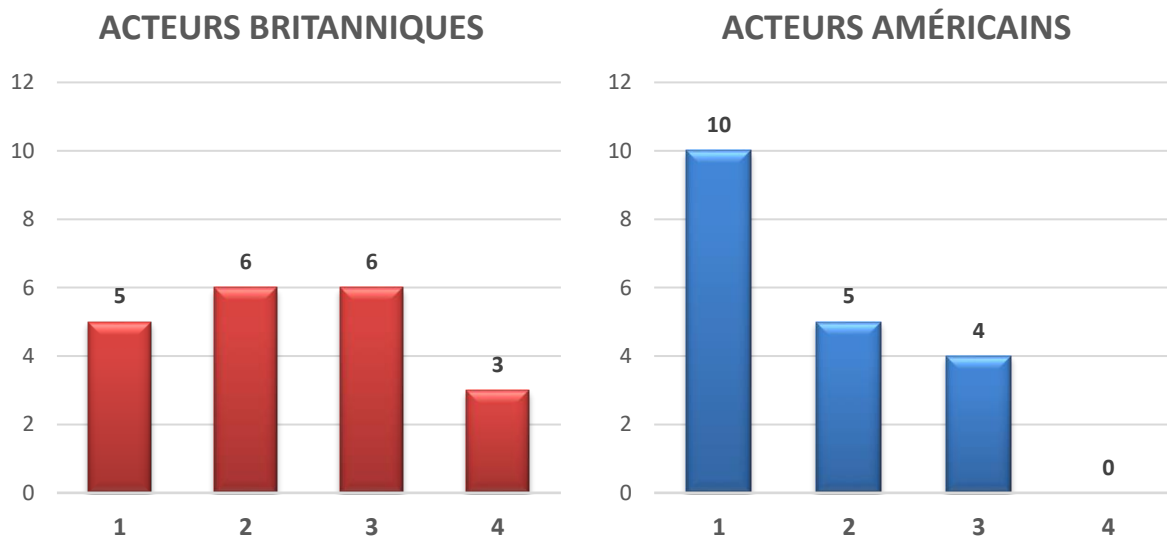
### 12. La relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis a influencé la politique iranienne.



### 13. D'autres alliés ont joué un rôle au moins aussi important.



### 14. Il n'y a pas de « relations spéciales » en relations internationales.



**Annexe 6**  
**PROSOPOGRAPHIE**

**I. Liste des acteurs américains et britanniques de la politique iranienne**

**A. Acteurs britanniques (109)**

Alston, Robert John	Day, Stephen Peter
Anson, Charles Vernon	Doe, Charles Robert Vaughan
Arbuthnott, Hugh James	Egerton, Stephen Loftus
Baddeley, Brigadier Robert John	Fennell, Jack
Bannerman, James Patrick	Fergusson, Ewen Alastair John
Barret, Edmond Fox	Fletcher, Peter Coleman
Barrett, Sir Stephen Jeremy	Fortescue, John Adrian
Barrington, Nicholas James	Fretwell, Major John Emsley
Bird, Charles Philip Glover	Gantley, Guy G.
Bird, Christabel Helen	Gorham, Robin Stuart
Blackley, Ian Lorimer	Goult, Alan Fletcher
Boyce, Graham Hugh	Graham, John Alexander Noble
Brett, David Lawrence	Hannay, David Hugh Alexander
Browne, Nicholas Walter	Hanson, John Gilbert
Carrick, Roger John	Harris, S.
Chalmers, George Buchanan	Haskell, Donald Keith
Chaplin, Edward Graham Mellish	Jones, David Alan
Clare, William Geoffrey	Kelly, John Philipp
Clarke, David	Kershaw, Roger
Clements, Martin Hugh	Laidlaw, Christine Margaret
Coates, David	Lamport, Stephen Mark Jeffrey
Coleman, Richard Alan	Layden, Christopher
Collecott, Peter Salmon	Leahy, John Henry Gladston
Collins, Alan Stanley	Lecky, Samuel Knox
Connor, Michael Leslie	Ling, Norman Arthur
Cowell, Andrew John Hulke Hamish	Lucas, Ivor Thomas Mark
Cowper-Cole, Sherard Louis	Luce, Richard Napier
Cullen, Kevin	MacRae, Alastair Christopher Donald Sum-
Culshaw, Robert Nicholas	merhayes

MacSween, Norman James  
 Mathers, Peter James  
 McCredie, Ian Forbes  
 McCrory, Henry  
 Miers, Henry David Alastair Capel  
 Milne, Alexander Berkeley  
 Moberly, John Campbell  
 Muir, Richard John Sutherland  
 Munro, Alan Gordon  
 Newell, Clive Dare  
 Owen, John Wyne  
 Pakenham, Michael A.  
 Palmer, Richard Edward  
 Patey, William Charters  
 Pirie, Gordon Andrew  
 Plumbly, Derek J.  
 Prendergast, Walter Kieran  
 Prentice, Christopher Norman Russell  
 Reddaway, David Norman  
 Renwick, Robin William  
 Ricks, David Trulock  
 Robinson, John Armstrong  
 Rundle, Christopher John Spencer  
 Russell, Malcolm Arthur  
 Segar, Christopher Michael John  
 Shakeshaft, John C.

Shapland, A. Greg  
 Simpson-Orlebar, Michael Keith  
 Smith, Brian  
 Tatham, David Everard  
 Taylor, Barry John  
 Taylor, Ronald Frederick  
 Thomas, Derek Morison David  
 Thornton, John Norris  
 Tomkys, William Roger  
 Tonkin, Ramsey Harris  
 Upton, David Richard  
 Walden, George Gordon Harvey  
 Walwynn, David S.  
 Ward, Alec John  
 Watt, James Wilfried  
 Webb, George Hannam  
 Weir, Sir Michael Scott  
 Welborn, Robert Victor  
 Wellings, L. W.  
 Westmacott, Peter John  
 Wilkinson, Arnold Graham  
 Williams, Martin John  
 Wogan, Patrick Francis Michael  
 Wrigley, John Peter  
 Wyatt, Arthur Hope  
 Young, John Robertson

## **B. Acteurs américains (143)**

Aftandilian, Gregory  
 Ahern, Thomas L., Jr.  
 Allen, Charles E.  
 Ames, Robert Clayton  
 Atherton, Alfred Leroy Jr.  
 Bannerman, Robert B.  
 Barksdale, Thomas M.

Bash, Richard  
 Beecroft, Robert Mason  
 Bircher, John E., III  
 Blucker, Robert Olof  
 Boatner, Helen Louise  
 Boerner, Michale Philip  
 Boyd, Theodore Alexander



Brewin, Roger Charles	Hall, Joseph M.
Burleigh, Albert Peter	Harris, George Sellers
Burns, William Joseph	Hart, Howard Phillips
Cannistraro, Vincent	Hass, Kenneth Eugene
Carney, James	Holland, Leland J.
Carswell, Robert	Hooper, James R.
Cassin, Vernon A.	Hoskinson, Samuel
Cave, George	Huddle, Franklin Pierce
Charles, Sandra L.	Hunter, Robert Edward
Clement, Carl	Jefferson, Charles James
Cogan, Charles Galligan	Johnson, Mark
Cohen, Stephen Bruce	Kalp, Malcolm
Constable, Peter Dalton	Keith, Kenton Wesley
Constable, Peter Dalton	Kemp, Geoffrey Thomas Howard
Creekmore, Marion Virgil Jr.	Kennedy Moorhead C. Jr.
Curran, Robert Theodore	Kessler, Martha Neff
Cutler, Walter Leon	Koob, Kathryn L.
Daugherty, William James	Laingen, Lowell Bruce
Djerejian, Edward Peter	Lambrakis, George Basil
Draper, Morris	Lazan, Michael
Ealum, James Maurice	Liimatainen, Robert Carl
Earl, Robert L.	Limberty, John William, Jr.
Englemann, Robert	Lindstrom, Ralph E.
Escudero, Stanley Tuemler	Long, David E.
Evans, David M.	Lordon, Ronald D.
Fairbanks, Stephen C.	Lydon, Peter J.
Ferree, Paul Jacob	Marshall, Gene Brian
Fuller, Graham E.	Martin, Robert A.
Glaspie, April	McGaffey, David C.
Gnehm, Edward William	Metrinko, Michael James
Goelz, Louis Paul	Miklos, Jack C.
Golacinski, Alan Bruce	Morefield, Richard Henry
Gordon, Bradley	Murphy, Richard William
Graves, John Earl	Naas, Charles Willis
Greene, Myles L.	Neeley, Koy L.
Griffin, George Brevard	Neumann, Ronald E.
Grummon, Stephen	O'Neill, Joseph P.

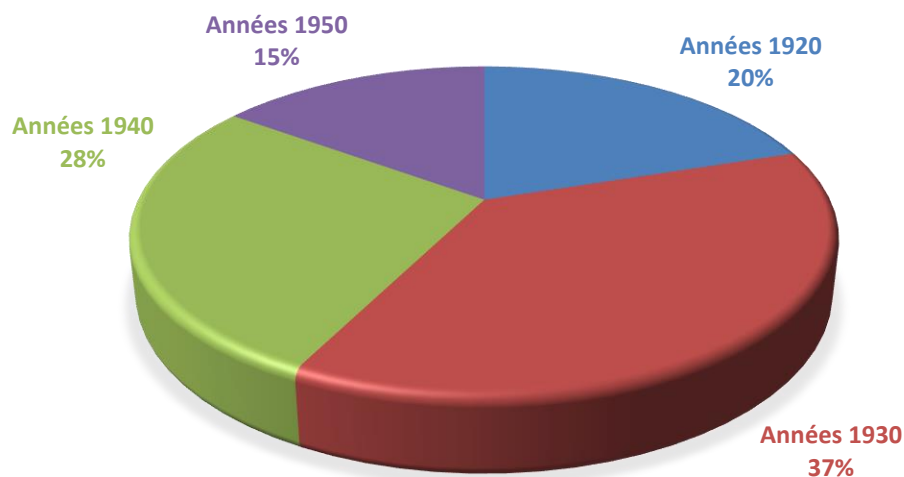
Oakley, Robert Bigger	Sens, Andrew Douglas
Ode, Robert Carl	Sharer, Donald A.
Oney Earnest Ralph	Shellenberger, John Horace
Pelletreau, Robert Halsey Jr.	Sick, Gary G.
Perett, William Gregory	Stark, James R.
Placke, James Anthony	Stempel, John Dallas
Precht, Henry M.	Steven, Robert S.
Putignano, Patrick Allen	Stoddard, Philip Hendrick
Quandt, William Bauer	Streator, Edward James
Raphel, Arnold Lewis	Suddarth, Roscoe Seldon
Raphel, Robin Lynn	Sveda, Russel
Raven-Hamilton, Eleanore	Swift, Elizabeth Ann
Richardson, Cecil S.	Tahir-Kheli, Shirin R.
Robins Mowry, Dorothy	Taylor, Clyde Donald
Roeder, David Milton	Taylor, Robert
Rosen, Barry M.	Teicher, Howard R.
Ross, Dennis B.	Theros, Patrick Nickolas
Royer, William Blackburn, Jr.	Thornhill, Elizabeth
Ryno, Brooks	Tomseth, Victor L.
Ryno, Marilyn	Veliotes, Nicholas Alexander
Saunders, Harold Henry	Washburn, John L.
Schaefer, Thomas E.	Waterman, Charles E.
Schatz, Henry Lee	Webster, Daniel K.
Schell, Barbara	Westley, David E.
Schermerhornn Lange	White, Wayne
Scott, Charles William	Winkler, Gordon
Secord, Richard Vernon	Wolle, William Down
Seitz, Raymond George Hardenbergh	

## II. Résultats de l'étude prosopographique

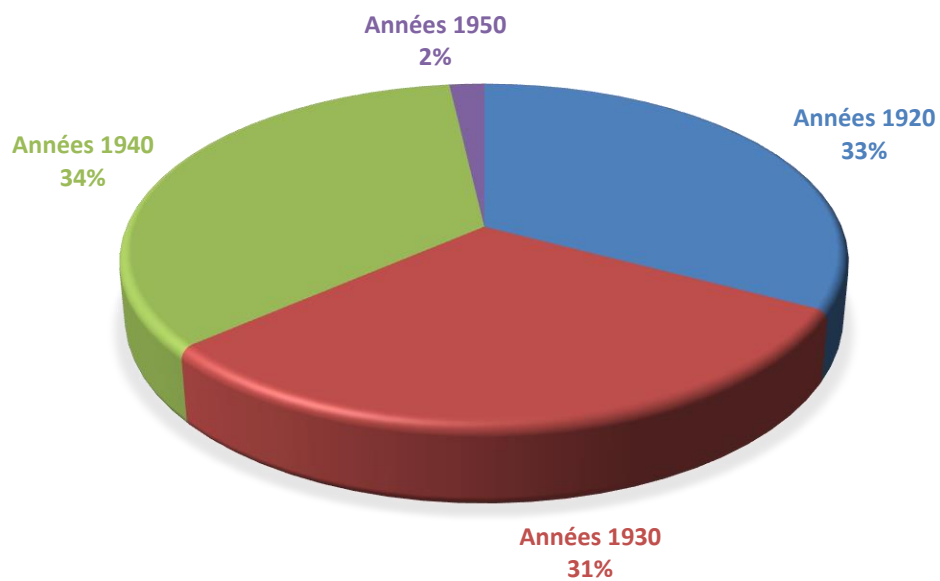
### A. 1976-1979

#### 1. Contexte familial

##### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Génération

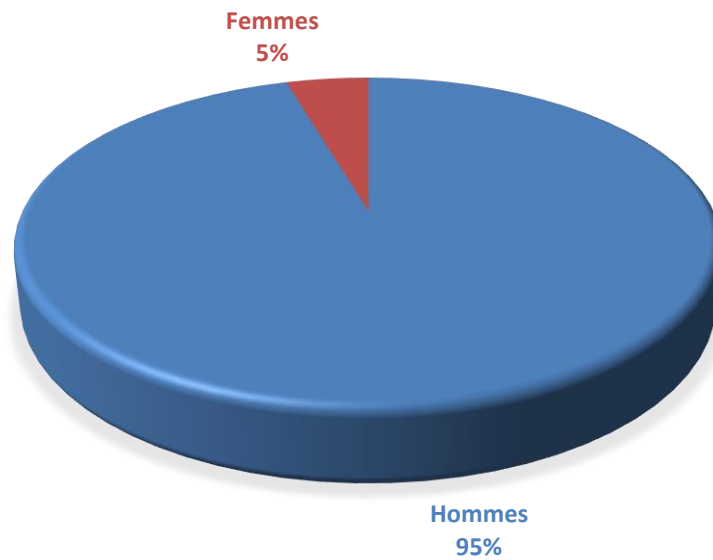


##### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Génération



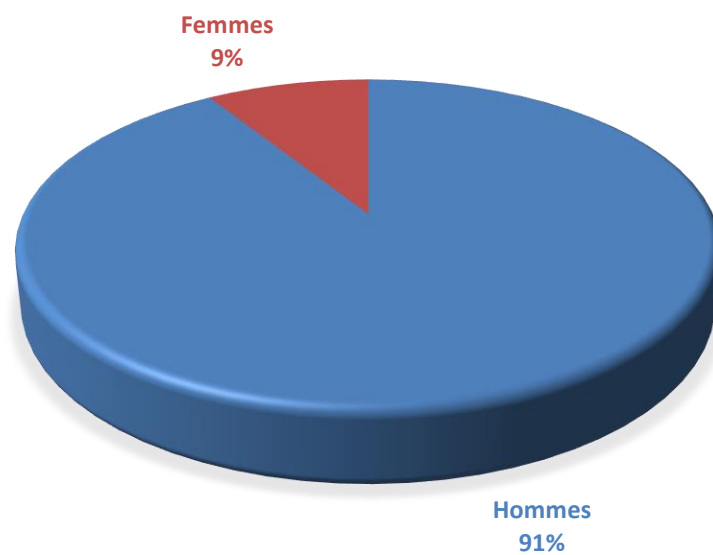
### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979

#### Genre

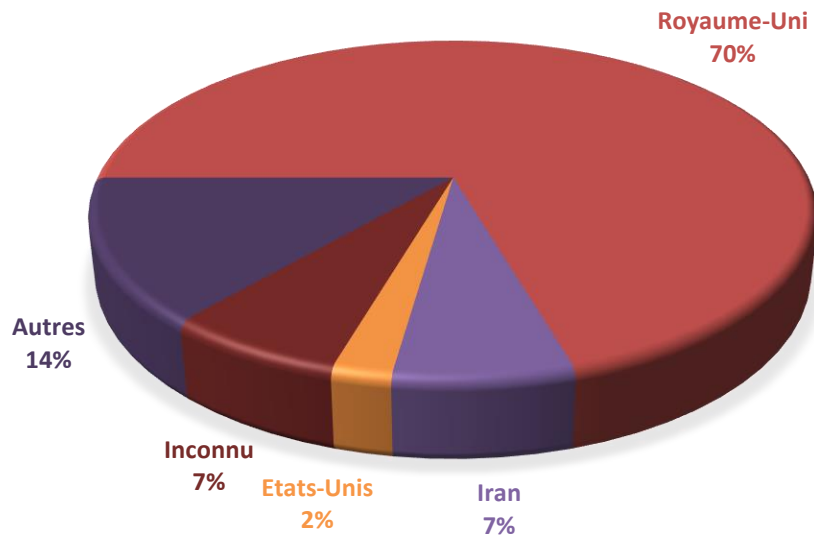


### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979

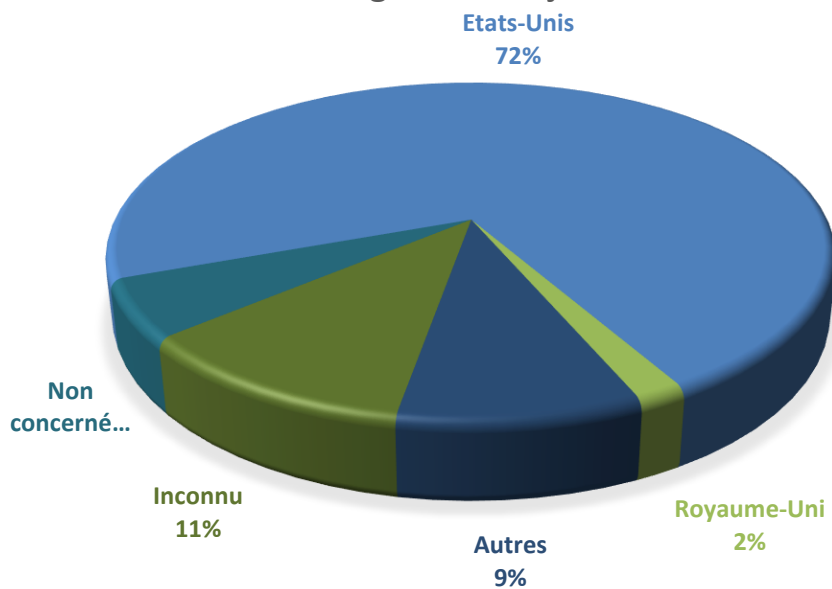
#### Genre



### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Origine du conjoint

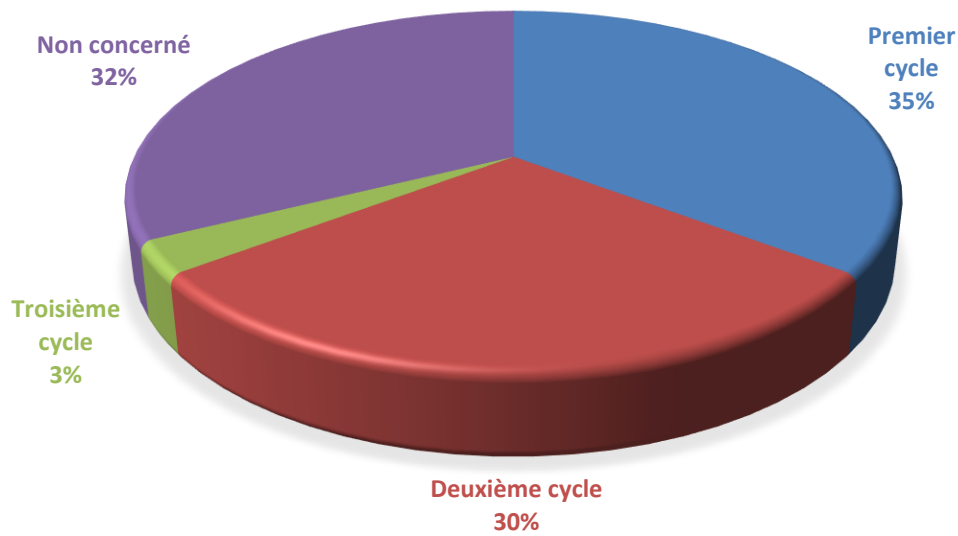


### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Origine du conjoint

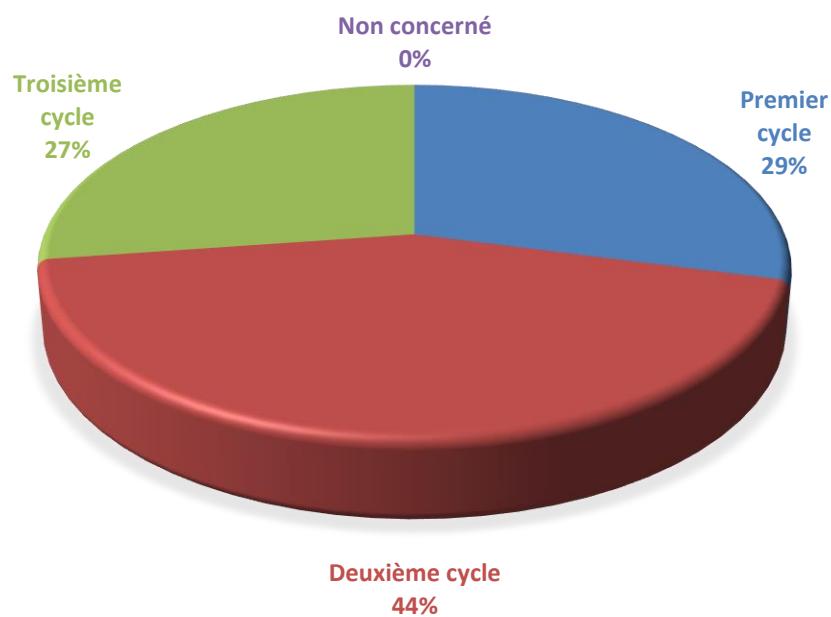


## 2. Formation universitaire

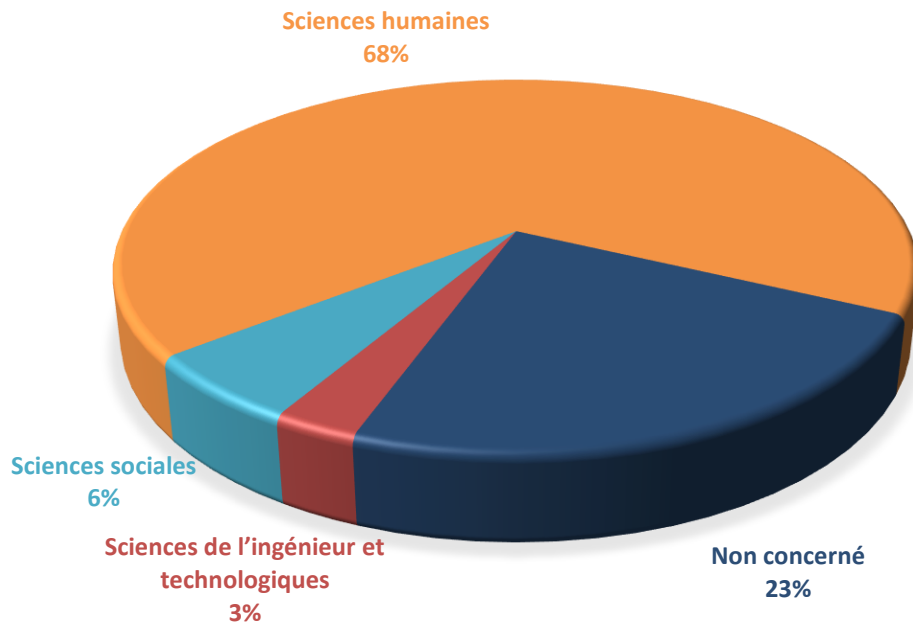
### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Niveaux d'études supérieures



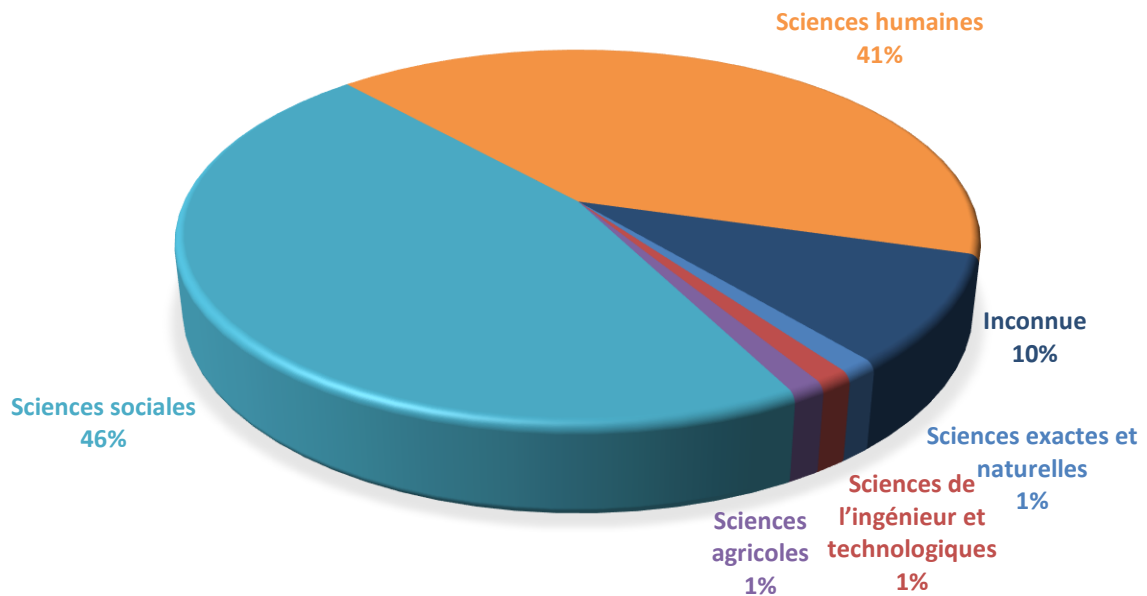
### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Niveaux d'études supérieures



### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Domaines d'études supérieures

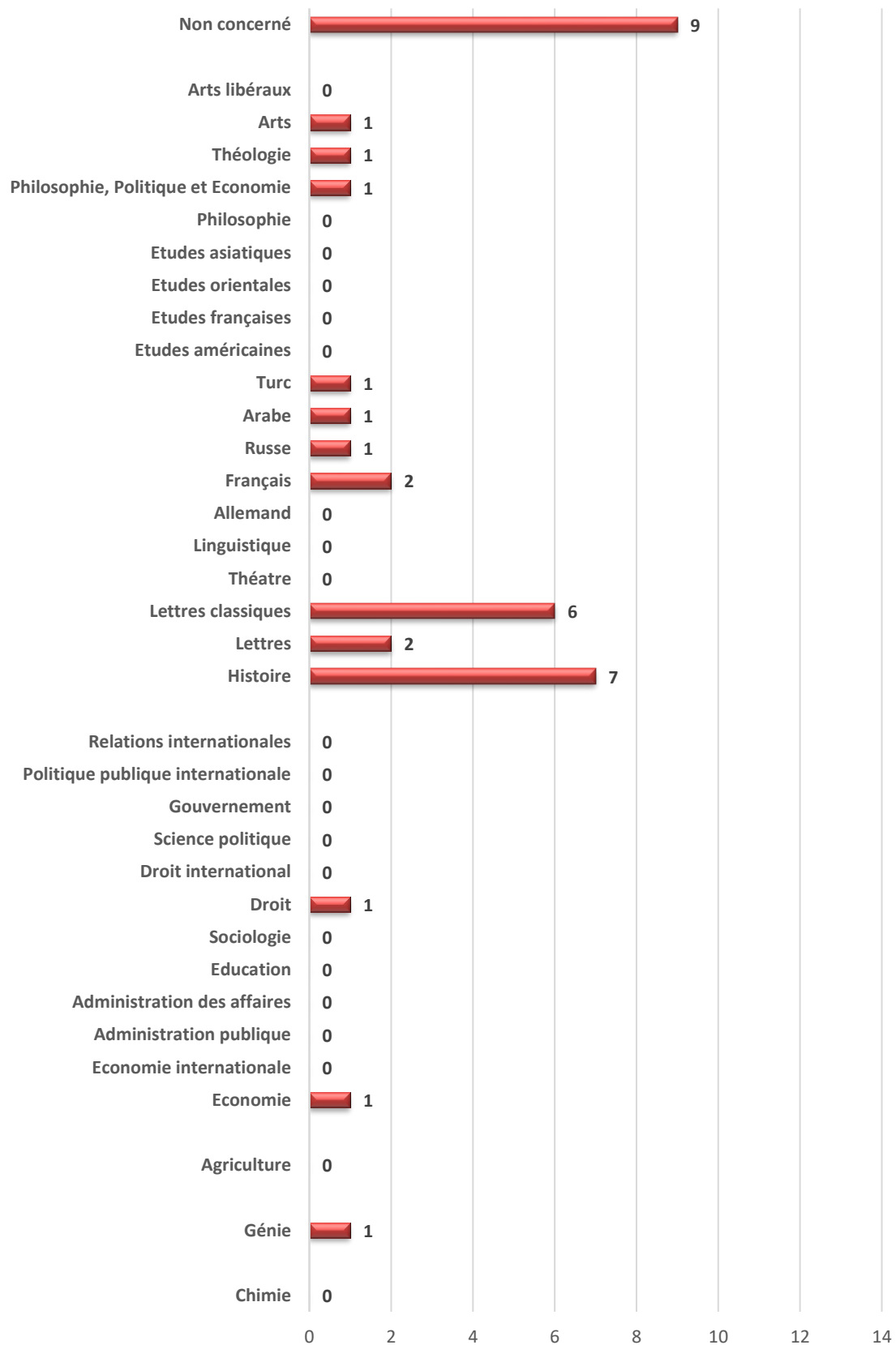


### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Domaines d'études supérieures



## IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979

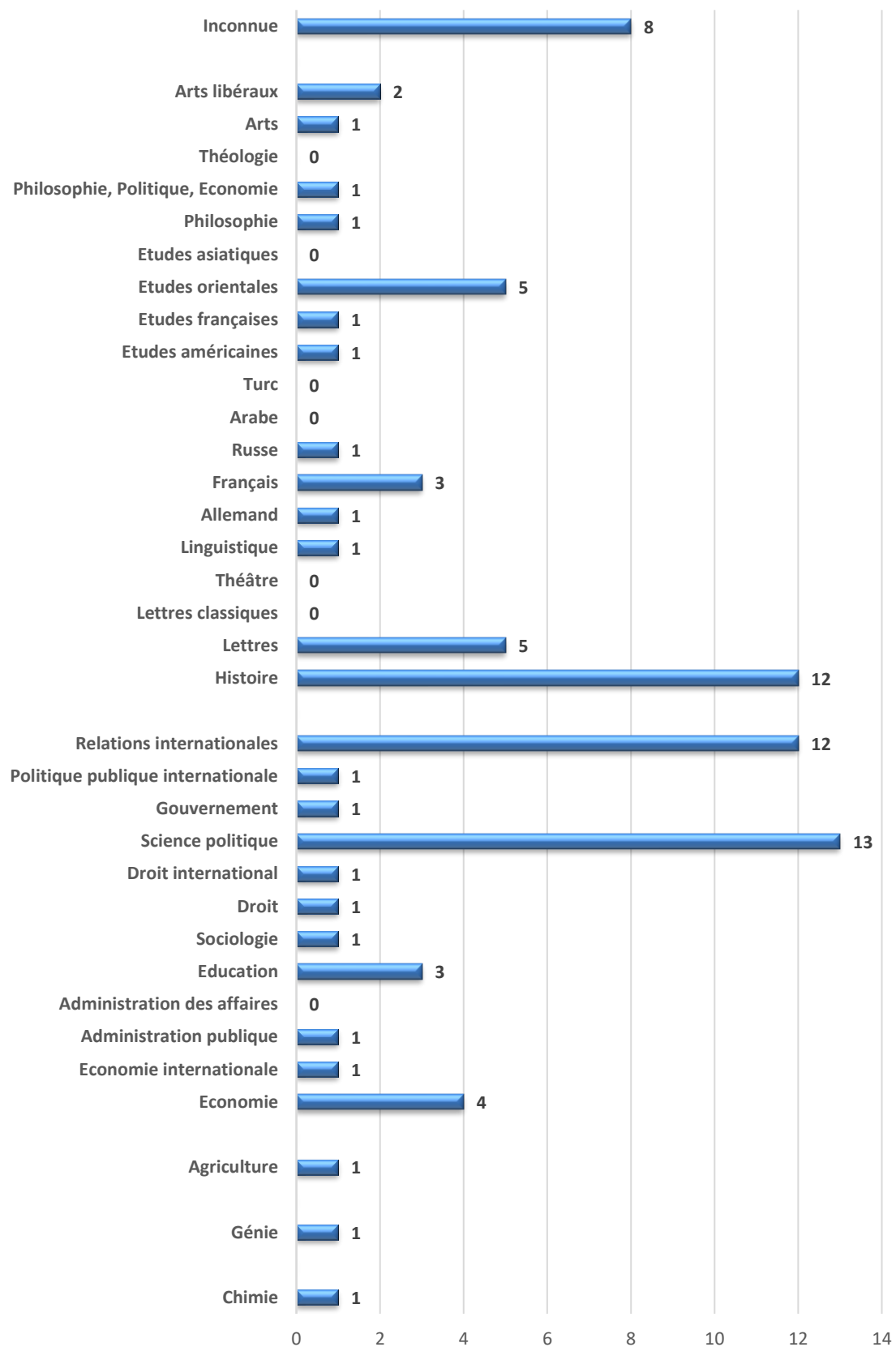
### Disciplines d'études supérieures



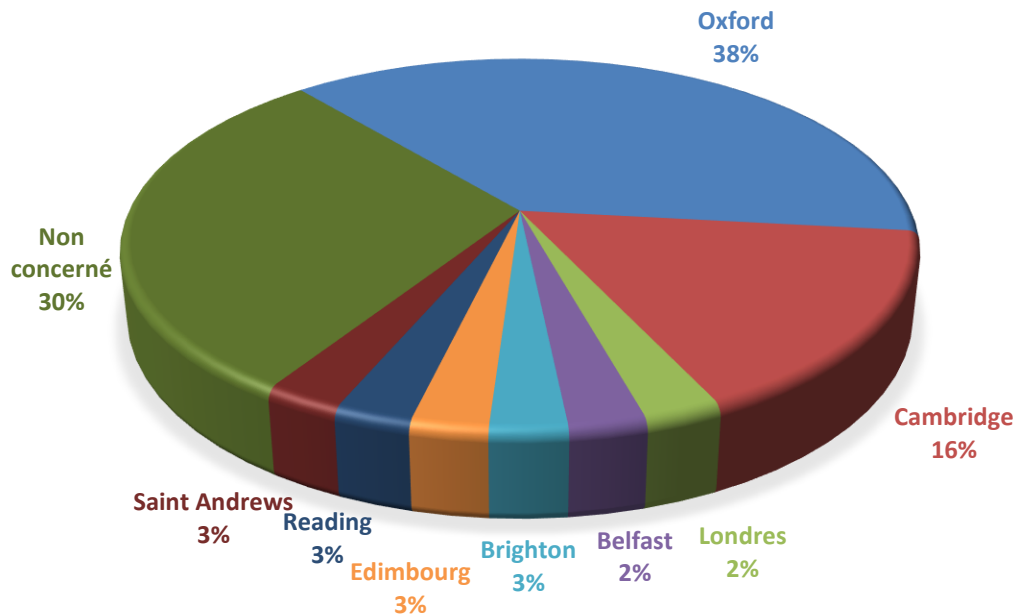


## IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979

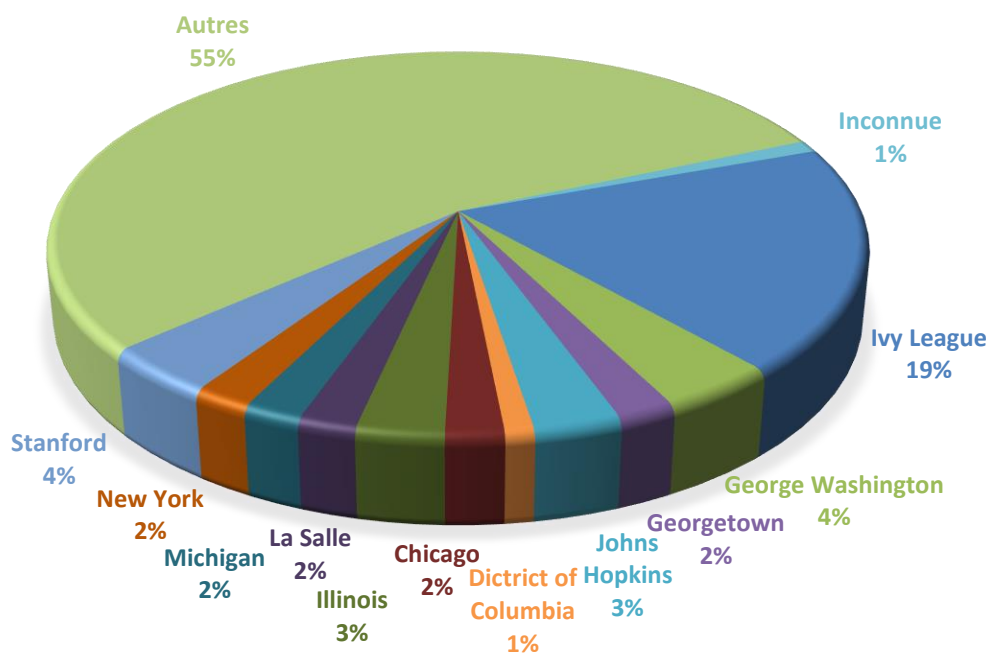
### Disciplines d'études supérieures

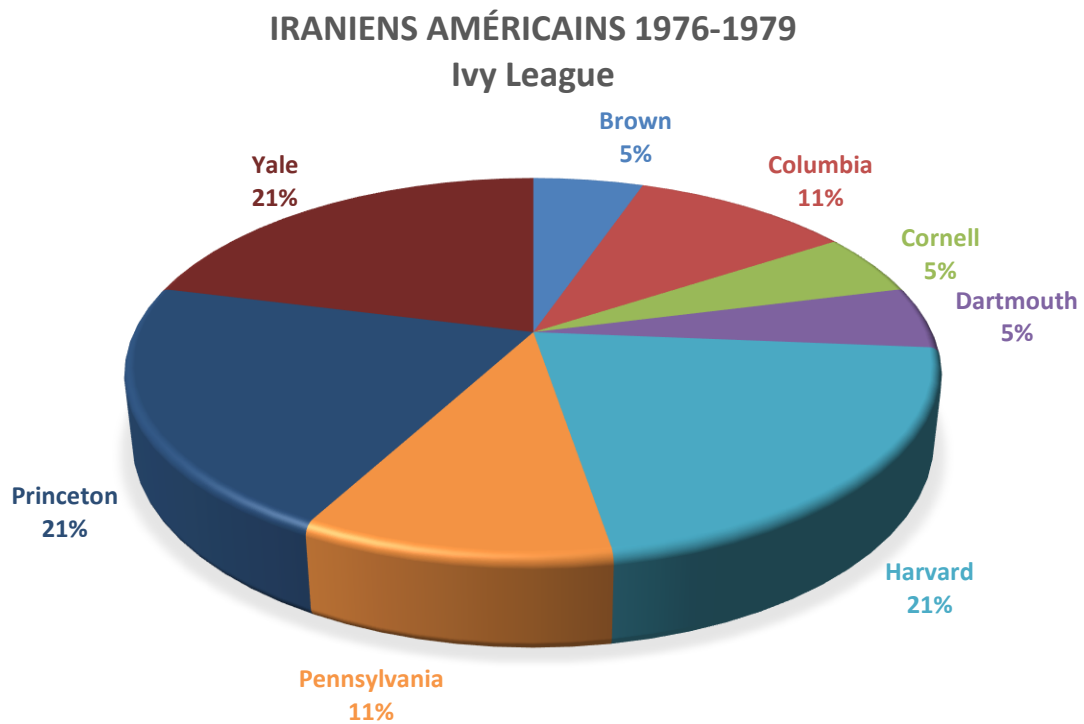


### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Villes d'études

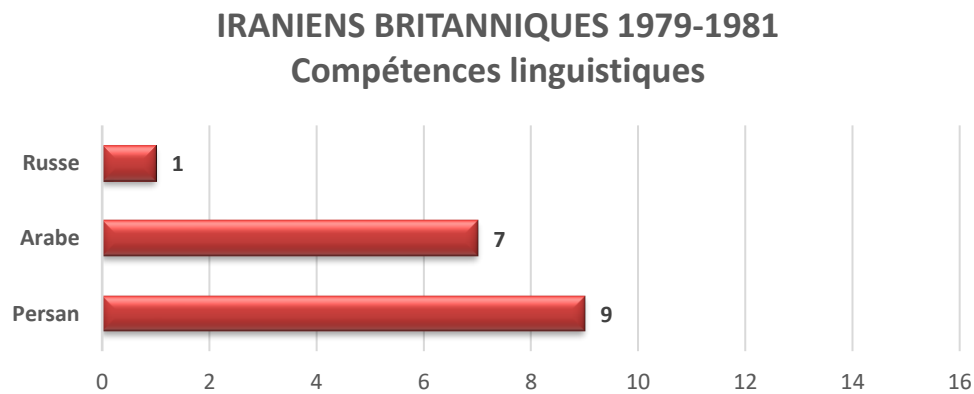


### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Universités d'étude

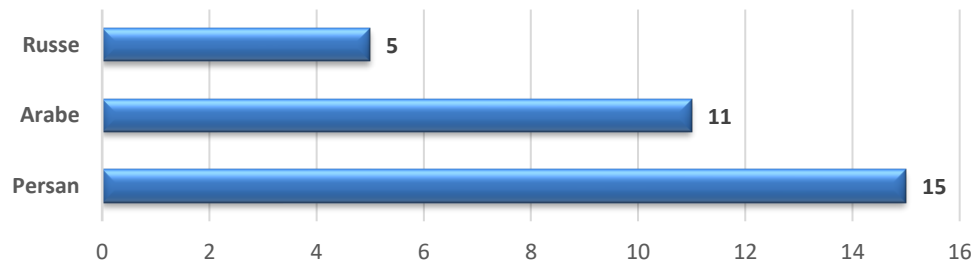




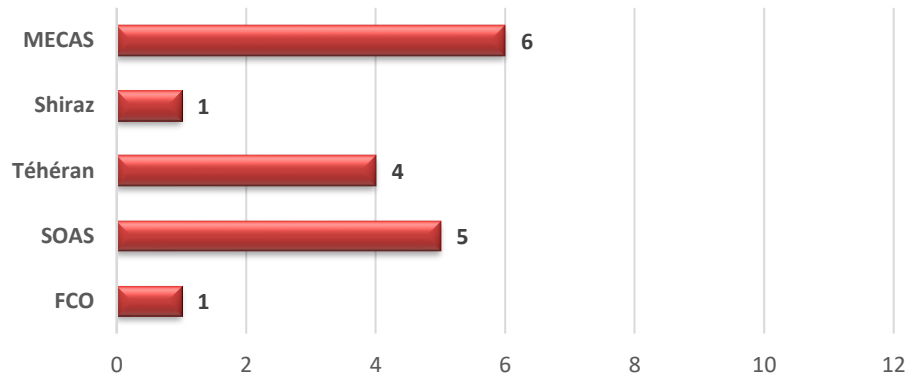
### 3. Formation linguistique



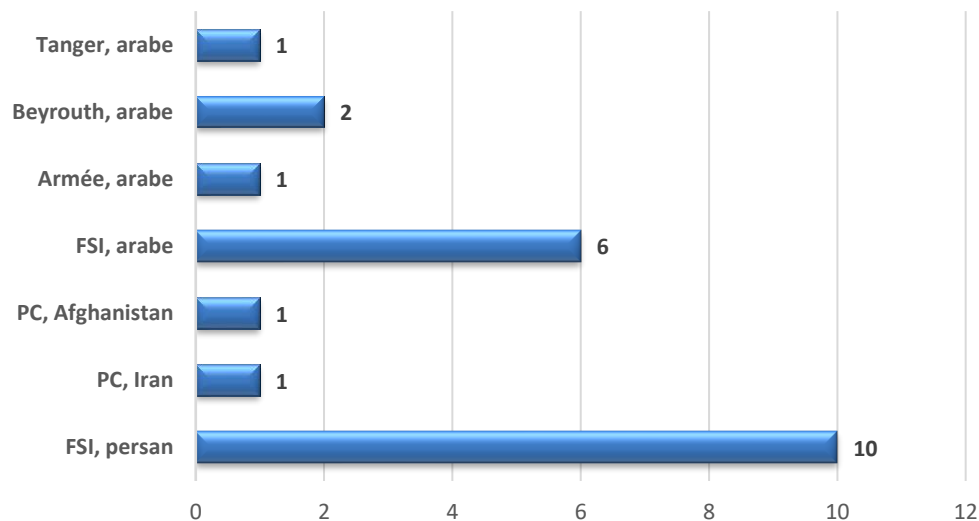
### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Compétences linguistiques



### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Lieux de formation linguistique

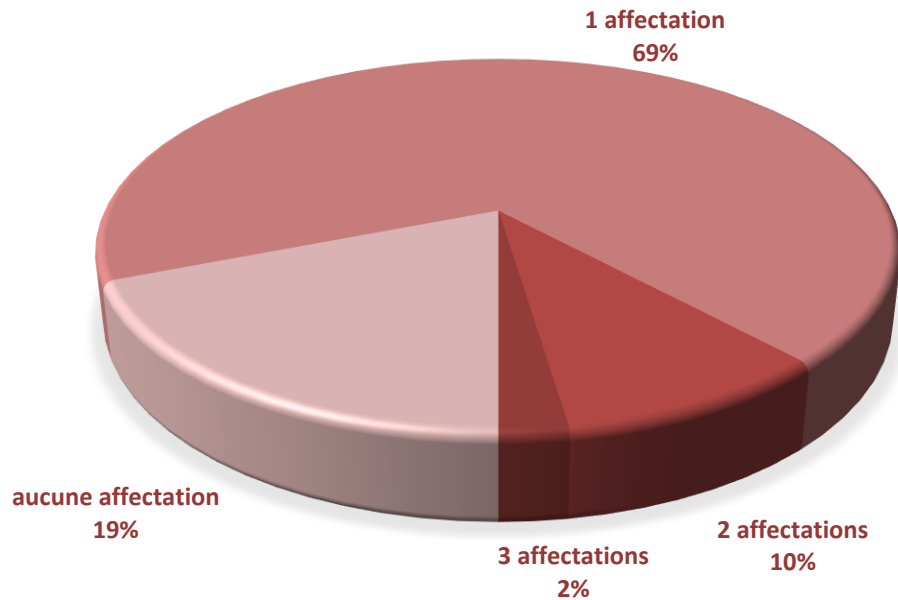


### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Lieux de formation linguistique

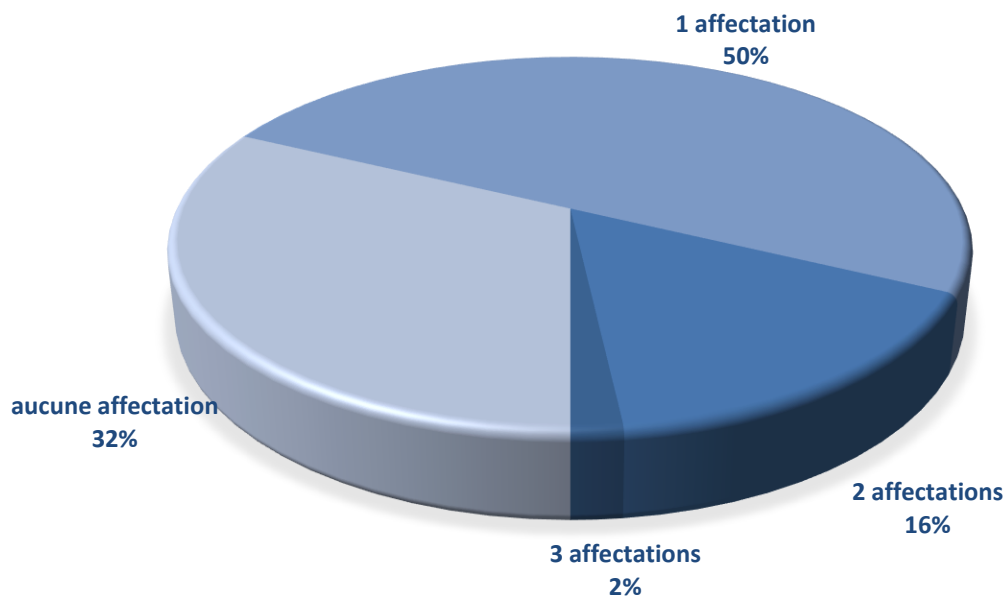


## 4. Carrière iranienne

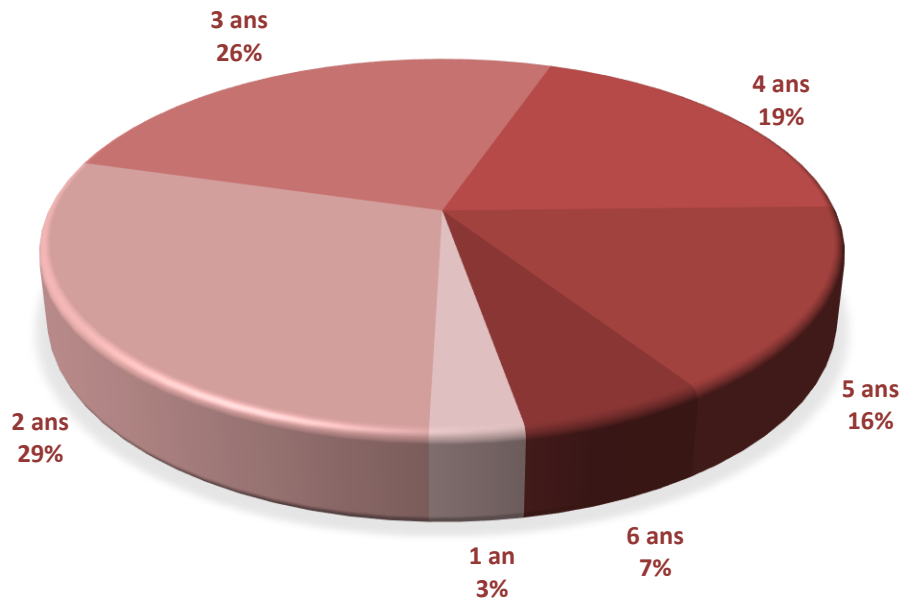
**IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979**  
**Nombre d'affectations en Iran**



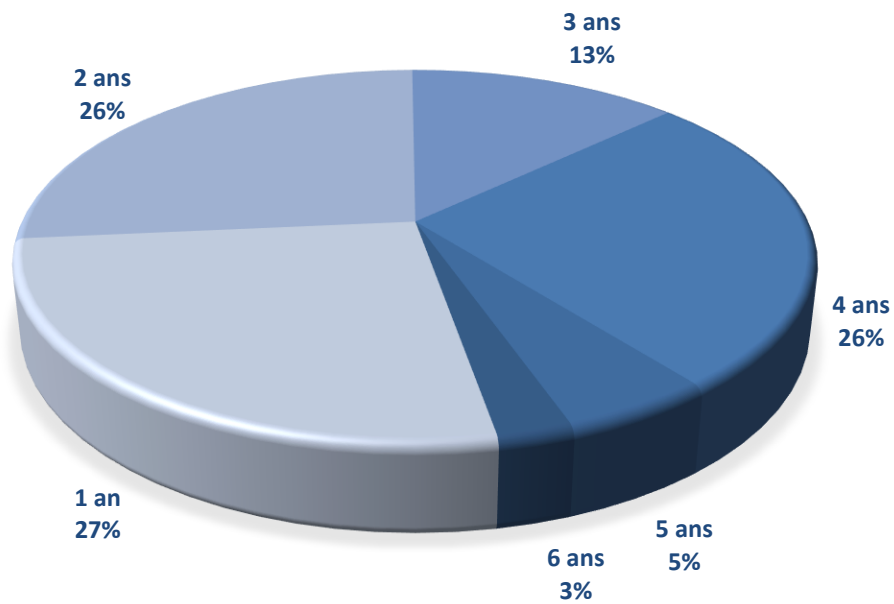
**IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979**  
**Nombre d'affectations en Iran**



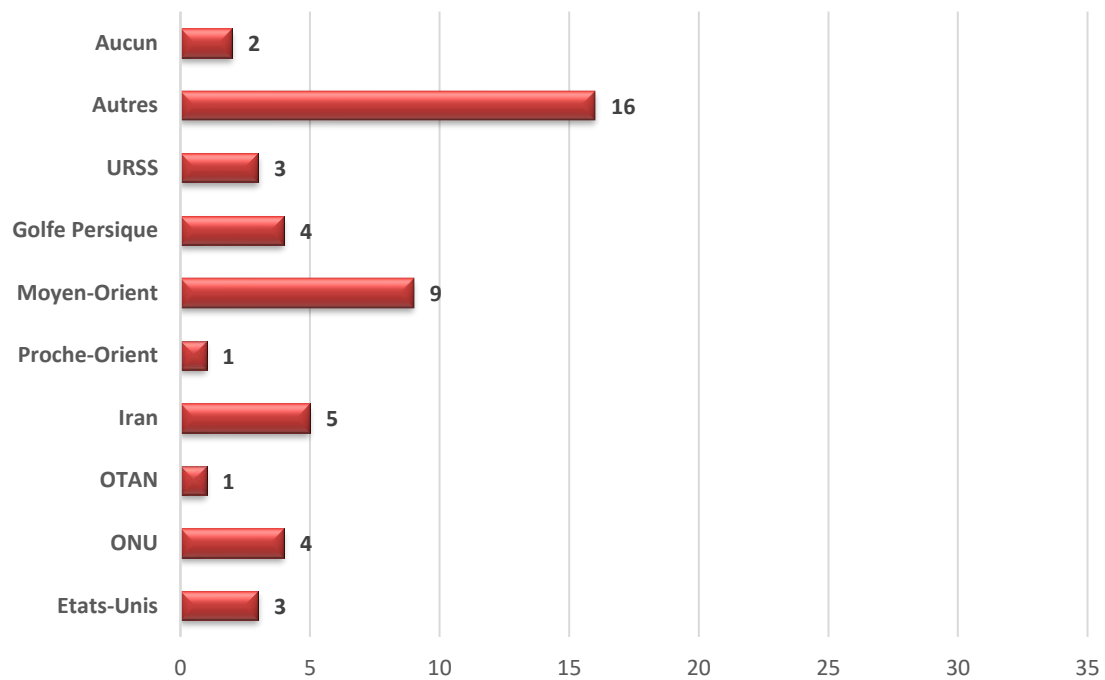
### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Nombre d'années passées en Iran



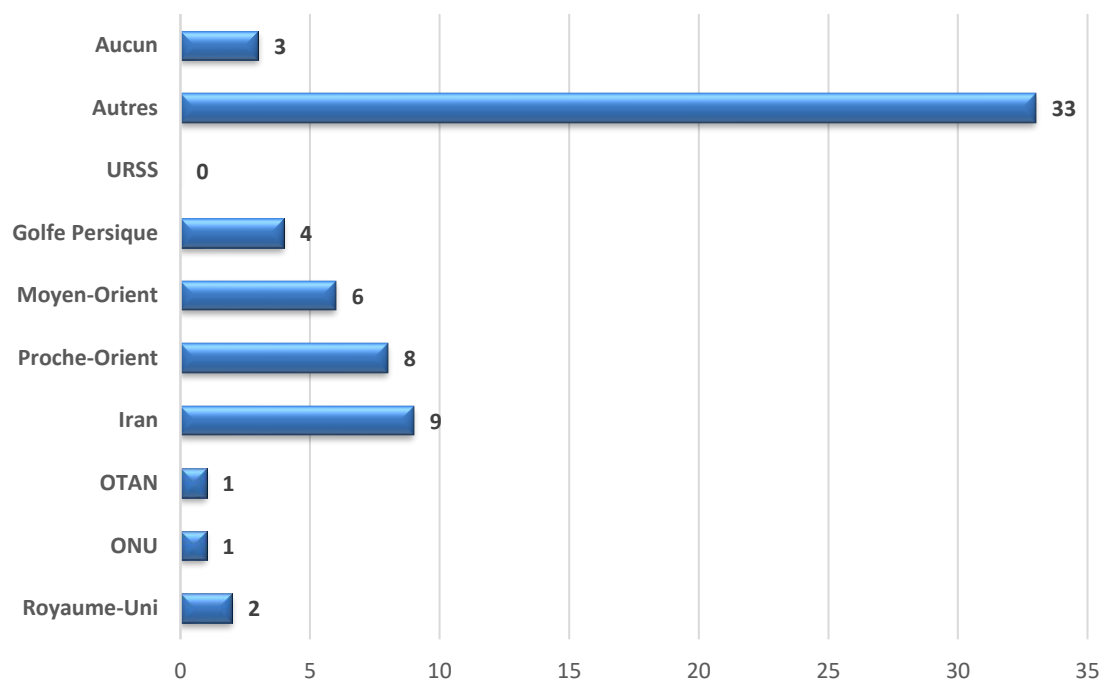
### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Nombre d'années passées en Iran



### IRANIENS BRITANNIQUES 1976-1979 Précédents postes



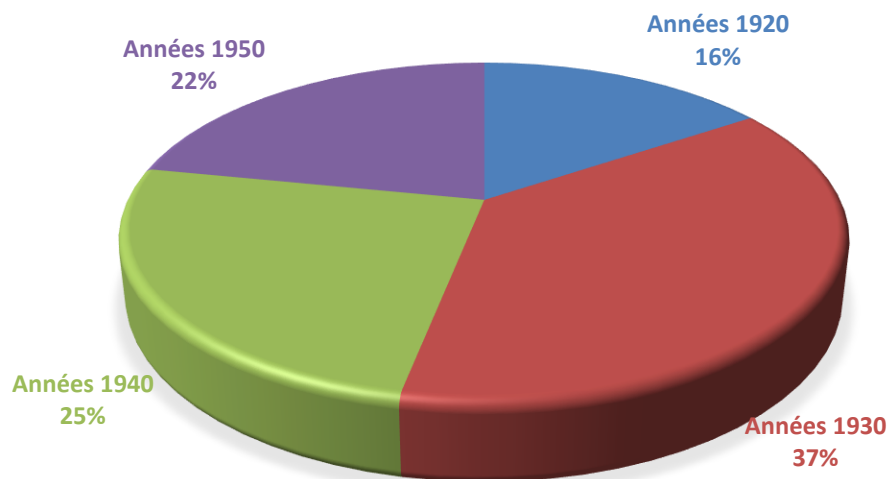
### IRANIENS AMÉRICAINS 1976-1979 Précédents postes



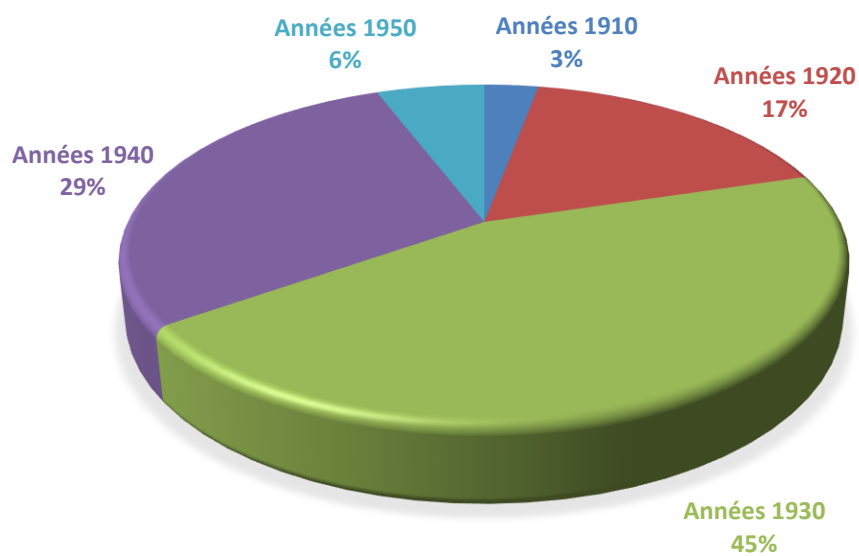
## B. 1979-1981

### 1. Contexte familial

**IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981**  
Génération

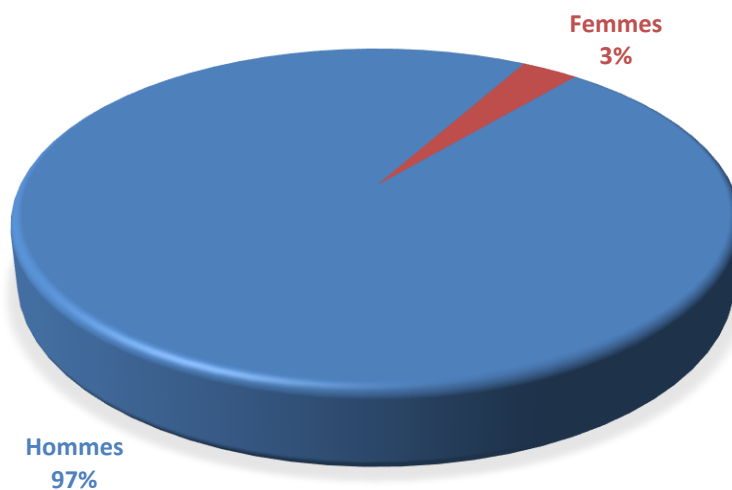


**IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981**  
Génération

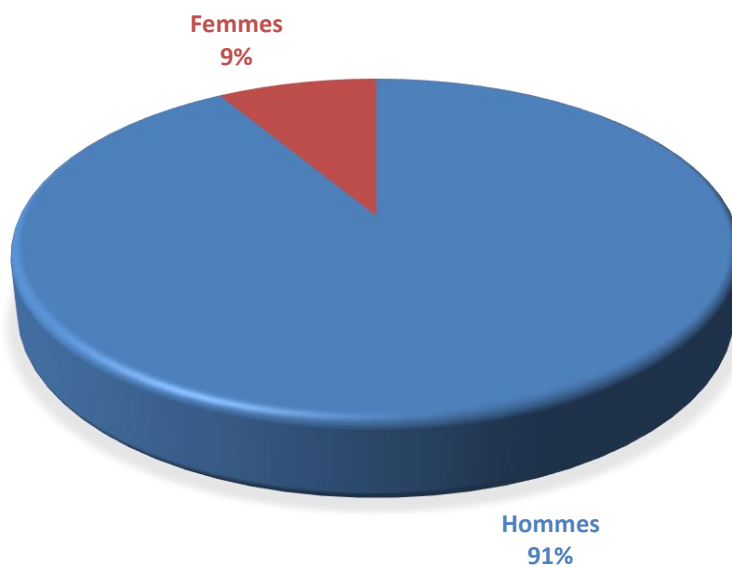




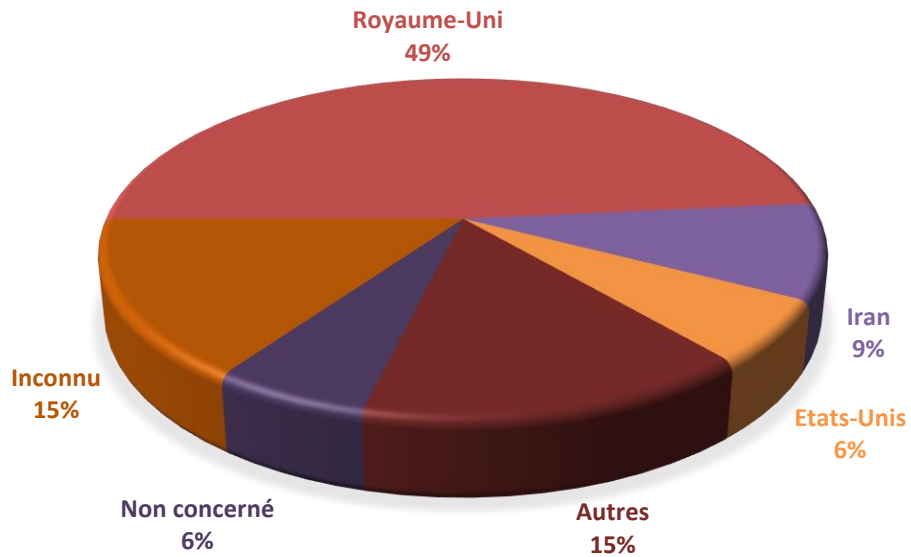
### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Genre



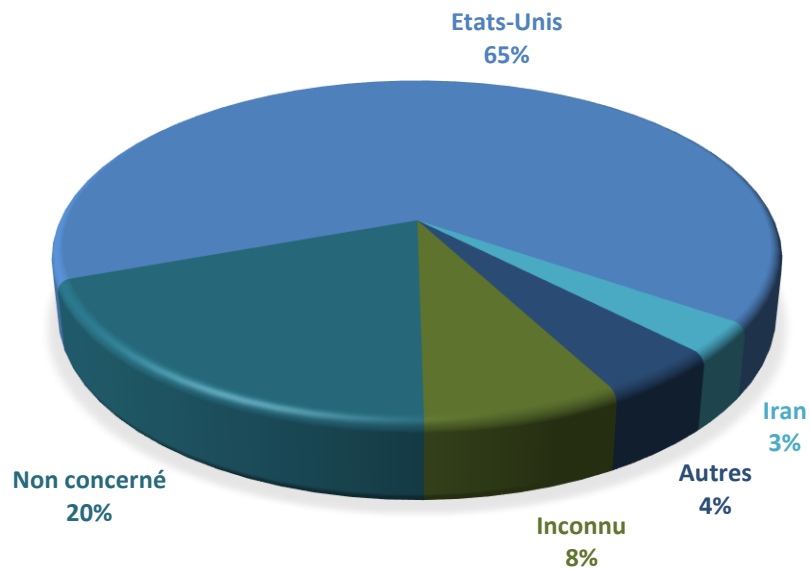
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Genre



### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Origine du conjoint

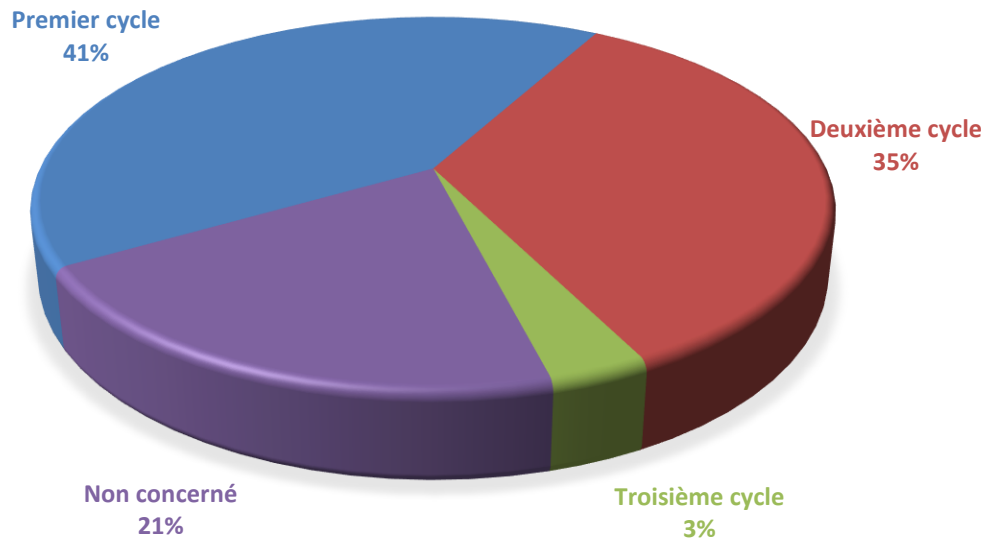


### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Origine du conjoint

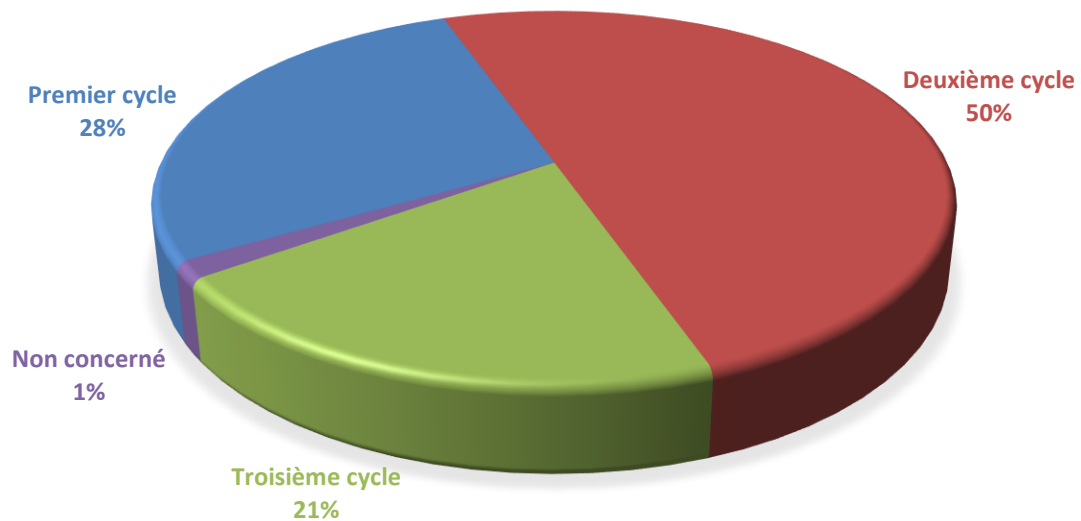


## 2. Formation universitaire

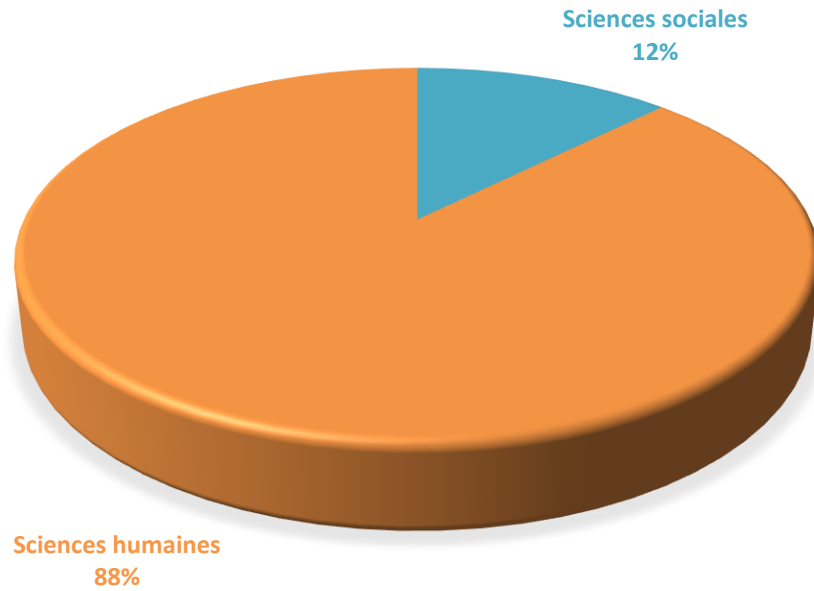
### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Niveaux d'études supérieures



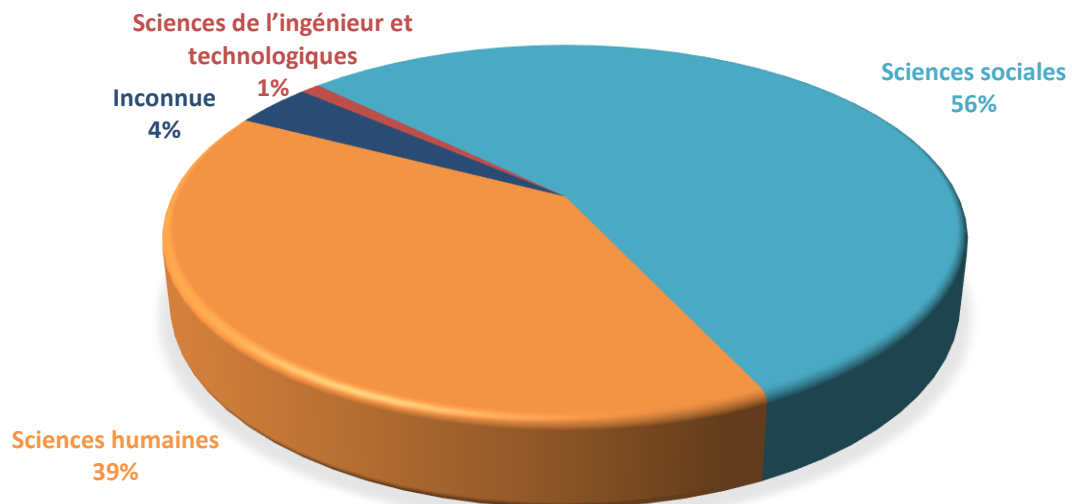
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Niveaux d'études supérieures



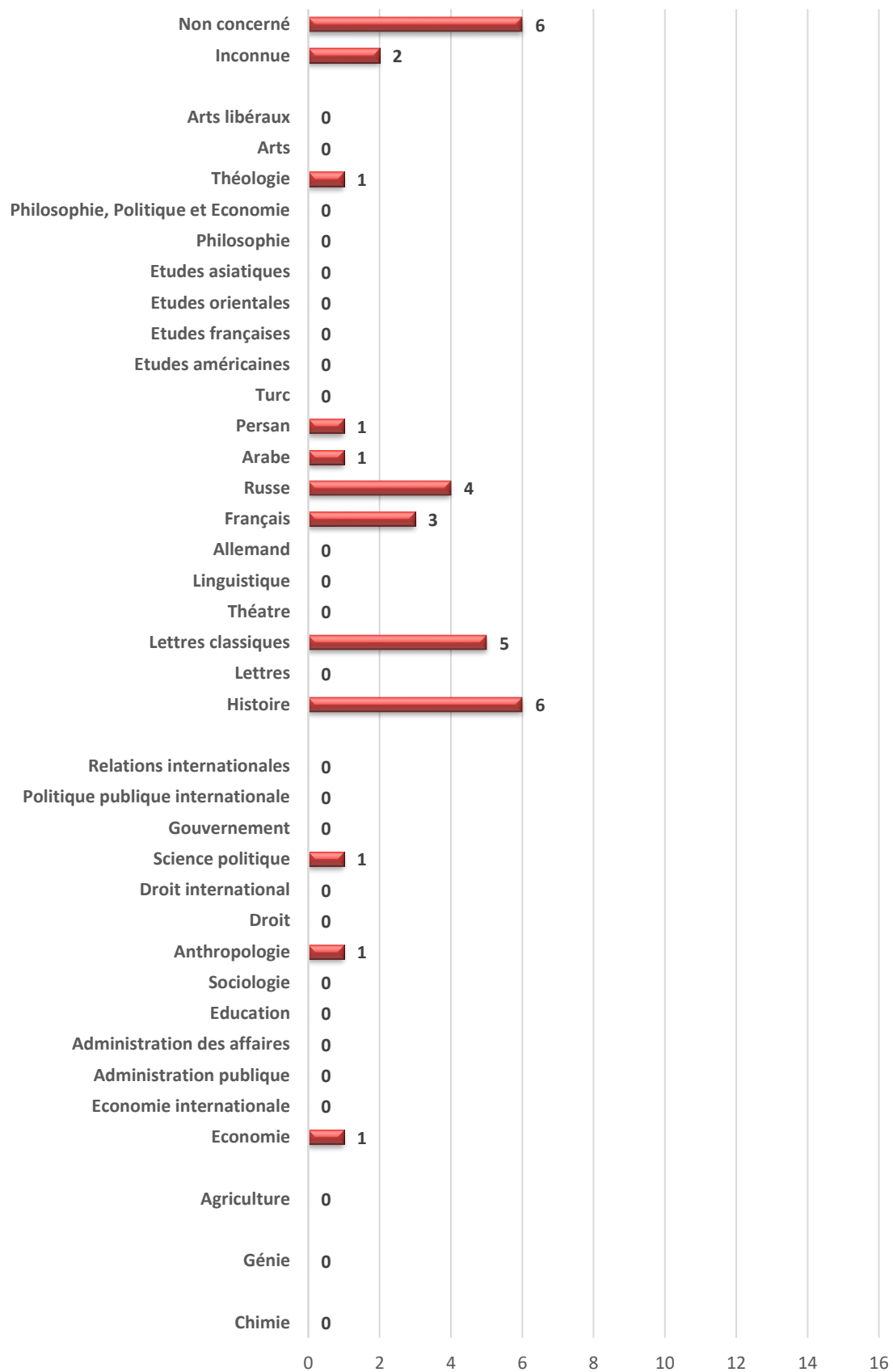
### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Domaines d'études supérieures



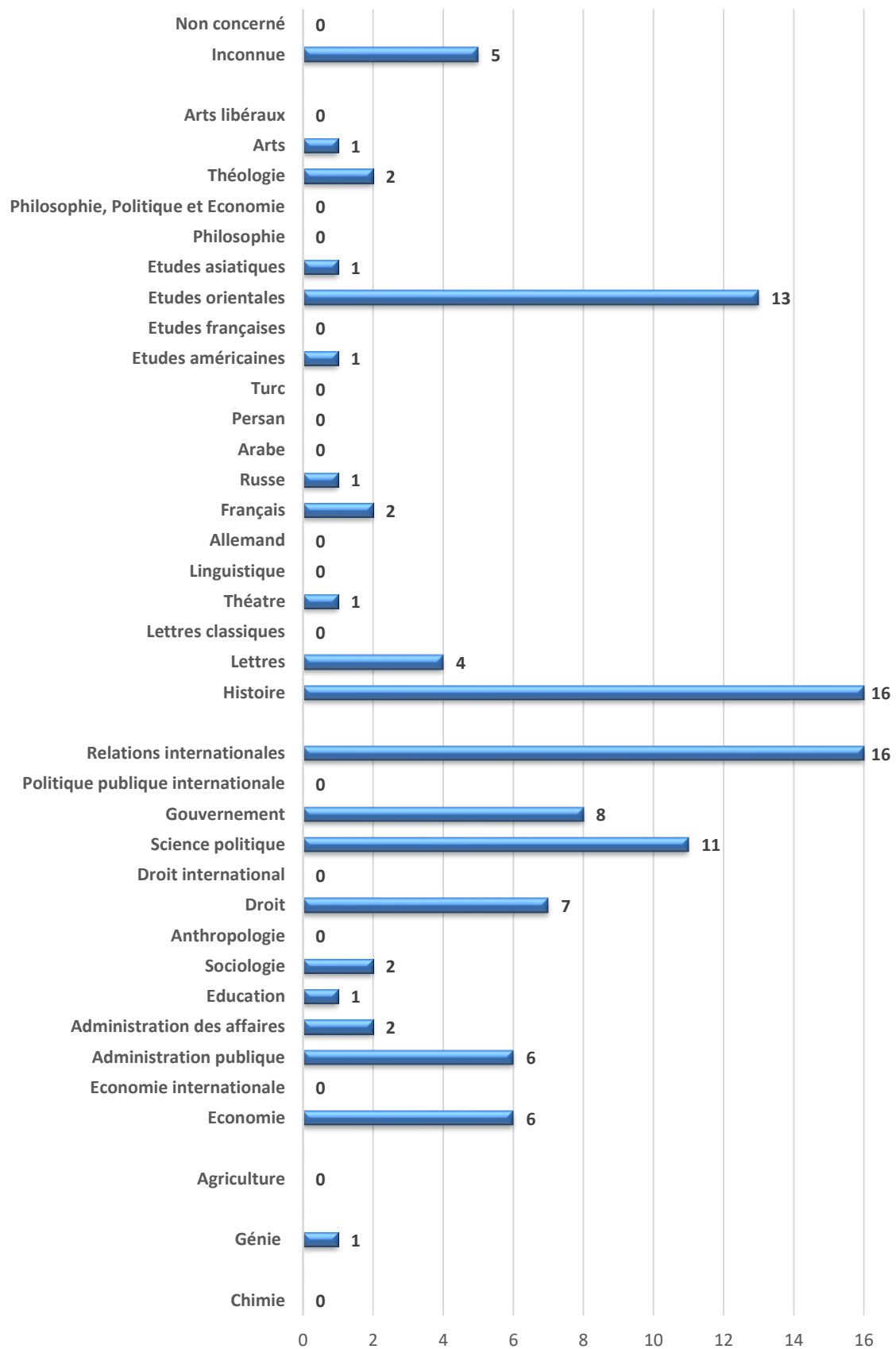
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Domaines d'études supérieures



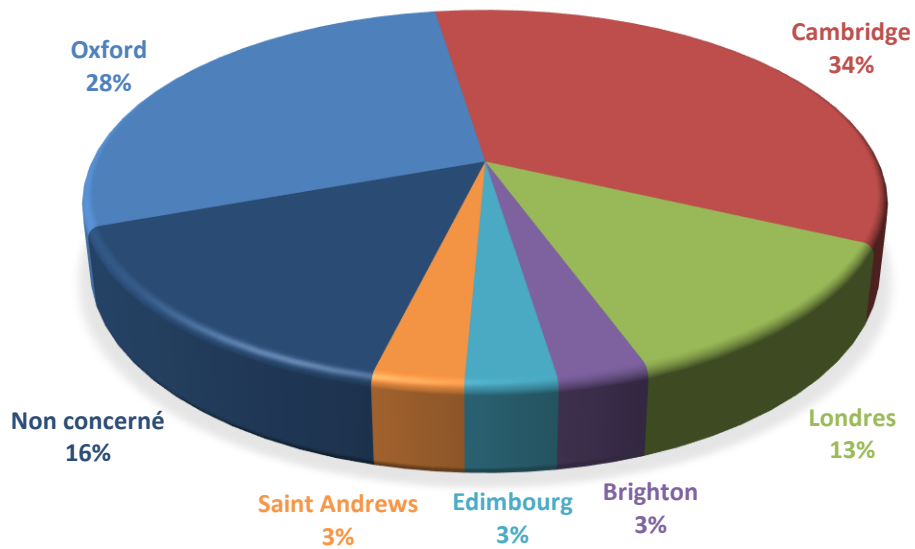
## IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Disciplines d'études supérieures



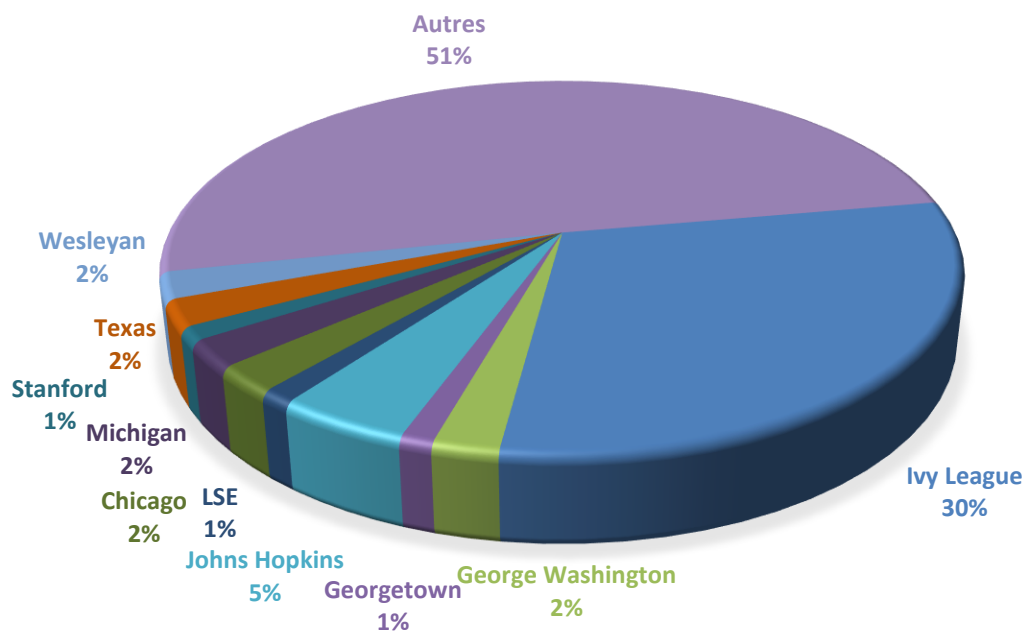
## IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Disciplines d'études supérieures

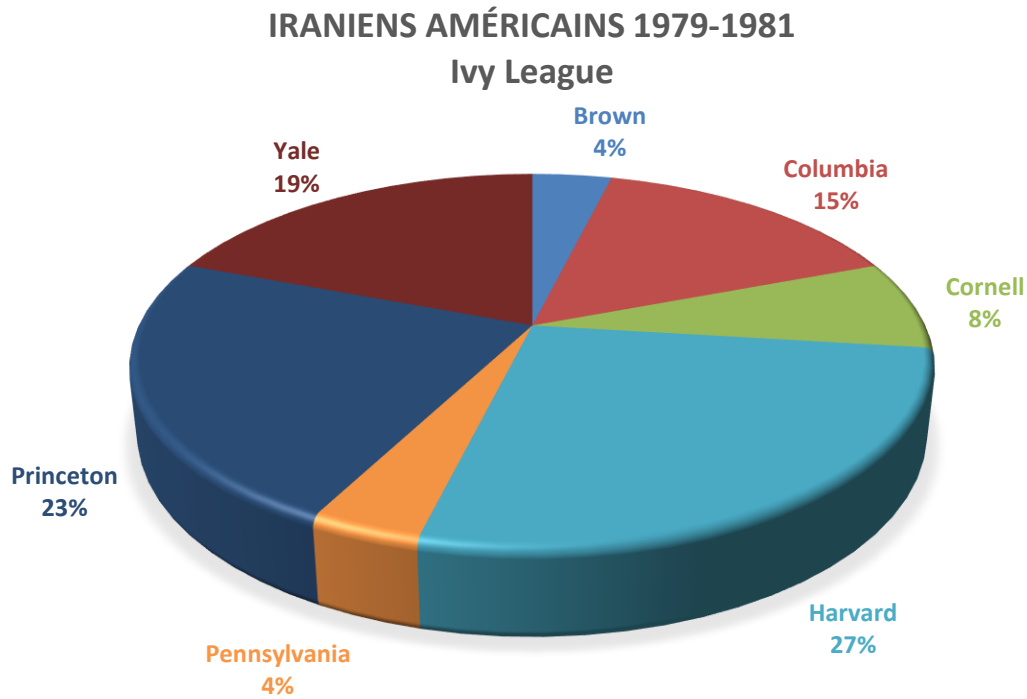


### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Ville d'études supérieures

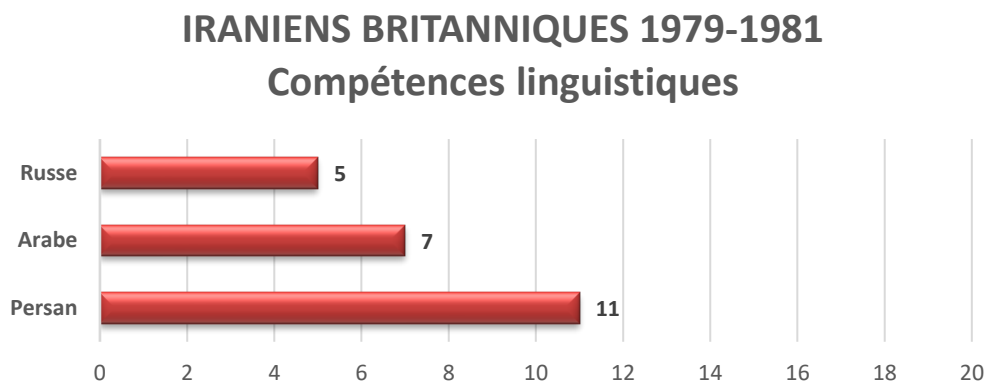


### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Universités d'étude



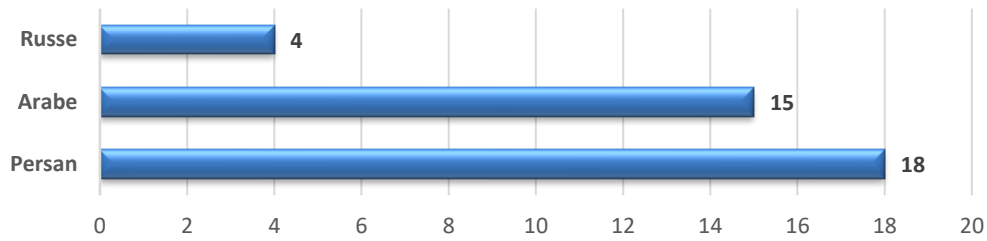


### 3. Formation linguistique

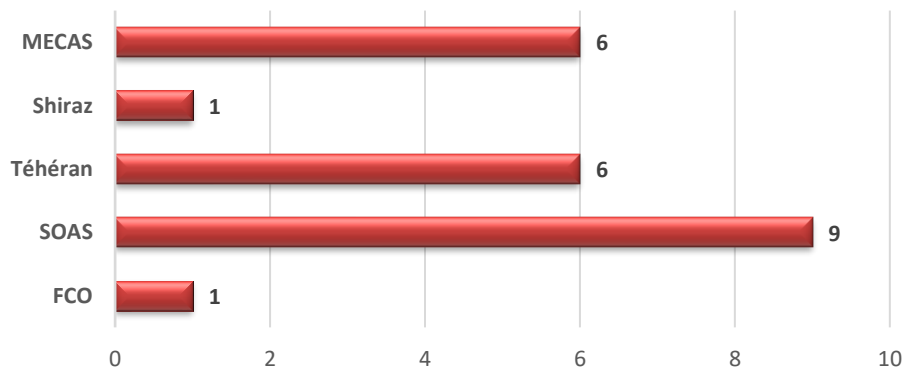




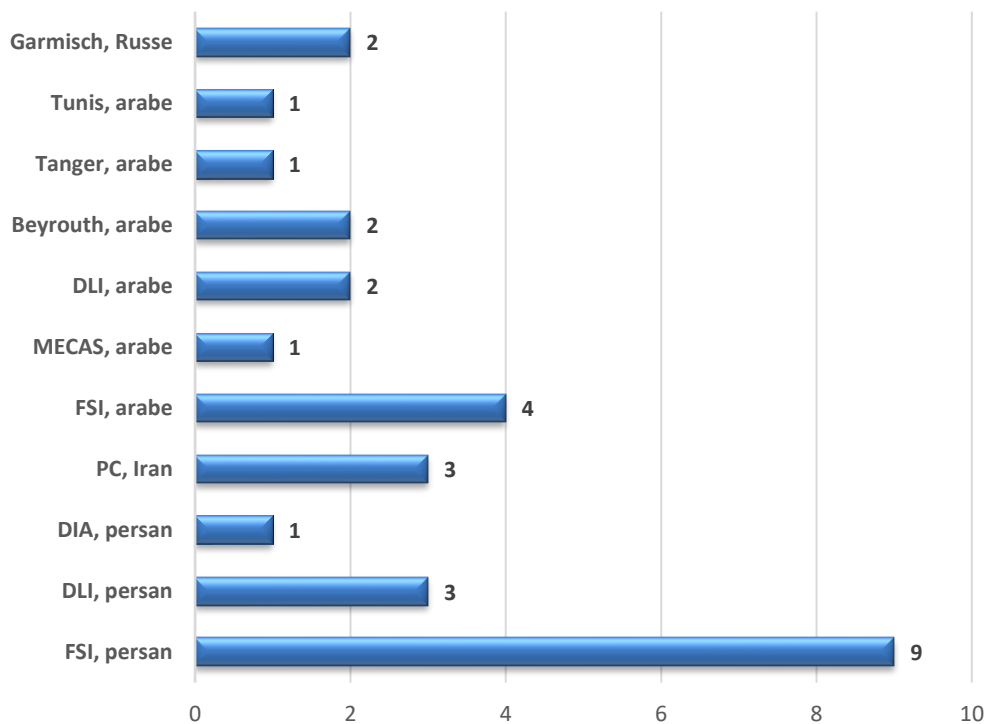
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Compétences linguistiques



### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Lieux de formation linguistique

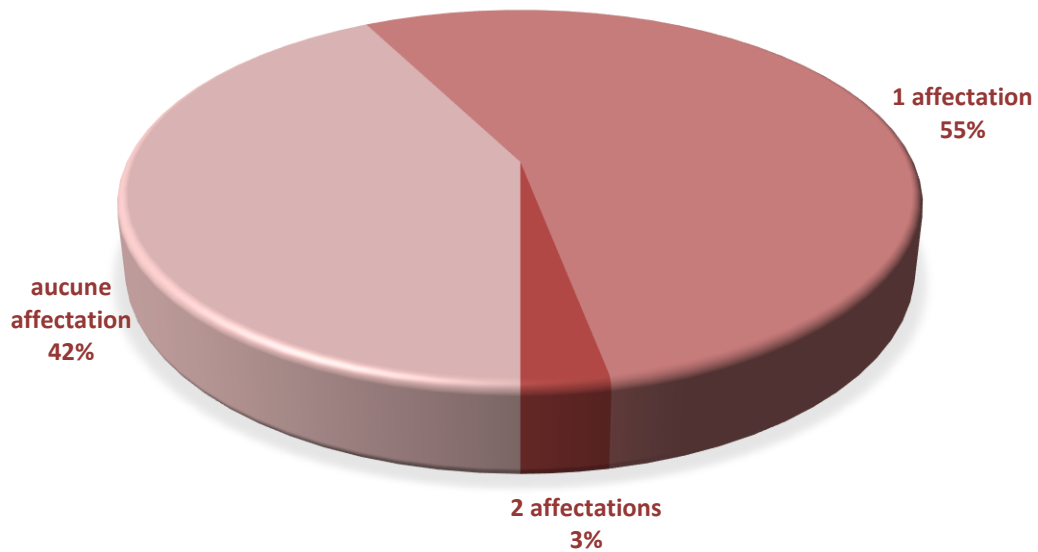


### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Lieux de formation linguistique

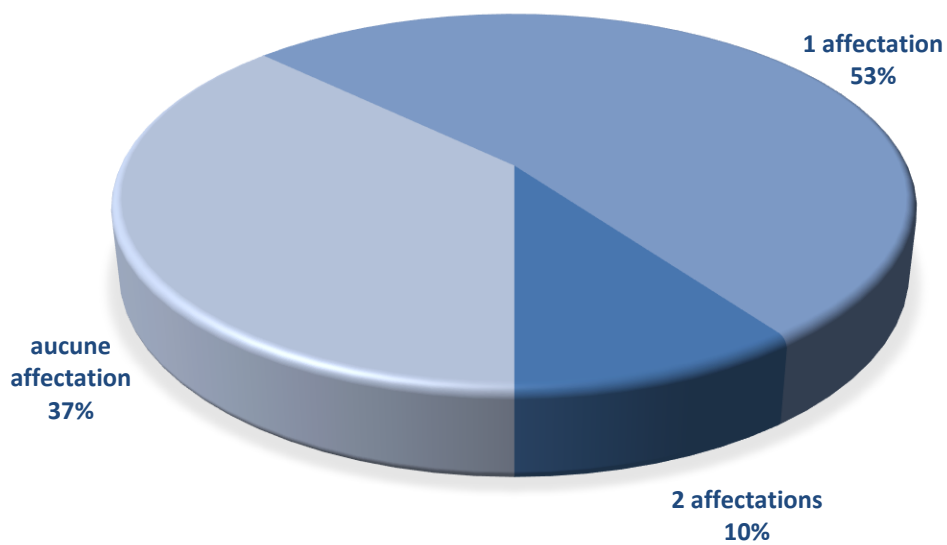


#### 4. Carrière iranienne

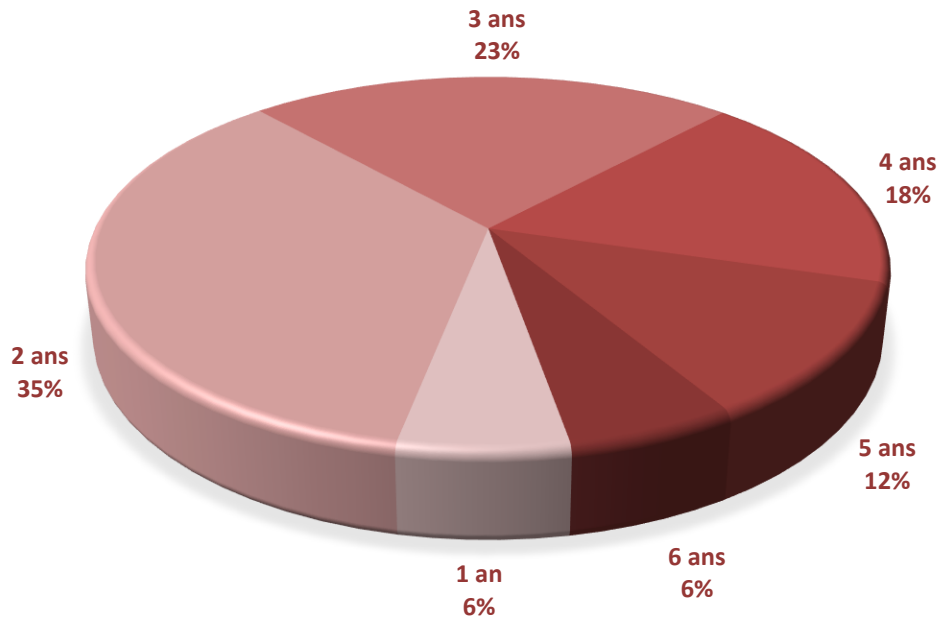
**IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981**  
Nombre d'affectations en Iran



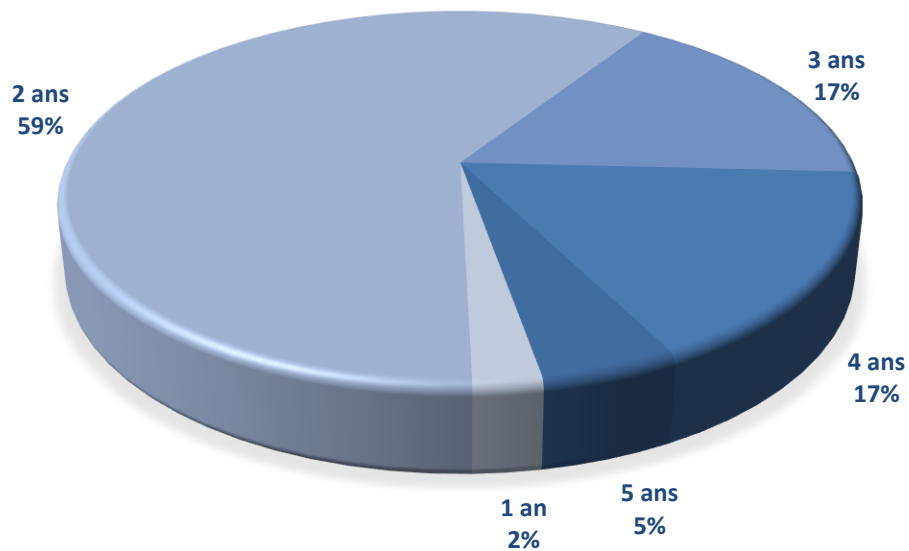
**IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981**  
Nombre d'affectations en Iran



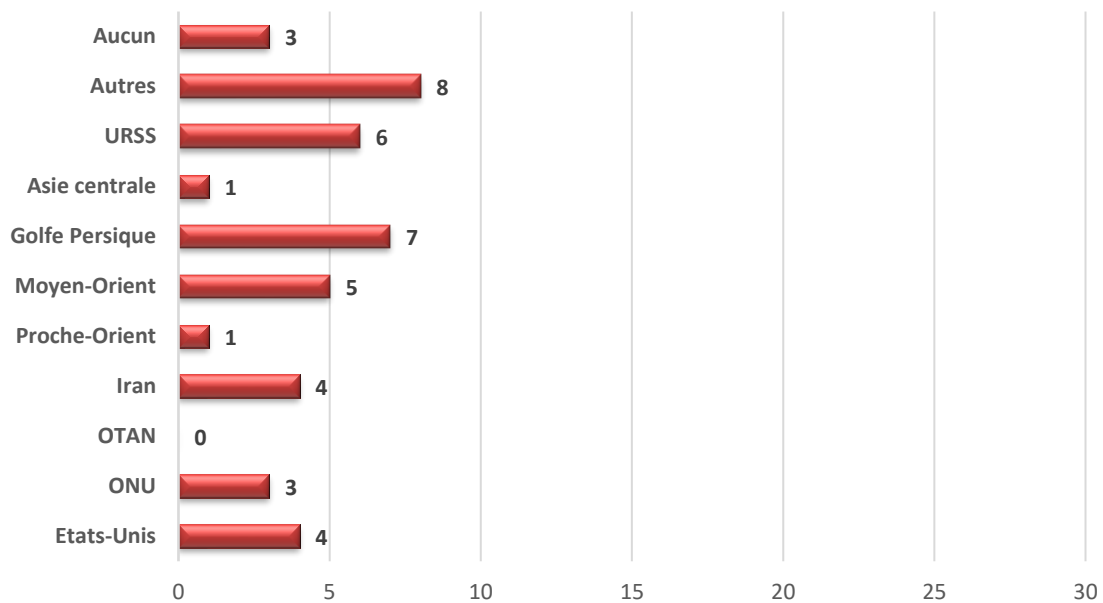
### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Nombre d'années passées en Iran



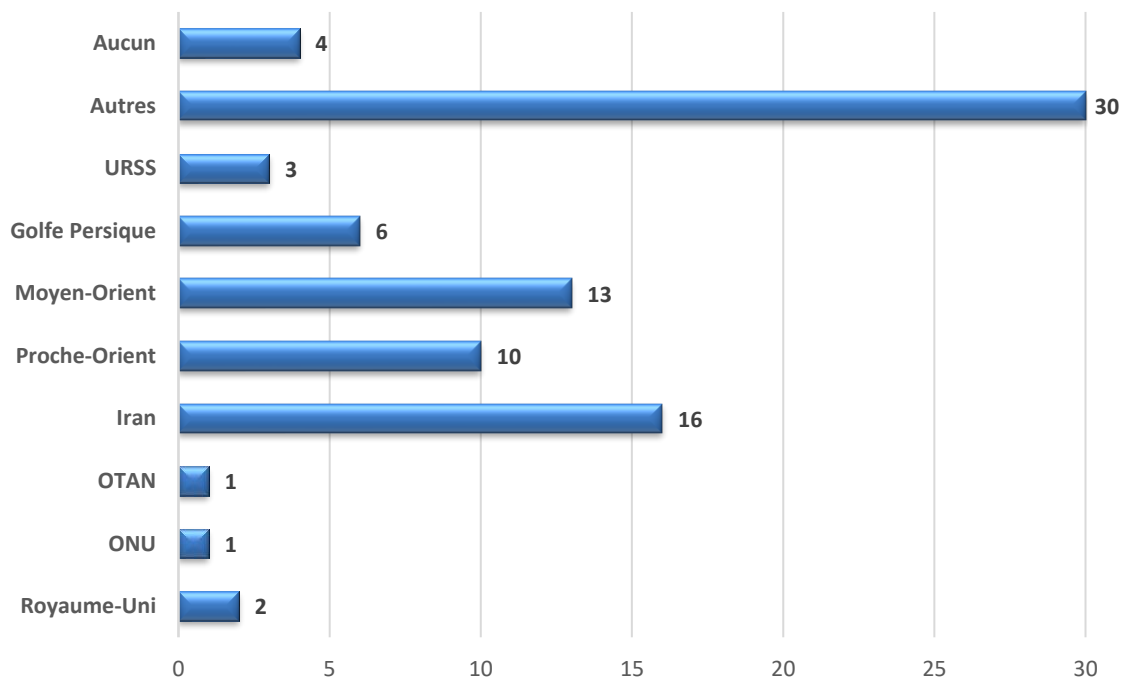
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Nombre d'années passées en Iran



### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Anciens postes



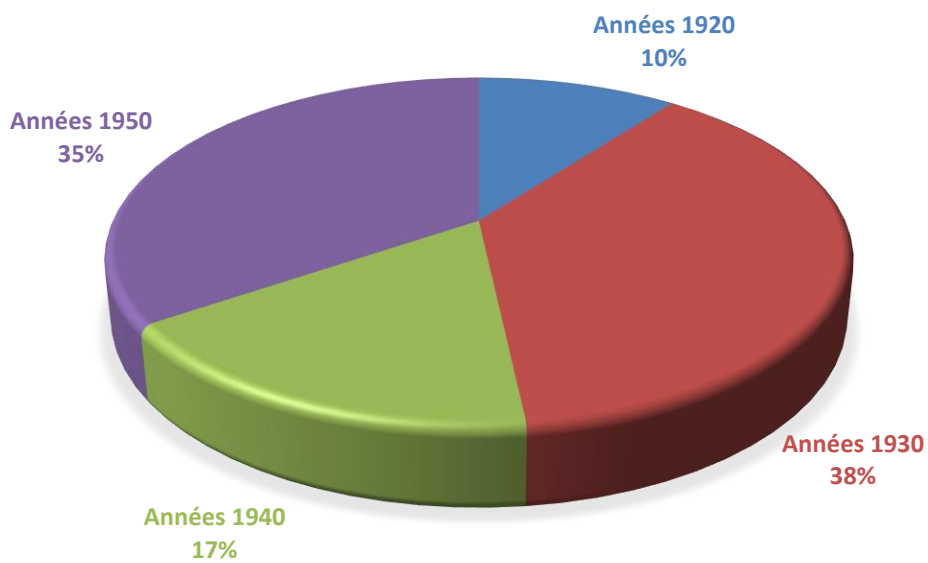
### IRANIENS AMÉRICAINS 1979-1981 Précédents postes



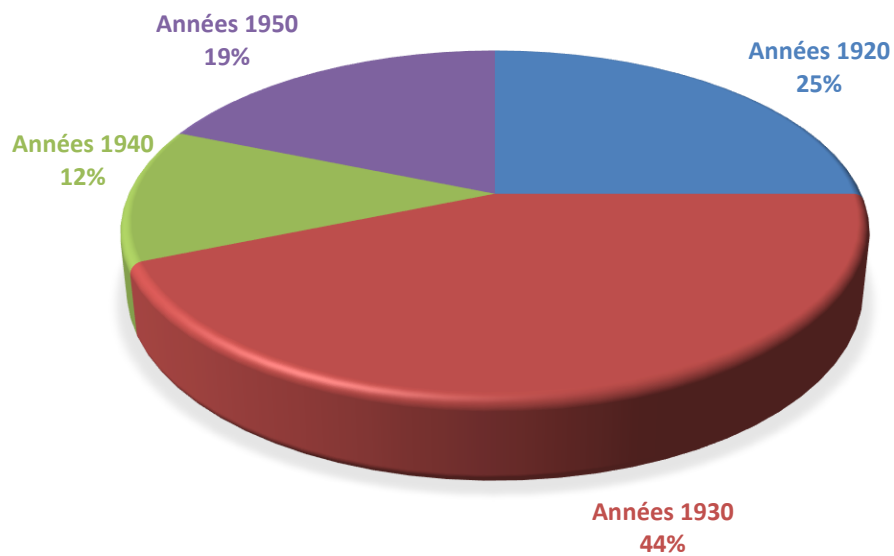
## C. 1981-1984

### 1. Contexte familial

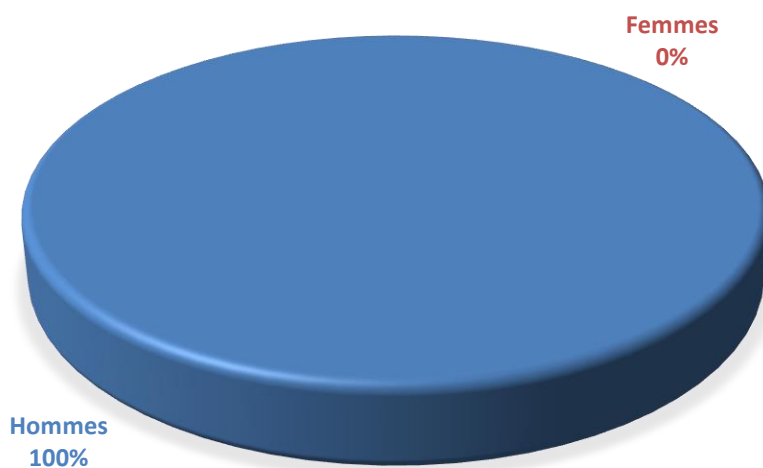
#### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Génération



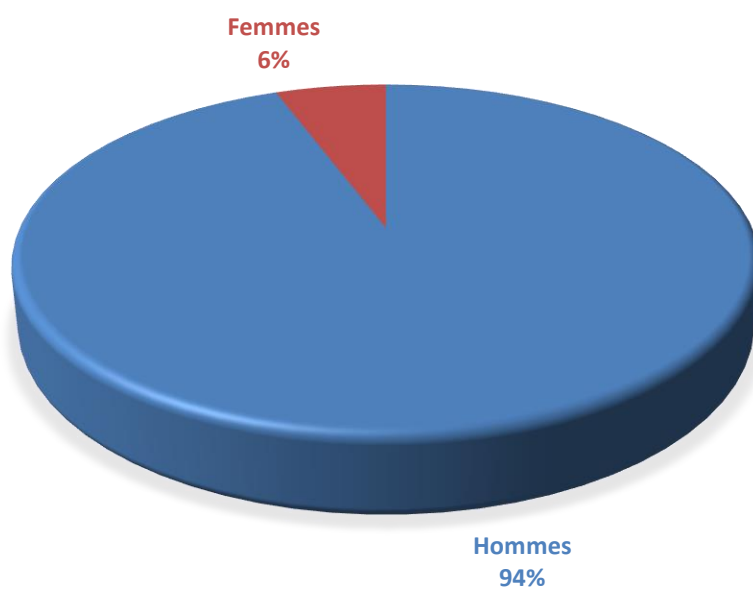
#### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Génération



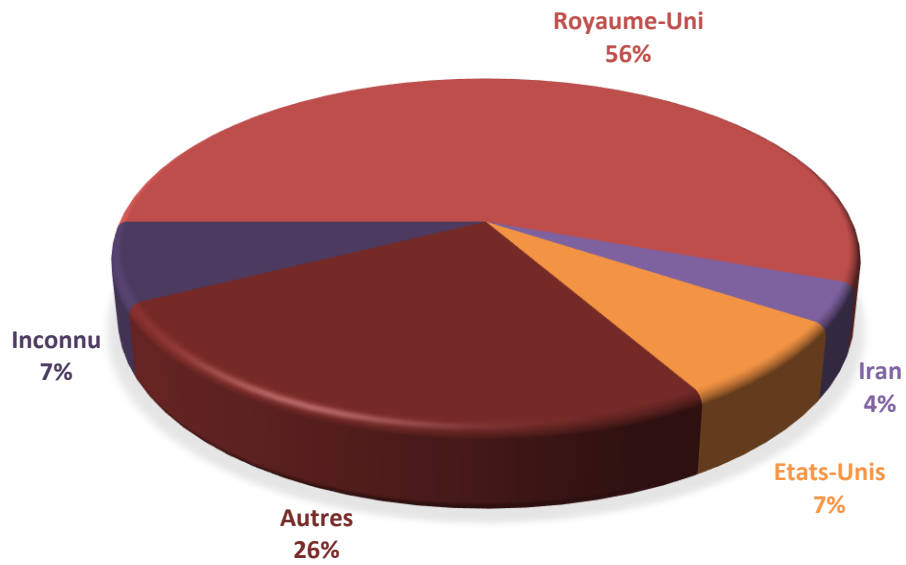
### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Genre



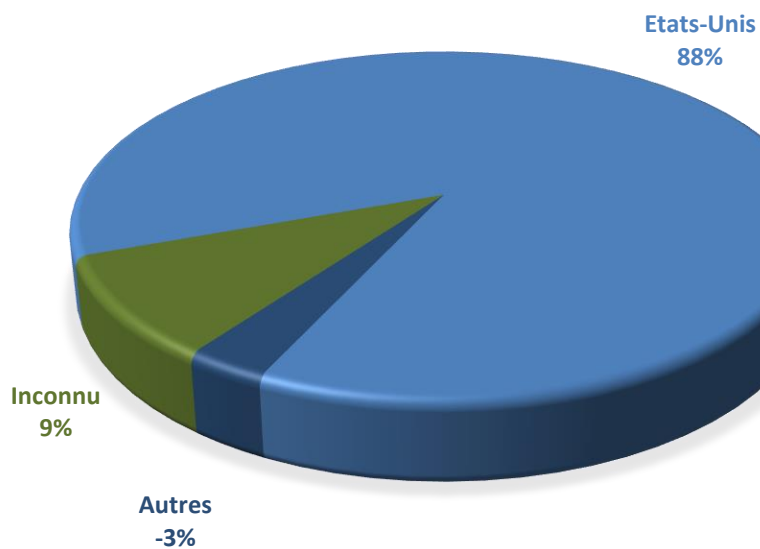
### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Genre



### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Origine du conjoint

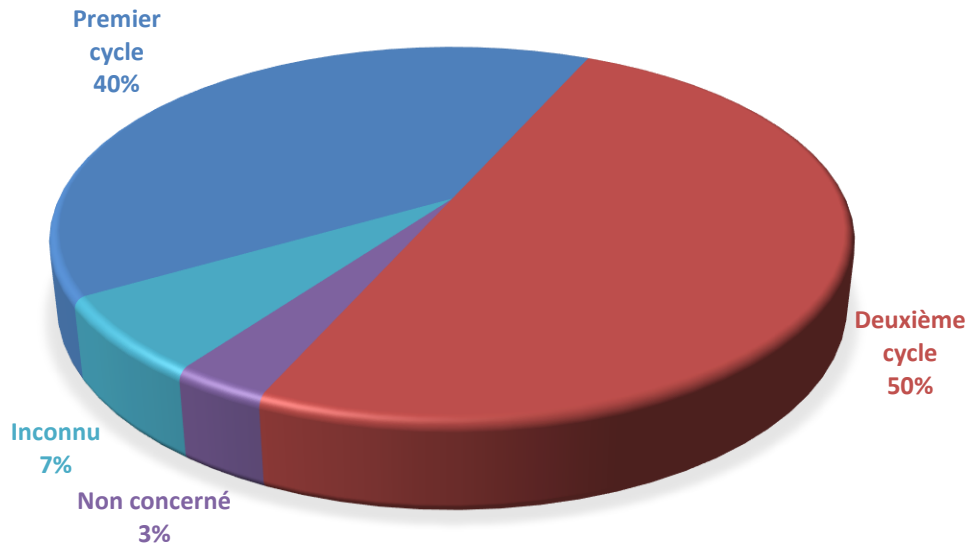


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Origine du conjoint

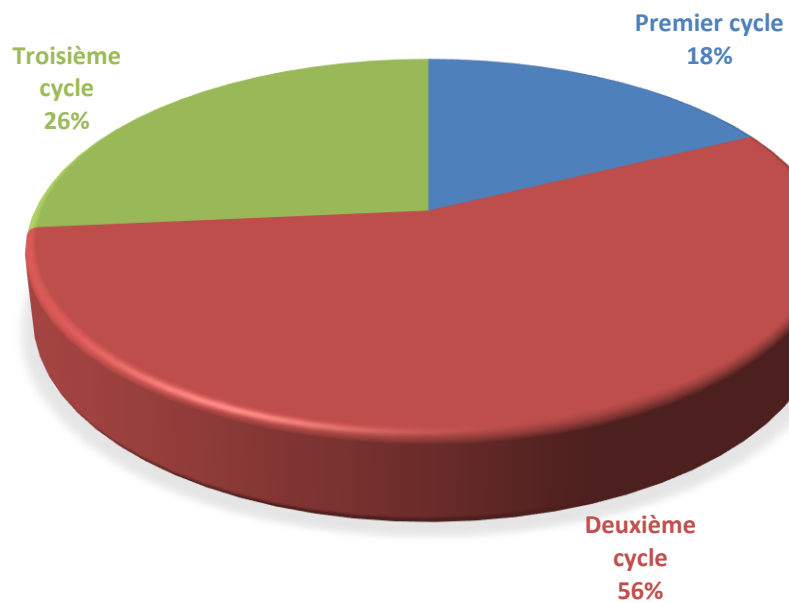


## 2. Formation universitaire

**IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984**  
Niveau d'études supérieures

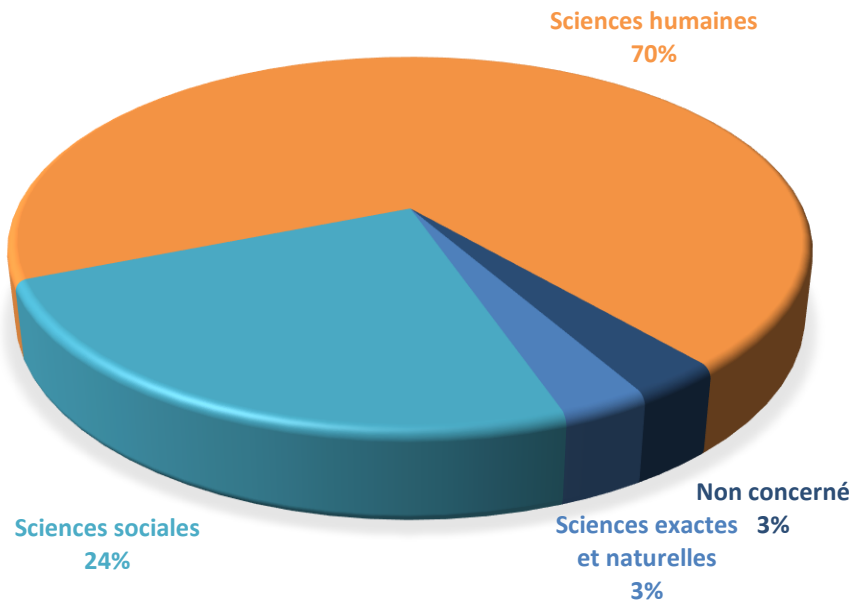


**IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984**  
Niveaux d'études supérieures

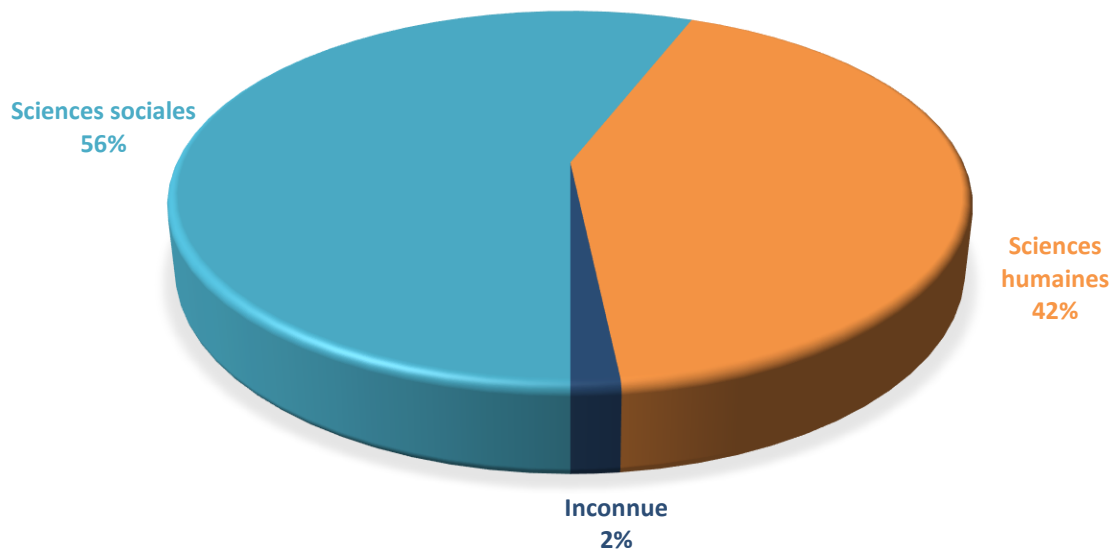




### IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981 Domaines d'études supérieures

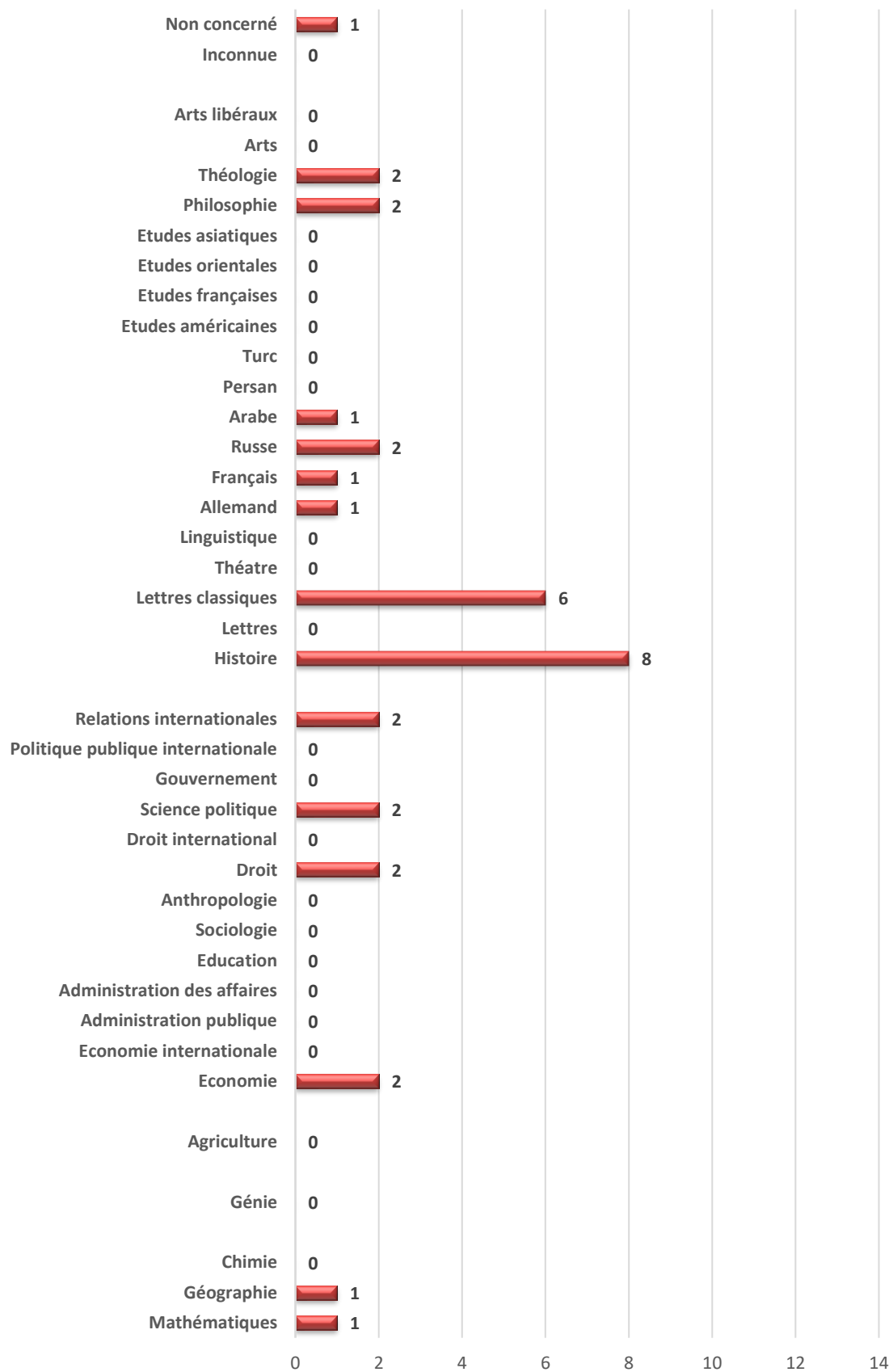


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Domaines d'études supérieures



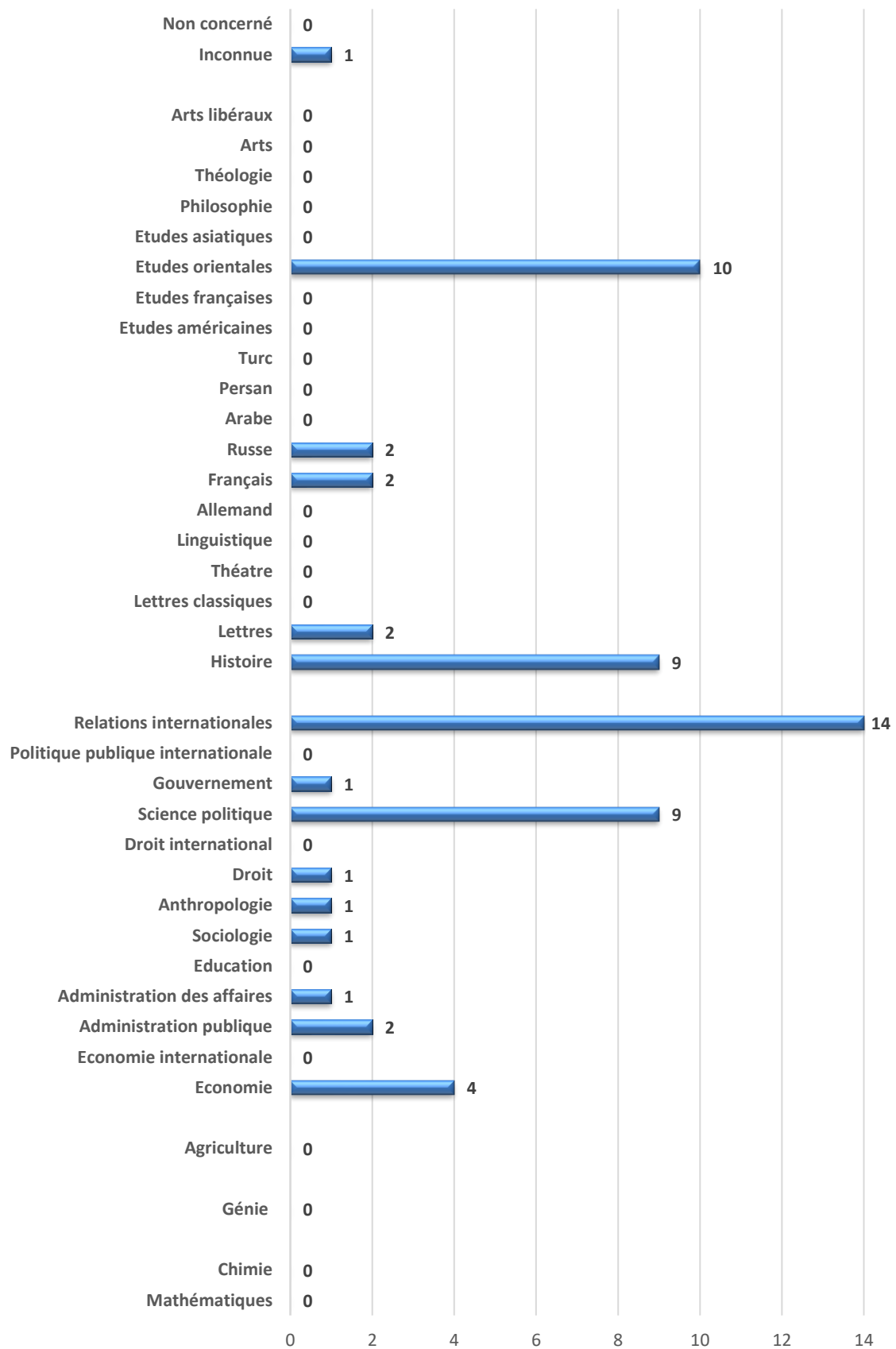
## IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984

### Disciplines d'études supérieures

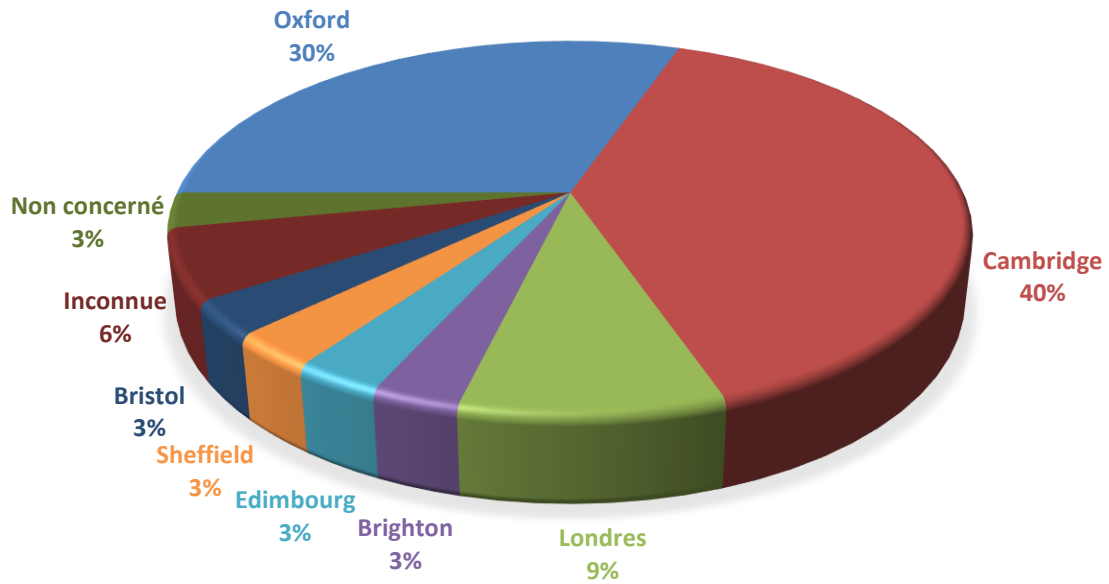


## IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984

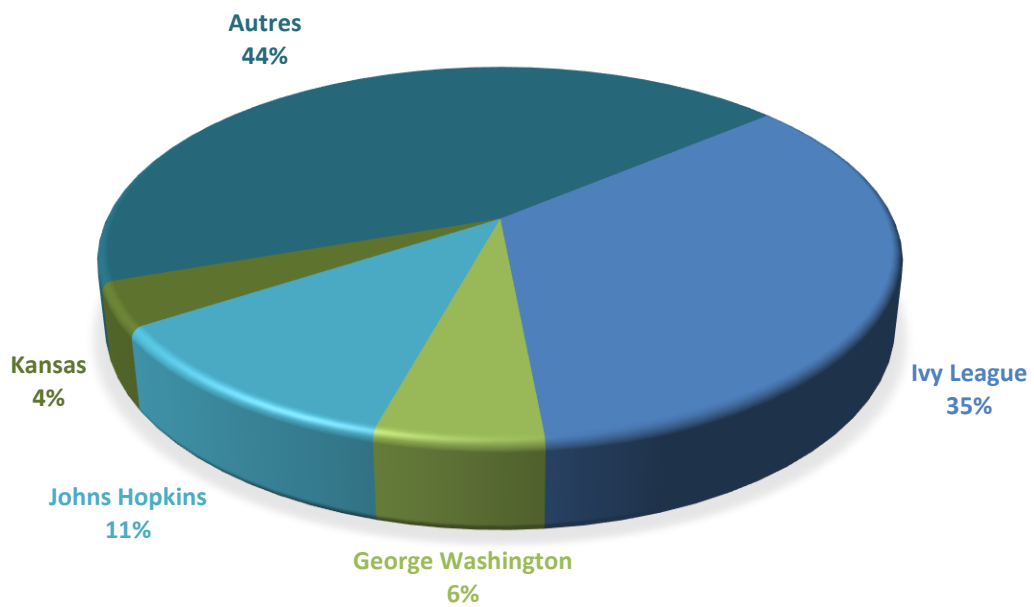
### Disciplines d'études supérieures

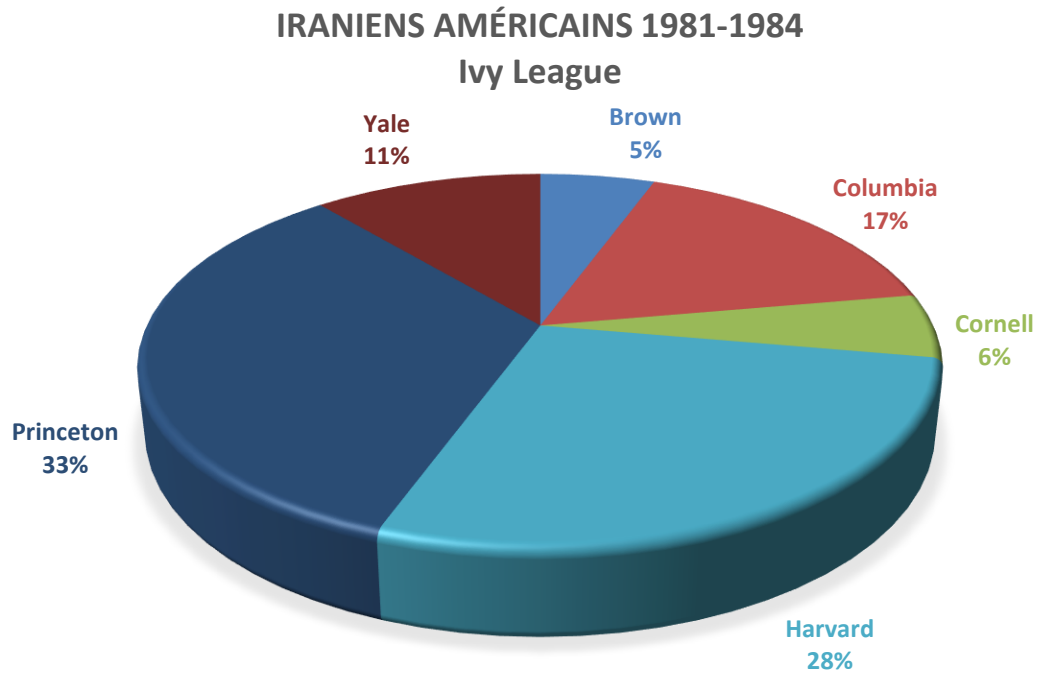


### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Ville d'études supérieures

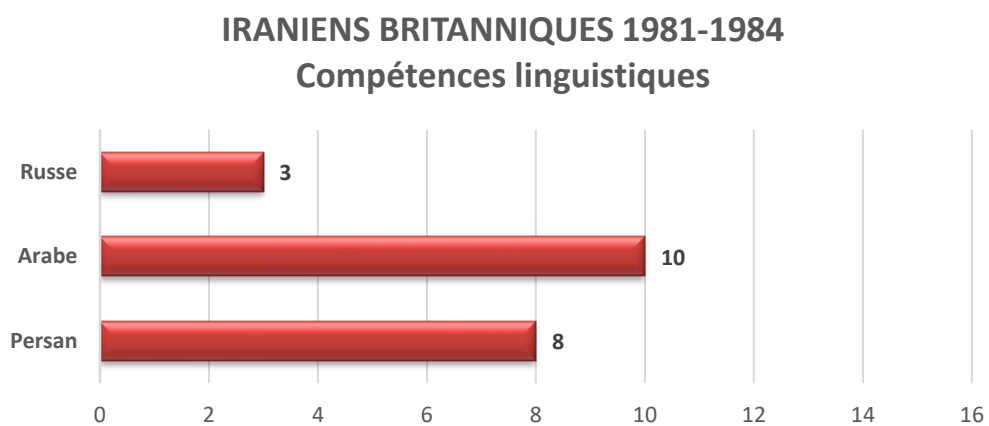


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Universités d'étude

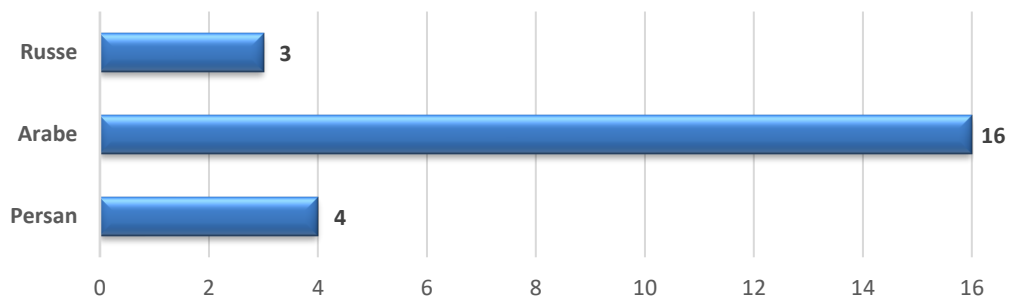




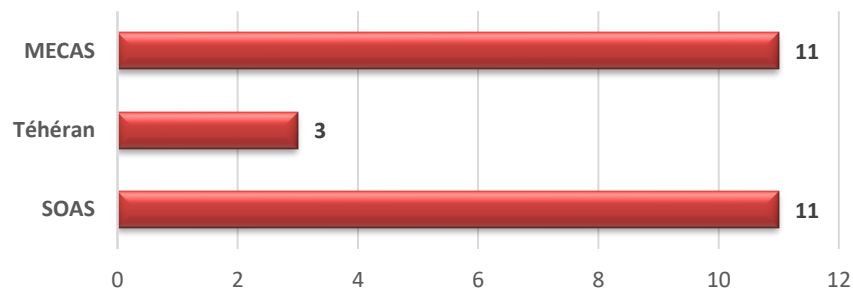
### 3. Formation linguistique



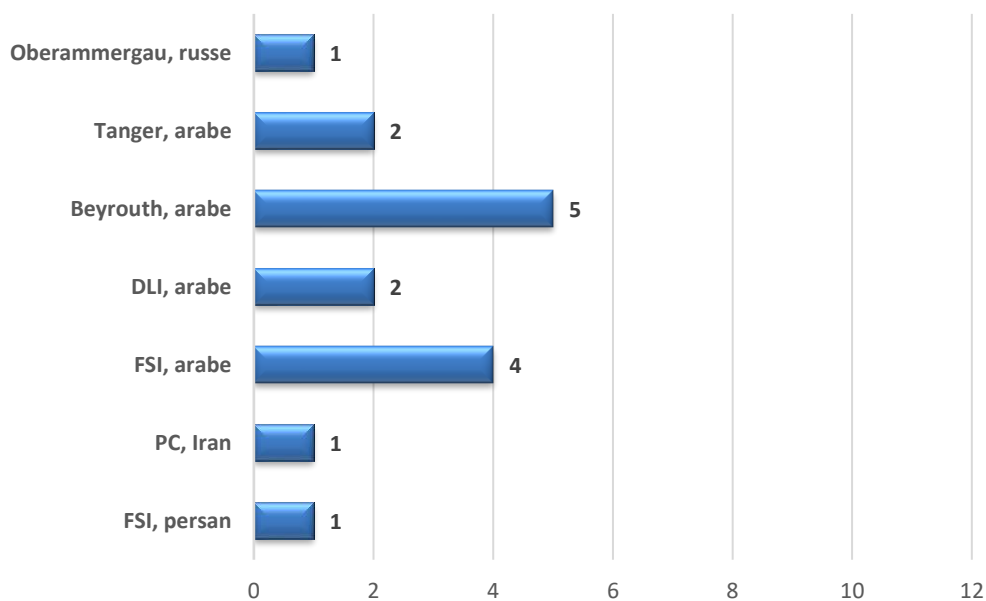
### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Compétences linguistiques



### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Lieux de formation linguistique

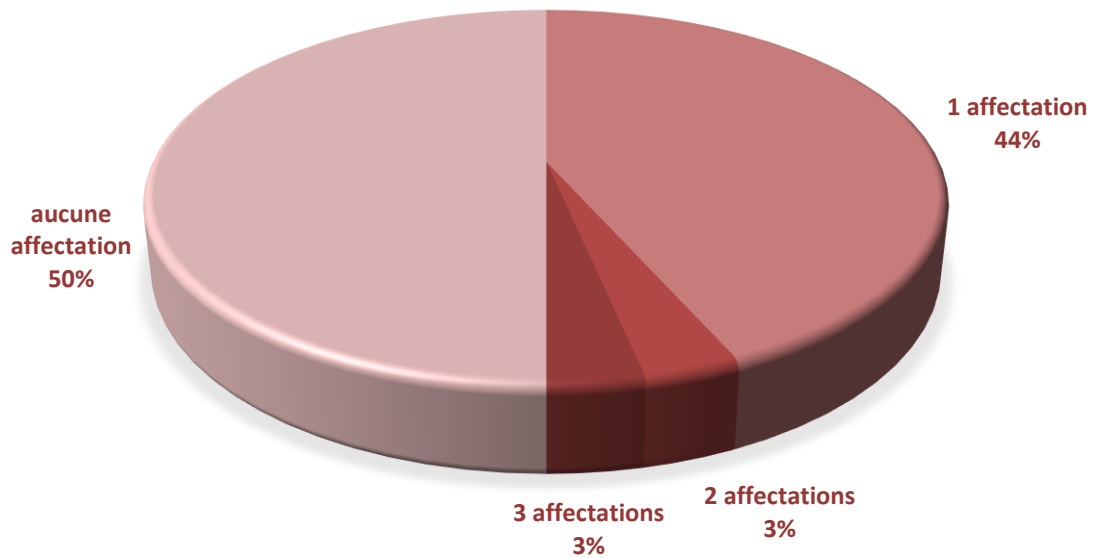


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Lieux de formation linguistique

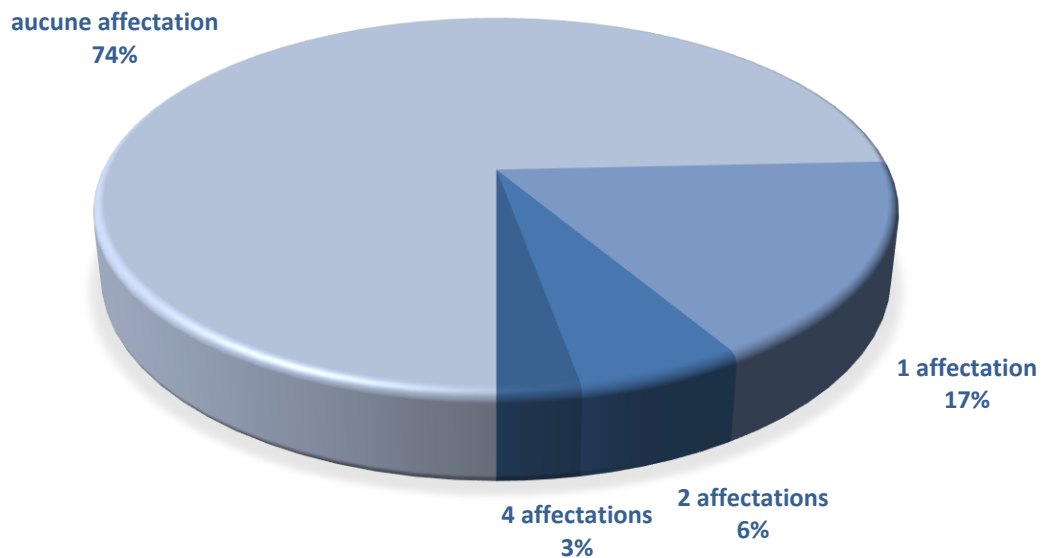


## 4. Carrière iranienne

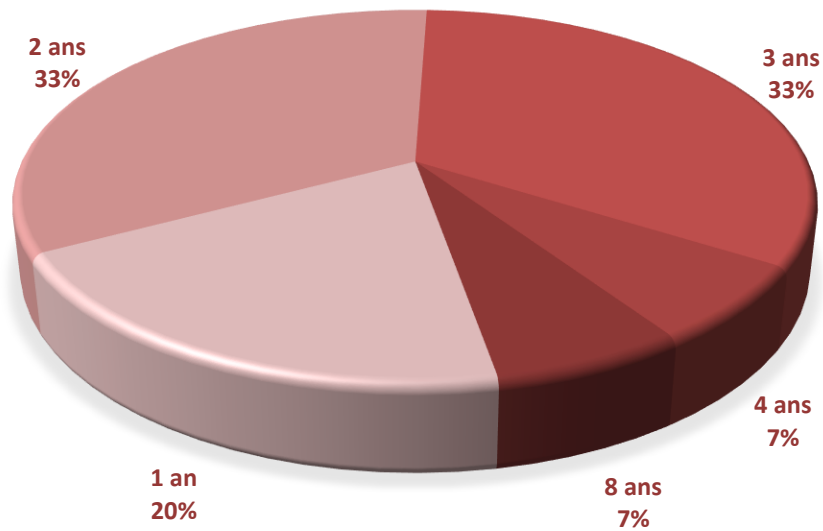
**IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981**  
**Nombre d'affectations en Iran**



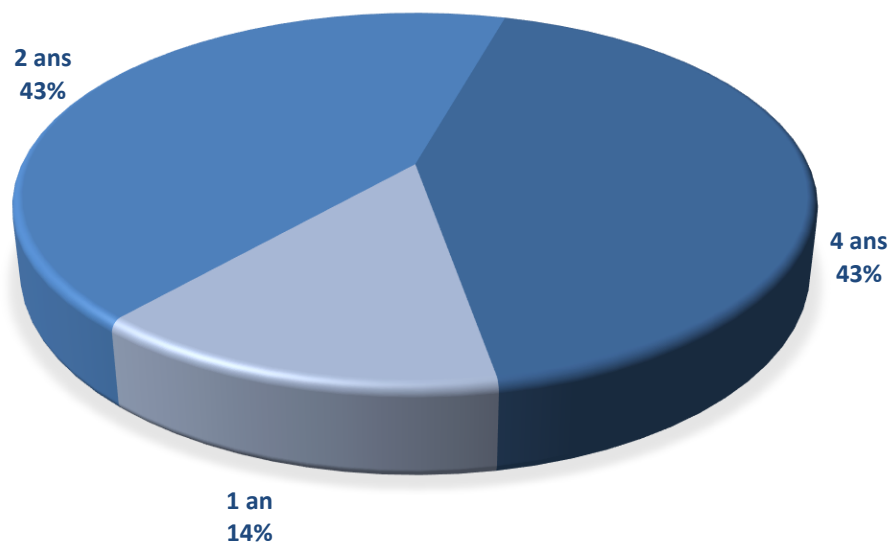
**IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984**  
**Nombre d'affectations en Iran**



### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Nombre d'années passées en Iran

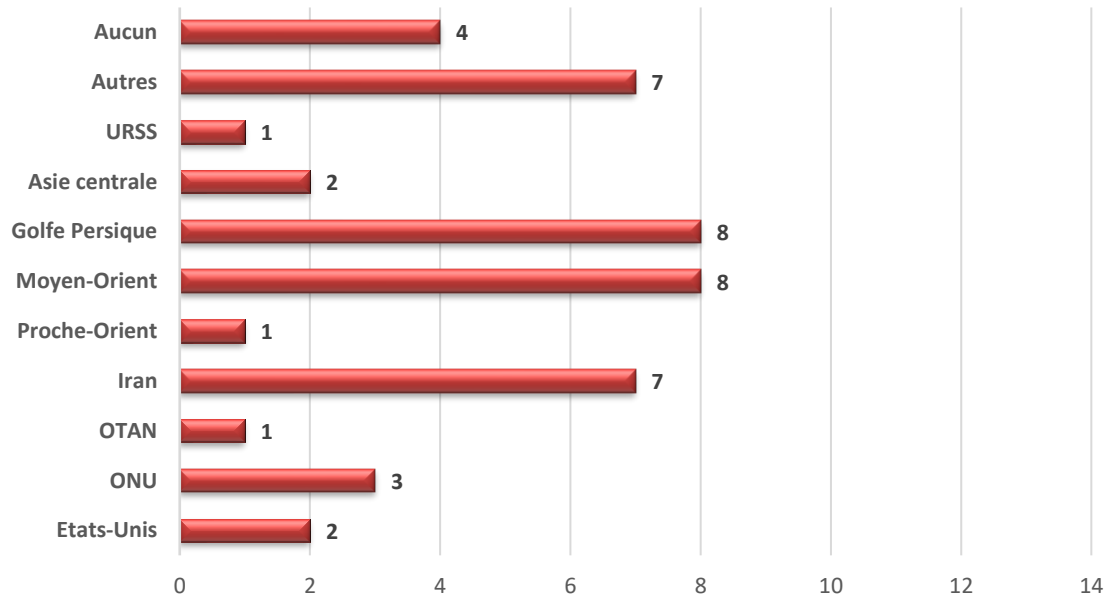


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Nombre d'années passées en Iran

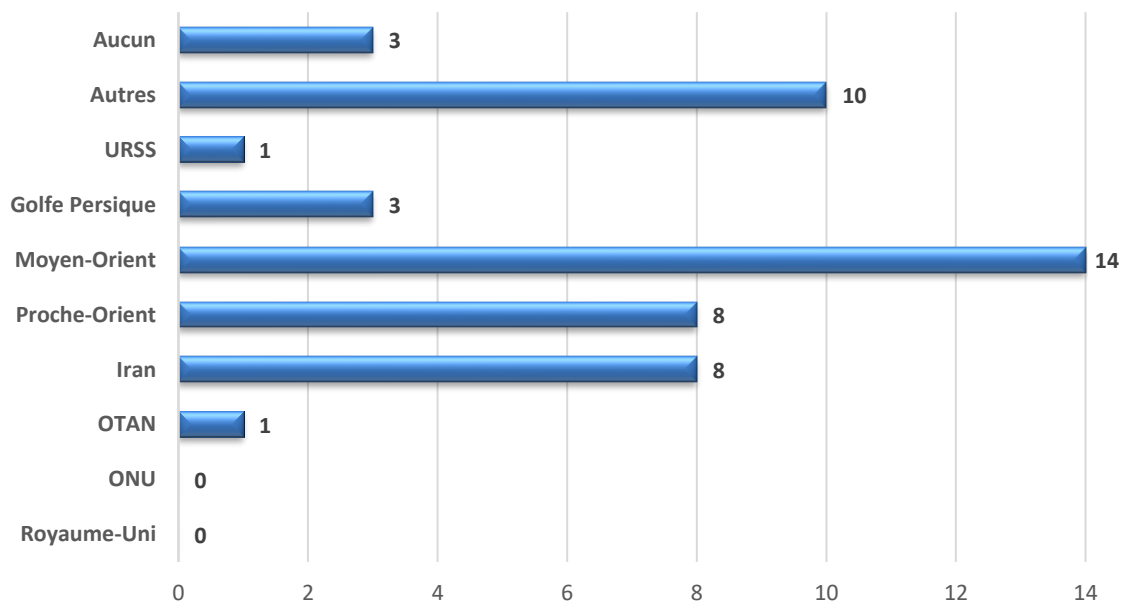


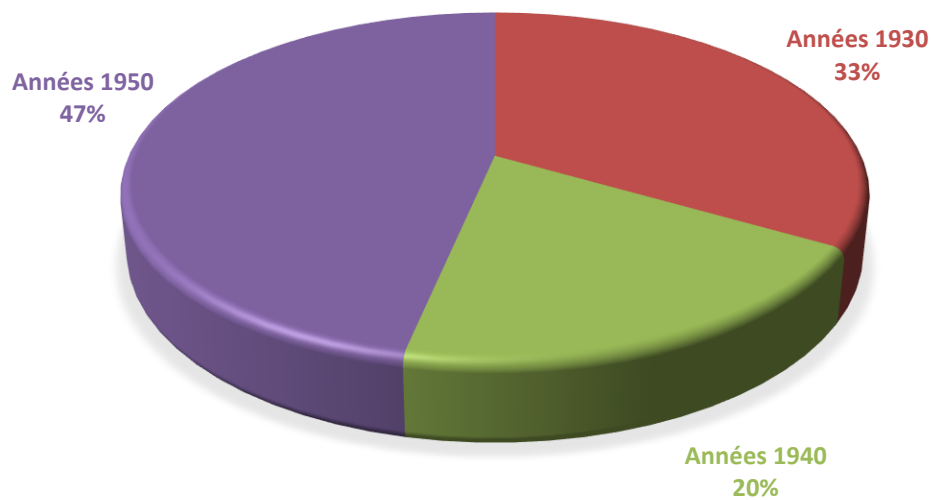
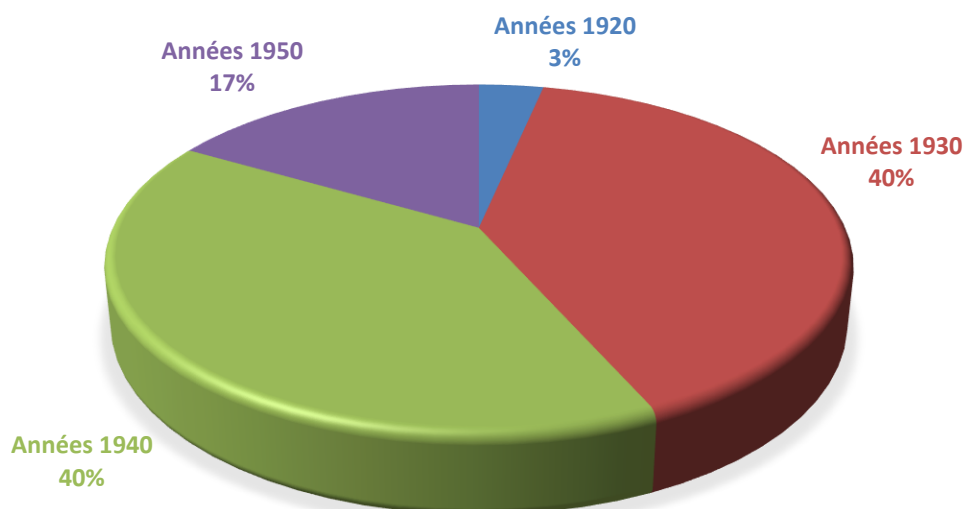


### IRANIENS BRITANNIQUES 1981-1984 Anciens postes

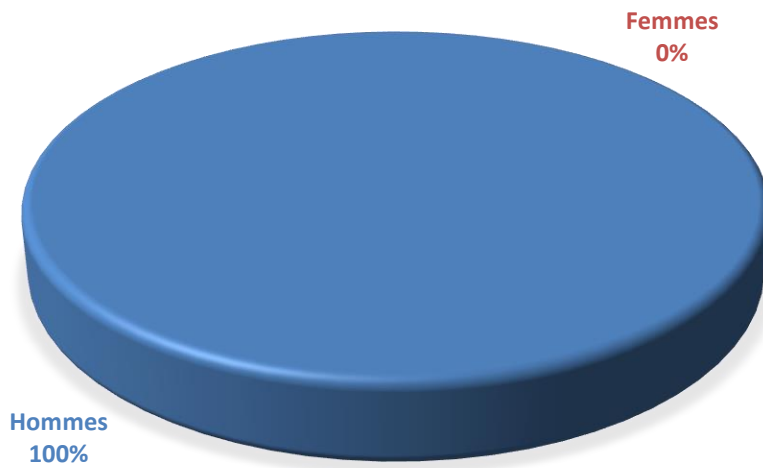


### IRANIENS AMÉRICAINS 1981-1984 Précédents postes

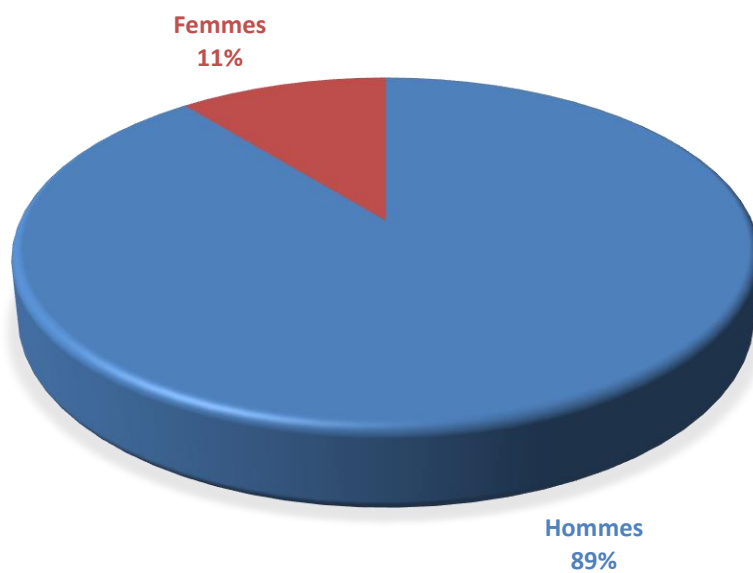


**D. 1985-1988****1. Contexte familial****IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988**  
**Génération****IRANIENS AMÉRICAINS 1985-1988**  
**Génération**

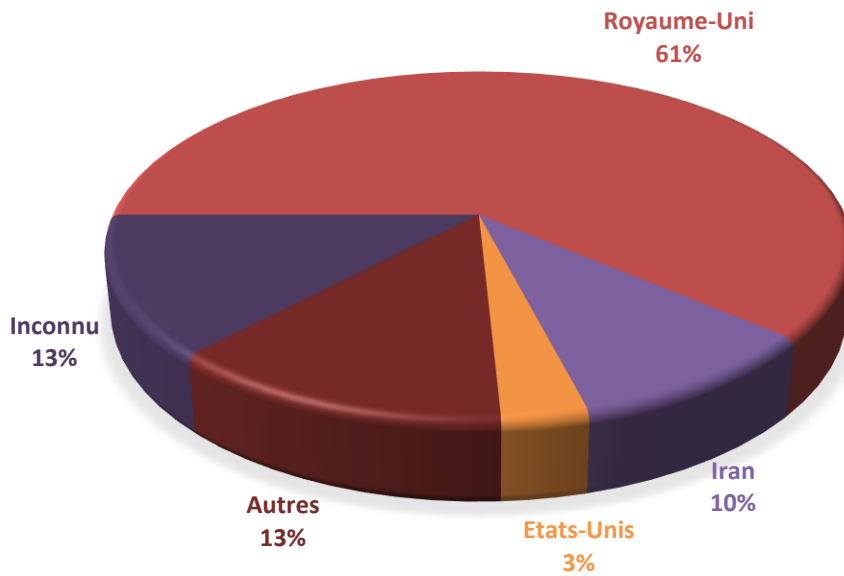
### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Genre



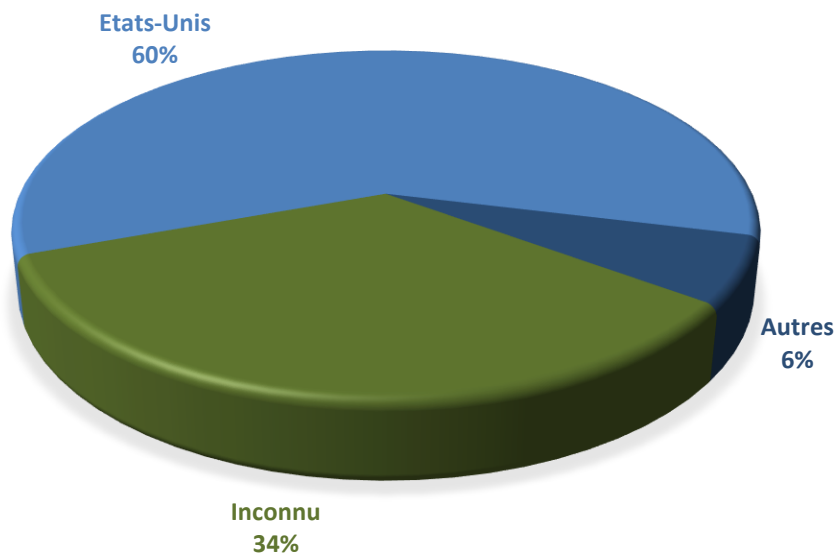
### IRANIENS AMÉRICAINS 1985-1988 Genre



### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Origine du conjoint

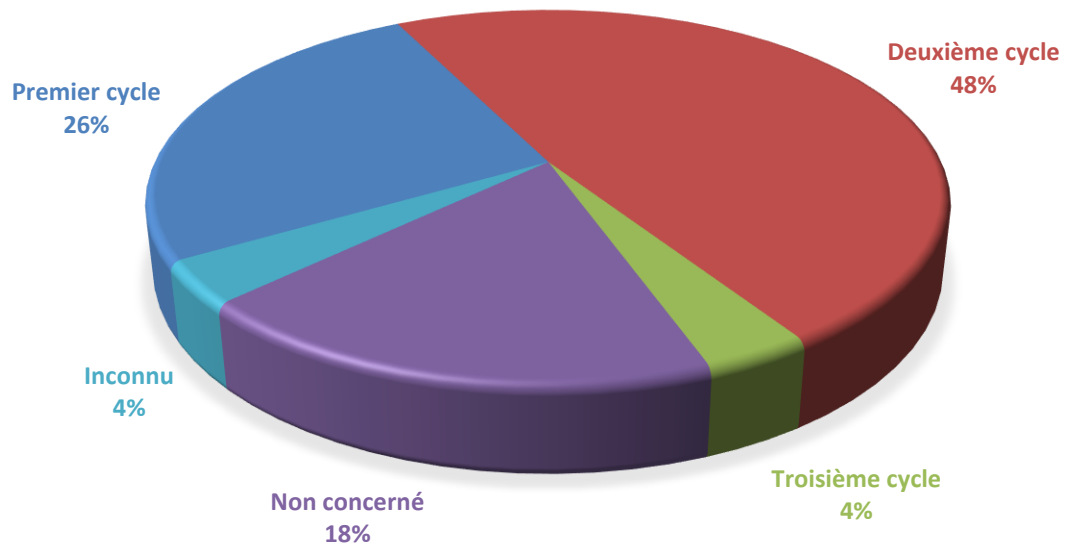


### IRANIENS AMÉRICAINS 1985-1988 Origine du conjoint

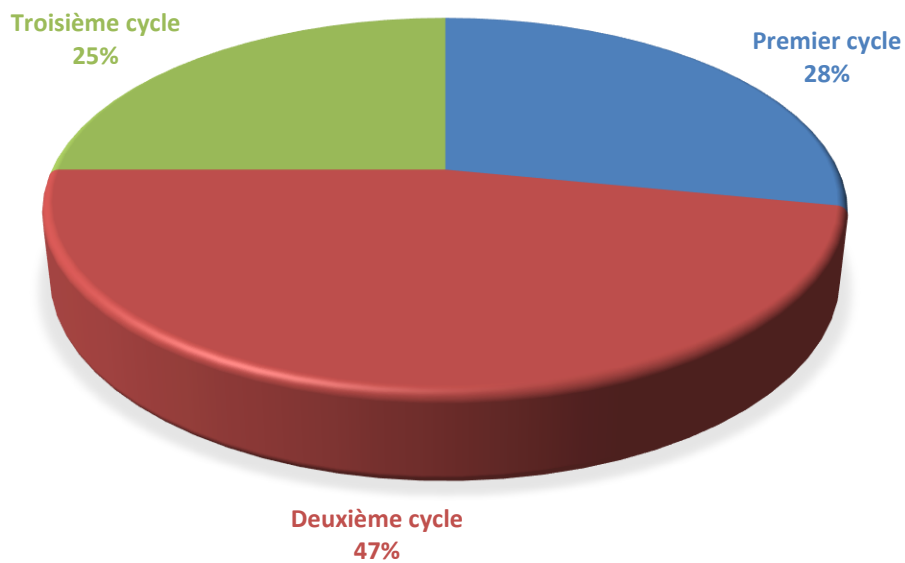


## 2. Formation universitaire

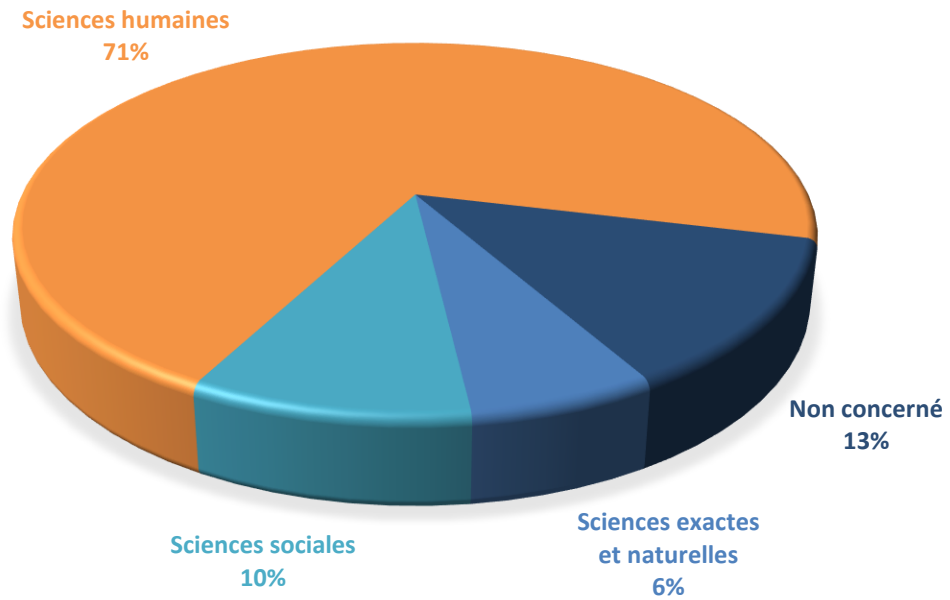
**IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988**  
Niveau d'études supérieures



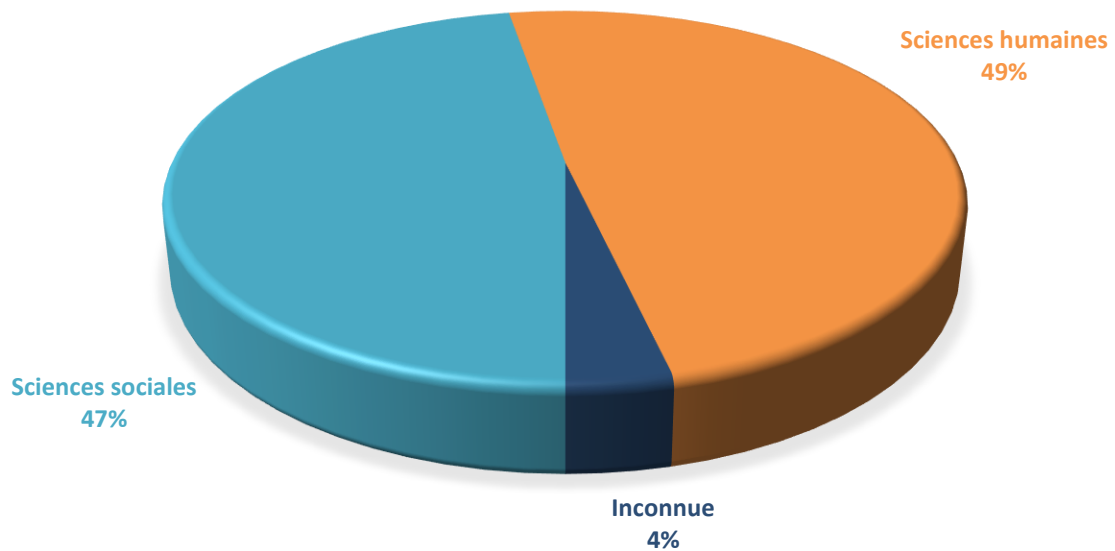
**IRANIENS AMERICAINS 1985-1988**  
Niveaux d'études supérieures



### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Domaines d'études supérieures

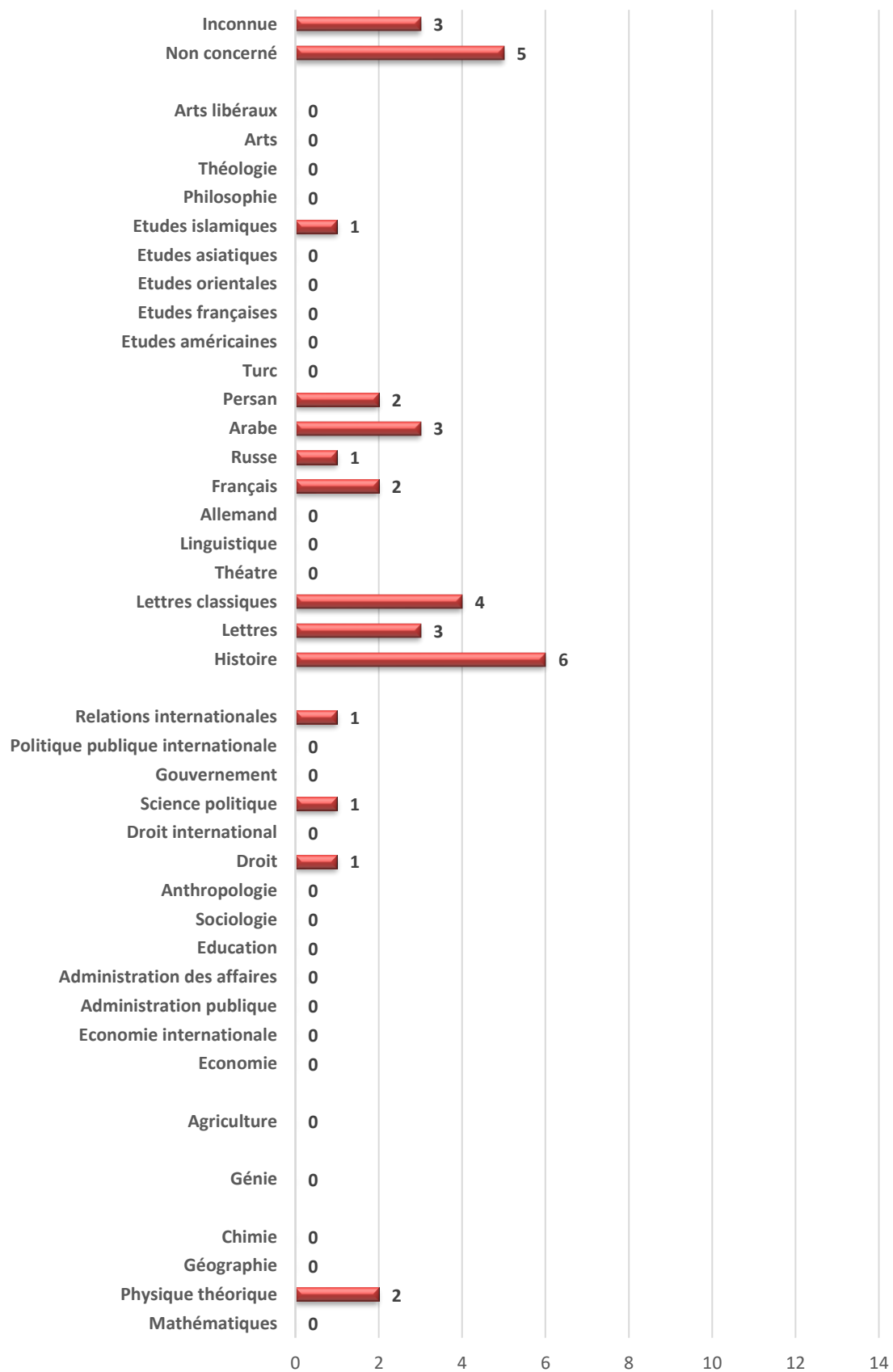


### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Domaines d'études supérieures



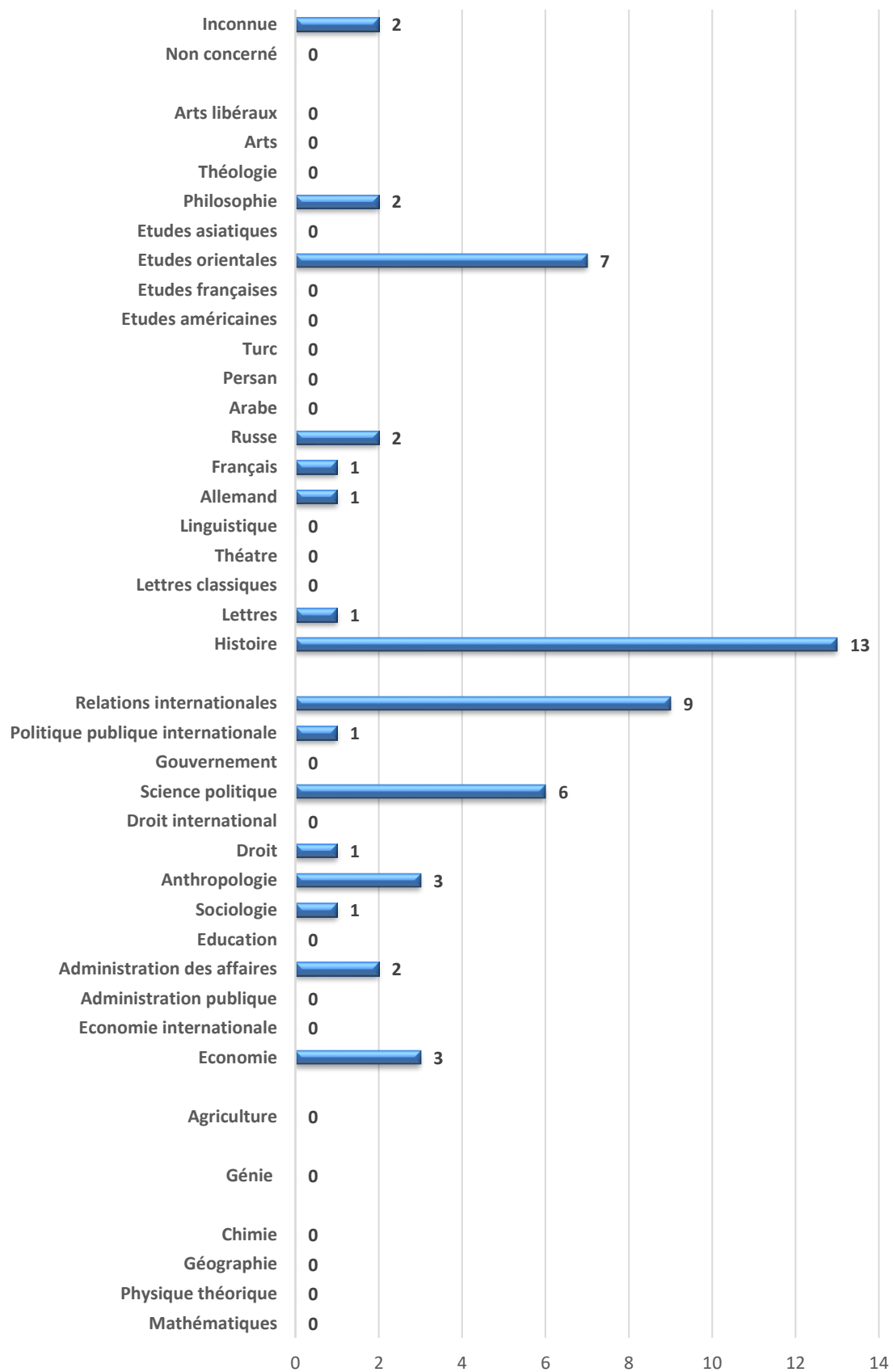
## IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988

### Disciplines d'études supérieures



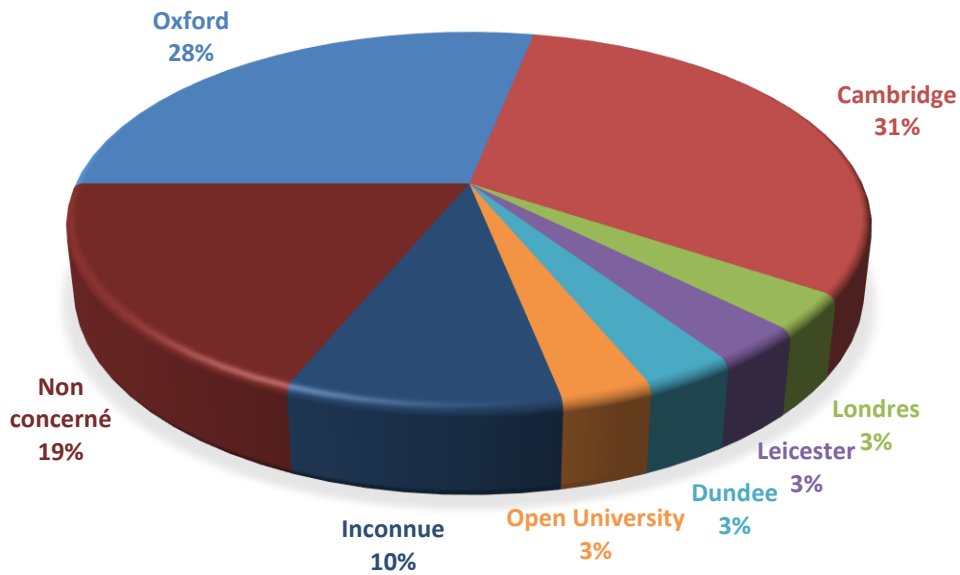
## IRANIENS AMÉRICAINS 1985-1988

### Disciplines d'études supérieures

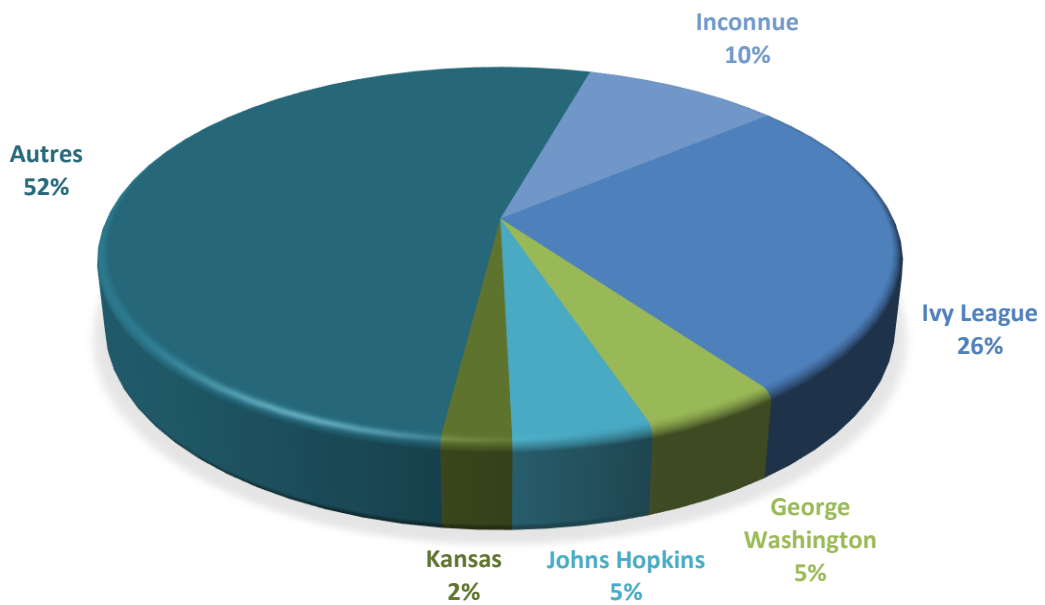


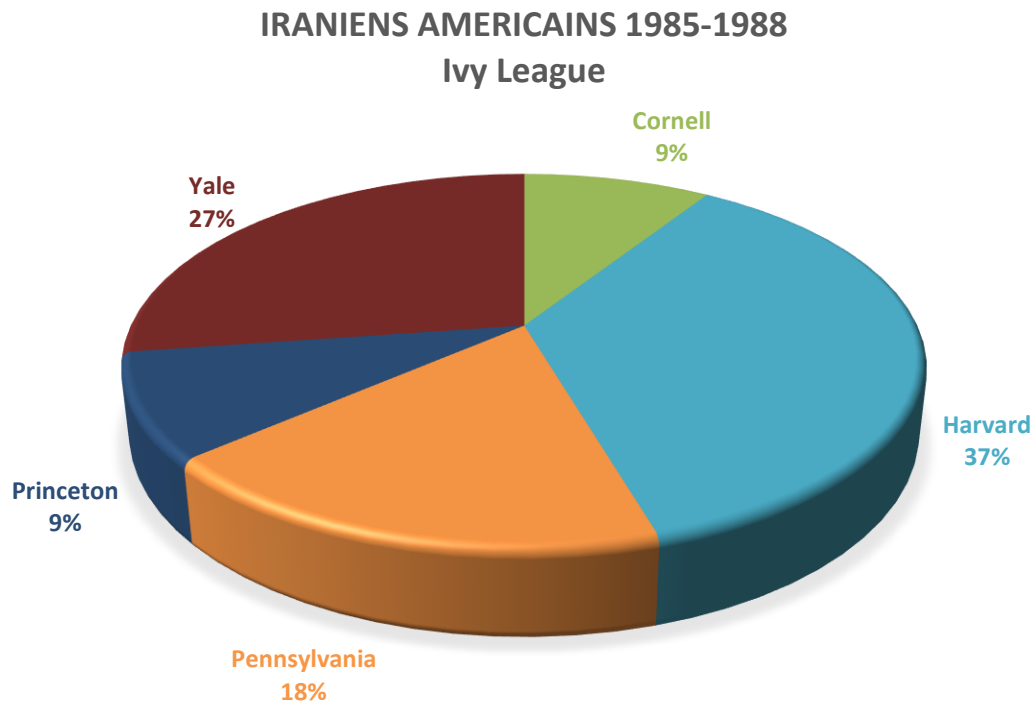


### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Ville d'études supérieures

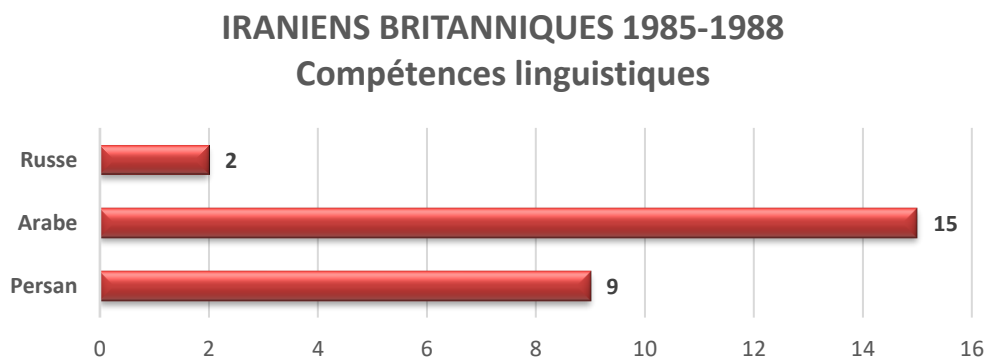


### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Universités d'étude

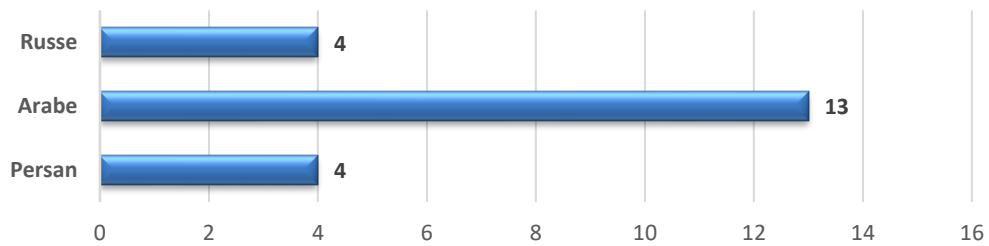




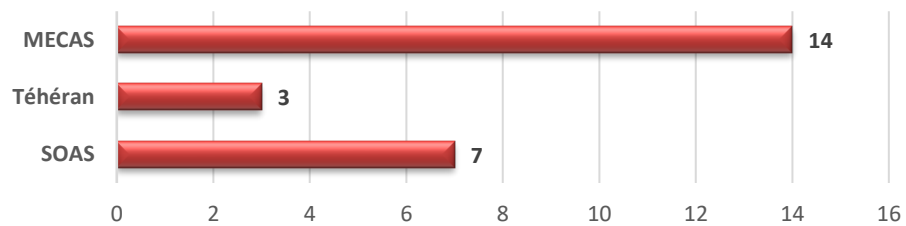
### 3. Formation linguistique



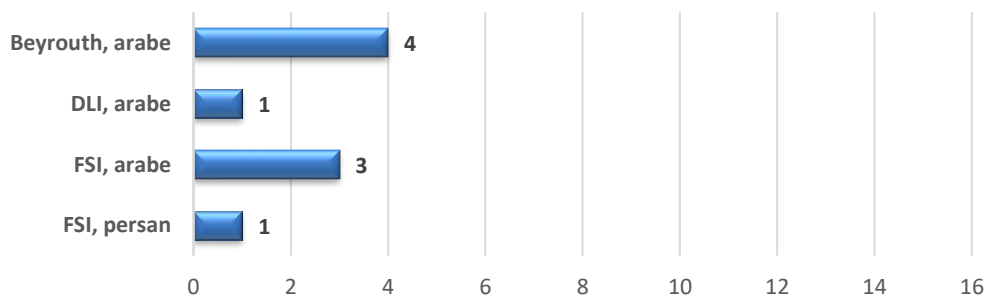
### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Compétences linguistiques



### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Lieux de formation linguistique

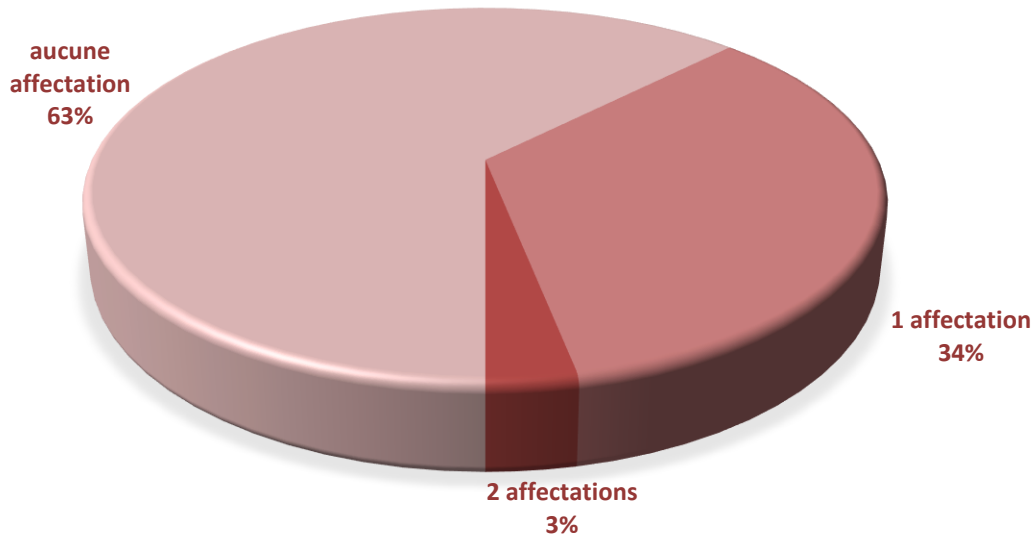


### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Lieux de formation linguistique

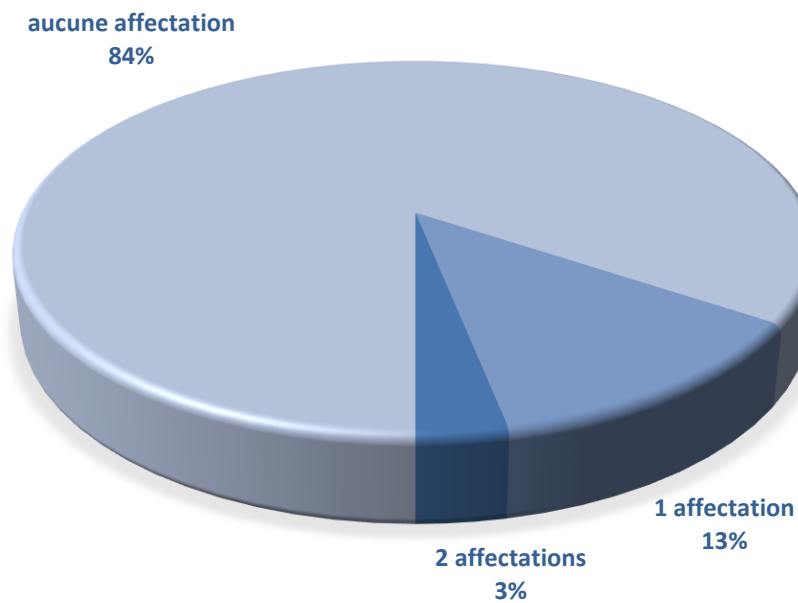


#### 4. Carrière iranienne

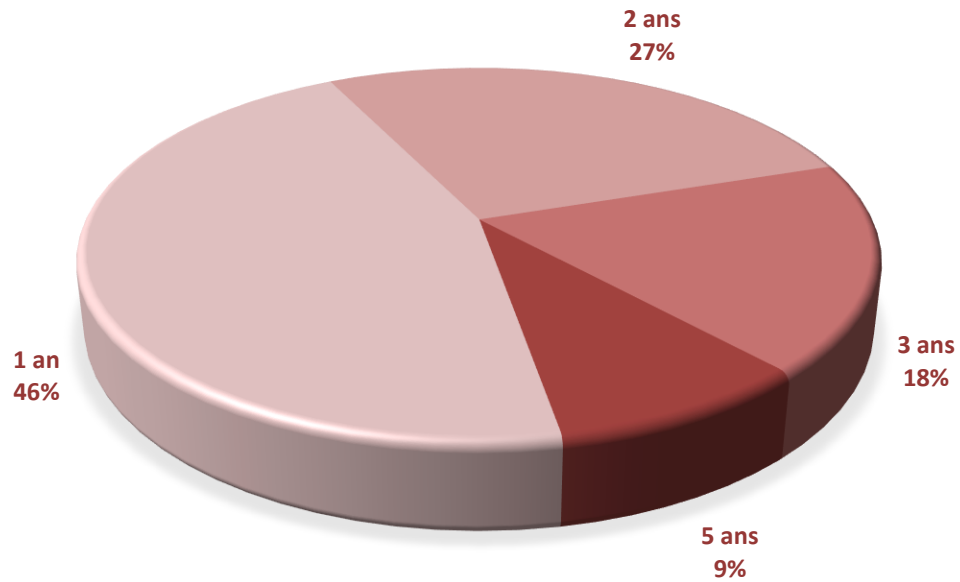
**IRANIENS BRITANNIQUES 1979-1981**  
Nombre d'affectations en Iran



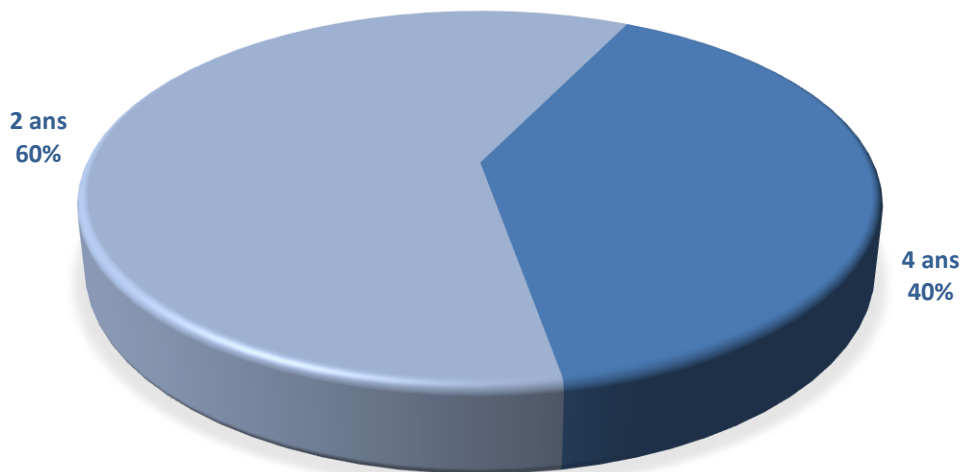
**IRANIENS AMERICAINS 1985-1988**  
Nombre d'affectations en Iran



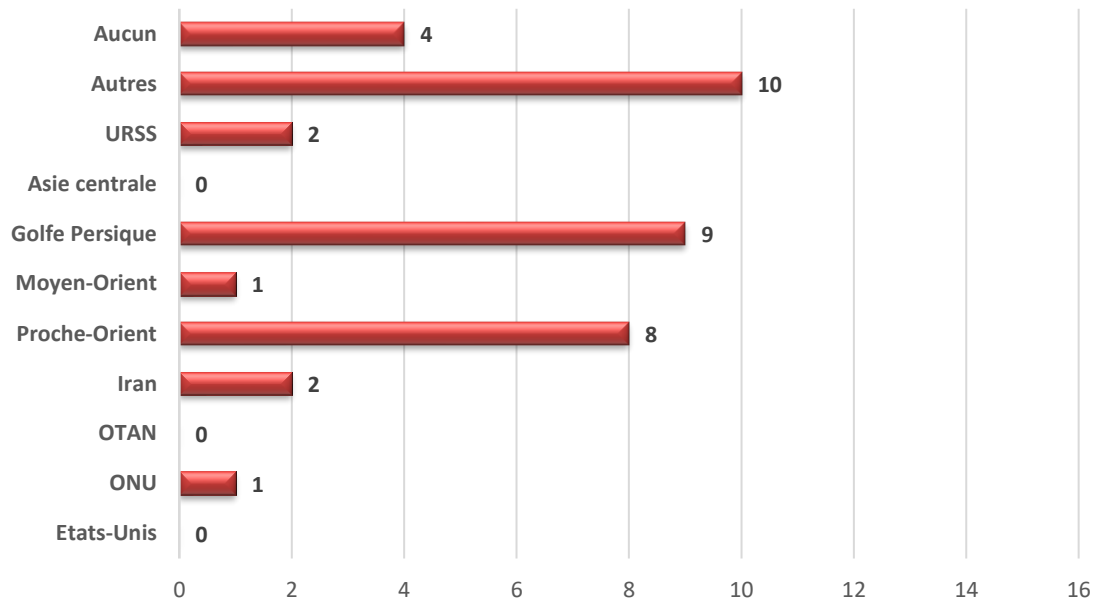
### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Nombre d'années passées en Iran



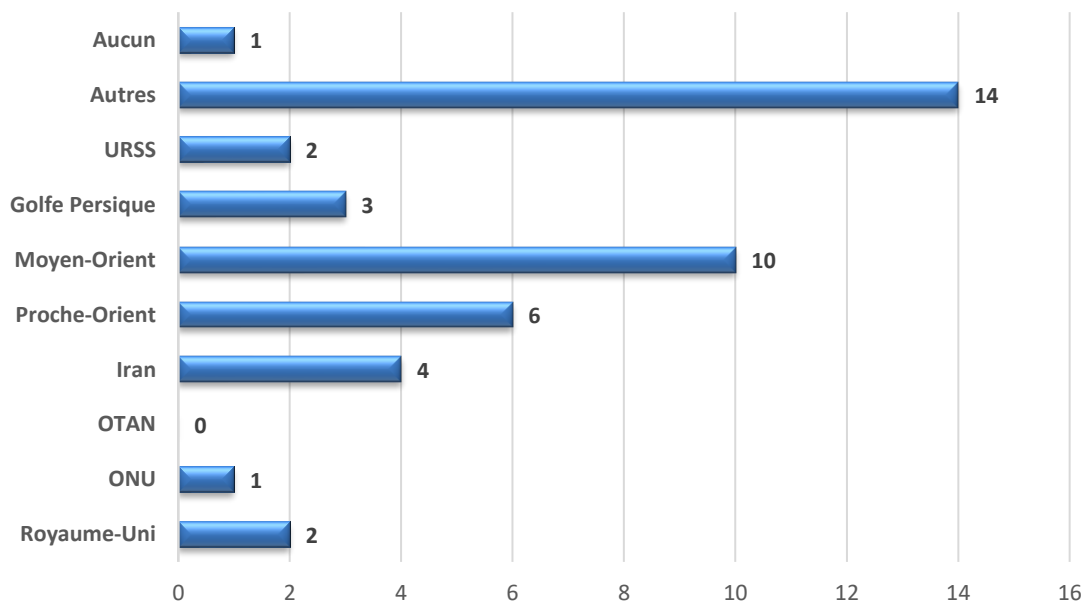
### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Nombre d'années passées en Iran



### IRANIENS BRITANNIQUES 1985-1988 Anciens postes



### IRANIENS AMERICAINS 1985-1988 Précédents postes



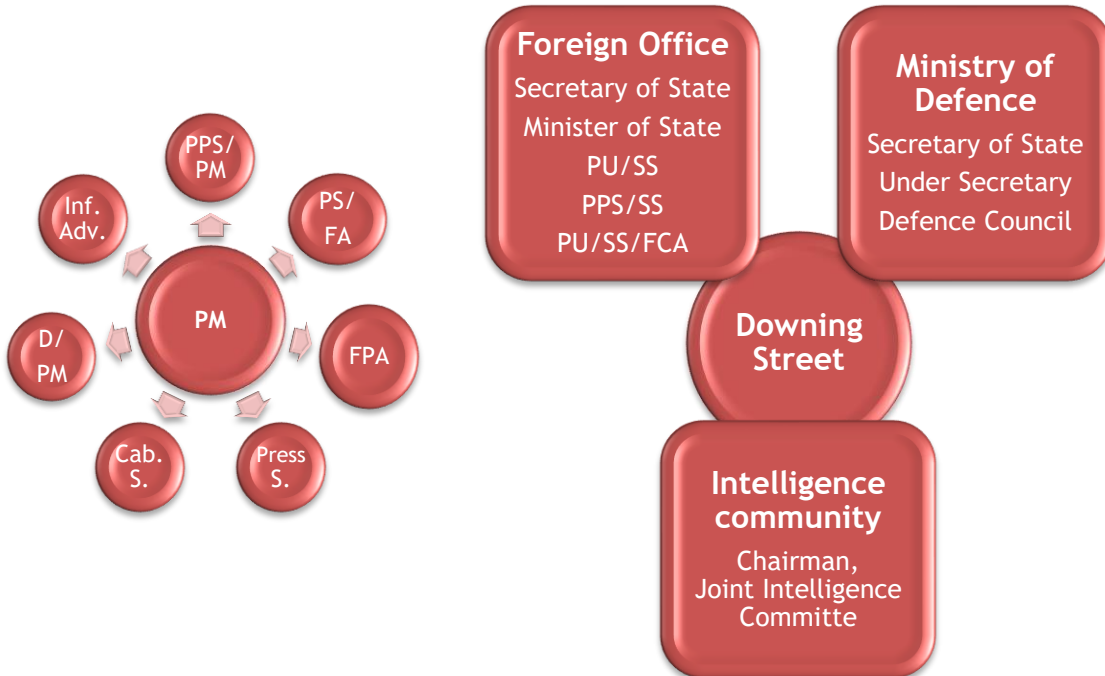
**Annexe 7**  
**SCHÉMA DE SYNTHÈSE**

**I. Abréviations**

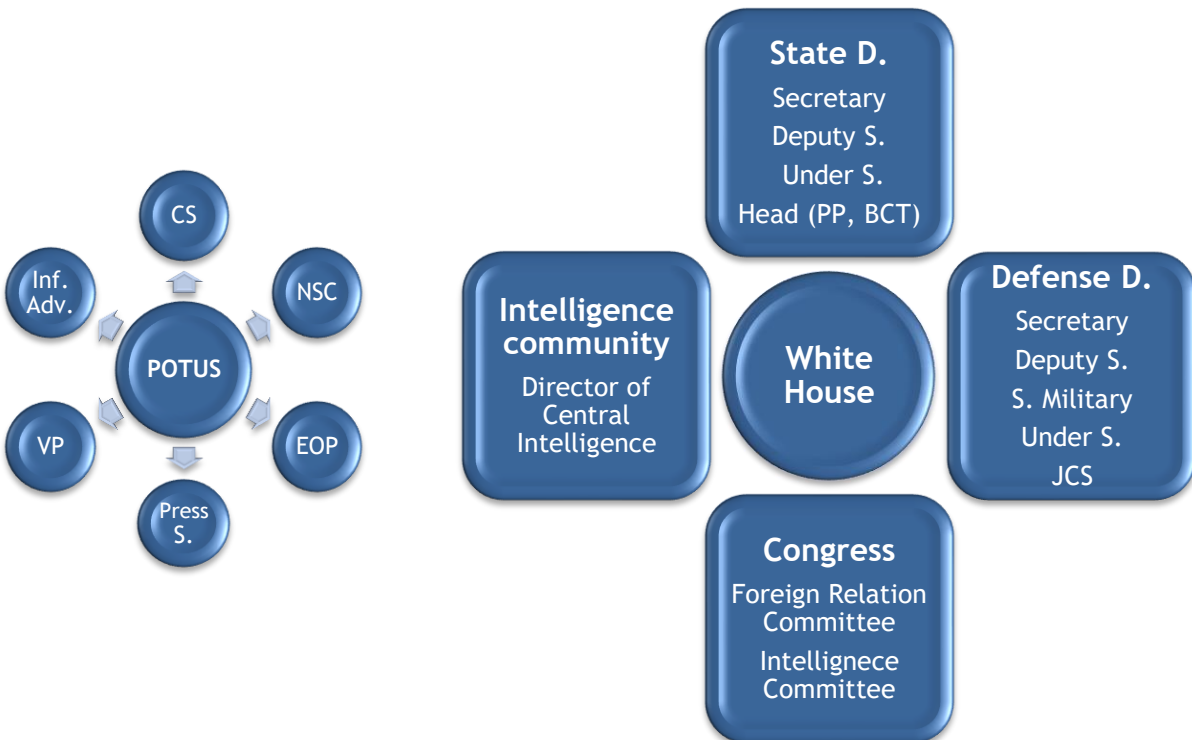
BCT : Bureau of Counterterrorism  
Cab. S. : Cabinet Secretary  
CIA : Central Intelligence Agency  
CS : Chief of Staff  
D/PM : Deputy Prime Minister  
DOD : Department of Defense  
DOS : Department of State  
EOP : Executive Office of the President  
FCO : Foreign and Commonwealth Office  
FPA : Foreign Policy Advisor  
Inf. Advisors : Informal/Special Advisors  
JCS : Joint Chiefs of Staff  
MI6 : Military Intelligence, section 6 (Secret Intelligence Service)  
MOD : Ministry of Defence  
NSC : National Security Council  
PM : Prime Minister  
POTUS : President of the United States  
PP : Policy Planning  
PPS/PM : Principal Private Secretary to the PM  
PPS/SS : Principal Private Secretary to the Secretary of State  
Press S. : Press Secretary  
PS/FA : Private Secretary for Foreign Affairs  
PU/SS : Permanent Under-Secretary of State  
PU/SS/FCA : Parliamentary Under-Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
S. : Secretary  
VP : Vice President

## II. Entourages décisionnels américain et britannique

### A. Royaume-Uni

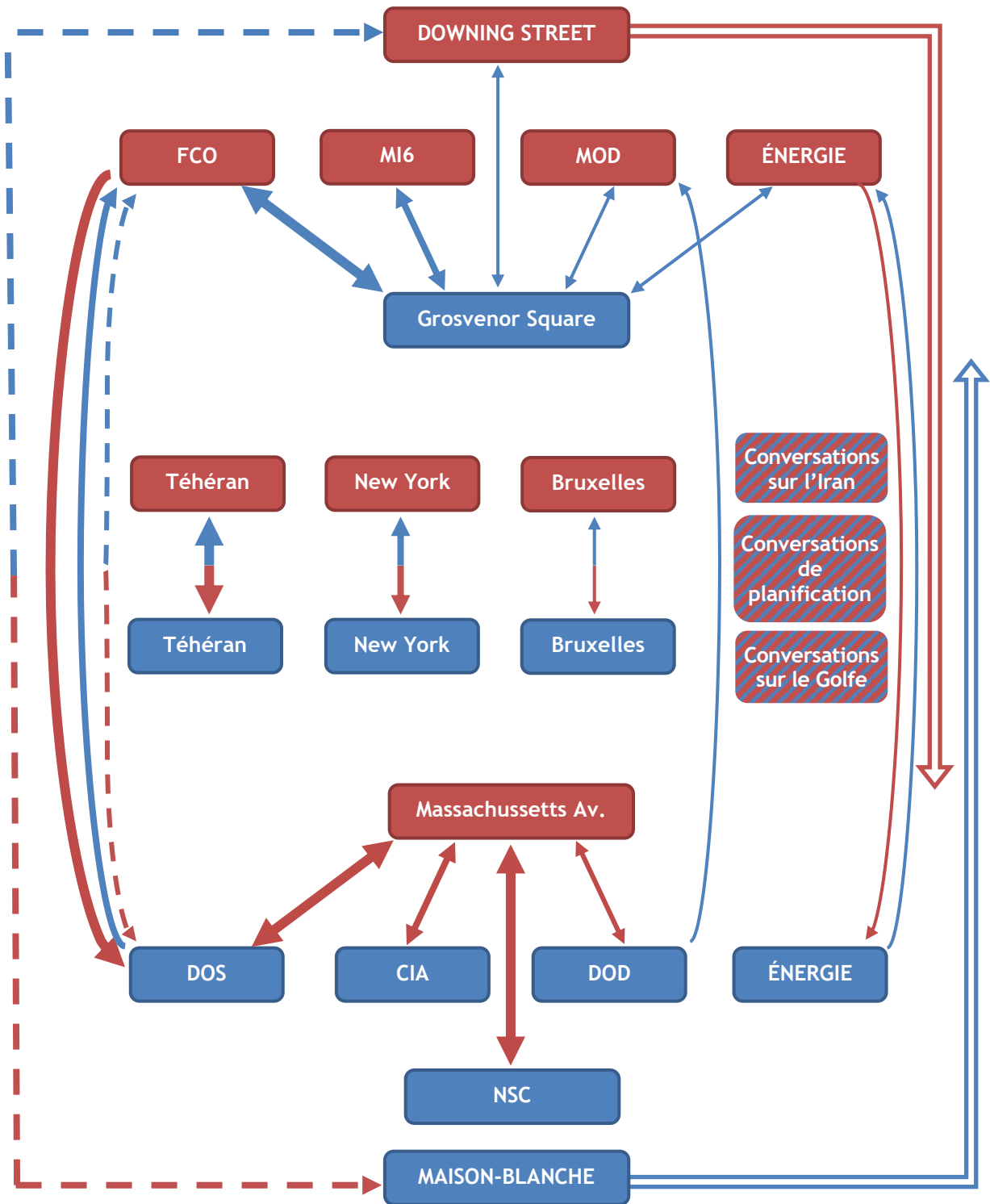


### B. États-Unis





III. Forums américains et britanniques de la politique iranienne (1976-1979)

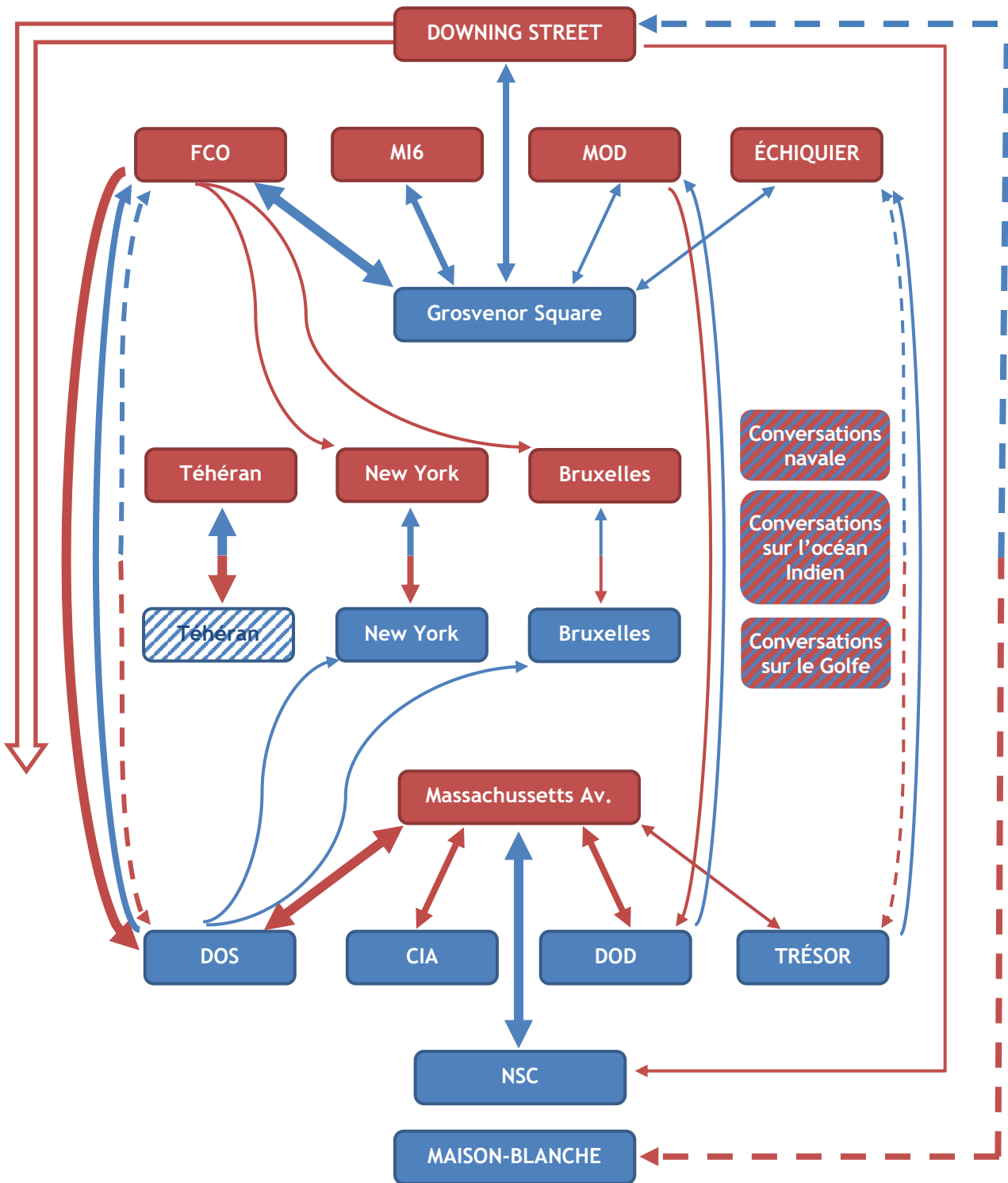


Légende

- ↔ Correspondance
- ↔ Consultation
- Visite ministérielle
- Visite d'État

- Fréquence
- ponctuelle
  - régulière
  - importante

**IV. Forums américains et britanniques de la politique iranienne (1979-1981)**

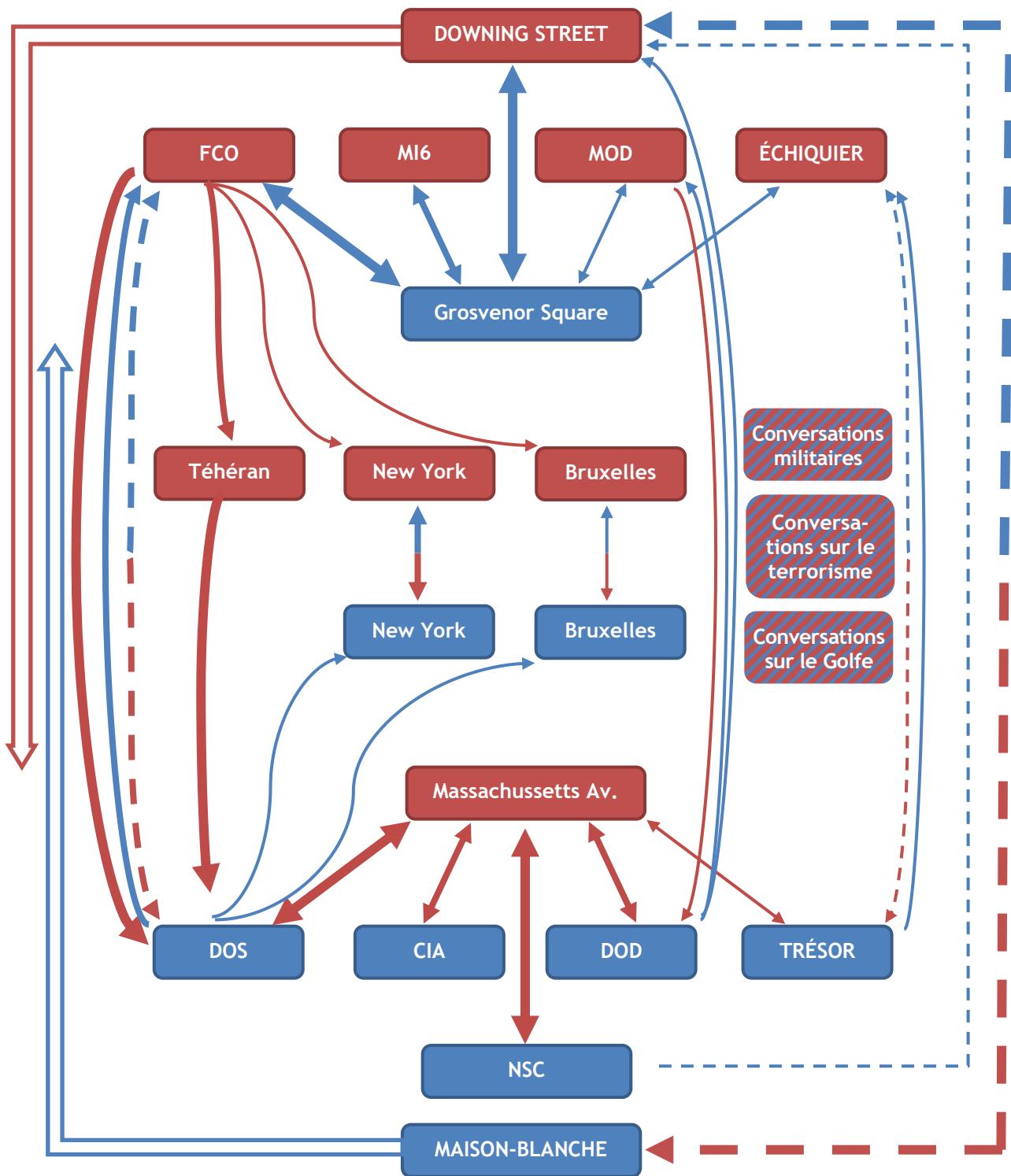


**Légende**

- ↔ Correspondance
- ↔ Consultation
- Visite ministérielle
- Visite d'État

- Fréquence**
- ponctuelle
  - régulière
  - importante

V. Forums américains et britanniques de la politique iranienne (1981-1984)

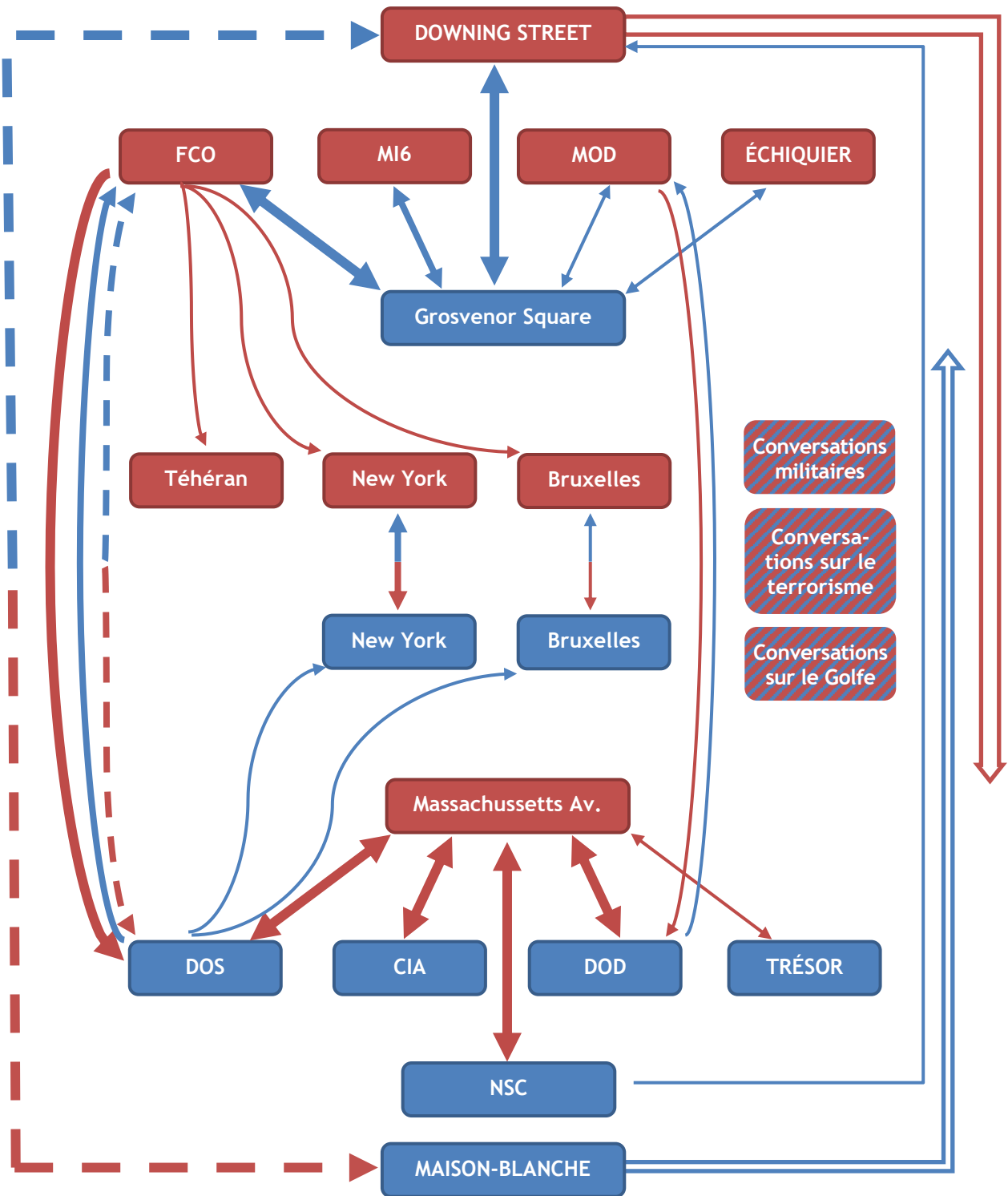


Légende

- ↔ Correspondance
- Consultation
- Visite ministérielle
- Visite d'État

- Fréquence
- punctuelle
  - régulière
  - importante

**VI. Forums américains et britanniques de la politique iranienne (1985-1988)**



**Légende**

- ↔ Correspondance
- ↔ Consultation
- Visite ministérielle
- Visite d'État

- Fréquence**
- ponctuelle
  - régulière
  - importante

**Annexe 9**  
**CHRONOLOGIE**

<b>1975</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>6</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Accord d'Alger entre l'Irak et l'Iran	6	
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>7</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Séjour de R. Reagan au Royaume-Uni	7	Intervention de R. Reagan devant la Société des pèlerins (Londres) Entretiens M. Thatcher-R. Reagan (Londres)
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>17</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Séminaire sur le conservatisme britannique (Council on Foreign Relations)	17	Intervention de M. Thatcher devant le Council on Foreign Relations (New York)
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>23</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Article du <i>New York Times</i> sur la santé du shah	23	
<b>1976</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>4</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Séjour de James Callaghan en Iran	4	
Séjour de James Callaghan en Iran	5	
Séjour de James Callaghan en Iran	6	
Séjour de James Callaghan en Iran	7	
Séjour de James Callaghan en Iran	8	
<b>1976</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>5</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	5	
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	6	
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	7	
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	8	
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	9	
Séjour de F. Pahlavi au Royaume-Uni	10	

1976		
Juin		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Séjour de A. Pahlavi au Royaume-Uni	8	
Séjour de A. Pahlavi au Royaume-Uni	9	
Séjour de A. Pahlavi au Royaume-Uni	10	
Séjour de A. Pahlavi au Royaume-Uni	11	
Séjour de A. Pahlavi au Royaume-Uni	12	
1976		
Juillet		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Rapport sur les ventes d'armes à l'Iran (Sénat)	1	
Accord de sécurité nucléaire Royaume-Uni-Iran	11	
1976		
Août		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Auditions sur les droits de l'homme en Iran (Chambre)	3	
Dîner en l'honneur de P. Raji (Westminster)	4	
1976		
Septembre		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Auditions sur les droits de l'homme en Iran (Chambre)	8	
1976		
Octobre		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Discours de J. Carter sur les droits de l'homme (South Bend)	10	
Séminaire interministériel d'évaluation du renseignement sur l'Iran (Washington)	14	
1976		
Novembre		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
Rapport sur les droits de l'homme en Iran (Amnesty International)	1	
Victoire de Jimmy Carter aux élections présidentielles américaines	2	

1977		
Janvier		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
Séjour de Ronald Ellis, MOD (Téhéran)	11	
Séjour de Ronald Ellis, MOD (Téhéran)	12	
Séjour de Ronald Ellis, MOD (Téhéran)	13	Entretien J. Carter-J. Callaghan (téléphone)
Séjour de Ronald Ellis, MOD (Téhéran)	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
Investiture de J. Carter	21	
Entretien J. Carter-A. Zahedi (Washington)	22	
	23	
Visite de W. Mondale à Bruxelles	24	
Visite de W. Mondale à Bonn	25	
Visite de W. Mondale à Paris	26	Entretien J. Carter-P. Ramsbotham (Washington)
Visite de W. Mondale à Londres Rapport sur les sources de renseignement humaines de la mission américaine en Iran (CIA)	27	Entretien J. Callaghan-W. Mondale (Londres) Entretien A. Crossland -W. Mondale (Londres)
Rapport sur le futur de l'Iran et ses implications pour la politique des États-Unis (INR)	28	
	29	
	30	
	31	
1977		
Février		

Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
Séminaire sur le rôle de l'Iran dans l'OPEP (Council on Foreign Relations)	1		
	2	Lettre de J. Carter à J. Callaghan	
	3		
	4	Entretien J. Callaghan-J. Carter (téléphone)	
	5		
	6		
	7		
	8		
	9		
	10		
	11		
	12		
	13		
	14		
	15		
	16		
	17		
	18		
	19		
	20		
	21		
	22		
	23		
	24		
	25		
	26		
	27		
	28		
<b>1977</b>			
<b>Mars</b>			
Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
	1		
	2		
	3		
	4		
	5		



	6	
	7	
	8	
Visite de J. Callaghan aux États-Unis	9	Entretien Z. Brzezinski-J. Callaghan (Washington) Entretien H. Brown-J. Callaghan (Washington)
Visite de J. Callaghan aux États-Unis	10	Entretien J. Carter-J. Callaghan (Washington) Dîner J. Carter-J. Callaghan (Washington)
Visite de J. Callaghan aux États-Unis	11	
Visite de J. Callaghan aux États-Unis	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	Entretien R. Hobbs-R. Muir (Washington)
	18	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	Entretien Ramsbotham-Christopher-Vance (Washington)
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1977</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

Nomination de W. Sullivan ambassadeur en Iran	7	
Report par les États-Unis du retraitement à fins commerciale du combustible nucléaire iranien	8	
	9	
	10	
	11	
Réunion du CSN sur la politique de transfert des armes conventionnelles	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	24	
	25	
Réunion du Groupe des fournisseurs nucléaires (Londres)	26	
	27	
	28	
	29	Entretien R. Hobbs-R. Muir (Washington)
	30	
<b>1977</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	
	<b>3</b>	
	<b>4</b>	
Visite de J. Carter au Royaume-Uni	<b>5</b>	
Visite de J. Carter au Royaume-Uni	<b>6</b>	

Visite de J. Carter au Royaume-Uni	7	Entretien J. Carter-M. Thatcher (Londres)
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Directive présidentielle sur les ventes d'armes Entretien C. Vance-shah (Téhéran)	13	Lettre de H. Brown à F. Mulley
Entretien D. Owen-shah (Téhéran)	14	Entretien C. Vance-D. Owen (Téhéran)
Entretien D. Owen-A. A. Khalatbari (Téhéran)	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Lettre de J. Carter au shah	23	
	24	Lettre de F. Mulley à H. Brown
	25	
	26	
	27	Entretien M. Palliser-Z. Brzezinski (Washington)
Entretien C. Vance-A. Zahedi (Washington)	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1977</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
Annulation de la vente à l'Iran d'avions de combats américains	8	
Arrivée de W. Sullivan à Téhéran	9	
	10	Entretien C. Naas-R. Muir (Washington)
Entretien J. Carter-F. Pahlavi (Washington)	11	Entretien W. Sullivan-A. Parsons (Téhéran)
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Condamnation de l'Iran par la Ligue internationale des droits de l'homme	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1977</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Entretien N. Rockefeller-F. Diba (New York)	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	Entretien W. Sullivan-A. Parsons (Téhéran)
Rapport de W. Sullivan sur le développement de la contestation au régime iranien	25	
	26	
	27	
Suspension de la vente des AWACS à l'Iran devant l'opposition du Congrès	28	
	29	
	30	
	31	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
<b>1977</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Rapport sur l'Iran dans les années 1980 (CIA)	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
Installation du gouvernement Amouzegar (Iran)	7	
	8	
	9	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1977</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	Début de la visite de M. Thatcher aux États-Unis
	7	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
Lettre de J. Carter à T. O'Neill soutenant la vente des AWACS à l'Iran	8	Dîner D. Rockefeller-M. Thatcher (New York)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	Entretien J. Carter-M. Thatcher (Washington) Dîner H. Kissinger-M. Thatcher (Washington)
	14	
	15	Fin de la visite de M. Thatcher aux États-Unis
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Séminaire sur la stratégie iranienne dans le golfe Persique (Council on Foreign Relations)	23	
	24	
	25	
	26	
	27	Entretien J. Callaghan-Z. Brzezinski (Londres)
Entretien D. Owen-A. A. Khalatbari (New York)	28	
	29	
	30	
<b>1977</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Entretien shah-N. Rockefeller (Téhéran)	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
Entretien M. Blumenthal-shah (Téhéran)	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1977</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	



	6	
Annnonce du report de la visite de J. Carter en Iran	7	
	8	Entretien D. Hannay-K. Brewster (Londres)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
Entretien shah-H. Brown (Washington) Entretien P. Raji-J. Amery (Londres)	15	
	16	
	17	
	18	Entretien G. Sick-P. Jay (Washington)
	19	
	20	
	21	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
Publication de nouvelles directives par le CSN pour évaluer les besoins militaires de l'Iran	28	
	29	
	30	
<b>1977</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	Entretien C. Naas-R. Muir (Washington)
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
Dîner R. Reagan-A. Zahedi (Washington)	15	
	16	Entretien D. Owen-K. Brewster (Londres)
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
Attentat à la bombe contre le centre linguistique de la Société américano-iranienne (Téhéran)	27	
	28	
	29	
	30	
Entretien J. Carter-shah (Téhéran)	31	
<b>1978</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
Publication dans le journal <i>Ettela'at</i> de l'article « L'Iran et la colonisation en Rouge et Noir »	7	
Émeutes à Qom (Iran)	8	
Émeutes à Qom (Iran)	9	
Entretien délégation de sénateurs-shah (Téhéran)	10	
	11	
	12	
	13	
Manifestations dans les principales villes iraniennes	14	
	15	
	16	
	17	
Entretien R. Carter-F. Pahlavi (Washington) Entretien R. Maragheh-G. Lambrakis (Téhéran)	18	
Manifestation commémorant le 40 <sup>e</sup> jour des émeutes de Qom (Tabriz)	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
Abandon par Londres des réacteurs nucléaires à eau lourde, hypothéquant la coopération avec Téhéran	26	
Ouverture du groupe d'étude sur le pétrole et les problèmes du Golfe (Council on Foreign Relations)	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1978</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
Rapport sur les droits de l'homme en Iran (Chambre)	3	
	4	
	5	
Entretien C. Elahi-J. Stempel (Téhéran)	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
Entretien P. Raein-R. Brewin (Téhéran)	11	
Entretien T. Nasser-J. Stempel (Téhéran)	12	
Discours de W. Christopher devant l'Association du barreau américain réaffirmant l'attachement des États-Unis aux droits de l'homme (Washington)	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
4 <sup>e</sup> session de la Commission mixte États-Unis-Iran de coopération économique (Washington)	28	
<b>1978</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Premières auditions sur les droits de l'homme en Iran (Chambre)	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
Séminaire sur l'Iran (département d'État)	10	Lettre de J. Robinson à D. Aaron

	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
Approbation de la vente de gaz lacrymogène à l'Iran par le département d'État	28	
Rapport sur l'opposition religieuse en Iran (DIA)	29	
	30	
	31	
<b>1978</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
Entretien F. Mulley-shah (île de Kich)	5	
	6	
	7	
	8	
Mission en Iran du Collège national de guerre	9	
Mission en Iran du Collège national de guerre	10	
Mission en Iran du Collège national de guerre	11	

Mission en Iran du Collège national de guerre	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	Entretien I. Lucas-M. Weir-H. Saunders (Londres)
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Entretien R. Maragheh-G. Lambrakis (Téhéran)	24	
	25	
Dîner P. Raji-M. Thatcher (Londres)	26	
	27	
Visite de M. Thatcher en Iran Visite de R. Reagan et de G Bush en Iran	28	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Téhéran)
Visite de M. Thatcher en Iran	29	
Visite de M. Thatcher en Iran	30	
<b>1978</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Visite de M. Thatcher en Iran	1	
Visite de M. Thatcher en Iran Séminaire sur le Royaume-Uni, l'Europe et l'Amérique (Council on Foreign Relations)	2	Intervention de P. Jay devant le Council on Foreign Relations (New York)
	3	
	4	
Entretien shah-N. Rockefeller (Téhéran)	5	
	6	
	7	
Entretien R M. Tavakoli-J. Stempel (Téhéran)	8	
	9	
	10	
	11	

	12	
	13	
	14	
Appel à la grève générale à l'initiative des religieux (Téhéran) Entretien H. Eslaminia-G. Lambrakis (Téhéran)	15	
	16	
	17	
	18	Entretien JIC-E. Streater (Londres)
	19	
	20	
	21	
	22	
Entretien H. Eslaminia-G. Lambrakis (Téhéran)	23	
	24	
Entretien M. Bazargan-J. Stempel (Téhéran)	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Entretien M. Bazargan-J. Stempel (Téhéran)	30	
Émeute à l'université de Téhéran	31	
<b>1978</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
Appel à la grève générale par le Mouvement de libération de l'Iran	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	

	11	
Entretien R. Maragheh-G. Lambrakis (Téhéran)	12	
	13	
	14	Entretien J. Shellenberger-A. Whitley (Téhéran)
Rapport sur l'opposition religieuse en Iran (CIA)	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	Entretien J. Powell-P. Jay (Washington)
Entretien H. Eslaminia-G. Lambrakis (Téhéran)	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1978</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
Réunion de la commission de révision politique sur la politique de vente d'armes à l'Iran (Washington)	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	



	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
Entretien R. Maragheh-G. Lambrakis (Téhéran)	17	
Entretien M. Bazargan-Y. Sahabi-M. Tavakoli-J. Stempel (Téhéran)	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1978</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	Entretien J. Shellenberger-A. Whitley (Téhéran)
Entretien A. Darashuie-H. Kashefi-D. McGaffey (Ispahan)	4	
	5	
	6	
	7	
Dispersion d'une foule de manifestants marchant vers la Société irano-américaine (Chiraz)	8	
	9	
	10	

Imposition d'un couvre-feu à Ispahan	11	
Imposition d'un couvre-feu à Chiraz, Ahvaz et Tabriz	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
Amnistie de 62 prisonniers politiques (Téhéran)	19	
Incendie meurtrier au cinéma Rex (Abadan)	20	
Entretien M. Tavakoli-J. Stempel (Téhéran)	21	
Retour de W. Sullivan à Téhéran	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
Installation du gouvernement Sharif-Emami (Iran)	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1978</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Rapport sur l'instabilité en Iran (CIA) ; dissension dans la communauté du renseignement	1	
	2	
	3	
Manifestation monstre réclamant le retour de l'ayatollah Khomeini (Téhéran)	4	
Mouvement de grève dans l'industrie (Arak)	5	
	6	Entretien CIA-R. Carrick (Washington)
	7	
« Vendredi noir » sur le square Jaleh (Iran) Proclamation de la loi martiale (Iran) Autorisation du transfert à l'Iran d'équipements américains de contrôle des foules	8	Entretien P. Jay-W. Christopher (Washington) Entretien J. Robinson-W. Crawford (Washington)

	9	
Entretien J. Carter-shah (téléphone)	10	
Entretien P. Jay-Ardeshir Zahedi (Washington)	11	Entretien W. Sullivan-G. Chalmers (Téhéran)
	12	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
Retour de A. Parsons à Téhéran	13	
Lettre de soutien de J. Callaghan au shah	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Assignment à domicile de R. Khomeini (Nadjaf)	23	
Entretien C. Bakhtiar-J. Stempel (Téhéran) Premières grèves dans l'industrie pétrolière (Iran)	24	
Lettre du shah à J. Callaghan Entretien B. Bahramian-M. Tavakoli-J. Stempel (Téhéran)	25	
	26	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
	27	
	28	
	29	Entretien W. Sullivan-A. Parsons (Téhéran)
Rapport sur la situation politique iranienne (DIA)	30	
<b>1978</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-J. Sharif-Emami (Téhéran)	2	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
Entretien C. Elahi-J. Stempel (Téhéran)	3	Entretien H. Precht-J. Robinson (Washington) Entretien C. Clements-R. Muir (Washington)
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-J. Sharif-Emami (Téhéran)	4	
Paris accorde l'asile politique à R. Khomeini	5	Entretien W. Sullivan-A. Parsons (Téhéran)
Arrivée de R. Khomeini en France	6	
	7	

	8	
	9	
Déclaration de J. Carter en soutien au shah (Washington)	10	Conversations de planification (Washington)
Entretien M. Pirasteh-G. Lambrakis (Téhéran)	11	Conversations de planification (Washington)
	12	Entretien W. Sullivan-A. Parsons (Téhéran)
	13	
	14	
Entretien H. Eslaminia-G. Lambrakis (Téhéran) Rapport sur la politique iranienne de l'URSS (CIA)	15	Entretien A. Parsons-W. Sullivan- G.A. Oveissi (Téhéran)
Occupation de la raffinerie d'Abadan (Iran) Entretien C. Bakhtiar-J. Stempel (Téhéran)	16	
Entretien S. Solarz-shah (Téhéran) Entretien N. Minachi-J. Stempel (Téhéran)	17	
	18	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
	19	
Rapport sur la crise iranienne (CIA)	20	
Entretien K. Eqbal-G. Lambrakis (Téhéran)	21	
Entretien C. Bakhtiar-J. Stempel (Téhéran)	22	Entretien B. Ramsbotham-P. Gast (Téhéran)
	23	Entretien B. Ramsbotham-P. Gast (Téhéran) Lettre de R. Carrick à D. Aaron
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran) Visite de C. Duncan en Iran	24	Entretien B. Ramsbotham-P. Gast (Téhéran)
Visite de C. Duncan en Iran Entretien F. Atapour-A.R. Farahmand-R.T. Curran (Téhéran)	25	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien W. Crawford-R. Muir (Washington)
Visite de C. Duncan en Iran	26	
	27	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington) Entretien B. Ramsbotham-P. Gast (Téhéran)
Entretien C. Bakhtiar-J. Stempel (Téhéran)	28	Entretien B. Ramsbotham-P. Gast (Téhéran)
	29	
	30	
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran) Entretien M. Tavakoli-J. Stempel (Téhéran) Entretien J. Carter-R. Pahlavi (Washington)	31	
<b>1978</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Début des grèves dans l'industrie pétrolière (Iran) Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran)	1	Entretien B. Rosen-C. Jones (Washington) Séminaire sur le golfe Persique (IISS Washington)
Première réunion du groupe Iran du Cabinet (Londres) Première réunion du CSN sur l'Iran (Washington)	2	Consultations de M. Weir (Washington) Entretien D. Newsom-M. Weir (Washington)
	3	
Entretien A. Parsons-N. Minachi (Téhéran) Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran)	4	

Répression meurtrière d'une manifestation étudiante (Téhéran)		
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran) Entretien K. Hosseini-M. Taghied-A.A. Azhtari-C. Clement-S. Cohen-J. Stempel (Téhéran) Prise d'assaut de l'ambassade britannique (Téhéran) Imposition de la loi martiale (Téhéran)	5	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
Installation du gouvernement G.R. Azhari (Iran) Entretien S. Ahy-M. Tehranian-C. Clement-S. Cohen-J. Stempel (Téhéran)	6	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran) Entretien G. Sick-R. Muir (Washington) Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
Annnonce par R. Khomeini de la formation à venir d'une République islamique en Iran Entretien A. Parsons-shah (Téhéran)	7	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran) Entretien K. Brewster-C. Lucas (Londres)
Entretien F. Jahanpour-D. McGaffey (Téhéran)	8	
Analyse alarmante de la crise par W. Sullivan Envoi à l'Iran d'équipements américains de contrôle des foules Entretien N. Minachi-J. Stempel (Téhéran)	9	
	10	Entretien délégation de sénateurs (A. Ribicoff)-J. Callaghan (Londres)
Entretien A. Parsons-shah (Téhéran)	11	
	12	
	13	
	14	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	15	
Entretien M. Derakhsheh-G. Lambrakis (Téhéran)	16	
Lettre de L. Brejnev à J. Carter sur l'Iran	17	
	18	Entretien R. Bone-C. Rundle-G. Griffin (Londres)
Libération de 210 prisonniers politiques en Iran Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran) Entretien M.R. Jalali-Naini-J. Shellenberger (Téhéran)	19	
Rapport sur R. Khomeini (CIA)	20	
Rapport sur l'avenir de la production de pétrole iranienne (CIA)	21	
Séminaire sur l'Iran (Maison-Blanche)	22	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington) Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien F. Mulley-A. Glaspie (Londres)
	23	
	24	Lettre de J. Carter à J. Callaghan
	25	
Entretien R. Khomeini-R. Keer -Neauphle)	26	
Article du <i>Washington Post</i> révélant l'ouverture par les États-Unis de contacts avec l'opposition	27	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Londres)
	28	
Rapport sur le risque de confrontation entre le gouvernement iranienne et l'opposition religieuse (CIA)	29	

Réaffirmation du soutien des États-Unis au shah	30	Lettre de R. Rogers à R. Gorham
<b>1978</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	Entretien A. Benn-J. Schlesinger (Londres)
Rapport de Z. Brzezinski sur l'« arc de crises »	<b>2</b>	Lettre de J. Callaghan à J. Carter
Entretien A. Djadali-J. Shellenberger (Téhéran)	<b>3</b>	
	<b>4</b>	
	<b>5</b>	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran) Entretien D. Tatham-A. Glaspie (Londres)
	<b>6</b>	
	<b>7</b>	Entretien R. Muir-G. Griffin (Washington)
Entretien F. Nuri-G. Lambrakis (Téhéran) Premiers départs en masse des ressortissants américains en Iran	<b>8</b>	Entretien H. Bergold-D. Hannay (Washington)
	<b>9</b>	Entretien C. Vance-D. Owen (Londres)
Développement des manifestations en Iran	<b>10</b>	
Remise à J. Carter du rapport Ball (Washington)	<b>11</b>	
Conférence de presse de J. Carter réaffirmant le soutien des États-Unis au shah (Washington) Entretien N. Minachi-A. Parsons (Téhéran) Entretien E. Yazdi-H. Precht (Washington)	<b>12</b>	Entretien C. Clements-J. Robinson (Washington) Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
	<b>13</b>	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
Entretien D. Owen-A. Afshar (Londres)	<b>14</b>	
	<b>15</b>	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
	<b>16</b>	
	<b>17</b>	
Appel à la grève générale dans l'industriel pétrolière iranienne Séminaire sur les contestations politiques et religieuses en Iran (Chatham House)	<b>18</b>	
	<b>19</b>	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien M. Palliser-K. Brewster (Londres)
Réunion de crise sur l'Iran au FCO (Londres)	<b>20</b>	Entretien C. Vance-P. Jay (Washington) Entretien W. Quandt-R. Muir (Washington)
Entretien G.R. Azhari-W. Sullivan (Téhéran)	<b>21</b>	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran) Entretien D. Miers-J. Stempel (Téhéran)
Entretien A. Parsons-W. Sullivan-shah (Téhéran)	<b>22</b>	Entretien Z. Brzezinski-P. Jay (Washington) Entretien J. Twinam-R. Muir
	<b>23</b>	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	<b>24</b>	Entretien D. Newsom-P. Jay (Washington)
Entretien R. Khomeini-R. Cottam (Neauphle)	<b>25</b>	
	<b>26</b>	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)

Réunion du CSN sur la crise iranienne (Washington)	27	
Entretien R. Khomeini-R. Cottam (Neauphle)	28	
Article du <i>New York Times</i> faisant état de l'envoi envisagé d'un porte-avions américain dans le Golfe	29	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington) Entretien I. Lucas-K. Brewster (Washington) Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	30	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
	31	
<b>1979</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	2	Contact T. Bridge-CIA (Washington)
Réunion du CSN sur le conseil à apporter au shah (Washington)	3	Entretien G. Sick-P. Jay (Washington)
Arrivée de R. Huyser à Téhéran Sommet quadripartite de la Guadeloupe Entretien R. Saffari-G. Lambrakis (Téhéran)	4	
Sommet quadripartite de la Guadeloupe	5	Entretien G. Sick-P. Jay (Washington)
Installation du gouvernement Bakhtiar (Iran)	6	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
Entretien M. Darakhsesh-G. Lambrakis (Téhéran)	7	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Séminaire sur l'Iran (IISS)
Rassemblement réclamant le départ du shah (Iran) Entretien N. Minachi-J. Stempel (Téhéran)	8	
	9	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
Entretien N. Minachi-S. Escudero (Téhéran)	10	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	11	Entretien A. Parsons-W. Sullivan (Téhéran)
Entretien opposants-S. Escudero (Téhéran)	12	
Formation d'un Conseil de régence en Iran	13	
Entretien K. Sanjabi-G. Perett (Téhéran) Entretien 4 bazaris-G. Perett (Téhéran)	14	
Entretien W. Zimmerman-R. Khomeini-E. Yazdi (Paris)	15	Entretien C. Vance-P. Jay (Washington)
Départ en exil du shah et de sa famille (Téhéran) Entretien H. Tchitchell-F. Djam (Londres) Entretien H. Eslaminia-G. Lambrakis (Téhéran)	16	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien A. Duff-K. Brewster (Londres)
Conférence de presse de J. Carter apportant le soutien des États-Unis à C. Bakhtiar Entretien H. Tchitchell-F. Djam (Londres)	17	Entretien R. Muller-P. Jay (Washington)
Entretien H. Tchitchell-F. Djam (Londres) Entretien W. Zimmerman-R. Khomeini-E. Yazdi (Paris)	18	Entretien J. Montville-P. Jay (Washington)
Entretien H. Tchitchell-F. Djam (Londres) Audition de H. Saunders (Chambre) et de D. Newsom (Sénat)	19	Entretien D. Newsom-P. Jay (Washington)
	20	Entretien D. Newsom-P. Jay (Washington)
	21	
Arrivée du shah au Maroc	22	

Entretien A. Khajavi-G. Perett (Téhéran) Entretien A. Entezam-J. Stempel (Téhéran)		
Séminaire sur l'opposition en Iran (Council on Foreign Relations)	23	Entretien W. Crawford-M. Weir (téléphone) Déjeuner de travail G. Sick-R. Muir (Washington)
	24	Déjeuner de travail D. Newsom-P. Jay (Washington) Entretien I. Lucas-A. Glaspie (Londres) Entretien W. Crawford-M. Weir (téléphone)
Affrontement entre forces d'oppositions et manifestants progouvernementaux (Téhéran) Entretien A.B. Abinassali-A.D. Najibabai-G. Perett (Téhéran)	25	
Manifestations de masse contre le gouvernement Bakhtiar dans l'ensemble de l'Iran	26	
Manifestations de masse contre le gouvernement Bakhtiar dans l'ensemble de l'Iran Entretien W. Zimmerman-R. Khomeini-E. Yazdi (Paris)	27	
Manifestations de masse contre le gouvernement Bakhtiar dans l'ensemble de l'Iran	28	
Entretien A. Entezam-J. Stempel (Téhéran)	29	
	30	Entretien G. Chalmers-C. Naas (Téhéran)
Abandon du site de renseignement Taxman I (Behshahr) Entretien N. Minachi-J. Stempel (Téhéran)	31	
<b>1979</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Retour de R. Khomeini (Téhéran)	1	Entretien G. Sick-R. Muir (Washington)
	2	Consultations de A. Parsons à Washington
Départ de R. Huysen de Téhéran	3	Consultations de A. Parsons à Washington
	4	Visite de D. Owen à Washington Entretien J. Graham-W. Sullivan (Téhéran)
Nomination de M. Bazargan à la tête du gouvernement provisoire (Téhéran)	5	Entretien W. Crawford-P. Jay (Washington)
Retrait de l'Iran du CENTO Entretien opposant anonyme-J. Stempel (Téhéran)	6	Entretien bureau CENTO-R. Muir (Washington)
	7	
	8	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien D. Murray -A. Glaspie (téléphone) Entretien J. Moberly-A. Glaspie (Londres)
	9	
Entretien M. Eqbal-G. Lambrakis (Téhéran)	10	
Démission de C. Bakhtiar Arrestations d'officiers militaires (Téhéran)	11	
	12	Entretien R. Muir-P. Burleigh (Washington)
	13	
Prise d'assaut de l'ambassade américaine (Téhéran) Reconnaissance du gouvernement Bazargan par Londres	14	Liaison J. Stempel-J. Graham-D. Newsom Entretien J. Graham-W. Sullivan (Téhéran)
	15	Lettre de C. Vance à D. Owen Déjeuner de travail W. Quandt-R. Muir (Washington)



Exécution de N.A. Nasiri, ancien chef de la SA-VAK (Téhéran) Premières évacuations des ressortissants américains et britanniques d'Iran	16	Lettre de R. Rogers à R. Gorham
Séjour de Y. Arafat à Téhéran	17	
	18	
	19	
	20	
Refus britannique de l'octroi d'un asile au shah	21	
	22	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington) Entretien A. Glaspie-F. Grier (téléphone)
	23	
	24	
	25	
Audition de D. Newsom (Chambre)	26	Entretien R. Tomkys-A. Glaspie (Londres)
	27	Entretien H. Precht-R. Muir (Washington)
	28	
<b>1979</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Départ de R. Khomeini pour Qom	1	Entretien J. Killick-M. Glitman (Bruxelles)
	2	Entretien D. Hannay-K. Brewster (Londres)
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
Discours de F. Pym présentant la politique étrangère du parti conservateur (Londres) Séminaire sur l'avenir sur l'Iran (Council on Foreign Relations) Entretien H. Eslaminia-J. Stempel (Téhéran)	8	
Séminaire sur l'Iran sans le shah (Chatham House)	9	
	10	
	11	
	12	
Entretien W. Sullivan-A.A. Entezam (Iran) Visite du roi Fahd à Washington	13	Entretien J. Countryman-J. Robinson (Washington)
Visite du roi Fahd à Washington	14	Entretien W. Crawford-J. Robinson (Washington)
	15	Conversations sur le golfe Persique (Washington)
Interdiction des exécutions et suspension des tribunaux révolutionnaires par R. Khomeini	16	Conversations sur le golfe Persique (Washington)

	17	
	18	
	19	Entretien J. Countryman-J. Robinson (Washington)
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	Entretien D. Miers-G. Lambrakis (Téhéran)
	27	
Séminaire sur l'Iran (département d'État)	28	
Séminaire sur la République islamique en Iran (Council on Foreign Relations)	29	
Départ du shah pour les Bahamas	30	
Référendum en faveur d'une République islamique (Téhéran)	31	
<b>1979</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Entretien J. Graham A.A. Entezam (Téhéran)	1	
Proclamation de la République islamique (Iran) Arrivée de C. Naas en Iran	2	
	3	
	4	
	5	
Départ de W. Sullivan d'Iran	6	
Reprise des exécutions sommaires (Iran)	7	
	8	
	9	Entretien D. Newsom-J. Robinson (Washington)
Audition de W. Sullivan (Chambre)	10	Entretien M. Thatcher-Al. Haig (Londres) Entretien P. Carrington-Al. Haig (Londres)
	11	Entretien H. Precht-J. Fortescue (Washington)
Entretien C. Naas-E. Yazdi (Téhéran)	12	
	13	
	14	
	15	
	16	

	17	
Réception par Washington de requêtes d'octroi de statut légal aux membres de l'entourage du shah	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD)	23	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD)	24	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD)	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1979</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Assassinat de M. Matahari (Téhéran)	1	
	2	
Victoire de M. Thatcher aux élections générales	3	
	4	
Formation du corps des Gardien de la révolution (Iran)	5	
Annulation des contrats d'armements passés par l'Iran	6	
	7	Entretien C. Vance-P. Carrington (téléphone)
	8	
Exécution de H. Elghanian (Iran)	9	Entretien D. Newsom-P. Jay (Washington)
	10	
	11	
	12	
Abrogation par Téhéran de la loi du 13 octobre 1964 accordant l'immunité diplomatique aux conseillers militaires américains en Iran	13	
Rapport sur le renseignement américain en Iran (Chambre)	14	Lettre J. Carter à M. Thatcher
	15	Entretien S. Lamport-C. Naas (Téhéran)

	16	Entretien F. Pym-H. Brown (Bruxelles)
Résolution « Javits » condamnant les exécutions sommaires en Iran (Sénat)	17	
	18	
Manifestations de masse contre la censure établie par la République islamique (Téhéran) Départ de D. Wright en mission auprès du shah	19	
Rejet par Téhéran de l'agrément de W. Cutler Entretien C. Naas-E. Yazdi (Téhéran)	20	Entretien J. Graham-C. Naas (Téhéran) Entretien F. Pym-C. Vance (Londres)
	21	Entretien P. Carrington-C. Vance (Londres)
	22	
	23	Entretien M. Thatcher-C. Vance (Londres)
	24	Lettre M. Thatcher à J. Carter
Manifestations anti-américaines aux abords de l'ambassade des États-Unis (Téhéran) Séminaire sur l'Iran (département d'État)	25	Coupe du <i>Crash de 79</i> (Téhéran)
	26	
	27	
	28	
	29	
Départ d'A. Munro pour le golfe Persique	30	
	31	
<b>1979</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
Entretien C. Elahi-J. Stempel (Téhéran)	4	
	5	
Téhéran retire son agrément à W. Cutler pour succéder à W. Sullivan comme ambassadeur	6	
	7	
Entretien « Fred »-V. Tomseth (Téhéran)	8	
	9	
Arrivée du shah au Mexique	10	
	11	
Retour d'A. Munro du golfe Persique	12	Entretien M. Thatcher-D. Rockefeller (Londres)
	13	

	14	Entretien D. Howell-K. Brewster (Londres)
Rapport sur les performance de la branche analytique du renseignement américain en Iran (CIA)	15	
	16	
	17	
	18	
Séminaire sur la situation en Iran (Council on Foreign Relations)	19	
	20	
	21	Entretien A. Munro-W. Crawford (Bruxelles)
	22	
	23	
	24	
	25	Entretien J. Bullard-F. Carlucci (Langley)
	26	
	27	
Sommet du G7 (Tokyo)	28	
Sommet du G7 (Tokyo)	29	Déjeuner de travail M. Thatcher-J. Carter (Tokyo)
	30	
<b>1979</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Séminaire sur la disparition du CENTO (MOD)	12	
Séminaire sur la disparition du CENTO (MOD)	13	

	14	
	15	
Prise de pouvoir de S. Hussein à Bagdad Séjour de F. Pym aux États-Unis	16	
Séjour de F. Pym aux États-Unis	17	Entretien H. Brown-F. Pym (Washington)
Séjour de F. Pym aux États-Unis	18	
	19	
	20	Entretien H. Precht-A. Fortescue (Washington)
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
Réunion du CSN sur l'exil du shah (Washington) Commission politique de l'OTAN (Bruxelles)	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1979</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	

	13	
	14	
	15	
	16	
Séjour de R. Clark en Iran	17	
Séjour de R. Clark en Iran	18	
Séjour de R. Clark en Iran	19	
Séjour de R. Clark en Iran	20	
Censure massive de la presse en Iran	21	
Entretien M. Bazargan-E. Yazdi-A.A. Entezam-R. Ames (Téhéran)	22	
	23	
	24	
Entretien militaire-M. Metrisko (Téhéran)	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
Entretien A.A. Entezam-G. Cave (Londres)	31	
<b>1979</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
Rapport sur les tensions entre l'Iran et les États-Unis (USICA)	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
Prise de contrôle des quotidiens <i>Ettelaat</i> et <i>Kayhan</i> par la République islamique	9	
	10	
	11	

Approbation d'une clause constitutionnelle accordant des pouvoirs étendus au Guide suprême	12	
	13	Entretien H. Precht-A. Fortescue (Washington)
	14	
	15	
	16	
Ouverture du séminaire sur le facteur pétrolier dans la politique étrangère des États-Unis (Council on Foreign Relations)	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Entretien G.G. Mandani-A. Sens (Téhéran)	23	Entretien P. Carrington-C. Vance-A. François-Poncet-H.P. Genscher (New York)
	24	Entretien P. Carrington-C. Vance (New York) Intervention de P. Carrington au Council on Foreign Relations (New York)
	25	
Dissolution du CENTO	26	
	27	
Révélation du cancer du shah au département d'État par D. Rockefeller (Washington)	28	
	29	
	30	
<b>1979</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Séminaire sur l'Iran (Council on Foreign Relations) Entretien opposant libéral-E. Swift (Téhéran)	2	
Entretien H. Saunders-E. Yazdi (New York)	3	
Entretien C. Vance-E. Yazdi (New York)	4	
Discours de E. Yazdi à l'ONU (New York)	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	



	11	
	12	
	13	
	14	
	15	Entretien H. Saunders-N. Henderson (Washington)
Départ de H. Precht pour Téhéran	16	
Entretien E. Yazdi-G. Cave (Téhéran)	17	
Révélation de l'aggravation du cancer du shah au département d'État par D. Rockefeller (Washington) Entretien A.A. Entezam-G. Cave (Londres)	18	
	19	
	20	
	21	
Entretien M. Naqshbandi-J. Limbert (Téhéran)	22	
Admission du shah aux États-Unis	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
Retour de H. Precht de Téhéran	28	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD) Entretien R.M. Maraghei-H. Precht (Téhéran)	29	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD)	30	
Séjour en Iran de H.R. Braden (AUS, MOD)	31	Entretien D. Hannay-A. Glaspie-H. Precht (Londres)
<b>1979</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Entretien Z. Brzezinski-M. Bazargan-E. Yazdi (Alger)	1	
	2	
	3	
Prise d'assaut de l'ambassade américaine ; début de la prise d'otage de son personnel (Téhéran)	4	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien D. Reddaway-V. Tomseth Début de la liaison via Grosvenor Square (Londres) et Massachusetts Avenue (Téhéran)
Démission du gouvernement Bazargan (Téhéran)	5	Entretien A. Wyatt-V. Tomseth (téléphone)
Réunion du CSN sur les options militaires à apporter à la crise iranienne (Washington)	6	Entretien A. Wyatt-V. Tomseth (téléphone)
Création du corps des <i>Bassidji</i> (Téhéran)	7	

Appel du Conseil révolutionnaire à la libération des otages par le secrétaire général de l'ONU	8	
Appel du Conseil de sécurité de l'ONU à la libération des otages	9	
Démarche des ambassadeurs en Iran auprès d'A. Bani Sadr (Téhéran)	10	
	11	
Interruption des achats américains de pétrole iranien	12	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
Entretien ambassadeurs-A. Bani Sadr (Téhéran) Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU (New York)	13	
Article du <i>New York Times</i> posant la question du soutien apporté par leurs alliés aux États-Unis Gel des actifs iraniens aux États-Unis	14	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien M. Palliser-K. Brewster (Londres) Entretien G. Howe-R. Carswell (téléphone) Entretien G. Howe-W. Miller (téléphone)
	15	Lettre de C. Vance à P. Carrington
	16	Entretien R. Cooper-T. Bridge (téléphone)
	17	
	18	
Rapport sur les conséquences économiques de la révolution (Congrès)	19	Entretien H. Saunders-J. Robinson (Washington) Entretien M. Palliser-K. Brewster (Londres) Entretien J. Carter-M. Thatcher (téléphone)
Prise d'otages à la Grande Mosquée (La Mecque) Réunion des ministres européens des Affaires étrangères (Bruxelles)	20	Entretien G. Vest-J. Robinson (Washington) Entretien B. Fall-W. Spruce (Londres)
	21	Lettre de M. Thatcher à J. Carter
	22	
	23	
Positionnement de forces américaines à Diego Garcia	24	Entretien R. Murray-N. Henderson (Washington) Entretien A. Parsons-D. McHenry (New York)
Séminaire sur l'Iran (Council on Foreign Relations)	25	
	26	
	27	Entretien Z. Brzezinski-N. Henderson (Washington)
	28	
Saisie de la Cour internationale de justice de La Haye par les États-Unis	29	Entretien G. Howe-W. Miller (Londres)
	30	
<b>1979</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
Ratification de la Constitution de la République islamique d'Iran Réunion du CSN décidant de solliciter les	3	

partenaires une intervention dans les litiges judiciaires relatifs aux sanctions financières (Washington)		
Résolution 457 du Conseil de sécurité de l'ONU	4	
Réunion du CSN sur une sollicitation de sanctions contraignantes à l'ONU (Washington)	5	Entretien M. Thatcher-K. Brewster (Londres)
	6	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien G. Howe-R. Carswell (Londres) Entretien P. Carrington-K. Brewster-R. Carswell-R. Mundheim (Londres)
	7	
	8	
	9	
	10	Entretien M. Thatcher-C. Vance (Londres) Entretien M. Thatcher-K. Brewster (Londres)
Londres rejette la demande de soutien de Washington devant les tribunaux	11	
	12	Dîner quadripartite des ministres des Affaires étrangères (Bruxelles)
Appel du Conseil de l'OTAN à la libération des otages	13	Entretiens entre représentants des ministres des Affaires étrangères (Bruxelles)
	14	Entretien D. McHenry-A. Parsons (New York)
Départ du shah pour Panama	15	
	16	
Réunion du CSN sur l'Iran (Washington) Visite de M. Thatcher aux États-Unis	17	Entretien J. Carter-M. Thatcher (Washington) Entretien P. Volcker -M. Thatcher (Washington)
Visite de M. Thatcher aux États-Unis	18	Entretien K. Waldheim-M. Thatcher (New York)
Visite de M. Thatcher aux États-Unis	19	
	20	
Réponse orale et réservée de Londres à la proposition de Washington de démarche onusienne	21	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien G. Howe-P. Carrington-K. Brewster (Londres)
	22	
	23	
	24	Entretien A. Parsons-D. McHenry (New York)
	25	
Invasion de l'Afghanistan par l'URSS	26	
	27	Entretien H. Saunders-N. Henderson (Washington)
Réunion du CSN sur les prix du pétrole	28	Entretien A. Parsons-D. McHenry (New York) Entretien C. Vance-P. Carrington (téléphone)
	29	
Rapport sur la politique britannique en Iran (FCO)	30	Entretien A. Parsons-C. Vance (New York)
Résolution 461 du Conseil de sécurité de l'ONU	31	Entretien R. Cooper-D. Thomas (New York) Entretien C. Lucas-K. Brewster (Londres)
<b>1980</b>		

<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	
Réunion du CSN sur l'Iran (Washington)	<b>3</b>	
	<b>4</b>	Entretien R. Cooper-D. Thomas (New York)
	<b>5</b>	
	<b>6</b>	
	<b>7</b>	Entretien A. Parsons-D. McHenry (New York)
	<b>8</b>	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
	<b>9</b>	Entretien C. Lucas-K. Brewster (Londres)
	<b>10</b>	Lettre de M. Thatcher à J. Carter Entretien A. Parsons-D. McHenry (New York)
	<b>11</b>	
	<b>12</b>	
Rejet du projet de résolution américaine au Conseil de sécurité de l'ONU par veto soviétique	<b>13</b>	
	<b>14</b>	Entretien M. Thatcher-W. Christopher-K. Brewster, puis W. Christopher-R. Cooper-D. Hurd-T. Bridge (Londres)
Réunions du Conseil européen et du Conseil nord-atlantique (Bruxelles)	<b>15</b>	Réunion quadripartite (Paris)
Séminaire sur les implications de la crise iranienne (Council on Foreign Relations)	<b>16</b>	
Réunion du CSN sur le renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe (Washington)	<b>17</b>	
Rapport du groupe Iran du Cabinet britannique sur les réponses à apporter aux Américains (Londres) Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone)	<b>18</b>	
	<b>19</b>	
	<b>20</b>	
	<b>21</b>	
Rejet par Londres de la mise en place de sanctions à titre volontaire	<b>22</b>	
Discours de l'état de l'Union annonçant la doctrine Carter et la fondation d'une FRD (Washington)	<b>23</b>	
	<b>24</b>	
Élection de A. Bani Sadr à la présidence de la République islamique	<b>25</b>	Entretien D. Hurd-D. Mainland-D. Newsom (Londres)
	<b>26</b>	Conversations sur Diego Garcia (Londres)
Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone)	<b>27</b>	
	<b>28</b>	
Révélation de la fuite de 6 otages américains	<b>29</b>	Entretien H. Precht-N. Henderson (Washington)
	<b>30</b>	
	<b>31</b>	

1980		
Février		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
Augmentation du prix du pétrole brut iranien	1	Consultations de T. Bridges à Washington
	2	
	3	
Ouverture de la commission des droits de l'homme de l'ONU	4	
	5	
	6	
Séminaire sur l'islam (Maison Blanche)	7	
Colloque sur l'islam et le chiisme en Iran et en Asie centrale (Congrès)	8	
	9	
	10	
Célébrations du premier anniversaire de la révolution (Iran, ambassades)	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
Installation par l'ONU d'une commission pour entendre les griefs des Iraniens contre le régime du shah	18	
	19	
	20	
	21	Entretien C. Vance-M. Thatcher (Londres)
	22	
Arrivée de la Commission de l'ONU à Téhéran	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
Explosion d'une station de ration à la frontière irako-iranienne	29	
1980		
Mars		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone)	6	
	7	
Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone)	8	
Lettre de B. Laingen à S. Ghotbzadeh	9	
Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone)	10	
Départ de la Commission de l'ONU de Téhéran	11	
	12	
	13	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
	14	
	15	
	16	
	17	
Entretien S. Ghotbzadeh-R. Cottam (téléphone) Appel américain à la condamnation de l'Iran par la Cour internationale de justice de La Haye	18	
	19	Entretien P. Constable-N. Henderson (Washington)
	20	Lettre de M. Thatcher à J. Carter
	21	
	22	
Départ du shah pour l'Égypte	23	
Requête iranienne d'extradition du shah	24	Départ de J. Graham pour consultations à Londres
Appel américain à une action concertée des Euro- péens en faveur de la libération des otages	25	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien P. Carrington-C. Vance (téléphone)
	26	Entretien T. Bridge-R. Morris (Londres)
	27	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
	28	Entretien J. Carter-M. Thatcher (téléphone) Entretien H. Precht-A. Fortescue (Washington)
	29	Lettre de M. Thatcher à J. Carter
	30	
Requête américaine de boycott des célébrations de la fête nationale de la République islamique Attaque irakienne d'un poste-frontière iranien	31	Retour de J. Graham des consultations à Londres
<b>1980</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

Rapport du Cabinet britannique sur les nouvelles réponses à apporter aux requêtes américaines Fête nationale de la République islamique	1	
	2	Lettre de C. Vance à P. Carrington
	3	
	4	
	5	
	6	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
Rupture des relations diplomatiques entre Washington et Téhéran Rappel du personnel diplomatique iranien en Irak	7	
Présentation du projet de sanctions américaines Appel de R. Khomeini à renverser S. Hussein	8	Entretien I. Gilmour-K. Brewster (Londres)
Départ des diplomates iraniens des États-Unis	9	Entretien I. Gilmour-K. Brewster (Londres)
Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères européens (Lisbonne)	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	Entretien P. Carrington-K. Brewster (Londres)
	16	Entretien M. Thatcher-H. Kissinger (Londres) Conversations sur l'océan Indien (Londres)
Renforcement des sanctions économiques américaines contre l'Iran	17	Conversations sur l'océan Indien (Londres)
	18	Entretien Z. Brzezinski-N. Henderson (Washington)
	19	Entretien M. Thatcher-J. Carter (telephone)
	20	Entretien M. Thatcher-P. Carrington-W. Christopher (Londres)
	21	Entretien J. Hooper-J. Moberly (Londres)
Réunion des ministres des Affaires étrangères européens (Luxembourg)	22	
	23	
Opération <i>Eagle Claw</i>	24	
Opération <i>Eagle Claw</i>	25	Entretien H. Kissinger-N. Henderson (telephone) Lettre de J. Carter à M. Thatcher Lettre de M. Thatcher à J. Carter
	26	
	27	
	28	
	29	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
Début du siège de l'ambassade iranienne de Londres	30	
<b>1980</b>		

<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	Déjeuner de travail P. Carrington-K. Brewster (Londres)
	<b>3</b>	
	<b>4</b>	
Levée du siège de l'ambassade iranienne de Londres	<b>5</b>	Entretien J. Bullard-H. Precht-H. Saunders (Washington)
	<b>6</b>	
Lettre de A. Bani Sadr à M. Thatcher	<b>7</b>	
Présentation de l'Iran (Temporary Powers) Bill aux Communes	<b>8</b>	
	<b>9</b>	Entretien H. Saunders- J. Fretwell (Washington)
	<b>10</b>	
	<b>11</b>	
	<b>12</b>	
	<b>13</b>	Entretien H. Saunders-J. Fretwell (Washington) Entretien P. Carrington-K. Brewster (Londres)
	<b>14</b>	
	<b>15</b>	
	<b>16</b>	
	<b>17</b>	
	<b>18</b>	
	<b>19</b>	
	<b>20</b>	Lettre de P. Carrington à E. Muskie
	<b>21</b>	Entretien P. Carrington à E. Muskie (téléphone)
Mise en place de sanctions par les pays européens par décision administrative	<b>22</b>	Entretien J. Moberly-D. Maintland-H. Precht-H. Saunders (Londres)
	<b>23</b>	Entretien R. Kromer-N. Henderson (Washington)
	<b>24</b>	
	<b>25</b>	
	<b>26</b>	
	<b>27</b>	
	<b>28</b>	Lettre de E. Muskie à P. Carrington
Décret mettant en place les sanctions britanniques	<b>29</b>	Entretien T. Bridge-K. Brewster (Londres)
	<b>30</b>	
	<b>31</b>	Entretien R. Cooper-D. Thomas (téléphone) Entretien M. Johnston-D. Thomas (Washington)



1980		
Juin		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
Conférence sur les ingérences américaines en Iran (Téhéran)	2	Entretien M. Thatcher-H. Brown (Londres)
Conférence sur les ingérences américaines en Iran (Téhéran)	3	Entretien I. Gilmour-T. Bridge-D. Miers-K. Brewster (Londres)
Conférence sur les ingérences américaines en Iran (Téhéran)	4	
Conférence sur les ingérences américaines en Iran (Téhéran)	5	Entretien J. Graham-B. Laingen (Téhéran)
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	Conversations sur l'océan Indien (Washington)
	14	
	15	
	16	
Lettre de S. Ghotbzadeh à P. Carrington	17	Entretien H. Precht-J. Fretwell (Washington)
	18	Entretien H. Precht-A. Fortescue (Washington)
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Entretien H. Precht-J. Fretwell (Washington)
	24	
	25	
	26	
Mort du shah (Le Caire)	27	
	28	
	29	
	30	

1980		
Juillet		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Mobilisation de l'État-Major irakien	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	

1980		
Août		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
	2	
	3	
	4	
Séjour de S. Hussein en Arabie saoudite	5	
Séjour de S. Hussein en Arabie saoudite	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
Requête d'installation de la shahbanou à Londres	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
Enlèvement de l'homme d'affaires A. Pyke (Iran)	27	
	28	
	29	
	30	
	31	

1980		
Septembre		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
Bombardement par l'Iran des villes irakiennes de Khanaqin, Badrah et Zurbathiyah	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
Fermeture de l'ambassade britannique (Téhéran) Transfert de la représentation à la Suède	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	Consultations de D. Reddaway à Washington
	16	Consultations de D. Reddaway à Washington
Dénonciation de l'accord d'Alger par S. Hussein	17	Consultations de D. Reddaway à Washington
	18	Consultations de D. Reddaway à Washington
	19	Consultations de D. Reddaway à Washington
	20	Consultations de D. Reddaway à Washington
	21	Consultations de D. Reddaway à Washington
Invasion de l'Iran par l'Irak	22	Intervention de P. Carrington au Council on Foreign Relations (New York)
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU Résolution 479 du Conseil de sécurité de l'ONU	23	Entretien M. Draper-J. Fretwell (Washington) Entretien W. Christopher-P. Carrington (téléphone)
1 <sup>er</sup> réunion du CSN sur la position de neutralité Déclaration de J. Carter sur les marchés pétroliers	24	Entretien E. Muskie-P. Carrington (New York)
	25	Lettre de J. Carter à M. Thatcher Entretien Z. Brzezinski-R. Armstrong (Washington)
	26	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
2 <sup>e</sup> réunion du CSN sur la position de neutralité	27	
	28	
	29	

Annnonce de l'envoi par les États-Unis d'un croiseur et d'AWACS dans le Golfe (Washington) Entretien S. Hammadi-C. Vance (New York)	30	
<b>1980</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Annnonce par l'Iran du blocus maritime de l'Irak Réaffirmation de la neutralité américaine	1	Entretien P. Carrington-K. Brewster (Londres)
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
Rapport du secrétaire général de l'OTAN sur la situation au Moyen-Orient et au Maghreb	10	5 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
	11	
	12	
	13	Entretien K. Brewster-P. Carrington (Londres)
Début du siège d'Abadan (Iran) Séminaire sur les menaces intérieures et extérieures à la révolution iranienne (Chatham House)	14	Lettre de P. Carrington à E. Muskie Entretien R. Komer-N. Henderson (Washington)
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU	15	Lettre de M. Thatcher à J. Carter 6 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
	16	
Discours de J. Carter évoquant une « agression »	17	7 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
	18	
Entretien S. Ghotbzadeh-H. Saunders (téléphone)	19	
	20	Entretien H. Saunders-N. Henderson (Washington)
	21	
	22	
	23	8 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
Prise irakienne de Khorramchahr (Iran)	24	
	25	
	26	
Réunion quadripartite des directeurs politiques européens (Bruxelles)	27	

	<b>28</b>	9 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
	<b>29</b>	
	<b>30</b>	
	<b>31</b>	
<b>1980</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	
	<b>3</b>	
Victoire de Ronald Reagan aux élections présidentielles américaines	<b>4</b>	
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU	<b>5</b>	10 <sup>e</sup> session des conversations navales (Londres)
	<b>6</b>	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	<b>7</b>	
	<b>8</b>	
	<b>9</b>	
Séminaire sur la guerre Iran-Irak (Council on Foreign Relations)	<b>10</b>	Entretien R. Bartholomew-N. Henderson (Washington)
	<b>11</b>	
	<b>12</b>	
Offensive irakienne au Khouzestan	<b>13</b>	
	<b>14</b>	
	<b>15</b>	
	<b>16</b>	
	<b>17</b>	
Début de la mission d'O. Palme auprès des belligérants	<b>18</b>	
	<b>19</b>	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
Séminaire sur les causes et conséquences de la guerre Iran-Irak (Chatham House)	<b>20</b>	
	<b>21</b>	Conversations sur l'océan Indien (Londres)
	<b>22</b>	
	<b>23</b>	
	<b>24</b>	
	<b>25</b>	
	<b>26</b>	

Séminaire sur l'URSS et la guerre dans le Golfe (Chatham House)	27	
	28	
Victoire iranienne à l'embouchure du Chatt-el-Arab, renforcement du blocus maritime de l'Irak	29	
	30	
<b>1980</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	Entretien P. Carrington-K. Brewster (Londres)
Séminaire sur le Moyen-Orient et l'Occident (Chatham House)	4	
	5	
	6	
	7	
	8	Entretien R. Bartholomew-N. Henderson (Washington)
	9	
Basculement de l'Irak en position défensive	10	
	11	
	12	
	13	Entretien R. Bartholomew-D. Gillmore-P. Moberly (Londres)
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	Entretien R. Allen-N. Henderson (Washington)
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Bombardement irakien du terminal pétrolier de Kharg (Iran)	24	
	25	
	26	

	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1981</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
Première offensive iranienne en Irak	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	Entretien M. Thatcher-K. Brewster (Londres)
	14	Entretien D. Hurd-K. Brewster (Londres)
Directive présidentielle 63 établissant un nouveau cadre de sécurité pour le golfe Persique Séminaire sur la révolution iranienne en perspectives (Council on Foreign Relations)	15	Lettre de B. Outhwaite à W. Meyer
	16	
	17	
	18	Entretien M. Thatcher-J. Carter (téléphone)
Accord d'Alger sur la libération des otages	19	Lettre de J. Carter à M. Thatcher
Investiture de R. Reagan (Washington) Libération par Téhéran des 52 otages américains	20	Lettre de E. Muskie à J. Graham Lettre de M. Thatcher à J. Carter
	21	
Audition de P. Carrington (Communes)	22	
Annnonce de la conclusion d'un contrat pétrolier entre Shell et Téhéran	23	
	24	
Ouverture de la 3 <sup>e</sup> session du sommet de la Conférence islamique	25	
Développement de la réflexion du FCO sur une restauration des relations avec l'Irak	26	Entretien A. Haig-N. Henderson (Washington)



Révélation par le Washington Post de la reprise du commerce entre les États-Unis et l'Iran	27	Lettre de K. Brewster à M. Palliser Entretien H. Kopp-D. Thomas (Washington)
3 <sup>e</sup> session du sommet de la Conférence islamique	28	
	29	
	30	Entretien R. Burt-R. Blackwill-J. Fretwell-P. Weston (Washington) Lettre de J. Graham à E. Muskie
	31	
<b>1981</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Visite de I. Gilmour au Moyen-Orient	2	
	3	Entretien C. Weinberger -N. Henderson (Washington)
Établissement d'un groupe de travail sur l'Iran et l'Irak (département d'État)	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Réaffirmation par Washington de l'interdiction du transfert de matériel militaire aux belligérants	16	
Séminaire sur les échecs de la politique américaine en Iran (Council on Foreign Relations)	17	Entretien P. Constable-J. Graham (Washington) Entretien W. Stoessel-J. Fretwell (Washington)
	18	
	19	
	20	Entretien P. Constable-A. Gouly (Washington)
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
Visite d'État de M. Thatcher aux États-Unis	26	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Washington) Entretien commissions des Affaires étrangères de la Chambre et du Sénat-M. Thatcher (Washington)

Visite d'État de M. Thatcher aux États-Unis	27	Entretien C. Weinberger-M. Thatcher (Washington) Dîner R. Reagan-M. Thatcher (Washington)
Visite d'État de M. Thatcher aux États-Unis	28	Déjeuner D. Rockefeller -M. Thatcher (New York) Entretien K. Waldheim-M. Thatcher (Washington)
<b>1981</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	Entretien R. McNamar-D. Healey (Washington)
	13	
	14	
Télégramme diplomatique posant les jalons de la politique américaine à l'égard de la guerre	15	
	16	Entretien C. Weinberger-J. Nott (Washington) Entretien A. Haig-J. Nott (Washington)
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)
	25	Lettre de E. Thompson à H. Theobald
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	

1981		
Avril		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
Insurrection au Kurdistan iranienne soutenue par l'Irak	1	
	2	
	3	Entretien D. Hurd-J. Hooper (Londres)
Raid iranien en Irak Tournée de A. Haig au Moyen-Orient	4	
Tournée de A. Haig au Moyen-Orient	5	
Tournée de A. Haig au Moyen-Orient	6	
Tournée de A. Haig au Moyen-Orient	7	
Discours de H.A. Montazeri sur l'avenir des relations de l'Iran avec les grandes puissances Lettre de A. Haig à S. Hammadi	8	
Réflexion du Cabinet britannique sur la restauration des relations avec l'Iran	9	
	10	Entretien P. Carrington-A. Haig (Londres)
	11	Entretien A. Haig-J. Nott (Washington)
Entretien S. Hammadi-M. Draper (Bagdad)	12	
	13	
	14	
Séminaire sur les forces à l'œuvre dans l'Iran contemporain (Chatham House)	15	
	16	
Entretien Z. Al-Omarn-M. Draper (Washington)	17	
	18	
Lettre de S. Hammadi à A. Haig	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	28	
	29	

	30	
<b>1981</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Séminaire (FCO) sur le golfe Persique	12	
Séminaire (Grosvenor Square) sur l'avenir de la révolution islamique	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Fondation du Conseil de coopération du Golfe	25	
	26	
	27	
Entretien T. Aziz-W. Eagleton (Bagdad)	28	
	29	
	30	

	31	
<b>1981</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Intervention de P. Carrington devant l'Association du Moyen-Orient (Londres)	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
Bombardement israélien de la centrale nucléaire d'Osirak (Irak)	7	
	8	Entretien P. Constable-R. Lindstrom-D. Miers (Washington)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	Entretien A. Haig-I. Gilmour (Washington)
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	Entretien J. Rixse-J. Weston (Washington)
	23	
Signature d'un pacte commercial entre Londres et Téhéran	24	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans le processus politique
	25	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans le processus politique
	26	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans le processus politique
	27	
Attentat au siège du Parti de la République islamique, revendiqué par les Moudjahiddin du peuple (Téhéran)	28	

	29	
Publication du Livre blanc sur la Défense britannique	30	
<b>1981</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
Proposition d'une trêve par S. Hussein	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Victoire de M. Ali Rajaie aux élections présidentielles iraniennes	24	
	25	
	26	
	27	
	28	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)

	29	
	30	
	31	
<b>1981</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
Conversations irano-britanniques sur les contrats de vente d'armes en suspens	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	Consultations de S. Barrett aux États-Unis
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	

	29	
	30	
	31	
<b>1981</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	Entretien A. Sens-A. Gouly (Washington)
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)
	22	
	23	
	24	
	25	
Offensive iranienne au Khouzestan (VIIIe Imam)	26	
Levée du siège d'Abadan (Iran)	27	
	28	



	29	
	30	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
<b>1981</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Séminaire (FCO) sur l'Iran	1	
Victoire d'A. Khamenei aux élections présidentielles iraniennes	2	Entretien D. Miers-D. Coates-P. Wogan-R. Lindstrom (Londres)
Nomination de M.H. Moussavi à la tête du gouvernement pour la durée de la guerre	3	
	4	
Entretien D. Hurd-J. Graham-S. Hammadi (Londres)	5	
	6	
	7	
Télégramme américain réfutant les accusations de commerce entre les États-Unis et l'Iran	8	Entretien R. Lindstrom-A. Goulty (Washington)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	

	29	
	30	Entretien J. Graham-N. Veliotes (Londres)
	31	
<b>1981</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Séminaire sur la résurgence de l'islam (Chatham House)	24	
	25	
	26	
	27	
	28	

Offensive iranienne vers Bostan (opération Sur la route de Jérusalem)	29	
	30	
<b>1981</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	Conversations politiques et militaires (Londres)
	4	Conversations politiques et militaires (Londres)
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Offensive iranienne vers Qasr-e-Shirin (opération Levée de l'aurore)	12	
	13	
	14	
Proposition d'une « paix des braves » par S. Hussein	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	

	29	
	30	
	31	
<b>1982</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
Fondation du Front pour la libération de l'Iran	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	

1982		
Février		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
	2	
	3	
	4	
Libération de l'otage britannique A. Pyke	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
Séminaire sur la politique étrangère américaine et la stabilité du Moyen-Orient (Chatham House)	23	
	24	
	25	
	26	
Retrait de l'Irak de la liste américaine des pays soutenant le terrorisme international	27	
	28	
1982		
Mars		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
Début de la guerre des Malouines	2	

	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
NSSD 4-82 sur la nouvelle stratégie américaine au Proche-Orient et en Asie du Sud-ouest	19	
	20	
Offensive iranienne à Fakkeh (opération Victoire évidente)	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	Entretien G. Kemp-A. Gouly (Washington)
	27	
M. Thatcher refuse de recevoir R. Pahlavi (Londres)	28	
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	29	
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni Ouverture du séminaire sur la crise des otages (Council on Foreign Relations)	30	Entretien R. Haas-A. Gouly (Washington)
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	31	
<b>1982</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	1	Entretien A. Sens-A. Gouly (Washington)
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	2	
Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	3	

Visite de R. Pahlavi au Royaume-Uni	4	
	5	
	6	Entretien A. Urwick-R. Viets (Amman)
	7	
	8	
Arrestation de Sadegh Ghotbzadeh en Iran	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	Consultations de N. Barrington aux États-Unis
NSDD 114 sur la stratégie de sécurité américaine	20	Consultations de N. Barrington aux États-Unis
	21	Consultations de N. Barrington aux États-Unis
Séminaire sur la vision israélienne des réalités du Moyen-Orient (Chatham House)	22	Entretien N. Barrington-H. Kissinger (Londres)
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Offensive iranienne vers Khorramshahr (opération Ville sainte)	30	
<b>1982</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	

	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
Analyse du département d'État sur les conséquences d'une victoire iranienne	18	
Lettre de H. de Jordanie à M. Thatcher Lettre de H. de Jordanie à M. Thatcher	19	
	20	Entretien -R. Viets-A. Urwick (Amman)
	21	Colloque (Wilson Center) sur la révolution iranienne et la République islamique
	22	Colloque (Wilson Center) sur la révolution iranienne et la République islamique
	23	
Libération de Khorramshahr (Iran)	24	
	25	Entretien R. Paganelli-I. Lucas (Damas)
Intervention de A. Haig au Council on Foreign Relations (Chicago)	26	Entretien entre A. Parsons et J. Kirkpatrick (New York)
	27	Entretien N. Veliotes-J. Moberly (Washington)
	28	
	29	
	30	
Entretien entre H. de Jordanie et les ambassadeurs américains, britanniques et français (Amman)	31	
<b>1982</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	



	3	
	4	
	5	
Invasion du Sud-Liban par Israël (opération Paix en Galilée)	6	
Note du ministère iranien des Affaires étrangères sur le respect de normes vestimentaires en Iran	7	
Visite d'État de R. Reagan à Londres	8	
Visite d'État de R. Reagan à Londres	9	
Proclamation unilatérale d'un cessez-le-feu par S. Hussein	10	
	11	
	12	
	13	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans la politique étrangère
Fin de la guerre des Malouines	14	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans la politique étrangère
	15	Colloque (Chatham House) sur l'islam dans la politique étrangère
	16	
	17	
	18	
	19	
Repli de l'armée irakienne derrière les frontières	20	
	21	
Annonce iranienne de la poursuite de la guerre jusqu'à la chute du régime irakien	22	
	23	
	24	
Réorganisation de l'armée par S. Hussein	25	Entretien A. Haig-N. Henderson (Washington)
	26	
Rédaction d'une prétendue directive présidentielle formalisant une inclination irakienne	27	
	28	
Retrait des troupes irakiennes du territoire iranien	29	
	30	
<b>1982</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	

	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	Entretien J. Hooper-J. Moberly (Londres)
	10	
	11	
Résolution 514 du Conseil de sécurité de l'ONU	12	Entretien R. Viets-A. Sindall (Amman)
Offensive iranienne vers Bassora (opération Ramadan)	13	
Séminaire (FCO) sur la politique étrangère islamique	14	Entretien J. Howe-D. Thomas (Washington)
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU	15	Entretien L. Eagleburger-N. Veliotis-N. Henderson (Washington)
	16	Lettre de W. Stoessel à F. Pym Entretien J. Twinam-N. Henderson (Washington)
	17	
	18	Entretien J. Craig-R. Murphy (Djeddah)
	19	Entretien L. Eagleburger-N. Henderson (Washington)
	20	
	21	
	22	
Rapport de la CIA sur l'inclination irakienne	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	30	
	31	
<b>1982</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>

	1	
	2	
	3	Entretien F. West-R. Renwick (Washington)
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Blocus pétrolier de l'Irak par l'Irak	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Annonce d'un exercice militaire américain terrestre, aérien et maritime près d'Oman à l'automne	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1982</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	Entretien N. Veliotos-J. Leahy (Washington)
	6	
	7	Entretien N. Veliotos-J. Leahy (Washington)
	8	
	9	
	10	
Affrontements navals (Bouchehr)	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	Intervention de G. Howe au Council on Foreign Relations (New York)
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1982</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Offensive iranienne vers Mandali (opération	1	

Muslim Ibn Aqil)		
	2	
	3	
Résolution 522 du Conseil de sécurité de l'ONU	4	
	5	Entretien R. Viets-A. Urwick (Amman)
	6	
	7	
	8	Entretien E. Dillery-A. Goulty (Washington)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
Relance du programme nucléaire iranien	19	
	20	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	21	
Résolution 37 de l'Assemblée générale de l'ONU	22	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	23	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	24	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	25	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	26	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	27	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	28	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	29	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	30	
Visite de familiarisation de W. Clare en Iran	31	
<b>1982</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

Offensive iranienne vers Amara (opération Mo-harram sacré)	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	Entretien W. Danawaty-A. Gouly (Washington)
	7	
	8	
	9	
	10	Entretien R. Higgins-A. Gouly (Washington)
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	Entretien F. Dickam-R. Melhuish (Koweït) Entretien R. Higgins-A. Gouly (Washington)
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1982</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
Visite de M. Thatcher aux États-Unis	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Rapport de Barry Rubin sur l'avenir de la politique américaine en Iran	30	
	31	
<b>1983</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>

Transformation de la Force de déploiement rapide en Commandement central des États-Unis	1	
	2	
	3	
Négociation de l'achat par l'Irak d'armes à la France	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1983</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	



	3	
	4	
	5	
Offensive iranienne vers Fakkeh (opération Pré-lude)	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
Début de la guerre d'usure entre l'Iran et l'Irak	11	
	12	
	13	
Entretien G. Shultz-S. Hammadi (Washington)	14	
	15	
Proposition irakienne de déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
Menaces irakiennes de l'usage d'armes chimiques	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
<b>1983</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	

Ouverture du séminaire sur la stabilité dans le Golfe (Council on Foreign Relations)	8	
	9	
	10	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1983</b>		
Avril		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	

	9	
Offensive iranienne vers Fakkeh (opération Aurore I)	10	
	11	
Combats navals entre patrouilleurs irakiens et iraniens	12	
	13	
	14	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)
	15	
Proposition par S. Hussein de rencontre avec R. Khomeini	16	
	17	
Attentat contre l'ambassade américaine de Beyrouth (Jihad islamique)	18	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1983</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
Séminaire sur le futur des relations entre l'Iran et l'Occident (Council on Foreign Relations) Intervention de C. Bakhtiar devant le Council on Foreign Relations (New York)	3	
	4	
	5	
	6	
	7	

	8	
	9	
Entretien G. Shultz-T. Aziz (New York)	10	
	11	
Envoi par le secrétaire général de l'ONU d'une mission exploratoire à Dezful et Pol-e-Dokhtar	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Entretien N. Veliotis-D. Thomas (Washington)
	24	
Proposition d'une trêve des bombardements contre les populations civiles par S. Hussein	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1983</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

Proposition d'une trêve d'un mois pour le rama- dan par S. Hussein	7	
	8	
Victoire de M. Thatcher aux élections générales	9	
	10	
	11	
NSDD 99 sur la stratégie de sécurité des États- Unis au Proche-Orient et en Asie du sud	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Séminaire sur la situation politique en Iran (Cha- tham House)	30	
<b>1983</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	Entretien R. Reagan-G. Howe (Washington) Entretien G. Shultz-G. Howe (Washington)
	15	
	16	
	17	
	18	
Rapport du renseignement américains sur les perspectives de victoire irakienne	19	
Annonce de la reprise des attaques irakiennes contre les installations pétrolières iraniennes	20	
Article du <i>Washington Post</i> sur l'aide apporté par les Britanniques le 4 novembre 1979	21	
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Aurore II)	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Offensive iranienne vers Mehran (opération Aurore III)	30	
	31	
<b>1983</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
Attaque irakienne au gaz moutarde (Hajj Umran, Piranshahr)	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	Entretien R. Lindstrom-A. Gouly (Washington)
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
Premiers attentats contre les contingents occidentaux déployés au Liban	29	
	30	
	31	
<b>1983</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	

	5	
	6	
	7	
Séminaire (Chequers) sur le Moyen-Orient	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	Entretien C. Weinberger-M. Heseltine (Washington)
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
Menace iranienne d'interruption de l'approvisionnement en pétrole des soutiens de l'Irak	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Washington) Entretien J. Kirkpatrick-J. Thomson (New York)
	28	
Visite de M. Thatcher aux États-Unis Discours de T. Aziz devant l'Assemblée générale de l'ONU (New York)	29	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Washington) Déjeuner de travail R. Reagan-G. Bush-G. Shultz-M. Thatcher-G. Howe-O. Wright (Washington) Entretien M. Thatcher (Washington) Entretien G. Shultz-G. Howe (Washington) Entretien J. Placke-A. Goulty (Washington)
	30	
<b>1983</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	



	3	
	4	
	5	Entretien J. Placke-A. Gouly (Washington) Entretien J. Kirkpatrick-J. Thomson (New York)
Entretien T. Ramadan-M. Thatcher (Londres)	6	Entretien M. Davies-J. Thomson (New York)
Mémoire du département d'État sur une évolution de la position américaine de neutralité	7	Entretien J. Placke-A. Gouly (Washington)
	8	Entretien R. Murphy-D. Thomas (Washington)
Transfert à l'Irak de 5 Super Étendards équipés de missiles Exocet loués par la France	9	
	10	
	11	Entretien C. Lichenstein-J. Thomson (New York) Entretien D. Mack-O. Wright (Washington)
	12	Entretien J. Placke-A. Gouly (Washington)
	13	Entretien L. Eagleburger-O. Wright (Washington)
	14	
Manœuvres militaires dans le cadre du CCG	15	
	16	
	17	Entretien J. Kirkpatrick-J. Thomson (New York)
	18	Conversations politiques et militaires (Washington)
Première utilisation d'armes chimiques par l'Irak	19	Conversations politiques et militaires (Washington)
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Aurore IV)	20	
	21	
	22	
Attentats de Beyrouth et Drakkar contre les contingents américain et français de la Force multinationale de sécurité (Hezbollah)	23	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	24	Consultations de R. Luce aux États-Unis
Invasion de Grenade par une coalition dirigée par les États-Unis (opération Urgent Fury)	25	Consultations de R. Luce aux États-Unis
	26	Consultations de R. Luce aux États-Unis
	27	Consultations de R. Luce aux États-Unis
	28	
	29	
	30	
Résolution 540 du Conseil de sécurité de l'ONU	31	
<b>1983</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

	1	
	2	
Dénonciation par l'Iran de l'usage par l'Irak d'armes chimiques à l'ONU	3	
Déclaration de R. Reagan devant le Congrès	4	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	5	
	6	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	7	Entretien M. Thatcher-K. Dam (Chequers)
	8	
	9	Lettre de R. McFarlane à R. Armstrong
	10	
	11	
Lettre de l'Iran qui s'affirme prêt à continuer à coopérer avec le secrétaire général de l'ONU	12	
	13	
Déclaration de R. Reagan sur les perspectives de normalisation diplomatique avec l'Iran (Congrès)	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
Abandon de l'idée de mission d'enquête envisagée par le secrétaire général de l'ONU	20	
	21	
	22	
	23	
	24	Entretien O. Wright-A. Raphel (Washington)
	25	
NSDD 114 sur la politique américaine à l'égard de la guerre entre l'Iran et l'Irak	26	
	27	
	28	
	29	Entretien A. Raphel-D. Thomas (Washington)
	30	
<b>1983</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	Entretien J. Kirkpatrick-J. Thomson (New York)
	8	
	9	Conversations sur le Golfe (Londres)
	10	
	11	
Attentats contre les ambassades américaines et françaises à Koweït	12	
	13	
Lancement par Washington de l'opération Staunch Premiers bombardements américains contre les positions du Hezbollah (Liban)	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
Entretien T. Aziz-D. Rumsfeld (Bagdad)	19	Conversations sur le Golfe (Washington)
Entretien T. Aziz-S. Hussein-D. Rumsfeld (Bagdad)	20	
	21	
	22	
	23	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1984</b>		
<b>Janvier</b>		

Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
	1		
	2		
	3		
	4		
	5		
	6		
	7		
	8		
	9		
	10		
	11		
	12		
	13		
	14		
	15	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres)	
	16		
	17	Entretien R. Beers-D. Haskell (Londres)	
	18		
	19		
	20		
	21		
	22		
	23		
	24		
	25		
	26		
	27		
	28		
	29		
Réflexion sur l'allègement des restrictions d'exportations vers l'Irak (département d'État)	30		
	31		
<b>1984</b>			
<b>Février</b>			
Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
Entretien T. Aziz-D. Rumsfeld (Bagdad)	1		
Entretien T. Aziz-S. Hussein-D. Rumsfeld (Bagdad)	2		

	3	
	4	
	5	
	6	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	7	
	8	
	9	
Séminaire sur le futur des relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis (Council on Foreign Relations)	10	Intervention de N. Kinnock devant le Council on Foreign Relations (New York)
	11	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
Offensive iranienne vers le Kurdistan iranien (opération Libération de Jérusalem)	12	
Nouvelle tentative d'organiser une mission de médiation entre l'Irak et l'Irak	13	
	14	
	15	
Offensives iraniennes vers Koût et Amara (opérations Aurore V et VI)	16	
	17	Entretien G. Kemp-O. Wright (Washington)
	18	Entretien J. Placke-O. Wright (Washington)
	19	
	20	
	21	
Offensive iranienne vers les îles Majnoon (opération Kheibar)	22	Entretien J. Leahy-R. Fairbanks (Washington)
Première utilisation d'agents chimiques par l'Irak	23	Consultations de J. Leahy aux États-Unis
	24	
Premiers départs des marines américaines du Liban (Beyrouth)	25	
	26	
	27	Entretien M. Thatcher-C. Weinberger (Londres)
	28	Entretien M. Heseltine-C. Weinberger (Londres)
	29	
<b>1984</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Frappe irakienne sur le navire-cargo britannique Charming au large de l'Iran	1	
	2	
Rétention par les États-Unis d'un cargaison d'agents chimiques à destination de l'Irak	3	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
Communiqué américains condamnant l'usage d'armes chimiques par les belligérants	4	

	5	Entretien E. Marks-M. Garrett-D. Miers (Londres)
Annonce de l'envoi d'une mission d'enquête onusienne sur l'utilisation d'armes chimiques	6	
	7	
Requête américaine de renforcement de la présence navale britannique dans le Golfe	8	
	9	
	10	
	11	
	12	Entretien R. Luce-E. Streator (Londres)
	13	
	14	
Refus britannique de déploiement de la patrouille Armilla en mer d'Oman	15	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
Enlèvement de W. Buckley (Beyrouth)	16	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher Entretien E. Marks-M. Garrett-D. Miers (Londres)
	17	
	18	
	19	Consultations de R. Luce à Washington
	20	Consultations de R. Luce à Washington
	21	
	22	
	23	
Entretien S. Hussein-D. Rumsfeld (Bagdad) Bombardement irakien de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr	24	
	25	
	26	
Première attaque des Super Étendard contre les convois iraniens de pétrole dans le Golfe ; début de la guerre des pétroliers	27	Entretien J. Placke-O. Wright (Washington)
	28	
Mise sous embargo commercial des agents chimiques par Washington	29	
Déclaration du président du Conseil de sécurité condamnant l'usage des armes chimiques	30	
	31	
<b>1984</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
Déclaration de G. Shultz au <i>Times</i> regrettant l'attitude de Londres sur les ventes d'armes	2	Entretien C. Weinberger-M. Heseltine (Cesme)
	3	

	4	Entretien H. Teicher-A. Gouly (Washington) Entretien M. Thatcher-J. Kirkpatrick (Londres) Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
NSDD 139 sur la politique américaine destinée à éviter un effondrement de l'Irak	5	Lettre de M. Thatcher à C. Price
	6	
	7	
	8	
	9	Conversations politiques sur le Golfe (Londres)
	10	Réunion des représentants permanents auprès de l'OTAN (Bruxelles)
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
Assassinat d'un officier de police britannique aux abords de l'ambassade de Libye (Londres)	17	
	18	
	19	
	20	Entretien R. Murphy-D. Slater (Mascate)
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Réunion du CSN sur l'escalade dans le Golfe	30	
<b>1984</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	

	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
Début de la « guerre des pétroliers »	14	Conversations sur le terrorisme (Washington)
	15	
	16	
	17	Entretien K. Dam-G. Howe (Paris)
	18	Entretien D. Thomas-A. Raphel-A. Kanter- (Washington)
	19	Lettre de C. Price à G. Howe Entretien J. Placke-O. Wright (Washington)
	20	Entretien P. Griffin-R. Melhuish (Koweït)
	21	
	22	
	23	Conversations politiques sur le Golfe (Washington)
	24	Conversations politiques sur le Golfe (Washington)
NSDD 141 sur les réponses à l'escalade entre l'Irak et l'Irak	25	Entretien R. Murphy-D. Thomas (Washington)
	26	Dîner G. Shultz-G. Howe (Washington)
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1984</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Résolution 552 du Conseil de sécurité de l'ONU	1	



	2	
	3	
Visite de R. Reagan au Royaume-Uni	4	
Abattage d'un Phantom iranien par l'Arabie saoudite ; annonce par Washington de l'envoi d'un groupe aéronaval dans le golfe d'Oman	5	Entretien J. Howe-J. Poindexter-D. Hannay-D. Thomas (Washington)
Visite de R. Reagan au Royaume-Uni	6	
Sommet du G7 à Londres	7	Entretien R. Murphy-G. Kemp-J. Leahy (Washington)
Sommet du G7 à Londres	8	
Sommet du G7 à Londres	9	
Visite de R. Reagan au Royaume-Uni	10	
	11	
	12	
	13	
	14	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	Entretien R. Murphy-D. Hannay (Washington)
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
Lettre de R. Reagan à A. Zahedi	26	
	27	
	28	
	29	Entretien G. Howe-C. Weinberger (Washington)
	30	
<b>1984</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	

	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
Londres consent à la livraison à Téhéran d'articles non-létaux prévu par le contrat Yarrow	26	
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	27	
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	28	
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	29	
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	30	
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	31	
<b>1984</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	1	

Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	2	Entretien M. Armacost- J. Placke-R. Fairbanks-D. Hannay (Washington)
Visite de familiarisation d'A. Collins en Iran	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	Entretien A. Duff-A. Wolfe-W. Casey (Londres)
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1984</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	<b>1</b>	

	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Extension de l'embargo américain vers l'Iran aux produits relevant de la sécurité nationale	13	
Visite de familiarisation de P. Roberts en Iran	14	
Visite de familiarisation de P. Roberts en Iran	15	
Visite de familiarisation de P. Roberts en Iran	16	
Visite de familiarisation de P. Roberts en Iran	17	
	18	Entretien M. Ealum-A. Gouly (Washington)
Séminaire sur l'Iran cinq ans après la révolution (Chatham House)	19	
Attentat à la voiture piégée devant une annexe de l'ambassade des États-Unis au Liban (Beyrouth)	20	Entretien W. Archey-D. Thomas (Washington)
	21	
	22	
	23	
	24	
Séminaire sur la communauté atlantique vue du Royaume-Uni (Council on Foreign Relations)	25	Intervention de G. Howe au Council on Foreign Relations (New York)
	26	Entretien S. Egerton-J. Placke (Londres)
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1984</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	

	2	
Séminaire sur la guerre Iran-Irak et la sécurité du Golfe (Council on Foreign Relations) Intervention de T. Aziz devant le Council on Foreign Relations (New York)	3	Consultations de M. Simpson-Orlebar, M. Legge et D. Haskell aux États-Unis
	4	Consultations de M. Simpson-Orlebar, M. Legge et D. Haskell aux États-Unis
	5	Consultations de M. Simpson-Orlebar, M. Legge et D. Haskell aux États-Unis
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	Entretien R. Fairbanks-D. Hannay (Washington)
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	Entretien R. Fairbanks-D. Hannay (Washington)
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1984</b>		
<b>Novembre</b>		

Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
Victoire de Ronald Reagan aux élections présidentielles américaines	6	
	7	
	8	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	19	Lettre de C. Price à C. Powell
	20	
	21	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	22	
	23	
	24	
	25	
Normalisation diplomatique entre les États-Unis et l'Irak	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1984</b>		
<b>Décembre</b>		

Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
Directives du FCO sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak	4	
Réunion de la commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak (Londres)	5	
	6	
	7	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
Réunion de la commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak (Londres)	18	
	19	
	20	
	21	
Visite de M. Thatcher aux États-Unis	22	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Camp David)
	23	
	24	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	25	
Lettre de R. Reagan à F. Pahlavi	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1985</b>		

<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	
	<b>3</b>	
	<b>4</b>	
	<b>5</b>	
	<b>6</b>	
	<b>7</b>	
Enlèvement de L. Jenco au Liban (JI) Réunion de la commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak (Londres)	<b>8</b>	
	<b>9</b>	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	<b>10</b>	
	<b>11</b>	
Visite de R. Luce à Bahreïn	<b>12</b>	
	<b>13</b>	
	<b>14</b>	
Visite à Bagdad d'une délégation des départements d'État et du Commerce	<b>15</b>	
	<b>16</b>	
	<b>17</b>	
Réunion de la commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak (Londres)	<b>18</b>	
	<b>19</b>	
Investiture de R. Reagan (Washington)	<b>20</b>	
	<b>21</b>	
	<b>22</b>	
	<b>23</b>	
	<b>24</b>	
	<b>25</b>	Lettre de O. Wright à M. Deaver
	<b>26</b>	
	<b>27</b>	
	<b>28</b>	
	<b>29</b>	
	<b>30</b>	
Offensive irakienne à Qasr e-Shirin	<b>31</b>	
<b>1985</b>		
<b>Février</b>		



Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
	1		
	2		
	3		
	4		
	5		
	6		
	7		
	8		
	9		
	10		
	11		
	12		
	13		
	14		
	15		
	16		
	17		
	18		
	19		
Visite officielle de M. Thatcher aux États-Unis	20	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Washington)	
Visite officielle de M. Thatcher aux États-Unis	21	Entretien M. Thatcher-G. Howe-G. Shultz (Washington)	
	22		
	23		
	24		
	25		
	26		
	27		
	28		
<b>1985</b>			
<b>Mars</b>			
Jalons politiques		Interactions transatlantiques	
	1		
	2		
Visite de R. Luce aux Émirats arabes unis	3		
Visite de R. Luce aux Émirats arabes unis	4		
Visite de R. Luce en Arabie saoudite	5	Entretien S. Day-A. Collins-C. Rundle-P. Lydon-	

		S. Grummon (Londres)
	6	
	7	
	8	
	9	
Offensive iranienne vers Bagdad et Bassora (opération Badr) ; reprise de la guerre des villes	10	
Séjour de familiarisation de S. Day en Iran	11	
Séjour de familiarisation de S. Day en Iran	12	
Séjour de familiarisation de S. Day en Iran	13	
Séjour de familiarisation de S. Day en Iran	14	
Séjour de familiarisation de S. Day en Iran	15	
Enlèvement de T. Anderson au Liban	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Séminaire sur l'Irak de Saddam Hussein en guerre (Chatham House)	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
Refus à C. Bakhtiar d'un entretien avec M. Thatcher	31	
<b>1985</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Visite de R. Luce au Koweït	1	
Visite de R. Luce au Koweït	2	
Visite de R. Luce au Qatar	3	Lettre de G. Shultz à G. Howe
Visite de R. Luce au Qatar	4	Lettre de G. Howe à G. Shultz
	5	

	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Présentation d'un amendement à l'Export Administration Act pour réintégrer l'Irak à la liste des soutien au terrorisme international (Chambre)	16	
	17	Entretien S. Day-J. Placke (Londres)
Mémorandum du CSN appelant au développement de contacts parmi les acteurs « modérés » en Iran	18	Entretien E. Fergusson-R. Murphy (Londres)
	19	
	20	
Proposition d'une feuille de route pour mettre un terme à la guerre par S. Hussein	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	Conversations politiques et militaires (Washington)
	30	Conversations politiques et militaires (Washington)
<b>1985</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	Entretien E. Fergusson-R. Murphy (Londres)
	13	
	14	
Entretien M. Haeri Yazdi-M. Simpson-Orlebar (Téhéran)	15	
	16	
Mémoire du CSN appelant à inverser la « préférence irakienne » en faveur de l'Iran	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
Enlèvement de D. Jacobsen au Liban	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1985</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	

	5	
	6	
	7	
	8	
Enlèvement de T. Sutherland au Liban	9	
	10	
Remise du projet de directive de sécurité nationale appelant au développement de contacts parmi les acteurs « modérés » en Iran	11	
	12	
	13	
Détournement d'un Boeing 847 de la TWA vers Beyrouth (Hezbollah)	14	
Offensive iranienne au nord des îles Majnoon (opération Jérusalem I)	15	
	16	
	17	
	18	
Offensive iranienne vers Qasr-e-Shirin (opération Jérusalem II)	19	
Séminaire sur la désintégration du Liban (Chatham House)	20	
Offensive iranienne vers Bassora (opération Victoire)	21	
	22	
	23	
Visite de S. Egerton en Iran	24	
Visite de S. Egerton en Iran	25	
Visite de S. Egerton en Iran	26	
Visite de S. Egerton en Iran	27	Conversations sur le terrorisme (Washington)
Visite de S. Egerton en Iran	28	
Visite de S. Egerton au Koweït	29	
Visite de S. Egerton au Koweït	30	
<b>1985</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Visite de S. Egerton au Koweït	1	
	2	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	3	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)

	4	
	5	
	6	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Jérusalem III)	14	
	15	
	16	
	17	
R. Reagan autorise R. McFarlane à continuer à travailler au dialogue avec l'Iran	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Audition de R. Murphy (Chambre)	24	
	25	
Visite de M. Thatcher à Washington Offensive iranienne vers Mandali (opération Jérusalem IV)	26	Entretien C. Weinberger-M. Thatcher (Washington) Entretien P. Volker-M. Thatcher (Washington) Entretien G. Bush-M. Thatcher (Washington) Entretien R. McFarlane-M. Thatcher (Washington)
	27	
	28	Entretien M. Thatcher-C. Price (Londres)
	29	
	30	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	31	
<b>1985</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	

Entretien R. McMarlane-D. Kimche (Washington)	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Entretien G. Shultz-N. Hamdoon (Washington)	12	
	13	
Début d'une campagne de bombardements irakiens de 4 mois contre le terminal pétrolier de Kharg	14	
	15	
Victoire d'A. Khamenei aux élections présidentielles iraniennes	16	
	17	
	18	
	19	
Premier transfert de missiles à l'Iran	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1985</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Jérusalem V)	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
Deuxième transfert de missiles à l'Iran	14	
	15	
Offensive iranienne entre Sumer et Mehran (opération Jérusalem VI)	16	
	17	
Entretien R. Newton-S. Hussein (Bagdad)	18	
	19	
	20	Entretien E. Fergusson-M. Armacost (Londres)
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	Entretien P. Theros-S. Day (Londres)
	26	Entretien S. Egerton-J. Placke-P. Burleigh (Londres)
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1985</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	



	1	
	2	
	3	
Annonce de la mort de W. Buckley	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
Refus à A. Zahedi d'un entretien avec G. Howe	15	
	16	
	17	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	18	
	19	
	20	
	21	
Offensive iranienne vers les marais de Hawizeh (opération Achoura)	22	
Visite de M. Thatcher à New York	23	Conversations politiques et militaires (Washington)
Visite de M. Thatcher à New York	24	Conversations politiques et militaires (Washington)
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1985</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

Séminaire sur le pétrole iranien (BP-FCO)	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Troisième transfert de missile à Téhéran	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1985</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Entretien T. Aziz-S. Hussein-R. Murphy (Bagdad)	1	

	2	
	3	
	4	
	5	
Séjour de O. North à Londres	6	Entretien T. Renton-R. Murphy (Londres)
Arrestation de R. Cooper (Téhéran) Réunion autour de R. Reagan à la Maison-Blanche sur les ventes d'armes à l'Iran	7	
Séjour de R. McFarlane à Londres	8	
	9	
Réunion autour de R. Reagan à la Maison-Blanche sur les ventes d'armes à l'Iran	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Entretien M. Gorbatchev-S. Hussein (Moscou)	16	
	17	
	18	
	19	Entretien S. Egerton-M. Creekmore (Londres)
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1986</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>

	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
Première interception par la marine iranienne d'un navire américain dans le détroit d'Ormuz	12	
	13	
Reprise irakienne d'une partie des îles Majnoon	14	
	15	
Réunion à la Maison-Blanche sur les ventes d'armes à l'Iran Signature de la directive présidentielle autorisant la vente de missiles à l'Iran par un tiers parti	16	
	17	
	18	
	19	
Réunion à la Maison-Blanche sur les ventes d'armes à l'Iran	20	
	21	
Séjour de O. North à Londres	22	
	23	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	24	
Réunion à Langley sur les ventes d'armes à l'Iran	25	
	26	
	27	
	28	
	29	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
	30	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
	31	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
<b>1986</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington

	2	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
	3	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
	4	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
	5	Visite de A. Collins et E. Fergusson à Washington
Séjour de O. North à Londres	6	
	7	
	8	
Offensive iranienne vers Fao (opération Aurore VIII)	9	
	10	
Séminaire sur l'Iran sept ans après la révolution (Chatham House)	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
Quatrième transfert de missiles à l'Iran	18	
	19	
Refus par le FCO d'octroi de visa à H. Malaek, nommé chargé d'affaires iranien à Londres	20	Entretien M. Creekmore-C. Prentice (Washington)
	21	
	22	
	23	
Résolution 582 du Conseil de sécurité de l'ONU	24	
Offensive iranienne au Kurdistan irakien (opération Aurore IX, phase 1)	25	
	26	
Cinquième transfert de missiles à l'Iran Réunion à Langley sur les ventes d'armes à l'Iran	27	
	28	
<b>1986</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	Déjeuner de travail T. Renton-R. Seitz (Londres)
	7	
	8	
	9	
Le CSN envisage d'accroître la fourniture de renseignements stratégiques à l'Irak	10	
	11	
	12	
Reprise iranienne de la péninsule de Fao	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	Lettre de C. Price à M. Thatcher
	29	
	30	
	31	
<b>1986</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
Raid de bombardiers et jets américains basés au Royaume-Uni sur la Libye	15	
	16	
	17	
	18	Lettre de M. Thatcher à C. Price
	19	
	20	
	21	
	22	
Offensive iranienne au Kurdistan irakien (opération Aurore IX, phase 2)	23	
	24	
	25	
	26	Entretien délégation du Pentagone de retour du Golfe-D. Walwyn (Londres)
	27	
	28	
	29	Consultations politiques et militaires (Londres) Consultations de H. Arbuthnott à Washington
	30	Consultations de H. Arbuthnott à Washington
<b>1986</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	Consultations de H. Arbuthnott à New York
	2	
	3	
	4	
	5	
Séjour de O. North et G. Cave à Londres	6	

Séjour de O. North et G. Cave à Londres	7	
Réunion à Langley sur les ventes d'armes à l'Iran	8	
	9	
	10	
	11	
Réunion autour de Ronald Reagan à la Maison-Blanche sur la mission du CSN en Iran	12	
	13	
	14	
Approbation des termes de références du dialogue entre les États-Unis et l'Iran	15	
	16	
Prise irakienne d'un poche de territoire iranien (Mehran)	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Mission de R. McFarlane, G. Cave et H. Teicher en Iran	25	
Mission de R. McFarlane, G. Cave et H. Teicher en Iran	26	
Mission de R. McFarlane, G. Cave et H. Teicher en Iran	27	
Apparition d'une caricature de M. Thatcher sur les murs de l'ambassade britannique de Téhéran	28	Entretien J. Poindexter-D. Hurd (Washington)
	29	
	30	
	31	
<b>1986</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	



	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	Entretien G. Boyce-R. Raphel (Londres)
	12	Entretien M. Armacost-C. Price (Washington)
	13	
	14	
	15	
	16	Entretien R. Ogden-H. Richardson (Londres) Entretien R. Raphel-P. Collecott (téléphone)
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	Entretiens E. Fergusson-R. Murphy-P. Burleigh et G. Boyce-J. Placke (Londres)
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
Offensive iranienne vers Mehran (opération Kerbala I)	30	
<b>1986</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	Entretien R. Beers-J. Stark-P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
	7	
Séminaire sur la guerre Iran-Irak (Chatham House)	8	
	9	
Reprise iranienne de Mehran	10	
	11	
	12	
	13	
	14	Entretien G. Boyce-J. Placke (Londres)
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
Séminaire sur la guerre Iran-Irak (FCO)	22	
	23	
Libération de L. Jenco	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
Libération de D. Jacobsen	29	
	30	
	31	
<b>1986</b>		
Août		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
Séjour de O. North à Londres	8	
	9	
	10	
	11	
Premier raid irakien contre le pétrolier flottant Sirri	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	Entretien P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
	23	
	24	
	25	
	26	Conversations politiques (Londres)
	27	
	28	
Premier raid irakien contre le terminal pétrolier de Lavan	29	
	30	
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Karbala II)	31	
<b>1986</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Offensive iranienne vers le terminal de Kohr al-Amaya (opération Karbala III)	1	
	2	
	3	
	4	

	5	
	6	
	7	
	8	
Enlèvement de F. Reed (Beyrouth)	9	
Arrestation de J. Patis pour espionnage (Téhéran)	10	
	11	
Enlèvement de J. Cicippio (Beyrouth)	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	21	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	22	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	23	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	24	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	25	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	26	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	27	
Séjour de familiarisation de P. Collecott en Iran	28	
	29	
Séminaire sur les conséquences de la guerre Iran-Irak sur le Moyen-Orient (Council on Foreign Relations) Intervention de T. Aziz devant le Council on Foreign Relations (New York)	30	
<b>1986</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	

	4	
	5	
	6	
	7	
Résolution 588 du Conseil de sécurité de l'ONU	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	Conversations politiques et militaires (Londres)
	17	Conversations politiques et militaires (Londres)
	18	
	19	
	20	
Enlèvement de E. Tracy (Beyrouth)	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
Ouverture du groupe de discussion sur l'Iran (Council on Foreign Relations)	28	
Sixième transfert de missiles à l'Iran	29	
	30	
	31	
<b>1986</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
Libération de D. Jacobsen	2	
Article d' <i>Al-Shiraa</i> révélant la mission du CSN	3	Entretien analystes du CENTCOM-P. Collecott-

en Iran		G. Boyce (Londres)
	4	
	5	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres)
	6	
	7	
	8	
	9	
Réunion de crise sur l'Irangan (Washington)	10	
	11	
Visite de P. Wright à Washington	12	
Visite de P. Wright à Washington Discours télévisé de R. Reagan sur l'Irangan	13	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Camp David)
Visite officielle de M. Thatcher aux États-Unis	14	Entretien G. Shultz-M. Thatcher (Washington) Entretien C. Weinberger-M. Thatcher (Washington)
Visite officielle de M. Thatcher aux États-Unis	15	Entretien M. Thatcher-R. Reagan (Camp David)
Séminaire sur les conséquences de l'Irangan (Council on Foreign Relations)	16	
	17	Conversations sur le terrorisme (Washington)
Intervention de M. Thatcher aux Communes sur l'Irangan	18	
	19	
Intervention de M. Thatcher aux Communes sur l'Irangan	20	
	21	
	22	
	23	
Réunion de crise sur l'Irangan (Washington) Réunion de la commission interministérielle sur les ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak (Londres) Auditions sur l'Irangan (Chambre)	24	
Reprises des attaques dans le Golfe	25	
	26	
Séminaire sur l'islam et la politique internationale (Chatham House)	27	
	28	
	29	
Article du <i>Sunday Times</i> évoquant les connexions londoniennes de l'Irangan	30	
<b>1986</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	

Mise en place de la commission Tower	1	
Critiques aux Communes de la politique britannique de ventes d'armes à l'Iran et à l'Irak	2	
	3	
	4	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (téléphone) Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	5	
	6	
	7	
	8	Entretien M. Thatcher-C. Weinberger (Londres)
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	Conversations sur le terrorisme (Washington)
	17	
	18	
Nomination d'un avocat indépendant pour enquêter sur la vente d'armes à l'Iran et la dispersion des fonds récoltés vers les Contras	19	
	20	
	21	
Projet de directive de sécurité nationale appelant à la mise en place d'un groupe interministériel sur les enjeux de l'Iran post-khomeiniste	22	
	23	
Offensive iranienne vers le Chatt-el-Arab et Umm ar Rasas (opération Karbala IV)	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1987</b>		

Janvier		
Jalons politiques		Interactions transatlantiques
	1	
	2	
	3	
	4	
Tir iranien contre un hélicoptère de la marine américaine (Dubai)	5	
Offensive iranienne vers Bassora (opération Karbala-5)	6	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres)
	7	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres)
Offensive iranienne vers Bassora (opération Karbala V)	8	
	9	
	10	
	11	
Article du <i>New York Times</i> révélant la fourniture de renseignements erronés à l'Iran et à l'Irak	12	
	13	
	14	
	15	
	16	Entretien R. Murphy-M. Alexander (Bruxelles)
	17	
	18	
	19	
Enlèvement de T. Waite (Beyrouth)	20	
Proposition d'un nouveau plan de paix par S. Hussein	21	
Tir iranien de deux missiles Silkworm contre le Koweït	22	Entretien M. Armacost-A. Acland (Washington)
Déclaration de R. Reagan sur la guerre entre l'Iran et l'Irak	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
Rapport sur la vente d'armes à l'Iran et la dispersion des fonds récoltés vers les Contras (Sénat)	29	
Renforcement de la présence américaine dans le Golfe	30	Entretien P. Collecott-R. Raphel (téléphone) Entretien P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
	31	
<b>1987</b>		



Février		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
Rejet par Washington de la requête de repavillonnage des vaisseaux koweïtiens	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
Lettre de R. Reagan à A. Zahedi	9	
	10	
	11	
Réunion du groupe de planification de sécurité nationale sur les réponses à apporter à l'escalade dans le Golfe (Washington)	12	
Rapprochement diplomatique entre l'URSS et l'Iran	13	
	14	
	15	
Séminaire sur l'avenir du Moyen-Orient (Chatham House)	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Déclaration de R. Reagan appelant à un cessez-le-feu et au renforcement de l'opération Staunch	25	
	26	Entretien R. Young-R. Raphel (Londres)
Rapport de la commission Tower	27	
	28	
<b>1987</b>		
<b>Mars</b>		
Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	Entretien A. Sprake-W. Harris (Londres) Entretien R. Young-R. Raphel (téléphone)

Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Karbala VII)	3	Lettre de L. Hamilton à A. Acland
	4	
	5	
Rejet par Londres de la requête américaine de déclaration du gouvernement britannique en faveur d'un cessez-le-feu	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	Entretien D. Gillmore-M. Armacost (Londres) Entretien P. Wright-M. Armacost (Londres)
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	Entretien M. Thatcher-M. Armacost (Londres)
	19	Entretien T. Renton-M. Armacost (Londres)
	20	Entretien R. Oakley-C. Prentice (Washington)
	21	
	22	
Réunion du groupe de planification de sécurité nationale sur la guerre dans le Golfe (Washington)	23	
	24	Conversations militaires (Washington)
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	Entretien C. Weinberger-Stanley (Washington)
<b>1987</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Engagement de Washington à transférer 11 pétroliers koweïtiens sous pavillon américain	2	

Annnonce par Londres du renforcement de la patrouille Armilla dans le Golfe	3	
	4	
	5	
Offensive iranienne vers Bassora (opération Karbala VIII)	6	
	7	
	8	
Offensive iranienne vers Qasr-e-Shirin (opération Karbala IX)	9	Entretien G. Howe-G. Shultz (Washington)
	10	
	11	
	12	
Publication par le quotidien <i>Kayhan</i> d'une série d'articles dénonçant l'ingérence britannique en Iran	13	
Offensive iranienne vers le Kurdistan irakien (opération Karbala X)	14	Conversations politiques (Washington) Entretien I. Blackley-analystes du CENTCOM (Londres)
	15	Conversations politiques (Washington) Entretien A. Munro-E. Derwinski (Londres) Entretien délégation de la commission des Affaires étrangères de la Chambre-FCO (Londres)
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	Entretien P. Djerejian-B. Fall (Washington)
	28	Entretien M. Armacost-A. Acland (Washington) Entretien M. Van Dusen-C. Prentice (Washington)
	29	Entretien P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
	30	
<b>1987</b>		
<b>Mai</b>		

Jalons politiques	Interactions transatlantiques	
	1	
	2	
	3	
	4	
Début des auditions sur l'Iranganate (Congrès)	5	
	6	
Visite de R. Murphy à Oman	7	
Visite de R. Murphy aux Émirats arabes unis Annonce par Moscou de l'envoi d'une flottille de guerre dans le Golfe	8	
Visite de R. Murphy en Irak	9	
Visite de R. Murphy au Qatar	10	
Visite de R. Murphy au Koweït	11	Conversations sur le terrorisme (Washington)
Visite de R. Murphy en Arabie saoudite	12	
Visite de R. Murphy en Arabie saoudite	13	
Visite de R. Murphy à Bahreïn	14	
Visite de R. Murphy à Bahreïn	15	
	16	
Tir irakien sur la frégate USS Stark	17	
Lettre de S. Hussein à R. Reagan	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Visite de R.J. Sessor à Bahreïn	24	
	25	
	26	Commission de planification de l'OTAN (Bruxelles) Entretien C. Weinberger-W. Crowe-M. Alexander (Bruxelles)
	27	Commission de planification de l'OTAN (Bruxelles) Entretien R. Raphel-P. Collecott (téléphone)
Enlèvement d'E. Chaplin (Téhéran) Séminaire sur les débâcles iraniennes (Council on Foreign Relations)	28	
Enlèvement d'E. Chaplin (Téhéran) Séminaire sur l'Iran et le Golfe (Chatham House) Déclaration de R. Reagan sur la politique américaine dans le golfe Persique Séjour des sénateurs J. Glenn et J. Warner dans le	29	

Golfe		
Séjour des sénateurs J. Glenn et J. Warner dans le Golfe	30	Entretien R. Beers-C. Prentice (Washington)
Séjour des sénateurs J. Glenn et J. Warner dans le Golfe	31	
<b>1987</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	<b>1</b>	
	<b>2</b>	
	<b>3</b>	Lettre de R. Raphel à B. Taylor
	<b>4</b>	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	<b>5</b>	Entretien R. Young-R. Raphel (téléphone) Entretien Sénateurs-FCO-MOD (Londres) Entretien A. Munro-A. Goulty-D. Miers-R. Murphy (Londres)
	<b>6</b>	
	<b>7</b>	
Sommet du G7 (Venise)	<b>8</b>	
Sommet du G7 (Venise)	<b>9</b>	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Venise) Entretien G. Howe-G. Shultz (Venise)
Sommet du G7 (Venise)	<b>10</b>	
Victoire de M. Thatcher aux élections générales	<b>11</b>	
Rejet par la Haute Cour britannique de l'assistance juridique sollicité par Washington dans le cadre de l'enquête sur l'Irangate	<b>12</b>	
	<b>13</b>	
	<b>14</b>	
	<b>15</b>	Entretien D. Ross-C. Prentice (Washington)
Discours de F. Carlucci devant l'Association nationale des Américains arabes (Washington)	<b>16</b>	
Enlèvement de C. Glass (Beyrouth)	<b>17</b>	
	<b>18</b>	
	<b>19</b>	
	<b>20</b>	
	<b>21</b>	
	<b>22</b>	
	<b>23</b>	
	<b>24</b>	Entretien M. Armacost-A. Acland (Washington)
	<b>25</b>	

	26	Entretien M. Thatcher-R. Lugar
	27	
	28	
	29	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
Entretien R. Reagan-Congrès sur le Golfe	30	
<b>1987</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Présentation d'un projet américain de résolution au Conseil de sécurité de l'ONU	1	
	2	
Réflexion britannique sur le texte d'un embargo sur les armes à destination de l'Irak	3	
	4	
Visite d'une délégation de représentants en Irak	5	
	6	
	7	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	8	
	9	
	10	Entretien A. Munro-D. Miers-R. Murphy (Londres)
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Réunion du groupe d'évaluation politique du CNS sur le repavillonnage des vaisseaux koweïtien	16	
Visite officielle de M. Thatcher aux États-Unis	17	Petit déjeuner de travail G. Bush-M. Thatcher (Washington) Entretien G. Shultz-M. Thatcher (Washington) Entretien C. Weinberger-M. Thatcher (Washington) Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Washington)
	18	
	19	
Résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU Requête américaine de de déploiement d'un navire ravitailleur à Diego Garcia et de l'usage des installations en cas d'urgence	20	Entretien G. Howe-G. Shultz (New York) Déjeuner de travail A. Munro-R. Murphy-M. Creekmore (New York) Conversations politiques et militaires (Londres)
Annonce par Washington de l'envoi de renforts navals dans le Golfe ; déclenchement des opérations <i>Earnest Will</i> et <i>Prime Chance</i>	21	

	22	
	23	
Incident de l'USS Bridgeton Requête de repavillonnage du Koweït au Royaume-Uni	24	
	25	
	26	
Entretien G. Shultz-T. Aziz (Washington)	27	Entretien C. Parkinson-C. Price (Londres)
Audition de R. Murphy (Chambre)	28	Entretien J. Craig-P. Ricketts (Washington)
	29	
	30	Entretien B. Crowe-R. Murphy (Washington) Entretien G. Howe-C. Price (Londres)
Incident meurtrier entre pèlerins chiïtes et forces de sécurité saoudiennes (La Mecque)	31	
<b>1987</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	Entretien F. Carlucci-M. Thatcher (Londres) Entretien F. Carlucci-D. Mellor (Londres) Entretien F. Carlucci-R. Armstrong (Londres)
	4	Entretiens Massachusetts Avenue-département d'État (Washington)
	5	
	6	
Révision par le Juge Sénior saisi par Londres du rejet signifié par la Haute Cour britannique	7	Entretien F. Carlucci-C. Powell (téléphone)
	8	
	9	
Incident du pétrolier Texaco-Caribbean sur une mine (Fujaïrah) Établissement d'un groupe de travail interministériel pour évaluer les options de sanctions commerciales contre l'Iran (Washington)	10	
Lettre de M. Rajae Khorasani à J. Pérez de Cuéllar rejetant à la résolution 598 Annonce du déploiement de la force antimine britannique dans le Golfe	11	Lettre de G. Younger à F. Carlucci
	12	
	13	
	14	
	15	

	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	Entretien P. Collecott-R. Raphel (Londres)
	22	
	23	
	24	
	25	Entretien E. Derwinski-A. Acland (Washington)
	26	Entretien R. Oakley-C. Prentice (Washington)
	27	Entretien M. Armacost-C. Prentice (Washington) Entretien R. Young-R. Raphel (Londres)
	28	Entretien R. Oakley-C. Prentice (Washington)
Offensive de l'aviation irakienne	29	
	30	Lettre de A. Vershbow à A. Munro
Visite de E. Derwinski dans le Golfe	31	Entretien M. Creekmore-A. Acland (Washington)
<b>1987</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Visite de E. Derwinski dans le Golfe	1	
Mission de J. Pérez de Cuéllar en Iran et en Irak	2	Entretien E. Derwinski-R. Young (Londres)
Mission de J. Pérez de Cuéllar en Iran et en Irak	3	
Mission de J. Pérez de Cuéllar en Iran et en Irak	4	
Mission de J. Pérez de Cuéllar en Iran et en Irak	5	
	6	
	7	
	8	Entretien R. Oakley-C. Prentice (Washington)
	9	
	10	Entretien R. Beers-C. Prentice (téléphone)
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	



	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
Destruction du vaisseau Iran Ajr par l'USS Jarrett	21	Entretien R. Young-R. Raphel (téléphone)
Soutien de M. Thatcher à la politique américaine	22	Dîner G. Shultz-ministres des Affaires étrangères des Douze (Bruxelles)
Extension des contrôles américains aux exportations vers l'Iran	23	
Déclaration de R. Reagan sur la politique des États-Unis dans le golfe Persique	24	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	25	Entretien R. Oakley-A. Munro (Londres)
Visite de C. Weinberger en Arabie saoudite	26	
Visite de C. Weinberger en Arabie saoudite	27	
Visite de C. Weinberger à Bahreïn	28	
	29	
Séminaire sur les perspectives de paix entre l'Iran et l'Irak (Council on Foreign Relations) Intervention de T. Aziz devant le Council on Foreign Relations (New York)	30	
<b>1987</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	Entretien M. Thatcher-G. Bush (Londres) Entretien L. Broomfield-R. Young (Londres) Entretien F. Iklé-I. Stewart (Washington)
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
Destruction par les Américains d'une vedette iranienne près de la base américaine Hercules	8	Entretien M. Thatcher-R. Murphy (Ottawa) Entretien G. Howe-G. Shultz (téléphone)
	9	
	10	
	11	
Début de la réflexion sur la responsabilité du déclenchement de la guerre Iran-Irak au FCO	12	
	13	

	14	Entretien D. Miers-E. Gnehm-J. Bircher (Londres) Conversations politiques (Londres)
Tir iranien sur le pétrolier koweïtien sous pavillon américain MV Sea Isle City	15	Entretien B. Fall-B. Harrison (Londres) Conversations politiques (Londres)
	16	
Visite de G. Shultz et R. Murphy en Arabie saoudite Visite de T. Eggar à Washington et à New York	17	Entretien R. Raphel-P. Collecott (Londres)
Visite de T. Eggar à Washington et à New York	18	
Tir américain sur deux plateformes pétrolières iraniennes (Rostam)	19	
Article du <i>New York Times</i> dans lequel C. Vance et E. Richardson appelle à un déploiement de forces navales onusiennes dans le Golfe	20	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres) Entretien L. Pope-C. Prentice (Washington)
Visite de R. Murphy en Syrie	21	
Visite de R. Murphy en Syrie Tir iranien d'un missile Silkworm sur le Koweït	22	
Acceptation par le Koweït de l'offre d'assistance américaine	23	Lettre de E. Gnehm à D. Miers
	24	Entretien G. Shultz-P. Carrington (Bruxelles)
	25	
Embargo américaine sur les importations iraniennes et extension des contrôles américains aux exportations vers l'Iran	26	Entretien W. Crowe-J. Fieldhouse (Washington)
	27	
Médiation soviétique entre Bagdad et Téhéran	28	Entretien T. Richardson-W. Patey-L. Taylor (Londres)
	29	Entretien P. Collecott-R. Raphel (Londres)
	30	
	31	
<b>1987</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
Visite de G. Younger aux États-Unis	5	Dîner C. Weinberger-G. Younger (Washington)
Visite de G. Younger aux États-Unis	6	Entretien C. Weinberger-G. Younger (Washington)
	7	
	8	
	9	
	10	

	11	
	12	
	13	
	14	
Lettre de R. Reagan à F. Pahlavi	15	
	16	
Entretien M. Armacost-M. Vorontsov (Genève)	17	
Rapport sur l'Irangate (Congrès)	18	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Entretien J. Watt-P. Maher-V. Walters (New York)
	24	
Début de la réflexion sur la responsabilité du déclenchement de la guerre Iran-Irak à la CIA	25	
	26	
Fin de la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran	27	
	28	
	29	
	30	Entretien D. Ross-C. Prentice (Washington)
<b>1987</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	Entretien J. Craig-C. Prentice (Washington)
	2	Entretien M. Thatcher-F. Carlucci (Londres) Entretien G. Younger-F. Carlucci (Londres)
	3	
	4	
	5	
	6	
Tir iranien d'un missile Silkworm contre le Koweït	7	
	8	
	9	
	10	

	11	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (téléphone)
Lettre de A. Raphael à G. Shultz sur l'avenir de la politique iranienne des États-Unis	12	
	13	
	14	
	15	
	16	Petit déjeuner de travail G. Howe-G. Shultz (Londres) Entretien M. Thatcher -G. Shultz (Londres)
Développement au FCO de la réflexion sur la politique à mener à la mort de l'ayatollah Khomeini	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1988</b>		
<b>Janvier</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	Entretien S. Charles-W. Davies (Washington)
	9	
	10	

	11	
Offensives iraniennes vers le Kurdistan irakien (opérations Victoire V et VI et Ville sainte II)	12	
	13	
	14	Entretien G. Harris-R. Young (Washington) Conversations militaires (Washington)
	15	Conversations militaires (Washington)
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	Consultations de D. Mellor aux États-Unis
	29	Consultations de D. Mellor aux États-Unis Entretien R. Raphel-R. Young (Londres) Entretien V. Walters-D. Slater (Londres) Entretien S. Charles-C. Prentice (Washington)
	30	Consultations de D. Mellor aux États-Unis
	31	Consultations de D. Mellor aux États-Unis
<b>1988</b>		
<b>Février</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	Consultations de D. Mellor aux États-Unis
	2	Consultations de D. Mellor aux États-Unis
	3	
	4	Entretien S. Smith-R. Bone (Washington)
	5	
	6	
	7	
	8	Entretien R. Oakley-R. Bone (Washington) Entretien R. Armitage-R. Bone (Washington)
	9	Entretien S. Smith-R. Bone (Washington)
	10	
	11	Entretien S. Smith-R. Bone (Washington)

	12	Entretien R. Murphy-R. Bone (Washington) Entretien M. Armacost-A. Acland (Washington)
	13	
	14	
	15	
	16	Entretien S. Smith-R. Bone (Washington)
Séminaire sur l'Iran, l'Amérique et le golfe Persique (Council on Foreign Relations)	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Entretien G. Howe-C. Powell (Londres) Entretien R. Oakley-A. Munro (Londres)
	24	
	25	
	26	
	27	
Tirs iraniens de missiles Scud sur l'Irak Tirs irakiens de missiles Al-Hussein sur l'Iran	28	
	29	
<b>1988</b>		
<b>Mars</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
Incident naval entre l'USS John Moore et des vaisseaux de patrouille iraniens (île Farsi, Golfe)	4	
	5	
	6	Entretien Massachusetts Avenue-département d'État-département de la Défense (Washington)
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
Offensives iraniennes sur Halabja et sur le Kurdistan irakien (offensives Victoire VII et Ville sante III)	13	

	14	
	15	
Déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU Bombardement chimique irakien sur Halabja	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	Entretien P. Ricketts-CIA (Langley)
<b>1988</b>		
<b>Avril</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
Ouverture de la conférence de Wilton Park sur le Moyen-Orient	11	
	12	
	13	

Incident de l'USS Samuel B. Roberts (Golfe) Réunion du groupe interministériel de révision politique (Washington)	14	Entretien R. Beers-C. Prentice (Washington)
	15	Entretiens Massachusetts Avenue-département d'État-Pentagone-CIA, CSN (Washington) Conversations militaires (Washington)
	16	
Libération irakienne de Fao (opération Ramadan béni)	17	
Destruction par les États-Unis de plateformes pétrolières iraniennes (Sassan, Sirri)	18	Entretien C. Price-Ch. Powell (téléphone) Entretien R. Armitage-A. Acland (téléphone) Entretien J. Fieldhouse-W. Crowe (téléphone) Lettre de G. Shultz à G. Howe
Sollicitation américaine de l'usage de la base britannique de Fairford pour déployer des avions-ravitailleurs vers l'Arabie saoudite	19	Entretiens Massachusetts Avenue-département d'État-Pentagone-CIA, CSN (Washington) Entretien C. Powell-Ch. Powell (téléphone)
Tir iranien d'un missile Scud sur le Koweït	20	
	21	Petit-déjeuner de travail R. Seitz-D. Mellor (Londres)
	22	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	23	
	24	
	25	
	26	
	27	Réunion des ministres de l'OTAN (Bruxelles) Entretien F. Carlucci-G. Younger (Bruxelles)
	28	
	29	
Annonce par les États-Unis de la politique d'« assistance en cas de détresse »	30	
<b>1988</b>		
<b>Mai</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
Résolution 612 du Conseil de sécurité de l'ONU	9	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	10	



	11	
	12	
Victoire de l'opposition religieuse de gauche aux élections législatives iraniennes	13	
	14	
Début du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Approche du FCO par R. Pahlavi pour une installation au Royaume-Uni	25	
Offensive irakienne vers Bassora (opération Tawakkalna I)	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1988</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
Visite d'État de R. Reagan au Royaume-Uni	2	
Visite d'État de R. Reagan au Royaume-Uni	3	Entretien G. Howe-G. Shultz (Londres)
	4	
	5	
	6	
	7	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	8	
	9	

	10	
	11	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	12	
Échec d'une contre-offensive iranienne vers Bas-sora	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
Prise de Mehran par les Moudjahiddin du peuple	21	
Développement au CSN de la réflexion sur la politique à mener à la mort de l'ayatollah Khomeini	22	
	23	
	24	
Offensive irakienne vers les îles Majnoon (opération Tawakkalna II)	25	
	26	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	27	Entretien P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
	28	
	29	
	30	
<b>1988</b>		
<b>Juillet</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
Abattage de l'Airbus A33 du vol 655 de la compagnie Iran Air par l'USS Vincennes	3	Entretien C. Powell-Ch. Powell (téléphone) Entretien M. Armacost-A. Acland (téléphone)
Requête iranienne d'envoi d'une mission d'enquête par le secrétaire général de l'ONU et d'une réunion en urgence du Conseil de sécurité	4	
	5	
	6	Petit-déjeuner de travail R. Seitz-D. Mellor (Londres)
	7	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	8	

	9	
	10	
	11	Lettre de R. Reagan à M. Thatcher
	12	
	13	
Interventions de A.A. Velayati et de G. Bush à l'ONU	14	Entretien R. Seitz-T. Eggar (Londres)
Offensive irakienne vers Dehloran (opération Tawakkalna III)	15	
	16	
Présentation par S. Hussein de ses conditions à un cessez-le-feu	17	
Acceptation par l'Iran de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU	18	
	19	
Acceptation de la résolution 598 par R. Khomeini Résolution 616 du Conseil de sécurité de l'ONU	20	
	21	Entretien W. Taft-G. Younger (Londres)
Offensive irakienne vers le centre et le sud du front (opération Tawakkalna IV)	22	Entretien R. Seitz-D. Mellor (Londres)
	23	
	24	
	25	
Offensive iranienne vers Kermanshah contre les Moudjahiddin du peuple (opération Mersad)	26	Lettre de M. Thatcher à R. Reagan
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1988</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	Entretien P. Burleigh-C. Prentice (Washington)
Acceptation par l'Iran d'un cessez-le-feu sans condition	6	

	7	
	8	
Résolution 619 du Conseil de sécurité de l'ONU	9	
	10	
	11	
	12	Lettre de F. Carlucci à G. Younger
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
Entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak sous la supervision d'une force onusienne	20	
	21	
	22	
	23	
Début des négociations entre l'Iran et l'Irak (Genève)	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	Lettre de F. Carlucci à G. Younger
<b>1988</b>		
<b>Septembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Développement à Downing Street de la réflexion sur la normalisation des relations entre Londres et Téhéran à la faveur de la fin de la guerre	1	
	2	
	3	
	4	
	5	

	6	
	7	
	8	
	9	Entretien G. Howe-G. Shultz (New York)
	10	
	11	
	12	
	13	Lettre de G. Younger à F. Carlucci
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Fin de l'opération <i>Earnest Will</i>	25	Entretien G. Howe-G. Shultz (New York)
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
<b>1988</b>		
<b>Octobre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
	24	
Réouverture du terminal pétrolier de Kharg Normalisation du trafic dans le Golfe	25	
	26	
	27	
	28	
	29	
	30	
	31	
<b>1988</b>		
<b>Novembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
Victoire de G. Bush aux élections présidentielles américaines	8	
	9	
Signature à Vienne d'un protocole d'accord pour la normalisation des relations entre Londres et Téhéran	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
Visite de M. Thatcher aux États-Unis Entretien F. Mahadavi (OMPI)-R. Young (Londres)	16	Entretien R. Reagan-M. Thatcher (Washington)
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	
Premiers échanges de prisonniers entre l'Iran et l'Irak	24	
	25	
	26	
	27	
	28	Entretien W. Waldegrave-M. Armacost (Londres)
Séjour de R. Pahlavi au Royaume-Uni	29	
Séjour de R. Pahlavi au Royaume-Uni	30	
<b>1988</b>		
<b>Décembre</b>		
<b>Jalons politiques</b>	<b>Interactions transatlantiques</b>	
Séjour de R. Pahlavi au Royaume-Uni	1	
Séjour de R. Pahlavi au Royaume-Uni	2	
Réouverture de l'ambassade britannique de Téhéran par le chargé d'affaires G. Pirie	3	
	4	
	5	
	6	

	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	18	
	19	
	20	
	21	
	22	
	23	Lettre de G. Younger à F. Carlucci
	24	
	25	
	26	
	27	
	28	
Constitution d'un comité militaire irako-iranien pour consolider l'application du cessez-le-feu	29	Entretien R. Armitage-B. Fall (Washington)
	30	
	31	
<b>1989</b>		
<b>Juin</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Mort de R. Khomeini	3	
<b>1990</b>		
<b>Août</b>		
<b>Jalons politiques</b>		<b>Interactions transatlantiques</b>
Signature d'un traité de paix entre l'Iran et l'Irak	20	



## Annexe 8

### INDEX DES ACTEURS

#### I. Abréviations

FCO : Bureau des Affaires étrangères et du *Commonwealth*, Londres

JIC : Comité conjoint du renseignement, Londres

MED : département du Moyen-Orient

ESSD : département de l'Énergie, des Sciences et de l'Espace

CIA : Agence de centralisation du renseignement, Langley

CSN : Conseil de sécurité nationale, Washington

LSE : London School of Economics

SOAS : School of Oriental and African Studies, Londres

DOS : département d'État, Washington

DOD : département de la Défense, Washington

INR : bureau de la recherche et du renseignement

DIA : Agence de renseignement de la Défense

MOD : ministère de la Défense

NSA : Agence nationale de sécurité, Fort George G. Meade

FSI : Institut du service étranger, Washington

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

ONU : Organisation des Nations unies

MAAG : Groupe d'assistance et de conseil militaire, Téhéran

USAF : Force aérienne des États-Unis

USAID : Agence des États-Unis pour le développement international

SIS : Services de renseignement extérieur

#### II. Royaume-Uni

Acland, Sir Antony Arthur : président, Comité conjoint du renseignement, 1979-1982 ; sous-secrétaire d'État permanent, directeur du service diplomatique, FCO, 1982-1986 ; ambassadeur, Washington, 1986-1991

Alexander, Sir Michael O'Donel Bjarne : secrétaire particulier (Affaires étrangères) du Premier ministre, 1979-1981

Alston, Robert John : formation linguistique, Téhéran, 1962-1963 ; premier secrétaire, Téhéran,

1974-1977 ; directeur adjoint, ESDD, FCO, 1977-1979 ; conseiller (politique), OTAN, Bruxelles, 1981-1984 ; ambassadeur, Mascate, 1986-1990

Anson, Charles Vernon : deuxième secrétaire (commercial), Téhéran, 1976-1979 ; premier secrétaire (information), Washington, 1981-1985

Appleyard, Sir Leonard Vincent : principal secrétaire particulier, FCO, 1984-1986

Arbuthnott, Hugh James : formation linguistique, Téhéran, 1961-1962 ; troisième secrétaire, Téhéran, 1962-1964 ; premier secrétaire, Téhéran, 1971-1974 ; directeur-désigné, Téhéran, 1986

Armstrong, Robert Temple : secrétaire du Cabinet, 1979-1983

Baddeley, Brigadier Robert John : attaché de défense, Téhéran, 1980

Bannerman, James Patrick : directeur Moyen-Orient, RD, FCO, 1977-1987

Barret, Edmond Fox : vice-consul, Boston, 1968-1970 ; premier secrétaire (administration), Téhéran, 1979-1981

Barrett, Sir Stephen Jeremy : conseiller, Téhéran, 1981

Barrington, Nicholas John : formation linguistique, Téhéran, 1958-1959 ; conseiller, Le Caire, 1978-1981 ; conseiller, Téhéran, 1981-1983

Bird, Charles Philip Glover : directeur adjoint, MED, FCO, 1986

Bird, Christabel Helen : troisième secrétaire, Téhéran, 1978-1980

Blackley, Ian Lorimer : formation linguistique, Chemlane, 1971-1972 ; premier secrétaire (consulaire), Beyrouth, 1980-1982 ; directeur-adjoint, MED, FCO, 1986-1988

Blaker, Peter Allan Renshaw : ministre d'État, FCO, 1979-1981 ; ministre d'État (forces armées), MOD, 1981-1983

Boyce, Graham Hugh : formation linguistique, Chemlane, 1972-1974 ; secrétaire (économique et commercial), Koweït, 1981-1985 ; directeur-adjoint, MED, FCO, 1985-1986

Brett, David Lawrence : formation linguistique, SOAS, 1979-1980 ; troisième secrétaire (consulaire), 1980

Brimefield, Valerie : attachée, Téhéran, 1983-1984

Brookes, Maurice John : troisième secrétaire (administration), Téhéran, 1981-1982

Browne, Nicholas Walter : troisième secrétaire, Téhéran, 1971-1974 ; détaché auprès du Cabinet, 1976-1980

Burnett, David Edgar : attaché, troisième secrétaire, Téhéran, 1982

Butler, Frederick Edward Robin : secrétaire du Cabinet, 1988-1998

Callaghan, Leonard James : secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth, 1974-1976 ; Premier ministre du Royaume-Uni, 1976-1979

Carrick, Roger John : chercheur invité, Institut d'études internationales, Berkeley, 1977-1978 ; conseiller (politique), représentant du JIC, Washington, 1978-1982 ; consul-général, Chicago, 1985-1988

Carrington, Peter Alexander Rupert : secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth, 1979-1982 ; secrétaire-général de l'OTAN, 1984-1988

Cartledge, Bryan George : boursier du Commonwealth, Institut Hoover, Stanford, 1956-1957 ; secrétaire, Téhéran, 1968-1970 ; chercheur, Centre des affaires internationales, Harvard, 1971-1972 ; secrétaire particulier (Affaires étrangères) du Premier ministre, 1977-1979 ; sous-secrétaire d'État adjoint (défense), FCO, 1983-1984

Cartledge, Sir Bryan George : secrétaire particulier (Affaires étrangères) du Premier ministre, 1977-1979

Chalmers, George Buchanan : conseiller, Téhéran, 1975-1976 ; ministre (économique et commercial), Téhéran, 1976-1979 ; consul-général, Chicago, 1979-1982

Chaplin, Edward Graham Mellish : formation linguistique, Chemlane, 197 ; troisième secrétaire, Mascate, 1975-1977 ; deuxième secrétaire, Bruxelles, 1977-1978 ; premier secrétaire, Téhéran, 1985-1987

Clare, William Geoffrey : bureau Iran-Irak, MED, FCO, 1982-1983 ; troisième secrétaire (politique), Téhéran, 1983-1986 ; vice-consul, Los Angeles, 1987-1989

Clarke, David : troisième secrétaire, Washington, 1962-1965 ; deuxième secrétaire (consulaire), Téhéran, 1979-1981

Clements, Martin Hugh : deuxième secrétaire (chancellerie), probable agent du renseignement, Téhéran, 1986-1987

Coates, David : bureau Iran-Irak, MED, FCO, 1981-1983

Coleman, Richard Alan : troisième secrétaire (administration), Téhéran, 1975-1979

Coles, Sir Arthur John : secrétaire particulier (Affaires étrangères) du Premier ministre, 1981-1984

Collecott, Peter Salmon : boursier Kennd, Massachusetts Institute of Technology, 1972-1973 ; formation linguistique, Chemlane, 1978-1979 ; bureau Iran-Irak, MED, FCO, 1986-1988

Collins, Alan Stanley : bureau Iran-Irak, MED, FCO, 1982-1986

Connor, Michael Leslie : troisième secrétaire (commercial), Téhéran, 1977-1979

Coombes, Major J. D. : attaché militaire adjoint, Téhéran, 1977

Cooper, Frank : sous-secrétaire d'État permanent, MOD, 1976-1982

Coulson, Andrew John : attaché, Téhéran, 1978-1980

Coulson, Merope Jane : attaché, Téhéran, 1978-1980

Cowell, Andrew John Hulke Hamish : bureau Iran-Irak, MED, FCO, 1987-1988

Cowper-Cole, Sherard Louis : formation linguistique, Chemlane, 1978-1979 ; troisième secrétaire, Le Caire, 1980-1983 ; premier secrétaire (planification politique), Londres, 1982-1985 ; premier secrétaire, Washington, 1987-1991

Cradock, Sir Percy : sous-secrétaire d'État, FCO, 1984 ; conseiller (Affaires étrangères) de la Première ministre, 1984-1992 ; président, Comité conjoint du renseignement, 1984-1992

Crossland, Charles Anthony Raven : secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth, 1976-1977

Cullen, Kevin : deuxième secrétaire (commercial), Téhéran, 1978

Culshaw, Robert Nicholas: formation linguistique, Chemlane, 1975-1976 ; troisième secrétaire, Mascate, 1977-1979 ; secrétaire particulier adjoint, FCO, 1984-1988

Curwen, Sir Christopher Keith : directeur, SIS, 1985-1989

Day, Stephen Peter : conseiller politique, Aden, 1961-1967; conseiller, Beyrouth, 1977-1978 ; ambassadeur, Doha, 1981-1984 ; directeur, MED, FCO, 1984-1987

Digby, Simon : troisième secrétaire (administration), 1982

Doe, Charles Robert Vaughan : attaché naval, Téhéran, 1977-1978

Egerton, Stephen Loftus : formation linguistique, Chemlane, 1957-1958; officier (politique), Koweït, 1958-1961; premier secrétaire (oriental), Bagdad, 1963-1966; premier secrétaire, Bagdad, 1966-1967 ; premier secrétaire, ONU, New York, 1967 ; ambassadeur, Bagdad, 1980-1982 ; ambassadeur, Riyad, 1986-1989

Fall, Sir Brian James Proetel : directeur, ESSD, FCO, 1979-1980 ; principal secrétaire particulier, FCO, 1981-1985

Fennell, Jack : attaché de l'air, Téhéran, 1977

Fergusson, Ewen Alastair John : Bureau du développement du commerce britannique, New York, 1967-1972 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient et Afrique), FCO, 1984-1987

Fergusson, Sir Ewen Alastair John : principal secrétaire particulier, FCO, 1975-1978 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient et Afrique), FCO, 1984-1987

Figures, Sir Colin Frederick : directeur, SIS, 1981-1985

Fletcher, Peter Coleman : formation linguistique, Téhéran, 1979-1980 ; troisième secrétaire, Téhéran, 1980

Fortescue, John Adrian : formation linguistique, Chemlane, 1964-1965 ; conseiller, Washington, 1979-1981

Franks, Sir Arthur Temple : directeur, SIS, 1979-1981

Fretwell, Major John Emsley : premier secrétaire (commercial), Washington, 1967-1970; ministre, Washington, 1980-1981

Gantley, Guy G. : premier secrétaire (économique), Téhéran, 1980

Gorham, Robin Stuart : premier secrétaire, MED, FCO, 1977-1979

Goultly, Alan Fletcher : formation linguistique, Chemlane, 1969-1970 ; premier secrétaire, Washington, 1981-1986

Graham, John Alexander Noble : formation linguistique, Chemlane, 1951-1952 ; troisième secrétaire, Koweït, 1952-1953 ; troisième secrétaire, Amman, 1953-1954 ; conseiller, Koweït, 1966-1969 ; conseiller, Washington, 1972-1974 ; ambassadeur, Bagdad, 1974-1977 ; ambassadeur, Téhéran, 1979-1980 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient), FCO, 1980-1982 ; représentant permanent, OTAN, Bruxelles, 1982-1986

Graham, Sir John Alexander Noble : ambassadeur, Bagdad, 1974-1977; ambassadeur, Téhéran, 1979-1980 ; représentant permanent, OTAN, Bruxelles, 1982-1986

Hannay, David Hugh Alexander : formation linguistique, Téhéran, 1960-1961 ; troisième secrétaire, Téhéran, 1960-1961 ; directeur, ESSD, FCO, 1977-1979 ; directeur, MED, FCO, 1979 ; ministre, Washington, 1984-1985 ; représentant permanent, CEE, Bruxelles, 1985-1990

Hanson, John Gilbert : conseiller (culturel), Téhéran, 1978

Harris, S. : deuxième secrétaire (commercial), Téhéran, 1978-1980

Haskell, Donald Keith : formation linguistique, Chemlane, 1961-1962 ; troisième secrétaire, Bagdad, 1962-1966 ; consul-général, Dubaï, 1978-1981 ; directeur, MED, FCO, 1983-1984

Henderson, Sir John Nicholas : ambassadeur, Washington, 1979-1982

Heseltine, Michael Ray Dibdin : secrétaire d'État à la Défense, 1983-1986

Howe, Sir Richard Edward Geoffrey : chancelier de l'Échiquier, 1979-1983 ; secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth, 1983-1989

Humphrey, C.T.W. : secrétaire particulier du ministre d'État Douglas Hurd, FCO, 1979-1983

Hunt, John Joseph : secrétaire du Cabinet, 1973-1979

Hurd, Douglas : ministre d'État (Europe), FCO, 1979-1983

Jay, Peter : ambassadeur, Washington, 1977-1979

Jones, colonel David Alan : troisième secrétaire (commercial), Téhéran, 1975-1978 ; troisième secrétaire, Islamabad, 1978-1981 ; détaché au ministère de la Défense, 1981-1983

Jones, colonel Martin Hudson : attaché de défense, Téhéran, 1977

Kelly, John Philipp : MED, FCO, 1986-1989

Kershaw, Roger : formation linguistique, Londres, 1983-1984 ; deuxième secrétaire (commercial), Téhéran, 1984-1987

Laidlaw, Christine Margaret : troisième secrétaire, Bahreïn, 1971-1974 ; formation linguistique, Téhéran, 1975-1976 ; troisième secrétaire, Téhéran, 1977-1981

Lamport, Stephen Mark Jeffrey : troisième secrétaire, ONU, New York, 1974-1975 ; troisième, puis deuxième secrétaire, Téhéran, 1975-1979 ; secrétaire particulier, ministre d'État (Moyen-Orient) Malcolm Rifkind puis Douglas Hurd), 1981-1984 ; directeur-adjoint, MED, FCO, 1988-1991

Lankester, Sir Timothy Patrick : secrétaire particulier du Premier ministre, 1978-1981

Layden, Christopher : troisième secrétaire (consulaire), Téhéran, 1983-1984

Leahy, John Henry Gladston : boursier Paul Mellon, Yale : chef de chancellerie, Téhéran, 1965-1968 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Afrique et Moyen-Orient), FCO, 1982-1984

Lecky, major-général Samuel Knox : ministre (équipement militaire), Téhéran, 1977-1979

Ling, Norman Arthur : deuxième, puis premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1981-1984

Lucas, Ivor Thomas Mark : formation linguistique, SOAS, 1951-1952 ; troisième secrétaire, Bahreïn, Sharkah, Dubaï, 1952-1956 ; conseiller, Aden, 1968-1969 ; directeur, MED, FCO, 1975-1979 ; ambassadeur, Mascate, 1979-1981 ; ambassadeur, Damas, 1982-1984

Luce, Richard Napier : secrétaire parlementaire particulier, ministre du Commerce et des affaires commerciales (Geoffrey Howe), 1972-1974 ; sous-secrétaire d'État parlementaire, FCO, 1979-1981 ;

ministre d'État (Moyen-Orient), 1981-1985

MacRae, Alastair Christopher Donald Summerhayes : formation linguistique, Chemlane, 1965-1967 ; boursier Henry, Harvard ; deuxième secrétaire, Beyrouth, 1967 ; premier secrétaire, chef de chancellerie, Bagdad ; directeur, section des intérêts britanniques, Téhéran, 1987

MacSween, Norman James : formation linguistique, Chiraz, 1977 ; premier secrétaire, probable officier du renseignement, Téhéran, 1977-1982

Mathers, Peter James : formation linguistique, Téhéran, 1973-1975 ; premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1986-1987

McAree, Patrick Sean : troisième secrétaire (visas), Téhéran, 1984-1986

McCredie, Ian Forbes : formation linguistique, SOAS, Londres, 1979-1980 ; premier secrétaire (économique), probable agent du renseignement, Téhéran, 1980-1983

McCrory, Henry : deuxième secrétaire, vice-consul, Téhéran, 1975-1979 ; premier secrétaire (commercial), consul, New York, 1983-1985

McDonald, John Douglas : deuxième secrétaire (visa), Téhéran, 1985-1986)

Mellor, David John : ministre d'État (Moyen-Orient), FCO, 1985-1987

Miers, Henry David Alastair Capel : conseiller, Téhéran, 1977-1979 ; directeur, MED, FCO, 1980-1983 ; ambassadeur, Beyrouth, 1983-1985 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient), FCO, 1986-1989

Milne, Alexander Berkeley : troisième, puis deuxième secrétaire, Téhéran, 1954-1957 ; conseiller, Téhéran, 1974-1978

Moberly, John Campbell : formation linguistique, Chemlane, 1952-1953 ; officier politique, Koweït, 1954-1956 ; agent politique, Doha, 1959-1962 ; conseiller, Washington, 1969-1973 ; directeur, Middle East Center for Arab Studies, Chemlane, 1973-1975 ; ambassadeur, Amman, 1975-1979 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient), FCO, 1979-1982 ; ambassadeur, Bagdad, 1982-1985

Muir, Richard John Sutherland : formation linguistique, Chemlane, 1965-1966 ; troisième, puis deuxième secrétaire (commercial), Djeddah, 1967-1970 ; premier secrétaire, Washington, 1975-1979 ; détaché au département de l'Énergie, 1979-1981 ; directeur-général, Bureau de liaison britannique, Riyad, 1981-1985

Mulley, Frederick : secrétaire d'État à la Défense, 1979-1981

Munro, Alan Gordon : formation linguistique, Chemlane, 1958-1960 ; troisième secrétaire, Beyrouth, 1960-1962 ; directeur, MED, FCO, 1979 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Afrique et Moyen-Orient), FCO, 1987-1989

Newell, Clive Dare : officier politique, probablement agent du renseignement, Téhéran, 1979-1980

Nott, sir John William Frederick : secrétaire d'État au Commerce, 1979-1981 ; secrétaire d'État à la Défense, 1981-1983

Oldfield, Sir Maurice : directeur, SIS, 1973-1978

Owen, Dr David Anthony Llewellyn : secrétaire d'État aux Affaires étrangères et au Commonwealth,

1977-1979

Owen, John Wyne : deuxième secrétaire (information), Téhéran, 1973-1977

Pakenham, Michael Aidan : conseiller, Washington, 1983-1987 ; directeur, département du contrôle des armes et du désarmement, FCO, 1983-1987

Palliser, Sir Arthur Michael : sous-secrétaire d'État permanent, directeur du service diplomatique, FCO, 1975-1982

Palmer, Richard Edward : formation linguistique, Chemlane, 1963-1964 ; secrétaire (commercial), Dubaï, 1966-1969 ; directeur adjoint, MED, FCO, 1981

Parsons, Sir Anthony Derrick : attaché militaire adjoint, Bagdad, 1951-1954 ; agent politique, Bahreïn, 1965-1969 ; conseiller, chef de chancellerie, ONU, New York, 1969-1971 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient et Afrique), FCO, 1971-1974 ; ambassadeur, Téhéran, 1974-1979 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient), FCO, 1979 ; représentant permanent, ONU, New York, 1979-1982 ; conseiller du Premier ministre pour les affaires étrangères, 1982-1983

Patey, William Charters : formation linguistique, Chemlane, 1977-1978 ; attaché commercial, Abou Dhabi, 1978-1981 ; bureau Iran-Irak, MED, FCI, 1984-1988

Pirie, Gordon Andrew : deuxième secrétaire, Téhéran, 1964-1968 ; deuxième secrétaire (information), Téhéran, 1977-1979 ; chargé d'affaires, Téhéran, 1988

Plumbly, Derek J. : formation linguistique, Chemlane, 1973-1975 ; officier, MED, FCO, 1982-1984 ; premier secrétaire, Washington, 1984-1988

Powell, Charles : secrétaire particulier (Affaires étrangères) de la Première ministre, 1984-1991

Prendergast, Walter Kieran : formation linguistique, Istanbul, 1964-1965 ; conseiller, ONU, New York, 1979-1982 ; conseiller, chef de chancellerie, Tel Aviv, 1982-1986

Prentice, Christopher Norman Russell : bureau Proche-Orient Afrique du Nord, FCO, 1977-1978 ; formation linguistique, Chemlane, 1978-1979 ; troisième, puis deuxième secrétaire, Koweït, 1980-1983 ; premier secrétaire, détaché, analyste Moyen-Orient, bureau de l'évaluation, Cabinet, 1983-1985 ; premier secrétaire (Proche-Orient et Asie du Sud), Washington, 1985-1989

Pym, Francis Leslie : secrétaire d'État à la Défense, 1979-1981

Reddaway, David Norman : formation linguistique, Téhéran, 1977 ; troisième, puis deuxième et premier (commercial), Téhéran, 1977-1980

Renton Ronald Timothy : ministre d'État (Moyen-Orient), FCO, 1985-1987

Renwick, Robin William : chercheur invité, Centre pour les affaires internationales, Harvard, 1980-1981 ; conseiller (politique et militaire), Washington, 1981-1984

Ricks, David Trulock : premier secrétaire (culturel), Téhéran, 1977-1980 ; conseiller (culturel), British Council, New York, 1985-1990

Robinson, John Armstrong : ministre, Washington, 1977-1980

Rundle, Christopher John Spencer : formation linguistique, Téhéran, 1967-1968 ; deuxième secrétaire (oriental), Kaboul, 1968-1970 ; analyste Moyen-Orient, département de recherche, FCO, 1977-

1981 ; premier secrétaire, Téhéran, 1981-1984

Russell, Malcolm Arthur : troisième secrétaire (administratif), 1985-1986

Segar, Christopher Michael John : formation linguistique, Chemlane, 1974-1975 ; troisième secrétaire, Dubaï, 1976-1979 ; premier secrétaire, MED, FCO, 1979-1984

Shakeshaft, John C. : bourse Harkness, Princeton, 1975-1977 ; formation linguistique, SOAS, Londres, 1982-1983 ; premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1985-1986

Shapland, A. Greg : linguiste (arabe), ministère de la Défense, 1977-1979 ; analyste (Moyen-Orient et Afrique du Nord), FCO, 1979-2010

Shaughnessy, Kevin John : troisième secrétaire (visas), Téhéran, 1984-1986

Simpson-Orlebar, Michael Keith : troisième secrétaire, Téhéran, 1955-1957 ; conseiller (commercial), Téhéran, 1972-1976 ; directeur, section des intérêts britanniques, Téhéran, 1983-1985

Smith, Brian : troisième secrétaire, Bahreïn, 1957-1959 ; troisième secrétaire, Doha, 1959-1960 ; deuxième secrétaire (commercial), Téhéran, 1964-1966 ; premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1975-1977 ; consul général adjoint, New York, 1979-1982

Squire, Clifford William : conseiller, puis chef de chancellerie, Washington, 1976-1979 ; ambassadeur, Tel Aviv, 1984-1988

Tatham, David Everard : troisième secrétaire, ONU, New York, 1962-1963 ; formation linguistique, Chemlane, 1967-1969 ; deuxième, puis premier secrétaire, Djeddah, 1969-1970 ; département du Proche-Orient, FCO, 1971 ; MED, FCO, 1972-1973 ; chef de chancellerie, Djeddah, 1974-1977 ; directeur adjoint, MED, FCO, 1977-1980 ; collègue de Défense de l'OTAN, Rome, 1980-1981

Taylor, Barry John : MED, FCO

Taylor, Ronald Frederick : troisième secrétaire (commercial), Téhéran, 1974-1977

Tempest, Ernest : deuxième secrétaire (immigration), Téhéran, 1985-1986

Thatcher, Margaret Hilda, née Roberts ; Première ministre du Royaume-Uni, 1979-1990

Thomas, Derek Morison David : directeur, département Amérique du nord, FCO, 1975-1976 ; ministre (commercial), Washington, 1979-1982 ; ministre, Washington, 1982-1984

Thornton, John Norris : troisième secrétaire, Beyrouth, 1983-1984 ; troisième secrétaire, Téhéran, 1986

Tomkys, William Roger : formation linguistique, Chemlane, 1960 ; troisième secrétaire, Amman, 1962-1964 ; directeur, département du Proche-Orient et de l'Asie du Sud, FCO, 1977-1980 ; ambassadeur, Bahreïn, 1981-1984 ; ambassadeur, Damas, 1984-1986

Tonkin, Ramsey Harris : troisième secrétaire (commercial), Téhéran, 1975-1978

Trenchard, Thomas : ministre d'État (fournitures militaires), MOD, 1981-1983

Upton, David Richard : deuxième secrétaire (économique), Téhéran, 1977-1979

Waldegrave, William Arthur : ministre d'État (Moyen-Orient), FCO, 1987-1989

Walden, George Gordon Harvey : principal secrétaire privé, FCO, 1978-1981 ; Harvard, 1981-1982 directeur, planification politique, 1982-1983



- Wall, Sir J. Stephen : secrétaire privé adjoint, FCO, 1977-1979 ; premier secrétaire, Washington, 1979-1983
- Walwynn, David S. : MED, FCO, 1986
- Ward, Alec John : conseiller (commercial), Doha, 1965-1969 ; premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1975-1977
- Watt, James Wilfried : conseiller (Moyen-Orient), ONU, New York, années 1980
- Webb, George Hannam : conseiller, Téhéran, 1977-1979 ; conseiller, Washington, 1980-1982 ; agent de renseignement
- Webb, Michael : deuxième secrétaire (commercial), vice-consul, Téhéran, 1972-1973
- Weir, Sir Michael Scott : centre de renseignement Irak-Iran, Bagdad, 1946 ; formation linguistique, Chemlane, 1950-1952 ; agent politique, golfe Persique, 1952-1954 ; consul, San Francisco, 1956-1958 ; premier secrétaire, Washington, 1958-1961 ; directeur, département arabe, FCO, 1967-1968 ; résident politique adjoint, Bahreïn, 1968-1971 ; conseiller, chef de chancellerie, ONU, New York, 1971-1973 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Moyen-Orient), FCO, 1974-1979 ; ambassadeur, Le Caire, 1979-1985
- Welborn, Robert Victor : troisième secrétaire, Doha, 1964-1968 ; troisième secrétaire, Islamabad, 1973-1977 ; premier secrétaire (administrative), consul, Téhéran, 1984-1986
- Wellings, L. W. : premier secrétaire (agriculture), 1978-1979
- Welstead, David Curtis : attaché, Téhéran, 1978-1979
- Westmacott, Peter John : troisième secrétaire, MED, FCO, 1972-1973 ; formation linguistique, Téhéran, 1973-1974 ; deuxième secrétaire, Téhéran, 1974-1978 ; deuxième secrétaire, Commission européenne, Bruxelles, 1978-1980 ; secrétaire particulier, ministre d'État (Moyen-Orient), 1984-1987
- White, John Clarkson : troisième secrétaire, ONU, New York, 1966-1968 ; premier secrétaire (administration, consulaire), Téhéran, 1981-1982
- Whitmore, Sir Clive A. : principal secrétaire privé de la Première ministre, 1979-1983 ; sous secrétaire d'État permanent, MOD, 1983-1988
- Wicks, Nigel Leonard : principal secrétaire privé de la Première ministre, 1985-1988
- Wigginton, Christopher James : formation linguistique, SOAS, Londres, 1984 ; troisième secrétaire (visas), vice-consul, Téhéran, 1984-1986
- Wilkinson, Arnold Graham : premier secrétaire, Téhéran, 1974-1977
- Williams, Martin John : premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1977-1980
- Wilson, Keith Edward : troisième secrétaire (immigration), Téhéran, 1983-1986
- Wogan, Patrick Francis Michael : formation linguistique, Téhéran, 1965-1966 ; deuxième secrétaire, Bahreïn, 1970-1972 ; deuxième secrétaire, MED, FCO, 1982-1984 ; deuxième, puis premier secrétaire, conseiller, Téhéran, 1984-1986
- Worsnop, Edrick Rowland : deuxième secrétaire, Dubaï, Abou Dhabi, 1958 ; officier (commercial), États de la Trêve, Dubaï, 1963-1966 ; premier secrétaire (commercial), Téhéran, 1973-1977 ; conseiller (commercial), Téhéran, 1982-1984

Wright, Ramsey Albert William : troisième secrétaire, Bahreïn, 1950-1954 ; deuxième secrétaire (administration), Djeddah, 1968-1970 ; consul, Djeddah, 1970-1971 ; premier secrétaire (administration), consul, Téhéran, 1975-1977

Wright, Sir Denis Arthur Hepworth : conseiller (commercial), Chicago, 1949-1951 ; chargé d'Affaires, Téhéran, 1953 ; conseiller, Téhéran, 1954-1955 ; ambassadeur, Téhéran, 1963-1971 ; président, British Institute of Persian Studies, 1978-1987

Wright, Sir John Oliver : ambassadeur, Washington, 1982-1986

Wright, Sir Patrick Richard Henry : ambassadeur, Damas, 1979-1981 ; ambassadeur, Riyad, 1984-1986 ; sous-secrétaire d'État permanent, directeur du service diplomatique, FCO, 1986-1991

Wrigley, Commandant John Peter : attaché naval, Téhéran, 1978-1980

Wyatt, Arthur Hope : troisième secrétaire, Ankara, 1952-1956 ; deuxième secrétaire, Ankara, 1959-1962 ; conseiller (économique et commercial), Téhéran, 1979-1981 ; conseiller, Ankara, 1981-1984

Young, John Robertson : formation linguistique, Chemlane, 1968-1969 ; troisième secrétaire, Le Caire, 1970-1973 ; conseiller, chef de chancellerie, Damas, 1984-1987 ; directeur, MED, FCO, 1987-1991

Younger, George Kenneth Hotson : secrétaire d'État à la Défense, 1986-1989

### III. États-Unis

Aaron, David Laurence : adjoint à l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1977-1981

Adelman, Kenneth Lee : représentant permanent adjoint, ONU, New York, 1981-1983 ; directeur, Agence des États-Unis pour le contrôle des armes et le désarmement, 1983-1987

Aftandilian, Gregory : SOAS, Londres, 1977 ; internat, INR, DOS, 1980 ; LSE, Londres, 1981-1982

Ahern, Thomas L., Jr. : officier du renseignement, chef d'antenne, Téhéran, 1978-1981 ; analyste (Moyen-Orient), Bibliothèque du Congrès, 1983-1985 ; analyste (Moyen-Orient), DIA, 1985-1986

Allen, Charles E. : officier du renseignement national, anti-terrorisme, années 1980 ; directeur, groupe de travail sur la localisation des otages, CIA, 1986

Allen, Richard Vincent : assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1981-1982

Ames, Robert Clayton : formation linguistique (arabe), Corps des signaux de l'armée américaine au Moyen-Orient, 1956-1957 ; division Proche-Orient, CIA, 1961-1962 ; officier du renseignement, Dhahran, 1962-1966 ; officier du renseignement, Aden, 1967-1969 ; officier du renseignement, Beyrouth, 1970-1971 ; officier du renseignement, Sanna, 1972 ; officier du renseignement, Téhéran, 1973 ; officier du renseignement, Koweït, 1973 ; directeur, branche Proche-Orient-péninsule Arabique, direction des opérations, CIA, 1975-1977 ; officier du renseignement, Beyrouth, 1977 ; officier du renseignement national, Proche-Orient-Asie du Sud, 1977-1981 ; directeur pour l'analyse, Proche-Orient-Asie du Sud, direction de l'intelligence, CIA, 1981-1983

- Askew, Reubin O'Donovan : représentant commercial des États-Unis, 1979-1981
- Atherton, Alfred Leroy Jr. : officier (politique), Damas, 1953-1956 ; bureau Irak-Jordanie-Chypre, DOS, 1959-1962 ; directeur-adjoint, bureau Proche-Orient, DOS, 1965-1974 ; secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, DOS, 1974-1978
- Baker, Howard Henry Jr. : secrétaire général de la Maison-Blanche, 1987-1988
- Baker, James Addison III : secrétaire général de la Maison-Blanche, 1981-1985 ; secrétaire au Trésor, 1985-1988
- Bannerman, Robert B. : officier (sécurité régionale), Téhéran, 1978-1979
- Barksdale, Thomas M. : officier du renseignement ; analyste (Iran), CIA, années 1980
- Bartholomew, Reginald Stanley : sous-secrétaire d'État (affaires politiques et militaires), DOS, 1979-1981 ; ambassadeur, Beyrouth, 1983-1986
- Bash, Richard : officier (pétrole), Téhéran, 1977-1979
- Beecroft, Robert Mason : directeur, bureau des affaires politiques et militaires, DOS, 1976-1979
- Bell, Griffin Boyette : procureur général des États-Unis, 1977-1979
- Bircher, John E., III
- Blucker, Robert Olof : officier (économique), Téhéran, 1979-1981
- Blumenthal, Werner Michael : secrétaire au Trésor, 1977-1979
- Boatner, Helen Louise : directrice, bureau de l'analyse politique et régionale, CIA, 1979 ; directrice, bureau Proche-Orient et Asie du Sud, direction du renseignement, CIA, 1979-1981
- Boerner, Michael Philip : conseiller (économique), Téhéran, 1980-1981
- Boyd, Theodore Alexander : officier (culture, information), Téhéran, 1977-1979
- Brewin, Roger Charles : conseiller (économique), Téhéran, 1984-1978
- Brewster, Kingman Jr. : ambassadeur, Londres, 1977-1981
- Brock, William Emerson : représentant commercial des États-Unis, 1981-1985
- Brown, General George : président, Comité des chefs d'État-Major interarmées, 1974-1978
- Brown, Harold : secrétaire à la Défense, 1977-1981
- Brzezinski, Zbigniew Kaimierz : assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1977-1981
- Burleigh, Albert Peter : directeur, bureau Iran-Irak, DOS, 1985-1987 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1987-1989
- Burns, William Joseph : boursier Marshall, St John's College, Oxford ; directeur, direction Proche-Orient et Asie du Sud, CIA, 1986-1988
- Burt, Richard Reeves : chercheur associé puis directeur-adjoint, International Institute of Strategic Studies, Londres, 1973-1975 ; directeur, bureau des affaires politiques et militaires, DOS, 1981-1983
- Bush, George Herbert Walter : représentant permanent, ONU, New York, 1971-1973 ; directeur, CIA, 1977-1978 ; vice-président des États-Unis, 1981-1988
- Cannistraro, Vincent : officier du renseignement, direction des opérations (Moyen-Orient), CIA, -

1984 ; directeur, programmes de renseignement, CSN, 1984-1987

Carlucci, Frank Charles III : directeur-adjoint, CIA, 1979-1981 ; secrétaire à la Défense adjoint, 1981-1982 ; assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1986-1987 ; secrétaire à la Défense, 1987-1989

Carney, lieutenant-colonel James : bureau Proche-Orient et Asie du Sud, bureau des affaires de sécurité internationale, DOD, 1986

Carswell, Robert : secrétaire au Trésor adjoint, 1977-1981

Carter, Eleanor Rosalynn Smith : première dame des États-Unis, 1977-1981

Carter, James Earl Jr. : président des États-Unis, 1977-1981

Casey, William Joseph : directeur du renseignement national, 1981-1987

Cassin, Vernon A. : officier du renseignement, Téhéran, fin des années 1970

Cave, George W. : officier du renseignement, Téhéran, 1958-1963 ; officier du renseignement, directeur adjoint d'antenne, Téhéran, 1973-1977 ; officier du renseignement, Riyad, 1977-1979

Charles, Sandra L. : bureau Proche-Orient et Asie du Sud, bureau des affaires de sécurité internationale, DOD, 1987-1988

Christopher, Warren Minor : secrétaire d'État adjoint, 1977-1981

Civiletti, Benjamin Richard : procureur général des États-Unis, 1979-1981

Clark, William Patrick : secrétaire d'État adjoint, 1981-1982 ; assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1982-1983

Clement, Carl John : officier (consulaire), Téhéran, 1968-1970 ; officier (principal), Khorramshahr, 1970-1973 ; spécialiste adjoint, INR, DOS, 1966-1967 ; bureau Iran, DOS, 1977-1979 ; directeur-adjoint, bureau Iran, DOS, 1979-1980

Cogan, Charles Galligan : officier du renseignement, bureau Proche-Orient et Asie du Sud, direction des opérations, CIA, 1979-1984

Cohen, Stephen Bruce : secrétaire d'État adjoint aux droits de l'homme, DOS, 1978-1980

Constable, Peter Dalton : officier (politique), Lahore, 1968-1971 ; officier (politique), chef de mission adjoint, Islamabad, 1976-1979 ; secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1979-1982

Cooper, Richard N. : sous-secrétaire d'État (affaires économiques), DOS, 1977-1981

Creekmore, Marion Virgil Jr. : directeur adjoint, bureau de la planification politique, DOS, 1985 ; secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1985-1987

Crowe, amiral William : président, Comité des chefs d'État-Major interarmées, 1985-1989

Curran, Robert Theodore : attaché culturel adjoint, Amman, 1961-1962 ; Kaboul, 1974-1977 ; directeur (Proche-Orient), Agence de communication internationale, 1978-1981

Cutler, Walter Leon : consul, Tabriz, 1965-1967 ; ambassadeur désigné, Téhéran, 1980

Daugherty, William James : troisième secrétaire, officier du renseignement, Téhéran, 1979-1981

Davis Michael : officier (Moyen-Orient), ONU, New York, 1981-1985

Deaver, Michael Keith : secrétaire général adjoint de la Maison-Blanche, 1981-1985

Denend, Leslie G. : assistant spécial de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1979-1981

Derwinski, Edward Joseph : conseiller, DOS, 1983-1987, sous-secrétaire d'État (contrôle des armes, affaires de sécurité internationale), 1987-1989

Djerejian, Edward Peter : assistant spécial de George Ball, 1962-1964 ; officier (politique), Beyrouth, 1965-1969 ; assistant exécutif de Joseph J. Sisco, DOS, 1972-1975 ; chef de mission adjoint, Amman, 1981-1984 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1986-1988

Draper, Morris : secrétariat du pacte de Bagdad, Bagdad, 1957-1959 ; conseiller (économique), Djeddah, 1961-1964 ; conseiller (politique), Amman, 1968-1970 ; conseiller, Ankara, 1970-1974 ; directeur, bureau Irak-Jordanie-Syrie-Liban, DOS, 1976-1978 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient), DOS, 1978-1983 ; consul général, Jérusalem, 1986-1988

Dubenstein, Kenneth Mark : secrétaire-général adjoint de la Maison-Blanche, 1987-1988

Duncan, Charles William, Jr. : secrétaire à la Défense adjoint, 1977-1979 ; secrétaire à l'Énergie, 1979-1981

Eagleburger, Lawrence Sidney : secrétaire d'État adjoint (Europe et Eurasie), DOS, 1981-1982 ; sous-secrétaire d'État (affaires politiques), DOS, 1982-1984

Ealum, James Maurice : officier (consulaire), Téhéran, 1969-1971 ; consul général, Dhahran, 1980 ; directeur, bureau Iran, DOS, 1983-1985

Earl, lieutenant-colonel Robert L. : officier du renseignement national adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), Conseil du renseignement national, CIA, 1977-1980

Earle, Ralph II : directeur de l'Agence des États-Unis pour le contrôle des armes et le désarmement, 1980-1981

Eizenstat, Stuart Elliott : principal conseiller du président pour la politique intérieure, 1977-1981

Englemann, major Robert : attaché naval, directeur des fournitures navales, MAAG, Téhéran, 1979-1981

Escudero, Stanley Tuemler : conseiller, Téhéran, 1971-1975 ; mission sous couverture, Téhéran, 1978-1979

Evans, David M. : directeur, bureau des opérations de sécurité internationale, 1980-1981 ; conseiller politique, commandement des forces navales américaines en Europe, Londres, 1982-1986 ; bureau de l'anti-terrorisme, DOS, 1986-1987

Fairbanks, Stephen C. : analyste politique (Iran), INR, DOS, 1986-1999

Ferree, Paul Jacob : officier (agriculture), Téhéran, 1977-1979

Fortier, Donald : directeur adjoint pour la planification politique, DOS, 1981-1982 ; directeur (Europe, OTAN), CSN, 1982-1983 ; directeur (affaires politiques et militaires), CSN, 1983-1985 ; adjoint à assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1985-1986

Frost, Ellen Louise : sous-secrétaire d'État adjoint (affaires économiques internationales), DOD, 1977-1981

Fuller, Graham E. : officier du renseignement, Ankara, Beyrouth, Dhahran, Sanaa, Kaboul ; officier du renseignement national (Proche-Orient et Asie du Sud), CIA, 1982-1986 ; vice-président, Conseil du renseignement national, CIA, 1986

Gates, Robert M. assistant spécial de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1979 ; directeur-adjoint, CIA, 1986-1989

Glaspie, April Catherine : officier (politique), Amman ; officier (politique), Koweït ; officier (politique), Beyrouth ; officier (politique), Le Caire (1973-1977) ; officier (politique), Londres, 1978-1980 ; officier (politique), ONU, New York, 1980-1981 ; officier (politique), cheffe de mission adjointe, Damas, 1983-1985

Gnehm, Edward William : officier principal, Damas, 1974-1975 ; directeur, bureau de liaison, Riyad, 1976-1978 ; chef de mission adjoint, Sanaa, 1978-1981 ; chef de mission adjoint, Amman, 1984-1987 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOD, 1987-1989

Goelz, Louis Paul : consul général, Téhéran, 1977-1979

Golacinski, Alan Bruce : officier (sécurité régionale), Téhéran, 1979-1981

Gordon, Bradley : analyste politique (Proche-Orient et Asie du Sud), CIA, 1979-1985

Graves, John Earl : officier (affaires publiques), Téhéran, 1979-1981

Greene, Myles L. : officier (politique), Téhéran, 1958-1961 ; bureau Grèce-Turquie-Iran, DOS, 1961-1965 ; officier (politique), Ankara, 1968-1971 ; directeur adjoint, bureau Iran, DOS, 1976-1978 ; conseiller (politique et militaire), Téhéran, 1978-1979 ; directeur adjoint (Proche-Orient), INR, DOS, 1979-1982

Griffin, George Brevard : officier politique, bureau ONU, DOS, 1967-1969 ; officier (politique), Islamabad, 1972-1973 ; officier principal adjoint, Lahore, 1973-1975 ; bureau Asie du Sud, INR, DOS, 1975-1979 ; chargé d'Affaires, Kaboul, 1980-1981

Grummon, Stephen : volontaire, Corps de la paix, Téhéran, 1970-1972 ; bureau Proche-Orient et Asie du Sud, INR, DOS, 1979-1980

Haig, Alexander Meigs Jr. : commandant suprême des forces alliées en Europe, Mons, 1974-1979 ; secrétaire d'État, 1981-1982

Hall, Joseph M.: attaché militaire, Téhéran, 1979

Harris, George Sellers : bureau Proche-Orient, INR, DOS, 1969-1970 ; officier (Moyen-Orient), bureau des analyses nationales, 1971-1973 ; assistant spécial du directeur, bureau de recherche et d'analyse (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1974-1977 ; directeur, bureau de recherche et d'analyse (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1979-1987

Hart, Howard Phillips : officier du renseignement ; direction des opérations, CIA, 1966 ; officier (politique), Bahreïn, 1974-1975 ; officier (politique), Téhéran, 1976-1976 ; chef d'antenne par interim, Téhéran, 1979 ; groupe de travail sur l'opération de sauvetage en Iran, DOD, 1980 ; chef d'antenne, Islamabad, 1981-1984

Hass, Kenneth Eugene : officier du renseignement ; officier (politique), Téhéran, années 1970 ; officier (politique), Mascate ; chef d'antenne, Beyrouth, 1982-1983

- Higgins, Richard : directeur adjoint, bureau Iran, département d'État, 1982
- Holland, lieutenant-colonel Leland J. : attaché militaire, Téhéran, 1978-1981
- Hooper, James R. : vice-consul, Dhahran, 1972-1974 ; officier (politique), Damas, 1975-1977 ; officier (politique), Tripoli, 1978-1980 ; officier (politique), Londres, 1980-1984 ; chef de mission adjoint, Koweït, 1986-1989
- Huddle, Franklin Pierce : analyste politique (Iran), INS, DOS, 1975-1979
- Hume, Cameron M. : conseiller (politique), Damas ; conseiller (politique), Beyrouth ; conseiller (Moyen-Orient), ONU, New York, 1986-1990
- Hunter, Robert Edward : directeur (Moyen-Orient), CSN, 1979-1981
- Jefferson, Charles James : analyste (Moyen-Orient), DIA, DOD, 1979-1984 ; analyste (Moyen-Orient), INR, DOS, 1984-1986
- Johnson, Mark : bureau Iran, DOS, 1977-1980
- Jones, général David Charles : chef d'État-Major des armées des États-Unis, 1978-1982
- Jordan, William Hamilton McWhorter : conseiller du président, 1977-1979 ; secrétaire-général de la Maison-Blanche, 1979-1980
- Kalp, Malcolm : officier du renseignement ; officier (commercial), Téhéran, 1979-1981
- Keith, Kenton Wesley : officier (affaires publiques), Bagdad, 1966-1967 ; officier (affaires publiques), Djeddah, 1967-1968 ; officier (affaires publiques), Istanbul, 1968-1972 ; officier (affaires publiques), Damas, 1974-1977 ; directeur-adjoint (Afrique du Nord, Proche-Orient et Asie du Sud), Agence d'information des États-Unis, 1983-1985
- Kemp, Geoffrey Thomas Howard : lieutenant, armée britannique, 1958-1960 ; université d'Oxford, 1963-1967 ; chercheur associé, Institute for Strategic Studies, Londres, 1965-1967 ; analyste de programme (affaires de sécurité internationale), DOD, 1975-1976 ; directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1981-1985
- Kennedy Moorhead C. Jr. : formation linguistique, Chemlane, 1957-1958 ; officier, Taïz, 1961-1962 ; officier, Beyrouth ; officier (économique et commercial), Téhéran, 1978-1981
- Kessler, Martha Neff : officier du renseignement, division Israélo-Arabe, CIA ; officier du renseignement national adjoint, puis par interim (Proche-Orient et Asie du Sud), CIA, 1979-1982
- Kirbo, Charles Hughes : conseiller du président, 1977-1981
- Kirkpatrick Jeane Duane : représentant permanent, ONU, New York, 1981-1985
- Koob, Kathryn L. : officier (culturel), directrice, Iran-American Society, Téhéran, 1979-1981
- Laingen, Lowell Bruce : officier (économique), Mechhed, 1953-1955 ; officier (politique), Karachi, 1960-1964 ; directeur, bureau Pakistan-Afghanistan, 1964-1968 ; chef de mission adjoint, Kaboul, 1968-1971 ; chargé d'affaires, Téhéran, 1979-1981
- Lambrakis, George Basil : officier (politique), Tel Aviv, 1963-1966 ; bureau Israël, DOS, 1966-1968 ; officier (politique), Londres, 1971-1975 ; chef de mission adjoint, Beyrouth, 1975-1976 ; chef de mission adjoint, Téhéran, 1976-1979 ; directeur, bureau du Proche-Orient, DOS, 1979-1981

- Lazan, Michael : directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1984
- Liimatainen, Robert Carl : officier (science), Téhéran, 1967-1970 ; officier (science), Téhéran, 1978-1979
- Limbirt, John William, Jr. : volontaire, Corps de la paix, Sanandaj, 1964-1966 ; enseignant, Chiraz, 1968-1972 ; conseiller (économique et commercial), Abou Dhabi, 1972-1975 ; officier (commercial), Dubaï, 1975-1976 ; officier (politique), Djeddah, 1978-1979 ; officier (politique), Téhéran, 1979-1981
- Lindstrom, Ralph E. : conseiller (politique et consulaire), Kaboul, 1952-1954 ; consul-général, Dhanan, 1978-1980 ; groupe de travail Iran, DOS, 1980-1981 ; directeur, bureau Iran, DOS, 1980-1983
- Long, David E. : formation linguistique (arabe), FSI, 1962-1963 ; officier (politique), Djeddah, 1967-1970 ; directeur, bureau de l'analyse (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1976-1982 ; bureau de la planification politique, DOS, 1982-1984 ; directeur-adjoint, bureau de l'anti-terrorisme, DOS, 1984-1986
- Lordon, Ronald D. : directeur, bureau de l'analyse (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1987
- Louis, John Jeffrey Jr. : ambassadeur, Londres, 1981-1983
- Lydon, Peter J. : directeur-adjoint, bureau Iran, DOS, 1985
- Marshall, Gene Brian : officier (consulaire), Téhéran, 1971-1973 ; consul, Ispahan, 1977
- Martin, Robert A. : officier (politique et militaire), Téhéran, 1976-1978 ; groupe de travail Iran, DOS, 1978-1981 ; bureau des affaires politiques et militaires, INR, DOS, 1981-1982
- McFarlane, Robert : conseiller, DOS, 1981-1982 ; adjoint à l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1982 ; représentant personnel du président au Moyen-Orient pour les négociations israélo-arabes, 1983 ; assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1983-1985
- McGaffey, David C. : officier (politique et militaire), Kaboul, 1973-1976 ; consul, Tabriz, 1976-1978 ; principal officier, Ispahan, 1978-1979 ; consul, Téhéran, 1979 ; directeur, service d'informations (Proche-Orient et Asie du Sud), Voix de l'Amérique, 1984-1986
- McHenry, Donald Franchot : représentant permanent, ONU, New York, 1979-1981
- Meese, Edwin A. III : conseiller du président, 1981-1985 ; procureur général des États-Unis, 1985-1988
- Metrinko, Michael James : volontaire, Corps de la paix, Ankara, 1968-1970 ; volontaire, Corps de la paix, Songhor puis Téhéran, 1970-1973 ; officier (politique), Ankara, 1974-1977 ; officier (visas), Téhéran, 1977-1978 ; officier (consulaire), Tabriz, 1978-1981 ; directeur adjoint, bureau Nord du golfe Persique, DOS, 1986-1988
- Miklos, Jack C. : officier, Téhéran, 1957-1959 ; bureau Iran, DOS, 1960-1963 ; directeur, bureau Iran, DOS, 1967-1974 ; chef de mission adjoint, Téhéran, 1977-1978 ; chargé d'Affaires, Téhéran,
- Mondale, Walter Frederick : vice-président des États-Unis, 1977-1981
- Morefield, Richard Henry : consul-général, Téhéran, 1979-1981
- Murphy, Richard William : consul, Alep, 1960-1963 ; officier, Amman, 1963-1966 ; officier, Djeddah, 1966-1968 ; directeur, bureau péninsule Arabique, DOS, 1968-1971 ; ambassadeur, Damas, 1974-1978 ; ambassadeur, Riyad, 1981-1983 ; secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DSO, 1983-1989



Muskie, Edmund Sixtus : secrétaire d'État, 1980-1981

Naas, Charles Willis : officier (politique), Karachi, 1955-1957 ; conseiller (politique), Kaboul, 1967-1971 ; officier (Moyen-Orient), ONU, New York, 1971-1973 ; directeur, bureau Iran, DOS, 1974-1978 ; chef de mission adjoint, Téhéran, 1978-1979

Neeley, Koy L. : officier (agriculture), Téhéran, 1978-1979

Neumann, Ronald E. : formation linguistique (persan), FSI, 1973-1976 ; officier principal, Tabriz, 1976-1977 ; assistant, bureau Proche-Orient et Asie du Sud, DOS, 1977-1979 ; officier, bureau Jordanie, DOS, 1979-1981 ; chef de mission adjoint, Sanaa, 1981-1983 ; directeur-adjoint, bureau péninsule Arabique, DOS, 1983-1986 ; formation linguistique (arabe), FSI, 1986-1987 ; chef de mission adjoint, Abou Dhabi, 1987-1990

O'Neill, Joseph P. : affectation temporaire, Téhéran, 1979

Oakley, Robert Bigger : officier (Moyen-Orient), ONU, New York, 1970-1971 ; conseiller (politique), Beyrouth, 1971-1974 ; bureau Moyen-Orient, bureau de la planification politique, DOS, 1974-1977 ; coordinateur pour l'antiterrorisme, DOS, 1984-1986 ; assistant spécial du président, directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1986-1988

Ode, Robert Carl : affectation temporaire, Téhéran, 1979-1981

Odom, lieutenant-général William Elridge : assistant militaire auprès de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1977-1981 ; chef d'État-Major adjoint pour le renseignement, 1981-1985 ; directeur, NSA, 1985-1988

Oney Earnest Ralph : officier du renseignement, Téhéran, 1957-1959 puis 1962-1964 ; directeur, bureau Grèce-Turquie-Iran, bureau du renseignement courant, CIA, 1950-1979

Owen, Henry S. : représentant spécial du président aux sommets économiques, 1977-1981

Pelletreau, Robert Halsey Jr. : chef de mission adjoint, Damas, 1975-1978 ; ambassadeur, Bahreïn, 1979-1980 ; secrétaire-adjoint à la Défense (Proche-Orient et Asie du Sud), DOD, 1979-1981 ; directeur, bureau péninsule Arabique, DOS, 1981-1982 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1983-1985 ; sous-secrétaire à la Défense adjoint, 1985-1987

Perett, William Gregory : officier (politique), Téhéran, 1978-1979

Placke, James Anthony : officier (économique), Bagdad, 1959-1961 ; formation linguistique (arabe), FSI, 1964-1965, puis Beyrouth, 1965-1966 ; officier (économique), Koweït, 1966-1969 ; officier (pétrole) et conseiller (économique), Tripoli, 1970-1971 ; ministre, chef de mission adjoint, Djeddah, 1979-1982 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient), DOS, 1982-1986

Poindexter, amiral John Marlan : assistant militaire de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1981-1983 ; adjoint de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1983-1985 ; assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1985-1986

Powell, colonel Colin Luther : assistant militaire, DOD, 1979-1986 ; adjoint de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1987 ; assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1987-1989

Precht, Henry M. : officier (administratif et consulaire), Le Caire, 1964-1966 ; officier, bureau Israélo-Arabe, DOS, 1967-1968 ; adjoint du secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient), DOS, 1968-1969 ; officier (politique et militaire), Téhéran, 1972-1976 ; officier, bureau des affaires politiques et militaires, DOS, 1976-1977 ; directeur, bureau Iran, DOS, 1977-1981 ; chef de mission adjoint, Le Caire, 1981-1985

Price, Charles Harry II : ambassadeur, Londres, 1983-1989

Putignano, Patrick Allen : White House Fellow (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1983

Quandt, William Bauer : directeur (Moyen-Orient et Afrique du Nord), CSN, 1977-1979

Raphel, Arnold Lewis : formation linguistique (persan), FSI, 1966 ; vice-consul, Ispahan, 1967-1968 ; officier (politique), Téhéran, 1970 ; assistant, secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1972 ; assistant spécial, sous-secrétaire d'État adjoint (affaires politiques), DOS, 1973-1975 ; officier (politique), Islamabad, 1975-1978 ; bureau de la planification politique, DOS, 1978 ; assistant spécial du secrétaire d'État, groupe d'opération de la crise des otages, 1979-1981 ; sous-secrétaire d'État adjoint (affaires politiques et militaires), DOS, 1982-1984 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1984-1987 ; ambassadeur, Islamabad, 1987-1988

Raphel, Robin Lynn : université de Londres, 1967-1968 ; université de Cambridge, 1969-1970 ; enseignante, Damavand College, Téhéran, 1970-1972 ; analyste (économique), CIA, 1973-1975 ; analyste (économique et financière), USAID, Islamabad, 1975-1978 ; officier (économique), bureau Israël, DOS, 1978-1979 ; assistante, secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1981-1984 ; officier (politique), Londres, 1984-1988

Raven-Hamilton, Eleanore : officier (consulaire), Téhéran, 1975-1977 ; groupe de travail Iran, DOS, 1979-1981

Reagan, Anne Frances Robins : première dame des États-Unis, 1981-1989

Reagan, Ronald Wilson : président des États-Unis, 1981-1989

Regan, Donald Thomas : secrétaire au Trésor, 1981-1985 ; secrétaire-général de la Maison-Blanche, 1985-1987

Richardson, Cecil S. : officier (consulaire), Téhéran, 1978-1979

Robins Mowry, Dorothy : officier, Agence d'information des États-Unis, Téhéran, 1978-1979

Rodman, Peter Warren : boursier Know, Worcester College, Oxford, 1964-1966 ; directeur, bureau de la planification politique, DOS, 1984-1986 ; adjoint de l'assistant du président pour les affaires de sécurité nationale, 1986-1987

Roeder, lieutenant-colonel David Milton : attaché de l'air adjoint, Téhéran, 1979-1981

Rosen, Barry M. : volontaire, Corps de la paix, Téhéran, 1967-1969 ; attaché de presse, Téhéran, 1978-1982

Ross, Dennis B. : directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1986-1988

Royer, William Blackburn, Jr. : officier-adjoint (affaires culturelles), Djeddah, 1967-1972 ; directeur-adjoint, Iran-American Society, Téhéran, 1979-1981

- Ryno, Brooks : directeur, Centre du commerce américain, Téhéran, 1977
- Saunders, Harold Henry : sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1974-1975 ; secrétaire d'État adjoint (recherche et renseignement), DOS, 1975-1978 ; secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient), DOS, 1978-1981
- Schaefer, colonel Thomas E. : formation linguistique (persan), DOD, 1977-1978; attaché (USAF), 1978-1981
- Schatz, Henry Lee : attaché (agricole), Téhéran, 1979-1981
- Schell, Barbara L. : officier (commercial), Téhéran, années 1970
- Schermerhorn Lange : officier (économique et commercial), Téhéran, 1974-1978 ; attaché commercial adjoint, Londres, 1978-1981
- Scott, colonel Charles William : attaché militaire, Téhéran, 1979-1981
- Secord, colonel Richard Vernon : conseiller auprès des Forces armées impériales iraniennes, 1963, 1964, 1965 ; bureau des affaires de sécurité internationale, DOD, 1972-1973 ; directeur (USAF), MAAG, Téhéran, 1975-1978 ; secrétaire à la Défense adjoint aux affaires de sécurité internationale (Proche-Orient et Asie du Sud), 1981-1983 ;
- Seignious, George Marion II : Agence des États-Unis pour le contrôle des armes et le désarmement, 1978-1980
- Seitz, Raymond George Hardenbergh : officier (politique), Londres, 1975-1978; ministre, Londres, 1984-1989
- Sens, Andrew Douglas : officier (Moyen-Orient), DIA, DOD ; attaché militaire, Téhéran, 1979-1981
- Sharer, commandant Donald A. : attaché naval, Téhéran, 1979-1981
- Shellenberger, John Horace : officier (affaires publiques), Téhéran, 1977-1979
- Shultz, George Prat : secrétaire d'État, 1982-1989
- Sick, capitaine Gary G. : formation linguistique (arabe), École de langue de Défense, 1964-1965 ; attaché naval adjoint, Le Caire, 1965-1967 ; directeur, Émirats du golfe Persique et océan Indien, bureau des affaires de sécurité internationale, DOD, 1973-1976 ; bureau Moyen-Orient, CSN, 1976-1981
- Solomon Anthony Morton : secrétaire d'État adjoint (affaires monétaires), département du Trésor, 1977-1980
- Stark, James R.: directeur (affaires politiques et militaires), CSN, 1984-1987
- Stempel, John Dallas : officier de quart, centre des opérations, DOS, 1968-1969 ; officier (politique), Téhéran, 1975-1979 ; directeur, bureau Proche-Orient et Asie du Sud, DOS, 1983-1985
- Steven, Robert S. : officier de quart, centre des opérations, DOS, 1979-1980
- Stoddard, Philip Hendrick : analyste, INR, DOS, 1963-1978; directeur-adjoint pour la recherche et analyse (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1978 ; directeur-adjoint pour l'analyse courante, INR, DOS, 1980-1983 ; directeur, Middle East Institute, 1983-1987
- Streator, Edward James : analyste, INR, DOS, 1962-1964 ; conseiller-adjoint (politique et militaire), OTAN, Bruxelles, 1968-1969 ; directeur adjoint, bureau OTAN, DOS, 1969-1975 ; chef de mission

adjoint, puis représentant permanent adjoint, OTAN, Bruxelles, 1975-1977 ; chef de mission adjoint, Londres, 1977-1984

Suddarth, Roscoe Seldon : New College, Oxford, 1958 ; formation linguistique (arabe), Beyrouth, 1963-1965 ; officier (politique), Sanaa, 1963-1965 ; officier (politique), Tripoli, 1967-1969 ; officier, bureau Libye, DOS, 1969-1971 ; officier, bureau des affaires politiques et militaires, DOS, 1972-1973 ; conseiller (politique), Amman, 1973-1979 ; assistant exécutif, sous-secrétaire d'État adjoint (affaires politiques), DOS, 1979-1981 ; chef de mission adjoint, Riyad, 1982-1985 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient et Asie du Sud), DOS, 1985-1987 ; ambassadeur, Amman, 1987-1990

Sullivan, William S. : ambassadeur, Téhéran, 1977-1979

Sveda, Russel : officier de quart, centre des opérations, DOS, 1979-1980

Swift, Elizabeth Ann : officier (politique), Téhéran, 1979-1981

Tahir-Kheli, Shirin R. : directrice (affaires politiques et militaires), CSN, 1984-1985 ; directrice (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1985-1988

Taylor, Clyde Donald : officier (développement économique et financier), Téhéran, 1975-1979

Taylor, Robert : bureau Proche-Orient et Asie du Sud, bureau des affaires de sécurité internationale, DOD, 1986

Teicher, Howard R. : analyste politique (affaires politiques et militaires), DOS, 1977-1978 ; analyste politique (affaires de sécurité internationale), DOD, 1978-1981 ; directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), CSN, 1982-1986 ; directeur (affaires politiques et militaires), CSN, 1986-1987

Theros, Patrick Nickolas : officier junior, Djeddah, 1963-1964 ; officier (consulaire), Dhahran, 1964-1966 ; formation linguistique (arabe), Beyrouth, 1969-1970 ; officier (politique), Amman, 1970-1974 ; officier (économique et commercial), Damas, 1976-1980 ; chef de mission adjoint, chargé d'Affaires, Abou Dhabi, 1980-1983 ; directeur, bureau des affaires politiques et militaires, DOS, 1983-1986 ; officier politique, chef de mission adjoint, Amman, 1987-1991

Thornhill, Elizabeth : officier, bureau Iran, Agence d'information des États-Unis, 1984-1995

Tomseth, Victor L. : officier (politique), Chiraz, 1976-1979 ; conseiller (politique), chef de mission adjoint par intérim, Téhéran, 1979-1981

Turner, Stansfield M. : directeur, CIA, 1977-1981

Twetten, Thomas : officier du renseignement ; analyste (Proche-Orient et Asie du Sud), CIA, 1983-1986 ; directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), direction des opérations, CIA, 1988

Vance, Cyrus Robert : secrétaire d'État, 1977-1980

Veliotes, Nicholas Alexander : chef de mission adjoint, Tel Aviv, 1973-1975 ; ambassadeur, Amman, 1978-1981 ; sous-secrétaire d'État adjoint (Proche-Orient), DOS, 1981-1983 ; ambassadeur, Le Caire, 1983-1985

Vessey, General John W. Jr. : président, Comité des chefs d'État-Major interarmées, 1982-1985

Walters, Vernon A. : représentant permanent, ONU, New York, 1985-1989

Warnke, Paul Culliton : directeur, Agence des États-Unis pour le contrôle des armes et le

## désarmement, 1977-1978

Washburn, John L. : deuxième secrétaire (pétrole), Téhéran, 1969-1973 ; officier de quart, groupe de travail Iran, DOS, 1979 ; bureau de la planification politique, DOS, 1985-1987

Waterman, Charles E. : officier du renseignement national (Proche-Orient et Asie du Sud), 1981

Watson, Jack Hearn : secrétaire-général de la Maison-Blanche, 1980-1981

Webster, Daniel K. : officier du renseignement national (Proche-Orient et Asie du Sud), 1986

Webster, William Hedgcock : directeur, CIA, 1987-1991

Weinberger, Caspar Willard : secrétaire à la Défense, 1981-1987

Westley, David E. : officier (commercial), Téhéran, 1977

White, Wayne : analyste (Irak et Syrie), INR, DOS, 1979-1986 ; directeur adjoint (affaires arabes et israéliennes), INR, DOS, 1986-1990

Winkler, Gordon : officier (affaires publiques), Téhéran, 1973-1977

Wolle, William Down : officier (consulaire), Bagdad, 1951-1954 ; officier (consulaire), Manchester, 1954-1957 ; formation linguistique (arabe), Beyrouth, 1957-1958 ; officier (consulaire), Aden, 1958-1959 ; officier (économique et commercial), Djeddah, 1959-1962 ; chef de mission adjoint, Koweït, 1968-1970 ; officier (économique et commercial), Amman, 1970-1973 ; ambassadeur, Mascate, 1974-1978 ; directeur (Proche-Orient et Asie du Sud), INR, DOS, 1978-1979 ; ambassadeur, Abou Dhabi, 1979-1981

Yeutter, Clayton Keith : représentant commercial des États-Unis, 1985-1989

Young, Andrew Jackson : représentant permanent, ONU, New York, 1977-1979

**IV. Iran**

Afrouz, Gholam-Ali : chargé d'affaires d'Iran à Londres, 1979-1980,

Akhondzadeh, Mohammad-Mehdi : chargé d'affaires d'Iran à Londres, 1986-1989

Ali Radjaï Mohammad : Premier ministre, 1980-1981 ; ministre des Affaires étrangères, 1981 ; président de la République islamique d'Iran, 1981

Amouzegar, Jamshid : Premier ministre, 1977-1978

Azhari, Gholam Reza : Premier ministre, 1978-1979

Bahonar, Mohammad Javad : Premier ministre, 1981

Bakhtiar, Chapour : Premier ministre, 1979

Banisadr, Abolhassan : ministre des Affaires étrangères, 1979 ; président de la République islamique d'Iran, 1980-1981

Bazargan Mehdi : ministre des Affaires étrangères, 1979 ; Premier ministre, 1979

Diba, Farah : shahbanou d'Iran, 1959-1979

Esfandiari, Bakhtiari Soraya : reine consort d'Iran, 1951-1958

Farhang, Mansour : représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, 1979-1980

Farrokhrouz, Alireza : chargé d'affaires d'Iran à Londres, 1981-1982,  
 Fouad, Faouzia : reine d'Iran, 1941-1948  
 Ghotbzadeh Sadegh : ministre des Affaires étrangères, 1979-1980  
 Haeri Yazdi, Mehdi : ambassadeur d'Iran à Washington, 1979  
 Hoveida, Amir Abbas : Premier ministre, 1965-1977  
 Hoveida, Fereydoun : représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, 1970-1979  
 Khamenei Ali : président de la République islamique d'Iran, 1981-1989  
 Khodapanahi Mohammad Karim : ministre des Affaires étrangères, 1980-1981  
 Khomeini, Rouhollah Moussavi : guide suprême de la révolution, 1979-1989  
 Mahallati, Mohammad Jafar : représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, 1987-1989  
 Mahdavi, Abdolreza Houshang : chargé d'affaires d'Iran à Londres, 1979  
 Mahdavi-Kani, Mohammad Reza : Premier ministre, 1981  
 Mousavi Mir-Hosseini : ministre des Affaires étrangères, 1981  
 Mousavi, Mir-Hosseini: Premier ministre, 1981-1989  
 Pahlavi, Mohammad Reza : shah d'Iran, 1941-1979  
 Pahlavi, Reza : prince héritier d'Iran, 1979-1980  
 Radji, Parviz Camran : ambassadeur d'Iran à Londres, 1976-1979  
 Rajaie-Khorassani, Said : représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, 1981-1987  
 Sadatian, Jalal : chargé d'affaires d'Iran à Londres, 1982-1986  
 Sanjabi Karim : ministre des Affaires étrangères, 1979  
 Sharif-Emami, Jafar : Premier ministre, 1978  
 Shemirani, Jamal : représentant permanent de l'Iran auprès des Nations unies, 1979, 1980  
 Velayati Ali Akbar : ministre des Affaires étrangères, 1981-1997  
 Yazdi Ebrahim : ministre des Affaires étrangères, 1979  
 Zahedi, Ardeshir : ambassadeur d'Iran à Londres, 1962-1966 ; ambassadeur d'Iran à Washington, 1973-1979

## V. Organisation des Nations unies

Goulding, Sir Marrack : sous-secrétaire général des Nations unies (affaires politiques), 1986-1997  
 Palme, Sven Olof Joachim : représentant spécial du secrétaire-général des Nations unies, en Iran et en Irak, 1981-1985  
 Pérez de Cuéllar, Javier : secrétaire-général des Nations unies, New York, 1982-1991  
 Picco, Giandomenico : secrétaire-général adjoint des Nations unies (affaires politiques), New York, 1973-1992  
 Waldheim, Kurt : secrétaire-général des Nations unies, New York, 1972-1981

**Titre :** Friends, Fools and Foes : les « relations spéciales » entre le Royaume-Uni et les États-Unis à l'épreuve de la révolution islamique en Iran (années 1970-1980)

**Mots clés :** relations spéciales, révolution islamique, prise de décision, Royaume-Uni, États-Unis, Iran

**Résumé :** Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la résurrection de l'idée de « famille anglo-saxonne », instrumentalisée par les impérialistes victoriens, se traduit par la conception d'une « relation spéciale » qui unirait les intérêts de Londres et de Washington. Cette recherche propose de vérifier, à l'interface entre l'étude des relations transatlantiques, de la politique étrangère et de la prise de décision, dans quelle mesure la politique iranienne corrobore la spécialité du bilatéralisme américano-britannique à la fin de la guerre froide. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la Perse impériale était une étape stratégique ménagée sur la route des Indes par la Couronne britannique. Un siècle après le « Grand jeu », dans un contexte de guerre froide, elle devient l'un des piliers de la stratégie d'endiguement de l'Union soviétique élaborée par les États-Unis.

Le rôle de Londres et de Washington dans le renforcement du pouvoir impérial en 1953 nourrit la méfiance de la société iranienne pour les ingérences étrangères. Celle-ci éclate lors la révolution islamique à la fin des années 1970, perçue à Londres et à Washington comme une débâcle. L'étude du dialogue entre les acteurs américains et britanniques de la politique iranienne, enracinée dans l'analyse de leur formation, de leur carrière et de leurs réseaux, permet de cerner les formes de convergences, connivences et concurrences dans les stratégies de politique étrangère américaines et britanniques. Dans l'ombre post-traumatique des syndromes de Suez et du Vietnam, la mise à l'épreuve des « relations spéciales » par la « perte de l'Iran » montre ainsi l'opportunisme réciproque de partenaires en crise de puissance devant le dérèglement du monde.

**Title :** Friends, Fools and Foes : the “special relationships” between the United Kingdom and the United States during the Islamic Revolution in Iran (1970s-1980s)

**Keywords :** special relationships, Islamic Revolution, decision-making, United Kingdom, United States, Iran

**Abstract :** During the second half of the 20th century, the renewal of the idea of an “Anglo-Saxon family,” born in the rhetoric of the Victorian imperialists, feeds the political concept of “special relationship” supposedly uniting American and British interests in the world. By studying the transatlantic relationship, the foreign policy and the decision-making process, this research uses British and American policy towards Iran as a case study to assess the validity of the “special relationship” during the late Cold War. Imperial Persia had been a strategic point of the British Empire to protect the passage to India ever since the 19th century. A century after the “Great Game”, the Cold War context, made it a pillar of the United States containment against the Soviet Union. In 1953, the British and American helped the shah to reinforce his power, therefore nourishing the Iranian defiance of foreign interventions in the country.

This defiance broke out during the Islamic Revolution of the late 1970s, perceived in Washington and London as a debacle. The regular talks between the American and British experts and foreign policy makers dealing with Iran prove that the United States and the United Kingdom foreign policy strategies were made of convergence, connivance and concurrence. Their different trainings, careers and networks explain the way they looked at Imperial Iran then at the Islamic Republic. Following the British withdrawal from East of Suez and the American Vietnam syndrome, the ordeal of the “loss of Iran”, and the way it tested the “special relationship” between the United Kingdom and the United States, show how much both partners looked at each other in an opportunistic way.